

Tome CLXXVII

Session ordinaire

Band CLXXVII

Ordentliche Session

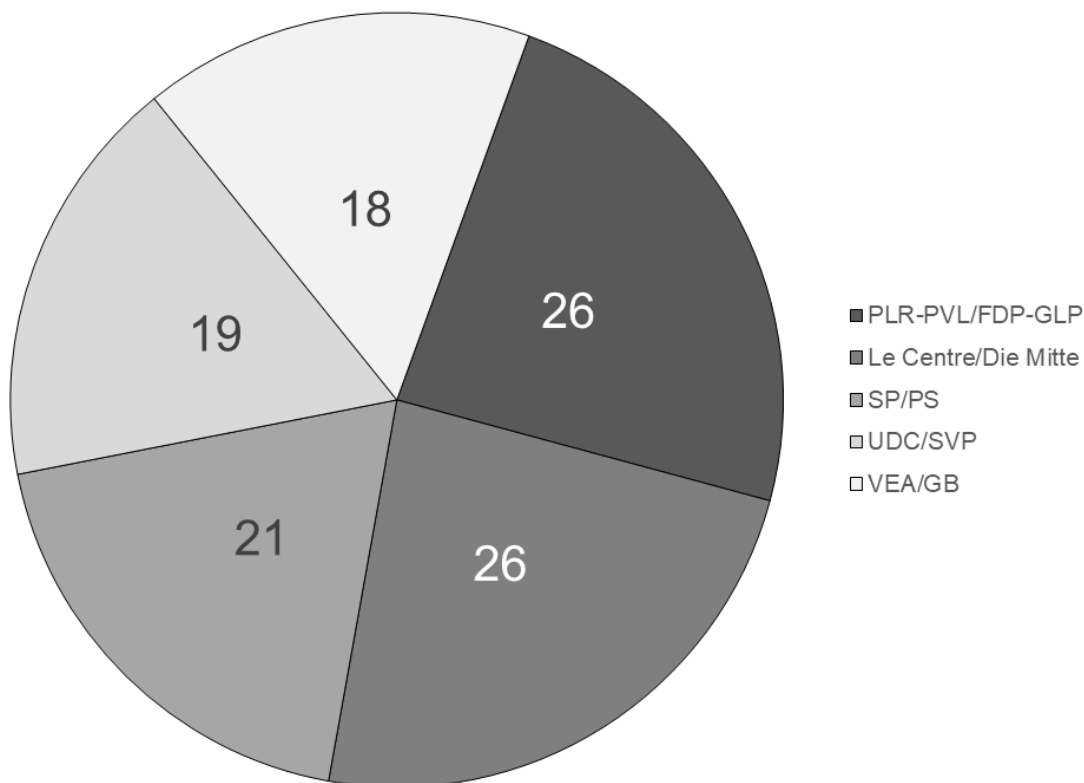
—

Mai 2025

Contenu/Inhalt	Pages/Seiten
Première séance, mardi 20 mai 2025 – <i>1. Sitzung, Dienstag, 20. Mai 2025</i>	1057 – 1100
Deuxième séance, mercredi 21 mai 2025 – <i>2. Sitzung, Mittwoch, 21. Mai 2025</i>	1101 – 1128
Troisième séance, jeudi 22 mai 2025 – <i>3. Sitzung, Donnerstag, 22. Mai 2025</i>	1129 – 1162
Quatrième séance, vendredi 23 mai 2025 – <i>4. Sitzung, Freitag, 23. Mai 2025</i>	1163 – 1198
Attribution des objets aux commissions – <i>Zuweisung der Geschäfte an die Kommissionen</i>	1199 – 1202
Messages – <i>Botschaften</i>	1203 – 2147
Préavis – <i>Stellungnahmen</i>	2148 – 2172
Dépôts et développements – <i>Begehren und Begründungen</i>	2173 – 2253
Réponses – <i>Antworten</i>	2254 – 2406
Composition du Grand Conseil – <i>Zusammensetzung des Grossen Rates</i>	2407 – 2410
Table des matières – <i>Inhaltsverzeichnis</i>	2411 – 2418

Cercles électoraux/Wahlkreise	Sièges/Sitze
SC Sarine-Campagne/Saane Land	23
GR Gruyère/Greyerz	20
SE Singine/Sense	15
FV Fribourg-Ville/Stadt Freiburg	13
LA Lac/See	13
BR Broye/Broye	11
GL Glâne/Glane	8
VE Veveyse/Vivisbach	7

Groupes parlementaires/Fraktionen	Sièges/Sitze
PLR-PVL/FDP-GLP Groupe libéral-radical et verts-libéraux / <i>Freisinnig-Demokratische und Grünliberale Fraktion</i>	26
Le Centre/Die Mitte Groupe Le Centre/ <i>Fraktion Die Mitte</i>	26
PS/SP Groupe socialiste/ <i>Sozialdemokratische Fraktion</i>	21
UDC/SVP Groupe Union démocratique du centre / <i>Fraktion der Schweizerischen Volkspartei</i>	19
VEA/GB Groupe VERT·E·S et allié·e·s/ <i>Fraktion Grünes Bündnis</i>	18



Première séance, mardi 20 mai 2025

Présidence de Françoise Savoy (PS/SP, SC)

Sommaire

Signature	Genre d'affaire	Titre	Traitement	Personnes
	Divers	Texte d'une auteure fribourgeoise		
	Divers	Communications		
	Divers	Présentation du nouveau site Parlinfo		
2024-CE-151	Rapport d'activité	Conseil d'Etat : avancement des travaux dans le cadre du programme gouvernemental	Discussion	<i>Rapporteur-e</i> Benoît Glasson <i>Représentant-e du gouvernement</i> Danielle Gagnaux
2024-CE-151	Rapport d'activité	Vie et activités du Conseil d'Etat	Discussion	<i>Rapporteur-e</i> Benoît Glasson <i>Représentant-e du gouvernement</i> Danielle Gagnaux
2024-DFIN-20	Comptes de l'Etat	Comptes de l'Etat. Exercice 2024	Entrée en matière générale	<i>Rapporteur-e</i> François Ingold <i>Représentant-e du gouvernement</i> Jean-Pierre Siggen
2024-DFIN-20	Comptes de l'Etat	Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts	Examen de détail	<i>Rapporteur-e</i> Armand Jaquier <i>Représentant-e du gouvernement</i> Didier Castella
2024-CE-151	Rapport d'activité	Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts	Discussion	<i>Rapporteur-e</i> Armand Jaquier <i>Représentant-e du gouvernement</i> Didier Castella
2025-DIAF-6	Rapport et comptes	Etablissement cantonal d'assurance des animaux de rente (Sanima) - Rapport d'activité et comptes 2024	Discussion Vote	<i>Rapporteur-e</i> Armand Jaquier <i>Représentant-e du gouvernement</i> Didier Castella
2024-DFIN-20	Comptes de l'Etat	Direction des finances	Examen de détail	<i>Rapporteur-e</i> Julien Vuilleumier <i>Représentant-e du gouvernement</i> Jean-Pierre Siggen
2024-CE-151	Rapport d'activité	Direction des finances	Discussion	<i>Rapporteur-e</i> Julien Vuilleumier

Signature	Genre d'affaire	Titre	Traitement	Personnes
				<i>Représentant-e du gouvernement</i> Jean-Pierre Siggen
2025-DFIN-9	Rapport et comptes	Banque cantonale de Fribourg. Rapport de gestion 2024	Discussion Vote	<i>Rapporteur-e</i> Julien Vuilleumier <i>Représentant-e du gouvernement</i> Jean-Pierre Siggen
2025-DFIN-8	Rapport et comptes	Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (CPPEF). Rapport relatif aux comptes 2024	Discussion	<i>Rapporteur-e</i> Julien Vuilleumier <i>Représentant-e du gouvernement</i> Jean-Pierre Siggen
2024-DFIN-20	Comptes de l'Etat	Pouvoir exécutif - Conseil d'Etat et Chancellerie	Examen de détail	<i>Rapporteur-e</i> Benoît Glasson <i>Représentant-e du gouvernement</i> Danielle Gagnaux
2024-CE-151	Rapport d'activité	Chancellerie d'Etat	Discussion	<i>Rapporteur-e</i> Benoît Glasson <i>Représentant-e du gouvernement</i> Danielle Gagnaux
2024-DFIN-20	Comptes de l'Etat	Pouvoir législatif	Examen de détail	<i>Rapporteur-e</i> Benoît Glasson <i>Représentant-e du gouvernement</i> Mireille Hayoz
2024-DFIN-20	Comptes de l'Etat	Direction de la sécurité, de la justice et du sport	Examen de détail	<i>Rapporteur-e</i> Marie Levrat <i>Représentant-e du gouvernement</i> Romain Collaud
2024-CE-151	Rapport d'activité	Direction de la sécurité, de la justice et du sport	Discussion	<i>Rapporteur-e</i> Marie Levrat <i>Représentant-e du gouvernement</i> Romain Collaud
2024-DFIN-20	Comptes de l'Etat	Pouvoir judiciaire	Examen de détail	<i>Rapporteur-e</i> Marie Levrat <i>Représentant-e du gouvernement</i> Romain Collaud
2025-DSJS-61	Rapport et comptes	Office de la circulation et de la navigation OCN - rapport de gestion 2024	Discussion	<i>Rapporteur-e</i> Marie Levrat <i>Représentant-e du gouvernement</i> Romain Collaud
2024-DFIN-20	Comptes de l'Etat	Direction de la santé et des affaires sociales	Examen de détail	<i>Rapporteur-e</i> Christel Berset <i>Représentant-e du gouvernement</i>

Signature	Genre d'affaire	Titre	Traitement	Personnes
				Philippe Demierre
2024-CE-151	Rapport d'activité	Direction de la santé et des affaires sociales	Discussion	<i>Rapporteur-e</i> Catherine Beaud <i>Représentant-e du gouvernement</i> Philippe Demierre
2025-DSAS-37	Rapport d'activité	Hôpital fribourgeois (HFR) - Rapport d'activité 2024	Discussion	<i>Rapporteur-e</i> Catherine Beaud <i>Représentant-e du gouvernement</i> Philippe Demierre
2025-DSAS-36	Rapport d'activité	Rapport d'activité 2024 de l'Etablissement cantonal des assurances sociales (ECAS)	Discussion Vote	<i>Rapporteur-e</i> Catherine Beaud <i>Représentant-e du gouvernement</i> Philippe Demierre
2025-GC-109	Election judiciaire	Procureur-e général-e	Scrutin uninominal	
2025-GC-110	Election judiciaire	Juge de paix 100% auprès de la Justice de paix de l'arrondissement de la Broye	Scrutin uninominal	
2025-GC-111	Election judiciaire	Assesseur-e (locataires) au Tribunal des baux de la Singine et du Lac	Scrutin uninominal	
2025-GC-112	Election judiciaire	Assesseur-e (locataires) auprès de la Commission de conciliation en matière de bail du district de la Sarine	Scrutin uninominal	

La séance est ouverte à 14 h 00.

Présence de 107 députés; absents: 3.

Sont absents avec justifications: M^{me} et MM. Bertrand Gaillard, Catherine Beaud et David Fattebert.

Le Conseil d'Etat est présent in corpore.

Divers

Texte d'une auteure fribourgeoise

Clément Christian (*Le Centre/Die Mitte, SC*). Outre leurs verts pâturages et leurs vertes vallées, outre leur patois survivant et leur gallois vigoureux, le Pays de Fribourg et le Pays de Galles partagent, en 2025, un extraordinaire point commun qui aurait mérité la une de La Liberté : celui d'inviter la voix des bardes du terroir à résonner sous les voûtes du Parlement.

Depuis 1176, les Gallois offrent un siège à un de leurs poètes à la table des Rois, indispensable contrepoids au règne et au pouvoir. C'est «la vérité contre le monde» telle que proclamée par l'EISTEDDFOD, un concours de poésie en vers et langue gaélique à l'issue nationale duquel le vainqueur était invité à «s'asseoir en paix» à la table du gouvernement.

En 1917, comme le veut la coutume, on appela par trois fois le nom de plume du gagnant qui ne répondit pas : HEDD WYN (Paix blanche) agonisait sur un champ de bataille belge, à trente ans, alors que son oeuvre était célébrée pour avoir raconté toutes les angoisses, tous les troubles, tout le chagrin d'une guerre qu'il n'avait jamais admise ni comprise. La chaise du poète

resta vide mais on transporta ce chef-d'oeuvre d'ébénisterie jusqu'au village de Ellis Evans, dans la ferme de ses parents dont tous les fils étaient morts à la guerre.

Le parallèle est troublant en ce temps brutal de conflits, de cruautés et de persécutions que nous vivons. Le penseur, le poète, le barde du terroir, et plus généralement l'artiste, celui qui doute toujours du besoin que son pays a de lui, celui qui n'est jamais persuadé que ses mots et son oeuvre soient utiles pour sa terre, celui qui n'est jamais convaincu que sa pensée soit reconnue comme une composante fondamentale de l'identité nationale, celui qui n'est jamais sûr que sa voix vibre plus haut que celle du cor des Alpes, celui-là s'assied en paix sur la chaise qu'on lui avance aujourd'hui, pour quelques instants, «à la table des Rois», afin que le murmure du monde résonne en permanence dans les échos de leurs débats.

Marie-Claire Dewarrat – Châtel-St-Denis, Mai 2025

Divers Communications

Présidente du Grand Conseil. Respect du secret de fonction

Je vous rappelle que chaque membre du Grand Conseil est tenu de respecter le secret de fonction tel que le stipulent l'article 53 al. 1 let. e LGC et l'article 100 LGC.

Etude scientifique

L'Université de Genève poursuivra son enquête sur la polarisation et la tolérance politique dans la salle Susanna ce jour et jeudi. Je vous encourage vivement à répondre à cette enquête. Lors de la session de mars, seules 38 personnes y ont participé.

Classement d'un instrument parlementaire

Lors de sa séance du 15 avril 2025, le Conseil d'Etat a adopté une ordonnance modifiant l'ordonnance concernant la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leur biotope dans le sens demandé par la motion 2023-GC-36 « Indemnisation pour les dommages aux cultures dus aux corneilles et aux corbeaux freux ». Celle-ci est donc mise en œuvre et peut être classée.

> Le Grand Conseil prend acte de ces communications.

Divers Présentation du nouveau site Parlinfo

> M. Simon Corbaz, responsable informatique du Grand Conseil, présente aux membres présents la nouvelle mouture du site web parlinfo.fr.ch.

Rapport d'activité 2024-CE-151 Conseil d'Etat : avancement des travaux dans le cadre du programme gouvernemental

Rapporteur-e:	Glasson Benoît (PLR/PVL/FDP/GLP, GR)
Représentant-e du gouvernement:	La Chancelière d'Etat.
Rapport/message:	11.03.2025 (BGC mai 2025, p. 1203)
Préavis de la commission:	05.05.2025 (BGC mai 2025, p. 1443)

Discussion

Glasson Benoît (PLR/PVL/FDP/GLP, GR). Selon le programme gouvernemental de juin 2022, le Conseil d'Etat nous renseigne chaque année sur l'état de réalisation du programme de législation. En vous évitant la lecture complète du rapport, je peux vous annoncer que ce dernier nous informe sur les actes suivants:

- > économie et innovation,
- > cohésion sociale,
- > transition environnementale,
- > gouvernance,
- > digitalisation.

Les détails se trouvent dans les pages 6 à 32 du rapport et des compléments plus précis vous seront détaillés dans les rapports des directions respectives.

- > L'examen de ce chapitre du rapport d'activité est ainsi terminé.

Rapport d'activité 2024-CE-151 Vie et activités du Conseil d'Etat

Rapporteur-e:	Glasson Benoît (PLR/PVL/FDP/GLP, GR)
Représentant-e du gouvernement:	La Chancelière d'Etat.
Rapport/message:	11.03.2025 (BGC mai 2025, p. 1203)
Préavis de la commission:	05.05.2025 (BGC mai 2025, p. 1443)

Discussion

Glasson Benoît (PLR/PVL/FDP/GLP, GR). Les rapports par la direction vous fourniront les informations nécessaires sur la vie et les activités du Conseil d'Etat.

- > L'examen de ce chapitre du rapport d'activité est ainsi terminé.

Comptes de l'Etat 2024-DFIN-20 Comptes de l'Etat. Exercice 2024

Rapporteur-e:	Ingold François (VEA/GB, FV)
Représentant-e du gouvernement:	Siggen Jean-Pierre, Directeur des finances
Rapport/message:	01.04.2025 (BGC mai 2025, p. 1901)
Préavis de la commission:	05.05.2025 (BGC mai 2025, p. 1975)
Remarque:	Les comptes détaillés sont publiés sous la forme d'un fascicule séparé.

Entrée en matière générale

Ingold François (VEA/GB, FV). La Commission de finances et de gestion s'est réunie à 9 reprises afin d'examiner les comptes de l'Etat pour l'exercice 2024. Conformément à la pratique habituelle, avant l'examen en séance de la CFG, toutes les directions ont été visitées par deux rapporteurs de notre commission pour un examen plus approfondi. En ma qualité de Rapporteur général de la CFG je vais maintenant vous présenter les remarques générales sur l'ensemble des comptes et rapports de gestion ainsi que les recommandations de la CFG. Les rapporteurs de chaque direction, quant à eux, vous présenteront un rapport spécifique par direction portant sur les comptes ainsi que sur les rapports d'activité lors de l'examen de la direction concernée.

Le compte de résultats de l'Etat de Fribourg présente en 2024 un excédent de revenus d'un million après opérations de clôture, à savoir un résultat conforme aux prévisions du budget, bien que les revenus et les charges aient augmenté de 2,4% entre le budget et les comptes. Les comptes 2024 franchissent ainsi largement la barre des 4 milliards, avec des revenus de 4 milliards 341 millions, à savoir 103,5 millions de plus que les revenus et charges inscrits au budget. Lors des opérations de clôture, un montant de 25 millions a été crédité à la provision pour l'assainissement du HFR ainsi que 7 millions supplémentaires pour la provision aux coûts potentiels des heures supplémentaires. Afin d'équilibrer les comptes, le Conseil d'Etat a puisé notamment 30 millions dans la provision pour risques sur bénéfice de la BNS et a dissout la provision Covid pour 9,5 millions. La

fiscalité cantonale est en hausse de 37,4 millions par rapport au budget 2024. La principale embellie est à chercher dans les impôts directs sur les personnes physiques avec une augmentation de 25,7 millions. À part les droits de mutation péjorés par un vote du Grand Conseil, tous les types d'impôts ont augmenté par rapport au budget. Cette situation ne devrait néanmoins pas perdurer, puisque le budget 2025 a été ficelé avec des estimations de recettes fiscales moins précautionneuses que lors du budget 2024.

Les charges supplémentaires, parfois partiellement ou entièrement compensées par des revenus, sont les suivantes:

- > prestations du HFR et décompte final de l'année précédente pour 13,7 millions;
- > l'aide sociale des demandeurs d'asile et des réfugiés pour 12,8 millions, prélevés dans le fonds de l'asile;
- > le remboursement d'impôts étrangers perçus à la source pour 6,8 millions;
- > les traitements du personnel auxiliaire de la HES-SO pour 5 millions, compensés par l'augmentation de 9,9 millions de subventions fédérales;
- > les prestations du RFSM et décompte final de l'année précédente pour 4,9 millions.

Les charges en diminution sont les suivantes:

- > les amortissements des subventions d'investissement pour l'énergie de 8,4 millions;
- > les subventions pour les frais d'accompagnement dans les EMS pour 8 millions;
- > les contributions pour les hospitalisations hors canton pour 6 millions.

Pour ce qui est des écarts de revenus, les positions principales sont les suivantes:

- > 23,1 millions supplémentaires de prélèvements sur les fonds et financements spéciaux;
- > 21 millions supplémentaires provenant d'entreprises publiques, dont une augmentation substantielle de la BCF grâce à deux excellents exercices consécutifs;
- > 17,2 millions de prélèvements en moins sur le fonds d'infrastructures;
- > 12,4 millions supplémentaires de la fiscalité des personnes physiques;
- > 10,7 millions supplémentaires d'impôts à la source;
- > 8,9 millions de prélèvements en moins sur le fonds de l'énergie;
- > 5,1 millions de contributions en moins des cantons non universitaires pour l'exploitation de notre *alma mater*.

Lors des discussions, la CFG a relevé les points suivants: l'équilibre est atteint en recourant à des prélèvements sur les fonds et les provisions. Concrètement cela signifie que l'ensemble des recettes sont inférieures à l'ensemble des charges ordinaires, ce qui est une situation préoccupante. On peut imaginer en disant qu'on vit à crédit en remboursant la Visa grâce aux comptes épargne. Le canton est fortement dépendant des revenus extérieurs avec seulement 35% des revenus en lien avec la fiscalité. Le reste des revenus dépend en grande partie des revenus de transferts avec 2,134 milliards, dont la péréquation fédérale, qui s'élève cette année à 620 millions. À noter qu'il n'y a pas eu de versement de la BNS en 2024, néanmoins ça devrait arriver en 2025.

Comme dit plus haut, l'équilibre budgétaire a pu être atteint grâce aux recours substantiels aux fonds et provisions. La fortune cantonale a ainsi fondu de 217 millions depuis les comptes 2023 pour atteindre aujourd'hui 590 millions. Il est ainsi judicieux de ne plus parler du fameux milliard de fortune du canton mais plutôt du demi-milliard de fortune du canton.

Au bilan comptable, nous trouvons les principaux fonds affectés, fonds de réserve et autres provisions, qui exigent une remarque particulière. La provision pour l'assainissement du HFR s'élève à 90 millions, en augmentation de 25 millions. L'Inspection des finances demandait en réalité le provisionnement d'un montant plus important pour avoir une image comptable plus proche de la réalité. La CFG se réjouit malgré tout de la baisse des frais pour les hospitalisations hors canton, cela montre peut-être une augmentation de la confiance de la population envers son hôpital.

Une provision pour heures supplémentaires demandée par l'Inspection des finances a été alimentée à hauteur de 28,1 millions malgré la résistance historique du Conseil d'Etat à l'époque, les heures étant en grande partie compensées. En 2024 les heures supplémentaires ont doublé, ce qui rendait pertinent la création d'un fonds. Cela questionne malgré tout sur la gestion des heures de travail et la santé du personnel. Pour rappel, l'estimation des coûts des heures supplémentaires non compensées et les vacances non prises s'élève au 31 décembre 2024 à 35 millions. La CFG s'engage à suivre l'évolution du solde.

La provision pour le surcoût de la construction de la BCU se monte à 26 millions. Le club culture a pu constater l'avancement des travaux le 24 février de cette année. Au-delà du gigantisme du chantier, nous avons pu constater une approche

architecturale pragmatique, attractive, respectueuse de l'histoire et de la matérialité, prête à recevoir plus de 300'000 livres et offrant 900 places de travail – une opportunité pour Fribourg, à la hauteur de ses ambitions.

La provision «risques sur le bénéfice de la BNS» s'élevait à 153,5 millions en 2022, 93,5 millions en 2023 pour atterrir à 73,5 millions en 2024. Depuis deux ans, nous pouvons constater que les finances de l'Etat sont corrigées grâce, notamment, à cette provision, qui pourrait porter plus justement le nom de fonds de lissage, ce qui me paraît plus proche de la réalité. Par contre, nous pouvons saluer la précaution du Conseil d'Etat de ne pas avoir inscrit cette manne dans les revenus budgétaires car bien trop volatile.

La provision de réserves pour les risques liés à la péréquation financière des ressources s'élève à 25 millions. À la différence de la provision BNS, cette provision permet d'atténuer l'onde de choc prévue par la diminution des revenus liés à la péréquation intercantonale et devrait être affectée peu à peu vers 2030. Les montants de la péréquation financière fédérale restent néanmoins stables malgré une annonce de baisse, cela varie de quelques millions chaque année. La grosse baisse attendue en 2031 engendrera une perte annuelle de 60 à 100 millions.

Au niveau des investissements, 2024 sera marqué par un volume d'investissements presque sans précédent, puisqu'il s'agit du deuxième plus gros montant d'investissements de l'histoire du canton. Si l'on fait abstraction des acquisitions, il s'agit même du volume d'investissements le plus important de ces 10-15 dernières années. Tout porte à croire, au vu des finances de l'Etat, que les investissements vont prochainement se tasser quelque peu. Cependant les charges d'amortissement sont en retrait, parce que le rythme des investissements est néanmoins plus lent que prévu. Les prélèvements sur le fonds d'infrastructures et le fonds de l'énergie sont également moins importants que prévu au budget. Le volume des affaires du HFR et du RFSM sont plus importants que prévu, ce qui péjore les comptes de l'Etat. La participation du canton aux prestations LAMal fournies par le HFR augmente également en proportion à l'activité hospitalière. Nous pouvons néanmoins nous réjouir, comme je l'ai dit avant, avec une diminution notable des hospitalisations hors canton de 6 millions.

La contribution des autres cantons pour l'exploitation de l'Université a diminué avec l'entrée en vigueur de la révision de l'accord intercantonal universitaire. Le canton compense entièrement le manque à gagner. La première tranche de 20 millions pour la recapitalisation de TPF Holding SA a été inscrite dans les comptes. Les charges en personnel représentent 35,1% des charges de fonctionnement avec 1,520 milliard de francs, en augmentation de 58,6 millions. La masse salariale représente 100,4% de la fiscalité cantonale. Ce sont donc 226,4 EPT supplémentaires qui ont été constatés par rapport aux comptes 2023, dont 129,6 pour l'éducation et 95,2 pour l'administration. Bien que l'écart de compte à compte reste conséquent, il reste relativement contenu par rapport au budget 2024, à savoir 23,59 EPT supplémentaires.

Si une partie des membres de la CFG s'inquiète de la croissance des EPT, l'autre partie y voit, avec fatalisme, le reflet de l'augmentation démographique. Les 2/3 des nouveaux postes se trouvent dans l'enseignement. Rappelons que, selon la CDIP, Fribourg est l'un des cantons où le nombre d'élèves par classe est le plus élevé et selon l'OFS, Fribourg est le canton avec l'une des plus fortes progressions démographiques. La marge de manoeuvre pour atténuer cette augmentation semble ainsi limitée.

Le pouvoir judiciaire s'offre la faculté d'engager du personnel supplémentaire dépassant le budget global en matière de masse salariale. En appliquant strictement la loi sur les finances de l'Etat, aucune unité administrative ne devrait échapper à la règle. Néanmoins, il faut relever que le pouvoir judiciaire est en surchauffe et à la limite du déni de justice. L'obligation récente du gel des engagements de stagiaires par les autorités judiciaires promulguée par le Conseil d'Etat va encore péjorer la situation. Les subventions cantonales ont augmenté de 48 millions, représentant 43,2% des charges de fonctionnement avec 1 milliard 877 millions. Les raisons principales de cette progression sont l'assurance maladie, +22 millions, les institutions spécialisées, +18,2 millions, l'aide sociale des demandeurs d'asile et des réfugiés, qui est compensée au niveau des revenus, les prestations du HFR, +10,7 millions, les prestations complémentaires AVS/AI, +5,4 millions, et les prestations du RFSM, +15,3 millions.

Je me permets ici de présenter quelques points de vigilance évoqués lors de nos discussions. Les conséquences sur les finances cantonales du programme d'assainissement de la Confédération ne sont pas encore connues mais péjoreront encore un peu plus nos finances, lesquelles à leur tour péjoreront les finances communales, qui à leur tour péjoreront le contribuable et donc finalement l'économie locale. La Confédération, le canton et les communes doivent travailler en bonne intelligence pour trouver des solutions pragmatiques et pérennes. Les incertitudes liées à la politique du gouvernement Trump pour l'économie fribourgeoise ainsi que pour la Caisse de prévoyance ont également été évoquées. Si les idées du tribun américain plaisent à certains, tout le monde s'accorde pour dire que les sautes d'humeur économiques de la première puissance mondiale déstabilisent notre économie, fortement exportatrice.

La CFG relève de nombreux défis futurs, à savoir l'augmentation démographique, les besoins en formation, l'augmentation des coûts de la santé, le vieillissement de la population, l'obsolescence des logiciels informatiques et le sous-entretien chronique du parc immobilier. Le SITel a diminué ses charges de 6,3 millions -8,07% en comparaison au budget 2024. Cette situation est notamment due à des difficultés de recrutement, des charges en baisse et des recettes en augmentation. De plus, une comptabilité analytique a été produite, ce qui nous a permis de mieux comprendre le fonctionnement du service.

Pour terminer, la provision en vue de l'assainissement financier du HFR correspond à la part de la dette cumulée qui dépasse 3% des charges annuelles d'exploitation du dernier exercice. Concrètement, la provision de 90 millions ne permet pas de couvrir l'intégralité des créances et prêts du HFR, qui s'élèvent à 438 millions avec le cautionnement. Cette situation va à l'encontre du principe de prudence sous-jacent aux normes comptables en vigueur. Une piste à explorer est la valorisation du site actuel, qui pourrait constituer un moyen de contribuer au financement. Une analyse détaillée du poids du HFR dans les finances de l'Etat est souhaitée par la DFIN.

Siggen Jean-Pierre, Directeur des finances. Au nom du Conseil d'Etat, nous vous soumettons les comptes 2024 et vous demandons bien sûr de les accepter. Ils présentent un résultat équilibré avec un excédent de revenus d'un million de francs. Ce résultat positif a été rendu possible grâce à la progression de certains revenus et recettes fiscales ainsi qu'à des prélèvements sur provision. Cet excédent masque une réalité plus préoccupante: sans un recours à la fortune, le compte de résultats avant clôture a affiché un excédent de charges pour la deuxième année consécutive. Ainsi, les années qui nous attendent démontrent une ampleur toute autre quant au déséquilibre financier auquel nous sommes confrontés. Qui plus est, le programme d'allègement du budget de la Confédération va inévitablement impacter les cantons, respectivement leurs finances. Cela confirme le changement de paradigme identifié lors de l'exercice précédent et par conséquent la nécessité d'un programme d'assainissement des finances de l'Etat présenté à la fin du mois dernier, actuellement en consultation.

Geschätzte Grossrätinnen und Grossräte, die Staatsrechnung 2024 ist zwar entsprechend dem Voranschlag ausgeglichen, aber es ist weiterhin Vorsicht geboten, denn mit einem weiteren strukturellen Defizit in Folge bestätigt sich das Ende eines positiven Konjunkturzyklus und der Beginn eines neuen, anspruchsvollen Kapitels. Aufgrund der düsteren Finanzprognosen müssen dann auch Sanierungsmaßnahmen ergriffen werden.

Dans les comptes 2024, les revenus sont supérieurs au budget et s'élèvent à 4,4 milliards. Cette évolution s'explique par une progression des recettes fiscales – notamment de l'impôt sur les bénéficiaires des personnes morales, nous sommes en très bonne conjoncture sous cet angle – et par des revenus dynamiques avec notamment une amélioration des contributions d'entreprises publiques et la hausse des recettes issues de la taxe sociale. Je précise encore que, pour la deuxième année consécutive, une partie de la provision BNS a été utilisée de manière ciblée pour équilibrer les comptes. Les charges de fonctionnement ont dépassé le budget de 2,4%, principalement en raison de coûts supplémentaires dans les domaines hospitaliers et de l'asile. À relever aussi que la provision pour l'assainissement du HFR, M. le Rapporteur l'a plus qu'évoqué, a été relevée de 25 millions de francs. Quant aux charges de personnel, elles ont été contenues, même si elles restent supérieures au budget et continuent d'augmenter. Dans le détail, sur un total de 226 nouveaux EPT, 2/3 environ des postes concernent l'enseignement.

Mit fast 224 Millionen Franken ist das Investitionsvolumen so hoch wie nie zuvor in den letzten Jahren. Das zeigt, wie sehr sich der Staatsrat für den Infrastrukturausbau einsetzt. Allerdings sinkt dadurch der Selbstfinanzierungsgrad auf 66.8 Prozent und liegt damit deutlich unter dem Zielwert von 80 Prozent für eine gesunde Finanzpolitik.

Les comptes 2024 montrent que notre économie reste dynamique et que notre système fiscal est performant. Il confirme également que les dépenses évoluent plus rapidement que les recettes et que la marge de manoeuvre se rétrécit, conduisant à des perspectives inquiétantes, d'où la nécessité d'agir avant qu'il ne soit trop tard. Pour les finances comme pour tout autre domaine d'intervention de l'Etat, il est du devoir du Conseil d'Etat d'anticiper les problèmes et d'apporter des solutions dès lors que les écueils sont identifiés.

Je souhaiterais remercier la Commission de finances et de gestion, son président, M. le Rapporteur général ainsi que tous les rapporteurs pour la collaboration, le travail en commun, la pertinence des questions et aussi le souci de porter l'évolution et le développement, financier en particulier, de notre canton. Nous nous appuyons sur la CFG, nous l'en remercions. J'invite le Grand Conseil à entrer en matière.

Michel Pascale (PS/SP, SC). Je comptais intervenir au point 4, mais une accélération de l'ordre du jour au moment de la distribution des bulletins pour la première élection m'a fait tiquer un tout petit peu. J'aimerais juste très brièvement réagir sur des points de l'avancement des travaux. Je déclare mes liens d'intérêt; je suis membre de la commission cantonale pour la famille et l'égalité et je dirige espacefemmes.

À prenant connaissance de l'avancement des travaux, en particulier concernant l'axe stratégique central «cohésion sociale», on ne peut que penser au féminicide d'Epagny du 10 avril dernier. Le Conseil d'Etat annonce au point 2.1.4 des mesures pour aider les victimes de violences. L'écart entre l'intention et la réalisation est abyssal. Les failles du système sont importantes, non pas parce qu'on ne sait pas comment agir – études, modèles, exemples existent à foison – mais parce que les moyens suffisants sont refusés. Quand je lis "dans le contexte compliqué des finances cantonales, il n'a pas été possible de transmettre au Conseil d'Etat le rapport de faisabilité pour la mise en place de l'unité de médecine des violences", je suis atterrée. Le concept de lutte contre la violence au sein du couple et les impacts sur la famille, de 2018, posent la création de cette unité comme prioritaire et urgente, alors qu'en 2025 on ne parle même pas de réalisation mais d'étude de faisabilité qu'on ne saurait rendre. Des femmes meurent de cette attente et rien n'interrompt le cycle de la violence intergénérationnelle.

Je pose donc ces questions à ce stade:

- > Quand le Conseil d'Etat prévoit-il de mettre en place l'unité de médecine des violences, annoncée comme urgente en 2018?
- > Quelles ont été en 2024 les actions concrètes pour assurer une coordination efficace entre les structures de prise en charge des victimes, de protection de la jeunesse, de justice, d'accompagnement et de traitement des auteurs et autrices de violence?

Riedo Bruno (*UDC/SVP, SE*). Meine Interessensbindung: Mitglied der Geschäftsprüfungs- und Finanzkommission. Ich spreche im Namen der Fraktion der Schweizerischen Volkspartei. Diese hat die Jahresrechnung 2024 mit Interesse zur Kenntnis genommen.

Die Staatsrechnung 2024 schliesst mit einem leichten Ertragsüberschuss ab. Dies jedoch nur Dank höheren Erträgen aus den Fiskal- und Finanzeinnahmen und aufgrund zweier Entnahmen aus Rückstellungspositionen von insgesamt CHF 39,5 Mio.

Ohne diese beiden Entnahmen aus dem SNB-Fonds und dem COVID-Fonds wäre das Rechnungsjahr 2024 mit einem hohen Verlust, also negativ abgeschlossen worden.

Erfreulich ist die Verbesserung auf der Ertragsseite, welche auch ohne eine Steuererhöhung erreicht werden konnte.

Nicht erfreulich sieht die Entwicklung auf der Kostenseite aus. Die Gesamtkosten im Jahr 2024 von 4,340 Milliarden CHF liegen um 103,4 Mio. CHF höher als budgetiert. Sowohl beim Personalaufwand wie auch beim Sach- und übrigen Betriebsaufwand wurden die Budgetwerte 2024 nicht eingehalten, d.h. überschritten. Der Personalaufwand steigt dabei seit Jahren stetig an und hat im 2024 die Schwelle von 1,5 Milliarden CHF überschritten.

Die erneute Einlage in die Rückstellungsposition zur Sanierung der HFR-Bilanz von 25 Mio. CHF und die vorgenommene Aufstockung der Deckungsreserve für vom Staatspersonal geleistete Überstunden (potenzielle Kosten) um 7 Mio. CHF haben die Aufwandseite der Erfolgsrechnung zusätzlich belastet.

All diese Faktoren führten zum vorliegenden Jahresergebnis 2024, welches einen Ertragsüberschuss von CHF 979'090.16 ausweist.

Die Investitionsrechnung 2024 zeigt gegenüber dem Budget tiefere Investitionsausgaben von CHF 253,8 Mio., liegt jedoch weiterhin höher als in den Jahren bis 2021. Dies weil dringend fällige Investitionen nachgeholt werden müssen. Die grundsätzliche Marschrichtung bezüglich Investitions-Planung wird von der Fraktion der SVP unterstützt, eine Hinterfragung von Einzel-Projekten, oder Teil-Reduzierung in Grossprojekten, wird jedoch weiterhin durch uns vom Staatsrat gefordert.

Fazit/Ausblick: Wenn der Kanton seine Ausgaben nicht mehr decken kann und die Jahresabschlüsse nur noch mittels Zuweisungen von Rückstellungs-Positionen ausgeglichen gestaltet werden können und eine stetige Erhöhung der Kosten auf der Aufwandseite stattfindet, müssen auf dieser Seite der Erfolgsrechnung Anpassungen vorgenommen werden. Der anvisierte Sanierungsplan der Staats-Finanz zeigt in eine solche Richtung und kann im laufenden Vernehmlassungsprozess nun noch verstärkt werden.

Der Staatsrat muss den Schwerpunkt auf die Kostenkontrolle legen und den Willen zeigen, auf einzelne zukünftige Ausgaben zu verzichten.

Dabei muss auf jeden Fall verhindert werden, dass das Wachstum der Lohnsumme weiterhin im bisherigen Tempo ansteigt.

Unsere Fraktion wird darauf achten, dass der Kanton keine Steuer- oder Abgabenerhöhungen vornimmt, um damit ein zukünftiges Defizit auszugleichen. Dies ist gegenüber unseren Steuerzahlerinnen und Steuerzahler nicht zu verantworten.

Mit diesen Einschätzungen erklärt die Fraktion der Schweizerischen Volkspartei Eintreten und dankt dem Staatsrat und allen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter für Ihre geleisteten Arbeiten im Jahr 2024.

Jaquier Armand (*PS/SP, GL*). Mes liens d'intérêt: je suis membre de la CFG, je suis l'un des intervenants du parti socialiste. Pour être très clair: nous entrons en matière sur ces comptes.

Un premier point, avant l'essentiel de mon intervention, concerne la référence au prélèvement sur les fonds de la BNS. Je rappelle quand même que ce fonds est prévu pour être lissé de manière que, quand il n'y a pas de versement de la BNS, le fonds puisse servir à équilibrer ou à financer les choses. Ce n'est pas l'essentiel de mon intervention, l'essentiel de mon intervention est lié aux défis, le conseiller d'Etat l'a relevé en parlant de difficultés pour le futur.

Pour moi, l'examen de ces comptes nous montre aussi que nous avons des obligations et des attentes de la population. Il convient ici pour moi de les rappeler. La population fribourgeoise paie des impôts, est prête certainement à en payer ce qui est nécessaire, toutefois, elle s'attend à ce qu'on fasse face à nos défis et ceux-ci sont nombreux. On a tous les problèmes de santé qui sont liés au vieillissement de la population, qui sont liés aux attentes d'un service de proximité dans tous les

districts du canton, qui sont liés au développement ou à la construction du HFR, déjà simplement à la couverture de son déficit et des obligations qu'on a à ce titre-là.

On a également des défis en termes de formation. La formation, qu'elle soit primaire, qu'elle soit secondaire, qu'elle soit de l'apprentissage, qu'elle soit universitaire ou des écoles spécialisées, est essentielle. La formation continue, encore plus. C'est un investissement indispensable pour une économie dynamique et une économie qui fonctionne, c'est-à-dire pour que les salariés puissent trouver leur place et produire ce qui est nécessaire à l'ensemble de la population.

On a également des défis en matière d'immobilier et d'immeubles. Aujourd'hui, on le voit dans les comptes, à peu près la moitié de l'argent nécessaire à la couverture de la valeur ECAB est dépensée. On sait qu'on a énormément d'investissements de rattrapage. On a le même problème en matière d'informatique. Une partie de notre parc informatique est obsolète. On doit faire avec, je ne suis pas pour qu'on ait systématiquement le dernier logiciel à disposition, non, on doit travailler sur la durée, mais aujourd'hui il y a un énorme rattrapage à faire.

Ces comptes maintiennent, à notre sens, ce qui est le strict nécessaire de prestations à la population alors que nous avons des défis, c'est le moment d'être ambitieux, d'avoir du courage et de voir ces défis comme un investissement pour l'avenir et un investissement sur l'ensemble de la population mais aussi pour une contribution fiscale améliorée. Pour nous, cet investissement doit être fait et si on ne le fait pas, on contribuera à un esprit de récession dans ce canton. Nous avons comme canton, comme état, une responsabilité vis-à-vis de la population que nous devons assumer.

Clément Christian (*Le Centre/Die Mitte, SC*). Je parle ici au nom du groupe Le Centre. Je ne vais pas répéter ce qui a déjà été dit mais me concentrer sur trois points: le personnel, la discipline du Conseil d'Etat et le HFR.

Le rapport montre une gestion budgétaire globalement maîtrisée, mais ses résultats prouvent clairement notre vulnérabilité. Si nous ne sombrons pas encore, c'est uniquement grâce à des revenus exceptionnels de 103,5 millions supérieurs au budget et cela ne tient qu'à un fil. Le taux d'autofinancement tombe à 66,8%, il est le plus bas depuis 1999. La hausse des frais de personnel, +4%, et du nombre d'EPT sont simplement ahurissants. Certains chiffres interpellent également. Les budgets sont fixés par le Conseil d'Etat et les directions ont l'obligation de s'y conformer. Certes, des dépassements structurels peuvent subvenir indépendamment de votre volonté, mais d'autres relèvent clairement d'un manque de discipline budgétaire. Je n'ai pas analysé chaque dépense, mais je vous donne un exemple parmi d'autres, les coûts des conférences, une dépense que vous pouvez largement contrôler. Par exemple, à la DEEF, la part affectée aux frais des conférences s'élève à 769 518 frs en 2024 contre un budget prévu de 365 000 frs. En 2023 le coût était de 700 295 frs pour un budget de 367 000 frs, ce qui veut dire que le Conseil d'Etat avait donc imposé une réduction mais que la direction en fait à sa guise. Ce type de comportement doit être sous contrôle en période de contrainte financière dans chaque direction. Chaque direction doit faire preuve de rigueur. Nous espérons que ce type d'écart ne se reproduira pas dans les chiffres de l'année prochaine.

Autre sujet de préoccupation majeure: le HFR. Ses déficits chroniques sont une source constante d'inquiétude. Il est urgent de rétablir une situation financière saine. Là aussi, la discipline fait défaut tant dans la gestion des effectifs administratifs que dans les investissements. Et, surtout, la réserve actuelle, estimée à 90 millions, est jugée largement insuffisante par les experts, qui estiment qu'elle devrait atteindre 400 millions, soit l'équivalent d'un demi nouvel hôpital. Avant d'assainir, il faut consolider.

Avec ces différentes remarques, le groupe Le Centre remercie le Conseil d'Etat et les employés pour leur travail mais reste inquiet et entrera en matière.

Vuilleumier Julien (*VEA/GB, FV*). Mon lien d'intérêt: je suis membre de la Commission de finances et de gestion. Je parle au nom du groupe groupe VERT·E·S et allié·e·s, qui a pris connaissance des comptes 2024.

Ces comptes affichent un résultat formellement équilibré avec un léger excédent de près d'un million de francs. Mais cet équilibre est technique, il repose sur des opérations de clôture, notamment l'utilisation de provisions, et non sur un véritable équilibre structurel entre les revenus et les charges. Le Conseil d'Etat le dit clairement, les revenus ordinaires ne suffisent plus à couvrir les charges ordinaires. Cette situation, en période encore favorable, doit nous alerter. Elle signale une fragilité structurelle croissante des finances cantonales. Ce déséquilibre est aggravé par une forte dépendance envers des facteurs extérieurs: les mécanismes de péréquation, les versements ou non de la Banque nationale ou encore la volatilité des impôts anticipés. Cette imprévisibilité croissante rend la gestion à moyen terme incertaine et vulnérable. Notre système fiscal lui-même présente une structure particulière, près de 80% des recettes fiscales reposent sur les personnes physiques. Cette dépendance envers cette catégorie de contribuables pose la question de la justice et de la résilience de notre modèle. Et il faut clairement le dire, la fiscalité ne doit être ni un tabou ni une solution magique. Elle est un levier de politique publique. Dans le contexte actuel, de nouvelles baisses fiscales ou des exonérations supplémentaires, comme cela a été le cas depuis le début de la législature, ne sont plus acceptables. La remontée du taux cantonal à 100 points, si elle permet de stabiliser durablement les finances, doit être envisagée sereinement. Plus encore, un modèle permettant une contribution plus élevée des personnes les plus aisées est à considérer. Ce débat mérite d'être ouvert.

Nous voulons rappeler une chose fondamentale. Les finances publiques et leur absolue stabilité ne sont pas un objectif en soi. Elles sont un outil au service de la population, de la formation, de la santé, de la cohésion sociale, de la transition écologique et de la vie en commun. Un programme d'assainissement ne peut pas être mené au détriment des prestations essentielles. Il doit être structurel, ciblé et réfléchi. Nous refusons toute logique d'austérité aveugle qui compromettrait les investissements dans l'éducation, le climat ou la santé. On a beaucoup parlé de l'augmentation du personnel de l'État, mais il faut regarder les chiffres en face. Le canton grandit, les besoins augmentent. Plus d'élèves, plus de bénéficiaires d'aide, plus de complexité, cela nécessite des effectifs. Cette évolution est logique et nécessaire. Et rappelons-le, la Suisse ne croule pas sous les fonctionnaires. Fribourg non plus, comme le montrent les comparaisons internationales. La question pertinente n'est pas celle de leur nombre, mais celle de leur rôle. Permettre à l'État de remplir ses missions, couper dans les postes, c'est réduire la capacité d'action de l'État. Le taux d'autofinancement sous les 67% montre que nous finançons nos investissements en ponctionnant la fortune. La fortune nette a été divisée par deux en six ans. Cette trajectoire n'est pas soutenable. De plus, les risques hors bilan, notamment autour du HFR, sont bien réels. Ils doivent être assumés avec responsabilité et transparence et sans sous-estimer les conséquences sociales. Les comptes 2024 illustrent une situation structurellement déséquilibrée, masquée par un équilibre formel.

Nous appelons à un véritable débat politique sur la fiscalité, sur nos priorités, sur le rôle de l'État et sur la durabilité de nos finances. Il faut sortir des automatismes comptables et de certains corsets conservateurs de finances publiques et avoir le courage de penser à long terme. Sur ces considérations, le groupe VEA entre en matière et soutiendra le décret.

de Weck Antoinette (PLR/PVL/FDP/GLP, FV). Je m'exprime au nom du groupe PLR/PVL.

Les temps sont durs. Comme l'année passée, avant les opérations de clôture, les comptes présentent un déficit, cette année de 3,7 millions. Ils ont dû donc être équilibrés par des prélèvements sur provisions. Le Conseil d'État le souligne, les revenus courants n'arrivent pas à couvrir les charges courantes, ce qui est d'autant plus étonnant que les revenus ont été supérieurs de 103,5 millions par rapport au budget. Les impôts rapportent plus que ce qui a été prévu au budget, soit une hausse de 37,4 millions, idem pour les revenus d'entreprises publiques. On le voit, le non-versement de la BNS nous met dans une situation délicate et vu la situation internationale, on peut craindre que la situation financière de la BNS sera la même pour 2025.

La prochaine fois je m'exprimerai à côté du Conseil d'État, peut-être que je serai mieux écoutée, merci beaucoup. [Rires.] Je demande à mon groupe le silence lorsque quelqu'un parle!

Le canton devra à nouveau puiser dans ses réserves. Les charges augmentent plus rapidement que les revenus, les hôpitaux grèvent très lourdement les charges. Le canton vit grâce à la péréquation fédérale, qui rapporte 619,2 millions. Qu'allons-nous devenir quand cette péréquation diminuera très fortement dès 2031 ? Quant aux investissements, ils dépassent les 200 millions. Malgré ce montant record, bien des projets indispensables sont en retard. L'effort devra donc continuer, mais le taux d'autofinancement continue à descendre et atteint 66,8% alors qu'il en faudrait 80. Il faut le souligner, la fortune de l'État a diminué de moitié ces dernières années, une grande part ayant servi à la recapitalisation de la Caisse de pension de l'État.

En conclusion, le déficit est structurel et des mesures de redressement s'imposent. Dans cette situation, un plan d'assainissement est indispensable. Pour redresser la situation, il n'y a pas de recette miracle, l'État doit revoir son fonctionnement, cibler ses tâches et contenir l'évolution des postes de travail, qui ne cessent d'augmenter, qui ne respectent pas les budgets. La hausse des impôts serait la pire réponse à cette situation, car elle ne ferait que soutenir l'hémorragie.

Levrat Marie (PS/SP, GR). Le groupe socialiste a examiné les comptes avec une attention toute particulière en raison du PAFE, qui va nous occuper durant cet automne et qui a été présenté par le Conseil d'État il y a quelques semaines.

Durant les derniers mois, on a encore entendu dire M^{me} de Weck, qui n'est plus là, que les temps étaient durs, que tout ne va pas bien dans le canton, et puis dans les comptes, on peut également le voir. Oui, c'est vrai. Mais le problème principal du canton de Fribourg, c'est qu'on ne répond pas, ou du moins pas entièrement, aux défis sociétaux qui nous sont posés. En guise de réponse, le Conseil d'État, au lieu d'augmenter le personnel de santé, il propose de le couper, notamment dans les EMS. Au lieu de soutenir les aînés et les jeunes, il propose de leur faire payer les économies qui sont à venir. Au lieu d'améliorer la formation, il propose de la mettre sous pression. Mais le vrai problème du canton de Fribourg, c'est sa fiscalité. Et là-dessus, on va tous être d'accord. Un franc sur trois qui est dépensé par le canton de Fribourg provient des impôts. Un franc sur trois, c'est un tiers des dépenses. C'est le taux le plus bas de Suisse romande. Et à droite, au Conseil d'État, tout le monde fait le même constat. Mais malgré ça, de manière presque schizophrène, on a encore fait cette dernière année des baisses fiscales et les années précédentes également, notamment les droits de mutation et d'autres baisses fiscales, qui ont impacté les comptes 2025 et ceux d'avant.

Pis encore, pour aller plus loin dans l'irresponsabilité, le Conseil d'État annonce des économies massives pour préserver ce taux d'impôt de 1996. Alors non, tout ne va pas bien dans le canton de Fribourg. Mais ce qui est bien, c'est qu'en fait, on a les moyens fiscaux d'aller bien. Aller bien, c'est quoi ? Aller mieux, c'est quoi ? C'est investir. C'est investir dans la

santé. C'est investir dans la politique de logement. C'est investir dans le social. À Fribourg, on doit revoir nos priorités, parce qu'actuellement, ce sont les personnes qui sont les plus précarisées, la classe moyenne, qui vont payer les économies. Et lorsqu'on voit le Conseil d'Etat refuser d'augmenter les rentrées fiscales, refuser de revenir à un coefficient d'impôt qui était celui du canton de Fribourg il y a quelques années, c'est du mépris vis-à-vis de la population. Alors, le canton de Fribourg, je le prie de jouer son rôle d'État, pas de société qui cherche à maximiser les profits, pas de banque. Il faut investir pour les Fribourgeoises et les Fribourgeois avec des rentrées fiscales qui vont avec.

Siggen Jean-Pierre, Directeur des finances. Je remercie toutes les personnes pour leurs interventions. Madame la Députée Pascal Michel, vous renvoyez en fait à un objet qui a été traité avant. Alors Madame la Présidente pourrait passer la parole à mon collègue maintenant, sinon il pourra s'exprimer au moment où on traitera sa Direction.

Je me permets de relever un ou deux éléments de ce qui a été dit. M. le Député Jacquier a très justement rappelé le rôle de lissage de notre fonds BNS. On a deux rubriques, une qui est la distribution du bénéfice de la Banque nationale et une deuxième rubrique qui est le prélèvement sur le fonds de la Banque nationale. Il y a des cantons qui n'ont que la première rubrique, qui est directement injectée dans leur budget, respectivement dans leurs comptes. Nous, on a cette étape intermédiaire précisément pour lisser, ça veut dire pour, à l'horizon d'une législature, assurer qu'on puisse financer ou payer nos prestations publiques avec des montants sûrs en quelque sorte, et c'est la raison d'être de ce lissage. Je précise que, dans le plan financier qu'on vous a présenté, il y a 50 millions par année de la BNS alors qu'on ne les a pas encore. J'espère que M^{me} de Weck n'a pas totalement raison et puis qu'on recevra quand même quelque chose cette année ou l'année prochaine, de manière qu'on puisse atteindre au moins le plan financier. Mais c'est vrai que ce n'est pas encore acquis.

Dans le domaine de l'immobilier, on a beaucoup de retard, comme dans celui de l'informatique. On doit se mettre à jour. J'aimerais quand même relever qu'en termes d'investissement, le canton, le Conseil d'État, que ce soit en termes de budget, que ce soit en termes de plan financier, vous avez pu le voir, nous avons toujours maintenu un niveau très élevé, vous pouvez le constater dans les comptes, avec des montants qui étaient inégalés en termes d'investissement, c'est bien parce qu'on ne veut pas lâcher cela. En matière informatique, on a également un projet de mise à jour important pour ce point.

M. le Député Clément dit que l'augmentation des EPT est ahurissante. Évidemment, si on compare 2023 à 2024, il y a 200 EPT de plus, mais si on compare le budget 2024 et les comptes 2024, il y a 23 EPT de plus, 24 EPT. Pour moi, ce n'est pas ahurissant sur un total de 9398 EPT. C'est une augmentation, oui. La CFG a eu l'occasion d'en parler, mais entre-deux, nous sommes venus avec un budget au Grand Conseil, qui a été approuvé par le Grand Conseil, aussi parce qu'il s'agit de suivre notre évolution démographique en la matière.

Les coûts de conférences, j'en ai pris note. Évidemment qu'il y a une part qui nous échappe complètement. Certaines conférences, c'est des frais imposés, soit c'est des frais distribués entre tous les cantons pour lesquels on n'a pas la possibilité ou peu de possibilité d'agir. Mais je crois que mon collègue de la DSJS aura l'occasion lorsqu'on abordera sa Direction de répondre plus précisément sur ce point.

Enfin, pour ce qui concerne le HFR, oui, dans les comptes, vous voyez qu'on a fait cette provision de 90 millions, ce qui couvre l'obligation légale dans la loi sur le financement des hôpitaux, qui demande que l'hôpital prenne des mesures si on dépasse 3% des montants de la dette, donc des montants au bilan, approximativement 75 millions actuellement. Donc on a augmenté la provision pour couvrir cela. Ensuite, il y a 214 millions de solde du compte courant, un engagement qui est direct de l'hôpital, plus un prêt qu'avait fait le canton lors de la reprise des hôpitaux il y a plus de 10 ans, de 50 millions. Donc formellement, il y a les 90 millions cités en réserve, un engagement direct de 264 millions auquel on ajoute encore un prêt de 70 millions pour le nouvel hôpital et une garantie de cautionnement de 105 millions, le tout faisant plus de 440 millions et quelques. M. le Rapporteur a indiqué dans son intervention qu'il y avait une demande de l'Inspection des finances de faire une meilleure réserve que les 90 millions, celle-ci portait entre les 90 millions et l'engagement direct à 264 millions. C'est là la différence. On a estimé, comme M. le Rapporteur l'a évoqué, qu'au niveau de notre compte, on faisait un effort, mais on ne pouvait pas aller à une couverture totale des engagements déjà pris en la matière. On aura l'occasion, bien sûr, d'y revenir.

Voilà pour ce qui est des informations que je voulais reprendre. J'ai bien pris note également des remarques et de l'intervention de M^{me} la Députée Marie Levrat. Et j'aimerais simplement dire de manière générale que le canton se soucie de la population, se soucie de tous ses défis ou les relève. On a évidemment des contraintes qui ne nous permettent peut-être pas le de faire comme certains le souhaiteraient, mais on est extrêmement attentifs à cela. Le canton et le Conseil d'Etat, dans les propositions qu'il fera et qu'il fait déjà, a aussi la part qu'il faut pour qu'on puisse maintenir des prestations publiques de qualité comme nous le faisons. Mais cela est aussi ouvrir le débat sur un projet qui viendra cette année - bien entendu, je n'aimerais pas l'ouvrir maintenant.

Demierre Philippe, Directeur de la santé et des affaires sociales. Je voulais juste apporter un élément qui est important vu que j'ai été directement interpellé par M^{me} la Députée Pascale Michel concernant les victimes de violences domestiques.

C'est vrai que le Conseil d'Etat n'a pas attendu le drame d'Epagny pour agir en la matière, donc il y a un concept de violences domestiques qui vient d'être validé, qui est vraiment tout chaud sur la table du Conseil d'Etat, avec des mesures prioritaires et ces mesures-là seront présentées pas plus tard que le lundi 26 mai, donc lundi prochain à 08.30 h en conférence de presse. Je ne vais pas dévoiler ces mesures-là, je peux simplement vous dire qu'il y a 5 mesures prioritaires qui sont mentionnées, dont l'unité de médecine des violences, qui sera l'une des mesures principales. On ne va pas dévoiler les mesures aujourd'hui, sinon on n'aura personne en conférence de presse. J'ai envie de voir les journalistes la semaine prochaine. On l'a dit, le canton se soucie de cette problématique-là, c'est quelque chose qui fait sens, vu les problématiques qui sont sous-jacentes et qui sont en nette progression dans notre canton, voire notre pays.

> L'entrée en matière n'étant pas combattue, il est passé directement à l'examen de détail.

Comptes de l'Etat 2024-DFIN-20

Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts

Rapporteur-e:	Jaquier Armand (PS/SP, GL)
Représentant-e du gouvernement:	Castella Didier, Directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts
Rapport/message:	01.04.2025 (BGC mai 2025, p. 1901)
Préavis de la commission:	05.05.2025 (BGC mai 2025, p. 1975)
Remarque:	Les comptes détaillés sont publiés sous la forme d'un fascicule séparé.

Examen de détail

Jaquier Armand (PS/SP, GL). Nous avons été, le mardi 2 avril dernier, avec mon collègue Laurent Dietrich, à la DIAF pour discuter les comptes 2024. Nous remercions Monsieur le Conseiller d'État Didier Castella et son secrétaire général Peter Maeder pour leur accueil, leurs réponses à nos questions, la note transmise auparavant ainsi que les informations transmises après notre séance. Ceci a facilité notre travail.

Nous n'avons pas de remarques particulières concernant l'entrée en matière. Toutefois nous relevons que le nombre d'EPT de la direction est de 1.11 supérieur au budget pour 462.22 EPT aux comptes. Le nombre d'apprentis est de 47 alors que le budget en prévoyait 71.

Compte total de la direction

L'excédent de charges des comptes de fonctionnement de la DIAF s'élève à CHF 98'808'608.-, soit un montant de CHF 1 million supérieur au budget 2024. Bien que les charges soient inférieures d'environ CHF 500'000.- par rapport au budget, les revenus totalisent CHF 1.5 million de moins que ce qui était prévu au budget.

Le compte des investissements s'élève à CHF 28'136'067.- et se situe environ CHF 4.5 millions en dessous du budget 2024 mais atteint le niveau de l'année précédente. La différence provient essentiellement du compte des investissements de Grangeneuve.

Service des affaires institutionnelles, des naturalisations et de l'état civil

L'excédent de charges est inférieur au budget à hauteur d'environ CHF 260'000.-.

Cela s'explique par une bonne maîtrise générale des dépenses et par des frais de personnel légèrement inférieurs au budget, qui représentent env. 60% des charges du service.

Préfectures

Les préfectures de la Broye, de la Glâne et de la Veveyse respectent bien les budgets au niveau des charges et des recettes. La Gruyère enregistre un dépassement des charges exceptionnel qui est lié au déménagement de la préfecture. La préfecture doit quitter le château et s'installera dans un immeuble à la gare de Bulle. Ces surfaces doivent être aménagées pour un coût de CHF 700'000.-. CHF 144'000.- ont été dépensés en 2024 et compensés via un crédit supplémentaire et CHF 550'000.- sont provisionnés pour les travaux en 2025. La préfecture de la Sarine constate un écart considérable sur les revenus avec environ CHF 470'000.- en moins provenant des amendes et des émoluments. La préfecture du Lac a triplé les recettes des amendes, mais reste CHF 130'000.- en dessous de son budget optimiste. En Singine, en revanche, les recettes des amendes ont diminué d'un tiers. A la position 4260.004 (Récupération de traitements), il est à noter que seule la préfecture de la Broye n'a aucun montant à ce poste. La Direction nous indique que la situation n'est pas satisfaisante de son point de vue.

Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires

Les charges et les revenus se situent légèrement en dessous du budget. L'excédent de charges totalise CHF 10'132'883.-, ce qui correspond à un très léger dépassement de CHF 7000.- Les variations entre budget et comptes sont, comme d'habitude, expliquées dans les justificatifs de manière très détaillée. Les émoluments ont légèrement diminué, soit d'environ CHF 150'000.- par rapport à 2023, et totalisent CHF 5'786'831.-. A relever que le service a acheté deux appareils pour le laboratoire pour un montant de CHF 558'571.- via le compte des investissements, achats qui se faisaient auparavant via les comptes de fonctionnements. Au compte 3000.200 (Commissions), l'indemnisation des membres de la commission pour l'expérimentation animale a augmenté en raison du nombre croissant de demandes d'autorisation et des dossiers devenus plus longs et complexes à traiter. La collaboration entre les membres de la commission et les chercheurs, notamment sur les aspects scientifiques, s'est accrue. Ces éléments ont engendré un dépassement.

3440 Institut agricole de l'Etat de Fribourg

L'excédent de charges totalise CHF 38'100'116.- et se situe environ 1 million au-dessus du budget. Bien que les charges soient 2 millions en dessous du budget, les revenus restent 3 millions en dessous. À l'exception des charges de personnel, les charges sont en général très bien maîtrisées. Un dépassement au niveau des traitements du personnel de CHF 558'000.- a été compensé partiellement par des recettes supplémentaires et partiellement par un crédit supplémentaire.

À relever que les paiements directs sont restés stables par rapport à l'année 2023 pour atteindre CHF 192 millions, y compris les subventions pour la culture des champs. Un tableau statistique indiquant le nombre de bénéficiaires par fourchette de paiements directs en milliers de francs, de 2013 à 2023, nous a été remis. À noter, durant la période, une baisse de 482 unité du nombre d'exploitations bénéficiaires. La baisse est répartie à raison de moins 516 exploitations dans la fourchette de 25'000 CHF – 100'000 CHF, et de plus 112 exploitations dans la fourchette de 125'000 CHF – 200'000 CHF.

Pour les recettes manquantes, ce sont essentiellement les impôts sur la diminution de l'aire agricole et la taxe sur la plus-value qui n'ont pas atteint le budget avec un écart de près de 2 millions.

Entretien de matériel et de logiciels informatiques: la différence provient essentiellement d'une surestimation des coûts de maintenance du module « aides structurelles » du logiciel GELAN. Ce module a été repris du canton de Berne en 2023 et les frais d'entretien n'étaient pas encore connus.

Les dépenses compte d'investissement s'élèvent à CHF 23'615'539.- et restent environ 5 millions en dessus du budget. Alors que les subventions AF correspondent au budget, la différence provient d'une part de la rubrique 5040.000 (Construction d'immeubles) à cause du retard du projet de la Grange Neuve et d'autre part de la rubrique 5470.003 (prêts par le fonds rural). Toutefois, les prêts s'élèvent à environ 5 millions avec une augmentation de CHF 500'000.- par rapport à l'année précédente.

3445 Service des forêts et de la nature (en gestion par prestations)

L'excédent de charges du SFN totalise CHF 22'159'146.-, soit un montant d'environ 2 millions inférieur au budget. Les charges se situent CHF 700'000.- au-dessus du budget et les revenus dépassent le budget d'env. 2.7 millions. Ces recettes supplémentaires proviennent essentiellement du versement du solde des contributions fédérales de la période convention-programme 2020-2024. A relever l'achat d'un tracteur forestier pour un montant de CHF 474'559.- et son financement via le fonds des forêts domaniales. Par ailleurs, il y a certaines différences entre budget et comptes qui sont dues à la marge de manœuvre qu'offre la gestion par prestations.

3460 Vignobles de Lavaux

Le marché du vin est de plus en plus concurrentiel avec une tendance à la baisse de la consommation et une sensibilité accrue par rapport aux prix. Les ventes des vins du Vignoble de l'Etat ont subi cette évolution avec une réduction des ventes de passé 20%. Grâce à une bonne récolte et à une valorisation des cuves pleines dans la cave, le prélèvement sur le fonds des vignes pour équilibrer les comptes de fonctionnement avant amortissement ne s'élève qu'à CHF 166'850.-. L'amortissement des immeubles de CHF 532'071.- est entièrement pris en charge par la caisse générale de l'Etat via l'excédent de charges du centre de charges VILA.

Castella Didier, Directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts. Je remercie le Rapporteur pour son rapport complet. Je rappelle ici que globalement le résultat des comptes est très proche des résultats budgétés. Pas de remarque particulière. Je remercie les rapporteurs et la commission pour le travail effectué.

> L'examen de ce chapitre des comptes est ainsi terminé. Il n'y a pas de modification.

—

Rapport d'activité 2024-CE-151

Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts

Rapporteur-e: **Jaquier Armand** (PS/SP, GL)
Représentant-e du gouvernement: **Castella Didier, Directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts**
Rapport/message: **11.03.2025** (BGC mai 2025, p. 1203)
Préavis de la commission: **05.05.2025** (BGC mai 2025, p. 1443)

Discussion

Jaquier Armand (PS/SP, GL). Une fois de plus, nous relevons la facilité de lecture du rapport du Conseil d'Etat, ce qui permettra certainement à chaque député de le lire avec attention. Son contenu est très bien synthétisé, c'est pourquoi nous nous contenterons de relever quelques points. D'autre part, plusieurs tableaux et graphiques permettent de visualiser et prendre connaissance de l'important volume de travail effectué.

Cela nous permet également de remercier l'ensemble du personnel de la DIAF et de ses services pour leur engagement dans l'action publique.

Dans le domaine des institutions, l'année a été marquée par la réorganisation de la répartition des attributions au sein de la DIAF. Les thématiques en lien avec les structures institutionnelles (fusions de communes, associations...), jusque-là assumées par le Secrétariat général, ont été transmises au Service des communes.

La politique des langues, les relations Églises-Etat et les droits politiques ont été repris par le Secrétariat général en provenance du Service des affaires institutionnelles, des naturalisations et de l'Etat civil, devenu de ce fait le Service de l'état civil et des naturalisations.

La révision totale de la loi sur les communes, pilotée par le SCom, s'est poursuivie avec l'organisation d'une consultation préalable à l'été. La mise en consultation publique du projet est attendue au premier trimestre 2025 pour une transmission au Parlement à la fin de l'année.

Un projet de loi sur les langues officielles et la promotion du bilinguisme est en outre en cours de finalisation. Une consultation interne aux entités de l'État a été organisée à l'été et la mise en consultation publique de l'avant-projet est prévue pour le premier semestre 2025.

La DIAF a élaboré, en 2024, le rapport agricole avec les objectifs et mesures 2024-2029. Celui-ci a été adopté par le Conseil d'Etat en septembre et a également servi de réponse au postulat « Des prix équitables pour les familles paysannes ». La devise « Produire mieux, oui – produire moins, non » constitue le fil conducteur de ce rapport au sens du Conseil d'Etat.

En 2024 le SAINEC a traité 1'036 dossiers de naturalisations (673 ordinaires, 319 facilitées, 19 facilitées pour la 3^e génération, 3 libérations du droit de cité communal, 7 libérations du droit de cité fribourgeois, 4 acquisitions du droit de cité communal et 12 acquisitions du droit de cité cantonal). Quatre décrets ont été soumis au Grand Conseil et trois cérémonies de naturalisation ont été organisées.

En septembre 2024, après 33 ans à la tête du SCom, M. Gérald Mutrux a fait valoir son droit à la retraite. Le Conseil d'Etat lui a exprimé sa gratitude et a nommé Christophe Maillard pour lui succéder dès le mois d'octobre 2024.

L'année 2024 a été marquée par le retour du capricorne asiatique à Marly, dix ans après la première apparition dans la commune sarinoise de cet organisme nuisible particulièrement dangereux pour les feuillus. Le Conseil d'Etat nous a également signalé qu'un deuxième foyer a été découvert au début 2025.

Le plan national d'assainissement du piéтин du mouton a débuté en octobre 2024 pour cinq ans, imposant des tests annuels à toutes les exploitations ovines entre octobre et mars.

Nous réitérons nos remerciements à Monsieur le Conseiller d'État Didier Castella et à son secrétaire général Peter Maeder ainsi qu'au personnel de tous les services.

Castella Didier, Directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts. Merci à toute l'administration pour le travail quotidien qui est fait, qui n'est pas souvent discuté ici, mais la charge principale, c'est le travail quotidien. Après, il y a les nouveaux projets, les projets problématiques qui arrivent au Grand Conseil, j'aimerais les remercier.

Concernant le capricorne asiatique, ça a été souligné par le rapporteur, nous avons eu de mauvaises surprises en début d'année. Je peux d'ores et déjà vous annoncer que j'arriverai avec des crédits supplémentaires, ce n'est pas notre volonté mais effectivement c'est une problématique que nous aurons l'occasion de rediscuter.

> L'examen de ce chapitre du rapport d'activité est ainsi terminé.

Rapport et comptes 2025-DIAF-6

Etablissement cantonal d'assurance des animaux de rente (Sanima) - Rapport d'activité et comptes 2024

Rapporteur-e: **Jaquier Armand** (PS/SP, GL)
 Représentant-e du gouvernement: **Castella Didier, Directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts**
 Préavis de la commission: **11.04.2025** (BGC mai 2025, p. 2118)

Discussion

Jaquier Armand (PS/SP, GL). Le rapport apporte de nombreuses informations intéressantes qui souvent échappent aux personnes, même aux député-es, qui n'y sont pas régulièrement confrontées. Il permet de faire connaissance avec cette institution.

Il faut rappeler que Sanima fonctionne comme une assurance et est dotée d'un fonds de réserve, dont les bénéficiaires dépendent passablement des fluctuations des marchés financiers. Mais le portefeuille est composé de manière assez conservatrice, nous a-t-on dit. Ce rapport illustre également l'important travail effectué, au quotidien, pour lutter contre les épizooties.

Trois épizooties font l'objet d'une attention particulière. La maladie de la langue bleue s'est rapidement étendue. La lutte contre la diarrhée virale bovine (BVD) s'est intensifiée. La campagne d'assainissement du piétin, maladie bactérienne et douloureuse des onglons chez les moutons, a débuté, les exploitations ont dû être testées avant le 31 mars 2025.

La situation financière est saine, le compte de résultat 2024 présente un bénéfice de l'exercice de 988'708.24 frs.

Castella Didier, Directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts. Je confirme les propos du rapporteur en relevant qu'effectivement, si la situation est saine aujourd'hui, il y a de grands risques qui courent tout autour de notre pays, notamment en matière d'épizooties, ça été cité: la peste porcine, la grippe aviaire, la langue bleue peuvent avoir des conséquences catastrophiques non seulement pour l'assurance mais aussi pour les exploitants. J'en profite aussi pour dire que ça touche aussi les services des affaires vétérinaires et des forêts et de la faune. On est entouré de situations préoccupantes, notamment en termes d'espèces invasives aussi, d'épizooties aussi, pour la flore comme pour ou la faune. J'ai parlé du capricorne asiatique, mais on peut parler du frelon asiatique, de la moule Quagga, des cormorans – des situations qui sont aujourd'hui sous contrôle mais qui sont, je dirais, non pas au vert mais à l'orange, parce qu'on a une surveillance accrue comme cela a été dit par le rapporteur en rappelant que les comptes de Sanima sont largement dépendants de ces épizooties et de la conjoncture, notamment en termes de biens financiers sur les marchés.

Vote

> Au vote, ce rapport et ces comptes sont adoptés par 90 voix contre 0 et 0 abstention.

Ont voté oui:

Aebischer Eliane (SE,PS / SP), Aebischer Matthieu (LA,VEA / GB), Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Baeriswyl Laurent (SE,Le Centre / Die Mitte), Bapst Bernard (GR,UDC / SVP), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Baschung Carole (LA,Le Centre / Die Mitte), Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Christel (FV,PS / SP), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Brügger Adrian (SE,UDC / SVP), Bürdel Daniel (SE,Le Centre / Die Mitte), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Christophe (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Cotting Charly (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Dietrich Laurent (FV,Le Centre / Die Mitte), Dorthe Sébastien (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Doutaz Jean-Pierre (GR,Le Centre / Die Mitte), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Emonet Gaétan (VE,PS / SP), Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Fahrni Marc (VE,UDC / SVP), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Galley Nicolas (SC,UDC / SVP), Genoud (Braillard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glauser Fritz (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Grandgirard Pierre-André (BR,Le Centre / Die Mitte), Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Ingold François (FV,VEA / GB), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Julmy Markus (SE,Le Centre / Die Mitte), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Lauber Pascal (GR,PLR/

PVL / FDP/GLP), Levrat Marie (GR,PS / SP), Marmier Bruno (SC,VEA / GB), Menoud-Baldi Luana (GL,Le Centre / Die Mitte), Menétrey Lucie (SC,PS / SP), Mesot Roland (VE,UDC / SVP), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte), Michel Pascale (SC,PS / SP), Michellod Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Morel Bertrand (SC,Le Centre / Die Mitte), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Moussa Elias (FV,PS / SP), Papaux David (FV,UDC / SVP), Pasquier Nicolas (GR,VEA / GB), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Perler Urs (SE,VEA / GB), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Rey Alizée (SC,PS / SP), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Robatel Pauline (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Rodriguez Rose-Marie (BR,PS / SP), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schroeter Alexander (LA,PS / SP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Senti Julia (LA,PS / SP), Steiert Thierry (FV,PS / SP), Sudan Stéphane (GR,Le Centre / Die Mitte), Thalmann-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB), Wicht Jean-Daniel (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zamofing Dominique (SC,Le Centre / Die Mitte), Zermatten Estelle (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zurich Simon (FV,PS / SP). *Total: 90.*

Comptes de l'Etat 2024-DFIN-20

Direction des finances

Rapporteur-e:	Vuilleumier Julien (VEA/GB, FV)
Représentant-e du gouvernement:	Siggen Jean-Pierre, Directeur des finances
Rapport/message:	01.04.2025 (BGC mai 2025, p. 1901)
Préavis de la commission:	05.05.2025 (BGC mai 2025, p. 1975)
Remarque:	Les comptes détaillés sont publiés sous la forme d'un fascicule séparé.

Examen de détail

Vuilleumier Julien (VEA/GB, FV). En tant que rapporteurs de la Commission de finances et de gestion, Benoît Glasson et moi-même avons examiné les comptes 2024 de la Direction des finances lors de notre réunion du 9 avril dernier puis traité ces comptes en réunion de CFG le 2 mai dernier. Comme le rapporteur général a apporté beaucoup de détails sur les comptes de l'Etat, ce rapport sera relativement succinct.

Les comptes 2024 de la Direction des finances bouclent avec un total de revenus de 2,423 milliards de francs, soit 73 millions de plus que prévu au budget. Les charges s'élèvent à 260 millions, soit 19 millions au-dessus du budget. L'excédent de revenus atteint 2,163 milliards de francs, en hausse de 54 millions et de 84 millions par rapport aux comptes 2023.

Pour les investissements, les dépenses atteignent 26 millions avec des recettes de 3,8 millions, ce qui donne un excédent de dépenses de 22,4 millions, conforme au budget.

Sur le plan du personnel, on compte 499,54 EPT, soit 13,7 EPT de moins que ce qui était prévu au budget. Les écarts concernent surtout le Service de l'informatique et des télécommunications avec -8 EPT et l'Administration des finances avec -2,4 EPT par rapport au budget. Ces chiffres reflètent des vacances de postes et des difficultés de recrutement dans les domaines spécialisés. À noter cependant une hausse de 15 EPT par rapport à 2023 confirmant un renforcement progressif des effectifs, en particulier dans le domaine de l'informatique.

Nous en venons à des éléments plus détaillés pour l'Administration des finances. Les revenus atteignent 786 millions de francs, portés notamment par les augmentations suivantes: une part au bénéfice de la Banque cantonale de 75 millions contre 58 prévus au budget, une part du Groupe E de 24 millions contre une budgétisation prudente de 20 millions et une part à l'impôt anticipé de 31,7 millions contre une budgétisation de 21,9 millions.

À noter encore que les intérêts des dettes à court terme se montent à 1,52 million contre 100 000 frs budgétés, compensés en grande partie par les placements à long terme, qui, eux, ont apporté près de 3 millions suite à l'augmentation des taux.

Le Service cantonal des contributions enregistre un excédent de revenus de 1,4 milliard avec notamment un impôt sur le revenu des personnes physiques de plus de 890 millions de francs, en hausse de 5% par rapport à 2023.

Au Service de l'informatique, l'excédent de charges s'élève à 72,6 millions, inférieur au budget. L'enveloppe informatique de l'Etat de 65 millions a été globalement respectée. Toutefois, près de la moitié des dépenses concernent des prestations

externes. Une réflexion est en cours sur mandat du Conseil d'Etat pour internaliser une partie de ces travaux, avec une proposition attendue pour le budget 2027.

Avec mon collaborateur Benoît Glasson, nous souhaitons remercier M. le Conseiller d'Etat Jean-Pierre Siggen, M. le Trésorier d'Etat Laurent Yerly avec une attention particulière pour lui, qui a présenté et a accompagné ces derniers comptes après près de 10 ans et demi passé dans cette fonction et nous souhaitons aussi remercier M. le Secrétaire général Pascal Aeby pour leur disponibilité, la clarté de leurs explications et la qualité des échanges.

Kubski Grégoire (PS/SP, GR). Une question sur les droits de mutation. À la lecture du message, on constate que les comptes de 2022 faisaient état de 68,8 millions de rentrées en matière de droits de mutation tandis qu'en 2024 on tombe à 62,1 millions. Pouvez-vous confirmer, Monsieur le Conseiller d'Etat, le montant des pertes pour l'Etat que constitue l'acceptation de la motion au Grand Conseil en lien avec les droits de mutation?

Brodard Claude (PLR/PVL/FDP/GLP, SC). J'ai une observation à faire et peut-être une réponse à donner à M^{me} Levrat suite à l'entrée en matière. Comme lien d'intérêt, je suis président de la CFG et je suis les finances cantonales depuis un certain nombre d'années.

J'ai un souci par rapport à la Direction des finances, c'est les heures supplémentaires des collaborateurs, souci en pour l'employé en tant que tel, puisqu'apparemment beaucoup d'heures supplémentaires sont demandées aux employés et aussi souci par rapport à la conduite du personnel. J'estime à titre personnel que ce n'est pas admissible qu'il y ait autant d'heures supplémentaires à l'Etat de Fribourg. Je pense qu'à ce titre-là les chefs de service ont probablement une responsabilité. Je demanderai à M. le Conseiller d'Etat de suivre les chefs de service chez des chefs de secteur pour diminuer ces heures supplémentaires, quitte à revoir dans l'ensemble les prestations qui doivent être fournies.

Deuxième élément, c'est par rapport au problème de baisse fiscale, de cadeaux fiscaux qui ont été peut-être cités par M^{me} Levrat. Moi, je constate simplement une chose, c'est que Fribourg en termes de fiscalité des particuliers, on figure en quatrième position. Nous avons la quatrième charge fiscale la plus élevée et si on voulait assainir, garantir les prestations pour les années 26-27-28, donc 160 millions, il faudrait augmenter l'impôt de 18 points! Je dis simplement qu'il faudra qu'on aille expliquer cela aux citoyens fribourgeois, on peut, on peut tout faire dans la vie, on peut dire on passe de 96 à 114, mais il faudra qu'on aille expliquer aux citoyens qui paient les impôts et pour moi, clairement, on doit aussi agir sur les dépenses. Je crois qu'on ne peut pas simplement parler de problèmes de baisse de fiscalité, mais on doit agir sur les dépenses. J'aimerais bien aussi que vous nous aidiez, la gauche, pour tenter d'atténuer ces charges et de réduire certaines charges, mais je ne vois jamais de propositions de votre part.

Levrat Marie (PS/SP, GR). J'aimerais juste rebondir parce que j'ai été interpellée. Au niveau des heures supplémentaires, il faut quand même dire que c'est un peu un exercice d'équilibriste que de dire en même temps qu'on veut moins de personnel et en même temps qu'on veut moins d'heures supplémentaires, cela n'engage que moi. Au niveau des 18 points d'impôts, je ne sais pas, Monsieur le député Brodard, où vous avez entendu qu'on voulait augmenter le coefficient d'impôt de 18 points. Nous demandons simplement une augmentation qui serait un retour à ce qui prévalait il y a quelques années à Fribourg, une augmentation à 100, cela rapporterait 40 millions au canton par année. J'imagine que c'est déjà une mesure qu'on pourrait prendre, c'est selon nous la mesure principale qu'il faudrait prendre dans un potentiel plan d'assainissement, mesures qui n'a malheureusement pas été prise et dont on espère que le Conseil d'Etat la prendra en compte pour son message final.

Siggen Jean-Pierre, Directeur des finances. Quelques remarques: je n'ai pas retrouvé la rubrique, exacte, Monsieur le Député Kubski, mais la baisse elle-même est d'une dizaine de millions en effet, je vous le confirme.

Pour ce qui est des heures supplémentaires, on l'a aussi observé, on n'avait pas un suivi très soutenu avant et on avait des chiffres plutôt faibles. On a renforcé l'analyse, ça nous donne des chiffres plutôt hauts, et le Conseil d'Etat a donné mandat, Monsieur le Député, au Service du personnel de venir avec des propositions pour mieux contenir les heures supplémentaires. Il est vrai aussi, je ne connais pas une entreprise où à la fin de l'année tout le monde a pris ses congés, tout le monde qui a pris ses heures supplémentaires, ça varie à la fin de l'année, on doit les récupérer dans les mois qui suivent, c'est aussi un peu la vie normale. À l'Etat de Fribourg on a la même situation, donc il y a quand même un socle d'heures supplémentaires à rattraper bien sûr, mais qui va se retrouver à la fin de l'année et sur lequel on aura peu de possibilités d'agir dans l'immédiat. Ceci dit, le mandat a été donné par le Conseil d'Etat de prendre des mesures pour mieux contenir et mieux suivre, on va dans le sens que vous préconisez, Monsieur le Président de la CFG.

> L'examen de ce chapitre des comptes est ainsi terminé. Il n'y a pas de modification.

—

Rapport d'activité 2024-CE-151

Direction des finances

Rapporteur-e: **Vuilleumier Julien** (VEA/GB, FV)
Représentant-e du gouvernement: **Siggen Jean-Pierre, Directeur des finances**
Rapport/message: **11.03.2025** (BGC mai 2025, p. 1203)
Préavis de la commission: **05.05.2025** (BGC mai 2025, p. 1443)

Discussion

Vuilleumier Julien (VEA/GB, FV). J'ai le plaisir de vous faire une synthèse des éléments du rapport d'activité concernant la Direction des finances (DFIN). La Direction indique avoir effectué une gestion efficace des ressources de l'Etat, qu'elles soient financières, humaines, fiscales ou informatiques. Le Secrétariat général a rempli un rôle de coordination central. En 2024, le Directeur des finances a présidé le Conseil d'Etat. Le volume des demandes en remise ou en responsabilité civile contre l'Etat est resté stable.

Pour l'Administration des finances (AFin), l'année a été marquée par une forte activité, avec plus de 350 dossiers traités par la section "Affaires financières". La section "Planification financière et contrôle budgétaire" a préparé le budget 2025 et actualisé le plan financier 2025–2028. Elle a examiné 51 demandes de crédits supplémentaires pour un total de 41,7 millions de francs. Le projet de transformation SAP (en allemand: Systemanalyse/Programmentwicklung) et la mise en œuvre d'un nouvel outil budgétaire ont progressé.

Pour le Service cantonal des contributions (SCC), face à un nombre croissant de sollicitations, le call-center a été réorganisé. La révision des estimations fiscales (2018–2023) se poursuit. Le SCC s'est mobilisé pour l'imposition minimale de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) de 15 % pour les grandes entreprises, en vigueur depuis janvier 2024, et a poursuivi la modernisation de ses outils numériques.

Pour le Service du personnel et de l'organisation (SPO), la politique des ressources humaines (RH) progresse, avec un sondage mené auprès de plus de 900 collaborateurs et collaboratrices. Des formations en management bienveillant sont prévues. L'application de la nouvelle ordonnance sur les fonctions de cadres intermédiaires est en cours.

Pour le Service de l'informatique et des télécommunications (SITel), le SITel a reçu de nouveaux mandats stratégiques, notamment pour renforcer la cyber-résilience et la souveraineté numérique. La réforme ELAN/EORO concernant l'obsolescence technique se poursuit. En 2024, 175 projets ont été soutenus. Le volume de support a augmenté et des formations ainsi que le travail mobile sont proposés au personnel.

Le Service de la géoinformation (SGéo) a mis en œuvre la législation sur la géoinformation. Le Service a lancé la commission de géoinformation, conclu des conventions-programmes avec la Confédération et contribué à la création du cadastre des conduites.

Le Registre foncier (RF) a mené des travaux d'introduction du Registre foncier fédéral dans les communes concernées, en parallèle avec le traitement des dossiers de remaniement parcellaire.

L'Inspection des finances (IF) a réalisé 15 inspections et a procédé à un contrôle ciblé à la demande d'un conseiller d'Etat.

L'Autorité de surveillance du registre foncier (ASRF) a traité sept recours, rendu six décisions, et contrôlé l'ensemble des registres fonciers via des visites et des sondages.

Sur ce, nous souhaitons réitérer nos remerciements au Directeur et à l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs de la DFIN.

Bapst Pierre-Alain (PLR/PVL/FDP/GLP, SC). Je remercie la Direction des finances (DFIN) pour son rapport et me permets d'intervenir concernant le sujet des délais de paiement de l'Etat envers ses prestataires. Peut-être aussi annoncer mon lien d'intérêt: je suis membre suppléant de la Commission des finances et de gestion (CFG).

En effet, de plus en plus de créanciers effectuant des prestations pour l'Etat relèvent que les délais de paiement sont régulièrement dépassés, parfois de plusieurs mois. Dans le rapport du Conseil d'Etat, à la page 90, il est notamment fait mention de ceci: "La comptabilité générale a concentré ses efforts sur le paiement des fournisseurs." Il y a plein d'autres tâches, mais celle-ci est clairement mentionnée.

Je permets donc de relever ces divergences entre ce qui est écrit dans le rapport et ce qui est rapporté par un nombre grandissant d'entrepreneurs de ce canton. A l'heure où la digitalisation et différentes solutions existent, je pars du principe que,

dans un souci d'efficience, une facture envoyée à l'Etat de Fribourg est scannée et mise en circulation par voie électronique pour libération, selon le règlement qui définit les responsabilités et les droits de signature.

Ayant travaillé dans une société possédant plusieurs sites en Suisse par le passé, un tel système avait été mis en place en 2010. Le traitement des factures était clairement défini. Une facture devait être traitée dans les délais impartis. Et si ceci n'était pas possible, le créancier devait être informé. Cette manière efficace et rapide nous permettait de payer 95 % des factures dans les délais et souvent de bénéficier d'escomptes de 2 %, car nous pouvions effectuer les paiements à 10 jours, voire 5 jours. C'est dans ce contexte que je me permets d'intervenir et de poser deux questions: est-ce que le Conseil d'Etat a connaissance de cette problématique? Et comment le Directeur des finances évalue le système en place actuellement pour garantir le respect des délais de paiement au sein de l'Etat?

Siggen Jean-Pierre, Directeur des finances. Ce que je peux d'abord rappeler, c'est que, dans ce domaine, on a une ordonnance sur les modalités de perception des créances de l'Etat. Le délai, c'est 30 jours. Et puis, après, vous avez les différents éléments à faire, les rappels, etc. Nous, on n'a pas une systématique actuelle, jour après jour, de ce qui est rentré, de ce qui est sorti et puis les délais. C'est l'Administration des finances (AFin) qui fait un pointage. Le dernier en date, c'était 2022. On dépassait le délai. On était plutôt vers les 33 jours, plutôt que 30.

Ce qu'il faut savoir aussi, c'est que ce sont les établissements, les directions, les services qui envoient les factures et qui suivent les délais. Ce n'est pas concentré, sous cet angle-là, à l'AFin. Donc, ce que vous dites, en termes de numérisation, que Dieu vous entende, j'aimerais bien le faire tout de suite. Ca prend un peu de temps.

Au début de cette année, on a introduit le nouveau système de numérisation de l'entier de l'AFin. Et il est encore en déploiement. Cela a été un très, très gros travail. Je sais qu'il y a eu quelques retards qui ont été pris, notamment au Service des ponts et chaussées, mais c'est lié à l'introduction cette année. Si l'information que vous avez parlé de plusieurs mois de retard à une année, ce n'est pas ça.

Et puis, ensuite, on a introduit, il y a deux mois maintenant, la dématérialisation des factures. Donc, on vient de l'introduire. Et on ne l'a pas introduite pour tout l'Etat. On a quelques services et directions concernés. Et puis, on va l'introduire de manière "étapée" pendant trois, quatre, cinq ans ensuite. Donc, on est au début de ce mouvement, qui nous permettra de répondre à l'exemple que vous avez donné et puis de pouvoir réagir plus rapidement et d'avoir la vue d'ensemble sous cet angle-là. Sinon, il faut aller chercher l'information et ça prend, évidemment, plus de temps. Et puis, on ne le fait pas systématiquement, sachant, de nouveau, que l'input vient des directions et des services eux-mêmes. A eux de suivre et puis, après, de pouvoir réagir. Le cas échéant, on est, à la DFIN, évidemment, à disposition. S'il devait y avoir un problème, signalez-le-nous, qu'on puisse aussi intervenir au cas par cas, si nécessaire. Donc, ce domaine se développe notamment grâce à la numérisation. Ca prend un peu de temps.

> L'examen de ce chapitre du rapport d'activité est ainsi terminé.

Rapport et comptes 2025-DFIN-9 Banque cantonale de Fribourg. Rapport de gestion 2024

Rapporteur-e: **Vuilleumier Julien** (VEA/GB, FV)
Représentant-e du gouvernement: **Siggen Jean-Pierre, Directeur des finances**
Préavis de la commission: **02.05.2025** (BGC mai 2025, p. 2117)

Discussion

Vuilleumier Julien (VEA/GB, FV). Le rapport de gestion 2024 de la Banque cantonale de Fribourg (BCF) met en évidence de bons résultats financiers avec un total du bilan atteignant 28,7 milliards de francs, marquant une augmentation de 2,6 % par rapport à 2023. Cette croissance est principalement due à une solide progression des avances à la clientèle de 3,7 %, totalisant 23,5 milliards de francs. Les créances hypothécaires constituent la part la plus importante de ces avances, s'élevant à 19,8 milliards de francs, en hausse de 4,4 %. Les dépôts à la clientèle ont également augmenté de 2,9 %, pour atteindre 17 milliards de francs.

Du côté des résultats, le total des produits a progressé de 6,5 % à 394 millions de francs, tandis que le total des charges a augmenté de 3,9 % à 131,6 millions de francs. Le résultat opérationnel s'établit ainsi à 236,5 millions de francs, en hausse de 5,5 %. Le bénéfice de l'exercice 2024 s'élève à 163,7 millions de francs, représentant une augmentation de 1,3 % par rapport

à l'année précédente. Cette performance permet à la BCF d'effectuer des versements importants aux collectivités publiques fribourgeoises, totalisant 107,9 millions de francs, incluant l'indemnité pour la garantie de l'Etat, la rémunération du capital de dotation et les impôts. Les fonds propres, après répartition du bénéfice, ont atteint 2,6 milliards de francs.

En ce qui concerne les autres aspects financiers et de gestion, la BCF met en avant une gestion des risques intégrée et cohérente, avec des fonctions de contrôle indépendantes rapportant au comité d'audit et des risques. Le conseil d'administration est régulièrement informé du fonctionnement du système de contrôle interne et du respect des réglementations. L'organe de révision externe, Ernst & Young SA, a audité les comptes annuels et confirmé leur conformité aux normes applicables.

La BCF considère poursuivre également sa voie en matière de durabilité, avec une charte dédiée et un engagement envers les objectifs de développement durable. La banque s'engage socialement en soutenant activement les activités sportives, culturelles et sociales du canton, avec un soutien de 4,2 millions de francs en 2024. Elle est un employeur important du canton avec 458 emplois et investit continuellement dans la formation de ses collaboratrices et collaborateurs, notamment en matière d'enjeux environnement, social et gouvernance (ESG). La BCF continue d'investir dans son réseau de 27 succursales, avec des rénovations au siège et dans plusieurs agences afin d'améliorer l'expérience client.

Siggen Jean-Pierre, Directeur des finances. Je n'ai pas d'éléments supplémentaires à rajouter. Simplement, rappeler que l'excellente année de la Banque cantonale de Fribourg (BCF), eh bien, nous en avons profité, que nous discutons maintenant avec la BCF pour que la clef de répartition des exercices soit améliorée. Et c'est une des mesures que nous avons prévues, notamment, dans le plan d'assainissement, mais les choses sont en train d'être discutées.

Michel Pascale (PS/SP, SC). Le moment des rapports annuels est celui de la mesure de la distance entre la parole et les actes. Ouvrez le rapport 2024 de notre chère Banque cantonale à la page 68. Trois femmes souriantes, bien mises, photographiées dans un cadre épuré. Leur mission? Je vous en donne dans le mille: "Le concept d'accueil et l'aménagement des salons". Par contre, si vous cherchez des femmes à la direction de la Banque cantonale de Fribourg (BCF) ou au conseil d'administration, il faudra tourner bien des pages – et constater qu'il n'y en a pratiquement pas. En 2023, il y avait encore une femme à la direction générale. En 2024, elle est partie. Résultat: zéro femme à la tête de la direction. Le conseil d'administration? Une seule femme sur sept membres.

Alors, oui, la BCF nous dit qu'elle respecte l'égalité salariale, qu'elle a même obtenu un label certifié. Bravo. Mais à quoi bon avoir l'intention de payer les femmes à l'égal des hommes, si elles n'accèdent pas aux postes de direction mais restent cantonnées à l'aménagement des salons? Une banque publique, détenue par le canton, devrait être exemplaire. On en est loin.

La parité n'est pas une question d'image. C'est une question de légitimité démocratique, de responsabilité publique et de cohérence avec les engagements du canton.

C'est pourquoi, j'aimerais que le Conseil d'Etat réponde franchement à ces 2 questions: Est-il en accord avec le fait qu'il n'y a plus aucune femme à la direction générale et une seule femme – sur sept membres – au conseil d'administration de la BCF? Si cela ne devait pas être le cas, que compte-t-il entreprendre pour corriger cette situation, qui d'ailleurs est en désaccord total avec le plan pour l'égalité au sein de l'administration cantonale? Certes, la BCF n'est pas l'administration cantonale, elle est en mains publiques et pourrait s'inspirer. Je vous remercie pour vos réponses.

Siggen Jean-Pierre, Directeur des finances. Je peux vous confirmer, M^{me} la Députée, qu'il y a trop peu de femmes, en effet, dans les différentes pages que vous mentionnez, ainsi que dans les cadres de la Banque. C'est une notion pour laquelle je suis déjà intervenu.

Et il y a, peut-être, un élément de pression qui vient naturellement, si je puis dire, supplémentaire. C'est celui lié au rapport environnement, social et gouvernance (ESG), dans lequel on note, finalement, aussi l'effort qui est fait dans une banque, mais c'est aussi un élément qui prend de plus en plus d'importance. Ce rapport, il était annoncé avant, j'aurais pu donner des éléments, mais il va venir dans une semaine et demie, je crois deux semaines, et puis dans lequel on voit la cotation aussi de la Banque, qui peut être pénalisée, parce qu'il n'y a pas cet effort qui est fait là. La Banque en est totalement consciente. Elle cherche à faire des efforts, mais ce n'est pas forcément évident.

Et moi, j'ai fait l'exercice, alors, non pas pour la Banque, mais pour trouver un successeur à notre trésorier. J'espérais bien avoir une trésorière. Mais je suis désolé. Avec tous les efforts qu'on a entrepris, ben, ça n'a pas marché. Après, il y a aussi un milieu dans lequel on recrute, qui doit, lui-même aussi, se refaire, ce qui prend un peu de temps. Cela dit, vous avez peut-être pu lire le communiqué de presse, et je terminerai par là, de la Banque, qui a maintenant quelques mois, pour lequel il y a eu une personne, une dame qui a été engagée dans la clientèle privée comme responsable. Donc, on a aussi l'occasion de le faire. Elle est aussi là. Alors, elle n'est pas dans le rapport 2024. Elle sera dans le rapport 2025. Et il y en aura peut-être encore d'autres qui viendront dans l'année. La direction est très consciente de ça, le conseil d'administration aussi. On suit la chose. Et puis, le milieu n'est pas favorable, si vous voulez, mais on y travaille. Et il y a aussi de la pression sur la Banque

pour ça. Donc, ce n'est absolument pas un désintéret de la Banque. La chose, elle est, je dirais, plus que dans le viseur du conseil d'administration et de la direction, en mentionnant une personne, une femme, qui vient de prendre une place dans la direction maintenant en général.

Vuilleumier Julien (VEA/GB, FV). Je vous confirme que cette question de la sous-représentation des femmes dans la direction de la Banque cantonale de Fribourg (BCF) et le plafond de verre que l'on trouve au début du Boulevard de Pérolles ont été abordés en Commission des finances et de gestion (CFG). La recommandation que nous a faite M. le Directeur des finances, de bien observer le rapport environnement, social et gouvernance (ESG) sera bien suivie par la CFG et les membres aussi par ce Grand Conseil: à nous d'être attentifs sur le suivi de ces questions.

Vote

> Au vote, ce rapport et ces comptes sont acceptés par 89 voix contre 0 et 0 abstention.

Ont voté oui:

Aebischer Eliane (SE,PS / SP), Aebischer Matthieu (LA,VEA / GB), Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Baeriswyl Laurent (SE,Le Centre / Die Mitte), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Baschung Carole (LA,Le Centre / Die Mitte), Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Christel (FV,PS / SP), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Bonny David (SC,PS / SP), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Brügger Adrian (SE,UDC / SVP), Bürdel Daniel (SE,Le Centre / Die Mitte), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Christophe (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Collomb Eric (BR,Le Centre / Die Mitte), Cotting Charly (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Dietrich Laurent (FV,Le Centre / Die Mitte), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Emonet Gaétan (VE,PS / SP), Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Fahrni Marc (VE,UDC / SVP), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Galley Nicolas (SC,UDC / SVP), Genoud (Braillard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Grandgirard Pierre-André (BR,Le Centre / Die Mitte), Hauswirth Urs (SE,PS / SP), Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Ingold François (FV,VEA / GB), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Julmy Markus (SE,Le Centre / Die Mitte), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Lauber Pascal (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Levrat Marie (GR,PS / SP), Marmier Bruno (SC,VEA / GB), Mauron Pierre (GR,PS / SP), Menoud-Baldi Luana (GL,Le Centre / Die Mitte), Menétrey Lucie (SC,PS / SP), Mesot Roland (VE,UDC / SVP), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte), Michel Pascale (SC,PS / SP), Michellod Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Morel Bertrand (SC,Le Centre / Die Mitte), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Moussa Elias (FV,PS / SP), Pasquier Nicolas (GR,VEA / GB), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Perler Urs (SE,VEA / GB), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Rey Alizée (SC,PS / SP), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Robatel Pauline (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Rodriguez Rose-Marie (BR,PS / SP), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schumacher Jean-Daniel (FV,PLR/PVL / FDP/GLP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Senti Julia (LA,PS / SP), Steiert Thierry (FV,PS / SP), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Thalmann-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Thévoz Ivan (BR,UDC / SVP), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB), Wicht Jean-Daniel (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Zamofing Dominique (SC,Le Centre / Die Mitte), Zurich Simon (FV,PS / SP), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 89.*

Rapport et comptes 2025-DFIN-8 Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (CPPEF). Rapport relatif aux comptes 2024

Rapporteur-e: **Vuilleumier Julien** (VEA/GB, FV)
Représentant-e du gouvernement: **Siggen Jean-Pierre, Directeur des finances**
Rapport/message: **15.04.2025** (BGC mai 2025, p. 2053)
Préavis de la commission: **02.05.2025** (BGC mai 2025, p. 2116)

Discussion

Vuilleumier Julien (VEA/GB, FV). Le rapport annuel 2024 de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (CPEF) présente une situation financière solide. Au 31 décembre 2024, le total de l'actif atteignait 6,7 milliards de francs, en hausse par rapport à 2023 (6,2 milliards de francs). Les placements constituent la majeure partie de l'actif, répartis principalement entre l'immobilier (pour 1,99 milliard de francs), les actions (pour 1,88 milliard de francs) et les obligations (pour 1,59 milliard de francs). Le passif s'élève également à 6,7 milliards de francs.

Les capitaux de prévoyance et provisions techniques s'établissaient à 7,732 milliards de francs, contre 7,524 milliards de francs en 2023. La réserve de fluctuation de valeurs a fortement progressé pour atteindre 468,9 millions de francs, contre 173,2 millions de francs en 2023, tandis que l'excédent technique reste stable à 1,5 milliard de francs.

Les cotisations et apports ont totalisé 409 millions de francs en 2024, dont 167 millions de francs provenant des salariés et 223 millions de francs des employeurs. Les prestations réglementaires ont atteint 292 millions de francs et les prestations de sortie 120 millions de francs.

Le résultat net des placements a connu une forte hausse, atteignant 400 millions de francs, contre 259 millions de francs en 2023. Les frais d'administration et de gestion de la fortune se sont montés à 31 millions de francs. L'excédent de charges sur produits s'est établi à 18 millions de francs, contre 9 millions de francs en 2023, principalement en lien avec la dissolution de la réserve de fluctuation.

Le taux de couverture légal atteignait 86,4 % à fin 2024, contre 82,3 % en 2023. Le taux global du régime de pensions est passé de 79,9 % à 80,2 %, tandis que celui des actifs a progressé de 57 % à 59,6 %. La Caisse respecte ainsi son chemin de croissance en matière de couverture.

En tant qu'institution de droit public, la Caisse poursuit son plan de financement conforme aux articles 72a et 72c de la loi sur la prévoyance professionnelle. Le taux de couverture initial au 1^{er} janvier 2012 était de 66,9 % avec un objectif de 80 % fixé pour 2052.

L'année 2024 a ainsi été marquée par une forte croissance des actifs, une amélioration notable des performances de placement, une progression continue des taux de couverture et la poursuite du chemin de recapitalisation défini pour la CPEF.

> Le Grand Conseil prend acte de ce rapport et de ces comptes.

Comptes de l'Etat 2024-DFIN-20 Pouvoir exécutif - Conseil d'Etat et Chancellerie

Rapporteur-e: **Glasson Benoît** (PLR/PVL/FDP/GLP, GR)
Représentant-e du gouvernement: **La Chancellerie d'Etat.**
Rapport/message: **15.04.2025** (BGC mai 2025, p. 1901)
Préavis de la commission: **05.05.2025** (BGC mai 2025, p. 1975)
Remarque: **Les comptes détaillés sont publiés sous la forme d'un fascicule séparé.**

Examen de détail

Glasson Benoît (PLR/PVL/FDP/GLP, GR). Avec mon collègue Armand Jaquier, nous nous sommes rendus à la Chancellerie d'Etat afin d'analyser les comptes 2024. Nous remercions M^{me} Danielle Gagnaux, Chancellerie d'Etat, pour son accueil, sa disponibilité ainsi que pour les réponses à nos questions.

Les comptes se bouclent avec un excédent de charges de 16 393 486 francs, soit 328 844 francs de moins qu'au budget 2024. La Chancellerie occupe 56,39 équivalents plein-temps (EPT), soit 1,56 EPT de moins que prévu au budget 2024. Aucune grande modification financière en comparaison au budget 2024.

Centre de charges 3100 Conseil d'Etat: le compte de résultats montre un excédent de charges de 5 549 034 francs, soit de 59 816 francs inférieur au budget, dû aux pensions de retraite inférieures à celles prévues.

Centre de charges 3105 Chancellerie d'Etat: le compte de résultats montre un excédent de charges de 6 479 896 francs, inférieur de 126 240 francs au budget.

Compte 3101.100 Traitement du personnel: 1,45 EPT de moins qu'au budget, dont 1,93 EPT en formation.

3100.100 Fournitures de bureau: une diminution de charges de 6563 francs sur un montant budgété à 12 000 francs. Cette diminution n'est pas énorme en chiffres, mais diminue la charge de 55 %. Cela est dû au Projet "FriBURO", qui consiste en ce que chaque personne n'ait plus son bureau attitré et de ce fait n'imprime plus que le strict nécessaire afin d'éviter de se déplacer avec des tonnes de papier.

3113.000 Achat de matériel et logiciels informatiques: les licences Altova ont été prises en charge par le Service de l'informatique et des télécommunications (SITel), d'où une charge de 1470 francs en baisse de 4430 francs par rapport au budget.

3130.002 Taxes postales: crédit supplémentaire de 50 000 francs, budget augmenté à 190 000 francs. Les frais d'envoi commercial-réponse pour les votations 2024 ont été beaucoup plus élevés que prévu et un envoi supplémentaire a été effectué en raison de la votation du 9 février 2025. Les frais d'envoi du sondage relatif à la votation de la loi sur le désenchevêtrement des tâches entre l'Etat et les communes n'avaient pas été prévus au budget.

3130.049 Travaux informatiques effectués par des tiers: une augmentation de charges de 200 000 francs à la suite d'une réallocation du SITel pour la contribution de l'Etat au programme DIGI-FR et au registre électoral cantonal.

Centre de charges 3110 Service d'achat du matériel et des imprimés: un excédent de charge de 531 474 francs, presque identique au budget. Le Service occupe 6,4 EPT, soit 0,9 de moins qu'au budget et les 4 apprentis prévus au budget n'ont pas été engagés du fait que les activités logistiques ont été transférées à l'Office cantonal du matériel scolaire (OCMS). Le poste de chef de service est resté vacant à la suite de son départ à la retraite en 2021. Quelques petits transferts de personnel ont été effectués à l'interne de la Chancellerie.

> L'examen de ce chapitre des comptes est ainsi terminé. Il n'y a pas de modification.

Rapport d'activité 2024-CE-151 Chancellerie d'Etat

Rapporteur-e:	Glasson Benoît (PLR/PVL/FDP/GLP, GR)
Représentant-e du gouvernement:	La Chancelière d'Etat.
Rapport/message:	11.03.2025 (BGC mai 2025, p. 1203)
Préavis de la commission:	05.05.2025 (BGC mai 2025, p. 1443)

Discussion

Glasson Benoît (PLR/PVL/FDP/GLP, GR). Il n'y a rien à signaler dans ce rapport. Nous tenons à remercier M^{me} la Chancelière ainsi que son service pour l'efficacité ainsi que la flexibilité dans leur travail.

> L'examen de ce chapitre du rapport d'activité est ainsi terminé.

Comptes de l'Etat 2024-DFIN-20 Pouvoir législatif

Rapporteur-e: **Glasson Benoît** (PLR/PVL/FDP/GLP, GR)
 Représentant-e du gouvernement: **La Secrétaire générale.**
 Rapport/message: **15.04.2025** (BGC mai 2025, p. 1901)
 Préavis de la commission: **05.05.2025** (BGC mai 2025, p. 1975)

Examen de détail

Glasson Benoît (PLR/PVL/FDP/GLP, GR). Le 27 mars dernier, avec mon collègue Armand Jaquier, nous nous sommes rendus au Secrétariat du Grand Conseil afin d'analyser les comptes 2024. Nous remercions M^{me} Mireille Hayoz pour son accueil, sa disponibilité ainsi que pour les réponses à nos questions.

Le budget se boucle avec un excédent de charges de 3 704 561 francs, soit 462 269 francs de moins qu'au budget 2024. Le Secrétariat du Grand Conseil occupe 7,97 équivalents plein-temps (EPT), 0,28 EPT de moins qu'au budget.

Les principales différences entre le budget et les comptes sont dues à une diminution du nombre de séances du Grand Conseil, des économies dans les publications, les prestations de service par des tiers et l'entretien du système informatique.

Centre de charge 1110 Grand Conseil – 3000.203 Indemnités de séances: une diminution du nombre de séances réduit les charges de 141 502 francs.

3102.102 Publications et publicité: diminution de charges de 76 681 francs. Un travail de mise en page des publications se fait à présent par le Secrétariat et non plus par l'imprimerie, qui s'occupe désormais plus que de l'impression. Nous tenons à saluer l'effort du Secrétariat pour cette réalisation. Cette mesure démontre qu'avec une volonté de remise en question de l'organisation d'un service ainsi que de bonnes réflexions, des économies importantes sont possibles.

3130.000 Prestation de service par des tiers: la diminution du nombre de séances crée une économie de 27 638 francs avec moins de traductions simultanées et moins de contrôles à l'entrée de l'hôtel cantonal.

3653.000 Entretien de matériel et de logiciels informatiques: une diminution des charges de 34 432 francs due simplement aux maintenances moins élevées.

4470.000 Locations: location des salles de l'hôtel cantonal à 19 600 francs, soit 14 600 francs de plus qu'au budget.

Centre de charges 1115 Commissions et délégations: un excédent de charges de 479 722 francs contre 660 000 francs au budget dû au nombre de séances de commission moins élevé qu'au budget.

Nous tenons à souhaiter une bonne retraite méritée à notre secrétaire Mireille Hayoz après toutes ces années passées à la tête de notre Secrétariat. Son engagement sans faille a facilité la tâche de chaque député et de chaque collaborateur. Merci infiniment, Mireille, d'avoir pris ton travail avec cœur et enthousiasme.

> L'examen de ce chapitre des comptes est ainsi terminé. Il n'y a pas de modification.

Comptes de l'Etat 2024-DFIN-20 Direction de la sécurité, de la justice et du sport

Rapporteur-e: **Levrat Marie** (PS/SP, GR)
 Représentant-e du gouvernement: **Collaud Romain, Directeur de la sécurité, de la justice et du sport**
 Rapport/message: **15.04.2025** (BGC mai 2025, p. 1901)
 Préavis de la commission: **05.05.2025** (BGC mai 2025, p. 1975)
 Remarque: **Les comptes détaillés sont publiés sous la forme d'un fascicule séparé.**

Examen de détail

Levrat Marie (PS/SP, GR). Avant toute chose et au nom de la Commission des finances et de gestion (CFG), je remercie toute la Direction ainsi que le personnel qui s'est engagé au sein de cette Direction durant l'année 2024.

Concernant les comptes en tant que tels, il y a une augmentation des charges d'environ 8,4 millions de francs, une augmentation des revenus d'environ 9,7 millions de francs, une diminution des dépenses d'environ 3 millions de francs et une diminution des recettes d'environ 1 million de francs.

L'excédent de charges des comptes 2024 de la Direction de la sécurité, de la justice et du sport (DSJS) est de 42 millions de francs au budget 2025, soit une diminution d'environ 1,2 million de francs. Divers projets et éléments sont à mettre en avant dans les comptes 2024 de la DSJS. Je vous épargne un rapport sur tous les détails, mais je vais m'atteler à vous informer des éléments qui me paraissent importants dans le cadre des comptes 2024.

Concernant les *mondiaux de hockey*, il y a des dépassements du budget 2024, mais ceux-ci sont couverts par le crédit voté au Grand Conseil. Il n'y a donc pas de dépassement dudit crédit et pour l'instant, les dépenses sont même en dessous.

Concernant *l'assistance judiciaire récupérée*, aux comptes 2024, 3 millions de francs ont été récupérés, soit 1,45 million de francs de plus que prévu au budget 2025. Aux comptes 2024, un montant forfaitaire supplémentaire de 52 000 francs, soit 0,5 équivalent plein-temps (EPT), a été octroyé. Il y a donc clairement un effet boule de neige dans la récupération de l'assistance judiciaire. Il faut toutefois être conscient qu'un jour, la récupération va se stabiliser.

Au niveau du *Service de la police du commerce*, l'impôt sur le produit brut des jeux est en nette diminution. Cela est dû à une diminution des personnes qui jouent au casino. A relever que la concession a été octroyée au casino jusqu'en 2040, mais qu'il faut s'attendre à une baisse constante des revenus.

Au niveau de *l'Office de la circulation et de la navigation (OCN)*, il y a une augmentation des revenus en raison d'une augmentation du nombre de véhicules. Aux comptes, on peut lire un excédent de revenus de 100 millions de francs, mais il ne s'agit que des rentrées d'impôts et les charges n'ont pas été comptabilisées. Elles figurent dans le rapport de l'OCN lui-même.

Au niveau de la *Police cantonale*, pour les EPT, il y a des transferts entre les 4 centres de charges qui concernent la Police. La Police peut elle-même gérer les transferts des EPT, au contraire des autres services. A la Gendarmerie, il y a une augmentation des revenus de 2,7 millions de francs, en raison principalement des amendes. A l'Ecole de police, il y a une diminution du nombre d'aspirants admis, qui est passé de 31 aux comptes 2023 à 26 aux comptes 2024. Et en plus, c'est la première année où des frais sont refacturés aux autres cantons pour les aspirants externes, par exemple les aspirants vaudois ou neuchâtelois.

Au niveau du *Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation*, il y a une augmentation de 2,7 millions de francs des exécutions de peines dans les établissements du canton. Les exécutions de peines hors canton sont, elles, en diminution.

Pour *l'Etablissement de détention fribourgeois*, pour Bellechasse, le canton a construit un nouveau bâtiment pour le régime ouvert ainsi qu'un pavillon. Bellechasse sera probablement agrandie pour permettre la prise en charge des détenus de la Prison centrale, qui sera fermée en 2028, sous réserve de l'acceptation par la population et le Grand Conseil. Au niveau de la capacité des prisons à Fribourg, on est dans une fourchette assez haute. A la Prison centrale, il y avait un taux, quand on a été examiner la DSJS, de 72 %, volontairement plus bas, car il y a la détention provisoire, et puis à Bellechasse, le taux avoisine les 100 %.

Et enfin, pour la *LoRo-Sport*, il y a une augmentation de 3,6 millions de francs de subventions pour les infrastructures sportives, par exemple pour les halles triples et autres grosses infrastructures sportives. Et afin de compenser ces subventions pour le développement du sport, 2,8 millions de francs ont été prélevés sur le capital de la Loterie romande (LoRo).

> L'examen de ce chapitre des comptes est ainsi terminé. Il n'y a pas de modification.

Rapport d'activité 2024-CE-151

Direction de la sécurité, de la justice et du sport

Rapporteur-e:	Levrat Marie (PS/SP, GR)
Représentant-e du gouvernement:	Collaud Romain, Directeur de la sécurité, de la justice et du sport
Rapport/message:	11.03.2025 (BGC mai 2025, p. 1203)
Préavis de la commission:	05.05.2025 (BGC mai 2025, p. 1443)

Discussion

Levrat Marie (PS/SP, GR). Au courant de l'année 2024, le Conseil d'Etat a transmis son projet de loi modifiant la loi sur la Police cantonale avec pour but de fixer le cadre légal de nouvelles mesures policières, notamment les moyens de surveillance

de l'espace public et du trafic motorisé. Le projet était en cours de traitement au Grand Conseil, mais un arrêt du Tribunal fédéral a obligé le Conseil d'Etat à retirer son projet.

La révision totale de la loi sur la protection de la population a été adoptée par le Grand Conseil et entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2025.

La Direction de la sécurité, de la justice et du sport (DSJS) a lancé les travaux en vue de l'élaboration d'une loi sur les manifestations pour simplifier la procédure en fixant des règles claires et uniformes pour tout le canton.

Enfin, concernant le domaine de la I, repris en 2023 par la DSJS, un poste de délégué à la sécurité de l'information a été créé.

Pour la *Police cantonale*: en juillet 2024, il y a eu l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions du droit pénal en matière sexuelle pour renforcer la protection des victimes. La Police cantonale s'engage à améliorer sa prise en charge. La Police commence à donner des séances d'information dans les écoles professionnelles et hautes écoles spécialisées (HES) pour préparer les élèves à des fusillades dans les écoles, qui représentent un risque réel.

Il y a, au niveau de la *migration et de l'intégration*, une augmentation de la population étrangère. L'afflux a principalement été le fait de ressortissants français et portugais et d'autres ressortissants européens. Au niveau de l'intégration, plusieurs entités de l'Etat ont lancé un réseau bilingue "pour une école sans racisme", inspiré de la démarche de Berne, pour apporter une approche critique du racisme dans les écoles. Une formation continue a été proposée aux enseignants.

Pour *l'exécution des sanctions pénales*, les nouveaux bâtiments ont pu être inaugurés, à savoir le pavillon cellulaire, le pavillon d'accueil, le centre médical et la halle pour les ateliers sécurisés. Et les deux bâtiments existants ont été rénovés et permettent maintenant une séparation stricte entre les différents régimes de détention, qui ont chacun un fonctionnement indépendant.

Pour la *Justice*, la consultation de l'avant-projet de loi modifiant la loi sur la justice a été lancée en 2024. Cette loi a pour but d'améliorer l'organisation et le fonctionnement du pouvoir judiciaire, dans le but de rationaliser et réaliser des gains d'efficacité. Les principaux actes sont la réunion des 18 autorités judiciaires actuelles en 5 tribunaux, la création d'un organe de conduite du pouvoir judiciaire et la favorisation de la voie de la conciliation pour résoudre les litiges. Une phase pilote du projet de consensus parental a été préparée pour faire adhérer les parents à leur responsabilité commune par rapport à leurs enfants. La phase pilote a débuté en 2025.

Et enfin, au niveau du *sport*, la DSJS a également travaillé sur la violence dans le sport pour pouvoir offrir un soutien aux clubs sportifs fribourgeois. Une séance d'information sera dispensée dès 2025, disponible pour les personnes engagées dans le sport associatif ainsi que pour toute personne intéressée.

Berset Nicolas (UDC/SVP, SC). M. le Conseiller d'Etat, dans le rapport de la Direction de la sécurité, de la justice et du sport (DSJS), sous le point "Augmentation de la délinquance en lien avec la migration", vous faites état de 1168 événements impliquant des requérants en procédure d'asile. En ce moment, les autorités judiciaires alertent sur la quantité de dossiers qu'elles doivent traiter. Il serait intéressant de connaître le travail occasionné par toutes ces infractions commises par des personnes de nationalité étrangère.

Le groupe de l'Union démocratique du centre vous pose les questions suivantes: quel est le coût pour la DSJS, et en particulier pour la Police et les autorités judiciaires, des infractions commises par ces requérants d'asile? Est-ce que dans le coût de l'asile pour le canton de Fribourg qui revient à la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS) sont également imputés les coûts de votre Direction?

Nous pensons en particulier aux coûts des interventions de la Police, au travail des autorités judiciaires, en particulier pénales, aux coûts des interprètes, aux coûts des détentions carcérales ou encore des avocats de la première heure et des défenses d'office. Je pense bien que vous ne pourrez pas répondre précisément, mais votre appréciation sera intéressante. Bien sûr, nous pourrions, au besoin, obtenir des données plus précises par le dépôt d'un instrument parlementaire.

Collaud Romain, Directeur de la sécurité, de la justice et du sport. Pour répondre à cette question, effectivement, c'est difficile de donner des chiffres précis, parce qu'il faudrait faire une analyse très fine, des heures qui sont déployées pour cette problématique. Alors, ce que je peux vous dire, c'est qu'aujourd'hui, on a effectivement une task force qui s'appelle la task force «lutte», qui est censée, on va dire, faire de la prévention et notamment de la répression au centre-ville de Fribourg. C'est 6 agents qui travaillent toute la semaine à cette tâche. Donc, je vous laisse déjà extrapoler les coûts qui y sont liés. On a évidemment aussi une cellule au Ministère public qui est dédiée à cette problématique. Donc, là de nouveau, je vous laisse extrapoler les chiffres. Et puis, finalement, eh bien, évidemment, il y a aussi la problématique de l'incarcération et du domaine pénitentiaire. Après, sortir un chiffre exact, c'est extrêmement compliqué, parce que, évidemment, pour nous, ça fait partie d'un tout au niveau sécuritaire et on n'a pas engagé des gens spécialement pour cette problématique qui est liée justement à la migration et aux délits qui y sont liés.

Je tiens à préciser quand même qu'il s'agit d'une toute petite partie de la migration. On parle d'un pourcentage très faible de gens, qui commettent beaucoup de délits. Donc, là, c'est quand même quelque chose d'important à savoir, c'est une problématique qui est connue aussi de nos services, et souvent dans une incapacité de renvoi également. Donc, il faut bien séparer les choses. Il y a aussi une problématique qui vient de la Confédération avec la modification du code de procédure pénale (CPP), qui impose maintenant une obligation d'audition par le Ministère public des personnes qui risqueraient une incarcération, ce qui provoque, évidemment, une réaction en chaîne au niveau des avocats, au niveau des traductions et ensuite, ben évidemment, de l'incarcération.

Donc, évidemment, qu'il y a un coût qui est relativement conséquent, mais, à nouveau, je le répète, lié à une infime partie des migrants qu'on a sur notre territoire.

Levrat Marie (PS/SP, GR). Je pense que M. le Représentant du Gouvernement a expliqué en détail la réponse à votre question. Peut-être au niveau des autorités judiciaires: vous allez voir tout soudain qu'en fait, les autorités judiciaires, elles sont en manque de personnel, qu'il y ait ces cas ou bien pas. Donc, on va peut-être en discuter après à propos des comptes liés au pouvoir judiciaire.

> L'examen de ce chapitre du rapport d'activité est ainsi terminé.

Comptes de l'Etat 2024-DFIN-20 Pouvoir judiciaire

Rapporteur-e:	Levrat Marie (PS/SP, GR)
Représentant-e du gouvernement:	Collaud Romain, Directeur de la sécurité, de la justice et du sport
Rapport/message:	15.04.2025 (BGC mai 2025, p. 1901)
Préavis de la commission:	05.05.2025 (BGC mai 2025, p. 1975)
Remarque:	Les comptes détaillés sont publiés sous la forme d'un fascicule séparé.

Examen de détail

Levrat Marie (PS/SP, GR). Là aussi, j'aimerais remercier toutes les personnes qui s'engagent dans le pouvoir judiciaire et qui se sont engagées en 2024.

Au niveau des comptes, l'excédent de charges des comptes 2024 est de 58 millions de francs contre 53 millions de francs au budget 2024, soit une augmentation de 9,7 %. L'augmentation des charges est d'environ 5 millions de francs par rapport au budget 2024 et l'augmentation des revenus de 2,8 millions de francs environ. L'augmentation des charges est principalement due aux dépenses informatiques liées à la digitalisation de la justice, pour laquelle des réallocations internes ont été octroyées pour un montant de 3,25 millions de francs.

Les frais d'assistance judiciaire ont augmenté de 710 000 francs, ainsi que les débours pénaux au Ministère public d'environ 1,1 million de francs. De manière générale, ce sont des comptes qui laissent très peu de marge, car ils dépendent principalement des affaires. Par ailleurs, certains arrêts de dépassements de crédit annoncés ont été insuffisants pour couvrir les dépenses réelles, car ils sont annoncés à la mi-novembre.

Au niveau des équivalents plein-temps (EPT), il y a un écart de 8,84 EPT entre les comptes 2023 et 2024, et un écart d'environ 18 EPT entre comptes 2024 et budget 2024. Au budget 2024, 1,5 EPT de nouveaux postes ont été accordés pour le pouvoir judiciaire au Tribunal cantonal et à l'Office des faillites et 2,8 EPT ont été transférés de la Police cantonale au Tribunal des mineurs.

De manière globale, la problématique du manque de personnel est très présente dans toutes les instances judiciaires. Il y a des départs de collaborateurs qui ne supportent pas la charge de travail, les absences maladie, qui sont d'ailleurs directement remplacées, et des heures supplémentaires payées, ce qui engendre des dépassements de budget. En cas de charge particulière, le Conseil de la magistrature peut nommer un magistrat *ad hoc*.

Les justices de paix ont également de la peine à suivre, puisqu'elles subissent les coupes dans les budgets de Pro Infirmis et Pro Senectute, qui s'occupaient de l'accompagnement, mais elles subissent également la détérioration de la santé mentale des mineurs. Les justices de paix instaurent également des curatelles pour les migrants mineurs non accompagnés. Il faudrait renforcer les justices de paix en parallèle du Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ), car le processus doit pouvoir

fonctionner dans son ensemble. Le gel de l'engagement des stagiaires dans les autorités, annoncé il y a quelques jours, aura certainement un impact également important sur la charge du travail du pouvoir judiciaire.

De manière générale, pour les comptes 2024, il y a quelques éléments à relever concernant les projets phares du Pouvoir judiciaire.

On a déjà parlé de la loi sur la réorganisation du Pouvoir judiciaire: il y aura nécessairement des dépenses pour la mise en place, mais les effets d'une telle loi se feront également sentir sur les dépenses, puisqu'elle aura pour effet d'infléchir la courbe d'augmentation des coûts de la Justice.

Au niveau du Tribunal cantonal, il est important de relever qu'il y a 14 EPT, soit 16 juges, depuis 30 ans!

Tribunaux d'arrondissement. Dans les EPT, il y a beaucoup d'augmentations liées au paiement d'heures supplémentaires, au remplacement de congés maladie et maternité. Nombre de ces dépassements sont d'ailleurs liés au manque de personnel. Concernant les heures supplémentaires, elles sont soumises aux règles légales et elles sont payées par l'Etat.

De manière générale, le pouvoir judiciaire emploie beaucoup de jeunes demandeurs d'emploi en tant que greffiers, par exemple. Sans eux, le fonctionnement de la justice serait très entravé.

Pour le Ministère public, il y a une augmentation des pertes sur créance, pour les transports publics notamment. Environ 11 000 ordonnances pénales ont été rendues en 2024, contre moins de 10 000 en 2022. De plus, il y a un nouveau mode de facturation pour les frais de surveillance, conformément à la décision de la Confédération. Avant, ces frais étaient facturés aux cantons selon ce qu'ils ordonnaient. Maintenant, la Confédération a une enveloppe globale des frais de surveillance et facture aux cantons selon leur population respective. A Fribourg, ces frais sont reportés à 75 % pour le Ministère public et à 25 % pour la police. Cela engendre un coût total de 980 000 francs pour l'année 2024, alors que jusqu'ici, le canton dépensait 300 000 francs par année.

Offices des poursuites. Le nombre de réquisitions de poursuites a explosé en 2024.

Et enfin, concernant la Commission de conciliation en matière de baux à loyer, il y a une augmentation des charges de plus de 100 % par rapport au budget 2024. Il y a presque eu un doublement du nombre de séances, en raison de l'augmentation des contestations de hausses de loyer. Il y a également eu 1,4 EPT supplémentaire.

Collaud Romain, Directeur de la sécurité, de la justice et du sport. Un grand merci également, à nouveau, aux deux rapporteurs de la Direction de la sécurité, de la justice et du sport (DSJS).

Peut-être juste une précision concernant le gel des stagiaires. Je pense que c'est un point important, qui a suscité de larges questions, autant au niveau de la réputation du Pouvoir judiciaire que de la population. En fait, il ne s'agit pas d'un moratoire ou d'un gel à proprement parler. Il s'agit simplement d'un fait, qu'on a atteint le budget, en fait, d'emploi des stagiaires en 2025. La problématique, c'est que, effectivement, dans un plan d'assainissement où, normalement, on arrivait encore à justifier des crédits complémentaires ou des crédits supplémentaires, ici, ça n'est pas le cas. On a fait des propositions, effectivement, pour compenser avec des revenus. Or, c'est illégal par rapport, donc, à la loi fribourgeoise. Ce qui nous reporte en fait sur: on doit baisser les charges pour pouvoir le faire. Et il faut être clair que dans le Pouvoir judiciaire, la majorité de la croissance des charges se retrouve dans l'assistance judiciaire, qui est plutôt largement à la hausse, et ce serait complètement illusoire de vouloir réduire, en fait, les charges d'assistance judiciaire, alors même que, justement, on sait qu'elles sont en train d'augmenter. Donc, on est en train de chercher une solution pour ces stagiaires et on espère pouvoir, justement, vous proposer quelque chose d'ici peu, pour pouvoir, on va dire, réengager des stagiaires pour la fin de l'année.

Rey Alizée (PS/SP, SC). Mes liens d'intérêts: je suis conseillère communale à Villars-sur-Glâne en charge, notamment, des curatelles et aussi membre suppléante à la Commission de justice.

Nous l'avons lu dans la presse et nous l'entendons aussi de la part de professionnels du terrain et nous venons de l'entendre dans le rapport: notre pouvoir judiciaire est aujourd'hui plus que surchargé. Les justiciables doivent parfois attendre plusieurs mois avant qu'une décision ne soit rendue, même dans des cas simples. Imaginez ce qu'il en est lorsque la situation est plus complexe, avec des relations très conflictuelles entre les parties. Le temps qui passe sans solution ne fait qu'alimenter les tensions, renforcer les conflits et au final, cela coûte bien plus cher, tant sur le plan humain que pour la collectivité.

Les justices de paix, on l'a évoqué, voient le nombre de situations exploser. Et en tant que responsable aussi pour le service de curatelle de ma commune, je ne peux que le constater avec le nombre d'augmentation de situations qui nous sont soumises.

En parallèle, les subventions aux associations, comme Pro Senectute ou Pro Infirmis, qui soutiennent ces personnes concernées ont diminué. Et le résultat est clair: moins d'accompagnement, plus de détresse et donc une pression croissante sur les justices de paix et les services des curatelles.

Dans ce domaine, quelle est la stratégie du Conseil d'Etat pour faire face à cette situation préoccupante?

Je voulais parler aussi de l'engagement des stagiaires, mais j'ai eu ma réponse. Donc, je vous remercie, M. le Représentant du Gouvernement. J'attends de voir la stratégie concrète qui sera proposée dans ce domaine-là.

Collaud Romain, Directeur de la sécurité, de la justice et du sport. Je pense que dans la stratégie du Conseil d'Etat et notamment de la Direction de la sécurité, de la justice et du sport (DSJS), la réforme du pouvoir judiciaire prend une grande place. Je pense qu'elle est clairement là pour essayer d'optimiser et de gagner en efficacité au niveau des différentes instances judiciaires. Effectivement, on compte aussi sur la digitalisation des processus au sein même du Pouvoir judiciaire pour pouvoir accélérer justement les jugements et aussi faciliter le travail des membres du Pouvoir judiciaire.

Après, c'est clair, aujourd'hui, pour mettre en œuvre cette réforme du Pouvoir judiciaire ainsi que la digitalisation, on a besoin de ressources supplémentaires. Or, on fait face, et je le répète, à un plan d'assainissement, et il est effectivement difficile pour le Conseil d'Etat aussi de prioriser entre l'enseignement, entre le pouvoir judiciaire et entre toutes les demandes qui émanent de toutes les directions. Donc, on demande aussi un tout petit peu de compréhension. On essaie de trouver des solutions. Ce n'est pas faute d'essayer. On espère pouvoir arriver à un équilibre qui soit bon pour tout le monde et qu'on puisse avancer dans tous les domaines — donc celui du Pouvoir judiciaire, mais aussi dans d'autres — parce que c'est vrai que, ben, c'est une préoccupation pour tout un chacun.

Et je profite justement de l'occasion aussi pour remercier les membres du Pouvoir judiciaire, qui font un travail énorme et qui s'investissent de manière gigantesque pour maintenir un bon système dans le canton de Fribourg.

> L'examen de ce chapitre des comptes est ainsi terminé. Il n'y a pas de modification.

Rapport et comptes 2025-DSJS-61 Office de la circulation et de la navigation OCN - rapport de gestion 2024

Rapporteur-e:	Levrat Marie (PS/SP, GR)
Représentant-e du gouvernement:	Collaud Romain, Directeur de la sécurité, de la justice et du sport
Préavis de la commission:	14.04.2025 (BGC mai 2025, p. 2136)

Discussion

Levrat Marie (PS/SP, GR). Au cours de cet exercice a eu lieu la migration de l'OCN du Service de l'informatique et des télécommunications (SITel) vers Swisscom, qui a nécessité d'importantes ressources.

Pour le volet immobilier, les sites de Bulle et de Domdidier sont récents et permettront de répondre aux besoins futurs. Pour Fribourg, la halle technique ne répond plus aux attentes, raison pour laquelle une reconstruction de cette halle et une refonte des zones de circulation et de stationnement sont prévues pour 2030.

En 2024, l'OCN employait 97,7 équivalents plein-temps (EPT), soit une hausse de 1,5 EPT par rapport aux comptes 2023. Les produits nets des prestations de services se montent à 23,4 millions de francs (23 millions de francs aux comptes 2023), soit une augmentation de 1,7 %, et le bénéfice net à 3,27 millions de francs. La contribution à l'Etat s'élève à 2,8 millions de francs. Par ailleurs, il y a eu une augmentation du nombre de véhicules de 1,4 %.

Dans le mandat de prestations, le Conseil d'Etat fixe les objectifs politico-stratégiques et définit la qualité du service public. L'OCN s'occupe entre autres des contrôles techniques des véhicules, des contrôles de qualité, des examens de conduite, des permis de circulation et de conduite et des mesures administratives. Elle déploie également ses activités dans le cadre de la prévention.

Collaud Romain, Directeur de la sécurité, de la justice et du sport. Je n'ai pas de commentaires particuliers par rapport à ce rapport. Peut-être, si vous me permettez, j'aimerais juste revenir rapidement sur le rapport de la Direction de la sécurité, de la justice et du sport (DSJS), enfin, sur les comptes de la DSJS, parce qu'il y avait une question du député Clément, à laquelle je n'ai pas répondu, j'ai pu le voir dans les notes, sur les frais de participation aux conférences. J'aimerais juste répéter qu'il ne s'agit ici pas de frais d'apéro, mais des reports de charges de la Confédération en lien notamment, par exemple, avec la digitalisation ou les programmes du concordat, que ce soit au niveau de la Police ou de la Justice.

> Le Grand Conseil prend acte de ce rapport et de ces comptes.

Comptes de l'Etat 2024-DFIN-20

Direction de la santé et des affaires sociales

Rapporteur-e:	Berset Christel (PS/SP, FV)
Représentant-e du gouvernement:	Demierre Philippe, Directeur de la santé et des affaires sociales
Rapport/message:	15.04.2025 (BGC mai 2025, p. 1901)
Préavis de la commission:	05.05.2025 (BGC mai 2025, p. 1975)
Remarque:	Les comptes détaillés sont publiés sous la forme d'un fascicule séparé.

Examen de détail

Berset Christel (PS/SP, FV). Nous tenons à remercier M. le Conseiller d'Etat Philippe Demierre, Directeur de la santé et des affaires sociales (DSAS), M^{me} Nicole Oswald, secrétaire générale, M. Yannick Ragot, conseiller scientifique, pour l'aperçu reçu avant la visite, l'accueil et les réponses à nos questions lors de notre visite du 17 avril dernier.

Les dépenses 2024 de la DSAS s'établissent à environ 1,4 milliard de francs, avec des recettes pour un montant de 503,2 millions de francs environ. Le résultat des comptes clôture avec un excédent de charges de 894,9 millions de francs environ, ce qui représente un écart de +50,5 millions de francs par rapport au budget.

Les principales raisons de cet écart sont les suivantes.

Alors, à la hausse, vous avez:

- > le versement aux provisions pour un montant de +38 millions de francs, en vue de l'assainissement et de l'achat de prestations pour l'Hôpital fribourgeois (HFR);
- > le versement du solde pour les prestations fournies par l'HFR en 2023 pour un montant de +12,8 millions de francs, après un prélèvement sur provision;
- > l'aide sociale pour les demandeurs d'asile et les réfugiés pour un montant de +7,2 millions de francs, après prélèvement sur le fonds asile; et enfin,
- > le versement du solde pour les prestations fournies par le Réseau fribourgeois de santé mentale (RFSM) en 2023 pour un montant de +4,9 millions de francs par rapport au budget.

A la baisse, par rapport au budget, on a:

- > les hospitalisations hors canton — c'est plutôt une bonne nouvelle — pour un montant de -6 millions de francs;
- > le financement des établissements médico-sociaux (EMS) pour -3,6 millions de francs.

Nous relevons également des revenus pour un montant de +3,9 millions de francs, en ce qui concerne les subventions fédérales à l'assurance-maladie.

En ce qui concerne le personnel et les postes de travail, nous relevons qu'avec ces 196,9 EPT comptabilisés en 2024, la DSAS figure parmi les Directions les plus petites de l'Etat en termes de personnel, malgré ses 8 services qui la composent. Chaque service de la DSAS occupe entre 9 et 22 EPT, à l'exception du Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ) qui en occupe 74,46 EPT. L'augmentation générale de +6,35 EPT par rapport au budget concerne principalement l'EMS "Les Camélias" au RFSM, qui reçoit 5,66 EPT de plus pour être conforme à l'ordonnance sur les besoins en soins et accompagnement des EMS pour les personnes. Ces EPT sont couverts par les recettes.

Je poursuis maintenant l'examen de détail avec les différents centres de charges de la DSAS.

Passons au *Secrétariat général*. Les comptes du Secrétariat général clôturent avec un excédent de charges de 2,85 millions de francs. Ce montant est supérieur aux prévisions budgétaires, situées à 2,7 millions de francs, avec un écart de 150 762 francs, soit 6 %. La cause principale se trouve dans le compte relatif aux traitements du personnel (3010.100), avec un dépassement de 0,53 EPT, nécessaire pour le remplacement d'absences de longue durée.

Pour ce qui est du *Service de la santé publique*, ses comptes clôturent avec un excédent de charges de 460,1 millions de francs, alors que 410,2 millions de francs étaient initialement prévus au budget, ce qui représente un écart de près de 50 millions de francs, soit 12 %.

Alors, quelles sont les causes principales de cet écart par rapport au budget? Eh bien, ce sont:

- > le versement aux provisions pour un montant de +13 millions de francs afin de payer, en 2024, le solde des prestations fournies par l'HFR et le RFSM en 2023; il s'agit aussi du
- > versement aux provisions pour l'aide financière à long terme à l'HFR pour un montant de +25 millions de francs; et
- > une bonne nouvelle, néanmoins, avec un montant de -6 millions de francs pour les hospitalisations publiques et privées hors canton. En effet, si le budget 2024 se basait sur l'évolution historique des hospitalisations hors canton, le volume des cas s'est avéré inférieur aux prévisions.

Passons maintenant à l'HFR. Pour l'ensemble des rubriques HFR, les différences par rapport au budget sont dues en particulier à deux éléments:

- > le premier est l'achat de prestations fournies par l'HFR en 2023, qui étaient plus importantes que prévu et qui ont été financées lors du décompte final en 2024 — ça, c'est +8,8 millions de francs; et
- > le second élément, c'est le financement pour un montant de +4,32 millions de francs des dépassements des journées d'attente en EMS pour les années 2022 et 2023. Ces dépassements sont constatés et financés lors du décompte final, qui a toujours lieu l'année d'après, donc en 2024.

Vous trouvez tout plein d'informations intéressantes dans le rapport du Conseil d'Etat.

Pour le RFSM, la différence de +4,87 millions de francs par rapport au budget est due à l'achat de prestations fournies par le RFSM en 2023, plus important que prévu et financé, lui aussi, lors du décompte final en 2024.

Soins et aide familiale à domicile. Les dépenses nettes en lien avec les soins et l'aide familiale à domicile sont supérieures au budget 2024 pour trois raisons:

- > le paiement des décomptes finaux, qui sont relatifs aux exercices précédents, qui étaient supérieurs aux prévisions budgétaires;
- > l'augmentation de l'activité des infirmières et infirmiers indépendant·e·s, qui a été supérieure aux prévisions; et
- > les recettes sur les prestations réalisées, lesquelles ont été, malheureusement, inférieures aux prévisions.

Passons au *Service dentaire scolaire*, dont les comptes clôturent avec un excédent de charges de 474 590 francs. Cela représente un écart de plus de 464 580 francs par rapport au budget, qui portait sur un déficit d'environ 10 000 francs. Et ce dépassement budgétaire, au niveau de ce service, est dû à une activité moindre en raison de la forte concurrence des dentistes privés surtout.

En ce qui concerne le *Service du médecin cantonal*, la situation est stable et il n'y a rien de particulier à signaler.

Concernant *Les Camélias*, le fameux EMS du RFSM, l'augmentation de 5,66 EPT est liée à l'augmentation du nombre de lits.

Les comptes du Service de la prévoyance sociale clôturent, eux, avec un excédent de charges de 132,6 millions de francs, ce qui représente un écart de -1,86 million de francs par rapport au budget. Alors, voyons le détail de ces différents postes.

Pour ce qui est des EMS, bonne nouvelle, la réalité 2024 a été inférieure aux prévisions budgétaires en raison d'une subvention moyenne à l'accompagnement plus basse que prévu et d'un nombre de journées moins élevé que budgété. Le prélèvement sur la provision n'a donc pas été nécessaire.

Pour les *institutions spécialisées fribourgeoises*, le dépassement net est, lui, de 0,9 million de francs. Ainsi, la réalité des dépenses pour ce secteur est conforme au budget. Par contre, les dépenses pour les placements dans les institutions hors canton sont supérieures au budget, essentiellement pour les placements ordonnés par la justice pour les personnes mineures.

Service de l'action sociale: eh bien, là, les comptes de ce service clôturent sur un excédent de charges assez important de 51,1 millions de francs, ce qui représente un écart de -6,8 millions de francs par rapport au budget, qui portait sur un montant de 44,2 millions de francs.

Alors, passons à *l'aide sociale*. Si on considère ces postes, on constate que les dépenses totales nettes à charge de l'Etat pour l'aide sociale accordée aux Fribourgeois sont légèrement inférieures aux prévisions budgétaires.

Les *dépenses d'intégration* sont, quant à elles, en hausse, visant un renforcement des mesures, comme les cours de langue, par exemple, car il s'agit d'atteindre les objectifs fixés par la Confédération pour les permis S notamment. Le montant final net à charge de l'Etat est conforme au budget. Nous relevons toutefois un prélèvement supplémentaire de 3 millions de francs sur le fonds prévu à cet effet pour permettre de couvrir la position.

Aide sociale des demandeurs d'asile et des réfugiés: les dépenses supplémentaires dans le domaine de l'aide sociale des demandeurs d'asile et des réfugiés par rapport au budget s'expliquent notamment par trois éléments:

- > tout d'abord, un nombre plus conséquent que prévu de réfugiés à charge de l'Etat; ensuite,
- > une diminution des recettes liée à la réduction du forfait fédéral; et enfin,
- > des frais plus importants. Cela concerne les loyers, les aménagements de locaux, comme le NH Hôtel, la sécurité, la protection des mineurs non accompagnés, des frais administratifs supplémentaires, en ce qui concerne le mandat "Organisation for Refugee Services" (ORS), liés à un chiffre d'affaires plus important que budgété.

Passons maintenant aux comptes des assurances sociales, donc de l'*Etablissement cantonal des assurances sociales (ECAS)*, qui clôturent avec un excédent de charges de 223,1 millions de francs, ce qui représente un écart de -5 millions de francs par rapport au budget, qui portait sur un montant de 228,1 millions de francs.

Les principales causes de cet écart sont:

- > des frais de gestion d'environ 813 000 francs inférieurs au budget, en raison de frais informatiques plus bas que prévu;
- > des montants bruts pour les prestations complémentaires (PC) de l'assurance-vieillesse et survivants (AVS) et de l'assurance-invalidité (AI) plus élevés en 2024, en raison d'une hausse des bénéficiaires plus élevée que prévu. Mais, étant donné que la participation de la Confédération est également en hausse, la part nette à charge du canton est globalement en dessous du montant total prévu.
- > Finalement, si les comptes présentent un léger dépassement de la subvention cantonale pour les primes d'assurance-maladie, celui-ci est couvert par les montants de la subvention fédérale, qui, eux, ont été supérieurs aux attentes, donc au budget 2024.

J'en arrive au dernier centre de charges de cette direction. J'ai nommé le *SEJ*. Les comptes du SEJ clôturent avec un excédent de charges d'environ 20,5 millions de francs, ce qui représente un très faible écart de 50 359 francs par rapport au budget.

Demierre Philippe, Directeur de la santé et des affaires sociales. En préambule, j'aimerais remercier M^{mes} les rapporteuses Christel Berset et Catherine Beaud pour le sérieux des opérations qui ont été effectuées dans notre direction. C'est vraiment un plaisir de pouvoir échanger aussi avec vous. On a répondu à beaucoup de questions. Je tiens aussi à remercier tous mes services qui ont travaillé vraiment d'arrache-pied pour fournir le maximum d'informations au préalable et puis après aussi, après votre visite. Je pense qu'à ce niveau-là, c'était vraiment très bien, vraiment de bons échanges. Et puis, on a pu se faire une idée qui soit la plus complète et la plus juste possible à ce niveau-là. Donc, merci beaucoup.

Clément Christian (Le Centre/Die Mitte, SC). J'ai une question concernant la Banque alimentaire.

La mission de la Banque alimentaire est de collecter les denrées invendues auprès des divers commerces, producteurs et industriels, pour les redistribuer gratuitement aux associations locales œuvrant directement auprès des personnes dans le besoin. C'est dans cette optique que j'ai soutenu avec motivation la création de la Banque alimentaire. Or, si vous allez sur le site de la Banque alimentaire, vous pouvez voir que celle-ci ne fait plus la Banque, mais a commencé à organiser des collectes de denrées auprès du public. Or, les organisations bénévoles telles que les cartons du cœur organisent des collectes de denrées et de biens essentiels auprès du public depuis de nombreuses années. Non seulement elles entrent ainsi en concurrence les unes avec les autres, mais certains centres commerciaux limitent les autorisations de récolter devant leurs portes. De plus, la Banque alimentaire utilise un gros budget marketing pour ses actions. Cette manière décourage les bénévoles établis.

Expliquez-moi: quel est le sens? Une association, la Banque alimentaire, avec des personnes salariées, subventionnées par l'Etat, sort de sa mission et concurrence les associations totalement bénévoles pour leur redonner les données récoltées auprès du public, ce que les associations totalement bénévoles auraient pu récolter elles-mêmes. Si la Banque alimentaire n'a rien d'autre à faire et ne se recentre pas sur sa mission pour laquelle nous l'avons établie, il serait certainement judicieux au prochain budget de supprimer les 200 000 francs d'aide annuelle à la Banque alimentaire et les verser directement aux associations qui sont sur le terrain.

Michel Pascale (PS/SP, SC). Je me permets juste d'intervenir, connaissant bien la Banque alimentaire et étant bénéficiaire, au niveau d'Espacefemmes, de ces dons-là. L'objectif de la Banque alimentaire est véritablement de soulager les associations de terrain de la récolte pour qu'elles puissent se consacrer à la redistribution à leurs bénéficiaires qu'elles connaissent bien. Donc, c'est vraiment créer un intermédiaire, pour que vraiment toute l'énergie des associations soit tournée vers les bénéficiaires. Après, je sais qu'il y a tout un débat avec certaines structures qui sont habituées à récolter des denrées, mais néanmoins, c'est un soulagement pour la majorité des associations qui bénéficient ainsi de manière régulière de denrées à redistribuer directement à leur public qu'elles connaissent. Je voulais juste amener ce complément d'information.

Clément Christian (Le Centre/Die Mitte, SC). Je reviens à pourquoi on a voté pour la Banque alimentaire. Ce n'est pas sa mission et ce n'est pas sa mission d'entrer en concurrence avec les associations bénévoles qui existent.

Demierre Philippe, Directeur de la santé et des affaires sociales. Je vais tenter de répondre à la question de M. le Député Clément. Donc, c'est vrai que la Banque alimentaire assure un rôle important dans notre canton, de coordination et de redistribution à toutes les associations, comme l'a dit M^{me} la Députée Pascale Michel. Je veillerai aussi à ce qu'il n'y ait pas de choses qui soient faites en dehors de ceci. Il y a eu des récoltes d'aliments. Il y a eu des journées qui étaient prévues pour justement, au début... c'était pour amplifier la Banque alimentaire, quand elle a démarré. Mais maintenant, je suis allé, moi-même, visiter la Banque alimentaire. On l'a inaugurée, il n'y a pas longtemps. L'inauguration officielle s'est faite là. Et puis, c'est vrai que le rôle de la Banque alimentaire, c'est vraiment d'exercer un complément, en fait, à ce qui existe déjà et non pas à instituer autre chose. Donc, on a une trentaine d'associations dans le canton de Fribourg au bénéfice de la redistribution de la Banque alimentaire. Donc, vraiment, c'est un système de complément, d'apport à ces 30 associations. Et ça, je veillerai à ce que ça ne déborde pas à ce niveau-là. Je n'ai pas du tout envie de couper la subvention, loin de là. Vous savez que la Banque alimentaire est un élément qui est très transversal au niveau des directions. On a trois, voire quatre départements qui sont touchés par la Banque alimentaire. Et ça, je me veillerai, dans l'avenir, que ça se maintienne comme ça. Mais, je vous remercie de votre question. Ça nous rend aussi attentifs à ce qu'il n'y ait pas de débordements à ce niveau-là.

> L'examen de ce chapitre des comptes est ainsi terminé. Il n'y a pas de modification.

Rapport d'activité 2024-CE-151 Direction de la santé et des affaires sociales

Rapporteur-e:	Beaud Catherine (<i>Le Centre/Die Mitte, GR</i>)
Représentant-e du gouvernement:	Demierre Philippe, Directeur de la santé et des affaires sociales
Rapport/message:	11.03.2025 (<i>BGC mai 2025, p. 1203</i>)
Préavis de la commission:	05.05.2025 (<i>BGC mai 2025, p. 1443</i>)

Discussion

Berset Christel (*PS/SP, FV*). Alors, le rapport d'activités de la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS) est donc très complet, il comprend des informations détaillées sur le travail énorme qui est accompli par les collaborateurs et collaboratrices dans les différents services de la DSAS et il y a aussi de nombreux liens vers les pages Internet du site de l'Etat pour celles et ceux qui veulent approfondir un thème en particulier. Je présente dès lors ici quelques points forts pour l'année 2024.

De manière générale, la DSAS et ses services ont été fortement mis à contribution dans le cadre de la finalisation de plusieurs projets phares en matière de santé et d'action sociale, notamment la préparation de trois votations populaires et la coordination de plusieurs projets.

En matière de santé, la population fribourgeoise a refusé à une large majorité l'initiative constitutionnelle "Pour des urgences hospitalières publiques 24/24 de proximité" et a accepté à 68 % le contre-projet du Conseil d'Etat, qui a apporté de nombreuses améliorations au système de prise en charge des urgences.

Toujours dans le domaine de la santé, la population fribourgeoise a accepté à plus de 79 % le décret financier pour soutenir l'Hôpital fribourgeois (HFR), qui portait, d'une part, sur l'octroi d'un cautionnement, vous vous en souvenez, en faveur des investissements 2024–2026 et, d'autre part, sur un prêt sans intérêt de 70 millions de francs pour le financement des frais d'étude en vue de la construction d'un nouvel hôpital.

Dans le domaine social, la DSAS a conduit vers le succès la loi sur les prestations complémentaires, avec une acceptation par la population à près de 70 %. Il s'agit d'une mesure phare de la politique familiale, attendue depuis plus de 20 ans, qui vise à soutenir les quelque 1500 familles à revenu modeste dans notre canton.

Un autre succès de la DSAS, en 2024, a été l'adoption par le Grand Conseil de la révision de la loi sur l'aide sociale (LASoc), la fameuse LASoc.

La DSAS a eu encore du pain sur la planche avec la concrétisation de l'initiative sur des soins infirmiers forts. Elle a mis en consultation un avant-projet de loi cantonale pour mettre en œuvre l'offensive de formation prévue au niveau fédéral. Une cheffe de projet a rejoint le secrétariat général pour la mise en œuvre de cette initiative.

Et notons finalement que, depuis le mois de mars 2024, le conseiller d'Etat-directeur préside l'association CARA, la plateforme intercantonale pour le dossier électronique du patient.

En ce qui concerne, maintenant, les différents services de la DSAS, voici quelques informations en bref.

Le *Service de la santé publique (SSP)*: eh bien, il a subi quelques changements organisationnels. La cheffe du SSP, la D^{re} Claudine Mathieu Thiébaud, a quitté le service et a été remplacée par M. Stéphane Luyet.

HFR: une task force réunissant des représentants de la Direction, du SSP et de l'HFR a été instaurée à la demande du Conseil d'Etat pour suivre intensément les aspects liés aux finances de l'HFR. Et mentionnons que la sortie du Service de l'informatique et des télécommunications (SITel) de l'Etat a été menée à bien. L'HFR a également décidé de regrouper la médecine interne de l'HFR Meyriez-Murten sur le site de l'HFR Tafers au cours de l'année 2025.

Réseau fribourgeois de santé mentale (RFSM): pour anticiper les évolutions démographiques et médicales à venir, le conseil d'administration du RFSM a initié un ambitieux projet de développement sur le site de Marsens, intégrant une unité de soins psychiatriques de 60 lits, spécialement conçue pour répondre aux besoins croissants en psychiatrie gériatrique, ainsi qu'une unité spécialisée de 45 lits, dédiée à la prise en charge des patients atteints de démence. L'année 2024 a également été marquée par une activité particulièrement intense, avec un taux d'occupation dépassant régulièrement les 100 % dans les deux sites hospitaliers.

En ce qui concerne le *dossier électronique du patient (DEP)*, le fameux DEP, près de 3000 Fribourgeois et Fribourgeoises ont ouvert leur DEP via CARA à la fin 2024. Environ 280 prestataires de soins établis dans le canton de Fribourg y étaient affiliés à cette date. À Fribourg, le nombre de DEP a ainsi sextuplé en un an, soutenu par l'ouverture de guichets d'assistance et une collaboration intercantonale active.

Au *Service du médecin cantonal*, en matière de politique liée aux addictions, l'espace de consommation sécurisé, destiné aux bénéficiaires fribourgeois, a été ouvert par le Tremplin en août 2024 en ville de Fribourg. Dans le domaine de la santé sexuelle, outre l'éducation en santé sexuelle dans les classes, 133 situations en lien avec des comportements sexuels ont dû être recadrées. Et des suspicions et des révélations d'abus sexuels ou de maltraitance ont nécessité une évaluation, une prise en charge et un accompagnement interdisciplinaire.

Au *Service de la prévoyance sociale (SPS)*, dans le domaine des institutions spécialisées, on a créé de nouvelles places dans les institutions socio-éducatives fribourgeoises pour accueillir, dans notre canton, les enfants qui sont suivis, au titre de la protection de l'enfance, par le Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ), et ces enfants sont toujours plus nombreux.

Toujours au SPS, mais cette fois dans le domaine du *maintien à domicile des personnes âgées*, un mandat cantonal a été attribué au Réseau santé de la Glâne, pour ouvrir 12 nouveaux lits destinés à des séjours d'évaluation et d'orientation sur le site de Billens. Cette unité a pour mission de garantir une transition appropriée entre un séjour à l'hôpital et le retour à domicile.

Dans le domaine de la *politique de la personne en situation de handicap*, maintenant, le canton de Fribourg a participé du 15 mai au 15 juin 2024, et en collaboration avec une trentaine de partenaires, à la célébration du dixième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention de l'Organisation des nations unies (ONU) relative aux droits des personnes handicapées.

Concernant les *proches-aidants*, la Commission de finances et de gestion (CFG) a appris que l'Etat verse un financement complémentaire au prestataire de soins à domicile agréé pour couvrir les coûts non pris en charge par l'assurance-maladie. Mais, comme l'Etat n'intervient pas dans l'opérationnel de ces structures et ne s'occupe pas de leur gestion des ressources humaines (RH), la DSAS ne peut pas dire si le supplément cantonal constitue un défraiement direct au proche-aidant ou si ce montant constitue une subvention à des entreprises privées qui emploient des proches-aidants.

Passons au *Service de l'action sociale (SASoc)*. Alors, dans le domaine de l'asile, le SASoc a été fortement mobilisé dans la gestion de la crise migratoire, qui, depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine, s'est amplifiée avec l'augmentation des arrivées de requérants et requérantes d'asile provenant d'autres régions du monde aussi.

Fribourg pour tous connaît de plus en plus de succès, puisque le nombre de personnes qui ont consulté ce guichet social est en constante augmentation (+69 % depuis 2019).

Finalement, en collaboration avec les autres cantons, la DSAS travaille à la mise en œuvre du *numéro de téléphone central unique pour l'aide aux victimes d'infractions*.

Le *SEJ*, maintenant. Eh bien, l'augmentation des effectifs au SEJ dans le domaine de l'action sociale directe a permis de diminuer le nombre de mandats et de dossiers enfants par équivalent plein-temps (EPT), pour arriver à 76 dossiers actifs, sans compter les enquêtes sociales et les mineurs non accompagnés (MNA). Néanmoins, les normes de la Conférence en matière de protection des mineurs et des adultes (COPMA), qui demandent 50 dossiers par intervenant en protection de l'enfance (IPE), n'ont pas encore été atteintes en 2024.

Une nouvelle *prestation ambulatoire socioéducative* a été créée par les institutions d'éducation. Ça s'appelle la "prise en charge externe intensive". Et cette prestation, qui se termine dans les 6 mois, vise l'amélioration de la situation dans la famille, avec, comme objectif final, un retour complet dans la famille.

Une *stratégie cantonale de la petite enfance* a été adoptée par le Conseil d'Etat, un jalon significatif dans la reconnaissance de l'importance des premières années de vie ainsi que du rôle crucial de la formation, de l'accueil et de l'éducation de la petite enfance.

Le rapport MICROGIS, mandaté en collaboration avec l'Association des communes fribourgeoises, a permis de faire le point sur l'adéquation entre l'offre et les besoins en *places d'accueil extrafamilial* dans le canton. Globalement, 71,1 % des besoins de conciliation sont couverts pour le préscolaire, mais seulement le 56,9 % des besoins est couvert pour l'extrascolaire. Et le rapport fait le constat qu'il y a des différences importantes entre les districts.

Voilà. Et pour terminer ce rapport en beauté, M^{me} la Présidente, je mentionnerai que le *Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille (BEF)* a fêté ses 30 ans d'existence et a marqué ce jubilé par une publication anniversaire ainsi que par l'organisation d'une fête rassemblant de nombreux et nombreuses partenaires.

Emonet Gaétan (PS/SP, VE). Je déclare mes liens d'intérêts: je suis enseignant au primaire et de ce fait, je m'intéresse particulièrement à la qualité de vie des enfants. Je m'exprime au nom du groupe socialiste.

Il y a deux questions particulières à poser au Directeur de la santé et des affaires sociales (DSAS).

Tout d'abord, concernant la formation en santé sexuelle dans les classes fribourgeoises, on peut voir dans les comptes que les heures complémentaires ont dû être payées et qu'un rattrapage des cours d'éducation sexuelle sous l'année 2023/24 avec 0,5 équivalent plein-temps (EPT) supplémentaire accordé par le Conseil d'Etat et couvert partiellement par la facturation des prestations et une disponibilité sur un compte a eu lieu. Je salue cette décision, mais la situation et les retards sont loin d'être résorbés. J'en veux pour preuve le message reçu par ma directrice concernant cette information à donner dans mon établissement, respectivement dans ma classe: «Cette année, suite à un problème de santé, j'ai pris du retard dans mes interventions. Je n'arriverai malheureusement à faire que les 8 H, sans soirée des parents. Nous avons une lettre type pour informer les parents de notre passage. Les 2 et 6 H devront se faire un rattrapage en septembre 2025.» Encore du retard qui sera pris pour les mois à venir. Je n'ai pas ici développé l'importance des interventions en classe des spécialistes d'éducation sexuelle, mais je me fais du souci pour les retards constatés. Ainsi, je demande quelles mesures peuvent être prises au niveau du Service du médecin cantonal, notamment au niveau d'une possibilité de remplacement, par exemple, et quel niveau d'importance ce porte Service à ces cours?

En effet, il serait temps de mettre sur pied un vrai concept de santé sexuelle à l'école, une vraie politique dans ce domaine, constatant une augmentation des problèmes et des comportements inadéquats dans nos classes face à cette thématique.

La deuxième partie de mon intervention concerne le Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ). Des améliorations peuvent être constatées, cela a été dit par la rapporteure tout à l'heure. On arrive maintenant, grâce à l'augmentation des effectifs, à diminuer le nombre de dossiers par EPT pour en arriver à 76. Mais cela ne semble pas suffisant aux yeux des syndicats et des employés du SEJ eux-mêmes. Lu dans notre quotidien préféré: «La charge de travail des intervenants en protection de l'enfance n'est plus viable et ce sont l'intégrité psychique et physique des enfants qui en font les frais.» Une pétition a été lancée pour demander de respecter les normes établies par la Conférence en matière de protection des mineurs et des adultes (COPMA), qui prévoit qu'un intervenant prenne en charge un maximum de 50 enfants. Cet objectif devait être atteint à l'horizon de 10 ans. Mais cela ne va pas. Le timing est trop long et on laisse de côté bon nombre d'enfants, qui n'auront pas pu bénéficier d'un soutien personnalisé et des aides auxquelles ils ont droit. Proches Aidants Fribourg (PA-F) va passer par là. Mais la DSAS, est-elle consciente du problème et va-t-elle tenter d'améliorer la situation avant 10 ans?

Menétrey Lucie (PS/SP, SC). Ma question concerne, en fait, le financement de l'Organisation for Refugee Services (ORS). Il y a un point qui interpelle ici le groupe socialiste. Pouvez-vous nous confirmer que ce partenaire perçoit de la part de l'Etat pour le financement de ses frais administratifs un pourcentage déterminé de son chiffre d'affaires? Et, si oui, de combien de pourcents? Ca semble être un élément vachement étonnant, parce que ça encourage à augmenter le chiffre d'affaires et ça n'encourage absolument pas à l'efficacité et à la sobriété dans la gestion du mandat qui lui a été confié.

Michel Pascale (PS/SP, SC). J'ai déjà déclaré mes liens d'intérêts: je précise que je suis directrice d'Espacefemmes, c'est une association qui travaille en étroite et bonne collaboration avec la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS). Je devais le dire.

La lecture du rapport, justement, de la DSAS expose la pluralité des missions assumées par cette direction — toutes cruciales pour notre société, sa cohésion et la prise en charge des plus précaires de ses membres.

Je restreins mes questions à deux chapitres qui ont particulièrement retenu mon attention.

Le 5.5.1.9.3 – j'adore ! –: aide aux victimes d'infractions. Solidarité femmes Fribourg exerce le mandat de la loi sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI) pour des femmes victimes de violences et propose pour tout le canton 6 places pour femmes, accompagnées en tout et pour tout de 8 enfants maximum, et lorsque la place manque, les femmes sont hébergées en hôtel.

Suite au féminicide d'Epagny, notre conseiller d'Etat, M. Demierre, a annoncé à la presse un financement pour l'accueil des victimes de 1,39 million de francs en 2024. A la lecture des comptes, même n'étant pas spécialiste, je n'ai pas retrouvé ces chiffres. Je ne comprends pas quelles prestations cela recouvre. Et j'aurais souhaité des explications.

Ensuite, je lis dans le rapport que le mandat à cette structure professionnelle, active depuis quarante ans, a été renouvelé pour un an seulement. Le Conseil d'Etat est certainement conscient que les mandataires maintenus dans l'incertitude financière, année après année, s'épuisent. Comment pense-t-il renforcer la sécurité financière et assurer la pérennité des structures d'aide, la prise en charge des victimes et le développement du dispositif? C'est ma deuxième question.

Un autre chapitre, le 5.5.1.11, le Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille (BEF), a aussi retenu mon attention.

En octobre 2023, la nouvelle responsable du BEF est entrée en fonction. Les difficultés liées à cette transition ont inévitablement eu un impact et ont un impact sur l'avancement des différents travaux. J'aimerais connaître l'ampleur et la nature de cet impact: quels sont les retards pris dans les grands dossiers en cours? Et, surtout, quelles mesures ont été prises en 2024 pour y remédier? Et quelle est la situation actuelle?

J'avais une question concernant le concept de lutte contre les violences au sein du couple et de la famille. Je remercie le Conseil d'Etat pour sa réponse. Et j'attends avec impatience le 26 mai pour son dévoilement.

Par ailleurs, je rappelle la question de tout à l'heure: quelles ont été en 2024 les actions concrètes pour assurer une coordination efficace entre les structures de prise en charge des victimes, de protection de la jeunesse, de justice et d'accompagnement et de traitement des auteurs et autrices de violences.

Rey Alizée (PS/SP, SC). Mes liens d'intérêts, en plus de ceux déjà mentionnés: membre du comité du Réseau santé Sarine et présidente de la commission des indemnités forfaitaires ainsi que présidente du comité d'initiative pour l'initiative cantonale pour des primes abordables.

J'interviendrai sur deux points relevant de la Direction de la santé et des affaires sociales, dont un en lien, en partie, avec l'Etablissement cantonal des assurances sociales (ECAS). Je le traite directement ici, comme ça, tout est dit en une fois.

Mon premier point concerne les associations qui emploient les proches-aidants comme AsFam ou Solicare. C'a été évoqué, ces associations, elles suscitent beaucoup d'interrogations et de vives discussions au niveau fédéral. Malgré de grandes réticences dans d'autres cantons, le canton de Fribourg a décidé d'octroyer l'autorisation d'exercer à ces associations dans notre canton. Pour rappel du système mis en place, ces associations, elles emploient des proches-aidants et elles sont financées par le biais de la loi sur l'assurance-maladie (LAMal) à raison de 52 fr. 60 par heure de prise en charge. Ça a été évoqué par la rapporteure. Une partie est dévolue aux proches-aidants et une autre partie à l'association. Le canton complète ce financement à hauteur de 8 fr. 40 par heure. Ce modèle soulève des interrogations, surtout en matière de transparence. Est-ce que ces 8 fr. 40 qui sont versés par le canton, ils vont en totalité aux proches-aidants ou est-ce que l'association qui les emploie en profite également?

Le deuxième point: les primes maladie. En préambule, le groupe socialiste tient à rappeler que ces dernières années, le canton de Fribourg a réduit sa part de financement aux subsides de primes maladie. Mais pour 2024, une augmentation est à relever. Mais il est toutefois important de le dire, cette augmentation, elle n'est pas due à une impulsion du Conseil d'Etat, mais bien à une décision du Grand Conseil sur amendement du Parti socialiste dans le cadre de la prolongation du délai de traitement de l'initiative cantonale pour des primes abordables.

A propos de l'initiative pour des primes maladie abordables, où en est le Conseil d'Etat? Rappelons les faits. L'initiative, elle a été déposée en novembre 2021. Sa validité a été constatée en 2022. Le délai a été prolongé en juin 2023 avec à la clef cette augmentation de budget. Et puis, cette prolongation, elle visait surtout à attendre la votation sur l'initiative fédérale qui est formulée en des termes similaires. Cette votation, elle a eu lieu le 9 juin 2024, donc il y a presque une année. L'initiative, elle a été refusée au niveau suisse, mais elle a été acceptée dans le canton de Fribourg à 55 %. Nous sommes en mai 2025, donc presque un an s'est écoulé. Alors que fait le Conseil d'Etat? Où en est-il dans ses travaux? Compte-t-il jouer la montre, prétextant le plan d'assainissement, au détriment des Fribourgeoises et des Fribourgeois? Pour rappel, les primes maladie représentent aujourd'hui l'une des charges les plus lourdes pour les ménages et s'apparentent de plus en plus à un impôt caché. Contribuer au paiement des primes, c'est la mesure la plus efficace pour soulager la classe moyenne. Bien plus que pour des baisses d'impôts, qui, ne nous le cachons pas, profitent surtout aux plus aisés. Le Conseil d'Etat ne peut pas rester passif dans cette situation. Il a désormais la légitimité démocratique d'agir et la population attend des réponses.

Demierre Philippe, Directeur de la santé et des affaires sociales. Donc, je vais répondre aux 4 personnes qui sont intervenues, de la manière la plus précise et la plus complète que possible. Donc, voilà. On va prendre les choses dans l'ordre.

Tout d'abord, le député Emonet, donc concernant la santé sexuelle: donc, c'est vrai que, dans le canton de Fribourg, on a, en 2024, donc l'année passée, on a eu tous les cours qui ont été rattrapés et puis, les remplacements sont planifiés en 2025 pour

contrôler les absences maladie. Donc, là, on a un système qui est mis en place et c'est important. Parce qu'il n'est jamais, en fait, simple de remplacer une personne. Ce sont des personnes qui ont une formation tellement spécifique dans le cadre de leur fonction. Les personnes qui sont en place, elles sont déjà très flexibles. Elles doivent passer d'une classe à l'autre. C'est quelque chose qui n'est vraiment pas simple à faire, à mettre en place. Mais on rattrape. Donc, j'ai dit, en 2024, on avait fait tous les cours de santé sexuelle. On a juste repris un tout petit peu de retard, mais très, très, très, très peu, l'année dernière. Donc, c'est vraiment important de le dire. Il existe, par ailleurs, un concept de santé sexuelle qui a été développé avec les gens du terrain pour justement cibler les concepts et les demandes qui ont été faites à ce niveau-là. Donc, on a cette stratégie qui a été adoptée par le Conseil d'Etat en 2024. Et puis, ça joue vraiment un rôle important pour la prévention des violences sexuelles. Justement, on est en plein débat, dans les débats qui nous animent maintenant par rapport aux violences sexuelles. Donc, voilà concernant le remplacement en matière de cours de santé sexuelle.

Par rapport aux chiffres de M^{me} Menétrey, qui sont demandés par rapport au "Kostendach", aux chiffres de l'Organisation for Refugee Service (ORS). Donc, ORS reçoit un montant pour les frais administratifs calculé sur le chiffre d'affaires en 2025, il s'élève à un taux de 9,5 %. Donc, vous pouvez noter les 9,5 %. Et je pense que c'est important qu'on puisse aussi dire que ce montant sert à couvrir les frais concernant les locations des locaux administratifs, on a le système informatique, toujours en rapport avec l'ampleur de l'activité. Donc, c'est vrai que vous allez me dire, mais c'est une société privée qui fait du bénéfice. En fait, pas tant que ça, parce qu'elles sont là vraiment à l'aide de l'Etat. Et je peux vous dire qu'on a été tout, tout contents, le canton de Fribourg, d'avoir ORS, disons, qui a mis en place un dispositif complètement incroyable, hein, avec l'arrivée aussi des migrants de provenance ukrainienne. Pour moi, c'était vraiment important de le souligner et puis, ce sont vraiment des choses qui sont importantes à dire. On a le Conseil d'Etat qui a fixé un taux, justement, sur la base d'une analyse des frais administratifs réalisés en 2018 et puis, on va réévaluer, en fait, ce taux-là en 2027. Donc, c'étaient des éléments que je pouvais apporter par rapport à tout ceci.

Donc, maintenant, par rapport à la question de M^{me} Michel concernant les avancées sur les travaux sur les structures d'aide: donc, là, on est actuellement, effectivement, sur les... Ben, je vous ai déjà dit tout à l'heure qu'on aura une conférence de presse lundi prochain. On va amener énormément d'éléments à ce niveau-là pour parler, justement, de ces violences domestiques. Et puis, qu'est-ce qui en deviendra des auteurs et autrices de violences? Je ne peux pas dévoiler ça aujourd'hui, mais je pense que ça sera important et après, on fera un communiqué de presse. Il y a vraiment des informations qui sont données la semaine prochaine à ce niveau-là. Pour moi, c'était important. Je ne sais pas si j'ai répondu à toutes les questions. J'essaie de prendre toutes les questions. Je m'excuse, mais voilà.

Concernant l'initiative des 10 %: donc, là, on a, effectivement, toute une réflexion qui a été faite. Vous avez rappelé les dates, M^{me} Rey, par rapport à l'initiative des 10 %. Donc, le Conseil d'Etat plonge toujours, en fait, maintenant, sur un éventuel contre-projet à l'initiative des 10 %. Donc, on va vraiment de l'avant maintenant. Je peux vous dire qu'on a le dossier sur le bureau, là. Et vous aurez des nouvelles très, très prochainement par rapport à ça. Mais, c'est bien de revenir avec cela, parce que nous, on voulait attendre ce que fait la Confédération, mais maintenant, on est en face, vraiment, de pouvoir répondre à votre initiative, en fait, concernant les 10 %, qui est une donnée qui est très importante pour le canton de Fribourg de mon point de vue et de l'ensemble de la députation aussi. Donc, voilà.

Je crois que j'ai répondu à pratiquement tout. Les proches aidants par rapport aux 8 fr. 40: là, moi, je n'ai pas la réponse. Je vais re-regarder encore. On a parlé de 8 fr. 40, si ces montants sont versés directement aux proches-aidants ou à l'association. Je vais regarder et je vous répondrai directement pour ce montant-là. Donc ça, je vais regarder. Pas de problème. Voilà.

Emonet Gaétan (PS/SP, VE). Vous n'aviez pas répondu à ma question concernant le Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ) et le délai de dix ans pour se conformer aux exigences de la Conférence en matière de protection des mineurs et des adultes (COPMA), pour passer de 78 enfants par équivalent plein-temps (EPT) à 50. Le délai de dix ans me paraît sacrifier une génération et il est un petit peu long. J'en ai parlé, Proches Aidants Fribourg (PA-F) va passer par là, mais on pourrait faire un effort, quand même, pour les enfants.

Michel Pascale (PS/SP, SC). Oui, alors, je suis désolée, mais, effectivement, il y a plusieurs questions que je peux momentanément abandonner, mais j'aimerais vraiment savoir comment sont composés ces 1,39 million de francs dépensés en 2024, qui ont été, par deux fois, communiqués aux médias en marge du drame d'Epagny. Parce que je n'ai vraiment pas compris comment ça se composait. Et au moins ça, j'aimerais bien savoir.

Cotting Charly (PLR/PVL/FDP/GLP, SC). J'ai juste une question à l'adresse de M^{me} Alizée Rey. Quelle est sa définition de la classe moyenne? Quand on parle des primes d'assurance-maladie ou du soutien cantonal aux primes d'assurance-maladie, le site Internet est assez clair: pour un couple marié avec deux enfants, la limite de revenu est de 79 000 francs, ce qui correspond plus ou moins au revenu imposable. Alors, quelle est votre définition du revenu imposable pour dire que la classe moyenne n'est pas soutenue?

Rey Alizée (*PS/SP, SC*). M. Cotting, M. le Député Cotting, je vous remercie de votre question. On ne peut peut-être pas faire de bataille de chiffres à ce niveau-là. La définition de la classe moyenne, ben, pour moi, vous avez évoqué un revenu imposable de 79 000 francs, ça peut même aller au-delà. Et puis, quand on parle de l'initiative pour les primes abordables, on parle de plafonner les primes maladie à 10 % du revenu. Et donc, ça ne concerne pas les subsides. Mais, c'est justement cette partie de la population qui n'a pas droit aux subsides et qui pourrait bénéficier d'un soutien financier.

Demierre Philippe, Directeur de la santé et des affaires sociales. En réponse à la question de M. le Député Emonet concernant le Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ), j'espère que c'est la dernière fois que vous prenez la parole, parce que vous ajoutez chaque fois deux dossiers de plus. Vous avez commencé à 76, maintenant vous êtes à 78. Donc, le communiqué, c'est vrai, du Conseil d'Etat de novembre 2023 mentionne clairement que le Conseil d'Etat confirmait que les recommandations de la Conférence en matière de protection des mineurs et des adultes (COPMA) constituaient un indicateur de référence pour le secteur de l'action sociale directe – ça, c'est pour toute la Suisse – avec un objectif à moyen terme entre 50 et 60. Et ça, c'est vraiment entre 50 et 60 par intervenant, donc par intervenant en protection de l'enfant (IPE). Lors de la séance avec le SEJ, nous avons relevé que le document des recommandations de la COPMA mentionne les recommandations servant de cadre aux décideurs politiques et soutient les cantons et les communes dans l'évaluation du développement structurel des services des curatelles professionnelles. Donc, la situation souhaitée présentée devrait être atteinte d'ici dix à quinze ans. C'est vrai que si les moyens du canton permettent d'aller plus rapidement – c'est ce que j'ai dit, moi, aux membres du Service de la santé publique (SSP) ainsi que du SEJ qui sont venus dans mon bureau, alors je le redis – si on a les moyens financiers d'arriver plus vite que dans les dix ans, le but, il est là. Mais, quand j'ai donné dix, c'était déjà en 2023. On est déjà en 2025. Donc, en fait, ça ne fait plus que huit ans. Donc, on n'est pas à l'année 2035. Et puis, sacrifier une génération, pour moi, une génération, c'est vingt-cinq ans, ce n'est pas huit ans. Donc, à ce niveau-là, je pense, on doit être assez réaliste et puis, on fera toujours avec les moyens dont on dispose dans le canton de Fribourg. Mais, je rappelle qu'on est passé de 140 dossiers par IPE à 71 maintenant, selon mes chiffres à moi. Donc, on a divisé par deux, ce qui est un énorme effort. Et j'ai sacrifié, ça, je peux vous certifier, j'ai sacrifié certains de mes services pour donner tous les équivalents plein-temps (EPT) au SEJ. Et je peux vous dire qu'il y a de mes services qui souffrent aussi maintenant, mais on n'a pas donné des EPT, parce qu'on n'a pas assez d'EPT. Donc, voilà, j'ai tout mis, mes forces, là-dedans. Et je vais continuer jusqu'à ce qu'on arrive dans les normes de 50 à 60. Ça, je le maintiens, 50 à 60 dossiers, c'est important. Voilà la réponse pour le SEJ.

Concernant les 1,39 million de francs, moi, je n'ai pas la réponse tout de suite. Je vais vous la donner. C'est vraiment une question très technique, mais je peux. C'est une question qui est pertinente et je vous répondrai hors séance.

Berset Christel (*PS/SP, FV*). Oui, très brièvement. Concernant les proches aidants, la question a été posée en Commission des finances et de gestion (CFG), nous avons reçu la réponse du Secrétariat général, qui nous a dit que l'Etat n'intervient pas dans l'opérationnel de ces structures, ne s'occupe pas de la gestion des ressources humaines (RH) et donc ne sait pas si les 8 fr. 40 vont aux proches aidants ou à la structure qui les emploie. Donc, pour l'instant, en fait, on ne le sait pas.

> L'examen de ce chapitre du rapport d'activité est ainsi terminé.

Rapport d'activité 2025-DSAS-37 Hôpital fribourgeois (HFR) - Rapport d'activité 2024

Rapporteur-e:	Beaud Catherine (<i>Le Centre/Die Mitte, GR</i>)
Représentant-e du gouvernement:	Demierre Philippe, Directeur de la santé et des affaires sociales
Préavis de la commission:	30.04.2025 (<i>BGC mai 2025, p. 2135</i>)

Discussion

Berset Christel (*PS/SP, FV*). Le rapport d'activité de l'Hôpital fribourgeois (HFR) fait état de deux thèmes importants pour 2024: le premier, c'était la fameuse votation du 9 juin, qui demandait la réouverture des services d'urgences, et puis le deuxième thème, c'était bien sûr le cautionnement pour garantir le financement de ces investissements et un prêt pour le financement des études pour le nouveau centre hospitalier.

Malgré des efforts importants, sachez que la situation financière est restée très tendue en 2024 pour l'HFR. Elle a été l'objet de discussions intenses, tant avec l'Etat qu'avec le personnel. Le budget 2024 était lui-même déjà déficitaire et il représentait une contrainte très importante pour la direction de l'hôpital, qui a dû mettre en place différentes mesures pour maîtriser les charges, notamment l'adaptation des dotations en personnel en fonction des variations saisonnières.

Malgré tout, l'exercice 2024 affiche une perte d'environ 39 millions de francs alors que le budget n'était déficitaire, lui, que pour un montant de 30 millions de francs. Donc, les charges d'exploitation d'environ 583 millions de francs ont augmenté de 1,3 % par rapport à l'année précédente. Grâce à une meilleure maîtrise des charges de personnel, celles-ci ne sont que marginalement supérieures au budget. La gestion rigoureuse des autres charges d'exploitation, comme le matériel médical, les charges d'entretien et de réparation, les charges d'administration et les technologies de l'information (IT, de l'anglais: information technology), a permis de les réduire de 1,3 % par rapport à l'année précédente.

Alors, quelle est l'explication de cette augmentation de la perte annuelle? Alors que l'HFR a connu une hausse du nombre de cas stationnaires (+1 %) ainsi qu'une forte poussée de l'activité stationnaire (+5 %) – donc, normalement, ça aurait dû améliorer les comptes – eh bien, la lourdeur des cas, quant à elle, a cependant été moindre qu'en 2023, ce qui a conduit à une hausse des recettes moins élevée que budgétisée et, par conséquent, à une augmentation de sa perte annuelle.

C'est sur ces considérations que je vous invite, au nom de la CFG, à prendre acte du rapport et des comptes 2023 de l'HFR.

Demierre Philippe, Directeur de la santé et des affaires sociales. Il s'agit bien des comptes 2024 et non pas 2023, M^{me} la Rapporteuse. Ce n'est pas grave. Donc, voilà. Donc, c'est tout bon. Merci beaucoup. A ce stade, je n'ai rien à rajouter.

Schumacher Jean-Daniel (PLR/PVL/FDP/GLP, FV). Voilà. Il y a huit ans que je suis ici au Grand Conseil. Il y a huit ans que j'entends que le chiffre d'affaires de l'Hôpital fribourgeois (HFR), le nombre de cas qui sont traités, augmente et je vois chaque année le déficit augmenter et augmenter de manière croissante. Depuis toutes ces années, j'ai écouté les mêmes explications: les tarifs, les "diagnosis related groups" (DRG), le TARMED, la situation du personnel, les charges du personnel.

Permettez-moi quand même de faire quelques remarques. J'ai trouvé que le HFR s'est donné beaucoup de peine cette année, puisque la durée d'hospitalisation a diminué. Elle arrive maintenant au niveau des hôpitaux de Suisse pour ce qui est du stationnaire. M^{me} la Rapporteuse a bien signifié que, si on augmente l'activité, ça ne veut pas dire qu'on va gagner de l'argent dans le domaine du stationnaire. Imaginez-vous que la prestation qui rapporte le moins au HFR est une naissance normale. Plus les cas sont lourds, plus le HFR peut emmagasiner d'argent.

Le TARMED: le TARMED, eh bien, il n'est pas fait pour l'hôpital. Certaines prestations le sont, que ce soient les prestations qui ont affaire à une autre valeur ajoutée, la cardiologie, par exemple, mais d'autres prestations, comme la dermatologie, la diabétologie, la médecine de premier recours, eh bien, avec le tarif TARMED, vous n'arriverez jamais à couvrir vos frais, jamais, jamais, jamais. De sorte que, avec un déficit de 39 millions de francs, avec un engagement de l'Etat à hauteur de 438 millions de francs en faveur de l'HFR, alors que notre fortune se monte à 590 millions de francs, je pense qu'il est nécessaire de faire quelque chose. Je pense qu'il est, une fois, important de chercher l'effectivité. C'est-à-dire, c'est une mission du Conseil d'Etat que de regarder ce que la Constitution lui demande de faire au niveau des hôpitaux. Quelles sont les prestations générales? Ce sont les prestations de santé primaire. On doit être capable de traiter un infarctus, une fracture du col du fémur, etc. D'autres choses, peut-être, n'appartiennent pas à cette catégorie-là et peut-être que le Conseil d'Etat devrait revoir sa planification sanitaire sous cet aspect-là.

Voilà, je ne veux pas m'éterniser, c'est déjà très long. Mais il y a du pain sur la planche.

Un autre petit détail aussi, ce sont les journées inappropriées. Les journées inappropriées ont diminué, ça, vous avez aussi fait remarquer, M^{me} la Rapporteuse, mais la difficulté, c'est que lorsque vous voulez mettre quelqu'un dans un home et que cette personne ne dispose pas des garanties financières requises, vous avez quelque chose qui bloque. Donc ça, c'est aussi un travail à faire pour essayer de débloquer la situation, que l'hôpital ne soit pas surchargé avec des cas qui devraient aller dans les homes.

Merci de m'avoir écouté. J'ai parlé au nom de la sous-commission HFR, que je préside à la Commission des finances et de gestion (CFG).

Demierre Philippe, Directeur de la santé et des affaires sociales. Moi, j'ai juste un élément complémentaire que je peux apporter maintenant par rapport aux 1,39 million de francs de M^{me} Pascale Michel concernant ce qui était décidé en marge du drame d'Epagny. Donc, ce montant supplémentaire était décidé encore avant ce drame, une dizaine de jours avant le drame d'Epagny, par le Conseil d'Etat. C'était pour l'hébergement d'urgence de Solidarité femmes. Donc ce montant se compose de la subvention accordée initialement dans le budget à laquelle s'ajoute un montant de 485 000 francs complété par le Conseil d'Etat, pour tenir compte, entre autres, de l'augmentation des fréquentations à l'hébergement d'urgence de Solidarité femmes. Sur les 485 000 francs, on comprend les 2,5 équivalents plein-temps (EPT) plus le coût par unité supplémentaire. Donc, là, on a un détail que je peux vous redonner par la suite. Volontiers, ouais, ouais. Donc, voilà, c'est important que j'apporte cet élément-là, que j'ai retrouvé dans mes notes.

> Le Grand Conseil prend acte de ce rapport d'activité.

Rapport d'activité 2025-DSAS-36

Rapport d'activité 2024 de l'Etablissement cantonal des assurances sociales (ECAS)

Rapporteur-e: **Beaud Catherine** (*Le Centre/Die Mitte, GR*)
Représentant-e du gouvernement: **Demierre Philippe, Directeur de la santé et des affaires sociales**
Préavis de la commission: **30.04.2025** (*BGC mai 2025, p. 2134*)

Discussion

Berset Christel (*PS/SP, FV*). Alors, le rapport d'activité de l'Etablissement cantonal des assurances sociales (ECAS) regroupe administrativement la Caisse cantonale de compensation de l'assurance-vieillesse et survivants (AVS), la Caisse cantonale d'allocations familiales, l'Office cantonal de l'assurance-invalidité (AI) et les services centraux.

Les comptes de l'ECAS clôturent avec un excédent de charges de 223,1 millions de francs, ce qui représente un écart de -5 millions de francs par rapport au budget, qui portait sur un montant de 228,1 millions de francs. Les principales causes de cet écart sont:

- > des frais de gestion d'environ 813 000 francs inférieurs au budget, en raison de frais informatiques plus bas que prévu;
- > des montants bruts pour les prestations complémentaires (PC) AVS et AI plus élevés en 2024, en raison d'une hausse du nombre de bénéficiaires plus élevée que prévu;
- > finalement, si les comptes présentent un léger dépassement de la subvention cantonale pour les primes d'assurance-maladie, celui-ci est couvert par les montants de la subvention fédérale, qui ont été supérieurs à ce qui avait été budgété.

L'effectif du personnel de l'ECAS se situait à 254,6 équivalents plein-temps (EPT) au 31 décembre 2024, en augmentation de 7,3 EPT par rapport à l'année précédente. Il s'agissait de répondre à l'augmentation du nombre de demandes de prestations et aux exigences liées à la modernisation de la surveillance, à la sécurité et à la protection des données.

Toujours sur le plan du personnel, l'ECAS a vécu un passage de témoin important. Après seize ans d'activité durant lesquels il aura construit une organisation moderne, Hans Jürg Herren est parti à la retraite. Le flambeau a été repris par Helena Grillon, nouvelle directrice de la Caisse de compensation et directrice-adjointe de l'ECAS. Son directeur est M. Nicolas Robert.

Voici maintenant quelques autres éléments saillants du rapport d'activité de l'ECAS.

L'ECAS verse pour près de 1,5 milliard de francs de prestations dans toute une série de domaines: l'AVS, l'AI, les prestations complémentaires, les subsides pour la réduction des primes à l'assurance-maladie, les allocations cantonales de maternité ou encore les allocations familiales. Il s'agit donc d'un établissement essentiel au bon fonctionnement de nos assurances sociales. Pour qui veut mieux connaître, sous un angle statistique, le fonctionnement de l'ECAS tout comme la vie quotidienne des personnes qui vivent et travaillent dans notre canton, ce rapport est une véritable mine d'informations.

L'ECAS veille particulièrement à la sécurité des données qu'il détient – nos données –, car celles-ci sont particulièrement sensibles. Ainsi, comme point fort de l'année 2024, mentionnons la "Modernisation de la surveillance", qui est entrée en vigueur au 1^{er} janvier. Il s'agit d'un ensemble de modifications législatives qui visent à renforcer la gouvernance des organes d'exécution du 1^{er} pilier pour garantir une application irréprochable des assurances sociales.

En ce qui concerne la Caisse cantonale de compensation AVS maintenant, le total de ses charges s'élève à environ 28,9 millions de francs, avec un total des produits de 31,5 millions de francs. Nous avons donc un excédent de produits d'environ 2,6 millions de francs, en nette hausse par rapport à 2023. Au bilan, le total des actifs s'élève à environ 26,3 millions de francs, avec des réserves de 21,6 millions de francs, en hausse par rapport à 2023.

Quant à la Caisse de compensation pour allocations familiales, le total des charges s'élève à environ 102,2 millions de francs, un chiffre en augmentation par rapport à 2023. Le total des produits, lui, est d'environ 109 millions de francs, également en augmentation. Ainsi, l'excédent de produits est de 6,8 millions de francs, en légère diminution par rapport à 2023. Au bilan, le capital est d'environ 66,1 millions de francs, alors que la réserve de couverture des risques est de 70,34 %, en hausse par rapport à 2023. Disons que tout va bien dans ce domaine-là.

Citons encore le montant des subsides octroyés aux assurés à titre de réduction des primes, qui s'est élevé à environ 214,9 millions de francs en 2024, ce qui indique une augmentation de 18,7 millions de francs par rapport à 2023, soit de +9,5 %. En 2024, une réduction de primes a pu être accordée à 28,22 % de la population résidente permanente du canton au 31 décembre 2023.

Finalement, quelques informations concernant l'Office cantonal de l'assurance-invalidité. L'Office AI du canton de Fribourg a fait face à une nouvelle augmentation importante du nombre de demandes. Cette augmentation s'élève à plus de 8 % pour les demandes de réadaptation de rente, à plus de 12 % pour les demandes de mesures médicales, et même 18 % pour les demandes AVS.

Comme l'an dernier, le nombre de mesures d'intervention précoce et de réinsertion accordées poursuit son évolution positive, ce qui témoigne de l'engagement de l'Office dans la réadaptation professionnelle des personnes atteintes dans leur santé, en particulier en ce qui concerne les jeunes, qui bénéficient depuis 2022 de mesures d'intervention précoce à partir de 13 ans.

Les frais d'administration de l'Office cantonal AI s'élèvent à 19,8 millions de francs en 2024, en légère hausse par rapport à 2023.

Ce sont la commission administrative de l'ECAS tout comme le Conseil d'Etat qui ont examiné et approuvé le présent rapport d'activité ainsi que les comptes 2024 de l'ECAS. Cela étant, la Commission des finances et de gestion (CFG) vous propose d'approuver le rapport et les comptes 2024 de l'ECAS.

Et, en conclusion, M^{me} Catherine Beaud et moi-même souhaitons remercier ici l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs de la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS), de l'Hôpital fribourgeois (HFR), du Réseau fribourgeois de santé mentale (RFSM) et de l'ECAS ainsi que toutes les personnes qui travaillent dans le domaine associatif sur mandat de la DSAS. Ce sont ces personnes qui chaque jour réalisent la mission essentielle de l'Etat qui se doit d'être au service de la population fribourgeoise.

Demierre Philippe, Directeur de la santé et des affaires sociales. A mon tour de remercier M^{me} Christel Berset pour tous ces rapports, qui sont complètement complets, on va dire ça comme ça. Ben oui. Je ne cherche pas le Champignac, mais c'est à peu près ça. Donc, merci beaucoup pour vos rapports, qui disent, en fait, tout ce qui se passe. Et là, je tiens personnellement aussi à remercier, en fait, toutes les collaboratrices et collaborateurs également de l'Hôpital fribourgeois (HFR), du Réseau fribourgeois de santé mentale (RFSM), de l'Etablissement cantonal des assurances sociales (ECAS) ainsi que la direction de l'ECAS, que je n'ai pas citée tout à l'heure, soit M^{me} Helena Grillon et M. Nicolas Robert aussi pour tout leur travail. Vraiment, c'est un établissement qui fait du bénéfice, grâce aussi au placement financier. Mais, je pense que c'est important de le signaler, à l'époque actuelle, ce n'est pas évident d'avoir ce type d'établissement. Donc, voilà. Merci beaucoup. Et je n'ai rien d'autre à rajouter.

Vote

> Au vote, ce rapport et ces comptes sont acceptés par 79 voix contre 0 et 0 abstention.

Ont voté oui:

Aebischer Eliane (SE,PS / SP), Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Bapst Bernard (GR,UDC / SVP), Barras Eric (GR,UDC / SVP), Baschung Carole (LA,Le Centre / Die Mitte), Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Christel (FV,PS / SP), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Bonny David (SC,PS / SP), Bortoluzzi Flavio (LA,UDC / SVP), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Brügger Adrian (SE,UDC / SVP), Chardonnens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Cotting Charly (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Dietrich Laurent (FV,Le Centre / Die Mitte), Dorthe Sébastien (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Emonet Gaétan (VE,PS / SP), Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Fahrni Marc (VE,UDC / SVP), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Galley Nicolas (SC,UDC / SVP), Genoud (Braillard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Ingold François (FV,VEA / GB), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Julmy Markus (SE,Le Centre / Die Mitte), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Kolly Gabriel (GR,UDC / SVP), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Lauber Pascal (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Levrat Marie (GR,PS / SP), Mauron Pierre (GR,PS / SP), Menoud-Baldi Luana (GL,Le Centre / Die Mitte), Menétréy Lucie (SC,PS / SP), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte), Michel Pascale (SC,PS / SP), Morel Bertrand (SC,Le Centre / Die Mitte), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Papaux David (FV,UDC / SVP), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Perler Urs (SE,VEA / GB), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Rey Alizée (SC,PS / SP), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Robatel Pauline (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Rodriguez Rose-Marie (BR,PS / SP), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schumacher Jean-Daniel (FV,PLR/PVL / FDP/GLP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Sudan Stéphane (GR,Le Centre /

Die Mitte), Thalmann-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Thévoz Ivan (BR,UDC / SVP), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Tschümperlin Dominic (SE,Le Centre / Die Mitte), Vial Pierre (VE,PS / SP), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 79.*

Election judiciaire 2025-GC-109 **Procureur-e général-e**

Rapport/message: **14.04.2025** (*BGC mai 2025, p. 2148*)
Préavis de la commission: **07.05.2025** (*BGC mai 2025, p. 2171*)

Scrutin uninominal

Bulletins distribués: 107; rentrés: 107; blancs: 0; nuls: 0; valables: 107; majorité absolue: 54.

Est élu *M. Raphaël Bourquin*, à *Fribourg*, par 65 voix.

A obtenu des voix M. Marc Bugnon: 42.

Election judiciaire 2025-GC-110 **Juge de paix 100% auprès de la Justice de paix de l'arrondissement de la Broye**

Rapport/message: **14.04.2025** (*BGC mai 2025, p. 2148*)
Préavis de la commission: **07.05.2025** (*BGC mai 2025, p. 2171*)

Scrutin uninominal

Bulletins distribués: 102; rentrés: 102; blancs: 1; nuls: 0; valables: 102; majorité absolue: 52.

Est élue *M^{me} Pauline Volery*, à *Belmont-Broye*, par 72 voix.

A obtenu des voix M^{me} Chantal Ding: 29.

Election judiciaire 2025-GC-111 **Assesseur-e (locataires) au Tribunal des baux de la Singine et du Lac**

Rapport/message: **14.04.2025** (*BGC mai 2025, p. 2148*)
Préavis de la commission: **07.05.2025** (*BGC mai 2025, p. 2171*)

Scrutin uninominal

Bulletins distribués: 93; rentrés: 91; blancs: 1; nuls: 0; valables: 91; majorité absolue: 46.

Est élue *M^{me} Alessa Itten*, à *Morat*, par 90 voix.

Election judiciaire 2025-GC-112**Assesseur-e (locataires) auprès de la Commission de conciliation en matière de bail du district de la Sarine**

Rapport/message: **14.04.2025** (*BGC mai 2025, p. 2148*)

Préavis de la commission: **07.05.2025** (*BGC mai 2025, p. 2171*)

Scrutin uninominal

Bulletins distribués: 94; rentrés: 90; blancs: 3; nuls: 0; valables: 90; majorité absolue: 46.

Est élue *M^{me} Florence Emma Elise Perroud*, à Villaz, par 87 voix.

> La séance est levée à 17 h 50.

La Présidente:

Françoise SAVOY

Les Secrétaires:

Mireille HAYOZ, *secrétaire générale*

Reto SCHMID, *secrétaire général adjoint*

Deuxième séance, mercredi 21 mai 2025

Présidence de Françoise Savoy (PS/SP, SC)

Sommaire

Signature	Genre d'affaire	Titre	Traitement	Personnes
2024-DFIN-20	Comptes de l'Etat	Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement	Examen de détail	<i>Rapporteur-e</i> Luana Menoud-Baldi <i>Représentant-e du gouvernement</i> Jean-François Steiert
2024-CE-151	Rapport d'activité	Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement	Discussion	<i>Rapporteur-e</i> Luana Menoud-Baldi <i>Représentant-e du gouvernement</i> Jean-François Steiert
2024-DFIN-20	Comptes de l'Etat	Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle	Examen de détail	<i>Rapporteur-e</i> Jean-Daniel Schumacher <i>Représentant-e du gouvernement</i> Olivier Curty
2024-CE-151	Rapport d'activité	Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle	Discussion	<i>Rapporteur-e</i> Jean-Daniel Schumacher <i>Représentant-e du gouvernement</i> Olivier Curty
2024-DFIN-20	Comptes de l'Etat	Direction de la formation et des affaires culturelles	Examen de détail	<i>Rapporteur-e</i> Andreas Freiburghaus <i>Représentant-e du gouvernement</i> Sylvie Bonvin-Sansonnens
2024-CE-151	Rapport d'activité	Direction de la formation et des affaires culturelles	Discussion	<i>Rapporteur-e</i> Andreas Freiburghaus <i>Représentant-e du gouvernement</i> Sylvie Bonvin-Sansonnens
2025-DFAC-2	Rapport d'activité	Rapport d'activité 2024 de l'Office cantonal du matériel scolaire (OCMS)	Discussion	<i>Rapporteur-e</i> Andreas Freiburghaus <i>Représentant-e du gouvernement</i> Sylvie Bonvin-Sansonnens
2024-DFIN-20	Comptes de l'Etat	Comptes généraux de l'Etat. Exercice 2024	Bilan et annexes	<i>Rapporteur-e</i> François Ingold <i>Représentant-e du gouvernement</i> Jean-Pierre Siggen
2024-DFIN-20	Comptes de l'Etat	Comptes généraux de l'Etat. Exercice 2024	Récapitulation	<i>Rapporteur-e</i> François Ingold <i>Représentant-e du gouvernement</i>

Signature	Genre d'affaire	Titre	Traitement	Personnes
				Jean-Pierre Siggen
2024-DFIN-20	Comptes de l'Etat	Décret relatif aux comptes de l'Etat du canton de Fribourg 2024	Entrée en matière Lecture des articles Vote final	<i>Rapporteur-e</i> François Ingold <i>Représentant-e du gouvernement</i> Jean-Pierre Siggen
2025-GC-14	Rapport d'activité	Commission interparlementaire de contrôle du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB) : Rapport annuel 2024	Discussion	<i>Rapporteur-e</i> Rose-Marie Rodriguez <i>Représentant-e du gouvernement</i> Sylvie Bonvin-Sansonnens
2025-GC-2	Motion	Pour un dispositif de soutien aux entreprises fribourgeoises	Retrait	<i>Auteur-s</i> Daniel Savary <i>Représentant-e du gouvernement</i> Olivier Curty
2023-GC-71	Postulat	Postulat Pour des prestations à la population réparties sur l'ensemble du canton et un sain équilibre économique entre les régions	Prise en considération	<i>Auteur-s</i> Armand Jaquier Gaétan Emonet <i>Représentant-e du gouvernement</i> Olivier Curty Jean-François Steiert
2023-GC-57	Postulat	Postulat Répartition régionale des investissements et pistes pour renforcer l'équilibre entre les régions	Prise en considération	<i>Auteur-s</i> Nicolas Kolly Bernhard Altermatt <i>Représentant-e du gouvernement</i> Olivier Curty
2025-DEEF-9	Rapport d'activité	Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF) - Rapport d'activité 2024	Discussion	<i>Rapporteur-e</i> Jean-Daniel Schumacher <i>Représentant-e du gouvernement</i> Olivier Curty

La séance est ouverte à 08 h 30.

Présence de 106 députés; absents: 4.

Sont absents avec justifications: M^{mes} et M. Julia Senti, Catherine Beaud, Adrian Brügger et Lucie Menétrey.

MM. Romain Collaud et Didier Castella, conseillers d'Etat, sont excusés.

—

Comptes de l'Etat 2024-DFIN-20

Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement

Rapporteur-e:	Menoud-Baldi Luana (<i>Le Centre/Die Mitte, GL</i>) Menoud-Baldi Luana (<i>Le Centre/Die Mitte, GL</i>)
Représentant-e du gouvernement:	Steiert Jean-François, Directeur du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement
Rapport/message:	15.04.2025 (<i>BGC mai 2025, p. 1901</i>)
Préavis de la commission:	05.05.2025 (<i>BGC mai 2025, p. 1975</i>)
Remarque:	Les comptes détaillés sont publiés sous la forme d'un fascicule séparé.

Examen de détail

Menoud-Baldi Luana (*Le Centre/Die Mitte, GL*). En date du 26 mars 2025, le collègue député M. Bruno Riedo et moi-même avons examiné avec les délégués de la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement les documents suivants: comptes de l'Etat (exercice 2024), rapport d'activité 2024, six rapports de l'Inspection des finances, tableaux de bord de la CFG (gestion et finances). En préambule, nous tenons à remercier M. le Conseiller d'Etat Jean-François Steiert et M^{me} la Secrétaire générale Sonia Gerber pour leur accueil, leur disponibilité, les réponses données à nos questions.

Concernant les comptes de 2024, voici un résumé chiffré:

Compte de résultats: 270'668 millions de charges, 116'335 millions de revenus, qui donnent un excédent de charges de 154,333 millions, 3 millions en moins qu'au budget 2024 et 8 millions de plus qu'aux comptes de 2023.

Pour ce qui concerne les investissements: 101'258 millions de dépenses, 15'609 millions de recettes, qui donnent un excédent de dépenses de 85'648 millions, 8 millions en moins qu'au budget 2024 mais 11 millions de plus qu'aux comptes 2023.

Statistiques des postes: à la DIME, en 2024, étaient engagés 436,05 EPT donc 21,05 en moins par rapport à 2023. Nous relevons surtout les différences suivantes: au Service des bâtiments: 9,20 EPT de moins, au Service des ponts et chaussées: 5,24 EPT de moins, au Service de l'environnement moins 2,30 EPT, au Secrétariat général: une différence de 1,71 EPT et pour l'entretien des routes nationales 1,35 EPT.

Au Secrétariat général: différence de 1,178 million de francs de subventions fédérales liées à des projets d'agglomération. Les subventions fédérales pour les projets d'agglomération sont versées aux cantons, les cantons reversent ensuite les montants correspondants aux organismes responsables sur leur territoire. Les montants annoncés au budget proviennent des informations données par les agglomérations. La mise en oeuvre ou la clôture des mesures prend souvent du retard, ce qui explique la différence entre les montants annoncés et les montants qui circulent en réalité chaque année.

Service des constructions et de l'aménagement: versements aux fonds et financements spéciaux: -2,246 millions. Il s'agit d'une indemnité versée du fonds de la plus-value pour cause d'expropriation matérielle découlant d'une mesure d'aménagement. Cette indemnité résultait d'un accord passé entre communes et propriétaires dans le cadre d'une action ouverte devant la commission d'expropriation. Ce cas de figure s'est produit peu avant l'entrée en vigueur en octobre 2023 de la modification de la loi, qui empêche désormais ce type de cas. La DIME avait accepté cette indemnisation par décision du 21.12.2023 et ensuite en 2024. Ensuite, moins 216 000 frs d'émoluments, émoluments pour demandes de permis de construire des plans d'aménagement local et de détail, en fait la baisse des demandes de permis en 2024 explique la baisse des émoluments.

Service de la mobilité: participation cantonale au fonds d'infrastructure ferroviaire: + 1,83 million. La contribution effective indexée au renchérissement pour l'ensemble de six des cantons suisses s'élève 622,908 millions de francs. La part totale à charge du canton de Fribourg s'élève à 21,283 millions. Subventions cantonales pour les communes: le service a encouragé et soutenu financièrement plusieurs projets communaux de mobilité écologique partagée. Ce dernier concerne l'AGGLO de Fribourg avec 42'919 frs, l'Académie de la mobilité du TCS pour le programme Charge Mobility avec 25 000 frs, qui vise à développer l'offre de mobilité partagée dans les communes comme dans les régions et à promouvoir son utilisation.

> L'examen de ce chapitre des comptes est ainsi terminé. Il n'y a pas de modification.

—

Rapport d'activité 2024-CE-151

Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement

Rapporteur-e:	Menoud-Baldi Luana (<i>Le Centre/Die Mitte, GL</i>) Menoud-Baldi Luana (<i>Le Centre/Die Mitte, GL</i>)
Représentant-e du gouvernement:	Steiert Jean-François, Directeur du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement
Rapport/message:	11.03.2025 (<i>BGC mai 2025, p. 1203</i>)
Préavis de la commission:	05.05.2025 (<i>BGC mai 2025, p. 1443</i>)

Discussion

Menoud-Baldi Luana (*Le Centre/Die Mitte, GL*). En 2024, nous relevons en particulier pour la DIME les points suivants:

La politique de protection du climat est l'un des thèmes principaux de la DIME. En 2024, 14 nouvelles mesures ont été introduites pour mettre en œuvre le Plan climat cantonal, portant ainsi le nombre de mesures en œuvre à 91 depuis 2021. Le Service de l'environnement a lancé un programme pilote et développe des outils afin d'accompagner les communes fribourgeoises dans l'établissement de leur stratégie climatique. Les communes de Belfaux, Givisiez, Saint-Aubin et Vuisternens-devant-Romont se sont engagées dans la démarche. La commune de Morat rejoindra la phase pilote en début 2025.

Le plan d'action de la stratégie cantonale du développement durable 21-31, piloté, coordonné et révisé par le Bureau de la durabilité, compte 155 mesures placées sous la responsabilité des directions. Un compte rendu annuel de l'avancement des mesures est effectué. Le troisième bilan est largement positif. Le 25 mai 2024, le refactoring de l'application de gestion des permis de construire du canton de Fribourg, FRIAC, a été développé. Il s'agit d'une mise à jour du cœur de l'application. Le but de cette refonte a été de sécuriser l'application, mais aussi de la rendre plus fluide et d'apporter quelques améliorations aux différentes fonctionnalités de l'application qui ont été demandées par les utilisateurs.

L'horaire 2025 des transports publics, entré en vigueur le 15 décembre 2024, est le plus grand chambardement en Suisse romande depuis Rail 2000. Il résulte du rallongement des temps de parcours des trains grandes lignes des CFF, qui s'est répercuté sur les lignes de bus et de trains du trafic régional et du trafic local. Environ 60% des lignes parcourant le canton de Fribourg ont dû être adaptées, ce qui a nécessité un très important travail du Service de la mobilité en collaboration avec les TPF, mais aussi les régions et les écoles.

En conclusion, nous désirons encore remercier la Direction et les collaboratrices et collaborateurs de la DIME pour le travail fourni en 2024.

Bronchi Laurent (*VEA/GB, SC*). Le groupe VERT·E·S et allié·e·s a pris connaissance avec intérêt du rapport de la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement. Nous sommes satisfaits de constater, entre autres choses, l'application de mesures en lien avec le Plan climat. Parmi les nombreuses réalisations, nous avons été sensibles à celle du Service de l'environnement, qui a lancé un programme pilote, il s'agit, comme l'a rappelé M^{me} la Rapporteuse, de développer des outils afin d'accompagner les communes fribourgeoises dans l'établissement de leur stratégie climatique. Ainsi, les communes de Belfaux, Givisiez, St-Aubin et Vuisternens-devant-Romont se sont engagées dans la démarche. Comme l'a rappelé M^{me} la Rapporteuse, on apprend également que la commune de Morat rejoindra la phase pilote au début 2025.

Voici nos questions:

- > A-t-on déjà un retour sur ce projet pilote d'accompagnement des communes?
- > Quelles sont les réactions desdites communes?
- > D'autres communes seront-elles intégrées au projet?
- > Finalement, ce projet est-il menacé par le programme d'assainissement des finances, brutalement acronymisé PAFE?

Steiert Jean-François, Directeur du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement. Merci au député Bronchi pour ses commentaires et ses questions. Question 1: A-t-on déjà un retour sur le projet pilote? Les retours ne sont pas systématisés actuellement. Les communes qui participent ne sont évidemment pas très représentatives, parce que c'est des communes particulièrement motivées qui s'annoncent pour ce genre d'exercice. Donc on ne peut pas

en tirer des conclusions générales sur l'ensemble du canton. Les résultats non formalisés que nous avons sont positifs. Ça répond à la question sur les réactions. En ce qui concerne d'autres communes, on a une phase pilote. On ne va pas faire une phase pilote avec toutes les communes du canton, parce que le but d'une phase pilote, c'est principalement de tester un certain nombre de communes, de voir les réactions, de voir ce qu'on doit améliorer aussi en fonction des réactions. Il y aura toujours des choses qui marchent, des choses qui ne marchent pas. Une phase pilote qui marche à 100%, c'est en général presque suspect. Et puis ensuite, ça permettra l'extension à l'ensemble des communes du canton.

En ce qui concerne les menaces par le PAFE, difficile à dire aujourd'hui parce que le Conseil d'Etat a mis un programme en consultation publique. Pour le moment, ça touche partiellement le climat, la politique climatique du canton. Ça touche plutôt marginalement les dépenses liées au Plan climat. Après, vous dire aujourd'hui, est-ce que ça va concerner ou non la part des dépenses climatiques relatives aux communes? C'est un peu tôt pour ça, parce que ça dépendra évidemment du retour de consultation, du paquet que ficèlera le Conseil d'Etat après le retour de consultation, de ce que vous en ferez ici au Grand Conseil. Et puis ensuite, je rappelle que tout ce qui est lié au Plan climat, c'est des budgets relativement globaux, qui peuvent encore bouger un petit peu. Donc on peut aussi à l'intérieur de ce budget mettre un peu plus pour certaines choses, un peu moins pour d'autres. Pour le Conseil d'Etat, la partie soutien aux communes dans le Plan climat est extrêmement importante, parce que les communes sont un relais essentiel de la politique climatique du canton. On ne peut pas décréter simplement des choses depuis en haut sans tenir compte de la volonté des communes. Ces programmes-là permettent de coordonner les deux choses, donc ils sont au centre. Par contre, ça demande d'aller jusqu'au bout de la procédure de consultation et sera mis en oeuvre ensuite par le biais du règlement sur le climat, qui permettra, lui, de déclencher un certain nombre de subventions. Certaines sont déclenchables directement avec l'entrée en vigueur de la loi. Le Conseil d'Etat a adopté plusieurs ordonnances d'application directe de la loi sur le climat en attendant la mise en vigueur du règlement. Le règlement déclenchera le reste, et ça vaut notamment pour les subventions pour les communes.

> L'examen de ce chapitre du rapport d'activité est ainsi terminé.

Comptes de l'Etat 2024-DFIN-20

Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle

Rapporteur-e:	Schumacher Jean-Daniel (PLR/PVL/FDP/GLP, FV)
Représentant-e du gouvernement:	Curty Olivier, Directeur de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle
Rapport/message:	15.04.2025 (BGC mai 2025, p. 1901)
Préavis de la commission:	05.05.2025 (BGC mai 2025, p. 1975)
Remarque:	Les comptes détaillés sont publiés sous la forme d'un fascicule séparé.

Examen de détail

Schumacher Jean-Daniel (PLR/PVL/FDP/GLP, FV). Je vais vous faire le rapport sur les comptes et l'activité du département de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle et je vais le faire pratiquement simultanément.

En tout premier, quelques *aspects généraux*. La DEEF, pour l'année 2024, fait état d'une gestion financière rigoureuse et d'une bonne utilisation des ressources allouées. Toutefois, les comptes 2024 ont été influencés par le report de la construction du Smart Living Building de Blue Factory pour 8 millions. Les pertes sur créances et cautionnements résultant des faillites de sociétés auxquelles des prêts Covid ou des cautionnements ont été accordés pour une fois 2,13 millions, une deuxième fois pour 700 000 frs. On a aussi divers investissements réalisés par les Hautes Ecoles non prévus au budget mais dont les crédits avaient été reportés pour 860 000 frs et les participations de la HES-SO plus importantes que prévues à hauteur de 466 000 frs. Le budget a été exécuté conformément aux prévisions avec des dépenses dans l'ensemble maîtrisées et des investissements ciblés dans les secteurs prioritaires. Les comptes bouclent avec un excédent avec des charges de 442 millions et des recettes pour 259 millions, soit un excédent de charges de 183 millions.

Au compte des investissements, nous avons 46,561 millions contre 56,832 millions prévus au budget.

Au chapitre des EPT, ce centre de charge fait état de 17,87 équivalents plein-temps de plus. Il y en a eu 19,85 dans le domaine de l'enseignement et il y en a eu environ 2 en moins dans le secteur administratif.

Quelques remarques sur les activités et comptes de différents départements. Plusieurs projets majeurs ont été réalisés en 2024. Le *Secrétariat général* a poursuivi ses réflexions sur les moyens de lutter contre la pénurie de main-d'œuvre spécialisée. Conjointement avec la Direction de la santé et des affaires sociales, il a élaboré un projet d'application de la loi fédérale

relative à l'encouragement de la formation dans le domaine des soins infirmiers. Il a continué d'œuvrer dans le cadre du comité de pilotage éolien et a lancé les travaux pour installer les mats de mesure des vents sur les sites inscrits au plan directeur cantonal. Il a conclu au niveau de la promotion économique un accord avec l'EPFL visant à son extension sur le site de Blue Factory et le déploiement de six nouvelles chaires actives dans les thèmes stratégiques de l'environnement bâti, de l'énergie et du climat. Il a également poursuivi son soutien aux médias, à La Liberté, à Radio Fribourg, aux Freiburg-Nachrichten, pour environ 190 000 frs, il a œuvré dans le domaine de la collaboration intercantonale, au maintien du service public régional dans le domaine des médias, de la poste et des télécommunications. Il a reçu un mandat de négociation avec l'Union européenne dans le cadre de la Conférence des chefs des départements cantonaux de l'économie publique de Suisse occidentale, dont elle a assumé la présidence en 2024. Elle a encore élaboré au sein de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie un projet d'accord sur l'électricité avec l'Union européenne. Il a participé à la planification stratégique et financière pour la période 2025 à 2028 en regard de l'évolution des effectifs estudiantins au sein du comité gouvernemental de la HES-SO. Le Secrétariat général boucle ses comptes avec un excédent de charges de 65 millions, soit 500 000 frs de plus qu'au budget.

Au chapitre de la *Promotion économique*, celle-ci a concrétisé 32 projets prévoyant la création de 527 emplois sur 5 ans et générant 116 millions d'investissements. Ces actions ont également renforcé plus de 1'000 emplois existants. Elle a lancé, dans le cadre de la nouvelle politique régionale, 19 projets approuvés représentant 9,11 millions de francs d'aide. Elle a œuvré en matière de promotion extérieure à l'implantation de 16 entreprises, dont 8 étrangères, générant une quarantaine d'emplois. Elle a poursuivi les contrôles des entreprises bénéficiaires des indemnités pour cas de rigueur. Sur 1'124 dossiers examinés, 728 étaient conformes aux exigences fédérales, 396 ont fait l'objet d'un examen approfondi avec à la clé des remboursements partiels ou totaux dans 94 cas. Ceci pour un montant de 6,63 millions dont 1,73 million a été récupéré jusqu'en fin 2024. Les comptes de la promotion économique terminent avec un excédent de charges d'environ 7 millions et ils étaient à 9 millions, un peu plus de 9 millions, au budget.

Le *Service public de l'emploi* déclare que le taux de chômage moyen pour 2024 est de 2,4%, soit de 0,3 points de pourcentage supérieur à l'année précédente. Le nombre de chômeurs inscrits ayant augmenté régulièrement, la dotation en personnel au sein des offices régionaux de placement et la logistique des mesures de marché ont été renforcées pour maintenir une prise en charge de qualité. Selon le sondage effectué, 76% des 1'700 personnes en recherche d'emploi interrogées ont fait part de leur satisfaction face à leur prise en charge et à leur suivi. Dans le cadre de la lutte contre le travail au noir, 19 mesures de contrainte administratives à l'encontre de différentes sociétés ont été prononcées, dont 6 suspensions d'activité et 13 interdictions d'accès au lieu de travail. Par ailleurs, 66 ordonnances pénales et 6 ordonnances de non-entrée en matière ont été rendues pour un refus de collaboration à la suite d'un contrôle. Les comptes se sont clos avec un excédent de charges de 8 millions contre 7,9 millions au budget.

Service du logement: Quelque chose d'intéressant. Le nombre de logements vacants dans le canton, selon l'Office général de la statistique, état au 1^{er} juin, c'est 1'225 logements vacants. C'est un taux de 1,16. C'est six logements subventionnés, ce qui n'a pas changé par rapport à 2023.

Le *Service de la formation professionnelle* a assuré le suivi et la gestion de 9'678 personnes en formation. Les comptes sont conformes aux prévisions du budget, et se closent sur un excédent de charges de 12 millions, 12 contre 12,331 millions au budget. C'est pareil pour l'Ecole professionnelle artisanale et industrielle, pour l'école des métiers, pour l'Ecole professionnelle des arts appliqués, pour les écoles techniques.

J'en viens à la *direction générale de la HES-SO//Fribourg*. La clôture des comptes a été conforme au budget avec une réduction de l'excédent de charges budgété. La HES-SO//Fribourg a participé à l'établissement du plan financier 2024-2028, lequel marque une étape cruciale dans la planification à long terme de ses ressources financières. La HES-SO a renforcé son offre de formation avec des programmes innovants et adaptés aux besoins du marché. Elle a organisé des journées portes ouvertes pour attirer de nouveaux étudiants et promouvoir ses filières, notamment en ingénierie et en soins infirmiers. La recherche et l'innovation restent au cœur de notre mission, déclare cette école.

En 2024, plusieurs projets de recherche appliquée ont été lancés en collaboration avec des partenaires académiques et industriels, par exemple Smith Smart Energy District. Ce qui est important et un peu inquiétant, c'est qu'on assiste à une diminution significative du nombre d'étudiants. Ceux-ci étaient 2'668 en 2017 et ils sont actuellement en 2024 à 2'131. Sont particulièrement touchées les filières d'ingénierie, d'architecture et de gestion. Les filières concernant les domaines de la santé et du social sont restées plus ou moins stables avec une tendance à la baisse pour les premiers et un développement positif pour les seconds. Notons aussi que les étudiants alémaniques, très souvent, se dirigent vers les institutions des autres cantons, qui sont germanophones. Pour les comptes, la HES-SO termine avec un excédent de charges de 6,451 millions. Ça, c'est directement. Je laisse tomber ceci, parce que nous avons maintenant toutes les écoles. Vous pouvez les trouver dans le rapport que j'aurai fourni à notre secrétaire.

J'en viens au *Service de l'énergie*. Le Service de l'énergie, en collaboration avec le centre de compétences 'Système d'information territoriale', a publié sur le portail cartographique du canton diverses statistiques communales sur les systèmes de chauffage et de production pour l'eau sanitaire. Une vaste étude a été réalisée sur le potentiel de développement de la force hydraulique dans le canton. Conclusion, le potentiel d'augmentation de la production d'électricité renouvelable lié à cette source énergétique est limité. Le Conseil d'Etat, au travers du Service de l'énergie, poursuit la mise en œuvre de sa stratégie solaire photovoltaïque, laquelle prévoit diverses mesures pour encadrer sa concrétisation. Les objectifs quantitatifs ont été fixés proportionnellement aux objectifs fédéraux et devront être atteints d'ici 2050. Au chapitre des comptes, un excédent de charges de 6,530 millions contre 6,359 millions.

Voilà, je terminerai en remerciant M. le Conseiller pour son accueil ainsi que son chef de service, M. Aegerter et sa collaboratrice scientifique, M^{me} Wicht et aussi tous les collaborateurs de ce grand département.

Curty Olivier, Directeur de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle. Je n'ai rien à ajouter. Merci infiniment au député Schumacher pour cet excellent rapport. Merci aux deux Rapporteurs pour la très bonne collaboration dans le cadre de l'examen de ces comptes.

Kubski Grégoire (PS/SP, GR). Je déclare mes liens d'intérêts: je suis membre de la Fondation Intervalle - SeMo. Monsieur le Conseiller d'Etat, quelles économies allez-vous réaliser grâce au démantèlement des institutions préprofessionnelles que vous êtes en train de mettre en place?

Bonny David (PS/SP, SC). Une question: concernant les offices régionaux de placement, les ORP, une résolution était passée au sein du Grand Conseil pour dire de stopper justement cette restructuration et on avait eu une bonne séance de discussion avec des députés de tous les partis politiques. On a entendu tout récemment par la bande qu'il y avait eu une séance avec les députés du sud parce que vous seriez à nouveau en train de chercher à rationaliser ces services alors que le Grand Conseil avait dit de stopper, vu aussi, on le voit, la difficulté pour l'économie fribourgeoise, aussi pour le risque d'augmentation du nombre de chômeurs, j'aimerais donc savoir où on en est aujourd'hui. Est-ce que vous continuez le démantèlement? Est-ce que c'est enfin gelé ou est-ce qu'il faut-il à nouveau intervenir différemment?

Altermatt Bernhard (Le Centre/Die Mitte, FV). In den Jahren 2000 bis 2020 haben wir eine Stagnation der Studierendenzahlen bemerkt, und mittlerweile, 2020 bis 2025, gehen die Studierendenzahlen weiter zurück. Für die Universität und jetzt eben auch die Fachhochschulen bedeutet weniger Studenten weniger Einnahmen, weniger Transferzahlungen, weniger Subventionen und Projektgelder. Wir reden heute über die Finanzen, darum hier meine Frage, welche Massnahmen Ihnen bekannt sind, die von den Rektoraten und Direktionen dieser Hochschulen getroffen werden, um dieser beunruhigenden Tendenz entgegenzuwirken. Und wie bringt sich der Staatsrat als oberstes Führungsorgan in die entsprechenden Bemühungen ein?

Curty Olivier, Directeur de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle. Pour répondre à la question du député Kubski, désolé, c'est presque un peu de la mauvaise foi. Donc vous avez vu que la commission des jeunes en difficulté d'insertion dans la vie professionnelle travaille actuellement sur plusieurs réformes et l'objectif est toujours le même, on veut offrir aux jeunes la meilleure prise en charge possible. Ces réformes, qu'on a entamées ensemble avec les partenaires depuis trois ans, quelque chose comme ça, visent à rendre cohérent et durable le dispositif de prise en charge des jeunes. L'objectif est vraiment d'offrir une meilleure coordination inter-mesures, elle est nécessaire, ce n'est pas un programme d'économies, on n'aura pas à disposition moins d'argent, c'est vraiment pour améliorer encore une fois les prestations, ensemble avec les partenaires. Là, les travaux sont en cours et en tout cas je me réjouis aussi de la bonne coopération des directions et des conseils d'administration de ces instituts.

Par rapport aux ORP, là aussi, ce n'est pas un démantèlement, à ma connaissance, donc vous seriez mieux informé que moi. À ma connaissance il y a aujourd'hui même une rencontre prévue des députés du sud, sous la présidence des préfets. On m'a promis de me donner une réponse par rapport à cette amélioration des prestations pour les demandeurs d'emploi d'ici fin mai. J'attends maintenant le retour du politique, que j'ai réuni il y a un moment déjà pour leur expliquer comment, selon nous, on pourrait encore améliorer la prise en charge des demandeurs d'emploi.

Zur Frage von Grossrat Altermatt: ja, das ist eine extrem wichtige Frage bezüglich der Studentenzahlen. Das ist eigentlich der Hauptschwerpunkt, den wir uns gesetzt haben – auch in den Zielen (die der Generaldirektion, also des Rektorats) – und der auch den einzelnen Fachhochschulen gesetzt wurde, dass wir die Studentenzahlen stabilisieren, respektive wieder erhöhen. Wir haben einen ganzen Katalog von Massnahmen, die bereits umgesetzt wurden. Vielleicht waren Sie an der Senslermesse dieses Wochenende und haben einen Stand gesehen. Es wurde auch sehr viel Werbung gemacht. Die einzelnen Verantwortlichen sind sehr, sehr präsent auf dem Terrain, vor allem auch im deutschsprachigen Teil. Das wurde gesagt von Grossrat Schumacher. Da haben wir effektiv ein Problem, dass einfach die Hauptstadtregion Schweiz, also unsere Hauptstadt, sehr, sehr attraktiv ist – auch für die Deutschfreiburgerinnen und Deutschfreiburger. Da haben wir noch viel Arbeit vor uns. Und gleichzeitig sind wir im Rahmen der Fachhochschule Westschweiz daran, auch den künftigen Finanzplan anzupassen.

Das ist auch eine sehr, sehr anspruchsvolle Aufgabe, auch im Hinblick auf das Sparprogramm des Bundes – Sie haben es gehört –, das uns natürlich auch direkt betreffen wird. Also, ich könnte vielleicht noch sehr, sehr viel mehr sagen, aber ich glaube, ich bin zuversichtlich: Mit der Initiative, die jeden Tag an den Tag gelegt wird, vor allem von den Direktoren der 4 Fachhochschulen, bin ich überzeugt, dass wir diese Trendwende in Kürze schaffen werden.

> L'examen de ce chapitre des comptes est ainsi terminé. Il n'y a pas de modification.

Rapport d'activité 2024-CE-151

Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle

Rapporteur-e:	Schumacher Jean-Daniel (PLR/PVL/FDP/GLP, FV)
Représentant-e du gouvernement:	Curty Olivier, Directeur de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle
Rapport/message:	11.03.2025 (BGC mai 2025, p. 1203)
Préavis de la commission:	05.05.2025 (BGC mai 2025, p. 1443)

Discussion

> L'examen de ce chapitre du rapport d'activité est ainsi terminé.

Comptes de l'Etat 2024-DFIN-20

Direction de la formation et des affaires culturelles

Rapporteur-e:	Freiburghaus Andreas (PLR/PVL/FDP/GLP, SE)
Représentant-e du gouvernement:	Bonvin-Sansonnens Sylvie, Directrice de la formation et des affaires culturelles
Rapport/message:	15.04.2025 (BGC mai 2025, p. 1901)
Préavis de la commission:	05.05.2025 (BGC mai 2025, p. 1975)
Remarque:	Les comptes détaillés sont publiés sous la forme d'un fascicule séparé.

Examen de détail

Freiburghaus Andreas (PLR/PVL/FDP/GLP, SE). Ich beglücke Sie heute Morgen auf Deutsch mit meinem Rapport. Ich glaube, das bringt auch etwas Abwechslung in diese doch recht eintönige Rechnungsabnahme.

Mit der Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten (BKAD) behandeln wir jetzt diejenige Direktion mit der grössten Anzahl an Mitarbeitenden, nämlich dem gesamten Lehrkörper, ausser demjenigen der Berufsschulen. Da ist es doch erstaunlich und beeindruckend, dass das Budget mit einem Gesamtaufwand von 1,177 Milliarden Franken und einem Gesamtertrag von 473 Millionen Franken lediglich um 0,71 % überschritten wurde. Dies ist insofern erwähnenswert, als darin die Anpassung der Saläre an die Teuerung die budgetierten Werte überschritt, aber darin enthalten ist. Zudem konnten mit diesem Endresultat die Kosten der ansteigenden Schülerzahlen, insbesondere im frankophonen Teil des Kantons, absorbiert werden. Festzuhalten ist ergänzend, dass es sich bei 72,2 % der Kosten der Direktion um Personalkosten handelt.

Bei den gegenüber dem Budget und dem Vorjahr angestiegenen Kosten sind mehr als 4 Millionen Franken Personalkosten bei der Universität zu erwähnen, welche zumindest teilweise auf einem durch den Grossen Rat überwiesenen Mandat gründen.

Gegenüber dem Budget fallen auch die in den letzten Jahren zunehmenden Kosten (1,3 Millionen Franken) für die Stellvertretungen von Lehrkräften in den Schulen verschiedener Stufen ins Gewicht. Die Gründe dazu reichen von Mutterschafts- beziehungsweise Vaterschaftsurlauben und Dienstatlersgeschenken bis zur krankheits- oder unfallbedingten Betreuung von Familienangehörigen.

Massiv zugenommen, um 2,65 Millionen Franken, haben die Kosten für die Sonderschulen und die Sonderpädagogik – und dies, wohlverstanden, auf der Grundlage der Budgetzahlen.

In der Jahresrechnung 2024 wurde eine nicht budgetierte Einlage von 1,7 Millionen Franken zugunsten der Subventionen des Kulturgüterdienstes vorgenommen. Seit einiger Zeit können oder konnten die zugesprochenen Subventionen nicht mehr termingerecht ausgerichtet werden.

Im Gegenzug wurden die budgetierten Beträge für den Unterhalt im Kunsthistorischen sowie auch im Naturhistorischen Museum nicht ausgeschöpft.

Auf der Einnahmenseite sind die Einschreibebühren der Universität aufgrund abnehmender Anzahl von Studierenden – wir haben das bereits beim Vorhema gehört – gegenüber dem Budget um 1,38 Millionen Franken zurückgegangen. Gleichzeitig wurde das Budget bei den Beiträgen der Nichtuniversitätskantone um mehr als 5 Millionen Franken und bei den Bundesbeiträgen um 3,2 Millionen Franken unterschritten.

In der Jahresrechnung der Direktion ist auch das in diesem Saal beschlossene Audit des Amtes für französischsprachigen obligatorischen Unterricht (SEnOF, von Französisch: Service de l'enseignement obligatoire de langue française) im Betrag von 257 705 Franken grösstenteils zu Lasten dieser Direktion abgerechnet.

Wir konstatieren, dass die Budgetbeträge der Stipendien um über 1 Million Franken nicht ausgeschöpft wurden. Die derzeitige Gesetzesgrundlage, die bald revidiert wird, ist noch nicht an die Beschlüsse im Grossen Rat adaptiert.

Wir stellen fest, dass das Unterrichtsmaterial sowohl gegenüber der Rechnung 2023 als auch dem Budget 2024 massiv teurer ist. Im Bereich der Sonderpädagogik hat sich die Invalidenversicherung aus der Finanzierung von Unterrichtsmaterial, insbesondere der digitalen Hilfsmittel, zurückgezogen, was bedeutet, dass der Kanton diese Aufwände decken muss.

Zusammenfassend stelle ich fest, dass den Finanzen in der Direktion die nötige Aufmerksamkeit gegeben wird und entsprechend den gesetzlichen Vorgaben die Einnahmen und Ausgaben möglichst realitätsnah geplant werden.

Ich bedanke mich zusammen mit meinem Kollegen Laurent Dietrich herzlich für den offenen Austausch mit der Direktorin Frau Staatsrätin Sylvie Bonvin-Sansonnens wie auch dem wohl ältesten Generalsekretär in unserer Verwaltung, Michel Perriard, welcher inzwischen in den Ruhestand getreten ist.

Michellod Savio (PLR/PVL/FDP/GLP, VE). Mon lien d'intérêt: je préside l'Association des communes pour le cycle d'orientation (CO) de la Veveyse.

Je m'exprime en mon nom et celui de mes collègues Bronchi, Bürdel et Zurich au sujet d'OMax, une prestation développée pour soutenir les jeunes identifiés à haut risque de non-insertion professionnelle au terme de leur scolarité obligatoire.

Petit rappel du cadre: en juin 2022, OMax s'est inscrit dans les objectifs de législation du Conseil d'Etat. Le préambule de ces objectifs est clair: avec Vision, qui se décline à 2035, le gouvernement fribourgeois élabore un programme qui regarde loin, bien au-delà d'une prochaine législature, et dont les impacts porteront sur notre jeunesse. Pour OMax, l'ambition est explicite: anticiper les problématiques d'insertion et accompagner les jeunes vers l'emploi dès la fin de leur scolarité obligatoire. En 2024, le succès de ce programme est confirmé. Plus de 80 % des élèves à haut risque de non-insertion ont trouvé une solution, un apprentissage, une formation, un emploi à la sortie du CO grâce à OMax. Concrètement, OMax signifie que des dizaines de jeunes ne basculeront pas vers l'aide sociale ou d'autres dispositifs plus coûteux.

Malgré ces résultats, à la rentrée 2024/25, OMax passe de 5 à 2 CO, ce qui se voit également dans les comptes 2024. La raison principale: les moyens extraordinaires n'ont pas été reconduits et aucun équivalent plein-temps n'a été inscrit au budget ordinaire. C'est un recul regrettable, qui est contraire à la vision 2035 et aux objectifs que vous avez arrêtés en début de législature. Et c'est aussi un calcul budgétaire contre-productif. Accompagner ces jeunes avec un programme qui fonctionne coûte moins cher que de les soutenir plus tard via l'aide sociale, par exemple. Couper une mesure qui génère des économies futures pour répondre à des contraintes budgétaires immédiates est un non-sens. Dans un contexte de maîtrise des dépenses publiques, et je pense notamment au programme d'assainissement des finances de l'Etat, OMax n'est pas une dépense, mais une économie différée.

En conclusion, M^{me} la Conseillère d'Etat, nous vous invitons à pérenniser OMax, à inscrire les EPT nécessaires dans le budget 2026 afin d'étendre le dispositif à tous les CO du canton et ainsi adresser un signal clair: Fribourg investit intelligemment dans sa jeunesse et dans la santé de ses finances publiques.

Kubski Grégoire (PS/SP, GR). Mes liens d'intérêts: je suis membre du sénat de l'Université de Fribourg.

Concernant l'université, pouvez-vous confirmer que les amortissements du bâtiment de la Tour-Henri, qui n'est pas encore construite, grèvent déjà les comptes de l'Université de Fribourg?

Et une deuxième question: à quand peut-on attendre le rapport sur l'audit sur le Service de l'enseignement obligatoire de langue française (SEnOF)?

Bonvin-Sansonnens Sylvie, Directrice de la formation et des affaires culturelles. Merci à MM. les Députés pour leurs questions.

Tout d'abord, ce n'est pas vraiment une question, c'est un compte rendu des résultats de cette mesure OMax. Effectivement, vous avez raison, M. le Député Michellod, cette mesure a connu un grand succès et nous nous en félicitons. C'était une

mesure qui était née des mesures Covid et c'est la mesure jeunesse qui avait duré le plus longtemps, malgré la fin du Covid, parce que nous avons constaté, effectivement, sa grande utilité. Je prends note de vos demandes, j'en ferai part au Conseil d'Etat. Mais aujourd'hui, je ne peux, évidemment, pas donner l'avis du Conseil d'Etat, mais je prends note de ce souci que vous avez concernant cette mesure.

Quant aux questions du député Kubski, je vais commencer par la dernière, le résultat de l'audit concernant le Service de l'enseignement obligatoire de langue française (SEnOF) et le mandat que vous aviez accepté en 2024. Ces résultats vont arriver assez rapidement, nous espérons d'ici la session de juin. Mais, évidemment, que ça demandé un gros travail et aujourd'hui, je ne peux pas encore vous le garantir, mais nous l'espérons.

Quant aux amortissements pour l'Université, effectivement, le système d'amortissement de l'Etat de Fribourg s'applique également aux constructions de l'Université. Peut-être que M. le Directeur des finances aura plus d'explications techniques que moi. Peut-être que je reviendrai vers vous avec la réponse. Je n'aimerais pas dire quelque chose de faux. Mais effectivement, l'Université est soumise au même système que l'Etat.

Freiburghaus Andreas (PLR/PVL/FDP/GLP, SE). Ich kann vielleicht etwas ergänzen. Bei einer Abschreibung ist es so, dass die Investitionen, sobald sie beim Kanton getätigt werden, ab sofort mit dem vorgesehenen Satz abgeschrieben werden, dies entgegen der Rechnungslegung in den Gemeinden.

> L'examen de ce chapitre des comptes est ainsi terminé. Il n'y a pas de modification.

Rapport d'activité 2024-CE-151

Direction de la formation et des affaires culturelles

Rapporteur-e:	Freiburghaus Andreas (PLR/PVL/FDP/GLP, SE)
Représentant-e du gouvernement:	Bonvin-Sansonnens Sylvie , Directrice de la formation et des affaires culturelles
Rapport/message:	11.03.2025 (BGC mai 2025, p. 1203)
Préavis de la commission:	05.05.2025 (BGC mai 2025, p. 1443)

Discussion

Freiburghaus Andreas (PLR/PVL/FDP/GLP, SE). Ich fange wieder mit diesem Auditbericht vom Amt für französischsprachigen obligatorischen Unterricht (SEnOF, von Französisch: Service de l'enseignement obligatoire de langue française) an. Das Generalsekretariat der Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten (BKAD) war sehr intensiv damit beschäftigt, die Grundlagen zur Verfügung zu stellen für die Ausarbeitung dieses Berichts. Die Auditoren wurden entsprechend ihrem Bedarf mit den nötigen Unterlagen bedient. Ebenso hat das Projekt der Digitalisierung der Schulen, über das wir diese Woche auch beraten werden, viele Ressourcen in einigen Bereichen der Direktion absorbiert.

Die Einbindung der Pädagogischen Hochschule in die Universität erfolgt entsprechend dem Zeitplan.

Im Gegensatz dazu bereitet die Erweiterung der Rechtsfakultät im Gebiet der Tour Henri, dies wurde vom Kollegen Kubski in einem anderen Bereich angesprochen, einiges an Kopfzerbrechen und Zeitverlust, nachdem die Eidgenössische Natur- und Heimatschutzkommission einen negativen Vorbescheid abgegeben hat.

Die Arbeitszeitaufzeichnungen des Lehrpersonals zeigen bei hohen Arbeitspensen eine gute und eine hohe Übereinstimmung mit dem Stellenbeschrieb und dem Zeitplan. Weitere Erhebungen und Rückschlüsse folgen in nächster Zukunft.

Am 18. Januar 2024 konnte eine Konvention zwischen den Kantonen Waadt und Freiburg bezüglich der Zuweisung der Schüler in der freiburgischen und waadtländischen Broyeregion unterzeichnet werden.

Und ein wenig weiter weg: Der Krieg in der Ukraine dauert an. Die obligatorischen Schulen sind also weiterhin mit der Integration und Förderung der rund 500 Schülerinnen und Schüler aus diesem Herkunftsland gefordert.

Und noch ein Satz bezüglich der beschäftigten Arbeitskräfte: Die Direktion beschäftigt per Ende 2024 5340 Vollzeitäquivalente (VZÄ), dies sind rund 116 VZÄ mehr als ein Jahr zuvor. Davon entfallen rund 107 auf das Unterrichtswesen, grösstenteils, wie bereits im Rechnungsbereich erwähnt, im frankophonen Bereich.

> L'examen de ce chapitre du rapport d'activité est ainsi terminé.

Rapport d'activité 2025-DFAC-2

Rapport d'activité 2024 de l'Office cantonal du matériel scolaire (OCMS)

Rapporteur-e: **Freiburghaus Andreas** (PLR/PVL/FDP/GLP, SE)
Représentant-e du gouvernement: **Bonvin-Sansonnens Sylvie, Directrice de la formation et des affaires culturelles**
Préavis de la commission: **09.04.2025** (BGC mai 2025, p. 2052)

Discussion

Freiburghaus Andreas (PLR/PVL/FDP/GLP, SE). Ich werde mit jeder Wortmeldung ein wenig kürzer. Diesmal geht es um die Kantonale Lehrmittelverwaltung.

Das Jahr 2024 war für die Kantonale Lehrmittelverwaltung ein Jahr der Stabilität. Die Zusammenarbeit mit dem Amt für Drucksachen und Material (DMA) wird laufend ausgebaut, um die Aufgaben effizienter zu erledigen. Dementsprechend wurden Aufgaben, aber auch Personal, entsprechend den Bedürfnissen verschoben. Dadurch wird die Effizienz in den Bereichen Bestellen, Liefern und Abrechnen durch Synergien gesteigert. Diese soll sich entsprechend den Bedürfnissen weiterentwickeln.

Die Jahresrechnung schliesst mit einem Mehrertrag von rund 2000 Franken ausgeglichen.

> Le Grand Conseil prend acte de ce rapport d'activité.

—

Comptes de l'Etat 2024-DFIN-20

Comptes généraux de l'Etat. Exercice 2024

Rapporteur-e: **Ingold François** (VEA/GB, FV)
Représentant-e du gouvernement: **Siggen Jean-Pierre, Directeur des finances**
Rapport/message: **15.04.2025** (BGC mai 2025, p. 1901)
Préavis de la commission: **05.05.2025** (BGC mai 2025, p. 1975)
Remarque: **Les comptes détaillés sont publiés sous la forme d'un fascicule séparé.**

Bilan et annexes

Vuilleumier Julien (VEA/GB, FV). Concernant le bilan et les annexes aux comptes 2024, je souhaite relever quelques éléments essentiels, en particulier le résultat final de l'exercice, les écritures de clôture et la structure du bilan.

Nos résultats de l'Etat pour 2024 s'élèvent à 979 090 francs. Ce résultat est le fruit d'un déficit ordinaire de 3,77 millions de francs, qui a été compensé par plusieurs écritures de clôture, principalement liées à la gestion des provisions.

Parmi ces opérations figurent:

- > un prélèvement de 30 millions de francs sur la provision liée au risque de baisse du bénéfice de la Banque nationale suisse (BNS);
- > la dissolution de 9,5 millions de francs de la provision Covid;
- > l'augmentation de 25 millions de francs de la provision pour l'assainissement de l'Hôpital fribourgeois (HFR);
- > un complément de 7 millions de francs à la provision pour heures supplémentaires et vacances non prises.

Le bilan de l'Etat au 31 décembre 2024 s'élève à 3,53 milliards de francs. A l'actif, on trouve environ 2,5 milliards de francs de patrimoine financier, incluant les créances fiscales, les liquidités et les placements à long terme, ainsi qu'à peu près 1 milliard de francs de patrimoine administratif, notamment sous forme d'investissements en cours et de participations, à titre d'exemples, dans la Banque cantonale de Fribourg (BCF), le Groupe E ou Bluefactory. Du côté du passif, les engagements courants et à long terme représentent plus de 1,8 milliard de francs, avec notamment 149 millions de francs d'emprunts à court terme et 504 millions de francs d'engagements à long terme. Le capital propre, lui, s'établit à 1,29 milliard de francs, en incluant les fonds dédiés, les excédents accumulés et le résultat de l'exercice. Les provisions inscrites au bilan à court, moyen et long termes totalisent plus de 380 millions de francs. Elles couvrent des domaines aussi variés que la santé publique, les

politiques culturelles, la fiscalité, l'environnement ou les ressources humaines. Une liste détaillée des provisions est fournie en annexe.

L'Inspection des finances, qui a réalisé l'audit des comptes, a confirmé que les écritures de clôture sont en ordre et conformes aux exigences légales. Elle a toutefois formulé deux recommandations importantes. La première concerne la provision pour l'HFR, actuellement de 90 millions de francs, alors que le risque estimé s'élève à 264 millions de francs. Une mise à jour est recommandée. Cette question a déjà été abordée lors de l'entrée en matière sur les comptes. La seconde recommandation concerne la provision pour heures supplémentaires et vacances non prises, estimées à 35 millions de francs, dont 28 millions de francs ont été provisionnés. L'Inspection des finances recommande un ajustement au bouclage 2025, mais aussi une réduction durable du volume d'heures. Cet aspect a aussi été discuté lors du traitement des comptes.

Enfin, les annexes aux comptes fournissent une vision d'ensemble sur les investissements en cours, les fonds et réserves, les crédits supplémentaires votés et les engagements hors bilan. Ce dernier point est crucial, puisque l'Etat garantit, à titre d'exemple, 1,3 milliard de francs à la Caisse de prévoyance du personnel.

Siggen Jean-Pierre, Directeur des finances. Je remercie M. le Rapporteur. Je ne peux que confirmer que les soucis de l'Inspection des finances sont aussi les nôtres.

> L'examen de ce chapitre des comptes est ainsi terminé. Il n'y a pas de modification.

Comptes de l'Etat 2024-DFIN-20

Comptes généraux de l'Etat. Exercice 2024

Rapporteur-e:	Ingold François (VEA/GB, FV)
Représentant-e du gouvernement:	Siggen Jean-Pierre, Directeur des finances
Rapport/message:	15.04.2025 (BGC mai 2025, p. 1901)
Préavis de la commission:	05.05.2025 (BGC mai 2025, p. 1975)
Remarque:	Les comptes détaillés sont publiés sous la forme d'un fascicule séparé.

Récapitulation

Ingold François (VEA/GB, FV). J'aimerais remercier toutes les personnes qui ont pris la parole, en particulier mes collègues de la Commission des finances et de gestion (CFG), mais également les député-e-s qui ont posé des questions, toujours extrêmement pertinentes. J'aimerais également remercier notre secrétaire Reto Schmid, qui a fait un travail de titan en rédigeant dans des délais serrés les différents procès-verbaux, avec une justesse et un sens de la synthèse très précieux. Je remercie également notre président Claude Brodard, qui a toujours su gérer les discussions avec respect et bienveillance. Et pour finir, je me permets de remercier, au nom de la CFG, notre maintenant ancien trésorier Laurent Yerly, en lui souhaitant bonne chance et plein succès pour la suite de sa carrière.

Comptes de l'Etat 2024-DFIN-20

Décret relatif aux comptes de l'Etat du canton de Fribourg 2024

Rapporteur-e:	Ingold François (VEA/GB, FV)
Représentant-e du gouvernement:	Siggen Jean-Pierre, Directeur des finances
Rapport/message:	15.04.2025 (BGC mai 2025, p. 1901)
Préavis de la commission:	05.05.2025 (BGC mai 2025, p. 1975)
Remarque:	Les comptes détaillés sont publiés sous la forme d'un fascicule séparé.

Entrée en matière

> L'entrée en matière n'étant pas combattue, il est passé directement à la lecture des articles.

Lecture des articles

I. Acte principal

Art. 1

> Adopté.

II. Modifications accessoires

> Adopté.

III. Abrogations accessoires

> Adopté.

IV. Clauses finales

> Adopté.

Titre et préambule

> Adopté.

Vote final

> Au vote final, ce projet de décret est adopté dans son ensemble, sans modification, par 94 voix contre 0. Il n'y a pas d'abstention.

Ont voté oui:

Aebischer Eliane (SE,PS / SP), Aebischer Matthieu (LA,VEA / GB), Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Baeriswyl Laurent (SE,Le Centre / Die Mitte), Bapst Bernard (GR,UDC / SVP), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Barras Eric (GR,UDC / SVP), Baschung Carole (LA,Le Centre / Die Mitte), Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Christel (FV,PS / SP), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Bonny David (SC,PS / SP), Bortoluzzi Flavio (LA,UDC / SVP), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Christophe (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Cotting Charly (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Dietrich Laurent (FV,Le Centre / Die Mitte), Dorthe Sébastien (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Doutaz Jean-Pierre (GR,Le Centre / Die Mitte), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Dupré Lucas (GL,UDC / SVP), Emonet Gaétan (VE,PS / SP), Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Fahrni Marc (VE,UDC / SVP), Fattebert David (GL,Le Centre / Die Mitte), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Gaillard Bertrand (GR,Le Centre / Die Mitte), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Galley Nicolas (SC,UDC / SVP), Genoud (Braillard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Glauser Fritz (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Hauswirth Urs (SE,PS / SP), Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Ingold François (FV,VEA / GB), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Julmy Markus (SE,Le Centre / Die Mitte), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Kolly Gabriel (GR,UDC / SVP), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Lepori Sandra (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Levrat Marie (GR,PS / SP), Marmier Bruno (SC,VEA / GB), Menoud-Baldi Luana (GL,Le Centre / Die Mitte), Mesot Roland (VE,UDC / SVP), Michel Pascale (SC,PS / SP), Michellod Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Morand Jacques (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Morel Bertrand (SC,Le Centre / Die Mitte), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Pasquier Nicolas (GR,VEA / GB), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Perler Urs (SE,VEA / GB), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Robatel Pauline (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Rodriguez Rose-Marie (BR,PS / SP), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schroeter Alexander (LA,PS / SP), Schumacher Jean-Daniel (FV,PLR/PVL / FDP/GLP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Sudan Stéphane (GR,Le Centre / Die Mitte), Thalmann-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Tschümperlin Dominic (SE,Le Centre / Die Mitte), Vial Pierre (VE,PS / SP), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB), Wicht Jean-Daniel (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zamofing Dominique (SC,Le Centre / Die Mitte), Zermatten Estelle (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zurich Simon (FV,PS / SP), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 94.*

Rapport d'activité 2025-GC-14

Commission interparlementaire de contrôle du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB) : Rapport annuel 2024

Rapporteur-e: **Rodriguez Rose-Marie** (PS/SP, BR)
Représentant-e du gouvernement: **Bonvin-Sansonnens Sylvie**, Directrice de la formation et des affaires culturelles
Rapport/message: **30.01.2025** (BGC mai 2025, p. 2138)

Discussion

Rodriguez Rose-Marie (PS/SP, BR). Au nom de la Commission interparlementaire de contrôle du Gymnase intercantonal de la Broye, j'ai le plaisir de vous soumettre son rapport d'activité pour l'année 2024. Durant cette période et conformément à la convention intercantonale, la commission s'est réunie à deux reprises, en avril et en octobre, notamment pour les comptes 2023 et le budget 2025.

Tout d'abord et au nom de la commission, je tiens à remercier Monsieur Nicolas Fragnière, directeur, M^{me} Géraldine Dafflon, administratrice, Madame Sylvie Bonvin-Sansonnens, conseillère d'Etat et présidente du Conseil du GYB pour les années 2024 et 2025, Monsieur François Piccand, chef du Service de l'enseignement secondaire du 2^e degré du canton de Fribourg, M. Lionel Eperon, directeur général de l'enseignement postobligatoire du canton de Vaud et Monsieur Alain Renevey, notre secrétaire, pour l'excellente collaboration.

Le rapport qui vous est soumis se décline en quelques points: les comptes de l'année 2023, le budget prévisionnel pour l'année 2025, ainsi que quelques thèmes d'actualité.

Les comptes 2023, présentent un total de charges d'exploitation de 20 177 022 francs, avec une différence par rapport au budget de 808 537 fr. 91, même après un apport à la réserve de 50 877 fr. 70. Le résultat final a donc permis de renflouer la réserve, plafonnée à 5 % du résultat, et de rembourser les cantons de Vaud et Fribourg pour le solde.

Tout cela est essentiellement dû à un certain nombre d'éléments prévus au budget et qui n'ont pas été réalisés ou prévus de manière trop élevée ou trop anticipée. Cela a notamment concerné :

- > des effectifs d'enseignants stables grâce à une augmentation de la quantité d'élèves plus faible que prévu;
- > deux postes vacants non repourvus en informatique et en psychologie scolaire;
- > des coûts de l'énergie bien maîtrisés, notamment en lien avec la nouvelle extension;
- > une baisse du nombre d'élèves scolarisés dans des établissements hors canton;
- > au niveau des produits, on constate une légère hausse des locations pour certains locaux et une subvention du SEFRI plus généreuse que prévue.

Le budget 2025 voit ses charges augmenter de 4% pour atteindre un total de 22 754 210 francs. Cette hausse s'explique entre autres par l'augmentation des charges du personnel induites notamment par l'ouverture de deux classes en août 2024 et de deux autres classes en août 2025. A relever aussi que le bâtiment principal du GYB fêtera ses 20 ans cette année et que quelques réfections et entretiens ont été ajoutés au budget: les façades de la Ferme de la Blancherie, de l'étanchéité, quelques connexions électriques modulables, et le remplacement de stores.

Quelques chiffres et actualités du GYB: avant de terminer ce résumé, j'aimerais dresser un bref portrait de l'établissement qui nous occupe. Le GYB, en 2024, c'est trois écoles: Maturité, Ecole de commerce, Ecole de culture générale; 335 titres délivrés en juin 2024 dans les différentes filières proposées. 2024 a été la première année où le 100% des élèves ont suivi le cursus numérique et plus de 90% des candidates et candidats ont choisi de passer les examens selon un modèle numérique. Dans ce sens et même si le GYB connaissait depuis plus de 10 ans le cursus numérique, l'établissement a intégré une partie du projet BYOD fribourgeois et a mis en place, pour la première fois, un petit défraiement pour le matériel informatique des enseignants.

A la rentrée 2024-2025, 1310 élèves étaient inscrit-e-s, réparti-e-s dans 61 classes. Les effectifs sont en légère hausse par rapport à l'année scolaire précédente. 129 enseignant-e-s travaillent au GYB. S'y ajoutent 21 personnes composant le personnel administratif. Dix stagiaires et deux assistantes de langues complètent l'effectif.

En octobre 2024, le GYB a reçu de la CDIP la reconnaissance officielle de la filière « Ecole de culture générale » pour les trois domaines professionnels enseignés, à savoir le travail social, la pédagogie et la santé. Cette reconnaissance certifie la

qualité de la formation et permet aux élèves de poursuivre leur cursus au niveau subséquent. Dès 2025, le GYB s'attellera à l'obtention de la reconnaissance des différentes maturités spécialisées (travail social, santé et pédagogie).

Evolution de la maturité gymnasiale: Ceci est un vaste projet pour une harmonisation de la durée des études. Certains cantons prévoient une maturité fédérale en quatre ans, comme Fribourg, et d'autres en trois ans comme le canton de Vaud. Au GYB, les deux maturités coexistent. Il s'agit donc d'harmoniser le tout en douceur et en donnant du temps aux différentes autorités scolaires. L'Assemblée plénière de la CDIP a adopté en juin 2024 la nouvelle version du plan d'études cadre pour les écoles de maturité gymnasiale. Les textes révisés sont entrés en vigueur le 1^{er} août 2024. A partir de là, la Confédération demande aux gymnases de respecter la législation révisée avec un délai de huit ans pour les cantons disposant déjà d'une maturité en quatre ans. Elle laisse 14 ans pour une telle adaptation dans les autres cantons. Le canton de Fribourg travaille sur un projet intitulé Matu 2027 tandis que le canton de Vaud prévoit de démarrer avec cette nouvelle mouture de la maturité en 2032.

Le bureau du Conseil et le directeur du GYB ont débuté les différentes réflexions sur le chemin à prendre pour le GYB. De par son statut intercantonal et les différents calendriers qui lui sont imposés, le GYB devra trouver son propre chemin dans le cadre mis en place dans les deux cantons. Mais comme il s'agit d'une structure hybride habituée à jongler avec les lois et habitudes de deux cantons, nous sommes sûrs que cela ne représentera pas un trop grand défi pour la Direction et le Conseil du GYB.

Pour conclure, la commission interparlementaire réitère de manière plus générale ses remerciements à la direction, au corps professoral et aux collaborateurs. Elle souligne de plus la bonne conduite et le bon fonctionnement de l'établissement et recommande aux Grands Conseils des cantons de Vaud et Fribourg de prendre acte de ce rapport d'activité 2024.

> Le Grand Conseil prend acte de ce rapport.

Motion 2025-GC-2

Pour un dispositif de soutien aux entreprises fribourgeoises

Auteur-s:	Savary Daniel (PLR/PVL/FDP/GLP, GR)
Représentant-e du gouvernement:	Curty Olivier, Directeur de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle
Dépôt:	09.01.2025 (BGC février 2025, p. 80)
Développement:	09.01.2025 (BGC février 2025, p. 80)
Réponse du Conseil d'Etat:	11.03.2025 (BGC mai 2025, p. 2389)

Retrait

Savary Daniel (PLR/PVL/FDP/GLP, GR). Mes liens d'intérêts : je suis chef d'entreprise depuis 30 ans. Ce qui va suivre, je dois bien l'avouer, froisse un peu mon ego de Fribourgeois. Mais il faut bien admettre que les Vaudois font fort, très fort même, notamment au niveau de leur économie. Le canton de Vaud, c'est un PIB de 70 milliards de francs contre 20 milliards pour le canton de Fribourg. C'est surtout un PIB de 20% supérieur à celui de Fribourg par habitant. Le canton de Vaud profite à peine de la péréquation fédérale quand Fribourg en est largement tributaire et pointe dans les derniers rangs au niveau suisse. Nous vivons donc largement des ressources des autres cantons et notre fiscalité ne couvre même plus la masse salariale de la fonction publique. En revanche, nous sommes les champions suisses de l'exportation pendulaire. Notre économie est chroniquement faible. Notre fortune a fondu et notre avenir s'appelle désormais le PAFE. Les Vaudois ont identifié, il y a un an déjà, que la conjoncture économique allait se péjorer, ce que confirment les deux derniers sondages de la CCIF et les statistiques fédérales. Comme en 2015 durant la crise du franc fort et en 2020 durant le COVID, le Grand Conseil vaudois vient d'adopter à l'unanimité, sauf quatre abstentions, un plan de mesures d'aide aux PME. C'est très exactement ce qui vous est soumis aujourd'hui. Mais les Vaudois sont aussi partageurs. Dès le dépôt de ma motion, j'ai été invité au Centre patronal vaudois par Monsieur Emilio Lado, secrétaire patronal et ancien président du parti Le Centre vaudois, à une présentation de mesures de soutien pour lesquelles il s'est investi. Puis, j'ai été à nouveau invité à l'Y-PARC d'Yverdon, un Bluefactory réussi mais multiplié par 10, à une présentation du programme de soutien aux entreprises. Madame la Conseillère d'Etat PLR Isabelle Moret a expliqué avec brio les mesures de soutien à une assistance composée d'une centaine d'entrepreneurs vaudois, des bossés, des petits patrons de PME enthousiastes et ravis que leur autorité sût anticiper la probable détérioration de la conjoncture. Les mesures proposées consistent principalement en un mécanisme de cautionnement de prêts, donc remboursables, permettant aux PME de surmonter une mauvaise passe, une rupture de liquidités. Le programme permet aussi le renouvellement de certains équipements nécessaires à la pérennité de l'entreprise. Ces mesures servent surtout à préserver les emplois, le savoir-faire, à éviter les faillites inutiles et à maintenir les PME, les investissements, l'innovation

malgré la crise probable qui s'annonce. Actuellement, il n'existe rien de vraiment comparable à Fribourg. Les Vaudois ont compris, semble-t-il, qu'une entreprise prospère est une entreprise qui paie des impôts, dont les collaborateurs paient aussi des impôts, qui remplissent les caisses de l'Etat et qui profitent donc à l'ensemble de la société. Il ne s'agit pas de distorsion de la concurrence ni de subventions mais de simples mesures anticycliques comme les RHT par exemple. Les mesures, si elles se cantonnent à des cautionnements, ne coûtent rien ou presque. Elles remplacent les banques qui sont devenues de plus en plus frileuses à soutenir les PME. Elles coûteraient largement moins cher que l'improbable aventure du SICHH, la seule entreprise dans laquelle notre vénérable assemblée a investi 15 millions en pure perte. Je pense qu'à Fribourg, il serait bien que nous levions un peu la tête du guidon pour voir ce qu'il se passe au-delà de nos frontières et s'en inspirer. Selon moi, il est important que nous nous donnions les moyens de réussir, d'être proactifs plutôt que de nous plaindre quand il sera trop tard. Mais bon, nul n'est prophète en son pays. Je vais donc retirer cette motion.

> Cet instrument est retiré par son auteur.

> Il est ainsi liquidé.

Postulat 2023-GC-71

Postulat Pour des prestations à la population réparties sur l'ensemble du canton et un sain équilibre économique entre les régions

Auteur-s:	Jaquier Armand (<i>PS/SP, GL</i>) Emonet Gaétan (<i>PS/SP, VE</i>)
Représentant-e du gouvernement:	Curty Olivier, Directeur de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle Steiert Jean-François, Directeur du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement
Dépôt:	10.03.2023 (<i>BGC mars 2023, p. 943</i>)
Développement:	10.03.2023 (<i>BGC mars 2023, p. 943</i>)
Réponse du Conseil d'Etat:	04.02.2025 (<i>BGC mai 2025, p. 2254</i>)

Prise en considération

Jaquier Armand (*PS/SP, GL*). Le Conseil d'Etat a donné une réponse commune aux deux postulats suivants. Mon intervention concernera donc ces deux objets. Mes liens d'intérêts : je n'en ai pas d'autres que d'être postulant.

Cet objet a pour but de rappeler que la cohésion du canton est indispensable. Le postulat veut que dans le canton, les prestations à la population soient égales, que les équilibres économiques soient respectés – ils ne peuvent pas être les mêmes. Concrètement, il s'agit d'effectuer une analyse, de prendre une photo de l'ensemble du canton pour en avoir une vision concrète, de casser certains préjugés ou fausses croyances et, parfois, de mettre en exergue quelques vérités en les abordant en connaissance de cause.

Le Conseil d'Etat a émis toute une série de considérations sur les limites d'une analyse large et complète du fait qu'il serait très difficile d'en tirer quelque chose d'existant et de cohérent. Je n'en ferai pas le résumé, car vous avez lu sa réponse. Il nous propose une méthodologie et suggère de demander à la Haute école de gestion Arc d'effectuer une étude circonstanciée à l'aide de toute une série d'éléments décrits. Il propose également le fractionnement de notre postulat, soit une acceptation du volet relatif à une analyse de la répartition comme cela a été décrit. Nous acceptons ce fractionnement en gardant à l'esprit un but essentiel : la cohésion du canton et la mise en exergue, voire le démontage de bon nombre de fausses croyances, mais il s'agira également d'affronter la réalité de manière constructive et sereine. C'est pourquoi nous accepterons le fractionnement pour les deux objets.

Morand Jacques (*PLR/PVL/FDP/GLP, GR*). Mes liens d'intérêts : syndic d'un chef-lieu, donc directement concerné par les deux postulats (points 12 et 13), et président du Club des communes. Le groupe PLR-PVL partage totalement ou partiellement les conclusions du Conseil d'Etat. Aujourd'hui, les postulants souhaitent casser les fausses croyances et affronter la réalité. Dans sa réponse, le Conseil d'Etat explique clairement que ces études coûtent un certain montant. Il estime qu'une analyse exhaustive des investissements et des prestations de l'Etat sous l'angle de leur répartition régionale intégrant également les entreprises appartenant à l'Etat et les établissements autonomes de droit public n'est pas faisable. Nous parlons ici de l'ECAB, l'OCN, l'HFR, la BCF, etc.

Quels sont les avantages des décentralisations ? Ces dernières sont certes réalistes, présentes, mais lorsque l'OCN ouvre un centre d'expertise dans votre commune, cela crée peu de places de travail, occupe beaucoup de surfaces et engendre beaucoup de circulation. On peut donc se demander quel est l'avantage de cette décentralisation.

La réponse du Conseil d'Etat est claire. Le Club des communes partage sa vision. Le groupe PLR-PVL néanmoins se prononcera contre le fractionnement et rejettera ces postulats.

Berset Alexandre (*VEA/GB, SC*). Je n'ai pas de lien d'intérêt avec cet objet et je parle au nom du groupe VERT·E·S et allié·e·s. Notre groupe partage le questionnement des postulants vis-à-vis de la répartition spatiale des investissements et des prestations de l'Etat. Les VERT·E·S et allié·e·s sont également attaché·e·s à ce que la répartition soit la plus équitable possible. Notre groupe partage l'idée que l'opposition entre ville et campagne n'est pas constructive tout en rappelant, comme le conclut l'étude Ecoplan citée dans la réponse du Conseil d'Etat, que la ville et la campagne ne peuvent s'en sortir que dans un partenariat d'échanges réciproques face aux défis à venir. Notre groupe conçoit également les difficultés méthodologiques ainsi que l'absence de données permettant de répondre complètement aux demandes des postulants. Nous sommes aussi sensibles aux économies en matière de réponses aux postulats de manière générale. Pour cette raison, notre groupe suivra, dans sa majorité, la proposition du Conseil d'Etat, à savoir le fractionnement des postulats et l'acceptation des volets relatifs aux analyses avec approche limitée.

Collomb Eric (*Le Centre/Die Mitte, BR*). Je rapporte au nom du groupe Le Centre et, par souci d'efficacité et comme l'a proposé la présidente, je vais traiter les deux objets simultanément d'autant plus que la grande majorité de notre groupe rejettera en bloc les deux postulats qui nous sont soumis. Nous n'avons rien à dire sur la pertinence des demandes. Il est vrai que cette répartition régionale des investissements est extrêmement importante. Alors pourquoi le groupe Le Centre refusera-t-il, dans sa majorité, ces deux postulats ?

Comme le mentionne le Conseil d'Etat, nous rencontrons des difficultés méthodologiques. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si plusieurs instituts de recherche ont décliné ce mandat. Il est extrêmement difficile à réaliser. Il faut également tenir compte de la pertinence et de la précision des résultats. Pour une étude pareille, un certain nombre de facteurs doit être pris en compte. J'ai effectué le même exercice au sein d'une société aux multiples sites et activités, dans laquelle je siège au Conseil d'administration, une société dont le chiffre d'affaires se monte à près d'un demi-milliard. Or, il s'est avéré très difficile d'obtenir des résultats précis. Vous devez ventiler un certain nombre de coûts. Certains sont mutualisés. Il faut retrouver des ratios. J'en appelle à des connaisseurs, tels que Monsieur Peiry. Il est très difficile d'être précis. Je pense qu'au niveau de la pertinence et de la précision, nous ne serons pas dans la cible.

Et que ferons-nous ensuite de ces rapports ? Ces jolis rapports nous diront que nous avons plus ici et moins là. Cela correspondra plus ou moins à la réalité. Malheureusement, on ne pourra rien en tirer.

Ces rapports ne sont pas gratuits. Cela a été dit. On parle de 30 000 francs mais cela est bien plus élevé. Ces 30 000 francs ne rémunéreront que la société qui réalisera les rapports. Subsistent les coûts induits à la charge de l'Etat, puisque les gens devront effectuer le travail. Ces conditions analytiques seront évidemment exécutées par les personnes qui travaillent dans les services de l'Etat. Ces gens, jusqu'à preuve du contraire, ne travaillent pas gratuitement. Cela coûtera bien plus que 30 000 francs. Toutefois, Le Centre souhaite émettre une remarque au sujet de ces postulats, que je qualifierais de pertinents : ne vidons pas les régions des prestations de proximité. Il ne faudrait pas que nous arrivions à une centralisation des prestations. On l'a vu avec les ORP. Notre collègue Bonny a par ailleurs déposé plusieurs questions pertinentes à ce sujet. Nous devons veiller à maintenir une répartition des prestations, des services. Il faut éviter de fermer des services dans certaines régions pour que nous puissions garder un service de proximité.

Sur ces considérations, j'en ai terminé. Vous l'aurez compris, le groupe Le Centre refusera, dans sa grande majorité, les deux postulats.

Dupré Lucas (*UDC/SVP, GL*). Je prends la parole au nom du groupe UDC. Je suis un élu de la Glâne, une région rurale. Je m'exprimerai également sur les deux objets.

Nous avons pris connaissance de la réponse du Conseil d'Etat. L'Etat doit garantir une équité entre les régions, que ce soit pour ses services administratifs ou ses investissements. Il a le devoir d'équité pour le respect des citoyens et pour que les régions puissent rester attractives.

Chers Collègues des régions, chers Collègues des périphéries, nous sommes les premiers à monter sur nos grands chevaux lorsque des services de l'Etat disparaissent de nos districts. Nous sommes les premiers à nous réunir lorsqu'un investissement extraordinaire d'achat immobilier ou d'entretien intervient dans nos régions. Ces postulats permettront d'avoir cette vision, que le Grand Conseil puisse s'orienter vers un instrument parlementaire pour diriger les investissements vers un système juste, qui permettra l'équité entre les régions et l'équité entre les districts.

Monsieur le Député Morand, le fait d'avoir l'OCN peut certes engendrer des désagréments, mais un service est ainsi proposé aux citoyens. Il faut prendre en compte tous les éléments dans la balance. Aujourd'hui, je vous demande de relativiser les choses. Ces postulats demandent un état des lieux et le compromis du Conseil d'Etat est convenable. Une majorité du groupe UDC acceptera donc la proposition du Conseil d'Etat et le fractionnement des deux objets.

Altermatt Bernhard (*Le Centre/Die Mitte, FV*). Als unser ehemaliger Ratskollege Nicolas Kolly auf mich zukam mit der Frage, ob ich mit ihm ein Postulat zur regionalen Verteilung der Investitionen des Kantons einreichen würde, habe ich spontan zugesagt. Aus zwei Gründen: Erstens ist der Zusammenhalt unseres vielfältigen Kantons mir - und ich denke auch uns allen hier - ein grosses Anliegen und zweitens ist die Dezentralisierung, der Föderalismus mit den Gemeinden und Bezirken eines der wichtigsten Instrumente, wie wir diesen Zusammenhalt im Territorium fördern.

Il a fallu procéder à quelques modifications rédactionnelles à la toute première version du postulat. Vous connaissez tous la verve et l'énergie de Nicolas Kolly et le contexte dans lequel ces postulats sont nés, c'est-à-dire les investissements que l'on voit trop souvent, parfois à partir de la perspective régionale affectée aux communes. Nous avons quand même tenté d'injecter une visée et une vision constructives au postulat, à savoir de récolter des données, des informations pour informer le débat, pour faire en sorte que nous sachions exactement de quoi nous parlons. Voilà le but de ce postulat. La bonne information et les informations correctes sont la base non seulement de nos discussions ici mais clairement aussi d'une bonne politique de la décentralisation pour une orientation solide des politiques publiques. La cohésion de notre canton nous est chère. Elle doit l'être. La décentralisation régionale est l'un de ces instruments. Donnons donc à l'Etat une chance de récolter quelques données supplémentaires.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, schaffen wir darum eine bessere Transparenz, schaffen wir ein bisschen Wissen, Information, damit wir hier alle wissen, wovon wir reden. Ich lade Sie ein, wie meine Vorpostulanten Gaétan Emonet und Armand Jaquier und auch im Namen meines ehemaligen Mitpostulanten Nicolas Kolly, der Fraktionierung zuzustimmen, wie es der Staatsrat vorschlägt.

Roulin Daphné (*VEA/GB, GL*). Je m'exprime à titre personnel en tant que députée élue du district de la Glâne. Il est essentiel de garantir à la population de toutes les régions des services publics de proximité. Cela signifie permettre à chacun de bénéficier des prestations de l'Etat sans devoir systématiquement se rendre jusqu'à Fribourg. Mon papa me confiait, la semaine dernière, combien il appréciait de faire expertiser sa voiture à Domdidier sans avoir à se rendre jusqu'à Fribourg. Le député Morand et moi-même avons donc des vues divergentes. Je pense que c'est précisément ce genre de services de proximité qu'il faut préserver. Pourtant, malgré l'augmentation de la population, y compris dans les zones campagnardes, cela fait maintenant une trentaine d'années que l'on assiste à une volonté constante de rationalisation et de centralisation des services. Petit à petit, ces choix politiques entraînent la disparition des services locaux. Un exemple tout dernièrement dans le Programme gouvernemental de la législature 2022-2026 dans lequel on peut lire concrètement : « Le Conseil d'Etat imagine offrir un office régional de placement (ORP) par région, centre, sud, nord, voire même un seul ORP centralisé. ». Nous y parlons donc concrètement de fermetures d'ORP dans les districts. A ce rythme, même les préfectures auront bientôt leur siège à Fribourg.

Paradoxalement, en même temps, on envisage de déplacer vers nos régions de campagne des projets de loisirs qui ne sont ni souhaités par la population locale ni adaptés à la réalité. Je pense ici au projet de musée d'art contemporain à Middel. Bien qu'il s'agisse d'une initiative privée, c'est un projet qui est soutenu par le canton et qui, à l'avenir, pourra bénéficier, pourquoi pas, de subventions publiques. Or, ce type d'implantations ne correspond pas aux besoins concrets des habitants. Il sera au contraire source de retombées négatives, à commencer par une augmentation du trafic routier.

Je soutiens donc les deux postulats du jour dans le sens du fractionnement proposé par le Conseil d'Etat et j'invite toutes les régions, tous les députés qui représentent les régions périphériques à en faire de même. Il est important de pouvoir bénéficier de cet état des lieux. Et malgré cet état des lieux, il faut rappeler l'importance de rester critiques quant aux investissements dans les régions. Ils doivent véritablement répondre aux attentes et aux besoins des habitants. Ils doivent les servir et non les desservir.

Dafflon Hubert (*Le Centre/Die Mitte, SC*). J'interviens à titre personnel sur le point 15 uniquement, par rapport aux investissements. Je peux être favorable à la régionalisation mais j'estime que ces deux postulats et ces études ne sont pas nécessaires. Selon moi, on se dirige vers une usine à gaz et, comme notre collègue Collomb l'a évoqué, il conviendra ensuite de mettre en valeur les résultats. Cela sera beaucoup plus compliqué qu'on ne le pense. Combien coûteront ces études ? Je m'y opposerai. On peut faire mieux et différemment.

Comment ? Il y a quatre ans, dans le contexte du COVID, mon collègue Wicht et moi-même avons déposé un postulat relatif aux investissements. Nous avons demandé pourquoi il y a un tel delta entre les montants votés et les montants mis en compte pour les investissements. En 2020 par exemple, on avait un delta de 54 millions et 29 %. Sur les 15 dernières années, cela était systématique. On peut parler de bonne gestion, car on dépense moins d'argent. On se demandait pourquoi

l'on votait de tels projets si on n'a probablement pas la capacité ni les moyens de les réaliser dans un délai correct. A moins que ces projets ne soient pas si importants. Quatre ans plus tard, nous n'avons pas reçu la réponse du Conseil d'Etat. Celle-ci devait nous parvenir à la fin 2023 (cf. Parlinfo). Avant de réaliser de grandes études, il serait judicieux d'obtenir une réponse relative aux moyens engagés dans les investissements actuels. Ce serait bien de le savoir pour notre futur et pour l'économie fribourgeoise. Ainsi, je demande à notre conseiller d'Etat de se déterminer et de nous donner une réponse dans un délai correct. Prochainement.

Curty Olivier, Directeur de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle. Sehr geehrte Grossrätinnen und Grossräte, der Titel des Postulats der Grossräte Jaquier und Emonet ist, glaube ich, unmissverständlich, er lautet "Für eine kantonsweite Versorgung der Bevölkerung und ein gesundes wirtschaftliches Gleichgewicht zwischen den Regionen". Es wirft natürlich, es wurde gesagt, die zentrale Frage und legitime Frage auf, ob das staatliche Handeln zum Gleichgewicht zwischen den Regionen beiträgt. Ich hoffe schon. Dies ist auch die zentrale Frage des Postulats von Grossrat Allematt, weshalb vorgeschlagen wurde, die beiden Postulate gemeinsam zu beantworten, aber natürlich separat darüber abzustimmen.

Il est en effet important de s'assurer que les investissements de l'Etat déploient leurs effets dans tous les districts et que dans une perspective de services publics, les prestations de l'Etat soient accessibles à toute la population. Toutefois, après le sondage réalisé auprès des différents services et des divers instituts de recherche, il a fallu se rendre à l'évidence : sous l'angle de la disponibilité des données, le rapport tel que demandé par les auteurs n'était tout simplement pas réalisable. De plus, l'approche proposée n'aurait pas permis d'identifier un éventuel déséquilibre entre les régions, raison pour laquelle - je remercie par ailleurs les trois députés pour leur ouverture et pour les discussions que nous avons eues - nous avons proposé une alternative, celle d'aborder la problématique en adoptant une autre démarche méthodologique si le Grand Conseil le juge nécessaire.

Ich will hier nicht im Detail die Methode erklären, die das Institut der Hochschule für Wirtschaft ARC vorschlägt. Ich muss allerdings einräumen, dass die angebotene Analyse recht stark von der Studie abweicht, die von den Grossräten Jaquier und Emonet und Allematt verlangt wurde. Es handelt sich nämlich vielmehr um eine nicht abschliessende Wirkungsstudie, mit der die Frage des Gleichgewichts zwischen den Regionen aus einer weiter gefassten Perspektive angegangen wird als bloss in Bezug auf die Staatsausgaben und ihre räumliche Wirkung. Indem die Multiplikatoren eingeschlossen werden, können die Einnahmen und auch die Erträge berücksichtigt werden, die die Staatsausgaben generieren.

Revenons à la demande initiale des députés sur l'équilibre existant ou non entre les régions du canton. Il faut bien admettre qu'elle fait écho à la question plus fondamentale d'un possible fossé entre villes et campagnes. Cela a été dit. Comme le montrent régulièrement les baromètres villes-campagnes, dont le dernier remonte à 2023, la question d'un éventuel déséquilibre entre la ville et la campagne et plus précisément l'existence de privilèges accordés aux centres au détriment de la périphérie est avant tout une question de perception. Il faut le dire. Les travaux scientifiques parfois très conséquents, menés au niveau Suisse ou dans d'autres cantons, n'ont jamais confirmé l'existence d'un tel déséquilibre. On constate tout au plus de fortes interdépendances entre la ville et la campagne à de multiples niveaux. Il n'y a donc aucune raison de croire que l'étude demandée par le postulat, aussi exhaustive soit-elle, aboutirait à des constats fondamentalement différents.

Insbesondere auch in wirtschaftlicher Hinsicht existiert ein enges Wechselverhältnis zwischen der Kantonshauptstadt, ihrer Agglomeration und den ländlichen Regionen, sodass die Investitionen zumeist, man darf das sagen, allen Einwohnerinnen und Einwohnern des Kantons zugutekommen. Als Beispiel können die grossen Investitionen, wie die Strasseninfrastruktur, die Mobilität im Allgemein angeführt werden, die genau das Ziel haben, die Regionen näher zusammenzurücken.

Es stellt sich die Frage, inwieweit die Feststellung einer solchen Studie die Entscheide der politischen Behörden beeinflussen sollte. Nehmen wir ein Beispiel: Wir haben ein Unternehmen, das sich neu im Broye- oder Glanebezirk niederlassen möchte. Werden wir uns dann gegen eine Unterstützung dieses Unternehmens entscheiden, weil wir wissen, dass im Rahmen der KAAB und auch der Wirtschaftsförderung in diesen beiden Bezirken bereits viel investiert wurde? Ich glaube, dass das weder im Interesse der betroffenen Bezirke noch im Interesse des Kantons wäre.

En raison des limites conceptuelles et des difficultés méthodologiques évoquées, le Conseil d'Etat vous propose de fractionner le postulat. Il serait, si vous le souhaitez, prêt à confier un mandat à l'Institut du management des villes et du territoire de la HEG Arc, qui pourrait réaliser une évaluation des retombées économiques et régionales issues de certaines dépenses de l'Etat. Une telle analyse serait plus ciblée que l'étude demandée par les auteurs du postulat, donc plus susceptible d'aboutir à des résultats plus concrets.

Steiert Jean-François, Directeur du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement. Das Ziel der beiden Postulate ist das gleiche wie das Ziel des Staatsrats, nämlich gemeinsame Interessen der Regionen und des Kantons. Es ist wichtig, dass wir alle am selben Strick und in die selbe Richtung ziehen, im Interesse des Gesamten. Die Schwierigkeit ist dabei, dass der Staat für ein Gleichgewicht sorgen sollte, allerdings mit etwas widersprüchlichen Interessen,

wir haben es soeben wieder gehört zwischen den verschiedenen Vertretern im Grossen Rat, die verschiedene Aspekte betont haben.

Einerseits sind wirtschaftliche Effizienz und sorgfältiger Umgang mit dem Geld der Steuerzahlenden wichtig, das kann heissen, Dienste zu zentralisieren oder zu regionalisieren, weil es weniger kostet. Gleichzeitig hat man dann mehr Distanz zum Bürger oder zu Bürgerinnen. Man muss irgendwo ein Gleichgewicht finden zwischen den beiden Zielen, was mehr Gespräche braucht, aber nicht unbedingt eine Tinguely-Maschine, die das in jedem Detail regelt, wie das die ursprüngliche Idee war, die in den Postulaten formuliert wurde. Es braucht im Alltag Vernunft statt eine komplexe Verteilmaschine.

Ein früherer Freisinniger Regierungsrat aus dem Kanton St. Gallen sagte einmal, man solle das Schwein mehr mästen als wägen, sonst sei das wirtschaftliche Resultat nicht gut. Deshalb schlägt Ihnen der Staatsrat vor: eine Studie okay, aber in einem vernünftigen Ausmass, sodass wir weniger Energie für das Wägen als für das Mästen aufwenden.

Monsieur le Député Dafflon, je vous remercie de votre intervention et de votre rappel. Le Conseil d'Etat a conscience du delta du passé. Il a été partiellement rattrapé. La courbe est en nette amélioration dans les budgets et les comptes pour les investissements qui concernent différentes directions, différents services, dont plusieurs sont chez moi. Ce delta a pu être réduit grâce à une augmentation très importante des investissements annuels, notamment au Service des bâtiments. Plusieurs directions sont impliquées. Elles permettront à la Direction des finances, en charge de la rédaction de la réponse, de transmettre cette réponse dans un délai raisonnable.

J'aimerais saisir cette occasion pour remercier les deux postulants, qui ont contribué, par leur intervention, à renforcer les effectifs du Service des bâtiments en posant des questions intelligentes, dont le nombre insuffisant de chefs de projet, l'une des causes des retards d'investissement par rapport aux réalisations. L'argent ne suffit pas. Si l'on n'a pas les personnes pour réaliser un projet, cela ne fonctionne pas. Les choses ont pu être massivement rattrapées entretemps. Je remercie les personnes qui ont soutenu cette démarche.

Curty Olivier, Directeur de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle. Je n'ai pas répondu à la question relative aux ORP. Le Conseil d'Etat peut vous garantir d'améliorer, de manière continue, les prestations pour notre population. On est payé pour cela. Le temps de déplacement pour pouvoir bénéficier d'une prestation est certainement l'un des facteurs mais il est un facteur parmi d'autres. Le fait que le père de la députée Roulin puisse bénéficier de sa prestation à Domdidier est un avantage. Mais, selon moi, la qualité de la prestation est plus importante. En effet, si le temps de déplacement est inférieur de cinq minutes et qu'il trouve, de l'autre côté, une nettement meilleure prestation, j'aurais presque tendance à plaider pour la deuxième solution, raison pour laquelle on a ces discussions. On discute également avec les régions de la prise en charge des demandeurs d'emploi. On veut leur offrir la meilleure prestation possible, avec les personnes les plus compétentes possible et des horaires élargis. On souhaite améliorer les conditions de travail des collaborateurs et collaboratrices de l'Etat. Tous ces éléments doivent être pris en compte dans la réflexion.

> Au vote, le fractionnement de ce postulat est acceptée par 59 voix contre 41. Il y a 1 abstentions.

Ont voté oui:

Aebischer Eliane (SE,PS / SP), Aebischer Matthieu (LA,VEA / GB), Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Bapst Bernard (GR,UDC / SVP), Barras Eric (GR,UDC / SVP), Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Christel (FV,PS / SP), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Bonny David (SC,PS / SP), Bortoluzzi Flavio (LA,UDC / SVP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Chardonens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Dupré Lucas (GL,UDC / SVP), Emonet Gaétan (VE,PS / SP), Fahrni Marc (VE,UDC / SVP), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Galley Nicolas (SC,UDC / SVP), Genoud (Braillard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glauser Fritz (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Hauswirth Urs (SE,PS / SP), Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Ingold François (FV,VEA / GB), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Kolly Gabriel (GR,UDC / SVP), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Levrat Marie (GR,PS / SP), Marmier Bruno (SC,VEA / GB), Menoud-Baldi Luana (GL,Le Centre / Die Mitte), Mesot Roland (VE,UDC / SVP), Michel Pascale (SC,PS / SP), Michellod Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Papaux David (FV,UDC / SVP), Pasquier Nicolas (GR,VEA / GB), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Perler Urs (SE,VEA / GB), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Rey Alizée (SC,PS / SP), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Robatel Pauline (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Rodriguez Rose-Marie (BR,PS / SP), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schroeter Alexander (LA,PS / SP), Steiert Thierry (FV,PS / SP), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Thalmann-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Thévoz Ivan (BR,UDC / SVP), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Vial Pierre (VE,PS / SP), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB). *Total: 59.*

Ont voté non:

Baeriswyl Laurent (SE,Le Centre / Die Mitte), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Baschung Carole (LA,Le Centre / Die Mitte), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bürdel Daniel (SE,Le Centre / Die Mitte), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Christophe (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Collomb Eric (BR,Le Centre / Die Mitte), Cotting Charly (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Dorthe Sébastien (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Doutaz Jean-Pierre (GR,Le Centre / Die Mitte), Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Fattebert David (GL,Le Centre / Die Mitte), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Grandgirard Pierre-André (BR,Le Centre / Die Mitte), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Julmy Markus (SE,Le Centre / Die Mitte), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Lauber Pascal (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Lepori Sandra (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte), Morand Jacques (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Schumacher Jean-Daniel (FV,PLR/PVL / FDP/GLP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Sudan Stéphane (GR,Le Centre / Die Mitte), Tschümperlin Dominic (SE,Le Centre / Die Mitte), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Wicht Jean-Daniel (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zamofing Dominique (SC,Le Centre / Die Mitte), Zermatten Estelle (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 41.*

S'est abstenus

Dietrich Laurent (FV,Le Centre / Die Mitte). *Total: 1.*

> Au vote, la prise en considération de la première fraction de ce postulat (analyse limitée de la répartition régionale des dépenses de l'Etat) est acceptée par 56 voix contre 44. Il y a 1 abstention.

Ont voté oui:

Aebischer Eliane (SE,PS / SP), Aebischer Matthieu (LA,VEA / GB), Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Bapst Bernard (GR,UDC / SVP), Barras Eric (GR,UDC / SVP), Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Christel (FV,PS / SP), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Bonny David (SC,PS / SP), Chardonnens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Dietrich Laurent (FV,Le Centre / Die Mitte), Doutaz Jean-Pierre (GR,Le Centre / Die Mitte), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Dupré Lucas (GL,UDC / SVP), Emonet Gaëtan (VE,PS / SP), Fahrni Marc (VE,UDC / SVP), Galley Nicolas (SC,UDC / SVP), Genoud (Braillard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glauser Fritz (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Hauswirth Urs (SE,PS / SP), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Ingold François (FV,VEA / GB), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Kolly Gabriel (GR,UDC / SVP), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Levrat Marie (GR,PS / SP), Marmier Bruno (SC,VEA / GB), Menoud-Baldi Luana (GL,Le Centre / Die Mitte), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte), Michel Pascale (SC,PS / SP), Michellod Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Papaux David (FV,UDC / SVP), Pasquier Nicolas (GR,VEA / GB), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Perler Urs (SE,VEA / GB), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Rey Alizée (SC,PS / SP), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Robatel Pauline (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Rodriguez Rose-Marie (BR,PS / SP), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schroeter Alexander (LA,PS / SP), Steiert Thierry (FV,PS / SP), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Thalmann-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Thévoz Ivan (BR,UDC / SVP), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Vial Pierre (VE,PS / SP). *Total: 56.*

Ont voté non:

Baeriswyl Laurent (SE,Le Centre / Die Mitte), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Baschung Carole (LA,Le Centre / Die Mitte), Bortoluzzi Flavio (LA,UDC / SVP), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Bürdel Daniel (SE,Le Centre / Die Mitte), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Christophe (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Collomb Eric (BR,Le Centre / Die Mitte), Cotting Charly (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Dorthe Sébastien (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Fattebert David (GL,Le Centre / Die Mitte), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Grandgirard Pierre-André (BR,Le Centre / Die Mitte), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Julmy Markus (SE,Le Centre / Die Mitte), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Lauber Pascal (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Lepori Sandra (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Mesot Roland (VE,UDC / SVP), Morand Jacques (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Schumacher Jean-Daniel (FV,PLR/PVL / FDP/GLP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Sudan Stéphane (GR,Le Centre / Die Mitte), Tschümperlin Dominic (SE,Le Centre / Die Mitte), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP),

Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB), Wicht Jean-Daniel (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zamofing Dominique (SC,Le Centre / Die Mitte), Zermatten Estelle (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 44.*

Se sont abstenus:

Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB). *Total: 1.*

> Au vote, la prise en considération de la deuxième fraction de ce postulat (analyse exhaustive) est refusée par 98 voix contre 2. Il n'y a pas d'abstention.

Ont voté oui:

Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Collomb Eric (BR,Le Centre / Die Mitte). *Total: 2.*

Ont voté non:

Aebischer Eliane (SE,PS / SP), Aebischer Matthieu (LA,VEA / GB), Baeriswyl Laurent (SE,Le Centre / Die Mitte), Bapst Bernard (GR,UDC / SVP), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Barras Eric (GR,UDC / SVP), Baschung Carole (LA,Le Centre / Die Mitte), Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Christel (FV,PS / SP), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Bonny David (SC,PS / SP), Bortoluzzi Flavio (LA,UDC / SVP), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Bürdel Daniel (SE,Le Centre / Die Mitte), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Christophe (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Cotting Charly (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Dietrich Laurent (FV,Le Centre / Die Mitte), Dorthe Sébastien (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Doutaz Jean-Pierre (GR,Le Centre / Die Mitte), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Dupré Lucas (GL,UDC / SVP), Emonet Gaétan (VE,PS / SP), Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Fahrni Marc (VE,UDC / SVP), Fattebert David (GL,Le Centre / Die Mitte), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Galley Nicolas (SC,UDC / SVP), Genoud (Braillard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Glauser Fritz (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Grandgirard Pierre-André (BR,Le Centre / Die Mitte), Hauswirth Urs (SE,PS / SP), Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Ingold François (FV,VEA / GB), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Julmy Markus (SE,Le Centre / Die Mitte), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Kolly Gabriel (GR,UDC / SVP), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Lauber Pascal (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Lepori Sandra (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Levrat Marie (GR,PS / SP), Menoud-Baldi Luana (GL,Le Centre / Die Mitte), Mesot Roland (VE,UDC / SVP), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte), Michel Pascale (SC,PS / SP), Michellod Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Morand Jacques (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Papaux David (FV,UDC / SVP), Pasquier Nicolas (GR,VEA / GB), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Perler Urs (SE,VEA / GB), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Rey Alizée (SC,PS / SP), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Robatel Pauline (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Rodriguez Rose-Marie (BR,PS / SP), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schroeter Alexander (LA,PS / SP), Schumacher Jean-Daniel (FV,PLR/PVL / FDP/GLP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Steiert Thierry (FV,PS / SP), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Sudan Stéphane (GR,Le Centre / Die Mitte), Thalmann-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Thévoz Ivan (BR,UDC / SVP), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Tschümperlin Dominic (SE,Le Centre / Die Mitte), Vial Pierre (VE,PS / SP), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB), Wicht Jean-Daniel (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zamofing Dominique (SC,Le Centre / Die Mitte), Zermatten Estelle (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP) *Total: 98.*

> Cet objet est ainsi transmis au Conseil d'Etat pour qu'il lui donne la suite qu'il implique.

Postulat 2023-GC-57**Postulat Répartition régionale des investissements et pistes pour renforcer l'équilibre entre les régions**

Auteurs:	Kolly Nicolas (UDC/SVP, SC) Altermatt Bernhard (Le Centre/Die Mitte, FV)
Représentant-e du gouvernement:	Curty Olivier, Directeur de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle
Dépôt:	08.02.2023 (BGC mars 2023, p. 941)
Développement:	08.02.2023 (BGC mars 2023, p. 941)
Réponse du Conseil d'Etat:	04.02.2025 (BGC mai 2025, p. 2254)

Prise en considération

> Au vote, le fractionnement de ce postulat est acceptée par 52 voix contre 46. Il y a 1 abstention.

Ont voté oui:

Aebischer Matthieu (LA,VEA / GB), Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Bapst Bernard (GR,UDC / SVP), Barras Eric (GR,UDC / SVP), Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Christel (FV,PS / SP), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Bonny David (SC,PS / SP), Bortoluzzi Flavio (LA,UDC / SVP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Chardonnens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Dupré Lucas (GL,UDC / SVP), Emonet Gaétan (VE,PS / SP), Fahrni Marc (VE,UDC / SVP), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Galley Nicolas (SC,UDC / SVP), Glauser Fritz (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Ingold François (FV,VEA / GB), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Kolly Gabriel (GR,UDC / SVP), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Levrat Marie (GR,PS / SP), Marmier Bruno (SC,VEA / GB), Mesot Roland (VE,UDC / SVP), Michel Pascale (SC,PS / SP), Michellod Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Papaux David (FV,UDC / SVP), Pasquier Nicolas (GR,VEA / GB), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Perler Urs (SE,VEA / GB), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Rey Alizée (SC,PS / SP), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Rodriguez Rose-Marie (BR,PS / SP), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schroeter Alexander (LA,PS / SP), Steiert Thierry (FV,PS / SP), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Thalmann-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Thévoz Ivan (BR,UDC / SVP), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Tschümperlin Dominic (SE,Le Centre / Die Mitte), Vial Pierre (VE,PS / SP), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB). *Total: 52.*

Ont voté non:

Baeriswyl Laurent (SE,Le Centre / Die Mitte), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Baschung Carole (LA,Le Centre / Die Mitte), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bürdel Daniel (SE,Le Centre / Die Mitte), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Christophe (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Collomb Eric (BR,Le Centre / Die Mitte), Cotting Charly (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Dietrich Laurent (FV,Le Centre / Die Mitte), Dorthe Sébastien (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Doutaz Jean-Pierre (GR,Le Centre / Die Mitte), Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Fattebert David (GL,Le Centre / Die Mitte), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Genoud (Braillard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Grandgirard Pierre-André (BR,Le Centre / Die Mitte), Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Julmy Markus (SE,Le Centre / Die Mitte), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Lauber Pascal (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Lepori Sandra (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte), Morand Jacques (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Robatel Pauline (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Schumacher Jean-Daniel (FV,PLR/PVL / FDP/GLP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Sudan Stéphane (GR,Le Centre / Die Mitte), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Wicht Jean-Daniel (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zamofing Dominique (SC,Le Centre / Die Mitte), Zermatten Estelle (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 46.*

S'est abstenue:

Menoud-Baldi Luana (GL,Le Centre / Die Mitte). *Total: 1.*

> Au vote, la prise en considération de la première fraction de ce postulat (analyse limitée de la répartition régionale des dépenses de l'Etat) est acceptée par 51 voix contre 49. Il y a 1 abstention.

Ont voté oui:

Aebischer Eliane (SE,PS / SP), Aebischer Matthieu (LA,VEA / GB), Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Bapst Bernard (GR,UDC / SVP), Barras Eric (GR,UDC / SVP), Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Christel (FV,PS / SP), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Bonny David (SC,PS / SP), Chardonnens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Dupré Lucas (GL,UDC / SVP), Emonet Gaétan (VE,PS / SP), Fahrni Marc (VE,UDC / SVP), Galley Nicolas (SC,UDC / SVP), Glauser Fritz (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Hauswirth Urs (SE,PS / SP), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Ingold François (FV,VEA / GB), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Kolly Gabriel (GR,UDC / SVP), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Levrat Marie (GR,PS / SP), Marmier Bruno (SC,VEA / GB), Mesot Roland (VE,UDC / SVP), Michel Pascale (SC,PS / SP), Michellod Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Papaux David (FV,UDC / SVP), Pasquier Nicolas (GR,VEA / GB), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Perler Urs (SE,VEA / GB), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Rey Alizée (SC,PS / SP), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Robatel Pauline (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Rodriguez Rose-Marie (BR,PS / SP), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schroeter Alexander (LA,PS / SP), Steiert Thierry (FV,PS / SP), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Thalman-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Thévoz Ivan (BR,UDC / SVP), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Tschümperlin Dominic (SE,Le Centre / Die Mitte), Vial Pierre (VE,PS / SP). *Total: 51.*

Ont voté non:

Baeriswyl Laurent (SE,Le Centre / Die Mitte), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Baschung Carole (LA,Le Centre / Die Mitte), Bortoluzzi Flavio (LA,UDC / SVP), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Bürdel Daniel (SE,Le Centre / Die Mitte), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Christophe (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Collomb Eric (BR,Le Centre / Die Mitte), Cotting Charly (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Dietrich Laurent (FV,Le Centre / Die Mitte), Dorthe Sébastien (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Doutaz Jean-Pierre (GR,Le Centre / Die Mitte), Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Fattebert David (GL,Le Centre / Die Mitte), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Genoud (Braillard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Grandgirard Pierre-André (BR,Le Centre / Die Mitte), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Julmy Markus (SE,Le Centre / Die Mitte), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Lauber Pascal (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Lepori Sandra (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Menoud-Baldi Luana (GL,Le Centre / Die Mitte), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte), Morand Jacques (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Schumacher Jean-Daniel (FV,PLR/PVL / FDP/GLP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Sudan Stéphane (GR,Le Centre / Die Mitte), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB), Wicht Jean-Daniel (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zamofing Dominique (SC,Le Centre / Die Mitte), Zermatten Estelle (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 49.*

S'est abstenue:

Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB). *Total: 1.*

> Au vote, la prise en considération de la deuxième fraction de ce postulat (analyse exhaustive) est refusée par 98 voix contre 2. Il y a 1 abstention.

Ont voté oui:

Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte). *Total: 2.*

Ont voté non:

Aebischer Eliane (SE,PS / SP), Aebischer Matthieu (LA,VEA / GB), Baeriswyl Laurent (SE,Le Centre / Die Mitte), Bapst Bernard (GR,UDC / SVP), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Barras Eric (GR,UDC / SVP), Baschung Carole (LA,Le Centre / Die Mitte), Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Christel (FV,PS / SP), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Bonny David (SC,PS / SP), Bortoluzzi Flavio (LA,UDC / SVP), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Bürdel Daniel (SE,Le Centre / Die Mitte), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Christophe (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Collomb Eric (BR,Le Centre / Die Mitte), Cotting Charly

(SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Dietrich Laurent (FV,Le Centre / Die Mitte), Dorthe Sébastien (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Doutaz Jean-Pierre (GR,Le Centre / Die Mitte), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Dupré Lucas (GL,UDC / SVP), Emonet Gaétan (VE,PS / SP), Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Fahrni Marc (VE,UDC / SVP), Fattebert David (GL,Le Centre / Die Mitte), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Galley Nicolas (SC,UDC / SVP), Genoud (Braillard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Glauser Fritz (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Grandgirard Pierre-André (BR,Le Centre / Die Mitte), Hauswirth Urs (SE,PS / SP), Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Ingold François (FV,VEA / GB), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Julmy Markus (SE,Le Centre / Die Mitte), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Lauber Pascal (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Lepori Sandra (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Levrat Marie (GR,PS / SP), Marmier Bruno (SC,VEA / GB), Menoud-Baldi Luana (GL,Le Centre / Die Mitte), Mesot Roland (VE,UDC / SVP), Michel Pascale (SC,PS / SP), Michellod Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Morand Jacques (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Papaux David (FV,UDC / SVP), Pasquier Nicolas (GR,VEA / GB), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Perler Urs (SE,VEA / GB), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Rey Alizée (SC,PS / SP), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Robotel Pauline (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Rodriguez Rose-Marie (BR,PS / SP), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schroeter Alexander (LA,PS / SP), Schumacher Jean-Daniel (FV,PLR/PVL / FDP/GLP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Steiert Thierry (FV,PS / SP), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Sudan Stéphane (GR,Le Centre / Die Mitte), Thalmann-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Thévoz Ivan (BR,UDC / SVP), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Tschümperlin Dominic (SE,Le Centre / Die Mitte), Vial Pierre (VE,PS / SP), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB), Wicht Jean-Daniel (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zamofing Dominique (SC,Le Centre / Die Mitte), Zermatten Estelle (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 98.*

S'est abstenu:

Kolly Gabriel (GR,UDC / SVP). *Total: 1.*

> Cet objet est ainsi transmis au Conseil d'Etat pour qu'il lui donne la suite qu'il implique.

Rapport d'activité 2025-DEEF-9

Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF) - Rapport d'activité 2024

Rapporteur-e:	Schumacher Jean-Daniel (PLR/PVL/FDP/GLP, FV)
Représentant-e du gouvernement:	Curty Olivier, Directeur de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle
Préavis de la commission:	16.04.2025 (BGC mai 2025, p. 2051)

Discussion

Schumacher Jean-Daniel (PLR/PVL/FDP/GLP, FV). L'année 2024 marque le lancement du deuxième mandat de prestations donné par le Conseil d'Etat à l'Etablissement cantonal de promotion foncière (ci-après : ECPF). Ce dernier fixe la ligne directrice de l'ECPF pour réaliser ses objectifs ambitieux en matière de création d'emplois, notamment sur les sites en pleine croissance de la Maillarde et d'AgriCo. L'ECPF a lancé, à cette occasion, des projets aussi importants qu'innovants dans la mobilité, les énergies, l'alimentation en eau potable et le traitement de l'eau, qui permettront au site de St-Aubin d'accueillir aussi bien de grandes entreprises de production alimentaire que de plus petites entreprises en phase de développement. Le site de la Maillarde a lui aussi connu une année charnière. Les travaux de transformation des halles ont été réalisés pour permettre d'accueillir les activités de production de la société Rolex, qui vont débiter les premiers mois de cette année.

Un autre fait marquant de l'année pour l'ECPF est l'arrivée d'une nouvelle équipe et d'un nouveau directeur, notre ancien collègue député André Schoenenweid, qui remplacera Madame Corinne Rebetez, directrice ad interim, qui doit être ici remerciée pour le travail accompli. Le résultat opérationnel avant les opérations de clôture affiche une perte de 1,059 million de francs, inférieure de 270 000 francs par rapport au budget 2024 en raison de l'augmentation des tarifs de l'énergie (+ 600 000 francs), partiellement compensée par une réduction des frais de personnel (- 300 000 francs). Le résultat opérationnel

net montre une perte de 460 000 francs seulement grâce à une recette extraordinaire, soit celle qui concerne la vente des installations énergétiques de la Maillarde au Groupe E pour 1.1 million de francs.

En matière d'investissements, l'ECPF a dépensé 14,21 millions de francs contre 26,84 prévus dans le budget. Cette diminution est principalement due au report de projets et autres investissements sur le site de St-Aubin et aux coûts d'assainissement non réalisé sur le site de la Maillarde.

Principaux montants investis :

- > Crédit d'investissement de 100 00 francs pour l'aménagement d'une partie du bâtiment 1720 sur le site AgriCo, St-Aubin ;
- > Crédit d'investissement de 3,622 millions pour la réfection de la toiture de la LAM à la Maillarde à Romont ;
- > Crédit d'investissement de 693 196 francs pour la phase de planification du bâtiment 1740 sur le site AgriCo, St-Aubin ;
- > Crédit d'investissement pour la démolition du bâtiment 1740 de 400'000 francs ;
- > Crédit d'investissement de 2 millions pour le restaurant et la cuisine sur le site de la Maillarde ;
- > Crédit d'investissement de 1,356 million pour les travaux de la deuxième toiture TPR 12 à la Maillarde.

Quelques chiffres : L'ECPF, ce sont 3,48 millions de frais de fonctionnement, 1,89 million de rentrées locatives, 35 entreprises, 230 nouveaux emplois. Ce sont trois sites à gérer, St-Aubin, 28 hectares en zones d'activités, 3.6 hectares d'espaces collectifs, 100 hectares de terrains agricoles. En 2024, ce sont deux réalisations sur AgriCo, 12 AgriCo-projets, 30 entreprises et 120 postes de travail créés, tout ça pour le site de St-Aubin.

La Maillarde, ce sont huit projets et réalisations, restauration de deux halles, accompagnement de l'entreprise Rolex ayant permis la création de 100 places de travail, 300 pour l'année 2025; le Pré-aux-Moines, nouveau, trois locataires, trois projets. Le site de la Maillarde est plein et rentable. Rolex investit d'ailleurs environ 50 millions à Romont. Le site AgriCo fonctionne bien aussi même si les bâtiments protégés ont occasionné des frais non négligeables. Pour permettre l'installation de Micarna, il va désormais falloir rendre le site viable au niveau de ses infrastructures. Dès le permis de construire obtenu, l'entreprise nous versera 18 millions.

L'établissement fera prochainement usage de sa faculté d'emprunter de l'argent auprès des banques comme le prévoyait le deuxième mandat de prestations. Pour ce faire, une modification légale sera toutefois nécessaire pour que l'ECPF soit réellement en mesure de décrocher des prêts. Un, deux ou plusieurs projets de lois seront prochainement transmis au Grand Conseil, qui jugera de leur opportunité.

Curty Olivier, Directeur de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle. Je remercie Monsieur le Rapporteur, qui a parfaitement résumé le rapport. Je tiens également à remercier la nouvelle équipe de l'ECPF, qui œuvre sous la direction d'André Schoenenweid. Elle travaille dur, dur tous les jours pour valoriser les deux sites industriels, pour les mettre à la disposition des acteurs économiques. Enfin, je tiens à remercier le Conseil d'administration, notamment les deux députés que vous avez désignés en tant que représentants de ce Conseil d'administration. Messieurs les députés Peiry et Mauron, je vous remercie de votre engagement.

Le Grand Conseil a, à l'époque, anticipé l'épuisement du fonds de politique foncière active. Ainsi, la loi dit qu'en cas d'épuisement des moyens du fonds PFA, le financement de l'établissement peut se faire par un recours à des ressources externes. On a anticipé cette éventualité par une modification du mandat de prestations, discutée à la CFG. L'ECPF a déjà pris contact avec plusieurs institutions bancaires qui entrent en matière sur ce futur financement des investissements. Cependant, nous avons vu lors de nos discussions que certains obstacles légaux entravent le financement de l'établissement par des banques. Une modification légale (trois articles), que l'on peut considérer comme mineure, sera prochainement soumise au Grand Conseil afin que les banques entrent en matière. On va saisir l'occasion de ce passage devant le Grand Conseil pour proposer à votre autorité de consentir à un cautionnement en faveur de l'ECPF, dont le montant doit être défini. On travaille dur pour fixer ce montant. En effet, les institutions bancaires ont déjà indiqué qu'elles ne financeraient les investissements non rentables, soit les infrastructures communes qui pourront assurer un revenu à l'ECPF (par exemple la destruction d'un immeuble) qu'avec une garantie sur cautionnement de l'Etat. Dès le début de l'automne, vous serez saisis de ces deux projets de décrets, respectivement de modifications de loi. Je me réjouis beaucoup de ces discussions.

Raetzo Tina (VEA/GB, BR). Je m'exprime au nom du groupe VERT·E·S et allié·e·s. Je n'ai pas de liens d'intérêts avec cet objet. Je tiens à remercier le Conseil d'Etat pour la transmission du rapport d'activité 2024 relatif aux différents sites gérés par l'ECPF. S'agissant du site AgriCo à St-Aubin, le projet d'abattoir porté par Micarna, filiale de la Migros, suscite des interrogations et a fait couler beaucoup d'encre, comme en témoignent les nombreuses prises de position relayées dans la presse. Aujourd'hui, mon interrogation se tournera plutôt vers la répartition des responsabilités entre acteurs publics et privés. La parcelle destinée à accueillir l'abattoir présente des caractéristiques géotechniques particulières. Elle est instable, marécageuse et sujette donc à des risques avérés de tassement. Des essais statiques ont donc été planifiés avec une mise à

l'enquête début 2025 pour la réalisation de six forages profonds jusqu'à 35 mètres afin d'y implanter des pieux. Or, cette parcelle repose sur une nappe phréatique et, compte tenu de l'historique industriel et pollué du site, ces travaux pourraient libérer des polluants dans le sol. La mise à l'enquête pour ces forages est menée sous la responsabilité de l'ECPF en qualité de maître d'ouvrage. Cela signifie que les risques environnementaux, bien réels, sont aujourd'hui entièrement assumés par l'Etat de Fribourg. Avant la vente, il était entendu que la dépollution du terrain relevait de la responsabilité de l'Etat selon les procédures. Mais depuis, le contrat de vente a été signé. Nous l'apprenions dans la presse à la fin de l'année 2023. Dès lors, une question se pose : pourquoi l'entreprise Micarna, qui a elle-même porté les mises à l'enquête pour ses propres infrastructures l'été dernier, ne porte-t-elle pas également celles liées aux forages, qui sont pourtant réalisées dans l'intérêt direct de son implantation ? Et par ailleurs, pourquoi la parcelle figure-t-elle toujours au registre foncier comme propriété de l'Etat ? Finalement, le développement du site AgriCo, ainsi que la réalisation d'infrastructures stratégiques telles que la station d'épuration industrielle et régionale ou le projet d'approvisionnement en eau potable depuis Corcelles semblent aujourd'hui liés à l'arrivée de la filiale Micarna, la filiale de Migros ? Mais que se passerait-il si cette entreprise décidait, finalement, de ne passer s'implanter ? Quelles options sont envisagées pour garantir la viabilité économique du développement d'AgriCo indépendamment de l'implantation de Micarna ?

Dietrich Laurent (*Le Centre/Die Mitte, FV*). Je n'ai pas de liens d'intérêts directs avec cet objet. J'annonce toutefois que je suis en charge des finances et du développement économique à la Ville de Fribourg. Le groupe Le Centre/Die Mitte a pris connaissance avec un très grand intérêt du rapport d'activité de l'ECPF. Si l'exercice 2024 boucle avec une perte, il semble que l'établissement soit sur la bonne voie pour atteindre les objets du business plan révisé. Il est réjouissant de constater les nombreux projets en cours même si les investissements 2024 pour un montant de 12,2 millions sont au-dessous des attentes budgétaires. Le rapport donne par ailleurs de nombreuses informations intéressantes sur le développement des sites de La Maillarde/Romont et d'AgriCo/St-Aubin. Toutefois, il paraît étonnant que l'ECPF ne déploie ses activités actuelles que sur ces deux emplacements. Si l'équipe est certes bien occupée, la nécessité de monter en puissance est manifeste en termes de génération de recettes fiscales et d'emplois de proximité. Dès lors, le groupe Le Centre/Die Mitte est d'avis qu'il est plus qu'important de forcer l'allure sur la liaison Marly-Matran afin de débloquent le site de Pré-aux-Moines/Marly, déjà dans l'escarcelle de l'ECPF. Plus encore, d'autres zones d'activités, depuis malheureusement zones mixtes, devraient pouvoir bénéficier des compétences métier et de l'agilité de l'ECPF. Les sites de Bertigny/Villars-sur-Glâne et de La Poya/Fribourg semblent particulièrement opportuns. Même si nous sommes conscients de la complexité de la tâche, surtout avec le projet du nouvel hôpital cantonal, le groupe Le Centre/Die Mitte encourage toutes mesures allant vers un développement actif de l'établissement de nouvelles entreprises sur notre territoire cantonal. Enfin, il remercie toute l'équipe de l'ECPF pour le travail effectué en 2024. Elle est constituée d'un nouveau directeur et de trois nouvelles collaboratrices/nouveaux collaborateurs. C'est une équipe fraîche et solide aux commandes de la destinée de nos zones d'activités stratégiques. Nous lui souhaitons le meilleur.

Curty Olivier, Directeur de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle. Je remercie les deux députés qui ont pris la parole. Leurs questions sont plus que pertinentes.

Madame la Députée Raetzo, cet objet a été traité au Grand Conseil en décembre 2020. En effet, ce dernier a adopté la vente d'un terrain à l'entreprise Micarna en vue de l'implantation d'un atelier de transformation de volaille sur le site industriel AgriCo. Je peux vous rappeler ce qui a été décidé à ce moment-là : le terrain, actuellement en propriété de l'Etat de Fribourg, sera transféré lorsque nous aurons le permis de construire. Cela n'est pas encore le cas aujourd'hui. Au niveau du financement, on a déjà obtenu, cela est clairement indiqué dans le message, 3 millions de francs de Micarna. Ils seront investis dans les travaux que vous venez de mentionner. Une fois que nous aurons acquis le permis de construire, nous transférerons le terrain de l'Etat à Micarna. A ce moment interviendra également le versement de la dernière tranche, la plus importante (un peu moins de 18 millions), qui sera transférée dans le fonds de politique foncière active. Il est convenu, dans le contrat, qu'on transfère à Micarna un terrain viabilisé. Cela exige une STEP, l'approvisionnement en eau et les critères relatifs à la mobilité doivent être remplis. Au sein de la direction, cela engendre beaucoup de travail pour viabiliser ces terrains pour la venue de Micarna.

Que se passe-t-il si Micarna ne vient pas ? Micarna a déjà investi beaucoup d'argent (plusieurs dizaines de millions de francs). Ce serait donc une très grande surprise si l'entreprise ne venait pas. Si cela devait être le cas, nous devrions revoir tout le concept. Cela aurait donc une influence sur l'ampleur des investissements et des infrastructures que nous allons mettre à disposition sur le site de Micarna. Les chances de non-réalisation sont cependant minces.

Monsieur le Député Dietrich, oui, la direction de l'ECPF est extrêmement chargée avec les deux sites de la Maillarde et AgriCo. L'ECPF reste néanmoins ouvert à l'idée de s'engager, dans le futur, sur d'autres terrains. Ce sera au Conseil d'Etat de décider quels autres terrains seront transférés à l'ECPF. Le cas échéant, si un terrain non transféré demandait des prestations qui nécessitent des compétences en mains de cet établissement, il appartiendrait au Conseil d'Etat de solliciter l'ECPF pour

donner des coups de main pour le développement d'autres sites économiques. Il y en a beaucoup dans ce canton. Vous les avez déjà mentionnés.

> Le Grand Conseil prend acte de ce rapport.

—

> La séance est levée à 11 h 11.

La Présidente:

Françoise SAVOY

Les Secrétaires:

Mireille HAYOZ, *secrétaire générale*

Reto SCHMID, *secrétaire général adjoint*

—

Troisième séance, jeudi 22 mai 2025

Présidence de Françoise Savoy (PS/SP, SC)

Sommaire

Signature	Genre d'affaire	Titre	Traitement	Personnes
2013-GC-40	Divers	Assermentation		
2024-DIME-240	Décret	Crédit d'engagement en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016-2026 (Déménagement de la Prison centrale), EDFR II	Entrée en matière Première lecture Deuxième lecture Vote final	<i>Rapporteur-e</i> Pierre-André Grandgirard <i>Représentant-e du gouvernement</i> Jean-François Steiert Romain Collaud
2025-GC-106	Rapport d'activité	Conseil de la magistrature (2024)	Discussion	<i>Rapporteur-e</i> Bertrand Morel
2024-DFAC-8	Loi	Projet de modification de la loi scolaire relatif à la reprise cantonale du financement et de la gestion du parc informatique de l'école obligatoire (1H-11H) - ENEO / DAOS	Entrée en matière Première lecture	<i>Rapporteur-e</i> Pierre Vial <i>Représentant-e du gouvernement</i> Sylvie Bonvin-Sansonnens
2024-GC-255	Mandat	Master en médecine : stratégie pour un nombre suffisant de places pour les étudiant-e-s fribourgeois-e-s	Prise en considération	<i>Auteur-s</i> Dominique Zamofing Laurent Bronchi Antoinette de Weck Achim Schneuwly Anne Meyer Loetscher Jean-Daniel Schumacher Stéphane Sudan Lucie Menétrey Simon Zurich Grégoire Kubski <i>Représentant-e du gouvernement</i> Sylvie Bonvin-Sansonnens
2024-GC-250	Motion	Pour l'intégration d'un critère de domicile pour le Master en médecine à l'UNIFR	Prise en considération	<i>Auteur-s</i> Sandra Lepori Daniel Savary <i>Représentant-e du gouvernement</i> Sylvie Bonvin-Sansonnens

La séance est ouverte à 08 h 30.

Présence de 102 députés; absents: 8.

Sont absents avec justification: M^{mes} et MM. Matthieu Aebischer, Adrian Brügger, David Fattebert, Luana Menoud-Baldi, Elias Moussa, Pauline Robatel, Rose-Marie Rodriguez et Estelle Zermatten.

MM. Didier Castella, Olivier Curty, Philippe Demierre et Jean-Pierre Siggen, conseillers d'Etat, sont excusés.

Divers 2013-GC-40 Assermentation

Assermentation de M^{mes} Alessa Itten, Florence Perroud, Pauline Volery et de M. Raphaël Bourquin, élu-e-s par le Grand Conseil lors de la session de mai 2025.

> Il est passé à la cérémonie d'assermentation selon la formule habituelle.

Présidente du Grand Conseil. Mesdames, Monsieur, vous venez d'être assermenté-e-s pour votre nouvelle fonction. Au nom du Grand Conseil du canton de Fribourg, je vous félicite pour votre élection et vous souhaite beaucoup de satisfaction dans l'exercice de la fonction qui est désormais la vôtre. (*Applaudissements*)

> La cérémonie d'assermentation est terminée.

Décret 2024-DIME-240 Crédit d'engagement en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016-2026 (Déménagement de la Prison centrale), EDFR II

Rapporteur-e:	Grandgirard Pierre-André (<i>Le Centre/Die Mitte, BR</i>)
Représentant-e du gouvernement:	Steiert Jean-François, Directeur du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement Collaud Romain, Directeur de la sécurité, de la justice et du sport
Rapport/message:	24.03.2025 (<i>BGC mai 2025, p. 2001</i>)
Préavis de la commission:	05.05.2025 (<i>BGC mai 2025, p. 2049</i>)

Entrée en matière

Grandgirard Pierre-André (*Le Centre/Die Mitte, BR*). La commission parlementaire ordinaire CAH-2025-004 a siégé le lundi 5 mai dernier. M. Jean-François Steiert, Directeur de la DIME, M. Romain Collaud, Directeur de la DSJS, M. Guido Sturny, directeur du site de Bellechasse, M^{me} Anne Jochem, cheffe du service des bâtiments, ainsi que M. Marcel Aebischer, chef de projet délégué du SBat, participaient à cette séance. Le travail de la commission consistait à examiner le message 2024-DIME-240 du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016-2026 (Déménagement de la Prison centrale), EDFR II.

Le 17 juin 2016, le Grand Conseil a approuvé un crédit d'études pour la réalisation de la première étape qui comprenait une extension et une adaptation du Pavillon pour le milieu ouvert, la création d'un bâtiment destiné à des ateliers sécurisés pour les personnes détenues en régime fermé, ainsi que la construction d'un centre médical pour l'ensemble du site de Bellechasse dans le prolongement du Bâtiment rouge. Ces infrastructures, inaugurées en mai 2024, donnent entière satisfaction aux utilisateurs. Le projet de la seconde étape a pour principal objectif de déplacer sur le site de Bellechasse, à Sugiez, la Prison centrale et la maison de détention Les Falaises, situées actuellement en vieille-ville de Fribourg. Un rapport réalisé par un expert en matière pénitentiaire à la suite de l'évasion de la Prison centrale, survenue le 2 septembre 2017, de l'auteur de l'assassinat de Frasses, est arrivé à la conclusion que le remplacement de cette infrastructure vieillissante est devenu urgent.

Le projet prévoit la construction d'un bâtiment pénitentiaire de 80 places pour la détention avant jugement, d'un pôle alimentaire situé dans le prolongement de la cuisine existante, d'un bâtiment pour la semi-détention et le travail externe pour 10 places, disposé dans le prolongement du poste avancé à l'entrée de Bellechasse, de l'agrandissement du parking existant, ainsi que de la réalisation d'une route de desserte et des différentes infrastructures entre les bâtiments.

Dans la discussion d'entrée en matière, divers éléments pertinents ont été mis en lumière:

- > Le déménagement de la Prison centrale impliquera certes de nombreux déplacements de détenus et de professionnels de la justice. La mise en place d'un système de visioconférence permettra les contacts à distance. A noter que les avantages qu'offre la centralisation sur un seul site sont bien plus nombreux que la problématique des déplacements. D'ailleurs, dans notre pays, plus aucune prison ne se trouve au milieu d'une ville, sauf peut-être dans le Jura.
- > La problématique de la mobilité a aussi été évoquée. Par définition, une prison, pour son efficacité et son concept sécuritaire, se doit d'être à l'écart d'un grand bassin de population. L'accès en voiture et à son parking est optimal. La gare ferroviaire de Sugiez, couplée à un service de navettes mis en place pour les familles, est aussi un avantage. La mobilité des visiteurs est ainsi garantie.
- > Le devenir de l'ancienne Prison centrale en Basse-Ville n'est pas encore défini et sa réaffectation ne sera pas facile, le bâtiment étant protégé et pas facilement modulable.
- > Le coût conséquent du projet a lui aussi suscité le débat. La construction d'un bâtiment cellulaire de haute sécurité représente la partie la plus onéreuse du projet. A noter que, comme cela avait été le cas dans la première étape, tout le mobilier des nouvelles cellules sera fabriqué dans le cadre d'un programme d'occupation avec les personnes détenues.
- > Les femmes peuvent être prises en charge sur le site de Bellechasse, dans des zones tampon, en attendant d'avoir une place dans une prison dédiée. Il en va de même pour les mineurs.

L'entrée en matière n'a pas été combattue. Les deux lectures des articles n'ont pas fait l'objet d'amendements ou de propositions de modification par la commission parlementaire. Au vote final, par 11 voix contre 0 et sans abstention, donc à l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'accepter le projet de décret du 24 mars 2025 selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Remerciements à MM. les Représentants du Gouvernement Jean-François Steiert et Romain Collaud, à M. le Directeur du site de Bellechasse Guido Sturny, à M^{me} la Cheffe du service des bâtiments Anne Jochem, à M. le Chef de projet délégué du SBA Marcel Aebischer ainsi qu'au secrétaire parlementaire de la commission, M. Alain Renevey, pour sa fidèle rédaction de nos débats et pour l'organisation de la séance. Remerciements également aux membres de la commission parlementaire pour leur travail consciencieux et engagé.

Steiert Jean-François, Directeur du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement. Après Bellechasse I, terminé avec succès et plus d'un million de francs non dépensé grâce à une bonne organisation de chantier et aux responsables utilisateurs de l'établissement pénitentiaire qui ont su cadrer les besoins, nous vous présentons aujourd'hui le crédit d'engagement pour la deuxième étape.

A l'heure où l'Etat doit assainir ses finances, on peut se poser la question de savoir s'il faut continuer à investir. Le Conseil d'Etat en est convaincu. On doit évidemment laisser aux générations qui nous suivent des finances cantonales en bon état, mais on doit aussi laisser aux générations qui nous suivent des infrastructures en bon état; nous avons aujourd'hui un important besoin de rattrapage en ce qui concerne une très grande partie du parc immobilier. Cela vaut aussi pour la Prison centrale: les personnes qui l'ont visitée une fois – comme visiteurs bien sûr – ont pu constater qu'elle est vétuste, sous-entretenu depuis des décennies et c'est la raison pour laquelle le Grand Conseil a décidé de prévoir un nouveau bâtiment de remplacement à Bellechasse. La volonté, comme l'a dit le rapporteur, de fermer la Prison centrale a été accélérée par une spectaculaire évasion en 2017 et les premières études à ce propos ont été conduites dès 2018.

Zur kurzen Geschichte: 2016 wurde für den Kanton Freiburg eine Planung für das Gefängniswesen verabschiedet, für die Jahre 2016–2026. Erste Studienkredite 2016. Die Flucht aus dem Zentralgefängnis in der Altstadt 2017 wurde bereits erwähnt. Erste Studien zur Schliessung des Zentralgefängnisses heute in der Altstadt 2018. Revision der Planung aufgrund der Überlegungen, die soeben erwähnt wurden, 2019. Und die Erkenntnis, dass eine Erneuerung des heutigen Zentralgefängnisses nicht adäquat ist, kam 2019 auch in die definitive Planung rein. 2020 daraufhin erster Kredit für die Etappe 1, die eingangs erwähnt wurde, die wir abschliessen konnten mit einem Überschuss von etwa 1 Million Franken, die dem Staat zurückgegeben werden konnten. Das ist auch ein Erfolg der Organisation unserer Baustellen, wo wir mit den Finanzen positiv zurecht kommen.

La Prison centrale se trouve en Basse-Ville. C'est un bâtiment historique merveilleux, qui date d'une période de 1757 à 1759, il est donc relativement âgé – du moins du point de vue d'un député. Sa valeur de recensement est une valeur A, catégorie de protection 2, ce qui montre aussi la difficulté de le réutiliser sans autre pour autre chose ou de le démonter. Il est en zone "ville 1 protégé". Il comporte 80 places en détention avant jugement et 20 places en semi-détention.

Le Grand Conseil, respectivement un membre de la commission, nous a chargé de faire un certain nombre de vérifications. Nous nous sommes posés des questions, notamment sur l'avenir de cette Prison centrale. Le Conseil d'Etat, d'une manière générale, quand le canton a des bâtiments qui ne sont plus utilisés pour la fonctionnalité pour laquelle ils étaient destinés à l'origine, se pose ces questions: premièrement, est-ce qu'on peut les utiliser pour faire autre chose? Vous constaterez assez

aisément que ce n'est pas évident d'utiliser la Prison centrale pour autre chose. Est-ce qu'on peut les transformer en autre chose de manière relativement aisée? La réponse est également non. Il y a des potentiels, un certain nombre d'idées sont apparues, mais elles ne sont pas dans le *core business* de l'État. Ce n'est par exemple pas à l'État de Fribourg de mener ni une auberge jeunesse, ni un hôtel, ni une maison de la culture ou autre.

Une démarche participative a été faite avec des gens du quartier, des gens de la ville, pour savoir ce qu'on pourrait faire de ce bâtiment après. Les fonctionnalités qui sont ressorties de cette démarche participative ne sont pas des fonctionnalités qui sont pas dans les tâches de l'État. Raison pour laquelle nous faisons actuellement ce que nous faisons habituellement avec les bâtiments dont l'État se départit – ce n'est pas très fréquent, mais ça arrive pour des petits bâtiments de police ou des choses comme ça: première chose, nous faisons évidemment évaluer la valeur du bâtiment. Si cela est relativement facile pour un petit bâtiment de police en campagne, il est un peu plus compliqué pour un bâtiment comme la Prison centrale d'avoir une valeur objective sur un marché. C'est assez aléatoire pour être franc.

Deuxième chose, nous posons la question à la commune site si elle souhaite le reprendre, en principe à la valeur CAI s'il y en a une. La commune de Fribourg nous a indiqué qu'elle ne souhaitait pas reprendre la Prison centrale. La question ne se pose donc plus sous cette forme-là et nous envisageons actuellement la préparation d'un concours – sous une forme encore ouverte, qui est un appel d'offres à investisseurs soit pour des achats, soit pour des DDP à long terme – qui permettrait de tester si des projets comme une auberge de jeunesse trouvent des organisations qui veulent bien les mener. Ça, on le saura une fois que l'appel aura été fait.

Deuxième élément qui a été posé également en commission: faut-il vraiment mettre tout ça à Bellechasse? Le Grand Conseil avait ajouté un montant de 100 000 francs au crédit d'études initial pour vérifier si vraiment le déplacement à Bellechasse était opportun. Vous avez d'une part décidé le déplacement, mais quand même demandé que nous fassions des études complémentaires. Une recherche a montré qu'il n'y avait pas de terrain disponible dans l'agglomération. Alors, ce n'est pas la première chose que les communes nous offrent spontanément: elles préfèrent évidemment des emplois que des cellules. Ce n'est pas la recherche la plus simple. Plusieurs communes ont été sollicitées sans succès. De plus, un rapport des coûts de construction et d'exploitation établi par un bureau externe – le bureau Clavem, de M. Benjamin Brägger, expert reconnu au niveau national pour tout ce qui concerne la détention – indique qu'un établissement de largement moins de 100 places – on parlait de 25 places – ne permet pas de répondre aux exigences en vigueur et déconseille la réalisation d'un petit établissement. Nous avons dépensé pour cela 6500 francs. Le solde des 100 000 francs a simplement été remis à l'État – ce n'est pas parce qu'on a 100 000 francs qu'il faut à tout prix les dépenser.

Sur ces paroles, je donne volontiers la parole au Directeur de la sécurité, de la justice et du sport.

Collaud Romain, Directeur de la sécurité, de la justice et du sport. Cette deuxième étape de la planification pénitentiaire que nous vous présentons aujourd'hui, avec la fermeture de la Prison centrale et l'implantation à Bellechasse de la détention avant jugement, de la semi-détention et du travail externe répond aux mêmes critères: il faut suivre les mêmes objectifs que la première étape de la planification que nous avons pu conclure il y a exactement une année, avec l'inauguration des nouveaux bâtiments de Bellechasse. La politique pénitentiaire doit avant tout contribuer à la sécurité de la population. Elle doit ensuite offrir des conditions de détention qui soient correctes pour les détenus et qui soient orientées vers leur réinsertion. Enfin, elle doit aussi assurer que les collaboratrices et les collaborateurs puissent accomplir leurs difficiles missions dans des conditions qui soient les meilleures possible.

Si l'on regarde la situation actuelle, il est clair que le bâtiment de la Prison centrale ne remplit qu'imparfaitement ces objectifs. Ce qu'on appelle la sécurité passive, à savoir la sécurité infrastructurelle et celle apportée par les moyens techniques, trouve ses limites dans la vétusté du bâtiment et son niveau de protection, qui empêchent d'opérer des rénovations conséquentes. En outre, sa situation en Basse-Ville de Fribourg, dans une zone qui est largement résidentielle, pose des problèmes évidents de cohabitation avec les autres activités qui s'y déploient. Une relocalisation des activités de la Prison centrale sur le site de Bellechasse permettra de résoudre cette question sécuritaire. Elles s'inséreront ainsi dans le concept général de sécurité du site de Bellechasse, dont le niveau a été relevé à la faveur de la réalisation de la première étape de la planification pénitentiaire – on parle là de la séparation des régimes de détention. La localisation du site, à l'écart des zones d'habitation, résout de ce côté la problématique de la cohabitation. Cette relocalisation permettra également d'améliorer les conditions de détention, que ce soit en termes d'ateliers de travail, de possibilités de faire du sport ou tout simplement de sortir à la lumière du jour. La Prison centrale dispose actuellement d'une offre qui est très limitée, si bien que les détenus, certes dans le cadre très strict de la détention avant jugement, sont confinés dans la partie cellulaire du bâtiment la majeure partie du temps.

Sur le site de Bellechasse, ces détenus bénéficieront davantage de possibilités de travail, avec une offre plus large d'ateliers, mais aussi d'une prise en charge médicale améliorée grâce au nouveau centre médical qui a été récemment inauguré. De la sorte, et même si ce n'était pas le but en soi, le canton répond ainsi positivement aux critiques émises par la Commission nationale de prévention de la torture ou encore récemment par le Comité européen pour la prévention de la torture.

En termes de gestion, le projet que nous vous présentons offre à l'évidence d'intéressantes perspectives d'économicité. De manière générale, même si le secteur Prison centrale devra disposer de certains locaux utilitaires propres, la perspective d'un site pénitentiaire cantonal unique permet d'importantes synergies organisationnelles tant en matière technique que sécuritaire.

Enfin, je ne voudrais pas conclure sans relever que ce futur déménagement de la Prison centrale à Bellechasse, s'il rencontre l'approbation du Grand Conseil et de la population, permettra aussi d'améliorer les conditions de travail des agentes et agents de détention qui évoluent aujourd'hui en Basse-Ville dans des locaux qui, pour eux aussi, ne correspondent plus aux standards qu'on est en droit d'attendre. Ce point est essentiel pour moi, car le personnel reste l'âme et l'artisan principal de l'exécution des sanctions pénales.

Brodard Claude (PLR/PVL/FDP/GLP, SC). Je vous donne l'avis de la Commission de finances et de gestion, qui s'est réunie le 6 mai 2025 pour l'examen de ce décret.

Le coût global se situe à 70 750 000 francs, desquels nous devons déduire les subventions fédérales de 13 600 000 francs et des études déjà financées pour 4 090 000 francs. Le Conseil d'Etat nous demande donc un crédit d'engagement de 53 060 000 francs, inclus déjà dans sa planification financière.

A l'unanimité de ses membres, la CFG vous recommande, sous l'angle financier, d'approuver ce décret sans modification.

Kehl Roland (VEA/GB, SE). Ich spreche im Namen der Fraktion Grünes Bündnis und habe keine besondere Interessenbindung zu diesem Geschäft.

Unser Bündnis unterstützt das Dekret zum Verpflichtungskredit von 53,06 Millionen Franken für die zweite Etappe der Vollzugsplanung 2021–2026, genannt Freiburger Strafanstalt II (FRSA II), einstimmig.

Das Zentralgefängnis der Freiburger Unterstadt soll aufgegeben werden zugunsten einer Erweiterung am Standort Bellechasse in Sugiez. Das Grüne Bündnis befürwortet diesen Umzug. Das Projekt ist nötig, ökologisch tragbar, realistisch und nachhaltig geplant und wirtschaftlich vernünftig.

Das Zentralgefängnis hat unserem Kanton jahrzehntelang gute Dienste geleistet, aber es genügt weder den Sicherheitsanforderungen noch den Standards eines modernen Strafvollzugs. Ausbrüche wie im Jahr 2017 bedeuten für das Wachpersonal ein persönliches Risiko, aber auch für die Bevölkerung, die heute zum Teil in nächster Nähe dieses Gefängnisses lebt.

In der Botschaft konnten wir lesen, dass die Einrichtungen zur Halbgefängenschaft und das Arbeitsexternat seit 16 Jahren in der ehemaligen Wohnung des Direktors untergebracht sind. Auch mehrere Berichte der Nationalen Kommission zur Verhütung von Folter sehen Handlungsbedarf. Es ist zum Beispiel störend, dass Inhaftierte isoliert werden mussten, bloss weil es die Platzverhältnisse nicht anders zulassen. Dies ist *de facto* eine Verschärfung des Strafregimes.

Es macht also keinen Sinn, Millionen in die Sanierung dieses ungünstigen Standorts zu investieren, der darüber hinaus unter Denkmalschutz steht.

Das Grüne Bündnis begrüsst die Vereinigung des gesamten Strafvollzugs an einem Ort, was insgesamt zu mehr Effizienz führt und die Kosten senkt, wenn auch der Weg zu den Gerichten etwas länger und damit teurer wird. Die Gebäude, die im Rahmen von FRSA I in Bellechasse gebaut und im März dieses Jahres eingeweiht worden sind, sind auf die Zusammenführung aller Standorte ausgerichtet. Wenn wir jetzt auf diesen Umzug verzichten, handeln wir wirtschaftlich unvernünftig und inkohärent.

Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, ich erwarte nicht, dass dieses Dekret hier im Rat scheitern wird. Und ich bin auch überzeugt, dass die Stimmbevölkerung die Dringlichkeit und die Notwendigkeit dieses Projekts erkennt und dem Staatsrat im Herbst bei der Abstimmung ihr Vertrauen ausspricht. Trotzdem richte ich meinen Appell an Sie alle, die hier und heute Ja stimmen wollen, sich auch nach der heutigen Abstimmung für das Projekt zu engagieren. Die Arbeit ist heute nicht gemacht, sie beginnt erst. Schaffen Sie Vertrauen in der Bevölkerung, indem Sie aufklären!

Unsere Sicherheit hat einen Preis. Der Preis einer Zelle, über 700 000 Franken, ist den hohen Sicherheitsstandards geschuldet – und nicht etwa einer grosszügigen und bequemen Einrichtung. Erklären Sie bitte dem Stimmvolk, dass der Kanton Freiburg von der Bundespolizei verhaftete, international operierende Terroristen unterbringen muss. Die Gefahren sind doppelt: Ausbruchsversuche von innen, Befreiungsversuche von aussen. In unserer digitalisierten Gesellschaft sind die Anforderungen an Sicherheit und Kontrolle noch einmal gestiegen. Wir müssen uns auch finanziell den Gefahren stellen, die von solchen Personen ausgehen.

Vergessen Sie vor der Abstimmung auch nicht zu erwähnen, dass bei dieser zweiten Etappe vor allem Zellen gebaut werden, 80 Stück, was relativ teuer ist. Das liegt aber daran, dass viele gemeinschaftlich genutzte Räume, die deutlich billiger zu bauen sind, bereits bestehen: zum Beispiel das Gesundheitszentrum, der Empfangspavillon oder die Halle für die gesicherten Werkstätten. Die hohen Kosten müssen also im richtigen Kontext gelesen werden.

Erklären Sie bitte Ihren Wählerinnen auch, dass Bellechasse bereits heute mit einer Biomasse-Anlage eigenen Strom erzeugt, sodass die Investitionen in ein nachhaltiges Energiekonzept bedeutend tiefer ausfallen als in vergleichbaren Projekten.

Und vergessen Sie auch nicht, dass am Standort Bellechasse auf gewisse wünschenswerte Infrastrukturen verzichtet wird. Der Bau einer Therapiestation beispielsweise wurde in der Priorisierung zurückgestuft und muss zu einem späteren Zeitpunkt realisiert werden.

Man sieht: In Bellechasse wird keine Luxusanlage entstehen, sondern finanzielle Vernunft waltet über diesem Bauprojekt.

In diesem Sinne lade ich Sie bereits heute ein, sich für ein zeitgemässes, sicheres Gefängnis in Freiburg einzusetzen. Mit diesen vorausblickenden Überlegungen tritt das Grüne Bündnis auf dieses Geschäft ein. Ich danke für Ihre Aufmerksamkeit.

Jakob Christine (PLR/PVL/FDP/GLP, LA). Meine Interessenbindung: Ich bin in der Verwaltungskommission von Bellechasse. Auch war ich in der Kommission über den Verpflichtungskredit für die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026.

Ich spreche für die Freisinnige Demokratische und Grünliberale Fraktion.

Als ich erfahren habe, dass das Zentralgefängnis Freiburg in den Seebezirk gezügelt werden soll, war ich nicht gerade erfreut. Wir im Seebezirk hätten gerne andere kantonale Institutionen, als die ganzen Kriminellen des Kantons bei uns unterzubringen. Aber mir ist sehr wohl bewusst, dass diese Klientel auch irgendwo untergebracht werden muss, auch wenn es unseren schönen Seebezirk betrifft.

Die erste Etappe des Ausbaus ist bald realisiert und es ist nur logisch, dass nun die zweite Etappe der Erweiterung erfolgt.

Um das ganze richtig zu verstehen, habe ich mich in der Verwaltungskommission von Bellechasse und in den diversen *Ad-hoc*-Kommissionen zur Verfügung gestellt. Dank den hervorragenden Angestellten in Bellechasse und im Zentralgefängnis Freiburg konnten hervorragende Projekte bereits umgesetzt werden. In den Kommissionen waren wir uns einstimmig einig über diesen Verpflichtungskredit.

Jetzt gilt es, die Bevölkerung zu überzeugen, wie wichtig dieser Ausbau in Bellechasse ist. Mir ist es bewusst, dass dies eventuell sehr zäh werden wird, in Anbetracht der finanziellen Situation des Kantons. Deshalb ist es sehr wichtig, dass nun alle Fraktionen am gleichen Strick ziehen, um die Bevölkerung zu überzeugen. Aber glauben Sie mir: Das Geld wird gut investiert.

Die Freisinnig-Demokratische und Grünliberale Fraktion wird diesem Dekret einstimmig zustimmen.

Julmy Markus (*Le Centre/Die Mitte, SE*). Je m'exprime au nom du groupe Le Centre. Mes liens d'intérêts: je suis membre de cette commission ad hoc, vice-président de la commission administrative des établissements pénitentiaires fribourgeois, membre de la commission interparlementaire chargée du contrôle de l'exécution des concordats latins sur la détention pénale et membre de la sous-commission pénitentiaire des établissements pénitentiaires fribourgeois.

En 2016, la première adaptation dans la planification de l'exécution des peines dans le canton de Fribourg a été faite. Plus tard, en 2018, les premières études sur la fermeture de la Prison centrale de Fribourg ont eu lieu après une évasion et ont été examinées par la suite. En 2020, le crédit de 27,7 millions de francs pour la réalisation de l'EDFR I à Bellechasse a pu être voté par le Grand Conseil. L'agrandissement et la mise en service du régime ouvert ont pu être réalisés dans le courant de l'année 2024. Ainsi, la première partie pour un futur déménagement de la Prison centrale de Fribourg à Bellechasse était terminée.

La transformation a coûté environ 268 000 francs par cellule.

Für die Umsetzung der Freiburger Strafanstalt II (FRSA II) im geschlossenen Vollzug wird nun ein weiterer Kredit benötigt, damit die benötigten Zellenblöcke gebaut werden können. Der Bau ist nicht *nice to have*. In meiner Funktion als Mitglied der Subkommission Strafvollzug habe ich ungefähr alle zwei Monate die Gelegenheit, mich mit den Gefängnisinsassen auszutauschen. Und glauben Sie mir, ich bin jeden Abend froh, wenn ich das Zentralgefängnis wieder durch das Haupttor verlassen kann. Im Winter herrschen Temperaturen von 13 bis 15 Grad in den Zellen, im Sommer sind es weit über 30 Grad. Die Insassen dürfen die Zellen nur für 1 Stunde Freigang pro Tag verlassen. Dazu kommen komplizierte Abläufe, um die Sicherheit der Insassen wie auch der Anwohner zu gewährleisten.

Mit dem Umzug nach Bellechasse werden sehr viele Synergien geschaffen. Das gesamte Personal befindet sich dann zumal am Standort Bellechasse und die moderne Infrastruktur wird viel effizientere Abläufe im Alltag erlauben.

Malheureusement, tout cela a aussi un prix. En raison des mesures de sécurité des installations supérieures, le prix par cellule en régime fermé s'élève à 702 000 francs, ce qui est toutefois moins cher que dans les cantons voisins.

Les investissements nets de 53 millions de francs pour la construction sont soumis au référendum financier obligatoire et à la votation populaire. Cette votation est prévue pour l'automne 2025 et, si tout se passe comme prévu, l'EDFR II sera prêt

à être occupé dans un peu plus de trois ans. Les établissements pénitentiaires fribourgeois disposeront alors de 290 places. Effet secondaire positif: la construction d'une installation photovoltaïque sur le toit des bâtiments permettra de produire de l'électricité verte à hauteur de 506 MWh/an, ce qui permettra d'alimenter environ 77 ménages.

Plusieurs ateliers ont été organisés pour l'avenir du bâtiment existant en vieille-ville. Concrètement, aucun projet n'est encore prêt, car une grande partie de ce bâtiment est en effet classée comme monument historique.

Die *Ad-hoc*-Kommission und die Fraktion Die Mitte haben das Geschäft eingehend diskutiert und stimmen dem Verpflichtungskredit einstimmig zu. Ich lade Sie ein, dasselbe zu tun, damit unsere Gefängnisinsassen in naher Zukunft über zeitgemässe Zellen und Tagesabläufe in sicherem Umfeld verfügen können.

Michel Pascale (*PS/SP, SC*). Je déclare mon unique lien d'intérêts: j'ai participé à la commission chargée d'examiner ce crédit. Je m'exprime au nom du groupe socialiste.

Dans une société fondée sur l'état de droit, assurer la sécurité des habitantes et habitants est une mission fondamentale. Cela implique de protéger la population, de faire respecter les règles communes, et d'écarter – temporairement ou durablement – celles et ceux qui s'y soustraient par des actes graves. C'est aussi garantir que l'exécution des peines se fasse dans des conditions qui ne compromettent ni la sécurité publique, ni les droits fondamentaux.

C'est pourquoi le groupe socialiste prend acte avec satisfaction du fait que cette étape répond aux critiques des commissions de prévention de la torture, que ce soit au niveau national ou européen. Ces critiques portent notamment sur la vétusté des infrastructures de la Prison centrale, l'accès insuffisant aux activités et aux espaces extérieurs, la sécurité largement déficiente pour les personnes détenues mais aussi pour le personnel et les habitantes et habitants de la vieille-ville.

Ainsi, les bénéficiaires du déplacement de la détention provisoire à Bellechasse sont nombreux :

- > Le personnel pénitentiaire au sens large, qui mérite un cadre sûr pour exercer un métier exigeant et exposé.
- > Les personnes détenues, quel que soit leur régime de détention, qui doivent pouvoir bénéficier de conditions dignes, favorable à leur réinsertion.
- > Leurs proches également, qui maintiennent les liens et auront des lieux de visite adaptés. Leur transport sera assuré au besoin, cela a été dit, garantie a été donnée.
- > Les habitant-e-s de la vieille-ville, bien sûr, qui enfin verront disparaître une source de nuisances et d'insécurité.

Reste que les avocats basés à Fribourg auront plus de déplacements. Cet éventuel désavantage – c'est à voir – est largement compensé par l'indispensable modernisation du dispositif carcéral.

Le transfert vers Bellechasse est donc nécessaire non seulement pour des raisons de sécurité publique, mais aussi pour garantir des conditions de détention conformes aux standards suisses et européens. Cela ne se fait pas sans moyens. Lors du référendum financier obligatoire, il s'agira de convaincre la population de la nécessité de cet investissement de plus de 53 millions – et c'est un véritable défi dans le contexte actuel.

Sur ces considérations, le groupe socialiste entre en matière.

Herren-Rutschi Rudolf (*UDC/SVP, LA*). Meine Interessenbindungen: Ich bin Mitglied der Wirtschaftskommission sowie auch der parlamentarischen *Ad-hoc*-Kommission.

Ich äussere mich hier im Namen der Fraktion der Schweizerischen Volkspartei.

Vorab einen grossen Dank an alle Beteiligten für die Ausarbeitung dieses guten Projekts.

Die Dringlichkeit und Notwendigkeit der Schliessung des Zentralgefängnisses in der Unterstadt Freiburg wurde uns unter Punkt 1 in der Botschaft und auch hier im Saal ausführlich erläutert. Auch die Vorgeschichte zum Projekt und Details zur Standortwahl müssen nicht weiter wiederholt werden. Aber zur Erinnerung: Das Gefängnis Bellechasse, gegründet 1898, befindet sich in der Gemeinde Mont-Vully und dient der Vollstreckung von Freiheitsstrafen und Massnahmen gemäss Strafgesetzbuch. Die erste Phase der Erweiterung der Freiburger Strafanstalt (FRSA I) wurde budget- und termingerech abgeschlossen. Derzeit verfügt sie über 203 Haftplätze und eine landwirtschaftliche Nutzung, die den Insassen Arbeitsmöglichkeiten, teilweise Selbstversorgung sowie einen nicht unwesentlichen Beitrag an die Betriebskosten zuführt. Beim ersten Projekt wurden auch schon gewisse Vorarbeiten für die heute diskutierte Phase ausgeführt.

Der beantragte Kredit von 53 Millionen Franken und rund 70 Millionen Franken Gesamtkosten sind enorm. Wie schon erwähnt wird es für die Volksabstimmung im September eine grosse Herausforderung sein, die Bevölkerung zu überzeugen, diese Investitionen gutzuheissen, die nur der Unterbringung von beschuldigten und kriminellen Personen dienen. Das Wissen, dass diese Klientel grossmehrheitlich nicht helvetischer Herkunft und immer aufwendiger zu betreuen ist, wird auch kein gutes Pro-Argument sein. Es muss aber auch gesagt werden, dass für diese Straffälligen trotz der Baukosten von über

1700 Franken pro Kubikmeter keine exquisiten Hotelzimmer, sondern nur den Normen und Gesetzen entsprechende Zellen geplant sind.

Mit der Verlegung der Untersuchungshaft nach Sugiez muss jedoch die Anreise der Anwälte und der Staatsanwaltschaft neu organisiert werden. Auch der Transport der inhaftierten Personen zu den verschiedenen Instanzen im Kanton ist weiterhin unerlässlich. Wie erwähnt werden technologische Entwicklungen die Zahl der Fahrten verringern. Und nebenbei, was unsere Anwälte betrifft, finden sich in der Region Murtensee sicher auch noch äusserst attraktive und finanziell vorteilhafte Wohnsitze, um die Arbeitswege zu verkürzen.

Mit diesen Anmerkungen steht unsere Fraktion hinter dem Projekt und wird das Dekret grossmehrheitlich unterstützen.

Steiert Jean-François, Directeur du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement. Je remercie l'ensemble des représentants des groupes qui soutiennent le projet. Comme il n'y a pas de question, je n'ai pas de réponse.

Collaud Romain, Directeur de la sécurité, de la justice et du sport. Idem que mon préopinant.

Grandgirard Pierre-André (Le Centre/Die Mitte, BR). Merci aux porte-parole des groupes ainsi qu'aux divers intervenants. Je salue la belle unanimité des prises de parole, qui vont dans le bon sens.

Ce projet de décret, s'il est accepté par notre Grand Conseil, sera soumis au référendum financier obligatoire. La votation populaire devrait avoir lieu le 28 septembre prochain. Nous devons ainsi être, nous les député-e-s, des ambassadeurs et ambassadrices de cette réalisation auprès de la population, afin de compléter de la meilleure manière notre infrastructure pénitentiaire cantonale.

> L'entrée en matière n'étant pas combattue, il est passé directement à l'examen de détail.

Première lecture

I. Acte principal

Art. 1

> Adopté.

Art. 2

> Adopté.

Art. 3

> Adopté.

Art. 4

> Adopté.

II. Modifications accessoires

> Adopté.

III. Abrogations accessoires

> Adopté.

IV. Clauses finales

> Adopté.

Titre et préambule

> Adopté.

> La première lecture est ainsi terminée. Comme il n'y a pas d'opposition, il est passé directement à la deuxième lecture.

Deuxième lecture

I. Acte principal

Art. 1 à 4

> Confirmation de la première lecture.

II. Modifications accessoires

> Confirmation de la première lecture.

III. Abrogations accessoires

> Confirmation de la première lecture.

IV. Clauses finales

> Confirmation de la première lecture.

Titre et préambule

> Confirmation de la première lecture.

> La deuxième lecture est ainsi terminée. Il est passé au vote final.

Vote final

> Au vote final, ce projet de décret est adopté dans son ensemble, sans modification, par 97 voix contre 0. Il y a 1 abstention.

Ont voté oui:

Aebischer Eliane (SE,PS / SP), Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Baeriswyl Laurent (SE,Le Centre / Die Mitte), Bapst Bernard (GR,UDC / SVP), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Barras Eric (GR,UDC / SVP), Baschung Carole (LA,Le Centre / Die Mitte), Beaud Catherine (GR,Le Centre / Die Mitte), Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Bonny David (SC,PS / SP), Bortoluzzi Flavio (LA,UDC / SVP), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Bürdel Daniel (SE,Le Centre / Die Mitte), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Christophe (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Collomb Eric (BR,Le Centre / Die Mitte), Cotting Charly (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Dietrich Laurent (FV,Le Centre / Die Mitte), Doutaz Jean-Pierre (GR,Le Centre / Die Mitte), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Dupré Lucas (GL,UDC / SVP), Emonet Gaétan (VE,PS / SP), Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Fahrni Marc (VE,UDC / SVP), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Gaillard Bertrand (GR,Le Centre / Die Mitte), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Galley Nicolas (SC,UDC / SVP), Genoud (Braillard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Grandgirard Pierre-André (BR,Le Centre / Die Mitte), Hauswirth Urs (SE,PS / SP), Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Ingold François (FV,VEA / GB), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Julmy Markus (SE,Le Centre / Die Mitte), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Kolly Gabriel (GR,UDC / SVP), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Lauber Pascal (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Lepori Sandra (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Levrat Marie (GR,PS / SP), Marmier Bruno (SC,VEA / GB), Mauron Pierre (GR,PS / SP), Menétrey Lucie (SC,PS / SP), Mesot Roland (VE,UDC / SVP), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte), Michel Pascale (SC,PS / SP), Michellod Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Morand Jacques (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Morel Bertrand (SC,Le Centre / Die Mitte), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Pasquier Nicolas (GR,VEA / GB), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Perler Urs (SE,VEA / GB), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Rey Alizée (SC,PS / SP), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schroeter Alexander (LA,PS / SP), Schumacher Jean-Daniel (FV,PLR/PVL / FDP/GLP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Senti Julia (LA,PS / SP), Steiert Thierry (FV,PS / SP), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Sudan Stéphane (GR,Le Centre / Die Mitte), Thalman-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Tschümperlin Dominic (SE,Le Centre / Die Mitte), Vial Pierre (VE,PS / SP), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB), Wicht Jean-Daniel (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zamofing Dominique (SC,Le Centre / Die Mitte), Zurich Simon (FV,PS / SP), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 97.*

S'est abstenu:

Thévoz Ivan (BR,UDC / SVP). *Total: 1.*

Rapport d'activité 2025-GC-106 Conseil de la magistrature (2024)

Rapporteur-e: **Morel Bertrand** (*Le Centre/Die Mitte, SC*)
Préavis de la commission: **07.05.2025** (*BGC mai 2025, p. 2137*)

Discussion

Morel Bertrand (*Le Centre/Die Mitte, SC*). Au nom du Grand Conseil, je souhaite la bienvenue à M. Johannes Frölicher, président du Conseil de la magistrature, ainsi qu'à M^{me} Marjorie Jaquet, secrétaire générale, à l'occasion de l'examen du rapport d'activité 2024. Je salue également, en tribune, la présence de M^{me} Mélanie Maillard Russier, cheffe du Service de la justice, dont la présence illustre la gravité de la situation que traverse notre pouvoir judiciaire.

La Commission de justice tient d'emblée à rappeler que le Pouvoir judiciaire n'est ni plus, ni moins que le troisième pouvoir de notre pays et qu'il assume des missions fondamentales: il doit appliquer les lois, rendre la justice, garantir la paix juridique et sociale, et ainsi renforcer notre démocratie. Dans un Etat de droit comme le nôtre, la justice constitue le contre-pouvoir indispensable au bon fonctionnement de nos institutions.

Or, le 7 mai 2025, la Commission de justice a rencontré les représentants du Conseil de la magistrature pour la présentation du rapport 2024. Tant cette présentation que le contenu du rapport sont de grande qualité. Mais au sortir de cette séance, un constat s'impose: ça brûle!

Jamais encore le Conseil de la magistrature n'avait adopté un ton aussi grave. Il l'écrit même noir sur blanc: "La situation est catastrophique, la situation est extrêmement grave." Et les faits sont là: plus de 65 000 affaires nouvelles ont été enregistrées en 2024, toutes juridictions confondues, soit 2100 de plus qu'en 2023 et quelques 9000 de plus qu'en 2020. C'est un peu moins de 2000 nouvelles affaires de plus chaque année.

Face à cette charge, les ressources ne suivent pas. Le personnel s'épuise, les arrêts maladie augmentent, des collaborateurs expérimentés quittent le service, et les décisions judiciaires accusent des retards préoccupants. La célérité des procédures, pourtant garantie par notre Constitution, n'est plus assurée et la confiance du public en la justice est gravement menacée. La situation est particulièrement critique dans les Justices de paix, qui sont en première ligne face à des justiciables de plus en plus précarisés. Le sous-effectif y est chronique, alors même que les partenaires comme le SEJ ou les services de curatelles peinent également à suivre.

En 2024, plus de 5000 heures supplémentaires ont été effectuées par nos magistrates et magistrats. Et la perspective pour 2025 est sombre: les moyens transitoires qui permettaient encore de faire face à la surcharge ont été supprimés. Et le coup de grâce vient d'être donné: pour des raisons budgétaires, un moratoire immédiat a été décidé sur l'engagement des stagiaires. Or, ces derniers peuvent représenter entre 25 et 50% de la force rédactionnelle des greffes. Ce moratoire est dramatique pour le fonctionnement quotidien des juridictions.

Le Conseil de la magistrature est formel dans son rapport: il manque aujourd'hui 39 EPT pour que le système puisse fonctionner convenablement. Il ne s'agit pas d'un luxe, mais d'un seuil vital. Ne pas accorder ces ressources, c'est mettre en péril la mission constitutionnelle du Pouvoir judiciaire, c'est mettre en péril notre troisième pouvoir.

Certes, la réforme du Pouvoir judiciaire – dont la Commission de justice attend beaucoup – est en cours. Mais ses effets ne se feront pas sentir avant plusieurs années. Et mener une telle transformation dans le contexte actuel de surcharge, c'est construire sur du sable.

Aussi, face à cette situation extrêmement préoccupante, la Commission de justice vient d'adresser un courrier au Conseil d'Etat pour, d'une part, qu'il mette sans délai à disposition les moyens financiers nécessaires à la levée immédiate du moratoire sur l'engagement des stagiaires et, d'autre part, qu'il augmente de manière rapide et significative les effectifs du Pouvoir judiciaire – [au minimum par l'octroi de contrats à durée déterminée, en attendant la restructuration prévue dans le cadre de la révision de la loi sur la justice.](#)

Dans la perspective du budget 2026, la Commission de justice invite le Conseil d'Etat à prendre notamment en compte que jusqu'en 2022, les encaissements liés à l'assistance judiciaire avoisinaient 500 000 francs par année. Entre 2023 et 2024, 2,5 EPT ont progressivement été accordés au Service de la justice pour augmenter ces encaissements. Ceux-ci ont alors été budgétisés à 1,5 million pour 2024. Or, ils ont été de 3 millions, soit deux fois plus que prévu! Ce résultat démontre qu'un Pouvoir judiciaire renforcé peut aussi contribuer à l'efficacité globale du système étatique. Il est impératif d'en tenir compte et de se souvenir de ce montant de 3 millions récupérés par le Pouvoir judiciaire dans les arbitrages budgétaires à venir.

Evidemment, le rapport annuel 2024 du Conseil de la magistrature aborde de nombreux autres thèmes et témoigne d'une justice encore de qualité. Mais cette qualité repose aujourd'hui sur des équipes à bout de souffle. C'est pourquoi nous avons choisi, nous la Commission de justice, de mettre en lumière le danger fondamental qui menace tout l'édifice: le manque crasse de personnel.

La Commission de justice exprime sa reconnaissance à l'ensemble des autorités judiciaires, à la DSJS, au Service de la justice et au Conseil de la magistrature, pour leur engagement constant et leur excellente collaboration avec notre commission. J'en profite pour remercier aussi ici officiellement – sinon je ne sais jamais quand le faire en plénum – notre secrétaire parlementaire Patrick Pugin pour l'excellence de son travail tout au long de l'année, et je pèse mes mots.

Pour conclure, si la Commission de justice s'est, en l'état, limitée à écrire un courrier au Conseil d'Etat sans déposer d'instrument parlementaire pour le contraindre à prendre les mesures nécessaires, c'est qu'elle veut croire qu'il saura reconnaître l'urgence de la situation et y apporter lui-même une réponse à la hauteur des enjeux. Si, par impossible, cela devait ne pas être le cas, il appartiendra alors à nous, Grand Conseil, de prendre nos responsabilités – notamment par des amendements au budget 2026 –, ceci pour honorer l'article 120 de notre Constitution cantonale qui impose de garantir au Pouvoir judiciaire les moyens nécessaires à une justice rapide et de qualité, ce qui est gravement compromis aujourd'hui par manque de personnel.

Avec ces considérations, la Commission de justice vous invite à prendre acte du rapport annuel 2024 du Conseil de la magistrature.

Frölicher Johannes, Président du Conseil de la magistrature. En application de l'article 127 de la Constitution fribourgeoise, nous présentons annuellement notre rapport. Celui-ci se base sur les inspections, les rapports, les renseignements et les plaintes reçues durant l'année qui précède, donc l'année 2024. Le constat de ces inspections, comme cela vient d'être dit, est inquiétant. Il est aujourd'hui temps de sonner la cloche d'alarme. Il y a eu une enquête l'année passée qui a mis en évidence le besoin de 39 EPT. Toutes les autorités ont fait mention de leur charge de travail, qui ne peut plus être gérée avec les moyens à disposition.

Pour le budget 2026, on nous propose 1,5 EPT, duquel il faut soustraire 0,3 EPT déjà consommé en raison d'une mauvaise inscription dans le budget depuis des dizaines d'années. Comment voulez-vous que le Conseil de la magistrature propose de répartir 1,2 EPT face à un besoin exprimé de 39 postes?

En même temps, comme cela a été déjà dit, on apprend le moratoire concernant les stagiaires. Cela a provoqué des réactions très vives de la part des autorités. Comment voulez-vous justifier que le bon fonctionnement de la justice dépend de personnes qui sont là pour être formées?

Les signes de l'effondrement se font remarquer, comme cela a aussi déjà été dit. Les raisons de ces charges de travail, vous les trouvez aussi dans le rapport.

Dans une situation pareille, il est effectivement temps de faire appel à votre responsabilité sur la base de l'article 120 de la Constitution. En effet, le Grand Conseil est censé mettre à disposition du Pouvoir judiciaire les moyens nécessaires pour garantir une célérité et une efficacité de la justice. Aujourd'hui, en application de l'article 114 de la loi sur la justice, le Conseil de la magistrature ne voit pas d'autre solution que de vous proposer une augmentation sensible des moyens mis à disposition des autorités judiciaires. Il s'agit ici d'une question de respect. De respect pour le personnel qui met en péril sa santé, de respect aussi pour les citoyennes et citoyens qui ont le droit de faire appel à une justice qui fonctionne, mais aussi du respect envers l'Etat démocratique et l'économie qui, j'aimerais le souligner, dépendent du bon fonctionnement des trois pouvoirs étatiques. On n'a qu'à jeter un regard dans les pays étrangers pour savoir à quel point il est important de disposer d'une justice indépendante et qui fonctionne.

Aujourd'hui est aussi le moment de remercier ce personnel qui travaille dans de pareilles conditions: magistrates, magistrats, greffières, greffiers, tout le secrétariat et aussi le personnel des chancelleries et des services annexes. Il n'y a pas seulement lieu aujourd'hui de les remercier pour tous ces efforts, il y a aussi lieu de s'excuser formellement de ce que le Conseil de la magistrature, jusqu'à présent, n'a pas pu faire mieux pour améliorer les conditions de travail qui sont problématiques.

Mauron Pierre (PS/SP, GR). J'aimerais juste encore insister sur un point. Dans l'enseignement – mais je connais mal ce domaine –, dès que le nombre d'élèves augmente, des classes supplémentaires sont ouvertes et des enseignants sont mis à disposition. Je crois que c'est un des seuls domaines qui fonctionne de cette manière-là. Aujourd'hui nous avons la justice, hier c'était les infirmières, avant-hier le personnel du SEJ... Nous avons des collaboratrices et collaborateurs qui souffrent!

On ne peut pas continuer à perpétuellement baisser les impôts. Cela fait depuis 2006 que je suis dans cette enceinte, je n'ai jamais vu une seule augmentation d'impôts, que des baisses. C'était drastique en 2008 et 2010, ça a donné le programme de restriction budgétaire de 2013 à 2016. On l'a refait à nouveau avant 2020, ça a donné le programme PAFE qu'on connaît maintenant. On ne peut pas couper dans les ressources sans tailler dans les prestations.

Aujourd'hui, dans le domaine judiciaire – et c'est valable pour d'autres domaines –, on se retrouve avec des gens malades, en burnout, d'autres qui ont des heures supplémentaires qu'on doit payer, et d'autres encore qui quittent leur emploi. A la fin, cela ne coûtera pas moins cher que doter la justice des moyens dont elle a besoin. Il a fallu 25 ans pour que la Constitution soit respectée pour les prestations complémentaires pour les familles, j'espère qu'on pourra la respecter avant 25 ans pour la justice. Parce que derrière, il y a des personnes qui souffrent, qui sont touchées dans leur vie privée. Mais cela affecte également le fonctionnement de la justice.

Souvenez-vous, il y a quelques années, le procureur général Gasser nous avait dit: "Il y a des personnes qui doivent être emprisonnées, mais je ne les emprisonne pas parce qu'il n'y a pas de place dans prisons romandes." Nous laissons donc en liberté des gens qui doivent être enfermés. L'objet précédent nous donnait avec satisfaction la suite de la construction de Bellechasse: donc on prend les mesures et on ajuste les moyens en conséquence. J'aimerais qu'on garde à l'esprit que, pour la justice, on doit avoir ce fonctionnement. On doit avoir des gens qui puissent travailler dans des conditions correctes pour que la justice, dans toutes les matières que cela concerne, ne soit pas rendue deux, trois ou quatre ans plus tard! Et cela touche tant les particuliers que les collectivités. Vous le voyez avec des permis de construire ou avec des décisions préfectorales. Vous le voyez avec beaucoup de choses qui touchent beaucoup de monde.

Sans tabou, comme M. Fattebert l'a dit pour les communes où les impôts devront peut-être réaugmentés un jour, il conviendra également ici de se poser la question des moyens que l'on met à disposition. Je crois que nous devons agir directement et pour la justice et pour le bon fonctionnement de l'Etat, simplement.

Morel Bertrand (*Le Centre/Die Mitte, SC*). Je n'ai rien à ajouter, si ce n'est de rappeler encore que la situation du Pouvoir judiciaire est extrêmement grave. Nous devons assumer ces responsabilités-là. Nous comptons sur le Conseil d'Etat pour qu'il augmente de manière significative les ressources en personnel du Pouvoir judiciaire et qu'il lève le moratoire sur les stagiaires. Sinon, nous fonçons dans le mur.

> Le Grand Conseil prend acte de ce rapport.

Loi 2024-DFAC-8

Projet de modification de la loi scolaire relatif à la reprise cantonale du financement et de la gestion du parc informatique de l'école obligatoire (1H-11H) - ENEO / DAOS

Rapporteur-e:	Vial Pierre (<i>PS/SP, VE</i>)
Représentant-e du gouvernement:	Bonvin-Sansonnens Sylvie , Directrice de la formation et des affaires culturelles
Rapport/message:	17.09.2024 (<i>BGC mai 2025, p. 1445</i>)
Préavis de la commission:	16.04.2025 (<i>BGC mai 2025, p. 1893</i>)

Entrée en matière

Vial Pierre (*PS/SP, VE*). La mise en place de l'éducation numérique à l'école est une priorité du programme gouvernemental de la législature 2022-2026. Equipement Numérique pour l'Ecole Obligatoire (ci-après: ENEO) s'inscrit donc dans ce cadre. ENEO fait suite à la Stratégie d'éducation numérique, le nom du premier projet gouvernemental visant l'éducation numérique (ci-après: EdNum). Ce premier projet avait, dans cette salle, été renvoyé en décembre 2023, avec les demandes suivantes: sortir du paquet EdNum la formation des enseignants, équiper les élèves du primaire, mettre l'accent sur la santé et l'environnement et fournir des comparaisons avec des expériences analogues en Suisse et dans le monde.

Cette deuxième version nous est parvenue en septembre 2024. Au passage, le projet avait changé de nom et s'appelait donc ENEO. Une nouvelle commission a été nommée. Sa composition était quasiment identique à la première. La nouvelle mouture répondait aux demandes formulées lors du renvoi. Le message comportait également nombre d'études, de résumés, de tableaux comparatifs qui ont été appréciés pour leur qualité et nous ont été d'une grande aide pour notre travail.

Par contre, ENEO comportait une nouveauté inattendue: la bascule fiscale. Je reviendrai plus précisément sur le fonctionnement de cette bascule fiscale plus tard, mais tiens à préciser ici qu'il s'agissait d'une initiative du Conseil d'Etat, nullement souhaitée par la commission au moment du renvoi.

On pourrait résumer les discussions que nous avons eues ensuite et qui ont mené à la proposition que nous avons faites à cette question: où positionner le curseur entre centralisation et gestion décentralisée. Cette question occupe très souvent la vie politique en Suisse, que ce soit entre Confédération et cantons ou, pour ce cas précis, entre canton et communes. Quelle

est la pertinence d'une centralisation? Quels sont les avantages d'une gestion décentralisée? Et surtout qui décide quoi et qui paie quoi à chaque niveau?

ENEO, dans sa version initiale, proposait une centralisation, une centralisation quasiment totale de l'équipement numérique des élèves et des enseignants.

Concrètement, ENEO donnait au canton les tâches suivantes:

- > la fourniture des équipements aux élèves, aux enseignants et au personnel administratif;
- > la mise en place d'un portail d'acquisition pour ces équipements informatiques;
- > l'entretien et la réparation du matériel informatique;
- > la gestion centralisée de la partie logicielle;
- > la sécurisation du parc informatique et la mise en place des restrictions d'usage;
- > l'établissement d'une table fixant la dotation informatique en fonction des degrés.

Les communes, elles, restaient responsables de l'infrastructure réseau et de la connexion à internet.

La centralisation implique en général une uniformisation, uniformisation qui est garante d'une certaine égalité de traitement. L'équipement des élèves aurait donc été uniforme, ou pour le moins équivalent, d'un bout à l'autre du canton, favorisant ainsi l'égalité des chances des élèves.

Mais cette centralisation de l'informatique scolaire cantonale signifiait également un report des charges vers le centre, en l'occurrence le canton. Canton qui a estimé ne pas pouvoir simplement absorber cette dépense, ce que tout le monde aurait souhaité. Pour créer de nouvelles rentrées, le Conseil d'Etat a donc proposé une bascule fiscale. Celle-ci est un mécanisme qui vise à augmenter le taux d'imposition cantonal et diminuer le taux d'imposition communal dans une proportion équivalente. L'opération est normalement neutre pour le citoyen et était censée correspondre au report de charges que le canton allait assumer.

La commission a émis passablement de réserves par rapport à ce projet ENEO. En plus du scepticisme de certains, déjà exprimé auparavant d'ailleurs, par rapport à la quantité de matériel à acquérir, aux impacts de ces acquisitions sur l'enseignement, sur la santé des élèves et sur l'environnement, la commission a estimé que les chances politiques d'ENEO, tel que proposé par le Conseil d'Etat, donc avec bascule fiscale, étaient assez faibles. Mais elle a aussi considéré que, sans bascule fiscale, donc sans compensation pour le canton, les chances n'étaient pas meilleures. Selon elle, au vu des contextes politique et financier actuels, ENEO était, comme son prédécesseur, trop gros pour le canton.

Une possibilité aurait été d'aller vers une uniformisation, mais sans changer le mode de financement. En d'autres termes, une centralisation des décisions et un financement décentralisé. On aurait pu en effet garder les prescriptions formulées dans ENEO. L'Etat aurait choisi l'équipement et décidé du nombre. Les communes auraient financé cela comme c'est le cas dans la loi actuelle. Ce fonctionnement existe dans certains domaines, mais rarement à satisfaction et ce n'est plus vraiment dans l'esprit du temps, en tout cas plus vraiment dans l'esprit de la majorité de ce Parlement. On aurait pu, dans les communes, ranger cette dépense pour l'équipement informatique du côté des charges liées et donc enfreindre le principe du "qui paie commande", cher à beaucoup dans cette salle. Plus question non plus de parler d'autonomie communale. Cela aurait même fait d'ENEO un bon candidat pour un futur désenchevêtrement des tâches, avec les chances de succès que l'on connaît à ce genre d'exercice.

Venons-en donc à la proposition de la commission.

Cette proposition s'éloigne encore plus du projet initial ENEO. Et j'espère qu'en députés studieux que vous êtes, vous n'avez pas lu d'un bout à l'autre les 452 pages du message du Conseil d'Etat. En effet, le message est désormais en partie caduc du moment où le Conseil d'Etat s'est rallié à la proposition de la commission.

Ce que nous vous proposons donc c'est une centralisation réduite à sa portion congrue.

Premièrement, l'équipement des enseignants. Actuellement, les enseignants, bien qu'employés de l'Etat, ne sont pas équipés par l'Etat pour ce qui est du matériel informatique. Certaines communes ou associations de communes fournissent aux enseignants un ordinateur fixe en salle de classe, d'autres un ordinateur portable et certaines ne fournissent tout simplement pas de machine aux enseignants. Notre proposition vise à ce que l'Etat finance l'équipement des enseignants et du personnel administratif.

Deuxièmement, une gestion centralisée de la partie logicielle. Le but est surtout de pouvoir garantir une bonne sécurité informatique et de pouvoir contrôler ce à quoi les élèves peuvent accéder depuis leur machine. Le support technique logiciel

serait lui également assumé par le canton. Cette gestion centralisée implique que le canton fixe des standards pour les équipements acquis par les communes afin qu'ils puissent être intégrés au système de gestion cantonal.

Pour le reste, le statu quo est plus ou moins maintenu. Les communes restent autonomes pour le matériel fourni aux élèves. Elles choisissent le matériel dont elles souhaitent équiper les élèves, dans la mesure de la compatibilité avec le système de gestion centrale. Elles peuvent pour cela s'appuyer sur des recommandations quant au nombre d'équipement par élève en fonction des degrés mais elles n'ont pas d'obligation. C'est une grande différence par rapport à ENEO. Dans notre proposition, nous renonçons aux normes d'équipement contraignantes, à savoir pas de minimum ni de maximum. Reviendra donc aux communes la charge d'élaborer leur concept d'éducation numérique, de décider du mode de fonctionnement (équipement personnel ou équipement partagé entre les élèves), de ses normes d'équipement et du financement de son équipement numérique.

Les communes pourront donc décider selon leurs priorités et leurs valeurs. Celles qui, déjà maintenant, investissent des montants importants pour fournir par exemple un équipement par élève, je pense aux communes singinoises par exemple, pourront continuer de le faire. Elles ne verront donc pas leurs charges augmenter. Les communes ayant une stratégie d'équipement plus sobre pourront également continuer selon leur habitude, si telle est leur intention. A noter tout de même que les communes se verront déchargées de la gestion de la partie logicielle des machines utilisées, ce qui constituera une économie importante pour elles.

Le canton, en revanche, devra consentir à une augmentation de ses frais pour le numérique à l'école. Mais le coût du projet tel que proposé par la commission est nettement plus bas que ce qui figure dans le message ENEO: entre 32 et 35 millions, contre 60 millions pour ENEO dans sa version initiale.

Pour finir, la proposition de la commission fait l'impasse sur la bascule fiscale. Ce sera financièrement avantageux pour les communes mais nettement moins pour le canton.

Ce qu'on perd de plus important à mon avis, c'est bien sûr l'égalité des chances que j'ai précédemment évoquée. Là où ENEO amenait une uniformité dans l'équipement, notre version ne la garantit plus. En fonction de son cercle scolaire, l'élève n'aura pas accès au même équipement.

Je me dois d'évoquer l'autre point faible: la motion Perler/Bürdel, à l'origine du projet, prévoyait, je vous le rappelle, un appareil par élève au cycle d'orientation. Or, elle n'est désormais plus mise en œuvre. Le one-to-one au CO aurait sans doute permis, là aussi, d'augmenter l'égalité des chances en réduisant la fracture numérique due aux écarts d'équipement informatique dans les familles pour les élèves du CO.

Voilà chères et chers collègues, j'arrive au bout de mon rapport. Nous avons, je crois, mis tout notre cœur à l'ouvrage et, malgré les dissensions, nous sommes convaincus que nous vous proposons là la meilleure solution au vu du contexte actuel. J'en veux pour preuve l'unanimité au moment du vote final il y a quelques semaines. J'espère en tout cas avoir au mieux résumé la proposition que nous vous faisons et avoir réussi à vous convaincre de sa pertinence. Je me réjouis de répondre à vos questions.

Bonvin-Sansonnens Sylvie, Directrice de la formation et des affaires culturelles. Vous, le Grand Conseil, et nous, le Conseil d'Etat, avons un objectif commun: assurer un cadre scolaire de qualité pour tous nos élèves fribourgeois.

Lorsqu'on parle de numérique à l'école, cela signifie des objectifs d'apprentissages définis, mais surtout des enseignants formés et accompagnés dans leur travail. Notre canton est sur la bonne voie. D'ici à 2027, soit dans deux ans, l'ensemble du corps enseignant fribourgeois sera formé pour transmettre et partager cette nouvelle discipline scolaire ajoutée aux plans d'études qu'est l'éducation numérique. L'accompagnement par les personnes ressources pourra alors se déployer dans toutes les écoles obligatoires germanophones et francophones de la 1H à la 11H. Ces personnes ressources apportent un soutien précieux pour une utilisation pertinente des outils numériques disponibles.

Pour que cela marche bien, nos enseignants devront également pouvoir travailler avec des outils adaptés aux besoins pédagogiques, et des outils qui fonctionnent. Et c'est bien de cela dont on parle aujourd'hui! Nous parlons de l'organisation pour une utilisation pertinente des outils numériques. Ces outils existent déjà dans les écoles, en plus des livres, des crayons et des pincesaux. La discussion ici n'est pas de savoir s'il faut permettre aux élèves d'être formés à l'utilisation des outils numériques, mais de mieux organiser et développer ce qui est déjà en place. Aujourd'hui, nous avons dénombré près de 10 000 outils numériques dans l'école primaire fribourgeoise. Il en faudrait 12 000 pour un minimum d'égalité des chances. On voit donc que les communes ont déjà fait un effort considérable pour s'adapter aux besoins de la société d'aujourd'hui.

Pour atteindre ce but, vous avez deux projets sur votre table.

Le projet ENEO répond strictement et uniquement aux demandes du Grand Conseil. C'est le modèle que vous avez voulu développer l'année dernière. ENEO forme un tout cohérent. Dans ce projet, le canton prend entièrement à sa charge le

financement et la gestion du parc informatique des écoles obligatoires. Les montants évalués couvrent cinq années et concernent près de 50 000 élèves et enseignants. Pour permettre ce financement, une bascule fiscale est introduite et une votation populaire est exigée.

Prenons le projet bis de la commission maintenant. Le Conseil d'Etat a décidé de s'y rallier complètement pour les raisons invoquées par le président de la commission. Mais celle qui a été la plus décisive, c'est la volonté d'aller de l'avant, ensemble, pour le bien de nos élèves.

Je tiens à remercier les membres de la commission pour les échanges constructifs et les questionnements pertinents. La solution bis offre un partage intelligent des compétences entre le canton et les communes. L'acquisition par les communes est plus flexible pour répondre à la réalité de chaque école dans une vision organique de l'organisation. Personnellement, je fais entièrement confiance aux communes et aux écoles, capables de mettre tout cela en place avec le canton, dans le respect des concepts pédagogiques évoqués par les plans d'études. Avec la gestion cantonale et le support logiciel centralisés, l'implémentation garantit que les équipements numériques fonctionnent en toute sécurité. Les recommandations et les standards prévus assurent que les outils numériques soient aux services des apprentissages des élèves et non l'inverse.

Ces deux solutions, le projet ENEO et aujourd'hui le projet bis de la commission, ont des enjeux financiers spécifiques pour le canton et les communes. Le Conseil d'Etat a récemment rappelé les objectifs du canton dans son communiqué de presse. Je n'y reviens pas.

Sur le terrain, les deux projets permettront de diminuer les disparités actuelles. Ils permettent de doter les élèves d'outils numériques adaptés pour un usage raisonné et raisonnable. Ils garantissent des dotations progressives adaptées aux âges et visant la sobriété. Cette sobriété peut se manifester sous la forme de mutualisation, de réparabilité et de maintien en longue utilisation des outils.

C'est maintenant à vous de décider. Votre décision se concrétise par une adaptation du cadre juridique réglant le financement et la gestion du parc informatique des écoles obligatoires dans la loi scolaire, selon le projet ENEO ou les amendements du projet bis.

Je vous remercie de ne pas oublier notre objectif commun en tant que collectivité publique: offrir à nos élèves des conditions d'apprentissage de qualité pour répondre aux exigences fixées non seulement par les plans d'études mais surtout par la réalité d'aujourd'hui et de demain.

Bürdel Daniel (*Le Centre/Die Mitte, SE*). Meine Interessenbindungen: Zusammen mit Grossratskollege Urs Perler bin ich Initiator der Motion, welche die Basis bildet für die uns unterbreitete Botschaft zur digitalen Bildungsstrategie. Bis zur letzten Legislatur war ich auch Mitglied des Vorstandes der Orientierungsschule (OS) Sense, welche die digitale Bildungsstrategie gemäss Lehrplan 21 seit mehreren Jahren im Sensebezirk erfolgreich umsetzt.

Heute spreche ich im Namen der Fraktion Die Mitte.

Als ich zusammen mit Urs Perler im September 2019 die Motion zur Ausstattung aller OS-Schüler mit einem persönlichen, durch den Kanton finanzierten Information-Technology-Gerät (IT-Gerät) einreichte, konnte ich mir wahrhaft nicht vorstellen, dass die wohl definitive Behandlung und Verabschiedung der zwischenzeitlich im September 2020 angenommenen Motion erst heute im Jahr 2025 erfolgen würde. In unserer heutigen digitalen Welt könnte man nach einer derart langen Bearbeitungszeit von sechs Jahren fast von einem neuen Zeitalter sprechen.

Heute stützen wir, Urs Perler und ich, die Version bis der Kommission als Kompromisslösung.

Die Umsetzung der Motion startete mit einem ersten Konzept namens "éducation numérique" (EdNum) und wurde Ende 2023 als überladen taxiert und an den Staatsrat zurückgewiesen mit dem Auftrag, eine finanziell tragbare Version zu präsentieren. Auch die zweite Vorlage, Digitale Ausstattung für die obligatorische Schule (DAOS) / "équipement numérique pour l'école obligatoire" (ENEO), wurde wiederum in der doch sehr vielfältig und heterogen zusammengesetzten Kommission lange sehr kontrovers diskutiert und in grösseren Teilen als nicht umsetzbar taxiert. Schliesslich entschieden wir uns, einen Kompromissvorschlag in der Kommission auszuarbeiten, den wir schliesslich einstimmig verabschiedeten.

Aujourd'hui, nous décidons donc d'un projet bis de la Commission qui contient une proposition acceptable pour tous. En résumé, ce dernier propose une prise en compte adéquate des exigences et des sensibilités des deux régions linguistiques et des deux plans d'études, le Lehrplan 21 et le Plan d'études romand, qui sont à des stades différents d'introduction dans ce domaine. Les établissements scolaires élaborent un concept pédagogique qui est approuvé par la Direction en tenant compte des recommandations relatives à une dotation minimale et à une dotation maximale des appareils. Les communes restent responsables de la mise en œuvre de l'acquisition des équipements nécessaires. Elles peuvent cependant en grande partie continuer à travailler à leur rythme. De cette manière, les communes très équipées ne sont pas freinées et les communes encore peu équipées sont invitées à élaborer un concept pédagogique d'utilisation. Sur le plan financier, le projet bis prévoit

un transfert de certains coûts, tels que l'entretien courant et les coûts de logiciels, des communes au canton. De même, les appareils pour le corps enseignant et l'administration seront désormais pris en charge par le canton. Cependant, les communes restent, jusqu'à nouvel avis, responsables de l'acquisition des appareils informatiques pour les élèves. Contrairement aux intentions du Conseil d'Etat, l'adoption du projet bis n'implique pas la mise en place d'une nouvelle bascule fiscale ni d'un référendum financier obligatoire qui conduirait à une votation populaire automatique. L'écologie est également prise en compte: les efforts de mutualisation des équipements sont encouragés.

Mit dieser breit abgestützten Kommissionslösung werden die Schülerinnen und Schüler vermehrt ins Zentrum gesetzt, wenn auch nicht eine Chancengleichheit gewährt wird, vorerst. Dies ist entscheidend, da sie nach Abschluss der obligatorischen Schulzeit die notwendigen Kenntnisse und Anwendungskompetenzen der digitalen Hilfsmittel mitbringen müssen, damit der Einstieg in die Arbeitswelt oder in die weiterführenden Schulen möglichst reibungslos gelingt.

Als Wermutstropfen muss ich heute auch klar festhalten, dass die ursprünglich angestrebte und mit der Initialmotion genehmigte Übernahme der Information-Technology-Geräte (IT-Geräte) für OS-Schüler als durch den Kanton zu bezahlendes Schulmaterial vorerst nicht umgesetzt wird. Dies wird wohl erst in einer späteren Phase erfolgen, nachdem auch im französischen Sprachraum die Schulung der Lehrpersonen und somit die Akzeptanz des Unterrichts mit digitalen Lehrmitteln da sein wird. Hierzu muss noch einiges an Informations- und Kommunikationsarbeit bei den Lehrpersonen erfolgen, und dies ist dringend anzugehen. Die gemachten Erfahrungen im Sensebezirk zeigen dies exemplarisch auf.

Es geht bei der digitalen Bildung also nicht darum, alles umzustellen oder nur noch mit Tablets zu arbeiten, wie dies in Schweden zu weit vorangetrieben wurde. *[Redezeit abgelaufen.]*

Ingold François (VEA/GB, FV). Mes liens d'intérêts: j'ai siégé neuf fois au sein de la commission parlementaire qui a traité d'abord de l'éducation numérique, puis d'ENEO, à savoir l'éducation numérique à l'école obligatoire. Disons-le tout de suite, il ne s'agit pas d'éducation numérique, mais d'un projet de modification de la loi scolaire pour la reprise cantonale du financement et de la gestion du parc informatique de l'école obligatoire. Il faut donc comprendre que dans cette loi, nous allons parler de qui paie quoi en matière de numérique à l'école: les communes ou le canton? Le malheur a voulu que sur ce projet vienne se greffer la motion Bürdel/Perler. Cette motion, acceptée en plein COVID, demandait le one-to-one au secondaire I. Le Conseil d'Etat a décidé, dans un souci d'unité de matière, de traiter directement le financement et la motion en ajoutant, dans le premier projet, la formation des enseignants. Ce fut une erreur stratégique dommageable, selon moi, puisqu'on n'a presque pas parlé, durant ces neuf rencontres, mais également en dehors de la commission et dans les salles des maîtres, de financement, mais plutôt de dotation. Il aurait fallu séparer les deux mais l'AFIN, dans sa grande sagesse, en a décidé autrement. Lors du traitement de la première mouture, la Commission a demandé plusieurs choses.

1. Que la formation des enseignants soit reprise dans le budget de fonctionnement de l'Etat et non dans le budget d'investissement. La Commission a été entendue et je remercie le Conseil d'Etat d'être revenu sur sa décision.
2. Dans la première version, les ordinateurs pour l'école primaire étaient à la charge des communes. La Commission a demandé qu'elles soient prises en charge par les cantons. La Commission a été entendue. Dans la première version, il y avait des dotations minimales d'ordinateurs et toutes les classes de l'école primaire devaient être dotées. Ma collègue Galley et moi-même avons demandé, pour des raisons écologiques, une dotation maximale. Nous avons également émis le souhait, pour des raisons pédagogiques, de sortir les 1H et 2H. La Commission a été entendue et je remercie le Conseil d'Etat d'être revenu sur sa décision.
3. La Commission a également demandé davantage d'informations sur le numérique à l'école, notamment un bilan de l'impact environnemental, une synthèse des études sur l'impact du numérique sur la santé des enfants et un bilan des expériences du numérique en Singine notamment. La Commission a été entendue et j'en remercie le Conseil d'Etat.

La Commission a été entendue sur tous ces points. Elle a lu tous les documents qui lui ont été remis. Elle a poliment remercié le Conseil d'Etat puis a reparlé de dotation, de la Suède qui est revenue en arrière et de pas grand-chose d'autre. Le financement semble être le cadet de ses soucis.

Pour finir, dans une séance forte en émotion où planait l'ombre du plan d'économies, il a été décidé de changer de fusil d'épaule et de ne pas charger l'Etat plus que de raison, de ne pas augmenter la charge financière qui repose déjà sur les communes. Nous avons demandé les éléments suivants à la DFAC:

- > Les ordinateurs restent à la charge des communes, ainsi qu'ils l'ont toujours été. Pourquoi est-ce une bonne idée? Parce que seules les écoles savent ce dont elles ont réellement besoin, voire envie. Une école qui veut privilégier un enseignement en plein air n'a pas besoin de 20 caisses d'iPad. Toutefois, il aurait été injuste d'obliger les CO de la Singine et du Lac de faire marche arrière dans leur projet pédagogique. C'est donc, selon moi, une bonne idée.
- > Il n'y aura pas de dotation dans la loi scolaire, mais la DFAC va émettre des recommandations sur les dotations minimales et maximales. A des fins, et je cite la loi, de sobriété, elle promeut la mutualisation des équipements numériques. Que veut

dire cela? Pourquoi est-ce une bonne idée? Parce qu'on encadre et on accompagne les écoles vers moins de numérique ou un numérique responsable. Donc au final, cela signifie moins de coûts pour les communes.

- > La tablette n'est pas un moyen d'enseignement, mais un outil. Les moyens d'enseignement dans une tablette, ce sont les logiciels pédagogiques. Et c'est au canton de les prendre en charge. Pourquoi est-ce une bonne idée? Parce que c'est une baisse de charge pour les communes et un accompagnement supplémentaire pour les enseignants. Cela fait du sens. Mais attention, ce sont les enseignants qui sont outillés pour faire des choix pédagogiques cohérents. L'enseignant formé est le seul à être habilité à affirmer ce dont il a besoin et à quel moment dans son activité pédagogique il en a besoin.

Je vous décris ici la version bis. Il n'y a pas d'augmentation de charges pour les communes, ni de bascule fiscale. Vous pouvez prétendre le contraire, mais ce ne sera pas conforme à la vérité.

En résumé, je pense que ce projet est aujourd'hui un bon projet. Il est le fruit d'un consensus et son coût est acceptable pour les contribuables communaux et cantonaux. Et les élèves là-dedans? Eh bien, je suis convaincu qu'ils sont gagnants. Ils sont gagnants d'avoir des enseignants formés au numérique. Ils sont gagnants de recevoir une formation de qualité pour devenir des citoyens responsables et critiques. Ils sont gagnants d'utiliser les tablettes de manière intelligente et parcimonieuse. Savoir utiliser le numérique, c'est surtout savoir le débrancher. Je suis convaincu que cette modification de la loi va contribuer, parmi d'autres choses, à diminuer les temps d'écran à l'école et, au final, à la maison.

Le groupe VERT·E·S et allié·e·s entre en matière et soutiendra ce projet. Par ailleurs, je déposerai, avec M^{me} de Weck, un postulat qui demande également la limitation drastique... *[temps de parole écoulé]*

Perler Urs (VEA/GB, SE). Ich gebe zuerst meine Interessensbindungen an: Ich bin Vorsteher am Collège Sainte-Croix und Gemeinderat in Schmitten.

Ich habe im Jahr 2020 zusammen mit meinem Kollegen Daniel Bürdel die Motion eingereicht, welche die Grundlage für die heutige Diskussion zu "équipement numérique pour l'école obligatoire" (ENEO) ist.

L'objectif de la motion déposée il y a cinq ans était d'assurer que les écoles du canton de Fribourg soient prêtes pour la numérisation. Ce Grand Conseil a dit oui à une infrastructure orientée vers l'avenir et ce, afin que les écoles fribourgeoises puissent répondre aux exigences de la numérisation. Le Conseil d'Etat a, à mon avis, présenté une très bonne proposition avec le projet ENEO. Je suis donc un peu déçu que nous discussions maintenant d'une proposition de compromis. Mais malgré cela, mon groupe et moi soutenons pleinement la proposition de la commission.

Pourquoi est-il si important que le canton adopte ce décret? Nos élèves sont de la génération smartphone. Leur utilisation des outils numériques se limite généralement à des activités de loisirs. Ils n'en saisissent ni le potentiel, ni les risques. C'est pourquoi les compétences numériques, qui sont aujourd'hui aussi importantes que la lecture et l'écriture, ont été intégrées au Lehrplan 21 et maintenant au PER. A mon avis, cela explique également la grande différence qu'il existe à ce sujet entre le Fribourg alémanique et le Fribourg francophone. Le Lehrplan 21 a simplement été adapté plus tôt. La formation continue joue un rôle décisif pour que l'intégration des connaissances numériques dans le processus d'apprentissage réussisse. Les enseignants doivent être formés à l'utilisation. Ils doivent acquérir des compétences numériques de base. Cela est un facteur décisif pour le succès du projet dans le canton de Fribourg alémanique. En tant que proviseur du Collège Sainte-Croix, j'ai constaté que le manque de formation continue expliquait la résistance au BYOD. Comme la formation des enseignants est en cours du côté francophone, je suis très optimiste quant à l'acceptation du projet du côté francophone, comme c'est le cas aujourd'hui avec le BYOD. Il ne s'agit pas de bouleverser complètement l'enseignement scolaire, mais plutôt d'élargir les possibilités didactiques. En outre, il n'est bien sûr pas interdit de continuer à utiliser, à l'avenir, les livres. Les tablettes ne remplacent pas le crayon et la gomme. Elles les complètent avec une caméra et un microphone.

Natürlich weiss ich als Lehrperson auch, dass es negative Aspekte gibt: der Entertainment-Faktor des Internets und die damit einhergehende Ablenkung, die droht, kurzum noch mehr Zeit vor Monitoren. Aber genau hier ist es wichtig, dass wir den Schülern Medienkompetenz und kritisches Denken vermitteln. Die Schüler benutzen künstliche Intelligenz (KI). Es ist eine Realität. Aber es ist unsere Aufgabe, dass sie "Fake-News" erkennen, dass sie den kritischen Umgang mit Informationen im Internet lernen, aber auch wissen, wie sie sich sicher bewegen und ihre Daten schützen.

Bei unserer Motion vor fünf Jahren war die Chancengleichheit ein zentrales Anliegen, dass Schüler in ärmeren Gemeinden nicht abgehängt werden, weil ihre Schulen weniger Geld für die digitale Aufrüstung haben. Denn nicht alle Schüler haben zu Hause Zugang zu einem Computer oder Internet. Schulische Geräte gleichen diese Unterschiede aus. Mit dem Kompromiss übernimmt der Kanton teilweise die Federführung, sodass es immerhin ein Minimum an Chancengleichheit gibt.

Als Deutschfreiburger bin ich froh, dass der Kanton nur unverbindliche Empfehlungen zu den Mindest- und Höchstdotationen für die digitale Ausstattung der Schüler nach Schulstufe abgibt, sodass das bestehende One-to-one-Konzept auf Orientierungsschule-Stufe in Deutschfreiburg nicht gefährdet ist. Denn wäre in diesem Artikel eine Höchstdotations drin gewesen, dann wäre dies ein Affront gegen Deutschfreiburg gewesen, der heftigste Reaktionen ausgelöst

hätte. Die Empfehlungen stören mich nicht, da ich hier vollstes Vertrauen habe in die Erziehungsdirektion, dass sie hinter dem One-to-one-Konzept steht.

Der zweite Teilsatz im Artikel 22a mit dem Streben nach Genügsamkeit bei der Nutzung von Informatikausrüstung stört mich, nein, er nervt mich, da er das unguete Gefühl weckt, dass die französischsprachigen Gemeinden mit Mindestempfehlungen angestossen werden sollen und die Deutschfreiburger mit Höchstdotationen und einem Verweis auf Umweltverantwortung zu zügeln sind. Aber zum Glück ist er so formuliert, dass er nicht schadet.

An dieser Stelle noch eine Bemerkung zur Umweltverantwortung: Der Bericht zu den Klimaauswirkungen der Informatikausstattung kommt zum Schluss, dass der CO₂-Ausstoss der Information-Technology-Ausstattung (IT-Ausstattung) gering bleibt. Nach der Übernahme durch den Kanton würde die Informatikausstattung 2 % der Emissionen eines Schultages ausmachen. Heute sind es 1,3 %. Ein Vergleich: Ein Mittagessen mit Fleisch verursacht 20 Mal mehr, die Heizung der Schule auf Tag und Schüler berechnet verursacht 4 Mal mehr Emissionen als die Informatikausstattung.

Sehr glücklich bin ich, dass der Kanton... [*Mikrofon aus.*]

de Weck Antoinette (PLR/PVL/FDP/GLP, FV). Je m'exprime au nom du groupe Libéral-Radical et Verts-Libéraux.

Qui ne veut pas que son enfant dispose de connaissances en informatique, tant pour sa vie professionnelle que personnelle, et pour faire face justement à cette évolution technologique de manière responsable? Qui ne veut pas protéger son enfant des méfaits d'internet, de l'addiction aux plateformes et aux jeux et du mobbing sur les réseaux sociaux? Ce sont ces vraies préoccupations émanant de parents et d'enseignants qui ont surgi dans le débat.

A ces intérêts qui, à première vue, paraissent antinomiques, s'est ajouté le COVID, qui est arrivé dans le débat par l'entremise de la motion Bürdel/Perler. Cette motion, je le rappelle, a été acceptée en 2020 et a imposé le one-to-one dans les classes du CO. A la suite de cela, le Conseil d'Etat a élaboré son projet de stratégie numérique en 2023, le projet EdNum, auquel il a rajouté la motion Bürdel/Perler. Tout ceci pour un coût de 60 millions. Et la Commission s'est mise en route le 28 août 2023. Ses travaux ont révélé deux fronts: ceux qui voulaient avancer au pas de charge et ceux qui freinaient pour des raisons pédagogiques et financières. Il en est résulté le renvoi du projet au Grand Conseil afin que le Conseil d'Etat reprenne aussi le financement du primaire mais supprime les coûts de formation des enseignants. Un nouveau projet a été élaboré. Il est sorti le 17 septembre 2024: le projet ENEO.

Les éléments du nouveau projet ENEO ont été listés par le rapporteur, je ne vais pas les rappeler. Le coût de ce projet, 60 millions, le Conseil d'Etat a estimé qu'il ne pouvait pas le prendre directement à sa charge. Il a donc prévu la fameuse bascule fiscale. Et la commission a repris ses travaux et les deux fronts de cette commission ont continué à s'affronter. Les charges financières et la bascule fiscale sont en plus entrées dans le débat. Or, il y a eu la votation sur le centre de stockage et là, les députés se sont bien rendu compte qu'un référendum sur ce projet tel quel ne passerait jamais. Il fallait donc trouver un compromis. Je remercie ceux qui ont fait une proposition afin que le projet ENEO devienne acceptable aux yeux de tous.

Ce projet bis, je vous le rappelle, a été accepté à l'unanimité par la commission, donc les deux fronts l'ont accepté. Ce projet réussit à augmenter la sécurité grâce à la centralisation de la gestion et du support technique logiciel par l'Etat, à favoriser la sobriété et la mutualisation des équipements, principe qui n'existait pas dans les deux projets de l'Etat EdNum et ENEO. L'Etat ne va donc fixer que des recommandations et un maximum et un minimum, qui seront influencés par ces principes de base de sobriété et de mutualisation. Et ça, je tiens vraiment à l'exprimer pour que les communes aussi les mettent en place et ne se sentent pas obligées d'acheter plus que nécessaire ni moins que ce qui est indispensable. Le Conseil d'Etat a donc confirmé que ce projet bis n'imposait pas le one-to-one aux CO. Il maintient l'autonomie communale puisque ce sont les communes qui choisiront leurs fournisseurs comme elles le font déjà maintenant et qui choisissent aussi quel développement informatique elles désirent pour leurs élèves. Dans le cadre des recommandations, il garde du projet ENEO la gestion et le support logiciel, qui seront pris par l'Etat, ce qui assure aussi la sécurité de fonctionnement. On ne peut pas installer certains programmes, uniquement ceux qui sont admissibles. Il en résulte une diminution des coûts pour l'Etat. De 60 millions, on passe maintenant à 35 millions puisque les appareils des élèves ne sont plus à la charge de l'Etat.

Le projet bis de la commission trouve donc des compromis entre les deux fronts qui étaient en complet désaccord sur les moyens et sur la manière d'enseigner. On s'est affronté sur toutes les notions. Maintenant, je vous demande, au nom de la commission, d'accepter ce compromis. Ce que va faire, dans sa grande majorité, le groupe Libéral-Radical et Verts-Libéraux.

Moura Sophie (PLR/PVL/FDP/GLP, GR). Je déclare mes liens d'intérêts: je suis directrice d'un établissement primaire et je m'exprime à titre personnel.

Le numérique n'est plus une option: c'est une langue, une culture, un outil quotidien. L'école ne peut rester à l'écart de cette transformation. Former les élèves à comprendre et maîtriser les outils numériques, c'est leur donner les moyens d'être des citoyens libres, critiques et responsables dans un monde profondément technologique. Retarder cette formation, c'est creuser les inégalités et priver une génération d'un savoir fondamental.

Mais bien avant l'arrivée de l'éducation au numérique, les outils informatiques faisaient déjà partie du quotidien des enseignants et des élèves. Ils les soutenaient dans leurs apprentissages. L'école a toujours évolué avec son temps.

Aujourd'hui, nous débattons du projet bis de la commission parlementaire sur le financement et la gestion du parc informatique de l'école obligatoire, projet auquel le Conseil d'Etat s'est rallié. Parmi les articles proposés, l'article 22 alinéa 2 sur la mutualisation du matériel numérique me paraît essentiel. Je remercie la commission de l'avoir intégré. La mutualisation du matériel des élèves ne peut pas être une option, elle doit être une condition de réussite. Dans une école, tous les élèves n'utilisent pas le matériel en même temps. Cette réalité doit guider notre gestion des ressources. Sans coordination, on risque un suréquipement: des tablettes et ordinateurs qui dorment dans les armoires, rarement utilisés, parce que mal planifiés ou en surplus. Or, ces équipements coûtent cher. Et chacun le sait ici: la situation financière est tendue, tant pour les communes que pour le canton. Sans mutualisation, ce sont des ressources financières précieuses qui seront gaspillés, sans parler des dégâts environnementaux. Ce modèle va à l'encontre de tout principe de gestion responsable et de sobriété environnementale, que l'école se doit de respecter. Ainsi, lorsque les nouvelles recommandations de dotation seront établies, la mutualisation devra être un critère central.

Je vous donne un exemple: dans mon établissement, qui compte environ 1200 élèves, les recommandations proposées par le projet du Conseil d'Etat mentionnent 300 à 500 appareils, selon que l'on retienne la dotation minimale ou maximale. Aujourd'hui, nous fonctionnons avec environ 100 ordinateurs, répartis dans des valises, disponibles sur réservation. Et cela fonctionne. Le pédagogique ne s'en trouve pas impacté. Bien évidemment, quelques appareils supplémentaires seront les bienvenus. Mais nous avons encore de la marge.

L'objectif ne doit donc pas être de distribuer du matériel, mais de le faire de manière cohérente et intelligente. Il appartiendra ainsi aux communes, en collaboration avec les directions d'établissement, d'adapter leurs besoins aux réalités du terrain.

Cependant, un point m'interroge. Dans l'état des lieux fourni en annexe, on constate que la majorité des écoles primaires et des cycles d'orientation sont équipés de matériel Apple, fourni par les communes: 62% à l'école primaire, 75% au CO. De leur côté, les collaborateurs de l'Etat travaillent majoritairement sur PC. Or, le projet bis prévoit que les communes achètent le matériel des élèves, et le canton celui des enseignants. Comment la cohérence du parc informatique d'un établissement sera-t-elle assurée sachant que les élèves et les enseignants ne seront pas équipés par le même fournisseur et que l'utilisation de deux systèmes d'exploitation différents peut engendrer des désagréments liés à l'incompatibilité matérielle et logicielle, à la gestion et à la maintenance et au niveau pédagogique? Cette question doit selon moi être éclaircie. Je suivrai donc avec attention la réponse donnée ainsi que la suite des débats. Malgré cela, je pense qu'il est temps d'avancer. Il est important d'inscrire enfin l'éducation au numérique dans la loi scolaire fribourgeoise, avec un cadre clair.

Galley Liliane (*VEA/GB, FV*). Je prends la parole en mon nom et vous annonce mes liens d'intérêt avec cet objet: je suis membre de la commission ENEO, directrice de l'Observatoire latin de l'enfance et de la jeunesse (OLEJ), membre de la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ), membre du comité de l'association romande CIAO et ancienne collaboratrice de la plateforme nationale Jeunes et Médias qui s'occupait des questions de promotion des compétences numériques.

L'éducation numérique ne laisse personne indifférent. Lancez le sujet dans une discussion et les réactions fusent: inquiétudes sur l'exposition aux écrans, sur les durées d'utilisation, sur la santé, etc. Des préoccupations légitimes, mais qui restent souvent centrées sur les risques et les outils eux-mêmes au détriment d'une réflexion de fond sur les usages, les contenus et surtout l'accompagnement éducatif et le cadre pédagogique.

Trop souvent, on confond les pratiques numériques scolaires avec un usage non encadré comme un téléphone dans les mains d'un enfant en bas âge ou des heures de scrolling sur les réseaux sociaux ou de jeux vidéo. Or l'école n'est ni Tik Tok ni YouTube. Elle offre un espace encadré, réfléchi, où le numérique peut devenir un levier d'apprentissage et non une dérive. Ces questions, évoquées au sein de la commission et en marge, méritent d'être traitées, notamment avec un soutien accru à la parentalité. C'est précisément l'objet du postulat que j'ai déposé en mars et que je vous inviterai à soutenir en temps voulu.

Revenons au cœur du projet ENEO. Il s'agit d'un projet structurel: comment équiper l'école en outils numériques de manière cohérente, équitable, et durable? J'aimerais attirer votre attention sur deux volets essentiels: l'environnement et la santé des élèves.

En termes d'environnement, l'analyse de Climate Services, effectuée sur le projet ENEO envisageant la reprise cantonale de tous les appareils, mettait en évidence que les émissions passaient de 1,3% à 2% concernant l'augmentation des équipements informatiques. Mais ces chiffres doivent être mis en perspective: les équipements informatiques ne représentent qu'une infime part des émissions globales d'une journée à l'école, bien derrière le chauffage, les transports ou les repas. Or, outre le principe de mutualisation que je soutiens pleinement, il existe un autre levier d'action et il est simple: il s'agit de prolonger la durée de vie des appareils à huit ans. Ce seul geste permettrait de réduire les émissions de 20%. Autrement dit, la sobriété n'est pas incompatible avec l'équipement, à condition de poser des règles claires et de privilégier la durabilité et la mutualisation.

Deuxièmement, la santé ou le développement des élèves: le mot d'ordre serait d'encadrer plutôt que d'interdire. Le rapport de l'Institut de recherche et de documentation pédagogique (IRDP) nous le rappelle: il n'y a pas de consensus scientifique absolu sur les effets de l'exposition aux écrans. Mais il existe des balises claires qu'il est de notre devoir de respecter: le développement moteur – surtout chez les plus jeunes –, la socialisation et l'apprentissage de la gestion des émotions et, enfin, la construction des savoirs, qui suppose des supports adaptés et un encadrement actif par les enseignants.

Ce n'est donc pas la présence d'écrans qui pose problème, mais le sens pédagogique de leur usage. C'est pourquoi je déplore la disparition, dans le projet actuel, de l'exigence d'un concept pédagogique pour chaque dotation. Cet élément a disparu avec le portail d'acquisition centralisé. Vous l'avez certainement vu, j'ai déposé un amendement pour réintroduire cette exigence car la finalité doit ici justifier les moyens et non l'inverse.

Ce projet représente un compromis, un pas en avant certes, mais avec des zones d'ombre. La formation des enseignants progresse et c'est une excellente chose. Cela a été sorti du premier projet. Mais l'objectif d'égalité des chances s'affaiblit puisque les dotations continueront de varier selon les moyens et les visions des communes. Les recommandations cantonales à venir seront donc cruciales. Elles devront garantir une dotation minimale, au nom de l'égalité, mais aussi poser des limites maximales, en cohérence avec le principe de sobriété numérique inscrit dans la loi.

Le projet ENEO est à la croisée des chemins: entre innovation et responsabilité, entre égalité et efficacité. A nous de le faire avancer dans la bonne direction, en restant exigeants sur les impacts écologiques, attentifs aux besoins des élèves, et cohérents dans nos choix politiques.

Au vu de ces considérations, je soutiendrai le projet bis de la commission.

Gaillard Bertrand (*Le Centre/Die Mitte, GR*). Mes liens d'intérêts: je suis le syndic de la plus belle commune du canton, membre du comité de l'Association des communes fribourgeoises et membre du Club des communes. C'est à ce titre-là que je prends la parole.

Je tiens tout d'abord à préciser, afin d'éviter, si je parle trop longtemps, d'être coupé, que le comité du Club des communes entre en matière sur le projet de modification légale et spécialement sur le projet bis de la commission. Il n'appartient pas au comité de se prononcer sur les moyens pédagogiques mais sur leur prise en charge, d'autant plus lorsqu'il s'agit d'un report de charges sur les communes. En effet, tant le PER que le Lehrplan 21 qualifient les ordinateurs et tablettes de moyens d'enseignement, qui sont à charge de l'Etat à la suite de l'arrêt du Tribunal fédéral.

Ces conventions sont intercantionales et ont été promulguées après la loi scolaire fribourgeoise. Leur prépondérance devrait l'emporter – on peut toujours faire des interprétations. Le comité du Club des communes remarque avec déception que la vision de l'école de demain est occultée par les aspects financiers, même si parfois on en est la cause. Ceux-ci sont proposés sans relation avec qui commande paie. Bien sûr, avec la proposition de la commission, ce n'est plus l'Etat qui décide, mais une directive. Les logiciels sont décidés par l'Etat. On sait que les directives étatiques, qu'on le veuille ou non, ont presque, à long terme, force de loi, ce qui n'est pas forcément un problème. Toutefois, ce sont les associations de communes qui vont payer ce suivi et ces directives. Ce manque de logique entraînera probablement un manque d'efficacité et d'efficience.

Le comité du Club des communes est d'avis que notre canton doit avancer avec l'éducation numérique pour ses jeunes. Pour débloquer la situation et donner des perspectives à notre jeunesse, il accepte que les communes aident l'Etat à aller de l'avant. Voyez comme nous sommes magnanimes! Il est d'accord que les communes assument l'investissement pour la mise en place de cette éducation numérique. Cependant, une analyse de la situation devra être dressée tout au long de la mise en œuvre et l'année suivante. Une fois la structure mise en place, les charges de ces moyens d'enseignement, pour tâcher d'avoir une coordination, une durabilité des achats, une coordination avec les programmes, devraient être reprises à 100% par l'Etat. Cela sera dans six ou sept ans. Un amendement sera déposé dans ce sens. Je rassure M^{me} la Représentante du Gouvernement, le développement de l'amendement vous rassurera aussi.

A titre personnel, j'ai bien aimé le rapport de Christiane Caneva, en particulier, en bon pragmatique que je suis, le premier chapitre qui traite de l'importance du cadre pédagogique – et j'espère qu'on en a bien tenu compte – et le quatrième chapitre sur les conditions clés de réussite. Malheureusement, avec neuf séances de commission, je crois qu'on n'a pas respecté ces conditions clés puisque que le débat a été assez dense.

Je vous remercie d'avoir pris note que le Club des communes entre en matière.

Michellod Savio (*PLR/PVL/FDP/GLP, VE*). Mon lien d'intérêts: je préside l'Association des communes pour le CO de la Veveyse et je m'exprime à titre personnel.

L'éducation numérique n'est plus un gadget. C'est le billet de train pour l'emploi. Si l'école obligatoire n'investit pas, nos élèves fribourgeois resteront sur le quai pendant que ceux des autres cantons conduiront la locomotive. Jeudi dernier, au Forum Bois et Innovation, j'ai pu constater qu'un apprenti qui ne savait pas manier un ordinateur pourrait se retrouver

scié. Reste l'inévitable question. Qui paie? Qui décide? Pour éviter l'échec, la commission a troqué l'harmonisation contre un compromis: l'Etat financera les ordinateurs des enseignants et de l'administration; les communes garderont la main et l'addition pour le reste. Tant mieux pour les profs. Dommage que les élèves, le cœur de l'école, continuent de naviguer dans un parc hétéroclite en fonction de leur domicile. Aujourd'hui, au CO de la Veveyse, les communes achètent et décident. Ça tourne parce que qui paie commande. Demain, nous superposerons deux donneurs d'ordre: l'Etat pour les enseignants, les communes pour les élèves. Une tâche enchevêtrée, mais au moins un début d'avancée. Et Fribourg ne peut plus se permettre de prendre du retard.

J'entrerai donc en matière, mais avec deux interrogations: quid des problèmes de compatibilité si le système choisi par les communes n'est pas celui de l'Etat? C'était ma première interrogation, déjà abordée par la députée Moura. La seconde porte sur l'autonomie des communes, soi-disant assurée par le terme «recommandation» introduit par la commission à l'article 22a. Quelle est-elle? Car dans les faits, l'article 104b demande aux communes d'équiper les élèves conformément aux recommandations de l'article 22a. Il me semble que ce type de renvoi transforme une recommandation en standard de référence contraignant. D'où ma seconde interrogation: les recommandations de l'article 22a sont-elles contraignantes? Le cas échéant, qui a été consulté dans l'établissement de ces recommandations et qui le sera lors d'une future révision?

Kubski Grégoire (*PS/SP, GR*). Mes liens d'intérêts: j'ai été membre des deux commissions qui ont étudié ce paquet d'éducation numérique.

Nous arrivons enfin au dernier chapitre de ce feuilleton de l'éducation numérique qui, rappelons-le, figure au point 1.1.1 des priorités du Conseil d'Etat dans son programme gouvernemental. A la suite du renvoi, le groupe socialiste salue le fait que les aspects pédagogiques, de la santé des enfants et écologiques aient été approfondis. Sur l'aspect écologique toutefois, il regrette que le rapport fourni soit un écran, mais un écran de fumée, face aux conséquences écologiques conséquentes de ce projet. Le rapport de Climate Service SA conclut qu'ENEO n'augmentera que de 0,7% les émissions d'une journée d'école: cela semble tout droit sorti du manuel de noyage de poissons! On parle clairement d'une augmentation importante des dotations avec un impact écologique conséquent qui doit être relevé.

Avec quelques étincelles, la commission a abattu un travail considérable. Et au terme de riches discussions, la fumée blanche est sortie de la salle Felder. Au final, nous sommes parvenus à ce compromis, une forme de paix des braves. Et pour le groupe socialiste, il était essentiel qu'il n'y ait pas de guerre des langues, qu'il n'y ait pas d'un côté des alémaniques fâchés du résultat, d'un autre côté des francophones fâchés du résultat. Et je crois que là, on a réussi à trouver un équilibre. Donc on n'imposera pas aux Alémaniques un retour en arrière – cela ne se justifiait pas. On n'imposera pas non plus aux Francophones le one-to-one – cela est positif.

On respecte l'autonomie des différentes autorités. Les enseignants et les directions d'école souhaitent être systématiquement écoutées, consultées afin qu'elles puissent participer à ces prises de décision. C'est la responsabilisation de ces établissements, qui doivent avancer à leur rythme avec leur propre concept. Le groupe socialiste salue en particulier le fait que l'on répare enfin la vieille injustice de la non-mise à disposition d'un ordinateur aux enseignants. Les enseignants sont des fonctionnaires cantonaux comme les autres. Ils ont besoin d'un ordinateur pour leur travail quotidien. C'est essentiel et positif. Cela doit être souligné.

Je relève aussi l'avancée par rapport à la sécurité, un élément important pour les représentants des communes puisque c'est le canton qui prendra en charge la sécurité de l'ensemble des appareils du canton. Ce sera donc un allègement au niveau des charges des communes à ce niveau. Cela doit être souligné.

Je suis particulièrement heureux que la commission ait accepté notre amendement introduisant le principe de mutualisation. Je crois que cela est essentiel. Oui, on est en Suisse, un pays riche qui peut se permettre beaucoup de choses. Mais il est essentiel de promouvoir le partage d'appareils entre les élèves. Et si l'on peut réaliser une économie d'appareils, à la fois financière et écologique, tout le monde en sera bénéficiaire.

Cette version bis propose un équilibre du nombre d'équipements, non imposé par le haut mais uniquement recommandé, un équilibre financier en cette période particulièrement difficile, un équilibre politique et un équilibre linguistique dans le respect des différentes sensibilités. Je suis fier de vous dire que le groupe socialiste entrera en matière et soutiendra, dans sa grande majorité, ce projet bis. Ce dernier est un compromis, un équilibre qui satisfera à mon sens le plus grand nombre.

Baeriswyl Laurent (*Le Centre/Die Mitte, SE*). Je suis lié à cet objet par le fait que j'étais membre de la commission et que je suis concerné par ce domaine en tant que directeur d'un CO. Je m'exprime en mon nom.

Tout d'abord, je tiens à féliciter le président de la commission, M. le Député Pierre Vial. Il n'avait pas la tâche facile, mais il a brillamment dirigé la commission.

Dans le district de la Singine, nous travaillons, dans les CO, avec la stratégie one-to-one depuis bientôt six ans. Au début, il y avait aussi des craintes et on ne savait pas vraiment comment cela allait se développer. Aujourd'hui, il n'y a plus personne

qui voudrait se passer de ces outils. Nous parvenons à préparer les élèves à leur avenir professionnel, où la numérisation est une réalité. Et nous parvenons également à enseigner l'utilisation judicieuse de la numérisation. De plus, c'est un fait qu'une grande partie des manuels et des exercices doivent être traités en ligne.

La motion Bürdel/Perler envisageait autre chose, c'est clair. Un point qui me tient particulièrement à cœur est l'égalité de traitement. Avec la motion et la proposition du Conseil d'Etat, nous aurions une situation de départ dans laquelle tous les élèves du canton partent avec les mêmes chances. La réalité montre que dans notre canton, on n'est pas encore prêt à franchir ce pas. Mais avec le projet de la commission, nous avons une proposition qui permet à chaque commune et école d'aller à son propre rythme. C'est une bonne chose et cela ne surcharge personne.

L'image que beaucoup ont en tête est un enfant à l'école collé à l'écran toute la journée. Cela ne correspond pas à la réalité. La tablette à l'école est un outil de travail. Dans notre jeunesse, c'était la calculatrice. Aujourd'hui, c'est la tablette. L'élève l'utilise au moment où l'enseignant le demande. Je peux vous rassurer, nous continuons à faire des camps, des projets en extérieur, à apprendre de, avec et dans la nature. Là où il faut regarder de près, c'est dans l'utilisation des appareils privés à la maison et en dehors de l'école. C'est là que les parents et la société doivent assumer leurs responsabilités. Les écoles apportent leur aide, mais les parents ne peuvent pas se décharger de cette responsabilité.

Nous devons arrêter de nous comparer aux pays scandinaves, qui adaptent leur stratégie et qui font marche arrière. En arrière, mais pas au Moyen Age! Sans initiation ni formation, ils ont introduit la numérisation. Or, nous ne commettons pas les mêmes erreurs. On a compris comment cela peut se passer et comment cela doit se passer. On prépare le terrain. L'enseignement avec et sur les médias numériques est ancré dans le Lehrplan 21 et le PER. Les enseignants germanophones sont tous formés. On a commencé à former les enseignants francophones. C'est dans ce contexte que nous avons commencé à travailler avec les élèves. Le terrain est donc parfaitement préparé.

La proposition comble également une autre lacune du système. Imaginons un travailleur qui doit amener son marteau, sa scie, son tracteur ou son ordinateur au travail parce que son employeur ne lui fournit pas les outils dont il a besoin. C'est une situation que nous ne connaissons pas ou que nous ne rencontrons que très rarement. Pour les enseignants du canton de Fribourg, c'est une réalité depuis des années. Ce sont les communes qui ont financé les ordinateurs des enseignants ou les enseignants qui les ont payés eux-mêmes. Cette situation n'est pas acceptable. Avec ce projet, nous pouvons enfin remettre de l'ordre. Le canton en tant qu'employeur équipe tous ses employés en conséquence.

Der Vorschlag ist ein Kompromiss, der es allen Gemeinden und Schulen erlaubt, in dieser Frage einen eigenen Rhythmus anzuschlagen.

Vous l'aurez compris, je vous prie d'accepter le projet bis de la commission.

Kehl Roland (VEA/GB, SE). Meine Interessensbindung: Ich bin Lehrer an einem Kollegium in diesem Kanton und ich spreche in meinem eigenen Namen.

Und ich musste etwas lachen. Wir haben jetzt eigentlich alle deutschsprachigen Vertreter im Grossen Rat, die etwas mit Bildung zu tun haben. Und ich glaube, ich komplettiere einfach diesen Reigen noch.

Als Einwohner einer Sinsler Gemeinde und Vater von drei Kindern habe ich konkrete Erfahrungen mit dem Konzept eins zu eins auf Niveau "cycle d'orientation" (CO). Es wäre dumm zu behaupten, dass Tablets im Unterricht keine Herausforderung sind. Ich nenne nur ein Beispiel: Anwendungen von künstlicher Intelligenz sind für Lehrpersonen mitunter schwierig zu kontrollieren. Aber insgesamt ist aus meiner Erfahrung das Eins-zu-eins-Konzept ein Vollerfolg. Und deshalb war ich doch etwas konsterniert, zu sehen, dass der Funke von Deutschfreiburg nicht auf die französischsprachigen Gemeinden übersprungen ist. Vom Geist der ursprünglichen Motion Bürdel/Perler ist heute nicht mehr viel übrig. Im Gegenteil: Es war sogar von Höchstdotationen die Rede, und sie hätten das bewährte Konzept von eins zu eins in Deutschfreiburg doch arg gefährdet. Meine Kinder kennen ihr Schul-iPad als ein Arbeitsgerät, auch zu Hause. Sie recherchieren, sie machen Podcasts, sie erstellen Präsentationen, sie lernen Fremdsprachen. Und weil die Schule streng darüber wacht, welche Applikationen auf den Geräten installiert sind, muss ich als Vater eigentlich selten Kontrollaufgaben wahrnehmen. Meine Tochter benutzt das iPad, das sie vor mittlerweile fünf Jahren von der Schule erhalten und vor zwei Jahren der OS abkaufen konnte, immer noch täglich in der Schule und zu Hause – so viel zum Thema Lebensdauer.

Aber das zähe Ringen um "équipement numérique pour l'école obligatoire" (ENEO) hat uns Deutschfreiburgerinnen und Deutschfreiburgern aufgezeigt, dass die verschiedenen Kulturen und Sprachen in unserem Kanton in ihrem eigenen Tempo und auf ihre je eigene Art und Weise die Bildung in der digitalen Sphäre gestalten wollen.

Deshalb ist die nun vorliegende Version bis von ENEO ein gelungener Kompromiss, insbesondere Artikel 22, der jetzt von "Empfehlungen" spricht und nicht mehr von Vorschriften. Die Version bis von ENEO blockiert die progressiven Gemeinden nicht mit ihren bereits bestehenden Projekten im Bereich eins zu eins, und gleichzeitig lädt sie andere Gemeinden, die

die Implementierung der digitalen Bildung nach den Rahmenlehrplänen noch nicht abgeschlossen haben, ein, die nötigen Anschaffungen ins Auge zu fassen.

Seit der Motion Bündel/Perler ist viel Wasser die Saane hinabgeflossen. Zwei Fachreferate des Klubs Bildung und Erziehung haben aufgezeigt, dass der Einzug digitaler Geräte in die Volksschule unvermeidbar ist, aber im Hinblick auf künftige Kompetenzen von Kindern und Jugendlichen auch unverzichtbar. Die beiden Forschenden haben aufgezeigt, dass wir uns aber bei den politischen Entscheidungen von Wissenschaftlichkeit und Weitsicht leiten lassen sollten.

Die Diskussion um Fragen der Ausstattung, der Kostenübernahme hat bei vielen Aussenstehenden, die wir auch am Dienstagabend sehen konnten, den Eindruck erweckt, der Kanton verkürze das ganze Thema der digitalen Bildung auf die Anschaffung von Geräten.

In der heutigen Abstimmung geht es tatsächlich ausschliesslich um die Strategie zur Ausrüstung der obligatorischen Schulen und des Lehrpersonals mit Geräten und um die Finanzierung. Es geht heute nicht um eine digitale Bildungsstrategie. Sie ist nicht Teil des Geschäfts und dennoch erwarten die Freiburgerinnen und Freiburger zurecht, dass wir nicht nur über das Was sprechen, sondern auch über das Wie. Wie man die empfohlenen Geräte einsetzt, ist sogar die wichtigere Frage, wenn es um Bildungserfolg geht. Ein Tablet in einem Schulzimmer ist kein Garant für guten Unterricht. Die Qualität des Unterrichts ist in hohem Masse abhängig von den fachlichen, didaktischen, sozialen und kommunikativen Fähigkeiten einer Lehrperson. Deshalb braucht es für unsere Lehrpersonen eine solide Aus- und Weiterbildung, sowohl in der Erstausbildung an der pädagogischen Hochschule oder Universität als auch in der Weiterbildung. Für mich ist deshalb klar, dass es noch für eine lange Zeit Anstrengungen im Bereich der Aus- und Weiterbildung braucht.

In diesem Sinne lade ich Sie ein, auf dieses Geschäft einzutreten und das Dekret in der Version bis anzunehmen.

Bapst Bernard (*UDC/SVP, GR*). Je prends la parole au nom du groupe de l'Union démocratique du centre. Mes liens d'intérêts avec cet objet: j'étais membre de la commission ENEO.

Je ne vais pas revenir sur les propositions et décisions de la commission, vous les avez abondamment entendues. Je voudrais juste formuler une remarque et revenir sur le fonctionnement de nos écoles, qui me questionne. Dans un petit canton comme le nôtre, avec une Direction, deux chefs de service – un francophone, un germanophone –, malgré les langues et les plans d'études différents, avoir de telles différences de fonctionnement et d'équipements me questionne. Pour moi, la langue ne doit pas donner naissance à de telles disparités d'équipements entre nos écoles. Je me pose la question suivante: n'attend-on pas, dans l'une des filières, un problème sous-jacent?

Les deux tiers de notre groupe accepteront le projet proposé par la commission et le reste le rejettera ou s'abstiendra.

Aebischer Eliane (*PS/SP, SE*). Ich spreche in meinem eigenen Namen.

Meine Interessensbindungen: Ich bin Schuldirektorin einer Primarschule, welche das Glück haben wird, eine Pilotschule zu sein bei der Implementierung des digitalen Wandels und beim Herausfinden, wie und wo die Digitalität im Schulentwicklungsprozess einen sinnvollen Platz finden kann.

Ich durfte vor über zwanzig Jahren auf Kosten des Staates eine Ausbildung absolvieren, um anschliessend in einem Mandat von Fritic während circa fünfzehn Jahren die Lehrpersonen weiterzubilden, um den Einsatz der Computer im Schulalltag sinnvoll zu gestalten. Und ich habe aktuell noch ein Mandat vom Kanton als sogenannter pädagogischer Informations- und Kommunikationstechnologie-Support (PICTS) an unserer Schule, bin also gemeinsam mit zwei anderen Ansprechpersonen für den pädagogischen ICT-Support bei uns zuständig.

Zum vorliegenden "projet bis" werde ich ja sagen, wenn auch mit einem weinenden Auge und ein bisschen Zähneknirschen. Dies nicht etwa, weil es mir zu weit geht, sondern weil es viel zu wenig zukunftsgerichtet ist.

Ich habe übrigens damals der Motion Bündel/Perler nicht zugestimmt. Nicht weil ich gegen die Motion war, sondern weil ich es nicht richtig fand, dass die Primarschulen einfach ausgeschlossen wurden.

Der Staatsrat und auch der Grossrat haben per Gesetz gemeinsam mit den Gemeindebehörden den Auftrag, dafür zu sorgen, dass die Schule ihren Auftrag erfüllen kann, und dazu gehört unter anderem auch, den Lehrplan einzuhalten. Man weiss heute, dass der Lehrplan in der 1H und 2H teilweise nicht mehr erfüllt werden kann, weil man die ICT vollständig aus deren Schulzimmern verbannt. Dennoch sah man sich unter anderem auch zu diesem Schritt gezwungen, um den kleinsten gemeinsamen Nenner zwischen der deutschen und der frankophonen Schulkultur zu finden und das Projekt nicht gänzlich scheitern zu lassen.

Ein kleiner gemeinsamer Nenner könnte auch sein, die Augen nicht vor der Realität zu verschliessen. Sie ist nicht weniger real, nur weil wir sie nicht sehen wollen. Man kann auch die künstliche Intelligenz (KI) sinnvoll in das eigene Leben und auch in die Schule integrieren oder man kann die Augen davor verschliessen. Aber verschwinden wird sie dennoch nicht mehr aus der Gesellschaft. Natürlich muss man auch diese hinterfragen und wissen, wie man damit umgeht, um sich nicht zu

blamieren, wenn man beispielsweise alles, was ChatGPT und Co. ausspucken, weiterverbreitet, ohne es zu hinterfragen oder zu überarbeiten. Ich bin übrigens überzeugt, auch hier im Saal jeweils herauszuhören, wenn jemand in deutscher Sprache eine von KI generierte Rede hält. Aber ist das nun schlimm?

Unterstützungsangebote sind dazu da, dass man sie nutzt – egal, ob das nun ein Rollator, eine Lesebrille, ein Hörgerät, ein Wörterbuch, ein Therapeut, KI oder ein Tablet ist. Man muss zum richtigen Zeitpunkt lernen, sie richtig und im richtigen Moment zu nutzen. Und wo, bitte schön, soll heute den Kindern und Jugendlichen der sinnvolle Umgang mit den Medien gelehrt werden, wenn nicht in der Schule? Das Elternhaus ist auch aus nachvollziehbaren Gründen sehr schnell überfordert damit, obwohl es kaum mehr Kinder und Jugendliche gibt, welche nicht irgendein eigenes technisches Gerät besitzen. Bekanntlich lernt man Schwimmen nicht im Sandkasten, obwohl das nachhaltiger wäre als ein Schwimmbad. Der verantwortungsbewusste Umgang mit den Medien kann auch nicht in einer Trockenübung gelehrt werden.

In der Weiterbildung unserer Lehrpersonen in den letzten Jahren zur Umsetzung des Lehrplans 21 wurde eine Formulierung immer wieder hervorgehoben und hat nun nachhaltig und positiv im Schulalltag Einzug gefunden: noch nicht! Das kleine Wörtlein "noch" bekam eine neue Wichtigkeit: Wenn wir den Schülerinnen und Schülern das Feedback geben, dass sie beispielsweise ein gewünschtes Verhalten "noch" nicht zeigen, hört sich dies positiver und vor allem motivierender an, als wenn sie einfach hören, dass sie das Lernziel nicht erreicht haben.

So schliesse ich heute auch mit der Hoffnung, dass es einfach "noch" nicht Zeit ist für ein ausgereifteres und ein zukunftsgerichteteres Projekt, und bin froh, wenn das vorliegende "projet bis" eine Mehrheit findet. Zumindest verbaut es keine Weiterentwicklung, und angesichts der Diskussionen in den vergangenen Monaten ist dies schon eine grosse Errungenschaft.

Bonvin-Sansonnens Sylvie, Directrice de la formation et des affaires culturelles. Je remercie les député-e-s pour leur entrée en matière et, comme je l'ai entendu, pour le soutien d'une grande majorité de ce parlement. Je me réjouis de discuter des amendements et de la version bis de la commission.

Il y a quelques questions auxquelles je peux répondre. M^{me} la Députée Moura, vous vous inquiétez du fait qu'à l'école, on utilise plutôt Mac alors qu'à l'Etat, on travaille sur PC. Je peux vous rassurer sur ce point: le domaine scolaire, y compris les directions d'écoles et les enseignants, seront gérés par Fritic et non par le SITel. Aujourd'hui, avec le système cloud, les deux systèmes peuvent coexister. Ainsi, chaque école pourra développer ses propres projets comme elle le souhaite, avec le système qu'elle aura choisi. Je suis heureuse que votre situation en termes de dotation, soit 100 outils numériques, vous satisfasse. Je tiens néanmoins à préciser qu'avec l'introduction de la nouvelle discipline scolaire éducation numérique, ces dotations devront évidemment être réévaluées parce que les besoins vont certainement changer.

M. le Député Gaillard, j'aimerais juste rappeler que dans la loi scolaire fribourgeoise de 2014, les outils numériques sont considérés comme de l'infrastructure. En effet, à l'époque, les outils numériques étaient des ordinateurs fixes dans les salles informatiques. Dans le message même, il est bien précisé que ce qui est numérique est de l'infrastructure et l'infrastructure est à la charge des communes. Il est donc important qu'aujourd'hui, nous changions la loi scolaire pour préciser ce que signifient ces outils numériques. Parce qu'aujourd'hui, ce sont des tablettes que l'on glisse dans le sac, qu'on déplace. Cela n'est pas comparable avec l'infrastructure telle qu'on l'imaginait il y a encore onze ans. Ainsi, le projet bis de la commission est utile pour sortir le numérique de l'infrastructure. Je pense qu'il est important que nous menions ce débat, ensemble, afin d'adapter la loi aux avancées technologiques et pédagogiques.

Les recommandations, M. le Député Michellod, pour tout ce qui concerne l'école, se feront toujours de la même façon. Les enseignants et les techniciens seront consultés. La consultation nous permettra de définir quels sont les besoins minimaux et quels sont les besoins maximaux tels qu'ils ont été prévus par la commission dans sa version bis.

M. le Député Kubski, vous mettez en doute les résultats scientifiques sur l'impact écologique. Je le regrette, parce que la commission avait souhaité que nous mandations une entreprise externe pour élaborer ces calculs et ces analyses. Nous avons consulté une entreprise reconnue pour son sérieux. Si vous avez d'autres informations, nous vous saurions gré de nous les donner afin que nous puissions les comparer. Cette entreprise – en qui j'ai toute confiance – a élaboré ces calculs, ces analyses et ces pourcentages avec le plus grand sérieux.

M. le Député Kehl, vous pouvez être rassuré: la formation et la formation continue sont en place. La commission avait, avant le projet ENEO, voulu séparer tout ce qui avait trait à la formation des enseignants. Nous avons donc bien avancé de ce côté-là. Les concepts de formation et de formation continue sont en place et les moyens sont là également.

Enfin, M. le Député Bapst, il y a effectivement une différence de tempo entre les deux régions linguistiques de notre canton. C'est un fait. Nous avons l'habitude de travailler avec des cultures scolaires différentes. Nous sommes néanmoins l'exemple qui montre que nous pouvons travailler ensemble et faire des liens. Ce sont les plans d'études qui définissent ces différences de tempo. On n'avance pas au même rythme du côté latin que du côté germanophone. Le tout est organisé différemment

et les rythmes des plans d'études sont différents. Mais, à Fribourg, on essaie de rapprocher ces régions linguistiques afin d'obtenir de bonnes idées d'un côté comme de l'autre. Et je pense que Fribourg est un exemple où cela fonctionne très bien.

Vial Pierre (*PS/SP, VE*). Je vais simplement remercier les personnes qui sont intervenues pour soutenir ce projet et qui ont apporté des éléments sur lesquels il faut bien sûr insister: l'idée que ce projet est un compromis, la question de la sobriété, la question de la mutualisation. J'ai apprécié que, dans ce plénum, on ait distingué l'informatique à l'école de l'usage privé, notamment des réseaux sociaux, qui est nettement plus problématique, que l'on ait relevé les avancées qui ont été faites grâce à ce projet, même si ces avancées ne sont pas spectaculaires, que l'on ait relevé les faiblesses de notre projet, ce qu'on aurait pu faire et qu'on fera peut-être un jour, ainsi que les différences entre les communautés linguistiques qui ont, surtout au début du travail de la commission, représenté un obstacle.

Je reviens sur la question de M. Michellod. Je ne l'ai pas comprise de la même manière que M^{me} la Représentante du Gouvernement. Je vais la lier à la question de M. Gaillard. Si j'ai bien compris, la question était de savoir si ces recommandations seraient un jour contraignantes et s'il y aurait une obligation de les suivre, auquel cas il ne s'agirait plus vraiment de recommandations. Il est vrai que la formulation de l'article 104b n'est pas très heureuse sur ce point, en particulier lorsqu'il est précisé que les communes ont jusqu'en 2030-2031 pour suivre ces recommandations. Il y a là quelque chose qui peut porter à interprétation. Quoi qu'il en soit, toutes les discussions de la commission à ce sujet étaient vraiment très, très claires. Il s'agissait uniquement de recommandations qui n'avaient pas valeur d'obligation pour les communes.

> L'entrée en matière n'étant pas combattue, il est passé directement à l'examen de détail.

Première lecture

I. Acte principal : loi sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS)

Art. 22a

Vial Pierre (*PS/SP, VE*). L'article 22a fixe l'équipement des élèves, la façon dont ils sont équipés en informatique, ce que font les communes, à savoir qu'elles mettent à la disposition des élèves le matériel et qu'elles en assurent le support technique, uniquement pour l'aspect matériel ou hardware. Les tâches de l'Etat sont également fixées. On y retrouve le principe de mutualisation que nous avons introduit dans nos travaux, ainsi que le fait que l'Etat émette des recommandations et non pas une obligation au niveau de l'équipement. On y trouve également l'idée, évoquée dans mon rapport, que la direction doit définir des standards de qualité afin de s'assurer que le matériel acquis par les communes puisse être intégré dans le système global mis en place par l'Etat.

Bonvin-Sansonens Sylvie, Directrice de la formation et des affaires culturelles. Le Conseil d'Etat se rallie à la version bis de la Commission en mettant en évidence que la sobriété et la mutualisation sont des éléments importants.

Sudan Stéphane (*Le Centre/Die Mitte, GR*). Mes liens d'intérêts: directeur d'école primaire, enseignant au CO, parent de trois jeunes utilisant quotidiennement les moyens numériques dans leurs études et un peu trop dans leurs loisirs.

Je dépose l'amendement suivant: "La Direction émet des recommandations sur les dotations minimales et maximales de l'équipement numérique des élèves par degré de scolarité. A des fins de sobriété, elle promeut la mutualisation des équipements numériques. L'acquisition d'appareils se base sur un concept d'utilisation pédagogique déposé par les établissements."

Cet amendement va dans le sens d'une efficacité et non d'un gaspillage de ressources matérielles dans la poursuite du concept pédagogique EdNum. Vous le savez, nous avons en ligne de mire un programme d'assainissement des finances de l'Etat (PAFE) très austère. Tout le monde va devoir se serrer la ceinture: l'Etat, les communes, les employés et la population. Il serait regrettable que ces efforts soient mis à mal par une gestion trop dispendieuse de ces supports numériques. Quand les moyens financiers sont là, il est toujours possible d'être intelligent. Quand les moyens manquent, il est obligatoire de l'être. Les établissements et leur direction sont les plus à même de se rendre compte de la réalité du terrain: un ou plusieurs bâtiments, distribution géographique de ceux-ci, projet pédagogique particulier comme le plein air et l'éducation en vue d'un développement durable (EDD), pourcentage d'utilisation annuelle des ressources dans les classes et j'en passe.

Je vous demande donc de faire bon accueil à cet amendement, qui rejoint partiellement, dans l'intention, celui de M^{me} Liliane Galley, mais qui met, tout de même, en avant le terme d'"utilisation", propre au terrain, où les partenaires locaux de l'établissement, les directions, les enseignants et les responsables communaux pourront trouver la solution adéquate pour leur école.

Je vous remercie donc de faire bon accueil à cet amendement.

Galley Liliane (*VEA/GB, FV*). J'ai précédemment déclaré mes liens d'intérêt et fait un discours assez long lors de l'entrée en matière. Je ne reviendrai pas sur ces éléments. L'amendement que je propose aujourd'hui vise à retravailler un amendement que j'avais effectivement déposé en commission. Celui-ci avait été rejeté. Il est maintenant repris par mon collègue Sudan.

Un élément est passé à la trappe lors du passage du projet ENEO au projet ENEO bis: le portail d'acquisition centralisé qui fait que les communes pouvaient commander le matériel auprès du canton. Cette commande de matériel était conditionnée à différents éléments, dont des éléments pédagogiques. On parlait d'un concept pédagogique dans le message. Du moment où l'on a tracé ce portail d'acquisition centralisé, on n'est pas revenu sur cette question de concept pédagogique. Or, cet élément me semble important pour justifier l'achat d'équipements qui doit être au service des usages pédagogiques et non être déconnecté de ces usages pédagogiques. Je propose donc l'amendement suivant: "La Direction émet des recommandations sur les dotations minimales et maximales de l'équipement numérique des élèves par degré de scolarité et encourage les établissements scolaires à se doter d'un concept pédagogique justifiant les besoins en équipements. A des fins de sobriété, elle promeut la mutualisation des équipements numériques."

Il s'agit d'un encouragement de la part de l'Etat et plus une condition d'acquisition vu que celle-ci se fait directement par les communes et non plus, comme c'était le cas dans le projet ENEO, par le canton.

Bonvin-Sansonnens Sylvie, Directrice de la formation et des affaires culturelles. Je ne peux pas me rallier à ces deux amendements puisque le Conseil d'Etat n'a pas pu en discuter. Néanmoins, j'aimerais énoncer trois raisons qui me font dire qu'il n'est pas nécessaire d'inscrire ces amendements dans la loi:

1. Il s'agit de questions opérationnelles. Or, on n'a pas pour habitude de mettre des questions opérationnelles trop précises dans la loi.
2. Il est déjà prévu que les directions d'écoles soient accompagnées par les personnes ressources que nous allons mettre en place dans les cercles scolaires pour déterminer les besoins en équipement numérique selon les exigences pédagogiques. Les enseignants seront formés à l'utilisation de ce matériel et les personnes ressources seront disponibles pour les accompagner.
3. Je fais entièrement confiance aux écoles et aux communes pour acquérir le matériel nécessaire, basé sur un concept cohérent, pertinent et surtout économe.

Vial Pierre (*PS/SP, VE*). L'amendement de M. Sudan n'a pas été déposé en commission. En revanche, celui de M^{me} Galley l'a été. La commission était, à peu de choses près, du même avis que M^{me} la Représentante du Gouvernement, à savoir qu'il n'était pas nécessaire d'ajouter cet élément à cet endroit. Cela ne veut pas dire que la commission jugeait ce concept inutile, mais cette idée de concept était déjà évoquée dans le message. Elle est déjà suffisamment claire vu la structure du reste.

Je manque peut-être de subtilité, mais je ne vois pas vraiment la différence entre l'amendement de M. Sudan et celui de M^{me} Galley, si ce n'est peut-être que la formulation de celui de M. Sudan me semble un peu plus contraignante que dans celui de M^{me} Galley, où il y a la volonté d'encourager.

A 8 voix contre 2 et 1 abstention, la commission s'était prononcée contre l'amendement de M^{me} Galley.

de Weck Antoinette (*PLR/PVL/FDP/GLP, FV*). J'avais réussi à comprendre la différence: dans l'amendement de M^{me} Galley, les communes établissent ce concept; dans celui de Mons Sudan, ce sont les directions d'établissements, ce qui me paraît plus logique. Je me positionnerai plutôt en faveur de l'amendement de M. Sudan puisque ce sont les établissements et non les communes qui établissent ce concept.

En revanche, j'avais cru comprendre qu'actuellement, ces concepts n'existaient pas et qu'ils allaient être mis en place. S'il s'agit d'une nouveauté, pourquoi ne pas la mettre dans la loi? Cela ne mange pas de pain. Par contre, si l'on ne met pas cet élément dans la loi, on peut avoir un flou. La mise en place de ces concepts pourrait tranquilliser les établissements et les enseignants. C'est par le fait que c'est nouveau. Si cela n'avait pas été le cas, j'aurais proposé de les refuser. En principe, je voterai pour l'amendement de M. Sudan.

Galley Liliane (*VEA/GB, FV*). J'é mets juste une précision à l'intention de M^{me} de Weck. Dans ma formulation finale, je parle aussi de concept d'établissements scolaires. Le mot "communes" était une erreur. Ma dernière version parle également d'"établissements scolaires".

Sudan Stéphane (*Le Centre/Die Mitte, GR*). Je souhaite éclaircir le flou qui règne sur ces deux amendements, qui se rejoignent sur le fond. Mon souci est d'apporter une clarification et une sérénité sur l'utilisation. Nous sommes en train d'élaborer le concept pédagogique. Les enseignants de 5H à 6H sont formés à cet éducation numérique, mais l'utilisation des futurs moyens doit être réglée de manière efficiente, raison pour laquelle je vous propose d'ajouter: "l'acquisition d'appareils se base sur un concept d'utilisation pédagogique". Il s'agit de l'utilisation sur le terrain, déposée par les établissements, établissements qui

comprennent bien sûr tous les partenaires: en tant que directeur, enseignant ou conseiller communal, on ne peut pas travailler seul. Mais tous ensemble, nous arriverons à poser quelque chose de valable et pas trop dispendieux.

- > Le Conseil d'Etat se rallie à la proposition de la commission (projet bis).
- > Au vote sur l'alinéa 2, la proposition du député Sudan, opposée à la proposition de la députée Galley, est acceptée par 68 voix contre 23. Il y a 3 abstentions.

Ont voté en faveur de l'amendement Galley:

Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Glauser Fritz (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Lepori Sandra (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Marmier Bruno (SC,VEA / GB), Pasquier Nicolas (GR,VEA / GB), Perler Urs (SE,VEA / GB), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Schumacher Jean-Daniel (FV,PLR/PVL / FDP/GLP), Senti Julia (LA,PS / SP), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB), Wicht Jean-Daniel (SC,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 23.*

Ont voté en faveur de l'amendement Sudan:

Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Baeriswyl Laurent (SE,Le Centre / Die Mitte), Bapst Bernard (GR,UDC / SVP), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Barras Eric (GR,UDC / SVP), Berset Christel (FV,PS / SP), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Bortoluzzi Flavio (LA,UDC / SVP), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bürdel Daniel (SE,Le Centre / Die Mitte), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Christophe (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Collomb Eric (BR,Le Centre / Die Mitte), Cotting Charly (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Doutaz Jean-Pierre (GR,Le Centre / Die Mitte), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Dupré Lucas (GL,UDC / SVP), Emonet Gaéтан (VE,PS / SP), Fahrni Marc (VE,UDC / SVP), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Gaillard Bertrand (GR,Le Centre / Die Mitte), Genoud (Braillard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Grandgirard Pierre-André (BR,Le Centre / Die Mitte), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Julmy Markus (SE,Le Centre / Die Mitte), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Kolly Gabriel (GR,UDC / SVP), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Lauber Pascal (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Menétrey Lucie (SC,PS / SP), Mesot Roland (VE,UDC / SVP), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte), Michel Pascale (SC,PS / SP), Michellod Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Morand Jacques (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Morel Bertrand (SC,Le Centre / Die Mitte), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Papaux David (FV,UDC / SVP), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Rey Alizée (SC,PS / SP), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schroeter Alexander (LA,PS / SP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Steiert Thierry (FV,PS / SP), Sudan Stéphane (GR,Le Centre / Die Mitte), Thalmann-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Thévoz Ivan (BR,UDC / SVP), Tschümperlin Dominic (SE,Le Centre / Die Mitte), Vial Pierre (VE,PS / SP), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zamofing Dominique (SC,Le Centre / Die Mitte), Zurich Simon (FV,PS / SP), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 68.*

Se sont abstenus:

Aebischer Eliane (SE,PS / SP), Bonny David (SC,PS / SP), Hauswirth Urs (SE,PS / SP). *Total: 3.*

- > Au vote sur l'alinéa 2, la proposition du député Sudan, opposée à la proposition de la commission (projet bis), est acceptée par 67 voix contre 27. Il y a 1 abstention.
- > L'alinéa 2 est modifié selon la proposition du député Sudan.

Ont voté en faveur de l'amendement Sudan:

Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Barras Eric (GR,UDC / SVP), Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Christel (FV,PS / SP), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Bortoluzzi Flavio (LA,UDC / SVP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Chardonnens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Collomb Eric (BR,Le Centre / Die Mitte), Dafflon Hubert (SC,Le Centre /

Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Dietrich Laurent (FV,Le Centre / Die Mitte), Doutaz Jean-Pierre (GR,Le Centre / Die Mitte), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Dupré Lucas (GL,UDC / SVP), Fahrni Marc (VE,UDC / SVP), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Gaillard Bertrand (GR,Le Centre / Die Mitte), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Genoud (Braillard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glauser Fritz (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Grandgirard Pierre-André (BR,Le Centre / Die Mitte), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Kolly Gabriel (GR,UDC / SVP), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Lauber Pascal (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Marmier Bruno (SC,VEA / GB), Menétrey Lucie (SC,PS / SP), Mesot Roland (VE,UDC / SVP), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte), Michel Pascale (SC,PS / SP), Michellod Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Morand Jacques (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Morel Bertrand (SC,Le Centre / Die Mitte), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Papaux David (FV,UDC / SVP), Pasquier Nicolas (GR,VEA / GB), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Rey Alizée (SC,PS / SP), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schumacher Jean-Daniel (FV,PLR/PVL / FDP/GLP), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Sudan Stéphane (GR,Le Centre / Die Mitte), Thalmann-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Thévoz Ivan (BR,UDC / SVP), Tschümperlin Dominic (SE,Le Centre / Die Mitte), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB), Wicht Jean-Daniel (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zamofing Dominique (SC,Le Centre / Die Mitte), Zurich Simon (FV,PS / SP), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 67.*

Ont voté en faveur du projet bis:

Aebischer Eliane (SE,PS / SP), Baeriswyl Laurent (SE,Le Centre / Die Mitte), Bapst Bernard (GR,UDC / SVP), Bonny David (SC,PS / SP), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bürdel Daniel (SE,Le Centre / Die Mitte), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Christophe (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Cotting Charly (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Emonet Gaétan (VE,PS / SP), Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Hauswirth Urs (SE,PS / SP), Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Julmy Markus (SE,Le Centre / Die Mitte), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Lepori Sandra (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Perler Urs (SE,VEA / GB), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Schroeter Alexander (LA,PS / SP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Senti Julia (LA,PS / SP), Steiert Thierry (FV,PS / SP), Tritten Sophie (SC,VEA / GB). *Total: 27.*

S'est abstenu:

Vial Pierre (VE,PS / SP). *Total: 1.*

> Pour le reste, l'article 22a est modifié selon la proposition de la commission (projet bis).

Art. 57 al. 2

Vial Pierre (PS/SP, VE). Le point b est ici modifié, avec un petit ajout par rapport à l'infrastructure informatique mise en place par les communes, qui doit être conforme aux standards définis par la Direction.

Bonvin-Sansonnens Sylvie, Directrice de la formation et des affaires culturelles. Le Conseil d'Etat se rallie à la version bis de la commission.

> Le Conseil d'Etat se rallie à la proposition de la commission.

> Modifié selon la proposition de la commission (projet bis).

Art. 66 al. 2

Vial Pierre (PS/SP, VE). Cet alinéa 2 est modifié. Il faut bien comprendre la transformation opérée: au lieu de tout formuler dans le même alinéa, on a désormais un alinéa qui contient les sous-points a, b, c. Ce qui était formulé aux sous-point a et b se trouvait dans l'ancien alinéa 2. La nouveauté se trouve au point c. Elle dit que l'équipement numérique du personnel administratif cantonal et du corps enseignant est désormais financé par le canton. On parle ici de l'école primaire. On aura la même chose à l'article 71 pour l'école secondaire. Le point d parle de la gestion centralisée et du support technique de la partie logicielle qui, elle aussi, sera assumée par le canton.

Bonvin-Sansonnens Sylvie, Directrice de la formation et des affaires culturelles. Le Conseil d'Etat se rallie à la version bis de la commission. Il est important de pouvoir clarifier, dans cet article, les différents financements à la charge du canton et des communes. Je pense qu'il est important de rafraîchir cette partie-là pour l'adapter à la société actuelle.

- > Le Conseil d'Etat se rallie à la proposition de la commission.
- > Modifié selon la proposition de la commission (projet bis).

Art. 71 al. 2

Vial Pierre (PS/SP, VE). Le principe est le même qu'à l'article 66 mais cette fois-ci pour le CO au lieu de l'école primaire.

Bonvin-Sansonnens Sylvie, Directrice de la formation et des affaires culturelles. Le Conseil d'Etat se rallie à la version bis de la commission en acceptant cette lettre d. Celle-ci permet de mettre en évidence la prise en charge par le canton de la gestion centralisée et le support technique de l'ensemble du parc informatique.

- > Le Conseil d'Etat se rallie à la proposition de la commission.
- > Modifié selon la proposition de la commission (projet bis).

Art. 104b

Vial Pierre (PS/SP, VE). Dans le projet ENEO, cet article concernait la mise en place du portail d'acquisition. Ce volet-là, vu la proposition de la commission, est supprimé. Ne reste donc plus que le délai donné aux communes pour satisfaire aux standards de l'infrastructure informatique. Ce délai est fixé à 2030-2031. Il y a ici la phrase que j'évoquais précédemment: «Les élèves seront équipés conformément aux recommandations de dotation émises par la direction dans ce même délai.» On peut se demander si cette formulation est heureuse sachant qu'il s'agit de recommandations. Cela fait-il vraiment du sens de fixer un délai pour suivre des recommandations? La question est pertinente.

Bonvin-Sansonnens Sylvie, Directrice de la formation et des affaires culturelles. On m'a demandé pourquoi l'OCMS n'était plus l'acteur de ce projet comme il l'était dans le premier projet et dans ENEO. Le modèle économique développé par l'OCMS pour pouvoir équiper tous les élèves et toutes les écoles du canton se basait sur une très petite marge et le volume faisait qu'il pouvait s'en sortir. Si les communes ne sont plus obligées d'acheter à l'OCMS, ce modèle économique n'est plus pertinent, donc plus valable. Dès lors, l'OCMS n'est plus un acteur dans ce projet bis parce que son intervention n'est plus nécessaire. Chaque commune sera libre d'acheter le matériel là où elle le souhaite.

Gaillard Bertrand (Le Centre/Die Mitte, GR). J'ai déposé un amendement visant à introduire un nouvel alinéa 2: "Une année après le terme du délai mentionné à l'alinéa 1, l'Etat reprend en totalité l'équipement des élèves selon les dotations, à savoir notamment leur renouvellement et les charges de fonctionnement."

Cet amendement propose d'inscrire une disposition qui prescrit que si les communes assument l'investissement pour équiper les écoles et les enfants d'ordinateurs ou tablettes selon les normes fixées par l'Etat, au terme du délai de mise en œuvre fixé à l'alinéa 1 – soit l'année 2030/31 –, l'Etat reprend à sa charge l'ensemble des équipements des élèves, soit les ordinateurs et les tablettes.

Cet amendement n'a pas pour but de créer une guéguerre financière entre les communes et l'Etat. Il vise à fixer une temporalité. Dans six ans, la Direction, qui aura suivi l'évolution de mise en œuvre, pourra déterminer si cela reste cohérent de maintenir cette situation ou si une certaine efficacité, coordination, doit être recherchée. Le Conseil d'Etat peut en tout temps révoquer cet article que je rajoute. Il est de sa compétence de faire modifier une loi rapidement, en un ou deux mois. Pour un député, il est plus difficile de le faire: il devrait peut-être dans un premier temps déposer un postulat, puis une motion. Cela peut prendre des mois. Le pragmatisme voudrait que l'autorité puisse suivre le contrôle et changer les choses. Actuellement, on vit dans la peur du PAFE. On ne sait pas qui seront les gagnants ni les perdants. A la fin, c'est le citoyen qui paie quand même. Dans six ans, on connaîtra les conséquences du PAFE. Si les communes sont submergées par les charges qu'elles auront reçues – notamment des EMS, etc. –, le canton lui-même comprendra très bien que la reprise de ces infrastructures est sensée.

Je sais que M^{me} la Représentante du Gouvernement ne pourra pas se rallier, mais cet amendement est à considérer dans sa temporalité plus que sous l'angle financier. Je vous demande donc de le soutenir.

Kubski Grégoire (PS/SP, GR). Je crois qu'il faut être honnête: ce n'est pas au Conseil d'Etat de modifier un amendement qui a été introduit dans la loi par le Grand Conseil. Le Conseil d'Etat n'a pas de compétences au niveau législatif et il ne pourra pas, dans six ans, revenir sur cet amendement en disant que les calculs financiers sont un peu différents. Seul ce plénum a la compétence de modifier cet amendement. On ne va donc pas introduire à la légère un amendement en pensant qu'il peut être plus tard modifié par l'exécutif parce que ce n'est pas le cas. Ce que dit M. Gaillard est faux.

M. Gaillard est par ailleurs en train de mettre le feu à la répartition entre canton et communes. Un équilibre a été trouvé, préservant la paix. Et là, tout à coup, on a cet amendement en faveur des communes, qui casse cet équilibre trouvé par le projet bis. Et enfin vient la question du référendum, car cet amendement va augmenter de manière massive le coût à la

charge de l'Etat. Si l'on l'accepte, on risque un référendum et donc de détruire tout le projet, raison pour laquelle le groupe socialiste s'y opposera clairement.

de Weck Antoinette (PLR/PVL/FDP/GLP, FV). Pour les mêmes raisons exprimées par M. Kubski, le groupe Libéral-Radical et Verts-Libéraux va refuser cet amendement.

M. Gaillard, vous nous dites que ce n'est pas une guéguerre entre le canton et les communes. Or, c'est quand même un pavé dans la mare, un pavé qui, si nous acceptons cet amendement, coûtera 35 millions au canton! Nous avons fait tout ce travail en commission pour retrouver un équilibre, tant au point de vue financier qu'au point de vue pédagogique et des compétences. Si on accepte cet amendement, on remet en cause l'équilibre qui a été trouvé.

Maintenant, cela ne charge pas davantage les communes car elles, ce sont des frais qu'elles ont déjà. Au contraire, vous êtes déjà soulagés de 35 millions grâce aux équipements du personnel qui sont repris qui sont repris par l'Etat, les frais de gestion et de centralisation du support informatique. Donc, déjà, on soulage les communes de 35 millions. Maintenant, si dans quatre ou cinq ans, on se rend compte que les coûts sont trop élevés, rien ne nous empêche de déposer une motion. Je vous rappelle que le délai de réponse est de cinq mois. On peut aussi mettre la pression afin que cette motion soit traitée au plus vite. Et le canton le comprendra s'il existe un déséquilibre. Tandis que là, c'est nous forcer la main dans cinq ans, cela n'est pas nécessaire. Et déséquilibre ce que nous avons fait. Je ne peux que vous conseiller de refuser cet amendement.

Brodard Claude (PLR/PVL/FDP/GLP, SC). Pour une fois, je suis d'accord avec M. Kubski. Sous l'angle institutionnel, sous l'angle des compétences entre le Grand Conseil et le Conseil d'Etat, ce qu'il a dit est totalement juste. Si ce nouvel alinéa est accepté, il entre en force. Et puis, comme conséquence, dans cinq ans, les coûts reviennent à la charge du canton.

M. Gaillard, vous dites ne pas vouloir déclencher une guéguerre financière, mais vous avez parlé à trois au quatre reprises du PAFE. On voit donc très bien que là-dedans, l'aspect financier prédomine. Personnellement, je ne supporte plus ces guéguerre entre le canton et les communes. Et ici, on veut en rajouter une couche. C'est pour cela qu'au sein de ce Parlement, on commence à systématiquement se regarder en chiens de faïence entre les représentants des communes et d'autres députés. Cela ne va plus. Je vous demande donc de rejeter cet amendement. Et s'il passe, je refuserai ce projet de loi lors du vote final.

Bürdel Daniel (Le Centre/Die Mitte, SE). Ich war Mitglied der Kommission und wir haben eben diesen Kompromiss zusammen geschmiedet, um jetzt ein "projet bis", das auch akzeptiert werden kann, durchzubringen. Effektiv, die Motion Perler/Bürdel, die wir 2019 lanciert haben, ging genau von diesem Prinzip aus, das Herr Gaillard jetzt wieder ins Spiel bringt, welches dem ersten Wunsch des Kantonsparlaments entspräche und das wir 2020 eben auch akzeptiert haben.

Ich denke, also rein aus Kommissionssicht, wie wir das diskutiert haben, lehne ich das ebenfalls ab. Als Kompromissvorschlag könnte ich mir für eine zweite oder dritte Lesung dann vorstellen, dass man das noch genauer präzisiert. Herr Gaillard hat angedeutet, in welchem Sinne es interpretiert werden könnte. Wenn man 2032 eine Version einbringt, die eine "basculé fiscale" oder ein "désenchevêtrement des tâches (DETTEC) scolaires" miteinbezieht, dann haben wir, glaube ich, etwas in diese Richtung der Vereinfachung der finanziellen Ströme geschaffen, und in diese Richtung könnte man das "amendement" noch weiterentwickeln, dass man eben dort auch zustimmen kann. Also rein aus Kommissionssicht stütze ich das "amendement" Gaillard nicht, aber ich kann ihm durchaus seine positiven Seiten abgewinnen.

Morand Jacques (PLR/PVL/FDP/GLP, GR). Je vous invite à soutenir l'amendement déposé au nom du Club des communes par M. Bertrand Gaillard.

M^{me} la Représentante a précisé que les infrastructures sont à la charge des communes. Les ordinateurs fixes d'antan étaient des infrastructures – c'est en tous cas ce que disait la loi. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas vu que ce sont des éléments mobiles. Ce sont des outils d'instruction qui seraient à la charge du canton.

L'espace-temps proposé aujourd'hui donnera la possibilité à chaque commune de mettre à niveau son parc informatique en fonction des besoins pédagogiques et de l'utilisation de ce matériel. Ensuite, si l'Etat reprend ceci, il aura la possibilité de déplacer le matériel d'un centre scolaire à un autre en fonction des types de matériel, de l'enseignement pédagogique, du suivi et des achats futurs. Alors oui, on a accepté que les communes prennent en charge ceci le temps qu'on soit tous à niveau en fonction de ce qui a été dit par rapport à l'utilisation de ce matériel. Mais le canton pourrait ensuite prendre la main par rapport au suivi et à l'entretien.

On pourrait dire aussi que, bascule fiscale ou non, à la fin, ça sera de toute façon le contribuable qui paiera. S'il paie un peu plus au canton et un peu moins à la commune, ou l'inverse, ça sera l'argent de nos impôts qui financera ce matériel. En soutenant cet amendement, on laisse le temps de mettre à niveau ce principe de sorte que l'Etat puisse ensuite, une fois que tout sera en place, reprendre ceci.

Bonvin-Sansonnens Sylvie, Directrice de la formation et des affaires culturelles. Evidemment, je vais m'opposer à cet amendement, non seulement parce que le Conseil d'Etat n'en a pas discuté, mais parce que je ne comprends pas pourquoi adopter un amendement qu'on prévoit déjà de retirer. Le Grand Conseil a tout loisir, dans cinq ans, de reprendre le dossier, de demander comment ça se passe dans les communes, dans les écoles, et de réévaluer la situation sans cet amendement. Et je pense qu'accepter cet amendement, c'est préparer les bâtons pour nous taper dessus dans cinq ans. Ce n'est pas ce que je souhaite, je soutiens donc la version bis de la commission parlementaire.

Vial Pierre (PS/SP, VE). Cet amendement n'ayant pas été déposé en commission, je ne peux pas m'exprimer en son nom. Cela dit, à titre personnel, je rejoins pas mal d'avis quant à sa pertinence. Je ne suis pas sûr que ce soit une bonne idée d'inscrire cela dans la loi aujourd'hui. Je suis sûr en revanche que les futur-e-s député-e-s auront tout loisir, dans cinq ans ou plus, de décider eux-mêmes de ce qu'il faut faire.

- > Le Conseil d'Etat se rallie à la proposition de la commission.
- > Au vote, la proposition du député Gaillard, opposée à la proposition de la commission, est rejetée par 78 voix contre 14. Il y a 2 abstentions.
- > Modifié selon la proposition de la commission (projet bis).

Ont voté en faveur de l'amendement Gaillard:

Barras Eric (GR,UDC / SVP), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Chardonnens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Dupré Lucas (GL,UDC / SVP), Fahrni Marc (VE,UDC / SVP), Gaillard Bertrand (GR,Le Centre / Die Mitte), Hauswirth Urs (SE,PS / SP), Kolly Gabriel (GR,UDC / SVP), Morand Jacques (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Papaux David (FV,UDC / SVP), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Sudan Stéphane (GR,Le Centre / Die Mitte), Zamofing Dominique (SC,Le Centre / Die Mitte). *Total: 14.*

Ont voté en faveur du projet bis:

Aebischer Eliane (SE,PS / SP), Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Baeriswyl Laurent (SE,Le Centre / Die Mitte), Bapst Bernard (GR,UDC / SVP), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Christel (FV,PS / SP), Bonny David (SC,PS / SP), Bortoluzzi Flavio (LA,UDC / SVP), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Bürdel Daniel (SE,Le Centre / Die Mitte), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Christophe (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Collomb Eric (BR,Le Centre / Die Mitte), Cotting Charly (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Emonet Gaéтан (VE,PS / SP), Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Genoud (Braillard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Glauser Fritz (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Grandgirard Pierre-André (BR,Le Centre / Die Mitte), Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Lauber Pascal (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Lepori Sandra (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Lévrat Marie (GR,PS / SP), Marmier Bruno (SC,VEA / GB), Menétrey Lucie (SC,PS / SP), Mesot Roland (VE,UDC / SVP), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte), Michel Pascale (SC,PS / SP), Michellod Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Morel Bertrand (SC,Le Centre / Die Mitte), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Pasquier Nicolas (GR,VEA / GB), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Perler Urs (SE,VEA / GB), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Rey Alizée (SC,PS / SP), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schroeter Alexander (LA,PS / SP), Schumacher Jean-Daniel (FV,PLR/PVL / FDP/GLP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Senti Julia (LA,PS / SP), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Thalmann-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Thévoz Ivan (BR,UDC / SVP), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Tschümperlin Dominic (SE,Le Centre / Die Mitte), Vial Pierre (VE,PS / SP), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB), Wicht Jean-Daniel (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zurich Simon (FV,PS / SP), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 78.*

Se sont abstenus:

Doutaz Jean-Pierre (GR,Le Centre / Die Mitte), Steiert Thierry (FV,PS / SP). *Total: 2.*

Art. 104c

Vial Pierre (*PS/SP, VE*). Les articles 104c, 104d concernaient la bascule fiscale. Ils sont donc biffés.

Bonvin-Sansonnens Sylvie, Directrice de la formation et des affaires culturelles. Le Conseil d'Etat se rallie au biffage de cet article qui prévoyait la bascule fiscale.

- > Le Conseil d'Etat se rallie à la proposition de la commission.
- > Modifié selon la proposition de la commission (projet bis).

Art. 104d

- > Le Conseil d'Etat se rallie à la proposition de la commission.
- > Modifié selon la proposition de la commission (projet bis).

II. Modifications accessoires

- > Adopté.

III. Abrogations accessoires

- > Adopté.

IV. Clauses finales

- > Adopté.

Titre et préambule

- > Adopté.
- > La première lecture est ainsi terminée. La deuxième lecture aura lieu ultérieurement.

Mandat 2024-GC-255**Master en médecine : stratégie pour un nombre suffisant de places pour les étudiant-e-s fribourgeois-e-s**

Auteur-s:	Zamofing Dominique (<i>Le Centre/Die Mitte, SC</i>) Bronchi Laurent (<i>VEA/GB, SC</i>) de Weck Antoinette (<i>PLR/PVL/FDP/GLP, FV</i>) Schneuwly Achim (<i>UDC/SVP, SE</i>) Meyer Loetscher Anne (<i>Le Centre/Die Mitte, BR</i>) Schumacher Jean-Daniel (<i>PLR/PVL/FDP/GLP, FV</i>) Sudan Stéphane (<i>Le Centre/Die Mitte, GR</i>) Menétrey Lucie (<i>PS/SP, SC</i>) Zurich Simon (<i>PS/SP, FV</i>) Kubski Grégoire (<i>PS/SP, GR</i>)
Représentant-e du gouvernement:	Bonvin-Sansonnens Sylvie, Directrice de la formation et des affaires culturelles
Dépôt:	28.10.2024 (<i>BGC novembre 2024, p. 4394</i>)
Développé:	28.10.2024 (<i>BGC novembre 2024, p. 4394</i>)
Réponse du Conseil d'Etat:	08.04.2025 (<i>BGC mai 2025, p. 2338</i>)

Prise en considération

Zurich Simon (*PS/SP, FV*). Au nom des signataires du mandat, je tiens à remercier le Conseil d'Etat et sa représentante pour leur réponse rapide et constructive, ainsi que pour les échanges que nous avons pu avoir en lien avec cette situation difficile. Permettez-moi de la résumer brièvement.

Notre canton est l'un des cantons qui compte le moins de médecins. Cela engendre notamment un recours plus important que la moyenne aux structures hospitalières, ce qui cause, vous le savez, des coûts considérables et évitables pour les assurés et contribuables fribourgeois. Il nous revient donc de trouver des solutions pour former davantage de médecins, en Suisse de manière générale, mais à Fribourg en particulier. Le professeur Rodondi, directeur de l'Institut de médecine de famille

de l'Université de Fribourg, m'a confirmé qu'il y a deux facteurs principaux pour qu'un médecin de famille s'installe dans le canton après son cursus. Le premier est le lieu où il a grandi et le second est le lieu où il a fait ses études. Or, une ombre est malheureusement venue noircir récemment le tableau jusqu'alors plutôt rose de notre nouveau master fribourgeois en médecine humaine. Comme vous le savez, l'Université a dû supprimer la préférence cantonale pour les étudiants de master. Cette décision est certes regrettable dans ses conséquences, mais compréhensible dans un contexte d'accords intercantonaux qui garantissent la non-discrimination entre les cantons.

Très concrètement, nous avons 125 étudiants de bachelor qui se retrouvent en concurrence pour 40 places de master et les Fribourgeoises et les Fribourgeois ne seront plus prioritaires. Ce mandat poursuit donc un double but. Premièrement, il faut éviter de perdre les étudiants fribourgeois et, deuxièmement, maintenir des chances élevées que ceux-ci s'installent dans notre canton au terme de leur cursus. Dans ce but, notre mandat propose d'augmenter le nombre de places de master. Le principal défi ici n'est pas d'augmenter les places à l'Université, mais de trouver suffisamment de places de formation pratique dans un contexte où nos établissements formateurs sont arrivés à la limite de leurs capacités. Et c'est là toute l'ingéniosité, si vous me le permettez, de notre proposition. Elle demande au Conseil d'Etat de se concerter avec d'autres cantons intéressés. Nous savons que le Valais est intéressé à trouver des places de formation pratiques dans ces cantons et déposer conjointement une demande de financement auprès de la Conférence suisse des hautes écoles.

En résumé, notre mandat demande d'augmenter le nombre de places de formation pratique dans les cantons partenaires pour pouvoir augmenter le nombre d'étudiants en master à l'Université de Fribourg et donc le nombre de médecins qui seront ensuite susceptibles de s'installer dans notre canton. Je n'ai pas besoin de vous faire un dessin. Dans un contexte de vieillissement de la population, la médecine de premier recours en cabinet nous coûtera toujours bien moins cher qu'une utilisation accrue des structures hospitalières.

Si je regrette évidemment que le Conseil d'Etat propose de rejeter le mandat en l'état, je salue néanmoins la proposition de réaliser rapidement une étude de faisabilité. Lors de la mise en place du master, l'étude de faisabilité avait pu être réalisée en sept mois. Sept mois pour le master! Le Conseil d'Etat propose maintenant de procéder en plus d'une année pour une simple augmentation de place... Les signataires du mandat enjoignent donc le Conseil d'Etat de procéder le plus rapidement possible à cette analyse. La rapidité ici est essentielle pour rassurer les étudiants fribourgeois et éviter leur départ, pour rassurer les cantons partenaires qui attendent de nos nouvelles, pour éviter que les financements fédéraux partent vers d'autres cantons plus réactifs. L'augmentation des places de master est une nécessité absolue, tant d'un point de vue de santé publique que d'un point de vue financier, et non une quelconque lubie *nice to have*. Il ne faudra donc pas s'arrêter à une étude de faisabilité, mais augmenter de manière effective le nombre de places.

En signe de bonne volonté pour avancer rapidement et de reconnaissance après la réponse constructive du Conseil d'Etat, nous retirons donc notre mandat et appelons le Conseil d'Etat à travailler le plus rapidement possible.

Bonvin-Sansonnens Sylvie, Directrice de la formation et des affaires culturelles. M. le Député Zurich, je vous remercie pour votre prise de parole. Au nom du Conseil d'Etat, je prends note que vous retirez ce mandat. Le Conseil d'Etat s'est engagé à mener une étude de faisabilité. La preuve en est que la Direction a déjà lancé les travaux avec la mise en place d'une structure de projet, la définition d'un profil pour un-e responsable de ce projet et des premières démarches en vue d'un partenariat extracantonal, notamment avec le canton du Valais. Cette étude de faisabilité permettra d'évaluer différents scénarii d'extension du master, d'en analyser les implications financières, logistiques et pédagogiques. L'objectif est de poser les bases solides pour la formation des médecins dans le respect des exigences de qualité, de faisabilité, de financement et de coopération intercantonale. Il est impératif, dans ce contexte, de tenir compte de la capacité financière des cantons qui financeront un tel projet.

- > Ce mandat est retiré par ses auteurs.
- > Cette affaire est ainsi liquidée.

—

Motion 2024-GC-250**Pour l'intégration d'un critère de domicile pour le Master en médecine à l'UNIFR**

Auteur-s:	Lepori Sandra (PLR/PVL/FDP/GLP, SC) Savary Daniel (PLR/PVL/FDP/GLP, GR)
Représentant-e du gouvernement:	Bonvin-Sansonnens Sylvie, Directrice de la formation et des affaires culturelles
Dépôt:	17.10.2024 (BGC novembre 2024, p. 4390)
Développement:	17.10.2024 (BGC novembre 2024, p. 4390)
Réponse du Conseil d'Etat:	08.04.2025 (BGC mai 2025, p. 2320)

Prise en considération

Savary Daniel (PLR/PVL/FDP/GLP, GR). Ma comotionnaire et moi-même tenions à remercier le Gouvernement pour avoir rapidement apporté une solution satisfaisante au problème soulevé par notre motion. Celle-ci étant devenue sans objet, nous la retirons.

- > Cette motion est retirée par ses auteurs.
- > Cette affaire est ainsi liquidée.

—

- > La séance est levée à 12 h 10.

La Présidente:

Françoise SAVOY

Les Secrétaires:

Mireille HAYOZ, secrétaire générale

Patrick PUGIN, secrétaire parlementaire

Quatrième séance, vendredi 23 mai 2025

Présidence de Françoise Savoy (PS/SP, SC)

Sommaire

Signature	Genre d'affaire	Titre	Traitement	Personnes
2024-DFAC-8	Loi	Projet de modification de la loi scolaire relatif à la reprise cantonale du financement et de la gestion du parc informatique de l'école obligatoire (1H-11H) - ENEO / DAOS	Deuxième lecture Vote final	<i>Rapporteur-e</i> Pierre Vial <i>Représentant-e du gouvernement</i> Sylvie Bonvin-Sansonnens
2025-GC-35	Recours en grâce	Recours en grâce du 6 février 2025	Huis clos	<i>Rapporteur-e</i> Bernard Bapst
2025-GC-130	Résolution	Pour un cessez-le-feu total et une paix durable à Gaza	Prise en considération	<i>Auteur-s</i> Alexandre Berset François Ingold
2025-GC-131	Résolution	Le Conseil fédéral ne peut plus rester muet face aux violations du droit international à Gaza	Prise en considération	<i>Auteur-s</i> Lucie Menétrey Armand Jaquier
2024-DIAF-28	Décret	Approbation de la fusion des communes de Gurmels et Ulmiz	Entrée en matière Lecture des articles Vote final	<i>Rapporteur-e</i> Bruno Marmier <i>Représentant-e du gouvernement</i> Didier Castella
2024-DIAF-31	Décret	Approbation de la fusion des communes de Fétigny et Ménières	Entrée en matière Lecture des articles Vote final	<i>Rapporteur-e</i> Bruno Marmier <i>Représentant-e du gouvernement</i> Didier Castella
2024-GC-303	Motion	Qui va à la chasse avec un verre de trop perd sa place	Prise en considération	<i>Auteur-s</i> Grégoire Kubski <i>Représentant-e du gouvernement</i> Didier Castella
2023-GC-74	Motion	Mesures pour lutter contre la sécheresse financées par la taxation des piscines privées	Prise en considération	<i>Auteur-s</i> Grégoire Kubski Marie Levrat <i>Représentant-e du gouvernement</i> Jean-François Steiert
2024-GC-81	Motion	Captages : pour activer et cibler les actions. Activer le développement et prioriser les dispositions – pour assurer nos ressources en eau ; « parce que l'eau est la Vie » !	Prise en considération	<i>Auteur-s</i> Savio Michellod Catherine Esseiva <i>Représentant-e du gouvernement</i> Jean-François Steiert
2024-GC-90	Postulat	Ligne de train Genève – Londres : participation du Canton de Fribourg	Prise en considération	<i>Auteur-s</i> Sandra Lepori

Signature	Genre d'affaire	Titre	Traitement	Personnes
				Catherine Esseiva <i>Représentant-e du gouvernement</i> Jean-François Steiert
2025-DIME-32	Rapport	Une meilleure desserte en transports publics entre la Sarine et la Broye (Rapport sur postulat 2020-GC-211)	Discussion	<i>Représentant-e du gouvernement</i> Jean-François Steiert
2013-GC-41	Divers	Clôture de la session		

La séance est ouverte à 08 h 30.

Présence de 100 députés; absents: 10.

Sont absents avec justifications: M^{mes} et MM. Pascal Lauber, Julia Senti, Elias Moussa, Rose-Marie Rodriguez, Christophe Chardonnens, Jean-Daniel Schumacher, David Papaux, Thierry Steiert, Laurent Dietrich et Pierre Mauron.

MM. Romain Collaud, Olivier Curty, Philippe Demierre et Jean-Pierre Siggen, conseillers d'Etat, sont excusés.

Loi 2024-DFAC-8

Projet de modification de la loi scolaire relatif à la reprise cantonale du financement et de la gestion du parc informatique de l'école obligatoire (1H-11H) - ENEO / DAOS

Rapporteur-e:	Vial Pierre (PS/SP, VE)
Représentant-e du gouvernement:	Bonvin-Sansonnens Sylvie , Directrice de la formation et des affaires culturelles
Rapport/message:	17.09.2024 (BGC mai 2025, p. 1445)
Préavis de la commission:	16.04.2025 (BGC mai 2025, p. 1893)

Deuxième lecture

Présidente du Grand Conseil. Je vous rappelle qu'en première lecture, l'article 22a a été modifié selon l'amendement Sudan et que l'article 104b a été accepté selon la version bis de la commission.

I. Acte principal : Loi sur la scolarité obligatoire du 09.09.2014

> Confirmation du résultat de la première lecture.

II. Modifications accessoires

> Confirmation du résultat de la première lecture.

III. Abrogations accessoires

> Confirmation du résultat de la première lecture.

IV. Clauses finales

> Confirmation du résultat de la première lecture.

Titre et préambule

Vial Pierre (PS/SP, VE). Confirmation du résultat de la première lecture. Je vais profiter d'avoir la parole pour faire quelques remerciements : d'abord à M^{me} Bonvin-Sansonnens pour son engagement constant sur ce dossier, à M^{me} Lovis et à MM. Maag, Froidevaux, et Stern, de la Direction de la formation et des affaires culturelles (DFAC), pour leur travail, leur disponibilité et surtout leur patience à l'égard de nos changements de cap, à notre secrétaire, M. Pugin, pour son travail irréprochable et

également pour ses précieux conseils au président inexpérimenté que j'étais, et bien sûr à tous les membres de la commission pour leur assiduité.

Bonvin-Sansonnens Sylvie, Directrice de la formation et des affaires culturelles. Je me joins aux remerciements, en particulier aux représentants de la commission parlementaire, qui ont eu beaucoup de travail pour résoudre les difficultés que nous avons eues en cours de route, et à M. le Président également.

- > Confirmation du résultat de la première lecture.
- > La deuxième lecture est ainsi terminée. Il est passé au vote final.

Vote final

- > Au vote final, ce projet de loi est adopté dans son ensemble, tel qu'il sort des délibérations, par 80 voix contre 10. Il y a 2 abstentions.

Ont voté oui:

Aebischer Eliane (SE,PS / SP), Aebischer Matthieu (LA,VEA / GB), Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Baeriswyl Laurent (SE,Le Centre / Die Mitte), Bapst Bernard (GR,UDC / SVP), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Baschung Carole (LA,Le Centre / Die Mitte), Beaud Catherine (GR,Le Centre / Die Mitte), Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Christel (FV,PS / SP), Bonny David (SC,PS / SP), Bortoluzzi Flavio (LA,UDC / SVP), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Bürdel Daniel (SE,Le Centre / Die Mitte), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Cotting Charly (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Doutaz Jean-Pierre (GR,Le Centre / Die Mitte), Emonet Gaétan (VE,PS / SP), Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Genoud (Braillard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Glauser Fritz (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Grandgirard Pierre-André (BR,Le Centre / Die Mitte), Hauswirth Urs (SE,PS / SP), Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Ingold François (FV,VEA / GB), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Julmy Markus (SE,Le Centre / Die Mitte), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Lepori Sandra (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Levrat Marie (GR,PS / SP), Marmier Bruno (SC,VEA / GB), Menoud-Baldi Luana (GL,Le Centre / Die Mitte), Menétrey Lucie (SC,PS / SP), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte), Michel Pascale (SC,PS / SP), Michellod Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Morand Jacques (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Morel Bertrand (SC,Le Centre / Die Mitte), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Pasquier Nicolas (GR,VEA / GB), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Perler Urs (SE,VEA / GB), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Robatel Pauline (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schroeter Alexander (LA,PS / SP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Sudan Stéphane (GR,Le Centre / Die Mitte), Thalmann-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Thévoz Ivan (BR,UDC / SVP), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Tschümperlin Dominic (SE,Le Centre / Die Mitte), Vial Pierre (VE,PS / SP), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zermatten Estelle (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 80.*

Ont voté non:

Barras Eric (GR,UDC / SVP), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Chardonens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Dupré Lucas (GL,UDC / SVP), Fahrni Marc (VE,UDC / SVP), Fattebert David (GL,Le Centre / Die Mitte), Galley Nicolas (SC,UDC / SVP), Kolly Gabriel (GR,UDC / SVP), Mesot Roland (VE,UDC / SVP). *Total: 10.*

Se sont abstenus:

Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Dorthe Sébastien (SC,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 2.*

Recours en grâce 2025-GC-35

Recours en grâce du 6 février 2025

Rapporteur-e: **Bapst Bernard** (*UDC/SVP, GR*)

Huis clos

- > Le huis clos est prononcé.
 - > La grâce est refusée.
 - > Le huis clos est levé.
-

Résolution 2025-GC-130

Pour un cessez-le-feu total et une paix durable à Gaza

Auteur-s: **Berset Alexandre** (*VEA/GB, SC*)
Ingold François (*VEA/GB, FV*)
Dépôt: **20.05.2025** (*BGC mai 2025, p. 2213*)
Développement: **20.05.2025** (*BGC mai 2025, p. 2213*)

Prise en considération

Présidente du Grand Conseil. Vous avez pris connaissance de ces deux résolutions. Chacune fera l'objet d'un vote séparé. Cependant, évidemment, je vous invite, si vous le souhaitez, à prendre la parole sur les deux résolutions en même temps, à votre convenance.

Berset Alexandre (*VEA/GB, SC*). Mes liens d'intérêts : je suis coauteur de cette résolution, qui s'intitule donc "Pour un cessez-le-feu total et une paix durable à Gaza".

L'ancien conseiller fédéral Joseph Deiss exprimait ces mots mercredi dernier sur la Radio Télévision Suisse (RTS) : "Le doute n'est plus permis, la situation humanitaire à Gaza est insupportable." Et d'ajouter : "Une position claire de notre pays est requise".

Une résolution permet au Grand Conseil de s'exprimer sur un sujet qui le dépasse bien souvent. Ça ne change pas grand-chose au cours du monde, mais face aux atrocités se déroulant au Proche-Orient, c'est le moins que l'on puisse faire. D'ailleurs, les villes de Lausanne, Genève ainsi que le Parlement jurassien viennent d'adopter de telles résolutions.

Aujourd'hui, vous avez deux propositions différentes de résolutions sur Gaza. Certaines et certains d'entre vous s'en agacent, mais peut-être que pour un tel sujet, nous n'en avons pas trop de deux. En tous les cas, vous avez le choix, le choix de vous exprimer et de ne pas rester silencieux.

Concernant la résolution proposée par le groupe des VERT·E·S et allié·e·s, c'est avant tout un soutien à toutes les victimes et un soutien à la paix. Ce texte se veut rassembleur. Probablement que ce texte sera jugé par certains et certaines d'entre vous imparfait à certains endroits, mais je vous encourage à vous demander si ces éventuels défauts justifient réellement un refus. Je vous laisse en juger et je vais essayer de vous lire la résolution avec le temps que j'ai à disposition.

"Nous, membres du Grand Conseil du Canton de Fribourg, appelons à un cessez-le-feu total à Gaza. Nous appelons à un respect inconditionnel du droit international humanitaire par les forces armées israéliennes. Nous appelons à la libération de tous les otages encore aux mains du Hamas. Nous soutenons le droit des Palestinien-ne-s à leur autodétermination, à leur droit à vivre sur la bande de Gaza et le territoire occupé de Cisjordanie. Nous rejetons avec force l'antisémitisme et l'islamophobie, ainsi que toute forme de discrimination et d'appel à la haine. Nous appelons de nos vœux une paix durable. Nous refusons de nous taire face aux violences et aux meurtres à l'encontre de personnes civiles et nous assurons notre plein soutien à toutes les victimes du conflit. Nous appelons le Conseil fédéral à mettre tout en œuvre pour soutenir la paix".

"A la suite de l'inique attaque perpétrée par le Hamas en Israël le 7 octobre 2023, le gouvernement israélien déclenchait une offensive sans précédent à Gaza, plongeant encore un peu plus toute la région dans le chaos. Du côté israélien, on décompte 1218 civils tués ; 58 personnes sont par ailleurs encore retenues en otage à Gaza. L'offensive israélienne a quant à elle

fait au moins 50 000 morts dans la Bande de Gaza, dont une majorité de personnes civiles et surtout des enfants. Depuis l'offensive, la bande de Gaza est plongée dans une détresse inacceptable : toutes les infrastructures vitales sont touchées, les hôpitaux ne peuvent plus prodiguer les soins de base et la population gazaouie plonge tous les jours un peu plus dans la famine, sous la sidération de la communauté internationale. En mai 2024, la Cour pénale internationale (CPI) demandait des mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et des dirigeants du Hamas pour crime de guerre. Benjamin Netanyahu a annoncé, le 5 mai 2025, une nouvelle campagne militaire ayant pour objectif la conquête du territoire palestinien, évoquant également une relocalisation inacceptable d'une partie de la population gazaouie dans d'autres pays. En Suisse et à travers le monde, le nombre d'actes antisémites depuis le début du conflit a connu une augmentation très préoccupante. Nous, membres du Grand Conseil fribourgeois, sommes horrifié-e-s par le massacre de personnes civiles, dont une part très importante d'enfants. Nous souhaitons que tous les Palestinien-ne-s et Israélien-ne-s puissent vivre dans la paix et la sécurité. De ce fait, nous appelons à un cessez-le-feu immédiat et demandons à nos autorités fédérales de mettre tout en œuvre pour protéger les personnes civiles et soutenir la résolution du conflit en vue d'une paix durable".

Je vous remercie pour votre attention et je vous remercie de soutenir cette résolution.

Menétrey Lucie (PS/SP, SC). En préambule, je tiens à dire que cette prise de parole et la résolution que mon collègue Jaquier et moi-même avons déposée traitent de la situation en Palestine. Toutefois, et cela est évident, la situation ailleurs mérite également que nous pensions aux victimes de conflits, en particulier au Soudan du Sud et au Soudan, au Congo, en Ukraine, en Syrie, en Birmanie, au Liban, en Haïti.

Au moment où je m'exprime, Gaza disparaît. Au moment où je m'exprime, plus de 53'000 Palestiniennes et Palestiniens ont été tué-e-s, plus de 118'000 ont été blessé-e-s. Ces chiffres ont le visage d'enfants, de femmes, de pères. Au moment où je m'exprime, et selon l'Organisation des nations unies (ONU), 14'000 nourrissons s'appêtent à mourir, affamés. Et tant d'autres enfants tentent de survivre, alors qu'ils n'ont plus rien d'autre que la peau sur les os. Parce que depuis plus de deux mois, Israël bloque totalement la livraison d'aide humanitaire, de médicaments ou de nourriture dans la bande de Gaza, exposant 500'000 personnes à un risque critique de famine. Au moment où je m'exprime, les hôpitaux, les écoles, les universités ne sont plus que poussière, Israël anéantissant tout lieu de vie et de savoir. Au moment où je m'exprime, les Gazaouis font leurs adieux, implorant une dernière fois que le monde ouvre les yeux. Et au moment où je m'exprime, la Suisse s'enlise dans un silence insoutenable - oui, parce qu'exprimer sa préoccupation, c'est loin d'être suffisant - et cautionne et se rend *de facto* complice des agissements inhumains et criminels de l'Etat d'Israël.

Si je dois vous le rappeler, la Cour pénale internationale a émis un mandat d'arrêt contre le président Netanyahu pour crimes de guerre, elle a reconnu le risque de génocide, et aujourd'hui, tous les experts qualifient la situation de génocide. Malgré cela, Netanyahu n'est pas en train d'attendre d'être jugé, l'armée israélienne n'a pas cessé le massacre, elle n'a fait que l'accentuer.

Ce lundi, les ministres israéliens et Netanyahu lui-même déclaraient vouloir, je cite, "détruire tout ce qui reste à Gaza" et "prendre le contrôle de tout le territoire de la bande de Gaza". Comment pouvons-nous rester de marbre face à de tels propos ? Comment pouvons-nous, sous couvert de neutralité, nous placer du côté des oppresseurs ? Parce que, je le rappelle, s'abstenir, c'est déjà choisir un camp.

Nous soutiendrons la résolution de nos collègues VERT·E·S et allié-e-s, parce que c'est bien là le minimum qu'on peut exiger dans cette situation. Et sur le fond, les deux résolutions vont dans le même sens : l'une a une visée déclaratoire, l'autre en confirme l'intention et appelle à l'action - la nôtre en l'occurrence.

La population à Gaza n'a pas besoin d'entendre que le Grand Conseil fribourgeois n'aime pas la violence. Elle a besoin que la violence cesse. Et pour ce faire, il faut des mesures concrètes. Nous devons enjoindre le Conseil fédéral à agir. Israël ne s'arrêtera pas d'elle-même. Nous devons l'arrêter.

Le Conseil fédéral doit enfin condamner sans équivoque tous les crimes de guerre en cours dans la bande de Gaza et faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre fin à la violence et empêcher l'épuration ethnique imminente. Il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour contribuer à l'acheminement urgent et massif d'aide humanitaire et médicale à Gaza. Le Conseil fédéral doit enfin prendre des sanctions, en commençant par un alignement immédiat sur celles de l'Union européenne.

Nous devons exiger du Conseil fédéral qu'il mette de suite un terme à sa coopération militaire avec Israël et cesse de lui livrer du matériel de guerre. Les armes suisses ne peuvent tuer d'autres enfants de Gaza. Le Conseil fédéral doit interroger les relations qui unissent la Suisse avec les acteurs israéliens, y mettre fin lorsque ceux-ci sont impliqués dans la guerre.

Par ailleurs, le Conseil fédéral doit reconnaître l'Etat de Palestine. C'est un élément essentiel pour une paix durable, la solution à deux états ne peut exister sans cela.

Enfin, le Conseil fédéral doit intensifier son engagement en matière de médiation, notamment pour faciliter le retour des otages. Aucune vie de plus ne doit être ôtée dans cette croisade coloniale. Chères et chers collègues, osera-t-on enfin le mot génocide lorsque tout le monde sera mort ?

Je vous encourage vivement à condamner fermement la politique génocidaire de l'Etat d'Israël et vous remercie du soutien que vous apporterez à la population palestinienne par le message fort que nous envoyons au Conseil fédéral avec ces résolutions.

Clément Christian (*Le Centre/Die Mitte, SC*). Je parle ici au nom du groupe Le Centre.

La situation à Gaza est une tragédie qui ne peut pas laisser indifférent. Dans un contexte explosif alimenté depuis des années par des attaques terroristes, par la colonisation des territoires, par le bafouement du droit international, la marmite sous pression explose aux yeux du monde dans un silence assourdissant. Héritiers d'Henry Dunant qui a inspiré les conventions de Genève, nous ne pouvons pas rester les yeux fermés. Une guerre est toujours horrible. Nous demandons le respect du droit international et rien que le respect du droit international pour toutes les parties prenantes, autant du côté du Hamas que du côté du gouvernement israélien.

Où est M. le Conseiller fédéral Cassis ? C'est d'abord son rôle de prendre la parole.

Le Hamas continue de retenir des otages et innocents. L'armée israélienne a perdu toute notion de proportionnalité, quitte à massacrer et laisser crever de faim une population civile innocente. Ces exactions sont inacceptables, d'où qu'elles viennent. Nous le répétons avec force : le droit international, rien que le droit international, pour toutes les parties. Et tout ce qui déborde doit être dénoncé.

Un jour, j'espère que chacun de ces acteurs du drame réponde de son comportement devant la justice, car une paix ne peut être durable que si elle est juste.

Deux résolutions nous sont soumises : la résolution Jaquier/Menétrey déborde largement de ce cadre et n'est pas acceptable telle quelle. La résolution Berset/Ingold, quant à elle, est plus acceptable, mais légèrement incomplète.

Pour le signal fort et l'union du Grand Conseil, c'est mal parti. Dès le début des résolutions, nous avons proposé aux deux de chercher le consensus sur la base du texte des VERT·E·S et allié·e·s. Peine perdue pour les camarades socialistes. Il semblerait que le porteur du message soit plus important que son contenu.

Une grande partie du groupe refusera la motion socialiste, qui n'est pas acceptable. Le sort de la résolution des VERT·E·S et allié·e·s est plus ouvert. Personne n'est contre une demande de paix, mais le manque de consensus, ou le fait que ce n'est pas notre rôle, ou l'imperfection du texte, incitera une partie du groupe à s'abstenir. Mais chacun votera, à l'issue de ce débat, en son âme et conscience.

Bortoluzzi Flavio (*UDC/SVP, LA*). Ich spreche im Namen der Fraktion der Schweizerischen Volkspartei (SVP) und nehme Stellung zu den beiden vorliegenden Resolutionen.

Die beiden Resolutionen befassen sich mit einem geopolitischen Konflikt, der seit Jahrzehnten, Jahrhunderten oder sogar Jahrtausenden den Nahen Osten erschüttert. Gewalt und Gegengewalt, fehlende Gesprächsbereitschaft und das Recht des Stärkeren prägen das Geschehen. Wer in diesem Konflikt Recht oder Unrecht hat, ist objektiv längst nicht mehr eindeutig zu beantworten.

Darum sind wir von der SVP überzeugt: Es ist nicht die Aufgabe unseres kantonalen Parlaments, in einem derart internationalen und vielschichtigen Konflikt Partei zu ergreifen. Unsere Verantwortung liegt hier, im Kanton. Bildung, Gesundheit, Infrastruktur – das sind die Themen, für die wir hier zusammenkommen und auf die wir uns konzentrieren sollen. Eine Stellungnahme zu einem internationalen Konflikt gehört nicht in unser Parlament, gehört nicht zu unseren Aufgaben.

Die eine Resolution, eingereicht von unserem Freund, der Sozialdemokratie, der Sozialdemokratischen Fraktion (SP) – die Partei, die für alle da ist und nicht für wenige – ist einseitig und ideologisch gefärbt. Begriffe wie Genozid, ethnische Säuberung und Kriegsverbrechen werden in einem Tonfall verwendet, der mehr an eine polemische Stellungnahme erinnert als an einen ernsthaften Beitrag. Solche gravierenden und einseitigen Beschuldigungen tragen nichts zur Deeskalation bei, sondern wirken spaltend. Zudem ignorieren sie die menschenverachtenden Terrorangriffe vom 7. Oktober 2023, welche von der Hamas verübt wurden. Und vergessen wir nicht: Es befinden sich noch immer 58 israelische Geiseln in deren Gewalt. Oder denken sie etwa, mit der Hamas kann man an einem Tisch sitzen und verhandeln? Wenn das möglich wäre, wäre dieser Konflikt vielleicht schon zu biblischen Zeiten gelöst worden.

Diese Resolution lehnt unsere Fraktion entschieden ab. Und ich lade Sie ein, es uns gleichzutun.

Die zweite Resolution – wir haben es bereits gehört – eingereicht aus grünen und anverwandten Kreisen, ist in ihrer Tonalität differenzierter. Für diese differenzierte Betrachtung gibt es innerhalb unserer Fraktion mehr Verständnis. Dennoch bleibt hier auch festzuhalten: Es handelt sich (a) um reine Symbolpolitik und es wird (b) *de facto* Partei ergriffen. Das ist und bleibt nicht Aufgabe unseres Parlaments.

Diese Resolution wird aus diesen Gründen von unserer Fraktion fast einstimmig abgelehnt.

Tschümperlin Dominic (*Le Centre/Die Mitte, LA*). Je n'ai pas de lien d'intérêt avec ce sujet. Je parle en mon propre nom.

J'espère que tout le monde est conscient que, de toute façon, à Gaza et dans tout ce conflit, les deux parties commettent des crimes de guerre. Je pense que c'est bien compris par tout le monde. En tout cas, j'espère que cela continuera d'être constaté et qu'il y aura bientôt un cessez-le-feu, puis la paix dans ce conflit, bien que ça me semble assez impossible, vu les derniers développements dans le conflit.

Frau Menétrey hat es vorhin gesagt: Es braucht konkrete Massnahmen, um diesen Konflikt zu beenden. Nur schade, sprechen wir heute über eine Resolution, die niemanden bindet und die voraussichtlich auch von niemandem wirklich beachtet werden wird. Ich erinnere Sie daran: Die letzte Resolution, die wir hier in unserem Parlament getroffen haben, hatte als Adressat das Kantonale Arbeitsamt, also eine Behörde, über die wir tatsächlich Einfluss haben in unserem Parlament. Tags danach wurde eine Mitteilung versandt, dass genau gleich weitergefahren wird und dass die Resolution nicht beachtet wird.

Heute sprechen wir über Resolutionen, die sich mit dem Bundesrat an eine Behörde richten, über die wir gar keinen Einfluss haben. Es ist völlig klar, was mit diesen Resolutionen geschehen wird, sie werden ohne Beachtung ad acta gelegt werden. Sie bringen dem Konflikt also nichts, sie bringen aber vor allem sicher keine konkreten Massnahmen, die es tatsächlich bräuchte, und so muss leider festgestellt werden, dass es sich um Kampagnenpolitik handelt, was sehr schade ist.

Quant au contenu des deux résolutions, cela a été dit plusieurs fois déjà, la résolution Jaquier/Menétrey est beaucoup trop unilatérale. Il y a des crimes de guerre des deux côtés. Il faudrait les condamner les deux pour qu'on puisse l'accepter.

Quant à la résolution Ingold/Berset, cela a aussi été déjà dit, elle est beaucoup plus différenciée. Finalement, il s'agit d'un appel à la paix. Et comment peut-on être contre un appel à la paix ? Moi, en tout cas, je me rallie au contenu : c'est la vérité, c'est ce qu'il faudrait faire là-dedans.

Da die Resolutionen aber gar nichts bringen, nur *ad acta* gelegt werden und reine Symbolpolitik werden, werde ich die Resolution Menétrey/Jaquier ablehnen und mich enthalten, bei der Resolution Ingold/Berset.

Jaquier Armand (PS/SP, GL). C'est une résolution, c'est vrai. On peut dire que ça ne sert à rien. Il n'empêche que la vie nous montre que se taire, c'est une forme de complicité. On le voit dans les activités et les actes de rue. Si vous avez des violences, si vous avez des violences contre le racisme, si vous regardez sans rien faire, ce qui se passe, c'est que vous cautionnez l'agresseur, mais vous affaiblissez celui qui est la victime.

Et on est dans cette situation. Il ne s'agit pas de nier ce qu'a fait le Hamas, il ne s'agit pas de dire qu'il ne s'est rien passé. Mais on ne répond pas à une ignominie par une ignominie 50 à 100 fois plus grande. Se taire, c'est cautionner cette ignominie 50 à 100 fois plus grande.

On ne peut pas nier le fait qu'on affame une population. On ne peut pas nier que tous les hôpitaux et tout le système de santé ont été rasés. On ne peut pas nier que l'Etat d'Israël et son gouvernement veulent déplacer toute une population. Ce sont des choses qui sont là. Alors certes, on n'a pas de pouvoir. Mais comme je l'ai dit tout à l'heure, on a le pouvoir de parler, et le devoir de parler. Le silence du Conseil d'Etat, mais surtout du Conseil fédéral, n'a que trop duré. C'est le moment de parler. C'est trop tard, mais c'est nécessaire, même si c'est trop tard.

Notre résolution est claire et ne nie pas les faits. Elle pose des objectifs, elle pose des buts. Aujourd'hui, je vous appelle à soutenir cette résolution pour atténuer un tant soit peu, pour que nos collectivités occidentales agissent, disent les choses et aient du pouvoir. Si on avait agi, nous comme collectivité, nous comme Etat, nous comme Occident, dès le début, on n'aurait pas permis au gouvernement israélien de se croire légitime de faire tout ce qu'il voulait. En agissant et en parlant tout de suite, on n'aurait pas permis au Hamas de se croire légitime à massacrer 1000 personnes - pas tout à fait, mais pas loin.

Donc, c'est ce fait de parler qui doit nous inciter à aller de l'avant et votre vote mesurera aussi le courage de ce Parlement.

Pfister Vincent (VEA/GB, FV). Je ne pensais pas m'exprimer. Vu que c'est la première fois que je m'exprime dans cette assemblée, je ne pensais pas le faire sur un sujet tel et surtout qui n'est pas, comme l'a dit M. Bortoluzzi, dans les compétences du canton de Fribourg.

Toutefois, pour rebondir sur ce qui a été dit, oui, nous ne sommes pas habilités à régler le droit international, c'est complètement vrai. Par contre, nous représentons la population du canton de Fribourg. Et la population est touchée par cette guerre, est touchée par ce qui se passe. Pour moi aussi, ça devient parfois difficile d'ouvrir le journal, de voir ce qui se passe, parce que ça nous prend aux tripes. Et quand j'entends les collègues qui disent : "Oui, bien sûr, nous sommes pour la paix, mais nous n'allons pas voter la résolution parce que cela ne nous concerne pas", cela me fait penser un peu à Ponce Pilate, qui se lavait les mains en disant : "Laissez-les faire, ce n'est pas mon problème".

Nous avons la chance d'avoir deux textes de qualité avec des aspects différents, l'un plus généraliste, on va dire, qui cherche le consensus, et l'autre plus orienté, c'est vrai, avec plus de revendications. Donc, chacun, en son âme et conscience, peut choisir. Et si les revendications vous font peur, n'hésitez pas à soutenir le texte proposé par mes collègues Berset/Ingold,

qui appelle simplement à la paix, sans prise de parti. Et je crois qu'il est assez précis sur ce point-là et il n'apporte aucune ambiguïté.

Dafflon Hubert (*Le Centre/Die Mitte, SC*). Ça ne me plaît pas, toute cette discussion par rapport à ces deux résolutions. On se trouve complètement en porte-à-faux, et je pense que ça ne devrait pas se passer comme ça. Lorsqu'on m'a contacté par rapport à la résolution des VERT·E·S et allié·e·s, j'ai dit que pour qu'une résolution soit bonne, il faut la travailler les cinq partis ensemble. Parce lorsqu'on va maintenant procéder au vote, comme on est extrêmement partagé, cela donnera un très mauvais signal, un signal négatif, finalement. Nous, à droite, nous ne sommes pas contents avec la résolution des socialistes, qui est trop unilatérale à notre goût. Et concernant celle des VERT·E·S et allié·e·s, je pense qu'il y a quelques petites choses encore à améliorer dans le texte, comme cela a été relevé par M. Berset. Mais, ce n'est pas le cas et on risque de s'abstenir. Le message que l'on donnera, c'est qu'on n'arrive pas à se mettre d'accord. Donc, on dira qu'il y a des pro-palestiniens, qu'il y a des pro-israéliens dans le canton de Fribourg. Et ce n'est pas ça, le message.

Moi, ce que je vous recommande sincèrement - parce qu'on va aller dans le mur, là, avec le résultat du vote, ce seront des résolutions mal votées, pas votées, qui n'apporteront rien du tout -, c'est de retirer ces deux résolutions. Ensuite, pendant le mois de juin, les chefs de groupe, les partis, vous travaillez ensemble, vous reformulez un texte pour qu'on soit tous derrière. Parce qu'une vraie et bonne résolution, elle se vote à 110 voix contre 0. Et là, c'est un poids. Et jusqu'à maintenant, ce qu'on va faire ici, c'est exactement le contraire. L'effet sera très négatif pour notre Parlement, pour le message que vous voulez donner. Je vous le garantis.

Voilà, c'est le message que j'aimerais vous donner. C'est ma façon de voir les choses. Il faut retirer ces résolutions, il faut les retravailler et il faut revenir en juin avec une seule résolution.

Morand Jacques (*PLR/PVL/FDP/GLP, GR*). Je suis d'accord avec beaucoup de choses qui ont été dites dans ce Parlement, notamment la dernière prise de position de M. Dafflon, que je soutiendrais très, très volontiers.

Par contre, j'aimerais quand même faire part de mon sentiment. Quand aujourd'hui, on attaque nos autorités fédérales en disant : "Qu'est-ce qu'ils font ? On ne les entend pas", je crois que c'est faux. C'est faux de tirer sur l'ambulance. On ne sait jamais de quoi ils discutent lorsqu'il y a des rencontres diplomatiques, des rencontres de chefs d'Etat. Et si la solution était simple à trouver, elle serait déjà trouvée, elle serait déjà appliquée.

Je crois donc qu'il y a beaucoup de choses que nous ne connaissons pas et on ne peut pas tirer sur le Conseil fédéral par rapport à ce qui se fait ou ce qui ne se fait pas. Je pense que beaucoup de choses se font. Et si on était au courant de tout ce qui s'est déjà fait, on ne discuterait pas dans ce sens-là.

Voilà, j'en ai terminé, mais j'aimerais bien, si possible, que les porteurs des résolutions acceptent la proposition d'Hubert Dafflon de les retirer. Et le fait d'avoir une résolution unique, soutenue par le 100% du Grand Conseil, va vraiment dans l'idée de montrer un canton uni et d'une résolution qui, peut-être, fera quelque chose.

Ingold François (*VEA/GB, FV*). Bien entendu, cela aurait été mieux de faire une résolution unique. Je suis d'accord avec vous, M. Dafflon. Nous, on s'est basé un petit peu sur les échos qu'on a de Berne. Et les échos qu'on a de Berne, c'est qu'on a l'impression qu'il n'y a un petit peu que les partis de gauche qui ont pris position, qui ont condamné, et quand on a réfléchi entre nous, eh bien voilà, on aboutit à deux manières de faire de la politique. Ici, on a une manière de faire plus consensuelle, pour que tout le monde puisse se rallier.

Ce que dit la résolution des socialistes, pour moi, tout est vrai. Il est clair que c'est dur à entendre, mais ils le disent. Alors, ce n'est peut-être pas une bonne idée d'avoir deux résolutions, mais ma foi, il y en a deux, parce qu'on s'est basé un petit peu sur les signaux qu'on avait. Et les signaux qu'on avait de la droite, eh bien, c'était que ce n'était pas forcément un sujet qui vous intéressait. Ce sont les signaux qu'on a eus. Bien entendu, vous pouvez faire "oh" avec votre air paternaliste, mais c'est la réalité. Il faut vous faire entendre si vous voulez qu'on vous entende. Il faut parler plus fort, peut-être. On a donc travaillé dans notre coin.

Alors si vous voulez refuser nos résolutions, il n'y a pas de problème. C'est votre choix. Si les membres de l'ancien Parti démocratique-chrétien (PDC) décident, eux, de faire une résolution pour que tout le monde puisse s'y rallier, eh bien tant mieux pour eux, c'est peut-être comme ça qu'il faut faire de la politique. Moi, je m'appuie quand même sur ce que nous a dit Joseph Deiss il y a quelques jours. Je pense qu'on doit aller de l'avant. Moi, je vous propose de soutenir ces résolutions, en tout cas la résolution qui vous paraît la plus proche de vos sentiments, et d'aller de l'avant.

Je retiens cependant que la prochaine fois, c'est vrai, on devrait peut-être venir plus vers vous, pour faire une résolution tous ensemble, bien entendu. Je pense aussi que vous, quand vous faites des résolutions, quand vous prenez des décisions, vous pouvez aussi venir vers nous et ne pas rappeler systématiquement qui est en minorité, qui est en majorité. On peut effectivement, sur des questions comme ça, plus travailler ensemble.

Je vous demande vraiment de soutenir ces résolutions. Cela fait sens. Et tirons les leçons pour le futur afin de créer des résolutions qui sont peut-être, effectivement, plus inclusives de gauche et de droite.

de Weck Antoinette (PLR/PVL/FDP/GLP, FV). Vous pensez bien qu'on ne pouvait pas laisser passer les paroles de M. Ingold sans intervenir.

Je crois qu'avant d'être Parti socialiste (PS), VERT·E·S et allié·e·s, Parti démocratique-chrétien (PDC), Centre, Parti Libéral-Radical ou Union démocratique du centre (UDC) - UDF pour certains -, on est des êtres humains. On est tous touché lorsqu'on lit le journal, lorsqu'on voit qu'on bombarde des hôpitaux, qu'on bombarde même des tentes, qu'on bombarde tout ce qui bouge, tout ça parce qu'on considère qu'être palestinien, c'est être terroriste. On ne peut pas admettre ça. En bon suisses que nous sommes, nous avons appris à discuter, même avec des gens avec lesquels on sait que l'on ne partage pas le même avis. On discute.

Ce qui devient gênant, maintenant, avec cette résolution, c'est qu'on n'appelle pas les gens dans leur cœur, on n'appelle pas les êtres humains comme êtres humains. Vous voulez vous démarquer, vous voulez en faire une affaire politique. Et c'est bien ce que vous avez dit : "Nous, on n'entend rien de la droite". Donc, ça devient difficile.

Ce qu'il aurait fallu, c'est un message commun, un message d'humanité. Or, ce n'est plus un message d'humanité, parce que vous êtes en train de nous instrumentaliser. Vous voulez qu'on soutienne la résolution des VERT·E·S et allié·e·s ou la résolution du Parti socialiste. Vous n'avez même pas réussi à vous entendre. Ça prouve bien que ça devient un débat politique et que ce n'est pas un débat humain.

Alors, certains d'entre nous les soutiendront, parce qu'ils vont au-delà. Mais de dire que la droite n'est pas touchée par cela, c'est entièrement faux. Certains les soutiendront, d'autres ne les soutiendront pas, parce que vous en faites un débat politique, ce qui est très malvenu et très dommageable.

Bonny David (PS/SP, SC). Ce n'est pas la première fois qu'on a une situation où il y a deux objets pour le même point de vue. Je veux juste rappeler à M. Clément que le Parti socialiste (PS) avait déposé une résolution pour l'urgence climatique, et puis, en fait, le Centre avait juste après aussi déposé une résolution sur l'urgence climatique. Alors, notre urgence climatique à nous n'était pas bonne, mais c'est la vôtre qui était la bonne. Tant mieux, à la fin, on a quand même eu l'urgence climatique.

Ceci dit, on a une situation différente aujourd'hui. J'ai rarement vu dans les médias autant de personnes intervenir en direction du Conseil fédéral pour qu'il se positionne. Même Joseph Deiss est intervenu et a demandé quand même de marquer la situation. Donc, on vit une situation critique aujourd'hui. Revenir dans un mois, la situation sera peut-être différente, mais c'est aujourd'hui. Et c'est vrai qu'il faut se manifester par rapport à l'histoire et je ne peux que vous inviter à soutenir les deux résolutions.

> Au vote, la prise en considération de cette résolution est acceptée par 60 voix contre 23. Il y a 11 abstentions.

Ont voté en faveur de la prise en considération:

Aebischer Matthieu (LA,VEA / GB), Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Baeriswyl Laurent (SE,Le Centre / Die Mitte), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Baschung Carole (LA,Le Centre / Die Mitte), Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Christel (FV,PS / SP), Bonny David (SC,PS / SP), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Collomb Eric (BR,Le Centre / Die Mitte), Cotting Charly (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Doutaz Jean-Pierre (GR,Le Centre / Die Mitte), Emonet Gaétan (VE,PS / SP), Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Glauser Fritz (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB), Ingold François (FV,VEA / GB), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Lepori Sandra (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Levrat Marie (GR,PS / SP), Marmier Bruno (SC,VEA / GB), Menoud-Baldi Luana (GL,Le Centre / Die Mitte), Menétrey Lucie (SC,PS / SP), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte), Michel Pascale (SC,PS / SP), Michellod Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Morand Jacques (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Morel Bertrand (SC,Le Centre / Die Mitte), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Pasquier Nicolas (GR,VEA / GB), Perler Urs (SE,VEA / GB), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Rey Alizée (SC,PS / SP), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schroeter Alexander (LA,PS / SP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Sudan Stéphane (GR,Le Centre / Die Mitte), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Vial Pierre (VE,PS / SP), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB), Wicht Jean-Daniel (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zamofing Dominique (SC,Le Centre / Die Mitte), Zermatten Estelle (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zurich Simon (FV,PS / SP), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 60.*

Ont voté contre:

Bapst Bernard (GR,UDC / SVP), Barras Eric (GR,UDC / SVP), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Bortoluzzi Flavio (LA,UDC / SVP), Bürdel Daniel (SE,Le Centre / Die Mitte), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Dorthe Sébastien (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Dupré Lucas (GL,UDC / SVP), Galley Nicolas (SC,UDC / SVP), Genoud (Brailard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Kolly Gabriel (GR,UDC / SVP), Mesot Roland (VE,UDC / SVP), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Thévoz Ivan (BR,UDC / SVP), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 23.*

Se sont abstenus:

Beaud Catherine (GR,Le Centre / Die Mitte), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Fattebert David (GL,Le Centre / Die Mitte), Grandgirard Pierre-André (BR,Le Centre / Die Mitte), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Robatel Pauline (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Thalmann-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Tschümperlin Dominic (SE,Le Centre / Die Mitte). *Total: 11.*

Résolution 2025-GC-131

Le Conseil fédéral ne peut plus rester muet face aux violations du droit international à Gaza

Auteur-s:	Menétrey Lucie (PS/SP, SC) Jaquier Armand (PS/SP, GL)
Dépôt:	20.05.2025 (BGC mai 2025, p. 2216)
Développement:	20.05.2025 (BGC mai 2025, p. 2216)

Prise en considération

> Au vote, la prise en considération de cette résolution est refusée par 56 voix contre 34. Il y a 5 abstentions.

Ont voté en faveur de la prise en considération:

Aebischer Matthieu (LA,VEA / GB), Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Christel (FV,PS / SP), Bonny David (SC,PS / SP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Emonet Gaétan (VE,PS / SP), Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB), Ingold François (FV,VEA / GB), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Lepori Sandra (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Levrat Marie (GR,PS / SP), Marmier Bruno (SC,VEA / GB), Menétrey Lucie (SC,PS / SP), Michel Pascale (SC,PS / SP), Pasquier Nicolas (GR,VEA / GB), Perler Urs (SE,VEA / GB), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Rey Alizée (SC,PS / SP), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schroeter Alexander (LA,PS / SP), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Vial Pierre (VE,PS / SP), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB), Zurich Simon (FV,PS / SP). *Total: 34.*

Ont voté contre:

Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Baeriswyl Laurent (SE,Le Centre / Die Mitte), Bapst Bernard (GR,UDC / SVP), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Barras Eric (GR,UDC / SVP), Baschung Carole (LA,Le Centre / Die Mitte), Beaud Catherine (GR,Le Centre / Die Mitte), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Bortoluzzi Flavio (LA,UDC / SVP), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bürdel Daniel (SE,Le Centre / Die Mitte), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Collomb Eric (BR,Le Centre / Die Mitte), Cotting Charly (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Dorthe Sébastien (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Doutaz Jean-Pierre (GR,Le Centre / Die Mitte), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Dupré Lucas (GL,UDC / SVP), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Gaillard Bertrand (GR,Le Centre / Die Mitte), Galley Nicolas (SC,UDC / SVP), Genoud (Brailard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Glauser Fritz (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Grandgirard Pierre-André (BR,Le Centre / Die Mitte), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Kolly Gabriel (GR,UDC / SVP), Menoud-Baldi Luana (GL,Le Centre / Die Mitte), Mesot Roland (VE,UDC / SVP), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte), Michellod

Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Morand Jacques (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Morel Bertrand (SC,Le Centre / Die Mitte), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Robatel Pauline (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Thalmann-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Thévoz Ivan (BR,UDC / SVP), Tschümperlin Dominic (SE,Le Centre / Die Mitte), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zermatten Estelle (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 56.*

Se sont abstenus:

Fattebert David (GL,Le Centre / Die Mitte), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Sudan Stéphane (GR,Le Centre / Die Mitte), Wicht Jean-Daniel (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Zamofing Dominique (SC,Le Centre / Die Mitte). *Total: 5.*

Décret 2024-DIAF-28

Approbation de la fusion des communes de Gurmels et Ulmiz

Rapporteur-e:	Marmier Bruno (VEA/GB, SC)
Représentant-e du gouvernement:	Castella Didier, Directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts
Rapport/message:	15.04.2025 (BGC mai 2025, p. 1977)
Préavis de la commission:	09.05.2025 (BGC mai 2025, p. 1988)

Entrée en matière

Marmier Bruno (VEA/GB, SC). Der Staatsrat unterbreitet dem Grossen Rat den Entwurf des Dekrets, das dem Zusammenschluss der Gemeinden Gurmels und Ulmiz Rechtskraft verleiht. Das Büro des Grossen Rates hat diesen Entwurf in seiner Sitzung vom 9. Mai geprüft. Es empfing Herrn Christophe Maillard, Leiter des Amtes für Gemeinden.

Die Fusion der beiden Gemeinden wurde am 9. Februar 2025 einer Volksabstimmung unterzogen. Die Bürger der Gemeinde Gurmels stimmten dem Projekt mit 84% und die Bürger der Gemeinde Ulmiz mit 55% zu. Im Namen der Kommission gratulieren wir den Gemeindepräsidenten Markus Wüstefeld und Herrn Bruno Spycher, den Gemeindeexekutiven und allen Beteiligten dieses Fusionsprojekts dazu, dass sie die Bürgerinnen und Bürger davon überzeugt haben, dieses Projekt zu unterstützen.

Die neue Gemeinde hat 5120 Einwohner und eine Fläche von 20 km² und wird den Namen "Gurmels" tragen. Für die Legislaturperiode 2025–2031 besteht der Gemeinderat aus sieben Mitgliedern. Der Wahlkreis Gurmels erhält sechs Sitze, der Wahlkreis der ehemaligen Gemeinde Ulmiz einen Sitz. Auf die Schaffung eines Generalrats wird verzichtet. Die neue Gemeinde erhält eine Finanzhilfe von 958 600 Franken.

Einstimmig beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen. Mit den beiden Fusionen, die wir heute besprechen, wird der Kanton Freiburg ab dem 1. Januar 2026 119 Gemeinden zählen.

Castella Didier, Directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts. Avec le présent décret ainsi que celui qui va suivre, notre canton passera sous la barre des 120 communes au 1^{er} janvier prochain. Comme j'ai eu plusieurs fois l'occasion de le rappeler lors des précédentes fusions, la diminution du nombre de communes n'est pas une fin en soi. L'objectif qui est poursuivi, tant par les autorités communales que par le canton, est de renforcer l'autonomie locale et donc d'adapter les institutions pour leur permettre d'exercer réellement leurs prérogatives et délivrer leurs prestations au mieux pour le citoyen et la citoyenne.

Je salue donc et félicite vivement les autorités des communes de Gurmels et d'Ulmiz d'avoir ainsi pris leurs responsabilités, pour donner à leur population une nouvelle commune à même de relever les défis présents et à venir, qui ne manquent pas.

Je vous invite naturellement à accepter le présent décret et remercie la commission qui en a fait de même.

Freiburghaus Andreas (PLR/PVL/FDP/GLP, SE). Ich spreche im Namen des Gemeindeklubs und habe keine Interessenbindung zu diesem Dekret.

Ich begrüsse im Namen des Gemeindeklubs diesen Zusammenschluss der Gemeinden Gurmels und Ulmiz zu einer grösseren Gemeinde mit über 5000 Einwohnern. Ich bedauere ein wenig, dass wir im Sensebezirk nicht so weit sind, denn bei uns gibt es noch einige kleine Gemeinden, denen ein Zusammenschluss auch eine bessere Entwicklung ermöglichen würde.

Vorhin haben wir gehört, dass die Gemeinde Gurmels nicht beabsichtigt, vorderhand einen Generalrat einzuführen. Als Syndic der Gemeinde Wünnewil-Flamatt, die seit 2011 über einen Generalrat verfügt, kann ich Ihnen nur empfehlen, *[Unterbruch der Tonaufnahme]* ... und in dieser verschiedenen Struktur in nächster Zeit einen Generalrat einzuführen.

Bortoluzzi Flavio (*UDC/SVP, LA*). Ich spreche im Namen der Fraktion der Schweizerischen Volkspartei. Als Vertreter aus dem Seebezirk bin ich mit den örtlichen Begebenheiten bestens bekannt, ansonsten habe ich keine Interessenbindung in dieser Sache.

Ich möchte vorab betonen, dass wir von der SVP Fusionen grundsätzlich kritisch gegenüberstehen, da sie immer auch einen Verlust an Eigenständigkeit und Selbstbestimmung bedeuten. Hier aber haben wir sicher keinen Grund, dieser Fusion zwischen den Gemeinden Gurmels und Ulmiz Steine in den Weg zu legen – auf Französisch übrigens Cormondes und Ormev.

Zur Vorgeschichte: Der Wunsch zu diesem Zusammengang ging von der kleineren der beiden Gemeinden aus, von Ulmiz. In einer ersten Grundsatzabstimmung in Ulmiz sprach sich eine klare Mehrheit für eine Fusion aus. Dass diese Fusion dann mit Gurmels erfolgen sollte, war hingegen nicht sehr eindeutig. In einer Konsultativabstimmung entschieden sich lediglich 53 % für Gurmels; 47 % wollten mit Murten fusionieren.

Bei der endgültigen Abstimmung, diesen Februar, haben dann 45 % der Stimmberechtigten ein Nein zu dieser Fusion in die Urne gelegt. 55 % stimmten zu. In Gurmels lag der Ja-Anteil bei 85 %.

Diese Resultate zeigen: In Ulmiz gibt es ein spürbares Unbehagen gegenüber einer Fusion mit Gurmels, nicht aber gegenüber einer Fusion insgesamt. Ob das mit zurückliegenden Erfahrungen, zwischenmenschlichem Gstürm oder auch finanziellen Aspekten, wie möglichen Steuerentlastungen oder dann weiteren Gebühren zu tun hat, sei dahingestellt.

Wichtig ist nun, dass sich Gurmels und die Gurmelser Bevölkerung aktiv um die neuen Mitbürgerinnen und Mitbürger kümmern. Die Fusion soll nicht nur technisch, sondern auch menschlich gelingen. So lässt sich bestehender Frust abbauen und soll den Neubürgern, den "Neugurmelsern", ein herzliches Willkommen bereitet werden.

C'est dans cet esprit que notre groupe prend acte du projet de fusion et l'acceptera à l'unanimité.

Hayoz-Helfer Regula (*VEA/GB, SE*). Ich habe keine Interessenbindungen, ausser dass ich sehr viel in Gurmels unterwegs bin und das eigentlich so meine Wahlgemeinde ist.

In meinem persönlichen Namen und im Namen der Fraktion Grünes Bündnis gratuliere ich den beiden Gemeinden zu ihrem Zusammenschluss. Wir wünschen Ihnen und der ganzen Bevölkerung aus Gurmels und Ulmiz ein gutes Zusammenfinden, viel Erfolg beim Gestalten der neuen Gemeinde.

Wir werden das Dekret einstimmig annehmen.

Kaltenrieder André (*PLR/PVL/FDP/GLP, LA*). Je prends la parole au nom du groupe Libéral-Radical et Verts-Libéraux. Je n'ai aucun lien d'intérêt avec ce décret.

Die Gemeinde Gurmels hat in den letzten Jahrzehnten mehrere Fusionen erfolgreich gemeistert und ist dadurch gewachsen. Nun soll Ulmiz am 1. Januar 2026 dazukommen. Nach einem langjährigen Plan und mehreren Abstimmungen entschieden sich die Einwohner beider Gemeinden deutlich für die Fusion. Finanziell wird der Zusammenschluss vom Kanton unterstützt. Mit der Fusion entsteht eine stärkere, zukunftsfähige Gemeinde, die gemeinsam Verantwortung übernimmt und die Zusammenarbeit in der Region stärkt.

Die Freisinnig-Demokratische und Grünliberale Fraktion wird dieses Dekret unterstützen und gratuliert zu diesem wichtigen Meilenstein. Möge Eure Zusammenarbeit von Vertrauen und Zusammenhalt geprägt sein – zum Wohl aller Generationen!

Schroeter Alexander (*PS/SP, LA*). Ja, meine Interessenbindung: Mein Grossvater väterlicherseits ist in Gurmels aufgewachsen und dessen Urenkel wohnt wiederum in Gurmels. Abgesehen davon habe ich keine Interessenbindung mit dieser Vorlage.

Ich äussere mich als Grossrat der Sozialdemokratischen Fraktion des Seebezirks und im Namen der ganzen Sozialdemokratischen Fraktion.

Der Gemeinde Gurmels kann zur bevorstehenden Fusion mit der Gemeinde Ulmiz nur gratuliert werden. Die Ulmizerinnen, jene, die ich habe kennenlernen dürfen, sind sehr angenehme Bürgerinnen und Bürger. Bis 2018 besuchten die OS-Schülerinnen der Gemeinde Ulmiz meine OS in Murten – deswegen mein persönlicher Kontakt, den ich über Jahre mit Vertreterinnen und Vertretern aus Ulmiz hatte. Diese jungen Menschen scheinen möglicherweise nicht ihre schlechteste Zeit im Murtenbiet

erlebt zu haben. Vielleicht ist das ein Grund für die 45 % Ablehnung, die es in Ulmiz gab. Das vielleicht als Erklärung für den Redner der Schweizerischen Volkspartei (SVP). Nun ist die Fusion am 9. Februar zustande gekommen. Und wie gesagt: Wir gratulieren herzlich dazu und werden das dann auch unterstützen.

Die neue Gemeinde mit über 5000 Einwohnern, wir haben es gehört, wird zur viertgrössten Gemeinde im Seebezirk. Fusionen stehe ich, im Gegensatz zu dem vorher erwähnten, als Murtnen Gemeinderat grundsätzlich positiv gegenüber. Ich glaube, wir dürfen festhalten, dass die zahlreichen Fusionen in den letzten Jahren, die es um Murten gegeben hat, nicht zu mehr Distanz, zu weiteren Wegen, sondern zu sehr intensiven Dorfvereinen und zu einem sehr intensiven Kontakt, zu einem sehr gelingenden Zusammenleben geführt haben. Das möchte ich betonen.

Die politische Struktur im Seebezirk wird straffer, die knapp 40 000 Seebezügler-innen wohnen künftig in noch 14 Gemeinden – durchschnittliche Einwohnerzahl rund 2800. Klein oder gross, Herr Freiburghaus? An Ihnen zu entscheiden. Auf alle Fälle sind es fünf Gemeinden, die grösser sind als der Durchschnitt und neun, die kleiner sind. Bei diesen Berechnungen – kleine Klammer – habe ich den Galm nicht einbezogen: wohl die einzige Gemeinde des Kantons mit 0 Einwohner*innen der Spezies *Homo sapiens*...

In Abwandlung des Bonmots von Neil Armstrong, dem ersten Menschen auf dem Mond, würde ich sagen: ein grosser Schritt für diese beiden Gemeinden – ein mindestens so grosser für den Seebezirk.

Die Sozialdemokratische Partei stimmt diesem Dekret über die Fusion der Gemeinden Gurmels und Ulmiz einstimmig zu.

Tschümperlin Dominic (*Le Centre/Die Mitte, LA*). Meine Interessenbindungen: Ich bin Einwohner der Gemeinde Gurmels, in dieser Gemeinde aufgewachsen und ein grosser Teil meiner Familie ist auch Teil dieser Gemeinde. Ich spreche in meinem eigenen Namen und ich möchte Sie alle bitten – ich habe gehört, Sie sind alle dafür und das ist doch gut – ich bitte Sie aber doch alle, diesem Dekret zuzustimmen. Es widerspiegelt den klaren Willen der beiden Gemeinden, zu fusionieren, und das sollten wir als Kanton auch akzeptieren.

In den letzten Jahren und Jahrzehnten haben sich die Bande zwischen den Bürgerinnen und Bürgern der Gemeinde Gurmels und der Gemeinde Ulmiz, je länger, je mehr, verstärkt. Die gewisse Ablehnung, die in der Gemeinde Ulmiz noch vorgeherrscht hat, kann auch darauf zurückgeführt werden, dass kulturell und historisch die beiden Gemeinden noch nicht so viel miteinander zu tun gehabt haben. Das hat sich in letzter Zeit stark verändert. Und so ist es vor allem die Jugend in Gurmels und in Ulmiz, die sich viel besser kennt. Seit 2018 besuchen die Schülerinnen und Schüler der Gemeinde Ulmiz bereits die Orientierungsschule (OS) in Gurmels und die Integration funktioniert bestens. Ich kann also sämtliche Personen, die gewisse Zweifel daran haben, beruhigen. Die Gurmelserinnen und Gurmelser werden ihre neuen Freunde in der Gemeinde herzlich willkommen heissen und wir freuen uns sehr, gemeinsam voranzugehen.

In diesem Sinn bitte ich Sie doch, diesem Dekret zuzustimmen.

Castella Didier, Directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts. J'ai pris note du soutien quasi unanime à la fusion. Je n'ai pas de remarques complémentaires.

> L'entrée en matière n'étant pas combattue, il est passé directement à la lecture des articles.

Lecture des articles

I. Acte principal : Décret approuvant la fusion des communes de Gurmels et Ulmiz

Art. 1

> Adopté selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Art. 2

> Adopté selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Art. 3

> Adopté selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Art. 4

Castella Didier, Directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts. C'est quasiment un montant de 1 million de francs qui sera versé par le canton à titre d'aide à la future commune fusionnée.

> Adopté selon la version initiale du Conseil d'Etat.

II. Modifications accessoires

> Adoptées selon la version initiale du Conseil d'Etat.

III. Abrogations accessoires

> Adoptées selon la version initiale du Conseil d'Etat.

IV. Clauses finales

> Adoptées selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Titre et préambule

> Adoptés selon la version initiale du Conseil d'Etat.

> La lecture des articles est ainsi terminée. Il est passé au vote final.

Vote final

> Au vote final, ce projet de décret est adopté dans son ensemble, sans modification, par 93 voix contre 0. Il n'y a pas d'abstention.

Ont voté oui:

Aebischer Matthieu (LA,VEA / GB), Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Bapst Bernard (GR,UDC / SVP), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Barras Eric (GR,UDC / SVP), Baschung Carole (LA,Le Centre / Die Mitte), Beaud Catherine (GR,Le Centre / Die Mitte), Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Christel (FV,PS / SP), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Bonny David (SC,PS / SP), Bortoluzzi Flavio (LA,UDC / SVP), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Collomb Eric (BR,Le Centre / Die Mitte), Cotting Charly (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Dorthe Sébastien (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Doutaz Jean-Pierre (GR,Le Centre / Die Mitte), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Dupré Lucas (GL,UDC / SVP), Emonet Gaétan (VE,PS / SP), Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Fahrni Marc (VE,UDC / SVP), Fattebert David (GL,Le Centre / Die Mitte), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Gaillard Bertrand (GR,Le Centre / Die Mitte), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Galley Nicolas (SC,UDC / SVP), Genoud (Braillard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Glauser Fritz (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Grandgirard Pierre-André (BR,Le Centre / Die Mitte), Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Ingold François (FV,VEA / GB), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Kolly Gabriel (GR,UDC / SVP), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Lepori Sandra (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Levrat Marie (GR,PS / SP), Marmier Bruno (SC,VEA / GB), Menoud-Baldi Luana (GL,Le Centre / Die Mitte), Menétrey Lucie (SC,PS / SP), Mesot Roland (VE,UDC / SVP), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte), Michel Pascale (SC,PS / SP), Michellod Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Morand Jacques (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Morel Bertrand (SC,Le Centre / Die Mitte), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Pasquier Nicolas (GR,VEA / GB), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Rey Alizée (SC,PS / SP), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Robatel Pauline (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schroeter Alexander (LA,PS / SP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Sudan Stéphane (GR,Le Centre / Die Mitte), Thalmann-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Thévoz Ivan (BR,UDC / SVP), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Tschümperlin Dominic (SE,Le Centre / Die Mitte), Vial Pierre (VE,PS / SP), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB), Wicht Jean-Daniel (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zamofing Dominique (SC,Le Centre / Die Mitte), Zermatten Estelle (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zurich Simon (FV,PS / SP), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 93.*

Décret 2024-DIAF-31

Approbation de la fusion des communes de Fétigny et Ménières

Rapporteur-e: **Marmier Bruno** (*VEA/GB, SC*)
Représentant-e du gouvernement: **Castella Didier, Directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts**
Rapport/message: **15.04.2025** (*BGC mai 2025, p. 1989*)
Préavis de la commission: **09.05.2025** (*BGC mai 2025, p. 2000*)

Entrée en matière

Marmier Bruno (*VEA/GB, SC*). Le Conseil d'Etat soumet aujourd'hui au Grand Conseil le projet de décret donnant force de droit à la fusion des communes de Fétigny et Ménières. Le Bureau du Grand Conseil, faisant office de commission parlementaire, a examiné ce projet dans sa séance du 9 mai 2025 et a reçu à cette occasion M. Christophe Maillard, chef du Service des communes.

La fusion des deux communes a été soumise au vote populaire le 9 février 2025. Les citoyens de la commune de Fétigny ont approuvé le projet à 68% et ceux de la commune de Ménières à 85%. Au nom de la commission, nous félicitons les syndicats, les exécutifs communaux et tous les acteurs de ce projet de fusion pour avoir su rassembler et fédérer les citoyens autour de ce projet.

La nouvelle entité comptera 1631 habitants pour une surface de 8,48 km². Elle portera le nom de Fétigny-Ménieres. La convention de fusion, annexée au présent projet de décret, prévoit pour la législature 2026–2031 un conseil communal composé de 9 membres, dont 6 seront issus du cercle électoral de Fétigny et 3 du cercle électoral de Ménières. Dès 2031, ils ne formeront plus qu'un seul cercle électoral. L'élection des autorités aura lieu à l'automne 2025.

L'aide financière de l'Etat se monte à 299'800 francs. Avec les deux fusions que nous traitons ce jour, le canton comptera 119 communes à partir du 1^{er} janvier 2026.

A l'unanimité, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Castella Didier, Directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts. Comme l'a dit le rapporteur, notre canton comptera 119 communes à partir de 2026. L'évolution de ces dernières décennies est impressionnante, Mesdames et Messieurs. Au début de la précédente législature, Fribourg comptait encore 160 communes. En dix ans, leur nombre a diminué de 25%. Ceci atteste bien le dynamisme des élus des communes, mais aussi de leur courage, car initier et mener à bien un projet de fusion demande toujours du courage, et il en faut même une bonne dose.

Mais il ne faut pas que notre canton se repose sur ses lauriers néanmoins. Les défis qui attendent les communes dans les années à venir sont immenses, du point de vue de la gouvernance comme du point de vue financier. Nous aurons, je n'en doute pas, l'occasion d'en reparler. Il faudra, ces prochaines années, des institutions fortes, agiles, dynamiques, dotées de ressources importantes pour mener à bien les projets ambitieux. Je suis ainsi convaincu que nous devons donner une nouvelle impulsion aux projets de fusion. A ma demande, le Service des communes élabore en ce moment un guide des fusions, afin de mettre à disposition des autorités un maximum d'informations qui leur permettra d'envisager de nouveaux projets. En collaboration avec les préfets, nous allons réfléchir à de nouveaux périmètres de fusion pour relancer les réflexions. L'idée n'est pas de forcer les choses, car il est clair pour moi, pour le Conseil d'Etat, qu'une fusion réussie ne peut reposer d'abord que sur un projet commun qui vient de la base.

Je souhaite néanmoins réunir les données objectives et subjectives qui permettent aux autorités communales de s'interroger sur le périmètre idéal et ainsi mener à bien leur projet, en délivrant à leur population les prestations les plus adaptées aux besoins et aux ressources à disposition. Il sera essentiel que les conseils communaux qui sortiront des urnes au printemps prochain disposent de ces outils pour empoigner ces questions.

Pour en revenir au présent décret, je vous invite naturellement, comme la commission, à l'accepter et adresse toutes mes félicitations aux autorités de Ménières et Fétigny pour cette belle union.

Chardonnens Jean-Daniel (*UDC/SVP, BR*). J'habite depuis toujours dans le joli village de Fétigny. Je suis donc le régional de l'étape. J'ai été vice-syndic depuis 2001 jusqu'en 2011.

La fusion entre les communes de Fétigny et de Ménières est évidente. C'est un mariage de raison, tant les Fétignois et les Méniérois ont tout en commun – ou presque. A commencer par les écoles. Je fais d'ailleurs partie de la première volée de Fétignois qui a usé les bancs de l'école de Ménières, il y a déjà plus de cinquante ans. Pour la petite histoire, mais aussi

pour un petit peu de nostalgie, les deux premières années de l'école obligatoire se faisaient à Fétigny, et c'est sœur Pauline qui nous apprenait à lire. Les deux suivantes se faisaient à Ménières avec Benoît Fasel, qui est un passionné de football. Une passion qu'il nous a transmise.

La transition est faite. Fétigny était connu dans toute la Suisse parce que le club local a bataillé pendant dix ans en 1^{ère} ligue. C'était à l'époque la 3^{ème} division au niveau national. Nous suivions les résultats promulgués tous les dimanches soir au "Journal des sports" avec une certaine fierté.

De nombreuses sociétés avaient déjà adopté le nom de la nouvelle commune de Fétigny-Ménieres bien avant la fusion – preuve, s'il en faut, que ce mariage a bel et bien sa raison d'être.

La population annoncée de la nouvelle commune à la fin de l'année 2023 est de 1631 habitants, mais elle n'était que de 1499 à la fin 2018. Alors que son nombre est resté bloqué très longtemps à 450 jusque dans les années 2000, c'est à Fétigny que la démographie explose. Sa situation proche de Payerne et des axes routiers est-ouest, proche de l'autoroute, et nord-sud direction Fribourg, est un atout. On n'invente rien, puisque le village était déjà habité lorsque l'ancienne voie romaine reliait Moudon à Avenches.

L'évolution devrait se poursuivre. D'ailleurs, ces chiffres sont déjà largement dépassés. La revalorisation de la traversée du village de Fétigny, qui s'est terminée en 2005, n'y est pas non plus pour rien, car le village a réussi sa transformation de façon harmonieuse. Fort heureusement, depuis longtemps, les autorités ont anticipé cette explosion démographique, puisqu'une école a été construite pour absorber toutes ces arrivées. La commune a également construit des appartements adaptés afin de conserver sa population âgée qui en aurait besoin.

Le village de Ménières vient aussi de rénover joliment sa traversée, ce qui met les deux entités sur pied d'égalité à l'aube de cette fusion.

Les nouvelles armoiries conservent les couleurs dominantes des deux communes actuelles, le sanglier de Ménières est emprunté à la Maison d'Avenches et la molette est l'emblème des sires de la Molière. Quant à elle, la croix burgonde de Fétigny fait référence à la découverte d'un cimetière burgonde en 1882. Cette croix garnissait des boucles de ceinturon, qui sont les premiers symboles chrétiens conservés dans notre canton. Peut-être que certains d'entre vous se rappellent de la photo qu'il y avait dans un livre d'histoire scolaire.

De chaque côté de la nouvelle commune fusionnée se situent les deux centres vaudois importants que sont Payerne à l'est et Granges-Marnand à l'ouest. Nous collaborons étroitement avec ces deux communes, notamment pour les eaux. Nous bénéficions également de la venue du bus urbain de Payerne depuis ce printemps, avec une cadence à la demi-heure. Comme vous pouvez le constater, l'intercantonalité de la Broye se vit tous les jours. D'ailleurs, la nouvelle commune a une plus grande frontière avec les vaudois qu'avec les fribourgeois.

Le principal regret que nous avons tous, c'est le manque de commerces de détail dans nos deux villages. Nous avons certes deux auberges communales, mais nous n'avons pas d'épicerie ni de boulangerie. Nous espérons vivement qu'avec l'évolution démographique, cet inconvénient se corrigera rapidement.

Pour terminer, ce n'est certes pas une grande fusion, mais c'est une très bonne fusion. Je suis très heureux de vivre dans cette nouvelle commune. D'ailleurs, je vous invite à venir vous promener sur les berges de notre magnifique Broye à Fétigny ou dans la forêt des Verdières à Ménières.

Le groupe de l'Union démocratique du centre acceptera cette fusion à l'unanimité.

Bonny David (PS/SP, SC). Mon lien d'intérêt : je suis syndic d'une commune fusionnée en 2020. Je serai un petit peu plus bref que mon collègue Chardonens.

Au nom du groupe socialiste, nous avons appris avec très grande satisfaction que près des trois quarts des citoyens votants avaient plébiscité cette fusion, signe, tout de même, d'une volonté de se réunir. On a aussi appris par les médias que les gens s'étaient réunis ce jour-là et comme il y avait un grand succès, il manquait de fondue, paraît-il. J'espère que, par la suite, ça sera réglé.

Et évidemment, nous entrons en matière pour le soutien prévu de 300'000 francs et nous vous invitons à en faire de même. Et que vive la nouvelle commune de Fétigny-Ménieres !

Grandgirard Pierre-André (*Le Centre/Die Mitte, BR*). En préambule, je déclare mes liens d'intérêts : je suis Broyard, citoyen de la commune de Cugy, jouxtant sur son côté sud la nouvelle commune de Fétigny-Ménieres.

En préambule, je me permets une petite anecdote intercantonale dont je suis friand, étant un inconditionnel de l'intercantonalité broyarde. Fétigny-Ménieres se trouve au centre de la Broye ou plutôt, le centre de la Broye se trouve à

Fétigny-Ménières, ainsi que l'atteste une plaquette déposée sur le territoire communal par les autorités broyardes des cantons de Fribourg et Vaud.

La nouvelle commune partage ses frontières à l'est et au sud avec trois communes vaudoises : Payerne, Trey - sur une très petite portion - et Valbroye ; tandis qu'à l'ouest et au nord, ce sont deux communes fribourgeoises : Les Montets et Cugy.

En matière de plans de fusion, c'est la politique des petits pas qui prévaut. À la suite de l'échec de la fusion regroupant cinq communes sous le nom de "Verdières" le 14 juin 2015, Fétigny et Ménières unissent aujourd'hui leur destin et c'est un magnifique mariage de raison. Les deux villages partagent depuis longtemps de nombreuses activités sur les plans scolaire, religieux, sportif et culturel. Le décret qui nous est soumis aujourd'hui constitue un pas supplémentaire vers la réunion des désormais quatre communes de Cugy, Fétigny-Ménières, Les Montets et Nuilly, tel que le prévoit le plan de fusion établi par le préfet de la Broye en 2013.

La population légale de la future commune est de bientôt 1700 habitants, habitants qui ont approuvé la fusion à raison de 68% pour Fétigny et 85% pour Ménières. Cette fusion est donc gage de belle réussite et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

Félicitations aux autorités et à la population des deux communes pour leur détermination à unir leur destin ! Je leur souhaite le meilleur pour un avenir radieux dans l'espoir de voir un jour les 4 communes du projet "Enclave d'Estavayer-le-Lac (Sud)" unies dans une seule et même commune.

Vonlanthen Alexandre (PLR/PVL/FDP/GLP, BR). Je n'ai aucun lien d'intérêt, si ce n'est d'habiter une commune voisine des deux villages concernés.

Je prends la parole au nom du groupe Libéral-Radical et Verts-Libéraux ainsi qu'au nom du Club des communes.

Je connais bien ces deux villages, notamment pour avoir eu, dans le cadre de mon précédent mandat, de nombreux échanges avec leurs autorités. La fusion entre Fétigny et Ménières apparaît comme une évidence, un mariage naturel, presque déjà accompli dans les faits, puisque les habitantes et habitants partagent déjà de nombreuses structures et activités, parmi lesquelles les écoles, citées par mon collègue Chardonnens, la paroisse, le club de football - et ça, ce n'est pas rien à Fétigny, d'ailleurs, c'est le club formateur d'un certain Henchoz - et aussi la fanfare, pour ne citer que ces exemples.

C'est pour ça que le groupe Libéral-Radical et Verts-Libéraux et le Club des communes vous invitent à soutenir ce décret en disant : "Vive les mariés !"

Raetzo Carole (VEA/GB, BR). En tant que conseillère communale d'une commune fusionnée, j'adresse mes félicitations aux communes broyardes de Fétigny et Ménières pour leur fusion et leur souhaite plein succès dans sa mise en œuvre.

Je profite de cette occasion pour saluer le travail de toutes les personnes qui ont permis de relier ces deux communes et d'en faire un projet commun. Le groupe VERT·E·S et allié·e·s vous invite donc à soutenir ce décret.

Castella Didier, Directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts. Je remercie les intervenants, qui soutiennent tous le projet. Je vous invite évidemment à le soutenir.

> L'entrée en matière n'étant pas combattue, il est passé directement à la lecture des articles.

Lecture des articles

I. Acte principal : Décret approuvant la fusion des communes de Fétigny et Ménières

Art. 1

> Adopté selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Art. 2

> Adopté selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Art. 3

> Adopté selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Art. 4

Castella Didier, Directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts. C'est un montant de 300'000 francs à peu près qui sera mis à disposition au titre d'aide à la fusion.

> Adopté selon la version initiale du Conseil d'Etat.

II. Modifications accessoires

> Adoptées selon la version initiale du Conseil d'Etat.

III. Abrogations accessoires

> Adoptées selon la version initiale du Conseil d'Etat.

IV. Clauses finales

> Adoptées selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Titre et préambule

> Adoptés selon la version initiale du Conseil d'Etat.

> La lecture des articles est ainsi terminée. Il est passé au vote final.

Vote final

> Au vote final, ce projet de décret est adopté dans son ensemble, sans modification, par 90 voix contre 0. Il n'y a pas d'abstention.

Ont voté oui:

Aebischer Eliane (SE,PS / SP), Aebischer Matthieu (LA,VEA / GB), Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Barras Eric (GR,UDC / SVP), Baschung Carole (LA,Le Centre / Die Mitte), Beaud Catherine (GR,Le Centre / Die Mitte), Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Christel (FV,PS / SP), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Bonny David (SC,PS / SP), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Collomb Eric (BR,Le Centre / Die Mitte), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Dorthe Sébastien (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Doutaz Jean-Pierre (GR,Le Centre / Die Mitte), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Dupré Lucas (GL,UDC / SVP), Emonet Gaétan (VE,PS / SP), Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Fahrni Marc (VE,UDC / SVP), Fattebert David (GL,Le Centre / Die Mitte), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Gaillard Bertrand (GR,Le Centre / Die Mitte), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Galley Nicolas (SC,UDC / SVP), Genoud (Braillard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Glauser Fritz (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Grandgirard Pierre-André (BR,Le Centre / Die Mitte), Hauswirth Urs (SE,PS / SP), Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Ingold François (FV,VEA / GB), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Julmy Markus (SE,Le Centre / Die Mitte), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Lepori Sandra (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Lévrat Marie (GR,PS / SP), Marmier Bruno (SC,VEA / GB), Menoud-Baldi Luana (GL,Le Centre / Die Mitte), Menétrey Lucie (SC,PS / SP), Mesot Roland (VE,UDC / SVP), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte), Michel Pascale (SC,PS / SP), Michellod Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Morand Jacques (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Morel Bertrand (SC,Le Centre / Die Mitte), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Pasquier Nicolas (GR,VEA / GB), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Rey Alizée (SC,PS / SP), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Robatel Pauline (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schroeter Alexander (LA,PS / SP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Thalman-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Thévoz Ivan (BR,UDC / SVP), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Tschümperlin Dominic (SE,Le Centre / Die Mitte), Vial Pierre (VE,PS / SP), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB), Wicht Jean-Daniel (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zamofing Dominique (SC,Le Centre / Die Mitte), Zermatten Estelle (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 90.*

Motion 2024-GC-303**Qui va à la chasse avec un verre de trop perd sa place**

Auteur-s:	Kubski Grégoire (PS/SP, GR)
Représentant-e du gouvernement:	Castella Didier, Directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts
Dépôt:	04.12.2024 (BGC décembre 2024, p. 5123)
Développement:	04.12.2024 (BGC décembre 2024, p. 5123)
Réponse du Conseil d'Etat:	24.03.2025 (BGC mai 2025, p. 2372)

Prise en considération

Kubski Grégoire (PS/SP, GR). Mon lien d'intérêt : je suis l'auteur de cette motion.

Une fois n'est pas coutume, je commencerai par une anecdote. A l'armée, j'ai servi comme explorateur dans les chars, dans les troupes de "Panzeraufklärer", des troupes de combat, où on maniait tous les jours des armes automatiques et semi-automatiques. On a été drillé, drillé, drillé aux règles de sécurité. Lors d'un exercice à balles réelles dans une tranchée, je me suis retrouvé un matin, avec un camarade, ma foi, il s'est trouvé que c'était un Valaisan, un chic type par ailleurs, qui avait fait les jeunes tireurs, qui connaissait parfaitement les règles de sécurité, et, suite à un dérangement, je le vois faire un mouvement de charge avec le canon dirigé contre moi. Il n'avait pas, manifestement, l'intention de "me descendre", mais j'ai réalisé à ce moment-là, et j'ai vu dans ses yeux, qu'il était encore "bourré" de la veille.

Avec de l'alcool dans le sang, on oublie les règles de sécurité de base quand on manie une arme. Que ce soit pour la chasse ou que ce ne soit pas pour la chasse, au final, on doit avoir une règle claire : lorsqu'on manie une arme, on ne boit pas.

Et je crois que c'est quelque chose qui est essentiel et qui devrait faire partie de la loi, parce que quand on le fait, en plus dans la nature, et quand on sait qu'on le fait avec des armes qui ont une portée de plus de 2 kilomètres, je crois que c'est quelque chose qui est absolument normal et qui est une question de bon sens. On ne se met pas soi-même en danger, on ne met pas les autres en danger. Dès le moment où il y a une arme, on adopte un comportement qui est digne.

Selon les données mêmes de ChasseSuisse, il y a une moyenne de 297 incidents de chasse par an. Heureusement, il n'y a que peu d'accidents mortels, mais il y en a tout de même 3 par an depuis l'an 2000. Donc, comment est-ce qu'on peut réduire ce nombre d'incidents ? Et puis, je crois que ce qui est essentiel, c'est la question de l'alcool et des substances psychotropes qui ont, et ça, on le sait, sans tomber dans les clichés du sketch des "Inconnus", un impact prouvé sur la vision, sur la concentration, sur les réflexes, sur l'audition, sur l'évaluation des risques.

Aujourd'hui, on a la possibilité d'introduire une limitation dans la loi. Il y a un principe clair à l'attention de l'ensemble de la population. A la fois, effectivement, il y a l'impact punitif. Mais qui dit impact punitif, dit impact préventif. Et je crois que toute norme pénale a un effet préventif qui est extrêmement important. Cela signifie que nous, ici, on ne souhaite pas qu'il y ait un nombre important d'accidents, donc, on met le principe dans la loi et cela a un effet réel de prévention.

Vous allez me dire - parce que je ne me fais pas trop d'illusions -, et je l'ai entendu à de multiples reprises, que la loi sur la circulation routière (LCR) suffit car les chasseurs vont en voiture. Mais il y a d'une part la question du covoiturage : beaucoup de chasseurs font du covoiturage. Et d'autre part, surtout : la personne qui est venue en voiture était peut-être sobre au moment où elle a pris le volant, mais a potentiellement bu après, ce qui rend cet argument pas pertinent.

Je crois que c'est essentiel aujourd'hui de donner un signal clair à la population en entier. Vous ne représentez pas uniquement le lobby des chasseurs - qui est très puissant -, mais aussi les champignonneurs, les promeneuses et promeneurs, les personnes qui vont dans l'espace public en forêt et en montagne, et vous représentez aussi les chasseurs et chasseresses qui sont eux-mêmes et elles-mêmes en danger à cause du comportement d'une minorité. Je ne souhaite pas cibler, je ne dis pas que l'ensemble fait faux. Je dis qu'il y a une petite minorité qui met en danger l'ensemble des personnes.

Le milieu des chasseurs - et j'ai débattu avec M. Rey à l'émission "Forum" à ce sujet - déclare être exemplaire. C'est tout à leur honneur et je suis persuadé que la grande majorité fait très très bien les choses et a un comportement exemplaire. Mais refuser aujourd'hui serait un signal qui détériorerait l'ensemble de l'image des chasseurs. Donc aujourd'hui, c'est une question de bon sens : veut-on inscrire ou non dans la loi ce principe simple, à savoir pas d'alcool quand on manie une arme à feu ? Veut-on renforcer la confiance entre la population et les chasseurs ? C'est une opportunité que je vous prie d'accepter aujourd'hui.

Bapst Bernard (UDC/SVP, GR). J'interviens en mon nom propre. Mon lien d'intérêt : je pratique la chasse dans le canton de Fribourg et le canton de Berne.

Je me sens obligé de réagir à cette motion voulant limiter le taux d'alcool pendant la pratique de la chasse. Je trouve cette motion discriminatoire, basée sur des stéréotypes, de vieux préjugés faisant croire qu'un chasseur est une personne qui boit forcément lors de son activité. Pourquoi est-ce que cette motion vise spécialement la chasse et pas l'utilisation des armes - les fusils, les armes de sport, les arcs, les fusils militaires, les sabres, les couteaux ou autres armes en général ? M. Kubski nous l'a dit tout à l'heure : il a eu un risque à l'armée. Donc, il aurait dû prendre aussi en compte ces gens-là.

Il va sans dire qu'en outre un bon nombre de sports sont dangereux, qui peuvent mettre d'autres personnes en danger. Ceux-ci ne sont pas soumis à de telles règles. Je prends les exemples de la grimpe, du ski, du parapente, des sports aquatiques, des skateparks, etc. Donc, pourquoi s'acharne-t-on sur un groupe précis ?

Je tiens à rappeler quelques points. Les chasseurs fribourgeois bénéficient d'une formation rigoureuse de deux ans. Ce cursus se termine par deux examens exigeants théorique et pratique. Ces examens couvrent non seulement les connaissances cynégétiques, mais également les aspects de la sécurité et bien sûr le maniement des armes. En plus, ces exigences sont associées à un examen annuel de tir obligatoire. La sécurité est au cœur de l'approche de la chasse et les chasseurs en sont pleinement conscients.

La proposition de limiter spécifiquement le taux d'alcool des chasseurs, ce débat, en fait, détourne le vrai débat de la sécurité à la chasse. La sécurité à la chasse passe avant tout par des entraînements rigoureux et réguliers de tir et du maniement des armes. Dans notre canton, nous avons un obstacle majeur : nous n'avons pas les stands de tir nécessaires pour ces exercices et nous devons régulièrement se déplacer dans les cantons voisins, qui sont tous équipés de quelques dizaines de stands dédiés à la chasse, alors que chez nous, nous sommes en sous-dotation. Nous avons seulement deux stands à disposition pour nous entraîner. Nous n'avons pas les disponibilités de places nécessaires pour effectuer nos tirs obligatoires, demandés par la loi sur la chasse.

J'invite le Conseil d'Etat à concentrer ses efforts sur des mesures constructives. Je demande au canton de s'investir de manière très active et de trouver des solutions pécuniaires afin que le nouveau projet de stand de tir dédié à la chasse voie le jour. Cette mesure renforcera la sécurité à la chasse.

Les chasseurs fribourgeois démontrent tout au long de l'année leur sérieux et leur responsabilité par leur engagement pour la nature et la sécurité ainsi que le respect des autres usagers de la nature. La chasse d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec les clichés d'autrefois, elle a évolué en intégrant la sécurité comme une priorité absolue.

L'introduction d'une règle supplémentaire ne me semble pas compréhensible. La loi sur la chasse prévoit déjà le fait que le chasseur doit être en état physique et mental excluant de mettre en danger la vie ou les biens d'autrui. Ainsi, le canton peut déjà ordonner que les chasseurs soient exclus de la chasse en raison d'une consommation excessive d'alcool et/ou de stupéfiants qui constituent une menace pour la sécurité publique.

Pour terminer, chers collègues, je vais me permettre une confidence. Nous sommes entre nous. Comme je suis la seule personne dans cet hémicycle qui côtoie activement les deux milieux, soit de la politique et de la chasse, depuis de nombreuses années, j'ai remarqué que dans le milieu de la politique, on boit beaucoup plus d'alcool que dans le milieu de la chasse !

Chères et chers collègues, je vous demande de faire confiance aux chasseurs. Merci de refuser cette motion.

Barras Eric (*UDC/SVP, GR*). Je m'exprime au nom du groupe de l'Union démocratique du centre et je n'ai pas de lien avec cette affaire, si ce n'est de côtoyer régulièrement les chasseurs sur nos alpages. Et c'est toujours un très bon moment que l'on passe avec eux [*rires dans l'assemblée*]. Des moments sans alcool, je vous rassure, ce sont toujours de bonnes discussions.

Il est des jours où l'on se demande si le législateur ne se transforme pas en un surintendant de la vie humaine, comme s'il fallait une loi pour chaque geste du quotidien.

Aujourd'hui, nous parlons d'instaurer un taux d'alcoolémie de 0,5‰ pour la chasse. Très bien, mais permettez-moi une question qui me trotte : ne sommes-nous pas déjà soumis à ce même taux quand nous prenons le volant pour aller chasser ? Car oui, grande révélation : les chasseurs, figurez-vous, ne traversent pas forêts et montagnes à dos de chamois, ils y vont en voiture, avec un permis de conduire, et donc déjà avec une limite légale d'alcool dans le sang. En sortant du bois, ils n'évitent pas les contrôles de police grâce à leur fusil à l'épaule. Non, ils redescendent avec le même taux autorisé que pour vous et moi. Faut-il alors vraiment une deuxième loi pour dire exactement la même chose ?

Et puis, à force de vouloir tout inscrire dans la loi, ne finit-on pas par éteindre ce petit bijou qu'on appelle le bon sens ? Le chasseur, faut-il le prendre pour un irresponsable ? Un homme ou une femme incapable de comprendre que manier une arme sous l'influence de l'alcool n'est ni malin, ni glorieux ? Pourquoi ne pas plutôt miser, une fois n'est pas coutume, sur la responsabilité individuelle ? Pourquoi ne pas considérer que l'éthique personnelle et le respect des règles existantes suffisent parfois ?

Car après tout, la grande majorité des chasseurs - même le Conseil d'Etat le reconnaît - s'abstient de boire pendant l'exercice. Laissons donc à cette majorité le crédit de leur discipline, plutôt que de multiplier les articles de loi comme on collectionnerait des trophées.

Et si l'on continue dans cette logique, faudra-t-il demain une loi qui fixe un taux d'alcoolémie pour faire un feu de camp ? Car pour un feu de camp, il faut une hache pour faire du petit bois, on possède donc une arme. Et aussi pour ramasser des champignons ? Car là aussi, on porte son opinel, on a donc aussi une arme à la main. Faut-il tout mettre dans la loi ? Ou s'arrête-t-on ?

La loi doit être un garde-fou, pas une camisole de force. Et quand elle devient trop précise, elle perd justement sa force. Elle se transforme en mode d'emploi pour les robots, pas en guide pour les citoyens.

Alors appelons à la prudence, oui. Sensibilisons, bien sûr. Je rappelle que les chasseurs font beaucoup d'efforts pour sensibiliser la population. On a pu voir plein de vidéos très intéressantes sur la chasse où la sensibilisation est déjà de mise actuellement. Mais n'oublions pas que dans une société libre et responsable, tout ne peut et ne doit se régler à coup de textes. Sinon, un jour, il faudra une loi pour nous dire combien de sucre mettre dans notre café avant de prendre le fusil.

Moi, j'aimerais juste vous donner des petits exemples, quand même. Moi, depuis tout gamin, je suis tout l'été sur des alpages avec mon bétail. J'y allais déjà avec mon père depuis tout petit. Et l'arrivée des chasseurs, l'automne, oui, ça a toujours été des très bons moments avec eux. Ça a toujours été un petit moment de plaisir parce qu'on voyait peu de monde sur ces alpages. Il y avait peu de routes à l'époque. Et l'arrivée des chasseurs donnait un petit souffle aux paysans, parce que ça donnait l'occasion de discuter et tout. Mais, je peux vous dire avec toute ma sincérité que je n'ai jamais vu des chasseurs partir à genoux avec leur fusil. Tous ont toujours été très responsables. Et aujourd'hui, quand les chasseurs ont le petit moment de midi pour s'arrêter au chalet, quand on arrive à leur verser un Coca, c'est déjà bien. Parce qu'aujourd'hui, le chasseur est devenu un grand sportif. Je pense qu'il faut vraiment passer une journée avec une équipe de chasse, et moi, j'ai eu l'occasion de le faire. Il faut vraiment passer une journée sur nos alpages avec une équipe de chasse pour se rendre compte à quel point les chasseurs sont aujourd'hui des sportifs. Et je crois qu'ils ne méritent pas qu'on les attaque avec cette loi-là.

C'est sur ces considérations que le groupe de l'Union démocratique du centre refusera cette motion.

Genoud François (*Le Centre/Die Mitte, VE*). Je n'ai aucun lien d'intérêt avec ce dossier et je m'exprime au nom du groupe Le Centre.

Comme tout rapporteur, j'ai d'abord regardé qui était l'auteur de la motion et ensuite le sujet que cette dernière allait traiter. Concernant le motionnaire, j'étais intéressé, car notre collègue Kubski nous a habitués à des interventions bien présentées et joliment soutenues, même si le fond, bien évidemment, est apprécié de manière différente.

Le titre, déjà, interpelle et nous invite à lire avec intérêt le fond du problème en rapport avec la citation initiale, transformée par le motionnaire.

Au début, le développement de la motion nous confirme que l'usage d'une arme à feu est une activité qui requiert une grande vigilance, une concentration constante et un sens aigu des responsabilités. Intéressant. La suite nous précise que la consommation d'alcool, de stupéfiants ou de certains médicaments représente un danger majeur lors du maniement des armes à feu. Toujours intéressant. Les choses sérieuses arrivent au moment où l'on combine ces deux aspects avec la chasse et surtout avec les chasseurs. Bizarre !

Certes, je sais qu'une fois leur journée terminée, dans ce milieu, on partage volontiers un moment de convivialité autour d'un feu, en partageant un verre très souvent accompagné d'une fondue ou d'un morceau de foie grillé. Cependant, et c'est à ce moment-là que je découvre le motif de cette motion : "[...] modifier les bases légales topiques [...], en instaurant une limite de consommation d'alcool qui se base sur la littérature scientifique en matière de maniement d'armes et qui pourrait être" - au conditionnel - "de 0,5‰ pour la pratique de la chasse, avec les sanctions appropriées, ainsi que prévoir une norme quant à l'usage de stupéfiants et de [...] médicaments [...]."

Et là, cher collègue Kubski, je n'arrive plus à vous suivre. Dernièrement, j'ai reçu et lu avec attention la prise de position de la Fédération fribourgeoise des sociétés de chasse. Mes arguments et nos arguments sont très bien résumés dans ce courrier. La chasse a évolué, elle est beaucoup plus surveillée par des gardes-faune bien formés. Les chasseurs suivent des formations continues et spécialement sur le tir. Ils peuvent être dénoncés en cas d'écart.

Le gouvernement vaudois a également répondu à une telle interpellation, en concluant qu'il était conscient des incidences potentielles de l'utilisation des armes à feu lors de l'exercice de la chasse. Toutefois, il estime qu'il n'est pas nécessaire, à ce stade, de prévoir des interdictions de consommation et soutient les efforts entrepris lors de la formation et de la prévention des accidents.

Dans sa réponse, notre Conseil d'Etat nous demande de soutenir cette motion. Je n'ai pas vraiment saisi le pourquoi, mais j'imagine que nous allons le savoir tout soudainement.

En conclusion, chères et chers collègues députés, le groupe Le Centre va refuser, dans sa très grande majorité, cette motion et vous invite à en faire de même.

Freiburghaus Andreas (PLR/PVL/FDP/GLP, SE). Ich spreche im Namen der Freisinnig-Demokratischen und Grünliberalen Fraktion und habe keine Interessenbindung zu diesem Geschäft.

Ich habe eben gewisse persönliche Sympathien für Herrn Grossrat Kubski und seit er uns mitgeteilt hat, dass er Militärdienst geleistet hat, sogar noch etwas mehr.

Auch wenn der Staatsrat bereit ist, die Motion anzunehmen, besteht für unsere Fraktion keine Notwendigkeit, diese zu überweisen. Wir sind der überzeugten Meinung, dass keine zusätzlichen Regulatorien eingeführt werden sollen, und wir sind überzeugt, dass sich die Jäger ihrer Selbstverantwortung und des gesunden Menschenverstands, da zitiere ich Ihre Worte, bewusst sind.

Uns stört, dass nach unserer Interpretation des Motionstextes die Jäger des übermässigen Konsums von Genuss- und Suchtmitteln verdächtigt werden. Unsere Fraktion wird deshalb die Motion grossmehrheitlich ablehnen.

Bronchi Laurent (VEA/GB, SC). Je m'exprime au nom du groupe VERT·E·S et allié·e·s. Je n'ai pas d'intérêt particulier à annoncer, si ce n'est le fait que, avec quelques collègues députés en Sarine, j'ai participé, il y a quelques mois, à l'assemblée générale de la Diana Sarine, l'association des chasseurs de notre district.

Il s'agissait surtout pour leur président, M. Michaël Rey, présent aujourd'hui et que je salue, de montrer à l'assistance que les chasseurs et les quelques chasseuses étaient des gens sérieux, loin des clichés ayant cours au sein de la population, notamment au niveau de la consommation d'alcool. Il est clair que, notamment suite à un sketch qui ne vous est certainement pas inconnu, les chasseurs souffrent d'un sérieux dégât d'image.

Cette participation à cette assemblée générale fut très enrichissante pour moi, pur béotien en la matière. C'est ainsi que j'ai appris le rôle des chiens rouges, la subtilité de la chasse à la bécasse, le travail effectué grâce à un drone pour débusquer, et je précise secourir les faons blottis dans les champs devant être fauchés, et bien d'autres choses encore en lien avec cette activité de plein air. J'ai rencontré des personnes passionnées, aussi bien par le travail avec leur animal de compagnie tout au long de l'année que par la joie de pratiquer un loisir en pleine nature. Et ce, dans le respect des normes et avec la conscience de l'importance de leur rôle au niveau de la régulation nécessaire de certaines espèces. J'ai également été sensible aux doléances de mes hôtes, lorsqu'ils relevaient le manque d'infrastructures dans le canton de Fribourg pour valider leur licence de tir, de sorte qu'ils doivent souvent se rendre dans des stands de cantons voisins.

Chères et chers collègues, vous l'aurez compris : le bon chasseur est une personne sérieuse. Et les gens sérieux respectent les règles et n'ont pas à avoir peur que l'on officialise une pratique admise et reconnue par leurs pairs.

Le groupe VERT·E·S et allié·e·s vous propose, vous l'aurez compris, de suivre l'avis des motionnaires et du Conseil d'Etat et d'accepter cette motion, qui permettra d'officialiser une pratique que les chasseurs se targuent d'appliquer tout naturellement.

Clément Christian (Le Centre/Die Mitte, SC). Légiférer pour résoudre un problème quand il y en a un, pourquoi pas. Le député Kubski parle de 200 accidents par an, mais combien liés à l'alcool ? Faire des raccourcis pareils est honteux ! Donnez des exemples concrets au lieu d'accuser sans preuve. Le symbole que vous donnez, c'est tirer à boulets rouges sur une corporation qui fait un excellent travail. Bravo pour cette proposition et vos propos démagogiques !

Une étude du Bureau de prévention des accidents (BPA) a révélé qu'après 16 heures, plus de 25% des skieurs avaient de l'alcool dans le sang. Selon une étude publiée par la Revue médicale suisse, 29% des personnes impliquées dans un accident sur les pistes dans les Alpes présentaient une alcoolémie supérieure à 0,5‰. 63'000 accidents par année, cela représente 25'000 accidents avec alcool. Vous pouvez extrapoler pour le canton de Fribourg : cela représenterait 900 cas. Je me réjouis de voir la prochaine motion socialiste pour faire souffler tous les skieurs au bas du télési.

Merci. C'est ironique. Gardons du bon sens. Légiférons pour résoudre les vrais problèmes et arrêtons les propositions démagogiques.

Levrat Marie (PS/SP, GR). Je me vois dans l'obligation de réagir, tout d'abord aux propos de mon collègue Barras, et aussi à d'autres propos qui ont été tenus.

Je crois qu'on ne parle pas ici d'irresponsabilité générale des chasseurs. Et on l'a bien entendu : la plupart sont très responsables. Mais vous savez, quand on a introduit la limitation d'alcool pour les conducteurs, on ne parlait pas d'irresponsabilité de tous les conducteurs, ni de manque de sérieux des conducteurs. On parlait uniquement de sécurité de la population. Et on n'est pas en train de pointer du doigt les chasseurs. Mais, de fait, c'est une activité qui comporte des

risques, plus que d'aller skier, M. Clément, je crois que vous pouvez l'admettre également. Donc, on n'est pas du tout en train de pointer du doigt tous les chasseurs, en disant, ce sont des irresponsables, ils manquent de sérieux. On est juste en train de faire ce qu'on avait fait pour les conducteurs, sans pour autant pointer du doigt tous les conducteurs de Suisse.

Et puis, actuellement, prendre le volant, c'est plus régulé au niveau du taux d'alcoolémie que prendre un fusil pour aller chasser. Et je crois que ça, ce n'est pas acceptable.

Kubski Grégoire (*PS/SP, GR*). Je souhaite répondre à quelques interventions qui m'ont ciblé.

Pourquoi cibler la chasse ? Et bien, première chose, il y a des armes à feu. Je suis désolé, mais à ski ou au skatepark, il n'y a pas d'armes à feu. A moins que ce soit dans le Bronx, je ne crois pas qu'il y ait d'armes à feu.

Il y a un certain nombre d'incidents de chasse, mais ça peut être des incidents de chasse pour des questions de chutes. Il y a eu des décès dans le milieu de la chasse pour des questions de chutes, et si on veut aussi pouvoir protéger les chasseurs eux-mêmes de ce genre d'incidents de chutes, on voit que l'alcool peut avoir une influence sur la question de l'équilibre, et si on fait de la prévention par rapport à l'alcool, on peut éviter ce genre de choses.

Et dernière chose : il y a des armes à feu et il y a un nombre important d'incidents de chasse. Et puis, c'est en pleine nature. C'est-à-dire qu'une balle perdue, elle peut parcourir deux kilomètres et mettre en danger tous les gens qui sont dans la nature. Donc, ça se justifie, c'est une problématique qui n'est pas un truc purement populiste, c'est quelque chose qui touche tous les gens l'automne.

Mon collègue chef de groupe Le Centre demandait un exemple. Je vous lis l'article de ArcInfo 2018 : "Mis en joue par un chasseur, un vététiste neuchâtelois partage sa colère". Il y a un exemple très concret, en 2018, d'un chasseur qui a avoué avoir bu toute une caisse de bières avant et qui a mis en joue quelqu'un qui n'avait rien à voir avec un chevreuil. Donc, il y a des exemples très concrets, et ça existe.

Par rapport à la question de la voiture : je l'ai dit, il y a le covoiturage. Les chasseurs vont souvent à plusieurs en voiture. Et surtout, une fois qu'il y a un incident de chasse, et bien dans quelle mesure est-ce que la personne a bu après avoir pris la voiture ? Ça, c'est une question qui est résolue.

La question de l'éthique personnelle, de la responsabilité personnelle qu'on nous a fait valoir dans chacune des interventions, c'est un argument qui peut être avancé pour n'importe quelle modification du Code pénal. On pourrait dire : "Ah, mais est-ce qu'on veut punir le vol dans le Code pénal ? Ah non, mais attendez, soyons responsables. La majorité des gens a une éthique personnelle. Ils ne vont pas commencer à voler. Est-ce qu'on veut introduire la pénalisation du meurtre ? Ah, mais attendez, les gens, ils ont une éthique personnelle". Le Code pénal et ce genre de lois permettent de mettre un cadre pour qu'il y ait un vivre-ensemble qui soit possible et qui soit bien et pour que les gens se sentent en confiance. Je crois qu'on ne doit pas avoir la possibilité à la fin de ce débat de donner comme signal à la population : "Ah mais cet automne, je risque d'avoir peur parce que je vais me promener ou je vais aller aux champignons dans la nature".

Je crois que je vous ai montré, par ces exemples très concrets et par cette justification motivée, qu'il y avait un intérêt. Pour moi, chasse ou pas, c'est une règle de base : on manie une arme, il doit y avoir un cadre strict et clair, à la fois répressif, mais à la fois qui permet de la prévention. Voilà pourquoi je vous propose d'accepter cette motion.

Schwaller-Merkle Esther (*Le Centre/Die Mitte, SE*). Jetzt wird es mir zu bunt. Als ehemalige Schützin – ich war sogar einmal am Feldschiessen Schützenkönigin – muss ich hier das Wort ergreifen. Warum müssen wir für alles und für jedes ein Gesetz machen? Heute sind es die Jäger, morgen sind es, wie schon gesagt, die Skifahrer.

Dieses Wochenende findet das Feldschiessen statt. Wir stellen hier die Schützen auch unter Generalverdacht, wenn sie nach dem Schiessen, nach dem Gewinn einer Medaille, zwei, drei Gläser getrunken haben und dann mit ihrer Waffe nach Hause fahren. Also, ich denke, dass wir hier einen gesunden Menschenverstand walten lassen müssen und Gesetze erlassen, wo es sinnvoll und wichtig ist, und dort, wo es zu weit geht, müssen wir darauf verzichten.

Als ehemalige Schützin, passionierte Schützin, möchte ich Sie bitten, dieses Gesetz abzulehnen.

de Weck Antoinette (*PLR/PVL/FDP/GLP, FV*). Je déclare mes liens d'intérêts : je suis l'épouse d'un chasseur qui est raisonnable et qui ne mélange pas le fusil et ne le prend pas comme une arme pour tirer sur ses co-chasseurs, ses co-religionnaires.

J'aimerais juste revenir sur les déclarations de M^{me} Levrat et de M. Kubski, quand ils disent qu'il faut un cadre légal clair. Je suis entièrement d'accord avec vous. Mais il ne faut pas en rajouter un lorsqu'il en existe déjà un.

Et le cadre qui existe, c'est l'article 19 de la loi sur la chasse, qui prévoit que tout chasseur, s'il veut exercer son droit de chasse, doit "être en état physique et mental excluant de mettre en danger la vie ou les biens d'autrui". Si tel n'est pas le cas, la Direction peut retirer ou refuser le droit de chasser (art. 20). Ainsi, le canton peut déjà ordonner que des chasseurs soient

exclus de la chasse en raison d'une consommation excessive d'alcool ou de stupéfiants qui constitue une menace pour la sécurité publique. Et je rappellerai en outre que les chasseurs ont l'obligation d'être assurés par une assurance responsabilité civile individuelle qui exclut la couverture des dommages en cas de consommation d'alcool ou de stupéfiants.

Donc, on voit que le cadre existe, et on a vraiment l'impression que cette motion veut stigmatiser les chasseurs, tels qu'on les concevait il y a encore une cinquantaine d'années. Ça n'est plus le cas, ce sont des êtres responsables. Donc, cette motion est absolument inutile et je ne peux que vous recommander de la rejeter.

Clément Christian (*Le Centre/Die Mitte, SC*). Puisque mon collègue m'a interpellé, j'aimerais juste donner des chiffres : environ 30'000 chasseurs en Suisse, 1 incident sur 8 ans, ça fait 1 incident sur 240'000. Les chasseurs vont au moins 10 fois par année à la chasse, donc on a 1 accident sur 2'000'000 et on veut légiférer pour un cas qu'il y a eu. Le chasseur cité dans l'exemple a pointé, il n'y a même pas eu d'accident, c'était un incident.

Bonny David (*PS/SP, SC*). C'est vrai que je suis étonné qu'on parle de cadre légal-illégal, parce que moi, je vais me fier au Conseil d'Etat, qui représente quand même le canton, qui a donné un avis clair qu'il faut faire quelque chose. Donc, il ne s'agit pas de stigmatiser du tout les chasseurs. J'ai aussi des connaissances en chasseurs. J'ai grand plaisir à échanger avec eux. Mais le Conseil d'Etat représente justement les partis qui, ce matin, disent non. Donc, j'ai un peu de peine à comprendre.

J'invite donc à suivre la position du Conseil d'Etat, qui estime quand même qu'il manque quelque chose, puisqu'il dit qu'il faut suivre, justement, la proposition de cette motion.

Castella Didier, Directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts. J'ai entendu le grand débat qui a eu lieu. Vous comprendrez que je ferai preuve de sobriété dans ma prise de parole !

Le fait de vouloir limiter la consommation durant l'exercice de la chasse, où des armes à feu sont manipulées, est effectivement compréhensible. Raison pour laquelle ceci a été réglementé dans plusieurs cantons.

Je tiens toutefois à relever ici, comme cela a été fait par plusieurs intervenants, la responsabilité assumée par la très grande majorité des chasseurs, qui n'ont absolument pas besoin de cette limitation pour pratiquer la chasse, avec toute la rigueur nécessaire à leur sécurité et à celle des autres évidemment. J'étais hier à Zollhaus pour suivre l'examen de formation des chasseurs : effectivement, je peux confirmer qu'il est exigeant et qu'on a des gens qui sont extrêmement bien formés. Merci d'ailleurs à la Fédération et aux services qui collaborent pour cette formation.

Concernant les stands de tir, cela a été évoqué : c'est d'abord la responsabilité des fédérations de préparer des stands de tir, mais le service comme moi-même nous mettons à disposition. On cherche des solutions pour ouvrir de nouvelles installations, mais vous en conviendrez, ouvrir un stand de tir, par ces temps, ce n'est pas très évident, mais on collabore à ce but.

Je rappelle aussi quand même que, contrairement à ce qu'on imagine parfois, la manipulation des armes à feu, ce n'est pas le principal danger à la chasse. En effet, près de 90% des accidents de chasse, et notamment les mortels, sont dus à des chutes.

Voilà, à l'image de ce qui existe dans les autres cantons, je vous invite donc, au nom du Conseil d'Etat, à soutenir la motion.

> Au vote, la prise en considération de cette motion est refusée par 61 voix contre 31. Il y a 5 abstentions.

Ont voté en faveur de la prise en considération:

Aebischer Eliane (SE,PS / SP), Aebischer Matthieu (LA,VEA / GB), Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Christel (FV,PS / SP), Bonny David (SC,PS / SP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Emonet Gaétan (VE,PS / SP), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Hauswirth Urs (SE,PS / SP), Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Levrat Marie (GR,PS / SP), Menétrey Lucie (SC,PS / SP), Michel Pascale (SC,PS / SP), Pasquier Nicolas (GR,VEA / GB), Perler Urs (SE,VEA / GB), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Rey Alizée (SC,PS / SP), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Schroeter Alexander (LA,PS / SP), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Vial Pierre (VE,PS / SP), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB). *Total: 31.*

Ont voté contre:

Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Bapst Bernard (GR,UDC / SVP), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Barras Eric (GR,UDC / SVP), Baschung Carole (LA,Le Centre / Die Mitte), Beaud Catherine (GR,Le Centre / Die Mitte), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Bortoluzzi Flavio (LA,UDC / SVP), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bürdel Daniel (SE,Le Centre / Die Mitte), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Collomb Eric (BR,Le Centre / Die Mitte), Cotting Charly (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Dorthe Sébastien (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Doutaz Jean-Pierre (GR,Le Centre / Die Mitte), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Dupré Lucas (GL,UDC / SVP),

Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Fahrni Marc (VE,UDC / SVP), Fattebert David (GL,Le Centre / Die Mitte), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Gaillard Bertrand (GR,Le Centre / Die Mitte), Galley Nicolas (SC,UDC / SVP), Genoud (Braillard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Glauser Fritz (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Grandgirard Pierre-André (BR,Le Centre / Die Mitte), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Julmy Markus (SE,Le Centre / Die Mitte), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Kolly Gabriel (GR,UDC / SVP), Menoud-Baldi Luana (GL,Le Centre / Die Mitte), Mesot Roland (VE,UDC / SVP), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte), Michellod Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Morand Jacques (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Morel Bertrand (SC,Le Centre / Die Mitte), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Robatel Pauline (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Thalman-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Thévoz Ivan (BR,UDC / SVP), Tschümperlin Dominic (SE,Le Centre / Die Mitte), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Wicht Jean-Daniel (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zamofing Dominique (SC,Le Centre / Die Mitte), Zermatten Estelle (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zurich Simon (FV,PS / SP), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 61.*

Se sont abstenus:

Baeriswyl Laurent (SE,Le Centre / Die Mitte), Lepori Sandra (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Marmier Bruno (SC,VEA / GB), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Sudan Stéphane (GR,Le Centre / Die Mitte). *Total: 5.*

> Cet objet est ainsi liquidé.

Motion 2023-GC-74

Mesures pour lutter contre la sécheresse financées par la taxation des piscines privées

Auteur-s:	Kubski Grégoire (PS/SP, GR) Levrat Marie (PS/SP, GR)
Représentant-e du gouvernement:	Stiert Jean-François, Directeur du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement
Dépôt:	16.03.2023 (BGC mai 2023, p. 1834)
Développement:	16.03.2023 (BGC mai 2023, p. 1834)
Réponse du Conseil d'Etat:	27.08.2024 (BGC mai 2025, p. 2270)

Prise en considération

Kubski Grégoire (PS/SP, GR). On enchaîne manifestement les plaisirs. Vous avez toutes et tous vu les images des hélicoptères de l'armée lors des derniers étés, qui volent pour apporter de l'eau sur les alpages, durant les étés où il n'y a plus d'eau, qui sont de plus en plus fréquents. Il y a un impact clair, aujourd'hui, du dérèglement climatique. Il y a des épisodes de sécheresse qui sont de plus en plus fréquents, qui touchent en particulier les agricultrices et agriculteurs, et je crois qu'on a eu des débats par le passé sur la question de ces problèmes d'eau. Donc, ce n'est pas un problème de demain, mais c'est un problème d'aujourd'hui qu'il nous faut résoudre. Et, aujourd'hui, avec cette motion, on offre une piste de réflexion.

Plusieurs autres régions ont déjà régi cette problématique, ce n'est pas une invention que nous amenons là. Dans les Pyrénées, on a interdit la construction de piscines, on interdit de les remplir. En Toscane, on interdit de remplir les piscines avec de l'eau potable. En Catalogne, enfin, on interdit également de remplir les piscines avec de l'eau potable.

Il est aujourd'hui nécessaire de créer un système vertueux de solidarité, de solidarité dans la gestion de l'eau. D'un côté, on finance les mesures d'aide aux citoyens et citoyennes, aux agricultrices et agriculteurs qui sont dans une situation de manque d'eau, avec la contribution de solidarité des gens qui utilisent l'eau pour du loisir, qui l'utilisent donc pour remplir leurs piscines. Ce serait une contribution sur l'eau utilisée pour remplir les piscines. Ainsi, on évite de pénaliser celles et ceux qui remplissent leurs piscines avec de l'eau de pluie et on évite de pénaliser trop celles et ceux qui ont des piscines très modernes qu'ils ne remplissent qu'une seule fois par année, avec des bâches, qui permettent d'éviter la consommation trop importante d'eau. J'ai d'ailleurs eu plusieurs appels de piscinistes, vous vous en doutez, suite à cette motion. C'est donc en fait une concrétisation assez claire du principe du pollueur-payeur.

L'eau potable devient et deviendra encore plus une denrée rare. Je crois qu'on vit toujours, en Suisse, dans le mythe du château d'eau de l'Europe. Le mythe du robinet qui, de toute manière, en l'ouvrant, laissera couler l'eau. Et je crois qu'aujourd'hui, on doit inciter par différentes mesures la population à une utilisation mesurée et rationnelle, une sobriété dans l'utilisation de l'eau.

Donc, on passe d'une période d'abondance de l'eau à une période où on va devoir adapter nos comportements, donc vers une période de sobriété. Et je crois qu'on doit cibler en priorité l'usage de l'eau qui est fait, pas pour nettoyer ses aliments, se laver ou bien pour la boire, mais en priorité, l'eau qui est consacrée à des loisirs qui ne sont pas une absolue nécessité, comme celui d'avoir une piscine dans son jardin.

Et je crois que c'est une mesure qui est proportionnelle, puisque nous ne proposons pas là une interdiction, mais une contribution de solidarité qui est beaucoup moins restrictive.

Mais je ne me fais pas d'illusions. Vous allez vraisemblablement refuser cette motion pour des bonnes et moins bonnes raisons, mais ce que je peux déjà vous prédire, c'est que dans quinze, vingt ans, quand les pénuries sont encore plus fréquentes et quand on aura ce genre de situations, on se retrouvera dans la même situation que les Pyrénées, la Toscane ou la Catalogne : on devra prendre des mesures, et à ce moment-là, tous les obstacles techniques qui sont invoqués pour refuser la motion par le Conseil d'Etat auront, comme par magie, disparu.

Wicht Jean-Daniel (PLR/PVL/FDP/GLP, SC). Le groupe Libéral-Radical et Verts-Libéraux a analysé cette motion, mais n'a trouvé aucun argument pour la soutenir.

Certes, il est important d'économiser cette eau, source de vie, et de ne pas la gaspiller. Nous aurions souhaité savoir quelle aurait été la taxe supplémentaire proposée par les motionnaires. Sachant que le prix de l'eau par m³ est d'environ 3 à 4 francs, doubleriez-vous la taxe pour les propriétaires de piscines ?

A titre personnel, j'ai tenté d'estimer le nombre de piscines dans notre canton. J'ai pris quelques quartiers témoins et fait l'inventaire des piscines en utilisant *Google Maps*. J'arrive à un taux d'environ 2%. J'ai recherché dans les statistiques le nombre de villas individuelles et contiguës dans notre canton. Résultat : 44'000. Je vous fais grâce des détails de calcul. J'ai une piscine, 40 m³, c'est une moyenne, mais la consommation des piscines pourrait être, en fait, si mes calculs sont exacts, d'environ 40'000 m³ par année. Avec une taxe égale au prix de l'eau, elle apporterait environ 150'000 francs. Et je ne vous explique pas comment il faudra faire pour aller rechercher cette taxe afin qu'elle soit égalitaire pour tous les propriétaires.

La consommation d'eau potable par habitant est en moyenne, en Suisse, de 140 litres, soit pour le canton, en fonction de nos 340'000 habitants, 17 millions de m³ consommés. Et en pourcentage, les piscines consommeraient 0,23%. En admettant que j'aie sous-estimé mes calculs, on pourrait les multiplier par 3, c'est une grande marge, mais ça resterait insignifiant. Il serait donc plus judicieux d'économiser l'eau en conseillant la population sur des mesures simples, comme on l'a fait lors de la pénurie d'électricité. On pourrait également améliorer, dans le domaine de la construction, l'isolation des tuyaux d'eau chaude et d'eau froide qui se touchent malheureusement. Qui n'a jamais laissé couler l'eau froide quelques secondes pour qu'elle soit plus froide, ou inversement lorsqu'il la veut plus chaude ? Levez la main !

Sur ces considérations, le groupe Libéral-Radical et Verts-Libéraux refusera à l'unanimité cette motion et vous demande d'en faire de même.

Schneuwly Achim (UDC/SVP, SE). Ich habe keine Interessenbindungen und spreche heute im Namen der Fraktion der Schweizerischen Volkspartei.

Die Motion der Grossrätin Levrat und des Grossrates Kubski verlangt die Einführung einer kantonalen, verbrauchsabhängigen Gebühr auf Wasser, das von Privatpersonen für private Schwimmbäder verwendet wird. Es würde sich um eine zusätzliche Gebühr handeln, da die Gemeinden ja schon eine Gebühr für die Wasserversorgung erheben. Die Motionäre begründen ihre Forderung mit den Trockenperioden, die immer häufiger auftreten.

Meine Damen und Herren, die Einführung einer solchen weiteren Gebühr bedarf eines komplexen und kostspieligen Verwaltungssystems.

Was würde diese Motion bringen? Kurz gefasst: mehr Gebühren, weitere staatliche Kontrolle, einen sehr grossen Aufwand und logischerweise noch höhere Kosten.

Nein! All dies kann die Fraktion der Schweizerischen Volkspartei nicht unterstützen. Wir werden diese Motion einstimmig ablehnen.

Pfister Vincent (VEA/GB, FV). Je n'ai pas de lien d'intérêt avec la question et je m'exprime au nom du groupe VERT·E·S et allié·e·s.

Ça peut peut-être surprendre, mais l'avis sur cette motion était très partagé au sein de notre groupe. Une partie partageait les arguments qu'a exposés M. Wicht tout à l'heure : quelle est la consommation réelle d'une piscine ? Est-ce que cela en vaut la peine ? Et on n'a pas réussi à se mettre d'accord sur cette question.

Toutefois, contrairement à ce que la météo des jours précédents nous laisse croire, les périodes de sécheresse vont se répéter et ça, c'est une certitude. Dès lors, comment justifier qu'une partie de la population, souvent déjà favorisée sur le plan social et financier, soit autorisée à consommer de l'eau potable pour une activité de loisir ? Parce que oui, boire, se laver, irriguer les champs, abreuver le bétail, voire même tirer la chasse d'eau constituent des besoins primaires. Se baigner dans une piscine privée, non.

Cette motion, même si elle est incomplète dans les mesures qu'elle propose, a le mérite de poser les bonnes questions : est-il juste que l'on paie le litre d'eau potable pour une activité considérée comme un luxe au même prix que pour une utilisation qui correspond à un besoin vital ? Pourquoi ne pas introduire une taxation différente selon les usages, à l'image de ce qui se fait avec les hydrocarbures ?

En période de restrictions budgétaires, l'Etat doit explorer toute piste de revenus supplémentaires, et le fait que les propriétaires de piscines financent, par exemple, une partie des mesures d'aide aux alpages en période de sécheresse nous semble pertinent et juste.

Donc, malgré les craintes d'une minorité du groupe quant aux difficultés d'application de cette motion, la majorité du groupe VERT·E·S et allié·e·s la soutiendra.

Fattebert David (*Le Centre/Die Mitte, GL*). Je prends la parole au nom du groupe Le Centre. Mes liens d'intérêts : je suis l'heureux propriétaire d'un bain finlandais chauffé au bois et je suis surtout président du réseau d'eau des communes autour du Châtelard.

Le groupe Le Centre reconnaît bien les enjeux liés au changement climatique et aux périodes de sécheresse qui se répètent et se prolongent. Par contre, là où on a un problème - et là, même s'il y a de la magie qui se passe dans les années à venir, on ne pense pas que ça va changer -, c'est qu'on a de la peine à voir un lien direct entre remplir des piscines et la sécheresse sur certains alpages, surtout en termes de saisons. En tant que président du réseau d'eau, c'est rarement au printemps qu'on est en période d'étiage et qu'il nous manque de l'eau. Donc, pourquoi taxer plus spécialement les piscines et pas ceux qui arrosent leur pelouse ou qui lavent leur voiture ? Ou même, si peut aller plus loin, mais alors là, je vais perdre des voix pour l'année prochaine, la période d'étiage, dans mon réseau d'eau, c'est chaque fois septembre, octobre, quand le bétail redescend de la montagne. Est-ce qu'on devrait taxer les vaches, après le méthane, aussi sur leur consommation d'eau ? Parce qu'elles provoquent un manque d'eau dans mon réseau d'eau.

Au-delà de ces considérations purement physiques et de cause à effet, il y a un gros risque de créer une usine à gaz qui coûtera plus cher que ce qu'elle rapporte. Donc, il ne restera pas grand-chose pour soutenir les alpages. Un relevé systématique des piscines et des jacuzzis, je doute qu'on en ait un. Ça compliquera forcément le relevé d'eau, parce qu'il faut monter deux compteurs dans chaque maison, voire trois s'il faut encore faire des additions, des déductions. Est-ce qu'il faudra engager du personnel, à l'ère du programme d'assainissement des finances de l'Etat (PAFE) ? Est-ce qu'on va encore engager des fonctionnaires pour aller contrôler le nombre de litres consommés dans chaque piscine, qu'est-ce qui vient de l'eau de pluie, du réseau d'eau ?

Donc, en fin de compte, à notre avis, il y a beaucoup plus de points négatifs que d'avantages. Et contrairement aux collègues des VERT·E·S et allié·e·s, il n'y a pas eu de gros débats. C'est à l'unanimité qu'on va refuser cette motion.

Levrat Marie (*PS/SP, GR*). Vous l'avez compris, vous l'avez toutes et tous énoncé : la question de l'eau est vitale. Elle est vitale en Suisse, elle est vitale sur le plan international et national. On a, à l'heure actuelle, des conflits qui éclatent avec pour objet, entre autres, la répartition de l'eau. On voit ça entre l'Inde et le Pakistan, pour ne citer qu'un exemple.

Mais la question de la préservation de l'eau et de la répartition de l'eau qu'on consomme, qu'on utilise pour les loisirs, elle va être vitale en Suisse également. On a entendu dire que la Suisse était considérée comme le château d'eau de l'Europe en raison de ses glaciers. Et je crois que, puisqu'on est considéré comme le château d'eau de l'Europe, on doit être encore plus vigilant dans la répartition de ces richesses.

La motion vise donc à se préoccuper de cette répartition entre l'eau qui est consommée et l'eau qu'on utilise dans le cadre des loisirs. On a entendu qu'il y avait d'autres utilisations de l'eau qui ne sont peut-être pas vitales, notamment arroser son jardin tous les jours ou laver sa voiture deux fois par semaine. J'entends cela et je pense que ça va devoir aussi être pris au sérieux et être mis sur la table, parce qu'à un moment donné, on va arriver à cette question centrale de dire : qu'est-ce qu'on veut vraiment faire avec l'eau en Suisse ? Et je pense qu'on a vu, et je pense que les agriculteurs aussi, dans cette salle, peuvent témoigner des épisodes de sécheresse qui les impactent à plus ou moins grande échelle, notamment les agriculteurs qui sont

dans des alpages, où on a vu, ces dernières années, des hélicoptères de l'armée monter de l'eau. Et donc, on a vraiment une motion qui vise à se poser la question de la consommation d'eau à titre de loisir.

L'idée, et on a entendu M. Wicht avant, ce n'est pas non plus d'impacter les gens avec une énorme taxe, pas du tout. L'idée, c'est de soutenir, en fait, et de servir de soutien aux personnes ou aux agriculteurs ou à d'autres établissements qui auraient besoin de l'eau pour des fonctions vitales, de les soutenir avec une sorte de contribution de solidarité.

On a également entendu des interrogations sur la question de comment définir la taxe ? Eh bien à mon sens, la taxe devrait être définie par les communes. Il y a déjà des communes qui y réfléchissent, vous pouvez aller voir sur La Liberté : je crois que la commune de Rue réfléchit sérieusement à ce genre d'éléments.

Et puis, ce n'est qu'une proposition de mesure. On a vu que dans d'autres pays, qui se soucient également de cette distinction entre utilisation de l'eau pour sa consommation vitale ou bien pour les loisirs, on a d'autres mesures qui sont prises, notamment dans des régions où la sécheresse est encore plus importante qu'en Suisse.

Je crois donc vraiment qu'à l'heure où les prévisions climatiques vont en s'aggravant, où les agriculteurs de haute montagne auront probablement besoin de plus en plus d'eau, on doit vraiment se poser la question de la solidarité entre les gens qui consomment de l'eau pour les loisirs et les autres.

Egalement peut-être à relever : on ne souhaite pas interdire l'utilisation de piscines, bien au contraire ; on veut juste créer une solidarité sur la question de l'eau, parce qu'on sait que c'est un enjeu vital et ça va devenir toujours plus important.

Voilà. Je vous remercie de m'avoir écoutée et je vous remercie de soutenir cette motion.

Dorthe Sébastien (PLR/PVL/FDP/GLP, SC). Je réagis en mon nom propre.

Je laisserai les considérations d'ordre international à ma collègue M^{me} Levrat. Je me pose une sérieuse question sur lien de cette motion par rapport aux solutions que les agriculteurs devront trouver pour l'eau dans les alpages. On laisse entendre qu'on ne fait rien, que ce ne sont que nos cantons voisins qui essaient de trouver des solutions dans le cadre de ces malheureuses sécheresses qui arrivent. Je vous rappelle, et pour cela, je prends ma casquette d'ancien syndic, qu'il y a plein de syndics ou de membres de conseils communaux ici qui ont rendu des restrictions d'utilisation de l'eau durant des périodes de sécheresse. Et il faut le rappeler, chaque année, chaque commune, ou disons beaucoup de communes dans notre canton prennent ce genre de mesures : c'est le jardin, c'est effectivement laver la voiture et remplir la piscine. Finalement, je me pose la question, Mesdames et Messieurs, si ce n'est pas une manière détournée de taxer les riches.

Steiert Jean-François, Directeur du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement.

Le Conseil d'Etat peut comprendre l'idée des députés, à la vue de certaines piscines pleines en période de sécheresse, d'interventions nombreuses et qu'il est parfois choquant de voir des piscines pleines lorsque les agriculteurs manquent d'eau, lorsque, dans certaines situations, des citoyennes et citoyens font l'objet de restrictions, comme vient d'évoquer l'ancien syndic de Matran ou d'autres éléments de ce type-là. Et c'est vrai que ça peut paraître un peu choquant. Dans ce sens-là, le Conseil d'Etat partage le souci des motionnaires de trouver de bons incitatifs pour éviter le gaspillage d'eau.

Il évoque néanmoins un certain nombre de pistes qui ont déjà été prises : certaines ont été évoquées par certains représentants ici, d'autres figurent dans le Plan climat, avec un certain nombre de mesures spécifiques pour l'utilisation parcimonieuse d'eau. Il rappelle encore une fois qu'on n'a pas moins d'eau sur l'ensemble de l'année, mais qu'elle se répartit de manière différente, ce qui pose de vrais défis dans la gestion des différentes catégories d'eau dont nous avons besoin au quotidien.

Il estime néanmoins que sur la proposition concrète, comme il l'a exprimé par écrit dans sa réponse, l'adéquation entre les objectifs des motionnaires - qu'il peut partager - et la solution proposée, qui représente un rapport coût-efficacité insuffisant, n'est pas suffisamment adéquate. C'est la raison pour laquelle il vous recommande de rejeter la motion.

Plus sérieusement peut-être sur quelques éléments précis évoqués par plusieurs des députés : sur les remarques du député Wicht, je prends volontiers l'idée du groupe Libéral-Radical et Verts-Libéraux de renforcer les normes et d'avoir un peu plus de règles sur l'isolation des tuyaux dans les bâtiments. Mais je resterai sérieux, je ne veux pas vous embêter plus, M. le Député. On a suffisamment d'incitatifs qui vont dans cette direction-là, notamment sur le prix de l'eau, quelle que soit l'utilisation, ensuite, de l'eau, que ce soit dans un jardin, pour le chauffage ou pour autre chose. Après, on peut discuter du prix.

Toute une série de conseils à la population se font actuellement, on déploie de premiers effets. C'est aussi parmi les mesures du Plan climat qui permettent de sensibiliser les gens. Les interdictions d'usage sont toujours possibles en période de sécheresse. Elles sont prises par un certain nombre de communes. Elles permettent aussi de mieux cibler les choses.

Et puis, sur la réélection du député Fattebert, je ne me prononcerai pas sur ses propos, en respectant strictement la séparation des pouvoirs.

> Au vote, la prise en considération de cette motion est refusée par 69 voix contre 20. Il y a 3 abstentions.

Ont voté en faveur de la prise en considération:

Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Christel (FV,PS / SP), Bonny David (SC,PS / SP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Clément Bruno (GR,VEA / GB), Galley Liliane (FV,VEA / GB), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Levrat Marie (GR,PS / SP), Menétrey Lucie (SC,PS / SP), Michel Pascale (SC,PS / SP), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Schroeter Alexander (LA,PS / SP), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Vial Pierre (VE,PS / SP), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB), Zurich Simon (FV,PS / SP). *Total: 20.*

Ont voté contre:

Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Barras Eric (GR,UDC / SVP), Baschung Carole (LA,Le Centre / Die Mitte), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Bortoluzzi Flavio (LA,UDC / SVP), Brodard Claude (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Bürdel Daniel (SE,Le Centre / Die Mitte), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Collomb Eric (BR,Le Centre / Die Mitte), Cotting Charly (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Dorthe Sébastien (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Doutaz Jean-Pierre (GR,Le Centre / Die Mitte), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Dupré Lucas (GL,UDC / SVP), Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Fahrni Marc (VE,UDC / SVP), Fattebert David (GL,Le Centre / Die Mitte), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Gaillard Bertrand (GR,Le Centre / Die Mitte), Galley Nicolas (SC,UDC / SVP), Genoud (Braillard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Glauser Fritz (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Grandgirard Pierre-André (BR,Le Centre / Die Mitte), Hauswirth Urs (SE,PS / SP), Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Julmy Markus (SE,Le Centre / Die Mitte), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Kolly Gabriel (GR,UDC / SVP), Lepori Sandra (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Marmier Bruno (SC,VEA / GB), Menoud-Baldi Luana (GL,Le Centre / Die Mitte), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte), Michellod Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Morand Jacques (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Morel Bertrand (SC,Le Centre / Die Mitte), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Peiry Stéphane (SC,UDC / SVP), Perler Urs (SE,VEA / GB), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Rey Alizée (SC,PS / SP), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Robatel Pauline (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Seewer Bojan (SE,Le Centre / Die Mitte), Thalmann-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Thévoz Ivan (BR,UDC / SVP), Tschümperlin Dominic (SE,Le Centre / Die Mitte), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Wicht Jean-Daniel (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zamofing Dominique (SC,Le Centre / Die Mitte), Zermatten Estelle (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 69.*

Se sont abstenus:

Aebischer Eliane (SE,PS / SP), Aebischer Matthieu (LA,VEA / GB), Pasquier Nicolas (GR,VEA / GB). *Total: 3.*

> Cet objet est ainsi liquidé.

—

Motion 2024-GC-81**Captages : pour activer et cibler les actions. Activer le développement et prioriser les dispositions – pour assurer nos ressources en eau ; « parce que l'eau est la Vie » !**

Auteur-s:	Michellod Savio (PLR/PVL/FDP/GLP, VE) Esseiva Catherine (PLR/PVL/FDP/GLP, LA)
Représentant-e du gouvernement:	Steiert Jean-François, Directeur du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement
Dépôt:	25.03.2024 (BGC mai 2024, p. 1836)
Développement:	25.03.2024 (BGC mai 2024, p. 1836)
Réponse du Conseil d'Etat:	04.02.2025 (BGC mai 2025, p. 2276)

Prise en considération

Esseiva Catherine (PLR/PVL/FDP/GLP, LA). Mes liens d'intérêts : je suis auteure de la motion. Avec le député Michellod, nous avons déposé cette motion dans le but d'activer et de prioriser les dispositions liées à nos ressources d'eau potable.

Nous sommes conscients que de nombreuses mesures sont prévues dans les différentes stratégies et les plans respectifs. Toutefois, nous pensons qu'il faut prioriser certaines mesures et que des dispositions complémentaires doivent être mises en place pour garantir nos ressources d'eau potable de manière pérenne.

Aujourd'hui, face à la pollution et aux défis climatiques, les débits de sources et les niveaux des nappes phréatiques devraient être précisément connus et leur sensibilité aux changements climatiques devrait être maîtrisée. Mais ça n'est pas le cas.

Selon le plan sectoriel des infrastructures d'eau potable (PSIEau), et vous l'avez déjà entendu lors de la sécheresse 2022, le bilan des besoins et des ressources disponibles en eau potable n'est pas garanti. Notre approvisionnement est lacunaire dans plusieurs régions du canton.

S'agissant des captages, selon le PSIEau, on distingue trois catégories : les captages stratégiques, importants et locaux. Les captages dits "stratégiques" représentent 67% de notre approvisionnement en eau potable. 70% de ces captages ne sont pas garantis, 70% de ces captages sont vulnérables à la pollution et aux changements climatiques, et 70% ne sont donc pas substituables.

Idem pour les zones dites "S", ces zones spécifiquement liées à la protection des sources. Malgré les délimitations et l'approbation de ces zones S, des conflits subsistent.

S'agissant de la gestion de la pénurie, cette gestion devrait être décrite. Or, cette documentation est aujourd'hui lacunaire, à part pour quelques distributeurs. Cette mesure est bien mentionnée par le Conseil d'Etat, mais la planification concrète manque et la gestion du calendrier n'est pas assurée.

Nous devons mettre en œuvre une optimisation de la distribution de l'eau potable au bénéfice de la régionalisation. Et nous devons le faire dans un avenir proche, parce que la situation de nos ressources se dégrade.

Dernier point technique : le Réseau hydrométrique cantonal (RHC). Ce réseau permet la surveillance des débits. C'est notre outil principal de contrôle en termes de gestion et de maîtrise. Selon le PSIEau, il est prévu d'être opérationnel dès 2023. Je pose la question au représentant du Gouvernement : qu'en est-il précisément de la mise en œuvre de ce RHC ? Quel est le bilan des besoins et des ressources disponibles à ce jour dans les différentes régions de notre canton ?

S'agissant du financement, le Conseil d'Etat mentionne s'engager dans l'évaluation du mécanisme de financement. Mais comment voulez-vous présenter un financement crédible si les mesures et les résultats ne sont pas concrètement mis en œuvre ? La motion a justement pour but de faire activer ces dispositions, de pouvoir analyser, synthétiser et maîtriser les résultats, alors que le mécanisme de financement suivra.

Aussi, telle que présentée, la situation n'est, de mon point de vue, pas suffisamment prise en main. Tout est "à prévoir", tout est "en cours", mais nous ne savons pas concrètement ce qu'il se passe entre 2020 et 2032 pour assurer nos ressources en eau. Et qu'en est-il précisément de l'assurance du calendrier mentionné en 2032 ?

Je peux lire l'engagement du Conseil d'Etat, mais ça ne me convainc pas. Le bilan et l'évolution des besoins et des ressources en eau potable ne sont de mon point de vue pas maîtrisés et la gestion en cas de pénurie n'est pas garantie. Tels que présentés, il n'y a aucune assurance que les objectifs demandés dans la motion soient atteints.

En conclusion, les défis liés au changement climatique et la vulnérabilité constatée sur l'évolution de nos ressources doit nous inciter à accepter la motion, pour assurer une planification ambitieuse et un calendrier crédible et pour garantir à la population fribourgeoise un approvisionnement pérenne de l'eau potable.

Berset Christel (*PS/SP, FV*). Je m'exprime au nom du groupe socialiste. Je n'ai pas de lien particulier avec cet objet, à part le fait, tout comme les motionnaires, que je suis très concernée par l'importance des ressources en eaux souterraines pour l'alimentation en eau potable de notre canton.

Le groupe socialiste a pris connaissance du contenu de la motion ainsi que des réponses du Conseil d'Etat aux demandes des motionnaires. Et nous considérons que les instruments existants, qui sont tous listés dans ce rapport, permettent de répondre à la majorité des demandes des motionnaires.

Cela dit, nous invitons vivement le Conseil d'Etat, comme il s'engage d'ailleurs à le faire dans sa conclusion, à évaluer les financements nécessaires en vue d'accélérer la réalisation des mesures qui sont déjà prévues et à mettre les moyens nécessaires pour cela, malgré le programme d'assainissement des finances de l'Etat (PAFE).

Sur cette considération, et tout en réitérant nos préoccupations par rapport à ce défi, qui est tout à fait essentiel pour la population, le groupe socialiste rejoint néanmoins l'avis du Conseil d'Etat et refusera la motion.

Morand Jacques (*PLR/PVL/FDP/GLP, GR*). J'interviens ici avec plusieurs casquettes. Tout d'abord, en tant que syndic de la ville de Bulle, je préside la société EauSud SA, qui a des grandes réserves d'eau, je crois dans les plus grandes qu'on a dans ce canton, et cette société approvisionne 50'000 personnes en eau potable et industrie, non seulement dans notre district, mais dans notre canton, et même jusqu'à Oron. Egalement en tant que président du Club des communes et au nom du groupe Libéral-Radical et Verts-Libéraux.

Le Club des communes se rallie à la conclusion du Conseil d'Etat. Les planifications cantonales répondent aux dispositions demandées par la motion, à l'exception de la deuxième, qui porte sur la mise en place de financements pour soutenir les initiatives de gestion de l'eau et les infrastructures nécessaires. Le Conseil d'Etat indique qu'il est conscient de l'importance des ressources en eaux souterraines pour l'alimentation en eau potable du canton et des défis que posent les changements climatiques. Il invite le Grand Conseil à refuser cette motion, mais s'engage à entamer l'évaluation mentionnée ci-dessus pour le point particulier du mécanisme de financement, en vue d'accélérer la réalisation des mesures déjà prévues.

Le comité du Club des communes rend attentif aux éléments suivants. L'approvisionnement en eau de qualité et en quantité est un objectif essentiel. Cependant, l'augmentation presque annuelle des normes tend à démotiver toute intention de trouver de nouveaux captages et entraîne le gaspillage de l'eau ou la non-captation de cette eau et oblige les petites communes à s'affilier à des plus grands distributeurs. Il décourage de nouvelles initiatives, sans pour autant que ces normes soient toujours justifiées au niveau de leur proportionnalité.

Les motionnaires demandent donc la mise en place de mesures complémentaires. Mais ces mesures complémentaires, elles sont listées dans la réponse du Conseil d'Etat. Il y en a 12. C'est vrai que ce sont des travaux de longue haleine, c'est un grand calendrier, mais je crois qu'on a les réponses ici. L'engagement est par écrit et l'on doit s'y fier.

Du côté sanitaire, le plan d'action cantonal visant à réduire les risques liés aux produits phytosanitaires intègre l'objectif stratégique fédéral adopté par les Chambres fédérales de réduire de moitié les risques liés à ces produits sur les ressources en eau d'ici 2027. L'ensemble des mesures prévues complète celles du plan sectoriel de la gestion des eaux (PSGE) et du plan sectoriel des infrastructures d'eau potable (PSIEau), et permet une utilisation durable des ressources.

Aujourd'hui, l'Etat prélève des taxes sur les sources. Par exemple, il prélève 4 francs par l/min par année pour les sources dans les hautes nappes, 3 francs dans les eaux qui sont prélevées dans les lacs et touche une certaine manne financière pour son travail et ses contrôles, et ça, c'est tout à fait normal. Cependant, il y a un élément qui m'interpelle. Je vais vous citer un exemple : quand la ville de Bulle avait une source et beaucoup de personnes alimentées par cette source et des difficultés d'approvisionnement, il a fallu chercher de nouvelles ressources. Dans la fin des années 1990, le conseil général de Bulle, avec Romont, qui avait aussi le même problème, a pris un capital-risque parce qu'on a fait des forages exploratoires à Grandvillard. Ces forages exploratoires ont abouti à un captage très important en alimentation d'eau potable de qualité. Et pour le Conseil d'Etat, si aujourd'hui une plus petite commune n'avait pas les moyens de prendre ces risques financiers pour capter ou faire des recherches exploratoires, est-ce que le canton rentrerait en matière pour aider à faire ces forages exploratoires et ces tests afin d'augmenter encore la qualité, ou plutôt la quantité d'eau potable que nous avons ?

Voilà, en l'état et comme bon nombre ici, le groupe Libéral-Radical et Verts-Libéraux vous demande de refuser cette motion et remercie le Conseil d'Etat pour son travail.

Berset Nicolas (*UDC/SVP, SC*). Je n'ai pas de lien d'intérêt avec cet objet et je m'exprime au nom du groupe de l'Union démocratique du centre.

Nous avons analysé cette motion avec minutie, mais nous n'avons rien trouvé de probant ou de nouveau pour la soutenir. Le groupe de l'Union démocratique du centre est bien conscient de l'importance des ressources en eau potable en suffisance et des défis liés au changement climatique.

Dans sa réponse très complète, le Conseil d'Etat nous expose la situation dans le canton de Fribourg. 4 planifications cantonales coordonnées permettent une protection durable des ressources en eau et une planification de la distribution d'eau potable.

Le groupe de l'Union démocratique du centre est d'avis que ces différentes planifications et plans d'action sont suffisants et qu'il faut laisser le temps au canton de coordonner toutes ces mesures, dont la réalisation doit s'échelonner pour le plan sectoriel de la gestion des eaux (PSGE) jusqu'en 2031 et pour le plan sectoriel des infrastructures d'eau potable (PSIEau) jusqu'en 2032.

C'est pourquoi le groupe de l'Union démocratique du centre, à l'unanimité, va refuser cette motion et vous invite à en faire de même.

Hayoz-Helfer Regula (*VEA/GB, SE*). Ich habe keine Interessenbindung in dieser vorliegenden Motion und ich spreche im Namen der Fraktion Grünes Bündnis.

Die komplexe Vorlage will per Gesetzesänderung die Wasserfassungen besser verankern und schützen. Wie der Staatsrat in seiner Antwort bereits schreibt, besitzt der Kanton alle Instrumente, um die Anliegen der Motionäre umzusetzen. Zudem hat der Kanton eben den Sachplan Trinkwasserversorgungsinfrastrukturen verabschiedet. Die Fraktion Grünes Bündnis ist der Meinung, dass es nicht noch mehr Gesetzestexte braucht. Quellfassungen zu eruieren und besser zu schützen, ist sehr wichtig. Viele Gemeinden haben hier schon ihre Arbeit getan oder sind an der Arbeit. Leider werden nur strategische Fassungen, das heisst grosse Quellfassungen, erfasst und gefördert. All die kleinen Quellfassungen, die im Besitz von Privatpersonen sind, werden weder erfasst noch unterstützt. Doch auch diese kleinen Fassungen sind in der Zukunft wichtig, damit wir alle Wasseransprüche befriedigen können. Die kleinen, wie auch die grossen Quellfassungen haben oft Probleme mit der Qualität des Wassers. Die Gewässerschutzzonen rund um die grossen Quellen definiert der Kanton. Auch die daraus entstehenden Landnutzungskonflikte ist er im Gang, zu lösen.

Meine Frage an den Staatsrat: Was ist in Planung, um auch die kleinen Quellfassungen und ihre Gewässerschutzzonen durchzusetzen? Ist da etwas geplant?

Damit die Wasserqualität aller Quellen dem Schweizer Trinkwasserstandard entspricht, fordern wir die konsequente Umsetzung des Aktionsplans zur Reduktion von Pflanzenschutzmitteln.

Der durch den Menschen gemachte Klimawandel wird vom Freiburger Parlament glücklicherweise nicht geleugnet. Viele von uns spüren ihn, vor allem in den heissen Sommern, wenn das Wasser aus der eigenen Quelle nicht mehr fliesst und das Vieh in den Bergen durstet. Die Massnahme "Empfindlichkeit der Ressourcen gegenüber Klimaveränderungen evaluieren" hat der Kanton noch nicht begonnen. Wir finden es aber dringend, damit nicht erst Massnahmen ergriffen werden, wenn es schon fast zu spät ist, und fordern den Staatsrat auf, diese Massnahme zu beschleunigen.

Lokal und zum Teil auch regional wurde zwischen einigen Gemeinden schon ein Bewirtschaftungsplan für den Fall eines Wassermangels aufgestellt. Die Gemeinden sind dem Kanton voraus und wir hoffen, dass der Kanton seine Arbeit, die er 2028 beenden will, auch planmässig ausführt.

Im Allgemeinen finden wir, dass die Fristen, die sich der Staatsrat für viele Massnahmen gesetzt hat, zu lang sind. Wir fordern den Staatsrat auf, die Dringlichkeit des Themas Wasser aufzunehmen, die Massnahmen, wie er verspricht, schneller als geplant umzusetzen.

Mit diesen Überlegungen lehnt die Fraktion Grünes Bündnis die Vorlage ab.

Gaillard Bertrand (*Le Centre/Die Mitte, GR*). Mes liens d'intérêts : je suis syndic de la commune de La Roche, qui possède ses propres sources, et à titre personnel, j'ai le plaisir d'avoir également ma propre source. Je déçois peut-être un peu mon collègue Kubski : cette source remplit ma piscine, mais fait également le bonheur de tous les promeneurs et cyclistes de la région grâce à une fontaine publique. Je prends la parole pour le groupe Le Centre.

Notre groupe parlementaire a étudié avec attention la motion de nos collègues Esseiva et Michellod "Activer le développement et prioriser les dispositions – pour assurer nos ressources en eau".

Les soucis de nos collègues sont justifiés. L'eau est une ressource vitale. La réponse du Conseil d'Etat le confirme. Le nombre de mesures en cours d'exécution le confirme également. Toutefois, bon nombre de ces mesures sont encore à l'état de projet ou en cours d'exécution. Les résultats de leur mise en œuvre restent donc encore partiellement inconnus.

A titre personnel, je rends attentif à un constat sur le terrain. Certaines complications administratives et l'excès normatif font que de nombreuses collectivités et de nombreux privés abandonnent leurs captages pour choisir de se raccorder aux grands distributeurs, propriétaires des principales nappes phréatiques du canton. Au niveau financier, il est plus facile d'acheter l'eau que de maintenir des installations. Dans le futur, cet effet de regroupement signifie peut-être la perte de ressources. Cette inquiétude, la motion y répond partiellement. Toutefois, avant de créer de nouvelles mesures, achevons le travail commencé et améliorons-le.

Au vu des faits énoncés, le groupe Le Centre va refuser la motion.

Steiert Jean-François, Directeur du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement. Je ne vais pas entrer dans tous les détails de la discussion, et notamment de la motionnaire qui a exprimé un certain nombre de questions et de critiques plus fondamentales. Quelques éléments néanmoins.

Premièrement, il faut relever que le canton de Fribourg fait partie des cantons dont les efforts et les travaux sont salués par les offices fédéraux compétents. Cela ne signifie définitivement pas que tout va bien, mais que nous avons pris les mesures nécessaires et proportionnelles face aux différents intérêts en jeu pour assurer à moyen et à long terme la qualité de nos réserves d'eau potable dans le respect des besoins des futures générations.

Deuxièmement, dans cette même ligne, le Conseil d'Etat a adopté le plan sectoriel des infrastructures d'eau potable (PSIEau) au mois de mai 2025, ce qui n'était évidemment pas encore public au moment où la réponse a été rédigée, de sorte qu'il y a quelques éléments complémentaires qui sont connus aujourd'hui et qui n'étaient pas connus au moment de la rédaction de la réponse. Cela ne change absolument rien au fond, mais ça donne quelques précisions.

Je ne vais pas reprendre l'ensemble des constats sur les différents éléments de planification. Le député Morand a évoqué un certain nombre d'éléments de réponse qui existent et qui m'évitent de prolonger plus que nécessaire mes explications.

Sur un certain nombre de remarques particulières de la motionnaire, sans entrer dans tous les détails techniques, parce qu'il y en a de nombreux, trois sont quand même à relever :

1. La situation hydrométrique actuelle et les registres qui vont avec : il faut rappeler qu'un système informatique est actuellement développé pour gérer ces domaines en temps réel. C'est ce qu'on appelle le Réseau hydrométrique cantonal (RHC), qui est en cours de mise en œuvre. La base de données permettant de recueillir les données est opérationnelle aujourd'hui. Les stations de mesure 8 piézomètres, pour mesurer les niveaux des nappes dans plusieurs régions du canton, sont en cours d'équipement et seront fonctionnelles au courant de l'année 2025. On déploie les choses progressivement avec les ressources dont dispose le Service de l'environnement pour faire les travaux nécessaires.
2. En ce qui concerne les conflits d'usage sur les zones "S" et les aires "Zu", il faut rappeler que, comme l'a déjà dit la réponse, mais avec un certain nombre de précisions liées à la planification qui vient d'être adoptée, on a en priorité les captages stratégiques qui sont traités, captages stratégiques et captages importants, avec une mesure qui est en cours de mise en œuvre. 12 études ont été effectuées par des bureaux spécialisés depuis 2022, ce qui a permis d'identifier les conflits dans les principales zones de protection des eaux souterraines, de déterminer les mesures à prendre, ceci d'abord pour les captages importants soumis à des conflits élevés. Cela répond aussi à certaines questions de certains députés qui se demandent pourquoi ne pas faire tout à la fois. Eh bien tout simplement parce qu'on n'a pas les moyens pour tout faire à la fois. Et comme on ne fait pas tout à la fois, on commence assez logiquement par les captages les plus importants, qui ont les plus gros impacts si des événements se passent. Et puis, on finira par les plus petits. L'idée n'est pas du tout de ne pas traiter les plus petits. La valeur des plus petits, à long terme, est évidente. Par contre, encore une fois, c'est une question de moyens, de ressources, de gens qui vont sur place. C'est quand même relativement lourd comme travaux à faire pour les personnes qui connaissent les choses dans le concret.
3. Enfin, en ce qui concerne la gestion en cas de pénurie, qui devrait être décrite plus précisément, nous avons actuellement, dans le cadre du PSIEau, les mesures 3.5 et 3.6, qui signifient "Etablir un plan cantonal de gestion de la pénurie grave" et "Gérer d'une manière régionale" qui sont également en cours de mise en œuvre avec une échéance prévue en 2028. Là aussi, même réponse sur la vitesse de déploiement : nous sommes plutôt au-dessus de la moyenne suisse dans la vitesse de déploiement. Ça donne du sens, parce que nous avons aussi des réserves d'eau qui sont plus importantes que celles d'autres cantons, donc un devoir de protection qui est plus important. Mais il faut quand même un tout petit peu de temps pour faire les choses.

Avec ces quelques éléments de réponse générale, je pense avoir répondu à une bonne partie des éléments.

La question particulière du député Morand - forages exploratoires, engagement financier pour les petites communes et les petits gisements potentiels -, je ne vais définitivement pas prendre position sur une question pareille aujourd'hui, au nom de mes collègues du Conseil d'Etat en pleine réflexion sur les mesures d'assainissement financières du canton. Vous imaginez bien que j'aurais quelques ennuis de collégialité si je faisais ça. Je prends volontiers l'idée avec. Et peut-être qu'après le plan

d'assainissement, on pourra revenir avec ce genre de choses et ça peut donner du sens, matériellement, évidemment. Mais après, c'est toujours une question de priorisation des moyens également.

Was die Fragen von Grossrätin Hayoz-Helfer betrifft: eine habe ich, glaube ich, beantwortet, warum nur die grossen Quellfassungen. Es ist nicht so, dass wir nur die grossen Quellfassungen erfassen, aber wir priorisieren sie bei der Auslegung der ersten Arbeiten. Die anderen werden mitgenommen. Aber in den ersten Jahren arbeiten wir auf den grossen, also den strategischen und den wichtigen Fassungen, und dann auf den kleinen. Grundsätzlich sind alle wichtig. Da wir aber nicht alles gleichzeitig machen können, ist es auch klar, dass wir zuerst dort handeln, wo die grössten Wassermengen betroffen sind. Die anderen Fragen habe ich, glaube ich, im Rahmen der allgemeinen Antworten gegeben.

Plusieurs députés se sont exprimés sur les excédents administratifs qui peuvent conduire à des fermetures de petits captages. Cela va également dans le sens de la réponse du Conseil d'Etat : si on met encore plus de règles, on aura encore plus de pression pour faire cesser les petits captages où l'investissement est parfois relativement important par rapport aux rendements potentiels. Voilà un peu les quelques éléments de réponse.

Pour ces raisons-là, le Conseil d'Etat, qui partage l'essentiel des préoccupations des motionnaires mais qui estime que les choses sont en cours et que les choses roulent dans un rythme responsable et raisonnable, recommande de rejeter la motion.

> Au vote, la prise en considération de cette motion est refusée par 76 voix contre 4. Il y a 2 abstentions.

Ont voté en faveur de la prise en considération:

Esseiva Catherine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Lepori Sandra (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Michellod Savio (VE,PLR/PVL / FDP/GLP), Savary Daniel (GR,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 4.*

Ont voté contre:

Aebischer Eliane (SE,PS / SP), Aebischer Matthieu (LA,VEA / GB), Altermatt Bernhard (FV,Le Centre / Die Mitte), Bapst Bernard (GR,UDC / SVP), Bapst Pierre-Alain (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Barras Eric (GR,UDC / SVP), Berset Alexandre (SC,VEA / GB), Berset Christel (FV,PS / SP), Berset Nicolas (SC,UDC / SVP), Bonny David (SC,PS / SP), Bortoluzzi Flavio (LA,UDC / SVP), Bronchi Laurent (SC,VEA / GB), Bürdel Daniel (SE,Le Centre / Die Mitte), Bürgisser Nicolas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Chardonnens Jean-Daniel (BR,UDC / SVP), Clément Christian (SC,Le Centre / Die Mitte), Collomb Eric (BR,Le Centre / Die Mitte), Cotting Charly (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Dafflon Hubert (SC,Le Centre / Die Mitte), Defferrard Francine (SC,Le Centre / Die Mitte), Dorthe Sébastien (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Doutaz Jean-Pierre (GR,Le Centre / Die Mitte), Dumas Jacques (GL,UDC / SVP), Dupré Lucas (GL,UDC / SVP), Fahrni Marc (VE,UDC / SVP), Fattebert David (GL,Le Centre / Die Mitte), Freiburghaus Andreas (SE,PLR/PVL / FDP/GLP), Gaillard Bertrand (GR,Le Centre / Die Mitte), Genoud (Braillard) François (VE,Le Centre / Die Mitte), Glasson Benoît (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Glauser Fritz (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Grandgirard Pierre-André (BR,Le Centre / Die Mitte), Hauswirth Urs (SE,PS / SP), Hayoz Helfer Regula (LA,VEA / GB), Herren-Rutschi Rudolf (LA,UDC / SVP), Jakob Christine (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Jaquier Armand (GL,PS / SP), Julmy Markus (SE,Le Centre / Die Mitte), Kaltenrieder André (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Kehl Roland (SE,VEA / GB), Kolly Gabriel (GR,UDC / SVP), Kubski Grégoire (GR,PS / SP), Marmier Bruno (SC,VEA / GB), Menoud-Baldi Luana (GL,Le Centre / Die Mitte), Menétrey Lucie (SC,PS / SP), Meyer Loetscher Anne (BR,Le Centre / Die Mitte), Michel Pascale (SC,PS / SP), Morand Jacques (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Moura Sophie (GR,PLR/PVL / FDP/GLP), Pauchard Marc (VE,Le Centre / Die Mitte), Perler Urs (SE,VEA / GB), Pfister Vincent (FV,VEA / GB), Pythoud-Gaillard Chantal (GR,PS / SP), Raetzo Carole (BR,VEA / GB), Raetzo Tina (BR,VEA / GB), Remy-Ruffieux Annick (GR,Le Centre / Die Mitte), Rey Alizée (SC,PS / SP), Riedo Bruno (SE,UDC / SVP), Robatel Pauline (GL,PLR/PVL / FDP/GLP), Roulin Daphné (GL,VEA / GB), Savoy Françoise (SC,PS / SP), Schneuwly Achim (SE,UDC / SVP), Schroeter Alexander (LA,PS / SP), Schwaller-Merkle Esther (SE,Le Centre / Die Mitte), Stöckli Markus (SE,VEA / GB), Thalmann-Bolz Katharina (LA,UDC / SVP), Thévoz Ivan (BR,UDC / SVP), Tritten Sophie (SC,VEA / GB), Vial Pierre (VE,PS / SP), Vonlanthen Alexandre (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Vuilleumier Julien (FV,VEA / GB), Wicht Jean-Daniel (SC,PLR/PVL / FDP/GLP), Wieland Philipp (LA,PLR/PVL / FDP/GLP), Wüthrich Peter (BR,PLR/PVL / FDP/GLP), Zamofing Dominique (SC,Le Centre / Die Mitte), de Weck Antoinette (FV,PLR/PVL / FDP/GLP). *Total: 76.*

Se sont abstenus:

Clément Bruno (GR,VEA / GB), Galley Liliane (FV,VEA / GB). *Total: 2.*

> Cet objet est ainsi liquidé.

—

Postulat 2024-GC-90**Ligne de train Genève – Londres : participation du Canton de Fribourg**

Auteur-s:	Lepori Sandra (PLR/PVL/FDP/GLP, SC) Esseiva Catherine (PLR/PVL/FDP/GLP, LA)
Représentant-e du gouvernement:	Steiert Jean-François, Directeur du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement
Dépôt:	25.04.2024 (BGC mai 2024, p. 1849)
Développement:	25.04.2024 (BGC mai 2024, p. 1849)
Réponse du Conseil d'Etat:	01.04.2025 (BGC mai 2025, p. 2294)

Prise en considération

Lepori Sandra (PLR/PVL/FDP/GLP, SC). Vous allez être contents. C'est midi. Nous retirons le postulat. Toutefois, je tenais à faire une petite remarque concernant la réponse du Conseil d'Etat, qui dit que selon les auteures, le nombre d'usagers entre Genève et Londres en 2019 était d'un certain chiffre, bon. Ce ne sont pas nos propres chiffres, mais bien ceux de l'Office fédéral de la statistique, comme on l'a mis en bas de page. Je tenais juste à préciser qu'on ne sort pas des chiffres comme ça de nos chapeaux. Et vu la réponse qui a été donnée, aussi dans les autres cantons, je pense que c'est opportun de retirer. On n'aura pas de train pour aller directement à Londres depuis Fribourg.

> Cet objet est retiré par ses auteures. Il est ainsi liquidé.

Rapport 2025-DIME-32**Une meilleure desserte en transports publics entre la Sarine et la Broye (Rapport sur postulat 2020-GC-211)**

Représentant-e du gouvernement:	Steiert Jean-François, Directeur du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement
Rapport/message:	05.03.2025 (BGC mai 2025, p. 2219)

Discussion

Bonny David (PS/SP, SC). Avec notre ancien collègue député et mon ami de Corjolens, Charles Brönnimann, nous avons en effet proposé ce postulat en 2020 pour deux raisons : rendre attentif le Gouvernement des lacunes en transports publics dans notre région de Sarine Ouest, mais aussi signifier la difficulté de nous rendre en transports publics, par exemple en direction de Payerne, puis ensuite dans toute la région broyarde.

A ce titre, on tient encore infiniment à remercier le plénum qui avait voté à l'unanimité ce postulat. C'est ainsi que, grâce à vous, on a pu obtenir la réponse du Conseil d'Etat.

Il est vrai que depuis 2020, donc en cinq ans, la situation des transports publics dans la région s'est bien améliorée - et ça M. le Conseiller d'Etat nous le confirmera. Je serai donc relativement bref dans ma réponse. On remercie ainsi le Conseil d'Etat pour l'étude qui a été faite et que nous avons regardée avec un grand intérêt.

Le seul point qu'on pourrait peut-être signaler, qui aurait pu être un peu amélioré : on évoque surtout les pendulaires et les élèves qui prennent le bus, mais c'est vrai que c'étaient aussi des demandes de retraités, de familles, qui ne souhaitent pas toujours utiliser un véhicule pour aller, justement, comme je l'ai dit avant, sur Payerne, et puis ensuite sur d'autres régions, Portalban, Estavayer-le-Lac ou autres. Et c'est vrai que ça, ça reste tout de même une difficulté.

Par contre, on peut lire en conclusion qu'il y a un projet de modification du trajet de la ligne Cousset-Montagny-Mannens jusqu'à Avry-Matran. Donc, c'est vrai que ça résoudra déjà une bonne partie de la problématique. C'est un bon signe pour la suite.

Sur ces considérations, le groupe socialiste prend acte du rapport et vous remercie encore pour votre réponse.

Wüthrich Peter (PLR/PVL/FDP/GLP, BR). Je parle au nom du groupe Libéral-Radical et Verts-Libéraux. Je n'ai pas de lien d'intérêt, sauf que j'habite dans le district de la Broye.

Ce rapport fait suite au postulat Bonny/Brönnimann. Le dépôt date déjà depuis décembre 2020. Je tiens à soulever la qualité de ce rapport. Il contient des informations intéressantes. Je tiens à remercier les auteurs. Je vais renoncer à un développement plus profond du contenu, car M. Bonny vient de le faire. Il est à constater que le développement futur des améliorations qui sont prévues va dans la bonne direction.

Donc, le groupe Libéral-Radical et Verts-Libéraux prend acte de ce rapport avec satisfaction.

Aebischer Matthieu (VEA/GB, LA). Je rejoins les avis de mes préopinants. Je vais faire court.

Le rapport montre qu'à l'heure actuelle, la demande est trop faible pour justifier l'introduction d'une nouvelle ligne. Et cette nouvelle ligne de transports publics pourrait concurrencer l'offre déjà en place. De plus, le rapport montre que la situation actuelle dans les localités concernées sera améliorée à court et moyen terme par l'extension de lignes de transports publics et l'augmentation des cadences.

Le groupe VERT·E·S et allié·e·s prend donc acte de ce rapport, se réjouit du développement des transports publics et l'encourage dans les régions rurales et périurbaines du canton afin d'augmenter la part modale des transports publics.

Steiert Jean-François, Directeur du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement.

Vu l'heure et les commentaires brefs et succincts des différents intervenants des différents groupes concernés, je remercie les intervenants pour le soutien aux efforts du Conseil d'Etat pour renforcer les transports publics dans l'ensemble du canton et aussi dans les régions périphériques.

Je rappelle peut-être une petite chose : le Conseil d'Etat se bat actuellement, dans le cadre des mesures d'assainissement de la Confédération, contre l'augmentation du taux de couverture qui est postulé par le Conseil fédéral pour cofinancer des lignes. Cela aurait des effets assez désastreux sur les lignes les plus périphériques du canton. Cela concerne pratiquement tous les districts. Evidemment, si on passe de 20 à 30% ou plus comme taux de couverture minimal, les conséquences seraient lourdes, surtout que le canton, dans la situation actuelle, aurait de la peine à assumer la différence de coûts. On a sensibilisé nos parlementaires fédéraux aussi à ces questions-là et c'était juste une information complémentaire.

Merci pour votre soutien.

> Le Grand Conseil prend acte de ce rapport.

—

Divers 2013-GC-41

Clôture de la session

Présidente du Grand Conseil. Nous sommes arrivés au terme de cette session de mai. Je vous remercie pour la qualité des débats, votre engagement et votre travail intensif - je le mesure ! Vous faites honneur à nos citoyens, vous faites honneur à notre canton. Je vous souhaite à toutes et tous un excellent week-end. Peut-être, le week-end prochain en musique. Merci ! Très bon appétit à tous !

—

> La séance est levée à 12 h 10.

La Présidente:

Françoise SAVOY

Les Secrétaires:

Mireille HAYOZ, secrétaire générale

Alain RENEVEY, secrétaire parlementaire

Attribution des affaires aux commissions parlementaires / Zuweisung der Geschäfte an die parlamentarischen Kommissionen

Séance du Bureau du 22 mai 2025 Bürositzung vom 22. Mai 2025

Signature / Signatur Genre / Typ	Affaire Geschäft	Commission / Kommission Présidence / Präsidium	Membres Mitglieder
2025-DFIN-1	Loi modifiant la loi sur le Registre foncier <i>Gesetz zur Änderung des Gesetzes über das Grundbuch</i>	CAH-2025-006 / AHK-2025-006 Raetzo Tina Présidente <i>Präsidentin</i>	Barras Eric Baschung Carole de Weck Antoinette Dumas Jacques Freiburghaus Andreas Levrat Marie Michellod Savio Senti Julia Tritten Sophie Zamofing Dominique

Signature	Affaire	Commission / Kommission	Membres
Signatur	Geschäft	Présidence / Präsidium	Mitglieder
2024-DFAC-16	Loi modifiant la loi sur les bourses et les prêts d'études <i>Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die Stipendien und Studiendarlehen</i>	CAH-2025-007 / AHK-2025-007 Levrat Marie Présidente <i>Präsidentin</i>	Bürgisser Nicolas Dorthe Sébastien Dupré Lucas Kubski Grégoire Lepori Sandra Meyer Loetscher Anne Pasquier Nicolas Pfister Vincent Thalmann-Bolz Katharina Tschümperlin Dominic
2024-DIME-160	Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour l'assainissement des remparts, du chemin de ronde, des tours et pour le renouvellement de l'éclairage extérieur du Château de Gruyères <i>Dekret über einen Verpflichtungskredit für die Sanierung der Burgmauer, des Wehrgangs und der Türme und die Erneuerung der Aussenbeleuchtung des Schlosses Gruyères</i>	CAH-2025-009 / AHK-2025-009 Galley Nicolas Président <i>Präsident</i>	Aebischer Matthieu Bonny David Brodard Claude Doutaz Jean-Pierre Esseiva Catherine Glasson Benoît Kolly Gabriel Kubski Grégoire Meyer Loetscher Anne Roulin Daphné

Signature	Affaire	Commission / Kommission	Membres
Signatur	Geschäft	Présidence / Präsidium	Mitglieder
2025-DIME-71	Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement complémentaire pour l'assainissement impératif et urgent des bâtiments à la route d'Humilimont 30 et 60, à Marsens – Deuxième étape urgente <i>Dekret über die Gewährung eines zusätzlichen Verpflichtungskredits für die dringend nötige Sanierung der Gebäude an der Route d'Humilimont 30 und 60 in Marsens – 2. dringende Etappe</i>	CAH-2025-008 / AHK-2025-008 Remy-Ruffieux Annick Présidente <i>Präsidentin</i>	Barras Eric Bürgisser Nicolas Chardonens Jean-Daniel Dafflon Hubert Esseiva Catherine Glasson Benoît Kehl Roland Pfister Vincent Pythoud-Gaillard Chantal Rey Alizée
2024-DEEF-53	Décret concernant l'initiative législative cantonale « Pour un salaire minimum » (votation populaire) <i>Dekret über die kantonale Gesetzesinitiative «Für einen Mindestlohn» (Volksabstimmung)</i>	CAH-2025-010 / AHK-2025-010 Vonlanthen Alexandre Président <i>Präsident</i>	Berset Nicolas Bronchi Laurent Bürdel Daniel Jaquier Armand Remy-Ruffieux Annick Rey Alizée Schneuwly Achim Tritten Sophie Wicht Jean-Daniel Wieland Philipp

Signature Signatur	Affaire Geschäft	Commission / Kommission Présidence / Präsidium	Membres Mitglieder
2024-CE-137	Avant-projet de loi modifiant la loi sur la cyberadministration (Référentiel cantonal) <i>Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des E-Government-Gesetzes (Kantonales Bezugssystem)</i>	CAH-2025-011 / AHK-2025-011 Michellod Savio Président <i>Präsident</i>	Altermatt Bernhard Bortoluzzi Flavio Dorthe Sébastien Dupré Lucas Ingold François Jaquier Armand Pauchard Marc Rodriguez Rose-Marie Tritten Sophie Wüthrich Peter
2024-DFIN-37	Mesures d'assainissement des finances de l'Etat 2026-2028 - PAFE <i>Programm zur Sanierung der Kantonsfinanzen 2026-2028 - PSKF</i>	CFG / FGK Brodard Claude Président <i>Präsident</i> Riedo Bruno Vice-président <i>Vizepräsident</i>	Freiburghaus Andreas Dietrich Laurent Jaquier Armand Levrat Marie Kolly Gabriel Peiry Stéphane Ingold François Menoud-Baldi Luana Glasson Benoît Berset Christel Schumacher Jean-Daniel Beaud Catherine Vuilleumier Julien



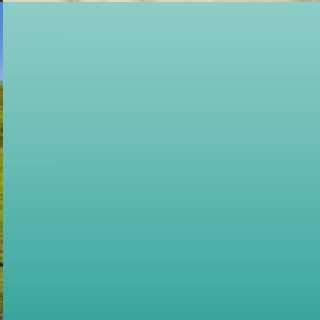
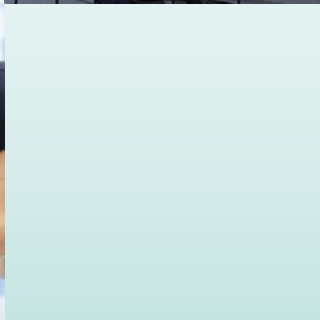
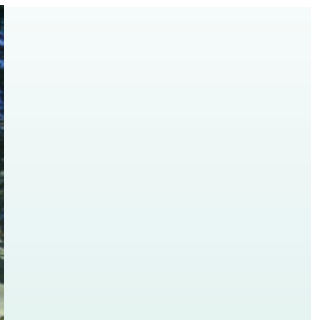
Tätigkeitsbericht Staatsrat

—
2024



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Chancellerie d'Etat CHA
Staatskanzlei SK



Inhaltsverzeichnis

1	Einleitung	4
2	Fortschritt der Arbeiten im Rahmen des Regierungsprogramms	5
2.1	Strategische Achse: Wirtschaft und Innovation	6
2.2	Strategische Achse: Gesellschaftlicher Zusammenhalt	13
2.3	Strategische Achse: Ökologischer Wandel	21
2.4	Katalysator: Governance	27
2.5	Katalysator: Digitalisierung	30
3	Die Freiburger Wirtschaft in ihrem konjunkturellen Umfeld	34
3.1	Internationales Umfeld	34
3.2	Schweizer und Freiburger Konjunktur	35
3.3	Situation am Jahresende und Ausblick auf 2025	36
4	Leben und Aktivitäten des Staatsrats	37
4.1	Wichtige Ereignisse	37
4.2	Besondere Dossiers	38
4.2.1	Ukraine	38
4.3	Aussenbeziehungen	38
4.4	Kennzahlen	40
4.4.1	Parlamentarische Vorstösse	40
4.4.2	Personalbestand	40
4.4.3	Personalfluktuatation	41
5	Tätigkeitsbericht der Direktionen	42
5.1	Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten BKAD	42
5.1.1	Wichtige Ereignisse aus der Tätigkeit der Direktion	42
5.1.2	Kennzahlen	47
5.2	Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion SJSD	51
5.2.1	Wichtige Ereignisse aus der Tätigkeit der Direktion	51
5.2.2	Kennzahlen	56
5.3	Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft ILFD	59
5.3.1	Wichtige Ereignisse aus der Tätigkeit der Direktion	59
5.3.2	Kennzahlen	67
5.4	Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion VWBD	70
5.4.1	Wichtige Ereignisse aus der Tätigkeit der Direktion	70
5.4.2	Kennzahlen	78

5.5	Direktion für Gesundheit und Soziales GSD	83
5.5.1	Wichtige Ereignisse aus der Tätigkeit der Direktion	83
5.5.2	Kennzahlen	89
5.6	Finanzdirektion FIND	93
5.6.1	Wichtige Ereignisse aus der Tätigkeit der Direktion	93
5.6.2	Kennzahlen	100
5.7	Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt RIMU	104
5.7.1	Wichtige Ereignisse aus der Tätigkeit der Direktion	104
5.7.1.1	Klima und Nachhaltigkeit	104
5.7.1.2	Infrastrukturen	105
5.7.1.3	Mobilität	106
5.7.1.2	Umwelt	107
5.7.2	Kennzahlen	108
5.7.2.1	Personalbestand	108
5.7.2.2	Personalfluktuatation	108
5.8	Staatskanzlei SK	109
5.8.1	Wichtige Ereignisse aus der Tätigkeit der Staatskanzlei	109
5.8.2	Kennzahlen	114
6	Finanzielle und personelle Auswirkungen der Beschlüsse des Grossen Rates im Jahr 2024	115
6.1	Investitionsrechnung	115
6.2	Erfolgsrechnung	115
6.3	Gesetzes- und Dekretsentwürfe, die im Laufe des Jahres 2024 geprüft wurden	116

1 Einleitung

Der Tätigkeitsbericht 2024 des Freiburger Staatsrats präsentiert eine **Zusammenfassung der Fortschritte des Regierungsprogramms für den Zeitraum 2022-2026**. Er zeigt in Form einer Fortschrittstabelle die Tätigkeiten, die das öffentliche Handeln im Laufe des Jahres im Bereich der wichtigsten strategischen Stossrichtungen, die vom Staatsrat für die Legislaturperiode beschlossen wurden, geleitet haben.

Wirtschaft und Innovation

Der Kanton setzte seine Innovationsförderung mit der Entwicklung der digitalen Wirtschaft, der Bioökonomie und des Clusters Food & Nutrition fort. Die Integration der Digitalisierung in die Bildung wurde mit dem Projekt BYOD und der DigiBi-Strategie, die zu DAOS wurde, verstärkt. Die Attraktivität des Kantons für Talente und Unternehmen war ein zentrales Anliegen, weswegen in die angewandte Forschung und die universitäre Infrastruktur investiert wurde.

Sozialer Zusammenhalt

Es wurden mehrere Massnahmen zur Stärkung des Gesundheitssystems eingeführt, darunter die Anpassung der Kapazitäten in Pflegeheimen und die Betreuung von Menschen mit Behinderungen. Das Freiburger Spital (HFR) steht vor finanziellen Herausforderungen, die Sanierungsmassnahmen erfordern. Im Bereich der Jugend lag der Schwerpunkt auf der Prävention, der beruflichen Eingliederung und der Schulsozialarbeit. Ein neuer Aktionsplan gegen häusliche Gewalt und ein Programm zur Unterstützung von Opfern werden derzeit eingeführt.

Ökologischer Wandel

Das Jahr war geprägt von Fortschritten beim Klimaschutzplan, wovon 91 Massnahmen bereits umgesetzt wurden. Besondere Aufmerksamkeit wurde dem Bodenschutz, der nachhaltigen Siedlungsgestaltung und der Erhaltung der Biodiversität gewidmet. Die Energiewende wurde durch den Ausbau der Photovoltaik und die energetische Sanierung von Gebäuden vorangetrieben. Die nachhaltige Mobilität hat mit dem Ausbau des Radwegnetzes, des RER Fribourg/Freiburg und der Infrastruktur für Elektromobilität Fortschritte gemacht.

Governance und Digitalisierung

Der Staat setzte die Modernisierung seiner Gemeinwesen mit einer laufenden Revision des Gesetzes über die Gemeinden und der politischen Rechte fort. Die Zweisprachigkeit wird durch Immersionsklassen und Schüleraustausch gefördert. Die Digitalisierung der Verwaltung schreitet weiter voran: die Zahl der Online-Dienstleistungen im virtuellen Schalter nimmt zu, das Programm E-Justice macht Fortschritte und die Bemühungen um die Modernisierung des staatlichen Informationssystems werden verstärkt.

Finanzen

Die Kantonsfinanzen stehen unter Druck, und der Staatsrat hat mit den Arbeiten zu einem konkreten Plan zur Sanierung der Staatsfinanzen begonnen, der 2025 bereit sein soll.

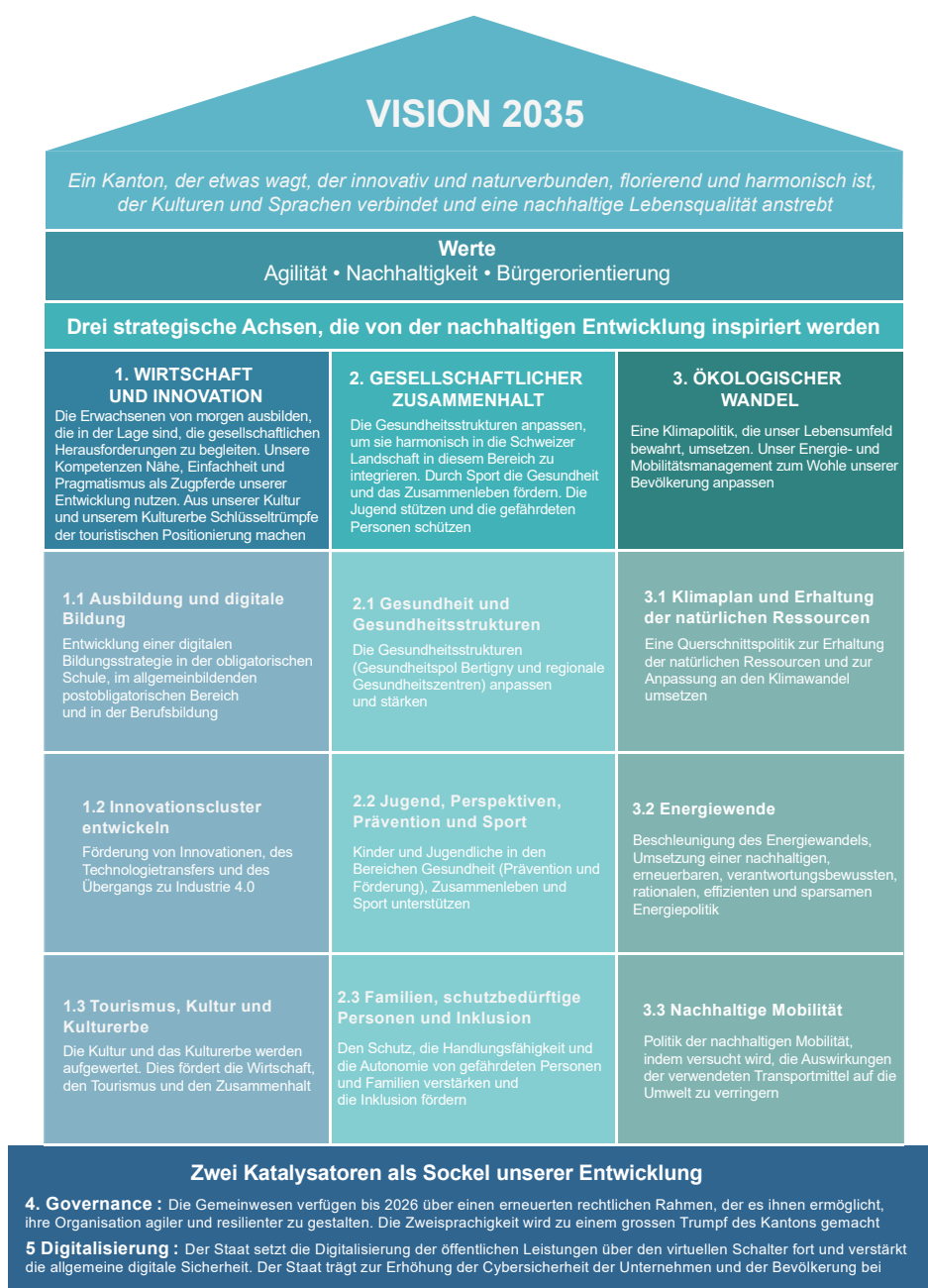
Bericht des Staatsrats und der Direktionen

Gleichzeitig werden im Tätigkeitsbericht die wichtigsten Tätigkeiten des Staatsrats, der Direktionen und ihrer Ämter vorgestellt. Wie die beiden letzten Ausgaben soll er eine Zusammenfassung sein und enthält Verweise auf die Webseiten der betreffenden Einheiten für zusätzliche Informationen.

2 Fortschritt der Arbeiten im Rahmen des Regierungsprogramms

Das [Regierungsprogramm der Legislaturperiode 2022-2026](#) ist auf dem [Internet](#) verfügbar.

Gemäss Artikel 109 Abs. 1 der Kantonsverfassung gibt der Staatsrat dem Grossen Rat jedes Jahr Auskunft über seine Tätigkeit und den Stand der Umsetzung des Regierungsprogramms für die Legislaturperiode. Letzteres wurde im Juni 2022 veröffentlicht. Einige Kapitel wurden bei der Konkretisierung aufgegeben. Dies führte zu einigen Anpassungen bei der Nummerierung im Vergleich zur 2022 veröffentlichten Version. Der Staatsrat hat eine neue Form der Veröffentlichung des Fortschritts der Arbeiten gewählt, um die Nachverfolgung zu erleichtern.



2.1 Strategische Achse: Wirtschaft und Innovation

1.1 Ausbildung und digitale Bildung

1.1.1 Die Strategie zur digitalen Bildung umsetzen



Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
BKAD	<p>Strategie für die digitale Bildung an den Regel- und Sonderschulen umsetzen (DigiBi-Strategie) und Umsetzung des BYOD*-Konzepts in den weiterführenden allgemeinbildenden Schulen.</p> <p>*BYOD Bring Your Own Device</p>	<p>Die DigiBi-Strategie zielt darauf ab, dem digitalen Modul der Lehrpläne einen klaren, einheitlichen und sicheren pädagogischen, materiellen und organisatorischen Rahmen zu geben. Sie unterstützt Schuldirektionen und das Lehrpersonal bei der Integration von digitalen Medien in den Unterricht und bietet ihnen Zugang zu geeigneten Werkzeugen, digitalen Ressourcen sowie technischen und pädagogischen Schulungen. Sie aktualisiert und ersetzt das aktuelle Konzept für Medien und IKT.</p> <p>Auf der Grundlage der Digitalisierungsstrategie der EDK vom 21. Juni 2018 soll mit dem BYOD-Konzept der digitale Wandel in den Schulen der Sekundarstufe 2 fortgesetzt werden. Der Computer ist ein zusätzliches Werkzeug, das im Unterricht jederzeit unter der Aufsicht der Lehrperson eingesetzt werden kann. Didaktisch sinnvoll eingesetzt, können digitale Unterrichtsformen die Lernerfahrungen punktuell erweitern.</p>	<p>Der Entwurf DAOS wurde im Herbst 2024 dem Grossen Rat überwiesen. Er enthält die Anpassungen, die von den Grossrätinnen und Grossräten nach der Debatte des Grossen Rates vom Dezember 2023 über die kantonale digitale Bildungsstrategie für die obligatorische Regel- und Sonderschule gefordert wurden. Die pädagogischen Ressourcen werden nun in die regulären Budgets der Ämter für Unterricht aufgenommen, so dass die Ausbildungen des Lehrpersonals anlaufen können.</p> <p>BYOD Drei von vier Ausbildungsjahren sind künftig betroffen. Die Weiterbildung der Lehrerinnen und Lehrer und der Schulleitungen wird fortgesetzt, insbesondere mit Unterstützung der Universität Freiburg. Eine Zwischenbewertung, die vom ZELF der UniFr durchgeführt wurde, ist derzeit in Arbeit.</p>
VWBD	<p>Einführung von BYOD und COPE* in der Berufsbildung.</p> <p>*COPE corporate owned, personally enabled</p>	<p>Ob BYOD eingeführt wird oder nicht, hängt von der Ausbildungsverordnung der jeweiligen Berufsfelder ab. Das Projekt zur digitalen Ausstattung der Lehrkräfte ist abgeschlossen.</p>	<p>Die BiVO werden alle fünf Jahre überarbeitet und immer mehr Berufe haben den Schritt zur Digitalisierung des Unterrichts gemacht. Je nach Revisionen müssen sich die Lernenden mit einem digitalen Hilfsmittel ausstatten. Im Lehrvertrag wird festgelegt, wer dieses Werkzeug bezahlt, die lernende Person oder der Lehrbetrieb. Die Lehrkräfte an Berufsschulen sind alle ausgerüstet.</p>

1.1.2 Die gymnasiale Maturität und die übrigen Bildungsgänge der Sekundarstufe II weiterentwickeln

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
BKAD	Revision der gymnasialen Maturität.	Das Inkrafttreten der Revision des Reglements/der Verordnung über die Anerkennung der gymnasialen Maturität der EDK/des SBFJ und des neuen Rahmenlehrplans (RLP) ist nach heutigem Stand für August 2023 geplant. In der Folge müssen der kantonale Studienplan, die Stundentafel, das Reglement über die Gymnasialausbildung und die Aufnahmebedingungen angepasst werden, damit die ersten Abschlüsse nach «neuer Formel» voraussichtlich im Jahr 2030 ausgestellt werden können. Die Weiterbildung der Lehrpersonen muss den Neuerungen, die eingeführt werden, Rechnung tragen.	Die BKAD beauftragte fünf Arbeitsgruppen, die sich aus Lehrpersonen und Schulleitungsmitgliedern zusammensetzten und bereits Zwischenberichte abgeliefert haben. Der Schlussbericht von 2025 wird der Ausgangspunkt für Anträge für Anpassungen sein, die an der gymnasialen Ausbildung vorgenommen werden.

1.1.3 Die Ausbildung des Lehrkörpers unter einem Dach zusammenführen

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
BKAD	Zusammenführung der Lehrpersonenausbildung unter dem institutionellen Dach der Universität (Zusammenführung UNI-PH).	Durch die institutionelle Zusammenführung der Lehrpersonenausbildung unter dem Dach der Universität wird eine umfassende Ausbildungs- und Forschungseinheit mit einem eigenständigen und attraktiven Profil in der Schweizer Universitätslandschaft geschaffen, die Synergien zwischen den verschiedenen Ausbildungseinheiten fördert.	2024 wurden zahlreiche wichtige Etappen gemäss der vorgesehenen Planung zurückgelegt. Im Januar genehmigte der Staatsrat die Statuten der Universität. Die zuständigen Organe genehmigten die Statuten der neuen Fakultät und ihrer Departemente.

1.1.4 Förderung der Beschäftigungsfähigkeit von Erwachsenen

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
VWBD	Organisation und kostenlose Bereitstellung von angemessenen Kursen für Erwachsene.	Bei ausreichender Zahl an Teilnehmenden, Einrichtung von Kursen, die für Erwachsene geeignet sind (Pädagogik, Kurstage und -stunden).	Für bestimmte Berufe (Gesundheits- und Sozialwesen, Logistik) wird die Anerkennung von Bildungsleistungen und der Erfahrung eingeführt. Für die Allgemeinbildung werden Abendkurse organisiert, die sich an Personen richten, die sich nach Art. 32 BBiG ausbilden lassen. In der laufenden Revision des BBiG werden die Herausforderungen in Zusammenhang mit der Anerkennung von Bildungsleistungen berücksichtigt.
BKAD	Information und Beratung für Erwachsene.	Mehrere Informations- und Beratungsleistungen zur beruflichen Orientierung für Erwachsene werden aktualisiert oder neu eingeführt.	Die vom Bund voll finanzierte Dienstleistung Viamia ist ein Erfolg gewesen, mit einer Zufriedenheitsrate von 5,5 von 6 Punkten und einer Weiterempfehlungsrate von 90 %.

1.2 Entwicklung von Innovationsclustern

1.2.1 Schaffung eines günstigen und attraktiven Ökosystems und aktive Bodenpolitik

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
VWBD/ RIMU	<p>a) Führende Positionierung in der Bioökonomie und der Industrie 4.0 durch die Entwicklung von Schnittstellen mit hoher Wertschöpfung.</p> <p>b) Anziehen von Talenten durch die Umsetzung einer Strategie, die das unternehmerische Potenzial der Jugend aufwertet.</p>	<p>a) Entwicklung eigener Strategien einschliesslich Vorzeigeprogrammen (Bauwesen, Bio-Tech und Industrie 4.0).</p> <p>b) Schaffung von Strukturen zur Förderung von Innovation und eines Hauses der Innovation.</p> <p>c) Die Akteurinnen und Akteure in der Wirtschaft werden über verantwortungsvolles Handeln informiert und sensibilisiert. Unternehmen, die verantwortungsvolle Managementpraktiken anwenden, indem sie Menschen- und Arbeitsrechte sowie eine gute Unternehmensführung in ihre Betriebsabläufe und Ziele integrieren, werden aufgewertet und vernetzt.</p>	<p>a) Die Entwicklung des Campus EPFL FR wird mit der Schaffung des neuen Zentrums für nachhaltiges Bauen (CWSC) und dem Bau des SLL-Gebäudes, der für Anfang 2025 geplant ist, fortgesetzt. Verschiedene Grossveranstaltungen (Bioeconomy Forum und BioAlps) haben die Entwicklung der Bioökonomie im Kanton vorangetrieben. Schliesslich wurde in einer Studie die Bedeutung der Biowissenschaften für die Wirtschaft des Kantons bewertet.</p> <p>b) Im Rahmen des Gesetzesentwurfs schreiten die Überlegungen zur Förderung der wirtschaftlichen Entwicklung und Innovation voran.</p> <p>c) Ein Platinn-Workshop sensibilisierte die Freiburger KMU für die neuen EU-Richtlinien zur Nachhaltigkeit. Die relevantesten CSR-Tools für Unternehmen werden strukturiert und prägnant auf den Internetseiten des Staates vorgestellt.</p>

1.2.2 Die Lebensmittelstrategie konkretisieren

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
VWBD/ ILFD	Etablieren des Cluster Food & Nutrition (CFN).	Der CFN koordiniert und sichert die erfolgreiche Umsetzung der geplanten und vorgeschlagenen Aktivitäten im Rahmen der Lebensmittelstrategie und hauptsächlich der Entwicklung der drei thematischen Vorzeigeprogramme. Diese sind Teil eines Ansatzes, der die Ausstrahlung des Kantons, die Schaffung von Wertschöpfung und die Nachhaltigkeit fördert und die Kreislaufwirtschaft bevorzugt.	<p>> Die Umsetzung der Lebensmittelstrategie des Kantons (FreiburgAgri & Food) wurde fortgesetzt, und das Angebot wurde ausgebaut. Vielversprechende neue Projekte konnten unterstützt und neue Dienstleistungen entwickelt werden, die Rückmeldungen und die Bilanz sind sehr positiv.</p> <p>> Schrittweise Erhöhung der Mitgliederzahl des CFN auf 191 Mitglieder.</p>
ILFD	Entwicklung der Sektion Lebensmittel und Ernährung in Grangeneuve.	<p>a) Entwicklung einer Technologiehalle.</p> <p>b) Einrichtung des Kompetenzzentrums für Rohmilch und Bau der neuen Käserei.</p>	<p>a) Ähnliche Anzahl von Aufträgen von Privatunternehmen oder als unterstützende Massnahme der Lebensmittelstrategie (Produktprototypen) wie 2023.</p> <p>b) Im Jahr 2024 wurden mehrere Versuche durchgeführt, und Agroscope ist in die Überlegungen im Zusammenhang mit</p>

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
			der neuen Schulkäserei La Grange Neuve eingebunden. Es fanden Gespräche über um eine Integration über das FRIC (Food Research and Innovation Center) ab 2025 mit der UniFr statt. Synergien bestehen auch mit der Komponente «Verwertung der Biomasse», die von der Lebensmittelstrategie des Kantons unterstützt wird.

1.2.3 Anpassen der Infrastrukturen für die Mathematisch-Naturwissenschaftliche und Medizinische Fakultät und die Rechtswissenschaftliche Fakultät und Positionierung des Adolphe Merkle Instituts (AMI)

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
BKAD	Der Kanton Freiburg setzt seine Politik der Positionierung in der Schweizer Hochschullandschaft fort.	Im Bereich der Universitätsbauten besteht Nachholbedarf. Folgende Projekte sind in dieser Legislaturperiode geplant: > Bau eines neuen Gebäudes für die Mathematisch-Naturwissenschaftliche und Medizinische Fakultät; > Bau des Gebäudes der Rechtswissenschaftlichen Fakultät auf dem Gelände des Thierryturms; > Sanierung des Chemiegebäudes PER10 der Universität Freiburg. Ausserdem ist die Einrichtung eines fünften Lehrstuhls am Adolphe Merkle Institut (AMI) geplant, um das vorhandene Know-how mit neuen Kompetenzen im Bereich der Lebensmitteltechnologie zu verbinden.	Der Grosse Rat bewilligte einen zusätzlichen Studienkredit von 12 Millionen Franken für die notwendigen Studienarbeiten für den Bau des Gebäudes der Rechtswissenschaftlichen Fakultät auf dem Gelände des Thierryturms und einen Verpflichtungskredit von 3,4 Millionen Franken für den Abbruch der bestehenden Gebäude. Der Steuerungsausschuss trat zweimal zusammen Der Staatsrat vergab den Auftrag für den Generalplaner Gebäudetechnik und den Auftrag für den Generalplaner Chemiegebäude PER10. Der Steuerungsausschuss und der Projektausschuss für die Sanierung des Chemiegebäudes PER10 der Universität Freiburg wurden ernannt.

1.2.4 Den Campus Grangeneuve entwickeln

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
RIMU	Der Bund erneuert seine Infrastruktur, um zum Zentrum der nationalen Agrarforschung zu werden.	Anteil Bund: a) Laborgebäude (124 Mio. Franken); b) Restaurant-/Konferenzgebäude; c) Landwirtschaftsbetrieb.	a) Schrittweise Übergabe der Räumlichkeiten ist zwischen Sept. 2025 und Juli 2026 geplant. b) Projekt wird im Herbst 2024 unter der Leitung des BBL ausgeführt. c) Vorprojektleistung (SIA 31) wird im Herbst 2024 abgeschlossen.

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
ILFD	Grangeneuve erneuert seine Infrastrukturen und entwickelt Synergien mit Agroscope, um einen echten Campus zu schaffen und den Ambitionen des Kantons gerecht zu werden, der Schweizer Leader im Lebensmittelbereich zu werden.	<p>Umgesetzte Projekte:</p> <p>a) neuer Kuhstall und Biogasprojekt.</p> <p>Laufende Projekte:</p> <p>b) Renovierung der Grange Neuve;</p> <p>c) Käsekulturen;</p> <p>Projekt auf Standby:</p> <p>d) Lebensmitteltechnologiehalle.</p> <p>Geplante Projekte:</p> <p>e) Umsetzung der Verbindungsstrasse zwischen Grangeneuve und Agroscope bis 2024;</p> <p>f) Gemeinsames Wasser-, Wärme- und Energiemanagement von Grangeneuve und Agroscope;</p> <p>g) Analyse der Synergien zwischen den landwirtschaftlichen Betrieben;</p> <p>h) Räumliche Zusammenlegung der Ämter der ILFD am Standort Grangeneuve.</p>	<p>a) Milchbauernhof (2021) und Biogasanlage (2023) sind in Betrieb.</p> <p>b) Vorentwurf wird im Februar 2024 ausgearbeitet. Standby in Erwartung einer Neudefinition der Rollen und Verantwortlichkeiten (Bauleitung...). Ziel: Verpflichtungskredit Ende 2025.</p> <p>c) Öffentliche Auflage geplant Anfang 2025, Fertigstellung Ende 2027.</p> <p>d) Projekt in Standby – wird 2025 wiederaufgenommen.</p> <p>e) Bau bis Herbst 2025 geplant.</p> <p>f) Gemeinsame Überlegungen zur Verringerung der CO2-Belastung werden angestellt.</p> <p>g) Koordination der praktischen Versuche, die durchgeführt wurden (z. B. in Saint-Aubin mit Pferden oder in Sorens mit Milchkühen).</p> <p>h) Warten auf den Auszug der ESSG.</p>

1.2.5 Eine innovative Landwirtschaft fördern

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
ILFD	Finanzielle Unterstützung, um die Infrastruktur dauerhaft zu erhalten und auszubauen.	<p>a) Unterstützung von landwirtschaftlichen Projekten (Hoch- und Tiefbau) mit Schwerpunkt auf Bewässerungsprojekten.</p> <p>b) Wasserversorgung der Alpen.</p> <p>c) Unterstützung von Käsereiprojekten auch bei raumplanerischen Herausforderungen.</p>	<p>a) Kantonale Bewässerungsstrategie ist in Ausarbeitung. Alle wichtigen Projekte kommen voran, sie werden zwischen den Kantonen (VD, FR und BE) und mit dem Bund koordiniert. 2025 werden ein Aktionsplan für die Projekte von Bodenverbesserungen und ein Plan für die Bereitstellung der nötigen finanziellen Mittel ausgearbeitet.</p> <p>b) Von Agri Fribourg im Auftrag durchgeführte Analyse. Realisierung neuer Infrastrukturen gemäss Budget 2024.</p> <p>c) Schwierigkeiten im Zusammenhang mit der Raumplanung. Halber Subventionssatz für Projekte mit Milch aus der Hügel- und der Bergzone. Ab 2025 Beiträge für die Verarbeitung, Lagerung und Vermarktung in der Talregion (z. B. Käsereien) möglich.</p>

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
ILFD	Nachhaltige Gewährleistung der Lebensmittelsicherheit, des Wohlbefindens und der Gesundheit von Nutztieren. Die Ausbreitung von Tierseuchen kommunizieren, bekämpfen und überwachen LSVW-SANIMA.	<ul style="list-style-type: none"> a) die Qualität der Analysen durch einen leistungsfähigen und anerkannten Analysegerätepark gewährleisten, der regelmässig erneuert und gewartet wird, insbesondere bei der Analyse von Tierseuchen; b) zentraler Lagerraum für das Einsatzmaterial an einem einzigen Standort (derzeit 7 Standorte), für eine bessere Verfügbarkeit und Einsatzfähigkeit der Einsatzgruppe im Tierseuchenfall, in Partnerschaft mit LSVW, SANIMA, Zivilschutz (SJSD), WNA; c) den Ersatz und den Bau der Sammelstelle für tierische Nebenprodukte in Kerzers abschliessen und einen neuen Standort in Romont finden. 	<ul style="list-style-type: none"> a) Anschaffung von zwei schweren Analysemaschinen für 600 000 Franken. b) Eine Lösung wurde fertiggestellt und in direkter Nähe der Partner wurde 2023 ein gemeinsamer Raum für Sanima und LSVW eingerichtet, er bewährte sich 2024. c) ---

1.3 Tourismus, Kultur und Kulturerbe

1.3.1 Einen nachhaltigen Tourismus fördern, der mit der Kultur und dem Kulturerbe verbunden ist

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
VWBD	Neue Strategie für den Freiburger Tourismus mit der Betonung eines nachhaltigen Tourismus und des Kulturerbes, einschliesslich der regionalen Produkte.	Nach der Überprüfung des TG Ende 2021 arbeitet der FTV an einer neuen Strategie zur Entwicklung des Freiburger Tourismus 2023-2030. Ende 2021 wurden bei einem PROtourism-Treffen zum Thema Nachhaltigkeit mehrere Massnahmen eingeleitet, und es werden Aktionen durchgeführt, um diese Ziele zu erreichen.	<p>Strategie: Fortsetzung der Projekte für einen nachhaltigen Tourismus (Entwicklungsstrategie für den Freiburger Tourismus 2023-2030).</p> <p>Mobilität: Mobilitätsplan des Unternehmens mit 6 neuen Massnahmen zur Verbesserung der Pendlermobilität.</p> <p>Barrierefreiheit: Pro Infirmis prüfte über 300 touristische Anziehungspunkte.</p> <p>Fortschritt bei der Massnahme C.2.4 des kantonalen Klimaplans zur Studie «Verbesserung des Empfangs bei den Mobilitätsschnittstellen».</p> <p>Anbieter: Beginn des Projekts «Nachhaltiger Tourismus».</p> <p>Programm: noch nicht die Stufe Swisstainable Destination erhalten, wegen zu wenigen Angemeldeten.</p>

1.3.2 Kultur fördern und den Zugang dazu erleichtern

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
BKAD	Kultur fördern und den Zugang dazu erleichtern.	Die Kulturförderung erfolgt in mehreren Projekten und insbesondere durch die Revision des KAG/KAR, die Lancierung der Impulsprojekte Innovation-Wirtschaft-Kultur-Soziales, die Verstärkung der selektiven Schaffungsförderung in mehreren künstlerischen Bereichen sowie die Unterstützung des kantonalen Netzwerks der öffentlichen Lese- und Schulbibliotheken (Vision 2025) und die Festigung der Beziehungen zwischen dem Freiburger Konservatorium und der Freiburger Schule.	Der Vorentwurf des Gesetzes über die Förderung kultureller Aktivitäten wurde vom 21. Juni bis zum 21. Oktober 2024 in die Vernehmlassung gegeben. 22 Impulsprojekte, welche die Zusammenarbeit zwischen Fachleuten, Freiwilligen und Amateuren und mit dem Tourismus stärken sollen, wurden ausgezeichnet. Die BKAD hat mehrere Regelungen angepasst, mit denen insbesondere eine gerechtere Bezahlung der Kulturschaffenden erreicht werden soll. Seit dem Start der «Vision 2030 für Bibliotheken» wurden 19 Projekte unterstützt, mit denen Kataloge vernetzt und Begegnungs- und Veranstaltungsräume geschaffen werden sollen. Das Büro COFEC hat ein Pilotprojekt zur Schaffung von Kunstprojekten «Small is beautiful» angestossen.

1.3.3 Das bauliche Erbe aufwerten

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
BKAD	ISOS & Baukultur und religiöses Erbe.	Überarbeitung des Verzeichnisses der Orte von nationaler (ISOS), regionaler und lokaler Bedeutung. Entwicklung einer Strategie für Baukultur/cultur du bâti auf kantonaler Ebene. In Zusammenarbeit mit den betroffenen Kreisen die Zukunft des religiösen Erbes voraussehen und lenken. Erstellung eines Verzeichnisses des religiösen Erbes und Aufwertung dieses wichtigen Kulturerbes unseres Kantons.	Die Revision der nationalen Ortsbilder (ISOS) wurde im Glane- und im Greyerzbezirk fortgesetzt, während im Broyebezirk die Revision der regionalen und lokalen Ortsbilder (SCRoL) durchgeführt wurde. Das Projekt zur Erfassung der Archive und beweglichen Kulturgüter der Pfarreien und Kirchgemeinden machte Fortschritte: Von insgesamt 144 Archivbeständen wurden 50 oder 955 Laufmeter identifiziert. 64 Gebäude von insgesamt 261 wurden besucht.

1.3.4 In Infrastruktur investieren: KUB, NHMF, SIC

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
RIMU/ BKAD	Erweiterung der Kantons- und Universitätsbibliothek (KUB) Umzug des Naturhistorischen Museums (NHMF) in das Zeughausquartier	Für die Bevölkerung entsteht eine moderne Bibliothek mit einem Schulungs- und öffentlichen Lesebereich, mit Zugang zu den Beständen des Kulturerbes und mit Angebot verschiedener kultureller Dienstleistungen. Der Empfang der Öffentlichkeit im NHMF und die Aufwertung der Sammlungen werden deutlich verbessert. Gleichzeitig wird es dem Museum ermöglicht, sich	Das Gebäude der KUB ist seit Herbst 2024 im Rohbau fertig. Abbau aller Kräne seit Dezember 2024. Voraussichtliches Ende der Bauarbeiten im Dezember 2025. Die Eröffnung für die Öffentlichkeit ist für Ende August 2026 geplant, zu Semesterbeginn der Universität.

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
	Bau des künftigen interinstitutionellen kantonalen Lagers für Kulturgüter (SIC) in Givisiez.	im Einklang mit den kulturellen, sozialen und ökologischen Veränderungen weiterzuentwickeln. Das Projekt wird es erlauben, die Verwaltung und die Qualität der Lagerung von Kulturgütern für die Kulturinstitutionen des Staates deutlich zu verbessern.	Auf der Baustelle, die im Oktober 2023 begonnen wurde, werden derzeit Rohbauarbeiten ausgeführt. Die Hauptarbeiten 2024 betrafen Abbruch- und Erdarbeiten. Die Eröffnung des Museums für die Öffentlichkeit ist für Herbst 2028 geplant. SIC: geplante Eröffnung der Baustelle voraussichtlich im Frühjahr 2025 nach der auf den 9. Februar angesetzten Volksabstimmung.

1.3.5 Die Kulturbestände digitalisieren

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
SK	Projekt DIGIFONDS.	Ein gemeinsames Projekt aller kultureller Institutionen des Staates wird auf konzertierte Weise unter der Leitung des Staatsarchivs die Bereitstellung zahlreicher Dokumente wie Fotos, Negative, Dias, Pläne, Berichte und Archive in allen Formen in digitalem Format ermöglichen.	Das Projekt musste an die neuen budgetären Realitäten des Kantons angepasst werden. Daher wurde beschlossen, den Teil der Einrichtung einer gemeinsamen Lagerinfrastruktur beizubehalten und sich auf die Ausarbeitung der beiden Standards für den Digitalisierungsprozess und die Vergabe von Metadaten zu konzentrieren. Der Teil der Wahl und der Verwaltung der für das SIC vorgesehenen Ausstattung gehört ebenfalls zum Projektpflichtenheft. Die Frage der Einrichtung einer gemeinsamen Verbreitungsplattform wird in einem zweiten Schritt erneut geprüft.

2.2 Strategische Achse: Gesellschaftlicher Zusammenhalt

2.1 Gesundheitsstrukturen und Gesundheit

2.1.1 Die Entwicklung von Gesundheitsstrukturen unterstützen



Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
GSD	Plätze in Pflegeheimen und sonder- und sozialpädagogischen Institutionen.	Die Anzahl der Plätze in Pflegeheimen und sonder- und sozialpädagogischen Institutionen an den in der Planung ermittelten Bedarf anpassen.	Pflegeheime: Der finanzielle Rahmen ermöglicht es, die Ziele der Planung der Langzeitpflege zu erfüllen. Einige Bauten sind bereits im Gange, aber es gibt eine Verzögerung. Nächste Planungsperiode 2026-2030 (Vernehmlassung Anfang 2025) Sondereinrichtungen: Die in der Planung vorgestellte Anzahl von Plätzen wird eingehalten. Aufgrund der Wartelisten hat sich die Anzahl der Plätze in Freiburg und der Platzierungen ausserhalb stark verändert.

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
			Menschen mit Behinderungen: Die im Planungsbericht vorgesehene Anzahl an Plätzen konnte nicht erreicht werden. Die Situationen in den Einrichtungen werden für Minderjährige und junge Erwachsene immer komplexer, und es fehlen die Mittel, um die sozialpädagogischen Teams zu verstärken. In La Traversée wurden 8 Plätze eröffnet, um den Mangel zu beheben.
GSD	Kritische finanzielle Situation des HFR Gewährleistung der operativen Exzellenz, der Qualität und der Nachhaltigkeit der Einrichtung, wozu insbesondere ein besseres finanzielles Gleichgewicht gehört.	Programm zur Unterstützung des HFR, u. a. durch eine Analyse und ein 3-Phasen-Programm zur Umsetzung der operativen Exzellenz, Bereitstellung von Liquidität, Sanierungsprogramm.	Das HFR muss einen Plan mit Sanierungsmassnahmen festlegen, um ins finanzielle Gleichgewicht zu kommen. Zwischen dem Staat und dem HFR wurde eine Task Force eingerichtet, die den Plan der Sanierungsmassnahmen des HFR technisch und finanziell prüft. Diese TF verfolgt die Umsetzung der finanziellen Auswirkungen der vom HFR getroffenen Entscheidungen und arbeitet punktuell mit einer Arbeitsgruppe zusammen, die von der FIND eingesetzt wurde, um alle finanziellen Verpflichtungen des Staates gegenüber dem HFR zu kontrollieren. Die Delegation des Staatsrats verfolgt die Arbeiten. Das Freiburger Stimmvolk hat die Gewährung eines Darlehens und einer Bürgschaft zugunsten des HFR angenommen. Die Umsetzung ist im Gange.
GSD	Neue Strategie Linéa 2025 und Übernahme der Vermögenswerte durch das HIB.	Strategie Linéa 2025 +, die eine Zusammenlegung der stationären Aktivitäten am Standort Payerne und ein starkes ambulantes Zentrum am Standort Estavayer umfasst. Übernahme der Waadtländer und Freiburger Güter durch das HIB.	Übernahme der Waadtländer und Freiburger Güter durch das HIB wurde verwirklicht.

2.1.2 Förderung der körperlichen und geistigen Gesundheit

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
GSD	Konkretisierung der Strategie Förderung der Gesundheit und Prävention nach den vom Kanton festgelegten Prioritäten.	Programm Ernährung, körperliche Aktivität und psychische Gesundheit. Tabakpräventionsprogramm. Kantonaler Plan gegen den Alkohol.	Alkohol: Start des zweiten kantonalen Aktionsprogramms 2024-2028, das im März 2024 vom Staatsrat genehmigt wurde. Es setzt die bisherigen Bemühungen fort und schlägt gleichzeitig Massnahmen für spezifische Bedürfnisse vor, die in den letzten Jahren deutlich geworden sind, wie z. B. die Prävention im Partymilieu. Sensibilisierungsaktionen (Tabak, Sucht, Verkehrserziehung ...) mit den kantonalen Partnern.

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
			Psychische Gesundheit und Ernährung, körperliche Aktivität: Werbe- und Schulungstätigkeiten für Fachleute und Betagte. Gesundheit in der Schule: Begleitung mehrerer Schulen durch REPER beim Eintritt in das Netzwerk gesunder und nachhaltiger Schulen; Umsetzung von Projekten und Schulung für Schulleitungen.
SJSD	Links zum obigen Programm.	Entwicklung und Unterstützung des freiwilligen Schulsports und der Bewegung für alle (SpA).	Das Angebot an freiwilligem Schulsport wächst an neuen Orten, aber auch in Gemeinden, in denen es bereits Angebote gab, werden diese stark ausgebaut. Wir beobachten einen stetigen Anstieg der Anzahl von Kindern und Jugendlichen, die an freiwilligen Schulsportveranstaltungen und Schulturnieren teilnehmen. Sportlager sind ziemlich stabil. Die Werbung der Sportkoordinatoren bei den Gemeinden wurde zum Jahresende abgeschlossen und das SpA erkundet weiterhin neue Projekte, die sich in der Entwicklung befinden, und arbeitet an ihnen. Gleichzeitig haben andere Projekte wie der mobile Pumptrack und die App «FriActiv» dazu beigetragen, die für die gesamte Bevölkerung zugänglichen Sport- und Freizeitaktivitäten zu diversifizieren.

2.1.3 Rahmenbedingungen für betagte und gefährdete Menschen implementieren

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
GSD		Entwicklung spezifischer Projekte.	Vernehmlassung zum Massnahmenplan 2024-2028 Senior +. Der Staatsrat verlängert den Plan 2016-2020 bis zum 31. Dezember 2025. Die Beträge werden in den nächsten Voranschlags- und Finanzplanverfahren eingereicht, damit der neue Massnahmenplan ab 2026 umgesetzt werden kann. Die Arbeit am neuen Massnahmenplan für Behinderte (2025-2029) wurde auf Eis gelegt. Keine zusätzlichen Mittel für B25.

2.1.4 Gewaltopfern helfen

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
GSD	Anlaufstelle für Gewaltmedizin.	In Zusammenarbeit mit dem HFR und dem CHUV, Einrichtung einer Freiburger Zweigstelle der Einheit für Gewaltmedizin (UMV; Gewaltopferambulanz).	<p>Angesichts der komplizierten Lage der Kantonsfinanzen war es nicht möglich, dem Staatsrat den Machbarkeitsbericht für die Einrichtung einer UMV-Zweigstelle am HFR zu überweisen. Trotz des Bedarfs befindet sich das Projekt im Stand-by-Modus, während die anderen Westschweizer Kantone bei dieser Agenda Fortschritte machen (NE im November und GE im Januar 2025).</p> <p>Mit der Teilrevision des Opferhilfegesetzes (derzeit in der Vernehmlassung) soll sichergestellt werden, dass Opfer von Gewalt, insbesondere von häuslicher oder sexueller Gewalt, Zugang zu spezialisierten und qualitativ hochwertigen forensischen Leistungen haben. Sobald die Revision in Kraft getreten ist, muss Freiburg somit die Vorschriften erfüllen, um diese Leistungen erbringen zu können.</p>
SJSD	Kampf gegen häusliche Gewalt.	<ul style="list-style-type: none"> a) Abteilung für Bedrohungsmanagement (ABM); b) Minderjährige; c) Sittlichkeitsdelikte und Misshandlungen; d) Prävention. 	<ul style="list-style-type: none"> a) Im Jahr 2024 wurden von der Kantonspolizei 650 Situationen häuslicher Gewalt betreut (2023: 580), von denen 153 zu einer Wohnungsverweisung des Täters führten, ~80 % von ihnen nahmen an den drei obligatorischen Gesprächen bei EX-pression teil Betreuung von 283 Dossiers von Risikopersonen (2023: 254), von denen 31 % Situationen häuslicher Gewalt betrafen. Nach einer Testphase mit dem Friedensgericht des Greyerzerbezirks, Einführung der Plattform für den Informationsaustausch in allen Bezirken. Teilnahme am Klausurtag von Frauenhaus Freiburg anlässlich des 40-jährigen Bestehens der Vereins. Fortsetzung der Zusammenarbeit mit EX-pression. b) Keine Änderung. c) Keine Änderung. d) Keine Änderung.

2.1.5 Den Aufbau der Schulgesundheitspflege fortsetzen

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
GSD		Neubewertung der schulärztlichen Strategie.	Zwei Workshops mit Experten wurden durchgeführt, um eine angemessene schulärztliche Strategie vorzuschlagen, mit der die derzeitige Situation verbessert und die angespannte Lage der Staatsfinanzen berücksichtigt werden könnte.

2.2 Jugend, Perspektiven, Prävention und Sport

2.2.1 Umsetzung der nationalen Beratungsstrategie

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
BKAD		Umsetzung der nationalen Beratungsstrategie.	Ein kleinerer Teil der nationalen Strategie wurde mit den zur Verfügung stehenden Mitteln entwickelt.

2.2.2 Jugendlichen in Schwierigkeiten bei der Integration helfen

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
VWBD/ BKAD		Schülerinnen und Schülern mit Schwierigkeiten die bestmögliche Betreuung anbieten, die Früherkennung von Situationen, in denen die Gefahr eines Schulabbruchs besteht, sicherstellen; die Zusammenarbeit zwischen den beteiligten Akteuren intensivieren.	Die KJS setzt ihre Arbeit in diesem Bereich fort und verbessert insbesondere die Beziehungen zwischen den verschiedenen staatlichen Stellen und privaten Einrichtungen. Die Betreuung von Jugendlichen mit Schwierigkeiten ausserhalb der obligatorischen Schule wird verbessert.

2.2.3 Die soziale Betreuung im schulischen Umfeld verstärken

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
BKAD	Schaffung von Stellen für Schulsozialarbeiterinnen und Schulsozialarbeiter an den obligatorischen Schulen von 2022 bis 2024.	Der Staatsrat hat das Konzept vom 12. Januar 2022 für die Umsetzung von Artikel 19 des SchR genehmigt. Die BKAD wird letztlich über 46 VZÄ verfügen, um die Schulsozialarbeit an den obligatorischen Schulen 1H–11H gemäss Auftrag des Grossen Rats vom 6. Oktober 2021 flächendeckend und schrittweise einzuführen.	74 Schulsozialarbeiter/innen (58 französischsprachige und 16 deutschsprachige) sind in den obligatorischen Schulen des Kantons tätig. Ab Januar 2025 werden 3,8 zusätzliche VZÄ eingesetzt.

2.2.4 Jugendliche in Schwierigkeiten und gefährdete Familien begleiten

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
GSD	Plan zur Unterstützung der Jugend.	Ein Paket von 48 Massnahmen zur Unterstützung der Bedürfnisse von Kindern und Jugendlichen, die während und nach der Gesundheitskrise aufgetreten sind und sich verschärft haben. Von diesen Massnahmen wurden 10 als «dringend» definiert und ihre Umsetzung ist de facto zwingend, um dem Auftrag gerecht zu werden. Der Unterstützungsplan erstreckt sich über einen Zeitraum von zwei Jahren, d. h. von 2022 bis 2023.	Eine Evaluierung des Plans zur Unterstützung der Jugend wurde durchgeführt.
SJSD	Kampf gegen Gewalt unter Jugendlichen.	<ul style="list-style-type: none"> a) KRPS, kantonaler Rat für Prävention und Sicherheit (Kantonspolizei, Fachstelle für die Integration der Migrantinnen und Migranten und für Rassismusprävention); b) Observatorium; c) Projekt zur Prävention von Radikalisierung und gewalttätigem Extremismus in der Schule. 	<ul style="list-style-type: none"> a) Partnerschaft TUMULTUM wurde auf Eis gelegt (Stabilisierung der Situation). Sie wurde im Herbst 2024 nach erneuten Gewalttätigkeiten zwischen rivalisierenden Banden (Bulle - Freiburg) reaktiviert. Situation am Jahresende 2024 wieder stabil. b) 1. Phase → abgeschlossen. 2. Phase → Bezeichnung von minderjährigen Ansprechpersonen bei der Gendarmerie. Das Netzwerk wird ab 2025 in Betrieb sein. Derzeit Aufbau des polizeiinternen Netzwerks. c) In der Abschlussphase.
VWBD	Lokale und niederschwellige Hilfen zur sozio-professionellen Eingliederung.	Motivationssemester und Vorbildungen ermöglichen es nicht allen Jugendlichen, eine Ausbildungslösung zu finden. Dieses Projekt zielt auf eine Finanzierung von niederschwelligen und lokalen Massnahmen ab, um ein zweites Paket von flankierenden Massnahmen zu unterstützen.	Die finanziellen Saldi der Jahre 2022-2023 konnten auf die Jahre 2024 und 2025 übertragen werden.

2.2.5 Ein Kompetenzzentrum für Sport und Gesundheit schaffen

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
SJSD	Kompetenzzentrum für Sport und Gesundheit.	Dessen Organisation soll Synergien bei der Suche nach Effizienz im Sportbereich durch einen multidisziplinären und transversalen Ansatz erleichtern, der es ermöglichen soll, sowohl leistungsorientierte Athletinnen und Athleten als auch die Bevölkerung, die eine gesunde und regelmässige Aktivität entwickeln möchte, zu unterstützen.	Das Verfahren und die Diskussionen mit der Stadt Freiburg über die Machbarkeit, die Organisation und die detaillierte Planung des Projekts werden vertieft geführt.

2.3 Familien, gefährdete Personen und Inklusion

2.3.1 Umsetzen der Ergänzungsleistungen für Familien

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
GSD	EL Familien.	Einführung von Ergänzungsleistungen für Familien.	Nachdem die Familien-EL im September 2024 vom Freiburger Volk angenommen wurden, haben die Vorbereitungsarbeiten für ihre Inkraftsetzung begonnen (Familienschalter).

2.3.2 Das Sozialhilfedispositiv verstärken

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
GSD	Reform SHG.	Totalrevision des Sozialhilfegesetzes.	Das neue Sozialhilfegesetz wurde am 9. Oktober 2024 vom Grossen Rat verabschiedet. Dieses neue Gesetz stärkt die territoriale Organisation des Systems, verbessert die Instrumente, die den regionalen Sozialdiensten (RSD) zur Verfügung stehen, konsolidiert die Anwendungsvorschriften und entwickelt eine präventive Politik. Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2026 in Kraft, mit Ausnahme der neuen territorialen Organisation, für deren Umsetzung den Gemeinden eine Frist bis spätestens Ende 2030 eingeräumt wird.
GSD	Unterstützung für gefährdete Personen.	Verstärkte Zusammenarbeit mit Vereinen zur Unterstützung gefährdeter Personen, insbesondere der Lebensmittelbank und Banc public.	Finanzielle Unterstützung für das Pilotprojekt der sozialen Konsultation-Liaison, die von der Caritas Freiburg in allen Bezirken eingesetzt wird. Fortsetzung der Begleitung der Freiburger Lebensmittelbank bei ihrer Einführung am Standort Poya. Unterzeichnung eines neuen Leistungsauftrags mit espacefemmes. Verfassung des Faltblatts zur Hilfe bei einer Trennung für unverheiratete Paare (das Faltblatt für verheiratete Paare wurde 2021 veröffentlicht) in Partnerschaft mit dem Familienbüro.

2.3.3 Das Wohn- und Immobilienobservatorium zu einer festen Einrichtung machen

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
VWBD	Wohn- und Immobilienobservatorium.	Fortführung des Wohn- und Immobilienobservatoriums und Ausweitung der Gemeindebeteiligungen an diesem.	Ein Gesetzesentwurf zur Verabschiedung der gesetzlichen Grundlagen für die Weiterführung der Datenbearbeitung durch das Observatorium wurde im Oktober 2024 in die Vernehmlassung gegeben (Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes über die kantonale Statistik (StatG)). Die endgültige Fassung der Botschaft ist für Anfang 2025 geplant, mit dem Ziel, dass das Gesetz vor dem Sommer 2025 vom Grossen Rat behandelt wird. Alle Partner des Observatoriums sprachen sich bei der Generalversammlung des Vereins des Wohnungs- und Immobilienobservatoriums Mitte Dezember 2024 für dessen Fortführung aus.

2.3.4 Schülerinnen und Schüler mit Behinderungen integrieren und Jugendliche mit besonderem Bildungsbedarf beraten

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
GSD	Verstärkte Massnahmen und Sonderpädagogik in ausserfamiliären Einrichtungen.		Die Massnahme wird mit der Einführung von Art. 11 a FBR für Assistenzpersonen in der ASB seit August 2023 zu 100 % umgesetzt.
BKAD	Integrative Schule.	Erfüllung der gesetzlichen Grundlagen (Gesetz über die Sonderpädagogik, SPG) nach dem Grundsatz, dass integrative Lösungen separativen Lösungen vorzuziehen sind. Schaffung von Unterrichtsbedingungen, die den Bedürfnissen von Schülerinnen und Schülern mit nachgewiesenem besonderem Bildungsbedarf gerecht werden. Bewältigung der Herausforderung, Schülerinnen und Schüler mit Verhaltensauffälligkeiten zu betreuen.	Zunahme der verstärkten Hilfsmassnahmen in der Regelschule. Aber auch Zunahme der Einschulung in sonderpädagogischen Einrichtungen (separative Massnahmen). Entwicklung von drei Schwerpunkten zur Förderung integrativer Lösungen: > Leitfaden zur Erleichterung einer flexiblen Nutzung von Hilfsmassnahmen; > Ermutigung zu Modalitäten des Co-Teaching; > Förderung und Begleitung des Universal Design for Learning (UDL).

2.3.5 Bei Jugendlichen mit einer autistischen Störung frühzeitig eingreifen

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
GSD/ BKAD	Intensive Früherkennung und Frühförderung von Kleinkindern mit Autismus-Spektrum-Störung.	Die intensive Frühintervention bei Kindern mit frühkindlichem Autismus (IFI) muss definiert werden, um eine Betreuung zu ermöglichen, die den Gegebenheiten im Kanton Freiburg entspricht. Fachkräfte, die Kleinkinder mit ASS betreuen sollen, müssen in den Praktiken des vom Kanton definierten Modells geschult werden.	Das FNPG hat die Frühdiagnose mit einer spezialisierten Anlaufstelle mit Fachkräften, die für die Erkennung von Autismus ausgebildet sind, weiterentwickelt. Es beurteilt vorrangig Kinder unter 36 Monaten, damit sie allenfalls in das Programm IFI aufgenommen werden können. Es arbeitete am Aufbau des IFI mit, indem es in verschiedenen Arbeitsgruppen mitwirkte und seit der Eröffnung des Zentrums im August 2023 die medizinische Aufsicht führte. Das IFI-Zentrum betreute fünf Kinder. Zu Beginn des Schuljahres im August 2024 konnten 6 Kinder die 1. Klasse beginnen und die 5 Kinder des ersten Jahrgangs wechselten in die 2. Klasse. Das Personal hat einen CAS in intensiver Frühförderung absolviert. Das ganze Jahr über nahmen die Mitarbeiter an Supervisionen teil, die sich auf die Praktiken des Modells (ESDM) bezogen.

2.3 Strategische Achse: Ökologischer Wandel

3.1 Klimaplan und Erhaltung der natürlichen Ressourcen

3.1.1 Den Klimaplan umsetzen



Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
RIMU	Umsetzung des kantonalen Klimaplans.	Der Staat setzt die 115 Massnahmen des kantonalen Klimaplans schrittweise und bis Ende 2026 um.	2024 begannen 16 neue Massnahmen, womit die Zahl der seit 2021 umgesetzten Massnahmen auf 91 stieg. 6 Massnahmen ruhen und 2 sind abgeschlossen.
ILFD	Aktionsplan für die Anpassung der Wälder an den Klimawandel.	Der Aktionsplan des Amtes für Wald und Natur (WNA) sieht eine adaptive Bewirtschaftung vor, um die Funktionen des Waldes, die für die Tier- und Pflanzenwelt und die Bevölkerung des Kantons Freiburg von zentraler Bedeutung sind, langfristig zu erhalten.	Die Integration und die Unterstützung der Massnahmen werden in den Programmvereinbarungen 2025-28 vorgesehen, allerdings mit einer Kürzung um 10 % im Vergleich zum Zeitraum 2020-24. Die eidgenössische Motion Fässler «Rasche Anpassung an den Klimawandel ist dringend» mit Beiträgen von 70 Millionen Franken (voraussichtlich 560 000 Franken für den Kanton Freiburg) wurde angenommen.

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
ILFD	Resiliente Landwirtschaft.	Mit folgenden Zielen soll eine resiliente Landwirtschaft gefördert werden: a) Treibhausgase (CO ₂ , Ammoniak und Methan) senken; b) Förderung und Begleitung von Pilotprojekten (Agroforstwirtschaft, Futterhecken usw.); c) Begleiten von Betrieben und Unterstützen spezifischer Projekte in der biologischen Landwirtschaft.	a) b) c): Der landwirtschaftliche Teil des Klimaplanes wird mit Projekt «Pooling», das 10 Massnahmen umfasst, umgesetzt. Bei der ersten Ausgabe des mit 80 000 Franken dotierten Klimaplan-Wettbewerbs wurden sechs Betriebe ausgezeichnet, die zwei Jahre lang begleitet werden. In Zusammenarbeit mit AgrolImpact (Durchführung von CO ₂ -Bilanzen in der Landwirtschaft) und AgriFribourg ist die Zertifizierung von 30 Betrieben geplant. Die Bio-Landwirtschaft wird durch Massnahmen des Klimaplanes und mit Mitteln des Voranschlags für die Produktvermarktung unterstützt.

3.1.2 Eine Strategie für den Bodenschutz entwickeln

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
RIMU/ ILFD	Kantonale Strategie für eine nachhaltige Bodennutzung.	Der Staat entwickelt eine Bodenstrategie. In dieser werden mittelfristige Ziele festgelegt und ein Massnahmenkatalog definiert, der insbesondere folgende Massnahmen umfasst: > Kartierung der Böden des Kantons; > Überwachung der Qualität der Böden (Beobachtungsnetz); > Entwicklung von Werkzeugen zur Erhaltung der Ressource Boden bei Siedlungsgestaltungs- und Bauprojekten (Baustellen) und zur Verbesserung der Verwertung der Erdmaterialien; > Ausbildung und Sensibilisierung der beruflichen Kreise (Landwirtschaft, Bau usw.).	Derzeit laufen mehrere Pilotprojekte zur Bodenkartierung. Der Bericht FRIBO (7. Zyklus) wurde veröffentlicht. Die übrigen Massnahmen des Aktionsplans der Bodenstrategie werden fortgesetzt.
ILFD/ RIMU	Erhalt der Produktionsgrundlage unter Berücksichtigung verschiedener Extensivierungsmassnahmen, Sicherung der kantonalen FFF-Quote und Entwicklung eines Verfahrens zur Kompensation des FFF-Verbrauchs.	a) Es muss ein Inventar der landwirtschaftlichen Flächen erstellt werden, die für die verschiedenen ökologischen Massnahmen genutzt werden. b) Die 400 ha VGZ (vereinfachte Güterzusammenlegung) validieren, um auf die für den kantonalen Richtplan notwendige Reserve zu kommen. c) Es muss eine Hinweiskarte der degradierten Böden erstellt werden, um die Anforderungen des Sachplans FFF zu erfüllen (Frist von 3 Jahren). d) Ein Modell einer Börse für FFF muss geprüft werden.	a) Die Flächen und potenziellen Verluste im Zusammenhang mit den verschiedenen etablierten nationalen und kantonalen Ansätzen wurden erfasst. b) Eine zusätzliche Studie ist mit dem Pilotprojekt in Près-vers-Noréaz im Gange, um zu bestätigen, dass die für belastete Böden gemachte Einschätzung mit einer Kartierung gleichwertig ist. c) Für die Erstellung der Karte, die Anfang 2025 veröffentlicht werden soll, wurden etwa 30 Standorte mit belastetem Boden ausgewählt. d) Ein von der RIMU entwickeltes Verfahren zur Kompensation von FFF sollte dem Staatsrat vorgelegt werden.

3.1.3 Die Grundsätze der nachhaltigen Siedlungsgestaltung anwenden

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
RIMU/ VWBD	<p>a) Nachhaltige Siedlungsgestaltung in staatlichen Projekten.</p> <p>b) Antenne Nachhaltige Quartiere.</p> <p>c) Staatliche Immobilienstrategie.</p>	<p>a) Die Grundsätze einer nachhaltigen Siedlungsplanung werden in alle städtebaulichen Entwicklungsprojekte auf Grundstücken integriert, die dem Staat Freiburg gehören oder für die der Staat Freiburg die Überlegungen anstellt.</p> <p>b) Einrichtung einer «Antenne Nachhaltige Quartiere», die Gemeinden, Bauherrschaften und Beauftragte des Baugewerbes aktiv berät und für Fragen der nachhaltigen Siedlungsplanung und des nachhaltigen Bauens sensibilisiert.</p> <p>c) Umsetzung der neuen Immobilienstrategie des Staates, die Schlüsselaspekte der Nachhaltigkeit beinhaltet, insbesondere die Einhaltung des Standards Nachhaltiges Bauen Schweiz (SNBS).</p>	<p>a) ---</p> <p>b) Die Antenne Nachhaltige Quartiere arbeitet in einer Pilotform. Die Gründung eines Vereins ist ab 2025 geplant. Die Vorbereitungsarbeiten dafür wurden erfolgreich abgeschlossen.</p> <p>c) In der Immobilienstrategie des Staates wird die Anwendung des Goldstandards SNBS auf alle neuen Projekte, die sich in Planung befinden, angestrebt, insbesondere FRSA II, La Grange Neuve. Für den Thierryturm wird der Standard Platin angestrebt.</p>

3.1.4 Die Gewässer schützen

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
RIMU/ ILFD	<p>Überwachung der Umsetzung des Sachplans Gewässerbewirtschaftung (SPBG).</p>	<p>a) Schutz der Wasserressourcen und ihrer Qualität (Oberflächen- und Grundwasser, einschliesslich Trinkwasser).</p> <p>b) Massnahmen des kantonalen PSM-Aktionsplans, die sich ab 2022 in der Umsetzung befinden, und Begleitung der Entscheide des Bundes im Zusammenhang mit der Parl. Initiative. 19.475 ab 2023.</p>	<p>a) Die im Jahr 2023 angegebenen Massnahmen werden fortgesetzt. Besonders zu beachten im Jahr 2024: die Einweihung der ersten ARA des Kantons, die Mikroverunreinigungen behandelt (Ecublens), die Lösung von Fällen chronischer Verunreinigung (Diron, Sodbach, ...) und die Fertigstellung des STWI im Hinblick auf seine Validierung durch den Staatsrat.</p> <p>b) Der Zwischenbericht für die Jahre 2022 und 2023 wurde im Frühjahr 2024 veröffentlicht. Die Landwirte wirken zunehmend mit. Die Sensibilisierung der Privatpersonen / Gemeinden und der Gartenbaubetriebe ist schwierig, da es nur eine «freiwillige Basis» gibt. Die Reduzierung des Düngemiteleinsatzes (N und P) ist eine Herausforderung, insbesondere wenn Ertrags- und Qualitätsverluste vermieden werden sollen. Projekte nach Art. 62a werden derzeit überarbeitet, da das BLW diese Projekte dauerhaft etablieren will. In Ausarbeitung mit dem AfU.</p>

3.1.5 Biodiversitätsstrategie umsetzen

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
ILFD	Kantonale Biodiversitätsstrategie: Genehmigung und Umsetzung, insbesondere der ökologischen Infrastruktur.	Die Biodiversitätsstrategie legt die kantonale Politik zur Erhaltung und Förderung der Biodiversität im Kanton fest. Die Umsetzung der ökologischen Infrastruktur (ÖI) ist eine der Massnahmen der kantonalen Biodiversitätsstrategie, die jedoch aufgrund ihrer Bedeutung einer besonderen Erwähnung bedarf.	Die Umsetzung begann bereits Anfang 2023 mit mehreren Massnahmen und Projekten, darunter der Start des Projekts zur Umsetzung einer ökologischen Infrastruktur. Der <i>Begleitbericht zur ÖI-Planung</i> , der die aktuelle ökologische Infrastruktur im Kanton aufzeigt und Wege zu ihrer Umsetzung vorschlägt, wurde im Winter 2024-25 in die interne Vernehmlassung gegeben und wird im Mai 2025 an das BAFU weitergeleitet.

3.1.6 Eine Roadmap für die Kreislaufwirtschaft festlegen

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
VWBD/ RIMU	Roadmap für die Kreislaufwirtschaft.	<p>a) Es wird eine Roadmap für die Kreislaufwirtschaft mit Massnahmen zur Schaffung günstiger Rahmenbedingungen für eine produktivitätssteigernde Kreislaufwirtschaft erarbeitet.</p> <p>b) Massnahmen zur Förderung der Kreislaufwirtschaft werden im Rahmen der Arbeiten zur Überarbeitung der Abfallplanung und des Gesetzes vom 13. November 1996 über die Abfallbewirtschaftung (ABG; SGF 810.2) ergriffen.</p>	<p>Eine wissenschaftliche Mitarbeiterin (50 %) begleitet die Umsetzung der Roadmap für die Kreislaufwirtschaft.</p> <p>Die Ausbildung von Ingenieuren und Architekten in kreislauforientiertem Bauen wird mit einem von der HES-SO lancierten CAS in zirkulärem Bauen verstärkt.</p> <p>Die Revision des kantonalen Abfallbewirtschaftungsplans (ABP) und des kantonalen Gesetzes (ABG) schreitet voran.</p> <p>Der Kanton wird in das EU-Projekt Circular Rural Region aufgenommen und verstärkt damit seine internationale Sichtbarkeit.</p> <p>Projekte der kreislauforientierten Bioökonomie werden über Freiburg Agri & Food entwickelt.</p> <p>Eine Schulung beim HBA verbreitete die Prinzipien der Kreislaufwirtschaft für das Gebäudemanagement.</p>

3.2 Energiewende

3.2.1 Förderung der Gebäuderenovationen

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
VWBD	Verstetigung des Kompetenzzentrums für Gebäudesanierung und des Gebäudeprogramms.	a) Das Kompetenzzentrum soll die Renovierung von Gebäuden beschleunigen und gleichzeitig die Qualität und Nachhaltigkeit der Praktiken erhöhen. Es muss sich als Ansprechpartner für Hausbesitzerinnen und Hausbesitzer und Fachleute, die in diesem Bereich tätig sind, etablieren. b) Finanzhilfen zur Förderung einer rationellen Energienutzung und des Einsatzes erneuerbarer Energien.	a) Der Verein des KGS wurde aufgelöst. Seine Aktivitäten konnten aber von verschiedenen Organisationen übernommen werden. b) Der Erfolg des Gebäudeprogramms hält an, auch wenn ein leichter Rückgang der Anträge zu verzeichnen war. Ein Impulsprogramm des Bundes, das von den Kantonen umgesetzt wird, wird es ab 2025 ergänzen.
RIMU	Schrittweise Sanierung des staatlichen Immobilienbestands.	Sanierung im Rahmen von Renovierungsarbeiten und Anpassung an neue Normen, um den Immobilienwert der Staatsgebäude zu erhalten und eine Verwaltungspolitik zu betreiben, die der nachhaltigen Entwicklung und den geltenden Normen entspricht.	Die Arbeiten zur Vorbereitung der Botschaft wurden fortgesetzt, insbesondere die Bestandsaufnahme der betroffenen Bauwerke. Es ist geplant, dass die Botschaft im Jahr 2025 zunächst vom SR und dann vom GR validiert wird.

3.2.2 Erzeugung von erneuerbarer Energie

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
VWBD	a) Photovoltaik Strategie, Information und Sensibilisierung. b) Aus- und Weiterbildung (Energie-FR).	a) Stromerzeugung aus Fotovoltaikanlagen. Informationsabende über Photovoltaik für die Freiburger Bevölkerung und Fachleute in Zusammenarbeit mit den Freiburger Gemeinden. b) Weiterbildung im Bereich Energie: Energie-FR ist das kantonale Weiterbildungsprogramm im Bereich der erneuerbaren Energien und der Energieeffizienz.	a) Die Photovoltaik Strategie wird konkreter. b) Das Programm Energie-FR erscheint als zentrales Element der Weiterbildung im Energiebereich.

3.3 Nachhaltige Mobilität

3.3.1 Das Angebot des öffentlichen Verkehrs erhöhen

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
RIMU	Ausbau des ÖV-Angebots.	Es geht um den weiteren Ausbau des RER Fribourg Freiburg und des Busangebots einschliesslich des Freizeitverkehrs, aber auch um die Erarbeitung einer Bahnstrategie 2050 und Konkretisierung der Busstrategie.	Planungsarbeiten und Umsetzung des Fahrplans 2025, der im Grossteil des Kantons erhebliche Änderungen mit sich bringt: > Nahverkehrslinie in Romont ; > Veröffentlichung der Vision Bahn 2050+;

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
RIMU	Einrichtung eines Transportsystems mit grosser Kapazität.	Die TPF vertiefen im Auftrag der RIMU die Opportunitätsstudie von 2021, in der die Vertiefung der Varianten Tram und BHNS (Bus mit hohem Bedienungsniveau) empfohlen wurde.	<p>> Auftrag an Studienbüro für kantonalen Plan des öffentlichen Verkehrs.</p> <p>Die TPF und der Staat Freiburg haben eine Vereinbarung für die Vorstudie Bus mit hohem Bedienungsniveau (BHNS)/Tram in der Agglo Freiburg unterzeichnet. Da bei den TPF im Sommer und Herbst 2024 nur begrenzte Ressourcen zur Verfügung stehen, werden die Arbeiten im Jahr 2025 beginnen.</p>

3.3.2 Radwegnetz ausbauen, um das Radfahren zu fördern

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
RIMU	Realisierung von Velowegen.	Der Ausbau des Velowegnetzes erfolgt durch fahrradspezifische Projekte oder durch Strassenausbauprojekte oder bei der baulichen Instandhaltung.	<p>Mehrere Abschnitte von Radwegen sind Gegenstand von Vorstudien, die vom Team Vélo durchgeführt werden. Das Projekt zur Einrichtung eines Velowegs zwischen Grangeneuve und Agroscope wurde genehmigt. Die Arbeiten an den neuen Radstreifen zwischen Corbières und Villarvolard werden derzeit ausgeführt. Der Radstreifen auf der Strasse zwischen Broc und La Tour-de-Trême konnte markiert werden, nachdem die TPF ihre Leitplanke verschoben hatten.</p>

3.3.3 Multimodale Plattformen schaffen und verbessern

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
RIMU	Park-and-Ride-Anlagen: Preisgestaltung, Planung und Finanzierung.	Mandat, um die Tarife für Park-and-Ride-Anlagen auf der Grundlage ihres Standorts festzulegen und zu vereinheitlichen. In einer zweiten Phase werden die Standorte der Park-and-Ride-Anlagen von kantonalen Bedeutung festgelegt und der Sachplan Park-and-Ride überarbeitet.	Die Studien über die Preisgestaltung und die Park-and-Ride-Anlagen von kantonalen Bedeutung sind im Gange, ihre Umsetzung in einem Sachplan für das multimodale Angebot wird 2025 vorgeschlagen. Durch eine Koordination mit den Nachbarkantonen sollten die Zugangsbedingungen zu Park-and-Ride harmonisiert werden.
RIMU	Studie zur Elektromobilität.	Im Rahmen des Klimaplanes wird eine Studie zur Elektromobilität durchgeführt, um eine Bestandsaufnahme zu machen und Massnahmen zur Förderung der Elektromobilität festzulegen. Sie dient eventuell dazu, eine Strategie, einen Sachplan oder ein Konzept zu erstellen.	Ein Entwurf für einen Aktionsplan wurde 2024 erstellt und wird derzeit fertiggestellt. Er greift einige Massnahmen auf, die in der 2023 durchgeführten Studie zur Elektromobilität im Kanton Freiburg vorgeschlagen wurden.

3.3.4 Die Mobilitätsstrategie für das Staatspersonal umsetzen

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
RIMU	Entwicklung eines Rahmen-Mobilitätsplans für den Staat.	Einführung einer Mobilitätsstrategie, welche die die Organisation von Arbeitsplätzen, die Verwaltung der staatlichen Parkplätze und die Dienstreisen der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter umfasst.	War Gegenstand eingehender Überlegungen, die verschiedene Möglichkeiten aufzeigten und zu einem besseren Verständnis der Bedürfnisse und Herausforderungen führten. Diese Elemente bilden eine solide Grundlage für die nächsten Umsetzungsschritte, die Teil einer umfassenden und kohärenten Vision für nachhaltige Mobilität sein werden. Es ist jedoch anzumerken, dass der Fortschritt des Projekts durch den Mangel an verfügbaren Ressourcen verlangsamt wird.

3.3.5 Mobilitätsdaten sammeln und auswerten

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
RIMU	Sammeln und Analysieren von Mobilitätsdaten.	Dabei geht es darum: <ul style="list-style-type: none"> > die Entwicklung eines Verkehrsmodells für das gesamte kantonale Territorium zu ermöglichen; > die Optimierung der Verkehrszählungen (Ausbau des bestehenden Messstellennetzes des Strassenverkehrs und neue LV- Messstellen sicherzustellen; > neue Geodaten zum Thema «Mobilität» auf dem Kartenportal hinzuzufügen. 	Verkehrszählungen: die Anzahl der Kameras beläuft sich nun auf 20. Dank ihnen verfügt der Staat über Verkehrsdaten in Echtzeit und eine multimodale Darstellung des Verkehrs auf unseren Strassen, einschliesslich des Radverkehrs. Bestehende Dashboards werden täglich aktualisiert und neue sind entstanden, wie z. B. das Dashboard zu Mountainbike-Daten oder Daten von Kameras. Die Geodaten zum Thema «Mobilität», die auf den Online-Karten des Kantons eingesehen werden können, werden laufend aktualisiert.

2.4 Katalysator: Governance

4. Regionale Governance und Zweisprachigkeit

4.1.1 Die Organisation der Gemeinwesen modernisieren



Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
ILFD	Governance der Regionen.	Reform der Governance der Regionen – Beitrag zur allgemeinen Überarbeitung des Kapitels des GG über die interkommunale Zusammenarbeit.	Nach den sieben öffentlichen Abendveranstaltungen, die 2023 in den Bezirken stattfanden, wurde diese Thematik in die Totalrevision des Gemeindegesetzes aufgenommen.

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
ILFD	Politische Rechte.	Revision des Gesetzes über die bürgerlichen Rechte (PRG).	Gemäss dem vom Staatsrat unterstützten Antrag des Grossen Rates wurde ein neuer Vorentwurf für ein Gesetz über Wahlen nach dem Majorzsystem ausgearbeitet und 2024 in die öffentliche Vernehmlassung gegeben. Der Gesetzesentwurf soll Anfang 2025 dem Grossen Rat überwiesen werden. Im Falle einer Annahme durch das Parlament sollte dem Zeitplan für die Umsetzung besondere Aufmerksamkeit geschenkt werden, um die Zuverlässigkeit und Stabilität des Systems zu gewährleisten.

4.1.2 Die Gesetzgebung über die Gemeinden revidieren

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
ILFD	Revision des Gesetzes über die Gemeinden.	Totalrevision des Gesetzes über die Gemeinden.	Ein erster Vorentwurf des Gesetzes wurde bei den Partnern der Projektorganisation in eine begrenzte Vernehmlassung gegeben, um die gewählten Optionen zu festigen. Der endgültige Vorentwurf soll im ersten Quartal 2025 in die öffentliche Vernehmlassung gehen, mit dem Ziel, den Gesetzesentwurf Ende 2025 dem Grossen Rat zu überweisen.

4.1.3 Die Infrastruktur im Zusammenhang mit Arbeitslosigkeit optimieren

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
VWBD	Modernisierung der Betreuungseinrichtungen für Arbeitssuchende.	Das Projekt besteht aus einer umfassenden Überprüfung der Grundlagen, die mit einer effizienten Verwaltung der Arbeitslosigkeit sowohl bei der Infrastruktur als auch bei den Leistungen in Übereinstimmung mit dem AVIG verbunden sind.	Die Absicht ist, einen bürgernahen Service aufrechtzuerhalten, ohne sich auf den Begriff des geografischen Standorts zu konzentrieren. Unter bürgernaher Dienstleistung versteht man einen erleichterten Zugang zu den Leistungen der RAV. Die zunehmende Nutzung digitaler Hilfsmittel und die sich bietenden Möglichkeiten bei Räumlichkeiten und Arbeitsorganisation werden die Zukunft der verschiedenen RAV-Zweigstellen bestimmen. Dieses Konzept entspricht auch dem Wunsch, den Verwaltungsalltag der Bürgerinnen und Bürger zu vereinfachen, deren Gewohnheiten sich mit den Vorteilen, welche die digitale Innovation bietet, verändert haben.

4.1.4 Ein integratives Modell der Krisenbewältigung einführen

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
SJSD/ GSD	Governance und Führung von sicherheitsrelevanten Funktionen.	<ul style="list-style-type: none"> a) Totalrevision des Gesetzes über den Bevölkerungsschutz (BevSG). b) Umsetzung der Freiburger Einsatz-, Führungs- und Alarmzentrale (CECAF). c) Konkretisierung des Beschlusses zur Aufstockung des Polizeipersonals (MOMENTUM) durch die Schaffung von Funktionen für wachhabende Unteroffiziere und Abschluss der Vereinbarungen über die Zusammenarbeit zwischen den Partnerinnen und Partnern. 	<ul style="list-style-type: none"> a) --- b) --- c) Die Umsetzung des Projekts MOMENTUM wurde fortgesetzt, wobei insbesondere einige zivile Funktionen in eine Hilfsfunktion überführt wurden, d. h. PSA und SBGP, insbesondere bei der EAZ und bei den Informatikern, die dem CYBER-Kommissariat zugewiesen wurden. Infolge des Transfers dieser Personen wurden der SJSD 2,8 VZÄ zugewiesen. Für die verbleibenden 7 Stellen wurden einige Einheiten verstärkt (KomA, ABM, IKZ, JurE, HR/Ausb). Es wurde beschlossen, die Umsetzung von MOMENTUM zu verlangsamen und die Polizeischulen 2024, 2025 und 2026 zu verkleinern. Das Ziel bleibt bei 615 VZÄ.

4.1.5 Eine Gesetzgebung zu den Amtssprachen schaffen

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
ILFD	Gesetz über die Sprachen.	Entwurf eines Gesetzes über die Sprachen [Arbeitstitel].	Ein Gesetzesvorentwurf wurde vor der für Anfang 2025 geplanten öffentlichen Vernehmlassung in die interne Vernehmlassung gegeben.

4.1.6 Systematisch Immersionsprojekte in der Partnersprache anbieten

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
BKAD	Systematisch Immersionsprojekte in der Partnersprache anbieten.	<ul style="list-style-type: none"> a) Intensivierung der Austauschaktivitäten in der Partnersprache im 3. Zyklus. b) Immersionsunterricht in der Partnersprache im 1. und 2. Zyklus und im 3. Zyklus. Förderung zweisprachiger Bildungsgänge – Analyse. c) Förderung und Unterstützung der Durchführung von Unterrichtssequenzen in der Partnersprache an den Bildungsinstitutionen. 	Nach einer dreijährigen Pilotphase werden die zweisprachigen Klassen 1-2H an der Schule Freiburg – Vignettaz dauerhaft geführt. Eine Arbeitsgruppe untersucht die Möglichkeit, zweisprachige Klassen in 3H-8H einzurichten. Die Immersionsprojekte in den Klassen 1H-11H des Kantons werden nach den vorgeschlagenen Modalitäten fortgesetzt.

2.5 Katalysator: Digitalisierung

5. Virtueller Schalter, Digitalisierung und digitale Sicherheit

5.1.1 Den virtuellen Schalter einrichten



Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
SK/ Alle Direktionen	Die Online-Bereitstellung staatlicher Leistungen fortsetzen.	Der virtuelle Schalter ist die Spitze des Eisbergs eines umfassenden Programms zur Digitalisierung der Leistungen und der Funktionsweise des Staates. Dieses Programm, das in der letzten Legislaturperiode strategisch initiiert wurde, wird weit über die aktuelle Legislaturperiode hinaus fortgesetzt.	Mehr als 125 000 Benutzerinnen und Benutzer und 830 anerkannte juristische Personen oder Organisationen nutzen die Leistungen des virtuellen Schalters. Es gibt 45 kantonale und kommunale Leistungen für die Bevölkerung. Für die drei hinzugefügten kommunalen Leistungen wurde ebenfalls eine Konfigurationsschnittstelle erstellt, um die Gemeindeautonomie zu gewährleisten. Mit der Identifizierung durch die nicht gespeicherte AHVN gibt es nun 12 Basisdienstleistungen. Der auf Anregung des Kantons geschaffene Standard eCH-0258 eINT wird die Kosten für die Integration von Fachlösungen in den virtuellen Schalter senken.
SK/ Alle Direktionen	Programm DIGI-FR.	2021 hat der Staat mit dem FGV eine Vereinbarung über die gemeinsame Umsetzung des Programms DIGI-FR unterzeichnet, dessen Ziel es ist, die Kräfte zu bündeln, um die Bereitstellung von öffentlichen Online-Leistungen für die Freiburger Bevölkerung zu beschleunigen und zu vereinheitlichen. Die Vereinbarung dient als Grundlage für die Entwicklung der Zusammenarbeit.	Die technischen Voraussetzungen sind abgeschlossen und eröffnen allen Gemeinden den Zugang zu den Fachanwendungen, die nötig sind, um über den virtuellen Schalter Dienstleistungen anzubieten (Projekt Onboarding). Im Jahr 2024 wurden über den virtuellen Schalter, der nun alle Gemeinden des Kantons einbezieht, fast 14 000 Anfragen bearbeitet. Die Dienstleistungen der Einwohnerkontrolle wurden fast flächendeckend eingeführt. Gleichzeitig bereitet der FGV in Vorbereitung auf das Ende der Vereinbarung DIGI-FR sein Modell zur eigenständigen Verwaltung der digitalen Dienstleistungen vor. Wie in der genannten Vereinbarung vorgesehen wird, wurde dem Staatsrat ein Zwischenbericht übermittelt.
SK/ Alle Direktionen	Kantonales Bezugssystem.	Das kantonale Bezugssystem ist eine IT-Plattform, die es ermöglicht, die Daten von Personen und Unternehmen, die mit den Behörden interagieren, zentral zu verwalten. Es liefert qualifizierte, kontrollierte und standardisierte Daten. Es ist eine unabdingbare Unterstützung für die Digitalisierungsprozesse in der Verwaltung. Eine neue fachliche und technische Governance wird eingeführt, um den gestiegenen Anforderungen an die Einhaltung von Vorschriften und die	Erstellung und Test der Basisversion des Bezugssystems für Unternehmen und Anstalten Ende 2024. Korrekturen sind im Gang. Umsetzung einer Drittwartung für Anwendungen und der transversalen ständigen Organisation mit dem Amt für Statistik und Daten (starke Beteiligung des SDA). Vernehmlassung zu den endgültigen gesetzlichen Grundlagen (Revision E-GovG) im

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
		Standardisierung im Rahmen des Austauschs von Personendaten gerecht zu werden.	Juni, Bearbeitung läuft. Migration SAP/4HANA: Arbeiten, die es ermöglichen, im Bezugssystem nach Personen, die nicht im Register sind, zu suchen und diese zu identifizieren. Bestehende eGov-Mechanismen für Dienstleistungen der KSTV, welche die Identifikation über die AHVN des Bezugssystems für natürliche Personen verwenden. Programm zur Anpassung der Register, das sich künftig auch auf Unternehmen bezieht, wird verlängert bis 2027.
SJSD	VisioPol.	Bereitstellung einer privilegierten Videokonferenz für die Bürgerinnen und Bürger, um polizeiliche Leistungen aus der Ferne in Anspruch nehmen zu können (Strafanzeige, Verlust eines Ausweisdokumentes, Beratung usw.).	Voll funktionsfähiges Tool. Vorschlag, diesen Punkt zu streichen.

5.1.2 Gewährleistung der Informationssicherheit und Umgang mit dem Altern der Informatikmittel

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
SJSD	Schaffung einer gesetzlichen Grundlage für das Management der Informationssicherheit im Staat.	Entwurf eines Reglements über die Informationssicherheit (ISR) mit der Schaffung einer Organisation, die sich der Informationssicherheit widmet (Beauftragte/r) Ausarbeitung einer allgemeinen Informationssicherheitspolitik als Governance-Instrument der Staatsführung im digitalen Zeitalter.	Im GS-SJSD wurde die Stelle des Delegierten für Informationssicherheit und in einigen Direktionen des Staates die ersten Stellen für Ansprechpersonen geschaffen. Die Arbeiten am Gesetz über die Informationssicherheit haben begonnen und der Vorentwurf kann im Laufe des Jahres 2025 in die Vernehmlassung gegeben werden.
FIND/ Alle Direktionen	Beherrschung der Alterung und Modernisierung von Schlüsselanwendungen.	<p>a) Derzeit verfügt der Staat über 424 Softwareprogramme, von denen 60 % von Alterung betroffen sind. Das Ziel des Projekts ist zum einen die Kontrolle der Alterung des Softwarebestands, um die in den letzten Jahren entstandenen Verzögerungen aufzuholen, und zum anderen die Verwaltung des Lebenszyklus der Anwendungen, um zu verhindern, dass der Staat erneut eine Veralterungsschuld aufbaut.</p> <p>b) Neben der Eindämmung der Alterung wird dem Staat durch die SAP-Transformation ein neues, modernes Finanzverwaltungsinstrument an die Hand gegeben.</p> <p>c) Durch die Kontrolle der Alterung strebt die Kantonale Steuerverwaltung auch die Modernisierung ihrer Anwendungen an, um den Bürgerinnen und Bürgern moderne und innovative Leistungen anbieten zu können.</p>	<p>Start des Programms zur Behebung der Veralterung der IT (ELAN) im März 2024, JD2, das im September 2024 validiert wurde, drei laufende Projekte, darunter Transversal Services (Zielarchitektur).</p> <p>Ablauf des Programms: Phase 1 (2025 -2026): Durchführung von vier systemischen Projekten: > Digitalisierung der Blaulichtorganisationen: Vergabe bis Ende 2024, Fertigstellung von Los 1 für Ende 2025 geplant. > Neugestaltung des Steuerregisters: RFI im Januar 2025, Ausschreibung und Vergabe bis Ende 2025 abgeschlossen. > Kern HR: Vorstudie bis Q1 2025, um SAP zu validieren, Ausschreibung bis Ende 2025 vergeben. Phase 2 (ab 2027): industrialisierung der Projekte für die begünstigten Ämter</p>

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
			<p>Projekte im Zusammenhang mit Veralterung: 16 von 19 Projekten abgeschlossen, 48 Projekte müssen noch lanciert werden.</p> <p>Spezifische Projekte: Parinfo: Produktivsetzung von Los 2 für 2025 geplant; Querschnittsleistungen: Beginn im Dezember 2024, Definition der Zielarchitektur zu definieren und Vorbereitung der Industrialisierung (Phase 2).</p>

5.1.3 Daten zur Verfügung stellen

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
FIND/ Alle Direktionen	Geoportal.	Das Kartenportal (map.geo.fr.ch) und das Geoportal (geo.fr.ch) stellen zwei wichtige Werkzeuge der freiburgischen digitalen Verwaltung dar. Sie garantieren den Zugriff auf über 400 frei zugänglichen Geobasisdaten und deren Verbreitung für mehr als tausend Benutzerinnen und Benutzer im Alltag. Um die Aufrechterhaltung dieser Leistungen auf hohem Niveau zu gewährleisten und den innovativen Charakter des Kantons Freiburg zu stärken, ist die Migration des Kartenportals und seiner Schwesteranwendungen geplant.	<p>Kartenportal: Im Berichtsjahr stand die Einrichtung der neuen Infrastruktur mit der Entwicklung einer leistungsfähigeren Suchlösung im Zentrum.</p> <p>Die Einführung des neuen Kartenportals ist für den Beginn des Jahres 2025 geplant.</p> <p>29 weitere Schwesteranwendungen müssen ebenfalls migriert werden. Die begonnenen Arbeiten werden in den Jahren 2025 und 2026 fortgesetzt:</p> <ul style="list-style-type: none"> > 11 werden Gegenstand eines Migrationsmandats sein, das an einen externen Partner vergeben und vom GeoA gesteuert wird; > 2 werden Gegenstand eines Migrationsmandats sein, das an einen externen Partner vergeben und vom WNA gesteuert wird; > 1, die vom BRPA und vom AfU verwendet wird, wird durch eine andere Lösung ersetzt, die aus einer interkantonalen Partnerschaft hervorgeht; > 8 werden migriert oder durch intern entwickelte Lösungen ersetzt (NB: für 3 davon wurde die Arbeit bereits erledigt); > 7 Anwendungen werden eingestellt, die meisten werden durch andere Formen der Veröffentlichung ersetzt.
VWBD	Open Government Data (OGD)	Die Plattform opendata.de.ch ist ein zentrales Werkzeug für die Verbreitung von Daten nach den Prinzipien von Open Government Data (OGD). Mit ihr soll der Zugang zu Informationen demokratisieren werden, indem Verwaltungsdaten der Öffentlichkeit und der Verwaltung auf effiziente, aktuelle und benutzerfreundliche	> Start: Die Plattform ging im Januar 2024 online und wird vom Kompetenzzentrum OGD (KZ-OGD) des Amts für Statistik und Daten (SDA) verwaltet. Mit diesem Start konnten die wichtigsten Daten, die in diesem Amt verfügbar sind, in einem neuen Format und einer neuen Struktur verbreitet werden.

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
		Weise zugänglich gemacht werden. Dieses zentrale Portal fördert eine informierte Entscheidungsfindung und trägt zur institutionellen Transparenz bei.	<ul style="list-style-type: none"> > Ziel: schrittweise andere freiwillige Ämter integrieren. Diese sind für die Qualität der veröffentlichten Daten selbst verantwortlich. > Realisierungen: 76 veröffentlichte Datensätze, einschliesslich dynamischer Grafiken. Erstellung von interaktiven <i>Dashboards</i>, insbesondere für Statistiken von Bezirken und Gemeinden, um die Daten aufzuwerten und ihre Nutzung zu erleichtern. > Laufende damit verbundene Zusammenarbeiten: gemeinsames Projekt mit dem ITA zur Entwicklung interner Dashboards (Business Intelligence) über das Statistikprojekt BW/4HANA. > Erwartete Auswirkungen: ein besseres Verständnis der Daten für eine umfassende und strukturierte Sicht der kantonalen Verwaltung.

5.1.4 Die Cybersicherheit fördern

Direktionen	Projekt - Ziel	Beschreibung	Stand am 31.12.2024
SJSD	Verstärkte Ausbildung, Prävention, Förderung von bewährten Praktiken und Bekämpfung der Cyberkriminalität.	<ul style="list-style-type: none"> a) Aspekte Polizei und Memento. b) Erziehung zu digitaler Hygiene und Sicherheit. 	<ul style="list-style-type: none"> a) Start einer Sensibilisierungskampagne zur Informationssicherheit mit: anonymem Quiz, Phishing-Simulationsübungen, Online-Kursen. b) Die Kantonspolizei wurde von der BKAD nicht angesprochen. In diesem Punkt hat sich daher nichts getan.

3 Die Freiburger Wirtschaft in ihrem konjunkturellen Umfeld

3.1 Internationales Umfeld

Im Jahr 2024 verzeichnete die Weltwirtschaft ein Wachstum des Bruttoinlandsprodukts (BIP) von 3,20 %, was etwa dem Vorjahresniveau entspricht.¹ Dieses stabile und moderate Weltwirtschaftswachstum täuscht darüber hinweg, dass die regionalen Dynamiken in der Tat sehr unterschiedlich ausfielen, während die Inflation abnahm, was ein Zeichen für eine gewisse Widerstandsfähigkeit der Wirtschaftsstrukturen ist. Dies ist bemerkenswert, da der geopolitische Kontext im Jahr 2024 und namentlich die Konflikte in der Ukraine und im Nahen Osten sowie die Handelsspannungen, welche die potenziellen Gewinne der Globalisierung und des Freihandels bedrohen, die Wirtschaftstätigkeit belasteten. Mit Blick auf die regionalen Blöcke war die Eurozone durch ein eher schwaches Wirtschaftswachstum gekennzeichnet. Demgegenüber blieb die Wirtschaftstätigkeit in den Vereinigten Staaten robust, während die chinesische Wirtschaft mit eigenen Problemen konfrontiert war. Die Tatsache, dass das Wirtschaftswachstum das Jahr hindurch stabil blieb, obwohl die Schwierigkeiten immer grösser zu werden schienen, ist auch darauf zurückzuführen, dass es durch eine Gesamtnachfrage gestützt wurde, die auf einer zunehmenden öffentlichen und privaten Verschuldung basiert.

In der Eurozone fiel das Wirtschaftswachstum im Jahr 2024 mit 0,80 % bescheiden aus. In der zweiten Jahreshälfte war jedoch eine leichte Beschleunigung zu verzeichnen, die unter anderem durch eine Lockerung der Geldpolitik der Europäischen Zentralbank angetrieben wurde, die namentlich ihre Leitzinsen senkte (was die Kreditaufnahme verbilligt). Diese Zinssenkungen wurden durch den Rückgang der Inflation ermöglicht, die sich weltweit langsam wieder normalisiert, seit sich die Wirtschaft vom Energiepreisschock infolge der ersten Phase des Kriegs zwischen Russland und der Ukraine im Jahr 2022 erholt hat. Dennoch bleibt die Inflation in der Eurozone signifikant, mit einem erneuten Anstieg im Dezember 2024 um 0,20 % (auf 2,40 % im Jahresvergleich) und einer weiterhin erhöhten Kerninflation (die gewöhnlich Energie und Treibstoffe nicht berücksichtigt). Dies ist insbesondere auf eine Erholung der Unternehmensinvestitionen und des privaten Konsums zurückzuführen, der von einem starken Anstieg der Löhne getragen wird. Die allgemeine Verbesserung der Inflationslage wurde von einem weiteren Rückgang der Arbeitslosenquote begleitet, die im November 2024 auf 6,30 % sank. Dem ist anzufügen, dass die Arbeitslosenquote in der Eurozone in den letzten zehn Jahren (ausser in der Covid-19-Phase) stetig gesunken ist, was unter anderem auf Veränderungen in den Arbeitsmarktstrukturen zurückzuführen ist. Jedes Land steht jedoch vor unterschiedlichen wirtschaftlichen Herausforderungen, wobei die deutsche Wirtschaft derzeit von industriellen Schwierigkeiten (insbesondere im Automobilssektor) geplagt wird und das französische Haushaltsdefizit die politischen Spannungen im Land anheizt.

In den Vereinigten Staaten blieb das Wirtschaftswachstum robust. Es belief sich im Jahr 2024 auf 2,80 %; im Vorjahr waren es 2,90 %. Das solide Wachstum wurde getragen von einem sehr günstigen Umfeld für technologische Innovationen, einem dynamischen privaten Konsum dank einem widerstandsfähigen Arbeitsmarkt, sowie einem sehr hohen Haushaltsdefizit auf Landesebene. Die Inflation lag im November 2024 bei 2,70 %, während sie im Juni 2022 noch 9,10 % betragen hatte. Was den Arbeitsmarkt betrifft, lag die Arbeitslosenquote im November 2024 bei 4,20 %. Allerdings entwickelte sich die Beschäftigung zuletzt weniger stark (dies sei im Bewusstsein angemerkt, dass die Arbeitslosenquote in den Vereinigten Staaten schon immer viel niedriger war als in Europa) und die Löhne stiegen in letzter Zeit ebenfalls nur wenig. Die Wirtschaftstätigkeit wurde auch durch wirtschaftspolitische Programme unterstützt, wie etwa dem *Inflation Reduction Act* (2022 eingeführt), der die Produktion mit hohen Subventionen

¹ Die Daten zum internationalen Wirtschaftswachstum im Jahr 2024 wurden dem *World Economic Outlook* (Internationaler Währungsfonds) vom Oktober 2024 entnommen. Dies sind die letzten Schätzungen, die zum Zeitpunkt der Erstellung dieses Textes verfügbar waren. Um nicht auszuschweifen, wird in diesem Abschnitt nur auf die Wirtschaftslage in der Eurozone, den USA und China eingegangen.

stützt und Steuererleichterungen bietet. Damit geht jedoch ein zunehmendes Haushaltsdefizit einher, das die Staatsverschuldung auf über 120 % des BIP ansteigen lässt. Diese Aufwärtsdynamik könnte durch die Politik der neuen Trump-Regierung noch verstärkt werden.

Die chinesische Wirtschaft befindet sich in einer strukturellen Verlangsamung. Sie ist im Jahr 2024 um 4,80 % gewachsen, was unter den Werten der 2000er- und 2010er-Jahre liegt. Die schwache Konsumentenstimmung seit der Covid-19-Krise dämpft weiterhin die Ausgaben der Privathaushalte, insbesondere im Dienstleistungssektor. Das chinesische Wachstumsmodell beruht nach wie vor auf dem Export, der die Produktion im verarbeitenden Gewerbe im Jahr 2024 antrieb, sowie auf den Investitionen von (privaten und öffentlichen) Unternehmen, die auf verschiedenen Ebenen zu Produktionsüberkapazitäten führen. Seit zwei Jahren ist das Land auch mit einer grossen Immobilienkrise konfrontiert, die auf eine erhebliche finanzielle Instabilität und eine besorgniserregende Verschuldung der privaten Haushalte, aber auch von Teilen des Finanzsektors und der Kommunalverwaltungen hindeutet. Als Reaktion darauf entschieden sich die Behörden für eine expansive Wirtschaftspolitik mit einer aktiveren Haushaltspolitik (und folglich höheren Staatsschulden) und Leitzinssenkungen durch die chinesische Volksbank. Die Lockerung der Geldpolitik ist auch eine Folge der niedrigen Inflation in China (0,10 % im Jahresverlauf bis Dezember 2024), da die chinesische Wirtschaft seit fast zwei Jahren von einer Schulden-Deflations-Spirale bedroht ist.

3.2 Schweizer und Freiburger Konjunktur

Trotz eines unsicheren internationalen Umfelds erwies sich die Schweizer Wirtschaft im Jahr 2024 insgesamt als widerstandsfähig. Nach Schätzungen der Expertengruppe des Bundes (SECO) ist das BIP im Jahr 2024 mit 0,90 % moderat gewachsen.² Wie bereits im Jahr 2023 wuchs die Schweizer Wirtschaft schwächer als im historischen Mittel. Der wichtigste Wachstumstreiber war der Konsum der privaten Haushalte, der durch das Bevölkerungs-, Beschäftigungs- und Nominallohnwachstum sowie einen deutlichen Rückgang der Inflation gestützt wurde. Im Dezember 2024 erreichte die Inflation ihren tiefsten Stand seit mehr als drei Jahren (+0,60 %).

Der Rückgang der Inflation erlaubte es der Schweizerischen Nationalbank, ihre Geldpolitik zu lockern und den Leitzins im Jahr 2024 viermal zu senken, und zwar von 1,75 % im Januar auf 0,50 % im Dezember. Diese Zinssenkungen trugen dazu bei, die Inlandsnachfrage hochzuhalten, da sie insbesondere die Finanzierungskosten von Unternehmen senkten. Die Bauinvestitionen, die in den vergangenen Jahren abgenommen haben, erholten sich 2024 geringfügig.

Demgegenüber litten das verarbeitende Gewerbe und die Exportwirtschaft der Schweiz unter der Frankenstärke und der anhaltend schwachen Nachfrage aus dem Ausland und insbesondere aus Europa. Die chemische und pharmazeutische Industrie hat ihre führende Rolle bei den Exporten beibehalten, obwohl ihr Wachstum das ganze Jahr hindurch relativ unbeständig war. Die Maschinen-, Elektro- und Metallindustrie (MEM), die stärker auf konjunkturelle Schwankungen reagiert, hat ein geringes, wenn nicht gar negatives Wachstum verzeichnet. Die industriellen Produktionskapazitäten blieben im Verlauf des ganzen Jahres deutlich unterausgelastet. Im Jahr 2024 investierten die Unternehmen aufgrund der unsicheren Aussichten weniger in Ausrüstungsgüter.

Die Schwierigkeiten in der Industrie machten sich auf dem Schweizer Arbeitsmarkt bemerkbar. Obwohl die Gesamtbeschäftigung im Jahr 2024 weiter anstieg, verlangsamte sich das Wachstumstempo gegenüber den Vorjahren. Im verarbeitenden Gewerbe ging die Beschäftigung gar zurück. Die Arbeitslosenquote, die seit Ende 2023 wieder steigt, erreichte im Dezember 2024 einen saisonbereinigten Wert von 2,60 %, das sind 0,4 Prozentpunkte mehr als ein Jahr zuvor. Der Arbeitskräftemangel und die Schwierigkeiten bei der Besetzung von Arbeitsplätzen haben sich seit ihrem Höhepunkt in den Jahren 2022-2023 wieder abgeschwächt, bleiben aber in einigen Branchen immer noch ausgeprägt.

² Konjunkturprognosen des SECO – Staatssekretariat für Wirtschaft, Sportevent-bereinigtes BIP, Stand am 17.12.2024
<https://www.seco.admin.ch/seco/de/home/seco/nsb-news.msg-id-103605.html>

Wie auf Landesebene weist auch die Freiburger Konjunktur für 2024 eine durchgezogene Bilanz auf. Nach Schätzungen des Instituts CREA (Universität Lausanne) wuchs das Freiburger BIP in den ersten drei Quartalen des Jahres 2024 um durchschnittlich 0,90 % gegenüber dem Vorjahr. Damit liegt das Wachstum deutlich unter dem historischen Mittel von etwa 2,00 %. Diese geringe Dynamik ist auf eine insgesamt negative Entwicklung in der Industrie zurückzuführen. Die Umfragen der Konjunkturforschungsstelle der ETH Zürich (KOF) zeigen, dass die Geschäftslage im letzten Quartal 2024 von den Industrieunternehmen trotz einer leichten Verbesserung gegenüber dem Frühjahr immer noch mehrheitlich als ungünstig eingeschätzt wurde. Knapp zwei Drittel gaben eine ungenügende Nachfrage insbesondere aus dem Ausland als Produktionshemmnis an. In den ersten elf Monaten des Jahres 2024 sind die Warenexporte des Kantons im Jahresvergleich um 1,00 % zurückgegangen.

Der Freiburger Tourismus schwächte sich 2024 gegenüber dem Rekordjahr 2023 ebenfalls leicht ab. Die Logiernächte in der Hotellerie sind zwischen Januar und Oktober um 2,40 % zurückgegangen. Dieser Rückgang ist insbesondere auf die schlechten Wetterverhältnisse im Frühjahr und Sommer zurückzuführen. Die Tourismusakteure konnten jedoch von den hervorragenden Schnee- und Wetterverhältnissen während den Festtagen profitieren. Das Baugewerbe zeigte nach zwei Jahren des Rückgangs im Jahr 2024 Anzeichen einer Erholung, während der Handel weitgehend stabil blieb. Im Detailhandel deutete der KOF-Indikator nach einem leichten Einbruch im dritten Quartal zum Jahresende hin wieder auf eine bessere Geschäftslage hin, die vom Freiburger Detailhandel als insgesamt befriedigend beurteilt wurde. Der Freiburger Arbeitsmarkt folgte einem ähnlichen Trend wie auf nationaler Ebene. Ende Dezember 2024 betrug die Arbeitslosenquote 2,80 % (nicht saisonbereinigt), was einem Anstieg von 0,4 Prozentpunkten gegenüber dem Vorjahr entspricht.

3.3 Situation am Jahresende und Ausblick auf 2025

Die weltwirtschaftlichen Aussichten bleiben mittelfristig gedämpft, denn die geopolitischen Risiken könnten sich auf die Entwicklung der Energiepreise auswirken und dadurch die Wirtschaftstätigkeit weiterhin bremsen. Grosse Unsicherheiten bestehen auch auf politischer Ebene, vor allem in Frankreich und Deutschland, aber auch in den Vereinigten Staaten aufgrund der neuen Handels- und Wirtschaftspolitik der Trump-Regierung. Die angespannten Handelsbeziehungen, insbesondere zwischen den Vereinigten Staaten und China, könnten auch den internationalen Handel belasten, was sich auf die Wirtschaftstätigkeit und die Inflation auswirken könnte. Kurzfristig dürfte der Inflationsdruck jedoch weiter nachlassen, was die verschiedenen Zentralbanken zu weiteren Leitzinssenkungen veranlassen könnte, um das Wirtschaftswachstum zu stützen, das nach wie vor ungewiss ist.

Aufgrund all dieser Faktoren sind die Wirtschaftsprognosen für die Schweiz und den Kanton Freiburg derzeit mit grosser Unsicherheit behaftet. Ende 2024 prognostizierte die Expertengruppe des Bundes für 2025 eine moderate Beschleunigung des BIP-Wachstums auf 1,50 %. Die Inflation wird voraussichtlich weiter zurückgehen, was die Kaufkraft verbessert. Zudem wird erwartet, dass die SNB ihre Geldpolitik weiter lockert und dass die Zuwanderung hoch bleibt. Diese Faktoren dürften die Binnennachfrage und insbesondere den privaten Konsum und die Bauinvestitionen verstärken.

Das makroökonomische Umfeld zu Beginn des Jahres bleibt für die Industrie jedoch komplex. Die weiterhin verhaltene Auslandsnachfrage, die ausgeprägten geopolitischen Unsicherheiten und der starke Franken belasten die Wettbewerbsfähigkeit der Exportunternehmen. Die von der KOF Ende 2024 befragten Freiburger Industrieunternehmen waren insgesamt noch verhalten optimistisch, was die Entwicklung der Produktion, der Exporte und der Beschäftigung in den ersten Monaten des Jahres 2025 betrifft. Damit haben sich ihre Erwartungen hinsichtlich der Geschäftsaussichten für die nächsten sechs Monate im Vergleich zur letzten Umfrage allerdings verbessert, was ein ermutigendes Zeichen ist. Der Freiburger Detailhandel zeigte sich im Herbst 2024 optimistisch, was die Geschäftsaussichten für die nächsten sechs Monate betrifft.

4 Leben und Aktivitäten des Staatsrats

4.1 Wichtige Ereignisse

Der Staatsrat wurde 2024 von Jean-Pierre Siggen präsidiert (Vizepräsident: Jean-François Steiert) und hielt 51 Sitzungen ab (47 im Jahr 2023). Er erliess 1142 Beschlüsse (2023: 1218), 36 neue Reglemente und Verordnungen und 35 Teilrevisionen von bestehenden Reglementen und Verordnungen (2023: 40 und 40). Er überwies 11 Gesetzesentwürfe (2023: 20), 21 Dekretsentwürfe (2023: 22) und 22 Berichte (2023: 29) an den Grossen Rat.

Die Winterklausurtagung in Schwarzsee war folgenden Themen gewidmet: Entwurf des Sprachengesetzes (ILFD), Kommunikation des Staatsrats bei Abstimmungen (SK) und ein Tag, um einen Überblick zu geben über die Problematik von Kindern und Jugendlichen in Schwierigkeiten, die umgesetzten Massnahmen, den Bedarf in den verschiedenen Bereichen und die aktuellen Problematiken (GSD). Die Sommer- und die Herbstklausurtagung wurden annulliert.

Wie üblich hat sich der Staatsrat mit kantonalen und nationalen Akteuren getroffen. (weitere Informationen dazu finden sich auf der Facebook-Seite des Staatsrats). Die protokollarischen Neujahrsbesuche mit den gesetzgebenden, geistlichen und richterlichen Behörden im Rathaus setzten ein Zeichen zum Beginn des politischen Jahres. Die Treffen mit den Oberamtspersonen im Zentrum Guglera im Sensebezirk, mit dem Vorstand des Freiburger Gemeindeverbands und mit dem Gemeinderat der Stadt Freiburg boten die Gelegenheit, sich über aktuelle Themen auszutauschen. Seine ursprünglich geplante Sitzung im Glanebezirk wurde abgesagt. Der Tag der Unternehmen fand im Intyamon, genauer in Enney, statt, dabei wurden folgende Unternehmen besucht: R. Morand et Fils SA, ICube SA und Bultech Précisions SA. Die Regierung hielt Arbeitssitzungen mit ihren Amtskolleginnen und -kollegen aus den Nachbarkantonen ab. Die jurassische, die neuenburgische und die Walliser Regierung wurden im Kanton Freiburg in Charmey, Estavayer-le-Lac bzw. Les Paccots empfangen. Die Berner Regierung empfing den Freiburger Staatsrat. Die Urner Regierung wurde in Freiburg empfangen, entdeckte dort die Altstadt von Freiburg, besuchte anschliessend das Unternehmen Liebherr in Bulle, bevor sie im Rahmen der freundeidgenössischen Begegnungen zwischen den Kantonen die Weinberge des Staates Freiburg im Lavaux (vor Beginn der Renovationsarbeiten) erkundete. Der Staatsrat wurde von der Regierung des Kantons Thurgau empfangen. Das Treffen mit dem Büro des Grossen Rates fand im Rahmen eines Besuchs beim ITA statt, gefolgt von einem Essen in Corminboeuf. In Freiburg fanden 2 Botschaftsbesuche statt: Kroatien und Spanien, mit einer Unternehmensbesichtigung, die sich an das Essen mit der spanischen Botschafterin anschloss. Der Staatsrat tagte viermal mit der Freiburger Vertretung in den eidgenössischen Räten, um die kantonalen Dossiers zu prüfen, die auf eidgenössischer Ebene vordringlich sind.

In der Staatskanzlei fand ein Arbeitstreffen mit Frau Bundesrätin Elisabeth Baume-Schneider statt. Das traditionelle Kartenspiel des Staatsrats mit dem Bistum fand in Anwesenheit eines prominenten Gastes, Herrn Bundesrat Guy Parmelin, am Bischofssitz statt. Der Kanton Freiburg war am letzten Augustwochenende Ehrengast an der Braderie in Porrentruy.

Dem Verein [Hauptstadtregion Schweiz](#) (HRS) gehören fünf Kantone (Freiburg, Bern, Neuenburg, Solothurn und das Wallis) sowie mehrere Städte, Gemeinden und regionale Organisationen an. Staatsrat Didier Castella wurde zum Co-Präsidenten des Vereins ernannt. Jedes Jahr wird ein Forum zu einem der sieben von der HRS festgelegten Schlüsselthemen organisiert. Am 29. November empfing der Kanton Freiburg das Forum 2024 zum Thema «Gemeinsam die Ernährung von morgen gestalten». Die Veranstaltung wurde von 120 Teilnehmerinnen und Teilnehmern aus Wirtschaft, Politik und Verwaltung besucht und erhielt viele positive Rückmeldungen.

Zu den traditionellen Veranstaltungen der Regierung gehört das jährliche Treffen mit den höheren Kadern der Kantonsverwaltung, das unter dem Thema Geoinformation in Chatel-St-Denis stattfand. Am gemütlichen Tag mit den ehemaligen Regierungsmitgliedern stand ein Besuch der BCF Arena auf dem Programm. Der Staatsrat hat 36 Freiburgerinnen und Freiburgern zum vollendeten 100. Lebensjahr geehrt.

Der Staatsrat legt besonderen Wert auf den Aufbau und die Pflege von Kontakten zu seinen ausserkantonalen Partnern. In diesem Rahmen empfing er Gäste an der Chilbi der Unternehmen, die im Espace Gruyère in Bulle stattfand, und an der Eröffnungszereemonie des FIFF. Am 20. Geburtstag des Festivals für geistliche Musik in Freiburg lud er höhere Beamte des Bundes, die Freiburg nahe stehen, sowie Parlamentarierinnen und Parlamentarier ein und führte mehrere PR-Aktionen an den Heimspielen des HC Fribourg-Gottéron durch.

4.2 Besondere Dossiers

4.2.1 Ukraine

Die Migration aus der Ukraine pendelte sich im Laufe des Jahres 2024 auf einem sehr hohen Niveau ein, wobei im Juni und im Oktober ein leichter Rückgang zu verzeichnen war. **522 Personen** sind aus der Ukraine in den Kanton gekommen (Stand Ende November).

Per Ende 2024 halten sich 4584 Personen aus dem Asylbereich im Kanton auf, wovon 2750 aus der Ukraine. Seit Kriegsausbruch in der Ukraine im Februar 2022 werden die Aufnahme, die Unterbringung und die Betreuung von Geflüchteten aus der Ukraine vom Stab Ulysse geleitet und koordiniert, der vom Staatsrat eingesetzt wurde und vom Vorsteher des Kantonalen Sozialamts präsiert wird. Der Stabschef informiert die Staatsratsdelegation für die Migrationskrise mit ihren Mitgliedern Staatsrat Philippe Demierre (Präsident), Staatsrätin Sylvie Bonvin-Sansonnens und Staatsrat Romain Collaud regelmässig über den Stand der Dinge.

Aufnahme und Unterbringung. Das hauptsächliche Aufnahmedispositiv im Zentrum Grand-Places geriet durch die vielen Neuzugänge, aber auch durch die vielen Weggänge unter Druck. Gemäss Statistik des Staatssekretariats für Migration (SEM) haben 524 Personen aus der Ukraine den Kanton Freiburg verlassen (Stand Ende November).

Was die **berufliche Eingliederung** betrifft, so waren per 30. November 2024 341 Personen aus der Ukraine von insgesamt 1537 potenziellen Erwerbspersonen (18-64 Jahre) erwerbstätig.

Schule. Zu Beginn des Schuljahres 2024 waren 730 Schülerinnen und Schüler (1H-12H), wovon 515 aus der Ukraine und 215 anderer Herkunft, ins Freiburger Schulsystem integriert.

Gesundheit. Auf die Schliessung der Pflegeabteilung in Billens im Mai folgte wenige Wochen später die Eröffnung eines neuen Zentrums in Givisiez für die Aufnahme älterer oder vulnerabler Menschen. Der Krieg in der Ukraine hat zu einem deutlichen Anstieg der Zahl älterer Menschen aus dem Asylbereich in der Schweiz geführt. Das [Heim Les Coquelicots](#) wurde in Reaktion auf ihre spezifischen Bedürfnisse und des Mangels an Pflegeheimplätzen eröffnet. Seit Mitte Juli beherbergt dieses Heim fast zwanzig ältere oder gesundheitlich angeschlagene Asylsuchende.

Die materielle Hilfe für Personen aus der Ukraine mit Schutzstatus S, die Kosten für das Betreuungs- und Verwaltungspersonal sowie die Betriebskosten der Beherbergungszentren beliefen sich 2024 auf 54 639 628 Franken (gegenüber 48 817 714 Franken im Jahr 2023). Die vom Bund für diese Personen ausgerichteten Pauschalen betragen 52 906 976 Franken (gegenüber 40 475 056 Franken im Jahr 2023). Nach Berücksichtigung der zusätzlichen Kosten zur Bewältigung der Ukraine-Krise ergibt sich somit ein Saldo zulasten des Staates in Höhe von 11 732 652 Franken (gegenüber 8 342 658 Franken im Jahr 2023).

4.3 Aussenbeziehungen

Der Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektor, Olivier Curty, vertritt den Kanton Freiburg in der Konferenz der Kantonsregierungen (KdK). Das Staatsratsmitglied nimmt an den 4 jährlichen Plenarversammlungen dieser Konferenz und auch in der Europakommission, bei der es Mitglied ist, teil. Das Jahr 2024 war geprägt von der [gemeinsamen Stellungnahme](#) der Kantone vom 2. Februar 2024 zum Europadossier und zur Verabschiedung des Mandats für Verhandlungen mit der EU im März 2024, die [von den Kantonen begrüsst](#) wurde. Die Entwicklung der Verhandlungen und die Beziehungen zwischen der Schweiz und der Europäischen Union werden von der Europakommission sowohl aussen- als auch innenpolitisch regelmässig verfolgt. Ausserdem haben die Kantone auch zu den Vorlagen der eidgenössischen Abstimmungen in den Monaten März, September und November Stellung genommen. Sie waren für die Ablehnung der Prämienverbilligungsinitiative und zugunsten gezielter Lösungen, für die Annahme des Elektrizitätsgesetzes, für die Unterstützung der einheitlichen Finanzierung der Leistungen im Gesundheitswesen und für die Annahme des Ausbauschnittes 2023 für die Nationalstrassen. Die Kantone

verabschiedeten über die KdK auch den Bericht über die Überprüfung der Wirksamkeit 2020-2025 des Finanzausgleichs zwischen Bund und Kantonen. Schliesslich verfolgen die Kantone weiterhin die Projekte zur Sanierung der Bundesfinanzen, insbesondere im Zusammenhang mit dem Projekt «Entflechtung 27».

Für den Zeitraum 2024-2026 stellt der Kanton Freiburg den Vizepräsidenten der Westschweizer Regierungskonferenz (WRK). Staatsrat Olivier Curty übernimmt dieses Mandat und die Vertretung des Kantons in der WRK. Auch diese Konferenz widmete der europäischen Frage grosse Aufmerksamkeit und unterstützte die Verabschiedung des Verhandlungsentwurfs im Februar 2024. Die WRK hörte verschiedene Expertinnen und Experten für Arbeitskräftemangel, einem zentralen Thema für das Jahr 2024, an. Ausserdem verfolgte sie aufmerksam die Medienpolitik während der Debatten in den eidgenössischen Räten.

Der Vorstand des Vereins Hauptstadtregion Schweiz (HSR) verfügt über ein Co-Präsidium, in das Staatsrat Didier Castella 2023 für eine zweijährige Amtszeit berufen wurde. Vor diesem Hintergrund hat der Kanton Freiburg das Forum 2024 «Gemeinsam zur Ernährung von morgen» aufgenommen und mitorganisiert; das Thema entspricht der Politik des Staatsrats für den Landwirtschafts- und Lebensmittelsektor. Das Forum bot Gelegenheit, den «Preis für Zweisprachigkeit» zu verleihen, er unterstützt den kulturellen Nachwuchs in der Hauptstadtregion Schweiz, eine weitere Priorität des Staatsrats.

Staatskanzlerin Danielle Gagnaux-Morel vertritt den Kanton Freiburg bei der ch Stiftung. 2024 verabschiedete die ch Stiftung unter dem Titel «Auf Föderalismus und Vielfalt setzen» ihr Arbeitsprogramm für die Jahre 2025 bis 2028, das sich an vier strategischen Zielen orientiert: Vorteile des Föderalismus nutzen, den Föderalismus bekannt machen, die Verständigung fördern und für die föderale Vielfalt im Journalismus einstehen. Die ch Stiftung schloss auch das Projekt zur Entwicklung von didaktischen Modulen zum Thema Föderalismus ab. Zwei Module für Gruppen ab 12 Jahren wurden entwickelt, um Demokratie und Föderalismus auszuprobieren.

In der folgenden Liste werden die Vertreterinnen und Vertreter der Regierung aufgeführt, die leitende Funktionen in verschiedenen kantonalen, interkantonalen und regionalen Organen innehaben:

Vertreter/in	Name	Funktion
Jean-Pierre Siggen, Finanzdirektor	Lateinische Konferenz der kantonalen Direktoren für Digitales (CLDN)	Vizepräsident
Jean-François Steiert, Direktor für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt	Schweizerische Bau-, Planungs- und Umweltdirektoren-Konferenz (BPUK)	Präsident
	Tripartite Konferenz (TK)	Präsident
	Konferenz der Bau-, Raumplanungs- und Umweltschutzdirektoren der Westschweiz und der lateinischen Schweiz (CDTAPSOL)	Präsident
	Westschweizer Verkehrsdirektorenkonferenz (CTSO)	Präsident
	Konferenz der kantonalen Direktoren des öffentlichen Verkehrs (KÖV)	Vorstandsmitglied
Olivier Curty, Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektor	Konferenz der Volkswirtschaftsdirektoren der Westschweiz (VDK-WS)	Präsident
	Westschweizer Regierungskonferenz (WRK)	Vizepräsident
	Konferenz Kantonaler Volkswirtschaftsdirektoren (VDK)	Vorstandsmitglied
	Konferenz Kantonaler Energiedirektoren (EnDK)	Vorstandsmitglied
	Regierungsausschuss HES-SO	Vorstandsmitglied
	Hauptstadtregion Schweiz (HRS)	Co-Präsident

Vertreter/in	Name	Funktion
Didier Castella, Direktor der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft	Konferenz der kantonalen Landwirtschaftsdirektoren (LDK)	Vizepräsident
Sylvie Bonvin-Sansonens, Direktorin für Bildung und kulturelle Angelegenheiten	Interkantonale Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins (CIIP): Plenarversammlung Kultur	Präsidentin
	Schweizerische Hochschulkonferenz (SHK)	Vizepräsidentin
	Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK)	Vorstandsmitglied
Danielle Gagnaux-Morel, Staatskanzlerin	Lateinische Staatsschreiberkonferenz	Präsidentin
	ch Stiftung für die eidgenössische Zusammenarbeit	Vorstandsmitglied
	Schweizerische Staatsschreiberkonferenz (SSK)	Vorstandsmitglied

4.4 Kennzahlen

4.4.1 Parlamentarische Vorstösse

Detaillierte Informationen und der Status der einzelnen parlamentarischen Vorstösse können auf der Website des Grossen Rates eingesehen werden (<https://www.parlinfo.fr.ch/de/politbusiness/parlamentvorstoesse/>).

Motionen, Postulate, Aufträge und Volksmotionen

	Dem Staatsrat im Jahr 2024 überwiesen	Beim Staatsrat in Behandlung	Direkte Folge oder Bericht wurde vom Staatsrat überwiesen	Beim Grossen Rat in Behandlung	Vom Grossen Rat angenommen	Vom Grossen Rat abgelehnt	Von den Verfasserinnen und Verfassern zurückgezogen
Motionen	37 (53*)	43	2	3	13	12	11
Postulate	7 (15*)	8	13	-	7	-	2
Aufträge	6 (7*)	7	1	1	6	-	2
Volksmotionen	3 (2*)	4	-	-	-	-	-

Anfragen

Der Staatsrat nahm 118 (99*) Anfragen von Grossrätinnen und Grossräten entgegen.

* Zahlen 2023

Textformat Standard

4.4.2 Personalbestand

Behörden – Direktionen Kostenstellen	Rechnung 2024 VZA	Rechnung 2023 VZA	Abweichungen VZA
Behörden und Direktionen	9397,83	9171,39	226,44
Gesetzgebende Behörde	7,97	7,88	0,09
Gerichtsbehörden	359,67	350,83	8,84
Ausführende Gewalt	7,00	7,00	0
Staatskanzlei	49,39	50,44	-1,05
Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten	5340,56	5224,71	115,85
Sicherheits- Justiz- und Sportdirektion	1050,95	1023,66	27,29
Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft	462,22	460,36	1,86
Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion	987,58	964,93	22,65
Direktion für Gesundheit und Soziales	196,90	182,16	14,74
Finanzdirektion	499,54	484,42	15,12

Behörden – Direktionen Kostenstellen	Rechnung 2024 VZA	Rechnung 2023 VZA	Abweichungen VZA
Direktion für Raumplanung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt	436,05	415,00	21,05
Sektoren	9397,83	9171,39	226,44
Zentrale Verwaltung	3134,15	3038,92	95,23
Unterrichtswesen	5852,01	5722,40	129,61
Spitäler	18,61	18,12	0,49
Besondere Sektoren und Anstalten des Staates	393,06	391,95	1,11

4.4.3 Personalfluktuaton

Behörden – Direktionen	Fluktuation 2024 %	Fluktuation 2023 %
Staat Freiburg	5,39	5,16
Gesetzgebende Behörde	12,55	7,63
Gerichtsbehörden	4,70	3,72
Staatsrat	0	0
Staatskanzlei	3,36	2,61
Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion	3,31	4,30
Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten	3,43	3,45
Finanzdirektion	4,38	4,50
Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft	6,12	6,17
Direktion für Raumplanung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt	6,51	4,98
Direktion für Gesundheit und Soziales	9,10	7,73
Sicherheits- Justiz- und Sportdirektion	4,80	5,14

Die Personalfluktuaton wird auf folgender Grundlage berechnet:

Anzahl VZÄ (Vollzeitäquivalente), die den Staat im Laufe des Jahres verlassen haben x 100

Durchschnittliche VZÄ-Zahl über das Jahr

VZÄ umfassen nur Personal mit einem unbefristeten Vertrag. Die Fluktuaton kann in kleinen Verwaltungseinheiten stark schwanken, ohne dass dies ein Indikator für die Funktionsweise des Amtes ist. Man sollte den Sachverhalt immer über einen Zeitraum von mehreren Jahren analysieren und Einzelfallanalysen durchführen, um die Gründe für eine hohe Fluktuaton zu eruieren.

5 Tätigkeitsbericht der Direktionen

5.1 Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten BKAD

5.1.1 Wichtige Ereignisse aus der Tätigkeit der Direktion

5.1.1.1 Allgemeine Tätigkeit und Stellvertretung für die Direktorin der BKAD

Die Direktion sorgt für die Umsetzung des Regierungsprogramms 2022–2026 des Staatsrats, wobei sie dessen Legislaturziele mit den ihr unterstellten oder zugewiesenen Verwaltungseinheiten abgleicht und aufteilt. Über ihre Ämter leitet sie den Vollzug der Massnahmen, kontrolliert deren Ergebnisse und greift allenfalls korrigierend ein. Staatsrätin Sylvie Bonvin-Sansonens, die Direktorin der BKAD, konnte ihr Amt aus medizinischen Gründen vom 2. November 2023 bis zum 17. Januar 2024 nicht ausüben. Staatsrat Didier Castella, der Direktor der ILFD, übernahm während dieser Zeit ihre Stellvertretung.

Im Jahr 2024 war das Generalsekretariat sehr stark gefordert, vor allem bei der Organisation des Audits des Amts für französischsprachigen obligatorischen Unterricht (FOA), das der Grosse Rat vom Staatsrat verlangt hatte. Um den Informationsaustausch und die Koordination in der Führung des Bildungswesens zu gewährleisten, beruft das Generalsekretariat in der Regel jeden Montag eine Konferenz der Vorsteherinnen und Vorsteher der Ämter für Unterricht der BKAD (CCSE) ein, an der auch das Amt für Sport (seit 2022 der SJSD unterstellt) und das Amt für Ressourcen sowie nach Bedarf das Amt für Berufsbildung (VWBD) teilnehmen. Im Rahmen der Zusammenarbeit mit anderen Direktionen ist insbesondere die Teilnahme an den Informatik-Fachkommissionen (vor allem zum Unterricht, zum E-Government und zur allgemeinen Priorisierung), an der Kommission zur Prüfung der Immobilienprojekte des Staates (CoMex), an der Koordinationskommission für die periodische Überprüfung der Subventionen und an den verschiedenen Organen zur Einrichtung der neuen Version der Finanzlösung des Staates (SAP) zu nennen.

5.1.1.2 Ein Projekt für die digitale Ausstattung der obligatorischen Schule und eine Klimawoche unter Mitwirkung von mehr als 10 000 Schülerinnen und Schülern und ihren Lehrpersonen

Im Dezember 2023 wies der Grosse Rat das Projekt der kantonalen digitalen Bildungsstrategie an den Staatsrat zurück. Die Rückweisung bezog sich auf punktuelle spezifische Anpassungen, die den Umfang des Projekts neu definierten und folglich einen neuen Namen erforderten. Man wird künftig von der Übernahme der Finanzierung und des Betriebs des Informatikparks der obligatorischen Schule (1H–11H) durch den Kanton oder einfacher von der digitalen Ausstattung für die obligatorische Schule (1H–11H), abgekürzt DAOS, sprechen.

Wie von den Grossratsmitgliedern gewünscht, wurden die mit pädagogischen Aspekten verbundenen Ausgaben aus dem Projekt herausgenommen und werden aus den Budgets der Ämter für obligatorischen Unterricht finanziert. Der Schwerpunkt des Projekts liegt nun auf den materiellen Aspekten: Die digitale Ausstattung der Schülerinnen und Schüler, der Lehrpersonen und des kantonalen Verwaltungspersonals wird vom Kanton übernommen. Vorgesehen sind ein der kantonalen Lehrmittelverwaltung angegliedertes Beschaffungsportal, eine zentrale Verwaltung der Geräte und die Verstärkung des Benutzersupports, dies unter Berücksichtigung der Herausforderungen in Bezug auf Sicherheit, Gesundheit, Nachhaltigkeit und Wirtschaftlichkeit. Es wurden zusätzliche Expertenberichten zu Umwelt- und Gesundheitsaspekten sowie zu den mit der digitalen Bildung oder Digitalisierung gemachten Erfahrungen in anderen Kantonen und im Ausland hinzugefügt. Der Staatsrat legte die neue Version des Projekts im Herbst 2024 dem Grossen Rat vor.

Auch wenn die pädagogischen Aspekte nicht mehr Teil des Projekts sind, bleibt die Weiterbildung der französischsprachigen Lehrpersonen in digitaler Bildung ein Muss, ebenso wie für ihre bereits darin geschulten deutschsprachigen Kolleginnen und Kollegen. Sie startete im Schuljahr 2023/24 mit fast 700 Lehrpersonen der Klassen 1H–2H und einem Teil der Klassen 3H–4H. Im Schuljahr 2024/25 werden 700 zusätzliche Lehrpersonen der Klassen 3H–4H und 5H–6H ihre Weiterbildung abschliessen.

Die kumulierten Kosten des Projekts, berechnet über fünf Jahre hinweg, überschreiten die Schwelle für ein obligatorisches Finanzreferendum, sodass das Projekt wie ursprünglich geplant der Bevölkerung vorgelegt wird.

Bildung für nachhaltige Entwicklung (BNE) bedeutet, Kinder und Jugendliche dazu zu befähigen, die globalen Herausforderungen und ihre Ursachen zu verstehen und Handlungsoptionen zu erlernen, um diese zu bewältigen. Die Stärkung dieses interdisziplinären Bildungsbereichs ist eine der Prioritäten der BKAD. Mehr als 10 000 Schülerinnen und Schüler der obligatorischen Schule, ein Viertel des Gesamtbestands, nahmen die Herausforderung der ersten Ausgabe der Klimawoche an. Zu den zahlreichen angebotenen Aktivitäten gehörten die Zubereitung eines umweltfreundlichen Snacks, die Erstellung eines Kalenders mit den in der Schweiz angebauten Obst- und Gemüsesorten und ihrer Erntezeit, die Entdeckung von Tipps zum Energiesparen und zur Vermeidung von Verschwendung, insbesondere in Bezug auf die eigene Mobilität oder den Konsum von sozialen Netzwerken über das Mobiltelefon.

5.1.1.3 Zusammenführung HEP|PH FR – UNIFR und andere grosse Projekte

Derzeit gibt es im Kanton drei verschiedene Ausbildungsstätten für angehende Lehrkräfte. Im Jahr 2021 bekräftigte der Staatsrat seine Absicht, die gesamte Lehrpersonenausbildung unter einem Dach zu vereinen und beschloss, die Ausbildung der Primarlehrerinnen und Primarlehrer, die von der Pädagogischen Hochschule angeboten wird, der Universität anzugliedern. Die Arbeiten wurden während des gesamten Jahres 2024 fortgesetzt: Der Projektausschuss unter dem Vorsitz der Direktorin der BKAD traf sich im Jahr 2024 viermal, vergab Mandate an operative Organe und bestätigte deren Arbeit. Ein wichtiger Meilenstein war die Gründung der neuen Fakultät für Erziehungs- und Bildungswissenschaften mit der Genehmigung der Statuten der Universität Freiburg durch den Staatsrat. Bereits im Herbstsemester 2025 werden die Studiengänge über die neue Fakultät angeboten. Die an der HEP|PH FR geltenden Zulassungsbedingungen bleiben unverändert, ebenso wie die Studienabschlüsse. Das Dossier wird vom Amt für Universitätsfragen (UFA) geführt.

Der Bau des geplanten neuen Gebäudes für die Rechtswissenschaftliche Fakultät auf dem Areal des Thierryturms hat sich aufgrund von Stellungnahmen der Eidgenössischen Kommission für Denkmalpflege und der Eidgenössischen Natur- und Heimatschutzkommission erneut verzögert. Das Projekt musste an bestimmte Anforderungen angepasst werden. Der Staatsrat hat die Aufträge für die Generalplanung Gebäudetechnik und für die Generalplanung Bau des Chemiegebäudes PER10 vergeben. Für die Sanierung des Chemiegebäudes PER10 der Universität Freiburg wurden ein Steuerungsausschuss und ein Projektausschuss ernannt.

5.1.1.4 Erhebung zur Arbeitszeit der Lehrpersonen

Die Erhebung über die Arbeitszeit der Lehrpersonen fand während des gesamten Jahres 2023 statt. Es wurden sämtliche Lehrpersonen einbezogen. Um ihre Aufgaben wahrzunehmen, verfügen die Lehrpersonen über eine hohe Zeitautonomie mit einer über das Jahr verteilten Einteilung der Arbeitszeit (1900 Stunden) in vier verschiedene Tätigkeitsfelder: Unterricht (80–85 %), Begleitung der Schülerinnen und Schüler (5 bis 10 %), Schulleben (5 bis 10 %) und Weiterbildung (3 bis 5 %). Es soll überprüft werden, ob diese vor mehr als zwanzig Jahren festgelegten Bereiche immer noch aktuell sind. Die Umfrage war ein grosser Erfolg; etwa 85 % der betroffenen Personen nahmen daran teil.

Die Erhebung bestätigt, dass vollzeitbeschäftigte Lehrpersonen nur geringfügig weniger arbeiten als die in ihrem Arbeitsvertrag festgelegte Jahresarbeitszeit, und dass die Aufteilung der Arbeitszeit auf die vier Tätigkeitsbereiche, wie sie vor 20 Jahren im Reglement festgelegt wurde, immer noch aktuell ist. Auch wenn die Lehrpersonen mit ihrem Beruf sehr zufrieden sind, sollte die Arbeitsorganisation für Lehrpersonen mit Teilzeitpensen einer eingehenden qualitativen Analyse unterzogen werden. Denn Lehrpersonen mit einem Pensum von 40% oder weniger meldeten zahlreiche Überstunden an.

Diese quantitativen Informationen gilt es nun mit qualitativen Daten zu ergänzen. Die Faktoren, die dazu führen, dass Lehrpersonen in Teilzeitanstellung je nach Schulstufe Überstunden anmelden, müssen genauer untersucht werden, um Lösungen zu finden. Die von den Lehrpersonen angegebenen Belastungsfaktoren werden ebenfalls genauer analysiert. Geplant ist unter anderem die Prüfung folgender Massnahmen: Die Optimierung der Arbeitszeiten im Arbeitsbereich «Schulleben», die Klärung der Frage, was zu einem persönlichen Engagement für den Beruf gehört

und was als vom Arbeitgeber auferlegte Pflicht gilt, die Gestaltung von Teilzeitpensen oder die Verbesserung der Bedingungen für den Berufseinstieg. Mögliche Verzerrungen wie die Angabe von Stunden, die zusätzlich für Mittagsaufsichten, die Teilnahme in Arbeitsgruppen oder Prüfungskommissionen vergütet werden, sollen ebenfalls berücksichtigt werden.

Diese qualitative Arbeit wird im Schuljahr 2024/25 in Zusammenarbeit mit Lehrpersonen, Schuldirektionen sowie Vertreterinnen und Vertretern der Berufsverbände der Lehrpersonen durchgeführt.

Die Unterrichtsämtler und das [Amt für Ressourcen](#) (RA) pflegen allgemein rege Kontakte zu den Berufsverbänden des Lehrpersonals. Die Direktorin für Bildung und kulturelle Angelegenheiten empfing dreimal Vertretungen der Dachverbände FAFE und VPOD, um sich über Themen von gegenseitigem Interesse auszutauschen.

5.1.1.5 Interkantonale Zusammenarbeit

Nach einem mehr als 15 Jahren dauernden Austausch wird ein Anliegen aus der Praxis Wirklichkeit: Der von mehreren Waadtländer und Freiburger Gemeinden – die geografisch nahe beieinander liegen – geäußerte Wunsch, eine interkommunale Zusammenarbeit im schulischen Bereich entwickeln zu können, wird durch die am 18. Januar von der Freiburger Staatsrätin Sylvie Bonvin-Sansonnens und dem Waadtländer Regierungsrat Frédéric Borloz in Murist unterzeichnete Rahmenvereinbarung umgesetzt. Dank dieser Rahmenvereinbarung kann nun jede Gemeinde im Grenzbereich zwischen dem Kanton Waadt und dem Kanton Freiburg vereinbaren, dass ihre Schülerinnen und Schüler im jeweils anderen Kanton eingeschult werden können. So werden seit dem Schuljahresbeginn 2024/25 die Waadtländer Schülerinnen und Schüler der 1H bis 8H der beiden Gemeinden Champtaurouz und Treytorrens in der Ortschaft Murist (Estavayer) anstelle von Granges-près-Marnand (Valbroye) und die Waadtländer Schülerinnen und Schüler der 9H bis 11H in Estavayer-le-Lac anstelle von Payerne unterrichtet.

Die Direktorin der BKAD ist Mitglied der Plenarversammlung der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) und seit Ende 2022 auch Mitglied des Vorstandes der EDK. Der Generalsekretär der BKAD bereitet die Dossiers der Direktorin der BKAD für die verschiedenen Sitzungen vor.

Die Direktorin der BKAD ist Vizepräsidentin der Schweizerischen Hochschulkonferenz (SHK).

Die Direktorin der BKAD ist Mitglied der Plenarversammlung der Interkantonalen Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins (CIIP), die im Berichtsjahr ihr 150-jähriges Bestehen gefeiert hat. Sie ist Vorsitzende der 2023 gegründeten Plenarversammlung Kultur und Mitglied der Plenarversammlung der Nordwestschweizerischen Erziehungsdirektorenkonferenz (NWEDK). Der Vorsteher des Amtes für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht (DOA) hat Einsitz in der Sekretärenkommission der NW EDK.

5.1.1.6 Obligatorischer Unterricht

Auf Stufe der obligatorischen Schule sind drei Unterrichtsämtler für die pädagogische und didaktische Führung des Unterrichts zuständig. Die drei Unterrichtsämtler sind das [Amt für französischsprachigen obligatorischen Unterricht](#) FOA, das [Amt für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht](#) DOA und das [Amt für Sonderpädagogik](#) SoA.

Schwerpunkt für das Amt für französischsprachigen obligatorischen Unterricht (FOA):

4. und 5. Teil der Ausstellung «Freiburgerinnen treten aus dem Schatten». Dieses originelle und nachhaltige Projekt wurde von Schülerinnen und Schülern der 10H für ihre Schulkolleginnen und Schulkollegen entwickelt, um das 50-Jahre-Jubiläum des Stimm- und Wahlrechts für Frauen in der Schweiz und in Freiburg zu zelebrieren. Die Ausstellung gibt einen Einblick in die Beständigkeit und den Wandel von Gesellschaften. Die Schülerinnen und Schüler werden ermuntert, Vergleiche zwischen Gegenwart und Vergangenheit zu ziehen und ihre eigene Situation zu hinterfragen. Es sollten dabei aber keine Loyalitätskonflikte ausgelöst werden, denn das untersuchte Thema ist alt und bezieht sich auf den Kanton Freiburg. Dieser Prozess ist gerade für die Integration von Jugendlichen mit Migrationshintergrund wichtig und sinnvoll, da diese sich so mit der lokalen Vergangenheit ihres Wohnkantons vertraut machen können.

Schwerpunkt für das Amt für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht (DOA):

Die Digitalisierung verändert unsere Gesellschaft und die Schulen grundlegend. Sie prägt Lehr- und Lernmethoden, beeinflusst Zusammenarbeit, Kommunikation und Arbeitsorganisation. Es geht darum, die Schulen bei der Bewältigung dieses Wandels zu unterstützen, ihnen zu helfen, Chancen zu ergreifen und gleichzeitig Risiken zu minimieren. Ein Schlüssel liegt in der Umsetzung des Modullehrplans Medien und Informatik (M&I). Damit digitale Geräte sinnvoll zum Einsatz kommen, ist es essenziell, den digitalen Wandel als festen Bestandteil in die Schulentwicklung zu integrieren. In diesem Schuljahr standen Netzwerktagungen, Weiterbildungen und Austausch bewährter Verfahren (Communities of Practice) im Mittelpunkt.

Schwerpunkt für das Amt für Sonderpädagogik (SoA):

Am 24. Januar 2024 gab das Bundesamt für Sozialversicherungen (BSV) bekannt, es wolle seine Praxis zur Übernahme von technischen Hilfsmitteln (THM) für Schülerinnen und Schüler mit einer frühkindlichen Lernstörung vereinheitlichen. Dieser Entscheid zwang das SoA, rasch zusätzliche Mittel zu finden, da die THM bisher von der kantonalen IV-Stelle (IV) finanziert wurden. Somit hat das SoA ab dem 1. Juli 2024 die Finanzierung der THM sowie die Aufgaben der Verwaltung, der Prüfung der Gesuche und der Entscheidungsfindung plus Ausbildung übernommen, dies in Zusammenarbeit mit dem DOA und dem FOA.

Gemeinsame Programme und Tätigkeiten

Dank dem [Förderprogramm Sport-Kunst-Ausbildung](#) (SKA) können Nachwuchstalente im Sport oder in künstlerischen Bereichen von Stundenplan-Anpassungen sowie von besonderen Unterstützungsmassnahmen profitieren. Für das Schuljahr 2024/25 gingen **650** Gesuche ein, davon wurden **556** gutgeheissen: **323** für den Status SKA, **196** als Nachwuchshoffnungen und **37** für ausserkantonale Angebote. Von diesen Gesuchen entfallen **58** auf Künstlerinnen und Künstler in den Bereichen Tanz und Musik, während die restlichen den Bereich Sport betreffen. Dabei stammen **3** Sporttalente aus anderen Kantonen. Auf der Sekundarstufe 1 (OS) erhalten **221** Schülerinnen und Schüler Fördermassnahmen, bei den Mittelschulen sind es **264** und in der Berufsbildung **64**. Diese Zahlen entsprechen dem Stand im Dezember 2024.

[Kultur & Schule](#) ist ein Programm, das den Schülerinnen und Schülern der obligatorischen Schule im Kanton Freiburg den Zugang zur Kultur erleichtert und sie dafür sensibilisiert. Im Schuljahr 2023/24 haben rund 28 369 (34 820) Schülerinnen und Schüler im Rahmen dieses Programms an einer Aktivität teilgenommen und 15 433 (4000) Schülerinnen und Schüler haben ein Angebot des Festivals «Kultur & Schule» genutzt, insgesamt ergibt das 43 802 Teilnehmende. Die Lehrpersonen konnten aus fast 300 verschiedenen Aktivitäten (Deutsch, Französisch oder zweisprachig) auswählen und dabei von ermässigten oder freien Eintritten profitieren. Die Klassen konnten zudem ohne Mehrkosten mit dem öffentlichen Verkehr zu den gewünschten Veranstaltungsorten fahren.

Die Fachstelle für Gesundheit in der Schule führte verschiedene Schwerpunktaktionen durch wie etwa die Begleitung mehrerer Schulen durch den Verein REPER für den Beitritt zum Netzwerk gesunder und nachhaltiger Schulen (Freiburger Schulnetz 21: RfE21), die Koordination von Weiterbildungskursen mit der HEP|PH FR, die Durchführung von Pilotprojekten (Schule in Aktion, MindMatters, Zahnprophylaxe) und die Fortsetzung der Schulungen für die Schuldirektionen zum Thema «Für sich selbst Sorge tragen und eigene Ressourcen stärken».

5.1.1.7 Nach der obligatorischen Schule

Drei Ämter der BKAD bieten Leistungen für Jugendliche an, welche die obligatorische Schule beenden. Es handelt sich um das [Amt für Berufsberatung und Erwachsenenbildung](#) (BEA), das [Amt für Unterricht der Sekundarstufe 2](#) (S2), das für die allgemeine Führung der Gymnasien, Handelsmittelschulen und Fachmittelschulen zuständig ist, sowie das [Amt für Ausbildungsbeiträge](#) (ABBA).

In den Schulen der Sekundarstufe 2 (S2) macht die Einführung des BYOD-Konzepts (die Schülerinnen und Schüler bringen ihre eigenen Computer mit in den Unterricht) weitere Fortschritte: Alle Klassen mit Ausnahme der Abschlussklassen nutzen es nun. Die Förderung der Weiterbildung des Lehrpersonals hat bei den Schuldirektionen nach wie vor Priorität, mit einem Schwerpunkt auf künstlicher Intelligenz, die insbesondere in Form von generativen «Chatbots» und Übersetzungsprogrammen Einzug in den Schulalltag gehalten hat. Um die Integration von KI in den

Freiburger Mittelschulen zu unterstützen, hat das S2 Anweisungen herausgegeben. Eine ethische, sichere und effektive Nutzung dieser Technologien muss gewährleistet sein.

Das 2023 gestartete Projekt Matu27 wird fortgesetzt. Die Reformarbeiten werden partizipativ durchgeführt: Es wurden Arbeitsgruppen (Teilmandate) gebildet, die sich mit fünf spezifischen Themenbereichen befassen. Auf [einer Ad-hoc-Website](#) können Interessierte die wichtigsten Projektphasen verfolgen.

Das Laufbahnzentrum des Amtes für Berufsberatung und Erwachsenenbildung (BEA) hat seine Arbeit an der Route des Arsenaux 41 in Freiburg aufgenommen. Es bietet spezielle Laufbahnberatung für jeden Erwachsenen an, der diese benötigt und sich beruflich weiterentwickeln möchte. Das Laufbahnzentrum basiert auf einem multisensorischen und crossmedialen Konzept und schafft ein Umfeld, in dem sich jede Besucherin und jeder Besucher direkt wohlfühlt. All dies wird auf einer Fläche von 300 m² angeboten.

5.1.1.8 Kulturelle Angelegenheiten und Kulturerbe

Neben seiner Aufgabe, kulturelle Aktivitäten insbesondere durch die Gewährung von Subventionen zu fördern, beaufsichtigt das [Amt für Kultur](#) (KA) die Tätigkeit mehrerer Kulturinstitutionen. Es handelt sich um die Kantons- und Universitätsbibliothek (KUB), das Konservatorium Freiburg (KF), das Museum für Kunst und Geschichte (MAHF), das Naturhistorische Museum (NHM), das Schloss Greyerz, das Vitrocentre Romont, das Schweizerische Forschungszentrum für Glasmalerei und Glaskunst, den Espace Jean Tinguely – Niki de Saint-Phalle sowie das Römische Museum in Vallon.

Mit der Verabschiedung eines neuen Kulturkonzepts durch den Staatsrat wurde die erste Etappe der Revision des Gesetzes über die kulturellen Angelegenheiten abgeschlossen, das Grundsätze, strategische Ausrichtungen und Handlungsmassnahmen festlegt. Es wurde im Rahmen eines breit angelegten partizipativen Ansatzes erarbeitet und diente als Grundlage für die Ausarbeitung des Vorentwurfs des Gesetzes über die Förderung kultureller Aktivitäten (KAFG), der im Juni 2024 in die Vernehmlassung ging und das Gesetz über die kulturellen Angelegenheiten von 1991 ablösen wird. Der Gesetzesvorentwurf soll der Förderung kultureller Aktivitäten durch die öffentliche Hand einen angemessenen Rahmen geben, und zwar durch eine bessere Zusammenarbeit zwischen den öffentlichen Körperschaften und mit den Kulturkreisen, durch eine stärkere Gewichtung der Komplementarität zwischen Amateur- und professioneller Kultur und durch die territoriale Verankerung kultureller Aktivitäten. Zudem soll die Position des Kantons Freiburg auf gesamtschweizerischer Ebene gefestigt werden. In diesem Zusammenhang wurde auch ein Vorentwurf für das Gesetz über die kulturellen Institutionen des Staates in die Vernehmlassung gegeben. Ziel dieses Vorentwurfs ist es, die Aufgaben der Kulturinstitutionen des Staates an die aktuellen Herausforderungen und die Ziele der öffentlichen Förderung kultureller Aktivitäten anzupassen.

Im Rahmen der Feierlichkeiten zum 200-jährigen Bestehen des Museums für Kunst und Geschichte und des Naturhistorischen Museums wurden der Bevölkerung zahlreiche Veranstaltungen und Aktivitäten angeboten, teilweise auch in Zusammenarbeit mit Freiburg Tourismus. Die Besucherzahlen in den Museen sind erfreulich hoch. 13 045 Personen gingen durch die Türen des Museums für Kunst und Geschichte, während 18 558 den Espace Jean Tinguely – Niki de Saint Phalle besuchten. Das Naturhistorische Museum zog 60 026 Besucherinnen und Besucher an, darunter 9596 Schülerinnen und Schüler.

Das [Amt für Kulturgüter](#) (KGA) hat den Auftrag, Kulturgüter zu schützen und zu erhalten. Es lässt den zuständigen Behörden und den Eigentümern zweckmässige Informationen, Beratung und Unterstützung zukommen. Das [Amt für Archäologie](#) (AAFR) hat die Aufgaben, archäologische Kulturgüter zu identifizieren, zu inventarisieren und zu dokumentieren.

Für das Amt für Kulturgüter (KGA) stand das Jahr 2024 ganz im Zeichen der Kontinuität der grossen Erfassungsprojekte, insbesondere der Revisionen der Verzeichnisse der Ortsbilder (ISOS und SCROL) in Zusammenarbeit mit dem Bund und des Verzeichnisses der Archive und der beweglichen Kulturgüter (Projekt RAMP) in Zusammenarbeit mit den katholischen Pfarreien, sowie die tägliche Nachführung von über 2500 Dossiers im Bereich Konservierung und Restaurierung. Intern war das Jahr geprägt von der Neugestaltung der Internetseiten des KGA, damit sich die Bürgerinnen und Bürger besser informieren können, sowie von der Konsolidierung von Strukturen und Abläufen. Für die breite Öffentlichkeit führten die Europäische Tage des Denkmals (ETD) an zwei

Tagen mehr als 4200 Besucherinnen und Besucher an 15 Orten zum Thema «Vernetzt» zusammen, und eine Sonderausstellung im MAHF setzte das in Restaurierung befindliche Chorgestühl der Zisterzienserabtei Altenryf in Szene, das zum ersten Mal in seiner Geschichte abgebaut wurde. Mit Blick auf die künftigen Herausforderungen im Bereich des Kulturerbes hat das KGA die Bildung der Reflexionsgruppe zur Zukunft des religiösen Kulturerbes abgeschlossen und sich auf mehreren Ebenen und mit verschiedenen externen Partnern in der gesellschaftlichen Debatte über eine qualitativ hochwertige Baukultur eingebracht.

Das Mittelalter-Team des Amtes für Archäologie (AAFR) setzte während des ganzen Jahres die Ausgrabungen von Gräbern und Fundamenten rund um die Kathedrale St. Nikolaus fort und begleitete damit die Neugestaltung des Freiburger Burgquartiers. Das Jahr war auch geprägt von Ausgrabungen und Sondierungen von Überresten aus der Frühgeschichte und der Römerzeit im Zuge der Erweiterung des Industriegebiets La Prila in Bulle vor dem Start der Arbeiten auf der Rolex-Baustelle. Auf dem gesamten Kantonsgebiet wurden zahlreiche weitere Interventionen durchgeführt. Zudem konnte [eine wichtige monografische Publikation über die römerzeitliche Siedlung von Marsens/En Barras](#), die beim Bau der Autobahn ausgegraben wurde, fertiggestellt und verbreitet werden.

Verschiedene Aktionen zur Kulturvermittlung sowie die [neue Reihe Foc/kus für die breite Öffentlichkeit](#) bringen der Bevölkerung die Aktivitäten der Kantonsarchäologie näher. Die Ergebnisse der Arbeiten sind auch im neuesten Jahresband der [Freiburger Hefte für Archäologie](#) dokumentiert, der im Januar erschienen ist und demnächst online verfügbar sein wird.

5.1.1.9 Ukraine-Krise

Die im Jahr 2022 ergriffenen Massnahmen für ukrainische Schülerinnen und Schüler an Freiburger Schulen wurden 2024 weitergeführt. Die Direktion intensivierte die bestehenden Massnahmen zur Aufnahme von Migrantenkindern, insbesondere das Angebot von spezifischen Kursen in «Français Langue Seconde» (FLS) und «Deutsch als Zweitsprache» (DaZ) für Schülerinnen und Schüler der obligatorischen Schule und den Integrationskursen der Gewerblichen und Industriellen Berufsfachschule Freiburg (GIBS, die der VWBD unterstellt ist) für Jugendliche der nachobligatorischen Schule. In der obligatorischen Schule wurde die Schwelle von 500 Schülerinnen und Schülern Ende 2022 überschritten. Seitdem ist ihre Anzahl mehr oder weniger stabil geblieben. Die Direktion ist Teil der Delegation des Staatsrats, die sich mit der Ukraine-Krise befasst und aufgrund der weiteren Zunahme der Migrationsströme in den Jahren 2023 und 2024 in «Migration» umbenannt wurde. Seit den letzten Monaten des Jahres 2022 wird in unseren Schulen eine Zunahme der Zahl der Schülerinnen und Schüler mit Migrationshintergrund aus dem Nahen Osten und Afrika festgestellt.

[Alle News der BKAD](#)

[Weitere Details zu den wichtigen Ereignissen der Einheiten der BKAD](#)

5.1.2 Kennzahlen

5.1.2.1 Personalbestand

	Rechnung 2024 VZÄ	Rechnung 2023 VZÄ	Differenz VZÄ
Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten	5340,56	5224,71	115,85
Zentralverwaltung	390,07	381,40	8,67
3200 / IPCS Generalsekretariat	26,20	25,29	0,91
3202 / ENOB Obligatorischer Unterricht	160,76	159,11	1,65
3208 / ENSA Amt für Sonderpädagogik	12,67	12,54	0,13
3225 / OSPR Amt für Berufsberatung und Erwachsenenbildung	29,73	30,43	-0,70
3229 / ESSU Amt für Unterricht der Sekundarstufe 2	17,44	13,45	3,99
3265 / CULT Amt für Kultur	3,92	3,99	-0,07
3271 / BCUN Kantons- und Universitätsbibliothek	56,67	56,29	0,38
3273 / MAHF Museum für Kunst und Geschichte	15,46	15,06	0,40
3274 / MHNA Naturhistorisches Museum	9,70	9,67	0,03
3280 / SACF Amt für Archäologie	41,81	39,85	1,96
3281 / BIEN Amt für Kulturgüter	15,71	15,72	-0,01

		Rechnung 2024 VZÄ	Rechnung 2023 VZÄ	Differenz VZÄ
Unterrichtswesen		4950,49	4843,31	107,18
3203 / EPRE	Primarschulunterricht 1H–2H	410,19	401,08	9,01
3205 / EPRI	Primarschulunterricht 3H–8H	1668,58	1622,02	46,56
3210 / CORI	Orientierungsschule 9H–11H – Entlastungen	26,22	25,66	0,56
3210 / CORI	Orientierungsschule 9H–11H	1011,20	984,38	26,82
3229 / ESSU	Amt für Unterricht der Sekundarstufe 2	3,42	2,92	0,50
3230 / ECDD	Fachmittelschule	86,50	84,34	2,16
3235 / CGAM	Kollegium Gambach	103,70	101,53	2,17
3240 / CSCR	Kollegium Heilig Kreuz	89,33	86,65	2,67
3245 / CSMI	Kollegium St. Michael	110,23	112,57	-2,34
3249 / CSUD	Kollegium des Südens	125,10	126,05	-0,95
3256 / HEPF	Pädagogische Hochschule Freiburg	101,15	97,39	3,76
3260 / UNIV	Universität	1095,28	1078,40	16,88
3272 / CONS	Konservatorium	119,69	120,32	-0,63

5.1.2.2 Personalfuktuation

		Fluktuation 2024 %	Fluktuation 2023 %
Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten		3,43	3,45
Zentralverwaltung			
3200 / IPCS	Generalsekretariat	3,16	0
3202 / ENOB	Obligatorischer Unterricht	1,91	2,55
3208 / ENSA	Amt für Sonderpädagogik	8,83	0
3225 / OSPR	Amt für Berufsberatung und Erwachsenenbildung	7,14	8,84
3229 / ESSU	Amt für Unterricht der Sekundarstufe 2	0,71	1,89
3265 / CULT	Amt für Kultur	0	0
3271 / BCUN	Kantons- und Universitätsbibliothek	7,47	1,66
3273 / MAHF	Museum für Kunst und Geschichte	0	6,84
3274 / MHNA	Naturhistorisches Museum	0	10,27
3280 / SACF	Amt für Archäologie	2,80	4,08
3281 / BIEN	Amt für Kulturgüter	8,42	13,20
Unterrichtswesen			
3203 / EPRE	Primarschulunterricht 1H–2H	2,33	1,73
3205 / EPRI	Primarschulunterricht 3H–8H	2,22	1,94
3210 / CORI	Orientierungsschule 9H–11H	1,62	1,79
3230 / ECDD	Fachmittelschule	2,36	1,06
3235 / CGAM	Kollegium Gambach	1,30	2,13
3240 / CSCR	Kollegium Heilig Kreuz	1,52	0,65
3245 / CSMI	Kollegium St. Michael	3,76	0
3249 / CSUD	Kollegium des Südens	1,89	1,65
3256 / HEPF	Pädagogische Hochschule Freiburg	3,96	7,10
3260 / UNIV	Universität	7,66	8,62
3272 / CONS	Konservatorium	3,25	1,43

Ergänzende Erläuterungen zur Berechnung der Fluktuationsrate finden sich unter Punkt [4.4.3](#).

5.1.2.3 Anzahl Lehrpersonen nach Sprache und Geschlecht

	Französischsprachige		Deutschsprachige		% Frauen
	Männer	Frauen	Männer	Frauen	
Primarschule 1H–2H	13	479	1	169	98%
Primarschule 3H–8H	259	1726	74	614	88%
Orientierungsschule 9H–11H	424	678	133	232	62%
Mittelschulen	256	203	83	96	47%
Total	952	3086	291	1111	77%

5.1.2.4 Personal der Freiburger Sonderschulen

	VZÄ nach VA 2024	VZÄ nach VA 2025	Entwicklung der VZÄ
Lehrpersonal	259,99	277,44	+17,45
Pädagogisches Fachpersonal und Pflegepersonal	66,82	72,52	+5,70
Therapeutisches Fachpersonal	71,40	71,40	+0,00
Direktion und Administration	37,85	39,00	+1,15
Abwartsdienst, Technik und Unterhalt	36,35	37,05	+0,70
Praktikantinnen/Praktikanten + Lernende	111,10	121,12	+10,02
Total	583,51	618,53	+35,02

5.1.2.5 Anzahl Schülerinnen und Schüler an den obligatorischen Schulen (Stand am 1. November)

Als gesetzlicher Bestand gemäss Schulgesetzgebung gilt die Gesamtzahl der Schülerinnen und Schüler, die für die Klasseneröffnungen und -schliessungen nach Artikel 44 Abs. 3 und 48 Abs. 5 des Reglements zum Gesetz über die obligatorische Schule berücksichtigt wird.

HarmoS-Schuljahr	Deutschfreiburg				Französischsprachiger Kantonsteil			
	2023/24 Effektiver Bestand	2023/24 Gesetzlicher Bestand	2024/25 Effektiver Bestand	2024/25 Gesetzlicher Bestand	2023/24 Effektiver Bestand	2023/24 Gesetzlicher Bestand	2024/25 Effektiver Bestand	2024/25 Gesetzlicher Bestand
Total 1H–2H	1 736	1 824	1 699	1 785	5 740	5 940	5 754	5 924
Total 3H–8H	4 883	5 079	4 936	5 116	16 957	17 965	17 301	18 369
Total 9H–11H	2 798	2 892	2 579	2 635	9 083	9 545	9 144	9 654
Gesamttotal	9 417	9 795	9 214	9 536	31 780	33 450	32 119	32 947

5.1.2.6 Anzahl Schülerinnen und Schüler und Klassen in den Freiburger Sonderschulen (zu Schuljahresbeginn)

	2024/25	2023/24	Änderung	2024/25	2023/24	Änderung	2024/25	2023/24	Änderung
	FR	FR		DE	DE		Total		
Anzahl Schülerinnen und Schüler	896	837	+59	165	155	+10	1061	992	+69
Anzahl Klassen	132	122	+10	23	23	+0	155	145	+10
Durchschnitt pro Klasse	6,79	6,86		7,17	6,74		6,85	6,84	

5.1.2.7 Anzahl Schülerinnen und Schüler an den Mittelschulen (Schulen der Sekundarstufe 2) (Stand am 30. September 2024)

	Schülerinnen und Schüler		Klassen	
	2023/24	2024/25	2023/24	2024/25
Gymnasiale Maturität	4038	4002	189	188
Handelsmittelschule	454	528	19	20,5
Fachmittelschulabschluss	1352	1372	66,5	64,5
Fachmaturitäten	445	396	7,5	7,5
Passerelle	102	95	5	5
Total	6391	6393	287	285,5

Die halben Klassen erklären sich dadurch, dass die Klassen des Interkantonalen Gymnasiums der Broye in dieser Tabelle zwischen den Freiburger und den Waadtländer Schülerinnen und Schülern aufgeteilt werden.

5.1.2.8 Schul- und Berufswahl von Jugendlichen

Im Jahr 2024 haben 4350 (3700) Schülerinnen und Schüler die Orientierungsschule beendet; sie haben sich für folgende Schul- und Berufsrichtungen entschieden:

Gewählte Richtung in %	2024			2023
	Männer	Frauen	Total	Total
Lehre, Grundausbildung	50	27	39	38
Mittelschulen	28	50	39	41
Andere Schulen	3	3	3	3
Erwerbsarbeit	0	0	0	0
12. partnersprachliches Schuljahr	3	3	3	4
Ausstehende oder unbekannte Lösung	1	1	1	1
Vorbereitungs- oder Integrationskurs	11	8	10	9

Der Anteil der Jugendlichen, die sich für eine Lehre entschieden, betrug 33% (38%), was 1253 Personen (1419) entspricht. Die Zahl der Jugendlichen, die direkt nach der Schule eine Lehre begannen, ist um 5% gesunken.

5.1.2.9 Kantonale Stipendien

Die nachfolgend aufgeführten Beträge entsprechen den im Kalenderjahr 2024 ausbezahlten Beträgen. Sie verteilen sich wie folgt auf die vom Bundesamt für Statistik (BFS) vorgegebenen neun Ausbildungskategorien:

Ausbildungskategorien	Anzahl	Beträge in Franken
Bereiche der Sekundarstufe 2		
Gymnasiale Maturitätsschulen	250	941 163
Andere Mittelschulen	202	759 896
Vollzeitberufsschulen	126	622 567
Berufslehren und Anlehren	483	2 624 073
Nach Berufslehre erworbene Berufsmaturitäten	56	179 489
Tertiärstufe		
Höhere (nicht universitäre) Berufsbildung	31	212 385
Fachhochschulen	222	1 461 146
Universitäten und Eidgenössische Technische Hochschulen	275	2 084 733
Total	1645	8 885 452

Der Wiederankurbelungsplan des Staatsrats, der am 13. Oktober 2020 vom Grossen Rat angenommen wurde, enthält eine Massnahme, welche die Stipendien betrifft. Es handelt sich um die Massnahme 13: «Stipendien für die berufliche Wiedereingliederung und für Personen über 25 Jahre ohne Ausbildung». **Im Jahr 2024 wurden 17 Personen mit einer Gesamtsumme von 285 983 Franken unterstützt.**

Im Rahmen der Umsetzung der Initiative «Für eine starke Pflege (Pflegeinitiative)», die im November 2021 von Volk und Ständen angenommen wurde, sind die Kantone verpflichtet, Stipendien zu gewähren, die den Zugang zu einem Bildungsgang in Pflege an Fachhochschulen (FH) und Höheren Fachschulen (HF) fördern. In diesem Zusammenhang vergibt der Kanton Freiburg Pflegestipendien an Personen, welche die festgelegten Bedingungen erfüllen. **Im Jahr 2024 wurden 8 Personen mit einer Gesamtsumme von 85 514 Franken unterstützt.**

[Weitere Kennzahlen zu den Einheiten der BKAD](#)

5.2 Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion SJSD

5.2.1 Wichtige Ereignisse aus der Tätigkeit der Direktion

5.2.1.1 Direktion und Generalsekretariat

5.2.1.1.1 Revision des Gesetzes über die Kantonspolizei

Im Juni 2024 überwies der Staatsrat dem Grossen Rat einen Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Kantonspolizei (PolG). Der Kern des Entwurfs bestand darin, einen rechtlichen Rahmen für neue polizeiliche Massnahmen – namentlich Mittel zur Überwachung des öffentlichen Raums und des motorisierten Verkehrs – zu schaffen, den Datenaustausch zwischen Polizeibehörden zu ermöglichen und die europäischen Datenschutzvorschriften im PolG zu verankern. Während die Kommission des Grossen Rates den Gesetzesentwurf beriet, wurden einige ähnliche Bestimmungen aus dem neuen Polizeigesetz des Kantons Luzern in einem Entscheid des Bundesgerichts aufgehoben, worauf der Staatsrat den Entwurf auf Antrag des SJS-Direktors zurückzog. Die Totalrevision des PolG, die bisher erst in der nächsten Legislaturperiode geplant war, wird deshalb bereits 2025 in Angriff genommen.

5.2.1.1.2 Totalrevision des Gesetzes über den Bevölkerungsschutz

Ende August 2024 überwies der Staatsrat dem Grossen Rat einen Gesetzesentwurf zur Totalrevision des Gesetz über den Bevölkerungsschutz, das gleichzeitig eine Änderung des Gesetzes über den Zivilschutz vorsah. Der Entwurf wurde vom Kantonsparlament in der Dezembersession ohne grössere Änderungen verabschiedet. Das Gesetz wird am 1. Juli 2025 in Kraft treten.

Mit der Integration der wirtschaftlichen Landesversorgung in das Bevölkerungsschutzgesetz wird sichergestellt, dass ein einziger kantonaler Stab – der Stab für den Bevölkerungsschutz (KSBS) – alle Aspekte einer Krisensituation behandelt. Das kantonale Risikoobservatorium (KRO) liefert dem Staatsrat regelmässig einen Katalog der bevölkerungsschutzrelevanten Risiken. Die kommunalen Verbindungsstellen für den Bevölkerungsschutz ermöglichen ihrerseits ein Gesamtlagebild für das gesamte Kantonsgebiet. Gemeinden mit einem entsprechenden Bedarf können zudem einen kommunalen Krisenstab einrichten.

5.2.1.1.3 Veranstaltungen

Die SJSD hat mit der Erarbeitung eines Gesetzes über die Veranstaltungen begonnen. Da die heute geltenden Gesetzesbestimmungen uneinheitlich und für die Veranstaltenden teilweise zu wenig klar sind, soll das Gesetz das Verfahren vereinfachen, indem klare und einheitliche Regeln für den ganzen Kanton festgelegt werden. Eine Arbeitsgruppe, der die betroffenen staatlichen Ämter, die Oberamtspersonen und die Gemeinden sowie ein Grundrechtsexperte angehören, hat einen Vorentwurf erarbeitet, für den die SJSD im Verlauf des Jahres 2025 die Bewilligung zur Vernehmlassung einholen wird.

5.2.1.1.3.1 Informationssicherheit

Im Bereich Informationssicherheit, den die SJSD 2023 übernommen hat, wurde im Mai 2024 mit der Schaffung der Stelle des Delegierten für Informationssicherheit im Generalsekretariat ein wichtiger Meilenstein erreicht. Zu den wichtigsten Aufgaben der Stelle gehören der Aufbau und die Aktivierung des Netzwerks der

Informationssicherheitsverantwortlichen in den Direktionen im Zuge der Schaffung der entsprechenden Stellen, die Erarbeitung von Richtlinien und die Schulung. Die Arbeiten für ein Gesetz über die Informationssicherheit laufen und dürften 2025 abgeschlossen werden.

5.2.1.2 Kantonspolizei

5.2.1.1.1 Die neuen Bestimmungen des Sexualstrafrechts, die am 1. Juli 2024 in Kraft getreten sind, führen mehrere wichtige Änderungen ein, die den Schutz der Opfer verbessern sollen.

Die Anerkennung einer Handlung als Vergewaltigung oder sexueller Übergriff und sexuelle Nötigung erfordert nicht mehr den Nachweis einer Drohung oder einer Nötigung; es reicht aus, wenn das Opfer gegenüber dem/der Täter/in seine Ablehnung gemäss dem Grundsatz: Nein heisst Nein! klar zum Ausdruck bringt. Darüber hinaus wird der Schockzustand als implizite Äusserung der Ablehnung anerkannt.

Überdies wurde der Tatbestand der Vergewaltigung erweitert. Sie umfasst künftig nicht mehr nur den Beischlaf im eigentlichen Sinne, sondern auch beischlafähnliche Handlungen, die mit einem Eindringen in den Körper verbunden sind. In diesem überarbeiteten Rahmen wird auch anerkannt, dass jede Person, unabhängig von ihrem Geschlecht, Opfer einer Vergewaltigung werden kann.

Um eine noch bessere Betreuung der Opfer zu gewährleisten, wurden spezielle Schulungen durchgeführt. Auch wenn es verfrüht wäre, die Auswirkungen dieser Revision genau zu bewerten, setzt sich die Kantonspolizei dafür ein, dass die Opfer immer besser betreut werden.

5.2.1.1.2 Anstieg der Kriminalität im Zusammenhang mit der Migration: Verlängerung der Task Force.

Die Task Force «Luth», die im April 2023 eingerichtet wurde, um dem Anstieg der Kriminalität im Zusammenhang mit der Migration entgegenzuwirken, wurde mit einem Personalbestand von 4 VZÄ fortgesetzt. Dank des täglichen Engagements im Terrain und der Koordination mit den Interessengruppen konnte ein deutlicher Rückgang des Phänomens beobachtet werden. Von den 1168 Ereignissen (-14 %) mit Asylsuchenden, die sich in einem Verfahren befinden, auf ihre Rückführung warteten oder abgewiesen waren, betrafen 269 illegalen Aufenthalt, 232 eine Verletzung des Rayonverbots und 425 Vermögensdelikte. Bei der letztgenannten Kategorie stammten 53 % der beschuldigten Personen aus Algerien, 30 % aus Marokko und 12 % aus Tunesien. Mehr als 66 % von ihnen hatten keinen offiziellen Wohnsitz im Kanton. Durch regelmässigen Personalwechsel in der Task Force und die Erinnerung an die Risiken eines rein ethnischen Profiling, will die Kantonspolizei Voreingenommenheit und Vorurteile vermeiden und so eine professionelle Arbeit ermöglichen, die alle im Kanton lebenden Gemeinschaften respektiert.

5.2.1.1.3 Schiesserei an Schulen: Ein reales Risiko und ein Konzept, das in Partnerschaft weiterentwickelt werden muss.

Angesichts äusserst seltener Bedrohungen mit dramatischen Folgen wird das Konzept AMOK, das einen Angriff oder eine Bedrohung der Allgemeinheit bezeichnet, modernisiert, um die Sicherheit von Schulen, öffentlichen Einrichtungen und letztlich jeder Menschenansammlung zu erhöhen. Dieses Anfang der 2010er Jahre eingeführte Dispositiv wird weiterentwickelt, um auf neue Herausforderungen wie den zunehmenden Zugang zu Informationen und die Notwendigkeit, die Kommunikationskanäle und -ebenen anzupassen, zu reagieren. Der Staat spielt durch die Kantonspolizei eine zentrale Rolle bei dieser Aktualisierung. Im Sommer 2024 haben koordinierte Informationsveranstaltungen an Fachhochschulen und Berufsschulen begonnen. Im Jahr 2025 werden sie auf alle Schulen des Kantons sowie auf kommunale und kantonale Partner ausgeweitet. Zur Konsolidierung der mentalen Vorbereitung wurden visuelle und akustische Hilfsmittel entwickelt. Diese Initiative soll jede/n Einzelne/n auf den Umgang mit dieser Art von Bedrohung vorbereiten: flüchten, sich verstecken, warnen und als letztes Mittel Widerstand leisten. Mit vereinten Kräften tragen Institutionen, Fachleute und Bürger/innen, Eltern und Schüler/innen, zu einer sichereren Umgebung bei. Sicherheit geht uns alle an.

5.2.1.3 Migration und Integration

5.2.1.3.1 Intensivierung der Tätigkeit im Bereich Migration und Bevölkerung

Die ausländische Kantonsbevölkerung ohne Asylsuchende wuchs im Jahr 2024 deutlich um 3516 Personen und damit rund 20 % stärker als 2023. Ein ähnliches Ausmass hatte der Nettozuwachs zuletzt 2013 erreicht. Die zugewanderten Personen stammten hauptsächlich aus Frankreich und Portugal. Auf dem Arbeitsmarkt haben die Anmeldungen europäischer Staatsangehöriger ausserdem erneut Rekordwerte erreicht (über 18 000 Personen).

Die Zahl der Administrativhaftfälle, mit denen manche Wegweisungen aus der Schweiz sichergestellt werden, war seit über 10 Jahren nicht mehr so hoch (2024: 148 Fälle vs. 2023: 135). Dies ist darauf zurückzuführen, dass sich mit der Guglera in Giffers ein Bundesasylzentrum auf Freiburger Gebiet befindet und in den letzten zwei Jahren besonders viele Personen dort untergebracht waren.

Mit der Ausstellung von 29 431 Schweizerpässen und 38 559 Identitätskarten hat die Nachfrage nach Identitäts- und Reisedokumenten 2024 ebenfalls einen neuen Höchststand erreicht.

5.2.1.3.2 Rassismusprävention an Schulen

Aufgrund einer entsprechenden Anfrage aus der Praxis haben die Ämter für obligatorischen Unterricht, das Amt für Sonderpädagogik und die Fachstelle für die Integration der Migrantinnen und Migranten und für Rassismusprävention zusammen mit der Pädagogischen Hochschule (PH) das zweisprachige Netzwerk «Rassismuskritische Schule» lanciert. Es orientiert sich an einem Projekt der Stadt Bern und versucht, in den Schulen rassismuskritisches Handeln anzuregen. Im Schuljahr 2024/2025 wird an 5 Terminen eine Weiterbildung für Lehrpersonen, Schulsozialarbeitende und Mitglieder von Schulleitungen angeboten. Ausgehend von ihren Bedürfnissen werden die verschiedenen Dimensionen und Funktionsweisen von Rassismus sowie seine Geschichte und seine Auswirkungen auf den Schulalltag behandelt. Der Kurs hat zum Ziel, dass die Teilnehmenden Formen von strukturellem Rassismus gegebenenfalls erkennen, die Auswirkungen von Rassismus auf schulische Akteurinnen und Akteure anerkennen und konkrete Handlungsmöglichkeiten erarbeiten. Für den ersten Kurs, der bis Mai 2025 dauert, haben sich 36 Personen angemeldet.

5.2.1.4 Straf- und Massnahmenvollzug

5.2.1.4.1 Vollzugsplanung 2016–2026

Die Arbeiten für die Umsetzung der ersten Etappe (FRSA I) der Vollzugsplanung 2016–2026 dauerten fast zwei Jahre. Am 3. Mai 2024 konnten die neuen Gebäude eingeweiht werden. Im Rahmen des Projekts entstanden vier neue Gebäude: ein Zellenpavillon, ein Empfangspavillon, ein Gesundheitszentrum und eine Halle für die gesicherten Werkstätten. Zudem wurden zwei bestehende Bauten renoviert und angepasst. Die Neubauten entsprechen den Bedürfnissen des Straf- und Massnahmenvollzugs und ermöglichen eine strikte Trennung der verschiedenen Haftregime. Die Bauarbeiten wurden termingerecht und unter Einhaltung des Investitionskredits abgeschlossen und stehen im Einklang mit der Klimastrategie des Kantons Freiburg. Insgesamt wurden 1300 m² Solarpanels installiert.

5.2.1.4.2 Trennung der Haftregime

Mit der Inbetriebnahme der neuen Gebäude am Standort Bellechasse konnte die Freiburger Strafanstalt (FRSA) die Trennung der Haftregime in die Tat umsetzen. Anlagen und Planung verlangten von den Mitarbeitenden der FRSA viel Arbeit. Ab Anfang September wurden die Gefangenen etappenweise und unter Gewährleistung der Sicherheit aller Beteiligten in die neuen Gebäude verlegt. Zwischen den einzelnen Etappen wurden die Zellen instand gestellt. Gleichzeitig wurde auch das Personal innerhalb des offenen Vollzugs nach Bedarf umgeteilt. Seit 7. Oktober 2024 funktionieren die beiden Haftregime unabhängig voneinander. Die nach Hafttyp getrennte Arbeitsweise hat verschiedene Auswirkungen, sowohl für das Personal (unterschiedlich festgelegte Arbeitszeiten, Zusatzaufgaben je nach Regime, Schulung zu den neuen Gebäuden usw.) wie auch für die Gefangenen (Zellenöffnungs- und -schliesszeiten, Regelung für den Gang ins Gesundheitszentrum oder an den Arbeitsplatz, Besuchszeiten usw.). Dank des grossen Einsatzes der Mitarbeitenden der FRSA verliefen die Verlegung der Gefangenen und die Anpassung der Arbeitsweise optimal.

5.2.1.4.3 Ansatz «Objectif Désistance»

Die Interventionsstrategie, die im Rahmen des Pilotprojekts der Kommission für Bewährungshilfe der lateinischen Schweiz (CLP) «Objectif Désistance» zwischen Februar 2019 und Februar 2023 entwickelt worden war, wurde im Jahr 2024 weiter umgesetzt. Das Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe (JVBHA) stellte insbesondere eine Koordinatorin und Animatorin mit einem Beschäftigungsgrad von 40 % ein, die für das Projekt «Sozialkapital» zuständig ist und der es rasch gelangt, den Wandel zu vollziehen und sich amtsintern als Ansprechperson für diesen Pfeiler der Strategie zu etablieren. Alle Mitarbeitenden der Abteilungen Freiheitsstrafen, Massnahmen und Bewährungshilfe (FMB) und Freiheitsstrafen im offenen Vollzug (FOV) des JVBHA absolvierten zudem eine Grundausbildung von 3 Tagen zum Konzept und zu Techniken der motivierenden Gesprächsführung (1. Pfeiler des Pilotprojekts). Auf interkantonaler Ebene setzte die CLP verschiedene Massnahmen zur Förderung des Austausches und der Sichtbarkeit um, darunter die Aufschaltung der Internetseite www.desistance.ch.

5.2.1.4.4 Processus latin d'exécution des sanctions orientée vers le risque et les ressources (PLESORR)

Für den Prozess Risiko- und Ressourcenorientierter Sanktionsvollzug der lateinischen Schweiz (PLESORR), der unter der Leitung der Konferenz der Justiz- und Polizeidirektoren der lateinischen Schweiz (LKJPD) entwickelt wurde, war 2024 ein Vorbereitungsjahr im Hinblick auf das Inkrafttreten des neuen Reglements, zu dem am Schweizerischen Kompetenzzentrum für den Justizvollzug (SKJV) eine Kursreihe angeboten wird. Im JVBHA geschah diese Vorbereitung, unterstützt durch die Überlegungen der konkordatseigenen Begleitgruppe, unter anderem in Form einer Richtlinie zur Umsetzung des Prozesses, der ab Januar 2025 getestet und bei Bedarf an die praktischen Gegebenheiten und die verfügbaren Ressourcen angepasst wird.

5.2.1.5 Justiz

5.2.1.5.1 Neuorganisation der richterlichen Gewalt

In seiner Sitzung vom 1. Oktober hat der Staatsrat der Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion (SJS) die Genehmigung erteilt, einen Gesetzesvorentwurf zur Änderung des Justizgesetzes in Vernehmlassung zu geben. Dieser setzt den rechtlichen Rahmen für die konkrete Umsetzung der Empfehlungen aus der Analyse der Gerichtsbehörden, die der Staatsrat 2021 übernommen und 2023 präzisiert hat. Die Analyse war zwischen 2017 und 2021 durchgeführt worden. Der Prozess hat als Ganzes zum Ziel, die Organisation und Funktionsweise der Gerichtsbehörden zu verbessern, um eine Rationalisierung und Effizienzsteigerung zu erreichen und gleichzeitig die Qualität der Leistungen zu erhalten. Wichtigste Handlungsfelder sind die Zusammenführung der aktuell 18 Gerichtsbehörden in 5 Gerichten, die Schaffung eines Führungsorgans für die Justiz und die Förderung des Schlichtungswegs zur Lösung von Streitigkeiten. Der Vorentwurf basiert auf den Arbeiten einer Arbeitsgruppe unter der Leitung des Amtes für Justiz, der Vertreterinnen und Vertreter des Justizrats, der wichtigsten Gerichtsinstanzen, der Oberamtspersonenkonferenz, des Freiburger Anwaltsverbands, der Justizkommission des Grossen Rates und der Finanzdirektion angehörten.

5.2.1.5.2 Erarbeitung des Konzepts Elternkonsens

Im Mai 2023 hatte der Staatsrat einem Postulat direkte Folge gegeben, in dem er dazu aufgefordert wurde, die Einführung des Elternkonsens-Modells in unserem Kanton zu prüfen und sich dabei auf die positiven Resultate aus den Pilotprojekten der Kantone Waadt und Wallis zu stützen. In der Novembersession 2023 beschloss der Grosse Rat mit einem Änderungsantrag, den Voranschlag 2024 des Amtes für Justiz um 100 000 Franken aufzustocken, um die Anpassung und Entwicklung des Konzepts zu finanzieren und in den Bezirken Vivisbach, Greyerz und Glane die Lancierung der Pilotphase zu ermöglichen. Konkret haben die verschiedenen Etappen des Prozesses zum Ziel, dass die Eltern unabhängig von der laufenden Trennung die gemeinsame Verantwortung für ihre Kinder übernehmen. Sie sollen dazu bewegt werden, mit den beteiligten Akteurinnen und Akteuren (Richter/innen, Anwältinnen/Anwälte, Mediatorinnen/Mediatoren, Psychosozialberater/innen) gemeinsam eine zufriedenstellende, auf die Bedürfnisse ihrer Kinder ausgerichtete Einigung zu finden.

Anfang 2024 wurde eine Projektleitung eingesetzt, welche die nötigen Werkzeuge für die Durchführung der Pilotphase einführen sollte: ein Netzwerk von Fachleuten, vereinfachte Formulare, Flyer, eine Internetseite, Sensibilisierungsveranstaltungen, Mediationssitzungen und Massnahmen für die gemeinsame Elternschaft. Der Start der Pilotphase ist für Anfang 2025 geplant.

5.2.1.6 Sport

5.2.1.6.1 Eishockey-Weltmeisterschaft 2026

Im Hinblick auf die Eishockey-Weltmeisterschaft 2026 in Freiburg und Zürich wurde der Verein Association CM 2026 / Events & Legacy, Fribourg-Schweiz gegründet, der unter dem Vorsitz des Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektors steht. Sein Zweck besteht darin, die Swiss Ice Hockey Federation bei der Organisation des Turniers zu unterstützen und den Ruf Freiburgs in die Schweiz und in die Welt hinauszutragen, indem seine Tradition der Gastfreundschaft und sein Know-how ins rechte Licht gerückt werden. Gezielte Aktionen des Vereins vor, während und nach der Sportveranstaltung sollen zudem die Identifikation der Freiburger Bevölkerung mit diesem grössten Sportereignis in der Geschichte des Kantons wecken und die Eissportarten und den Sport im Allgemeinen populärer machen. Im Jahr 2024 wurden dafür verschiedene Projekte entwickelt:

- > Ein Comic von neun Freiburger Künstlerinnen und Künstlern mit neun Geschichten zum Eislaufen und zum Hockey-Sport in unserer Region.
- > Eine mobile Kunsteisbahn, die seit Oktober 2024 und bis zur Weltmeisterschaft durch den Kanton Freiburg zieht.
- > Eine besondere Assemblage aus der Vully-Region mit einzigartigen Etiketten.

Weitere Projekte, darunter Unterrichtsmaterial für Schulen, sind in Arbeit.

5.2.1.6.2 Projekt Gewalt bei Sportveranstaltungen

Angesichts der Gewalt, die in der Welt des Sports auftreten kann, hat sich die Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion zusammen mit der Kantonspolizei, dem Amt für Sport (SpA) und dem Verein für Prävention REPER mit der Problematik befasst, um den Freiburger Sportklubs Unterstützung anzubieten. Die Arbeitsgruppe vereinte ihre Kompetenzen in den Bereichen Soziales, Sport und Recht für die Entwicklung einer interaktiven Informationsveranstaltung. Diese richtet sich in erster Linie an Vereinsvorstände, Leitende und im Vereinssport engagierte Personen, aber auch an Vertretende betroffener Gemeinden. Ziel ist der Austausch und die Bereitstellung konkreter und praktischer Werkzeuge. Die erste Veranstaltung findet im April 2025 statt.

5.2.1.6.3 Lancierung der Projekts Sportkoordinatorinnen und Sportkoordinatoren in den Gemeinden

In der Schweiz ist jeder zweite Todesfall auf Herz-Kreislauferkrankungen oder Krebs zurückzuführen. Angesichts dieser Tatsache ist es entscheidend, die Bevölkerung dazu zu motivieren, körperliche und sportliche Aktivitäten in ihren Alltag zu integrieren. Um dieses Ziel zu erreichen, ermutigt das SpA Städte, Gemeinden und Regionen dazu, eine kommunale Sportbeauftragte oder einen kommunalen Sportbeauftragten anzustellen. Um die Gemeinden zu unterstützen, erarbeitet das SpA derzeit einen praktischen Leitfaden. Gleichzeitig wird eine über drei Jahre verteilte finanzielle Unterstützung von 50 000 Franken angeboten. Die Gemeinden haben bereits erste Informationen zum Projekt und zur Unterstützung durch den Kanton erhalten.

5.2.1.7 Motorfahrzeuge

5.2.1.7.1 Änderung des Gesetzes über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger (BMfzAG)

Artikel 9 des Gesetzes über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger (BMfzAG) erlaubt die Anpassung des Tarifs für die Fahrzeugbesteuerung an den durchschnittlichen Jahresindex der Konsumentenpreise, sofern sich der Index um mindestens 5 % verändert. In Übereinstimmung mit dieser Bestimmung überwies der Staatsrat dem Grossen Rat einen Gesetzesentwurf zur Anhebung des Tarifs um 5,2 %. Da der Vorschlag Teil des Vorentwurfs für den Voranschlag 2025 mit einem Anstieg der Einnahmen um rund 5 Millionen Franken war, genehmigte der Grosse Rat die Änderung in der Novembersession 2024, worauf sie am 1. Januar 2025 in Kraft trat.

[Alle News der Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion](#)

Weitere Details zu den wichtigen Ereignissen der Einheiten der SJSD

5.2.2 Kennzahlen

5.2.2.1 Tätigkeit

Polizei

Tätigkeit	2024	2023
Erstellte Polizeirapporte	25 929	25 952
Aufgenommene Strafanträge	10 243	10 304
Behandelte Aufträge	26 832	27 114
bei der EAZ eingegangene Notrufe (112, 117, 118)	59 138	56 461
Einbrüche	1250	1027
Fälle der Brigade für Sittlichkeitsdelikte und Misshandlungen	410	392
Häusliche Gewalt	664	577
Feindseligkeit und Hassdelikte («HATE»)	118	112
Fälle der Abteilung Bedrohungsmanagement	285	254
Cyberkriminalität / Anzahl Strafanträge	1589	1 535
Schadensumme	Fr. 13 633 155	Fr. 9 500 000
Polizeilich festgestellte Verkehrsunfälle*	1077	1044
davon mit Todesopfer	7	8

Bevölkerungsschutz

Schutzräume	2024	2023
Bevölkerung (inkl. Aufenthalt)	353 228	349 531
Anzahl Schutzräume	7 649	7 606
Anzahl Schutzplätze	311 138	304 942
Deckungsgrad	88,1	87,3

Bevölkerung und Migration

Erteilte Bewilligungen	2024	2023
Niederlassungsbewilligungen	3 047	2 955
Aufenthaltsbewilligungen	6 040	5 767
Kurzaufenthaltsbewilligungen	2 477	2 547
Grenzgängerbewilligungen EU/EFTA	730	608
Verlängerung von Aufenthaltsbewilligungen oder der Kontrollfrist von Niederlassungsbewilligungen	22 170	22 745

Bestand der am 31. Dezember 2022 im Kanton anwesenden Ausländer/innen (ohne Asylsuchende und vorläufige aufgenommene Personen)	2024	2023
Mit Niederlassungsbewilligung	55 855	54 506
Mit Aufenthaltsbewilligung	28 135	26 163
Mit Kurzaufenthaltsbewilligung	1 990	2 016
Mit Grenzgängerbewilligung	2 109	1 884
Total	88 089	84 569

Ausgestellte Identitätspapiere	2024	2023
Ordentliche biometrische Pässe	29 431	28 594
Identitätskarten	38 559	38 363
Provisorische Pässe	472	449
Biometrische Reisedokumente für ausländische Personen	1 043	809
Biometrische Ausländerausweise	13 751	13 174
Gesicherte Ausländerausweise	21 494	23 675

Anmeldung von EU/EFTA-Staatsangehörigen für Anstellung	2024	2023
Tätigkeit von max. 3 Monaten bei einem Schweizer Arbeitgeber	9 333	9 708
Entsandte Arbeitnehmende	5 524	5 374
Grenzüberschreitende, selbstständige Leistungserbringer	3 216	3 008

Vollzug von Strafen und Massnahmen

	2024	2023
An JVBHA adressierte Urteile für Freiheitsstrafen	295	412
Massnahmen und Verwahrungen	8	9
Vollzugstage (Anzahl Gefangene)	66 428 (975)	59 804 (823)
Vollzogene Stunden gemeinnütziger Arbeit (GA)	32 863	31 786
Verfügte Entscheide		
> bezgl. Vollzug von Freiheitsstrafen	70	79
> bezgl. therapeutische Massnahmen und Verwahrung	60	71
> bezgl. progressiver Straf- und Massnahmenvollzug	239	327
Ersatzfreiheitsstrafen (EFS)		
> eingegangene Strafbefehle	8 584	7 286
> einkassierter Betrag	Fr. 2 296 113	Fr. 1 972 113
Bewährungshilfe		
> neue Mandate	94	100
> laufende Mandate per 31. Dezember	272	260

Justiz

	2024	2023
Advokatur und Notariat		
> ausgestellte Anwaltspatente	22	27
> ausgestellte Notariatspatente	3	1
> praktizierende Anwältinnen und Anwälte	244	261
> praktizierende Notarinnen und Notare	60	60
Mediation in Jugendstrafsachen		
> von Richter/innen delegierte Fälle (Mediationsprozess)	70	63
> laufende Mediationen per 31. Dezember	47	44
Unentgeltliche Rechtspflege in Zivilsachen		
> Kostenlisten	1 511	1 600
> ausbezahlter Betrag	Fr. 5 796 513	Fr. 5 610 280
Unentgeltliche Rechtspflege in Strafsachen		
> Kostenlisten	1 221	1 162
> ausbezahlter Betrag	Fr. 3 584 989	Fr. 4 094 990
Unentgeltliche Rechtspflege in Verwaltungssachen		
> Kostenlisten	116	107
> ausbezahlter Betrag	Fr. 120 975	Fr. 149 397
Aufgrund besserer Finanzlage zurückgeforderte unentgeltliche Rechtspflege	Fr.3 001 734	Fr. 534 092

Sport

	2024	2023
Fakultativer Schulsport – Anzahl Teilnehmende	5 000	4 700
Jugend+Sport-Leiter/innen-Ausbildung		
> Teilnehmende kantonale Grundausbildungskurse	1 041	750
> Teilnehmende kantonale Weiterbildungskurse	1 1 390	1 506
Jugend+Sport (J+S)		
> angemeldete Lager	302	223
> Teilnehmende J+S-Aktivitäten im Kanton	48 932	35 765
> J+S-Subventionen für Lager	Fr. 1 303 329	Fr. 1 059 415
> J+S-Subventionen des Bundes für Aktivitäten von Freiburger Sportorganisationen	Fr. 4 403 947	Fr. 3 442 980
Kantonale LoRo-Sport-Kommission		
> Kantonsanteil am Gewinn von LoRo-Sport	Fr. 3 913 114	Fr. 3 913 114
> Total Zuweisungen LoRo-Sport und CPORS	Fr. 6 664 669	Fr. 4 373 430

5.2.2.2 Personalbestand

Gewalten – Direktionen Kostenstellen	Rechnung 2024 VZÄ	Rechnung 2023 VZÄ	Differenz VZÄ
Sicherheits- Justiz- und Sportdirektion	1 050,95	1 023,66	27,29
Zentrale Verwaltung	838,65	838,65	18,22
3300/JPMS Generalsekretariat	10,51	9,14	1,37
3305/JUST Amt für Justiz	12,13	7,41	4,72
3330/POCO Amt für Gewerbepolizei	3,64	3,55	0,09
3335/PETR Amt für Bevölkerung und Migration	54,99	53,82	1,17
3345/POLI Kantonspolizei	722,59	705,09	17,50
3355/SPEN Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe	23,91	24,01	-0,10
3375/MILI Amt für zivile Sicherheit und Militär	14,90	15,62	-0,72
3385/PROT Zivilschutz	13,76	12,78	0,98
3292/SPOR Amt für Sport	7,48	7,23	0,25
Besondere Sektoren, sonstige Anstalten	187,04	185,01	2,03
3365/EBEL Freiburger Strafanstalt	183,45	183,01	0,44
3394/CAMP Campus Schwarzsee/Lac-Noir	3,59	2,20	1,59
Gerichtsbehörden	359,67	350,83	3,56
Zentrale Verwaltung	359,67	350,83	3,56
2100/TCAN Kantonsgericht	52,64	51,54	1,08
2105/TARR Bezirksgerichte	90,42	89,06	1,36
2111/MINP Staatsanwaltschaft	61,57	57,08	4,49
2112/TMCO Zwangsmassnahmengericht	5,69	5,44	0,25
2115/CPMI Jugendgericht	14,04	12,78	1,26
2120/JUPA Friedensgerichte	60,87	62,54	-1,67
2125/OPOU Betreuungssämer	58,15	58,15	0
2130/OFAI Kantonales Konkursamt	12,53	11,70	0,83
2170/COCO Schlichtungskommissionen für Mietsachen	2,32	1,01	1,31
2900/CMAG Justizrat	1,46	1,53	-0,07

5.2.2.3 Personalfluktuaton

Gewalten – Direktionen Kostenstellen		Fluktuation 2024 %	Fluktuation 2023 %
Exekutive – Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion		4,80	5,95
3294/CSLM	Campus Schwarzsee	0	0
3365/EBEL	Freiburger Strafanstalt	9,93	12,27
3345/POLI	Kantonspolizei	3,27	3,02
3355/SPEN	Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe	1,84	8,10
3300/JPMS	Generalsekretariat	6,38	7,75
3305/JUST	Amt für Justiz	9,57	1,11
3330/POCO	Amt für Gewerbepolizei	0	0
5/PETR	Amt für Bevölkerung und Migration	6,90	4,89
3375/MILI	Amt für zivile Sicherheit und Militär	6,71	7,97
3385/PROT	Zivilschutz	7,55	6,64
3392/SPOR	Amt für Sport	0	6,19

Ergänzende Erläuterungen zur Berechnung der Fluktuationsrate finden sich unter Punkt [4.4.3](#).

Weitere Kennzahlen der Einheiten der SJSD

5.3 Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft ILFD

5.3.1 Wichtige Ereignisse aus der Tätigkeit der Direktion

5.3.1.1 Generalsekretariat

5.3.1.1.1 Institutionelle Angelegenheiten, Gemeinden, Zivilstandswesen und Einbürgerungen

Im Bereich der Institutionen war das Jahr besonders durch die im Frühjahr beschlossene und im Herbst schrittweise umgesetzte Neuorganisation der Aufgabenverteilung innerhalb der ILFD geprägt. So wurden die Themen im Zusammenhang mit den institutionellen Strukturen (Gemeindezusammenschlüsse, Verbände...), die bisher vom Generalsekretariat wahrgenommen wurden, dem Amt für Gemeinden (GemA) übertragen. Die Themen Sprachenpolitik, die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat sowie die politischen Rechte wurden vom Generalsekretariat übernommen. Vorher war das Amt für institutionelle Angelegenheiten, Einbürgerungen und Zivilstandswesen dafür zuständig, das folglich im November zum Amt für Zivilstand und Einbürgerung wurde.

Was die wichtigsten Dossiers anbelangt, so wurde die Revision des Gesetzes über die Gemeinden fortgesetzt, wobei im Sommer eine Vorvernehmlassung erfolgte. Der Entwurf soll im ersten Quartal 2025 in die öffentliche Vernehmlassung gehen und Ende des Jahres an das Parlament überwiesen werden. Ein Vorentwurf der Revision des Gesetzes über die Ausübung der politischen Rechte wurde Ende August in die Vernehmlassung gegeben. Dieser hat zum Ziel, die Wahlen nach dem Majorzsystem zu reformieren, wobei mehrere Varianten vorgeschlagen werden. Der Gesetzesentwurf wird dem Grossen Rat Anfang 2025 überwiesen.

Die Ausarbeitung eines Entwurfs für ein Gesetz über die Amtssprachen und die Förderung der Zweisprachigkeit steht kurz vor dem Abschluss. Im Sommer fand eine interne Vernehmlassung bei den staatlichen Einheiten statt. Die öffentliche Vernehmlassung des Vorentwurfs ist für die erste Hälfte des Jahres 2025 geplant. Dabei geht es darum, die Verfassungsbestimmungen zu den Amtssprachen umzusetzen, insbesondere die Kriterien, die es bestimmten Gemeinden ermöglichen sollen, sowohl Deutsch als auch Französisch als Amtssprachen anzunehmen.

Die Revision des Gesetzes über die Beziehungen zwischen den Konfessionsgemeinschaften und dem Staat (BKGSG) wurde im März 2024 vom Grossen Rat angenommen. Sie aktualisiert und präzisiert insbesondere die Bedingungen für die Gewährung von öffentlich-rechtlichen Vorrechten und setzt einen kantonalen Rat für Religionsfragen ein,

einen «Runden Tisch», der sich aus allen Konfessionsgemeinschaften des Kantons zusammensetzen soll. Das Ausführungsreglement sollte Anfang 2025 in Kraft treten.

5.3.1.1.2 Landwirtschaft, Ernährung, Wald und Natur

Die zu Beginn des Jahres 2024 von Frankreich inspirierte «**Révolte agricole**» zeigte die wirtschaftliche Unsicherheit (hohe Fluktuation der Kosten und Einkommen), den steigenden Verwaltungsaufwand, den Klimawandel und die gesellschaftliche Entwicklung (Individualisierung der Gesellschaft, Stadt-Land-Graben) als die vier grossen Faktoren auf, welche die Landwirtinnen und Landwirte unseres Kantons und über seine Grenzen hinaus stark beschäftigen.

Die meteorologisch schwierigen Bedingungen im Verlaufe des Jahres haben die Situation in keiner Weise entspannt. So waren die Getreideerträge so schlecht wie schon seit Jahren nicht mehr, und auch die Ackerkulturen litten unter dem mehrheitlich feuchten Wetter. Die Futterqualität war entsprechend auch nicht herausragend. Neben dem stetig zunehmenden administrativen Aufwand standen in der agrarpolitischen Diskussion daher auch die Forderung nach korrekten Produzentenpreisen im Zentrum.

Die ILFD hat im Laufe des Jahres **den Landwirtschaftsbericht 2024** mit den Zielen und Massnahmen 2024–2029 erarbeitet. Dieser wurde im September vom Staatsrat verabschiedet und diente auch als Bericht zum Postulat «Gerechte Preise für Bauernfamilien». Die Devise «Besser produzieren, ja – weniger produzieren, nein» dient als Leitfaden des [Landwirtschaftsberichts](#). Der Staatsrat unterstreicht darin einmal mehr den Willen, eine professionelle, produktive, umwelt- und tierfreundliche Landwirtschaft zu unterstützen, die auch die Lebensqualität der Bewirtschaftenden berücksichtigt. Diese Position wurde auch in den agrarpolitischen Diskussionen auf Bundesebene eingebracht. Entsprechend wurde die Streichung der 3,5 % Biodiversitätsförderflächen auf offenem Ackerland ab 2025 durch das Parlament mit Genugtuung zur Kenntnis genommen. Freiburg hat sich auch klar gegen alle Kürzungen des Agrarbudgets ausgesprochen, sei es auf Stufe Budget 2025 oder Zahlungsrahmen 2026–2029.

Die **Waldpolitik** und insbesondere deren Finanzierung war 2024 sowohl auf Bundes- als auch auf Kantonsebene ein Thema. Die Motion Fässler verlangte 100 Millionen jährlich für die Anpassung des Waldes an den Klimawandel. Schliesslich hat das Bundesparlament 70 Millionen bewilligt. Auf kantonaler Ebene verlangte die Motion «Unterhalt der Wälder durch naturnahe Bewirtschaftung» mehr Mittel als Anreiz zur Förderung der Nutzung der Privatwälder. Der Grosse Rat hat dem Anliegen stattgegeben und damit jährliche Mehrausgaben von 800'000 Franken beschlossen.

Auf kantonaler Ebene wurden die Arbeiten für die Planung und Umsetzung der **ökologischen Infrastruktur** weitergeführt, ein zentrales Element der kantonalen Biodiversitätsstrategie. Sowohl im Wald als auch in der Landwirtschaftszone sollen zusätzliche Flächen definiert werden. In der Landwirtschaft wird es vor allem darum gehen, bestehende Biodiversitätsflächen aufzuwerten und intelligent zu vernetzen. Dazu dienen die Projekte Regionale Biodiversität und Landschaft, die als neue agrarpolitische Massnahmen bis 2027 eingeführt werden sollen.

Bereits zum 18. Mal wurde 2024 **der landwirtschaftliche Innovationspreis** verliehen. Den Preis gewonnen hat ein Landwirt, der den Erdnussanbau gewagt hat – ein inspirierendes Beispiel, Neues, Unbekanntes zu wagen. Erfreulich entwickelt sich auch die Umsetzung der Lebensmittelstrategie in Zusammenarbeit mit der VWBD und der EKD. Ein Zeichen der Dynamik ist die Gründung des FRIC (Food Research and Innovation Center) an der Universität Freiburg. Es zeigt, dass der Lebensmittelsektor im Kanton neben der Urproduktion und Verarbeitung auch in der Forschung weiter an Bedeutung gewinnt und ein regelrechtes Kompetenznetzwerk entsteht. Ganz in diesem Sinne entwickelt sich auch der Campus Agroscope Grangeneuve. Das neue Laborgebäude von Agroscope wird ab Ende 2025 bezogen werden und der Bau des Produktionsgebäudes der Liebefeld Käsekulturen AG wird im Sommer 2025 starten.

Erfreulich entwickelt sich auch das Projekt «**Regional kochen**» in der Gemeinschaftsgastronomie. 2024 haben zwei neue Betriebe die Charta für eine nachhaltige, ausgewogene und regionale Küche unterzeichnet. Damit machen bereits 30 Betriebe bei diesem Projekt mit, das von den drei Direktionen GSD, RIMU und ILFD gemeinsam getragen wird. Das entspricht einem Drittel aller Betriebe der Gemeinschaftsgastronomie.

Die Tierseuchenbekämpfung war 2024 für das Amt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (LSVW) in enger Zusammenarbeit mit Sanima mehr denn je eine Herausforderung. Neben der Fortsetzung der Bekämpfung der Rinderseuche BVD und dem Start der Bekämpfung der Moderhinke bei Schafen ist 2024 die Blauzungkrankheit

auf die Agenda gerückt. Obwohl der Kanton Freiburg nur wenige Fälle zu vermelden hat, wird sich 2025 zeigen, ob das so bleibt.

Weitere Details zu den Aktivitäten der ILFD sind in den Berichten der jeweiligen Ämter zu lesen.

5.3.1.1.3 Behörde für Grundstückverkehr (BGV)

Die Behörde für Grundstückverkehr (BGV) ist in ihrer Eigenschaft als erstinstanzliche Verwaltungsbehörde mit der Anwendung des Bundesgesetzes vom 4. Oktober 1991 über das bürgerliche Bodenrecht (BGBB) beauftragt. Zudem ist sie gemäss dem Ausführungsgesetz vom 24. Februar 1987 zum Bundesgesetz über die landwirtschaftliche Pacht (AGLPG) für Gesuche betreffend die Pachtdauer, die Bewilligung einer parzellenweisen Verpachtung des landwirtschaftlichen Gewerbes sowie Einsprachen gegen landwirtschaftliche Pachtzinse zuständig.

Das Jahr 2024 war geprägt durch den Abschluss des Projekts zur Entwicklung einer Software zum Dokumentenmanagement sowie zur definitiven Umstellung auf papierlose Dokumente im März. Die Festlegung der neuen Arbeitsabläufe war anfänglich mit Aufwand verbunden. Zudem brachte der Weggang einer langjährigen Mitarbeiterin mit sich, dass eine neue Mitarbeiterin zum Team stiess und eingearbeitet werden musste. Davon wurden die Bearbeitungsfristen jedoch nicht beeinträchtigt und es konnten alle Gesuche innert nützlicher Frist bearbeitet werden. Die Statistiken zur Art und Anzahl der von der BGV behandelten Dossiers finden sich auf der Website der ILFD.

5.3.1.2 Amt für institutionelle Angelegenheiten, Einbürgerungen und Zivilstandswesen (IAEZA)

Im Bereich des **Zivilstandswesens**, war das Jahr 2024 hauptsächlich geprägt durch den Übergang zum neuen elektronischen Personenstandsregisters Infostar New Generation («Infostar NG») ab dem 11. November 2024. Diese Softwareänderung erforderte eine spezielle Schulung aller Zivilstandsbeamtinnen und Zivilstandsbeamten des Kantons. Ebenfalls am 11. November traten mehrere Änderungen der Zivilstandsverordnung in Kraft. Die wichtigste Änderung ist die Einführung eines neuen Standardzeichensatzes nach der ISO-Norm 8859-1 Latin Extended-A in zwei Schritten. Dieser Zeichensatz ermöglicht es den Bürgerinnen und Bürgern, die dies wünschen, die Schreibweise ihres Vor- und Nachnamens anzupassen. Schliesslich wurde die 2023 eingeführte interne Ausbildung für die zahlreichen neuen Zivilstandsbeamtinnen im Frühling 2024 abgeschlossen.

Was die **Einbürgerungen** betrifft, so behandelte das Amt 2024 1036 Einbürgerungsdossiers (673 ordentliche, 319 erleichterte und 19 erleichterte Einbürgerungen der 3. Generation; 2 Entlassungen aus dem Gemeindebürgerrecht, 7 Entlassungen aus dem freiburgischen Bürgerrecht, 4 Erwerbe des Gemeindebürgerrechts und 12 Erwerbe des kantonalen Bürgerrechts). Im Laufe des Jahres 2024 wurden dem Grossen Rat vier Dekrete unterbreitet und es wurden jeweils in verschiedenen Bezirken drei Einbürgerungszeremonien durchgeführt. Auf Antrag der kantonalen Einbürgerungskommission sind für das Jahr 2025 drei Dekrete vorgesehen. Schliesslich nahm das Amt an mehreren Arbeitssitzungen teil, um ein elektronisches Portal für den Austausch von Dossiers mit den Bundesbehörden einzurichten.

Im Bereich der **institutionellen Angelegenheiten** war das Jahr 2024 geprägt von der internen Vernehmlassung des Vorentwurfs des Sprachengesetzes und des dazugehörigen erläuternden Berichts. Die Rückmeldungen waren insgesamt sehr positiv und die externe Vernehmlassung ist für Anfang 2025 geplant. Was die Änderung des Gesetzes über die Beziehungen zwischen den Religionsgemeinschaften und dem Staat anbelangt, das im März 2024 vom Grossen Rat angenommen wurde und am 1. Juli 2024 in Kraft trat, so ist vorgesehen, den Vorentwurf des Ausführungsreglements Anfang 2025 in die Vernehmlassung zu geben. Im Bereich der politischen Rechte wurde Ende Frühling 2024 ein neuer Gesetzesentwurf zu Änderung der Ausübung der politischen Rechte in die externe Vernehmlassung gegeben. Ziel dieses Gesetzesentwurfs ist im Wesentlichen, die Vorgehensweise bei Wahlen nach dem Majorzsystem zu klären oder grundlegend zu ändern (mögliche Einführung eines «einzigsten Wahlzettels»).

Schliesslich ist anzumerken, dass 2024 das letzte Jahr war, in dem sich das IAEZA, das am 1. Dezember 2024 zum ZEiA (Amt für Zivilstand und Einbürgerung) wurde, sich mit Fragen im Zusammenhang mit den Sprachen, den politischen Rechten, den Beziehungen zwischen Religionen und Staat sowie der Kantonsverfassung befasste. Diese Aufgaben wurden am 1. Dezember 2024 dem Generalsekretariat der ILFD übertragen.

5.3.1.3 Amt für Gemeinden (GemA)

Nebst der üblichen Unterstützung der Gemeinden wurde das Amt für Gemeinden (GemA) insbesondere durch die Arbeiten für die Totalrevision des Gesetzes über die Gemeinden beansprucht, dies sowohl in Bezug auf die Projektleitung als auch auf die Erstellung von rechtlichen Auskünften zu den Vorschlägen der verschiedenen beteiligten Organe. Zu verschiedenen im Rahmen dieser Arbeiten behandelten Themen hat das GemA bei bestimmten kantonalen Einheiten Teilvernehmlassungen durchgeführt.

Das GemA hat auch die Entwicklung des Informatikprogramms «FINSTA Finanzen und Statistik» begleitet. Dieses umfasst drei spezifische Module: Das Modul «Finanzaufsicht» ermöglicht die automatische Übernahme sämtlicher Budgets, Rechnungen und Bilanzen der Gemeinden und die Erstellung von Finanzstatistiken. Das Modul «Finanzausgleich» berechnet die Indizes für die Ressourcen und den Bedarf der Gemeinden sowie die zu erhaltenden oder zu zahlenden Beträge. Das Modul «Steuerfüsse» speichert und meldet schliesslich die Änderungen der Gemeindesteuerfüsse und -sätze. Diese Instrumente tragen zu einer grösseren Transparenz und Vergleichbarkeit der Gemeindefinanzen bei, was den Zielen der Gesetzgebung über den Finanzhaushalt der Gemeinden entspricht. Im Oktober 2024 hat das GemA im Übrigen seinen ersten Bericht über die Gemeindefinanzen veröffentlicht. Dieser Bericht, der auf den mithilfe der FINSTA-Anwendung gesammelten Daten beruht, bietet einen noch nie dagewesenen Überblick über die finanzielle Situation der Gemeinden. Er beleuchtet die bestehenden Unterschiede zwischen den Gemeinden, die Tendenzen in der Haushaltsführung und die Herausforderungen, denen sich die Gemeinden gegenübersehen. Damit ist er ein wertvolles Instrument für die lokalen Entscheidungsträger und ein wichtiges Instrument zur Verbesserung der Gouvernance und des Ressourcenmanagements.

Im September 2024 trat Gérald Mutrux, der 33 Jahre dem GemA vorstand, in den Ruhestand. Der Staatsrat dankte ihm für sein bemerkenswertes Engagement in all diesen Jahren und ernannte Christophe Maillard zu seinem Nachfolger ab Oktober 2024. Christophe Maillard wurde 1971 geboren und verfügt über einen Abschluss der Rechtswissenschaften an der Universität Freiburg. Nachdem er von 2003 bis 2015 bei der Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft (ILFD) zunächst als juristischer Berater, danach als Verantwortlicher des Sektors für Institutionen und Rechtsfragen des Generalsekretariats tätig war, war er ab 2015 Vorsteher des Amts für institutionelle Angelegenheiten, Einbürgerungen und Zivilstandswesen (IAEZA). Parallel dazu ist er seit 2016 Gemeinderat und seit 2021 Gemeindepräsident der Gemeinde Marly. Für diese Ämter wird er bei den Gesamterneuerungswahlen 2026 nicht mehr kandidieren.

Schliesslich ist anzumerken, dass das GemA ab Oktober 2024 im Rahmen einer internen Reorganisation der ILFD bestimmte Aufgaben übernommen hat, die zuvor das Generalsekretariat innehatte, insbesondere im Bereich der institutionellen Strukturen. Dabei wird es insbesondere darum gehen, die institutionelle Entwicklung des Kantons unter dem Blickwinkel der Regionen und Gemeindeverbände zu begleiten und die Prozesse der Gemeindezusammenschlüsse wieder voranzutreiben.

Seit Oktober 2024 engagiert sich das GemA daher auch für die Entwicklung neuer Lösungen, um den Prozess der Gemeindezusammenschlüsse wieder in Gang zu bringen, und arbeitet an der Ergänzung und Verbesserung seiner Website, um die Beratung von Gemeinden und Gemeindeverbänden zu optimieren.

5.3.1.4 Amt für Wald und Natur (WNA)

In Zusammenarbeit mit dem Naturhistorischen Museum Freiburg (NHMF) hat das Amt für Wald und Natur (WNA) im Mai **den ersten Teil des Aktionsportfolios zur Förderung der Biodiversität im Siedlungsraum** lanciert, das sich in die kantonale Biodiversitätsstrategie (KBS) einfügt. Dieses Subventionsprogramm richtet sich an Privatpersonen und Gemeinden und soll Massnahmen fördern wie die Pflanzung von Bäumen und Hecken, die Begrünung von Fassaden oder das Anlegen von Teichen. Bis zum 31. Dezember 2024 wurden 136 Anträge für Massnahmen vor Ort bearbeitet, wovon mehr als 70 bewilligt wurden. Ausserdem wurden 71 Ateliers in Schulen im ganzen Kanton durchgeführt.

Angesichts der enormen Zunahme von Freizeitaktivitäten in der Natur hat das WNA einen **Entwurf für eine Verordnung über die Wildruhezonen erarbeitet** und im Oktober **in die Vernehmlassung** gegeben. Dieser sieht vor, die derzeit einzige Wildruhezone des Kantons, La Berra, zu erweitern und ab 2025 zusätzlich 14 neue

Ruhezonen, die hauptsächlich bereits geschützte Gebiete betreffen, einzuführen. Ziel ist es, die Störungen der Wildtiere während bestimmter Jahresperioden, wie z. B. im Winter, zu kanalisieren und zu minimieren.

Ein weiteres prägendes Ereignis im Jahr 2024 war die **Rückkehr des Asiatischen Laubholzbockkäfers in Marly**, und dies zehn Jahre, nachdem dieser Schädling, der besonders für Laubbäume gefährlich ist, in der Gemeinde im Saanebezirk erstmals aufgetreten war. Am 21. Oktober meldete eine Privatperson dem WNA den Fund eines verdächtigen Insekts. Nachdem die Entomologen des WSL das lebende Insekt in Empfang genommen hatten, gaben sie am 23. Oktober bekannt, dass es sich um einen weiblichen Asiatischen Laubholzbockkäfer handelte. Am 25. Oktober fanden die vom WNA verpflichteten Hundeführer 26 befruchtete Eier, die unter der Rinde zweier Bäume abgelegt waren. Angesichts dieser Erkenntnisse hat das WNA den Kampf gegen den Asiatischen Laubholzbockkäfer in Marly sowie in der Pufferzone, die sechs weitere umliegende Gemeinden (Freiburg, Villars-sur-Glâne, Pierrafortscha, Villarsel-sur-Marly, Bois d'Amont und St. Ursen) umfasst, wieder aufgenommen.

Um die 2023 verabschiedete kantonale Biodiversitätsstrategie (KBS) sowie die Ziele der zwischen dem Kanton und dem Bund abgeschlossenen Programmvereinbarungen im Umweltbereich umzusetzen, verfasste das Amt für Wald und Natur einen **Begleitbericht zur Planung der ökologischen Infrastruktur**, ein dynamisches Instrument zur Koordinierung auf territorialer Ebene. Damit soll eine kohärente Umsetzung der verschiedenen Massnahmen zugunsten der Biodiversität an den relevantesten Standorten des Kantons Freiburg gewährleistet werden. Dieses Instrument, das sowohl die Landwirtschaftszone, den Wald als auch den Siedlungsraum abdeckt, stützt sich auf bereits bestehende Instrumente der einzelnen Bereiche. Der Bericht wurde im Dezember 2024 in die interne Vernehmlassung gegeben.

Die Wälder des Kantons Freiburgs leiden weiterhin unter der globalen Erwärmung und zahlreiche Bäume zeigen fortgeschrittene Absterbeerscheinungen. 2024 mussten mehrere Holzschläge in der Nähe von Freizeiteinrichtungen durchgeführt werden, um die Sicherheit der Menschen im Wald zu gewährleisten. In der Folge der Motion der Grossräte Benoît Glasson und Dominique Zamofing «Unterhalt der Wälder durch naturnahe Bewirtschaftung» hat der Staat die Subventionen für die Verjüngung und Pflege junger Wälder ab 2025 um 425 000 Franken erhöht. Diese Subventionierung sollte es Waldbesitzerinnen und -besitzer ermöglichen, die Verjüngung bestimmter, besonders betroffener Waldgebiete zu antizipieren.

5.3.1.5 Amt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (LSVW)

Am 1. Januar 2024 trat die neue Verordnung zur Änderung des Beschlusses über die **Einreihung der Funktionen** des Staatspersonals in Kraft. In diesem Text wurde der Katalog der Funktionen des mittleren Kaders und der Adjunktinnen und Adjunkte vereinfacht, indem die alten Funktionen durch vier neue Referenzfunktionen ersetzt wurden, die besser an die aktuellen Bedürfnisse angepasst sind. Für die betroffenen mittleren Kader wurden neue Verträge und Pflichtenhefte erstellt.

Parallel dazu traten das revidierte **kantonale Gesetz über die Hundehaltung und das dazugehörige Reglement** in Kraft. Das Amt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (LSVW) hat die erforderlichen praktischen Tests und Theoriekurse eingeführt und neue Hundeausbilderinnen und -ausbilder zugelassen, damit diese die Hundebesitzerinnen und -besitzer bei diesen obligatorischen Schulungen begleiten. Die im Herbst 2023 begonnenen Kommunikationskampagnen wurden im ersten Quartal 2024 fortgesetzt.

Die Einführung der **Applikation DG Aqua** wurde als Fortsetzung von DGWeb Vet (veterinärmedizinischer Bereich) abgeschlossen. DG Aqua gewährleistet die Übermittlung aller Daten sowie die Rückverfolgbarkeit der Trinkwasserproben von der Probenahme bis zu den Resultaten der Laboranalysen. 2024 wurden fast 90 % der Trinkwasserverteiler in der Verwendung der Applikation geschult.

Mehrere spezifische Kampagnen **zur Untersuchung von Lebensmitteln**, darunter eine für handwerklich hergestelltes Speiseeis, führten zu Beanstandungen, die Korrekturmassnahmen erforderlich machten.

Die **Ausfuhr der Waren** in rund 50 Drittländer führte zu einem Anstieg der Exportzertifikate um 25 % (719). Dieser Anstieg ist hauptsächlich auf den Brexit zurückzuführen, durch den das Vereinigte Königreich zu einem Drittland und die Ausstellung von Exportzertifikaten für Exporte für diesen Markt obligatorisch wurde. Zudem wurden bei

Exportunternehmen 11 Kontrollen von Waren durchgeführt, die für die Eurasische Wirtschaftsunion (EAWU) bestimmt waren.

Im Oktober 2024 begann das nationale Programm zur Bekämpfung der **Moderhinke bei Schafen**. Das Programm dauert fünf Jahre und schreibt vor, dass alle Schafhaltungen jährlich zwischen Oktober und März auf Moderhinke getestet werden. Am 1. November 2024 beginnt die letzte Meile der **BVD-Ausrottung** mit einem Ampelsystem, das das BVD-Risiko der Tierhaltungen anzeigt.

In Zusammenarbeit mit dem WNA organisierte das LSVW eine Ausbildung in **Distanzimmobilisation** und dem fachgerechten Umgang mit Narkosemitteln. An dieser Schulung nahmen Wildhüterinnen und Wildhüter aus mehreren Kantonen (FR, JU, NE, GE) teil.

Das **Biologielabor** wurde vom Akkreditierungstyp B auf den Typ C umgestellt. Es kann nun seine Methoden intern entwickeln und anpassen. Zudem liess es die PCR-Technologie für die Lebensmittelanalyse validieren.

Das Überwachungsaudit 2024 durch die Schweizerische Akkreditierungsstelle (SAS) war ein Erfolg. Bei den Audits der Inspektorate (Akkreditierung ISO 17020) und der Laboratorien (Akkreditierung ISO 17025) wurden nur sechs kleinere Nichtkonformitäten festgestellt. Das LSVW wurde 2024 in drei weiteren Audits von Drittstellen kontrolliert: von der BKL (Bundeseinheit für die Lebensmittelkette) zur Einhaltung der Tierschutzmassnahmen in Schlachthöfen und zur Bewilligung von Lebensmittelbetrieben und von der Generaldirektion SANTE der Europäischen Union zum nationalen Fremdstoffuntersuchungsprogramm. Alle nationalen und internationalen Oberaufsichtsbehörden haben die Professionalität und die Qualität der Arbeit des LSVW und seiner Behandlung der Dossiers hervorgehoben.

5.3.1.6 Oberamtspersonenkonferenz

Die Oberamtspersonen weisen auf die Überlegungen zur **Reform der Governance der Regionen** hin, die seit 2020 im Gange sind. Daneben passten sie die Personalausstattung der Oberämter weiter an und berücksichtigten dabei die Entwicklung und Komplexität der Dossiers sowie die **Aufwertung der Funktion der Vizeoberamtsperson**, die am 1. Januar 2024 zustande kam. Wie jedes Jahr traf sich die Oberamtspersonenkonferenz 2024 mit **mehreren Direktionen des Staates und Partnern** und nahm Stellung zu verschiedenen **Änderungen von kantonalen Erlassen**.

In Bezug auf die verschiedenen Direktionen des Staates heben die Oberamtspersonen folgende Punkte hervor:

BKAD. Die Dienste der Oberamtfräule und der Oberamt männer wurden aufgrund ihres Engagements in den Orientierungsschulen (**OS**) im Zusammenhang mit der allgemeinen Organisation der Schulen in Anspruch genommen. Im Rahmen der **Revision des Gesetzes über die kulturellen Angelegenheiten** (KAG) gibt es seit 2023 einen Lenkungsausschuss, an dem die Oberamtspersonenkonferenz weiterhin aktiv beteiligt ist.

SJSD. Die Oberamtspersonen engagieren sich weiterhin in verschiedenen Arbeitsgruppen usw. im Bereich der öffentlichen Gaststätten und Veranstaltungen in ihrem jeweiligen Bezirk. Als Reaktion auf die Zunahme von **illegalen Veranstaltungen/Partys** im Kanton wurde 2023 eine Arbeitsgruppe gebildet. Das Ziel der Arbeitsgruppe ist, eingehende Überlegungen im Hinblick auf eine Verstärkung der kantonalen Gesetzgebung im Bereich Veranstaltungen zu lancieren. Die Überlegungen wurden 2024 weitergeführt und ein Gesetzentwurf ist in Arbeit. Die **Strafbefehle** nehmen tendenziell weiterhin zu.

ILFD. Das Personal der Oberämter wurde erneut für die Koordination und den Vollzug von gesetzlichen Aufgaben bei verschiedenen kommunalen, kantonalen und eidgenössischen **Urnengängen** in Anspruch genommen. Auf **Gemeindeebene** sahen sich die Oberamtspersonen veranlasst, besondere Massnahmen gegenüber mehreren Gemeindeexekutiven zu ergreifen. Darüber hinaus inspizierten sie mehrere Gemeindeverwaltungen, beschäftigten sich mit mehreren Gemeindefusionsprojekten und vereidigten zahlreiche Gemeinde- und Generalräte. Die Oberämter sind insbesondere an der **Totalrevision des Gesetzes über die Gemeinden** beteiligt, die 2022 lanciert wurde. Die Oberamtspersonen haben 2024 zum Gesetzesvorentwurf Stellung genommen und mehrere Anpassungen vorgeschlagen.

VWBD. Die Oberamtspersonen unterstützen die Koordinationstätigkeiten von *Innoreg FR* (Verband der Freiburger Regionen zur Umsetzung der Neuen Regionalpolitik) und wirken daran mit. In Zusammenhang mit der *regionalen Entwicklung* sind die Oberamtspersonen auch dazu angehalten, den Tourismus in ihrer Region zu fördern und mit den verschiedenen Beteiligten zusammenzuarbeiten.

GSD. Die Oberamtfrau und die Oberamt männer haben sich weiterhin an der Umsetzung des kantonalen Konzepts *Senior+* und der Bildung von sozialmedizinischen Netzen in den Bezirken beteiligt. Sie haben zur Kenntnis genommen, dass die GSD der AsFam eine Bewilligung zur Ausübung ihrer Tätigkeit im Kanton Freiburg erteilt hat. Das hat sie 2023 dazu veranlasst, aufgrund der Problematik der möglichen Kumulation der *Pauschalentschädigungen* und des Gehalts von *pflegenden Angehörigen* in den Bezirken eine Änderung der Reglemente vorzuschlagen. Nach dem Staatsratsbeschluss im Dezember 2023, die Pauschalentschädigung ab dem 1. Januar 2024 zu erhöhen, analysierte eine Arbeitsgruppe das aktuelle System. Ihre Schlussfolgerungen wurden dem für die GSD zuständigen Staatsrat von der Oberamtspersonenkonferenz in einem Bericht überwiesen. Darin wird ein umfassender Ansatz zur Unterstützung von pflegenden Angehörigen empfohlen, der auch die Anpassung der Entschädigungen und die Schaffung eines Spezialgesetzes für diese Personengruppe umfasst. Die Oberamtspersonen bleiben besorgt über den Anstieg der *Kosten auf Ebene der Pflegeheime* und über die Indexierung der Kosten. Sie haben sich dafür eingesetzt, auf die Entwicklung der Bedürfnisse infolge des Bevölkerungswachstums zu reagieren und Pflegeheime zu bauen.

FIND. In Zusammenhang mit der *Hundesteuer* ist der Prozess für die Rechnungsstellung und Nachverfolgung mit Entlastung der Oberämter im Gange. Nach positiv verlaufenen Diskussionen ist es seit diesem Jahr möglich, das *Patent K* über den virtuellen Schalter auszustellen.

RIMU. Die Oberamtspersonen haben an den *regionalen Richtplänen* mitgewirkt. Dabei wiesen sie auf die Einschränkungen und Grenzen bei der Planung der Zonennutzung hin, die mit der langfristigen Fixierung der regionalen Richtpläne zusammenhängen. Im Laufe dieses Jahres hatten die Oberämter einige Schwierigkeiten mit dem Programm *FRIAC*. Dieses muss weiterentwickelt werden, um den Bedürfnissen der Gemeinden und Oberämter besser gerecht zu werden. Schliesslich wurden die Sitzungen zwischen den Vertretern des BRPA und der Oberämter fortgesetzt, mit dem Ziel, die Behandlung der *Baugesuche* zu vereinheitlichen.

5.3.1.7 Grangeneuve

2024 hat sich Grangeneuve weiterentwickelt, insbesondere im Bereich seiner Infrastruktur. Das Umnutzungsprojekt der Grange Neuve machte trotz grosser Herausforderungen bei der Koordination der vorbereitenden Arbeiten Fortschritte. Die Problemlösungen sind im Gange, sodass das Projekt wieder Fahrt aufnehmen kann. Der Umbau der Domaine des Faverges wurde planmässig fortgesetzt. Bis Ende 2026, dem Zeitpunkt der Inbetriebnahme, wird das Weingut mit einem grossen Saal, einem Carnotzet, Degustations- und Verkaufsräumen sowie einer Terrasse mit einem atemberaubenden Blick auf den Genfersee und die Weinterrassen von Lavaux aufwarten.

Als Sektor, der sowohl Energie verbraucht als auch produziert, kommt der Landwirtschaft eine Schlüsselrolle in der Energiewende zu. Vor diesem Hintergrund fand am 19. September 2024 in Grangeneuve der Tag der Energie in der Landwirtschaft statt, der als Austauschplattform konzipiert wurde. Der Energietag ermöglichte es den Akteurinnen und Akteuren des Sektors, Erfahrungen auszutauschen und praktische Lösungsvorschläge zu entdecken, und war ein voller Erfolg ([Medienmitteilung](#)). Der Anlass ist Bestandteil einer ehrgeizigen Energie- und Klimapolitik, die der Freiburger Staatsrat seit mehreren Jahren verfolgt. Ziel letzterer ist es, die Versorgungssicherheit mit der Reduktion der Treibhausgasemissionen zu verbinden, wobei sie auch die Widerstandsfähigkeit der Landwirtschaftsbetriebe gegenüber künftigen Herausforderungen umfasst.

Auf der Ebene der kantonalen Projekte, in denen Grangeneuve besonders aktiv ist, gibt es die Umsetzung der landwirtschaftlichen Massnahmen des [kantonalen Klimaplan](#)s. Von den 30 laufenden Massnahmen ist insbesondere der im September 2023 lancierte [Wettbewerb Klimaplan Landwirtschaft](#), der Projekte von Landwirtschaftsbetrieben in den Bereichen Wasserbewirtschaftung, Verbesserung der Bodenqualität, Agroforst oder Vorbeugung der Auswirkungen von extremen Wetterereignissen unterstützt, auf grosses Interesse gestossen. Es wurden mehr als

50 Projekte eingereicht. Die Preisverleihung fand am 25. April 2024 in Grangeneuve statt. ([Video](#) und [Medienmitteilung](#))

Der [Zwischenbericht 2023 des Freiburger PSM-Aktionsplan](#) zur Reduktion der Risiken von Pflanzenschutzmitteln und zur Sicherung der Wasserqualität hat zwei Jahre nach seiner Einführung positive Ergebnisse gezeigt. Bei den Massnahmen im Bereich Landwirtschaft wurde die Beratung verstärkt; finanzielle Anreize durch Subventionen ermöglichten die Erneuerung von Ausrüstungen, die Gestaltung von Parzellen sowie die Änderung von Praktiken im Pflanzenschutz; verschiedene prioritäre Aktivitäten für den Gewässerschutz ermöglichten die Umsetzung von Massnahmen, die letztlich die Versorgung mit sauberem Trinkwasser gewährleisten werden. Feldkontrollen haben ergeben, dass 94 % der Kulturproben den Vorschriften für den Einsatz von Pflanzenschutzmitteln entsprachen. Im nicht landwirtschaftlichen Bereich wurden Sensibilisierungskampagnen und Kurse für Hobbygärtnerinnen und Hobbygärtner sowie für Gemeindeangestellte durchgeführt. Die Perspektiven für die nächsten Jahre beinhalten eine Verstärkung der Kommunikation, die Weiterführung von Weiterbildungen und eine Neubewertung der finanziellen Anreize für 2026. ([Medienmitteilung](#))

Das Projekt «ReLait – Antibiotikareduktion in den Milchviehbetrieben des Kantons Freiburg» – das 2017 von Grangeneuve lanciert wurde auf Anregung von Produzentinnen und Produzenten, die die Tiergesundheit in ihren Betrieben verbessern wollten – wurde in Zusammenarbeit mit den wissenschaftlichen Partnern Universität Bern (Vetsuisse) und der Hochschule für Agrar-, Forst- und Lebensmittelwissenschaften Zollikofen durchgeführt. Im Abschlussbericht, der am 20. November 2024 der Presse vorgestellt wurde, wurden verschiedene Fortschritte aufgezeigt. Obwohl keine statistisch signifikante Reduzierung des Antibiotikaeinsatzes verzeichnet wurde, konnten Verbesserungen der Gesundheitssituation in den teilnehmenden Betrieben festgestellt werden. Besonders hervorzuheben sind positive Ergebnisse in Bezug auf die Viehgesundheit, tiefere Tierarztkosten und stabile Besamungskosten, während die durchschnittliche Produktivität der Kühe gestiegen ist. Mit den Erkenntnissen aus diesem Projekt, die im [Abschlussbericht](#) und in der [Medienmitteilung](#) nachzulesen sind, plant Grangeneuve, seine Bemühungen fortzusetzen.

Im Bereich Ausbildung ist die Zahl der Studierenden leicht gesunken, bleibt aber auf einem sehr erfreulichen Niveau. Gleichzeitig hat die Reform der Berufslehre zum/zur Landwirt/in (EFZ) einen wichtigen Fortschritt gemacht. Ab Herbst 2026 wird diese Ausbildung, die weiterhin drei Jahre dauert, im letzten Jahr eine thematische Ausrichtung beinhalten, die eine Vertiefung in einem ausgewählten Thema ermöglicht. Nach dem Erwerb des EFZ können die jungen Berufsleute dann ihre Kompetenzen erweitern, indem sie sich für eine zweite Fachrichtung entscheiden, die ihnen die Möglichkeit bietet, ein zweites EFZ in einem Zusatzjahr zu erwerben.

Am 27. Januar organisierten Grangeneuve und seine Partnerunternehmen die erste Ausgabe des Career Day Grangeneuve, der neun höheren Berufsbildungen gewidmet ist (Höhere Fachschulen, Fachausweis, Diplom). Dieser Informationstag, der auch die Besichtigung des Standorts Grangeneuve ermöglicht, richtet sich an junge Menschen mit einem EFZ, die ihre Kompetenzen vertiefen, ihrer Karriere neuen Schwung verleihen oder sich in Richtung der Berufe in der Landwirtschaft, der Lebensmittelindustrie, im Gartenbau und der Milchwirtschaft neu orientieren möchten. Die Rezertifizierung der Höheren Fachschulen (HF) für Agro-Kaufmann/-frau und Agro-Techniker/-in (beides nur Französisch) durch das Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI) wurde erfolgreich abgeschlossen.

Auf der Ebene der Strukturverbesserungen wurde festgestellt, dass sich die Behandlungsfristen verlängern. Dies ist auf einen Anstieg der Gesuche und fehlende Ressourcen zurückzuführen. In den ersten Monaten von 2025 müssen Massnahmen umgesetzt werden. Trotz dieser Situation wurden sämtliche Mittel des Bundes und des Kantons für die Strukturhilfen ausgeschöpft.

Grangeneuve veröffentlicht jedes Jahr einen [Jahresbericht](#), der im Internet heruntergeladen werden kann.

5.3.1.8 Sanima

Die Schweinepest ist in Italien und Deutschland immer noch präsent. Das Risiko, dass diese Tierseuche in der Schweiz auftritt, ist weiterhin hoch. Bisher wurde noch kein Ausbruch in der Schweiz festgestellt. Die Vogelgrippe ist auf dem ganzen Kontinent verbreitet. In mehreren Ostschweizer Kantonen wurden Fälle bei Wildvögeln nachgewiesen. Das Hausgeflügel ist bislang verschont geblieben.

Besondere Aufmerksamkeit gilt drei Tierseuchen, die die Schweiz betreffen: Erstens trat im September 2024 die Blauzungenkrankheit im Norden des Landes auf und verbreitete sich über zwei verschiedene Serotypen rasch in der ganzen Schweiz. Für den Menschen ist diese Krankheit nicht gefährlich. Jedoch starben mehrere Schafe und Ziegen und wurden entsprechend von der Sanima vergütet. Zweitens wurde die Bekämpfung der BVD mit der Einführung der Ampel seit dem 1. November verstärkt. Anhand dieses Ampelsystems kann das Risiko einer Krankheitsübertragung angezeigt werden. Mit diesen Bemühungen, die von den verschiedenen Beteiligten der Branche unternommen werden, soll die nachhaltige BVD-Ausrottung in der Schweiz bis Ende November 2026 erreicht werden. Drittens wurde gemäss dem Willen des Gesetzgebers die Kampagne zur Bekämpfung der Moderhinke – eine schmerzhafte Klauenkrankheit bei Schafen – eingeleitet. Die auf fünf Jahre angelegte Kampagne soll die Verbreitung der Krankheit auf weniger als ein Prozent senken.

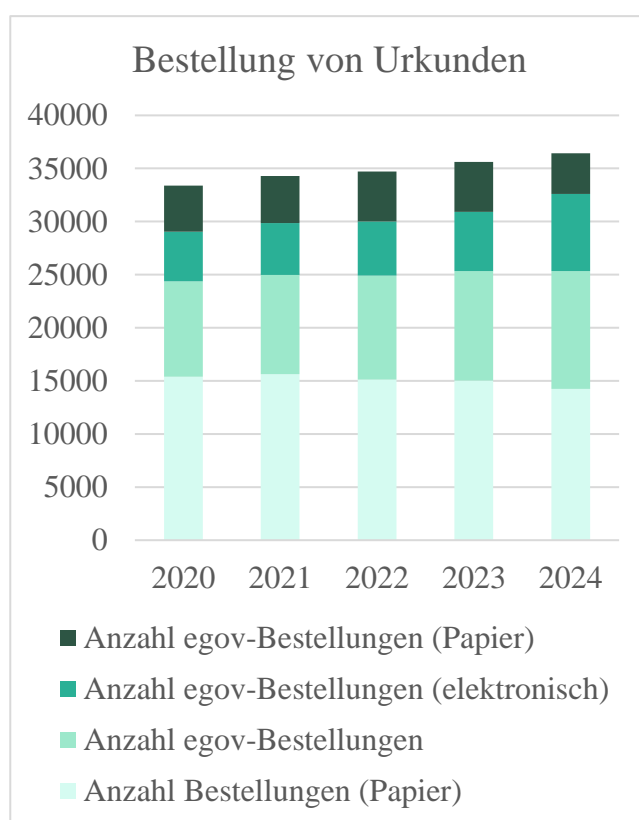
Die Sammelstellen für tierische Abfälle verzeichneten ähnlich hohe Gesamtmengen wie in den Vorjahren. Die Verlegung der Sammelstelle Kerzers verläuft plangemäss. Die Einsatzgruppe im Tierseuchenfall setzte ihre Vorbereitung auf verschiedene Tierseuchen durch Übungen während des Jahrs 2024 fort.

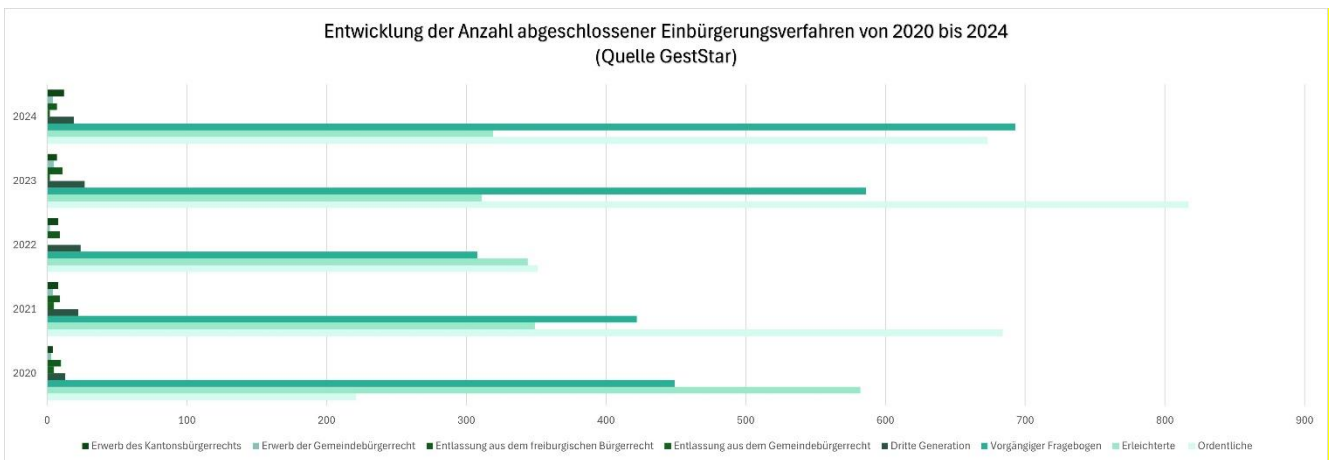
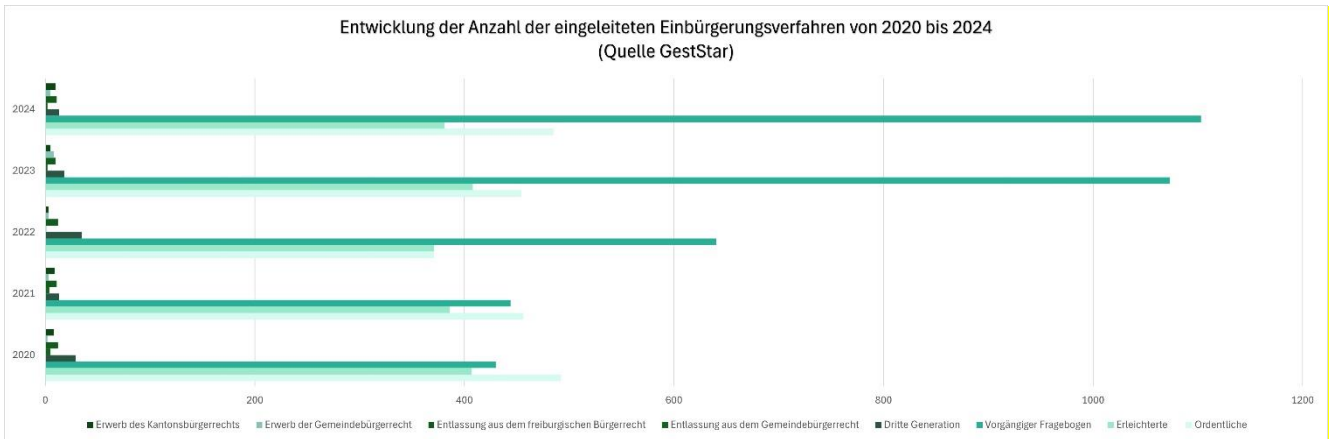
[Alle News der ILFD](#)

[Weitere Details zu den wichtigen Ereignissen der Einheiten der ILFD](#)

5.3.2 Kennzahlen

5.3.2.1 IAEZA





5.3.2.2 WNA

	2024	2023
Fläche gepflegter Schutzwälder in ha	581	422
Fläche der 2024 geschaffenen Waldreservate in ha	43,38	202,61
Holzernte in m3	268'975	270'433
Anzahl Biotope mit Pflegemassnahmen	89	74
Anzahl Jagdpatente	659	695
Anzahl Fischereipatente	13'725	13'063

5.3.2.3 LSVW

	2024	2023
Analysierte Proben	>35000	>40000
Inspektionen und Kontrollen	3111	3217
Kontrollen durch Sektion Tierschutz	614	720
Verwaltungsrechtliche Verfügungen	4825	5470

5.3.2.4 Oberämter

	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach
Baubewilligungen	383	237	450	211	173	253	130
Strafsachen (total), davon:	7015	1976	3379	6059	575	1834	1276
<i>Vermittlungsversuche</i>	144	10	66	13	23	32	9
<i>Strafbefehle</i>	6598	1572	3304	5628	545	1770	1263
<i>Einsprachen gegen Strafbefehle</i>	383	34	224	12	29	29	20
Verwaltungsbeschwerden							
<i>neu erfasste Beschwerden</i>	35	3	19	20	12	44	13

	Saane	Sense	Greyerz	See	Glane	Broye	Vivisbach
<i>gefällte Entscheide</i>	26	1	29	19	14	39	5
Verschiedene Bewilligungen (Auszug)							
<i>Veranstaltungen</i>	702	714	456	446	601	686	178
<i>Öffentliche Gaststätten</i>	457	31	96	46	98	140	66
<i>Jagdpatente</i>	887	305	614	170	285	181	232
<i>Fischereipatente</i>	2441	1135	1499	2007	264	830	140
<i>Hundehaltungsbewilligung und -steuer</i>	6127	3097	4141	2454	2534	3138	1944
Aufsicht über die Gemeinden							
<i>Administrativuntersuchungen</i>	2	0	0	0	0	1	0
<i>Voruntersuchungen</i>	1	2	5	0	0	0	1
Verschiedenes							
<i>Gesuche InfoG</i>	15	1	0	0	0	9	0
<i>Vorführungsbefehle</i>	52	12	55	6	15	6	9
<i>Einsargungen</i>	37	1	6	14	0	4	5

5.3.2.5 Sanima

	2024	2023
Anzahl Tiere Rindergattung	133'636	133'472
Anzahl Rindviehhaltende	1'947	1'965
Anzahl Geflügel	2'378'858	2'380'493
Anzahl Geflügelhaltende	1'455	1'506

Alle News der ILFD

Weitere Details zu den wichtigen Ereignissen der Einheiten der ILFD

5.3.2.6 Personalbestand

Behörden – Direktionen Finanzstellen		Rechnung 2024 VZÄ	Rechnung 2023 VZÄ	Abweichungen VZÄ
Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft		462,22	460,36	1,86
Zentralverwaltung		256,20	253,42	
3400 / ICAS	Generalsekretariat	14,14	13,08	
3405 / ETCI	Amt für institutionelle Angelegenheiten, Einbürgerungen und Zivilstandswesen		30,36	
3410 / PREF	Oberämter	45,67	45,55	
3415 / DECO	Amt für Gemeinden	7,76	7,9	
3430 / OVET	Amt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen	84,67	85,83	
3445 / SFOR	Amt für Wald und Natur	71,66	69,06	
3460 / VILA	Rebberge Lavaux	1,80	1,64	
Besondere Sektoren, sonstige Anstalten		206,02	206,94	
3440 / IAGR	Landwirtschaftliches Institut des Kantons Freiburg	197,20	197,31	
3445 / SFor	SANIMA	8,82	9,63	

5.3.2.7 Personalfluktuations

Behörden – Direktionen Finanzstellen		Fluktuation 2024 %	Fluktuation 2025 %
Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft		6.12	6.17
3400 / ICAS	Generalsekretariat -	6,14	3,85
3405 / ETCI	Amt für institutionelle Angelegenheiten, Einbürgerungen und Zivilstandswesen		10,04
3410 / PREF	Oberämter	10,15	10,37
3415 / DECO	Amt für Gemeinden	25,81	-
3430 / OVET	Amt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen	8,09	9,48
3445 / SFOR	Amt für Wald und Natur	3,15	2,37
3440 / IAGR	Landwirtschaftliches Institut des Kantons Freiburg	4,11	5,12

Ergänzende Erläuterungen zur Berechnung der Fluktuationsrate finden sich unter Punkt [4.4.3](#).

Weitere Kennzahlen der Einheiten der ILFD

5.4 Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion VWBD

5.4.1 Wichtige Ereignisse aus der Tätigkeit der Direktion

5.4.1.1 Direktion und Generalsekretariat

Im Jahr 2024 setzte die Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion (VWBD) ihre Überlegungen zu den Möglichkeiten fort, den Fachkräftemangel zu bekämpfen. Sie hat gemeinsam mit der Direktion für Gesundheit und Soziales einen Entwurf für ein Ausführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege in die Vernehmlassung gegeben. Sie schloss auch die Arbeiten an der Totalrevision des Berufsbildungsgesetzes ab, das im ersten Quartal 2025 in die Vernehmlassung gehen wird. Im Bereich der tertiären Bildung validierte die VWBD die vierjährige Zielvereinbarung der HES-SO für den Zeitraum 2025-2028, die unter anderem auf eine Stärkung der Studiengänge in Bereichen mit Fachkräftemangel abzielt.

Im Hinblick auf die Energiewende setzte die VWBD ihre Arbeit im Rahmen des Lenkungsausschusses für Windenergie fort und begann mit den Arbeiten zum Aufstellen von Windmessmasten in den Windenergiegebieten des kantonalen Richtplans, wie dies im Auftrag verlangt wurde, den ihm der Grosse Rat erteilt hat. Sie ist auch an der Aktualisierung der Strategie für nachhaltige Entwicklung beteiligt, insbesondere an der Begleitung und Stärkung der Roadmap Kreislaufwirtschaft sowie an der Arbeit am Klimaplan der zweiten Generation.

Im Bereich Forschung und Innovation arbeitete das Generalsekretariat zusammen mit der Wirtschaftsförderung am Abschluss eines Abkommens mit der ETH Lausanne, das die Erweiterung ihrer Präsenz auf dem Bluefactory-Gelände und die Einrichtung von sechs neuen Lehrstühlen in den strategischen Themen bebaute Umwelt, Energie und Klima bezweckt. Es unterstützte auch die Wirtschaftsförderung bei der Ausarbeitung eines Innovationsgesetzes.

In Bezug auf die Medienförderung hat das Generalsekretariat mehrere Unterstützungsmassnahmen umgesetzt, die aus früheren Runden Tischen hervorgegangen sind, sowie das Gesetz über den Zugang der jungen Erwachsenen zu den Medien eingeführt.

Das Generalsekretariat unterstützte die Wirtschaftsförderung auch bei der juristischen Bearbeitung der Kontrollen im Zusammenhang mit den Härtefallbeiträgen. Es hat die Ämter auch bei der Ausarbeitung mehrerer weiterer Änderungsentwürfe von Erlassen unterstützt. Der Grosse Rat hat im Februar 2022 insbesondere die Teilrevision des Handelsregistergesetzes bezüglich des virtuellen Schalters angenommen.

5.4.1.2 Interkantonale Zusammenarbeit (interkantonale Beziehungen auf Direktionsebene)

Im Jahr 2024 hat die **Konferenz Kantonaler Volkswirtschaftsdirektoren (VDK)** namentlich die folgenden Themen behandelt:

- > die Aufrechterhaltung eines regionalen Service Public in den Bereichen Medien, Post und Telekommunikation;
- > die Arbeitsmarktpolitik;
- > die Sparmassnahmen des Bundes;
- > die Steuerreform der OECD.

Im Berichtsjahr hatte der Kanton Freiburg den Vorsitz der Konferenz Kantonaler Volkswirtschaftsdirektoren der Westschweiz (CDEP-SO). Diese hat namentlich die folgenden Themen behandelt:

- > die Instrumente zur Wirtschafts- und Innovationsförderung in der Westschweiz;
- > das Verhandlungsmandat mit der EU;
- > die BFI-Botschaft 25-28.

Im Berichtsjahr hat die **Konferenz Kantonaler Energiedirektoren (EnDK)** namentlich die folgenden Themen behandelt:

- > das «Stromgesetz»;
- > den Entwurf eines Stromabkommens mit der Europäischen Union;
- > die Mustervorschriften der Kantone im Energiebereich.

Im Jahr 2024 hat der **Regierungsausschuss der HES-SO** namentlich die folgenden Themen behandelt:

- > die Strategie- und Finanzplanung für den Zeitraum 25-28;
- > die Entwicklung des Studierendenbestands;
- > die Regulierung in den Bereichen Gesundheit und Soziale Arbeit.

5.4.1.3 Wirtschaftsförderung Kanton Freiburg (WIF)

Im Jahr 2024 hat die Wirtschaftsförderung Kanton Freiburg (WIF) 32 Projekte umgesetzt, die in den kommenden fünf Jahren 527 Arbeitsplätze schaffen und Investitionen von etwa 140 Millionen Franken generieren werden. Von der Tätigkeit der WIF profitierten ferner über 1000 bestehende Stellen, die gestärkt werden konnten trotz einem komplizierten geopolitischen Umfeld, das unter dem Zeichen von internationalen Spannungen, einer Rezession in Deutschland und der Einführung einer Mindeststeuer durch die OECD stand.

Das Umsetzungsprogramm der Neuen Regionalpolitik (NRP) 2024-2027 wurde mit 19 genehmigten Projekten lanciert, für die Beiträge in der Höhe von 9,11 Millionen Franken bereitgestellt wurden. Diese Projekte konzentrieren sich auf die Biowirtschaft, die Industrie 4.0, das Smart Territory, das Unternehmertum und den Tourismus und zielen darauf ab, dank Gemeinschaftsprojekten die Innovation und die Raumentwicklung zu stimulieren.

Hinsichtlich der Akquisitionstätigkeit ausserhalb des Kantons haben sich 16 Unternehmen, davon 8 aus dem Ausland, im Kanton niedergelassen und etwa vierzig Arbeitsplätze geschaffen. Eine Freiburger Wirtschaftsdelegation ist nach Texas gereist, um strategische Chancen zu erkunden. Ausserdem war das VIII. Podium von PuntoLatino, das mit der aktiven Unterstützung der WIF in Freiburg organisiert wurde, den Beziehungen zwischen dem Mercosur und der Europäischen Freihandelsassoziation (EFTA) gewidmet. Die WIF hat zudem einen offiziellen Besuch der Botschafterin von Spanien in der Schweiz begleitet.

Daneben hat die WIF die Kontrolle der Unternehmen, denen Härtefallhilfen gewährt wurden, fortgesetzt. Von den 1124 geprüften Dossiers erfüllten 728 die Anforderungen des Bundes oder wiesen nur geringfügige Abweichungen auf, während 396 einer vertieften Prüfung unterzogen wurden. In 94 Fällen wurde die Härtefallhilfe über einen Betrag von insgesamt 6,63 Millionen Franken teilweise oder ganz zurückgefordert. Bis Ende 2024 wurden davon 1,74 Millionen Franken zurückgezahlt.

Die WIF war in verschiedenen Gremien vertreten, insbesondere von RIS-SO, bluefactory, Carbon FRI, Bürgschaft Westschweiz, Cluster Food & Nutrition, Fri Up, Greater Geneva Bern area (GGBa), Swiss Food & Nutrition Valley (SFNV) und Switzerland Innovation Park West EPFL.

Die folgenden Ereignisse aus dem Jahr 2024 sind ferner erwähnenswert:

- > BAK-Studie: Anlässlich der Veröffentlichung des Wirtschaftsmagazins Fribourg Network Freiburg 2024 deckte eine Studie von BAK Economics auf, dass die Life-Sciences 10 % des kantonalen BIP generieren und eine 3,2 mal höhere Produktivität als im Kantonsdurchschnitt aufweisen.
- > Bioeconomy Forum: Die im Oktober in der bluefactory organisierte Veranstaltung führte 200 Teilnehmende aus der Schweiz, Frankreich und Deutschland zusammen und unterstrich die Vorteile des Kantons Freiburgs und seine Rolle auf dem Weg zur Kreislaufwirtschaft.
- > IFF-Preis 2024/25: An der Feier, die erstmals auf La Télé ausgestrahlt wurde, ging der IFF- Unternehmenspreis an Contrinex, der IFF-Start-up-Preis an Xemperia und der IFF- Sustainability-Preis an ROMAG aquacare.

5.4.1.4 Amt für den Arbeitsmarkt (AMA)

Die durchschnittliche Arbeitslosenquote lag im Jahr 2024 bei 2,4 %, also 0,3 Prozentpunkte über dem Vorjahr. Die Quote stieg innerhalb von 12 Monaten um 0,3 Prozentpunkte, und zwar von 2,5 % im Januar auf 2,8 % im Dezember. Das Baugewerbe gehörte zu den Branchen, in denen die Zahl der Arbeitslosen am stärksten zugenommen hat.

- > Da die Zahl der registrierten Arbeitslosen stetig anstieg, wurde der Personalbestand in den regionalen Arbeitsvermittlungszentren (RAV) und in der Logistikkstelle für arbeitsmarktliche Massnahmen (LAM-Stelle) erhöht, um weiterhin eine qualitativ hochwertige Betreuung anbieten zu können.
- > Die Betreuung der Leistungsempfängerinnen und -empfänger in den RAV und den arbeitsmarktlichen Massnahmen wurde angepasst, um den Bedürfnissen des Arbeitsmarkts zu entsprechen. Zudem wurden die Ziele der RAV und der LAM-Stelle angepasst, um den Zielen der «Strategie öAV 2030» des Staatssekretariats für Wirtschaft (SECO) gerecht zu werden.
- > Die Ergebnisse der nationalen Umfragen, die im Frühjahr im Auftrag des SECO durchgeführt wurden, waren positiv: Im Kanton Freiburg gaben 76 % der 1700 befragten Stellensuchenden an, dass sie mit ihrer Betreuung zufrieden sind.

Abteilung Arbeitsmarkt:

- > Im Rahmen der Bekämpfung der Schwarzarbeit wurden 19 Zwangsmassnahmen gegen verschiedene Unternehmen angeordnet. Dabei handelte es sich um 6 Betriebseinstellungen und 13 Zugangsverbote zu einem Arbeitsort. Zudem wurden 66 Strafbefehle und 6 Nichtanhandnahmeverfügungen erlassen, weil die Zusammenarbeit nach einer Kontrolle verweigert wurde.
- > Es wurde eine Sensibilisierungskampagne zur Bekämpfung der Schwarzarbeit lanciert. Dazu gehörte namentlich eine Medienkonferenz, an der verschiedene betroffene Akteure teilnahmen, darunter der Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektor Olivier Curty.
- > Das Arbeitsinspektorat hat 1713 Stellungnahmen abgegeben und 259 Bewilligungen erteilt (für Sonntagsarbeit, Nachtarbeit, ununterbrochenen Betrieb oder Schichtarbeit). Diese Zahlen steigen stetig an.
- > Es wurde eine Lohnumfrage bei den Physiotherapeutinnen und Physiotherapeuten durchgeführt. Diese hat es erlaubt, eine Lohnempfehlung für den Branchenverband zu erstellen.

Rechtsdienst:

- > Der Rechtsdienst hat eine umfangreiche Aktualisierung eines Grossteils seiner Arbeitsdokumente und Arbeitsabläufe vorgenommen.
- > Die Mehrheit der Arbeitsdokumente wurde in die Plattform SharePoint migriert, um den Austausch und die Nutzung von Informationen zu erleichtern.
- > Der Rechtsdienst hat eng mit den anderen Westschweizer Kantonen und dem SECO zusammengearbeitet, um Verbesserungen am Informatikprogramm ASAL 2.0 (Informationssystem für die Auszahlung von Leistungen der Arbeitslosenversicherung) vorzuschlagen.

5.4.1.5 Öffentliche Arbeitslosenkasse (ÖALK)

Die Öffentliche Arbeitslosenkasse (ÖALK) ist eine Einheit, die der Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion administrativ zugewiesen ist. Sie steht allen im Kanton wohnhaften Versicherten offen für den Bezug von Leistungen gemäss der Bundesgesetzgebung über die Arbeitslosenversicherung. Zudem kann sie allen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern von im Kanton ansässigen Unternehmen ungeachtet ihres Wohnsitzes Kurzarbeits- und Schlechtwetterentschädigungen ausrichten. Sie ist allein berechtigt, Insolvenzenschädigungen auszusahlen. Sie hat ferner den Auftrag, den Anspruch auf Beiträge an die Krankentaggeldversicherung für alle Stellensuchenden im Kanton Freiburg zu prüfen.

Die ausgezahlten Leistungen sind 2024 insgesamt um etwa 16 % gestiegen, wobei die Taggelder stark – um 23 % – gestiegen sind, da die durchschnittliche Arbeitslosenquote gegenüber 2023 zugenommen hat. Im Übrigen hat die ÖALK 2989 erstinstanzliche Verfügungen ausgestellt und dem Amt für den Arbeitsmarkt 2 Fälle zum Entscheid vorgelegt.

Das neue Auszahlungssystem für die Leistungen der Arbeitslosenversicherung (ASAL 2.0), das vom Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO) entwickelt wurde und die Modernisierung und Digitalisierung der Arbeitslosenversicherung vorantreiben soll, wurde 2023/24 für die Kurzarbeitsentschädigung (KAE), die Schlechtwetterentschädigung (SWE) und die Insolvenzenschädigung (IE) eingeführt. Die Modernisierung wird mit dem Wechsel der restlichen Leistungen auf das neue System bis 2026 fortgesetzt.

Die Eröffnung des neuen Hauptsitzes in Givisiez im Jahr 2024 zeugt vom Willen der ÖALK, ihre Infrastrukturen zu modernisieren, um den Bedürfnissen der Versicherten und Mitarbeitenden noch besser gerecht zu werden. Die neuen Räumlichkeiten fördern die Zusammenarbeit und die Kommunikation und verbessern gleichzeitig die Qualität und Erreichbarkeit der Dienstleistungen.

Die ÖALK hat ferner die Eröffnung einer neuen Zweigstelle im Stadtzentrum von Freiburg angekündigt, die im Februar 2025 an der Avenue de la Gare 2 in Betrieb genommen wird. Dieser Standort wird den Hauptsitz in Givisiez sowie die Zweigstellen von Bulle und Düdingen ergänzen, sodass die Kasse ihrem Auftrag der Bürgernähe gerecht wird.

5.4.1.6 Handelsregisteramt (HRA)

In Zusammenarbeit mit dem E-Government-Sekretariat hat das Handelsregisteramt die Arbeit an seinem nächsten Digitalisierungsprojekt fortgesetzt. Dieses beinhaltet die Eintragung, die Änderung und die Löschung von Einzelunternehmen über den E-Government-Schalter des Staats Freiburg. Dieses Projekt dient der Modernisierung des Handelsregisters nach den Vorschriften der Handelsregisterverordnung (HRegV).

Der virtuelle Schalter ermöglicht es den Benutzerinnen und Benutzern namentlich, juristische Personen anzumelden und zu verwalten. Jeder Eintrag muss durch eine zuständige Stelle validiert werden. Deshalb bearbeitet und prüft das Handelsregisteramt seit Oktober 2021 alle Einträge von Unternehmen und Gesellschaften im Handelsregister des Kantons Freiburg.

Seit dem 1. Januar 2021 ist das Handelsregister ferner verpflichtet, mit allen Rechtseinheiten Kontakt aufzunehmen, deren Eintrag seit zehn Jahren nicht geändert wurde, um zu prüfen, ob ihre Angaben immer noch richtig sind. Das HRA nimmt diese neue gesetzliche Pflicht wahr, die in Artikel 157 HRegV verankert ist. Dies ermöglicht es dem Amt, einige Mängel an den Einträgen gewisser Gesellschaften aufzudecken, die im Handelsregister des Kantons Freiburg eingetragen sind, und bei Bedarf ein Mahnverfahren einzuleiten, das letztlich in die Auflösung der Gesellschaft gestützt auf Artikel 731b OR münden kann. Jedes Jahr gehen zahlreiche Eintragungen auf diese neue gesetzliche Pflicht zurück.

Das HRA gehört zu den Pilotpartnern des kantonalen Bezugssystems für die Referenzdaten von Betrieben und Unternehmen (BU), da es öffentliche Daten über die Einträge im Handelsregister zur Verfügung stellt. Mit der oben erwähnten Prüfung der Handelsregistereinträge, kann sichergestellt werden, dass die gelieferten Daten aktuell sind, bevor das kantonale Bezugssystem in Betrieb geht.

Das Handelsregisteramt hat auch für die Weiterbildung seines Personals gesorgt, indem es verschiedene Schulungen organisiert hat, dank denen das Amt seine Effizienz steigern und qualitativ hochstehende Leistungen erbringen konnte.

Ferner hat das Amt mit weiteren kantonalen Handelsregisterämtern zusammengearbeitet, dies hauptsächlich im Rahmen von Arbeitssitzungen zur Harmonisierung der Praxis und zum Austausch über die besten Methoden für die Einträge im Handelsregister und insbesondere über die Fragen im Zusammenhang mit dem neuen Aktienrecht, das am 1. Januar 2023 eingeführt wurde.

5.4.1.7 Amt für Energie (AfE)

Das Amt für Energie hat, zusammen mit dem Kompetenzzentrum für geografische Informationssysteme (GIS), in den **Online-Karten des Kantons** verschiedene Gemeindestatistiken über die Heizsysteme und die Warmwasserproduktion veröffentlicht.

Eine grossangelegte Studie über das Entwicklungspotenzial der Wasserkraft im Kanton wurde in Antwort auf ein Postulat des Grossen Rats durchgeführt. Sie kommt zum Schluss, dass das Wasserkraftpotenzial im Kanton Freiburg seit Jahrzehnten fast vollständig genutzt wird und deshalb das Ausbaupotenzial für die Erzeugung von erneuerbarem Strom aus Wasserkraft begrenzt ist.

Im Rahmen seiner Energie- und Klimastrategie setzt der Staatsrat die Umsetzung seiner **Fotovoltaikstrategie** fort, die verschiedene Massnahmen für ihre Umsetzung vorsieht. Die Mengenziele wurden proportional zu jenen des Bundes festgelegt und sollten bis 2050 erreicht werden.

Schulung

- > Verschiedene Schulungen für Fachpersonen und unentgeltliche Informationssitzungen für die Bevölkerung zum Thema Gebäudesanierung wurden von Energie-FR organisiert.
- > Das Portal «Energieagenda», das an Fachpersonen, Gemeindevertreterinnen und Gemeindevertreter sowie an das am Energiethema interessierte Publikum gerichtet ist, listet das gesamte Schulungsangebot auf dem Gebiet in der Schweiz auf (www.agenda-energie.ch).
- > Den Schulen werden Energieanimationen angeboten, um die neuen Generationen für die Energiethemen zu sensibilisieren und über gute Gesten zum Energiesparen zu informieren.

Mehrere **Veranstaltungen** zu den Energielösungen und ihrer Technik fanden im Laufe des Jahres statt: Die Messe Energissima, die ersten Freiburger Tage der Fotovoltaik und der Tag der Energie in der Landwirtschaft.

Interkantonale Zusammenarbeit: Das Amt nimmt an verschiedenen interkantonalen Arbeits- und Begleitgruppen teil, die namentlich vom Bundesamt für Energie, von der Energiedirektorenkonferenz, der Konferenz der kantonalen Energiefachstellen oder der Westschweizer Konferenz der Energiefachstellen (CRDE) aufgestellt wurden. Es vertritt zudem die Interessen der Westschweizer Kantone im Verein Minergie®.

Seit Inkrafttreten der Verordnung über die Unterstützung von Massnahmen der Gemeinden im Energiebereich am 01. Januar 2024, die in Umsetzung des kantonalen Klimaplans verabschiedet wurde, erhalten die Gemeinden Beiträge für Massnahmen, die darauf abzielen, den Energieverbrauch zu senken oder erneuerbare Energien zu nutzen. Projekte können bis spätestens am 31. Dezember 2025 oder bis die dafür bereitgestellten Mittel aufgebraucht sind, eingereicht werden.

5.4.1.8 Amt für Statistik (StatA)

Statistik: Im Jahr 2024 hat das Amt für Statistik (StatA) in Erfüllung seines Auftrags regelmässig Daten und Analysen zu verschiedenen Themen wie Bevölkerung, Gesellschaft, Wirtschaft, Bildung, Baugewerbe und Wohnungen veröffentlicht. Um die Veröffentlichung dieser Informationen zu modernisieren, wurden Anfang 2024 ein neues Internetportal und eine neue Open Government Data-Plattform (OGD) im Internet bereitgestellt. Diese Tools, die den heutigen Standards entsprechen, erleichtern den Zugang zu den Daten und optimieren ihre Nutzung. Sie erfüllen auch das Bedürfnis nach einer besseren Sichtbarkeit und einer Rationalisierung der Statistikproduktion.

Das StatA beantwortet zudem zahlreiche Anfragen von Personen aus Verwaltung, Politik, Wirtschaft und Wissenschaft, aber auch von Medien oder Privatpersonen. Im Jahr 2024 wurde ein Schulungsworkshop mit etwa 60 Teilnehmenden aus Ämtern des Staats organisiert, um die internen Kompetenzen im Bereich der Daten zu steigern. Im Übrigen sorgt das Amt für die Koordination, die Beratung und die Qualitätskontrolle der Daten von Erhebungen des Bundes und insbesondere der Schulerhebung zu den Schülerinnen und Schülern und zum Lehrpersonal. Schliesslich wurden auch im Jahr 2024 die Vorbereitungsarbeiten zur Erstellung von Szenarien für die Entwicklung der Freiburger Bevölkerung in den Jahren 2025-2055 begonnen.

Daten: Die OGD-Plattform ist nun die zentrale Stelle für die offenen Behördendaten des Kantons mit einer intuitiven Benutzeroberfläche. Im Jahr 2024 integrierte das StatA Daten aus mehreren kantonalen Dienststellen und setzte die Aufwertung von fachspezifischen Daten fort, dies insbesondere im Rahmen des Projekts BW4 HANA, das in Zusammenarbeit mit dem ITA entwickelt wurde.

Das StatA, das für die Qualität der Bevölkerungsdaten (Art. 9 des Bundesgesetzes über die Registerharmonisierung) verantwortlich ist, unterstützte die Gemeinden bei der Aktualisierung der Einwohner- und Gebäuderegister. Das StatA spielte ferner eine zentrale Rolle im Projekt eines Bezugssystems von Daten von Personen und Unternehmen unter der Leitung der Staatskanzlei, indem es die Bewirtschaftung des Systems übernahm und aktiv zu seiner Entwicklung beitrug.

Rechtsgrundlagen und Zusammenarbeit: Die Revision des Gesetzes über die kantonale Statistik (StatG), die am 1. März 2024 in Kraft trat, verankerte die Befugnisse des StatA im Bereich der Datenverknüpfung und stärkte damit seine Analysefähigkeiten. Darüber hinaus ist das Amt weiterhin stark an der Entwicklung der Bundesstatistik beteiligt und arbeitet eng mit dem BFS und anderen regionalen Ämtern zusammen.

5.4.1.9 Wohnungsamt (WA)

In Zusammenarbeit mit dem Bundesamt für Wohnungswesen und den betroffenen Liegenschaftsverwaltungen beteiligt sich das Wohnungsamt (WA) an der Verwaltung von subventionierten Wohnungen (Berechnung der Finanzhilfen, Kontrollen usw.) im Sinne des Wohnbau- und Eigentumsförderungsgesetzes des Bundes (WEG) und des kantonalen Gesetzes über die Sozialwohnbauförderung. Die Subventionen sind zeitlich begrenzt (meist auf 25 Jahre), weshalb sie schrittweise zu Ende gehen. Das letzte subventionierte Gebäude wird Ende 2027 aus dem Förderprogramm ausscheiden.

Was die Wohnungshilfe nach dem Wohnraumförderungsgesetz des Bundes betrifft – WFG, mit dem das WEG ersetzt wird –, unterstützt das WA die Vereinigung der gemeinnützigen Wohnbauträger des Kantons Freiburg (FRIMOUP) mit 5000 Franken pro Jahr.

Das WA vertritt die VWBD im Vorstand des Wohnungs- und Immobilienmonitors und hat im Berichtsjahr einen finanziellen Beitrag von 110 000 Franken an die Einrichtung geleistet. Im Auftrag der VWBD leitet es das Verfahren zur Ausarbeitung einer Gesetzesgrundlage zur definitiven Einführung dieses Monitors (Änderung des Gesetzes über die kantonale Statistik (StatG)), das voraussichtlich im ersten Halbjahr 2025 abgeschlossen wird. Das WA führte ausserdem zwei Sitzungen der kantonalen Wohnungskommission durch und organisierte im November die Tage der Westschweizer und Tessiner Wohnungsämter, an denen die kantonalen Amtsvorsteherinnen und -vorsteher sowie Vertreterinnen und Vertreter des Bundesamts für Wohnungswesen teilnahmen.

Ausserdem hat das WA die Aufgabe, namentlich über die Wohnungshilfen, die Veräusserung von Liegenschaften und das Mietrecht zu informieren und Auskunft zu geben. Es beteiligt sich auch auf kantonaler und interkantonaler Ebene im Rahmen von Projektausschüssen und Arbeitsgruppen an den Arbeiten im Bereich der Wohnungspolitik.

5.4.1.10 Amt für Berufsbildung (BBA)

Das Amt für Berufsbildung hat 9678 Lernende betreut. Bei Schwierigkeiten bietet es den Bildungsbetrieben, den Lernenden und den Berufsfachschulen seine Mediationsdienste an. Das BBA organisiert regelmässig Kurse für Berufsbildnerinnen und Berufsbildner in Lehrbetrieben, um ihnen das nötige Rüstzeug für die Ausbildung der Lernenden zu geben. Das Amt verwaltet ferner die Lehraufsichtskommissionen und erteilt die Bildungsbewilligungen für die Ausbildung im Lehrbetrieb. Das BBA überwacht den Berufsfachschulunterricht, der an den folgenden

Bildungszentren erteilt wird: Gewerbliche und Industrielle Berufsfachschule (GIBS), Kaufmännische Berufsfachschule (KBS), Berufsfachschule Fribourg / Freiburg (EMF), Gewerbliche und Kaufmännische Berufsfachschule (EPAC), Berufsfachschule Soziales-Gesundheit (ESSG), Berufsfachschule in Gestaltung (eikon) und Grangeneuve (nur die Berufe, für die Grangeneuve nicht gesetzlich zuständig ist). Je nach Beruf gibt es gegenüber dem Vorjahr recht grosse Veränderungen: Trotz der KV-Reform, welche die Detailhandelsberufe und die kaufmännische Grundbildung betrifft, nahmen die Anmeldungen zur Lehre als Kauffrau oder Kaufmann EFZ leicht zu (+0,9 %). Dasselbe gilt für die Lehren zur Detailhandelsfachperson (+13,8 %) trotz verändertem Konsumverhalten der Bevölkerung (Online-Einkäufe). Die Kurve stieg auch bei den Anmeldungen zur Lehre als Fachperson Gesundheit EFZ (+36,8 %), Pharma-Assistentin oder Pharma-Assistent EFZ (+33%), Fachperson Betreuung EFZ (+40,4 %), Coiffeuse oder Coiffeur EFZ (+43,8 %), Elektroinstallateurin oder Elektroinstallateur EFZ (+26,6%) und Informatikerin oder Informatiker EFZ (+16,7%) an. Das BBA hat die Lehrabschlussfeier am 12. Juli im Forum Freiburg organisiert und mehr als 2500 Titel überreicht. Über das vom BBA verwaltete Programm #FriReadyGo, das von Movetia mitfinanziert wird, haben 20 junge Diplomandinnen und Diplomanden (EFZ/EBA/BM) ein Praktikum in Europa absolviert. Das Amt hat sich auf nationaler Ebene mit den Kantonen Bern, Zürich, Luzern, Wallis, Jura und Tessin für das Programm Swiss Mobility zusammengeschlossen, das ebenfalls von Movetia mitfinanziert wird. Dieses Programm ermöglicht es den Diplomandinnen und Diplomanden, ein Praktikum in einem Partnerkanton zu absolvieren. Dieses Jahr hat der Kanton Freiburg zwei Personen aus dem Kanton Luzern empfangen. Aus dem Tag der Berufsbildung ist eine Woche der Berufsbildung geworden. Das BBA hat die Gelegenheit genutzt, um auf RadioFR diverse Interviews mit Akteuren der Berufsbildung zu koordinieren und auf den sozialen Netzwerken für die Berufsbildung zu werben. Was die Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums (VKBZ) betrifft, die unter der Aufsicht des BBA steht, wurden die Bauarbeiten am Campus für die überbetrieblichen Kurse (üK) in Villaz-St-Pierre fristgerecht abgeschlossen. Alle Kurse konnten starten und das Gebäude wurde am 7. November 2024 offiziell eingeweiht.

5.4.1.11 Fachhochschule Westschweiz//Freiburg (HES-SO//Freiburg)

Das Jahr 2024 markiert eine neue Etappe für die HES-SO//Freiburg, mit Initiativen und Projekten, die ihre Position als führende Institution in der Hochschulbildung und Forschung stärken sollen. Die **Vision** der HES-SO//Freiburg «**Ausbilden, forschen und Potenziale entfalten**» leitet sie in all ihren Projekten, Aktionen und Entscheidungen, wobei der Nachhaltigkeit, der Digitalisierung und der ständigen Verbesserung der Prozesse besondere Aufmerksamkeit geschenkt wird.

Governance: Der Direktionsausschuss der HES-SO Freiburg ist das Exekutivorgan der HES-SO Freiburg und hat im Berichtsjahr zehnmal getagt. Ausserdem nahmen die Direktionen der vier Hochschulen und die Verantwortlichen der zentralen Dienste unter der Leitung des Generaldirektors im Mai 2024 an einem zweitägigen Seminar teil. Die Hauptthemen des Seminars waren: «Nachhaltigkeit & Digitalisierung» mit den folgenden Fragen: «Wo stehen wir?» / «Wohin wollen wir?» / «Wie kommen wir dahin?» / «Mit welchen Mitteln?».

Im Jahr 2024 hat die HES-SO//Freiburg ihre Aufgaben gemäss Leistungsauftrag 2021-2024, der sie an das Rektorat der HES-SO bindet, fortgesetzt und beendet. Ausserdem hat sie den kantonalen Absichtsplan (PIC) 2025-2028 fertig ausgearbeitet. Dieser wurde vom Schulrat der HES-SO-FR im April genehmigt und vom Freiburger Staatsrat im Mai ratifiziert, was es der HES-SO Freiburg ermöglichte, einen neuen Leistungsauftrag für den Zeitraum 2025-2028 aufzustellen und mit der HES-SO abzuschliessen.

Personal: Eine der Prioritäten des Jahres 2024 war die Weiterbildung der Führungskräfte mit der Wiederholung des Kurses Leadership@HES-SO-FR. Diese Schulung wird für neue Führungskräfte weitergeführt und durch eine jährliche After-Work-Veranstaltung für alle Führungskräfte ergänzt. Im Juli fand ein Treffen zwischen der Generaldirektion und einer Delegation von Personalvertreterinnen und -vertretern statt, bei dem verschiedene Themen erörtert wurden, was den Dialog und die Zusammenarbeit innerhalb der Institution gestärkt hat.

Infrastruktur: Insbesondere für die Renovation des Gebäudes der HSW sowie der Grauen Halle für den Studiengang Architektur wurden im Jahr 2024 mehrere wichtige Infrastrukturprojekte fortgesetzt. Die Erweiterung des Osteopathie-Studiengangs am Standort St. Justin konnte realisiert werden. Fortgesetzt wurden auch die eigenen Bemühungen, die Sicherheit der eigenen Informationssysteme zu erhöhen. Diese Anstrengungen stellen das

Engagement der HES-SO-FR unter Beweis, eine hochwertige Infrastruktur bereitzustellen, die eine optimale Lern- und Arbeitsumgebung für alle Hochschulangehörigen fördert.

Finanzen: Der Jahresabschluss 2024 lag im Rahmen des Budgets, das einen tieferen Kostenüberschuss vorsah. Die HES-SO//Freiburg wirkte bei der Erstellung des Finanzplans 2025-2028 der HES-SO mit, der ein wichtiger Schritt in der langfristigen Finanzplanung darstellt.

Lehrauftrag: Im Jahr 2024 hat die HES-SO Freiburg ihr Ausbildungsangebot mit innovativen und auf die Bedürfnisse des Arbeitsmarktes zugeschnittenen Programmen verstärkt. Es wurden Tage der offenen Tür organisiert, um neue Studierende anzuziehen und für die Studiengänge zu werben, insbesondere in den Bereichen Ingenieurwesen und Krankenpflege. Das Ziel für die kommenden Jahre ist es nämlich, die Zahl der Studierenden in einigen Studiengängen wieder zu erhöhen.

Forschungs- und Innovationsauftrag: Forschung und Innovation bleiben das Herzstück unserer Mission. Im Jahr 2024 wurden mehrere angewandte Forschungsprojekte in Zusammenarbeit mit Partnern aus Lehre und Industrie gestartet. Mit Projekten wie dem «Smart Energy District» und internationalen Kooperationen wurde besonderes Gewicht auf die Nachhaltigkeit und die Digitalisierung gelegt. Der Forschungsfonds der HES-SO Freiburg und die vier Forschungsfonds der Freiburger Fachhochschulen wurden zur Mitfinanzierung von Forschungsprojekten sowie von Massnahmen zur Förderung der Zweisprachigkeit herangezogen.

5.4.1.12 Freiburger Tourismusverband (FTV)

Nach 2023, dem Jahr der Superlative, war das Jahr 2024 kontrastreicher, mit einer leichten Abnahme der Logiernächte in der Hotellerie, während die Parahotellerie und die Tourismusmagnete zunehmende Gästezahlen aufwiesen.

Die Entwicklungsstrategie des Freiburger Tourismus 2024-2030 wurde vom Staatsrat im Februar 2024 genehmigt. Sie beinhaltet unter anderem einen Schwerpunkt Nachhaltigkeit, mit Aktionen, die mit dem kantonalen Klimaplan verfolgt werden. Die Neue Regionalpolitik (NRP) hat 2024 einen Betrag von 100 000 Franken gewährt, um die Tourismusdienstleister bei ihren Bemühungen um Nachhaltigkeit zu unterstützen. Die Online-Plattform EasyCheckIn, mit der die Daten für die Registrierung der Gäste erfasst und weitergeleitet werden, erstreckt sich inzwischen über 11 Schweizer Tourismusdestinationen. Die Fortführung von Projekten wie dem Data Warehouse, der Aktion «GastroFribourg-Gutscheine» für Zweitwohnungsbesitzende und die Integration der *Association Touristique de la Broye* (ATB) in das analytische Buchhaltungssystem, das bereits von zwei anderen regionalen Tourismusorganisationen (RTO) genutzt wird, zeugt von der Solidität der strategischen Projekte des FTV. Durch den Umzug seiner Büros in die Nähe des Bahnhofs im Stadtzentrum von Freiburg, kommen deutlich mehr Mitarbeitende mit öffentlichen Verkehrsmitteln zur Arbeit, was eine nachhaltigere Mobilität bewirkt. Die neuen Räumlichkeiten bieten zudem ein Arbeitsumfeld, das den Austausch und die Zusammenarbeit zwischen den Mitarbeitenden fördert.

Die touristische Mobilität wurde mit dem kantonalen Mountainbike-Plan ausgebaut und durch die Zusammenarbeit mit dem Beschilderungsteam, das aus 40 Freiwilligen besteht, kann dafür gesorgt werden, dass ein qualitativ hochwertiges Wanderwegnetz erhalten bleibt. Zusätzlich zur engen Zusammenarbeit mit den RTO wird auch bei Kommunikationskampagnen für den Schweizer Markt verstärkt mit externen Partnern zusammengearbeitet. Im Frühjahr wurde in Zusammenarbeit mit den TPF und Maison Cailler ein immersives digitales Spiel entwickelt, um die neue Zugstrecke des ChocolatExpress zu bewerben. Dieser Zug wird von den TPF betrieben, die ihn auf ihrer Zugstrecke fest in den Fahrplan aufgenommen haben. Im Herbst wird mit der neuen «Kilbi-Saison» in Zusammenarbeit mit GastroFribourg, Terroir Fribourg und den Verbänden der Freiburger Metzgereien und Bäckereien diese wichtige Freiburger Tradition gestärkt. Im Winter bietet die Aktion «Wiege des Fondues», die in Zusammenarbeit mit dem Freiburger Hotelierverband und GastroFribourg durchgeführt wird, ab zwei Übernachtungen ein Fondue an, um die Nebensaison zu überbrücken. Auf den ausländischen Märkten wurden die Aktionen in Frankreich, Deutschland und Spanien erfolgreich fortgesetzt. Der FTV verstärkte seine Präsenz auf dem sozialen Netzwerk TikTok, das eine jüngere Zielgruppe anspricht. Gemeinsam mit dem Verein Fribourgissima zur Förderung des Images des Kantons Freiburg werden wichtige Veranstaltungen des Kantons mit der Marke Freiburg unterstützt. Seit 2023 hat der FTV einen Kommunikationsauftrag, um die digitale Kommunikation von Terroir

Fribourg zu verbessern. Dank der guten Ergebnisse wird dieser Auftrag fortgesetzt. Die Website fribourg.ch beherbergt die offiziellen Informationen zur Eishockey-Weltmeisterschaft 2026. Das Jahr endete mit einem Erfolg dank der verstärkten Präsenz von Freiburg beim 96. Spengler Cup in Davos.

Im Jahr 2025 bereitet sich der FTV auf sein 100-jähriges Jubiläum vor, das dank der Dynamik der Tourismusakteure des Kantons mit Zuversicht für die Zukunft gefeiert werden kann.

[Alle News der VWBD](#)

[Weitere Details zu den wichtigen Ereignissen der Einheiten der VWBD](#)

5.4.2 Kennzahlen

5.4.2.1 Direktion und Generalsekretariat

Beschwerden bei der VWBD gegen Verfügungen ihrer Dienststellen	2024	2023	Veränderung
Eingereichte Beschwerden	33	34	-1
Bearbeitete Beschwerden	33	20	13
<i>davon</i>			
gutgeheissen	4	1	3
teilweise gutgeheissen	5	4	1
abgewiesen	19	9	10
gegenstandslos oder zurückgezogen	3	5	-2
unzulässig	2	1	1
am 1. Januar des Folgejahres bei der VWBD noch hängig	14	14	0

5.4.2.2 Wirtschaftsförderung Kanton Freiburg (WIF)

Anzahl	2024	2023	Veränderung
Niederlassungs- oder Erweiterungsvorhaben von Unternehmen	32	40	-8
<i>davon</i>			
Erweiterungen von bestehenden Unternehmen	16	24	-8
Niederlassungen von neuen Unternehmen	16	16	0
Angekündigte neue Arbeitsplätze	527	767	-40
Geplante Investitionen in Millionen Franken	116	140	-24
Anzahl Unternehmen mit einer finanziellen Unterstützung	18	24	-6
Anzahl Unternehmen mit einer Steuererleichterung	2	1	+1
Höchstbetrag der finanziellen Unterstützung in Millionen Franken	5,1	3,1	+2,0
NRP-Projekte	19	23	-4
Stellungnahmen	137	107	+30

5.4.2.3 Amt für den Arbeitsmarkt (AMA)

	2024	2023	Veränderung
Durchschnittliche Arbeitslosenquote im Kanton Freiburg	2,4 %	2,1 %	0,3 Pkt.
Bei einem RAV angemeldete Arbeitslose (Jahresdurchschnitt)	4 120	3 668	452
Bei einem RAV angemeldete Stellensuchende (Jahresdurchschnitt)	8 209	7 261	948
Gewährte arbeitsmarktliche Massnahmen	12 504	11 591	913
Für die arbeitsmarktlichen Massnahmen aufgewendeter Betrag in Franken	20 980 000	22 854 000	- 1 874 000
Bearbeitete Fehlverhalten nach dem Arbeitslosenversicherungsgesetz (AVIG)	7 730	7 700	0,3 Pkt.
Bearbeitete Anträge auf Kurzarbeitsentschädigung	159	93	66
Bearbeitete Anträge auf Schlechtwetterentschädigung	90	332	-242
Inspektionen im Rahmen der Bekämpfung der Schwarzarbeit	647	612	35

	2024	2023	Veränderung
Inspektionen im Rahmen des Vollzugs der flankierenden Massnahmen zum Abkommen über den freien Personenverkehr (FlAM)	197	217	-20
Besuche von Arbeitsmedizinerinnen und -medizinern und anderen Spezialisten der Arbeitssicherheit (ASA) im Rahmen der Sicherheit und des Gesundheitsschutzes am Arbeitsplatz	110	119	-9
Im Zusammenhang mit dem Bundesgesetz über die Arbeitsvermittlung und den Personalverleih (AVG) bearbeitete Dossiers	47	33	14
Vom Arbeitsinspektorat abgegebene Stellungnahmen	1 713	1764	-51
Erteilte Bewilligungen (für Sonntagsarbeit, Nachtarbeit, ununterbrochenen Betrieb, Schichtarbeit)	259	223	36
Anzeigen im Zusammenhang mit dem Entsendegesetz	129	83	46
Vom AMA und von der Staatsanwaltschaft im Rahmen der Bekämpfung der Schwarzarbeit erlassene Strafbefehle	66+64=130	50 + 21 = 71	59

5.4.2.4 Öffentliche Arbeitslosenkasse (ÖALK)

Anträge auf Entschädigung

Anzahl	2024	2023	Veränderung
Arbeitslosenversicherung			
Anzahl Versicherte	7889	7534	4,71 %
Anzahl Anmeldungen und Wiederanmeldungen	8186	7 634	7,23 %
Anzahl ausbezahlter Taggelder	632 342	536 443	17,88 %
Schlechtwetter			
Anzahl Unternehmen	49	22	122,23 %
Kurzarbeit			
Anzahl Unternehmen	22	394	-94,42 %
Insolvenz			
Anzahl Unternehmen	49	45	8,89 %

Ausbezahlte Taggelder

CHF	2024	2023	Veränderung
Total	149 120 746	129 040 420	15,56 %
Ganzarbeitslosigkeit (ALE)	116 003 477	94 511 861	22,74 %
Familienzulagen	1 910 690	1 431 472	33,48 %
Arbeitsmarktliche Massnahmen (AMM)	3 598 491	4 104 588	-12,33 %
Projektkosten (Anbieter)	21 120 566	20 520 338	2,93 %
Schlechtwetter und Kurzarbeit	3 071 003	7 296 908	-57,78 %
Insolvenz	3 406 519	1 175 253	189,85 %

5.4.2.5 Handelsregisteramt (HRA)

Im Handelsregister eingetragene aktive Gesellschaften (Stand am 31. Dezember)	2024	2023	Veränderung
Einzelunternehmen (EF)	6210	6358	- 148
Kollektivgesellschaften (KollG)	446	441	+ 5
Kommanditgesellschaften (KG)	18	19	- 1
Aktiengesellschaften (AG)	7898	7706	+ 192
Gesellschaften mit beschränkter Haftung (GmbH)	8951	8366	+ 585
Unternehmen des öffentlichen Rechts (UöR)	28	28	0
Investmentgesellschaften mit variablem Kapital (SICAV)	2	2	0
Genossenschaften	436	444	- 8

Im Handelsregister eingetragene aktive Gesellschaften (Stand am 31. Dezember)	2024	2023	Veränderung
Ausländische Zweigniederlassungen	68	65	+ 3
Schweizer Zweigniederlassungen	561	526	+ 35
Vereine	347	323	+ 24
Stiftungen	493	497	- 4
Unternehmen ohne Eintragungspflicht (o.E.)	13	13	0
Gemeinderschaften (GDS)	1	1	0
Total	25 472	24 789	+ 683

Sprachliche Aufteilung der Registereinträge	2024	2023	Veränderung
Total der auf Französisch registrierten Gesellschaften	19 919	19 326	+ 593
Total der auf Deutsch registrierten Gesellschaften	5 553	5 463	+ 90

5.4.2.6 Amt für Energie (AfE)

	2024	2023	Veränderung
Primarschülerinnen und Primarschüler, die von der Energieanimation profitiert haben	1240	1656	- 416
Stellungnahmen zu kontrollierten Baubewilligungsgesuchen	3671	3957	- 286
Stellungnahmen zu Ortsplänen und Detailbebauungsplänen	46	30	16
Bewilligungen für Kühl- und/oder Befeuchtungsanlagen sowie verschiedene Ausnahmegewilligungen	80	62	18
Bewilligungen für die Verlegung, den Bau und/oder den Betrieb von Erdgasnetzen	6	8	- 2
Beitragszusicherungen für die Massnahme M01 (Wärmedämmung)	334	359	- 25
Beitragszusicherungen für die Massnahmen M-02/M-03/M-04/M-05/M-06/M-07 (Wärmeerzeugungsanlagen mit erneuerbaren Energien: Holz, Wärmepumpen, Wärmenetzanschluss)	786	1135	- 349
Beitragszusicherungen für die Massnahme M-08 (thermische Solaranlage)	11	13	- 2
Beitragszusicherungen für die Massnahme M-10 (Verbesserung der GEAK®-Klasse)	95	91	4
Beitragszusicherungen für die Massnahme M-12 (Gesamtsanierung mit Minergie®-Zertifikat)	2	5	- 3
Beitragszusicherungen für die Massnahme M-16 (Neubau Minergie®-P) – Massnahme seit dem 1. März 2023 aufgehoben		12	
Beitragszusicherungen für die Massnahme M-17 (Neubau GEAK® A/A) – Massnahme seit dem 1. März 2023 aufgehoben		51	
Beitragszusicherungen für die Massnahme M-18 (Fernheizung – Wärmenetz / Wärmeerzeugung)	7	7	0
Gesamtes zugesichertes Fördervolumen im Rahmen des Gebäudeprogramms (ohne Beiträge an Ladestationen und GEAK® Plus).	15 138 596	22 901 124	- 7 762 528

5.4.2.7 Amt für Statistik (StatA)

	2024	2023	Veränderung
Veröffentlichte News	13	13	0
Thematische Internetseiten	55	53	2
Taschenstatistik: Exemplare	1900	2200	-300
OGD-Plattform: veröffentlichte Tabellen	76	55	21
Anfragen zu Daten, Ergebnissen und Registern	ca. 350	ca. 400	-50
Hauptregister in denen das StatA aktiv ist	3	2	1

	2024	2023	Veränderung
Fachregister Berufsregister in qualitativer Vorbearbeitung für die Angleichung an das kantonale Bezugssystem	12	11	1

5.4.2.8 Wohnungsamt (WA)

	2024	2023	Veränderung
Leerwohnungen im Kanton (Quelle: BFS, Stand am 1. Juni)	1925	2253	-328
Leerwohnungsziffer	1,16 %	1,38 %	-0,22 %
Anzahl Wohnungen mit Mietzinsverbilligung (Kantonsbeiträge) (Stand am 31. Dezember)	6	6	0
Ausgezahlter Betrag zur Mietzinsverbilligung (Kantonsbeiträge)	44 208	19 730	-24 478
Kontrolle der Mietzinsverbilligung	17	58	-41
Revisionen der persönlichen Verhältnisse auf Antrag der Empfängerinnen und Empfänger einer Mietzinsverbilligung	0	1	-1
Zusicherung einer Mietzinsverbilligung	8	16	-8
Gesuch um Löschung von Darlehen des Bundes im Grundbuch	3	2	1

5.4.2.9 Amt für Berufsbildung (BBA)

	2024	2023	Veränderung
Anzahl unterrichteter Berufe	187	176	+6,3%
Anzahl Bildungsbetriebe	2305	2321	0,7%
Gesamtzahl der beim BBA registrierten Lernenden	9678	9472	+2,2%
Erfolgsquote Lehrabschlussprüfung und Berufsmaturität	90,7%	91,6 %	-1%
EFZ- und EBA-Diplomandinnen und -Diplomanden	1974	2044	-3,4%
Absolventinnen und Absolventen der Berufsmaturität	507	510	-0,6%

5.4.2.10 Fachhochschule Westschweiz//Freiburg (HES-SO//Freiburg)

Die HES-SO//FR zählt aktuell 2201 Studierende, die sich gemäss unten stehender Tabelle auf die vier Hochschulen verteilen (Zahlen für das Studienjahr 2024/25, nach der Statistik des BFS, Stand am 15. Oktober 2024).

*39 Studierende für den Master in Business Administration und 17 Studierende für den EMBA angemeldet

	1. Jahr	2. Jahr	3. Jahr	4. Jahr	Master	Total
Total HTA-FR	332	246	196	-	-	774
Total BTS	-	-	25	-	-	25
Total HSW-FR	143	102	102	54	*39+17	457
Total HfG-FR	145	148	137	31	59	520
Total HSA-FR	149	127	130	19	-	425
Total HES-SO Freiburg	769	623	590	104	115	2201

5.4.2.11 Freiburger Tourismusverband (FTV)

	2024	2023	Veränderung
Gesamtbilanz der kommerziellen Logiernächte im Kanton Freiburg			
Logiernächte in der Hotellerie			
Logiernächte in der kommerziellen Parahotellerie, unter anderem über die Plattform Airbnb			
Marktanteil der Schweizer Gäste			
Logiernächte von Gästen aus dem nahen Ausland am Beispiel von Frankreich			
Besucherzahlen der zehn wichtigsten Tourismusattraktionen			
Artikel in Tourismusmedien unter Mitwirkung des FTV			

	2024	2023	Veränderung
Anzahl Sichtungen der neuen gemeinsamen Website des FTV und der sieben regionalen Tourismusorganisationen			
Anzahl Follower des Facebook-Kontos, die die grösste Community im Kanton bilden			
Intern realisierte Werbevideos, namentlich in Zusammenarbeit mit Terroir Fribourg und den regionalen Tourismusorganisationen			
Anzahl Mitglieder des Beschilderungsteams, das die Qualität des Wanderwegnetzes kontrolliert			
Ertrag der kantonalen Aufenthaltstaxe (in Franken)			
Beiträge aus dem Tourismusförderungsfonds des Kantons Freiburg (in Franken)			

5.4.2.12 Personalbestand

Behörden – Direktionen Kostenstellen	Rechnung 2024 VZÄ	Rechnung 2023 VZÄ	Veränderung VZÄ
Ausführende Gewalt – Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion	987.58	964.93	22.65
Zentralverwaltung	86.06	85.84	0.22
3500 / ETES Generalsekretariat	9.23	85.84	0.22
3505 / PECO Wirtschaftsförderung Kanton Freiburg	11.55	11.54	0.01
3510 / OPEM Amt für den Arbeitsmarkt	16.07	16.35	-0.28
3525 / RCOM Handelsregisteramt	7.02	6.96	0.06
3535 / LOGE Wohnungsamt		0.39	-0.39
3542.1 / SFPR Amt für Berufsbildung	24.97	25.29	-0.32
3560 / STAT Amt für Statistik	10.61	10.34	0.27
3565 / ENER Amt für Energie	6.61	5.37	1.24
Unterrichtswesen	901.52	879.09	22.43
3542.2 / EPAI Gewerbliche und Industrielle Berufsfachschule	191.69	191.40	0.29
3542.3 / EPCO Kaufmännische Berufsfachschule	76.86	73.38	3.48
3542.4 / EPAC Gewerbliche und Kaufmännische Berufsfachschule	51.27	50.11	1.16
3542.5 / EPSS Berufsfachschule Soziales-Gesundheit	37.53	36.54	0.99
3542.6 / EMEF Berufsfachschule Freiburg	83.00	82.59	0.41
3542.7 / EPAA Berufsfachschule in Gestaltung	25.47	25.16	0.31
3557 / ETEC Technische Schulen	6.66	7.63	-0.97
3559.1 / HEDG Generaldirektion HES-SO FR	9.19	9.22	-0.03
3559.2 / HEIA Hochschule für Technik und Architektur	212.13	203.11	9.02
3559.3 / HEGE Hochschule für Wirtschaft	59.45	56.78	2.67
3559.4 / HEDS Hochschule für Gesundheit	92.03	87.78	4.25
3559.5 / HEDT Hochschule für Soziale Arbeit	56.24	55.39	0.85

5.4.2.13 Personalfluktuaton

Behörden – Direktionen Kostenstellen	Fluktuaton 2024 %	Fluktuaton 2023 %
Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion	3,31	4,30
3500 / ETES Generalsekretariat	5,54	8,51
3505 / PECO Wirtschaftsförderung Kanton Freiburg	7,06	8,77
3510 / OPEM Amt für den Arbeitsmarkt	12,50	11,01

Behörden – Direktionen Kostenstellen		Fluktuation 2024 %	Fluktuation 2023 %
3525 / RCOM	Handelsregisteramt	16,34	20,84
3535 / LOGE	Wohnungsamt	0	100
3542.1 / SFPR	Amt für Berufsbildung	0	14,75
3560 / STAT	Amt für Statistik	0	0
3565 / ENER	Amt für Energie	0	6,17
Unterrichtswesen			
3542.2 / EPAI	Gewerbliche und Industrielle Berufsfachschule	1,98	0,76
3542.3 / EPCO	Kaufmännische Berufsfachschule	4,27	4,30
3542.4 / EPAC	Gewerbliche und Kaufmännische Berufsfachschule	0,59	0
3542.5 / EPSS	Berufsfachschule Soziales-Gesundheit	5,40	1,70
3542.6 / EMEF	Berufsfachschule Freiburg	1,22	2,49
3542.7 / EPAA	Berufsfachschule in Gestaltung	5,62	10,42
3557 / ETEC	Technische Schulen	7,85	0,75
3559.1 / HEDG	Generaldirektion HES-SO FR	0	0
3559.2 / HEIA	Hochschule für Technik und Architektur	4,09	5,79
3559.3 / HEGE	Hochschule für Wirtschaft	5,63	6,82
3559.4 / HEDS	Hochschule für Gesundheit	3,65	3,91
3559.5 / HEDT	Hochschule für Soziale Arbeit	1,20	2,38

Ergänzende Erläuterungen zur Berechnung der Fluktuationsrate finden sich unter Punkt [4.4.3](#).

Weitere Kennzahlen der Einheiten der VWBD

5.5 Direktion für Gesundheit und Soziales GSD

5.5.1 Wichtige Ereignisse aus der Tätigkeit der Direktion

Alle News der GSD

Weitere Details zu den wichtigen Ereignissen der Einheiten der GSD

Die Direktion, ihre Ämter und insbesondere das Generalsekretariat waren stark gefordert, um mehrere wegweisende Projekte im Bereich Gesundheit und Soziales zum Abschluss zu bringen, insbesondere die Vorbereitung von drei Volksabstimmungen und die Koordination mehrerer Projekte.

Zum Generalsekretariat sind neu eine Projektleiterin für die Umsetzung der eidgenössischen Volksinitiative «Für eine starke Pflege» und eine Ansprechperson für Informationssicherheit und Datenschutz hinzugekommen.

Der Direktor für Gesundheit und Soziales nahm an zwei Sitzungen der Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektorinnen und -direktoren (GDK), an zwei Sitzungen der Konferenz der kantonalen Sozialdirektorinnen und -direktoren (SODK), an vier Sitzungen der Conférence latine des affaires sanitaires et sociales – CLASS (Gesundheits- und Sozialdirektorenkonferenz der lateinischen Schweiz) sowie an zwei Sitzungen der Conférence latine des Chefs de Départements compétents en matière d’asile et des migrants (CLDAM, Konferenz der Vorsteher der für das Asyl- und Migrationswesen zuständigen Departemente der lateinischen Schweiz) teil. Seit März 2024 präsidiert er auch den Verband [CARA](#).

5.5.1.1 Abstimmungen über Gesundheitsthemen

In Zusammenhang mit der Notfallversorgung stimmte die Freiburger Bevölkerung über die Verfassungsinitiative «Für bürgernahe öffentliche Spitalnotaufnahme 24/24» sowie über einen [Gegenentwurf](#) ab, der vom Staatsrat ausgearbeitet und vom Grossen Rat einstimmig angenommen worden war. Dieser Gegenentwurf, der zahlreiche Verbesserungen im Notfallversorgungssystem vorsieht und ein hohes Qualitäts- und Sicherheitsniveau für alle garantiert, fand breite Unterstützung, insbesondere bei den Berufsverbänden aus dem Gesundheitsbereich. **Die**

Freiburger Bevölkerung nahm den Gegenentwurf mit 68 % Ja-Stimmen an und lehnte die Initiative mit über 62 % Nein-Stimmen deutlich ab.

Gleichzeitig mit der Initiative und dem Gegenentwurf wurde auch ein [Dekret zur finanziellen Unterstützung des HFR](#) zur Abstimmung gebracht. Das Dekret betraf einerseits eine Bürgschaft in Höhe von 105 Millionen Franken für die Investitionen 2024–2026, andererseits ein zinsloses Darlehen in Höhe von 70 Millionen Franken zur Finanzierung der Planungskosten für den Bau eines neuen Spitalgebäudes.

Dieses Dekret, das von einer deutlichen Mehrheit des Grossen Rates unterstützt wurde, ermöglicht es, die Kontinuität der Versorgungsqualität zu gewährleisten, die Zukunft des Spitals zu sichern und die Sanierung seiner Bilanz einzuleiten. **Die Freiburger Bevölkerung nahm das Dekret mit über 79 % Ja-Stimmen an.**

5.5.1.2 Abstimmung über das Gesetz über die Ergänzungsleistungen für Familien

[Das Gesetz über die Ergänzungsleistungen für Familien](#) wurde als wegweisende familienpolitische Massnahme Anfang Jahr an den Grossen Rat überwiesen. Dieses Gesetz soll einkommensschwache Familien durch Leistungen unterstützen, welche auf die Förderung der finanziellen, sozialen und beruflichen Unabhängigkeit abzielen. Das Gesetz, auf das man seit Jahren gewartet hat und das die bestehenden Massnahmen zur Unterstützung der rund 1500 besonders von Armut betroffenen Familien im Kanton ergänzt, wurde von einer grossen Mehrheit des Grossen Rates befürwortet. **Am 22. September 2024 sprach sich die Freiburger Bevölkerung sehr deutlich mit fast 70% Ja-Stimmen für die Einführung von Ergänzungsleistungen für Familien aus.**

5.5.1.3 SHG-Revision

Ein weiterer grosser Fortschritt im Bereich der Sozialhilfe war die Verabschiedung der Ende 2023 überwiesenen Revision des Sozialhilfegesetzes durch den Grossen Rat am 9. Oktober 2024. Diese neue Fassung des Gesetzes, die das Ergebnis umfangreicher Arbeiten ist, welche die Direktion und das Kantonale Sozialamt über mehrere Jahre hinweg beschäftigt haben, sieht insbesondere eine Regionalisierung der Sozialhilfe vor und wird am 1. Januar 2026 in Kraft treten.

5.5.1.4 Umsetzung der Krankenpflegeinitiative

Im Rahmen der Umsetzung der Initiative «Für eine starke Pflege» übernahm der Direktor für Gesundheit und Soziales zusammen mit dem Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektor den Vorsitz eines COFIL (Steuerungsausschuss), in dem verschiedene Ämter und Institutionen der GSD, der BKAD und der VWBD sowie die wichtigsten Partner aus der Praxis vertreten sind. Die Koordination wird neu von einer Projektleiterin übernommen, die dem Generalsekretariat der GSD angehört. Die Initiative hat folgende Ziele: Verbesserung der Pflegesituation, Gewährleistung der Pflegequalität und Anerkennung und Stärkung der Attraktivität der Pflegeberufe. Im Rahmen der ersten Umsetzungsphase schickte die Direktion insbesondere einen Vorentwurf für ein kantonales Gesetz zur Umsetzung der auf Bundesebene geplanten Ausbildungsoffensive in die [Vernehmlassung](#). Ziel ist es, die praktische Ausbildung in Pflegeeinrichtungen zu fördern und die Zahl der Ausbildungsplätze zu erhöhen.

5.5.1.5 Amt für Gesundheit (GesA)

Im GesA kam es zu einigen organisatorischen Änderungen. Die Vorsteherin des GesA, Dr. Claudine Mathieu Thiébaud, verliess das Amt im Juni. Der neue Amtsvorsteher, Stéphane Luyet, trat sein Amt im Oktober an. Das GesA zog Anfang Sommer von der Route des Cliniques 17 an den Chemin des Mazots 2 um. Im Herbst 2024 wurde die Kantonsapothekerin in das Kantonsarztamt eingegliedert.

Das GesA war eng in die Vorbereitung der Abstimmungen über die Verfassungsinitiative «Für bürgernahe öffentliche Spitalnotaufnahme 24/24» und über das Dekret zur finanziellen Unterstützung des HFR eingebunden. Es arbeitet auch an der Umsetzung der Pflegeinitiative mit.

5.5.1.5.1 Spitäler und Pflegeleistungserbringende

freiburger spital HFR. Die Direktion und das GesA verfolgen weiter intensiv die finanziellen Belange des HFR. Auf Wunsch des Staatsrats wurde dazu eine Task Force mit Vertreterinnen und Vertretern der Direktion, des GesA und des HFR eingesetzt. Gleichzeitig wurde im HFR weiter an der Effizienz gearbeitet, um den Patientenfluss zu

verbessern und die starken saisonalen Aktivitätsschwankungen auszugleichen und gleichzeitig die hohe Fehlzeitenquote in bestimmten Bereichen zu bewältigen. Die nun abgeschlossene Trennung vom Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) war aufgrund des 24-Stunden-Spitalbetriebs und der hochsensiblen Daten eine grosse Herausforderung. Der Vierjahresplan 2024–2027 des HFR, der auf Kontinuität setzt und die Weichen für die Strategie 2030 bis 2027 stellt, wurde vom Verwaltungsrat vorgestellt. Das HFR beschloss auch, die Innere Medizin des HFR Meyriez-Murten im Laufe des Jahres 2025 an den Standort des HFR Tafers zu verlegen.

Chronologie HFR

Freiburger Netzwerk für psychische Gesundheit (FNPG). Im Rahmen seiner Strategie 2023-2030 initiierte der Verwaltungsrat des FNPG ein ehrgeiziges Entwicklungsprojekt am Standort Marsens, das eine psychiatrische Station mit 60 Betten, die speziell auf den wachsenden Bedarf in der geriatrischen Psychiatrie zugeschnitten ist, sowie eine spezialisierte Station mit 45 Betten für die Betreuung von Demenzpatientinnen und -patienten umfasst, um für die zukünftigen demografischen und medizinischen Entwicklungen gerüstet zu sein.

Das Jahr 2024 war besonders arbeitsintensiv, mit einer regelmässig über 100 %igen Auslastung an beiden Spitalstandorten. Als Reaktion darauf schaffte das FNPG eine neue psychiatrische Station für Erwachsene mit 20 zusätzlichen Betten für die Behandlung von Persönlichkeitsstörungen.

Im Rahmen eines kontinuierlichen Optimierungsprozesses wurde die Organisationsstruktur um zwei neue strategische Abteilungen erweitert: die Direktion der Abteilung Psychologie und die Direktion der Abteilung Finanzen. Das FNPG ist damit das erste Psychiatrienetzwerk in der Westschweiz, in dem eine Psychologin oder ein Psychologe eine leitende Funktion innehat.

Pflege und Hilfe zuhause. Die häusliche Pflege verzeichnete erneut eine starke Zunahme. Im Jahr 2024 beliefen sich die Nettoausgaben des Staates auf 13,3 Millionen Franken (2023: 12,3 Millionen Franken). Die privaten Leistungserbringenden (selbstständige und private inner- und ausserkantonale Organisationen) schlugen mit 3,3 Millionen Franken zu Buche (+ 0,4 Millionen Franken). Sie machen 25 % der vom Staat übernommenen Nettokosten aus. So wurden in diesem Jahr 900 Rechnungen für mehr als 244 500 Pflegestunden vom GesA kontrolliert und bezahlt.

5.5.1.5.2 Gesundheitsförderung und Prävention

Im Vordergrund standen im Jahr 2024 die Abschlussarbeiten für das zweite kantonale Alkoholaktionsprogramm (KAAP) 2024-2028, das im März 2024 vom Staatsrat genehmigt wurde. Die Handlungsstrategie des KAAP 2024–2028 zielt auf die Reduzierung des problematischen Alkoholkonsums (Rauschtrinken, chronischer Konsum, situationsunangemessener Konsum) und der Alkoholabhängigkeit ab. Das KAAP 2024–2028 setzt die bisherigen Bemühungen fort und schlägt gleichzeitig Massnahmen vor, um auf spezifische Bedürfnisse zu reagieren, die in den letzten Jahren in Erscheinung getreten sind, insbesondere im Bereich der Prävention in der Partyszene.

5.5.1.5.3 eHealth – elektronisches Patientendossier (EPD)

Der Direktor für Gesundheit und Soziales präsidiert seit dem 1. Juli 2024 den Verband CARA.

Ende 2024 hatten an die 3000 Freiburgerinnen und Freiburger ihr EPD über CARA eröffnet (von insgesamt 30 000 der gesamten CARA-Stammgemeinschaft), und rund 280 Pflegeleistungserbringende im Kanton Freiburg waren angeschlossen (von insgesamt 3600 der gesamten Stammgemeinschaft). In Freiburg hat sich die Zahl der EPD somit in einem Jahr versechsfacht, unterstützt durch die Eröffnung von Informations- und Anmeldeschaltern und eine aktive interkantonale Zusammenarbeit.

Weitere Informationen: Tätigkeitsbericht GesA

5.5.1.6 Kantonsarztamt (KAA)

5.5.1.6.1 Übertragbare Krankheiten

2024 wurden dem KAA 4694 übertragbare Krankheiten gemeldet. Die Fälle von **Legionellose**, einer über das Wasser übertragenen bakteriellen Krankheit, sind in der Schweiz und im Kanton Freiburg nach wie vor hoch. Im Jahr 2024 wurden auf kantonaler Ebene 22 Fälle und schweizweit 580 Fälle gemeldet.

Es ist eine Zunahme der Meldungen von Fällen und Verdachtsfällen von **Keuchhusten** (Pertussis) zu verzeichnen. Dabei handelt es sich um eine bakterielle Infektion mit dem Risiko schwerer Komplikationen – insbesondere für Säuglinge –, die durch eine Impfung verhindert werden kann. Während das KAA im Jahr 2023 diesbezüglich neunmal kontaktiert wurde, wurden im Jahr 2024 29 Keuchhustenfälle gemeldet.

5.5.1.6.2 Suchterkrankungen

[Der sichere Konsumraum](#), eine Priorität der Suchtpolitik des Staatsrats, wurde im August 2024 in der Stadt Freiburg eröffnet. Dieses neue Angebot von Le Tremplin für Freiburgerinnen und Freiburger ermöglicht die Begleitung von 64 Konsumationen pro Tag. Es wurde der Bevölkerung und den Anwohnerinnen und Anwohnern des Pérollesquartiers an einer Infoveranstaltung mit Vertreterinnen und Vertretern der Direktion und der Gemeindebehörden vorgestellt.

5.5.1.6.3 Sexuelle Gesundheit

Das KAA wirkte bei der Beantwortung von Fragen zur sexuellen Gesundheit mit, sowohl im Rahmen von Antworten auf parlamentarische Vorstösse als auch im Rahmen der Informationsvermittlung an Schulen oder an die Medien.

2024 nahm die Freiburger Fachstelle für sexuelle Gesundheit (FFSG) 4117 Anrufe entgegen (2023: 4029) und führte 493 (2023: 504) ärztliche Konsultationen sowie 1066 (2023: 1085) Einzel- und Paarberatungsgespräche durch.

Die FFSG bietet auch Tests auf sexuell übertragbare Infektionen an: 2024 waren es insgesamt 1780 (1511 im Jahr 2023): es wurden bei 271 Männern und 153 Frauen 424 (2023: 387) anonyme HIV-Tests durchgeführt sowie 566 Tests auf Chlamydien (2023: 461), 489 auf Gonorrhö (2023: 416) und 301 auf Syphilis (Schnelltest oder Serologie; 2023: 247). Dank einer Zusammenarbeit mit dem Centre Empreinte und der allgemeinen Studierendenschaft der Universität Freiburg (AGEF) können sich betroffene Studierende zu vergünstigten Preisen testen lassen.

Zudem besuchten 27 (2023: 26) Gruppen mit spezifischen Bedürfnissen (wie Migrantinnen und Migranten, Jugendliche in Einrichtungen) Präventionsworkshops oder Präsentationen der FFSG-Leistungen einer Sexualpädagogin, und sieben Gruppen von Fachleuten oder angehenden Fachleuten wurden für verschiedene Themen im Zusammenhang mit der sexuellen Gesundheit sensibilisiert.

Weiter mussten 133 (2023: 139) Fälle in Zusammenhang mit problematischem sexuellen Verhalten, Fällen von Verdacht auf oder erwiesenem sexuellen Missbrauch oder Misshandlung betreut werden und erforderten eine Einschätzung, Betreuung und bereichsübergreifende Begleitung. In einigen Fällen brauchte es eine spezifische Intervention für eine Gruppe oder ein oder mehrere Einzelgespräche.

[Weitere Informationen: Tätigkeitsbericht Kantonsarztamt \(KAA\)](#)

5.5.1.7 Schulzahnpflegedienst (SZPD)

Das **Zahnprophylaxekonzept an der Orientierungsschule** (10H oder 11H) wurde von der Fachstelle «Gesundheit in der Schule» aufgrund der sehr positiven Rückmeldungen der Schülerinnen und Schüler definitiv validiert. Im Schuljahr 2023/24 meldeten sich 13 französischsprachige OS (15 im Schuljahr 2022/23) und drei deutschsprachige OS (eine im Schuljahr 2022/23) dafür an.

[Weitere Informationen: Tätigkeitsbericht Schulzahnpflegedienst \(SZPD\)](#)

5.5.1.8 Sozialvorsorgeamt (SVA)

5.5.1.8.1 Sonder- und sozialpädagogische Institutionen und Pflegeheime

Sonder- und sozialpädagogische Institutionen. 2024 beliefen sich die Subventionen an die Freiburger Institutionen für Erwachsene mit Behinderungen auf 125 522 133 Franken (2023: 119 156 858 Franken), während die Subventionen an die sozialpädagogischen und medizinisch-therapeutischen Institutionen für Minderjährige und junge Erwachsene 29 619 834 Franken betragen (2023: 25 474 947 Franken).

Aufgrund eines deutlichen Anstiegs der Zahl schutzbedürftiger Kinder, die vom Jugendamt (JA) betreut werden und zum Schutz ihrer körperlichen und psychischen Entwicklung in einer Einrichtung untergebracht werden müssen, war auch das Jahr 2024 für die anerkannten sozialpädagogischen Institutionen für Minderjährige und junge Erwachsene sehr arbeitsintensiv. Vor diesem Hintergrund wurden neue Plätze geschaffen, und die Einrichtungen nahmen regelmässig Kinder für «Extraplätze» auf. Dann wurden auch Heimaustritte mit ambulanter Nachbetreuung durch die pädagogischen Teams der Betreuungseinrichtung beschleunigt. Diese Nachsorge schliesst eine Lücke zwischen der Vollzeitbetreuung in der Einrichtung und der ambulanten Betreuung. Sie konnte im Rahmen eines zweijährigen Pilotprojekts des SVA und des JA eingeführt werden.

Pflegeheime und ambulantes Betreuungssetting. Die Pflegerestkosten und die Beiträge an die Betreuungskosten, die 2024 von der öffentlichen Hand finanziert wurden, beliefen sich auf 104 821 600 Franken (2023: 103 574 041). Dazu kommen die Pflegerestkosten und eine Pauschalsubvention für die Betreuung von Personen in Pflegeheimbetten im Spital (HFR, HIB und Palliativstation des HFR). Der für diese Personen gezahlte Betrag beläuft sich auf 1 186 450 Franken (2023: 1 776 841 Franken). Der Betrag, der als Pflegerestkosten und als Subventionen für die Betreuung bei ausserkantonaler Unterbringung gezahlt wurde, beläuft sich auf 1 888 275 Franken (2023: 1 775 731 Franken).

Die Beiträge für die Tagesstätten im Kanton beliefen sich auf 2 062 513 Franken (2023: 1 699 954 Franken).

Die Direktion erteilte im März 2024 auch einen kantonalen Auftrag an das Réseau santé de la Glâne zur Eröffnung einer neuen Abteilung für Abklärung und Orientierung (AAO) mit 12 Betten am Standort Billens. Die Aufgabe dieser Abteilung besteht darin, einen angemessenen Übergang zwischen dem Spitalaustritt und der Rückkehr nach Hause zu gewährleisten. Sie entspricht damit einem Bedürfnis der Betagten und ihrer Familien und fördert zudem das ambulante Betreuungssetting.

5.5.1.8.2 Generationenübergreifende Projekte

Die Solidarität und der Austausch zwischen den Generationen gehören zu den Prioritäten der Politik Senior+.

2024 wurden zwei Aufrufe für generationenübergreifende [Projekte](#) gestartet, und 10 Projekte (2023: 12) erhielten eine finanzielle Unterstützung in Höhe von insgesamt 45 560 Franken für ihren Beitrag zum sozialen Zusammenhalt und zur Integration von Seniorinnen und Senioren in die freiburgische Gesellschaft.

5.5.1.8.3 Politik für Menschen mit Behinderungen

[Aktionstag für die Rechte von Menschen mit Behinderungen.](#) Vom 15. Mai bis 15. Juni 2024 feierte der Kanton Freiburg den zehnten Jahrestag des Inkrafttretens der UNO-Konvention über die Rechte von Menschen mit Behinderungen (BRK). Rund 30 Partnerinnen und Partner organisierten gut 50 Aktionen, die von der Direktion koordiniert und unterstützt wurden.

Unterstützung inklusiver Projekte. Die kantonale Politik für Menschen mit Behinderungen sieht in ihrem Massnahmenplan 2018–2024 vor, dass der Start von Projekten für Aktivitäten und Veranstaltungen in den Bereichen Kultur, Sport und Freizeit finanziell unterstützt wird, wenn diese die Inklusion von Menschen mit Behinderungen zum Ziel haben.

20 Projekte wurden in ganz verschiedenen Bereichen (Sport, Kunst, Theater, Musik, Freizeit, Politik usw.) mit Beträgen von 1000 bis 5000 Franken unterstützt. Insgesamt stellte der Staat Freiburg einen Betrag von 50 000 Franken zur Verfügung.

[Weitere Informationen: Tätigkeitsbericht Sozialvorgeamt \(SVA\)](#)

5.5.1.9 Kantonales Sozialamt (KSA)

Das KSA war stark in die Bewältigung der Migrationskrise eingebunden, die sich seit dem Ausbruch des Kriegs in der Ukraine mit der Zunahme des Zustroms von Asylsuchenden aus anderen Regionen der Welt noch verschärft hat.

Parallel dazu begleitete das KSA die parlamentarische Arbeit im Hinblick auf die Überweisung des in Zusammenarbeit mit der Kantonalen Sozialversicherungsanstalt (KSVA) ausgearbeiteten Entwurfs des Gesetzes über die Ergänzungsleistungen für Familien und des Entwurfs des Sozialhilfegesetzes an den Grossen Rat. Das Gesetz

über die Ergänzungsleistungen für Familien (FamELG) wurde in der Volksabstimmung vom 22. September 2024 und das Sozialhilfegesetz (SHG) am 9. Oktober 2024 vom Grossen Rat angenommen.

5.5.1.9.1 Asylpolitik

Die Migration aus der Ukraine pendelte sich im Laufe des Jahres 2024 auf einem sehr hohen Niveau ein, wobei im Juni und im Oktober ein leichter Rückgang zu verzeichnen war. 565 Personen kamen aus der Ukraine in den Kanton (Stand Ende November). Der Zustrom von Personen aus anderen Herkunftsländern als der Ukraine war ebenfalls gross, mit einem Rückgang in den Monaten Mai und August. So kamen 719 Personen in den Kanton. Insgesamt sind 1284 Personen (2023: 1293) im Kanton angekommen. Auf die Schliessung der Pflegeabteilung in Billens im Mai folgte wenige Wochen später die [Eröffnung eines neuen Zentrums \(Foyer des Coquelicots\)](#) in Givisiez für die Aufnahme älterer oder vulnerabler Menschen.

5.5.1.9.2 Integration und Soziale Aktion

Im Laufe des Jahres setzte das KSA die Erneuerung der mit 35 Verbänden abgeschlossenen Leistungsaufträge für Integration und soziale Massnahmen im Umfang von 5 312 000 Franken fort. Diese wichtige Zusammenarbeit zwischen dem Staat und den Verbänden zeugt vom starken Engagement der Verbände bei den Bemühungen zur Unterstützung der sozioprofessionellen Eingliederung, der Ausbildung, der Elternschaft, der Nothilfe, der Prävention oder der Sozialberatung für verschiedene Zielgruppen im Rahmen des Asyl- und Flüchtlingswesens oder der Sozialhilfe im Allgemeinen. Die Zahl der Menschen, die Unterstützung benötigen und sich an Freiburg für alle (Ffa) wenden, um für die jeweiligen Leistungen an die richtigen Stellen verwiesen zu werden, steigt stetig an. Im Jahr 2024 waren es 2186 Personen (+ 69 % seit 2019).

5.5.1.9.3 Opferhilfe

Der Kanton arbeitet zusammen mit den anderen Westschweizer Kantonen und dem Generalsekretariat der SODK an der Einrichtung einer **zentralen Opferhilfe-Telefonnummer**, die am 1. November 2025 in Betrieb genommen werden soll. Der kantonale Koordinator nahm das ganze Jahr über an zahlreichen Sitzungen in der ganzen Schweiz und in der Romandie teil. Die französischsprachigen Kantone wollen für ihr Gebiet eine einheitliche Telefonleitung für die Nacht und das Wochenende einrichten. Der Lenkungsausschuss dieses Projekts wird vom Leiter des Kantonalen Sozialamtes präsiert.

[Weitere Informationen: Tätigkeitsbericht Kantonales Sozialamt \(KSA\)](#)

5.5.1.10 Jugendamt (JA)

5.5.1.10.1 Direkte Sozialarbeit (SDS)

Mit der Personalaufstockung im Jugendamt konnte die Zahl der Mandate und Dossiers von Kindern pro VZÄ auf 76 aktiv bearbeitete Dossiers gesenkt werden, ohne Sozialabklärungen und unbegleitete minderjährige Asylsuchende (UMA).

Neuer Sektor. Im Jahr 2024 wurde ein neuer Sektor mit spezifischen Aufgaben geschaffen: der SASD R+. Seine Aufgaben umfassen die Vertretungsbeistandschaften in Zivil- und Strafverfahren (Art. 306 Abs. 2 ZGB) sowie die Beistandschaften zur Feststellung der Vaterschaft und zur Festsetzung des Unterhaltsanspruchs (Art. 308 Abs. 2 ZGB). Dies umfasst folgende Aufgaben: Vertretung der Kinder im Falle einer Verhinderung oder eines Interessenkonflikts der Eltern, in dringenden oder nicht dringenden Fällen; gegebenenfalls Beantragung von Kinderschutzmassnahmen; Organisation, Koordination und Kommunikation mit den Partnern (Polizei, Rechtsbeistände, Opferhilfe, Zivilstandsamt usw.); Verfolgung der Verfahren als Partei (Staatsanwaltschaft, Jugendgericht, Zivilgericht).

Neue Leistung. Für Erziehungseinrichtungen wurde eine neue ambulante sozialpädagogische Leistung entwickelt, die «intensive externe Betreuung». Voraussetzung ist eine vorherige Unterbringung der oder des Minderjährigen von mindestens 48 Stunden. Die intensive externe Betreuung wird von Erzieherinnen und Erziehern übernommen, die der Erziehungseinrichtung angehören, und endet nach 6 Monaten. Ziel dieser Betreuung ist die Verbesserung der Situation mit dem Endziel der Autonomie. Es geht also nicht um eine teilweise Rückkehr in die Familie, sondern um

eine vollständige Rückkehr. Es handelt sich auch nicht um eine ständige häusliche Nachbetreuung, eine soziale oder polizeiliche Kontrolle, eine Tagesstruktur oder eine Möglichkeit, ein Kind aus der Gruppe herauszunehmen, weil es nicht mitarbeiten will, oder um eine Teilplatzierung. Die Indikation für den Zugang zu dieser Leistung wird in Zusammenarbeit zwischen dem JA und den Institutionen unter Berücksichtigung des Alters des Kindes, der familiären Ressourcen usw. festgelegt.

5.5.1.10.2 Strategie für die frühe Kindheit im Kanton Freiburg

Die Direktion präsentierte die erste, vom Staatsrat am 28. Mai 2024 genehmigte und mit anderen betroffenen Direktionen, Ämtern und Partnern ausgearbeitete [Strategie für die frühe Kindheit im Kanton Freiburg](#). Diese Strategie ist ein Meilenstein im Hinblick auf die Anerkennung der Bedeutung der ersten Lebensjahre sowie die entscheidende Rolle der frühkindlichen Bildung, Betreuung und Erziehung (FBBE). Die Strategie ist Bestandteil der Kinder- und Jugendpolitik, genauer gesagt der Strategie «I mache mit!», sowie verschiedener anderer Politiken im Zusammenhang mit Familie, Bildung, Sozialem, Kultur, Raumplanung, Chancengleichheit, Gesundheitsförderung und Prävention sowie Integration.

5.5.1.10.3 Familienexterne Betreuung

Die Direktion präsentierte den in Zusammenarbeit mit dem Freiburger Gemeindeverband (FGV) und seinen Partnern in Auftrag gegebenen [Microgis-Bericht](#) über die Übereinstimmung zwischen Angebot und Bedarf an familienergänzenden Tagesbetreuungsplätzen im Kanton Freiburg. Gemäss diesem Bericht sind 71,1 % des Bedarfs an vorschulischer Betreuungsplätzen hinsichtlich Vereinbarkeit von Familie und Beruf bzw. 56,9 % des Bedarfs an ausserschulischen Betreuungsplätzen abgedeckt, wobei es grosse Unterschiede zwischen den Bezirken gibt.

5.5.1.10.4 Kinder und Jugendliche in schwierigen Lebenssituationen

Im Anschluss an eine Winterklausurtagung zum Thema schwierige Lebenssituationen von Kindern wurde von der Fachstelle für Kinder- und Jugendförderung (FKJF) zusammen mit weiteren betroffenen Direktionen und Ämtern im Mai 2024 eine erste **kantonale Tagung zum Thema Jugendliche in komplexen Lebenslagen** organisiert.

[Weitere Informationen: Tätigkeitsbericht Jugendamt \(JA\)](#)

5.5.1.11 Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen (GFB)

Zur Feier seines [30-jährigen Bestehens](#) gab das GFB ein Jubiläumsmagazin heraus und organisierte eine Jubiläumsfeier mit zahlreichen Partnern aus der Politik und öffentlichen und privaten Institutionen.

[Weitere Informationen: Tätigkeitsbericht Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen \(GFB\)](#)

5.5.2 Kennzahlen

5.5.2.1 Spitalstatistik

Finanzflüsse 2024 zwischen dem Staat und den Spitälern

Finanzflüsse 2024 zwischen dem Staat und den Spitälern	HFR	FNPG	HIB	Kliniken und Geburtshäuser ¹	Ausserkantonale	Total Finanzierung Spitälern
Stationäre Leistungen zu Lasten des Staates	120 006 000	26 187 000	11 010 029	33 423 741	98 920 182	289 546 952
Rückerstattung Schadenservice Schweiz	- 104 213	-	- 21 299	- 263 689	- 148 786	- 537 986
Finanzierung des Staates ausserhalb des Einkaufs von Leistungen	69 595 657	13 776 953	1 563 000	-	-	84 935 610
Total Finanzierung des Staates	189 497 444	39 963 953	12 551 730	33 160 052	98 771 396	373 944 576
Korrektur der Finanzierung 2022 gemäss Schlussabrechnung ²	14 873 265	4 671 500	- 59 121			19 603 886
Total Finanzierung des Staates 2024						393 548 462

¹ Gemäss bis 31. Dezember 2024 erhaltenen Rechnungen.

² Die Schlussabrechnungen 2023 für die Spitäler werden im Laufe 2024 erstellt und werden die definitive Tätigkeit berücksichtigen.

Allgemeine Betriebsstatistik 2024 der Spitäler des Kantons für somatische und psychiatrische Krankenpflege

EINRICHTUNGEN	Betten im Jahresdurchschnitt	Anzahl Austritte (an jedem Standort) ³	Anzahl Spitaltage (an jedem Standort) ⁴	Mittlere Aufenthaltsdauer (an jedem Standort)	Mittlere Aufenthaltsdauer (an jedem Standort)
				Akutupflege	Rehabilitation
HFR freiburger spital					
HFR Freiburg – Kantonsspital	357	17 013	99 166	5,8	
HFR Tafers	54	1 259	15 812	9,2	20,3
HFR Riaz	110	2 613	32 376	10,2	16,7
HFR Meyriez-Murten	73	1 423	27 755	6,4	25,4
Interkantonales Spital der Broye (HIB)¹					
HIB, Standort Estavayer-le-Lac	47	597	14 597		24,5
HIB, Standort Payerne	105	5 374	26 840	5,1	
FNPG Freiburger Netzwerk für psychische Gesundheit²					
Stationäres Behandlungszentrum Marsens	133	1 798	48 945	25,6	
FNPG, Standort Villars-sur-Glâne	61	814	22 232	26,2	
Privatkliniken Freiburg					
Swiss Medical Network – Clinique Générale	57	3 014	9 823	3,3	
Dalerspital	60	6 436	18 713	2,9	

Vorläufiger Stand am 20. Januar 2025

¹ Die Angaben beziehen sich auf das HIB als Ganzes (inkl. Waadtländer Patientinnen und Patienten) und ohne Fehlbelegungen.

² Anzahl der fakturierten Tage vom 1. Januar bis 31. Dezember 2024.

³ Diese Zahlen umfassen auch die Neugeborenen und berücksichtigen die Fallzusammenführungen gemäss *SwissDRG*-Regeln.

⁴ Gemäss Definition der Aufenthaltsdauer durch *SwissDRG/TARPSY*.

Ausserkantonale Spitalaufenthalte

Der für ausserkantonale Spitalaufenthalte aufgewendete Betrag belief sich 2024 auf 98 771 000 Franken (2023: rund 112 Mio. Franken), was 13 074 Fällen entspricht (2023: 13 850 Fälle).

5.5.2.2 Brustkrebs- und Dickdarmkrebscreening

Im Jahr 2024 verschickte die Krebsliga Freiburg 22 017 Aufgebote, und **12 606 Frauen nahmen am Brustkrebs-Screening teil** (2023: 23 891 Aufgebote und 13 778 Teilnehmerinnen). Für die Darmkrebsvorsorge wurden 28 912 Aufgebote verschickt, und 6802 Männer und Frauen nahmen teil (2023: 35 577 Aufgebote und 7824 Teilnehmer/innen). Rund 70 Brustkrebserkrankungen (2023: 85) sowie gut 40 (2023: 32) Darmkrebserkrankungen und hochgradige Dysplasien wurden im Rahmen dieser Screening-Programme entdeckt (die endgültigen Zahlen für 2024 lagen bei Redaktionsschluss noch nicht vor, da einige der Ende 2024 entdeckten Fälle noch bestätigt werden müssen).

5.5.2.3 Pflegeheime

Anzahl anerkannter Betten für Langzeit- und Kurzeitaufenthalte am 31. Dezember 2024

	Anerkannte Betten für Langzeitaufenthalte	davon SAD ¹ - und SAA ² - Betten	OKP-Betten für Langzeitaufenthalte	Betten für Kurzeitaufenthalte
Saane	936	42	7	14
Sense	375	24	2	14
Gruyère	484	21	31	11
See	275		2	6
Glanebezirk	228	24		5
Broye	219	15	3	6
Vivisbach	152	15		6
IRSF (Freiburg)*			56	
Pflegeheimabteilung HFR*				17
Pflegeheimabteilung HIB				5
Hospiz HFR*				12
SAA Les Camélias (Marsens)*	15	15		
SAA Les Grèves du Lac (Gletterens)	10	10		
AVAO (Billens)*				12
Die Familie im Garten, St. Ursen				2
Total Betten/Plätze	2 694	166	101	104

* kantonaler Auftrag

¹ Spezialisierte Abteilung für Demenzkranke

² Spezialisierte Abteilung Alterspsychiatrie

5.5.2.4 Kinderschutz: Platzierungsstatistik

Ende 2024 waren 288 Kinder in einer Einrichtung oder Pflegefamilie platziert, wovon 43 ausserkantonale. Dies entspricht **0,43 %** der Altersgruppe der 0-17-Jährigen und **10,75 %** der vom JA betreuten Kinder.

Im Jahr 2024 standen zwischen 60 und 80 Kinder auf der Warteliste für eine Platzierung.

Kinderschutz: Platzierungen

Ort	Neue Platz.			Effektive Platz. (laufend oder abgeschl.)		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Einrichtungen für Kurzzeitplatzierungen						
Transit	72	69	64	75	80	81
Time Out	2	8	6	4	8	7
Einrichtungen für Langzeitplatzierungen						
Foyer Saint-Etienne Fribourg	11	16	14	38	41	46
Foyer Saint-Etienne Sommentier	2	2	2	11	10	11

Ort	Neue Platz.			Effektive Platz. (laufend oder abgeschl.)		
Foyer des Bonnesfontaines	12	8	8	31	31	29
Le Bosquet	17	10	21	35	31	36
Foyer des Apprentis	5	12	12	18	18	25
Les Traversées	13	8	5	20	19	16
Unité Cottens	-	-	8	-	-	8
Kinderheim Heimelig	2	5	1	10	15	11
Nid Clairval	1	0	1	18	15	16
Aux Etangs	3	4	3	8	9	9
Les Peupliers	3	1	0	11	8	7
Sunneblueme	1	1	0	6	6	6
Sonstige	3	0	1	5	1	1
Tagesgruppen						
Foyer Saint-Etienne Bulle	4	10	1	4	14	8
Foyer Saint-Etienne Fribourg	1	3	1	6	5	6
Freiburger Pflegefamilien						
Pflegefamilien Daueraufnahme	10	18	9	71	72	57
Pflegefamilien Entlastung	5	2	3	23	11	18
ausserkantonal						
Einrichtungen Langzeitplatzierung	36	21	21	74	52	47
Einrichtungen Kurzzeitplatzierung	0	0	2	0	0	2
Pflegefamilien Entlastung	0	0	1	0	0	1
Pflegefamilien Daueraufnahme	0	4	3	12	12	12
Total	203	202	187	480	459	460

5.5.2.5 OHG-Statistik

Die Anzahl der neuen Fälle (306 Beratungen) für Kinder stieg um 20 % (2023: 257).

OHG-Zahlen - Straftaten

	2022	2023	2024
Mehrere Antworten möglich			
Tötung	20	5	7
Tötung SVG	14	9	3
Versuchte Tötung	6	6	6
Körperverletzung	149	179	232
Körperverletzung SVG	57	63	59
Raub	7	6	6
Erpressung, Drohung, Nötigung	98	60	70
Delikte gegen die Freiheit	6	6	3
Entführung von Minderjährigen	0	3	4
Sexualdelikt an Kindern	23	24	22
Sexualdelikt an abhängigen Personen	4	5	5
Sexuelle Nötigung, Vergewaltigung	15	13	9
Andere Handlungen gegen die sexuelle Integrität	3	1	3
Gewalt in Paarbeziehungen	27	36	58
Zwangsmassnahmen	12	14	24
Andere Straftaten nach StGB	5	48	73
Nicht klar	2	9	35

5.5.2.6 Personalbestand

Behörden – Direktionen Kostenstellen	Rechnung 2024 VZÄ	Rechnung 2023 VZÄ	Differenz VZÄ
Direktion für Gesundheit und Soziales	196,90	182,16	14,74
Zentrale Verwaltung	178,29	164,04	14,25
3600/SASS Generalsekretariat	9,28	8,32	0,96
3605/SANT Amt für Gesundheit	19,86	17,89	1,97
3606/DENT Schulzahnpflegedienst	19,83	20,33	-0,50
3608/SMED Kantonsarztamt	17,81	17,20	0,61
3645/SOCI Sozialvorsorgeamt	14,71	14,34	0,37
3650/AISO Kantonales Sozialamt	22,34	19,72	2,62
3665/OCMF Jugendamt	74,46	66,24	8,22
Spitalsektor	18,61	18,12	0,49
3619/EMSC FNPG Heim Les Camélias	18,61	18,12	0,49

5.5.2.7 Personalfluktuaton

Behörden – Direktionen Kostenstellen	Fluktuation 2024 %	Fluktuation 2023 %
Direktion für Gesundheit und Soziales	9,10	7,73
3600/SASS Generalsekretariat	-	10,46
3605/SANT Amt für Gesundheit	9,57	4,62
3606/DENT Schulzahnpflegedienst	6,26	3,89
3608/SMED Kantonsarztamt	3,47	3,31
3645/SOCI Sozialvorsorgeamt	2,84	-
3650/AISO Kantonales Sozialamt	8,08	1,98
3665/OCMF Jugendamt	9,83	15,04
Spitalsektor		
3619/EMSC FNPG Heim Les Camélias	8,13	2,88

Ergänzende Erläuterungen zur Berechnung der Fluktuationsrate finden sich unter Punkt [4.4.3](#).

[Weitere Kennzahlen der Einheiten der GSD](#)

5.6 Finanzdirektion FIND

5.6.1 Wichtige Ereignisse aus der Tätigkeit der Direktion

5.6.1.1 Generalsekretariat (GS-FIND)

Die Finanzdirektion sorgt über ihre Verwaltungseinheiten für einen effizienten Umgang mit den staatlichen Mitteln, namentlich den Finanz-, Personal-, Steuer- und IT-Ressourcen. Da zu den Verwaltungseinheiten der Finanzdirektion drei zentrale Dienste zählen, kommt dem Generalsekretariat eine immer wichtigere Koordinierungsfunktion zu.

Im Jahr 2024 präsierte der Finanzdirektor den Staatsrat. Ein neuer Mitarbeiter wurde beim Generalsekretariat als Ansprechperson für Datenschutz und Informationssicherheit angestellt.

Der Finanzdirektor nahm insbesondere an drei Sitzungen der Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren (FDK) und an vier Sitzungen der Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren der lateinischen Schweiz wie auch an zwei Sitzungen der Conférence latine des directeurs cantonaux du numérique teil.

Die Streitfälle bezüglich Einsprachen, Steuerbefreiungs- und Steuererlassgesuche sowie Haftungsansprüchen gegenüber dem Staat sind gegenüber den Vorjahren zahlenmässig in etwa gleich geblieben.

5.6.1.2 Finanzverwaltung (FinV)

2024 war für die FinV sehr arbeitsintensiv. Die Abteilung Finanzwesen prüfte zahlreiche Vorlagen und gab ihre Stellungnahme zuhanden des Staatsrats, der Direktionen, Ämter und Anstalten gemäss den Vorgaben des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates und des Subventionsgesetzes ab. So wurden insgesamt über 350 Dossiers mit finanziellen Auswirkungen für den Staat geprüft. Die Abteilung Finanzwesen befasste sich auch mit den Aufgaben im Zusammenhang mit den Finanzbeziehungen mit dem Bund, der weiteren Einführung der Neuen Instrumente für das Finanz- und Verwaltungsmanagement, der Analyse des Entlastungspakets für den Bundeshaushalt und der Lancierung des Programms zur Sanierung der Staatsfinanzen. Die Staatsbuchhaltung fokussierte sich auf die Führung und den Abschluss der [Staatsrechnung](#), den Zahlungsverkehr mit den Kreditoren, die Tresorerieverwaltung, das Inkasso und die Debitorenverwaltung über den Kantonalen Finanzdienst. Sie ist ebenfalls für die Kontokorrente Staat-Gemeinden und Staat-Bund zuständig und kümmert sich um die Nachführung dieser Konten. Die Abteilung Finanzplanung und Budgetkontrolle FPBK befasste sich in zahlreichen Sitzungen mit der Vorbereitung des [Voranschlagsentwurfs 2025](#) und der [Aktualisierung des Finanzplans 2025-2028](#). Der Staatsrat verabschiedete den Voranschlag 2025 an seiner Sitzung vom 10. September 2024 und überwies ihn an den Grossen Rat. Der Grosse Rat beriet den Voranschlag in der Novembersession 2024 und hiess ihn am 20. November 2024 ohne Änderungen gut. Dem Grossen Rat wurde im Dezember 2024 ein Bericht über die Aktualisierung des Finanzplans überwiesen. Ende 2024 prüfte die FPBK 51 Nachtragskreditbegehren (53 im Jahr 2023) in einem Gesamtausgabenbetrag von 41,7 Millionen Franken (28,3 Millionen Franken im Jahr 2023). Ein entsprechender Dekretsentwurf wird an den Grossen Rat überwiesen. Wie schon seit 2022 lag der Schwerpunkt der Abteilung Neue Instrumente für das Finanzmanagement NIGEFI in Zusammenarbeit mit dem ITA beim SAP-Transformationsprojekt (S/4 Finanzen), und die Arbeiten zur Konzeption der künftigen SAP-Lösung wurden fortgeführt. Es wurde auch am Projekt zur Digitalisierung der Lieferantenrechnungen und zur Einführung eines Tools für das Management des Voranschlags (SACP) weitergearbeitet. Alle Abteilungen der FinV sind stark in diese für die gesamte Kantonsverwaltung sehr wichtigen drei Projekte eingebunden, um für das auf 1. Januar 2025 geplante GoLive bereit zu sein. Dann werden SAP S/4 HANA und SACP in Betrieb genommen. Der Teilbereich der Digitalisierung der Lieferantenrechnungen folgt dann im Februar 2025. Die Abteilung Finanzmanagementinstrumente und Subventionsverwaltung (FIMIS) befasst sich mit der leistungsorientierten Führung und der Kostenrechnung in verschiedenen Verwaltungseinheiten, mit der Verwaltung der Beteiligungen für die gesamte Kantonsverwaltung und der periodischen Überprüfung der Subventionen. Die FinV gewährleistet auch den Empfang und die Rezeption der Besucherinnen und Besucher des Finanzgebäudes.

5.6.1.3 Kantonale Steuerverwaltung (KSTV)

Die Kantonale Steuerverwaltung hat 2024 wie auch in den Vorjahren zahlreiche Herausforderungen bewältigt.

5.6.1.3.1 Organisation der KSTV

Das Call-Center der KSTV ist die grösste Anrufzentrale des Staates Freiburg. Zur Bewältigung der immer zahlreicheren Anrufe hat die KSTV ihre Fallabläufe neu organisiert und Mitarbeitende des Sektors Kundenbeziehungen zur Beantwortung von Fragen der Stufe 1 beigezogen, was zu mehr Effizienz und einer Entlastung des Fachpersonals für die Veranlagungen führte.

Um die Herausforderungen der Digitalisierung bestmöglich zu meistern, haben die KSTV und das ITA das gemeinsame Projekt OSMOSE gestartet, das auf die Etablierung und Umsetzung einer guten Zusammenarbeit mit Blick auf die Weiterentwicklung des Steuerinformationssystems im Kontext der Digitalisierung abzielt und den Übergang zu einem neuen operativen Zusammenarbeitsmodell zwischen der KSTV und dem ITA im Rahmen der GDISV ermöglichen soll.

5.6.1.3.2 Gesetzesänderungen

Wie in jeder neuen Steuerperiode mussten sich die Sektoren der KSTV auf verschiedene Änderungen und Besonderheiten für die Veranlagungsperiode einstellen.

Der jährliche Einkommenssteuerfuss wurde im Jahr 2024 bei 96 % der einfachen Kantonssteuer belassen, um die Freiburger Bevölkerung weiterhin zu entlasten. 2024 betrafen die Veranlagungsarbeiten hauptsächlich die Steuerperiode 2023 mit folgenden Gesetzesänderungen: Aufgrund des stark gestiegenen Konsumentenpreisindex (LIK) wurden die Steuertarife und Abzüge an die Auswirkungen der kalten Progression angepasst. Es wurden auch neue Steuertarife für die Besteuerung von Kapitalleistungen aus Vorsorge (2. Säule und Säule 3a) eingeführt sowie ein Sozialabzug für volljährige Kinder für geschiedene, getrennt lebende oder unverheiratete Elternteile, die ihrem volljährigen Kind ohne Abzugsmöglichkeit Unterhaltsbeiträge zahlen. Weiter wurde der Abzug für Fahrkosten zwischen Wohn- und Arbeitsort bei der Kantonssteuer auf 12 000 Franken begrenzt, und beim Steuerbezug wurde der Ausgleichszins abgeschafft, der bisher zwischen dem allgemeinen Fälligkeitstermin und dem Datum der Schlussabrechnung der entsprechenden Steuerperiode erhoben wurde, wenn die Akontozahlungen niedriger als der Betrag der Schlussabrechnung waren.

5.6.1.3.1 Allgemeiner Kontext

Im Zuge der Änderung des Raumplanungs- und Baugesetzes vom 2. Dezember 2008 (RPBG) wurde die KSTV ab 1. Oktober 2023 Veranlagungsbehörde und für die Erhebung der Mehrwertabgabe zuständige Stelle und konnte für diese Aufgaben neue Mitarbeitende anstellen. Ende 2024 waren es 5,5 VZÄ, davon 1,2 VZÄ für die Administration und 4,3 VZÄ für die Schätzungen, wobei 3,3 VZÄ befristet. Die ersten Veranlagungen konnten im Frühjahr verschickt werden. Die Arbeiten gehen planmässig voran, und es konnte bereits rund die Hälfte der zwischen 2018 und 2023 eröffneten Dossiers bearbeitet werden.

Die Schweiz hat per 1. Januar 2024 die OECD-Mindeststeuer von 15 % für grosse, international tätige Unternehmen eingeführt. Zur Gewährleistung ihrer Anwendung auf kantonaler Ebene kümmert sich die KSTV um die entsprechenden Schulungen sowie um die IT-seitige Umsetzung.

5.6.1.4 Amt für Personal und Organisation (POA)

Die Umsetzung der Personalpolitik – erarbeitet unter aktiver Mitwirkung der anerkannten Partner – geht weiter. Nach der Personalumfrage im Jahr 2022 wurde 2024 eine Stichprobenbefragung durchgeführt, an der über 900 Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter teilnahmen, was einer Rücklaufquote von 64 % entspricht. Die Ergebnisse sind insgesamt positiv, namentlich punkto Arbeitsinhalt, den die Mitarbeitenden als erfüllend empfinden. Eine namhafte Verbesserung ist bei der Führung mit Zielvereinbarung (ZEB) mit klareren und besser definierten Zielvorgaben zu beobachten. Die nächste Gesamtbefragung wird 2026 durchgeführt.

2024 hat der Arbeitgeber Staat mehrere wichtige Massnahmen zur Stärkung eines integrativen, inspirierenden und auf das Wohlbefinden aller Mitarbeitenden bedachten Arbeitsumfelds umgesetzt. Es wurde ein Onboarding-Programm für die erfolgreiche Integration neuer Mitarbeitender entwickelt. Eine individuelle Betreuung zur Unterstützung der persönlichen und beruflichen Entwicklung der einzelnen Mitarbeitenden ist weiterhin möglich, und es laufen verschiedene Projekte zur Förderung der Kompetenzentwicklung.

Mit Fokus auf den Erhalt der Gesundheit und die Förderung des Wohlbefindens wurden ein Konzept zur Förderung der psychischen Gesundheit und zur Vorbeugung psychosozialer Risiken sowie ein Weiterbeschäftigungsprogramm ausgearbeitet. Diese Massnahmen sollen ein gesundes und sicheres Arbeitsumfeld gewährleisten und in den kommenden zwei Jahren flächendeckend eingeführt werden. Eine erste Weiterbeschäftigungsmassnahme wurde mit der Verabschiedung der Verordnung über die Wiedereingliederung von Menschen mit gesundheitlichen Einschränkungen umgesetzt.

Ein weiterer Schritt bei der Umsetzung des Managementsystems für die Sicherheit und den Gesundheitsschutz am Arbeitsplatz war die Gefährdungsermittlung in den Ämtern und Anstalten des Staates zur Überprüfung, ob die diesbezüglich adäquaten Schutzmassnahmen für das Personal vorhanden sind. Dies wird sich in den kommenden Jahren fortsetzen.

Diversität und Inklusion sind für den Arbeitgeber Staat ebenfalls ganz zentral. Ein entsprechendes Konzept ist in Ausarbeitung, das dann mit Blick auf die Schaffung eines vielfältigen, inklusiven und diskriminierungsfreien Arbeitsumfelds schrittweise eingeführt werden soll.

Bei der Stärkung der Personalbetreuung konnten grosse Fortschritte erzielt werden, und namentlich im Rahmen des Weiterbildungsprogramms 2025 sollen ein Schulungsangebot vorgesehen und ein Leitfaden der bewährten Praktiken zum Feelgood-Management herausgegeben werden.

Im Rahmen des Projekts Beschwerlichkeit der Arbeit wurden vom POA in Zusammenarbeit mit den anerkannten Sozialpartnern zwei erste Massnahmen geprüft, nämlich die Gewährung zusätzlicher Urlaubstage und die Einführung eines Umschulungskredits. Zurzeit hat der Staatsrat den Geltungsbereich hier auf Funktionen beschränkt, die physisch stark belastend sind. Ein Verordnungsentwurf, der in die Vernehmlassung geschickt werden soll, ist in Vorbereitung.

Verschiedene Massnahmen sind auf eine stärkere Präsenz und eine bessere Positionierung des Arbeitgebers Staat ausgerichtet: ein grösseres Informationsangebot auf der Website des Staates, die Entwicklung einer Marketingstrategie in den sozialen Netzwerken und die Teilnahme an den Karrieremessen der Universitäten und Hochschulen.

Bei der Funktionsbewertung stand das Jahr 2024 im Zeichen der Umsetzung der neuen Verordnung über die Funktionen des mittleren Kaders (rund 600 Mitarbeitende). Die Kommission für die Bewertung und Einreihung der Funktionen (KBF) hat mit der Bearbeitung der verschiedenen Anträge auf formellen Entscheid aus dem Pflegebereich begonnen, und der Staatsrat teilte im Dezember seinen Entscheid über die Einreihung der Funktion «Röntgentechniker/in» mit. Die elf anderen hängigen Anträge aus dem Pflegebereich sollten bis Ende Sommer 2025 behandelt werden.

5.6.1.5 Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA)

Das Jahr 2024 war von strategischen Überlegungen auf Ebene des Staatsrats und der Delegation des Staatsrats für die Digitalisierung und die Informationssysteme (DIS) geprägt. Diese Überlegungen flossen namentlich in Mandate für das ITA ein, die langfristig eine bessere strategische und finanzielle Planung und eine Vision der Cyber-Resilienz und der digitalen Souveränität ermöglichen sollten. Das ITA setzte ausserdem seine Reformarbeiten zur Behebung der Obsoleszenz-Problematik und für ein effizientes IT-Lebenszyklusmanagement (ELAN/EORO) fort. So waren die anstehenden Leistungsanpassungen des ITA sowie die dafür erforderlichen organisatorischen Anpassungen mit viel Arbeit verbunden, ohne jedoch die Umsetzung der Strategie des Staatsrats und seines Richtplans zu verzögern.

Mit Budgetumverteilungen über das ganze Jahr im Umfang von insgesamt 21 Millionen Franken (32 % des Informatikbudgets) konnte gewährleistet werden, dass das IT-Budget optimal genutzt und die Projekte in Übereinstimmung mit der Anwendung der Richtlinie über Budgetumschichtungen und Kreditübertragungen vorangetrieben werden. So profitierten etwa die Projekte E-Justice, SAP-Transformation und Kantonales Bezugssystem von Budgetumverteilungen.

Das ITA war sehr stark mit dem Programm zur Umstrukturierung und Standardisierung der Informationssysteme (ELAN) und der Umgestaltung seiner eigenen Organisation (EORO) beschäftigt. Entsprechend der neuen, cloud-basierten technologischen Ausrichtung soll im Rahmen eines Pilotprojekts in Zusammenarbeit mit dem Sekretariat des Grossen Rates Anfang 2025 das neue Informationssystem ParInfo bereitgestellt werden. Die Auswertung dieses Pilotprojekts wird im Rahmen der fünf systemischen Projekte erfolgen, die 2025 umgesetzt werden sollen, insbesondere betreffend die Notrufnummern und das Steuerwesen.

Die Strategie des Staatsrats wurde mit 175 Projekten (einschliesslich Einsätze für den Support zur Aufrechterhaltung des Betriebszustands) unterstützt, von denen 46 im Jahr 2024 gestartet und 64 im Jahr 2024 abgeschlossen wurden. Das Budget für Informatikprojekte ist gegenüber 2023 in etwa gleich geblieben (s. Grafik 1 unter Punkt 5.6.2.6, dunkelgrüner Bereich im Säulendiagramm).

Beim Umfang der Supportleistungen für die Benutzer/innen ist mit 25 000 Vorfällen und 31 000 Anfragen eine Zunahme um + 25 % bzw. + 4 % gegenüber 2023 zu verzeichnen. Ausserdem initiierte das ITA 2024 rund 20 neue Wartungsaufträge von den 60 in diesem Jahr bearbeiteten. Was das Budget betrifft, hat der Anteil des Supports zur Aufrechterhaltung des Betriebszustands am Informatikbudget gegenüber 2023 markant zugenommen (s. Grafik 1 unter Punkt 5.6.2.6, hellgrüner Bereich im Säulendiagramm).

Für die Mitarbeitenden gibt es ein vielfältiges Weiterbildungsangebot, das zur Attraktivität des Arbeitgebers Staat beiträgt, und alle internen Mitarbeitenden haben die Möglichkeit zum mobilen Arbeiten, was sich positiv auf die Vereinbarkeit von Berufs- und Privatleben auswirkt. Als Lehrbetrieb bildete das ITA 2024 acht Informatik-Lernende aus (zwei pro Lehrjahr) und entwickelt Synergien mit anderen Ämtern des Staates bei der Ausbildung der Lernenden Mediamatiker/in EFZ und Kaufmann/Kauffrau EFZ. Nicht zuletzt zeichnet sich das ITA durch eine niedrigere Personalfuktuationsrate als in anderen IT-Unternehmen aus.

5.6.1.6 Amt für Geoinformation (GeoA)

Das Berichtsjahr war ein Meilenstein für die Geoinformation im Kanton Freiburg. Das Amt für Geoinformation begann mit der Umsetzung der einschlägigen Gesetzgebung, setzte die Kommission für Geoinformation ein und informierte die höheren Kader des Staates Freiburg anlässlich ihrer Jahreskonferenz über die Thematik. Zudem schloss der Kanton Freiburg entsprechend den Strategien und Massnahmenplänen des Bundes die Programmvereinbarungen mit dem Bund für die Jahre 2024-2027 ab.

5.6.1.6.1 Amtliche Vermessung (AV)

Die Eidgenössische Vermessungsdirektion hat die letzten beiden Ersterhebungen mit einer Gesamtfläche von 5965 Hektaren in den Gemeinden Jaun und Neyruz offiziell anerkannt. Dies entspricht 3,6 % des Kantonsgebiets. Ausserdem wurde die Ersterhebung infolge der Güterzusammenlegung von Belmont-Broye überprüft, und die öffentliche Auflage ist geplant.

Es sind neun Operate zur Erneuerung der amtlichen Vermessung über eine Fläche von 6575 Hektaren in Arbeit. Dazu kommen noch drei 2024 neu zugewiesene Erneuerungsoperate über weitere 3364 Hektaren. An ihren Kosten, die sich auf rund 2,95 Millionen Franken belaufen, beteiligt sich der Bund mit 730 000 Franken.

Die laufende Nachführung der amtlichen Vermessung garantiert die Aktualität der Geodaten der amtlichen Vermessung in Partnerschaft mit den patentierten Ingenieur-Geometer/innen. 2024 hat der Arbeitsaufwand mit 2407 Mutationen gegenüber dem Vorjahr um 17 % abgenommen. Die laufenden Projekte betreffen die Revision der Nomenklatur (57 % realisiert), die Berichtigung von Grundstücksflächen (83 %) und die Harmonisierung der Hoheitsgrenzen mit dem Kanton Waadt (35 %). Die Migration der Software zur Verwaltung der Geschäftsprozesse der amtlichen Vermessung ermöglichte die Anpassung an die aktuellen IT-Standards, wobei auch die digitale Interaktion mit den privaten Ingenieur-Geometer/innen und dem Grundbuchamt langfristig gesichert wurde.

5.6.1.6.2 GIS-Kompetenzzentrum (geografisches Informationssystem)

Das GIS-Kompetenzzentrum sorgt dafür, dass die Infrastruktur und seine Lösungen leistungsfähig und betriebssicher bleiben. Zu diesem Zweck hat es im Jahr 2024 alle standardmässigen GIS-Anwendungen migriert, mehrere Server ersetzt und eine neue Infrastruktur für die Bereitstellung von Geoinhalten für die breite Öffentlichkeit eingerichtet. Es hat auch Verwaltungstools entwickelt und Prozesse optimiert, um die Geodaten- und Nutzerverwaltung zu erleichtern.

Das Hauptprojekt des Jahres 2024 war die Migration der Online-Karten von einer veralteten Technologie zu einer modernen Lösung mit neuen Funktionen und einer optimierten Handhabung. Bei der Themenmigration der Online-Karten wurde sorgfältig auf die Gewährleistung von Kontinuität und Kohärenz mit dem bisherigen Portal geachtet. Die Implementierung der neuen Online-Karten ist für Anfang 2025 geplant.

5.6.1.6.3 Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen

Es wurden neue Funktionen für die Publikation laufender Änderungen mit oder ohne Vorwirkung entwickelt. Diese neuen Möglichkeiten werden derzeit sowohl für statische Waldgrenzen als auch für den eidgenössischen ÖREB-Kataster genutzt.

Der ÖREB-Kataster wurde als offizielles Publikationsorgan in Ergänzung zum Amtsblatt bei der Auflage der statischen Waldgrenzen von sechs Gemeinden genutzt.

Schliesslich hat das GeoA ein Meldesystem bei der Eintragung von amtlichen Vermessungen ins Grundbuch eingerichtet. Wenn die zuständigen Stellen über Änderungen dieser Georeferenzdaten informiert werden, können sie so leichter ihre eigenen Geodaten aktualisieren.

5.6.1.6.4 Leitungskataster

Der in den neuen Geoinformations-Rechtsgrundlagen vorgesehene Leitungskataster wird die Leitungen für Trinkwasser, Abwasser, Elektrizität, Gas, Fernwärme für Anlagen mit einer Leistung von mehr als 300 kW, Kommunikation und Bewässerung erfassen.

Das GeoA hat für jeden Leitungstyp eine Bestandsaufnahme der in Freiburg vorherrschenden Situation vorgenommen und erste technische Überlegungen zum Datenmodell und zum Informationsfluss zwischen den Werkeigentümer/innen, den zuständigen Stellen des Kantons und dem GeoA angestellt.

Diese haben die Projektorganisation festgelegt und die nächsten Schritte für eine Einführung des Leitungskatasters bis zum 1. März 2027 skizziert.

5.6.1.7 Grundbuchamt (GB)

Neben den juristischen und administrativen Haupttätigkeiten, die sich aus der Bearbeitung der Grundbuchanmeldungen ergeben, haben die Grundbuchämter die Arbeiten zur Einführung des eidgenössischen Grundbuchs der im kantonalen Kataster geführten Gemeinden und die Bearbeitung der Güterzusammenlegungen fortgesetzt. So wurden im Laufe des Jahres die Daten des eidgenössischen Grundbuchs der Gemeinden Montagny (Sektor Montagny-la-Ville und Montagny-les-Monts), Châtillon-Font-Lully-Châbles-Estavayer, Chapelle, Rue (Sektor Promasens), Rue (Sektor Gillarens) in Kraft gesetzt.

Auf Anfrage stellen die Grundbuchämter regelmässig amtliche Auszüge aus, die über den Stand der Rechte an Grundstücken Auskunft geben. Im Jahr 2024 sank die Zahl der öffentlichen und kostenlosen Abfragen der Daten des elektronischen Grundbuchs über die Applikation RFpublic deutlich, hingegen stiegen die Abfragen durch professionelle Nutzer über die spezielle Fachapplikation Intercapi.

Gemäss Bundesgesetzgebung wurde die Zuordnung der AHV-Nummern im Personenidentifikationsregister der natürlichen Personen, die Inhaber/innen dinglicher Rechte sind, fortgeführt. Weiter wurde das eidgenössische eisenbahnrechtliche Plangenehmigungsverfahren in verschiedenen Sektoren des Kantons umgesetzt.

Was die IT betrifft, nahm das «Comité informatique» an mehreren Sitzungen mit dem ITA, der Firma BEDAG (Herausgeberin und Anbieterin ihrer Fachanwendung Capitastra) und der Kundschaft von Capitastra teil. Die laufenden IT-Projekte wurden weitergeführt, insbesondere die Projekte betreffend die Schnittstelle für die landesweite Grundstücksuche, die Einführung der AHV-Nummer als zusätzliches Attribut zum Personenidentifikator sowie die Behebung der Obsoleszenz von Anwendungen. Die Grundbuchämter mussten spezifische Supportanforderungen im Zusammenhang mit Capitastra und den entsprechenden peripheren Lösungen erfüllen. So konnte die Verfügbarkeit der fachspezifischen IT-Dienstleistung gewährleistet werden.

Die Vereinigung der Freiburger Grundbuchverwalterinnen wird von der Grundbuchverwalterin des Sensebezirks präsidiert. In Arbeitsgruppen haben die Grundbuchverwalterinnen zur Revision des Stockwerkeigentumsrechts, zur Revision des Bundesgesetzes über das bäuerliche Bodenrecht (BGBB) sowie zum Vorentwurf über die Änderung des Gesetzes über das Grundbuch (GBG) Stellung genommen. Mit der Inkraftsetzung des Gesetzes über Geoinformation (KGeolG) mussten die damit zusammenhängenden Änderungen umgesetzt werden. Zudem sorgte die Einführung von

Art. 19a des Gesetzes über die Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern (HGStG) für den Ersterwerb von Wohneigentum bei allen Grundbuchämtern für grossen Mehraufwand.

Im Berichtsjahr fanden im Rahmen der Aussenbeziehungen Treffen des Vorstands der Vereinigung mit der Freiburger Notariatskammer, mit der kantonalen Behörde für Grundstückverkehr, mit dem Vorstand der Vereinigung der Freiburger Geometer/innen und dem Geoinformationsamt statt.

5.6.1.8 Finanzinspektorat (FI)

Das FI, das administrativ der FIND zugewiesen, in der Erfüllung seiner Aufgaben jedoch unabhängig ist, gab 86 Auditberichte heraus und gab 44 Empfehlungen ab (siehe Aufteilung nach Direktionen unter den Kennzahlen, Punkt 5.6.2.9). Das detaillierte Verzeichnis der Kontrollarbeiten und der per 31. Dezember 2024 noch offenen Empfehlungen wurde dem Staatsrat und der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission des Grossen Rates zugestellt.

2024 nahm das FI auf Ersuchen eines Staatsrats eine Prüfung von Belegen in Zusammenhang mit einem Dossier seiner Direktion vor. Bei dieser Expertise ging es um die Aufdeckung allfälliger Veruntreuungen.

5.6.1.9 Aufsichtsbehörde für das Grundbuch (ABGB)

Die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch hat die laufenden Geschäfte erledigt und die sich stellenden Rechtsfragen behandelt. 2024 wurden sieben Beschwerden eingereicht (2023: neun Beschwerden). Die Behörde fällte sechs Entscheide (drei auf Französisch und drei auf Deutsch), wovon drei Beschwerden betrafen, die im Jahr 2023 eingereicht worden waren (zwei Abweisungen, drei Gutheissungen, ein Nichteintreten). Die Bearbeitung der verbleibenden vier Fälle wurde auf das Jahr 2025 verschoben. Die Behörde konnte sich in erster Linie auf die rechtliche Aufsicht konzentrieren, da ein wesentlicher Teil der Tätigkeit der administrativen Aufsicht im Sinn einer Übergangslösung seit Januar 2023 von der Finanzdirektion ausgeübt wird. Beizufügen bleibt, dass die Zahl der Beschwerden im Vergleich zu den Vorjahren leicht abgenommen hat. Schliesslich inspizierte die Behörde 2024 alle Grundbuchämter und führte stichprobenweise Kontrollen durch.

Im Jahr 2024 wurde die Behörde von Frau Bettina Hürlimann-Kaup, Professorin an der Universität Freiburg, präsiert. Die Funktion des Vizepräsidenten wurde von Herrn Julien Francey, Rechtsanwalt in Freiburg, ausgeübt. Frau Rose-Marie Genoud nahm wie Julien Francey als Mitglied Einsitz; sie hat auf den 31. Dezember 2024 ihren Rücktritt aus der Behörde erklärt. Herr Jérôme Delabays, Richter am Kantonsgericht, Herr Christoph Merk, Grundbuchverwalter des Oberlandes (Thun) und seit November 2024 Grundbuch- und Notariatsinspektor des Kantons Zug, sowie Herr Sébastien Dorthe, Rechtsanwalt in Freiburg, fungierten als Ersatzmitglieder. Die Funktion des juristischen Sekretärs der Behörde hat Herr Xavier Morard, Gerichtsschreiber beim Gericht des Saanebezirks, ausgeübt.

5.6.1.10 Schätzungskommission für die Steuer zum Ausgleich der Verminderung des Kulturlandes und die Handänderungssteuer

Die Arbeiten der Schätzungskommission wurden an ihrer Vollversammlung am 22. November 2024 besprochen. Im Berichtsjahr wurden insgesamt drei Schätzungen für die Steuer zum Ausgleich der Verminderung der Kulturlandes und die Handänderungssteuer durchgeführt.

- > Grundstück in Essert: Gesetzt den Fall, dass dieser Grundstücksteil von etwa 300 m² vom Grundstück Nr. 3029 abgetrennt wird, bietet er trotz der Lage in der Dorfkernzone nur sehr begrenzte Bebauungsmöglichkeiten. Seine Breite von 11 Metern (nach Abzug des Grenzabstands) schränkt das Bebauungspotenzial ein. Basierend auf Vergleichswerten ergibt die Schätzung einen Verkehrswert von 230 Franken/m².
- > Parzellen von 919 und 920 m² in Pont-la-Ville: Es handelt sich um zwei schöne Parzellen. Ausgehend von verschiedenen Vergleichswerten und angesichts des Umschwungs, der Lage, der Privatsphäre und des Bebauungspotenzials ergibt die Schätzung einen Verkehrswert von 630 Franken/m² und von 680 Franken/m² für die interessantere Parzelle. Nach einer Einsprache von Notar und Rechtsanwalt Peiry wurde dem Grundbuchamt nach der Schätzung eine Stellungnahme zugestellt.

- > Parzelle von 560 m² in Botterens: Da ein Wegrecht das Bebauungspotenzial auf diesem Grundstück vollumfänglich einschränkt, bezieht sich die Schätzung lediglich auf den Bauindex, nach dem im Rahmen künftiger Quartierentwicklungen weiterverkauft werden kann. Die Schätzung ergibt einen Verkehrswert von 240 Franken/m².

[Alle News der FIND](#)

[Mehr zu den wichtigen Ereignissen der Einheiten der FIND](#)

5.6.2 Kennzahlen

5.6.2.1 Personalbestand

Behörden – Direktionen Finanzstellen	Rechnung 2024 VZÄ	Rechnung 2023 VZÄ	Differenz VZÄ
Finanzdirektion	499,54	484,42	15,12
Zentralverwaltung	499,54	484,42	15,12
3700/FINS Generalsekretariat	6,74	7,27	– 0,53
3705/TRES Finanzverwaltung	28,93	28,19	0,74
3710/IFEF Finanzinspektorat	8,30	7,67	0,63
3725/CIEF Amt für Informatik und Telekommunikation	146,81	138,65	8,16
3730/OPER Amt für Personal und Organisation	39,20	38,24	0,96
3740/SCCF Kantonale Steuerverwaltung	207,04	204,53	2,51
3760/SCAD Amt für Geoinformation	18,68	18,93	– 0,25
3765/RFON Grundbuchämter	43,84	40,94	2,90

5.6.2.2 Personalfluktuationsrate

Behörden – Direktionen Finanzstellen	Fluktuation 2024 %	Fluktuation 2023 %
Finanzdirektion	4,38	4,50
3700/FINS Generalsekretariat	0	14,20
3705/TRES Finanzverwaltung	0	3,26
3710/IFEF Finanzinspektorat	0	0
3725/CIEF Amt für Informatik und Telekommunikation	4,64	6,40
3730/OPER Amt für Personal und Organisation	3,65	6,48
3740/SCCF Kantonale Steuerverwaltung	4,85	2,42
3760/SCAD Amt für Vermessung und Geomatik	5,35	0
3765/RFON Grundbuchämter	5,85	8,46

Ergänzende Erläuterungen zur Berechnung der Fluktuationsrate finden sich unter Punkt [4.4.3](#).

5.6.2.3 Finanzverwaltung (FinV)

Staatsrechnung 2023	Aufwand Ausgaben Mio.	Ertrag Einnahmen Mio.	Überschuss (+) Defizit (–) Mio.
Erfolgsrechnung	4 222,2	4 222,4	+ 0,2
Investitionsrechnung	246,1	34,5	– 211,6

Staatsvoranschlag 2025	Aufwand Ausgaben Mio.	Ertrag Einnahmen Mio.	Überschuss (+) Defizit (–) Mio.
Erfolgsrechnung	4 326,1	4 326,8	+ 0,7
Investitionsrechnung	260,1	50,9	– 209,2

5.6.2.4 Kantonale Steuerverwaltung (KSTV)

Personalbestand	2023	2024	Veränderung
VZÄ	205,64	208,54	+ 1,4 %
Voranschlag	21 750 870	23 050 600	+ 6,0 %

Veranlagung ordentliche Steuern		Steuerperiode 2022	Steuerperiode 2023	Veränderung
Natürliche Personen	Anzahl zu veranlagende Dossiers	213 169	216 610	+ 1,6 %
	Bearbeitungsstand am 31.12.N+1	81,5 %	82,4 %	+ 1,1 %
Juristische Personen	Anzahl zu veranlagende Dossiers	17 661	18 343	+ 3,9 %
	Bearbeitungsstand am 31.12.N+1	63 %	63,2 %	+ 0,3 %
Quellensteuer	Anzahl zu veranlagende Dossiers	6 332	6 790	+ 7,2 %
	Anzahl Quellensteuerpflichtige	25 704	25 350	- 1,4 %

Anzahl bearbeitete Dossiers		2023	2024	Veränderung
Grundstückgewinnsteuer		3 156	2 628	- 16,7 %
Mehrwertabgabe		N/A	373	N/A
Erbschafts- und Schenkungssteuern		491	444	- 9,6 %
Steuererlasse		172	165	- 4,1 %
Steuerhinterziehungen / Strafloße Selbstanzeigen		821	879	+ 7,1 %

Steuerbezug durch den Kanton		2023	2024	Veränderung
Zahlungsvereinbarungen		27 882	29 690	+ 6,5 %
Zahlungsbefehle		20 102	21 742	+ 8,2 %

Druck und Versand		2023	2024	Veränderung
Druck		6 566 435	6 274 641	- 4,4 %
Versand		6 040 518	5 898 126	- 2,4 %

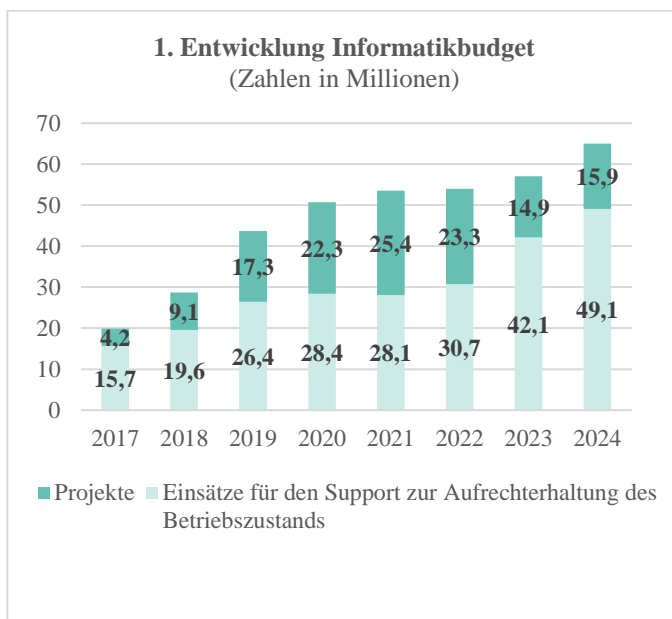
Call-Center Veranlagung der natürlichen Personen und Steuerbezug		2023	2024	Veränderung
Anzahl eingegangene Anrufe		169 470	154 737	- 8,7 %
Anzahl beantwortete Anrufe		140 659	132 374	- 5,9 %

5.6.2.5 Amt für Personal und Organisation (POA)

Teilnahme des Staatspersonals an Weiterbildungen		2022	2023	2024
Weiterbildung für alle		854	691	1551
Kaderweiterbildung (ohne Einführungskurs)		104	176	182
Einführungsausbildung Kader		88	105	102
Schulung zur Prävention und für den Umgang mit Konfliktsituationen und Mobbing (MobV-Dispositiv)		155	330	274
Informatikkurse		84	86	178
Erste-Hilfe-Kurse		129	264	207
Weiterbildung der Lernenden und Praktikant/innen HMS 3+1		Nicht erfasst	Nicht erfasst	166
Total		1 414	1 652	2 660

Beratungsstelle Espace Gesundheit-Soziales	2022	2023	2024
Anzahl betreute Personen	506	583	624
Anzahl neue Fälle	281	308	522
Treffen/Telefongespräche/Videokonferenzen mit der betroffenen Person oder beteiligten Dritten	1 958	2 070	2 004
Netzgespräche/Bilanzen/Mediationen	161	173	187
E-Mail-Verkehr mit der betroffenen Person oder Dritten	4 623	4 862	5 200

5.6.2.6 Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA)



Anzahl Projekte:

finanzieller Umfang (in CHF)	Vor 2024 gestartete noch laufende Projekte	2024 gestartete noch laufende Projekte	2024 abgeschlossene Projekte	2024 bearbeitete Projekte total	2023 bearbeitete Projekte total
>= 3 000 000	8	3	1	12	8
>= 400 000	14	2	8	24	29
> 100 000	22	11	17	50	51
<= 100 000	6	8	15	29	38
Einsätze für den Support zur Aufrechterhaltung des Betriebszustands	15	22	23	60	56
Total:	65	46	64	175	182

5.6.2.7 Amt für Geoinformation (GeoA)

Bezeichnung	Grundstücke	Technisch	Projektierte Gebäude	Total
Bearbeitete Dossiers	637 (- 3 %)	1 770 (- 22 %)	903 (- 15 %)	3 310 (- 17 %)

Qualitätsstandard	Rechtsgültige Grundstücke Fläche [ha]	Rechtsgültige Grundstücke Fläche [%]	Projektierte Grundstücke Fläche [ha]	Projektierte Grundstücke Fläche [%]
AV93	72 350	43	105 487	63
PN	61 367	37	61 324	37
PN ps	3 117	2	363	0
Analog	30 411	18	71	0
Total	167 245	100	167 245	100

Bezeichnung	PR/NR [ha]	REN [ha]	MPD [ha]	Total [ha]
Abgeschlossene Operate	5 965	---	7 940	13 905
Operate in Arbeit	633	6 575	5 487	12 695
Verteilte Operate	---	3 624	---	3 624
Total	6 598	10 199	13 427	30 224

23 Themen auf den Online-Karten	513 Geodaten auf den Online-Karten map.geo.fr.ch
74 Webbasierte Kartenanwendungen in Produktion	446 Auf dem Geoportal geo.fr.ch publizierte Geodaten
680 Metadatensätze	26 Auf geodienste.ch publizierte Geodaten
196 Datensätze auf opendata.swiss	22 Im ÖREB-Kataster veröffentlichte Beschränkungen
1 800 Wöchentliche statische Auszüge aus dem ÖREB-Kataster	1 600 Wöchentliche dynamische Auszüge aus dem ÖREB-Kataster
2 895 «Objekte» (Geodaten) in der GIS-Datenbank	146 Ausserhalb der Datenbank gespeicherte Geodaten

5.6.2.8 Grundbuchamt (GB)

	2024	2023	Veränderung
Anzahl Grundbuchanmeldungen	33 668	30 493	+ 10 %
Offizielle Grundbuchauszüge	18 716	17 250	+ 8 %
Handänderungssteuern	CHF 45 489 438	CHF 46 975 210	- 3 %
Grundpfandrechtssteuern	CHF 16 598 869	CHF 14 777 110	+ 12 %
Steuer Verm. Kulturland	CHF 2 125 893	CHF 2 285 501	- 7 %
Veröff. Eigentumsübertragungen	5 338	5 781	- 7 %

5.6.2.9 Finanzinspektorat (FI)

Die Prüfberichte verteilen sich wie folgt auf die verschiedenen Direktionen:	2024	2023
Kanzlei	3	4
Bildung und kulturelle Angelegenheiten	9	9
Sicherheit, Justiz und Sport	11	24
Institutionen, Land- und Forstwirtschaft	13	6
Volkswirtschaft, Beschäftigung und Berufsbildung	13	13
Gesundheit und Soziales	16	16
Finanzen	15	7

Die Prüfberichte verteilen sich wie folgt auf die verschiedenen Direktionen:	2024	2023
Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt	6	4

Weitere Kennzahlen der Einheiten der FIND

5.7 Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt RIMU

5.7.1 Wichtige Ereignisse aus der Tätigkeit der Direktion

Die RIMU ist für die Bereiche Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt zuständig. Das heisst unter anderem: Sie entscheidet mit, was gebaut werden darf, und sie verwaltet die Gebäude, die dem Staat gehören. Die Angestellten der RIMU sorgen zudem dafür, dass die Kantonsstrassen bedarfsgerecht und sicher sind und dass es ein gutes Angebot im öffentlichen Verkehr und für die sanfte Mobilität gibt. Nicht zuletzt setzen sie sich auch für Nachhaltigkeit und den Schutz der Umwelt ein.

Im Jahr 2023 waren die Tätigkeiten der Direktion insbesondere von folgenden Themen geprägt:

5.7.1.1 Klima und Nachhaltigkeit

Die Klimaschutzpolitik ist eines der Hauptthemen der RIMU. Im Jahr 2024 wurden weitere 14 Massnahmen für die Umsetzung des kantonalen Klimaplanes eingeführt, sodass die Zahl der seit 2021 umgesetzten Massnahmen auf 91 stieg. Sie betreffen verschiedene Bereiche wie den sparsamen Umgang mit Wasser, den Unterhalt der Fliessgewässer und der stehenden Gewässer im Hinblick auf die Anpassung an den Klimawandel, die Überwachung der Trockenperioden und deren Folgen für die Oberflächengewässer, die Auswirkungen des Klimawandels auf die Wasserkraft, die Bekämpfung der Ausbreitung gebietsfremder Arten, die Entwicklung neuer Versicherungsleistungen für Landwirtinnen und Landwirte sowie verschiedene Informations- und Sensibilisierungsmassnahmen.

Das Amt für Umwelt hat ein [Pilotprogramm](#) gestartet und entwickelt Instrumente, um die Freiburger Gemeinden bei der Erstellung ihrer Klimastrategie zu unterstützen. Die Gemeinden Belfaux, Givisiez, Saint-Aubin und Vuisternens-devant-Romont beteiligen sich daran. Die Gemeinde Murten wird sich Anfang 2025 der Pilotphase anschliessen.

Der Aktionsplan der kantonalen Strategie Nachhaltige Entwicklung 2021–2031, die vom Büro für Nachhaltigkeit (BüN) gesteuert, koordiniert und überarbeitet wurde und wird, umfasst 155 Massnahmen, die in die Zuständigkeit der Direktionen fallen. Es wird jährlich über den Fortschritt der Massnahmen berichtet. Die [dritte Bilanz](#) ist überwiegend positiv.

Darüber hinaus leitete das BüN die Arbeiten zur Erneuerung des Aktionsplans. In diesem Zusammenhang wurde ein partizipativer Prozess mit rund 100 Personen eingeleitet. Die Vernehmlassung ist für September 2025 vorgesehen. Parallel dazu führte das BüN die Antenne für nachhaltige Quartiere weiter, die Gemeinden und Quartiervereine bei der Planung eines neuen nachhaltigen Quartiers oder bei der Ausrichtung eines bestehenden Quartiers auf mehr Nachhaltigkeit berät. Die Antenne wird von mehreren Direktionen unterstützt und wird ab 2025 auch anderen Akteuren offenstehen.

Am 21. November 2024 fand die [vierte Ausgabe des Freiburger Nachhaltigkeitstags](#) statt. Das Thema lautete «Nachhaltige Finanzen». Die Rückmeldungen der rund 70 Teilnehmerinnen und Teilnehmer waren sehr positiv. Die Präsentationen und Fotos sind auf der Website des Staats zu finden.

5.7.1.4 Raumentwicklung

Von Juni bis September 2024 wurden Änderungen des kantonalen Richtplans in die öffentliche Vernehmlassung gegeben. Die wichtigste Änderung betrifft das Thema Materialabbau, dessen Grundlage, der Sachplan Materialabbau (SaM), gleichzeitig in die Vernehmlassung gegeben wurde. Der SaM dient als Grundlage für den kantonalen Richtplan und ermöglicht eine kohärente Planung, die festhält, in welchen Gebieten Rohstoffvorkommen vorhanden sind und welche Standorte auf kantonomer Ebene in den nächsten 25 Jahren für den Abbau vorrangig sind.

Ziel des SaM ist die Erfüllung des öffentlichen Interesses durch die Sicherstellung der kantonalen Versorgung zur Deckung des langfristigen Bedarfs der Bevölkerung unter Berücksichtigung der überwiegenden öffentlichen Interessen. Die öffentliche Vernehmlassung wurde durch fünf Informationsabende in den Bezirken, eine Informationsbroschüre und eine eigens dafür eingerichtete Website begleitet.

Die Ergebnisse der öffentlichen Vernehmlassung werden bis zum Ende des ersten Halbjahres 2025 analysiert und verarbeitet. Der Staatsrat wird dann mit dem Bericht über die öffentliche Vernehmlassung befasst werden und über Änderungen der Planungsunterlagen entscheiden. Bei Änderungen, die für die Gemeinden von Bedeutung sind, wird die Planung Gegenstand einer zusätzlichen öffentlichen Vernehmlassung sein. Diese dauert einen Monat und ist von Gesetzes wegen mindestens an die lokalen Behörden zu richten. Vor der kantonalen Verabschiedung und vor der Weiterleitung zur Genehmigung werden die Unterlagen dem Grossen Rat zur Kenntnisnahme unterbreitet.

Am 25. Mai 2024 wurde das Refactoring der Anwendung FRIAC für die elektronische Verwaltung der Baubewilligungen des Kantons Freiburg ausgerollt. Dabei handelte es sich um eine strukturelle Verbesserung des Quellcodes der Anwendung mit dem Ziel, die Anwendung sicherer zu machen, aber auch eine flüssigere Nutzung zu ermöglichen und einige Verbesserungen an den verschiedenen Funktionen der Anwendung vorzunehmen, die von den Nutzerinnen und Nutzern gewünscht wurden.

5.7.1.2 Infrastrukturen

Das Hochbauamt hat zahlreiche Projekte initiiert und weitergeführt. Das Gefängnis Bellechasse ([FRSA I](#)) wurde im Mai 2024 eingeweiht, womit die erste Etappe der Vollzugsplanung abgeschlossen wurde. Die Unterlagen der öffentlichen Auflage für die zweite Etappe der Vollzugsplanung ([FRSA II](#)) wurden im November 2024 eingereicht. Diese umfassen die Erweiterung des Gefängnisses Bellechasse sowie den Bau eines Gebäudes für die Halbgefängenschaft.

Im Januar 2024 wurde das Siegerprojekt für die vollständige Renovierung des [Chemiegebäudes PER10](#) enthüllt. Das Projekt mit dem Namen «La transformation» zielt auf die Modernisierung der Infrastruktur unter Berücksichtigung des kulturellen Erbes ab. Die Vorstudien werden fortgesetzt, um 2026 mit den Bauarbeiten beginnen zu können.

Der Grosse Rat bewilligte im März 2024 einen Kredit von 12 Millionen Franken für die Studienarbeiten, die für den Bau eines neuen Gebäudes für die [Rechtswissenschaftliche Fakultät auf dem Gelände des Thierryturms](#) erforderlich sind. Im Juni 2024 genehmigte der Grosse Rat einstimmig einen Studienkredit von 7,6 Millionen Franken für den [Umbau des Schlosses Bulle](#).

Im September 2024 schliesslich stimmte der Grosse Rat dem Verpflichtungskredit für das Projekt des [kantonalen interinstitutionellen Lagerzentrums \(SIC\)](#) in Givisiez mit 95 zu 0 Stimmen bei 2 Enthaltungen zu. Mit dem Projekt wird die Lagerung des kantonalen Kulturerbes einfacher, sicherer und kostengünstiger. Das Stimmvolk wird am 9. Februar 2025 darüber abstimmen.

Die Arbeiten für die Kantons- und Universitätsbibliothek (KUB) schreiten dank der Bewilligung eines [zusätzlichen Studienkredits](#) im März 2024 planmässig voran. Die Übergabe ist für Ende 2025 und die Eröffnung für das Publikum für Herbst 2026 vorgesehen.

Am [Agroscope-Standort in Posieux](#) ist der Rohbau fertiggestellt; im Mai 2024 wurde die Halbzeit gefeiert. Die schrittweise Inbetriebnahme ist für 2026 vorgesehen.

2024 gingen die Rohbauarbeiten für den Umzug des [Naturhistorischen Museums Freiburg \(NHMF\)](#) voran. Auf diese Etappe, die im Sommer 2026 abgeschlossen sein sollte, folgen die Ausbaurbeiten, bevor 2028 mit der Einrichtung der Ausstellungen begonnen wird.

Im Broyebezirk begannen die Arbeiten zur Sanierung der [Fischzucht in Estavayer-le-Lac](#) im Sommer 2024, nachdem der Verpflichtungskredit bewilligt worden war. Eine schrittweise Produktionsaufnahme ist zwischen April und Juli 2025 geplant.

Ein weiterer Schwerpunkt ist die energetische Gebäudesanierung. Bisher wurden 113 Gebäude auf Zustand, Energieeffizienz, Zugänglichkeit, Brandschutz, Schadstoffbelastung und Photovoltaikpotenzial hin untersucht. Für die Sanierung von 46 dieser Gebäude wird 2025 ein Rahmenkredit beantragt werden. Fossile Heizsysteme werden nach und nach durch erneuerbare Energiequellen ersetzt. 2024 wurden 7 Gebäude an das Fernwärmenetz angeschlossen. Weiter wurden sieben Photovoltaikprojekte realisiert; acht Gebäude werden derzeit energetisch optimiert.

In Zusammenarbeit mit dem Amt für Umwelt hat das Tiefbauamt ein COPIL zur Entwässerung von Strassen und zur Strassenabwasserbehandlung ins Leben gerufen. Im Anschluss daran wurde eine neue Richtlinie erarbeitet, die das Vorgehen für die im Rahmen von kantonalen und kommunalen Strassenprojekten umzusetzenden Massnahmen regelt. Parallel dazu ermöglichte die Gründung einer neuen interkantonalen Arbeitsgruppe (mit Beteiligung der Westschweizer Kantone, dem Kanton Tessin und des ASTRA) den Austausch über verschiedene Aspekte der Strassenentwässerung sowie über Erfahrungen und Erkenntnisse in diesem Bereich.

Darüber hinaus hat das TBA die Ausschreibungsunterlagen für Unternehmen sowie die Ausschreibungsinstruktion für Auftragnehmer vollständig überarbeitet, um hohe Nachhaltigkeitsanforderungen in seine Strassen- und Radwegprojekte zu integrieren und so Projekte von hoher Qualität zu fördern, die Auswirkungen auf die Umwelt zu begrenzen und den Lebenszyklus und den Ressourcenbedarf zu optimieren. Dieses Bestreben ist auch Teil der Umsetzung der kantonalen Strategie Nachhaltige Entwicklung.

Im Hinblick auf die Übernahme von 43 Strassenkilometern, die gemäss Mobilitätsgesetz ab dem 1. Januar 2025 vom Kanton verwaltet werden, hat das TBA bereits die Zustandserfassung und das Setzen der neuen Referenzpunkte auf diesen Achsen vorgenommen. Die vermessungstechnischen Arbeiten, d. h. die neue Vermarkung und die Erstellung der entsprechenden Strassenprotokolle, sind weit fortgeschritten.

5.7.1.3 Mobilität

Die Verbesserung der Mobilitätsinfrastruktur bleibt ein zentrales Anliegen. Aus diesem Grund hat der Staat Freiburg seine Beteiligung am Aktienkapital der TPF um 60 Millionen Franken erhöht. Diese Erhöhung wurde von der Freiburger Stimmbevölkerung am 3. März 2024 gutgeheissen. Sie dient der Finanzierung bestimmter Projekte der TPF, die bis 2030 Investitionen in Höhe von rund 580 Millionen Franken vorsehen (Dekarbonisierung der Busse, Anschaffung neuer Busse und Züge, Ausbau der Bushöfe und Anlagen der kombinierten Mobilität usw.). Die Einlage des Staats, der mit 75,1 % Mehrheitsaktionär der TPF ist, ermöglicht es, die Bankkredite und damit die Zinsen zulasten der öffentlichen Hand, die das Angebot des öffentlichen Verkehrs bestellt, gering zu halten.

Der [Fahrplan 2025 des öffentlichen Verkehrs](#), der am 15. Dezember 2024 in Kraft getreten ist, stellt die grösste Umwälzung in der Westschweiz seit Bahn 2000 dar. Er hat längere Fahrzeiten für die Fernverkehrszüge der SBB zur Folge, was sich auch auf die Bus- und Bahnlinien des Regional- und Ortsverkehrs auswirkte. Rund 60 % der Linien, die den Kanton Freiburg durchqueren, mussten angepasst werden, was eine umfangreiche Arbeit des Amts für Mobilität (MobA) in Zusammenarbeit mit den TPF, aber auch mit den Regionen und den Schulen erforderte.

Zudem hat das MobA die [Vision Bahn 2050+](#) des Kantons Freiburg erarbeitet, die verschiedene konkrete Massnahmen zur Verbesserung des Bahnangebots vorsieht. Sie wird im Rahmen der Erarbeitung der nächsten Ausbauschritte des Programms zur strategischen Entwicklungsprogramm Bahninfrastruktur (STEP), für die der Bund zuständig ist, verwendet.

Das neue Mobilitätsgesetz und das neue Bundesgesetz über die Velowege erfordern eine Überarbeitung der kantonalen Veloplanung ([Sachplan Velo](#)). Diese Planung besteht insbesondere aus dem Alltagsvelonetz und dem Freizeitvelonetz.

Die öffentliche Vernehmlassung zum neuen kantonalen Alltagsvelonetz wird 2025 stattfinden, damit es 2026 in Kraft treten kann. Das neue kantonale Freizeitvelonetz wird Ende 2025 öffentlich aufgelegt und soll ebenfalls 2026 in Kraft treten.

Das Mobilitätsgesetz sieht auch die Erstellung von Netzplänen für offizielle Freizeitrouten vor, insbesondere für Mountainbike-Routen. Der Freiburger Tourismusverband und das MobA arbeiten derzeit an der Ausarbeitung eines kantonalen Mountainbike-Netzes. Im Jahr 2025 wird eine Vernehmlassung durchgeführt werden. Parallel dazu wird eine Mountainbike-Strategie entwickelt. Das Netz der Veloverkehrsanlagen auf den Freiburger Kantonsstrassen wird bis 2024 eine Gesamtlänge von 127 Kilometern erreichen.

Im Jahr 2024 wurden im Rahmen der Agglomerationsprogramme (AP) Finanzierungsvereinbarungen mit dem Bund in Höhe von 26,73 Millionen Franken für Mobilitätsprojekte unterzeichnet. Die Arbeiten an verschiedenen Massnahmen der ersten vier AP-Generationen wurden weiter vorangetrieben. So konnten beispielsweise eine Velostation bei der Post in Freiburg, verschiedene Ladeinfrastrukturen für Trolleybusse oder die Aufwertung im Sektor CO Riaz – Temple Romain für Mobul verwirklicht werden. Weitere Projekte sind in Vorbereitung, mit Baubeginn im Jahr 2025. Da die Umsetzungsperiode des AP3 Ende 2025 zum Abschluss kommt, müssen zahlreiche Projekte bis dahin begonnen oder zurückgezogen und auf ein späteres AP verschoben werden.

5.7.1.2 Umwelt

Es wurden wichtige Umweltprojekte durchgeführt, darunter die Revitalisierung der Sense in Wünnwil-Flamatt (Sektor Oberflamatt), die im April 2024 abgeschlossen wurde. Die Arbeiten an der Bibera in Ulmiz begannen im November 2023 und wurden im Dezember 2024 abgeschlossen.

Groupe E hat mehrere Varianten für die ökologische Sanierung der Wasserkraftanlagen von Schiffenen erarbeitet. Nach Rücksprache mit dem Bundesamt für Umwelt hat der Staat Freiburg Groupe E beauftragt, die Studien für das Projekt [Schiffenen–Murten](#) weiterzuführen. Dieses Projekt sieht den Bau eines Stollens zwischen dem Schiffenen- und dem Murtensee vor, wobei das Wasser in einem unterirdischen Kraftwerk turbinieren wird. Dadurch wird der Schutz von Fauna und Flora verbessert und gleichzeitig mehr Strom erzeugt als mit dem heutigen Kraftwerk.

Die [neuen Anlagen der ARA «La Verna»](#) in Ecublens (FR) wurden am 14. Juni 2024 eingeweiht. Diese Anlagen, deren Bau fünf Jahre dauerte, können das Abwasser der Freiburger Gemeinden Attalens, Auboranges, Bossonnens, Chapelle, Ecublens (FR), Granges-Veveyse, La Verrerie, Le Flon, Remaufens, Rue, Saint-Martin, Semsales und Ursy sowie der Waadtländer Gemeinden Maracon und Oron behandeln.

Am 26. April 2024 wurde die neue Klärschlammverwertungsanlage der ARA Vuippens eingeweiht. Damit können die im Klärschlamm enthaltenen Stoffe in Form von Biogas verwertet werden. Ein positiver Nebeneffekt ist, dass die ARA Vuippens weniger Strom aus dem Netz beziehen wird. Darüber hinaus kann so die Schlammmenge reduziert werden, die per LKW zur Verbrennung in der SAIDEF transportiert werden muss.

Im Sommer 2024 wurden [Untersuchungen](#) zum Nachweis der Quaggamuschel im Kanton Freiburg durchgeführt. Die Seen der Saane sind bislang verschont geblieben.

2024 führte das Amt zusammen mit den beauftragten Stellen 600 Betriebskontrollen im Zusammenhang mit dem Gewässerschutz durch. Die direktionübergreifende Arbeitsgruppe mit Vertreterinnen und Vertretern von Grangeneuve und des AfU setzte ihre Sensibilisierungs- und Informationsarbeit fort und schlug operationelle Lösungen für die Beratung der Landwirtinnen und Landwirte vor.

Das freiburgische Bodenbeobachtungsnetz (FRIBO) setzt sich aus 250 Standorten zusammen, die die ganze landwirtschaftliche Fläche des Kantons Freiburg abdecken. Es wurde zwischen 2004 und 2006 um 53 städtische Standorte und 14 Waldstandorte ergänzt. Der Hauptzweck von FRIBO besteht darin, Informationen über die Art und den Zustand der Böden sensibler Standorte auf dem Land und in der Stadt (Gemeinschaftsgärten, Spielplätze und Familiengärten) zu beschaffen und allgemeiner die diffuse Belastung im Kanton Freiburg zu analysieren. Zudem soll die langfristige Entwicklung der Bodenqualität im Kanton verfolgt werden. Im August 2024 wurden der [7. FRIBO-Bericht](#) veröffentlicht. Die Resultate der in den letzten 35 Jahren durchgeführten Analysen zeigen, dass die Böden des Kantons Freiburg insgesamt in gutem Zustand sind und eine gewisse Resilienz gegenüber Klimaveränderungen an den Tag legen. In den städtischen Gebieten erfordern die Familiengärten besondere Aufmerksamkeit. Die Waldböden weisen kaum signifikante Veränderungen auf.

Die Sanierung der ehemaligen Deponie «La Pila» in Hauterive schreitet planmässig voran. Am 1. Januar 2024 hat das Tiefbauamt (TBA) offiziell die Bauherrschaft für die Verwaltung der ehemaligen Deponie La Pila in Hauterive FR übernommen. Das TBA übernimmt damit die Verantwortung für die Sanierung einer der grössten Altlasten der Schweiz. Das Jahr 2024 war geprägt von technischen Untersuchungen zur Charakterisierung der Abfälle, die im Rahmen der Sanierung anfallen werden. Die Untersuchungen konzentrierten sich auf die Analyse von PFAS und anderen Stoffen, die für die Abfallbehandlung und -entsorgung von Bedeutung sind. Dies ist eine entscheidende Etappe in der Erarbeitung des Sanierungsprojekts gemäss der Bundesverordnung über die Sanierung von belasteten Standorten (AltIV).

Die kantonale Abfallplanung und das kantonale Gesetz über die Abfallbewirtschaftung werden zurzeit überarbeitet.

[Alle News der RIMU](#)

[Weitere Details zu den wichtigen Ereignissen der Einheiten der RIMU](#)

5.7.2 Kennzahlen

5.7.2.1 Personalbestand

Behörden – Direktionen Finanzstellen	Rechnung 2024 VZÄ	Rechnung 2023 VZÄ	Differenz VZÄ
Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt	436,05	415,00	21,05
Zentralverwaltung	436,05	415,00	21,05
3800/TPSE Generalsekretariat	14,39	12,68	1,71
3805/OCAT Bau- und Raumplanungsamt	36,86	35,99	0,87
3808/SMOB Amt für Mobilität	15,57	15,19	0,38
3811/SPCH Tiefbauamt	153,70	148,46	5,24
3830/PCRN Nationalstrassen: Unterhalt	44,29	42,94	1,35
3845/OPEN Amt für Umwelt	58,59	56,29	2,30
3850/BATI Hochbauamt	112,65	103,45	9,20

5.7.2.2 Personalfluktuationsrate

Behörden – Direktionen Finanzstellen	Differenz 2024 %	Differenz 2023 %
Exekutive – RIMU	6,51	4,98
3850/BATI HBA	6,66	4,12
3805/OCAT BRPA	16,00	13,97
3845/OPEN AfU	4,26	1,37
3800/TPSE GS-RIMU	9,57	0
3830/PCRN SIERA	11,44	9,32
3808/SMOB MobA	0	9,12
3811/SPCH TBA (mit Kantonsstrassen)	3,93	3,35

Ergänzende Erläuterungen zur Berechnung der Fluktuationsrate finden sich unter Punkt [4.4.3](#).

- > **22 100 000:** 2024 legten die Züge und Busse des regionalen Personenverkehrs 22,1 Millionen Kilometer auf dem Kantonsgebiet zurück.
- > **2570:** Dies ist die Zahl der Bewilligungsgesuche, die im Jahr 2024 beim Bau- und Planungsamt zur Prüfung eingegangen sind.
- > **1090:** So viele Haushalte könnten die sieben Photovoltaikprojekte in HBA-Projekten im Jahr 2024 mit Strom versorgen.
- > **413:** Im Jahr 2024 wurden 413 der 1727 Kunstbauten inspiziert.
- > **249:** Bei der RIMU sind im Bereich der Raumplanung 249 Beschwerden hängig.

- > **127,26:** Dies ist die Gesamtlänge in Kilometern der Veloverkehrsanlagen auf den Freiburger Strassen.
- > **91:** Im Jahr 2024 wurden weitere 14 Massnahmen des kantonalen Klimaplanes in Angriff genommen, sodass die Zahl der seit 2021 umgesetzten Massnahmen auf 91 stieg.
- > **50:** Das Amt für Mobilität (MobA) sorgte 2024 für die Instandhaltung, den Austausch oder die Versetzung von rund 50 Wegweisern entlang der Freizeittrouten für den Velotourismus.
- > **25:** Ende 2024 waren 25 Gesamtrevisionen bei den kantonalen Instanzen anhängig.

Weitere Kennzahlen der Einheiten der RIMU

5.8 Staatskanzlei SK

5.8.1 Wichtige Ereignisse aus der Tätigkeit der Staatskanzlei

Künstliche Intelligenz. Die Staatskanzlei hat in Zusammenarbeit mit dem ITA und dem POA das Potenzial der generativen künstlichen Intelligenz (generative KI) in der Kantonsverwaltung evaluiert.

Das Ergebnis dieser Zusammenarbeit ist ein Bericht, der im November 2024 vom Staatsrat verabschiedet wurde.

Im Bericht wird das Potenzial von generativer KI und deren Anwendungen in verschiedenen Verwaltungsbereichen hervorgehoben. Generative KI ist in der Lage, neue Inhalte zu erstellen (Berichte, Korrespondenz und E-Mails, Bilder usw.). Sie hat ein enormes Potenzial, verschiedene Branchen durch die Automatisierung komplexer Aufgaben, die Analyse grosser Datenmengen und die Personalisierung von Nutzererfahrungen zu verändern. Beispielsweise wäre generative KI unter anderem in der Lage:

- > Verwaltungsaufgaben auszuführen (Informationssuche, Hilfe beim Verfassen von Texten);
- > Prozesse zu automatisieren (Dateneingabe, Aktenverwaltung);
- > die Information der Bürgerinnen und Bürger zu optimieren (Chatbots, virtuelle Assistenten);
- > Betrug aufzudecken (verdächtiges Verhalten erkennen);
- > künftige Bedürfnisse vorausschauend handzuhaben;
- > den Zugang zu Informationen für Bürgerinnen und Bürger zu vereinfachen.

Im Bericht wird die Bedeutung von Datenschutz und Ethik bei der Nutzung von KI betont. Es ist entscheidend, die Benutzerinnen und Benutzer über die Risiken aufzuklären und den Einsatz von KI auf nicht vertrauliche Daten zu beschränken. Die Verzerrungen und Halluzinationen von KI-Systemen müssen berücksichtigt werden, und es ist ein kritischer Geist erforderlich, um die Ergebnisse zu überprüfen. Zudem ist die Datensicherheit eine grosse Herausforderung, wenn generative KI in Arbeitsinstrumente integriert wird. Die Sicherheits- und Datenschutzmechanismen müssen neu erfunden und starke vertragliche Verpflichtungen mit den Anbietern eingegangen werden.

Ein Aktionsplan schlägt eine agile Governance vor, um die Entwicklung von generativer KI mit Koordinationsinstanzen und Massnahmen zur Sensibilisierung und Schulung zu begleiten. Eine Benutzerrichtlinie und eine eigene Intranetseite werden angeboten, um die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter zu informieren und zu schulen.

Beim jetzigen Stand der Dinge werden im Bericht zwei Ansätze vorgeschlagen.

- > Für die Bevölkerung: Einen Chatbot entwickeln, um den Zugang zu kantonalen Informationen zu verbessern. Dieses Projekt, das von der Staatskanzlei geleitet wird, soll die Suche vereinfachen und die Informationen für die Bürgerinnen und Bürger verbessern;
- > Für die Verwaltung: Einsatz der Software Copilot in der Kantonsverwaltung, wobei andere verfügbare Tools laufend evaluiert werden.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass der Staatsrat die Entwicklung der KI unterstützt und die notwendigen Massnahmen ergreift, um einen Rahmen für ihre Nutzung zu schaffen. Im Bericht wird die Bedeutung von Governance, Sensibilisierung, Schulung und Datensicherheit, mit denen eine ethische und effektive Nutzung von KI in der Kantonsverwaltung gewährleistet wird, unterstrichen.

E-Government. Grosser Erfolg für den virtuellen Schalter, der am 31. Dezember 2024 mehr als 125 000 aktive Benutzerinnen und Benutzer und 830 anerkannte juristische Personen oder Organisationen verzeichnete. 45 kantonale und kommunale Leistungen (35 im Jahr 2023) stehen der Bevölkerung zur Verfügung. Hinzu kommen die ersten 5 Dienstleistungen der Steuern, die sich in der Produktion befinden und der Bevölkerung im ersten Quartal 2025 von der Kantonalen Steuerverwaltung zur Verfügung gestellt werden. 12 Basisdienstleistungen (Zahlung, Identifikation, Einwilligungen, Scannen von Dokumenten usw.) ermöglichen einen bereichsübergreifenden Betrieb der Leistungen und Skaleneffekte bei funktionalen Verbesserungen. Der Staat Freiburg verfolgt dieselben Ziele wie die digitale Verwaltung Schweiz [DVS](#) und strebt eine Standardisierung des Leistungsaustauschs auf nationaler Ebene an mit der Einführung des Standards [eCH-0258](#), der es ermöglichen wird, die Leistungen in andere Lösungen für den virtuellen Schalter zu integrieren und so das Potenzial für die gegenseitige Nutzung von Dienstleistungen für die Bevölkerung zu erhöhen. Die standardisierte Generierung von Leistungen hat ebenfalls eine entscheidende Hürde genommen, die es den Anbietern im Laufe des Jahres 2025 ermöglichen soll, eine gemeinsame Basis zu nutzen, um die Erstellung von Leistungen zu erleichtern, Kosten zu senken und den Austausch zwischen den Kantonen, aber auch auf anderen Ebenen der Eidgenossenschaft, zu beleben.

Der Staatsrat beschloss Ende des Jahres, die Arbeiten zur Migration der Konten des virtuellen Schalters zum Authentifizierungsdienst der Schweizer Behörden [AGOV](#) aufzunehmen. Das Sekretariat für E-Government hat in Zusammenarbeit mit dem ITA bereits erste Schritte beim Bund eingeleitet, damit die Einführung im Herbst 2025 stattfinden kann.

Auf interkantonaler Ebene setzt der Verein iGovPortal mit der Aufnahme des Kantons Schwyz als neues Mitglied seine Erweiterung fort. Mit der Entwicklung des virtuellen Schalters NextGen strebt der Verein an, ein Werkzeug mit einer Architektur bereitzustellen, die sowohl technisch als auch funktional den Herausforderungen der Zukunft gerecht wird.

Das Projekt [DIGI-FR](#), das in Zusammenarbeit mit dem Freiburger Gemeindeverband realisiert wird, entwickelt sich weiter. Im Jahr 2024 wurden über den virtuellen Schalter, mit dem nun alle Gemeinden des Kantons verbunden sind, fast 14 000 Anfragen bearbeitet. Die Dienstleistungen der Einwohnerkontrolle wurden fast flächendeckend eingeführt.

Die wichtigsten Ereignisse des Jahres 2024 sind:

- > Alle Gemeinden sind im virtuellen Schalter als Anbieter von Leistungen angemeldet.
- > Die Leistungen der Einwohnerkontrolle werden in fast allen Gemeinden des Kantons im Laufe des Jahres schrittweise eingeführt.
- > Die Entwicklung der Leistungen der kommunalen Bewilligungen für Strassenwerbung, Marktplätze, saisonale Standorte und Foodtrucks läuft und wird in ersten Pilotgemeinden eingeführt.
- > Das Projekt zur Entwicklung von Leistungen für die Bewilligung von ausserordentlichen Parkplätzen wurde gestartet.
- > Es wurde ein bedeutender Beitrag zu bereichsübergreifenden Projekten zur Entwicklung des virtuellen Schalters, insbesondere zum Projekt eInt zur Umsetzung des Standards eCH0258, geleistet.
- > Eine Organisation und einer Infrastruktur zur Unterstützung der kommunalen Benutzerinnen und Benutzer, die als Türöffner für Bedürfnisse dienen soll, die über E-Government hinausgehen, wurden aufgebaut.
- > Ein auf künstlicher Intelligenz basierender Chatbot wurde entwickelt (wobei fachliche Fragen beim Freiburger Gemeindeverband [FGV], Unterstützung durch DIGI-FR und gesetzlichen Grundlagen zusammengeführt werden).
- > Die Gemeinden und der FGV haben bereits begonnen, sich auf den Weg zur Selbstständigkeit zu begeben: Internalisierung einer Ressource für das Projektmanagement, Beitrag der Gemeinden in der Höhe von *CHF/Einwohner/Jahr ab 2025.
- > Das Modell der Zusammenarbeit Staat / Gemeinden von DIGI-FR dient als Referenz.
- > Der Staatsrat bestätigte die finanzielle Unterstützung des Staates für das Programm DIGI-FR in der Höhe von einem Franken pro Einwohner für die Jahre 2025 und 2026.

Kantonale Bezugssystem. Die wichtigsten Ereignisse des Jahres 2024 sind die Arbeiten des ITA für die Erstellung und Entwicklung der Basisversion des Bezugssystems für Unternehmen und Anstalten, mit laufenden Korrekturen und Produktivsetzung Anfang 2025. Die Plattform ist für Behörden mit Vorrang zugänglich. Künftig stehen grundlegende und harmonisierte Querschnittsdaten zur Verfügung (Bezugssystem der Nomenklaturen, das der natürlichen Personen und das der Unternehmen und Anstalten). Sie schliessen die eindeutige Identifizierung von Personen und Organisationen und die Einführung eines neuen Austauschformats ein, das die Interoperabilität zwischen Informationssystemen fördert (Standardisierung auf das Format eCH-0108). In Koordination mit der SK entwickelte sich die permanente Querschnittsorganisation weiter, um mit dem ITA und dem Amt für Statistik und Daten (SDA) die Steuerung der Infrastruktur und deren Betriebsbereitschaft zu gewährleisten. Als zentraler Dienst wurde das SDA zum Kompetenzzentrum für die kantonalen Daten. Das Amt stützt sich auf die «Once Only»-Prinzipien zur Optimierung des operativen Managements. Anzumerken ist, dass es die Entwicklung und die Steigerung des Reifegrads von korrigierenden und automatisierten Lösungen unterstützt, um eine eindeutige Identifizierung zu gewährleisten und Abweichungen bei den Daten aus den verschiedenen integrierten Quellen (Einwohnerregister – FriPers auf kantonaler Ebene, ZEMIS und Daten aus dem Betriebs- und Unternehmensregister BUR auf Bundesebene) zu bearbeiten. Die Kommission für die Governance der Referenzdaten koordiniert die Zusammenarbeit zwischen den wichtigsten Partnern (namentlich SDA, HRA, eGov, KSTV, BBA, KSVA, HAE, BMA, Pilotgemeinden und gewisse Ämter des Bundes), um die Qualität der Identitätsdaten, die Standardisierung, die korrekten Bezeichnungen und Adressen von natürlichen Personen sowie von rechtlichen oder örtlichen Einheiten von Unternehmen und Anstalten, die in den Fachregistern bearbeitet werden, zu harmonisieren.

Die Arbeiten zur Angleichung der fachbereichsspezifischen Register schreiten voran, z. B., um im kantonalen Bezugssystem nach identifizierten Personen zu suchen, die nicht im Register der Finanzverwaltung aufgeführt sind, oder um solche Personen zu registrieren. Der virtuelle Schalter verwendet nun den kantonalen Personenidentifikator (KPI) in Verbindung mit einem höherstufigen Identifikationsprozess.

Die Pilotphase wird beendet, sobald die endgültigen gesetzlichen Grundlagen in Kraft treten. Nach der Vernehmlassung zu den formellen gesetzlichen Grundlagen (Revision des E-GovG) im Juni 2024 wird das Gesetz 2025 im Grossen Rat behandelt.

Der **Sektor Übersetzung** prüft die deutschen Übersetzungen der Texte, die vorgelegt werden, auf ihre inhaltliche und sprachliche Richtigkeit. Er fertigt Übersetzungen für die Staatskanzlei, für das Sekretariat des Grossen Rates und wenn nötig für das Staatsratspräsidium und die Direktionen an und koordiniert Fragen im Zusammenhang mit der Übersetzung Französisch-Deutsch und Deutsch-Französisch in der Kantonsverwaltung.

Übersetzung. 2024 übersetzten die Mitarbeiter des Sektors neben den üblichen Arten von Texten einige sehr umfangreiche Texte, wie die Tätigkeitsberichte der Bezirks- und Friedensgerichte, diejenigen von Fribourgissima und diejenigen verschiedener parlamentarischer Kommissionen. Auch für das E-Government fertigte der Sektor zahlreiche, zum Teil umfangreiche Übersetzungen an. Für den Sektor Wahlen und Abstimmungen übersetzte er unter anderem das Benutzerhandbuch für das kantonale Stimmregister und für den Sektor Aussenbeziehungen den Sessionsbrief mit allen Anhängen. Ferner übertrug er das 1. Hilfe-Konzept für das Gebäude Arsenaux 41 und den Bericht zur künstlichen Intelligenz in der Kantonsverwaltung ins Deutsche. Die Zahl der Aufträge für externe Übersetzungen vom Deutschen ins Französische nahm zu: 42 Aufträge gegenüber 35 im Jahr 2023.

Terminologie. Der Sektor nahm die Titel der neuen Erlasse in die interne Terminologiedatenbank auf und leitete sie auch an die Bundeskanzlei weiter. Diese nahm sie in Termdat, die Terminologiedatenbank des Bundes, auf. Ein Mitarbeiter des Sektors hat die Terminologie aus der neusten Freiburger Gesetzgebung und diejenigen des Klimas und des Arbeitsmarkts erfasst. Der Sektor hat an den Arbeiten des Interkantonalen Organs für terminologische Zusammenarbeit im öffentlichen Bereich (CoTerm) aktiv mitgewirkt. 2024 fanden eine Sitzung des Organs im Haus der Kantone in Bern und eine über Videokonferenz statt. Die Terminologie des Staates Freiburg steht nach technischen Anpassungen ab Frühjahr 2025 unter der Adresse <http://friterm.fr.ch> auf Internet zur Verfügung, und neue Einträge werden einmal im Monat hinzugefügt.

Dienstleistungen für die Übersetzerinnen und Übersetzer des Staates. Die Konferenz der Übersetzerinnen und Übersetzer des Staates Freiburg, in der die Übersetzerinnen und Übersetzer der Kantonsverwaltung sowie des freiburger spitals und des Freiburger Netzwerks für psychische Gesundheit vereint sind, wurde 2011 geschaffen, wird vom Verantwortlichen des Sektors geleitet und behandelt Fragen der Übersetzung und der Terminologie beim Staat. Sie hielt 2024 eine Sitzung ab. Dabei wurde die Problematik der maschinellen Übersetzung/KI diskutiert. Alle Übersetzerinnen und Übersetzer des Staates Freiburg nahmen an der Jahreskonferenz der «Association suisse des traducteurs, terminologues et interprètes ASTTI» teil. Sie war der Qualitätssicherung der Sprachdienstleistungen in Zeiten der KI gewidmet.

Das **Amt für Gesetzgebung** (GeGA) widmete einen grossen Teil seiner Zeit den Gesetzgebungsdossiers der Staatskanzlei, in Bereichen wie den Rechtsgrundlagen des kantonalen Bezugssystems, der Nutzung der sozialen Medien durch die Verwaltung, der Beteiligung des Staates an den Wahlkampfkosten, der Förderung der Marken «Freiburg» und «Fribourg», der Art der Behandlung der Geschäfte des Staatsrats oder den Ausführungsbestimmungen zum Datenschutzgesetz. Ein weiterer Schwerpunkt lag auf der Unterstützung der Direktionen bei Dossiers wie der laufenden Revision des Gesetzes über die Ausübung der politischen Rechte oder dem Erlass von Regeln für den Wohnungs- und Immobilienmonitor. Darüber hinaus setzte es seine Bemühungen zur kontinuierlichen Verbesserung der Datenbank der freiburgischen Gesetzgebung (wo man nun beispielsweise die alte Amtliche Gesetzessammlung der Gesetze von 1980 bis 2001 direkt konsultieren kann) und zur Unterstützung der Benutzerinnen und Benutzer der Anwendung zur Verwaltung der Gesetzgebung (insbesondere mit der Bereitstellung einer Kurzversion des Benutzerhandbuchs in beiden Sprachen) fort. Schliesslich führte es auch die laufenden Aufgaben in seinen anderen Tätigkeitsbereichen aus (Unterstützung der Direktionen bei der Ausarbeitung der Spezialgesetzgebung, insbesondere 25 Antworten auf externe, interne oder informelle Vernehmlassungen; Rechtsberatung und -gutachten, insbesondere 8 Rechtsgutachten und zahlreiche juristische Stellungnahmen und Auskünfte; sowie Gesetzgebungsveröffentlichung, die insgesamt 13 Gesetze, 22 Dekrete und 67 Verordnungen und Reglemente umfasste).

Eine Arbeitsgruppe aus Vertretern des **Staatsarchivs** (StAF), des ITA und Fachanalytikern des POA hat mit einem externen Lieferanten zusammengearbeitet, um einen Standard zu schaffen, mit dem der Teil «Lebenszyklus der Geschäfts- und Archivierungsakten» für alle neuen Projekte des ITA, die Informations- und Dokumentationsmanagement umfassen, integriert werden können. Die Arbeiten werden 2025 fortgesetzt und werden als Hauptergebnisse eine Archivierungsrichtlinie, einen Registratur- und Verwaltungsplan und Standards, die von den Projektverantwortlichen verwendet werden können, hervorbringen.

Ausserdem wurden in Zusammenarbeit mit dem Freiburger Gemeindeverband Überlegungen zur Einführung eines neuen Registratur- und Verwaltungsplans für Gemeinden angestellt. Auch hier wurde eine Arbeitsgruppe mit Vertreterinnen und Vertretern der Gemeindeverwaltungen und der Gemeindearchive eingerichtet. Es soll ein Plan entwickelt werden, der im Vergleich zu dem zuvor vorgeschlagenen, an den Kontenplan angelehnten Plan einfacher ist. Beide Versionen werden jedoch weiterhin gültig sein, wobei die Verwaltungsdaten des alten Plans aktualisiert werden.

Das Projekt DIGIFONDS litt unter erheblichen Budgetkürzungen. Es gelang jedoch, die Idee, eine gemeinsame Infrastruktur zur Speicherung von Dateien einzurichten, zumindest aufrechtzuerhalten und weiter an Standards für die Digitalisierung und Metadaten zu arbeiten.

Das Projekt NovArc zur digitalen Archivierung wurde nach mehrjähriger Vorbereitung erfolgreich abgeschlossen. Dieses Projekt ist in zwei Teile gegliedert: die Plattform NovArc für den Transfer digitaler Daten von Verwaltungseinheiten, die beim Staatsarchiv archiviert werden sollen, und die Aufbewahrung dieser Daten in einer dafür vorgesehenen Infrastruktur im Schweizerischen Bundesarchiv.

In Zusammenarbeit mit der Universität Freiburg wurden wissenschaftliche Zvieris zum Thema «Lesen und schreiben im Mittelalter» organisiert. Diese Veranstaltung bietet Kindern im Alter von 8 bis 12 Jahren die Möglichkeit, mit Professorinnen und Professoren, Assistentinnen und Assistenten sowie Studentinnen und Studenten in Kontakt zu treten und über wissenschaftliche Themen zu diskutieren. 85 Kinder nahmen an der Veranstaltung teil.

Das [Amt für Drucksachen und Material](#) (DMA) ist für die Versorgung aller Ämter des Staates mit Drucksachen verantwortlich. Es ist beauftragt, mit den eigenen Infrastrukturen Druckvorbereitungs-, Druck-, Binde- und Digitalisierungsarbeiten auszuführen. Ausserdem hat es auch die Governance über die Druckperipheriegeräte des Staates Freiburg inne. Das Amt bietet seine Dienstleistungen bei Druckerzeugnissen auch den Institutionen an, die vom Staat subventioniert werden.

Bürobedarf und Logistik Dieser Sektor wurde am 1. Januar 2024 an die Kantonale Lehrmittelverwaltung (KLV) übertragen. Alle Einheiten des Staates können ihr Büro-, Verwaltungs- und technisches Material über die Website friooffice.ch erwerben. Auf der Ebene des Personals wurde das Äquivalent von 1,5 VZÄ auf die KLV übertragen.

Druckarbeiten Das Volumen der von der Kopierwerkstatt erstellten Drucke stieg im Vergleich zu 2023 um 6,5 % auf ein jährliches Volumen von 4 077 403 Kopien.

Das Volumen der Schwarz-Weiss-Drucke stieg im Vergleich zum Jahr 2023 leicht, d. h. um 1,95 % an.

Beim Volumen der Farbkopien betrug der Anstieg 12,4 %.

Dieser Anstieg des Druckvolumens ist hauptsächlich auf die Übernahme der Aktivitäten der Kopierwerkstatt des HFR zurückzuführen. Dies führte zu über 200 zusätzlichen Aufträgen für den Sektor Druckarbeiten.

Die Zahl der intern bearbeiteten Aufträge steigt (1335 im Vergleich zu 1213), aber der Umsatz des Sektors geht ganz leicht zurück (532 138 Franken im Jahr 2024 im Vergleich zu 559 046 Franken im Jahr 2023).

Der Rückgang des Umsatzes zeigt, dass zwar mehr Aufträge bearbeitet werden, die Rechnungsbeträge aber in der Regel niedriger sind, da die Mengen bei den einzelnen Aufträgen sinken.

Im Laufe des Jahres 2024 verarbeitete der Bereich Drucksachen grosse Druckvolumen für seine Hauptkunden (KLV, Kantonspolizei, Berufsschulen, HFR, Grangeneuve usw.). Die Flexibilität und die Qualität der Ausführung dieser Aufträge wurden besonders geschätzt.

Die Herstellung von Unterlagen für den Unterricht in der akademischen und beruflichen Sekundarstufe 2 stellt in den Sommermonaten immer ein grosses Arbeitsvolumen dar.

Seit einiger Zeit fällt auf, dass einige der vom DMA erstellten Layoutarbeiten nicht mehr gedruckt, sondern nur noch online veröffentlicht werden.

Abstimmungsmaterial und Formulare für die kantonale Steuerverwaltung bilden nach wie vor die grössten Mengen an Drucksachen, die an Dienstleister im Kanton ausgelagert wurden.

Binde- und Digitalisierungsarbeiten Die Aktivitäten in diesen beiden Bereichen sind keinen grossen Schwankungen unterworfen. Die der Bindewerkstatt zugewiesenen VZÄ (1,6 VZÄ) blieben im Laufe des Jahres unverändert.

Die wichtigsten Arbeiten, die von der Bindewerkstatt ausgeführt wurden, sind:

- > das Zusammenheften von 42 Zeitungen für das Staatsarchiv;
- > die Anfertigung von 4 Schutzkästen;
- > die Bindung von 304 Minuten für die kantonalen Notariate;
- > die Anfertigung von 225 klassischen Einbänden für die verschiedenen Ämter der Verwaltung sowie 32 klassische Einbände und die Restaurierung von 13 Werken für verschiedene Einheiten.

Die Anzahl der Aufträge für die verschiedenen Arbeiten, welche die Bindewerkstatt ausführt, schwankt von Jahr zu Jahr und hängt von den Bedürfnissen der Kunden ab.

Die Bindewerkstatt erfüllte zahlreiche Sonderwünsche, wie z. B. das Aufkleben von Plakaten auf feste Unterlagen, spezielle Falzungen, das Kleben von Broschüren usw. Dies stellte eine wertvolle Hilfe und Ergänzung für die Druckwerkstatt dar.

Der Sektor Digitalisierung hatte einen Beschäftigungsgrad von 60 %.

In diesem Jahr 2024 arbeitete dieser Sektor hauptsächlich für die Grundbuchämter des Greyerz- und des Sensebezirks. Insgesamt wurden 45 326 Aufnahmen gemacht, was einer Verminderung um 5,15 % gegenüber 2023 (47 784) entspricht.

Ab dem 1. Januar 2026 wird der Sektor Buchbinderei an die Kantons- und Universitätsbibliothek (KUB) übertragen, während der Bereich Digitalisierung vom Grundbuchamt des Greyerzbezirks übernommen wird.

[Alle News der Staatskanzlei](#)

[Weitere Kennzahlen zu den Einheiten der Staatskanzlei](#)

5.8.2 Kennzahlen

5.8.2.1 Personalbestand

Behörden – Direktionen Kostenstellen	Rechnung 2024 VZA	Rechnung 2023 VZA	Abweichungen VZA
Ausführende Gewalt – Staatskanzlei	56,39	57,44	-1,05
Zentrale Verwaltung	56,39	57,44	-1,05
3100/CETA Staatsrat	7,00	7,00	0
3105/CHAN Staatskanzlei	25,70	25,15	0,55
3110/ECON Amt für Drucksachen und Material	6,40	8,10	-1,70
3115/OLEG Amt für Gesetzgebung	5,98	6,28	-0,30
3118/AREF Staatsarchiv	7,20	7,21	-0,01
3120/ATPD Kantonale Behörde für Öffentlichkeit, Datenschutz und Mediation	4,11	3,70	0,41

5.8.2.2 Personalfluktuationsrate

Behörden – Direktionen	Fluktuationsrate 2024 %	Fluktuationsrate 2023 %
Staatskanzlei	3,36	2,61
Staatskanzlei	7,23	1,96
Amt für Drucksachen und Material	0	6,18
Amt für Gesetzgebung	0	0
Staatsarchiv	0	0
Kantonale Behörde für Öffentlichkeit, Datenschutz und Mediation	0	18,13

Ergänzende Erläuterungen zur Berechnung der Fluktuationsrate finden sich unter Punkt [4.4.3](#).

[Amt für Drucksachen und Material \(DMA\)](#)

	2024	2023	Veränderung
<i>Interne Produktion</i>			
Umsatz Kopierwerkstatt (in Fr.)	532 138	559 046	- 26 908
Umsatz Bindewerkstatt (in Fr.)	67 566	90 966	- 23 400
Umsatz Digitalisierungswerkstatt (in Fr.)	30 634	35 013	- 4 379
<i>Ausgeführte Volumen</i>			
Zahl der Drucke	4 077 403	3 826 648	+ 250 755
Bindearbeiten	225	364	- 139
Digitalisierte Dokumente	45 326	47 784	- 2 458
<i>Ausgelagerte Produktion</i>			
Umsatz Druckaufträge (in Fr.)	586 019	692 078	-106 059

[Weitere Kennzahlen der Einheiten der SK](#)

6 Finanzielle und personelle Auswirkungen der Beschlüsse des Grossen Rates im Jahr 2024

(Art. 198, Abs. 3 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006)

Im Laufe des Jahres 2024 hat sich der Grosse Rat zu 11 Gesetzes- und 25 Dekretsentwürfen geäussert. Rund 36 % der im Grossen Rat beratenen und gutgeheissenen Erlasse, nämlich 5 Gesetze und 8 Dekrete, haben keine oder nur sehr geringfügige Auswirkungen in finanzieller Hinsicht.

Mit Vorbehalten aufgrund der Schwierigkeiten, die zum Teil einmaligen, zum Teil sich wiederholenden finanziellen Auswirkungen sowohl auf die Erfolgsrechnung als auch auf die Investitionsrechnung zusammenzuzählen, können die finanziellen und personellen Auswirkungen der anderen Gesetzes- und Dekretsentwürfe wie folgt zusammengefasst werden.

6.1 Investitionsrechnung

Hier hat der Grosse Rat im vergangenen Jahr neun Verpflichtungskredite gesprochen, wovon drei Projektierungskredite, die insgesamt einem Investitions- oder Investitionsbeitragsvolumen von 135 682 972 Franken entsprechen. Bei den vier grössten Geschäften ging es um den Verpflichtungskredit für den Bau und die Ausstattung eines Gebäudes für das interinstitutionelle kantonale Lager für Kulturgüter (SIC) in Givisiez (56 000 000 Franken) mit Auswirkungen nicht nur auf die Investitionsrechnung, sondern auch mit Kosten für die Vorbereitung und den Transport der Sammlungen, den Zusatzkredit für den Aus- und Umbau der Kantons- und Universitätsbibliothek Freiburg (37 996 972 Franken), den zusätzlichen Projektierungskredit für den Bau eines Gebäudes für die Rechtswissenschaftliche Fakultät der Universität Freiburg auf dem Gelände des Thierryturms in Freiburg (12 000 000 Franken) sowie um einen Verpflichtungskredit für die Neue Regionalpolitik für die Jahre 2024-2027 (9 386 000 Franken).

Dazu kommen noch das Dekret über eine Bürgschaft von 105 000 000 Franken und ein Darlehen von 70 000 000 Franken für das HFR, das Dekret über eine Investitionshilfe zugunsten der für die Umsetzung der Agglomerationsprogramme zuständigen Trägerschaften in Höhe von 29 000 000 Franken und das Dekret über eine bedingte Garantie zugunsten des ASTRA für den zweiten Teil der Studien für die Überdeckung des Autobahnabschnitts der N12 und die städtebauliche Entwicklung im Sektor Chamblieux–Bertigny im Betrag von 7 800 000 Franken (staatliche Beteiligung).

6.2 Erfolgsrechnung

Die signifikanten Auswirkungen von sechs Gesetzen und fünf Dekreten auf die Erfolgsrechnung lassen sich wie folgt zusammenfassen:

- > Die Netto-Personalausgaben dürften aufgrund der Stellenaufstockung im Rahmen des Voranschlags 2025 um rund 11,4 Millionen Franken zunehmen (115 zusätzliche Stellen, wovon eine in eine Etatstelle umgewandelte, zuvor über einen Pauschalbetrag finanzierte Stelle). Diese Umwandlung in eine Etatstelle ist übrigens praktisch kostenneutral.
- > Das Dekret über die Verfassungsinitiative «Für bürgernahe öffentliche Spitalnotaufnahme 24/24» kostet mit der Umsetzung des vom Stimmvolk gutgeheissenen Gegenvorschlags jährlich schätzungsweise 7,2 Millionen Franken.
- > Das Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger generiert jährliche Mehreinnahmen von rund 5 Millionen Franken für den Staat und mehr als 1,2 Millionen Franken für die Gemeinden.
- > Das Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern hat geschätzte Steuerausfälle zwischen 3,5 und 4,5 Millionen Franken zur Folge.

- > Das Gesetz über die Ergänzungsleistungen für Familien (FamELG) hat jährliche Mehrkosten von schätzungsweise rund 2,2 Millionen Franken für den Staat zur Folge.
- > Drei Dekrete über Gemeindezusammenschlüsse schlagen für den Staat mit Finanzhilfen in Höhe von insgesamt 1,2 Millionen Franken zu Buche.
- > Einige weitere neue gesetzliche Bestimmungen verursachen ebenfalls Mehrkosten von insgesamt 1 Million Franken.

Im Jahr 2024 hat sich eine einzige Änderung des Grossen Rats an den Erlassentwürfen des Staatsrats auf die vorgesehenen Ausgaben ausgewirkt. So hat der Grosse Rat nämlich beschlossen, die Kriterien für die Gewährung von Ergänzungsleistungen für Familien sowie die prozentuale Kostenaufteilung zu Lasten des Staates zu ändern, womit letztlich 100 % der Kosten zu Lasten des Staates gehen, statt je 50 % zu Lasten des Staates und der Gemeinden. Dies wirkt sich auch auf die Verwaltungskosten der Ausgleichskasse aus. Damit belaufen sich die jährlichen Neuausgaben für den Staat in Zusammenhang mit der Einführung der Ergänzungsleistungen für Familien gemäss den Beschlüssen des Grossen Rats auf 10 600 000 Franken, das sind rund 8 415 000 Franken mehr als im ursprünglichen Entwurf.

Es ist noch anzumerken, dass im Februar 2025 eine kantonale Volksabstimmung über den Verpflichtungskredit für den Bau und die Ausstattung eines Gebäudes für das interinstitutionelle kantonale Lager für Kulturgüter (SIC) in Givisiez stattfindet.

6.3 Gesetzes- und Dekretsentwürfe, die im Laufe des Jahres 2024 geprüft wurden

(mit Angabe der finanziellen und personellen Auswirkungen)

				Auswirkungen der Entwürfe des Staatsrats		
				GR: bei Änderung, Auswirkungen der vom Grossen Rat angen. Entwürfe		
Gesetzesentwurf / Dekretsentwurf	Nr. Botsch aft	Zuständ ige Direktio n	Datum Verabschie dung Grosser Rat	<u>personell</u>	<u>finanziell</u>	
				Vollzeitäquivalente (VZÄ)	Jährlich: auf Erfolgsrechnung in Franken	gesamthaft: über mehrere Jahre auf Investitionsrechnung in Franken
D über einen zusätz- lichen Studienkredit für die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026	2022- DSJS- 129	SJSD	06.02.24			Ausgaben: + 2 290 000 in Fr.
D über eine Bürg- schaft und ein Darlehen für das freiburger spital	2023- DSAS- 61	GSD	06.02.24			Dem freiburger spital wird ein Bürgschaft von 105 000 000 Fr. gewährt, um die Finanzierung seiner laufenden Investitionen sicherzustellen. Ausserdem wird ein Darlehen von 70 000 000 Fr. gewährt, um die notwendigen Projektstudien für den geplanten Bau eines neuen Spitals (Standort Freiburg, Kantonsspital) durchzuführen.

Auswirkungen der Entwürfe des Staatsrats						
<i>GR: bei Änderung, Auswirkungen der vom Grossen Rat angen. Entwürfe</i>						
Gesetzesentwurf / Dekretsentwurf	Nr. Botsch aft	Zuständ ige Direktio n	Datum Verabschie dung Grosser Rat	personell	finanziell	
				Vollzeitäquivalente (VZÄ)	Jährlich: auf Erfolgsrechnung in Franken	gesamthaft: über mehrere Jahre auf Investitionsrechnung in Franken
D über die Verfas- sungsinitiative «Für bürgernahe öffentliche Spital- notaufnahme 24/24» (Volksab- stimmung)	2023- DSAS- 46	GSD	07.02.24	+ 4 VZÄ für die Koordination der kantonalen Organisation der Notfälle.	Geschätzte Gesamtkosten für die Umsetzung des vom Stimmvolk gutgeheissenen Gegenvorschlags von jährlich 7 200 000 Fr., die sich wie folgt zusammensetzen: > 2 700 000 Fr. für eine verbesserte Kostengerechtigkeit zwischen den Regionen für die Ambulanzdienste; > 1 000 000 Fr. für die Stärkung der Rettungskette für lebensbedrohliche Notfälle; > 2 100 000 Fr. für die einheitliche Gesundheitsnummer; > 1 400 000 Fr. für die weiteren Massnahmen.	
G zur Änderung des Gesetzes über das Handelsregisteramt (HRAG)	2022- DEEF- 13	VWBD	07.02.24		Weder finanzielle noch personelle Auswirkungen.	
G über die Ergän- zungsleistungen für Familien (FamELG)	2021- DSAS- 20	GSD	08.02.24		Geschätzte Gesamtkosten der FamEL für den Staat von jährlich 7 125 000 Fr., die sich wie folgt zusammensetzen: > 6 000 000 Fr. für die FamELzulagen (1200 Haushalte à 10 000 Fr. = 12 000 000 Fr., je 50 % zu Lasten des Staates und der Gemeinden); > 1 125 000 Fr. für die Verwaltungskosten der Ausgleichskasse (100% zu Lasten des Staates). Bei gegenwärtigen Ausgaben von 4 940 000 Fr. belaufen sich die jährlichen Neuausgaben für den Staat in Zusammenhang mit der Einführung der FamEL auf schätzungsweise 2 185 000 Fr. <i>GR: Geschätzte Gesamtkosten der FamEL für den Staat von jährlich 16 350 000 Fr., die sich wie folgt zusammensetzen: > 15 000 000 Fr. für die FamELzulagen (1500 Haushalte à 10 000 Fr., 100 % zu Lasten des Staates); > 1 350 000 Fr für die Verwaltungskosten der Ausgleichskasse (100 % zu Lasten des Staates).</i> <i>Bei gegenwärtigen Ausgaben von 5 750 000 Fr. belaufen sich die jährlichen Neuausgaben für den Staat in Zusammenhang mit der Einführung der FamEL auf schätzungsweise 10 600 000 Fr.</i>	

Auswirkungen der Entwürfe des Staatsrats						
<i>GR: bei Änderung, Auswirkungen der vom Grossen Rat angen. Entwürfe</i>						
Gesetzesentwurf / Dekretsentwurf	Nr. Botsch aft	Zuständ ige Direktio n	Datum Verabschie dung Grosser Rat	personell	finanziell	
				Vollzeitäquivalente (VZÄ)	Jährlich: auf Erfolgsrechnung in Franken	gesamthaft: über mehrere Jahre auf Investitionsrechnung in Franken
D über die Einbürgerungen	2023- DIAF- 33	ILFD	19.03.24		Keine finanziellen Auswirkungen.	
D über einen Zusatzkredit für den Aus- und Umbau der Kantons- und Universitätsbibliothek Freiburg	2023- DIME- 102	RIMU	20.03.24			Ausgaben: + 37 996 972 in Fr.
D über einen zusätzlichen Projektkredit für den Bau eines Gebäudes für die Rechtswissenschaftliche Fakultät der Universität Freiburg auf dem Gelände des Thierryturms in Freiburg	2023- DIME- 301	RIMU	20.03.24			Ausgaben: + 12 000 000 Fr.
D über einen Verpflichtungskredit für die Vorbereitungsarbeiten zum Bau eines Gebäudes für die Rechtswissenschaftliche Fakultät der Universität Freiburg auf dem Gelände des Thierryturms in Freiburg	2023- DIME- 350	RIMU	20.03.24			Ausgaben: + 3 400 000 in Fr.
D über einen Verpflichtungskredit für die Neue Regionalpolitik für die Jahre 2024-2027	2023- DEEF- 42	VWBD	21.03.24			Ausgaben: + 9 386 000 Fr. Vom Gesamtbetrag der finanziellen Beiträge entfallen mindestens 2 000 000 Fr. auf die Gewährung von rückzahlbaren Darlehen.
G über den Zugang der jungen Erwachsenen zu den Medien	2022- DEEF- 68	VWBD	21.03.24		Die Kostenschätzung beruht auf der Annahme, dass etwa 30 % der Begünstigten ein Abonnement beantragen werden, was rund 1250 vom Staat finanzierten Abonnements pro Jahr entspricht. Was die Wahl der Titel betrifft, wurde ein Verteilschlüssel gestützt auf die Gesamtauflage der jeweiligen Titel im Jahr 2021 und die Preisvorgaben der Medienunternehmen gemacht. Dies ergibt geschätzte jährliche Kosten von 181 000 Fr. bzw. von Gesamtkosten für 5 Jahre von 905 000 Fr. (Abonnemente und Bewertung).	

Auswirkungen der Entwürfe des Staatsrats						
<i>GR: bei Änderung, Auswirkungen der vom Grossen Rat angen. Entwürfe</i>						
Gesetzesentwurf / Dekretsentwurf	Nr. Botsch aft	Zuständ ige Direktio n	Datum Verabschie dung Grosser Rat	personell	finanziell	
				Vollzeitäquivalente (VZÄ)	Jährlich: auf Erfolgsrechnung in Franken	gesamthaft: über mehrere Jahre auf Investitionsrechnung in Franken
D über die kompensierten Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2023	2023-DFIN-18	FIND	22.03.24		Keine finanziellen Auswirkungen.	
L zur Änderung des Gesetzes über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat	2020-DIAF-45	ILFD	22.03.24	+ 0.5 VZÄ für eine/n Beauftragte/n für Religionsfragen		
D zur Staatsrechnung des Kantons Freiburg für das Jahr 2023	2022-DFIN-82	FIND	22.05.24		Keine finanziellen Auswirkungen.	
D zur Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden Auboranges, Chapelle, Ecublens und Rue	2023-DIAF-31	ILFD	23.05.24		Finanzhilfe des Staates im Betrag von 586 800 Fr.	
D über eine Investitionshilfe zugunsten der Trägerschaften, die für die Umsetzung der Agglomerationsprogramme zuständig sind	2023-DIME-97	RIMU	24.05.24			Ausgaben: + 29 000 000 in Fr.
D zur Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden Montet (Glane) und Ursy	2023-DIAF-38	ILFD	25.06.24		Finanzhilfe des Staates im Betrag von 77 000 Fr.	
D zur Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden Grolley und Ponthaux	2023-DIAF-39	ILFD	25.06.24		Finanzhilfe des Staates im Betrag von 527 400 Fr.	
D über die Einbürgerungen	2023-DIAF-42	ILFD	25.06.24		Keine finanziellen Auswirkungen.	
D über einen Studienkredit für die Sanierung und den Umbau des Schlosses Bulle	2023-DIME-330	RIMU	27.06.24			Ausgaben: + 7 600 000 in Fr.
D über einen Verpflichtungskredit für die Wiederinbetriebnahme der Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac	2024-DIME-108	RIMU	27.06.24			Ausgaben: + 3 560 000 in Fr.

Auswirkungen der Entwürfe des Staatsrats						
<i>GR: bei Änderung, Auswirkungen der vom Grossen Rat angen. Entwürfe</i>						
Gesetzesentwurf / Dekretsentwurf	Nr. Botsch aft	Zuständ ige Direktio n	Datum Verabschie dung Grosser Rat	personell	finanziell	
				Vollzeitäquivalente (VZÄ)	Jährlich: auf Erfolgsrechnung in Franken	gesamthaft: über mehrere Jahre auf Investitionsrechnung in Franken
D über die Gültigkeit der kantonalen Gesetzesinitiative «Für einen Mindestlohn»	2023- CE- 195	SR / VWBD	01.07.24		Weder finanzielle noch personelle Auswirkungen.	
D über die Einbürge- rungen	2024- DIAF-6	ILFD	03.09.24		Keine finanziellen Auswirkungen.	
D über einen zusätz- lichen Verpflich- tungskredit für die Studien zur Verbind- ungsstrasse Marly–Matran	2021- DIME- 261	RIMU	04.09.24			Ausgaben: + 3 450 000 in Fr.
D über einen Ver- pflichtungskredit für den Bau und die Ausstattung eines Gebäudes für das interinstitutionelle kantonale Lager für Kulturgüter (SIC) in Givisiez	2024- DIME- 64	RIMU	04.09.24			Ausgaben: + 56 000 000 in Fr. Der Kredit umfasst Investitionsausgaben im Betrag von 51 750 000 Fr. und laufende Ausgaben (Kosten für die Vorbereitung und den Transport der Sammlungen) im Betrag von 4 250 000 Fr.
G Sozialhilfegesetz (SHG)	2020- DSAS- 145	GSD	09.10.24	Die neuen Koordinationsaufgaben im Sozialhilfedispositiv erfordern die Schaffung von 2 VZÄ (240 000 Fr.) zulasten des Staates, wovon 1 VZÄ als Ersatz eines Pauschalbetrags (120 000 Fr., derzeit unter KSA/AISO 3010.140).	Zusätzlich zu den 120 000 Fr. Mehrausgaben beim Personal fallen geschätzte zusätzliche Kosten im Betrag von 248 950 Fr. an mit der Erhöhung der Franchise von 400 Fr. auf 500 Fr. gemäss den Empfehlungen der SKOS, um den Schwelleneffekt beim Austritt aus der Sozialhilfe zu begrenzen sowie 150 000 Fr. für den Unterhalt des gemeinsamen elektronischen Informationssystems Staat- Gemeinden.	Der Gesetzesentwurf führt ein gemeinsames Informationsaustaus- chsystem für die mit dem Vollzug dieses Gesetzes betrauten Organe ein. Die Erneuerung der IT- Ausstattung fällt mit der Einführung der Sozialhilfeeregionen zusammen. Bis zu diesem Zeitpunkt sind daher neue Investitionen zulasten des Staates und der Gemeinden von je 1 500 000 Fr. vorgesehen.
D zur Verfassungs- initiative «Für die Erhaltung des Greizersees und seiner Ufer» (Volks- abstimmung)	2024- DIAF- 19	ILFD	10.10.24		Weder finanzielle noch personelle Auswirkungen.	
G über den Beitritt zur Vereinbarung zwischen den Kantonen und dem Bund über die Harmonisierung der Informatik in der Strafjustiz (VHIS)	2023- CE-93	SR / SJSD	10.10.24		Das Programm HIS existiert bereits, und der Beitritt zur Vereinbarung hat als solcher nur einen minimalen Einfluss auf die zusätzlichen Kosten.	

Auswirkungen der Entwürfe des Staatsrats						
<i>GR: bei Änderung, Auswirkungen der vom Grossen Rat angen. Entwürfe</i>						
Gesetzesentwurf / Dekretsentwurf	Nr. Botschaft	Zuständige Direktion	Datum Verabschiedung Grosser Rat	personell	finanziell	
				Vollzeitäquivalente (VZÄ)	Jährlich: auf Erfolgsrechnung in Franken	gesamthaft: über mehrere Jahre auf Investitionsrechnung in Franken
G über den Beitritt zur Vereinbarung zur Revision des Konkordats über die Sicherheitsunternehmen	2023-DSJS-14	SJSD	10.10.24		Weder finanzielle noch personelle Auswirkungen.	
G zur Änderung des Gesetzes über die Besteuerung der Motorfahrzeuge und Anhänger	2024-DSJS-177	SJSD	19.11.24		Die Indexierung der Tarife um 5,2% generiert jährliche Mehreinnahmen von 4 956 900 Fr. für den Staat und von 1 239 225 Fr. für die Gemeinden.	
D zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2025	2023-DFIN-36	FIND	20.11.24	+ 114.99 VZÄ (neue und zusätzliche Stellen) wovon 1.00 VZÄ im Rahmen der Umwandlung von Pauschalbeträgen in Etatstellen.	Neue und zusätzliche Stellen: Bruttoaufwand: + 15 251 850 Fr. Nettoaufwand: + 11 386 820 in Fr. Die Nettokosten der Umwandlung von Pauschalbeträgen in Etatstellen belaufen sich auf 4 890 Fr.	
G zur Änderung des Gesetzes über die direkten Kantonssteuern	2023-DFIN-54	FIND	20.11.24		Geschätzte Einnahmeneinbussen: > – 1 150 000 Fr. in Zusammenhang mit der Besteuerung der Leibrenten; > – 450 000 Fr. in Zusammenhang mit der Aufhebung der Minimalsteuer; > zwischen – 1 900 000 Fr. und – 2 900 000 Fr. in Zusammenhang mit der Kapitalsteuerermässigung bei konzerninternen Darlehen.	
G über den Steuerfuss der direkten Kantonssteuern für die Steuerperiode 2025	2024-DFIN-35	FIND	20.11.24		Beibehaltung des Einkommenssteuerfusses von 96 % (keine zusätzlichen finanziellen Auswirkungen gegenüber dem Vorjahr). Die Kosten der Einkommenssteuerfussenkung von 98 % auf 96 % waren für 2022 auf 17 000 000 Fr. geschätzt worden.	
D über die Einbürgerungen	2024-DIAF-15	ILFD	17.12.24		Keine finanziellen Auswirkungen.	
D über eine bedingte Garantie zugunsten des ASTRA für den zweiten Teil der Studien für die Überdeckung des Autobahnabschnitts der N12 und die städtebauliche Entwicklung im Sektor Chamblieux-Bertigny	2024-DIME-251	RIMU	17.12.24			Bedingte Garantie von 10 650 000 Fr. zu Gunsten des ASTRA, wovon 7 800 000 Fr. für die Beteiligung des Staates Freiburg und 2 850 000 Fr. für die Beteiligung der Partnergemeinden.

Auswirkungen der Entwürfe des Staatsrats						
<i>GR: bei Änderung, Auswirkungen der vom Grossen Rat angen. Entwürfe</i>						
Gesetzesentwurf / Dekretsentwurf	Nr. Botsch aft	Zuständ ige Direktio n	Datum Verabschie dung Grosser Rat	<u>personell</u>	<u>finanziell</u>	
				Vollzeitäquivalente (VZÄ)	Jährlich: auf Erfolgsrechnung in Franken	gesamthaft: über mehrere Jahre auf Investitionsrechnung in Franken
G über den Bevöl- kerungsschutz (BevSG)	2019- DSJS- 10	SJSD	18.12.24	<p>+ 0.5 VZÄ für die Schaffung einer neuen Stelle «Delegierte/r für die wirtschaftliche Landesversorgung».</p> <p>Ausserdem hat die Revision des BevSG eine Änderung des ZSG zur Folge. So werden dem ZS spezifische Aufgaben in den Bereichen Gefahrenermittlung und Risikomanagement übertragen. Zur Erfüllung dieser Aufgaben konnten vier neue Stellen für Bataillonskommandant/innen und eine Stelle für eine Leiterin oder einen Leiter Einsatz und Zusammenarbeit mit den Partnerorganisationen des Bevölkerungsschutzes geschaffen oder umgewandelt werden. Dies hat einen Kostenanstieg von 114 000 Fr. zur Folge, wovon die Hälfte zu Lasten der Gemeinden und die Hälfte, also 57 000 Fr. zu Lasten des Staates gehen.</p>	<p>Im Bereich des Bevölkerungsschutzes muss der KSBS für die Warnung und Alarmierung alle Ebenen der Kommandostruktur bis und mit den Verbindungsstellen erreichen können. Dafür muss der Kanton ein entsprechendes Dispositiv und die nötigen Lizenzen finanzieren. Es sind somit 245 000 Fr. für die Beschaffung der benötigten POLYCOM-Endgeräte und 73 000 Fr. pro Jahr für die Betriebskosten sowie jährliche Lizenzgebühren von 4000 Franken vorzusehen.</p> <p>Was die Planung betrifft, muss der Kanton den Gemeinden ausserdem die Software und die Lizenzen für die endgültige Zuweisung der Schutzplätze bereitstellen. Die Bereitstellung der Nutzungslizenzen wird 4000 Fr. pro Jahr kosten.</p> <p>Die neu geschaffenen ZS-Bataillone brauchen Milizoffiziere und höhere Milizunteroffiziere, die nach dem gleichen Prinzip entschädigt werden wie schon die Kompaniekommandant/innen des ZS. Die entsprechenden Kosten belaufen sich auf 80 000 Fr. pro Jahren, wovon 40 000 Fr. zu Lasten der Gemeinden.</p>	



Rapport d'activité Conseil d'Etat

—
2024



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Chancellerie d'Etat CHA
Staatskanzlei SK

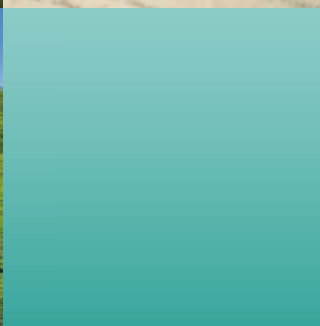
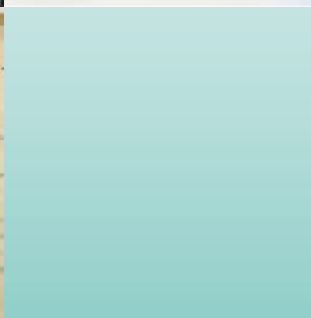
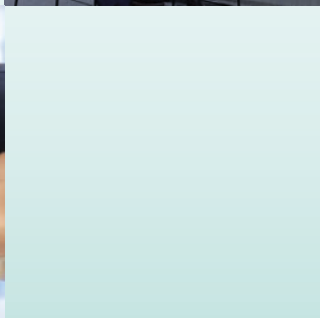
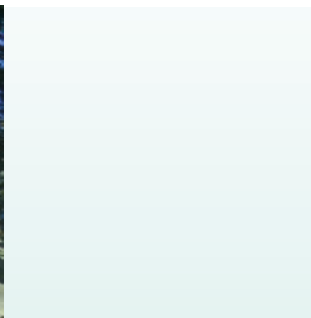


Table des matières

1	Introduction	4
2	Avancement des travaux dans le cadre du programme gouvernemental	5
2.1	Axe stratégique : économie et innovation	6
2.2	Axe stratégique : cohésion sociale	13
2.3	Axe stratégique : transition environnementale	20
2.4	Axe facilitateur : gouvernance	26
2.5	Axe facilitateur : digitalisation	28
3	L'économie fribourgeoise dans son contexte conjoncturel	32
3.1	Contexte international	32
3.2	Conjoncture Suisse et fribourgeoise	33
3.3	Contexte de fin d'année et perspectives 2025	34
4	Vie et activités du Conseil d'Etat	35
4.1	Faits marquants	35
4.2	Dossiers spéciaux	36
4.2.1	Ukraine	36
4.3	Relations extérieures	36
4.4	Chiffres clef	38
4.4.1	Instruments parlementaires	38
4.4.2	Etat du personnel	38
4.4.3	Fluctuation du personnel	39
5	Rapport d'activité des Directions	40
5.1	Direction de la formation et des affaires culturelles DFAC	40
5.1.1	Faits marquants de l'activité de la Direction	40
5.1.2	Chiffres clefs	45
5.2	Direction de la sécurité, de la justice et du sport DSJS	48
5.2.1	Faits marquants de l'activité de la Direction	48
5.2.2	Chiffres clefs	53
5.3	Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts DIAF	56
5.3.1	Faits marquants de l'activité de la Direction	56
5.3.2	Chiffres clefs	64
5.4	Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle DEEF	67
5.4.1	Faits marquants de l'activité de la Direction	67
5.4.2	Chiffres clefs	74

5.5	Direction de la santé et des affaires sociales DSAS	79
5.5.1	Faits marquants de l'activité de la Direction	79
5.5.2	Chiffres clefs	85
5.6	Direction des finances DFIN	89
5.6.1	Faits marquants de l'activité de la Direction	89
5.6.2	Chiffres clés	95
5.7	Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement DIME	99
5.7.1	Faits marquants de l'activité de la Direction	99
5.7.1.1	Climat et durabilité	99
5.7.1.2	Infrastructures	100
5.7.1.3	Mobilité	101
5.7.1.2	Environnement	102
5.7.2	Chiffres clefs	103
5.7.2.2	Fluctuation du personnel	104
5.8	Chancellerie d'Etat CHA	104
5.8.1	Faits marquants de l'activité de la Chancellerie d'Etat	104
5.8.2	Chiffres clefs	109
6	Conséquences financières et en personnel des décisions prises par le Grand Conseil durant l'année 2024	110
<hr/>		
6.1	Concernant le compte des investissements	110
6.2	Concernant le compte de résultats	110
6.3	Projets de lois et de décrets examinés durant l'année 2024	112

1 Introduction

Le Rapport d'Activité 2024 du Conseil d'État fribourgeois présente une **synthèse des avancées du programme gouvernemental pour la période 2022-2026**. Il met en lumière, sous forme de tableau d'avancement, les activités ayant guidé l'action publique au cours de l'année, dans les principaux axes stratégiques décidés par le Conseil d'Etat pour la législature.

Economie et innovation

Le canton a poursuivi son soutien à l'innovation avec le développement de l'économie numérique, de la bioéconomie et du Cluster Food & Nutrition. L'intégration du numérique dans l'éducation s'est renforcée avec le projet BYOD et la stratégie EdNum devenue ENEO. L'attractivité du canton pour les talents et les entreprises a été un enjeu clé, avec des investissements dans la recherche appliquée et les infrastructures universitaires.

Cohésion sociale

Plusieurs mesures ont été mises en place pour renforcer le système de santé, notamment l'adaptation des capacités en EMS et l'accompagnement des personnes en situation de handicap. L'Hôpital Fribourgeois (HFR) fait face à des défis financiers nécessitant des mesures d'assainissement. En matière de jeunesse, l'accent a été mis sur la prévention, l'insertion professionnelle et le travail social en milieu scolaire. Un nouveau plan d'action contre la violence domestique et un programme pour l'accompagnement des victimes sont en cours de mise en place.

Transition environnementale

L'année a été marquée par l'avancement du Plan Climat, avec 91 mesures déjà mises en œuvre. Une attention particulière a été portée sur la protection des sols, l'aménagement durable, et la préservation de la biodiversité. La transition énergétique a été favorisée par le développement du solaire photovoltaïque et la rénovation énergétique des bâtiments. La mobilité durable a progressé avec l'expansion du réseau cyclable, du RER Fribourg|Freiburg, et des infrastructures pour l'électromobilité.

Gouvernance et digitalisation

L'État a poursuivi la modernisation de ses collectivités publiques avec une réforme en cours de la loi sur les communes et des droits politiques. Le bilinguisme est renforcé par des classes immersives et des échanges scolaires. La digitalisation de l'administration continue d'avancer avec la progression du nombre de prestations en ligne sur le Guichet Virtuel, l'avancement du programme E-justice, et les efforts accrus pour la modernisation du système d'information de l'Etat.

Finances

Les finances cantonales sont sous pression et le Conseil d'Etat a commencé les travaux pour la concrétisation d'un plan d'assainissement des finances de l'Etat (PAFE) qui verra le jour en 2025.

Rapport du Conseil d'Etat et des Directions

Parallèlement, le rapport d'activité présente les principales activités du Conseil d'Etat, des Directions et de leurs Services. Comme lors des deux dernières éditions, il se veut synthétique avec des renvois aux sites internet des entités concernées pour des informations complémentaires.

2 Avancement des travaux dans le cadre du programme gouvernemental

Le [programme gouvernemental de la législature 2022-2026](#) est disponible sur [Internet](#).

Conformément à l’art 109 al 1 de la Constitution cantonale, le Conseil d’Etat renseigne chaque année le Grand Conseil sur ses activités et sur l’état de réalisation du programme de législature. Ce dernier a été publié en juin 2022. Certains chapitres ont été abandonnés au moment de sa concrétisation. Ceci a entraîné quelques adaptations de la numérotation par rapport à la version publiée en 2022. Le Conseil d’Etat a choisi une nouvelle forme de publication de l’avancement des travaux afin d’en faciliter le suivi.



2.1 Axe stratégique : économie et innovation

1.1 Formation et éducation numérique

1.1.1 Mettre sur pied la stratégie d'éducation numérique



Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DFAC	Mise en œuvre de la Stratégie éducation numérique pour les écoles obligatoires ordinaires et spécialisée (Stratégie EdNum) et Mise en œuvre de l'approche BYOD* au post-obligatoire général. *BYOD Bring Your Own Device	La Stratégie EdNum vise à donner un cadre pédagogique, matériel et organisationnel clair, harmonisé et sécurisé au volet numérique des plans d'études. Elle accompagne les directions d'école et le corps enseignant dans l'intégration du numérique et leur donne accès à des outils, des ressources numériques adéquats ainsi qu'une formation technique et pédagogique. Elle actualise et remplace l'actuel Concept MITIC. S'agissant du BYOD, sur la base de la stratégie de la CDIP du 21 juin 2018, la transformation numérique doit se poursuivre dans les écoles du S2. L'ordinateur est un outil supplémentaire qui peut être utilisé en classe à tout moment sous la direction de la personne enseignante. Utilisées de manière judicieuse sur le plan didactique, les formes d'enseignement numériques viennent ponctuellement élargir les expériences d'apprentissage.	Le projet ENEO a été transmis au Grand Conseil à l'automne 2024. Il comprend les adaptations demandées par les député-e-s suite aux débats du Grand Conseil de décembre 2023 sur la Stratégie d'éducation numérique cantonale de l'école obligatoire ordinaire et spécialisée. Les ressources pédagogiques sont désormais intégrées aux budgets ordinaires des services de l'enseignement, permettant aux formations du corps enseignant de démarrer. BYOD Trois années de formation sur quatre sont dorénavant concernées. La formation continue des enseignants et enseignantes et des directions d'école se poursuit, notamment avec l'appui de l'Université de Fribourg. Une évaluation intermédiaire, réalisée par le CERF de l'UniFr, est en cours de réalisation.
DEEF	Introduction du BYOD et du COPE* dans la formation professionnelle. *COPE corporate owned, personally enabled	Ce sont les ordonnances de formation (OrFo) propres à chaque métier qui déterminent si oui ou non le BYOD est mis en place. Le projet d'équipement numérique des enseignants est achevé.	Les OrFo sont révisées tous les 5 ans et de plus en plus de professions ont fait le pas vers la numérisation de l'enseignement. En fonction des révisions, les personnes en formation doivent se munir d'un outil numérique. Le contrat d'apprentissage définit qui, de l'apprenti-e ou de l'entreprise formatrice, paye cet outil. Les enseignants des écoles professionnelles sont tous équipés.

1.1.2 Faire évoluer la maturité gymnasiale et les autres formations du secondaire II

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DFAC	Révision de la maturité gymnasiale.	L'entrée en vigueur de la révision du règlement/ ordonnance de reconnaissance de la maturité gymnasiale de la CDIP/SEFRI (RRM/ORM) et du nouveau plan d'études cadre (PEC) est actuellement prévue au mois d'août 2023. Dans la foulée, le plan d'études cantonal, la grille horaire, le règlement des études gymnasiales et les conditions d'accès devront être adaptées afin de délivrer les premiers titres « nouvelle formule » vraisemblablement en 2030. La formation continue du corps enseignant devra tenir compte des nouveautés qui seront introduites.	La DFAC a mandaté cinq groupes de travail composés d'enseignants et enseignantes et de membres de direction d'école qui ont déjà livré des rapports intermédiaires. Le rapport final de 2025 sera le point de départ pour les propositions d'adaptations qui seront apportées à la formation gymnasiale.

1.1.3 Regrouper la formation du corps enseignant sous un même toit

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DFAC	Regroupement Institutionnel de la formation à l'enseignement sous le toit de l'Université (Regroupement UNI-HEP).	Le regroupement institutionnel de la formation à l'enseignement sous le toit de l'Université permettra de créer une entité de formation et de recherche complète avec un profil distinct et attractif dans le paysage universitaire suisse, favorisant les synergies entre les différentes unités de formation.	De nombreuses étapes clés ont été franchies en 2024 suivant la planification prévue. Les statuts de l'Université ont été approuvés par le Conseil d'Etat en janvier. Les statuts de la nouvelle faculté et de ses départements ont été approuvés par les organes compétents.

1.1.4 Faciliter l'employabilité des adultes

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DEEF	Organisation et gratuité des cours adaptés pour adultes.	Si les effectifs sont suffisants, mise en place de cours adaptés aux adultes (pédagogie, jours et heures de cours).	La validation des acquis et de l'expérience est mise en place pour certains métiers (santé-social, logistique). Des cours du soir sont organisés pour la culture générale et destinés à des personnes se formant selon l'art. 32 LFP. La révision en cours de la LFP tient compte des enjeux liés à la validation des acquis.
DFAC	Information et conseil aux adultes.	Plusieurs prestations d'information et de conseil d'orientation professionnelle aux adultes sont actualisées ou mises en place.	La prestation Viamia financée intégralement par la Confédération aura été un succès, avec un taux de satisfaction de 5.5 sur 6, et de recommandation à autrui de 90 %.

1.2 Développement des pôles d'innovation

1.2.1 Mettre en place un écosystème favorable et attractif et la politique foncière active

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DEEF/ DIME	<p>a) Positionnement de leader dans la bioéconomie et l'industrie 4.0 par le développement des interfaces à haute valeur ajoutée.</p> <p>b) Attirer des talents en mettant en place une stratégie valorisant le potentiel entrepreneurial de la jeunesse.</p>	<p>a) Développement de stratégies propres y compris programmes phares (bâtiment, bio-tech et l'industrie 4.0).</p> <p>b) Mettre en place des structures propres à cultiver l'innovation.</p> <p>c) Les acteurs et actrices de l'économie sont informés et sensibilisés aux modes de fonctionnement responsables. Les entreprises adoptant des pratiques de gestion responsable en intégrant dans leur fonctionnement et leurs objectifs les enjeux liés aux droits humains et du travail ainsi qu'à une bonne gouvernance, sont mises en valeur et en réseaux.</p>	<p>a) Le développement du campus EPFL FR se poursuit avec la création du nouveau Centre pour la construction durable (CWSC) et la construction du bâtiment SLL prévue début 2025. Différentes manifestations d'envergure (Bioeconomy Forum et BioAlps) ont impulsé le développement de la bioéconomie dans le canton. Enfin, une étude a évalué l'importance des sciences de la vie dans l'économie du canton.</p> <p>b) Les réflexions avancent dans le cadre du projet de loi en faveur du développement économique et de l'innovation.</p> <p>c) Un atelier Platinn a sensibilisé les PME fribourgeoises aux nouvelles directives européennes sur la durabilité. Les outils RSE pour les entreprises le plus pertinents sont présentés de manière structurée et concise sur les pages Internet de l'Etat.</p>

1.2.2 Concrétiser la stratégie agroalimentaire

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DEEF/ DIAF	Etablir le Cluster food & nutrition (CFN).	Le CFN coordonne et s'assure de l'implémentation réussie des activités prévues et proposées dans le cadre de la stratégie agroalimentaire et principalement de développement des trois programmes phares thématiques. Ceux-ci s'inscrivent dans une démarche favorisant le rayonnement du canton, la création de valeur ajoutée, la durabilité et privilégiant l'économie circulaire.	<p>> Le déploiement de la stratégie agroalimentaire du canton (FribourgAgri & Food) s'est poursuivi et l'offre s'est étoffée. De nouveaux projets prometteurs ont pu être soutenus et de nouvelles prestations de services développées, les retours et le bilan sont très positifs.</p> <p>> Augmentation progressive du nombre de membres du CFN pour atteindre 191 membres.</p>
DIAF	Développement de la section agroalimentaire de Grangeneuve.	<p>a) Développement d'une halle de technologies.</p> <p>b) Création du centre de compétences lait cru et construction de la nouvelle fromagerie.</p>	<p>a) Nombre de mandats similaire à 2023, émanant d'entreprises privées ou comme mesure de soutien de la stratégie agroalimentaire (prototypage de produit).</p> <p>b) En 2024, plusieurs essais ont été réalisés et l'Agroscope est intégré dans les réflexions liées à la nouvelle fromagerie-école de La Grange Neuve. Des discussions ont eu lieu avec l'UniFr pour une intégration via le FRIC (Food Research and Innovation Center) dès 2025. Des synergies existent</p>

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
			également avec le volet « valorisation de la biomasse » soutenue par la stratégie agro-alimentaire du canton.

1.2.3 Adapter les infrastructures pour la Faculté des sciences et de médecine et la Faculté de droit et positionner l'Institut Adolphe Merkle (AMI)

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DFAC	Le canton de Fribourg poursuit sa politique de positionnement dans le paysage suisse des Hautes Ecoles.	Un rattrapage est nécessaire dans le domaine des constructions universitaires. Les projets suivants sont prévus durant la présente législature : > Construction d'un nouveau bâtiment pour la Faculté des sciences et de médecine ; > Construction du bâtiment de la Faculté de droit sur le site de la Tour Henri ; > Assainissement du bâtiment de chimie PER10 de l'université. Par ailleurs, il est prévu de créer une 5 ^e chaire à l'AMI afin d'associer le savoir-faire existant à de nouvelles compétences dans le secteur de la technologie alimentaire.	Le Grand Conseil a accordé un crédit d'étude additionnel de 12 millions de francs pour les travaux d'études nécessaires pour la construction du bâtiment de la Faculté de droit sur le site de la Tour Henri et un crédit d'engagement de 3,4 millions de francs pour la démolition des bâtiments existants. Le Comité de pilotage s'est réuni à deux reprises Le Conseil d'Etat a adjugé le marché de planificateur général en technique du bâtiment et le marché de planificateur général construction du bâtiment de chimie PER10. Le Comité de pilotage et le comité de projet pour l'assainissement du bâtiment de chimie PER10 de l'Université de Fribourg ont été nommés.

1.2.4 Développer le Campus Grangeneuve

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DIME	La Confédération renouvelle ses infrastructures pour devenir le centre de recherches agricoles nationales.	Partie Confédération : a) bâtiment labo (124 millions) ; b) bâtiment restaurant / conférence ; c) exploitation agricole.	a) Remise par étape des locaux prévue entre sept 2025 et juillet 2026. b) Projet réalisé en automne 2024 sous la direction de l'OFCL. c) Prestation d'avant-projet (SIA 31) terminée en automne 2024.
DIAF	Grangeneuve renouvelle ses infrastructures et développe les synergies avec Agroscope pour arriver à créer un véritable Campus et pour répondre à l'ambition du canton de devenir le leader suisse du secteur agroalimentaire.	Projets réalisés : a) nouvelle ferme et projet de biogaz. Projets en cours : b) rénovation de la Grange Neuve ; c) cultures fromagères. Projet en stand-by : d) halle de technologie alimentaire. Projets prévus : e) réalisation de la route de liaison entre Grangeneuve et Agroscope d'ici 2024. f) gestion des flux d'eau, de chaleur et de l'énergie entre Grangeneuve et Agroscope ; g) analyse des synergies entre les exploitations agricoles ;	a) Ferme laitière (2021) et biogaz (2023) en fonction. b) Avant-projet élaboré en février 2024. Standby en attente de la redéfinition des rôles et responsabilités (Direction des travaux...). Objectif : crédit d'engagement fin 2025. c) Mise à l'enquête prévue début 2025, réalisation fin 2027. d) Projet en standby – sera repris en 2025. e) Construction prévue d'ici l'automne 2025. f) Réflexions communes en cours pour réduire l'impact CO2. g) Coordination des essais pratiques réalisés (p. ex. à Saint-Aubin avec des chevaux ou à Sorens avec les vaches laitières). h) En attente du départ de l'ESSG.

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
		h) regroupement des services DIAF sur le site de Grangeneuve.	

1.2.5 Promouvoir une agriculture innovante

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DIAF	Soutien financier pour pérenniser et développer les infrastructures.	<ul style="list-style-type: none"> a) Soutien aux projets agricoles (Hoch- und Tiefbau) avec une priorité pour les projets d'irrigation. b) Adduction d'eau sur les alpages. c) Aide aux projets de fromageries aussi dans les défis liés à l'aménagement du territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> a) Stratégie cantonale irrigation en cours d'élaboration. Tous les projets importants avancent, coordonnées entre les cantons (VD, FR et BE) et la Confédération. Un plan d'action pour les projets Amélioration foncière et allouer les moyens financiers sera élaboré en 2025. b) Analyse effectuée par Agri Fribourg sur mandat. Réalisation de nouvelles infrastructures selon budget 2024. c) Difficultés liées à l'aménagement du territoire. Taux de subventionnement de moitié pour les projets avec du lait de la zone de colline et de montagne. Dès 2025, contributions possibles pour la transformation, le stockage et la commercialisation en en région de plaine (p.ex. fromageries).
DIAF	Assurer la sécurité alimentaire, le bien-être et la santé des animaux de rente dans un esprit durable. Informer, lutter contre et surveiller les propagations d'épizooties SAAV-SANIMA.	<ul style="list-style-type: none"> a) assurer la qualité des analyses par un parc analytique performant et reconnu, régulièrement renouvelé et entretenu, en particulier dans l'analyse des épizooties ; b) disposer d'un local de stockage centralisé du matériel d'intervention sur un seul site (actuellement 7 sites) permettant une meilleure disponibilité et opérationnalité de l'équipe d'intervention en cas d'épizootie en partenariat SAAV, SANIMA, PCi (DSJS), SFN ; c) finaliser le remplacement et la construction du centre de collecte de sous-produits animaux à Kerzers et trouver un nouvel emplacement à Romont. 	<ul style="list-style-type: none"> a) Acquisition de deux machines analytiques lourdes pour un montant de 600 000 francs. b) Une solution a été finalisée et un local conjoint SANIMA et SAAV, à proximité direct des partenaires a été mis en place en 2023 et a fait ses preuves en 2024. c) ---

1.3 Tourisme, culture et patrimoine

1.3.1 Promouvoir un tourisme durable, connecté à la culture et au patrimoine

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DEEF	Nouvelle stratégie du tourisme fribourgeois avec la mise en valeur d'un tourisme durable et du patrimoine, y compris les produits du terroir.	Après validation de la LT fin 2021, l'UFT travaille sur une nouvelle stratégie de développement du tourisme fribourgeois 2023-2030. Plusieurs mesures ont été lancées à fin 2021 lors d'une rencontre PROtourism sur la durabilité et des actions sont mises en œuvre pour atteindre ces objectifs.	Stratégie : poursuite des projets en faveur d'un tourisme durable (stratégie de développement du tourisme fribourgeois 2023-2030). Mobilité : plan de mobilité d'entreprise avec 6 nouvelles mesures d'amélioration de la mobilité pendulaire. Accessibilité : plus de 300 points d'intérêts touristiques ont été audités par ProInfirmis. Avancée de la mesure C.2.4 du Plan climat cantonal sur l'étude « Amélioration d'accueil des interfaces de mobilité ». Prestataires : début du projet « Tourisme durable ». Programme : pas encore obtenu le niveau Swisustainable Destination en raison du nombre trop faible d'inscrits.

1.3.2 Encourager la culture et en faciliter l'accès

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DFAC	Encourager la culture et en faciliter l'accès.	L'encouragement à la culture se décline en plusieurs projets et notamment par la révision de la LAC/RAC, le lancement des projets d'impulsion innovation-économie-culture-social, le renforcement de l'aide sélective à la création dans plusieurs domaines artistiques ainsi que le soutien au réseau cantonal de bibliothèques de lecture publique et scolaires (Vision 2025) et la consolidation des liens entre le COF et l'école fribourgeoise.	L'avant-projet de loi sur l'encouragement des activités culturelles a été mis en consultation entre le 21 juin et le 21 octobre 2024. 22 projets d'impulsion visant à renforcer la collaboration entre professionnel-le-s, bénévoles et amateur-e-s, et avec le tourisme ont été primés. La DFAC a adapté plusieurs dispositifs visant en particulier une rémunération plus équitable des acteurs culturels. 19 projets ont été soutenus depuis le lancement de "Vision 2030 des bibliothèques" visant la mise en réseau des catalogues ou la création d'espaces de rencontre et d'animations. Le Bureau COFEC a mis en route le projet pilote de création de projets artistiques en classe « Small is beautiful ».

1.3.3 Valoriser le patrimoine

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DFAC	ISOS & BAUKULTUR et PATRIMOINE RELIGIEUX.	Révision du recensement des sites d'importance nationale (ISOS), régionale et locale. Développement d'une stratégie de culture du bâti/Baukultur au niveau cantonal. Anticiper et orienter l'avenir du patrimoine religieux en collaboration avec les milieux concernés. Etablir un recensement du patrimoine religieux et mise en valeur de ce patrimoine majeur de notre canton.	La révision des sites nationaux (ISOS) s'est poursuivie dans les districts de la Glâne et de la Gruyère alors que la révision des sites régionaux et locaux (SCRoL) a été réalisée dans le district de la Broye. Le projet de recensement des archives et bien culturels meubles des paroisses a progressé : 50 fonds d'archives soit 955 mètres linéaires, sur un total de 144 ont été identifiés. 64 édifices sur un total de 261 ont été visités.

1.3.4 Investir dans les infrastructures : BCU, MHNF, SIC

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DIME/ DFAC	Extension de la Bibliothèque cantonale et universitaire (BCU) Délocalisation du Musée d'histoire naturelle (MHNF) dans le quartier des Arsenaux. Construction du futur centre de stockage interinstitutionnel cantonal (SIC) à Givisiez.	Pour offrir à la population une bibliothèque moderne avec un espace de formation et de lecture publique, l'accès aux fonds patrimoniaux ainsi que diverses prestations culturelles. Pour améliorer sensiblement l'accueil du public au MHNF, la valorisation des collections, tout en permettant au musée de se développer en adéquation avec l'évolution culturelle, sociale et environnementale. Pour améliorer sensiblement la gestion et la qualité du stockage des biens patrimoniaux des institutions culturelles de l'Etat.	Le bâtiment de la BCU est hors d'eau et hors d'air depuis l'automne 2024. Démontage de l'ensemble des grues depuis décembre 2024. Fin des travaux prévue en décembre 2025. L'ouverture au public est prévue pour fin août 2026 correspondant à la reprise du semestre universitaire. Le chantier, débuté en octobre 2022, actuellement en pleine activité de travaux de gros œuvre. Les principaux travaux 2024 concernaient de la démolition et du terrassement. L'ouverture du musée au public est prévue en automne 2028. SIC : ouverture du chantier prévue au printemps 2025 après la votation populaire prévue le 9 février.

1.3.5 Digitaliser les fonds culturels

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
CHA	Projet DIGIFONDS.	Un projet commun à toutes les entités culturelles de l'Etat va permettre de manière concertée, sous l'égide des Archives de l'Etat, la mise à disposition en format digital de nombreux documents tels que photos, négatifs, diapositives, plans, rapports et archives sous toutes formes.	Le projet a dû s'adapter aux nouvelles réalités budgétaires du canton. En conséquence il a été décidé de maintenir la partie qui concerne la mise en place d'une infrastructure de stockage commune et de se concentrer sur la rédaction des deux standards concernant le processus de numérisation et l'attribution des métadonnées. La partie concernant le choix et la gestion des équipements prévus au SIC fera aussi partie du cahier des charges du projet. Pour la mise en place d'une

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
			plateforme de diffusion commune, la question sera réexaminée dans une deuxième étape.

2.2 Axe stratégique : cohésion sociale

2.1 Structures sanitaires et santé

2.1.1 Soutenir le développement des infrastructures sanitaires



Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DSAS	Places en EMS et institutions spécialisées.	Adapter le nombre de places en EMS et en institutions aux besoins identifiés dans la planification.	<p>EMS : le cadre financier permet de répondre aux objectifs de la planification des soins de longue durée. Certaines constructions sont en cours, mais il y a un retard. Prochaine période de planification 2026-2030 (c consultation début 2025)</p> <p>Institutions spécialisées : le nombre de places présentées dans la planification est respecté. En raison des listes d'attente, le nombre de places sur Fribourg et de placements hors canton a fortement évolué.</p> <p>Personnes en situation de handicap : le nombre de places prévu dans le rapport de planification n'a pas pu être atteint. Les situations en institution se complexifient pour les mineurs et les jeunes adultes et les moyens manquent pour renforcer les équipes socioéducatives. 8 places ont été ouvertes à la Traversée pour pallier le manque.</p>
DSAS	Situation financière critique de l'HFR. Assurer l'excellence opérationnelle, la qualité et la pérennité de l'établissement, dont notamment un meilleur équilibre financier.	Programme de soutien à l'HFR, notamment par une analyse et un programme de mise en œuvre d'excellence opérationnelle en 3 phases, la mise à disposition de liquidités et un programme d'assainissement.	<p>L'HFR doit définir un plan de mesures d'assainissement pour un retour prochain à l'équilibre financier. Une Task force a été créée entre l'Etat et l'HFR et procède à la vérification technique et financière du plan de mesures d'assainissement de l'HFR. Cette TF suit la mise en œuvre des effets financiers des décisions prises par l'HFR et collabore ponctuellement avec un groupe de travail créé par la DFIN pour suivre l'ensemble des engagements financiers de l'Etat envers l'HFR. La DCE suit les travaux.</p> <p>L'octroi d'un prêt et d'un cautionnement en faveur de l'HFR ont été acceptés par le peuple fribourgeois. La mise en œuvre est en cours.</p>

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DSAS	Nouvelle stratégie Linéa 2025 et reprise des biens par l'HIB.	Stratégie Linéa 2025 +, comprenant un regroupement des activités stationnaires sur le site de Payerne et un centre ambulatoire fort sur le site d'Estavayer. Reprise des biens vaudois et fribourgeois par l'HIB.	Reprise des bien vaudois et fribourgeois réalisée.

2.1.2 Promouvoir la santé physique et mentale

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DSAS	Concrétisation de la Stratégie promotion et prévention de la santé selon les priorités définies par le canton.	Programme Alimentation, activité physique et santé mentale. Programme de prévention du tabagisme. Plan cantonal action Alcool.	Alcool : Lancement du deuxième programme cantonal d'action 2024-2028, approuvé par le Conseil d'Etat en mars 2024. Il s'inscrit dans la continuité des efforts entrepris, tout en proposant des mesures permettant de répondre à des besoins spécifiques mis en évidence ces dernières années, telle la prévention en milieu festif. Actions de sensibilisation (tabac, addictions, prévention routière...) avec les partenaires cantonaux. Santé mentale et alimentation, activité physique : actions de promotion et de formation pour les professionnel-le-s, et les senior-es. Santé à l'école : accompagnement de plusieurs établissements scolaires par REPER pour l'entrée dans le Réseau des écoles en santé et durables ; mise en place de projets- et formation pour directions d'établissement.
DSJS	Liens avec le programme ci-dessus.	Développement et soutiens au sport scolaire facultatif et au mouvement pour tous.	Les offres de sport scolaire facultatif se développent dans de nouveaux endroits, mais elles s'étoffent aussi beaucoup dans les communes qui en avaient déjà. Nous observons une croissance constante du nombre d'enfants et de jeunes qui participent aux activités du sport scolaire facultatif et des tournois scolaires. Les camps sportifs sont assez stables. La promotion des coordinateurs de sport auprès des communes a été faite en fin d'année et le SSpO continue d'explorer et de travailler sur de nouveaux projets en développement. Parallèlement, d'autres projets tels que le pumptrack mobile et l'application « FriActiv » ont contribué à diversifier les activités sportives et de loisirs accessibles à l'ensemble de la population.

2.1.3 Implémenter les conditions-cadre pour les personnes âgées et les personnes fragilisées

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DSAS		Développement de projets spécifiques.	Consultation du plan de mesures 2024-2028 Senior +. Le Conseil d'Etat proroge le plan 2016-2020 jusqu'au 31 décembre 2025. Les montants seront déposés dans les prochaines procédures de budget et de plan financier afin de permettre de mettre en œuvre du nouveau plan de mesures dès 2026. Le travail sur le nouveau plan de mesures handicap (2025-2029) est mis en suspens. Aucuns moyens supplémentaires au B25.

2.1.4 Aider les victimes de violence

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DSAS	Antenne de médecine des violences.	Mise en place, en collaboration avec l'HFR et le CHUV d'une antenne fribourgeoise de l'unité de médecine des violences (UMV).	Dans le contexte compliqué des finances cantonales, il n'a pas été possible de transmettre au Conseil d'Etat le rapport de faisabilité pour la mise en place à l'HFR d'une antenne de l'UMV. Malgré les besoins, le projet est en stand-by, alors que les autres cantons romands progressent dans cet agenda (NE en novembre et GE en janvier 2025). La révision partielle de la loi sur les victimes (actuellement en consultation) vise à garantir aux victimes de violence, en particulier de violence domestique ou sexuelle, l'accès à des prestations médico-légales spécialisées et de qualité. Une fois la révision en vigueur, Fribourg devra ainsi se mettre en conformité pour pouvoir dispenser ces prestations.
DSJS	Lutte contre la violence domestique.	a) unité de gestion des menaces (UGM) ; b) mineurs ; c) mœurs et maltraitance ; d) prévention.	a) En 2024, 650 situations de violences domestiques prises en charge par la Police cantonale (2023 : 580) dont 153 ayant donné lieu à une expulsion de domicile ordonnées à l'encontre de l'auteur sur les 153 personnes expulsées, ~80% a suivi les 3 entretiens obligatoires auprès d'EX-pression Suivi de 283 dossiers de personnes à risques (2023 : 254) dont 31 % concernent des situations de violences domestiques. Après une phase test avec la Justice de paix de la Gruyère, déploiement de la plateforme d'échanges d'informations à tous les arrondissements.

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
			Participation à la journée de réflexion de Solidarité Femmes Fribourg à l'occasion du 40 ^e anniversaire de l'association. Poursuite de la collaboration avec EX-expression. b) Pas de changement. c) Pas de changement. d) Pas de changement.

2.1.5 Poursuivre la mise en place de la médecine scolaire

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DSAS		Réévaluation globale de la stratégie de médecine scolaire.	Deux Workshops ont eu lieu avec des experts afin de proposer une stratégie adaptée de la médecine scolaire et qui permettraient d'améliorer la situation actuelle en tenant compte de la situation tendue des finances de l'Etat.

2.2 Jeunesse, perspectives, prévention et sport

2.2.1 Mettre en œuvre la stratégie nationale d'orientation

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DFAC		Mettre en œuvre la stratégie nationale de l'orientation.	Une partie mineure de la stratégie nationale a été développée selon les moyens à disposition.

2.2.2 Aider les jeunes en difficulté à s'insérer

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DEEF/ DFAC		Offrir le meilleur encadrement possible aux élèves en difficulté, assurer la détection précoce des situations à risque de rupture ; intensifier la collaboration entre les acteurs concernés.	La CJD continue ses travaux dans le domaine en améliorant notamment les relations entre les différents services étatiques et les institutions privées. Le suivi des jeunes en difficulté hors enseignement obligatoire est amélioré.

2.2.3 Renforcer l'accompagnement social en milieu scolaire

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DFAC	Création de postes de travailleuses et travailleurs sociaux dans les écoles obligatoires de 2022 à 2024.	Le Conseil d'Etat a approuvé le Concept du 12 janvier 2022 pour la mise en œuvre de l'article 19 du RLS. La DFAC disposera à terme de 46 EPT permettant l'introduction généralisée et échelonnée du travail social en milieu scolaire dans les écoles obligatoires 1H-11H, conformément au mandat du Grand Conseil adopté le 6 octobre 2021.	74 TSS (58 francophones et 16 alémaniques) sont actifs dans les écoles de la scolarité obligatoire du canton. 3,8 EPT supplémentaires seront déployés dès janvier 2025.

2.2.4 Accompagner les jeunes en difficulté et les familles fragilisées

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DSAS	Plan de soutien jeunesse.	Ensemble de 48 mesures soutenant les besoins apparus et exacerbés des jeunes et des enfants lors et à la suite de la crise sanitaire. Parmi ces mesures, 10 ont été définies comme « urgentes » et leur mise en œuvre est, de fait, impérative pour répondre au mandat. Le plan de soutien se déploie sur une période de 2 ans soit de 2022 à 2023.	Une évaluation du Plan soutien Jeunesse a été effectuée.
DSJS	Lutte contre la violence chez les jeunes.	<ul style="list-style-type: none"> a) CCPS, Conseil cantonal de prévention et de sécurité (Police cantonale, Bureau de l'intégration des migrants et de la prévention du racisme) ; b) Observatoire ; c) Projet de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent en milieu scolaire. 	<ul style="list-style-type: none"> a) Partenariat TUMULTUM mis en veille (stabilisation de la situation). Réactivé à l'automne 2024 suite à de nouvelles violences entre bandes rivales (Bulle – Fribourg). Situation à la fin d'année 2024, à nouveau stable. b) 1^{re} phase → terminé. 2^e phase → désignation de répondants mineurs au sein de la gendarmerie. Le réseau sera effectif dès 2025. Actuellement, constitution du réseau interne à la police. c) En cours de finalisation.
DEEF	Aides à l'insertion socio-professionnelle locales et bas seuil.	Les semestres de motivation et les préformations ne permettent pas à tous les jeunes de trouver une solution de formation. Ce projet vise un financement des mesures bas seuil et locales afin de soutenir un deuxième train de mesures d'accompagnement.	Les soldes financiers des années 2022-2023 ont pu être transférés en 2024 et 2025.

2.2.5 Créer un centre de compétence sport et santé

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DSJS	Centre sport et santé.	Son organisation doit faciliter les synergies dans la recherche d'efficience du domaine sportif par une approche pluridisciplinaire et transversale devant permettre de soutenir aussi bien les athlètes à la recherche de performances que la population soucieuse de développer une activité saine et régulière.	Le processus et les discussions avec la Ville de Fribourg s'approfondissent sur la faisabilité, l'organisation et la planification détaillée du projet.

2.3 Familles, personnes vulnérables et inclusion

2.3.1 Mettre en œuvre les prestations complémentaires pour les familles

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DSAS	PC Familles.	Introduction de prestations complémentaires pour les familles.	Les PC famille ayant été acceptées par le peuple fribourgeois en septembre 2024, les travaux de préparation à leur mise en vigueur ont commencé (guichets famille).

2.3.2 Renforcer le dispositif de l'aide sociale

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DSAS	Réforme LASoc.	Révision complète de la loi sur l'aide sociale.	La nouvelle loi sur l'aide sociale a été adoptée par le Grand Conseil le 9 octobre 2024. Cette nouvelle législation renforce l'organisation territoriale du dispositif, améliore les instruments à disposition des services sociaux régionaux (SSR), consolide les règles d'application et développe une politique préventive. Cette loi entre en vigueur le 1 ^{er} janvier 2026, sauf en ce qui concerne la nouvelle organisation territoriale pour laquelle les communes disposent d'un délai jusqu'à la fin 2030 au plus tard pour sa mise en œuvre.
DSAS	Soutien aux personnes vulnérables.	Renforcement de la collaboration avec les associations de soutien aux personnes vulnérables, notamment la Banque alimentaire et Banc public.	Soutien financier au projet pilote de consultations sociales de liaison déployées dans tous les districts par Caritas Fribourg. Suite de l'accompagnement de la Banque alimentaire fribourgeoise pour son déploiement sur le site de la Poya. Signature d'un nouveau mandat de prestations avec espacefemmes. Rédaction du dépliant d'aide lors d'une séparation pour les couples non mariés (dépliant destiné aux couples mariés publié en 2021) en partenariat avec l'Office familial.

2.3.3 Pérenniser l'observatoire du logement et de l'immobilier

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DEEF	Observatoire du logement.	Pérennisation de l'Observatoire du logement et immobilier et extension des participations communales à ce dernier	Un projet de loi visant à adopter les bases légales nécessaires à la continuation du traitement des données par l'Observatoire a été mis en consultation en octobre 2024 (avant-projet de loi modifiant la loi sur la statistique cantonale (LStat)). La version finale du message est agendée pour le début de l'année 2025, avec l'objectif que la loi soit traitée par le Grand Conseil avant l'été 2025. L'ensemble des partenaires de l'observatoire se sont prononcés pour sa continuation lors de l'assemblée générale, mi-décembre 2024, de l'Association de l'observatoire du logement et immobilier Fribourg.

2.3.4 Intégrer les élèves en situation de handicap et orienter les jeunes avec des besoins éducatifs spécifiques

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DSAS	Mesures d'aide renforcée et pédagogie spécialisée dans structures extrafamiliales.		La mesure est mise en place à 100 % pour les auxiliaires de vie en AES depuis août 2023 avec l'introduction de l'art. 11 a RstE.
DFAC	Ecole à visée inclusive.	Répondre aux bases légales (loi sur la pédagogie spécialisée, LPS), suivant le principe que les solutions intégratives sont préférées aux solutions séparatives. Créer des conditions d'enseignement qui répondent aux besoins des élèves ayant des besoins éducatifs particuliers avérés. Relever le défi de la prise en charge des élèves ayant un trouble du comportement.	Augmentation des mesures d'aide renforcées en école ordinaire. Mais également augmentation de scolarisation dans les institutions de pédagogie spécialisée (mesures séparatives). Développement de trois axes pour promouvoir les solutions intégratives : > guide pour faciliter une utilisation flexible des mesures d'aide ; > encouragement aux modalités de co-enseignement ; > encouragement et accompagnement à la conception universelle de l'apprentissage (CUA).

2.3.5 Intervenir précocement auprès des jeunes atteints d'un trouble autistique

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DSAS/ DFAC	Dépistage et intervention précoce intensive pour les jeunes enfants atteints d'un trouble du spectre de l'autisme.	L'intervention précoce intensive (IPI) doit être définie pour permettre une prise en charge qui correspond aux réalités du canton de Fribourg. Les professionnel-le-s devant prendre en charge les jeunes enfants ayant un TSA devront être formés aux pratiques du modèle défini par le canton.	Le RFSM a développé le diagnostic précoce grâce à une antenne spécialisée avec des professionnels formés à la détection de l'autisme. Il évalue prioritairement les enfants de moins de 36 mois afin qu'ils puissent le cas échéant intégrer le programme IPI. Il a collaboré à la mise en place de l'IPI en participant aux différents groupes de travail et en assurant la supervision médicale depuis l'ouverture du centre en août 2023. Le Centre IPI a pris en charge 5 enfants. A la rentrée d'août 2024, 6 enfants ont pu commencer la 1 ^{re} année et les 5 enfants de la première volée sont passés en 2 ^e année. Le personnel a suivi un CAS en intervention précoce intensive. Tout au long de l'année, le personnel a eu des supervisions en lien aux pratiques du modèle (ESDM).

2.3 Axe stratégique : transition environnementale

3.1 Plan climat et préservation des ressources

3.1.1 Mettre en œuvre le Plan climat



Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DIME	Mise en œuvre du plan climat cantonal.	L'Etat met en œuvre progressivement et jusqu'à fin 2026 les 115 mesures du plan climat cantonal.	16 nouvelles mesures ont démarré en 2024, portant ainsi le nombre de mesures mise en œuvre à 91 depuis 2021. Six mesures sont en pause et 2 sont terminées.
DIAF	Plan d'actions pour l'adaptation des forêts aux changements climatiques.	Le plan d'action du Service des forêts et de la nature (SFN) prévoit une gestion adaptative, afin de préserver à long terme les fonctions de la forêt, essentielles pour la faune, la flore et la population du canton de Fribourg.	L'intégration et le soutien des mesures sont prévues dans les dans les conventions-programmes 2025-28, avec toutefois une réduction de 10 % par rapport à la période 2020-24. La motion fédérale Fässler "Rasche Anpassung an den Klimawandel ist dringend" a été adoptée avec 70 millions de francs (560 000 francs prévisibles pour le canton de Fribourg).
DIAF	Agriculture résiliente.	Pour favoriser une agriculture résiliente, les objectifs sont : a) Diminuer les gaz à effet de serre (CO2, Ammoniac et Méthane) ; b) Promouvoir et accompagner des projets-pilote (Agroforesterie, haies fourragères, etc.) ;	a) b) c) : La mise en œuvre du volet agricole du plan climat se fait par le projet « pooling » qui réunit 10 mesures. La première édition du concours plan climat, doté de 80 000 francs, a couronné six exploitations, accompagnées pendant deux ans.

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
		c) Accompagner les exploitations et soutenir des projets spécifiques dans l'agriculture biologique.	En collaboration avec AgrolImpact (Réalisation des bilan CO2 dans l'agriculture) et AgriFribourg, il est prévu de certifier 30 exploitations. L'agriculture bio est soutenue à travers les mesures du plan climat et avec des moyens du budget pour la promotion des produits.

3.1.2 Développer une stratégie pour la protection des sols

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DIME/ DIAF	Stratégie cantonale pour une utilisation durable du sol	L'Etat développe une stratégie sol. Celle-ci fixe des objectifs à moyen terme et définit un catalogue de mesures, concernant notamment : > cartographie des sols du canton ; > suivi de l'évolution de la qualité des sols (réseaux d'observation) ; > développement d'outils pour préserver la ressource sol lors de projets urbanistiques ou de constructions (chantiers) et pour améliorer la valorisation des matériaux terreux ; > formation et sensibilisation des milieux professionnels (agriculture, construction, etc.).	Plusieurs projets pilotes de cartographie des sols sont en cours. Le rapport FRIBO (7ème cycle) a été publié. Les autres actions du plan d'action de la stratégie sol se poursuivent.
DIAF/ DIME	Maintenir la base de production en tenant compte les diverses mesures d'extensification, assurer le quota cantonal de SDA et développer un processus pour compenser l'emprise SDA	a) Un inventaire des surfaces agricoles qui sont consacrées aux différentes mesures écologiques doit être réalisé. b) Valider les 400 ha RPS (remaniements parcellaires simplifiés) pour arriver à la réserve nécessaire pour le Plan Directeur Cantonal. c) Une cartographie indicative des sols dégradés doit être établie pour remplir les exigences du plan sectoriel des SDA (Délai de 3 ans). d) Un modèle de bourse pour surfaces SDA doit être étudié.	a) Recensement des surfaces et des pertes potentielles liées aux différentes démarches nationales et cantonales établi. b) Une étude complémentaire est en cours avec le projet-pilote à Près-vers-Noréaz afin de valider la taxation faite pour les sols dégradés comme équivalente avec une cartographie c) Une trentaine de sites de sol dégradé ont été choisis pour l'établissement de la carte dont la publication est prévue début 2025. d) Un procédé pour la compensation des SDA, élaboré par la DIME, devrait être soumis au Conseil d'Etat.

3.1.3 Appliquer les principes de l'urbanisme durable

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DIME/ DEEF	a) Urbanisme durable dans les projets de l'Etat. b) Antenne quartiers durables. c) Stratégie immobilière de l'Etat.	a) Les principes présidant à un urbanisme durable sont intégrés dans tous les projets de développement urbanistique sur des terrains appartenant à l'Etat de Fribourg ou pour lesquels l'Etat de Fribourg mène les réflexions.	a) --- b) L'Antenne quartiers durables fonctionne sous forme pilote. La création d'une association est prévue dès 2025. Les travaux préparatoires pour cela ont été menés à bien.

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
		<ul style="list-style-type: none"> b) Création d'une « antenne quartiers durables » chargée de conseiller et sensibiliser activement les communes, maîtres d'ouvrage et les mandataires de la construction aux questions d'urbanisme et de construction durables. c) Mise en œuvre de la nouvelle stratégie immobilière de l'État, qui intègre des aspects clés en matière de durabilité, notamment le respect du Standard Construction Durable Suisse (SNBS). 	<ul style="list-style-type: none"> c) Concernant la stratégie immobilière de l'Etat, l'application du standard Or SNBS sur tous les nouveaux projets en étude est visé, notamment EDFR II, la Grange Neuve. Pour la Tour Henri, le standard visé est platine.

3.1.4 Protéger les eaux

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DIME/ DIAF	Suivi de la mise en œuvre du Plan sectoriel de la gestion des eaux (PSGE).	<ul style="list-style-type: none"> a) Préservation de la ressource en eau et de sa qualité (eaux superficielles comme eaux souterraines, notamment celle pour eau potable). b) Mesures du plan d'action phytosanitaire cantonal en cours de mise en œuvre dès 2022 et accompagnement des décisions de la Confédération en lien avec l'iv. Pa. 19.475 dès 2023. 	<ul style="list-style-type: none"> a) Les mesures indiquées en 2023 se poursuivent. A noter en particulier en 2024 : l'inauguration de la première STEP du canton à traiter les micropolluants (Ecublens), la résolution de cas de pollutions chroniques (Diron, Sodbach, ...) et la finalisation du PSIEau en vue de sa validation par le Conseil d'Etat. b) Rapport intermédiaire a été publié en printemps 2024 pour les années 2022 et 2023. La participation des agriculteurs est à la hausse. La sensibilisation des privés/communes et entreprises horticolas est plus difficile à instaurer car uniquement « base volontaire ». La réduction des fertilisants (N et P) est un défi, surtout si l'on veut éviter une perte de rendement et de qualité. Projets d'après Art. 62a en cours de révision car l'OFAG veut pérenniser ces projets. En élaboration avec le SE n.

3.1.5 Réaliser la stratégie de biodiversité

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DIAF	Stratégie cantonale biodiversité : approbation et mise en œuvre, en particulier l'Infrastructure écologique.	<p>La stratégie biodiversité définit la politique cantonale en matière de préservation et de favorisation de la biodiversité dans le canton.</p> <p>La mise en œuvre de l'infrastructure écologique (IE) est une des mesures de la Stratégie cantonale biodiversité mais qui, par son importance, nécessite une mention particulière.</p>	<p>La mise en œuvre a débuté dès début 2023 avec plusieurs mesures et projets dont le lancement du projet de mise en œuvre d'une infrastructure écologique.</p> <p>Le <i>Rapport d'accompagnement pour la planification de l'IE</i>, qui fait état de l'infrastructure écologique actuelle dans le canton et propose les pistes pour sa mise en œuvre, a été mis en consultation interne durant l'hiver 2024-25 et sera transmis à l'OFEV en mai 2025.</p>

3.1.6 Définir une feuille de route pour l'économie circulaire

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DEEF/ DIME	Feuille de route économie circulaire.	<p>a) Une feuille de route en faveur de l'économie circulaire est élaborée, avec des mesures pour la création de conditions-cadres favorables à la mise en place d'une économie circulaire, générant des gains de productivité.</p> <p>b) Des mesures en faveur de l'économie circulaire sont prises en considération dans le cadre des travaux de révision du plan de gestion des déchets et de la loi du 13 novembre 1996 sur la gestion des déchets (LGD ; RSF 810.2).</p>	<p>Une collaboratrice scientifique (50 %) suit la mise en œuvre de la feuille de route en économie circulaire.</p> <p>La formation des ingénieur-e-s et architectes en construction durable se renforce, avec un CAS en construction circulaire lancé par la HES-SO.</p> <p>La révision du plan cantonal de gestion des déchets (PGD) et de la loi cantonale (LGD) progresse.</p> <p>Le canton intègre le projet européen Circular Rural Region, renforçant sa visibilité internationale.</p> <p>Les projets de bioéconomie circulaire se développent via Fribourg Agri & Food.</p> <p>Une formation au SBat a diffusé les principes de l'économie circulaire pour la gestion des bâtiments.</p>

3.2 Transition énergétique

3.2.1 Encourager la rénovation des bâtiments

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DEEF	Pérennisation du centre de compétences en matière de rénovation des bâtiments et du programme bâtiment.	<p>a) Le centre de compétences a pour but d'accélérer la rénovation des bâtiments tout en augmentant la qualité et la durabilité des pratiques. Il doit s'imposer comme interlocuteur de référence pour les propriétaires et pour les professionnels œuvrant dans le domaine.</p> <p>b) Aides financières destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie et le recours aux énergies renouvelables.</p>	<p>a) L'association du CCRB a été dissoute. Ses activités ont toutefois pu être reprises par différentes organisations.</p> <p>b) Le succès du Programme Bâtiments se poursuit, bien qu'une légère baisse des demandes a pu être observée. Un programme d'impulsion de la Confédération, mis en œuvre par les cantons, viendra le compléter dès 2025.</p>
DIME	Assainissement progressif du parc immobilier de l'Etat.	Procéder à l'assainissement dans le cadre des travaux de rénovation et d'adaptation aux nouvelles normes pour conserver la valeur immobilière patrimoniale des bâtiments de l'Etat et d'autre part pratiquer une politique de gestion conforme au développement durable et aux normes actuelles en vigueur.	Les travaux de préparation du message se sont poursuivis notamment en ce qui concerne l'inventaire des ouvrages concernés. Il est prévu une validation du message par le CE puis par le GC en 2025.

3.2.2 Produire de l'énergie renouvelable

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DEEF	a) photovoltaïque stratégie, information et sensibilisation. b) Formation et formation continue (Energie-FR).	a) Production d'électricité photovoltaïque. Soirées d'informations sur le photovoltaïque à l'intention de la population fribourgeoise et des professionnels en collaboration avec les communes fribourgeoises. b) Formation dans le domaine de l'énergie : Energie-FR est le programme cantonal de formation continue dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.	a) La stratégie solaire photovoltaïque se concrétise. b) Le programme Energie-FR ressort comme étant un élément central de la formation continue dans le domaine de l'énergie.

3.3 Mobilité durable

3.3.1 Augmenter l'offre en transports publics

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DIME	Développement de l'offre des TP.	Il s'agit de continuer le développement du RER Fribourg Freiburg et de l'offre de bus y compris pour les loisirs mais aussi d'élaborer une stratégie ferroviaire 2050 et de concrétiser la stratégie bus.	Travaux de planification et mise en œuvre de l'horaire 2025 apportant des changements conséquents dans la majeure partie du canton : > Ligne de trafic local à Romont ; > Publication de la Vision ferroviaire 2050+ ; > Mandat à bureau d'étude pour plan cantonal des transports publics.
DIME	Mise en place d'un système de transport haute capacité.	Les TPF approfondissent, sur mandat de la DIME, l'étude d'opportunité de 2021 qui recommandait l'approfondissement des variantes tram et BHNS (bus à haut niveau de service).	Les TPF et l'Etat de Fribourg ont signé une convention pour l'étude préliminaire bus à haut niveau de service (BHNS)/Tram dans l'agglomération de Fribourg. Les ressources disponibles auprès des TPF étant limitées durant l'été et l'automne 2024, les travaux débuteront en 2025.

3.3.2 Développer le réseau cyclable et promouvoir le vélo

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DIME	Réalisation des aménagements cyclables.	Le développement du réseau cyclable se fait par le biais de projets spécifiques au vélo ou par les projets d'aménagement routier ou encore lors des travaux d'entretien constructif.	Plusieurs tronçons d'aménagements cyclables font l'objet d'études préliminaires menées par la Team Vélo. Le projet d'aménagement d'une voie cyclable entre Grangeneuve et Agroscope a été approuvé.

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
			Les travaux d'aménagement de nouvelles bandes cyclables entre Corbières et Villarvolard sont en cours de réalisation. La bande cyclable sur la route entre Broc et La Tour-de-Trême a pu être tracée après que les TPF ont déplacé leur glissière.

3.3.3 Créer et améliorer les plateformes multimodales

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DIME	Parcs-relais : tarifications, planification et financement.	Mandat, pour définir et uniformiser les tarifications des parcs-relais sur la base de leur localisation. Une seconde phase définira la localisation des parc-relais d'importance cantonale et révisera le plan sectoriel des parcs-relais.	Les études sur la tarification et les parc-relais d'importance cantonale sont en cours, leur mise en œuvre dans un plan sectoriel de l'offre multimodale sera proposée en 2025. Une coordination avec les cantons voisins devrait permettre d'harmoniser les conditions d'accès au parc-relais.
DIME	Etude en vue de l'électromobilité.	Dans le cadre du Plan climat, une étude sur l'électromobilité est réalisée afin de dresser un état des lieux et de définir des mesures pour encourager l'électromobilité. Elle servira éventuellement à établir une stratégie, un plan sectoriel ou un concept.	Un projet de plan d'action a été élaboré en 2024 et est en cours de finalisation. Il reprend certaines mesures proposées dans l'étude sur l'électromobilité dans le canton de Fribourg réalisée en 2023.

3.3.4 Mettre en place la stratégie de mobilité du personnel de l'Etat

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DIME	Développement d'un plan de mobilité cadre pour l'Etat.	Mise en place d'une stratégie de mobilité incluant l'organisation des postes de travail, la gestion des places de stationnement de l'Etat et les déplacements professionnels des collaborateurs et collaboratrices.	A fait l'objet de réflexions approfondies qui ont permis d'explorer diverses pistes et d'enrichir la compréhension des besoins et des défis à relever. Ces éléments constituent une base solide pour les prochaines étapes de mise en œuvre, qui s'inscriront dans une vision globale et cohérente de la mobilité durable. Il convient néanmoins de relever que la progression du projet est ralentie par le manque de ressources disponibles.

3.3.5 Récolter et valoriser les données sur la mobilité

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DIME	Collecte et analyse de données de mobilité.	Il s'agit de: <ul style="list-style-type: none"> > développer un modèle de trafic sur l'ensemble du territoire cantonal ; > optimiser les comptages de trafic (développement du réseau de postes de comptage routiers existant et nouveaux postes de comptages MD ; 	Comptages routiers : le nombre de caméras s'élève maintenant à 20. Elles permettent de disposer de données de trafic en temps réel et d'avoir une représentation multimodale du trafic sur nos routes y compris le trafic cyclable.

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
		> ajouter de nouvelles géodonnées sur le thème « Mobilité » sur le portail cartographique.	Des tableaux de bord existants sont mis à jour quotidiennement et de nouveaux ont vu le jour comme celui sur les données VTT ou les données provenant des caméras. Les géodonnées sur le thème « Mobilité » disponibles sur le portail cartographique du canton sont mises à jour en continu.

2.4 Axe facilitateur : gouvernance

4. Gouvernance régionale et bilinguisme

4.1.1 Moderniser l'organisation des collectivités publiques locales et régionales



Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DI AF	Gouvernance des régions.	Réforme de la gouvernance des régions – Contribution à la révision générale du chapitre de la LCo relatif aux collaborations intercommunales.	Après les sept soirées publiques organisées dans les districts en 2023, cette thématique a été intégrée à la révision totale de la loi sur les communes.
DI AF	Droits politiques.	Révision de la loi sur les droits politiques (LEDP).	Conformément à la demande du Grand Conseil soutenue par le Conseil d'Etat, un nouvel avant-projet de loi portant sur les élections selon le système majoritaire a été élaboré et mis en consultation publique en 2024. Le projet de loi devrait être transmis au Grand Conseil début 2025. En cas d'acceptation par le Parlement, il conviendra de porter une attention particulière au calendrier de mise en œuvre pour assurer la fiabilité et la stabilité du système.

4.1.2 Réviser la législation sur les communes

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DI AF	Révision de la loi sur les communes.	Révision générale de la loi sur les communes.	Un premier avant-projet de loi a été mis en consultation restreinte auprès des partenaires de l'organisation de projet afin de consolider les options prises. L'avant-projet final devrait être mis en consultation publique durant le premier trimestre 2025, avec pour ambition une transmission du projet de loi au Grand Conseil fin 2025.

4.1.3 Optimiser les infrastructures liées au chômage

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DEEF	Modernisation des structures d'accueil des demandeurs d'emploi.	Le projet consiste en une revue des fondamentaux liés à une gestion efficiente du chômage, tant sur le plan des infrastructures que sur le plan des prestations en conformité avec la LACI (L-assurance chômage et indemnité en cas d'insolvabilité).	La volonté est de maintenir un service de proximité sans se focaliser sur la notion d'emplacement géographique. Par service de proximité, on entend un accès facilité aux prestations des ORP. L'utilisation croissante des outils digitaux et les opportunités en matière de locaux et d'organisation du travail qui se présenteront permettront de déterminer le devenir des différentes antennes ORP. Ce concept répond également à la volonté de simplifier le quotidien administratif des citoyens dont les habitudes ont évolué avec les avantages offerts par l'innovation numérique.

4.1.4 Mettre en place un modèle de conduite de crise intégratif

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DSJS/ DSAS	Gouvernance et conduite des fonctions liées à la sécurité.	<ul style="list-style-type: none">a) Révision totale de la loi sur la protection de la population (LProtPop).b) Mise en œuvre du centre d'engagement, de conduite et d'alarme fribourgeois (CECAF).c) Concrétisation de la décision d'accroissement des effectifs de la police (MOMENTUM) dans la création de fonctions de sous-officiers de quart et finalisation des conventions de collaboration inter partenaires.	<ul style="list-style-type: none">a) ---b) ---c) La mise en œuvre du projet MOMENTUM s'est poursuivie avec, notamment, le transfert de certaines fonctions civiles vers une fonction d'auxiliaire, soit ASP et APJS, notamment en ce qui concerne le CEA et les informaticiens affectés au commissariat CYBER. À la suite du transfert de ces personnes, 2,8 EPT ont été attribués à la DSJS. Pour les 7 postes restant, certaines unités ont été renforcées (UCom, UGM, CCI, UJur, RH/Form). Il a été décidé de ralentir la mise en œuvre de MOMENTUM en réduisant les écoles de police 2024, 2025 et 2026. L'objectif reste à 615 EPT.

4.1.5 Mettre sur pied une législation sur les langues officielles

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DI AF	Loi sur les langues.	Projet de loi sur les langues [titre provisoire].	Un avant-projet de loi a été mis en consultation interne en vue de la mise en consultation publique début 2025.

4.1.6 Systématiser les projets d'immersion dans la langue partenaire

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DFAC	Systématiser les projets d'immersion dans la langue partenaire.	<ul style="list-style-type: none"> a) Intensification des activités d'échanges dans la langue partenaire au cycle 3. b) Enseignement par immersion dans la langue partenaire au cycle 1 & 2 ainsi qu'au cycle 3. Encouragement des filières bilingues – Analyse. c) Encouragement et soutien à la conduite de séquences d'enseignement dans la langue partenaire au sein des institutions de formation. 	Après une phase pilote de 3 ans, les classes bilingues 1-2H de l'école de Fribourg – Vignettaz sont pérennisées. La possibilité de mettre en place des classes bilingues en 3H-8H est étudiée par un groupe de travail. Les projets en immersion se poursuivent dans les classes de 1H-11H du canton selon les modalités proposées.

2.5 Axe facilitateur : digitalisation

5. Guichet virtuel, digitalisation et sécurité numérique

5.1.1 Etablir le guichet virtuel



Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
CHA/ Toutes les Directions	Poursuivre la mise en ligne des prestations de l'Etat.	Le guichet virtuel est la pointe de l'iceberg d'un vaste programme de digitalisation des prestations et du fonctionnement de l'Etat. Initié de manière stratégique lors de la précédente législature, ce programme va se poursuivre bien au-delà de la législature actuelle.	Plus de 125 000 utilisateurs et 830 personnes morales ou organisations reconnues utilisent les prestations du guichet virtuel. Les prestations à la population cantonales et communales sont au nombre de 45. Pour les 3 prestations communales ajoutées une interface de configuration a également été créé pour garantir l'autonomie communale. Les services de base sont à présent au nombre de 12 avec l'ajout de l'identification par NAVS non-stocké. La norme eCH-0258 eINT créée sous l'impulsion du canton réduira les coûts d'intégration de solutions métiers sur le guichet virtuel.
CHA/ Toutes les Directions	Programme DIGI-FR.	En 2021, l'Etat a signé une convention avec l'ACF pour la mise en œuvre commune du programme DIGI-FR, dont le but est d'unir les forces afin d'accélérer et d'uniformiser la mise à disposition de prestations publiques en	Les prérequis techniques sont finalisés, ouvrant l'accès à toutes les communes aux applications métiers nécessaires pour offrir des prestations via le Guichet Virtuel (projet onboarding). En 2024, près de 14 000 demandes ont été traitées via le guichet

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
		ligne, pour la population fribourgeoise. La convention sert de base au développement de la collaboration.	virtuel, qui intègre désormais toutes les communes du canton. Le déploiement des services de contrôle des habitants est presque généralisé. En parallèle l'ACF prépare son modèle de gestion autonome des services numériques en préparation de la fin de la convention DIGI-FR. Un rapport intermédiaire a été transmis au Conseil d'Etat, conformément à ladite convention.
CHA/ Toutes les Directions	Référentiel cantonal.	Le Référentiel cantonal est une plateforme informatique qui permet de gérer de manière centralisée les données des personnes et des entreprises interagissant avec les autorités. Il fournit des données qualifiées, contrôlées et harmonisées. C'est un soutien indispensable aux processus de digitalisation de l'administration. Une nouvelle gouvernance métier et technique est mise en œuvre pour répondre aux exigences accrues de conformité et de normalisation dans le cadre des échanges de données personnelles.	Réalisation et mise en test de la version de base du Référentiel des entreprises et établissements fin 2024. Correctifs en cours. Mise en œuvre d'une tierce maintenance applicative et de l'organisation permanente transversale avec le Service de la statistique et de la donnée (forte implication du SSD). Mise en consultation des bases légales définitives (révision LCyb) en juin, traitement en cours. Migration SAP/4HANA : travaux permettant de rechercher et d'identifier dans le Référentiel des personnes ne figurant pas dans le registre. Mécanismes eGov en place pour les prestations du SCC utilisant l'identification NAVS du Référentiel pour les personnes physiques. Programme d'alignement des registres prolongé jusqu'en 2027 portant dorénavant également sur les entreprises.
DSJS	Visio-pol.	Mise à disposition du citoyen d'une visioconférence privilégiée afin de bénéficier de prestations policières à distance (plainte pénale, perte carte d'id, conseils, etc.).	Outil pleinement fonctionnel. Proposition de supprimer ce point.

5.1.2 Assurer la sécurité de l'information et gérer l'obsolescence

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DSJS	Mise en place d'une base légale pour la gestion de la sécurité de l'information au sein de l'Etat.	Projet de règlement sur la sécurité de l'information (RSI) avec création d'une organisation dédiée à la sécurité de l'information (délégué-e) élaboration d'une politique générale de sécurité de l'information comme instruments de gouvernance à l'ère du numérique.	Le poste de délégué à la sécurité de l'information a été créé au sein du SG-DSJS, tout comme les premiers postes de répondant dans certaines directions de l'Etat. Les travaux d'élaboration de la loi sur la sécurité de l'information ont commencé et l'avant-projet pourra être mis en consultation courant 2025.

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DFIN/ Toutes les Directions	Maîtrise de l'obsolescence et modernisation des applications clés.	<p>a) A ce jour, l'Etat dispose de 424 logiciels, dont 60 % sont concernés par l'obsolescence. Le but du projet est d'une part la maîtrise de l'obsolescence du parc de logiciels afin de rattraper les retards pris au cours des dernières années et d'autre part la gestion du cycle de vie des applications pour éviter à l'Etat de constituer à nouveau une dette de l'obsolescence.</p> <p>b) Outre la maîtrise de l'obsolescence, la transformation SAP permettra à l'Etat de se doter d'un nouvel outil de gestion financière moderne.</p> <p>c) En maîtrisant l'obsolescence, le Service cantonal des contributions vise également à moderniser ses applications afin de fournir des prestations modernes et innovantes aux citoyens et citoyennes.</p>	<p>Lancement du programme de gestion de l'obsolescence (ELAN) en mars 2024, JD2 validé en septembre 2024, trois projets en cours, dont Prestations Transversales (Architecture Cible). Déroulement du programme : Phase 1 (2025-2026) : réalisation de quatre projets systémiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> > Digitalisation des feux bleus : adjudication d'ici fin 2024, réalisation du lot 1 prévue pour fin 2025. > Refonte du registre fiscal : RFI en janvier 2025, appel d'offres et adjudication finalisés d'ici fin 2025. > Cœur RH : pré-étude jusqu'à T1 2025 pour valider SAP, appel d'offres adjugé d'ici fin 2025. <p>Phase 2 (à partir de 2027) : industrialisation des projets pour les services bénéficiaires. Projets liés à l'obsolescence : 16 projets achevés sur 19, 48 projets restent à lancer. Projets spécifiques : Parinfo : mise en production du lot 2 prévue en 2025 ; Prestations Transversales : début en décembre 2024 pour définir l'architecture cible et préparer l'industrialisation (phase 2).</p>

5.1.3 Mettre à disposition les données

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DFIN/ Toutes les Directions	Géoportail.	Le portail cartographique (map.geo.fr.ch) et le géoportail (geo.fr.ch) représentent deux outils importants de la cyberadministration fribourgeoise. Ils garantissent la consultation et la diffusion de plus de 400 géodonnées de base, gratuitement accessibles, à plus d'un millier d'utilisateurs et utilisatrices au quotidien. Afin de garantir le maintien de ces prestations de haut niveau et de renforcer le caractère innovant du canton de Fribourg, il est prévu de migrer le portail cartographique et ses applications-sœurs.	<p>Portail cartographique : l'année s'est articulée autour de la mise en place de la nouvelle infrastructure, avec le développement d'une solution de recherche plus performante. Le déploiement du nouveau portail cartographique est planifié pour le début de l'année 2025. 29 autres applications-sœurs doivent également être migrées. Les travaux initiés se poursuivront en 2025 et 2026 :</p> <ul style="list-style-type: none"> > 11 feront l'objet d'un mandat de migration attribué à un partenaire externe et piloté par le SGéo ; > 2 feront l'objet d'un mandat de migration attribué à un partenaire externe et piloté par le SFN ; > 1, utilisée par le SeCA et le SEn, sera remplacée par une autre solution issue d'un partenariat intercantonal ;

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DEEF	Open Government Data (OGD)	La plateforme opendata.fr.ch est un outil centralisé dédié à la diffusion des données selon les principes de l'Open Government Data (OGD). Elle vise à démocratiser l'accès à l'information en rendant les données administratives accessibles au public et à l'administration de manière efficace, actuelle et conviviale. Ce portail central favorise des prises de décision informées et contribue à la transparence institutionnelle.	<ul style="list-style-type: none"> > 8 seront migrées ou remplacées par des solutions développées en interne (NB : le travail a déjà été effectué pour 3 d'entre elles) ; > 7 applications seront abandonnées, la plupart remplacées par d'autres formes de publication. <ul style="list-style-type: none"> > Lancement : mise en ligne en janvier 2024, la plateforme est gérée par le Centre de compétence OGD (CC-OGD) du Service de la statistique (SStat). Ce lancement a permis la diffusion sous un nouveau format et une nouvelle structure des données principales disponibles dans ce service. > Objectif : intégrer progressivement d'autres services volontaires. Ceux-ci sont responsable de la qualité des données publiées. > Réalisations : 76 jeux de données publiés, y compris graphiques dynamiques. Création de tableaux de bord interactifs (<i>dashboards</i>), notamment pour des statistiques des districts et communes, afin de valoriser et faciliter l'utilisation des données. > Collaborations connexes en cours : projet conjoint avec le SITel pour développer des tableaux de bord internes (Business Intelligence) via le projet Statistique BW/4HANA. > Impact attendu : une meilleure compréhension des données pour une vision globale et structurée de l'administration cantonale.

5.1.4 Promouvoir la cybersécurité

Directions	Projet – Objectif	Description	Etat de situation au 31.12.2024
DSJS	Renforcer la formation, la prévention, la promotion des bonnes pratiques et la lutte contre la cybercriminalité.	<ul style="list-style-type: none"> a) Aspects police et Memento. b) Education à l'hygiène et à la sécurité numérique. 	<ul style="list-style-type: none"> a) Lancement d'une campagne de sensibilisation à la sécurité de l'information (SSI) avec : quizz anonyme, exercices de simulation de phishing, cours en ligne. b) La Police cantonale n'a pas été approchée par la DFAC. Ce point n'a donc pas évolué.

3 L'économie fribourgeoise dans son contexte conjoncturel

3.1 Contexte international

En 2024, l'économie mondiale a enregistré une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 3,2 %, un niveau similaire à celui de l'année précédente.¹ Ce niveau stable et modéré de la croissance économique mondiale dissimule des dynamiques régionales différenciées et s'inscrit dans une période marquée par un recul de l'inflation, signe d'une certaine résilience des structures économiques. Ceci est d'autant plus marqué que le contexte géopolitique a pesé en 2024 sur l'activité économique, avec les conflits en Ukraine et au Proche-Orient, ainsi que des tensions commerciales qui menacent les gains potentiels de la mondialisation et du libre-échange. Au niveau des blocs régionaux, la zone euro est marquée par une croissance économique plutôt faible, contrairement aux Etats-Unis, où l'activité économique est restée robuste, l'économie chinoise étant elle grevée par des problèmes spécifiques. Si la croissance économique s'avère stable sur la période alors même que les difficultés paraissent grandissantes, c'est aussi parce qu'elle a été soutenue par une demande globale soutenue par une hausse de l'endettement public et privé.

Dans la zone euro, la croissance économique en 2024 a été modeste, s'établissant à 0,80 %. Une légère accélération a toutefois été notée sur la seconde partie de l'année, portée entre autres par des assouplissements de politique monétaire de la part de la Banque centrale européenne, notamment des diminutions de taux d'intérêt directeurs (qui ont réduit le coût du crédit). Ces décisions ont été rendues possibles par la diminution de l'inflation, qui a entamé un processus de normalisation au niveau mondial, après l'absorption d'un choc sur les prix de l'énergie faisant suite à la première phase de la guerre entre la Russie et l'Ukraine en 2022. Cela étant dit, l'inflation reste significative dans la zone euro, avec un rebond de 0,20 % (à 2,40 % sur un an) en décembre 2024, et une inflation sous-jacente (qui ne tient généralement pas compte des énergies et des carburants) persistant à un niveau élevé. Ceci s'explique notamment par un redressement de l'investissement des entreprises et de la consommation des ménages qui est portée par la progression importante des salaires. L'amélioration globale de la situation en matière d'inflation s'est de surcroît accompagnée d'une nouvelle diminution du taux de chômage, qui a poursuivi sa baisse, atteignant 6,30 % en novembre 2024. Il convient de relever que le taux de chômage dans la zone euro est en diminution constante depuis dix ans (mis à part lors du Covid-19), entre autres en raison de changements dans les structures du marché du travail. Les défis économiques varient toutefois selon les pays, avec actuellement une économie allemande minée par des difficultés industrielles (dans le secteur automobile en particulier) et un déficit public français alimentant les tensions politiques dans le pays.

Aux Etats-Unis, la croissance économique est restée robuste, avec un taux de 2,80 % en 2024, contre 2,90 % une année auparavant. La solidité de cette croissance est portée par un environnement très propice à l'innovation technologique, par le dynamisme de la consommation des ménages, qui est soutenu par un marché du travail résilient, ainsi que par un déficit public très important au niveau fédéral. Elle s'explique également par les assouplissements de politique monétaire décidés par la Réserve fédérale en 2024, l'inflation étant de 2,70 % en novembre 2024, alors qu'elle avait atteint 9,10 % en juin 2022. Sur le marché du travail, le taux de chômage était de 4,20 % en novembre 2024, dans un contexte où l'évolution de l'emploi a perdu un peu de vigueur (sachant qu'historiquement le taux de chômage reste bien plus bas aux Etats-Unis qu'en Europe) et où les salaires ont connu récemment une faible progression. L'activité économique a par ailleurs été soutenue par des programmes de politique économique, tel que l'*Inflation Reduction Act* (lancé en 2022), qui contient des importantes subventions à la production et des allègements fiscaux. Ces derniers éléments impliquent un creusement du déficit public et une augmentation de la dette publique,

¹ Les données concernant la croissance économique au niveau international en 2024 sont tirées du *World Economic Outlook* (Fonds monétaire international) d'octobre 2024. Il s'agit des dernières estimations disponibles au moment de la rédaction de ce texte. Pour des raisons de brièveté, la présente section s'intéresse uniquement à la situation économique dans la zone euro, aux Etats-Unis et en Chine.

qui dépasse les 120 % du PIB, une dynamique haussière qui pourrait être renforcée par les politiques de la nouvelle administration Trump.

L'économie chinoise connaît un ralentissement structurel, avec une croissance de 4,80 % en 2024, en deçà de ce qu'elle a notamment connu dans les années 2000 et 2010. La faible confiance des consommateurs et des consommatrices depuis la crise du Covid-19 continue de peser sur les dépenses, en particulier dans le secteur des services. Le modèle de croissance économique en Chine repose encore sur les exportations, qui ont soutenu la production manufacturière en 2024, et l'investissement des entreprises (privées et publiques), à l'origine de surcapacités de production à plusieurs niveaux. Depuis deux ans, le pays fait également face à une crise immobilière de grande ampleur, signe d'une instabilité financière importante et des niveaux d'endettement préoccupants, tant pour les ménages, que pour certains pans du secteur financier ou encore pour les collectivités locales. Face à cela, les autorités optent pour une politique économique expansionniste, avec une politique budgétaire plus active (avec pour conséquence une hausse du déficit public) et des baisses de taux d'intérêt directeurs de la part de la Banque populaire de Chine. Les assouplissements de politique monétaire procèdent également de la faiblesse de l'inflation en Chine (0,10 % sur un an en décembre 2024), l'économie chinoise étant menacée depuis bientôt deux ans par une spirale dette-déflation.

3.2 Conjoncture Suisse et fribourgeoise

Malgré un contexte international incertain, l'économie suisse a globalement fait preuve de résilience en 2024. Selon les estimations du Groupe d'experts de la Confédération (ci-après : SECO), le PIB a enregistré une hausse modérée de 0,90 %² sur l'ensemble de l'année. Comme en 2023, la croissance économique suisse est ainsi restée inférieure à sa moyenne à long terme. Le principal moteur de cette progression a été la consommation des ménages, soutenue par la croissance de la population, de l'emploi et des salaires nominaux, ainsi que par une baisse significative de l'inflation. Cette dernière s'est résorbée plus vite que prévu, atteignant en décembre 2024 son niveau le plus bas depuis plus de trois ans (+0,60 %).

Le recul de l'inflation a permis à la Banque nationale suisse d'assouplir sa politique monétaire en abaissant son taux directeur à quatre reprises en 2024. Celui-ci est passé de 1,75 % en début d'année à 0,50 % en décembre. Cette baisse des taux d'intérêt a contribué à soutenir la demande intérieure, en réduisant notamment les coûts de financement des entreprises. Les investissements dans la construction, en recul les années précédentes, ont légèrement repris en 2024.

A l'inverse, l'industrie manufacturière et le secteur exportateur helvétiques ont souffert de la faiblesse persistante de la demande étrangère, en particulier européenne, ainsi que de la force du franc suisse. Si l'industrie chimique et pharmaceutique a maintenu son rôle moteur dans les exportations, sa croissance a été relativement volatile tout au long de l'année. En revanche, les secteurs plus sensibles à la conjoncture, tels que les machines, équipements électriques et métaux (industrie MEM), ont enregistré une croissance faible, voire négative. Le taux d'utilisation des capacités de production industrielles est resté nettement en deçà de la moyenne sur l'ensemble de l'année. Le climat d'incertitude a pesé sur les investissements des entreprises en biens d'équipement, qui ont reculé en 2024.

Les difficultés de l'industrie se sont fait ressentir sur le marché du travail en Suisse. Bien que l'emploi total ait continué d'augmenter en 2024, son rythme de croissance a été moins soutenu que les années précédentes. Dans le secteur manufacturier, l'emploi a reculé. Le taux de chômage a poursuivi sa hausse entamée fin 2023, atteignant 2,60 % (corrigé des variations saisonnières) en décembre 2024, soit 0,4 point de pourcentage de plus qu'un an auparavant. La pénurie de main-d'œuvre et les difficultés de recrutement ont diminué depuis leur pic de 2022/23, mais elles restent toujours marquées dans certains secteurs.

A l'instar de la conjoncture nationale, le canton de Fribourg affiche un bilan 2024 en demi-teinte. Selon les estimations de l'institut CREA (Université de Lausanne), le PIB fribourgeois a progressé en moyenne de 0,90 % par rapport à l'année précédente sur les trois premiers trimestres de 2024, une croissance nettement inférieure à la moyenne historique située autour de 2,00 %. Cette faible dynamique s'explique par une évolution globalement

² [Prévisions conjoncturelles \(SECO\)](#) – Secrétariat d'Etat à l'économie, PIB réel corrigé des événements sportifs, état au 17.12.2024

négligence dans l'industrie. Les enquêtes du Centre de recherches conjoncturelles de l'EPFZ (KOF) montrent que, malgré une légère amélioration par rapport au printemps, les entreprises du secteur jugeaient encore majoritairement la situation des affaires comme défavorable au dernier trimestre 2024. Près de deux tiers citaient une demande insuffisante, en particulier en provenance de l'étranger, comme frein à leur activité. Sur les onze premiers mois de l'année 2024, les exportations de marchandises du canton ont reculé de 1,00 % par rapport à l'année précédente.

Le tourisme fribourgeois a également légèrement fléchi en 2024, avec une baisse de 2,40 % des nuitées hôtelières entre janvier et octobre, en comparaison avec l'année record 2023. Ce recul est notamment lié aux mauvaises conditions météorologiques du printemps et de l'été. Les acteurs touristiques ont néanmoins pu bénéficier d'excellentes conditions d'enneigement et de météo durant les fêtes de fin d'année. Le secteur de la construction a quant à lui montré des signes de redressement en 2024 après deux années de repli, tandis que le secteur du commerce s'est montré globalement stable. Dans le commerce de détail, après un petit creux au troisième trimestre, l'indicateur du KOF indiquait en fin d'année une situation des affaires considérée comme globalement satisfaisante par les détaillants fribourgeois. Le marché du travail fribourgeois a suivi une tendance similaire à celle observée au niveau national. Fin décembre 2024, le taux de chômage s'établissait à 2,80% (non corrigé des variations saisonnières), soit une hausse de 0,4 point par rapport à l'année précédente.

3.3 Contexte de fin d'année et perspectives 2025

Les perspectives pour l'économie mondiale restent modérées à moyen terme, avec des risques géopolitiques qui pourraient continuer à peser sur l'activité économique, par le biais de l'évolution des cours sur les marchés de l'énergie. De grandes incertitudes subsistent également au niveau politique, notamment en France et en Allemagne, mais également aux Etats-Unis, avec les mesures de politique commerciale et de politique économique qui seront mises en place par la nouvelle administration Trump. Les tensions commerciales, en particulier entre les Etats-Unis et la Chine, pourraient à cet égard peser sur les échanges internationaux, avec de potentielles conséquences sur l'activité économique et le niveau global de l'inflation. A court terme, la pression inflationniste devrait toutefois continuer à diminuer, ce qui pourrait déboucher sur de nouvelles baisses des taux d'intérêt directs de la part des différentes banques centrales, ces dernières cherchant aussi à soutenir une croissance économique dont le niveau reste incertain.

Au vu de ces facteurs, les prévisions économiques pour la Suisse et le canton de Fribourg sont actuellement particulièrement incertaines. Fin 2024, le Groupe d'experts de la Confédération tablait sur une légère accélération de la croissance du PIB réel suisse à 1,50 % en 2025. L'inflation devrait continuer de reculer, améliorant ainsi le pouvoir d'achat, et un nouvel assouplissement de la politique monétaire de la BNS est attendu, tandis que l'immigration restera forte. Ces facteurs devraient stimuler la demande intérieure, notamment la consommation des ménages et les investissements dans la construction.

Cependant, l'environnement macroéconomique reste complexe pour l'industrie en ce début d'année, avec une demande étrangère toujours modérée, des incertitudes géopolitiques marquées et un franc fort pesant sur la compétitivité des entreprises exportatrices. Les industriels fribourgeois interrogés par le KOF fin 2024 se montraient encore globalement réservés quant à l'évolution de la production, des exportations et de l'emploi pour les premiers mois de 2025. Un signe encourageant toutefois : leurs attentes concernant la marche des affaires des six prochains mois se sont améliorées en fin d'année. De leur côté, les détaillants fribourgeois affichaient à l'automne 2024 un certain optimisme concernant l'évolution de leur activité dans les six prochains mois.

4 Vie et activités du Conseil d'Etat

4.1 Faits marquants

Présidé en 2024 par Jean-Pierre Siggen (vice-présidence : Jean-François Steiert), le Conseil d'Etat a tenu 51 séances (47 en 2023). Il a adopté 1142 arrêtés (1218 en 2023), 36 nouveaux règlements et ordonnances et 35 révisions partielles de règlements ou ordonnances existants (2023 : 40 et 40). Il a transmis 11 projets de loi (2023 : 20), 21 projets de décret (2023 : 22) et 22 rapports (2023 : 29) au Grand Conseil.

Les journées au blanc à Schwarzsee se sont déroulées sur les thèmes suivants : Projet de loi sur les langues (DIAF), communication du Conseil d'Etat lors des votations (CHA) ainsi qu'une journée afin de donner une vue d'ensemble de la problématique des enfants et des jeunes en difficulté, des mesures mises en œuvre, des besoins dans les différents domaines et des problématiques actuelles (DSAS). Les journées au vert ainsi que celles d'automne ont été annulées.

Comme à son habitude, le Conseil d'Etat est allé à la rencontre d'acteurs cantonaux et nationaux (plus d'informations sur la page Facebook du Conseil d'Etat). Les visites protocolaires de l'An avec les autorités législatives, religieuses et judiciaires à l'Hôtel cantonal ont marqué le début de l'année politique. La rencontre avec les préfets au centre de la Gouglera, en Singine, celle avec le comité de l'Association des communes fribourgeoises et celle avec le Conseil communal de la Ville de Fribourg ont été l'occasion d'échanger sur des sujets d'actualité. Sa séance hors-les-murs prévue initialement dans le district de la Glâne a été annulée. La journée des entreprises a eu lieu dans l'Intyamon, plus particulièrement à Enney, avec la visite des entreprises suivantes : R. Morand et Fils SA, ICube SA et Bultech Précisions SA. Le Gouvernement a pu vivre les séances de travail avec ses homologues des cantons voisins. Les gouvernements du Jura, de Neuchâtel et du Valais ont été accueilli dans le canton de Fribourg, respectivement à Charmey, Estavayer-le-Lac et aux Paccots. Le Gouvernement bernois a accueilli le Conseil d'Etat fribourgeois. Le Gouvernement uranais a été reçu à Fribourg, y a découvert la vieille ville de Fribourg, puis a visité l'entreprise Liebherr à Bulle avant de découvrir les vignobles de l'Etat de Fribourg dans le Lavaux (avant le début des travaux) dans le cadre des rencontres confédérales entre cantons. Le Conseil d'Etat a lui été accueilli par le gouvernement de Thurgovie. La rencontre avec le Bureau du Grand Conseil a eu lieu dans le cadre d'une visite au SiTel, suivi d'un repas à Corminboeuf. 2 visites d'ambassades ont eu lieu à Fribourg : Croatie et Espagne, avec une visite d'entreprises qui a suivi le repas avec l'ambassadrice d'Espagne. Le Conseil d'Etat a siégé à quatre reprises avec la députation fribourgeoise aux chambres fédérales afin d'examiner les dossiers cantonaux prioritaires sur la scène fédérale.

Une rencontre de travail a été organisée à la Chancellerie avec Mme la Conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider. Le traditionnel match aux cartes entre le Conseil d'Etat et l'évêché a eu lieu à l'Evêché, en présence d'un invité de marque, M. le Conseiller fédéral Guy Parmelin. Le canton de Fribourg a été accueilli comme invité d'honneur de la Braderie de Porrentruy durant le dernier week-end du mois d'août.

L'association [Région capitale suisse](#) (RCS) regroupe cinq cantons (Fribourg, Berne, Neuchâtel, Soleure et le Valais), ainsi que plusieurs villes, communes et organisations régionales. Le Conseiller d'Etat Didier Castella a été nommé Co-président de l'association. Chaque année, un forum est organisé sur un des sept thèmes clés défini par la RCS. Le 29 novembre, le canton de Fribourg a reçu et a collaboré à l'organisation du Forum 2024 sur le thème « Ensemble vers l'alimentation de demain ». L'évènement a reçu 120 participants et participantes issus de milieux économique et politique ou de l'administration et a recensé de nombreux retours positifs.

Parmi les manifestations traditionnelles du Gouvernement figurent la réunion annuelle avec les cadres supérieur-e-s de l'administration cantonale qui a eu lieu à Chatel-St-Denis sous le thème de la Géoinformation. La journée de détente avec les anciens membres du Gouvernement a permis une visite de la BCF Arena. Le Conseil d'Etat a en outre rendu hommage à 36 Fribourgeois et Fribourgeoises célébrant leur 100^e anniversaire.

Le Conseil d'Etat accorde une importance particulière à la création et à l'entretien des contacts avec ses partenaires hors canton. Dans ce cadre, il a accueilli des invités à la Bénichon des entreprises, à Espace Gruyère à Bulle ainsi que qu'à la cérémonie d'ouverture du FIFF. Il a invité les hauts cadres de la Confédération proches de Fribourg ainsi que les Parlementaires dans le cadre du 20^{ème} anniversaire du Festival de musique sacrée à Fribourg et a mené plusieurs opérations de relations publiques en marge des rencontres à domicile du HC Fribourg-Gottéron.

4.2 Dossiers spéciaux

4.2.1 Ukraine

Sur l'ensemble de l'année 2024, la migration en provenance de l'Ukraine s'est stabilisée à un niveau particulièrement élevé, avec une légère diminution durant les mois de juin et octobre. Ainsi, ce sont **565 personnes** qui sont arrivées d'Ukraine dans le canton.

A la fin 2024, 4622 personnes accueillies dans le cadre de l'asile séjournent dans le canton, dont 2765 en provenance d'Ukraine. Depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine en février 2022, la conduite et la coordination des opérations d'accueil, d'hébergement et d'encadrement des réfugié-e-s ukrainiens est assuré par l'Etat-major Ulysse désigné par le Conseil d'Etat et présidé par le chef du Service de l'action sociale. Le chef de l'Etat major informe régulièrement la Délégation du Conseil d'Etat pour la crise migratoire, composée des conseillers et conseillère d'Etat Philippe Demierre (Président), Sylvie Bonvin Sansonnens et Romain Collaud sur l'état de situation.

Accueil et hébergement. Principalement situé au centre des Grand-Places le dispositif a été mis sous pression par les nombreuses arrivées, mais aussi par les nombreux départs. Selon les statistiques du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), ce sont 335 personnes venant d'Ukraine qui ont quitté le territoire cantonal. Le canton compte encore 85 familles qui accueillent 131 personnes, en très grande majorité d'origine ukrainienne.

En matière **d'insertion professionnelle**, au 31 décembre 2024, 401 personnes en provenance d'Ukraine exerçaient une activité lucrative sur un total de 1537 personnes potentiellement actives (18 à 64 ans).

Scolarité. Au début de l'année scolaire 2024, 730 élèves (1H-12H), dont 515 d'Ukraine et 215 d'autres provenances étaient intégrés dans le système scolaire fribourgeois.

Santé. La fermeture de l'unité de soins à Billens en mai a été suivie, quelques semaines plus tard, de l'ouverture d'un nouveau centre à Givisiez pour l'accueil de personnes âgées ou vulnérables. La guerre en Ukraine a entraîné une augmentation significative du nombre de personnes âgées issues de l'asile en Suisse. [Le foyer des Coquelicots](#) a été ouvert pour répondre à leurs besoins spécifiques et pour pallier le manque de places en EMS. Depuis la mi-juillet, ce foyer héberge près de vingt requérant-e-s d'asile âgés ou souffrant de problèmes de santé.

L'aide matérielle accordée aux personnes avec une protection provisoire (permis S), les frais du personnel d'encadrement et d'administration ainsi que les frais de fonctionnement des centres d'hébergement se sont élevés en 2024 à 54 639 628 francs (contre 48 817 714 francs en 2023). Les forfaits versés par la Confédération pour lesdites personnes se montent à 52 906 976 francs (contre 40 475 056 francs en 2023). Après prise en compte des frais supplémentaires liés à la gestion de la crise ukrainienne, il résulte ainsi un solde à la charge de l'Etat de 11 732 652 francs (contre 8 342 658 francs en 2023).

4.3 Relations extérieures

Le Directeur de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle, Olivier Curty, représente le canton de Fribourg à la Conférence des Gouvernements cantonaux (CdC). Le Conseiller d'Etat participe aux quatre Assemblées plénières annuelles de cette dernière et également à la Commission Europe, dont il est membre. L'année 2024 a été marqué par [la prise de position commune](#) des cantons du 2 février 2024 sur le dossier européen et l'adoption du mandat de négociation avec l'UE en mars 2024 qui a été [saluée par les cantons](#). L'évolution des négociations, ainsi que les relations entre la Suisse et l'Union européenne, sont régulièrement suivies par la Commission Europe que ce soit au niveau de la politique extérieure ou intérieure. Par ailleurs, les cantons ont également pris position sur les objets des votations fédérales des mois de mars, septembre et novembre. Ils ont plébiscité le refus de l'initiative d'allègement des primes en privilégiant des solutions ciblées, l'adoption de la loi sur l'électricité, le soutien au financement uniforme des prestations dans le système de santé et l'adoption de l'étape d'aménagement 2023 des

routes nationales. Les cantons, via la CdC, ont également adopté le rapport sur l'évaluation de l'efficacité 2020-2025 de la péréquation financière entre la Confédération et les cantons. Finalement, les cantons restent attentifs aux projets concernant l'assainissement des finances de la Confédération, notamment en lien avec le projet « Désenchevêtrement 27 ».

Pour la période 2024-2026, le canton de Fribourg assure la vice-présidence de la Conférence des Gouvernements de Suisse occidentale (CGSO). Le Conseiller d'Etat Olivier Curty assure ce mandat, ainsi que la représentation du canton au sein de la CGSO. Cette conférence a également porté une grande attention sur le dossier européen en soutenant l'adoption du projet de négociation en février 2024. La CGSO a écouté différents spécialistes de la pénurie de main d'œuvre, thématique centrale pour l'année 2024. De plus, elle a suivi de manière attentive la politique des médias lors des débats aux Chambres fédérales.

Le Comité de l'association Région capitale suisse (RCS) dispose d'une Co-présidence, à laquelle le Conseiller d'Etat Didier Castella a été nommé en 2023 pour une période de deux ans. Dans ce contexte, le canton de Fribourg a accueilli et a collaboré à l'organisation du Forum 2024 « Ensemble vers l'alimentation de demain », thème en accord avec la politique du Conseil d'Etat en faveur du secteur agricole et agro-alimentaire. Le Forum a été l'occasion de remettre le « Prix du bilinguisme », soutenant la relève culturelle dans la Région capitale suisse, autre priorité du Conseil d'Etat.

La Chancelière d'Etat, Danielle Gagnaux-Morel, représente le canton de Fribourg auprès de la Fondation ch. En 2024, la Fondation ch a adopté son programme de travail pour les années 2025 à 2028, avec pour titre « Miser sur le fédéralisme et la diversité », axé sur quatre objectifs stratégiques : tirer parti des atouts du fédéralisme, mieux faire connaître le fédéralisme, promouvoir l'entente et défendre la pluralité propre au fédéralisme dans et à travers le journalisme. La Fondation ch a également finalisé le projet d'élaboration de modules didactiques consacrés au fédéralisme. Deux modules ont été conçus à l'attention de groupes de 12 ans et plus afin d'expérimenter la démocratie et le fédéralisme.

La liste ci-dessous mentionne les représentants et représentantes du Gouvernement qui occupent des fonctions dirigeantes au sein de différents organes cantonaux, intercantonaux et régionaux :

Représentant	Nom	Fonction
Jean-Pierre Siggen, directeur des finances	Conférence latine des directeurs cantonaux du numérique (CLDN)	Vice-président
Jean-François Steiert, directeur du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement	Conférence suisse des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DTAP)	Président
	Conférence tripartite (CT)	Président
	Conférence des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement de la Suisse occidentale et latine (CDTAPSOL)	Président
	Conférence des transports de Suisse occidentale (CTSO)	Président
	Conférence des directeurs cantonaux des transports publics (CTP)	Membre du comité
Olivier Curty, directeur de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle	Conférence des chefs de département de l'économie publique de Suisse occidentale (CDEP-SO)	Président
	Conférence des gouvernements de Suisse occidentale (CGSO)	Vice-président
	Conférence des chefs des départements cantonaux de l'économie publique (CDEP)	Membre du comité
	Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (CDEn)	Membre du comité

Représentant	Nom	Fonction
	Comité gouvernemental HES-SO	Membre du comité
Didier Castella, directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts	Région capitale suisse (RCS)	Co-président
	Conférence des directeurs cantonaux de l'agriculture (CDCA)	Vice-président
Sylvie Bonvin-Sansonens, directrice de la formation et des affaires culturelles	Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) : Assemblée plénière Culture	Présidente
	Conférence suisse des hautes écoles (CSHE)	Vice-présidente
	Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP)	Membre du Comité
Danielle Gagnaux-Morel, chancelière d'Etat	Conférence latine des Chanceliers d'Etat	Présidente
	Fondation ch pour la collaboration confédérale	Membre du Comité directeur
	Conférence des Chanceliers d'Etat (CCE)	Membre du Comité

4.4 Chiffres clef

4.4.1 Instruments parlementaires

Les informations détaillées et l'état de traitement de chaque instrument parlementaire peuvent être consultés sur le site du Grand Conseil (<http://www.parlinfo.fr.ch/fr/politbusiness/parlamentvorstoesse/>).

Motions, postulats, mandats et motions populaires

	Transmis au Conseil d'Etat durant l'année 2024	En cours de traitement au Conseil d'Etat	Suite directe ou rapport transmis par le Conseil d'Etat	En cours de traitement au Grand Conseil	Accepté par le Grand Conseil	Refusé par le Grand Conseil	Retiré par les auteur-e-s
Motions	37 (53*)	43	2	3	13	12	11
Postulats	7 (15*)	8	13	-	7	-	2
Mandats	6 (7*)	7	1	1	6	-	2
Motions populaires	3 (2*)	4	-	-	-	-	-

Questions

Le Conseil d'Etat a reçu 118 (99*) questions des député-e-s.

* : chiffres 2023

Texte (Style Normal)

4.4.2 Etat du personnel

Pouvoirs – Directions Centres de charges	Comptes 2024 EPT	Comptes 2023 EPT	Ecarts EPT
Pouvoirs et Directions	9397,83	9171,39	226,44
Pouvoir législatif	7,97	7,88	0,09
Pouvoir judiciaire	359,67	350,83	8,84
Pouvoir exécutif	7,00	7,00	0
Chancellerie d'Etat	49,39	50,44	-1,05
Direction de la formation et des affaires culturelles	5340,56	5224,71	115,85
Direction de la sécurité, de la justice et du sport	1050,95	1023,66	27,29
Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts	462,22	460,36	1,86
Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle	987,58	964,93	22,65
Direction de la santé et des affaires sociales	196,90	182,16	14,74

Pouvoirs – Directions Centres de charges	Comptes 2024 EPT	Comptes 2023 EPT	Ecart EPT
Direction des finances	499,54	484,42	15,12
Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement	436,05	415,00	21,05
Secteurs	9397,83	9171,39	226,44
Administration centrale	3134,15	3038,92	95,23
Secteur de l'enseignement	5852,01	5722,40	129,61
Secteur hospitalier	18,61	18,12	0,49
Secteurs spéciaux et établissements d'Etat	393,06	391,95	1,11

4.4.3 Fluctuation du personnel

Pouvoirs – Directions	Fluctuation 2024 %	Fluctuation 2023 %
Etat de Fribourg	5,39	5,16
Pouvoir législatif	12,55	7,63
Pouvoir judiciaire	4,70	3,72
Conseil d'Etat	0	0
Chancellerie d'Etat	3,36	2,61
Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle	3,31	4,30
Direction de la formation et des affaires culturelles	3,43	3,45
Direction des finances	4,38	4,50
Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts	6,12	6,17
Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement	6,51	4,98
Direction de la santé et des affaires sociales	9,10	7,73
Direction de la sécurité, de la justice et du sport	4,80	5,14

La base du calcul de la fluctuation du personnel est :

Nombre EPT (équivalent plein temps) qui ont quitté l'Etat durant l'année x 100

Nombre EPT moyen sur l'année

Les EPT comprennent uniquement le personnel avec un contrat à durée indéterminée. La fluctuation peut grandement varier dans les unités administratives de petite taille, sans que ce soit un indicateur sur le fonctionnement du service. Il faut toujours analyser sur une période de plusieurs années et faire des analyses au cas par cas pour trouver les raisons d'une fluctuation élevée.

5 Rapport d'activité des Directions

5.1 Direction de la formation et des affaires culturelles DFAC

5.1.1 Faits marquants de l'activité de la Direction

5.1.1.1 Activités générales et mise en place d'une suppléance à la tête de la DFAC

La Direction a veillé à la mise en œuvre du programme gouvernemental 2022-2026 du Conseil d'Etat, notamment en déclinant ses objectifs de législature avec ses unités dépendantes ou rattachées. Par l'intermédiaire de ses services, elle pilote la mise en œuvre des mesures, le contrôle de leurs résultats et l'adoption de mesures correctrices. Mme la Conseillère d'Etat, Directrice, Sylvie Bonvin-Sansonnens a été éloignée de son activité pour raisons médicales du 2 novembre 2023 au 17 janvier 2024. M. le Conseiller d'Etat, Directeur IAF, Didier Castella a assuré la suppléance durant cet intervalle.

En 2024, le Secrétariat général a été très engagé en particulier dans l'organisation de l'audit du Service de l'enseignement obligatoire de langue française (SEnOF) demandé au Conseil d'Etat par le Grand Conseil. Afin d'assurer un échange d'informations et une coordination dans le pilotage de l'enseignement, il organise et convoque en principe chaque lundi une conférence des cheffes et chefs des services de l'enseignement de la DFAC (CCSE), comprenant également les services du sport (depuis 2022, dépendant de la DSJS) et des ressources, voire le Service de la formation professionnelle (DEEF) au besoin. Enfin, parmi les collaborations avec d'autres Directions, on mentionnera notamment la participation aux commissions informatiques spécialisées (en particulier, enseignement, cyberadministration et priorisation générale), à la commission d'examen des projets immobiliers de l'Etat (ComEx), à la commission des subventions, aux différents organes liés à la mise en œuvre de la nouvelle version du logiciel financier de l'Etat (SAP).

5.1.1.2 Un projet pour l'équipement numérique de l'école obligatoire et une semaine du Climat portée par plus de 10 000 élèves et leurs enseignant-e-s

En décembre 2023, le Grand Conseil a renvoyé le projet de stratégie cantonale d'éducation numérique au Conseil d'Etat. Ce renvoi portait sur des points spécifiques qui ont redéfini le périmètre du projet et par conséquent nécessité un nouveau nom. On parlera désormais de Reprise cantonale du financement et de la gestion du parc informatique de l'école obligatoire (1H-11H) ou plus simplement d'Equipement numérique pour l'école obligatoire (1H-11H) avec l'acronyme ENEO.

En effet, les dépenses liées aux aspects pédagogiques (formation et accompagnement du corps enseignant en éducation numérique) ont été sorties du projet à la demande du Grand Conseil. Elles seront financées par les budgets ordinaires des services. Le projet porte désormais essentiellement sur les aspects matériels : l'équipement numérique des élèves, du corps enseignant et du personnel administratif cantonal sera pris en charge par le canton. Un portail d'acquisition géré par l'Office cantonal du matériel scolaire, une gestion centralisée des appareils et le renforcement du support utilisateur sont prévus, ceci en respectant les enjeux de sécurité, de santé, de durabilité et d'économicité. Des rapports complémentaires ont été rajoutés sur les problématiques environnementales, de santé ainsi que sur les expériences de numérisations dans d'autres cantons et à l'étranger. Le Conseil d'Etat a soumis la nouvelle version du projet au Grand Conseil à l'automne 2024.

Même si les aspects pédagogiques ne font plus partie du projet, la formation des enseignant-e-s francophones en éducation numérique reste un incontournable, comme pour leurs collègues germanophones déjà formés. Elle a débuté durant l'année scolaire 2023/24, avec près de 700 enseignant-e-s des classes de 1H-2H et une partie des 3H-4H. Pour l'année 2024/25, ce seront 700 enseignant-e-s supplémentaires de 3H-4H et de 5H-6H qui termineront leur parcours de formation.

Les coûts cumulés du projet sur cinq ans dépassent le seuil du référendum financier obligatoire et celui-ci sera donc soumis à la population, comme prévu initialement.

L'éducation en vue du développement durable (EDD) c'est permettre aux enfants et aux jeunes de comprendre les défis mondiaux et leurs causes ainsi que d'apprendre des options d'action pour les surmonter. Renforcer ce domaine de formation interdisciplinaire est l'une des priorités de la DFAC. Plus de 10 000 élèves de l'école obligatoire, soit un quart des effectifs, ont relevé le défi de la première édition de la Semaine pour le climat. Parmi les nombreuses activités proposées figuraient la confection d'un goûter respectueux de l'environnement, l'élaboration d'un calendrier des fruits et des légumes cultivés en Suisse et leur saison de récolte, la découverte d'astuces pour économiser l'énergie et limiter le gaspillage notamment quant à sa mobilité ou à sa consommation des réseaux sociaux via le téléphone portable.

5.1.1.3 Regroupement HEP|PH-FR – UNIFR et autres grands travaux

Il existe actuellement 3 sites de formations distincts pour le corps enseignant. En 2021, le Conseil d'Etat a confirmé son intention de réunir toute la formation à l'enseignement sous un même toit et a décidé que la formation du corps enseignant du primaire dispensée par la HEP|PH FR rejoindra l'Université. Les travaux se sont poursuivis durant toute l'année 2024 : le comité de pilotage présidé par la Directrice FAC s'est réuni à quatre reprises en 2024, mandatant et validant les travaux des organes opérationnels. Une étape clé a été franchie, soit la création de la nouvelle faculté des sciences de l'éducation et de la formation avec l'approbation des statuts de l'Université de Fribourg par le Conseil d'Etat. La nouvelle faculté accueillera sa première volée d'étudiant-e-s dès le semestre d'automne 2025. Les conditions d'admission en vigueur à la HEP|PH FR restent les mêmes, tout comme les titres délivrés. C'est le Service des affaires universitaires (SAfU) qui assure le suivi de ce dossier.

Le projet de nouveau bâtiment pour la Faculté de droit sur les terrains de la Tour Henri a été ralenti une nouvelle fois en raison de prises de position de la Commission fédérale des monuments historiques et de la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage. Le projet a ainsi dû être adapté pour répondre à certaines exigences. Le Conseil d'Etat a adjudgé le marché de planificateur général en technique du bâtiment et le marché de planificateur général construction du bâtiment de chimie PER10. Le Comité de pilotage et le comité de projet pour l'assainissement du bâtiment de chimie PER10 de l'Université de Fribourg ont été nommés.

5.1.1.4 Enquête sur le temps de travail des enseignants et des enseignantes

L'enquête sur le temps de travail des enseignantes et enseignants s'est déroulée durant toute l'année 2023 et a concerné l'ensemble du corps enseignant. Pour mener à bien leurs missions, les enseignant-e-s ont une grande autonomie dans leur emploi du temps avec des heures de travail (1900 heures) réparties sur l'entier de l'année et 4 champs d'activité distincts : enseignement (80-85 %), suivi des élèves (5 à 10 %), fonctionnement de l'école (5 à 10 %) et formation continue (3 à 5 %). Il s'agit de vérifier si les éléments tels que définis il y a plus de vingt ans sont toujours actuels. L'enquête a connu un grand succès : 85 % des personnes concernées y ont participé.

L'enquête confirme que les enseignant-e-s engagés à plein temps travaillent très légèrement moins que le temps de travail annuel défini dans leur contrat et que la répartition du temps de travail entre les 4 domaines d'activités telle que définie par règlement il y a 20 ans est toujours actuelle. Si les enseignant-e-s se disent très satisfaits de leur métier, l'organisation du travail pour les temps partiels devra faire l'objet d'une analyse qualitative approfondie. En effet, les enseignant-e-s dont le taux d'activité est inférieur ou égal à 40 % ont annoncé de nombreuses heures supplémentaires.

Ces informations quantitatives doivent être complétées par des données qualitatives. Il convient de considérer plus finement les facteurs qui conduisent, selon les degrés d'enseignement, les enseignant-e-s à temps partiel à indiquer des heures supplémentaires, ceci dans le but d'y remédier. Les facteurs de stress mentionnés seront aussi approfondis. Parmi les mesures à analyser : l'optimisation des heures consacrées au domaine de travail « Fonctionnement de l'école », la clarification de ce qui relève d'un engagement personnel dans le métier et d'une contrainte de l'employeur, l'agencement des taux de travail partiels ou encore l'amélioration des conditions de l'entrée dans le métier. L'existence de quelques biais comme l'indication d'heures alors qu'elles sont rémunérées en plus pour des surveillances à midi, des participations à des groupes de travail ou commission d'examens sera aussi considérée.

Ce travail qualitatif se réalisera en collaboration avec des enseignant-e-s, des directions d'école et des représentant-e-s des associations et syndicats d'enseignants, et ce durant l'année scolaire 2024/25.

Les services de l'enseignement et le [Service des ressources](#) (SRess) entretiennent des contacts fréquents avec les associations professionnelles du personnel enseignant. La Directrice de la formation et des affaires culturelles a reçu les représentant-e-s des associations faitières de la FAFE et du SSP pour échanger sur des thèmes d'intérêts réciproques à trois reprises.

5.1.1.5 Collaborations intercantionales

Après plus de 15 ans d'échanges, le souhait exprimé par plusieurs communes vaudoises et fribourgeoises - proches géographiquement - de pouvoir développer des collaborations intercommunales dans le domaine scolaire trouve sa concrétisation grâce à la convention cadre signée le 18 janvier 2024 à Murist par Madame Sylvie Bonvin-Sansonnens, Conseillère d'Etat fribourgeoise et Monsieur Frédéric Borloz, Conseiller d'Etat vaudois. Cette convention-cadre permet à toute commune autour de la frontière valdo-fribourgeoise de convenir de scolariser ses élèves dans l'autre canton. Ainsi, dès la rentrée scolaire 2024/25, les élèves vaudois de 1H à 8H des deux communes de Champtauraz et de Treytorrens sont scolarisés dans la localité de Murist (Estavayer) au lieu de Granges-près-Marnand (Valbroye) et les élèves vaudois de 9H à 11H à Estavayer-le-Lac au lieu de Payerne.

La Directrice FAC est membre de l'Assemblée plénière de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) et, depuis fin 2022, également membre du Comité de la CDIP. Le Secrétaire général de la DFAC prépare les dossiers de la Directrice FAC pour ses différentes séances.

La Directrice FAC est vice-présidente de la Conférence suisse des hautes écoles CSHE.

La Directrice FAC est membre de l'Assemblée plénière de Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP), conférence qui a fêté ses 150 ans d'existence. Elle préside l'Assemblée plénière Culture qui a été créée en 2023. Elle aussi membre de l'assemblée plénière de la Conférence de l'instruction publique de la Suisse du Nord-Ouest (NWEDK). C'est le chef du Service de l'enseignement obligatoire de langue allemande (DOA) qui siège à la Conférence des secrétaires de départements de la NWEDK.

5.1.1.6 Enseignement obligatoire

Au niveau de l'école obligatoire, trois services de l'enseignement sont responsables de la conduite pédagogique et de la gestion de l'enseignement. Il s'agit du [Service de l'enseignement obligatoire de langue française SEnOF](#), du [Service de l'enseignement obligatoire de langue allemande DOA](#) et du [Service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aide SESAM](#).

Point fort pour le service de l'enseignement obligatoire de langue française (SEnOF) :

4^e et 5^e volet de l'exposition « les Fribourgeoises sortent de l'ombre ». Elaboré dans l'idée de commémorer les 50 ans du droit de vote des femmes en Suisse et à Fribourg, ce projet original et ambitieux a été développé par les élèves de 10H pour leurs pairs. L'exposition permet d'aborder les permanences et les changements des sociétés. Les élèves ont été invités à faire des va-et-vient entre le présent et le passé et à réfléchir autour de leur propre situation sans provoquer de conflit de loyauté. En effet, la matière analysée est ancienne et concerne le canton de Fribourg. Ce processus est important et utile pour l'intégration des jeunes issus de la migration qui peuvent ainsi s'approprier le passé du lieu qu'ils habitent.

Point fort pour le service de l'enseignement obligatoire de langue allemande (DOA) :

La numérisation modifie profondément notre société et impacte également les écoles. Elle modifie les méthodes d'enseignement et d'apprentissage, influence la collaboration, la communication et l'organisation du travail. Il s'agit de soutenir les écoles dans la gestion ce changement, de les aider à saisir les opportunités tout en minimisant les risques. Cela est possible par la mise en œuvre du module Médias et Informatique (M&I) du Lehrplan 21. Pour que les appareils numériques soient utilisés à bon escient, il est essentiel d'intégrer le changement numérique comme partie intégrante du développement scolaire. Au cours de cette année scolaire, l'accent a été mis sur les réunions de réseau, les formations continues et les échanges de bonnes pratiques.

Point fort pour le service de l'enseignement spécialisé (SESAM) :

En janvier 2024, l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) a annoncé vouloir uniformiser sa pratique pour la prise en charge des moyens techniques auxiliaires (MTA) accordés aux élèves présentant un trouble précoce de l'apprentissage. Cette décision a contraint le SESAM à trouver rapidement des moyens supplémentaires car les MTA étaient jusqu'ici financées par l'Office cantonal de l'assurance invalidité (AI). Dès le 1^{er} juillet 2024, le SESAM a repris le financement des MTA ainsi que les tâches de gestion, d'analyse des demandes et de prise de décision plus la formation, ceci en collaboration avec le DOA et le SEnOF

Programmes et activités communes

Programme Sports-Arts-Formation (SAF) permet aux sportifs et sportives de talent ainsi qu'aux artistes d'obtenir des allègements ou aménagements scolaires et des mesures particulières. Pour l'année scolaire 2024/25, **650** demandes ont été reçues et **556** acceptées dont **323** en statut « SAF », **196** en statut « Espoirs » et **37** en « Ecolage hors canton ». Sur ce nombre de demandes acceptées, **58** concernent des artistes dans les domaines de la danse et de la musique, alors que les autres élèves sont des sportifs. Il est à noter aussi que **3** talents sportifs proviennent d'autres cantons. Au secondaire I, **221** élèves bénéficient du programme alors qu'ils sont **264** au secondaire II et **64** en formation professionnelle. État décembre 2024.

Culture & Ecole est un programme de sensibilisation et d'accès à la culture pour les élèves de la scolarité obligatoire du canton. Durant l'année scolaire 2023/2024, près de 28 369 (34 820) élèves ont pris part à une activité du programme annuel et 15 433 (4000) élèves ont bénéficié d'une offre du Festival Culture & École, soit un total de 43 802 participant-e-s. Les enseignant-e-s ont pu choisir parmi près de 300 activités différentes en français, en allemand ou bilingues en profitant de bons de réduction ou de la gratuité. Les classes ont eu aussi la possibilité de se déplacer vers le lieu culturel de leur choix en transports publics, sans frais supplémentaires.

Le Bureau santé à l'école a mené diverses activités comme l'accompagnement de plusieurs établissements scolaires par REPER pour l'entrée dans le Réseau des écoles en santé et durables (Réseau fribourgeois d'écoles 21 : RfE21), la coordination de différentes formations continues avec la HEP, la mise en place de certains projets-pilotes (notamment : L'école en action, MindMatters, Méthode de la préoccupation partagée), la poursuite des formations pour les directions d'établissement sur la thématique « Prendre soin de soi et enrichir ses ressources ».

5.1.1.7 Après l'école obligatoire

Trois services de la DFAC offrent des prestations aux jeunes qui terminent l'école obligatoire. Il s'agit du Service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes SOPFA, du Service de l'enseignement secondaire du deuxième degré S2 qui est responsable de la gestion générale des gymnases, écoles de commerce et écoles de culture générale ainsi que du Service des subsides de formation SSF.

Dans les écoles du secondaire 2 (S2), le déploiement du concept BYOD (les élèves apportent leur propre ordinateur en classe) se poursuit sans difficulté : toutes les classes, à l'exception des classes terminales, l'utilisent donc désormais. L'encouragement de la formation continue du personnel enseignant reste une priorité des directions d'école, avec un accent sur l'intelligence artificielle, entrée dans le quotidien de l'école notamment sous la forme de « chatbots » génératifs et de programmes de traduction. Afin de soutenir l'intégration de l'IA dans les écoles du secondaire 2 fribourgeoises, le S2 a émis des consignes. Une utilisation éthique, sécurisée et efficace de ces technologies doit être garantie.

Le projet Matu27 lancé en 2023 se poursuit. Les travaux de réforme seront réalisés grâce à un mode participatif : des groupes de travail (mandats partiels) ont été constitués pour traiter cinq domaines thématiques spécifiques. Une page web ad hoc permet aux personnes intéressées de suivre les principales étapes du projet.

Le Centre de carrières du service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes (SOPFA) est opérationnel à la route des Arsenaux 41, à Fribourg. Il propose du conseil de carrière spécifique pour chaque adulte qui en a besoin et qui souhaite évoluer dans sa vie professionnelle. Basé sur un concept multisensoriel et cross-media, le Centre de carrières met directement à l'aise tout visiteur et visiteuse, avec la possibilité de s'informer seul, d'être accompagné, puis de profiter de conseils de professionnels. Tout cela est déployé sur 300 m².

5.1.1.8 Affaires culturelles et patrimoine

Outre sa mission de promotion des activités culturelles notamment par l'octroi de subventions, le Service de la culture SeCu supervise les activités de plusieurs institutions culturelles. Il s'agit de la Bibliothèque cantonale et universitaire (BCU), du Conservatoire de Fribourg (COF), du Musée d'art et d'histoire (MAHF), du Musée d'histoire naturelle (MHN), du Château de Gruyères, du Vitrocentre Romont, Centre suisse de recherche sur le vitrail et les arts du verre, l'Espace Jean Tinguely - Niki de Saint-Phalle ainsi que du Musée romain de Vallon.

La première étape des travaux de révision de la loi sur les affaires culturelles s'est achevée avec l'adoption, par le Conseil d'Etat, d'un nouveau Concept Culture qui précise des principes, des orientations stratégiques ainsi que des mesures d'action. Elaboré grâce à une large démarche participative, il a servi de référence à la rédaction de l'avant-projet de loi sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC) mis en consultation en juin 2024 et qui remplacera la loi sur les affaires culturelles de 1991. Cet avant-projet veut donner un cadre approprié à l'encouragement public des activités culturelles, par une meilleure collaboration entre les collectivités publiques et avec le milieu culturel, par une mise en évidence de la complémentarité entre la culture amateur et professionnelle, par l'ancrage territorial des activités culturelles. Il s'agit aussi de consolider la position du canton de Fribourg au niveau suisse. Dans ce même contexte, un avant-projet de loi sur les institutions culturelles de l'Etat a également été mis en consultation. Cet avant-projet vise à adapter les missions des institutions culturelles de l'Etat aux enjeux actuels et aux finalités de l'encouragement public des activités culturelles.

Dans le cadre de la célébration des 200 ans du Musée d'art et d'histoire et du Musée d'histoire naturelle de nombreux événements et activités ont été proposés à la population, parfois aussi en collaboration avec Fribourg Tourisme. La fréquentation des musées est réjouissante. 13 045 personnes ont poussé les portes du Musée d'art et d'histoire alors que 18 558 ont visité l'Espace Jean Tinguely – Niki de Saint Phalle. Le Musée d'histoire naturelle a séduit 60 026 visiteurs et visiteuses, dont 9596 élèves.

Le Service des biens culturels SBC protège et conserve les biens culturels en fournissant les informations, conseils et aides nécessaires aux autorités compétentes et aux propriétaires. Le Service archéologique SAEF a pour missions d'identifier, d'inventorier et recenser les biens culturels archéologiques.

Pour le Service des biens culturels (SBC), l'année 2024 s'inscrit dans la continuité des grands projets de recensement, notamment les révisions des recensements de sites construits (ISOS et SCROL) en collaboration avec la Confédération et le recensement des archives et des biens meubles (RAMP) en collaboration avec les paroisses catholiques, ainsi que dans le suivi quotidien de plus de 2500 dossiers de conservation/restauration. L'année a été marquée à l'interne par la refonte des pages internet du SBC, améliorant l'information au citoyen, et par la consolidation de structures et processus. Pour le grand public, les Journées européennes du Patrimoine (JEP) ont réuni en deux jours plus de 4200 visiteurs sur 15 sites autour du thème « Réseaux » et une exposition temporaire au MAHF a mis en scène les stalles en restauration de l'abbaye d'Hauterive, démontées pour la première fois de leur histoire. En prévision des défis patrimoniaux à venir, le SBC a terminé la mise sur pied du Groupe de réflexion sur l'avenir du patrimoine religieux et s'est investi à plusieurs niveaux et avec divers partenaires externes dans le débat sociétal de la culture du bâti de qualité.

L'équipe médiévale du Service archéologique (SAEF) a poursuivi durant toute l'année les fouilles des tombes et des fondations autour de la cathédrale St-Nicolas en accompagnement de la requalification du Bourg de Fribourg. L'année a également été marquée par les fouilles et sondages de vestiges datés de la protohistoire et de l'époque romaine dans l'extension de la zone industrielle de la Prila à Bulle préalablement au démarrage du chantier Rolex. De nombreuses autres opérations ont été menées sur l'ensemble du territoire cantonal, tandis qu'une importante publication monographique sur l'agglomération romaine de Marsens/En Barras, fouillée lors de la construction de l'autoroute, a pu être finalisée et diffusée. Diverses actions de médiation culturelle, ainsi que la nouvelle série de documents grand public Foc/kus, permettent de faire découvrir les activités de l'archéologie cantonale au grand public. Les résultats des travaux sont également documentés dans le dernier volume annuel des Cahiers d'archéologie fribourgeoise qui est paru en janvier et sera bientôt disponible en ligne.

5.1.1.9 Crise ukrainienne

Les mesures mises en place en 2022 pour les élèves ukrainiens accueillis dans les écoles fribourgeoises ont été maintenues en 2024. La Direction a intensifié un dispositif existant, celui de l'accueil des enfants migrants, en particulier la mise à disposition de cours spécifiques de français langue seconde (FLS) et « Deutsch als Zweitsprache (DaZ) » pour les élèves de l'école obligatoire et l'offre de préscolarisation auprès de l'Ecole professionnelle artisanale et industrielle (EPAI, dépendant de la DEEF) pour les jeunes du post-obligatoire. Pour l'école obligatoire, le seuil des 500 élèves a été dépassé à fin 2022. Il est resté plus ou moins stable depuis lors. La Direction est partie prenante de la Délégation du Conseil d'Etat dévolue à la crise ukrainienne, délégation renommée « Migration » du fait des autres augmentations de flux migratoires intervenues en 2023 et 2024. Une augmentation du nombre d'élèves migrants du Moyen-Orient et d'Afrique est constatée dans nos écoles depuis les derniers mois de l'année 2022.

[Toutes les actualités de la DFAC](#)

[Plus de détails au sujet des faits marquants des entités de la DFAC](#)

5.1.2 Chiffres clefs

5.1.2.1 Etat du personnel

		Comptes 2024 EPT	Comptes 2023 EPT	Ecart EPT
Direction de la formation et des affaires culturelles		5340,56	5224,71	115,85
Administration centrale		390,07	381,40	8,67
3200 / IPCS	Secrétariat général	26,20	25,29	0,91
3202 / ENOB	Enseignement obligatoire	160,76	159,11	1,65
3208 / ENSA	Service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aide	12,67	12,54	0,13
3225 / OSPR	Service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes	29,73	30,43	-0,70
3229 / ESSU	Service de l'enseignement secondaire du deuxième degré	17,44	13,45	3,99
3265 / CULT	Service de la culture	3,92	3,99	-0,07
3271 / BCUN	Bibliothèque cantonale et universitaire	56,67	56,29	0,38
3273 / MAHF	Musée d'art et d'histoire	15,46	15,06	0,40
3274 / MHNA	Musée d'histoire naturelle	9,70	9,67	0,03
3280 / SACF	Service archéologique	41,81	39,85	1,96
3281 / BIEN	Service des biens culturels	15,71	15,72	-0,01
Secteur de l'enseignement		4950,49	4843,31	107,18
3203 / EPRE	Enseignement degré primaire 1-2H	410,09	401,08	9,01
3205 / EPRI	Enseignement degré primaire 3-8H	1668,58	1622,02	46,56
3210 / CORI	Cycle d'orientation 9-11H - décharges	26,22	25,66	0,56
3210 / CORI	Cycle d'orientation 9-11H	1011,20	984,38	26,82
3229 / ESSU	Service de l'enseignement secondaire du deuxième degré	3,42	2,92	0,50
3230 / ECDD	Ecole de culture générale	86,50	84,34	2,16
3235 / CGAM	Collège de Gambach	103,70	101,53	2,17
3240 / CSCR	Collège Sainte-Croix	89,33	86,65	2,68
3245 / CSMI	Collège Saint-Michel	110,23	112,57	-2,34
3249 / CSUD	Collège du Sud	125,10	126,05	-0,95
3256 / HEPF	Haute école pédagogique	101,15	97,39	3,76
3260 / UNIV	Université	1095,28	1078,40	16,88
3272 / CONS	Conservatoire	119,69	120,32	-0,63

5.1.2.2 Fluctuation du personnel

	Fluctuation 2024 %	Fluctuation 2023 %
Direction de la formation et des affaires culturelles	3,43	3,45
Administration centrale		
3200 / IPCS Secrétariat général	3,16	0
3202 / ENOB Enseignement obligatoire	1,91	2,55
3208 / ENSA Service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aide	8,83	0
3225 / OSPR Service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes	7,14	8,84
3229 / ESSU Service de l'enseignement secondaire du deuxième degré	0,71	1,89
3265 / CULT Service de la culture	0	0
3271 / BCUN Bibliothèque cantonale et universitaire	7,47	1,66
3273 / MAHF Musée d'art et d'histoire	0	6,84
3274 / MHNA Musée d'histoire naturelle	0	10,27
3280 / SACF Service archéologique	2,80	4,08
3281 / BIEN Service des biens culturels	8,42	13,20
Secteur de l'enseignement		
3203 / EPRE Enseignement degré primaire 1-2H	2,33	1,73
3205 / EPRI Enseignement degré primaire 3-8H	2,22	1,94
3210 / CORI Cycle d'orientation 9-11H	1,62	1,79
3230 / ECDD Ecole de culture générale	2,36	1,06
3235 / CGAM Collège de Gambach	1,30	2,13
3240 / CSCR Collège Sainte-Croix	1,52	0,65
3245 / CSMI Collège Saint-Michel	3,76	0
3249 / CSUD Collège du Sud	1,89	1,65
3256 / HEPF Haute école pédagogique	3,96	7,10
3260 / UNIV Université	7,66	8,62
3272 / CONS Conservatoire	3,25	1,43

Explications complémentaires du calcul de la fluctuation sous le point [4.4.3](#).

5.1.2.3 Effectifs du personnel enseignant par langue et par genre

	Francophones		Germanophones		% femmes
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Ecole primaire 1H-2H	13	479	1	169	98 %
Ecole primaire 3H-8H	259	1726	74	614	88 %
Cycle d'orientation 9H-11H	424	678	133	232	62 %
Ecoles du secondaire II	256	203	83	96	47 %
Total	952	3086	291	1111	77 %

5.1.2.4 Personnel occupé dans les écoles spécialisées fribourgeoises

	EPT selon BU 2024	EPT selon BU 2025	Evolution EPT
Personnel enseignant	259,99	277,44	+17,45
Personnel éducatif et infirmier	66,82	72,52	+5,70
Personnel thérapies	71,40	71,40	+0,00
Direction et administration	37,85	39,00	+1,15
Conciergerie, technique et intendance	36,35	37,05	+0,70
Stagiaires et apprenti-e-s	111,10	121,12	+10,02
Total	583,51	618,53	+35,02

5.1.2.5 Effectifs des élèves dans les écoles de l'enseignement obligatoire (état au 1^{er} novembre)

Par effectif légal, on entend l'effectif pris en compte pour les ouvertures et fermetures de classe selon l'article 44, al. 3 et 48, al. 5 du règlement de la loi sur la scolarité obligatoire.

Année Harmos	Partie alémanique				Partie francophone			
	2023/24 physique	2023/24 légal	2024/25 physique	2024/25 légal	2023/24 physique	2023/24 légal	2024/25 physique	2024/25 légal
Total 1H–2H	1 736	1 824	1 699	1 785	5 740	5 940	5 754	5 924
Total 3H–8H	4 883	5 079	4 936	5 116	16 957	17 965	17 301	18 369
Total 9H–11H	2 798	2 892	2 579	2 635	9 083	9 545	9 144	9 654
Total général	9 417	9 795	9 214	9 536	31 780	33 450	32 119	32 947

5.1.2.6 Effectifs des élèves et des classes dans les écoles spécialisées fribourgeoises (au moment de la rentrée scolaire)

	2024/25	2023/24	Evolution	2024/25	2023/24	Evolution	2024/25	2023/24	Evolution
	FR	FR		DE	DE		Total	Total	
Nombre d'élèves	896	837	+59	165	155	+10	1061	992	+69
Nombre de classes	132	122	+10	23	23	+0	155	145	+10
Moyenne par classe	6,79	6,86		7,17	6,74		6,85	6,84	

5.1.2.7 Effectifs des élèves dans les écoles du degré secondaire supérieur (état au 30 septembre 2024)

	Elèves		Classes	
	2023/2024	2024/2025	2023/2024	2024/2025
Maturité gymnasiale	4038	4002	189	188
Ecole de commerce	454	528	19	20,5
Certificat ECG	1352	1372	66,5	64,5
Maturités spécialisés	445	396	7,5	7,5
Passerelle	102	95	5	5
Total	6391	6393	287	285,5

Les demi-classes s'expliquent par le fait que les classes du Gymnase intercantonal de la Broye sont, dans ce tableau, réparties entre les élèves fribourgeois et les élèves vaudois.

5.1.2.8 Choix scolaire et professionnel des jeunes

En 2024, 4 350 (3700) élèves ont quitté le cycle d'orientation ; ils ont opté pour les solutions scolaires et professionnelles suivantes :

Solutions choisies en %	2024			2023
	H	F	Total	Total
Apprentissage en entreprise ou en école	50	27	39	38
Écoles du degré secondaire supérieur	28	50	39	38
Autres écoles	3	3	3	3
Travail rémunéré	0	0	0	0
Douzième année linguistique	3	3	3	4
Solutions d'attente ou inconnues	1	1	1	1
Cours préparatoire ou cours d'intégration	11	8	10	9

Le pourcentage des jeunes ayant choisi la solution de l'apprentissage s'élève à 33 % (38 %), représentant 1253 personnes (1419). Le taux des jeunes entrant en apprentissage au terme de la scolarité obligatoire a baissé de 5 %.

5.1.2.9 Bourses d'études cantonales

Les montants ci-dessous sont ceux versés dans l'année civile 2024. Ils se répartissent dans les neuf catégories de formation de l'Office fédéral de la statistique (OFS) de la manière suivante :

Catégories	Nombre	Subsides en francs
Secteurs du secondaire II		
Ecoles de maturité gymnasiale	250	941 163
Autres formations générales	202	759 896
Ecoles professionnelles (à plein temps)	126	622 567
Apprentissages et formations professionnelles pratiques	483	2 624 073
Maturités professionnelles accomplies après l'apprentissage	56	179 489
Secteurs du tertiaire		
Formations professionnelles supérieures	31	212 385
Hautes écoles spécialisées	222	1 461 146
Universités et Ecoles polytechniques fédérales	275	2 084 733
Total	1645	8 885 452

Le Plan de relance du Conseil d'Etat accepté le 13 octobre 2020 par le Grand Conseil comprend une mesure qui concerne les bourses d'études. Il s'agit de la mesure 13 « Bourses pour les reconversions professionnelles et les personnes âgées de plus de 25 ans sans formation ». **En 2024, 17 personnes en ont bénéficié pour un montant total de 285 983 francs.**

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative « Pour des soins infirmiers forts (initiative sur les soins infirmiers) » acceptée par le peuple en novembre 2021, les cantons sont tenus d'accorder des bourses qui encouragent l'accès aux filières de formation en soins infirmiers dans les hautes écoles spécialisées (HES) et les écoles supérieures (ES). Dans ce contexte, le canton de Fribourg accorde des bourses en soins infirmiers aux personnes qui remplissent les conditions fixées. **En 2024, 8 personnes en ont bénéficié pour un montant total de 85 514 francs.**

[Plus de chiffres clef sur les entités de la DFAC](#)

5.2 Direction de la sécurité, de la justice et du sport DSJS

5.2.1 Faits marquants de l'activité de la Direction

5.2.1.1 Direction et Secrétariat général

5.2.1.1.1 Révision de la loi sur la Police cantonale

En juin 2024, le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil son projet de loi modifiant la loi sur la Police cantonale (LPol). Le cœur du projet ambitionnait de fixer le cadre légal de nouvelles mesures policières, notamment les moyens de surveillance de l'espace public et du trafic motorisé, de permettre l'échange de données entre autorités policières et d'ancrer dans la LPol les prescriptions européennes en matière de protection des données. Alors que le projet était en cours de traitement par la commission du Grand Conseil, un arrêt du Tribunal fédéral invalidant certaines dispositions similaires de la nouvelle loi sur la police du canton de Lucerne a incité le Conseil d'Etat, sur proposition du Directeur SJS, de retirer le projet. La révision totale de la LPol, jusqu'alors envisagée pour la prochaine législature seulement, sera entreprise dès 2025.

5.2.1.1.2 Révision totale de la loi sur la protection de la population

A la fin août 2024, le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil son projet de loi faisant révision totale de la loi sur la protection de la population et modifiant en parallèle la loi sur la protection civile. Le projet a été adopté sans modification majeure lors de la session de décembre du Législatif cantonal. La loi entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2025.

L'intégration de l'approvisionnement économique du pays au sein d'un même texte de loi garantit qu'un seul état-major cantonal, celui de la protection de la population (EMCP), gère toutes les facettes d'une situation de crise. L'observatoire cantonal des risques (OCRI), quant à lui, fournit régulièrement au Conseil d'Etat un catalogue des risques spécifiques à la protection de la population. Finalement, les bureaux communaux de liaison de la protection de la population permettent de disposer pour l'ensemble du territoire d'une image globale de la situation. Les communes qui en ont le besoin peuvent se doter d'un état-major communal de crise.

5.2.1.1.3 Manifestations

La DSJS a lancé les travaux en vue de l'élaboration d'une loi sur les manifestations. Alors que les dispositions légales actuellement applicables sont disparates et manquent parfois de clarté pour les organisateurs, l'objectif de cette loi est de simplifier la procédure en fixant des règles claires et uniformes applicables dans tout le canton. Un groupe de travail réunissant les services de l'Etat concerné, les préfets et les communes, ainsi qu'un spécialiste des droits fondamentaux, a élaboré un avant-projet dont la DSJS devrait solliciter l'autorisation de mise en consultation courant 2025.

5.2.1.1.3.1 Sécurité de l'information

Repris par la DSJS en 2023, le domaine de la sécurité de l'information a franchi un cap important en 2024 avec la création au sein de son secrétariat général, en mai, du poste de délégué à la sécurité de l'information. La constitution et l'activation du réseau des responsables de la sécurité de l'information dans les directions de l'Etat, à la faveur de la création progressive des postes correspondants, l'élaboration de directives et la formation figurent parmi les tâches premières du poste. Les travaux d'élaboration d'une loi sur la sécurité de l'information ont été initiés et devraient aboutir courant 2025.

5.2.1.2 Police cantonale

5.2.1.2.1 Entrées en vigueur au 1er juillet 2024, les nouvelles dispositions du droit pénal en matière sexuelle introduisent plusieurs modifications majeures destinées à renforcer la protection des victimes.

La reconnaissance d'un acte comme viol ou comme atteinte et contrainte sexuelle ne requiert plus la preuve d'une menace ou d'une contrainte ; il suffit que la victime ait exprimé clairement son refus à l'auteur e des faits, conformément au principe : non, c'est non ! De surcroît, l'état de sidération est reconnu comme une manifestation implicite de refus.

Par ailleurs, la définition juridique du viol a été élargie. Elle inclut désormais non seulement les rapports sexuels au sens strict, mais également tout acte analogue impliquant une pénétration corporelle. Ce cadre révisé reconnaît également que toute personne, indépendamment de son sexe, peut être victime de viol.

Pour assurer une prise en charge encore meilleure des victimes, des formations spécifiques ont été dispensées. Même s'il serait prématuré d'évaluer précisément les effets de cette révision, la Police cantonale s'engage pour que les victimes soient de mieux en mieux prises en charge.

5.2.1.2.2 Augmentation de la délinquance en lien avec la migration : prolongation de la Task Force

Lancée en avril 2023 pour faire face à l'augmentation de la délinquance en lien avec la migration, la Task Force « Luth » a été reconduite en 2024 avec un effectif de 4 EPT. Grâce à un engagement quotidien sur le terrain, à une coordination avec les parties prenantes, nous avons pu observer une baisse notable du phénomène. Parmi les 1168 événements (-14%) impliquant des requérant-e-s d'asile en procédure, en attente de renvoi ou débouté-e-s, 269 concernaient des séjours illégaux, 232 une violation d'interdiction de périmètre, et 425 des infractions contre le

patrimoine. Pour cette dernière catégorie, 53% des personnes mises en cause étaient originaires d'Algérie, 30 % du Maroc et 12% de Tunisie. Plus de 66% d'entre elles ne résidaient pas officiellement dans le canton.

En changeant régulièrement le personnel de la Task Force et en rappelant les risques d'un profilage uniquement ethnique, la Police cantonale entend éviter les biais et les préjugés pour un travail professionnel et respectueux de toutes les communautés qui vivent dans le canton.

5.2.1.2.3 Fusillade dans les écoles : un risque réel et un concept à faire évoluer en partenariat

Face à des menaces extrêmement rares mais aux conséquences dramatiques, le concept AMOK, qui désigne une attaque ou menace envers la collectivité, se modernise pour renforcer la sécurité des écoles, des institutions publiques et, en fin de compte, de tout rassemblement de personnes. Mis en place au début des années 2010, ce dispositif évolue pour répondre aux nouveaux défis, comme la croissance de l'accès à l'information et la nécessité d'adapter les canaux et les niveaux de communication. L'État, par l'intermédiaire de la Police cantonale, joue un rôle central dans cette mise à jour. Depuis l'été 2024, des séances d'information coordonnées ont débuté dans les HES et les écoles professionnelles. En 2025, elles s'étendront à l'ensemble des établissements scolaires du canton et des partenaires communaux et cantonaux. Des supports visuels et sonores ont été créés pour renforcer la préparation mentale. Cette initiative vise à préparer tout un chacun à faire face à ce genre de menace : s'enfuir, se cacher, alerter et, en dernier recours, résister. En unissant leurs efforts, les institutions, les professionnel-le-s et les citoyen-ne-s, parents ou élèves, contribuent à un environnement plus sûr. La sécurité, en définitive, est l'affaire de toutes et tous.

5.2.1.3 Migration et intégration

5.2.1.3.1 Intensification de l'activité dans le domaine de la migration et de la population

La population étrangère du canton, hors effectifs asile, a connu une augmentation majeure durant 2024, de 3 516 personnes, soit près de 20% de plus que l'augmentation mesurée en 2023. Il faut remonter à 2013 pour retrouver une croissance nette annuelle d'une telle ampleur. L'afflux a principalement été le fait de ressortissants français et portugais. Par ailleurs, au regard du marché du travail, les annonces des ressortissants européens ont à nouveau atteint des chiffres record (+ de 18 000).

Les détentions administratives nécessaires pour assurer certains renvois de Suisse n'ont jamais été aussi nombreuses depuis plus de 10 ans (148 cas en 2024 contre 135 en 2023), ce qu'explique la présence sur territoire fribourgeois du Centre fédéral de requérants d'asile de la Gouglera à Giffers, dont les effectifs d'hébergement ont été particulièrement importants ces deux dernières années.

Avec l'établissement de 29 431 passeports suisses et 38 559 cartes d'identité, la demande en documents de voyage et d'identité a également atteint en 2024 un nouveau niveau record.

5.2.1.3.2 Prévention du racisme à l'école

Pour répondre à une demande du terrain, les services de l'enseignement régulier et spécialisé et le Bureau de l'intégration des migrant-e-s et de la prévention du racisme, en collaboration avec la Haute Ecole pédagogique (HEP), ont lancé un réseau bilingue « pour une école sans racisme ». Il s'inspire d'une démarche de la Ville de Berne et vise à impulser une approche critique du racisme dans les écoles. Une formation continue de 5 séances durant l'année scolaire 2024/2025 est proposée aux enseignant-e-s, travailleuses et travailleurs sociaux et cadres. En partant de leurs besoins, elle aborde les dimensions du racisme, ses mécanismes, son histoire ainsi que ses impacts sur l'école. Ses objectifs sont de savoir identifier, cas échéant, les formes de racisme structurel, reconnaître les effets du racisme sur les acteurs et actrices de l'école et explorer les moyens d'action concrets. 36 personnes se sont inscrites à la première volée, qui se clôturera en mai 2025.

5.2.1.4 Exécution des sanctions pénales et des mesures

5.2.1.4.1 Planification pénitentiaire 2016-2026

Les travaux pour la réalisation de la première étape (EDFR I) de la planification pénitentiaire 2016-2026 ont duré presque deux ans et les nouveaux bâtiments ont pu être inaugurés le 3 mai 2024. Le projet a permis la construction de quatre nouveaux bâtiments : pavillon cellulaire, pavillon accueil, centre médical et halle pour les ateliers sécurisés.

Deux édifices existants ont en outre été rénovés et adaptés. Ces nouvelles constructions répondent aux besoins pour l'exécution des sanctions pénales et permettent une séparation stricte entre les différents régimes de détention. Les travaux ont été réalisés dans le respect du crédit d'investissement selon le calendrier annoncé et s'alignent sur la stratégie climatique du canton de Fribourg. En effet, au total, environ 1300 mètres carrés de panneaux solaires seront encore installés.

5.2.1.4.2 Mise en œuvre de la séparation des régimes

La mise en service des nouveaux bâtiments de l'Établissement de détention fribourgeois (EDFR) sur le site de Bellechasse a permis de mettre en œuvre la séparation des régimes de détention. Un grand travail au niveau des installations et de la planification a été réalisé par les collaborateurs et collaboratrices de l'EDFR. Dès le début du mois de septembre, les divers déménagements des personnes détenues entre les bâtiments ont pu être réalisés par étapes, tout en garantissant la sécurité de chacun. Entre chaque étape, une remise en état des cellules a été réalisée. Parallèlement, le personnel a également été transféré au sein du régime ouvert au fur et à mesure et selon les besoins. Depuis le 7 octobre 2024, les deux régimes de détention fonctionnent de manière indépendante. Le fonctionnement par régime entraîne diverses conséquences tant pour le personnel (horaires de travail différenciés, tâches supplémentaires à réaliser par régime, formation aux nouveaux bâtiments, etc.) que pour les personnes détenues (horaires d'ouverture et de fermeture des cellules, modalités de déplacement vers le centre médical ou la place de travail, horaires des visites, etc.). Il est à relever que les déménagements de personnes détenues et les adaptations de fonctionnement se sont déroulés de manière optimale grâce à l'énorme engagement des collaborateurs de l'EDFR.

5.2.1.4.3 Approche Objectif Désistance

La stratégie d'intervention développée dans le cadre du projet pilote de la Commission latine de probation (CLP) "Objectif Désistance", entre février 2019 et février 2023, a continué à se déployer durant toute l'année 2024. Le Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation (SESPP) a en particulier engagé une coordinatrice-animatrice, chargée du projet « capital social », à un taux d'activité de 40%, laquelle a rapidement pu assurer la transition et incarner cet axe de la stratégie au sein du service. L'ensemble des collaborateurs et collaboratrices des secteurs Peines privatives de liberté, mesures et probation (PMP) et Peines en milieu ouvert (PMO) du SESPP ont suivi une formation de base de 3 jours sur le concept et les techniques de l'entretien motivationnel (correspondant au 1^{er} axe du projet pilote). Au niveau intercantonal, différentes démarches d'échanges et de visibilité ont été menées par la CLP, dont la mise en ligne du site internet www.desistance.ch.

5.2.1.4.4 Processus latin d'exécution des sanctions orientée vers le risque et les ressources (PLESORR)

Pour le processus latin d'exécution des sanctions orientée vers le risque et les ressources (PLESORR), développé sous la conduite de la Conférence latine des Chefs des Départements de justice et police (CLDJP), 2024 a été une année de préparation en vue de l'entrée en vigueur du nouveau règlement avec son lot de formations assurées auprès du Centre suisse de compétence en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP). A l'interne du SESPP, soutenue par les réflexions du Groupe de suivi concordataire, cette préparation a notamment pris la forme d'une directive de mise en œuvre du processus qu'il s'agira, dès janvier 2025, d'éprouver et cas échéant d'ajuster aux réalités du terrain et des ressources disponibles.

5.2.1.5 Justice

5.2.1.5.1 Réorganisation du Pouvoir judiciaire

Dans sa séance du 1^{er} octobre, le Conseil d'Etat a autorisé la Direction de la sécurité, de la justice et du sport (DSJS) à mettre en consultation un avant-projet de loi modifiant la loi sur la justice. Il offre le cadre légal à la mise en œuvre concrète des recommandations issues de l'analyse du Pouvoir judiciaire effectuée entre 2017 et 2021, que le Conseil d'Etat avait retenues fin 2021 puis précisées en 2023. L'objectif de l'ensemble du processus est d'améliorer l'organisation et le fonctionnement du Pouvoir judiciaire dans un but de rationalisation et de gain d'efficacité, tout en maintenant la qualité des prestations et en garantissant l'accessibilité de la justice dans les différentes régions. Les principaux axes sont ainsi la réunion des 18 autorités judiciaires actuelles en 5 tribunaux, la création d'un organe de conduite du Pouvoir judiciaire et la favorisation de la voie de la conciliation pour résoudre les litiges. L'avant-projet

de loi a été élaboré sur la base de travaux menés par un groupe de travail conduit par le Service de la justice et comprenant des représentants du Conseil de la magistrature, des principales instances du Pouvoir judiciaire, de la Conférence des préfets, de l'Ordre des avocats fribourgeois, de la Commission de justice du Grand Conseil et de la Direction des finances.

5.2.1.5.2 Elaboration d'un concept de consensus parental

En mai 2023, le Conseil d'Etat avait donné une suite directe à un postulat demandant d'analyser la possibilité de mettre place dans notre canton un modèle de consensus parental, en s'appuyant sur les bons résultats récoltés par les projets pilotes existant dans les cantons de Vaud et du Valais. Lors de la session de novembre 2023, le Grand Conseil a décidé par amendement de compléter le budget 2024 du Service de la Justice d'un montant de 100 000 francs pour financer l'adaptation et le développement du concept afin de lancer une phase pilote dans les districts de la Veveysse, de la Gruyère et de la Glâne. Concrètement, les différentes étapes du processus visent à faire adhérer les parents à leur responsabilité commune par rapport à leurs enfants, indépendamment de la séparation en cours. Il s'agit ainsi de les convaincre de trouver ensemble, avec le soutien des différentes instances impliquées (magistrat-e-s, avocat-e-s, médiateurs et médiatrices, intervenant-e-s psychosociaux), un accord satisfaisant centré sur les besoins de leurs enfants.

Un comité de pilotage a été mis sur pied au début de l'année 2024 pour mettre en place tous les outils nécessaires pour le déploiement de la phase pilote : mise en place d'un réseau de professionnels, formulaires simplifiés, flyers, site internet, séances de sensibilisation, séances de médiation et mesures de co-parentalité. Le lancement de la phase pilote est prévue pour le début 2025.

5.2.1.6 Sport

5.2.1.6.1 Championnat du monde de hockey sur glace 2026

Créée en vue de la tenue du Championnat du monde de hockey sur glace 2026 à Fribourg et à Zurich, l'association CM 2026 / Events & Legacy, Fribourg-Switzerland, présidée par le Directeur de la sécurité, de la justice et du sport, a pour objectifs de soutenir la Fédération suisse de hockey dans le cadre de l'organisation du tournoi et de faire rayonner Fribourg en Suisse et à l'international en mettant en lumière sa tradition d'accueil et son savoir-faire. Par ses actions prévues avant, pendant et après l'événement, il s'agit également de susciter l'adhésion de la population fribourgeoise au plus grand événement sportif jamais organisé dans le canton, et de populariser la pratique des sports de glace et du sport en général. Dans cette optique, différents projets ont vu le jour en 2024 :

- > Une bande dessinée créée par neuf artistes fribourgeois et regroupant neuf histoires sur le patinage et le hockey dans notre région.
- > Une patinoire synthétique itinérante qui sillonne le canton de Fribourg depuis octobre 2024 et jusqu'à l'événement.
- > Une cuvée spéciale de vin du Vully avec des étiquettes uniques.

D'autres projets, dont un kit éducatif scolaire, sont en cours de développement.

5.2.1.6.2 Projet violence dans le sport

Consciente des violences pouvant survenir dans le monde du sport, la Direction de la sécurité, de la justice et du sport, en collaboration avec la Police cantonale, le Service du Sport (SSpo) et l'association de prévention REPER, a travaillé sur cette problématique pour offrir un soutien aux clubs sportifs fribourgeois. En regroupant leurs compétences sociales, sportives et juridiques, le groupe de travail a conçu une séance d'information interactive. Principalement destinée aux comités, moniteurs et monitrices et toute personne engagée dans le sport associatif, cette séance s'adresse également aux représentant-e-s des communes concerné-e-s par cette problématique. Elle aura pour objectif d'échanger et de fournir des outils concrets et pratiques. La première se tiendra en avril 2025.

5.2.1.6.3 Lancement du projet de coordinateur du sport dans les communes

En Suisse, un décès sur deux est dû à des maladies cardiovasculaires ou à des cancers. Face à ce constat, il est essentiel de promouvoir l'intégration d'une activité physique et sportive dans la vie quotidienne de la population. Pour atteindre cet objectif, le SSpo encourage les villes, communes et régions à engager un ou une responsable du sport communal. Afin de les soutenir dans cette démarche, le SSpo élabore actuellement un guide pratique destiné à les orienter et propose un soutien financier de 50 000 francs, échelonné sur trois ans. Les communes ont d'ores et déjà reçu les premières lignes du projet et les détails concernant le soutien au niveau cantonal.

5.2.1.7 Véhicules

5.2.1.7.1 Modification de la loi sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (LIVAR)

Conformément à l'article 9 de la loi sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (LIVAR), qui permet l'adaptation du tarif des impôts sur les véhicules à l'indice moyen annuel des prix à la consommation pour autant que cet indice varie d'au moins 5 %, le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de révision légale adaptant ce tarif de 5,2%. Cette proposition ayant été intégrée dans le projet de budget 2025 pour une augmentation de recette de près de 5 millions de francs, le Grand Conseil a accepté la modification lors de sa session de novembre 2024, avec entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2025.

[Toutes les actualités de la DSJS](#)

[Plus de détails au sujet des faits marquants des entités de la DSJS](#)

5.2.2 Chiffres clefs

5.2.2.1 Activité

Police

Activité	2024	2023
Rapports de police établis	25 929	25 952
Plaintes pénales enregistrées	10 243	10 304
Réquisitions traitées	26 832	27 114
Appels téléphoniques d'urgence au CEA (112, 117, 118)	59 138	56 461
Cambriolages	1250	1027
Affaires mœurs et maltraitance traitées par la BMM	410	392
Violences domestiques	664	577
Phobies et délits de haine (« HATE »)	118	112
Cas traités par l'UGM	285	254
Criminalité digitale (cyber) / nombre de plaintes	1589	1 535
dont préjudice	Fr. 13 633 155	Fr. 9 500 000
Accidents de la circulation constatés par la police*	1077	1044
dont mortels	7	8

Protection de la population

Abris	2024	2023
Population (y c. séjour)	353 228	349 531
Nombre d'abris	7 649	7 606
Nombre de places protégées	311 138	304 942
Taux de couverture	88,1	87,3

Population et migration

Permis délivrés	2024	2023
Autorisations d'établissement	3 047	2 955
Autorisations de séjour	6 040	5 767
Autorisations de séjour de courte durée	2 477	2 547
Autorisations frontalières UE/AELE	730	608
Prolongations de l'autorisation de séjour ou du délai de contrôle de l'autorisation d'établissement	22 170	22 745

Effectif de la population étrangère résidant dans le canton au 31 décembre 2022 (sans les requérants d'asile ni les personnes admises provisoirement)	2024	2023
Avec autorisations d'établissement	55 855	54 506
Avec autorisations de séjour	28 135	26 163
Avec autorisations de courte durée	1 990	2 016
Avec autorisations frontalières	2 109	1 884
Totaux	88 089	84 569

Documents d'identité délivrés	2024	2023
Passeports ordinaires biométriques	29 431	28 594
Cartes d'identité	38 559	38 363
Passeports provisoires	472	449
Documents de voyage biométriques pour étrangers	1 043	809
Titres de séjour biométriques pour étrangers	13 751	13 174
Titres de séjour sécurisés pour étrangers	21 494	23 675

Annonces de ressortissants UE/AELE pour prises d'emploi	2024	2023
Activité limitée à 3 mois maximum auprès d'un employeur suisse	9 333	9 708
Travailleurs détachés	5 524	5 374
Prestataires de services transfrontaliers indépendants	3 216	3 008

Exécution des peines et des mesures

	2024	2023
Jugements pour des peines privatives de liberté (PPL) adressés au SESPP	295	412
Mesures et internements	8	9
Journées de détention (nombre de détenus)	66 428 (975)	59 804 (823)
Heures de travail d'intérêt général (TIG) exécutées	32 863	31 786
Décisions rendues		
> en matière d'exécution de PPL	70	79
> en matière de mesures thérapeutiques et d'internement	60	71
> en matière de progression de l'exécution de la peine ou de la mesure	239	327
Peines privatives de liberté de substitution (PPLS)		
> ordonnances reçues	8 584	7 286
> montants encaissés	Fr. 2 296 113	Fr. 1 972 113
Mandats de probation		
> nouveaux mandats	94	100
> mandants en cours au 31 décembre	272	260

Justice

	2024	2023
Avocature et notariat		
> brevets d'avocats délivrés	22	27
> brevets de notaires délivrés	3	1
> avocats et avocates en exercice	244	261
> notaires en exercice	60	60
Médiation pénale des mineurs		
> affaires déléguées par les juges (processus de médiation)	70	63
> processus en cours au 31 décembre	47	44
Assistance judiciaire civile		
> listes de frais	1 511	1 600
> montant total payé	Fr. 5 796 513	Fr. 5 610 280
Assistance judiciaire pénale		
> listes de frais	1 221	1 162
> montant total payé	Fr. 3 584 989	Fr. 4 094 990
Assistance judiciaire administrative		
> listes de frais	116	107
> montant total payé	Fr. 120 975	Fr. 149 397
Assistance judiciaire récupérée auprès de personnes revenues à meilleure fortune	Fr. 3 001 734	Fr. 534 092

Sport

	2024	2023
Sport scolaire facultatif – nombre de participants et participantes	5 000	4 700
Formation moniteurs et monitrices Jeunesse+Sport		
> participants et participantes aux cours cantonaux de formation de base	1 041	750
> participants et participantes aux cours cantonaux de perfectionnement	1 1 390	1 506
Jeunesse+Sport (J+S)		
> camps annoncés	302	223
> participants et participantes aux activités J+S dans le canton	48 932	35 765
> subventions J+S pour les camps	Fr. 1 303 329	Fr. 1 059 415
> subventions fédérales J+S pour les activités des organisations sportives fribourgeoises	Fr. 4 403 947	Fr. 3 442 980
Commission cantonale LoRo-Sport		
> part cantonale au bénéfice de LoRo-Sport	Fr. 3 913 114	Fr. 3 913 114
> total des affectations LoRo-Sport et CPORS	Fr. 6 664 669	Fr. 4 373 430

5.2.2.2 Etat du personnel

Pouvoirs – Directions	Comptes 2024	Comptes 2023	Ecart
Centres de charges	EPT	EPT	EPT
Direction de la sécurité, de la justice et du sport	1 050,95	1 023,66	27,29
Administration centrale	838,65	838,65	18,22
3300/JPMS Secrétariat général	10,51	9,14	1,37
3305/JUST Service de la justice	12,13	7,41	4,72
3330/POCO Service de la police du commerce	3,64	3,55	0,09
3335/PETR Service de la population et des migrants	54,99	53,82	1,17
3345/POLI Police cantonale	722,59	705,09	17,50
3355/SPEN Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation	23,91	24,01	-0,10
3375/MILI Service de la sécurité civile et militaire	14,90	15,62	-0,72
3385/PROT Protection civile	13,76	12,78	0,98

Pouvoirs – Directions Centres de charges	Comptes 2024 EPT	Comptes 2023 EPT	Ecart EPT
3292/SPOR Service du sport	7,48	7,23	0,25
Secteurs spéciaux, établissements divers	187,04	185,01	2,03
3365/EBEL Etablissement de détention fribourgeois	183,45	183,01	0,44
3394/CAMP Campus Schwarzsee/Lac-Noir	3,59	2,20	1,59
Pouvoir judiciaire	359,67	350,83	3,56
Administration centrale	359,67	350,83	3,56
2100/TCAN Tribunal cantonal	52,64	51,54	1,08
2105/TARR Tribunaux d'arrondissement	90,42	89,06	1,36
2111/MINP Ministère public	61,57	57,08	4,49
2112/TMCO Tribunal des mesures de contrainte	5,69	5,44	0,25
2115/CPMI Tribunal des mineurs	14,04	12,78	1,26
2120/JUPA Justices de paix	60,87	62,54	-1,67
2125/OPOU Offices des poursuites	58,15	58,15	0
2130/OFAI Office des faillites	12,53	11,70	0,83
2170/COCO Commissions de conciliation baux à loyer	2,32	1,01	1,31
2900/CMAG Conseil de la magistrature	1,46	1,53	-0,07

5.2.2.3 Fluctuation du personnel

Pouvoirs – Directions Centres de charges	Fluctuation 2024 %	Fluctuation 2023 %
Pouvoir exécutif – Direction de la sécurité, de la justice et du sport	4,80	5,95
3294/CSLM Campus Lac-Noir	0	0
3365/EBEL Etablissement de détention fribourgeois	9,93	12,27
3345/POLI Police cantonale	3,27	3,02
3355/SPEN Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation	1,84	8,10
3300/JPMS Secrétariat général	6,38	7,75
3305/JUST Service de la justice	9,57	1,11
3330/POCO Service de la police du commerce	0	0
3335/PETR Service de la population et des migrants	6,90	4,89
3375/MILI Service de la sécurité civile et militaire	6,71	7,97
3385/PROT Protection civile	7,55	6,64
3392/SPOR Service du sport	0	6,19

Explications complémentaires du calcul de la fluctuation sous le point [4.4.3](#).

[Plus de chiffres clef sur les entités de la DSJS](#)

5.3 Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts DIAF

5.3.1 Faits marquants de l'activité de la Direction

5.3.1.1 Secrétariat général

5.3.1.1.1 Affaires institutionnelles, communes, état civil et naturalisations

Dans le domaine des institutions, l'année a particulièrement été marquée par la réorganisation de la répartition des attributions au sein de la DIAF décidée au printemps et mise en œuvre progressivement à l'automne. Ainsi, les thématiques en lien avec les structures institutionnelles (fusions de communes, associations...), jusque-là assumées par le secrétariat général, ont été transmises au Service des communes. La politique des langues, les relations Eglises-

Etat et les droits politiques ont été repris par le secrétariat général en provenance du Service des affaires institutionnelles, des naturalisations et de l'Etat civil, devenu de ce fait le Service de l'état civil et des naturalisations en novembre.

S'agissant des principaux dossiers, la révision totale de la loi sur les communes, pilotée par le SCom, s'est poursuivie, avec l'organisation d'une consultation préalable à l'été. La mise en consultation publique du projet est attendue au premier trimestre 2025 pour une transmission au Parlement à la fin de l'année. Un avant-projet de révision de la loi sur l'exercice des droits politiques a été mis en consultation fin août. Proposant plusieurs variantes, il vise à réformer les élections selon le système majoritaire. Le projet de loi sera transmis au Grand Conseil début 2025.

Un projet de loi sur les langues officielles et la promotion du bilinguisme est en outre en cours de finalisation. Une consultation interne aux entités de l'Etat a été organisée à l'été et la mise en consultation publique de l'avant-projet est prévue pour le premier semestre 2025. Il s'agit de mettre en œuvre les dispositions constitutionnelles relatives aux langues officielles, et en particulier les critères permettant à certaines communes d'adopter à la fois le français et l'allemand comme langues officielles.

La révision de la loi concernant les rapports entre les communautés confessionnelles et l'Etat (LRCCE) a été acceptée par le Grand Conseil en mars 2024. Elle actualise et précise notamment les conditions d'octroi de prérogatives de droit public et institue un conseil cantonal pour les questions religieuses, « table ronde » devant réunir l'ensemble des communautés confessionnelles du canton. La réglementation d'application devrait entrer en vigueur début 2025.

5.3.1.1.2 Agriculture, alimentation, forêt et nature

La « révolte agricole » inspirée de France au début de l'année 2024 a mis en évidence l'insécurité économique (forte fluctuation des coûts et des revenus), l'augmentation des charges administratives, le changement climatique et l'évolution sociétale (individualisation de la société, fossé ville-campagne) comme les quatre principaux facteurs qui préoccupent fortement les agriculteurs et agricultrices de notre canton et au-delà de ses frontières.

Les conditions météorologiques difficiles tout au long de l'année n'ont en rien amélioré la situation. Ainsi, les rendements céréaliers ont été les plus faibles depuis des années, et les cultures de plein champ ont également souffert d'un temps majoritairement humide. La qualité du fourrage n'a pas été exceptionnelle non plus. En plus des exigences administratives croissantes, les discussions agricoles ont également porté sur la nécessité d'obtenir des prix justes pour les producteurs.

La DIAF a élaboré en 2024 le rapport agricole avec les objectifs et mesures 2024-2029. Celui-ci a été adopté par le Conseil d'Etat en septembre et a également servi de réponse au postulat « Des prix équitables pour les familles paysannes ». La devise « Produire mieux oui – produire moins non » constitue le fil conducteur de ce rapport. Le Conseil d'Etat y réaffirme sa volonté de soutenir une agriculture professionnelle, productive, respectueuse de l'environnement et du bien-être animal, tout en tenant compte de la qualité de vie des exploitants. Cette position a également été défendue dans les discussions agricoles au niveau fédéral. En conséquence, la suppression des 3,5 % de surfaces de promotion de la biodiversité en terres arables dès 2025 a été accueillie favorablement par le Parlement. Le canton de Fribourg s'est aussi clairement opposé à toute réduction du budget agricole, que ce soit pour le budget 2025 ou pour l'enveloppe financière 2026-2029.

La politique forestière et son financement ont également été un sujet en 2024 aux niveaux fédéral et cantonal. La motion Fässler réclamait 100 millions de francs par an pour l'adaptation des forêts au changement climatique ; le Parlement fédéral a finalement approuvé 70 millions. Au niveau cantonal, la motion « Entretien des forêts par une gestion proche de la nature » a demandé davantage de moyens pour soutenir l'exploitation des forêts privées. Le Grand Conseil a approuvé cette demande, entraînant une augmentation annuelle des dépenses de 800 000 francs.

Par ailleurs, les travaux de planification et de mise en œuvre de l'infrastructure écologique, élément clé de la stratégie cantonale de biodiversité, se sont poursuivis. Des surfaces supplémentaires doivent être définies aussi bien en forêt que dans les zones agricoles. Dans l'agriculture, l'accent est mis sur la valorisation et l'interconnexion des surfaces de biodiversité existantes. À cette fin, les projets « Biodiversité régionale » et « Paysage » doivent être introduits comme nouvelles mesures agricoles d'ici 2027.

En 2024, le prix à l'innovation agricole a été décerné pour la 18^e fois. Il a été remporté par un agriculteur qui s'est lancé dans la culture de l'arachide – un exemple inspirant d'audace et d'exploration de nouvelles voies. La mise en oeuvre de la stratégie alimentaire, en collaboration avec la DEEF et la DFAC, progresse également de manière encourageante. Un signe de cette dynamique est la création du FRIC (Food Research and Innovation Center) à l'Université de Fribourg, montrant que le secteur alimentaire du canton gagne en importance non seulement en production et transformation, mais aussi en recherche, formant ainsi un véritable réseau de compétences. Dans cette même optique, le campus Agroscope Grangeneuve poursuit son développement. Le nouveau bâtiment de laboratoires d'Agroscope sera opérationnel dès la fin 2025, et la construction du bâtiment de production de Liebefeld Käsekulturen AG débutera à l'été 2025.

Le projet « Cuisinons notre région » dans la restauration collective évolue aussi positivement. En 2024, deux nouveaux établissements ont signé la charte pour une cuisine durable, équilibrée et régionale. Ainsi, 30 établissements participent désormais à ce projet porté conjointement par les trois directions DSAS, DIME et DIAF, représentant un tiers de l'ensemble des établissements de la restauration collective.

La lutte contre les épizooties a représenté en 2024 un défi majeur pour le Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (SAAV), en étroite collaboration avec Sanima. Outre la poursuite de la lutte contre la diarrhée virale bovine (BVD) et le lancement de la lutte contre le piétin chez les moutons, la maladie de la langue bleue (BTV) est devenue une préoccupation en 2024. Bien que le canton de Fribourg n'ait enregistré que quelques cas, l'année 2025 dira si la situation reste sous contrôle.

D'autres détails sur les activités de la DIAF figurent dans les rapports des différents services concernés.

5.3.1.1.3 Autorité foncière cantonale (AFC)

L'Autorité foncière cantonale (AFC) est chargée d'appliquer, en qualité d'autorité administrative de première instance, la loi fédérale sur le droit foncier rural du 4 octobre 1991 (LDFR). En outre, conformément aux compétences qui lui sont assignées par la loi du 24 février 1987 d'application de la loi fédérale sur le bail à ferme agricole (LBFA), elle est chargée de traiter les requêtes portant sur la durée du bail, sur l'autorisation d'affermage par parcelles d'entreprises agricoles, ainsi que sur les oppositions au fermage de baux à ferme agricole.

L'année 2024 a été marquée par l'achèvement du projet de développement d'un outil de gestion de documents, ainsi que par la transition définitive vers le numérique et la dématérialisation des documents en mars. Des efforts ont été nécessaires au départ pour clarifier les nouveaux processus de travail. En plus, un départ d'une collaboratrice de longue date a rendu nécessaire l'intégration et la formation d'une nouvelle collaboratrice dans l'équipe. Néanmoins, les délais de traitement n'ont pas été affectés et toutes les requêtes ont pu être traitées dans des délais convenables. Les statistiques sur le type et le nombre de dossier traités par l'AFC se trouvent sur le site internet de la DIAF.

5.3.1.2 Service des affaires institutionnelles, des naturalisations et de l'état civil (SAINEC)

Sous l'angle de l'**état civil**, l'année 2024 a principalement été marquée par le passage, dès le 11 novembre 2024, au nouveau registre informatisé de l'état civil « Infostar NG ». Ce changement de programme a nécessité une formation spécifique de tous les officiers et officières de l'état civil du canton. Le 11 novembre a également marqué l'entrée en vigueur de plusieurs modifications de l'Ordonnance sur l'état civil. La principale étant l'introduction, en deux temps, d'un nouveau jeu de caractère selon la norme ISO 8859-1 Latin Extended-A. Ce dernier permettant aux administrés le désirant d'adapter la graphie de leur nom et prénom. Enfin, la formation interne mise en place en 2023 pour les nombreuses nouvelles officières de l'état civil a été terminée au printemps 2024.

Sous l'angle des **naturalisations**, en 2024, le Service a traité 1036 dossiers de naturalisation (673 ordinaires, 319 facilités, 19 facilités pour la 3^e génération, 2 libérations du droit de cité communal, 7 libérations du droit de cité fribourgeois, 4 acquisitions du droit de cité communal et 12 acquisitions du droit de cité cantonal). Au cours de l'année 2024, quatre décrets ont été soumis au Grand Conseil et trois cérémonies de naturalisation ont été organisées, avec une rotation dans les différents districts. Sur requête de la Commission cantonale des naturalisations, trois décrets sont prévus pour l'année 2025. Finalement, le Service a participé à plusieurs séances de travail en vue de l'établissement d'un portail d'échange électronique avec les autorités fédérales.

Concernant les **affaires institutionnelles**, l'année 2024 a été marquée par la consultation interne de l'avant-projet de loi sur les langues et son rapport explicatif. Les retours ont été globalement très positifs et la mise en consultation externe est prévue début 2025. S'agissant de la modification de la loi sur les relations entre les Eglises et l'Etat adopté par le Grand Conseil en mars 2024 et entrée en vigueur le 1er juillet 2024, il est prévu de mettre en consultation l'avant-projet de règlement d'exécution début 2025. S'agissant des droits politiques, un nouveau projet de loi modifiant l'exercice des droits politiques a été mis en consultation externe à la fin du printemps 2024 ; l'objectif de ce projet de loi est essentiellement celui de clarifier, ou modifier fondamentalement, le mode de procéder s'agissant du système de l'élection majoritaire (éventuelle introduction du "bulletin unique").

Enfin, il est à noter que 2024 était la dernière année durant laquelle le SAINEC, devenu le SENa (Service de l'état civil et des naturalisations) au 1er décembre 2024 s'est occupé des questions en lien avec les langues, les droits politiques, les relations entre les églises et l'état et la Constitution cantonale. Ces tâches ont été transmises au Secrétariat général de la DIAF au 1er décembre 2024.

5.3.1.3 Service des communes (SCom)

Outre le soutien ordinaire aux communes, le Service des communes (SCom) a été particulièrement mobilisé par les travaux de révision totale de la loi sur les communes, tant du point de vue de la gestion du projet que de l'élaboration d'avis juridiques sur les propositions des différents organes impliqués. Il a en outre coordonné plusieurs consultations partielles de certaines entités de l'Etat sur différentes thématiques abordées dans le cadre de ces travaux.

Le SCom a également accompagné le développement de l'application « FINSTA finances et statistiques », qui comprend trois modules spécifiques. Le module « Supervision financière » permet de reprendre automatiquement l'intégralité des budgets, comptes et bilans des communes et de générer des statistiques financières. Le module « Péréquation financière » calcule les indices liés aux ressources et besoins des communes ainsi que les montants à recevoir ou à payer. Enfin, le module « Coefficients d'impôts » historise et communique les modifications des coefficients et taux d'imposition communaux. Ces outils contribuent à une plus grande transparence et comparabilité des finances communales, conformément aux objectifs de la législation sur les finances communales. En octobre 2024 d'ailleurs, le SCom a publié son premier rapport sur les finances communales. Ce rapport, basé sur les données collectées grâce à l'application FINSTA, offre une vue d'ensemble inédite sur la situation financière des communes. Il met en lumière les disparités existantes, les tendances en matière de gestion budgétaire et les défis auxquels les communes sont confrontées. Ce rapport constitue un outil précieux pour les décideurs locaux et un levier pour améliorer la gouvernance et la gestion des ressources.

En septembre 2024, après 33 ans à la tête du SCom, Gérald Mutrux a fait valoir son droit à la retraite. Le Conseil d'Etat lui a exprimé sa gratitude pour son engagement remarquable durant toutes ces années et a nommé Christophe Maillard, né en 1971 et titulaire d'une licence en droit de l'Université de Fribourg ainsi que du brevet d'avocat, pour lui succéder dès le mois d'octobre 2024. Auparavant, Christophe Maillard occupait la fonction de chef du Service des affaires institutionnelles, des naturalisations et de l'état civil (SAINEC) depuis 2015, après avoir été conseiller juridique puis responsable des institutions et des affaires juridiques du Secrétariat général de la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF) entre 2003 et 2015. Parallèlement, il est conseiller communal depuis 2016 et syndic de la commune de Marly depuis 2021, fonctions auxquelles il ne se représentera pas lors des élections générales de 2026.

A noter enfin que dans le cadre d'une réorganisation interne de la DIAF, le SCom a repris, dès octobre 2024, certaines tâches précédemment confiées au Secrétariat général, notamment dans le domaine des structures institutionnelles. Il s'agira tout particulièrement d'accompagner le développement institutionnel du canton sous l'angle des régions et associations de communes et de redynamiser les processus de fusions de communes.

Depuis octobre 2024, le SCom s'investit ainsi également dans le développement de nouvelles solutions pour relancer les processus de fusions de communes et travaille à compléter et améliorer son site internet afin d'optimiser les conseils aux communes et associations de communes.

5.3.1.4 Service des forêts et de la nature (SFN)

En collaboration avec le Musée d'histoire naturelle de Fribourg (MHNF), le Service des forêts et de la nature a lancé en mai **le premier volet du Portefeuille d'actions pour la biodiversité en milieu bâti (PABB)**, inscrit dans la Stratégie cantonale biodiversité (SCB). Ce programme de subventions s'adresse aux privés et aux communes pour des mesures telles que la plantation d'arbres et de haies, la végétalisation de façades, ou encore la création d'étangs. Au 31 décembre 2024, 136 demandes d'aménagements sur le terrain ont été traitées, dont plus d'une septantaine acceptées. De plus, 71 ateliers dans les écoles ont eu lieu à travers le canton.

Au vu de la hausse considérable des activités de loisirs dans la nature, **un projet d'ordonnance sur les zones de tranquillité a été élaboré par le SFN et mis en consultation** en octobre. L'unique zone de tranquillité actuelle du canton, La Berra, doit être élargie et quatorze nouvelles zones, principalement des territoires déjà protégés, doivent être introduites dès 2025. L'objectif est de canaliser et minimiser les dérangements de la faune sauvage durant certaines périodes de l'année, comme en hiver.

L'année 2024 a été marquée par le **retour du capricorne asiatique à Marly**, dix ans après la première apparition dans la commune sarinoise de cet organisme nuisible particulièrement dangereux pour les feuillus. Le 21 octobre, un particulier annonçait au SFN la découverte d'un insecte suspect. Après avoir réceptionné l'insecte vivant, les entomologistes du WSL annonçaient le 23 octobre qu'il s'agissait d'une femelle de capricorne asiatique. Le 25 octobre, les maîtres-chiens engagés par le SFN repéraient une vingtaine d'œufs fécondés pondus sous l'écorce de deux arbres. Ces constats ont relancé la lutte menée par le SFN contre le capricorne asiatique à Marly, ainsi que dans la zone tampon définie comprenant six autres communes avoisinantes (Fribourg, Villars-sur-Glâne, Pierrafortscha, Villarsel-sur-Marly, Bois d'Amont et St-Ours).

Afin de mettre en œuvre la SCB adoptée en 2023, ainsi que les objectifs de la convention-programme Nature conclue entre le canton et la Confédération, le Service des forêts et de la nature a procédé à la rédaction **d'un rapport d'accompagnement de la planification de l'infrastructure écologique, un outil dynamique de coordination au niveau territorial** pour assurer la mise en place cohérente des différentes mesures favorables à la biodiversité aux emplacements les plus pertinents du canton de Fribourg. Cet outil, couvrant aussi bien la zone agricole, la forêt que le milieu bâti, s'appuie sur les instruments déjà existants de chaque domaine. Ce rapport a été mis en consultation interne en décembre.

Les forêts du canton continuent à souffrir du réchauffement climatique et de nombreux arbres montrent des signes de dépérissement avancés. Plusieurs coupes ont dû être réalisées en 2024 à proximité d'infrastructures de loisirs afin de garantir la sécurité des personnes en forêt. A la suite de la motion du député Benoît Glasson, l'Etat a augmenté ses subventions pour la régénération et les soins aux jeunes forêts d'un montant de 425 000 francs dès 2025. Cette subvention devrait permettre aux propriétaires forestiers d'anticiper le rajeunissement de certains massifs forestiers particulièrement touchés.

5.3.1.5 Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (SAAV)

Au 1^{er} janvier 2024, la nouvelle ordonnance modifiant l'arrêté de **classification des fonctions** du personnel de l'Etat est entrée en vigueur. Ce texte a simplifié le catalogue des fonctions de cadres intermédiaires et d'adjoint-e-s, en remplaçant les anciennes fonctions par quatre nouvelles, mieux adaptées aux besoins actuels. De nouveaux contrats et cahiers des charges ont été établis pour les cadres intermédiaires concernés.

En parallèle, la **loi cantonale sur la détention des chiens et son règlement** sont entrés en vigueur. Le SAAV a mis en place les tests pratiques et cours théoriques requis, et a agréé les nouveaux éducateurs pour accompagner les propriétaires de chiens dans ces formations obligatoires. Les campagnes de communication, initiées à l'automne 2023, ont été poursuivies durant le premier trimestre 2024.

Le déploiement de **l'outil numérique DG Aqua** a été finalisé dans le prolongement du DG Vét (partie vétérinaire). Il assure le transfert des informations ainsi que la traçabilité complète des prélèvements d'eau potable, de leur collecte à l'analyse. En 2024, près de 90 % des distributeurs d'eau ont été formés à son utilisation.

Plusieurs campagnes spécifiques d'**analyse de denrées alimentaires**, dont une dédiée aux glaces artisanales, ont révélé des non-conformités, entraînant des mesures correctives.

Les **exportations des marchandises** vers une cinquantaine de pays tiers ont conduit à une hausse de 25 % des certificats d'exportation (719). Cette progression s'explique principalement par le Brexit, qui a fait du Royaume-Uni un pays tiers, rendant obligatoire l'établissement de certificats pour les exportations à destination de ce marché. Par ailleurs, onze inspections physiques de marchandises destinées à l'Union économique eurasiatique (UEEA) ont été réalisées auprès d'entreprises exportatrices.

Le plan national d'assainissement du **piétiin du mouton** a débuté en octobre 2024 pour cinq ans, imposant des tests annuels à toutes les exploitations ovines entre octobre et mars. La dernière ligne droite pour l'**éradication de la BVD** a été lancée le 1^{er} novembre 2024, accompagnée d'un système de classification par feu tricolore pour évaluer le risque sanitaire des exploitations.

En collaboration avec le SFN, le SAAV a organisé une formation sur le **tir hypodermique** et l'utilisation de produits d'immobilisation à distance, réunissant des gardes-faune de plusieurs cantons (FR, JU, NE, GE).

Le **laboratoire** de biologie est passé du type B d'accréditation au type C, permettant de développer et modifier ses méthodes en interne ; il a en outre fait valider la technologie PCR pour les analyses de denrées alimentaires.

L'audit de surveillance 2024 par le Service d'accréditation suisse (SAS) a été un succès, avec seulement 6 non-conformités mineures relevées lors des audits des inspectorats (accréditation ISO 17020) et des laboratoires (accréditation ISO 17025). Le SAAV a fait l'objet en 2024 de 3 autres audits par des organismes tiers : l'UCAL (Unité fédérale pour la chaîne agroalimentaire) sur l'application des mesures sur la protection des animaux en abattoirs, l'UCAL sur les autorisations des entreprises de denrées alimentaires, et la Direction générale DG SANCO de l'Union européenne sur le programme national de détection des substances étrangères. Tous les organismes de haute surveillance nationaux ou internationaux ont relevé le professionnalisme et la qualité du suivi des dossiers et du travail du SAAV.

5.3.1.6 Conférence des préfets

De manière générale, les préfets relèvent les réflexions quant à la **réforme de la gouvernance des régions** en cours depuis 2020. De plus, les préfets ont continué à adapter la dotation des préfectures tenant compte de l'évolution des dossiers et de la complexité de ceux-ci, ainsi que de la **revalorisation de la fonction du lieutenant de préfet** qui a abouti le 1^{er} janvier 2024. Comme chaque année, en 2024, la Conférence des préfets a rencontré **plusieurs Directions de l'Etat et partenaires** et s'est positionnée sur plusieurs **modifications de lois ou règlements cantonaux**.

En relation avec les différentes Directions de l'Etat, les préfets relèvent les points suivants :

DFAC. Les préfets ont été sollicité en lien avec l'organisation générale des établissements, en raison de leur implication dans les cycles d'orientation (**CO**). Dans le cadre de la **révision sur les affaires culturelles** (LAC), un CoPil a été instauré depuis 2023 auquel la Conférence des préfets continue de participer activement.

DSJS. Les préfets continuent de s'investir dans le domaine des établissements publics et manifestations dans leur district, par le biais de divers groupes de travail, etc. En réponse à l'augmentation des **manifestations illégales (fêtes sauvages)** dans le canton, un groupe de travail a été constitué au cours de l'année 2023. L'objectif de ce groupe est d'initier une réflexion approfondie en vue de renforcer la législation cantonale sur les manifestations. Les réflexions se sont poursuivies en 2024 et un projet de loi est en élaboration. Finalement, les **ordonnances pénales** continuent d'afficher une tendance à la hausse.

DIAF. Le personnel des préfectures a, à nouveau, été sollicité lors des différents **scrutins** communaux, cantonaux et fédéraux, pour la coordination et l'exécution des tâches légales. Au niveau **communal**, les préfets ont été amenés à prendre des mesures particulières envers plusieurs exécutifs communaux. Ils ont, par ailleurs, inspecté plusieurs administrations communales, ont été occupés par plusieurs projets de fusions de communes et finalement ont assermenté nombre de conseillers communaux et généraux. Les préfectures sont finalement particulièrement impliquées dans la **révision générale de la loi sur les communes** lancée en 2022. Dans ce cadre, les préfets ont notamment pris position sur l'avant-projet et proposé plusieurs adaptations de la loi en 2024.

DEEF. Les préfets continuent à soutenir et collaborer aux activités de coordination d'*Innoreg FR* (association des régions fribourgeoises pour l'application de la nouvelle politique régionale). En lien avec le *développement régional*, les préfets sont aussi amenés à promouvoir le tourisme de leur région et à collaborer avec les différents intervenants de ce secteur.

DSAS. Les préfets ont poursuivi la mise en œuvre, dans les districts, du concept cantonal *Senior+* et la création des réseaux médico-sociaux. Ils ont pris note de l'autorisation de pratiquer dans le canton de Fribourg octroyée à l'AsFam, délivrée par la DSAS. Cela a incité les préfets à proposer, en 2023, une modification des règlements dans les districts en raison de la problématique de l'éventuel cumul des *indemnités forfaitaires* et du salaire d'un *proche aidant*. Suite à la décision du Conseil d'Etat en décembre 2023 d'augmenter l'indemnité forfaitaire à compter du 1^{er} janvier 2024, un groupe de travail a analysé le système actuel. Ses conclusions ont été transmises dans un rapport au Conseiller d'Etat en charge de la DSAS par la Conférence des préfets qui recommande une approche globale du soutien aux proches aidants, incluant l'ajustement des indemnités et la création d'une loi spécifique à leur égard. Les préfets restent préoccupés par l'augmentation des *charges au niveau des EMS* et par l'indexation des frais. Ils se sont engagés à répondre à l'évolution des besoins futures suite à l'augmentation de la population ainsi que pour la construction d'EMS.

DFIN. En relation avec l'*impôt sur la détention des chiens*, le processus de facturation et de suivi avec décharge des préfectures est en cours. Depuis cette année, suite aux discussions qui ont abouti favorablement, il est possible d'obtenir la délivrance de la *patente K* par l'intermédiaire du guichet virtuel.

DIME. Les préfets se sont investis dans le cadre des *plans directeurs régionaux*, tout en relevant les contraintes et les limites dans l'affectation des zones en relation avec le caractère figé sur le long terme des plans directeurs régionaux. Au cours de cette année, les préfectures ont rencontré certaines difficultés avec le programme *FRIAC*. Ce dernier doit évoluer afin de mieux répondre aux besoins des communes et des préfectures. Finalement, les séances entre les représentants du SeCA et des préfectures se sont poursuivies, dans le but d'harmoniser le traitement des demandes de *permis de construire*.

5.3.1.7 Grangeneuve

En 2024, Grangeneuve a poursuivi son développement, notamment en ce qui concerne ses infrastructures. Le projet de réaffectation de la Grange Neuve a progressé malgré des défis importants liés à la coordination des travaux préparatoires. Les solutions sont en cours, ce qui lui permettra de reprendre son élan. La transformation du Domaine des Faverges s'est quant à elle poursuivie conformément au calendrier établi. D'ici fin 2026, synonyme de mise en service, le site proposera une grande salle, un carnotzet, des espaces de dégustation et de vente, ainsi qu'une terrasse offrant une vue imprenable sur le lac Léman et le vignoble en terrasses de Lavaux.

L'agriculture, en tant que secteur à la fois consommateur et producteur d'énergie, occupe une position clé dans la transition énergétique. C'est dans ce contexte que la Journée Énergie dans l'Agriculture, organisée à Grangeneuve le 19 septembre 2024, a été pensée comme une plateforme d'échanges. Elle a permis aux acteurs et actrices du secteur de partager leurs expériences et de découvrir des solutions concrètes. Cet événement, qui a rencontré un franc succès ([communiqué de presse](#)), s'inscrit dans la politique énergétique et climatique ambitieuse menée depuis plusieurs années par le Conseil d'Etat fribourgeois. Celle-ci vise à conjuguer sécurité d'approvisionnement et réduction des émissions de gaz à effet de serre, et inclut le renforcement de la résilience des exploitations agricoles face aux défis futurs.

Au niveau des projets cantonaux dans lesquels Grangeneuve est particulièrement actif, il y a la mise en œuvre des mesures agricoles du [Plan Climat cantonal](#). Parmi les 30 mesures en cours, le [Concours Plan Climat Agriculture](#) lancé en septembre 2023 pour soutenir les projets d'exploitations agricoles dans les domaines de la gestion de l'eau, de l'amélioration de la qualité du sol, de l'agroforesterie ou de la prévention des effets induits par les phénomènes météorologiques extrêmes a suscité un fort engouement. Plus de cinquante projets ont été déposés. La cérémonie de remise des prix s'est tenue à Grangeneuve le 25 avril 2024. ([vidéo](#) et [communiqué de presse](#))

Le [rapport intermédiaire 2023 du Plan Phyto fribourgeois](#), visant à réduire les risques liés aux produits phytosanitaires et à préserver la qualité des eaux, a révélé des résultats positifs deux ans après son lancement. Dans le secteur agricole, les activités de conseil ont été renforcées, des subventions incitatives ont permis le renouvellement d'équipements, l'aménagement des parcelles et le changement de pratiques de protection des cultures, et diverses actions prioritaires visant à protéger les eaux ont permis la mise en œuvre de mesures qui garantiront à terme une eau exempte de toute pollution. Quant aux contrôles d'échantillons de cultures, ils ont révélé que 94 % respectaient les normes d'utilisation des produits phytosanitaires. Dans le secteur non agricole, des campagnes de sensibilisation et des formations ont touché jardiniers·ères amateurs et employé·e·s communaux. Les perspectives pour les prochaines années incluent un renforcement de la communication, des formations continues et une réévaluation des incitations financières pour 2026. ([communiqué de presse](#))

Lancé en 2017 par Grangeneuve sous l'impulsion de producteurs et productrices souhaitant améliorer la santé animale dans leurs exploitations, le projet ReLait – Diminution des antibiotiques sur les exploitations laitières du canton de Fribourg – a été menée en collaboration avec des partenaires scientifiques – l'Université de Berne (faculté vétérinaire) et la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires de Zollikofen. Le Rapport final, présenté à la presse le 20 novembre 2024, a mis en lumière plusieurs avancées. Bien qu'aucune réduction statistiquement significative de l'usage des antibiotiques n'ait été enregistrée, des améliorations de la situation sanitaire des exploitations participantes a pu être constatée. Il peut être relevé en particulier des résultats positifs sur la santé du bétail, une diminution des frais vétérinaires et une stabilité des coûts d'insémination alors que la productivité moyenne des vaches a augmenté. Fort de l'ensemble des enseignements de ce projet et qui sont à découvrir dans le [Rapport final](#) et le [communiqué de presse](#), Grangeneuve prévoit de poursuivre ses efforts.

Sur le plan de la formation, le nombre d'étudiant·e·s a enregistré une légère baisse, mais s'est maintenu à un niveau très réjouissant. En parallèle, la réforme de l'apprentissage (CFC) d'agriculteur·trice a franchi une avancée importante. Dès l'automne 2026, cette formation, toujours d'une durée de trois ans, inclura en dernière année une orientation thématique permettant un approfondissement sur un sujet choisi. Après l'obtention du CFC, les jeunes professionnel·le·s pourront alors élargir leurs compétences en optant pour une deuxième orientation, leur offrant la possibilité d'acquérir un second CFC en une année supplémentaire.

Le 27 janvier 2024, Grangeneuve et ses entreprises partenaires ont organisé la première édition du Career Day Grangeneuve, consacrée aux neuf formations supérieures (Écoles Supérieures, Brevets, Diplômes). Cette journée, dédiée à l'information et à la découverte du site, s'adresse aux jeunes titulaires d'un CFC souhaitant approfondir leurs compétences, donner un nouvel élan à leur carrière ou se réorienter vers les métiers de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'horticulture et du lait. La recertification des écoles supérieures (ES) d'agro-commerce et d'agro-technique par le Secrétariat d'État à la Formation, à la Recherche et à l'Innovation (SEFRI) a été réalisée avec succès.

Enfin, sur le plan de l'amélioration des structures, il a été constaté une augmentation des délais de traitement due à une augmentation des demandes et un manque de ressources. Des mesures doivent être mises en œuvre dans les premiers mois de 2025. Malgré cette situation, l'ensemble des moyens fédéraux et cantonaux pour les aides structurelles ont été utilisés.

Grangeneuve publie chaque année un [rapport annuel](#) dédié, téléchargeable sur Internet.

5.3.1.8 SANIMA

La peste porcine est toujours présente en Italie et en Allemagne. Le risque que cette épizootie apparaisse en Suisse demeure important. A ce jour, aucun foyer n'a été identifié en Suisse. La grippe aviaire est présente sur l'ensemble du continent. Des cas ont été recensés sur des oiseaux sauvages dans plusieurs cantons de l'est de la Suisse. La volaille domestique reste épargnée à ce jour.

Trois épizooties touchant la Suisse font l'objet d'une attention particulière. En premier lieu, la maladie de langue bleue est apparue dans le nord du pays en septembre et s'est rapidement diffusée à travers le pays via deux sérotypes distincts. Cette maladie ne représente aucun risque pour l'humain. Néanmoins, plusieurs ovins et caprins ont périés et ont été indemnisés en conséquence par SANIMA. Ensuite, la lutte contre la BVD s'est intensifiée avec l'entrée en

vigueur de feux de signalisation depuis le 1^{er} novembre. Ces feux permettent d'évaluer le risque de transmission de la maladie. Ces efforts, menés collectivement par les différents intervenants de la branche, doivent permettre l'éradication durable de la BVD du sol Suisse d'ici novembre 2026. Enfin, conformément à la volonté du législateur, la campagne d'assainissement du piétin, maladie douloureuse des onglons chez les moutons a débuté. La campagne, menée sur cinq ans doit faire diminuer la prévalence de la maladie à moins d'un pourcent.

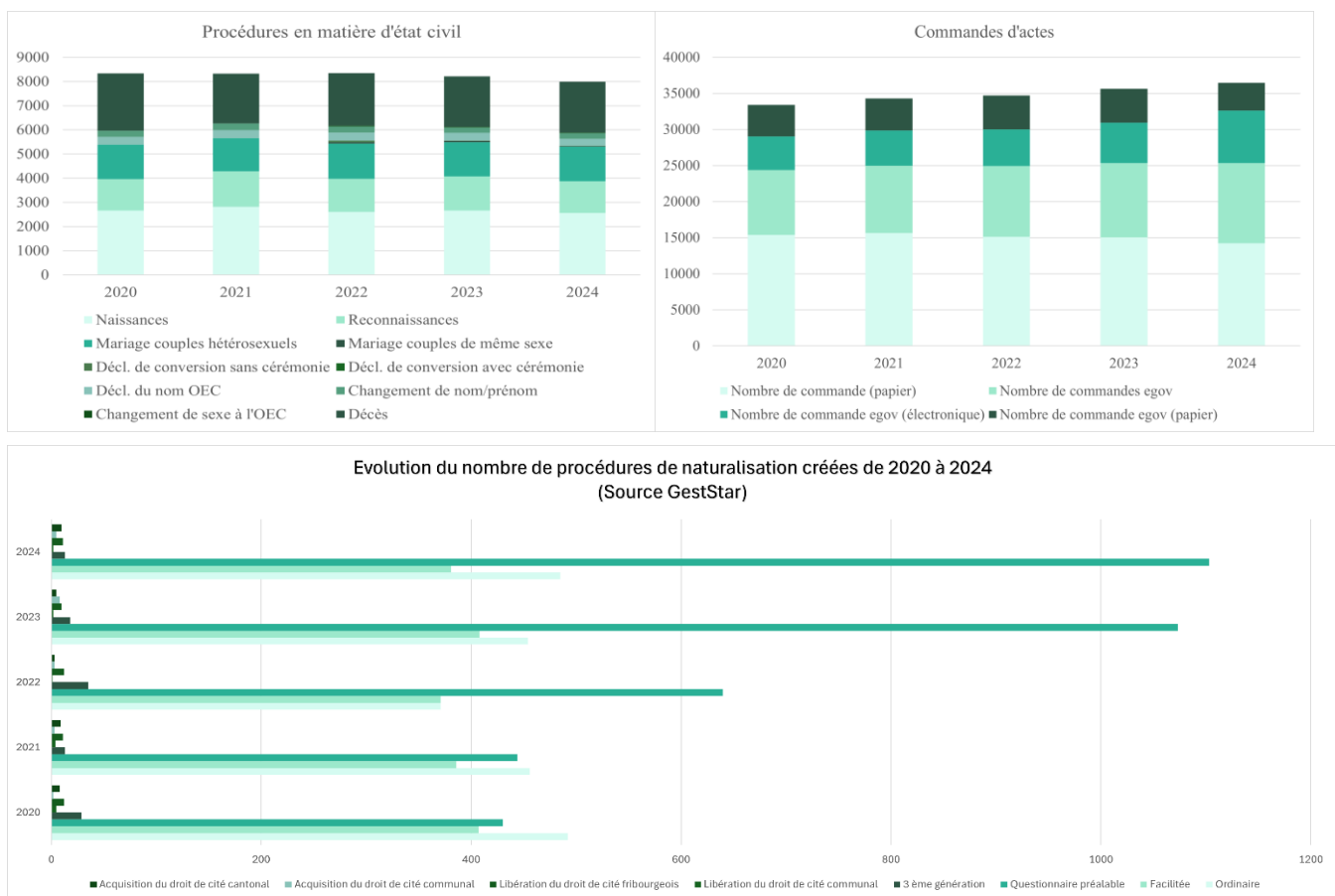
Les centres collecteurs de cadavres d'animaux ont enregistré des tonnages proches des années précédentes. Le déplacement du centre de Kerzers suit son cours. L'équipe d'intervention en cas d'épizootie a continué sa préparation aux différentes épizooties par des exercices durant l'année 2024.

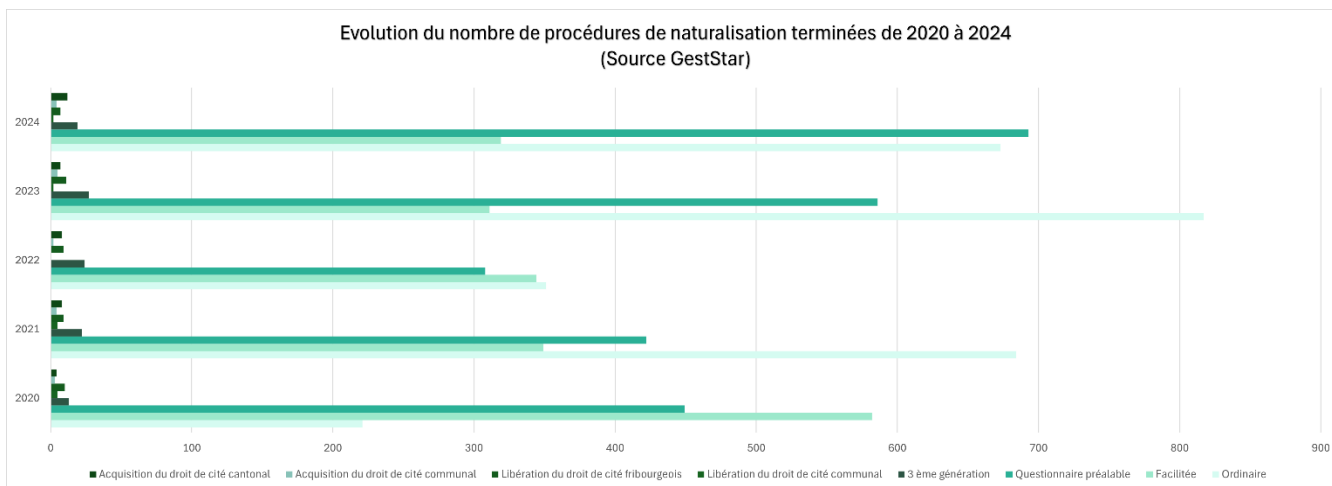
[Toutes les actualités de la DIAF](#)

[Plus de détails au sujet des faits marquants des entités de la DIAF](#)

5.3.2 Chiffres clefs

5.3.2.1 SAINEC





5.3.2.2 SFN

	2024	2023
Superficie de forêts protectrices soignées en ha	581	422
Surface de réserves forestières créées en 2024 en ha	43,38	202,61
Volume de bois exploité en m3	268'975	270'433
Nombre de biotopes avec mesures de gestion	89	74
Nombre de permis de chasse	659	695
Nombre de permis de pêche	13'725	13'063

5.3.2.3 SAAV

	2024	2023
Echantillons analysés	>35000	>40000
Inspections et contrôles	3111	3217
Contrôles par la section protection des animaux	614	720
Décisions administratives	4825	5470

5.3.2.4 Préfectures

	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse
Permis de construire	383	237	450	211	173	253	130
Affaires pénales (total), dont :	7015	1976	3379	6059	575	1834	1276
<i>Tentatives de conciliation</i>	144	10	66	13	23	32	9
<i>Ordonnances pénales</i>	6598	1572	3304	5628	545	1770	1263
<i>Oppositions à des ordonnances</i>	383	34	224	12	29	29	20
Recours administratifs							
<i>Nouveaux recours enregistrés</i>	35	3	19	20	12	44	13
<i>Décisions prononcées</i>	26	1	29	19	14	39	5
Autorisations diverses (extraits)							
<i>Manifestations</i>	702	714	456	446	601	686	178
<i>Etablissements publics</i>	457	31	96	46	98	140	66
<i>Permis de chasse</i>	887	305	614	170	285	181	232
<i>Permis de pêche</i>	2441	1135	1499	2007	264	830	140
<i>Permis et impôts pour les chiens</i>	6127	3097	4141	2454	2534	3138	1944
Surveillance des communes							
<i>Enquêtes administratives</i>	2	0	0	0	0	1	0
<i>Instructions préliminaires</i>	1	2	5	0	0	0	1
Divers							
<i>Demandes LInI</i>	15	1	0	0	0	9	0

	Sarine	Singine	Gruyère	Lac	Glâne	Broye	Veveyse
Mandats d'amener	52	12	55	6	15	6	9
Mises en bières	37	1	6	14	0	4	5

5.3.2.5 SANIMA

	2024	2023
Nombre de bovins	133'636	133'472
Nombre de détenteurs de bovins	1'947	1'965
Nombre de volailles	2'378'858	2'380'493
Nombre de détenteurs de volaille	1'455	1'506

5.3.2.6 Etat du personnel

Pouvoirs – Directions	Comptes 2024	Comptes 2023	Ecart
Centres de charges	EPT	EPT	EPT
Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts	462,22	460,36	1,86
Administration centrale	256,20	253,42	
3400 / ICAS Secrétariat général	14,14	13,08	
3405 / ETCI Service des affaires institutionnelles, des naturalisations et de l'état civil	30,50	30,36	
3410 / PREF Préfectures	45,67	45,55	
3415 / DECO Service des communes	7,76	7,9	
3430 / OVET Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires	84,67	85,83	
3445 / SFOR Service des forêts et de la nature	71,66	69,06	
3460 / VILA Vignobles de Lavaux	1,80	1,64	
Secteurs spéciaux, établissements divers	206,02	206,94	
3440 / IAGR Institut agricole de l'Etat de Fribourg	197,20	197,31	
3445 / SFor Service des forêts et de la nature	8,82	9,63	

5.3.2.7 Fluctuation du personnel

Pouvoirs – Directions	Fluctuation 2024 %	Fluctuation 2023 %
Centres de charges		
Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts	6,12	6,17
3400 / ICAS Secrétariat général	6,14	3,85
3405 / ETCI Service des affaires institutionnelles, des naturalisations et de l'état civil	10,46	10,04
3410 / PREF Préfectures	10,15	10,37
3415 / DECO Service des communes	25,81	-
3430 / OVET Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires	8,09	9,48
3445 / SFOR Service des forêts et de la nature	3,15	2,37
3440 / IAGR Institut agricole de l'Etat de Fribourg	4,11	5,12

Explications complémentaires du calcul de la fluctuation sous le point [4.4.3](#).

[Plus de chiffres clef sur les entités de la DIAF](#)

5.4 Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle DEEF

5.4.1 Faits marquants de l'activité de la Direction

5.4.1.1 Direction et Secrétariat général

En 2024, la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle (ci-après : DEEF) a poursuivi ses réflexions sur les moyens de lutter contre la pénurie de main d'œuvre spécialisée. Elle a mis en consultation, conjointement avec la Direction de la santé et des affaires sociales, un projet de loi d'application de la loi fédérale relative à l'encouragement de la formation dans le domaine des soins infirmiers. Elle a également achevé les travaux relatifs à la révision complète de la loi sur la formation professionnelle, en vue d'une mise en consultation au premier trimestre 2025. Sous l'angle de la formation tertiaire, la DEEF a validé la convention d'objectifs quadriennale de la HES-SO pour la période 2025-2028, laquelle cible, entre autres, un renforcement des filières dans les domaines à pénurie.

Sous l'angle de la transition énergétique, la DEEF a continué d'œuvrer dans le cadre du comité de pilotage éolien et lancé les travaux pour installer des mâts de mesures des vents sur les sites inscrits au plan directeur cantonal, conformément au mandat donné par le Grand Conseil. Elle participe également au renouvellement de la stratégie de développement durable, en particulièrement au suivi et renforcement de la feuille de route en économie circulaire, ainsi qu'aux travaux relatifs au plan climat de deuxième génération.

Sous l'angle de la recherche et de l'innovation, le Secrétariat général a œuvré, de concert avec la Promotion économique, à la conclusion d'un accord avec l'EPFL visant à son extension sur le site de Bluefactory et le déploiement de six nouvelles chaires actives dans les thèmes stratégiques de l'environnement bâti, de l'énergie et du climat. Il a également soutenu la Promotion économique dans ses travaux relatifs à la mise sur pied d'une loi sur l'innovation.

S'agissant du soutien aux médias, le Secrétariat général a mis en œuvre plusieurs mesures de soutien émanant des tables rondes organisées précédemment, ainsi que la loi sur l'accès des jeunes aux médias.

Le Secrétariat général a également soutenu la Promotion économique dans le cadre du suivi juridique des mesures de contrôle relatives aux aides pour les cas de rigueur. Il a également soutenu les services dans plusieurs autres projets de révisions législatives. Le Grand Conseil a notamment accepté en février 2022 la révision partielle de la loi sur le registre du commerce relative au guichet virtuel.

5.4.1.2 Collaboration intercantionales (relations intercantionales au niveau de la Direction)

En 2024, la Conférence des chefs des départements cantonaux de l'économie publique (ci-après : la CDEP) a traité notamment :

- > du maintien du service public régional dans le domaine des médias, de la poste et des télécommunications ;
- > de la politique du marché du travail ;
- > des mesures d'économies fédérales ;
- > de la réforme fiscale de l'OCDE.

En 2024, le canton de Fribourg a pris la présidence de la Conférence des chefs des départements cantonaux de l'économie publique de Suisse occidentale (ci-après : la CDEP-SO). Celle-ci a traité notamment :

- > des instruments de promotion économique et d'innovation de Suisse occidentale ;
- > du mandat de négociation avec l'UE;
- > du message FRI 25-28.

En 2024, la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (ci-après : l'EnDK) a traité notamment :

- > de la « loi sur l'électricité » ;
- > du projet d'accord sur l'électricité avec l'Union européenne ;
- > du modèle de prescriptions énergétiques des cantons.

En 2024, le Comité gouvernemental de la HES-SO (ci-après : le CG HES-SO) a traité notamment des questions suivantes :

- > de la planification stratégique et financière pour la période 25-28 ;
- > de l'évolution des effectifs estudiantins ;
- > de la régulation dans les domaines santé et travail social.

5.4.1.3 Promotion économique du canton de Fribourg (ci-après : PromFR)

En 2024, la Promotion économique du canton de Fribourg (ci-après : PromFR) a concrétisé 32 projets, prévoyant la création de 527 emplois sur cinq ans et générant 116 millions de francs d'investissements. Ses actions ont également renforcé plus de 1000 emplois existants, malgré un contexte géopolitique compliqué marqué par des tensions internationales, une récession en Allemagne et la mise en place de l'impôt minimum de l'OCDE.

Le programme de mise en œuvre 2024-2027 de la Nouvelle Politique Régionale (ci-après : NPR) a été lancé avec 19 projets approuvés, représentant 9,11 millions de francs d'aides. Ces initiatives, centrées sur la bioéconomie, l'industrie 4.0, le smart territory, l'entrepreneuriat et le tourisme, visent à stimuler l'innovation et le développement territorial à travers des projets collaboratifs.

En matière de promotion extérieure, 16 entreprises, dont 8 étrangères, se sont implantées dans le canton, générant une quarantaine d'emplois. Une délégation d'entreprises fribourgeoises s'est rendue au Texas pour explorer des opportunités stratégiques, tandis que le VIII Podium de PuntoLatino, organisé à Fribourg avec le soutien actif de la PromFR, était dédié aux relations entre le Mercosur et l'Association européenne de libre-échange (ci-après : AELE). La PromFR a également accompagné une visite officielle de l'ambassadrice d'Espagne en Suisse.

En parallèle, la PromFR a poursuivi les contrôles des entreprises bénéficiaires des indemnités pour cas de rigueur. Sur les 1124 dossiers examinés, 728 étaient conformes aux exigences fédérales ou présentaient des écarts mineurs, tandis que 396 ont fait l'objet d'un examen approfondi. Des remboursements partiels ou totaux ont été demandés dans 94 cas, pour un montant total de 6,63 millions de francs, dont 1,74 million a été récupéré jusqu'à fin 2024.

La PromFR a également participé à de nombreux conseils et comités, notamment ARI-SO, bluefactory, Carbon FRI, Cautionnement romand, Cluster Food & Nutrition, Fri Up, Greater Geneva Bern area (GGBa), Swiss Food & Nutrition Valley (SFNV) et Switzerland Innovation Park West EPFL.

Enfin, l'année 2024 a été marquée par les événements suivants :

- > Étude BAK : A l'occasion du lancement du magazine Fribourg Network Freiburg 2024, une étude d'impact réalisée par BAK Economics a révélé que les sciences de la vie génèrent 10 % du PIB cantonal, avec une productivité 3,2 fois supérieure à la moyenne cantonale.
- > Bioeconomy Forum : Organisé en octobre à bluefactory, cet événement a rassemblé 200 participants de Suisse, France et Allemagne, soulignant les atouts de Fribourg et son rôle dans la transition vers une bioéconomie circulaire.

Prix IFF 2024/25 : Retransmise pour la première fois sur La Télé, la cérémonie a distingué Contrinex (Prix IFF Enterprise), Xemperia (Prix IFF Start-up) et ROMAG aquacare (Prix IFF Sustainability).

5.4.1.4 Service public de l'emploi (ci-après : SPE)

Le taux de chômage moyen pour 2024 est de 2,4 %, soit 0,3 point de pourcentage supérieur à l'année précédente. Il a augmenté de 0,3 point sur douze mois, passant de 2,5 % en janvier à 2,8 % en décembre. Les domaines du bâtiment et du génie civil ont compté parmi les branches économiques qui ont enregistré les principales hausses du nombre de chômeurs.

- > Le nombre de chômeurs inscrits ayant augmenté régulièrement, la dotation en personnel au sein des Offices régionaux de placement (ci-après : ORP) et de la Logistique des mesures du marché du travail (ci-après : LMMT) a été renforcée pour maintenir une prise en charge de qualité.

- > La prise en charge des bénéficiaires dans les ORP et au sein des mesures du marché du travail a été adaptée pour correspondre aux besoins du marché de l'emploi. Les objectifs des ORP et de la LMMT ont en outre été adaptés pour répondre à ceux de la « Stratégie SPE 2030 » du Secrétariat d'Etat à l'économie (ci-après : SECO).
- > Les résultats des sondages nationaux réalisés au printemps sur mandat du SECO ont été positifs : à Fribourg, 76 % des 1700 personnes en recherche d'emploi interrogées ont fait part de leur satisfaction face à leur prise en charge et à leur suivi.

Marché du travail :

- > Dans le cadre de la lutte contre le travail au noir, 19 mesures de contrainte administrative à l'encontre de différentes sociétés ont été prononcées, dont 6 suspensions d'activité et 13 interdictions d'accès au lieu de travail. Par ailleurs, 66 ordonnances pénales et 6 ordonnances de non-entrée en matière ont été rendues pour un refus de collaboration à la suite d'un contrôle.
- > Une campagne de sensibilisation sur la lutte contre le travail au noir a été lancée, avec notamment la tenue d'une conférence de presse en présence de différents acteurs concernés, dont Olivier Curty, Directeur de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle.
- > L'inspection du travail a délivré 1713 préavis et 259 permis de travail (du dimanche, de nuit, continu, en équipes), chiffres en constante augmentation.
- > Une enquête salariale effectuée auprès des physiothérapeutes a été réalisée et a permis de fixer une recommandation de salaire pour cette branche d'activité.

Section juridique :

- > La Section a procédé à une importante mise à jour de la majorité de ses documents de travail et procédures.
- > La plupart des documents de travail ont été migrés sur la plateforme Sharepoint pour un partage et une utilisation facilitée des informations.

La Section a travaillé en étroite collaboration avec les autres cantons romands et le SECO pour proposer des améliorations au programme informatique SIPAC 2.0 (système d'information pour le paiement de prestations de l'assurance-chômage).

5.4.1.5 Caisse publique de chômage (ci-après : CPCh)

La Caisse publique de chômage (ci-après : CPCh) est une unité rattachée administrativement à la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle. Elle est ouverte à tous les assurés domiciliés dans le canton pour leur fournir les prestations prévues par la législation fédérale sur l'assurance-chômage. En outre, elle est à la disposition des entreprises sises dans le canton pour verser à l'intention de tous les travailleurs touchés, quel que soit leur lieu de domicile, les indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail et les indemnités en cas d'intempéries. Elle est enfin seule compétente pour verser des indemnités en cas d'insolvabilité. Elle a également le mandat de déterminer le droit à la subvention de la perte de gain maladie pour l'ensemble des demandeurs d'emploi du canton de Fribourg.

En 2024, les prestations versées ont augmenté de 16 %, avec une hausse notable de 23 % des indemnités journalières en raison d'un taux de chômage moyen en progression par rapport à 2023. Par ailleurs, la CPCh a notifié 2'989 décisions de première instance. Elle a soumis au Service public de l'emploi (SPE) 2 cas pour examen.

Le nouveau système de gestion des prestations de l'assurance-chômage (ci-après : SIPAC 2.0), développé par le Secrétariat d'Etat à l'Economie (ci-après : SECO) et visant à poursuivre la modernisation et la numérisation de l'assurance chômage, a été introduit en 2023/24 pour les indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT), les indemnités en cas d'intempéries (INT) et les indemnités en cas d'insolvabilité (ICI). Cette modernisation se poursuivra avec l'introduction des autres prestations d'ici 2026.

L'ouverture du nouveau siège principal à Givisiez en 2024 témoigne de l'engagement de la CPCh à moderniser ses infrastructures afin de mieux répondre aux besoins des assuré-e-s et des collaborateurs et collaboratrices. Ce nouvel espace favorise la collaboration et la communication, tout en renforçant la qualité et l'accessibilité des services.

Enfin, la CPCh a annoncé l'ouverture, en février 2025, d'une nouvelle antenne au centre-ville de Fribourg, à l'Avenue de la Gare 2. Cet espace viendra compléter le siège principal de Givisiez et les succursales de Bulle et de Guin, consolidant ainsi la mission de proximité de l'institution.

5.4.1.6 Service du registre du commerce (ci-après : SRC)

En collaboration avec le Secrétariat de cyberadministration, le Service du registre du commerce poursuit l'avancement de son prochain projet de digitalisation, soit l'inscription, la modification et la radiation d'entreprises individuelles au guichet virtuel de l'Etat de Fribourg. Ce projet s'inscrit dans la modernisation du registre du commerce selon les lignes directives de l'Ordonnance sur le registre du commerce (ci-après : ORC).

Le guichet virtuel de cyberadministration permet notamment à ses utilisateurs d'inscrire et de gérer des personnes morales. Toute inscription doit être validée par une entité compétente. Ainsi et ce depuis octobre 2021, les inscriptions dans le guichet virtuel des entreprises et des sociétés inscrites au registre du commerce du canton de Fribourg sont traitées et vérifiées par le SRC.

Puis, il est important de souligner que depuis le 1^{er} janvier 2021, le registre du commerce est tenu de prendre contact avec toute entité juridique n'ayant subi de modification de leur extrait depuis 10 ans afin de vérifier l'exactitude de leurs données. Le Service du registre du commerce applique cette nouvelle obligation légale fixée à l'art. 157 ORC. Ceci permet au Service d'identifier des carences sur certaines sociétés inscrites dans le canton de Fribourg et ainsi initier au besoin une procédure de sommation à leur rencontre et obtenir in fine leur dissolution conformément à l'article 731b CO. Chaque année, un nombre important d'inscriptions sont effectuées en lien avec cette nouvelle obligation légale.

Le SRC fait partie des partenaires pilotes du Référentiel cantonal concernant les données de référence des EE (établissements et entreprises) par la mise à disposition des données publiques relatives aux inscriptions au registre du commerce. De ce fait, l'obligation légale évoquée précédemment permettra en amont de la mise en service du Référentiel cantonal de contrôler que les inscriptions au registre du commerce sont toujours conformes aux faits et ainsi délivrer des données actuelles.

De plus, le Service du registre du commerce a également contribué à la formation continue de son personnel en organisant diverses formations qui ont permis d'améliorer l'efficacité du Service et d'assurer des prestations de qualité.

Par ailleurs, le Service a collaboré avec d'autres offices cantonaux du registre du commerce en participant aux séances de travail afin d'harmoniser les pratiques et d'échanger sur les meilleures approches en matière d'inscriptions au registre du commerce, notamment des questions en relation avec l'entrée en vigueur du nouveau droit de la société anonyme au 1^{er} janvier 2023.

5.4.1.7 Service de l'énergie (ci-après : SdE)

Le Service de l'énergie, en collaboration avec le centre de compétence système d'information du territoire (ci-après : SIT), a publié sur le portail cartographique du canton diverses statistiques communales sur les systèmes de chauffage et de production pour l'eau chaude sanitaire.

Une vaste étude a été réalisée sur le potentiel de développement de la force hydraulique dans le canton, en réponse à un postulat du Grand Conseil. Il en ressort que la force hydraulique est largement exploitée dans le canton de Fribourg depuis de nombreuses décennies et que le potentiel d'augmentation de la production d'électricité renouvelable lié à cette source énergétique est limité.

Dans le contexte de sa politique énergétique et climatique, le Conseil d'Etat poursuit la mise en œuvre de sa stratégie solaire photovoltaïque, laquelle prévoit diverses mesures pour encadrer sa concrétisation. Les objectifs quantitatifs ont été fixés proportionnellement aux objectifs fédéraux et devront être atteints d'ici à 2050.

Formation :

- > Diverses formations destinées aux professionnels ainsi que des séances d'information publiques et gratuites sur le thème de la rénovation ont été organisées par Energie-FR.
- > Le portail « *Agenda énergie* », qui s'adresse aux spécialistes, aux représentantes et représentants des communes ainsi qu'à tout public intéressé par le domaine de l'énergie, recense l'ensemble des offres de formation dans ce domaine en Suisse (www.agenda-energie.ch).
- > Des animations sont proposées aux écoles afin de sensibiliser et informer les nouvelles générations sur les questions énergétiques et le développement de bons réflexes en matière d'énergie.

Différentes manifestations liées aux solutions énergétiques et ses technologies ont eu lieu au cours de l'année : le salon Energissima, les premières Journées fribourgeoises de photovoltaïque ainsi que la Journée Energie dans l'Agriculture.

Collaborations intercantionales : Le Service participe à différents groupes de travail ou d'accompagnement mis en place notamment par l'Office fédéral de l'énergie, la Conférence des directeurs et des services cantonaux de l'énergie et la Conférence romande des services de l'énergie. Il représente en outre les intérêts des cantons romands dans l'association Minergie®.

A la suite de l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024 de l'ordonnance éditée pour la mise en œuvre du Plan Climat cantonal, des aides financières sont octroyées aux communes pour leurs actions énergétiques visant à réduire la consommation d'énergie ou à valoriser les énergies renouvelables. La date limite pour la soumission des projets est fixée au 31 décembre 2025 ou à épuisement des disponibilités financières.

5.4.1.8 Service de la statistique (ci-après : SStat)

Statistiques : En 2024, le Service de la statistique (ci-après : SStat) a poursuivi ses missions en publiant régulièrement des données et des analyses sur des thèmes variés tels que la population, la société, l'économie, l'éducation ou encore les constructions et logements. Pour moderniser la diffusion de ces informations, un nouveau portail Internet ainsi qu'une nouvelle plateforme Open Government Data (ci-après : OGD) ont été mis en ligne début 2024. Ces outils, conformes aux standards actuels, facilitent l'accès aux données et optimisent leur usage. Ils répondent aussi au besoin d'une meilleure visibilité et rationalisation de la production statistique.

Le SStat répond également à de nombreuses demandes des administrations, des milieux politiques, économiques et scientifiques, ainsi que des médias et des particuliers. En 2024, un atelier de formation sur l'utilisation des données, ayant réuni environ 60 participants issus des services de l'Etat, a été organisé pour renforcer les compétences internes en matière de données. Par ailleurs, le service assure la coordination, le conseil et le contrôle de qualité des données pour des relevés fédéraux, notamment le recensement scolaire des élèves et des enseignants. Enfin, 2024 a marqué également le début des travaux préparatoires pour établir les scénarios d'évolution de la population fribourgeoise à l'horizon 2025-2055.

Données : La plateforme OGD constitue désormais le point central des données administratives ouvertes du canton, accessibles de manière intuitive. En 2024, le SStat a intégré des données issues de plusieurs services cantonaux et poursuivi la valorisation des données métiers grâce notamment au projet BW4 HANA, développé en collaboration avec le SITel.

En tant que garant de la qualité des données sur la population (article 9 de la loi fédérale sur l'harmonisation de registres), le SStat a accompagné les communes dans la mise à jour des registres des habitants et des bâtiments. Le service a également joué un rôle clé dans le projet de référentiels de données sur les personnes et les entreprises, mené par la Chancellerie, en assurant l'intendance et en contribuant activement à son développement.

Bases légales et collaborations : La révision de la Loi cantonale sur la statistique (LStat), entrée en vigueur le 1^{er} mars 2024, a formalisé la compétence du SStat en matière d'appariement statistique, renforçant ainsi ses capacités d'analyse. Par ailleurs, le service demeure fortement impliqué dans les développements de la statistique fédérale, collaborant étroitement avec l'OFS et d'autres offices régionaux.

5.4.1.9 Service du logement (ci-après : SLog)

En collaboration avec l'Office fédéral du logement et les régies immobilières concernées, le Service du logement (ci-après : SLog) participe (calcul du montant des aides, contrôles, etc.) à la gestion des logements subventionnés au sens de la Loi fédérale encourageant la construction et l'accèsion à la propriété de logements (LCAP) et de la Loi encourageant la construction de logements à caractère social. Les subventions étant limitées dans le temps (le plus souvent pour une période de 25 ans), elles touchent progressivement à leur fin, le dernier immeuble sortant du système d'aides à la fin de l'année 2027.

S'agissant des outils d'aide au logement figurant dans la Loi fédérale sur le logement (ci-après : LOG, qui remplace la LCAP), le SLog soutient financièrement le fonctionnement du Groupement des maîtres d'ouvrage d'utilité publique du canton de Fribourg (ci-après : FRIMOUP) à hauteur de 5000 francs par année.

Le SLog représente la DEEF au sein du comité de pilotage de l'Observatoire du logement et immobilier et a (en 2024) contribué à financer ce dernier à hauteur de 110 000 francs. Pour le compte de la DEEF, il pilote la procédure législative en vue de la pérennisation de cet observatoire (modification de la loi sur la statistique cantonale (LStat)), qui devrait aboutir durant le premier semestre 2025. Par ailleurs, le SLog a été responsable de la tenue de deux séances de la commission cantonale du logement et a organisé en novembre les Journées des offices latins du logement, qui réunissent les chefs de service cantonaux et des représentants de l'Office fédéral du logement.

Finalement, le SLog répond à sa mission d'information et de renseignement sur les aides au logement, l'aliénation d'immeubles et le droit du bail, notamment. Que ce soit au niveau cantonal ou au niveau intercantonal, il contribue également aux travaux en matière de politique du logement, dans le cadre de comités de projet et de groupes de travail.

5.4.1.10 Service de la formation professionnelle (ci-après : SFP)

Le Service de la formation professionnelle (ci-après : SFP) a assuré le suivi et la gestion de 9678 personnes en formation. En cas de difficulté, il offre ses services de médiation aux entreprises formatrices, aux apprenti-e-s et aux écoles. Le SFP organise plusieurs cours pour les formateurs en entreprise afin de leur transmettre les outils nécessaires pour la formation des apprenti-e-s. Le Service gère, en outre, les commissions d'apprentissage et les autorisations de former des entreprises. Le SFP surveille l'enseignement professionnel, dispensé dans les centres de formation suivants : Ecole professionnelle artisanale et industrielle (ci-après : EPAI), Ecole professionnelle commerciale (ci-après : EPC), Ecole des métiers Fribourg (ci-après : EMF), Ecole professionnelle artisanale et commerciale (ci-après : EPAC), Ecole professionnelle santé-social (ci-après : ESSG), Ecole professionnelle en arts appliqués (ci-après : eikon) et pour les professions de Grangeneuve, à l'exception de ses métiers légaux. Certaines variations notables selon les métiers en comparaison avec 2024 : malgré l'entrée en vigueur de la nouvelle réforme des professions du commerce de détail et de la formation commerciale initiale, les inscriptions au CFC d'employé-e de commerce augmentent (+ 0,9 %) restent relativement stables. Le constat est le même pour les gestionnaires du commerce de détail (+ 13,8 %), bien que les habitudes du consommateur changent (achats en ligne). La courbe est également positive pour les inscriptions au CFC d'assistant/assistante en soins et santé communautaire (+ 36,8 %) d'assistant/assistante en pharmacie CFC (+ 33 %), d'assistant/assistante socio-éducatif/éducative (+ 40,4 %) et de coiffeur/coiffeuse (+ 43,8 %) d'installateur-électricien/installatrice-électricienne CFC (+ 26,6 %) et d'informaticien/informaticienne CFC (+ 16,7 %). Le 12 juillet, le SFP a organisé, à Forum Fribourg, la remise des certificats fédéraux et a distribué plus de 2500 titres. Grâce au programme #FriReadyGo, géré par le SFP et co-financé par Movetia, 20 jeunes diplômé-e-s (CFC/AFP/MP) ont effectué un stage en Europe. Du côté national, et aussi co-financé par Movetia, le Service s'est lié avec les cantons de Berne, de Zürich, de Lucerne, du Valais, du Jura et du Tessin pour le programme Swiss Mobility. Ce dernier permet aux diplômés d'effectuer un stage dans les cantons partenaires au programme. Cette année, le canton de Fribourg a accueilli deux Lucernoises. La Journée nationale de la formation professionnelle est passée à une semaine complète. A cette occasion, le SFP a coordonné des interviews sur RadioFr avec différents acteurs de la formation professionnelle ainsi que plusieurs promotions sur les réseaux sociaux. Concernant l'Association du Centre professionnel cantonal (ci-après : ACPC), sous l'autorité du SFP, la construction du campus de cours interentreprises (ci-après : CIE), à Villaz-St-Pierre, s'est terminée dans les délais. Tous les cours ont pu débiter et le bâtiment a été inauguré officiellement le 7 novembre 2024.

5.4.1.11 Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale de Fribourg (ci-après : HES-SO//Fribourg)

L'année 2024 marque une nouvelle étape pour la HES-SO//Fribourg, avec des initiatives et des projets visant à renforcer sa position en tant qu'institution de premier plan dans l'enseignement supérieur et la recherche. Sa **VISION** : "**Former, Innover et Révéler les Potentiels**", continue de guider ses initiatives, ses actions et ses décisions, en mettant l'accent sur la durabilité, la numérisation et l'amélioration continue de ses processus.

Gouvernance Organe exécutif de la HES-SO Fribourg, le Comité de direction de la HES-SO Fribourg s'est réuni dix fois en 2024. En outre, en mai 2024, un séminaire de deux jours a réuni les directions des quatre hautes écoles et les responsables des services centraux sous la conduite du directeur général. Ce séminaire traitait deux thèmes principaux : « Durabilité & Numérisation » avec les questionnements suivants : « Où en est-on ? » / « Où veut-on aller/être ? » / « Comment y aller ? » / « Avec quels moyens ? ».

En 2024, la HES-SO//Fribourg a poursuivi et finalisé les actions contenues dans le mandat de prestations 2021-2024 qui le lie au rectorat de la HES-SO. De plus, elle a poursuivi l'élaboration de son Plan d'Intention Cantonal (PIC) 2025-2028, ce dernier a été finalisé et approuvé par le Conseil HES-SO-FR en avril, puis ratifié par le Conseil d'État fribourgeois en mai, permettant ainsi l'établissement du nouveau mandat de prestations entre la HES-SO et la HES-SO Fribourg pour la période 2025-2028.

Ressources Humaines La formation continue de ses cadres a été une priorité en 2024, avec la répétition du cours Leadership@HES-SO-FR. Cette formation sera reconduite pour les nouveaux cadres et enrichie d'un after-work annuel pour tous les cadres. Une rencontre en juillet entre la direction générale et une délégation des représentants du personnel a permis de discuter de divers dossiers, renforçant ainsi le dialogue et la collaboration au sein de l'institution.

Infrastructures L'année 2024 a vu la poursuite de plusieurs projets d'infrastructure majeurs, notamment en vue de la rénovation du bâtiment de la HEG et en vue de la rénovation de la Halle Grise pour la filière d'architecture. L'extension de la filière d'ostéopathie sur le site de St-Justin a pu se concrétiser. La HES-SO//Fribourg a également poursuivi ses efforts en vue de renforcer la sécurité de ses infrastructures des systèmes d'information. Ces initiatives reflètent l'engagement de l'institution HES-SO//Fribourg à fournir des infrastructures de haute qualité, favorisant un environnement d'apprentissage et de travail optimal pour toute la communauté académique.

Finances La clôture des comptes 2024 a été conforme au budget, avec une réduction de l'excédent de charges budgété. La HES-SO//Fribourg a participé à l'établissement du plan financier 2025-2028 de la HES-SO lequel marque une étape cruciale dans la planification à long terme de ses ressources financières.

Mission Enseignement En 2024, la HES-SO//Fribourg a renforcé son offre de formation, avec des programmes innovants et adaptés aux besoins du marché du travail. Elle a organisé des journées portes ouvertes pour attirer de nouveaux étudiants et promouvoir ses filières, notamment en ingénierie et en soins infirmiers, l'objectif étant, pour les années à venir, de regagner une croissance du nombre d'étudiant-e-s pour certaines filières.

Mission Recherche et Innovation La recherche et l'innovation restent au cœur de notre mission. En 2024, plusieurs projets de recherche appliquée ont été lancés, en collaboration avec des partenaires académiques et industriels. Les initiatives en matière de durabilité et de numérisation ont été particulièrement mises en avant, avec des projets tels que le "Smart Energy District" et des collaborations internationales. Le fonds de recherche de la HES-SO//Fribourg et les quatre fonds de recherche des HES fribourgeoises ont été sollicités afin de soutenir des projets de recherche mais également des initiatives en lien avec le soutien au bilinguisme.

5.4.1.12 Union fribourgeoise du Tourisme (ci-après : UFT)

Après une année record en 2023, 2024 est plus contrastée avec des nuitées hôtelières en légère baisse mais une augmentation dans la parahôtellerie et les lieux de visite.

La stratégie de développement du tourisme fribourgeois 2024-2030 est validée par le Conseil d'Etat en février 2024. Elle intègre entre autres un axe durabilité dont les actions sont poursuivies avec le Plan Climat cantonal. Un montant de 100 000 francs est octroyé en 2024 par la Nouvelle Politique Régionale (NPR) afin de soutenir les prestataires touristiques dans leurs démarches durables. La plateforme en ligne EasyCheckIn permet de saisir et de transmettre les

données liées à l'enregistrement des hôtes et s'étend désormais à 11 destinations touristiques suisses. La poursuite des projets tels l'entrepôt de données, l'opération « *Bons GastroFribourg* » avec les résidences secondaires et l'intégration de l'Association Touristique de la Broye (ci-après : ATB) dans le logiciel de comptabilité analytique aux côtés de deux autres Organisations touristiques régionales (ci-après : OTR) atteste de la solidité des projets stratégiques de l'UFT. Enfin, le déménagement de nos bureaux au centre-ville de Fribourg, à proximité de la gare, augmente significativement la part modale des transports publics pour une mobilité plus durable et offre un environnement de travail favorisant les échanges et la collaboration entre le personnel.

La mobilité touristique se développe avec le plan cantonal VTT et, du côté des randonnées pédestres, la collaboration avec 40 baliseurs et baliseuses bénévoles permet de préserver un réseau de qualité. En plus des étroites coopérations avec les OTR, les collaborations externes sont renforcées sur les campagnes de communication du marché suisse. Au printemps, un jeu digital immersif est mis sur pied avec les TPF et la Maison Cailler avec pour objectif de promouvoir la récente ligne de train ChocolatExpress. Il est pérennisé par les TPF qui l'installe sur sa ligne ferroviaire. En automne, la nouvelle « *Saison de la Bénichon* » permet de renforcer cette tradition phare en collaboration avec GastroFribourg, Terroir Fribourg et les associations des boucheries et boulangeries fribourgeoises. En hiver, l'action « *Berceau de la fondue* » réalisée avec l'Association Fribourgeoise des Hôteliers (ci-après : AFH) et GastroFribourg offre une fondue dès deux nuitées pour palier à la saison creuse. Sur les marchés étrangers, les actions se poursuivent positivement en France, en Allemagne et en Espagne. La présence de l'UFT est augmentée sur le réseau social TikTok destiné à une cible plus jeune. Aux côtés de l'Association de promotion de l'image du canton de Fribourg Fribourgissima, des événements majeurs du canton sont soutenus avec la marque Fribourg. Depuis 2023, un mandat de communication est confié à l'UFT pour améliorer la communication digitale de Terroir Fribourg et se poursuit grâce aux bons résultats. Le site fribourg.ch héberge les informations officielles du Championnat du Monde de Hockey sur glace 2026. L'année se termine sur un succès grâce à la présence renforcée de Fribourg lors de la 96^e Coupe Spengler à Davos.

En 2025, l'UFT se prépare à fêter son 100^e anniversaire sur des perspectives positives grâce au dynamisme des acteurs touristiques du canton.

[Toutes les actualités de la DEEF](#)

[Plus de détails au sujet des faits marquants des entités de la DEEF](#)

5.4.2 Chiffres clefs

5.4.2.1 Direction et Secrétariat général

Recours auprès de la DEEF contre des décisions de ses services	2024	2023	Ecart
Recours déposés	33	34	-1
Recours traités	33	20	13
<i>Dont :</i>			
Admis	4	1	3
Partiellement admis	5	4	1
Rejetés	19	9	10
Recours sans objet ou retrait du recours	3	5	-2
Irrecevables	2	1	1
Encore pendants à la DEEF au 1 ^{er} janvier de l'année suivante	14	14	0

5.4.2.2 Promotion économique du canton de Fribourg (PromFR)

Nombre	2024	2023	Ecart
Projets d'extension ou d'implantation d'entreprises	32	40	-8
<i>Dont :</i>			
Extensions d'entreprises existantes	16	24	-8
Implantations de nouvelles entreprises	16	16	0

Nombre	2024	2023	Ecart
Nouvelles places de travail prévues	527	767	-240
Investissements prévus en millions de francs	116	140	-24
Nombre d'entreprises au bénéfice d'un soutien financier	18	24	-6
Nombre d'entreprises au bénéfice d'un allègement fiscal	2	1	+1
Montant maximal des soutiens financiers en millions de francs	5,1	3,1	+2,0
Projets NPR	19	23	-4
Consultations	137	107	+30

5.4.2.3 Service public de l'emploi (SPE)

	2024	2023	Ecart
Taux de chômage moyen dans le canton de Fribourg	2,4 %	2,1 %	0,3 pt
Chômeurs et chômeuses inscrits auprès des ORP (moyenne annuelle)	4120	3668	452
Demandeurs et demandeuses d'emploi inscrits auprès des ORP (moyenne annuelle)	8209	7261	948
Mesures du marché du travail octroyées	12 504	11 591	913
Montant en francs consacré aux mesures du marché du travail	20'980'000	22'854'000	- 1'874'000
Comportements fautifs selon la loi sur l'assurance-chômage (LACI) traités	7730	7700	0,3 pt
Demandes traitées concernant l'indemnité RHT	159	93	66
Demandes traitées concernant l'indemnité en cas d'intempéries	90	332	-242
Inspections dans le cadre de la lutte contre le travail au noir	647	612	35
Inspections dans le cadre de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement Accord sur la libre circulation des personnes ALCP (FlaM)	197	217	-20
Visites Médecins du travail et autres Spécialistes de la Sécurité au Travail (MSST) portant sur la sécurité et la protection de la santé au travail	110	119	-9
Dossiers loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de service (LSE) traités	47	33	14
Préavis délivrés par l'inspection du travail	1713	1764	-51
Octrois de permis de travail (travail du dimanche, de nuit, en équipes, en continu)	259	223	36
Dénonciations concernant la loi sur les travailleurs détachés	129	83	46
Ordonnances pénales délivrées par le SPE et le Ministère public dans le cadre de la lutte contre le travail au noir	66+64=130	50+21=71	59

5.4.2.4 Caisse publique de chômage (CPCh)

Demandes d'indemnités

Nombre	2024	2023	Ecart
Assurance chômage			
Nombre d'assurés	7889	7534	4,71 %
Nombre d'inscriptions et réinscriptions	8186	7634	7,23 %
Nombre d'indemnités journalières versées	632'342	536'443	17,88 %
Intempérie			
Nombre d'entreprises	49	22	122,23 %
Réduction de l'horaire de travail			
Nombre d'entreprises	22	394	-94,42 %
Insolvabilité			
Nombre d'entreprises	49	45	8,89 %

Indemnités versées

CHF	2024	2023	Ecart
Total	149'120'746	129'040'420	15,56 %
Chômage complet	116'003'477	94'511'861	22,74 %
Allocations familiales	1'910'690	1'431'472	33,48 %
Mesures relatives au marché du travail (MMT)	3'598'491	4'104'588	-12,33 %
Coût afférent au projet (Organisateur)	21'120'566	20'520'338	2,93 %
Intempéries et réduction de l'horaire de travail	3'071'003	7'296'908	-57,78 %
Insolvabilité	3'406'519	1'175'253	189,85 %

5.4.2.5 Service du registre du commerce (SRC)

Sociétés actives inscrites auprès du registre du commerce (état au 31 décembre)	2024	2023	Ecart
Entreprises individuelles (EI)	6210	6358	- 148
Sociétés en nom collectif (SNC)	446	441	+ 5
Sociétés en commandite (SC)	18	19	- 1
Sociétés anonymes (SA)	7898	7706	+ 192
Sociétés à responsabilité limitée (Sàrl)	8951	8366	+ 585
Etablissements de droit public (EDP)	28	28	0
Sociétés d'investissement à capital variable (SICAV)	2	2	0
Sociétés coopératives (COOP)	436	444	- 8
Succursales d'une entreprise étrangère (SEE)	68	65	+ 3
Succursales d'une entreprise suisse (SES)	561	526	+ 35
Associations (ASS)	347	323	+ 24
Fondations (FOND)	493	497	- 4
Entreprises non astreintes à inscription (PRO)	13	13	0
Indivisions (IND)	1	1	0
Total	25'472	24'789	+ 683

Tableau comparatif par rapport à la langue d'inscription	2024	2023	Ecart
Total des sociétés actives inscrites en langue française	19'919	19'326	+ 593
Total des sociétés actives inscrites en langue allemande	5553	5463	+ 90

5.4.2.6 Service de l'énergie (SdE)

	2024	2023	Ecart
Elèves des classes primaires ayant bénéficié de l'animation énergie	1240	1656	- 416
Demandes de permis de construire contrôlées et préavisées	3671	3957	- 286
Dossiers PAL/PAD préavisés	46	30	16
Autorisations pour des installations de réfrigération et/ou d'humidification et dérogations diverses accordées	80	62	18
Autorisations de déplacement, construction et/ou exploitation de réseaux de gaz naturel délivrées	6	8	- 2
Promesses de subvention pour la mesure M01 (isolation thermique).	334	359	- 25
Promesses de subvention pour les mesures M-02/M-03/M-04/M-05/M-06/M-07 (installations de production de chaleur à énergie renouvelable : bois, pompes à chaleur, raccordement CAD).	786	1135	- 349
Promesses de subvention pour la mesure M-08 (capteurs solaires thermiques).	11	13	- 2
Promesses de subvention pour la mesure M-10 (amélioration de la classe CECEB®)	95	91	4

	2024	2023	Ecart
Promesses de subvention pour la mesure M-12 (rénovation complète avec certificat Minergie®)	2	5	- 3
Promesses de subvention pour la mesure M-16 (nouvelle construction avec Minergie®-P) – Mesure supprimée le 1^{er} mars 2023		12	
Promesses de subvention pour la mesure M-17 (nouvelle construction CECB® A/A) – Mesure supprimée le 1^{er} mars 2023		51	
Promesses de subvention pour la mesure M-18 (CAD – réseau de chaleur / production de chaleur)	7	7	0
Montant promis au total dans le cadre du Programme Bâtiments (hors subventions bornes et CECB® Plus).	15'138'596	22'901'124	- 7'762'528

5.4.2.7 Service de la statistique (SStat)

	2024	2023	Ecart
Actualités publiées	13	13	0
Pages Internet thématiques	55	53	2
Memento statistique : tirage	1900	2200	-300
Plateforme OGD : tableaux publiés	76	55	21
Demandes de renseignements sur les données, les résultats ou les registres	env. 350	env. 400	-50
Registres-clefs où le SStat est actif	3	2	1
Registres-métier en prétraitement qualité pour accostage au Référentiel cantonal	12	11	1

5.4.2.8 Service du logement (SLog)

	2024	2023	Ecart
Logements vacants dans le canton (source : OFS, état au 1 ^{er} juin)	1925	2253	-328
Taux de logements vacants	1,16 %	1,38 %	-0,22 %
Nombre de logements subventionnés (cantonaux) (état au 31 décembre)	6	6	0
Montant versé au titre de l'abaissement de loyer (contributions cantonales)	44'208	19'730	24'478
Contrôle des subventions	17	58	-41
Révision de situation sur demande des occupants de logements subventionnés	0	1	-1
Promesse de subvention	8	16	-8
Demande de radiation de prêts de la Confédération, inscrites au Registre foncier	3	2	1

5.4.2.9 Service de la formation professionnelle (SFP)

	2024	2023	Ecart
Nombre de professions enseignées	187	176	+6,3 %
Nombre d'entreprises formatrices	2305	2321	0,7 %
Nombre total de personnes en formation inscrites au SFP	9678	9472	+2,2 %
Taux de réussite apprentissages et maturités professionnelles	90,7 %	91,6 %	-1 %
Lauréats CFC et AFP	1974	2044	-3,4 %
Lauréats maturité professionnelle	507	510	-0,6 %

5.4.2.10 Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale de Fribourg (HES-SO//Fribourg)

A ce jour la HES-SO-FR compte 2201 étudiant-e-s répartis sur ses quatre Hautes écoles selon le tableau ci-dessous (chiffres correspondant à l'année académique 2024/25, selon les statistiques OFS, valeurs au 15 octobre 2024)

*39 étudiant-e-s inscrit-e-s en Master en Business Administration et 17 étudiant-e-s inscrit-e-s en EMBA

	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année	4 ^e année	Master	Total
Total HEIA-FR	332	246	196	-	-	774
Total ETC	-	-	25	-	-	25
Total HEG-FR	143	102	102	54	*39+17	457
Total HEdS-FR	145	148	137	31	59	520
Total HETS-FR	149	127	130	19	-	425
Total HES-SO Fribourg	769	623	590	104	115	2201

5.4.2.11 Union fribourgeoise du Tourisme (UFT)

	2024	2023	Ecart
Bilan global des nuitées commerciales du canton de Fribourg	1'699'668	1'729'597	-3.47 %
Nuitées de l'hôtellerie	484'516	496'830	-2.48 %
Nuitées de la parahôtellerie commerciale dont celles de la plateforme Airbnb	357'516	364'899	-2.03 %
Part de marché de la clientèle suisse	69.48 %	69 %	0 %
Nuitées des marchés de proximité, à l'image de la France	44'229	42'595	+3.84 %
Fréquentation du top 10 des attractions touristiques	1'643'828	1'578'913	+4.10 %
Articles de médias touristiques influencés par l'UFT	330	404	-18.32 %
Nombre de sessions du nouveau site web unifié de l'UFT et des 7 Organisations touristiques régionales	3'994'924	3'757'500	+6.32 %
Abonnés au compte Facebook représentant la plus grande communauté du canton	194'108	188'456	+3 %
Nombre de vidéos de promotion réalisées à l'interne en collaboration notamment avec Terroir Fribourg et les Organisations touristiques régionales	70	40	+75 %
Baliseurs et baliseuses en charge du contrôle de la qualité du réseau pédestre	40	38	+5.2 %
Produit de la taxe cantonale de séjour (en francs)	2'508'820	2'554'009	-1.77 %
Aides attribuées par le Fonds d'équipement touristique du canton de Fribourg (en francs)	1'120'000	1'700'000	-34.12 %

5.4.2.12 Etat du personnel

Pouvoirs – Directions Centres de charges	Comptes 2024 EPT	Comptes 2023 EPT	Ecart EPT
Pouvoir exécutif – Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle	987.58	964.93	22.65
Administration centrale	86.06	9.60	0.22
3500/ETES Secrétariat général	9.23	85.84	0.22
3505/PECO Promotion économique du canton de Fribourg	11.55	11.54	0.01
3510/OPEM Service public de l'emploi	16.07	16.35	-0.28
3525/RCOM Service du registre du commerce	7.02	6.96	0.06
3535/LOGE Service du logement		0.39	-0.39
3542.1/SFPR Service de la formation professionnelle	24.97	25.29	-0.32
3560/STAT Service de la statistique	10.61	10.34	0.27
3565/ENER Service de l'énergie	6.61	5.37	1.24
Secteur de l'enseignement	901.52	879.09	22.43
3542.2/EPAL Ecole professionnelle artisanale et industrielle	191.69	191.40	0.29
3542.3/EPCO Ecole professionnelle commerciale	76.86	73.38	3.48
3542.4/EPAC Ecole professionnelle artisanale et commerciale	51.27	50.11	1.16
3542.5/EPSS Ecole professionnelle santé-social	37.53	36.54	0.99

Pouvoirs – Directions Centres de charges		Comptes 2024 EPT	Comptes 2023 EPT	Ecart EPT
3542.6/EMEF	Ecole des métiers Fribourg	83.00	82.59	0.41
3542.7/EPAA	Ecole professionnelle en arts appliqués	25.47	25.16	0.31
3557/ETEC	Ecole techniques	6.66	7.63	-0.97
3559.1/HEDG	Direction générale HES-SO//FR	9.19	9.22	-0.03
3559.2/HEIA	Haute école d'ingénierie et d'architecture	212.13	203.11	9.02
3559.3/HEGE	Haute école de gestion	59.45	56.78	2.67
3559.4/HEDS	Haute école de santé	92.03	87.78	4.25
3559.5/HEDT	Haute école de travail social	56.24	55.39	0.85

5.4.2.13 Fluctuation du personnel

Pouvoirs – Directions Centres de charges		Fluctuation 2024 %	Fluctuation 2023 %
Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle		3,31	4,30
3500/ETES	Secrétariat général	5,54	8,51
3505/PECO	Promotion économique du canton de Fribourg	7,06	8,77
3510/OPEM	Service public de l'emploi	12,50	11,01
3525/RCOM	Service du registre du commerce	16,34	20,84
3535/LOGE	Service du logement	0	100
3542.1/SFPR	Service de la formation professionnelle	0	14,75
3560/STAT	Service de la statistique	0	0
3565/ENER	Service de l'énergie	0	6,17
Secteur de l'enseignement			
3542.2/EPAI	Ecole professionnelle artisanale et industrielle	1,98	0,76
3542.3/EPCO	Ecole professionnelle commerciale	4,27	4,30
3542.4/EPAC	Ecole professionnelle artisanale et commerciale	0,59	0
3542.5/EPSS	Ecole professionnelle santé-social	5,40	1,70
3542.6/EMEF	Ecole des métiers Fribourg	1,22	2,49
3542.7/EPAA	Ecole professionnelle en arts appliqués	5,62	10,42
3557/ETEC	Ecole techniques	7,85	0,75
3559.1/HEDG	Direction générale HES-SO//FR	0	0
3559.2/HEIA	Haute école d'ingénierie et d'architecture	4,09	5,79
3559.3/HEGE	Haute école de gestion	5,63	6,82
3559.4/HEDS	Haute école de santé	3,65	3,91
3559.5/HEDT	Haute école de travail social	1,20	2,38

Explications complémentaires du calcul de la fluctuation sous le point [4.4.3](#).

[Plus de chiffres clef sur les entités de la DEEF](#)

5.5 Direction de la santé et des affaires sociales DSAS

5.5.1 Faits marquants de l'activité de la Direction

[Toutes les actualités de la DSAS](#)

[Plus de détails au sujet des faits marquants des entités de la DSAS](#)

La Direction, ses services et le Secrétariat général en particulier ont été fortement mis à contribution dans le cadre de la finalisation de plusieurs projets phares en matière de santé et d'action sociale, notamment la préparation de trois votations populaires et la coordination de plusieurs projets.

Une cheffe de projet pour la mise en œuvre de l'initiative fédérale sur des soins infirmiers forts et un correspondant en sécurité de l'information et en protection des données ont rejoint le Secrétariat général.

Le Conseiller d'Etat directeur a participé à deux séances de la Conférence des directrice et directeurs cantonaux de la santé (CDS), à deux séances de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS), à quatre séances de la Conférence latine des affaires sanitaires et sociales (CLASS) ainsi qu'à deux séances de la Conférence latine des Chefs de Départements compétents en matière d'asile et des migrants (CLDAM). Il préside depuis le mois de mars 2024 l'Association [CARA](#).

5.5.1.1 Votations sur la santé

En lien avec les urgences sanitaires, la population fribourgeoise a été appelée aux urnes pour voter sur l'initiative constitutionnelle « Pour des urgences hospitalières publiques 24/24 de proximité », ainsi que sur [un contre-projet](#), développé par le Conseil d'Etat et accepté à l'unanimité des voix exprimées par le Grand Conseil. Apportant de nombreuses améliorations au système de prise en charge des urgences et garantissant un haut niveau de qualité et de sécurité pour toutes et tous, ce contre-projet a reçu un large soutien, notamment par des associations de professionnel-le-s de la santé. **La population fribourgeoise a accepté le contre-projet à 68 % et refusé à une large majorité l'initiative à plus de 62 %.**

Parallèlement à l'initiative et au contre-projet, [un décret financier pour soutenir l'HFR](#) a été soumis au vote populaire. Le décret financier portait, d'une part, sur l'octroi d'un cautionnement (105 millions de francs) en faveur des investissements 2024-2026, et d'autre part, sur un prêt sans intérêt (70 millions de francs) pour le financement des frais d'étude en vue de la construction d'un nouvel hôpital.

Ce décret, soutenu par une très grande majorité du Grand Conseil permet de garantir la continuité de la qualité de prise en charge, d'anticiper l'avenir de l'hôpital et préfigure l'assainissement de son bilan. **La population fribourgeoise l'a accepté à plus de 79 %.**

5.5.1.2 Votation sur les prestations complémentaires pour les familles

[La loi sur les prestations complémentaires](#), mesure phare de politique familiale, a été transmise au Grand Conseil en début d'année. Cette loi vise à soutenir les familles à revenus modestes en offrant une série de prestations dont le but est de favoriser l'autonomie financière, sociale et professionnelles. Attendue depuis des années, elle complète le dispositif en place pour soutenir les quelque 1500 familles particulièrement touchées par la pauvreté dans le canton et a été plébiscitée par une grande majorité du Grand Conseil. **Le 22 septembre 2024, [la population fribourgeoise a voté clairement](#) à près de 70 % l'introduction de prestations complémentaires pour les familles.**

5.5.1.3 Révision de la LASoc

Autre avancée majeure dans le domaine de l'action sociale, le 9 octobre 2024 le Grand Conseil a adopté la révision de la loi sur l'aide sociale transmise fin 2023. Fruit de travaux conséquents qui ont mobilisés la Direction et le Service de l'action sociale sur plusieurs années, cette nouvelle mouture de la loi instaure notamment une régionalisation de l'aide sociale et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

5.5.1.4 Concrétisation de l'initiative sur des soins infirmiers forts

Dans le cadre de la concrétisation de l'initiative sur des soins infirmiers forts, le conseiller d'Etat directeur a coprésidé avec le conseiller d'Etat directeur EEF un COPIL réunissant différents services et institutions de la DSAS, DFAC et DEEF et les partenaires clé du terrain. La coordination est nouvellement assurée par une cheffe de projet, intégrée au Secrétariat général de la DSAS. L'initiative a comme objectifs l'amélioration de la situation en matière de soins, la garantie de la qualité des soins, la reconnaissance et le renforcement de l'attrait des professions des soins. Dans le cadre de la première étape de mise en œuvre, la Direction a notamment mis en [consultation un avant-projet de loi cantonale](#) concrétisant l'offensive de formation prévue au niveau fédéral. Celui-ci prévoit de promouvoir la formation pratique dans les établissements de soins et d'augmenter le nombre de places de formations.

5.5.1.5 Service de la santé publique SSP

Le SSP a subi quelques changements organisationnels. La cheffe du SSP Dr Claudine Mathieu Thiébaud a quitté le Service en juin. Le nouveau chef de service, Stéphane Luyet, est arrivé en octobre. Le SSP a quitté les locaux de la route des Cliniques 17 pour emménager au Chemin des Mazots 2 au début de l'été. En automne 2024, la pharmacienne cantonale a intégré le Service du médecin cantonal.

Le SSP a été sollicité de manière importante dans le cadre de la préparation des votations sur l'initiative constitutionnelle « Pour des urgences hospitalières publiques 24/24 de proximité » et du décret financier HFR. Il participe également aux travaux relatifs à la concrétisation de l'initiative fédérale pour des soins infirmiers forts.

5.5.1.5.1 Hôpitaux et prestataires de soins

Hôpital fribourgeois. La Direction et le SSP continuent de suivre intensément les aspects liés aux finances de l'HFR. Une Task Force réunissant des représentant-e-s de la Direction, du SSP et de l'HFR a ainsi été instaurée à la demande du Conseil d'Etat. Parallèlement, au sein de l'HFR, le travail sur l'efficacité s'est poursuivi pour améliorer le flux de patient-e-s et absorber les fortes variations saisonnières d'activité, tout en gérant l'absentéisme élevé dans certains secteurs. La sortie du Service de l'informatique et des télécommunications de l'Etat (SITel) a été menée à bien, un défi important compte tenu du fonctionnement 24/24 de l'hôpital et de la sensibilité élevée des données. Le plan à quatre ans 2024-2027 de l'HFR, lequel mise sur la continuité et pose les jalons de la Stratégie 2030 jusqu'en 2027 a été présenté par le Conseil d'administration. L'HFR a également décidé de regrouper la médecine interne de l'HFR Meyriez-Murten sur le site de l'HFR Tafers au cours de l'année 2025.

Chronologie HFR

Réseau fribourgeois de santé mentale. Dans le cadre de sa vision stratégique 2023-2030, le Conseil d'administration du RFSM a initié un ambitieux projet de développement sur le site de Marsens, intégrant une unité de soins psychiatriques de soixante lits, spécialement conçue pour répondre aux besoins croissants en psychiatrie gériatrique, ainsi qu'une unité spécialisée de 45 lits dédiée à la prise en charge des patients atteints de démence, anticipant ainsi les évolutions démographiques et médicales à venir.

L'année 2024 a été marquée par une activité particulièrement intense, avec un taux d'occupation dépassant régulièrement les 100 % dans les deux sites hospitaliers. En réponse à cette situation, le RFSM a développé une nouvelle Unité psychiatrique pour adultes, offrant 20 lits supplémentaires spécialisés dans la prise en charge des troubles de la personnalité.

Dans une démarche d'optimisation continue, la structure organisationnelle s'est enrichie avec la création de deux nouveaux départements stratégiques : la direction du département de psychologie et celle du département des finances. Le RFSM devient ainsi le premier en Suisse romande où un-e psychologue occupe une fonction directoriale.

Aide et soins à domicile. Le maintien à domicile a continué de connaître un fort développement. En 2024, les dépenses nettes de l'Etat ont atteint 13.3 millions de francs (2023 : 12.3 millions de francs). Les prestataires privés (indépendants et organisations privées intra et extra cantonaux) ont coûté 3.3 millions de francs (+ 0.4 millions de francs). Ils représentent 25 % des coûts nets à charge de l'Etat. Ce sont ainsi 900 factures, pour plus de 244 500 heures de soins, qui ont été contrôlées et payées par le SSP durant cette année.

5.5.1.5.2 Promotion et prévention de la santé

L'année 2024 a été marquée par les travaux de finalisation du deuxième Programme cantonal d'action alcool (PCAA) 2024-2028, approuvé par le Conseil d'Etat en mars 2024. La stratégie d'action du PCAA 2024-2028 cible la réduction de la consommation problématique d'alcool (ivresses ponctuelles, consommation chronique, consommation inadaptée à la situation) et de la dépendance. Le PCAA 2024-2028 s'inscrit dans la continuité des efforts entrepris, tout en proposant des mesures permettant de répondre à des besoins spécifiques mis en évidence ces dernières années, notamment en matière de prévention en milieu festif.

5.5.1.5.3 Santé numérique – Dossier électronique du patient DEP

Le conseiller d'Etat directeur SAS préside depuis le 1^{er} juillet 2024 l'Association [CARA](#).

Fin 2024, près de 3000 Fribourgeois-e-s avaient ouvert leur DEP via CARA (pour un total de 30 000 pour l'ensemble de la communauté de référence CARA), et environ 280 prestataires de soins établis dans le canton de Fribourg étaient affiliés (pour un total de 3600 pour l'ensemble de la communauté). À Fribourg, le nombre de DEP a ainsi sextuplé en un an, soutenu par l'ouverture de guichets d'assistance et une collaboration intercantonale active.

[Plus d'informations : rapport d'activité 2024 du SSP](#)

5.5.1.6 Service du médecin cantonal

5.5.1.6.1 Maladies transmissibles

En 2024, le Service a reçu et traité 4694 déclarations de maladies transmissibles. Les **cas de légionellose**, qui est une maladie bactérienne transmise par l'eau, restent élevés en Suisse comme dans le canton de Fribourg. En 2024, 22 cas ont été déclarés au niveau cantonal et 580 cas l'ont été au niveau national.

On constate une augmentation des annonces de cas et de suspicion de **coqueluche**. Il s'agit d'une infection bactérienne avec des risques de complications sévères surtout pour les nourrissons qui peut être prévenue par une vaccination. Alors que le SMC avait été contacté 9 fois en 2023, 29 situations de coqueluche ont été signalées en 2024.

5.5.1.6.2 Addictions

[L'espace de consommation sécurisé ECS](#), priorité du Conseil d'Etat dans le cadre de sa politique en matière d'addictions, a ouvert en août 2024, en Ville de Fribourg. Destinée aux bénéficiaires fribourgeois, cette nouvelle prestation du Tremplin peut accompagner 64 actes de consommation par jour. Il a été présenté à la population et aux habitant-e-s du quartier de Pérolles lors d'une séance d'information réunissant notamment des représentant-e-s de la Direction et des autorités communales.

5.5.1.6.3 Santé sexuelle

Le SMC a contribué à répondre à plusieurs sollicitations relatives aux questions sur la santé sexuelle, aussi bien dans le cadre des réponses aux interventions parlementaires que dans le cadre de la transmission d'informations dans les écoles ou aux médias.

En 2024, le Centre fribourgeois de santé sexuelle (CFSS) a répondu à 4117 (2023 : 4029) appels téléphoniques. 493 (2023 : 504) consultations médicales et 1066 (2023 : 1085) entretiens-conseils individuels et de couple ont été réalisés.

Le CFSS propose également des dépistages des infections sexuellement transmissibles : en 2024, un total de 1780 dépistages a été effectué (1511 en 2023) : 424 (2023 : 387) tests anonymes de dépistage VIH/SIDA ont été réalisés pour 271 hommes et 153 femmes. 566 dépistages ont été réalisés pour la chlamydia (2023 : 461), 489 pour la gonorrhée (2023 : 416) et 301 pour la syphilis (lecture rapide ou sérologie, 2023 : 247). Une collaboration avec le Centre Empreinte et l'association générale des étudiants et étudiantes de l'Université de Fribourg (AGEF) a donné la possibilité aux étudiant-e-s concerné-e-s de se faire dépister à des tarifs avantageux.

Aussi, 27 (2023 : 26) groupes à besoins spécifiques (ex. migrants et migrantes, jeunes en institution) ont bénéficié d'un atelier de prévention ou d'une présentation des prestations du CFSS par une conseillère en santé sexuelle et 7 groupes de professionnel-le-s ou futur-e-s professionnel-le-s ont été sensibilisés à différentes thématiques en lien avec la santé sexuelle.

Par ailleurs, 133 situations (2023 : 139) en lien avec des comportements sexuels devant être recadrés, des suspicions ou des révélations d'abus sexuels ou de maltraitance ont nécessité une évaluation, une prise en charge et un accompagnement interdisciplinaire. Certaines situations ont nécessité une intervention spécifique pour un groupe ou un ou plusieurs entretiens individuels.

[Plus d'informations : rapport d'activité 2024 du SMC](#)

5.5.1.7 Service dentaire scolaire

Le concept de **prophylaxie dentaire dans les cycles d'orientation** (10H ou 11H) a été définitivement validé par le Bureau Santé à l'école, sur la base des retours très positifs des élèves. En 2023/24, 13 CO francophones (15 en 2022/23) et 3 alémaniques (1 en 2022/23) se sont inscrits pour cet enseignement.

[Plus d'informations : rapport d'activité 2024 du SDS](#)

5.5.1.8 Service de la prévoyance sociale

5.5.1.8.1 Institutions spécialisées et établissements médico-sociaux

Institutions spécialisées. En 2024, les subventions versées se sont montées à 125 522 133 francs (2023 : 119 156 858), alors que pour les mineur-e-s et jeunes adultes pris en charge dans les institutions socio-éducatives et les institutions médico-thérapeutiques fribourgeoises, la subvention des pouvoirs publics s'est élevée à 29 619 834 francs (2023 : 25 474 947).

En raison d'une hausse importante du nombre d'enfants en situation de protection suivis par le Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ) et nécessitant un placement en institution pour protéger leur développement physique et psychique, les activités liées aux institutions socio-éducatives reconnues pour mineur-e-s et jeunes adultes ont encore été intenses en 2024. Dans ce contexte, de nouvelles places ont été créées et les institutions ont accueilli régulièrement des enfants sur des places dites « surnuméraires ». Enfin, des sorties de foyer ont été accélérées grâce à des suivis ambulatoires post-placement faits par les équipes éducatives du foyer d'accueil. Ces suivis permettent de combler un vide entre la prise en charge globale en foyer 24h/24 et l'accompagnement ambulatoire. Ils ont pu être mis en place par l'intermédiaire d'un projet pilote d'une durée de deux ans, mené par le SPS et le SEJ.

Etablissements médico-sociaux et maintien à domicile. En 2024, le coût résiduel des soins et les subventions aux frais d'accompagnement financés par les pouvoirs publics pour les EMS fribourgeois se sont élevés à 104 821 600 francs (2023 : 103 574 041). À ce montant s'ajoute le versement du coût résiduel des soins et d'une subvention forfaitaire pour l'accompagnement pour les personnes se trouvant dans des lits EMS sis dans des hôpitaux (HFR, HIB et résidence palliative de l'HFR). Le montant versé pour ces personnes s'élève à 1 186 450 francs (2023 : 1 776 841 francs). Le montant versé au titre de coût résiduel des soins et de subventions à l'accompagnement pour des placements hors canton s'élève à 1 888 275 francs (2023 : 1 775 731 francs).

Enfin, les subventions liées aux foyers de jour du canton se sont élevées à 2 062 513 francs (2023 : 1 699 954 francs).

La Direction a encore attribué un mandat cantonal au Réseau santé de la Glâne permettant l'ouverture, dès mars 2024, de 12 nouveaux lits destinés à des séjours d'évaluation et d'orientation (SEO) sur le site de Billens. Cette unité a pour mission première de garantir une transition appropriée entre un séjour à l'hôpital et le retour à domicile. Elle répond à un besoin des personnes âgées et de leurs familles et va favoriser le maintien à domicile.

5.5.1.8.2 Projets intergénérationnels

La solidarité et les échanges entre les générations sont l'une des priorités de la politique Senior+.

En 2024, deux appels à [projets](#) ont été lancés et 10 projets (2023 : 12) ont obtenu un soutien financier pour leur contribution à la cohésion sociale et à l'intégration des senior-e-s dans la société fribourgeoise, pour un total de 45 560 francs.

5.5.1.8.3 Politique de la personne en situation de handicap

Journée d'action pour les droits des personnes handicapées. Du 15 mai au 15 juin 2024, le canton de Fribourg a participé à la célébration du dixième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées (CDPH). Une trentaine de partenaires ont organisé une cinquantaine d'actions, coordonnées et soutenues par la Direction.

Soutien aux projets participatifs. La politique cantonale en faveur des personnes en situation de handicap prévoit, dans son plan de mesures 2018-2024, un soutien financier pour le démarrage de projets visant l'inclusion des personnes en situation de handicap pour des activités et manifestations de type culturel, politique, sportif ou récréatif.

20 projets ont été soutenus dans des domaines très variés (sport, art, théâtre, musique, loisirs, politique, etc.) avec des montants allant de 1000 à 5000 francs. Au total, l'Etat de Fribourg a mis à disposition un montant de 50 000 francs.

[Plus d'informations : rapport d'activité 2024 du SPS](#)

5.5.1.9 Service de l'action sociale

Le Service a été fortement mobilisé dans la gestion de la crise migratoire qui, depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine, s'est amplifiée avec l'augmentation des arrivées de requérants et requérantes d'asile provenant d'autres régions du monde.

Parallèlement, il a accompagné l'activité parlementaire en rapport avec la transmission au Grand Conseil du projet de [La loi sur les prestations complémentaires](#) pour familles, élaboré en collaboration avec l'Etablissement cantonal des assurances sociales ECAS, et du projet de loi sur l'aide sociale. Ces deux projets ont abouti avec l'[adoption](#) en votation populaire le 22 septembre 2024 de la loi sur les prestations complémentaires pour les familles (LPCFam) et l'adoption par le Grand Conseil le 9 octobre 2024 de la loi sur l'aide sociale (LASoc).

5.5.1.9.1 Politique de l'asile

Sur l'ensemble de l'année 2024, la migration en provenance de l'Ukraine s'est stabilisée à un niveau particulièrement élevé, avec une légère diminution durant les mois de juin et octobre. Ainsi, ce sont 565 personnes qui sont arrivées d'Ukraine dans le canton. Les arrivées de personnes d'autres provenances que l'Ukraine (719 personnes) se sont également situées à un niveau haut, avec une baisse durant les mois de mai et août. Ainsi, en tout ce sont 1284 personnes (2023 : 1293) qui sont arrivées dans le canton. La fermeture de l'unité de soins à Billens en mai a été suivie, quelques semaines plus tard, de [l'ouverture d'un nouveau centre \(foyer des Coquelicots\)](#) à Givisiez pour l'accueil de personnes âgées ou vulnérables.

5.5.1.9.2 Intégration et action sociale

Sur l'ensemble de l'année, le Service a poursuivi le renouvellement des mandats de prestations établis avec 35 associations pour un montant de 5 312 000 francs dédiés à l'intégration et à l'action sociale. Cette importante collaboration entre l'Etat et les associations témoigne de la forte implication du milieu associatif dans les efforts visant à soutenir l'insertion socioprofessionnelle, la formation, la parentalité, l'accueil d'urgence, la prévention ou les consultations sociales en faveur de différents publics dans le cadre de l'asile et des réfugié-e-s ou de l'aide sociale en général. Le nombre de personnes qui ont besoin de soutien et qui ont consulté Fribourg pour tous (FpT) pour être orientées vers les prestations adéquates est toujours en constante augmentation. Il s'élevait en 2024 à 2186 personnes (+ 69 % depuis 2019).

5.5.1.9.3 Aide aux victimes d'infraction

Le canton travaille, en collaboration avec les autres cantons romands et le secrétariat général de la CDAS, à la mise en œuvre du **numéro de téléphone central pour l'aide aux victimes**, qui devrait intervenir le 1^{er} novembre 2025. Le coordinateur cantonal a participé tout au long de l'année à de nombreuses séances tant au niveau suisse que romand. Les cantons romands ont l'intention de mettre en place une ligne téléphonique unique pour leur territoire durant la nuit et le week-end. Le comité de pilotage du projet est présidé par le Chef du Service de l'action sociale du canton.

[Plus d'informations : rapport d'activité 2024 du SASoc](#)

5.5.1.10 Service de l'enfance et de la jeunesse

5.5.1.10.1 Action sociale directe SASD

L'augmentation des effectifs du service a permis de diminuer le nombre de mandats et de dossiers enfants par EPT, pour arriver à 76 dossiers actifs, sans compter les enquêtes sociales et les MNA (mineur-e-s non accompagnée).

Nouveau secteur. Un nouveau secteur avec des missions spécifiques est né en 2024 : le SASD R+. Ses missions couvrent les curatelles de représentation dans les procédures civiles et pénales (art. 306 al. 2 CC), ainsi que les curatelles de recherche en paternité et en fixation de la créance alimentaire (art. 308 al. 2 CC). Cela comprend les tâches suivantes : représenter les enfants en cas d'empêchement ou de conflit d'intérêt des parents, lors de situations

urgentes ou non; proposer des mesures de protection si nécessaire; organiser, coordonner et communiquer avec les partenaires (Police, avocat-e-s, LAVI, Etat civil, etc.); suivre les procédures en tant que partie (Ministère public, Tribunal des mineurs, Tribunal civil).

Nouvelle prestation. Une nouvelle prestation ambulatoire socioéducative a été élaborée pour les institutions d'éducation, la « prise en charge externe intensive » (PCE Intensive). Un placement préalable d'au moins 48h du ou de la mineur-e est requis. La PCE est assurée par des éducateurs et éducatrices rattaché-e-s à l'institution d'éducation. Elle se termine dans les 6 mois. La PCE vise l'amélioration de la situation, avec pour objectif final l'autonomie. Ainsi, il ne s'agit pas d'un retour partiel en famille, mais d'un retour complet. Il ne s'agit pas non plus d'un suivi à domicile permanent, ni d'un contrôle social ou policier, ni d'une structure de jour, ni d'une manière de sortir un enfant du groupe car il ne veut pas collaborer, ni d'une place partielle. L'indication pour accéder à cette prestation est définie en collaboration entre le SEJ et les institutions, en tenant compte de l'âge de l'enfant, des ressources familiales, etc.

5.5.1.10.2 Stratégie cantonale de la petite enfance

La Direction a présenté la première [Stratégie cantonale pour la petite enfance](#) approuvée le 28 mai 2024 par le Conseil d'Etat et élaborée avec d'autres directions, services et partenaires concernés. Cette stratégie constitue un jalon significatif dans la reconnaissance de l'importance des premières années de vie ainsi que du rôle crucial de la formation, de l'accueil et de l'éducation de la petite enfance (FAE-PE). Elle s'inscrit dans la politique de l'enfance et de la jeunesse, plus précisément dans la stratégie « Je participe ! » ainsi que dans différentes autres politiques en lien avec la famille, l'éducation, le social, la culture, l'aménagement du territoire, l'égalité des chances, la promotion de la santé et la prévention ainsi que l'intégration.

5.5.1.10.3 Milieux d'accueil

La Direction a présenté le [rapport MICROGIS](#) mandaté, en collaboration avec l'Association des communes (ACF) et ses partenaires, pour faire le point sur l'adéquation entre l'offre et les besoins en places d'accueil extrafamilial dans le canton. Il relève que globalement, 71.1 % des besoins de conciliation sont couverts pour le préscolaire et 56.9 % pour l'extrascolaire. Des différences importantes sont constatées entre les districts.

5.5.1.10.4 Enfants et jeunes en difficulté

Faisant suite à une journée au blanc du Conseil d'Etat consacrée à l'enfance en difficulté, une première *Journée cantonale : regards croisés sur la jeunesse en situation complexe* a été organisée par le Bureau de promotion des enfants et des jeunes BPEJ en mai 2024, conjointement avec les autres directions et services concernés.

[Plus d'informations : rapport d'activité 2024 du SEJ](#)

5.5.1.11 Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille BEF

Le BEF a marqué [son jubilé](#) par une publication anniversaire et l'organisation d'une fête anniversaire rassemblant de nombreux et nombreuses partenaires issus des domaines politique et des institutions publiques et privées.

[Plus d'informations : rapport d'activité 2024 du BEF](#)

5.5.2 Chiffres clefs

5.5.2.1 Statistiques des hôpitaux

Flux financiers 2024 entre Etat et Hôpitaux

Flux financiers 2024 entre l'Etat et les hôpitaux	HFR	RFSM	HIB	Cliniques et maison de naissance ¹	Hors canton	Total financement Hôpitaux
Prestations stationnaires à charge de l'Etat	120 006 000	26 187 000	11 010 029	33 423 741	98 920 182	289 546 952
Remboursement Service Sinistres Suisse	- 104 213	-	- 21 299	- 263 689	- 148 786	- 537 986
Financement de l'Etat hors achats de prestations	69 595 657	13 776 953	1 563 000	-	-	84 935 610
Total financement de l'Etat	189 497 444	39 963 953	12 551 730	33 160 052	98 771 396	373 944 576

Flux financiers 2024 entre l'Etat et les hôpitaux	HFR	RFSM	HIB	Cliniques et maison de naissance ¹	Hors canton	Total financement Hôpitaux
Correction du financement 2023 selon décompte définitif ²	14 873 265	4 671 500	- 59 121			19 603 886
Total versement de l'Etat 2024						393 548 462

¹ Selon factures reçues jusqu'au 31 décembre 2024.

² Les décomptes définitifs 2024 pour les hôpitaux se feront au cours de l'année 2025 et tiendront compte de l'activité définitive.

Statistiques générales d'exploitation en 2024 des hôpitaux en soins somatiques et psychiatriques du canton

ETABLISSEMENTS	Lits annuels moyens	Nombre de sorties (de chaque site) ³	Nombre de journées d'hospitalisation (de chaque site) ⁴	Durée moyenne de séjour (de chaque site)	Durée moyenne de séjour (de chaque site)
HFR hôpital fribourgeois				soins aigus	réadaptation
HFR Fribourg - Hôpital cantonal	357	17 013	99 166	5,8	
HFR Tafers	54	1 259	15 812	9,2	20,3
HFR Riaz	110	2 613	32 376	10,2	16,7
HFR Meyriez-Murten	73	1 423	27 755	6,4	25,4
Hôpital intercantonal de la Broye (HIB)¹					
HIB, site d'Estavayer-le-Lac	47	597	14 597		24,5
HIB, site de Payerne	105	5 374	26 840	5,1	
RFSM Réseau fribourgeois de santé mentale²					
Centre de soins hospitaliers Marsens	133	1 798	48 945	25,6	
RFSM, site de Villars-sur-Glâne	61	814	22 232	26,2	
Cliniques privées de Fribourg					
Swiss Medical network – Clinique Générale	57	3 014	9 823	3,3	
Hôpital Daler	60	6 436	18 713	2,9	

Etat provisoire au 20 janvier 2025

¹ Données relatives à l'ensemble de l'Hôpital intercantonal de la Broye (y.c. les patients et patientes vaudois) et sans journées inappropriées.

² Nombre de journées facturées durant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

³ Ces chiffres comprennent les nouveau-nés et tiennent compte des regroupements selon les règles SwissDRG.

⁴ Conformément à la définition de la durée de séjour de SwissDRG et TARPSY.

Hospitalisations hors canton. Le montant dépensé pour les hospitalisations hors canton en 2024 s'élève à 98 771 000 francs (2023 : environ 112 mios de francs), ce qui correspond à 13 074 cas (2023 : 13 850 cas).

5.5.2.2 Dépistage du cancer du sein et du colon

En 2024, la Ligue fribourgeoise contre le cancer a envoyé 22 017 invitations (2023 : 23 891) et 12 606 femmes (2023 : 13 778) ont participé au dépistage du cancer du sein. Pour le dépistage du cancer du côlon, ce sont 28 912 invitations (2023 : 35 577) qui ont été envoyées et 6802 hommes et femmes (2023 : 7824) qui ont participé. Environ 70 cancers du sein (2023 : 85) et 40 (2023 : 32) cancers du côlon et dysplasies de haut grade ont été détectés dans le cadre des programmes de dépistage (les chiffres définitifs ne sont pas encore disponibles pour 2024 au moment de la rédaction, certains cas détectés en fin d'année 2024 devant encore être confirmés).

5.5.2.3 Etablissements médico-sociaux

Nombre de lits EMS reconnus (long et court séjour) au 31 décembre 2024

	Lits long séjour reconnus	dont lits en USD ¹ et USP ²	Lits long séjour AOS	Lits court séjour
Sarine	936	42	7	14
Singine	375	24	2	14
Gruyère	484	21	31	11
Lac	275		2	6
Glâne	228	24		5
Broye	219	15	3	6
Veveyse	152	15		6
IRSF (Fribourg)*			56	
Unité EMS HFR*				17
Unité EMS HIB				5
Résidence palliative EMS HFR*				12
USP Les Camélias (Marsens)*	15	15		
USP Les Grèves du Lac (Gletterens)	10	10		
SEO (Billens)*				12
La Famille au Jardin, St. Ursen				2
Total des lits/places	2 694	166	101	104

* mission cantonale

¹ Unité spécialisée en démence

² Unité spécialisée psychiatrie âge avancé

5.5.2.4 Protection de l'enfance : statistiques placements

Fin 2024, 288 enfants étaient placé-e-s dans une institution ou en famille d'accueil, dont 43 hors canton. Cela représente **0.43 %** de la population des 0-17 ans et **10.75 %** des enfants suivis au SEJ.

Durant l'année 2024, entre 60 et 80 enfants étaient sur liste d'attente pour un placement.

Protection de l'enfance : placements

Lieu	Nouveaux placements			Placements effectifs (en cours ou terminés)		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Institutions pour placement courte durée						
Transit	72	69	64	75	80	81
Time Out	2	8	6	4	8	7
Institutions pour placement longue durée						
Foyer Saint-Etienne Fribourg	11	16	14	38	41	46
Foyer Saint-Etienne Sommentier	2	2	2	11	10	11
Foyer des Bonnesfontaines	12	8	8	31	31	29
Le Bosquet	17	10	21	35	31	36
Foyer des Apprentis	5	12	12	18	18	25
Les Traversées	13	8	5	20	19	16
Unité Cottens	-	-	8	-	-	8
Kinderheim Heimelig	2	5	1	10	15	11
Nid Clairval	1	0	1	18	15	16
Aux Etangs	3	4	3	8	9	9
Les Peupliers	3	1	0	11	8	7

Lieu	Nouveaux placements			Placements effectifs (en cours ou terminés)		
Sunneblueme	1	1	0	6	6	6
Autres	3	0	1	5	1	1
Groupes de jour						
Foyer Saint-Etienne Gjour Bulle	4	10	1	4	14	8
Foyer Saint-Etienne Gjour Fribourg	1	3	1	6	5	6
Familles d'accueil fribourgeoises						
FACPer	10	18	9	71	72	57
FACRes	5	2	3	23	11	18
Hors canton						
Institutions longue durée	36	21	21	74	52	47
Institutions courte durée	0	0	2	0	0	2
FACRes	0	0	1	0	0	1
FACPer	0	4	3	12	12	12
Total	203	202	187	480	459	460

5.5.2.5 Statistiques LAVI

Le nombre de nouvelles situations (306 consultations) pour les enfants a augmenté de 20% (2023 : 257).

Chiffres LAVI - Infractions

Plusieurs réponses possibles	2022	2023	2024
Homicide	20	5	7
Homicide LCR	14	9	3
Tentative d'homicide	6	6	6
Lésions corporelles	149	179	232
Lésions corporelles LCR	57	63	59
Brigandage	7	6	6
Extorsion, chantage, menaces, contrainte	98	60	70
Infractions contre la liberté	6	6	3
Enlèvement de mineurs	0	3	4
Violation de l'intégrité sexuelle d'enfants	23	24	22
Violation de l'intégrité sexuelle de personnes dépendantes	4	5	5
Contrainte sexuelle, viol	15	13	9
Autres infractions contre l'intégrité sexuelle	3	1	3
Violence au sein du couple	27	36	58
Mesures coercitives	12	14	24
Autre selon CP	5	48	73
Non clarifié	2	9	35

5.5.2.6 Etat du personnel

Pouvoirs – Directions Centres de charges	Comptes 2024 EPT	Comptes 2023 EPT	Ecart EPT
Direction de la santé et des affaires sociales	196,90	182,16	14,74
Administration centrale	178,29	164,04	14,25
3600/SASS Secrétariat général	9,28	8,32	0,96
3605/SANT Service de la santé publique	19,86	17,89	1,97
3606/DENT Service dentaire scolaire	19,83	20,33	-0,50

Pouvoirs – Directions Centres de charges		Comptes 2024 EPT	Comptes 2023 EPT	Ecart EPT
3608/SMED	Service du médecin cantonal	17,81	17,20	0,61
3645/SOCI	Service de la prévoyance sociale	14,71	14,34	0,37
3650/AISO	Service de l'action sociale	22,34	19,72	2,62
3665/OCMF	Service de l'enfance et de la jeunesse	74,46	66,24	8,22
Secteur hospitalier		18,61	18,12	0,49
3619/EMSC	RFSM EMS Les Camélias	18,61	18,12	0,49

5.5.2.7 Fluctuation du personnel

Pouvoirs – Directions Centres de charges		Fluctuation 2024 %	Fluctuation 2023 %
Direction de la santé et des affaires sociales		9,10	7,73
3600/SASS	Secrétariat général	-	10,46
3605/SANT	Service de la santé publique	9,57	4,62
3606/DENT	Service dentaire scolaire	6,26	3,89
3608/SMED	Service du médecin cantonal	3,47	3,31
3645/SOCI	Service de la prévoyance sociale	2,84	0
3650/AISO	Service de l'action sociale	8,08	1,98
3665/OCMF	Service de l'enfance et de la jeunesse	9,83	15,04
Secteur hospitalier			
3619/EMSC	RFSM EMS Les Camélias	8,13	2,88

Explications complémentaires du calcul de la fluctuation sous le point [4.4.3](#).

[Plus de chiffres clefs sur les entités de la DSAS](#)

5.6 Direction des finances DFIN

5.6.1 Faits marquants de l'activité de la Direction

5.6.1.1 Secrétariat général (SG-DFIN)

A travers ses services, la Direction des finances veille à une gestion efficiente des ressources de l'Etat, notamment les ressources financières, humaines, fiscales et informatiques. Etant donné que la DFIN compte trois Services centraux parmi ses Unités administratives, le Secrétariat général est amené à jouer un rôle toujours plus marqué en faveur de la coordination.

Durant cette année 2024, Le Directeur des finances a présidé le Conseil d'Etat. Un nouveau collaborateur a rejoint le Secrétariat général en tant que Correspondant en Sécurité de l'information et en Protection des données.

Le Directeur des finances a participé notamment à trois séances de la Conférence des directeurs cantonaux des finances (CDF) ainsi qu'à quatre séances de la Conférence des directeurs cantonaux des finances des cantons latins. Il a également pris part à deux reprises à la Conférence latine des directeurs cantonaux du numérique.

Concernant les affaires contentieuses portant sur le traitement de réclamations, de demandes d'exonération, de demandes en remises et de prétentions en responsabilité civile contre l'Etat, le nombre de dossiers est resté stable par rapport aux années précédentes.

5.6.1.2 Administration des finances (AFin)

En 2024, l'activité de l'AFin a été très intense. La section « Affaires financières » a procédé à l'examen de nombreux projets et demandes de préavis à l'intention du Conseil d'Etat, des Directions, services et établissements, conformément aux exigences de la loi sur les finances de l'Etat et à la loi sur les subventions. Plus de 350 dossiers

comportant des incidences financières pour l'Etat ont ainsi été examinés. De plus, la section « Affaires financières » s'est également engagée dans les tâches liées aux relations financières avec la Confédération, dans la poursuite de la mise en place des nouveaux instruments de gestion financière et administrative, dans l'analyse du programme d'allègement des finances fédérales et du lancement du programme d'assainissement des finances de l'Etat (PAFE). La Comptabilité générale a concentré ses efforts sur la tenue et la clôture des [comptes](#), le paiement des fournisseurs, la gestion de la trésorerie, l'encaissement et le suivi des débiteurs par l'intermédiaire du Service financier cantonal. Elle est également responsable des comptes courants Etat-communes et Etat-Confédération et gère toutes les opérations de mise à jour de ces comptes. La section Planification financière et contrôle budgétaire (PFCB) a consacré de nombreuses séances à la préparation du projet de [budget 2025](#) et à l'[actualisation du plan financier 2025-2028](#). Le Conseil d'Etat a arrêté le budget 2025 lors de sa séance du 10 septembre 2024 puis l'a transmis au Grand Conseil. Ce dernier l'a traité lors de la session de novembre 2024 et l'a adopté le 20 novembre 2024 sans modification. Un rapport sur l'actualisation du plan financier a été transmis au Grand Conseil en décembre 2024. En fin d'année 2024, la section PFCB a analysé 51 demandes de crédits supplémentaires (53 en 2023) qui représentent un montant total de dépenses de 41,7 millions de francs (28,3 millions de francs en 2023). Un projet de décret y relatif sera transmis au Grand Conseil. Comme depuis 2022, la section Nouveaux instruments de gestion financière NIGEFI s'est concentrée, en collaboration avec le SITel, sur le projet Transformation SAP (S/4 Finances) avec la poursuite des travaux de conception de la future solution SAP. Les travaux liés au projet de dématérialisation des factures fournisseurs et à la mise en œuvre d'un outil de gestion budgétaire (SACP) se sont également poursuivis. Toutes les sections de l'AFin se sont très fortement impliquées dans ces trois projets afin d'être prêtes pour la mise en production prévue le 01.01.2025. A cette date, les projets SAP S/4 HANA et SACP seront déployés. La partie « dématérialisation des factures fournisseurs » débutera en février 2025. La section Instruments de gestion financière et gestion des subventions (SIGEFIS) s'occupe de la gestion par prestations et la comptabilité analytique auprès de différentes unités administratives, de la gestion des participations pour l'ensemble de l'administration cantonale et de l'examen périodique des subventions. L'AFin assure également l'accueil et la réception du public du bâtiment des finances.

5.6.1.3 Service cantonal des contributions (SCC)

En 2024, comme les années précédentes, le Service cantonal des contributions (SCC) a relevé de nombreux défis.

5.6.1.3.1 Organisation du Service

Le call-center du SCC est le plus grand centre d'appels de l'Etat de Fribourg. A ce titre, et afin de faire face au nombre croissant d'appels, le service a réorganisé sa cascade en y intégrant des agents de son secteur relation contribuable pour répondre aux questions de niveau 1. Cela a permis de gagner en efficacité en diminuant le personnel spécialisé en taxation mis à contribution.

Afin de relever au mieux les défis liés à la numérisation, le SCC et le SITel ont démarré un projet commun nommé OSMOSE. L'objectif est de rétablir et mettre en œuvre une collaboration harmonieuse, permettant de faire évoluer le système d'information fiscal dans un contexte de digitalisation. Ce projet doit permettre la transition vers un nouveau modèle opérationnel de collaboration entre le SCC et le SITel dans le cadre de l'OGDSI.

5.6.1.3.2 Modifications légales

Comme pour chaque nouvelle période fiscale, les secteurs du SCC ont dû conjuguer avec les différents changements et particularités intervenus pour la période de taxation.

Afin de continuer à soutenir la population fribourgeoise, le coefficient annuel de l'impôt sur le revenu a été maintenu, en 2024, à 96 % de l'impôt cantonal de base. En 2024, les travaux de taxation ont concerné principalement la période fiscale 2023 pour laquelle les modifications légales sont les suivantes : En raison de la forte augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC), les barèmes et déductions ont été adaptés aux effets de la progression à froid. De nouveaux barèmes ont également été mis en œuvre dans le cadre de l'imposition des prestations en capital provenant de la prévoyance (2e pilier et 3e pilier A). Une déduction sociale pour enfant majeur a été introduite pour les parents divorcés, séparés ou non mariés qui versent des contributions d'entretien sans pouvoir les déduire. Par ailleurs, la déduction pour frais de transport entre le domicile et le lieu de travail a été plafonnée à 12 000 francs au niveau

cantonal. En matière de perception, l'intérêt compensatoire qui, jusqu'alors était perçu entre le terme général d'échéance et la date du décompte de la période fiscale en cas de paiement d'acomptes inférieurs au montant du décompte, a été supprimé.

5.6.1.3.3 Contexte global

À la suite de la modification de la loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATEC), le SCC est devenu l'autorité de taxation et le service compétent pour l'estimation des plus-values dès le 1^{er} octobre 2023. De nouveaux collaborateurs et collaboratrices ont pu être engagés pour ces tâches. Ceux-ci représentent à fin 2024 5,5 EPT dont 1,2 EPT travaillant pour l'administration et 4,3 EPT (dont 3,3 EPT pour une durée limitée) pour les estimations. Les premières taxations ont pu être envoyées au printemps et l'avancement des travaux se poursuit comme prévu. Près de la moitié des dossiers ouverts entre 2018 et 2023 ont déjà pu être traités.

La Suisse a introduit l'imposition minimale de l'OCDE de 15 % pour les grandes entreprises internationales le 1^{er} janvier 2024. Afin de garantir son application au niveau cantonal, le SCC est engagé dans les formations en lien avec cette réforme ainsi que sa mise en œuvre au niveau informatique.

5.6.1.4 Service du personnel et d'organisation (SPO)

La mise en œuvre de la Politique RH – élaborée avec la participation active des partenaires reconnus – suit son chemin. Après l'enquête globale en 2022, un sondage a été mené en 2024. Plus de 900 collaborateurs et collaboratrices y ont participé, soit un taux de réponse de 64 %. Les résultats globaux sont positifs notamment au niveau du contenu du travail qui suscite un sentiment d'accomplissement. Un progrès notable est observé dans la conduite par objectifs (ODE), reflétant une amélioration de la clarté et de la définition des objectifs. La prochaine enquête globale aura lieu en 2026.

En 2024, l'Etat-employeur a mis en œuvre plusieurs initiatives clés visant à renforcer un environnement de travail inclusif, stimulant et respectueux du bien-être de chaque collaborateur-trice. Un programme d'intégration à la place de travail a été développé pour accueillir les nouveaux arrivants et nouvelles arrivantes et faciliter leur adaptation. La possibilité d'un accompagnement personnalisé continue d'être offerte pour soutenir le développement personnel et professionnel de chacun-e, et plusieurs projets sont en cours pour encourager l'évolution des compétences.

Afin de préserver la santé et promouvoir le bien-être, un concept de promotion de la santé psychique et de prévention des risques psychosociaux a été mis en place, ainsi qu'un programme de maintien en emploi. Ces mesures ont pour objectif de garantir un environnement de travail sain et sécurisant, avec un déploiement complet prévu dans les deux prochaines années. Une première mesure de maintien en emploi a été réalisée avec l'adoption de l'ordonnance sur la réintégration des personnes atteintes dans leur santé.

La mise en œuvre du système de sécurité et de protection de la santé au travail s'est poursuivie avec la détermination des dangers dans les services et établissements de l'Etat. Ceci afin de vérifier si les mesures de protection adaptées pour protéger la santé du personnel sont en place. Cette action se poursuivra ces prochaines années.

La diversité et l'inclusion sont également au cœur des préoccupations de l'Etat-employeur. Un concept global est en cours de développement. Sa mise en œuvre interviendra ensuite progressivement afin de créer un milieu de travail diversifié, inclusif et respectueux des différences.

Des avancées significatives ont été réalisées pour soutenir l'encadrement. Des formations et un guide des bonnes pratiques sur le management bienveillant seront proposés, notamment au travers du programme de formation 2025.

Dans le projet pénibilité, l'élaboration de deux premières mesures a été étudié par le SPO en collaboration avec les partenaires reconnus. Il s'agit de l'octroi de jours de congés supplémentaires et la création d'un crédit de reconversion. Pour l'heure, le Conseil d'Etat a délimité le périmètre aux fonctions les plus pénibles sous l'angle physique. Un projet d'ordonnance, qui devra être soumis à consultation, est en préparation.

Diverses actions ont été réalisées afin d'améliorer la présence et le positionnement de l'Etat-employeur : enrichissement des informations disponibles sur le site internet de l'Etat, mise en place d'une stratégie de marketing sur les réseaux sociaux, présence à des salons des métiers des universités et hautes écoles.

Concernant l'évaluation des fonctions, 2024 a été marqué par la mise en application de la nouvelle ordonnance concernant les fonctions de cadres intermédiaires (environ 600 collaborateurs et collaboratrices). La Commission d'évaluation et de classification des fonctions (CEF) a commencé à traiter les différentes requêtes de décision formelle reçues pour le domaine des soins. Le Conseil d'Etat a communiqué en décembre sa décision concernant la fonction de technicien-ne en radiologie (TRM). Les 11 autres requêtes dans le domaine des soins devraient être traitées d'ici la fin de l'été 2025.

5.6.1.5 Service de l'informatique et des télécommunications (SITel)

L'année 2024 a été marquée par des réflexions d'ordre stratégique menées au niveau du Conseil d'Etat et de la Délégation du Conseil d'Etat en matière de digitalisation et de systèmes d'information (DSI). Ces réflexions ont notamment débouché sur des mandats confiés au SITel et qui devraient permettre à terme d'améliorer la planification stratégique et financière et d'établir une vision de cyber-résilience et de souveraineté numérique. Le SITel a par ailleurs poursuivi sa réforme visant à remédier à l'obsolescence et à soutenir une gestion efficace du cycle de vie des systèmes d'information (ELAN/ EORO). Ainsi, la transformation à venir des prestations du SITel, tout comme l'évolution de son organisation pour y parvenir, ont généré une forte activité sans pour autant freiner la mise en œuvre de la stratégie du Conseil d'Etat et de son plan directeur.

Afin de garantir l'utilisation optimale de l'enveloppe informatique et l'avancement des projets conformément à l'application de la directive sur les réallocations et reports de crédits, des réallocations budgétaires ont été effectuées tout au long de l'année pour un montant total de 21 millions (32 % de l'enveloppe informatique). Les projets qui ont bénéficié d'un financement par réallocation sont par exemple les projets e-Justice, Transformation SAP et Référentiel cantonal.

Le service s'est très fortement impliqué dans le programme de restructuration et de standardisation des systèmes d'information (ELAN) et la révision de sa propre organisation (EORO). Dans le cadre d'un pilote en collaboration avec le Secrétariat du Grand Conseil, ces nouvelles orientations, basées sur des technologies en nuage, doivent permettre le déploiement de la nouvelle version du site Parlinfo.fr.ch au début de 2025. Le bilan de ce pilote sera exploité dans le cadre des 5 projets systémiques qui seront réalisés en 2025, concernant notamment les numéros d'urgence et la fiscalité.

La stratégie du Conseil d'Etat a été soutenue par 175 projets (y compris missions MCO), dont 46 ont été lancés en 2024 et 64 terminés cette même année. On note une stabilité de l'enveloppe financière allouée aux projets informatiques par rapport à 2023 (voir infographie no 1 au point 5.6.2.6, partie en vert foncé du diagramme en colonnes).

Le volume des prestations de support fournies en 2024 se révèle en augmentation par rapport à 2023, avec environ 25 000 incidents (+ 25 %) et 31 000 demandes (+ 4 %). En outre, le SITel a démarré en 2024 une vingtaine de nouvelles missions de maintenance parmi les 60 traitées cette même année. Au niveau budgétaire, la part MCO de l'enveloppe informatique s'est accrue de manière significative par rapport à 2023 (voir infographie no 1 au point 5.6.2.6, partie en vert clair du diagramme en colonnes).

Concernant le personnel, les collaboratrices et collaborateurs bénéficient d'un riche programme de formation continue renforçant l'attractivité de l'Etat comme employeur. Par ailleurs, la possibilité d'effectuer du travail mobile est offerte à l'ensemble du personnel interne, contribuant à l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle. En tant qu'entreprise formatrice, le service a formé en 2024 huit apprenti-e-s informaticien-ne-s (deux par année d'apprentissage). De plus, le SITel développe des synergies avec d'autres services de l'Etat s'agissant des CFC de médiamaticien-ne et d'employé-e de commerce. Enfin, le SITel se distingue par un taux de rotation inférieur aux autres entreprises informatiques.

5.6.1.6 Service de la géoinformation (SGéo)

L'année sous revue a marqué une étape décisive pour la géoinformation au sein du canton de Fribourg. Le Service de la géoinformation a débuté la mise en œuvre de la législation y afférente, mis sur pied la Commission de géoinformation et sensibilisé les cadres supérieurs de l'Etat de Fribourg lors de leur Conférence annuelle. En outre et

conformément aux stratégies et aux plans de mesures de la Confédération, le canton de Fribourg a conclu les conventions-programmes avec la Confédération pour les années 2024-2027.

5.6.1.6.1 Mensuration officielle (MO)

La Direction fédérale des mensurations cadastrales a officiellement reconnu les deux dernières entreprises de premier relevé, couvrant une superficie totale de 5965 hectares sur les communes de Jaun et Neyruz. Ceci représente 3,6 % de la superficie cantonale. Par ailleurs, l'entreprise de nouveau relevé consécutive au remaniement parcellaire de Belmont-Broye a été vérifiée et son enquête publique est planifiée.

Neuf entreprises de renouvellement de la mensuration sont en cours, couvrant une superficie de 6575 hectares. À celles-ci s'ajoutent trois entreprises de renouvellement attribuées en 2024, représentant 3364 hectares supplémentaires. Ces dernières, impliquant un engagement financier d'environ 2,95 millions de francs, bénéficient d'une contribution fédérale de 730 000 francs.

La mise à jour permanente de la mensuration officielle garantit l'actualité des géodonnées de la MO en partenariat avec les ingénieurs géomètres brevetés. En 2024, 2407 affaires ont été traitées, marquant une diminution de 17 % par rapport à l'exercice précédent. Les projets en cours concernent la mise en conformité de la nomenclature (réalisée à 57 %), la rectification des superficies de bien-fonds (83 %) et l'harmonisation de la limite territoriale avec le canton de Vaud (35 %). La migration du logiciel de gestion des affaires de la mensuration officielle a permis de se conformer aux standards informatiques actuels tout en pérennisant l'interaction numérique avec les ingénieurs géomètres privés et le registre foncier.

5.6.1.6.2 Centre de compétences du système d'information du territoire (CCSIT)

Le CCSIT veille à ce que l'infrastructure et les solutions qu'il propose restent performantes et fiables. A cet effet, il a effectué en 2024 la migration de toutes les applications SIG standards, remplacé plusieurs serveurs et mis en place une nouvelle infrastructure pour la diffusion de contenus géographiques au grand-public. Il a également développé des outils d'administration et optimisé les processus dans l'optique de faciliter la gestion des géodonnées et des utilisateurs.

Le principal projet de l'année 2024 est la migration du portail cartographique, dont la technologie est obsolète, vers une solution moderne qui offre de nouvelles fonctionnalités et une gestion optimisée. La migration des thèmes du portail cartographique a été effectuée avec soin afin de garantir la continuité et la cohérence avec l'ancien portail. Le déploiement du nouveau portail cartographique est planifié pour le début de l'année 2025.

5.6.1.6.3 Cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière

De nouvelles fonctionnalités ont été développées afin de publier des modifications en cours, avec ou sans effet anticipé. Ces nouvelles possibilités sont actuellement utilisées pour les limites forestières statiques ainsi que pour les RDPPF fédérales.

L'utilisation du cadastre RDPPF comme organe officiel de publication, en complément à la feuille officielle, a été utilisée pour la mise à l'enquête des limites forestières statiques de six communes.

Enfin, le SGéo a mis en place un système d'annonce lors de l'inscription d'entreprises de mensuration officielle au registre foncier. Informés des modifications de ces géodonnées de référence, les services compétents pourront ainsi plus facilement mettre à jour leurs propres géodonnées.

5.6.1.6.4 Cadastre des conduites

Institué par les nouvelles bases légales sur la géoinformation, le cadastre des conduites recensera les conduites relatives aux réseaux de l'eau potable, des eaux usées, de l'électricité, du gaz, du chauffage à distance pour les installations d'une puissance supérieure à 300 kW, des communications et d'irrigation.

Le SGéo a réalisé un état de la situation prévalant à Fribourg pour chaque type de conduite et mené les premières réflexions techniques sur le modèle de données et les flux d'informations entre les propriétaires de réseaux, les services compétents du canton et le SGéo.

Ces derniers ont défini l'organisation du projet et esquissé les prochaines étapes qui permettront d'introduire le cadastre des conduites d'ici au 1er mars 2027.

5.6.1.7 Registre foncier (RF)

Outre les activités principales, juridiques et administratives, découlant du traitement des réquisitions d'inscriptions, les registres fonciers ont poursuivi les travaux d'introduction du registre foncier fédéral des communes tenues sur cadastre cantonal et le traitement de remaniement parcellaire. Ainsi, au cours de l'année, les données du registre foncier fédéral des communes de Montagny (secteur Montagny-la-Ville et Montagny-les-Monts), Châtillon-Font-Lully-Châbles-Estavayer, Chapelle, Rue (secteur Promasens), Rue (secteur Gillarens) ont été mises en vigueur.

Sur demande, les registres fonciers délivrent régulièrement des extraits officiels informant de l'état des droits relatifs aux immeubles. En 2024, le nombre de consultations publiques et gratuites des données du registre foncier informatisées via l'application RFPublic a nettement diminué, alors que les consultations par des utilisateurs professionnels via l'application dédiée Intercapi ont augmenté.

Conformément au droit fédéral, l'attribution du numéro AVS dans le registre des personnes physiques a été poursuivie. Par ailleurs, la procédure fédérale d'approbation des plans de chemins de fer a été mise en œuvre dans différents secteurs du canton.

Au niveau informatique, le comité RF a participé à plusieurs séances avec le SITel, la société BEDAG (éditeur et prestataire de son application métier Capitastra) et les clients de Capitastra. Les projets informatiques en cours se sont poursuivis, notamment ceux concernant l'interface permettant la recherche d'immeuble au niveau fédéral, l'introduction du numéro AVS comme attribut supplémentaire d'authentification des personnes physiques ainsi que les remédiations de l'obsolescence des applications. Les registres fonciers ont dû répondre à des exigences de support spécifiques liées à Capitastra et aux solutions périphériques correspondantes. La disponibilité du service informatique métier a ainsi pu être assurée.

L'Association fribourgeoise des conservatrices du registre foncier est présidée par la conservatrice du registre foncier du district de la Singine. Dans le cadre de groupes de travail, les conservatrices ont pris position sur la révision du droit de la propriété par étage, sur la révision de la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR), sur l'avant-projet de modification de la loi sur le registre foncier (LRF). Avec l'entrée en vigueur de la loi sur la Géoinformation (LGéo), les modifications qui y sont inhérentes ont dû être mises en œuvre. En outre, l'introduction de l'art. 19a de la loi sur les droits de mutation et les droits de gage immobilier (LDMG) concernant l'acquisition d'un premier logement a entraîné un surcroît de travail important pour tous les registres fonciers.

Au cours de l'année, le comité de l'AFCRF a rencontré la Chambre des notaires, l'Autorité foncière, le comité de l'Association des géomètres et le Service de la Géoinformation.

5.6.1.8 Service de l'inspection des finances (IF)

L'IF, service rattaché administrativement à la DFIN mais indépendant dans l'exercice de ses attributions, a émis 86 rapports d'audit et formulé 44 recommandations (voir la répartition par Direction dans les chiffres clés, point 5.6.2.9). Le détail des vérifications effectuées et des recommandations ouvertes au 31 décembre 2024 a été adressé au Conseil d'Etat ainsi qu'à la Commission des finances et de gestion du Grand Conseil.

En 2024, l'IF est intervenue à la demande d'un Conseiller d'Etat, pour un examen de pièces comptables relatives à un dossier de sa direction. Le but de cette expertise était de déceler d'éventuelles malversations financières.

5.6.1.9 Autorité de surveillance du registre foncier (ASRF)

L'Autorité de surveillance du registre foncier a liquidé les affaires courantes et traité les questions juridiques. Il est à relever qu'elle a été saisie en 2024 de sept recours, contre neuf en 2023. Durant l'année 2024, six décisions ont été rendues (trois en français et trois en allemand), dont trois relatives à des affaires introduites en 2023 (deux rejets, trois admissions, une irrecevabilité). Le traitement des quatre recours pendants est reporté en 2025. Durant l'exercice 2024, l'Autorité a pu se concentrer en particulier sur la surveillance judiciaire, une partie importante de l'activité de la surveillance administrative étant exercée par la Direction des finances depuis janvier 2023. Elle relève en outre que

le nombre de recours dont elle est saisie a légèrement diminué par rapport aux deux dernières années. Enfin, l'Autorité a visité tous les Registres fonciers en 2024 et a procédé à des contrôles par sondages.

En 2024, l'Autorité a été présidée par Mme Bettina Hürlimann-Kaup, professeure à l'Université de Fribourg. Me Julien Francey, avocat à Fribourg, a assumé la fonction de vice-président et a siégé, à l'instar de Mme Rose-Marie Genoud (démissionnaire au 31 décembre 2024), comme membre. M. Jérôme Delabays, juge au Tribunal cantonal, de même que M. Christoph Merk, inspecteur du registre foncier et du notariat du canton de Zoug depuis le mois de novembre 2024, et Me Sébastien Dorthe, avocat à Fribourg, ont fonctionné comme membres suppléants. La fonction de secrétaire-juriste de l'Autorité a été exercée par M. Xavier Morard, greffier auprès du Tribunal de la Sarine

5.6.1.10 Commission d'estimation en matière d'impôt destiné à compenser la diminution de l'aire agricole et en matière de droits de mutation (CEIM)

Lors de la réunion plénière de la CEIM qui s'est déroulée le 22 novembre 2024, les activités de la Commission ont été passées en revue. Au total trois estimations en matière d'impôt destiné à compenser la diminution de l'aire agricole et en matière de droits de mutations ont été réalisées en 2024.

- > Terrain à Essert : Dans l'hypothèse que cette partie de terrain d'environ 300 m² soit détachée de l'article RF 3029, elle offre des possibilités de construction très limitées malgré la situation en zone centre village. Sa largeur de 11 mètres déduite de la distance aux limites restreint le potentiel constructible. Sur la base de valeurs comparatives, la conclusion de l'estimation donne une valeur vénale de 230 francs/m².
- > Parcelles à Pont-la-Ville de 919 et 920 m² : Il s'agissait de deux belles parcelles. Sur la base de diverses valeurs comparatives et au vu du dégagement, de la situation, de la privacité et du potentiel constructible, la conclusion de l'estimation donne une valeur vénale de 630 francs/m² et 680 francs/m² pour la plus intéressante. Une prise de position a été transmise au Registre Foncier après l'estimation, à la suite d'une réclamation déposée par le notaire Me Peiry.
- > Parcelle à Botterens de 560 m² : Un droit de passage restreignant totalement le potentiel constructible sur cette parcelle, l'estimation tient à l'indice de construction uniquement, revendable dans le cadre de développements futurs dans le quartier. La conclusion de l'estimation donne une valeur vénale de 240 francs/m².

Toutes les actualités de la DFIN

Plus de détails au sujet des faits marquants des entités de la DFIN

5.6.2 Chiffres clés

5.6.2.1 Etat du personnel

Pouvoirs – Directions Centres de charges	Comptes 2024 EPT	Comptes 2023 EPT	Ecart EPT
Direction des finances	499,54	484,42	15,12
Administration centrale	499,54	484,42	15,12
3700/FINS Secrétariat général	6,74	7,27	- 0,53
3705/TRES Administration des finances	28,93	28,19	0,74
3710/IFEF Inspection des finances	8,30	7,67	0,63
3725/CIEF Service de l'informatique et des télécommunications	146,81	138,65	8,16
3730/OPER Service du personnel et d'organisation	39,20	38,24	0,96
3740/SCCF Service cantonal des contributions	207,04	204,53	2,51
3760/SCAD Service de la géoinformation	18,68	18,93	- 0,25
3765/RFON Registres fonciers	43,84	40,94	2,90

5.6.2.2 Fluctuation du personnel

Pouvoirs – Directions Centres de charges		Fluctuation 2024 %	Fluctuation 2023 %
Direction des finances		4,38	4,50
3700/FINS	Secrétariat général	0	14,20
3705/TRES	Administration des finances	0	3,26
3710/IFEF	Inspection des finances	0	0
3725/CIEF	Service de l'informatique et des télécommunications	4,64	6,40
3730/OPER	Service du personnel et d'organisation	3,65	6,48
3740/SCCF	Service cantonal des contributions	4,85	2,42
3760/SCAD	Service du cadastre et de la géomatique	5,35	0
3765/RFON	Registres fonciers	5,85	8,46

Explications complémentaires du calcul de la fluctuation sous le point [4.4.3](#).

5.6.2.3 Administration des finances (AFin)

Résultats des comptes 2023	Charges Dépenses mios	Revenus Recettes mios	Excédents (+) Déficits (-) mios
Compte de résultats	4 222,2	4 222,4	+ 0,2
Compte des investissements	246,1	34,5	- 211,6

Résultats du budget 2025	Charges Dépenses mios	Revenus Recettes mios	Excédents (+) Déficits (-) mios
Compte de résultats	4 326,1	4 326,8	+ 0,7
Compte des investissements	260,1	50,9	- 209,2

5.6.2.4 Service cantonal des contributions (SCC)

Etat du personnel	2023	2024	Evolution
EPT	205,64	208,54	1,4 %
Budget	21 750 870	23 050 600	6,0 %

Taxation impôts ordinaires		Période fiscale 2022	Période fiscale 2023	Evolution
Personnes physiques	Nombre de dossiers à taxer	213 169	216 610	1,6 %
	Avancement au 31.12.N+1	81,5 %	82,4 %	1,1 %
Personnes morales	Nombre de dossiers à taxer	17 661	18 343	3,9 %
	Avancement au 31.12.N+1	63 %	63,2 %	0,3 %
Impôt à la source	Nombre de dossiers à taxer	6 332	6 790	7,2 %
	Nombre de sourciers	25 704	25 350	- 1,4 %

Nombre de dossiers traités		2023	2024	Evolution
Gains immobiliers		3 156	2 628	- 16,7 %
Taxe sur la plus-value		N/A	373	N/A
Successions et donations		491	444	- 9,6 %
Remises d'impôt		172	165	- 4,1 %
Soustractions / Dénonciations spontanées		821	879	7,1 %

Encaissement des impôts par le canton	2023	2024	Evolution
Arrangement de paiements	27 882	29 690	6,5 %
Commandements de payer	20 102	21 742	8,2 %

Impressions et mise sous pli	2023	2024	Evolution
Impressions	6 566 435	6 274 641	- 4,4 %
Mise sous pli	6 040 518	5 898 126	- 2,4 %

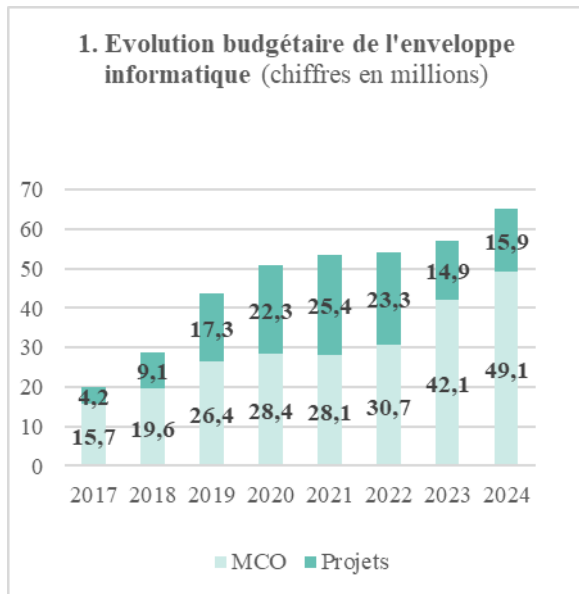
Call-center taxation personnes physiques et encaissement	2023	2024	Evolution
Nombre d'appel reçus	169 470	154 737	- 8,7 %
Nombre d'appels répondus	140 659	132 374	- 5,9 %

5.6.2.5 Service du personnel et d'organisation (SPO)

Participation du personnel de l'Etat au cours de formation continue	2022	2023	2024
Formation continue tout public	854	691	1551
Formation continue des cadres (hors cursus introductif)	104	176	182
Formation introductive des cadres	88	105	102
Formation à la prévention et gestion des conflits et du harcèlement (dispositif OHarc)	155	330	274
Formation informatique	84	86	178
Formation aux premiers secours	129	264	207
Formation continue des apprenti-e-s et stagiaires MPC	Non référencé	Non référencé	166
Total	1414	1652	2660

Consultation Espace santé-social	2022	2023	2024
Nombre de personnes suivies	506	583	624
Nombre de nouvelles ouvertures	281	308	522
Rencontres/téléphones/visioconférences avec la personne concernée ou des tiers impliqués	1 958	2 070	2 004
Entretiens de réseau/bilans/médiations	161	173	187
Echanges d'emails avec la personne concernée ou des tiers	4 623	4 862	5 200

5.6.2.6 Service de l'informatique et des télécommunications (SITel)



Nombre de projets :

Importance financière (en CHF)	Projets en cours démarrés avant 2024	Projets en cours démarrés en 2024	Projets clôturés en 2024	Total projets traités en 2024	Total projets traités en 2023
>= 3 000 000	8	3	1	12	8
>= 400 000	14	2	8	24	29
> 100 000	22	11	17	50	51
<= 100 000	6	8	15	29	38
Mission MCO	15	22	23	60	56
Totaux :	65	46	64	175	182

(MCO : Maintien en condition opérationnel)

5.6.2.7 Service de la géoinformation (SGéo)

Désignation	Foncier	Technique	Bâtiments projetés	Total
Dossiers traités	637 (- 3)	1 770 (- 22 5)	903 (- 15 %)	3 310 (- 17)

Standard de qualité	BF en vigueur Surface [ha]	BF en vigueur Surface [%]	BF projetés Surface [ha]	BF projetés Surface [%]
MO93	72 350	43	105 487	63
NP	61 367	37	61 324	37
NP ps	3 117	2	363	0
Graphique	30 411	18	71	0
Total	167 245	100	167 245	100

Désignation	PR [ha]	REN [ha]	MPD [ha]	Total [ha]
Entreprises achevées	5 965	---	7 940	13 905
Entreprises en cours	633	6 575	5 487	12 695
Entreprises attribuées	---	3 624	---	3 624
Total	6598	10 199	13 427	30 224

23 Thèmes sur le portail cartographique	513 Géodonnées sur le portail cartographique map.geo.fr.ch
74 Applications cartographiques web en production	446 Géodonnées publiées sur le géoportail geo.fr.ch
680 Fiches de métadonnées	26 Géodonnées publiées sur geodienst.ch
196 Jeux de données sur opendata swiss	22 Restrictions publiées dans le cadastre RDPPF
1 800 Extraits statiques hebdomadaires du cadastre RDPPF	1 600 Extraits dynamiques hebdomadaires du cadastre RDPPF
2895 « Objets » (géodonnées) dans la base de données du SIT	146 Géodonnées stockées hors base de données

5.6.2.8 Registre foncier (RF)

	2024	2023	Evolution
Nombre de réquisitions inscription	33 668	30 493	+ 10 %
Nombre d'extraits officiels délivrés	18 716	17 250	+ 8 %
Droits de mutation	CHF 45 489 438	CHF 46 975 210	- 3 %
Droits sur gages immobiliers	CHF 16 598 869	CHF 14 777 110	+ 12 %
Impôt sur la diminution de l'aire agricole	CHF 2 125 893	CHF 2 285 501	- 7 %
Nombre de publications de transfert de propriété	5 338	5 781	- 7 %

5.6.2.9 Service de l'inspection des finances (IF)

La répartition par Direction est la suivante	2024	2023
Chancellerie	3	4
Formation et affaires culturelles	9	9
Sécurité, justice et sport	11	24
Institutions, agriculture et forêts	13	6
Economie, emploi et formation professionnelle	13	13
Santé et affaires sociales	16	16
Finances	15	7
Développement territorial, infrastructures, mobilité et environnement	6	4

[Plus de chiffres clés sur les entités de la DFIN](#)

5.7 Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement DIME

5.7.1 Faits marquants de l'activité de la Direction

La DIME est responsable du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement. Cela signifie entre autres qu'elle participe à la décision de ce qui peut être construit et qu'elle gère les bâtiments appartenant à l'Etat. De plus, les employé-e-s de la DIME veillent à ce que les routes cantonales répondent aux besoins des usagers, qu'elles soient sûres et à ce qu'il y ait une bonne offre de transports publics et de mobilité douce. Et enfin, les employé-e-s s'engagent pour la durabilité et la protection de l'environnement.

En 2024, les activités de la DIME ont notamment été marquées par les points suivants :

5.7.1.1 Climat et durabilité

La politique de protection du climat est l'un des thèmes principaux de la DIME. En 2024, 14 nouvelles mesures ont été introduites pour mettre en œuvre le Plan climat cantonal, portant ainsi le nombre de mesures mises en œuvre à 91 depuis 2021. Elles concernent des domaines variés tels que l'utilisation parcimonieuse de l'eau, l'entretien des cours d'eau et étendues d'eau visant l'adaptation aux changements climatiques, le suivi des périodes de sécheresse pour les

eaux superficielles, les effets des changements climatiques sur la force hydraulique, la lutte contre la propagation des espèces non indigènes, le développement de nouvelles prestations d'assurance pour les agriculteurs/trices ou encore différentes mesures d'information et de sensibilisation.

Le Service de l'environnement a lancé un [programme pilote](#) et développe des outils afin d'accompagner les communes fribourgeoises dans l'établissement de leur stratégie climatique. Les communes de Belfaux, Givisiez, Saint-Aubin et Vuisternens-devant-Romont se sont engagées dans la démarche. La commune de Morat rejoindra la phase pilote au début 2025.

Le plan d'action de la Stratégie cantonale de développement durable 2021-2031, pilotée, coordonnée et révisée par le Bureau de la durabilité (BuD), compte 155 mesures placées sous la responsabilité des Directions. Un compte-rendu annuel de l'avancement des mesures est effectué. Le [troisième bilan](#) est largement positif.

De plus, le BuD a mené les travaux visant à renouveler ce plan d'action en titre. Un processus participatif réunissant environ 100 personnes a été entamé. Une consultation est prévue en septembre 2025. En parallèle, le BuD a continué à opérer l'Antenne Quartiers Durables, qui conseille les communes et associations de quartiers en vue de planifier un nouveau quartier durable ou d'orienter un quartier existant vers plus de durabilité. L'Antenne fonctionne avec l'appui de plusieurs Directions de l'Etat, et elle est ouverte à d'autres actrices et acteurs à partir de 2025.

La [quatrième Journée cantonale de la durabilité](#) a été organisée le 21 novembre 2024. Portant sur la finance durable, elle a attiré près de 70 personnes, avec des retours très positifs. Les présentations et des photos sont en ligne sur le site de l'Etat.

5.7.1.4 Développement territorial

Des modifications du plan directeur cantonal ont été mises en consultation publique de juin à septembre 2024. La modification majeure concerne le thème de l'exploitation des matériaux, dont l'étude de base, le plan sectoriel d'exploitation des matériaux (PSEM), a été mis en consultation simultanément. Le PSEM sert à établir le plan directeur cantonal et il permet de planifier de manière cohérente les secteurs où des gisements de matériaux de construction sont présents et quels sont les sites qui sont prioritaires à l'échelle cantonale à 25 ans pour étudier un projet.

Le but du PSEM est de répondre à l'intérêt général en assurant l'approvisionnement cantonal pour répondre aux besoins de la population à long terme tout en prenant en compte les intérêts publics prépondérants. La phase de la consultation publique usuelle a été complétée de cinq soirées d'informations dans les districts, d'une brochure d'information et d'un site Internet dédié.

Le traitement des résultats de cette consultation publique sera effectué d'ici la fin du premier semestre 2025. Le Conseil d'Etat sera saisi du rapport sur la consultation publique et il décidera des modifications à apporter aux documents de planification. En cas de modifications importantes pour les communes, la planification fera l'objet d'une consultation publique complémentaire d'une durée d'un mois qui doit légalement au minimum être adressée aux autorités locales. Le dossier sera soumis pour information au Grand Conseil avant l'adoption cantonale et avant la transmission pour approbation.

Le 25 mai 2024, le refactoring de l'application de gestion des permis de construire du canton de Fribourg (FRIAC) a été déployé. Il s'agit d'une mise à jour majeure du cœur de l'application. Le but de cette refonte a été de sécuriser l'application, mais aussi de la rendre plus fluide et d'apporter quelques améliorations aux différentes fonctionnalités de l'application qui ont été demandées par les utilisateurs.

5.7.1.2 Infrastructures

Le Service des bâtiments a initié et poursuivi de nombreux projets. La nouvelle prison de Bellechasse ([EDFR I](#)) a été inaugurée en mai 2024 marquant la fin de la première étape de la planification pénitentiaire. Les dossiers de mise à l'enquête pour la deuxième étape de la planification pénitentiaire ([EDFR II](#)) ont été déposés en novembre 2024. Ces dossiers couvrent l'agrandissement de la prison de Bellechasse, ainsi que la construction d'un bâtiment dédié à la semi-détention.

En janvier 2024, le projet lauréat pour la rénovation complète du [bâtiment de chimie PER10](#) (Chimie) a été dévoilé. Nommé « La transformation », il a été conçu pour moderniser l'infrastructure tout en respectant son patrimoine. Les études préliminaires se poursuivent en vue d'un début des travaux en 2026.

Le Grand Conseil a accepté en mars 2024 un crédit additionnel de 12 millions de francs pour les travaux d'études nécessaires à la construction d'un nouveau bâtiment destiné à la [Faculté de droit sur le site de la Tour Henri](#). En juin 2024, les député.es ont attribué à l'unanimité un crédit d'étude de 7,6 millions de francs pour la [transformation du Château de Bulle](#).

En septembre 2024, un crédit d'engagement pour le projet du [centre de stockage interinstitutionnel cantonal \(SIC\)](#) à Givisiez a été approuvé par 95 voix, 2 abstentions et 0 contre par le Grand Conseil. Le projet vise à rendre le stockage du patrimoine culturel cantonal plus simple, plus sûr et plus économique. La population votera à ce sujet le 9 février 2025.

Les travaux de la Bibliothèque cantonale et universitaire (BCU) avancent selon le calendrier, grâce à l'octroi en mars 2024 d'un [crédit additionnel](#). La livraison est prévue pour fin 2025 et l'ouverture au public à l'automne 2026.

Sur le [Site d'Agroscope à Posieux](#), le gros œuvre est terminé, la mi-parcours a été célébrée en mai 2024. La mise en exploitation progressive est prévue pour 2026.

En 2024, les travaux de gros œuvre du chantier de relocalisation du [Musée d'histoire naturelle de Fribourg \(MHNF\)](#) progressent. Cette étape, dont la fin est prévue pour l'été 2026, sera suivie par les travaux de second œuvre, avant de laisser place à l'aménagement des expositions, prévu pour 2028.

Dans la Broye, les travaux de réhabilitation de la [Pisciculture d'Estavayer-le-Lac](#) ont débuté en été 2024 à la suite de l'obtention du crédit d'engagement. Une mise en production progressive est prévue d'avril à juillet 2025.

Un autre axe principal est la rénovation énergétique des bâtiments. À ce jour, 113 bâtiments ont été diagnostiqués, évaluant leur état, leur performance énergétique, ainsi que leur accessibilité, leur sécurité incendie, la présence de polluants et leur potentiel photovoltaïque. L'assainissement de 46 de ces bâtiments participera à la demande de crédit-cadre en 2025. Les systèmes de chauffage à énergie fossile sont progressivement remplacés par des sources d'énergie renouvelable, avec 7 bâtiments raccordés au CAD en 2024. Sept projets photovoltaïques ont également été réalisés, et huit bâtiments sont actuellement en optimisation énergétique.

En collaboration avec le Service de l'environnement, le Service de ponts et chaussées (SPC) a mis sur pied un COPIL concernant la thématique de l'évacuation de l'eau de chaussée et les traitements. À la suite de ce COPIL une nouvelle directive a été rédigée afin de régler la marche à suivre pour les mesures à mettre en place dans le cadre des projets routiers cantonaux et communaux. En parallèle, la création d'un nouveau groupe de travail intercantonal (cantons romands et le canton du Tessin ainsi que l'OFROU) a permis d'échanger sur les différents aspects, expériences et connaissances de l'évacuation des eaux de chaussées.

De plus, le SPC a revu complètement les documents d'appel d'offre entreprise ainsi que l'instruction d'appel d'offre mandataire afin d'intégrer des exigences élevées en développement durable dans ses projets routiers et d'aménagements cyclables pour favoriser les projets de haute qualité, limiter les impacts sur l'environnement et pour optimiser le cycle de vie et le besoin en ressources. Cette volonté s'inscrit notamment dans la mise en œuvre de la stratégie cantonale de développement durable.

En vue de la reprise de 43 kilomètres de routes qui, conformément à la loi sur la mobilité, seront gérés par le canton à partir du 1er janvier 2025, le SPC a déjà procédé au relevé de l'état et à la pose des nouveaux points de référence sur ces axes. Les travaux géométriques, à savoir le nouvel abornement et l'établissement des verbaux de route y relatifs sont quant à eux bien avancés.

5.7.1.3 Mobilité

L'amélioration de l'infrastructure de mobilité reste une préoccupation centrale. C'est pourquoi l'Etat de Fribourg a augmenté sa participation au capital-actions des TPF de 60 millions francs. Cette augmentation a été acceptée par les Fribourgeoises et les Fribourgeois le 3 mars 2024. Elle servira à financer certains projets des TPF qui planifient des

investissements estimés à environ 580 millions de francs jusqu'en 2030 (décarbonation des bus, acquisition de nouveaux bus et de nouvelles rames de trains, aménagements de gares routières et de parcs-relais, etc.). Cet apport de l'Etat, actionnaire majoritaire des TPF (75,1 %), permet de limiter les emprunts bancaires et donc les intérêts à la charge des pouvoirs publics qui commandent l'offre des transports publics.

L'[horaire 2025 des transports publics](#), entrée en vigueur le 15 décembre 2024, est le plus grand chambardement en Suisse romande depuis Rail 2000. Il résulte du rallongement des temps de parcours des trains grandes lignes des CFF qui s'est répercuté sur les lignes de bus et de trains du trafic régional et du trafic local. Environ 60% des lignes parcourant le canton de Fribourg ont dû être adaptées, ce qui a nécessité un très important travail du Service de la mobilité (SMo) en collaboration avec les TPF mais aussi les régions et les écoles.

De plus, le SMO a élaboré la [Vision ferroviaire 2050+](#) du canton de Fribourg qui prévoit différentes mesures concrètes pour améliorer l'offre ferroviaire. Elle sera utilisée dans le cadre de l'élaboration des prochaines étapes d'aménagement du Programme de développement stratégique de l'infrastructure ferroviaire (PRODES) de la Confédération, ce domaine étant de sa compétence.

La nouvelle loi sur la mobilité et la nouvelle loi fédérale sur les voies cyclables rendent la révision de la planification cyclable cantonale ([plan sectoriel vélo](#)) nécessaire. Cette planification est composée notamment des plans du réseau cyclable utilitaire (déplacements quotidiens) et du réseau cyclable de cyclotourisme.

La consultation publique du nouveau réseau cyclable utilitaire aura lieu en 2025 ; il devrait entrer en vigueur en 2026. Le nouveau réseau cantonal de cyclotourisme sera mis à l'enquête fin 2025 et entrera en vigueur également en 2026.

La loi sur la mobilité prévoit également l'élaboration de plans de réseaux des itinéraires officiels de loisirs, notamment de VTT. Le plan de réseau VTT est en cours d'élaboration par l'UFT et le SMO. Une consultation sera menée en 2025. Parallèlement une stratégie VTT est en cours de rédaction. Le réseau des aménagements cyclables sur les routes cantonales fribourgeoises a atteint un total de 127 kilomètres en 2024.

En 2024, dans le cadre des programmes d'agglomération (PA), des accords de financement avec la Confédération d'un montant de 26,73 millions de francs ont été signés pour des projets de mobilité. Les travaux sur diverses mesures des quatre premières générations des PA ont continué à progresser. Ainsi, une station de vélos a pu être ouverte près de la poste à Fribourg, ou diverses infrastructures de recharge pour trolleybus ou, chez Mobul, la valorisation dans le secteur CO Riaz – Temple Romain. Divers autres projets sont en préparation pour un début des travaux en 2025. La période de réalisation du PA3 se termine fin 2025, de nombreux projets doivent donc commencer d'ici là ou être retirés et reportés à un PA ultérieur.

5.7.1.2 Environnement

Des projets environnementaux importants ont été réalisés, notamment la revitalisation de la Singine à Wünnewil-Flamatt (secteur Oberflamatt) qui s'est terminée en avril 2024. Les travaux d'aménagement de la Bibera à Ulmiz ont débuté en novembre 2023 et se sont terminés en décembre 2024.

Plusieurs variantes ont été développées par Groupe E pour assainir écologiquement les installations hydroélectriques de Schiffenen. Après avoir consulté l'Office fédéral de l'environnement, l'Etat de Fribourg a demandé à Groupe E de poursuivre les études du [projet « Schiffenen-Morat »](#). Ce projet consiste à creuser une galerie entre les lacs de Schiffenen et de Morat, avec un turbinage des eaux dans une usine souterraine, qui permettra d'améliorer la protection de la faune et la flore, tout en produisant plus d'électricité que la centrale actuelle.

Les [nouvelles installations de la STEP « La Verna »](#) à Ecublens (FR) ont été inaugurées le 14 juin 2024. Après 5 ans de travaux, elles permettent de traiter les eaux usées des communes fribourgeoises d'Attalens, Auboranges, Bossonnens, Chapelle, Ecublens (FR), Granges-Veveyse, La Verrerie, Le Flon, Remaufens, Rue, Saint-Martin, Semsales et Ursy ainsi que des communes vaudoises de Maraçon et d'Oron.

La nouvelle filière pour le traitement des boues de la STEP de Vuippens a été inaugurée le 26 avril 2024. Cet ouvrage permet de valoriser la matière contenue dans les boues sous forme de biogaz. Comme incidence positive, on relèvera que la consommation électrique soutiré au réseau par la STEP de Vuippens va diminuer. Le mécanisme de production

de biogaz permet aussi de réduire les quantités de boues qui sont ensuite transportés par camion à la SAIDEF pour l'incinération.

Des [études](#) ont été menées durant l'été 2024 afin de détecter la présence de la moule quagga dans les lacs fribourgeois. Pour le moment, les lacs le long de la Sarine sont épargnés.

En 2024, le Service a procédé, avec les organes mandatés, à près de 600 contrôles d'exploitations agricoles en lien avec la protection des eaux. Le groupe de travail interdirections composé de Grangeneuve et du SEn a continué de sensibiliser, informer et proposer des solutions opérationnelles aux exploitant-e-s.

Le Réseau fribourgeois d'observation des sols agricoles (FRIBO) compte 250 sites. Il a été complété entre 2004 et 2006 avec 53 sites urbains et 14 sites forestiers. Les principaux objectifs de FRIBO sont l'acquisition d'informations sur la nature et l'état des sols sur des sites sensibles à la campagne et en milieu urbain (jardins publics, places de jeu et jardins familiaux) ainsi que le suivi de l'évolution de la qualité des sols. Les résultats du [7^e rapport FRIBO](#), soit 35 ans d'observation des sols ont été publiés en août 2024. Les sols du canton de Fribourg sont généralement en bonne condition et résilients face aux changements climatiques. En zone urbaine, les jardins familiaux nécessitent qu'on leur apporte une attention particulière. Quant aux sols forestiers, ils montrent peu de changements notables.

L'assainissement de l'ancienne décharge « La Pila » à Hauterive progresse comme prévu. Au 1er janvier 2024, le Service des ponts et chaussées (SPC) a officiellement hérité de la maîtrise d'ouvrage pour la gestion de l'ancienne décharge de la Pila à Hauterive/FR. Le SPC endosse ainsi la responsabilité de piloter l'assainissement de l'un des plus grands sites contaminés de Suisse. L'année 2024 a été marquée par la réalisation d'investigations techniques visant à caractériser les futurs déchets qui seront générés dans le cadre des travaux d'assainissement. Les investigations se sont focalisées sur l'analyse des PFAS ainsi que d'autres substances déterminantes du point de vue du traitement et de l'élimination des déchets. Cette étape constitue un pas décisif pour l'établissement du projet d'assainissement selon l'Ordonnance sur l'assainissement des sites pollués (OSites).

Le plan cantonal de gestion des déchets (PGD) et la loi cantonale sur la gestion des déchets (LGD) sont en cours de révision.

[Toutes les actualités de la DIME](#)

[Plus de détails au sujet des faits marquants des entités de la DIME](#)

5.7.2 Chiffres clefs

5.7.2.1 Etat du personnel

Pouvoirs – Directions Centres de charges	Comptes 2024 EPT	Comptes 2023 EPT	Ecart EPT
Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement	436,05	415,00	21,05
Administration centrale	436,05	415,00	21,05
3800/TPSE Secrétariat général	14,39	12,68	1,71
3805/OCAT Service des constructions et de l'aménagement	36,86	35,99	0,87
3808/SMOB Service de la mobilité	15,57	15,19	0,38
3811/SPCH Service des ponts et chaussées	153,70	148,46	5,24
3830/PCRN Routes nationales : entretien	44,29	42,94	1,35
3845/OPEN Service de l'environnement	58,59	56,29	2,30
3850/BATI Service des bâtiments	112,65	103,45	9,20

5.7.2.2 Fluctuation du personnel

Pouvoirs – Directions Centres de charges		Fluctuation 2024 %	Fluctuation 2023 %
Pouvoir exécutif – DIME		6,51	4,98
3850/BATI	SBat	6,66	4,12
3805/OCAT	SeCA	16,00	13,97
3845/OPEN	SEn	4,26	1,37
3800/TPSE	SG-DIME	9,57	0
3830/PCRN	SIERA	11,44	9,32
3808/SMOB	SMO	0	9,12
3811/SPCH	SPC (avec routes cantonales)	3,93	3,35

Explications complémentaires du calcul de la fluctuation sous le point [4.4.3.](#)

- > **22'100'000** : En 2024, les trains et les bus du trafic régional de voyageurs ont parcouru 22,1 millions de kilomètres sur le territoire cantonal.
- > **2570** demandes de permis de construire sont parvenus au Service des constructions et de l'aménagement en 2024 pour examen.
- > **1090** : C'est le nombre de ménages que pourraient alimenter les sept projets photovoltaïques réalisés dans des projets du SBat en 2024.
- > **413** : En 2024, 413 ouvrages d'art sur 1727 ont été inspectés.
- > **249** recours pendant devant la DIME en matière d'aménagement du territoire.
- > **127,26** : Il s'agit de la longueur totale en kilomètres des aménagements cyclables sur les routes
- > **91** : En 2024, 14 nouvelles mesures du Plan Climat cantonal ont démarré portant ainsi le nombre de mesures mises en œuvre à 91 depuis 2021.
- > **50** : Le Service de la mobilité (SMo) a assuré l'entretien, le remplacement ou le déplacement d'environ 50 panneaux signalétiques de cyclotourisme en 2024.
- > **25** dossiers de révisions générales sont en cours d'examen auprès des instances cantonales à fin 2024

Plus de chiffres clef sur les entités de la DIME

5.8 Chancellerie d'Etat CHA

5.8.1 Faits marquants de l'activité de la Chancellerie d'Etat

Intelligence artificielle. La Chancellerie d'Etat, en collaboration avec le SITel et le SPO, a évalué le potentiel de l'intelligence artificielle générative (IAgen) au sein de l'administration cantonale.

Le résultat de cette collaboration est un rapport adopté par le Conseil d'Etat en novembre 2024.

Le rapport met en avant le potentiel de l'IAgen et ses applications dans divers domaines administratifs. L'IAgen est capable de créer de nouveaux contenus (rapports, courrier et courriels, images, etc.). Elle possède un énorme potentiel pour transformer divers secteurs en automatisant des tâches complexes, en analysant de grandes quantités de données, et en personnalisant les expériences utilisateur. Par exemple, l'IAgen serait, entre autres, capable de :

- > Réaliser de tâches administratives (recherche d'informations, aide à la rédaction)
- > Automatiser des processus (saisie de données, gestion des dossiers)
- > Optimiser l'information aux citoyens (chatbots, assistants virtuels)
- > Détecter de fraudes (détection de comportements suspects)
- > Gérer de manière prédictive les besoins futurs
- > Simplifier l'accès à l'information à l'intention des citoyens

Le rapport souligne l'importance de la protection des données et de l'éthique dans l'utilisation de l'IA. Il est crucial de sensibiliser les utilisateurs aux risques et de limiter l'utilisation de l'IA à des données non confidentielles. Les biais et les hallucinations des systèmes d'IA doivent être pris en compte, et un esprit critique est nécessaire pour vérifier les

résultats. De plus, la sécurité des données est un défi majeur avec l'intégration de l'IAgen dans les outils de travail. Il est nécessaire de réinventer les mécanismes de sécurité et de protection des données et de mettre en place des engagements contractuels solides avec les fournisseurs.

Un plan d'action propose une gouvernance agile pour encadrer le développement de l'IAgen, avec des instances de coordination et des mesures de sensibilisation et de formation. Une directive d'utilisation et une page Intranet dédiée sont proposées pour informer et former le personnel.

En l'état, le rapport propose deux approches.

- > Pour la population : Un chatbot développé pour améliorer l'accès aux informations cantonales. Ce projet, piloté par la Chancellerie d'Etat, vise à simplifier les recherches et à améliorer les informations disponibles pour les citoyens.
- > Pour l'administration : Utilisation du logiciel Copilot au sein de l'administration cantonale, avec une évaluation continue des autres outils disponibles.

En conclusion, le Conseil d'Etat soutient le développement de l'IA et met en place les mesures nécessaires pour encadrer son utilisation. Le rapport souligne l'importance de la gouvernance, de la sensibilisation, de la formation et de la sécurité des données pour garantir une utilisation éthique et efficace de l'IA au sein de l'administration cantonale.

[Cyberadministration](#). Franc succès pour le guichet virtuel qui affichait plus de 125 000 utilisateurs actifs et 830 personnes morales ou organisations reconnues au 31 décembre 2024. 45 prestations cantonales et communales (35 en 2023) sont à disposition de la population. Viendront s'ajouter les 5 premières prestations des impôts qui sont en production et seront mises à disposition de la population au premier trimestre 2025 par le service cantonal des contributions. 12 services de base (paiement, identification, consentements, scan de documents, etc.) permettent un fonctionnement transverse des prestations et des économies d'échelles lors d'améliorations fonctionnelles. Alignée avec les objectifs de l'administration numérique suisse [ANS](#), l'Etat de Fribourg tend à standardiser l'échange de prestations au niveau national avec l'introduction de la norme [eCH-0258](#) qui permettra de les intégrer dans d'autres solutions de guichet virtuel et ainsi augmenter le potentiel de mutualisation des prestations à la population. La génération de prestations standardisée a également franchi un cap décisif qui permettra en principe courant 2025 aux fournisseurs, d'utiliser une base commune pour faciliter la création de prestations, réduire les coûts et dynamiser l'échange intercantonal mais également aux autres échelons du fédéralisme.

Le conseil d'Etat a décidé en fin d'année de démarrer les travaux visant à la migration des comptes du guichet virtuel vers le service d'authentification des autorités suisses [AGov](#). Le secrétariat de cyberadministration en collaboration avec le SITel a d'ores et déjà démarré les démarches auprès de la Confédération pour une introduction à l'automne 2025.

Au niveau intercantonal, l'association iGovPortal poursuit sur sa bonne lancée avec l'arrivée du canton de Schwyz comme nouveau membre. Avec le développement du guichet virtuel NextGen, l'association tend à fournir un outil doté d'une architecture adaptée aux enjeux du futur tant au niveau technique que fonctionnel.

Le projet [DIGI-FR](#), réalisé en collaboration avec l'Association des communes fribourgeoises poursuit son développement. En 2024, près de 14 000 demandes ont été traitées via le guichet virtuel, qui intègre désormais toutes les communes du canton. Le déploiement des services de contrôle des habitants est presque généralisé.

Les principaux faits marquants de l'année 2024 sont :

- > Toutes les communes inscrites sur le guichet virtuel comme gestionnaires de prestations.
- > Déploiement graduel durant l'année des prestations du contrôle des habitants dans presque toutes les communes du canton.
- > Développement des prestations d'autorisation communales pour publicités de rue, places de marché, emplacements saisonniers et foodtruck) et déploiement dans de premières communes pilotes.
- > Démarrage du projet de développement des prestations d'autorisation de stationnement exceptionnel.

- > Contribution importante à des projets transverses de développement du guichet virtuel, notamment le projet eInt de mise en œuvre de la norme eCH0258.
- > Mise en place d'une organisation et d'une infrastructure de support des utilisateurs communaux destinée à servir de porte d'entrée pour des besoins allant au-delà de la cyberadministration.
- > Développement d'un Chatbot basé sur l'intelligence artificielle (regroupant questions métiers posées à l'Association des communes fribourgeoises [ACF], assistance DIGI-FR et bases légales).
- > Les communes et l'ACF ont déjà commencé à s'engager sur la voie de l'autonomie : internalisation d'une ressource de gestion de projet, contribution des communes à *CH/habitant/an dès 2025.
- > Le modèle de collaboration Etat / communes de DIGI-FR fait office de référence.
- > Le Conseil d'Etat a confirmé le soutien financier de l'Etat au programme DIGI-FR de 1 franc par habitant pour les années 2025 et 2026.

Référentiel cantonal. Les faits marquants de 2024 sont les travaux de réalisation et développement par le SITel de la version de base du Référentiel des entreprises et établissements, avec correctifs en continu et mise en production début 2025. La plateforme est accessible aux autorités priorisées. Dorénavant des données transversales de base et harmonisées sont disponibles (Référentiel des nomenclatures, celui des personnes physiques ainsi que celui des entreprises et établissements). Elles incluent l'identification univoque des personnes et organisations et la mise en œuvre d'un nouveau format d'échange favorisant l'interopérabilité entre les systèmes d'information (format eCH-0108). En coordination avec la CHA, l'organisation permanente transversale a évolué pour assurer le pilotage et le maintien en conditions opérationnelles (MCO) de l'infrastructure entre le SITel et le Service de la statistique et de la donnée (SSD). Devenu service central, ce dernier est positionné comme centre de compétence autour de la donnée cantonale. Ce service s'appuie sur les principes du « Once Only » en vue d'une optimisation de la gestion opérationnelle. Notons qu'il soutient le développement et la montée en maturité de solutions correctives et automatisées pour assurer l'identification unique et traiter les écarts sur les données en provenance des diverses sources intégrées (Registre des habitants – FriPers au niveau cantonal, SYMIC et données du Registre des entreprises et établissements REE au niveau fédéral). La Commission de gouvernance des données coordonne la collaboration active entre divers partenaires priorisés (notamment SSD, SRC, eGov, SCC, SFP, ECAS, HAE, SPoMi, communes pilotes et certains offices de la Confédération) en vue d'harmoniser la qualité des données d'identité, la standardisation, les dénominations correctes et adresses des personnes physiques ainsi que des unités légales ou locales d'entreprises et établissements traitées au sein des registres métiers

Notons que les travaux d'alignements des registres métiers progressent par ex. pour rechercher dans le Référentiel cantonal des personnes identifiées ne figurant pas dans le registre de l'administration des finances ou d'en immatriculer. Le guichet virtuel utilise désormais l'identifiant cantonal de personne (ICP) associé à un processus d'identification de niveau plus élevé.

La phase pilote s'achèvera dès l'entrée en vigueur des bases légales définitives. La mise en consultation des bases légales formelles (révision LCyb) en juin dernier permettra le traitement de la loi au Grand Conseil en 2025.

Le **secteur Traduction** supervise la conformité des textes traduits en allemand qui lui sont soumis du point de vue du contenu et de la langue. Il réalise des traductions pour la Chancellerie d'Etat, le Secrétariat du Grand Conseil et, au besoin, pour la présidence du Conseil d'Etat et les Directions et assure la coordination des questions de traduction français-allemand et allemand-français au sein de l'administration cantonale.

Traduction. En 2024, les collaborateurs du secteur ont traduit, outre les types de textes habituels, quelques textes très volumineux, comme les rapports d'activité des tribunaux d'arrondissement et des justices de paix, celui de Fribourgissima et ceux de diverses commissions parlementaires. Le secteur a également réalisé de nombreuses traductions, parfois volumineuses, pour la cyberadministration. Pour le secteur élections et votations, il a notamment traduit le guide des utilisateurs du Registre électoral cantonal et pour le secteur relations extérieurs la lettre de session avec ses annexes. Il a également traduit vers l'allemand le concept de 1ers secours du bâtiment Arsenaux 41 et le rapport sur l'intelligence artificielle au sein de l'Administration cantonale. Le nombre de mandats externes de traductions de l'allemand vers le français a augmenté : 42 mandats contre 35 en 2023.

Terminologie. Le secteur a intégré les titres des nouveaux actes législatifs dans la base de données terminologique interne et les a également transmis à la Chancellerie fédérale. Celle-ci les a intégrés dans Termdat, la base de données terminologique de la Confédération. Un collaborateur du secteur a saisi la terminologie issue de la législation fribourgeoise récente ainsi que la terminologie du climat et celle du marché de travail. Le secteur a collaboré activement aux travaux de l'Organe de coordination de la coopération terminologique dans le secteur public (CoTerm). En 2024, l'organe s'est réuni une fois à la Maison des cantons à Berne et une fois par vidéoconférence. La terminologie de l'Etat de Fribourg est, à la suite d'adaptations techniques, de nouveau disponible sur Internet, à l'adresse <http://friterm.fr.ch> à partir du printemps 2025, et les nouvelles entrées y sont ajoutées mensuellement.

Prestations pour les traducteurs et traductrices de l'Etat. La Conférence des traducteurs et traductrices de l'Etat de Fribourg, qui réunit les traducteurs et traductrices de l'administration cantonale ainsi que ceux de l'hôpital fribourgeois et du Réseau fribourgeois de soins en santé mentale, a été créée en 2011. Elle est présidée par le responsable du secteur et traite des questions de traduction et de terminologie au sein de l'Etat. En 2024, elle s'est réunie une fois. Lors de cette séance, elle a discuté la problématique de la traduction automatique. Tous les traducteurs et traductrices de l'Etat de Fribourg ont participé à la conférence annuelle de l'« Association suisse des traducteurs, terminologues et interprètes ASTTI ». Elle avait comme thème l'assurance qualité des services linguistiques à l'ère de l'IA.

Le **Service de législation** (SLeg) a consacré une large partie de son temps aux dossiers législatifs de la Chancellerie, dans des domaines tels que les bases légales du Référentiel cantonal, l'utilisation des médias sociaux par l'administration, la participation de l'Etat aux frais de campagne, la promotion des marques « Fribourg » et « Freiburg », le mode de traitement des affaires du Conseil d'Etat ou la réglementation d'exécution de la loi sur la protection des données. Il a également mis l'accent sur l'assistance apportée aux Directions dans des dossiers tels que la révision en cours de la loi sur l'exercice des droits politiques ou l'édiction de règles sur l'observatoire du logement. En outre, il a poursuivi ses efforts d'amélioration continue de la Banque de données de la législation fribourgeoise (où l'on peut par exemple désormais consulter directement l'ancien Bulletin des lois de 1980 à 2001) et de soutien aux utilisateurs et utilisatrices de l'application de gestion de la législation (avec en particulier la mise à disposition d'une version abrégée du manuel d'utilisation, dans les deux langues). Enfin, il a mené à bien ses tâches courantes dans ses autres domaines d'activités (appui aux Directions dans l'élaboration de la législation spéciale, avec notamment 25 réponses à des consultations externes, internes ou informelles ; activités d'avis et de conseil juridique, avec notamment 8 avis de droit et de très nombreux avis et renseignements juridiques ; activités de publication de la législation, recouvrant en tout 13 lois, 22 décrets et 67 ordonnances et règlements).

Un groupe de travail réunissant des représentants des **Archives de l'Etat** (AEF), du SITEL et des analystes métier du SPO a travaillé en collaboration avec un fournisseur externe dans le but de mettre en place un standard permettant d'intégrer la partie « cycle de vie des dossiers d'affaire et archivage » pour tous les nouveaux projets menés par le SITEL qui impliquent la gestion d'information et de documentation. Les travaux vont se poursuivre en 2025 et auront pour livrables principaux une directive sur l'archivage, un plan de classement et de gestion, et des standards utilisables par les responsables de projet.

Une réflexion a également été entamée en collaboration avec l'Association des communes fribourgeoises pour la mise en place d'un nouveau plan de classement et de gestion à destination des communes. Là encore un groupe de travail a été mis en place avec des représentants des administrateurs communaux et des archives communales. Il s'agit de développer un plan plus simple par rapport à celui proposé précédemment, calqué sur le plan comptable. Les deux versions resteront cependant valables, avec une mise à jour de l'ancien pour ce qui est des données de gestion.

Le projet DIGIFONDS a souffert de coupures budgétaires importantes. Il a toutefois été possible de maintenir a minima l'idée de mettre en place une infrastructure mutualisée de stockage de fichiers et de continuer à travailler sur des standards en matière de numérisation et de métadonnées.

Le projet NovArc pour l'archivage numérique a abouti après plusieurs années de préparation. Ce projet se divise en deux volets : la plateforme NovArc pour le transfert des données numériques des unités administratives à archiver auprès des Archives de l'Etat, et la préservation de ces données dans une infrastructure dédiée aux Archives fédérales suisses.

Des goûters scientifiques ont été organisés en collaboration avec l'Université de Fribourg sous le thème « Lire et écrire au Moyen Âge ». Cet événement donne la possibilité à des enfants de 8 à 12 ans de se mettre en relation avec des professeur-e-s, des assistants et assistantes et des étudiants et étudiantes pour discuter de sujets scientifiques. 85 enfants ont participé à l'événement.

Le [Service d'achat du matériel et des imprimés](#) (SAMI) est responsable de l'approvisionnement des imprimés pour l'ensemble des services de l'Etat. Il est en charge de réaliser, au moyen de ses propres infrastructures, les travaux de prépresse, d'impression, de reliure et de numérisation. De plus, il gère également la gouvernance des périphériques d'impression de l'Etat de Fribourg. Le service propose également ses prestations de produits imprimés aux institutions subventionnées par l'Etat.

[Fournitures de matériel de bureau et logistique](#). Ce secteur a été transféré au 1^{er} janvier 2024 à l'Office cantonal du matériel scolaire (OCMS). Toutes les unités de l'Etat peuvent acquérir leur matériel de bureau, administratif ou technique via le site Friooffice.ch. Au niveau du personnel, l'équivalent de 1,5 EPT a été transféré à l'OCMS.

[Travaux d'impression](#). Les volumes des impressions réalisées par notre atelier de reproduction ont augmenté de 6,5 % par rapport à 2023 pour atteindre le volume annuel de 4 077 403 copies.

Le volume des impressions noir/blanc a légèrement augmenté de 1,95 % par rapport à l'année 2023.

Quant au volume des copies couleur, l'augmentation est de 12,4 %.

Cette hausse des volumes imprimés s'explique principalement par la reprise des activités de l'atelier de reproduction du HFR. Cela a occasionné plus de 200 commandes supplémentaires pour notre secteur d'impression.

Le nombre de commandes traitées à l'interne est en augmentation (1335 par rapport à 1213) mais le chiffre d'affaires du secteur diminue très légèrement (532 138 francs en 2024 contre 559 046 francs en 2023).

La baisse du chiffre d'affaires démontre que bien que le nombre de commandes traitées soit en hausse, les montants facturés sont généralement plus faibles étant donné que les quantités de chaque commande sont en diminution.

Durant cette année 2024, le secteur des imprimés a traité d'importants volumes d'impressions pour ses principaux clients (OCMS, Police cantonale, écoles professionnelles, HFR, Grangeneuve, etc.). La flexibilité ainsi que la qualité d'exécution de ces commandes ont été particulièrement appréciées.

La production des manuels d'étude pour l'enseignement du degré secondaire 2 académique et professionnel représente toujours un important volume de travail durant les mois d'été.

Depuis quelques temps déjà, on remarque que certains travaux de mises en pages réalisés par le SAMI ne sont plus imprimés mais uniquement publiés en ligne.

Le matériel pour les votations et les formulaires du service cantonal des contributions restent les plus importants volumes d'imprimés sous-traités auprès des prestataires du canton.

[Travaux de reliure et de numérisation](#). Les activités de ces deux secteurs ne sont pas soumises à d'importantes fluctuations. Les EPT attribués à l'atelier de reliure (1,6 EPT) sont restés inchangés durant l'année.

Les principaux travaux effectués par l'atelier de reliure sont :

- > l'assemblage de 42 journaux pour les archives de l'Etat ;
- > la confection de 4 coffrets de protection ;
- > la reliure de 304 minutaires pour le compte d'études notariales cantonales ;
- > la confection de 225 reliures classiques pour les différents services de l'administration ainsi que 32 emboîtages classiques et la restauration de 13 ouvrages pour diverses unités de l'Etat.

Le nombre de commandes des différents travaux réalisés par l'atelier de reliure varie d'une année à l'autre en fonction des besoins de ses clients.

De nombreuses demandes spéciales, par ex. collage d'affiches sur des supports rigides, pliages spéciaux, collage d'ouvrages etc. ont été réalisés par l'atelier de reliure. Cela a représenté une précieuse aide et complémentarité pour l'atelier d'impression.

Le secteur de la numérisation a pu compter sur un taux d'activité de 60 %.

Durant cette année 2024, ce secteur a principalement travaillé pour le Registre foncier de la Gruyère et de la Singine. Au total 45 326 prises de vues ont été réalisées soit une diminution de 5,15 % par rapport à 2023 (47 784).

A partir du 1^{er} janvier 2026, le secteur reliure sera transféré à la Bibliothèque cantonale universitaire (BCU) tandis que le secteur numérisation sera repris par le registre foncier de la Gruyère.

[Toutes les actualités de la Chancellerie d'Etat](#)

[Plus de détails au sujet des faits marquants des entités de la Chancellerie d'Etat](#)

5.8.2 Chiffres clefs

5.8.2.1 Etat du personnel

Pouvoirs – Directions Centres de charges	Comptes 2024 EPT	Comptes 2023 EPT	Ecart EPT
Pouvoir exécutif – Chancellerie d'Etat	56,39	57,44	-1,05
Administration centrale	56,39	57,44	-1,05
3100/CETA Conseil d'Etat	7,00	7,00	0
3105/CHAN Chancellerie d'Etat	25,70	25,15	0,55
3110/ECON Service d'achat du matériel et des imprimés	6,40	8,10	-1,70
3115/OLEG Service de législation	5,98	6,28	-0,30
3118/AREF Archives de l'Etat	7,20	7,21	-0,01
3120/ATPD Autorité cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation	4,11	3,70	0,41

5.8.2.2 Fluctuation du personnel

Pouvoirs – Directions	Fluctuation 2024 %	Fluctuation 2023 %
Chancellerie d'Etat	3,36	2,61
Chancellerie d'Etat	7,23	1,96
Service d'achat du matériel et des imprimés	0	6,18
Service de législation	0	0
Archives de l'Etat	0	0
Autorité cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation	0	18,13

Explications complémentaires du calcul de la fluctuation sous le point [4.4.3](#).

5.8.2.3 Service d'achat du matériel et des imprimés (SAMI)

	2024	2023	Ecart
<i>Production interne</i>			
CA atelier de reproduction (en Fr.)	532 138	559 046	- 26 908
CA atelier de reliure (en Fr.)	67 566	90 966	- 23 400
CA atelier de numérisation (en Fr.)	30 634	35 013	- 4 379
Volumes réalisés			
Nombre d'impressions	4 077 403	3 826 648	+ 250 755
Ouvrages reliés	225	364	- 139
Documents numérisés	45 326	47 784	- 2 458
<i>Production sous-traitée</i>			
CA mandats imprimés (en Fr.)	586 019	692 078	-106 059

[Plus de chiffres clef sur les entités de la Chancellerie d'Etat](#)

6 Conséquences financières et en personnel des décisions prises par le Grand Conseil durant l'année 2024

(Art. 198, al. 3 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil)

Au cours de l'année 2024, le Grand Conseil s'est déterminé sur 11 projets de lois et 25 projets de décrets. Quelque 36 % des dispositions discutées et admises, soit 5 lois et 8 décrets, n'ont pas ou quasiment pas d'incidences sous l'angle financier.

S'agissant des autres projets de lois ou décrets, leurs incidences financières et en personnel peuvent être synthétisées de la manière suivante, non sans qu'aient été formulées au préalable les réserves d'usage liées aux difficultés de procéder à des additions de conséquences financières tantôt uniques tantôt répétitives, touchant aussi bien le compte de résultats que le compte des investissements.

6.1 Concernant le compte des investissements

Au cours de l'année écoulée, le Grand Conseil a adopté 9 décrets concernant des crédits d'engagement, dont 3 pour des études, représentant au total un volume d'investissements ou de subventionnement d'investissements de 135 682 972 francs. Les quatre principaux objets concernent : le crédit d'engagement pour la construction et l'équipement d'un bâtiment pour le centre de Stockage Interinstitutionnel Cantonal (SIC) à Givisiez (56 000 000 francs), dont lesdites incidences ne concernent pas uniquement le compte des investissements, mais aussi les frais de préparation et de déménagement des collections, le crédit additionnel en vue de l'agrandissement et de la restructuration de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg (37 996 972 francs), le crédit d'études additionnel en vue de la construction d'un bâtiment pour la Faculté de droit de l'Université de Fribourg sur les terrains de la Tour Henri (12 000 000 francs) ainsi qu'un crédit d'engagement pour la nouvelle politique régionale pour la période 2024-2027 (9 386 000 francs).

A cela s'ajoutent les décret relatifs à l'octroi d'un cautionnement de 105 000 000 francs et d'un prêt de 70 000 000 francs en faveur de l'HFR, d'une aide aux investissements des entités responsables de la mise en œuvre des mesures de projet d'agglomération d'un montant de 29 000 000 francs et d'une garantie conditionnelle en faveur de l'OFROU pour la deuxième partie des études concernant la couverture de la N12 et le développement urbain dans le secteur Chamblieux-Bertigny pour 7 800 000 francs (participation de l'Etat).

6.2 Concernant le compte de résultats

Les répercussions des 6 lois et de 5 décrets ayant un impact significatif sur le compte de résultats peuvent être résumées de la sorte pour ce qui concerne les charges et revenus répétitifs :

- > un accroissement des dépenses nettes de personnel de près de 11,4 millions de francs en relation avec l'augmentation de l'effectif du personnel de l'Etat dans le cadre du budget 2025 (115 postes supplémentaires, dont 1 poste pérennisé). A noter que le coût net de l'opération de pérennisation de montants forfaitaires est quasiment neutre ;
- > le décret concernant l'initiative constitutionnelle « Pour des urgences préhospitalières publiques 24/24 de proximité » dont la mise en œuvre des mesures du contre-projet accepté par votation populaire induit une charge annuelle estimée à 7,2 millions de francs ;
- > la loi sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques génère un revenu net supplémentaire de l'ordre de 5 millions de francs par an pour l'Etat et de plus de 1,2 million de francs pour les communes ;
- > la loi sur les impôts cantonaux directs engendre des diminutions de recettes fiscales estimées entre 3,5 et 4,5 millions de francs ;

- > la loi sur les prestations complémentaires pour les familles (LPCFam) a pour conséquence des coûts supplémentaires annuels pour l'Etat estimés à près de 2,2 millions de francs ;
- > trois décrets en lien avec les fusions de communes qui prévoient des aides financières de l'Etat pour un total de près de 1,2 million de francs ;
- > diverses autres dispositions légales nouvelles sont à l'origine de charges additionnelles de l'ordre de 1 million de francs au total.

En 2024, une seule modification apportée par le Grand Conseil à des projets du Conseil d'Etat a accentué les répercussions financières prévues. Le Grand Conseil a en effet décidé de revoir les critères d'octroi pour les prestations complémentaires pour les familles ainsi que le pourcentage de la prise en charge de ces coûts par l'Etat, soit au final à raison de 100 % contre une répartition de 50 % entre l'Etat et les communes selon la proposition du Conseil d'Etat. Cela induit également des effets sur les frais de gestion occasionnés à la Caisse de compensation. Ainsi, les nouvelles dépenses pour l'Etat consécutives à l'introduction des prestations complémentaires pour les familles selon les décisions du Grand Conseil s'élèvent désormais à 10 600 000 francs, en hausse de 8 415 000 francs par rapport au projet initial.

A noter encore que le crédit d'engagement pour la construction et l'équipement d'un bâtiment pour le centre de Stockage Interinstitutionnel Cantonal (SIC) à Givisiez fera l'objet d'une votation populaire en février 2025.

6.3 Projets de lois et de décrets examinés durant l'année 2024

(avec indication des incidences financières et en personnel)

Projet de loi/de décret	N° du message	Direction responsable	Date d'adoption par le GC	Incidences des projets du Conseil d'Etat GC : en cas de modification, incidences projets adoptés par Grand Conseil		
				en personnel	financières	
				en unités équivalent plein temps (EPT)	annuelles sur compte de résultats en francs	globales sur plusieurs années sur compte des investissements en francs
D relatif à l'octroi d'un crédit d'étude additionnel en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026	2022-DSJS-129	DSJS	06.02.24			Dépenses : + 2 290 000 fr.
D relatif à l'octroi d'un cautionnement et d'un prêt en faveur de l'hôpital fribourgeois	2023-DSAS-61	DSAS	06.02.24			Un cautionnement de 105 000 000 fr. est accordé à l'hôpital fribourgeois dans le but de garantir le financement de ses investissements courants. De plus, un prêt de 70 000 000 fr. est octroyé afin de réaliser les études nécessaires au projet de construction d'un nouvel hôpital (site de Fribourg, hôpital cantonal).
D concernant l'initiative constitutionnelle « Pour des urgences préhospitalières publiques 24/24 de proximité » (votation populaire)	2023-DSAS-46	DSAS	07.02.24	+ 4 EPT pour la coordination de l'organisation cantonale des urgences sanitaires.	La mise en œuvre des mesures du contre-projet accepté par votation populaire est estimée à 7 200 000 fr. par an, répartis comme suit : > 2 700 000 fr. pour l'amélioration de l'équité entre les régions en matière de coûts des interventions ambulancières ; > 1 000 000 fr. pour le renforcement de la réponse aux urgences « vitales » ; > 2 100 000 fr. pour le numéro unique santé ; > 1 400 000 fr. pour les autres mesures.	
L modifiant la loi sur le Service du registre du commerce (LSRC)	2022-DEEF-13	DEEF	07.02.24		Aucune incidence financière ou en personnel.	

				Incidences des projets du Conseil d'Etat		
				<i>GC : en cas de modification, incidences projets adoptés par Grand Conseil</i>		
Projet de loi/de décret	N° du message	Direction responsable	Date d'adoption par le GC	<u>en personnel</u>	<u>financières</u>	
				en unités équivalent plein temps (EPT)	annuelles sur compte de résultats en francs	globales sur plusieurs années sur compte des investissements en francs
L sur les prestations complémentaires pour les familles (LPCFam)	2021-DSAS-20	DSAS	08.02.24		<p>Le coût total annuel des PC familles pour l'Etat est estimé à 7 125 000 fr., répartis comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> > 6 000 000 fr. de dépenses estimées pour les PC familles (1 200 ménages à 10 000 fr., soit 12 000 000 fr. à répartir à raison de 50% entre l'Etat et les communes) ; > 1 125 000 fr. de frais de gestion occasionnés à la Caisse de compensation (100% à charge de l'Etat). <p>Les dépenses actuelles s'élevant à 4 940 000 fr., les nouvelles dépenses pour l'Etat consécutives à l'introduction des PC familles sont donc estimées à 2 185 000 fr. par an.</p> <p><i>GC : le coût total annuel des PC familles pour l'Etat est estimé à 16 350 000 fr., répartis comme suit :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>> 15 000 000 fr. de dépenses estimées pour les PC familles (1 500 ménages à 10 000 fr., à 100% à charge de l'Etat) ;</i> <i>> 1 350 000 fr. de frais de gestion occasionnés à la Caisse de compensation (100% à charge de l'Etat).</i> <p><i>Les dépenses actuelles s'élevant à 5 750 000 fr., les nouvelles dépenses pour l'Etat consécutives à l'introduction des PC familles sont donc estimées à 10 600 000 fr. par an</i></p>	

				Incidences des projets du Conseil d'Etat <i>GC : en cas de modification, incidences projets adoptés par Grand Conseil</i>			
Projet de loi/de décret	N° du message	Direction responsable	Date d'adoption par le GC	<u>en personnel</u>	<u>financières</u>		
				en unités équivalent plein temps (EPT)	annuelles sur compte de résultats en francs	globales sur plusieurs années sur compte des investissements en francs	
D	relatif aux naturalisations	2023-DIAF-33	DIAF	19.03.24		Aucune incidence financière.	
D	relatif à l'octroi d'un crédit additionnel en vue de l'agrandissement et de la restructuration de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg	2023-DIME-102	DIME	20.03.24			Dépenses : + 37 996 972 fr.
D	relatif à l'octroi d'un crédit d'études additionnel en vue de la construction d'un bâtiment pour la Faculté de droit de l'Université de Fribourg sur les terrains de la Tour Henri	2023-DIME-301	DIME	20.03.24			Dépenses : + 12 000 000 fr.
D	relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour les travaux préparatoires en vue de la construction d'un bâtiment pour la Faculté de droit de l'Université de Fribourg sur les terrains de la Tour Henri	2023-DIME-350	DIME	20.03.24			Dépenses : + 3 400 000 fr.
D	relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour la nouvelle politique régionale pour la période 2024-2027	2023-DEEF-42	DEEF	21.03.24			Dépenses : + 9 386 000 fr. Sur la totalité des contributions financières prévues, 2 000 000 fr. au moins sont affectés à l'octroi de prêts remboursables.
L	sur l'accès des jeunes aux médias	2022-DEEF-68	DEEF	21.03.24		L'estimation du coût est basée sur l'hypothèse qu'environ 30% des personnes éligibles solliciteront un abonnement, ce qui représente 1 250 abonnements financés par an par l'Etat. Quant au choix du journal, le calcul a été fait selon une clé de répartition établie sur la base du tirage total diffusé en 2021 et selon les prix fixés par les entreprises de médias. Partant de ces éléments, les incidences financières de la mesure sont estimées à 181 000 fr. par an, soit 905 000 fr. au total sur 5 ans (abonnements et évaluation).	

				Incidences des projets du Conseil d'Etat <i>GC : en cas de modification, incidences projets adoptés par Grand Conseil</i>		
Projet de loi/de décret	N° du message	Direction responsable	Date d'adoption par le GC	<u>en personnel</u>	<u>financières</u>	
				en unités équivalent plein temps (EPT)	annuelles sur compte de résultats en francs	globales sur plusieurs années sur compte des investissements en francs
D relatif aux crédits supplémentaires du budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2023	2023-DFIN-18	DFIN	22.03.24		Aucune incidence financière.	
L modifiant la loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat	2020-DIAF-45	DIAF	22.03.24	+ 0.5 EPT pour un délégué aux questions religieuses		
D relatif au compte d'Etat du canton de Fribourg pour l'année 2023	2022-DFIN-82	DFIN	22.05.24		Aucune incidence financière.	
D approuvant la fusion des communes de Auboranges, Chapelle, Ecublens et Rue	2023-DIAF-31	DIAF	23.05.24		Aide financière de l'Etat d'un montant de 586 800 fr.	
D relatif à l'octroi d'une aide aux investissements des entités responsables de la mise en œuvre des mesures de projet d'agglomération	2023-DIME-97	DIME	24.05.24			Dépenses : + 29 000 000 fr.
D approuvant la fusion des communes de Montet (Glâne) et Ursy	2023-DIAF-38	DIAF	25.06.24		Aide financière de l'Etat d'un montant de 77 000 fr.	
D approuvant la fusion des communes de Grolley et Ponthaux	2023-DIAF-39	DIAF	25.06.24		Aide financière de l'Etat d'un montant de 527 400 fr.	
D relatif aux naturalisations	2023-DIAF-42	DIAF	25.06.24		Aucune incidence financière.	
D relatif à l'octroi d'un crédit d'études pour l'assainissement et la transformation du Château de Bulle	2023-DIME-330	DIME	27.06.24			Dépenses : + 7 600 000 fr.
D relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour la remise en fonction de la pisciculture d'Estavayer-le-Lac	2024-DIME-108	DIME	27.06.24			Dépenses : + 3 560 000 fr.
D concernant la validité de l'initiative législative cantonale « Pour un salaire minimum »	2023-CE-195	CE / DEEF	01.07.24		Aucune incidence financière ou en personnel.	
D relatif aux naturalisations	2024-DIAF-6	DIAF	03.09.24		Aucune incidence financière.	
D relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement additionnel pour les études de la route de liaison Marly–Matran	2021-DIME-261	DIME	04.09.24			Dépenses : + 3 450 000 fr.
D relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour la construction et l'équipement d'un bâtiment pour le centre de Stockage Interinstitutionnel Cantonal (SIC) à Givisiez	2024-DIME-64	DIME	04.09.24			Dépenses : + 56 000 000 fr. Le crédit se décompose en une part de dépenses d'investissements pour un montant de 51 750 000 fr. et une part de dépenses de fonctionnement pour les frais de préparation et de déménagement des collections liés pour un montant 4 250 000 fr.

				Incidences des projets du Conseil d'Etat <i>GC : en cas de modification, incidences projets adoptés par Grand Conseil</i>		
Projet de loi/de décret	N° du message	Direction responsable	Date d'adoption par le GC	<u>en personnel</u>	<u>financières</u>	
				en unités équivalent plein temps (EPT)	annuelles sur compte de résultats en francs	globales sur plusieurs années sur compte des investissements en francs
L sur l'aide sociale (LASoc)	2020-DSAS-145	DSAS	09.10.24	Les nouvelles tâches en lien avec la coordination du dispositif d'aide sociale nécessitent la création de 2 EPT (240 000 fr.) à charge de l'Etat, dont 1 EPT en remplacement d'un montant forfaitaire (120 000 fr. actuellement sous AISO/3010.140).	Le projet de loi implique, en sus des 120 000 fr. supplémentaires induits par les incidences en personnel, des dépenses additionnelles estimées à 248 950 fr. en lien avec l'augmentation de la franchise, passant de 400 fr. à 500 fr. selon les recommandations de la CSIAS pour limiter l'effet de seuil à la sortie de l'aide sociale, ainsi que 150 000 fr. pour la maintenance du système d'information électronique commun entre l'Etat et les communes.	Le projet de loi institue un système électronique commun aux organes chargés de l'exécution de la présente loi. Le renouvellement des équipements informatiques coïncide avec l'instauration des régions d'aide sociale. De nouveaux investissements sont donc prévus pour cette échéance à hauteur de 1 500 000 fr. pour l'Etat et d'un montant équivalent pour les communes.
D concernant l'initiative constitutionnelle « Pour la sauvegarde du lac de la Gruyère et de ses rives » (votation populaire)	2024-DIAF-19	DIAF	10.10.24		Aucune incidence financière ou en personnel.	
L portant adhésion à la convention entre les cantons et la Confédération sur l'harmonisation de l'informatique dans la justice pénale (CHIJP)	2023-CE-93	CE / DSJS	10.10.24		Le programme HIJP existe déjà et le fait d'adhérer à la convention n'a qu'une influence minime sur les coûts supplémentaires en tant que tel.	
L portant adhésion à la convention révisant le concordat sur les entreprises de sécurité	2023-DSJS-14	DSJS	10.10.24		Aucune incidence financière ou en personnel.	
L modifiant la loi sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques	2024-DSJS-177	DSJS	19.11.24		L'indexation des tarifs de 5,2% induit un revenu net supplémentaire pour l'Etat de 4 956 900 fr. par an et de 1 239 225 fr. par an pour les communes.	
D relatif au projet de budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2025	2023-DFIN-36	DFIN	20.11.24	+ 114.99 EPT (nouveaux postes et postes supplémentaires), dont 1.00 EPT créé lors de l'opération de pérennisation de montants forfaitaires.	Nouveaux postes et postes supplémentaires : Charge brute : + 15 251 850 fr. Charge nette : + 11 386 820 fr. A noter que le coût net de l'opération de pérennisation de montants forfaitaires s'élève à 4 890 fr.	

				Incidences des projets du Conseil d'Etat <i>GC : en cas de modification, incidences projets adoptés par Grand Conseil</i>		
Projet de loi/de décret	N° du message	Direction responsable	Date d'adoption par le GC	<u>en personnel</u>	<u>financières</u>	
				en unités équivalent plein temps (EPT)	annuelles sur compte de résultats en francs	globales sur plusieurs années sur compte des investissements en francs
L modifiant la loi sur les impôts cantonaux directs	2023-DFIN-54	DFIN	20.11.24		Les diminutions de recettes fiscales liées au projet de loi sont estimées à : > - 1 150 000 fr. en lien avec la modification de l'imposition des rentes viagères ; > - 450 000 fr. en lien avec l'abrogation de l'impôt minimum ; > entre - 1 900 000 fr. et - 2 900 000 fr. en lien avec l'imposition réduite du capital dans le cadre de prêts intragroupes.	
L fixant le coefficient annuel des impôts cantonaux directs de la période fiscale 2025	2024-DFIN-35	DFIN	20.11.24		Maintien du coefficient d'impôt sur le revenu à 96% (aucune incidence financière supplémentaire par rapport à l'année précédente). Pour rappel, le coût de la baisse du coefficient d'impôt sur le revenu de 98% à 96% avait été estimé, pour 2022, à 17 000 000 fr.	
D relatif aux naturalisations	2024-DIAF-15	DIAF	17.12.24		Aucune incidence financière.	
D relatif à l'octroi d'une garantie conditionnelle en faveur de l'OFROU pour la deuxième partie des études concernant la couverture de la N12 et le développement urbain dans le secteur Chamblieux-Bertigny	2024-DIME-251	DIME	17.12.24			Une garantie conditionnelle d'un montant total de 10 650 000 fr. est accordée à l'OFROU, répartie à raison de 7 800 000 fr. pour la participation de l'Etat et de 2 850 000 fr. pour la participation des communes partenaires.

				Incidences des projets du Conseil d'Etat <i>GC : en cas de modification, incidences projets adoptés par Grand Conseil</i>		
Projet de loi/de décret	N° du message	Direction responsable	Date d'adoption par le GC	<u>en personnel</u>	<u>financières</u>	
				en unités équivalent plein temps (EPT)	annuelles sur compte de résultats en francs	globales sur plusieurs années sur compte des investissements en francs
L sur la protection de la population (LProtPop)	2019-DSJS-10	DSJS	18.12.24	<p>+ 0.5 EPT pour un nouveau poste de délégué-e à l'approvisionnement économique du pays.</p> <p>De plus, le corollaire de la révision de la LProtPop est une modification de la LPCi. Dans ce cadre, la PCi reçoit des tâches spécifiques pour l'appréhension des dangers et la gestion des risques. Pour accomplir ces tâches, quatre postes de commandant de bataillon et un poste de chef engagement et coopération ont pu être créés ou transformés. Il en résulte une augmentation de 114 000 fr., dont la moitié sera prise en charges par les communes, soit 57 000 fr. à charge de l'Etat.</p>	<p>Dans le domaine de la transmission de l'alerte, il est nécessaire que l'EMCP puisse atteindre tous les échelons de la chaîne de commandement et cela implique le financement par le canton d'un dispositif idoine et de licences. A cet effet, il faut prévoir 245 000 fr. pour l'achat des terminaux Polycom, puis 73 000 fr. annuels pour les frais d'exploitation et 4 000 fr. par an dédiés aux licences.</p> <p>S'agissant de la planification des places d'abris, il est nécessaire que le canton fournisse aux communes l'outil informatique et les licences nécessaires pour qu'elles puissent procéder à l'attribution des dites places. La mise à disposition des licences coûtera 4 000 fr. par an.</p> <p>Enfin, les bataillons PCi nouvellement créés devront disposer d'officiers et de sous-officiers supérieurs de milice qui seront indemnisés selon un principe similaire à ce que la PCi connaît déjà pour ses commandants de compagnies. Les coûts s'élèvent à 80 000 fr. par an, dont 40 000 fr. à charge des communes.</p>	

Annexe

GRAND CONSEIL

2024-CE-151

Rapport d'activité :
Rapport d'activité 2024 du Conseil d'Etat

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Riedo

Membres : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel Schumacher, Julien Vuilleumier

Prendre acte

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil de prendre acte de ce rapport.

Le 5 mai 2025

Anhang

GROSSER RAT

2024-CE-151

Tätigkeitsbericht:
Tätigkeitsbericht 2024 des Staatsrats

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Bruno Riedo

Mitglieder : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel Schumacher, Julien Vuilleumier

Kenntnisnahme

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen.

Den 5. Mai 2025

Botschaft 2024-DFAC-8

17. September 2024

—

Gesetzesvorlage zur Änderung des Schulgesetzes betreffend die Übernahme der Finanzierung und des Betriebs des Informatikparks der obligatorischen Schule (1H–11H) durch den Kanton – ENEO / DAOS

Wir unterbreiten Ihnen einen Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die obligatorische Schule betreffend die Übernahme der Finanzierung und des Betriebs des Informatikparks der obligatorischen Schule (1H–11H) durch den Kanton, der auf die Annahme folgender Motion zurückgeht:

Motion 2019-GC-139	Alle Schülerinnen und Schüler der Sekundarschulen werden mit einem persönlichen IT-Gerät ausgestattet
Urheber:	Perler Urs / Bürdel Daniel

Inhalt

—

ZUSAMMENFASSUNG	4
1 Einführung	5
2 Hintergrund und Herausforderungen	6
2.1 Weiteres Vorgehen nach dem Willen des Grossen Rates	7
2.1.1 Annahme der Motion Perler / Bürdel 2019-GC-139	7
2.1.2 Rückweisung der digitalen Bildungsstrategie durch den Grossen Rat	8
2.2 Umsetzung der im Kanton geltenden Lehrpläne	9
2.2.1 Digitale Bildung in den Lehrplänen	10
2.3 Aktueller Stand des Informatikparks und der IT-Infrastruktur der obligatorischen Schulen	11
2.3.1 Geschätzter Informatikpark am 31. Dezember 2023	11
2.3.2 IT-Infrastruktur am 31. Dezember 2023	12
2.4 Finanzielle Aussichten des Staates	12
2.5 Gesellschaftliche Herausforderungen	13
2.5.1 Chancengerechtigkeit	13
2.5.2 Gesundheit	14
2.5.3 Umwelt	15
2.5.4 Sicherheit	15
2.5.5 Wirtschaftlichkeit	15
3 Rahmenbedingungen für die Implementierung eines schulischen Informatikparks	16

3.1	Rückmeldungen und Lehren aus der wissenschaftlichen Forschung	16
3.2	Pädagogische Rahmenbedingungen	17
3.2.1	Digitale Führung (Digital Leadership)	17
3.2.2	Weiterbildung der Lehrpersonen	17
3.2.3	Ansprechpersonen M&I	18
3.3	Materielle und organisatorische Rahmenbedingungen	18
3.3.1	IT-Ausrüstung, Infrastruktur und technische Unterstützung	18
3.3.2	Berücksichtigung der Umweltauswirkungen	19
4	Beschreibung des Projekts	20
4.1	Umfang	21
4.2	Beschaffung digitaler Geräte	21
4.2.1	Zentrales Beschaffungsportal	21
4.2.2	Zugang zum Beschaffungsportal	22
4.3	Den Schulen zu Verfügung stehende IT-Ausstattung	23
4.3.1	Betriebssysteme und Software	23
4.3.2	Ausstattungsstandards	24
4.4	Verwaltung und Betrieb des Informatikparks	26
4.4.1	Technische Leistungen im Zusammenhang mit digitalen Geräten	27
4.4.2	Zentrales Verwaltungssystem für den Informatikpark	27
4.4.3	Technischer Benutzersupport	28
4.4.4	IT-Infrastruktur	28
4.5	Leitung des Projekts	29
4.5.1	Erstellen der Implementierungsdokumentation	29
4.5.2	Monitoring und Evaluation	29
5	Auswirkungen des Gesetzesvorentwurfs	29
5.1	Anpassung der gesetzlichen Rahmenbedingungen	29
5.1.1	Zusammenfassung der Motion	30
5.1.2	Anpassung der Rechtsgrundlagen	30
5.2	Finanzielle und personelle Auswirkungen	32
5.2.1	Berechnungsmethode	32
5.2.2	Struktur der Ausgaben	33
5.2.3	Jährliche Betriebskosten	36
5.2.4	Zusammenfassung	37
5.2.5	Finanzielle Auswirkungen für die Gemeinden	38
5.2.6	Einführung einer Steuerbelastungsverschiebung	39
5.3	Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung	40

5.4	Auswirkungen auf die permanente Organisation und andere kantonale Projekte	41
5.4.1	Die kantonalen Projekte	41
5.4.2	Beteiligte kantonale Verwaltungseinheiten	41
5.4.3	Andere betroffene Verwaltungseinheiten	42
5.5	Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden	42
5.6	Übereinstimmung mit dem übergeordneten Recht (Verfassungsmässigkeit, Bundesrechtskonformität und Europaverträglichkeit des Entwurfs)	43
5.7	Abschliessende Beantwortung parlamentarischer Vorstösse	43
5.8	Unterstellung unter das Gesetzes- und das obligatorische Finanzreferendum	43
6	Schlussbemerkungen	43
Glossar		45

ZUSAMMENFASSUNG

Diese Botschaft erläutert die Änderung des Gesetzes über die obligatorische Schule, die auf die Annahme der Motion 2019-GC-239 zurückgeht. Die Ausarbeitung dieser neuen Vorlage erfolgt nach der Rückweisung des ersten Projekts durch den Grossen Rat an den Staatsrat am 19. Dezember 2023.

Die Botschaft beschreibt die Modalitäten der kantonalen Übernahme der Finanzierung und des Betriebs der digitalen Ausstattung der Schülerinnen und Schüler, der Lehrpersonen und des kantonalen Verwaltungspersonals für die obligatorische Schule. Da diese heute in der Zuständigkeit der Gemeinden liegt, bedingt dieser Aufgabentransfer eine Neuverteilung der Lasten und Aufgaben zwischen den Gemeinden und dem Staat. Diese Neuorganisation erfordert die Einrichtung eines zentralen Verwaltungssystems für die Beschaffung, den Unterhalt und das Lebenszyklusmanagement der digitalen Ausstattung an den obligatorischen Schulen.

Um die Beschaffung der digitalen Ausstattung der obligatorischen Schule zu gewährleisten, sieht das vorliegende Projekt die Einrichtung eines Beschaffungsportals vor, das von der kantonalen Lehrmittelverwaltung (KLV) verwaltet wird. Die Bereitstellung dieser Geräte soll grundsätzlich über einen Zeitraum von fünf Jahren erfolgen, abhängig von den finanziellen Möglichkeiten des Staates. Die heute von den Gemeinden verwalteten und beschafften Computer und Tablets werden dann schrittweise ersetzt. Das Projekt sieht auch eine zentrale Verwaltungsstelle vor, um den Unterhalt (Software, Anwendungen, System) und den Support der digitalen Ausstattung an jeder obligatorischen Schule zu gewährleisten. Die Geräte können so aus der Ferne inventarisiert, kontrolliert und aktualisiert werden, wodurch die IT-Sicherheit gewährleistet wird. Dadurch wird auch der vom Projekt abgedeckte Benutzersupport erleichtert. Dieser soll auf Anfragen oder bei Störungen im Zusammenhang mit der Hardware oder der Software reagieren.

Die Ausstattung (Dotation), die an das Alter der Schülerinnen und Schüler angepasst wird sowie die Anforderungen der Lehrpläne berücksichtigt, wird nach Schulstufe festgelegt. Nach dem Willen des Grossen Rates ist vorgesehen, dass jede Schülerin und jeder Schüler der Orientierungsstufe ein persönliches digitales Gerät erhält und dass die Ausrüstung mit digitalen Geräten für die Klassen der 1H-2H ausgeschlossen wird.

Auch wenn das vorliegende Projekt vom Umfang her nicht die gesamte Umsetzung der Lehrpläne umfasst, ist es so aufgebaut, dass es der bewährten pädagogischen Praxis im Bereich der digitalen Bildung entspricht. Die Weiterbildung und Begleitung der Lehrpersonen in pädagogischen Belangen bleibt eine Voraussetzung für den Zugang zum Beschaffungsportal. Die Ausgaben für diese pädagogischen Aspekte, die direkt von den interkantonalen Vereinbarungen abhängen, werden in die Budgets der Ämter für obligatorischen Unterricht aufgenommen. Dadurch ist die Weiterbildung der Lehrpersonen gewährleistet.

Die Überlegungen, die im Vorfeld des Projekts angestellt wurden, basieren auf den aktuellen Erkenntnissen zur Digitalisierung im schulischen Bereich, die in den beigefügten Expertenberichten zum Aspekt Gesundheit, zur Auswertung der mit der digitalen Bildung oder Digitalisierung gemachten Erfahrungen und einer Umweltbilanz des Informatikparks konkret dargelegt werden. Das Projekt zur Übernahme der Finanzierung und des Betriebs des Informatikparks der obligatorischen Schulen durch den Kanton (DAOS) berücksichtigt somit auch die gesellschaftlichen Herausforderungen (Gesundheit, Nachhaltigkeit, Sicherheit, Wirtschaftlichkeit usw.), die mit der Nutzung digitaler Mittel an den Schulen verbunden sind. Die Schaffung eines einheitlichen Beschaffungsportals gewährleistet eine vernünftige und sinnvolle Beschaffung digitaler Geräte entsprechend der pädagogischen Bedürfnisse. Dies bietet die Möglichkeit, Qualitäts-, Sicherheits- und Nachhaltigkeitsstandards für diese Geräte zu definieren. Schliesslich trägt das Projekt dazu bei, die Kluft der digitalen Ausstattung zwischen den Schulen zu verringern und so die Chancengerechtigkeit zu erhöhen.

Das Projekt sieht eine schrittweise Einführung der digitalen Ausstattung über mindestens fünf Jahre vor. Die Kosten, die diese Änderung des Schulgesetzes mit sich bringt, werden auf 59.97 Millionen Franken geschätzt, berechnet über die fünf ersten Jahre des Projekts. Die jährlich wiederkehrenden Kosten belaufen sich auf rund 13.12 Millionen Franken. Da die Schwelle für das obligatorische Finanzreferendum überschritten ist, wird das Projekt dem Volk zur Abstimmung vorgelegt. Angesichts der sich verschlechternden Finanzen des Staates und der Überführung von Verantwortung und Finanzierung von den Gemeinden auf den Kanton ohne Lastenausgleich sieht das Projekt eine Steuerbelastungsverschiebung vor, die sich aufgrund des Finanzvolumens, um das es geht, und angesichts der finanziellen Schwierigkeiten, mit denen der Staat konfrontiert ist, als unerlässlich erweist.

Eine öffentliche Vernehmlassung im März 2022 ermöglichte es, die Rückmeldungen der Vernehmlassungsteilnehmenden bei der Ausarbeitung der Botschaft 2021-DFAC-33, die dem Grossen Rat im August 2023 vorgelegt wurde, grossmehrheitlich zu berücksichtigen. Die vorliegende Botschaft ist das Ergebnis der gezielten Anpassungen, die der Grosse Rat bei seiner Rückweisung an den Staatsrat vom 19. Dezember 2023 gefordert hat.

1 Einführung

Ob wir es wollen oder nicht, die Digitalisierung beeinflusst den Alltag von Bürgerinnen und Bürgern unabhängig ihres Alters. Insbesondere verändert sie das Leben und die Zukunft von Kindern und Jugendlichen sei es in ihrer Freizeitgestaltung, ihren sozialen Interaktionen, ihrem Weltverständnis und ihrer beruflichen Zukunft. Die digitalen Technologien entwickeln sich rasch weiter und werden immer vielfältiger. Als dieses Projekt im Jahr 2022 in die Vernehmlassung geschickt wurde, steckte das soziale Netzwerk TikTok beim jungen Publikum noch in den Kinderschuhen und die Allgemeinheit kannte noch keine generative künstliche Intelligenz wie GPT-Chat. Um eine alltägliche Aufgabe zu erfüllen, gibt es heutzutage sowohl hardware- als auch softwaremässig verschiedene digitale Möglichkeiten. So können Tätigkeiten wie Gestalten, Recherchieren, Analysieren, Kommunizieren und Zusammenarbeiten nunmehr auf vielerlei Arten erfolgen.

Statistisch gesehen besitzen laut der Schweizer Studie «JAMES: Jugend, Aktivitäten, Medien-Erhebung Schweiz 2022»¹ 96% der 12- bis 13-Jährigen ein Mobiltelefon, ab 14 Jahren sind es 99% und ab 18 Jahren 100%. Entgegen dem, was man annehmen könnte, weiss die im digitalen Zeitalter geborene Generation jedoch nicht automatisch, wie man die ihnen zur Verfügung stehenden neuen Informations- und Kommunikationstechnologien (IKT) beherrscht. Die Nutzung digitaler Werkzeuge beschränkt sich bei dieser Generation in der Regel auf Freizeitaktivitäten, ohne deren Potenzial, aber auch die Risiken richtig zu verstehen. Um die Chancen zu nutzen und sich gegen die Risiken zu schützen, braucht es digitale Kompetenzen. Diese Kompetenzen gehören seit 2017 zu den im Weiterbildungsgesetz des Bundes verankerten Grundkompetenzen, ebenso wie das Lesen, Schreiben und Sprechen in einer Landessprache oder die mathematischen Grundkenntnisse.

Das bisher an den obligatorischen Schulen geltende Konzept für Medien, Informatik, Informations- und Kommunikationstechnologien (Medien und IKT) reicht nicht mehr aus, um diese digitalen Kompetenzen zu vermitteln. Wie bei den naturnahen Unterrichtssequenzen, die an den obligatorischen Schulen entstehen, braucht es eine angepasste Didaktik und Pädagogik. Deshalb wurde die digitale Bildung in die Lehrpläne aufgenommen. Was wird mit dieser Integration bezweckt? Ziel ist es, diejenigen digitalen Kompetenzen aufzubauen, dank derer die Bürgerinnen und Bürger in einer zunehmend digitalisierten Welt in der Lage sind, mit dem technologischen Wandel bewusst, sicher und verantwortungsbewusst umzugehen.

¹ JAMES Studie 2022, Kinderschutz Schweiz, [kinderschutz.ch](https://www.kinderschutz.ch)

Um diesen Lernanforderungen gerecht zu werden, bedarf es organisatorischer und materieller Rahmenbedingungen. Dazu gehört die Bereitstellung digitaler Geräte für Schülerinnen und Schüler, Lehrpersonen und das Verwaltungspersonal an den obligatorischen Schulen, wobei für die Ausrüstung die pädagogischen Ziele und das Alter der Schülerinnen und Schüler berücksichtigt werden. Die Qualität und Verfügbarkeit dieser Geräte wirken sich auf den Zugang zu digitalen Lehrmitteln und den Erwerb von Kompetenzen aus. In diesem Sinne muss die IT-Umgebung an den Schulen dem Lernen förderlich sein und gleichzeitig die IT-Sicherheit und den Datenschutz gewährleisten. Zudem muss die Wartung des Systems und der Geräte sowie der Benutzersupport sicherstellt werden.

Das Schulgesetz überträgt bisher den Gemeinden die Zuständigkeit für die Finanzierung und den Betrieb der digitalen Ausstattung der obligatorischen Schulen. Anfang 2024 waren 17 191 Geräte (10 334 in den Primarschulen, 6 857 in den Orientierungsschulen) an den Schulen (1H–11H) im Einsatz. Dabei stellt man fest: Punkto digitaler Ausstattung besteht heute zwischen den Schulen des Kantons eine Kluft – vielfach gibt es veraltete, ungenügende oder nicht für das Lernen taugliche Geräte. Bereits 2019 hat sich der Grosse Rat dazu geäussert und verlangt, dass der Kanton die Kosten für die digitale Ausstattung übernimmt. Ausserdem wünscht er, dass die Schülerinnen und Schüler der Orientierungsschulen jeweils ein eigenes Gerät erhalten und dass die jüngsten Schülerinnen und Schüler (1H/2H) von den Ausstattungsstandards ausgenommen werden.

Der Wille der Grossrätinnen und Grossräte setzt eine Änderung des Schulgesetzes und die Erarbeitung eines umfangreichen Projekts voraus, um die Finanzierung, die Beschaffung und den Betrieb der digitalen Ausstattung zu regeln. Dabei gilt es die Aspekte der Gesundheit, Chancengerechtigkeit, Nachhaltigkeit und Kosteneffizienz der öffentlichen Ausgaben zu berücksichtigen. Zu diesem Zweck erarbeitete der Staatsrat eine kantonale Strategie für die digitale Bildung an den obligatorischen Regel- und Sonderschulen (DigiBi-Strategie), die 2023 dem Grossen Rat vorgelegt wurde. Sie verknüpft die materiellen Aspekte der Beschaffung und des Betriebs von Geräten mit den pädagogischen Aspekten der Umsetzung der digitalen Bildungsangebote. Der Grosse Rat hat bei seiner Rückweisung des Projekts im Jahr 2023 entschieden, dieses auf die materiellen Aspekte zu beschränken. Diese Vorlage deckt daher konkret die Übernahme der Finanzierung und des Betriebs des Informatikparks der obligatorischen Schule durch den Kanton ab.

Die pädagogischen Aspekte (Weiterbildung und Begleitung der Lehrkräfte in der digitalen Bildung) bleiben gewährleistet und werden von den Ämtern für den obligatorischen Unterricht gemäss den interkantonalen Vereinbarungen umgesetzt. Das Bestreben ist klar: Diese Aspekte sind zwingend, damit digitale Mittel lernfördernd eingesetzt werden. Die 20.1 Millionen Franken, die in der Vorlage vom 22. August 2023 für diesen Zweck vorgesehen waren, sind nicht mehr im Projekt enthalten, sondern werden in die ordentlichen Budgets der Ämter für obligatorischen Unterricht aufgenommen.

2 Hintergrund und Herausforderungen

Das Projekt zur Übernahme der Finanzierung und des Betriebs des Informatikparks der obligatorischen Schule (DAOS) durch den Kanton geht auf zwei Verpflichtungen des Kantons Freiburg zurück:

- > Erstens muss der Staatsrat dem Willen des Grossen Rates (Kap. 2.1) Folge leisten, indem er die Aufgabenteilung zwischen den Gemeinden und dem Kanton bezüglich der Kostenübernahme für die digitale Ausrüstung (siehe Glossar) der Schülerinnen und Schüler sowie des kantonalen Lehr- und Verwaltungspersonals der obligatorischen Schulen ändert.
- > Zweitens muss der Kanton die auf interkantonaler Ebene festgelegten Lehrpläne (Kap. 2.2) umsetzen und dazu die materiellen und organisatorischen Rahmenbedingungen schaffen, die für die Erreichung der pädagogischen Ziele notwendig sind.

Um diesen beiden Verpflichtungen nachzukommen, hat der Staatsrat dem Grossen Rat einen Vorschlag zur Änderung des Gesetzes über die obligatorische Schule übermittelt. Das Projekt wurde am 22. August 2023 unter dem Titel *Gesetzesentwurf zur Änderung des Schulgesetzes betreffend die kantonale digitale Bildungsstrategie an den Regel- und Sonderschulen* mit der Signatur 2021-DFAC-33 an den Grossen Rat überwiesen und in der Plenarsitzung vom 19. Dezember 2023 behandelt. Die Grossratsmitglieder folgten dem Vorschlag der Kommission, die das Projekt geprüft hatte, und beantragten die Rückweisung der Vorlage an den Staatsrat. Die Rückweisung bezog sich auf punktuelle spezifische Anpassungen der Strategie (Kap. 2.1.2).

Der Staatsrat passte seine Vorlage an die Modalitäten der Rückweisung an. Insbesondere bedeutete die Rückweisung, dass der Umfang der Strategie hinsichtlich ihrer materiellen Aspekte neu definiert werden musste, was zur Folge hatte, dass der Titel der Strategie geändert wurde. Die in dieser Botschaft beschriebene angepasste Vorlage trägt somit den Titel *Gesetzesvorlage zur Änderung des Schulgesetzes betreffend die Übernahme der Finanzierung und des Betriebs des Informatikparks der obligatorischen Schule (1H–11H) durch den Kanton*, unter der Signatur 2024-DFAC-8. Zur leichteren Lesbarkeit der Botschaft wird dieses Projekt mit dem Kürzel DAOS bezeichnet, die Abkürzung für «**D**igitale **A**usstattung für die **o**bligatorische **S**chule».

Der Informatikpark der obligatorischen Schulen bezeichnet die gesamte digitale Ausstattung der Schülerinnen und Schüler, der Lehrkräfte und des kantonalen Verwaltungspersonals (Glossar). Nicht darin enthalten ist die IT-Infrastruktur (Verbindungselemente und Peripheriegeräte) der Schulen (Glossar).

2.1 Weiteres Vorgehen nach dem Willen des Grossen Rates

Der Staatsrat muss dem Willen des Grossen Rates nachkommen, der in der Motion 2019-GC-139 und der nachfolgend detailliert beschriebenen Rückweisung vom 19. Dezember 2023 zum Ausdruck kommt:

2.1.1 Annahme der Motion Perler / Bündel 2019-GC-139

Am 15. September 2020 nahm der Grosse Rat die Motion Perler / Bündel 2019-GC-139 «Alle Schülerinnen und Schüler der Sekundarschulen werden mit einem persönlichen IT-Gerät ausgestattet» an. Diese Motion steht im Einklang mit der Anfrage Schwaller-Merkle / Julmy 2020-CE-129 «Tablets für alle in der obligatorischen Schule gemäss Lehrplan 21 und PER», die der Staatsrat am 26. August 2020 beantwortet hat.

Mit der Annahme der Motion 2019-GC-139 wird die im Gesetz über die obligatorische Schule (Art. 57) festgelegte Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden im Freiburger Bildungssystem (Kap. 5.5) geändert. Bisher haben die Gemeinden die Aufgabe, die Schulräume und Schulanlagen bereitzustellen und für deren Ausstattung, Unterhalt und den laufenden Betrieb zu sorgen sowie für die Schülerinnen und Schüler und die Lehrpersonen das benötigte Schulmaterial zu beschaffen.

Derzeit gilt die digitale Ausstattung der Schülerinnen und Schüler sowie der Lehrpersonen (Computer, Tablets usw.) gemäss diesem Artikel als benötigtes Schulmaterial. Gemäss Artikel 66 SchG für die Primarstufe und Artikel 71 SchG für die Sekundarstufe 1 (Orientierungsschule) ist diese daher ebenso wie die Schulräume und Schulanlagen (Schulinfrastruktur) von den Gemeinden zu tragen. Die Annahme der Motion führt somit zu einer Änderung des Gesetzes über die obligatorische Schule (SchG) bezüglich der Finanzierung der digitalen Ausstattung der Schülerinnen und Schüler der Orientierungsschulen (OS).

Die Motion 2019-GC-139 verlangt ausserdem die Einführung der «1:1»-Ausstattung in den Orientierungsschulen des Kantons Freiburg, d. h. jede Schülerin und jeder Schüler erhält ein persönliches und individuelles IT-Gerät. Nach Ansicht der Motionäre würde diese Änderung des Schulgesetzes es den Schülerinnen und Schülern ermöglichen, die spezifischen Kompetenzen zu erwerben, um sich auf die digitalen Anforderungen der Berufswelt vorzubereiten. Die «1:1»-Ausstattung an den Schulen der Sekundarstufe 1 ist in den deutschsprachigen Kantonen weit verbreitet. In mehreren Kantonen wird diese Ausstattung auch am Ende der Primarstufe angewendet.

Im Kanton Freiburg kennt der deutschsprachige Kantonsteil diese individuelle Ausstattung in den Orientierungsschulen. Bei der Implementierung des Lehrplans 21 (LP 21) haben sich die vier Orientierungsschulen des OS-Verbands des Sensebezirks für diese 1:1-Ausstattung entschieden, und zwar bereits ab dem Schuljahr 2020/21. Die Schülerinnen und

Schüler dieser Orientierungsschulen besitzen seit vier Jahren ein persönliches Tablet, das vom Gemeindeverband finanziert wird. Das Amt für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht führte zwei Evaluationen – eine im Mai 2021 und eine im Juni 2023 – zur 1:1 Ausstattung durch, wobei der Bericht am 2. Oktober 2023 veröffentlicht wurde. Diese Evaluationen beziehen sich auf die technischen Aspekte der Nutzung der digitalen Ausstattung, das Begleitinstrumentarium für die Lehrpersonen, die Qualität der Einführung des Konzepts «Medien und Informatik vom 30.01.2019» sowie auf den pädagogischen Mehrwert der «1:1»-Ausstattungslösung für die Schülerinnen und Schüler. Die Ergebnisse dieser Evaluationen liefern wertvolle Erkenntnisse, die bei der Ausarbeitung des vorliegenden Projekts berücksichtigt wurden.

Die OS Kerzers (seit Schuljahr 2022/23) und die OS Gurmels (seit Schuljahr 2023/24) verfügen ebenfalls über eine 1:1-Ausstattungslösung, die von der Gemeinde finanziert wird. Die an diesen beiden Schulen gemachten Erfahrungen sind ebenfalls sehr zufriedenstellend.

Die im Entwurf festgelegte Dotation mit digitaler Ausstattung wird in Kapitel 4.2.2 behandelt und entspricht den Forderungen der Motionäre für die Klassen 9H bis 11H.

2.1.2 Rückweisung der digitalen Bildungsstrategie durch den Grossen Rat

Um der Motion 2019-GC-139 Folge zu leisten, erarbeitete der Staatsrat die kantonale digitale Bildungsstrategie für die obligatorische Regel- und Sonderschulen (DigiBi-Strategie). Diese beschrieb die Modalitäten der kantonalen Übernahme der Finanzierung und des Betriebs der Informatikausstattung der Schülerinnen und Schüler, der Lehrpersonen und des kantonalen Verwaltungspersonals für die obligatorische Schule. Im Sinne eines Gesamtprojekts integrierte sie auch die pädagogischen Ressourcen, die für die Umsetzung des Moduls zur digitalen Bildung in den Lehrplänen (Kap. 2.2) erforderlich sind, wie etwa die Begleitung und Weiterbildung der Lehrkräfte in digitaler Bildung.

Die DigiBi-Strategie wurde vom 31. März 2022 bis zum 30. Juni 2022 in die Vernehmlassung gegeben, bei der rund 100 Stellungnahmen eingingen (siehe Vernehmlassungsbericht). Die Rückmeldungen zeigten Bedenken hinsichtlich der Umwelt und der Gesundheit der Schülerinnen und Schüler. Es wurden zwei Varianten für die Beschaffung der Ausrüstung in die Vernehmlassung gegeben. Die eine schlug eine zentrale Beschaffungslösung vor, wobei die Ausrüstung im Eigentum des Kantons verbleibt, die andere eine Lösung mit kantonalen Subventionierung und dem Eigentum der Ausrüstung bei den Gemeinden. Da sich aus den Rückmeldungen kein klares Votum für eine der beiden Varianten ergab, beschloss der Staatsrat, eine zentrale Beschaffungslösung über ein Beschaffungsportal vorzuschlagen.

Nach dem Einbezug der verschiedenen Rückmeldungen wurde die Botschaft 2021-DFAC-33 zur DigiBi-Strategie am 22. August 2023 an den Grossen Rat überwiesen und am 19. Dezember 2023 von den Grossrätinnen und Grossräten in der Plenarsitzung behandelt.

In dieser Sitzung und auf Antrag der Kommission, die den Entwurf geprüft hatte, sprach sich der Grosse Rat für die Rückweisung der DigiBi-Strategie aus. Der Staatsrat schloss sich dem Rückweisungsantrag an, der sich auf bestimmte Punkte bezog, nicht aber die Grundlagen der Strategie in Frage stellte.

Artikel 142 Absatz 2 des Grossratsgesetzes besagt: «Der Rückweisungsantrag für den ganzen Entwurf oder einen Teil davon muss so formuliert werden, dass es dem Staatsrat oder der Kommission möglich ist, den Rückweisungsgrund und das erwartete Ergebnis klar zu erkennen». Daher erfordern die Modalitäten der Rückweisung, die in ihrer vollständigen Fassung im Anhang vorliegt, die folgenden Anpassungen (kurz zusammengefasst):

- > Trennung von materiellen und pädagogischen Kosten: Die Kosten für die Umsetzung des Westschweizer Lehrplans (pädagogische Kosten), die ursprünglich in der Strategie enthalten waren, sollen von den Kosten für die Umsetzung der Motion 2019-GC-139 (materielle Kosten für die Kostenübernahme der digitalen Ausstattung durch den Kanton) getrennt werden. Der Staatsrat muss die mit pädagogischen Aspekten verbundenen Kosten (Weiterbildung) in die regulären Budgets der Ämter für obligatorischen Unterricht aufnehmen.

- > Übernahme der Kosten für die digitale Ausstattung der Schülerinnen und Schüler auf Primarstufe durch den Staat: Der Grosse Rat verlangt, dass auch die Kosten für die digitale Ausstattung der Primarschülerinnen und Primarschüler vom Kanton übernommen werden.
- > Standards für die Dotation mit digitaler Ausstattung: Der Grosse Rat möchte die digitale Ausstattung der Klassen 1H/2H aus den Ausstattungsstandards herausnehmen. Ausserdem fordert er die Festlegung einer Bandbreite (maximale und minimale Dotation) für die Ausstattung der Schulen.
- > Ergänzungen zur Botschaft: Die Kommission hat den Staatsrat zudem aufgefordert, seine Botschaft mit folgenden Elementen zu ergänzen und anzureichern:
 - > Bilanz der Umweltauswirkungen der Einführung der DigiBi-Strategie (Anzahl der gekauften Geräte, Nutzungsdauer, Recycling, Stromverbrauch...);
 - > Zusammenfassung der Studien, die sich mit den Auswirkungen der Nutzung digitaler Geräte auf die Gesundheit von Kindern befassen;
 - > Bestandsaufnahme der Erfahrungen mit der Digitalisierung im Bildungsbereich in den Orientierungsschulen des Sensebezirks, in anderen Kantonen und im Ausland, insbesondere in Schweden.

Die Rückweisung stellt die weiteren Aspekte der am 22.08.2023 übermittelten DigiBi-Strategie nicht in Frage, d. h. namentlich die Übernahme der Kosten für die digitale Ausstattung des Lehr- und Verwaltungspersonals der obligatorischen Schule (1H-11H) durch den Kanton, die Schaffung eines von der kantonalen Lehrmittelverwaltung (KLV) verwalteten Beschaffungsportals für die Beschaffung der digitalen Ausstattung, den Aufbau eines zentralen Verwaltungssystems, die Verstärkung des technischen Benutzersupports usw.

2.2 Umsetzung der im Kanton geltenden Lehrpläne

Gemäss Artikel 62 Abs. 4 der Bundesverfassung sind die Kantone verpflichtet, die wichtigen Ziele und Strukturen der obligatorischen Schule zu harmonisieren. Die Interkantonale Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule (HarmoS-Konkordat) beschreibt die Eckwerte der Harmonisierung. Sie legt den Rahmen für den Unterricht in fünf grossen Fachbereichen für alle Fächer fest und definiert die allgemeinen Strukturen der obligatorischen Schule für die unterzeichnenden Kantone (Konkordatskantone). Sie gibt den Regionalkonferenzen die Kompetenz, die Lehrpläne für die einzelnen Sprachregionen zu verfassen. Auch die Westschweizer Kantone haben ihre Koordination innerhalb des Westschweizer Bildungsraums in der Westschweizer Schulvereinbarung (Convention Scolaire Romande, CSR) festgelegt. Der Kanton Freiburg ist dem HarmoS-Konkordat (SGF 416.2) und der CSR (SGF 416.3) beigetreten.

In der Schweiz wird der Unterricht für Schülerinnen und Schüler in der obligatorischen Schule auf nationaler Ebene von der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektorinnen und -direktoren EDK und auf interkantonaler Ebene in den Regionalkonferenzen der EDK koordiniert. Jede Sprachregion verfügt über einen koordinierten Lehrplan. Diese Lehrpläne legen den spezifischen pädagogischen Inhalt und die Mindestanforderungen fest, die von den Schülerinnen und Schülern in jedem Fach erreicht werden sollen. Im Kanton Freiburg gelten für die obligatorische Schule zwei Lehrpläne: Der Lehrplan 21 (LP 21) für den deutschsprachigen Kantonsteil und der Westschweizer Lehrplan (PER) für den französischsprachigen Kantonsteil.

Bezüglich der Entwicklung der digitalen Bildung im Schulbereich wurden auf interkantonaler Ebene verschiedene Referenzdokumente erarbeitet, insbesondere:

- > Die Strategie der EDK vom 21. Juni 2018 für den Umgang mit Wandel durch Digitalisierung im Bildungswesen, in der sich die Kantone auf die Ziele einigen, die sie im Bereich Bildung und Digitalisierung verfolgen wollen.
- > Der Aktionsplan vom 22. November 2018 der Interkantonalen Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins CIIP zur Förderung der digitalen Bildung im lateinischen Bildungsraum.
- > Die Regionalkonferenzen der EDK haben die Bildung mit und durch digitale Medien in die Lehrpläne aufgenommen (siehe Kap. 2.2.1).

Als Mitglied der Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren und -direktoren EDK und als Unterzeichner des HarmoS-Konkordats muss der Kanton Freiburg seinen interkantonalen Verpflichtungen nachkommen, die sich aus der Bundesverfassung ergeben. Im Rahmen der digitalen Bildung muss er daher die Umsetzung der Lehrpläne an den Freiburger Schulen sicherstellen. Zusätzlich zu den unumgänglichen pädagogischen Aspekten erfordert die digitale Bildung grundlegende materielle und organisatorische Rahmenbedingungen, damit die Lernziele der Lehrpläne erreicht werden können.

2.2.1 Digitale Bildung in den Lehrplänen

Auf der Grundlage der Lehrpläne erarbeiten die Ämter für obligatorischen Unterricht die Leitlinien für die digitale Bildung – Lehren und Lernen mit und über digitale Medien – an den Schulen. Sie bestimmen, wie viel Zeit für das Lernen im Bereich der digitalen Bildung, für fachbezogene Tätigkeiten oder für Projekte mit Einbezug von IT-Tools vorgesehen ist.

Die Digitalisierung ist seit einigen Jahren in den Lehrplänen der Schulen präsent, und zwar unter dem Begriff Medien und IKT (Medien, Bilder, Informations- und Kommunikationstechnologien). Der technologische Fortschritt und seine Auswirkungen auf die Gesellschaft machten jedoch eine Aktualisierung der Lernanforderungen und der didaktischen Ansätze erforderlich. So wurde die Bildung mit und über digitale Medien in die Lehrpläne aufgenommen, um das Konzept für Medien und IKT zu aktualisieren und zu ergänzen. Wie bei der Weiterentwicklung anderer Fächer oder interdisziplinärer Ansätze werden diese Anpassungen auf interkantonaler Ebene unter der Verantwortung von Pädagoginnen und Pädagogen, Fachdidaktikerinnen und Fachdidaktikern sowie Lehrerinnen und Lehrern aus der Praxis vorgenommen.

Im deutschsprachigen Kantonsteil schloss der in den Jahren 2010 bis 2014 erarbeitete Lehrplan (LP 21) von Anfang an die digitale Bildung mit drei Kompetenzbereichen mit ein: «Medien, Informatik und Anwendungskompetenzen». Dieser Lehrplan ist an den deutschsprachigen obligatorischen Schulen des Kantons Freiburg seit Beginn des Schuljahres 2019/20 in Kraft. Aus den Erfahrungen mit der Bildung mit und über digitale Medien in dieser Sprachregion konnten viele Erkenntnisse für die Überlegungen gewonnen werden, die zu diesem Projekt geführt haben. Die Rückmeldungen der Schuldirektionen und Lehrkräfte sind positiv.

Der im französischsprachigen Kantonsteil geltende Westschweizer Lehrplan PER wurde im Mai 2010 genehmigt und im März 2021 überarbeitet, um neue Lehr- und Lernformen im Zusammenhang mit der Digitalisierung zu integrieren. Im «PER éducation numérique» (PER EdNum) werden die gleichen drei Schwerpunkten gesetzt wie im LP 21: Medienbildung, Informatik und Anwendungen. Die schrittweise Umsetzung dieses überarbeiteten Lehrplans in den französischsprachigen Schulen des Kantons hat zu Beginn des Schuljahres 2024/25 in den Klassen 1H bis 4H begonnen.

Sowohl der LP 21 als auch der PER legen die Inhalte und Anforderungen für die digitale Bildung fest, wobei der Unterricht in den beiden Sprachregionen des Kantons sehr ähnlich ist. Dadurch wird das Lernen und Lehren im Zusammenhang mit der Nutzung digitaler Hilfsmittel klar definiert. Dies soll es den Schülerinnen und Schülern ermöglichen, im sicheren Rahmen der Schule ihre digitalen Fähigkeiten und Kenntnisse zu verbessern, die sie für ihr privates, berufliches, akademisches und staatsbürgerliches Leben benötigen (digitale Mündigkeit). So wird bei der jüngeren Generation ein bewussterer und verantwortungsvoller Umgang mit diesen Werkzeugen gefördert. Diese Lerninhalte tragen so zur Risikoprävention und zur Chancengerechtigkeit bei.

> **Nutzung digitaler Geräte in der Schule**

Digitale Geräte sind ebenso wie Bücher oder Taschenrechner Hilfsmittel und Lernmaterialien: Sie im Unterricht zu haben, bedeutet nicht, sie den ganzen Tag lang zu benutzen. Dank der absolvierten Schulungen entscheiden sich die Lehrkräfte für den Einsatz, wenn dies einem ermittelten pädagogischen Bedarf entspricht und im Rahmen des in den Lehrplänen festgelegten Lernens erfolgt.

> **Erwerb der in den Lehrplänen festgelegten Kompetenzen**

Ziel der digitalen Bildung ist es, Schülerinnen und Schüler dabei zu unterstützen, die Auswirkungen der Digitalisierung auf die Welt um sie herum zu verstehen. Dies äussert sich insbesondere in der Schaffung und

Weitergabe von neuem Wissen, indem technische und reflexive Fähigkeiten entwickelt werden. Auch wenn ein Teil des Lernens offline erfolgen wird, bleibt der Einsatz digitaler Geräte für den Erwerb dieser Kompetenzen unumgänglich.

> **Zugang zu Lehrmitteln**

Die verwendeten Lehrmittel enthalten immer mehr digitale Elemente, eine Tendenz, die von Jahr zu Jahr zunimmt. Zahlreiche Erweiterungen sind nur online verfügbar und nutzen die multimedialen Möglichkeiten (Ton, Video, Animation, Interaktivität). Ohne digitale Hilfsmittel können diese Lernressourcen nicht genutzt werden, was die Erreichung der Lernziele erschwert und die Chancengerechtigkeit schmälert.

Nach dem Willen des Grossen Rates werden die pädagogischen Aspekte im Zusammenhang mit der Umsetzung der digitalen Bildung, d.h. die Weiterbildung und Begleitung der Schuldirektionen und des Lehrkörpers durch Ansprechpersonen Medien & Informatik sowie die Anschaffung von Lehrmitteln und Lernmaterialien für die digitale Bildung (Roboter, Offline-Material), in dieser Botschaft nicht mehr einbezogen. Es bleiben jedoch wichtige Voraussetzungen für den Einsatz von IT-Tools zu Lernzwecken (Kap. 4.2.2). Diese Voraussetzungen werden von den Ämtern für obligatorischen Unterricht gewährleistet, wobei die erforderlichen zusätzlichen Mittel analog anderer Fachbereiche in ihre ordentlichen Budgets aufgenommen werden.

Die Umsetzung des digitalen Bildungsmoduls der Lehrpläne erfordert zudem auch die Schaffung von materiellen, organisatorischen und pädagogischen Rahmenbedingungen. Ziel ist es, digitale Hilfsmittel für das Lernen einzusetzen und den reibungslosen Betrieb der IT-Systeme an den Schulen zu gewährleisten.

2.3 Aktueller Stand des Informatikparks und der IT-Infrastruktur der obligatorischen Schulen

2.3.1 Geschätzter Informatikpark am 31. Dezember 2023

Zur Erinnerung: Gegenwärtig sind die Gemeinden für die Bereitstellung der digitalen Ausstattung für die Schülerinnen und Schüler, die Lehrkräfte und das kantonale Verwaltungspersonal der obligatorischen Schulen zuständig. Die Ausstattung der Schulen mit Informatikmaterial hing bisher von der Bereitschaft, den Kenntnissen, den verfügbaren Finanzmitteln und den unterschiedlichen Einstellungen der Schuldirektionen und Gemeindebehörden gegenüber der Technologie ab.

Die Fachstelle Fritic führt bei den Schulen alle zwei Jahre eine Umfrage durch, um eine Bestandsaufnahme des schulischen Informatikbestands zu erstellen. Die Ergebnisse der Fritic-Umfrage von 2024 werden im untenstehenden Kasten ausführlicher dargestellt. Auch wenn an den Schulen bereits digitale Geräte vorhanden sind, lassen sich bei diesen jedoch je nach Standortgemeinde grosse technische Unterschiede ausmachen, sowohl in Bezug auf die Qualität, das Alter als auch den Ausstattungsstandard der digitalen Geräte pro Klasse. Die Schülerinnen und Schüler und die Lehrkräfte verfügen daher nicht über die gleichen Rahmenbedingungen für das Erreichen der Lernziele. Die Qualität und Verfügbarkeit dieser Geräte wirken sich auf den Zugang zu digitalen Lehrmitteln und den Erwerb von Kompetenzen in der digitalen Bildung aus.

Die letzte Fritic-Umfrage wurde zwischen Januar und März 2024 durchgeführt, mit einer Antwortquote von über 99%. Dies entspricht 120 Schulen (97 Primarschulen und 23 Orientierungsschulen), 2 161 Klassen, Schülerinnen und Schülern und 4 455 Lehrkräften. Insgesamt bestand der Informatikpark der obligatorischen Schule am 31. Dezember 2023 aus 17 191 Computern und Tablets (pro Schule: 10 334 in den Primarschulen, in den Orientierungsschulen; pro Typ: 1 824 stationäre Computer, 9 085 Laptops und 6 282 Tablets).

Ausstattungsichte

Von den 17 191 Geräten (Desktop-PCs, Laptops, Tablets), aus denen der Informatikpark der obligatorischen Schulen besteht, handelt es sich bei 72% der Geräte um solche der Schülerinnen und Schüler (12 396, davon 7 828 in den Primarschulen und 4 568 in den Orientierungsschulen). An der obligatorischen Schule teilen sich durchschnittlich 3.3 Schülerinnen und Schüler ein Gerät. Diese Ausstattungsichte ist von Schule zu Schule sehr unterschiedlich. Je

nach Sprachregion tritt dieser Unterschied noch stärker zutage, da die digitale Bildung auf der deutschsprachigen Kantonsseite bereits implementiert ist:

- > In der Primarschule ist der Unterschied unter den französischsprachigen Schulen besonders ausgeprägt. Die niedrigste Dichte an einer französischsprachigen Schule liegt bei 20.5 Schülerinnen und Schülern pro Gerät und die höchste bei 1.4. Auf der deutschsprachigen Seite lag die niedrigste gemeldete Dichte bei 5.6 Schülerinnen und Schülern pro Gerät und die höchste bei 0.9.
- > An den Orientierungsschulen ist der Unterschied weniger gross, auch wenn die niedrigste Ausstattungsdichte auf der deutschsprachigen Seite fast der höchsten Ausstattung auf der französischsprachigen Seite entspricht: Die niedrigste Dichte für französischsprachige OS liegt bei 7.5 Schülerinnen und Schülern pro Gerät und die höchste bei 2.4, und für deutschsprachige OS liegt die niedrigste Dichte bei 2.9 Schülerinnen und Schülern pro Gerät und die höchste bei 0.8.

Alter des Informatikbestands

62% der Computer und 78% der Tablets in den Primarschulen sind jünger als fünf Jahre.

50% der Computer und 86% der Tablets in den Orientierungsschulen sind jünger als fünf Jahre. Die Orientierungsschulen investieren massiv in Tablets, um ihre bisherigen Geräte zu ersetzen.

2.3.2 IT-Infrastruktur am 31. Dezember 2023

Für die IT-Infrastruktur (Glossar) der Schulen sind die Gemeinden zuständig. Dazu gehören Projektions- (Beamer oder TV-Bildschirm) und Verbindungssysteme (Internet). Die Fritic-Umfrage (Kap. 2.3.1) liefert auch Auskunft über die IT-Infrastruktur der Schulen. Wie bei den digitalen Geräten ist auch die IT-Infrastruktur der Schulen sehr unterschiedlich.

Insgesamt sind alle Klassen mit einem Projektionssystem (Beamer oder Flachbildschirm) und einer Dokumentenkamera ausgestattet. Fast alle Schulen haben Zugang zu einem drahtlosen Netzwerk (Wifi).

Der technische Unterhalt liegt ebenfalls in der Zuständigkeit der Gemeinden, wobei an den meisten Schulen eine Person mit der Technik betraut ist. Der Support ist je nach Schule unterschiedlich, und ein Teil des Aufwands wird auf die Lehrkräfte abgewälzt.

> Internet

Laut der Fritic 2024-Umfrage verfügen 97% der Primarschulen im Kanton über Wifi, wobei die Klassenräume zumindest teilweise abgedeckt sind; 83% verfügen über Wifi in allen Unterrichtsräumen. Nur eine Gemeinde gibt an, in den Klassenzimmern ihrer Schulen keine Wifi-Abdeckung zu haben (nur in den Lehrpersonenzimmern vorhanden).

Alle französisch- und deutschsprachigen Orientierungsschulen verfügen über eine vollständige Wifi-Abdeckung der Schule.

> Projektionssystem

Die Schulen sind mit 2 463 Projektionssystemen (Beamer und TV-Bildschirme) ausgestattet, zu denen u.a. Geräte in anderen Unterrichts- und Lehrpersonenzimmern sowie Bildschirme für die Informationsübertragung gehören.

Abgesehen von den französischsprachigen Primarschulen, in denen nicht alle Klassenräume ausgestattet sind (1 032 Projektionssysteme für 1 069 Unterrichtsklassen), wird das Verhältnis 1 Unterrichtsklasse –

1 Projektionssystem an den Orientierungsschulen und den deutschsprachigen Primarschulen überschritten.

Ähnliches gilt für Dokumentenkameras.

2.4 Finanzielle Aussichten des Staates

Seit der Version 2021-GC-33 der Botschaft haben sich die Staatsfinanzen besorgniserregend verschlechtert. Der Staat steht vor vielen finanziellen Herausforderungen und Mehrbelastungen, ohne dass diese Kosten durch einen signifikanten Anstieg der Einnahmen ausgeglichen werden. Die Finanzdaten zeigen, dass sich die Ausgaben viel

schneller entwickeln als die Einnahmen. Bei der Aktualisierung des Finanzplans 2025–2028 und der Erstellung des Staatsvoranschlags 2025 mussten Abwägungen oder Redimensionierungen vorgenommen und etappenweise Umsetzung von laufenden und künftigen Projekten verzögert werden.

Angesichts dieser Situation kündigte der Staatsrat am 4. Juli 2024 die Ausarbeitung eines Programms zur Sanierung der Finanzen an. Diese neue Ausgangslage wurde im vorliegenden Projekt berücksichtigt, da es mit grossen finanziellen Herausforderungen verbunden ist.

2.5 Gesellschaftliche Herausforderungen

Die Nutzung digitaler Geräte an den obligatorischen Schulen betrifft nicht bloss den internen Betrieb des Schulsystems, sondern ist in einen grösseren Rahmen eingebettet und mit verschiedenen gesellschaftlichen Herausforderungen verbunden.

Über die oben genannten Verpflichtungen hinaus, d. h. dem Willen des Grossen Rates nachzukommen und die materiellen und organisatorischen Voraussetzungen für die Umsetzung der Lehrpläne zu schaffen, müssen bei der Übernahme der Finanzierung und des Betriebs des Informatikparks der Schulen durch den Kanton mehrere Herausforderungen berücksichtigt werden, die im Folgenden erläutert werden.

2.5.1 Chancengerechtigkeit

Die Kluft hinsichtlich der Digitalität an den Schulen lässt sich als Ungleichheit beim Zugang zu Informations- und Kommunikationstechnologien, ihrer Nutzung und ihren Auswirkungen beschreiben. Mangelhafte digitale Kompetenzen haben Auswirkungen auf alltägliche Aufgaben, insbesondere beim Eintritt in die Arbeitswelt, bei der Kommunikation mit dem Umfeld, der Informationssuche, der Ausübung politischer Rechte oder der Teilnahme am gesellschaftlichen Leben. Sobald die Schule abgeschlossen ist, werden diese Kompetenzen in der berufsbildenden und allgemeinbildenden nachobligatorischen Ausbildung vorausgesetzt.

Das Bundesamt für Statistik hat in seiner Omnibus-Erhebung 2023 zur Internetnutzung die allgemeinen digitalen Kompetenzen der Bevölkerung ausgewertet: 4% der 15- bis 88-Jährigen nutzen das Internet nicht und 22% verfügen über eingeschränkte bis geringe Kompetenzen, die unter dem Niveau der Grundkompetenzen sind. Im Rahmen der obligatorischen Schule äussert sich diese digitale Kluft in der unterschiedlichen Verfügbarkeit von digitalen Geräten im Unterricht und in der IT-Infrastruktur der Schulen. Dies führt zu einer Ungleichbehandlung der Schülerinnen und Schüler im Kanton, insbesondere beim Zugang zu pädagogischen Ressourcen und beim Erwerb von Kompetenzen im Bereich der digitalen Bildung, wie sie in den Lehrplänen definiert sind.

Auf Schweizer Ebene ist diese digitale Kluft regional unterschiedlich ausgeprägt. Laut der PISA-Studie 2022 werden digitale Medien in der Deutschschweiz stärker genutzt und in den Unterricht integriert als in anderen Sprachregionen. Der Bericht DigiPrim 2024² über den Stand der Digitalisierung bei Schweizer Primarschulen hebt hervor, dass bei fast allen Vorbedingungen für den Einsatz von Technologie die deutschsprachigen Primarschulen im Durchschnitt besser ausgestattet sind als die französischsprachigen. Dieser Unterschied lässt sich dadurch erklären, dass das Modul zur digitalen Bildung des LP 21 auf der deutschsprachigen Seite bereits eingeführt wurde, während sich das digitale Bildungsmodul des Westschweizer Lehrplans (PER EdNum) noch in der Umsetzungsphase befindet. Dem Bericht zufolge gibt es zwischen den Primarschulen (technische Ausstattung, Personalressourcen, Aspekte der digitalen Schulkultur) generell eine grosse Heterogenität bei der Nutzung digitaler Technologien. Auf kantonaler Ebene (Kap. 2.3) besteht heute aufgrund des Fehlens eines einheitlichen Rahmens eine digitale Kluft zwischen den einzelnen Schulen des Kantons.

In materieller Hinsicht muss die Schule für gleichwertige Lernbedingungen für alle Schülerinnen und Schüler sorgen, und zwar mit Geräten, die Qualitäts-, Sicherheits- und Nachhaltigkeitsstandards erfüllen, sowie mit einer IT-Infrastruktur der Schulen, die den Mindestanforderungen genügt.

² Herzing, Jessica M. E. & Leo Röhlke. (2024). DigiPrim – Status quo der Digitalisierung auf der Primarstufe. Kurzversion. Version 1-0. Bern: Universität Bern, Interfaculty Centre for Educational Research.

Auf pädagogischer Ebene werden Chancengerechtigkeit und sozialer Zusammenhalt in der Medienbildung, einem der drei Bereiche der digitalen Bildung, angesprochen.

2.5.2 Gesundheit

Der Staatsrat nimmt die Auswirkungen der Nutzung digitaler Medien auf die Gesundheit der Schülerinnen und Schüler sehr ernst. Er stützt sich auf die Ergebnisse der wissenschaftlichen Forschung für die Nutzung digitaler Hilfsmittel im Unterricht. Der von der CIIP in Auftrag gegebene Bericht des «Institut de recherche et de documentation pédagogique» (IRDP) gibt einen Überblick über die bestehende Literatur zu den Auswirkungen der Zeit, die Kinder und Jugendliche am Bildschirm verbringen. Ziel dieses Berichts war es, Informationen über die physische und psychische Gesundheit der Schülerinnen und Schüler zu erhalten, um eine gemeinsame Haltung zur Bildschirmzeit im schulischen Bereich sowie nach dem Alter der Schülerinnen und Schüler festzulegen. Der im Dezember 2020 veröffentlichte Bericht lieferte eine Bestandsaufnahme des Wissensstands, der Praktiken und der Empfehlungen in Bezug auf die Bildschirmzeit. Der ausführliche Bericht ist im Anhang der Botschaft zu finden. Seine wichtigsten Schlussfolgerungen werden im Folgenden kurz zusammengefasst.

Eine übermässige Nutzung von Bildschirmen, vor allem in der Freizeit, wird mit negativen Auswirkungen auf die Gesundheit in Verbindung gebracht. Die Bildschirmzeit ist eine Richtgrösse für die Eltern, um zu verhindern, dass dadurch Aktivitäten eingeschränkt werden, die für die gesunde Entwicklung des Kindes wesentlich sind, wie Sport und soziale Interaktionen. Diese Grenzwerte sind besonders in den ersten Lebensjahren wichtig und ermöglichen eine Anpassung an das Alter der Kinder.

Allerdings ist der Nutzungskontext wichtiger als die Dauer der Bildschirmzeit selbst. Die schädlichen Auswirkungen auf die Gesundheit hängen mit dem Missbrauch digitaler Möglichkeiten zusammen. Kontrolliert werden sollte vor allem die Art und Weise (in welchem Kontext, mit welchem Ziel und mit welcher Begleitung). Die Nutzung in der Schule ist zielgerichtet und wird in der Regel von einem Erwachsenen begleitet, im Gegensatz zur privaten Nutzung, die oft ohne Aufsicht durch einen Erwachsenen erfolgt. Bestimmte digital gestützte Übungen wie z.B. Wissenstraining (z.B. Multiplikationstabellen) bieten Vorteile im Hinblick auf Aspekte wie die Motivation, Selbstkorrektur und Autonomie.

In Frankreich greift der Bericht «Enfant et écran, à la recherche du temps perdu»³ einer von der Regierung von Präsident Emmanuel Macron beauftragten Expertenkommission diese Feststellungen auf. Darüber hinaus warnt der Bericht vor den Geschäftsmodellen einiger Unternehmen, die darauf basieren, die Aufmerksamkeit von Kindern zu gewinnen – was eine echte Gefahr für die digitale Nutzung von Geräten in der Freizeit der Kinder darstellt. In dem Bericht wird betont, wie wichtig es ist, die Schülerinnen und Schüler für diese Fragen zu sensibilisieren.

Öffentliche Schulen halten sich bei der Strahlenexposition an die Standards der in unserem Kanton zuständigen Gesundheitsbehörden, des Bundesamts für Gesundheit (BAG)⁴ und des Amts für Umwelt. Wie in Kapitel 2.3.2 beschrieben, sind die obligatorischen Schulen mit Wifi ausgestattet.

Aus diesen Ergebnissen lässt sich für dieses Projekt folgende bewährte Praxis ableiten: Eine gelegentliche Nutzung digitaler Hilfsmittel, die dem Alter der Schülerinnen und Schüler angepasst ist, mit einem bestimmten pädagogischen Ziel und einer didaktischen Betreuung durch die Lehrperson, ist zulässig. Der Zugang zum Internet muss sicher sein. Die Schulung der Lehrpersonen, die eine Voraussetzung für die Anschaffung der Geräte ist, ermöglicht es den Fachkräften, die Nutzung digitaler Hilfsmittel zu begleiten.

Auf pädagogischer Ebene kommt der Schule eine entscheidende Rolle zu, wenn es darum geht, die Schülerinnen und Schüler dabei zu unterstützen, einen bewussten und verantwortungsvollen Umgang mit digitalen Geräten und Bildschirmen zu lernen. In den Lehrplänen ist eine Präventionskomponente vorgesehen, die sich mit Gesundheitsrisiken (Mobbing, Isolation, Bewegungsmangel usw.) befasst.

³ Rapport français de la commission d'experts sur l'impact de l'exposition des jeunes aux écrans, April 2024. www.elysee.fr

⁴ Faktenblätter zu verschiedenen Geräten, welche nichtionisierende Strahlung (NIS) erzeugen. Veröffentlicht vom BAG – [WLAN Faktenblätter NIS](#)

2.5.3 Umwelt

Der ökologische Fussabdruck der Digitalisierung⁵ durch den Verbrauch knapper Ressourcen und Energie ist unbestreitbar und nimmt tendenziell zu. Denn immer mehr Aufgaben im privaten und beruflichen Alltag erfordern den Einsatz digitaler Technologien in verschiedenen Bereichen.

Der Staatsrat wird die durch die Digitalisierung unserer Gesellschaft verursachten Nebeneffekte nicht alleine lösen, hat jedoch einen gewissen Handlungsspielraum. Das 2023 in Kraft getretene Klimagesetz (KlimG, SGF 815.1) legt unter anderem kantonale Ziele für die Reduktion der Treibhausgasemissionen fest. So hat sich der Staatsrat zum Ziel gesetzt, die direkten Emissionen des Kantons im Vergleich zu 1990 bis 2030 um mindestens 50 Prozent zu reduzieren und bis 2050 Netto-Null-Emissionen zu erreichen.

Die Übertragung von Lasten von den Gemeinden auf den Staat führt gleichzeitig dazu, dass der Staat die Verantwortung für Treibhausgasemissionen übernimmt, während diese zuvor in der Zuständigkeit der Gemeinden lagen. Die Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt hängen zum einen mit der Erhöhung des Informatikbestands aufgrund der individuellen 1:1-Ausstattung an den Orientierungsschulen zusammen. Andererseits wird derzeit auf kantonaler Ebene nichts unternommen, um die Umweltauswirkungen der Ausstattung von Schulen zu begrenzen. Die Übernahme der Kosten durch den Kanton bietet in diesem Bereich eine echte Chance für Verbesserungen bei der Beschaffung und Verwaltung digitaler Geräte.

Auf pädagogischer Ebene wird in den Lehrplänen das Bewusstsein für die Umweltauswirkungen der digitalen Entwicklung geschärft.

2.5.4 Sicherheit

Im digitalen Bereich stellen Sicherheit und Datenschutz grosse Herausforderungen dar, auch an den Schulen. Diese Sicherheit äussert sich in vielfältiger Form, sei es auf der Ebene der Informatiksysteme, des Zugriffs auf ungeeignete Inhalte oder des Online-Betrugs.

An den Freiburger Schulen sind bereits Richtlinien zur Einhaltung der Informatik- und Informationssicherheit (Richtlinien über die Internetnutzung und den Gebrauch von Online-Plattformen an den Schulen, 2022) und für die Nutzung von IT-Lösungen (Richtlinien für die Nutzung der Lösungen für die administrative und pädagogische Verwaltung der Schulen des Kantons Freiburg, 2024) sowie eine Internet-Charta in Kraft. Darüber hinaus entspricht die Verwendung von Microsoft 365-Konten an den Schulen den Datenschutzanforderungen des Staates Freiburg, die von der Behörde für Öffentlichkeit, Datenschutz und Mediation (ÖDSMB) überwacht werden. Die in den Schulen verwendeten Schulverwaltungssysteme, d. h. Primo und ISA, erfüllen diese Anforderungen ebenfalls und gewährleisten somit die Sicherheit der Personendaten der Schülerinnen und Schüler und des Schulpersonals.

Da die Kosten der digitalen Geräte von den Gemeinden getragen werden, hat der Kanton bisher nicht die Möglichkeit, die Sicherheit zu gewährleisten, insbesondere was die Aktualisierung der Betriebssysteme der Geräte betrifft. Die Vielfalt der digitalen Geräte und ihre dezentrale Verwaltung stellen ein Sicherheitsrisiko dar.

Auf pädagogischer Ebene wird die Prävention in Bezug auf IT-Sicherheit und Datenschutz in die Lehrpläne aufgenommen.

2.5.5 Wirtschaftlichkeit

Die Überführung von Aufgaben und finanziellen Lasten von den Gemeinden auf den Kanton im Rahmen des vorliegenden Projekts stellt für den Staat eine sehr bedeutende und dauerhafte finanzielle Mehrbelastung dar.

⁵ Die Umweltauswirkungen werden üblicherweise anhand einer CO₂-Bilanz gemessen, d. h. einer Quantifizierung der Treibhausgasemissionen einer bestimmten Tätigkeit.

Um die Auswirkungen auf das Budget zu begrenzen, ist es wichtig, die Ausgaben für die Beschaffung der Ausstattung, aber auch für deren Verwaltung einzudämmen. Der Einsatz teurer Technologie darf kein Selbstzweck sein, sondern muss einem ermittelten Bedarf entsprechen. Eine Zentralisierung der Beschaffung hat den Vorteil, dass sie Grössenvorteile bietet.

3 Rahmenbedingungen für die Implementierung eines schulischen Informatikparks

Der Betrieb des Informatikparks der obligatorischen Schule zielt in erster Linie darauf ab, den Schülerinnen und Schülern sowie den Lehrpersonen ausreichende und funktionelle Informatikwerkzeuge zur Verfügung zu stellen, die es ihnen ermöglichen, die in den Lehrplänen festgelegten Lernziele zu erreichen, insbesondere im Zusammenhang mit der digitalen Bildung.

Um dieses Ziel zu erreichen und den oben genannten Herausforderungen Rechnung zu tragen, wurden Rahmenbedingungen für einen erfolgreichen Betrieb festgelegt. Sie basieren auf den Kenntnissen und Erfahrungen der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Ämter für obligatorischen Unterricht sowie der Fachstelle Fritic. Sie werden durch externe Expertenberichte bestätigt und formalisiert, von denen einige auf Antrag des Grossen Rates nach der Rückweisung in Auftrag gegeben wurden. Dieses Kapitel greift die aus den Gutachten gewonnenen Erkenntnisse auf und stellt einen Bezug zur Freiburger Praxis her.

3.1 Rückmeldungen und Lehren aus der wissenschaftlichen Forschung

Die Modalitäten der Rückweisung (Kap. 2.1.2) verlangten die Vorlage einer Bestandsaufnahme der Erfahrungen mit der Digitalisierung im Bildungsbereich in den Orientierungsschulen des Sensebezirks, in anderen Kantonen und im Ausland, insbesondere in Schweden.

Die Evaluationsberichte (2021 und 2023) über die an den Orientierungsschulen im Sensebezirk gemachten Erfahrungen mit der individuellen digitalen Ausstattung der Schülerinnen und Schüler sind in den Anhängen auf Deutsch verfügbar. Diese Evaluation wurde von einer Arbeitsgruppe des Amtes für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht bei den Lehrkräften und den Schülerinnen und Schülern der vier betroffenen Schulen durchgeführt. Die Ergebnisse der Umfrage sind positiv und zeigen unter anderem, dass sich die Lehrpersonen dank einer guten Umsetzung und Begleitung vor Ort im Umgang mit dem Tablet im Unterricht kompetent fühlen. Die Schülerinnen und Schüler empfinden den Unterricht mit dem Tablet als tendenziell spannender und das Lernen fällt ihnen leichter. Die Häufigkeit der Nutzung von IT-Tools variiert von Fach zu Fach.

Für die Erfahrungen in anderen Kantonen und im Ausland hat die Direktion für Bildung und Kultur BKAD die Expertise von Dr. Christiane Caneva, der Leiterin der Dienststelle für Hochschuldidaktik und digitale Kompetenzen der Universität Freiburg, eingeholt. Dr. Caneva hat den Vorteil, dass sie auch am LEARN-Zentrum der Eidgenössischen Technischen Hochschule Lausanne als Forschungsleiterin für die Betreuung des Projekts zur digitalen Bildung des Kantons Waadt gearbeitet hat. Ausserdem hat sie ein ausführlich dokumentiertes Buch über die Integration digitaler Technologien an den Schulen veröffentlicht.

Zielsetzung des beiliegenden Berichts von Dr. Caneva im Auftrag der BKAD:

1. Eine Bestandsaufnahme der digitalen Ausstattung der Schulen in der Schweiz und im Ausland unter besonderer Berücksichtigung Schwedens erstellen.
2. Die besten Vorgehensweisen und Erfolgsbedingungen für eine wirksame Integration digitaler Technologien, die an den Schweizer Kontext angepasst ist, identifizieren.

Der Bericht betont, dass es schwierig ist, Schlussfolgerungen über den direkten Zusammenhang zwischen dem Einsatz von Technologien und den schulischen Leistungen der Schülerinnen und Schüler zu ziehen, da die Ursachen, die sich auf diese Ergebnisse auswirken können, vielfältig sind. Daher ist es aus Sicht der Forschung nicht möglich, ein bestimmtes Land oder eine bestimmte Region als Beispiel oder Gegenbeispiel für ihre Strategie zur Integration digitaler Technologien in den Unterricht heranzuziehen. Statt eines einheitlichen Modells bietet die Forschung jedoch konkrete Anhaltspunkte dafür, wie IT-Werkzeuge in die Bildung integriert werden können, um das Lernen zu fördern und den Schülerinnen und Schülern die in den Lehrplänen festgelegten digitalen Kompetenzen zu vermitteln.

Auf Ersuchen des Staatsrats enthält der Bericht von Dr. Caneva eine Liste von Empfehlungen für eine erfolgreiche Integration von IT-Werkzeugen in den Schulen. Diese Schlüsselbedingungen basieren auf den Ergebnissen der wissenschaftlichen Fachliteratur. Diese werden im Folgenden kurz zusammengefasst und mit der Freiburger Praxis in Relation gesetzt.

3.2 Pädagogische Rahmenbedingungen

Zunächst einmal muss die Integration digitaler Hilfsmittel den klar definierten pädagogischen Zielen dienen. Diese sind derzeit in den Lehrplänen festgelegt, insbesondere im Bereich der digitalen Bildung.

Zu den von Dr. Caneva genannten Voraussetzungen für den Erfolg gehören «digitale Führung» (Digital Leadership), die Schulung und Weiterbildung von Lehrpersonen und die Bereitstellung von Ansprechpersonen M&I an den Schulen. Diese drei Elemente gehören zu den pädagogischen Elementen, die für die Umsetzung der Lehrpläne erforderlich sind.

Nach dem Willen des Grossen Rates (Kap. 2.1.2) hängen diese pädagogischen Aspekte, die mit der Umsetzung der digitalen Bildung verbunden sind, nicht von dieser Botschaft ab. Sie bleiben jedoch wichtige Voraussetzungen für den Einsatz von IT-Werkzeugen zu Lernzwecken (Kap. 4.2.2) und werden im Folgenden kurz beschrieben. Die Gewährleistung dieser Voraussetzungen wird von den Ämtern für obligatorischen Unterricht sichergestellt. Die zusätzlichen Beträge für pädagogische Aspekte werden in die regulären Budgets der Ämter integriert.

3.2.1 Digitale Führung (Digital Leadership)

Digital Leadership entspricht dem Engagement der Vorgesetzten für die Integration von Technologien an den Schulen. Um dies zu erreichen, empfiehlt die Forschung, eine klare Vision und Richtung vorzugeben, Erwartungen und Ziele festzulegen, Kreativität zu fördern und die Lehrpersonen zu unterstützen und zu beraten. Daher kommt den Ämtern für Unterricht und Schuldirektionen bei der Umsetzung der Lehrpläne und der Integration digitaler Hilfsmittel in den Unterricht eine entscheidende Rolle zu. Diese Rolle ist Teil ihrer jeweiligen Aufgabe, den Wandel im Freiburger Schulsystem und in den Schulen zu begleiten.

Um die Schuldirektionen bei diesem Prozess zu unterstützen, entwickeln die Unterrichtsämter pädagogische Ressourcen, die auf den Lerninhalten der Lehrpläne basieren.

Die Schuldirektionen ihrerseits spielen ebenfalls eine aktive Rolle in ihrer Schule, indem sie ein Umfeld schaffen, das den Wissenstransfer und die Zusammenarbeit unter Gleichaltrigen fördert. Die Schuldirektionen sorgen dafür, dass die pädagogischen und materiellen Aspekte der Umsetzung in ihrer Schule kohärent sind. Die Schuldirektionen haben zahlreiche Aufgaben zu erfüllen. Sie müssen sich auf die Ansprechpersonen M&I im Bereich der digitalen Bildung (Kap. 3.2.3) verlassen können, die die Lehrpersonen bei der Integration von Technologien in ihre Praxis unterstützen.

3.2.2 Weiterbildung der Lehrpersonen

Die Weiterbildung der Lehrpersonen spielt eine bedeutende Rolle für die Integration digitaler Möglichkeiten in den Lernprozess. Sie stärkt insbesondere ihre Motivation und ihre Autonomie in Bezug auf die Technologien in der Praxis. Die Lehrpersonen müssen in der Nutzung geschult werden und grundlegende digitale Kompetenzen erwerben.

Die Weiterbildung ist ein fester Bestandteil des Pflichtenhefts von Lehrkräften. Im Auftrag der BKAD führen die Bildungsinstitutionen (HEP/UNIFR) Weiterbildungen für Lehrpersonen durch. Die Unterrichtsämter verfügen über reguläre Budgetmittel für die Finanzierung dieser Weiterbildungen und verteilen diese je nach Bedarf, insbesondere bei Lehrplananpassungen.

Im deutschsprachigen Kantonsteil hat die Weiterbildung der Lehrpersonen im Zusammenhang mit der Implementierung des Lehrplans 21 ab dem Schuljahr 2018/19 begonnen und wurde im Laufe des Schuljahres 2022/23 abgeschlossen. Die Lehrpersonen wurden von den Ansprechpersonen M&I begleitet und so bei der Integration digitaler Werkzeuge in ihren Unterricht unterstützt. Für die Schulungen und die Begleitung der Schuldirektionen und Lehrkräfte wurden zusätzliche Budgetmittel bereitgestellt und aus den regulären Budgets des Amts für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht finanziert.

Im französischsprachigen Kantonsteil haben die Schulungen der Lehrpersonen im Zusammenhang mit der Einführung des EdNum PER im Schuljahr 2023/24 begonnen und werden 2027/28 abgeschlossen sein. Ebenfalls geplant ist der Einsatz von Ansprechpersonen M&I für die digitale Bildung.

Auch die schulischen Heilpädagoginnen und Heilpädagogen werden in der digitalen Bildung weitergebildet. Diese Weiterbildungen sollen sie insbesondere mit den Möglichkeiten digitaler Hilfsmittel vertraut machen, die im Bereich der Sonderpädagogik zur Verfügung stehen (technische Hilfsmittel). Sie lernen, wie sie diese Hilfsmittel entsprechend den besonderen Bedürfnissen der Schülerinnen und Schüler einsetzen können.

3.2.3 Ansprechpersonen M&I

Die digitale Bildung erfordert den Einsatz von Ansprechpersonen M&I an den Schulen. Die Ansprechperson wird aus dem Kreis der Lehrpersonen bestimmt. Sie erhält Unterrichtsentlastungen für Aktivitäten im Zusammenhang mit der digitalen Bildung, für die sie speziell ausgebildet ist. Sie fungiert für ihre Kolleginnen und Kollegen in diesem Bereich als Ansprechperson.

In den deutschsprachigen Schulen stehen diese Ansprechpersonen bereits an allen Schulen zur Verfügung. Ein Teil der französischsprachigen Schulen verfügt ebenfalls über solche Ansprechpersonen, aber die Umsetzung des EdNum PER erfordert eine Redimensionierung. Für den Einsatz dieses Personals in den französischsprachigen obligatorischen Schulen zur Unterstützung des Lehrkörpers und der Schuldirektion jeder Schule werden zusätzliche Ressourcen benötigt. Langfristiges Ziel ist es, dass jede Schule von einer Ansprechperson Medien und IKT unterstützt wird.

Die Aufgabe der Ansprechperson wird zunächst darin bestehen, die Schuldirektion bei der Bestandsaufnahme in Sachen digitaler Integration und der Umsetzung ihres Konzepts zur Implementierung des Modullehrplans digitale Bildung der Lehrpläne in ihrer Schule zu unterstützen. In einem zweiten Schritt wird die Ansprechperson digitale Projekte oder Aktivitäten im Unterricht vorschlagen. Die Ansprechperson bietet in der Schule pädagogische Unterstützung an und ist Teil eines Netzwerks, das den Austausch bewährter Verfahren unter den Schulen ermöglicht. Da sich die digitale Welt unaufhaltsam weiterentwickelt, die Entwicklung aber nicht vorhersehbar ist, begleitet die Ansprechperson M&I die diesbezüglichen Anpassungen an den Schulen. Auch die sonderpädagogischen Einrichtungen werden in dieses pädagogische Unterstützungsdispositiv einbezogen.

3.3 Materielle und organisatorische Rahmenbedingungen

Neben den pädagogischen Aspekten erfordert die Nutzung digitaler Hilfsmittel in der Schule auch materielle und organisatorische Rahmenbedingungen. Diese Rahmenbedingungen sind im vorliegenden Projekt enthalten.

3.3.1 IT-Ausrüstung, Infrastruktur und technische Unterstützung

Um einen reibungslosen Ablauf des Unterrichts und die Erreichung der Lernziele zu gewährleisten, müssen die Schulen über eine ausreichende IT-Umgebung verfügen. Auf diese Weise werden die wichtigsten materiellen Hindernisse beseitigt und die Lehrpersonen können sich auf ihre eigentliche Aufgabe, das Unterrichten, konzentrieren. Diese IT-Umgebung umfasst die digitalen Geräte, die IT-Infrastruktur und den technischen Support.

Zunächst müssen die Lehrpersonen, das Verwaltungspersonal und die Schülerinnen und Schüler Zugang zu digitalen Geräten haben, die den Lernzielen für die verschiedenen Schulstufen entsprechen. Diese Geräte müssen dem neuesten Stand entsprechen und leicht verfügbar sein, wenn die Lehrperson sie in ihrem Unterricht einsetzen möchte. Schulen müssen über eine qualitativ hochwertige IT-Infrastruktur verfügen, die es ihnen ermöglicht, die vorhandenen digitalen Geräte zu nutzen. Insbesondere muss ein zuverlässiger und ausreichend leistungsfähiger Internetzugang gewährleistet sein.

Im Falle eines Zwischenfalls mit der IT-Ausrüstung oder IT-Infrastruktur muss schulintern ein leichter Zugang zu einem technischen Support vor Ort gewährleistet sein.

Diese verschiedenen Elemente sind im vorliegenden Projekt enthalten und werden in der Projektbeschreibung in Kapitel 4 näher erläutert.

3.3.2 Berücksichtigung der Umweltauswirkungen

Zusätzlich zu den im Bericht von Dr. Caneva genannten Erfolgsbedingungen müssen die Umweltauswirkungen in die materiellen und organisatorischen Rahmenbedingungen einbezogen werden. Dies bedeutet insbesondere, dass die Auswirkungen auf die Umwelt und das Budget begrenzt werden sollten.

Im Rückweisungsentscheid wurde die Vorlage einer Bilanz der Umweltauswirkungen der Umsetzung des Projekts (Anzahl der gekauften Geräte, Nutzungsdauer, Recycling, Stromverbrauch...) verlangt. Der Kanton beauftragte daher die unabhängige Organisation Climate Services mit der Erstellung dieses Dokuments, das im Anhang zu finden ist. Der Auftrag lautete wie folgt:

- a) Eine CO₂-Bilanz (Treibhausgasemissionen) des Informatikparks der obligatorischen Schulen. Diese Bilanz basiert auf der Bestandsaufnahme der digitalen Ausstattung der Schulen am 31. Dezember 2023, die im Zuge der Fritic-Umfrage erhoben wurde (Kap. 2.3).
- b) Eine CO₂-Bilanz (Treibhausgasemissionen) des im Rahmen dieses Projekts geplanten Informatikparks, d. h. nach der Bereitstellung der digitalen Geräte für die Schülerinnen und Schüler, die Lehrkräfte und das kantonale Verwaltungspersonal der obligatorischen Schule (1H–11H) durch den Kanton.

Zum Vergleich: Die Bestände an Schülerinnen und Schülern und des kantonalen Schulpersonals sind in beiden Bilanzen gleich. Die in diesem Projekt vorgesehene CO₂-Bilanz des Informatikparks basiert daher nicht auf den hypothetischen Beständen bis 2030, sondern auf den aktuellen Beständen.

- c) Eine Gegenüberstellung der Ergebnisse mit den Emissionen im Alltag einer Schülerin oder eines Schülers.

Die Analyse kommt zum Schluss, dass die CO₂-Bilanz des aktuellen Informatikparks auf 0.057 kgCO₂-äq⁶ pro Schüler/in und Schultag geschätzt wird, was etwa 428 tCO₂-äq pro Jahr entspricht. Die CO₂-Bilanz des Informatikparks nach dem vorliegenden Projekt wird auf durchschnittlich 0.089 kgCO₂-äq pro Schüler und Schultag geschätzt, was etwa 673 tCO₂-äq pro Jahr ergibt. Dieser Anstieg um 57% ist hauptsächlich auf eine höhere Anzahl von Ausstattungsgegenständen an den Orientierungsschulen zurückzuführen. Zum Vergleich: Im Durchschnitt stösst eine Person an einem Tag 32 kgCO₂-äq aus und eine Schülerin oder ein Schüler zwischen 4.597 kgCO₂-äq während des Schultages (aktuelle Informatikausstattung) und 4.629 kgCO₂-äq (Ziel-Informatikbestand).

Aus Gründen der Transparenz erweitert der Auftrag die Umweltbilanz auf die IT-Infrastruktur der Schulen (siehe Glossar). Die CO₂-Bilanz dieser Geräte wird auf 525 tCO₂-äq pro Jahr geschätzt und wird von den Gemeinden getragen.

⁶ Die Terminologie CO₂-äq besagt, dass die Quantifizierung für alle Treibhausgase in CO₂-Äquivalenten erfolgt.

Die Überlegungen einer internen Arbeitsgruppe für nachhaltige Entwicklung und Gesundheit, die durch die Empfehlungen des Climate Services-Berichts unterstützt wurde, haben dazu geführt, dass Massnahmen zur Verringerung der Umweltauswirkungen des Informatikparks an den Schulen ergriffen wurden. Die wichtigsten identifizierten Faktoren sind nachstehend aufgeführt:

- > Da die Herstellung von Geräten die grösste Umweltbelastung darstellt, müssen folgende Massnahmen ergriffen werden:
 - > Rationalisierung der Menge (Kap. 4.3.2). Dazu legt der vorliegende Entwurf progressive Dotationen fest, die sich an den pädagogischen Bedürfnissen orientieren. Diese Bedürfnisse sollten vor der Bestellung analysiert werden, um unnötige Ausrüstungen zu vermeiden.
 - > Verlängerung der Lebensdauer, z. B. durch die Auswahl von Geräten mit einer längeren Systemveralterung, die robust sind und wenig Reparaturen erfordern, und/oder durch die Konsolidierung der Lebensdauer je nach Bedarf.
- > Bei der Auswahl der Geräte ist auch die Grösse der Bildschirme ein Faktor, bei dem angesetzt werden muss, wobei aber die ergonomische Handhabung und der Lernbedarf zu berücksichtigen sind. Kleinere Bildschirme sollten bevorzugt und Tablets den Computern vorgezogen werden
- > Der Staat verlangt bei seinen eigenen Aufträgen und bei Aufträgen, an denen er sich finanziell beteiligt, die Einhaltung der Kriterien von Umwelt- oder Ökolabels. Für Aufträge für Informatikausstattung und -produkte werden dabei der Blaue Engel oder ein gleichwertiges Label anerkannt (Gesetz über das öffentliche Beschaffungswesen ÖBG, Art. 8). Vor dem Kauf können von den Lieferanten auch Umweltzeichen verlangt werden.
- > Energieverbrauch und Recycling wirken sich im Vergleich zur Herstellung relativ gering aus. Dennoch wird den Gemeinden empfohlen, erneuerbare Energiequellen zu bevorzugen.

Auf pädagogischer Ebene berücksichtigt die digitale Bildung Nachhaltigkeitsaspekte, indem sie die Schülerinnen und Schüler in einem verantwortungsbewussten und staatsbürgerlichen Umgang mit diesen Instrumenten schult und sie für ihre Umweltauswirkungen sensibilisiert.

4 Beschreibung des Projekts

Gemäss dem Willen des Grossen Rates sieht der vorliegende Entwurf eine neue Aufgabenverteilung (Kap. 5.5) für die digitale Ausstattung der Schülerinnen und Schüler, der Lehrkräfte und des kantonalen Verwaltungspersonals der obligatorischen Regelschulen vor. Dies wirkt sich auf die Staatsvoranschläge aus und erfordert eine Änderung des Schulgesetzes. Die finanziellen und personellen Auswirkungen des Projekts werden in Kapitel 7 und die Änderung der gesetzlichen Bestimmungen in Kapitel 5 näher erläutert.

Nebst den finanziellen und rechtlichen Aspekten hat das vorliegende Projekt auch operative Auswirkungen. Der Kanton muss eine Beschaffungslösung und ein Verwaltungssystem für den nunmehr von ihm getragenen Informatikpark einführen. Nachdem verschiedene Modalitäten analysiert wurden, wurde eine Auswahl getroffen: Die ausgewählten Modalitäten entsprechen den oben beschriebenen Herausforderungen und Rahmenbedingungen für den Erfolg. Sie berücksichtigen zudem die Rückmeldungen aus der Vernehmlassung.

Vor diesem Hintergrund soll dieses Projekt einen materiellen und organisatorischen Rahmen für die Beschaffung und den Betrieb digitaler Geräte schaffen. Dieser Rahmen soll eine durchdachte und vernünftige Beschaffung begünstigen und die Ausstattung sollte Standards in Bezug auf Qualität, Sicherheit und Nachhaltigkeit erfüllen. Die Bereitstellung dieser digitalen Mittel für Lehrpersonen und Schülerinnen und Schüler zielt darauf ab, den Anforderungen der Lehrpläne gerecht zu werden. Die IT-Umgebung an den Schulen muss dem Lernen förderlich sein und gleichzeitig

die IT-Sicherheit und den Datenschutz gewährleisten. Zudem müssen die Wartung des Systems und der Geräte sowie der Benutzersupport sichergestellt werden.

4.1 Umfang

Das Projekt umfasst die Finanzierung der Beschaffung und des Betriebs des Informatikparks. Dieser besteht aus den digitalen Geräten der Schülerinnen und Schüler, der Lehrpersonen und des kantonalen Verwaltungspersonals der obligatorischen Schulen von der 1H bis zur 11H. Der Betrieb des Informatikparks umfasst eine zentrale Verwaltungseinrichtung und die Unterstützung der Nutzerinnen und Nutzer durch Hard- und Software.

Die digitale Ausstattung für den Sonderpädagogikbereich wird in diesem Projekt nicht abgedeckt. Denn die Finanzierung dieser Geräte fällt unter das Gesetz über die Sonderpädagogik (SPG, Art. 37 Abs. 3). Die Aufteilung zwischen Staat und Gemeinden bleibt in diesem Bereich unverändert. Dennoch könnten die sonderpädagogischen Einrichtungen in absehbarer Zeit in das vom Kanton eingerichtete System zur Beschaffung und Verwaltung digitaler Geräte aufgenommen werden. Die Ausstattung für die sonderpädagogischen Einrichtungen ist zu Informationszwecken in der Botschaft aufgeführt (Kap. 4.3.2).

Das Projekt hat keine Auswirkungen auf die Aufteilung zwischen Staat und Gemeinden in Bezug auf die Infrastruktur der Schulen (Verbindungselemente und Peripherie). Diese bleibt unverändert und wird weiterhin von den Gemeinden getragen.

Die pädagogischen Aspekte, d. h. die Weiterbildung und Begleitung der Schuldirektionen und des Lehrkörpers im Rahmen des digitalen Bildungsmoduls der Lehrpläne, sind nicht Bestandteil dieses Projekts. Sie sind nach wie vor eine Voraussetzung für die Beschaffung digitaler Geräte durch die Schulen. Sie werden im Rahmen der Umsetzung der Lehrpläne analog anderer Fachbereiche von den Unterrichtsämtern sichergestellt.

4.2 Beschaffung digitaler Geräte

In einem ersten Schritt muss der Kanton eine Beschaffungslösung für die digitale Ausstattung, für die er zuständig ist, einrichten. Diese Lösung muss die Vorschriften für das Beschaffungswesen einhalten, ein einheitliches Angebot für die Schulen gewährleisten und Qualitäts-, Sicherheits- und Nachhaltigkeitsstandards für das Material, das für die Bestellung zur Verfügung steht, garantieren.

4.2.1 Zentrales Beschaffungsportal

Die gewählte Beschaffungslösung für die digitale Ausstattung der Schülerinnen und Schüler, der Lehrkräfte und des kantonalen Verwaltungspersonals der obligatorischen Schulen ist ein einheitliches Beschaffungsportal, das von der kantonalen Lehrmittelverwaltung (KLV) betrieben wird.

Das Beschaffungsportal besteht aus einer Online-Bestellplattform, auf der die Schuldirektionen die digitalen Geräte bestellen. Die dem Beschaffungsportal angeschlossenen Anbieter sorgen für die Lieferung und Bereitstellung der von den Schulen bestellten digitalen Geräte.

Anbieter

Die dem Beschaffungsportal angeschlossenen Anbieter werden nach Zuschlag durch die KLV auf der Grundlage einer öffentlichen Ausschreibung gemäss dem Gesetz über das öffentliche Beschaffungswesen bestimmt. Die Ausschreibung öffentlicher Aufträge umfasst bestimmte Qualitäts-, Sicherheits- und Nachhaltigkeitskriterien für Geräte (Kap. 4.3) und damit verbundene technische Leistungen (Kap. 4.4.1) wie die Lieferung oder den Materialsupport.

Die Beziehungen zwischen der KLV und den Anbietern werden in einem Rahmenvertrag festgelegt (siehe Glossar).

Bestellung von Ausrüstung

Letztlich werden die obligatorischen Schulen verpflichtet sein, ihre digitale Ausstattung über das Beschaffungsportal zu bestellen. Andernfalls werden die Geräte weder finanziell vom Kanton getragen noch technisch von ihm unterstützt. Der Zugriff einer Schule auf das Beschaffungsportal ist an die Erfüllung von Voraussetzungen gebunden,

die von der Direktion festgelegt werden (Kap. 4.2.2). Die Bestellungen werden von den Schuldirektionen entsprechend dem ermittelten pädagogischen Bedarf und unter Einhaltung der empfohlenen Ausstattungsstandards vorgenommen. Die Bestellungen werden von der Direktion bestätigt.

Auch die sonderpädagogischen Einrichtungen werden künftig ihre digitalen Geräte über das Beschaffungsportal bestellen können.

Bei der Umsetzung des Projekts DAOS wird die Einführung und Erneuerung der Geräte schrittweise über mehrere Jahre erfolgen, je nach pädagogischem Bedarf und den verfügbaren Finanzmitteln (Kap. 5.2). Der Staat wird keine ausserhalb seines Zuständigkeitsbereichs eingesetzten Geräte übernehmen, da die Übernahme digitaler Geräte im Rahmen eines Kauf- oder Leasingvertrags mit einer Gemeindebehörde vernünftigerweise nicht in Betracht gezogen werden kann⁷. Daher ermutigt der Staatsrat die Gemeinden nachdrücklich, Lösungen für das Recycling, den Rückkauf oder die Wiederaufbereitung von Material, das vor dem Inkrafttreten der Strategie erworben wurde, zu finden. Die Bestellung der Geräte unterliegt einem Vertrag, in dem die mit der Hardware verbundenen Leistungen (Lieferung, Hardware-Support, Recycling) spezifiziert werden.

Rechnungsstellung für Bestellungen

Die KLV ist für die ordnungsgemässe Abwicklung der Bestellungen, der Finanzströme sowie für die Erstellung der öffentlichen Ausschreibungen und der Rahmenverträge zuständig. Sie stellt der Direktion die von den Schulen aufgegebenen Bestellungen von IT-Geräten unter Einhaltung der Mindeststandards für die Ausstattung in Rechnung. Sobald die Zahlung erfolgt ist, sind die digitalen Geräte Eigentum des Staates.

Wenn eine Schule über die in der Dotation für die IT-Ausstattung festgelegten Mindeststandards hinausgehen möchte und dies pädagogisch begründen kann, hat die für die Ausstattung der Schule zuständige Gemeinde oder der für die Ausstattung der Schule zuständige Gemeindeverband die Möglichkeit, die zusätzliche digitale Ausstattung zu finanzieren. Zusätzliches Material muss über das Beschaffungsportal bestellt werden und wird den Gemeinden in Rechnung gestellt. Aus ökologischen und logistischen Gründen rät der Staatsrat jedoch von dieser Praxis ab.

Unabhängig davon, wer die Finanzierung übernimmt, wird der operative Betrieb aus Sicherheits- und Koordinationsgründen vom Kanton durchgeführt. Jegliches Material, bei dem diese Vorgaben nicht eingehalten werden (Kauf über das Beschaffungsportal und operationeller Betrieb durch den Kanton), darf nicht in das Informatiksystem der Schulen integriert werden.

Die Finanzierung der Einrichtung des Beschaffungsportals und seines Betriebs erfolgt durch eine Marge, die die KLV auf Bestellungen von digitaler Ausstattung erhebt. Diese Marge beträgt zunächst 3,5%.

4.2.2 Zugang zum Beschaffungsportal

Zunächst erstellt die Direktion eine generelle Planung, um die Obergrenze der auf kantonaler Ebene verfügbaren Budgets festzulegen und die finanziellen Lasten der Bestellungen der Schulen zu verteilen. Die Ausstattung aller obligatorischen Schulen durch den Kanton wird schrittweise erfolgen, und zwar über mindestens fünf Jahre. Die schrittweise Einführung wird mehreren Kriterien unterliegen, darunter die Bereitstellung von die IT-Ansprechpersonen pro OS-Einzugsgebiet durch den Kanton, das von diesen Ressourcen abgedeckte geografische Gebiet, die Schulstufen, der Zustand des Informatikparks der Schule oder auch die bei den Informatikern eingegangenen Verpflichtungen.

Bevor eine Schule Zugang zum Beschaffungsportal erhält, erstellt sie eine Bestandsaufnahme ihrer spezifischen Situation in Bezug auf die Integration digitaler Medien. Auf der Grundlage der Anforderungen der Lehrpläne, der kantonalen pädagogischen Leitlinien und der kantonalen Standards legt die Schuldirektion in Absprache mit dem

⁷ Rechtlich und organisatorisch wäre eine Übernahme der Verträge zwischen den Gemeinden und ihren Anbietern ein zeitraubendes und aufwendiges Unterfangen. Aus technischer Sicht sind die Unterschiede bei der aktuellen IT-Ausrüstung der Schulen gegenwärtig viel zu gross, was ein kostspieliges Verwaltungssystem mit hohen Risiken für die IT-Sicherheit mit sich bringen würde. Mit Blick auf die Nachhaltigkeit kann die noch funktionierende Ausrüstung weiter genutzt werden, bevor sie vom Kanton erneuert wird.

Lehrpersonenteam ihre Ziele und die Art der Ausstattung fest, die für die Umsetzung der digitalen Bildung erforderlich ist. Die Fachstelle Fritic und die Ansprechpersonen M&I begleiten die Schuldirektionen bei diesem Prozess, der einen bewussten und verantwortungsvollen Umgang mit digitalen Geräten an den Schulen ermöglicht.

Nach der Bestandsaufnahme und der Festlegung der Beschaffungsziels muss die Schule folgende pädagogische und technische Voraussetzungen erfüllen:

Pädagogische Voraussetzungen:

- > Die Lehrpersonen wurden im Bereich der digitalen Bildung, wie sie gemäss geltendem Lehrplan vorgesehen ist, geschult.
- > Eine Ansprechperson für digitale Bildung aus dem Lehrkörper steht der Schule zur Verfügung, um die Schuldirektion und ihre Kolleginnen und Kollegen zu unterstützen.

Technische Voraussetzungen:

- > Die an der Schule vorhandene IT-Infrastruktur (Verbindungselemente, Peripheriegeräte), für welche die Gemeinden zuständig sind, erfüllt die entsprechenden Richtlinien der BKAD.
- > Eine IT-Ansprechperson steht der Schule (siehe 4.4.3) für den Benutzersupport vor Ort zur Verfügung

Gemäss der allgemeinen Planung der Direktion und sobald diese Voraussetzungen erfüllt sind, wird der Zugang zum Beschaffungsportal von der Direktion an die Schuldirektion weitergeleitet, die dann die digitalen Geräte bestellen kann.

4.3 Den Schulen zu Verfügung stehende IT-Ausstattung

Im Beschaffungsportal wird eine Reihe von digitalen Geräten präsentiert, die bestellt werden können. Die angebotene Ausstattung wird im Laufe der Zeit an die technologische Entwicklung und die Unterrichtsbedürfnisse angepasst.

Der Kanton setzt die Kriterien für die Qualität, Sicherheit und Nachhaltigkeit von digitalen Geräten fest. Die Qualitäts- und Sicherheitskriterien werden von der Fachstelle Fritic bestimmt. Die Nachhaltigkeitskriterien werden im Rahmen dieses Projekts von der Arbeitsgruppe Gesundheit und Nachhaltigkeit in Zusammenarbeit mit dem Büro für Nachhaltigkeit des Staates Freiburg festgelegt und orientieren sich an den Empfehlungen der Umweltbilanz (Kap. 3.3.2). Die Ausstattung muss insbesondere den vom Kanton festgelegten Umweltlabels entsprechen. Sie werden in die öffentlichen Ausschreibungen für die Auswahl der dem Beschaffungsportal angeschlossenen Anbieter aufgenommen (Kap. 4.2.1).

Der Kanton legt auch die Ausstattungsstandards für die einzelnen Schulstufen (1H bis 11H) fest (Kap. 4.3.2).

4.3.1 Betriebssysteme und Software

Jedes Gerät wird mit dem Betriebssystem und den Anwendungen, darunter Anwendungen für Produktivität, Sicherheit und Datenschutz, Datensicherung und Wiederherstellung, ausgeliefert, die für seine Nutzung erforderlich sind.

Es können nur Geräte bestellt werden, die auf den marktüblichen proprietären Betriebssystemen (MacOS/iOS und Windows) basieren. Diese erfüllen die vom Kanton festgelegten Sicherheits- und Datenschutzbedingungen. Laut der Fritic-Umfrage von 2024 besteht der Informatikpark derzeit mehrheitlich aus Apple-Geräten (74% bei den Primarschulen und 84% bei den Orientierungsschulen, was Computer und Tablets betrifft). Die Bereitstellung von zwei Betriebssystemen ist mit zusätzlichen Verwaltungskosten verbunden.

Für den Einsatz und die Wartung von Open-Source-Betriebssystemen (siehe Glossar) ist mehr und qualifizierteres Personal erforderlich als für die oben genannten proprietären Betriebssysteme. Die Open-Source-Betriebssysteme erfordern zudem gute IT-Kenntnisse, um eine mit proprietären Lösungen vergleichbare Nutzung zu gewährleisten, was nicht von allen Nutzerinnen und Nutzern der im Kanton eingesetzten Lösung verlangt werden kann. Diese Systeme werden deshalb nicht angeboten.

Zu beachten ist, dass Open-Source-Lösungen (siehe Glossar) zwar nicht als allgemeines Betriebssystem in Schulen eingesetzt werden dürfen, aber spezielle Open-Source-Software im Unterricht genutzt werden kann, um die Ziele der Lehrpläne zu erreichen, insbesondere im Informatikunterricht.

Anwendungen oder Software, die zu den technischen Hilfsmitteln (siehe Glossar) gehören, werden den Lehrkräften auch für Schülerinnen und Schüler mit Nachteilsausgleichmassnahmen angeboten.

Für Software und Anwendungen, die von den Gemeinden finanziert werden, bleiben weiterhin die Gemeinden zuständig. Für Software und Anwendungen, die vom Kanton finanziert werden, ist der Kanton zuständig. Die Lizenzen für die zentrale Verwaltungslösung (siehe 4.4.2) werden zusätzlich zu der vom Kanton finanzierten und getragenen Software benötigt.

Die Lösung in Form eines Beschaffungsportals für die gesamte IT-Ausstattung der obligatorischen Schulen gewährleistet, dass Geräte mit den Anwendungen und der Software im ganzen Schulbereich kompatibel sind. Somit sind die erforderlichen IT-Standards ausreichend garantiert.

4.3.2 Ausstattungsstandards

Das Lehrpersonal, das kantonale Verwaltungspersonal und die vom Kanton angestellten Schulsozialarbeiterinnen und Schulsozialarbeiter erhalten unabhängig vom Beschäftigungsgrad eine individuelle Ausstattung pro Person.

Um den Informatikpark zu vereinheitlichen, legt der Kanton die Standards für die digitale Ausstattung der Schülerinnen und Schüler nach Schulstufe (1H bis 11H) fest. Die Dotationen sind das Ergebnis der Überlegungen von Vertreterinnen und Vertretern der Schuldirektionen und der Lehrpersonen. Sie dienen der Erfüllung nachstehender Anforderungen:

- a) Erreichen der in den Lehrplänen festgelegten Lernziele.
- b) Folge der Motion 2019-GC-139, mit einer 1:1-Ausstattung der Schülerinnen und Schüler an der OS.
- c) Folgemassnahmen zur Rückweisung, mit Ausschluss der Ausstattung für die Klassen 1H–2H.
- d) Folgemassnahmen zur Rückweisung, mit Anwendung einer maximalen Ausstattungsquote, die eine sparsame und nachhaltige Mittelverwendung gewährleistet, und einer Mindestausstattungsquote, die für Chancengerechtigkeit und die Erreichung der pädagogischen Ziele sorgt.
- e) Übereinstimmung mit den üblichen Gesundheitsempfehlungen für die vor dem Bildschirm verbrachte Zeit, mit einer Progression entsprechend dem Alter der Schülerinnen und Schüler.
- f) Begrenzung der Umweltauswirkungen des Informatikparks.

Die Ausstattungsstandards legen eine Mindestquote fest, um für Chancengerechtigkeit zu sorgen. Dieses entspricht der Gesamtausstattung, die vom Staat getragen wird. Letztendlich müssen die Schulen die verbindliche Mindestausstattungsquote erreichen, um die pädagogischen Ziele erfüllen zu können.

Die für die Umsetzung des Projekts festgelegten Standards sind die folgenden:

Kantonale Mindestausstattungsstandards für die Ausstattung von Schülerinnen und Schülern an den Regelschulen:

Schulstufe	Kantonale Ausstattungsstandards (zu erreichende verbindliche Mindestquote)
1H-2H	-
3H-4H	4 pro Klasse
5H-6H	1 für 3 Schüler/innen
7H-8H	1 für 2 Schüler/innen
9H-11H	1 pro Schüler/in

Die in dieser Botschaft aufgeführten Dotationen für die Schülerinnen und Schüler richten sich nach der verfügbaren Technologie, den Anforderungen der Lehrpläne und den im Jahr 2024 zur Verfügung stehenden Lehrmitteln. Je nach der Entwicklung in diesen Bereichen wird der Kanton die geltenden Ausstattungsstandards für die obligatorischen Schulen neu prüfen. Es sei darauf hingewiesen, dass der Ausschluss von digitalen Geräten für die Klassen 1H und 2H

einige in den Lehrplänen vorgesehene Lerninhalte beeinträchtigt. Der Staatsrat nimmt jedoch den Willen des Grossen Rates zur Kenntnis. Der Staat übernimmt die Ausgaben, die der erforderlichen Mindestausstattung entsprechen, um die Gleichbehandlung auf kantonaler Ebene zu gewährleisten.

Mehrere Schulen, vor allem im deutschsprachigen Kantonsteil, überschreiten heute die empfohlenen kantonalen Mindeststandards (Fritic-Umfrage am 31.12.2023). Wenn eine Schule über die für die IT-Ausstattung festgelegten Mindeststandards hinausgehen möchte und dies pädagogisch begründen kann, so trägt die für die Ausstattung der Schule zuständige Gemeinde oder der für die Ausstattung der Schule zuständige Gemeindeverband die Kosten dieser zusätzlichen IT-Ausstattung selber. Zusätzliches Material muss über das Beschaffungsportal bestellt werden und wird den Gemeinden in Rechnung gestellt. Es wird in das zentrale Verwaltungssystem für den Informatikpark integriert, dessen Lizenzen und Verwaltung von den Gemeinden finanziell getragen werden.

Entsprechend dem Auftrag des Grossen Rates betreffend die Höchstaussstattungsstandards pro Schüler/in und Schulstufe, die Nachhaltigkeit garantieren, gibt der Staatsrat die folgende Empfehlung ab:

Empfohlene Höchstaussstattungsstandard für die Ausstattung von Schülerinnen und Schülern an den Regelschulen:

Schulstufe	Höchstaussstattungsstandard
1H–2H	-
3H–4H	6 pro Klasse
5H–6H	1 für 2 Schüler/innen
7H–8H	1 pro Schüler/in
9H–11H	1 pro Schüler/in

Aus ökologischen und logistischen Gründen rät der Staatsrat jedoch von dieser Praxis ab und hält es für wünschenswert, sich an die vorgeschriebene Mindestausstattung zu halten.

Die Schulen haben also einen gewissen Spielraum, um innerhalb des vom Kanton vorgegebenen Rahmens mit Hilfe der Ansprechperson M&I der Schule eine an ihre Gegebenheiten angepasste Lösung zu implementieren. Die technischen Hilfsmittel (siehe Glossar) für Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf unterliegen nicht den Ausstattungsstandards.

Die sonderpädagogischen Einrichtungen (SPE) müssen sich grundsätzlich an die vorgeschriebene Ausstattung pro Schulstufe anpassen, um die Lehrplananforderungen zu erfüllen. Diese Ausstattung ist nicht identisch mit jener für die Primarklassen und die Orientierungsschulen. Sie berücksichtigen die durchschnittliche Schülerzahl pro Klasse (Klassengrösse), die weit unter der von Primar- und Orientierungsschulklassen liegt, sowie die besonderen Bildungsbedürfnisse der Schülerinnen und Schüler. Sollte zusätzliches Material zu dem, was sich heute im Besitz der sonderpädagogischen Einrichtungen befindet, erforderlich sein, würde dies zusätzliche Kosten bedeuten, die sich in den Subventionen, die den Einrichtungen gewährt werden, niederschlagen würden. Diese allfälligen Kosten sind jedoch nicht in diesem Projekt enthalten.

Ausstattungsempfehlungen für die Schülerinnen und Schüler in den sonderpädagogischen Einrichtungen:

Schulstufe	Mindestausstattungsstandard (Garant für Chancengerechtigkeit)	Höchstaussstattungsstandard (Garant für Nachhaltigkeit)
1H–2H	-	-
3H–4H	1 für 4 Schüler/innen	1 für 3 Schüler/innen
5H–6H	1 für 3 Schüler/innen	1 für 2 Schüler/innen
7H–8H	1 für 3 Schüler/innen	1 für 2 Schüler/innen
9H–11H	1 für 2 Schüler/innen	1 pro Schüler/in

Um den pädagogischen Bedürfnissen gerecht zu werden und gleichzeitig die Umweltauswirkungen zu begrenzen, werden die Klassen und die Schülerinnen und Schüler der Primarschule mit Tablets ausgestattet, je nach Schulstufe mit oder ohne Tastatur. Die Ausstattung der Schülerinnen und Schüler der OS wird von der Schule aus dem Katalog des Beschaffungsportals frei gewählt (Tablets oder Laptops).

Unter Berücksichtigung der oben empfohlenen Ausstattungsstandards wird der Informatikpark nach der Umsetzung des DAOS-Projekts in der untenstehenden Tabelle aufgelistet. Er wird letztlich aus etwa 26 600 Geräten bestehen (12 000 an den Primarschulen; 14 600 an den OS). Zum Vergleich: Der aktuelle Informatikpark besteht aus 17 200 Geräten (10 300 an den Primarschulen; 6 900 an den OS), Stand 31.12.2023. Die Differenz ist hauptsächlich auf die Einführung der 1:1-Ausstattung für die Schülerinnen und Schüler der Orientierungsschulen aufgrund der Annahme der Motion 2019-GC-139 und den prognostizierten Anstieg der Schülerzahlen bis 2030 zurückzuführen.

Der Informatikpark wird unter Berücksichtigung der oben empfohlenen Ausstattungsstandards in der nachstehenden Tabelle aufgelistet.

Tabelle über die Anzahl der digitalen Geräte, die im Rahmen des Projektes langfristig angestrebt werden (Bereitstellung über mindestens fünf Jahre), entsprechend den kantonalen Mindeststandards für die Ausstattung (Anzahl der Schülerinnen und Schüler, Klassen, Lehrkräfte, Verwaltungspersonal)

Schulen	Zyklus	Bestände	Zielbestand an Geräten	
Primarschulen 96 Schulen 2 280 Klassen 31 303 Schüler/innen ⁸	1. Zyklus	834 Klassen 1H–2H	0	
		509 Klassen 3H–4H	2 036	
	2. Zyklus	7 898 Schüler/innen 5H–6H	2 633	
		7 646 Schüler/innen 7H–8H	3 823	
	TOTAL für die Primarschüler/innen			8 492
	3 400 Lehrpersonen und 148 Verwaltungspersonen			3 548
TOTAL Ausstattung von Primarschulen			12 040	
Orientierungsschulen 23 Schulen 676 Klassen 12 768 Schüler/innen ⁸	3. Zyklus	4 167 Schüler/innen 9H	4 167	
		4 261 Schüler/innen 10H	4 261	
		4 341 Schüler/innen 11H	4 341	
	TOTAL für die Schüler/innen der OS			12 769
	1 661 Lehrpersonen und 182 in der Verwaltung und der Schulsozialarbeit tätige Personen			1 843
TOTAL Ausstattung für die OS			14 612	
TOTAL IT-Ausstattung für die obligatorische Schule				
119 Schulen, 2 956 Klassen			26 652	
44 071 Schüler/innen ⁸				
5 061 Lehrpersonen und 330 in der Verwaltung und der Schulsozialarbeit tätige Personen				

Es werden Reservegeräte verfügbar sein, um ein defektes Gerät zu ersetzen oder punktuell, falls das Gerät zu Hause vergessen wurde.

4.4 Verwaltung und Betrieb des Informatikparks

Die Übernahme der digitalen Ausstattung der obligatorischen Schulen durch den Kanton macht es erforderlich, die Verwaltung und den Betrieb dieses Informatikparks sicherzustellen. Eine operative Struktur ist unabdingbar, um den reibungslosen Betrieb dieser Geräte und die Behebung technischer Störungen zu gewährleisten. In dieser Hinsicht stellt die im Rahmen dieses Projekts vorgesehene Harmonisierung des Informatikparks einen Vorteil gegenüber der heutigen Situation dar.

⁸ Schätzungen der Bestände bis 2030. Projektionen basierend auf den Beständen am 1. Mai 2024.

Die vom Kanton einzurichtende operative Struktur umfasst die Schaffung eines zentralen Verwaltungssystems (Kap. 4.4.2) sowie die Reorganisation und den Ausbau eines Benutzersupports (Hardware, Software) in den Schulen (Kap. 4.4.3). Diese Aufgaben erfordern zusätzliche Ressourcen auf kantonaler Ebene. So ist es geplant, IT-Ansprechpersonen pro OS-Einzugsgebiet einzusetzen (siehe Glossar).

Darüber hinaus müssen die Gemeinden ihre schulische IT-Infrastruktur aktualisieren oder neu dimensionieren, um die Nutzung und Sicherheit der digitalen Geräte zu gewährleisten. Sie müssen eine oder einen IT-Verantwortlichen für die Infrastruktur zur Verfügung stellen, wie es heute in den meisten Schulen der Fall ist.

4.4.1 Technische Leistungen im Zusammenhang mit digitalen Geräten

Damit eine IT-Ausrüstung funktioniert, muss der Anbieter mehrere technische Leistungen erbringen, z. B. Lieferung, Hardware-Unterstützung oder Entsorgung von Altgeräten. Diese technischen Leistungen sind im Rahmenvertrag für die Bereitstellung von IT-Ausrüstung über das Beschaffungsportal enthalten.

Ähnlich wie bei den digitalen Geräten (Kap. 4.3) legt der Kanton die Kriterien für die Qualität, Sicherheit und Nachhaltigkeit der technischen Leistungen im Zusammenhang mit den digitalen Geräten fest (siehe Glossar). Die Qualitäts- und Sicherheitskriterien werden von der Fachstelle Fritic festgelegt. Die Nachhaltigkeitskriterien werden im Rahmen dieses Projekts von der Arbeitsgruppe Gesundheit und Nachhaltigkeit in Zusammenarbeit mit dem Büro für Nachhaltigkeit des Staates Freiburg festgelegt und orientieren sich an den Empfehlungen der Umweltbilanz (Kap. 3.3.2). Sie werden in die öffentlichen Ausschreibungen für die Auswahl der dem Beschaffungsportal angeschlossenen Anbieter aufgenommen (Kap. 4.2.1).

4.4.2 Zentrales Verwaltungssystem für den Informatikpark

Die kantonale Verwaltung der digitalen Ausstattung setzt die Schaffung eines zentralen Verwaltungssystems für den Informatikpark voraus. Dieses System, das von der Fachstelle Fritic verwaltet wird, ist ein Schlüsselement für die Qualität, die Sicherheit, den Datenschutz und die allgemeine Verwaltung des Informatikparks. Es erleichtert die Unterstützung der Nutzerinnen und Nutzer mit Hard- und Software. Dieses System soll den Bedürfnissen des Amtes, der Schuldirektion und der Lehrpersonen gerecht werden. Es gibt Aufschluss über den Informatikpark (Inventar) und seine Nutzung, ermöglicht aber auch die Verwaltung und Kontrolle aus der Ferne:

- > Zugang der Nutzer/innen zu den Geräten;
- > Konfigurationen und Aktualisierungen der Geräte sowie der installierten Anwendungen und Software;
- > Installation von Software und Applikationen auf einem, mehreren oder allen Geräten einer Klasse oder einer Schule.

Das System spielt auch eine Schlüsselrolle im Bereich der Informatiksicherheit. Es stellt nicht nur sicher, dass die IT-Systeme auf dem neuesten Stand sind, sondern gewährleistet auch:

- > die Installation von Firewalls und Antivirenprogrammen;
- > die Einrichtung von Inhaltsfiltern, um den Zugang zu verschiedenen Inhalten und Diensten zu blockieren (betrügerische Internetseiten, Gewalt, Pornografie...);
- > das Verbot von generischen und anonymen Konten;
- > Sperrung oder Löschung potenziell gefährlicher und bösartiger Anwendungen;
- > das Sperren und Lokalisieren aus der Ferne im Falle eines Diebstahls oder Verlusts.

In Schulen ist es die IT-Ansprechperson des OS-Einzugsgebiets, die die Software auf den digitalen Geräten implementiert und dafür sorgt, dass die installierten Anwendungen reibungslos funktionieren.

Für marktüblich anerkannte Systeme zur Verwaltung von Schulinformatikparks, die diese Funktionen und Sicherheitskriterien bieten, sind kostenpflichtige Lizenzen pro Gerät und Jahr erforderlich. Lizenzen, die im Rahmen der Mindestausstattungsstandards erworben werden, werden vom Staat übernommen.

Die gesamte über das Beschaffungsportal erworbene Ausstattung wird in das zentrale Verwaltungssystem aufgenommen. Die Lizenzen, die für die Verwaltung der von den Gemeinden über die Mindeststandards für die Ausstattung hinaus erworbenen Ausrüstungsgegenstände benötigt werden, sowie die Verwaltung dieser Ausrüstungsgegenstände werden von den Gemeinden getragen.

4.4.3 Technischer Benutzersupport

Eine technische Benutzerunterstützung ist für den reibungslosen Betrieb des Informatikparks unerlässlich. Die betreffenden Nutzerinnen und Nutzer sind das kantonale Lehr- und Verwaltungspersonal der obligatorischen Schulen sowie die Schülerinnen und Schüler.

Die Zuständigkeit und die Finanzierung der Lösung wird je nach Art der Anfrage oder des aufgetretenen Vorfalls unterschiedlich zugewiesen. Der technische Nutzersupport sollte drei Kategorien von Anfragen oder Vorfällen abdecken:

Infrastruktur-Support, für Anfragen oder Vorfälle im Zusammenhang mit der IT-Infrastruktur (Strom, Internet, Projektionsgerät, Audiogerät...).

- > Geht weiterhin zulasten der Gemeinden, wie dies heute der Fall ist.
- > Wird von der oder dem IT-Verantwortlichen Infrastruktur der Schule geleistet. Die betreffende Person kann in erster Instanz Support leisten und an die zuständigen Personen und/oder Stellen weiterleiten. Ihre Rolle ist unverändert; für diese Funktion, die von den Gemeinden finanziert wird, sind die Gemeinden zuständig.

Hardware-Support, für Vorfälle im Zusammenhang mit digitalen Geräten (Ausfall oder Hardware-Störung einer digitalen Ausstattung, die über das Beschaffungsportal erworben wurde.

- > Neu zulasten des Kantons und unter der Verantwortung der Anbieter von digitalen Geräten und im weiteren Sinne der KLV. Der Support ist in den Kosten für den Erwerb der Hardware unter den damit verbundenen technischen Dienstleistungen enthalten.
- > Wird von den Anbietern in Zusammenarbeit mit der oder dem IT-Ansprechperson des OS-Einzugsgebiets bearbeitet.

Software-Support, für Anfragen oder Vorfälle im Zusammenhang mit Software und Anwendungen (Lizenzierung, Installation, Updates).

- > Geht weiterhin zulasten der für diese Software und Anwendungen zuständigen Stellen (Kanton oder Gemeinden). Der vom Kanton zu leistende Software-Support wird insbesondere Anfragen und Vorfälle im Zusammenhang mit der zentralen Verwaltung des Computerparks umfassen. Aus diesem Grund muss das derzeit vom Staat eingesetzte Supportsystem angepasst und neu dimensioniert werden, um den starken Anstieg der Belastung durch die Verwaltung des Informatikparks zu bewältigen.
- > Bearbeitet von der IT-Ansprechperson des OS-Einzugsgebiets.

Eine Koordination zwischen den IT-Verantwortlichen der Schulen und den IT-Ansprechpersonen der OS-Einzugsgebiete ist notwendig, um Anfragen und Vorfälle so schnell wie möglich weiterzuleiten.

4.4.4 IT-Infrastruktur

Die IT-Infrastruktur der Schulen der obligatorischen Schule (siehe Glossar) bleibt in der Zuständigkeit der Gemeinden.

Voraussetzung für die Bestellung der digitalen Geräte über das Beschaffungsportal ist eine an den angestrebten Informatikpark der Schule angepasste IT-Infrastruktur (Kap. 4.2.2). Die Gemeinden müssen sich an die Vorgaben, die das BKAD für sie erstellt hat, halten. Ausserdem werden den Gemeinden entsprechende Empfehlungen betreffend Sparsamkeit und Nachhaltigkeit vorgeschlagen.

Um die obligatorischen Schulen bei der Modernisierung ihrer Infrastruktur zu unterstützen, sieht die BKAD vor, dass die Gemeinden bei der Beurteilung möglicher Arbeiten und der damit verbundenen Kosten über Dritteleistungen eine fachliche Beratung erhalten. Die Kosten dieses Gutachtens werden von den Gemeinden getragen.

In der Zwischenzeit steht den Gemeinden ein Kostenrechner zur Verfügung (siehe Anhang), mit dem sie den Investitionsbedarf für die Modernisierung der IT-Infrastruktur einer Schule abschätzen können. Die von diesem Kostenrechner ausgehenden Ergebnisse sind Richtwerte und bieten keine Gewähr.

4.5 Leitung des Projekts

Die Umsetzung des DAOS-Projekts erfolgt in zwei Etappen:

Die Vorbereitungsphase beginnt mit der Schaffung eines Rahmens für die Programmverwaltung. In dieser Phase werden die Voraussetzungen und Spezifikationen des Programms festgelegt, um die verschiedenen Bereiche des Projekts einzurichten.

Nach der Vorbereitungsphase folgt die Betriebsphase, die darin besteht, die Umsetzung der verschiedenen Projektteile zu verfolgen, sobald die Einführung begonnen hat.

Für die verschiedenen Themenbereiche im Zusammenhang mit dem Projekt sind Arbeitsgruppen vorgesehen, von denen einige bereits mit der Realisierung dieses Projekts begonnen haben. Die BKAD wird Vertreterinnen und Vertreter von Interessengruppen innerhalb und ausserhalb des Staates in diese Arbeitsgruppen aufnehmen.

4.5.1 Erstellen der Implementierungsdokumentation

Die für die Durchführung des Projekts eingesetzten Ressourcen zielen auch auf die Erstellung mehrerer Leistungen im Vorfeld der kantonalen Übernahme ab, von denen einige spezifische Fachkenntnisse erfordern. Die verschiedenen Dokumente, auf die in der Botschaft Bezug genommen wird, sind nachstehend aufgeführt:

- > Informationssicherheits- und Datenschutzkonzept (ISDS)
- > Richtlinien über die Infrastruktur der Schulen (Verbindungselemente, Peripheriegeräte), insbesondere basierend auf Umweltkriterien
- > Leitfaden für Lehrkräfte zu bewährten Verfahren (Best Practices) im Bereich der Gesundheit und der nachhaltigen Entwicklung bei der Nutzung digitaler Instrumente (Ökogesten usw.)
- > Roadmap für die Integration digitaler Werkzeuge und Überprüfung der Voraussetzungen für den Zugriff auf das Beschaffungsportal für Schuldirektionen

4.5.2 Monitoring und Evaluation

Während der Umsetzung des Projekts sind Zwischenevaluierungen zur Erreichung der Programmziele vorgesehen. Sobald das kantonale System umgesetzt ist, wird spätestens bis 2030 ein Umsetzungsbericht zuhanden des Grossen Rates verfasst. Um flexibel reagieren zu können, werden während der gesamten Umsetzungsdauer Korrekturen und Anpassungen vorgenommen.

Das Programm sieht zudem eine regelmässige Analyse der Nutzung digitaler Geräte an den Schulen vor. Diese wird nach den Modalitäten, die bei der vom Amt für deutschsprachigen Unterricht durchgeführten Evaluation der «1:1»-Lösung der OS Sense im Rahmen der Umsetzung des LP 21 verwendet wurden (Kap. 3.1), verlaufen.

5 Auswirkungen des Gesetzesvorentwurfs

5.1 Anpassung der gesetzlichen Rahmenbedingungen

Diese Botschaft erläutert die Gesetzesvorlage zur Änderung des Gesetzes über die obligatorische Schule im Anschluss an die Annahme der von den Grossräten Urs Perler und Daniel Bündel eingereichten Motion 2019-GC-139 durch den Grossen Rat (Kap. 2.1.1).

5.1.1 Zusammenfassung der Motion

In ihrer am 3. September 2019 eingereichten und am 4. September 2019 begründeten Motion stellen die Grossräte Urs Perler und Daniel Bürdel fest, dass sich der durch die Digitalisierung bedingte gesellschaftliche Wandel auf die Schulen sowie auf die Arbeitswelt auswirkt. Ihrer Ansicht nach sollten die Schülerinnen und Schüler jederzeit über ein persönliches digitales Gerät verfügen können, um den neuen digitalen Anforderungen unserer Gesellschaft gerecht zu werden. Daher schlagen sie die Einführung des 1:1-Ausrüstungsmodell in den Orientierungsschulen des Kantons Freiburg vor, bei dem jeder Schülerin oder jedem Schüler ein persönliches, individuelles IT-Gerät bereitgestellt werden soll. Dazu verlangen sie, dass Artikel 71 des Gesetzes über die obligatorische Schule vom 9. September 2014 (SchG) wie folgt geändert wird:

Art. 71

Grundsätze

¹ *Die Gemeinden des Schulkreises tragen, nach Abzug des Anteils des Staates nach Artikel 72, sämtliche Kosten, die mit der Einrichtung und dem Betrieb ihrer Orientierungsschule verbunden sind.*

² *Zusätzlich zu seinem Beitrag nach Artikel 72 übernimmt der Staat sämtliche Lohn- und Lohnnebenkosten der Schulbehörden sowie die Lehrmittelkosten und die Informatikausrüstung der OS-Schülerinnen und OS-Schüler.*

Nach Ansicht der Motionäre würde diese Änderung des Schulgesetzes es den Schülerinnen und Schülern ermöglichen, «die Kompetenzen und Chancen zu erwerben, um sich bestens auf die Alltags- und Arbeitswelt und umfassend auf die digitalen Anforderungen der Berufswelt vorzubereiten».

5.1.2 Anpassung der Rechtsgrundlagen

Aufgrund der Annahme der Motion durch den Grossen Rat ist im Projekt DAOS vorgesehen, dass der Kanton die Kosten für die digitale Ausstattung der Schülerinnen und Schüler an den Orientierungsschulen übernimmt. Aus Sicht des präsentierten Projekts DAOS und der Modalitäten der Rückweisung ist es notwendig, auch die digitale Ausstattung der Schülerinnen und Schüler der Primarstufe, der Lehrpersonen und des kantonalen Verwaltungspersonals der obligatorischen Schule in das Projekt einzubeziehen. Zudem wird eine Rechtsgrundlage für das Projekt DAOS geschaffen, ebenso für die Rolle der Gemeinden und die Fristen für die Einführung und Umsetzung.

5.1.2.1 Kommentar zu den gesetzlichen Bestimmungen

1.1 Kommentar zu den gesetzlichen Bestimmungen

Artikel 22a

Absatz 1: Es geht darum, einen klaren und einheitlichen materiellen und organisatorischen Rahmen für die zentrale Beschaffung und Verwaltung der digitalen Geräte zu schaffen, die den Lehrkräften und den Schülerinnen und Schülern zur Verfügung gestellt werden, um den Anforderungen der Lehrpläne gerecht zu werden und eine lernfördernde IT-Umgebung zu ermöglichen.

Je nach den Gegebenheiten vor Ort und auf der Grundlage der vom Kanton festgelegten Normen und Standards legt jede Schule fest, welche Art und Menge (Dotation) von IT-Ausstattung sie benötigt, um die Lehrplananforderungen im Bereich der digitalen Bildung umzusetzen.

Absätze 2 und 3: Die Schulen müssen über eine angemessene digitale Ausstattung und ausreichende technische Leistungen verfügen, um die Lehrplananforderungen zu erfüllen. Zu diesem Zweck legt die Direktion Mindeststandards und damit verbindliche Vorgaben für die digitale Ausstattung entsprechend der jeweiligen Schulstufe und der Lehrplananforderungen fest. Diese Standards sollen auch zur Kosteneffizienz und Kostenkontrolle dienen und stehen im Einklang mit den Gesundheitsempfehlungen für die Bildschirmzeit. Die Direktion legt ausserdem verbindliche Standards für die digitale Ausstattung in Bezug auf Qualität, Sicherheit und Nachhaltigkeit sowie für die IT-Infrastruktur (Verbindungselemente und Peripheriegeräte) in den Schulgebäuden und -anlagen fest.

Absatz 4: Die Bereitstellung der digitalen Ausstattung und der damit verbundenen technischen Leistungen für die Schulen erfolgt ausschliesslich über ein kantonales Beschaffungsportal. Das Beschaffungsportal wird von der kantonalen Lehrmittelverwaltung (KLV) im Auftrag der Direktion verwaltet. Es besteht aus einer Online-Bestellplattform, auf der eine Auswahl von Geräten angeboten wird, die den von der Direktion festgelegten Standards entsprechen. Der Zugang der Schule zum Beschaffungsportal ist an technische und pädagogische Voraussetzungen geknüpft, die von der Direktion festgelegt werden. Dazu gehören die Eignung der IT-Infrastruktur der Schulräume und -anlagen für die Nutzung digitaler Geräte sowie die Weiterbildung der Lehrkräfte in digitaler Bildung (Kap. 4.2.2).

Die KLV erstellt ebenfalls die öffentlichen Ausschreibungen und die Rahmenverträge mit sämtlichen Anbietern, die den Zuschlag erhalten haben. Auf der Grundlage der von der Direktion festgelegten Kriterien bezieht die öffentliche Ausschreibung den gesamten Lebenszyklus des Produkts oder der Dienstleistung mit ein. Sie umfasst z. B. Aspekte, die sich auf die Qualität, die Anforderungen an die Haltbarkeit, Bestandsgarantien, die Lieferung, den technischen Support und den Unterhalt des Produkts bis hin zu seinem Recycling oder Weiterverkauf beziehen. Die Rahmenverträge regeln die Bereitstellung von digitaler Ausstattung und die damit verbundenen technischen Dienstleistungen durch die Anbieter. Diese garantieren die materielle Unterstützung sowie die Qualität der Ausstattung und der Dienstleistungen. So greifen sie bei Störungen oder Schäden auf Anfrage der Schule oder der Gemeinde ein und übernehmen den Unterhalt sowie das Lebenszyklusmanagement der Geräte.

Absatz 5: Die Schulen haben die Möglichkeit, zusätzlich zu den von der Direktion festgelegten Mindeststandards auf eigene Kosten weitere Geräte zu erwerben, wenn sie dies pädagogisch begründen können. Aus Gründen der technischen Kohärenz, der Sicherheit, der Qualität des Supports und der Harmonisierung des den Schulen zur Verfügung stehenden Materials wird es nicht möglich sein, digitale Ausstattung ausserhalb der mit dem Beschaffungsportal der KLV verknüpften Rahmenverträge zu erwerben. Zudem wird die Verwaltung dieser Ausrüstung auf kantonaler Ebene erfolgen.

Artikel 57 Abs. 2

Für die Bereitstellung und Finanzierung der IT-Infrastruktur der Schulräume und -anlagen, d. h. die Verbindungselemente (elektrische und Netzwerkkomponenten, hauptsächlich Kabel, Wifi-Hotspots, Netzwerk-Switches, Speicher- und Ladesystem...) und die Peripheriegeräte (Projektionssystem, Leinwand oder Beamer, Drucker, Mäuse, Kopfhörer, Eingabestifte...), sind weiterhin die Gemeinden zuständig. Die von der Direktion in diesem Bereich festgelegten Standards ermöglichen es den Gemeinden, ihre Infrastruktur entsprechend anzupassen, damit die Nutzung der den Schulen zur Verfügung gestellten digitalen Ausstattung unterstützt wird.

Artikel 66 Abs. 2 Bst. c und 71 Abs. 2 Bst

Die Bestimmungen unter den Buchstaben a und b sind inhaltlich unverändert. Sie wurden lediglich umformuliert und anders dargestellt, um die Lesbarkeit des Artikels zu erleichtern.

Bei den Primar- und Orientierungsschulen übernimmt der Staat die Kosten für die digitale Ausstattung der Schülerinnen und Schüler sowie der Lehrpersonen und des kantonalen Verwaltungspersonals bis zur Höhe der von der Direktion festgelegten Mindestausstattung. Die Schulen haben die Möglichkeit, bei der kantonalen Lehrmittelverwaltung zusätzliches Ausstattungsmaterial zu erwerben, das über die Mindestausstattung hinausgeht und von der Gemeinde finanziert wird (vgl. Art. 22a Abs. 5). Der Staat übernimmt auch das zentrale Verwaltungssystem sowie den technische Hardware- und Software-Support, der in dieser Botschaft erläutert wird (Kap. 4.4.3).

Die kantonale Finanzierung ist an die Bedingung geknüpft, dass die Direktion die pädagogischen und technischen Voraussetzungen der Schule genehmigt. Dazu gehört auch, dass die Gemeinde die Standards für die IT-Infrastruktur (Verbindungselemente und Peripheriegeräte) einhält.

Artikel 104b

Es wird ungefähr ein Jahr dauern, bis die KLV das Beschaffungsportal in Betrieb nehmen kann. Dieses wird nach Inkrafttreten dieses Gesetzes, das grundsätzlich für den 1. Januar 2026 vorgesehen ist, eingeführt. Sofern die Voraussetzungen für Bestellungen erfüllt sind (Kap. 3.3.2 Voraussetzungen für Bestellungen), können die Schulen mit dem Erwerb der IT-Ausstattung für ihre Schule beginnen. Eine Voraussetzung dafür ist, dass die Gemeinden die IT-Infrastruktur der Schulräume und -anlagen bis spätestens zum Schuljahresbeginn 2030 entsprechend den geforderten Standards auf den neuesten Stand bringen.

Die Betriebsphase umfasst eine Übergangszeit, in der die bestehenden Geräte bis zu ihrem Ersatz und neue, über das Beschaffungsportal bestellte Geräte gleichzeitig genutzt werden. Der Staat übernimmt kein Material, das ausserhalb seines Zuständigkeitsbereichs eingesetzt wird. Die Übernahme von digitaler Ausstattung, für die ein Kauf- oder Leasingvertrag mit einer Gemeindebehörde besteht, ist nicht möglich. Rechtlich und organisatorisch wäre eine Übernahme der Verträge ein zeitraubendes und aufwendiges Unterfangen. Die technischen Unterschiede sind bei der digitalen Ausstattung gegenwärtig viel zu gross, was ein kostspieliges Verwaltungssystem mit hohen Risiken für die IT-Sicherheit mit sich bringen würde.

Artikel 104c und 104d

Ab der Umsetzung des Projekts entspricht der wiederkehrende Betrag von 13.12 Millionen an Mehrbelastungen für den Kanton den Minderbelastungen der Gemeinden. Da die finanziellen Möglichkeiten des Staates begrenzt sind, muss der Kanton in der Lage sein, diese finanziellen Folgen zu kompensieren, damit andere vorrangige Projekte nicht beeinträchtigt werden. Daher wird ein finanzieller Ausgleich für diese Aufgabenübertragung nach dem Instrument der Steuerbelastungsverschiebung eingeführt. Diese entspricht einer Änderung der Aufteilung der Steuermittel zwischen Staat und Gemeinden, d. h. einer Erhöhung der jährlichen Steuerfüsse der kantonalen Steuern für natürliche und juristische Personen und einer entsprechenden Senkung der Steuerfüsse der Gemeinden. Die Änderung der Steuerfüsse wird vom Staatsrat per Verordnung festgelegt. Diese Verordnung, die am 1. Januar nach Inkrafttreten des Gesetzes in Kraft tritt, muss unmittelbar nach Ablauf der Referendumsfrist veröffentlicht werden, damit jede Gemeinde ihren Voranschlag für das nächste Jahr vorbereiten kann. Es ist zu beachten, dass die Gemeinden die Möglichkeit behalten, ihre Steuerfüsse aus Gründen, die nicht mit diesem Gesetz zusammenhängen, in Anwendung der regulären Bestimmungen des Gesetzes über die Gemeinden und des Gesetzes über die Gemeindesteuern zu ändern.

Schlussbestimmung

Da die Gesamtsumme der Finanzlasten über fünf Jahre hinweg über dem massgeblichen Schwellenwert für das obligatorische Finanzreferendum liegt, der auf 44 683 182 Franken festgelegt ist (Verordnung vom 4. Juni 2024, SGF 612.21), untersteht diese Gesetzesvorlage gemäss Artikel 45 der Freiburger Kantonsverfassung und Artikel 25 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates dem obligatorischen Finanzreferendum.

5.2 Finanzielle und personelle Auswirkungen

5.2.1 Berechnungsmethode

Zunächst weist der Staatsrat darauf hin, dass der Umfang und die Planung der kantonalen Projekte im Hinblick auf die Einhaltung der verfassungsmässigen Vorgabe des Haushaltsgleichgewichts den finanziellen Möglichkeiten des Staates entsprechen müssen.

Die Gesamtkosten des Projekts DAOS werden in Übereinstimmung mit dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHG Art. 25 Abs. 3) berechnet, um die Notwendigkeit der Unterstellung des Projekts unter das Finanzreferendum zu beurteilen. Im Projekt ist vorgesehen, dass die Gesetzesanpassung am 1. Januar 2026 in Kraft tritt, da zu diesem Zeitpunkt die Berechnung der einmaligen und wiederkehrenden Projektkosten nach den Vorgaben des FHG beginnt.

Dies vorausgesetzt, wird der Gesamtbetrag des Projekts ab dem Inkrafttreten des Gesetzes durch die Addition folgender Kosten berechnet:

- > Die einmaligen Ausgaben über die gesamte Dauer des Projekts. Das Budget für die Anschaffung digitaler Geräte wurde unter der Annahme berechnet, dass der Informatikpark zwischen 2026 und 2030 eingeführt werden kann.
- > Die zusätzlichen wiederkehrenden Ausgaben in den ersten fünf Jahren des Projekts, von 2026 bis 2030.

Bei öffentlichen Ausschreibungen wird man die Fluktuation der Preise für digitale Geräte im öffentlichen Beschaffungswesen sowie den raschen technologischen Wandel berücksichtigen müssen.

Die Komplexität und der Umfang dieses Programms erfordern ein grosses finanzielles Engagement. So wird es notwendig sein, den Finanz- und Personalbedarf regelmässig neu abzuschätzen, um nach Bedarf die Ressourcen entsprechend anzupassen.

5.2.2 Struktur der Ausgaben

Die gesamten Ausgaben sind in der Tabelle auf Seite 35 dargestellt. Die Projektkosten werden nach vier grossen Kostenkategorien aufgeschlüsselt:

5.2.2.1 Beschaffung digitaler Geräte

Der Kanton wird die digitale Ausrüstung in Höhe der Mindeststandards für die Ausstattung finanzieren. Die Höchstausrüstungsstandards dienen als Richtwert für die Gemeinden, um die Auswirkungen auf die Umwelt zu begrenzen.

Das Budget für die Anschaffung von Ausstattungsmaterial wurde auf der Grundlage des für 2030 erwarteten Schülerbestands, der empfohlenen Mindestausstattung pro Stufe (Kap. 4.3.2) und der durchschnittlichen Kosten pro Ausstattungsgerät festgelegt. Die Anzahl der Endnutzerinnen und Endnutzer (Lehrkräfte, kantonales Verwaltungspersonal, Schülerinnen und Schüler) wurde hochgerechnet, um die realen Gegebenheiten bei der Umsetzung des Projekts möglichst genau widerzuspiegeln. Die Preise für die Informatikausstattung basieren auf Modellen, die entsprechend dem aktuellen IT-Markt mit dem Konzept der Nachhaltigkeit vereinbar sind.

Die Implementierung und der Betrieb des Beschaffungsportals werden über eine von der KLV erhobene Marge finanziert, die in den Beschaffungskosten enthalten ist.

Digitale Schulausstattung, die über die Mindestausstattungsstandards hinausgehen, wird nicht angerechnet, sondern geht zulasten der Gemeinden. Für die Schulen wird es jedoch nicht möglich sein, digitale Ausstattung ausserhalb der mit dem Beschaffungsportal verknüpften Rahmenverträge zu erwerben.

Detailliertes Budget für die Beschaffung der digitalen Ausstattung, die das Projekt letztlich erreichen will (Bereitstellung über mindestens fünf Jahre, geschätzte Schülerbestände im Jahr 2030), gemäss den Mindeststandards für die Ausstattung und den Endnutzerinnen und Endnutzern, einschliesslich der KLV-Marge, ohne Kosten für Versicherung, Reparatur oder Ersatz:

Schulen	Zyklus	Bestände	Zielbestand an Geräten
Primarschulen 96 Schulen 2280 Klassen 31 303 Schüler/innen ⁹	1. Zyklus	834 Klassen 1H–2H	0
		509 Klassen 3H–4H	1159
	2. Zyklus	7898 Schüler/innen 5H–6H	1 798
		7646 Schüler/innen 7H–8H	2611
	TOTAL für die Primarschüler/innen		
3400 Lehrpersonen und 148 Verwaltungspersonen			3852
TOTAL Ausstattung von Primarschulen			9421

⁹ Schätzungen der Bestände bis 2030. Projektionen basierend auf den Beständen am 1. Mai 2024.

Schulen	Zyklus	Bestände	Zielbestand an Geräten
		4167 Schüler/innen 9H	4506
Orientierungsschulen	3. Zyklus	4261 Schüler/innen 10H	4608
23 Schulen		4341 Schüler/innen 11H	4695
676 Klassen		TOTAL für die Schüler/innen der OS	13 810
12 768 Schüler/innen		1661 Lehrpersonen und 182 in der Verwaltung und der Schulsozialarbeit tätige Personen ¹⁰	1955
Signet non défini.		TOTAL Ausstattung für die OS	15 765
TOTAL digitale Ausstattung für die obligatorische Schule			
119 Schulen, 2956 Klassen			25 186
44 071 Schüler/innen ¹¹			
5061 Lehrpersonen und 330 in der Verwaltung und der Schulsozialarbeit tätige Personen			
> Ziel: 26 652 Geräte			
Vorbereitungsphase für die Umsetzung: Digitale Testgeräte			

Die Kosten für Versicherungen, Reparaturen oder Ersatz bei Hardwarepannen oder -störungen wurden nach einer Marktstudie und lokalen Erfahrungen festgelegt; sie werden für die Einrichtung des Informatikparks anteilig berechnet. Diese Kosten beinhalten auch den Kauf von Ersatzgeräten, die als Ersatz für ein defektes Gerät oder punktuell zur Verfügung stehen, wenn das Gerät zu Hause vergessen wurde.

Bei der Berechnung des Budgets wurde davon ausgegangen, dass die Ausstattung mindestens alle fünf Jahre erneuert wird. Im Projektbudget sind nur die Kosten für die Erstanschaffung enthalten. Die Erneuerung wird ab 2031 in den jährlichen Betriebskosten berücksichtigt.

5.2.2.2 System für die zentrale Verwaltung des Informatikparks

Die Kosten für das zentrale Verwaltungssystem wurden nach einer Marktstudie und lokalen Erfahrungen festgelegt. Die Lizenzen für die zentrale Verwaltung, den digitalen Schutz und die Sicherheit sind für jedes digitale Gerät erforderlich und werden jährlich erneuert. Die Kosten umfassen auch die Implementierung und zentrale Überwachung des Informatikparks, die Erstkonfiguration und Betriebsparametrisierung des Systems für die zentrale Verwaltung sowie die Verwaltung und Bereitstellung der pädagogischen Anwendungen und die Inventarverwaltung des Informatikparks.

5.2.2.3 Kantonaler IT-Support

Das erstellte Budget deckt die Einstellung von 23 IT-Ansprechpersonen für die Einzugsgebiete der OS ab, so viele wie es Orientierungsschulen im Kanton gibt.

Diese Ausgaben sind zunächst Pauschalbeträge, die im vorgelegten Budget eingestellt werden. Diese werden nach zwei Jahren der Umsetzung schrittweise in Vollzeitäquivalente umgewandelt, sobald sich die Projektorganisation stabilisiert hat.

Das System des Benutzersupports für die Bearbeitung von Anfragen und Zwischenfällen erfordert eine Anpassung oder sogar eine Neugestaltung des derzeit beim Staat eingesetzten Systems. Es geht darum, über ein System zu verfügen, das der erhöhten Belastung durch den neuen Informatikpark Rechnung trägt, sich an die Besonderheiten des Bildungsbereichs anpasst und mit dem zentralen Verwaltungssystem für den Informatikpark verbunden ist. Die Kosten beinhalten die Bedarfsanalyse, die Überwachung der Umsetzung und den Betrieb des Systems.

¹⁰ Schulsozialarbeiter/innen der Primarschulen und der Orientierungsschulen auf der Ebene der Orientierungsschulen zusammengefasst, um die Darstellung der Kosten zu vereinfachen.

¹¹ Schätzungen der Bestände bis 2030. Projektionen basierend auf den Beständen am 1. Mai 2024.

5.2.2.4 Projektleitung und Evaluation der Umsetzung

Das Projekt umfasst die Vorbereitungsphase und die Betriebsphase. In jeder Phase fallen Ausgaben an, die ausschliesslich aus Personalressourcen bestehen, unabhängig davon, ob ihre Funktion im System dauerhaft ist oder nicht.

In dieser Phase werden die Voraussetzungen und Spezifikationen des Programms festgelegt, um die verschiedenen Bereiche des Projekts einzurichten. Sie umfasst insbesondere die Analyse und Einrichtung von Verfahren zur Bestellungsverfolgung, Rechnungsstellung und Lagerverwaltung, die Arbeit an den endgültigen Dokumenten (Arbeitsgruppen, Juristinnen und Juristen, Übersetzungen), die Vorbereitung der Kommunikation und des Veränderungsmanagements. Diese Phase ist zeitlich begrenzt und bezieht sich nur auf einmalige Kosten.

Die Betriebsphase beginnt nach der Vorbereitungsphase und besteht darin, die Umsetzung der verschiedenen Teile des Projekts zu verfolgen, sobald die Implementierung begonnen hat. Dazu gehören das Personal-, Finanz- und Verwaltungsmanagement der Projekte, die Unterstützung der Schulen bei der Modernisierung ihrer kommunalen Infrastruktur sowie die Einrichtung und Verwaltung Begleitung, Kommunikation und Evaluierung der Programmumsetzung. Diese Phase wird über das Projekt hinaus andauern und umfasst nur wiederkehrende Kosten.

Es sei darauf hingewiesen, dass ein Teil der Personalressourcen sowohl in der Vorbereitungsphase als auch in der Betriebsphase des Projekts zum Einsatz kommt. Somit werden diese Ressourcen als dauerhaft angesehen und wurden direkt in die wiederkehrenden Kosten einbezogen.

Geschätztes Budget basierend auf den kantonalen Ausstattungsstandards (Kap. 4.3.2) für den Erwerb von digitaler Ausstattung:

Kategorie	Bereich	Total wiederkehrende Kosten 2026–2030 (in Tausend Franken)	Total einmalige Kosten ⁶ (in Tausend Franken)	TOTAL ¹² (in Tausend Franken)
Beschaffung digitaler Ausstattung		-	27 062	27 062
	Kauf der Geräte, Einrichtung und Betrieb des Beschaffungsportals	-	25 186	25 186
	Kosten für Versicherungen, Reparaturen oder Ersatz bei Hardwarepannen oder -störungen	-	1 876	1 876
Zentrales Verwaltungssystem für den Informatikpark		6 213	1 395	7 608
	Lizenzen für das zentrale Verwaltungssystem und den digitalen Schutz	3 493	-	3 493
	Benötigte Ressourcen für die Implementierung und zentrale Überwachung des Informatikparks	1 670	1 395	3 065 (davon 1.8 VZÄ)
	Verwaltung des Bestands an digitalen Geräten	1 050	-	1 050
Kantonaler IT-Support		21 496	882	22 377
	IT-Ansprechpersonen des OS-Einzugsgebiets und Weiterbildungskosten	12 180	299	12 479 (davon 23 VZÄ)
	User Support System EDU	9 316	583	9 898 (davon 5 VZÄ)

¹² Kosten ab 2026 einmalig für das gesamte Projekt und wiederkehrend von 2026 bis 2030

Kategorie	Bereich	Total wiederkehrende Kosten 2026–2030 (in Tausend Franken)	Total einmalige Kosten ⁶ (in Tausend Franken)	TOTAL ¹² (in Tausend Franken)
Projektleitung und Evaluation der Umsetzung		2 450	475	2 925
	Vorbereitungsphase	-	475	475
	Betriebsphase	2 450	-	2 450 (davon 3.5 VZÄ)
Gesamttotal		30 158	29 814	59 972

5.2.2.5 Nicht im Projektumfang enthaltene Ausgaben

Wie in Kapitel 4.1 erläutert, gehören weder die Weiterbildung der Lehrpersonen und die Einrichtung eines Netzwerks von Ansprechpartnern (pädagogische Aspekte) noch die digitale Ausstattung für den Bereich der Sonderpädagogik zum Projektumfang.

Gemäss den Modalitäten der Rückweisung werden die zusätzlichen pädagogischen Ressourcen, die für die Umsetzung der Lehrpläne benötigt werden, in die ordentlichen Budgets der Ämter aufgenommen. In der Botschaft 2021-DFAC-33 wurden sie auf 20.1 Millionen Franken geschätzt, aufgeteilt in 4.9 Millionen Franken für die Weiterbildung der Lehrpersonen, 9.2 Millionen Franken für Begleitkosten, hauptsächlich mit der Anstellung von Ansprechpersonen M&I, und 6.0 Millionen Franken für den Kauf von Lehrmitteln für den Informatikunterricht oder von Lernsoftware.

Die Sonderpädagogik (SPE) wurde aus dem Projektumfang herausgenommen. Die Aufgabenverteilung bei den Subventionen für die Sonderpädagogik wird im Übrigen nicht geändert. Ein zusätzlicher Bedarf aufgrund der Umsetzung der Lehrpläne ist jedoch erforderlich und wird in den ordentlichen Budgets veranschlagt.

Das Budget des Projekts, über das abgestimmt wird, entspricht den Ausgaben nach dem Inkrafttreten des Gesetzes, was frühestens 2026 erfolgen dürfte. Das Projekt erforderte jedoch und wird weitere Voraufwendungen für die Prüfung, Planung und Durchführung des Projekts erfordern. Diese anfänglichen Kosten werden auf maximal 5.2 Millionen Franken zwischen 2023 und 2025 (davon rund 2 Mio. Franken in den Jahren 2023 und 2024) geschätzt, die fast ausschliesslich für die Personalressourcen aufgewendet werden. Wie genau diese geschätzten Zeitangaben sind, hängt jedoch von der Ausgabenkapazität des Staates Freiburg im Jahr 2025 ab.

5.2.3 Jährliche Betriebskosten

Nach abgeschlossener Implementierung des Projekts wird der Staat Freiburg die jährlichen Betriebskosten des Informatikparks, einschliesslich der Erneuerung der Geräte, tragen müssen. Diese Kosten werden mit 13.12 Millionen Franken pro Jahr veranschlagt.

Die nachstehende Tabelle zeigt die jährlichen Betriebskosten, wenn alle Schulen vollständig ausgestattet sind. Sie werden auf der Grundlage der wiederkehrenden Projektkosten berechnet.

Kategorie	Bereich	Jährliche Betriebskosten (in Tausend CHF)
Beschaffung digitaler Ausstattung		5 793
	Kauf der Geräte (Erneuerung), einschliesslich des Betriebs des Beschaffungsportals	5 037
	Kosten für Versicherungen, Reparaturen oder Ersatz bei Hardwarepannen oder -störungen	756

Kategorie	Bereich	Jährliche Betriebskosten (in Tausend CHF)
Zentrales Verwaltungssystem für den Informatikpark		1 731
	Lizenzen für das zentrale Verwaltungssystem und den digitalen Schutz	1 205
	Mittelbedarf für die zentrale Überwachung des Informatikparks	316 (davon 1.8 VZÄ)
	Verwaltung des Bestands an digitalen Geräten	210
Kantonaler IT-Support		5 110
	IT-Ansprechpersonen des OS-Einzugsgebiets	3 220 (= 23 VZÄ)
	User Support System EDU	1 890 (davon 5 VZÄ)
Verwaltung des Programms		490
	Verwaltung und Betrieb des Programms	490 (= 3.5 VZÄ)
Gesamttotal		13 123

Nach 2031 fallen höhere Betriebskosten an als die pro Jahr angegebenen Projektkosten (12 Millionen) über den Zeitraum 2026–2030. Der Grund dafür liegt in der schrittweisen Einführung des Informatikparks während der fünfjährigen Projektlaufzeit. Die Kosten für die Umsetzung fallen zwar an, sind aber geringer als die Kosten für den eigentlichen Betrieb des Informatikparks: Im ersten Jahr werden die Kosten für die Beschaffung von Hardware und Lizenzen für das zentrale Verwaltungssystem auf die ersten eingesetzten Geräte beschränkt sein, und der Support ist noch nicht in allen OS-Einzugsgebieten vollständig implementiert. Diese Kosten werden von Jahr zu Jahr höher, bis der Informatikpark und der Betrieb ab 2030 vollständig erreicht sind.

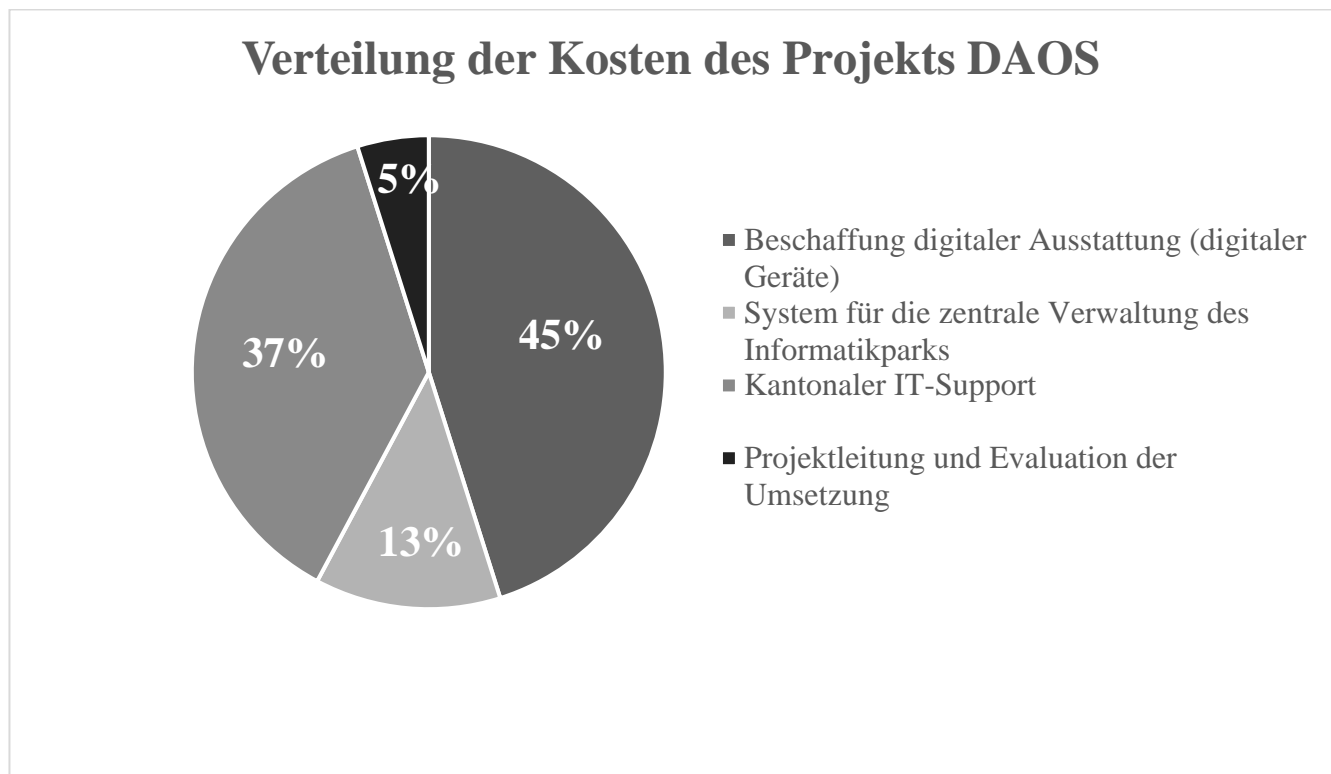
Zum Vergleich: Das jährliche Budget für die Beschaffung von Schulmaterial und Lehrmitteln beträgt im Durchschnitt 12.7 Millionen Franken. Dieser Betrag schwankt von Jahr zu Jahr und hängt unter anderem von der Einführung neuer Lehrmittel ab.

5.2.4 Zusammenfassung

Gemäss dem Gesetz über den Finanzhaushalt und im Rahmen der finanziellen Quantifizierung des Projekts, um die Notwendigkeit seiner Unterstellung unter das Finanzreferendum zu bestimmen, belaufen sich die Gesamtkosten auf 59.972 Millionen Franken. Davon entfallen 27.1 Millionen Franken auf die Beschaffung von digitaler Ausstattung für die vorgesehenen 44 071 Schülerinnen und Schüler (geschätzte Schülerzahl 2030), 5061 Lehrkräfte und 330 Verwaltungspersonen und Schulsozialarbeiterinnen und Schulsozialarbeiter. Für die einmaligen und wiederkehrenden Kosten werden diese Kosten über fünf Jahre (2026–2030) berücksichtigt.

Die Beschaffung der digitalen Ausstattung erfordert die Einrichtung eines zentralen Verwaltungssystems für diese Geräte, dessen Kosten für die ersten fünf Betriebsjahre auf 7.6 Millionen Franken veranschlagt werden, und eine Verstärkung des vom Kanton betriebenen IT-Supports in Höhe von 22.4 Millionen Franken, ebenfalls für die ersten fünf Betriebsjahre. Für die Projektleitung und die Evaluierung der Umsetzung dieses Grossprojekts müssen Mittel in Höhe von 2.9 Millionen Franken über einen Zeitraum von fünf Jahren (2026–2030) bereitgestellt werden.

Die folgende Abbildung zeigt die Verteilung der verschiedenen Ausgabenarten des Projekts.



Der Staatsrat weist darauf hin, dass die Projektkosten angepasst wurden, seit die Botschaft 2021-DFAC-33 dem Grossen Rat im August 2023 vorgelegt wurde und seitdem der Kommission des Grossen Rates die Zahlen präsentiert wurden, damit sie möglichst genau der Realität entsprechen. Ein Kostenvergleich ist somit vor allem aus folgenden Gründen schwerlich möglich:

- > Die Referenzjahre wurden an die durch die Rückweisung des Grossen Rates bedingte zusätzliche Frist angepasst und decken nun eine Umsetzung über die Jahre 2026 bis 2030 ab.
- > Die Kosten für digitale Geräte wurden an die Preisentwicklung angepasst und entsprechen den ermittelten Gerätetypen, die die Qualitäts-, Haltbarkeits- und Sicherheitsstandards erfüllen.
- > Der Umfang wurde entsprechend der Rückweisung angepasst, indem die pädagogischen Kosten (20.1 Millionen Franken) herausgenommen und die Kostenübernahme für die digitale Ausstattung der Primarschülerinnen und Primarschüler hinzugefügt wurde (7.1 Millionen Franken für die Beschaffung der Ausstattung und der zugehörigen Lizenzen infolge ihrer Übernahme in die Verwaltung des Informatikparks).
- > Die Bestände wurden so angepasst, dass sie nicht die aktuelle Schülerpopulation, sondern die Zielpopulation im Jahr 2030 darstellen. Dies würde nach den derzeitigen Prognosen der Bevölkerungsentwicklung im Kanton etwa 100 Primarschulklassen und 55 OS-Klassen mehr bedeuten als die derzeitigen Bestände. Das Budget wurde entsprechend angepasst.

5.2.5 Finanzielle Auswirkungen für die Gemeinden

Der Staatsrat betont, dass der Gesamtbetrag des Projekts die Erneuerung der von den Gemeinden bereits erworbenen Ausstattung sowie die Kosten für deren Verwaltung umfasst. Ohne diese geplante Übernahme durch den Staat müssten die Gemeinden weiterhin für die Beschaffung und den Betrieb der digitalen Ausstattung der obligatorischen Schulen aufkommen. Um den pädagogischen Bedarf im Zusammenhang mit den Anforderungen der Lehrpläne zu decken, sind Modernisierungen und zusätzliche Investitionen in digitale Geräte erforderlich. Die Einführung des Westschweizer Lehrplans EdNum PER bringt erhebliche Investitionen in den französischsprachigen Kantonsteil mit sich. Die in diesem Projekt angegebenen Dotationen spiegeln den Bedarf an Ausstattung wider, unabhängig von der Finanzierungsquelle. Die für das Projekt veranschlagten jährlichen Betriebskosten von 13.12 Millionen Franken, die

der Staat übernehmen soll, werden somit vollständig von den jährlichen Ausgaben der Gemeinden abgezogen. Letztere erzielen daher einen finanziellen Gewinn, der den auf den Staat übertragenen Belastungen entspricht.

Was die Infrastruktur der obligatorischen Schulen betrifft, so ist bei mehreren Schulen eine Modernisierung erforderlich, die weiterhin zulasten der Gemeinden geht. Eine Schätzung der finanziellen Auswirkungen der Umsetzung des Projekts in den einzelnen Gemeinden hängt von den Gegebenheiten der Schulen, für die sie zuständig sind, und von den bereits getätigten Investitionen ab. Es wird eine Arbeitsgruppe gebildet, der auch Gemeindevertreterinnen und -vertreter angehören. Die Gemeinden, die dies wünschen, werden die Kosten in der Umsetzungsphase mithilfe eines Gutachtens abschätzen können. Die Kosten dieser Gutachten werden von den Gemeinden getragen. In der Zwischenzeit wurde jeder Gemeinde ein vereinfachter Kostenrechner zur Verfügung gestellt, um die Ausgaben für die Modernisierung der Infrastruktur (Verbindungselemente und Peripheriegeräte) abzuschätzen.

5.2.6 Einführung einer Steuerbelastungsverschiebung

Wie in Kapitel 2.4 erwähnt, hat der Staatsrat seit den Beratungen über die erste Fassung des vorliegenden Projekts vom Dezember 2023 eine deutliche Verschlechterung der Finanzperspektiven des Staates festgestellt. Die beim Rechnungsabschluss 2023 angekündigten Schwierigkeiten haben sich bei der Erstellung des Staatsvoranschlags 2025 bzw. bei der Aktualisierung des Finanzplans bestätigt. Die Zwischenergebnisse des genannten Finanzplans zwingen den Staatsrat, ein Programm zur Sanierung der Finanzen zu erarbeiten.

Ab der Umsetzung des Projekts entspricht der wiederkehrende Betrag von 13.12 Millionen an Mehrbelastungen für den Kanton den Minderbelastungen der Gemeinden. In dem oben dargestellten finanziellen Kontext muss der Kanton in der Lage sein, diese finanziellen Folgen zu kompensieren, damit andere vorrangige Projekte nicht beeinträchtigt werden. Für die Steuerzahlerinnen und Steuerzahler im Kanton Freiburg muss die Aufgabenübertragung von den Gemeinden zum Staat steuerneutral sein. Daher hat der Staatsrat beschlossen, einen Finanzausgleich für diese Aufgabenübertragung nach dem Instrument der Steuerbelastungsverschiebung einzuführen. Diese entspricht einer Änderung der Aufteilung der Steuermittel zwischen Staat und Gemeinden, d. h. einer Erhöhung der jährlichen Steuerfüsse der kantonalen Steuern für natürliche und juristische Personen und einer entsprechenden Senkung der Steuerfüsse der Gemeinden.

Ein Beispiel: Eine Änderung des Steuerfusses um 1 Prozentpunkt entspricht einem Betrag von rund 11.65 Millionen Franken (Steuerstatistik 2022). Da sich der neu vom Kanton übernommene Betrag auf rund 13.12 Millionen Franken pro Jahr beläuft (Jahresdurchschnitt ab 2031, dem Jahr, ab dem die Erneuerungen dauerhaft erfolgen), dürfte die Steuerverschiebung zwischen dem Kanton und den Gemeinden sowohl für natürliche als auch für juristische Personen 1,13 Prozentpunkte betragen. Die jährlichen Steuerfüsse sind derzeit auf 96% für natürliche Personen und 100% für juristische Personen festgesetzt (Gesetz vom 22. November 2023 über den Steuerfuss der direkten Kantonssteuern für die Steuerperiode 2024, SGF 631.12); eine Erhöhung um 1,13 Prozentpunkte würde den neuen Jahressteuerfuss auf 97,13% für natürliche Personen und 101,13% für juristische Personen anheben. Für die Gemeinden sollte die Minderbelastung vom Ertrag der Gemeindesteuern abgezogen werden (Betrag der Kantonssteuer multipliziert mit dem aktuellen Gemeindesteuerfuss); das Ergebnis im Vergleich zum kantonalen Steuerbetrag wird es ermöglichen, einen idealen Steuerfuss für jede Gemeinde zu berechnen, damit das Ergebnis für sie kostenneutral ist. Bei der Berechnung dieser Änderungen wird die Steuermasse von natürlichen und juristischen Personen berücksichtigt.

Für die Mehrheit der Freiburger Steuerpflichtigen wird diese Steuerbelastungsverschiebung im Grossen und Ganzen kostenneutral sein und nur unbedeutende Auswirkungen haben. Die neuen Gemeindesteuerfüsse werden vom Amt für Gemeinden mitgeteilt und müssen den Bürgerinnen und Bürgern bei den Gemeindeversammlungen oder an den Sitzungen der Generalräte zur Kenntnis gebracht werden. Es sei darauf hingewiesen, dass die Steuerfüsse von den Gemeinden noch aus anderen Gründen als denen, die mit dieser Umstellung zusammenhängen, geändert werden können.

Der Staatsrat betont, dass diese Steuerbelastungsverschiebung für die Realisierung des Projekts unerlässlich ist. Das Fehlen einer solchen Verschiebung würde die Realisierbarkeit dieses Projekts gefährden, da angesichts der oben beschriebenen heiklen finanziellen Aussichten nicht genügend Finanzmittel zur Verfügung stehen.

5.3 Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung

Die Beurteilung mit dem Instrument Kompass-21 fand am 12. April 2024 statt und wurde vom Büro für Nachhaltigkeit der Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt organisiert. Dieses Instrument ermöglicht es, ein Projekt anhand verschiedener Kriterien im Zusammenhang mit nachhaltiger Entwicklung zu bewerten. Aufgrund der Weiterentwicklung des Projekts löst sie die erste Beurteilung vom Mai 2021 ab. Der vollständige Beurteilungsbericht ist im Anhang zu finden. Dies sind die Schlussfolgerungen:

Einerseits wird im Rahmen der Beurteilung berücksichtigt, dass ein Teil der digitalen Geräte bereits in den Schulen vorhanden ist, bei denen es starke Unterschiede gibt. Dieses Material wird im Laufe der Umsetzung des Projekts schrittweise ersetzt. Bei der Beurteilung wurde festgestellt, dass Standards für die Qualität, Sicherheit und Haltbarkeit der Geräte vorgesehen sind. Die Dotationen richten sich nach dem Alter der Schülerinnen und Schüler und den Lernbedürfnissen und respektierten den Willen des Grossen Rates. Die Forderung der Grossratsmitglieder, die Schülerinnen und Schüler der Orientierungsschulen nach dem Modell 1:1 auszustatten (1 Geräte pro Schüler/in) erhöht automatisch den Informatikpark für diese Stufe im Vergleich zur heutigen Situation. Der Informatikpark der Primarschulen wird sich jedoch nur geringfügig verändern. Es wurde eine Bilanz der Treibhausgasemissionen erstellt.

Zum anderen wird im Rahmen der Beurteilung die Bedeutung des Kontextes, in dem die Geräte genutzt werden, um das Problem der Bildschirmzeit anzugehen, berücksichtigt. Digitale Geräte werden zu pädagogischen Zwecken nach festgelegten Lernzielen eingesetzt. Die Nutzung der Geräte erfolgt schrittweise, je nach Alter der Schülerinnen und Schüler, und die digitale Bildung findet bei den Jüngsten hauptsächlich offline statt. Obwohl bei diesem Projekt die Kosten für die Umsetzung von Lehrplänen nicht übernommen werden, ist es so konzipiert, dass es den bewährten pädagogischen Praktiken in diesem Bereich gerecht wird. Die Weiterbildung und Begleitung von Lehrkräften im Bereich der digitalen Bildung wird gesondert behandelt. Sie sind weiterhin Voraussetzung für den Zugang zum Beschaffungsportal und damit für die Bestellung von Ausstattungsmaterial.

Von den 20 bewerteten Punkten sind 11 Punkte für das Projekt relevant. Daraus ergeben sich positive Aspekte und Punkte, die es genauer zu beachten gilt.

Positive Aspekte:

Bildung und Erziehung: Das Projekt wird die Voraussetzungen für eine chancengerechte Ausbildung von Schülerinnen und Schülern in digitalen Kompetenzen schaffen, die den Anforderungen des Arbeitsmarktes gerecht wird und die soziale Eingliederung in das gesellschaftliche Leben der Bürgerinnen und Bürger fördert.

Chancengerechtigkeit: Es werden eine Mindestausstattung und einheitliche Standards festgelegt, um die Chancengerechtigkeit aller Schülerinnen und Schüler zu gewährleisten und die Unterschiede zwischen den Gemeinden und Sprachregionen auszugleichen.

Governance und Partnerschaft: Die Gemeinden werden eng in die Umsetzung des Projekts eingebunden und sorgen so für eine effektive Koordination und eine Anpassung an die lokalen Gegebenheiten.

Punkte, die es zu beachten gilt:

Luftqualität und Energieverbrauch: Die steigende Anzahl elektronischer Geräte wird sich auf den Energieverbrauch auswirken. Es müssen Massnahmen ergriffen werden, um die Energieeffizienz zu optimieren und die Exposition gegenüber elektromagnetischen Wellen zu verringern.

Klimawandel und Gesundheit: Der CO₂-Fussabdruck des Projekts ist moderat, aber es ist wichtig, klare Ziele für die Reduzierung der CO₂-Emissionen festzulegen und Präventionsmassnahmen zu ergreifen, um die negativen Auswirkungen der übermässigen Nutzung von Bildschirmen auf die Gesundheit der Schülerinnen und Schüler zu begrenzen.

Öffentliche Verwaltung: Die Übertragung von Lasten von den Gemeinden auf den Staat erfordert eine angemessene Finanzierung, wobei auf einen effizienten Einsatz der öffentlichen Mittel zu achten ist.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das Projekt erhebliche Vorteile bringt, da sich damit die Schulung und Ausbildung von Schülerinnen und Schülern im Bereich der digitalen Kompetenzen verbessern und gleichzeitig die Chancengerechtigkeit gewährleisten lässt. Wichtig ist jedoch, dass die Umwelt- und Gesundheitsaspekte des Projekts berücksichtigt werden und geeignete Massnahmen getroffen werden, um mögliche negative Auswirkungen gering zu halten. Eine klare Kommunikation, eine angemessene Finanzierung und eine enge Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Beteiligten werden für den Erfolg des Projekts entscheidend sein.

5.4 Auswirkungen auf die permanente Organisation und andere kantonale Projekte

5.4.1 Die kantonalen Projekte

Die Umsetzung der Harmonisierung der Schulverwaltungs-Informationssysteme des Kantons Freiburg (Projekt HAE) ist eine Voraussetzung für die Umsetzung dieses Projekts. Dies ermöglicht es, genaue Statistiken und Bestandszahlen bereitzustellen und vor allem die administrativen Daten aller Bildungsakteure (Schülerinnen und Schüler, Lehrpersonal, Verwaltungspersonal der Kantone, Hilfspersonal) zu verwalten und ihre jeweilige Rolle zu bestimmen. Die Implementierung und der Betrieb von Hard- und Software an den Schulen sollten auf genauen und zuverlässigen Datenbeständen beruhen, einschliesslich der Beschreibung der Organisation der Schulen und Klassen sowie der Rollen und Zugriffsrechte der einzelnen Nutzerinnen und Nutzer.

Das vorliegende Projekt steht im Zusammenhang mit der Umsetzung des digitalen Bildungsmoduls in den Lehrplänen (Kap. 2.2) durch die Ämter für obligatorischen Unterricht. Zusätzliche Ressourcen dazu waren ursprünglich in der kantonalen digitalen Bildungsstrategie vom 22. August 2023 enthalten (Kap. 2.1.1). Der Grosse Rat verlangte mit den Modalitäten der Rückweisung (Kap. 2.1.2), dass die für diese Umsetzung notwendigen pädagogischen Ressourcen in die ordentlichen Budgets der Ämter integriert werden. Darüber hinaus ist die Weiterbildung und Begleitung der Lehrkräfte eine Voraussetzung für die Bestellung der digitalen Geräte über das im vorliegenden Projekt vorgesehene Beschaffungsportal (Kap. 4.2.2). Die digitale Ausstattung basiert auf den in den Lehrplänen festgelegten Lernzielen.

5.4.2 Beteiligte kantonale Verwaltungseinheiten

Ein Steuerungsausschuss unter dem Vorsitz der BKAD wird die Umsetzung des Projekts DAOS beaufsichtigen. Neben den Ämtern für obligatorischen Unterricht, den Trägern des Projekts, sind mehrere kantonale Verwaltungseinheiten von dem Programm betroffen.

Die Fachstelle Fritic spielt eine zentrale Rolle bei der Harmonisierung, der Umsetzung und dem Betrieb von Informationssystemen für den Bildungsbereich und verfügt bei den Instrumenten für pädagogische Zwecke über einen gewissen Handlungsspielraum. Die Konzentration der Mittel ermöglicht es ihr, Projekte in ihrem Fachgebiet durchzuführen. Insbesondere sorgt sie unter der Leitung des Steuerungsausschusses und in bestmöglicher Abstimmung mit den anderen Ämtern des Staates für die Zielerreichung, die Überwachung des Zeitplans und der finanziellen und personellen Ressourcen, die ihrer Verantwortung unterliegen.

Die kantonale Lehrmittelverwaltung (KLV) wird mit der Umsetzung und Verwaltung des Beschaffungsportals gemäss den in Kapitel 4.2 beschriebenen Modalitäten betraut.

Das Amt für Informatik und Telekommunikation des Staates (ITA) ist ein enger Partner der Strategie, insbesondere was die Beratung und Unterstützung bei der Einführung von zentralisierten technischen Verwaltungslösungen für die Schulen betrifft. Das ITA wird auch beigezogen, um die Bewertung der IT-Sicherheit der Systeme durch regelmässige Sicherheitsprüfungen zu ermöglichen. Im Übrigen wird auf die Befugnisse und Zuständigkeiten des ITA verwiesen, die sich aus der Verordnung über die Governance der Digitalisierung und der Informationssysteme des Staates (ASF 122.96.11; nachfolgend: «Verordnung über die Governance») ergeben.

5.4.3 Andere betroffene Verwaltungseinheiten

Die kantonalen Bildungsinstitutionen (HEP|PH FR, UniFR) sind für die Aus- und Weiterbildung von Lehrpersonen in digitaler Bildung zuständig, die eine Voraussetzung für die Bestellung von Geräten ist. Die bevorstehende Zusammenführung der Bildungsinstitutionen für die Lehrpersonenausbildung im Kanton Freiburg stellt in diesem Bereich eine Chance dar.

Der Freiburger Gemeindeverband wird eng in das Projekt eingebunden, insbesondere bei der Umsetzung, wobei die Aufgabenteilung zu berücksichtigen ist.

Die BKAD stellt die Verbindung zu den interkantonalen Gremien (CIIP, NW EDK und EDK) in Bezug auf die Bildungspolitik sicher.

5.5 Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden

Die Annahme der in Kapitel 2.1.1 erläuterten Motion Perler/Bürdel 2019-GC-139 führt zu einer Änderung des Schulgesetzes, die in dieses Projekt aufgenommen wird (Kap. 5). Diese Änderung wirkt sich spürbar auf die Aufgabenverteilung zwischen dem Staat und den Gemeinden des Kantons hinsichtlich der digitalen Ausstattung in den Schulen und den sonderpädagogischen Einrichtungen aus.

Neu zulasten des Staates und zur Entlastung der Gemeinden:

- > Bereitstellung einer zentralen Beschaffungslösung (Beschaffungsportal, in der Zuständigkeit der KLV).
- > Bereitstellung und Lebenszyklusmanagement der digitalen Ausstattung der Schülerinnen und Schüler, der Lehrpersonen und des kantonalen Verwaltungspersonals an den obligatorischen Regelschulen (Verwaltung der Anbieter; in der Zuständigkeit der KLV).
- > Finanzierung der digitalen Ausstattung von Schülerinnen und Schülern in den obligatorischen Schulen gemäss den vom Kanton festgelegten Mindeststandards für die Ausstattung.
- > Finanzierung der digitalen Ausstattung des Lehrpersonals und des kantonalen Verwaltungspersonals (siehe Glossar) an den obligatorischen Regelschulen.
- > Finanzierung der Gesamtverwaltung des Informatikbestands für die Schülerinnen und Schüler der Orientierungsschulen sowie für das Lehrpersonal und das kantonale Verwaltungspersonal (siehe Glossar) der obligatorischen Regelschulen.
- > Finanzierung des Systems zur Verwaltung von Störungen und technischen Eingriffen in die digitale Ausstattung für die Schülerinnen und Schüler, die Lehrkräfte und das kantonale Verwaltungspersonal (siehe Glossar) an den Regelschulen.
- > Finanzierung des strategischen Personals (Projektleiter/in, Dossierverantwortliche, pädagogische und wissenschaftliche Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter...), das für die Umsetzung dieses Projekts benötigt wird.
- > Finanzierung der Arbeitsgruppen, die für die Umsetzung des Projekts vorgesehen sind.

Bleibt weiterhin zulasten des Staates:

- > Finanzierung der IT-Ansprechpersonen für Anwendungstechnik/-Informatik.

Geht weiterhin zulasten der Gemeinden:

- > Finanzierung der Ausstattung des von der Gemeinde angestellten Personals (Sekretär/in, Personal der logopädischen, psychologischen und psychomotorischen Schuldienste...)¹³.
- > Finanzierung von Erhebungen über den Stand der an den Schulen vorhandenen Infrastruktur.
- > Finanzierung der Modernisierung der Infrastruktur.
- > Finanzierung der Instandhaltung der IT-Infrastruktur an den Schulen.

¹³ Die Ausrüstung dieses Personals wird über das kantonale Dispositiv zur Verfügung gestellt und die Anschaffung wird der Gemeinde in Rechnung gestellt.

- > Finanzierung der zusätzlichen digitalen Ausstattung von Schülerinnen und Schülern in den obligatorischen Regelschulen (über die kantonalen Mindeststandards für die Ausstattung hinaus) über das von der KLV verwaltete Beschaffungsportal.
- > Finanzierung der Entlastungen für die Mandate der IT-Ansprechpersonen der Schulen (praxisnaher IT-Support);
- > Finanzierung von technischen Arbeiten an der Infrastruktur durch externe IT-Unternehmen.
- > Finanzierung der passenden Möbel sowie von Peripheriegeräten (siehe Glossar).
- > Kostenübernahme von Stromrechnungen.
- > Finanzierung von Druck-, Scan- und Fotokopierkosten (Hinweis: der Kanton übernimmt teilweise die Kosten für Fotokopien)¹⁴ ;

5.6 Übereinstimmung mit dem übergeordneten Recht (Verfassungsmässigkeit, Bundesrechtskonformität und Europaverträglichkeit des Entwurfs)

Die Gesetzesvorlage steht in Einklang mit dem Bundesrecht und der Kantonsverfassung und sind mit dem europäischen Recht vereinbar.

5.7 Abschliessende Beantwortung parlamentarischer Vorstösse

Mit dieser Vorlage wird die Motion 2019-GC-139 von Daniel Perler/Urs Bürdel «Alle Schülerinnen und Schüler der Sekundarschulen werden mit einem persönlichen IT-Gerät ausgestattet» (erheblich erklärt am 15.09.2020) abschliessend beantwortet.

5.8 Unterstellung unter das Gesetzes- und das obligatorische Finanzreferendum

Dieses Projekt untersteht dem Gesetzesreferendum.

Da die Gesamtsumme der Finanzlasten über fünf Jahre hinweg über dem massgeblichen Schwellenwert für das obligatorische Finanzreferendum liegt, der auf 44°683°182 Franken festgelegt ist (Verordnung vom 4. Juni 2024, SGF 612.21), untersteht dieses Projekt dem obligatorischen Finanzreferendum.

6 Schlussbemerkungen

Um die Digitalisierung kommt in unserer Gesellschaft niemand mehr herum. Angesichts dieser Tatsache haben die Lehrpläne der obligatorischen Schule, der LP 21 und der PER, die digitale Bildung in die Lernprozesse integriert, mit dem Ziel, einen kompetenten, verantwortungsbewussten und bewussten Umgang mit digitalen Hilfsmitteln zu fördern. Die Schule hat somit die Möglichkeit, eine Schlüsselrolle bei der Begleitung der zukünftigen Generationen zu spielen, indem sie diese dazu befähigt, die neuen Herausforderungen des technologischen Wandels zu meistern. Dadurch unterstützt sie die Eltern in ihrer Erziehungsverantwortung.

Der Staatsrat ist in diesem Fall verpflichtet, die Lehrpläne umzusetzen. Digitale Bildung erfordert einen spezifischen materiellen und organisatorischen Rahmen, der das Erreichen der pädagogischen Ziele ermöglicht. Diesbezüglich legt das Schulgesetz heute fest, dass die Gemeinden für die IT-Ausstattung und -Infrastruktur der Schulen verantwortlich sind.

Der Staatsrat muss dem Willen des Grossen Rates nachkommen, der in der Motion 2019-GC-139 und der Rückweisung vom 19.12.2023 zum Ausdruck kommt: Dies impliziert eine Verlagerung von Aufgaben von den Gemeinden auf den Kanton in Bezug auf die Kostenübernahme und die Verwaltung des Informatikparks der obligatorischen Schulen, d. h. der digitalen Ausstattung der Schülerinnen und Schüler, der Lehrkräfte und des kantonalen Verwaltungspersonals. Diese neue Aufteilung macht eine Änderung des Schulgesetzes erforderlich. Eine

¹⁴ Mit der Frage der Kostenübernahme für Fotokopierer wird sich eine von der Umsetzung des Projekts DAOS unabhängige Arbeitsgruppe befassen, sobald die Auswirkungen der digitalen Bildung auf Fotokopien besser abgeschätzt werden können.

persönliche Ausstattung der Schülerinnen und Schüler der OS (9H bis 11H) wird von den Grossratsmitgliedern ebenfalls gefordert.

Die Übernahme des Informatikparks durch den Staat hat operative und finanzielle Auswirkungen. Der Staat muss anstelle der Gemeinden ein System zur Beschaffung und Verwaltung der digitalen Ausstattung der obligatorischen Schulen einrichten. Dies umfasst insbesondere die Verwaltung von Software und Anwendungen sowie einen technischen Support vor Ort. Diese Umsetzung erfordert eine konsequente Projektbegleitung. Die Kosten belaufen sich auf 59.972 Millionen Franken für die ersten fünf Jahre der Umsetzung bzw. wiederkehrende Kosten von ca. 13.12 Millionen Franken pro Jahr dauerhaft ab 2031. Der Umfang der Lastenverschiebung von den Gemeinden auf den Staat erfordert eine angemessene Finanzierung: Diese Finanzierung erfolgt durch eine Steuerbelastungsverschiebung.

Die Übernahme der digitalen Ausstattung durch den Staat hat für Schülerinnen und Schüler sowie für Lehrkräfte mehrere Vorteile. Sie ermöglicht eine Harmonisierung der heute sehr unterschiedlichen digitalen Ausstattung und fördert damit die Chancengerechtigkeit beim Erwerb von digitalen Kompetenzen. Sie gewährleistet eine grössere Rationalisierung der Anschaffung von Geräten durch eine schrittweise Mindestausstattung nach Schulstufe und Qualitäts-, Sicherheits- und Haltbarkeitsstandards für diese Geräte.

Auf Verlangen des Grossen Rates hat der Staatsrat mehrere Expertendokumente zu den Themen Gesundheit, Nachhaltigkeit und Erfahrungen in anderen Kantonen oder Ländern bereitstellen lassen. Diese wissenschaftlich fundierten Dokumente bieten einen externen Blick auf die von den Bildungsbehörden angestellten Überlegungen und zeigen eine Übereinstimmung mit dem Stand des Wissens in diesen Bereichen. Sie geben fundierte Antworten auf einige Bedenken, die im Rahmen der Debatte über die digitale Bildung geäussert wurden.

Aufgrund der vorstehenden Ausführungen fordert der Staatsrat den Grossen Rat auf, den Gesetzesentwurf zur Änderung des Schulgesetzes betreffend die Übernahme der Finanzierung und des Betriebs des Informatikparks der obligatorischen Schule (1H–11H) durch den Kanton gemäss den in der vorliegenden Botschaft festgelegten Modalitäten und Ressourcen anzunehmen.

Anhänge

—

1. Vernehmlassungsbericht zur DigiBi-Strategie (nur auf Französisch vorhanden)
 2. Informatikausrüstung und deren Unterhalt an den obligatorischen Schulen, Stand am 31.12.2023 (nur auf Französisch vorhanden)
 3. Bestandsaufnahme der digitalen Ausstattung der Schweizer Schülerinnen und Schüler - Erfahrungen in anderen Ländern
 - 3.1 Bestandsaufnahme der digitalen Ausstattung der Schweizer Schülerinnen und Schüler: Erforderliche Voraussetzungen
 - 3.2 Bestandsaufnahme der digitalen Ausstattung der Schülerinnen und Schüler: Ausstattung pro Schülerin und Schüler
 - 3.3 Evaluation Projekt 1to1 OS-Sense
 - 4.1 Bericht über die Kompass-21-Bewertung (nur auf Französisch vorhanden)
 - 4.2 IRDP-Bericht über die Auswirkungen der Zeit, die Kinder und Jugendliche am Bildschirm verbringen (nur auf Französisch vorhanden)
 - 4.3 Klimaauswirkungen (CO₂-äq) der Informatikausstattung in der obligatorischen Schule
5. Kostenrechner zur Abschätzung des Investitionsbedarfs für die Modernisierung der IT-Infrastruktur einer Schule

Glossar

–

Rahmenvertrag: Ein Rahmenvertrag bezieht sich auf eine Vereinbarung zwischen einem öffentlichen Auftraggeber (Verwaltungseinheit) und einem Anbieter oder Lieferanten. Dieser Vertrag legt die allgemeinen Bedingungen für die Lieferung von Waren oder Dienstleistungen über einen bestimmten Zeitraum fest. Anstatt für jede Transaktion einen eigenen Vertrag auszuhandeln, können die Parteien in einem Rahmenvertrag die Bedingungen vereinbaren, die für zukünftige Transaktionen während der angegebenen Vertragsdauer gelten sollen.

Digitale Ausstattung (Geräte): Die digitale Ausstattung ist ein allgemeiner Begriff, der sich auf Desktop-Computer oder Tablets bezieht, die von den Lehrpersonen, dem kantonalen Verwaltungspersonal oder den Schülerinnen und Schülern genutzt werden. Die Gesamtheit der digitalen Ausstattung bzw. Geräte wird als «Informatikpark» bezeichnet (siehe Definition).

IT-Infrastruktur: Sie umfasst die Verbindungselemente (elektrische und Netzwerkelemente, hauptsächlich Kabel, Wifi-Hotspots, Netzwerk-Switches...) und Peripheriegeräte (siehe Definition). Nicht darin berücksichtigt ist die digitale Ausstattung (siehe Definition).

Peripheriegeräte: Peripheriegeräte im Bereich der Informatik sind alle abnehmbaren Komponenten, die an den Computer angeschlossen sind und ihm Funktionen verleihen. Sie werden entweder an den Dateneingang angeschlossen, wie die Maus oder das Mikrofon, oder an den Ausgang, wie den Beamer, die Kopfhörer oder den Drucker.

LP 21 – Lehrplan 21: Der Lehrplan 21 ist der gemeinsame Lehrplan der drei Deutschschweizer Erziehungsdirektoren-Konferenzen (darunter der NW EDK). Mit diesem ersten gemeinsamen Lehrplan für die Volksschule setzten die 21 deutsch- und mehrsprachigen Kantone den Volkswillen in der Bildungspolitik gemäss der Bundesverfassung um und harmonisieren die Ziele der Schule. Im Kanton Freiburg ist der Lehrplan 21 für alle deutschsprachigen Klassen, Zyklen und Schuljahre der obligatorischen Schule im Schuljahr 2019/20 in Kraft getreten.

Technische Hilfsmittel: Im Bereich der Sonderpädagogik handelt es sich um eine Nachteilsausgleichsmassnahme für Schülerinnen und Schüler mit besonderem Bildungsbedarf. Diese technischen Mittel umfassen digitale Tools, wie z. B. eine Software, die das Lesen erleichtert, ein Tablet mit speziellen Funktionen, das an die Behinderung der Schülerin oder des Schülers angepasst ist.

OpenSource: Die Bezeichnung Open Source oder offener Quellcode gilt für Software (und erstreckt sich mittlerweile auch auf geistige Werke), deren Lizenz die von der Open Source Initiative genau festgelegten Kriterien erfüllt, d. h. die Möglichkeiten der freien Weiterverbreitung, des Zugangs zum Quellcode und der Erstellung abgeleiteter Arbeiten. Dieser Quellcode, der der Allgemeinheit zugänglich gemacht wird, ist in der Regel das Ergebnis der Zusammenarbeit von Programmiererinnen und Programmierern.

Informatikpark: Der Informatikpark bezeichnet hier die gesamte digitale Ausstattung (siehe Definition) der Schülerinnen und Schüler, der Lehrkräfte und des kantonalen Verwaltungspersonals. Die IT-Infrastruktur (siehe Definition) der Schulen gehört nicht zum Informatikpark.

PER – Plan d'études romand: Der Westschweizer Lehrplan (Plan d'études romand, PER) legt ein Gesamtprojekt für die Ausbildung der Schülerinnen und Schüler im französischsprachigen Teil fest. Er beschreibt, was die Schülerinnen und Schüler während ihrer obligatorischen Schulzeit lernen müssen und welche Niveaustufen am Ende jedes Zyklus (Ende der 4., 8. und 11. Klasse) erreicht werden müssen. Der PER wurde im Einklang mit der Bundesverfassung (Art. 62 Abs. 4) sowie der Interkantonale Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule» (HarmoS-Konkordat) erarbeitet. Der PER wurde im Mai 2010 genehmigt und im März 2021 überarbeitet, um neue Lehr- und Lernformen im Zusammenhang mit der Digitalisierung zu integrieren.

Kantonales Verwaltungspersonal der Schulen: Vom Staat eingestelltes Personal ohne Unterrichtsfunktion, das an den Schulen tätig ist. Als kantonales Verwaltungspersonal der Schulen gelten an die Regelschule die folgenden Funktionen: Schulsozialarbeiter/innen, Schuldirektion, stellvertretende Schuldirektion. Für die sonderpädagogischen Einrichtungen betrifft dies die folgenden Funktionen: Direktion der Einrichtung, pädagogische Verantwortliche, Mitglieder der Verwaltung (Sekretariat und Buchhaltung), Koch/Köchin, Hauswirtschaft/Unterhalt und technischer Dienst, an den SPE tätige Fachpersonen für Logopädie, Psychologie und Psychomotorik.

Lehrpläne: Die Lehrpläne beschreiben die Kenntnisse, Fähigkeiten und Kompetenzen, die die Schülerinnen und Schüler im Laufe der obligatorischen Schulzeit erwerben und aufbauen sollen. In der Schweiz gibt es drei Lehrpläne: Der LP 21 für den deutschsprachigen Teil, der PER für den französischsprachigen Teil und der Piano di studio für den italienischsprachigen Teil.

Technische Leistungen im Zusammenhang mit der digitalen Ausstattung: Damit die digitale Ausstattung bzw. ein digitales Gerät funktioniert, muss der Anbieter mehrere technische Leistungen erbringen, z. B. Lieferung, Hardware-Unterstützung oder Entsorgung von Altgeräten. Diese technischen Leistungen sind im Rahmenvertrag für die Bereitstellung von digitaler Ausstattung über das Beschaffungsportal enthalten, beziehen sich jedoch nicht auf Probleme im Zusammenhang mit der Nutzung von IT-Produkten.

Empfehlungen für Entscheidungsträger/innen	Erforderliche Voraussetzungen	Verfasser/innen	Land der Datenerhebung
Makroebene – Kanton			
Sich auf Expertinnen- und Expertenwissen stützen	Einbezug von Expertinnen und Experten aus verschiedenen Bereichen bei der Strategiefestlegung und ihrer Umsetzung	Chalikova, 2020	Schweiz, Waadt
Erarbeitung einer kantonalen Strategie	Festlegung einer kohärenten Strategie für digitale Bildung, sowohl für den Kanton als auch für die Schulen. Dazu gehört auch das Erarbeiten klarer Richtlinien, die diese Integration steuern.	Pulfrey und Caneva, 2023 Caneva und Pulfrey, 2023 Reis-Andersson, 2023	Schweiz, Waadt Schweden
Mitgestalten	Die Implementierung des Projekts (der digitalen Bildung) gemeinsam mit den beteiligten Akteurinnen und Akteuren gestalten.	Chalikova, 2020	Schweiz, Waadt
Lehrpersonen und Forschende einbeziehen	Einbezug von Lehrpersonen, Forscherinnen und Forschern in die gemeinsame Entwicklung neuer Lehrpläne, die insbesondere die Informatikwissenschaften betreffen.	El Hamamsy, Pellet, Roberts, Kovacs, Bruno, Dehler Zufferey & Mondada, 2023	Schweiz, Waadt
Bedenken antizipieren	Auf die Bedenken der Beteiligten hinsichtlich des Tempos/des Zeitpunkts der Projekteinführung achten und sicherstellen, dass die verschiedenen Aspekte der Projekteinführung von Anfang an geklärt werden.	Chalikova, 2020	Schweiz, Waadt
Die Strategie und ihre Umsetzung durch Projekte nachhaltig sicherstellen	Der Fortbestand eines digitalen Bildungsprojekts auf kantonaler Ebene (gross angelegt) hängt von mehreren kritischen Faktoren ab: Wahrgenommener Nutzen der neuen Unterrichtsinhalte aus Sicht der Lehrpersonen, Einfachheit der Implementierung, Zugang zu ausreichender Unterstützung an den Schulen.	El Hamamsy, Monnier, Avry, Chevalier, Bruno, Dehler Zufferey & Mondana, 2023)	Schweiz, Waadt
Unterstützung der Schuldirektionen und Aufbau von Netzwerken	Aufbau von Netzwerken für die Zusammenarbeit zwischen Schulen und verstärkte Unterstützung durch die für die Bildung zuständige Direktion	Caneva und Pulfrey, 2023	Schweiz, Waadt
Meso-Ebene: Schule			
Führungsrolle der Schuldirektion und Strategie			
Strategische Führung einsetzen	Entwicklung einer starken Führungsrolle, einer Vision für die Integration digitaler Technologien in den Unterricht und Anwendung der Grundsätze des strategischen Managements.	Caneva und Brabant, 2023 Ilomäki, Lakkala, 2018 Grissom et al., 2021	Schweiz und Kanada Estland

	Die Steuerung, Organisation und Leitung der Einbindung digitaler Technologien in den Schulen von der 1H bis zur 11H erfordern Schuldirektionen mit starken Führungsqualitäten.	Reis-Andersson, 2023	Schweden
Festlegung einer digitalen Bildungsstrategie auf Ebene der Schulen	Die Führung durch die Schuldirektorinnen und Schuldirektoren ist entscheidend, um die Digitalisierungsstrategien an den Schulen zu gestalten und zu erklären, «warum» Technologien eingebunden werden. Leadership bedeutet, die Verantwortung für die Entwicklung einer Strategie zu übernehmen.	Caneva und Pulfrey, 2023 Ruloff und Petko, 2021 Harder u.a., 2020 Seufert und Tarantini, 2022	Schweiz, Waadt Zentralschweiz Schweiz und Deutschland
Anwendung transformativer Führung	Eine Schuldirektion mit transformativen Führungskompetenzen ¹ implementiert die Integration von Technologien schneller.	Ruloff & Pet Schmitz, Antonietti, Consoli, Cattaneo, Gonon & Petko, 2023	Schweiz
Einbindung der Ansprechpersonen M&I in die Strategie	Die Schuldirektion delegiert einen Teil ihrer Führungsaufgaben an die Ansprechpersonen M&I und bezieht sie in die Gestaltung der Digitalisierungsstrategie der Schule ein.	Caneva u.a., 2023 Röhl, 2023	Schweiz, Waadt Schweiz, Zürich
Kooperation Schuldirektion und Ansprechpersonen M&I	Verstärkung der Zusammenarbeit zwischen der Schuldirektion und den Ansprechpersonen M&I, regelmässiger Austausch.	Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann, 2022	Schweiz, Zürich
Innovationsfreudige Lehrpersonen einbeziehen	Die Schuldirektion delegiert einen Teil ihrer Führungsaufgaben und fördert die aktive Beteiligung der Lehrpersonen, insbesondere derjenigen, die proaktiv sind und ein ausgeprägtes Interesse an der Digitalisierung haben. Diese führen in Zusammenarbeit mit der Schuldirektion Projekte durch.	Gonon, Schmitz, Petko & Consoli, 2024	Schweiz
Entwicklung einer schulspezifischen Strategie, die mit derjenigen des Kantons übereinstimmt	Entwicklung einer kohärenten Digitalisierungsstrategie sowohl auf kantonaler Ebene als auch an den Schulen, um die Technologie erfolgreich in den Unterricht und das Lernen zu integrieren. Einführung klarer Richtlinien, die diese Integration steuern.	Caneva & Pulfrey, 2023 Reis-Andersson, 2023	Schweiz, Waadt Schweden
Vorrangige Festlegung der pädagogischen Ziele	Die Schuldirektion legt mehr Wert auf pädagogische Ziele als auf digitale Hilfsmittel. Festlegung klarer Ziele, die über den Einsatz von Instrumenten hinausgehen.	Gonon, Schmitz, Petko & Consoli, 2024 Ruloff & Petko, 2023	Schweiz Zentralschweiz

Sich einbringen und delegieren	Die Schuldirektion ist stark eingebunden, delegiert aber einen Teil der Umsetzung der Digitalisierungsstrategie an die Ansprechpersonen M&I und unterstützt sie bei der Begleitung der Lehrpersonen.	Caneva & Pulfrey, 2023	Schweiz, Waadt
Entscheidung für einen Top-Down- und Bottom-up-Prozess	<p>Die Schuldirektion unterstützt den digitalen Wandel nachdrücklich und fördert parallel dazu Bottom-up-Initiativen aus verschiedenen Fachrichtungen oder Bereichen.</p> <p>Schulen mit komplementärer Top-down- und Bottom-up-Strategie sowie Schulen, die nur eine Top-down-Strategie anwenden, verfügen über bessere digitale Technologien und nutzen sie intensiver als Schulen mit Bottom-up- oder freiwilliger Innovationsstrategie.</p> <p>Bottom-up-Innovationsstrategien dürften ohne Top-down-Unterstützung scheitern, insbesondere dann, wenn die für die Technologieeinführung erforderlichen Mittel fehlen.</p> <p>Bei den Lehrpersonen an innovativen Schulen, die komplett auf eine Bottom-up-Strategie setzen, lässt sich die geringste Integration von ICT feststellen.</p>	<p>Gonon, Schmitz, Petko & Consoli, 2024</p> <p>Petko, Egger, Cantieni & Wespi, 2015</p>	<p>Schweiz</p> <p>Schweiz, Schwyz</p>
Entwicklung einer Kultur der Innovation, des Experimentierens und der Zusammenarbeit	<p>Die Schuldirektion schafft günstige Rahmenbedingungen für technologiegestütztes Lernen.</p> <p>Sie bietet den Lehrkräften Möglichkeiten zur Zusammenarbeit und räumt ihnen Zeit zum Experimentieren ein.</p> <p>Sie fördert eine Kultur der Innovation und des Experimentierens.</p> <p>Eine offene Kultur ermöglicht es den Mitarbeitenden, bei der Integration digitaler Technologien Risiken einzugehen, Lernumgebungen zu schaffen und den Lernenden Verantwortung zu übertragen.</p> <p>Interne Kooperation und Zusammenarbeit für den Wissensaustausch und die Einführung bewährter Vorgehensweisen sind vorrangige Ziele.</p>	<p>Lindqvist, 2019</p> <p>Reis-Andersson, 2023</p> <p>Andronic, 2023</p> <p>Niemi u.a., 2013</p> <p>Seufert und Turrentini, 2022</p>	<p>Schweden</p> <p>Schweden</p> <p>Estland</p> <p>Finnland</p> <p>Schweiz</p>
Den Wandel aktiv gestalten	Die Schuldirektion geht proaktiv mit Veränderungen um und gibt Impulse für eine Innovationskultur.	Seufert & Tarantini, 2022	Schweiz

Rollen und Aufgaben festlegen	Falls dies in die Zuständigkeit der Schuldirektion fällt: Klare Definition der Rollen und Aufgaben der Ansprechpersonen M&I. Andernfalls ist die Betreuung der Lehrpersonen sehr heterogen und möglicherweise ineffizient. Die organisatorische Unterstützung durch die Schuldirektion ist entscheidend für den Erfolg ihrer Aufgabe .	Caneva u.a., 2023 Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann. 2022	Schweiz, Waadt Schweiz, Zürich
Die Rolle der Ansprechpersonen M&I anerkennen und aufwerten	Anerkennung der Schlüsselrolle der Ansprechpersonen M&I, indem ihnen eine angemessene Anzahl an zu betreuenden Lehrpersonen und Zeit für die Erfüllung dieser Betreuungsaufgabe zugewiesen wird.	Caneva u.a. 2023	Schweiz, Waadt
Rolle und Ausbildung von Ansprechpersonen M&I			
Art, Ziele, Rollen und Auftrag der Ansprechpersonen M&I festlegen	Festlegung einer klaren Rolle und klarer Aufgaben für die Ansprechpersonen M&I und insbesondere der Art und des Umfangs der erwarteten pädagogischen und/oder technischen Unterstützung für die Lehrpersonen.	Lorenz, Kikkas, & Laanpere, 2014 Caneva u.a., 2023 Röhl, 2023 Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann, 2022	Estland Schweiz, Waadt Schweiz, Zürich Schweiz, Zürich
Einbindung der Ansprechpersonen M&I in die Erarbeitung und Umsetzung der Strategie der Schule	Die Ansprechpersonen M&I unterstützen die Schuldirektion bei der Konzeption und Umsetzung der Digitalisierungsstrategie.	Caneva u.a., 2023 Röhl, 2023 Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann, 2022	Schweiz, Waadt Schweiz, Zürich Schweiz, Zürich
Möglichkeiten zur beruflichen Weiterbildung bieten	Die Ansprechpersonen M&I entwickeln sich unter Berücksichtigung digitaler Entwicklungen kontinuierlich beruflich weiter. Die Ansprechpersonen M&I profitieren von flexiblen Weiterbildungsangeboten, haben die Möglichkeit, sich zu vernetzen und bestimmte Themen über Kurse und Praktika hinaus zu vertiefen.	Caneva u.a. 2023 Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann, 2022	Schweiz, Waadt Schweiz, Zürich
Entwicklung spezifischer Inhalte für die Ausbildung der Ansprechpersonen M&I	Die Ansprechpersonen M&I werden in effektiven beruflichen Weiterbildungsaktivitäten geschult, die sie den Lehrpersonen anbieten können, wie z. B. kurze Workshops, informelle Kommunikations- und Lernmöglichkeiten, Klassendemonstrationen mit aktiver Beteiligung der Lehrperson, Co-Teaching-Aktivitäten usw. Die Ansprechpersonen M&I werden in den Schlüsselmerkmalen dieser Aktivitäten unterrichtet, d. h. das Angebot personalisierter Lerninhalte, Authentizität, praktische Erfahrung, kollektive Beteiligung, aktives Lernen und die Übereinstimmung der Ziele dieser Aktivitäten mit den Zielen der Schule.	Caneva u.a. 2023	Schweiz, Waadt

<p>Festlegen der Zuständigkeiten der Ansprechpersonen M&I</p>	<p>Die BKAD/Schuldirektion legt für die Ansprechpersonen M&I ein Standardkompetenzprofil fest.</p> <p>Dazu gehören:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Kompetenzen in Projektentwicklung und -management • Führungskompetenzen • Coaching-Fähigkeiten • Kompetenzen bei der Integration digitaler Technologien in den Unterricht • Kompetenzen in der individuellen Unterstützung von Lehrpersonen • Zwischenmenschliche Kompetenzen, um zu kommunizieren, die Lehrpersonen zu motivieren und sie zu neuen Praktiken zu inspirieren 	<p>Cattaneo, Bonini und Rauseo, 2021 Cattaneo, Bonini und Rauseo, 2021; Caneva u.a. 2023 Caneva u.a., 2023 Caneva u.a. 2023 Röhl, 2023 Ottenbrich u.a. 2020; Caneva u.a. 2023 Röhl, 2023</p>	<p>Schweiz Schweiz, Waadt Schweiz, Zürich Schweiz, Waadt Schweiz, Zürich</p>
<p>Berufliche Weiterbildung von Lehrpersonen</p>			
<p>Die Lehrpersonen zur Weiterbildung im Bereich der digitalen Technologien ermutigen</p>	<p>Rund zwei Drittel der im Rahmen der ICILS-Studie 2013 (International Computer and Information Literacy Study (ICILS)) befragten Lehrpersonen gaben an, dass die Weiterbildung im Bereich der digitalen Technologien für den Unterricht an ihrer Schule keine Priorität hat. Die Studie zeigt ausserdem, dass in der Schweiz nur 6,8% der Schülerinnen und Schüler eine Schule besuchen, die der Weiterbildung einen hohen Stellenwert beim Umgang mit digitalen Technologien im Unterricht einräumt.</p>	<p>ICILS, 2013</p>	<p>Suisse</p>
<p>Einführung eines Programms zur beruflichen Weiterbildung</p>	<p>Notwendigkeit eines Programms zur beruflichen Weiterbildung, um eine wirksame Integration digitaler Technologien zu gewährleisten. Die Effizienz der Integration digitaler Technologien wird auch durch die entsprechende Grundausbildung und Weiterbildung der Lehrpersonen und die Qualität der Programme zur beruflichen Weiterbildung beeinflusst.</p>	<p>Davies, 2014 Sheffield, 2018 Ghavifekr, 2015</p>	
<p>Relevante Modalitäten und Inhalte vorsehen</p>	<p>Interaktive und praktische berufliche Weiterbildung. Entwicklung fachdidaktischer Kenntnisse im Zusammenhang mit der Technologie. Stärkung der digitalen Kompetenzen</p>	<p>El Hamamsy u.a., 2021 Knezek, & Christensen, 2016 Poldoja, 2020 Harder u.a., 2020</p>	<p>Schweiz, Waadt Estland Schweiz und Deutschland</p>
	<p>Der digitale Wandel umfasst nicht nur direkte medien-spezifische Veränderungen, sondern auch indirekte und bereichsübergreifende Entwicklungen. Die Anforderungen des digitalen Wandels in der</p>	<p>Petko, Döbeli Honegger & Prasse, 2018</p>	

	<p>Gesellschaft, im Schulsystem und in der Lehrpersonenbildung sind eng miteinander verknüpft. Ausgehend von diesen Überlegungen werden vier Entwicklungsbereiche für die Lehrpersonenbildung vorgeschlagen:</p> <p>1) Vorerfahrungen, Überzeugungen und Einstellungen der Studierenden in Bezug auf die Medien stärker einbeziehen;</p> <p>2) medienspezifische Themen in allen Bildungsbereichen verbindlich verankern;</p> <p>3) in den Lehrveranstaltungen und Unterrichtspraktika Erfahrungen mit innovativen Medienpraktiken ermöglichen;</p> <p>4) die Frage der Wirksamkeit und Verbesserung der Lernkultur sowie die Unterrichtsqualität zu einem zentralen Bezugspunkt machen.</p>		
Stärkung des Kompetenzgefühls	Die eigenen Kompetenzen für den Einsatz digitaler Technologien erfahren	Petko, 2012	Schweiz, Schwyz
Den Nutzen der Integration von Technologien aufzeigen und vermitteln	Die Überzeugungen und Kompetenzen der Lehrpersonen fördern die Integration von Technologien.	Petko, 2012 Schmitz, Antonietti, Consoli, Cattaneo, Gonon & Petko, 2023	Schweiz, Schwyz Schweiz
Die intrinsische Motivation stärken	Die Überzeugung der Lehrpersonen, dass sie mit Hilfe der digitalen Medien wirksamer unterrichten können, spielt eine entscheidende Rolle, ebenso wie die Autonomie der Lehrpersonen.	Knezek & Christensen, 2016	
Die Lehrpersonen aktiv einbeziehen	Diese Studien liessen erkennen, dass die Lehrpersonen gegenüber den Ansprechpersonen M&I eine eher passive Einstellung haben und von ihnen erwarten, dass sie «an ihrer Stelle die digitale Bildung mit den Schülerinnen und Schülern machen».	Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann. 2022 Caneva u.a. 2023	Schweiz, Zürich Schweiz, Waadt
Ausbildung von Schuldirektionen			
Stärkung der digitalen Führungsrolle der Schuldirektionen	<p>Viele Verantwortliche, die für die Integration von Technologien zuständig sind, haben keine berufliche Entwicklung genossen, die es ihnen ermöglicht hätte, eine führende Rolle zu spielen. Die Schulverantwortlichen verfügen nicht immer über die nötigen Kompetenzen, um Entscheidungen über die Integration von Technologien in den Lernprozess zu treffen.</p> <p>Effektive Führungskräfte in der Bildung im ICT-Bereich sind in der Lage, eine gemeinsame Vision zu schaffen, sich auf die Pädagogik zu konzentrieren und eine kontinuierliche berufliche Weiterbildung anzustreben und dazu beizutragen.</p>	Christensen u.a., 2018	

<p>Schulung von Schuldirektionen in grundlegenden digitalen Kompetenzen und Kenntnissen</p>	<p>Die Ausbildungsprogramme für Schuldirektionen sollten die Entwicklung grundlegender digitaler Kompetenzen sowie Kenntnisse über die Vorteile und Herausforderungen digitaler Technologien für den Unterricht umfassen.</p> <p>Die Ausbildung zur Schuldirektorin oder zum Schuldirektor wird von den Pädagogischen Hochschulen angeboten. Das Thema der Integration digitaler Technologien taucht in diesen Ausbildungsgängen nur am Rande oder gar nicht auf. Bisher gibt es nur wenige Angebote, die sich speziell mit dieser Thematik befassen.</p>	<p>Caneva & Pulfrey, 2023</p> <p>Sieber, Bachofner & Briner, 2017</p>	<p>Schweiz, Waadt</p>
<p>Infrastruktur, Ausrüstung und technische Unterstützung</p>			
<p>Bereitstellung von Ausrüstung und einer minimalen Infrastruktur</p>	<p>Informatik-Tools und das Internet werden von den Lehrpersonen häufiger im Unterricht eingesetzt, wenn:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) die Lehrpersonen sich selbst als kompetent im Umgang mit ICT im Unterricht erachten; 2) genügend Computer zur Verfügung stehen; 3) die Lehrperson selbst eine Ausbildungsfunktion innehat und Klassenlehrperson ist; 4) die Lehrperson davon überzeugt ist, dass digitale Hilfsmittel für die Schülerinnen und Schüler das Lernen verbessern; 5) die Lehrperson häufiger konstruktivistische Formen des Lehrens und Lernens einsetzt. Die Wirkung des konstruktivistischen Unterrichts ist jedoch gering. <p>Die Verfügbarkeit digitaler Technologien und die Kompetenzen der Lehrpersonen sind die besten Prädiktoren für die Nutzung von Technologien.</p> <p>Hindernisse für eine wirkungsvolle Integration von Technologien, wie z. B. ein langsames Internet und fehlende Infrastruktur, müssen beseitigt werden.</p>	<p>Petko, 2012</p> <p>Petko, Egger, Cantieni & Wespi, 2015</p> <p>Abdelrady, Al-Adwan & Ramzan, 2022</p>	<p>Schweiz, Schwyz</p>
<p>Ausbau der Infrastruktur in den Schulen und bessere Unterstützung</p>	<p>Der aktuelle Aktionsplan für die Entwicklung digitaler Technologien in Schulen konzentriert sich auf die Integration einer digitalen Kultur in den Lernprozess, die Bereitstellung der notwendigen Unterstützung durch die Entwicklung der digitalen Kompetenzen von Lehrpersonen, die Schaffung digitaler Lernressourcen und eLearning-Dienste sowie die Verbesserung der digitalen Infrastruktur in den Schulen.</p>	<p>Poldoja, 2020</p>	<p>Estland</p>

Den Zugang zu technischer Unterstützung erleichtern	Lehrpersonen sollten bei Problemen während des Unterrichts leicht auf technische Unterstützung zurückgreifen können.	Pulfrey & Caneva, 2023	Schweiz, Waadt
Gewährleistung der Qualität von Infrastruktur und Ausrüstung	Damit die Ansprechpersonen M&I ihre Kompetenzen vorrangig dazu nutzen können, die Lehrpersonen beim Erwerb neuer Kompetenzen zu unterstützen, spielt die Qualität der materiellen Infrastruktur eine zentrale Rolle, ebenso wie die Aufgeschlossenheit der Schuldirektion für den digitalen Wandel.	Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann, 2022	Schweiz, Zürich
Räume neu denken – flexible Räume	Zum einen müssen die physischen Lernräume neugestaltet werden, damit sie mit der normativen Ausrichtung übereinstimmen (z. B. flexiblere Lernräume, Co-Working-Räume).	Seufert & Turrentini, 2022	Schweiz

Anhang 1. Bestandsaufnahme der Ausstattung pro Schüler/in

Kanton	Schulstufe	Art der Ausstattung Schüler/innen	Gerät pro Schüler/in (aktueller oder empfohlener Stand)	Finanzierung / Kauf
St. Gallen ¹	1H–4H	Keine Angaben	3-4 Geräte pro Klasse	Die Gemeinden sind für die Finanzierung der IT-Ausstattung verantwortlich.
	5H –6H	Keine Angaben	1:2	
	7H–8H		Ab der 5. Klasse wird empfohlen, auf eine Ausstattung von einem Gerät pro Schüler/in umzusteigen.	
	9H–11H	Keine Angaben	1:1 Bei einer Ausstattung von einem Gerät pro Schüler/in kann auf reine Informatikräume verzichtet werden, da diese nicht mehr benötigt werden.	

¹ Empfehlungen zur digitalen Transformation in der Volksschule [Empfehlungen zur digitalen Transformation in der Volksschule](#)
Volksschule Mittelschulen und Digitale Transformation. [Pädagogische Hochschule St.Gallen | itbo.sg.ch](#) und [Digitale Transformation | sg.ch](#) (Links prüfen)

Bern ²	1H–11H	<p>Der Kanton Bern führt dazu keine Statistik, da die Ausstattung in die Zuständigkeit der Gemeinden fällt.</p> <p>Die Anzahl, die Art der Geräte und die Anzahl der Klassensätze ergeben sich aus dem pädagogischen Konzept und der Anzahl Klassen der Schule.³</p> <p>Empfehlung: «Prozess von der Ausstattung mit einem Gerät pro 10 Schülerinnen und Schüler zu einer Situation, in der jede Schülerin und jeder Schüler über ein Arbeitsgerät verfügt und zusätzlich noch sein eigenes Smartphone einsetzt.»</p>		Die zwischen den Gemeinden und dem Kanton vereinbarte Aufgabenteilung im Bereich der Volksschule weist den Gemeinden die Zuständigkeit für die Führung und Organisation der Schulen in ihrem Gebiet zu. Damit sind sie auch zuständig für die Ausstattung mit ICT-Infrastruktur und für deren Finanzierung. Der Kanton ist für die entsprechende Gesetzgebung inklusive der Ausarbeitung der Lehrpläne zuständig. Es ist Sache der Verantwortung der betroffenen Gemeinden und Schulen sicherzustellen, dass die infrastrukturellen Voraussetzungen erfüllt sind, damit die Lehrplanziele von den Schülerinnen und Schülern erreicht werden können.
Basel Stadt ⁴	1H–2H	Kindergarten: gemeinsame Nutzung der Pool-Geräte des jeweiligen Primarschulstandorts.		Die Schulen der Gemeinden Basel, Bettingen und Riehen sind in einem vom Kanton separierten Netzwerk (eduBS) organisiert. Dieses Netzwerk und der dazugehörige Informatikpark wird von der IT-Abteilung des kantonalen Erziehungsdepartements finanziert und
	3H–4H	Keine Angaben	1:4	
	5H–6H	Keine Angaben	1:2	

²Keine explizite digitale Bildungsstrategie, der digitale Wandel spielt jedoch auch in der aktuellen Bildungsstrategie 2016 eine Rolle. Bildungsstrategie 2016:

<https://files.be.ch/erz/bildungsstrategie/epaper/de/epaper/ausgabe.pdf>

Erziehungsdirektion des Kantons Bern – Amt für Kindergarten, Volksschule und Beratung. (2016) Medien und Informatik in der Volksschule. Empfehlungen an die Gemeinden und an die Schulleitungen.

Die Gemeinden (Gemeinderäte, Schulkommissionen, Verwaltungskader und Schulleitungen) nutzen bei der Umsetzung der Empfehlungen ihren Handlungsspielraum und berücksichtigen die lokalen Verhältnisse sowie die bereits bestehende Schulorganisation und deren Bedürfnisse.

Mit zunehmendem Einsatz von digitalen Lerninhalten im Unterricht müssen die Anzahl der Endgeräte für die Schülerinnen und Schüler wie auch die Kapazität des Netzes angepasst und jederzeit aufeinander abgestimmt werden. Dieser Ausbau kann schrittweise im Einklang mit der Weiterentwicklung der in einer Schule angewandten Unterrichtsmethoden erfolgen. Abgerufen am 23.1.2024.

https://www.lp-sl.bkd.be.ch/content/dam/lp-sl_bkd/dokumente/de/startseite/themen/medien-und-informatik/medien-informatik-empfehlungen-d.pdf

⁴Prägend für die Umsetzung der digitalen Bildungsstrategie ist der «Ratschlag zum Ausbau der Digitalisierung an den Volksschulen und des ZBA». Dort wird auf weitere Strategie-Dokumente verwiesen. Hinweis zur Ausstattung: «Seit dem Projekt Ausbau Digitalisierung Volksschulen mit der Laufdauer 2020 bis 2025 – derzeit also noch teilweise in Umsetzung».

	7H–8H	Keine Angaben	1:1	verwaltet. Die Kosten für den Informatikpark der Schulen in den vom Kanton separierten Gemeinden Bettingen und Riehen werden anteilmässig an die Gemeinden weiterverrechnet.
	9H–11H	Keine Angaben	1:1	
Basel-Landschaft ⁵	1H–2H	Tablet	1:8	Gemäss dem kantonalen Bildungsgesetz ist der jeweilige Schulträger für die IT-Infrastruktur zuständig. Für die Primarstufe sind also die kommunalen Schulbehörden zuständig. Da sich im Kanton BL die Sekundarschulen in kantonaler Trägerschaft befinden, ist für die Sekundarstufe 1 der Kanton zuständig. Die Sekundarschulen werden vom Kanton verwaltet.
	3H–4H	Tablet	1:2	
	5H–6H	Tablet mit Tastatur	1:1	
	7H–8H	Tablet mit Tastatur	1:1	
		Mittelfristiges Ziel ist es, die Schülerinnen und Schüler der Primarschule (3H–8H) mit einem persönlichen Gerät auszustatten (1:1-Ausstattung). ⁶ Das in der Primarstufe gewählte Ausstattungsmodell kann sich von Schulbehörde zu Schulbehörde unterscheiden. In der Regel halten sich die kommunalen Schulbehörden an den Leitfaden, der vom Amt für Volksschulen (in Zusammenarbeit mit der Abteilung für Informatik) herausgegeben wird: https://www.baselland.ch/politik-und-behorden/direktionen/bildungs-kultur-und-sportdirektion/dienstleistungen-und-angebote/informatik-schulen-bl/ict-bildung/downloads/downloads-1/it-infrastruktur-primarschulen-leitfaden.pdf .		
9H–11H	Tablet	1:1		

⁵ Umsetzung IT-Strategie für den pädagogischen Bereich der Schulen - IT.sbl <https://www.baselland.ch/politik-und-behorden/landrat-parlament/geschafte/geschäftsliste/2013-mai-juni-144-bis-258/vorlage-1/2013-176.pdf>

⁶ Politik und Behörden. <https://www.baselland.ch/politik-und-behorden/direktionen/bildungs-kultur-und-sportdirektion/dienstleistungen-und-angebote/informatik-schulen-bl/ict-bildung/downloads/downloads-1/it-infrastruktur-primarschulen-leitfaden.pdf>

Freiburg ⁷	1H–2H	Keine Empfehlungen.	Empfehlungen, die im Rahmen des künftigen Projekts zur Übernahme der Finanzierung und Verwaltung des Informatikparks der obligatorischen Schule durch den Kanton vorgesehen sind.	Die Gemeinden sind für die Finanzierung der Informatikausrüstung verantwortlich. Sie sind in Erwartung des Projekts zur Übernahme der Finanzierung und Verwaltung des Informatikparks der obligatorischen Schule durch den Kanton.
	3H–4H			
	5H–6H			
	7H–8H			
	9H–11H			
Luzern ⁸	1H–2H	Keine Angaben		Alle Luzerner Gemeinden können von einem zentralen Rahmenvertrag profitieren. Dank diesem können sie aus einer Palette von Geräten auswählen und diese ohne Ausschreibung beschaffen. Dies erfolgt über ein zentrales Portal, das den Schulen zur Verfügung gestellt wird. Dort wird auch der Garantieprozess abgewickelt. Für den First- und Second-Level-Support sind die Gemeinden verantwortlich. In der Regel wird der First-Level-Support von der Schule und der Second-Level-Support von einem externen Unternehmen geleistet.
	3H–4H	Keine Angaben	1:4	
	5H–8H	Keine Angaben	1:1 Anmerkung: Die Empfehlungen sind im 2. Zyklus noch nicht vollständig umgesetzt. Dort gibt es noch einige Schulen der 5H und 6H, die mit einer 1:2-Ausstattung fahren.	
	9H–11H	Keine Angaben	1:1	
	9H–11H	1 fester Arbeitsplatz im hinteren Teil des Schulzimmers pro Klasse 13 Tablets pro Schule 1 Laptop pro Schüler/in in 2 Räumen pro Schule 1 stationärer Computer pro Schüler/in in 3 Räumen pro Schule		

⁷ DigiBi-Strategie : <https://www.fr.ch/sites/default/files/2024-01/digibistrategie--botschaft-fur-die-kantonale-digitale-bildungsstrategie-an-den-regel-und-sonderschulen.pdf>

⁸ Strategische Ziele BKD. https://www.lu.ch/verwaltung/BKD/bkd_unser_departement/bkd_strategische_ziele

Volksschulbildung. https://volksschulbildung.lu.ch/unterricht_organisation/uo_planen_org_ilink/uo_po_medien_ict/uo_po_si_ict_umsetzung

https://volksschulbildung.lu.ch/unterricht_organisation/uo_planen_org_ilink/uo_po_medien_ict

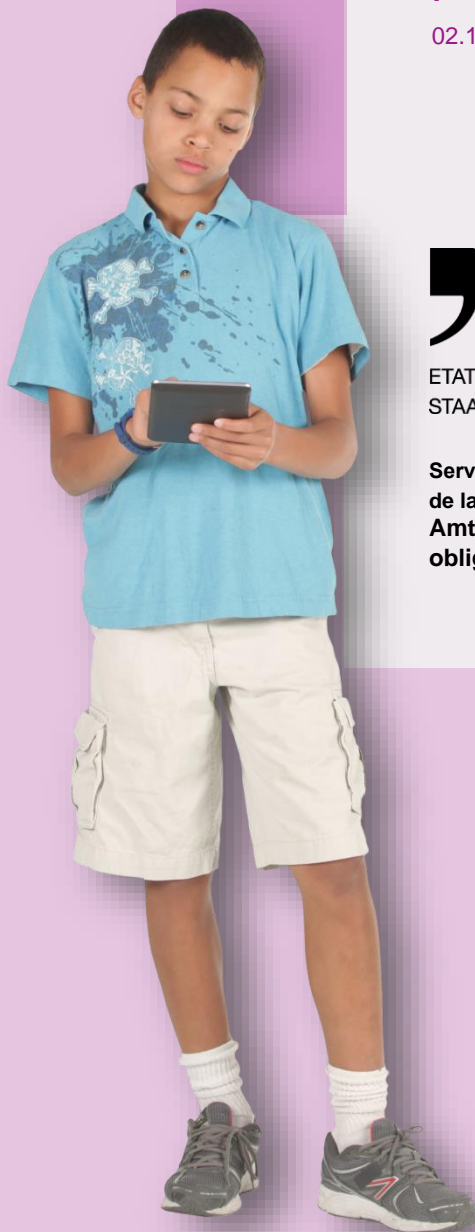
https://volksschulbildung.lu.ch/unterricht_organisation/uo_planen_org_ilink/uo_po_medien_ict/uo_po_si_ict_office365

https://volksschulbildung.lu.ch/unterricht_organisation/uo_planen_org_ilink/uo_po_medien_ict/uo_po_si_ict_geraetebeschaffung

Evaluation Projekt 1to1 OS-Sense

Evaluationsbericht Vergleich der Befragungszeit- punkte 2021 und 2023

02.10.2023



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de l'enseignement obligatoire
de langue allemande EnOA
Amt für deutschsprachigen
obligatorischen Unterricht DOA



Direction de la formation et des affaires culturelles **DFAC**
Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten **BKAD**

Zusammenfassung

Im Mai 2021 wurden alle Lernenden sowie Lehrpersonen der OS Zentren des Sensebezirks zur Nutzung der persönlichen iPads befragt. Im Mai 2023 wurde diese Befragung in ähnlicher Form wiederholt. Der vorliegende Evaluationsbericht stellt die vergleichenden Ergebnisse im Detail vor. Dabei werden einerseits Ergebnisse der verschiedenen Befragungszeitpunkte verglichen und andererseits die Antworten der befragten Zielgruppen gegenübergestellt. Nebst der Häufigkeit und Art der Nutzung der iPads im Unterricht wurden ebenfalls Erkenntnisse in Bezug auf Einführung, Weiterbildung und Begleitung der Lehrpersonen und Lernenden gewonnen. Zusammenfassend kann folgendes Fazit gezogen werden:

- > Die iPads werden im Unterricht unvermindert rege benutzt; die Anwendung in den verschiedenen Fächern ist unterschiedlich häufig. Im Vergleich der zwei verschiedenen Befragungszeitpunkten lässt sich diesbezüglich keine allgemeine Tendenz feststellen. Die Übereinstimmung der Antworten zwischen den befragten Zielgruppen ist 2023 höher als 2021. Verglichen zu 2021 schätzen die Lernenden die Nutzungshäufigkeit 2023 durchschnittlich höher ein.
- > Das iPad wird im Unterricht insbesondere als Arbeitsinstrument beispielsweise zur Informationsrecherche, Kommunikation oder zum Austausch von Materialien benutzt. Die Einschätzung zur Nutzungshäufigkeit nach Aktivität verzeichnet bei Lehrpersonen wie auch bei Lernenden im Verlauf der Befragungszeitpunkte eine Steigerung. Bei den Lernenden fällt diese Steigerung etwas markanter als bei den Lehrpersonen aus.
- > Positive Auswirkungen auf das Lehr- und Lernverhalten sind feststellbar. Der pädagogische Mehrwert zeigt sich deutlich. Die positiven Auswirkungen auf das Lernen der Lernenden werden durch die Lehrpersonen etwas tiefer eingeschätzt als durch die Lernenden. Dies zeigt sich bei beiden Befragungszeitpunkten.
- > Die Einführung des iPads in den Klassen ist erfolgreich verlaufen. Die Zufriedenheit mit der Anschaffung von iPads ist bei Lernenden nach wie vor sehr hoch. Am Einführungskonzept sind deshalb keine Anpassungen vorzunehmen.
- > Das iPad wird auch ausserhalb des Unterrichts verwendet, die Nutzung zu schulischen Zwecken ist häufiger festzustellen als jene zu nicht-schulischen Zwecken. Die iPads werden in der Freizeit unverändert wenig genutzt.
- > Die Einführung, Weiterbildung und Betreuung der Lehrpersonen hat hohe Zufriedenheitswerte erzielt. Das ausgearbeitete und umgesetzte Konzept hat sich bewährt und kann weitergeführt werden. Die Ergebnisse aus der Befragung im Jahr 2023 bestätigen die guten Erfahrungen.
- > Die Rahmenbedingungen sind überdurchschnittlich gut erfüllt. Die Werte in der Befragung von 2023 sind geringfügig tiefer als in der Befragung von 2021.
- > Lehrpersonen und Lernende fühlen sich durch die Einführung und Nutzung der iPads im Unterricht nicht gestresst. Lehrpersonen fühlen sich aufgrund der guten Einführung und Begleitung vor Ort im Einsatz des iPads im Unterricht kompetent. Lernende empfinden den Unterricht mit iPad als tendenziell spannender und das Lernen wird erleichtert.

Die Ergebnisse der erneuten Evaluation deuten insgesamt auf eine erfolgreiche Umsetzung des Konzeptes hin. Die guten Werte aus der ersten Befragung werden mit der zweiten Befragung 2023 bestätigt.

Inhaltsverzeichnis

1	Einleitung	4	4.1	Einführung der Lernenden	16
1.1	Zielsetzung und Zweck	4	4.2	Nutzungshäufigkeit nach Fach	17
1.2	Nutzen	4	4.3	Nutzungshäufigkeit nach Aktivität ..	19
1.3	Arbeitsgruppe «Eval 1to1»	4	4.4	Weiterbildung vor Ort.....	22
2	Evaluationsvorgehen	5	4.5	Begleitung vor Ort	22
2.1	Beteiligte.....	5	4.6	Auswirkungen auf die Lernenden....	23
2.2	Methoden und Instrumente	5	4.7	Auswirkungen auf die eigene Unterrichtstätigkeit.....	24
2.3	Evaluationsbereiche.....	5	4.8	Rahmenbedingungen	25
2.4	Ablauf.....	5	4.9	Befindlichkeit bei der Nutzung.....	26
2.5	Rücklaufquoten	5	5	Vergleich Befragungszeitpunkte und befragtes Zielpublikum	27
2.6	Spiegelung der Ergebnisse	6	5.1	Nutzungshäufigkeit nach Fach	27
3	Befragung der Lernenden	7	5.2	Nutzungshäufigkeit nach Aktivität ..	30
3.1	Einführung.....	7	5.3	Auswirkungen	33
3.2	Nutzungshäufigkeit nach Fach	8	6	Dank	34
3.3	Nutzungshäufigkeit nach Aktivität ..	10	7	Anhang.....	35
3.4	Auswirkungen.....	13	7.1	Befragung der Lehrpersonen.....	35
3.5	Nutzung ausserhalb des Unterrichts zu schulischen Zwecken	14	7.2	Befragung der Lernenden.....	44
3.6	Nutzung ausserhalb des Unterrichts zu privaten Zwecken	14	7.3	Ergebnislink für die Befragung der Lernenden.....	50
3.7	Befindlichkeit bei der Nutzung.....	15	7.4	Ergebnislink für die Befragung der Lehrpersonen.....	50
4	Befragung der Lehrpersonen.....	16			

1 Einleitung

Seit Beginn des Schuljahres 2020/21 wird das Konzept «Medien und Informatik vom 30.01.2019» an allen vier Schulen des Gemeindeverbandes Orientierungsschule Sense umgesetzt. Alle Lernenden und Lehrpersonen wurden mit einem persönlichen iPad ausgerüstet, welches sowohl im Unterricht wie auch privat genutzt werden kann. Die Lehrpersonen wurden Anfang Juli 2020, die Lernenden auf Beginn November 2020 ausgestattet. Weiterbildungen für Lehrpersonen wurden konzipiert, durchgeführt und werden weiterhin angeboten. Die Begleitung wird seit Beginn der Umsetzung durch Ansprechpersonen M&I vor Ort sichergestellt. Im Mai 2021 fand eine erste Befragung der Lehrpersonen und der Lernenden der vier Orientierungsschulen statt. Der Evaluationsbericht kann [hier](#) oder per QR-Code heruntergeladen werden. Eine zweite, fast identische Befragung wurde zwei Jahre später im Mai 2023 durchgeführt. Der vorliegende Evaluationsbericht ist vergleichend über beide Befragungszeiträume ausgelegt.



1.1 Zielsetzung und Zweck

Mit dieser zweiten, fast identischen Befragung lässt sich das Antwortverhalten der befragten Zielgruppen vergleichen und gegenüberstellen. So kann der Evaluationsbericht aufzeigen, ob und wie sich die Nutzung des iPads in den vier Schulen in den letzten zwei Jahren entwickelt hat. In der Befragung von 2023 wurde zusätzlich zu den Fragestellungen von 2021 befragt, wie es den Nutzenden (Lernende und Lehrpersonen) im Umgang mit dem iPad ergeht (Befindlichkeit).

1.2 Nutzen

Die vergleichenden Ergebnisse geben wichtige Hinweise auf die Nutzung der iPads im Unterricht. Auch lassen die Ergebnisse Rückschlüsse auf die Einführung, Begleitung und Unterstützung durch die Ansprechpersonen M&I vor Ort zu. Die gewonnenen Erkenntnisse können für andere Schulen bei der Erarbeitung von Konzepten zur Einführung von Tablets oder anderen Geräten im Unterricht hilfreich sein.

1.3 Arbeitsgruppe «Eval 1to1»

Das DOA mandatierte die AG «Eval 1-to-1» mit der Ausarbeitung der zweiten Umfrage und eines Evaluationsberichts zur Einschätzung der Zielerreichung. Sie setzte sich folgendermassen zusammen:

- > Marianne Küng, Stv. Amtsvorsteherin: Präsidium
- > Frédéric Aeby, Pädagogischer Mitarbeiter Schul- und Qualitätsentwicklung DOA
- > Loraine Schmidhäusler, Pädagogische Mitarbeiterin DOA und Fachstelle Fritic
- > Olivier Fasel, Schuldirektor OS Plaffeien
- > Lukas Birbaum, Ansprechperson M&I OS Düringen
- > Christina Binz, Ansprechperson M&I OS Tafers

2 Evaluationsvorgehen

2.1 Beteiligte

Die quantitative, anonyme Datenerhebung erfolgte bei allen Lernenden der vier OS-Zentren des Sensebezirks (N=1418) und allen Lehrpersonen (N=213). Per Link konnten die Befragten die Onlinebefragung ausfüllen.

2.2 Methoden und Instrumente

Bei der vorliegenden Befragung handelte es sich um eine anonyme und standardisierte Onlinebefragung.

2.3 Evaluationsbereiche

Zu folgenden Bereichen wurden die Lernenden befragt:

- > Nutzungshäufigkeit des iPads in den verschiedenen Fächern
- > Nutzungshäufigkeit des iPads in Bezug auf verschiedene Unterrichtsaktivitäten
- > Einführung in die Nutzung des iPads
- > Auswirkungen auf das eigene Lernen
- > Schulische Nutzung ausserhalb des Unterrichts
- > Nicht-schulische Nutzung ausserhalb des Unterrichts
- > Befindlichkeit bei der Nutzung des iPads

Folgende Bereiche wurden bei Lehrpersonen befragt:

- > Nutzungshäufigkeit des iPads in den verschiedenen Fächern
- > Nutzungshäufigkeit des iPads in Bezug auf verschiedene Unterrichtsaktivitäten
- > Weiterbildung und Begleitung der Lehrpersonen
- > Einführung der Lernenden
- > Auswirkungen auf das Lernen von Lernenden
- > Auswirkungen auf das Lehren von Lehrpersonen
- > Rahmenbedingungen für den Einsatz von iPads
- > Befindlichkeit beim Einsatz von iPads im Unterricht

Die Befragungssitems sind im [Anhang](#) dargestellt.

2.4 Ablauf

Die Konzeption der Evaluation durch die Arbeitsgruppe erfolgte von Januar bis April 2023. Die Datenerhebung startete am 24. April und endete am 31. Mai 2023. Im Juni wurden die Daten ausgewertet. Der Evaluationsbericht wurde in der Folge erstellt, durch die Arbeitsgruppe in mehreren Sitzungen besprochen und am 02.10.2023 validiert.

2.5 Rücklaufquoten

Die mittlere Rücklaufquote betrug bei den Lernenden 81% (72% bei der Befragung 2021) und bei den Lehrpersonen 63% (58% bei der Befragung 2021).

67 Lehrpersonen gaben anlässlich der zweiten Befragung im Jahr 2023 an, bereits bei der ersten Befragung von 2021 geantwortet zu haben. Vergleiche von allen Antworten von 2021 mit den 67 Antworten der Lehrpersonen, welche an beiden Befragungen teilgenommen haben, ergaben keine signifikanten Unterschiede zum Vergleich der Antworten von 2021 mit allen Antworten von 2023. Aus diesem Grund wurden für die Ergebnisdarstellung ausschliesslich alle Antworten von 2021 mit allen Antworten von 2023 verglichen und gegenübergestellt.

2.6 Spiegelung der Ergebnisse

Die unkommentierten Ergebnisse dieser Befragung wurden den Schulen zur Verfügung gestellt. Die entsprechenden Links sind im [Anhang](#) aufgeführt.

3 Befragung der Lernenden

3.1 Einführung

Ergebnisse 2021: Wie hast du die Einführung des iPads erlebt?

■ trifft nicht zu
 ■ trifft eher nicht zu
 ■ trifft eher zu
 ■ trifft zu



Ergebnisse 2023: Wie hast du die Einführung des iPads erlebt?

■ trifft nicht zu
 ■ trifft eher nicht zu
 ■ trifft eher zu
 ■ trifft zu



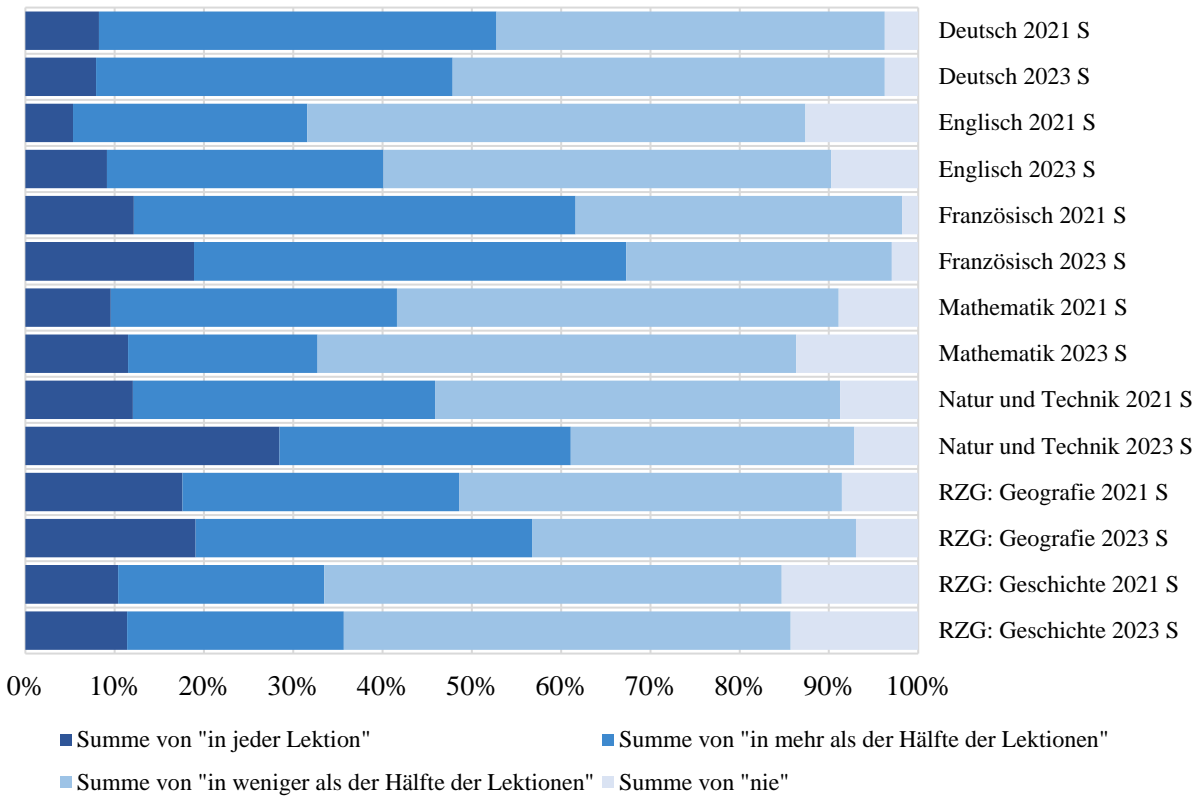
Vergleicht man die Ergebnisse fällt Folgendes auf:

- > Die Ergebnisse sind auch bei der zweiten Befragung insgesamt sehr hoch (mind. 90.8% der Antworten im positiven Bereich).
- > Die Werte von 2023 unterscheiden sich in Bezug zur Befragung 2021 kaum (Streuung von -4.4% bis +2% im Bereich der positiven Antworten).
- > Der Anteil an «trifft nicht zu» ist bei der Befragung 2023 mit Ausnahme der letzten Frage geringfügig höher (maximal 3.5% mehr Antworten «trifft nicht zu»).

Insgesamt verlief die Einführung der iPads auch 2023 sehr zufriedenstellend. Die Antworten im Positivbereich betragen auch bei der Befragung 2023 zwischen 90,8% bis 93.2%. Die Ziele wurden erreicht und zukünftige Einführungen in den Klassen sollten sich am bestehenden Konzept orientieren.

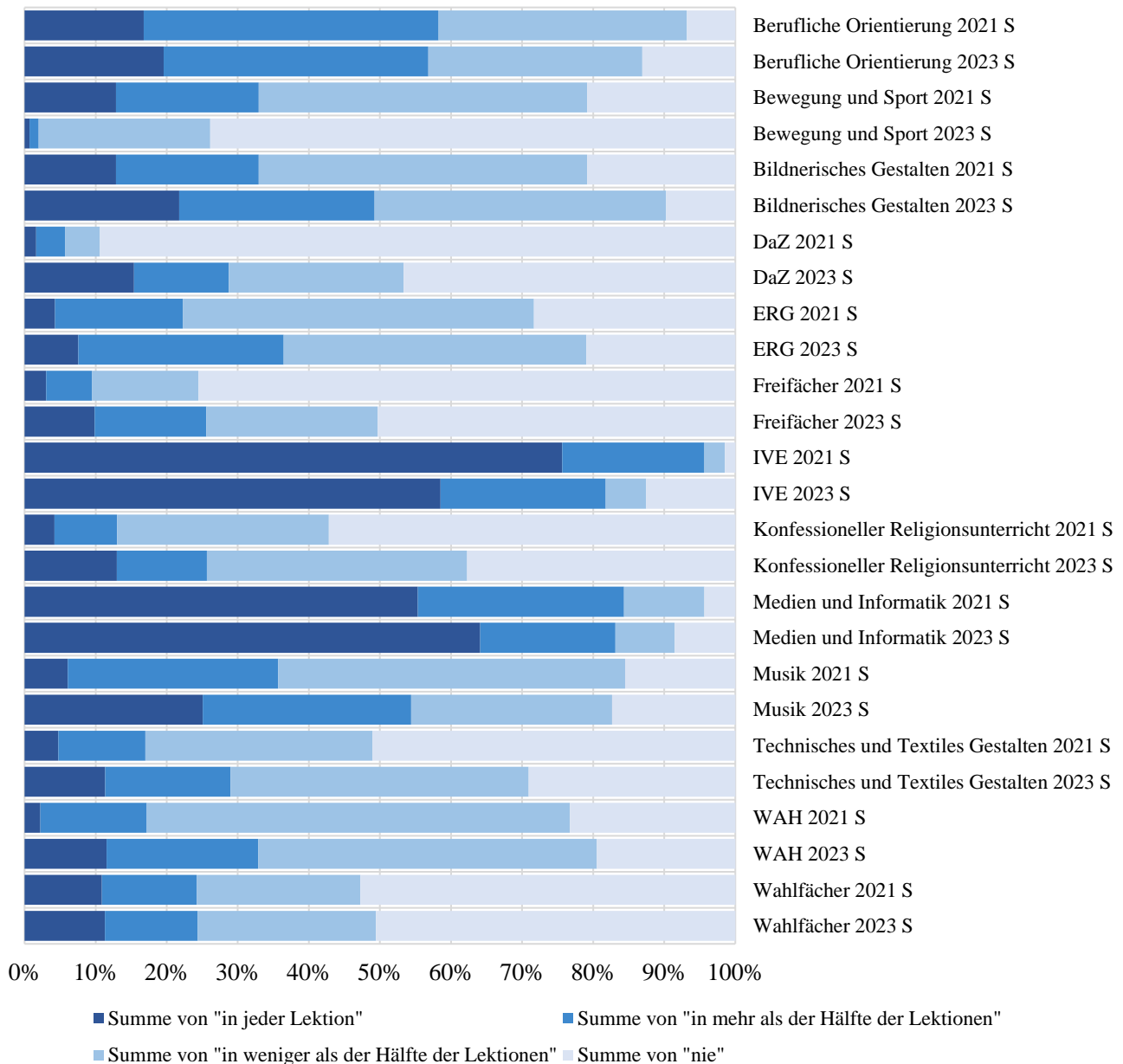
3.2 Nutzungshäufigkeit nach Fach

Die Darstellung der Ergebnisse wird in verschiedenen «Fächergruppen» angezeigt.



Bei den für die Durchlässigkeit relevanten Fächern (Deutsch, Französisch, Mathematik, Natur und Technik, RZG: Geografie, RZG: Geschichte) lassen sich folgende Punkte festhalten:

- > Der Anteil der Antworten «in jeder Lektion» ist bis auf die Ausnahme «Deutsch» in der Befragung von 2023 höher als in der Befragung von 2021.
- > Für den Anteil der Antworten «nie» lässt sich keine allgemeine Tendenz feststellen.
- > Die Häufigkeit der Nutzung des iPads in diesen Fächern ist in beiden Befragungszeitpunkten sehr ähnlich.
- > Im Fach «Natur und Technik» wird das iPad aus der Sicht der Lernenden verglichen zur ersten Befragung massiv häufiger genutzt. Der Anteil der Antworten «in jeder Lektion» erhöht sich um 16.5% auf 28.5%.
- > Im Fach «RZG: Geschichte» wird das iPad am wenigsten häufig eingesetzt. Die Werte für dieses Fach sind bei beiden Befragungszeitpunkten am tiefsten.



Bei den übrigen Fächern lassen sich folgende Punkte festhalten:

- > In «IVE» (Individuelle Vertiefung und Erweiterung) wird das iPad am meisten verwendet.
- > Ebenso wird das iPad in «Medien und Informatik» sehr häufig benutzt.
- > Die deutlichsten Veränderungen vom ersten zum zweiten Befragungszeitpunkt lassen sich in den Fächern «Bewegung und Sport» sowie «DaZ» feststellen. Bei «Bewegung und Sport» erreichen die «nie»-Werte einen sehr hohen Anteil und in «DaZ» reduziert sich der Anteil an Antworten des Typs «nie» sehr deutlich.
- > In den folgenden Fächern verändern sich die Werte von 2021 zu den Ergebnissen von 2023 kaum:
 - «Berufliche Orientierung»
 - «Wahlfächer»
- > Eine erhöhte Nutzungshäufigkeit aus der Sicht der Lernenden verglichen zu 2021 lässt sich für folgende Fächer feststellen:

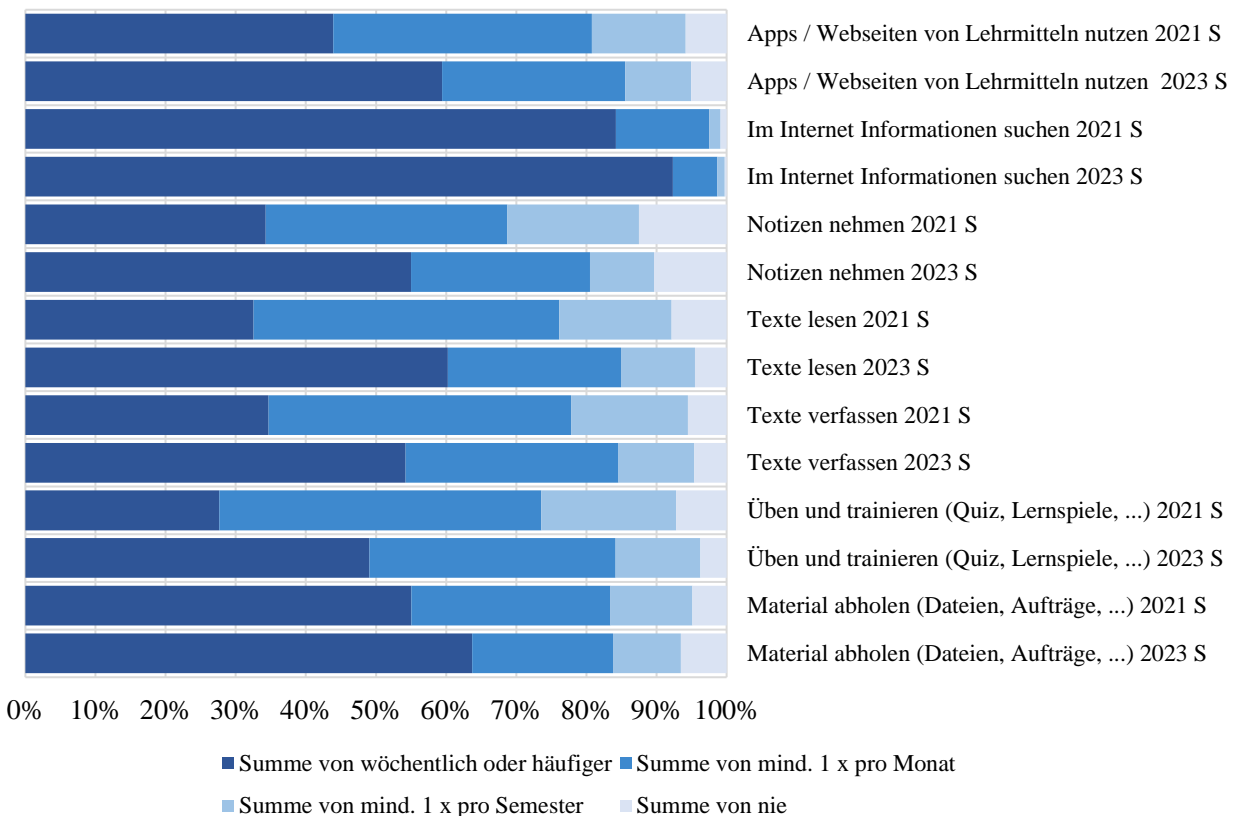
«Bildnerisches Gestalten»	«ERG»	«WAH»
«Technisches und Textiles Gestalten»	«Musik»	«Freifächer»
«Konfessioneller Religionsunterricht»		

3.3 Nutzungshäufigkeit nach Aktivität

Die Darstellung der Nutzungshäufigkeit nach Aktivität ist in mehrere «Aktivitätsgruppen» unterteilt. Bei der ersten Gruppe war anzunehmen, dass die Werte ziemlich hoch sein würden, weil für die beschriebenen Aktivitäten der Einsatz des iPads prädestiniert scheint. Bei weiteren Gruppen werden Aktivitäten aufgeführt, welche im Unterricht grundsätzlich auch ohne Nutzung von iPads weniger häufig vorkommen. Bei der Interpretation der Ergebnisse ist dieser Umstand zu berücksichtigen. Die Werte verschiedener Aktivitäten dürfen deshalb nicht beliebig miteinander in Bezug gebracht werden. Beispielsweise werden Texte grundsätzlich im Unterricht viel häufiger gelesen als Lernvideos hergestellt. Deshalb ist es auch nicht erstaunlich, dass das iPad zum Lesen von Texten massiv häufiger eingesetzt wird als zum Herstellen von Lernvideos. Bei der Besprechung der Ergebnisse wird folglich stärker auf die Veränderung der Ergebnisse hinsichtlich der beiden Befragungszeitpunkte eingegangen als auf die Unterschiede zwischen Aktivitäten.

Folgende Fragestellung wurde einleitend verwendet:

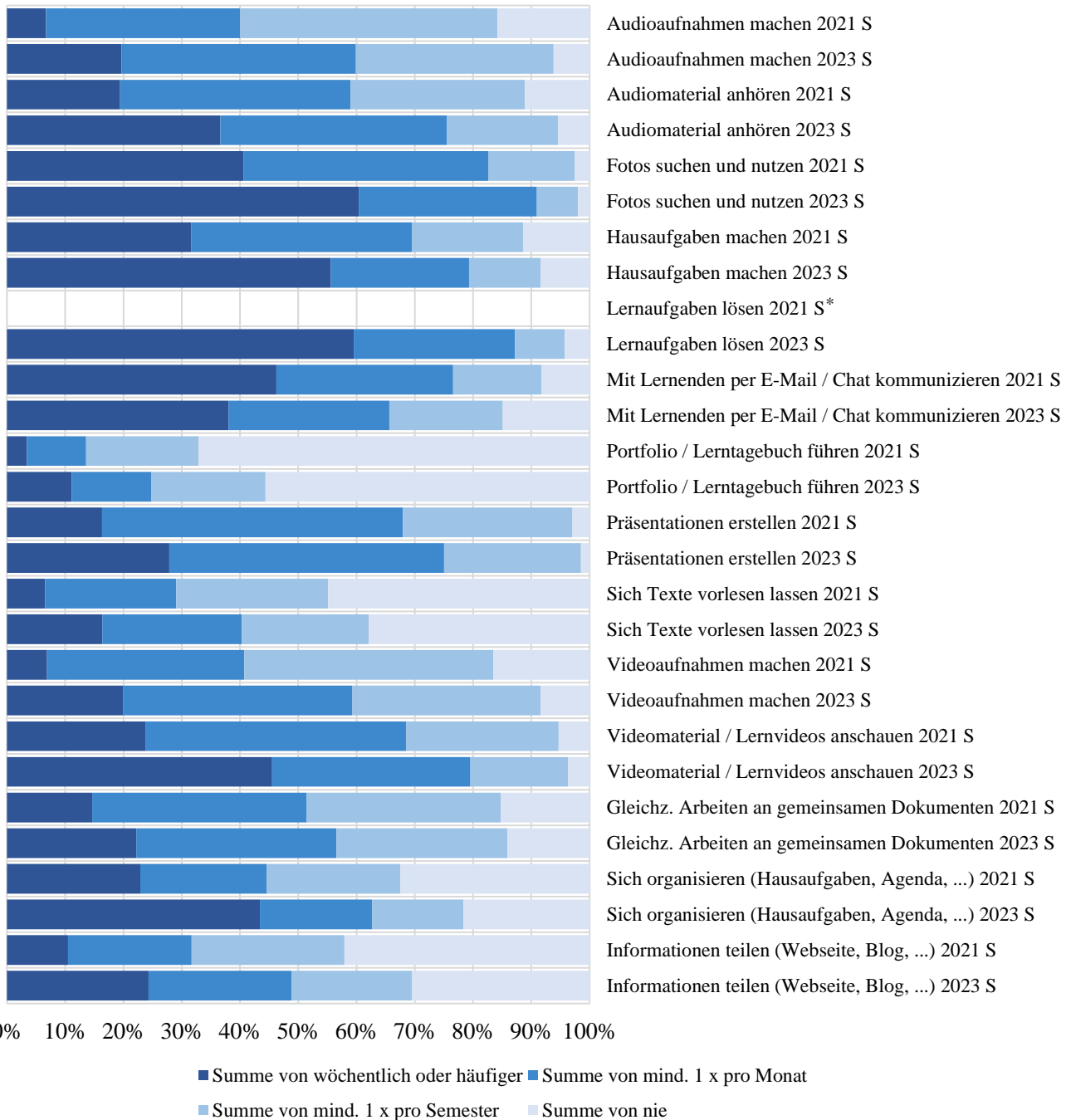
Wie häufig hast du dein iPad im Unterricht in diesem Schuljahr für folgende Aktivitäten eingesetzt?



Vergleicht man die Ergebnisse von 2021 mit den Ergebnissen von 2023 ergeben sich folgende Feststellungen:

- > Bei allen Aktivitäten aus dieser Gruppe hat sich die Nutzungshäufigkeit gemäss Einschätzung der Lernenden erhöht.
- > Der Anteil der Antworten «wöchentlich oder häufiger» bewegt sich zwischen knapp unter 50% (Üben und trainieren) und über 90% (Im Internet Informationen suchen).
- > Die Werte für den Antworttyp «nie» fallen bis auf eine Ausnahme («Material abholen») in den Ergebnissen der Befragung von 2023 tiefer aus. Der höchste Wert liegt bei knapp über 10% (Notizen nehmen).

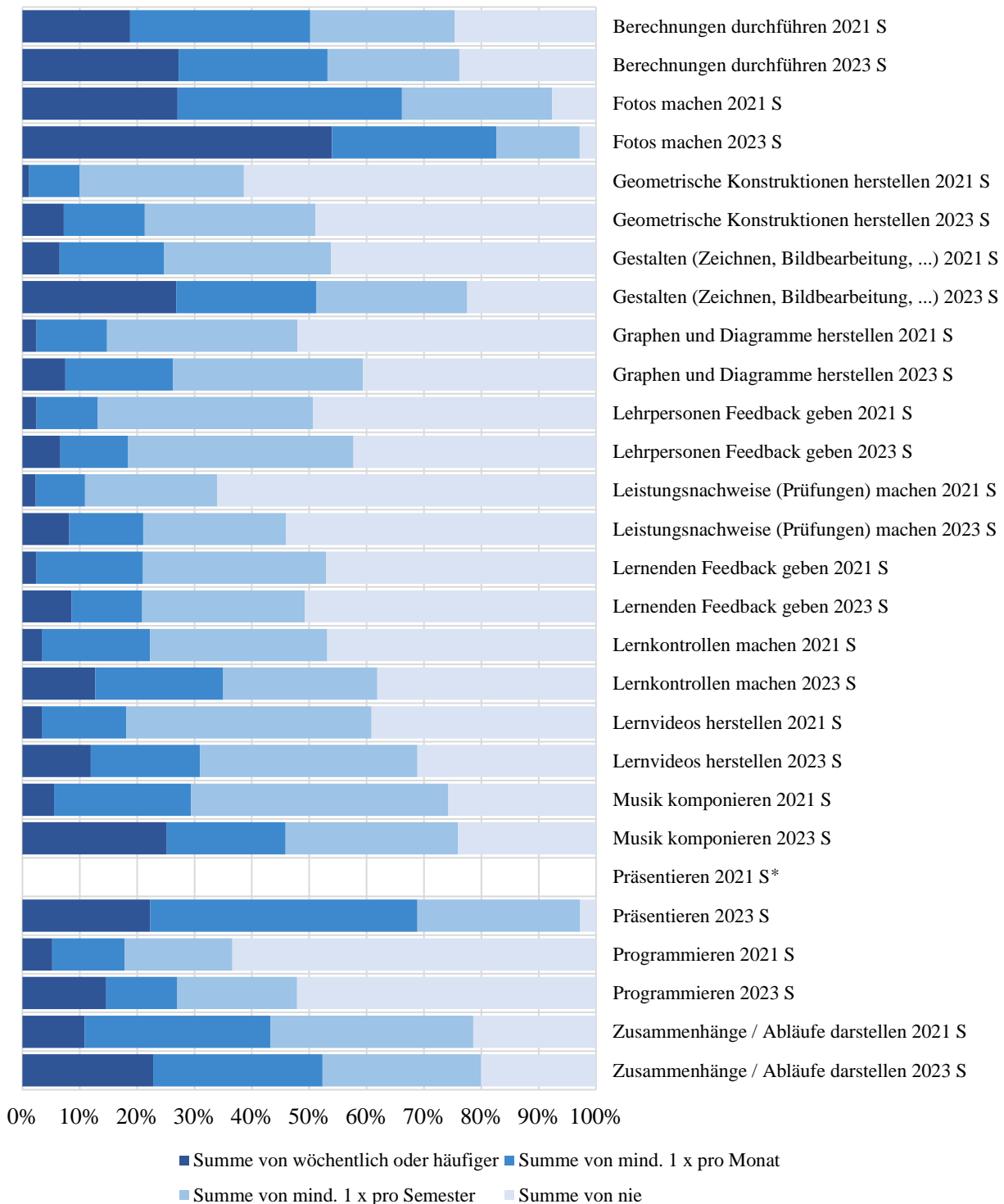
Insgesamt zeigt sich eine rege Nutzung des iPads für die ausgewählten Aktivitäten; die Werte aus 2021 wurden in der Befragung von 2023 übertroffen.



Für die zweite Gruppe von Aktivitäten lassen sich folgende Tendenzen ableiten:

- > Die Tendenz aus dem Vergleich für die erste Gruppe von Aktivitäten zeigt sich auch hier. Die Nutzungshäufigkeit stieg im Jahr 2023 verglichen zu 2021 bei allen Aktivitäten mit einer Ausnahme:
- > Für die Aktivität «Mit Lernenden per E-Mail / Chat kommunizieren» werden im Jahr 2023 geringfügig tiefere Werte erzielt.
- > Folgende Aktivitäten haben in dieser Gruppe den grössten Zuwachs erfahren:
 - «Audioaufnahmen machen»
 - «Hausaufgaben machen»
 - «Videomaterial / Lernvideos anschauen»
 - «Videoaufnahmen machen»
 - «Sich organisieren»

*«Lernaufgaben lösen» wurde neu in der Befragung von 2023 als Aktivität hinzugefügt. Deshalb sind keine Vergleiche mit 2021 möglich. Erfreulicherweise wird aber das iPad auch für diese Aktivität sehr rege genutzt; fast 60% der Antworten fallen auf wöchentlich oder häufiger.



Für die letzte Gruppe lässt sich Folgendes feststellen:

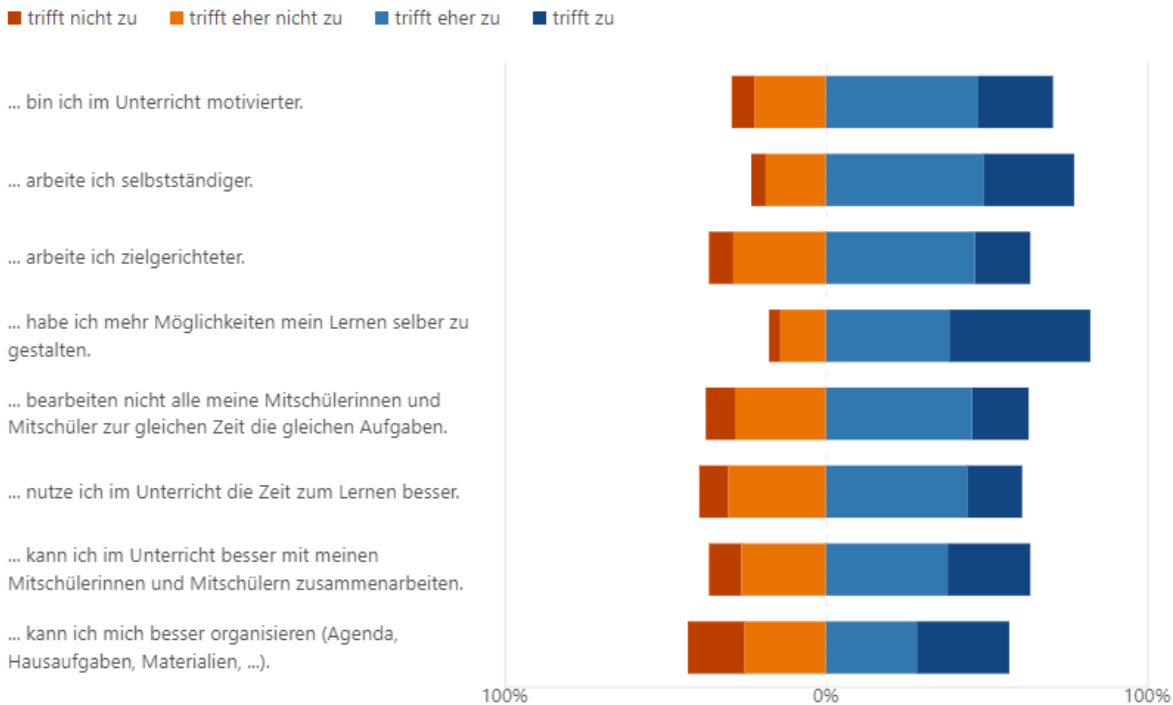
- > Die Nutzungshäufigkeit steigt 2023 verglichen zu 2021 bei allen Aktivitäten der letzten Gruppe, dies auch bei Aktivitäten, die in der Regel weniger häufig im Unterricht zu sehen sind.
- > Der Anteil von «nie»-Antworten sinkt bei allen Aktivitäten mit einer Ausnahme. Bei «Lernenden Feedback geben» wächst der «nie»-Anteil 2023 lediglich um circa 5%.

*«Präsentieren» wurde neu in der Befragung von 2023 als Aktivität hinzugefügt. Deshalb sind keine Vergleiche mit 2021 möglich. Erfreulicherweise wird das iPad auch für diese Aktivität rege benutzt; fast 70% der Lernenden setzen das iPad mindestens einmal im Monat dafür ein.

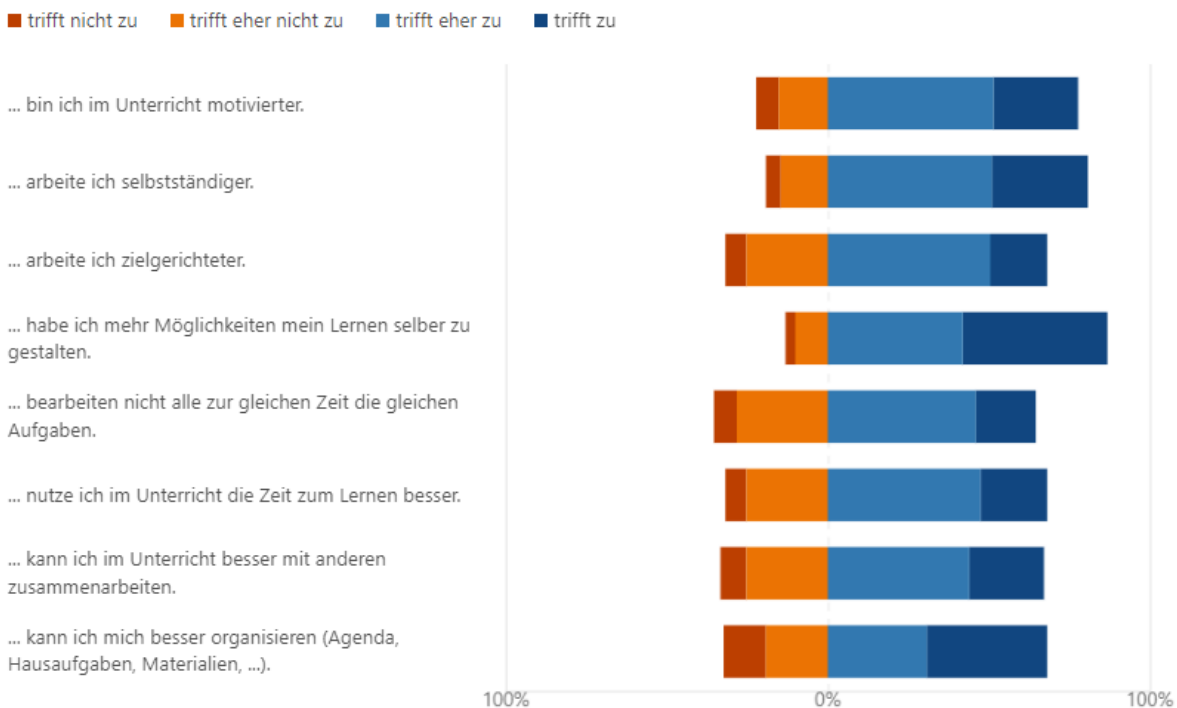
3.4 Auswirkungen

Nebst der Anwendungshäufigkeit waren die Auswirkungen auf das Lernen und Lehren ein weiterer wichtiger Fokus der Befragungen. Wenn die Nutzung des iPads das Lernen und das Lehren unterstützt, erzeugt dessen Einsatz einen pädagogischen Mehrwert.

Ergebnisse 2021: Durch den Einsatz des iPads ...



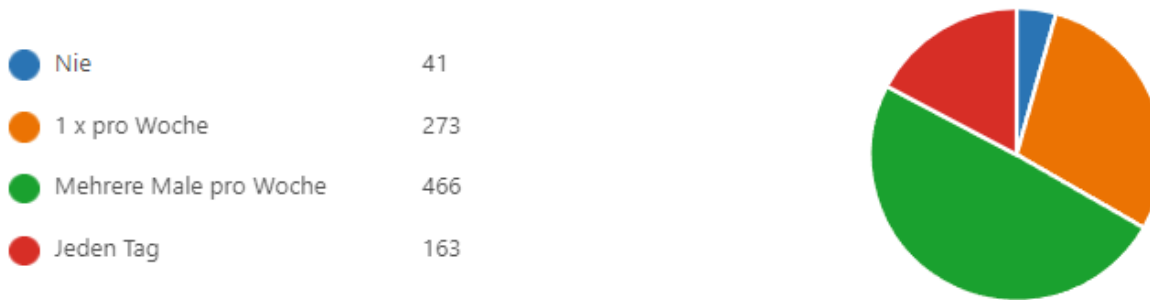
Ergebnisse 2023: Durch den Einsatz des iPads ...



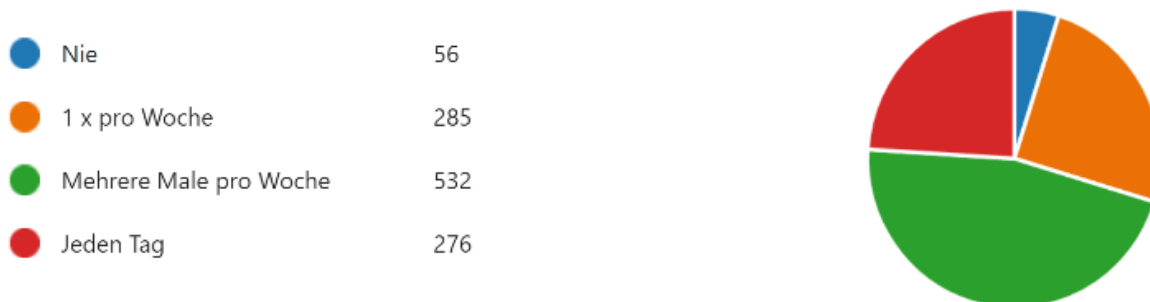
Die Ergebnisse aus den beiden Befragungszeitpunkten unterscheiden sich kaum und sind sowohl 2021 wie auch 2023 mit grosser Mehrheit auf der positiven Seite der Antwortskala («trifft eher zu» oder «trifft zu»). Die positiven Werte von 2023 übertreffen die Werte von 2021 ganz leicht und der Anteil der «trifft nicht zu»-Antworten ist 2023 etwas kleiner.

3.5 Nutzung ausserhalb des Unterrichts zu schulischen Zwecken

Ergebnisse 2021: Wie oft hast du das iPad in diesem Schuljahr ausserhalb des Unterrichts für die Schule genutzt?



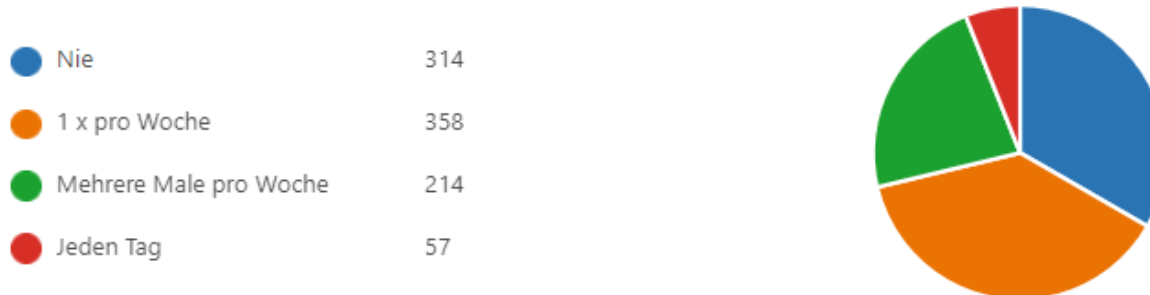
Ergebnisse 2023: Wie oft hast du das iPad in diesem Schuljahr ausserhalb des Unterrichts für die Schule genutzt?



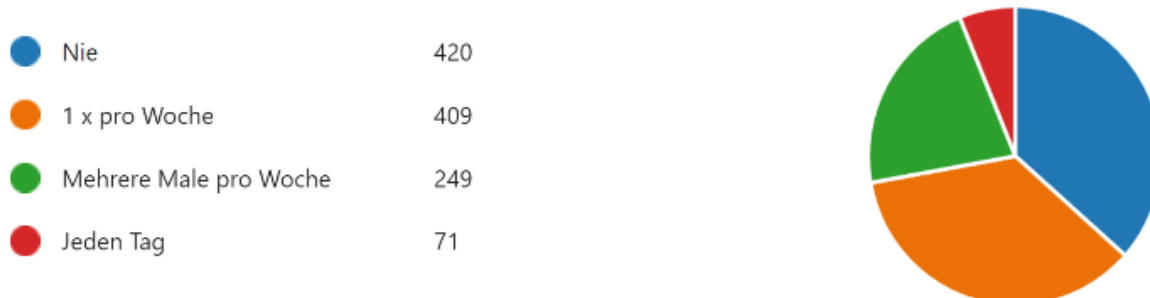
Verglichen zu 2021 nutzen Lernende das iPad zum zweiten Befragungszeitpunkt etwas weniger ausserhalb des Unterrichts zu schulischen Zwecken. Die Werte von 2021 und 2023 gleichen sich aber mehrheitlich und eine Verschiebung des Anwendungsverhaltens lässt sich nicht feststellen. Der Anteil von «jeden Tag» ist im Jahr 2023 um 6.6% gewachsen.

3.6 Nutzung ausserhalb des Unterrichts zu privaten Zwecken

Ergebnisse 2021: Wie oft hast du das iPad in diesem Schuljahr in deiner Freizeit für Privates genutzt?



Ergebnisse 2023: Wie oft hast du das iPad in diesem Schuljahr in deiner Freizeit für Privates genutzt?



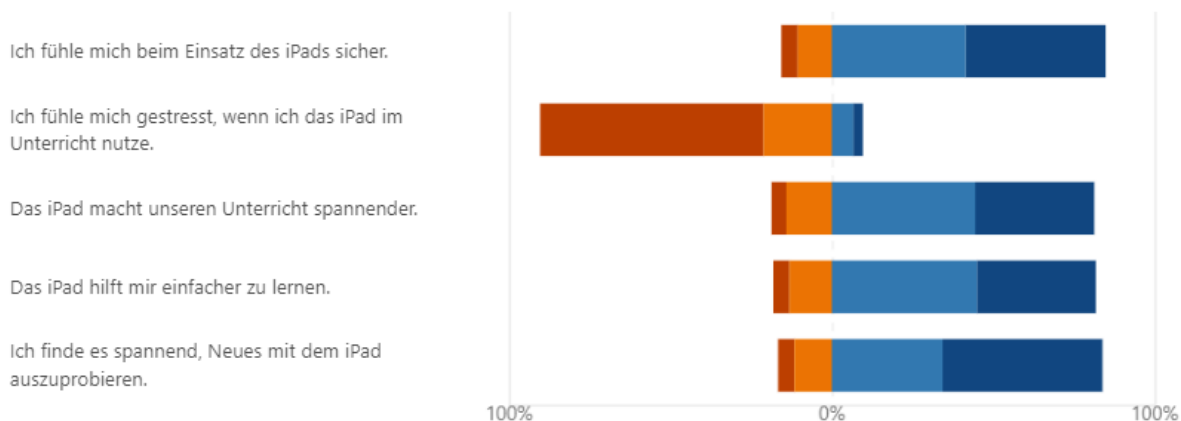
Bei der Nutzung des iPads in der Freizeit für private Zwecke, zeigt sich für beide Befragungszeitpunkte ein praktisch unverändertes Bild. Das iPad wird sehr selten für Privates genutzt. Die Vermutung liegt nahe, dass für private Zwecke eher das persönliche Smartphone benutzt wird.

3.7 Befindlichkeit bei der Nutzung

Dieser Fragebereich ist nur Teil der Befragung von 2023. Deshalb sind keine Vergleiche zu 2021 möglich. Die iPads sind seit drei Jahren im Einsatz und insbesondere die Lernenden der 11H haben das Gerät während fast ihrer gesamten OS-Zeit nutzen können. Es ist von Interesse, wie es den Lernenden mit der Nutzung des iPads ergeht.

Inwieweit treffen die Aussagen für dich zu?

■ trifft nicht zu ■ trifft eher nicht zu ■ trifft eher zu ■ trifft zu



Die Antworten zeigen sehr deutlich, dass sich die meisten Lernenden mit dem Einsatz des iPads wohlfühlen.

Bei allen fünf Fragen erzielen die Summe der beiden Positivwerte («trifft zu» und «trifft eher zu») einen sehr hohen Anteil (81.2% bis 90.2%). Die Werte für die zweite Frage müssen invertiert gelesen werden. Über 90% der Lernenden gaben an, nicht gestresst (70%) oder eher nicht gestresst zu sein, wenn sie das iPad nutzen.

4 Befragung der Lehrpersonen

4.1 Einführung der Lernenden

Bei der vorliegenden Frage haben nur Lehrpersonen geantwortet, welche an der Einführung in einer Klasse beteiligt waren.

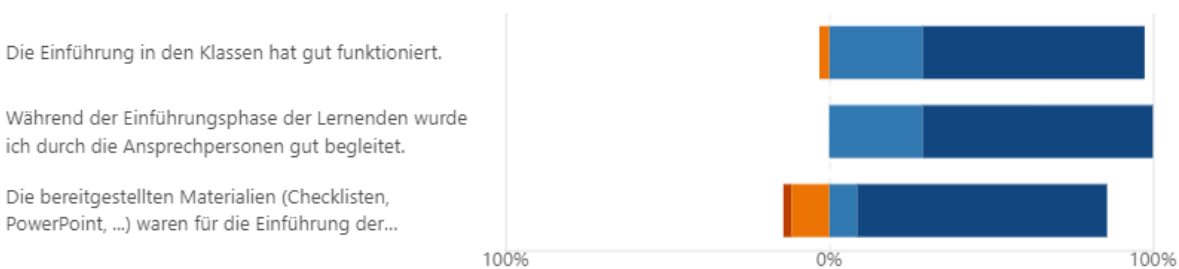
Ergebnisse 2021: Wie ist aus deiner Sicht die Einführung des iPads bei den Lernenden verlaufen?

■ trifft nicht zu ■ trifft eher nicht zu ■ trifft eher zu ■ trifft zu



Ergebnisse 2023: Wie ist aus deiner Sicht die Einführung des iPads bei den Lernenden verlaufen?

■ trifft nicht zu ■ trifft eher nicht zu ■ trifft eher zu ■ trifft zu



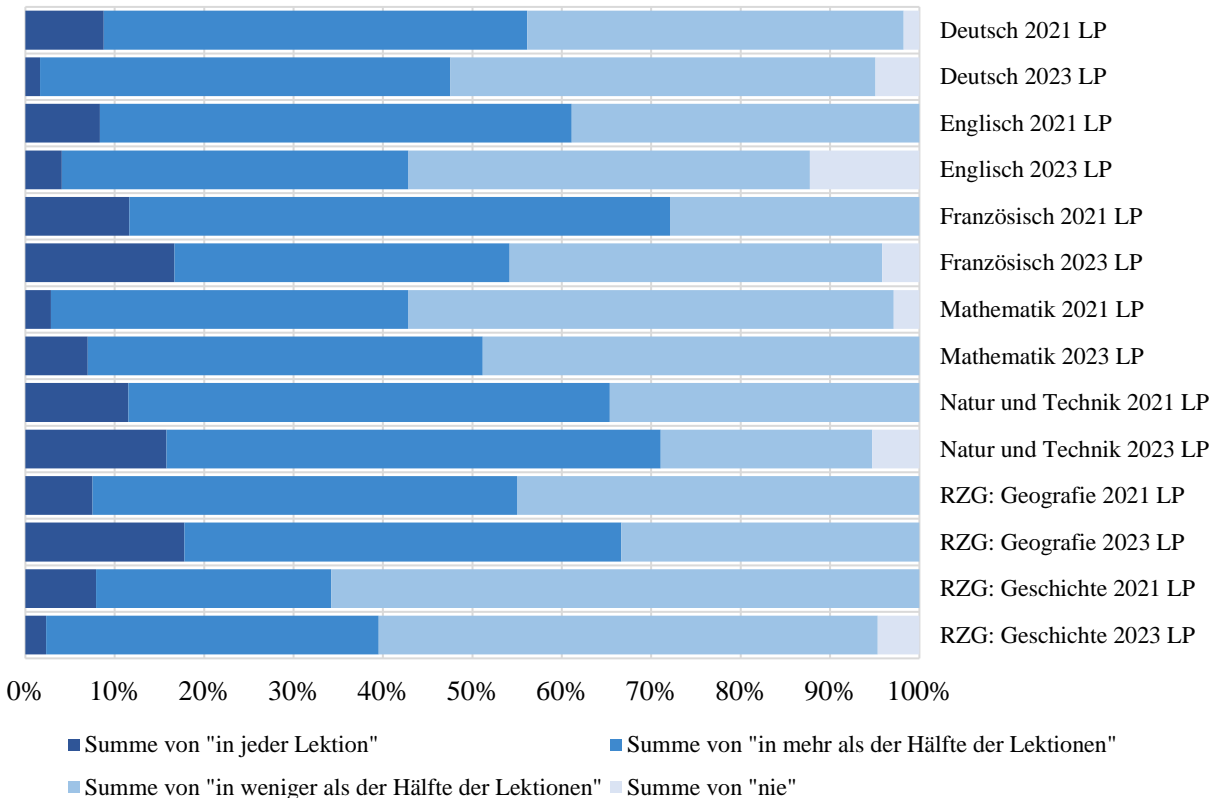
Vergleicht man die Ergebnisse zu den beiden Befragungszeitpunkten, lässt sich Folgendes feststellen:

- > Das Antwortverhalten ist sehr ähnlich. Alle drei Fragen werden auch 2023 von einer grossen Mehrheit im positiven Bereich eingeschätzt.
- > Bei der Begleitung durch die Ansprechpersonen bei der Einführung gibt es 2023 keine negativen Antworten mehr.
- > Der Negativanteil an Antworten ist bei der letzten Frage (Hilfreiche Materialien bei der Einführung) von 2021 zu 2023 gestiegen.

Insgesamt sind die Einschätzungen der Lehrpersonen in diesem Frageblock ähnlich wie 2021. Daraus lässt sich ableiten, dass die Einführung in den Klassen aus Sicht der Lehrpersonen unverändert gut verlaufen ist. Es besteht deshalb keinerlei Bedarf an Anpassungen der gelebten Praxis. Zukünftige Einführungen können somit auf der bewährten Grundlage angegangen werden.

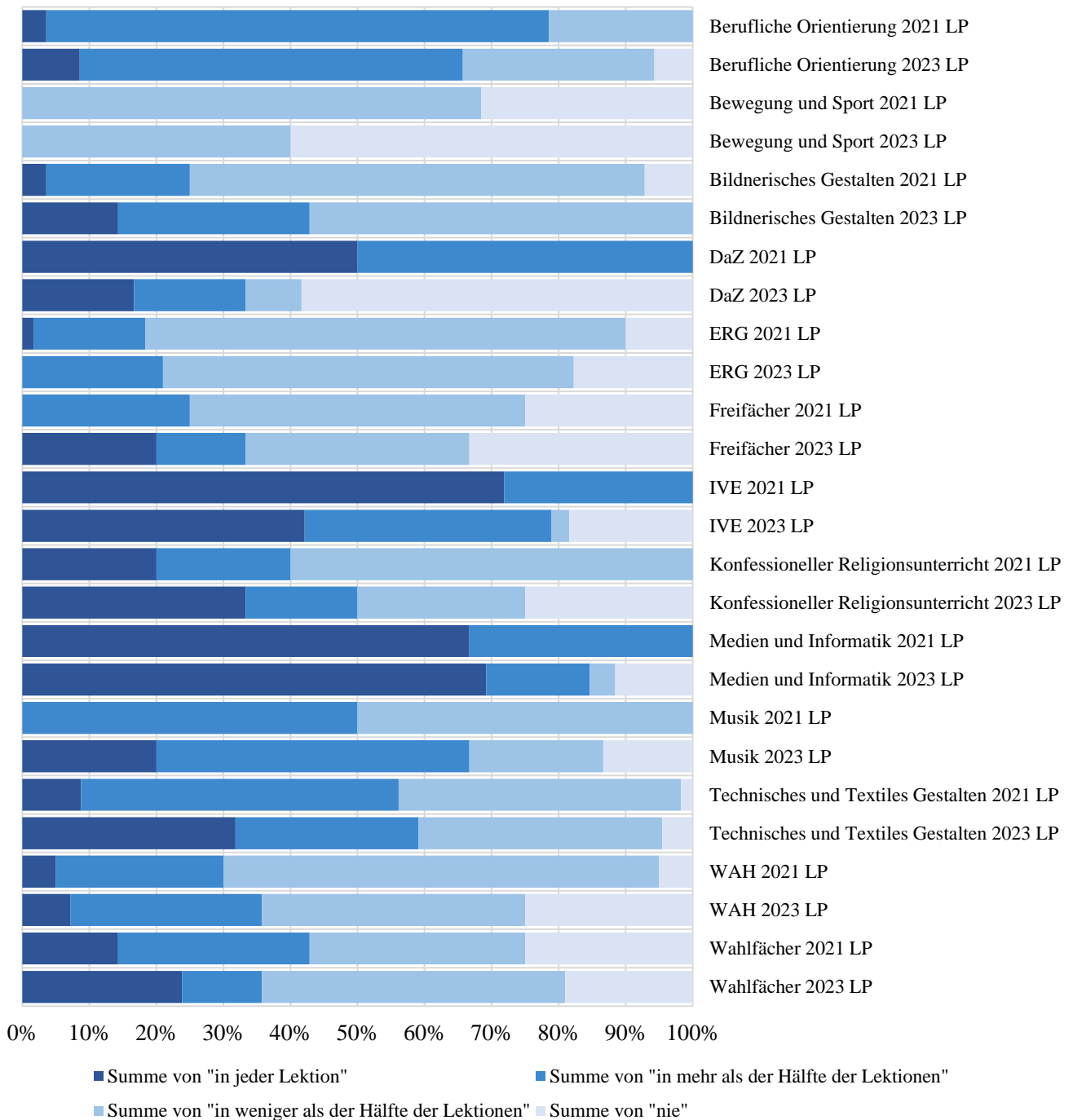
4.2 Nutzungshäufigkeit nach Fach

Die Darstellung der Ergebnisse der Lehrpersonenbefragung wird in gleichen Gruppen angezeigt wie die Darstellung der Ergebnisse aus der Befragung der Lernenden.



Bei den für die Durchlässigkeit relevanten Fächern lassen sich folgende Punkte festhalten:

- > Der Anteil der Antworten «in jeder Lektion» ist in vier der sieben Fächer im Jahr 2023 höher als 2021.
- > Der Anteil der Antworten «nie» ist 2023 im Vergleich zu 2021 tendenziell leicht gestiegen (bis zu mehr als 10%).
- > Innerhalb der dargestellten Fächergruppe wird das iPad im Fach «Natur und Technik» aus Sicht der Lehrpersonen am häufigsten eingesetzt.
- > Im Fach «RZG: Geschichte» wird das iPad aus Sicht der Lehrpersonen in der Befragung 2023 am wenigsten häufig eingesetzt. In der Befragung 2021 lagen die tiefsten Werte beim Fach «Mathematik».
- > Im Fach «RZG: Geografie» wird das iPad verglichen zum ersten Befragungszeitpunkt vermehrt eingesetzt. Gleichzeitig weist dieses Fach gemeinsam mit «Mathematik» und «Französisch» keine Antworten in der Kategorie «nie» auf.



Bei den übrigen Fächern lassen sich folgende Punkte festhalten:

- > In «IVE» wird das iPad deutlich weniger verwendet als zum Befragungszeitpunkt 2021
- > Die grossen Unterschiede für «DaZ» könnten sich dadurch erklären, dass für dieses Fach sowohl 2021 wie auch 2023 sehr wenige Einschätzungen eingegangen sind.
- > Das iPad wird aus der Sicht der Lehrpersonen in «Medien und Informatik» sehr häufig benutzt. Es ist dasjenige Fach, welches in der Befragung von 2023 am meisten Antworten der Kategorie «in jeder Lektion» aufweist (ca. 68%).
- > Im Vergleich zu 2021 stellen Lehrpersonen eine gesteigerte Nutzungshäufigkeit in den folgenden Fächern fest:

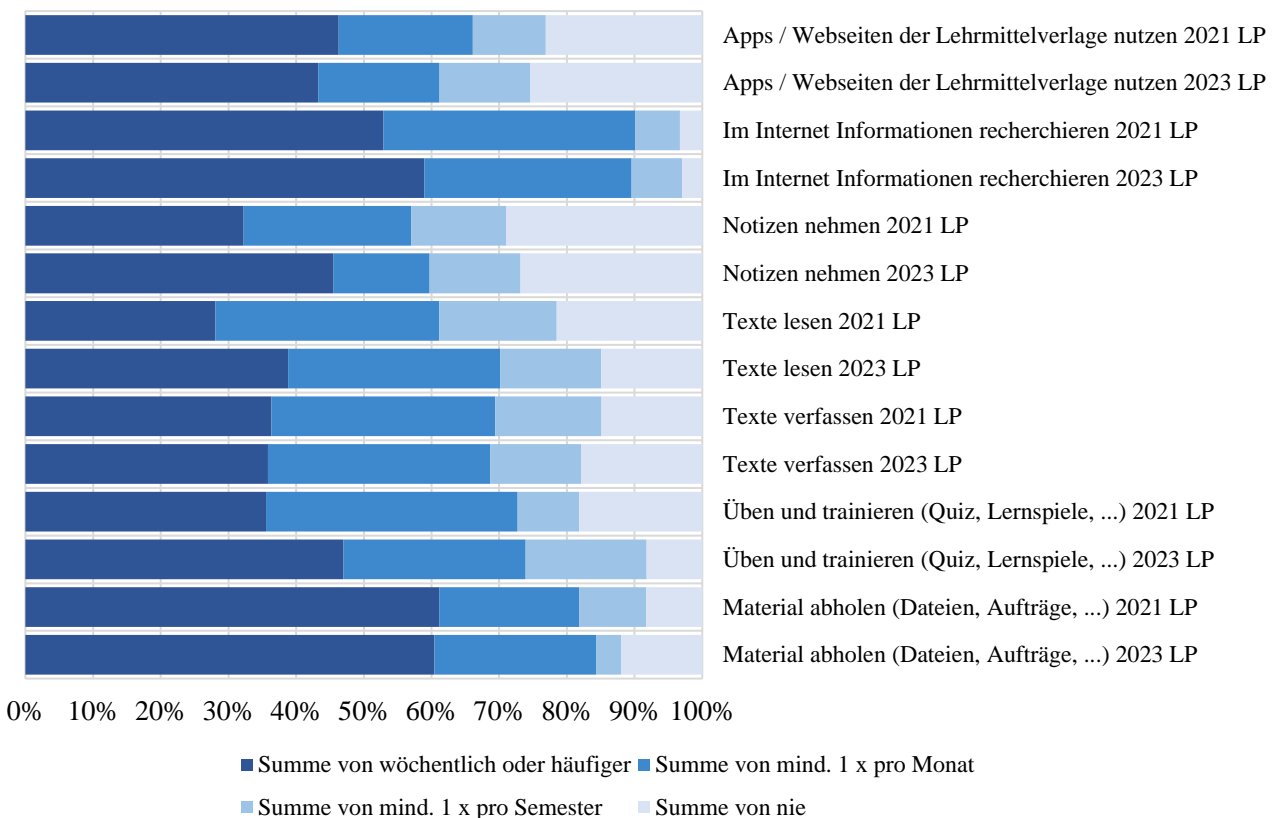
«Bildnerisches Gestalten»	«Freifächer»	«Musik»
«Konfessioneller Religionsunterricht»	«Wahlfächer»	«ERG»
		«TTG»

4.3 Nutzungshäufigkeit nach Aktivität

Die Darstellung der Nutzungshäufigkeit nach Aktivität ist auch bei der Befragung der Lehrpersonen in mehrere Gruppen unterteilt. Was für die Ergebnisdarstellung der Befragung der Lernenden gilt, wird auch für die Darstellung der Lehrpersonenbefragung angewendet: Bei der ersten Gruppe war die Vermutung, dass die Werte ziemlich hoch sein würden, weil der Einsatz des iPads für die beschriebenen Aktivitäten prädestiniert scheint. Mit zunehmender Anzahl der Gruppen werden Aktivitäten aufgeführt, welche im Unterricht grundsätzlich auch ohne Nutzung von iPads weniger häufig vorkommen. Bei der Interpretation der Ergebnisse muss dieser Umstand berücksichtigt werden. Die Werte verschiedener Aktivitäten dürfen deshalb nicht beliebig miteinander in Bezug gebracht werden. Texte werden grundsätzlich im Unterricht viel häufiger gelesen als Lernvideos hergestellt. Deshalb ist es auch nicht erstaunlich, dass das iPad zum Lesen von Texten massiv häufiger eingesetzt wird als zum Herstellen von Lernvideos. Bei der Besprechung der Ergebnisse wird folglich mehr auf die Veränderung der Ergebnisse zu den beiden Befragungszeitpunkten eingegangen als auf die Unterschiede zwischen Aktivitäten.

Folgende Fragestellung wurde einleitend verwendet:

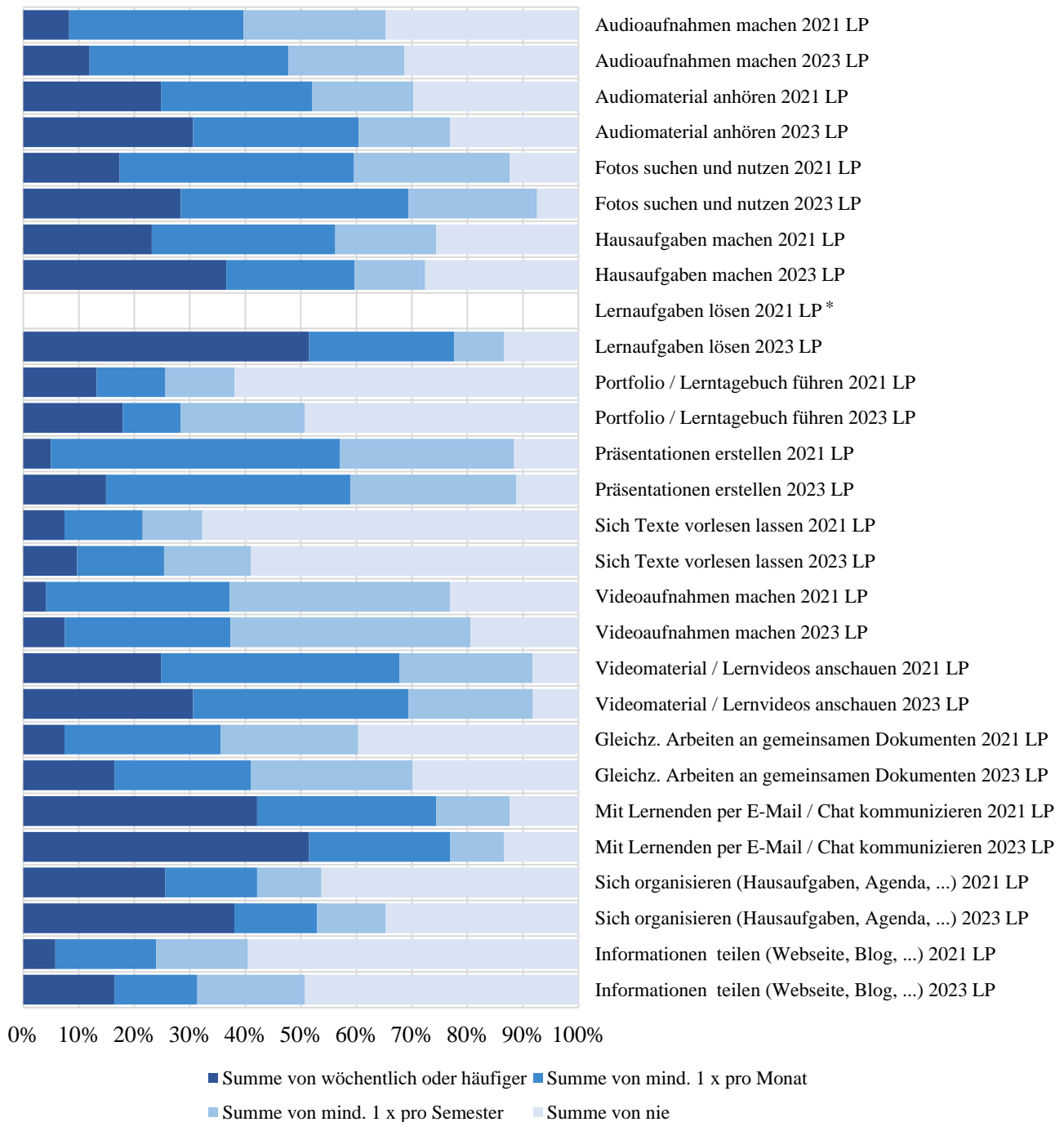
Wie häufig haben die Lernenden ihr iPad in deinem Unterricht für folgende Aktivitäten eingesetzt?



Vergleicht man die Ergebnisse von 2021 mit den Ergebnissen von 2023 ergeben sich folgende Feststellungen:

- > Bei allen Aktivitäten aus dieser Gruppe hat sich die Nutzungshäufigkeit gemäss Einschätzung der Lehrpersonen erhöht oder ist unverändert auf dem gleichen Niveau wie 2021. Die Nutzung von «Apps /Webseiten von Lehrmittelverlagen» hat geringfügig abgenommen
- > Der Anteil der Antworten «wöchentlich oder häufiger» bewegt sich zwischen knapp unter 30% (Texte lesen) und über 60% (Material abholen).
- > Für die Entwicklung der Werte für den Antworttyp «nie» lässt sich keine Tendenz feststellen. Bei drei der sieben Fächer wächst dieser Anteil in geringem Masse (max. 5%).

Insgesamt zeigt sich eine rege Nutzung des iPads für die ausgewählten Aktivitäten; die Werte aus 2021 wurden in der Befragung von 2023 nicht mehr ganz erreicht.

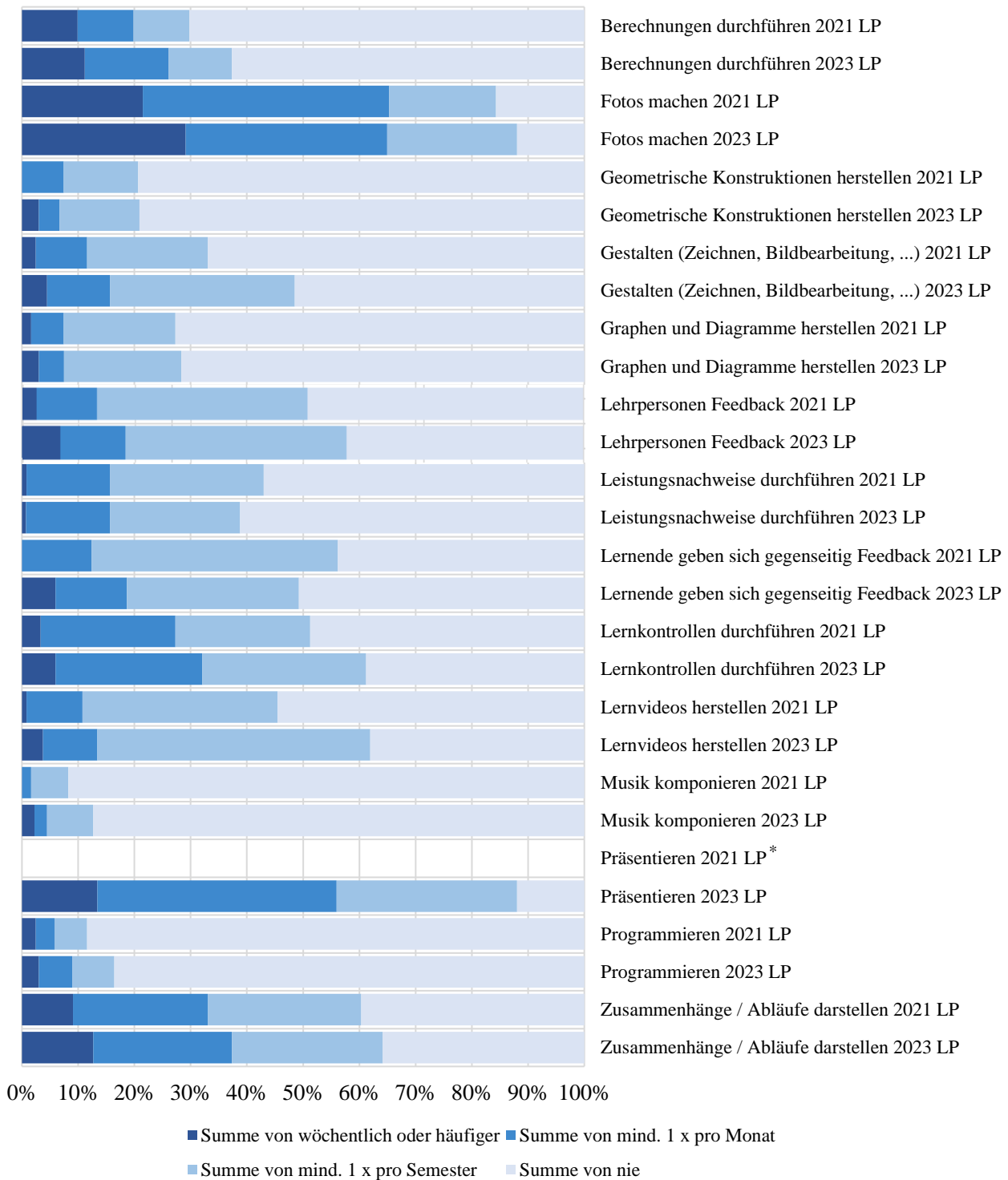


Für die zweite Gruppe von Aktivitäten lassen sich folgende Tendenzen ableiten:

- > Die Nutzungshäufigkeit steigt 2023 verglichen zu 2021 bei fast allen Aktivitäten.
- > Für die Aktivität «Mit Lernenden per E-Mail / Chat kommunizieren» werden 2023 geringfügig tiefere Werte erzielt.
- > Folgende Aktivitäten haben in dieser Gruppe den grössten Zuwachs erfahren:

«Audioaufnahmen machen»	«Hausaufgaben machen»
«Videomaterial / Lernvideos anschauen»	«Videoaufnahmen machen»
«Sich organisieren»	

*«Lernaufgaben lösen» wurde neu in der Befragung 2023 als Aktivität hinzugefügt. Deshalb sind keine Vergleiche mit 2021 möglich. Erfreulicherweise wird aber das iPad für diese Aktivität sehr rege genutzt; fast 60% der Antworten fallen auf wöchentlich oder häufiger.



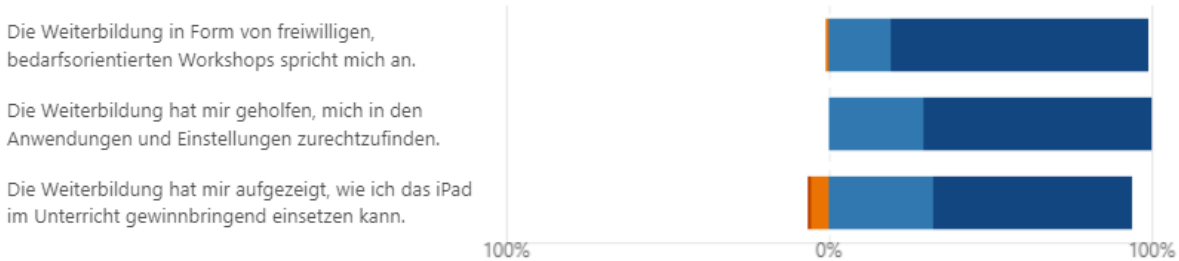
*«Präsentieren» wurde neu in der Befragung 2023 als Aktivität hinzugefügt.

4.4 Weiterbildung vor Ort

Bei der vorliegenden Frage haben nur Lehrpersonen geantwortet, welche an Weiterbildungen vor Ort teilgenommen haben.

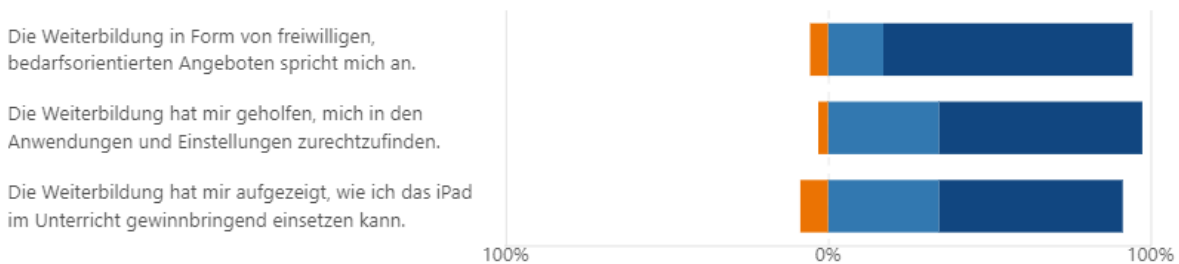
Ergebnisse 2021: Wie schätzt du die Weiterbildungsangebote vor Ort ein?

■ trifft nicht zu ■ trifft eher nicht zu ■ trifft eher zu ■ trifft zu



Ergebnisse 2023: Wie schätzt du die Weiterbildungsangebote vor Ort ein?

■ trifft nicht zu ■ trifft eher nicht zu ■ trifft eher zu ■ trifft zu



Was die Qualität der Weiterbildung von Lehrpersonen betrifft, sehen die Werte zu den verschiedenen Befragungszeitpunkten sehr ähnlich aus. Die Antworten im Bereich von «trifft eher zu» und «trifft zu» bewegen sich 2021 bei mindestens 94% und 2023 bei mindestens 91.4%. Der Anteil von «trifft nicht zu»-Antworten lag 2021 bei 1.1%, 2023 hat keine Lehrperson diese Antwortkategorie angeklickt. Gemäss den Rückmeldungen 2023 zu Weiterbildung wurde das Ziel aufzuzeigen, wie das iPad gewinnbringend im Unterricht eingesetzt werden kann, erreicht. Die Weiterbildung der Lehrpersonen erzielt auch zum zweiten Befragungszeit hervorragende Werte. Zukünftige Weiterbildungen sollen deshalb auf dem bewährten Konzept aufbauen. Es ist auch weiterhin darauf zu achten, in der Weiterbildung nicht nur die technischen, sondern auch die didaktischen Aspekte der Nutzung des iPads zu thematisieren.

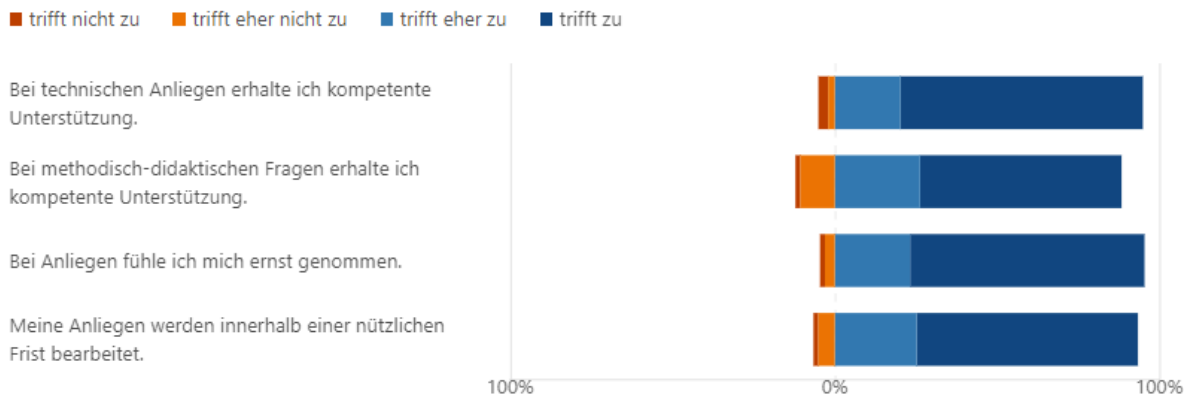
4.5 Begleitung vor Ort

Ergebnisse 2021: Wie schätzt du die Begleitung vor Ort ein?

■ trifft nicht zu ■ trifft eher nicht zu ■ trifft eher zu ■ trifft zu



Ergebnisse 2023: Wie schätzt du die Begleitung vor Ort ein?

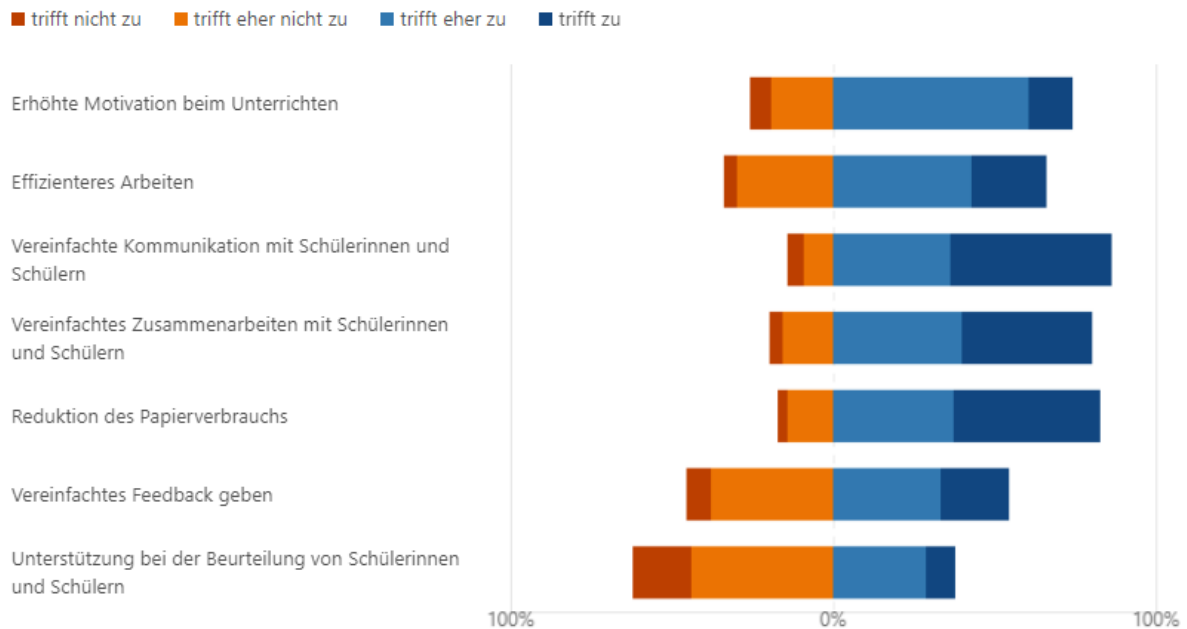


Die Zufriedenheit mit der Begleitung vor Ort wird von den Lehrpersonen zu beiden Befragungszeitpunkten als sehr hoch eingeschätzt. Die positiven Werte («trifft eher zu» und «trifft zu») erreichen sowohl 2021 (91.8%-97.5%) wie auch 2023 (93.3% - 98.1%) hohe Zustimmung. Der Durchschnittswert des positiven Antwortbereichs lag 2021 bei 96%, 2023 bei 95.4%. Auch die Begleitung nach der Einführung fällt zur grossen Zufriedenheit der Lehrpersonen aus. Am bestehenden Konzept soll daher nichts verändert werden.

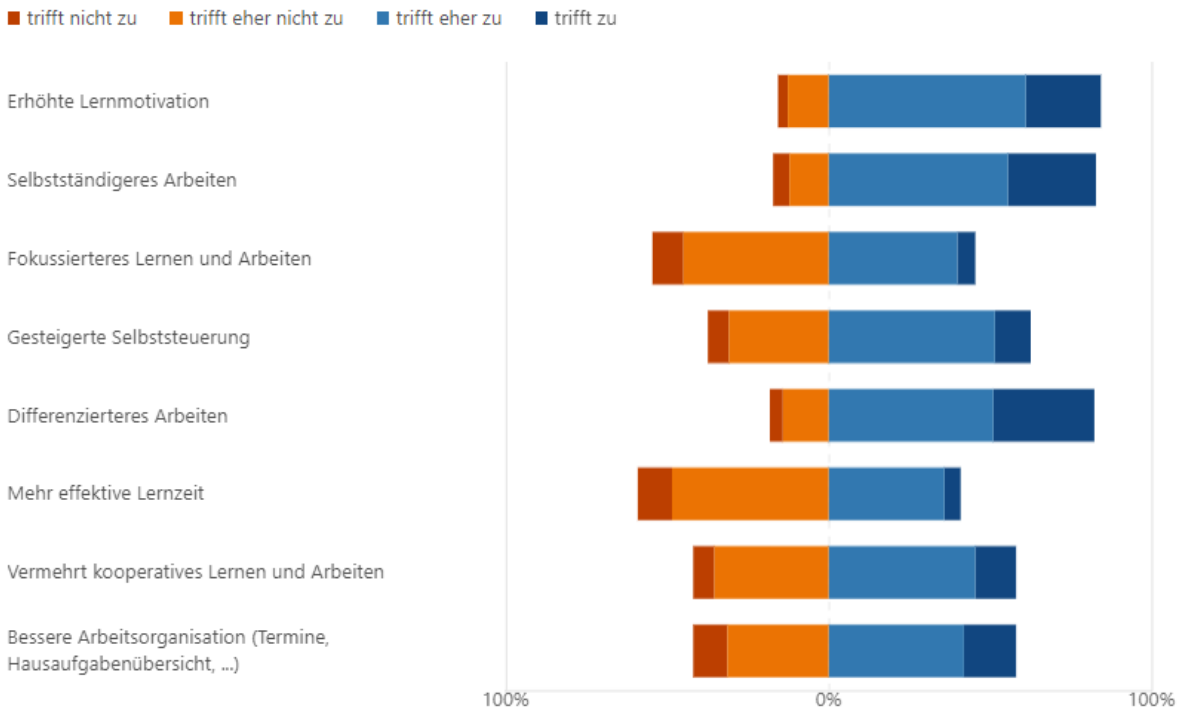
4.6 Auswirkungen auf die Lernenden

Der Einsatz von iPads im Unterricht wirkt sich meiner Einschätzung nach auf die Lernenden folgendermassen aus:

Ergebnisse 2021



Ergebnisse 2023

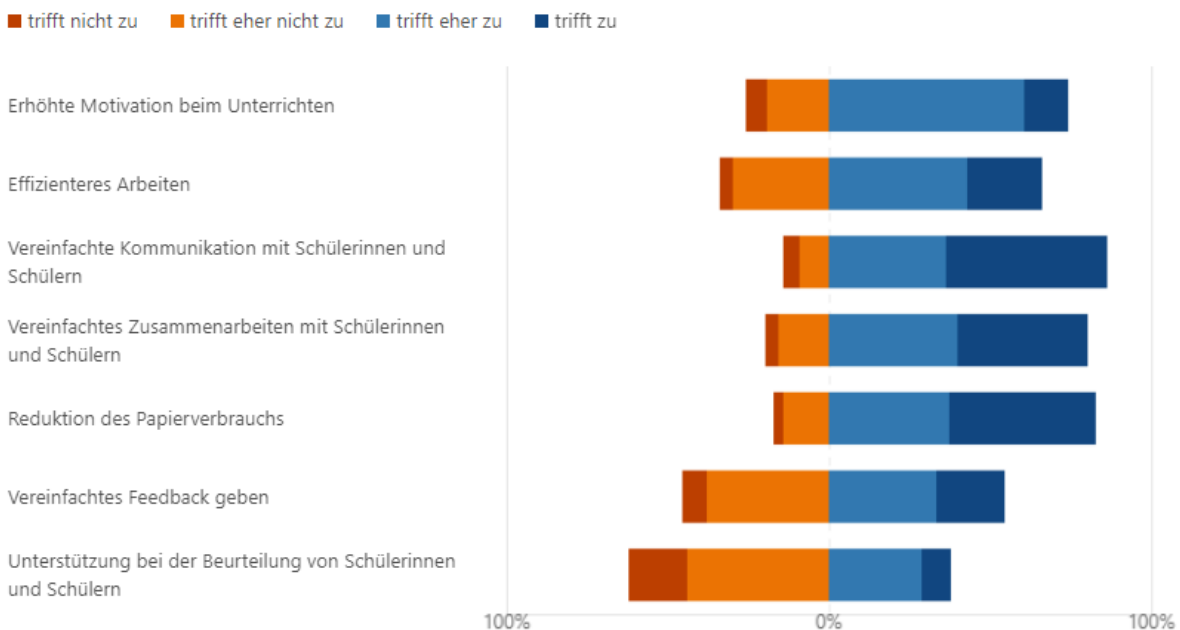


Das Antwortverhalten der Lehrpersonen unterscheidet sich zu den zwei Befragungszeitpunkte unwesentlich. «Erhöhte Lernmotivation», «Selbstständigeres Arbeiten» und Differenzierteres Arbeiten» sind in beiden Fällen die Auswirkungen auf das Lernen, denen die Lehrpersonen am meisten zustimmen. «Fokussiertes Arbeiten», «Mehr effektive Lernzeit» und «Bessere Arbeitsorganisation» haben auch 2023 die tiefste Zustimmung erreicht. Insgesamt ist der Anteil an Antworten des Typs «trifft nicht zu» in der Befragung des Jahres 2023 etwas gestiegen (durchschnittlich von 4.16% im Jahre 2021 auf 7% im Jahre 2023). Die Werte im Positivbereich («trifft eher zu» und «trifft zu») erreichen sowohl 2021 wie 2023 mit einer Ausnahme Werte über 45% Zustimmung. Die positiven, pädagogischen Auswirkungen der Nutzung der iPads im Unterricht sind auch 2023 feststellbar. Das iPad zeigt sich als besonders effektiv für die Differenzierung, das selbstständige Arbeiten und die Steigerung der Motivation.

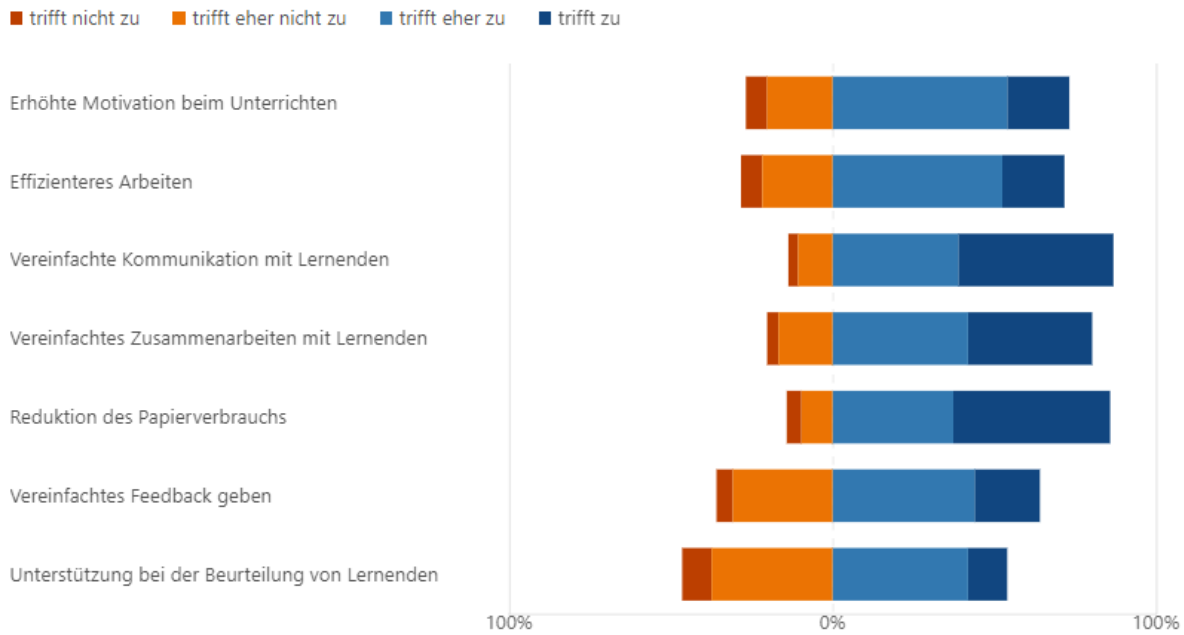
4.7 Auswirkungen auf die eigene Unterrichtstätigkeit

Der Einsatz von iPads wirkt sich auf meine Unterrichtstätigkeit folgendermassen aus:

Ergebnisse 2021



Ergebnisse 2023

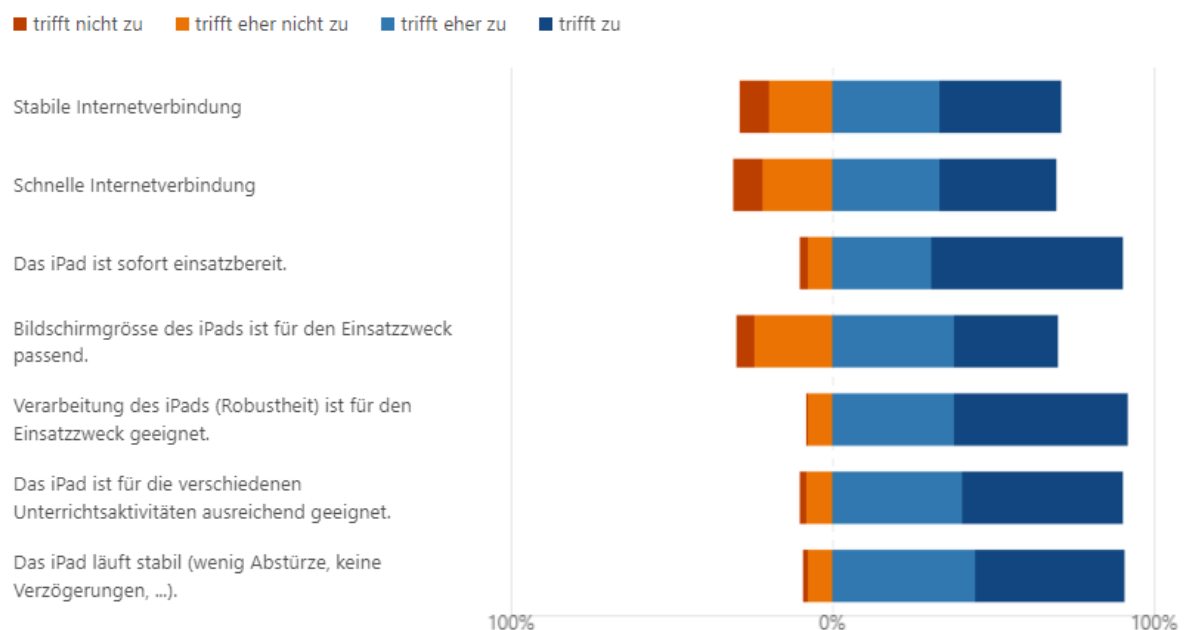


Die Einschätzung der Lehrpersonen in Bezug auf die Auswirkungen der Nutzung von iPads auf die Lernenden unterscheidet sich für die beiden Befragungszeitpunkte kaum. Der Durchschnitt der negativen Antworten («trifft eher nicht zu» und «trifft nicht zu») betrug 2021 31.2%, der höchste Anteil war bei «Unterstützung bei der Beurteilung von Lernenden» festzustellen (62%). Für die Befragung 2023 liegt der Durchschnittswert bei 26.4%. Der tiefste Wert liegt bei 46.3%. Daraus ergeben sich für den positiven Bereich Werte von durchschnittlich 68.8% für 2021 und 73.6% für 2023. In der Befragung 2023 liegt keine der Auswirkungen bei weniger als 53.7% Zustimmung. Insgesamt zeigt sich ein erfreuliches Bild. Die Einschätzung der Lehrpersonen zeigt, dass die positiven Auswirkungen auf das Unterrichten im Vergleich zu 2021 sogar noch etwas gestiegen sind. Die Reduktion des Papierverbrauchs hält an und insbesondere die Kommunikation und Zusammenarbeit mit den Lernenden wird aus der Sicht der Lehrpersonen durch den Einsatz des iPads erleichtert.

4.8 Rahmenbedingungen

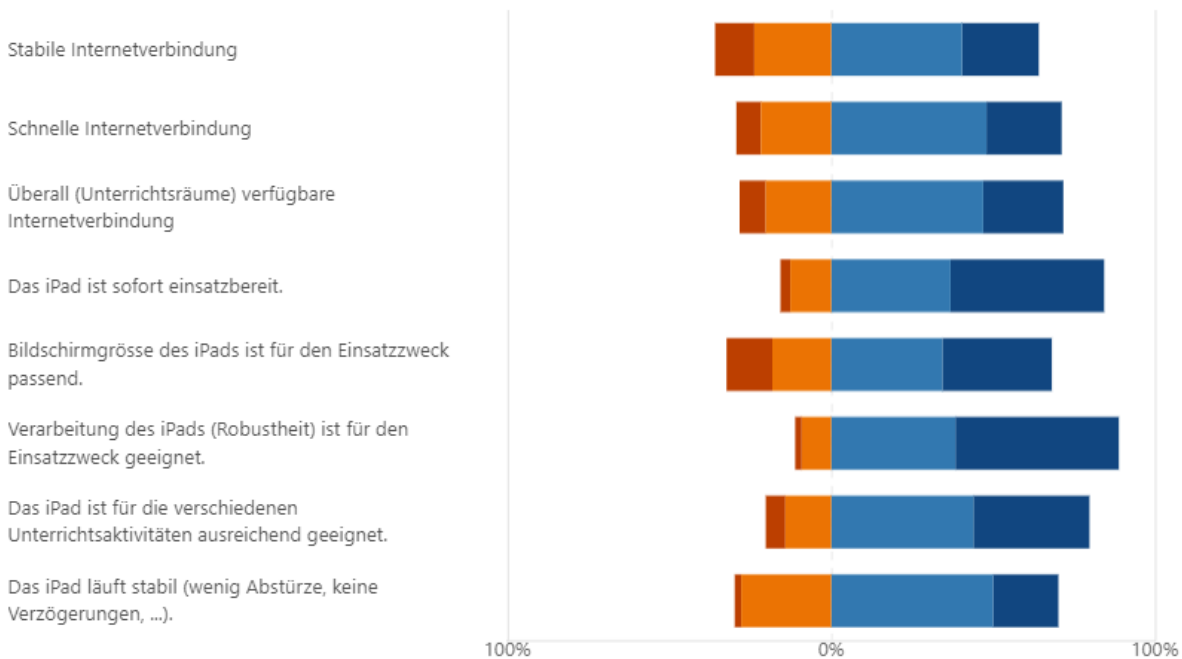
Folgende Rahmenbedingungen sind für mich beim Einsatz von iPads im Unterricht erfüllt:

Ergebnisse 2021



Ergebnisse 2023

■ nicht erfüllt ■ eher nicht erfüllt ■ eher erfüllt ■ erfüllt



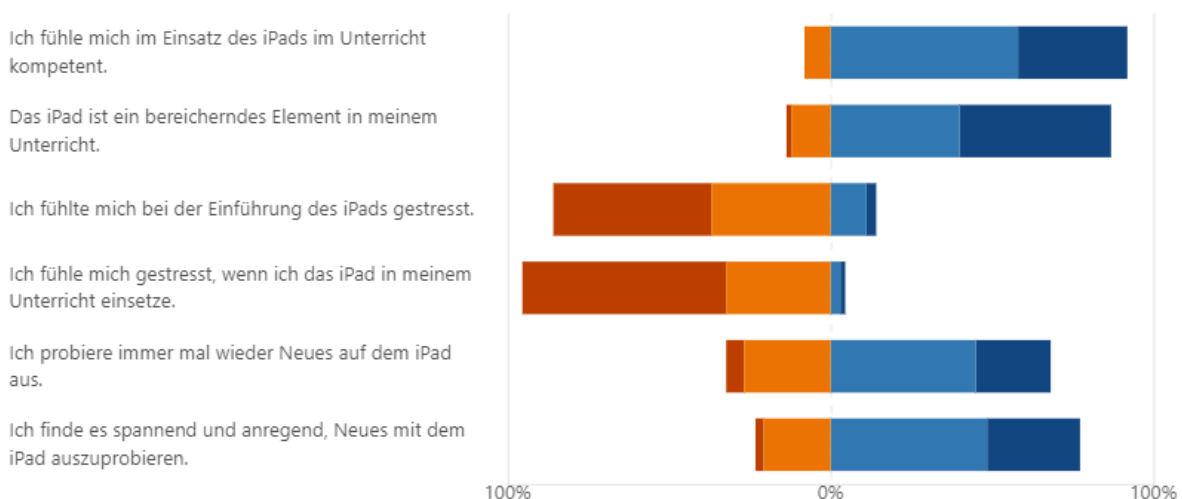
Lehrpersonen schätzen die Rahmenbedingungen in der Befragung von 2023 tendenziell etwas schlechter ein als 2021. Der Anteil an positiven Antworten («trifft eher zu» und «trifft zu») beläuft sich 2021 auf durchschnittlich 82%. 2023 liegt der Durchschnittswert bei 75.1%. Insgesamt sind die Rahmenbedingungen aber überdurchschnittlich gut erfüllt. Keine der Bedingungen wird von der Mehrheit der Lehrpersonen negativ eingeschätzt.

4.9 Befindlichkeit bei der Nutzung

Ich stimme den untenstehenden Aussagen folgendermassen zu:

Ergebnisse 2023

■ stimme nicht zu ■ stimme eher nicht zu ■ stimme eher zu ■ stimme zu



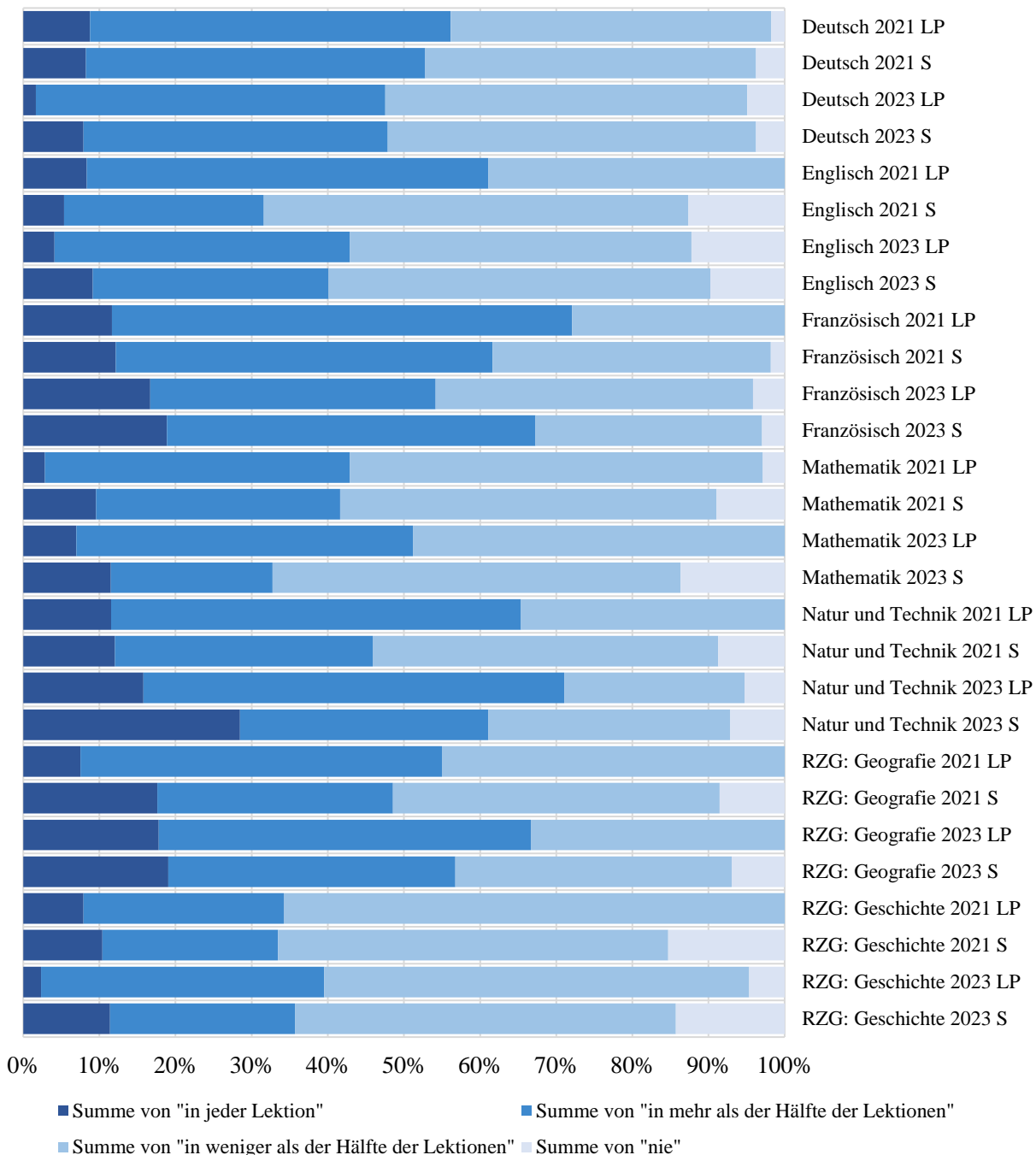
Lehrpersonen fühlen sich bei der Nutzung des iPads wenig gestresst (85.8% «trifft nicht zu» oder «trifft eher nicht zu»). Ebenso empfinden 86.8% («trifft zu» oder «trifft eher zu») das iPad als bereicherndes Element im Unterricht. Lehrpersonen zeigen Neugierde und probieren mehrheitlich gerne neue Sachen mit dem iPad aus. Die Ergebnisse zeigen kaum Überforderung oder Berührungängste mit dem iPad. 91.8% («trifft eher zu» oder «trifft zu») fühlen sich im Umgang mit dem iPad kompetent.

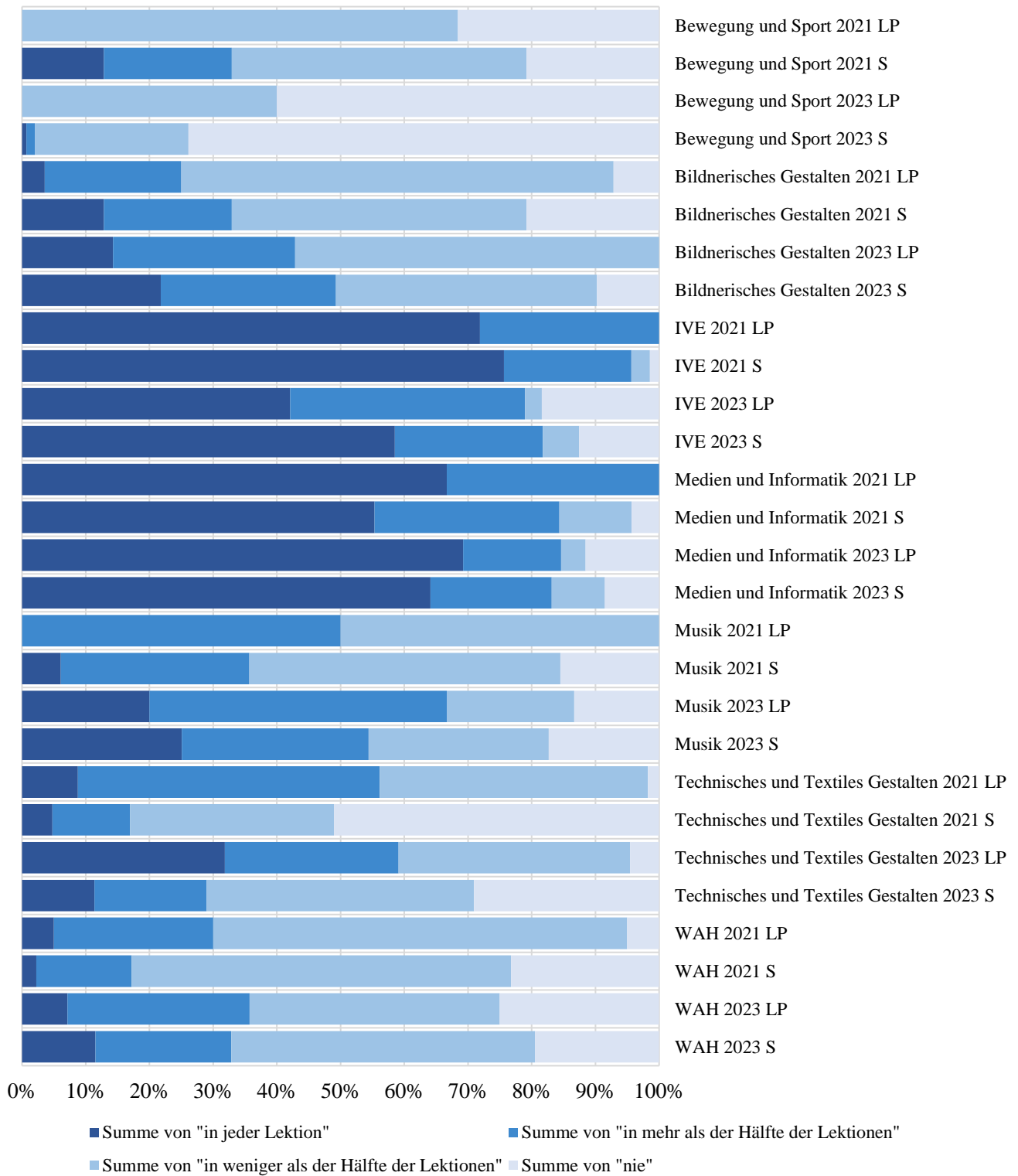
5 Vergleich Befragungszeitpunkte und befragtes Zielpublikum

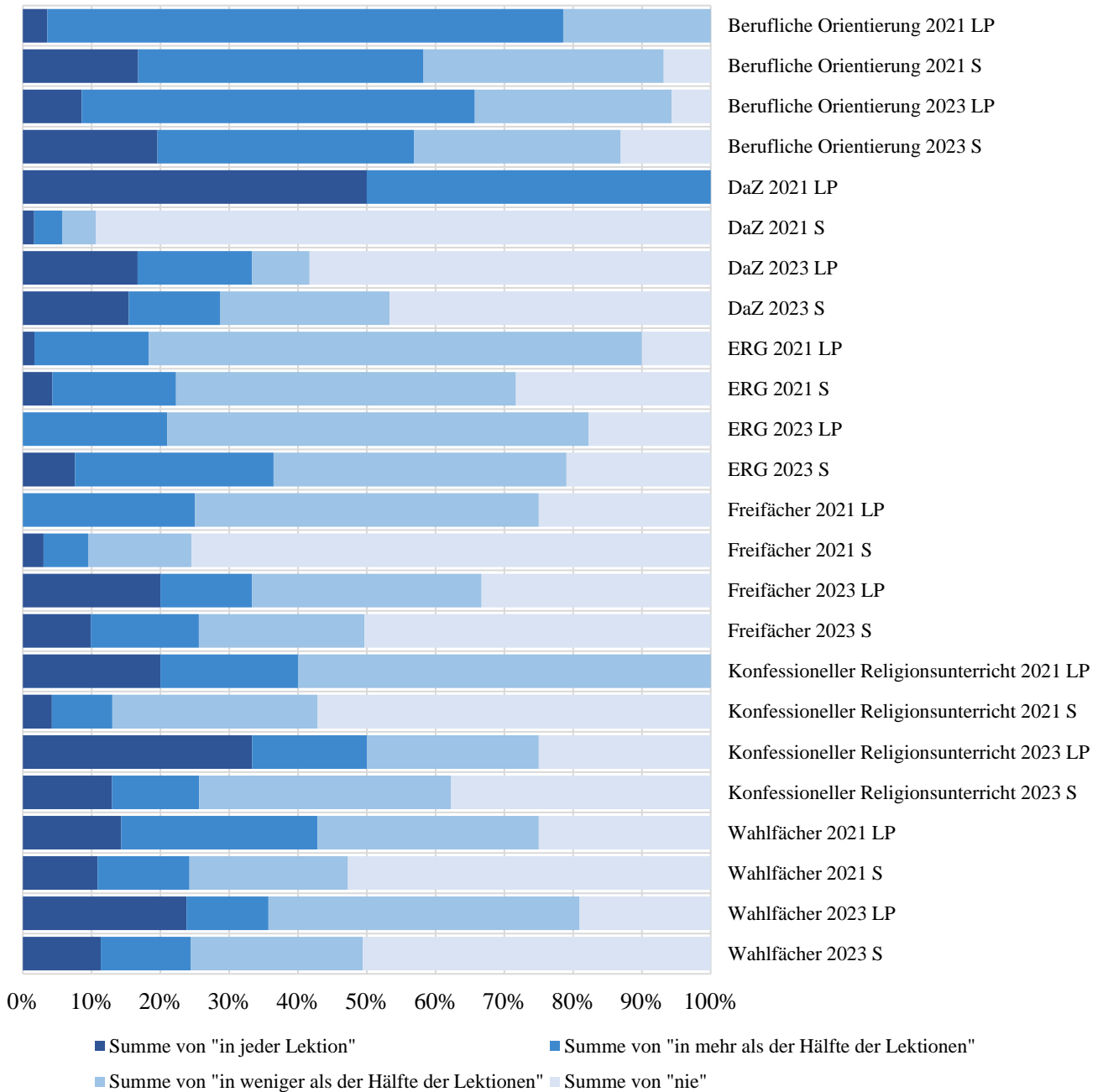
Die Darstellung der Diagramme in diesem Kapitel lassen Vergleiche zwischen den Befragungszeitpunkten und auch zwischen den befragten Zielgruppen zu.

5.1 Nutzungshäufigkeit nach Fach

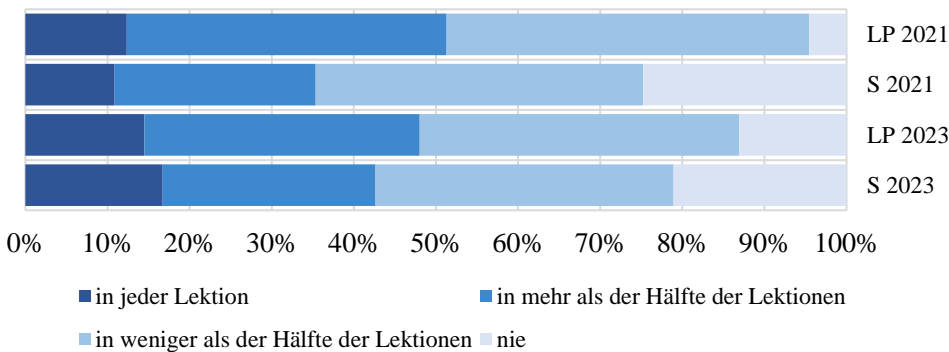
Nutzungshäufigkeit getrennt nach Fach, Befragungsjahr und Befragungszielpublikum





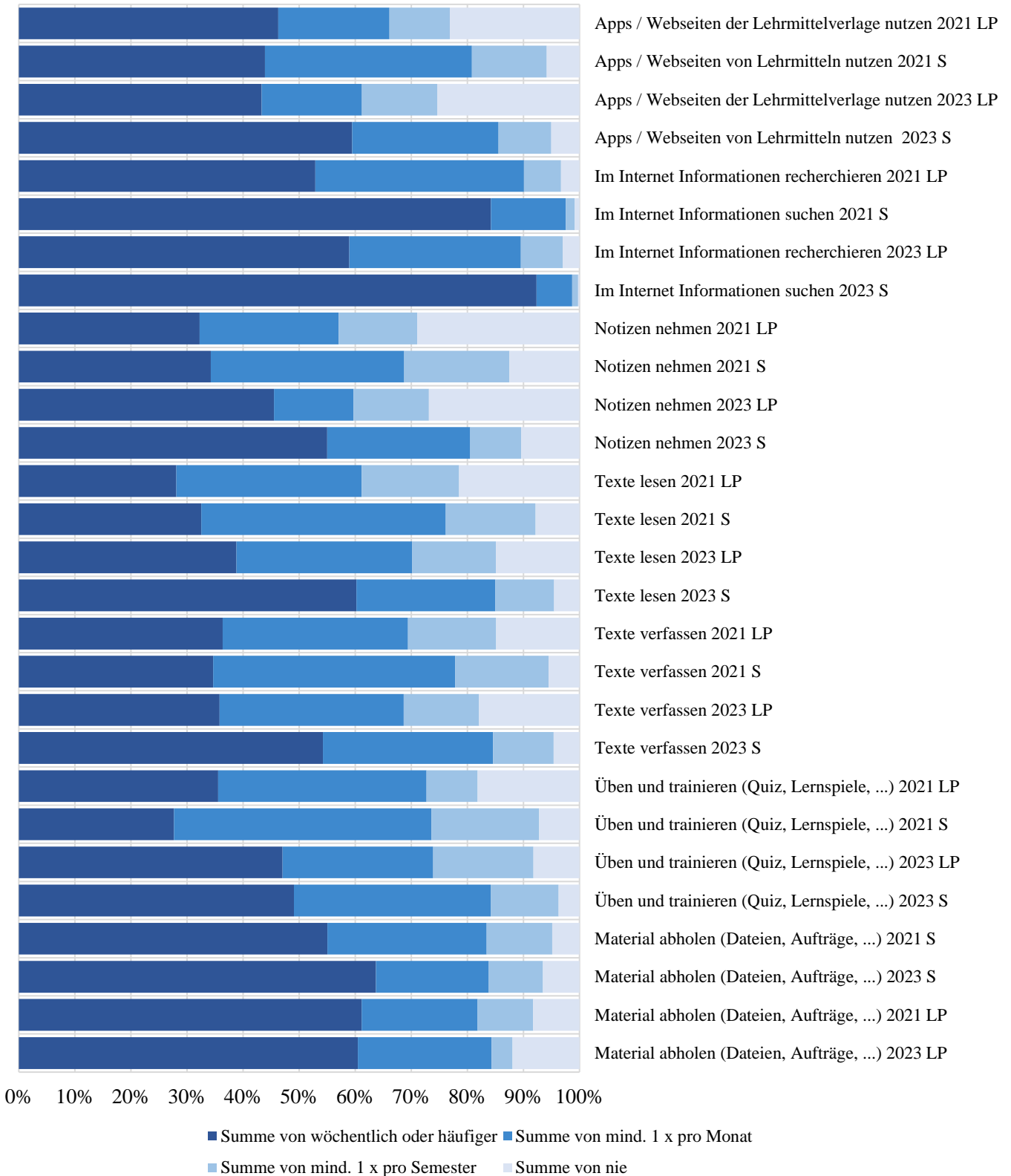


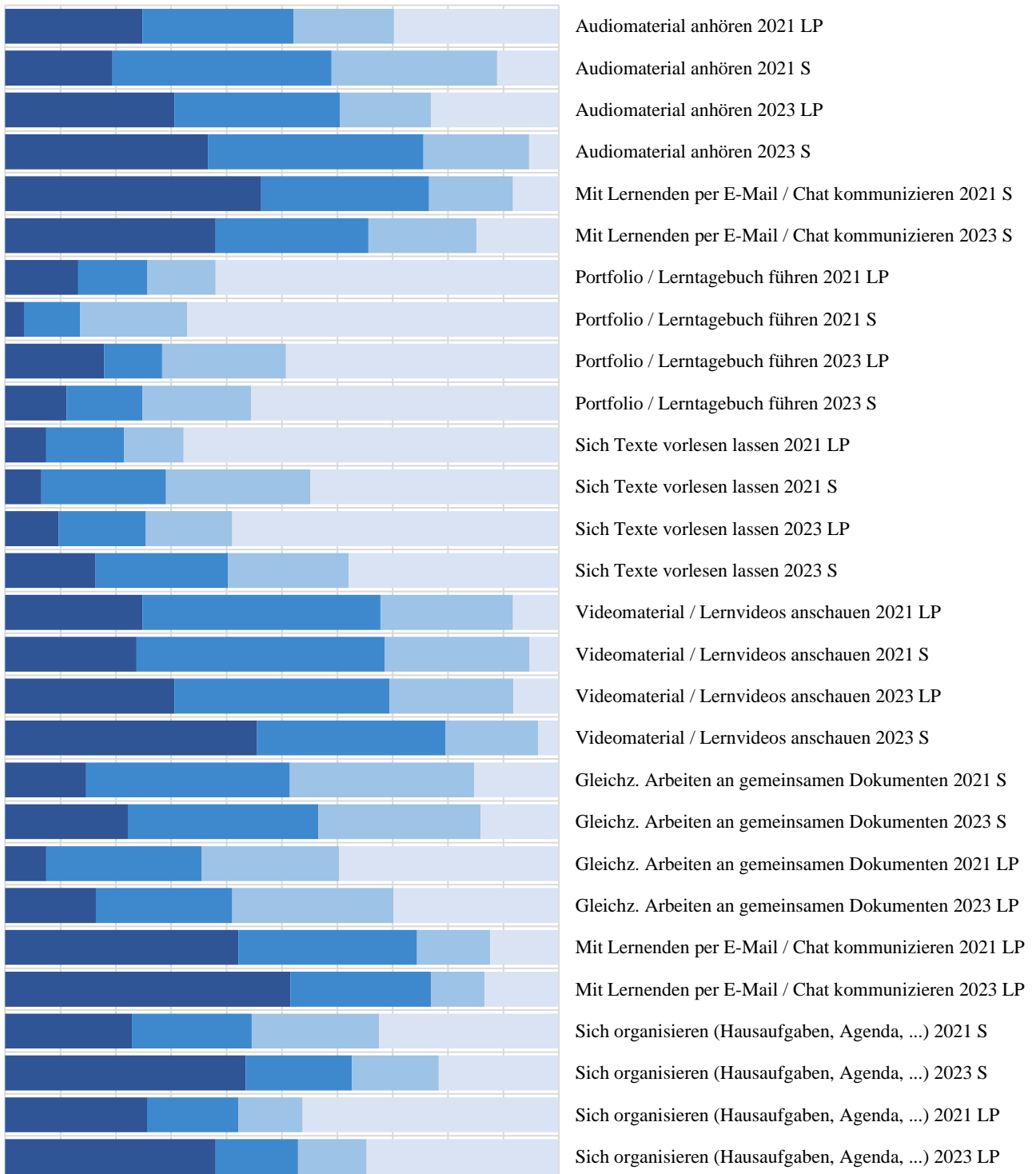
Durchschnittliche Nutzung über alle Fächer:



Die durchschnittliche Nutzungshäufigkeit in den Fächern fällt bei den Lernenden 2023 verglichen zu 2021 deutlicher höher aus. Die Einschätzung der Lehrpersonen und Lernenden liegt bei der Befragung 2023 näher beisammen als bei der Befragung 2021.

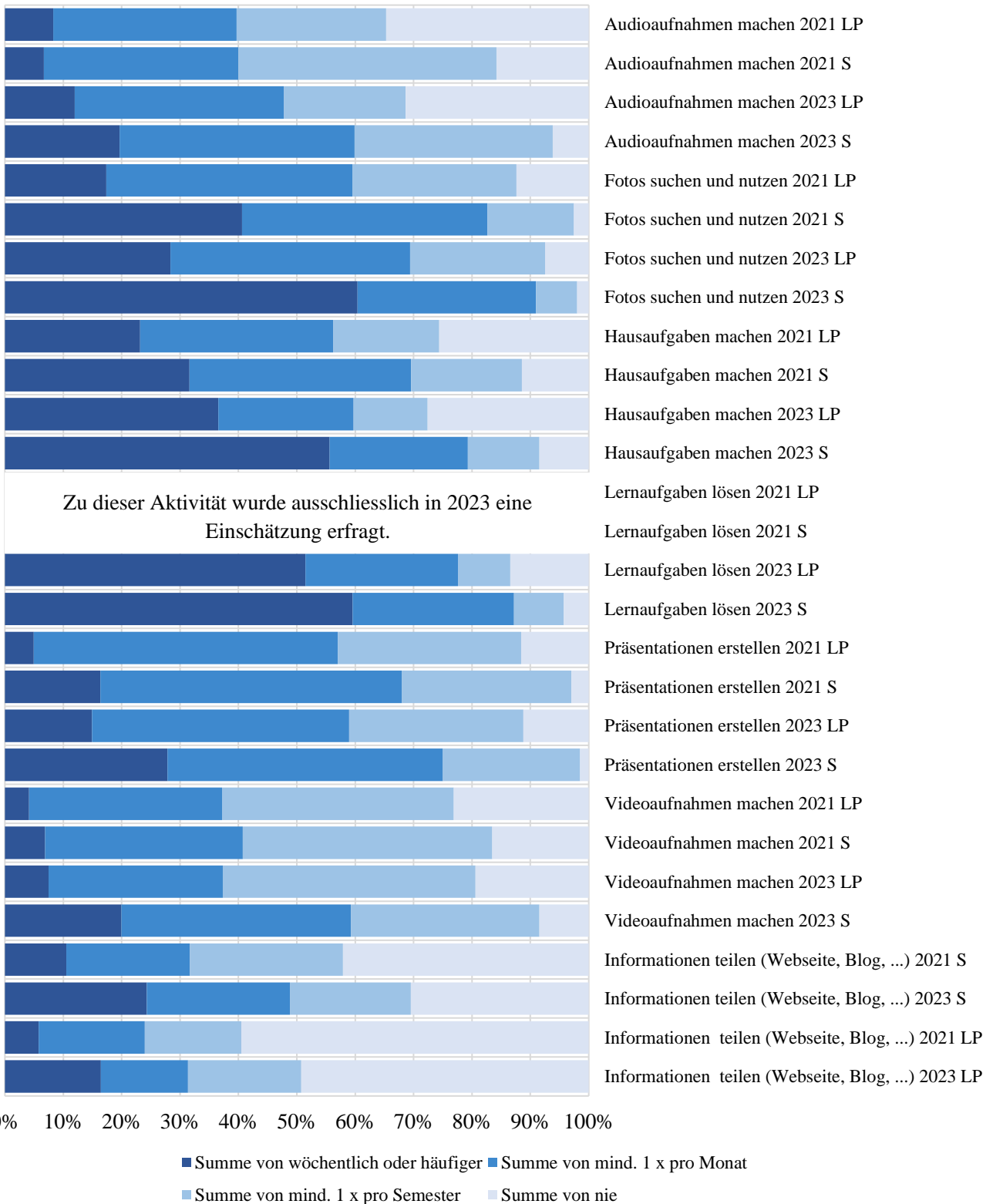
5.2 Nutzungshäufigkeit nach Aktivität



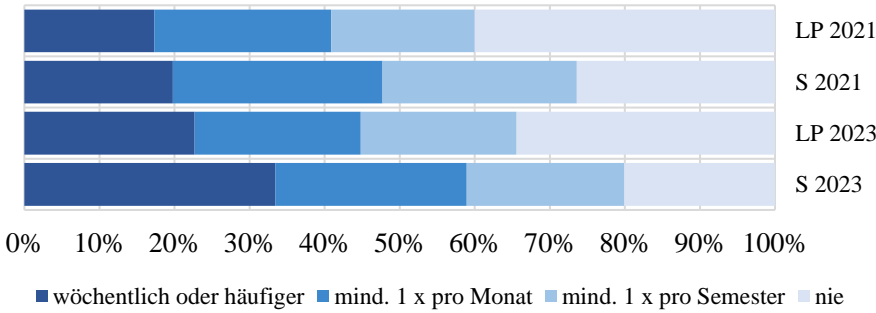


0% 10% 20% 30% 40% 50% 60% 70% 80% 90% 100%

■ Summe von wöchentlich oder häufiger
 ■ Summe von mind. 1 x pro Monat
■ Summe von mind. 1 x pro Semester
 ■ Summe von nie

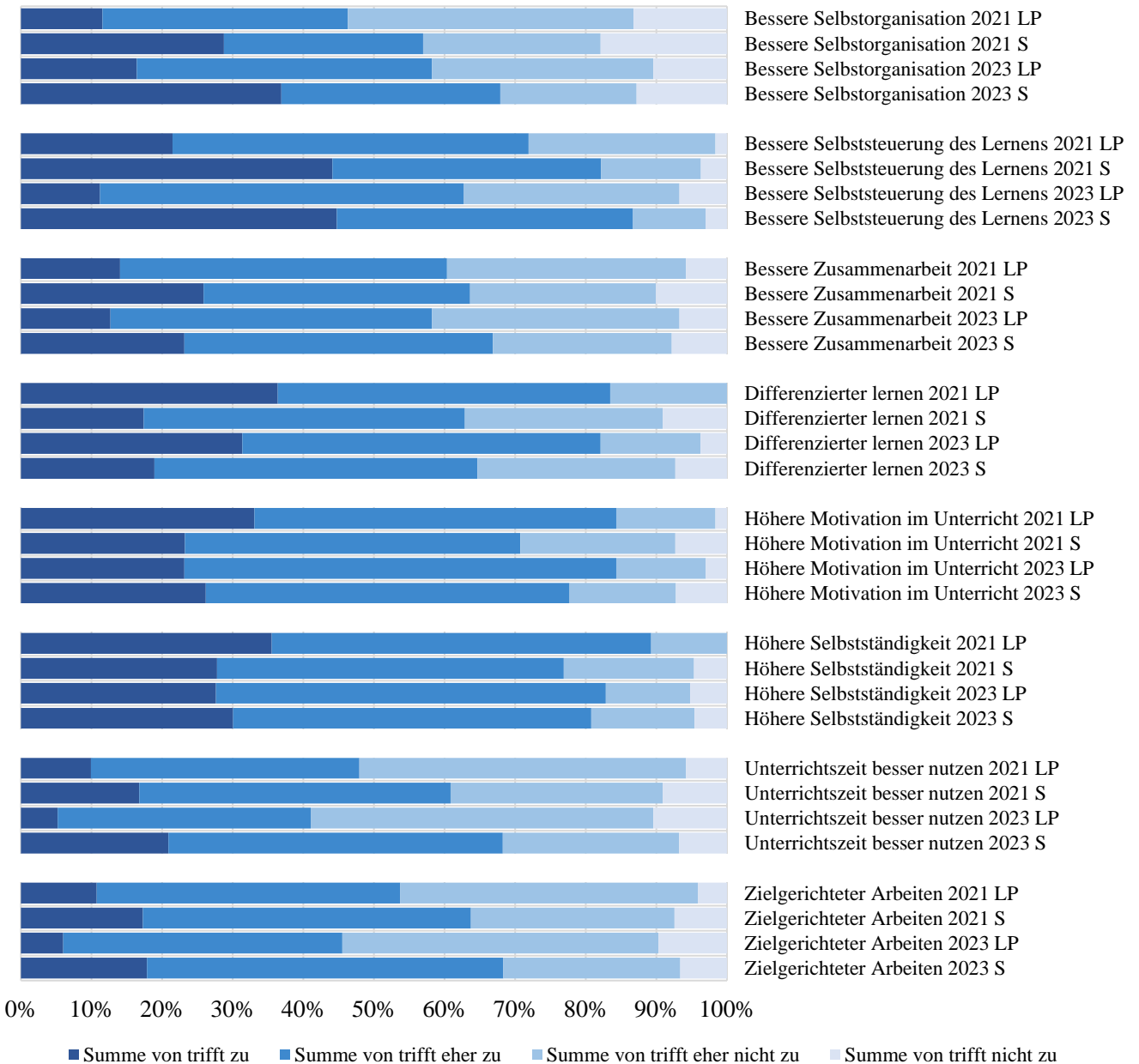


Durchschnittliche Nutzung über alle Aktivitäten:

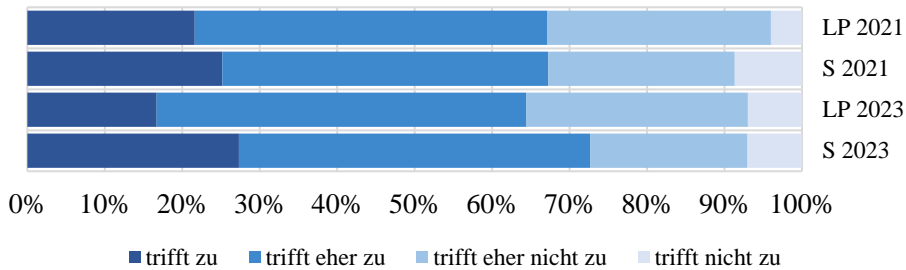


Die Einschätzungen der durchschnittlichen Nutzungshäufigkeit nach Aktivität zeigen bei den Lernenden und Lehrpersonen eine Steigerung von 2021 zu 2023. Die Einschätzung der Lernenden verzeichnet verglichen zur Einschätzung der Lehrpersonen den grösseren prozentualen Zuwachs.

5.3 Auswirkungen



Durchschnittliche Zustimmung:



Die Auswirkungen auf das Lernen der Lernenden werden im Durchschnitt durch die Lernenden positiver eingeschätzt als durch die Lehrpersonen. Dies trifft für beide Befragungszeitpunkte zu. Bei den Lehrpersonen wurde der pädagogische Mehrwert im Vergleich zu 2021 in der Befragung 2023 durchschnittlich etwas tiefer eingeschätzt. Bei den Antworten der Lernenden zeigt sich keine solche Tendenz, sie schätzen den pädagogischen Mehrwert in der Befragung 2023 höher ein als noch 2021.

6 Dank

Allen Lehrpersonen und Lernenden, welche an den Befragungen teilgenommen haben, sei an dieser Stelle gedankt. Ein Dank richtet sich auch an die Arbeitsgruppe 1:1, welche die Befragungen konzipiert, durchgeführt und ausgewertet hat.

Tafers, 02.10.2023

7 Anhang

7.1 Befragung der Lehrpersonen

Einsatz der iPads im Unterricht

Befragung aller Lehrpersonen der vier OS-Zentren im OS-Verband Sense im Mai 2023


Geschätzte Lehrpersonen

Die iPads sind an den Orientierungsschulen der OS Sense seit 3 Jahren im Einsatz. Diese zweite Befragung ist Bestandteil der Evaluation des Projektes 1:1. Vielen herzlichen Dank für eine Mitarbeit. Über die Ergebnisse der Befragung wird noch im Verlaufe dieses Schuljahres informiert.

Das Evaluationsteam

1. An welcher Schule unterrichtest du hauptsächlich? *

Bei Mehrfachanstellungen bitte Schule wählen, an der das höchste Pensum absolviert wird.

Ihre Antwort auswählen 

2. Ich habe bereits an der ersten Befragung zum Einsatz von iPads im Juni 2021 teilgenommen.

*

Ja

Nein oder ich weiss es nicht mehr

3. Wie häufig haben die Lernenden in diesem Schuljahr ihr iPad in deinen Fächern im Unterricht eingesetzt?

Bitte nur für die Fächer antworten, die du in diesem Schuljahr unterrichtet hast. Die Dauer der Nutzung der iPads pro Einsatz ist bei dieser Frage nicht relevant.

	nie	in weniger als der Hälfte der Lektionen	in mehr als der Hälfte der Lektionen	in jeder Lektion
Deutsch	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Mathematik	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Französisch	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Englisch	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Natur und Technik	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

RZG: Geografie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
RZG: Geschichte	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
IVE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
ERG	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Berufliche Orientierung	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
WAH	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Bildnerisches Gestalten	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Technisches und Textiles Gestalten	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Musik	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Bewegung und Sport	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Medien und Informatik	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Wahlfächer	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Freifächer	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Konfessionell er Religionsunte rricht	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
DaZ	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

4. Wie häufig haben die Lernenden ihr iPad in deinem Unterricht für folgende Aktivitäten eingesetzt? *

1. Teil

	nie	1 x pro Semester	1 x pro Monat	wöchentlich	täglich	nahezu in jeder Lektion
Im Internet Informationen recherchieren	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Texte lesen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Sich Texte vorlesen lassen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Notizen nehmen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Texte verfassen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Lernaufgaben lösen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Präsentationen erstellen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Präsentieren	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Zusammenhänge / Abläufe darstellen (MindMap, Zeitstrahl, Fotoprotokoll, ...)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Fotos suchen und nutzen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Fotos machen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Audiomaterial anhören	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Audioaufnahmen machen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Videomaterial / Lernvideos anschauen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Videoaufnahmen machen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Lernvideos herstellen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

5. Wie häufig haben die Lernenden ihr iPad in deinem Unterricht für folgende Aktivitäten eingesetzt? *

2. Teil

	nie	1 x pro Semester	1 x pro Monat	wöchentlich	täglich	in nahezu jeder Lektion
Graphen und Diagramme herstellen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Geometrische Konstruktionen herstellen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Berechnungen durchführen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Musik komponieren	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Gestalten (Zeichnen, Bildbearbeitung, ...)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Programmieren	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Lernende geben sich gegenseitig Feedback	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Lernende geben Lehrpersonen Feedback	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Formative Lernkontrollen durchführen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Summative Leistungsnaehweise durchführen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Apps / Webseiten der Lehrmittelverlage nutzen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Material abholen (Dateien, Aufträge, Lösungen, ...)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Üben und trainieren (Quiz, Lernkarten, Lernspiele, ...)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Miteinander mit E-Mail oder Chat kommunizieren	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Kollaboratives Arbeiten an gemeinsamen Dokumenten	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Sich organisieren (Hausaufgaben, Agenda, ToDo-Listen, Timer, ...)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Portfolio / Lerntagebuch führen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Informationen schulintern teilen (Webseite, Blog, Videos, ...)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Hausaufgaben machen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

6. Hast du in diesem Schuljahr ICT-Weiterbildungsformate vor Ort besucht? *

- Ja
- Nein

7. Wie schätzt du die Weiterbildungsangebote vor Ort ein? *

	trifft nicht zu	trifft eher nicht zu	trifft eher zu	trifft zu
Die Weiterbildung in Form von freiwilligen, bedarfsorientierten Angeboten spricht mich an.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Die Weiterbildung hat mir geholfen, mich in den Anwendungen und Einstellungen zurechtzufinden.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Die Weiterbildung hat mir aufgezeigt, wie ich das iPad im Unterricht gewinnbringend einsetzen kann.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

8. Wie schätzt du die Begleitung vor Ort ein? *

	trifft nicht zu	trifft eher nicht zu	trifft eher zu	trifft zu
Bei technischen Anliegen erhalte ich kompetente Unterstützung.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Bei methodisch-didaktischen Fragen erhalte ich kompetente Unterstützung.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Bei Anliegen
fühle ich
mich ernst
genommen.

Meine
Anliegen
werden
innerhalb
einer
nützlichen
Frist
bearbeitet.

9. Ich war in diesem Schuljahr bei der Einführung der iPads in einer Klasse beteiligt. *

Ja

Nein

10. Wie ist aus deiner Sicht die Einführung des iPads bei den Lernenden verlaufen? *

trifft nicht
zu

trifft eher
nicht zu

trifft eher
zu

trifft zu

Die
Einführung in
den Klassen
hat gut
funktioniert.

Während der
Einführungsp
hase der
Lernenden
wurde ich
durch die
Ansprechpers
onen gut
begleitet.

Die
bereitgestell
ten
Materialien
(Checklisten,
PowerPoint,
...) waren für
die
Einführung
der
Lernenden
hilfreich.

11. Der Einsatz von iPads im Unterricht wirkt sich meiner Einschätzung nach auf die Lernenden folgendermassen aus: *

	trifft nicht zu	trifft eher nicht zu	trifft eher zu	trifft zu
Erhöhte Lernmotivation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Selbstständigeres Arbeiten	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Fokussierteres Lernen und Arbeiten	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Gesteigerte Selbststeuerung	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Differenzierteres Arbeiten	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Mehr effektive Lernzeit	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Vermeehrt kooperatives Lernen und Arbeiten	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Bessere Arbeitsorganisation (Termine, Hausaufgabeübersicht, ...)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

12. Der Einsatz von iPads wirkt sich auf meine Unterrichtstätigkeit folgendermassen aus: *

	trifft nicht zu	trifft eher nicht zu	trifft eher zu	trifft zu
Erhöhte Motivation beim Unterrichten	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Effizienteres Arbeiten	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Vereinfachte Kommunikation mit Lernenden	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Vereinfachtes Zusammenarbeiten mit Lernenden	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Reduktion des Papierverbrauchs	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Vereinfachtes Feedback geben	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Unterstützung bei der Beurteilung von Lernenden	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

13. Folgende Rahmenbedingungen sind für mich beim Einsatz von iPads im Unterricht erfüllt: *

	nicht erfüllt	eher nicht erfüllt	eher erfüllt	erfüllt
Stabile Internetverbindung	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Schnelle Internetverbindung	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Überall (Unterrichtsräume) verfügbare Internetverbindung	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Das iPad ist sofort einsatzbereit.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Bildschirmgröße des iPads ist für den Einsatzzweck passend.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Verarbeitung des iPads (Robustheit) ist für den Einsatzzweck geeignet.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Das iPad ist für die verschiedenen Unterrichtsak-tivitäten ausreichend geeignet.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Das iPad läuft stabil (wenig Abstürze, keine Verzögerungen, ...).	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

14. Ich stimme den unten stehenden Aussagen folgendermassen zu: *

	stimme nicht zu	stimme eher nicht zu	stimme eher zu	stimme zu
Ich fühle mich im Einsatz des iPads im Unterricht kompetent.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Das iPad ist ein bereicherndes Element in meinem Unterricht.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Ich fühlte mich bei der Einführung des iPads gestresst.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Ich fühle mich gestresst, wenn ich das iPad in meinem Unterricht einsetze.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Ich probiere immer mal wieder Neues auf dem iPad aus.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Ich finde es spannend und anregend, Neues mit dem iPad auszuprobieren.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

15. Weitere Bemerkungen und Anregungen

Ihre Antwort eingeben

7.2 Befragung der Lernenden

Einsatz der iPads im Unterricht

Befragung aller Lernenden der vier OS-Zentren des OS Verbandes Sense im Mai 2023

Liebe Lernende

Ihr dürft ein persönliches iPad im und ausserhalb des Unterrichts nutzen. Uns interessiert sehr, wofür und wie oft du es nutzt. Auch möchten wir erfahren, wie sich der Einsatz des iPads auf dein Arbeiten und Lernen auswirkt. Nimm dir Zeit bei der Beantwortung der Fragen und versuche dich dabei an die vergangenen Monate seit Beginn dieses Schuljahres zu erinnern.

Vielen herzlichen Dank für deine Mitarbeit. Selbstverständlich wirst du über die Ergebnisse der Befragung noch in diesem Schuljahr informiert.

Das Evaluationsteam

1. Ich besuche folgende Schule: *

Ihre Antwort auswählen



2. Ich besuche zur Zeit folgendes OS-Jahr: *

Ihre Antwort auswählen



3. Wie hast du die Einführung des iPads erlebt? Kreuze an, was für dich zutrifft. *

	trifft nicht zu	trifft eher nicht zu	trifft eher zu	trifft zu
Ich wurde durch die Lehrperson(en) in die Nutzung des iPads gut eingeführt.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Wenn ich mit meinem iPad ein Problem hatte, bekam ich Hilfe.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Nach der Einführung hatte ich Lust mit dem iPad zu arbeiten.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Ich konnte nach der Einführung das iPad gut nutzen.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

4. Ich habe bereits vor zwei Jahren an der Befragung "Einsatz der iPads im Unterricht" teilgenommen. *

Ihre Antwort auswählen



5. Wie oft hast du in diesem Schuljahr das iPad während des Unterrichts genutzt? *

Teil 1

	nie	in weniger als der Hälfte der Lektionen	in mehr als der Hälfte der Lektionen	in jeder Lektion
Deutsch	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Mathematik	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Französisch	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Englisch	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Natur und Technik	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
RZG: Geografie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
RZG: Geschichte	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
ERG	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Bildnerisches Gestalten	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Musik	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Bewegung und Sport	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Wahlfächer	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

6. Wie oft hast du in diesem Schuljahr das iPad während des Unterrichts genutzt? *

Teil 2

Wenn du ein Fach in diesem Schuljahr nicht hast, klickst du "nicht besucht" an.

	nie	in weniger als der Hälfte der Lektionen	in mehr als der Hälfte der Lektionen	in jeder Lektion	nicht besucht
IVE (nur 11H)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Berufliche Orientierung (nur 10H)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Medien und Informatik (nur 9H)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
WAH (10 und 11H)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Technisches und Textiles Gestalten (9 und 10H)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Konfessioneller Religionsunterricht	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

DaZ - Deutsch als Zweitsprache	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Freifächer	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

7. Wie häufig hast du dein iPad im Unterricht in diesem Schuljahr für folgende Aktivitäten eingesetzt? *

Teil 1

	nie	mind. 1 x pro Semester	mind. 1 x pro Monat	wöchentlich	täglich	nahezu in jeder Lektion
Im Internet Informationen suchen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Texte lesen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Sich Texte vorlesen lassen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Notizen nehmen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Texte verfassen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Lernaufgaben lösen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Präsentatione n erstellen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Präsentieren	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Zusammenhä nge / Abläufe darstellen (MindMap, Zeitstrahl, Fotoprotokoll , ...)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Fotos suchen und nutzen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Fotos machen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Audiomateria l anhören	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Audioaufnah men machen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Videomaterial / Lernvideos / Erklärvideos anschauen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Videoaufnah men machen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Lern- und Erklärvideos herstellen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

8. Wie häufig hast du dein iPad im Unterricht in diesem Schuljahr für folgende Aktivitäten eingesetzt? *

Teil 2

	nie	mind. 1 x pro Semester	mind. 1 x pro Monat	wöchentlich	täglich	nahezu in jeder Lektion
Graphen und Diagramme herstellen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Geometrische Konstruktionen herstellen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Berechnungen durchführen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Musik komponieren	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Gestalten (Zeichnen, Bildbearbeitung, ...)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Programmieren	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Anderen Lernenden Feedback geben	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Lehrpersonen Feedback geben	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Lernkontrollen machen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Leistungsnahe (Prüfungen) machen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Apps oder Webseiten von Lehrmitteln nutzen (Clin d'oeil, Sprachstärken, Mathbuch, WAH digital, ...)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Material abholen (Dateien, Aufträge, Lösungen, ...)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Üben und trainieren (Quiz, Lernkarten, Lernspiele, ...)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Mit anderen Lernenden per E-Mail oder Chat kommunizieren	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Gleichzeitiges Arbeiten an gemeinsamen Dokumenten	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Sich organisieren (Hausaufgaben, Agenda, ToDo-Listen, Timer, ...)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Portfolio / Lerntagebuch führen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Informationen teilen (Webseite, Blog, Videos, ...)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Hausaufgaben machen	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

9. Durch den Einsatz des iPads ... *

	trifft nicht zu	trifft eher nicht zu	trifft eher zu	trifft zu
... bin ich im Unterricht motivierter.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
... arbeite ich selbstständiger.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
... arbeite ich zielgerichteter.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
... habe ich mehr Möglichkeiten mein Lernen selber zu gestalten.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
... bearbeiten nicht alle zur gleichen Zeit die gleichen Aufgaben.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
... nutze ich im Unterricht die Zeit zum Lernen besser.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

... kann ich im Unterricht besser mit anderen zusammenarbeiten.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
... kann ich mich besser organisieren (Agenda, Hausaufgaben, Materialien, ...).	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

10. Wie oft hast du das iPad in diesem Schuljahr ausserhalb des Unterrichts für die Schule genutzt? *

- Nie
- 1 x pro Woche
- Mehrere Male pro Woche
- Jeden Tag

11. Wie oft hast du das iPad in diesem Schuljahr in deiner Freizeit für Privates genutzt? *

- Nie
- 1 x pro Woche
- Mehrere Male pro Woche
- Jeden Tag

12. Inwieweit treffen die Aussagen für dich zu? *

	trifft nicht zu	trifft eher nicht zu	trifft eher zu	trifft zu
Ich fühle mich beim Einsatz des iPads sicher.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Ich fühle mich gestresst, wenn ich das iPad im Unterricht nutze.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Das iPad macht unseren Unterricht spannender.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Das iPad hilft mir einfacher zu lernen.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Ich finde es
spannend,
Neues mit
dem iPad
auszuprobier
en.



7.3 Ergebnislink für die Befragung der Lernenden



Befragung 2021: [Microsoft Forms](#)



Befragung 2023: [Microsoft Forms](#)

7.4 Ergebnislink für die Befragung der Lehrpersonen



Befragung 2021: [Microsoft Forms](#)



Befragung 2023: [Microsoft Forms](#)

Bilanz der Erfahrungen mit der Digitalisierung des Bildungswesens

Bericht im Auftrag der BKAD auf Antrag des Grossen Rates

Dr. Christiane Caneva

Leiterin der Dienststelle für Hochschuldidaktik und digitale Kompetenzen
der Universität Freiburg

ZUSAMMENFASSUNG.....	3
EINFÜHRUNG	5
1.1 ZUSAMMENFASSUNG DER SITUATION IN DER SCHWEIZ.....	8
1.1.1 <i>Organisation der Finanzierung und Verwaltung</i>	9
1.1.2 <i>IT-Ausstattung pro Schüler/in</i>	9
1.1.3 <i>Standards oder Richtlinien für die IT-Ausstattung</i>	9
1.1.4 <i>Digitale Bildungsstrategie</i>	9
1.2 DIE AUSSTATTUNG IN ZAHLEN	9
1 DAS BEISPIEL VON SCHWEDEN UND ESTLAND.....	10
1.1 SCHWEDEN.....	11
1.1.1 <i>Die Integration digitaler Technologien in den Unterricht</i>	11
1.1.2 <i>Die PISA- und PIRLS-Ergebnisse</i>	12
2.2. ESTLAND.....	13
2.2.1 <i>Die Integration digitaler Technologien in den Unterricht</i>	13
2.2.2 <i>Andere Faktoren, die über die Ausstattung hinausgehen</i>	14
2.2.3 <i>Die PISA-Ergebnisse</i>	14
2.3. KORRELATION UND KAUSALITÄT	16
2 VORAUSSETZUNGEN GEMÄSS FACHLITERATUR.....	17
3.1. ZUSAMMENFASSUNG DER LITERATUR	20
3.1.1 <i>Bedingungen auf Makroebene</i>	20
3.1.2 <i>Bedingungen auf Mesoebene</i>	20
3.1.2.1 Führung (Leadership) und Strategie der Schuldirektion	20
3.1.2.2 Die Rolle der Ansprechpersonen M&I bei der Begleitung von Lehrpersonen.....	22
3.1.2.3 Weiterbildung der Lehrpersonen	23
3.1.2.4 Die Schulung von Schuldirektionen	24
3.1.2.5 Infrastruktur, Ausrüstung und technische Unterstützung	25
SCHLUSSBEMERKUNGEN	26
GLOSSAR.....	27
LITERATUR (QUELLEN).....	29

Zusammenfassung

Dieser Bericht, den die Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten des Staates Freiburg auf Antrag des Grossen Rates in Auftrag gegeben hat, soll eine Bestandsaufnahme der digitalen Ausstattung der Schülerinnen und Schüler in der Schweiz erstellen und ausgehend von den Erfahrungen anderer Länder und der Erkenntnisse der wissenschaftlichen Literatur die bestmöglichen Vorgehensweisen für eine erfolgreiche Integration der digitalen Technologien ermitteln. Besondere Aufmerksamkeit wird den in der Schweiz durchgeführten Studien gewidmet. Aus der Analyse geht hervor, dass für die Integration digitaler Technologien mehrere Schlüsselaspekte zu beachten sind:

Bedeutung der pädagogischen Perspektive

Die Integration digitaler Technologien dient nicht allein dazu, den Schülerinnen und Schülern Geräte wie Computer und Tablets zur Verfügung zu stellen. Vielmehr soll auch gewährleistet werden, dass die Nutzung dieser technischen Hilfsmittel effektiv zur Erreichung der Lernziele beiträgt. Dies bedeutet, dass die Schülerinnen und Schülern nicht nur technische Fertigkeiten erwerben, sondern auch ein kritisches und verantwortungsbewusstes Verständnis dieser Technologien entwickeln müssen. Das digitale Bildungsmodul des Westschweizer Lehrplans EdNum PER und der Modullehrplan M&I im Lehrplan 21 (LP 21) legen den Schwerpunkt auf spezifische digitale Kompetenzen, die in den Lehrplan integriert werden sollen. Diese beiden Lehrpläne geben die pädagogische Ausrichtung für die Integration digitaler Technologien in den Unterricht vor.

Vielfalt der kantonalen Herangehensweisen

In der Schweiz lässt sich feststellen, dass die Kantone bei der digitalen Ausstattung der Schülerinnen und Schüler sehr unterschiedlich vorgehen. Diese Vielfalt spiegelt unterschiedliche pädagogische Schwerpunkte, Finanzierungsmöglichkeiten und strategische Prioritäten wider. Unsere Analyse unterstreicht die Notwendigkeit, dass jeder Kanton eine digitale Strategie entwickelt, die auf seinen spezifischen Kontext zugeschnitten ist, und dabei von bewährten Verfahren und den Herausforderungen anderer Kantone lernt.

Anregungen aus dem Ausland

Die Beispiele aus Schweden und Estland bieten gute Einblicke in die Integration digitaler Technologien in das Bildungssystem, obwohl die Korrelation zwischen digitaler Ausstattung und Schulleistungen mit Vorsicht zu interpretieren ist.

Schlüsselvoraussetzungen für den Erfolg

Beim Studium der wissenschaftlichen Literatur wurden mehrere Voraussetzungen herausgearbeitet, die für die Integration digitaler Technologien in den Unterricht erfüllt sein müssen.

1. **Führung und strategische Vision:** Eine starke Führungsrolle (siehe Glossar) der Bildungsbehörden und Bildungseinrichtungen ermöglicht es, die Integration digitaler Technologien zu lenken und zu unterstützen. Dazu gehören die Definition einer klaren Vision für die Unterrichtsämter und für die Schulen, die Einführung einer Digitalisierungsstrategie, die mit der kantonalen Strategie und den pädagogischen Zielen übereinstimmt, die Zusammenarbeit mit Ansprechpersonen Medien und Informatik (M&I) (siehe Glossar), der Einbezug der Lehrpersonen, das Engagement für einen kulturellen Wandel und die Begleitung des Wandels.
2. **Weiterbildung der Lehrpersonen:** Weiterbildung ist von entscheidender Bedeutung, damit die Lehrpersonen digitale Technologien erfolgreich in ihre Unterrichtspraxis integrieren und

ein Gefühl der Selbstwirksamkeit entwickeln können. Diese Weiterbildung umfasst in erster Linie Schulungen zu innovativen pädagogischen Ansätzen und zur Nutzung von Technologien, um das Lernen zu bereichern, aber auch technische Schulungen.

3. **Einbezug von Ansprechpersonen M&I:** Die Ansprechpersonen M&I, d. h. Lehrpersonen, die darin geschult sind, ihre Kolleginnen und Kollegen bei der Integration digitaler Technologien zu unterstützen, spielen eine Schlüsselrolle bei der Umsetzung der Strategie der Schule. Ihr Pflichtenheft muss klar sein, ebenso wie das Kompetenzprofil, das für die Übernahme dieser Funktion erforderlich ist. Ihre Rolle sollte von der Schuldirektion wie auch von den Lehrpersonen anerkannt werden.
4. **Infrastruktur, Ausrüstung und technische Unterstützung:** Eine leistungsfähige technologische Infrastruktur und eine zuverlässige und schnelle technische Unterstützung sind für eine erfolgreiche Integration unerlässlich. Die Schulen müssen über zuverlässige Netzwerke, moderne Geräte und einen einfachen Zugang zum technischen Support verfügen, um mögliche technologische Schwierigkeiten zu bewältigen.

Es kristallisieren sich mehrere Empfehlungen heraus

- **Stärkung der Führungsrolle im digitalen Bereich:** Förderung der Schulung von Schuldirektionen im Bereich der digitalen Führung, um eine kohärente und strategische Integration der Technologien zu fördern.
- **Entwicklung gezielter Weiterbildungsprogramme für die Lehrpersonen an den Schulen:** Angebot von Programmen zur beruflichen Weiterentwicklung, die auf die Bedürfnisse der Lehrpersonen zugeschnitten sind, mit besonderem Augenmerk auf die pädagogische Integration digitaler Technologien.
- **Über eine ausreichende Anzahl von Ansprechpersonen M&I** an den Schulen verfügen, die in der Integration digitaler Technologien in den Unterricht geschult sind und je nach Grösse der Schule über genügend Zeit für die Betreuung der Lehrpersonen verfügen.
- **Verbesserung der digitalen Infrastruktur und der technischen Unterstützung:** Investitionen in die Verbesserung der digitalen Infrastruktur und in die Stärkung der Teams für die technische Unterstützung an den Schulen.
- **Netzwerke stärken oder aufbauen:** Einrichtung eines Netzwerks für den Austausch zwischen Kantonen und Schulen, um sich über erfolgreiche Praktiken sowie Schwierigkeiten auszutauschen.
- **Die Digitalisierungsstrategie beurteilen:** Überwachung und regelmässige Evaluierung der Technologieintegration zur Anpassung von Strategien und an die Rückmeldungen aus der Praxis und die sich wandelnden Bedürfnisse.
- **Einen systemischen Ansatz verfolgen:** Die Integration digitaler Technologien als einen systemischen Prozess betrachten, der eine Koordination zwischen der Makroebene (kantonale Politik) und der Mesoebene (Organisation der Schulen) erfordert.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Integration digitaler Technologien in den Unterricht als komplexer und systemischer Prozess betrachtet werden sollte. Dafür braucht es einen ganzheitlichen Ansatz (siehe Glossar), der sowohl technologische als auch pädagogische und organisatorische Aspekte berücksichtigt.

Einführung

Die Integration digitaler Technologien in das Bildungssystem stellt eine grosse Herausforderung dar, denn es gilt, junge Menschen für eine Zukunft zu rüsten, in der die Kompetenz im Umgang mit diesen Instrumenten unverzichtbar wird. Diese Herausforderung betrifft die meisten Berufe. Laut aktuellen Daten des Bundesamtes für Statistik (BFS) nutzen lediglich 13,3% der Erwerbstätigen nie digitale Hilfsmittel. Dies deckt sich mit den Ergebnissen einer Studie der Europäischen Kommission, die zeigt, dass 87% der Arbeitsplätze in Europa zumindest grundlegende digitale Kompetenzen erfordern (Herrero, 2024).

Abgesehen von den mit der Beschäftigungsfähigkeit verbundenen Herausforderungen unterstreicht das Internetzeitalter in aller Deutlichkeit die Notwendigkeit einer verantwortungsvollen und sozial engagierten digitalen Bürgerschaft (Choi, 2016). Diese Bedeutung wird durch die Entwicklung generativer künstlicher Intelligenzen (siehe Glossar) noch verstärkt. Der Einsatz generativer KI wirft gewichtige ethische Fragen auf, insbesondere im Hinblick auf das Erstellen irreführender Inhalte (Deepfakes, Falschmeldungen oder Fake News), die Manipulation von Meinungen und algorithmische Verzerrungen. «Digital Citizenship Skills» (Kompetenzen im Bereich der digitalen Bürgerschaft) spielen eine entscheidende Rolle, wenn es darum geht, über diese ethischen Herausforderungen nachzudenken und einen verantwortungsvollen Umgang mit Technologien zu fördern. Im Zeitalter der generativen KI kommt der Digital Citizenship (Digitalen Bürgerschaft) eine grosse Bedeutung zu, denn es gilt sicherzustellen, dass junge Menschen nicht nur kritische Konsumentinnen und Konsumenten von Informationen sind und Technologien verantwortungsbewusst nutzen, sondern dass sie den Aufbau einer integrativen, fairen, demokratischen und ökologisch verantwortlichen digitalen Gesellschaft auch engagiert mittragen.

In Bezug auf die ausserschulische Beschäftigung junger Menschen mit digitalen Technologien stellten Waller, Willemse, Genner, Suter & Süss (2016) fest, dass Schweizer Jugendliche unter der Woche durchschnittlich 2 Stunden und 30 Minuten pro Tag im Internet verbringen und an den Wochenenden 3 Stunden und 40 Minuten. Eine neuere Umfrage zeigt einen Anstieg der von Jugendlichen online verbrachten Zeit auf 3 Stunden und 14 Minuten täglich unter der Woche und 5 Stunden am Wochenende (Külling u.a., 2022).

Da junge Menschen digitale Technologien in ihrer Freizeit intensiv konsumieren, spielt die Schule eine wichtige Rolle, um junge Menschen nicht nur auf ihre berufliche Zukunft, sondern auch auf einen ethisch verantwortungsbewussten Umgang mit diesen Technologien vorzubereiten.

Die erforderlichen Kompetenzen werden im digitalen Bildungsmodul des Westschweizer Lehrplans (PER EdNum)¹ und im Lehrplan 21 präzisiert².

Um den Anforderungen der neuen Lehrpläne gerecht zu werden, müssen die meisten Schweizer Schulen ihre Infrastruktur modernisieren und ihren Schülerinnen und Schülern sowie den Lehrpersonen digitale Technologien wie Computer, Tablet oder andere Hilfsmittel zur Verfügung stellen. Das bedeutet umfangreiche Investitionen und Überlegungen zu ihrer Zweckdienlichkeit.

Rahmen und Zweck des Auftrags

Als der Grosse Rat die kantonale Strategie für die digitale Bildung zurückwies, forderte er den Staatsrat auf, eine Bestandsaufnahme der Erfahrungen mit der Digitalisierung in der Bildung an den

¹ Link zum Plan d'Etudes Romand: <https://portail.ciip.ch/per/domains/10>

² Link zum Lehrplan21: <https://www.lehrplan21.ch/>

Orientierungsschulen des Sensebezirks, in anderen Kantonen und im Ausland, insbesondere in Schweden, zu erstellen. Um dieser Aufforderung nachzukommen, hat sich die Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten (BKAD) entschieden, eine unabhängige externe wissenschaftliche Analyse einzuholen.

Die Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten (BKAD) hat mich als Leiterin der Dienststelle für Hochschuldidaktik und digitale Kompetenzen an der Universität Freiburg, die auch als Forschungsleiterin für die Begleitung des Projekts für digitale Bildung (EduNum) im Kanton Waadt beim Zentrum LEARN der Eidgenössischen Technischen Hochschule Lausanne tätig war und als Autorin eines Buchs über die Integration digitaler Technologien in Bildungseinrichtungen (siehe Caneva & Brabant, 2023), mit dieser Analyse betraut. Der Auftrag besteht darin, 1. einen Überblick über die digitale Ausstattung, die den Schülerinnen und Schülern in den Schulen in der Schweiz und im Ausland zur Verfügung steht, zu erstellen – mit 2. einem besonderen Fokus auf Schweden. Vergleiche zwischen verschiedenen Strategien zur digitalen Integration in Schulen liefern jedoch kaum nützliche Informationen für die Behörden, da die verschiedenen Bildungssysteme komplex sind und die schulischen Leistungen durch zahlreiche Faktoren beeinflusst werden. Daher hat die BKAD mir eine weitere Aufgabe übertragen, nämlich 3. anhand einer Durchsicht der wissenschaftlichen Literatur die besten Vorgehensweisen und Erfolgsbedingungen für eine wirksame Integration digitaler Technologien, die an den Schweizer Kontext angepasst ist, zu identifizieren.

Diese Arbeit soll den Leserinnen und Lesern eine wissenschaftliche Perspektive auf die Integration digitaler Technologien an den Schulen vermitteln. Ziel ist es, Strategien aufzuzeigen, die nicht nur den Zugang zu digitalen Geräten verbessern, sondern vor allem deren Einsatz im Unterricht optimieren, um den Nutzen für die Schulgemeinschaft und vor allem für die Lernenden zu maximieren.

Aufbau des Berichts

Der erste Teil konzentriert sich auf die digitale Ausstattung, die den Schülerinnen und Schülern in der Schweiz zur Verfügung steht, und enthält eine Zusammenfassung der aktuellen Situation, der Organisation der Finanzierung und Verwaltung dieser Ausstattung sowie der bestehenden Standards oder Richtlinien und Strategien für die digitale Bildung.

Im zweiten Teil untersuchen wir die Fälle von Schweden und Estland, zwei Länder, die für ihre Fortschritte bei der Integration digitaler Technologien in die Bildung bekannt sind. Wir diskutieren die Integration von Technologien in den Unterricht, die PISA-Ergebnisse und andere Faktoren, die den Einsatz digitaler Medien in diesen Ländern beeinflussen.

Der dritte und letzte Teil widmet sich einer Übersicht über die wissenschaftliche Literatur zu den Voraussetzungen für eine erfolgreiche Integration digitaler Technologien in den Unterricht. Diese Übersicht ist zwar nicht vollständig, reicht aber aus, damit sich daraus Lehren ziehen lassen.

Im Rahmen dieser Struktur soll der Bericht eine umfassende und differenzierte Analyse liefern, die den Leserinnen und Lesern Aufschluss über die wichtigsten Herausforderungen rund um die Integration digitaler Technologien in den Unterricht gibt.

Definition

Die Integration digitaler Technologien (Tablets, Computer, Lernplattformen, Apps usw.) in den Unterricht umfasst eine Vielzahl von Begriffen, die oft synonym verwendet werden. Dazu gehören «digitale Transition», «digitaler Wandel», «Nutzung digitaler Ressourcen im Unterricht und beim Lernen», «Digitalisierung in der Bildung», und «Integration von Informations- und Kommunikationstechnologien (ICT) an der Schule», um nur einige Beispiele zu nennen. Da es auch in der wissenschaftlichen Gemeinschaft keinen Konsens über die Definition von «Integration von Technologien» gibt (Consoli, Désiron & Cattaneo, 2023), bezieht sich der Begriff «Integration» sowohl auf die einfache Nutzung von Technologie als auch auf eine tiefgreifende Transformation der Lern- und Lehrmethoden. Im Rahmen der digitalen Module des Westschweizer Lehrplans PER EdNum und des Lehrplans 21 zielt die Integration digitaler Technologien in den Unterricht auf die Entwicklung der digitalen Bildung ab. Digitale Bildung umfasst Kompetenzen, die in drei miteinander verknüpften Bereichen erworben werden müssen: Medienbildung, Informatik und die fächerübergreifende Nutzung digitaler Technologien. Daher werden wir in diesem Bericht die Begriffe «digitale Bildung» und «Integration digitaler Technologien» in diesem Sinne verwenden.

Ausstattung der Schülerinnen und Schüler

Um die digitale Ausstattung der Schülerinnen und Schüler in den Kontext der digitalen Bildungsstrategie des Kantons Freiburg zu stellen, präsentiert die Tabelle in Anhang 1 einen Vergleich der in anderen Deutschschweizer Kantonen geplanten technologischen Vorkehrungen, die ihre jeweiligen digitalen Strategien widerspiegeln. Da sich das digitale Bildungsmodul des Westschweizer Lehrplans (PER EdNum) noch in der Umsetzungsphase befindet, liegen für die Westschweizer Kantone keine konsolidierten Daten vor.

In dieser Analyse werden die Ausstattungen in einer Stichprobe von vier Kantonen und zwei Halbkantonen erfasst. Ziel ist es, eine vorläufige Übersicht über die Ausstattung für Schülerinnen und Schüler in den deutschsprachigen Kantonen zu erstellen.

Während in der Tabelle nur die den Schülerinnen und Schülern zur Verfügung gestellten Computer oder Tablets als Geräte aufgeführt sind, dürfen wir besondere Initiativen nicht vergessen, wie die des Kantons Freiburg, die auch Ausstattungen für Lernroboter einschliesst.

Die in der Tabelle enthaltenen Informationen wurden bei den Generalsekretariaten der deutschsprachigen Kantone eingeholt.

Folgende Fragen wurden gestellt:

- Welche Organisation sieht der Kanton für die Finanzierung und Verwaltung des Informatikparks der obligatorischen Schulen vor?
- Wie hoch ist die IT-Ausstattung pro Schüler/in (Anzahl Computer/Tablets pro Schüler/in), je nach Schulstufe (1. Zyklus: 1H-2H; 3H-4H; 2. Zyklus: 5H-6H; 7H-8H; 3. Zyklus: 9H-11H)?
- Gibt es Standards oder Richtlinien für die IT-Ausstattung von Schulen (Schüler/innen, Lehrpersonen)?
- Verfügen Sie über Unterlagen zur digitalen Bildungsstrategie Ihres Kantons?

Die Leserinnen und Leser werden feststellen, dass noch vor einigen Jahren von stationären Computern und Computerräumen/Informatikräumen die Rede war, während heute die Nutzung mobiler Geräte im Vordergrund steht, was die Praxis des realen Lebens widerspiegelt. Dieser Ansatz fördert den einfachen Zugang zu Geräten in normalen Unterrichtsräumen und ermöglicht so eine natürlichere Integration digitaler Aktivitäten in andere Unterrichtsformen ohne digitale Hilfsmittel. Entscheide über die Ausstattung – sei es ein Ansatz, bei dem jede Schülerin oder jeder Schüler ein eigenes Gerät hat (1:1 oder «one-to-one»), oder ein Ansatz, bei dem sich die Schülerinnen und Schülern die Ausstattung gemeinsam nutzen – erfordern unterschiedliche pädagogische Entscheidungen und beeinflussen die Art und Weise, wie die Technologien eingesetzt werden.

Der Lehrplan 21 und der Bereich digitale Bildung

Die Deutschschweizer Erziehungsdirektoren-Konferenz (D-EDK) hat den Lehrplan 21 zwischen 2010 und 2014 erarbeitet. Dieser wurde zu Beginn des Schuljahres 2019/20 in den deutschsprachigen Klassen 1H–11H des Kantons Freiburg eingeführt.

Mit diesem ersten gemeinsamen Lehrplan für die obligatorische Schule haben die 21 deutsch- und mehrsprachigen Kantone Artikel 62 der Bundesverfassung umgesetzt und die Ziele der Schule harmonisiert. Im Herbst 2014 wurde der Entwurf des Lehrplans 21 von den Erziehungsdirektorinnen und -direktoren der Deutschschweiz genehmigt. Jeder Kanton hat, gestützt auf seine Rechtsgrundlagen, über die Einführung des neuen Lehrplans im Kanton entschieden. Es besteht eine Lehrplan 21-Vorlage sowie kantonale Versionen.

Für den Bereich der «Digitalen Bildung» enthält der Lehrplan 21 ein Modul Medien und Informatik, das die Kompetenzbereiche «Medien und Informatik» sowie die Kompetenzen zur Nutzung von Informations- und Kommunikationstechnologien (Anwendungskompetenzen) umfasst.

Damit die Schülerinnen und Schüler diese Fähigkeiten entwickeln können, stellen die Schulen eine geeignete Ausstattung und Infrastruktur (Computer, Tablets usw.) zur Verfügung, und die Lehrpersonen werden im Lernen über digitale Medien und im Lernen mit digitalen Medien geschult.

Das Modul Medien und Informatik leistet ebenfalls einen wichtigen Beitrag zur Entwicklung von methodischen Kompetenzen, die in allen Bildungsbereichen eine Rolle spielen.³ Dazu gehören das Suchen, Bewerten, Verarbeiten und Präsentieren von Informationen und Daten sowie der Erwerb von Strategien zur Lösung von Aufgaben und Problemen, deren Bewältigung das Handeln im Alltag und im Berufsleben unterstützt

Es sei darauf hingewiesen, dass die Implementierung des Lehrplans 21 und seines Moduls Medien und Informatik vor der Umsetzung des Westschweizer Lehrplans und insbesondere seines Bildungsmoduls PER EdNum erfolgte.

1.1 Zusammenfassung der Situation in der Schweiz

Die IT-Ausstattung der Schülerinnen und Schüler an den obligatorischen Schulen in der Schweiz ist von Kanton zu Kanton sehr unterschiedlich. Dies spiegelt die unterschiedlichen Ansätze in den Bereichen Finanzierung, Verwaltung des Informatikparks und Digitalisierungsstrategien wider. Eine

³ Weitere Informationen finden Sie auf der Website des Staates Freiburg und auf der Seite über den Lehrplan 21: <https://www.fr.ch/de/bildung-und-schulen/obligatorische-schule/lehrplan-21-in-deutschfreiburg-zyklus-1-3-1h-11h>

Querschnittsanalyse der Kantone St. Gallen, Bern, Basel-Stadt, Basel-Landschaft, Luzern und Freiburg zeigt Gemeinsamkeiten, aber auch deutliche Unterschiede auf.

1.1.1 Organisation der Finanzierung und Verwaltung

- In Basel-Stadt und Luzern zeigt sich eine Tendenz zu einer gemeinsamen Verwaltung und Finanzierung durch den Kanton und die Gemeinden, mit Unterschieden hinsichtlich der Einbeziehung der jeweiligen Ebenen. So nutzt Luzern einen zentralen Rahmenvertrag, um die Anschaffung von Geräten zu erleichtern.
- Bern zeichnet sich dadurch aus, dass die Verantwortung für die Ausstattung (mit ICT-Infrastruktur) weitgehend den Gemeinden zugewiesen wird, die sich auf die jeweiligen Konzepte für Medien und ICT⁴ der Schulen stützen.

1.1.2 IT-Ausstattung pro Schüler/in

- Die Vielfalt zeigt sich auch im Verhältnis von PC/Tablets pro Schüler/in, das von einer 1:1-Ausstattung in den Klassen der 5H bis 11H in St. Gallen, Luzern und Basel-Landschaft sowie in den Klassen der 7H bis 11H in Basel-Stadt variiert.
- Generell entscheiden sich alle betrachteten Kantone für eine schrittweise Bereitstellung von digitalen Geräten für die Schülerinnen und Schüler mit wenig oder gar keinen digitalen Geräten für Schülerinnen und Schüler im Kindergarten (1H–2H) und einer Tendenz zur Bereitstellung eines Geräts pro Schülerin oder Schüler in den höheren Klassen, in einigen Kantonen bereits ab der 5H (St. Gallen, Basel-Landschaft, Luzern). Diese Tendenz zu einer 1:1-Ausstattung ist charakteristisch für die deutschsprachigen Kantone.
- Der Kanton Bern hebt sich im Vergleich zu anderen Kantonen dadurch ab, dass er den Schulen bei der Wahl der Ausstattung (Verhältnis pro Schüler/in) grosse Autonomie lässt.

1.1.3 Standards oder Richtlinien für die IT-Ausstattung

- Im föderalistischen System der Schweiz fällt die Bildung in die Zuständigkeit der Kantone, und diese halten sich an unterschiedliche Vorgaben. Einige Kantone geben keine klaren Standards oder Richtlinien vor.

1.1.4 Digitale Bildungsstrategie

- Das Vorhandensein von expliziten Unterlagen oder Strategien zur digitalen Bildung variiert stark.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass zwar alle Kantone bestrebt sind, den Zugang der Schülerinnen und Schüler zu digitalen Technologien zu verbessern, die Finanzierungsstrategien, das Verhältnis der Ausstattung pro Schüler/in und das Vorhandensein von Standards oder Richtlinien für die IT-Ausstattung jedoch sehr unterschiedlich sind. Diese Heterogenität unterstreicht, wie wichtig es ist, Strategien zu erarbeiten, die auf den lokalen Kontext zugeschnitten sind, und verdeutlicht gleichzeitig einen allgemeinen Trend hin zu einem verstärkten Zugang zu Technologien zur Unterstützung des Lehrens und Lernens.

1.2 Die Ausstattung in Zahlen

Die Aufmerksamkeit der Medien, der Öffentlichkeit und der wichtigsten Interessengruppen, die an der Umsetzung digitaler Bildungsstrategien beteiligt sind, richtet sich häufig auf das Verhältnis der

⁴ Medien und ICT (IKT) ist die Abkürzung von «Medien, Bilder, Informations- und Kommunikationstechnologien»

Geräte pro Schüler/in und die Häufigkeit der Nutzung dieser Instrumente in der Schule. Die Betonung liegt auf der «Menge» der Ausrüstung (Consoli, Désiron & Cattaneo, 2023).

Die Frage der Ausstattung spielt zwar eine wichtige Rolle bei der Ermittlung der Kosten und der gewählten Konzepte, doch erfasst dieser Indikator nicht die gesamte Komplexität der Integration digitaler Technologien im Unterricht. Auch lässt sich damit nicht bestimmen, wie viel Zeit die Schülerinnen und Schüler mit einem Instrument verbringen, da dies von den Tätigkeiten der Lehrpersonen und den pädagogischen Zielen abhängt. Die «Quantität» ist nicht der aussagekräftigste Faktor, um festzustellen, ob und wie die Schülerinnen und Schüler die Kompetenzen entwickeln, die im Bildungsmodul Medien und Informatik des Westschweizer Lehrplan PER EdNum oder im Lehrplan 21 definiert sind. Der blosse Besitz von Geräten garantiert nicht, dass die pädagogischen Ziele erreicht werden (Grönlund u.a., 2018), und das Verhältnis von Geräten pro Schüler/in ist ebenfalls keine Gewähr dafür. Ob die Integration digitaler Technologien in den Unterricht scheitert oder gelingt, hängt von mehreren Faktoren und Variablen ab, wie wir im 3. Abschnitt dieses Berichts sehen werden.

Die Forschungsergebnisse deuten zwar darauf hin, dass die Häufigkeit des Einsatzes digitaler Instrumente nicht unbedingt zu besseren Lernergebnissen führt (OECD, 2015), lassen offenbar aber auch erkennen, dass der gezielte Einsatz digitaler Technologien zur Erreichung signifikanter Lernziele positive Auswirkungen haben kann (Chien u.a., 2016; Stegmann, 2020).

Der Fokus sollte sich von der Quantität auf die Qualität des Technologieeinsatzes verlagern (Antonietti u.a., 2023; Backfisch u.a., 2021; Fütterer u.a., 2022; Juuti u.a., 2022; Parker u.a., 2019). Unter «Qualität» verstehen wir die Gesamtheit der Konzepte, Operationalisierungen und Aspekte, die mit der pädagogischen Nutzung digitaler Technologien verbunden sind (Consoli, Désiron & Cattaneo, 2023).

Kurzum, es ist wichtig, Extreme zu vermeiden: Ein Übermass an ungenutzten Geräten und ein Mangel an Ausstattung, wodurch der Zugang für die Lehrpersonen und die Schülerinnen und Schüler eingeschränkt wird. Die eigentliche Herausforderung liegt in der Qualität der Nutzung dieser digitalen Geräte, und diese hängt von mehreren Faktoren ab, die im Abschnitt «Beste Praktiken» behandelt werden.

1 Das Beispiel von Schweden und Estland

Schweden ist ein Vorreiter bei der Integration digitaler Technologien in sein Bildungssystem. Da Estland in seinen Schulen ebenfalls früh eine Digitalisierungsstrategie eingeführt hat, haben wir uns dafür entschieden, auch diesen Fall vorzustellen.

Beide Länder gehören gemäss dem Index für die digitale Wirtschaft und Gesellschaft (DESI) zu den Ländern mit dem besten digitalen Reifegrad («Digital Readiness») in der Europäischen Union. Der *Digital Economy and Society Index* (DESI) ist ein Composite-Index, der relevante Indikatoren der Digitalisierung zusammenfasst, um die Entwicklung der digitalen Wirtschaft und Gesellschaft der EU-Mitgliedstaaten zu beobachten und fünf Dimensionen zu bewerten: Konnektivität, Humankapital und digitale Kompetenzen, Internetnutzung der Bürgerinnen und Bürger, Integration digitaler Technologien durch die Unternehmen und Verfügbarkeit öffentlicher digitaler Dienste. Dieser Index bietet einen umfassenden Überblick über den digitalen Fortschritt der Mitgliedstaaten und ist für die politischen Entscheidungsträger ein wertvolles Instrument bei der Ausrichtung von politischen Massnahmen und Investitionen.

Wir haben auch die Ergebnisse des PISA-Programms («Programme for International Student Assessment») berücksichtigt. PISA bewertet die Kenntnisse und Fähigkeiten der 15-jährigen Schülerinnen und Schüler in Mathematik, Lesen und Naturwissenschaften. Der Test bewertet die

Fähigkeit der Schülerinnen und Schüler, komplexe Probleme zu lösen, kritisch zu denken und effektiv zu kommunizieren. Alle drei Jahre wird eine Zufallsstichprobe von 15-Jährigen in diesen Bereichen getestet, wobei in jedem Bewertungszeitraum ein besonderer Schwerpunkt auf ein Fach gelegt wird.

Obwohl beide Länder bei den PISA-Studien gut abschneiden, verzeichneten die schwedischen Schülerinnen und Schüler bei den 2023 veröffentlichten Tests schlechtere Leistungen als in den Vorjahren. Dieser Leistungsabfall löste eine Mediendebatte aus, da er auf die Digitalisierungspolitik und die Einführung digitaler Tools in den Schulen zurückgeführt wurde, die sich negativ auf die kognitiven Fähigkeiten der Schülerinnen und Schüler auswirken sollen.

1.1 Schweden

Schweden belegt in der DESI-Rangliste 2022 unter den 27 EU-Mitgliedstaaten den vierten Platz. Das Land ist auf dem besten Weg, das Ziel der digitalen Dekade zu erreichen, wonach 80% der Bevölkerung bis 2030 zumindest über grundlegende digitale Fähigkeiten verfügen sollen. Digitale Kompetenzen gelten als Schlüsselement der Grund- und Hochschulbildung, als Instrument zur Überwindung der digitalen Kluft und als Mittel zur Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit der Unternehmen eines Landes und zur Unterstützung seiner Forschungseinrichtungen. Sie stehen im Mittelpunkt aller seit 2017 veröffentlichten Strategien, angefangen bei der schwedischen Digitalisierungsstrategie (2017), dem nationalen KI-Ansatz (2019) und der Datenstrategie (2021). Schweden hat ausserdem eine nationale Strategie für die Digitalisierung des Schulsystems (2017) und anschliessend einen Aktionsplan (2019) verabschiedet.

1.1.1 Die Integration digitaler Technologien in den Unterricht

Im Jahr 2017 hat die schwedische Regierung eine nationale Strategie zur Stärkung der digitalen Kompetenzen von Schülerinnen und Schülern und Lehrpersonen eingeführt (Schwedische Regierung, 2017). Ziel dieser von 2018 bis 2022 geplanten Strategie war es, im Bildungssystem nicht nur eine universelle digitale Kompetenz zu entwickeln, sondern auch den chancengerechten Zugang und die gleichberechtigte Nutzung zu fördern und das durch die Digitalisierung gebotene Potenzial zu erfassen und zu evaluieren (Godhe, 2024).

Durch umfangreiche Investitionen wurden die Schulen mit digitaler Infrastruktur wie Computern, Tablets und Smartphones ausgestattet. Im Jahr 2018 wurden die Lehrpläne für alle Bildungsstufen überarbeitet, um diese neuen Kompetenzen einzubeziehen (schwedische Nationale Agentur für Bildung, 2018 a,b,c).

Viele Schulen haben digitale Plattformen und Online-Lernressourcen eingeführt, um das Lehren und Lernen auf allen Ebenen zu unterstützen (Masiello, Mohseni & Nordmark, 2023). Bereits im Kindergarten (Kinder im Alter von 1 bis 5 Jahren) wurden die Kinder mit digitalen Hilfsmitteln vertraut gemacht und setzten Roboter und Tablets ein, um erste Schritte im Programmieren (Hamidi u.a., 2022), der Mathematik und dem Lesen zu machen. Auch in Kindergärten und Primarschulen (ab dem Alter von 6 Jahren) werden soziale Roboter eingesetzt, um die Kommunikation und das Erlernen von Fremdsprachen zu fördern (Högström & Holm, 2020).

Die Sekundarschulen haben virtuelle und erweiterte Realität (Virtual Reality und Augmented Reality) sowie verschiedene Multimediatools wie Videos, Animationen und Simulationen für die interaktive Erforschung komplexer Konzepte integriert (Högström & Holm, 2020).

Högström & Holm (2020) verwiesen auf die positiven Auswirkungen dieser Integration auf das Engagement der Schülerinnen und Schüler. Dank des hohen Integrationsgrads digitaler Technologien ist es nun einfach, Daten über die Leistungen der Schülerinnen und Schüler zu sammeln und zu analysieren.

Im Jahr 2022 schlug die schwedische Nationale Agentur für Bildung der Regierung eine neue Digitalisierungsstrategie für die Jahre 2023-2027 vor (Schwedische Regierung, 2023). Die gegenwärtige Regierung, die von der rechtsgerichteten Koalition «Tidö» gebildet wird, hat jedoch Vorbehalte bezüglich der überstürzten und übertriebenen Digitalisierung der schwedischen Schulen angemeldet. Das Bildungsministerium beschloss daher, die 2017 von der vorherigen Mitte-Links-Regierung initiierte Strategie einzustellen, und begründete dies mit neurowissenschaftlichen Bedenken hinsichtlich der Auswirkungen digitaler Medien auf das Gehirn junger Menschen.

Kennzeichnend für diese Wende war der Willen der Regierung, sich an dem auszurichten, «was die Wissenschaft sagt», insbesondere durch Konsultationen mit Neurowissenschaftlerinnen und Neurowissenschaftlern und kognitiven Psychologinnen und Psychologen über die negativen Folgen einer übermässigen Nutzung digitaler Geräte bei Kleinkindern (Forsler & Guyard, 2023).

Die Regierung empfiehlt eine Rückkehr zu traditionelleren, analogen Unterrichtsmethoden wie Handschrift und die Verwendung von «physischen» Büchern, auch wenn diese Praktiken nie ganz aufgegeben wurden. Der Bericht von *Sveriges Kommuner och Regioner* (2020) verweist auf die grosse Vielfalt bei der Nutzung digitaler Technologien in Schulen, die von der ausschliesslichen Nutzung digitaler Ressourcen bis hin zu traditionellen Ansätzen mit Schwerpunkt auf Lehrbüchern reichen.

Expertinnen und Experten fordern eine ausgewogenere Debatte (Forsler & Guyard, 2023; Selwyn, 2024), indem sie verschiedene wissenschaftliche Perspektiven⁵ einholen, um den Einsatz digitaler Medien in der Schule ohne eine ausschliessliche Fokussierung auf die Neurowissenschaften zu bewerten. Sie befürworten umfassende Studien zur Konvergenz von Neuroedukation und digitalen Technologien im Unterricht, die bisher noch nicht vollständig erforscht wurde.

Die digitale Ausstattung der Schülerinnen und Schüler

Schweden hat erhebliche Investitionen getätigt, um alle Schülerinnen und Schüler mit persönlichen digitalen Geräten auszustatten. Im Jahr 2018 meldete die schwedische Nationale Agentur für Bildung, dass 49% der Primarschülerinnen und -schüler individuellen Zugang zu digitalen Geräten hatten – ein deutlicher Anstieg gegenüber 16% im Jahr 2012. Diese Zugangsquote steigt sowohl bei Schülerinnen und Schülern der Sekundarstufe 1 als auch bei jenen der Sekundarstufe 2. Alle Schulen verfügen über einen Breitband-Internetzugang, der eine effiziente und zufriedenstellende Nutzung dieser Ressourcen gewährleistet (Hall u.a., 2021). In Kindergärten sind häufig Tablets im Einsatz.

1.1.2 Die PISA- und PIRLS-Ergebnisse

Gemäss den PISA-Ergebnissen sind die durchschnittlichen Leistungen der schwedischen Schülerinnen und Schüler im Jahr 2022 im Vergleich zu 2018 gesunken, während sie in den Naturwissenschaften gleichgeblieben sind.

Diese Rückschritte in den Bereichen Mathematik und Lesen machen die Fortschritte von 2012 bis 2018 weitgehend zunichte und bringen die Werte wieder in die Nähe der niedrigsten Werte von 2012. In den Naturwissenschaften hingegen bleibt die Entwicklung zwischen 2012 und 2022 leicht positiv, wobei insbesondere bei den leistungsstärksten Schülerinnen und Schülern deutliche Fortschritte zu verzeichnen sind. Zwischen 2018 und 2022 hat sich der Abstand zwischen den leistungsstärksten und leistungsschwächsten Schülerinnen und Schülern in Mathematik und Naturwissenschaften vergrössert, während er im Lesen relativ stabil geblieben ist. In Mathematik hat sich die Gesamtleistung verschlechtert, wobei die Schülerinnen und Schüler mit Schwierigkeiten stärker

⁵ In Kapitel 3 dieses Berichts werden bewährte Verfahren aus wissenschaftlichen Studien an den Schnittstellen verschiedener Bereiche vorgestellt.

zurückfielen als ihre leistungsstärkeren Altersgenossen. Seit 2012 hat sich der Anteil der Schülerinnen und Schüler, die ein Niveau unterhalb der Schwelle für die Grundkompetenzen (Stufe 2) erreichen, in Mathematik, Lesen oder Naturwissenschaften nicht signifikant verändert.

Laut der PIRLS-Studie («Progress in International Reading Literacy Study» oder Internationale Grundschul-Lese-Untersuchung IGLU) von 2021, die von der International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA) durchgeführt wird und das Leseverständnis von 9- bis 10-jährigen Schülerinnen und Schülern misst, sind die Ergebnisse der schwedischen Schülerinnen und Schüler in den letzten fünf Jahren von einem «hohen» auf ein «mittleres» Niveau gesunken.

2.2. Estland

Estland belegt im DESI-Index 2022 den 7. Platz und liegt damit über dem EU-Durchschnitt. Das Land zeichnet sich besonders im Bereich der digitalen öffentlichen Dienstleistungen aus und erzielt mit Platz 5 sehr gute Ergebnisse beim Humankapital. Mit 62% der Bevölkerung, die zumindest über digitale Grundkenntnisse verfügen, liegt Estland in diesem Bereich deutlich über dem EU-Durchschnitt.

Dank eines hohen Punktestands bei den digitalen Grundkompetenzen profitiert die Bevölkerung Estlands von einem breiten Zugang zu digitalisierten öffentlichen und privaten Dienstleistungen.

2.2.1. Die Integration digitaler Technologien in den Unterricht

In den 1990er Jahren lancierte Estland das Programm «Tiger Leap», das darauf abzielte, die technologische Infrastruktur seiner Schulen zu modernisieren und allen Schulen des Landes einen Internetzugang zu ermöglichen. Dieses ehrgeizige Ziel wurde bereits 2001 erreicht. Um die Entwicklung der digitalen Infrastruktur an Schulen zu unterstützen, hat der Staat in den Breitband-Internetzugang, moderne Geräte und digitale Lernmittel für Schulen investiert.

Diese solide digitale Infrastruktur in den allgemeinbildenden und berufsbildenden Schulen hat die Auswirkungen der Schulschliessungen während der Covid-19-Pandemie abgemildert. Dank eines hohen Niveaus der digitalen Kompetenzen bei den Lehrpersonen und der Verfügbarkeit von digitalem Unterrichtsmaterial konnte Estland die negativen Auswirkungen minimieren.

Entscheidend waren frühere Investitionen in die digitale Bildung, die es Schulen, Schülerinnen und Schülern sowie Lehrpersonen ermöglichten, sich schnell an neue Anforderungen und Unterrichtsmethoden anzupassen.

Die estnische Bildungsstrategie bis 2035 bildet den übergeordneten Rahmen für die kontinuierliche Modernisierung des Bildungssystems. Bis 2035 will Estland erreichen, dass 90 Prozent der 16- bis 24-Jährigen über digitale Kompetenzen verfügen, die über die Grundkenntnisse hinausgehen. Auch soll der Anteil der Bevölkerung mit fortgeschrittenen digitalen Fähigkeiten auf 60% steigen, gegenüber 37% im Jahr 2019. Darüber hinaus plant das Land, bis 2027 7000 Fachpersonen im Bereich der Informations- und Kommunikationstechnologien auszubilden.

Die digitale Ausstattung der Schülerinnen und Schüler an den Schulen

Im Jahr 2014 führte Estland das BYOD-Konzept⁶ («Bring Your Own Device») als Standard für die obligatorische Grundschule ein, die die ersten neun Schuljahre abdeckt, unterteilt in drei Zyklen für Kinder zwischen 7 und 17 Jahren (Europäische Kommission, 2021; Nizyev, 2022). Für Schülerinnen

⁶ Das BYOD-Konzept im Bildungsbereich erlaubt es den Schülerinnen und Schülern, ihre persönlichen Geräte (Laptops, Tablets, Smartphones) zu Bildungszwecken in der Schule zu nutzen. Einige gängige Ansätze zur Finanzierung von BYOD in Schulen sind Eigenfinanzierung durch Familien, Mietprogramme, Direktinvestitionen der Schulen, Subventionen oder Finanzierung durch den Staat.

und Schüler ohne eigenes Gerät verfügen die Schulen über einen Lagerbestand zur gemeinsamen Nutzung.

In der estnischen Strategie für «lebenslanges Lernen» von 2020 wird der Übergang zu einem digitalen Werkzeug pro Schüler/in im Unterricht als «digitale Wende» («Digital Turn») bezeichnet. Die Strategie beruht auf der Hoffnung, dass die Nutzung persönlicher digitaler Geräte nicht nur die digitalen Kompetenzen der Schülerinnen und Schüler, sondern auch ihre schulischen Leistungen in verschiedenen Fächern verbessern wird (Lorenz, Kikkas & Laanpere, 2016).

Eine Studie des *European Schoolnet* aus dem Jahr 2013 ergab, dass bei den estnischen Schülerinnen und Schülern bereits vor zehn Jahren die Nutzung von Laptops und persönlichen mobilen Geräten für Bildungszwecke über dem europäischen Durchschnitt lag.

2.2.2. Andere Faktoren, die über die Ausstattung hinausgehen

Im Laufe der Zeit hat Estland die Entwicklung einer Digital Literacy (digitale Kompetenzen) bei Lehrpersonen und Schülerinnen und Schülern weiter gefördert. Ein Beispiel für dieses Engagement sind die Fachpersonen für Bildungstechnologie, die in einem grossen Teil der Schulen anzutreffen sind, namentlich technisch versierte Lehrpersonen und Fachleute für die Integration von Technologien. Mit einer soliden Grundausbildung in Pädagogik und einem Master mit entsprechender Vertiefung erleichtern diese Fachpersonen seit 2005 die Einführung digitaler Hilfsmittel in Schulen. Diese Rolle wurde während der Covid-19-Krise entscheidend, um Innovationen und pädagogische Anpassungen weiterzuführen. Sie konzentrieren sich auf die Optimierung der Nutzung digitaler Ressourcen zur Bereicherung des Lehrplans.

Estland ist im Rahmen seiner nationalen Strategie bestrebt, bereits im frühen Kindesalter ein Interesse an Technologien zu wecken, was dazu beiträgt, dass die Zahl der Einschreibungen für die digitalen Studiengängen weit über dem Durchschnitt der Industrieländer liegt. Ein Paradebeispiel dafür ist das Programm ProgeTiger, das 2012 zur Verbesserung der digitalen Kompetenzen von Lehrpersonen und Schülerinnen und Schülern lanciert wurde und eine breite Palette von Aktivitäten anbietet, von der Programmierung über die Robotik bis hin zu spielerischen Computer-Workshops. Diese Initiativen erfreuen sich wachsender Beliebtheit und spielen eine wichtige Rolle bei der Stärkung der digitalen Bildung in Estland; immer mehr Schulen und Kindergärten zeigen daran Interesse.

2.2.3. Die PISA-Ergebnisse

Das estnische Bildungssystem ist bekannt für seine hervorragenden Leistungen bei den PISA-Tests. Die Schülerinnen und Schüler aus unterschiedlichen sozioökonomischen Schichten erzielen dort hervorragende Ergebnisse. Gemäss dem PISA-Ranking von 2018 liegt Estland unter den OECD-

Ländern im Bereich Lesen und Naturwissenschaften an der Spitze und belegt in Mathematik den dritten Platz (Tire, 2021).

Schweiz: DESI- und PISA-Ergebnisse

Die DESI-Rangliste 2022 umfasst 27 EU-Mitgliedstaaten. Da die Schweiz nicht zur EU gehört, liegen uns keine DESI-Ergebnisse vor.

Die Zusammenfassung der Ergebnisse der PISA-Studie 2022 für die Schweiz zeigt mehrere aufschlussreiche Erkenntnisse in Bezug auf die Leistungen und Merkmale der 15-jährigen Schülerinnen und Schüler in den Bereichen Mathematik, Lesen und Naturwissenschaften auf:

Allgemeine Leistungen

- Die durchschnittlichen Ergebnisse 2022 in Mathematik, Lesen und Naturwissenschaften sind ähnlich wie 2018 und zeigen eine stabile Leistung.
- Im Vergleich zum Jahr 2015 blieben die Ergebnisse in Lesen und Naturwissenschaften stabil, während die Ergebnisse in Mathematik nachgelassen haben.
- Seit 2009 und 2012 ist in allen drei Bereichen ein Abwärtstrend zu beobachten, wobei in den letzten zehn Jahren (2012-2022) ein deutlicher Rückgang um mehr als 20 Prozentpunkte in Mathematik und Lesen und in den Naturwissenschaften ein etwas geringerer Rückgang zu verzeichnen war.
- Das Leistungsgefälle zwischen den leistungsstärksten und den leistungsschwächsten Schülerinnen und Schülern blieb zwischen 2018 und 2022 in allen drei Bereichen stabil.

Internationaler Vergleich

- Schweizer Schülerinnen und Schüler schnitten in Mathematik, Lesen und Naturwissenschaften über dem OECD-Durchschnitt ab.
- Im Vergleich zum OECD-Durchschnitt erreicht ein höherer Anteil der Schweizer Schülerinnen und Schüler in mindestens einem Bereich die höchsten Kompetenzniveaus (Stufe 5 oder 6).

Sozioökonomisches Profil und Vielfalt

- Die Schweiz weist einen signifikanten Leistungsunterschied nach sozioökonomischem Status auf, mit einer höheren durchschnittlichen Leistung bei den besser gestellten Schülerinnen und Schülern.
- Schülerinnen und Schüler mit Migrationshintergrund weisen im Vergleich zu Schülerinnen und Schülern ohne Migrationshintergrund ein erhebliches Leistungsgefälle auf, obwohl sich dieser Unterschied nach Berücksichtigung des sozioökonomischen Profils verringert.

Schulisches Umfeld und Lernen

- In der Schweiz haben die Schülerinnen und Schüler ein hohes Zugehörigkeitsgefühl zur Schule und einen vergleichsweise geringen Anteil an Mobbingopfern.
- Die Schülerinnen und Schüler berichten von einer mittelmässigen Lebenszufriedenheit im Allgemeinen, wobei die Unzufriedenheit seit 2018 leicht zugenommen hat.
- Was die Schulautonomie betrifft, so besucht die Mehrheit der Schülerinnen und Schüler Schulen, an denen die Schuldirektorinnen und Schuldirektoren hauptsächlich für die Anstellung der Lehrpersonen verantwortlich sind.

Covid-19 und Lernen

- In der Schweiz gab es während der Covid-19-Pandemie weniger lange Schulschliessungen als im Durchschnitt der OECD-Länder, mit unterschiedlichen Auswirkungen auf den Fernunterricht und das Wohlbefinden der Schülerinnen und Schüler.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Ergebnisse der PISA-Studie von 2022 für die Schweiz stabile Leistungen in Mathematik, Lesen und Naturwissenschaften zeigen, wobei die Ergebnisse über dem OECD-Durchschnitt liegen. Allerdings sind in den letzten zehn Jahren ein rückläufiger Trend und anhaltende Unterschiede im Zusammenhang mit dem sozioökonomischen Status und dem Migrationshintergrund der Schülerinnen und Schüler zu verzeichnen. Das schulische Umfeld und die Herausforderungen der Covid-19-Pandemie bieten zusätzliche Einblicke in die Bildungslandschaft der Schweiz.

Die PISA-Erhebung 2022, deren Ergebnisse am 5. Dezember 2023 publiziert wurden, bestätigt das hohe Kompetenz- und Wissensniveau der 15-jährigen Estinnen und Esten. So liegen sie in Europa an der Spitze und weltweit unter den ersten Acht. In der letzten Ausgabe wurde ein besonderes Augenmerk auf die Mathematik gelegt und gleichzeitig die Leistungen in den Naturwissenschaften und im Lesen bewertet. Estland gehört neben der Schweiz zu den beiden führenden europäischen Ländern in Mathematik und liegt in den Naturwissenschaften sowie im Lesen gleichauf mit Irland an der Spitze.

Die Ergebnisse der estnischen Schülerinnen und Schüler liegen in allen drei Lernbereichen über dem OECD-Durchschnitt. Verglichen mit dem Durchschnitt der OECD-Länder erreichen in Estland mehr Schülerinnen und Schüler in mindestens einem Fach das höchste Leistungsniveau (Stufe 5 oder 6) und ebenso in allen drei Fächern ein grundlegendes Kompetenzniveau (Stufe 2 oder höher).

In Estland wird den Schulleitungen und Lehrpersonen eine weitreichende Autonomie gewährt. Die Lehrpersonen haben grosse Freiheit bei der Gestaltung des Lehrplans und werden bei Entscheidungen im Zusammenhang mit der Verwaltung der Schulen einbezogen. Damit steht Estland in dieser Kategorie im Vergleich zu den anderen PISA-Ländern an erster Stelle.

Die Ergebnisse der PIRLS/IGLU-Studie (Progress in International Reading Literacy Study Internationale Grundschul-Lese-Untersuchung) für Estland liegen nicht vor.

2.3. Korrelation und Kausalität

Schweden und Estland, die bei der DESI-Studie 2022 gut abschnitten, haben digitale Strategien eingeführt, die eine frühzeitige Integration von Technologien in die Schulen vorsehen. Jede Schülerin und jeder Schüler verfügt über ein eigenes digitales Gerät.

Die Digitalisierungsstrategie Schwedens hat Diskussionen ausgelöst, insbesondere nach den Ergebnissen von PISA 2022 und PIRLS 2021. Mehrere Medien und einige Politikerinnen und Politiker⁷ haben die Vermutung geäußert, dass der hohe Grad der Technologieintegration die schulischen Leistungen der schwedischen Schülerinnen und Schüler negativ beeinflusst habe.

Mit derselben Argumentation könnte man die Hypothese aufstellen, dass die estnischen Schülerinnen und Schüler dank des hohen Niveaus der technologischen Integration hervorragende Leistungen erbringen.

Diese Leistungen allein dem Einsatz von Technologien zuzuschreiben, wäre zu eng gefasst, da ein Grundprinzip der Statistik besagt: «Eine Korrelation impliziert keinen Kausalzusammenhang». Nur

⁷ Le Monde diplomatique (23. Mai 2023). La Suède juge les écrans responsables de la baisse du niveau des élèves et veut un retour aux manuels scolaires. Abgerufen am 23. Februar 2023:

https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/05/21/numerique-a-l-ecole-la-suede-juge-les-ecrans-responsables-de-la-baisse-du-niveau-des-eleves-et-fait-marche-arriere_6174171_3244.html

weil zwei Variablen beobachtet werden, die sich gemeinsam entwickeln (d. h. sie sind korreliert) (z. B. Variable 1: «Exposition» gegenüber Bildschirmen, Variable 2: PISA-Ergebnisse), bedeutet dies nicht, dass eine Variable die Ursache für die Entwicklung bzw. den Rückgang der anderen Variable ist.

Dieses Prinzip ist grundlegend in der statistischen Analyse und der wissenschaftlichen Forschung, da es davor warnt, kausale Schlussfolgerungen aus einfachen Assoziationen zu ziehen. Denn es gibt mehrere Gründe, warum korrelierte Daten irreführend sein können:

- **Zufall:** Manchmal können zwei Variablen rein zufällig miteinander verbunden erscheinen.
- **Problem der Drittvariablen:** Es könnte einen dritten, nicht beobachteten Faktor geben, der die Veränderungen in den beiden Variablen verursacht. Diese dritte Variable, die oft als Störvariable bezeichnet wird, kann die Illusion erwecken, dass die beiden Hauptvariablen für ihre wechselseitigen Veränderungen verantwortlich sind.
- **Richtungsproblem:** Auch wenn ein kausaler Zusammenhang besteht, lässt sich aus einer Korrelation nicht schliessen, welche Variable die Ursache und welche die Wirkung ist.

Stellen wir uns eine Studie vor, die eine starke Korrelation zwischen der Anzahl der Eiscremeverkäufe und der Anzahl der Ertrinkungsfälle feststellt. Auf den ersten Blick könnte man versucht sein zu spekulieren, dass der erhöhte Konsum von Eiscreme irgendwie zu mehr Ertrinkungsfällen führt. Dies wäre jedoch eine Fehlinterpretation der Daten.

Der zugrunde liegende Faktor, der die beiden Variablen beeinflusst, ist wahrscheinlich die Temperatur. Wenn das Wetter wärmer wird, kaufen mehr Menschen Eiscreme und gehen auch mehr Menschen schwimmen, was leider zu mehr Ertrinkungsfällen führen kann. In diesem Szenario ist die Temperatur die Störvariable, die den Zusammenhang zwischen Eiscremeverkäufen und Ertrinken erklärt, und nicht den direkten kausalen Zusammenhang zwischen den beiden.

Da dieser Grundsatz im Falle von Schweden nicht beachtet wurde, führt dies zu vereinfachenden und irreführenden Schlussfolgerungen. Schweden und Estland zeigen, wie wichtig eine mehrdimensionale Analyse ist, die die Komplexität eines Bildungssystems und die vielfältigen Faktoren berücksichtigt, welche die schulischen Leistungen beeinflussen. Ein umfassendes und differenziertes Herangehen, das über vereinfachende Interpretationen wie «X verursacht Y» hinausgeht, ist unerlässlich, um die tatsächlichen Auswirkungen digitaler Technologien in der Bildung zu verstehen.

Die schulische Ausbildung ist das Ergebnis unzähliger verschiedener Elemente, von denen viele nicht einfach beobachtet, gemessen und modelliert werden können.

Zu diesen Problemen gehören beispielsweise Schwierigkeiten bei der Rekrutierung ausgebildeter Lehrpersonen und die negativen Einstellungen gegenüber dem Lehrberuf (Boström, 2023) sowie die Tatsache, dass Schweden sich bereits weit hin zu einer externen Vermarktung des Bildungssystems bewegt. Letzteres unterstreicht einen Bildungsansatz, der sich auf Marktprinzipien stützt, bei dem sich die Schulen in einem wettbewerbsorientierten Umfeld bewegen (Lundahl, Arreman, Holm &

2 Voraussetzungen gemäss Fachliteratur

Schülerinnen und Schüler mit den Fähigkeiten auszustatten, die sie benötigen, um erfolgreiche berufstätige und verantwortungsbewusste Bürgerinnen und Bürger zu werden, geht über die blossere Bereitstellung von Ausstattung und Infrastruktur hinaus.

Die Art und Weise, wie in der Klasse unterrichtet wird, spielt eine entscheidende Rolle dabei, ob die Schülerinnen und Schüler die im Westschweizer Lehrplan EdNum PER oder im Lehrplan 21 verankerten Lernziele erreichen oder nicht, wie dies auch in allen anderen Bereichen der Fall ist.

Für eine effiziente Nutzung digitaler Geräte müssen auch Aspekte berücksichtigt werden, die die gesamte Schule betreffen (Abbildung 1). Laut Gonon, Schmitz, Petko & Consoli (2024) ist die Schaffung günstiger Rahmenbedingungen auf Makroebene (kantonale Politik, institutionelle, kulturelle und soziale Strukturen) und Mesoebene (Organisation und Verwaltung der Schulen, professionelles Bildungsumfeld) entscheidend für den Erfolg der Integration von Technologien an den Schulen.

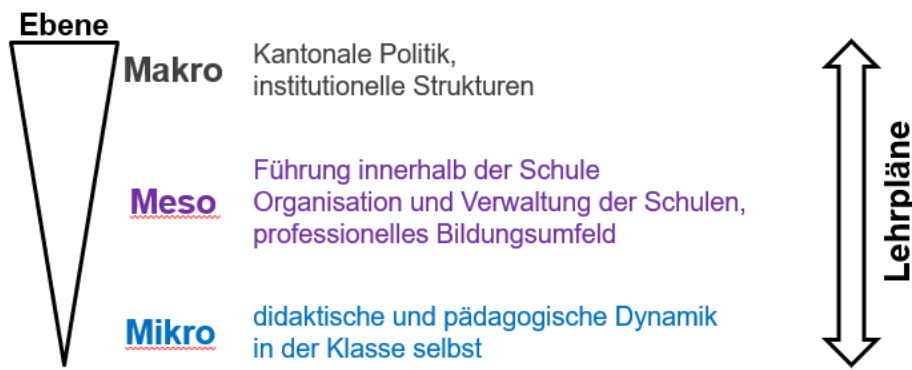
Die Mikroebene (didaktische und pädagogische Dynamik, die sich in der Klasse selbst abspielt) wird nicht berücksichtigt, da diese Arbeit den Rahmen des Mandats sprengen würde. Die verschiedenen Unterrichtsebenen sind ebenso wie die fachspezifischen didaktischen Ansätze gesondert zu betrachten. Die Lehrpersonenausbildung zuständigen Institutionen kennen die besten pädagogischen und didaktischen Praktiken für die Integration digitaler Technologien in den Unterricht zum Nutzen des Lernens, die im Rahmen der Forschung validiert wurden.

Beispielsweise kann Simulations- und Modellierungssoftware wie PhET Interactive Simulations⁸ in Naturwissenschaft und Technik eingesetzt werden, um den Schülerinnen und Schülern zu helfen, komplexe Konzepte anhand visueller und interaktiver Modelle zu verstehen. Dies macht das Lernen konkreter und ermöglicht es, hypothetische Szenarien ohne die Einschränkungen eines physikalischen Labors zu erforschen (Lampropoulos, Keramopoulos, Diamantaras & Evangelidis, 2022). *Augmented reality and gamification in education: A systematic literature review of research, applications, and empirical studies. Applied Sciences, 12(13), 6809.*

Ein weiteres Beispiel sind virtuelle Lernumgebungen (VLU)⁹ wie Moodle, Teams oder Google Classroom, die eine Plattform bieten, auf der Lehrpersonen und Schülerinnen und Schüler Ressourcen gemeinsam nutzen, Arbeiten einreichen und miteinander kommunizieren und sich austauschen können. Diese Lernumgebungen unterstützen differenziertes Lernen, indem sie es den Lehrpersonen ermöglichen, Ressourcen anzubieten, die auf die unterschiedlichen Bedürfnisse der Schülerinnen und Schüler zugeschnitten sind, und ihre Fortschritte individuell zu verfolgen (Alves, Miranda, & Morais, 2017).

⁸ PhET Interactive Simulations ist ein Projekt der Universität von Colorado in Boulder (USA). Dabei handelt es sich um ein gemeinnütziges Open-Learning-Projekt, das erforschbare Erklärungen erstellt und bereitstellt. Es wurde 2002 vom Nobelpreisträger Carl Wieman ins Leben gerufen.

⁹ Virtuelle Lernumgebungen (VLU) sind digitale Plattformen, die das Lehren und Lernen online (E-Teaching und E-Learning) erleichtern sollen, indem sie einen integrierten Zugang zu Bildungsressourcen, Kommunikationswerkzeugen und Kursverwaltungsfunktionen bieten. Sie ermöglichen eine verbesserte Interaktion zwischen Lehrpersonen und Schülerinnen und Schülern, fördern die Personalisierung des Lernens durch die Überwachung des Lernfortschritts und bieten eine grosse Flexibilität, indem sie Unterrichtsmaterialien jederzeit und von jedem Ort aus zugänglich machen.



1 Abbildung. Makro-, Meso- und Mikroebene

Um Erfolgsbedingungen und bewährte Praktiken auf Makro- und Meso-Ebene zu ermitteln und zusammenzufassen, haben wir für unser Vorgehen mehrere Schwerpunkte gewählt:

- **Auswahl aktueller wissenschaftlicher Artikel, die von Fachkolleginnen und Fachkollegen¹⁰** begutachtet wurden, wodurch die Glaubwürdigkeit und Zuverlässigkeit der Daten gewährleistet wird.
- **Der Schwerpunkt liegt auf Studien, die in der Schweiz durchgeführt werden**, um die Relevanz und Anpassungsfähigkeit der Vorgehensweisen an das schweizerische Bildungsumfeld zu gewährleisten. Diese Fokussierung ermöglicht es, Schlussfolgerungen zu ziehen, die direkt auf den schweizerischen Kontext anwendbar sind

Insgesamt wurden mehr als dreissig wissenschaftliche Artikel konsultiert (Anhang 2). Hinzu kommen ein Buch (Caneva & Brabant, 2023) und drei Berichte (EDUCA, 2023; ICILS 2013; Sieber, Bachofner & Briner, 2017), mit denen einige für den Schweizer Kontext spezifische Informationen ergänzt wurden.

Hauptziel der Analyse dieser Artikel war es, die Rahmenbedingungen oder Schlüsselfaktoren für den Erfolg der Umsetzung digitaler Strategien in Bildungseinrichtungen zu ermitteln.

Als Orientierung für unsere Analyse haben wir verschiedene Modelle der Schulentwicklung herangezogen, die auch im Rahmen der Integration digitaler Technologien Anwendung finden. Dazu gehören die Arbeiten von Unterwood u.a. (2010), Durek, Begičević Redep & Divjak (2017), Ifenthaler & Egloffstein (2020), Harder u.a. (2020) sowie Costa, Costa Castaño-Muñoz & Kampylis (2021).

Die bei den verschiedenen Modellen festgestellten Gemeinsamkeiten zeigen, dass eine wirksame Integration digitaler Technologien in den Unterricht von folgenden Faktoren abhängt: Eine gute Führung und Verwaltung sowohl auf der Makroebene (allgemeine Bildungspolitik) als auch auf der Mesoebene (Führung und Verwaltung innerhalb der Schule), Zugang zu einer angemessenen technologischen Infrastruktur, ein Weiterbildungsprogramm für die Lehrpersonen, die Einführung geeigneter pädagogischer Strategien und eine Organisationskultur, die offen für Veränderungen ist.

¹⁰ Ein «peer-reviewed» Artikel ist eine wissenschaftliche Arbeit, die vor ihrer Veröffentlichung ein Verfahren der kritischen Überprüfung durch andere Fachleute desselben Fachgebiets durchlaufen hat. Dieses Verfahren stellt sicher, dass die veröffentlichten Forschungsergebnisse qualitativ hochwertig und vertrauenswürdig sind, da sie von Fachleuten sorgfältig geprüft wurden. Peer Review ist ein wichtiger Grundpfeiler der wissenschaftlichen Praxis. Sie trägt zur Glaubwürdigkeit, Zuverlässigkeit und zu Wissensfortschritten in allen Bereichen der Wissenschaft bei.

Diese Faktoren machen deutlich, wie wichtig ein ganzheitlicher Ansatz ist, der die technischen, menschlichen und organisatorischen Dimensionen einbezieht, um ein offenes und flexibles Lernumfeld zu fördern.

Zu diesen Elementen haben wir zwei Faktoren hinzugefügt, die für unseren Kontext spezifisch sind: Die Unterstützung durch die Ansprechpersonen M&I (PICTS-Lehrpersonen)¹¹ und die gezielte Schulung der Schuldirektionen.

3.1. Zusammenfassung der Literatur

Um den Bericht einem breiten Publikum zugänglich zu machen, haben wir eine Kurzfassung erstellt, in der bewährte Vorgehensweisen und die Voraussetzungen für eine erfolgreiche Integration von Technologien dargelegt werden.

Als Ergänzung zur Zusammenfassung haben wir eine geordnete Liste erstellt, die eine schnelle Visualisierung der verschiedenen in der wissenschaftlichen Literatur identifizierten Elemente ermöglicht (Anhang 2).

3.1.1. Bedingungen auf Makroebene

Institutionelle Faktoren auf Makroebene (Kanton und Bildungsbehörden) spielen eine wichtige Rolle für die erfolgreiche Integration digitaler Technologien in den Unterricht. Eine Grundvoraussetzung für die Erarbeitung und Umsetzung digitaler Strategien ist erstens die Zusammenarbeit mit Expertinnen und Experten aus verschiedenen Bereichen. Zweitens muss eine kantonale Digitalisierungsstrategie erarbeitet werden, die als klare Anleitung für die digitale Integration in den Schulen dient. Die gemeinsame Ausarbeitung des Umsetzungsprojekts mit allen beteiligten Akteuren bereichert den Prozess. Die aktive Einbindung von Lehrpersonen und Forschenden in die Erstellung von Lehrplänen, insbesondere in der Informatik, gewährleistet die Relevanz und Qualität der angebotenen Lehrpläne. Wichtig ist auch, dass die Bedenken der verschiedenen Interessengruppen hinsichtlich der Umsetzung des Projekts, seines zeitlichen Ablaufs und der Erwartungen an die einzelnen Interessengruppen anzusprechen und zu antizipieren.

Die Nachhaltigkeit der Digitalisierungsstrategie, die sowohl für die Entwicklung von Schlüsselkompetenzen für die Schülerinnen und Schüler als auch für die Rentabilität der Investitionen (Return on Investment - ROI) von grundlegender Bedeutung ist, hängt davon ab, wie nützlich sie von den Beteiligten wahrgenommen wird, wie einfach sie umgesetzt werden kann und ob in den Schulen angemessene Unterstützung auf technischer und pädagogischer Ebene zur Verfügung steht. Schliesslich sind die Unterstützung der Schuldirektionen durch die Bildungsbehörden, die Schaffung von Netzwerken für die Zusammenarbeit zwischen Schulen und die gemeinsame Nutzung von Ressourcen und Lerninhalten von grundlegender Bedeutung für eine nachhaltige und erfolgreiche Entwicklung der digitalen Bildung.

3.1.2. Bedingungen auf Mesoebene

3.1.2.1. Führung (Leadership) und Strategie der Schuldirektion

Die Schuldirektion sollte einen strategischen und ganzheitlichen Ansatz verfolgen, der mit der Entwicklung einer starken Führungsrolle und einer klaren Vision für die Integration von Technologien

¹¹ PICTS- Lehrpersonen sind Lehrpersonen, die sich in der Regel über einen entsprechenden Weiterbildungslehrgang für diese Funktion an ihrem Schulhaus qualifiziert haben und über ein entsprechendes Stundenkontingent verfügen. Sie unterstützen ihre Kolleginnen und Kollegen beim pädagogisch sinnvollen Einsatz von digitalen Medien im Unterricht, entwickeln Medienkonzepte für ihre Schulen und bieten interne Weiterbildungen an. Sie organisieren Schulungen zu digitalen Themen. PICTS arbeiten an einer Schule und übernehmen dort in der Regel weiterhin Unterrichtsstunden als Lehrperson (Röhl, 2023, S.140).

im Unterricht beginnt. Dies bedeutet, dass die Grundsätze des strategischen Managements angewandt werden müssen, um die Organisation, die Steuerung und die Einführung digitaler Technologien auf allen Schulstufen zu leiten. Die Notwendigkeit einer engagierten Schuldirektion, die von Forschenden wie Caneva & Brabant (2023), Ilomäki und Lakkala (2018), Grissom (2021) und Reis-Andersson (2023) in unterschiedlichen Kontexten wie der Schweiz, Kanada, Estland und Schweden hervorgehoben wird, unterstreicht die Bedeutung eines starken Führungsrahmens.

Die Schuldirektionen müssen die Digitalisierungsstrategie ihrer Schule erarbeiten, mit klaren Leitlinien für die Integration von Technologien in den Lehr- und Lernprozess, wie Caneva & Pulfrey (2023) und Reis-Andersson (2023) betonen. Diese Strategie sollte mit der kantonalen Strategie abgestimmt sein, aber spezifisch auf den Schulkontext zugeschnitten werden und das «Warum» hinter der Integration von Technologien erklären, wie in den Arbeiten von Caneva & Pulfrey (2023), Ruloff & Petko (2022), Harder et al. (2020) und Seufert & Tarantini (2022) in der Schweiz und in Deutschland hervorgehoben wird.

Entscheidend ist auch die Einführung einer transformativen Führung¹². Eine Schuldirektion, die diese Art von Führung übernimmt, erleichtert eine schnellere Integration von Technologien. Der signifikante Einfluss dieser Führung auf die positiven Überzeugungen der Lehrpersonen über digitale Technologien, ihre technischen Kompetenzen und ihre Lehrbefähigung mit digitalen Technologien wird von Ruloff & Petko (2022) und Schmitz, Antoniotti, Consoli, Cattaneo, Gonon & Petko (2023) gut dokumentiert.

Die Ansprechpersonen M&I müssen in die Erarbeitung der Digitalisierungsstrategie der Schule einbezogen werden. Indem Schuldirektionen einen Teil ihrer Führungsrolle an diese Akteure delegieren, können sie von deren Fachwissen profitieren, wie die Studien von Caneva u. a. (2023) im Kanton Waadt und von Röhl (2023) im Kanton Zürich gezeigt haben. Erfolgsfaktoren sind die verstärkte Zusammenarbeit zwischen der Schuldirektion und den Ansprechpersonen M&I (Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann, 2022) sowie der Einbezug innovativer Lehrpersonen, die ermutigt werden, gemeinsam mit der Schuldirektion digitale Projekte durchzuführen. Wie die Studie von Gonon, Schmitz, Petko & Consoli (2024) zeigt, haben diese proaktiven und digital interessierten Lehrkräfte einen Einfluss auf die pädagogische Innovation.

Auch ist es von entscheidender Bedeutung, den Schwerpunkt auf die pädagogischen Ziele zu legen und klare Ziele zu definieren, die über die blosser Nutzung digitaler Hilfsmittel hinausgehen (Gonon, Schmitz, Petko & Consoli, 2024; Ruloff & Petko, 2022).

Die Schuldirektion sollte sich aktiv einbringen, aber auch die Umsetzung der Digitalisierungsstrategie effektiv an die Ansprechpersonen M&I delegieren und gleichzeitig deren Arbeit bei der Begleitung der Lehrpersonen unterstützen (Caneva & Pulfrey, 2023).

Dieser Ansatz, der einen Top-down- und einen Bottom-up-Prozess (siehe Glossar) kombiniert, fördert eine Innovationskultur und ermöglicht eine bessere Nutzung der verfügbaren technologischen Ressourcen (Gonon, Schmitz, Petko & Consoli, 2024; Petko, Egger, Cantieni & Wespi, 2015).

Der proaktive Umgang mit Veränderungen (Seufert & Tarantini, 2022) (siehe Glossar), die klare Definition von Rollen und Aufgaben (Caneva u.a. 2023; Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl &

¹² Transformative Führung basiert auf vier Grundgedanken: Mit gutem Beispiel vorangehen und eine klare Richtung vorgeben, die Mitarbeitenden durch hohe Erwartungen und klare Zielsetzungen motivieren, Kreativität und kritisches Denken fördern und sich schliesslich persönlich um jede Mitarbeiterin und jeden Mitarbeiter kümmern, wobei ihnen Unterstützung und Beratung angeboten wird (Bass, 1990).

Stadelmann. 2022) und die Anerkennung der entscheidenden Rolle von Ansprechpersonen (Caneva u.a. 2023) tragen allesamt zu einer erfolgreichen Integration digitaler Technologien im Unterricht bei.

Schliesslich erfordert die erfolgreiche Integration digitaler Technologien in den Unterricht eine gut durchdachte Strategie, die nicht nur Führung und Zusammenarbeit umfasst, sondern auch die Entwicklung einer Innovationskultur, des Experimentierens und der Zusammenarbeit. Die Rolle der Schuldirektion ist es, günstige Rahmenbedingungen für technologiegestütztes Lernen zu schaffen. Sie bietet den Lehrkräften Möglichkeiten zur Zusammenarbeit und räumt ihnen Zeit zum Experimentieren ein und legt damit den Grundstein für eine robuste Innovations- und Experimentierkultur. Diese offene Kultur ermöglicht es den Mitarbeitenden, sich mit den Risiken auseinanderzusetzen, die mit der Integration digitaler Technologien verbunden sind, fördert die Schaffung innovativer Lernumgebungen und befähigt die Lernenden, Verantwortung zu übernehmen.

Die Bedeutung einer solchen Kultur wird durch die Arbeit von Forschenden wie Lindqvist (2019), Reis-Andersson (2023), Andronic (2023), Niemi u.a. (2013) und Seufert & Turrentini (2022) unterstützt, die diese Phänomene in verschiedenen Kontexten wie Schweden, Estland, Finnland und der Schweiz beobachtet haben. Interne Kooperation und Zusammenarbeit werden als vorrangige Ziele für den Wissensaustausch und die Einführung bewährter Vorgehensweisen hervorgehoben. Ein solches Umfeld erleichtert nicht nur die Integration von Technologien, sondern fördert auch eine kontinuierliche Innovationsdynamik an der Schule.

Insgesamt unterstreicht dieser Ansatz die Bedeutung einer Führung mit einer klaren Vision, einer engen Zusammenarbeit aller Beteiligten und einer sorgfältigen Planung.

3.1.2.2. Die Rolle der Ansprechpersonen M&I bei der Begleitung von Lehrpersonen

Die erfolgreiche Integration digitaler Technologien in den Unterricht hängt weitgehend von der Rolle der Ansprechpersonen M&I ab. Ihre Effektivität hängt von der Klarheit ihres Auftrags, ihrer strategischen Einbindung, der kontinuierlichen beruflichen Weiterentwicklung, der Spezifität ihrer Ausbildung und der genauen Definition ihrer Zuständigkeiten ab.

Zunächst einmal ist es von entscheidender Bedeutung, die Art der von den Ansprechpersonen M&I erwarteten Begleitung klar zu definieren. Dies bedeutet, dass eine genaue Rolle und Aufgaben festgelegt werden müssen, insbesondere die Art der pädagogischen und/oder technischen Unterstützung, die von den Lehrkräften erwartet wird. Dieser Ansatz wird selten systematisch umgesetzt, ist jedoch unerlässlich, um die Wirksamkeit der Ansprechpersonen M&I zu optimieren, indem ihre Tätigkeit auf die tatsächlichen Bedürfnisse der Lehrpersonen abgestimmt wird. Die Arbeiten von Lorenz, Kikkas, Laanpere (2014) sowie von Caneva u.a. (2023), Röhl (2023) und Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann (2022) unterstreichen die Bedeutung dieser Definition, insbesondere in Estland und der Schweiz, um Unklarheiten zu beseitigen und den erfolgreichen Einsatz der Ansprechpersonen M&I zu erhöhen.

Ein weiterer grundlegender Aspekt ist die Einbindung der Ansprechpersonen M&I in die Digitalisierungsstrategie der Schule. Indem ihnen bei der Gestaltung und Umsetzung dieser Strategie eine aktiv unterstützende Rolle in der Schuldirektion zugewiesen wird, wird sichergestellt, dass digitale Initiativen fest in der Realität der Schule verankert sind und auf ihre Besonderheiten eingehen. Caneva u.a. (2023) sowie Röhl (2023) haben den Mehrwert dieser Zusammenarbeit hervorgehoben, die eine effektive Synergie zwischen der strategischen Vision der Schule und der technischen und pädagogischen Expertise der Ansprechpersonen M&I ermöglicht.

Die kontinuierliche berufliche Weiterbildung der Ansprechpersonen M&I ist ebenfalls ein wichtiger Faktor für ihre Effizienz. Es geht darum, ihnen flexible Weiterbildungen, Vernetzungsmöglichkeiten und die Möglichkeit zu bieten, bestimmte Themen über die formellen Sitzungen hinaus zu vertiefen.

Dies ermöglicht es ihnen, mit den technologischen und pädagogischen Entwicklungen Schritt zu halten und im Gegenzug den Lehrpersonen eine qualitativ hochwertige Betreuung zu bieten. Die Beiträge von Caneva u.a. (2023) sowie von Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann (2022) bestätigen die Bedeutung dieser Investition in die berufliche Weiterbildung der Ansprechpersonen M&I.

Darüber hinaus sollte die Weiterbildung der Ansprechpersonen M&I spezifische Inhalte umfassen, die sich auf effektive berufliche Entwicklungsaktivitäten konzentrieren, die den Lehrkräften angeboten werden können, wie etwa kurze Workshops, informelle Schulungen, Demonstrationen im Klassenzimmer, bei denen die Lehrpersonen eine aktive Haltung einnehmen, und Team-Teaching-Aktivitäten, um die Lehrpersonen in die Integration von Technologien einzuführen.

Caneva u. a. (2023) betonten, wie wichtig es für Ansprechpersonen M&I ist, die Schlüsselmerkmale dieser Aktivitäten zu beherrschen, wie die Personalisierung der Lerninhalte, Authentizität, praktische Erfahrung und die Übereinstimmung mit den Zielen der Schule. Dieser spezifische Ansatz ermöglicht es den Ansprechpersonen M&I, Schulungen anzubieten, die wirklich auf die Bedürfnisse der Lehrpersonen zugeschnitten sind, und eine erfolgreiche Integration der digitalen Technologien in die Unterrichtspraxis zu fördern.

Wichtig ist zudem auch, ein Standard-Kompetenzprofil für die Ansprechpersonen M&I festzulegen. Dieses Profil sollte Kompetenzen in den Bereichen Projektentwicklung und -management, Führung, Coaching, Kompetenzen in der Integration digitaler Technologien in den Unterricht und in der individuellen Unterstützung von Lehrkräften sowie interrelationale Kompetenzen zur Kommunikation, Motivation und Inspiration von Lehrkräften für neue Praktiken beinhalten. Die Arbeiten von Cattaneo, Bonini & Rauseo (2021), Ottenbrich u.a. (2020) sowie von Caneva u.a. (2023) und Röhl (2023) beleuchten diese Kernkompetenzen für die Ansprechpersonen M&I und betonen ihre zentrale Rolle für die erfolgreiche Integration digitaler Technologien in den Unterricht.

Aus all diesen Aspekten wird deutlich, dass die Ansprechpersonen M&I eine zentrale Rolle bei der erfolgreichen Integration digitaler Technologien in den Unterricht spielen. Ihre Aufgabe geht weit über die bloße technische oder pädagogische Unterstützung hinaus. Sie umfasst die Aus- und Weiterbildung, die Digitalisierungsstrategie und eine ständige Interaktion mit den Lehrkräften. Durch eine wirksame Strukturierung der von den Ansprechpersonen M&I angebotenen Unterstützung können Schulen die positiven Auswirkungen der digitalen Technologien auf das Lehren und Lernen maximieren und so eine bereichernde pädagogische Entwicklung für alle beteiligten Akteurinnen und Akteure fördern.

3.1.2.3. Weiterbildung der Lehrpersonen

Die erfolgreiche Integration digitaler Technologien in den Unterricht hängt weitgehend vom Engagement und der Ausbildung der Lehrkräfte ab (Akram & Abdelrady, 2022; Sheffield, Blackley & Molo, 2018; Van Niekerk & Blignault, 2014; Rodrigues, 2020).

Studien wie die ICILS 2013¹³ zeigen, dass die Weiterbildung in diesem Bereich an den Schulen in der Schweiz nicht immer einen hohen Stellenwert genießt, da nur ein geringer Anteil der Schülerinnen und Schüler (6,8%) Schulen besucht, die diesem Bereich einen hohen Stellenwert einräumen.

Die Forschungsarbeiten von Davies (2014), Sheffield (2018) und Ghavifekr & Rosdy (2015) zeigen, dass die Teilnahme der Lehrpersonen an Weiterbildungsprogrammen einen bedeutenden Einfluss auf die Wirksamkeit der Integration digitaler Technologien in ihre Praxis hat.

Entscheidend ist die Relevanz der Modalitäten und Inhalte der Programme zur beruflichen Weiterentwicklung. Der von den Ausbilderinnen und Ausbildern im Rahmen von Schulungen vorgeschlagene Ansatz sollte interaktiv und praxisorientiert sein (El Hamamsy u.a., 2021), wobei der Schwerpunkt auf der Entwicklung des technologiebezogenen fachdidaktischen Wissens (Knezek & Christensen, 2016) und auf der Stärkung der digitalen Kompetenzen der Lehrpersonen liegen sollte (Poldoja, 2020; Harder u.a., 2020). Entscheidend ist auch die Stärkung des Kompetenzgefühls der Lehrkräfte im Umgang mit digitalen Technologien, wie Petko (2012) betont.

Die Vermittlung des Nutzens der Technologieintegration (Schmitz, Antonietti, Consoli, Cattaneo, Gonon & Petko, 2023) und die Stärkung der intrinsischen Motivation der Lehrkräfte (Knezek & Christensen, 2016) sind entscheidend, um eine proaktive Haltung gegenüber dem Einsatz digitaler Technologien im Unterricht zu fördern. Dabei spielen die Autonomie der Lehrpersonen und ihre Überzeugung, dass sie den Unterricht mit Hilfe digitaler Technologien verbessern können, eine wichtige Rolle (Knezek & Christensen, 2016).

Studien deuten jedoch drauf hin, dass die Lehrpersonen gegenüber den Ansprechpersonen M&I eine bisweilen passive Einstellung haben: Dies zeigt sich darin, dass die Lehrpersonen tendenziell darauf hoffen, dass die Ansprechpersonen für sie die digitale Bildung übernehmen (Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann, 2022). Diese Dynamik unterstreicht die Notwendigkeit, die Lehrpersonen in den Prozess der Technologieintegration einzubeziehen, indem sie dazu ermutigt werden, eine aktive Rolle beim Lernen und bei der Nutzung digitaler Technologien zu übernehmen.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass es für eine wirksame Integration der digitalen Technologien in den Unterricht zwingend erforderlich ist, die Ausbildung und berufliche Entwicklung der Lehrkräfte in den Mittelpunkt der Bildungsstrategie zu stellen. Dazu gehört die Schaffung geeigneter Aus- und Weiterbildungsprogramme, die Stärkung der Kompetenzen und der Motivation der Lehrpersonen sowie die Förderung eines proaktiven Ansatzes für den Einsatz digitaler Technologien.

3.1.2.4. Die Schulung von Schuldirektionen

Die Schulung von Schuldirektionen im Bereich der digitalen Führung ist für eine erfolgreiche Integration digitaler Technologien in den Unterricht von entscheidender Bedeutung. Viele Verantwortliche, die für diese Integration zuständig sind, wurden nicht entsprechend geschult, um eine effektive Führungsrolle in diesem Bereich zu übernehmen (Christensen u.a., 2018).

¹³ Die ICILS-Studie (International Computer and Information Literacy Study) misst die Kenntnisse von Schülerinnen und Schülern sowie Lehrkräften auf der ganzen Welt im Bereich der Informations- und Kommunikationstechnologien. Dieser Test wurde von der International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA) im Juni 2010 entwickelt. Diese international vergleichenden Schulleistungsstudie misst den schulischen Wissensstand von Viertklässlern (Schülerinnen und Schülern der 6H, laut Recherche wird diese Studie bei Schüler/innen der 8. Jahrgangsstufe (in D) durchgeführt) in den Bereichen digitale Kompetenz und Computational Thinking (informatisches Denken).

Die Fähigkeit, eine gemeinsame Vision zu entwickeln, den Fokus auf die Pädagogik und nicht auf die Instrumente zu richten und zu versuchen, zu einer kontinuierlichen beruflichen Weiterentwicklung der Lehrpersonen und Ansprechpersonen beizutragen, sind laut Christensen u.a. (2018) wesentliche Eigenschaften wirksamer Führungskräfte.

Die Weiterbildungsangebote für Führungskräfte im Bildungsbereich sollten nicht nur die Entwicklung grundlegender digitaler Kompetenzen umfassen, sondern auch fundierte Kenntnisse über die Vorteile und Herausforderungen digitaler Technologien für den Unterricht vermitteln. Caneva & Pulfrey (2023) sowie Sieber, Bachofner & Briner (2017) weisen jedoch darauf hin, dass die Integration digitaler Technologien in den von den Hochschulen in der Schweiz angebotenen Schulleitungsausbildungen oft nur am Rande oder gar nicht behandelt wird und dass es nur wenige Ausbildungsangebote gibt, die sich spezifisch mit dieser Thematik befassen.

Diese Lücke in der Ausbildung macht deutlich, wie wichtig es ist, gezielte Aus- und Weiterbildungsprogramme zu entwickeln und umzusetzen, die Schuldirektionen mit den grundlegenden digitalen Kompetenzen und dem strategischen Wissen ausstatten, das sie benötigen, um die Integration von Technologien in den Lernprozess wirksam zu steuern. Durch die Stärkung der digitalen Führungsrolle der Schuldirektionen wird es möglich sein, einen strategischen und kohärenten Ansatz zur Integration digitaler Technologien zu fördern, der nicht nur die Instrumente selbst, sondern auch ihre pädagogische Wirkung und ihr Potenzial zur Verbesserung der Lernumgebung berücksichtigt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass bei der erfolgreichen Integration digitaler Technologien in die Bildung auch die Schulung der Schuldirektionen eine Rolle spielt. Eine gestärkte digitale Führung mit umfassenden Fähigkeiten und Kenntnissen ist heute unerlässlich.

3.1.2.5. Infrastruktur, Ausrüstung und technische Unterstützung

Infrastruktur, Ausrüstung und technische Unterstützung sind weitere wesentliche Elemente für die erfolgreiche Integration digitaler Technologien in den Unterricht.

Es muss Ausrüstung und eine minimale Infrastruktur bereitgestellt werden, wie die Arbeiten von Petko (2012), Petko, Egger, Cantieni & Wespi (2015), Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann (2022) und Abdelrady, Al-Adwan & Ramzan (2022) zeigen. Lehrpersonen setzen tendenziell mehr Computer und Internet im Unterricht ein, wenn sie sich im Umgang mit digitalen Technologien für den Unterricht kompetent fühlen, über mehr Computer verfügen, für die Klasse, in der sie unterrichten, verantwortlich sind, davon überzeugt sind, dass digitale Werkzeuge das Lernen der Schülerinnen und Schüler verbessern, und konstruktivistische Unterrichtsformen anwenden (siehe Glossar). Die Verfügbarkeit digitaler Technologien und die Qualifikationen der Lehrkräfte erweisen sich als die besten Prädiktoren für die Nutzung von Technologien. Dies zeigt, wie wichtig es ist, Hindernisse wie langsames Internet und fehlende Infrastruktur zu beseitigen.

Wie Poldoja (2020) in Estland betont, ist der Ausbau der Infrastruktur in den Schulen und die Unterstützung von grundlegender Bedeutung. Die Digitalisierungsstrategien in den Schulen sollten sich auf die Integration einer Digital Literacy (digitaler Kompetenzen) in den Lernprozess, die Bereitstellung der erforderlichen Unterstützung durch die Entwicklung der digitalen Kompetenzen von Lehrpersonen, die Entwicklung digitaler Lernressourcen, E-Learning-Dienste und die Verbesserung der technologischen Infrastruktur konzentrieren.

Ein leichter Zugang zu technischer Unterstützung ist ebenfalls eine Voraussetzung für den Erfolg. Die Lehrpersonen müssen sich bei Problemen auf rasche und effektive technische Unterstützung verlassen können, damit der Unterricht nicht unterbrochen wird, wie Pulfrey & Caneva (2023) empfehlen.

Die Qualität der Infrastruktur und der Ausstattung spielt eine zentrale Rolle für die Fähigkeit der Ansprechpersonen M&I, ihre Kompetenzen zu nutzen, um die Lehrpersonen beim Erwerb neuer Kompetenzen zu unterstützen (Caneva u.a., 2023).

Schliesslich ist es auch wichtig, die Lernräume zu überdenken, um sie flexibler zu gestalten. Wie Seufert & Turrentini (2022) vorschlagen, sollten die physischen Lernräume neugestaltet werden, damit sie mit dem pädagogischen Ansatz übereinstimmen (siehe Glossar) und flexiblere Lernräume umfassen (siehe Glossar).

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass eine robuste Infrastruktur, eine angemessene Ausstattung, ein gut erreichbarer technischer Support und flexible Lernräume für eine erfolgreiche Integration digitaler Technologien in den Unterricht unerlässlich sind. Dadurch werden nicht nur Hindernisse für die Nutzung digitaler Technologien beseitigt, sondern es wird auch ein Umfeld geschaffen, das der pädagogischen Innovation und der Verbesserung des Lernens der Schülerinnen und Schüler förderlich ist.

Schlussbemerkungen

Die Integration digitaler Technologien in den Unterricht beschränkt sich nicht nur auf die Bereitstellung technischer Ausrüstung, sondern wird auch von Lehrplänen vorgegeben, die in erster Linie auf die Erreichung spezifischer pädagogischer Ziele ausgerichtet sind.

Obwohl es bereichernd ist, die Praktiken in technologisch fortschrittlichen Ländern wie Schweden oder Estland zu beobachten, müssen wir vereinfachende Ansätze vermeiden, die die inhärente Komplexität des Bildungssystems ausser Acht lassen.

Die Integration von Technologien an den Schulen stellt eine komplexe Herausforderung dar, die einen systemischen und nachhaltigen Ansatz erfordert. Gesetzliche und organisatorische Rahmenbedingungen wie Führung, strategische Planung, Zusammenarbeit zwischen den Fachkräften, deren ständige Weiterbildung und eine anpassungsfähige Organisationskultur, spielen in diesem Prozess eine wichtige Rolle. Die Integration von Technologie in den Unterricht erfordert ein Umdenken in der Organisationskultur der Schulen.

Bewährte Vorgehensweisen (Best Practices) und Erkenntnisse aus der Forschung können den Entscheidungsträgerinnen und Entscheidungsträgern helfen. Die Analyse der wissenschaftlichen Literatur zeigt, dass Infrastruktur und Ausrüstung die notwendigen Grundlagen bilden, aber eine erfolgreiche Integration auch von einer Vielzahl anderer Faktoren und Rahmenbedingungen abhängt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass der Einsatz digitaler Technologien im Unterricht dazu beitragen sollte, die Ziele der Lehrpläne zu erreichen, die herkömmlichen Unterrichtsmethoden zu ergänzen und die Ergebnisse der wissenschaftlichen Forschung zu berücksichtigen.

Glossar

- **Pädagogischer Ansatz:** Ein pädagogischer Ansatz bezeichnet eine bestimmte Art und Weise, Lehr- und Lernaktivitäten zu organisieren und durchzuführen. Es handelt sich um eine Reihe von Methoden, Strategien und Techniken, die die Lehrpersonen einsetzen, um das Lernen zu erleichtern. Sie wird von der Unterrichtsvision der Lehrperson, ihrem Verständnis davon, wie Schülerinnen und Schüler lernen, sowie von den angestrebten Bildungszielen beeinflusst. Ein pädagogischer Ansatz kann auf die Lehrperson, auf die Lernende oder den Lernenden oder auf eine Kombination aus beidem ausgerichtet sein. Sie kann auch je nach Bildungskontext, Unterrichtsthema und den spezifischen Bedürfnissen der Lernenden variieren.

Zum Beispiel legt ein **konstruktivistischer Ansatz** den Schwerpunkt auf das aktive Lernen der Schülerinnen und Schüler, bei dem Wissen durch Erfahrung und Reflexion aufgebaut wird.

- **Konstruktivistisch / konstruktivistische Unterrichtsformen – konstruktivistischer Ansatz:** siehe «pädagogischer Ansatz».
- **Bewältigung des Wandels:** Die Bewältigung des Wandels an den Schulen bezieht sich auf einen systematischen und strategischen Ansatz, der den Mitgliedern einer Schule dabei hilft, sich von einem gegenwärtigen Zustand zu einem gewünschten zukünftigen Zustand zu entwickeln. Dies umfasst die Erkennung, Planung, Umsetzung und Bewertung von Veränderungen in den Strategien, Verfahren, Lehrplänen, Organisationsstrukturen oder Technologien.
- **Ganzheitlich:** einen Aspekt in seiner Gesamtheit berücksichtigen.
- **Generative künstliche Intelligenzen (KI):** Generative KI bezeichnet eine Kategorie künstlicher Intelligenz, die die Fähigkeit besitzt, neue und originelle Inhalte zu erstellen, die es vorher noch nicht gab. Dazu gehört die Generierung von Text, Bildern, Musik, Videos und sogar Programmiercodes auf der Grundlage der Trainingsdaten, die sie erhalten hat. Generative KI-Modelle wie GPT (Generative Pretrained Transformer) für Text oder DALL-E für Bilder nutzen sogenannte Deep Neural Networks (tiefe neuronale Netzwerke), um Muster in grossen Datensätzen zu analysieren und Kreationen zu erzeugen, die diesen Daten ähneln oder von ihnen inspiriert sind. Oft geht es darum, Inhalte zu produzieren, die sich nicht von den von Menschen geschaffenen unterscheiden lassen, oder Menschen bei kreativen Aufgaben zu unterstützen.
- **Leadership (Führung):** Unter schulischer Führung versteht man den Einfluss, den Einzelpersonen oder Gruppen an einer Schule ausüben, um die Werte, die Ausrichtung, die Gemeinschaft und die Leistung der Schule zu lenken. Dazu gehört die Fähigkeit, Lehrpersonen, Personal, Schülerinnen und Schüler sowie die Bildungsgemeinschaft anzuleiten und zu motivieren, um gemeinsame pädagogische Ziele zu erreichen. Dies umfasst die Entwicklung strategischer Visionen, das Ressourcenmanagement, pädagogische Innovationen und die Förderung eines Umfelds, das dem Lernen sowie der persönlichen und kollektiven Entwicklung förderlich ist. Die Führung einer Schule ist häufig auf verschiedene Akteure verteilt, darunter auch, aber nicht nur, auf die Mitglieder der Schuldirektion.
- **Ansprechpersonen M&I:** Ansprechpersonen M&I (auch unter der Bezeichnung PICTS bekannt) sind «Lehrpersonen, die sich in der Regel über einen entsprechenden Weiterbildungslehrgang für diese Funktion an ihrem Schulhaus qualifiziert haben und über ein entsprechendes Stundenkontingent verfügen. Sie unterstützen ihre Kolleginnen und Kollegen beim pädagogisch sinnvollen Einsatz von digitalen Medien im Unterricht,

entwickeln Medienkonzepte für ihre Schulen und bieten interne Weiterbildungen zu Digitalthemen an. (...) übernehmen dort in der Regel weiterhin Unterrichtsstunden als Lehrperson» Röhl, 2023, S.140.

- **Bottom-up-Prozess:** Ein Bottom-up-Prozess ist ein von unten nach oben gerichteter Entscheidungs- und Managementansatz. Das heisst, dass Ideen, Anregungen, Feedbacks und Initiativen von den Mitarbeitenden an vorderster Front oder von der operativen Ebene kommen und anschliessend zurück zu den mittleren Führungsebenen und der Direktion (Geschäftsleitung) gehen.
- **Top-down-Prozess:** Diese Art von Prozess, bei dem Entscheidungen von der Geschäftsleitung getroffen und den Mitarbeitern zur Umsetzung weitergegeben werden, steht häufig im Gegensatz zum Bottom-up-Ansatz.

Literatur (Quellen)

Schwedische Nationale Agentur für Bildung [Skolverket]. 2018a. *Curriculum for the Compulsory School, Preschool Classes and School-Age Educare, Revised 2018*.
<https://www.skolverket.se/publikationer?id=3984>.

Schwedische Nationale Agentur für Bildung [Skolverket]. 2018b. *Curriculum for the Preschool, Lpfö18*. <https://www.skolverket.se/publikationer?id=4049>.

Schwedische Nationale Agentur für Bildung [Skolverket]. 2018c. *Curriculum for the Upper-Secondary School*. <https://www.skolverket.se/publikationer?id=2975>.

Akram, H., & Abdelrady, A. H. (2022). Teachers' perceptions of technology integration in teaching-learning practices: A systematic review. *Frontiers in psychology, 13*, 920317.

Alves, P., Miranda, L., & Morais, C. (2017). The influence of virtual learning environments in students' performance. *Universal Journal of Educational Research, 5*(3), 517-527.

Andronic, A. (2023). Digital Transformation in Education: a Comparative Analysis of Moldova and Estonia and Recommendations for Sustainable Financing. *Eastern European Journal for Regional Studies (EEJRS), 9*(2), 96-107.

Antonietti, C., Schmitz, M. L., Consoli, T., Cattaneo, A., Gonon, P., & Petko, D. (2023). Development and validation of the ICAP Technology Scale to measure how teachers integrate technology into learning activities. *Computers & Education, 192*, 104648.

Backfisch, I., Lachner, A., Stürmer, K., & Scheiter, K. (2021). Variability of teachers' technology integration in the classroom: A matter of utility! *Computers & Education, 166*, 104159.

Bass, B. M. (1990). From transactional to transformational leadership: Learning to share the vision. *Organizational dynamics, 18*(3), 19-31.

Bos, W., Eickelmann, B., Gerick, J., Goldhammer, F., Schaumburg, H., Schwippert, K., ... & Wendt, H. (2014). ICILS 2013. Computer- und informationsbezogene Kompetenzen von Schülerinnen und Schülern in der 8. Jahrgangsstufe im internationalen Vergleich. Münster [ua]: Waxmann.

Boström, L. (2023), What is the problem and how can we solve it? School authorities' perceptions of the shortage of teachers in Sweden. *Educ Res Policy Prac 22*, 479–497 (2023).
<https://doi.org/10.1007/s10671-023-09350-7>

Caneva, C., & Brabant, C. (2023). *Développer la stratégie numérique de votre établissement d'enseignement: Un guide en 5 étapes*. PUQ.

Caneva, C., & Pulfrey, C. (2023). Digital Capacity Building in Schools: Strategies, Challenges, and Outcomes. *Médiations et médiatisations, (13)*, 45-64.

Caneva, C., Monnier, E., Pulfrey, C., El-Hamamsy, L., Avry, S., & Zufferey, J. D. (2023). Technology integration needs empowered instructional coaches: accompanying in-service teachers in school digitalization. *International Journal of Mentoring and Coaching in Education, 12*(2), 194-215.

Cattaneo, A. A., Bonini, L., & Rauseo, M. (2021). The "Digital Facilitator": An Extended Profile to Manage the Digital Transformation of Swiss Vocational Schools. *Digital Transformation of Learning Organizations, 169-187*.

Choi, M. (2016). A Concept Analysis of Digital Citizenship for Democratic Citizenship Education in the Internet Age. *Theory & Research in Social Education, 44*(4), 565–607.
<https://doi.org/10.1080/00933104.2016.1210549>

Christensen, R., Eichhorn, K., Prestridge, S., Petko, D., Sligte, H., Baker, R., ... & Knezek, G. (2018). Supporting learning leaders for the effective integration of technology into schools. *Technology, Knowledge and Learning*, 23, 457-472.

Consoli, T., Désiron, J., & Cattaneo, A. (2023). What is “technology integration” and how is it measured in K-12 education? A systematic review of survey instruments from 2010 to 2021. *Computers & Education*, 104742.

Costa, P., Castano-Munoz, J., & Kampylis, P. (2021). Capturing schools' digital capacity: Psychometric analyses of the SELFIE self-reflection tool. *Computers & Education*, 162, 104080.

Davies, R. S., & West, R. E. (2014). Technology integration in schools. *Handbook of research on educational communications and technology*, 841-853.

Digital Economy and Society Index (DESI, 2022).

<https://digital-decade-desi.digital-strategy.ec.europa.eu/datasets/desi-2022/charts>

Đurek, V., Ređep, N. B., & Divjak, B. (2017). Digital maturity framework for higher education institutions. In *Central European Conference on Information and Intelligent Systems* (pp. 99-106). Faculty of Organization and Informatics Varazdin.

EDUCA (2023) Bildungsbericht Schweiz – Bericht 2023. <https://www.skbf-csre.ch/bildungsbericht/bildungsbericht/>

Europäische Kommission (2021). Education and Training Monitor 2021.

<https://op.europa.eu/webpub/eac/education-and-training-monitor-2021/en/estonia.html> / <https://op.europa.eu/webpub/eac/education-and-training-monitor-2021/de/index.html>

El-Hamamsy, L., Chessel-Lazzarotto, F., Bruno, B., Roy, D., Cahlikova, T., Chevalier, M., ... & Mondada, F. (2021). A computer science and robotics integration model for primary school: evaluation of a large-scale in-service K-4 teacher-training program. *Education and Information Technologies*, 26, 2445-2475.

European Schoolnet (2013). Survey of Schools: ICT in Education. Benchmarking access, use and attitudes to technology in Europe's schools.

http://www.eun.org/documents/411753/817341/Survey+of+Schools-ICT+in+Education_summary2013/3e8082fc-7aaf-4e00-955f-dca445c9b53b.

Forsler, I., & Guyard, C. (2023). Screens, teens and their brains. Discourses about digital media, learning and cognitive development in popular science neuroeducation. *Learning, Media and Technology*, 1-14.

Fütterer, T., Scheiter, K., Cheng, X., & Stürmer, K. (2022). Quality beats frequency? Investigating students' effort in learning when introducing technology in classrooms. *Contemporary Educational Psychology*, 69, 102042.

Geiss, M., Janser, P. Meyer-Baron, L., Röhl, T. & Stadelmann, T. (2022). PICTS in einer sich wandelnden digitalen Gesellschaft – Bedürfnisse und Bedarf: Abschlussbericht zur Studie. Zürich: Pädagogische Hochschule Zürich. <https://doi.org/10.5281/zenodo.7385330>.

Gouvernement suédois (2017). *Nationell digitaliseringsstrategi för skolväsendet* [Stratégie nationale de numérisation du système scolaire]. <https://www.regeringen.se/4a9d9a/contentassets/00b3d9118b0144f6bb95302f3e08d11c/nationell-digitaliseringsstrategi-for-skolvasendet.pdf>

Schwedische Regierung (2019). Digital strategi, AI-vitbok och datastrategi [Digitale Strategie, Weissbuch zur KI und Datenstrategie].

<https://www.regeringen.se/faktapromemoria/2020/03/201920fpm23/>

Schwedische Regierung (2023). *Förslag på nationell digitaliseringsstrategi skickas på remiss.* [Suggested national digitalization strategy remitted].

<https://www.regeringen.se/pressmeddelanden/2023/03/forslag-pa-nationell-digitaliseringsstrategi-skickas-pa-remiss/>

Ghavifekr, S., & Rosdy, W. A. W. (2015). Teaching and learning with technology: Effectiveness of ICT integration in schools. *International journal of research in education and science*, 1(2), 175-191.

Godhe, A. L. (2024). Swedish teachers' digital competence–infrastructures for teaching and working. In *Digitalization and Digital Competence in Educational Contexts*. Taylor & Francis.

Gonon, P., Schmitz, M. L., Petko, D., & Consoli, T. (2024). De la numérisation à la transformation numérique. *Transfer. Formation professionnelle dans la recherche et la pratique* 9(1).

Grönlund, Å., Wiklund, M., & Böö, R. (2018). No name, no game: Challenges to use of collaborative digital textbooks. *Education and Information Technologies*, 23, 1359-1375.

Håkansson Lindqvist, M. (2019). School leaders' practices for innovative use of digital technologies in schools. *British Journal of Educational Technology*, 50(3), 1226-1240.

Hall, C., Lundin, M., Mörtlund, T., & Sibbmark, K. (2021). En dator per elev i

mellanstadiet. Hur påverkas undervisningen och studieresultaten? [Un ordinateur par élève au collège. Quel est l'impact sur les résultats de l'enseignement et de l'apprentissage?] [IFAU - Institutet för Arbetsmarknads- och Utbildningspolitisk Utvärdering].

Hamidi, A., Zerega, R., Tavajoh, S., Milrad, M., & Masiello, I. (2022, 5.-17. Juni). Digital competence & computational thinking for preschool pre-service teachers: From lab to practice. Sixth APSCE International Conference on Computational Thinking and STEM Education, Delft, Pays-Bas.

<https://urn.kb.se/resolve?urn=urn:nbn:se:lnu:diva-114484>

Herrero, C. (2024, 8. März). *VET Workshop*, Joint Research European Commission Séville, Espagne.

Högström, P., & Holm, A. S. (2020). Lärares användning av augmented reality för utveckling av elevers lärande om molekylers strukturer i gymnasieskolans kemiundervisning. In *FND 2020, Göteborg, Sverige, 11./12. November, 2020* (S. 9-10).

Ifenthaler, D., & Egloffstein, M. (2020). Development and implementation of a maturity model of digital transformation. *TechTrends*, 64(2), 302-309.

Ilomäki, L., & Lakkala, M. (2018). Digital technology and practices for school improvement: innovative digital school model. *Research and practice in technology enhanced learning*, 13, 1-32.

International Computer and Information Literacy Study (ICILS) (2013).

<https://www.iea.nl/studies/iea/icils/2013>

Juuti, K., Kervinen, A., & Loukomies, A. (2022). Quality over frequency in using digital technology: Measuring the experienced functional use. *Computers & Education*, 176, 104361.

Knezek, G., & Christensen, R. (2016). Extending the will, skill, tool model of technology integration: Adding pedagogy as a new model construct. *Journal of Computing in Higher Education*, 28(3), 307-325.

Külling, C., Waller, G., Suter, L., Willemse, I., Bernath, J., Skirgaila, P., Streule, P., & Süss, D. (2022). JAMES – Jugend, Aktivitäten, Medien – Erhebung Schweiz. Zurich: Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften.

Lampropoulos, G., Keramopoulos, E., Diamantaras, K., & Evangelidis, G. (2022). Augmented reality and gamification in education: A systematic literature review of research, applications, and empirical studies. *Applied Sciences*, 12(13), 6809.

Lorenz, B., Kikkas, K., & Laanpere, M. (2014). The role of educational technologist in implementing new technologies at school. In *Learning and Collaboration Technologies. Technology-Rich Environments for Learning and Collaboration: First International Conference, LCT 2014, Held as Part of HCI International 2014, Heraklion, Crete, Greece, June 22-27, 2014, Proceedings, Part II 1* (pp. 288-296). Springer International Publishing.

Lorenz, B., Kikkas, K., & Laanpere, M. (2016). Digital Turn in the schools of Estonia: Obstacles and Solutions. In *Learning and Collaboration Technologies: Third International Conference, LCT 2016, Held as Part of HCI International 2016, Toronto, ON, Canada, July 17-22, 2016, Proceedings 3* (pp. 722-731). Springer International Publishing.

Lundahl, L., Arreman, I. E., Holm, A. S., & Lundström, U. (2013). Educational marketization the Swedish way. *Education inquiry*, 4(3), 22620.

Masiello, I., Mohseni, Z., & Nordmark, S. (2023). Trends and Issues of Digital Learning in Sweden. https://www.researchgate.net/publication/376722142_Chapter_Trend_and_Issues_of_Digital_Learning_in_Sweden_In_Yi

Niemi, H., Kynäslähti, H., & Vahtivuori-Hänninen, S. (2013). Towards ICT in everyday life in Finnish schools: Seeking conditions for good practices. *Learning, Media and Technology*, 38(1), 57-71.

Nizyev, V. (2022). Exploring the students' digital competence development in the education policies of Singapore and Estonia (Master's thesis).

Bundesamt für Statistik (BFS), (8.2.2024). Aufgaben, digitale Geräte und Automatisierungsrisiko am Arbeitsplatz im Jahr 2022.

<https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/aktuell/medienmitteilungen.gnpdetail.2023-0535.html>

Organisation for Economic Co-operation and Development OECD (2015). Students, computers and learning: making the connection. PISA Series, OECD Publishing.

Organisation for Economic Co-operation and Development OECD (2023), PISA 2022 Results (Volume I): The State of Learning and Equity in Education, PISA, OECD Publishing, Paris,

<https://doi.org/10.1787/53f23881-en>

Ottenbreit-Leftwich, A., Liao, Y.C., Karlin, M., Lu, Y.H., Ding, A.C.E. & Guo, M. (2020). Year-long implementation of a research-based technology integration professional development coaching model in an elementary school, *Journal of Digital Learning in Teacher Education*, 36(4), 206-220.

Parker, C. E., Stylinski, C. D., Bonney, C. R., DeLisi, J., Wong, J., & Doty, C. (2019). Measuring quality technology integration in science classrooms. *Journal of Science Education and Technology*, 28, 567-578.

Pedaste, M., & Bardone, E. (2023). Trends and Issues of Digital Learning in Estonia. Trends and Issues of Promoting Digital Learning in High-Digital-Competitiveness Countries: Country Reports and International Comparison.

Petko, D., Döbeli Honegger, B., & Prasse, D. (2018). Digitale Transformation in Bildung und Schule: Facetten, Entwicklungslinien und Herausforderungen für die Lehrerinnen-und Lehrerbildung. *Beiträge zur Lehrerinnen-und Lehrerbildung*, 36(2), 157-174.

- Petko, D., Antonietti, C., Schmitz, M. L., Consoli, T., Gonon, P., & Cattaneo, A. (2022). Digitale Transformation der Sekundarstufe II: erste Ergebnisse einer repräsentativen Bestandsaufnahme in der Schweiz. *Gymnasium Helveticum*, 76(5), 20-21.
- Petko, D. (2012). Teachers' Pedagogical Beliefs and Their Use of Digital Media in Classrooms: Sharpening the Focus of the «Will, Skill, Tool» Model and Integrating Teachers' Constructivist Orientations. *Computers & Education*, 58(4), 1351 – 1359.
- Petko, D., Egger, N., Cantieni, A., & Wespi, B. (2015). Digital media adoption in schools: Bottom-up, top-down, complementary or optional?. *Computers & Education*, 84, 49-61.
- Põldoja, H. (2020). Report on ICT in Education in the Republic of Estonia. *Comparative Analysis of ICT in Education Between China and Central and Eastern European Countries*, 133-145.
- Pulfrey & Caneva (2023). Strategy, support and sharing: Key factors in developing digital competence in schools. (manuscript soumis)
- Reis-Andersson, J. (2023). Leading the digitalisation process in K–12 schools–The school leaders' perspective. *Education and Information Technologies*, 1-19.
- Rodrigues, A. L. (2020). Digital technologies integration in teacher education: the active teacher training model. *Journal of e-learning and knowledge society*, 16(3), 24-33.
- Röhl, T. (2023). Mittendrin – der pädagogische ICT-Support an Zürcher Volksschulen und gemeinschaftliche Führung. Dans T. Röhl, J. Breitschaft, E. Burri, N. Wespi (dir.), *Digital Leadership – Schulen im digitalen Wandel führen*. HEP Verlag. DOI: <https://doi.org/10.36933/97830355233>
- Ruloff, M., & Petko, D. (2022). School principals' educational goals and leadership styles for digital transformation: results from case studies in upper secondary schools. *International Journal of Leadership in Education*, 1-19.
- Sieber, P., Bachofner, P., & Briner, N. (2017). Zeitgemässe digitale Lern-und Lehrumgebung für die Schweizer Schulen. *Dr. Pascal Sieber & Partners AG, Bern, Zürich, Triesen*.
- Selwyn, N. (2024, 9 février). *Taking technology out of Swedish schools... and the search for what the 'science' says (notes on Forsler & Guyard 2023)*. <https://criticaledtech.com/2024/02/09/taking-technology-out-of-swedish-schools-and-the-search-for-what-the-science-says-notes-on-forsler-guyard-2023/>
- Skolverket. (2017). Läroplan för grundskolan samt för förskoleklassen och fritidshemmet [Curriculum for the compulsory school, preschool class and school-age educare]. <https://www.skolverket.se/undervisning/grundskolan/laroplan-och-kursplaner-for-grundskolan/laroplan-lgr11->
- Sheffield, R., Blackley, S., & Moro, P. (2018). A professional learning model supporting teachers to integrate digital technologies. *Issues in Educational Research*, 28(2), 487-510.
- Scalise, K. (2016). Student collaboration and school educational technology: Technology integration practices in the classroom. *Journal on School Educational Technology*, 11(4), 53-63.
- Schmitz, M. L., Antonietti, C., Consoli, T., Cattaneo, A., Gonon, P., & Petko, D. (2023). Transformational leadership for technology integration in schools: Empowering teachers to use technology in a more demanding way. *Computers & Education*, 204, 104880.
- Seufert, S., & Tarantini, E. (2022). Gestaltung der digitalen Transformation in Schulen: Ein Reifegradmodell für die Berufsbildung. *MedienPädagogik: Zeitschrift für Theorie Und Praxis Der Medienbildung*, 49(Schulentwicklung), 301–326. <https://doi.org/10.21240/mpaed/49/2022.07.15.X>

Sveriges Kommuner och Regioner. (2020). Skoldigiplan—Nationell handling-splan för skolans digitalisering. [Plan de numérisation des écoles - Plan d'action national pour la numérisation des écoles.] <http://skoldigiplan.se/index.html>

The Digital Economy and Society Index (DESI) 2022. <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/desi>

Tire, G. (2021). Estonia: a positive PISA experience. Improving a Country's Education: PISA 2018 Results in 10 Countries, 101-120.

Underwood, J., Baguley, T., Banyard, P., Dillon, G., Farrington-Flint, L., Hayes, M., Le Geyt, G., Murphy, J. & Selwood, I. (2010). *Understanding the Impact of Technology: Learner and School Level Factors*. BECTA.

Van Niekerk, M., & Blignaut, S. (2014). A framework for information and communication technology integration in schools through teacher professional development. *Africa Education Review*, 11(2), 236-253.

Waller, G., Willemse, I., Genner, S., Suter L.; & Süss, D. (2016). JAMES - Jugend, Aktivitäten, Medien-Erhebung Schweiz. Zürich: Zürcher Hochschule für angewandte Wissenschaften.

KLIMAAUSWIRKUNGEN (CO₂-ÄQ) DER INFORMATIKAUSSTATTUNG IN DER OBLIGATORISCHEN SCHULE

Stand und Auswirkungen der Umsetzung des Projekts zur Übernahme des Informatikparks der obligatorischen Schulen durch den Kanton (DAOS/ENEO)

Vereinfachter Bericht

Datum	Mai
Version	1.1 - Vereinfachter Bericht
Redaktion	Werner Halter, Climate Services SA
Verantwortliche für die Datenerhebung	Marylène Labéguerie, Programmleiterin DAOS

1. EINFÜHRUNG

Die Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten BKAD des Kantons Freiburg hat die Aufgabe, die digitale Bildung auf der Ebene der obligatorischen Schule umzusetzen, um die Anforderungen der Lehrpläne zu erfüllen. Dabei profitiert sie von den Erfahrungen, die seit vier Jahren in den deutschsprachigen Schulen mit dem Lehrplan 21 (LP 21) gemacht wurden. Nun muss sie noch im französischsprachigen Kantonsteil das digitale Bildungsmodul umsetzen, das der Westschweizer Lehrplan (Plan d'études romand, PER) vorsieht.

Parallel dazu wollte der Freiburger Grosse Rat, dass die heute von den Gemeinden bezahlte IT-Ausstattung (Tablets, Computer) der Schülerinnen und Schüler sowie des Lehr- und Verwaltungspersonals vom Kanton übernommen wird. Mit der Annahme der Motion 2019-GC-139 verlangten die Grossratsmitglieder zudem, dass der Kanton für jede Schülerin und jeden Schüler der Orientierungsschule ein persönliches IT-Gerät zur Verfügung stellt. Um diese Anpassungen umzusetzen, hat der Staatsrat das Projekt zur Übernahme der Finanzierung und des Betriebs des Informatikparks der obligatorischen Schule (1H–11H) durch den Kanton (Projekt DAOS) entwickelt.

An den Schulen gibt es bereits eine IT-Ausstattung, aber das Lernen im Bereich der digitalen Bildung und die kantonale Übernahme dieser Geräte (IT-Tools) durch den Kanton erfordern eine Aktualisierung und Harmonisierung der Ausstattung der Schulen. Der Kauf von IT-Ausstattung führt zu einem Anstieg der Treibhausgasemissionen und zu einem höheren Energieverbrauch.

Die vorliegende Studie wurde von der Arbeitsgruppe Gesundheit und Nachhaltigkeit im Rahmen des Projekts DAOS in Auftrag gegeben. Ziel ist die Berechnung der CO₂-Äquivalente der vorhandenen Ausrüstung und die Berechnung der CO₂-Äquivalente nach der Umsetzung des oben genannten Projekts DAOS; auch sollen diese Emissionen mit den Emissionen, die im Alltag einer Schülerin oder eines Schülers im Kanton Freiburg entstehen, in Bezug gesetzt werden. Mit diesen Ergebnissen wird dem Wunsch des Grossen Rates nach Informationen über die Umweltauswirkungen der Einführung des Projekts DAOS (Anzahl der gekauften Geräte, Nutzungsdauer, Recycling, Stromverbrauch...) entsprochen.

Die Studie erweitert die Analyse auf die Geräte der IT-Infrastruktur der Schulen (Projektionssysteme, Server), für die die Gemeinden zuständig sind und dies auch bleiben.

Die Arbeit wurde mit der Unterstützung von Sébastien Rumley, Professor an der Hochschule für Technik und Architektur Freiburg (HEIA-FR), der seine Expertise im Bereich der CO₂-Auswirkungen von IT-Infrastrukturen einbrachte..

2. METHODIK

2.1. Definitionen

Die in diesem Dokument verwendete Terminologie deckt sich mit der in der Botschaft zum Projekt DAOS verwendeten Terminologie:

- Informatikausstattung, IT-Geräte oder digitale Ausstattung entsprechen Computern und Tablets.
- Der Informatikpark der obligatorischen Schulen bezeichnet die gesamte Informatikausstattung der Schülerinnen und Schüler, der Lehrkräfte und des kantonalen Verwaltungspersonals.
- Die IT-Infrastruktur umfasst die verschiedenen Verbindungstechnologien (Stromelemente und Netzwerkkomponenten, hauptsächlich Kabel, WLAN-Hotspots, Switches...) und die Peripheriegeräte (Projektionssystem, Leinwand oder Beamer, Dokumentenkameras, Drucker, Mäuse, Kopfhörer, Eingabestifte, Speicher- und Aufladesystem...).
- Die IT (Informationstechnologie) umfasst den gesamten Informatikpark und die IT-Infrastruktur der Schulen.

2.2. Quantifizierung der Emissionen

Die Berechnung der CO₂ _{aq}-Emissionen im Zusammenhang mit dem Informatikpark in Schulen basiert auf den drei Lebensphasen der Geräte:

1. **Die Herstellung:** Die Art der Berechnung der einzelnen Geräte erfolgt anhand der *Base Carbone*¹ der französischen Agentur für den ökologischen Wandel (ADEME).
2. **Die Nutzung:** Die Standardquantifizierung des Stromverbrauchs und der dazugehörigen Emissionsfaktoren stammt vom Lawrence Berkeley National Laboratory (LBNL) und basiert auf einem durchschnittlichen Emissionsfaktor des in der Schweiz verbrauchten Stroms.
Der Energieverbrauch wird anhand des Energieverbrauchs der Geräte und der Anzahl der Stunden, die sie am Tag genutzt werden, berechnet.
Die Lebensdauer der Geräte ist von einem Tablet- oder Computertyp zum anderen unterschiedlich und die Auswirkungen der Herstellung, bezogen auf einen Tag pro Schüler/in, sind geringer, wenn die Lebensdauer länger ist.
3. **Ende der Lebensdauer:** Die Berechnung der Emissionsfaktoren am Ende der Lebensdauer von Geräten stammt aus der Ecoinvent-Datenbank.²

Die Berechnung der Emissionen bezieht sich auf eine Referenzeinheit; die hier gewählte Einheit ist ein Schultag (Tag einer Schülerin oder eines Schülers), was bedeutet, dass alle CO₂-Äquivalente auf ihren Tageseffekt bezogen werden. So wird die Auswirkung der Herstellung eines Computers durch die Anzahl der Nutzungsjahre und die Anzahl der Schultage pro Jahr geteilt, um die Auswirkung der Herstellung pro Nutzungstag zu erhalten. Bei der Herstellung eines Desktop-Computers beispielsweise werden ca. 170 kg CO₂-Äquivalente ausgestossen; wird dieser während sechs Jahren und an 185 Schultage pro Jahr genutzt, beträgt die Auswirkung pro Schultag ca. 153 g CO₂-Äquivalente.

Die Terminologie CO₂ _{aq} besagt, dass die Quantifizierung für alle Treibhausgase in CO₂-Äquivalenten erfolgt.

Die Details der Berechnungsmethode, die Quellen der Emissionsfaktoren und die für die Quantifizierung getroffenen Annahmen sind in einem Dokument im Anhang aufgeführt, das bei der Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten BKAD des Kantons Freiburg erhältlich ist.

2.3. Durchschnittliche Emissionen einer Schülerin/eines Schülers und einer Schweizer Bürgerin/eines Schweizer Bürgers

Die Emissionen von IT-Geräten wurden mit den geschätzten Emissionen einer Schülerin/eines Schülers während eines Schultages sowie mit den durchschnittlichen Emissionen einer Schweizer Bürgerin/eines Schweizer Bürgers verglichen.

Dazu haben wir die Emissionen eines Schultages – ohne IT – geschätzt und dabei den Energiebedarf, die Fahrten, das Mittagessen sowie Bücher und Papier berücksichtigt.

Die Gesamtemissionen für einen Schultag – ohne IT – werden somit auf 4,47 kgCO₂ _{aq}, vgl. Tabelle 1 veranschlagt. Multipliziert man diese Auswirkung mit der Anzahl der Schultage in einem Jahr (185 Tage) und der Anzahl der Schülerinnen und Schüler (40 865), so ergibt sich für alle Schulen des Kantons eine Gesamtwirkung über das Jahr von etwa 34 000 tCO₂ _{aq}.

¹ Öffentliche Datenbank mit Emissionsfaktoren, die für die Erstellung einer Bilanz der Treibhausgasemissionen (THG) und ganz allgemein für jede Art von CO₂-Berechnung benötigt werden. <https://base-empreinte.ademe.fr/documentation/base-c>

² Weltweit erste Quelle für Ökobilanzdaten mit mehreren tausend Nutzerinnen und Nutzern in über 40 Ländern. Die ecoinvent-Daten werden unter anderem in der Lebenszyklusanalyse (LCA) von Geräten verwendet. <https://ecoinvent.org/>

Der durchschnittlichen Pro-Kopf-Emissionen in der Schweiz liegen bei 11,8 tCO₂-äq, was etwa 32 kgCO₂-äq pro Tag und Person entspricht. Ein Schultag macht gerade einmal 15% des Tages einer durchschnittlichen Person in der Schweiz aus.

Tabelle1: Vergleich der relativen Bedeutung der Treibhausgasemissionen

Gesamtauswirkungen (ohne IT)	Emissionen pro Schüler/in pro Tag
Tätigkeit in der Klasse	kgCO ₂ /Tag
Heizung der Schule	0.31
Strom (ohne IT)	0.16
Fahrt zur Schule	0.68
Mittagessen	
Mit Fleisch	2.16
Vegetarisch	0.68
Lieferung	
Bücher	0.03
Papier	0.03
Lehrpersonen	0.42
Total	4.47

2.4. Umfang der Studie

Die betroffene Population umfasst 40 865 Schülerinnen und Schüler, davon 29 124 auf der Primarstufe, 11 741 auf der Sekundarstufe 1 (OS) und 4700 Lehrpersonen. Sie entspricht den Beständen am 31.12.2023, als die Bestandsaufnahme der Informatikausstattung und des IT-Supports an den obligatorischen Schulen des Kantons Freiburg 2024 durchgeführt wurde. Es sei darauf hingewiesen, dass die Bestände für den aktuellen Informatikpark (Kapitel 3) und den im Rahmen des Projekts DAOS angestrebten Informatikpark (Kapitel 4) gleich sind, um einen Vergleich der Entwicklung bei gleichbleibender Bestandszahlen zu ermöglichen.

Das Mandat betraf allein die Informatikausstattung. Zu Vergleichszwecken und um die vollständigen Auswirkungen der IT der obligatorischen Schule zu verstehen, wurde die IT-Infrastruktur in die vorliegende Studie einbezogen.

Die Elemente, die jeweils aus Gründen der Datenverfügbarkeit oder Schätzbarkeit (siehe Erläuterungen) in die Studie einbezogen bzw. nicht einbezogen wurden, sind in der Tabelle 2 aufgeführt.

Tabelle2: Umfang der Studie

In der Studie einbezogen	Nicht in die Studie aufgenommen
Informatikausstattung	IT-Infrastruktur
Stationäre Computer	Drucker
Laptops	Unabhängige Soundsysteme
Tablets	Ferndienste (Cloud)
IT-Infrastruktur	Internet-Netzwerk-Konnektivität
Ultra Kurzdistanz Beamer	Persönliche Peripheriegeräte (Tastatur, Maus, Stifte...)
Standard-Beamer	Einzelbildschirme
TV-Flachbildschirme 65"	Dockingstationen
TV-Flachbildschirme 75"	
TV-Flachbildschirme 85" und grösser	
Dokumentenkameras	
Router/Switch	
Server	

3. BESTANDSAUFNAHME DES AKTUELLEN INFORMATIKPARKS UND DER IT-INFRASTRUKTUR

3.1. Daten

Die Daten zur bestehenden Informatikausstattung und IT-Infrastruktur an den Schulen stammen aus einer Umfrage, die die Fachstelle Fritic im Jahr 2024 bei den Schuldirektionen aller Primarschulen und Orientierungsschulen des Kantons Freiburg durchgeführt hat. Diese Umfrage liefert Informationen darüber, welche Ausstattungsarten in den Schulen vorhanden sind und wie viele Geräte, und zwar für alle Nutzerinnen und Nutzer der Schule (Schüler/innen, Lehrpersonen, Verwaltungspersonal). Der Informatikpark besteht aus 10 334 Informatikgeräten in den Primarschulen und 6857 in den Orientierungsschulen. Die Lebensdauer der Geräte wurde auf der Grundlage der zwischen vor 2020 und 2023 getätigten Erneuerungen geschätzt.

3.2. Ergebnisse

Die Ergebnisse der Emissionsberechnung zeigen, dass die Auswirkungen der derzeitigen IT-Ausstattung 0,057 kgCO₂ aq pro Schüler/in und Schultag betragen (0,046 kgCO₂ aq in den Primarschulen und 0,083 kgCO₂ aq in den Orientierungsschulen).

Multipliziert mit der Anzahl der Schultage (185) und der Gesamtzahl der Schülerinnen und Schüler (40 865) belaufen sich die aktuellen Auswirkungen auf etwa 428 tCO₂ aq pro Jahr (Primarschulen: 248 tCO₂ aq, Orientierungsschulen: 180 tCO₂ aq).

Die relativen Auswirkungen der Herstellung hängen von der durchschnittlichen Lebensdauer, die zwischen der Primarschule und der Orientierungsschule unterschiedlich ist, und von der durchschnittlichen Nutzungsdauer pro Tag ab.

Der grösste Teil dieser Auswirkungen entsteht bei der Herstellung der Geräte. Sie macht zwischen 70 und 90% der Gesamtauswirkungen von persönlichen Geräten aus. Der Energieverbrauch liegt im Durchschnitt zwischen 10 und 20% für persönliche Geräte und zwischen 20 und 50% für Projektionsgeräte.

Für die gesamte IT (Ausstattung und Infrastruktur) belaufen sich die Auswirkungen diesmal 0,097 kgCO₂ aq pro Schüler/in und Schultag in den Primarschulen und 0,198 kgCO₂ aq pro Schüler/in und Schultag in den Orientierungsschulen. Insgesamt betragen die Auswirkungen jedes Jahr etwa 953 tCO₂ (Primarschulen: 523, Orientierungsschulen: 430), davon 428 tCO₂ aq im Zusammenhang mit der IT-Ausstattung und 525 tCO₂ aq im Zusammenhang mit der IT-Infrastruktur.

3.3. Vergleichsfaktoren

Die Emissionen der IT-Geräte des aktuellen Informatikparks entsprechen den Emissionen von 36,5 Personen pro Jahr in der Schweiz (einschliesslich der Importe).

Diese Emissionen können auch mit den Emissionen des Informatikparks der Kantonsverwaltung (10 700 Personen) verglichen werden, die auf 965 tCO₂ aq pro Jahr veranschlagt wurden.³ Es sei darauf hingewiesen, dass der Umfang bei vielen Parametern unterschiedlich ist, sei es beim Umfang oder bei der Nutzung (beispielsweise verwendet die Kantonsverwaltung vermehrt zusätzliche persönliche Bildschirme) oder bei der Methode (nur neue Geräte, die im Laufe des Jahres gekauft wurden, wurden gezählt und die Daten extrapoliert).

Der Anteil der IT-Ausstattung macht derzeit durchschnittlich 1,6% der Gesamtemissionen eines Schultages einer Schülerin oder eines Schülers aus.

³ Die Quantifizierung stammt aus der CO₂-Bilanz der Kantonsverwaltung (Bericht zum Postulat 2020-GC-185) und basiert auf den in einem Jahr gekauften Computern und Projektionsgeräten.

Abbildung 1 stellt die Emissionen von IT-Geräte den Emissionen der IT-Infrastruktur, des restlichen typischen Schultages und des restlichen typischen Tages einer Person in der Schweiz gegenüber. Verglichen mit den Emissionen eines durchschnittlichen Tages einer Person in der Schweiz machen die Emissionen der Geräte 0,25% aus.

Ein Vergleich mit Litern Benzin wird vorgeschlagen, ein Indikator, der aussagekräftig und ohne Interpretationsrisiko quantifizierbar ist. Dieser Indikator unterliegt weniger Schwankungen als Beispiele wie Flug- oder Autofahrten, die von einer Vielzahl von Faktoren abhängen.

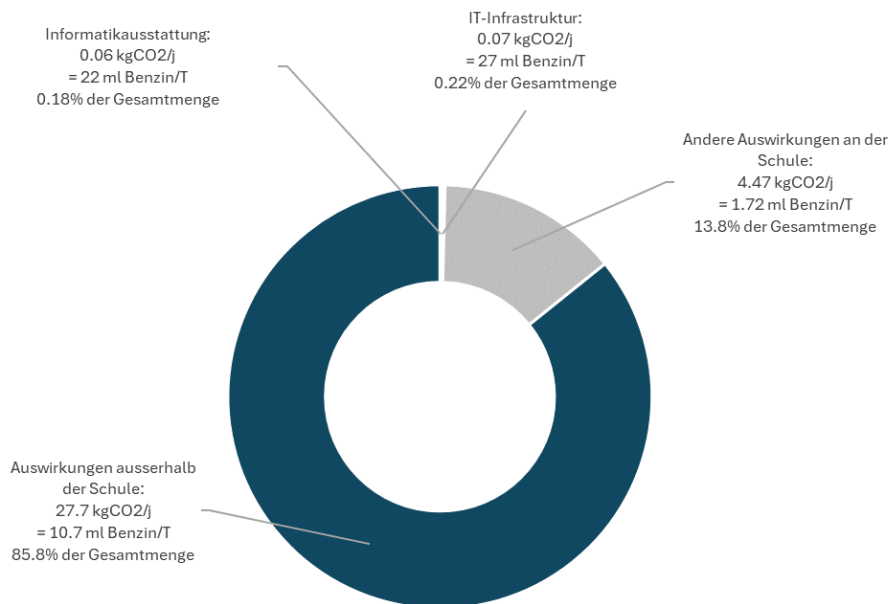


Abbildung1 Anteil der CO₂ äq Auswirkungen eines Schülers/einer Schülerin (aktueller Informatikpark)

4. ÜBERNAHME DES INFORMATIKPARKS DER OBLIGATORISCHEN SCHULEN DURCH DEN KANTON (DAOS)

Das Projekt zur geplanten Übernahme des Informatikparks der obligatorischen Schulen durch den Kanton (DAOS) sieht vor, dass der Kanton die Verwaltung der Informatikausstattung der Schülerinnen und Schüler, der Lehrpersonen und des kantonalen Verwaltungspersonals übernimmt. Die IT-Infrastruktur bleibt in der Zuständigkeit der Gemeinden und wird nur geringfügig ausgebaut.

4.1. Daten

Das Projekt DAOS sieht Mindestausstattungsstandards hinsichtlich der Geräteausstattung vor.

Tabella3: Ausstattungsstandards pro Schulstufe, die derzeit im Projekt zur Übernahme der Informatikausstattung durch den Kanton vorgesehen sind

Schulstufe	Kantonale Ausstattungsstandards
1H–2H	-
3H–4H	4 pro Klasse
5H–6H	1 für 3 Schüler/innen
7H–8H	1 für 2 Schüler/innen
9H–11H	1 pro Schüler/in

Im Projekt ist ausserdem vorgesehen, das kantonale Personal (Lehrpersonen und Verwaltungspersonal) mit einem Laptop pro Person auszustatten.

Bezogen auf die Bestände (Anzahl der Schülerinnen und Schüler und des kantonalen Personals) soll der Ziel-Informatikpark aus rund 7900 Tablets und 16 800 Laptops bestehen.

4.2. Ergebnisse

Die Auswirkungen der Ausstattung auf die Emissionen werden anhand der oben erläuterten Annahmen zur Anzahl der IT-Geräte berechnet.

Die Ergebnisse der Emissionsberechnung zeigen, dass die künftigen Auswirkungen der kantonalen Informatikausstattung im Durchschnitt 0,089 kgCO₂äq pro Schüler/in und Tag betragen werden.

Die relativen Auswirkungen der Herstellung hängen von der durchschnittlichen Lebensdauer, die zwischen der Primarschule und der Orientierungsschule unterschiedlich ist, und von der durchschnittlichen Nutzungsdauer pro Tag ab. Hier wird davon ausgegangen, dass die Nutzungsdauer des aktuellen Bestands gleichbleibt, um einen Vergleich zu erleichtern, auch wenn das Ziel darin besteht, die Nutzung der Geräte zu verlängern, um die Umweltauswirkungen zu verringern.

Der grösste Teil dieser Auswirkungen entsteht bei der Herstellung der Geräte. Sie macht zwischen 70 und 90% der Gesamtauswirkungen von persönlichen Geräten aus. Der Energieverbrauch liegt im Durchschnitt zwischen 10 und 20% für persönliche Geräte und zwischen 20 und 50% für Projektionsgeräte.

Insgesamt, multipliziert mit der Anzahl der Schultage (185) und der Gesamtzahl der Schülerinnen und Schüler (41 130), belaufen sich die künftigen Emissionen der kantonalen Informatikausstattung auf 673 tCO₂ pro Jahr.

4.3. Vergleichsfaktoren

Die geplanten 673 tCO₂-Äquivalente pro Jahr der kantonalen Informatikausstattung entsprechen den Emissionen von 57 Personen in der Schweiz, gegenüber 36 Personen mit dem aktuellen Informatikpark (428 tCO₂äq/Jahr). Die jährlichen Emissionen werden 57% höher ausfallen als mit dem derzeitigen Informatikpark.

Der Informatikpark würde von derzeit 6300 Tablets und 10 900 Computern auf einen Zielbestand von 7900 Tablets (+1600) und 16 800 Computern (+5900) steigen. Der Unterschied in der Wirkung ist direkt proportional zu dieser quantitativen Zunahme.

Diese Emissionen können auch mit den Emissionen des Informatikparks der Kantonsverwaltung (10 700 Personen) verglichen werden, die auf 965 tCO₂äq pro Jahr veranschlagt wurden. Es sei darauf hingewiesen, dass der Umfang bei vielen Parametern unterschiedlich ist, sei es bezogen auf den Umfang oder die Nutzung (beispielsweise verwendet die Kantonsverwaltung vermehrt zusätzliche persönliche Bildschirme) oder bei der Methode (nur neue Geräte, die im Laufe des Jahres gekauft wurden, wurden gezählt und die Daten extrapoliert).

Der Anteil der Informatikausstattung macht derzeit durchschnittlich 2% der Gesamtemissionen eines Schultages einer Schülerin oder eines Schülers aus, verglichen mit 1,3% für den aktuellen Informatikpark.

Abbildung 2 stellt die Emissionen der IT-Geräte der künftigen IT-Infrastruktur den Emissionen der IT-Infrastruktur, des restlichen typischen Schultages und des restlichen typischen Tages einer Person in der Schweiz gegenüber. Verglichen mit den Emissionen eines durchschnittlichen Tages einer Person in der Schweiz machen die Emissionen der Geräte 0,28% aus.

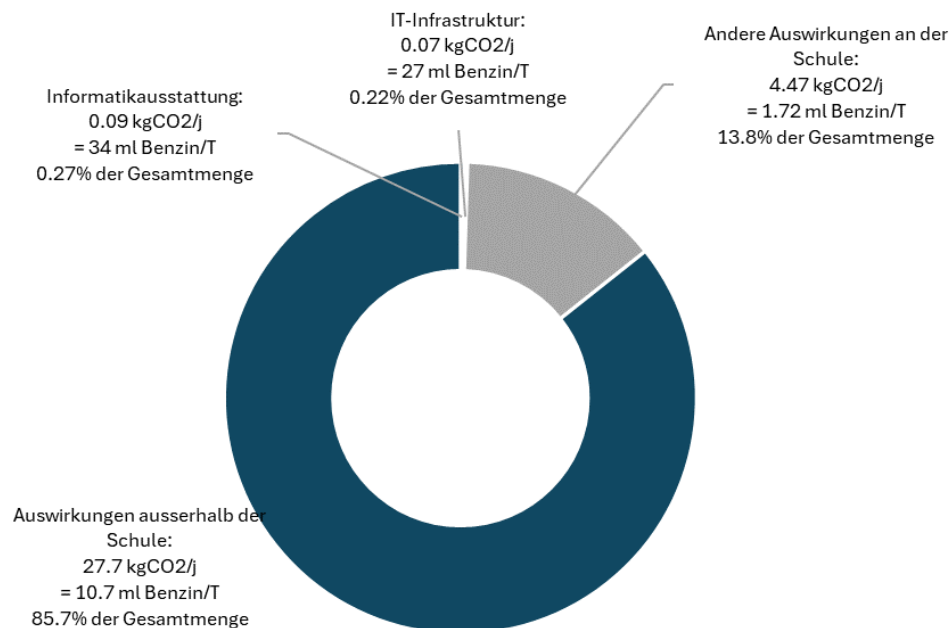


Abbildung2: Anteil der CO₂ äq Auswirkungen eines Schülers/einer Schülerin (Ziel-Informatikpark)

5. ANMERKUNGEN UND REDUKTIONSMÖGLICHKEITEN

Aus Tabelle2 geht hervor, dass die Emissionen aus Online-Diensten und Netzwerkverkehr nicht in die Studie einbezogen wurden. Dies liegt daran, dass es sehr schwierig ist, diese Emissionen abzuschätzen und darüber hinaus auch einzuordnen. Bei Online-Diensten kann zwischen kostenpflichtigen und kostenlosen Diensten unterschieden werden. Der Microsoft-Dienst «M365», der unter anderem E-Mail und grundlegende Büroarbeiten beinhaltet, würde laut einer nicht überprüfaren Studie von Microsoft etwa 0,02 kgCO₂ äq pro Schultag betragen, was einer Erhöhung der durchschnittlichen Auswirkungen der IT um etwa 10% entspräche, wenn er einbezogen würde. Bei kostenlosen Diensten sind ihre Auswirkungen von ihren Anbietern und/oder Sponsoren (insbesondere Werbetreibenden) zu tragen. Die Auswirkungen des Netzwerks könnten in der gleichen Grössenordnung liegen, d. h. etwa 0,02 kg CO₂ äq pro Schultag. Die Zuordnung der Auswirkungen von Netzinfrastrukturen ist für die Wissenschaft nach wie vor eine offene Frage.

Generell scheint es jedoch sehr unwahrscheinlich, dass der Einbezug dieser Faktoren die Schlussfolgerungen dieser Studie umkehren würde. Folgt man den pessimistischsten wissenschaftlichen Annahmen, die besagen, dass 2/3 der Emissionen durch die Cloud und Netzwerke «versteckt» werden, würde der Anteil der IT am Schulbetrieb (derzeitiger Bestand) von 3% (0,130 kgCO₂ äq bezogen auf 4,34 kgCO₂ äq pro Schüler/in und Schultag) auf 9% (0,39 kgCO₂ äq bezogen auf 4,6 kgCO₂ äq pro Schüler/in und Schultag) steigen. Bezogen auf den Durchschnittstag eine Person in der Schweiz würde die schulische IT im schlimmsten Fall von 0,4% auf 1,2% steigen.

Die Berechnung der Emissionen des Ziel-Informatikparks im Rahmen des Projekts DAOS basiert auf den aktuellen Schülerbeständen der obligatorische Schule. Da die Bevölkerung des Kantons Freiburg stetig wächst, geht man davon aus, dass die Schülerzahlen steigen werden, wobei bis 2030 rund 150 Klassen eröffnet werden sollen. Der CO₂-Ausstoss wird proportional zum Anstieg der Schülerbestände zunehmen.

Reduktionsmöglichkeiten

Die Auswirkungen der IT könnten um etwa 20 bis 30% verringert werden, wenn Prozesse eingeführt würden, die eine lange Lebensdauer der Geräte begünstigen. Die Daten zeigen nämlich, dass der grösste Teil der Auswirkungen auf die Herstellung der Geräte zurückzuführen ist und dass sich diese Auswirkungen deutlich verringern lassen, wenn sie über einen längeren Zeitraum amortisiert werden. Die Argumentation gilt auch in finanzieller Hinsicht. Wenn die Lebensdauer aller Geräte auf 8 Jahre verlängert wird, könnten die Emissionen deutlich reduziert werden: 0,069 kgCO_{2aq}/Tag/Schüler/in anstelle der geschätzten 0,089 kgCO_{2aq}/Tag/Schüler/in für den angestrebten Informatikpark.

Der Energieverbrauch lässt sich durch sachgerechte Nutzung und Verfahren senken, um längere Standby-Zeiten zu vermeiden.

Mit dem Bezug von Ökostrom aus erneuerbaren Quellen können die Auswirkungen des Energieverbrauchs im Vergleich zum durchschnittlichen Strommix in der Schweiz um den Faktor 10 reduziert werden. Der Kauf von erneuerbarem Strom liegt in der Zuständigkeit der Gemeinden.

TV-Flachbildschirme haben einen Emissionsfaktor, der dreimal so hoch ist wie der von Beamern. TV-Flachbildschirme sind für etwa ein Viertel der Emissionen der IT-Infrastruktur verantwortlich (0,018 kgCO_{2aq}/Tag/Schüler/in). Dennoch gibt es deutlich weniger von ihnen als Beamer und Dokumentenkameras (ca. 750 gegenüber 1700 bzw. 2200). Bildschirme verursachen sowohl bei der Herstellung als auch beim Verbrauch ziemlich hohe Emissionen. Dies gilt für Fernseher, aber auch für die in Laptops eingebauten Bildschirme. Die Emissionen sollten daher durch die Bevorzugung kleinerer Bildschirme (13–14 Zoll für Laptops) und die Umstellung auf Projektionssysteme vom Typ Beamer begrenzt werden.

Mögliche Auswirkungen

Insgesamt könnte die Übernahme des Informatikparks durch den Kanton positive Effekte haben, die in den hier dargestellten Berechnungen nicht berücksichtigt sind. Erstens sollte eine Vereinheitlichung und allgemeine Einführung von Geräten und Software dazu beitragen, «Do-it-yourself-Installationen» zu begrenzen.

Ein weiterer wichtiger Aspekt ist die Vermeidung von redundanter Ausstattung, sowohl im privaten als auch im schulischen Bereich. Fragen der Sicherheit und der ordnungsgemässen Nutzung der Geräte müssen berücksichtigt werden, aber die zur Verfügung gestellten Geräte können potenziell davon abhalten, dass Schülerinnen und Schüler ähnliche Geräte privat kaufen. Eine 1:1-Ausstattung in den Orientierungsschulen würde möglicherweise die privaten Anschaffungen reduzieren, was indirekt die Auswirkungen des Informatikparks des Kantons verringern würde.

Im Rahmen dieses Projekts wurde von der HTA-FR ein Rechner für die Arbeitsgruppe Gesundheit und Nachhaltigkeit entwickelt, die im Rahmen des Projekts DAOS gebildet wurde. Dieser Rechner ermöglicht es, verschiedene Varianten des Kaufs, der Erneuerung oder der Lebensdauer von Produkten zu testen, und könnte später bei der Verwaltung des Informatikparks von Schulen als Entscheidungshilfe dienen.

6. SCHLUSSFOLGERUNGEN

Mit der Übernahme und Optimierung der Geräte durch den Kanton steigen die CO₂-Emissionen der Geräte. Die Emissionen würden von 0,057 kgCO₂ pro Tag und Schüler/in auf 0,089 kgCO₂ pro Tag und Schüler/in steigen. Dieser Anstieg um 57% ist hauptsächlich auf eine höhere Anzahl von Ausstattungsgegenständen an den Orientierungsschulen zurückzuführen. Bezogen auf die gesamten Emissionen, die durch die Informatikausstattung und die IT-Infrastruktur in Schulen verursacht werden, entspricht dieser Anstieg etwa 23%.

Das Optimierungspotenzial durch diese Übernahme liegt insbesondere in der Verlängerung der Lebensdauer der Geräte. Eine Verlängerung der Lebensdauer aller Geräte auf 8 Jahre würde die Emissionen der Geräte um etwa

20% senken. In diesem Fall würde der Anstieg der Emissionen bei der Übernahme der Ausstattung nur noch 21% betragen.

Der CO₂-Ausstoss der IT-Ausstattung bleibt gering, wenn man sie mit den geschätzten CO₂-Emissionen eines Schultages vergleicht, bei dem die Raumheizung, der Transport, die Mahlzeiten oder auch die Betreuung berücksichtigt werden. Nach der Übernahme durch den Kanton macht die Informatikausstattung 2% der Emissionen eines Schultages aus, heute sind es 1,3%.



BESCHREIBUNG

KOSTENRECHNER

ZIEL

Dieser Kostenrechner soll den Gemeinden helfen, die Investitions- und Wartungskosten für die IKT-Infrastruktur zu schätzen, die in den Unterrichtsräumen der Schulgebäude erforderlich sind, um die in der digitalen Bildungsstrategie festgelegten Standard für die Regel- und Sonderschulen des Kantons Freiburgs zu erfüllen.

Die Beträge wurden auf der Grundlage von Durchschnittspreisen für Standardausrüstungen/Standardgeräte und handelsübliche/herkömmliche Infrastrukturen berechnet. Die Gesamtsummen der jährlichen und einmaligen Kosten dienen den Gemeinden als ungefähre Angaben ohne Gewähr.

Die anfänglichen einmaligen Gesamtkosten beziehen sich auf die Investitionskosten für die Anschaffung von Anschluss- und Peripherieelementen, während die Gesamtkosten für die Erneuerung eine Erneuerung der Geräte alle 7 Jahre vorsieht. Es ist zu beachten, dass die tatsächliche Lebensdauer der Geräte von ihrer Nutzungsdauer und ihrer Qualität abhängt.

Je nach Menge sowie Wahl der Technologie und der Lieferanten kann der tatsächliche Gesamtbetrag deutlich höher oder niedriger ausfallen. So wird beispielsweise die technologische Wahl einer interaktiven Tafel (von der die Vollversammlung der CIIP am 22. November 2018 abgeraten hat) erheblich teurer sein als ein nicht interaktiver Beamer. Die Kosten werden auch anders ausfallen, wenn ein Wartungsvertrag mit einem IT-Partnerunternehmen der Gemeinde abgeschlossen wird oder je nach Art der Infrastrukturverwaltung usw.

Die voraussichtlichen Kosten für Dienstleistungen von Dritten (ausserhalb des Netzwerkwartungsvertrags) und die für die Ansprechpersonen Medien & Informatik erforderlichen Ressourcen sind in diesem Kostenrechner nicht enthalten. Es sollte eine Arbeitsgruppe mit Vertreterinnen und Vertretern der Gemeinden gebildet werden, um den finanziellen Aufwand für diese verschiedenen Aufgaben zu ermitteln und regelmässig neu zu überprüfen. Die Bedürfnisse variieren nämlich je nach den spezifischen Bedingungen der Schulen und ändern sich mit der technologischen Weiterentwicklung.

WIE SIE VORGEHEN

- Klicken Sie auf die Schaltfläche "Kostenrechner" in der oberen rechten Ecke.
- Klicken Sie auf das zu ändernde Feld und geben Sie den neuen Wert ein; bestätigen Sie mit der <Eingabetaste> auf der Tastatur.
- Passen Sie die Anzahl der Gebäude und Stockwerke, der Standardschulzimmer und der Räume für gestalterische Aktivitäten an Ihre Situation an. Für Gebäude gilt folgende Regel: 1 Gebäude = ein einzelnes Gebäude oder mehrere Gebäude, die eine Einheit aus miteinander verbundenen Gebäuden bilden, die sich am selben Ort befinden. Andere Arten von Räumen wie Sporthallen, Aula, Psychologie- oder Schuldirektionsbüros, Lehrpersonenzimmer, Schulbibliotheken usw. werden in diesem Kostenrechner nicht berücksichtigt. Sie müssen von der Gemeinde je nach den örtlichen Gegebenheiten und ihrer Nutzung gesondert bewertet werden.
- Ändern Sie bei Räumen und Gebäuden die Anzahl der bereits vorhandenen und zu erhaltenden Ausstattung. Die Menge des Ausstattung, die unter "fehlend - zu erneuern" aufgeführt ist, wird automatisch anhand der Anzahl der Räume, Gebäude und Stockwerke berechnet.



KOSTENRECHNER

BESCHREIBUNG

Geben Sie hier einen freien Text ein (z. B. den Namen der Schule und Rechenoptionen)

Anzahl der Gebäude	1
Anzahl der kumulierten Stockwerke	1
Anzahl der Standardschulzimmer	1
Anzahl der Spezialzimmer (z. B. Holz und Metall)	1
Summe der auszustattenden Räume	2

BEZEICHNUNG DES MATERIALS / DER INFRASTRUKTUR	Gesamtzahl der Schulzimmer und Gebäude		
	Einheiten - Gesamt	Vorhanden - zu bewahren	Fehlend - zu erneuern
VERBINDUNG / NETZWERK			
Aufbewahrungs- und Ladesystem (Wagen)	2	0	2
WLAN-Zugangspunkt + Installationskosten	2	0	2
Steuerungen + Lizenzen für die Verwaltung von WLAN-Antennen (jährlich)	1		1
Verkabelung Kat. 6A (Auflage)	2	0	2
Switch je Stockwerk	1	0	1
Netzwerkschränke (Switch)	1	0	1
Internetverbindung Schule (Kostenbasis SAI)	1	0	1
Sicherheit und Firewall (jährlich)	1		1
Wartungsvertrag Netzwerk (jährlich)	1		1
STROM (ohne Verbrauch und Wartung)			
Steckdosen	2	0	2
Sicherungen (Verkabelung)	1	0	1
Kabelzug	2	0	2
PERIPHERIEGERÄTE / MULTIMEDIA (ohne Wartung)			
Projektionssystem (inkl. Inbetriebnahme)	2	0	2
Audiosystem	2	0	2
Dokumentenkamera	2	0	2
Screen-Sharing-System	2	0	2
Kabel und Kleinmaterial	2	0	2
Kamera und Mikrophon für Fernunterricht	2	0	2
DRUCKSYSTEM			
Drucker/Fotokopierer/Scanner + OCR (jährlich)	1		1

Ausstattung / Infrastruktur - Anfängliche Gesamtkosten (einmalig)	28'608 CHF
Ausstattung / Infrastruktur - Gesamtkosten für die Erneuerung (alle 7 Jahre)	26'958 CHF
Ausstattung / Infrastruktur - Jährliche Gesamtkosten (ohne Erneuerung)	4'560 CHF
Ausstattung / Infrastruktur - Gesamtkosten alle 7 Jahre (mit Erneuerung)	31'518 CHF

Ausstattung / Infrastruktur - Kosten pro Raum (ohne Erneuerung)	2'280 CHF
Ausstattung / Infrastruktur - Kosten pro Raum alle 7 Jahre (mit Erneuerung)	15'759 CHF

	TOTAL pro Jahr zu zahlen							
	2024 Wartung + anfänglich	2025 Wartung	2026 Wartung	2027 Wartung	2028 Wartung	2029 Wartung	2030 Wartung	2031 Wartung + Erneuerung
INFRASTRUKTUR	33'168 CHF	4'560 CHF	4'560 CHF	4'560 CHF	4'560 CHF	4'560 CHF	4'560 CHF	31'518 CHF

	MITTEL der jährlichen Kosten pro Raum							
	2024 Wartung + anfänglich	2025 Wartung	2026 Wartung	2027 Wartung	2028 Wartung	2029 Wartung	2030 Wartung	2031 Wartung + Erneuerung
INFRASTRUKTUR	16'584 CHF	2'280 CHF	2'280 CHF	2'280 CHF	2'280 CHF	2'280 CHF	2'280 CHF	15'759 CHF

des Gesetzes über die obligatorische Schule

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: **411.0.1**
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft 2024-DFAC-8 des Staatsrats vom 17. September 2024;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Der Erlass SGF [411.0.1](#) (Gesetz über die obligatorische Schule (Schulgesetz, SchG), vom 09.09.2014) wird wie folgt geändert:

Art. 22a (neu)

Digitale Ausstattung von Schulen

¹ Um den Anforderungen der Lehrpläne im Bereich der digitalen Bildung gerecht zu werden, stellt die Direktion den Schulen die notwendige digitale Ausstattung zur Verfügung und verwaltet diese.

² Die Direktion legt die verbindliche Mindestdotation für die digitale Ausstattung der Schülerinnen und Schüler nach Schulstufe fest.

³ Sie bestimmt die Qualitäts-, Sicherheits- und Nachhaltigkeitsstandards für die digitale Ausstattung und die damit verbundenen technischen Leistungen. Zudem spezifiziert sie für die Gemeinden die Standards für die IT-Infrastruktur in den Schulräumen und -anlagen, insbesondere für Verbindungselemente und Peripheriegeräte.

⁴ Im Auftrag der Direktion fungiert die kantonale Lehrmittelverwaltung (KLV) als einziges Portal für die zentrale Beschaffung von digitaler Ausstattung. Der Zugang der Schulen zum Beschaffungsportal ist an technische, pädagogische und finanzielle Voraussetzungen gebunden, die von der Direktion festgelegt werden.

⁵ Wenn es pädagogisch gerechtfertigt ist, können Schulen auf Kosten der Gemeinden, bei denen vorab ein Finanzierungsgesuch gestellt werden muss, digitale Ausstattung erwerben, die über die Mindestdotation hinausgeht, und zwar ausschliesslich bei der kantonalen Lehrmittelverwaltung. Diese zusätzliche Ausstattung wird in das zentrale Verwaltungssystem der Direktion aufgenommen. Mit Blick auf eine sparsame Mittelverwendung gibt die Direktion Empfehlungen zur Höchstausrüstung pro Schulstufe ab.

⁶ Der Staatsrat erlässt die notwendigen Ausführungsbestimmungen.

Art. 57 Abs. 2

² In ihrer administrativen Tätigkeit erfüllen sie unter anderem folgende Aufgaben:

- b) (*geändert*) Sie stellen Schulräume und Schulanlagen bereit und sorgen für deren Ausstattung, insbesondere mit einer IT-Infrastruktur, die den von der Direktion festgelegten Standards entspricht, sowie für deren Unterhalt und den laufenden Betrieb.

Art. 66 Abs. 2 (*geändert*)

² Zusätzlich zu seinem Beitrag nach Artikel 67 übernimmt der Staat:

- a) (*neu*) die Lohn- und Lohnnebenkosten der Schulbehörden;
- b) (*neu*) die Kosten der anerkannten Lehrmittel und des Schulmaterials, einschliesslich deren Verwaltung;
- c) (*neu*) die Kosten der digitalen Ausstattung der Schülerinnen und Schüler sowie der Lehrpersonen und des kantonalen Verwaltungspersonals bis zur Höhe der von der Direktion festgelegten Mindestdotation und die Kosten für das zentrale Verwaltungssystem und den technischen Support für Hardware und Software der vom Staat finanzierten Ausstattung.

Art. 71 Abs. 2 (*geändert*)

² Zusätzlich zu seinem Beitrag nach Artikel 72 übernimmt der Staat:

- a) (*neu*) die Lohn- und Lohnnebenkosten der Schulbehörden;
- b) (*neu*) die Kosten der anerkannten Lehrmittel und des Schulmaterials, einschliesslich deren Verwaltung;

- c) *(neu)* die Kosten der digitalen Ausstattung der Schülerinnen und Schüler sowie der Lehrpersonen und des kantonalen Verwaltungspersonals bis zur Höhe der von der Direktion festgelegten Mindestdotation und die Kosten für das zentrale Verwaltungssystem und den technischen Support für Hardware und Software der vom Staat finanzierten Ausstattung.

Art. 104b *(neu)*

Digitale Ausstattung von Schulen (Art. 22a, 57 Abs. 2, 66 Abs. 2 Bst. c und 71 Abs. 2 Bst. c)

¹ Ab dem Inkrafttreten dieses Gesetzes fungiert die kantonale Lehrmittelverwaltung als zentrales Beschaffungportal. Die Bestellung von digitaler Ausstattung ist jedoch an technische, pädagogische und finanzielle Voraussetzungen geknüpft, die von der Direktion festgelegt werden.

² Die Gemeinden müssen die Standards der IT-Infrastruktur der Schulräume und -anlagen bis spätestens zum Schuljahresbeginn 2030/31 erfüllen.

³ Der Staat übernimmt nach dem Inkrafttreten dieses Gesetzes schrittweise die Kosten für die digitale Ausstattung. Diese Ausstattung wird über das Beschaffungportal bestellt. Frühere Anschaffungen werden vom Staat nicht übernommen oder finanziert.

Art. 104c *(neu)*

Steuerliche Auswirkungen und Festlegung der Steuerfüsse – Für den Staat

¹ Für den Staat entspricht die Mehrbelastung durch die Übernahme der in den Artikeln 66 Abs. 2 Bst. c und 71 Abs. 2 Bst. c definierten Kosten einer Erhöhung der Ausgaben, die sich in einer Erhöhung des Steuerfusses der Einkommens- und Vermögenssteuer natürlicher Personen sowie der Quellensteuer und des Steuerfusses der Gewinn- und Kapitalsteuer juristischer Personen niederschlägt.

² Die Berechnung der Erhöhung des Steuerfusses wird vom Staatsrat in einer Ausführungsverordnung zu diesem Gesetz festgelegt, wobei die geschätzten neuen und wiederkehrenden jährlichen Ausgaben zulasten des Staates berücksichtigt werden.

³ Die Gesetze, in denen jährlich der Steuerfuss der direkten Kantonssteuern festgelegt wird, berücksichtigen diese Erhöhung.

Art. 104d *(neu)*

Steuerliche Auswirkungen und Festlegung der Steuerfüsse – Für die Gemeinden

¹ Für die Gemeinden entsprechen die Einsparungen, die durch die Übernahme der in den Artikeln 66 Abs. 2 Bst. c und 71 Abs. 2 Bst. c definierten Kosten durch den Staat erzielt werden, einer Senkung der Ausgaben, die sich in einer Senkung des Steuerfusses der Einkommens- und Vermögenssteuer natürlicher Personen sowie der Quellensteuer und des Steuerfusses der Gewinn- und Kapitalsteuer juristischer Personen niederschlägt.

² Der Staatsrat setzt in einer Ausführungsverordnung zum vorliegenden Gesetz die Steuerfüsse der Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen, der Quellensteuer und der Gewinn- und Kapitalsteuer der juristischen Personen jeder Gemeinde fest, die der Senkung der Ausgaben nach Absatz 1 entsprechen; dabei berücksichtigt er:

- a) die geschätzten neuen und wiederkehrenden jährlichen Ausgaben zulasten des Staates;
- b) die letzte veröffentlichte Statistik des Ertrags der Gemeindesteuer auf Einkommen und Vermögen natürlicher Personen, der Quellensteuer und der Gemeindesteuer auf Gewinn und Kapital juristischer Personen; seit der letzten veröffentlichten Steuerstatistik eingetretene Verzerrungen, die sich aus einer erheblichen Zunahme oder Abnahme der Steuerressourcen einer Gemeinde ergeben, werden berichtet.

³ Die Steuerfüsse der Steuer der natürlichen Personen, der Quellensteuer und der Steuer der juristischen Personen werden von den Gemeinden ab dem 1. Januar nach Inkrafttreten dieses Gesetzes angepasst.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht auch dem fakultativen Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

Message 2024-DFAC-8

17 septembre 2024

—

Projet de modification de la loi scolaire relatif à la reprise cantonale du financement et de la gestion du parc informatique de l'école obligatoire (1H-11H) - ENEO / DAOS

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de modification de la loi sur la scolarité obligatoire relatif à la reprise cantonale du financement et de la gestion du parc informatique de l'école obligatoire (1H-11H) faisant suite à l'adoption de la :

Motion 2019-GC-139	Tous les élèves des cycles d'orientation doivent être équipés d'un appareil électronique individuel
Auteurs :	Perler Urs / Bürdel Daniel

Table des matières

—

RESUME	4
1 Introduction	5
2 Contexte et enjeux	6
2.1 Suite donnée à la volonté du Grand Conseil	7
2.1.1 Adoption de la Motion Perler / Bürdel 2019-GC-139	7
2.1.2 Renvoi du Grand Conseil de la Stratégie éducation numérique	7
2.2 Mise en œuvre des plans d'études en vigueur dans le canton	8
2.2.1 L'éducation numérique dans les plans d'études	9
2.3 Etat actuel du parc informatique et des infrastructures informatiques des écoles obligatoires	10
2.3.1 Estimation du parc informatique au 31.12.2023	10
2.3.2 Infrastructure informatique au 31.12.2023	11
2.4 Perspectives financières de l'Etat	12
2.5 Enjeux sociétaux	12
2.5.1 Egalité des chances	12
2.5.2 Santé	13
2.5.3 Environnement	14
2.5.4 Sécurité	14
2.5.5 Economicité	14
3 Conditions cadres d'implémentation d'un parc informatique scolaire	15

3.1	Retours d'expérience et enseignements de la recherche scientifique	15
3.2	Conditions cadres pédagogiques	16
3.2.1	Leadership numérique	16
3.2.2	Formation du corps enseignant	16
3.2.3	Personnes ressources	17
3.3	Conditions cadres matérielles et organisationnelles	17
3.3.1	Equipements informatiques, infrastructures et support technique	17
3.3.2	Prise en compte de l'impact environnemental	17
4	Descriptif du projet	19
4.1	Périmètre	19
4.2	Acquisition des équipements numériques	19
4.2.1	Portail d'acquisition centralisé	19
4.2.2	Accès au portail d'acquisition	21
4.3	Equipements informatiques à disposition des écoles	21
4.3.1	Systèmes d'exploitation et logiciels	21
4.3.2	Normes de dotation	22
4.4	Gestion et fonctionnement du parc informatique	25
4.4.1	Prestations techniques liées aux équipements numériques	25
4.4.2	Dispositif de gestion centralisée du parc informatique	25
4.4.3	Support technique utilisateur	26
4.4.4	Infrastructure informatique	26
4.5	Conduite du projet	27
4.5.1	Etablissement de la documentation de mise en œuvre	27
4.5.2	Suivi et évaluation	27
5	Incidences de l'avant-projet de loi	28
5.1	Modification du cadre légal	28
5.1.1	Résumé de la motion	28
5.1.2	Modifications des bases légales	28
5.2	Conséquences financières et en personnel	30
5.2.1	Méthode de calcul	30
5.2.2	Structure des dépenses	31
5.2.3	Coûts de fonctionnement annuels	34
5.2.4	Récapitulatif	35
5.2.5	Impact financier pour les communes	36
5.2.6	Introduction d'une bascule fiscale	36
5.3	Effets sur le développement durable	37

5.4	Conséquences sur l'organisation permanente et les autres projets cantonaux	38
5.4.1	Les projets cantonaux	38
5.4.2	Les unités administratives cantonales impactées	38
5.4.3	Autres entités impactées	39
5.5	Effets sur la répartition des tâches Etat-communes	39
5.6	La constitutionnalité, la conformité au droit fédéral et l'eurocompatibilité du projet	40
5.7	Suite définitive à des interventions parlementaires	40
5.8	Soumission aux référendums législatif et financier obligatoire	40
6	Conclusion	40
	Glossaire	42

RESUME

Le présent message accompagne la modification de la loi sur la scolarité obligatoire faisant suite à l'adoption de la Motion 2019-GC-239 et au renvoi du projet au Conseil d'Etat par le Grand Conseil en date du 19.12.2023.

Il décrit les modalités de la prise en charge cantonale du financement et de la gestion des équipements numériques des élèves, du corps enseignant et du personnel administratif cantonal pour l'école obligatoire. Cette responsabilité étant aujourd'hui dévolue aux communes, ce transfert implique une nouvelle répartition des tâches et des dépenses entre les communes et l'Etat. Cette réorganisation nécessite la mise en place d'une structure d'acquisition, de maintenance et de gestion du cycle de vie des équipements numériques des écoles obligatoires.

Afin d'assurer l'acquisition des équipements numériques de l'école obligatoire, le présent projet prévoit la création d'un portail d'acquisition géré par l'Office cantonal du matériel scolaire (OCMS). Le déploiement de ces appareils se fera en principe sur cinq ans, en fonction des disponibilités financières étatiques. Les ordinateurs et tablettes aujourd'hui gérés et acquis par les communes seront alors remplacés progressivement. Le projet prévoit également la création d'un dispositif de gestion centralisée afin d'assurer la maintenance (logiciels, applications, système) et le support des équipements numériques de chaque établissement de scolarité obligatoire. Il permet d'inventorier, de contrôler et de mettre à jour à distance les appareils, garantissant la sécurité informatique. Ce dispositif facilite également le support utilisateur couvert par le projet. Celui-ci vise à répondre aux demandes ou incidents liés aussi bien aux équipements qu'aux logiciels.

Les dotations, adaptées aux âges des élèves et aux exigences des plans d'études, sont définies par degré scolaire. Selon la volonté du Grand Conseil, celles-ci prévoient que chaque élève du cycle d'orientation reçoive un équipement numérique personnel et excluent les équipements pour les classes des degrés 1H-2H.

Même si le périmètre du projet n'inclut pas la mise en œuvre des plans d'études, il est construit de manière à répondre aux bonnes pratiques pédagogiques en éducation numérique. La formation et l'accompagnement des enseignant-e-s dans ce domaine restent des prérequis à l'accès au portail d'acquisition. Les dépenses liées à ces aspects pédagogiques, qui dépendent directement des accords intercantonaux, sont intégrées aux budgets des services mais n'entrent pas dans la détermination du volume financier relatif au transfert de charges entre les communes et l'Etat, objet du présent projet. Les formations des enseignant-e-s seront ainsi garanties.

Les réflexions en amont du projet se basent sur les connaissances actuelles au sujet du numérique dans le cadre scolaire, concrétisées dans les rapports d'experts annexés sur la santé, le bilan d'expériences d'éducation numérique et un bilan environnemental du parc informatique. Le projet de reprise cantonale du financement et de la gestion du parc informatique des écoles obligatoires (ENEO) prend ainsi en compte les enjeux de société (santé, durabilité, sécurité, économicité, etc.) liés à l'utilisation d'outils numériques dans le cadre scolaire. La création d'un portail d'acquisition unique garantit des achats en équipement numérique raisonnés et raisonnables découlant des besoins pédagogiques. Elle offre l'opportunité de définir des standards de qualité, de sécurité et de durabilité pour ces appareils. Finalement, le projet contribue à diminuer la fracture numérique entre les établissements scolaires, améliorant ainsi l'égalité des chances.

Le projet prévoit un déploiement progressif des équipements numériques sur au moins 5 ans. Les dépenses liées à l'adaptation de la loi scolaire sont estimées à 59.97 millions de francs calculées sur les 5 premières années du projet. Le coût récurrent annuel s'élève ensuite à quelques 13.12 millions de francs. Le seuil du référendum financier obligatoire étant dépassé, la population sera appelée à se prononcer. Etant donné la détérioration des finances de l'Etat et le transfert de responsabilité et de financement des communes vers l'Etat sans compensation de charge, le projet intègre une bascule fiscale qui, de par le volume financier en jeu et au vu des difficultés financières auxquelles l'Etat est confronté, s'avère indispensable.

Une consultation publique en mars 2022 a permis de prendre en compte dans une large majorité les retours du terrain pour l'élaboration du message 2021-DFAC-33 soumis au Grand Conseil en août 2023. Le message actuel est le résultat des adaptations ciblées demandées par le Grand Conseil dans son renvoi au Conseil d'Etat du 19.12.2023.

1 Introduction

Qu'on le veuille ou non, le numérique impacte le quotidien de citoyens et citoyennes de tout âge. En particulier, il transforme la vie et l'avenir des enfants et adolescent-e-s à travers leurs loisirs, leurs interactions sociales, leur compréhension du monde, leur futur professionnel. Les technologies à disposition se diversifient à grande vitesse. Lors de la mise en consultation du présent projet en 2022, le réseau social TikTok était à ses balbutiements auprès du jeune public et le monde ne connaissait pas l'intelligence artificielle générative telle que Chat GPT. Pour remplir une tâche de la vie quotidienne, plusieurs approches numériques sont maintenant possibles, tant au niveau du matériel que des logiciels. Créer, chercher, analyser, communiquer, collaborer peuvent désormais se faire de nombreuses manières.

En termes statistique, selon l'étude suisse « JAMES : Jugend, Aktivitäten, Medien–Erhebung Schweiz 2022 »¹, 96 % des 12-13 ans possèdent un téléphone portable, chiffre qui passe à 99 % dès 14 ans et à 100 % dès 18 ans. Malgré certains présupposés, être né à l'ère numérique ne signifie pas maîtriser les technologies de l'information et de la communication (TIC). L'utilisation des outils numériques par cette génération se limite généralement à des activités de loisirs, sans bien comprendre les opportunités, mais également les risques. Pour pouvoir se saisir des premières et se prémunir contre les seconds, des compétences numériques sont nécessaires. Depuis 2017, ces compétences font partie des compétences de bases définies dans la loi fédérale sur la formation continue, au même titre que la lecture, l'écriture et l'expression orale dans une langue nationale ou encore les mathématiques élémentaires.

L'approche Media Informatique Technologie Information Communication (MITIC) utilisée jusqu'alors dans l'enseignement obligatoire ne suffit plus pour transmettre ces compétences numériques. Comme pour les séquences d'école en nature qui se développent dans les écoles obligatoires, une didactique et une pédagogie adaptées sont nécessaires. C'est pourquoi les plans d'études ont intégré l'éducation numérique. L'objectif de cette intégration ? Former des citoyens et citoyennes numériques compétents, aptes à faire face à l'évolution technologique de manière consciente, sûre et responsable.

Afin de répondre à ces exigences d'apprentissages, des conditions cadres organisationnelles et matérielles sont nécessaires. Cela inclut la mise à disposition d'équipements numériques aux élèves, au corps enseignant et au personnel administratif des écoles obligatoires, en considérant les objectifs pédagogiques et l'âge des élèves. La qualité et la disponibilité de ces appareils impactent l'accès aux moyens d'enseignement numériques et l'acquisition des compétences. Dans ce sens, l'environnement informatique des établissements scolaires doit être propice aux apprentissages, tout en assurant la sécurité informatique et la protection des données. Il doit assurer la maintenance du système et des appareils ainsi que le support utilisateur.

Jusqu'à présent, la loi scolaire attribue aux communes la responsabilité de financer et de gérer les équipements numériques des écoles obligatoires. Début 2024, 17 191 appareils étaient en place (10 334 dans les écoles primaires, 6 857 dans les CO) dans les établissements scolaires (1H-11H). Un constat : il existe aujourd'hui une fracture numérique entre les écoles du canton : appareils obsolètes, en insuffisance ou non adaptés aux apprentissages. Dès 2019, le Grand Conseil s'est prononcé à ce sujet, demandant que le canton se charge désormais de payer ces

¹ Etude JAMES 2022, Protection de l'enfance Suisse, [kindeschutz.ch](https://www.kindeschutz.ch)

équipements numériques. Il souhaite également que les élèves du cycle d'orientation reçoivent chacun un appareil individuel et que les tout petits (1H-2H) soient exclus des normes de dotation.

La volonté des députés-e-s implique la modification de la loi scolaire et la création d'un projet d'envergure afin de régler le financement, l'acquisition et la gestion des équipements numériques. Les aspects de santé, d'égalité des chances, de durabilité et d'économicité des dépenses publiques doivent être pris en compte. Pour ce faire, le Conseil d'Etat a élaboré la Stratégie d'éducation numérique cantonale de l'école obligatoire ordinaire et spécialisée soumise au Grand Conseil en 2023. Celle-ci associait les aspects matériels liés à l'acquisition et la gestion des équipements, aux aspects pédagogiques, liés à la mise en œuvre des plans d'études en éducation numérique. Dans son renvoi en 2023, le Grand Conseil a décidé de concentrer le périmètre de ce projet sur les aspects matériels. Le présent projet couvre donc spécifiquement la reprise cantonale du financement et de la gestion du parc informatique de l'école obligatoire.

Les aspects pédagogiques (formation et accompagnement du corps enseignant en éducation numérique) restent garantis et seront mis en œuvre par les services de l'enseignement, conformément aux accords intercantonaux. La recherche est claire : ce sont des incontournables pour que les outils numériques soient mis au bénéfice des apprentissages. Les 20.1 millions de francs prévus à cet effet dans la mouture du 22.08.2023 ne sont plus inclus dans le projet, mais sont intégrés dans les budgets ordinaires des services.

2 Contexte et enjeux

Le projet de reprise cantonale du financement et de la gestion du parc informatique de l'école obligatoire (ENEO) donne suite à deux obligations du canton de Fribourg :

- > Premièrement, le Conseil d'Etat doit donner suite à la volonté du Grand Conseil (ch. 2.1) en modifiant la répartition des tâches entre les communes et le canton concernant la prise en charge des équipements numériques (voir Glossaire) des élèves et du personnel enseignant et administratif cantonal des écoles obligatoires.
- > Deuxièmement, le canton doit mettre en œuvre les plans d'études (ch. 2.2) définis sur le plan intercantonal, et pour ce faire, fournir les conditions cadres matérielles et organisationnelles nécessaires à l'atteinte des objectifs pédagogiques.

Pour répondre à ces deux obligations, le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil une proposition de modification de la loi sur la scolarité obligatoire. Le projet a été transmis le 22.08.2023 au Grand Conseil dans sa version intitulée *Projet de modification de la loi relatif à la Stratégie d'éducation numérique cantonale de l'école obligatoire ordinaire et spécialisée*, sous le numéro de dossier 2021-DFAC-33, et traité en séance plénière le 19.12.2023. Les député-e-s ont suivi la proposition de la commission ayant examiné le projet et demandé le renvoi de celui-ci au Conseil d'Etat. Le renvoi portait sur des points d'adaptation spécifique de la stratégie (ch. 2.1.2).

Le Conseil d'Etat a adapté son projet en fonction des modalités du renvoi. En particulier, le renvoi impliquait la redéfinition du périmètre de la stratégie sur ses aspects matériels, avec pour conséquence de revoir son intitulé. Le projet adapté décrit dans le présent message a ainsi pour titre *Projet de modification de la loi scolaire relatif à la reprise cantonale du financement et de la gestion du parc informatique de l'école obligatoire (1H-11H)*, sous le numéro de dossier 2024-DFAC-8. Afin de simplifier la lecture du message, le présent projet est désigné par l'acronyme ENEO correspondant à l'abréviation d'« Equipement Numérique pour l'Ecole Obligatoire ».

Le parc informatique des écoles obligatoires désigne l'ensemble des équipements numériques des élèves, des enseignant-e-s et du personnel administratif cantonal (glossaire). Il ne porte pas sur l'infrastructure informatique (connexion et périphériques) des établissements scolaires (glossaire).

2.1 Suite donnée à la volonté du Grand Conseil

Le Conseil d'Etat doit donner suite à la volonté du Grand Conseil exprimée par la motion 2019-GC-139 et le renvoi du 19.12.2023 détaillés ci-après :

2.1.1 Adoption de la Motion Perler / Bündel 2019-GC-139

Le 15.09.2020, le Grand Conseil a adopté la motion Perler / Bündel 2019-GC-139 « Tous les élèves des cycles d'orientation doivent être équipés d'un appareil électronique individuel ». Cette motion s'inscrit dans la ligne de la question Schwaller-Merkle / Julmy 2020-CE-129 « Tablets für alle in der obligatorischen Schule gemäss Lehrplan 21 und PER » à laquelle le Conseil d'Etat a répondu le 26.08.2020.

L'adoption de la Mo 2019-GC-139 modifie la répartition des tâches entre l'Etat et les communes dans le système scolaire fribourgeois (ch. 5.5) définies dans la loi sur la scolarité obligatoire (art. 57). Jusqu'à présent, les communes ont pour tâche de mettre à disposition les locaux et installations scolaires, les équiper, les entretenir et en assurer la gestion courante ainsi que procurer aux élèves et au corps enseignant le matériel scolaire nécessaire.

Actuellement, l'équipement numérique des élèves et du personnel enseignant (ordinateur, tablettes, etc.) est considéré comme du matériel scolaire nécessaire. Selon l'article 66 LS pour le primaire et 71 LS pour le secondaire I, celui-ci est donc à la charge des communes, au même titre que les infrastructures scolaires. L'adoption de la motion entraîne ainsi la modification de la loi sur la scolarité obligatoire (LS) au sujet du financement de l'équipement numérique des élèves du cycle d'orientation (CO).

La Mo 2019-GC-139 demande également l'introduction du modèle « 1 :1 » dans les CO du canton de Fribourg, c'est-à-dire que chaque élève reçoit un appareil électronique personnel et individuel. Les motionnaires estiment qu'une telle modification de la loi scolaire permet aux élèves de se préparer aux exigences du monde professionnel en acquérant des compétences numériques spécifiques. Le modèle « 1 :1 » au degré secondaire I est une pratique courante dans les cantons germanophones. Dans plusieurs cantons, cette dotation est également appliquée à la fin du degré primaire.

Dans le canton de Fribourg, la partie germanophone du canton est familière avec cette dotation individuelle au cycle d'orientation. Avec l'introduction du plan d'études germanophone, le Lehrplan 21 (LP 21), les quatre CO de l'association de communes de la Singine ont choisi d'adopter le « 1 :1 », ceci depuis l'année scolaire 2020/21. Depuis 3 ans, chaque élève de ces écoles possède une tablette personnelle financée par l'association de communes. Le Service de l'enseignement obligatoire de langue allemande a procédé à deux évaluations de ce dispositif, en mai 2021 et en juin 2023, avec un rapport publié le 02.10.2023. Elles couvrent les aspects techniques de l'utilisation des équipements numériques, le dispositif d'accompagnement des enseignant-e-s, la qualité de l'introduction du concept « Medien und Informatik vom 30.01.2019 » ainsi que la plus-value pédagogique de la dotation « 1 :1 ». Le résultat de ces évaluations fournit de précieux enseignements pris en compte dans l'élaboration du présent projet.

Le CO de Kerzers (depuis l'année scolaire 2022/23) et celui de Gurmels (depuis l'année 2023/24) disposent également d'une solution « 1 :1 » financée par la commune. Les expériences dans ces deux écoles sont également très satisfaisantes.

Les dotations en équipement numérique définies dans le projet sont traitées au chapitre 4.2.2 et répondent à la demande des motionnaires pour les degrés 9H à 11H.

2.1.2 Renvoi du Grand Conseil de la Stratégie éducation numérique

Afin de donner suite à la motion 2019-GC-139, le Conseil d'Etat a développé la Stratégie cantonale en éducation numérique pour la scolarité obligatoire ordinaire et spécialisée (Stratégie EdNum). Celle-ci régle les modalités de la prise en charge cantonale des équipements numériques des élèves du cycle d'orientation (CO) ainsi que ceux du corps enseignant et du personnel administratif cantonal de l'école obligatoire. Dans la perspective d'un projet global, elle intègre également les ressources pédagogiques nécessaires à la mise en œuvre du volet éducation numérique des plans d'études (ch. 2.2), comme l'accompagnement et la formation du corps enseignant en éducation numérique.

La Stratégie EdNum a été mise en consultation du 31.03.2022 au 30.06.2022 et a récolté une centaine de prises de position (voir rapport de consultation). Les retours ont montré des préoccupations environnementales et sur la santé des élèves. Deux variantes d'acquisition des équipements ont été mises en consultation, l'une proposant une solution d'acquisition centralisée avec la propriété du matériel au canton, l'autre une solution de subventionnement cantonal avec la propriété du matériel aux communes. Les retours n'ayant pas pu départager les deux variantes, le Conseil d'Etat a décidé de proposer une solution d'acquisition centralisée via un portail d'acquisition.

Après avoir intégré les différents retours, le message 2021-DFAC-33 concernant la Stratégie EdNum a été transmis au Grand Conseil le 22.08.2023 et traité par les député-e-s en séance plénière du 19.12.2023.

Lors de cette séance et sur proposition de la commission ayant examiné le projet, le Grand Conseil a prononcé le renvoi de la Stratégie EdNum. Le Conseil d'Etat s'est rallié à la proposition de renvoi qui portait sur des points précis et ne remettait pas en question les fondamentaux de la stratégie.

L'article 142 alinéa 2 de la loi sur le Grand Conseil dispose que « la proposition de renvoi de tout ou partie d'un projet doit être formulée d'une manière qui permette au Conseil d'Etat ou à la commission de connaître clairement le but du renvoi et le résultat qui en est attendu ». Par conséquent, les modalités du renvoi, disponible dans sa version complète en annexe, demandent les adaptations résumées comme suit :

- > Séparation des coûts matériels et pédagogiques : les coûts liés à la mise en œuvre du plan d'études romand (coûts pédagogiques), initialement intégrés à la stratégie, doivent être séparés de ceux liés à la suite donnée à la motion 2019-GC-139 (coûts matériels découlant de la prise en charge cantonale des équipements numériques). Le Conseil d'Etat doit intégrer les coûts liés aux aspects pédagogiques dans les budgets ordinaires des services de l'enseignement obligatoires.
- > Prise en charge par l'Etat des frais d'équipement numérique du primaire : le Grand Conseil demande que les équipements numériques des élèves du primaire soient également pris en charge par le canton.
- > Normes de dotation en équipement numérique : le Grand Conseil souhaite sortir les équipements numériques des classes 1H-2H des normes de dotation. Il demande également la mise en place d'une fourchette (maximum et minimum) pour la dotation des écoles.
- > Compléments à apporter au message : la commission demande enfin au Conseil d'Etat de compléter et d'enrichir son message avec les éléments suivants :
 - > bilan de l'impact environnemental du déploiement de la Stratégie EdNum (nombre d'appareils achetés, durée d'utilisation, recyclage, consommation électrique...);
 - > synthèse des études consacrées à l'impact de l'usage du numérique sur la santé des enfants ;
 - > bilan des expériences de numérisation de l'éducation faites dans les CO singinois, d'autres cantons et à l'étranger, en Suède particulièrement.

Le renvoi ne remet pas en question les autres aspects de la Stratégie EdNum transmis le 22.08.2023, c'est-à-dire en particulier la prise en charge cantonale des équipements numériques du personnel enseignant et administratif de la scolarité obligatoire (1H-11H), la création d'un portail d'acquisition géré par l'Office cantonal du matériel scolaire (OCMS) pour l'acquisition des équipements numériques, la mise en place d'un dispositif de gestion centralisée du parc informatique, le renforcement du support technique utilisateur, etc.

2.2 Mise en œuvre des plans d'études en vigueur dans le canton

En vertu de l'art. 62, al. 4, de la Constitution fédérale, les cantons sont tenus d'harmoniser les grands objectifs et les structures de la scolarité obligatoire. L'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (concordat HarmoS) concrétise les lignes directrices de cette harmonisation. Il fixe le cadre de la formation dans cinq grands domaines disciplinaires pour toutes les matières et définit les structures générales de la scolarité obligatoire pour les cantons signataires. Il donne compétence aux conférences régionales de définir les plans d'études par région linguistique. Les cantons romands ont également spécifié leur coordination au sein de l'Espace romand de formation à travers la Convention scolaire romande (CSR). Le canton de Fribourg a adhéré au concordat HarmoS (RSF 416.2) et à la CSR (RSF 416.3).

L'enseignement dispensé aux élèves de l'école obligatoire est ainsi coordonné au niveau national, au sein de la Conférence des directrices et des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), et intercantonal, dans les conférences régionales de la CDIP. Chaque région linguistique dispose d'un plan d'études coordonné. Ces plans d'études définissent le contenu pédagogique spécifique et les attentes fondamentales à atteindre par les élèves dans chaque matière. Deux plans d'études sont en vigueur dans le canton de Fribourg : le Lehrplan 21 (LP 21) pour la partie germanophone et le plan d'études romand (PER) pour la partie francophone.

En ce qui concerne le développement du numérique dans le domaine scolaire, plusieurs documents de référence ont été élaborés au niveau intercantonal, en particulier :

- > La stratégie CDIP pour la gestion de la transition numérique dans le domaine de l'éducation, du 21 juin 2018, dans laquelle les cantons s'accordent sur les objectifs qu'ils veulent poursuivre en ce qui concerne l'éducation et la numérisation.
- > Le plan d'action de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin CIIP en faveur de l'éducation numérique dans l'espace latin de la formation, du 22 novembre 2018.
- > Les conférences régionales de l'instruction publique, rattachées à la CDIP, ont introduit l'éducation au et par le numérique dans les plans d'études (ch. 2.2.1).

En tant que canton membre de la Conférence des directeurs et directrices cantonaux de l'instruction publique CDIP et signataire du concordat HarmoS, le canton de Fribourg doit se conformer à ses obligations intercantionales, découlant de la Constitution fédérale. Dans le cadre de l'éducation numérique, il doit par conséquent assurer la mise en œuvre des plans d'études en vigueur dans les écoles fribourgeoises. En plus des aspects pédagogiques incontournables, l'éducation numérique nécessite des conditions cadres matérielles et organisationnelles essentielles afin d'assurer l'atteinte des objectifs d'apprentissages des plans d'études.

2.2.1 L'éducation numérique dans les plans d'études

Sur la base des plans d'études, les services de l'enseignement obligatoire définissent les lignes directrices de l'éducation au et par le numérique dans les écoles. Ils identifient les temps spécifiques dédiés aux apprentissages de l'éducation numérique, des activités disciplinaires ou projets intégrant les outils informatiques.

Le numérique est présent dans les programmes scolaires depuis plusieurs années, ceci sous la terminologie des MITIC (médias, images, technologies de l'information et de la communication). Les avancées technologiques et leurs impacts sur la société ont toutefois nécessité une actualisation des exigences d'apprentissages et des approches didactiques. Les plans d'études ont ainsi intégré l'éducation au et par le numérique afin de mettre à jour et de compléter la perspective MITIC. Comme pour le développement d'autres disciplines ou approches interdisciplinaires, ces adaptations sont effectuées au niveau intercantonal, sous la responsabilité de pédagogues, de didacticien-ne-s et d'enseignant-e-s du terrain.

Dans la partie germanophone, le LP 21 rédigé entre 2010 et 2014 a intégré dès le départ l'éducation numérique avec les trois axes : « Medien, Informatik und Anwendungskompetenzen ». Ce plan d'études est en vigueur dans l'école obligatoire fribourgeoise germanophone depuis la rentrée scolaire 2019/20. Les expériences de l'éducation au et par le numérique dans cette partie linguistique ont permis de tirer de nombreux enseignements pour les réflexions ayant menées au présent projet. Les retours des directions d'école et du corps enseignant sont positifs.

Dans la partie francophone, le Plan d'études romand (PER) adopté en mai 2010 a été révisé en mai 2021 afin d'intégrer les apprentissages relevant de l'éducation numérique. Le PER éducation numérique (PER EdNum) s'appuie sur les mêmes trois axes que ceux du LP 21 : médias, science informatique et usages. Pour l'école obligatoire francophone du canton, la mise en œuvre progressive de cette révision débutera à la rentrée 2024/25 par les degrés 1H à 4H.

Le LP 21 et le PER déterminent tous les deux les contenus et les exigences en matière d'éducation numérique, avec des apprentissages très similaires entre les deux parties linguistiques du canton. Les apprentissages liés à l'utilisation d'outils numériques sont ainsi clairement définis. Ceux-ci ont pour objectif de permettre aux élèves d'augmenter

leurs compétences et connaissances numériques nécessaires à la vie privée, professionnelle, académique et citoyenne, et ceci dans le cadre sécurisé de l'école. Une utilisation plus consciente et responsable de ces outils est ainsi favorisée auprès des jeunes générations. Ces enseignements participent à la prévention des risques et à l'égalité des chances.

> **Usage des équipements numériques dans le cadre scolaire**

Les équipements numériques sont des outils et des supports d'apprentissages au même titre que les livres ou les calculatrices : en avoir en classe ne signifie pas s'en servir toute la journée. Grâce aux formations suivies, l'enseignant-e choisit de s'en servir lorsque cela répond à un besoin pédagogique identifié et dans le cadre des apprentissages définis par les plans d'études.

> **Acquisition des compétences selon les plans d'études**

L'éducation numérique vise à accompagner les élèves dans la compréhension des implications du numérique dans le monde qui les entoure. Cela se traduit en particulier par la création et la transmission de nouveaux savoirs, en développant des compétences techniques et réflexives. Même si une partie des apprentissages sera faite de manière débranchée, l'usage des outils numériques reste incontournable pour l'acquisition de ces compétences.

> **Accès aux moyens d'enseignement**

Les moyens d'enseignement utilisés comportent de plus en plus d'éléments numériques avec une tendance à s'amplifier d'année en année. De nombreux compléments sont disponibles en ligne uniquement, exploitant les opportunités multimédias (son ; vidéo ; animation ; interactivité). Sans outil numérique, ces ressources pédagogiques ne peuvent être utilisées, ce qui pose des problèmes pour l'atteinte des objectifs d'apprentissages.

Selon la volonté du Grand Conseil, les aspects pédagogiques liés à la mise en œuvre de l'éducation numérique, c'est-à-dire la formation et l'accompagnement des directions d'école et du corps enseignant par les personnes ressources ainsi que l'acquisition de matériel pédagogique en éducation numérique (robot, matériel débranché), ne dépendent plus du présent message. Ils restent toutefois des prérequis importants à l'utilisation d'outils informatiques au bénéfice des apprentissages (ch. 4.2.2). La garantie de ces prérequis est assurée par les services de l'enseignement obligatoire, les ressources supplémentaires nécessaires étant intégrées à leurs budgets ordinaires comme pour les autres domaines disciplinaires.

La mise en œuvre du volet éducation numérique des plans d'études nécessite également la mise en place de conditions cadres matérielles, organisationnelles et pédagogiques. Celles-ci visent à mettre les outils numériques au bénéfice des apprentissages et à assurer le bon fonctionnement du système informatique des établissements scolaires.

2.3 Etat actuel du parc informatique et des infrastructures informatiques des écoles obligatoires

2.3.1 Estimation du parc informatique au 31.12.2023

Pour rappel, les communes ont actuellement la charge de fournir les équipements numériques aux élèves, au corps enseignant et au personnel administratif cantonal des écoles obligatoires. Les écoles ont jusqu'ici été équipées en matériel informatique selon le bon vouloir, les connaissances, les disponibilités financières et les attitudes variables avec le domaine technologique des directions d'écoles et autorités communales.

Le centre de compétences Fritic effectue tous les deux ans une enquête auprès des écoles afin d'établir un état des lieux du parc informatique scolaire. Les résultats de l'enquête Fritic 2024 sont présentés plus en détail dans l'encadré ci-dessous. Ils révèlent que les équipements numériques sont déjà présents dans les écoles. Celles-ci présentent néanmoins de fortes disparités technologiques en fonction de leur commune d'implantation, aussi bien en termes de qualité, d'ancienneté que de dotation des équipements numériques par classe. Les élèves et les enseignant-e-s ne disposent donc pas des mêmes conditions cadres pour l'atteinte des objectifs d'apprentissages. La qualité et la disponibilité des équipements impactent l'accès aux moyens d'enseignement numériques et l'acquisition des compétences en éducation numérique.

La dernière enquête Fritic a été réalisée entre janvier et mars 2024, avec un taux de réponse de plus de 99 %. Cela représente 120 écoles (97 écoles primaires et 23 cycles d'orientation), 2 161 classes, 40 865 élèves et 4 455 enseignant-e-s. Au total, le parc informatique de l'école obligatoire au 31 décembre 2023 est composé de 17 191 ordinateurs et tablettes (par école : 10 334 dans les écoles primaires, 6 857 dans les cycles d'orientation ; par type : 1 824 ordinateurs fixes, 9 085 ordinateurs portables et 6 282 tablettes).

Densité d'équipements

Parmi les 17 191 équipements (ordinateurs fixes, portables, tablettes) qui composent le parc informatique des écoles obligatoires, 72 % sont des équipements des élèves (12 396, dont 7 828 dans les écoles primaires et 4 568 dans les cycles d'orientation). La densité moyenne à l'école obligatoire est de 3.3 élèves par équipement. Cette densité est très variable d'une école à l'autre. Cette différence est accentuée en fonction des régions linguistiques, l'éducation numérique étant déjà implantée côté germanophone :

- > A l'école primaire, l'écart est particulièrement marqué entre les écoles francophones. La densité la plus faible pour une école francophone est de 20.5 élèves par équipement et la plus forte de 1.4. Du côté germanophone, la densité la plus faible rapportée est de 5.6 élèves par équipement et la plus forte de 0.9.
- > Au cycle d'orientation, l'écart est moins important, même si la densité d'équipement la plus faible du côté germanophone correspond quasiment à la dotation la plus importante côté francophone : la densité la plus faible pour les CO francophones est de 7.5 élèves par équipement et la plus forte à 2,4 et pour les CO germanophones, la densité la plus faible est de 2.9 élèves par équipement et la plus forte à 0,8.

Ancienneté du parc informatique

62 % des ordinateurs et 78 % des tablettes des écoles primaires ont moins de 5 ans.

50 % des ordinateurs et 86 % des tablettes des cycles d'orientation ont moins de 5 ans. Les CO investissent massivement dans les tablettes en remplacement de leurs équipements actuels.

2.3.2 Infrastructure informatique au 31.12.2023

L'infrastructure informatique (glossaire) des écoles est à la charge des communes. Celle-ci comprend les systèmes de projections (beamers ou écran TV) et de connexion (réseau internet). L'enquête Fritic (ch. 2.3.1) fournit également des informations sur les infrastructures informatiques des établissements scolaires. Comme pour les équipements numériques, le niveau d'infrastructure informatique des écoles est très disparate.

Globalement, toutes les classes sont équipées de système de projection (beamer ou écran plat) et d'une visionneuse de documents. Quasiment toutes les écoles ont accès à un réseau sans fil (Wifi).

La maintenance technique est également à la charge des communes, avec pour la majorité des écoles un technicien ou un mandataire dédié. L'assistance reste variable en fonction des écoles et une certaine charge se reporte sur les enseignant-e-s.

> Réseau internet

Selon l'enquête Fritic 2024, 97 % des écoles primaires du canton disposent de Wifi avec une couverture a minima partielle de ses salles de classe ; 83 % ont une couverture Wifi dans toutes les salles de classe. Seule une commune déclare ne pas disposer de couverture Wifi dans les salles de classe de ses écoles (présent uniquement en salles des maîtres).

Tous les cycles d'orientation, francophones et germanophones, disposent d'une couverture Wifi complète de l'école.

> Système de projection

Les écoles sont équipées de 2 463 systèmes de projection (beamers et écrans TV), ce qui inclut entre autres les outils dans les autres salles d'enseignement et salles des maîtres, des écrans de diffusion d'information.

En dehors de l'école primaire francophone qui n'a pas la totalité de ses classes équipées (1 032 systèmes de projection pour 1 069 classes d'enseignement), le ratio 1 classe d'enseignement – 1 système de projection est

dépassé pour les cycles d'orientation et l'école primaire germanophone. Le constat est le même pour les visionneuses de documents.

2.4 Perspectives financières de l'Etat

Depuis la version 2021-GC-33 du message, les finances de l'Etat ont évolué vers une détérioration préoccupante. L'Etat doit faire face à de nombreux défis et charges financières supplémentaires, sans qu'une augmentation significative des revenus ne vienne compenser ces coûts. Les données financières montrent que les dépenses évoluent à un rythme beaucoup plus rapide que les revenus. L'actualisation du plan financier 2025-2028 et l'élaboration du budget 2025 ont nécessité des arbitrages, redimensionnements et échelonnages différés de projets en cours et à venir.

Au vu de la situation, le 04.07.2024, le Conseil d'Etat annonçait l'élaboration d'un programme d'assainissement des finances. Ce nouvel état de fait a été pris en compte dans le présent projet, compte tenu des enjeux financiers majeurs de ce dernier.

2.5 Enjeux sociétaux

L'usage d'équipements numériques dans les écoles obligatoires s'inscrit dans un cadre plus large que le simple fonctionnement interne du système scolaire. Il est lié à divers enjeux de société.

Au-delà des obligations citées précédemment, c'est-à-dire donner suite à la volonté du Grand Conseil et fournir les conditions matérielles et organisationnelles à la mise en œuvre des plans d'études, la reprise cantonale du financement et de la gestion du parc informatique des écoles se doit de prendre en compte plusieurs enjeux listés ci-après.

2.5.1 Egalité des chances

La fracture numérique peut se définir comme les inégalités dans l'accès aux technologies de l'information et de la communication, leur utilisation et leur impact. Les déficits de compétences numériques ont des conséquences sur des tâches courantes de la vie quotidienne, notamment l'entrée dans le monde du travail, la communication avec l'entourage, la recherche d'information, l'exercice des droits politiques ou la participation à la vie citoyenne. Dès la sortie de l'école, ces compétences sont demandées dans la formation post-obligatoire professionnelle et académique.

Dans son enquête Omnibus 2023 sur l'utilisation d'internet, l'Office fédéral de la statistique a évalué les compétences numériques générales de la population, 4 % des 15-88 ans n'utilisent pas internet et 22 % possédaient des compétences limitées à faibles, inférieures aux compétences de base. Dans le cadre de l'école obligatoire, cette fracture numérique se manifeste dans les différences concernant la mise à disposition des équipements numériques en classe et le niveau des infrastructures informatiques des établissements scolaires. Elle a pour conséquence une inégalité de traitement entre les élèves du canton, notamment concernant l'accès aux ressources pédagogiques et sur l'acquisition des compétences en éducation numérique définies par les plans d'études.

Au niveau suisse, cette fracture numérique revêt une dimension régionale. Selon l'étude PISA 2022, les médias numériques sont davantage utilisés et intégrés dans l'enseignement en Suisse alémanique par rapport aux autres régions linguistiques. Le rapport DigiPrim 2024² sur l'état de la numérisation dans les écoles primaires suisses met en évidence que pour presque toutes les conditions préalables à l'utilisation technologique, les écoles primaires germanophones sont en moyenne mieux équipées que celles francophones. Cette différence peut s'expliquer car le volet éducation numérique du LP 21 est introduit du côté germanophone, alors que le PER EdNum est en cours de mise en œuvre. Selon ce rapport, il existe en général une grande hétérogénéité entre les écoles primaires (équipement technique, ressources en personnel, culture numérique) pour l'utilisation des technologies numériques. Au niveau cantonal (ch. 2.3), en l'absence d'un cadre standardisé, une fracture numérique est aujourd'hui constatée entre les différents établissements scolaires du canton.

² Herzing, Jessica M. E. & Leo Röhlke. (2024). DigiPrim – Status quo der Digitalisierung auf der Primarstufe. Kurzversion. Version 1-0. Bern: Universität Bern, Interfaculty Centre for Educational Research.

Sur le plan matériel, l'école doit veiller à assurer des conditions cadres équivalentes d'apprentissages pour tous les élèves, avec des appareils répondant à des standards de qualité, de sécurité et de durabilité ainsi qu'avec des infrastructures informatiques des établissements scolaires répondant à des minimas.

Sur le plan pédagogique, l'égalité des chances et la cohésion sociale sont abordées dans l'éducation aux médias, l'un des trois domaines de l'éducation numérique.

2.5.2 Santé

Le Conseil d'Etat prend très au sérieux les impacts de l'utilisation du numérique sur la santé des élèves. Il se base sur les résultats de la recherche scientifique pour l'utilisation d'outils numériques dans l'enseignement. Le rapport de l'Institut de recherche et de documentation pédagogique (IRDP) mandaté par la CIIP présente une revue de la littérature existante sur les effets de l'exposition aux écrans des enfants et des adolescent-e-s. Ce document avait pour objectif de fournir des informations sur la santé physique et psychique des élèves afin de définir une politique commune en matière d'exposition aux écrans en contexte scolaire et selon l'âge des élèves. Le rapport sorti en décembre 2020 a permis de dresser un état des lieux des connaissances, des pratiques et des recommandations en matière d'exposition aux écrans. Le rapport détaillé est disponible en annexe du message. Ses principales conclusions sont librement résumées ci-après.

Une utilisation excessive des écrans, en particulier dans le cadre des loisirs, est associée à des effets négatifs sur la santé. Le temps d'écran est une indication pour les parents afin notamment d'éviter que cette activité limite celles essentielles au bon développement de l'enfant, comme le sport et les interactions sociales. Ces limites sont particulièrement importantes dans les premières années de vie et permettent de s'adapter aux âges des enfants.

En revanche, le contexte d'utilisation revêt plus d'importance que le temps d'exposition en lui-même. Les effets délétères sur la santé sont liés aux mauvais usages des outils numériques. C'est bien la manière dont les écrans sont utilisés qui est à surveiller (dans quel contexte, avec quel objectif et avec quel accompagnement). L'usage en contexte scolaire s'inscrit dans une visée précise et est en principe accompagnée par un adulte, contrairement à une posture passive sans surveillance d'un adulte. Certaines pratiques sur support numérique, comme l'entraînement de savoirs (p. ex. des tables de multiplication), présentent notamment des avantages quant aux aspects motivationnels, autocorrectifs et d'autonomie.

En France, le rapport « enfant et écran, à la recherche du temps perdu »³ de la commission d'expert-e-s mandatée par le gouvernement du président Emmanuel Macron reprend ces constats. Il alerte en plus contre les modèles d'affaires de certaines entreprises basées sur la captation de l'attention des enfants, un réel danger qui pèse sur les usages numériques récréatifs des enfants. Le rapport prône l'importance de former les élèves sur ces questions.

En ce qui concerne l'exposition aux ondes, les écoles publiques respectent les normes des autorités de santé compétentes dans notre canton, à savoir l'Office fédéral de la santé publique (OFSP)⁴ et le Service de l'environnement. Comme vu au chapitre 2.3.2, les écoles obligatoires sont équipées en Wifi.

Dans le cadre du présent projet, les bonnes pratiques à retenir de ces résultats sont une utilisation des outils numériques ponctuelle, adaptée aux âges des élèves, avec une visée pédagogique définie et un encadrement didactique assuré par l'enseignant-e. L'accès à internet doit être sécurisé. La formation du corps enseignant, prérequis à l'acquisition des équipements, permet aux professionnel-le-s d'accompagner les usages des outils numériques.

Sur le plan pédagogique, l'école a un rôle essentiel à jouer afin d'accompagner les élèves à privilégier un usage conscient et responsable des appareils numériques et des écrans. Les plans d'études prévoient un volet de prévention concernant les risques sur la santé (harcèlement, isolement, sédentarité, etc.).

³ Rapport français de la commission d'experts sur l'impact de l'exposition des jeunes aux écrans, avril 2024. www.elysee.fr

⁴ Fiches d'information relatives à différents appareils émettant du rayonnement non ionisant (RNI) publiées par l'OFSP – [WLAN Fiches d'information RNI \(admin.ch\)](#)

2.5.3 Environnement

L’empreinte environnementale du numérique⁵, liée à la consommation de ressources rares et d’énergie, est indéniable et tend à s’accroître. En effet, de plus en plus de tâches de la vie quotidienne, privée et professionnelle, nécessitent l’utilisation de technologies numériques dans divers domaines.

Le Conseil d’Etat ne résoudra pas à lui seul les effets collatéraux engendrés par la numérisation de notre société. Il a toutefois une marge de manœuvre à sa disposition. La loi sur le climat (LClim, RSF 815.1), entrée en vigueur en 2023, fixe notamment des objectifs cantonaux en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Le Conseil d’Etat s’est ainsi fixé comme objectifs une réduction d’au moins 50 % des émissions directes du canton par rapport à 1990 d’ici 2030 et zéro émission nette d’ici 2050.

Le transfert de charges des communes vers l’Etat entraîne dans un même temps la prise en charge des émissions de GES par l’Etat alors qu’elles étaient précédemment sous la responsabilité des communes. L’impact du projet sur l’environnement est lié d’une part à l’augmentation du parc informatique due à la dotation individuelle au CO₂. D’autre part, rien n’est fait actuellement à l’échelle cantonale pour limiter l’impact environnemental des équipements des écoles. La prise en charge par le canton est une réelle opportunité d’amélioration dans ce domaine, au niveau de l’acquisition et de la gestion des équipements numériques.

Sur le plan pédagogique, une sensibilisation aux impacts environnementaux du numérique est présente dans les plans d’études.

2.5.4 Sécurité

Dans le domaine numérique, la sécurité et la protection des données sont des enjeux majeurs, également dans le cadre scolaire. Cette sécurité prend plusieurs formes, qu’elle soit au niveau des systèmes informatiques, des accès aux contenus inadaptés ou des arnaques en ligne.

Dans les écoles fribourgeoises, des directives en matière de respect de la sécurité informatique et de l’information (Directives relatives à l’utilisation d’Internet et des technologies numériques, 2022) et à l’utilisation des solutions informatiques (Directives relatives à l’utilisation des solutions de gestion administrative et pédagogique des écoles, 2024) ainsi qu’une charte internet sont déjà en vigueur. En outre, l’utilisation de comptes Microsoft 365 dans les écoles répond aux exigences en matière de protection de données de l’Etat de Fribourg, exigences surveillées par l’Autorité cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation (ATPrDM). Les systèmes de gestion administrative utilisés dans les écoles, c’est-à-dire Primeo et ISA, répondent également à ces exigences et garantissent ainsi la sécurité des données personnelles des élèves et du personnel des établissements scolaires.

Les équipements numériques étant à ce jour à la charge des communes, le canton n’a pas les moyens de s’assurer que la sécurité soit bien garantie, notamment au niveau de la mise à jour des systèmes d’exploitation des appareils. La diversité des équipements numériques et leur gestion décentralisée est un risque en termes de sécurité.

Sur le plan pédagogique, la prévention concernant la sécurité informatique et la protection des données est intégrée aux plans d’études.

2.5.5 Economicité

Le transfert des tâches et des charges financières des communes vers le canton dans le cadre du présent projet représente une charge financière supplémentaire très importante et durable pour l’Etat.

Afin de limiter l’impact budgétaire, une rationalisation des dépenses concernant l’acquisition d’équipement, mais également leur gestion, est importante. L’utilisation de technologie coûteuse ne doit pas être une fin en soi, mais doit répondre à un besoin identifié. Une centralisation des acquisitions a l’avantage d’offrir des économies d’échelle.

⁵ L’impact environnemental est communément mesuré par un bilan CO₂, c’est-à-dire une quantification des émissions de gaz à effet de serre (GES) générées par une activité spécifique.

3 Conditions cadres d'implémentation d'un parc informatique scolaire

La gestion du parc informatique de l'école obligatoire vise avant tout à donner aux élèves et aux enseignant-e-s les outils informatiques suffisants et fonctionnels leur permettant d'atteindre les objectifs d'apprentissage fixés par les plans d'études, notamment en lien avec l'éducation numérique.

Afin d'atteindre cet objectif et prendre en compte les enjeux cités précédemment, des conditions cadres de réussite ont été identifiées. Elles se basent sur les connaissances et expériences des collaborateurs et collaboratrices des services de l'enseignement obligatoires ainsi que du Centre de compétences Fritic. Elles sont corroborées et formalisées par des rapports d'expertise externes, dont certains mandatés sur demande du Grand Conseil suite au renvoi. Ce chapitre reprend les enseignements tirés des rapports d'expertises et les met en perspective avec la pratique fribourgeoise.

3.1 Retours d'expérience et enseignements de la recherche scientifique

Les modalités du renvoi (ch. 2.1.2) demandaient la transmission d'un bilan des expériences de numérisation de l'éducation faites dans les CO singinois, d'autres cantons et à l'étranger, en Suède particulièrement.

Les rapports de suivi (2021 et 2023) sur l'expérience des CO singinois avec la dotation individuelle d'équipement numérique par élève sont disponibles en allemand dans les annexes. Cette évaluation a été menée par un groupe de travail issu du Service de l'enseignement obligatoire de langue allemande auprès des enseignant-e-s et des élèves des quatre écoles concernées. Les résultats de l'enquête sont positifs et démontrent notamment que le corps enseignant se sent compétent dans l'utilisation de la tablette en classe grâce à une bonne mise en œuvre et à un bon accompagnement sur le terrain. Les élèves ont tendance à trouver l'enseignement avec la tablette plus passionnant et l'apprentissage plus facile. La fréquence d'utilisation des outils informatiques varie d'une matière à l'autre.

Concernant les expériences dans d'autres cantons et à l'étranger, la Direction de la formation et des affaires culturelles DFAC a fait appel à l'expertise du Dr Christiane Caneva, Cheffe du Service didactique universitaire et compétences numériques de l'Université de Fribourg. Le Dr Caneva a l'avantage d'avoir également travaillé au Centre LEARN de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, en tant que responsable de la recherche pour le suivi du projet d'éducation numérique du canton de Vaud. Elle a également publié un livre largement documenté sur l'intégration des technologies numériques dans les établissements scolaires.

Le rapport annexé élaboré par le Dr Caneva répond au mandat de la DFAC de :

1. réaliser un état des lieux de l'équipement numérique mis à disposition des élèves dans les écoles en Suisse et à l'étranger tout en portant une attention particulière au cas de la Suède ;
2. identifier, à travers une revue de la littérature scientifique, les meilleures pratiques et les conditions de réussite pour une intégration efficace des technologies numériques adaptée au contexte suisse.

Le rapport met en exergue la difficulté de tirer des conclusions sur le lien direct entre l'utilisation des technologies et les performances scolaires des élèves, les causes pouvant impacter ces résultats étant multiples. Par conséquent, la recherche ne permet pas de prendre comme exemple ou contre-exemple un pays ou une région en particulier dans sa stratégie d'intégration des technologies numériques dans l'enseignement. Cependant, plutôt qu'un modèle unique, la recherche offre des pistes concrètes sur la manière d'intégrer les outils informatiques dans l'éducation, ceci au profit des apprentissages et dans la perspective de donner aux élèves les compétences numériques définies par les plans d'études.

Sur demande du Conseil d'Etat, le rapport du Dr Caneva dresse une liste de recommandations pour une intégration réussie des outils informatiques dans les écoles. Ces conditions clés se basent sur les résultats de la littérature scientifique. Celles-ci sont brièvement reprises ci-après et mises en perspective avec la pratique fribourgeoise.

3.2 Conditions cadres pédagogiques

En premier lieu, l'intégration des outils numériques doit être au service d'objectifs pédagogiques, avec des buts clairs et définis. Ceux-ci sont actuellement définis par les plans d'études, et plus particulièrement par leur volet éducation numérique.

Parmi les conditions de réussite citées par le Dr Caneva, figurent le « leadership numérique », la formation des enseignant-e-s et la mise à disposition de personnes ressources auprès des établissements. Ces trois éléments font partie des éléments pédagogiques nécessaires à la mise en œuvre des plans d'études.

Selon la volonté du Grand Conseil (ch. 2.1.2), ces aspects pédagogiques liés à la mise en œuvre de l'éducation numérique ne dépendent pas du présent message. Ils restent toutefois des prérequis essentiels à l'utilisation d'outils informatiques au bénéfice des apprentissages (ch. 4.2.2) et sont brièvement décrits ci-dessous. La garantie de ces prérequis est assurée par les services de l'enseignement obligatoire. Les montants supplémentaires pour les aspects pédagogiques sont intégrés aux budgets ordinaires des services.

3.2.1 Leadership numérique

Le leadership numérique correspond à l'engagement de la hiérarchie pour l'intégration des technologies dans les établissements scolaires. Pour ce faire, la recherche conseille de donner une vision et une direction claire, fixer les attentes et les objectifs, encourager la créativité et offrir un soutien et des conseils aux enseignant-e-s. Par conséquent, le rôle des services de l'enseignement et des directions d'école est déterminant dans la mise en œuvre des plans d'études et dans l'intégration des outils numériques dans l'enseignement. Ce rôle s'inscrit dans leur tâche respective d'accompagnement au changement au sein du système scolaire fribourgeois et des établissements scolaires.

Afin de soutenir les directions d'école dans cette démarche, les services de l'enseignement développent les ressources pédagogiques basées sur les apprentissages des plans d'études.

De leur côté, les directions d'école ont également un rôle actif dans leur établissement en offrant un environnement propice au transfert de savoir et à la collaboration entre pairs. Les directions d'école veillent à ce que les aspects pédagogiques et matériel de la mise en œuvre soient cohérents au sein de leur établissement. Les directions d'école ont de nombreuses tâches à assumer. Elles doivent ainsi pouvoir compter sur des personnes ressources en éducation numérique (ch. 3.2.3) pour accompagner les enseignant-e-s dans l'intégration des technologies dans leur pratique.

3.2.2 Formation du corps enseignant

La formation du corps enseignant joue un rôle significatif sur l'intégration du numérique au service des apprentissages. Elle renforce notamment leur motivation et leur autonomie face aux technologies dans leur pratique. Ils et elles doivent être formés aux usages et acquérir les compétences numériques de base.

La formation continue fait partie intégrante du cahier des charges des enseignant-e-s. Sur mandat de la DFAC, les institutions de formation (HEP / UNIFR) mettent en place des formations continues destinées au personnel enseignant. Les services de l'enseignement disposent de budgets ordinaires pour le financement de ces formations et les allouent en fonction des besoins, notamment lors d'adaptation des plans d'études.

Dans la partie germanophone du canton, les formations du corps enseignant liées à l'introduction du LP 21 ont débuté à partir de l'année scolaire 2018/19 et se sont terminées durant l'année scolaire 2022/23. Un accompagnement par les personnes ressources a permis de soutenir les enseignant-e-s dans l'intégration du numérique dans leur enseignement. Les formations et l'accompagnement des directions d'école et du corps enseignant ont nécessité l'octroi d'un budget complémentaire et ont été financés par les budgets ordinaires du service de l'enseignement obligatoire de langue allemande.

Dans la partie francophone du canton, les formations du corps enseignant liées à l'introduction du PER EdNum ont débuté dès la rentrée scolaire 2023/24 et s'achèveront en 2027/28. Un déploiement de personnes ressources en éducation numérique est également prévu.

Les enseignant-e-s spécialisé-e-s bénéficieront également de formation en éducation numérique. Celles-ci auront notamment pour objectif de leur faire connaître la gamme d'outils numériques à disposition dans le domaine de l'éducation spécialisée (moyens techniques auxiliaires). Ils et elles apprendront à utiliser ces outils en fonction des besoins particuliers des élèves.

3.2.3 Personnes ressources

L'éducation numérique nécessite le déploiement de personnes ressources dans les établissements scolaires. Une personne ressource est une personne issue du corps enseignant. Elle bénéficie de décharges d'enseignement consacrées à des activités en lien avec l'éducation numérique pour laquelle elle est spécifiquement formée. Elle est une personne de référence pour ses collègues dans ce domaine.

Les écoles germanophones disposent déjà de ces ressources dans toutes les écoles. Une partie des écoles francophones en dispose également mais la mise en œuvre du PER EdNum nécessite un redimensionnement. Des ressources supplémentaires seront nécessaires au déploiement de ce personnel dans les écoles obligatoires francophones pour le soutien du corps enseignant et de la direction de chaque école. L'objectif à terme est que chaque école soit soutenue par une personne ressource.

Dans un premier temps, la personne ressource aura pour rôle d'épauler la direction dans son état des lieux de l'intégration du numérique et pour la mise en œuvre du volet numérique des plans d'études dans son établissement. Dans un deuxième temps, elle aura pour tâche de proposer des projets ou activités numériques dans l'enseignement. Elle offre un soutien pédagogique dans l'école et s'inscrit dans un réseau permettant l'échange de bonnes pratiques entre écoles. En fonction des évolutions inévitables mais aujourd'hui imprévisibles du monde du numérique, elle accompagne les adaptations sur le long terme au sein des établissements scolaires. Les institutions de pédagogie spécialisée (IPS) s'inscrivent également dans ce dispositif de support pédagogique.

3.3 Conditions cadres matérielles et organisationnelles

En parallèle des aspects pédagogiques, l'utilisation du numérique dans le cadre scolaire nécessite également des conditions cadres matérielles et organisationnelles. Ces conditions cadres sont incluses dans le présent projet.

3.3.1 Equipements informatiques, infrastructures et support technique

Afin d'assurer le bon déroulement des cours et l'atteinte des objectifs d'apprentissages, les établissements scolaires doivent pouvoir disposer d'un environnement informatique suffisant. Ainsi, les principaux obstacles matériels sont levés et les enseignant-e-s peuvent se concentrer sur leur tâche première qui est l'enseignement. Cet environnement informatique comprend les équipements numériques, l'infrastructure informatique et le support technique.

En premier lieu, les enseignant-e-s, le personnel administratif et les élèves doivent avoir accès à des équipements numériques conformes aux objectifs d'apprentissages, selon les différents degrés scolaires. Ces équipements doivent être à jour et facilement disponibles si l'enseignant-e souhaite les utiliser dans son cours.

Les écoles doivent pouvoir disposer d'infrastructures informatiques de qualité, leur permettant d'utiliser les équipements numériques disponibles. Notamment, un accès internet fiable et suffisamment puissant doit être garanti.

En cas d'incident avec les équipements ou l'infrastructure informatiques, un accès facilité à une assistance technique de proximité doit être garanti au sein de l'établissement.

Ces différents éléments sont inclus dans le présent projet et précisés dans le descriptif du projet au chapitre 4.

3.3.2 Prise en compte de l'impact environnemental

En plus des conditions de réussites mentionnées dans le rapport du Dr Caneva, l'impact environnemental doit être intégré aux conditions cadres matérielles et organisationnelles. Cela signifie en particulier de limiter l'impact environnemental et budgétaire.

Le renvoi demandait la transmission d'un bilan de l'impact environnemental du déploiement du projet (nombre d'appareils achetés, durée d'utilisation, recyclage, consommation électrique...). Le canton a ainsi mandaté l'organisme indépendant Climate Services afin d'établir ce document disponible en annexe. Le mandat demandait :

- a) Un bilan CO₂ (émissions GES) du parc informatique des écoles obligatoires. Ce bilan se base sur l'état des lieux des équipements numériques des écoles au 31.12.2023 relevé par l'enquête Fritic (ch. 2.3) ;
- b) Un bilan CO₂ (émissions GES) du parc informatique prévu par le présent projet, c'est-à-dire après le déploiement des équipements numériques des élèves, du corps enseignant et du personnel administratif cantonal de l'école obligatoire (1H-11H) par le canton ;

Par souci de comparaison, les effectifs des élèves et du personnel cantonal des écoles sont les mêmes pour les deux bilans. Le bilan CO₂ du parc informatique prévu par le présent projet ne se base donc pas sur les effectifs hypothétiques projetés à l'horizon 2030 mais sur les effectifs actuels.

- c) Une mise en perspective des résultats avec les émissions dans le quotidien d'un élève.

L'analyse conclut que le bilan CO₂ du parc informatique actuel est estimé à 0.057 kgCO₂ eq⁶ par élève et par jour d'école, soit l'équivalent d'environ 428 tCO₂ eq chaque année. Le bilan CO₂ du parc informatique selon le présent projet est estimé à 0.089 kgCO₂ eq par élève et par jour d'école en moyenne, soit l'équivalent d'environ 673 tCO₂ eq chaque année. Cette augmentation de 57 % est essentiellement due à une augmentation du nombre de pièces d'équipement dans les cycles d'orientation. En comparaison, en moyenne, une personne rejette 32 kgCO₂ eq en une journée et un élève entre 4.597 kgCO₂ eq durant sa journée à l'école (parc informatique actuel) et 4.629 kgCO₂ eq (parc informatique cible).

A des fins de transparence, le mandat élargit le bilan environnemental à l'infrastructure informatique des écoles (voir Glossaire). Le bilan CO₂ de ces appareils est estimé à 525 tCO₂ eq chaque année, et reste à la charge des communes.

Des réflexions menées par un groupe de travail interne dédié au développement durable et à la santé et soutenues par les recommandations du rapport de Climate Services ont permis de définir des mesures à implémenter afin de réduire l'impact environnemental du parc informatique des écoles. Les principaux leviers identifiés sont repris ci-dessous :

- > La production des appareils constituant la charge environnementale la plus importante, il est nécessaire de :
 - > rationaliser leur nombre (ch. 4.3.2). Dans ce sens, le présent projet fixe des dotations progressives, basées sur les besoins pédagogiques. Une réflexion sur ces besoins doit avoir lieu en amont de la commande afin d'éviter des équipements inutiles.
 - > prolonger leur durée de vie, grâce notamment à un choix d'appareils ayant une obsolescence système plus longue, solides et nécessitant peu de réparations et/ou en rationalisant la durée de vie en fonction des besoins.
- > Concernant le choix des équipements, la taille des écrans est également un levier à utiliser, dans la limite d'une utilisation ergonomique et des besoins d'apprentissage. Les écrans plus petits devraient être favorisés et les tablettes privilégiées par rapport aux ordinateurs.
- > L'Etat exige le respect des critères des labels environnementaux ou des écolabels pour ses propres marchés et pour ceux auxquels il participe financièrement. Pour les marchés des équipements et produits informatiques, le Label Ange bleu ou l'équivalent sont reconnus à ce titre (loi sur les marchés publics LCMP, art. 8). Des labels environnementaux peuvent également être exigés auprès des fournisseurs en amont de l'achat.
- > L'utilisation d'énergie et le recyclage ont un impact relativement faible en comparaison de la production. Il est malgré tout recommandé aux communes de privilégier des sources d'énergie renouvelables.

Sur le plan pédagogique, l'éducation numérique prend en compte les aspects de durabilité, en formant les élèves à une utilisation citoyenne et responsable de ces outils et en les sensibilisant à leurs impacts environnementaux.

⁶ La terminologie CO₂ eq indique que la quantification est faite pour l'ensemble des gaz à effet de serre, en CO₂-équivalents.

4 Descriptif du projet

Selon la volonté du Grand Conseil, le présent projet prévoit une nouvelle répartition des tâches (ch. 5.5) concernant les équipements numériques des élèves, du corps enseignant et du personnel administratif cantonal des écoles obligatoires ordinaires. Celle-ci impacte les budgets de l'Etat et nécessite la modification la loi scolaire. Les conséquences financières et en personnel du projet sont détaillées au chapitre 7 et la modification du cadre légal est détaillée au chapitre 5.

Au-delà des aspects financiers et légaux, le présent projet a des implications opérationnelles. Le canton doit mettre en place une solution d'acquisition et un système de gestion du parc informatique désormais à sa charge. Plusieurs modalités ont été analysées, celles retenues satisfont les enjeux et les conditions cadres de réussites décrites précédemment. Elles prennent en compte les retours de consultation.

Etant donné ce qui précède, le présent projet vise la création d'un cadre matériel et organisationnel pour l'acquisition et la gestion des équipements numériques. Ce cadre doit favoriser des achats raisonnés et raisonnables et les équipements doivent répondre à des standards de qualité, de sécurité et de durabilité. La mise à disposition de ces outils aux enseignant-e-s et aux élèves a pour objectif de répondre aux exigences des plans d'études. L'environnement informatique doit être propice aux apprentissages, tout en garantissant la sécurité informatique et la protection des données. Il doit assurer la maintenance du système et des appareils ainsi que le support utilisateur.

4.1 Périmètre

Le projet couvre le financement de l'acquisition et de la gestion du parc informatique. Celui-ci est constitué des équipements numériques des élèves, du corps enseignant et du personnel administratif cantonal des écoles obligatoires, de la 1H à la 11H. Le fonctionnement du parc informatique comprend un dispositif de gestion centralisé et le support utilisateur matériel et logiciel.

Le projet ne couvre pas les équipements numériques pour la pédagogie spécialisée. Le financement de ces appareils relève de la loi sur la pédagogie spécialisée (LPS, art. 37 al. 3). La répartition Etat-communes reste inchangée dans ce domaine vis-à-vis de la situation actuelle. Néanmoins, les institutions de pédagogie spécialisée pourront, à terme, être intégrées dans le système d'acquisition et de gestion des équipements numériques mis en place par le canton. Les dotations pour les IPS sont inscrites à titre informatif dans le message (ch. 4.3.2).

Le projet n'impacte pas la répartition Etat-communes concernant l'infrastructure des établissements scolaires (connexion et périphériques). Celle-ci est inchangée et reste à la charge des communes.

Les aspects pédagogiques, c'est-à-dire la formation et l'accompagnement des enseignant-e-s et des directions d'école dans le cadre du volet éducation numérique des plans d'études, ne font pas partie du projet. Ils restent des prérequis à l'acquisition d'équipements numériques par les établissements scolaires. Ils sont assurés par les services de l'enseignement dans le cadre de la mise en œuvre des plans d'études, comme pour d'autres domaines disciplinaires.

4.2 Acquisition des équipements numériques

Dans un premier temps, le canton doit mettre en place une solution d'acquisition pour les équipements numériques à sa charge. Elle doit se conformer aux règles sur les marchés publics, assurer des prestations homogènes aux établissements scolaires et garantir des standards de qualité, de sécurité et de durabilité pour les équipements à disposition pour les commandes.

4.2.1 Portail d'acquisition centralisé

La solution d'acquisition choisie pour l'équipement numérique des élèves, du corps enseignant et du personnel administratif cantonal des écoles obligatoires est un portail d'acquisition unique, géré par l'Office cantonal du matériel scolaire (OCMS).

Le portail d'acquisition se présente sous la forme d'une plateforme de commande en ligne sur laquelle les directions d'école commandent les équipements numériques. Les fournisseurs affiliés au portail d'acquisition assurent la livraison et le déploiement des équipements numériques commandés par les écoles.

Fournisseurs

Les fournisseurs affiliés au portail d'acquisition seront désignés après adjudication par l'OCMS sur la base d'un appel d'offre public (AOP) en conformité avec la loi sur les marchés publics. Les AOP intègrent des critères de qualité, de sécurité et de durabilité définis pour les équipements (ch. 4.3) et les prestations techniques liées (ch. 4.4.1) telles que la livraison ou le support matériel.

Les relations entre l'OCMS et les fournisseurs seront définies dans un contrat-cadre (voir Glossaire).

Commande des équipements

Les établissements de la scolarité obligatoire auront à terme l'obligation de commander leurs équipements numériques via le portail d'acquisition. Dans le cas contraire, les appareils ne seront pas pris en charge par le canton, ni financièrement, ni techniquement. L'accès au portail d'acquisition à une école est conditionné au respect de prérequis établis par la Direction (ch. 4.2.2). Les commandes sont effectuées par les directions d'école selon les besoins pédagogiques identifiés et dans le respect des normes de dotation préconisées. Les commandes sont validées par la Direction.

Les institutions de pédagogie spécialisée pourront également à terme commander leurs équipements numériques via le portail d'acquisition.

Lors de la mise en œuvre du projet ENEO, le déploiement et le renouvellement des appareils se fera de manière progressive, sur plusieurs années, selon les besoins pédagogiques et en fonction des disponibilités financières (ch. 5.2). L'Etat ne reprendra pas à sa charge le matériel déployé en dehors de sa juridiction, la reprise des équipements numériques sous contrat d'achat ou de leasing avec une autorité communale n'étant pas envisageable raisonnablement⁷. Dans ce sens, le Conseil d'Etat encourage fortement les communes à définir des solutions de recyclage, de rachat ou de reconditionnement du matériel acquis en dehors du portail d'acquisition. La commande des appareils est soumise à un contrat qui spécifie les prestations liées au matériel informatique (livraison, support matériel, recyclage).

Facturation des commandes

L'OCMS est responsable du bon fonctionnement des commandes, des flux financiers ainsi que de l'établissement des AOP et des contrats cadres. L'OCMS facture à la Direction les commandes d'équipement numérique passées par les écoles dans le respect des normes de dotations minimales. Une fois le paiement effectué, les équipements numériques sont propriété de l'Etat.

Si une école souhaite aller au-delà des normes minimales fixées dans les dotations et qu'elle peut le justifier pédagogiquement, la commune ou association de communes responsable de l'équipement de l'établissement scolaire a la possibilité de financer le surplus d'équipement numérique. Les équipements supplémentaires devront être commandés via le portail d'acquisition et seront facturés aux communes. Pour des raisons environnementales et logistiques, le Conseil d'Etat ne recommande pas cette pratique.

Quel que soit l'organe de financement, la gestion opérationnelle sera effectuée par le canton pour des raisons de sécurité et de coordination. Tout matériel qui ne respecte pas cette gestion (achat auprès du portail d'acquisition et gestion opérationnelle cantonale) ne pourra pas être intégré au système informatique des écoles.

⁷ Sur le plan juridique et organisationnel, une reprise des contrats liant les communes et leurs fournisseurs serait une entreprise coûteuse en temps et en énergie. Sur le plan technique, les équipements numériques actuellement dans les écoles présentent une disparité bien trop importante dans la situation actuelle, impliquant un système de gestion dispendieux et présentant des risques élevés pour la sécurité informatique. Sur le plan de la durabilité, les équipements encore opérationnels pourront être utilisés avant d'être renouvelés par le canton.

Le financement de la création du portail d'acquisition et son fonctionnement sont assurés par une marge prélevée par l'OCMS sur les commandes d'équipements numériques. Cette marge est de 3,5 % dans un premier temps.

4.2.2 Accès au portail d'acquisition

En premier lieu, une planification générale est effectuée par la Direction, afin de fixer la limite des budgets disponibles au niveau cantonal et répartir les charges financières des commandes des établissements scolaires. L'équipement des écoles par le canton se fera progressivement, sur au moins 5 ans, pour couvrir l'ensemble des établissements de la scolarité obligatoire. Le déploiement progressif sera soumis à plusieurs critères, dont la mise à disposition par le canton des responsables informatiques par bassin de CO, la zone géographique couverte par ces ressources, les degrés scolaires, l'état du parc informatique de l'école ou encore l'engagement auprès de fournisseurs informatiques.

Avant de pouvoir accéder au portail d'acquisition, chaque école effectue un état des lieux de sa situation spécifique en matière d'intégration du numérique. Sur la base des exigences des plans d'études, des orientations pédagogiques cantonales et des standards cantonaux, la direction d'établissement, en concertation avec l'équipe enseignante, définit ses objectifs et les types d'équipement nécessaires à la mise en œuvre de l'éducation numérique. Le centre de compétences Fritic et les personnes ressources accompagnent les directions d'école dans cette démarche permettant une utilisation consciente et responsable des équipements numériques dans le cadre scolaire.

Une fois l'état des lieux établi et les objectifs d'acquisition définis, l'établissement doit répondre à des prérequis pédagogiques et techniques. Ces prérequis sont les suivants :

Prérequis pédagogiques :

- > Le corps enseignant a été formé au volet éducation numérique selon le plan d'études en vigueur.
- > Une personne ressource en éducation numérique issue du corps enseignant est à disposition de l'établissement pour l'accompagnement de la direction et de ses collègues.

Prérequis techniques :

- > L'infrastructure informatique (connexion, périphériques) de l'établissement scolaire, sous la responsabilité des communes, respecte les directives DFAC en la matière.
- > Un responsable informatique d'établissement (voir 4.4.3) est disponible pour assurer le support utilisateur de proximité.

Selon la planification générale effectuée par la Direction et une fois ces prérequis complétés, l'accès au portail d'acquisition sera transmis à la direction d'école par la Direction, elle pourra alors commander les équipements numériques.

4.3 Equipements informatiques à disposition des écoles

Le portail d'acquisition présente une gamme d'équipements numériques disponibles à la commande. Les équipements proposés seront adaptés au cours du temps en fonction de l'évolution des technologies et des besoins de l'enseignement.

Le canton définit les critères de qualité, de sécurité et de durabilité des équipements numériques. Les critères de qualité et de sécurité sont déterminés par le Centre de compétences Fritic. Les critères de durabilité sont eux déterminés par le groupe de travail Santé et Durabilité dans le cadre du présent projet, en collaboration avec le Bureau de la durabilité de l'Etat de Fribourg et s'alignent sur les préconisations du bilan environnemental (ch. 3.3.2). Les équipements devront notamment répondre à des labels environnementaux définis par le canton. Ils seront intégrés aux appels d'offres publics (AOP) pour le choix des fournisseurs affiliés au portail d'acquisition (ch. 4.2.1).

Le canton définit également les normes de dotation par degrés scolaires (1H à 11H) (ch. 4.3.2).

4.3.1 Systèmes d'exploitation et logiciels

Chaque appareil sera livré avec le système d'exploitation et les applications nécessaires à son utilisation, notamment les applications de productivité, de sécurité et de protection des données, de sauvegarde et de restauration.

Seuls des appareils basés sur les systèmes d'exploitation propriétaires du marché (MacOS/iOS et Windows) seront disponibles en commande. Ceux-ci satisfont les conditions de sécurité et de protection des données définies par le canton. Selon l'enquête Fritic 2024, le parc informatique est actuellement composé en majorité d'appareils Apple (74 % au primaire et 84 % au CO – considérant ordinateurs et tablettes). La mise à disposition des deux systèmes d'exploitation implique des frais de gestion supplémentaires.

Le déploiement et la maintenance de systèmes d'exploitation OpenSource (voir Glossaire) nécessitent un personnel qualifié et plus nombreux que pour les systèmes d'exploitation propriétaires cités précédemment. Ces solutions nécessitent en outre une bonne connaissance informatique pour garantir une utilisation comparable aux solutions propriétaires, ce qui ne peut être exigé de l'ensemble des utilisateurs et utilisatrices de la solution déployée au niveau cantonal. Ces systèmes ne seront pas proposés.

A noter que, bien que les solutions libres ne puissent être utilisées comme système d'exploitation généralisé dans les écoles, des logiciels OpenSource (voir Glossaire) spécifiques seront présentés ou utilisés en classe pour atteindre les objectifs des plans d'études, notamment dans le cadre de l'enseignement de la science informatique.

Des applications ou logiciels faisant partie de moyens techniques auxiliaires (voir Glossaire) seront également proposés aux enseignant-e-s pour les élèves bénéficiant de compensation des désavantages.

Les logiciels et applications financés par les communes, restent à la charge des communes. Les logiciels et applications financés par le canton, restent à la charge du canton. Les licences du dispositif de gestion centralisée (voir 4.4.2) s'ajouteront aux logiciels financés et à la charge du canton.

La solution du portail d'acquisition appliquée à l'ensemble des équipements numériques des écoles obligatoires assure la compatibilité des machines avec les applications et logiciels du domaine scolaire. Les standards informatiques nécessaires et suffisants sont garantis.

4.3.2 Normes de dotation

Le personnel enseignant, administratif cantonal et les travailleurs sociaux des écoles engagés par le canton bénéficieront d'un équipement individuel par personne, indépendamment du taux d'activité.

A des fins d'harmonisation du parc informatique, le canton fixe les normes de dotation en équipement numérique des élèves par degrés scolaires (1H à 11H). Les dotations sont le produit des réflexions des représentant-e-s des directions d'école et du corps enseignant. Elles visent à répondre aux exigences ci-dessous :

- a) Atteinte des objectifs pédagogiques fixés par les plans d'études ;
- b) Suite donnée à la Mo 2019-GC-139, avec un équipement par élève au CO ;
- c) Suite donnée au renvoi, avec l'exclusion des équipements pour les classes de 1H-2H ;
- d) Suite donnée au renvoi, avec l'application d'un maximum, garant de sobriété et de durabilité, et un minimum, garant d'égalité et de l'atteinte des objectifs pédagogiques ;
- e) Adéquation avec les recommandations de santé usuelles en matière d'exposition aux écrans, avec une progression en fonction des âges des élèves ;
- f) Limite de l'impact environnemental du parc informatique.

Les normes de dotation fixent un minimum, garant d'équité. Celui-ci correspond au total d'équipement pris en charge par l'Etat. A terme, les établissements scolaires devront atteindre le minimum obligatoire, seuil minimum pour pouvoir répondre aux objectifs pédagogiques.

Les normes déterminées pour la mise en œuvre du projet sont les suivantes :

Normes de dotation cantonales minimales à atteindre pour les équipements des élèves en milieu ordinaire :

Degré scolaire	Normes de dotation cantonales (minimum obligatoire à atteindre)
1H-2H	-
3H-4H	4 par classe
5H-6H	1 pour 3 élèves
7H-8H	1 pour 2 élèves
9H-11H	1 par élève

Les dotations des élèves présentées dans le présent message sont basées sur la technologie à disposition, les exigences des plans d'études et les moyens d'enseignement disponibles en 2024. En fonction des évolutions dans ces domaines, le canton réévaluera les normes de dotation en vigueur pour les écoles obligatoires. A noter que l'exclusion d'équipement numérique pour les classes de 1H et de 2H compromet certains apprentissages prévus par les plans d'études. Le Conseil d'Etat prend toutefois note de la volonté du Grand Conseil. L'Etat prendra à sa charge les dépenses correspondant à la dotation minimale requise, afin de garantir l'égalité de traitement à l'échelon cantonal.

Plusieurs écoles, en particulier du côté germanophone, dépassent aujourd'hui les normes de dotation cantonale minimales (Enquête Fritic au 31.12.2023). Si une école souhaite aller au-delà des normes minimales fixées dans les dotations et qu'elle peut le justifier pédagogiquement, la commune ou association de communes responsable de l'équipement de l'établissement scolaire assume le financement du surplus d'équipement numérique. Les équipements supplémentaires devront être commandés via le portail d'acquisition et seront facturés aux communes. Ils seront intégrés au système de gestion centralisée du parc informatique, dont les licences et la gestion seront à la charge financière des communes.

Conformément au mandat du Grand Conseil concernant des normes de dotation maximales par élève et par niveau scolaire, garantes de durabilité, le Conseil d'Etat émet la recommandation suivante :

Normes de dotation maximales recommandées pour les équipements des élèves en milieu ordinaire :

Degré scolaire	Quota maximal
1H-2H	-
3H-4H	6 par classe
5H-6H	1 pour 2 élèves
7H-8H	1 par élève
9H-11H	1 par élève

Pour des raisons environnementales et logistiques, le Conseil d'Etat ne recommande toutefois pas cette pratique et estime souhaitable de s'en tenir à la dotation minimale prescrite.

Les écoles disposent d'une marge de manœuvre afin de mettre en œuvre une solution adaptée à leur réalité, dans le cadre fixé par le canton, avec l'aide de la personne ressource de l'établissement. Les moyens techniques auxiliaires (voir glossaire) des élèves à besoins particuliers ne sont pas soumis aux normes de dotations.

Les institutions de pédagogie spécialisées (IPS) devront en principe s'aligner sur les dotations prescrites par degré scolaire pour répondre aux plans d'études. Ces dotations ne sont pas identiques à celles des classes primaires et des cycles d'orientations. Elles tiennent compte du nombre d'élèves moyen par classe qui est très inférieur aux classes primaires et secondaires, ainsi que des besoins éducatifs particuliers des élèves. Si des dotations supplémentaires devaient être nécessaires par rapport à ce qui est aujourd'hui en possession des IPS, cela pourrait impliquer des coûts supplémentaires qui se reporteraient au niveau des subventions allouées aux institutions. Ces coûts potentiels ne sont toutefois pas inclus dans le présent projet.

Préconisations d'équipement pour les élèves en institution de pédagogie spécialisée :

Degré scolaire	Quota minimal (garant d'équité)	Quota maximal (garant de durabilité)
1H-2H	-	-
3H-4H	1 pour 4 élèves	1 pour 3 élèves
5H-6H	1 pour 3 élèves	1 pour 2 élèves
7H-8H	1 pour 3 élèves	1 pour 2 élèves
9H-11H	1 pour 2 élèves	1 par élève

Concernant le type d'appareil, pour répondre aux besoins pédagogiques tout en limitant l'impact environnemental, les classes et élèves d'école primaire seront équipés de tablettes, avec ou sans clavier en fonction du degré scolaire. Les équipements des élèves du CO seront à choix de l'établissement scolaire (tablettes ou ordinateurs portables), selon le catalogue du portail d'acquisition.

Etant donné les normes de dotations préconisées ci-dessus, le parc informatique après la mise en œuvre du projet ENEO est détaillé dans le tableau ci-dessous. A terme, il sera constitué d'environ 26 600 appareils (12 000 pour le primaire ; 14 600 au CO). A titre de comparaison, le parc informatique actuel est constitué de 17 200 appareils (10 300 pour le primaire ; 6 900 au CO), au 31.12.2023. La différence est principalement due à l'introduction de la dotation individuelle pour les élèves du cycle d'orientation, faisant suite à la motion 2019-GC-139, et aux prévisions d'augmentation des effectifs scolaires d'ici 2030.

Etant donné les normes de dotations préconisées, le parc informatique cible est détaillé dans le tableau ci-dessous.

Tableau du nombre d'équipements numériques visés par le projet à terme (déploiement sur 5 années minimum), selon les normes de dotation cantonales minimales (nombre d'élèves, de classes, d'enseignant-e-s, de personnel administratif)

Etablissements	Cycle	Effectifs	Nombre d'équipements cible	
Ecoles primaires 96 établissements 2 280 classes 31 303 élèves ⁸	Cycle 1	834 classes de 1-2H	0	
		509 classes de 3-4H	2 036	
	Cycle 2	7 898 élèves de 5-6H	2 633	
		7 646 élèves de 7-8H	3 823	
	TOTAL pour les élèves d'écoles primaires			8 492
	3 400 enseignant-e-s et 148 personnel administratif			3 548
TOTAL Equipements des écoles primaires			12 040	
Cycles d'orientation 23 établissements 676 classes 12 768 élèves ⁸	Cycle 3	4 167 élèves de 9H	4 167	
		4 261 élèves de 10H	4 261	
		4 341 élèves de 11H	4 341	
	TOTAL pour les élèves de cycles d'orientation			12 769
	1 661 enseignant-e-s et 182 personnel administratif et travailleurs sociaux ⁸ ci-dessus			1 843
TOTAL Equipements des cycles d'orientation			14 612	
TOTAL d'équipements numériques pour l'école obligatoire				
119 établissements, 2 956 classes			26 652	
44 071 élèves ⁸				
5 061 enseignant-e-s et 330 personnel administratif et travailleurs sociaux				

⁸ Estimations des effectifs à l'horizon 2030. Projections basées sur les effectifs au 01.05.2024

Des équipements de réserve seront disponibles pour remplacer un appareil défectueux ou ponctuellement en cas d'oubli de l'équipement à domicile.

4.4 Gestion et fonctionnement du parc informatique

La prise en charge des équipements numériques des écoles obligatoires par le canton nécessite d'assurer la gestion et le fonctionnement de ce parc informatique. Une structure opérationnelle est incontournable pour assurer le bon fonctionnement de ce matériel et garantir la résolution des incidents techniques. Dans ce sens, l'harmonisation du parc informatique prévue par le présent projet est une plus-value par rapport à la situation actuelle.

La structure opérationnelle à mettre en place par le canton comprend la création d'un dispositif de gestion centralisée (ch. 4.4.2) ainsi que la réorganisation et le renforcement d'un support utilisateur (matériel, logiciel) dans les établissements scolaires (ch. 4.4.3). Ces tâches impliquent des ressources supplémentaires au niveau cantonal. Il est notamment prévu de mettre en place un-e responsable informatique par bassin de CO (voir glossaire).

Les communes devront en outre mettre à jour ou redimensionner leur infrastructure informatique scolaire afin de garantir l'utilisation et la sécurité des équipements numériques. Elles devront mettre à disposition un responsable informatique d'infrastructure, comme c'est le cas aujourd'hui dans la plupart des écoles.

4.4.1 Prestations techniques liées aux équipements numériques

Pour qu'un équipement numérique fonctionne, le fournisseur doit assurer plusieurs prestations techniques comme par exemple, la livraison, le support matériel de l'équipement numérique ou la fin de vie du matériel. Ces prestations techniques liées sont définies dans le contrat-cadre pour la mise à disposition de l'équipement numérique via le portail d'acquisition.

De la même manière que pour les équipements numériques (ch. 4.3), le canton définit les critères de qualité, de sécurité et de durabilité des prestations techniques liées aux équipements numériques (voir Glossaire). Les critères de qualité et de sécurité sont déterminés par le Centre de compétences Fritic. Les critères de durabilité sont eux déterminés par le groupe de travail Santé et Durabilité dans le cadre du présent projet, en collaboration avec le Bureau de la durabilité de l'Etat de Fribourg et s'alignent sur les préconisations du bilan environnemental (ch. 3.3.2). Ils seront intégrés aux appels d'offres publics (AOP) pour le choix des fournisseurs affiliés au portail d'acquisition (ch. 4.2.1).

4.4.2 Dispositif de gestion centralisée du parc informatique

La gestion cantonale des équipements numériques sous-tend la création d'un dispositif de gestion centralisée du parc informatique. De la responsabilité du Centre de compétences Fritic, ce dispositif est un élément clé pour la qualité, la sécurité, la protection des données et la gestion globale du parc informatique. Il facilite le support utilisateur matériel et logiciel. Ce dispositif vise à répondre aux besoins du service, de la direction d'établissement et des enseignant-e-s. Il permet d'avoir une connaissance du parc informatique (inventaire) et de son usage, mais également de gérer et contrôler à distance :

- > l'accès des appareils aux utilisateurs-trices ;
- > les configurations et les mises à jour des appareils ainsi que des applications et logiciels installés ;
- > le déploiement des logiciels et applications sur une, plusieurs ou toutes les machines d'une classe ou d'une école ;

Le dispositif joue également un rôle clé en matière de sécurité informatique. En plus d'assurer que les systèmes informatiques soient bien à jour, il garantit notamment :

- > l'installation des pare-feux et antivirus ;
- > la mise en place d'un filtrage de contenus afin de bloquer l'accès à différents contenus et services (sites internet frauduleux, violence, pornographie, ...) ;
- > l'interdiction des comptes génériques et anonymes ;
- > le blocage ou la suppression des applications potentiellement dangereuses et malveillantes ;

- > le verrouillage et la localisation à distance, en cas de vol ou de perte.

Dans les établissements scolaires, c'est le responsable informatique de bassin de CO qui effectue le déploiement des logiciels sur les équipements numériques et veille au bon fonctionnement des applications déployées.

Les dispositifs reconnus sur le marché pour la gestion de parcs informatiques scolaires, fournissant ces fonctionnalités et ces critères de sécurité, sont soumis à des licences payantes, par équipement et par année. Les licences acquises dans le cadre des normes de dotation minimales sont prises en charge par l'Etat.

Tout équipement acheté via le portail d'acquisition sera intégré au dispositif de gestion centralisée. Les licences nécessaires à la gestion des équipements acquis par les communes au-delà des normes de dotation minimales, ainsi que la gestion de ces équipements seront à la charge financière des communes.

4.4.3 Support technique utilisateur

Un support technique utilisateur est essentiel au bon fonctionnement du parc informatique. Les utilisateurs et utilisatrices en question sont le personnel enseignant et administratif cantonal des écoles obligatoires ainsi que les élèves.

La responsabilité et le financement de la résolution est attribuée différemment selon le type de demande ou d'incident rencontré. Le support technique utilisateur doit couvrir trois catégories de demandes ou incidents :

Support infrastructure, pour les demandes ou incidents liés à l'infrastructure informatique (électricité, internet, dispositif de projection, dispositif audio, ...).

- > Reste à la charge des communes, comme c'est le cas actuellement.
- > Traité par le ou la responsable informatique d'établissement. Il ou elle peut être amené à assurer le support en première instance et rediriger vers les personnes et/ou structures compétentes. Son rôle est inchangé, il est de la responsabilité des communes, financé par les communes.

Support matériel, pour les incidents liés à l'équipement numérique (panne ou incident matériel d'un équipement numérique acheté via le portail d'acquisition).

- > Désormais à la charge du canton et sous la responsabilité des fournisseurs d'équipements numériques et par extension de l'OCMS. Ce support est compris dans le coût d'acquisition du matériel sous les prestations techniques liées.
- > Traité par les fournisseurs d'équipements, en collaboration avec le ou la responsable informatique de bassin de CO.

Support logiciel, pour les demandes ou incidents liés aux logiciels et applications (licence, d'installation, de mise à jour).

- > Reste à la charge des entités responsables (canton ou communes) desdits logiciels et applications. Le support logiciel à la charge du canton inclura notamment les demandes et incidents relatifs au dispositif de gestion centralisée du parc informatique. De ce fait, le système de support actuellement en place par l'Etat doit être adapté et redimensionné pour assumer la forte augmentation de charge liée à la gestion du parc informatique.
- > Traité par le responsable informatique de bassin de CO.

Une coordination entre les responsables informatiques d'établissements et celles/ceux de bassin de CO est nécessaire pour une redirection adéquate des demandes et incidents, dans les meilleurs délais.

4.4.4 Infrastructure informatique

L'infrastructure informatique des établissements scolaires de l'école obligatoire (voir Glossaire) reste sous la responsabilité des communes.

Une infrastructure informatique adaptée au parc informatique cible de l'école est un prérequis à la commande des équipements numériques sur le portail d'acquisition (ch. 4.2.2). Les communes doivent se conformer aux directives établies par la DFAC à leur intention. Des recommandations associées seront également proposées aux communes, intégrant les critères de sobriété et durabilité.

Afin d'accompagner les écoles obligatoires dans la mise à jour de leurs infrastructures, la DFAC prévoit de faire bénéficier les communes d'un accompagnement pour l'évaluation des travaux éventuels et des coûts induits via des prestations de tiers. Les montants liés à cette expertise seront à la charge des communes.

Entre-temps, un calculateur de coût est à disposition des communes (voir annexe) afin d'estimer les investissements nécessaires pour une mise à niveau de l'infrastructure informatique d'une école. Les résultats émis par le calculateur sont indicatifs et ne représentent pas une garantie.

4.5 Conduite du projet

La mise en œuvre du projet ENEO se déroulera en deux phases :

La phase de préparation débutera par la création d'un dispositif de gestion de programme. Cette phase consiste à établir les prérequis et cahiers des charges du programme pour mettre en place les différents pans du projet.

La phase de fonctionnement qui débute après la phase de préparation et consiste à suivre la mise en œuvre des différents plans du projet, une fois le déploiement débuté.

Des groupes de travail sont prévus pour les différentes thématiques relatives au projet, certains ont déjà débuté leurs travaux pour la définition du présent projet. La DFAC intégrera à ces groupes de travail des représentant-e-s des parties prenantes à l'interne et à l'externe de l'Etat.

4.5.1 Etablissement de la documentation de mise en œuvre

Les ressources engagées dans la conduite du projet visent également l'établissement de plusieurs livrables en amont de la reprise cantonale, dont certains demandent une expertise spécifique. Ces différents documents cités dans le message sont listés ci-dessous :

- > Concept de sûreté de l'informatique et protection des données (SIPD)
- > Directives et recommandations relatives à l'infrastructure informatique des écoles (connexion, périphériques), basées notamment sur des critères environnementaux
- > Guide des bonnes pratiques en matière de santé et de durabilité pour l'utilisation des outils numériques à destination du corps enseignant (écogestes, etc.)
- > Feuille de route de l'intégration des outils numériques et de vérification des prérequis d'accès au portail d'acquisition pour les directions d'établissements

4.5.2 Suivi et évaluation

Des évaluations intermédiaires de l'atteinte des objectifs du programme sont prévues durant la mise en œuvre du projet. Une fois le dispositif cantonal mis en place et au plus tard en 2030, un rapport d'exécution sera rédigé à l'attention du Grand Conseil. Dans une logique d'agilité, des corrections et adaptations seront effectuées tout au long de cette concrétisation.

Le programme prévoit également une analyse périodique de l'utilisation des équipements numériques dans les écoles. Celle-ci reprendra les modalités utilisées pour l'évaluation, menée par le service d'enseignement obligatoire de langue allemande, de la solution « 1 :1 » des CO de la Singine dans le cadre de la mise en œuvre du LP 21 (ch. 3.1).

5 Incidences de l'avant-projet de loi

5.1 Modification du cadre légal

Ce message accompagne le projet de loi modifiant la loi sur la scolarité obligatoire, à la suite de l'adoption par le Grand Conseil de la motion 2019-GC-139, déposée par les députés Urs Perler et Daniel Bürdel (ch. 2.1.1).

5.1.1 Résumé de la motion

Par motion déposée le 3 septembre 2019 et développée le 4 septembre 2019, les députés Urs Perler et Daniel Bürdel font le constat de l'impact, sur les écoles ainsi que dans le monde du travail, des changements sociétaux dus à la numérisation. Selon eux, l'accès à un appareil électronique individuel en tout temps permettrait de répondre aux nouvelles exigences numériques imposées par notre société. Ils souhaitent ainsi l'introduction du modèle « 1 :1° » dans les écoles du cycle d'orientation du canton de Fribourg, c'est-à-dire la mise à disposition pour chaque élève d'un appareil électronique personnel et individuel. Pour ce faire, ils demandent la modification de l'article 71 de la loi sur la scolarité obligatoire du 9 septembre 2014 (LS) comme suit :

Art. 71

Principes

¹ Les communes du cercle scolaire supportent, sous déduction de la part de l'Etat fixée à l'article 72, tous les frais afférents à la création et au fonctionnement de leur école du cycle d'orientation.

² En plus de sa participation fixée à l'article 72, l'Etat assume l'entier des frais de traitement des autorités scolaires et des charges y relatives, ainsi que des moyens d'enseignement et de l'équipement numérique des élèves du cycle d'orientation.

Les motionnaires estiment qu'une telle modification de la loi scolaire permettrait aux élèves de se préparer au mieux aux exigences actuelles du monde professionnel en acquérant des compétences spécifiques dans le domaine numérique.

5.1.2 Modifications des bases légales

Etant donné l'acceptation de la motion par le Grand Conseil le 15 septembre 2020, le projet ENEO prévoit la prise en charge cantonale de l'équipement numérique des élèves de l'école du cycle d'orientation. Dans le sens du projet ENEO développé ci-dessus et des modalités du renvoi, il est nécessaire d'y intégrer également l'équipement numérique des élèves du degré primaire, du corps enseignant et du personnel administratif cantonal de l'école obligatoire. Le projet ENEO est également doté d'une base légale, tout comme le rôle des communes et les échéances du déploiement.

5.1.2.1 Commentaire des dispositions légales

1.1 Commentaire des dispositions légales

Article 22a

Alinéa 1 : Il s'agit de donner un cadre matériel et organisationnel clair et harmonisé pour l'acquisition et la gestion centralisées des équipements numériques mis à disposition des enseignant-e-s et des élèves afin de répondre aux exigences des plans d'études et d'offrir un environnement informatique propice aux apprentissages.

En fonction de son contexte et sur la base des normes et standards établis par le canton, chaque école définit la dotation et le type d'équipement numérique qui lui sont nécessaires pour mettre en œuvre les exigences des plans d'étude dans le domaine de l'éducation numérique.

Alinéas 2 et 3 : Les écoles doivent disposer d'un équipement numérique adéquat et de prestations techniques suffisantes pour répondre aux exigences des plans d'études. A cet effet, la Direction fixe des normes minimales, et donc obligatoires, en termes de dotation en équipement numérique en fonction du degré de scolarité et des exigences des plans d'études. Ces normes visent également des objectifs de sobriété et de maîtrise des coûts et se conforment aux recommandations de santé en matière d'exposition aux écrans. La Direction définit également des standards obligatoires en termes de qualité, de sécurité et de durabilité pour l'équipement numérique des écoles ainsi que des standards pour l'infrastructure informatique (connexion et périphériques) des locaux et installations scolaires.

Alinéa 4 : La mise à disposition aux écoles de l'équipement numérique et des prestations techniques liées se fait exclusivement par le biais d'un portail d'acquisition cantonal. Le portail d'acquisition est géré par l'Office cantonal du matériel scolaire (OCMS) sur mandat de la Direction. Il se présente sous la forme d'une plateforme de commande en ligne et donne accès à une gamme d'équipements répondant aux standards définis par la Direction. L'accès au portail d'acquisition par l'établissement scolaire est conditionné à des prérequis techniques et pédagogiques fixés par la Direction. La conformité de l'infrastructure informatique des locaux et installations scolaires à l'utilisation de l'équipement numérique ainsi que la formation du corps enseignant en éducation numérique en font partie (ch. 4.2.2).

L'OCMS établit également les appels d'offres publics (AOP) et les contrats-cadres avec chacun des fournisseurs adjudicataires. Sur la base des critères établis par la Direction, les AOP traiteront le cycle de vie complet du produit ou de la prestation. Ils incluent par exemple les éléments liés aux garanties de stock, à la livraison, au support technique et à la maintenance du produit, jusqu'à son recyclage ou la revente. Les contrats-cadre comprennent la mise à disposition de l'équipement numérique et les prestations techniques liées par les fournisseurs. Ceux-ci garantissent le support matériel ainsi que la qualité des équipements et prestations. Ils interviennent ainsi en cas de panne ou de dégâts sur demande de l'école ou de la commune et assurent la maintenance ainsi que le cycle de vie des équipements.

Alinéa 5 : Les écoles ont la possibilité d'acquérir aux frais des communes des équipements supplémentaires aux normes minimales fixées par la Direction, si elles peuvent le justifier pédagogiquement. Pour des raisons de cohérence technique, de sécurité, de qualité du support et d'harmonisation du matériel à disposition des écoles, il ne sera pas possible d'acquérir des équipements numériques en-dehors des contrats-cadre liés au portail d'acquisition de l'OCMS et la gestion desdits équipements sera effectuée au niveau cantonal.

Article 57 al. 2

La mise à disposition et le financement de l'infrastructure informatique des locaux et installations scolaires, c'est-à-dire la connexion (les éléments électriques et réseaux, principalement des câbles, des bornes Wifi, des commutateurs réseau, le système de stockage et de recharge, ...) et les périphériques (systèmes de projection, écrans ou beamer, imprimantes, souris, écouteurs, stylets, ...), restent aux communes. Les standards fixés par la Direction en la matière permettent aux communes d'adapter leurs infrastructures en conséquence, afin qu'elles soient capables de soutenir l'utilisation des équipements numériques fournis aux écoles.

Articles 66 al. 2 let. c et 71 al. 2 let. c

Le contenu des lettres a et b est inchangé. Elles sont uniquement présentées sous une forme différente afin de faciliter la lecture de l'article.

A l'école primaire et à l'école du cycle d'orientation, l'Etat assume les frais de l'équipement numérique des élèves, ainsi que du corps enseignant et du personnel administratif cantonal, à hauteur des dotations minimales définies par la Direction. Les écoles ont la possibilité d'acquérir auprès de l'Office cantonal du matériel scolaire uniquement des équipements supplémentaires aux dotations minimales par des financements communaux (cf. art. 22a al. 5). L'Etat assume également le système de gestion centralisé, ainsi que le support technique matériel et logiciel expliqué dans le présent message (ch. 4.4.3).

Le financement cantonal est conditionné à la validation par la Direction des prérequis pédagogiques et techniques de l'établissement scolaire dont fait partie le respect par la commune des standards de l'infrastructure informatique (connexion et périphériques).

Article 104b

Le temps nécessaire pour la mise en service du portail d'acquisition par l'OCMS est estimé à une année. Celui-ci sera déployé dès l'entrée en vigueur de la présente loi, prévue en principe le 1^{er} janvier 2026. Sous réserve du respect des prérequis pour les commandes (ch. 4.2.2), les écoles pourront alors débiter l'acquisition des équipements numériques pour leur établissement. Parmi les prérequis, les communes doivent mettre à jour l'infrastructure informatique des locaux et installations scolaires selon les standards demandés au plus tard pour la rentrée scolaire 2030.

La phase de fonctionnement comprendra une période de transition dans laquelle cohabiteront les équipements actuels jusqu'à leur remplacement et les nouveaux équipements commandés via le portail d'acquisition. L'Etat ne reprendra pas à sa charge du matériel déployé en dehors de sa juridiction. En effet, la reprise des équipements numériques sous contrat d'achat ou de leasing avec une autorité communale n'est pas possible. Sur le plan juridique et organisationnel, une reprise des contrats serait une entreprise coûteuse en temps et en énergie. Sur le plan technique, les équipements numériques présentent une disparité bien trop importante dans la situation actuelle, ce qui impliquerait un système de gestion dispendieux et présentant des risques élevés pour la sécurité informatique.

Articles 104c et 104d

Dès la mise en œuvre du projet, le montant récurrent de 13.12 millions de charges supplémentaires pour le canton correspond aux charges en moins assumées par les communes. Les capacités financières de l'Etat étant limitées, le canton doit pouvoir compenser ces conséquences financières, afin de ne pas impacter d'autres projets prioritaires. Il est donc introduit une compensation financière de ce transfert de tâche, selon l'instrument de la bascule fiscale. Celle-ci correspond à une modification de la répartition des ressources fiscales entre l'Etat et les communes, soit une augmentation des coefficients annuels des impôts cantonaux sur les personnes physiques et sur les personnes morales et une réduction correspondante des coefficients d'impôts communaux. La modification des coefficients d'impôts sera fixée par ordonnance du Conseil d'Etat. Cette ordonnance, qui prendra effet le 1^{er} janvier suivant l'entrée en vigueur de la loi, doit être publiée dès la fin du délai référendaire, de façon à permettre à chaque commune de préparer son budget pour l'année suivante. A relever que les communes gardent la possibilité de modifier leurs coefficients d'impôts pour des raisons externes à la présente loi, en application des dispositions ordinaires de la loi sur les communes et de la loi sur les impôts communaux.

Disposition finale

Conformément aux articles 45 de la Constitution fribourgeoise et 25 de la loi sur les finances de l'Etat, le montant cumulé des charges financières sur 5 ans étant supérieur au seuil du référendum financier obligatoire, qui est de 44°683°182 francs (ordonnance du 4 juin 2024, RSF 612.21), le présent projet est soumis au référendum financier obligatoire.

5.2 Conséquences financières et en personnel

5.2.1 Méthode de calcul

En premier lieu, le Conseil d'Etat rappelle que le dimensionnement et la planification des projets cantonaux doivent correspondre aux capacités financières de l'Etat, à la lumière de l'exigence constitutionnelle de l'équilibre budgétaire.

Le coût total du projet ENEO est calculé en conformité avec la loi sur les finances de l'Etat (LFE art. 25 al. 3), afin d'évaluer la nécessité de la soumission du projet au référendum financier. Le projet prévoit une entrée en vigueur de l'adaptation de loi au 1^{er} janvier 2026, date à laquelle le calcul des dépenses uniques et périodiques du projet débute, selon les prescriptions de la LFE.

Cela étant, le montant total du projet est calculé à partir de l'entrée en vigueur de la loi, en additionnant :

- > Les dépenses uniques sur l'ensemble de la durée du projet. Le budget relatif à l'acquisition des équipements numériques a été calculé avec une hypothèse de déploiement du parc informatique entre 2026 et 2030.
- > Les dépenses périodiques supplémentaires des cinq premières années, de 2026 à 2030.

La fluctuation des prix des outils numériques sur les marchés publics ainsi que la rapide évolution technologique devront être considérées lors des procédures d'appels d'offres publics.

La complexité et l'envergure de ce programme impliquent un engagement financier important. Une évaluation périodique des besoins financiers et humains sera ainsi nécessaire afin d'adapter au besoin les ressources en conséquence.

5.2.2 Structure des dépenses

L'ensemble des dépenses est présenté dans le tableau à la page 33. Les coûts compris dans le projet sont détaillés selon 4 grandes catégories de coûts :

5.2.2.1 Acquisition des équipements numériques

Le canton financera les équipements numériques à hauteur des normes de dotation minimales. Les normes de dotation maximales sont une indication pour les communes afin de limiter l'impact environnemental.

Le budget d'acquisition des équipements a été établi selon l'effectif prévu en 2030, les normes de dotations minimales préconisées par degré (ch. 4.3.2) et un coût unitaire moyen d'équipements. Le nombre d'utilisateurs-trices finaux (enseignant-e-s, personnel administratif cantonal, élèves) a été déterminé selon un calcul prévisionnel, ceci afin de refléter au plus juste la réalité lors de la mise en œuvre du projet. Le prix des équipements informatiques se base sur des modèles compatibles avec la notion de durabilité, selon le marché informatique actuel.

La mise en œuvre et le fonctionnement du portail d'acquisition sont financés par une marge prélevée par l'OCMS, comprise dans le coût d'acquisition.

Les équipements numériques scolaires dépassant les normes de dotation minimales ne sont pas comptabilisés, ils restent à la charge des communes. Les écoles n'auront toutefois pas la possibilité d'acquérir des équipements numériques en-dehors des contrats-cadres liés au portail d'acquisition.

Budget détaillé d'acquisition des équipements numériques visés par le projet à terme (déploiement sur 5 années minimum, estimation des effectifs scolaires en 2030), selon les normes de dotation minimales et les utilisateurs finaux, incluant la marge OCMS, hors coûts d'assurance, de réparation ou de remplacement :

Etablissements	Cycle	Effectifs	Nombre d'équipements cible	
Ecoles primaires 96 établissements 2 280 classes 31 303 élèves ⁹	Cycle 1	834 classes de 1-2H	0	
		509 classes de 3-4H	1 159	
	Cycle 2	7 898 élèves de 5-6H	1 798	
		7 646 élèves de 7-8H	2 611	
	TOTAL pour les élèves d'écoles primaires			5 569
3 400 enseignant-e-s et 148 personnel administratif			3 852	
TOTAL Equipements des écoles primaires			9 421	
Cycles d'orientation 23 établissements 676 classes 12 768 élèves ^{Erreur ! Signet non défini.}	Cycle 3	4 167 élèves de 9H	4 506	
		4 261 élèves de 10H	4 608	
		4 341 élèves de 11H	4 695	
	TOTAL pour les élèves de cycles d'orientation			13 810
	1 661 enseignant-e-s et 182 personnel administratif et travailleurs sociaux ¹⁰			1 955
TOTAL Equipements des cycles d'orientation			15 765	

⁹ Estimations des effectifs à l'horizon 2030. Projections basées sur les effectifs au 01.05.2024

¹⁰ Travailleurs sociaux de l'école primaire et des cycles d'orientation regroupés au niveau des cycles d'orientation pour simplifier la présentation des coûts

TOTAL d'équipements numériques pour l'école obligatoire

119 établissements, 2 956 classes

44 071 élèves¹¹**25 186**

5 061 enseignant-e-s et 330 personnel administratif et travailleurs sociaux

> Cible : 26 652 équipements

Phase de préparation à la mise en œuvre : équipements numériques de test

55

Les coûts d'assurance, de réparation ou de remplacement en cas de panne ou d'incident matériel ont été définis suite à une étude de marché et aux expériences locales, ils sont calculés au prorata du déploiement du parc informatique. Ces coûts incluent également l'achat d'équipements de réserve, disponibles pour remplacer un appareil défectueux ou ponctuellement en cas d'oubli de l'équipement à domicile.

Le budget a été calculé sur une hypothèse de renouvellement des équipements de minimum 5 ans. Seuls les coûts de l'acquisition initiale figurent dans le budget du projet. Le renouvellement est pris en compte dans les coûts annuels de fonctionnement, à partir de 2031.

5.2.2.2 Dispositif de gestion centralisée du parc informatique

Les coûts relatifs au dispositif de gestion centralisée ont été définis suite à une étude de marché et aux expériences locales. Les licences pour le dispositif de gestion centralisée, la protection numérique et sécurité sont nécessaires pour chaque équipement numérique et sont renouvelées chaque année. Les coûts comprennent également la mise en œuvre et le suivi centralisé du parc informatique, le paramétrage initial et de fonctionnement du dispositif de gestion centralisée, la gestion et packaging des applications pédagogiques et la gestion de l'inventaire du parc informatique.

5.2.2.3 Support informatique cantonal

Le budget établi couvre le recrutement de 23 responsables informatiques de bassin de CO, autant que de cycles d'orientation dans le canton.

Ces dépenses sont initialement des montants forfaitaires dans le budget présenté. Celles-ci seront progressivement pérennisées en équivalent plein temps après 2 ans de mise en œuvre, une fois l'organisation du projet stabilisée.

Le système de support utilisateur pour la gestion des demandes et des incidents requiert un redimensionnement voire une refonte du système actuellement en place à l'Etat. Il s'agit de disposer d'un système qui répond à l'augmentation de charge liée au nouveau parc informatique, s'adapte aux spécificités du domaine de l'éducation et est lié au système de gestion centralisée du parc informatique. Les coûts incluent l'analyse des besoins, le suivi de la mise en œuvre et le fonctionnement du système.

5.2.2.4 Conduite du projet et évaluation de la mise en œuvre

Le projet comprend la phase de préparation et la phase de fonctionnement. Des dépenses, constituées uniquement de ressources humaines, pérennes ou non selon la fonction dans le dispositif, sont engendrées dans chaque phase.

La phase de préparation consiste à établir les prérequis et cahiers des charges du programme pour mettre en place les différents pans du projet. Elle inclut notamment l'analyse et mise en place des processus de suivi des commandes, facturation et de gestion des inventaires, le travail sur les documents finaux (groupes de travail, juristes, traduction), la préparation de la communication et de la gestion du changement. Cette phase est délimitée dans le temps et ne concerne que des coûts uniques.

¹¹ Estimations des effectifs à l'horizon 2030. Projections basées sur les effectifs au 01.05.2024

La phase de fonctionnement débute après la phase de préparation, elle consiste à suivre la mise en œuvre des différents pans du projet, une fois le déploiement débuté. Cela inclut la gestion RH, financière et administrative des projets, l'accompagnement des écoles dans la mise à jour de leur infrastructure communale ou encore la mise en place et gestion du suivi et de la communication et de l'évaluation de la mise en œuvre du programme. Cette phase perdurera au-delà du projet, elle ne concerne que des coûts périodiques.

A noter qu'une partie des ressources humaines intervient à la fois lors de la phase de préparation et de fonctionnement du projet. A ce titre, ces ressources sont considérées comme pérennes et ont été intégrées nativement aux coûts périodiques.

Budget estimé basé sur les normes de dotations cantonales (ch. 4.3.2) pour l'acquisition d'équipements numériques :

Catégorie	Section	Total coûts périodiques 2026-2030 (en milliers de CHF)	Total coûts uniques ⁶ (en milliers de CHF)	TOTAL ¹² (en milliers de CHF)
Acquisition des équipements numériques		-	27 062	27 062
	Achat des équipements, la mise en place et le fonctionnement du portail d'acquisition	-	25 186	25 186
	Coûts d'assurance, de réparation ou de remplacement en cas de panne ou d'incident matériel	-	1 876	1 876
Dispositif de gestion centralisée du parc informatique		6 213	1 395	7 608
	Licences du dispositif de gestion centralisée et de protection numérique	3 493	-	3 493
	Ressources nécessaires à la mise en œuvre et au suivi centralisé du parc informatique	1 670	1 395	3 065 (dont 1.8 EPT)
	Gestion de l'inventaire des équipements numériques	1 050	-	1 050
Support informatique cantonal		21 496	882	22 377
	Responsables informatiques de bassin de CO et frais de formation	12 180	299	12 479 (dont 23 EPT)
	Système de support utilisateur EDU	9 316	583	9 898 (dont 5 EPT)
Conduite du projet et évaluation de la mise en œuvre		2 450	475	2 925
	Phase de préparation	-	475	475
	Phase de fonctionnement	2 450	-	2 450 (dont 3.5 EPT)
Total général		30 158	29 814	59 972

5.2.2.5 Dépenses non-comprises dans le périmètre du projet

Comme expliqué au chapitre 4.1, le périmètre du projet ne couvre pas la formation du corps enseignant et la mise en œuvre d'un réseau de personnes ressource (aspects pédagogiques) ni les équipements numériques pour la pédagogie spécialisée.

¹² Coûts à partir de 2026 : uniques sur la totalité du projet et périodiques de 2026 à 2030

Conformément aux modalités du renvoi, les ressources pédagogiques supplémentaires nécessaires à la mise en œuvre des plans d'études sont intégrées aux budgets ordinaires des services. Dans le message 2021-DFAC-33, elles étaient estimées à 20.1 millions de francs réparties en 4.9 millions de francs pour la formation des enseignant-e-s, 9.2 millions de francs en frais d'accompagnement, principalement avec l'engagement de personnes ressources et 6.0 millions de francs pour l'achat de ressources pédagogiques pour la science informatique ou des logiciels pédagogiques.

La pédagogie spécialisée (IPS) est sortie du périmètre du projet. La répartition des tâches concernant les subventions pour la pédagogie spécialisée n'est par ailleurs pas modifiée. Des besoins supplémentaires dus à la mise en œuvre des plans d'études sont néanmoins nécessaires et inscrits dans les budgets ordinaires.

Enfin, le budget du projet soumis à votation correspond aux dépenses une fois l'entrée en vigueur de la loi, estimée au plus tôt à 2026. Or, le projet a nécessité et nécessitera encore des dépenses préliminaires afin d'étudier, planifier et finaliser la mise en œuvre du projet. Ces coûts initiaux sont estimés à un maximum de 5.2 millions de francs entre 2023 et 2025 (dont près de 2 millions engagés en 2023 et 2024), quasi-exclusivement dédiés aux ressources humaines. L'exactitude de ces estimations dépendra néanmoins de la capacité de dépense de l'Etat de Fribourg en 2025.

5.2.3 Coûts de fonctionnement annuels

Au terme de la mise en œuvre du projet, l'Etat de Fribourg devra assumer des coûts annuels de fonctionnement du parc informatique, y compris le renouvellement des appareils. Ce coût est évalué à 13.12 millions de francs par année.

Le tableau ci-dessous montre les coûts de fonctionnement annuels une fois l'ensemble des écoles entièrement équipées. Ils sont calculés à partir des coûts périodiques du projet.

Catégorie	Section	Coûts de fonctionnement annuels (en milliers de CHF)
Acquisition des équipements numériques		5 793
	Achat des équipements (renouvellement), inclus le fonctionnement du portail d'acquisition	5 037
	Coûts d'assurance, de réparation ou de remplacement en cas de panne ou d'incident matériel	756
Dispositif de gestion centralisée du parc informatique		1 731
	Licences du dispositif de gestion centralisée et de protection numérique	1 205
	Ressources nécessaires au suivi centralisé du parc informatique	316 (dont 1.8 EPT)
	Gestion de l'inventaires des équipements numériques	210
Support informatique cantonal		5 110
	Responsables informatiques de bassin de CO	3 220 (= 23 EPT)
	Système de support utilisateur EDU	1 890 (dont 5 EPT)
Gestion du dispositif		490
	Gestion et fonctionnement du dispositif	490 (= 3.5 EPT)
Total général		13 123

Les coûts de fonctionnement dès 2031 sont plus élevés que le coût du projet rapporté par an (12 millions) sur la période 2026-2030. La raison réside dans le déploiement progressif du parc informatique sur 5 ans. Les coûts de mise en œuvre existent mais sont moins importants que les coûts liés au fonctionnement même du parc : la première année, les coûts d'acquisition de matériel et de licences pour le dispositif de gestion centralisée seront limités aux premiers

appareils déployés et le support n'est pas encore entièrement mis en œuvre dans tous les bassins de CO. Ces coûts deviennent plus importants d'année en année, jusqu'à atteindre le parc et un fonctionnement complet à partir de 2030.

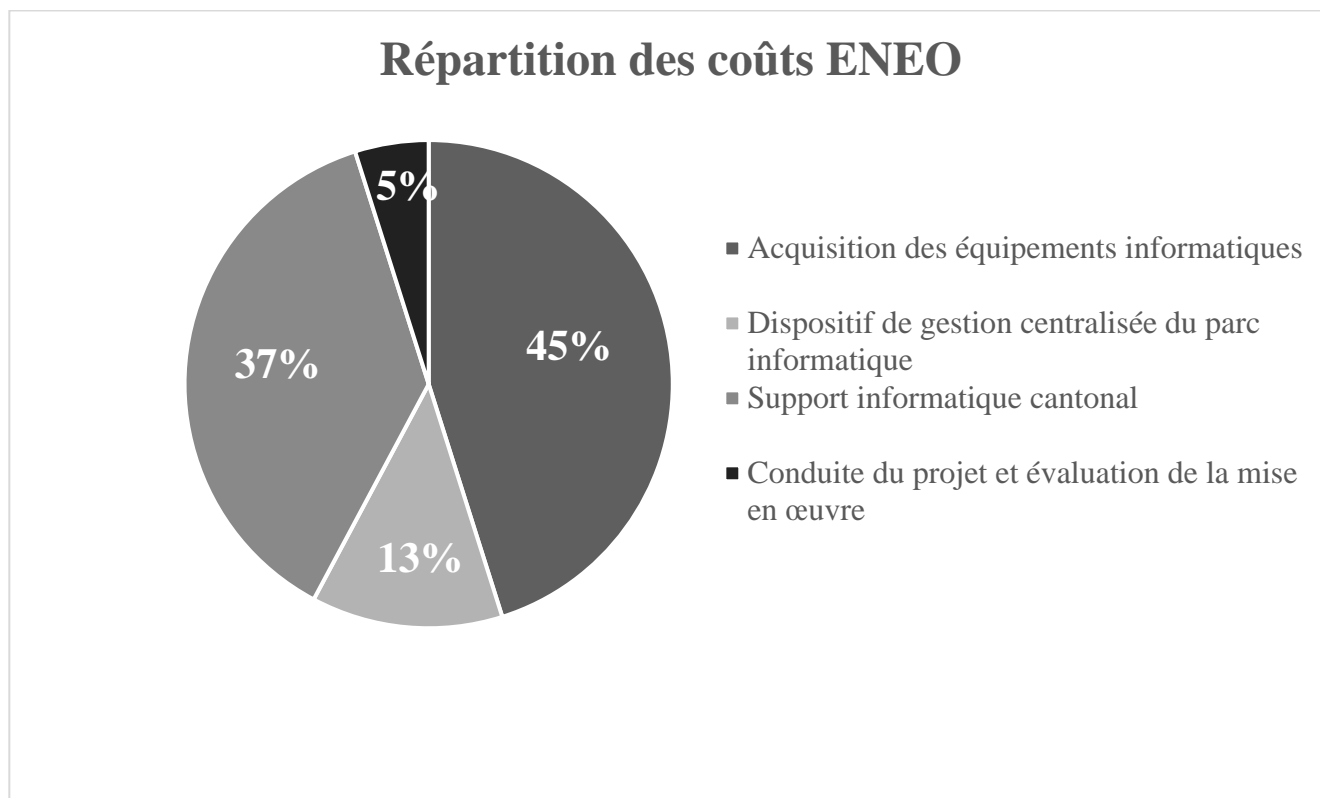
A titre de comparaison, le budget annuel d'acquisition des fournitures scolaires et des moyens d'enseignement s'élève en moyenne à 12.7 millions de francs. Ce montant varie d'une année sur l'autre en fonction notamment de l'introduction de nouveaux moyens d'enseignements.

5.2.4 Récapitulatif

Au sens de la loi sur les finances et dans le cadre de la quantification financière du projet afin de déterminer la nécessité de sa soumission au référendum financier, il s'avère que le coût total se monte à 59.972 millions de francs, dont 27.1 millions pour l'acquisition d'équipements numériques pour l'ensemble des 44 071 élèves prévus (effectifs 2030 estimés), 5061 enseignant-e-s et 330 personnel administratif et travailleurs sociaux. Ce coût est considéré sur 5 ans pour les coûts uniques et périodiques (2026-2030).

L'acquisition de ces équipements numériques nécessite la mise en place d'un dispositif de gestion centralisée pour ces appareils à 7.6 millions de francs, pour les 5 premières années de fonctionnement, et un renforcement du support informatique géré par le canton pour 22.4 millions, également sur les 5 premières années de fonctionnement. La conduite du projet et l'évaluation de la mise en œuvre de ce grand projet implique une mobilisation des ressources à hauteur de 2.9 millions de francs sur 5 ans (2026-2030).

Le schéma ci-dessous montre la répartition des différents types de dépenses du projet.



Le Conseil d'Etat fait remarquer que, depuis le message 2021-DFAC-33 soumis au Grand Conseil en août 2023 et les chiffres présentés en commission du Grand Conseil, les coûts du projet ont été adaptés pour être au plus juste de la réalité. Une comparaison des coûts est ainsi difficilement réalisable, en particulier pour les raisons suivantes :

- > Les années de référence ont été adaptées au délai supplémentaire induit par le renvoi du Grand Conseil et couvrent maintenant une mise en œuvre sur les années 2026 à 2030.
- > Les coûts des équipements numériques ont été adaptés en fonction de l'évolution des prix et correspondent aux types d'appareils identifiés respectant les standards de qualité, de durabilité et de sécurité.

- > Le périmètre a été adapté en fonction du renvoi, avec la sortie des coûts pédagogiques (20.1 millions de francs) et l'ajout de la prise en charge des équipements numériques des élèves du primaire (7.1 millions de francs pour l'acquisition des équipements et des licences associées consécutives à leur prise en charge dans la gestion du parc informatique).
- > Les effectifs ont été ajustés afin de représenter non pas la population scolaire actuelle mais la population cible à l'horizon 2030. Cela représenterait, selon les projections actuelles de l'évolution de la population du canton, environ 100 classes de primaires et 55 classes de secondaire I de plus que les effectifs actuels. Le budget a été ajusté en fonction.

5.2.5 Impact financier pour les communes

Le Conseil d'Etat souligne que le montant total du projet comprend le renouvellement des équipements déjà acquis par les communes, ainsi que les coûts de leur gestion. Sans ce projet de reprise par l'Etat, les communes devront continuer à prendre à leur charge l'acquisition et la gestion des équipements numériques des écoles obligatoires. Une mise à jour et des investissements supplémentaires en équipement numérique sont en effet nécessaires pour assurer les besoins pédagogiques liés aux exigences des plans d'études. L'introduction du PER EdNum implique des investissements importants dans la partie francophone. Les dotations indiquées dans le présent projet reflètent les besoins en équipement, quelle que soit la source de financement. Le coût de fonctionnement annuel de 13.12 millions de francs calculé pour le projet, qu'il est proposé de porter à la charge de l'Etat, est donc entièrement soustrait aux dépenses annuelles des communes. Ces dernières réalisent dès lors un gain financier équivalent aux charges reportées sur l'Etat.

En ce qui concerne l'infrastructure des écoles obligatoires, la mise à niveau de plusieurs établissements scolaires est nécessaire et reste à la charge des communes. Une estimation chiffrée de l'impact financier du déploiement du projet par commune dépend du contexte des établissements scolaires sous leur responsabilité et des investissements déjà consentis. Un groupe de travail sera mis en place incluant des représentant-e-s des communes. Celles qui le souhaitent pourront évaluer ces coûts grâce à une expertise lors de la phase de préparation. Cette expertise sera à la charge des communes. Entre-temps, un calculateur simplifié a été mis à disposition de chaque commune afin d'estimer les dépenses nécessaires à la mise à niveau de l'infrastructure (connexion et périphériques).

5.2.6 Introduction d'une bascule fiscale

Comme relevé au chapitre 2.4, le Conseil d'Etat a, depuis les débats de décembre 2023 sur la première version du présent projet, constaté une détérioration significative des perspectives financières de l'Etat. Les difficultés annoncées lors du bouclage des comptes 2023 se sont confirmées lors de l'élaboration du budget 2025, respectivement lors de l'actualisation du plan financier. Les résultats intermédiaires dudit plan financier obligent le Conseil d'Etat à élaborer un programme d'assainissement des finances.

Dès la mise en œuvre du projet, le montant récurrent de 13.12 millions de charges supplémentaires pour le canton correspond aux charges en moins assumées par les communes. Dans le contexte financier présenté ci-dessus, l'Etat doit pouvoir compenser ces conséquences financières, afin de ne pas impacter d'autres projets prioritaires. Pour le contribuable fribourgeois, l'opération de transfert des communes vers l'Etat doit être neutre du point de vue fiscal. Le Conseil d'Etat a ainsi décidé de l'introduction d'une compensation financière de ce transfert de tâche, selon l'instrument de la bascule fiscale. Celle-ci correspond à une modification de la répartition des ressources fiscales entre l'Etat et les communes, soit une augmentation des coefficients annuels des impôts cantonaux sur les personnes physiques et sur les personnes morales et une réduction correspondante des coefficients d'impôts communaux.

A titre d'exemple, une modification de 1 point du coefficient fiscal représente un montant de l'ordre de 11.65 millions de francs (statistique fiscale 2022). Le montant nouvellement pris en charge par le canton étant de quelque 13.12 millions de francs par année (moyenne annuelle dès 2031, année à partir de laquelle les renouvellements prennent un rythme pérenne), la bascule fiscale entre le canton et les communes devrait correspondre à 1,13 point pour les personnes physiques comme pour les personnes morales. Les coefficients annuels d'impôts sont actuellement fixés à 96 % sur les personnes physiques et 100 % sur les personnes morales (loi du

22 novembre 2023 fixant le coefficient annuel des impôts cantonaux directs de la période fiscale 2024, RSF 631.12) ; un accroissement de 1,13 point porterait le nouveau coefficient annuel d'impôts à 97,13 % pour les personnes physiques et 101,13 % pour les personnes morales. Pour les communes, la charge en moins devra être soustraite du rendement de l'impôt communal (montant de l'impôt cantonal multiplié par le coefficient d'impôts communal actuel) ; le résultat comparé au montant de l'impôt cantonal permettra de calculer un coefficient d'impôt idéal pour chaque commune afin de lui assurer une opération blanche. Le calcul de ces modifications tiendra compte de la masse des impôts des personnes physiques et des personnes morales.

Pour la majorité des contribuables fribourgeois, cette bascule fiscale consistera globalement en une opération blanche et aura une incidence insignifiante. Les nouveaux coefficients d'impôts communaux seront communiqués par le Service des communes et devront être portés à la connaissance des citoyennes et citoyens lors des assemblées communales ou lors des conseils généraux. Il est à noter que les coefficients d'impôts peuvent encore être modifiés par les communes pour d'autres raisons que celles liées à cette bascule.

Le Conseil d'Etat souligne que cette bascule fiscale est indispensable pour la réalisation du projet. Son absence mettrait en péril la possibilité de réaliser ce projet, en raison de moyens financiers insuffisants compte tenu des perspectives budgétaires délicates décrites plus haut.

5.3 Effets sur le développement durable

L'évaluation Boussole 21 s'est tenue le 12 avril 2024, organisée par le bureau de la durabilité de la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement. Cet outil permet d'évaluer un projet sur les différents critères liés au développement durable. Etant donné l'évolution du projet, elle remplace la première évaluation datant de mai 2021. Le rapport complet de l'évaluation est disponible en annexe. En voici les conclusions :

D'une part, l'évaluation prend en compte qu'une partie des équipements numériques est déjà dans les écoles qui présentent de fortes disparités. Ce matériel sera remplacé progressivement durant la mise en œuvre du projet. Elle note que des standards de qualité, sécurité et de durabilité des appareils sont prévus. Les dotations s'adaptent aux âges des élèves et des besoins d'apprentissages et respectent la volonté du Grand Conseil. La demande des député-e-s d'équiper les élèves des cycles d'orientation en 1 :1 (1 équipement par élève) augmente automatiquement le parc informatique pour ces degrés par rapport à la situation actuelle. Le parc informatique des écoles primaires évoluera toutefois très peu. Un bilan des émissions de gaz à effet de serre a été établi.

D'autre part, l'évaluation considère l'importance du contexte d'utilisation des appareils pour aborder la problématique du temps d'écran. Les équipements numériques sont utilisés à des fins pédagogiques, selon des objectifs d'apprentissages définis. L'utilisation des appareils est progressive, en fonction de l'âge des élèves et l'éducation numérique se fait principalement de manière débranchée chez les plus petits. Bien que le projet ne prenne pas en charge les coûts de mise en œuvre des plans d'études, il est conçu pour répondre aux bonnes pratiques pédagogiques dans ce domaine. La formation et l'accompagnement des enseignant-e-s en matière d'éducation numérique font l'objet d'un traitement distinct. Ils restent des prérequis à l'accès au portail d'acquisition et donc aux commandes d'équipement.

Sur les 20 points évalués, le projet est concerné par 11 points. Il en ressort des aspects positifs et des points à surveiller.

Aspects positifs :

Formation et éducation : Le projet permettra de mettre en place les conditions nécessaires à une formation équitable des élèves en matière de compétences numériques, en répondant aux exigences du marché du travail et en favorisant l'insertion sociale dans la vie citoyenne.

Égalité des chances : Une dotation minimale et des standards uniformes sont fixés pour garantir l'égalité des chances entre tous les élèves, en comblant les disparités entre les communes et les régions linguistiques.

Gouvernance et partenariat : Les communes seront étroitement impliquées dans la mise en œuvre du projet, assurant une coordination efficace et une adaptation aux réalités locales.

Points à surveiller :

Qualité de l'air et consommation d'énergie : L'augmentation du nombre d'appareils électroniques aura un impact sur la consommation d'énergie. Des mesures devront être mises en place pour optimiser l'efficacité énergétique et rationaliser l'exposition aux ondes électromagnétiques.

Changements climatiques et santé : L'empreinte carbone du projet est modérée, mais il est important de fixer des objectifs clairs de réduction des émissions de CO₂ et de mettre en place des mesures de prévention pour limiter les effets négatifs sur la santé des élèves liés à une utilisation excessive des écrans.

Gestion publique : Le transfert de charges des communes vers l'Etat nécessite un financement adéquat, tout en veillant à une utilisation efficiente des ressources publiques.

En conclusion, le projet présente des opportunités importantes pour améliorer la formation et l'éducation des élèves en matière de compétences numériques, tout en garantissant l'égalité des chances. Cependant, il est essentiel de prendre en compte les aspects environnementaux et sanitaires du projet et de mettre en place des mesures adéquates pour minimiser les impacts négatifs potentiels. Une communication claire, un financement adapté, et une collaboration étroite entre les différentes parties prenantes seront cruciales pour la réussite du projet.

5.4 Conséquences sur l'organisation permanente et les autres projets cantonaux

5.4.1 Les projets cantonaux

La mise en œuvre du programme d'harmonisation des systèmes d'informations des écoles du canton de Fribourg (HAE) est un prérequis pour la mise en œuvre du présent projet. Celui-ci permet de fournir des statistiques et des effectifs précis, d'identifier, de déterminer le rôle et surtout de gérer les données administratives de l'ensemble des acteurs de l'éducation (élèves, personnel enseignant, personnel administratif cantonal, personnel auxiliaire). Le déploiement de matériel et de logiciels dans les établissements ainsi que leur gestion devront se baser sur des référentiels de données précis et fiables, incluant la description de l'organisation des écoles et des classes, ainsi que les rôles et les accès de chaque utilisateur-trice.

Le présent projet est lié à la mise en œuvre du volet éducation numérique des plans d'études (ch. 2.2) par les services de l'enseignement obligatoire. Des ressources supplémentaires pour y parvenir étaient initialement intégrées dans la stratégie cantonale d'éducation numérique du 22.08.2023 (ch. 2.1.1). Le Grand Conseil a demandé, par les modalités du renvoi (ch. 2.1.2), que les ressources pédagogiques nécessaires à cette mise en œuvre soient intégrées aux budgets ordinaires des services. En outre, la formation et l'accompagnement du corps enseignant sont des prérequis à la commande des équipements numériques via le portail d'acquisition (ch. 4.2.2) prévu par le présent projet. Les dotations en équipement numérique sont basées sur les objectifs pédagogiques fixés par les plans d'études.

5.4.2 Les unités administratives cantonales impactées

Un comité de pilotage, sous la présidence de la DFAC, supervisera la réalisation du projet ENEO. En plus des services de l'enseignement obligatoire ordinaires, porteurs du projet, plusieurs unités administratives cantonales sont impactées par le programme.

Le Centre de compétences Fritic assure un rôle central dans l'harmonisation, la réalisation et l'exploitation des systèmes d'information pour l'éducation et bénéficie d'une autonomie en matière d'outils à des fins pédagogiques. La concentration des moyens lui permet de conduire les projets relevant de son domaine d'expertise. Il assure en particulier, sous l'égide du comité de pilotage et en parfaite coordination avec les autres services de l'Etat, l'atteinte des objectifs, le suivi du calendrier et des ressources financières et humaines sous sa responsabilité.

L'Office cantonal du matériel scolaire (OCMS) aura pour mandat la mise en œuvre et la gestion du portail d'acquisition selon les modalités décrites chapitre 4.2.

Le Service informatique de l'Etat (SITel) est un partenaire privilégié du projet, notamment en termes de conseils et de soutien pour la mise en place des solutions gestion technique centralisées pour les écoles. Le SITel sera en particulier mis à contribution pour permettre l'évaluation de la sécurité informatique des systèmes en effectuant régulièrement

des audits de sécurité. Pour le reste, il est renvoyé aux attributions et responsabilités du SITel découlant de l'ordonnance sur la gouvernance de la digitalisation et des systèmes d'information de l'Etat (ROF 122.96.11 ; ci-après : « ordonnance sur la gouvernance »).

5.4.3 Autres entités impactées

Les instituts de formation cantonaux (HEP|PH FR, UniFR), sont responsables pour la formation continue du personnel enseignant en éducation numérique, prérequis à la commande d'équipement. Le regroupement prochain des institutions fribourgeoises de formation à l'enseignement représente une opportunité dans ce domaine.

L'Association des communes fribourgeoises sera étroitement associée au projet, en particulier pour la mise en œuvre sur le terrain, en tenant compte de la répartition des tâches.

La DFAC assure le lien avec les organes intercantonaux (CIIP, NW EDK et CDIP) concernant la politique d'éducation.

5.5 Effets sur la répartition des tâches Etat-communes

L'adoption de la motion Perler / Bündel 2019-GC-139 détaillée au ch. 2.1.1 entraîne une modification de la loi scolaire, intégrée dans le présent projet (ch. 5). Cette modification impacte de manière sensible la répartition des tâches entre l'Etat et les communes du canton concernant l'équipement numérique dans les écoles et les institutions de pédagogie spécialisée.

Nouvellement à la charge de l'Etat et à décharge des communes :

- > Mise à disposition d'une solution d'acquisition centralisée (portail d'acquisition, responsabilité de l'OCMS) ;
- > Mise à disposition et gestion du cycle de vie de l'équipement numérique des élèves, du corps enseignant et du personnel administratif cantonal des écoles de scolarité obligatoire ordinaire (gestion des fournisseurs, de la responsabilité de l'OCMS) ;
- > Financement de l'équipement numérique des élèves des écoles de scolarité obligatoire ordinaire selon les normes de dotation minimales fixées par le canton ;
- > Financement de l'équipement numérique du corps enseignant et du personnel administratif cantonal (voir Glossaire) des écoles de scolarité obligatoire ordinaire ;
- > Financement de la gestion globale du parc informatique pour les élèves, le corps enseignant et le personnel administratif cantonal (voir Glossaire) des écoles de scolarité obligatoire ordinaire ;
- > Financement du système de gestion des incidents et des interventions techniques sur l'équipement numérique pour les élèves, le corps enseignant et le personnel administratif cantonal (voir Glossaire) des écoles de scolarité obligatoire ordinaire ;
- > Financement du personnel stratégique (chef-fe-s de projet, responsables de dossiers, collaborateurs-trices pédagogiques et scientifiques, ...) nécessaire pour la mise en œuvre du projet ;
- > Financement des groupes de travail prévus pour la mise en œuvre du projet ;

Reste à la charge de l'Etat :

- > Financement des responsables techniques/informatiques applicatifs ;

Restent à la charge des communes :

- > Financement des équipements du personnel engagé par la commune (secrétaire, personnel des services de logopédie, psychologie et psychomotricité, ...) ¹³ ;
- > Financement des états des lieux du niveau des infrastructures présentes dans les écoles ;
- > Financement de la mise à niveau des infrastructures ;
- > Financement de la maintenance de l'infrastructure informatique des écoles ;

¹³ Le matériel pour ce personnel sera fourni par le dispositif cantonal et l'acquisition sera refacturée à la commune

- > Financement de l'équipement numérique supplémentaire des élèves des écoles de la scolarité obligatoire ordinaire (au-delà des normes de dotation cantonales minimales), via le portail d'acquisition géré par l'OCMS ;
- > Financement des décharges pour les mandats de responsables informatiques d'établissement (support informatique de proximité) ;
- > Financement des interventions techniques des entreprises informatiques externes sur l'infrastructure ;
- > Financement du mobilier en adéquation ainsi que les périphériques informatiques (voir Glossaire) ;
- > Financement des factures d'électricité ;
- > Financement des coûts liés aux impressions, scans et photocopies (prise en charge partielle par le canton des photocopies)¹⁴ ;

5.6 La constitutionnalité, la conformité au droit fédéral et l'eurocompatibilité du projet

Le présent projet est conforme au droit fédéral et à la Constitution cantonale. Il ne présente pas d'incompatibilité avec le droit européen.

5.7 Suite définitive à des interventions parlementaires

Le présent projet donne une suite définitive à la motion Daniel Perler / Urs Bürdel 2019-GC-139 « Tous les élèves des cycles d'orientation doivent être équipés d'un appareil électronique individuel » (prise en considération : 15.09.2020).

5.8 Soumission aux référendums législatif et financier obligatoire

Le présent projet de loi est soumis au référendum législatif.

Le montant cumulé des charges financières sur 5 ans étant supérieur au seuil du référendum financier obligatoire, qui est de 44°683°182 francs (ordonnance du 4 juin 2024, RSF 612.21), le présent projet est soumis au référendum financier obligatoire.

6 Conclusion

La numérisation est devenue une réalité incontournable de notre société. Face à ce constat, les plans d'études de la scolarité obligatoire, le LP 21 et le PER, ont intégré l'éducation numérique aux apprentissages, avec pour objectif de favoriser un usage compétent, responsable et conscient des outils numériques. L'école a ainsi l'opportunité de jouer un rôle clé dans l'accompagnement des citoyens et citoyennes de demain, leur donnant les clés afin de relever les nouveaux défis liés à l'évolution technologique. Elle seconde les parents dans leur responsabilité éducative.

Le Conseil d'Etat a l'obligation de mettre en œuvre les plans d'études, dans le cas présent. L'éducation numérique requiert un cadre matériel et organisationnel spécifique, permettant l'atteinte des objectifs pédagogiques. Dans ce contexte, la loi scolaire établit aujourd'hui que les communes sont responsables des équipements et de l'infrastructure informatiques des établissements scolaires.

En parallèle, le Conseil d'Etat doit répondre à la volonté du Grand Conseil exprimée par la motion 2019-GC-139 et le renvoi du 19.12.2023. Cela implique un transfert de tâches des communes vers le canton concernant la prise en charge financière et la gestion du parc informatique des écoles obligatoires, c'est-à-dire les équipements numériques des élèves, du corps enseignant et du personnel administratif cantonal. Cette nouvelle répartition impose la modification de la loi scolaire. Une dotation individuelle des élèves au CO (9H à 11H) est également exigée par les député-e-s.

¹⁴ La question de la prise en charge des photocopieuses fera l'objet d'un groupe de travail indépendant du projet ENEO, une fois que l'impact de l'éducation numérique sur les photocopies pourra être mieux évaluée.

La reprise du parc informatique par l'Etat a des implications opérationnelles et financières. L'Etat doit mettre en place un système d'acquisition et de gestion des équipements numériques des établissements de la scolarité obligatoires, en lieu et place des communes. Ceci inclut notamment la gestion des logiciels et applications ainsi qu'une assistance technique de proximité. Cette mise en œuvre nécessite un suivi de projet conséquent. Le coût de l'opération se monte à 59.972 millions de francs pour les cinq premières années de mise en œuvre, respectivement un coût récurrent d'environ 13.12 millions de francs par année de manière pérenne dès 2031. L'importance du transfert de charges des communes vers l'Etat impose qu'un financement adéquat soit prévu : ce financement se concrétise par le biais d'une bascule fiscale.

La reprise des équipements numériques par l'Etat présente plusieurs avantages pour les élèves et les enseignant-e-s. Elle permet une harmonisation des équipements numériques aujourd'hui très disparates, favorisant ainsi l'égalité des chances dans l'acquisition des compétences numériques. Elle assure une plus grande rationalisation des acquisitions en appareils, grâce à des dotations minimales progressives par degrés scolaires et des standards de qualité, de sécurité et de durabilité pour ces appareils.

Sur demande du Grand Conseil, le Conseil d'Etat a fourni plusieurs documents d'expertise concernant la santé, la durabilité et l'expérience dans d'autres cantons ou pays. Ces documents basés sur une démarche scientifique offrent un regard externe sur les réflexions faites par les services de l'enseignement et montrent une cohérence avec l'état des connaissances dans ces domaines. Ils fournissent des réponses étayées à certaines craintes rapportées dans le débat sur le numérique dans l'enseignement.

Etant donné ce qui précède, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à accepter le projet de modification de la loi scolaire relatif à la reprise cantonale du financement et de la gestion du parc informatique de l'école obligatoire (1H-11H) selon les modalités et avec les ressources définies dans le présent message.

Annexes

—

1. Rapport de consultation de la Stratégie EdNum
 2. Etat des lieux du parc informatique de l'école obligatoire au 31.12.2023
 3. Bilan des expériences de numérisation de l'éducation : rapport
 - 3.1 Bilan des expériences de numérisation de l'éducation : recommandations et conditions à remplir
 - 3.2 Bilan des expériences de numérisation de l'éducation : état des lieux des équipements par élève
 - 3.3 Rapport de suivi sur l'expérience 1:1 des CO Singinois (uniquement en allemand)
 - 4.1 Rapport de l'évaluation Boussole 21
 - 4.2 Rapport IRDP sur les effets de l'exposition aux écrans des enfants et des adolescent-e-s
 - 4.3 Bilan de l'impact environnemental du déploiement du projet
5. Calculateur de coût d'investissements pour une mise à niveau de l'infrastructure informatique d'une école

Glossaire

Contrat-cadre : un contrat-cadre fait référence à un accord conclu entre une entité publique et un fournisseur. Ce contrat établit les conditions générales pour la fourniture de biens ou de services sur une période déterminée. Plutôt que de négocier des contrats distincts pour chaque transaction, un contrat-cadre permet aux parties de convenir des termes et conditions qui régiront les transactions futures pendant la durée spécifiée du contrat.

Équipement numérique : l'équipement numérique est un terme générique qui renvoie aux ordinateurs ou aux tablettes qui sont utilisés par les enseignant-e-s, le personnel administratif cantonal ou les élèves. L'ensemble des équipements numériques est désigné par « parc informatique » (voir définition).

Infrastructure informatique : elle regroupe la connexion (les éléments électriques et réseaux, principalement des câbles, des bornes Wifi, des commutateurs réseau ...) et les périphériques informatiques (voir définition). Elle ne prend pas en compte les équipements numériques (voir définition).

Périphériques informatiques : les périphériques dans le domaine de l'informatique sont tous les éléments amovibles connectés à l'ordinateur qui lui apportent des fonctionnalités. Ils sont connectés soit à l'entrée des données, comme la souris, le stylet ou le microphone, soit à la sortie, comme le beamer, le casque audio ou l'imprimante.

LP 21 - Lehrplan 21 : le Lehrplan 21 est un plan d'études établi conjointement par les trois conférences des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique alémaniques (dont la NW EDK). Il a pour objectif l'harmonisation des objectifs de formation de l'école publique des 21 cantons germanophones et plurilingues et permet ainsi la mise en œuvre de la volonté populaire en matière de politique de formation selon les prescriptions de la Constitution fédérale. Le Lehrplan 21 est entré en vigueur dans les toutes écoles germanophones du canton de Fribourg au début de l'année scolaire 2019/20, pour tous les cycles et toutes les années de scolarité.

Moyens techniques auxiliaires : dans le domaine de l'enseignement spécialisé, il s'agit d'une mesure de compensation des désavantages pour les élèves à besoins particuliers. Ces moyens techniques comprennent des outils numériques, comme par exemple, un logiciel facilitant la lecture, une tablette avec des fonctionnalités spécifiques adaptées au handicap de l'élève.

OpenSource : la désignation open source, ou code source ouvert, s'applique aux logiciels (et s'étend maintenant aux œuvres de l'esprit) dont la licence respecte des critères précisément établis par l'Open Source Initiative, c'est-à-dire les possibilités de libre redistribution, d'accès au code source et de création de travaux dérivés. Mis à la disposition du grand public, ce code source est généralement le résultat d'une collaboration entre programmeurs.

Parc informatique : le parc informatique désigne ici l'ensemble des équipements numériques (voir définition) des élèves, des enseignant-e-s et du personnel administratif cantonal. Il ne comprend pas l'infrastructure informatique (voir définition) des établissements scolaires.

PER - Plan d'études romand : le plan d'études romand (PER) détermine un projet global de formation de l'élève dans la partie francophone. Il décrit ce que les élèves doivent apprendre durant leur scolarité obligatoire et les niveaux à atteindre à la fin de chaque cycle (fin de 4^e, 8^e et 11^e année). Le PER s'inscrit à la fois dans le contexte de la Constitution fédérale (art. 62, al. 4) et de l'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (Accord HarmoS). Le PER a été adopté en mai 2010, il a été révisé en mai 2021 afin d'intégrer les nouveaux apprentissages relevant de l'éducation numérique.

Personnel administratif cantonal des écoles : personnel exerçant une fonction non-enseignante engagé par l'Etat et travaillant dans les écoles. Sont considérés comme du personnel administratif cantonal des écoles les fonctions suivantes pour l'école ordinaire : travailleurs sociaux et travailleuses sociales en milieu scolaire (TSS), direction d'école, adjoint-e-s de directions. Pour les institutions de pédagogie spécialisée, cela concerne les fonctions suivantes : direction d'institution, responsables pédagogiques, membres de l'administration (secrétariat et

comptabilité), cuisinier, intendance et service technique, les professionnels des IPS (logopédistes, psychologues, psychomotricien-ne).

Plan d'études : les plans d'études définissent les connaissances et compétences que les élèves doivent acquérir au cours de la scolarité obligatoire. En Suisse, il en existe trois : le LP 21 pour la partie germanophone ; le PER pour la partie francophone ; le Piano di studio pour la partie italophone.

Prestations techniques liées à l'équipement numérique : pour qu'un équipement numérique fonctionne, le fournisseur doit assurer plusieurs prestations techniques comme par exemple, la livraison, le support matériel de l'équipement numérique ou le recyclage du matériel en fin de vie. Ces prestations techniques sont incluses dans le contrat-cadre pour la mise à disposition de l'équipement numérique via le portail d'acquisition et ne concernent pas les problèmes liés à l'utilisation de produits informatiques.

Fribourg, le 28 août 2023

1. Organisation de la consultation

La Direction de la formation et des affaires culturelles (DFAC) a mis en consultation le rapport explicatif de la stratégie d'éducation numérique de l'école obligatoire ordinaire et spécialisée du canton de Fribourg (Stratégie EdNum) du 31.03.2022 au 30.06.2022. Ce document décrivait le cadre de référence de la stratégie et les modalités de leur mise en œuvre. Il présentait également l'avant-projet de modification de la loi scolaire faisant suite à l'adoption par le Grand Conseil de la motion 2019-GC-139. Une centaine de prises de position a été transmise lors de la consultation par courrier ou via le formulaire de consultation. Les dernières réponses sont parvenues à la DFAC à la mi-juillet 2022.

La liste des organes consultés est la suivante :

- > Les Directions du Conseil d'Etat
et, par elles, les services et institutions concernés
- > La Chancellerie d'Etat
- > Le Service de législation
- > L'Autorité cantonale de la transparence et de la protection des données
- > L'Association du Personnel Administratif des Communes du District du Lac
- > L'Association des cadres supérieurs et magistrats, magistrates de l'Etat de Fribourg
- > L'Association fribourgeoise des agent-e-s d'administration communale (AFAAC)
- > Les Archives de l'Etat AEF
- > L'Association fribourgeoise des sports
- > La Chambre de commerce Fribourg
- > La Chambre fribourgeoise d'agriculture
- > Le Comité de l'Association des communes fribourgeoises
- > Les communes fribourgeoises
- > La Conférence des Communes de Montagnes Fribourgeoises
- > La Conférence des préfets
- > La Conférence des syndics des chefs-lieux et des grandes communes
- > Le Conseil des jeunes

- > La Fédération des Associations du Personnel du Service public du canton de Fribourg (incl. SSP)
- > La Fédération fribourgeoise des Retraités
- > La Fédération Patronale et Economique
- > La Fédération romande des consommateurs, section fribourgeoise
- > La Fédération suisse des sourds (SGB-FSS)
- > La Fédération suisse des Opticiens, section fribourgeoise
- > Frisbee, Réseau fribourgeois des organisations de l'enfance et de la jeunesse
- > Jugendorganisationen
- > Le Lobby parents suisse, section Fribourg
- > Les Remontées Mécaniques Alpes Fribourgeoises
- > La Société Suisse de l'industrie du gaz et des eaux (SSIGE)
- > L'Union patronale du canton de Fribourg
- > L'Union suisse des professionnels de l'immobilier Fribourg (USPI Fribourg)
- > Sensebezirks
- > Syna Fribourg-Neuchâtel
- > Santéuisse
- > L'Association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire AFM
- > L'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) – Fribourg
- > Insertion Fribourg
- > Bio Fribourg
- > L'Union syndicale fribourgeoise
- > Unia Région Fribourg, secrétariat régional
- > La Paroisse réformée de Fribourg
- > Les partis politiques - Politische Parteien
 - > Le Centre Fribourg
 - > Le Parti libéral-radical fribourgeois
 - > Le Parti socialiste
 - > L'Union démocratique du Centre
 - > Le Centre Gauche-PCS Fribourg
 - > Les Verts Fribourg
 - > Le Parti évangélique du canton de Fribourg
 - > Le Parti vert'libéral du canton de Fribourg
 - > Verein Freie Wähler Sense
- > La Société Pédagogique Fribourgeoise Francophone (SPFF)
- > Dachverband der Freiburger Lehrerschaft (DFL)
- > Klimastrike Fribourg

- > La Conférence des inspecteurs scolaires du service de l'enseignement obligatoire de langue française SEnOF
- > Konferenz der Schulinspektorinnen und Schulinspektoren des Amtes für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht DoA
- > Conférence des Directions du cycle d'orientation du service de l'enseignement obligatoire de langue française SEnOF
- > Conférence des Directions de l'école primaire du service de l'enseignement obligatoire de langue française SEnOF
- > Die Schuldirektorenkonferenz des Amtes für deutschsprachigen obligatorischen Unterricht DOA
- > La Conférence des Directions des écoles du secondaire 2 (CODESS)
- > L'Association des Directions du cycle d'orientation du service de l'enseignement obligatoire de langue française SEnOF
- > Verein der Schulleiterinnen und Schulleiter Deutsch Freiburg
- > L'Association des Directions de l'école primaire du service de l'enseignement obligatoire de langue française SEnOF
- > La Fédération des Associations des Parents d'élèves du canton de Fribourg (FAPEF)
- > Schule&Elternhaus Kanton Freiburg
- > L'Association des Maîtres du Cycle d'Orientation Fribourgeois Francophone (AMCOFF)
- > L'Association Romande des Logopédistes diplômés, section Fribourg (ARLDfr)
- > Freiburger LogopädInnenverein (FLV)
- > La Commission permanente de l'enseignement spécialisé (CPES)
- > La Conférence des directions des services de logopédie, psychologie et psychomotricité (CDSLPP)
- > L'Université de Fribourg
- > L'Assemblée du personnel enseignant UNIFR
- > L'Association des étudiant-e-s UNIFR
- > La Haute école pédagogique Fribourg HEP FR
- > L'Association des professeur-e-s HEP
- > L'Association des étudiant-e-s HEP
- > REPER

2. Résultats de la consultation

91 prises de position sont parvenues à la DFAC, soit en détail :

2.1. Communes :

- > Association des communes fribourgeoises (ACF)
- > 44 conseils communaux (36 francophones et 8 alémaniques)

- > Conférence des syndics des chefs-lieux et des grandes communes
- > 3 associations de communes pour le cycle d'orientation (1 francophone et 2 germanophones)
- > Association fribourgeoise des agent-e-s d'administration communale (AFAAC)
- > Association des bibliothèques fribourgeoises Biblio FR

2.2. Ecoles :

- > Haute Ecole pédagogique (HEP)
- > Université de Fribourg (UNIFR) :
 - Département des sciences de l'éducation et de la formation (DSEF)
 - Institut de formation à l'enseignement au secondaire (IFE)
- > Association Générale des Etudiant·e·x·s de l'Université de Fribourg (AGEF)
- > 1 école primaire (germanophone)
- > 1 cycle d'orientation (francophone)

2.3. Personnel et autorités scolaires :

- > Conférences du SEnOF :
 - Conférence des directeurs/trices des écoles du cycle d'orientation (CDCO)
 - Conférence des directions d'école primaire (CDEP)
 - Conférence des inspecteurs et inspectrices scolaires (CINS)
 - Conférence (francophone) des inspecteurs/trices et des conseillers/ères pédagogiques (CIR)
 - Groupement des responsables d'établissement francophones (RE francophones)
- > Conférences du DOA :
 - Schule Direktorenkonferenz – OS (SDK OS)
 - Schule Direktorenkonferenz – Primarschule (SDK PS)
 - Konferenz der Schulinspektoren und Schulinspektorinnen Deutschfreiburg (SIK)
- > Conférence des Directions des écoles du secondaire 2 (CODESS)
- > Fédération des associations du personnel des services publics (FEDE) par :
 - l'Association des directions des Cycles d'orientation (ADCO),
 - l'Association des Maîtres du Cycle d'Orientation Fribourgeois Francophone (AMCOFF),
 - la Société Pédagogique Fribourgeoise Francophone (SPFF)
 - la Lehrerinnen und Lehrer Deutschfreiburg (LDF)
- > Syndicat des services publics (SSP)

2.4. Organes officiels consultés :

- > 6 partis politiques (Le Centre, PLR Fribourg, le Groupe PS du Grand Conseil, UDC, Les Vert·e·s, Le Centre-Gauche-PCS Fribourg)
- > Etat de Fribourg :
 - 4 Directions du Conseil d'Etat (DEEF, DIAF, DSAS, DSJS)
 - Administration des finances (Afin - DFIN)
 - Service de législation (SLeg - DFIN)
 - Service de l'informatique et des télécommunications (SITel - DFIN)
 - Service de l'environnement (SEn - DIME)
 - Autorité cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation (ATPrDM - DFIN)
 - Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille (BEF - DSAS)
- > Fédération des associations de parents d'élèves fribourgeois (FAPEF)
- > Schule & Elternhaus Kanton Freiburg
- > Grands-parents pour le climat Fribourg / Klima-Grosseltern CH
- > Parents pour le climat / Eltern fürs Klima – Fribourg
- > XR-Fribourg
- > Insertion Fribourg
- > Parc naturel régional Gruyère Pays-d'Enhaut
- > Union Patronale du Canton de Fribourg (UPCF)
- > Association des cadres supérieurs et des magistrats, magistrates de l'Etat de Fribourg (ACSM)

2.5. Organes de la DFAC ou collaborant avec la DFAC :

- > Harmonisation des systèmes d'information pour la gestion de l'environnement administratif des écoles (HAE)
- > REPER

2.6. Réponses individuelles :

- > 2 collaborateurs/trices pédagogiques
- > 1 institution spécialisée

2.7. Liste des abréviations :

Pour la suite de ce rapport, les **abréviations** suivantes seront utilisées :

ACF	Association des communes fribourgeoises
ACSM	Association des cadres supérieurs et des magistrats de l'Etat de Fribourg

AFAAC	Association fribourgeoise des agent-e-s d'administration communale
AFIN	Administration des finances
AGEF	Association Générale des Etudiant·e·x·s de l'Université de Fribourg
AMCOFF	Association des Maîtres du Cycle d'Orientation Fribourgeois Francophone
ATPrDM	Autorité cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation
BEF	Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille
CDCO	Conférence (francophone) des directeurs/trices des écoles du CO
CDEP	Conférence des directions d'Ecole primaire
CIR	Conférence (francophone) des inspecteurs/trices et des conseillers/ères pédagogiques
CO	Cycle d'orientation
CODESS	Conférence des Directions des écoles du secondaire 2
Cosahl	Association du cycle d'orientation de la Sarine-Campagne et du Haut-Lac français
DEEF	Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle
DFAC	Direction de la formation et des affaires culturelles
DFIN	Direction des finances
DIAF	Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts
DIME	Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement
DSAS	Direction de la santé et des affaires sociales
DSJS	Direction de la sécurité, de la justice et du sport
EPT	Equivalent plein-temps
FAPEF	Fédération des associations de parents d'élèves francophones
HAE	Harmonisation des systèmes d'information pour la gestion de l'environnement administratif des écoles (ou HarmAdminEcoles)
HEP	Haute Ecole pédagogique Fribourg
LDF	Lehrerinnen und Lehrer Deutschfreiburg
OS	Orientierungsschule
PCS	Parti chrétien-social
PLR	Parti libéral-radical Fribourg
PS	Parti socialiste
RE francophones	Groupement des responsables d'établissement francophones
SDK	Deutschsprachige Schuldirektorenkonferenz
SEn	Service de l'environnement (DIME)
SIK	Konferenz der Schulinspektoren und Schulinspektorinnen Deutschfreiburg

SITel	Service de l'informatique et des télécommunications (DFIN)
SLeg	Service de législation
SPFF	Société Pédagogique Fribourgeoise Francophone
SSP	Syndicat suisse des services publics
UDC	Union démocratique du Centre du canton de Fribourg
UPCF	Union Patronale du Canton de Fribourg
XR-Fribourg	Extinction Rebellion Fribourg

3. Retours de la consultation par prise de position écrite

Les services de la DFIN ont rendu leur avis par prises de position écrites.

L'AFin tient à rappeler que l'action de l'Etat est soumise au principe de la gestion économe et judicieuse des moyens (LFE art.7). Dans le cadre du projet de stratégie, deux variantes de mise en œuvre sont présentées. La variante qui semblerait la plus favorable économiquement (variante 2) est largement sous-détaillée, de telle sorte qu'il est impossible de comparer financièrement ces deux variantes. Une estimation des coûts liés à la variante 2 doit être réalisée précisément. La prise de position du SITel laisse penser que des économies substantielles seraient réalisables via la variante 2, ce qui ne correspond pas au rapport mis en consultation.

L'AFin regrette également que ses précédents commentaires concernant la répartition des tâches Etat-communes n'aient pas été pris en compte. Ce projet se doit d'être analysé en lien avec le projet DETTEC (dont le deuxième paquet devrait intégrer le domaine scolaire) et non de manière isolée. Dans le cas contraire, la position de l'Etat de Fribourg ne sera pas conforme à celle défendue jusqu'à sur cette question. Elle rappelle par ailleurs que les derniers résultats financiers des communes sont excellents et fait référence aux prévisions d'évolution financière la publication de l'Administration fédérale des finances. Celle-ci montre que les budgets cantonaux seront à l'avenir nettement plus impactés que leurs pendants communaux.

En outre, l'AFin rappelle que le présent projet va au-delà de la motion 2019-GC-139, puisqu'il est également proposé d'étendre la prise en charge de l'Etat les coûts de mise en œuvre de cette stratégie au niveau primaire. Un financement partagé lui paraît plus approprié, au minima d'ici à ce que la question du financement puisse être réglée par le projet DETTEC.

L'AFin demande d'une manière générale que les incidences financières du projet soient précisées. En l'état, elle ne peut recouper les aspects financiers du projet. Il lui serait ainsi utile de disposer des détails des calculs réalisés, pour juger de la plausibilité des hypothèses utilisées.

Le SITel souhaite soutenir activement la réalisation de la stratégie EdNum. Il a notamment pris en compte la nécessité de donner suite à l'acceptation par le Grand Conseil de la motion 2019-GC-139, demandant que tous les élèves des cycles d'orientation soient équipés d'un appareil électronique en mettant, à charge de l'Etat uniquement, des dépenses qui sont actuellement du ressort des communes.

Le SITel a conscience des délais contraignants qui encadrent la rédaction et la mise en consultation de la stratégie. Ce calendrier de travail n'a logiquement permis de balayer l'ensemble des problématiques techniques. Cependant, après des analyses approfondies et des échanges à l'interne, le SITel a fourni des informations complémentaires quant aux moyens technologiques et humains qui

lui sont nécessaires. Il a proposé une alternative technologique économique s'inscrivant dans les objectifs de la stratégie.

Le SITel précise qu'il a tenu compte de l'existant et de la culture technologique des établissements concernés dans ses réflexions ainsi que les missions et le cadre légal fixés. Il a ainsi recherché à soutenir au mieux, de manière agile, la stratégie pédagogique. Il indique ne s'être arrêté qu'aux aspects technologiques et aux moyens de les mettre en œuvre et de les maintenir. Le rôle de définition et de coordination a été laissé à la discrétion du Centre de compétences pour l'éducation (Fritic) et des Directions concernées.

Le SITel soutient la variante 2 de mise en œuvre, ceci pour plusieurs raisons. Notamment, cette solution laisse à la discrétion des communes et des écoles les règles de gestion et de suivi de la mise à disposition de la garantie et du remplacement des matériels achetés. Elle simplifie les déploiements des socles technologiques et des couches pédagogiques. Elle assure et simplifie les aspects relatifs à la sécurité informatique et aux standards technologiques. Elle facilite l'intégration du parc existant et réduit la complexité générale et les coûts centraux. Finalement, elle répond aux besoins exprimés de la stratégie, y compris la technologie Apple-Mac et la prise en compte des spécificités de chaque école.

Finalement, le SITel regrette qu'il n'ait pas été tenu compte plus largement de sa réponse à la consultation interne. Il demande ainsi qu'une analyse financière complète permettant une comparaison aisée entre les deux variantes soit établie ; que les coûts soient reportés sur des natures comptables connues et que l'enveloppe informatique soit clairement identifiée en cohérence avec le budget 2023 et le plan financier ; que les fonctions EPT soient clairement identifiées selon le référentiel cantonal en vigueur et qu'aucune fonction TIC ne soit déléguée par le SITel, sauf exception dûment formalisée et contractualisée ; que les coûts totaux et la dotation en EPT, y compris ceux du service central de l'informatique et des télécommunications, soient clairement inclus dans le message et soient attribués conformément à la variante retenue.

Le SLeg émet des remarques générales sur le rapport de la stratégie. Il demande notamment si la Loi sur la pédagogie spécialisée ne devrait pas être modifiée et fait remarquer que la conformité de l'avant-projet de loi n'a pas pu être vérifiée via LexWork. Il fait ensuite plusieurs remarques spécifiques sur les propositions de modification des articles de la Loi scolaire (LS) mises en consultation. Notamment, pour l'article 22, il suggère de traiter les trois compétences distinctes attribuées à la Direction dans un article séparé. Pour la modification de l'article 66, il propose en particulier de plutôt compléter l'article 57 al. 2.

En conclusion, le Service de législation indique qu'il ne lui appartient pas de se prononcer sur le contenu du rapport mis en consultation et sur les options retenues. Il rend toutefois attentif au titre du document (« Rapport explicatif de la stratégie [...] ») qui n'est pas clair. Ce problème impacte l'article 22 de l'avant-projet de loi mis en consultation, article qui vise notamment à donner à la Direction la compétence d'adopter la stratégie.

Le rapport explicatif de la Stratégie relève que chaque établissement atteindra l'horizon commun en matière d'éducation numérique à sa vitesse tout en respectant le cadre de la stratégie cantonale. Cette vision des choses soulève des interrogations du SLeg, notamment sous l'angle de la mobilité des élèves qui risque d'être rendue plus difficile, ainsi que de l'égalité de traitement entre eux. Le SLeg estime que la stratégie parle peu d'égalité et uniquement en relation avec la mise à niveau technologique des écoles. Toutefois, il suppose que si chaque établissement développe son propre

concept pédagogique d'éducation numérique et le met en œuvre à son rythme, la question de l'égalité des chances entre élèves doit être considérée.

La DIAF relève que les communes sont spécialement concernées par la Stratégie EdNum du fait des tâches qui leur sont attribuées et qui sont présentées sous forme de variantes. Elle estime que les alternatives proposées relèvent essentiellement d'un choix politique. Les deux variantes permettent d'atteindre les mêmes objectifs fixés par la stratégie d'éducation numérique. La variante 1, présentée dans le rapport comme « variante principale », est la variante privilégiée par le rapport. Elle offre des avantages indéniables quant à la standardisation des équipements des écoles. La variante 2 a pour avantage de permettre aux communes de bénéficier d'une certaine autonomie dans l'acquisition et la gestion de l'équipement informatique scolaire. Cet avantage est toutefois à relativiser en raison des normes fixées par l'Etat auxquelles doivent répondre les équipements.

La DSAS apporte son plein soutien à la Stratégie EdNum et au projet de loi y relatif. Elle soutient la variante 2. Elle précise que l'éducation numérique étant un enjeu d'avenir, il serait indispensable de développer un concept pédagogique permettant en particulier aux élèves et à leur entourage d'appréhender les opportunités et les risques du monde numérique, d'acquérir une conscience des comportements délicats (sur le plan social, scolaire et même sécuritaire) et de développer un esprit critique par le biais notamment d'un document de référence.

A l'instar de la position qu'il défend en matière de structures pour la petite enfance, le BEF estime la première variante consistant en un financement cantonal de l'équipement informatique, dont l'Etat resterait propriétaire et gèrerait de manière centralisée est à privilégier. Le BEF n'a pas de remarque à formuler sur le plan formel.

La DEEF n'a pas de commentaire spécifique à faire concernant la stratégie.

La HES-SO n'a pas formulé des commentaires concernant le rapport mis en consultation, qui concerne l'enseignement obligatoire. Pour ce qui est du SFP, la Conférence des directeurs des centres de formation professionnelle (CD-CFP) a été consultée sur le projet en amont, durant la consultation menée à l'interne de l'administration cantonale.

La Chancellerie de l'Etat de Fribourg n'a aucune remarque à formuler.

Plusieurs communes se rallient à la prise de position de l'ACF par écrit, sans renvoyer le formulaire. C'est le cas pour les autorités communales de Cugy, Mont-Vully et Vaulruz.

La Commune de Châtillon fait part des commentaires suivants. Concernant l'intégration des outils numériques dans le processus d'apprentissage, la formation du corps enseignant doit couvrir une utilisation pédagogique respectueuse des pares-feux. Elle rend attentif à l'utilisation des outils numériques par l'élève à la maison au regard de la gratuité de l'école et à la conformité avec le droit à l'image, à la protection de la vie privée, au droit d'auteur lors de l'utilisation et de partage de contenu. Elle demande quels seront les contrôles effectués pour garantir l'application des directives DFAC relatives à l'utilisation d'internet et des technologies numériques. Elle souhaite connaître les mesures de formation juridique dispensées au corps enseignant pour la production des projets pédagogiques et les modalités de sélection des logiciels. Elle s'enquiert également de l'échéance de l'introduction des formations pour le personnel enseignant.

Concernant l'infrastructure, notamment son lien avec le projet pédagogique, elle remarque qu'une estimation du coût pour la mise à niveau des infrastructures informatique pourrait être effectuée. Elle

note que le projet pédagogique conditionne l'infrastructure informatique scolaire. Une cohérence entre le projet pédagogique et l'analyse de la commune semble nécessaire. Le planning présenté ne semble pas prendre en compte l'impact de la charge financière de la mise à niveau de l'infrastructure informatique pour les communes. Finalement, elle souligne que l'expertise, proposée par le canton pour l'évaluation des infrastructures informatiques et facturée aux communes faisant appel à cette offre, n'est pas estimée.

Le Conseil communal de la Commune de Gubloux soutient sur le principe la variante 1. Il émet la remarque suivante : dans l'hypothèse où la variante 2 devait être retenue, toutes les compétences y relatives devraient être transférées aux communes ; cela comprend non seulement la prise en charge des frais afférents à l'achat du matériel, mais également un libre choix des outils informatiques envisagées, sans restriction de la part du canton.

Le Comité Exécutif de l'AGEF manifeste son soutien au projet présenté avec une légère préférence pour la variante 2. Depuis des années, ses représentant-e-s constatent une très forte augmentation de l'utilisation des appareils technologiques dans la vie privée, sur le lieu de travail et à l'école. Ordinateurs, tablettes et autres appareils similaires sont devenus des outils essentiels du quotidien. L'université est un bon exemple de la manière dont l'utilisation des technologies peut aider la communauté universitaire, que ce soit dans le partage de matériel de cours, le transfert d'informations ou l'organisation d'examens. L'utilisation permet aux professeur-e-s de transmettre aux étudiant-e-s le matériel nécessaire pour un apprentissage autonome.

L'association estime que ces plateformes sont donc un endroit idéal pour ces derniers d'avancer à leur rythme et trouver les informations nécessaires pour avancer de manière autonome. Elle estime que ces outils peuvent toujours être améliorés, mais qu'ils démontrent un potentiel d'adaptation non négligeable à plusieurs types d'enseignement. La qualité et la praticité de ces outils ont été observées lors de la mise en place de nouveaux modes d'enseignement pendant la pandémie Covid-19. Même lors du retour de l'enseignement en présentiel, ces modes d'enseignement ont été maintenus, voire adaptés, aux exigences actuelles.

L'AGEF rappelle que la pandémie a en outre mis en évidence de grandes disparités dans la société, que ce soit au niveau socio-économique des individus, mais aussi entre les différentes institutions de l'éducation intra- et intercantionales. Chaque lieu d'apprentissage nécessite des conditions particulières à prendre en considération lors de ce type de planification. Dans ce sens, un système décentralisé, comme celui proposé dans la « variante 2 », répondrait au mieux à la question d'adaptabilité des ressources à chaque institution selon leurs besoins financiers, structurels et pédagogiques. Les outils informatiques sont devenus monnaie courante dans le monde professionnel, à l'instar de Microsoft Office par exemple. De nos jours, il est quasi impossible de trouver des professions qui n'utilisent pas de tels logiciels. L'organisation souligne que ces programmes et sites permettent aussi à beaucoup d'étudiant-e-s, et de jeunes en général, de passer à la vie adulte. Que ce soit pour la gestion des comptes personnels, la rédaction d'un Curriculum Vitae ou d'une lettre de motivation ou encore l'inscription à une école au niveau supérieur, toutes ces situations de la vie sont des exemples pour souligner l'importance d'un programme éducatif qui peut familiariser les jeunes avec ces outils.

Le SSP-Enseignement rappelle en préambule de son retour qu'il est favorable à un enseignement au numérique et par le numérique (hybridation raisonnable et raisonnée). Toutefois, il estime que toute stratégie dans ce sens doit se faire en prenant en considération les besoins des élèves et du corps

enseignant ainsi qu'en ayant une vision pédagogique claire quant à l'utilisation des ordinateurs et des outils pédagogiques numériques.

Lors de son Assemblée générale du 2 juin dernier, le SSP-Enseignement a décidé de s'opposer à cette stratégie en l'état et ne répond donc pas à la consultation via le formulaire de consultation. Il expose plusieurs raisons pour cette opposition.

L'organisation estime qu'améliorer l'éducation numérique peut se faire sans doter chaque élève d'un appareil au CO. Au vu des besoins dans l'enseignement, ce retour estime qu'un montant aussi conséquent mériterait d'être utilisé pour apporter des améliorations sur des sujets prioritaires revendiqués de longue date par les enseignant-e-s, par exemple en baissant les effectifs par classe et en améliorant les mesures d'aide aux élèves.

Selon cette prise de position, la stratégie n'a pas de vision pédagogique préalable. Le concept pédagogique d'école qui sera défini par la direction démontre, selon le SSP, la difficulté, voire une impossibilité, d'anticiper une vision pédagogique générale claire au déploiement de machines au niveau cantonal. Selon ce retour, malgré le constat de l'évaluation sur le développement durable, le rapport ne propose rien pour la récupération / réutilisation du matériel et sur la gestion de ces déchets, ce qui irait à l'encontre du Plan Climat Cantonal 2021-2026 et des objectifs fixés pour 2030 et 2050.

Concernant la santé des élèves, l'organisation déplore que la stratégie ne présente pas des réflexions sur les risques liés à l'usage des écrans chez les élèves. Le SSP a sollicité REPER à ce sujet et retient entre-autres les problèmes de consommation abusive des écrans, une diminution du bien-être et de la motivation, les problèmes d'ergonomie et l'électrosensibilité. Il appelle à la prudence et estime qu'une réflexion sur la protection des données devrait faire partie de la stratégie.

En conclusion, le SSP-Enseignement informe qu'il a fait part au Grand Conseil et au Conseil d'Etat de sa demande au Conseil d'Etat de retirer sa stratégie et d'en élaborer une nouvelle en prenant en compte les aspects pédagogiques, sanitaires et écologiques. Il souhaite également que le Grand Conseil revienne sur sa décision d'imposer un ordinateur par élève au CO.

L'Autorité cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation (ATPrDM) n'a aucune remarque à formuler concernant la transparence ou la médiation administrative.

Sous l'angle de la protection des données elle relève toutefois que la Loi sur la protection des données (LPrD) est applicable tant aux organes cantonaux qu'aux organes communaux, y compris les écoles (art.2 al. 1 let. a LPrD). Tout traitement de données effectué par un organe public se doit de respecter les principes relatifs à la protection des données - à savoir notamment l'existence d'une base légale (art.4 LPrD), la finalité (art. 5 LPrD), la proportionnalité (art. 6 LPrD) et l'exactitude des données (art.7 LPrD). Lorsque des données sensibles (art. 3 al. I let. c LPrD) sont traitées, l'organe public a un devoir de diligence accru (art. 8 LPrD) et doit adapter les mesures de protection au risque accru d'atteinte que comporte le traitement de telles données. Une évaluation des risques préside à la définition de ces mesures (art. 8 ss Règlement sur la sécurité des données personnelles, RSD ; 17.15).

L'autorité rappelle que dans le cadre scolaire, des données personnelles, voire sensibles, sont traitées. Ces données peuvent être communiquées au moyen d'outils informatiques. Le respect du principe de la légalité appelle des ajouts à cet effet. Il importe d'adapter la loi et le rapport mis en consultation aux exigences de la protection des données. En matière de responsabilité, l'article 17 alinéa 1 LPrD déclare que tout organe public qui traite des données personnelles est responsable de la protection des

données. L'organe public garantit la sécurité des données personnelles et prend les mesures organisationnelles et techniques appropriées contre tout traitement non autorisé des données (art. 22 LPrD et RSD).

L'école doit garantir la sécurité des données par des mesures appropriées. Le projet doit ainsi établir la répartition des responsabilités : protection des données et sécurité de l'information, notamment pour le choix des applications et logiciels et leur mise en conformité. La question des responsabilités se révèle importante en cas de cyberattaque.

La Commission est d'avis que la variante 1 présente une meilleure sécurité informatique des équipements, car elle relève de la responsabilité du Canton. Le Canton semble mieux à même de garantir cette sécurité et d'en assurer son suivi puisqu'il dispose des compétences en la matière, notamment au travers du Centre de compétence Fritic et du SITel. Elle rappelle que la sécurité de l'infrastructure est à la charge des communes et la DFAC doit définir les standards minimaux obligatoires de cette infrastructure.

Concernant les applications et logiciels, l'ATPrDM demande à ce que le rapport mentionne les types d'application pouvant être utilisés et dans quel but. La Commission constate que les questions liées à la propriété intellectuelle ne sont pas abordées, bien qu'elles revêtent une nouvelle dimension avec l'utilisation d'outils informatiques. La Commission salue la mention qu'un concept de sûreté de l'information et protection des données (concept SIPD) et souhaite qu'il lui soit transmis pour un contrôle de conformité. Elle rappelle que les rôles doivent être établis afin de limiter les accès aux données nécessaires pour chaque catégorie d'utilisateur.

Finalement, la Commission se dit satisfaite que le Plan d'études romand (PER) vise désormais « le développement de bonnes pratiques, dans une perspective de prévention liée aux usages des outils numériques », notamment en lien avec la protection de la sphère privée et une « sensibilisation aux enjeux de la collecte et l'exploitation des données personnelles et des traces numériques ». Le Lehrplan 21 comporte des indications similaires. La Commission est d'avis que la sensibilisation des élèves devrait être mentionnée dans la stratégie d'éducation numérique cantonale. La sensibilisation des enseignant-e-s est tout aussi importante. La préposée à la protection des données est d'ailleurs intervenue dans le cadre d'un module CAS EdNum à l'intention des enseignant-e-s. Au vu de l'importance de ce genre d'intervention pour sensibiliser les enseignant-e-s à la sécurité et à la protection des données, la Commission trouverait opportun d'élargir cette formation à tous les actrices et acteurs (directions d'établissement, collaborateurs et collaboratrices pédagogiques, formateurs et formatrices des instituts de formation et autres parties prenantes du système éducatif fribourgeois).

La Conférence des préfets a examiné avec intérêt la documentation transmise. Elle informe qu'elle n'a pas de remarque particulière à formuler.

L'Association fribourgeoise des agent-e-s d'administration communale (AFAAC) n'a aucune remarque à formuler sur le projet de loi pour ce qui est des aspects pratiques d'application de ces dispositions légales.

L'Union suisse des professionnels de l'immobilier a pris connaissance avec intérêt de la mise en consultation de la Stratégie EdNum et, après examen, n'a pas de remarque particulière à formuler.

4. Réponses à la consultation par questionnaire

4.1. Question relative à la situation actuelle (chapitre 1) - Est-ce que la situation actuelle présentée au chapitre 1 vous semble complète et pertinente ?

4.1.1. Définition du matériel scolaire

L'Association des communes fribourgeoises ACF, soutenue par plusieurs communes, rappelle que la définition du matériel scolaire a fait l'objet de nombreuses discussions lors de l'élaboration de la loi scolaire. Actuellement, la loi scolaire attribue les équipements informatiques des élèves (ordinateurs, tablettes et accessoires) en tant que matériel scolaire, ainsi à la charge des communes.

L'ACF souligne que l'acceptation de la Mo 2019-GC-139 des députés Urs Perler et Daniel Bürdel redéfinit l'équipement informatique comme étant à la charge de l'Etat, à l'instar de moyens d'enseignements et des fournitures scolaires. Les motionnaires demandaient en effet la modification de l'article 71 alinéa 2 de la loi scolaire afin d'ajouter l'équipement informatique des élèves du cycle d'orientation dans les frais assumés par l'Etat. Plusieurs entités consultées demandent que cet aspect soit mieux mis en avant dans le rapport sur la Stratégie EdNum.

4.1.2. Clarification du contexte – enjeux et impératifs à l'origine de la Stratégie EdNum

La consultation a démontré qu'il persistait une certaine confusion sur les multiples enjeux et obligations à l'origine du développement d'une stratégie d'éducation numérique cantonale pour la scolarité obligatoire. A ce titre, l'AMCOFF rappelle que la stratégie n'est pas une réflexion cantonale anticipée par la Direction de la formation et des affaires culturelles (DFAC). Il s'agit au contraire d'une réponse à des obligations externes, plus précisément à la volonté du Grand conseil par l'acceptation de la Mo 2019-GC-139 ainsi qu'à l'obligation de mettre en œuvre les plans d'études en vigueur. La description du contexte ne semble pas avoir permis une clarification suffisante de ces impératifs, au vu de certains commentaires.

L'évolution rapide de la technologie fait partie des enjeux nécessitant une adaptation de l'approche actuelle du numérique à l'école dans le canton de Fribourg. L'UPCF rappelle ainsi que l'évolution technologique de ces dernières années a pour conséquence que des adaptations de la stratégie de formation doivent être introduites au niveau de l'école obligatoire et que les élèves doivent être équipés rapidement. L'organisation estime cette adaptation comme une condition préalable à une préparation optimale des élèves au monde professionnel.

Actuellement, l'intégration des enseignements relatifs aux Médias, Images, Technologies de l'Information et de la Communication (MITIC) est définie dans le Concept MITIC pour lequel une mise à jour est nécessaire. Le parti des Vert.e.s estime qu'un bilan de ce concept devrait figurer dans le contexte de la Stratégie EdNum afin d'expliquer les raisons de cette nécessité d'adaptation.

En outre, la Haute Ecole pédagogique Fribourg (HEP|PH FR) estime que de traiter de la prise en charge de l'équipement et discuter du développement des axes stratégiques de l'éducation numérique sont deux choses séparées. Pour cette institution, la réponse à la motion parlementaire est bel et bien abordée dans la Stratégie EdNum, mais cette prise en compte se fait au détriment d'une stratégie d'éducation numérique claire.

L'Université de Fribourg (UNIFR) rapporte que la description de la Stratégie EdNum met particulièrement l'accent sur l'équipement des écoles, des élèves et des enseignant-e-s en appareils

électroniques, mais néglige de mentionner l'importance de la formation des enseignant-e-s visant à promouvoir les compétences numériques et pédagogiques des enseignant-e-s. UNIFR souligne que la réussite de la mise en œuvre de la Stratégie EdNum dépend des qualifications du corps enseignant, acquises par la formation initiale et continue. Le manque d'insistance sur la formation des enseignant-e-s est partagé par d'autres avis.

Schule & Eltrenhaus Kanton Freiburg regrette que la description du contexte de la Stratégie EdNum ne mentionne pas la période d'enseignement à distance imposée par la pandémie de Covid-19. Ils rappellent que cette situation a nécessité une numérisation de l'éducation rapide, importante et sans planification préalable. La question de l'équipement informatique était alors presque entièrement laissée aux parents. Ceux-ci devaient fournir à leurs enfants des appareils et des logiciels informatiques, mais également assurer le support technique et pédagogique. Cette situation et les problèmes liés ont montré que la numérisation de l'enseignement ne peut réussir que si le matériel est mis à disposition par l'école, respectivement l'Etat, et que la responsabilité n'en incombe pas aux parents. Ainsi, tous les élèves bénéficient des mêmes chances et conditions techniques.

La commune de Cottens se demande pourquoi l'introduction d'une nouveauté, ici l'éducation numérique, ne se fait pas de la même manière dans les deux parties du canton.

4.1.3. Justification pédagogique

Plusieurs retours regrettent que les nombreuses études scientifiques portant sur l'introduction du numérique à l'école ne figurent pas dans le rapport. Certains estiment que ces recherches n'ont pas été prises en compte pour l'élaboration de la stratégie et remettent ainsi en question la justification pédagogique de l'éducation numérique. Parmi ces retours, les Grands-Parents pour le Climat Fribourg souhaiteraient voir figurer et analyser dans le rapport de la Stratégie EdNum les enseignements et recommandations tirés des expériences existantes dans ce domaine ainsi que les recherches scientifiques menées sur la question du numérique à l'école.

Les études citées dans les retours se penchent principalement sur les risques de la numérisation de l'éducation pour la qualité des apprentissages et sur ceux pour la santé des élèves avec une exposition aux écrans prolongées dans le cadre des loisirs. Concernant la santé des élèves, quelques retours font référence à l'ouvrage « La fabrique du crétin digital » (Editions Seuil, 2019).

4.1.4. Développement durable

Plusieurs retours, dont les organisations pour le climat Grand Parents du climat, Parents pour le climat Fribourg et XR-Fribourg, déplorent que les enjeux écologiques du numérique ne figurent pas dans le descriptif de la situation actuelle de la Stratégie EdNum. Le Service de l'environnement estime qu'il manque la mention des émissions de gaz à effet de serre induites par le numérique ainsi que celle de la problématique des déchets des équipements informatiques.

Le parti Les Vert.e.s, fait également le même constat. Il rappelle que, selon la constitution (art. 3), la durabilité fait partie des buts de l'Etat et devrait ainsi représenter un principe directeur pour la Stratégie EdNum. Dans ce sens, le contexte présenté dans le rapport devrait intégrer les instruments cantonaux en termes de développement durable, dans lequel la stratégie s'inscrit. Ces instruments sont notamment la Stratégie développement durable cantonale et le Plan Climat cantonal.

Plusieurs retours concernant la durabilité souhaitent également que la Stratégie EdNum fasse le lien avec l'éducation au développement durable EDD.

4.2. Questions relatives aux variantes de mise en œuvre de la stratégie (chapitre 2) - Est-ce que les deux variantes présentées au chapitre 2 vous semblent complètes et pertinentes ?

4.2.1. Disparités au sein du canton en termes d'équipement et d'infrastructures informatique

Plusieurs retours, comme celui de la commune de Cottens, rappellent qu'il existe de grandes disparités entre les écoles du canton, en termes de dotation existante en équipement informatique (ordinateurs, tablettes, accessoires, etc.) mais également d'infrastructures scolaires (connexion et périphérique, équipement fixe, etc.).

En ce qui concerne le niveau d'équipement, il existe d'une part une divergence entre les niveaux scolaires (primaire vs secondaire 1) et d'autre part une différence entre les régions linguistiques. Si les écoles du secondaire 1 sont aujourd'hui pour la plupart bien dotées en matériel informatique, a contrario les écoles primaires sont peu et encore mal équipées. Les différences régionales découlent principalement de l'introduction du Lehrplan 21 qui intégrait déjà un volet d'éducation numérique. Les régions germanophones ont ainsi généralement un niveau d'équipement plus important que les régions francophones. Finalement, un autre facteur évoqué par le parti Le Centre Fribourg est celui des disparités dues aux attraits pour le numérique plus ou moins importants selon les porteurs de projet. Ces disparités doivent être prises en compte par la stratégie cantonale.

Au regard de ce qui précède, de nombreux retours demandent que l'expérience des régions ou des communes déjà équipées soit prise en compte par la stratégie cantonale, peu importe la variante choisie. Pour le parti Les Verte-e-s, une approche participative et des échanges entre les écoles de bonnes pratiques et de projets innovateurs sont nécessaires afin d'inscrire le projet dans la durée et au bénéfice du plus grand nombre. De même, une régionalisation et une mutualisation des compétences entre établissements ou entre cercles scolaires devraient être envisagées.

En ce qui concerne l'infrastructure scolaire (connexion et périphérique) qui demeure à la charge des communes, la Ville de Fribourg fait remarquer qu'il subsistera indéniablement un flou et une disparité entre les différentes autorités communales du canton. Ceci principalement en raison de la marge d'interprétation des recommandations cantonales, du rythme auquel celles-ci seront suivies ainsi que de la prise en compte des règles et procédures financières respectives.

4.2.2. Mise en œuvre des variantes

L'organisation Lehrerinnen und Lehrer Deutschfreiburg demande qu'un délai concret pour la mise en œuvre par les communes soit défini.

L'ACF relève que les problématiques évoquées dans le chapitre de présentation des variantes (propriété, financement, etc.) dans le cadre de la Stratégie EdNum ne doit pas se reporter sur la répartition du financement du DETTEC. Ceci en raison des délais, que ce soit en lien avec la Loi scolaire ou avec la Loi sur la pédagogie spécialisée. Cependant, il faudra rester cohérent avec les postes à équivalent plein temps (EPT) nouvellement à charge des communes et qui font partie du personnel scolaire.

En outre, la Ville de Fribourg demande que le personnel technologique cantonal qui sera à même d'accompagner les communes intervienne dans des bâtiments communaux et sur l'infrastructure communale. Les règles ainsi que les rôles respectifs devront être bien définis tout en considérant les impératifs de chacun (canton-communes). Par ailleurs, pour la mise en œuvre de la variante 1, elle

demande également quelles seront les perspectives pour le personnel technique des communes et associations de commune et si leur contrat pourrait être repris.

L'Association du CO de la Sarine-Campagne et Haut-Lac français (Cosahl) souhaite que l'Etat fournisse également le matériel pour que le personnel communal (secrétariat des écoles) puisse effectuer son travail au service de l'Etat.

Les conférences des directions du SEnOF estiment que, dans la variante 2, il n'est pas clair si la subvention est versée à la commune (comme indiqué en début de 1^{er} paragraphe) ou à l'école (comme indiqué en dernière phrase du deuxième paragraphe).

4.2.3. Avantages et inconvénients des variantes présentées

La présentation des variantes a suscité de nombreuses remarques se rejoignant.

Les conférences du SEnOF estiment que les variantes présentées soulèvent des questions techniques et des incertitudes concernant la mise en œuvre. Par exemple, dans la variante 1, comment l'Etat envisage-t-il de prendre en compte les spécificités liées aux établissements et notamment tout ce qui a déjà été déployé jusqu'à présent, que ce soit en termes de matériel ou de contenus (logiciels, etc.). Est-il prévu de travailler par serveur, par exemple par bassin de CO, afin de permettre un déploiement à large échelle ? Dans la variante 2, des disparités entre les communes pourraient persister et des questions se posent concernant la gestion lorsqu'il y a plusieurs communes au sein d'un même cercle scolaire. Dans les deux variantes, que signifie exactement gérer l'informatique à distance ?

Selon plusieurs entités, la variante 1 présente l'avantage d'une gestion étatique permettant de diminuer les disparités. Dans ce sens, l'organisation REPER privilégie cette variante qui a l'avantage de proposer une gestion centralisée des achats et du support technique plus favorable à l'égalité des chances. L'acquisition de matériel informatique en très grande quantité par l'Etat permettrait d'ailleurs l'obtention de conditions intéressantes pour tous les partenaires.

Cependant, la variante 1 présente également plusieurs défauts selon les répondants. Sa gestion centralisée diminue l'autonomie des autorités communales et nécessite la mise en place d'un lourd appareil administratif. Son introduction pourrait péjorer les écoles qui sont déjà avancées avec le numérique avec un risque de nivellement des équipements. Une centralisation forcée a pour conséquence un système rigide qui ne prend pas suffisamment en compte les demandes régionales. Une uniformisation provoquerait de grands chamboulements et ne respecterait pas les besoins de chacun, comme le mentionne des Associations des Parents Fribourg (FAPEF). Selon le parti Les Vert-e-s, l'avantage de l'égalité des chances de cette variante reste limité, tant les réalités dans les écoles peuvent être différentes.

Selon plusieurs retours, la variante 2 présente l'avantage d'une plus grande flexibilité et laisse plus de place aux particularités de chaque école. Le principe de subventionnement laisse l'autonomie aux communes et favorise la liberté de choix des fournisseurs. Elle prend en compte les concepts déjà en place, notamment dans les communes de la partie germanophone du canton. Pour rappel, celles-ci ont pour la plupart développé leur propre concept d'équipement informatique des élèves en raison de la mise en œuvre du Lehrplan 21.

Cependant, la variante 2 ne permet pas de bénéficier d'avantage concurrentiel pour achat en grande quantité. Le parti PLR Fribourg considère ainsi que les petites communes peuvent être préférentielles ici car la professionnalisation d'un service est plus aisée pour une commune dès une certaine taille que

pour une petite commune. Un soutien du canton lors de l'acquisition de matériel dans cette variante décentralisée serait nécessaire pour répondre aux exigences des marchés publics selon Le Centre Gauche-PCS Fribourg. Elle fait également peser un risque plus important de renforcer des inégalités en termes d'équipement informatique et nécessitera des contrôles afin que chaque commune propose du matériel suffisant à chaque élève pour éviter une inégalité de traitement. Cette variante ajoute une charge de travail importante aux directions d'école.

En outre, la Ville de Fribourg demande de clarifier la définition du personnel administratif cantonal. Selon leur compréhension, cette définition comprend le personnel des directions d'école primaires et secondaires, soit les directeurs-trices et adjoint-e-s. Elle souhaite que le personnel administratif communal, c'est-à-dire les collaborateurs-trices administratifs entièrement financés par les communes, soit également considéré dans la réflexion. Cet élément est à considérer dans l'équipement, la sécurité, l'infrastructure, l'inventaire, etc. Selon cette réponse, cette prise en compte de l'organisation de l'équipement informatique du personnel administratif communal manque dans les deux variantes présentées.

4.2.4. Choix des variantes

Une préférence entre les deux variantes en consultation n'a pas pu être déterminée par la consultation. Le fait que les variantes soient présentées dans le rapport comme mutuellement exclusives est remis en question par plusieurs répondants, dont l'association de communes du cycle d'orientation de la Singine (OS Sense). De nombreux retours, dont le parti Le Centre Fribourg et le parti PLR Fribourg, demandent au canton de laisser la possibilité aux autorités communales de choisir entre ces deux variantes lors de la mise en œuvre. L'ACF part du principe que ce choix sera possible.

Dans le même ordre d'idées, une partie des répondants et répondantes, à l'instar de l'Association des directeurs des Cycles d'orientation, demandent le développement d'une troisième variante. Certains proposent d'ajouter à la variante 2 la possibilité pour la commune d'acquérir le matériel informatique auprès de l'Etat afin de bénéficier des rabais obtenus pour des achats en grande quantité.

4.2.5. Elaboration d'un Concept pédagogique d'école

Certains retours s'inquiètent de la charge importante pour les directions d'écoles lors de la mise en place d'un concept pédagogique spécifique à chaque école. Un soutien du canton devrait être apporté en particulier aux écoles primaires.

Les contours de ce projet pédagogique ne sont pas clairs pour certains retours. Pour les conférences du SEnOF, la notion de projet pédagogique utilisée dans les deux variantes devrait être clarifiée et ne doit pas entrer en conflit avec le contenu défini par le plan d'études romand (PER). En outre, il conviendrait de préciser de quoi il s'agit et qui sont les actrices et acteurs responsables de la création du projet pédagogique.

Plus globalement, le parti Les Vert-e-s estime qu'une réflexion sur la durabilité pour le choix du matériel devrait être incluse au concept pédagogique mis en place par les écoles. Ce dernier souhaiterait qu'un outil d'analyse des impacts environnementaux liés à l'achat d'équipement informatique soit mis à disposition des écoles lors de son établissement. Cette solution permettrait de parer aux possibles effets rebonds et effets d'aubaine. Cet outil pourrait également être utilisé dans la perspective de l'éducation au développement durable (EDD) afin de faire prendre conscience, aux élèves, au personnel enseignant ainsi qu'au personnel administratif et de direction, des enjeux du numérique.

4.2.6. Prise en compte de l'impact environnemental

Plusieurs retours, comme celui du groupe PS du Grand Conseil, soulignent l'importance de prévoir une reprise de l'équipement informatique existant pour chacune des variantes. Dans ce sens, Les Vert-e-s Fribourg regrettent l'absence, sur le plan environnemental et de gestion des ressources, d'une analyse des effets d'aubaine avec risque de suréquipement, ou des effets rebond, avec le risque d'acheter du matériel neuf alors que l'ancien est encore fonctionnel. En outre, plusieurs communes demandent si les variantes proposées dans la Stratégie EdNum offrent une marge de manœuvre aux autorités communales d'acquérir plus d'équipement informatique que les quantités déterminées par le canton.

Le Service de l'environnement (SEn) recommande que le choix du matériel soit lié à une charte garantissant la prise en compte des enjeux climatiques (émissions de gaz à effets de serre).

4.3. Questions relatives au cadre de référence de la stratégie Education numérique (chapitre 3) - Est-ce que le cadre de référence dans sa globalité vous semble complet et pertinent ?

4.3.1. Commentaires généraux

L'ACF et de nombreuses communes rappellent que la gestion du changement au niveau du personnel enseignant représente un défi majeur. Elles relèvent que la stratégie cantonale présentée en consultation a bien cerné cet aspect. Dans la même idée, plusieurs communes insistent sur l'importance de l'implication et la formation du personnel enseignant pour la réussite de cette stratégie.

Les Vert-e-s estiment que les trois domaines de développement sont pertinents mais une analyse des risques et opportunités liés à chacun des domaines devrait être instaurée pour mettre en évidence certains freins ou facteurs favorables.

4.3.2. Prise en compte de l'impact environnemental

Comme mentionné à plusieurs reprises lors de la consultation, les retours estiment que l'impact environnemental n'est pas suffisamment pris en compte dans la Stratégie EdNum et devrait figurer plus largement dans le rapport explicatif.

En particulier, le SEn regrette que le cadre de référence ne mentionne pas les principes du développement durable, ni la prise en compte des enjeux climatiques. Le service note également que certains choix organisationnels ne soutiennent pas la sobriété énergétique ou la limitation des déchets, sous-tendu par la Stratégie de développement durable de l'Etat de Fribourg. L'ajout d'une référence à ces exigences étatiques environnementales est également demandé par d'autres retours.

Pour les Grands-Parents pour le climat, l'inscription de la numérisation dans une perspective éco-responsable se doit d'intégrer d'autres responsabilités telles que le choix des matériaux, leur gestion durable, leur recyclage et leur destruction propre. Ils demandent que la politique d'achat de la Stratégie EdNum prenne en compte ces éléments.

Les retours ont montré que le passage « La présente stratégie vise à soutenir l'école dans sa mission principale définie dans la loi sur la scolarité obligatoire LS du 9 septembre 2014 (RSF 411.0.1) ainsi que dans les plans d'études. Il est notamment stipulé que l'école doit préparer les élèves à devenir des citoyens et des citoyennes responsables du 21^e siècle. Elle doit leur offrir une éducation en vue

du développement durable. » prêtait à confusion. En effet, plusieurs répondants ont compris que la Stratégie EdNum devait offrir une éducation en vue du développement durable (EDD). Pour les retours du SEnOF, la mention de ce passage n'est pas judicieuse. Cette référence est également remise en question par plusieurs répondants, dont l'ACSM. Le Groupe PS du Grand Conseil fait remarquer que le rapport évoque « l'éducation en vue du développement durable » dans ce chapitre uniquement, mais ne le mentionne plus par la suite.

Les Vert-e-s se basent sur ce passage afin de demander que le cadre de référence articule l'éducation numérique avec l'EDD. Ce renforcement commun entre numérique et durabilité devrait constituer un axe beaucoup plus fort du cadre de référence.

XR-Fribourg souligne que le projet tel que présenté n'inclut pas la notion d'urgence climatique. L'impact écologique d'un équipement numérique massif à l'école ne tient ainsi pas compte de la réduction indispensable de la consommation énergétique, des émissions de gaz à effet de serre, de la question de l'épuisement des ressources. En outre, l'organisation demande si le bilan carbone de la Stratégie EdNum a été évalué.

4.3.3. Dotation en matériel scolaire

La dotation en équipement informatique par niveau scolaire a soulevé plusieurs critiques. Celles-ci s'opposent à l'introduction des équipements informatiques (tablettes ou ordinateurs) dans les écoles dès la 1H. Les craintes invoquées sont principalement les risques pour la santé, notamment les recommandations de l'IRDP en matière d'exposition aux écrans, le manque de pertinence pédagogique ainsi que l'impact environnemental.

La pertinence de la dotation d'un ordinateur par élève au Cycle d'orientation exigée par la Mo Perler / Bürdel 2019-GC-239 est également remise en question par plusieurs retours, comme celui du SPSS ou de la FAPEF. Pour l'AMCOFF, un équipement adéquat, déjà présent ou à améliorer, comme des salles avec ordinateurs ou des chariots de portables, conviendrait aussi.

4.3.4. Sécurité et prévention

La Direction de la sécurité, de la justice et du sport (DSJS) demande que la formation des élèves à la sécurité numérique soit spécifiquement mentionnée dans le rapport de la Stratégie EdNum. En effet, l'être humain constitue encore le maillon faible en matière de sécurité numérique et de vulnérabilité à la cybercriminalité. La connaissance et la formation des jeunes aux bonnes pratiques en la matière devraient ainsi être renforcées dans le cadre de la scolarité obligatoire.

Dans le même ordre d'idée l'organisation REPER fait remarquer que l'éducation numérique doit comprendre un volet de prévention sur les dangers et les dérives du numérique comme l'hyperconnectivité, le cyberharcèlement, le sexting, etc. L'organisation estime que cet aspect est fortement sous-estimé dans la Stratégie EdNum mise en consultation.

Les retours des conférences du SEnOF font remarquer que le volet « prévention et intervention » du concept MITIC 2017-2021 n'est pas présent dans le rapport. Il ne se retrouve que partiellement dans les valeurs.

4.3.5. Concept pédagogique individualisé

Selon plusieurs retours, dont celui du PLR Fribourg, la création d'un concept pédagogique pour l'éducation numérique pour chaque école n'est pas claire et ne semble pas réalisable facilement. Cette

tâche doit être planifiée et conçue par le canton dans les différents établissements scolaires, éventuellement grâce à un groupe de travail formé de personnes du terrain et des personnes formées à l'éducation numérique.

4.3.6. Utilisation des outils numériques au domicile des élèves

Schule & Elternhaus souhaite rappeler que les élèves étudient également leurs cours à la maison, pour les devoirs, les apprentissages ou encore comme lors de la situation exceptionnelle d'enseignement à distance provoquée par la pandémie de Covid-19. Dès lors, les conséquences de la Stratégie EdNum sur les parents et les familles devraient être abordées dans le document, ce qui n'est pas le cas actuellement. Les problématiques liées concernent notamment les conditions de poursuite des apprentissages numériques au domicile des élèves (devoirs, école à distance, etc.), l'intégration des appareils privés en classe (ex. smartphone des élèves), l'utilisations des équipements informatiques individuels fournis par l'école en-dehors du cadre scolaire, la limitation du temps d'écran privé, les responsabilités en cas de perte, dégât ou vol en-dehors du cadre scolaire.

Dans le même sens, Les Vert-e-s Fribourg regrettent que le cadre de référence ne considère pas les approches participatives et intégratives dans laquelle les élèves et les parents et l'entourage ont un rôle central à jouer pour la mise en œuvre de cette stratégie.

Le SPFF se pose également la question de l'utilisation du matériel pour les élèves, plus particulièrement pour les élèves en situation de handicap ou souffrant de troubles d'apprentissages. Il demande si les mesures de compensation sous forme de MTA (moyens techniques auxiliaires) seront prévues dans l'équipement de l'école et, le cas échéant, sera propriété de l'école. La question du changement de classe est également posée, à savoir si l'élève bénéficiant de ces mesures d'aides doit changer de matériel dans cette situation. Il demande également si le financement par l'AI actuel restera possible pour ces élèves.

4.3.7. Pertinence de l'éducation par le numérique

Parents pour le climat Fribourg indique que la description du cadre de référence ne distingue pas suffisamment l'éducation au numérique de l'éducation par le numérique. Ils estiment que l'éducation au numérique est essentielle dans le monde actuel, mais rejettent la pertinence de l'éducation par le numérique qui n'est selon eux pas encore démontrée. Ils se réfèrent aux résultats de plusieurs études mesurant les performances scolaires des élèves en fonction de l'utilisation de technologie de l'information et de la communication (Bryant et coll. *New Global Data Reveal Education Technology's Impact on Learning*, McKinsey Company, 2020 ; Consortium pisa.ch. *Pisa 2018 : Les élèves de Suisse en comparaison internationale*, Berne et Genève, 2019 ; OCDE. *Pisa 2018 : Insights and Interpretations*, Paris, 2019 ; *Numérique à l'école : la digitalisation de l'économie impose sa loi aux enfants*, *LaRevueDurable* n°66, été-automne 2021, pp. 62-68). L'introduction de l'éducation numérique dans les écoles fribourgeoises est, selon ce retour, prématurée.

L'UNIFR pour sa part indique que la description du cadre de référence est une bonne base générale. Elle regrette toutefois que la partie sur le développement de l'enseignement se limite au concept pédagogique de l'école, aux outils d'enseignement numériques et aux compétences professionnelles. Les résultats des recherches actuelles montrent qu'en plus des compétences techniques, ce sont les compétences pédagogiques et didactiques qui permettent aux enseignant-e-s d'utiliser les outils pédagogiques numériques de manière efficace dans leurs cours. Elle signale en outre que les approches centrées sur la technologie en matière d'éducation numérique ne se sont pas révélées

fructueuses jusqu'à présent. Les approches centrées sur l'apprenant-e ont un potentiel plus élevé pour le développement des compétences numériques, car l'accent est mis sur la manière dont les outils numériques peuvent encourager et soutenir les processus d'apprentissage et les motivations spécifiques des élèves.

Dans le même sens, la HEP|FR rappelle que l'exploitation du potentiel du numérique nécessite un calibrage spécifique qui s'adapte au contexte scolaire. Ce retour cite notamment le rapport Volland (Educa, 2021) qui invite à bien associer l'intérêt des technologies à leurs usages judicieux, et qui confirme que : "Des enquêtes sur l'efficacité des ressources d'apprentissage numériques proviennent presque exclusivement de pays asiatiques ou anglo-saxons. Dès lors qu'on ignore, pour l'essentiel, dans quelle mesure ces informations sont valides et peuvent s'appliquer mutatis mutandis à d'autres systèmes éducatifs, il n'est guère possible de formuler des assertions sur des liens de cause à effet entre l'utilisation de ressources numériques d'enseignement et d'apprentissage et les performances scolaires d'élèves dans le système éducatif suisse."

4.4. Valeurs de l'école - Est-ce que les valeurs de l'école vous semblent complètes et pertinentes ?

4.4.1. Commentaires généraux

L'ACF, soutenue par de nombreuses communes, souligne que la gestion du changement au niveau du personnel enseignant sera un défi majeur pour la réussite de la stratégie. Elle estime que ce point a bien été cerné dans le rapport. Les retours lors de la consultation ont également souligné l'importance du renforcement des compétences des enseignant-e-s au numérique.

Les conférences du SEnOF font remarquer que le terme de « valeur de l'école » est problématique et n'est pas en adéquation avec les bases légales qui parlent de « buts » de l'école.

4.4.2. Intégration des valeurs de l'école dans la Stratégie EdNum

La consultation a révélé une confusion sur ce chapitre visant à signifier que la Stratégie EdNum met les valeurs de l'école au centre de son cadre de référence. Plusieurs répondants ont compris à tort que l'éducation numérique était considérée comme une valeur de l'école.

Pour Les Vert-e-s, les valeurs de l'école ne doivent pas seulement accompagner les réflexions sur l'intégration du numérique, elles doivent être placées comme des conditions-cadres et être opérationnalisées par la stratégie. Dans ce sens, la relation entre les observations et tendances concernant la numérisation et les valeurs de l'école devrait être développée, afin de mettre en évidence des enjeux voire des tensions entre les évolutions numériques et le monde scolaire.

REPER souhaite savoir comment sera mesuré la prise en compte des valeurs de l'école dans les réflexions autour de l'intégration d'outils numériques dans le cadre scolaire.

La consultation a révélé les craintes de certain-e-s que la Stratégie EdNum ne soit pas en accord avec les valeurs de l'école.

4.4.3. Enumération des valeurs de l'école

Le SEn note que figure comme valeur de l'école le sens des responsabilités vis-à-vis de l'environnement et des générations futures. Ces valeurs appellent à une prise en compte concrète de cet élément dans la stratégie, nécessitant en premier lieu l'exemplarité de l'école. Dans le même sens,

plusieurs retours regrettent que la question du développement durable mentionnée en page 7 du rapport mis en consultation, n'apparaisse pas ici.

Pour l'UNIFR, concernant les valeurs liées à la responsabilité, l'utilisation responsable des médias (cf. cyberbullying, fake news, anonymat numérique) joue un rôle important en ce qui concerne le changement numérique. L'enseignement des valeurs devrait donc inclure le développement des attitudes individuelles en ce qui concerne les valeurs sociales, éthiques et morales dans le contexte de l'utilisation des médias numériques.

La Conférence des Directions des écoles du secondaire 2 (CODESS) propose de compléter l'affirmation que l'école joue un rôle primordial pour permettre aux jeunes de s'approprier les différentes compétences attendues dans le monde du travail et dans celui des études.

Les Vert-e-s estiment que l'autonomie et le développement des potentialités des élèves sont des valeurs primordiales à prendre en compte dans la stratégie, par exemple en associant les élèves à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie.

Cette partie sur les valeurs de l'école est jugée comme étant importante par le SPFF, car l'intégration des outils numériques doit toujours se faire au bénéfice des élèves.

Pour l'UNIFR, les valeurs de l'école semblent incomplètes. REPER souhaite que le rapport indique également que l'établissement veille à créer un environnement favorable à la santé.

4.4.4. Limites du rôle facilitateur des outils numériques

Plusieurs retours mettent en doute le rôle de facilitateurs des outils numériques afin d'exercer les compétences de collaboration, de communication, de créativité et d'esprit critique. Ils rappellent que différents outils analogiques permettent de parvenir au même but et parfois plus efficacement. De plus, bien que le numérique puisse effectivement être un moyen d'atteindre certains objectifs définis, ce moyen peut aussi être un frein aux apprentissages. Un usage à mauvais escient de ces outils numériques peut en effet avoir pour conséquence un résultat contraire à celui escompté. Plusieurs études montrent d'ailleurs que l'intégration d'outils informatiques peut parfois avoir un effet négatif sur les apprentissages comme le rappellent XR-Fribourg et Parents pour le climat Fribourg. La période d'enseignement à distance durant la pandémie de Covid-19 a également révélé les limites de l'utilisation du numérique dans la pratique de l'enseignement.

La FAPEF rappelle également que le numérique peut être intégré à l'école sans l'utilisation d'outils numériques.

La Ville de Fribourg souligne l'importance de la sécurité et ainsi d'initier les élèves à la science informatique pour une bonne maîtrise des outils numériques.

Certains répondants craignent que l'aspect technique prenne trop de place par rapport aux autres valeurs de l'école. La HEP demande ainsi d'éviter de partir du principe que le numérique est hiérarchiquement supérieur aux savoir-faire, aux connaissances, à l'acquisition de compétences et à leur organisation.

4.4.5. Compétences du 21^e siècle

Selon certains retours, l'acquisition des compétences dans le cadre scolaire ne doit pas avoir pour seul but de satisfaire les intérêts du monde professionnel. Pour Les Vert-e-s, les attentes du monde

du travail ne devraient donc pas figurer en tant que valeur, comme le rapport le laisse penser. Selon eux, il s'agit plutôt d'enseigner des compétences qui permettront aux élèves de faire face aux exigences futures d'un monde social à la complexité croissante, soumis, qui plus est, aux défis liés à l'évolution rapide de la technologie. Certains répondants désirent qu'une réflexion soit faite sur la vision souhaitée du monde de demain par le Conseil d'Etat avant de définir les compétences nécessaires pour le futur.

4.4.6. Egalité entre les élèves

La HEP rappelle que l'égalité entre les élèves sur le plan numérique est encore difficile à évaluer. La période d'enseignement à distance due à la pandémie de Covid-19 a notamment démontré une réelle différence dans le capital numérique, c'est-à-dire de connaissances et de culture numérique, que l'école doit donner aux élèves.

4.4.7. Adéquation de l'acquisition d'équipements informatiques et des valeurs de l'école

Plusieurs répondants souhaitent que les équipements informatiques soient en accord avec les valeurs de l'école énumérées au chapitre 3.1. L'UNIFR souligne que l'école publique devra être attentive à l'hégémonie et à la dépendance créées par les grandes entreprises du numérique (GAFAM¹). Elle souhaite que l'ajout du passage suivant « l'école veille à son indépendance vis-à-vis des grandes entreprises du numérique et sensibilise les élèves aux enjeux financiers, éthiques et écologiques liés à l'usage des technologies. En ce sens, elle promeut l'usage de logiciels libres développés dans des approches éthiques et responsables. ». Les retours de la HEP et des Vert-e-s vont dans le même sens.

4.5. Enseignement-apprentissage - Est-ce que les aspects de l'enseignement-apprentissage vous semblent complets et pertinents ?

Le Groupe PS du Grand Conseil considère que le rôle central du corps enseignant et l'investissement en temps pour la formation, la préparation des cours, etc. ne sont pas suffisamment présents dans le rapport. La formation initiale ne serait pas non plus assez prise en compte dans la Stratégie EdNum. Les institutions de formation du canton devront d'ailleurs être intégrées à la stratégie.

Dans le même sens, REPER relève que la Stratégie EdNum prévoit que la décision de recourir à l'éducation par le numérique ou non pour une matière donnée incombe au jugement de l'enseignant-e. La formation continue devra donc apprendre au corps enseignant à faire ce choix adéquatement. La mise à disposition d'un guide pratique à leur adresse permettrait en plus de faciliter cette décision et éviterait certains recours inappropriés aux écrans.

En référence à la phrase « Chaque école possède une culture qui lui est propre et celle-ci doit pouvoir perdurer », le SPFF rend attentif à la gestion de certains membres du corps enseignant récalcitrants à l'éducation numérique. Chacun devra ainsi s'adapter à cette transition, au risque de créer des différences entre les écoles.

Les Vert-e-s notent que, sur les trois piliers évoqués à la page 10 du rapport, deux peuvent se concevoir sans l'utilisation directe d'outils numériques. Ce constat remet en question selon eux les niveaux d'équipement nécessaires à l'introduction de l'éducation numérique. La commune de Villaz

¹ GAFAM est un acronyme désignant les grandes entreprises américaines actives dans le domaine du numérique, c'est-à-dire, en particulier, Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft.

remet en question l'utilité et la nécessité de proposer des écrans dès le cycle 1 (1H-2H). Elle estime toutefois nécessaire d'intégrer l'informatique dans le cursus scolaire.

La commune de Villars-sur-Glâne rend attentif à la garantie de l'égalité des chances pour les élèves face à la problématique de l'accessibilité aux ressources hors école.

Le SPFF prend note que les moyens d'enseignement analogiques seront pour certains numérisés et demande à maintenir une bonne qualité de ces documents durant ce processus.

Selon l'ACSM, les plans d'études sont déjà en place et les enseignant-e-s utilisent déjà les moyens numériques dans les cycles d'orientation. Ils estiment que l'organisation actuelle semble convenir et est suffisante. La FAPEF indique que l'utilisation de présentation PowerPoint et l'échange de messages électroniques est déjà pratiquée avec les moyens actuels.

Les conférences du SEnOF remarquent qu'il n'est pas fait mention de la place qu'occupera l'éducation numérique dans la grille horaire actuelle.

L'école primaire de St. Antoni fait remarquer que l'apprentissage en dehors des cours ne peut être exigé que dans le cas d'un équipement « 1:1 ». Au niveau primaire, les outils numériques en dehors des heures d'école ne doivent donc être prévus que de manière complémentaire et/ou volontaire.

4.5.1. Contenus des apprentissages

L'AMCOFF regrette que sur les 3 axes des plans d'études, seul l'enseignement des usages soit favorisé par la Stratégie EdNum. Elle estime que le projet ne couvre ainsi qu'un tiers de l'enseignement numérique.

Les conférences du SEnOF relèvent le besoin de trouver un équilibre entre la disponibilité des outils techniques, leur utilisation et leur lien avec toutes les disciplines. Certaines disciplines n'ont actuellement que peu de moyens numériques à disposition. Par conséquent, il est essentiel que tout nouveau moyen soit présenté au corps enseignant, mis à disposition et facilement accessible.

XR-Fribourg estime que le projet met un accent sur l'éducation au numérique. Cet aspect est pertinent : il répond au rôle de l'école de former les élèves aux enjeux de surconsommation des outils numériques, de les informer à la protection des données et aux risques de manipulation par ces technologies et leurs algorithmes.

Selon les Grands-parents pour le climat Fribourg, les nouvelles disciplines liées à l'introduction du numérique à l'école ne sont pas explicitement mises en évidence. Ils souhaiteraient également que la thématique de l'éducation au développement durable (EDD) soit liée aux réflexions pédagogiques. Pour favoriser l'indépendance de pensée des élèves, futurs citoyen-ne-s, l'éducation aux médias est essentielle et devrait être sous-tendue par la philosophie, et ce dès la 1H.

Les Parents pour le climat Fribourg demandent à clarifier le terme « à bon escient » du chapitre 3.2.1. Le principe de la liberté pédagogique des enseignantes et des enseignants est fondamental, mais ils doivent être formés pour comprendre à quelles conditions « l'utilisation des solutions numériques est utile ou non pour une activité donnée ».

L'association des bibliothèques fribourgeoises estime que la Stratégie EdNum se limite trop à l'enseignement sans prendre en compte la bibliothèque scolaire dans son périmètre comme lieu d'apprentissage continu et autonome. L'accent serait également trop mis sur les seuls outils

numériques et la présentation de l'éducation aux médias est trop succincte. Outre la pensée critique sur les médias et les outils numériques, cette discipline permet de réfléchir à une utilisation créative de ces moyens.

Finalement, l'environnement numérique d'apprentissage est considéré par cette association comme passionnant et important. Cet aspect est toutefois appréhendé de manière trop réductrice. Les élèves doivent avoir accès aux outils numériques non seulement pour acquérir un savoir précis, mais aussi pour essayer, expérimenter, construire et échanger avec d'autres et acquérir ainsi une compétence médiatique et informationnelle globale. La bibliothèque scolaire offre un environnement idéal à cette fin.

Le Centre Fribourg indique que la bonne utilisation des outils informatique nécessite que les élèves maîtrisent la dactylographie et demande si cet apprentissage est prévu dans l'éducation numérique.

La HEP demande à analyser plus en détail les tenants et les aboutissants de l'affirmation suivante « les outils informatiques mis à disposition des élèves de manière réfléchie dans son enseignement, d'une part pour son intérêt pédagogique ou organisationnel ». En outre, elle met en garde sur certains aspects de l'utilisation du modèle SAMR cité dans le rapport et plébiscite l'utilisation de services gratuits basés en Suisse.

Pour l'UNIFR, il est important que les élèves n'acquière pas des compétences d'application numérique sous un angle uniquement technologique, mais que la valeur pédagogique et didactique de ces compétences soit prise en compte. Elle estime également que le modèle SAMR doit être utilisé avec précaution et que les concepts pédagogiques qui associent les aspects technologiques aux approches pédagogiques et didactiques sont importants. Dans les exemples cités, ces aspects sont déjà partiellement pris en compte mais ne sont pas encore conceptualisés de manière explicite. Elle souligne que d'un point de vue motivationnel, les outils numériques recèlent un grand potentiel grâce à leurs propriétés d'adaptabilité, de contrôle de l'apprentissage et d'interactivité.

4.5.2. Nécessité de la prévention

Les Vert-e-s estiment que les exemples présentés sont basiques et ne reflètent pas les potentialités d'enseignement plus larges, interactives entre différentes disciplines. Les technologies de l'information et de la communication TIC demandent une approche pédagogique, didactique et organisationnelle très différente de l'enseignement actuel. Le domaine du numérique doit lui-même faire l'objet du projet pédagogique dans une approche d'éducation au numérique réflexive et critique. Ils citent plusieurs domaines de sensibilisation, comme liés aux usages, aux impacts environnementaux, à la sécurité et à l'indépendance des GAFAM.

La nécessité d'une sensibilisation aux risques liés à l'utilisation du numérique, en particulier pour les usages en ligne est également reprise par d'autres retours. REPER regrette que le rapport n'aborde pas l'éducation à la gestion des relations sociales à travers les écrans, l'exposition à des contenus inappropriés, la gestion du temps d'utilisation, la gestion des données personnelles. XR-Fribourg rappelle également que les temps d'écrans en classe s'additionnent aux temps hors école, alors que de nombreux troubles physiques et psychiques sont liés à l'usage des écrans. La gestion du temps d'écran devrait être abordée dans les programmes.

La sensibilisation aux impacts environnementaux (flux d'énergie, cycle complet des matières premières, émissions de GES) et sociaux (conditions de production du matériel informatique, fracture

numérique) des outils numériques est également abordée par d'autres retours. Pour le SEn, « l'usage approprié des outils » en tant que pilier de l'apprentissage du numérique devrait inclure une utilisation compatible avec les enjeux climatiques, c'est-à-dire un apprentissage comprenant une sensibilisation des élèves aux émissions de GES induites par l'utilisation des outils numériques ainsi qu'aux méthodes permettant de réduire l'empreinte carbone du digital. Cette proposition est soutenue par d'autres retours. En outre, selon les Grands-parents pour le climat, la thématique du développement durable devrait figurer dans la partie couvrant les questions pédagogiques.

Pour Parents pour le climat Fribourg, la première mission de l'éducation numérique devrait ainsi être d'aider les élèves à développer leur capacité à contrôler leur consommation d'outils numériques afin de favoriser la sobriété numérique.

4.5.3. Concept pédagogique d'éducation numérique de l'école

La Commune de Pont-en-Ogoz estime que l'école doit développer son concept pédagogique d'éducation numérique en se basant sur des standards afin d'éviter des situations de suréquipement ou de matériel rapidement usagé.

L'AMCOFF souhaite que le personnel enseignant soit associé au développement du concept pédagogique de l'école selon une perspective horizontale et non imposée de manière verticale.

Les Grands-Parents pour le climat Fribourg souhaitent l'introduction, dans le concept pédagogique de l'école, de stratégies de gestion des équipements informatiques. Pour Les Vert-e-s ce concept doit également intégrer l'EDD et explorer les pistes pour la sensibilisation, le développement de compétences et de connaissances pour le renforcement de la durabilité (ex. biodiversité, énergie, transports, alimentation, etc.). Ils proposent également que les projets pédagogiques des écoles visent un dialogue et une interrogation avec tous les partenaires (enseignant-e-s, élèves, parents, spécialistes en didactique et en numérique, services auxiliaires comme les SLPP) sur les possibilités nouvelles d'utiliser, mais aussi de ne pas utiliser des supports numériques pour différentes branches.

Les conférences du SEnOF demandent de mieux définir la notion de « concept pédagogique ». Il serait nécessaire d'en détailler le contenu, la finalité, et de préciser les responsabilités des multiples actrices et acteurs concerné-e-s. Puisque le PER définit les contenus d'enseignement, elles se demandent, quelles sont les lignes pédagogiques et la marge de manœuvre des établissements. Ce concept ne doit pas entrer en contradiction avec le PER.

Le Centre Gauche-PCS Fribourg indique qu'il est possible de créer le concept pédagogique à travers une association de communes. Ainsi, les écoles d'une même région bénéficieraient des mêmes conditions. Néanmoins, le parti demande qui valide le concept et si le concept qualité développé par les services peut être pris en considération.

L'Association des bibliothèques fribourgeoises estime que l'idée d'un concept pédagogique de l'éducation numérique pour chaque école est une bonne chose. Les bibliothécaires scolaires devraient être intégrée à l'élaboration de ce concept, en tant que spécialistes de l'information et des concepts d'information.

Parents pour le climat Fribourg considère que l'opportunité pour chaque établissement de définir son propre concept pédagogique confirme l'absence d'un plan clair du projet dans sa globalité. L'organisation appelle à la prudence par rapport à leurs craintes déjà évoquées plus haut et notamment face au capitalisme de surveillance.

4.5.4. Elèves à besoins particuliers

Les Vert-e-s souhaitent que la situation des élèves en situation de handicap par rapport au numérique soit mieux présentée. Ils rappellent également qu'actuellement, ces derniers disposent souvent de moyens supplémentaires. L'AMCOFF rejoint ce commentaire en rendant attentif au fait que les élèves à besoin particulier peuvent déjà aujourd'hui être équipés par un financement extérieur (moyens techniques auxiliaires MTA). Dans ce sens, un projet cantonal ne semble pas nécessaire.

Le SPFF relève que le rapport mentionne que les outils numériques peuvent faciliter l'accès à l'apprentissage pour les élèves en situation de handicap ou souffrant de troubles d'apprentissage. Ils demandent ainsi si les mesures de compensation sous forme de MTA seront prévues dans l'équipement de l'école. Plusieurs questions sont également sous-tendues par rapport à l'attribution de ce matériel. Notamment si l'élève peut prendre le matériel chez lui, s'il doit changer son matériel au moment de changer de classe, etc. Finalement, le retour du SPFF demande également si un financement par l'assurance invalidité, comme actuellement, restera possible pour ces élèves.

4.5.5. Impact sur la grille horaire

Les Grands-parents pour le climat Fribourg demandent que les modalités de l'intégration des nouvelles disciplines de l'éducation numériques dans la grille horaire soient explicitées dans le rapport. Ils craignent que cette introduction se fasse au détriment de l'enseignement de certaines disciplines comme la géographie, essentielle à l'EDD. L'organisation souhaiterait obtenir des garanties que l'éducation au numérique ne prêterait pas l'EDD dans l'école fribourgeoise.

4.6. Organisationnel - Est-ce que les aspects organisationnels vous semblent complets et pertinents ?

4.6.1. Commentaires généraux

L'ACF, soutenue par plusieurs communes, souhaite savoir quelles seraient les possibilités de revente des appareils existants pour les autorités scolaires communales qui ont d'ores et déjà équipé leurs élèves. Dans ce sens, elle demande également si beaucoup d'établissements risqueraient d'être confrontés à des équipements non conformes pour une reprise lors de la mise en œuvre de la Stratégie EdNum. Elle réitère ses remarques sur le DETTEC ainsi que celles sur concernant le hardware, en ce qui concerne la définition des critères, les coûts en regard des infrastructures actuelles et futures.

Plusieurs retours estiment que le projet manque de clarté concernant l'impact de la stratégie cantonale sur les communes en termes financiers et les standards d'infrastructures nécessaires à la mise en œuvre.

4.6.2. Optimisation de l'utilisation des équipements informatique et gestion du cycle de vie du matériel

Le SPFF demande également que les élèves, à la fin de leur onzième année, puissent acquérir leur équipement informatique en vue de l'utiliser dans leur formation post-obligatoire. Le LDF demande comment seront gérés les dégâts aux appareils électroniques.

La Commune de Pont-en-Ogoz indique que les moyens informatiques ne sont pas utilisés chaque jour. Dans ce sens, il serait envisageable d'avoir des ordinateurs portables ou tablettes en commun pour plusieurs classes. Asso BiblioFR propose de mettre les équipements informatiques des élèves inutilisés à disposition dans la bibliothèque scolaire, pour des projets individuels ou de groupes par

exemple. Cette option permettrait de diminuer le nombre d'appareils nécessaires et d'utiliser plus intensément ceux mis à disposition.

Pour Les Vert-e-s, les principes de partage et de mutualisation (entre élèves voire entre établissements) devraient être pris en compte. De même, le matériel choisi doit permettre une réparabilité et une adaptabilité importante pour lutter contre les risques d'obsolescence. Le parti regrette que la question de l'élimination des déchets, de rachat ou du remplacement des équipements informatiques ne soit pas abordée dans le rapport.

4.6.3. Présentation des coûts

L'ACF estime maladroit et s'oppose à ce que le rapport parle d'une économie pour les communes ou associations de communes, alors que la Stratégie EdNum vise à mettre en œuvre une décision du Grand Conseil. La Ville de Fribourg souligne que l'économie des communes mentionnée par le rapport est reportée sur les charges financières cantonales.

L'ACF émet des doutes sur les perspectives financières présentées dans le rapport. En effet, en principe, la centralisation a pour corollaire des économies d'échelle. Or, le rapport lui assigne des coûts supplémentaires de coordination. La variante 2 semblerait effectivement éviter certains frais, mais reste la création de postes et les ressources nécessaires au niveau cantonal, comme présenté à la page 23 du rapport. Dans les modalités de la variante 2, l'ACF propose de prévoir un support de communication pour les communes et associations de communes.

La Ville de Fribourg demande d'ajouter aux communes les frais éventuels des postes de charges des ordinateurs. Ceux-ci ne figurent pas dans l'infrastructure réseau. Les charges pour les chariots de recharge ou prises électriques ou autres ne sont pas non plus mentionnés dans les tableaux.

4.6.4. Définition du personnel administratif

Le LDF demande de clarifier quel est le personnel administratif concerné par la Stratégie EdNum et si cela inclut le secrétariat scolaire, les travailleurs sociaux ou les logopédistes par exemple.

La Ville de Fribourg demande à ne pas oublier d'intégrer le personnel administratif communal dans le projet. Dans ce sens, elle demande si les autorités communales disposeront d'un quota approximatif au sein des écoles du canton.

4.6.5. Dotation par élève

Plusieurs retours demandent une réévaluation vers le bas du nombre d'équipement par élève. Le SEN suggère de prendre exemple sur le canton du Valais qui a effectué une évaluation des besoins par établissement. Cette approche garantirait davantage de sobriété, même si la proposition ne contient pas de limites supérieures d'équipement par élève.

Pour le Parc naturel régional Gruyère-Pays d'Enhaut, l'idée d'une utilisation progressive des outils d'abord par groupes d'élèves puis de manière individuelle au cycle 3 (9H-11H) est pertinente. Cependant l'introduction de la tablette en 1H-2H n'est pas nécessaire, au contraire cela pourrait freiner la créativité. Pour le reste des cycles 1 et 2 (3H-8H) l'introduction des tablettes fait sens mais le nombre de tablettes pourrait être diminué (1 tablette pour 4 élèves). Considérant l'égalité des chances, la dotation d'une tablette par élève aux niveaux 9H-11H est toutefois considérée comme pertinente. Le parc souligne que l'introduction de l'éducation numérique ne devrait pas empêcher les expériences importantes d'école entièrement en extérieur.

Le Centre ne soutient pas l'introduction des tablettes en 1H-2H, mais seulement à partir de la 7H-8H.

Le quota d'un ordinateur par élève au CO est à nouveau remis en question, notamment par l'AMCOFF. Pour la FAPEF l'achat d'un ordinateur pour 2 élèves dès la 7H semble également exagéré. Elle estime que les salles informatiques sont plus adaptées dans les CO tant au niveau ergonomique qu'écologique. D'autre part les élèves ne prendraient pas soin d'un ordinateur portable fourni par l'école. Le risque de vol ou de détérioration serait important. En primaire, les chariots d'ordinateurs s'avèrent pratique en fonction de l'utilisation. Toutefois, la FAPEF souhaite que chaque enseignant-e possède son ordinateur personnel, même s'ils travaillent dans la même classe. L'UNIFR s'accorde avec l'affirmation que les compétences méthodologiques et didactiques du corps enseignant dans l'utilisation des outils numériques sont décisives pour la qualité de l'enseignement. Toutefois, leur équipement doit également être pris en considération.

Pour Parents pour le climat Fribourg, l'éducation au numérique ne nécessite le plus souvent pas d'équipement informatique. Ils se disent pas suffisamment convaincus par le concept d'éducation pour qu'un usage aussi important des outils numériques en classe soit justifié. L'introduction des équipements numériques dans les classes devrait en conséquence être considérablement revue à la baisse.

Finalement, sans contester l'intégration d'outils numériques dans l'enseignement, XR-Fribourg souligne que l'aspect environnemental est absent de ce chapitre du rapport. Le nombre total d'équipement informatique à pourvoir ainsi que le nombre de machines par élèves au primaire leur semble particulièrement élevés. De ce fait, l'organisation demande si les besoins du corps enseignant ainsi que l'équipement déjà existant dans les écoles ont été évalués.

Au contraire des remarques précédentes, la conférence des inspecteurs de langue allemande (SIK) prône une dotation du « 1:1 » dès la 7H, comme dans les cantons ZH, LU, etc. Dès la 7H, l'écriture au clavier, la discipline médias et informatique et les applications sont introduites dans toutes les disciplines. La maturité numérique peut être supposée dès cette année scolaire.

La commune de Rechthalten propose également d'introduire une dotation « 1:1 » dès la 7H et non pas dès la 9H, les élèves ayant déjà des cours informatiques et un compte Office 365 à disposition. Cette dotation de « 1:1 » devrait s'appliquer également aux écoles spécialisées. Plusieurs retours, dont LDF, demandent également si les autorités communales ont la possibilité d'augmenter la dotation prévue par la Stratégie EdNum et demande que cette marge de manœuvre ne puisse pas être appliquée vers le bas, afin d'appliquer des standards minimaux pour contrer le risque de sous-équipement. Certains soulignent que le partage des appareils demanderait plus de travail aux enseignant-e-s.

Schule & Elternhaus Kanton Freiburg constate que la Stratégie EdNum ne prévoit pas une dotation d'un ordinateur par élève pour les années scolaires 1H à 8H. Dans l'éventualité d'une nouvelle période d'enseignement à distance, ce choix impliquerait que les élèves n'aient pas un appareil à leur disposition. L'organisation demande comment le canton s'assurerait que les familles n'aient pas à nouveau à improviser pour fournir le matériel suffisant.

La Ville de Fribourg précise que ses écoles sont actuellement à un équipement informatique (ordinateur ou tablette) pour cinq élèves, avec en plus un équipement supplémentaire par classe.

L'UNIFR propose de prévoir la possibilité de faire l'approche BYOD également dans les degrés 1H à 11H en particulier pour permettre aux enseignant-e-s et aux élèves d'utiliser leur propre appareil connecté, s'ils le souhaitent.

4.6.6. Egalité de traitement

Les conférences du SEnOF reviennent sur l'objectif d'égalité de traitement pour toutes et tous les élèves du canton. Elles font remarquer que la possibilité d'un financement d'équipement supplémentaire de la variante 2 peut engendrer une concurrence entre les écoles, une pression financière sur les communes et une inégalité de traitement entre les élèves du canton. Elles estiment plus judicieux d'avoir les outils de base ainsi qu'un forfait complémentaire pour certaines activités pour lesquelles les outils prévus ne répondraient pas aux besoins (ex : montage vidéo, cours MITIC, etc.).

4.6.7. Support

La Commune d'Ursy revient sur la proposition de support. Elle indique que, concernant l'assistance de proximité (niveau 1), le modèle qui prévoit une personne issue du corps enseignant de l'établissement formée pour cette tâche semble bien adapté. Elle trouve toutefois problématique les propositions pour le support cantonal (niveau 2) ainsi que pour l'assistance technique spécialisée (niveau 3). En effet, la commune craint que les besoins des établissements pour ces deux services soient en majorité concentrés sur la période de changement d'année scolaire, provoquant un risque de surcharge durant ces périodes. Dans ce sens, les communes satisfaites de leurs partenaires privés devraient pouvoir poursuivre le contrat avec ceux-ci.

4.6.8. Choix du système d'exploitation

Plusieurs retours insistent sur l'importance de prendre en compte le système d'exploitation de la marque Apple dans la Stratégie EdNum. Comme souligné par le SPFF et plusieurs communes, de nombreuses autorités communales ont adopté ce système d'exploitation MacOS et un changement n'est pas recommandé. L'organisation demande toutefois si un risque d'incompatibilité entre les systèmes MacOS et Windows existe, si ces deux options sont proposées à choix aux écoles.

En raison du choix laissé entre les systèmes d'exploitation Apple et Windows, le parti Le Centre souhaite que des formations soient organisées, notamment pour la transition entre le niveau primaire et le secondaire.

Plusieurs retours demandent que le Conseil d'Etat favorise le déploiement de logiciels libres, notamment pour des questions de surveillance. Parents pour le climat Fribourg reconnaît, qu'à court terme les coûts d'une telle démarche sont élevés. Ils estiment toutefois que le service public doit assumer sa responsabilité de fournir au corps enseignant et aux élèves des outils hors logique propriétaire et extractive. Pour Les Vert-e-s, des solutions alternatives aux GAFAM devraient être privilégiées. Celles-ci seraient selon ce parti moins lourdes, plus adaptables et moins chères. Le développement de solutions libres et ouvertes spécifiques pour l'éducation devrait être encouragé, notamment par des initiatives de collaboration intercantionales.

4.6.9. Remarques sur la mise en œuvre

Le Centre Gauche-PCS Fribourg rappelle que plusieurs écoles disposent déjà de leur propre concept d'éducation numérique. Elles devraient pouvoir utiliser ce concept lors de la mise en œuvre, sans

avoir à en développer un nouveau. Les concepts existants devraient servir de base au canton pour l'élaboration des concepts pédagogiques d'éducation numérique d'autres écoles. Le parti soutient en outre la création de postes et de ressources supplémentaires au niveau cantonal pour accompagner les écoles, ceci principalement à des fins de soutien et non de contrôle. Des postes et des ressources doivent également être prévus dans chacune des écoles pour la mise en œuvre, en particulier pour l'accompagnement et le soutien des enseignant-e-s.

Le SPFF fait remarquer que les robots ne sont pas mentionnés dans le budget. Ce type de matériel est coûteux pour les communes s'il n'est pas subventionné par le canton. Il rend également attentif au fait que l'intégration des outils informatiques par les enseignant-e-s dans leur enseignement est facilitée par la mise à disposition de dispositifs pédagogiques numériques attractifs, de qualité et en lien avec les moyens d'enseignement actuels.

Plusieurs retours se questionnent sur les motivations de proposer des tablettes avec écran plutôt que des ordinateurs ou de proposer des appareils tactiles. Selon la HEP, ces options doivent être analysées en fonction du prix, de l'efficacité et du besoin.

4.6.10. Protection des données et choix du matériel

REPER met en avant la problématique de protection des données en termes du choix d'équipement informatique ou d'applications utilisées. Leur utilisation devrait donc se faire après examen minutieux des conditions générales de vente. Cette tâche ne devrait pas être assumée par le corps enseignant. Dans la même idée, la HEP rend attentif à la sécurité informatique. En effet, le cyber-risque augmente en fonction du nombre de terminaux, de connexions et de comptes en lignes. Elle regrette que ce thème ne soit pas abordé dans la Stratégie EdNum.

Selon la HEP, le PER EdNum demanderait que les cantons mettent à disposition des solutions libres. L'institution rappelle également qu'il existe d'autres systèmes d'exploitation que Mac OS et Windows et précise que ces solutions offrent de meilleurs résultats sur le plan environnemental.

De plus, la HEP relève le flou des directives relatives à l'utilisation d'internet et des technologies numériques (2018) et regrette que le concept d'information et de communication sera établi après l'acceptation de la stratégie. Elle souhaiterait que ce dernier soit rédigé, au moins dans les grandes lignes, avant l'acceptation de la stratégie.

Le SEN souligne l'entrée en vigueur prochaine de l'Accord intercantonal sur les marchés publics, qui intégrera spécifiquement les enjeux de durabilité. Plusieurs pistes sont également amenées par le SEN pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, comme le recours à des appareils reconditionnés, l'achat de matériel à longue durée de vie et réparable, se référer aux recommandations de SuisseEnergie sur les appareils TIC efficaces pour les entreprises, favoriser une utilisation partagée des ressources. En outre, une stratégie de gestion des déchets devrait intégrer les nouvelles installations et équipements dont la durée de vie est limitée. Finalement, le service demande de privilégier une gestion des données via le système local de l'ordinateur, à la place du recours systématique au « Cloud » ou au serveur afin de réduire l'empreinte énergétique globale. Concernant ce dernier point, le recours à des serveurs localisés en Suisse faciliterait le traçage de l'empreinte carbone.

Pour Les Vert-e-s le modèle organisationnel prévu dans la variante 1 repose sur une délégation et une décentralisation de compétences vers les communes et établissements pour une définition des besoins

et, en même temps, sur une centralisation de l'achat et de la gestion du matériel informatique par le canton. Cette organisation semble pertinente pour assurer la prise en compte de la spécificité des établissements et de leurs besoins tout en permettant une prise en charge financière par le canton. Ce modèle semble efficace et peut permettre une mutualisation. Le parti souhaite toutefois que la stratégie veille à limiter les effets négatifs possibles de ce modèle, comme les effets d'aubaine ou de rebond par une surévaluation des besoins des établissements, un rythme de renouvellement excessif ou un renforcement de l'obsolescence. Il souhaite que les principes de sobriété numérique, de solidarité et de durabilité soient pris en compte. Dans ce sens, le cadre du développement durable devrait être présent lors de l'établissement du projet pédagogique en particulier pour l'établissement des besoins en matériel. De même, une évaluation de la durabilité, par exemple sous la forme d'un calculateur de l'impact socio-environnemental de l'achat de matériel, devrait être intégrée dans le concept pédagogique.

4.7. Personnel - Est-ce que les aspects concernant le personnel vous semblent complets et pertinents?

4.7.1. Commentaires généraux

L'ACF relève que la stratégie prévoit que les communes prennent en charge une période d'enseignement pour 20 classes, engagées par la DFAC, afin de répondre et assurer les infrastructures techniques. Si la destination de la ressource est réputée claire, l'organisation craint que cette ressource dévie de son objectif et serve à toute question informatique dans la pratique. Dans ce sens, il sera nécessaire de bien déterminer les cahiers des charges. L'ACF propose de s'inspirer du cahier des charges initié par l'organisation et développé avec les services de l'état compétents. Ce document a été mis à disposition des cercles scolaires afin de bien sérier les missions et fonctions de la direction d'établissement et du secrétariat de l'école.

L'ACF relève ne pas avoir été associée à la stratégie cantonale avant sa mise en consultation publique. Ce projet est pourtant déterminant pour l'organisation scolaire. Si elle souhaite être associée durant la phase de mise en œuvre, elle fait remarquer que les lignes directrices du projet laissent peu de marge de manœuvre. Le nombre d'EPT est par exemple déjà évalué.

La HEP rappelle que le développement de la stratégie numérique cantonale pour la scolarité obligatoire mobilise plusieurs catégories de personnes, dont celles en charge de l'implémentation sur le terrain. Le profil de ces spécialistes n'est toutefois pas précisé dans le rapport.

Pour REPER, l'accompagnement et le soutien du personnel semble bien pris en compte. Toutefois, le rapport ne mentionne pas de soutien pour les parents. Or, l'organisation constate une croissance des demandes d'aide, de soutien et de conseils de leur part, ainsi que de grandes disparités dans l'aisance de l'usage des médias numériques. Partant de ce constat, elle craint un malaise et des difficultés chez certains parents avec l'introduction de l'éducation numérique, par exemple pour le soutien dans les devoirs. REPER rappelle également que certains parents limitent l'accès aux écrans à la maison pour leurs enfants. La numérisation à l'école risque de mettre à mal leurs valeurs. L'organisation plébiscite de mettre à disposition des mesures de soutien et d'accompagnement aux parents qui en auraient besoin, en collaboration avec les associations actives sur ce thème, ceci en particulier dans la phase de mise en œuvre. En outre, elle demande si la stratégie prévoit de collaborer avec les partenaires externes au canton de Fribourg à des fins de prévention ou de sensibilisation.

4.7.2. Ressources attribuées à l'accompagnement et de soutien

Plusieurs retours estiment que la répartition du budget devrait prévoir plus de ressources pour l'accompagnement et le soutien dans les écoles (directions, corps enseignant) et, a contrario, diminuer le budget consacré à l'acquisition d'équipement informatique.

Les Vert-e-s estiment ainsi que les ressources supplémentaires en personnel sont essentielles et plus importantes que celles liées à l'achat d'outils. Ces ressources doivent être planifiées et adaptées dans la durée complète de la préparation, de l'application, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la stratégie.

L'Asso BiblioFR souhaiterait que le personnel des bibliothèques scolaires, en tant qu'acteurs et actrices du système éducatif fribourgeois, puissent bénéficier également de formation à l'éducation numérique. Ils et elles pourraient en effet fournir un soutien important dans le volet Médias des plans d'études (promotion de la maîtrise de l'information et de la créativité à travers des projets médias intégrant les médias analogiques et numériques ainsi que la robotique)

4.7.3. Formation du corps enseignant

Plusieurs retours considèrent que le corps enseignant doit être associé en amont du projet et participer à sa construction. Cette participation est nécessaire pour que la stratégie soit adaptée aux besoins, aux réalités scolaires et n'entraîne pas de résistance au changement. Les moyens d'accompagnement sont considérés comme insuffisants par plusieurs répondant-e-s, notamment par l'AMCOFF. Le PLR Fribourg rappelle que 21 futurs formateurs et formatrices suivent actuellement un CAS en éducation numérique. Ces personnes deviendront formateurs et formatrices d'adultes. Elles seront chargées de former les enseignant-e-s en commençant par les 1H-2H à la rentrée scolaire 2023/24. Puis suivront les autres degrés. Le parti estime que l'accompagnement des enseignantes et enseignants n'est pas adapté car les moyens humains des ambitions cantonales seraient insuffisants (1 formateur d'adulte devra former 35 enseignant-e-s).

Selon Le Centre Gauche-PCS Fribourg, pour les formations et l'accompagnement pédagogique prévus dans la stratégie, il faudrait s'inspirer de l'expérience de la mise en place de la stratégie « 1:1 » de l'association des communes du CO de la Singine. L'introduction de cette stratégie a été étroitement accompagnée par un groupe de pilotage et a finalement fait l'objet d'une évaluation complète². Selon ce parti, la formation initiale et continue des enseignant-e-s doit se faire sur place, à l'école, et être axée sur la pratique, pas sur des formations théoriques à la HEP ou à l'université.

Les Vert-e-s relèvent l'existence de grandes différences de compétences numériques entre enseignant-e-s, notamment générationnelles. Pour les plus ancien-ne-s, dont une partie pourrait être démotivée, une vérification devrait s'assurer que leur niveau de formation dans ce domaine permet de répondre aux exigences minimales posées par la stratégie.

Le parti souhaite également que les enseignant-e-s soient formés sur les différents aspects du numérique, comme les impacts, les enjeux, les ressources et la sécurité, et pas uniquement sur les aspects techniques des outils d'éducation numérique.

² [Evaluation Projekt 1to1 OS-Sense \(fr.ch\)](#) : Evaluation du projet « 1:1 » OS Sense - Rapport d'évaluation du 25.11.2021 uniquement disponible en allemand

Selon le Groupe PS du Grand Conseil, aucune rémunération ne serait prévue pour les enseignant-e-s, pour qui ces nouveaux outils permettront certes de nouvelles opportunités, mais demanderont aussi un investissement personnel considérable pour la recherche, l'élaboration et l'adaptation de matériel pédagogique numérique. Le rôle des inspecteurs et inspectrices scolaires dans ce projet n'est pas clair.

L'AMCOFF souligne que le corps enseignant et les directions d'établissement demandent depuis plusieurs années des ressources humaines supplémentaires dans divers domaines, sans que le Grand Conseil ne les octroie. Cet état de fait pose la question de l'équité de débloquer d'importantes ressources financières pour la Stratégie EdNum.

L'UNIFR fait remarquer qu'outre l'utilisation d'outils numériques dans les processus d'enseignement et d'apprentissage, les effets de ces outils dans les processus d'enseignement et d'apprentissage doivent être compris afin de pouvoir les utiliser de manière pertinente. La recherche de personnel qualifié sera un défi dans ce domaine où est actuellement observé une pénurie de main-d'œuvre.

L'institution souligne également que les personnes-ressources doivent être impérativement formées (CAS EdNum ou équivalent). La formation initiale (HEP-UNI) doit en outre garantir la maîtrise des connaissances de base en matière d'intégration pédagogique des technologies. Ce retour souhaite que des ressources supplémentaires soient octroyées à ces institutions pour assurer cette mission. Finalement l'institution souhaite qu'un ajout soit fait dans le rapport au sujet de la collecte et à l'usage de données pour soutenir à la fois les apprentissages (learning analytics) mais aussi l'agir professionnel du corps enseignant (teaching analytics).

Le PLR indique que le programme de la HEP ne prévoit pour l'instant pas de formation à l'éducation numérique et que cette formation ne semble pas prévue.

La HEP rappelle que le Centre de compétences Fritic est responsable de tous les aspects en lien avec les médias et les technologies de l'information et de la communication (MITIC) dans le domaine de l'enseignement du canton de Fribourg. Cependant, elle souligne que le champ éducationnel est plus vaste et les compétences didactiques notamment se trouvent dans les institutions de formation. Les ressources pour la formation initiale et continue, nécessaires au déploiement de l'éducation numérique, doivent clairement être étudiées, explicitées et surtout ne pas être sous-évaluées. Elle considère les besoins comme très importants dans le domaine, les modalités de formations prévues restent ainsi à définir. Par exemple, il serait opportun de documenter l'impact, les apports et les champs de tension rencontrés lors du déploiement de machines dans un environnement d'apprentissage. L'institution déplore qu'aucun budget ne soit prévu pour effectuer des recherches dans ce sens.

Elle estime également judicieux de prévoir suffisamment des ressources afin d'accompagner les autres acteurs et actrices au sein de l'école (enseignant-e-s, directions d'école, inspectorat, conseillers et conseillères pédagogiques) lors du déploiement de la stratégie cantonale.

Les conférences du SEnOF demandent quelle est la différence de cahiers des charges entre les personnes-ressources du primaire et du CO.

Parents pour le climat Fribourg rappelle que les compétences et les attitudes des enseignantes et des enseignants jouent un rôle central dans l'utilisation de ressources numériques dans l'enseignement. Pour cette raison, l'objectif 4 de la stratégie de numérisation de la CDIP souligne l'importance de la qualité des enseignantes et des enseignants, ainsi que de leur formation et de leur formation continue

pour la réalisation des potentiels de la numérisation dans le système éducatif suisse. Dans ce sens, l'organisation regrette que le rapport n'explique pas comment les enseignantes et les enseignants fribourgeois seront formés. En outre, étant donné l'état de la recherche sur le sujet, ils estiment prématuré de former à l'éducation par le numérique, tant que les études ne donnent pas de résultats probants pour les apprentissages. Dans ce sens, il recommande de former les enseignantes et les enseignants prioritairement à l'éducation au numérique.

Le SEn recommande que la formation du corps enseignant comprenne l'impact environnemental de la numérisation sous l'angle énergétique, ainsi que sur le cycle de vie des tablettes et ordinateurs (ressources, déchets), afin de tendre vers une utilisation modérée et adaptée aux enjeux climatiques.

4.7.4. Estimation des postes à équivalents plein temps (EPT) pour le support

De nombreux retours craignent que les ressources allouées au support, en particulier pour le primaire, soient insuffisantes pour traiter les problèmes techniques et garantir une certaine réactivité dans le traitement des demandes. Notamment, les trois conférences du SEnOF (Conférence des directions d'école primaire, Conférence des directions du cycle d'orientation et Conférence de l'inspection) soulignent que le ratio entre le nombre de machines et les EPT de technicien-ne (1 EPT pour la maintenance de 1700 postes) ne semble pas réaliste. Dans ce sens, le SPFF, demande si une comparaison avec d'autres systèmes scolaires ou entreprises a été effectuée. Le Centre estime que, dans le cas de la variante 2, l'aide aux écoles en retard sur le tournant numérique deviendra plus importante et rappelle que les disparités entre écoles sont grandes.

La FAPEF rappelle que l'augmentation du parc informatique provoquera une hausse des charges liées à l'entretien et la maintenance des équipements informatiques. Une quantité plus faible de matériel réduirait l'effort de gestion.

La commune de Châtel-St-Denis estime que l'assistance de proximité, assurée par une personne issue du corps enseignant, doit être payée par l'Etat et non par la commune.

La commune de Cottens rappelle que cette transition sera un grand défi pour les enseignants et enseignantes ainsi que pour les directions d'école. Elle fait remarquer que la coordination entre le niveau 0 et le niveau 1 du modèle de support est assuré par les directions d'école, ce qui rajoute encore à leur cahier des charges.

Le Groupe PS du Grand Conseil se dit surpris que le rapport ne prévoit pas plus de moyens pour les personnes-ressources dans les CO. La règle des 1.6 EPT par classe implique que si des besoins supplémentaires se font ressentir dans les CO et qu'une augmentation de la dotation des personnes-ressource est nécessaire, celle-ci se fera au détriment d'autres tâches.

Selon Le Centre Gauche-PCS Fribourg, le support pour le niveau 0 et le niveau 1 semble être calculé au plus juste en termes de ressources. La décharge prévue pour le niveau 0, soit 1 leçon/semaine pour 20 classes plus 1 EPT pour le support de premier niveau, semble bien éloignée d'une estimation réelle. Par exemple, le CO de la Singine y consacre actuellement 6 leçons hebdomadaires ; en ajoutant les écoles primaires du bassin de CO, il faudra sans doute prévoir davantage de leçons de décharge. Le parti estime que l'expérience de l'association des communes du CO de la Singine peut s'avérer très utile. Actuellement, les 4 responsables informatiques des 4 centres du CO de la Singine sont déchargés de 6 leçons hebdomadaires, ce qui semble être la décharge minimale. Dans ce contexte, ils sont également soutenus dans leur tâche par les « personnes de contact régulières ». Pour assurer le

fonctionnement du système actuel, 29 personnes sont nécessaires (9 EPT internes et 19,5 EPT externes).

Le SPFF souhaite connaître la formation qui sera exigée des personnes-ressources pédagogiques. Il comprend en outre que 2 unités par semaines de soutien technico-pédagogique seront prévues pour l'enseignement spécialisé.

4.7.5. Organisation du support technique

Plusieurs retours plébiscitent la variante 2 dans ce domaine car le support peut être plus flexible si la décentralisation de ce service reste assurée.

Le Centre Gauche-PCS Fribourg estime que les personnes-ressources actuelles de l'école ordinaire peuvent également assumer les tâches d'une personne-ressource « spécialisée » moyennant une formation continue complémentaire. Les ressources en temps supplémentaires (2 leçons hebdomadaires par école) doivent être transférées à ces personnes-ressources.

La commune d'Ueberstorf rend attentif au fait que les personnes prévues pour organiser le support sont avant tout des enseignant-e-s. Ils et elles n'ont pas la possibilité d'organiser le temps à leur guise. De plus, en cas de problème informatique dans une classe, le temps pour y remédier est restreint alors que généralement une telle intervention est urgente. Pour plusieurs retours, ce mandat devrait pouvoir être séparé entre plusieurs personnes.

Selon la HEP, lorsqu'une technologie d'assistance doit être déployée, un processus en plusieurs étapes devrait être suivi. Les étapes successives peuvent se résumer comme suit : analyse des besoins par une équipe pluridisciplinaire ; sur la base du résultat de l'analyse des besoins, conception de l'interface ; tests en contexte ; analyse de la prise en main ; accord du bénéficiaire^o ; accompagnement ; suivi.

Pour les Vert-e-s, la personne référente informatique doit justifier d'une formation particulière en matière de durabilité et de numérisation afin de pouvoir conseiller l'enseignant-e de manière appropriée compte tenu de la crise climatique. Celle-ci doit se tenir au courant des tendances et des progrès actuels et les transmettre aux enseignant-e-s.

L'UNIFR souligne que des projets de recherche orientés vers l'application sont nécessaires pour examiner comment les élèves peuvent développer des compétences numériques dans des situations d'apprentissage concrètes.

Plusieurs retours relèvent une contradiction dans le rapport sous le paragraphe traitant du support par bassin de CO, car les coûts de personnel pour le niveau 1 sont payés par le canton et ceux de niveaux 0 par la commune. Le rapport parle également d'une personne responsable de ce support. Dans ce sens, plusieurs répondants ont demandé si ce mandat peut être séparé entre plusieurs personnes.

La Ville de Fribourg fait remarquer que le personnel technique de niveaux 1-2-3 du modèle de support proposé est actuellement engagé par les communes ou associations de communes. Dans ce sens, leur contrat devra être repris par l'Etat. Pour ce faire, un inventaire de ces postes sera nécessaire, de même que de tous les défrayements, cahiers des charges et contrats de prestation au sein de chaque commune ou association de communes. La ville salue ce changement de paradigme, mais rappelle qu'il ne faut pas négliger la phase de mise en œuvre.

Pour le SPFF, les moyens alloués semblent faibles et souhaite connaître la proportion du nombre d'unités allouée à l'enseignement spécialisé sur le temps de travail de la personne ressource.

4.8. Objectifs - Est-ce que les objectifs de la stratégie éducation numérique vous semblent complets et pertinents ?

Le questionnaire contenait une erreur dans le titre de ce chapitre. Les questions portaient bien sur les objectifs présentés dans la stratégie au chapitre 3.5. Plusieurs retours ont signalé cette erreur.

4.8.1. Commentaires généraux

La HEP relève un décalage entre les besoins pas encore identifiés des usagers futurs des outils et la nécessité de définir la prise en charge financière du matériel. L'institution met en garde sur le risque d'acquérir des équipements informatiques sans définir un concept pédagogique. Elle rappelle que la mise en œuvre de ce concept devra être accompagnée techniquement et pédagogiquement parlant voire encadrée par des formations ciblées. La HEP estime que les ressources nécessaires pour la formation initiale et continue sont encore à l'état d'ébauche. Elle recommande de consulter et d'impliquer au sein des institutions en charge de la formation des membres du corps enseignant et les personnes compétentes pour développer les recherches ainsi que les formations continues nécessaires à la réussite d'un tel projet dans le cadre d'une stratégie cantonale.

Selon l'AMCOFF, les objectifs sont pertinents, mais les moyens pour les atteindre ne sont pas explicités dans le rapport. L'organisation salue que la réflexion pédagogique ait été initiée par la stratégie, mais estime que celle-ci n'en est qu'au début. Dans ce sens, le corps enseignant devra être étroitement associé à cette réflexion.

La FAPEF fait remarquer qu'aucun inventaire du matériel actuel et de son fonctionnement n'a été effectué à ce stade de la Stratégie EdNum.

4.8.2. Remarques sur les objectifs

L'UNIFR demande d'ajouter aux objectifs de la stratégie celui qui concerne le monitoring de l'implémentation du numérique à l'école. Les moyens déployés sont très importants, mais l'Etat ne dispose pas d'outils lui permettant d'analyser l'ensemble du processus. Pour ce faire, l'institution estime que des ressources devraient être réservées et confiées à des entités externes et neutres en mesure de poser un regard distant sur la mise en place de la stratégie.

Pour les Vert-e-s, le troisième objectif stratégique devrait être plus large que pédagogique et technique et devrait intégrer la capacité de positionnement critique des acteurs et actrices face aux enjeux de la numérisation. Les compétences numériques doivent permettre un rapport réflexif au numérique et à ses usages dans une compréhension forte de la durabilité.

Pour REPER, la Stratégie EdNum doit également intégrer la prévention numérique dans la formation des acteurs et actrices de l'éducation.

L'Asso BiblioFR estime que la notion d'éducation aux médias est totalement absente des objectifs stratégiques.

Selon XR-Fribourg, la formulation des objectifs semble montrer que l'outil numérique ne serait pas au service de l'enseignement. En effet, l'enseignement doit se transformer pour intégrer le numérique.

Le SPFF signale que la responsabilité des directions paraît extrêmement importante et demande si des unités supplémentaires seront prévues pour les soutenir. L'axe « Enseignement-apprentissage » contient l'objectif opérationnel visant à développer des supports favorisant l'intégration des outils numériques dans l'enseignement. Le projet ne devrait pas envisager que cette tâche incombe aux enseignant-e-s. Selon ce retour, il est cependant tout à fait acceptable d'attendre du corps enseignant qu'il utilise les supports / dispositifs didactiques numériques (en lien avec les objectifs d'apprentissage actuels) développés et mis en place par l'Etat.

4.9. Questions relatives aux aspects financiers

4.9.1. Questions relatives aux coûts du projet (chapitre 4.1)

De nombreux retours estiment que les coûts engendrés par la Stratégie EdNum sont élevés et qu'il est difficile de savoir comment ceux-ci seront répartis. Selon plusieurs retours, ces coûts pourraient servir à d'autres projets au sein de l'école fribourgeoise ou dans le budget d'autres directions.

L'ACF, soutenue par de nombreuses communes, indique que l'agilité devra être appréciée par rapport à l'évolution technologique au cours du déploiement de la stratégie. En effet, la durée moyenne de vie des ordinateurs et tablettes est estimée à environ 5 ans et les programmes ou autres logiciels évoluent de manière fulgurante. Dans ce sens, certains retours estiment que la reprise des ordinateurs reste une question ouverte, car les équipements informatiques actuels pourraient bien être obsolètes au moment de la mise en œuvre de la stratégie.

La commune de Granges-Paccot remarque que la variabilité du marché et la complexité de la mise à niveau de tous les acteurs et actrices sont importantes. Les modifications du projet durant la mise en œuvre semblent ainsi inévitables. Elle estime que les coûts présentés sont plutôt optimistes.

La commune d'Ursy est d'avis que la meilleure solution pour optimiser la qualité de l'équipement sans faire exploser les coûts passe par une responsabilisation de la gestion du matériel informatique et des programmes. Pour ce faire, les personnes chargées de choisir les équipements, de gérer les achats et de coordonner les installations des programmes doivent également être responsables de gérer le budget relatif à ces tâches. Dans ce sens, la commune estime primordial que les communes qui disposent des ressources humaines suffisantes aient la possibilité de gérer ces tâches à l'interne.

Selon l'UPCF, la stratégie peut profiter des expériences déjà réalisées dans certains centres scolaires afin de réaliser, si possible, des économies supplémentaires.

L'ACF, soutenue par de nombreuses communes, souhaite avoir un état de la propension des infrastructures communales actuelles à supporter le déploiement de la stratégie ainsi que connaître le degré de mise à niveau nécessaire pour assurer la mise en œuvre. Dans ce sens, l'organisation remercie pour le calculateur annexé à la stratégie qui a permis de donner un ordre d'idée. Elle demande également que les autorités communales et associations de communes soient informées rapidement sur les critères nécessaires aux infrastructures, de telle manière à ce qu'elles puissent les anticiper et les intégrer dans leurs investissements. La Ville de Fribourg indique qu'elle a récemment mis à niveau l'infrastructure informatique de ses bâtiments scolaires au primaire.

Le PLR, Les Vert-e-s et la Ville de Fribourg estiment que les coûts financés par le canton semblent estimés correctement et complètement. Le PLR relève toutefois qu'il n'en est pas de même pour ceux assumés par les communes. Les standards d'équipement n'étant pas encore édictés par le canton, les communes ne peuvent pas chiffrer les coûts à prévoir.

L'ACF réitère sa position demandant que la décision du Grand Conseil ne doit pas conditionner le DETTEC qui répartira les tâches et les charges en fonction des principes de subsidiarité et d'équivalence fiscale.

L'ACF se penche sur le tableau en page 33 du rapport mis en consultation. Elle demande s'il est vrai que le coût supplémentaire des frais de formation est plus que doublé. Sur le même tableau, l'AMCOFF relève que les frais de formation sont cinq fois inférieurs aux frais des indemnités prévues par le groupe de projet.

Les Vert-e-s notent un relatif déséquilibre entre les coûts consacrés à l'équipement informatique et ceux moins important consacrés au personnel et à la formation. En termes de répartition de l'effort financier, le volet consacré au matériel devrait être limité dans une logique de sobriété numérique. Le parti met également en garde contre les charges récurrentes de remplacement du parc informatique. Elles risquent de susciter un effet d'aubaine et accélérer la perception de l'obsolescence du matériel, en ne favorisant pas un emploi de l'équipement en adéquation avec les contraintes matérielles et la rareté des ressources à l'échelle globale.

Le Centre Gauche-PCS Fribourg souligne l'importance de disposer de ressources humaines suffisantes pour ce projet, en particulier au sein même des écoles. Ils rappellent que le choix des logiciels a une influence importante sur les coûts et leur maîtrise. Les GAFAM³ favorisent des solutions en ligne et sur abonnement dont les coûts sont difficilement maîtrisables et qui entraînent une dépendance.

Le Centre Gauche-PCS Fribourg demande si l'achat d'une telle quantité de matériel est soumis aux marchés publics.

Les Vert-e-s estiment que les aspects financiers devraient également prendre en compte les coûts environnementaux et sociaux de la stratégie. De même, il serait nécessaire d'intégrer, en le détaillant, les externalités positives, par exemple sur l'emploi local, et négatives de ces dépenses.

Le Centre rend attentif aux disparités de coûts entre les systèmes Apple et Windows.

REPER souhaite que des moyens financiers soient consacrés à l'aide aux parents et aux élèves plus vulnérables dans cette transition.

Les trois conférences du SEnOF (Conférence des directions d'école primaire, Conférence des directions du cycle d'orientation et Conférence de l'inspection) estiment que les budgets sont sous-estimés. La question du matériel choisi est une question stratégique : d'une part, une mémoire importante est nécessaire en fonction des logiciels utilisés. D'autre part, si le matériel est de moindre qualité, l'impact écologique sera d'autant plus grand, car il faudra le renouveler plus souvent. Il y a de grandes différences entre les coûts évoqués dans le rapport et ceux pratiqués actuellement sur le marché. Vu la raréfaction des matières premières, la tendance inflationniste et l'évolution des taux d'intérêts, il est probable que la réalité soit bien différente. Un ordinateur à 900 francs pour une utilisation journalière paraît être un budget restreint et laisse à craindre des problèmes techniques ainsi que de nombreux renouvellements de matériel. Des précisions sont demandées par ces retours concernant les travaux « effectués par des tiers » en raison des montants importants qui sont

³ GAFAM : Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft

concernés. Ils se questionnent notamment si des économies ne pourraient pas être faites gardant ces engagements au sein de l'état ou des communes.

En outre, les conférences du SEnOF estiment que les coûts ne tiennent pas compte du temps que les autorités scolaires devront consacrer à ce projet au détriment d'autres missions et priorités. En particulier, il a déjà été signalé par le passé que les directions d'établissement assument d'ores et déjà une charge de travail importante. Elles demandent si des ressources supplémentaires seront prévues pour elles afin de mettre en œuvre cette stratégie numérique et ne pas trop impacter les autres projets en cours dans les écoles ainsi que les autres besoins des élèves (socio-éducatifs notamment).

Plusieurs retours ont proposé des solutions afin de diminuer les coûts et l'impact écologique liés à l'acquisition d'équipement informatique. Certains demandent ce qu'il adviendra du matériel informatique après 5 ans d'utilisation.

Les partis Le Centre ainsi que Le Centre Gauche-PCS Fribourg proposent d'envisager un système de leasing, notamment afin de lisser les coûts. Pour le SPFF, il faudrait permettre aux élèves de 11H d'acquérir leur matériel informatique afin de l'utiliser dans leur formation post-obligatoire.

Pour le SEn, les coûts du projet pourraient être abaissés en tenant compte des solutions et achats plus respectueux de la protection du climat, des principes d'économie circulaire et du développement durable. Afin de diminuer le coût total du projet, le service propose par exemple une réévaluation de la durée de vie estimée du matériel ou une diminution de la dotation par élève et par niveau permettrait également de diminuer les coûts totaux. La stratégie devrait également contenir une évaluation chiffrée de l'augmentation en termes de déchets et de l'intégrer à la stratégie.

Au regard du nombre d'EPT prévu pour la Stratégie EdNum, les Grands-parents pour le climat Fribourg craignent que sa mise en œuvre empêche l'allocation d'EPT en faveur de l'EDD. Ils réitèrent leur demande d'obtenir des garanties que ce ne sera pas le cas.

La HEP souhaite savoir qui seront les personnes en charge des groupes de travail. L'institution estime qu'elles devraient posséder des compétences technico-pédagogiques adéquates. Les budgets en lien avec la formation de ces personnes doivent pouvoir être inscrits correctement dans les institutions de référence.

Les Grands-parents pour le climat ajoutent que la formation pédagogique des enseignants et des enseignantes déterminera en grande partie le succès ou l'échec de l'éducation au numérique. Ils regrettent que le montant pour l'éducation numérique soit supérieur à celui du Plan Climat alors que l'urgence climatique est avérée.

4.9.2. Questions relatives aux impacts financier pour les communes (chapitre 4.2)

Plusieurs retours qualifient les prix programmés comme étant exorbitants. Ceux-ci estiment que les coûts pourraient également devenir plus importants que prévus.

L'ACF, soutenue par de nombreuses communes, dit ne pas comprendre pourquoi et comment les coûts annuels peuvent diminuer pour les communes, notamment en termes d'équipement informatique du corps enseignant, des élèves et du personnel administratif cantonal excepté le personnel issu des institutions de pédagogie spécialisée. L'ACF rejette ainsi l'affirmation selon laquelle les communes économisent un total de 25 millions de francs tous les 5 ans. En effet, l'Etat doit mettre en œuvre une motion acceptée par le Grand Conseil, ce qui ne peut être apparenté à une économie. Plusieurs

communes estiment que le rapport ne permet pas de faire des projections les concernant, notamment en raison des grandes disparités entre elles.

Les conférences du SEnOF se demandent s'il est judicieux de parler d'économies pour les communes. En effet, les coûts occasionnés par le développement du réseau et pour les périphériques requis, selon la structure, pourraient être supérieurs aux frais occasionnés actuellement par la mise à disposition des postes informatiques.

Pour la Ville de Fribourg, bien que la prévision d'économie soit chiffrée pour les communes, l'état des lieux individuel n'est pas considéré. De son côté, elle doit considérer l'amortissement du parc machine et, comme plusieurs communes, comprend que la reprise du matériel n'est pas comprise dans la stratégie. Selon ce scénario, le renouvellement sera à la charge du canton mais l'équipement actuel devra être considéré dans la planification communale, l'inventaire, la revente ou le transfert vers le primaire. Dans ce sens, la Ville de Fribourg privilégie la variante 2 pour une meilleure gestion et planification.

La commune de Châtel-St-Denis estime que l'assistance de proximité, assurée par une personne issue du corps enseignant, doit être payée par l'Etat et non par la commune.

Pour le PLR, bien que la prévision d'économie soit chiffrée pour l'ensemble des communes, l'état des lieux individuel n'est pas considéré. Le financement sur 5 ans (le cycle de vie estimé d'une machine) est à privilégier avec une reprise du matériel à la fin du leasing/amortissement pour que ce matériel soit remis sur le marché de l'occasion dans d'autres pays. Selon le parti, cette économie circulaire permettrait de faire des économies financières et assure une utilisation plus durable du matériel en question. Il rend attentif à la durée de vie différente entre le matériel Windows ou Apple. Cet élément doit être pris en compte dans les investissements des deux variantes.

Par ailleurs, le Groupe PS du Grand Conseil constate que la variante 2 accentue les inégalités entre les communes. Le Centre estime que dans le scénario de la variante 2, les communes ont la possibilité de mettre en place un système de leasing afin de lisser les coûts et de s'assurer des appareils toujours en état.

Pour les conférences du SEnOF, il semble primordial que la question du minimum ou du maximum au niveau de l'équipement de l'établissement soit posée et analysée.

4.9.3. Questions relatives au tableau financier par année (chapitre 4.3)

L'ACF demande quel sera le coût vraisemblable de la stratégie à charge des communes. Cette question ne ressortant pas de manière transparente des différents tableaux, elle reste nécessaire pour que l'organisation puisse se déterminer.

Le PLR Fribourg souligne que le fonctionnement actuel individuel est à considérer et, au vu des disparités, un positionnement de manière générale n'est pas possible.

Selon la FAPEF, le rapport ne mentionne pas le recyclage des appareils après 5 ans ou leur revente. Elle rappelle que l'école a pour mission d'enseigner des connaissances multidimensionnelles afin de permettre à chaque enfant d'être un acteur conscient de la société de demain. Or l'écologie et la consommation consciente qui semblent se profiler pour maintenir une vie humaine sur terre ne semble pas pris en compte dans la stratégie. De plus, l'école n'a pas à formater les enfants aux besoins des industries de demain.

L'UNIFR s'interroge sur les questions de durabilité du matériel. Dans le contexte actuel et pour des raisons écologiques, la durée de vie pourrait être étendue à 6 ou 7 années. A contrario, pour le SPFF, la durée de renouvellement des équipements informatiques au CO devrait se monter à 3 ans, ceci en permettant aux élèves de 11H d'acquérir leur matériel à un prix raisonnable à la fin de leur scolarité.

LDF demande, dans le cas de la variante 1, qui sera équipé et dans quel délai et qu'en est-il pour la deuxième variante. Pour cette variante 2, il souhaite savoir quand les montants forfaitaires seront versés aux communes.

Pour les conférences du SEnOF, le déploiement du matériel tel que prévu dans le rapport (d'abord au cycle d'orientation puis à l'école primaire) ne coïncidera pas avec le déploiement du PER Education Numérique qui commencera en 1H-2H. Elles demandent si la stratégie pourrait prévoir d'équiper également les écoles primaires dès le début du projet, au moins partiellement, pour le cycle 1.

Pour Le Centre, la mise en place dans les écoles primaires semble relativement tardive et lente. En cas d'accélération, il faudrait prévoir une augmentation des coûts en fonction.

Le PLR indique que le fonctionnement actuel individuel est à considérer et au vu des disparités, il n'est pas possible de se positionner de manière générale.

La commune d'Ueberstorf part du principe que les coûts ont été calculés en toute bonne foi. Elle rappelle qu'avec la situation mondiale actuelle, des changements pourraient se manifester dans le domaine du numérique et qu'il serait ainsi pertinent de comparer régulièrement les coûts calculés dans le rapport avec les coûts réels afin de procéder à d'éventuelles adaptations.

Pour la Ville de Fribourg la variante 2 permettra une meilleure maîtrise de la transition de propriété.

4.9.4. Questions relatives au total du plan financier 2023-2027 (chapitre 4.4) - Est-ce que les coûts présentés vous semblent complets et pertinents ?

L'ACF demande quel est le coût de cette stratégie à charge des communes, en indiquant qu'il ne ressort pas de manière transparente des différents tableaux et reste nécessaire pour que l'organisation puisse se déterminer.

La FAPEF estime qu'il est impossible de présenter un plan financier, car aucun inventaire n'a été fait préalablement.

La HEP estime qu'il manque une référence plus précise au contexte de la formation des personnes en charge de la mise en œuvre. Etant donné que ces formations touchent un nombre d'actrices et d'acteurs conséquents, un planning de référence doit être mis en place.

L'UNIFR estime que les coûts sont actuellement difficiles à estimer et à évaluer, car de très nombreux facteurs entrent en jeu.

Pour le PLR, bien que le canton ait considéré sa situation, les impacts sur les communes ou les associations de communes ne sont pas détaillés dans le rapport. L'impact sur le DETTEC non plus. Le parti ajoute que l'impact sur l'économie n'est pas questionné et indique qu'avec la variante 2, l'argent investi dans le matériel et les services profitera au tissu économique local et permettra aux entreprises de la place de s'aguerrir et développer les compétences dans l'éducation. Le PLR estime ainsi qu'un tel soutien financier et politique permettra de créer un vrai partenariat public/privé, où les prestataires informatiques pourront développer et mettre à disposition leurs compétences et proposer

des solutions rapidement et en toute flexibilité. Un vrai partenariat gagnant/gagnant est possible, allant au-delà du périmètre des écoles. Dans la variante 1, l'achat centralisé de matériel se fera en direct entre les fabricants et le canton (idem pour les fournitures scolaires), excluant de facto tout l'écosystème indirect des partenaires informatiques de la place, avec un appauvrissement de partenaires ou PME locaux.

4.10. Questions relatives au calendrier de mise en œuvre (chapitre 5) - Est-ce que les aspects en lien avec la planification vous semblent complets et pertinents ?

4.10.1. Commentaires généraux

Selon l'AMCOFF, actuellement, l'agenda des réformes, projets, changements dans l'enseignement est trop chargé. La mise en œuvre doit commencer par un projet pédagogique impliquant le corps enseignant (associations et groupes de travail) et par une formation initiale et continue ad hoc.

Plusieurs retours, dont la Ville de Fribourg, estiment le calendrier très ambitieux. La commune de Cottens se demande si le délai de 5 ans est suffisant pour mettre en œuvre une telle stratégie.

Inversement, pour la commune de Cheyres-Châbles, la planification et la mise en œuvre est tardive au vu de l'obsolescence du matériel actuel et des évolutions rapides de la technologie. Pour Schule & Elternhaus l'horizon de temps prévu pour équiper l'ensemble des élèves est long.

De son côté, Le Centre Gauche PCS Fribourg estime que l'horizon 2030 pour atteindre la mise en œuvre est un scénario réaliste. Le parti demande ce que signifie l'affirmation indiquant que l'Etat ne prendra pas à sa charge le matériel se trouvant en-dehors de son domaine de compétence. Il indique également que pour les écoles ayant déjà une solution « 1:1 », la variante 2 serait optimale.

Selon le PLR, indépendamment de la variante retenue, le contenu des articles de la loi scolaire devra être complètement revu.

Les conférences du SEnOF estiment que le calendrier ne met en évidence que ce qui touche aux équipements. Il serait adéquat d'y intégrer aussi les concepts pédagogiques et la formation du corps enseignant. Cela renforcerait la dimension pédagogique du projet. Elles rappellent que la formation du corps enseignant est en effet importante, non seulement concernant l'utilisation des machines, mais aussi pour tout ce qui touche à l'éducation numérique (explications, clarifications auprès du corps enseignant, création d'une représentation convergente de ce projet et d'un intérêt de la part du corps enseignant, prise de conscience que l'équipement reste un outil au service de l'éducation numérique avant tout, etc.). En effet, l'adhésion du corps enseignant et des différent-e-s actrices et acteurs doit être importante pour créer une dynamique positive et permettre une utilisation optimale du matériel, à la hauteur du lourd investissement consenti. La bonne qualité de l'enseignement durant cette phase de transition doit pouvoir être maintenue, et ce malgré certaines contraintes pour le corps enseignant. La gestion des coûts, les ressources humaines, la communication et la formation devront être soignées. Ces retours soulignent l'importance du dialogue avec toutes et tous les partenaires concerné-e-s, aussi bien les services que les établissements, les communes, etc.

4.10.2. Considérations sur la planification

L'ACF note la difficulté d'appréhender une telle réforme sur un calendrier. Elle réitère sa demande que les communes soient informées suffisamment tôt en vue des critères d'infrastructures afin de

planifier les adaptations nécessaires à l'installation du système. Elle fait remarquer que de nouvelles infrastructures inaugurées récemment ont limité à dessein le nombre de prises électriques dans les salles de classe. En outre, la question se pose concrètement de savoir si le réseau électrique va supporter le nombre d'équipements informatiques prévu.

Pour la commune d'Ursy, le rythme de mise en œuvre doit tenir compte de l'équipement déjà à disposition de chaque établissement. Une intégration uniforme dans tous les établissements selon le même schéma n'est pas possible. Pour la commune de Montagny, il serait plus adéquat de planifier la mise en place non par établissement, mais par classe. Ainsi plus de personnes seraient en contact indirect avec la nouvelle stratégie. L'expérience cantonale lors de la mise en œuvre de la stratégie se révélerait plus complète avec une plus grande hétérogénéité de situations dès le départ.

Pour le LDF, commencer par les écoles primaires serait plus pertinent et serait plus en accord avec la motion. Dans la même idée, Le Centre souhaite que la mise en œuvre dans les écoles primaires soit accélérée, du moins que le retard entre les écoles avancées ou moins avancées soit rattrapé.

Pour la commune de Châtel-St-Denis, le corps enseignant devrait être équipé en matériel informatique en premier lieu.

4.10.3. Demandes de précisions dans le calendrier de mise en œuvre

Plusieurs retours estiment que des éléments devraient être précisés dans la planification. La région Singine demande comment se déroulera le processus d'introduction progressive de la variante 1 dans les écoles qui disposent déjà d'un concept TIC fonctionnel.

En particulier, comme souligné par le SPFF et par Schule & Elternhaus, il n'est pas clair quelles écoles seront équipées en premier lieu et sur quels critères de décisions.

La HEP remarque que la planification ne mentionne pas la formation de l'inspectorat, des conseillers et conseillères pédagogiques, du personnel enseignant des classes. Elle souhaite qu'une phase de recherche pour étudier le déploiement du contenu de cette stratégie et ses effets soit ajoutée à ce calendrier. Dans le même sens, le Groupe PS du Grand Conseil estime que le calendrier ne tient pas compte de la formation des enseignant-e-s.

La commune de Granges-Paccot rend attentif au risque du décalage entre les cycles de mise à disposition du matériel et des formations des enseignant-e-s. Il sous-tend un risque d'inégalités des compétences.

Les conférences du SEnOF demandent sur quelle base les écoles seront-elles sélectionnées pour faire partie des différentes phases mentionnées (écoles innovantes, adoptant-e-s précoces, etc.).

En outre, des retours demandent ce qu'il se passera si le projet est refusé en votation populaire.

4.11. Questions relatives aux adaptations des bases légales (chapitre 6) - Est-ce que les modifications des bases légales vous semblent complètes et pertinentes ?

L'ACF part du principe que les deux variantes doivent rester à choix des communes et associations de communes. La stratégie devrait dès lors intégrer adéquatement ces deux possibilités. La Ville de Fribourg indique que les bases légales devront être adaptées avec plus de précisions selon la variante choisie. Pour la commune d'Ursy les bases légales adaptées doivent permettre à chaque commune de

choisir l'une ou l'autre des variantes pour mettre à disposition du corps enseignant l'équipement permettant de remplir les exigences du PER.

L'ACF propose la modification de l'article 22 selon les remarques suivantes :

- > *Après avoir consulté les communes, elle définit avec elles et à leur intention les standards minimaux obligatoires de l'équipement informatique des élèves de chaque cycle et ceux de l'infrastructure informatique des établissements.*
- > *Uniformiser les verbes (définit/fixe) de chaque variante.*

L'ACF revient sur l'article 66 et souhaite aborder ici une problématique distincte de la Stratégie EdNum qui concerne la prise en charge financière des photocopies et impressions. L'organisation indique que le coût effectif dépasse les 10 francs par élève attribués par le montant DFAC. Selon l'ACF, cette dépense entre dans les moyens d'enseignement et fournitures scolaires (LS Art. 66 al. 2). Le coût moyen résultant de ces impressions est estimé à 60 francs par élève, soit plus de 2 millions de francs par an. Elle estime que la prise en charge de ces coûts par les communes n'est pas conforme à l'article 66 LS, mais également que ce montant contredit les principes de développement durable à l'heure où toutes les institutions limitent l'impression papier. Etant donné ce qui précède et comme communiqué dans la séance de présentation de la Stratégie EdNum préconsultation, l'ACF demande que la DFAC précise les critères d'impression aux enseignants et enseignantes afin de les limiter et, d'appliquer l'art. 66 al. 2 selon l'interprétation de l'ACF dès la rentrée 2022/23 ainsi que le montant pris en charge par la DFAC.

La commune de Châtel-St-Denis demande, dans l'article 66, al. 3, d'ajouter la prise en charge de la maintenance (assistance de proximité) par l'Etat.

La FAPEF revient sur l'article 104b mentionnant que le dispositif doit être réalisé dans les 5 ans suivant l'adoption de la stratégie de l'éducation numérique. Dans son retour, elle demande si l'urgence est un facteur déterminant pour la mise en œuvre de l'éducation numérique. Elle estime que le numérique devrait entrer dans les écoles quand tout le monde sera formé et prêt à l'intégrer.

Du point de vue de l'UNIFR, les bases légales ne sont pas suffisantes sous cette forme, car les institutions de formation ne sont pas explicitement mentionnées. Cette mention est jugée nécessaire car ces dernières doivent intégrer dans leur mission certains aspects spécifiques et disposer des ressources pour les mener à bien.

REPER souhaite que les bases légales veillent à la prévention en faisant le lien avec le concept santé à l'école et la stratégie de développement durable de l'Etat.

Le SEn déplore l'introduction du modèle « 1:1 » dans les écoles du cycle d'orientation au sein de l'article 71 de la LS. Cela n'est pas justifié comme étant nécessaire à la réalisation des objectifs poursuivis par la stratégie et ce principe va à l'encontre de la stratégie de développement durable de l'Etat car il pousse à une consommation en biens informatiques plus élevée que nécessaire. Ce modèle ne répond pas aux attentes de la population et aux objectifs du canton en matière de climat et d'émissions de gaz à effet de serre. Il souhaite que soit ajouté à l'article 22, al. 3 « dans le respect des principes du développement durable ».

Les conférences du SEnOF demandent si les articles proposés incluent le support informatique et la maintenance. Elles font remarquer que, pour les deux variantes, le nouvel article 22 al. 3 mentionne uniquement l'« équipement informatique des élèves de chaque cycle » alors que l'article 66 al. 2

let. c, qui renvoie à l'art. 22 al. 3 affirme qu'il y figure également « l'équipement [...] du corps enseignant et du personnel administratif cantonal [...] »°. Il y a donc une incohérence entre les deux articles. En outre, le terme "entier" a été supprimé aux articles 66 et 71 variante 1, alors qu'il est pourtant repris dans la variante 2.

4.12. Questions relatives aux conséquences sur l'organisation permanente et les autres projets cantonaux (chapitre 7)

4.12.1. Questions relatives aux conséquences sur les projets cantonaux (chapitre 7.1) - Est-ce que les éléments présentés vous semblent complets et pertinents ?

Pour l'ACF, soutenue par plusieurs communes, il convient d'inclure dans ce chapitre la relation avec la démarche DIGI-FR qui concerne la numérisation des prestations publiques.

Pour Les Vert-e-s, il manque une coordination avec les projets cantonaux que sont notamment la Stratégie cantonale de développement durable et le Plan Climat cantonal.

L'ACSM rappelle qu'un projet d'une telle ampleur entraînera des conséquences sur tous les autres projets au sein de l'école, obligeant à fixer des priorités.

Plusieurs retours reviennent sur la mention du concept qualité des écoles et estiment que ce lien avec la Stratégie EdNum n'est pas pertinent.

La commune de Semsales demande quels sont les liens de la Stratégie EdNum avec le DETTEC.

La Ville de Fribourg estime qu'il est important d'intégrer les besoins des grandes communes, pour lesquelles le programme HAE n'est pas toujours complet ou suffisant.

L'Asso Biblio FR fait référence au projet cantonal Visions Bibliothèques 2025 mentionné dans le programme gouvernemental pour la législature 2022-2026. Ce passage indique « La population fribourgeoise doit pouvoir bénéficier d'un accès équitable à des services de bibliothèques diversifiés et de qualité dans tout le canton. Un réseau cantonal de bibliothèques de lecture publiques et scolaires permettra de développer des services correspondant à ses besoins, de mutualiser les ressources et de prendre en compte la mobilité des habitants et habitantes ». L'association estime que ce projet peut soutenir et compléter de manière significative la Stratégie EdNum.

Les Grands-Parents pour le climat Fribourg estiment que la question de la santé des élèves n'a pas été abordée dans le rapport. Ils constatent que le nombre d'élèves avec des besoins particuliers augmente ainsi que les demandes pour les services de logopédie. L'organisation cite plusieurs références mettant en avant les risques d'une exposition excessive aux écrans, en particulier chez les jeunes enfants. Les conséquences citées sont notamment une augmentation des troubles de l'attention, des troubles du langage et de la motricité fine, problèmes ophtalmologiques, troubles du sommeil et facteur d'obésité. La définition de ce qui est entendu par une surexposition n'est pas précisée dans ce retour. Ils font également part des incertitudes sur la nocivité de l'exposition aux ondes pour les enfants. Ils rappellent que l'usage des écrans a également un impact sur l'estime de soi, sur les interactions avec autrui et peut induire un risque de consommation addictive. Ils mettent également en garde contre les mécanismes de manipulation développés par les GAFAM et les réseaux sociaux, visant notamment à récolter les données des utilisateurs et utilisatrices et à exposer à des contenus publicitaires. Pour ces différentes raisons, ils soutiennent l'éducation au numérique (fonctionnement

des systèmes, usage, éthique, risques et dangers, etc.) dès la 1H, couplé à une réflexion sur celui-ci et sur l'ensemble des comportements sociaux, dans le virtuel et dans la réalité physique.

Ils estiment toutefois que l'enseignement par le numérique légitime l'écran comme un bon outil auprès des parents et des élèves, encourageant ainsi les élèves à l'utiliser. Selon ce retour, l'enseignement d'usage et de fonctionnement du numérique devrait être réservé aux élèves à partir du secondaire. Ils souhaiteraient également une augmentation à l'école des heures de sport et des matières transversales impliquant l'intelligence émotionnelle, la résolution des conflits, le travail sur les émotions, sur les droits et les devoirs, sur le respect etc. Finalement, les risques liés à l'utilisation du numérique devraient selon eux, être sujets à prévention par la santé publique en-dehors de l'école, en faveur de la population générale.

Deux des conférences du SEnOF estiment que le lien avec le Concept Qualité n'est pas clair, ce qui donne l'impression que n'importe quel projet peut être étiqueté « Qualité » car il se passe dans un établissement. Elles rappellent que la mise en œuvre de la stratégie numérique ne rentre pas automatiquement dans les plans de développement qualité des écoles. En effet, le cadre qualité ne permet pas le suivi de la mise en œuvre de la stratégie numérique puisqu'il n'a pas été pensé comme tel. Il peut permettre la réflexion sur la mise en œuvre locale, mais pas son suivi. L'évaluation de la mise en œuvre et de ses impacts devrait être monitorée à l'externe des établissements et de manière scientifique.

4.12.2. Questions relatives aux impacts sur les unités administratives cantonales (chapitre 7.2) - Est-ce que les éléments présentés vous semblent complets et pertinents ?

L'ACF indique que pour le projet DIGI-FR, la Chancellerie est co-porteuse du projet au côté de l'ACF.

L'ACSM estime que la Stratégie EdNum concentre beaucoup de pouvoir décisionnel au Centre de compétences Fritic. Elle souhaite que l'informatique reste un outil ou un service à l'enseignement et non l'inverse.

La HEP rappelle que le Centre de compétences FRITIC est un acteur clé, mais ses missions ne sont pas celles de formation du personnel enseignant. Les aspects pédagogiques, didactiques et critiques sont du ressort des institutions en charge de la formation. Il lui semble plus que judicieux d'en consulter les spécialistes (CREA/TE de la HEP|PH FR, le CERF et le ZELF de l'Université de Fribourg). Ces personnes sont également des acteurs clés à l'échelle cantonale à intégrer impérativement.

L'UNIFR recommande, lors des phases de développement du matériel pédagogique, de s'orienter sur des bases pédagogiques et didactiques et en particulier sur les recherches empiriques à même de prouver leur efficacité.

Pour Les Vert-e-s, le comité de pilotage de la DFAC devrait intégrer des représentant-e-s du Service de l'environnement de la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement (DIME) pour assurer la coordination avec les outils mentionnés ci-dessus.

Selon la Ville de Fribourg, les communes restant responsables et autonomes dans la mise à niveau de l'infrastructure selon les standards cantonaux, une cohérence est à assurer en collaboration avec le prestataire externe en charge de l'infrastructure.

La CDEP souligne que la résolution des problèmes informatiques actuels sous forme d'appels au SITEL ou à FRITIC est parfois relativement complexe et se demande si, dans le cadre de l'implémentation de la stratégie numérique, les processus seront facilités.

4.12.3. Questions relatives aux impacts sur les autres entités (chapitre 7.3) - Est-ce que les éléments présentés vous semblent complets et pertinents ?

La commune de Neyruz souligne que la stratégie a un impact financier important pour les communes, notamment pour la mise à niveau des infrastructures, la maintenance et les formations.

Pour l'ACF, soutenue par plusieurs communes, le DETTEC doit être traité de manière indépendante en fonction des décisions du Grand Conseil. Elle fait référence au tableau « à charges des communes » et demande, comme développé précédemment, que les impressions, scans et photocopies relèvent des moyens d'enseignement / fournitures scolaires selon l'art. 66 al. 3. Ceux-ci devraient être à charge de l'Etat dès la rentrée 2022/23.

La commune de Châtel-St-Denis ainsi que la FAPEF estime que l'état des lieux de l'infrastructure (connexion et périphériques) devrait être à la charge du canton et pas des communes.

Pour la commune de Cheyres-Châbles, il existe une inadéquation entre un projet de renouvellement régulier et à jour de l'équipement numérique réparti entre le canton et la commune et la prise en charge à 100% des coûts liés au changement et mise à jour des tableaux interactifs (TBI). Si les communes ont des réticences ou des difficultés financières à les changer, il sera impossible au corps enseignant de communiquer avec les élèves sans interface d'échange.

Selon la HEP, plusieurs entités académiques ont été consultées. Le délai de remise de la documentation était toutefois trop court pour que les spécialistes puissent se pencher sur les tenants et les aboutissants avec sérieux. Dans le rapport, il semble manquer des éléments concernant les aspects de recherche, une analyse des besoins en formation, un travail approfondi d'études de la formation continue. La collaboration interinstitutionnelle pour l'accompagnement de la mise en œuvre semble être absente également.

Pour l'UNIFR, si le financement de la formation continue est explicité dans le document, le financement des institutions de formation, responsables de la formation à l'enseignement, manque de clarté.

Les Vert-e-s estiment que les entités mentionnées (Université et HEP) sont pertinentes mais d'autres entités sont oubliées, en particulier celles représentant les enseignant-e-s (ex. associations et syndicats) et celles représentant les parents (ex. conseil des parents, associations).

Dans le même sens, REPER rappelle que certains parents seront en demande de soutien pour la gestion de l'arrivée de nouveaux écrans dans le foyer. REPER s'attend donc à être impacté par ce projet avec une augmentation des demandes de conseils de prévention de la part des parents ou des professionnel-le-s et d'accompagnement de jeunes en difficultés avec la consommation d'écrans.

Pour la Ville de Fribourg, les listes devront être plus exhaustives selon la variante retenue. De même les processus entre cantons et communes mieux développés, en intégrant le DETTEC.

Pour Le Centre Gauche-PCS Fribourg, les institutions de formation sont appelées à proposer ou à accompagner une formation initiale et continue très axée sur la pratique.

4.12.4. Questions relatives à l'analyse Boussole 21 (chapitre 7.4) - Est-ce que les éléments présentés vous semblent complets et pertinents

L'ACF rapporte ici que la problématique des photocopies évoquée précédemment contredit les principes de développement durable et a des effets pédagogiques négatifs en termes de comportement écologique.

L'AMCOFF estime que le projet est incohérent avec le développement durable.

Pour Les Vert-e-s, l'utilisation de la Boussole 21 relève d'un exercice alibi alors que la durabilité devrait être un axe transversal de la Stratégie EdNum. L'analyse de la Boussole 21 devrait constituer un préalable et les résultats devraient être considérés comme des déterminants de la stratégie. Ici, l'analyse en fin de rapport se contente d'identifier des enjeux et des problématiques et d'apporter des justifications. Le parti estime que des mesures concrètes devraient être identifiées pour minimiser les impacts négatifs et renforcer la compatibilité de cette stratégie avec le développement durable, voire ses contributions. Dans ce sens, les résultats de l'analyse par la Boussole 21 devraient être utilisés pour fixer des objectifs de développement durable dans la stratégie et pour mettre en place un suivi (monitoring). Le canton pourrait par exemple élaborer un concept pour une utilisation plus durable et s'engager à compenser les émissions de gaz à effet de serre de cette charge supplémentaire.

Plusieurs retours, comme XR-Fribourg, les Grands-Parents pour le climat, les Parents pour le climat et le Groupe PS du Grand Conseil, rejoignent ce constat et demandent que des mesures soient prises afin de diminuer l'impact environnemental. En outre, le Groupe PS du Grand Conseil estime que l'impact sur la santé des élèves de l'éducation numérique n'est pas suffisamment pris en compte par la stratégie. Il note qu'un suivi des effets sur la santé des élèves n'est pas non plus prévu et s'inquiète des enfants souffrant d'électrosensibilité.

Pour le SPFF, il est difficile d'anticiper réellement l'utilisation effective du matériel informatique, car plusieurs facteurs sont induits par les enseignant-e-s (habitudes, formations, valeurs) ou les élèves (autonomie, difficultés organisationnelles). Cette sous-utilisation a également un impact écologique. Dans ce sens, Asso Biblio FR rappelle que le principe du partage des équipements informatiques pourrait être proposé facilement dans les bibliothèques scolaires. Les appareils seraient ainsi mis à disposition et utilisés de manière plus optimale.

REPER est d'avis que les arguments concernant les défis écologiques liés à l'éducation numérique ne sont pas suffisamment réfléchis et argumentés. L'organisation déplore que les enjeux et impacts climatiques de l'équipement informatique induit par la stratégie ne soient pas suffisamment pris en compte dans le rapport. Elle note qu'aucune compensation n'est prévue (panneaux solaires par exemple).

La référence au rapport de l'Union internationale des télécommunications (IUT), l'agence des Nations Unies pour le développement des technologies numériques, est jugée comme peu adéquate par plusieurs retours, dont les conférences du SEnOF. Celles-ci rendent attentifs à la communication sur la stratégie, les actrices et acteurs, y compris les élèves, étant pour la plupart lucides sur les problèmes environnementaux. La stratégie a un réel impact environnemental qui ne doit pas être négligé.

Pour la commune de Montagny, le rapport fait un constat très optimiste concernant l'impact des potentielles nouvelles connaissances acquises grâce au déploiement du numérique. D'autres études sur les impacts écologiques du numérique devraient être citées dans ce chapitre.

Pour l'organisation Schule & Elternhaus Kanton Freiburg, ce chapitre du rapport traite principalement de la sensibilisation des élèves à l'utilisation durable des appareils, mais omet de détailler les informations sur leur achat, élimination et recyclage.

Pour la HEP, il manque dans le rapport plusieurs éléments. Premièrement, elle rappelle que les interfaces numériques peuvent participer aux mécanismes de harcèlement et que ces phénomènes doivent être anticipés et rend attentif à anticiper les risques dus à la dépendance de l'utilisation d'interface numérique, comme Office 365. Elle fait remarquer que l'utilisation du numérique au niveau des élèves ne réduira pas les déplacements internationaux. Finalement, elle note que, selon la recherche, lorsque la technologie est déployée, est à disposition et facile d'utilisation, elle est utilisée.

L'UNIFR demande une évaluation des moyens pour favoriser la durabilité, en particulier, la promotion pédagogique d'attitudes en faveur d'une éducation et d'un développement durables.

Les Grand-parents pour le climat rendent également attentifs à l'utilisation importante d'énergie. Ils demandent en conséquence une évaluation de la consommation annuelle additionnelle du parc informatique à installer, des propositions favorisant un approvisionnement en énergie renouvelable et locale, des formations aux économies d'énergie. L'organisation souligne en référence à M. Fabien Granjon, sociologue, qu'en termes d'équité et d'égalité, les pratiques numériques restent tributaires des inégalités existantes dans la société. Elle rappelle ainsi que la bonne maîtrise des technologies de l'information et de la communication dans un cadre scolaire est fortement indexée au milieu social et demande comment la stratégie souhaite lutter contre cette problématique.

Parents pour le climat estime que les impacts négatifs indirects ne sont pas considérés par l'évaluation Boussole 21. Ils soulignent notamment les risques des technologies, notamment en termes de surveillance étatique.

Les conférences du SEnOF se questionnent sur la reprise des équipements actuellement en place dans les écoles, pour rappel à la charge des communes. Elles suggèrent de redistribuer ce matériel à des personnes ou entités en ayant besoin. Elles se penchent également sur la problématique du recyclage à la fin de vie de ce matériel. Elles estiment que le projet peut être perçu comme une contrainte pour les enseignant-e-s et pour les élèves, la question écologique touchant directement l'avenir de ces derniers. La participation des élèves à ce projet leur permettrait de s'exprimer sur le sujet, l'adhésion et la compréhension à tous les niveaux étant déterminantes pour sa réussite.

4.13. Questions relatives au glossaire (chapitre 8) - Est-ce que les éléments présentés vous semblent complets et pertinents ?

La HEP conseille de bien vérifier la question des droits d'auteur dans le cadre des définitions ainsi que les sources dans ce chapitre.

L'UNIFR propose d'ajouter un complément au concept d'apprentissage : « l'apprentissage peut avoir lieu sans qu'un changement comportemental soit directement observable (par exemple lorsqu'une personne a compris un concept sans que cela soit immédiatement visible dans son comportement). Dans ce cas, elle a acquis le potentiel d'un changement comportemental. »

4.14. Généralités - Est-ce que des éléments essentiels vous semble manquer dans le présent rapport ?

L'ACF estime que, de manière générale, le rapport est bien composé et semble complet. Pour les détails, elle se rapporte à ses remarques transmises dans les formulaires.

La commune de Riaz se demande si le corps enseignant, les parents et les enfants ont pu exprimer leurs besoins sur cette stratégie selon leur réalité.

Le Parc naturel régional Gruyère et Pays d'En-Haut souligne l'importance de la numérisation de l'éducation et estime nécessaire des moyens importants pour sa mise en œuvre. Dans la même mesure, il estime essentiel que les élèves restent « connectés » directement à leur environnement naturel et culturel afin de compenser la numérisation de manière générale. L'organisation souhaite des moyens supplémentaires permettant de favoriser et promouvoir l'enseignement en extérieur et toutes les formes d'enseignement qui permettent de lier l'école au territoire et à la communauté dans l'esprit d'une approche globale d'une éducation transformatrice. Dans ce sens, les instances du parc recommandent la création d'un centre de compétence en matière d'éducation en extérieur.

La commune de Villars-sur-Glâne souhaite que l'Etat veille à ce que l'enseignement ne soit pas que numérique. La qualité de l'enseignement dépend de la diversité des méthodes et des ressources attribuées au corps enseignant ainsi qu'aux élèves. La crainte d'un gaspillage dans les outils mis à disposition est un facteur à ne pas minimiser. En outre, la commune souligne que des formations ad hoc devraient être proposées au corps enseignant afin que le matériel soit utilisé de la façon la plus adéquate possible.

La commune de Siviriez estime que les risques induits par un mauvais usage de l'outil et de l'environnement informatique pour la santé ne sont pas suffisamment mis en évidence pour pouvoir les quantifier et évaluer leur impact sociétal, environnemental et économique. Selon ce retour, le rapport manque expressément d'une étude sur les impacts pour la santé et un chapitre sur la prévention et les conditions à respecter pour usage sain à long terme. La commune revient sur les aspects financiers et constate que beaucoup de chiffres du rapport sont basés sur des estimations. Elle craint ainsi des écarts probables entre l'existant et le futur nécessaire.

La HEP souhaite qu'un budget « recherche » soit ajouté à la stratégie, afin de documenter ce qui est fait et les impacts de l'exploitation du potentiel du numérique. Pour l'institution, il faudrait dissocier la réponse politique à apporter à la motion du Grand Conseil de la rédaction d'une stratégie d'éducation numérique cantonale qui doit tenir compte du contexte et des missions de l'école.

Le Groupe PS du Grand Conseil souhaite voir figurer dans le rapport le calendrier de la formation des enseignant-e-s. Dans ce sens, les Grands-parents pour le climat souhaitent des clarifications quant à la formation de base et la formation continue.

La commune de Semsales estime que le rapport, dans son ensemble, est complet. Elle rappelle que la difficulté et la complexité du projet résidera dans la gestion de toutes les « questions de détail ».

Les Vert-e-s regrettent que le rapport ne fasse pas référence aux concepts équivalents dans les autres cantons. Le parti rappelle que l'école doit tenir compte de la mobilité des familles qui changent de canton et doit s'assurer que le passage des élèves fribourgeois dans un autre canton ou l'arrivée d'élèves en provenance d'autres cantons ne soit pas pénalisante pour ceux-ci.

Plusieurs retours estiment que le rôle et l'implication des parents devraient être étayés dans le rapport. Pour atteindre les objectifs de la stratégie, il est important que ces derniers en saisissent les enjeux et adhèrent à cette vision. Une information régulière doit leur être fournie et des échanges entre eux et

l'école sont souhaitables. Cela peut aussi passer par les Conseils des parents, qui ont pour mission d'être des vecteurs auprès de leurs pairs.

La commune de Granges-Paccot rend attentif au fait que certains parents appréhendent l'école comme complexe. Le numérique risque de renforcer ce sentiment. La stratégie devrait prendre en compte des possibilités d'interagir le mieux possible avec les familles et non pas privilégier uniquement le lien élève-enseignant-e.

REPER rappelle que certains enfants et adolescent-e-s utilisent de manière abusive les médias numériques. Jusqu'à maintenant, l'école offrait à ces élèves des moments largement déconnectés. L'introduction de l'éducation numérique, bien que visant des objectifs pédagogiques, expose ces jeunes à plus de temps d'écrans qu'auparavant, impactant le bien-être. L'organisation souhaite ainsi que des mesures d'aide soient prévues pour les élèves présentant des formes de consommation excessives d'écrans.

REPER estime que certaines des thématiques suivantes devraient être approfondies : accompagnement des parents dans cette transition, moyens accordés à la prévention, lien avec le concept santé à l'école ou avec la stratégie de développement durable, soutien des publics vulnérables et jeunes en difficulté et la consommation d'écran. Concernant le développement durable, l'organisation estime que des réponses concrètes devraient être apportées sur la gestion des déchets, la compensation écologique en lien avec une augmentation de la consommation électrique, le recyclage, la provenance des matériaux, etc. La Commission consultative de développement durable aurait pu être consultée.

XR-Fribourg soutient que l'école doit apprendre aux élèves la finitude des ressources, le lien à la terre, l'importance des liens sociaux et de la cohésion sociale, la relocalisation des espaces de production. L'organisation estime que la stratégie mise en consultation, ne permet pas à l'école de répondre aux enjeux actuels et d'assurer une planète viable pour les générations futures.

Asso BiblioFR souhaite l'intégration des bibliothèques scolaires comme partenaires et ressources dans l'introduction de l'éducation numérique.

Plusieurs répondants, dont le SPFF, demandent que le rapport intègre les résultats de recherches sur l'impact des écrans et des ondes sur les enfants.

Le Centre Gauche-PCS Fribourg regrette que les concepts déjà en place dans les écoles, principalement du côté germanophone, ne soient pas suffisamment reconnus dans l'élaboration de la stratégie.

Plusieurs retours estiment qu'il est regrettable que l'aspect environnemental et de durabilité ne tienne pas une place plus importante dans la stratégie. Les Grands-parents pour le climat Fribourg soulignent l'existence d'un lien transversal et complémentaire entre l'EDD et le projet de l'éducation numérique. L'EDD ne doit pas être préteritiée par l'arrivée de ce nouveau concept.

Certains retours regrettent que le lien avec d'autres composantes des plans d'études, telle que l'éducation au développement durable, ne soit pas fait.

Plusieurs retours, comme celui des Grands-parents pour le climat Fribourg, regrettent que le rapport ne soit pas étayé par des références scientifiques dans le domaine pédagogique, sanitaire ainsi qu'environnemental.

Selon les conférences du SEnOF, l'impact écologique et sur les familles est trop peu thématiqué, tout comme la question du temps d'écran des élèves. Des questions pratiques pour la gestion des appareils dans les classes restent ouvertes. À ce sujet, le Bureau Santé à l'École, le Groupe de travail sur l'hyperconnectivité, la Brigade des mineur-e-s et le Centre fribourgeois de santé sexuelle pourraient être intégrés au projet.

Les aspects de sécurité informatique ne sont pas non plus suffisamment thématiqués. Elles rappellent que des organisations à but non lucratif fournissent des conseils concernant la sécurité informatique et le respect des droits fondamentaux dans le cadre numérique.

4.15. Variantes - Quelle variante de mise en œuvre de la stratégie privilégiez-vous ?

4.15.1. Choix des variantes

La consultation n'a pas permis de différencier les deux variantes. Dans ce sens, l'ACF part du principe que chaque autorité communale ou association de commune puisse choisir la variante qui lui convienne.

Parmi les trois conférences du SEnOF, l'une soutient la variante 1, la deuxième soutient la variante 2, et la troisième précise que même s'il n'y a pas d'unanimité au sein de la conférence, la majorité des personnes la composant soutient la variante 2. Il y a donc une légère majorité pour la variante 2.

Il est cependant important de souligner que les deux variantes soulèvent encore beaucoup de questions, comme en témoignent les remarques reçues aux différentes questions de la consultation. L'avantage financier pour les différent-e-s actrices et acteurs du projet est également difficile à évaluer. Certains avis suggèrent d'élaborer une variante 3, résultant d'une solution mixte entre les variantes présentées en consultation, ou de laisser le choix entre la variante 1 et 2 pour chaque école. Les conférences du SEnOF font également remarquer que l'efficacité de la mise en œuvre dépend de l'équilibre entre les préoccupations des aspects matériels et celles touchant à la formation et aux aspects pédagogiques du projet.

Selon la commune de Siviriez, la marge d'indépendance pour les communes semble approximativement la même entre les deux variantes, notamment en raison de la fixation de standards de la part du canton.

La commune de Ferpicloz estime encore difficile de se positionner sur les variantes car trop d'éléments sont peu clairs, notamment les coûts pour les communes et les charges en personnel. La commune n'a pas encore effectué les calculs nécessaires pour savoir quelle variante est plus avantageuse pour elle. Les montants évoqués dans ce rapport sont conséquents en sachant que la commune doit planifier d'autres investissements en parallèle de cette stratégie scolaire.

Le PLR Fribourg salue et soutient que les deux variantes garantissent une égalité des chances et d'accès à l'ensemble des élèves du canton. Selon ce retour, si la variante 2 a l'avantage de favoriser l'autonomie communale tout en suivant des standards cantonaux, toutes les communes n'ont pas les mêmes moyens à investir dans le matériel informatique et cela créera des différences. Enfin, par expérience, lorsque l'Etat impose un concept et les communes doivent acheter le matériel, les communes acceptent difficilement de financer quelque chose qu'elles n'ont elles-mêmes pas décidé. Cela pourrait grandement freiner l'avancée de ce projet mené par le canton. Par ailleurs, le parti rend

attentif aux différences de coûts selon le type d'appareils choisis, Apple ou PC. Pour conclure, Le PLR voit les intérêts dans les deux variantes et laisse cette question aux communes.

4.15.2. Arguments en faveur de la variante 1

La Commission ATPrDM est d'avis que la variante 1 présente une meilleure sécurité informatique des équipements, car elle relève de la responsabilité du canton. Celui-ci semble mieux à même de garantir cette sécurité et d'en assurer son suivi puisqu'il dispose des compétences en la matière, notamment au travers du Centre de compétences Fritic et du SITel.

Comme le relève la commune de Ferpicloz, la variante 1 permet une homogénéité des moyens dans l'ensemble des établissements scolaires du canton. De fait, l'équité de traitement des établissements permettra de respecter les exigences du PER. Elle permet de réaliser des économies d'échelle pour l'acquisition du matériel et de profiter d'une gestion professionnelle du support.

La CODESS estime également que la variante 1 contribue davantage à l'égalité des chances.

Pour la Commune Le Mouret, dans la variante 1, le canton garantirait également la sécurité informatique des équipements.

Pour les conférences du SEnOF, la variante 1 a l'avantage de définir un peu plus clairement les tâches et les responsabilités de chaque partie impliquée dans ce processus. D'autre part, cette variante devrait dans les faits contribuer à une plus grande égalité de traitement entre les élèves du canton en matière de standards sur l'équipement informatique et de l'infrastructure scolaire.

Selon la Cosahl, la variante 1 est plus adaptée en matière de sécurité informatique et à terme, d'économicité. En outre, la mise à niveau technologique des écoles concrètement prévue dans la variante 1 devrait dans les faits contribuer à une plus grande égalité entre les élèves du canton en matière de standards sur l'équipement informatique et l'infrastructure scolaire. Elle est la seule variante qui respecte le principe du « qui commande paie ». Ce retour précise qu'il est toutefois nécessaire que les directions d'établissement et le corps enseignant puissent compter sur un support de proximité performant.

4.15.3. Arguments en faveur de la variante 2

Pour les conférences du SEnOF, la variante 1 soulève des inquiétudes concernant l'idée d'une maintenance centralisée. La maintenance localisée de la variante 2 est déjà une solution existante et efficace dans plusieurs écoles. Cette deuxième variante semble pouvoir être mise en œuvre plus rapidement. Elle tient compte des spécificités locales et favorise l'autonomie des écoles.

D'autres retours estiment également que la variante 2 permet aux communes de garantir une autonomie sur le type et la mise en place de l'équipement sous réserve de pouvoir choisir des intervenants agréés du même district que la commune.

La variante 2 laisse une autonomie aux communes et ainsi permet de garder une « Identité scolaire et communale ». Elle semble plus en lien avec une philosophie de consommation locale et établissement de réseaux locaux. Comme le souligne la commune de Planfayon, cette variante permet aussi de pérenniser les projets locaux.

La variante 2 renforce le risque de sortir du principe d'égalité des chances, puisque les communes à plus fort potentiel économique pourraient compléter le matériel à discrétion et de façon unilatérale.

4.16. Remarques complémentaires générales

Les retours soulignent plusieurs points déjà évoqués précédemment. De ce fait, le rapport mentionnera ici principalement les remarques n'étant pas déjà mentionnées dans la synthèse du rapport.

L'UDC n'a pas émis de commentaire dans le formulaire et répond favorablement aux questions du formulaire. Le parti émet une préférence pour la variante 2.

L'ACF remercie pour le travail de recherche accompli.

La stratégie doit répondre aux enjeux de société actuels. Dans ce sens, la commune de La Brillaz estime qu'il est primordial de transmettre tous les outils nécessaires aux élèves pour rentrer dans le monde économique, social et sociétal de la meilleure manière qui soit. Il est important de fournir à tous les élèves la même chance d'entrer dans le monde du travail et que l'Etat s'y attelle.

L'ACSM remet en question l'amélioration de l'égalité des chances et propose plutôt de fournir le matériel uniquement à celles et ceux qui en auraient le plus besoin.

A l'instar du parti Le Centre et de la commune de Cottens, les retours rappellent l'importance de former et informer les enseignant-e-s, particulièrement du côté francophone car il semble y avoir une grande différence dans l'avancement numérique tant dans la pratique que dans l'approche culturelle. Les enseignant-e-s semblent être peu au courant de ce que prévoit la stratégie. Certaines craintes pourraient facilement être levées, favorisant ainsi une implantation en collaboration avec ces derniers pour le bien-être des élèves.

Le Centre estime également qu'il est primordial que les solutions implantées permettent aux enseignant-e-s d'enseigner, et non de régler des problèmes informatiques et techniques au détriment des élèves. Il trouve primordial de faire coexister les deux variantes, la variante 1 étant probablement plus aidante pour les écoles qui n'ont pas encore commencé le développement numérique et la variante 2 étant la plus appropriée pour les écoles déjà avancées qui redoutent une limitation.

En outre, le parti propose une distribution des appareils propre à chaque élève en 7-8H pour une durée de 5 ans jusqu'à la fin de l'école obligatoire.

Selon les conférences du SEnOf, la formation du corps enseignant est primordiale pour pouvoir proposer une plus-value avec l'implémentation de cette stratégie. Les connaissances informatiques du corps enseignant ne doivent pas être présupposées car, pour certain-e-s, les bases (Word, Teams, etc.) ne sont pas acquises. Les équipements ne sauraient être utilisés de manière optimale sans les formations ni les moyens nécessaires pour en faire émerger un enseignement de qualité. En particulier, l'informatique change le rapport au savoir en négligeant parfois sa transmission, en transigeant sur la qualité des sources et en créant des angles morts sur les biais de confirmation qu'il implique, etc. Si le personnel enseignant venait à ne pas être formé correctement à l'utilisation des outils et à l'esprit critique très affûté qu'ils impliquent, les conséquences en matière de contenus disciplinaires pourraient être importantes. La réflexion pédagogique doit primer au service des apprentissages pour et par l'élève. L'ordinateur est un outil et non une fin en soi.

La commune de Riaz relève les disparités entre les enseignant-e-s au niveau des compétences informatiques et souhaite que la formation soit différenciée et renforcée pour certains. La commune de Cottens rejoint la demande de Riaz stipulant qu'il est essentiel de former des personnes-ressources

préposées au conseil et à l'accompagnement. Les ressources humaines doivent être à la hauteur des ressources matérielles souhaitées.

La commune de Châtel-St-Denis compte, dans un esprit de collaboration étroite entre le canton et les communes, sur une communication efficace de l'Etat, en amont de chaque étape.

La commune de Cottens s'interroge sur la pertinence des tablettes au cycle 1 ainsi qu'aux aspects organisationnels tels que la grille horaire.

Le Centre Gauche-PCS Fribourg est satisfait du rapport qu'il estime complet et visionnaire, avec un horizon temporel plus clair pour une mise en œuvre pour 2030.

La FAPEF s'oppose fermement à la Stratégie EdNum. Elle se base sur l'usage du terme « rapidement » en introduction du rapport mis en consultation pour conclure que la stratégie a été faite dans l'urgence. Une réflexion doit être menée avant la mise en place de la stratégie. Alors que la relation humaine est fondamentale dans l'enseignement, elle estime que la stratégie reviendrait à créer une barrière d'écrans détériorant la communication et le lien enseignant-e-élèves. La FAPEF souligne qu'au niveau sanitaire des études scientifiques internationales démontrent les effets délétères des écrans, de l'utilisation prolongée d'ordinateur non-adapté et des rayonnements. Le Groupe PS du Grand Conseil fait également référence à ces études.

La FAPEF favoriserait la variante 2 qui laisse une autonomie aux communes et ainsi permet de garder une « identité scolaire et communale » et une consommation locale. Un inventaire des installations existantes devrait être fait pour voir les besoins de chaque commune et trouver une équité de traitement dans tout le canton.

L'UPCF demande que le projet soit mis en œuvre le plus rapidement possible, ceci afin d'éviter que les jeunes arrivent sur le marché du travail sans avoir acquis le savoir-faire nécessaire.

Le Groupe PS du Grand Conseil ne conteste pas la place du numérique à l'école. Néanmoins, il relève, selon lui des manquements dans la stratégie présentée. Alors que cette mise en œuvre provoque une surcharge de travail, la stratégie ne prévoit pas de compensation et impacte négativement la qualité de l'enseignement. Il estime manifestement regrettable que cette stratégie n'ait pas été précédée d'une vision pédagogique et souhaite que des moyens soient alloués pour la recherche sur l'éducation par le numérique. Les objectifs fixés pourraient être atteints sans donner un ordinateur à chaque élève du CO, ce que le Conseil d'Etat n'a pas pris en compte. Le Groupe conclut ainsi qu'une nouvelle stratégie devrait être proposée en tenant compte des besoins des enseignant-e-s et des élèves.

Les conférences du SEnOF estiment que le coût global de la stratégie questionne par rapport aux autres besoins en ressources, comme les mesures socio-éducatives, la pédagogie spécialisée, l'inclusion scolaire, la psychologie scolaire, etc. Elles craignent que la primauté soit donnée à ce projet au détriment d'autres et au détriment de certains besoins des élèves. Les élèves déjà en difficulté avec les apprentissages de base pourraient se retrouver submergé-e-s par les attentes toujours plus nombreuses. Les directions et le corps enseignant font également face à de nouvelles attentes, générant de la surcharge et du stress. De nombreuses questions restent ainsi ouvertes sur l'implémentation de ce chantier de très grande ampleur.

REPER salue l'évaluation Boussole 21, mais se dit surpris des résultats lacunaires, surtout concernant la thématique de la « Santé et prévention ». L'organisation suggère de mener une évaluation externe faite par des spécialistes.

La commune de St-Ursen craint que le savoir-faire, les relations et les processus mis en place dans certaines communes ne soient perdus dans une solution cantonale. Elle soutient donc la variante 2.

La Conférence des syndicats informe qu'ils renoncent à prendre position sur cette thématique. La conférence laisse le soin à ses membres d'analyser les enjeux et de répondre au questionnaire selon les éléments qui leur sont propres.

XR-Fribourg estime que la Stratégie EdNum perpétue une vision du monde anthropocentrée, répondant au dictat économique afin de rendre les élèves plus employables. Or, l'école devrait absolument tenir compte des enjeux climatiques actuels, dont la réduction des gaz à effet de serre est l'un des objectifs majeurs. Elle devrait aider les adultes de demain à sortir de l'idée que les ressources matérielles sont illimitées et que la technologie va résoudre nos problèmes. La santé des générations futures et l'habitabilité même de la planète sont en jeu. Pour ces raisons, XR-Fribourg s'oppose au projet tel que mis en consultation.

Parents pour le climat Fribourg estime que le Conseil d'Etat utilise un discours fataliste face à l'évolution de la technologie et le rappelle à son rôle de régulation et de contrôle. L'organisation estime que le Conseil d'Etat devrait proposer, pour introduire le numérique à l'école, un concept pédagogique. Elle appelle à la prudence et souligne que si l'éducation numérique est nécessaire, c'est pour éduquer au numérique. Les mises en garde sur l'éducation par le numérique développée plus haut sont reprises. Les élèves devraient pouvoir se concentrer sur leur responsabilité vis-à-vis de la planète sans être submergés par des écrans. L'organisation, en conséquence des différentes raisons qu'elle a évoquées précédemment, s'oppose à la stratégie.

L'AMCOFF relève plusieurs points positifs du projet, comme la volonté d'améliorer l'équipement informatique des écoles, la volonté d'effacer les disparités d'équipement des écoles suivant les capacités financières des communes, d'équiper tout le corps enseignant. Elle estime toutefois que l'investissement visant à fournir un ordinateur par élève au CO n'est pas une priorité. Les moyens que l'Etat est prêt à mettre dans ce projet seraient plus utiles pour les thématiques liées au climat scolaire : comme l'inclusion, les effectifs de classe, les mesures d'aide et les situations de rupture scolaire.

Le PLR estime que la Stratégie EdNum est ambitieuse et nécessaire, mais manque de moyens humains suffisants dans les domaines de la formation pour les enseignant-e-s ainsi que pour l'assistance en qualité et quantité dans les établissements.

Pour le SPFF, la stratégie nécessite des objectifs clairs et des formations réfléchies afin de s'assurer que les enseignants et enseignantes soient correctement préparés et éviter des réactions d'opposition.

Équipements et assistance informatiques à l'école obligatoire fribourgeoise 2024

Etat des lieux au 31 décembre 2023

26 avril 2024

Depuis 2001, le Centre de compétences Fritic consolide une statistique sur les ressources humaines, financières et matérielles en lien avec le numérique des écoles du canton de Fribourg (degrés obligatoires et post-obligatoire). Cette démarche a lieu tous les deux ans. Elle permet de suivre les évolutions et les tendances des écoles du canton en termes de numérique. A ce titre, elle est un instrument précieux de pilotage institutionnel des écoles fribourgeoises.

Ce document se focalise spécifiquement sur les établissements de l'école obligatoire en milieu ordinaire. Les résultats permettront de calibrer le dispositif de gestion des équipements, des plateformes, du support et des formations numériques des années à venir.

1	MÉTHODOLOGIE ET REPRÉSENTATIVITÉ	2
2	SYNTHÈSE DES RÉSULTATS	3
2.1	CONTEXTE : 2 PLANS D'ÉTUDES	3
2.2	SYNTHÈSE	3
3	RÉSULTATS	4
3.1	PARC INFORMATIQUE	4
3.1.1	Répartition du parc informatique par type d'équipement	4
3.1.2	Répartition du parc informatique par usage	5
3.1.3	Système d'exploitation	6
3.1.4	Ancienneté du parc informatique	7
3.1.5	Densité d'équipements	8
3.2	SYSTÈMES DE PROJECTION	10
3.3	RÉSEAU INTERNET	11
3.3.1	Réseau sans fil	11
3.3.2	Connexion des appareils privés à l'école	12
3.4	SUPPORT TECHNIQUE	13
3.4.1	Organisation	13
3.4.2	Support technique assuré par le corps enseignant	13
4	GLOSSAIRE	15

1 Méthodologie et représentativité

L'enquête a porté sur l'état des équipements et de l'assistance informatiques des écoles de la scolarité obligatoire du canton au 31.12.2023. Elle a été réalisée à l'aide d'un questionnaire en ligne adressé aux directions d'écoles, à remplir par les écoles dès le début de l'année 2024.

Toutes les écoles primaires et cycles d'orientation du canton ont été sollicitées. La quasi-totalité des écoles a répondu au questionnaire ; seules 2 écoles primaires n'ont pas rendu leurs réponses, représentant 0,7 % des élèves de l'école obligatoire (289 élèves).

Effectifs	Nb d'écoles	Nb de classes	Nb d'élèves	Nb d'enseignant-e-s	Nb d'EPT enseignant-e
Ecoles primaires	97	1547	29124	2942	2257
• EP	76	1069	20151	1859	1619
• PS	21	478	8973	1083	638
Cycles d'orientation	23	614	11741	1513	972
• CO	14	450	8856	1095	716
• OS	9	164	2885	418	256
Total	120	2161	40865	4455	3229

Nous avons ainsi reçu 103 réponses au questionnaire pour l'école obligatoire, pour **120 établissements scolaires**. Les communes de Bulle, Villars-sur-Glâne, Fribourg, Courtepin et Morat ont complété chacune un seul questionnaire pour toutes les écoles primaires de la ville. Morat a également complété un seul questionnaire pour ses 2 cycles d'orientation.

Fribourg, Courtepin et Morat ont des écoles primaires francophones et alémaniques sur leur territoire. Avec un seul questionnaire, la dissociation linguistique ne peut être effectuée.

- > Courtepin sera considérée dans les statistiques comme une école francophone. Cela représente une école primaire francophone et une germanophone, respectivement 399 et 107 élèves.
- > Morat et Fribourg seront considérées dans les statistiques comme des écoles primaires et CO (Morat) alémaniques. Cela représente 7 écoles primaires francophones et 5 germanophones, respectivement 2'474 et 1'573 élèves et 2 cycles d'orientation, un francophone et un germanophone, respectivement 228 et 380 élèves.

2 Synthèse des résultats

2.1 Contexte : 2 plans d'études

Les écoles du canton de Fribourg suivent 2 plans d'études différents en fonction de la région linguistique :

- Le Lehrplan 21, qui intègre nativement l'éducation numérique, est en œuvre dans toutes les écoles germanophones du canton.
- L'intégration de l'éducation numérique (avril 2021) au PER, plan d'études romand, est en cours de mise en œuvre dans le canton. Les enseignant-e-s du cycle 1 sont en cours de formation ; les formations des enseignant-e-s des cycles 2 et 3 viendront ensuite.

Cette différence entre les deux régions linguistiques se retrouve par voie de conséquence dans les résultats de l'enquête.

2.2 Synthèse

Le parc informatique de l'école obligatoire est constitué de 17'191 équipements informatiques (ordinateurs et tablettes), 6 % de plus que dans l'enquête de 2022.

La densité moyenne d'équipements est de 3,3 élèves par équipement informatique, avec une disparité selon la région linguistique :

- > la densité est deux fois plus élevée dans la partie germanophone du canton que dans la partie francophone ;
- > la densité double entre l'école primaire et le cycle d'orientation dans la partie germanophone du canton, répondant à une progression entre les niveaux, alors qu'elle reste la même dans la partie francophone.

Le parc informatique est relativement ancien si l'on considère les ordinateurs, mais beaucoup plus récent si l'on considère les tablettes qui ont moins de 5 ans dans la très grande majorité. Les tablettes représentent 37 % du parc informatique scolaire total mais 48 % des équipements destinés aux élèves, sans différence entre l'école primaire et le cycle d'orientation.

Côté système d'exploitation, les ordinateurs Apple restent les plus répandus dans les écoles du canton, à hauteur de 62 % à l'école primaire et 75 % au cycle d'orientation, par rapport aux ordinateurs Windows. Cette proportion ne tient pas compte des tablettes Apple (iPad) qui représentent 97 % du parc de tablettes.

En termes d'infrastructure informatique, les écoles sont équipées de systèmes de projection et de visionneuses de documents dans quasiment toutes les salles de classe du canton. Quasiment toutes les écoles disposent de réseau sans fil (Wi-Fi) avec une couverture *a minima* partielle de leurs salles de classe dont 83 % ont une couverture wifi dans toutes les salles de classe. Tous les cycles d'orientation, francophones et germanophones, disposent d'une couverture wifi complète de l'école.

La maintenance technique est assurée par une entreprise mandatée et/ou un-e technicien-e de l'école ou de la commune dans 108 des 120 établissements ayant répondu. La maintenance technique est toutefois déportée sur les enseignant-e-s dans certains cas, qu'ils aient ou non de décharge spécifique, et de façon particulièrement importante dans les écoles primaires francophones : cela représente 4,6 heures par an par équipement, contre moins d'1 heure pour les écoles primaires germanophones et les cycles d'orientation.

3 Résultats

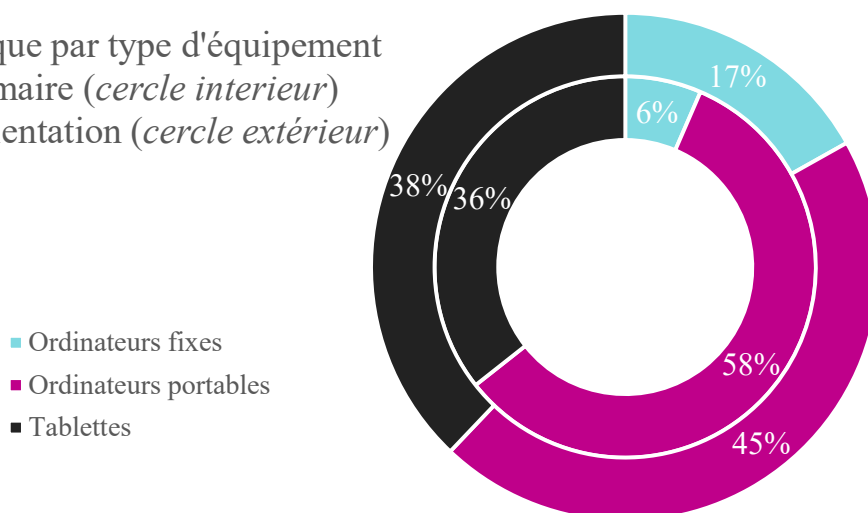
3.1 Parc informatique

En comparaison avec l'enquête effectuée en 2022 et malgré la mise en pause de l'investissement d'équipement informatique de certaines communes en attente de la Stratégie d'éducation numérique, le parc informatique a progressé de + 6 % en 2 ans :

Parc informatique total	Total 31.12.2021	Total 31.12.2023	Taux d'évolution en 2 ans
Ecoles primaires	9800	10334	+ 5,5%
Cycles d'orientation	6425	6857	+ 6,7%
Total	16225	17191	+ 6,0%

3.1.1 Répartition du parc informatique par type d'équipement

Parc informatique par type d'équipement à l'école primaire (*cercle intérieur*) et en cycle d'orientation (*cercle extérieur*)

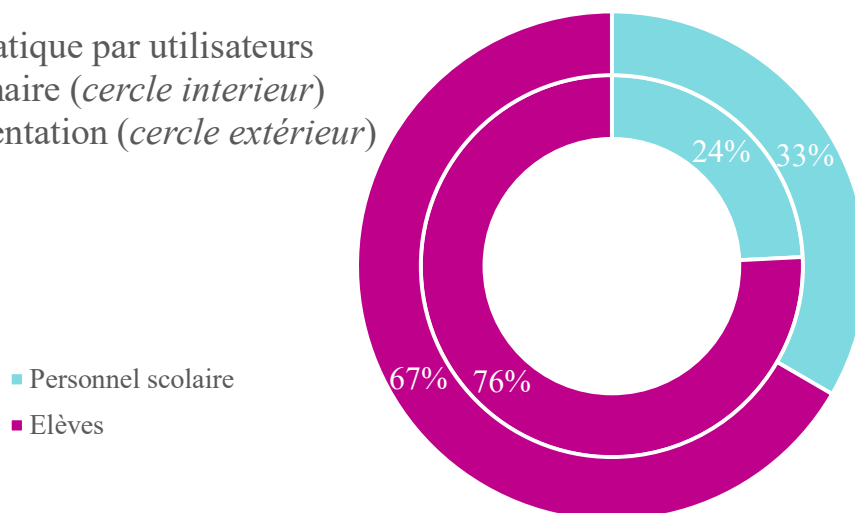


Parc informatique par type d'équipement

Parc informatique	Nb d'ordinateurs fixes	Nb d'ordinateurs portables	Nb de tablettes	Total
Ecoles primaires	667	5985	3682	10334
• EP	453	4181	1503	6137
• PS	214	1804	2179	4197
Cycles d'orientation	1157	3100	2600	6857
• CO	846	2396	354	3596
• OS	311	704	2246	3261
Total	1824	9085	6282	17191

3.1.2 Répartition du parc informatique par usage

Parc informatique par utilisateurs à l'école primaire (*cercle intérieur*) et en cycle d'orientation (*cercle extérieur*)



Les 3/4 des équipements informatiques sont à destination des élèves dans les écoles primaires ; les 2/3 dans les cycles d'orientation.

Parc informatique destiné aux élèves

Parc informatique élèves	Ordinateurs destinés aux élèves en classe	Ordinateurs destinés aux élèves en salle informatique	Tablettes destinées aux élèves	Total
Ecoles primaires	3575	632	3621	7828
• EP	2819	398	1499	4716
• PS	756	234	2122	3112
Cycles d'orientation	1211	1079	2278	4568
• CO	815	915	332	2062
• OS	396	164	1946	2506
Total	4786	1711	5899	12396

Parc informatique destiné aux enseignant-e-s et personnel administratif des écoles

Parc informatique personnel scolaire	Ordinateurs destinés aux enseignant-e-s et à l'administration	Tablettes destinées aux enseignant-e-s et à l'administration	Total
Ecoles primaires	2445	61	2506
• EP	1417	4	1421
• PS	1028	57	1085
Cycles d'orientation	1967	322	2289
• CO	1512	22	1534
• OS	455	300	755
Total	4412	383	4795

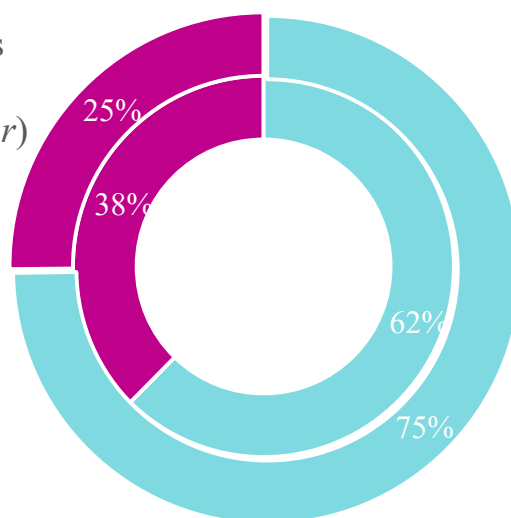
3.1.3 Système d'exploitation

Les ordinateurs Apple restent les plus répandus dans les écoles du canton, à hauteur de 62 % à l'école primaire et 75 % en cycle d'orientation, par rapport aux ordinateurs Windows.

Cette proportion ne tient pas compte des tablettes Apple (iPad), qui fonctionnent sous le système d'exploitation iOS. Le parc total de tablettes est à 97 % des iPad ; à 99,7 % en cycle d'orientation.

Système d'exploitation des ordinateurs
à l'école primaire (*cercle intérieur*)
et en cycle d'orientation (*cercle extérieur*)

- Ordinateurs Apple
- Ordinateurs Windows



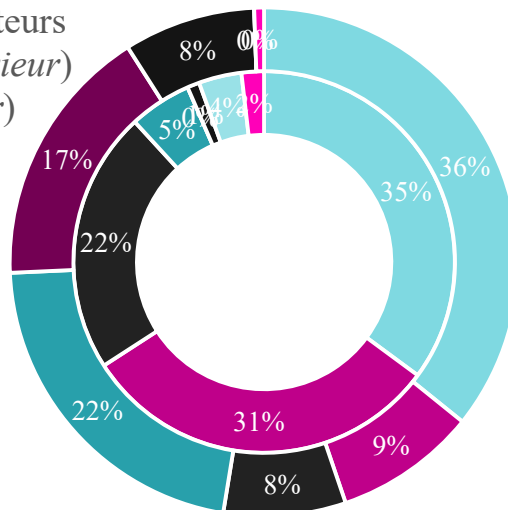
Parc informatique par système d'exploitation

Parc informatique total	Ordinateurs Apple	Ordinateurs Windows	Tablettes iPad	Tablettes Android	Total
Ecoles primaires	4147	2505	3508	174	10334
• EP	2750	1884	1420	83	6137
• PS	1397	621	2088	91	4197
Cycles d'orientation	3185	1072	2592	8	6857
• CO	2177	1065	348	6	3596
• OS	1008	7	2244	2	3261
Total	7332	3577	6100	182	17191

Le critère principal de choix de l'OS a été demandé aux écoles. Apple est plus plébiscité pour son adéquation pédagogique ; Windows plus par choix technique ou économique.

Choix du système d'exploitation des ordinateurs pour les parcs à majorité Apple (*cercle intérieur*) ou à majorité Windows (*cercle extérieur*)

- Gestion et maintenance
- Historique
- Adéquation pédagogique
- Technique
- Economique (prix)
- Autre
- Durabilité
- Ergonomie

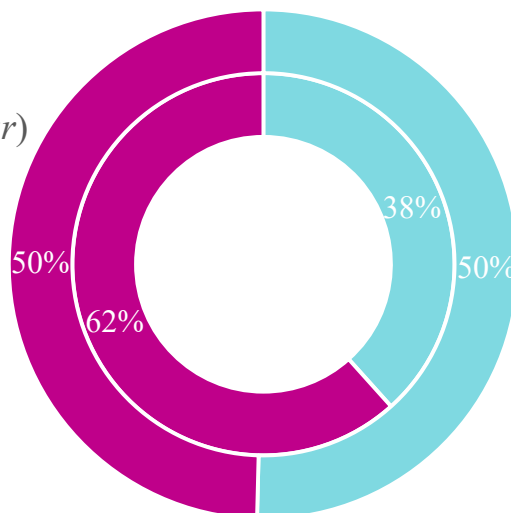


3.1.4 Ancienneté du parc informatique

A l'école primaire, moins de la moitié des ordinateurs ont plus de 5 ans (38 %). Les cycles d'orientation ont une plus grande proportion de machines de plus de 5 ans (50 %), par contre ils investissent massivement dans les tablettes qui ont moins de 5 ans dans la très grande majorité (86 %).

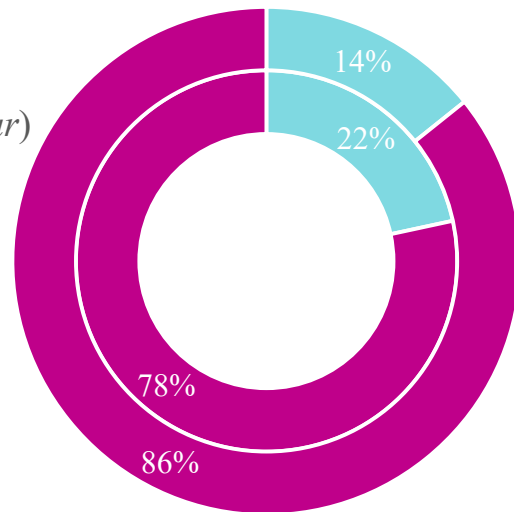
Ancienneté des ordinateurs à l'école primaire (*cercle intérieur*) et en cycle d'orientation (*cercle extérieur*)

- Ordinateurs de 5 ans ou plus
- Ordinateurs de moins de 5 ans



Ancienneté des tablettes
à l'école primaire (*cercle intérieur*)
et en cycle d'orientation (*cercle extérieur*)

- Tablettes de 5 ans ou plus
- Tablettes de moins de 5 ans



3.1.5 Densité d'équipements

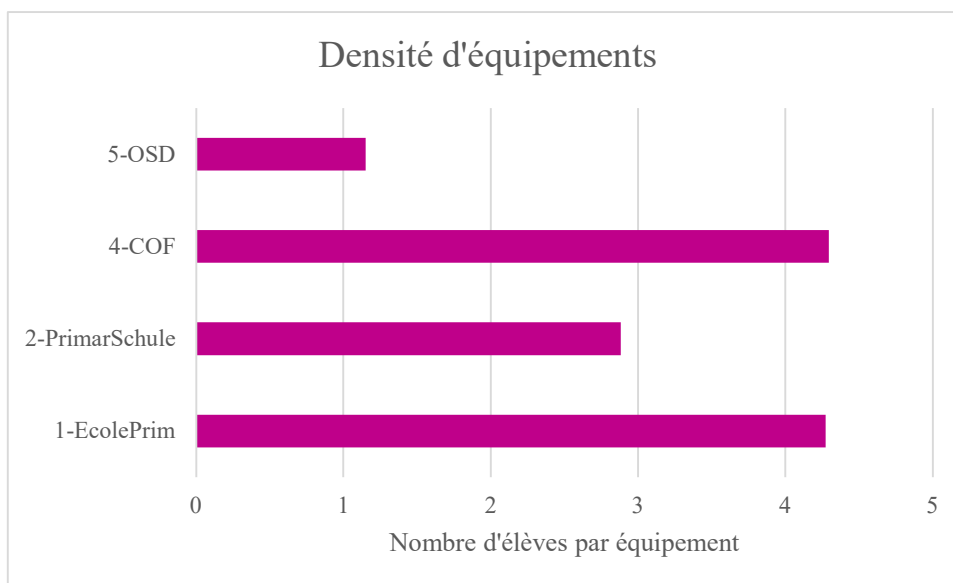
L'indicateur « densité d'équipements » (ou « nombre d'élèves par équipement ») est calculé en divisant le nombre d'élèves par le nombre d'équipements à disposition des élèves. Une densité de « 1 » signifie que chaque élève a sa propre machine de travail. Une densité de « 5 » signifie que 5 élèves se partagent un même équipement.

Les ordinateurs et tablettes à disposition des enseignant-e-s ou du personnel administratif ne sont pas comptés dans ces chiffres.

La densité moyenne à l'école obligatoire est de **3,3 élèves par équipement**, incluant les ordinateurs fixes, portables et les tablettes, qui remplacent désormais les ordinateurs dans un nombre important d'établissements scolaires ; **3,7 à l'école primaire et 2,6 au cycle d'orientation**.

On note une différence entre les régions linguistiques du canton : la densité est plus élevée (2,1 élèves par équipement) dans la partie alémanique que dans la partie romande (4,3 élèves par équipement).

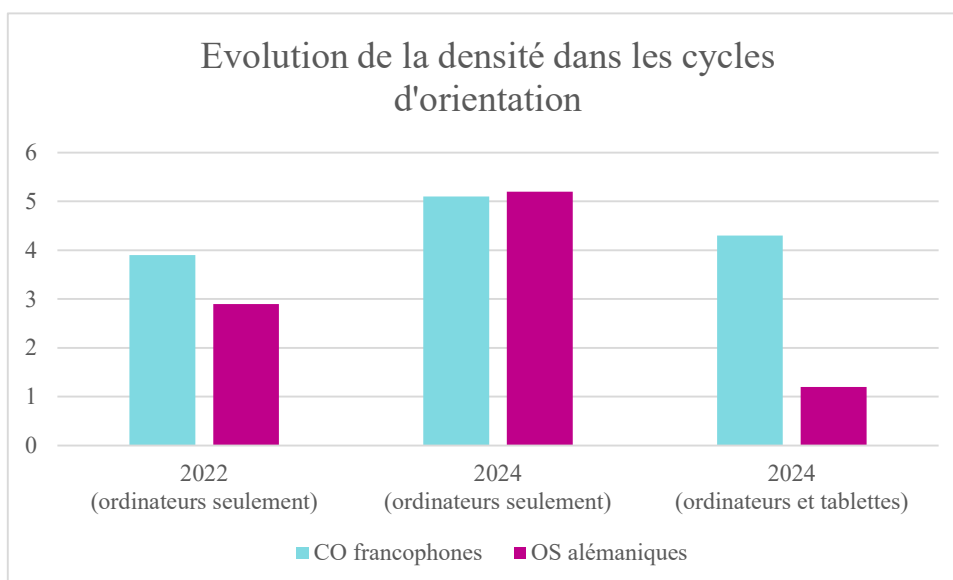
Au sein de la région linguistique francophone, on observe strictement la même densité d'équipements entre l'école primaire et le cycle d'orientation (4,3 élèves par équipement) alors que la partie alémanique répond à une progression entre l'école primaire (densité de 2,9) et le cycle d'orientation (densité de 1,2).



Jusqu'à présent, l'enquête Fritic ne considérait que la densité d'ordinateurs. Au vu de l'évolution des pratiques, la densité s'est étendue aux tablettes pour inclure tous les équipements numériques. Malgré ce changement de dimension, la densité d'équipements entre 2022 et 2024 s'est creusée entre les cycles d'orientation francophones et alémaniques.

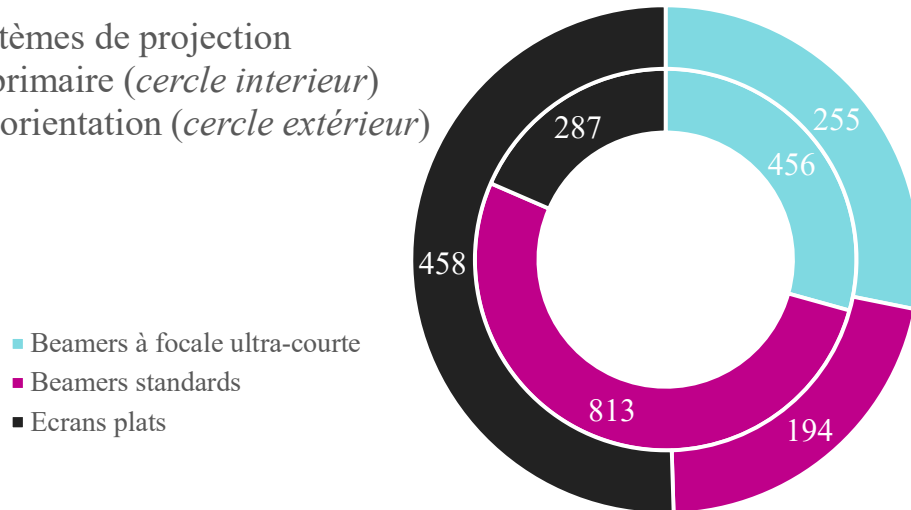
La densité d'équipement a baissé dans tout le canton si l'on ne considère que les ordinateurs. Si l'on y ajoute maintenant les tablettes, la densité a :

- > augmenté dans la partie alémanique, passant de 2,9 en 2022 à 1,2 en 2024 ;
- > baissé dans la partie romande, passant de 3,9 en 2022 à 4,3 en 2024.



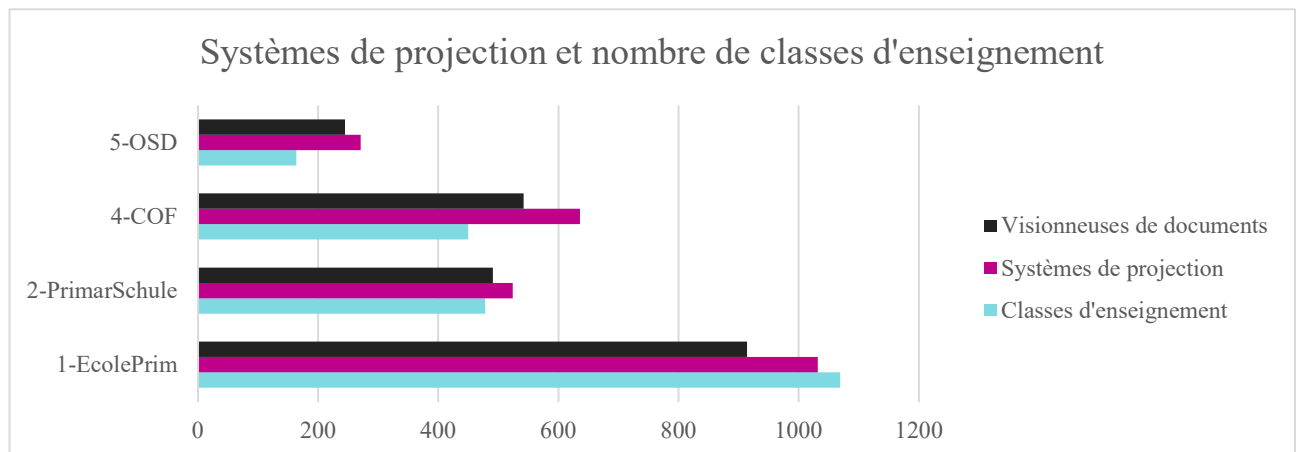
3.2 Systèmes de projection

Systèmes de projection
à l'école primaire (*cercle intérieur*)
et en cycle d'orientation (*cercle extérieur*)



Les écoles sont équipées de 2463 systèmes de projection (beamers et écrans tv), soit 302 de plus que le nombre de classes d'enseignement. Cela inclut l'équipement des autres salles d'enseignement, des écrans de diffusion d'information, des salles des maîtres, ...

En dehors de l'école primaire francophone qui n'a pas la totalité de ses classes équipées (1032 systèmes de projection pour 1069 classes d'enseignement), le ratio 1 classe d'enseignement – 1 système de projection est dépassé pour les cycles d'orientation et l'école primaire alémanique. Le constat est strictement le même pour les visionneuses de documents, qui équipent également la quasi-totalité des salles d'enseignement du canton, en plus du système de projection.



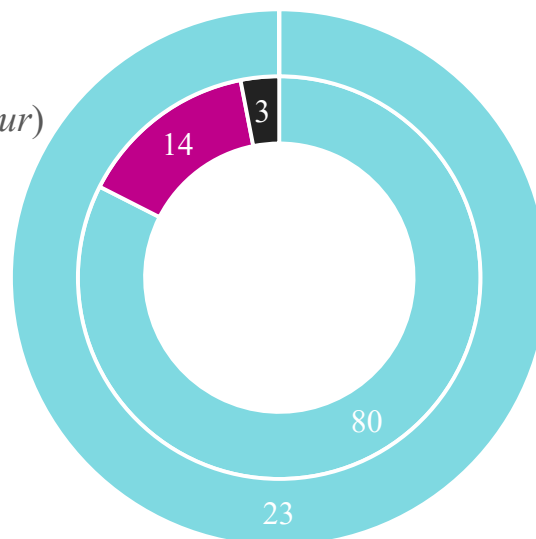
3.3 Réseau internet

Toutes les écoles de tous les degrés disposent d’une connexion à Internet.

3.3.1 Réseau sans fil

Couverture wifi des écoles à l'école primaire (*cercle intérieur*) et en cycle d'orientation (*cercle extérieur*)

- Couverture complète des salles de classe
- Couverture partielle des salles de classe
- Pas de couverture des salles de classe

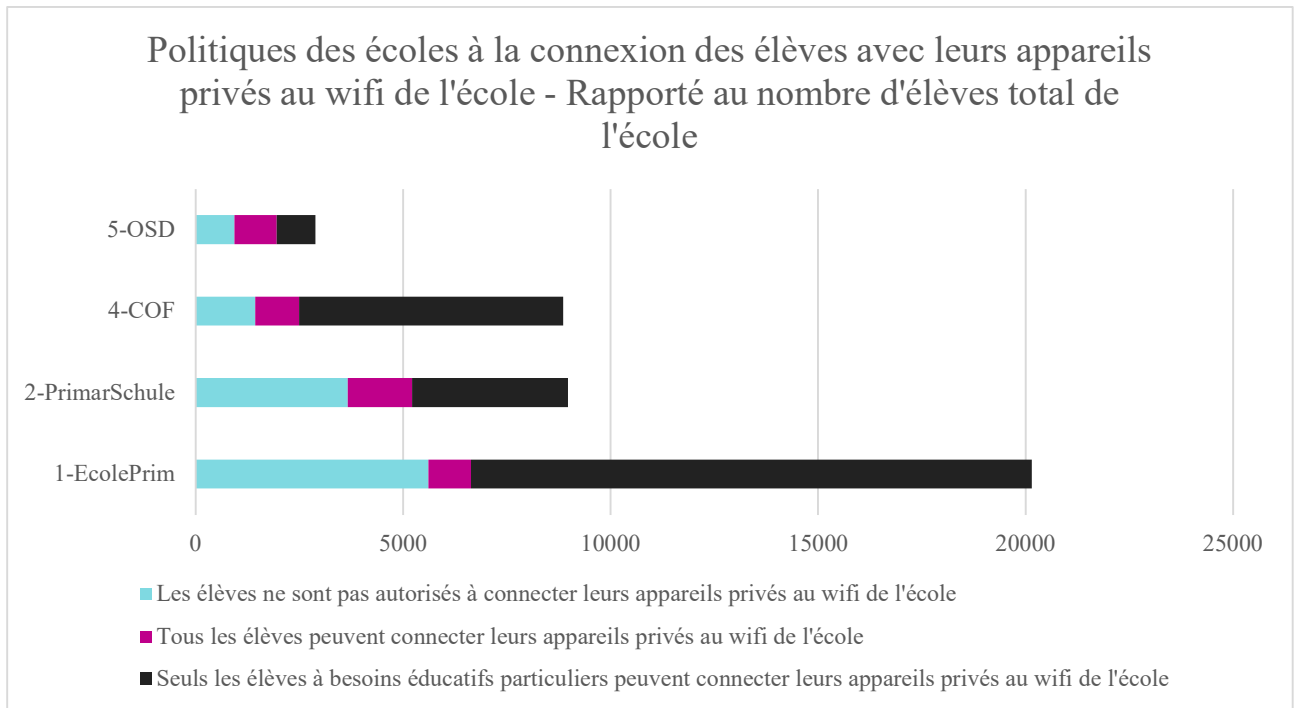


97 % des écoles primaires du canton disposent de réseau sans fil (Wi-Fi) avec une couverture *a minima* partielle de leurs salles de classe ; 83 % des écoles ont une couverture wifi dans toutes les salles de classe. Seule une commune déclare ne pas disposer de couverture Wi-Fi dans les salles de classe de ses écoles (wifi présent uniquement en salles des maîtres).

Tous les cycles d’orientation, francophones et alémaniques, disposent d’une couverture wifi complète de l’école.

3.3.2 Connexion des appareils privés à l'école

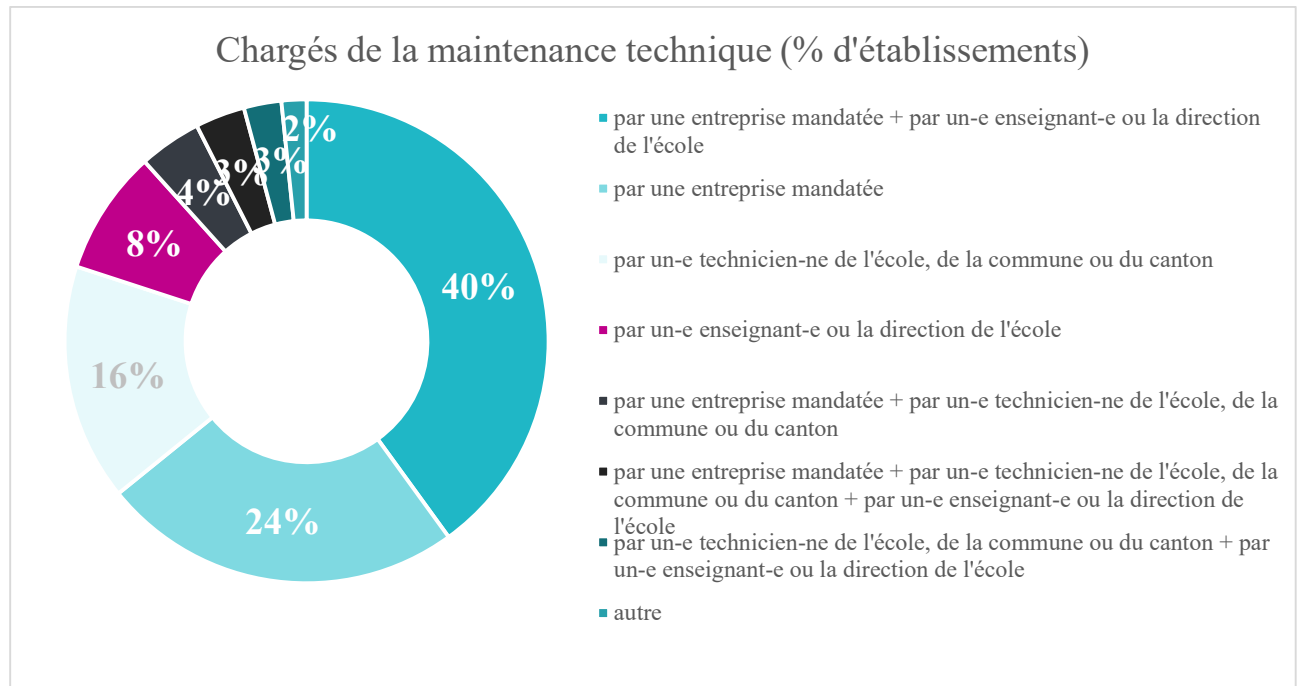
Les politiques varient quant au droit à la connexion des élèves avec leurs équipements privés (ordinateur, smartphone, tablette, ...) au réseau sans fil de l'établissement. Toutefois la tendance est à une restriction des usages impliquant les appareils privés aux élèves n'ayant pas de besoins éducatifs particuliers.



3.4 Support technique

3.4.1 Organisation

La maintenance technique est assurée par une entreprise mandatée et/ou un-e technicien-e de l'école ou de la commune dans 108 établissements (90 %). Elle est assurée par du personnel enseignant et/ou la direction ou d'autres personnes de l'école (concierger, étudiant, ...) dans les 12 établissements restants, qui représentent 11 % du parc informatique scolaire.



3.4.2 Support technique assuré par le corps enseignant

Dans un monde idéal, les enseignant-e-s et personnes ressources ne devraient pas faire de support technique dans les écoles, ces tâches étant de la responsabilité de personnel technique dédié. Toutefois, pour de nombreuses raisons (connaissance du contexte, proximité, facilité d'accès, ...), les enseignant-e-s, avec ou sans décharge de personne ressource, sont amené-e-s à effectuer le premier niveau de support technique.

Répartition par établissements bénéficiant ou non de décharge de personne ressource

- 48 établissements déclarent de pas avoir de décharges de personnes ressources, soit 40 % des 120 établissements ayant répondu. Dans ces établissements, toutes des écoles primaires, 5'561 heures sont consacrées par le personnel enseignant à la maintenance technique.
- 72 établissements déclarent avoir des décharges de personnes ressources, soit 60 % des 120 établissements. Dans ces établissements, 29'416 heures sont consacrées par le personnel enseignant (avec ou sans décharge de personne ressource) à la maintenance technique.

Au total, ce sont 34'977 heures d'enseignant-e-s consacrés à la maintenance technique, correspondant à 833 semaines de 42 heures, soit 17,7 équivalents temps plein sur l'année.

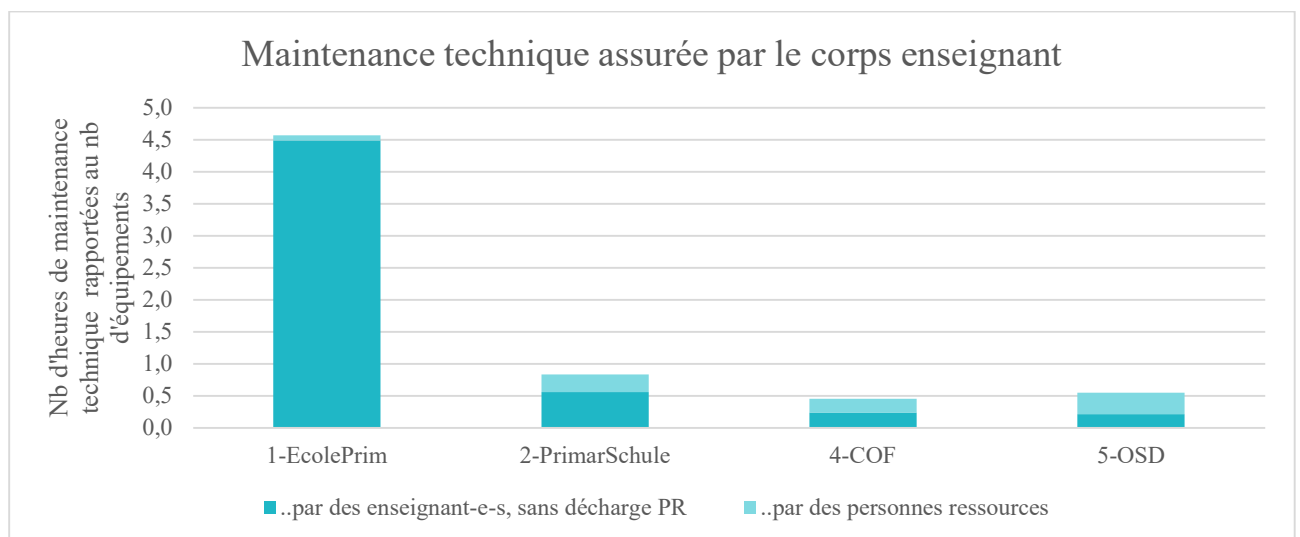
Ces chiffres ne tiennent pas compte des décharges spécifiques accordées pour effectuer ces activités.

Répartition par enseignant-e-s bénéficiant ou non de décharge de personne ressource

- Pour les enseignant-e-s ne bénéficiant pas de décharge de personne ressource : les écoles déclarent qu'en 2023, les enseignant-e-s y ont consacré 29'895 heures en primaire et 1'550 heures en cycle d'orientation.
- Pour les enseignant-e-s bénéficiant de décharge de personne ressource : les écoles déclarent qu'en 2023, les personnes ressources y ont consacré 1'656 heures en primaire et 1'876 heures en cycle d'orientation.

Ces chiffres ne tiennent pas compte des décharges spécifiques accordées pour effectuer ces activités.

En rapportant ces heures au nombre d'équipements informatiques, on note que les écoles primaires francophones consacrent beaucoup plus de temps de travail d'enseignant-e-s pour la maintenance informatique (4,6 heures par an par équipement) que les écoles primaires alémaniques (0,8 heures par an par équipement) et les cycles d'orientation francophones et germanophones (0,5 par an par équipement).



4 Glossaire

Ecoles

- > **EP / EcolePrim** Écoles enfantines et primaires
- > **PS / Primarschule** Primarschulen und Kindergarten
- > **CO / COF** Cycles d'orientation (francophone)
- > **OS / OSD** Orientierungsschulen (deutschsprachige)

Equipement

- > **Équipements informatiques** : tablettes ou ordinateurs
- > **Ordinateurs** : PC portables ou fixes (Microsoft Windows), Apple portables ou fixes (MacOS)
- > **Systèmes de projection** : projecteurs (beamer) à longue ou courte focale, écrans plats grand format ; interactifs ou non
- > **Tablettes** : iPad, Android

Méthodologie

- > **Densité d'équipements** : nombre d'élèves par équipements. Cf. chapitre 3.1.5.

Personnel

- > **EPT** : équivalent plein temps du personnel

ANNEXE 3.1 : Bilan des expériences de numérisation de l'éducation : recommandations et conditions à remplir

Recommandations pour les décideur/euses	Conditions à remplir	Auteurs	Pays de la collecte des données
Niveau macro – canton			
S'appuyer sur des expert-e-s	Inclure des expert-e-s de différents domaines dans la définition de la stratégie et son implémentation.	Chalikova, 2020	Suisse, Vaud
Développer une stratégie cantonale	Définir une stratégie numérique cohérente, tant au niveau cantonal que dans les établissements scolaires. Cela inclut la mise en place de directives précises pour orienter cette intégration.	Pulfrey et Caneva, 2023 Caneva et Pulfrey, 2023 Reis-Andersson, 2023	Suisse, Vaud Suède
Co-crée	Co-crée le projet d'implémentation (de l'éducation numérique) avec les acteur/trices impliqué-e-s.	Chalikova, 2020	Suisse, Vaud
Impliquer enseignant-e-s et chercheur/euses	Impliquer les enseignant-e-s et des chercheur/euses dans la co-construction de nouveaux programmes d'études concernant notamment la science informatique.	El Hamamsy, Pellet, Roberts, Kovacs, Bruno, Dehler Zufferey & Mondada, 2023	Suisse, Vaud
Anticiper les préoccupations	Veiller aux préoccupations des parties prenantes concernant la vitesse/temporalité de l'introduction du projet et veiller à clarifier les différents aspects de l'introduction du projet dès le départ.	Chalikova, 2020	Suisse, Vaud
Pérenniser la stratégie et son implémentation par des projets	La pérennisation d'un projet d'éducation numérique au niveau cantonal (à large échelle) est dépendante de plusieurs facteurs critiques : utilité perçue, selon les enseignant-e-s, des nouveaux contenus enseignés, facilité dans l'implémentation, accès à un soutien suffisant dans les établissements.	El Hamamsy, Monnier, Avry, Chevalier, Bruno, Dehler Zufferey & Mondana, 2023)	Suisse, Vaud
Soutenir les directions d'établissement et créer des réseaux	Établir des réseaux de collaboration entre les écoles et augmenter le soutien du département en charge de l'éducation.	Caneva et Pulfrey, 2023	Suisse, Vaud
Niveau méso : établissement scolaire			
Leadership de la direction d'établissement et stratégie			
Appliquer un management stratégique	Développer un leadership fort, une vision de l'intégration des technologies numériques en enseignement et appliquer les principes du management stratégique. Le pilotage, l'organisation et la direction de l'intégration des technologies numériques dans les écoles de la H1 à H11 requièrent une direction d'école avec un fort leadership.	Caneva et Brabant, 2023 Ilomäki, Lakkala, 2018 Grissom et al., 2021 Reis-Andersson, 2023	Suisse et Canada Estonie Suède
Définir une stratégie numérique au niveau de l'établissement	Le leadership des chef-fe-s d'établissement est crucial pour façonner les stratégies numériques dans les écoles et expliquer le « pourquoi » de l'intégration des technologies. Leadership signifie prendre en charge le développement de la stratégie.	Caneva et Pulfrey, 2023 Ruloff et Petko, 2021 Harder et al., 2020 Seufert et Tarantini, 2022	Suisse, Vaud Suisse centrale Suisse et Allemagne

Assumer un Leadership transformationnel	Une direction d'établissement avec un leadership transformationnel ¹ implémente plus rapidement l'intégration des technologies.	Ruloff & Petko, 2023 Schmitz, Antonietti, Consoli, Cattaneo, Gonon & Petko, 2023	Suisse
Impliquer les personnes ressources dans la stratégie	La direction délègue une partie de son leadership aux personnes ressources et les implique dans la conception de la stratégie numérique de l'établissement.	Caneva et al., 2023 Röhl, 2023	Suisse, Vaud Suisse, Zürich
Collaborer avec les personnes ressources	Accroître la collaboration entre la direction et les personnes ressources, les échanges réguliers.	Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann, 2022	Suisse, Zürich
Impliquer les enseignant-e-s innovateur/trices	La direction délègue une partie de son leadership et favorise la participation active des enseignant-e-s, en particulier celles et ceux qui sont proactif/ves et ont un intérêt marqué pour le numérique. Ces dernier-e-s mènent des projets en collaboration avec la direction de l'école.	Gonon, Schmitz, Petko & Consoli, 2024	Suisse
Développer une stratégie alignée avec celle du canton, mais propre à l'école	Développer une stratégie numérique cohérente, tant au niveau cantonal que dans les établissements scolaires, pour une intégration réussie de la technologie dans l'enseignement et l'apprentissage. Mettre en place des directives précises pour orienter cette intégration.	Caneva & Pulfrey, 2023 Reis-Andersson, 2023	Suisse, Vaud Suède
Définir en priorité des objectifs pédagogiques	La direction met l'emphase davantage sur les objectifs pédagogiques que sur les outils numériques. Définir des objectifs clairs qui vont au-delà de l'usage des outils.	Gonon, Schmitz, Petko & Consoli, 2024 Ruloff & Petko, 2023	Suisse Suisse centrale
S'impliquer et déléguer	La direction est fortement impliquée, mais délègue une partie de la mise en œuvre de la stratégie numérique aux personnes ressources tout en les soutenant dans leur travail d'accompagnement des enseignant-e-s.	Caneva & Pulfrey, 2023	Suisse, Vaud
Opter pour un processus top-down et bottom-up	La direction de l'école encourage fortement le processus de transformation numérique, favorisant parallèlement les initiatives ascendantes (bottom-up) issues de diverses disciplines ou domaines. Les écoles appliquant une stratégie complémentaire top-down et bottom-up, ainsi que les écoles appliquant uniquement une stratégie top-down, disposent de meilleures ressources en technologies numériques et les utilisent de manière plus intensive que les écoles appliquant une stratégie bottom-up ou une stratégie d'innovation facultative. Les stratégies d'innovation bottom-up sont susceptibles d'échouer en l'absence d'un soutien descendant, en particulier lorsque les fonds nécessaires à l'installation des technologies font défaut. Les enseignants des écoles innovantes entièrement bottom-up présentent la plus faible intégration des TIC.	Gonon, Schmitz, Petko & Consoli, 2024 Petko, Egger, Cantieni & Wespi, 2015	Suisse Suisse, Schwytz
Développer une culture de l'innovation, de l'expérimentation	La direction de l'école crée un environnement favorable à l'apprentissage assisté par les technologies.	Lindqvist, 2019 Reis-Andersson, 2023	Suède Suède

et de la collaboration	Elle offre des opportunités de collaboration entre les enseignant-e-s et leur alloue du temps pour l'expérimentation. Elle favorise une culture de l'innovation et de l'expérimentation. Une culture ouverte permet au personnel de prendre des risques lors de l'intégration des technologies numériques, de créer des environnements d'apprentissage et de responsabiliser les apprenant-e-s. La coopération et la collaboration internes pour l'échange de connaissances et la mise en place de bonnes pratiques sont des objectifs prioritaires.	Andronic, 2023 Niemi et al., 2013 Seufert et Turrentini, 2022	Estonie Finlande Suisse
Gérer activement le changement	La direction gère proactivement les changements et donne des impulsions pour une culture de l'innovation.	Seufert & Tarantini, 2022	Suisse
Définir les rôles et tâches	Si cela relève de la direction de l'école : définir clairement les rôles et les tâches attribués aux personnes ressources. Dans le cas contraire, les pratiques d'accompagnement des enseignant-e-s sont très hétérogènes et possiblement inefficaces. Le soutien organisationnel fourni par la direction est déterminant pour la réussite de leur mission.	Caneva et al., 2023 Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann, 2022	Suisse, Vaud Suisse, Zürich
Reconnaître et valoriser le rôle des PR	Reconnaître le rôle clé des personnes ressources en leur attribuant un volume raisonnable d'enseignant-e-s à encadrer, du temps pour accomplir cette tâche d'accompagnement	Caneva et al. 2023	Suisse, Vaud
Rôle et formation des personnes ressources (PR)			
Définir le type d'accompagnement attendu des PR	Définir un rôle et des tâches clairs pour les PR et notamment le type de support attendu pour les enseignant-e-s, pédagogique et/ou technique, ce qui est rarement le cas et complique l'efficacité des personnes-ressources	Lorenz, Kikkas, & Laanpere, 2014 Caneva et al., 2023 Röhl, 2023 Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann, 2022	Estonie Suisse, Vaud Suisse, Zürich Suisse, Zürich
Impliquer les PR dans la stratégie	Les PR jouent un rôle de soutien pour la direction de l'établissement dans la conception et la mise en œuvre de la stratégie numérique.	Caneva et al., 2023 Röhl, 2023 Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann, 2022	Suisse, Vaud Suisse, Zürich Suisse, Zürich
Offrir des possibilités de développement professionnel	Les PR suivent un développement professionnel continu dans le temps, plutôt que ponctuel. Les PR bénéficient d'offres de formation flexibles, ont la possibilité de se mettre en réseau et d'approfondir certains thèmes au-delà des cours et des stages.	Caneva et al. 2023 Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann, 2022	Suisse, Vaud Suisse, Zürich
Développer un contenu spécifique pour la formation des PR	Les PR suivent une formation sur les activités de développement professionnel efficaces à proposer aux enseignant-e-s telles que des ateliers courts, des opportunités de communication et de formation informelles, les démonstrations en classe avec une implication active de l'enseignant-e, les activités de co-enseignement, etc. Les PR se forment sur les caractéristiques clés de ces activités, soit l'offre d'un contenu d'apprentissage	Caneva et al. 2023	Suisse, Vaud

	personnalisé, l'authenticité, l'expérience pratique, la participation collective, l'apprentissage actif et la cohérence des objectifs de ces activités avec les objectifs de l'école.		
Définir les compétences des PR	<p>Le département/l'établissement scolaire définit pour les PR un profil de compétences standard.</p> <p>Cela inclut :</p> <ul style="list-style-type: none"> • compétences en développement et gestion de projets • compétences en leadership • compétences en coaching • compétences dans l'intégration des technologies numériques dans l'enseignement • Compétences dans le soutien individuel des enseignant-e-s • Compétences interrelationnelles afin de communiquer, motiver les enseignant-e-s, les inspirer vers de nouvelles pratiques 	<p>Cattaneo, Bonini et Rauseo, 2021</p> <p>Cattaneo, Bonini et Rauseo, 2021 ; Caneva et al. 2023 Caneva et al., 2023</p> <p>Caneva et al. 2023 Röhl, 2023</p> <p>Ottenbrich et al. 2020 ; Caneva et al. 2023 Röhl, 2023</p>	<p>Suisse</p> <p>Suisse, Vaud</p> <p>Suisse, Zürich</p> <p>Suisse, Vaud Suisse, Zürich</p>
Développement professionnel des enseignants			
Encourager les enseignant-e-s à se former	Environ deux tiers des enseignant-e-s interrogé-e-s dans le cadre de l'étude ICILS 2013 ont indiqué que la formation continue dans le domaine des technologies numériques pour l'enseignement n'était pas prioritaire dans leur école. L'étude montre également qu'en Suisse, seuls 6,8% des élèves fréquentent une école qui accorde une grande priorité à la formation continue sur l'utilisation des technologies numériques dans l'enseignement.	ICILS, 2013	Suisse
Prévoir un programme de développement professionnel	<p>Nécessité de suivre un programme de développement professionnel pour garantir une intégration efficace.</p> <p>L'efficacité de l'intégration des technologies numériques est également influencée par la préparation des enseignant-e-s et la qualité des programmes de développement professionnel.</p>	<p>Davies, 2014 Sheffield, 2018</p> <p>Ghavifekr, 2015</p>	
Prévoir des modalités et contenus pertinents	<p>Développement professionnel interactif et pratique.</p> <p>Développement des connaissances didactiques disciplinaires en lien avec la technologie.</p> <p>Renforcement des compétences numériques</p>	<p>El Hamamsy et al., 2021 Knezek, & Christensen, 2016</p> <p>Poldoja, 2020 Harder et al., 2020</p>	<p>Suisse, Vaud</p> <p>Estonie Suisse et Allemagne</p>
	Le changement numérique ne comprend pas seulement des changements directs spécifiques aux médias, mais aussi des dynamiques indirectes et transversales. Les exigences du changement numérique dans la société, dans le système scolaire et dans la formation des enseignants sont étroitement liées. Sur la base de ces réflexions, quatre domaines de développement sont proposés pour la formation des enseignant-e-s :	Petko, Döebeli Honegger & Prasse, 2018	

	<p>1) intégrer davantage les expériences préalables, les convictions et les attitudes des étudiant-e-s en rapport avec les médias ;</p> <p>2) ancrer de manière contraignante les thèmes spécifiques aux médias dans tous les domaines de l'enseignement ;</p> <p>3) créer des expériences de pratiques médiatiques innovantes dans les cours universitaires et dans les stages d'enseignement ;</p> <p>4) faire de la question de l'efficacité et de l'amélioration de la culture d'apprentissage ainsi que la qualité de l'enseignement un point de référence central.</p>		
Renforcer le sentiment de compétences	Développer un sentiment de compétences dans l'utilisation des technologies numériques pour l'enseignement.	Petko, 2012	Suisse, Schwytz
Communiquer l'utilité de l'intégration des technologies	Les convictions et les compétences des enseignant-e-s favorisent l'intégration des technologies.	Petko, 2012 Schmitz, Antonietti, Consoli, Cattaneo, Gonon & Petko, 2023	Suisse, Schwytz Suisse
Renforcer la motivation intrinsèque	La conviction des personnes enseignantes de pouvoir assurer un meilleur enseignement au moyen des médias numériques a une importance déterminante, tout comme l'autonomie des personnes enseignantes.	Knezek & Christensen, 2016	
Engager activement les enseignant-e-s	Ces études ont montré une attitude plutôt passive des enseignant-e-s à l'égard des personnes ressources, et une attente que ces dernières « fassent l'éducation numérique avec les élèves à leur place ».	Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann. 2022 Caneva et al. 2023	Suisse, Zürich Suisse, Vaud
Formation des directions d'établissement			
Renforcer le leadership numérique des directions d'établissement	<p>De nombreux/euses responsables chargé-e-s de l'intégration des technologies n'ont pas bénéficié d'un développement professionnel leur permettant de jouer un rôle de leader. Les responsables scolaires n'ont pas toujours les compétences nécessaires pour prendre des décisions concernant l'intégration des technologies dans l'apprentissage.</p> <p>Les leaders efficaces en matière d'apprentissage des TIC sont capables de créer une vision commune, de rester concentrés sur la pédagogie, de rechercher un développement professionnel continu et d'y contribuer.</p>	Christensen et al., 2018	
Former les directions aux compétences et connaissances numériques de base	<p>Les programmes de formation pour les leaders éducatifs devraient inclure le développement de compétences numériques de base ainsi que des connaissances sur les avantages et les enjeux des technologies numériques pour l'enseignement.</p> <p>Les formations de directeur d'école sont proposées par les hautes écoles pédagogiques. La thématique de l'intégration des technologies numériques n'apparaît que marginalement dans ces formations, voire pas du tout. Jusqu'à présent, il n'existe que peu d'offres qui traitent spécifiquement de cette thématique.</p>	Caneva & Pulfrey, 2023 Sieber, Bachofner & Briner, 2017	Suisse, Vaud
Infrastructure, équipement et soutien technique			

Mettre à disposition des équipements et une infrastructure minimale	<p>Les outils informatiques ainsi qu'Internet sont plus souvent utilisés par les enseignant-e-s en classe lorsque :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1) les enseignant-e-s se considèrent compétents dans l'utilisation des TIC pour l'enseignement ; 2) il y a plus d'ordinateurs disponibles ; 3) l'enseignant-e est un-e formateur/trice et responsable de la classe ; 4) l'enseignant-e est convaincu-e que les outils numériques améliorent l'apprentissage des élèves ; et 5) l'enseignant-e utilise plus souvent des formes constructivistes d'enseignement et d'apprentissage. <p>L'impact de l'enseignement constructiviste est cependant faible.</p> <p>La disponibilité des technologies numériques et les compétences des enseignants sont les meilleurs prédicteurs de l'utilisation des technologies.</p> <p>Les obstacles à une intégration technologique efficace, tels que la lenteur de l'internet et le manque d'infrastructures, doivent être levés.</p>	<p>Petko, 2012</p> <p>Petko, Egger, Cantieni & Wespi, 2015</p> <p>Abdelrady, Al-Adwan & Ramzan, 2022</p>	Suisse, Schwytz
Renforcer l'infrastructure dans les écoles et le soutien	<p>Le plan d'action actuel pour le développement des technologies numériques dans les écoles se concentre sur l'intégration d'une culture numérique dans le processus d'apprentissage, sur la fourniture du soutien nécessaire en développant les compétences numériques des enseignant-e-s, sur la création de ressources d'apprentissage numériques et d'e-services éducatifs et sur l'amélioration de l'infrastructure des technologies numériques dans les écoles.</p>	Poldoja, 2020	Estonie
Faciliter l'accès au soutien technique	<p>Les enseignant-e-s devraient avoir recours facilement à un soutien technique en cas de problèmes pendant le déroulement d'un cours</p>	Pulfrey & Caneva, 2023	Suisse, Vaud
Garantir la qualité de l'infrastructure et de l'équipement	<p>Pour que les personnes ressources puissent utiliser leurs compétences prioritairement pour accompagner les enseignant-e-s dans l'acquisition de nouvelles compétences, la qualité de l'infrastructure matérielle joue un rôle central, au même titre que l'ouverture d'esprit de la direction de l'école face au changement numérique</p>	Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann, 2022	Suisse, Zürich
Repenser les espaces – espaces flexibles	<p>D'une part, les espaces d'apprentissage physiques doivent être réaménagés afin d'être cohérents avec l'orientation normative (par exemple, des espaces d'apprentissage plus flexibles, des espaces de co-working).</p>	Seufert & Turrentini, 2022	Suisse

Annexe 3.2 : Bilan des expériences de numérisation de l'éducation : état des lieux des équipements par élève

Canton	Degré	Type équipement élèves	Ratio appareil par élève (situation actuelle ou recommandée)	Financement /Achat
Saint Gall ¹	H1-H4	Non précisé	3-4 appareils par classe	Les communes sont responsables du financement de l'équipement informatique.
	H5-H6	Non précisé	1 pour 2	
	H7-H8		Dès la 5e année, il est recommandé de passer à un équipement par élève.	
	H9-H11	Non précisé	1 pour 1 Dans le cas d'un équipement par élève, il est possible de renoncer à de pures salles d'informatique qui ne sont plus nécessaires.	
Berne ²	H1-H11	Le canton de Berne ne tient pas de statistiques à ce sujet, car l'équipement est de la responsabilité des communes. Le nombre et le type d'appareils sont déterminés par le plan MITIC de l'école et par le nombre de classes. ³		La répartition des tâches dans le domaine de l'école obligatoire convenue entre les communes et le canton attribue aux communes la responsabilité de la gestion

¹ Empfehlungen zur digitalen Transformation in der Volksschule. https://www.sg.ch/bildung-sport/volksschule/rahmenbedingungen/rechtliche-grundlagen/kreisschreiben-und-empfehlungen/_jcr_content/Par/sgch_downloadlist_1097080411/DownloadListPar/sgch_download_2139636697.ocFile/Empfehlungen_digitale_Transformation.pdf
Volksschule Mittelschulen und Digitale Transformation. www.itbo.sg.ch/volksschule-mittelschulen/phsg.html und [Digitale Transformation | sg.ch](http://www.sg.ch)

² Pas explicitement de stratégie de formation numérique, mais le changement numérique joue également un rôle dans la stratégie de formation actuelle 2016. Stratégie de la formation 2016 : <https://files.be.ch/erz/bildungsstrategie/epaper/fr/epaper/ausgabe.pdf>

Direction de l'Instruction Publique du canton de Berne - Office de l'enseignement préscolaire et obligatoire, du conseil et de l'orientation. (2016) Médias et informatique à l'école obligatoire. Recommandations aux communes et aux directions d'école.

Les communes (conseils communaux, commissions scolaires, cadres administratifs et directions d'école) utilisent leur marge de manœuvre lors de la mise en œuvre des recommandations et elles tiennent compte des conditions locales et de l'organisation scolaire déjà en place et de ses besoins.

Annexe 3.2 : Bilan des expériences de numérisation de l'éducation : état des lieux des équipements par élève

		Recommandation : « le passage d'un équipement prévoyant un appareil pour dix élèves à une situation où chaque élève dispose d'un appareil de travail et utilise également son propre smartphone. »		et de l'organisation des écoles sur leur territoire. Elles sont donc également responsables de l'équipement en infrastructure TIC et de son financement. Le canton est responsable de la législation correspondante, y compris de l'élaboration des programmes scolaires. Il est de la responsabilité des communes et des écoles concernées de s'assurer que les conditions infrastructurelles sont remplies pour que les objectifs du programme scolaire puissent être atteints par les élèves.
Bâle ville ⁴	H1-H2	Maternelle : utilisation conjointe des appareils du site du degré primaire correspondant.		Les écoles des communes de Bâle, Bettingen et Riehen sont organisées en un réseau séparé du canton (eduBS). Ce réseau et le parc informatique qui lui est associé sont financés et gérés par le service informatique du département cantonal de l'éducation. Les coûts du parc informatique des écoles des communes de Bettingen et Riehen, séparées du canton, sont refacturés aux communes au prorata de leur population.
	H3-H4	Non précisé	1 pour 4	
	H5-H6	Non précisé	1 pour 2	
	H7-H8	Non précisé	1 pour 1	
	H9-H11	Non précisé	1 pour 1	
Bâle Campagne ⁵	H1-H2	Tablette	1 pour 8	Selon la loi cantonale sur l'éducation, l'infrastructure informatique relève de la
	H3-H4	Tablette	1 pour 2	

En raison du recours plus fréquent aux contenus d'enseignement numériques, le nombre de terminaux pour les élèves et la capacité du réseau doivent être adaptés et coordonnés à tout moment. Ce changement peut être réalisé progressivement, en parallèle au développement des méthodes d'enseignement utilisées dans une école. Consulté le 23.1.2024.

https://www.lp-sl.bkd.be.ch/content/dam/lp-sl_bkd/dokumente/fr/startseite/themen/medien-und-informatik/medien-informatik-empfehlungen-f.pdf

⁴ Le « Ratschlag zum Ausbau der Digitalisierung an den Volksschulen und des ZBA » est déterminant pour la mise en œuvre de la stratégie de formation numérique. On y est fait référence à d'autres documents stratégiques. Note concernant l'équipement : « Depuis le projet d'extension de la numérisation des écoles primaires d'une durée de 2020 à 2025 - donc actuellement encore partiellement en cours de réalisation ».

⁵ Umsetzung IT-Strategie für den pädagogischen Bereich der Schulen- IT.sbl <https://www.baselland.ch/politik-und-behorden/landrat-parlament/geschafte/geschäftsliste/2013-mai-juni-144-bis-258/vorlage-1/2013-176.pdf>

Annexe 3.2 : Bilan des expériences de numérisation de l'éducation : état des lieux des équipements par élève

	H5-H6	Tablette avec clavier	1 pour 1	responsabilité de l'autorité scolaire concernée. Pour le niveau primaire, ce sont donc les autorités scolaires communales qui sont compétentes. Dans le canton de Bâle-Campagne, les écoles secondaires étant gérées par le canton, c'est ce dernier qui est compétent pour le niveau secondaire I. Les écoles secondaires sont gérées par le canton.
	H7-H8	Tablette avec clavier	1 pour 1	
		L'objectif à moyen terme est d'équiper les élèves de l'école primaire (H3-H8) d'un appareil personnel (équipement 1 : 1). ⁶ Le modèle d'équipement choisi au niveau primaire peut varier d'une autorité scolaire à l'autre. En règle générale, les autorités scolaires communales suivent le guide publié par le Service de l'enseignement obligatoire (en collaboration avec le Département informatique) : https://www.baselland.ch/politik-und-behorden/direktionen/bildungs-kultur-und-sportdirektion/dienstleistungen-und-angebote/informatik-schulen-bl/ict-bildung/downloads/downloads-1/it-infrastruktur-primarschulen-leitfaden.pdf .		
	H9-11	Tablette	1 pour 1	
Fribourg ⁷	H1-H2	Pas de recommandations.	Recommandations prévues dans le cadre du futur projet de reprise cantonale du financement et de la gestion du parc informatique de l'école obligatoire.	Les communes sont responsables du financement de l'équipement informatique. En attente du projet de reprise cantonale du financement et de la gestion du parc informatique de l'école obligatoire.
	H3-H4			
	H5-H6			
	H7-H8			
	H9-H11			
Lucerne ⁸	H1-H2	Non indiqué		Toutes les communes lucernoises peuvent profiter d'un contrat-cadre central. Grâce à
	H3-H4	Non précisé	1 pour 4	

⁶ Politik und Behörden. <https://www.baselland.ch/politik-und-behorden/direktionen/bildungs-kultur-und-sportdirektion/dienstleistungen-und-angebote/informatik-schulen-bl/ict-bildung/downloads/downloads-1/it-infrastruktur-primarschulen-leitfaden.pdf>

⁷ Stratégie EdNum: <https://www.fr.ch/sites/default/files/2024-01/strategie-ednum--message-de-la-strategie-cantonale-deduction-numerique-de-lecole-obligatoire-ordinaire-et-specialisee.pdf>

⁸ Strategische Ziele BKD. https://www.lu.ch/verwaltung/BKD/bkd_unser_departement/bkd_strategische_ziele
Volksschulbildung. https://volksschulbildung.lu.ch/unterricht_organisation/uo_planen_org_ilink/uo_po_medien_ict/uo_po_si_ict_umsetzung
https://volksschulbildung.lu.ch/unterricht_organisation/uo_planen_org_ilink/uo_po_medien_ict
https://volksschulbildung.lu.ch/unterricht_organisation/uo_planen_org_ilink/uo_po_medien_ict/uo_po_si_ict_office365
https://volksschulbildung.lu.ch/unterricht_organisation/uo_planen_org_ilink/uo_po_medien_ict/uo_po_si_ict_geraetebeschaffung

Annexe 3.2 : Bilan des expériences de numérisation de l'éducation : état des lieux des équipements par élève

	H5-H8	Non précisé	1 pour 1 Note : Les recommandations - ne sont pas encore totalement appliquées au cycle 2. Il y a encore des écoles de 5H et 6H qui fonctionnent avec un équipement 1:2	celui-ci, elles peuvent choisir parmi une palette d'appareils et les acquérir sans appel d'offres. Cela se fait via un portail central mis à la disposition des écoles. Le processus de garantie s'y déroule également. Les communes sont elles-mêmes responsables de l'assistance de premier et de deuxième niveau. En règle générale, le support de premier niveau est assuré par l'école et le support de second niveau par une entreprise externe. Le financement est assuré par les frais d'exploitation. Le canton et la commune participent chacun à hauteur de 50%. ⁹
	H9-H11	Non précisé	1 pour 1	
	H9-H11	1 poste fixe en fond de salle par classe 13 tablettes par établissement 1 ordinateur portable par élève dans 2 salles par établissement 1 ordinateur fixe par élèves dans 3 salles par établissement		

Bilan des expériences de numérisation de l'éducation

Rapport commandité par la DFAC sur demande du Grand Conseil

Dr. Christiane Caneva

Cheffe du Service de didactique universitaire et compétences numériques
de l'Université de Fribourg

EXECUTIVE SUMMARY	3
INTRODUCTION	5
1 L'ÉQUIPEMENT DES ÉLÈVES	7
1.1 SYNTHÈSE DE LA SITUATION EN SUISSE	9
1.1.1 <i>Organisation du financement et gestion</i>	9
1.1.2 <i>Équipement informatique par élève</i>	9
1.1.3 <i>Normes ou directives pour l'équipement</i>	9
1.1.4 <i>Stratégie de formation numérique</i>	9
1.2 LA QUANTITÉ D'ÉQUIPEMENT.....	9
2 LE CAS DE LA SUÈDE ET DE L'ESTONIE	10
2.1 LA SUÈDE	11
2.1.1 <i>L'intégration des technologies numériques dans l'enseignement</i>	11
2.1.2 <i>Les résultats PISA et PIRLS</i>	12
2.2.L'ESTONIE	13
2.2.1. <i>L'intégration des technologies numériques dans l'enseignement</i>	13
2.2.2. <i>D'autres facteurs, au-delà de l'équipement</i>	14
2.2.3. <i>Les résultats PISA</i>	14
2.3. CORRÉLATION ET CAUSALITÉ	16
3 LES CONDITIONS À REMPLIR SELON LA LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE	17
3.1. SYNTHÈSE DE LA LITTÉRATURE	19
3.1.1. <i>Conditions au niveau macro</i>	19
3.1.2. <i>Conditions au niveau méso</i>	20
3.1.2.1. <i>Leadership et stratégie de la direction d'établissement</i>	20
3.1.2.2. <i>Le rôle des personnes ressources dans l'accompagnement des enseignant-e-s</i>	21
3.1.2.3. <i>La formation des enseignant-e-s</i>	22
3.1.2.4. <i>La formation des directions d'école</i>	23
3.1.2.5. <i>L'infrastructure, l'équipement et le soutien technique</i>	24
CONCLUSION	25
GLOSSAIRE	26
RÉFÉRENCES	28

Executive Summary

Ce rapport, commandé par la Direction de la formation et des affaires culturelles de l'Etat de Fribourg sur demande du Grand Conseil, a pour objectif de dresser un bilan de l'équipement numérique des élèves suisses, d'identifier les meilleures pratiques pour une intégration réussie des technologies numériques à partir des expériences menées dans d'autres pays et sur la base de la littérature scientifique. Une attention particulière est portée sur les études menées en Suisse. Plusieurs aspects clés de cette intégration ressortent de l'analyse :

Importance du cadre pédagogique

L'objectif principal de l'intégration des technologies numériques n'est pas simplement de fournir des équipements tels que des ordinateurs et tablettes aux élèves, mais de s'assurer que l'utilisation de ces outils contribue efficacement à l'atteinte des objectifs pédagogiques. Cela implique de développer chez les élèves non seulement des compétences techniques, mais aussi une compréhension critique et responsable de ces technologies. Le PER EdNum et le Lehrplan 21 (LP 21) mettent l'accent sur des compétences numériques spécifiques à intégrer dans le plan d'études. Ces deux plans d'études fournissent le cadre pédagogique dans lequel doit s'insérer l'intégration des technologies numériques pour l'enseignement.

Diversité des approches cantonales

La situation en Suisse montre une grande variété dans l'approche des cantons vis-à-vis de l'équipement numérique des élèves. Cette diversité reflète des choix pédagogiques, des capacités de financement et des priorités stratégiques différentes. Notre analyse souligne la nécessité pour chaque canton de développer une stratégie numérique adaptée à son contexte spécifique, tout en tirant des leçons des meilleures pratiques et des défis rencontrés par d'autres.

Inspirations internationales

Les cas de la Suède et de l'Estonie offrent des perspectives enrichissantes sur l'intégration des technologies numériques dans le système éducatif, bien que la corrélation entre équipement numérique et performances scolaires doive être interprétée avec prudence.

Conditions clés de réussite

La revue de la littérature scientifique a permis de mettre en évidence plusieurs conditions pour intégrer les technologies numériques dans l'enseignement.

1. **Leadership et vision stratégique** : Un leadership (voir Glossaire) fort au sein des services de l'enseignement ainsi qu'au sein des établissements d'enseignement permet d'orienter et de soutenir l'intégration des technologies. Cela inclut la définition d'une vision claire des services d'enseignement ainsi que des établissements, la mise en place d'une stratégie numérique cohérente avec la stratégie cantonale et avec les objectifs pédagogiques, la collaboration avec les personnes ressources (voir Glossaire), l'implication des enseignant-e-s, l'engagement envers un changement culturel et l'accompagnement du changement.
2. **Formation continue des enseignant-e-s** : La formation continue est essentielle pour que les enseignant-e-s intègrent efficacement les technologies numériques dans leurs pratiques pédagogiques et développent un sentiment d'auto-efficacité. Cela implique principalement des formations sur les approches pédagogiques innovantes et l'utilisation des technologies pour enrichir l'apprentissage, mais aussi des formations techniques.
3. **Implication des personnes ressources** : Les personnes ressources, des enseignant-e-s formé-e-s pour accompagner les collègues dans l'intégration des technologies numériques,

revêtent un rôle clé dans l'opérationnalisation de la stratégie de l'établissement. Leur cahier des charges doit être clair, tout comme le profil de compétences requis pour revêtir cette fonction. Leur rôle devrait être reconnu par la direction et par les enseignant-e-s.

4. **Infrastructures, soutien technique et équipements** : Des infrastructures technologiques performantes et un soutien technique réactif sont indispensables pour une intégration réussie. Les écoles doivent disposer de réseaux fiables, d'équipements à jour et d'un accès facile à une assistance technique pour surmonter les éventuels obstacles technologiques.

Plusieurs recommandations émergent :

- **Renforcer le leadership en matière de numérique** : Encourager la formation des directions d'école en leadership numérique pour favoriser une intégration cohérente et stratégique des technologies.
- **Développer des programmes de formation ciblés pour les enseignant-e-s d'établissement** : Proposer des programmes de développement professionnel adaptés aux besoins des enseignant-e-s, avec une attention particulière à l'intégration pédagogique des technologies numériques.
- **Disposer d'un nombre suffisant de personnes ressources** dans les établissements, formées en intégration des technologies numériques en enseignement, et disposant de suffisamment de temps d'accompagnement des enseignants en fonction de la taille de l'école.
- **Améliorer l'accès et le soutien technique** : Investir dans l'amélioration des infrastructures numériques et dans le renforcement des équipes de soutien technique dans les écoles.
- **Renforcer ou créer des réseaux** : Création d'un réseau de partage entre cantons et établissements pour échanger sur les pratiques réussies et les défis rencontrés.
- **Évaluer la stratégie numérique** : Suivi et évaluations régulières de l'intégration technologique pour ajuster les stratégies et les pratiques en fonction des retours d'expérience et de l'évolution des besoins.
- **Adopter une approche systémique** : Considérer l'intégration des technologies numériques comme un processus systémique nécessitant une coordination entre les niveaux macro (politiques cantonales) et méso (organisation des établissements).

En conclusion, l'intégration des technologies numériques en éducation devrait être envisagée comme un processus complexe et systémique, nécessitant une approche holistique (voir Glossaire) qui prend en compte à la fois les aspects technologiques, pédagogiques et organisationnels.

Introduction

L'intégration des technologies numériques au sein du système éducatif représente un enjeu majeur pour équiper les jeunes en vue d'un avenir où la compétence dans l'utilisation de ces outils devient essentielle. Cette exigence touche la quasi-totalité des professions. Selon des données récentes de l'Office fédéral de la statistique (OFS), une faible proportion, soit 13,3 %, des actifs n'emploie jamais d'outils numériques. Cette observation s'aligne avec les résultats d'une étude de la Commission Européenne, laquelle révèle que 87% des emplois en Europe requièrent au moins des compétences numériques élémentaires (Herrero, 2024).

Au-delà des enjeux liés à l'employabilité, l'ère d'Internet souligne avec acuité la nécessité de cultiver une citoyenneté numérique responsable et socialement engagée (Choi, 2016). Cette importance est d'autant plus marquée à l'heure du développement des intelligences artificielles génératives (voir Glossaire). L'utilisation des IA génératives soulève des questions éthiques importantes, notamment en ce qui concerne la création de contenus trompeurs (deepfakes, fausses nouvelles), la manipulation d'opinions et les biais algorithmiques. Les compétences en citoyenneté numérique deviennent critiques pour réfléchir à ces enjeux éthiques et promouvoir une utilisation responsable des technologies. La citoyenneté numérique à l'ère des IA génératives est fondamentale pour s'assurer que les jeunes sont non seulement des consommateurs d'information avertis et des utilisateurs responsables de la technologie, mais aussi des acteurs engagés dans la construction d'une société numérique inclusive, équitable, démocratique et écologiquement responsable.

En ce qui concerne l'engagement des jeunes avec les technologies numériques en dehors de l'école, Waller, Willemse, Genner, Suter & Süss (2016) ont noté que les jeunes Suisses consacraient en moyenne 2 heures et 30 minutes par jour sur Internet en semaine et 3 heures et 40 minutes pendant les weekends. Une enquête plus récente montre une augmentation du temps passé en ligne par les jeunes, atteignant désormais 3 heures et 14 minutes quotidiennement durant la semaine et 5 heures pendant le weekend (Külling et al., 2022).

Ainsi, l'école assume un rôle primordial dans la préparation des jeunes non seulement pour leur avenir professionnel mais également pour un usage éthique et responsable des technologies numériques, considérant leur consommation importante pendant leur temps libre.

Les compétences requises sont précisées par le secteur de l'Education numérique du Plan d'Études Romand (PER EdNum)¹ et le Lehrplan 21².

Afin de se conformer aux nouveaux plans d'études, la plupart des établissements scolaires suisses doivent moderniser leur infrastructure et mettre à disposition de leurs élèves et des enseignant-e-s des technologies numériques, que ce soient des ordinateurs, tablettes ou d'autres outils. Cela implique des investissements importants et des interrogations quant à leur pertinence.

Cadre et but du mandat

Dans le cadre du renvoi de la Stratégie cantonale d'éducation numérique, le Grand Conseil a demandé au Conseil d'Etat de fournir un bilan des expériences de numérisation de l'éducation faites dans les CO singinois, d'autres cantons et à l'étranger, en Suède particulièrement. Afin de

¹ Lien vers le Plan d'Études Romand : <https://portail.ciip.ch/per/domains/10>

² Lien vers le Lehrplan21 : <https://www.lehrplan21.ch/>

répondre à cette demande, la Direction de la formation et des affaires culturelles (DFAC) a choisi de se tourner vers une analyse scientifique externe indépendante.

En tant que cheffe du Service de didactique universitaire et de compétences numériques à l'Université de Fribourg, ayant également occupé le poste de responsable de la recherche pour le suivi du projet d'éducation numérique (EduNum) dans le canton de Vaud auprès du Centre LEARN de l'École polytechnique fédérale de Lausanne, et auteure d'un ouvrage sur l'intégration des technologies numériques dans les établissements d'enseignement (voir Caneva & Brabant, 2023), la Direction de la formation et des affaires culturelles (DFAC) m'a attribué un mandat. Celui-ci consiste à (1) dresser un panorama de l'équipement numérique disponible pour les élèves dans les écoles en Suisse et à l'international, avec (2) un focus particulier sur la Suède. Cependant, la comparaison entre différentes politiques d'intégration du numérique dans les écoles donne peu d'informations utiles aux pouvoirs publics en raison de la complexité des différents systèmes éducatifs et les multiples facteurs influençant les performances scolaires. Par conséquent, un autre objectif confié par la DFAC est (3) d'identifier, à travers une revue de la littérature scientifique, les meilleures pratiques et les conditions de réussite pour une intégration efficace des technologies numériques adaptée au contexte suisse.

Ce travail vise à fournir aux lectrices et lecteurs une perspective scientifique sur l'intégration des technologies numériques en milieu scolaire. L'ambition est de mettre en lumière des stratégies qui non seulement améliorent l'accès à l'équipement numérique, mais aussi et surtout, qui optimisent son usage dans un cadre pédagogique, afin de maximiser les bénéfices pour la communauté scolaire et surtout pour les apprenant-e-s.

Structure du rapport

La première partie se concentre sur l'équipement numérique disponible pour les élèves en Suisse, incluant une synthèse de la situation actuelle, l'organisation du financement et de la gestion de cet équipement, ainsi que les normes ou directives et les stratégies de formation numérique mises en place.

Dans la deuxième partie, nous examinons les cas de la Suède et de l'Estonie, deux pays reconnus pour leur avancée dans l'intégration des technologies numériques en éducation. Nous discutons de l'intégration des technologies dans l'enseignement, des résultats PISA, et des autres facteurs influençant l'usage du numérique dans ces pays.

La troisième et dernière partie est consacrée à une revue non exhaustive, mais suffisamment complète pour tirer des apprentissages, de la littérature scientifique sur les conditions nécessaires pour une intégration réussie des technologies numériques dans l'enseignement.

À travers cette structure, le rapport vise à fournir une analyse complète et nuancée, éclairant les lectrices et lecteurs sur les principaux enjeux entourant l'intégration des technologies numériques dans l'enseignement.

Définition

L'intégration des technologies numériques (tablettes, ordinateurs, plateformes d'apprentissage, applications, etc.) dans l'enseignement englobe une variété de termes souvent utilisés de manière interchangeable. Ces termes incluent la « transition numérique », la « transformation numérique », le « numérique en éducation », « l'éducation numérique », la « numérisation de l'éducation », et « l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) à l'école », pour ne citer que quelques exemples. L'absence de consensus sur la définition de « l'intégration des technologies » aussi auprès de la communauté scientifique (Consoli, Désiron & Cattaneo, 2023), fait en sorte qu'on parle d'intégration en se référant tout aussi bien à l'utilisation simple de la technologie qu'à une transformation profonde des méthodes pédagogiques. Dans le cadre du PER EdNum et du Lehrplan 21, l'intégration des technologies numériques dans l'enseignement vise le développement de l'éducation numérique. L'éducation numérique concerne des compétences à acquérir à travers trois domaines interdépendants : l'éducation aux médias, la science informatique et les usages des technologies numériques de manière transversale. C'est dans ce sens et dans ce but que nous allons employer les termes « éducation numérique » et « intégration des technologies numériques » dans ce document.

1 L'équipement des élèves

Pour contextualiser l'axe de la stratégie numérique du canton de Fribourg concernant l'équipement numérique des élèves, le tableau présenté dans l'annexe 1 offre un comparatif des dispositifs technologiques planifiés dans d'autres cantons suisses alémaniques reflétant leurs stratégies numériques respectives. Le Plan d'études romand en éducation numérique (PER EdNum) étant en phase de mise en œuvre, des données consolidées ne sont pas disponibles pour les cantons romands.

Cette analyse recense les équipements dans un échantillon de quatre cantons et deux demi-cantons. L'objectif est de brosser un tableau indicatif des ressources allouées aux élèves dans les cantons germanophones.

Si dans le tableau ne sont indiqués comme équipement que les ordinateurs ou tablettes mis à disposition des élèves, n'oublions pas les initiatives particulières, comme celle du canton de Fribourg qui inclut également des équipements de robotique éducatifs.

Les informations contenues dans le tableau ont été récoltées auprès des secrétariats généraux des cantons germanophones.

Les questions suivantes ont été posées :

- Quelle organisation le canton prévoit-il pour le financement et la gestion du parc informatique des écoles obligatoires ?
- Quel est l'équipement informatique par élève (nombre d'ordinateurs/tablettes par élève), selon le degré scolaire (Cycle 1 : 1H-2H ; 3H-4H ; Cycle 2 : 5H-6H ; 7H-8H ; Cycle 3 : 9H-11H) ?
- Existe-t-il des normes ou des directives pour l'équipement informatique des écoles (élèves, enseignant-e-s) ?

- Disposez-vous de documents relatifs à la stratégie de formation numérique de votre canton ?

Les lectrices et lecteurs noteront que s'il y a encore quelques années il était question d'ordinateurs fixes et de salles d'informatiques, l'utilisation d'équipements mobiles est désormais privilégiée, reflétant les pratiques de la vie réelle. Cette approche favorise l'accès facile à l'équipement dans les salles de cours ordinaires, permettant une intégration plus naturelle des activités numériques au sein des autres enseignements non numériques. Les décisions concernant l'équipement, qu'il s'agisse d'une approche où chaque élève dispose de son propre appareil (1 pour 1, ou « one-to-one »), ou d'une approche d'équipement partagé parmi les élèves, impliquent des choix pédagogiques distincts et influencent la manière dont les technologies sont utilisées

Le Lehrplan 21 et le volet éducation numérique

La Conférence des directeurs de l'instruction publique de Suisse alémanique (D-EDK) a élaboré le Lehrplan 21 entre 2010 et 2014. Ce dernier a été introduit dans les classes germanophones 1H-11H du canton de Fribourg lors de la rentrée 2019/20.

Avec ce premier plan d'études commun pour l'école obligatoire, les 21 cantons germanophones et plurilingues ont mis en œuvre l'article 62 de la Constitution fédérale et harmonisé les objectifs de l'école. En automne 2014, le projet de plan d'études 21 a été validé par les directrices et directeurs de l'instruction publique de Suisse alémanique. Chaque canton a, conformément à ses bases juridiques, décidé de son introduction dans le canton. Il existe un modèle du Lehrplan 21 ainsi que les versions cantonales.

Concernant le volet « éducation numérique », le Lehrplan 21 inclut un module Médias et informatique qui comprend les domaines de compétences « Médias et Informatique » ainsi que les compétences relatives à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (compétences d'application).

Pour que les élèves puissent développer ces compétences, les écoles mettent à disposition un équipement et une infrastructure appropriés (ordinateurs, tablettes, etc.) et les enseignants sont formés à l'apprentissage par et avec les médias numériques.

Le module Médias et informatique apporte également une contribution importante au développement de compétences méthodologiques qui jouent un rôle dans tous les domaines de formation. Il s'agit de la recherche, de l'évaluation, du traitement et de la présentation d'informations et de données, ainsi que de l'acquisition de stratégies pour la résolution de tâches et de problèmes dont la maîtrise soutient l'action au quotidien et dans la vie professionnelle³.

À noter que la mise en œuvre du Lehrplan 21 et de son volet numérique a précédé celle du Plan d'études romand et notamment du PER EdNum.

³ Pour davantage d'informations, consulter le site web de l'État de Fribourg et la page concernant le lehrplan21 : <https://www.fr.ch/formation-et-ecoles/scolarité-obligatoire/lp-21-plan-detudes-alemanique-cycles-1-a-3-1h-11h>

1.1 Synthèse de la situation en Suisse

L'équipement informatique des élèves dans les écoles obligatoires suisses varie significativement entre les cantons, reflétant une diversité d'approches en matière de financement, de gestion du parc informatique, et de stratégies numériques. Une analyse transversale des cantons de Saint Gall, Berne, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Lucerne, Fribourg révèle des similitudes et des différences notables.

1.1.1 Organisation du financement et gestion

- Bâle-Ville et Lucerne montrent une tendance à une gestion et un financement partagé entre le canton et les communes, avec des nuances dans l'implication de chaque niveau. Par exemple, Lucerne utilise un contrat-cadre central pour faciliter l'acquisition d'appareils.
- Berne se distingue par une responsabilité largement attribuée aux communes pour l'équipement, s'appuyant sur les plans MITIC4 individuels des écoles.

1.1.2 Équipement informatique par élève

- La diversité est également présente dans le ratio ordinateurs/tablettes par élève, qui varie de la modalité 1 pour 1 dans les degrés 5H à 11H à Saint Gall, Lucerne, Bâle Campagne, et dans les degrés 7H à 11H à Bâle-Ville.
- De manière générale, tous les cantons pris en considération optent pour une mise à disposition d'équipements numériques pour les élèves qui est progressive, avec peu ou pas d'outils numériques pour les élèves de l'école enfantine (1H-2H) et une tendance vers la mise à disposition d'un outil par élève dans les degrés plus élevés, déjà dès la 5H dans certains cantons (Saint Gall, Bâle-Campagne, Lucerne). Cette tendance vers la modalité 1 pour 1 caractérise les cantons germanophones.
- Le canton de Berne se distingue par rapport aux autres cantons par la grande autonomie laissée aux établissements dans le choix d'équipement (ratio par élèves).

1.1.3 Normes ou directives pour l'équipement

- Dans le système fédéraliste helvétique, l'éducation relève de la tâche des cantons et ceux-ci suivent des directives variées. Certains cantons ne spécifient pas clairement de normes ou de directives.

1.1.4 Stratégie de formation numérique

- La présence de documents ou de stratégies de formation numérique explicites varie fortement.

En résumé, bien que tous les cantons s'efforcent d'améliorer l'accès des élèves aux technologies numériques, les stratégies de financement, le ratio d'équipement par élève, et l'existence de normes ou de directives pour l'équipement varient considérablement. Cette hétérogénéité souligne l'importance de stratégies adaptées aux contextes locaux tout en mettant en évidence une tendance générale vers une augmentation de l'accès aux technologies pour soutenir l'enseignement et l'apprentissage.

1.2 La quantité d'équipement

L'attention des médias, de l'opinion publique et des principales parties prenantes impliquées dans l'implémentation de stratégies numériques est souvent portée sur le ratio d'équipement par élèves

⁴ MITIC est l'abréviation de « Médias, Images, Technologies de l'Information et de la Communication »

et la fréquence de l'utilisation de ces outils à l'école. L'emphase est mise sur « **la quantité** » d'équipement (Consoli, Désiron & Cattaneo, 2023).

Si la question de l'équipement est importante pour déterminer les coûts et les approches choisies, cet indicateur ne capture pas l'intégralité de la complexité de l'intégration des technologies numériques en enseignement. Il ne permet pas non plus de déterminer le temps que les élèves passeront sur un outil, car cela dépend des activités menées par les enseignant-e-s et des objectifs pédagogiques. Le focus sur la « quantité » n'est pas le plus pertinent pour déterminer si et comment les élèves développent les compétences définies dans le plan d'études PER EdNum ou le Lehrplan 21. La simple possession d'équipement ne garantit pas l'atteinte des objectifs pédagogiques (Grönlund et al., 2018) et le ratio d'équipement par élèves non plus. L'échec ou la réussite de l'intégration des technologies numériques en enseignement dépend de plusieurs facteurs et variables, comme nous allons le voir dans la section 3 de ce rapport.

Si la recherche indique que la fréquence d'utilisation des outils numériques ne conduit pas nécessairement à de meilleurs résultats d'apprentissage (OCDE, 2015), elle indique aussi que l'utilisation ciblée des technologies numériques pour atteindre des objectifs d'apprentissage significatifs peut avoir un impact positif (Chien et al., 2016 ; Stegmann, 2020).

L'attention devrait se déplacer de la quantité vers la qualité de l'utilisation des technologies (Antonietti et al., 2023 ; Backfisch et al., 2021 ; Fütterer et al., 2022 ; Juuti et al., 2022 ; Parker et al., 2019). Par « qualité », nous considérons l'ensemble des concepts, opérationnalisations et aspects liés à l'utilisation pédagogique des technologies numériques (Consoli, Désiron & Cattaneo, 2023).

En résumé, il est essentiel d'éviter les extrêmes : un excès d'équipement sous-utilisé et un manque d'équipement qui restreint l'accès pour les enseignant-e-s et pour les élèves. Le véritable enjeu réside dans la qualité de l'utilisation de cet équipement numérique, et la qualité dépend de plusieurs facteurs abordés dans la section « meilleures pratiques ».

2 Le cas de la Suède et de l'Estonie

La Suède est un pays précurseur dans l'intégration des technologies numériques dans son système éducatif. Puisque l'Estonie a également instauré une stratégie numérique précoce dans ses établissements d'enseignement, nous avons fait le choix de présenter aussi ce cas.

Ces deux pays figurent parmi les mieux classés au sein de l'Union Européenne pour la préparation numérique (« digital readiness »), selon l'indice de l'économie et de la société numériques (DESI). Le DESI est un indicateur composite qui mesure la performance numérique et la compétitivité des pays de l'Union Européenne, évaluant cinq dimensions : la connectivité, le capital humain et les compétences numériques, l'utilisation des services Internet par les citoyens, l'intégration des technologies numériques par les entreprises, et la disponibilité des services publics numériques. Cet indice offre une vue globale sur l'avancement numérique des États membres, et constitue un outil précieux pour les décideurs politiques dans l'orientation des politiques et des investissements.

Nous avons aussi pris en considération les résultats du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA). PISA évalue les connaissances et les compétences des élèves de 15 ans en mathématiques, en lecture et en sciences. Le test évalue la capacité des élèves à résoudre des problèmes complexes, à faire preuve d'esprit critique et à communiquer efficacement. Tous les trois ans, un échantillon aléatoire d'adolescents de 15 ans est testé dans ces domaines, avec un focus particulier sur une discipline à chaque cycle d'évaluation.

Bien que les deux pays soient bien placés pour les évaluations PISA, les élèves suédois ont enregistré dans les évaluations publiées en 2023 des performances moindres par rapport aux années précédentes. Cette baisse de performance a suscité un débat médiatique, attribuant cette régression à la stratégie numérique et au déploiement d'outils numériques dans les écoles qui auraient eu un impact négatif sur les capacités cognitives des élèves.

2.1 La Suède

La Suède se situe au 4ème rang des 27 États membres de l'UE dans le classement DESI 2022. Le pays est sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de la décennie numérique, à savoir que 80 % de la population possède au moins des compétences numériques de base d'ici à 2030. Les compétences numériques sont considérées comme un élément clé de l'éducation de base et de l'enseignement supérieur, un outil pour réduire la fracture numérique et un moyen d'améliorer la compétitivité de ses entreprises et de soutenir ses institutions de recherche. Elles sont au cœur de toutes les stratégies publiées depuis 2017, à commencer par la stratégie suédoise de numérisation (2017), l'approche nationale de l'IA (2019) et la stratégie des données (2021). La Suède a également adopté une stratégie nationale pour la numérisation du système scolaire (2017), suivie d'un plan d'action (2019).

2.1.1 L'intégration des technologies numériques dans l'enseignement

En 2017, le gouvernement suédois a lancé une stratégie nationale pour renforcer les compétences numériques des élèves et des enseignant-e-s (Gouvernement suédois, 2017). Cette stratégie, prévue de 2018 à 2022, avait pour objectifs non seulement la compétence numérique universelle dans le système scolaire, mais aussi l'égalité d'accès et d'utilisation, ainsi que la recherche et l'évaluation des potentialités offertes par la numérisation (Godhe, 2024).

D'importants investissements ont permis d'équiper les écoles en infrastructures numériques, comme des ordinateurs, tablettes et smartphones. Les plans d'études de tous les niveaux d'enseignement ont été révisés en 2018 afin d'y intégrer ces nouvelles compétences (Agence nationale suédoise pour l'éducation, 2018 a,b,c).

De nombreuses écoles ont adopté des plateformes numériques et des ressources éducatives en ligne pour appuyer l'enseignement et l'apprentissage à tous les niveaux (Masiello, Mohseni & Nordmark, 2023). Dès la maternelle (enfants de 1 à 5 ans), les enfants ont été familiarisés avec les outils numériques, employant robots et tablettes pour s'initier à la programmation (Hamidi et al., 2022), aux mathématiques et à la lecture. Les écoles maternelles et primaires (à partir de l'âge de 6 ans) utilisent également des robots sociaux pour favoriser la communication et l'apprentissage des langues étrangères (Högström & Holm, 2020).

Les établissements secondaires ont intégré la réalité virtuelle et augmentée, ainsi que divers outils multimédias comme des vidéos, des animations et des simulations pour une exploration interactive des concepts complexes (Högström & Holm, 2020).

Högström & Holm (2020) ont mis en évidence l'impact positif de cette intégration sur l'engagement des élèves. Grâce à ce niveau élevé d'intégration des technologies numériques, il est désormais aisé de collecter et d'analyser les données relatives aux performances des élèves.

En 2022, l'Agence nationale suédoise pour l'éducation a proposé au gouvernement une nouvelle stratégie numérique pour la période 2023-2027 (Gouvernement suédois, 2023). Or, le gouvernement actuel, formé par la coalition de droite "Tidö", a exprimé des réserves concernant la précipitation et l'excès de numérisation dans les écoles suédoises. Le ministre de l'Éducation a par conséquent décidé de mettre en pause la stratégie initiée en 2017 par le gouvernement précédent de centre-

gauche, invoquant des inquiétudes basées sur les neurosciences quant aux impacts des médias numériques sur le cerveau des jeunes.

Ce virage a été marqué par une volonté gouvernementale de s'aligner sur "ce que dit la science", notamment par des consultations avec des neuroscientifiques et psychologues cognitifs sur les conséquences négatives d'une utilisation excessive des appareils numériques chez les jeunes enfants (Forsler & Guyard, 2023).

Le gouvernement suggère un retour vers des méthodes d'enseignement plus traditionnelles et analogiques, comme l'écriture manuelle et l'usage de livres « physiques », même si ces pratiques n'ont jamais été totalement abandonnées. Le rapport de Sveriges Kommuner och Regioner (2020) révèle en effet une grande variété dans l'usage des technologies numériques en milieu scolaire, allant de l'utilisation exclusive de ressources numériques à des approches plus traditionnelles privilégiant les manuels.

Les experts appellent à un débat plus équilibré (Forsler & Guyard, 2023 ; Selwyn, 2024), en sollicitant des perspectives scientifiques variées⁵ pour évaluer l'utilisation du numérique à l'école sans une focalisation exclusive sur les neurosciences. Ils prônent des études approfondies sur la convergence entre neuroéducation et technologies numériques en classe, ce qui n'a pas encore été pleinement exploré.

L'équipement numérique des élèves

La Suède a consenti à des investissements conséquents pour équiper chaque élève de dispositifs numériques personnels. En 2018, l'Agence nationale suédoise pour l'éducation a rapporté que 49 % des élèves du primaire avaient un accès individuel à un dispositif numérique, un net accroissement par rapport aux 16 % en 2012. Ce taux d'accès augmente chez les élèves des cycles secondaires inférieurs et supérieurs. Toutes les écoles disposent d'une connexion internet à haut débit, assurant une utilisation efficace et satisfaisante de ces ressources (Hall et al., 2021). Les tablettes sont couramment employées dans les écoles maternelles.

2.1.2 Les résultats PISA et PIRLS

En 2022, d'après les résultats PISA les performances moyennes des élèves suédois ont diminué en mathématiques et en lecture par rapport à 2018, tout en restant similaires en sciences.

Cette baisse en mathématiques et lecture efface en grande partie les progrès réalisés de 2012 à 2018, ramenant les scores proches de ceux de 2012, les plus bas enregistrés. En revanche, en sciences, l'évolution demeure légèrement positive entre 2012 et 2022, avec des avancées notables, surtout parmi les élèves les plus performants. Entre 2018 et 2022, l'écart s'est accentué entre les élèves les plus et les moins performants en mathématiques et en sciences, tandis qu'en lecture, il est resté relativement stable. En mathématiques, la performance générale a régressé, les élèves en difficulté reculant davantage que leurs pairs plus performants. Depuis 2012, la part d'élèves atteignant des niveaux inférieurs au seuil de compétence de base (niveau 2) n'a pas significativement varié en mathématiques, lecture, ou sciences.

Selon l'évaluation PIRLS ("Progress in International Reading Literacy Study") de 2021, qui est menée par l'International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA) et qui mesure la compréhension en lecture des élèves de 9 à 10 ans, les résultats des élèves suédois ont baissé du niveau "élevé" au niveau "intermédiaire" ces 5 dernières années.

⁵ Le chapitre 3 de ce rapport présente les meilleures pratiques issues d'études scientifiques à l'intersection de divers domaines.

2.2.L'Estonie

L'Estonie occupe la 7ème place dans l'indice DESI 2022, affichant un score au-dessus de la moyenne européenne. Le pays excelle particulièrement dans le domaine des services publics numériques et obtient de très bons résultats pour le capital humain, se positionnant en 5ème place. Avec 62 % de sa population possédant au moins des compétences numériques de base, l'Estonie dépasse nettement la moyenne de l'UE dans ce secteur.

Grâce à un score élevé en compétences numériques de base, les Estoniens profitent d'un accès étendu à des services publics et privés numérisés.

2.2.1. L'intégration des technologies numériques dans l'enseignement

Dès les années 1990, l'Estonie a lancé le programme "Tiger Leap", destiné à moderniser l'infrastructure technologique de ses écoles en garantissant un accès Internet à tous les établissements scolaires du pays. Cet objectif ambitieux était déjà atteint en 2001. Pour soutenir le développement de l'infrastructure numérique scolaire, l'État a investi dans l'accès à Internet à haut débit, des équipements modernes et des outils d'apprentissage numérique pour les établissements éducatifs.

Cette solide infrastructure numérique dans les écoles générales et professionnelles a atténué l'impact de la fermeture des écoles durant la pandémie de COVID-19. Grâce à un niveau élevé de compétences numériques chez les enseignant-e-s et à la disponibilité de matériel pédagogique numérique, l'Estonie a réussi à en minimiser les impacts négatifs. Les investissements antérieurs dans le numérique éducatif ont été déterminants, permettant aux écoles, élèves et enseignant-e-s de s'adapter rapidement aux nouvelles exigences et méthodes d'enseignement.

La stratégie éducative estonienne pour 2035 sert de cadre global pour la modernisation continue du système éducatif. Pour 2035, l'Estonie vise à ce que 90 % des jeunes de 16 à 24 ans possèdent des compétences numériques au-delà du niveau de base ; et la proportion de la population avec des compétences numériques avancées augmente à 60 %, par rapport à 37 % en 2019. De plus, le pays planifie la formation de 7 000 spécialistes en technologies de l'information et de la communication d'ici à 2027.

L'équipement numérique des élèves dans les établissements

En 2014, l'Estonie a adopté la politique BYOD⁶ (« bring your own device ») comme standard pour l'école obligatoire de base, couvrant les 9 premières années d'éducation, divisées en trois cycles destinés aux enfants de 7 à 17 ans (European Commission, 2021; Nizyev, 2022). Pour les élèves sans appareil personnel, les établissements disposent d'une réserve à usage commun.

Dans la stratégie estonienne pour l'« apprentissage tout au long de la vie » de 2020, le passage à un outil numérique par élève en classe est appelé "tournant numérique" (« Digital turn »). La stratégie repose sur l'espoir que l'utilisation des appareils numériques personnels améliorera non seulement la culture numérique des élèves, mais aussi leurs résultats scolaires dans différentes matières (Lorenz, Kikkas & Laanpere, 2016).

⁶ La politique BYOD dans le milieu de l'éducation permet aux étudiant-e-s d'utiliser leurs appareils personnels (ordinateurs portables, tablettes, smartphones) à des fins éducatives dans l'établissement scolaire. Quelques approches courantes pour financer le BYOD dans les écoles consistent dans l'auto-financement par les familles, les programmes de location, les investissements directs des établissements, les subventions ou financements gouvernementaux.

Une étude menée par European Schoolnet en 2013 a montré que, déjà il y a 10 ans, l'utilisation d'ordinateurs portables et d'appareils mobiles personnels par les élèves estoniens pour des fins éducatives dépassait la moyenne européenne.

2.2.2. D'autres facteurs, au-delà de l'équipement

Avec le temps, l'Estonie a continué de valoriser le développement d'une culture numérique parmi enseignant-e-s et élèves. Les technologues de l'éducation présents dans une grande partie des écoles, à savoir des enseignant-e-s chevronné-e-s et des experts en intégration technologique, illustrent cet engagement. Avec une base solide en pédagogie et un master spécialisé, ces professionnels facilitent depuis 2005 l'adoption des outils numériques dans les établissements scolaires, un rôle devenu déterminant durant la crise du COVID-19 pour maintenir l'innovation et l'adaptation pédagogique. Ils se focalisent sur l'optimisation de l'utilisation des ressources numériques pour enrichir le plan d'études.

Dans le cadre de sa stratégie nationale, l'Estonie s'attache à éveiller un intérêt précoce pour les technologies dès le plus jeune âge, contribuant à un taux d'inscription dans les filières des technologies numériques bien supérieur à la moyenne des pays développés. Le programme ProgeTiger en est un parfait exemple : lancé en 2012 pour améliorer les compétences numériques des enseignant-e-s et des élèves, il propose un éventail d'activités, de la programmation à la robotique, en passant par des ateliers informatiques ludiques. Ces initiatives rencontrent un succès grandissant et jouent un rôle majeur dans le renforcement de l'éducation numérique en Estonie, attirant de plus en plus d'écoles et de jardins d'enfants.

2.2.3. Les résultats PISA

Le système éducatif de l'Estonie est reconnu pour ses performances remarquables aux évaluations PISA. Les élèves, issus de divers milieux socio-économiques, y affichent d'excellents résultats. Selon le classement PISA de 2018, l'Estonie se positionne en tête en lecture et en sciences et occupe la troisième place en mathématiques parmi les pays de l'OCDE (Tire, 2021).

L'enquête PISA de 2022, dont les résultats ont été publiés le 5 décembre 2023, confirme le haut niveau de compétences et de connaissances des jeunes Estoniens de 15 ans, les plaçant au sommet en Europe et parmi les huit premiers mondialement. Cette dernière édition a mis un accent particulier sur les mathématiques tout en évaluant également les performances en sciences et en lecture. L'Estonie se classe parmi les deux premiers pays européens en mathématiques, aux côtés de la Suisse, et en tête en sciences ainsi qu'en lecture à égalité avec l'Irlande.

Les résultats des élèves estoniens surpassent la moyenne de l'OCDE dans les trois domaines d'étude. Une proportion plus importante d'élèves en Estonie, par rapport à la moyenne de l'OCDE, atteint les niveaux les plus élevés de performance (niveau 5 ou 6) dans au moins une discipline. De même, un plus grand nombre d'élèves estoniens atteignent un niveau de compétence de base (niveau 2 ou plus) dans les trois matières, comparé à la moyenne des pays de l'OCDE.

L'autonomie accordée aux directeurs d'école et aux enseignant-e-s en Estonie est notable. Les enseignant-e-s jouissent d'une grande liberté pour structurer le programme scolaire et participent aux décisions liées à la gestion des établissements. De ce fait, l'Estonie se classe au premier rang dans cette catégorie comparativement aux autres pays analysés par PISA.

Les résultats PIRLS pour l'Estonie ne sont pas disponibles.

Suisse : Résultats DESI et PISA

Le classement DESI 2022 comprend 27 États membres de l'UE. La Suisse n'étant pas incluse dans ces pays, nous ne disposons des résultats du DESI.

La synthèse des résultats de l'évaluation PISA 2022 pour la Suisse révèle plusieurs points clés concernant les performances et les caractéristiques des élèves de 15 ans en mathématiques, lecture, et science:

Performances générales

- Les résultats moyens de 2022 en mathématiques, lecture, et science sont similaires à ceux de 2018, marquant une stabilité dans les performances.
- Par rapport à 2015, les résultats en lecture et science restent stables, tandis que ceux en mathématiques ont diminué.
- Une tendance à la baisse est observée dans les trois domaines depuis 2009 et 2012, avec une diminution significative de plus de 20 points en mathématiques et lecture, et une baisse légèrement moindre en science sur la dernière décennie (2012-2022).
- L'écart de performances entre les élèves les plus performants et les moins performants reste stable entre 2018 et 2022 dans les trois domaines.

Comparaison internationale

- Les élèves suisses ont obtenu des scores supérieurs à la moyenne de l'OCDE en mathématiques, lecture, et science.
- Une proportion plus élevée d'élèves suisses atteint les niveaux les plus élevés de compétences (Niveau 5 ou 6) dans au moins un domaine par rapport à la moyenne de l'OCDE.

Profil Socio-économique et diversité

- La Suisse présente un écart de performance significatif en fonction du statut socio-économique, avec une performance moyenne plus élevée chez les élèves les plus privilégiés.
- Les élèves issus de l'immigration montrent un écart de performance significatif par rapport aux élèves sans background migratoire, bien que cet écart se réduise après ajustement selon le profil socio-économique.

Environnement scolaire et apprentissage

- La Suisse affiche un taux élevé de sentiment d'appartenance à l'école chez les élèves et une proportion relativement basse de victimes de harcèlement.
- Les élèves rapportent une satisfaction mitigée vis-à-vis de la vie en général, avec une légère augmentation de l'insatisfaction depuis 2018.
- Concernant l'autonomie scolaire, la majorité des élèves fréquentent des écoles où les directeurs ont la responsabilité principale du recrutement des enseignants.

COVID-19 et Apprentissage

- La Suisse a connu des fermetures d'écoles moins prolongées que la moyenne de l'OCDE durant la pandémie de COVID-19, avec des impacts variables sur l'apprentissage à distance et le bien-être des élèves.

En résumé, les résultats de PISA 2022 pour la Suisse montrent une stabilité des performances en mathématiques, lecture, et science, avec des scores supérieurs à la moyenne de l'OCDE. Toutefois, une tendance à la baisse sur la dernière décennie et des écarts persistants liés au statut socio-économique et à l'origine migratoire des élèves sont notables. Le contexte scolaire et les défis posés par la pandémie de COVID-19 offrent des perspectives supplémentaires sur l'environnement éducatif suisse.

2.3. Corrélacion et causalité

La Suède et l'Estonie, bien classées dans le DESI 2022, ont adopté des stratégies numériques prévoyant l'intégration précoce des technologies dans les écoles. Chaque élève dispose de son appareil numérique.

La stratégie numérique de la Suède a soulevé des discussions, notamment suite aux résultats PISA 2022 et PIRLS 2021. Plusieurs médias et certain-e-s politicien-ne-s⁷ ont suggéré que le haut niveau d'intégration des technologies aurait influencé négativement les performances scolaires des élèves suédois.

Selon le même raisonnement, nous pourrions poser l'hypothèse que c'est grâce au haut niveau d'intégration des technologies que les élèves estoniens obtiennent des excellentes performances.

Cependant, attribuer ces performances uniquement à l'utilisation des technologies est réducteur.

Cela est réducteur, car selon un principe de base de la statistique "la corrélation n'implique pas la causalité". Ce principe souligne le fait que juste parce que deux variables sont observées comme évoluant ensemble (c'est-à-dire, elles sont corrélées) (ex. variable 1 : l'« exposition » aux écrans, variable 2 : les résultats de PISA), cela ne signifie pas qu'une variable est la cause de l'évolution, ou recul, de l'autre.

Ce principe est fondamental dans l'analyse statistique et la recherche scientifique, car il met en garde contre le fait de tirer des inférences causales à partir de simples associations. Il y a plusieurs raisons pour lesquelles les données corrélées peuvent être trompeuses :

- **Coïncidence** : Parfois, deux variables peuvent sembler être liées purement par hasard.
- **Problème de la variable tierce** : Il pourrait y avoir un troisième facteur non observé qui cause les changements dans les deux variables. Cette variable tierce, souvent appelée variable de confusion, peut créer l'illusion que les deux variables principales sont responsables de leurs changements mutuels.
- **Problème de directionnalité** : Même si une relation causale existe, la corrélation n'indique pas quelle variable est la cause et quel est l'effet.

Imaginons une étude qui trouve une forte corrélation entre le nombre de ventes de glaces et le nombre d'incidents de noyade. À première vue, on pourrait être tenté de spéculer que la consommation accrue de glaces mène d'une manière ou d'une autre à plus de noyades. Cependant, cela serait une mauvaise interprétation des données.

Le facteur sous-jacent qui entraîne les deux variables est probablement la température ; à mesure que le temps devient plus chaud, plus de gens achètent des glaces, et plus de gens vont également

⁷ Le Monde diplomatique (23 mai, 2023). La Suède juge les écrans responsables de la baisse du niveau des élèves et veut un retour aux manuels scolaires. Consulté le 23 février 2023 :

https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/05/21/numerique-a-l-ecole-la-suede-juge-les-ecrans-responsables-de-la-baisse-du-niveau-des-eleves-et-fait-marche-arriere_6174171_3244.html

nager, ce qui peut malheureusement conduire à plus d'incidents de noyade. Dans ce scénario, la température est la variable de confusion qui explique la corrélation entre les ventes de glaces et les incidents de noyade, et non une relation causale directe entre les deux.

La non-application de ce principe de base au cas de la Suède porte à des conclusions simplistes et trompeuses. Les cas de la Suède et de l'Estonie nous montrent l'importance d'une analyse multidimensionnelle qui prend en compte la complexité d'un système éducatif et les multiples facteurs influençant les performances scolaires. Il est essentiel d'adopter une approche globale et nuancée, allant au-delà des interprétations simplistes de type "X cause Y", pour comprendre l'impact réel des technologies numériques dans l'éducation.

La scolarisation est le résultat de l'assemblage de milliers d'éléments différents, dont beaucoup ne peuvent être facilement observés, mesurés et modélisés.

Parmi ces problèmes, nous pouvons citer, par exemple, les difficultés à recruter des enseignants formés et les attitudes négatives envers la profession (Boström, 2023), ainsi que le fait que la Suède a considérablement progressé dans la voie de la marchandisation externe de l'éducation. Cette dernière met en avant une approche de l'éducation qui privilégie les principes du marché, où les écoles évoluent dans un environnement concurrentiel (Lundahl, Arreman, Holm & Lundström, 2013).

3 Les conditions à remplir selon la littérature scientifique

Équiper les élèves des compétences nécessaires pour qu'ils deviennent des professionnels accomplis et des citoyens responsables transcende la simple mise à disposition d'équipements et d'infrastructures.

La manière dont l'enseignement est dispensé en classe joue un rôle déterminant pour savoir si les élèves ont atteint ou non les objectifs pédagogiques inscrits dans le PER EdNum ou dans le Lehrplan 21, comme cela est le cas aussi pour tous les autres domaines.

Pour une utilisation efficace des équipements numériques, il est essentiel de prendre également en compte des aspects qui concernent l'ensemble de l'institution éducative (Figure 1). Selon Gonon, Schmitz, Petko & Consoli (2024), la mise en place de conditions favorables aux niveaux macro (politiques cantonales, structures institutionnelles, culturelles et sociales) et méso (organisation et gestion des établissements, environnement professionnel de l'enseignement) est déterminante pour le succès de l'intégration technologique dans les écoles.

Le niveau micro (dynamiques didactiques et pédagogiques qui se déroulent au sein de la classe même) n'est pas pris en compte, car l'étendue de ce travail dépasse le cadre du mandat. Les divers niveaux d'enseignement sont à considérer de manière distincte, ainsi que les approches didactiques spécifiques à chaque discipline. Les meilleures pratiques pédagogiques et didactiques pour l'intégration des technologies numériques en enseignement au bénéfice des apprentissages, validées par la recherche, sont connues par les institutions responsables de la formation des enseignant-e-s.

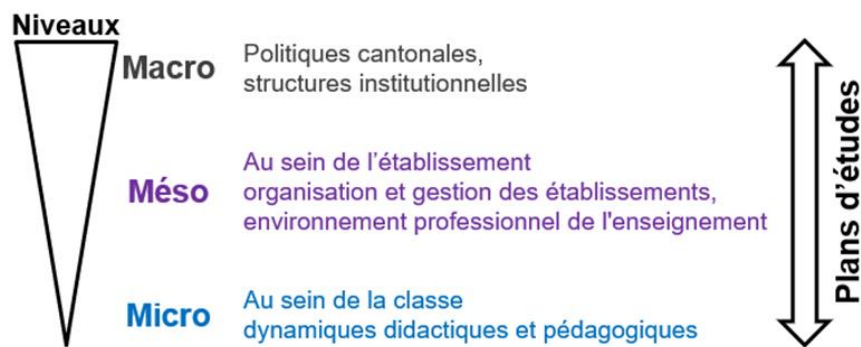
À titre d'exemple, des logiciels de simulation et modélisation tels que PhET Interactive Simulations⁸ peuvent être utilisés en sciences et en technologie pour aider les élèves à comprendre des

⁸ PhET Interactive Simulations est un projet de l'Université du Colorado à Boulder (Etats-Unis). Il s'agit d'un projet de ressources éducatives ouvertes à but non lucratif qui crée et héberge des explications explorables. La société a été fondée en 2002 par le lauréat du prix Nobel Carl Wieman.

concepts complexes à travers des modèles visuels et interactifs. Cela rend l'apprentissage plus concret et permet d'explorer des scénarios hypothétiques sans les contraintes d'un laboratoire physique (Lampropoulos, Keramopoulos, Diamantaras & Evangelidis, 2022). Augmented reality and gamification in education: A systematic literature review of research, applications, and empirical studies. *Applied Sciences*, 12(13), 6809.

Un autre exemple est celui des environnements d'apprentissage virtuel (EAV)⁹ comme Moodle, Teams ou Google Classroom, offrent une plateforme où enseignant-e-s et élèves peuvent partager des ressources, soumettre des travaux et communiquer. Ces environnements supportent l'apprentissage différencié en permettant aux enseignant-e-s de proposer des ressources adaptées aux divers besoins des élèves et de suivre leurs progrès individuellement (Alves, Miranda, & Morais, 2017).

Figure 1. Niveaux macro, méso et micro



Pour identifier et synthétiser les conditions de réussite et les meilleures pratiques aux niveaux macro et méso, notre démarche s'est articulée autour de plusieurs axes :

- **Sélection d'articles scientifiques récents évalués par des pairs**¹⁰, garantissant ainsi la crédibilité et la fiabilité des données.
- **Priorité donnée aux études réalisées en Suisse**, afin d'assurer la pertinence et l'adaptabilité des pratiques au contexte éducatif suisse. Cette focalisation permet de tirer des conclusions directement applicables au contexte suisse.

⁹ Les Environnements d'Apprentissage Virtuel (EAV) sont des plateformes numériques conçues pour faciliter l'enseignement et l'apprentissage en ligne en fournissant un accès intégré à des ressources éducatives, des outils de communication, et des fonctionnalités de gestion de cours. Ils permettent une interaction enrichie entre enseignants et élèves, favorisent la personnalisation de l'apprentissage grâce au suivi des progrès, et offrent une grande flexibilité en rendant le matériel pédagogique accessible à tout moment et depuis n'importe quel lieu.

¹⁰ Un article "peer-reviewed", ou évalué par des pairs en français, est un type de publication scientifique qui a subi un processus d'examen critique par d'autres spécialistes du même domaine avant sa publication. Ce processus assure que les recherches publiées sont de haute qualité et dignes de confiance, car elles ont été minutieusement examinées par des experts. L'évaluation par les pairs est un pilier fondamental de la pratique scientifique. Elle contribue à la crédibilité, à la fiabilité et à l'avancement des connaissances dans tous les domaines de la science.

Au total plus d'une trentaine d'articles scientifiques ont été consultés (Annexe 2). À cela s'ajoute un ouvrage (Caneva & Brabant, 2023) et trois rapports (EDUCA, 2023 ; ICILS 2013 ; Sieber, Bachofner & Briner, 2017) qui ont permis de compléter certaines informations propres au contexte suisse.

L'objectif principal de l'analyse de ces articles était de déterminer les conditions ou facteurs clés de succès pour l'implémentation de stratégies numériques dans les établissements d'enseignement.

Pour orienter notre analyse, nous avons consulté plusieurs modèles de développement scolaire qui trouvent également leur application dans le cadre de l'intégration des technologies numériques. Parmi eux figurent les travaux de Unterwood et al. (2010), Durek, Begičević Redep & Divjak (2017), Ifenthaler & Egloffstein (2020), Harder et al. (2020), ainsi que Costa, Costa Castaño-Muñoz & Kamylyis (2021).

Les points communs identifiés au sein de ces différents modèles révèlent que pour assurer une intégration efficace des technologies numériques dans l'enseignement, il est important de disposer d'un leadership et d'une gestion performants à la fois au niveau macro (politiques éducatives globales) et méso (gestion au sein des établissements), d'un accès à une infrastructure technologique adaptée, d'un programme de développement professionnel continu pour les enseignant-e-s, de l'adoption de stratégies pédagogiques appropriées, et d'une culture organisationnelle ouverte au changement. Ces facteurs mettent en lumière l'importance d'adopter une démarche holistique qui embrasse les dimensions techniques, humaines et organisationnelles, afin de promouvoir un milieu d'apprentissage à la fois ouvert et flexible.

À ces éléments, nous avons intégré deux facteurs spécifiques à notre contexte : le soutien apporté par les personnes ressources¹¹ et la formation ciblée des directions d'établissements scolaires.

3.1. Synthèse de la littérature

Pour rendre ce rapport accessible à un public large, nous avons rédigé un texte de synthèse présentant les meilleures pratiques et conditions nécessaires pour une intégration réussie.

En complément du texte de synthèse, nous proposons une liste organisée permettant de visualiser rapidement les divers éléments identifiés dans la littérature scientifique (Annexe 2).

3.1.1. Conditions au niveau macro

Les facteurs institutionnels au niveau macro (canton et services de l'enseignement) jouent un rôle important pour une intégration efficace des technologies numériques en enseignement.

Premièrement, la collaboration avec des experts de divers domaines est essentielle pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies numériques. Deuxièmement, le développement d'une stratégie numérique cantonale permettant de guider clairement l'intégration numérique dans les écoles. La co-création du projet d'implémentation avec tou-te-s les acteurs-trices concernés enrichit le processus. Impliquer activement les enseignant-e-s et chercheurs-ses dans la création des plans d'études, notamment en informatique, garantit la pertinence et la qualité des programmes offerts. Il

¹¹ Les personnes ressources (« PICTS » en allemand) sont « des enseignant-e-s, qui se sont en général qualifié-e-s pour cette fonction dans le cadre d'un cours de formation continue. Ils et elles sont qualifié-e-s pour cette fonction dans leur établissement scolaire et disposent d'un temps de travail correspondant. Ils et elles soutiennent leurs collègues à l'utilisation pédagogiquement judicieuse des médias numériques dans l'enseignement, développent des concepts médiatiques pour leurs écoles et proposent des formations continues internes. Ils et elles proposent des formations sur des thèmes numériques. Les PICTS travaillent dans une école et prennent en charge les cours.

En règle générale, ils et elles continuent d'y enseigner en tant que professeur. » Röhl, 2023, p.140

est également important d'adresser et anticiper les préoccupations des diverses parties prenantes concernant la mise en œuvre du projet, sa temporalité et ce qui est attendu pour chaque partie prenante.

La pérennisation de la stratégie numérique, fondamentale tant pour le développement de compétences clé pour les élèves que pour un retour sur investissement, dépend de l'utilité perçue par les parties prenantes, de la facilité d'implémentation et de l'accès à un soutien adéquat dans les établissements, que ce soit au niveau technique ou pédagogique. Enfin, le soutien aux directions d'établissement de la part des services de l'enseignement, la création de réseaux de collaboration entre les écoles et une mutualisation des ressources et des apprentissages sont fondamentaux pour un développement durable et prenne de l'éducation numérique.

3.1.2. Conditions au niveau méso

3.1.2.1. Leadership et stratégie de la direction d'établissement

La direction d'un établissement scolaire devrait adopter une approche stratégique et holistique, en commençant par le développement d'un leadership fort et une vision claire de l'intégration des technologies en enseignement. Ceci implique l'application des principes du management stratégique pour guider l'organisation, le pilotage de l'adoption des technologies numériques dans tous les niveaux de la scolarité. La nécessité d'une direction d'école engagée, soulignée par des chercheurs tels que Caneva & Brabant (2023), Ilomäki et Lakkala (2018), Grissom (2021) et Reis-Andersson (2023) dans des contextes variés comme la Suisse, le Canada, l'Estonie et la Suède, met en avant l'importance d'un cadre de leadership solide.

Les directions d'établissements doivent façonner la stratégie numérique de leur établissement incluant des directives précises pour guider l'intégration des technologies dans l'enseignement et l'apprentissage, comme souligné par Caneva & Pulfrey (2023), et Reis-Andersson (2023). Cette stratégie devrait être alignée avec la stratégie cantonale, mais être spécifique au contexte de l'école et expliquer le "pourquoi" derrière l'intégration des technologies, comme souligné par les travaux de Caneva & Pulfrey (2023), Ruloff & Petko (2022), Harder et al. (2020), et Seufert & Tarantini (2022) en Suisse et en Allemagne.

L'adoption d'un leadership transformationnel¹² est également essentielle. Une direction d'établissement qui embrasse ce type de leadership facilite une intégration plus rapide des technologies. L'impact significatif de ce leadership sur les croyances positives des enseignant-e-s vis-à-vis de la technologie numérique, leurs compétences techniques et leur aptitude à enseigner avec ces technologies est bien documenté par Ruloff & Petko (2022) et Schmitz, Antonietti, Consoli, Cattaneo, Gonon & Petko (2023).

L'implication des personnes ressources dans la conception de la stratégie numérique de l'établissement est nécessaire. En déléguant une partie de leur leadership à ces acteurs, les directions peuvent tirer parti de leur expertise, comme cela a été montré par les études de Caneva et al. (2023) dans le canton de Vaud et par Röhl (2023) dans le canton de Zürich. La collaboration accrue entre la direction et les personnes ressources (Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann. 2022), ainsi que l'engagement des enseignant-e-s innovateurs--trices qui sont encouragé-e-s à mener des projets numériques en collaboration avec la direction, sont des facteurs

¹² Le leadership transformationnel se base sur quatre idées principales : montrer l'exemple et donner une direction claire, motiver les employés en fixant des attentes élevées et en expliquant clairement les objectifs, encourager la créativité et la réflexion critique, et enfin, s'occuper personnellement de chaque employé en offrant soutien et conseils (Bass, 1990).

de succès. Ces enseignant-e-s, proactif/ves et intéressé-e-s par le numérique, jouent un rôle dans l'innovation pédagogique, comme le montre l'étude de Gonon, Schmitz, Petko & Consoli (2024).

Enfin, il est essentiel de mettre l'accent sur les objectifs pédagogiques, en définissant des buts clairs qui transcendent le simple usage des outils numériques (Gonon, Schmitz, Petko & Consoli, 2024 ; Ruloff & Petko, 2022).

La direction devrait s'impliquer activement mais aussi déléguer efficacement la mise en œuvre de la stratégie numérique aux personnes ressources, tout en soutenant leur travail d'accompagnement des enseignant-e-s (Caneva & Pulfrey, 2023).

Cette approche, qui combine un processus top-down et bottom-up (voir Glossaire), favorise une culture d'innovation et permet une meilleure utilisation des ressources technologiques disponibles (Gonon, Schmitz, Petko & Consoli, 2024 ; Petko, Egger, Cantieni & Wespi, 2015).

La gestion proactive du changement (Seufert & Tarantini, 2022) (voir Glossaire), la définition claire des rôles et tâches (Caneva et al. 2023 ; Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann, 2022), et la reconnaissance du rôle crucial des personnes ressources (Caneva et al. 2023) sont autant de pratiques qui contribuent à une intégration réussie des technologies numériques en enseignement.

Finalement, l'intégration réussie des technologies numériques dans l'enseignement nécessite une stratégie bien pensée qui englobe non seulement le leadership et la collaboration mais aussi le développement d'une culture de l'innovation, de l'expérimentation, et de la collaboration. La direction de l'école joue un rôle en créant un environnement propice à l'apprentissage assisté par les technologies. En offrant des opportunités de collaboration entre les enseignant-e-s et en leur allouant du temps pour l'expérimentation, elle pose les bases d'une culture de l'innovation et de l'expérimentation robuste. Cette culture ouverte permet au personnel d'embrasser les risques associés à l'intégration des technologies numériques, encourage la création d'environnements d'apprentissage innovants et responsabilise les apprenants.

L'importance de cette culture est soutenue par les travaux de chercheurs tels que Lindqvist (2019), Reis-Andersson (2023), Andronic (2023), Niemi et al. (2013), et Seufert & Turrentini (2022) qui ont observé ces phénomènes dans des contextes variés comme la Suède, l'Estonie, la Finlande et la Suisse. La coopération et la collaboration internes sont mises en avant comme des objectifs prioritaires pour l'échange de connaissances et la mise en œuvre de bonnes pratiques. Un tel environnement ne se contente pas de faciliter l'intégration technologique mais stimule également une dynamique d'innovation continue au sein de l'établissement.

Dans son ensemble, cette approche souligne l'importance d'un leadership qui a une vision claire, d'une collaboration étroite entre tous les intervenants et d'une planification minutieuse.

3.1.2.2. Le rôle des personnes ressources dans l'accompagnement des enseignant-e-s

La réussite de l'intégration des technologies numériques dans l'enseignement repose en grande partie sur le rôle joué par les personnes ressources (PR). Leur efficacité dépend de la clarté de leur mission, de leur implication stratégique, du développement professionnel continu, de la spécificité de leur formation et de la définition précise de leurs compétences.

Tout d'abord, il est essentiel de définir clairement le type d'accompagnement attendu des PR. Cela signifie établir un rôle et des tâches précis, notamment le type de support, pédagogique et/ou technique, attendu pour les enseignant-e-s. Cette démarche, rarement mise en œuvre de manière systématique, est pourtant fondamentale pour optimiser l'efficacité des PR en alignant leur action sur les besoins réels du corps enseignant. Les travaux de Lorenz, Kikkas, Laanpere (2014), ainsi que ceux de Caneva et al. (2023), Röhl (2023) et Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann (2022),

soulignent l'importance de cette définition, notamment en Estonie et en Suisse, pour lever les ambiguïtés et accroître l'impact des PR.

L'implication des PR dans la stratégie numérique de l'établissement est un autre aspect fondamental. En leur confiant un rôle de soutien actif auprès de la direction pour la conception et la mise en œuvre de cette stratégie, on garantit que les initiatives numériques soient bien ancrées dans la réalité de l'établissement et répondent à ses spécificités. Caneva et al. (2023), ainsi que Röhl (2023), ont mis en évidence la valeur ajoutée de cette collaboration, permettant une synergie efficace entre la vision stratégique de l'établissement et l'expertise technique et pédagogique des PR.

Le développement professionnel continu des PR constitue également un pilier essentiel de leur efficacité. Il s'agit de leur offrir des formations flexibles, des opportunités de mise en réseau et la possibilité d'approfondir certains thèmes au-delà des sessions formelles. Cela leur permet de rester à la pointe des évolutions technologiques et pédagogiques et d'offrir en retour un accompagnement de qualité aux enseignant-e-s. Les contributions de Caneva et al. (2023), ainsi que de Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann (2022) confirment l'importance de cet investissement dans le développement professionnel des PR.

En outre, la formation des PR doit inclure un contenu spécifique axé sur les activités de développement professionnel efficaces à proposer aux enseignant-e-s, telles que des ateliers courts, des formations informelles, des démonstrations en classe où les enseignant-e-s sont dans une posture active et des activités de co-enseignement pour initier les enseignant-e-s à l'intégration des technologies.

Caneva et al. (2023) ont souligné l'importance pour les PR de maîtriser les caractéristiques clés de ces activités, telles que la personnalisation du contenu d'apprentissage, l'authenticité, l'expérience pratique, et la cohérence avec les objectifs de l'école. Cette approche spécifique permet aux PR de proposer des formations réellement adaptées aux besoins des enseignant-e-s et de favoriser une intégration efficace des technologies numériques dans les pratiques pédagogiques.

Enfin, définir un profil de compétences standard pour les PR est essentiel. Ce profil devrait inclure des compétences en développement et gestion de projets, en leadership, en coaching, des compétences dans l'intégration des technologies numériques dans l'enseignement, et dans le soutien individuel des enseignant-e-s, ainsi que des compétences interrelationnelles pour communiquer, motiver et inspirer les enseignant-e-s vers de nouvelles pratiques. Les travaux de Cattaneo, Bonini & Rauseo (2021), Ottenbrich et al. (2020), ainsi que de Caneva et al. (2023) et Röhl (2023), mettent en lumière ces compétences essentielles pour les PR, en soulignant leur rôle pivot dans le succès de l'intégration des technologies numériques dans l'enseignement.

À travers ces différents aspects, il apparaît clairement que les PR jouent un rôle central dans l'intégration réussie des technologies numériques en enseignement. Leur mission va bien au-delà du simple support technique ou pédagogique ; elle englobe la formation, le développement professionnel, la stratégie numérique et une interaction constante avec le corps enseignant. En structurant efficacement le soutien offert par les PR, les établissements scolaires peuvent maximiser l'impact positif des technologies numériques sur l'enseignement et l'apprentissage, favorisant ainsi une évolution pédagogique enrichissante pour tous les actrices et acteurs impliqués.

3.1.2.3. La formation des enseignant-e-s

L'intégration réussie des technologies numériques dans l'enseignement repose largement sur l'engagement et la formation des enseignant-e-s (Akram & Abdelrady, 2022; Sheffield, Blackley & Molo, 2018 ; Van Niekerk & Blignault, 2014 ; Rodrigues, 2020).

Des études telles que l'ICILS¹³ 2013 révèlent que la formation continue dans ce domaine n'est pas toujours une priorité dans les écoles en Suisse où seulement une faible proportion d'élèves (6,8%) fréquente des écoles y accordant une grande importance.

Les recherches menées par Davies (2014), Sheffield (2018), et Ghavifekr & Rosdy (2015) mettent en évidence l'impact significatif du suivi de programmes de développement professionnel par les enseignant-e-s sur l'efficacité de l'intégration des technologies numériques dans leur pratique.

La pertinence des modalités et contenus des programmes de développement professionnel est déterminante. L'approche proposée par les formateurs lors des séances de développement professionnel devrait être interactive et pratique (El Hamamsy et al., 2021), en mettant l'accent sur le développement des connaissances didactiques disciplinaires liées à la technologie (Knezek & Christensen, 2016) et sur le renforcement des compétences numériques des enseignant-e-s (Poldoja, 2020 ; Harder et al., 2020). Il est également essentiel de renforcer le sentiment de compétence des enseignant-e-s dans l'utilisation des technologies numériques, comme le souligne Petko (2012).

La communication de l'utilité de l'intégration des technologies (Schmitz, Antonietti, Consoli, Cattaneo, Gonon & Petko, 2023) et le renforcement de la motivation intrinsèque des enseignant-e-s (Knezek & Christensen, 2016) sont déterminants pour favoriser une attitude proactive vis-à-vis de l'utilisation des technologies numériques dans l'enseignement. L'autonomie des enseignant-e-s et leur conviction de pouvoir améliorer l'enseignement grâce aux technologies numériques jouent un rôle important dans ce processus (Knezek & Christensen, 2016).

Cependant, des études indiquent également une attitude parfois passive des enseignant-e-s à l'égard des personnes ressources, avec une tendance à espérer que ces derniers prennent en charge l'éducation numérique à leur place (Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann, 2022). Cette dynamique souligne la nécessité d'engager activement les enseignant-e-s dans le processus d'intégration technologique, en les encourageant à prendre une part active dans l'apprentissage et l'utilisation des technologies numériques.

En conclusion, pour une intégration efficace des technologies numériques dans l'enseignement, il est impératif de placer la formation et le développement professionnel des enseignant-e-s au cœur de la stratégie éducative. Cela implique la création de programmes de formation adaptés, le renforcement des compétences et de la motivation des enseignant-e-s et la promotion d'une approche proactive à l'égard de l'utilisation des technologies numériques.

3.1.2.4. La formation des directions d'école

La formation des directions d'établissement en matière de leadership numérique est essentielle pour une intégration réussie des technologies numériques dans l'enseignement. De nombreux responsables chargés de cette intégration n'ont pas bénéficié d'un développement professionnel adéquat pour assumer un rôle de leader efficace dans ce domaine (Christensen et al., 2018).

La capacité à créer une vision commune, à rester concentré sur la pédagogie plutôt que sur les outils et à chercher à contribuer à un développement professionnel continu du personnel

¹³ L'étude ICILS (International Computer and Information Literacy Study) évalue les connaissances en technologies de l'information et des communications des étudiant-e-s et des enseignant-e-s du monde entier. Ce test a été créé par l'Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire en juin 2010. Cette étude comparative mesure le niveau des connaissances scolaires des élèves de quatrième en littératie numérique et en pensée informatique.

enseignant et des personnes ressources sont des qualités essentielles pour les leaders efficaces, comme le soulignent Christensen et al. (2018).

Les programmes de formation destinés aux leaders éducatifs devraient non seulement inclure le développement de compétences numériques de base mais aussi fournir des connaissances approfondies sur les avantages et les enjeux des technologies numériques pour l'enseignement. Cependant, Caneva & Pulfrey (2023) ainsi que Sieber, Bachofner & Briner (2017) relèvent que la thématique de l'intégration des technologies numériques est souvent abordée de manière marginale dans les formations de directeur d'école proposées par les hautes écoles en Suisse, voire pas du tout, et qu'il existe peu d'offres de formation qui traitent spécifiquement de cette thématique.

Cette lacune dans la formation souligne l'importance de développer et d'implémenter des programmes de formation ciblés qui équipent les directions d'établissement avec les compétences numériques essentielles et les connaissances stratégiques nécessaires pour guider efficacement l'intégration des technologies dans l'apprentissage. En renforçant le leadership numérique des directions d'établissement, il sera possible de promouvoir une approche stratégique et cohérente de l'intégration des technologies numériques, qui prend en compte non seulement les outils eux-mêmes mais aussi leur impact pédagogique et leur potentiel pour enrichir l'environnement d'apprentissage.

En conclusion, la formation des directions d'établissement joue aussi un rôle dans le succès de l'intégration des technologies numériques en éducation. Un leadership numérique renforcé, doté de compétences et de connaissances approfondies, est indispensable aujourd'hui.

3.1.2.5. L'infrastructure, l'équipement et le soutien technique

L'infrastructure, l'équipement, et le soutien technique constituent d'autres éléments essentiels pour l'intégration efficace des technologies numériques dans l'enseignement.

La mise à disposition d'équipements et d'une infrastructure minimale est nécessaire, comme le montrent les travaux de Petko (2012), Petko, Egger, Cantieni & Wespi (2015), Geiss, Janser, Meyer-Baron, Röhl & Stadelmann (2022) et Abdelrady, Al-Adwan & Ramzan (2022). Les enseignant-e-s tendent à utiliser davantage les outils informatiques et Internet en classe lorsqu'ils et elles se sentent compétent-e-s dans l'utilisation des technologies numériques pour l'enseignement, disposent de davantage d'ordinateurs, sont responsables de la classe où ils et elles enseignent, sont convaincu-e-s que les outils numériques améliorent l'apprentissage des élèves et utilisent des formes constructivistes d'enseignement (voir Glossaire). La disponibilité des technologies numériques et les compétences des enseignant-e-s s'avèrent être les meilleurs prédicteurs de l'utilisation des technologies, soulignant l'importance de surmonter les obstacles tels que la lenteur de l'Internet et le manque d'infrastructures.

Le renforcement de l'infrastructure dans les écoles et le soutien, comme le souligne Poldoja (2020) en Estonie, est fondamental. Les stratégies numériques dans les écoles devraient se concentrer sur l'intégration d'une culture numérique dans le processus d'apprentissage, la fourniture du soutien nécessaire en développant les compétences numériques des enseignant-e-s, la création de ressources d'apprentissage numériques, d'e-services éducatifs et l'amélioration de l'infrastructure technologique.

La facilité d'accès au soutien technique est également une condition de réussite. Les enseignant-e-s doivent pouvoir compter sur un soutien technique rapide et efficace en cas de problèmes, afin de ne pas interrompre le déroulement des cours, comme le recommandent Pulfrey & Caneva (2023).

La qualité de l'infrastructure et de l'équipement joue un rôle central dans la capacité des personnes ressources à utiliser leurs compétences pour accompagner les enseignant-e-s dans l'acquisition de nouvelles compétences (Caneva et al., 2023).

Enfin, repenser les espaces d'apprentissage pour les rendre plus flexibles est une étape importante. Comme le suggèrent Seufert & Turrentini (2022), les espaces d'apprentissage physiques doivent être réaménagés pour être cohérents avec l'approche pédagogique (voir Glossaire), incluant des espaces d'apprentissage plus flexibles (voir Glossaire).

En résumé, une infrastructure robuste, des équipements adéquats, un soutien technique accessible et des espaces d'apprentissage flexibles sont indispensables pour une intégration réussie des technologies numériques dans l'enseignement. Ces éléments permettent non seulement de lever les obstacles à l'utilisation des technologies numériques mais aussi de créer un environnement propice à l'innovation pédagogique et à l'amélioration de l'apprentissage des élèves.

Conclusion

L'intégration des technologies numériques en enseignement ne se résume pas simplement à fournir des équipements technologiques ; elle est dictée par les programmes d'études qui visent principalement à atteindre des objectifs pédagogiques précis.

Bien qu'il soit enrichissant d'observer les pratiques en vigueur dans des pays à forte maturité technologique, tels que la Suède ou l'Estonie, nous devons éviter les approches simplistes qui ne tiennent pas compte de la complexité intrinsèque du système éducatif.

L'intégration des technologies dans les établissements scolaires représente un défi complexe, nécessitant une approche systémique et durable. Les cadres législatifs et organisationnels, y compris le leadership, la planification stratégique, la collaboration entre les professionnels, leur formation continue et une culture organisationnelle adaptative, jouent un rôle de premier plan dans ce processus. L'intégration de la technologie dans l'enseignement requiert de repenser la culture organisationnelle des écoles.

Les meilleures pratiques et les recommandations issues de la recherche peuvent venir en aide aux décideuses et décideurs. L'analyse de la littérature scientifique montre que l'infrastructure et l'équipement constituent des bases nécessaires, mais une intégration efficace dépend également d'une variété d'autres facteurs et conditions.

En conclusion, l'utilisation des technologies numériques en enseignement devrait permettre d'atteindre les objectifs des plans d'études, être complémentaire aux méthodes d'enseignement traditionnelles et prendre en compte les résultats des recherches scientifiques.

Glossaire

- **Approche pédagogique** : Une approche pédagogique désigne une manière spécifique d'organiser et de mener les activités d'enseignement et d'apprentissage. C'est un ensemble de méthodes, de stratégies, et de techniques que les enseignants utilisent pour faciliter l'apprentissage. Elle est influencée par la vision de l'enseignement de l'enseignant, sa compréhension de comment les étudiants apprennent, ainsi que par les objectifs éducatifs visés. Une approche pédagogique peut être centrée sur l'enseignant, sur l'apprenant, ou être une combinaison des deux. Elle peut également varier selon le contexte éducatif, le sujet enseigné, et les besoins spécifiques des apprenants.

Par exemple, une **approche constructiviste** : met l'accent sur l'apprentissage actif de l'élève, où les connaissances sont construites à travers l'expérience et la réflexion.

- **Constructiviste / formes constructivistes d'enseignement – approche constructiviste** : voir « approche pédagogique ».
- **Gestion du changement** : La gestion du changement en contexte scolaire se réfère à l'approche systématique et stratégique mise en place pour aider les membres d'une institution éducative à passer d'un état actuel à un état futur souhaité. Cela implique de reconnaître, planifier, mettre en œuvre et évaluer des changements dans les politiques, les pratiques, les plans d'études, les structures organisationnelles ou les technologies utilisées.
- **Holistique** : prendre en compte un élément dans sa globalité.
- **Intelligences artificielles (IA) génératives** : L'IA générative désigne une catégorie d'intelligence artificielle qui a la capacité de créer du contenu nouveau et original, qui n'existait pas auparavant. Cela inclut la génération de texte, d'images, de musique, de vidéos, et même de codes de programmation, en se basant sur les données d'entraînement qu'elle a reçues. Les modèles d'IA générative, tels que GPT (Generative Pretrained Transformer) pour le texte ou DALL-E pour les images, utilisent des réseaux de neurones profonds pour analyser les patterns dans de vastes ensembles de données et générer des créations qui ressemblent ou s'inspirent de ces données. Le but est souvent de produire du contenu qui soit indiscernable de celui créé par des humains, ou d'assister les humains dans des tâches créatives.
- **Leadership** : Le leadership en contexte scolaire est l'influence exercée par des individus ou des groupes au sein d'un établissement d'enseignement pour orienter les valeurs, les directions, la communauté et les performances de l'école. Il implique la capacité à guider et à motiver les enseignants, le personnel, les élèves et la communauté éducative vers la réalisation d'objectifs pédagogiques communs. Cela englobe l'élaboration de visions stratégiques, la gestion des ressources, l'innovation pédagogique, et la promotion d'un environnement propice à l'apprentissage et à l'épanouissement personnel et collectif. Le leadership scolaire est souvent partagé entre divers acteurs, incluant mais ne se limitant pas aux membres de la direction.
- **Personnes ressources (PR)** : Les personnes ressources (« PICTS » en allemand) sont « des enseignant-e-s, qui se sont en général qualifié-e-s pour cette fonction dans le cadre d'un cours de formation continue. Ils et elles sont qualifié-e-s pour cette fonction dans leur établissement scolaire et disposent d'un temps de travail correspondant. Ils et elles soutiennent leurs collègues à l'utilisation pédagogiquement judicieuse des médias numériques dans l'enseignement, développent des concepts médiatiques pour leurs écoles et proposent des formations continues internes. Ils et elles proposent des formations sur

des thèmes numériques. (...) ils et elles continuent d'enseigner en tant que professeur. »
Röhl, 2023, p.140

- **Processus bottom-up** : un processus « bottom-up » ou ascendant est une approche de prise de décision et de gestion qui part de la base de l'organisation vers le sommet. Cela signifie que les idées, les suggestions, les feedbacks et les initiatives émanent des employés de première ligne ou du niveau opérationnel, puis remontent vers les niveaux de gestion intermédiaires et la direction.
- **Processus top-down** : ou descendant, ce type de processus est souvent contrasté avec l'approche « bottom up », où les décisions sont prises par la direction et transmises aux employés pour mise en œuvre.

Références

Agence nationale suédoise pour l'éducation [Skolverket]. 2018a. *Curriculum for the Compulsory School, Preschool Classes and School-Age Educare, Revised 2018*.

<https://www.skolverket.se/publikationer?id=3984> .

Agence nationale suédoise pour l'éducation [Skolverket]. 2018b. *Curriculum for the Preschool, Lpfö18*. <https://www.skolverket.se/publikationer?id=4049> .

Agence nationale suédoise pour l'éducation [Skolverket]. 2018c. *Curriculum for the Upper-Secondary School*. <https://www.skolverket.se/publikationer?id=2975> .

Akram, H., & Abdelrady, A. H. (2022). Teachers' perceptions of technology integration in teaching-learning practices: A systematic review. *Frontiers in psychology, 13*, 920317.

Alves, P., Miranda, L., & Morais, C. (2017). The influence of virtual learning environments in students' performance. *Universal Journal of Educational Research, 5*(3), 517-527.

Andronic, A. (2023). Digital Transformation in Education: a Comparative Analysis of Moldova and Estonia and Recommendations for Sustainable Financing. *Eastern European Journal for Regional Studies (EEJRS), 9*(2), 96-107.

Antonietti, C., Schmitz, M. L., Consoli, T., Cattaneo, A., Gonon, P., & Petko, D. (2023). Development and validation of the ICAP Technology Scale to measure how teachers integrate technology into learning activities. *Computers & Education, 192*, 104648.

Backfisch, I., Lachner, A., Stürmer, K., & Scheiter, K. (2021). Variability of teachers' technology integration in the classroom: A matter of utility! *Computers & Education, 166*, 104159.

Bass, B. M. (1990). From transactional to transformational leadership: Learning to share the vision. *Organizational dynamics, 18*(3), 19-31.

Bos, W., Eickelmann, B., Gerick, J., Goldhammer, F., Schaumburg, H., Schwippert, K., ... & Wendt, H. (2014). ICILS 2013. Computer-und informationsbezogene Kompetenzen von Schülerinnen und Schülern in der 8. Jahrgangsstufe im internationalen Vergleich. Münster [ua]: Waxmann.

Boström, L. (2023), What is the problem and how can we solve it? School authorities' perceptions of the shortage of teachers in Sweden. *Educ Res Policy Prac 22*, 479–497 (2023).

<https://doi.org/10.1007/s10671-023-09350-7>

Caneva, C., & Brabant, C. (2023). *Développer la stratégie numérique de votre établissement d'enseignement: Un guide en 5 étapes*. PUQ.

Caneva, C., & Pulfrey, C. (2023). Digital Capacity Building in Schools: Strategies, Challenges, and Outcomes. *Médiations et médiatisations, (13)*, 45-64.

Caneva, C., Monnier, E., Pulfrey, C., El-Hamamsy, L., Avry, S., & Zufferey, J. D. (2023). Technology integration needs empowered instructional coaches: accompanying in-service teachers in school digitalization. *International Journal of Mentoring and Coaching in Education, 12*(2), 194-215.

Cattaneo, A. A., Bonini, L., & Rauseo, M. (2021). The "Digital Facilitator": An Extended Profile to Manage the Digital Transformation of Swiss Vocational Schools. *Digital Transformation of Learning Organizations, 169-187*.

Choi, M. (2016). A Concept Analysis of Digital Citizenship for Democratic Citizenship Education in the Internet Age. *Theory & Research in Social Education, 44*(4), 565–607.

<https://doi.org/10.1080/00933104.2016.1210549>

Christensen, R., Eichhorn, K., Prestridge, S., Petko, D., Sligte, H., Baker, R., ... & Knezek, G. (2018). Supporting learning leaders for the effective integration of technology into schools. *Technology, Knowledge and Learning*, 23, 457-472.

Consoli, T., Désiron, J., & Cattaneo, A. (2023). What is “technology integration” and how is it measured in K-12 education? A systematic review of survey instruments from 2010 to 2021. *Computers & Education*, 104742.

Costa, P., Castano-Munoz, J., & Kampylis, P. (2021). Capturing schools' digital capacity: Psychometric analyses of the SELFIE self-reflection tool. *Computers & Education*, 162, 104080.

Davies, R. S., & West, R. E. (2014). Technology integration in schools. *Handbook of research on educational communications and technology*, 841-853.

Digital Economy and Society Index (DESI, 2022).

<https://digital-decade-desi.digital-strategy.ec.europa.eu/datasets/desi-2022/charts>

Đurek, V., Ređep, N. B., & Divjak, B. (2017). Digital maturity framework for higher education institutions. In *Central European Conference on Information and Intelligent Systems* (pp. 99-106). Faculty of Organization and Informatics Varazdin.

EDUCA (2023) L'éducation en Suisse – Rapport 2023. <https://www.skbf-csre.ch/fr/rapport-sur-leducation/rapport-education/>

Commission Européenne (2021). Education and Training Monitor 2021.

<https://op.europa.eu/webpub/eac/education-and-training-monitor-2021/en/estonia.html>,

El-Hamamsy, L., Chessel-Lazzarotto, F., Bruno, B., Roy, D., Cahlikova, T., Chevalier, M., ... & Mondada, F. (2021). A computer science and robotics integration model for primary school: evaluation of a large-scale in-service K-4 teacher-training program. *Education and Information Technologies*, 26, 2445-2475.

European Schoolnet (2013). Survey of Schools: ICT in Education. Benchmarking access, use and attitudes to technology in Europe's schools.

http://www.eun.org/documents/411753/817341/Survey+of+Schools-ICT+in+Education_summary2013/3e8082fc-7aaf-4e00-955f-dca445c9b53b.

Forsler, I., & Guyard, C. (2023). Screens, teens and their brains. Discourses about digital media, learning and cognitive development in popular science neuroeducation. *Learning, Media and Technology*, 1-14.

Fütterer, T., Scheiter, K., Cheng, X., & Stürmer, K. (2022). Quality beats frequency? Investigating students' effort in learning when introducing technology in classrooms. *Contemporary Educational Psychology*, 69, 102042.

Geiss, M., Janser, P. Meyer-Baron, L., Röhl, T. & Stadelmann, T. (2022). PICTS in einer sich wandelnden digitalen Gesellschaft – Bedürfnisse und Bedarf: Abschlussbericht zur Studie. Zürich: Pädagogische Hochschule Zürich. <https://doi.org/10.5281/zenodo.7385330>.

Gouvernement suédois (2017). *Nationell digitaliseringsstrategi för skolväsendet* [Stratégie nationale de numérisation du système scolaire]. <https://www.regeringen.se/4a9d9a/contentassets/00b3d9118b0144f6bb95302f3e08d11c/nationell-digitaliseringsstrategi-for-skolvasendet.pdf>

Gouvernement suédois (2019). Digital strategi, AI-vitbok och datastrategi [Stratégie numérique, livre blanc sur l'IA et stratégie en matière de données].

<https://www.regeringen.se/faktapromemoria/2020/03/201920fpm23/>

Gouvernement suédois (2023). *Förslag på nationell digitaliseringsstrategi skickas på remiss.* [Suggested national digitalization strategy remitted].

<https://www.regeringen.se/pressmeddelanden/2023/03/forslag-pa-nationell-digitaliseringsstrategi-skickas-pa-remiss/>

Ghavifekr, S., & Rosdy, W. A. W. (2015). Teaching and learning with technology: Effectiveness of ICT integration in schools. *International journal of research in education and science*, 1(2), 175-191.

Godhe, A. L. (2024). Swedish teachers' digital competence–infrastructures for teaching and working. In *Digitalization and Digital Competence in Educational Contexts*. Taylor & Francis.

Gonon, P., Schmitz, M. L., Petko, D., & Consoli, T. (2024). De la numérisation à la transformation numérique. *Transfer. Formation professionnelle dans la recherche et la pratique* 9(1).

Grönlund, Å., Wiklund, M., & Böö, R. (2018). No name, no game: Challenges to use of collaborative digital textbooks. *Education and Information Technologies*, 23, 1359-1375.

Håkansson Lindqvist, M. (2019). School leaders' practices for innovative use of digital technologies in schools. *British Journal of Educational Technology*, 50(3), 1226-1240.

Hall, C., Lundin, M., Mörtlund, T., & Sibbmark, K. (2021). En dator per elev i

mellanstadiet. Hur påverkas undervisningen och studieresultaten? [Un ordinateur par élève au collège. Quel est l'impact sur les résultats de l'enseignement et de l'apprentissage ?] [IFAU - Institutet för Arbetsmarknads- och Utbildningspolitisk Utvärdering].

Hamidi, A., Zerega, R., Tavajoh, S., Milrad, M., & Masiello, I. (2022, 5-17 juin). Digital competence & computational thinking for preschool pre-service teachers: From lab to practice. Sixth APSCE International Conference on Computational Thinking and STEM Education, Delft, Pays-Bas.

<https://urn.kb.se/resolve?urn=urn:nbn:se:lnu:diva-114484>

Herrero, C. (2024, 8 mars). *VET Workshop*, Joint Research European Commission Séville, Espagne.

Högström, P., & Holm, A. S. (2020). Lärares användning av augmented reality för utveckling av elevers lärande om molekylers strukturer i gymnasieskolans kemiundervisning. In *FND 2020, Göteborg, Sverige, 11-12 November, 2020* (pp. 9-10).

Ifenthaler, D., & Egloffstein, M. (2020). Development and implementation of a maturity model of digital transformation. *TechTrends*, 64(2), 302-309.

Ilomäki, L., & Lakkala, M. (2018). Digital technology and practices for school improvement: innovative digital school model. *Research and practice in technology enhanced learning*, 13, 1-32.

International Computer and Information Literacy Study (ICILS) (2013).

<https://www.iea.nl/studies/iea/icils/2013>

Juuti, K., Kervinen, A., & Loukomies, A. (2022). Quality over frequency in using digital technology: Measuring the experienced functional use. *Computers & Education*, 176, 104361.

Knezek, G., & Christensen, R. (2016). Extending the will, skill, tool model of technology integration: Adding pedagogy as a new model construct. *Journal of Computing in Higher Education*, 28(3), 307-325.

Külling, C., Waller, G., Suter, L., Willemse, I., Bernath, J., Skirgaila, P., Streule, P., & Süss, D. (2022). JAMES – Jeunes, activités, médias – enquête Suisse. Zurich: Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften.

Lampropoulos, G., Keramopoulos, E., Diamantaras, K., & Evangelidis, G. (2022). Augmented reality and gamification in education: A systematic literature review of research, applications, and empirical studies. *Applied Sciences*, 12(13), 6809.

Lorenz, B., Kikkas, K., & Laanpere, M. (2014). The role of educational technologist in implementing new technologies at school. In *Learning and Collaboration Technologies. Technology-Rich Environments for Learning and Collaboration: First International Conference, LCT 2014, Held as Part of HCI International 2014, Heraklion, Crete, Greece, June 22-27, 2014, Proceedings, Part II 1* (pp. 288-296). Springer International Publishing.

Lorenz, B., Kikkas, K., & Laanpere, M. (2016). Digital Turn in the schools of Estonia: Obstacles and Solutions. In *Learning and Collaboration Technologies: Third International Conference, LCT 2016, Held as Part of HCI International 2016, Toronto, ON, Canada, July 17-22, 2016, Proceedings 3* (pp. 722-731). Springer International Publishing.

Lundahl, L., Arreman, I. E., Holm, A. S., & Lundström, U. (2013). Educational marketization the Swedish way. *Education inquiry*, 4(3), 22620.

Masiello, I., Mohseni, Z., & Nordmark, S. (2023). Trends and Issues of Digital Learning in Sweden. https://www.researchgate.net/publication/376722142_Chapter_Trend_and_Issues_of_Digital_Learning_in_Sweden_In_Yi

Niemi, H., Kynäslähti, H., & Vahtivuori-Hänninen, S. (2013). Towards ICT in everyday life in Finnish schools: Seeking conditions for good practices. *Learning, Media and Technology*, 38(1), 57-71.

Nizyev, V. (2022). Exploring the students' digital competence development in the education policies of Singapore and Estonia (Master's thesis).

Office fédéral de la Statistique (OFS), (8.2.2024). Tâches, outils numériques et risques d'automatisation dans l'emploi en 2022.

<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/actualites/communiques-presse.assetdetail.27045510.html>

Organisation for Economic Co-operation and Development OECD (2015). Students, computers and learning: making the connection. PISA Series, OECD Publishing.

Organisation for Economic Co-operation and Development OECD (2023), PISA 2022 Results (Volume I): The State of Learning and Equity in Education, PISA, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/53f23881-en>

Ottenbreit-Leftwich, A., Liao, Y.C., Karlin, M., Lu, Y.H., Ding, A.C.E. & Guo, M. (2020). Year-long implementation of a research-based technology integration professional development coaching model in an elementary school, *Journal of Digital Learning in Teacher Education*, 36(4), 206-220.

Parker, C. E., Stylinski, C. D., Bonney, C. R., DeLisi, J., Wong, J., & Doty, C. (2019). Measuring quality technology integration in science classrooms. *Journal of Science Education and Technology*, 28, 567-578.

Pedaste, M., & Bardone, E. (2023). Trends and Issues of Digital Learning in Estonia. Trends and Issues of Promoting Digital Learning in High-Digital-Competitiveness Countries: Country Reports and International Comparison.

- Petko, D., Döbeli Honegger, B., & Prasse, D. (2018). Digitale Transformation in Bildung und Schule: Facetten, Entwicklungslinien und Herausforderungen für die Lehrerinnen-und Lehrerbildung. *Beiträge zur Lehrerinnen-und Lehrerbildung*, 36(2), 157-174.
- Petko, D., Antonietti, C., Schmitz, M. L., Consoli, T., Gonon, P., & Cattaneo, A. (2022). Digitale Transformation der Sekundarstufe II: erste Ergebnisse einer repräsentativen Bestandsaufnahme in der Schweiz. *Gymnasium Helveticum*, 76(5), 20-21.
- Petko, D. (2012). Teachers' Pedagogical Beliefs and Their Use of Digital Media in Classrooms: Sharpening the Focus of the «Will, Skill, Tool» Model and Integrating Teachers' Constructivist Orientations. *Computers & Education*, 58(4), 1351 – 1359.
- Petko, D., Egger, N., Cantieni, A., & Wespi, B. (2015). Digital media adoption in schools: Bottom-up, top-down, complementary or optional?. *Computers & Education*, 84, 49-61.
- Pöldoja, H. (2020). Report on ICT in Education in the Republic of Estonia. *Comparative Analysis of ICT in Education Between China and Central and Eastern European Countries*, 133-145.
- Pulfrey & Caneva (2023). Strategy, support and sharing: Key factors in developing digital competence in schools. (manuscript soumis)
- Reis-Andersson, J. (2023). Leading the digitalisation process in K–12 schools–The school leaders' perspective. *Education and Information Technologies*, 1-19.
- Rodrigues, A. L. (2020). Digital technologies integration in teacher education: the active teacher training model. *Journal of e-learning and knowledge society*, 16(3), 24-33.
- Röhl, T. (2023). Mittendrin – der pädagogische ICT-Support an Zürcher Volksschulen und gemeinschaftliche Führung. Dans T. Röhl, J. Breitschaft, E. Burri, N. Wespi (dir.), *Digital Leadership – Schulen im digitalen Wandel führen*. HEP Verlag. DOI:<https://doi.org/10.36933/97830355233>
- Ruloff, M., & Petko, D. (2022). School principals' educational goals and leadership styles for digital transformation: results from case studies in upper secondary schools. *International Journal of Leadership in Education*, 1-19.
- Sieber, P., Bachofner, P., & Briner, N. (2017). Zeitgemässe digitale Lern-und Lehrumgebung für die Schweizer Schulen. *Dr. Pascal Sieber & Partners AG, Bern, Zürich, Triesen*.
- Selwyn, N. (2024, 9 février). *Taking technology out of Swedish schools ... and the search for what the 'science' says (notes on Forsler & Guyard 2023)*. <https://criticaledtech.com/2024/02/09/taking-technology-out-of-swedish-schools-and-the-search-for-what-the-science-says-notes-on-forsler-guyard-2023/>
- Skolverket. (2017). Läroplan för grundskolan samt för förskoleklassen och fritidshemmet [Curriculum for the compulsory school, preschool class and school-age educare]. <https://www.skolverket.se/undervisning/grundskolan/laroplan-och-kursplaner-for-grundskolan/laroplan-lgr11->
- Sheffield, R., Blackley, S., & Moro, P. (2018). A professional learning model supporting teachers to integrate digital technologies. *Issues in Educational Research*, 28(2), 487-510.
- Scalise, K. (2016). Student collaboration and school educational technology: Technology integration practices in the classroom. *Journal on School Educational Technology*, 11(4), 53-63.
- Schmitz, M. L., Antonietti, C., Consoli, T., Cattaneo, A., Gonon, P., & Petko, D. (2023). Transformational leadership for technology integration in schools: Empowering teachers to use technology in a more demanding way. *Computers & Education*, 204, 104880.

Seufert, S., & Tarantini, E. (2022). Gestaltung der digitalen Transformation in Schulen: Ein Reifegradmodell für die Berufsbildung. *MedienPädagogik: Zeitschrift für Theorie Und Praxis Der Medienbildung*, 49(Schulentwicklung), 301–326. <https://doi.org/10.21240/mpaed/49/2022.07.15.X>

Sveriges Kommuner och Regioner. (2020). Skoldigiplan—Nationell handling-splan för skolans digitalisering. [Plan de numérisation des écoles - Plan d'action national pour la numérisation des écoles.] <http://skoldigiplan.se/index.html>

The Digital Economy and Society Index (DESI) 2022. <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/desi>

Tire, G. (2021). Estonia: a positive PISA experience. Improving a Country's Education: PISA 2018 Results in 10 Countries, 101-120.

Underwood, J., Baguley, T., Banyard, P., Dillon, G., Farrington-Flint, L., Hayes, M., Le Geyt, G., Murphy, J. & Selwood, I. (2010). *Understanding the Impact of Technology: Learner and School Level Factors*. BECTA.

Van Niekerk, M., & Blignaut, S. (2014). A framework for information and communication technology integration in schools through teacher professional development. *Africa Education Review*, 11(2), 236-253.

Waller, G., Willemse, I., Genner, S., Suter L.; & Süss, D. (2016). JAMES - Jugend, Aktivitäten, Medien-Erhebung Schweiz. Zürich: Zürcher Hochschule für angewandte Wissenschaften.

Reprise cantonale du financement et de la gestion du parc informatique de l'école obligatoire (1H-11H)

V 08.07.2024



Rapport complet de l'évaluation

Informations générales	page 2
Synthèse	page 4
Évaluation des critères	page 6
Check-list gestion de projet	page 10
Références	page 11



Informations générales

Porteur de projet

Mme
Marylène Labéguerie
marylene.labeguerie@edufr.ch

Etat de Fribourg
Collaboratrice scientifique
DFAC
S2, Centre de compétences Fritic
Route des Arsenaux 9, 1700 Fribourg

Coauteur(s)

Lucie Lovis, Collaboratrice scientifique, Secrétariat Général de la DFAC

Informations sur le projet

Description

Le projet ENEO correspond à la modification de la loi sur la scolarité obligatoire faisant suite à l'adoption de la Mo 2019-GC-239. Il prend en compte les modalités du renvoi du projet formulé par le Grand Conseil en date du 19.12.2023.

Le projet décrit les modalités de la prise en charge cantonale du financement et de la gestion des équipements numériques des élèves, du corps enseignant et du personnel administratif cantonal pour l'école obligatoire. Cette responsabilité étant aujourd'hui dévolue aux communes, ce transfert implique une nouvelle répartition des tâches et des dépenses entre les communes et l'Etat.

Cette réorganisation nécessite la mise en place d'une structure d'acquisition, de maintenance et de gestion du cycle de vie des équipements numériques des écoles obligatoires. La gestion du parc informatique de l'école obligatoire vise avant tout à donner aux élèves et aux enseignant-e-s les outils informatiques suffisants et fonctionnels leur permettant d'atteindre les objectifs d'apprentissage fixés par les plans d'études, notamment en lien avec l'éducation numérique. Un portail d'acquisition géré par l'Office cantonal du matériel scolaire, un dispositif de gestion centralisée ainsi qu'un renforcement du support utilisateur sont prévus, en respectant les enjeux de sécurité, de durabilité et d'économicité. Le projet s'appuie sur des rapports d'expert-e-s complémentaires, sur les problématiques environnementales, de santé et sur les expériences de numérisations dans d'autres cantons et à l'étranger.

Les dotations en équipement numérique sont définies par degré scolaire. Elles sont progressives en fonction des âges des élèves et sont calculées sur la base des objectifs d'apprentissages des plans d'études. Selon la volonté du Grand Conseil, celles-ci prévoient que chaque élève du cycle d'orientation reçoive un équipement numérique personnel et excluent les équipements pour les classes des degrés 1H-2H.

Le Grand Conseil a souhaité sortir les aspects pédagogiques du projet (formation et accompagnement du corps enseignant pour l'éducation numérique). Si le périmètre du projet n'inclut pas les coûts de la mise en œuvre des plans d'études, il est construit de manière à répondre aux bonnes pratiques pédagogiques en éducation numérique. La formation et l'accompagnement des enseignant-e-s dans ce domaine restent des prérequis à l'accès au portail d'acquisition. Les enseignant-e-s germanophones ont terminé leur parcours de formation en éducation numérique. Celle pour les enseignant-e-s francophones est en cours.

Contexte

-Le Conseil d'Etat doit répondre à la volonté du Grand Conseil de (1) prendre à sa charge le financement et la gestion du parc informatique des écoles obligatoires. (2) fournir à chaque élève du cycle d'orientation un équipement numérique individuel (dotation 1 :1).

-Le financement et la gestion du parc informatique de l'école obligatoire est actuellement à la charge des communes. L'école obligatoire dispose déjà d'un parc informatique important : 17'191 ordinateurs et tablettes selon l'enquête menée auprès des directions d'écoles début 2024, dont 6'857 dans les cycles d'orientation. Aucun critère de durabilité n'est appliqué

actuellement de manière généralisée. Ces appareils seront remplacés progressivement avec le projet ENEO. La quantité d'appareil est vouée à augmenter, même sans le projet, en raison de la mise en œuvre du volet éducation numérique des plans d'études et la numérisation des moyens d'enseignement.

- Les établissements scolaires présentent de grandes disparités, avec des appareils obsolètes en insuffisance ou non-adaptés aux besoins (ex : MacBook Pro en 5H). Les élèves et les enseignant-e-s ne disposent donc pas des mêmes conditions cadres pour l'atteinte des objectifs d'apprentissages. La qualité et la disponibilité des équipements impactent l'accès aux moyens d'enseignement numériques et l'acquisition des compétences en éducation numérique.

- Le canton doit répondre à son obligation intercantonale et mettre en œuvre le volet éducation numérique des plans d'études. Cette mise en œuvre est hors du périmètre du projet, mais la mise à disposition des équipements numériques vise à atteindre les objectifs d'apprentissage. Le numérique est présent dans les programmes scolaires depuis longtemps, mais les avancées technologiques et leur impact ont nécessité une actualisation des exigences pédagogiques et des approches didactiques. Cela implique la formation et l'accompagnement des enseignant-e-s. La partie germanophone a intégré l'éducation numérique depuis 2019/20. La partie francophone a débuté les formations des enseignant-e-s.

Objectifs

- Donner suite à la volonté du Grand Conseil (Motion 2019-GC-139, Renvoi du 29.12.2023)

- Fournir les conditions cadres organisationnelles et matérielles permettant de répondre aux objectifs pédagogiques des plans d'études dans l'ensemble des écoles obligatoires du canton.

- Rationaliser le parc informatique scolaire en fournissant des équipements numériques en suffisance, répondant à des standards de qualité, de durabilité et de sécurité et gérer l'utilisation, la maintenance et le cycle de vie complet de ces appareils.

- Assurer un environnement informatique propice aux apprentissages, garantissant la sécurité informatique et la protection des données.

Périmètre de l'évaluation

L'impact du parc informatique de l'école obligatoire à la charge du canton, une fois le projet mis en oeuvre (horizon 2031).

Le parc informatique actuel des écoles étant de la responsabilité des communes, de fait extrêmement hétérogène et hors champ cantonal, n'est pas évalué. Il est toutefois considéré que des équipements numériques sont déjà présents dans les écoles et que le projet ENEO les remplacera progressivement.

L'évaluation ne porte pas sur la mise en œuvre de l'éducation numérique, mais considère que l'acquisition des équipements numériques est en lien avec les objectifs d'apprentissages.

Motif de l'évaluation

Evaluer le projet ENEO sous les différents aspects de la durabilité.

Actualiser la première évaluation Boussole 21 au regard des nouveaux éléments du projet.

Synthèse

Le projet ENEO donne suite à la volonté du Grand Conseil afin de confier au canton la responsabilité du financement et de la gestion des équipements numériques des élèves, des enseignant-e-s et du personnel administratif des écoles obligatoires. Le transfert de cette tâche, actuellement dévolue aux communes, implique une nouvelle répartition des tâches et des dépenses nécessitant la modification de la loi scolaire. Cette réorganisation a pour objectif de fournir aux élèves et aux enseignants les outils informatiques nécessaires à l'atteinte des objectifs d'apprentissage fixés par les plans d'études, notamment en matière d'éducation numérique.

Le projet prévoit la mise en place d'une structure dédiée à l'acquisition, à la maintenance et à la gestion du cycle de vie des équipements numériques. Un portail d'acquisition, un dispositif de gestion centralisée et un renforcement du support utilisateur seront mis en place. Le projet tient compte des enjeux de sécurité, santé, de durabilité et d'économicité.

L'évaluation s'est tenue le 12 avril 2024, organisée par le bureau de la durabilité de la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement.

D'une part, l'évaluation prend en compte qu'une partie des équipements numériques est déjà dans les écoles qui présentent de fortes disparités. Ce matériel sera remplacé progressivement durant la mise en œuvre du projet. Elle note que des standards de qualité, sécurité et de durabilité des appareils sont prévus. Les dotations s'adaptent aux âges des élèves et des besoins d'apprentissages et respectent la volonté du Grand Conseil. La demande des député-e-s d'équiper les élèves des cycles d'orientation en 1:1 (1 équipement par élève) augmente automatiquement le parc informatique pour ces degrés par rapport à la situation actuelle. Le parc informatique des écoles primaires évoluera toutefois très peu. Un bilan des émissions de gaz à effet de serre a été établi.

D'autre part, l'évaluation considère l'importance du contexte d'utilisation des appareils pour aborder la problématique du temps d'écran. Les équipements numériques sont utilisés à des fins pédagogiques, selon des objectifs d'apprentissages définis. L'utilisation des appareils est progressive, en fonction de l'âge des élèves et l'éducation numérique se fait principalement de manière débranchée chez les plus petits. Bien que le projet ne prenne pas en charge les coûts de mise en œuvre des plans d'études, il est conçu pour répondre aux bonnes pratiques pédagogiques dans ce domaine. La formation et l'accompagnement des enseignant-e-s en matière d'éducation numérique font l'objet d'un traitement distinct. Ils restent des prérequis à l'accès au portail d'acquisition et donc aux commandes d'équipement.

Sur les 20 points évalués, le projet est concerné par 11 points. Il en ressort des aspects positifs et des points à surveiller.

Aspects positifs :

Formation et éducation: Le projet permettra de mettre en place les conditions nécessaires à une formation équitable des élèves en matière de compétences numériques, en répondant aux exigences du marché du travail et en favorisant l'insertion sociale dans la vie citoyenne.

Égalité des chances: Une dotation minimale et des standards uniformes sont fixés pour garantir l'égalité des chances entre tous les élèves, en comblant les disparités entre les communes et les régions linguistiques.

Gouvernance et partenariat: Les communes seront étroitement impliquées dans la mise en œuvre du projet, assurant une coordination efficace et une adaptation aux réalités locales.

Points à surveiller:

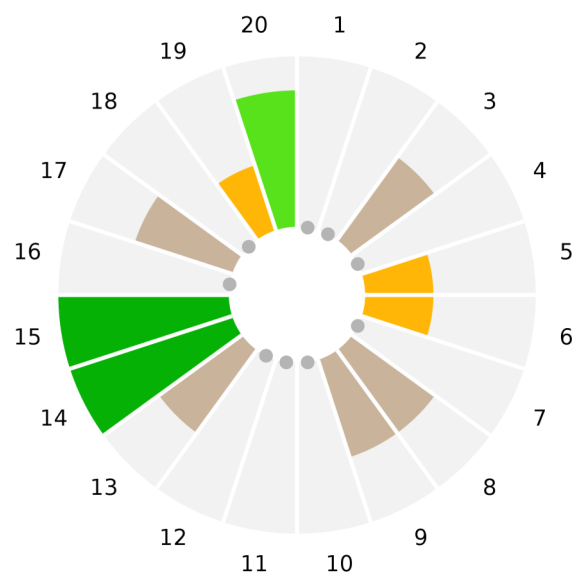
Qualité de l'air et consommation d'énergie: L'augmentation du nombre d'appareils électroniques aura un impact sur la consommation d'énergie. Des mesures devront être mises en place pour optimiser l'efficacité énergétique et rationaliser l'exposition aux ondes électromagnétiques.

Changements climatiques et santé: L'empreinte carbone du projet est modérée, mais il est important de fixer des objectifs clairs de réduction des émissions de CO2 et de mettre en place des mesures de prévention pour limiter les effets négatifs sur la santé des élèves liés à une utilisation excessive des écrans.

Gestion publique: Le transfert de charges des communes vers le Canton nécessite un financement adéquat, tout en veillant à une utilisation efficiente des ressources publiques.

En conclusion, le projet présente des opportunités importantes pour améliorer la formation et l'éducation des élèves en matière de compétences numériques, tout en garantissant l'égalité des chances. Cependant, il est essentiel de prendre en compte les aspects environnementaux et sanitaires du projet et de mettre en place des mesures adéquates pour minimiser les impacts négatifs potentiels. Une communication claire et une collaboration étroite entre les différentes parties prenantes seront cruciales pour la réussite du projet.

1. Mobilité	●	11
2. Utilisation du sol	●	11
3. Qualité de l'air extérieur et intérieur	●	11
4. Cadre de vie et espace public	●	11
5. Énergie	●	7
6. Changements climatiques et risques	●	13
7. Diversité biologique et espace naturel	●	15
8. Qualité du sol et de l'eau	●	6
9. Création de richesse	●	8
10. Conditions cadre pour l'économie	●	9
11. Résilience économique	●	8
12. Compétitivité de l'économie et innovation	●	9
13. Consommation de ressources	●	12
14. Formation et éducation	●	4
15. Égalité des chances	●	10
16. Cohésion sociale	●	10
17. Santé et prévention	●	3
18. Culture, sport et loisirs	●	3
19. Gestion publique	●	16
20. Gouvernance et partenariat	●	16









Légendes

- Défavorable
- Défavorable avec points favorables
- Moyen
- Favorable avec réserves
- Favorable
- Pas concerné
- À approfondir



Évaluation des critères





1. Mobilité	 Pas concerné	11 
2. Utilisation du sol	 Pas concerné	11 
3. Qualité de l'air extérieur et intérieur	 Moyen	11 

Évaluation de l'impact

Le projet a un effet sur la dotation et une augmentation du matériel, toutefois l'augmentation est définie par le PER et LP 21. Le projet est conforme aux normes de l'OFSP en la matière. Le WIFI est déjà présent dans toutes les écoles et dans la majorité des classes.

Recommandations et observations

Dans les guides de pratique, il est important de conseiller sur les lieux d'installation et sur la manière de rationaliser l'exposition aux ondes.



4. Cadre de vie et espace public	 Pas concerné	11 
5. Énergie	 Défavorable avec points favorables	7 

Évaluation de l'impact

Etant donné l'augmentation du nombre d'appareils, une augmentation des besoins en énergie – essentiellement électrique – est à prévoir sans que celle-ci soit précisément chiffrable. Des études démontrent que l'efficacité énergétique des datacenters est l'un des défis actuels majeurs du secteur IT et que celle-ci n'aurait pas démontré d'amélioration depuis une dizaine d'années (Source : Uptime Institute, 2021).

Recommandations et observations

Recommander de favoriser le développement de sources d'énergie verte (auprès des communes) et la sensibilisation aux écogestes tels qu'éteindre systématiquement les appareils en fin de journée (formation des enseignant.e.s et élèves).



6. Changements climatiques et risques	 Défavorable avec points favorables	13 
---------------------------------------	--	--

Évaluation de l'impact

Etant donné l'augmentation de la grandeur du parc, il y a un effet défavorable mais mesuré sur les émissions carbone : l'impact du numérique sur l'ensemble des émissions des élèves avec la dotation cantonale préconisée représente 2% des émissions dans une journée d'école et env. 0.28% des émissions d'une personne moyenne en Suisse. Ce projet doit permettre de poser une standardisation sur les règles (ex: durée de vie-évaluation dynamique du matériel, choix du matériel, critères de durabilité, critères pour commander le matériel, normes de dotation en lien aux objectifs pédagogiques). Également effet d'échelle permettant de poser des critères plus stricts sous l'angle des marchés publics.

Recommandations et observations

Fixer des règles permettant de limiter le CO2 et prévoir un bilan carbone périodique.

7. Diversité biologique et espace naturel	 Pas concerné	15 
---	--	--

8. Qualité du sol et de l'eau

 Moyen

6 

Évaluation de l'impact

Effets aussi potentiellement positifs de la standardisation des exigences

Recommandations et observations

Prendre en compte les impacts en lien avec l'extraction des ressources sur l'eau et le sol pour la labellisation.

9. Création de richesse


 Moyen

8 

Recommandations et observations


Importance de pouvoir favoriser un prestataire local.

10. Conditions cadre pour l'économie

 Pas concerné


9 

11. Résilience économique

 Pas concerné

8 

12. Compétitivité de l'économie et innovation

 Pas concerné

9 

13. Consommation de ressources


 Moyen

12 

Évaluation de l'impact

La nouvelle dotation augmente la quantité de machines d'une part. D'autre part, le système harmonisé permet de poser des règles en lien notamment à la durée de vie et les besoins en matériel.

14. Formation et éducation

 Favorable

4 


Évaluation de l'impact

Le projet ne couvre pas la mise en œuvre des plans d'études, mais la prend en compte. Les enseignant.e.s de l'enseignement obligatoire germanophone ont bénéficié d'une formation continue dans le domaine des médias, de l'informatique et des applications à l'occasion de la mise en œuvre du LP 21. La formation des enseignant.e.s de l'enseignement obligatoire francophone au volet numérique du PER EdNum est en cours. Elle doit aboutir avant l'acquisition des machines pour la partie romande. La présence d'une personne ressource dans l'école est un prérequis à l'acquisition des machines. Ce projet est très favorable car il permet de mettre en place les conditions cadres pour une formation équitable des élèves et favoriser l'accès aux compétences (formation médias, aux usages et sciences informatiques) demandées par le marché du travail, et favorisant l'insertion sociale.

Recommandations et observations

Mettre en place une formation de base au numérique pour les directions d'école, les personnes ressources et les enseignant.e.s, en parallèle au projet.

15. Égalité des chances

 Favorable


10 

Évaluation de l'impact

L'égalité des chances est l'un des objectifs principaux de ce projet. Une dotation minimum et des standards (équipement et

infrastructures) est fixée pour assurer l'égalité des chances. Permet de combler la disparité des ressources entre les communes et entre la partie alémanique et romande.

16. Cohésion sociale

 Pas concerné

10 

Évaluation de l'impact

Voir critère égalité des chances

17. Santé et prévention

 Moyen

3 


Évaluation de l'impact

Le présent projet soutient les objectifs du PER et LP 21 dans l'acquisition de compétences numériques par les élèves. Le projet a pris en compte une revue de la littérature concernant l'impact de l'exposition aux écrans sur les enfants et adolescent.es. Le débat public a remonté des craintes sur les enjeux de santé publique liés à la mise à disposition d'appareils numériques, notamment sur le temps d'exposition aux écrans et l'usage des réseaux sociaux. Le contexte d'utilisation des écrans doit toutefois être pris en compte. Dans le cadre privé, les mésusages et l'utilisation excessive, sans surveillance ont incontestablement des impacts négatifs sur la santé et sont une préoccupation majeure de santé publique. Dans le cadre scolaire, les usages des outils informatiques en classe répondent cependant à des objectifs pédagogiques définis dans les plans d'études en vigueur. L'usage dans le cadre scolaire permet d'aborder les aspects de prévention contenus dans le PER et le LP21. La formation des enseignant.e.s aux aspects de prévention est un prérequis à la dotation. Ils encadrent et accompagnent l'élève dans son usage des équipements numériques et choisissent comment ces outils sont utilisés. Le dispositif de gestion centralisée assure le paramétrage des machines avec une diminution des risques.

Recommandations et observations


Mettre en évidence les bonnes pratiques de pédagogie avec le numérique, notamment en incluant le numérique dans l'école en mouvement. Importance de la vulgarisation envers le public pour différencier les aspects pédagogiques et le temps devant l'écran pour les loisirs. L'inclusion des parents dans la sensibilisation est importante. Mettre en place un guide de bonnes pratiques pour les enseignant.e.s. Une coordination avec la Stratégie cantonale de Promotion de la santé et la prévention et le concept cantonal santé à l'école est nécessaire pour appréhender les enjeux de santé publique en lien avec les enfants (que cela soit dans le cadre scolaire, mais également dans le cadre extrascolaire, en collaboration avec les parents) et assurer une cohérence des messages transmis et des soutiens accordés.

18. Culture, sport et loisirs

 Pas concerné

3 

19. Gestion publique


 Défavorable avec points favorables

16 

Évaluation de l'impact

Transfert de charge des communes vers le Canton, donc une partie du budget est déjà pris en compte par les communes. Le 1 to 1 demande des fonds supplémentaires. Par contre, cela libère des fonds communaux.

20. Gouvernance et partenariat

 Favorable avec réserves

16 

Évaluation de l'impact

Les communes seront intégrées dans la mise en œuvre et une coordination interne existe. Un comité de projet incluant les différentes parties prenantes a suivi le projet. Une gestion de projet décentralisée permet de s'adapter aux différentes réalités de terrain.

Recommandations et observations

Importance de développer une collaboration, notamment avec le concept Santé à l'école et la Stratégie cantonale de

promotion de la santé et de prévention. Le projet cristallise de nombreux enjeux et amène à des amalgames en lien au numérique dans le grand public, il est important de développer une communication et vulgarisation des objectifs et effets attendus du projet. Une coordination doit permettre une cohérence des messages de prévention communiqués.



Check-list gestion de projet

Analyse de la situation initiale

Besoin

Projet décrit dans le Message du Conseil d'Etat au Grand Conseil

Conception de la stratégie du projet

Périmètre du projet

Projet décrit dans le Message du Conseil d'Etat au Grand Conseil

Réalisation et suivi

Communication interne et externe

Projet décrit dans le Message du Conseil d'Etat au Grand Conseil

Évaluation

Système d'évaluation

Projet décrit dans le Message du Conseil d'Etat au Grand Conseil



Références

17 ODD Agenda 2030

-  1 Pas de pauvreté
-  2 Faim «zéro»
-  3 Bonne santé et bien-être
-  4 Éducation de qualité
-  5 Égalité entre les sexes
-  6 Eau propre et assainissement
-  7 Énergie propre et d'un coût abordable
-  8 Travail décent et croissance économique
-  9 Industrie, innovation et infrastructure
-  10 Inégalités réduites
-  11 Villes et communautés durables
-  12 Consommation et production responsables
-  13 Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
-  14 Vie aquatique
-  15 Vie terrestre
-  16 Paix, justice et institutions efficaces
-  17 Partenariats pour la réalisation des objectifs



Les effets de l'exposition aux écrans des enfants et des adolescent-e-s

Concepts-clés, revue de littérature et état des lieux des pratiques

Shanoor Kassam et Romina Ferrari



Les effets de l'exposition aux écrans des enfants et des adolescent-e-s

Concepts-clés, revue de littérature et état des lieux des pratiques

Shanoor Kassam et Romina Ferrari

Fiche bibliographique

Kassam, Shanoor & Ferrari, Romina. – Les effets de l'exposition aux écrans des enfants et des adolescent-e-s : concepts-clés, revue de littérature et état des lieux des pratiques. - Neuchâtel : Institut de recherche et de documentation pédagogique (IRD), 2020. - 102 p. ; 30 cm. - (20.2)

CHF 20.--

Mots-clés : Influence, Télévision, Téléphonie, Cartable électronique, Ordinateur, Santé, Santé mentale, Psychologie, Enfant, Adolescent, Milieu scolaire, Milieu familial, Suisse, Recherche, Pratique pédagogique

Remerciements

Nous adressons tout d'abord nos remerciements à nos collègues pour les nombreux échanges sur le numérique, qui ont permis d'alimenter les réflexions menant à la rédaction de ce rapport.

Nous souhaitons également remercier les organes de la CIIP pour leur collaboration dans l'inventoriage des documentations cantonales, ainsi que pour leurs suggestions d'améliorations, en particulier les membres de la CORES, de la COPED ainsi que de la CLEO.

Nous remercions tout particulièrement toute l'équipe ayant travaillé autour de cette publication à l'IRD : Isabelle Deschenaux pour la finalisation de la bibliographie, Doris Penot et Nathalie Nazzari pour la mise en page, Françoise Landry pour la longue relecture finale ainsi que tous ceux qui ont participé à la rédaction des résumés en italien, allemand et anglais.

Nous exprimons enfin toute notre gratitude à Gwenaël Matthey-de-l'Endroit pour sa relecture et ses commentaires de fond, ainsi que Viridiana Marc pour sa guidance, ses commentaires avisés et sa contribution à la rédaction de la conclusion du rapport.

Les *Rapports de recherche «Bleu»* ont pour principale fonction de présenter l'aboutissement d'une démarche de recherche et, par conséquent, de rendre compte des résultats obtenus par les chercheur-e-s de l'IRD à l'intention de l'ensemble de la communauté éducative. Ils constituent l'instrument de référence pour la valorisation et la circulation des savoirs produits au sein de l'institut.

Toute reproduction est interdite sans accord préalable de l'IRD. Les citations sont autorisées pour autant que les références soient mentionnées.

Cette publication applique les rectifications orthographiques de 1990.

Elle est également disponible sur le site de l'IRD <http://publications.irdp.relation.ch/publications>

Photo de couverture : Maurice Bettex - IRDP

Résumé

Suite à l'adoption d'un *Plan d'action en faveur de l'Éducation numérique* par l'Assemblée plénière de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) en novembre 2018, il semblait essentiel de disposer d'un état de situation pour définir une politique commune en matière d'exposition aux écrans en contexte scolaire et selon l'âge des élèves.

Or, les constats relatifs aux impacts de l'exposition aux écrans ne font pas toujours consensus et la problématique fait l'objet d'une importante médiatisation, qui est parfois source de polémiques. En raison d'une forte interdépendance entre les facteurs liés à la santé physique et psychique ainsi qu'à ceux du domaine pédagogique, les études scientifiques en la matière découlent en outre de nombreux champs de recherche disciplinaires, tels que la pédiatrie, la psychologie, les neurosciences et les sciences de l'éducation.

Au niveau de la CIIP et avant toute prise de décision, l'enjeu majeur résidait dans la construction d'une opinion fondée sur les effets de l'exposition aux écrans. Le présent rapport a ainsi pour vocation d'apporter différents éclairages sur les points de convergence, de tension et d'incertitude relatifs à cette question.

Zusammenfassung

Nach der Verabschiedung eines *Handlungsplans für die digitale Bildung* durch die Vollversammlung der Interkantonalen Konferenz für das öffentliche Bildungswesen der Westschweiz und des Tessins (Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin – CIIP) im November 2018, schien es unerlässlich, den Stand der Dinge zu kennen, um eine gemeinsame Politik zur Exposition gegenüber Bildschirmen im schulischen Kontext und je nach Alter der Schüler zu definieren.

Es herrscht jedoch nicht immer ein Konsens vor über die Auswirkungen der Exposition gegenüber Bildschirmen. Das Thema wird ausserdem in den Medien ausführlich behandelt, was zuweilen zu Kontroversen führt. Da die verschiedenen Faktoren, die in diesem Kontext mit der physischen und psychischen Gesundheit zusammenhängen, stark voneinander abhängig sind, stammen wissenschaftliche Studien aus entsprechend vielen disziplinären Forschungsbereichen wie der Pädiatrie, der Psychologie, den Neurowissenschaften und den Erziehungswissenschaften.

Bevor sie überhaupt irgendeine Entscheidung zu treffen gedachte, ging es der CIIP in erster Linie darum, sich eine fundierte Meinung zum Thema der Exposition gegenüber Bildschirmen zu bilden. Insofern beabsichtigt der vorliegende Bericht, aus verschiedenen Perspektiven die Konvergenz-, Spannungs- und Unsicherheitspunkte zu beleuchten.

Riassunto

In seguito all'adozione di un *Piano d'azione in favore dell'Educazione digitale* da parte dell'Assemblea plenaria della Conferenza intercantonale dell'istruzione pubblica (CIIP) in novembre 2018, è opportuno fare il punto della situazione per definire una politica comune relativa all'esposizione agli schermi in contesto scolastico che tenga conto dell'età degli allievi.

Le constatazioni sull'impatto dell'esposizione agli schermi non sono sempre univoche, e la problematica è soggetta a un'importante mediatizzazione, la quale è talvolta fonte di polemiche. Data la forte interdipendenza tra i molteplici fattori legati alla salute sia fisica che psichica, ma anche all'ambito della pedagogia, gli studi scientifici che si interessano a questa problematica provengono da campi di ricerca molto diversi, come le scienze dell'educazione, le neuroscienze, la pediatria o la psicologia.

Prima di qualsiasi decisione, per quanto riguarda la CIIP la sfida maggiore era la costruzione di un'opinione fondata sugli effetti dell'esposizione agli schermi. Il presente rapporto ha quindi l'obiettivo di mettere in luce i consensi, le tensioni e le incertezze riguardanti questa problematica.

Summary

In November 2018, following the adoption of an *Action Plan for Digital Education* by the Plenary Assembly of the Intercantonal Conference for Public Education of French-speaking Switzerland and Ticino (CIIP), it seemed necessary to review the situation regarding the impacts of screen media activities, in order to define a common policy on screen exposure in the school context and according to the age of the pupils.

However, there is not always a consensus on this topic and the issue is subject to much media coverage, which is sometimes a source of controversy. Moreover, because of the strong interdependence between factors related to physical and mental health and those in the educational field, scientific studies in this area stem from many disciplinary fields of research, such as paediatrics, psychology, neurosciences and educational sciences.

At the CIIP level and before any decision was taken, the major challenge was to build a position based on the documented effects of screen exposure. The present report is thus intended to shed light on areas of convergence, tension and uncertainty related to this issue.

Table des matières

Liste des tableaux et illustrations	5
Clés de lecture	5
Abréviations et acronymes	6
1. INTRODUCTION	7
1.1 Contexte et exposé de la problématique	7
1.2 Objectifs et méthodologie	8
1.2.1 Corpus de littérature primaire	9
1.2.2 Corpus d'analyse secondaire	9
1.2.3 Limites	10
1.3 Structure du rapport	10
1.4 Synthèse de l'introduction	11
2. ÉCRANS ET NUMÉRIQUE, CONCEPTS-CLÉS	13
2.1 Supports numériques avec écran	13
2.2 Usages du numérique	14
2.3 Caractéristiques d'usages des supports numériques	16
2.4 Contextes et natures d'exposition au numérique	18
3. UTILISATION EFFECTIVE DU NUMÉRIQUE PAR LES ENFANTS ET LES JEUNES	19
3.1 Situation suisse	19
3.1.1 Possession et/ou accès à des supports numériques spécifiques	21
3.1.2 Usages et durée d'utilisation	22
3.1.3 Numérique en contexte scolaire	25
3.1.4 Synthèse sur l'utilisation effective en Suisse	27
3.2 Dans d'autres pays occidentaux	28
4. APPORT DE LA RECHERCHE – LA LITTÉRATURE RELATIVE AUX EFFETS DES ÉCRANS	31
4.1 Santé physique et psychique	32
4.1.1 Types de recherches	33
4.1.1.1 ...au niveau des recherches expérimentales ou de laboratoire	33
4.1.1.2 ...d'un point de vue quantitatif	34
4.1.1.3 ...au niveau des méta-analyses et revues de littérature	34

4.1.2	Effets des écrans sur la santé physique.....	35
4.1.2.1	Caractère sédentaire des activités sur écran	36
4.1.2.2	Surpoids et obésité	37
4.1.2.3	Sommeil	38
4.1.2.4	Affections aux yeux et à la vision	39
4.1.2.5	Ergonomie et posture	40
4.1.3	Effets des écrans sur la santé psychique	41
4.1.3.1	Anxiété et dépression.....	41
4.1.3.2	Estime de soi.....	42
4.1.3.3	Agressivité et violence.....	42
4.1.3.4	Inattention et hyperactivité	43
4.1.3.5	Fonctions et développement cognitifs.....	44
4.1.4	Autres effets liés aux rayonnements électromagnétiques	46
4.2	L'enseignement-apprentissage.....	48
4.2.1	Types de recherches.....	48
4.2.1.1	...au niveau de la recherche fondamentale	48
4.2.1.2	...au niveau qualitatif.....	49
4.2.1.3	...au niveau quantitatif	50
4.2.2	Effets du numérique sur l'enseignement-apprentissage	50
4.3	Incertitudes et limites de la littérature consultée	53
4.3.1	De la corrélation à la causalité	53
4.3.2	Variété des usages et supports numériques.....	54
4.4	Constats et synthèse de la littérature sur les effets des écrans.....	56
4.4.1	Champs de recherche concernés	56
4.4.2	Nature des recherches sur les effets du numérique	57
4.4.3	Effets observés.....	57
4.4.4	Incertitudes et questionnements.....	60
5.	PRATIQUES ET RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX ÉCRANS.....	61
5.1	Du constat des effets au principe de précaution	61
5.2	Panorama de la documentation.....	62
5.3	Documentation pour le cadre familial	63
5.4	Documentation pour le cadre scolaire	66
5.5	Synthèse sur les recommandations.....	69
6.	EN GUISE DE CONCLUSION	71
7.	BIBLIOGRAPHIE.....	73
	ANNEXE 1 : PANORAMA DE LA DOCUMENTATION RELATIVE À L'EXPOSITION AUX ÉCRANS ET AU NUMÉRIQUE SCOLAIRE.....	79
	ANNEXE 2 : RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE D'ÉQUIPEMENT SCOLAIRE.....	98

Liste des tableaux et illustrations

Tableau 1	Esquisse de typologie des usages numériques de base.....	15
Tableau 2	Essai de catégorisation de l'adéquation des usages sur les supports numériques de base	17
Tableau 3	Principales enquêtes menées en Suisse sur l'utilisation du numérique par les enfants et adolescent-e-s.	20
Tableau 4	Pourcentage d'élèves possédant ou ayant accès aux supports numériques selon l'âge.....	21
Tableau 5	Pourcentages d'enfants et d'adolescent-e-s recourant aux différents usages du téléphone portable, selon l'âge.....	23
Tableau 6	Principales enquêtes relatives aux usages et équipements numériques en contexte scolaire.....	25
Tableau 7	Synthèse des recommandations de « Jeunes et médias » (2016)	65
Tableau 8	Synthèse des recommandations en matière d'équipement informatique pour les 3 cycles de la scolarité obligatoire, relatives aux types de supports et à la volumétrie	68
Figure 1	Durée quotidienne (en minutes) du recours à différents usages selon l'âge, sans distinction de support.	24
Figure 2	Les 4 pas. Image provenant du site web e-enfance.org	64
Figure 3	Extrait du flyer « Apprivoiser les écrans et grandir », provenant du site web 3-6-9-12.org	64
Figure 4	Principes de prévention pour l'école obligatoire du canton de Neuchâtel – Accompagner les élèves et favoriser les bonnes pratiques	67

Clés de lecture

ÉCRAN ET SUPPORTS NUMÉRIQUES

Dans le présent document, le terme *écran* se rapportera aux quatre supports numériques suivants : télévision, smartphone, tablette ou ordinateur, selon les caractéristiques présentées à la section 2.1. Le type de support sera précisé uniquement lorsqu'une information s'y rapportera spécifiquement.

USAGE DU NUMÉRIQUE

Dans le présent document, le terme *usage* désignera toute activité réalisée à l'aide d'un support numérique. Lorsqu'une information aura trait à un usage spécifique, cela sera précisé. À des fins de comparaison des informations, les diverses formulations utilisées pour désigner des usages seront parfois remplacées par les appellations figurant dans la typologie des usages présentée à la section 2.2.

Abréviations et acronymes

AP-CIIP	Assemblée plénière de la CIIP
AVEC / BYOD	Apportez Votre Équipement personnel de Communication / Bring Your Own Device
CDIP	Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique
CIIP	Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin
CLEO	Conférence latine de l'enseignement obligatoire
COPED	Commission pédagogique de la CIIP
CORES	Commission des ressources didactiques numériques de la CIIP
CFEJ	Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse
EdNum	Éducation numérique
GREA	Groupement romand d'études des addictions
IRDP	Institut de recherche et de documentation pédagogique
MER	Moyens d'enseignement romands
PAN	Plan d'action numérique de la CIIP, adopté le 22 novembre 2018 par l'AP-CIIP
PER	Plan d'études romand
PER-EdNum	Plan d'études romand relatif à l' <i>Éducation numérique</i> (à venir), comprenant les trois axes : <i>Science informatique</i> , <i>Éducation aux médias</i> et <i>Usages du numérique</i>
PER-MITIC	Plan d'études romand relatif aux <i>Médias, images et technologie de l'information et de la communication</i> (MITIC) de la <i>Formation générale</i>
PISA	Programme international pour le suivi des acquis des élèves de l'OCDE
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OFAS	Office fédéral des assurances sociales
OFEV	Office fédéral de l'environnement
OFSP	Office fédéral de la santé publique
OMS	Organisation mondiale de la santé

1. Introduction

1.1 Contexte et exposé de la problématique

En juin 2018, la CDIP introduit la *Stratégie pour la gestion de la transition numérique dans le domaine de l'éducation* (CDIP, 2018), suivi d'un plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie en juin 2019 (CDIP, 2019). Parallèlement, la discipline *informatique* devient une discipline obligatoire au niveau gymnasial avec l'introduction d'un *Plan d'études cadre pour les écoles de maturité* (CDIP, 2017), entrant en vigueur le 1^{er} août 2018.

Dans le même élan, des travaux de réflexion et de concertation sont amorcés sur le même sujet à la CIIP dès janvier 2018. Après une consultation auprès des organes romands dès juin 2018, la décision de l'Assemblée plénière de la CIIP du 22 novembre 2018 annonce officiellement l'*Adoption d'un plan d'action et [le] lancement des travaux de coopération en faveur de l'ÉDUCATION NUMÉRIQUE dans l'espace latin de la formation* (CIIP, 2018).

Si les travaux du *Plan d'action numérique de la CIIP* (ci-après PAN) portent sur de nombreux domaines – tels que la formation des enseignant-e-s, la collaboration avec des prestataires, divers partenaires et les hautes écoles, la veille et la concertation au niveau des outils technologiques et de l'équipement –, la première priorité réside dans l'introduction de *l'Éducation numérique* (ci-après EdNum) pour toutes/tous les élèves de l'école obligatoire :

L'éducation numérique, incluant la science informatique, le développement des compétences d'utilisateur actif des outils numériques ainsi que l'éducation aux médias, est introduite pour tous les élèves, apprenants et étudiants, dans la scolarité obligatoire comme dans toutes les filières du degré post-obligatoire, ce qui implique de s'entendre sur la détermination des compétences et connaissances à acquérir, sur les objectifs d'apprentissage, sur les contenus obligatoires et optionnels, sur la progression et les niveaux de maîtrise attendus (prérequis), ainsi que, par la suite, sur la recommandation d'une dotation horaire minimale et de supports d'enseignement (CIIP, 2018).

Pour ce faire, un groupe de travail intercantonal a été mis sur pied afin de mener une réflexion sur les contenus de l'EdNum en regard de l'actuel *Plan d'études romand* (ci-après PER) selon **les trois axes de l'EdNum arrêtés dans le PAN : la science informatique, l'éducation aux médias et les usages du numérique**. Il s'agit notamment pour ce groupe de définir les connaissances et compétences propres à l'EdNum, de les décliner selon la structure adoptée pour le PER et d'établir les liens avec les autres domaines disciplinaires. Le groupe est également chargé de rédiger les commentaires généraux de l'EdNum ainsi que les indications pédagogiques, clarifiant pour une part les modalités de mise en œuvre.

Parallèlement, afin d'envisager la mise en œuvre du troisième axe de l'EdNum, *les usages du numérique*, et de concevoir ensuite des activités numériques pour les élèves à proprement parler, **la mise à disposition d'outils numériques doit également faire l'objet d'une analyse clarifiée quant à leur rôle et potentialité, en lien notamment avec l'âge des élèves ou tout au moins le cycle (ou demi-cycle)**. En effet, s'il semble passablement aisé de s'entendre sur la plupart des contenus de l'EdNum, il se révèle difficile de définir quelle sera l'emphase donnée à chacun de ces

axes selon l'âge des élèves. Plus particulièrement, au moment où débute la rédaction du présent rapport (février 2020), **la problématique principale réside dans l'impact potentiel de l'exposition aux écrans et donc de l'usage du numérique à préconiser selon l'âge**, dont l'état de connaissance demeure quelque peu flou.

Problèmes de concentration, manque de sommeil, risque d'addiction... Étude après étude, rapport après rapport, le danger sanitaire qui pèse sur les enfants et les adolescents soumis à trop d'écrans semble inexorablement s'accroître. [...]

Paradoxalement, la technologie numérique n'en continue pas moins de susciter de grands espoirs pour l'éducation, comme l'ont fait avant elle toutes les technologies émergentes [...] (Leroux, 2017, p.74).

Ainsi, fréquemment pris en étau entre des partisan-e-s du numérique tendant parfois à un certain dogmatisme et celui des opposant-e-s véhiculant des discours souvent alarmistes, il semble difficile de pouvoir appréhender la problématique des impacts de l'exposition aux écrans de façon non spéculative. La surenchère médiatique ne facilite en rien la possibilité de se prononcer sur ce sujet controversé et « *il ne se passe pas un jour sans que les médias relayent les résultats d'études qui s'intéressent à ce sujet [les effets de l'exposition aux écrans des enfants et des adolescents], démontrant s'il le fallait encore leur intérêt et celui du grand public pour cette question.* » (Borst, 2019, p. 43)

Or, si l'objectif est de pouvoir calibrer des politiques éducatives qui visent un projet pédagogique cohérent permettant une intégration du numérique en contexte scolaire la plus équilibrée possible, **l'enjeu éminent demeure bien sûr la construction d'une opinion fondée sur la question.**

1.2 Objectifs et méthodologie

Le présent rapport vise à dresser un état des lieux des connaissances, des pratiques et des recommandations en matière d'exposition aux écrans. Il s'agit alors, comme nombre d'auteur-e-s l'ont fait avant nous, de « [...] dresser un état des lieux le plus objectif possible, sur la base des données dont nous disposons aujourd'hui [...], de l'effet potentiel — qu'il soit négatif ou positif — de l'exposition aux écrans sur le développement cognitif, social et émotionnel, et [sur] le cerveau de l'enfant mais aussi de l'adolescent, autre période de sensibilité du cerveau à l'environnement » (Borst, 2019, p. 43). Or, cela n'est guère exercice aisé, car la littérature sur le sujet est vaste et concerne de nombreux champs disciplinaires, allant des sciences de l'éducation à la pédiatrie, en passant par la psychiatrie et les neurosciences.

Sans viser l'exhaustivité, ce rapport a pour vocation d'apporter différents éclairages sur les points de convergence, de tension et d'incertitude des effets de l'exposition aux écrans. Car comme le suggère Dumez (2011), la littérature scientifique se présente parfois comme du savoir solide, qui n'en est pas nécessairement. Ainsi, la dimension critique de cette revue de littérature visera à « [...] déterminer quel savoir peut être tenu comme solide pour le moment (quelqu'un le remettra en cause, mais plus tard), et où se situent les points de fragilité actuels auxquels il faut consacrer ses efforts. » (Dumez, 2011, p. 17)

Les principaux objectifs peuvent se décliner comme suit :

1. La clarification conceptuelle des notions liées à la question de l'exposition aux écrans ;
2. L'identification des **apports de la recherche sur cette problématique**, ainsi que les éventuels points de convergence, de tension et d'incertitude ;

3. Un état des lieux des **pratiques et recommandations** en la matière, en particulier dans les cantons romands et au Tessin.

Pour atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus, un travail de recherche et d'analyse de littérature scientifique et grise en la matière a été effectué.

1.2.1 Corpus de littérature primaire

Le premier corpus de littérature a été constitué de deux façons :

- D'une part, il a été demandé aux membres de la Commission des ressources didactiques numériques de la CIIP (ci-après CORES) de transmettre des références qu'elles/ils jugeraient utiles, ainsi que d'éventuelles documentations provenant de leur canton (recommandations, rapports).
- D'autre part, la recherche de littérature a principalement été effectuée par l'utilisation des mots-clés « écrans, médias, exposition, usages et utilisation, impact, recommandation, santé numérique »¹ dans des moteurs de recherche et des bases de données scientifiques. Dans la plupart des cas, la consultation des références utilisées dans certains articles a ensuite permis de s'orienter vers plus de littérature par effet boule de neige : un article consulté amenant à un second, puis celui-ci à plusieurs autres, etc.

Cette première vue d'ensemble a permis de clarifier les champs disciplinaires les plus fréquemment concernés par l'étude de la thématique, ainsi que les concepts récurrents qui sont convoqués pour les traiter.

1.2.2 Corpus d'analyse secondaire

Toutefois, la littérature sur cette thématique s'est rapidement avérée très vaste et fortement en essor. Le premier corpus de littérature a donc dû faire l'objet d'un tri et seuls quelques rapports, articles et ouvrages ont été retenus pour l'établissement d'un corpus de littérature secondaire, dont l'analyse s'est concentrée sur les passages jugés particulièrement pertinents.

La littérature sélectionnée et synthétisée dans le présent rapport peut être catégorisée comme suit :

- Résultats d'enquêtes sur **l'utilisation (consommation) du numérique** par les enfants et les adolescent-e-s (par exemple : Suter *et al.*, 2018) ;
- Littérature scientifique (articles et ouvrages de référence) sur **divers effets de l'exposition aux écrans** (par exemple : Adelantado-Renau *et al.*, 2019) ;
- Ouvrages généraux sur **les usages du numérique**, notamment en contexte scolaire (par exemple : Sander, Gros, Gvozdic, & Scheibling-Sève, 2018) ;
- Diverses **recommandations sur le recours au numérique** émanant d'organismes étatiques (notamment Confédération et cantons) ou supra-étatiques (par exemple celles de l'Organisation mondiale de la santé) ou d'auteur-e-s indépendant-e-s (par exemple la règle 3-6-9-12 de S. Tisseron).

¹ En partie en anglais également.

1.2.3 Limites

La rédaction de ce rapport s'inscrit dans un dispositif de consultation intercantonal et le temps imparti à sa rédaction nous a contraintes à opérer des choix stricts dans la littérature analysée, si bien que le présent rapport n'est pas la résultante d'une étude ayant fait l'objet d'une revue de littérature exhaustive et systématique sur le sujet ni d'une procédure de relecture par des expert-e-s des disciplines concernées, telle qu'elle peut parfois s'opérer. De même, une analyse complémentaire pourrait s'avérer pertinente afin d'approfondir certains éléments. Les points méritant un tel approfondissement selon les auteurs du rapport seront mentionnés dans le corps du texte ou dans les synthèses des chapitres.

Mentionnons encore que nombre de technologies et d'usages se sont largement développés sur écran au service d'une accessibilité ou d'un soutien ciblé pour des élèves ayant des besoins particuliers (notamment dans le cadre de mesures compensatoires). Les modalités régissant ces usages ne seront pas abordées dans le présent rapport, étant entendu que les principes généraux qui pourraient s'en dégager devront potentiellement souffrir quelques exceptions au service d'une certaine accessibilité pour ces élèves, dont l'intérêt devra donc être pesé au cas par cas.

Enfin, il y a lieu de noter que les clarifications conceptuelles (notamment celles relatives aux usages du numérique) reposent en partie sur une réflexion qui est parallèlement menée à l'IRDP et qui vise à définir les caractéristiques d'activités numériques pour les élèves. Les typologies proposées sont donc à considérer comme en cours de développement et pourront être enrichies ou modifiées dans des travaux ultérieurs.

1.3 Structure du rapport

Le présent rapport est structuré de la façon suivante :

- **Clarifications conceptuelles et esquisse de typologie (Chapitre 2)**
Les définitions et typologies présentées n'ont pas encore été validées par les organes romands, mais ont pour vocation de structurer les propos qui suivront et éventuellement d'amorcer des échanges afin d'arrêter un certain glossaire relatif à l'usage du numérique dans le contexte romand.
- **Quelques données sur la consommation effective du numérique par les enfants et les adolescent-e-s en Suisse (Chapitre 3)**
Dans la mesure où ce rapport traite des effets de l'exposition aux écrans, il nous a semblé judicieux de faire un état des lieux synthétique des résultats des diverses enquêtes relatives à la consommation effective d'activités numériques sur écran. Bien que ces informations ne soient pas exhaustives, elles permettent de se faire une idée générale de l'ampleur du phénomène.
- **Littérature sur les effets des écrans sur les enfants et les adolescent-e-s (Chapitre 4)**
Comme il l'a été indiqué plus haut, la littérature scientifique sur la thématique est large et hétéroclite. En se basant principalement sur des revues de littérature et des méta-analyses, ce chapitre présente quelques constats sur les effets de l'utilisation de supports numériques possédant un écran sur la santé physique et psychique, ainsi que sur l'enseignement-apprentissage. Il vise en outre à clarifier les apports et limites des différents champs disciplinaires concernés par cette problématique, puis à indiquer – dans la mesure du possible – les principaux points de convergence et de tension des études conduites sur ce sujet.

- **Recommandations et pratiques en matière d'usage des écrans chez les enfants et adolescent-e-s (Chapitre 5)**

Ce chapitre présente une vue d'ensemble de quelques recommandations et pratiques en matière d'exposition aux écrans des enfants et adolescent-e-s dans les cadres familial et scolaire, aux niveaux international, suisse et dans les cantons latins.

1.4 Synthèse de l'introduction

Suite à l'Adoption d'un plan d'action et [au] lancement des travaux de coopération en faveur de l'Éducation numérique dans l'espace latin de la formation par l'Assemblée plénière de la CIIP en novembre 2018 et en vue de la poursuite des travaux sur l'Éducation numérique (complément au Plan d'études romand et développement d'activités numériques pour les élèves), il a été semblé essentiel de se prononcer sur une politique en matière d'exposition aux écrans en contexte scolaire selon l'âge des élèves.

Or, la thématique de l'impact de l'exposition aux écrans est largement controversée et médiatisée. Les études scientifiques en la matière découlent quant à elles de nombreux champs de recherche disciplinaires, tels que les sciences de l'éducation, les neurosciences, la pédiatrie et la psychologie.

Au niveau de la CIIP, l'enjeu éminent demeure la construction d'une opinion fondée sur les effets de l'exposition aux écrans et le présent rapport a pour vocation d'apporter différents éclairages sur les points de convergence, de tension et d'incertitude relatifs à cette question.

Pour ce faire, le parti a été pris de recourir principalement aux enquêtes en matière d'usage du numérique, à quelques ouvrages généraux de référence, à la littérature scientifique sur les effets de l'exposition aux écrans, ainsi qu'à un certain nombre de recommandations émanant de structures étatiques et d'autres institutions. Une revue de la littérature plus systématique n'a pas pu être conduite dans ce cadre et il s'avèrera utile d'interroger le besoin de qualifier et de mener une recherche plus large sur certains éléments ultérieurement.

Le rapport est structuré de la façon suivante :

- Clarifications conceptuelles et esquisse de typologie ;
- État des lieux de l'utilisation effective des écrans par les enfants et adolescent-e-s en Suisse ;
- Éclairage sur les apports et limites des divers champs de recherche, suivi de l'identification de quelques points de convergence, de tension et d'incertitude au sujet des effets de l'exposition aux écrans ;
- Panorama des recommandations aux niveaux cantonal, suisse, international et dans les ouvrages de portée générale.

2. Écrans et numérique, concepts-clés

Lorsqu'elle traite de l'impact potentiel de l'exposition aux écrans, la littérature fait généralement référence au **temps d'écran** et à la **consommation des médias**. Or, ces termes peuvent tout à la fois désigner l'utilisation des supports numériques, les usages qui en sont faits, ainsi que les contextes/formes de ces usages. Il convient dès lors de clarifier ce qu'ils recouvrent afin de pouvoir distinguer les différentes formes d'exposition et les impacts qui en résultent.

À cette fin, quelques clarifications conceptuelles sont présentées dans ce chapitre :

- les **supports numériques** possédant effectivement un écran et qui sont au cœur de la problématique qui nous intéresse ;
- les **usages spécifiques du numérique**, étant entendu que certains effets ne peuvent incomber uniquement aux supports utilisés mais également aux usages qui en sont faits ;
- le **lien entre les usages et les supports numériques**, dans la mesure où il est possible de convenir que certains supports se prêtent davantage à certains usages ;
- les **contextes et natures d'exposition au numérique**, étant entendu que les conditions dans lesquelles sont utilisés les supports numériques peuvent revêtir autant d'importance que les usages qui en sont faits.

2.1 Supports numériques avec écran

Le terme *écran* est générique et peut tout à la fois désigner divers supports numériques possédant un écran, tels que les tablettes électroniques, les téléphones intelligents (smartphone), les ordinateurs (fixes ou portables), les télévisions (traditionnelles ou intelligentes), ou encore les consoles de jeux vidéo et les liseuses de livres numériques.

Dans la documentation consultée et lorsque le support étudié est précisé, force est de constater que de très nombreuses recherches ont été menées sur les impacts de l'usage de la télévision dans les 40 dernières années (Guez & Ramus, 2019) ainsi que sur les consoles de jeux vidéo. L'usage des autres supports s'étant démocratisé plus récemment, il est moins souvent spécifiquement documenté.

Quatre supports numériques possédant un écran seront distingués :

- la **télévision intelligente**² (ou smartTV ou télévision traditionnelle équipée d'un dispositif tel que *l'Apple TV* ou *Google Chromecast*) : possédant les caractéristiques de la télévision traditionnelle qui est fixe et qui permet de visionner des programmes télévisés, elle se distingue par l'ajout de fonctionnalités, notamment l'accès à des contenus plus diversifiés et nombre d'applications permettant de jouer ou de parcourir le web ;

Non transportable – grand à très grand écran – nombre de fonctionnalités limité – possibilité de projection de contenus provenant d'autres supports numériques

² Il est à noter ici que les études consultées parlent de la télévision de façon générique et ne distinguent dès lors pas les fonctionnalités offertes par les télévisions intelligentes qui affluent désormais, avec un vaste choix d'usages.

- le **téléphone** intelligent (ou smartphone) : visant principalement la téléphonie mobile traditionnelle, il bénéficie désormais de pratiquement toutes les fonctionnalités offertes par un ordinateur, tout en pouvant être transporté partout et en toute occasion en raison de sa petite taille ;

Transportable en toute occasion – écran de petite taille – nombre de fonctionnalités quasi illimité

- la **tablette** interactive : à la croisée entre le téléphone intelligent et l'ordinateur portable (généralement plus lourd et plus grand), elle a généralement l'avantage d'être peu encombrante et dispose de presque toutes les fonctionnalités offertes sur un ordinateur. Avec l'apparition des stylets et des claviers dédiés, il est désormais plus aisé d'y faire du traitement de texte, ainsi que de recourir à l'écriture manuscrite ou au dessin sans l'ajout de matériel trop encombrant ;

Très aisément transportable – écran de taille moyenne – nombre de fonctionnalités quasi illimité

- l'**ordinateur** (portable et fixe) : possédant les plus grandes performances techniques, c'est certainement de tous les supports celui qui possède le plus grand choix de fonctionnalités. À l'inverse de la tablette, il n'est guère possible d'utiliser l'écriture ou le dessin manuscrit sans l'ajout d'outil complémentaire, dont l'acquisition est peu démocratisée pour l'heure. Avec la multiplication des accessoires dédiés ainsi que la diversification des formats (tailles, fixe/portable), il demeure l'outil de travail principal dans de nombreux domaines professionnels.

Aisément transportable (portable) ou non transportable (fixe) – écran de taille moyenne à grande – nombre de fonctionnalités illimité

2.2 Usages du numérique

Le terme *usage* est vaste et désigne généralement ce qui peut être fait avec les différents supports numériques. Dans la littérature consultée sur l'exposition aux écrans, ce terme a souvent été utilisé de façon générique alors même qu'une majorité des études indique que l'impact des écrans est fortement lié aux différents usages qui en sont faits et à leur importance (notamment : Bach, Houdé, Léna, & Tisseron, 2013 ; Borst, 2019 ; Tisseron, 2018 ; Zimmerman, & Christakis, 2007).

Lorsque les études mentionnent les usages numériques, il y a lieu de constater que les typologies invoquées sont très diverses, de même que les termes employés pour désigner ces usages. Ainsi, certains parleront de consommation de médias en général, alors que d'autres recourront à des fonctionnalités spécifiques, voire à l'utilisation d'un service ou d'une application particulière (WhatsApp, Facebook, YouTube, etc.). Dans la mesure où la plupart des études traitant de l'impact des écrans sont menées dans le cadre de programme lié à la santé et à la prévention, les usages renseignés ont souvent trait à ce qui est nommé *consommation de contenus numériques*, ainsi qu'aux comportements adoptés ou induits dans le cadre des échanges s'opérant sur les réseaux sociaux ou par messagerie instantanée.

Or, les usages du numérique sont variés et il existe un grand nombre de typologies désignant par exemple ce qui peut être fait à l'aide de supports numériques dans le contexte scolaire (Basque & Lundgren-Cayrol, 2002 ; Bibeau, 2005 ; De Vries, 2001). Même si l'établissement d'une typologie d'usages du numérique tout à fait opérationnelle mériterait une réflexion plus approfondie, nous pouvons d'ores et déjà convenir que les usages potentiels ne se limitent guère à la consultation de contenus et aux échanges sur les réseaux sociaux / messagerie.

Ainsi, à la lumière des formes d'usages proposées dans le PER-MITIC et dans le futur PER-EdNum ainsi qu'en s'inspirant des typologies de Gauthier (2004) et de Bétrancourt (2007), il semble ressortir au moins quatre types d'usages principaux qui sont présentés dans le Tableau 1 : **la consultation et la recherche, la production et la création, les échanges et la communication, l'expérimentation et l'application.**

Chacun de ces types peut se décliner selon des fonctionnalités ou usages spécifiques, tels que la recherche sur un navigateur internet, la consultation de contenus vidéos, la production par un logiciel de traitement de texte, la communication par messagerie électronique, les échanges sur les réseaux sociaux ou l'expérimentation d'un phénomène par simulation ou modélisation. Ces usages spécifiques ne sont pas exhaustifs et il en existe vraisemblablement autant qu'il existe de fonctionnalités dans les environnements numériques.

Des exemples d'applications et de logiciels permettant un usage donné sont parfois mentionnés entre parenthèses. Toutefois, il y a lieu de noter que les usages possibles se démultiplient et une catégorisation exacte est difficile à stabiliser, à l'exemple de Skype qui permet autant les usages de la messagerie instantanée par son *chat* que la télécommunication audio et vidéo.

Tableau 1 : Esquisse de typologie des usages numériques de base

A. Consultation et recherche	Contenus web multimodaux : navigateur internet, moteurs de recherche, site web, blog...
	Contenus textuels : divers formats (PDF, ePub...) et natures de documents (article, ouvrage...)
	Contenus audios : musique, radio, podcast...
	Contenus vidéos : streaming en général (Netflix, YouTube...), vidéo à la demande...
	Outils de référence : calculatrice, dictionnaire, Bescherelle...
B. Production et création	Outils bureautiques de base : logiciels de traitement de texte, feuille de calcul...
	Outils de productivité : logiciels de montage audiovidéo, cartographie, dessin, programmation...
	Photo, enregistrement audio ou vidéo : micro, caméra photo et vidéo
C. Échange et communication	Projection de contenus numériques : divers documents textuels/audio/vidéo, présentations...
	Télécommunication audio : téléphonie embarquée et application de télécommunication
	Télécommunication vidéo : visioconférence embarquée et application de télécommunication
	Messagerie électronique : divers services et interface de messagerie (Yahoo, Gmail, Outlook...)
	Messagerie instantanée : diverses applications, y compris chat (WhatsApp, Snapchat...)
D. Expérimentation et application	Jeux vidéo : jeu de plateforme, de combat, de logique, sérieux (serious game)...
	Exercisation : interface avec QCM, drag and drop, cartes de répétition (recto-verso)...
	Simulation : exploration d'un phénomène ou d'une expérience (processus de photosynthèse, cycle du carbone...)
	Modélisation : manipulation de données de modèles interactifs (logiciel de géométrie, de représentation spatiale, de cartographie...)

2.3 Caractéristiques d'usages des supports numériques

Potentiellement et de plus en plus, tous les usages sont possibles sur tout support numérique. Certains usages se prêtent toutefois davantage à certains supports. Il semble par exemple plus aisé et productif de rédiger un texte à l'aide d'un ordinateur plutôt que sur un téléphone³. Comme toute forme de catégorisation, celle de l'adéquation de l'usage de certaines fonctionnalités selon le support demeure cependant subjective, et d'autant diront préférer certains usages sur des supports qui semblent à *priori* moins adaptés. Les supports numériques évoluent en outre très rapidement et de nouvelles fonctionnalités ou outils complémentaires (stylets, clavier...) voient le jour constamment, élargissant le champ de leurs usages possibles.

Nous avons essayé de définir ci-dessous quelques usages-types des quatre supports retenus, bien que l'évolution technologique puisse apporter de nouvelles fonctionnalités (ou outils dédiés) à ces supports là où elles sont absentes pour l'heure. Les usages-types présentés dans la section précédente sont apparentés au-x support-s et l'usage est catégorisé selon qu'il est jugé adapté/optimal, possible mais moins adapté ou vraisemblablement inadapté.

Par exemple, l'usage d'outils bureautiques semble optimal sur un ordinateur et possible sur une tablette ou un smartphone, notamment à l'aide de quelques compléments tels que l'adjonction d'un clavier ou d'un stylet. De même, l'enregistrement audio peut se faire optimalement à l'aide d'un smartphone alors qu'il sera potentiellement moins aisé de le faire sur un ordinateur en raison de l'immobilité du micro. Enfin, le partage de contenus par projection est le plus adapté sur une télévision⁴ en raison de la taille de l'écran.

³ La problématique de l'ergonomie des divers supports a été discutée au sein de la CORES, qui concluait notamment que l'usage de logiciels nécessitant beaucoup de manipulation ne se prêtait que peu à une utilisation sur smartphone, en raison de la petite taille de l'écran qui rend certains contenus difficilement consultables et des fonctionnalités inutilisables.

⁴ Tout comme le projecteur (beamer), dont les usages ne sont pas spécifiquement étudiés dans le présent rapport.

Tableau 2 : Essai de catégorisation de l'adéquation des usages sur les supports numériques de base

Types d'usages ... sur ...		Télévision intelligente (smartTV)	Téléphone intelligent (smartphone)	Tablette	Ordinateur
A. Consultation et recherche	Contenus web multimodaux	(x)	x	x	x
	Contenus textuels		(x)	x	x
	Contenus audios	x	x	x	x
	Contenus vidéos	x	x	x	x
	Outils de référence		x	x	x
B. Production et création	Outils bureautiques de base		(x)	(x) Sauf écriture-stylet	x
	Outils de productivité		(x)	(x) Sauf dessin-stylet	x
	Photo, enregistrement audio ou vidéo		x	x	(x)
C. Échange et communication	Projection de contenus numériques	x			
	Télécommunication audio		x	(x)	(x)
	Télécommunication vidéo	(x)	x	x	x
	Messagerie électronique		(x)	x	x
	Messagerie instantanée		x	x	(x)
	Plateformes d'échanges	(x)	x	x	x
D. Expérimentation et application	Jeux vidéo	x*	x*	x*	x*
	Exercisation	(x)	(x)	x	x
	Simulation	(x)	(x)	x	x
	Modélisation		(x)	x	x

*l'accès aux jeux vidéo s'étant généralisé à de nombreux supports, la console en tant que support ne sera pas spécifiquement discutée ici.

x = usage adapté / optimal
(x) = usage moyennement adapté
__ = usage inadapté

2.4 Contextes et natures d'exposition au numérique

Au-delà de la simple exposition aux écrans, il y a lieu de distinguer le contexte et la nature des usages des supports numériques. Ci-après sont présentés quelques premiers constats et notions émanant de la littérature relative aux effets de l'exposition aux écrans, qui seront approfondis aux chapitres 4 et 5.

Plusieurs auteur-e-s différencient le temps passé de façon **active** devant un écran à une forme d'exposition **passive**. Concernant notamment la télévision, Tisseron (2018) différencie par exemple le suivi d'un programme qui peut s'assimiler à un projet pensé pour l'enfant et le fait de juste « *faire de la télévision ou des écrans* », où l'enfant n'est pas encadré et qui pourrait s'assimiler à une forme de « *gardiennage électronique* » ou à « *des écrans babysitter* » (Minotte & Zarbo, 2016). Cette exposition passive aux écrans peut également se référer au fait que la télévision soit allumée dans l'environnement direct de l'enfant.

Les termes **usage massif, hyperconnectivité ou cyberaddiction** sont notamment fréquemment convoqués dans les médias et dans une partie de la littérature consultée pour désigner des usages problématiques et malsains des supports numériques. À ce sujet, les rapports produits par **le GREA et le Fachverband Sucht** (Association des professionnels des addictions de Suisse alémanique – Knocks, Sager, & Perissinotto, 2018 ; Richter, Walker, & Baumberger, 2016) concernant l'usage d'internet séparent clairement une utilisation constructive d'une utilisation excessive et problématique, en distinguant les **apports du numérique** – tels que le renforcement des relations sociales par l'usage des *échanges et de la communication* grâce aux réseaux sociaux, le développement de l'esprit logique (par exemple grâce à la programmation ou l'usage de feuille de calcul) et la rapidité de réaction *par les jeux vidéo* – de **l'utilisation excessive et délétère** qui pourra avoir trait à des formes d'addiction ou à des usages détournés.

Au-delà du facteur temporel (lequel explique uniquement le côté excessif), deux autres éléments sont mis en avant : la **nature des contenus consommés** et **l'impact du temps qui y est consacré sur les autres activités quotidiennes** de l'utilisateur-trice, qui peut notamment se traduire en conséquences dommageables pour sa santé et son développement social. Ce sont justement ces deux facteurs qui expliquent la dimension problématique de certains usages, ce qui sera développé au Chapitre 4.

La plupart des études consultées portent sur l'usage des écrans dans le **contexte domestique** et notamment pour des **activités de loisirs**. Les activités sur écran sont décrites par de nombreuses études comme des **activités sédentaires et solitaires**, mises en perspective avec le besoin de l'enfant et de l'adolescent-e d'activités physiques et de relations verbales et sociales (Dubreu-Béclin, 2018). Peu d'études ou de recommandations portent en outre spécifiquement sur **l'usage des écrans dans le cadre scolaire**. Nous pouvons toutefois convenir que l'usage pertinent dans le cadre scolaire devrait nécessairement être défini par un projet pédagogique au sein duquel les objectifs et l'étendue de l'exposition sont clairement établis et calibrés.

3. Utilisation effective du numérique par les enfants et les jeunes

De nombreuses enquêtes font état des usages de supports numériques par les enfants et les jeunes en Suisse et dans le monde. Elles portent parfois sur des thématiques plus vastes que le seul numérique et abordent notamment les relations familiales, la parentalité ou les habitudes sanitaires.

Quelques résultats de ces enquêtes ont été répertoriés et synthétisés ci-après, avec un approfondissement particulier pour les données suisses.

3.1 Situation suisse

En Suisse, les enquêtes relatives à l'usage du numérique par les jeunes se multiplient depuis une dizaine d'années. Ces enquêtes sont conduites sous l'égide d'organismes émanant du domaine de la santé publique (OMS, OFAS), par des acteur-trice-s du domaine technologique (Swisscom) ou par l'OCDE dans le cas de PISA.

Les **supports numériques** y sont généralement désignés par le terme *Médias*, qui intègre également l'usage de la radio ou d'autres supports sans écran, ainsi que la smart Watch dans certains cas. Les **usages** des supports numériques sont souvent désignés par le terme *consommation* dans les résultats d'enquêtes consultées, consommation qui se décline généralement en durée par jour ou semaine d'un usage donné, par exemple *la navigation sur internet*, *le visionnement de vidéos en ligne*, *les échanges sur les réseaux sociaux*, etc.

Les données récoltées sont en outre très hétéroclites et ne convoquent pas des typologies ou classifications communes (cf. Chapitre 2), ce qui rend la comparaison des données des différentes enquêtes complexe à établir, en raison également de la diversité des terminologies employées. Par exemple, certains rapports indiquent uniquement la possession d'un support donné (téléphone, tablette, ordinateur...), d'autres la consommation effective de ces supports en durée et quelques-uns portent sur les usages préférés (réseaux sociaux, jeux, recherche sur internet, streaming...).

Les résultats ne permettent pas toujours de savoir quels sont les supports numériques associés à un usage donné. À titre d'exemple, l'étude MIKE 2019 (cf. Tableau 3 de la page suivante) présente les usages les plus fréquemment réalisés sur le support *smartphone*, alors que dans d'autres enquêtes, des usages sont documentés sans que le support numérique utilisé ne soit précisé.

Les données présentées dans cette section sont toutes relatives aux enfants et adolescent-e-s de 6 à 19 ans et portent sur l'accès, la possession et la durée d'utilisation de supports numériques, ainsi que sur les principaux usages qui en sont faits. Bien que le cadre familial soit le contexte principal de la consommation du numérique étudié, les enquêtes parlent d'élèves car l'accès au terrain s'est déroulé par le biais des écoles. Aucune donnée relative à la petite enfance (0-5 ans) n'a pu être consultée spécifiquement pour la Suisse. Le Tableau 3 ci-après présente les principales enquêtes retenues, ainsi que quelques informations d'ordre méthodologique permettant d'en situer l'empan.

Tableau 3 : Principales enquêtes menées en Suisse sur l'utilisation du numérique par les enfants et adolescent-e-s.

Enquêtes	Échantillon et méthodologie
<p>ADELE 2018 : Activités, Digitales, Éducation, Loisirs, Enfants</p> <p>Enquête nationale menée depuis 2018, une seule fois pour le moment, par le Département de psychologie appliquée de l'Université des sciences appliquées de Zürich (ZHAW), sur mandat de Swisscom AG.</p> <p><i>Schoch et al., 2018</i></p>	<p>Échantillon : 24 familles – enfants et leurs parents – (non représentatif) avec recrutement des familles de façon à varier le plus possible le type de structure familiale (notamment nombre d'enfants), dont 16 familles de Suisse alémanique et 8 de Suisse romande.</p> <p>Méthodologie :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Interviews approfondies de type semi-directif ; ▪ Interviews réalisées séparément avec les parents et avec l'« enfant central » : 48 interviews au total.
<p>MIKE 2019 : Medien, Interaktion, Kinder, Eltern</p> <p>Enquête nationale menée depuis 2015, tous les 2 ans, et réalisée par le Département de psychologie appliquée de l'Université des sciences appliquées de Zürich (ZHAW), sur mandat de Jacobs Foundation et Jeunes et médias.</p> <p><i>Waller et al., 2019</i></p>	<p>Échantillon :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 103 élèves de 6 à 13 ans (représentatif), provenant des 3 régions linguistiques (17 cantons), dont 425 élèves pour la Suisse romande et 232 pour le Tessin. ▪ 562 parents d'élèves (non représentatif) des enfants ayant participé à l'étude. <p>Méthodologie :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Questionnaire écrit, avec passation dans le cadre scolaire ; pour les enfants de 6 à 8, données récoltées par une interview (si besoin à l'aide de cartes illustratives) ; ▪ Questionnaire spécifique transmis aux parents.
<p>JAMES 2018 : jeunes, activités, médias – Enquête Suisse</p> <p>Enquête nationale menée depuis 2010, tous les 2 ans, réalisée par le Département de psychologie appliquée de l'Université des sciences appliquées de Zürich (ZHAW), sur mandat de Swisscom AG.</p> <p><i>Suter et al., 2018</i></p>	<p>Échantillon : 1 174 élèves et étudiant-e-s de 12 à 19 ans (représentatif) provenant des 3 régions linguistiques, dont 433 élèves pour la Suisse romande et 285 pour le Tessin.</p> <p>Méthodologie : questionnaire écrit, avec passation dans le cadre scolaire.</p>
<p>Les écrans, internet et les réseaux sociaux. Résultats de l'étude « Health Behaviour in School-aged Children – HBSC 2018 »</p> <p>Enquête internationale menée depuis 1986, tous les 4 ans, réalisée en Suisse par Addiction Suisse, sous l'égide de l'OMS</p> <p><i>Delgrande Jordan, 2020</i></p>	<p>Échantillon : 11 121 élèves de 11 à 15 ans (représentatif), provenant de tous les cantons.</p> <p>Méthodologie : questionnaire écrit, avec passation dans le cadre scolaire.</p>
<p>MEDIATICINO 2.0 (2018-2019)</p> <p>Suivi longitudinal tessinois mené depuis 2014, réalisé par l'Istituto di comunicazione sanitaria, de l'Università della Svizzera italiana (USI), en collaboration avec la Divisione della scuola et la Divisione della formazione professionale, financé par le FNS (depuis 2018)</p> <p>Mediaticino.usi.ch</p>	<p>Échantillon : 1 224 élèves/étudiant-e-s tessinois-e-s de 16 ans (représentatifs de la population tessinoise née en 2004-2005).</p> <p>Méthodologie :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Questionnaire écrit annuel destiné aux élèves, avec passation dans le cadre scolaire ; ▪ Questionnaire écrit bisannuel destiné aux parents ; ▪ Récolte des notes scolaires des élèves en fin d'année ; ▪ Récolte de données sur l'utilisation effective du smartphone à l'aide d'une application (<i>Ethica</i>). <p>Remarque :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Il s'agit d'un suivi longitudinal d'une même cohorte d'élèves de l'âge de 10 ans (en 2014) à 16 ans (en 2019) et jusqu'à 20 ans (en 2023) ; ▪ Absence de données qualitatives approfondies.

Les sous-sections suivantes présentent une vue d'ensemble des données disponibles quant à la possession, l'accès et les usages des supports numériques de façon générale d'une part, et relative au contexte scolaire, d'autre part. Les informations issues de diverses enquêtes y sont structurées selon les typologies présentées au Chapitre 2.

3.1.1 Possession et/ou accès à des supports numériques spécifiques

Les études MIKE et JAMES différencient l'accès aux supports numériques qui peuvent être disponibles dans les foyers et la possession de supports numériques personnels. Le Tableau 4 montre le pourcentage d'enfants et de jeunes ayant accès ou possédant un support numérique par regroupements d'âges. Quatre types de supports sont distingués : télévision⁵, smartphone, tablette, ordinateur. L'accès à la connexion internet est en outre documenté par les deux études et a été ajouté au Tableau 4.

Tableau 4 : Pourcentage d'élèves possédant ou ayant accès aux supports numériques selon l'âge.

Possession / accès en %		Âges des élèves								Accès au foyer
		0-5	6-7	8-9	10-11	12-13	14-15	16-17	18-19	
Supports numériques	Télévision	–	–	–	–	26% ²				95% ¹ 95% ²
	Smartphone	–	25% ¹	29% ¹	60% ¹	77% ¹ 97% ²	99% ²	99% ²	100% ²	95% ¹ 100% ²
	Tablette	–	34% ¹	25% ¹	30% ¹	31% ¹	34% ² (y. c. 12-13 ans)			92% ¹ 80% ²
	Ordinateur ^A	–	5% ¹	9% ¹	19% ¹	21% ¹ 48% ²	65% ²	85% ²	85% ²	92% ¹ 99% ²
	Connexion internet	–	–	–	–	40% ²				92% ¹ 97% ²

¹ MIKE 2019 : (Waller et al., 2019)

^A Les données portent spécifiquement sur les ordinateurs portables Laptop (pas de précision d'une telle distinction dans l'étude JAMES 2018)

² JAMES 2018 : (Suter et al., 2018)

Les enquêtes MIKE et JAMES portent sur deux tranches d'âges différentes : la première de 6 à 13 ans (enfants) et la seconde de 12 à 19 ans (jeunes ou adolescent-e-s). La tranche d'âge 12-13 et l'accès au foyer sont documentés par les deux enquêtes, et des différences peuvent notamment être constatées quant à la possession du smartphone et de l'ordinateur.

De manière générale, les données indiquent une augmentation globale de la possession personnelle de supports numériques avec l'âge. Quant à l'accès aux supports numériques, chaque foyer ou presque semble être en possession d'au moins un ordinateur, une télévision et de smartphones ; seule la tablette semble uniquement accessible dans 4 foyers sur 5 selon JAMES 2018 et 9 foyers sur 10 selon MIKE 2019.

⁵ Les études ne précisent pas s'il s'agit d'une télévision traditionnelle ou d'une télévision intelligente.

Concernant la possession personnelle d'une **télévision**, documentée uniquement dans l'étude JAMES 2018, seuls 26% des jeunes indiquent en posséder une.

Plus de la moitié des enfants possède en outre un **smartphone** à partir de 10 ans, et la quasi-totalité à partir de l'âge de 12-13 ans. JAMES 2018 indique par ailleurs que, dès l'âge de 12 ans, la durée moyenne d'utilisation quotidienne s'élève à 2h30 en semaine et augmente à 3h05 durant le week-end (Suter *et al.*, 2018).

La **tablette** semble en revanche être le support numérique qui rencontre le taux de possession personnelle le moins élevé, notamment chez les adolescent-e-s (34%).

La détention d'un **ordinateur personnel** (de bureau ou portable) ne touche qu'entre 21% et 48% des jeunes de 12-13 ans, 65% à partir de 14-15 ans puis 85% des jeunes dès 16 ans.

L'ensemble de ces résultats rejoint globalement les données récoltées par l'étude tessinoise *Mediaticino 2.0* (USI, 2019) menée auprès des jeunes de 15-16 ans, qui indique que 93% des répondants possèdent un smartphone, 67% un ordinateur personnel et seuls 47% une tablette. Quant à l'enquête internationale sur la santé des enfants *HBSC 2018* (Delgrande Jordan, 2020) ; cf. Tableau 3), nous n'y avons trouvé aucune information en matière d'accès ou de possession de supports numériques

3.1.2 Usages et durée d'utilisation

Les études nationales MIKE 2019 et JAMES 2018 donnent également des indications sur les usages des différents supports numériques, en termes de fréquences et de durées quotidiennes d'utilisation. Afin de montrer l'importance du phénomène de la consommation des écrans chez les enfants et les adolescent-e-s, deux indications sont présentées par la suite :

- Le Tableau 5 montre le **pourcentage des jeunes qui recourent régulièrement à un usage spécifique du téléphone portable**, selon la typologie des usages présentée à la section 2.2. Il est à noter que les échelles employées pour désigner le degré de régularité diffèrent entre MIKE 2019 et JAMES 2018 (cf. remarques au bas du tableau).
- La Figure 1 illustre le **temps quotidien (exprimé en minutes) consacré à certaines activités sur écran par les enfants** (6-13 ans), sans distinction quant au type de support. Il s'agit de temps estimés par les parents (Waller *et al.*, 2019).

En préambule, il y a lieu de souligner que les études MIKE et JAMES portent sur les activités de loisirs des jeunes. MIKE 2019 fait le constat que les jeux non numériques, tels que le sport et les jeux à l'extérieur avec les ami-e-s demeurent les activités de loisirs préférées des enfants de 6 à 13 ans (Waller *et al.*, 2019). Pour les adolescent-e-s (à partir de 12 ans), les résultats de JAMES 2018 ne permettent pas de savoir quelle est la forme d'interaction avec les pairs qui est préférée, mais les résultats indiquent que l'utilisation du numérique est l'activité individuelle favorite (sans précision des usages du numérique concernés).

De manière générale, les données récoltées par les deux enquêtes portent principalement sur la consultation et la recherche de contenus (web et vidéos), sur la communication et les réseaux sociaux, ainsi que sur les jeux vidéo. Les autres types d'usages figurant dans la typologie présentée à la section 2.2 ne sont que rarement renseignés, comme le montre le Tableau 5 ci-dessous.

Tableau 5 : Pourcentages d'enfants et d'adolescent-e-s recourant aux différents usages du téléphone portable, selon l'âge.

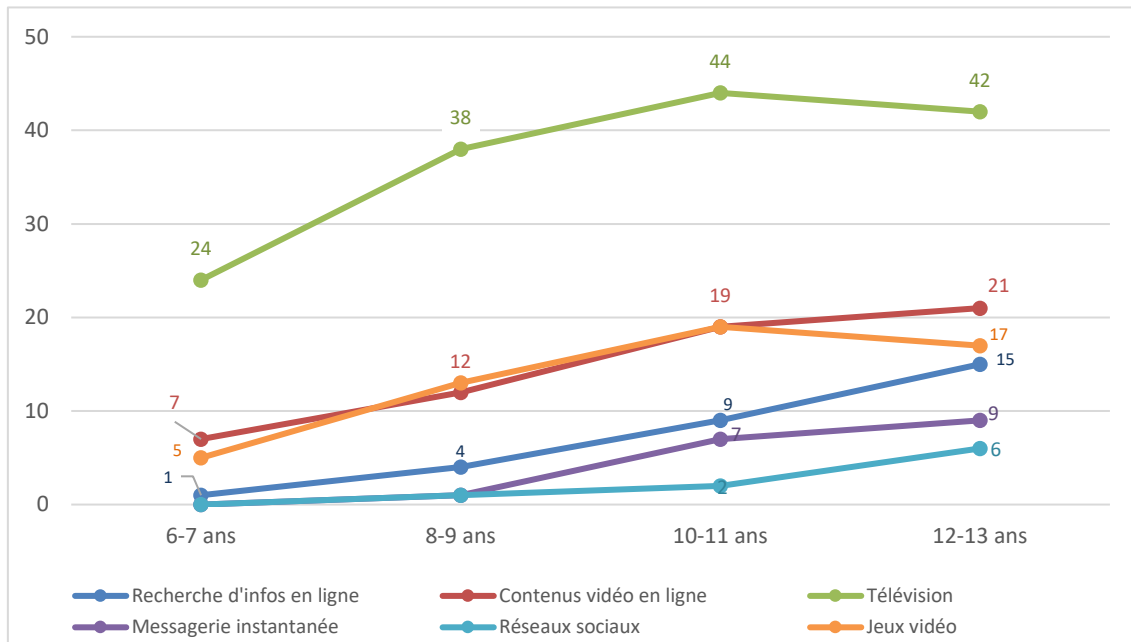
Pourcentages (%) d'enfants et d'adolescent-e-s recourant régulièrement à ...		Âges							
		0-5	6-7	8-9	10-11	12-13	14-15	16-17	18-19
A. Consultation et recherche	Contenus web multimodaux (rechercher des infos en ligne, surfer sur internet)		5%	9%	36%	58% / 75%	87%	94%	94%
	Contenus textuels					12%	19%	28%	48%
	Contenus audios - musique - radio		24%	30%	59%	70% / 79%	92%	90%	93%
			6%	2%	9%	10% / 8%	7%	10%	13%
	Contenus vidéos - divers (en ligne) - télévisés		24%	29%	60%	74% / 80%	84%	83%	79%
		7%	7%	13%	18% / 24%	31%	24%	23%	
	Outils de référence								
B. Production et création	Outils bureautiques de base								
	Outils de productivité								
	Photo, enregistrement audio ou vidéo		22%	17%	38%	48% / 54%	70%	71%	68%
C. Échange et communication	Projection de contenus numériques								
	Télécommunication audio		17%	28%	44%	60% / 60%	73%	69%	76%
	Télécommunication vidéo								
	Messagerie électronique					34%	38%	69%	69%
	Messagerie instantanée		13%	19%	55%	74% / 92% ¹	93% ¹	98% ¹	96% ¹
	Plateformes d'échanges (réseaux sociaux uniquement)					77%	90%	92%	91%
D. Expérimentation et application	Jeux vidéo		28%	35%	54%	54% / 56%	54%	47%	34%
	Exercisation								
	Simulation								
	Modélisation								

MIKE 2019 : Les données relatives aux enfants de 6 à 12 ans sont issues de l'étude MIKE 2019 (Waller et al., 2019, p. 39) ; l'utilisation dite régulière correspond à « au moins une fois par semaine ».

JAMES 2018 : Les données relatives aux jeunes de 12 à 19 ans sont issues de l'étude JAMES 2018 (Suter et al., 2018, p. 68) ; l'utilisation dite régulière correspond à « tous les jours ou plusieurs fois par semaine ».

¹ Messagerie instantanée : seules les données relatives à l'usage des messages individuels (par exemple avec WhatsApp) ont été répertoriées dans le tableau ; JAMES 2018 récolte également des données sur l'usage spécifique des messages de groupe, des messages vocaux, l'envoi des photos/vidéos, de SMS ou des messages vidéo.

Figure 1 : Durée quotidienne (en minutes) du recours à différents usages selon l'âge, sans distinction de support.



Les données sont issues de l'étude MIKE 2019 (Waller et al., 2019, p. 35).

Par rapport à la **durée d'utilisation**, on constate une augmentation globale au fil des âges pour tous les usages, avec une légère diminution pour la télévision et les jeux vidéo à partir de 11 ans, ce qui est confirmé par la fréquence de ces usages dans le Tableau 5. Les observations de MIKE sur les durées globales d'utilisation semblent rejoindre celles de l'enquête *Mediaticino 2.0* (USI, 2019) concernant les élèves tessinois de 15-16 ans, qui passent en moyenne 3h40 par jour d'école devant un écran, tout support confondu.

Parmi les usages relatifs à la *consultation et la recherche* à partir d'un smartphone, nous trouvons en premier lieu la consultation quotidienne de **contenus vidéos** (en particulier en ligne) et de **contenus web multimodaux**. Une nette augmentation est déjà visible à partir de l'âge de 10-11 ans, augmentation qui se poursuit à l'adolescence (notamment pour la consultation de contenus web). En ce qui concerne la consommation de contenus vidéos, les résultats des études MIKE et JAMES semblent corroborés par les données issues de l'étude *HBSC 2018*, qui indique que 44% des jeunes (11-15 ans) regardent des vidéos (télévision ou vidéos en ligne) au moins 2-3 heures par jour d'école, taux qui augmente à 73% pendant le weekend.

Les échanges et la communication par **messagerie instantanée** et **réseaux sociaux** semblent limités en termes de durée journalière chez les plus jeunes de 12-13 ans (environ 9 et 6 minutes respectivement), puis augmentent dès l'âge de 12 ans, avec une utilisation quotidienne ou de plusieurs fois par semaine de 92% pour la messagerie instantanée et de 77% pour les réseaux sociaux.

Quant à l'usage des **jeux vidéo**, il ne semble pas concerner tout le monde et le recours à cette activité semble augmenter entre 10 et 13 ans avec environ 55% des enfants, puis diminuer à nouveau. L'étude *HBSC 2018* (Delgrande Jordan, 2020) indique en outre que le recours à des jeux sur écran est moins fréquent que d'autres usages : le pourcentage de jeunes qui en utilisent au moins 2-3 heures est d'environ 23% par jour d'école et 48% pendant le weekend.

JAMES 2018 classe par ailleurs les activités les plus fréquemment réalisées sur le smartphone qui sont, dans l'ordre décroissant : envoyer des messages individuels, consulter l'heure, écouter de la musique, surfer sur internet, échanger des messages de groupe, utiliser les réseaux sociaux, regarder des vidéos (Suter *et al.*, 2018, p. 67).

Les analyses longitudinales mettent enfin en évidence une augmentation de l'accès et du temps passé devant les écrans au fil des dernières années, indépendamment de l'âge (à l'exception de la consultation de la télévision qui semble rester stable, voire diminuer). Des différences sont également observées en matière d'accès et de consommation des médias selon les caractéristiques sociodémographiques des familles.

3.1.3 Numérique en contexte scolaire

La publication secondaire de l'enquête JAMES *JAMESfocus 2019* (Suter, Külling, Bernath, & Waller, 2019) analyse spécifiquement l'utilisation des médias en contexte scolaire. De même, l'enquête PISA 2018 (Consortium PISA.ch, 2019) a récolté des données sur l'utilisation de supports numériques dans les cours dispensés à l'école, ainsi que sur l'équipement numérique des établissements scolaires. Le Tableau 6 présente une description plus détaillée des deux études.

Tableau 6 : Principales enquêtes relatives aux usages et équipements numériques en contexte scolaire

Enquêtes	Échantillon et méthodologie
<p>JAMESfocus 2019 – Les médias numériques à l'école Département de psychologie appliquée de l'Université des sciences appliquées de Zürich (ZHAW). <i>Suter et al., 2019</i></p>	<p>Échantillon : 105 enseignant-e-s de secondaire I (35%) et II (75%) travaillant en Suisse romande (40%) et alémanique (60%). L'échantillon n'est pas représentatif de l'ensemble de la population enseignante suisse.</p> <p>Méthodologie : un questionnaire écrit. Les données sont récoltées dans le cadre de l'étude JAMES 2018, mais analysées dans un deuxième temps en 2019.</p> <p>Remarque : Les cantons les plus représentés sont Vaud, Zürich et Berne.</p>
<p>Programme for International Student Assessment PISA 2018 Enquête internationale menée depuis 2009, tous les 3 ans, réalisée en Suisse par le Consortium PISA (SEFRI-CDIP), sous l'égide de l'OCDE. <i>Consortium PISA.ch, 2019</i></p>	<p>Échantillon : 5822 élèves de 15 ans, avec représentativité des 3 régions linguistiques.</p> <p>Méthodologie :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Questionnaire écrit destiné aux élèves, avec passation dans le cadre scolaire ; ▪ Questionnaire spécifique pour les directions. <p>Remarque : PISA évalue prioritairement les performances des élèves et c'est au sein du questionnaire contextuel facultatif que les données sur l'usage du numérique sont collectées.</p>

Les deux études portent sur trois aspects différents, qui ont été renseignés par les directions d'établissement, par les enseignant-e-s ou par les élèves :

- l'équipement informatique des établissements (selon les directions d'école dans PISA 2018) ;
- l'utilisation des différents appareils numériques en tant qu'outil d'enseignement renseigné par les enseignant-e-s (*JAMESfocus 2019*) ;
- la fourniture de supports numériques aux élèves (recours au BYOD, selon les enseignant-e-s dans *JAMESfocus 2019*) et la nature des usages du numérique comme aide à l'apprentissage (selon les élèves dans PISA 2018).

Par rapport à **l'équipement informatique dans les établissements scolaires**, le rapport PISA 2018 (Consortium PISA.ch, 2019, p. 43) indique que presque tous les ordinateurs disponibles à l'école sont connectés à internet et que la quasi-totalité des élèves de 15 ans a la possibilité d'accéder à un ordinateur à l'école⁶. 78% des responsables scolaires interrogés ont par ailleurs jugé l'infrastructure informatique comme portant globalement à satisfaction⁷, tant au niveau de la quantité de supports et logiciels à disposition qu'en termes de puissance des appareils. Quant à la qualité de l'infrastructure, plus spécifiquement pour l'enseignement et l'apprentissage, 72% des directions indiquent que le nombre de supports numériques est globalement suffisant. En revanche, seuls 52% indiquent bénéficier d'une plateforme en ligne fiable pour soutenir l'apprentissage. Les auteur-e-s du rapport soulignent par ailleurs l'importance d'un soutien aux enseignant-e-s afin de pouvoir exploiter l'infrastructure informatique existante.

Le rapport *JAMESfocus* nous renseigne également sur les **supports numériques d'enseignement** les plus fréquemment utilisés en classe par les enseignant-e-s. Environ 60% des enseignant-e-s interrogé-e-s indiquent utiliser le plus souvent le vidéoprojecteur et l'ordinateur. Le tableau blanc interactif, la tablette et le smartphone sont également souvent ou très souvent utilisés par environ 30% des enseignant-e-s. Bien que le rapport ne précise pas le support utilisé pour une activité spécifique, il donne quelques indications générales sur les usages réalisés en classe par les enseignant-e-s : les plus courants étant la recherche sur internet et la présentation de contenus. Ces contenus numériques consultés/recherchés peuvent être (par ordre de fréquence) des vidéos, des textes, des contenus audio, des simulations ou des infographies animées. Par rapport aux contenus vidéos, il s'agit principalement de la consultation de courtes capsules.

Enfin, le rapport PISA 2018 donne des informations sur **l'utilisation du numérique par les élèves**. Le support le plus couramment utilisé à l'école par celles-ci/ceux-ci est l'ordinateur connecté à internet (79% des élèves). En termes de durée, 29% des élèves indiquent rechercher ou consulter des contenus web⁸ plus d'une heure par jour au cours d'une semaine scolaire typique, alors que 18% ne semblent jamais utiliser internet à l'école. Au-delà de la navigation sur internet, le second usage le plus fréquent à l'école a trait aux exercices pratiques ou structurés (32% des élèves au moins 1-2 fois par semaine). Parmi les autres activités indiquées dans le rapport, il est également mentionné que les sites internet pédagogiques sont utilisés par 23% des élèves au moins 1-2 fois par semaine. Ces résultats rejoignent globalement ceux du rapport *JAMESfocus*, où ce sont les enseignant-e-s et non les élèves qui ont donné ces informations.

Quant à **la fourniture de supports numériques pour les élèves**, le rapport *JAMESfocus* (Suter et al., 2019) fait une première distinction sur la mise à disposition de supports numériques utilisés en classe. 19% des enseignant-e-s questionné-e-s indiquent recourir exclusivement à la modalité *Bring Your Own Device* (ci-après BYOD), 36% des enseignant-e-s utilisent uniquement les supports fournis par l'école et les autres indiquent faire appel aux deux. À ce sujet, le rapport rappelle que dans certaines écoles (notamment en Suisse alémanique), le principe du BYOD est partie intégrante du fonctionnement, selon les directives cantonales, communales ou d'établissement.

⁶ L'accès est défini selon un ratio du nombre total d'ordinateurs de l'établissement divisé par le nombre total d'élèves de l'école.

⁷ Les pourcentages indiqués regroupent les mentions "tout à fait d'accord" et "d'accord".

⁸ Le rapport mentionne l'utilisation d'internet, ce qui a été traduit ici par la recherche et la consultation de contenus web.

3.1.4 Synthèse sur l'utilisation effective en Suisse

Plusieurs études annoncent mesurer la *consommation des médias*, ce qui correspond en fait à la fréquence et à la durée de certains usages sur des supports numériques par les enfants et les adolescent-e-s. Les données font référence à ce qui a été désigné comme des activités de loisirs, peu de données relatives à des utilisations scolaires y sont disponibles.

À des fins de comparaison, les données récoltées dans les divers rapports ont été classées selon les typologies des supports numériques et des usages présentés au Chapitre 2.

Les supports numériques

- Presque tous les foyers suisses disposent de télévision, d'ordinateur, de tablette et de smartphone ;
- La possession personnelle de supports numériques est presque généralisée pour les smartphones dès 12-13 ans et, pour l'ordinateur, dès 16-17 ans. Seules les tablettes présentent un taux de possession personnelle d'environ un enfant/adolescent-e sur trois.

Les usages du numérique

- Les usages les plus documentés par les enquêtes sont : la recherche et la consultation de contenus web et vidéo, les échanges et la communication par messagerie instantanée et sur les réseaux sociaux, ainsi que l'utilisation de jeux vidéo ;
- Chez les **enfants** de 6 à 12 ans, la durée quotidienne moyenne de consultation de contenus *vidéos télévisés* est d'environ 38 minutes, de contenus *vidéos en ligne* de 15 minutes, d'échanges sur la *messagerie instantanée* de 4 minutes et d'utilisation des *jeux vidéo* de 14 minutes ;
- Les usages auxquels les **jeunes** (dès 12-13 ans) ont le plus fréquemment recours sont : les échanges et la communication via la *messagerie instantanée* et les *réseaux sociaux* (>90%), ainsi que la consultation de *vidéos en ligne* (>80%) ;
- Selon les études MIKE 2019 et JAMES 2018, la durée et fréquence d'utilisation du numérique tend à augmenter, même si les loisirs préférés demeurent des activités hors écran (notamment sport et jeux non numériques avec les ami-e-s).

Accès et usages en contexte scolaire

- Environ trois quarts des **directions** d'établissement se disent satisfaites de leur infrastructure informatique, mais seule la moitié estime bénéficier d'une plateforme informatique fiable pour le soutien aux apprentissages des élèves ;
- Le corps **enseignant** indique principalement recourir à l'ordinateur et au vidéoprojecteur en classe (60%), notamment afin d'effectuer des recherches de contenus web et de vidéos durant les cours ;
- Les **élèves** ont essentiellement recours à l'ordinateur à l'école (79%), principalement pour y rechercher et consulter des contenus web. L'accès à internet semble toutefois varier grandement, 29% des élèves indiquant l'utiliser régulièrement et 18% jamais. Les sites internet à visées pédagogiques sont utilisés une à deux fois par semaine par un quart des élèves questionné-e-s ;
- Le recours au **BYOD** semble être plus répandu en Suisse alémanique qu'en Suisse romande.

Autres observations

De nombreuses critiques et recommandations portent sur les méfaits de la consommation passive ou non adaptée de contenus vidéos et de contenus web. Or, les modalités de contrôle parental semblent peu documentées (dans quelle pièce ou sous la surveillance de qui l'accès au numérique s'opère, quelles sont les règles mises en place, etc.). Ces éléments seront peut-être explorés plus avant dans le cadre de l'étude ADELE si celle-ci est reconduite. Si ce n'est pas le cas, la mise sur pied d'études complémentaires permettant de mesurer l'intégration de diverses recommandations dans la sphère privée s'avèrerait pertinente.

Les estimations de la durée et de la fréquence de l'utilisation des médias par les enfants elles-mêmes/eux-mêmes ou par les parents semblent peu fiables (comme l'indiquent les observations de *Mediaticino 2.0*) et il pourrait être intéressant d'accéder à des données plus stables, peut-être à l'aide d'applications permettant de récolter des données sur les usages des supports numériques privilégiés par les enfants et les jeunes (à l'instar de celle utilisée par l'équipe de *Mediaticino 2.0*).

3.2 Dans d'autres pays occidentaux

Des études similaires à celles citées pour la Suisse sont conduites dans de nombreux pays occidentaux. Cette section présente quelques résultats provenant d'autres pays dans l'intention de donner quelques repères sur l'ampleur du phénomène au niveau international. Aucune comparaison entre pays n'est visée, notamment en raison de différences notables entre les études aux niveaux des publics concernés, des méthodologies employées et des types de supports numériques pris en considération.

En France, l'*Étude longitudinale depuis l'enfance* (ELFE)⁹ porte sur les activités physiques et sédentaires des enfants de 2 ans (né-e-s en 2011). D'après cette étude (Gassama, Bernard, Dargent-Molina, & Charles, 2018), environ 12% des enfants jouent avec un ordinateur ou une tablette tous les jours ou presque et 10% jouent à la même fréquence avec un smartphone. La télévision est le type d'écran le plus consommé par les enfants de 2 ans : 68% la regardent tous les jours ou presque. En ce qui concerne les jeunes de 11 à 15 ans, l'étude HBSC (Génolini, Ehlinger, Escalon, & Godeau, 2016) indique que les collégien-ne-s passent en moyenne 7h48 par jour devant un écran pour tout type d'activité (y compris pour travailler).

Au Canada, les chiffres de *Statistique Canada* de 2016-2017 (Statistique Canada, 2019) montrent le pourcentage d'enfants et de jeunes respectant les directives canadiennes en matière de mouvement : 76% des enfants de 5 à 11 ans passent moins de 2 heures par jour devant un écran, le pourcentage baisse à 26% pour les jeunes de 12 à 17 ans. Les activités réalisées sur écran par la plupart de ces dernier-ère-s se répartissent selon les durées suivantes : 1h30 par jour est consacrée à regarder la télévision ou des vidéos en ligne, 1h34 à employer l'ordinateur, la tablette ou le smartphone (pour surfer, échanger des courriels, utiliser les réseaux sociaux et faire des devoirs) et 0h45min par jour à jouer à des jeux vidéo.

Au Québec, l'*Étude longitudinale du développement des enfants* (ELDEQ) fournit des indications en matière d'exposition à la télévision : 11% des enfants de 2 ans et demi et 23,4% des enfants de 4 ans et demi regardent la télévision plus de deux heures par jour (Institut national de santé publique du Québec, 2016).

Aux États-Unis, les études de l'organisation *Common Sense Media* récoltent des données sur la durée d'utilisation des écrans selon des tranches d'âge différentes à partir d'échantillons

⁹ <https://www.elfe-france.fr>

représentatifs. Pour les enfants de 0 à 8 ans (Rideout, 2017), les parents de 1 400 enfants ont été interrogés. Les plus jeunes (2-4 ans) passent en moyenne 1h09 par jour devant la télévision et 58 minutes sur un support mobile (« mobile device ») et demeure assez stable chez les enfants plus âgé-e-s (5-8 ans), soit de 1h04 par jour pour la télévision et 1h02 pour les supports mobiles. Les 5-8 ans passent également 20 minutes devant un ordinateur et 12 minutes devant des jeux vidéo. L'étude réalisée en 2019 (Rideout & Robb, 2019) offre un panorama de l'utilisation des écrans chez les jeunes entre 8 et 12 ans et entre 13 et 18 ans. 60% des enfants de 8-12 ans et 80% des jeunes de 13-18 ans passent plus de 2 heures par jour devant un écran.

Quelques éléments de synthèse relatifs aux autres pays occidentaux

Les grandes études en France, au Canada et aux USA évoquées se concentrent essentiellement sur le temps d'écran consacré à un type de support selon l'âge des enfants et des jeunes, à priori selon une approche au service de la santé publique en se référant à des directives ou normes en vigueur dans le pays. Malgré ces références, il semble que l'utilisation des écrans constatée chez les jeunes déborde largement du cadre souhaité.

4. Apport de la recherche – la littérature relative aux effets des écrans

L'impact du recours au numérique sur les enfants et adolescent-e-s fait l'objet d'une vaste littérature et la diversité des effets des « écrans » étudiés a pour conséquence d'impliquer des spécialistes issu-e-s de nombreux champs de recherche. En effet, la consultation de la littérature relative aux impacts des écrans sur les enfants et adolescent-e-s a rapidement mené au constat qu'au-delà des sciences de l'éducation, la majorité des recherches sur ce sujet émane des domaines de la santé, en particulier de la psychologie, de la psychiatrie, des neurosciences et de la pédiatrie. La multiplicité des domaines de recherche concernés par ce sujet s'explique par la complexité de la thématique et l'interdépendance des effets supposés ou éprouvés de l'exposition aux écrans, par exemple le lien entre une diminution du temps de sommeil possiblement induite par un usage excessif des écrans en soirée et l'éventuel impact subséquent sur les capacités de concentration et les performances scolaires.

En termes d'analyse de la littérature, le parti a été pris de regrouper les articles et ouvrages du corpus de littérature selon la nature de l'effet qui y était documentée : soit dans le domaine de la santé physique ou psychique, soit dans le domaine de la pédagogie (enseignement-apprentissage). Il y a lieu de préciser qu'en ce qui concerne la santé physique et psychique, l'exposition aux écrans est principalement traitée de manière générale (souvent sans distinction quant aux supports ou usages du numérique), alors que dans le domaine de l'enseignement et de l'apprentissage, ce sont plus fréquemment les effets d'utilisations spécifiques du numérique qui sont étudiées dans le cadre de leur intégration en milieu scolaire.

Le présent chapitre s'organise comme suit :

- La première section (4.1) est consacrée au domaine de la santé physique et psychique, où sont d'abord décrits les contours des deux principaux champs disciplinaires, notamment au regard des méthodes de recherche qui y sont mobilisées, pour ensuite présenter les résultats de la recherche. Ceux-ci proviennent majoritairement des revues systématiques ou des méta-analyses – où les résultats de plusieurs recherches sont documentés et synthétisés – et parfois d'articles et d'ouvrages plus spécifiques permettant d'apporter de plus amples explications sur les enjeux sous-jacents aux effets présentés.
- La deuxième section (4.2) est construite de la même façon et se focalise sur le domaine de l'enseignement-apprentissage, pour lequel les contours, les apports de la recherche ainsi que quelques résultats sont à nouveau exposés.
- La troisième section (4.3) revient sur les incertitudes et les limites de la recherche sur la problématique de l'exposition aux écrans. Elle a pour objectif de clarifier les apports et les limites de la recherche sur ce phénomène, dont les résultats concluent souvent à l'observation de corrélations et parfois (bien moins souvent) à des liens de causalité.
- La dernière section (4.4) présente une synthèse des principaux constats du chapitre.

Il y a lieu de noter qu'il existe un très grand nombre d'effets documentés dans la littérature scientifique et ce chapitre en présente uniquement une sélection. En outre, bien que les tendances principales en matière de santé soient résumées dans ce chapitre, les auteurs du présent rapport ne sont pas des spécialistes de ce domaine et un approfondissement sur ces objets nécessiterait l'apport d'expert-e-s. En ce qui concerne le lien entre les pratiques d'enseignement-apprentissage et le numérique, la littérature en sciences de l'éducation recèle un nombre important d'articles ou d'ouvrages portant sur des usages très spécifiques et il semblerait dès lors pertinent d'explorer plus avant les effets d'activités numériques données (par exemple de mémorisation ou en lien à la lecture sur écran) dans un état des lieux complémentaire, qui pourrait traiter uniquement du numérique pédagogique et des formes qu'il peut prendre en lien à des objectifs d'apprentissages ou à des modalités de travail spécifiques.

4.1 Santé physique et psychique

Le domaine de la santé invoque un grand nombre de sujets et de champs de recherche. Lorsqu'elles s'intéressent aux effets de l'exposition aux écrans, il est possible de distinguer deux regroupements distincts : celui de la santé physique et celui de la santé psychique (voire plus globalement psychosociale).

La **médecine générale** et notamment la **pédiatrie** s'intéressent tout particulièrement à la santé physique des enfants et des adolescent-e-s. Concernant l'exposition aux écrans, l'objectif principal de ces champs est l'étude de tous les comportements délétères d'un point de vue sanitaire, résultant notamment en des dysfonctionnements ou des symptômes physiologiques. Les résultats des recherches ont par exemple trait aux effets du numérique sur la vue, la fatigue, la prise de poids, les problèmes de motricité, etc., où les risques du numérique sont souvent apparentés à ceux de la sédentarité.

La **psychologie, la psychiatrie et les neurosciences** ont pour objet d'étude commun la santé mentale, les comportements sociaux et les processus cognitifs. Concernant l'exposition aux écrans, ces champs ont dans la plupart des cas pour objectif de déceler et comprendre les facteurs de troubles (ou de bienfaits) psychiques, potentiellement générés par le numérique (par exemple l'hyperactivité, les troubles du comportement, la cyberaddiction...). Les **neurosciences** portent plus particulièrement sur l'étude du cerveau en tant qu'organe à l'origine des comportements humains et de divers processus cognitifs. Elles étudient en particulier les caractéristiques du développement des différentes zones du cerveau, ainsi que de leur fonctionnement (par exemple celui des neurones et des connexions synaptiques). Une des techniques principalement employées pour étudier l'impact des stimulus externes est la **neuroimagerie** qui consiste à observer le cerveau à l'aide d'un scanner.

Certaines études relevant du domaine de la santé psychique font également référence à des processus d'apprentissage et il arrive dans ce cas que les résultats scolaires y soient invoqués. Bien que la limite soit ténue avec le domaine des sciences de l'éducation¹⁰, la psychologie, la psychiatrie et les neurosciences ont pour spécificité de chercher à comprendre des mécanismes cérébraux pointus (par exemple le processus de mémorisation) et d'étudier tous les facteurs qui y contribuent de façon générale, alors que les recherches en sciences de l'éducation portent plus fréquemment sur des méthodes d'enseignement et les apprentissages qui en résultent dans des domaines scolaires particuliers.

¹⁰ Dans les universités suisses, la psychologie et les sciences de l'éducation sont d'ailleurs souvent regroupées au sein d'une même faculté.

4.1.1 Types de recherches

En matière de santé physique et psychique, les **méthodologies employées** pour mesurer les effets du numérique recourent principalement à des méthodes de type expérimental, à l'analyse de bases de données constituées dans le cadre de diverses études (par exemple des enquêtes ponctuelles ou longitudinales), ainsi qu'aux méta-analyses des résultats de recherches déjà existants.

4.1.1.1 ...au niveau des recherches expérimentales ou de laboratoire

Les recherches expérimentales ou de laboratoire portent généralement sur des groupes *cible* et des groupes *contrôle*, où les premiers sont soumis à un traitement/stimulus et les seconds ne le sont pas. Selon le principe de contrôle « toutes choses étant égales par ailleurs », le but est d'établir un lien de causalité entre deux facteurs. Dans le domaine de la santé humaine, la possibilité de conduire ce type de recherches reste toutefois souvent limitée en raison de considérations éthiques. En effet, il est problématique d'exposer plus qu'il ne le faut des individus à un paramètre jugé néfaste. Généralement, c'est sur une base volontaire (parfois rémunérée) que des individus acceptent de « jouer les cobayes », par exemple pour tester de nouveaux médicaments. Lorsque l'expérimentation sur des êtres humains n'est pas possible, les études sont parfois menées sur les animaux : Christakis et ses collègues (Christakis, Ramirez, Ferguson, Ravinder, & Ramirez, 2018) ont par exemple étudié le développement du cerveau des souris exposées à un stimulus sensoriel simulant l'exposition aux écrans.

Les recherches de laboratoire sont en particulier conduites pour observer/mesurer les effets de différents stimulus sur l'activation de zones spécifiques du cerveau. Par exemple, en comparant les stimulus induits par la lecture sur livre et sur support numérique, il est possible de déduire dans quelle mesure l'impact cérébral des deux activités est similaire ou distinct (Baccino & Draï-Zerbib, 2015). Or, ce n'est pas parce qu'une activation cérébrale est aisément observée qu'elle peut être tout aussi aisément interprétée. Les connaissances en matière de fonctionnement cérébral ne sont souvent pas suffisamment étendues pour pouvoir comprendre des phénomènes complexes (tels que les interactions entre les différentes zones ou propriétés cérébrales permettant par exemple de résoudre un problème mathématique). Les résultats issus de ce champ de recherche sont toutefois fréquemment invoqués afin de soutenir certains arguments, par exemple relatifs aux méthodes d'apprentissage à privilégier. À ce sujet, Sander *et al.*, (2018) relèvent :

Le caractère parfois ambigu, singulier ou préliminaire de certains résultats neuroscientifiques fait qu'ils peuvent être interprétés de différentes manières par qui ne saurait – ou ne voudrait – pas transmettre la nuance avec laquelle ils ont été rapportés initialement. [...]

Il existe donc, au sein même des articles de presse [notamment], une propension à orienter le lecteur vers une certaine idée de ce que permet la recherche en neurosciences, poussant à voir dans les images du cerveau l'accès à une vérité objective, cruciale pour la compréhension de l'esprit humain. (Sander, Gros, Gvozdic, & Scheibling-Sève, 2018, p.19)

Dans tous les cas, les résultats des recherches conduites en laboratoire ou adoptant un design expérimental ne peuvent à *priori* pas être généralisés tant qu'ils ne concernent pas un échantillon suffisamment représentatif de la population étudiée. Ce type de recherches peut donc soit être exploratoire – au sens où l'objectif est d'identifier un certain nombre de paramètres agissant sur un phénomène (par exemple l'identification des zones ou fonctions cérébrales mobilisées pendant qu'un enfant regarde une émission télévisée) – soit avoir comme objectif de confirmer de premières hypothèses (par exemple le fait qu'une zone ou des fonctions sont mobilisées pendant qu'un enfant

regarde une émission et qu'elles sont différentes si l'enfant lit un livre). Les expériences conduites peuvent être plus ou moins élaborées et mener à expliquer certains fonctionnements cérébraux plus ou moins complexes.

4.1.1.2 ...d'un point de vue quantitatif

Afin de mesurer l'ampleur et l'impact d'un phénomène, tel que l'exposition aux écrans, sur les caractéristiques de santé des individus (par exemple le développement cérébral, le poids ou l'anxiété), des analyses sont généralement effectuées à partir de vastes bases de données relatives à une certaine population. Les données peuvent être récoltées à un moment précis – l'ampleur du phénomène est ainsi observée une seule fois – ou alors de manière longitudinale – en suivant les mêmes individus à différents intervalles de temps – afin d'observer l'évolution d'un phénomène.

Dans le cas des études qui nous intéressent, les bases de données doivent comprendre une mesure de l'exposition aux écrans – généralement le temps d'utilisation qui est renseigné par les participants à l'étude – et de l'état de santé physique ou psychique – généralement mesuré à l'aide d'exams cliniques ou de questionnaires.

En matière de développement cérébral, l'exemple de l'étude *Adolescent Brain Cognitive Development* (ABCD)¹¹ est particulièrement intéressant, car il s'agit de la plus vaste étude longitudinale conduite dans ce domaine. En suivant une cohorte d'un peu moins de 12'000 enfants de 9-10 ans jusqu'à l'âge de 21 ans, ce projet américain vise à documenter le fonctionnement et le processus de développement cérébral – qui semble rester passablement méconnu pour l'heure malgré les avancées technologiques en neuroimagerie – en vue de l'établissement de normes. L'importance de cette étude réside dans la possibilité d'établir des valeurs de référence – comme il en existe en matière de développement physique – afin de pouvoir réellement juger de l'impact d'un stimulus particulier sur le développement cérébral ou des fonctions cognitives particulières.

En partant des données récoltées par ABCD, Paulus *et al.*, (2019) ont par exemple croisé certaines caractéristiques de développement cérébral et les données relatives à l'usage de supports numériques, afin d'en déduire une éventuelle incidence de ceux-ci sur le développement et fonctionnement du cerveau (ou d'une zone spécifique de celui-ci). Bien que certaines associations aient pu être observées, il est précisé qu'elles sont fort complexes et l'étude conclut dès lors qu'il demeure nécessaire « *d'étudier [plus avant] comment divers usages des médias numériques influencent [...] des fonctions cognitives spécifiques et quel impact cela a tout au long du développement* ». ¹² (Paulus *et al.*, 2019, p. 151)

4.1.1.3 ...au niveau des méta-analyses et revues de littérature

Les méta-analyses désignent quant à elles la revue systématique d'un ensemble de résultats de recherches relatifs à un phénomène donné (Scheen, 2003). À l'aide d'analyses statistiques, cette méthode permet de comparer et d'évaluer la qualité de plusieurs recherches répertoriées portant sur un même objet, afin d'estimer l'impact et la portée d'un phénomène et d'en dresser des conclusions. Elles sont fréquemment utilisées dans les domaines médicaux afin d'attester par exemple de l'efficacité d'un traitement médical ou pour définir l'impact de certains comportements (dont notamment l'usage du numérique – voir par exemple Adelantado-Renau *et al.*, (2019)). Ce type de recherche se différencie des autres revues de littérature, lesquelles présentent l'état de la recherche à propos d'une problématique, sans pour autant suivre une méthodologie d'analyse systématique des données et sans en évaluer la fiabilité selon des critères statistiques.

¹¹ <https://abcdstudy.org/about/history/>

¹² Traduction libre de l'anglais au français

Par exemple, la méta-analyse de Carter, Rees, Hale, Bhattacharjee, & Paradkar, (2016) combine et analyse les résultats de 20 études conduites entre 2011 et 2015 relatives au sommeil et à son association avec l'accès et l'usage de dispositifs numériques mobiles. Ce corpus de recherche permet ainsi de qualifier l'impact du phénomène sur une population de plus de 125'000 enfants et adolescent-e-s (entre 6 et 18 ans), ce qui n'est que difficilement faisable dans le cadre d'une seule étude de moindre ampleur.

4.1.2 Effets des écrans sur la santé physique

Les résultats de recherches relatifs aux effets de l'exposition aux écrans sur la santé physique des enfants et jeunes adultes portent quasi exclusivement sur de possibles dysfonctionnements ou symptômes physiologiques. De nombreuses recherches ont été conduites sur ce phénomène depuis environ 40 ans, notamment depuis la démocratisation de l'accès aux télévisions, dont presque tous les foyers disposent désormais en Occident. Les effets relatifs à la télévision ont été abondamment étudiés alors que ceux des nouveaux supports (ordinateur, tablette ou smartphone) en sont encore à leurs prémices (Courbet & Fourquet-Courbet, 2019).

En termes d'usages du numérique, les études sur les effets de la télévision portent principalement sur le temps consacré à la consultation de contenus vidéos. Quand d'autres supports sont inclus dans les études, **la mesure utilisée regroupe généralement l'ensemble du temps des activités consacrées à l'utilisation de supports numériques**, ce qui est généralement nommé *Screen Media Activities* (activités sur médias et écrans). Le type d'usage des supports avec écran n'est que rarement spécifié et beaucoup d'études concluent en estimant qu'il y aurait lieu d'affiner les analyses en tenant compte de la nature d'activités/usages spécifiques.

Dans le champ de la santé physique, **quatre effets nocifs sont les plus fréquemment mentionnés** dans la littérature consultée : le surpoids et l'obésité, les affections cardio-vasculaires et métaboliques, la disruption de la quantité et qualité du sommeil et les atteintes à la vision. Parmi ceux-ci, les problèmes liés au poids et les affections cardio-vasculaires sont deux effets qui sont souvent associés au caractère sédentaire des activités numériques.

Le temps d'écran chez les enfants et les adolescent-e-s est également associé avec une grande variété de problèmes de santé tels que l'hypertension artérielle, le syndrome métabolique et le surplus de poids. Ce n'est là que la pointe de l'iceberg car en plus de favoriser la sédentarité, l'exposition aux écrans semble entraver le sommeil qui, lorsque sa durée est trop courte, est également associé avec la prise de poids. (Institut national de santé publique du Québec, 2016, p. 4)

Bien qu'une corrélation soit fréquemment observée entre l'usage du numérique et les problèmes de santé (les deux suivant une courbe croissante, ce qui signifie que plus il est passé de temps à utiliser des supports numériques, moins la santé semble être « bonne »), des liens de causalité directs ne sont pas systématiquement établis entre les deux phénomènes. De nombreux autres facteurs semblent entrer dans l'équation et il est fréquemment suggéré que les liens observés entre l'utilisation du numérique et les problèmes de santé sont en réalité la conséquence plus générale d'un **mode de vie excessivement sédentaire** (cf. sous-section 4.1.2.1).

[...] La majorité des activités devant un écran sont principalement sédentaires et comportent donc les risques associés à un tel type d'activité. (Institut national de santé publique du Québec, 2016, p. 5)

De plus, les résultats d'études portant sur des enfants fréquemment ou excessivement exposé-e-s aux *écrans* laissent supposer que la surexposition aux écrans pourrait elle-même être le syndrome d'autres maux ou comportements délétères, résultant généralement en un manque d'activités physiques et d'interactions sociales ainsi que d'habitudes alimentaires malsaines (telles que le grignotage) (Archimi, Eichenberger, Kretschmann, & Jordan, 2016 ; Dubreu-Béclin, 2018). **Ces effets sont particulièrement prégnants dans la petite enfance, pour laquelle il a fréquemment été constaté une forte corrélation entre un retard de développement et le temps passé devant, notamment, la télévision ou des programmes télévisés** (Adelantado-Renau *et al.*, 2019). Tisseron (2018) souligne à cet égard qu'il est difficile d'étudier la problématique de l'exposition aux écrans indépendamment de la thématique plus globale de la parentalité. Il entend par là que les divers troubles précités ont vraisemblablement tous comme cause commune **des facteurs liés au contexte et au mode de vie familial plus large**.

Bien qu'il soit difficile de pouvoir clairement établir l'impact de l'exposition aux écrans sur le développement des enfants et des adolescent-e-s, Corniou (2019) et Tisseron (2018) indiquent que les comportements à privilégier pour un développement sain sont en revanche connus et ils souscrivent dès lors à la **promotion de bonnes pratiques** plutôt qu'à la condamnation des mauvaises. On sait par exemple que le développement des très jeunes enfants (moins de 5 ans) nécessite essentiellement des interactions avec des êtres vivants et l'environnement physique immédiat, participant à la construction de repères spatiaux et l'appropriation des fonctions sensorimotrices.

4.1.2.1 Caractère sédentaire des activités sur écran

La sédentarité se définit comme un mode de vie qui se caractérise par deux facteurs principaux : un temps excessif passé en position assise ou allongée (durée d'immobilisme) et un manque d'activités physiques (en termes de fréquence et d'intensité). Les deux facteurs sont en principe indépendants (LeBlanc *et al.*, 2017 ; Wilmot *et al.*, 2012), étant par exemple entendu qu'une personne peut passer beaucoup de temps en position assise (par exemple devant un ordinateur) dans le cadre de son activité professionnelle tout en exerçant une activité physique suffisante en dehors de ces heures pour contrebalancer – au moins en partie – de potentiels effets nocifs liés à la sédentarité.

Parmi les recherches portant sur les comportements sédentaires et leur impact sur la santé physique des individus, la variable « temps d'écran » occupe une place de plus en plus importante (tel que constaté dans la revue systématique de Biddle, García Bengoechea, & Wiesner, 2017). Comme mentionné plus haut, la nature des activités numériques (usages) et des supports (tablette, télévision, etc.) n'y est que rarement prise en compte car c'est le temps global des activités sur écran – assimilé à de l'immobilisme (position assise ou allongée) – qui intéresse les recherches portant sur l'impact des activités sédentaires.

L'importance des comportements sédentaires peut être mesurée de deux manières : auto-reportés par l'individu lui-même (par les parents lorsqu'il s'agit d'enfants) ou mesurés à l'aide d'instruments spécifiques (tels que les podomètres/accéléromètres – LeBlanc *et al.*, 2017). Les études qui nous intéressent ici sont celles dont les données sont auto-reportées par les individus, car elles permettent de distinguer spécifiquement les temps d'écran (Saunders, Chaput, & Tremblay, 2014) sur l'ensemble de la mesure du temps sédentaire qui peut avoir comme origine d'autres activités nécessitant une position immobile (lire, écrire, conduire, etc.). En termes de propension à passer du temps immobile, Courbet & Fourquet-Courbet (2019, p. 134) indiquent notamment que « *certaines travaux montrent que lorsqu'on interrompt la télévision, les enfants la remplacent par d'autres activités tout aussi sédentaires* », et que des recherches supplémentaires doivent être menées pour pouvoir établir un réel lien de causalité entre activité physique et temps d'écran.

En comparaison à d'autres activités sédentaires sans écran, Carson *et al.*, (2016 p. 258) indiquent que « [...] une durée de visionnage plus longue de la télévision et/ou un temps d'écran plus long étaient associés à une santé défavorable. Un gradient a été observé entre les indicateurs de santé, indiquant qu'un comportement moins sédentaire, en particulier le temps passé devant l'écran, était associé à une meilleure santé »¹³. Même s'il est stipulé que de nouvelles données et analyses devraient confirmer cette association, cette tendance est également observée dans le cadre d'autres études (LeBlanc *et al.*, 2017 ; Saunders *et al.*, 2014 ; Tremblay *et al.*, 2011) et laisse supposer que certaines spécificités du numérique concourent à des effets délétères sur la santé physique. À cet égard, Courbet et Fourquet-Courbet (2019) relèvent notamment une propension à des comportements alimentaires problématiques, qui seront développés à la sous-section 4.1.2.2.

Par ailleurs, les **affections cardio-vasculaires** (hypertension, insuffisance cardiaque, diverses affections métaboliques, tel que le diabète) sont souvent étudiées dans le cadre des études en lien aux comportements sédentaires et aux problèmes de poids (Carson *et al.*, 2016), où des associations avec les temps d'écran sont observées (Saunders *et al.*, 2014 ; Tremblay *et al.*, 2011). Toutefois, à l'heure actuelle, les données ne permettent pas d'établir l'existence d'une causalité entre l'exposition aux écrans et le développement de maladies cardio-vasculaires et métaboliques (Stiglic & Viner, 2019), l'hétérogénéité des résultats empiriques étant trop importante.

4.1.2.2 Surpoids et obésité

Les indicateurs de surpoids et d'obésité sont mesurés à partir de l'*indice de masse corporelle* d'une personne (IMC – ou BMI en anglais) et évalués sur la base des critères de croissance nationaux ou internationaux (par exemple l'échelle définie par Cole, Bellizzi, Flegal, & Dietz, 2000). Parmi les indicateurs sur le poids, certaines études évoquent également le degré d'adiposité (accumulation de graisse dans les tissus cellulaires, toujours mesurée à partir de l'IMC).

Les études portant sur la relation entre la consommation des écrans et les problèmes de poids chez les jeunes font état de corrélations plus ou moins significatives selon le type d'écran (Bawaked *et al.*, 2020 ; Carson *et al.*, 2016 ; Fang, Mu, Liu, & He, 2019 ; LeBlanc *et al.*, 2017, 2012). Parmi les différentes activités sur écran, regarder la télévision est celle présentant l'association la plus importante avec le surpoids et l'obésité, alors que l'utilisation de l'ordinateur et des jeux vidéo l'est moins (Courbet & Fourquet-Courbet, 2019 ; Rey-López, Vicente-Rodríguez, Biosca, & Moreno, 2008 ; Stiglic & Viner, 2019).

Ces revues systématiques couvrent globalement l'âge de la scolarité (entre 6 et 18 ans), mais ne permettent pas de distinguer d'éventuelles différences selon l'âge. Seule une étude – focalisant sur la petite enfance, entre 0 et 4 ans (LeBlanc *et al.*, 2012) – indique la même association entre un usage excessif des écrans et le risque d'accroître le degré d'adiposité dans les années suivantes.

L'ensemble des résultats suggère donc qu'une consommation excessive des écrans (souvent évaluée à plus de 2-3 heures par jour) comporte un risque de surpoids, voire d'obésité chez les enfants et les adolescent-e-s. Bien que la durée de l'exposition aux écrans est un facteur présentant une relation relativement claire, il n'existe pas de données permettant de déterminer un seuil critique en termes d'heures quotidiennes passées devant un écran (Stiglic & Viner, 2019).

Au-delà d'une propension à moins se dépenser physiquement (caractère sédentaire), Courbet & Fourquet-Courbet (2019) associent le temps d'écran à trois comportements concourant à la prise de poids :

¹³ Traduction libre de l'anglais au français

- **La prise de repas et le grignotage devant un écran** résultent en une prise de calorie immédiate. Lorsque des repas sont consommés devant un écran, la sensation de satiété est retardée et résulte en l'absorption de quantité de nourriture plus importante. Le grignotage s'opère en dehors des repas, mais semble être plus important chez les jeunes passant un temps important sur les écrans ; cette propension au grignotage semble toutefois dépendre du contenu consulté ou du type de jeu sur console vidéo.
- **Les mauvaises habitudes alimentaires** ont souvent pour origine l'exposition à des publicités pour des produits de mauvaise qualité nutritionnelle, qui sont fréquemment présentes sur certains contenus numériques (notamment télévisés, mais également sur des sites internet, des jeux vidéo ou des réseaux sociaux). Fortement liées aux stratégies marketing des lobbies agroalimentaires, « *on ne s'étonnera pas que des études longitudinales aient montré que le visionnage de programmes éducatifs, sans publicité, n'était pas positivement relié avec le surpoids et l'obésité chez les enfants* ». (*ibid*, p. 134)
- **La durée de sommeil insuffisante** – puisqu'elle peut elle-même résulter d'une exposition aux écrans inadaptée (en particulier en soirée, *cf.* sous-section 4.1.2.3) – constitue un facteur concourant à développer de l'obésité, en raison notamment de perturbations sur le plan hormonal (par exemple : leptine, ghréline) qui peut induire une dépense énergétique moindre, plus de stockage de graisses et une augmentation de la sensation de faim.

Enfin, il est à noter que plusieurs chercheur-e-s (Fang *et al.*, 2019 ; LeBlanc *et al.*, 2017 ; Stiglic & Viner, 2019) soulignent le manque d'études permettant d'attester l'existence d'une causalité entre les risques de surpoids/obésité et la consommation excessive des écrans dans une position sédentaire. De même, les recherches manquent pour distinguer le contexte d'usage, les contenus consultés et les supports numériques plus récents tels que les smartphones et les tablettes.

4.1.2.3 Sommeil

Les revues systématiques consultées traitent de plusieurs dimensions du sommeil, notamment sa qualité, sa durée, le temps de latence d'endormissement (temps nécessaire pour s'endormir), le nombre d'insomnies et la somnolence diurne (Carter *et al.*, 2016 ; Hale & Guan, 2015 ; Janssen *et al.*, 2020). En lien à l'exposition aux écrans, deux phénomènes sont spécifiquement étudiés : le temps total d'exposition et l'exposition dite nocturne (par exemple au cours de l'heure précédant le coucher).

En ce qui concerne le temps global d'écran, il est corrélé négativement avec l'ensemble des dimensions du sommeil (Costigan, Barnett, Plotnikoff, & Lubans, 2013 ; Hale & Guan, 2015 ; Janssen *et al.*, 2020), c'est-à-dire que plus le temps d'écran augmente, moins les dimensions du sommeil sont bonnes. Des durées de sommeil plus courtes et des heures tardives du coucher nocturne sont en outre spécifiquement associées avec les temps d'écran du soir, en particulier ceux ayant lieu juste avant le coucher (Carter *et al.*, 2016 ; Courbet & Fourquet-Courbet, 2019 ; Janssen *et al.*, 2020 ; Lissak, 2018). Ces associations négatives sont confirmées tant pour les jeunes enfants (entre 0 et 4 ans, Janssen *et al.*, 2020) que pour les enfants d'âge scolaire et les adolescent-e-s (Belanger, Akre, Berchtold, & Michaud, 2011 ; Hale & Guan, 2015). Des comparaisons plus précises entre certaines tranches d'âges ne sont pas disponibles.

Il semble toutefois demeurer complexe d'expliquer les facteurs impliqués dans la relation entre sommeil et écrans, certainement parce que les mécanismes du sommeil sont régulés par de nombreux autres facteurs (on sait par exemple que le poids et l'alimentation entrent dans cette équation : Hale & Guan, 2015 ; Magee & Hale, 2012). Quelques caractéristiques des écrans impactant sur le sommeil sont néanmoins mises en évidence par certain-e-s auteur-e-s (Leblanc *et al.*, 2017 ; Janssen *et al.*, 2020 ; Lissak, 2018) :

- **La lumière bleue** transmise par les LED (diodes électroluminescentes) est associée par le cerveau à la lumière du jour, ce qui perturbe le rythme circadien de l'individu (en diminuant la sécrétion de mélatonine, dite « hormone du sommeil ») qui agit sur l'endormissement. L'individu reste ainsi éveillé plus longtemps et son moment d'endormissement est retardé.
- **L'excitation** provoquée par les contenus transmis sur écran peut entraver l'endormissement, notamment pour les individus (aussi bien jeunes qu'adultes) qui se sentent émotionnellement investis. Ce processus intervient en particulier pour les réseaux sociaux et les jeux vidéo, et peut être associé à une forme de peur « [...] de *manquer quelque chose* ». Carter *et al.*, (2016) indique notamment que les risques d'effets délétères sur le sommeil augmentent lorsque l'enfant a accès à un appareil numérique dans sa chambre, même si celui-ci n'est pas utilisé.
- Le type de support numérique peut également influencer différemment le sommeil : la télévision semble avoir des effets négatifs surtout sur la qualité du sommeil, alors que les dispositifs portables (tels que tablettes ou smartphones) semblent plutôt impacter la quantité de sommeil chez les enfants ; Hale & Guan (2015) estiment que c'est le caractère interactif des smartphones ou des tablettes qui retardent le moment d'endormissement, par exemple en raison des notifications audibles.

4.1.2.4 Affections aux yeux et à la vision

La myopie, la fatigue oculaire, la sensation de brûlure, l'irritation, la sécheresse ou encore les maux de tête sont les symptômes les plus fréquemment documentés dans les études sur la vue en lien à l'utilisation de supports numériques. En relation avec ceux-ci, ce sont principalement les spécificités techniques des supports numériques (luminosité, taille de l'écran...), la durée et la fréquence d'utilisation qui sont étudiées (Lissak, 2018 ; Straker, Harris, Joosten, & Howie, 2018).

Pour désigner l'ensemble de ces symptômes, des spécialistes parlent du syndrome de vision informatique, appelé aussi fatigue oculaire numérique (en anglais *computer vision syndrome* ou *digital eye strain*) : « *il s'agit de la combinaison de problèmes oculaires et visuels associés à l'utilisation d'ordinateurs (y compris les ordinateurs de bureau, les ordinateurs portables et les tablettes) et d'autres écrans numériques (par exemple les smartphones et les appareils électroniques de lecture)* »¹⁴ (Rosenfield, 2016, p. 1). Principalement étudié auprès d'adultes et d'étudiant-e-s universitaires (Coles-Brennan, Sulley, & Young, 2019), ce syndrome – directement lié à une importante utilisation des supports numériques (notamment sur le plan professionnel) – semble attesté chez l'adulte et nécessiterait d'être exploré chez les enfants et adolescent-e-s (Akinbinu & Mashalla, 2014 ; Rosenfield, 2016).

Concernant cette jeune population et en l'absence de méta-analyses trouvées sur ce sujet, les associations entre l'exposition aux écrans et la fatigue oculaire numérique ne semblent pas faire consensus et il est difficile de se prononcer quant à la présence d'un lien sans équivoque. La difficulté à établir des résultats concluants réside en outre dans la façon dont la *fatigue oculaire numérique* est mesurée, car elle est généralement auto-diagnostiquée par les participant-e-s aux études, ce qui implique une grande subjectivité. Par exemple, deux recherches récentes portant sur des enfants et adolescent-e-s n'arrivent pas aux mêmes conclusions (Straker *et al.*, 2018 ; Toh *et al.*, 2020) :

- Dans leur étude sur environ 900 élèves australien-ne-s de 10 à 19 ans, Straker *et al.*, (2018) indiquent que les symptômes visuels (*syndrome de vision informatique*) sont corrélés positivement avec une utilisation croissante des supports avec écrans (en particulier les tablettes et smartphones).

¹⁴ Traduction libre de l'anglais au français

- À l'inverse, dans une étude conduite à Singapour sur environ 1700 élèves de 10 à 19 ans, Toh *et al.*, (2020) indiquent qu'aucune corrélation n'a pu être observée sur ces mêmes symptômes visuels.

Concernant des affections de la vision et la myopie en particulier, les résultats consultés ne permettent pas de dresser des conclusions claires quant à une association avec l'usage des écrans (Lanca & Saw, 2020 ; Lissak, 2018 ; Straker *et al.*, 2018 ; Toh *et al.*, 2020), malgré le constat de la forte augmentation de cas de myopie dans les dernières décennies. En effet, nombreux facteurs peuvent intervenir de manière plus ou moins importante dans le développement de la myopie, par exemple le temps passé à l'extérieur (avec une stimulation de la lumière différente favorisant la sécrétion de dopamine) et le mode de vie qui peut lui-même être lié/déterminé selon la relation aux écrans (utilisation excessive ou trop sédentaire).

Afin de mieux comprendre le phénomène de *fatigue oculaire numérique* et de permettre une meilleure prise en charge ophtalmologique dans le futur, Akinbinu & Mashalla (2014) et Rosenfield (2016) ont listé un certain nombre de facteurs concourant à l'apparition ou à la prévention de ce syndrome : **la taille des caractères et les caractéristiques des contenus consultés à l'écran (polices, mise en page,...), l'éclairage de l'écran** (éblouissement ou trop faible éclairage), **l'ergonomie du cadre de visionnage** (distance avec l'écran, inclinaison et hauteur par rapport aux yeux) ou **la lumière bleue émise par l'écran**.

En ce qui concerne la lumière bleue émise par les écrans (appelée aussi HEV – *Haute Énergie Visible*) et au-delà des effets sur le sommeil présentés dans la sous-section précédente (*cf.* 4.1.2.3 Sommeil), il n'existe pas de preuve permettant d'affirmer qu'elle puisse endommager les yeux. De plus, la diversité des supports numériques possédant un écran (par exemple par rapport à leur possible manipulation et la grandeur de l'écran) amène à des symptômes très variés, rendant plus difficile d'en comprendre la cause (Coles-Brennan *et al.*, 2019). Néanmoins, Rosenfield (2016) précise que **les enfants pourraient être plus sensibles à la lumière bleue** à cause de la transparence de leur cristallin.

4.1.2.5 Ergonomie et posture

Au-delà de ces affections aux yeux et à la vision, l'environnement de travail et les conditions de visionnage peuvent avoir des effets sur la posture et conduire à des problèmes musculo-squelettiques. Ces maux (tels que les douleurs au dos, au cou, aux épaules et parfois à d'autres membres comme les bras ou les mains) font également partie des symptômes du *syndrome de vision informatique* et apparaissent souvent dans les troubles potentiels liés à l'ergonomie de l'environnement de travail (Coles-Brennan *et al.*, 2019). Ces problèmes sont notamment étudiés dans le champ de l'**ergonomie**, où les chercheurs s'intéressent désormais à l'interaction entre l'individu et les machines, en l'occurrence à l'adaptation des caractéristiques physiques avec celles des ordinateurs, tablettes ou autres dispositifs technologiques. Pour réduire le risque de problèmes musculaires, plusieurs recommandations existent pour aménager les postes de travail et l'équipement informatique (par exemple : les conseils fournis par uniSante¹⁵ ou les exigences établies par le SECO¹⁶).

Au niveau de la recherche, l'association entre l'utilisation des écrans (ordinateurs ou dispositifs mobiles) et les problèmes musculo-squelettiques est mise en évidence dans plusieurs études, **sans que les résultats fassent pour autant consensus** (Moom & Singh, 2018 ; Wærsted, Hanvold, & Veiersted, 2010). Pour ce qui concerne les dispositifs numériques mobiles, les symptômes musculo-

¹⁵ <https://www.unisante.ch/fr/mandats-services/sante-entreprise/prevention-risques-professionnels/ergonomie-postes-travail>

¹⁶ <https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Arbeit/Arbeitsbedingungen/gesundheitschutz-am-arbeitsplatz/Ergonomie.html>

squelettiques peuvent varier en raison de la posture non traditionnelle adoptée : tablettes et smartphones sont souvent utilisés sur le canapé, debout ou encore dans les transports publics, alors que l'ordinateur est d'habitude utilisé dans une position assise au bureau (Toh, Coenen, Howie, & Straker, 2017).

Tout comme pour le syndrome de vision informatique, les recherches sur les facteurs ergonomiques portent principalement sur les adultes et les étudiant-e-s universitaires (Xie, Szeto, & Dai, 2017), et le manque d'informations sur la présence de tels maux chez les enfants et adolescent-e-s (notamment en lien avec l'utilisation des écrans à la maison et dans le cadre scolaire) est souligné dans certaines recherches (Dockrell, Earle, & Galvin, 2010).

4.1.3 Effets des écrans sur la santé psychique

En matière de santé mentale ou psychique, les maux les plus fréquemment documentés en lien à l'exposition aux écrans semblent être la dépression, l'anxiété, les troubles de l'alimentation, ainsi que les problèmes d'inattention, d'hyperactivité, d'internalisation (gestion des émotions) et liés à l'estime de soi (Stiglic & Viner, 2019 ; Suchert, Hanewinkel, & Isensee, 2015). Ci-après sont présentés les résultats d'études portant sur quelques-uns de ces éléments.

4.1.3.1 Anxiété et dépression

Dans les recherches sur les effets des écrans, l'anxiété est souvent étudiée avec les symptômes de dépression, étant estimé que toutes deux font partie des problèmes d'internalisation liés à la capacité de gérer et intérioriser ses propres émotions.

Sans qu'un réel consensus ne semble émerger des résultats de recherches, quelques études ont montré qu'un temps d'écran important (plus de 2 heures par jour) est faiblement associé à une plus grande sévérité des symptômes de dépression et d'anxiété chez les jeunes (Stiglic & Viner, 2019 ; Suchert, Hanewinkel, & Isensee, 2015).

Concernant les différents supports et usages, des études indiquent notamment que :

- Les **jeux vidéo** sont associés à la fois à l'anxiété et à la dépression (Maras *et al.*, 2015). Des bénéfices sont parfois également observés pour certains types de jeux vidéo par rapport à la socialisation, car ils peuvent favoriser la construction de compétences sociales, comme le travail coopératif dans l'atteinte d'un objectif commun (LeBlanc *et al.*, 2017).
- L'utilisation de l'**ordinateur** est associée uniquement aux symptômes de la dépression.
- Aucune corrélation n'est observée entre ces symptômes et la **télévision**.
- Les résultats font état d'un effet dit en « U » pour l'utilisation d'**internet**, ce qui signifie qu'une consommation excessive ou à l'inverse quasi inexistante tend à accentuer les symptômes dépressifs, et que les mêmes effets ne sont pas observés lorsque l'utilisation d'internet est modérée (Belanger *et al.*, 2011).

Certaines études parlent même de bénéfices liés aux symptômes dépressifs, où certains usages (tels que les échanges et la communication) ont été associés à de moindres symptômes dépressifs, notamment pour les adolescent-e-s dont les relations amicales/sociales sont perçues comme de mauvaise qualité en dehors du monde virtuel (LeBlanc *et al.*, 2017). Pour ces jeunes qui peuvent notamment être stigmatisé-e-s dans le « monde réel », l'opportunité de s'affilier à des personnes et de développer des relations avec les pairs tend plutôt à être bénéfique.

Même lorsque des associations/corrélations sont constatées, les résultats consultés ne permettent pas d'établir des liens de causalité entre les symptômes dépressifs et l'exposition aux écrans. De plus, des chercheur-e-s se questionnent sur le sens de la corrélation (Elhai, Dvorak, Levine, & Hall, 2017). En effet, une relation inverse semble également être possible, par exemple des situations où les jeunes souffrant de dépression ou d'anxiété utilisent davantage les écrans (en l'occurrence les smartphones) pour faire face à leurs émotions négatives. D'autres facteurs peuvent par ailleurs intervenir et participer de manière plus ou moins importante à l'apparition de symptômes dépressifs. Li *et al.*, (2019) mettent par exemple en lumière les liens entre les perturbations du sommeil (durées, temps d'endormissement et insomnies), l'usage des écrans et les symptômes dépressifs. Certaines activités sur écran (telles qu'échanger des messages, surfer sur internet, regarder des films ou la télévision) peuvent amener à des troubles du sommeil (cf. sous-section 4.1.2.3), lesquels peuvent à leur tour conduire à des symptômes dépressifs.

4.1.3.2 Estime de soi

La relation entre l'estime de soi des jeunes et l'exposition aux écrans semble être indéterminée. Selon une revue systématique menée en 2019 (Stiglic & Viner, 2019), certaines recherches ne constatent aucun lien, alors que d'autres études observent qu'un temps d'écran élevé est associé à une moindre estime de soi des adolescent-e-s.

Cette ambiguïté dans les résultats semble résider dans la manière dont l'estime de soi est définie et mesurée (Jackson, von Eye, Fitzgerald, Zhao, & Witt, 2010). L'estime de soi (et les notions qui s'y apparentent) est généralement mesurée par des questionnaires auto-reportés qui ont été validés scientifiquement, par exemple l'échelle d'estime de soi de Rosenberg (pour une liste complète, voire Carson *et al.*, 2016). Or, dans les revues systématiques consultées, les études prennent en considération tout à la fois les notions d'*estime de soi*, de *concept de soi* (cognitif, social et physique) ainsi que le *sentiment d'auto-efficacité* (Carson *et al.*, 2016 ; Suchert *et al.*, 2015 ; Tremblay *et al.*, 2011), sans qu'il ne soit pas toujours possible de distinguer sur quel aspect porte plus précisément les résultats.

À l'instar de la dépression et de l'anxiété, une relation inverse entre l'estime de soi et l'utilisation des écrans est également envisagée (comme suggéré par Braig *et al.*, 2018), ce qui signifierait que des jeunes ayant une faible estime de soi pourraient consommer davantage d'écrans.

Il y a lieu de souligner ici que de nombreuses campagnes de prévention portent sur les risques de certains réseaux sociaux d'impacter l'estime de soi (des adolescent-e-s en particulier). Suchert *et al.*, (2015) indique à ce sujet que la tendance à se comparer à ses pairs (en termes de standards de beauté et de compétences) est accentuée par les réseaux sociaux et certains programmes télévisés, ce qui peut effectivement résulter en des effets néfastes sur l'estime de soi au cours de l'adolescence.

4.1.3.3 Agressivité et violence

Les résultats de la recherche à propos d'éventuels impacts des écrans sur l'agressivité et la violence chez les enfants ne sont pas concluants. Le seul facteur qui semble faire consensus au sein de la communauté scientifique est la nature des contenus transmis sur écran.

Dans sa revue de littérature, Lissak (2018) explique par exemple que l'association observée dans certaines études entre un temps d'écran important et une propension à des comportements agressifs est notamment liée aux contenus de nature violente transmis à la télévision ou dans les jeux vidéo. L'influence de ces contenus sur les comportements fait l'objet d'études depuis plus de 40 ans (Girandola, 2004). L'Académie américaine de pédiatrie a observé trois effets majeurs de l'exposition aux images violentes (Committee on Public Education, 2001) :

- une plus grande probabilité de recourir à l'agressivité verbale et physique ;
- une tendance à accepter plus facilement certaines formes de violence (en raison de l'habitude) ;
- une propension à un repli sur soi et à avoir le sentiment de vivre dans un monde malveillant.

Dans plusieurs revues systématiques, la violence et l'agressivité sont ainsi abordées parmi les indicateurs de comportements (Carson *et al.*, 2016 ; LeBlanc *et al.*, 2012 ; Tremblay *et al.*, 2011). De manière plus générale, les études portant sur les écrans traitent également des effets sur l'empathie et les comportements antisociaux (Lissak, 2018).

4.1.3.4 Inattention et hyperactivité

Les recherches portant sur l'association entre l'exposition aux écrans et l'inattention et l'hyperactivité des jeunes se réfèrent plus globalement au trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH). Il s'agit d'un diagnostic reconnu par le DSM¹⁷, qui est défini comme un trouble neurologique présentant notamment les caractéristiques suivantes : manque d'attention, comportement impulsif et hyperactivité.

Concernant le développement du TDAH en relation à l'exposition aux écrans, les résultats des recherches sont relativement disparates et aucun lien de causalité ne peut ainsi être établi. Certaines études ont toutefois mené aux constats de l'existence de liens significatifs (Suchert, Hanewinkel, & Isensee, 2015), indiquant notamment qu'un temps important passé devant les écrans (notamment la télévision) pendant l'enfance est un prédicteur significatif de l'apparition de problèmes d'inattention/hyperactivité.

Face au constat d'une tendance à rester plus longtemps attentif lors d'activités sur écran, plusieurs auteur-e-s (Freund, 2018 ; Harlé & Desmurget, 2012) recherchent des explications en lien à deux systèmes attentionnels intimement liés :

- **L'attention volontaire ou sélective** consiste en la capacité, par la volonté, de se concentrer ; il s'agit d'un système de contrôle volontaire qui se situe dans le cortex préfrontal et dont on sait désormais que le développement se poursuit jusqu'à l'âge de 25 ans.
- **L'attention réflexe** est la capacité à réagir rapidement à un stimulus externe (lumineux, sonore ou de mouvement) ; comme son nom l'indique, il s'agit d'un réflexe automatique. Son expression est jugée problématique lorsqu'elle est trop impulsive et vient perturber des moments nécessitant une attention soutenue. Il est possible de travailler à l'atténuation de la sensibilité de ces réflexes.

Devant un écran, l'enfant est exposé à plusieurs stimulus très rapides, ce qui tend à fortement mobiliser son attention réflexe. Cette importante stimulation épuise l'ensemble du système attentionnel et se réalise donc au détriment de la concentration et de l'attention volontaire, nécessaires pour persévérer dans une activité. C'est notamment pour cette raison que l'utilisation des écrans le matin par les enfants et adolescent-e-s est jugée néfaste, car la sollicitation de l'attention réflexe peut résulter en la diminution des capacités d'attention volontaire durant le reste de la journée, notamment pour les tâches scolaires. Dans la même lignée, des études expérimentales amènent à l'hypothèse selon laquelle le débit élevé des stimulus présents sur écran conduirait à des problèmes d'attention et à une augmentation de l'impulsivité (Christakis *et al.*, 2018) ; la vitesse du rythme des vidéos et des programmes sur écran semblant en outre induire une stimulation sensorielle excessive chez les enfants de bas âge (moins de 3 ans).

¹⁷ Le manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux, publié par l'Association américaine de psychiatrie.

Au-delà de la stimulation visuelle, un autre facteur pouvant expliquer l'attention accrue devant les écrans est le mécanisme de récompense qui est présent dans certains jeux vidéo ou sur les réseaux sociaux. Le fait de recevoir une récompense immédiate (se traduisant par exemple par des « likes », le passage à un nouvel environnement ou niveau de jeu) semble contribuer à augmenter la dopamine, responsable du sentiment de plaisir et peut résulter en une forme d'addiction. La présence de récompenses continues semble de plus augmenter la désinhibition et la réactivité ainsi que consolider l'inattention, des caractéristiques propres au diagnostic du TDHA (Lissak, 2018).

Il y a enfin lieu de noter que certains bénéfices liés à l'utilisation des jeux vidéo d'action sont également mentionnés (Bediou *et al.*, 2018). Ceux-ci portent notamment sur les compétences cognitives, d'attention et de perception des jeunes ayant utilisé de manière modérée de tels jeux vidéo. Selon Sander *et al.*, (2018), il semblerait même que les jeux vidéo d'action contribuent à réguler l'impulsivité et à développer la capacité de maintenir une attention volontaire soutenue.

4.1.3.5 Fonctions et développement cognitifs

Dans la littérature consultée, le développement cognitif est mesuré par différentes capacités selon l'âge des individus (par exemple : chez les enfants de 4 ans, ce sont le développement langagier ou l'attention qui sont souvent évoqués) (LeBlanc *et al.*, 2012). Les capacités cognitives font référence à un vaste domaine et peuvent être mesurées de multiples façons :

- par les performances scolaires des enfants (*academic performances, academic achievement*) qui peuvent être auto-reportées, basées sur des résultats scolaires officiels ou sur les résultats d'épreuves standardisées ; ce qui est entendu par « capacités cognitives » est alors basé sur la représentation qu'ont les parents (ou l'enfant/adolescent-e) des performances, du référentiel d'évaluation utilisé par les enseignant-e-s ou par l'institution ayant préparé les épreuves.
- par divers tests d'intelligence (par exemple *l'Échelle de l'intelligence de Wechsler* pour les enfants, *WISC*¹⁸) ou psychométriques ; se basant sur différentes théories quant aux formes et niveaux d'intelligence, il existe de nombreux tests permettant d'évaluer les capacités cognitives (Huteau & Lautrey, 2006).

Indépendamment des diverses manières de mesurer les capacités cognitives, trois récentes revues systématiques en matière d'impacts des écrans (portant essentiellement sur la télévision) concluent que la relation entre une consommation accrue et le développement cognitif n'est globalement pas significative, mais semble être négative pour les enfants de moins d'un an (LeBlanc *et al.*, 2012 ; Stiglic & Viner, 2019). De manière générale, plusieurs chercheur-e-s s'accordent sur le fait que les effets sur le développement cognitif dépendent fortement du contenu consulté (Domingues-Montanari, 2017), mais également du temps que les activités sur écran « volent » à d'autres expériences de la vie non numérique, notamment aux interactions avec les adultes (Dubreu-Béclin, 2018 ; Freund, 2018 ; Guez & Ramus, 2019 ; Harlé & Desmurget, 2012) :

« Le temps passé devant les écrans va priver l'enfant de son exploration du monde et d'interaction avec son entourage tout en le surstimulant de manière inadaptée ».
(Dubreu-Béclin, 2018, p. 406)

Ci-dessous sont repris quelques résultats de recherches concernant des aspects spécifiques du développement cognitif des enfants :

- **Capacité de transfert** : des recherches expérimentales font le constat qu'avant l'âge de 2 ans, l'enfant n'a en général pas encore développé la pensée symbolique, qui permet de transposer ce qui est observé en deux dimensions (par exemple sur un écran) dans une situation en trois

¹⁸ https://enfant-surdoue.fr/les_tests_de_qi/test-de-qi-lapproche-de-wechsler/

dimensions de la vie réelle. L'information provenant de l'écran semble donc être traitée différemment des informations issues d'une situation réelle, résultant en un apprentissage plus lent et difficile à partir des informations transmises sur écran (besoin de plus de répétitions). Dès lors, il existe un risque important que la consommation d'écrans avant l'âge de 2 ans ne se fasse au détriment de temps qui auraient pu être consacrés à de l'exploration dans des situations réelles, où l'appropriation et les apprentissages s'opèrent plus aisément (Lerner & Barr, 2015).

- **Développement du langage :** une récente revue systématique (Madigan, McArthur, Anhorn, Eirich, & Christakis, 2020) portant sur les compétences langagières des enfants de moins de 12 ans a mis en évidence des effets différents selon la quantité et la qualité d'utilisation des écrans. Les temps d'écran ainsi que la présence de programmes télévisés en arrière-fond (« *background television* ») y sont associés à un niveau de langage de l'enfant plus bas, alors que le visionnage de programmes éducatifs et le co-visionnage (accompagné par un adulte) sont associés à de meilleures compétences langagières. L'étude documente également certains effets selon l'âge de l'enfant et indique qu'une exposition aux écrans importante dès un très jeune âge (par exemple avant 18 mois) est associée à de faibles compétences langagières. Il est toutefois à noter que les associations dans l'étude sont des corrélations faibles à modérées et qu'aucun lien de causalité direct n'a pu être démontré.
- En outre, dans une récente étude française conduite sur des enfants de 3 à 6 ans, il a été observé que l'exposition aux écrans le matin avant l'école et le fait de ne pas discuter (ou presque jamais) des contenus visionnés avec les parents résultaient en un risque de développer des troubles primaires du langage six fois plus important (Collet *et al.*, 2019). Ce constat souligne l'importance de l'accompagnement de l'adulte dans le recours au numérique. Ce constat tend également à confirmer la thèse de l'impact des écrans sur l'attention qui, si elle est trop stimulée à certains moments (en l'occurrence le matin), ne peut plus être mobilisée aussi efficacement durant le reste de la journée (*cf.* sous-section 4.1.3.4).
- **Performances cognitives :** à partir des données de l'étude américaine *Adolescent Brain Cognitive Development* (ABCD), Paulus et ses collègues (2019) distinguent deux types d'intelligence cognitive, qui sont toutes deux mesurées à partir de tests spécifiques. L'intelligence « fluide » concerne les capacités de résolution de problèmes, de réflexion, d'agir rapidement et d'encoder les nouveaux souvenirs épisodiques. À l'inverse, l'intelligence « cristallisée » concerne les capacités à mobiliser ses connaissances, ses compétences et plus largement son expérience, autrement dit à accéder aux informations de la mémoire à long terme. Pour cette deuxième forme d'intelligence, il s'agit notamment de capacités qui reposent davantage sur l'éducation et l'exposition culturelle de l'enfant.

Selon les données récoltées dans le cadre de l'étude ABCD, les activités sur écran pourraient principalement impacter l'intelligence cristallisée. Des différences selon les activités ont en outre été constatées : les jeux vidéo semblent présenter une association positive avec les deux types d'intelligence, alors que l'usage des réseaux sociaux est corrélé négativement avec les deux types d'intelligence. En guise de conclusion, Paulus *et al.*, indiquent qu'il est fort difficile d'établir un lien de causalité concret en raison de la complexité à comprendre les mécanismes cérébraux en jeu. Il serait dès lors simpliste d'en conclure que le temps d'écran est bon ou mauvais en termes de fonctions cognitives et il demeure nécessaire d'étudier de façon plus approfondie les différents effets d'usages spécifiques tout au long du développement de l'enfant et de l'adolescent-e.

4.1.4 Autres effets liés aux rayonnements électromagnétiques

La problématique des effets du rayonnement électromagnétique émis par les supports numériques ne relève pas à proprement parler de celle de l'exposition aux écrans et s'inscrit dans une littérature plus spécifique. Les divers supports numériques peuvent néanmoins générer un rayonnement propre ou nécessiter la présence d'un réseau wifi pour le déploiement de toutes leurs fonctionnalités ; l'utilisation de supports numériques va ainsi généralement de pair avec la présence de rayonnement électromagnétique.

Les appareils numériques connectés émettent des rayonnements électromagnétiques dits à haute fréquence (appelés aussi « non ionisants »), dont l'intensité peut varier selon les dispositifs, mais également selon la localisation et l'utilisation de fonctionnalités nécessitant une connexion internet. Parmi les appareils à usage quotidien, le smartphone est celui qui émet le plus d'ondes électromagnétiques en termes d'intensité et de durée (Borbely, 2011 ; Merckel, 2020), mais ce rayonnement reste en dessous des limites définies au niveau international par l'International commission on non-ionizing radiation protection (ICNIRP, 2020) et au niveau suisse par l'Ordonnance sur la protection contre le rayonnement non ionisant de l'Office fédéral de la santé publique¹⁹ (OFSP, 2019).

L'exposition aux rayonnements est mesurée par la quantité absorbée par le corps (ou une partie spécifique du corps, par exemple la tête ou les mains) selon l'indice DAS [débit d'absorption spécifique, défini en W/Kg]. La distance avec l'émetteur (borne wifi ou smartphone) fait varier grandement l'intensité de l'exposition ; en d'autres termes, plus on s'éloigne de la source, moins il y a d'exposition aux rayonnements (absorption par l'organisme). Par ailleurs, il est à noter que le rayonnement des smartphones (en particulier) peut varier selon son positionnement (distance et obstacle) par rapport à l'antenne-relais qui émet le signal (Borbely, 2011). En matière de wifi, il semblerait que de nouvelles technologies permettent en outre un rayonnement rationalisé, au sens où des ondes sont uniquement émises lorsqu'un appareil le nécessite et dans sa direction.

Plusieurs chercheur-e-s se penchent sur l'étude d'éventuels effets des rayonnements électromagnétiques sur l'état de santé des individus, en analysant la manière dont le corps absorbe les rayonnements. Selon la revue de littérature de l'Agence française nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), des résultats de recherches indiqueraient que les enfants peuvent être plus exposé-e-s que les adultes, à cause de leur taille et poids réduits ainsi que des spécificités de leurs tissus encore en développement (ANSES, 2016).

Dans l'ensemble, aucun résultat tangible ne semble émerger de la littérature scientifique, qu'il s'agisse d'effets à court terme (tels que la fréquence cardiaque ou le fonctionnement cérébral) ou à long terme (cancer, fertilité, bien-être...). Ci-dessous sont résumés quelques résultats présentés dans les états de la recherche réalisés par l'ANSES (2016, 2017) et par l'OFSP en 2019 (spécifiquement sur les ondes produites par les téléphones portables et smartphones) :

- **Troubles du sommeil :** des effets sur la quantité et la qualité du sommeil ont été observés, toutefois les études épidémiologiques ne montrent pas un lien suffisamment consistant avec le rayonnement des smartphones pour établir une causalité, d'autres facteurs peuvent notamment être impliqués dans la qualité du sommeil (ANSES, 2017).
- **Système cardio-vasculaire :** peu d'études existent et les résultats ne sont pas univoques (OFSP, 2019).

¹⁹ « Ordonnance sur la protection contre le rayonnement non ionisant » (ORNI) [RS 814.710](#)

- **Cancer** : le risque de développer une tumeur cérébrale en lien avec l'utilisation du téléphone mobile (souvent utilisé à proximité de la tête) n'est pour l'heure pas démontré (Merckel, 2020 ; OFSP, 2019).
- **Fonctionnement cérébral** : il a été démontré que les rayonnements électromagnétiques peuvent modifier l'activité cérébrale à partir d'une certaine intensité, cependant les effets (positifs ou négatifs) de ces modifications demeurent incertains (OFSP, 2019).
- **Troubles de l'attention et du comportement** : un possible lien a été montré chez les enfants, mais l'implication d'autres facteurs dans l'apparition de ces troubles n'est cependant pas à exclure. Les résultats ne sont donc pas encore suffisamment concluants pour établir un lien de causalité (ANSES, 2016).
- **Autres symptômes** : l'ANSES (2016) et l'OFSP (2019) font mention de la possibilité d'un effet négatif sur le bien-être général de l'enfant (observant des symptômes tels que la fatigue, des vertiges ou des maux de tête). Toutefois aucun lien de causalité n'est établi pour l'heure (ANSES, 2016 ; OFSP, 2019).

L'hypersensibilité aux champs électromagnétiques (parfois nommée *électrosensibilité*) est un syndrome fréquemment mentionné dans la presse (Lambrozo, Souques, Bourg, Guillaume, & Perrin, 2013), mais dont la reconnaissance semble rester ambiguë dans la littérature scientifique (Dieudonné, 2019).

Selon Crasson (2005), il s'agit d'« *un syndrome essentiellement défini par le patient lui-même, lequel présente des plaintes qu'il attribue à l'usage ou à la proximité d'appareils ou d'équipement émettant des champs électriques, magnétiques ou électromagnétiques* ». L'OMS (Mild *et al.*, 2006) a défini 3 critères pour caractériser cette « *intolérance environnementale idiopathique aux champs électromagnétiques* » :

- la perception par l'individu de divers symptômes ;
- l'absence de preuves cliniques et biologiques permettant d'expliquer ces symptômes ;
- ainsi que l'attribution (par l'individu lui-même) de ces symptômes à l'exposition aux rayonnements électromagnétiques. Parmi les sources de rayonnement évoquées, on trouve notamment l'écran de l'ordinateur, les téléphones mobiles ou le réseau wifi.

Les symptômes peuvent être très variés : de nature dermatologique et/ou neurologique (par exemple fatigue ou céphalée/migraine), gastro-intestinale, oculaire, cardio-vasculaire ou résultant en des troubles du sommeil (ANSES, 2018 ; Crasson, 2005). Dans sa revue de littérature, Crasson (2005) distingue notamment des facteurs de vulnérabilité externes à la personne (liés à l'environnement) et internes (physiologiques et psychosociaux).

Au niveau de la Confédération, un rapport d'évaluation d'études scientifiques sur l'électrosensibilité a été publié en 2011 par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), la problématique des ondes électromagnétiques s'inscrivant dans la médecine dite environnementale. Les études qui y sont synthétisées mentionnent la possibilité d'un éventuel effet *nocebo* (effet inverse à l'effet *placebo*, soit la perception d'un symptôme ou son accentuation en raison de la conscience de la présence d'un phénomène jugé nuisible) et concluent de la façon suivante :

Rien ne prouve que les personnes électrosensibles réagissent de manière plus sensible aux CEM [champs électromagnétiques] que le reste de la population, c'est pourquoi il convient de prendre en considération tous les groupes de personnes lors de futures études. Du point de vue scientifique, on peut considérer que la population, y compris les personnes électrosensibles, est protégée des effets directs de l'exposition aux CEM sur la santé.

Néanmoins, étant donné le manque d'analyses ciblées, il n'est pas possible de rejeter totalement l'hypothèse qu'il existe des personnes véritablement gênées dans leur bien-être par les CEM autorisés. (OFEV, 2012, p. 12)

4.2 L'enseignement-apprentissage

En lien à la problématique des écrans, les **sciences de l'éducation** et plus précisément le champ de la **technologie éducative** ont pour vocation l'étude de l'intégration des supports numériques en situation d'enseignement-apprentissage. Contrairement aux études dans le domaine de la santé, la littérature de ce champ porte sur des usages ou supports numériques spécifiques et non sur un temps global d'exposition aux écrans. Le numérique s'inscrit dès lors dans un projet global d'optimisation des apprentissages et des méthodes d'enseignement, par exemple en vue d'augmenter la motivation, les interactions et l'interactivité, ainsi que de diversifier la boîte à outils pédagogique.

Les recherches sur le numérique pédagogique fleurissent, comme en atteste l'augmentation du nombre de colloques et journées d'étude dédiés à ce thème en Suisse – par exemple *Ludovia*²⁰ et *AUPTIC-éducation*²¹ pour ne citer que deux grandes manifestations annuelles y relatives ayant vu le jour ces dernières années.

4.2.1 Types de recherches

Les effets de l'intégration du numérique en situation d'enseignement-apprentissage s'inscrivent dans divers types et méthodologies de recherche :

- Dans le cadre de la **recherche fondamentale**, des chercheur-e-s et pédagogues tentent une conceptualisation théorique en clarifiant les formes d'usages du numérique au service de l'apprentissage et en définissant notamment des caractéristiques taxonomiques et des contextes d'utilisation appropriés. Ces modèles et les hypothèses qui en découlent sont parfois mis à l'épreuve à l'aide de méthodes empiriques (qualitatives ou quantitatives).
- Au niveau des **méthodes qualitatives**, les études portent généralement sur l'observation des effets de l'intégration du numérique dans les classes ou de l'expérimentation sur de petits effectifs de groupes d'élèves et/ou d'enseignant-e-s.
- Au niveau des **méthodes quantitatives** et à l'instar de ce qui a été présenté pour le domaine de la santé (cf. sous-section 4.1.1.2), les études visent principalement à croiser les performances des élèves avec des données relatives à l'usage des supports numériques, de façon générale ou dans le cadre spécifiquement scolaire.

4.2.1.1 ...au niveau de la recherche fondamentale

Dans le domaine de l'éducation, les nouvelles technologies sont étudiées comme des outils au service de l'enseignement et de l'apprentissage (Bétrancourt, 2007). Plusieurs chercheur-e-s les conçoivent comme un « outil à potentiel cognitif », tout en précisant que les technologies ne sont pas intrinsèquement cognitives, étant entendu que c'est la manière dont elles sont utilisées qui en déterminent la qualité (Depover, Karsenti, & Komis, 2007). L'outil technologique s'inscrit ainsi dans un usage précis et dans une certaine situation scolaire, qui peut donc s'investir d'un sens pédagogique et apporter une valeur ajoutée aux activités d'enseignement-apprentissage.

²⁰ www.ludovia.ch

²¹ <https://auptic.education/>

En vue d'optimiser le potentiel des supports et usages du numérique, de nombreux modèles d'intégration du numérique pédagogique ont été conçus selon différentes approches pédagogiques. Dans son ouvrage *L'intégration des TIC en contexte éducatif*, Fievez (2017) présente par exemple une analyse de 16 modèles d'intégration développés depuis les années 1980. Ces modèles résultent parfois en la création de typologies d'usages du numérique en situation d'enseignement-apprentissage et visent notamment à définir les caractéristiques du numérique ainsi que ses plus-values pédagogiques. De tels travaux ont notamment été conduits par Charlier (2019), Gauthier (2004) Chi & Wylie (2014), Depover, Karsenti, & Komis, (2007) et s'avèrent particulièrement utiles pour permettre de situer pertinemment des activités numériques pour les élèves et d'en comparer les plus-values par rapport à d'autres supports non numérique.

À titre d'exemple, Chi & Wylie (2014, repris par Vellut, 2019) ont notamment établi une échelle de **quatre niveaux hiérarchiques d'engagement** de l'élève dans toutes formes d'activité, qui s'avère particulièrement pertinente pour la classification des usages du numérique en contexte pédagogique : **passif, actif, constructif et interactif**.

- A. **Passif** : il s'agit de la réception d'informations, dans laquelle l'engagement cognitif de l'élève est limité. En ce sens, l'appropriation des informations ne peut pas être attestée par les comportements de l'apprenant-e.
Par exemple : écouter un enseignant-e ou regarder une vidéo sans prendre de notes, lire un livre sans objectif défini.
- B. **Actif** : il s'agit de la manipulation d'informations. Ce niveau implique une certaine forme d'action de la part de l'élève. Vellut (2019) indique qu'il s'agit du niveau d'engagement minimal.
Par exemple : sélectionner des informations à partir d'une recherche de contenus web/textuels/etc. en surlignant les passages d'un texte, en focalisant sur des séquences données d'une vidéo (usage de la fonction de mise en pause, en arrière, en avant...).
- C. **Constructif** : il s'agit de la transformation et de la production d'informations qui permettent de générer des nouvelles connaissances allant au-delà de celles fournies originellement. Il est estimé qu'à partir de ce niveau, l'élève fait un apprentissage en profondeur.
Par exemple : représenter un contenu sous forme de schéma ou diagramme, créer une carte conceptuelle ou heuristique, réaliser une synthèse en induisant des relations, etc.
- D. **Interactif** : il s'agit d'un dialogue entre deux ou plusieurs personnes. L'échange entre élèves permet de générer de nouvelles connaissances, lesquelles n'auraient pas pu être générées par l'apprenant-e seul-e. L'apprentissage en profondeur devient ainsi encore plus efficace.
Par exemple : défendre et argumenter chacun-e une position, co-construction d'un texte/d'une vidéo/etc.

Dans de tels modèles, les effets du numérique se mesurent en contexte et selon les visées de l'activité pédagogique dans laquelle il s'intègre. **Les effets des supports numériques seront par exemple établis selon la façon dont ils contribuent à amener les élèves à s'investir dans une tâche.** À titre d'illustration, si l'objectif est l'entrée dans une démarche d'investigation pour la résolution d'un problème complexe, le seul recours à des vidéos ne suffira certainement pas et il faudra vraisemblablement recourir à des outils numériques permettant un engagement des élèves de type plus *constructif* et/ou *interactif*.

4.2.1.2 ...au niveau qualitatif

L'usage du numérique dans des situations d'enseignement-apprentissage spécifiques fait souvent l'objet de recherches qualitatives, lesquelles visent à expliquer la démarche d'intégration et d'utilisation d'un support numérique et les éventuels effets de son introduction dans une activité

d'apprentissage. Dans certains cas, des recherches-actions permettent en outre à la fois d'étudier une situation d'apprentissage et d'y intervenir en proposant par exemple une nouvelle activité numérique. Au-delà des dispositifs de recherche collaborative associant enseignant-e-s et chercheur-e-s, l'usage du numérique en classe fait également l'objet d'expérimentation individuelle documentée par un-e enseignant-chercheur-e.

La multiplication de telles expériences individuelles ou de groupes permettra certainement d'obtenir une vue d'ensemble des pistes d'intégration du numérique pertinentes, notamment en vue de la scénarisation et du développement d'activités numériques pour les élèves dans des séquences d'enseignement disciplinaires ou pour une évolution des conditions-cadres scolaires (temps et espace). C'est justement dans ce type de recherche que des modèles d'intégration du numérique (cf. sous-section 4.2.1.1) sont mis à l'épreuve et affinés en vue de correspondre au mieux aux réalités scolaires.

4.2.1.3 ...au niveau quantitatif

Les diverses évaluations standardisées permettent notamment de mesurer et de comparer les performances des élèves dans des domaines disciplinaires donnés. En outre et parallèlement à la passation des tests, les élèves, le personnel de direction, les parents et/ou les enseignant-e-s concerné-e-s répondent généralement à des questionnaires dont une part porte sur des données contextuelles. Ces dernières permettent notamment de situer le contexte social, culturel, économique et sanitaire des élèves (profession et niveau d'éducation des parents, situation financière, état de santé...), les conditions-cadres de l'établissement scolaire dans lequel les élèves évoluent (nombre d'ordinateurs ou divers services disponibles) ou les modalités d'enseignement-apprentissage auxquelles les élèves sont soumi-e-s (usage du numérique ou approches pédagogiques en général). Selon la nature de l'étude et de ses objectifs, ces données contextuelles peuvent également comporter des informations « objectives » relatives à l'état de santé qui auront été calibrées par des expert-e-s de la santé (par exemple *l'indice de masse corporelle* – IMC). De même, avec le développement des techniques de neuroimagerie, des informations relatives au développement ou aux caractéristiques cérébrales peuvent également être adjointes aux caractéristiques des élèves. Les études récoltant ce type de données sont ordinairement longitudinales, c'est-à-dire que les mêmes données sont récoltées à plusieurs moments, permettant d'observer l'évolution de certains phénomènes dans le temps. Lorsque d'autres phénomènes surviennent en même temps, une éventuelle corrélation peut être établie, puis explorée plus avant pour démontrer un possible lien causal.

Les résultats de recherches relatifs aux performances scolaires ou cognitives relèvent donc de l'analyse de grandes bases de données statistiques, permettant d'exploiter diverses caractéristiques, à l'instar de ce qui se fait au niveau de la santé (cf. sous-section 4.1.1.2). Dans le champ des sciences de l'éducation, diverses enquêtes sont conduites et le *Programme international pour le suivi des acquis des élèves* (PISA), sous l'égide de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), est l'enquête standardisée documentant le plus exhaustivement les systèmes éducatifs et les caractéristiques des apprenant-e-s de 15 ans de nombreux pays du monde. Lors des enquêtes 2015 et 2018, des questions spécifiques à l'usage et à l'accès au numérique ont notamment été ajoutées dans les questionnaires contextuels destinés aux élèves et aux directions.

4.2.2 Effets du numérique sur l'enseignement-apprentissage

En lien à l'exposition aux écrans, le dernier rapport de PISA relatif aux performances des élèves suisses (2018) a fait débat et l'indication d'une corrélation négative entre les résultats aux tests et l'utilisation du numérique en contexte scolaire a été fortement médiatisée. En réalité toutefois, seules des

corrélations y sont observées sans qu'une causalité soit attestée entre les deux phénomènes et les auteur-e-s précisent qu'il est nécessaire de conduire des études plus approfondies en lien aux contextes d'usage du numérique. Ci-après, quelques extraits du rapport sont présentés :

*Dans la littérature, bien qu'il n'y ait pas de réponse claire, on a constaté un effet nul ou négatif de l'utilisation d'un dispositif numérique sur le rendement scolaire (p. ex. Hattie, 2009 ; Park et coll., 2014). Cela se reflète également dans les résultats de PISA 2018 [...]. **En moyenne, en Suisse, les élèves qui déclarent utiliser des appareils numériques pendant leurs cours scolaires dans la discipline en question obtiennent des résultats statistiquement moins bons que leurs pairs qui n'ont pas indiqué passer du temps avec des appareils électroniques.** (Consortium PISA.ch, 2019, p.53)*

*[...]ne analyse descriptive du lien entre le rendement relevé dans les trois domaines de PISA et l'utilisation d'appareils numériques dans la discipline respective a montré que les élèves qui n'utilisent pas d'appareils numériques en classe obtiennent en moyenne de meilleurs résultats que ceux qui les utilisent. Cependant, ce sont surtout les élèves qui affirment que « seuls les enseignants utilisent les appareils numériques » qui obtiennent des résultats moyens statistiquement supérieurs (tant par rapport à ceux qui utilisent les appareils qu'à ceux qui ne les utilisent pas du tout). **La manière dont les TIC sont utilisées semble donc d'une importance considérable, ce qui exige de tenir compte d'une réalité plus complexe que la combinaison simpliste de l'utilisation ou non de dispositifs numériques par les jeunes.** Par exemple, il a été constaté que la performance résultant de l'utilisation de ces dispositifs dépend également du type de stratégie pédagogique adoptée par l'enseignant en classe (OCDE, 2015 ; Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation, 2018). **L'analyse du lien entre les performances disciplinaires et l'utilisation des dispositifs numériques devrait donc continuer à faire l'objet d'études futures, afin de préciser plus en détail l'impact de la manière dont ces dispositifs sont utilisés.** Avec des données plus ciblées, il serait également particulièrement intéressant de pouvoir prendre en compte les compétences numériques réelles des élèves et de savoir si elles peuvent être liées à des façons d'utiliser les TIC qui peuvent contribuer à un apprentissage disciplinaire plus efficace. (Consortium PISA.ch, 2019, p.56)*

À ce sujet et à l'instar des constats relatifs aux capacités cognitives (cf. sous-section 4.1.3.5), le Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation (CSRE) confirme **qu'aucun lien de cause à effet n'a pour l'heure pu être établi** et que les éventuels effets négatifs du numérique en contexte scolaire pourraient principalement être dus à des usages inadéquats des supports qui auraient dans certains cas remplacés d'autres outils plus performants (ou inversement), confirmant s'il le fallait la nécessité de mener une réelle réflexion sur une intégration pertinente du numérique et sur la complémentarité des outils *traditionnels* et numériques.

*Ces résultats permettent toutefois d'analyser le rapport entre l'utilisation des TIC au sein de l'école et à l'extérieur ainsi que les compétences dans d'autres matières. À cet égard, des études individuelles et des méta-analyses montrent une **absence de lien de cause à effet.** Le fait que les TIC soient aujourd'hui plus disponibles, très largement utilisées par les jeunes ou employées plus régulièrement en cours n'a globalement pas d'impact sur les autres compétences à l'école (voir en particulier Faber, Sanchis-Guarner et Weinhardt, 2015 ; Fairlie et Robinson, 2013 ; Fairlie et London, 2012). **Des études récentes suggèrent que cette situation pourrait en partie résulter d'un usage inapproprié des TIC en classe, notamment du recours à l'informatique pour***

remplacer des techniques d'apprentissage classiques alors que celles-ci se seraient révélées plus efficaces ou inversement (voir Falk, Mang et Wössmann, 2018). *L'alliance des technologies numériques et de changements dans les modes d'apprentissage permet en revanche d'améliorer les performances des élèves* (Hull et Duch, 2017). (CSRE, 2018, p.91)

Bien que la recherche se penche déjà depuis plusieurs années sur l'intégration du numérique pédagogique, il demeure très complexe d'en définir les effets sans équivoque sur les apprentissages des élèves. Le contexte dans lequel se déroule l'activité sur écran (objectifs, niveau d'encadrement, etc.), les caractéristiques de l'élève (âge, niveau de maturité ou de développement, compétences numériques préalables, etc.), l'usage ainsi que le contenu du média numérique en question sont des aspects qu'il y a lieu de prendre en considération dans l'étude des potentiels effets (Lerner & Barr, 2015). Comme l'expliquent Depover et ses collègues : « *c'est plutôt la manière dont les TIC sont intégrées en éducation qui aura un impact ou non sur la réussite éducative des apprenants.* » (Depover, Karsenti, & Komis, 2007, p. 178)

Pour ce faire, de nombreuses recherches qualitatives sont menées, souvent de type recherche-action : des enseignant-e-s ou groupes d'enseignant-e-s et chercheur-e-s expérimentent dans un véritable contexte de classe afin d'éprouver et documenter des méthodologies d'intégration du numérique. Par exemple, lors du colloque AUPTIC-éducation ayant eu lieu les 20-21-22 novembre 2019 à Fribourg, de nombreux-ses intervenant-e-s ont fait part de leurs expériences d'intégration du numérique dans des contextes éducatifs. À titre d'exemple sont résumées ci-après deux interventions :

- Une communication d'Hugo Beausoleil (2019) de l'Université de Montréal avait trait à une expérience conduite avec des classes québécoises. Le chercheur y a explicité les constats d'un dispositif mis en place dans le cadre de l'enseignement de l'éducation physique, où la tablette était utilisée à des fins d'enregistrement des activités réalisées par les élèves et en vue d'échanges entre pairs pour l'amélioration des performances. Il en concluait notamment que l'usage des fonctionnalités d'enregistrement vidéo et la subséquente consultation de ces vidéos par les élèves permettaient d'objectiver et conscientiser la perception d'une performance physique pour les apprenant-e-s ; ils-elles pouvaient voir et comparer par elles-mêmes/eux-mêmes leurs progrès et là où se situaient leurs principales difficultés. Le recours à l'enregistrement vidéo constituait donc une réelle plus-value pour l'étayage des feedbacks (outils d'observation) aux élèves et pour garder des traces de leur progression.

Les usages du support numérique sont ici surtout **mobilisés en tant qu'outils didactiques**. Les effets du numérique résident ainsi dans la possibilité pour les élèves de mieux percevoir leurs performances à travers une observation et une auto-évaluation (feedbacks plus ancrés).

- Le symposium de Schumacher et Vuilleumier (2019) avait quant à lui trait à un dispositif plus vaste mis sur pied dans une école professionnelle (*Centre professionnel du Littoral neuchâtelois, École des arts et métiers, Neuchâtel*) dans le cadre du cursus d'obtention de l'attestation fédérale de formation professionnelle (AFP) dans le domaine de la cuisine. Suite au constat d'une difficulté récurrente des étudiant-e-s en AFP à appréhender des contenus scolaires-académiques (tels que ceux prévus pour les disciplines *Culture générale* ou *Technologie de cuisine*), une équipe a décidé de se distancer des modalités d'enseignement traditionnelles en mettant en place une forme de pédagogie de projet. Ce nouveau dispositif intègre l'usage de la tablette interactive et vise à permettre aux élèves de travailler de façon plus autonome sur des projets thématiques mobilisant simultanément plusieurs connaissances formelles des disciplines citées plus haut. Le dispositif était également accompagné d'un réaménagement complet de la salle de classe dont le mobilier avait été déplacé de façon à concevoir l'espace comme un lieu de

partage. Les résultats de cette expérience établissent que l'intégration de la tablette dans ce dispositif pédagogique a notamment permis de soutenir une approche par projet en permettant aux élèves d'accéder plus aisément à de multiples connaissances (*consultation de divers contenus*), de partager des informations (*échanges et communication*) et de concevoir divers produits finaux, tels que des clips vidéo et des présentations (*production et création*).

Dans cet exemple, les usages du support numérique sont également mobilisés en tant qu'outil didactique, mais **s'inscrivent en outre dans la transformation d'un dispositif pédagogique plus large**. Les principaux effets du numérique résident dans un accès facilité à un ensemble de connaissances et de documents (internet et stockage), la possibilité de travailler de façon collaborative sur un même projet et la conception de production aux formats variés.

Il y a également lieu de souligner que là où il semble encore nécessaire de mener une réflexion globale sur la « juste » intégration du numérique en contexte scolaire pour un public dit ordinaire, de nombreux résultats de recherches font déjà état des effets positifs des technologies dites d'aides pour les élèves à besoins éducatifs particuliers (par exemple Bacquelé, 2019). Des auteurs parlent également du potentiel de ces outils pour une meilleure accessibilité des contenus par toutes/tous les élèves (*conception universelle de l'apprentissage*), dans la mesure où les formats numériques peuvent être aisément adaptés pour différents élèves. En s'appuyant sur les théories de l'apprentissage multimodal de Mayer (2014), Amadiou (2017, p.2) indique, par exemple, que « *les recherches sur les apprentissages nous apprennent que la combinaison de formats d'informations picturaux et verbaux dans les documents multimédias apporte de meilleures performances de compréhension et d'apprentissage dans la mesure où les apprenants articulent mentalement les informations issues des 2 formats de présentation et non parce que l'un convient à un type d'élève et l'autre à un autre type d'élèves* ». Cela peut constituer un réel apport pour les disciplines où la compréhension de texte est fortement mobilisée mais ne constitue pas l'apprentissage central (en histoire, en géographie, en sciences de la nature, ...).

D'un point de vue pédagogique et pour reprendre ce qui a été dit plus haut au sujet des modèles d'intégration du numérique, les supports numériques ne constituent donc pas intrinsèquement des outils cognitifs, mais plutôt des outils à *potentiel* cognitif. Une revue plus systématique des recherches et expérimentations en matière d'intégration pédagogique, selon l'âge ou le degré scolaire, les visées d'apprentissage (transversales et disciplinaires) et les modalités de travail s'avèrerait utile en vue de documenter ce potentiel et la façon dont le numérique pourrait être intégré de la manière la plus optimale possible.

Des futurs résultats de recherches des neurosciences et d'autres domaines pourraient en outre constituer de riches apports, par exemple en ce qui concerne des usages spécifiques, tels que l'impact de la lecture sur écran ou de l'aspect ludique de certaines activités numériques sur la mémorisation.

4.3 Incertitudes et limites de la littérature consultée

4.3.1 De la corrélation à la causalité

La difficulté majeure des études consultées consiste à isoler la seule variable « *exposition et usage des écrans* ». **Des corrélations/associations sont fréquemment observées, mais il demeure souvent impossible de pouvoir établir un lien de causalité** en raison de la multitude des variables pouvant être mises en cause, telles que les comportements liés à un mode de vie sédentaire, de mauvaises habitudes alimentaires, ainsi qu'un large spectre de facteurs psychologiques, sociaux, culturels et économiques.

Même s'il était possible d'isoler les variables de façon à s'assurer que l'effet mesuré y est réellement lié, il resterait parfois difficile d'établir **dans quel sens les variables agissent les unes sur les autres**. Par exemple, concernant les performances scolaires et comme le soulignent Guez & Ramus (2019) au sujet de l'étude conduite par Walsh *et al.*, (2018) :

S'il est possible que le temps passé devant les écrans ait effectivement un effet négatif sur les performances cognitives, il est également possible que les enfants ayant de moins bonnes capacités cognitives soient plus attirés par les écrans que les autres [...]. (Guez & Ramus, 2019, p. 14)

En outre, au-delà des difficultés à isoler la variable *écrans* et à établir un lien de causalité entre deux phénomènes, les analyses statistiques s'avèrent pour l'heure incapables d'exclure l'influence d'une variable tierce (par exemple l'anxiété) sur les deux facteurs étudiés (*écrans* et effet potentiel, par exemple perturbation du sommeil). Par exemple, bien que Madigan *et al.*, (2019) aient effectivement pu établir un lien de causalité entre une augmentation de l'exposition aux écrans et une baisse des performances cognitives en utilisant un modèle d'analyse statistique plus performant (*cross-lagged*) pour isoler des phénomènes, Guez & Ramus (2019) estiment qu'ils n'ont malgré tout pas réussi à exclure que d'autres facteurs contextuels, tels que l'environnement familial ou des prédispositions génétiques, n'étaient pas à l'origine tant d'une baisse des performances cognitives que de l'augmentation du temps d'écran.

Quant à l'apport des techniques de neuroimagerie, elles permettent d'observer l'effet direct de diverses stimulations au niveau cérébral ou d'observer l'état du cerveau à divers moments. Il semblerait que la limite de ces apports se situe moins au niveau des techniques utilisées qu'au niveau des connaissances nécessaires à l'interprétation des résultats pour en tirer des conclusions. En effet, **il demeure difficile de pleinement appréhender la complexité du fonctionnement cérébral** et les études tentent encore d'établir comment divers mécanismes cognitifs (par exemple la mémorisation ou la résolution de problème) se traduisent en termes de fonctionnement et de mobilisation cérébraux (d'où notamment la mise sur pied de la vaste étude américaine « ABCD²² » visant à définir des standards de développement cérébral).

L'élargissement de l'éventail des connaissances en matière de propriétés et fonctionnement cérébraux, ainsi que les avancées technologiques en neuroimagerie permettront peut-être d'apporter quelques éclairages dans un futur proche, mais certaines interprétations demeurent pour l'heure sujettes à controverse. Les autres champs de recherche ne semblent quant à eux vraisemblablement pas encore disposer d'outils et de méthodes qui soient en mesure d'évaluer sans équivoque l'impact des écrans en général et de certains usages numériques en particulier sur les enfants et les adolescent-e-s, comme le laisse penser l'état de connaissance sur les effets réels de la télévision – pourtant étudiés depuis bien longtemps – à ce jour.

Bien que nous disposions d'un recul d'un peu plus de 60 ans, les effets de la télévision sur le développement cognitif et physique de l'enfant et de l'adolescent restent encore largement débattus. (Borst, 2019, p. 43)

4.3.2 Variété des usages et supports numériques

Par ailleurs, la plupart des études indiquent que des recherches plus approfondies s'avèrent essentielles pour établir clairement les types d'usages du numérique qui sont réellement problématiques et délétères (Borst, 2019 ; Madigan *et al.*, 2019 ; Paulus *et al.*, 2019). En effet, force est de constater que la plupart des données existantes reposent principalement sur la consultation

²² <https://abcdstudy.org>

de contenus web et vidéo, les échanges sur réseaux sociaux et par messagerie instantanée ainsi que sur les jeux vidéo (cf. Chapitre 3). Or, comme tendent à le clarifier les auteur-e-s en sciences de l'éducation par l'établissement de catégorisations des formes d'usages pédagogiques du numérique (Charlier, 2019 ; Chi & Wylie, 2014 ; Depover *et al.*, 2007 ; Gauthier, 2004), cesdits usages sont multiples et se distinguent notamment par leur degré d'interaction, qui peut leur être propre ou dépendre du contexte dans lequel ils sont mobilisés.

*Les recherches futures devraient désagréger l'effet de la qualité du contenu des médias (par exemple, la diffusion en ligne de vidéos par rapport aux applications éducatives) sur le développement des enfants²³. (Madigan *et al.*, 2019, p. 248)*

*[La] diversité de résultats fournit un important message de santé publique, soit que l'activité des médias à l'écran n'est pas simplement « mauvaise pour le cerveau » ou « mauvaise pour le fonctionnement lié au cerveau ». Les futures études devront plutôt examiner comment les différentes formes d'activité médiatique à l'écran influencent des psychopathologies et des fonctions cognitives spécifiques, et comment cela influence les changements tout au long du développement²⁴. (Paulus *et al.*, 2019, p. 151)*

Dès lors et comme le soulignent Guez et Ramus (2019), l'exposition aux écrans, qui recouvrent une large variété d'usages et supports, pourrait tout autant avoir des effets délétères qu'un potentiel positif pour améliorer les capacités cognitives, notamment pour les élèves souffrant de troubles des apprentissages. Or, Karsenti relève que très peu de recherches portent sur une évaluation globale des effets du numérique, focalisant plus fréquemment sur les moins-values.

Il est révélateur que, depuis 2005, seulement 2,9 % des études ont inclus les effets positifs de l'utilisation d'un écran. En d'autres termes, 97,1 % des études ne présentent que les impacts négatifs. Pourquoi ce refus presque total d'examiner les impacts positifs ? D'autant plus que de nombreuses études ont démontré comment la technologie peut aider les étudiants à apprendre²⁵. (Karsenti, 2019, p. 148)

Ce constat est lié au fait que la majeure partie des vastes études auxquelles Karsenti se réfère émanent du domaine de la santé. Ces statistiques ne semblent pas tenir compte des études – plus modestes en termes d'ampleur (principalement qualitatives) – issues des sciences de l'éducation et qui tentent de mesurer les effets non pas de *l'exposition aux écrans* mais de *l'usage pédagogique du numérique* qui s'y rapporte.

Dans tous les cas et notamment en vue d'une intégration des supports et usages numériques en contexte scolaire, il apparaît donc essentiel de conduire des recherches (ou de faire état de celles existantes) afin d'en **définir les usages bénéfiques et d'identifier ce qui peut être considéré comme des mésusages**. Fondamentalement, la caractérisation des usages du numérique permettrait également d'apporter **un éclairage fondé sur les compétences à soutenir selon les domaines disciplinaires scolaires**.

En ce sens, il s'agit d'approfondir les études relatives à des usages du numérique spécifiques, la récolte des données devrait en outre pouvoir s'opérer de façon moins subjective (que par l'auto-report des élèves et des parents sur les durées d'utilisation), avec la possibilité de distinguer clairement différents usages et le contexte dans lequel ils se déploient.

²³ Traduction libre de l'anglais au français

²⁴ Traduction libre de l'anglais au français

²⁵ Traduction libre de l'anglais au français

Afin d'accompagner **l'introduction du numérique en contexte scolaire, il s'agit notamment de promouvoir de bons usages et prévenir les mésusages**. Par exemple en matière de cyberaddiction, les approches en promotion de la santé s'avèrent essentielles pour permettre aux élèves de comprendre que la bonne santé est facteur d'un équilibre dans les habitudes et modes de vie, et que tout excès (alimentaire, numérique...) peut entraîner des conséquences physiques et/ou psychologiques sur le long terme. Malgré un attrait certain des enfants et adolescent-e-s pour les nouvelles technologies, une sensibilisation aux enjeux marketing sous-jacents – notamment au regard de l'exploitation des données – pourrait contribuer à un regard et une utilisation plus critique du numérique.

4.4 Constats et synthèse de la littérature sur les effets des écrans

Les sections précédentes de ce chapitre ont permis de dresser les principaux apports, limites et incertitudes relatifs aux effets de l'usage des supports numériques sur les enfants et les adolescent-e-s. Ci-après sont synthétisés quelques constats issus de cette analyse.

4.4.1 Champs de recherche concernés

Les effets du numérique invoquent un grand nombre de champs de recherche, dont les résultats portent sur des études de natures fort différentes. En lien aux effets du numérique sur les enfants et les adolescent-e-s, sont présentés ci-après les apports et spécificités des principaux champs de recherche disciplinaires concernés :

- La **médecine et la pédiatrie** se centrent sur l'impact du numérique sur la santé physique (dysfonctionnement et symptômes physiologiques) ;

Par exemple : *analyse entre des profils de santé (ou le diagnostic de troubles physiques) et d'autres attributs, dont l'exposition au numérique – recours aux méta-analyses permettant de dresser des constats plus généralisables.*

- La **psychologie, la psychiatrie et les neurosciences** visent à appréhender l'impact du numérique sur la santé psychique et cérébrale (troubles psychiques et fonctionnement neuro-cérébral) ;

Par exemple : *observation des effets du numérique sur des comportements ou sur la stimulation de zones cérébrales – analyse entre des profils psychologiques (ou l'identification de troubles psychiques) et d'autres attributs, dont les usages du numérique – recours aux méta-analyses permettant de dresser des constats plus généralisables.*

- Les **sciences de l'éducation** et le champ de la technologie éducative en particulier ont pour objet de recherche principal l'impact du numérique sur l'enseignement et les apprentissages, notamment en termes de plus-values pédagogiques²⁶ ;

Par exemple : *conceptualisation de modèle pédagogique pour l'intégration du numérique – observations et expérimentations de dispositifs pédagogiques intégrant le numérique – lien entre l'usage du numérique et les performances scolaires – enquêtes internationales et longitudinales relatives aux performances scolaires des élèves.*

²⁶ Il est à noter que les effets du numérique en contexte scolaire mériteront encore d'être étayés et les constats de nombreuses études ou synthèses n'ont pas été intégrés dans le présent rapport (par exemple les revues de littérature réalisées par le Haut Conseil de la Santé Publique (2020), par Waller, Willemse, Genner, & Süss (2013) ou encore par Hattie (2009)).

L'ensemble de ces champs de recherche sont bien évidemment fortement liés puisqu'ils ont tous trait au **bien-être de l'enfant et de l'adolescent-e**. Par exemple, les résultats relatifs aux effets du numérique sur la fatigue, la vision, l'hyperactivité ou les performances cognitives peuvent avoir des répercussions sur les modalités d'intégration du numérique dans le domaine scolaire.

4.4.2 Nature des recherches sur les effets du numérique

Selon les approches méthodologiques employées, le degré de généralisation des effets observés dans diverses recherches peuvent s'appliquer à des échelles différentes :

- La **recherche fondamentale** dresse des modèles théoriques basés sur des ensembles de connaissances du champ disciplinaire dans lequel ils s'inscrivent. Ces modèles ou hypothèses peuvent ensuite être éprouvés dans le cadre de recherches qualitatives ou expérimentales, lesquelles offrent à leur tour des pistes pour la recherche fondamentale.
- Les **recherches qualitatives** ou conduites en **laboratoire** – expérimentation dans divers contextes, avec dans certains cas la mise sur pied de groupes cible et contrôle – portent généralement sur des situations très spécifiques et permettent d'observer en temps réel et dans un contexte donné les effets induits par un dispositif. Les résultats dressent des constats et des hypothèses sur les phénomènes observés, tout en cherchant à en comprendre le fonctionnement et les conditions de réalisation (par exemple : les effets de l'intégration du numérique dans le cadre de l'enseignement-apprentissage d'une discipline, ou les effets induits sur des fonctions ou zones cérébrales par la lecture sur écran).
- Les **recherches quantitatives** s'opèrent généralement sur de vastes bases de données, dans le but d'observer des corrélations entre plusieurs variables, d'émettre des hypothèses sur la nature de leurs relations ou éventuellement d'établir des liens de causalité entre eux (par exemple : entre les performances scolaires des élèves et l'utilisation du numérique, entre les durées de consultation de contenus télévisés et les caractéristiques de développement cérébral, ou encore entre l'usage des jeux vidéo et les troubles de l'attention). Elles permettent d'établir des constats et tendances relatives à l'échantillon sur lequel portent les données, qui peuvent être généralisés à l'ensemble d'une population selon le degré de représentativité de l'échantillon.
- Les **méta-analyses** consistent quant à elles en la revue et l'analyse systématique d'un ensemble de résultats de recherches qualitatives, de laboratoire ou quantitatives conduites sur une thématique précise. Elles permettent de dresser un certain nombre de constats généraux sur les effets d'un produit/comportement/phénomène. Elles sont fréquemment utilisées dans le cadre de déploiement de politiques sanitaires (par exemple, la commercialisation de certains traitements médicamenteux ou les risques avérés d'une surconsommation de la télévision par les très jeunes enfants).

4.4.3 Effets observés

En terme de **santé physique**, plusieurs troubles sont positivement corrélés avec une augmentation du temps d'écran, mais rares sont les troubles avec lesquels des liens de causalité directs ont pu être établis, notamment en raison de la complexité à isoler la seule variable « temps d'écran » de l'ensemble des autres comportements pouvant également concourir aux troubles documentés.

- L'utilisation de supports numériques est essentiellement assimilée à un comportement sédentaire et c'est donc par rapport aux **maux liés à la sédentarité** qu'elle est majoritairement étudiée. Bien qu'une corrélation soit observée entre un temps accru d'exposition aux écrans et

l'accentuation d'un mode de vie sédentaire, aucun lien de causalité n'est établi. Il est souvent relevé que le problème se situe dans l'excès du temps d'écran et dans le fait que celui-ci a lieu au détriment d'autres activités (physiques, d'extérieur ou impliquant une interaction avec autrui).

- En ce qui concerne les **risques d'obésité**, c'est principalement la prise de repas devant des écrans et les mauvaises habitudes alimentaires résultant d'une exposition à certaines publicités de l'industrie agro-alimentaire qui sont mises en cause. Concrètement, aucun lien de causalité directe n'a été établi entre le temps d'écran et l'obésité. Il en va de même pour les **risques cardio-vasculaires et métaboliques** qui sont eux aussi fortement liés aux habitudes alimentaires et aux comportements sédentaires.
- Quant au lien avec le **sommeil**, l'exposition aux écrans est démontrée problématique lorsqu'elle a lieu avant le coucher en raison de l'association de la lumière bleue – par le cerveau – à la lumière du jour (diminution de la mélatonine régulant le rythme circadien) et l'excitation potentielle provoquée par les jeux vidéo ou les échanges sur les réseaux sociaux. Aucun lien de causalité n'est en revanche établi entre la qualité du sommeil et le temps global d'exposition aux écrans.
- Concernant les **troubles oculaires et squeletto-musculaires**, le syndrome de *fatigue oculaire numérique* – regroupant un ensemble de symptômes, tels que la sécheresse et la fatigue oculaires, éventuellement associés à des tensions musculaires dans la nuque ou dans d'autres membres supérieurs – semble être démontré chez les adultes mais pas chez les enfants, pour lesquelles/lesquels peu d'études sont disponibles. Très étudié dans le domaine de l'ergonomie par rapport à l'utilisation des supports numériques dans le cadre d'activités professionnelles (ou durant les études supérieures), ce syndrome est principalement lié aux caractéristiques techniques des supports numériques utilisés (taille et luminosité des écrans), aux formats des contenus consultés (polices, agencement des éléments), au rythme de travail et à la posture physique adoptée durant les temps passés devant les écrans. Les **troubles de la vision** (notamment myopie) semblent en revanche être associés à d'autres facteurs.

Au niveau de la **santé psychique** et bien que de nombreuses corrélations aient été démontrées, le sens des relations (*qu'est-ce qui a un effet sur quoi...*) et d'éventuels liens de causalité demeurent difficiles à établir.

- **L'anxiété, la dépression et l'estime de soi** sont fréquemment corrélées à divers usages du numérique, mais le sens de la relation est fortement questionné et aucun lien de causalité direct n'est établi. Dans des populations de jeunes peu intégrés socialement, il semble même que les effets générés par l'usage des réseaux sociaux puissent être bénéfiques, car le monde virtuel offre la possibilité à ces jeunes d'outrepasser certaines difficultés relationnelles. Pour les symptômes dépressifs, des recherches font en outre état d'une courbe en « U », indiquant que l'absence et la surconsommation de temps numériques résultent toutes deux en des effets potentiellement délétères chez les adolescent-e-s.
- L'acceptation et/ou le développement de **comportements agressifs ou violents** suite à l'exposition à des contenus ou jeux vidéo violents semblent avoir été démontrés ; à cet égard, la question des âges minimaux pour certains contenus est d'ailleurs strictement légiférée (par exemple en ce qui concerne les âges recommandés pour les films ou les normes PEGI²⁷ pour les jeux).

²⁷ <https://pegi.info/fr>

- L'association entre l'exposition aux écrans et l'apparition de **troubles de l'attention avec ou sans hyperactivité** est controversée. Certain-e-s estiment que le temps passé devant la télévision durant la petite enfance peut constituer un prédicteur significatif de l'apparition de ces troubles à un âge plus avancé et d'autres indiquent que l'usage des jeux vidéo pourrait – à l'inverse et dans certains cas (notamment les jeux vidéo d'action) – concourir au développement d'une meilleure capacité d'attention.
- Le terme de **développement cognitif** peut se référer à divers modèles conceptuels de l'intelligence et des mécanismes cérébraux y associés. Seuls quelques aspects ont été explorés pour la rédaction du présent rapport.

Au niveau des **performances cognitives** (selon le modèle des intelligences fluide et cristalline), les associations observées sont complexes et aucun lien de causalité n'a pu être établi avec les temps d'écran. Il en va de même pour le **développement du langage**, où il a uniquement été observé que plus les enfants sont exposé-e-s à des écrans tôt, moins leurs compétences langagières semblent être développées, sans toutefois qu'une causalité directe soit éprouvée. Le visionnage de certains types de programmes éducatifs ainsi que le co-visionnage (avec les parents) semblent à l'inverse produire des effets positifs sur le développement du langage. Les bénéfices de l'accompagnement par les parents lors du recours aux écrans (par l'explicitation, les questions et les échanges sur ce qui est visionné/expérimenté) tendent en outre à être confirmés.

Par ailleurs, de récentes expériences sur la **capacité de transfert** de très jeunes enfants concluent à une plus grande difficulté, pour celles-ci/ceux-ci, à traiter les informations transmises à partir d'un écran (en 2D). Cette difficulté serait liée à une pensée symbolique qui n'est pas encore suffisamment développée et impliquerait donc un temps plus important pour l'assimilation des informations transmises par écran que pour celles émanant de situations d'interaction de la vie réelle.

Enfin, les recherches relatives aux effets du numérique sur **les apprentissages des élèves** portent principalement sur le développement de modèles théoriques d'intégration du numérique pédagogique, sur l'observation des effets de l'utilisation du numérique dans des contextes scolaires spécifiques ou sur l'analyse des effets du numérique sur des performances scolaires à grandes échelles, mesurés à l'aide d'enquêtes.

- Les modèles théoriques d'intégration du numérique en contexte scolaire ne permettent pas à proprement parler d'observer des effets. Ces modèles ont uniquement pour vocation de faciliter et de contribuer à une intégration la plus optimale possible du numérique.
- Les recherches qualitatives s'inscrivent généralement dans des contextes de classe spécifiques. Les effets qu'elles permettent de documenter portent ainsi sur un public élève bien défini en lien à la conduite d'activités pédagogiques particulières (par exemple : l'enregistrement vidéo comme aide à l'auto-évaluation en leçons d'éducation physique) ou en lien à des modalités d'organisation du travail spécifiques (par exemple : les tablettes comme facilitatrices au passage à une forme de pédagogie par projet). Les effets positifs ou négatifs des usages numériques y sont mesurés selon leur **contribution à l'atteinte d'objectifs spécifiques du projet pédagogique** dans lequel ils s'inscrivent. Dès lors, pour documenter l'ensemble des effets dans leurs spécificités (âge, tâches, disciplines, modalités de travail...) et afin de pouvoir dresser des conclusions (éventuellement généralisables) quant aux pratiques d'intégration du numérique les plus efficaces, l'étude et la classification d'un grand nombre de ces résultats de recherches s'avèreraient nécessaires.

- Les recherches quantitatives (de type PISA) visent en premier lieu à évaluer **les performances scolaires** des élèves de différents contextes (national, mais également social, économique, culturel, etc.) et à en comprendre certains prédicteurs. Dans la dernière enquête PISA (2018), le facteur numérique a été analysé et il semblerait que les élèves déclarant utiliser des supports numériques à l'école (sans précision quant à la nature de l'usage et de la tâche) obtiennent globalement de moins bons résultats que les autres. Cette corrélation ne permet toutefois guère d'établir un lien de causalité entre les deux phénomènes, d'autres facteurs semblant avoir un impact bien plus significatif sur les différences de performances observées entre les élèves. Les auteur-e-s du rapport et le CSRE précisent à cet égard qu'il y aurait lieu d'affiner le type de données récoltées afin d'analyser plus spécifiquement le lien entre des usages spécifiques du numérique et les performances des élèves aux tests. Pourrait s'y ajouter les modalités d'utilisation du numérique par les enseignant-e-s, qui semblent également revêtir une importance en terme de scénarisation pédagogique.

4.4.4 Incertitudes et questionnements

Malgré le foisonnement des recherches relatives aux effets du numérique sur les enfants et les adolescent-e-s, force est de constater que le sujet demeure controversé et qu'il n'existe que peu de consensus sur des effets à priori éprouvés. La raison réside certainement dans les limites et zones d'incertitudes des résultats de recherches.

- **Beaucoup de corrélations et peu de causalités**

Malgré l'observation de nombreuses corrélations, la plupart des études ne sont pas en mesure d'isoler le seul facteur « écran » pour établir un lien de causalité avec des effets bénéfiques ou délétères sur la santé et/ou sur les aptitudes ; ceci en raison de la complexité et l'interdépendance de multiples facteurs concomitants (propres à l'individu, à son environnement direct ou au contexte plus large).

- **Des effets différenciés selon les usages**

La plupart des études à large échelle basent les analyses relatives aux effets du numérique sur des temps d'écran globaux ou reposant principalement sur l'identification d'usages jugés à priori problématiques. De très nombreux-ses auteur-e-s de telles études relèvent l'importance de conduire des études supplémentaires permettant de distinguer plus clairement les différents usages du numérique, dont les effets pourraient eux aussi être distincts.

En vue de la définition d'usages pertinents dans le cadre scolaire, **les recherches du champ des sciences de l'éducation mériteraient d'être explorées plus avant** et nécessiteraient une analyse propre pour pouvoir réellement faire le point sur l'état de la connaissance relative aux caractéristiques du numérique pédagogique et des modalités de son intégration. Il est d'ores et déjà possible de pressentir un fort potentiel du numérique pour certains apprentissages scolaires, mais – tout comme pour d'autres outils à disposition de l'enseignant-e – il semblerait que les bénéfices des supports numériques seront fonction du calibrage **des usages et des méthodologies de travail qui seront privilégiés dans le cadre de visées d'apprentissage données.**

5. Pratiques et recommandations relatives aux écrans

Le chapitre précédent a présenté les principaux champs de recherche et résultats d'études menées sur les effets du numérique sur les enfants et les adolescent-e-s. Nous avons pu y faire le constat de la difficulté à isoler la seule variable *exposition aux écrans* pour déterminer les effets réels du recours aux supports numériques avec écran sur la santé physique et psychique, ainsi que sur les dispositifs d'enseignement-apprentissage.

Parallèlement à cette littérature scientifique et malgré certaines inconnues, de nombreux-ses auteur-e-s et institutions s'entendent pour dire qu'**il y a lieu d'adopter un certain nombre de principes de précaution**, visant notamment à réduire les risques sur la santé des enfants et adolescent-e-s dans le cadre de politiques de santé publique.

Le présent chapitre propose un bref panorama de la documentation récoltée en matière de prévention et de recommandations des usages du numérique dans les contextes familial et scolaire. La première section (5.1) introduit brièvement les grands débats sur l'exposition aux écrans et la raison pour laquelle les principes de précaution prévalent. Les caractéristiques de la documentation récoltée sur ce sujet sont ensuite présentées à la section 5.2 et des synthèses des recommandations relatives aux cadres familial puis scolaire sont enfin proposées aux sections 5.3 et 5.4.

5.1 Du constat des effets au principe de précaution

Une des limites principales des études consultées au Chapitre 4 réside dans l'impossibilité de différencier les effets de différents usages en se limitant à un temps global d'écran. Or, comme le montrent les résultats des enquêtes sur l'utilisation effective du numérique par les enfants et les jeunes (cf. Chapitre 3), une part très importante des temps d'écran chez cette population est principalement dédiée à des activités de type récréatives (ou de loisirs), qui consistent notamment à communiquer via des réseaux sociaux, à consulter des contenus vidéos ou à jouer à des jeux vidéo. Ces activités ne s'inscrivant que peu dans des tâches ou projets plus vastes, il semblerait que c'est elles qui soient les plus contestées par des auteur-e-s d'ouvrages critiques tels que *La Fabrique du crétin digital* (Desmurget, 2019) ou *Les ravages des écrans* (Spitzer, 2019). La « non productivité » de ces temps d'écran récréatifs – effectivement relativement importants – est jugée défavorable au développement de l'enfant et de l'adolescent-e, notamment parce qu'elle a lieu au détriment d'autres activités moins sédentaires et comportant plus d'interactions « réelles », mais également car elles s'opèrent souvent dans des environnements numériques en proie à d'importantes campagnes marketing²⁸.

Or – et au-delà de troubles jugés pathologiques à proprement parler (dépression, anxiété, addiction...) – si le recours aux écrans se réalise trop fréquemment au détriment d'autres activités concourant à une bonne hygiène de vie, il semble pertinent de tendre à le limiter, car un état de santé physique et/ou psychique diminué de l'enfant ou de l'adolescent-e pourra potentiellement impacter l'ensemble des dimensions de sa vie, y compris scolaires.

²⁸ En effet, les critiques de certain-e-s auteur-e-s portent également sur les enjeux politico-économiques de la numérisation de la société : notamment en ce qui concerne l'exploitation du *big data* et la protection des données personnelles, mais aussi les intérêts et le lobbying des producteurs de matériel informatique et de logiciel pour une popularisation de leurs produits auprès des jeunes consommateur-trice-s et dans le secteur éducatif.

À cet égard, les acteurs des domaines de la santé soulignent la difficulté à étudier ce phénomène éminemment complexe, qui est souvent abordé de façon cloisonnée. Impliquant plusieurs dimensions de la santé humaine (cognitive, physique, émotionnelle et sociale), l'étude holistique des impacts potentiels de l'exposition aux écrans nécessiterait peut-être la constitution d'un panel d'expert-e-s interdisciplinaires, comme cela a été le cas pour le complexe phénomène des changements climatiques avec l'institution du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Dans la littérature francophone, l'Avis de l'Académie française des sciences dans l'ouvrage *L'enfant et les écrans* (Bach *et al.*, 2013), à la rédaction duquel avait notamment participé Serge Tisseron, constituait déjà un premier pas dans la direction d'une approche plus interdisciplinaire.

Malgré les nombreuses inconnues, la problématique est en tout cas prise au sérieux par les autorités sanitaires, comme l'indique le nombre important de recommandations mentionnant des temps maximaux et des contextes d'exposition aux écrans à privilégier selon l'âge des enfants. Notamment, les recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé stipulent clairement que ce n'est pas parce que nous manquons pour l'heure de résultats probants sur la question de l'exposition aux écrans qu'il ne faut pas promouvoir des principes de précaution ; le document précise : « *Recommandations fortes, qualité des preuves très limitée* »²⁹ (WHO, 2019).

Il faut de plus souligner que toutes/tous les auteur-e-s, médias et associations œuvrant à sensibiliser le grand public aux risques potentiels des écrans ne peignent pas systématiquement le diable sur la muraille, mais indiquent la **nécessité d'opérer une distinction entre des utilisations constructives/éducatives/productives et d'éventuels excès en matière de consommation récréative** (voir par exemple les campagnes sur www.projuventute.ch). L'attention est particulièrement portée sur la prévention des mésusages qui impliquent des usages excessifs (en termes de *durée* de consommation) ou des usages détournés (par rapport à la *façon* dont l'utilisation du numérique s'opère). Voici deux exemples de mésusages faisant l'objet de nombreuses campagnes de prévention :

- **La cyberaddiction** (temps excessif) : « *On désigne par cyberaddiction ou addiction à internet l'usage pathologique d'internet. [...] Le comportement problématique se situe dans l'utilisation excessive d'internet.* » (Safezone.ch³⁰)
- **Le cyber-harcèlement** (utilisation détournée) : « *Le cyber-harcèlement implique toujours plusieurs auteurs qui s'en prennent à une personne pendant un certain temps via internet ou via un smartphone dans le but délibéré de la blesser, de la menacer, de l'humilier ou de la harceler.* » ([Prévention CH](#)³¹)

5.2 Panorama de la documentation

Il existe une offre importante d'articles, d'ouvrages de portée générale et de documentation traitant de la relation entre le numérique et les enfants/adolescent-e-s. Celle-ci émane notamment d'auteur-e-s issu-e-s des secteurs académique ou journalistique, d'institutions publiques ou privées ou d'autres organismes d'utilité publique (ONG, fondations ou associations). L'Annexe 1 présente l'ensemble de la documentation récoltée : tout d'abord celle produite au niveau des cantons latins³², puis aux niveaux suisse et international. Y sont également répertoriés quelques ouvrages grand public.

²⁹ Traduction libre de l'anglais au français : « Strong recommendations, very low quality evidence »

³⁰ <https://www.safezone.ch/cyberaddiction.html>

³¹ <https://www.skppsc.ch/fr/sujets/internet/cyberharcèlement/>

³² Les auteures du rapport remercient vivement les membres de la Commission des ressources didactiques numériques (CORES) pour leur soutien dans l'inventoriage des documentations cantonales.

Cette documentation inclut des informations ou des recommandations destinées à divers publics (politique ou autorité sanitaire/scolaire, professionnel-le-s de la santé ou enseignant-e-s, parents ou éducateurs-trices et enfants), qui revêtent un caractère plus ou moins officiel selon leur provenance. De la documentation émane notamment d'associations professionnelles (par exemple La Société suisse de pédiatrie) et d'organismes (supra)étatiques (par exemple l'OFSP ou l'OMS). Certaines associations sont en outre très actives en matière de prévention (par exemple : Addiction Suisse ou Swissgamers), de même que certains programmes (par exemple : *Positive Online Content for Children* au niveau de l'Union européenne, *internet-abc* en Allemagne, *Jeunes et médias* en Suisse et de nombreuses campagnes cantonales). Ces programmes offrent un vaste éventail de contenus incluant non seulement des recommandations, mais également des bonnes pratiques (des conseils plus généraux ou des « trucs et astuces ») ainsi que du matériel de prévention spécifique (flyers, posters ou chartes...).

En termes d'exposition aux écrans à proprement parler, **la majorité des recommandations, bonnes pratiques et matériel de prévention est prioritairement destinée aux parents et indirectement aux acteurs du domaine de la santé** (médecine scolaire, pédiatrie...), dont il est souvent attendu qu'ils s'en fassent le relais auprès des parents. Cette documentation porte sur l'accès (support personnel, temps, emplacement...) et les usages (navigation libre sur internet, jeux vidéo, visionnage de contenus vidéos, recours aux réseaux sociaux et services de messagerie instantanée...) du numérique dans le cadre privé et familial.

Une vaste documentation existe également pour le contexte scolaire, mais traite davantage des usages spécifiques (règles ou chartes d'utilisation des supports numériques à l'école, matériel didactique de prévention et ressources didactiques au format numérique pour diverses disciplines...), des missions et objectifs de l'éducation numérique (concept d'intégration, stratégie ou rapport politique), de la conduite et gestion institutionnelle (en matière de personnel dédié, de formation du corps enseignant, d'organisation au sein de l'école...), ou encore de l'équipement, de l'infrastructure et de la sécurité informatique (nombre de postes, connexion internet, politiques et pratiques en matière de protection des données...).

5.3 Documentation pour le cadre familial

En termes de contenus, **la documentation produite pour une application dans le cadre familial est principalement de l'ordre de recommandations, de bonnes pratiques et de prévention**. Lorsqu'elle provient des domaines de la santé, la question des usages numériques est souvent incluse dans celle plus générale relative aux **bons gestes de santé** (sport, alimentation, hygiène) ; l'accent est alors principalement mis sur les risques d'un manque d'activités physiques, des habitudes alimentaires malsaines et l'adoption d'un mode de vie excessivement sédentaire résultant d'un usage potentiellement excessif ou détourné des supports numériques. Les recommandations y formulent en particulier des *temps* d'écran à privilégier ou à ne pas excéder selon l'âge des enfants, ainsi que des pratiques éducatives à privilégier (par exemple : en termes d'accompagnement dans l'utilisation du numérique ou de moments de la journée pendant lesquels les écrans seraient à éviter).

Relativement à cette question générale de l'exposition aux écrans, deux ensembles de recommandations semblent particulièrement populaires auprès du grand public :

- **Les 4 Pas** de Sabine Duflo³³ qui indiquent globalement les contextes et moments où il faut éviter les écrans :

Figure 2 : Les 4 pas. Image provenant du site web e-enfance.org



- **La règle du 3-6-9-12** de Serge Tisseron (2018) qui indique ce qu'il faut favoriser ou éviter en matière d'usages numériques selon des tranches d'âges en lien à l'identification des besoins de l'enfant, et qui se résume comme suit :

Figure 3 : Extrait du flyer « Apprivoiser les écrans et grandir », provenant du site web 3-6-9-12.org



La règle du 3-6-9-12 est contextualisée et approfondie dans l'ouvrage de référence *3-6-9-12 Apprivoiser les écrans et grandir* (Tisseron, 2018), ainsi que dans l'ouvrage collectif *L'enfant et les écrans : un Avis de l'Académie des sciences* (Bach et al., 2013). Ces deux ouvrages identifient quelques usages numériques et présentent l'état de la recherche sur certains de leurs effets, selon les balises d'âges 3-6-9-12 ans. Dans la dernière édition de son ouvrage, Tisseron indique notamment que **la durée passée devant les écrans ne constitue plus un bon critère et est même plutôt mauvais, pris isolément. Il importe surtout, selon lui, de contextualiser cette durée avec les usages qui en sont faits.** Il précise que les supports numériques ne sont pas à considérer comme des produits néfastes dans l'absolu, car ils offrent autant d'opportunités qu'ils comportent de risques. « Tout [...] est [dès lors] affaire [...] d'alternance, d'accompagnement, et d'apprentissage de l'autorégulation » (Tisseron, 2018, p. 148) qui doit prioritairement être développée dans la sphère familiale avec un accompagnement adéquat des professionnel-le-s de la santé (par exemple : des conseils et de la sensibilisation des pédiatres) et de l'école (par exemple : une éducation au et par le numérique) dès le plus jeune âge.

³³ <http://www.sabineduflo.fr/vous-et-les-ecrans-conseils-pratiques/>

En matière de recommandations spécifiques aux âges, il est à noter qu'un grand nombre d'institutions publiques se basent sur la règle du 3-6-9-12 ou utilisent tout au moins les mêmes balises. Au niveau national, la publication *Compétences médiatiques : conseils pour utiliser les médias numériques en toute sécurité* du programme national *Jeunes et médias* de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) (Genner *et al.*, 2016) propose notamment un ensemble de recommandations sur des usages spécifiques, ainsi qu'une vue d'ensemble se basant sur les balises de Serge Tisseron, complétés de quelques indications de durées d'utilisation.

Tableau 7 : Synthèse des recommandations de « Jeunes et médias » (2016)

<p>Objets abordés dans la brochure :</p> <p>Publics-cibles : Parents et toute personne en contact avec les enfants ;</p> <p>Contexte : principalement cadre familial ;</p> <p>Autonomie : parfois spécifiée ;</p> <p>Supports : télévision et smartphone de façon spécifique, tout autre support de façon générique ;</p> <p>Usages : consultation et recherche de divers contenus, échanges et communication par messagerie électronique et réseaux sociaux, jeux vidéo ;</p> <p>Durée : mentionnée jusqu'à l'âge de 12 ans.</p> <p>Principales recommandations (pp. 8-9) :</p> <p>La question de la durée d'exposition est toute relative, « <i>il semble plus important de déterminer les contenus utilisés par les jeunes et les raisons de leur utilisation</i> » (p.8) et de trouver un équilibre avec des activités moins sédentaires (rencontre avec les ami-e-s, sport, musique...). L'échelle des âges utilisée ainsi que les conseils sont sur la même ligne que ceux de la règle 3-6-9-12 de Tisseron.</p> <p>0-2 ans :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour la consultation de vidéos, pas de programme télévisé en continu, y préférer des contenus adaptés à l'âge avec possibilité d'arrêter et de revoir ; ▪ Pas de consultation/recherche de contenus web ; ▪ Pas d'opposition à d'éventuels usages interactifs (jeux) pendant de courtes périodes ; ▪ Pour le nourrisson, lecture d'histoires sans support numérique (besoin de communication verbale et non verbale) ; ▪ Pas de support numérique personnel ni de consultation/recherche de contenus web, vague par rapport à l'autonomie ou à la durée. <p>3-5 ans :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Tout usage adapté à l'âge et tout support confondu, jusqu'à 30 minutes par jour avec accompagnement par un adulte ; ▪ Pas de consultation/recherche de contenus web seul-e ; ▪ Pas de support numérique personnel, pas de précision sur les usages adaptés. <p>6-9 ans :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pas de consultation/recherche de contenus web seul-e ; ▪ Utilisation jusqu'à environ 42 minutes par jour (5 heures par semaine au maximum), vague par rapport à l'autonomie et les autres usages ; ▪ Pas de support numérique personnel. <p>10-12 ans :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Tout usage et tout support confondu, jusqu'à environ 86 minutes par jour (10 heures par semaine au maximum) ; ▪ Possibilité de disposer d'un smartphone personnel, vague par rapport aux usages. <p>13 ans et plus : pas d'indications spécifiques</p> <p>À tout âge :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'utilisation du numérique ne doit pas être l'objet de récompense/punition (donner trop d'importance à l'objet qui devient convoitise) ; ▪ Pas de support numérique dans la chambre pour « <i>s'assurer que la durée convenue d'utilisation des écrans est bien respectée</i> » ; ▪ Instauration de périodes sans écran pour éviter un recours systématique chaque fois que de l'ennui est ressenti ; ▪ Respect des âges légaux pour les applications, jeux et vidéos.
--

En outre, une vaste documentation porte spécifiquement sur des **usages ou contenus numériques jugés à risque** et pouvant potentiellement conduire à des dépendances ou à des abus (soit les usages *excessifs* ou *détournés* du numérique). Ce matériel d'information et de prévention porte sur de nombreux objets, parmi lesquels :

- La cyberaddiction et le cyber-harcèlement (fortement documentés) ;
- Les risques encourus par les adolescent-e-s de se construire des représentations potentiellement biaisées ou problématiques, par exemple liées à la pornographie, à la violence, ainsi qu'aux idéaux de beauté véhiculés sur certains réseaux sociaux ou plus généralement sur internet ;
- Les questions plus juridiques et sécuritaires, par exemple les droits d'auteur-e et à l'image, la réglementation en matière d'âge pour certains contenus notamment.

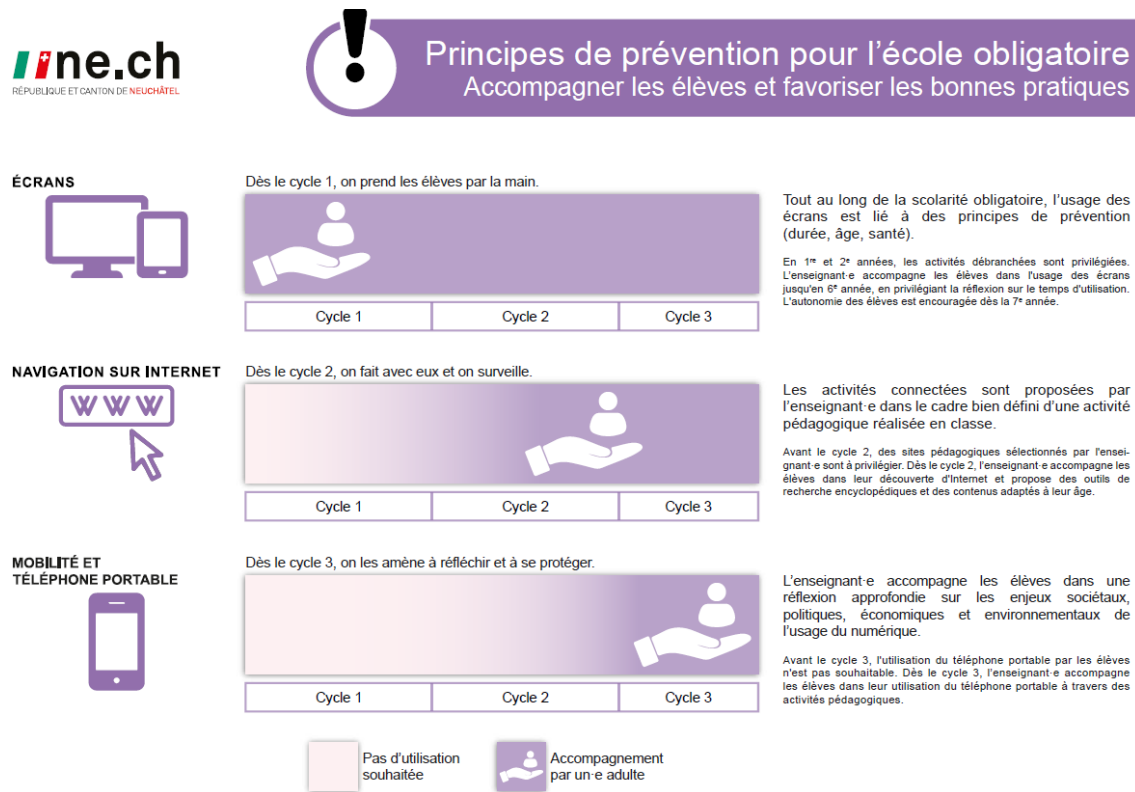
La documentation sur ces objets clarifie généralement la nature de l'usage ou des contenus concernés, et fournit également des indications pour repérer et accompagner des comportements à risque ou problématiques. À l'exception du respect des âges légaux en matière d'usages des réseaux sociaux, des jeux vidéo et des films, ces recommandations ne font pas forcément référence aux âges d'exposition.

5.4 Documentation pour le cadre scolaire

Pour le cadre scolaire, la documentation est de nature variée. Il peut s'agir de rapports sur le concept du numérique scolaire, de stratégies de mise en œuvre, de conseils pour la maintenance ou le renouvellement des infrastructures et des équipements numériques ou encore de matériel de prévention des (més-)usages. Au niveau cantonal, la documentation est essentiellement produite par les départements de l'instruction publique en collaboration avec les centres informatiques scolaires.

En ce qui concerne les recommandations relatives à l'âge des élèves, il y a lieu de constater que la plupart des cantons romands mentionne les balises 3-6-9-12 de Tisseron dans une partie de leur documentation, en particulier celle relative à la prévention des mésusages (qui est parfois également destinée aux familles). Bien que les plateformes de ressources pédagogiques cantonales proposent généralement des activités numériques spécifiques selon le degré scolaire des élèves, seul le canton de Neuchâtel semble déjà avoir promulgué des recommandations spécifiques en matière d'usages et d'accompagnement selon les cycles scolaires (*cf.* Figure 4).

Figure 4 : Principes de prévention pour l'école obligatoire du canton de Neuchâtel – Accompagner les élèves et favoriser les bonnes pratiques

































En matière d'acquisition ou de renouvellement d'**équipement informatique pour les élèves** selon les cycles, un certain nombre de recommandations sont promulguées ; elles sont souvent destinées aux directions ou aux communes (par exemple dans les cantons de Berne, Fribourg et Valais). Celles-ci portent essentiellement sur le type de supports numériques (tablette, ordinateur portable ou fixe...), ainsi que sur la volumétrie (nombre de supports par groupes d'élèves) à privilégier selon les degrés scolaires. L'Annexe 2 présente une vue d'ensemble de ces recommandations pour la Suisse romande et le Tessin, et le Tableau 8 (ci-après) en propose une synthèse selon les trois cycles de la scolarité obligatoire.

La majorité des cantons latins recommande l'emploi de tablettes interactives pour le cycle 1, puis l'introduction progressive d'ordinateurs à partir du cycle 2. Au niveau des ordinateurs, ce sont les portables qui sont généralement privilégiés en raison de leur caractère mobile, à l'exception du canton de Neuchâtel qui favorise la présence d'ordinateurs fixes, notamment en vue de limiter le recours trop important au réseau wifi.

Certains cantons précisent en outre la volumétrie recommandée. Celle-ci suit en principe la logique selon laquelle plus on monte dans les cycles, plus le nombre d'appareils par classe ou groupe d'élèves augmente. Par exemple, le *Guide du matériel IT* du canton de Fribourg conseille l'acquisition de supports numériques selon un rapport de 1:5 (1 support pour 5 élèves) au cycle 1, de 1:3 au cycle 2, puis de 1:2 au cycle 3. La solution *BYOD*³⁴ (*Bring Your Own Device*) est uniquement adoptée au niveau secondaire II, à l'exception des cantons de Berne et du Tessin qui l'envisage comme éventuelle solution complémentaire à l'équipement fourni par l'école au cycle 3.

³⁴ Appellation francophone : *AVEC* (Apportez Votre Équipement personnel de Communication)

Tableau 8 : Synthèse des recommandations en matière d'équipement informatique pour les 3 cycles de la scolarité obligatoire, relatives aux types de supports et à la volumétrie

	Cycle 1		Cycle 2		Cycle 3	
Suisse¹		1/3 élèves	 /  ( pour élèves BEP ³⁵)		1/2 élèves (progress. 1/1)	
Berne		---	 	---	  ()	---
Fribourg		1/5 élèves max.	 ()	1/3 élèves max.	 ()	1/2 élèves max.
Genève		1/2 élèves		1/2 élèves	---	
Jura		---	 ()	---		---
Neuchâtel	---			2/classe 14/collège (salle inf.)		Plusieurs salles inf. / collège
Tessin	---		---		()	---
Valais		13/150 élèves (classe mobile)		13/150 élèves (classe mobile)		13/150 élèves (classe mobile)
		3/classe		3/classe		3/classe
Vaud	---		---		---	

 : tablette /  : ordinateur portable /  : ordinateur fixe /  : BYOD

¹ Suisse : synthèse de 3 recommandations différentes (cf. Annexe 2)

Sans indications spécifiques par rapport aux cycles, des **solutions de projection collective** sont également parfois mentionnées dans les recommandations cantonales, avec une tendance à privilégier le recours à un système interactif de projection déportée qui favorise la compatibilité avec tous les types de supports (Jura, Valais et Fribourg) en permettant de projeter le contenu de n'importe quel support mobile sur un écran principal.

En outre, l'importance de disposer d'une **connexion internet** de très haut débit et de qualité professionnelle est soulignée par tous les cantons, certains précisant d'ailleurs qu'un réseau de bonne qualité permet de réduire les rayonnements électromagnétiques.

³⁵ Élèves à besoins éducatifs particuliers

Enfin, la problématique de la **sécurité informatique** semble fortement réglementée, notamment en ce qui concerne la protection des données personnelles des élèves (Valais, Berne et Neuchâtel).

5.5 Synthèse sur les recommandations

Face aux constats d'une fréquence d'exposition aux écrans grandissante et de son impact potentiel sur l'état de santé physique et psychique des enfants et des adolescent-e-s, **plusieurs institutions, associations et auteur-e-s tentent de documenter et définir une ligne de conduite à adopter en élaborant des recommandations de différentes natures dans le but de prévenir ou limiter les usages excessifs et/ou détournés du numérique**. Malgré l'absence de données probantes sur les impacts directement imputables à l'exposition aux écrans (hormis celles relatives aux excès d'exposition), l'ampleur de la documentation officielle en matière de prévention des mésusages suggère que la problématique est prise au sérieux par les autorités, en particulier en tant qu'enjeu de santé publique.

L'ensemble de la documentation récoltée en lien au numérique (aux niveaux cantonal, suisse et international) est présenté dans un panorama (Annexe 1), où la nature des documents, leur cadre d'application, le public-cible ainsi que les objets sur lesquels ils portent sont spécifiés.

Cadre familial

Les messages de prévention sont prioritairement destinés aux parents et aux acteurs du domaine de la santé. Il est attendu de ces dernier-ère-s une certaine promotion des « bonnes pratiques numériques », intégrées dans la sensibilisation aux « bons gestes de santé », auprès des parents. Ces messages soulignent le caractère peu « constructif » des activités récréatives réalisées habituellement sur écran par les enfants et les adolescent-e-s. Dans ce cadre d'application, les recommandations portent en particulier sur **des durées, des moments d'utilisation ainsi que des pratiques d'accompagnement de l'enfant** (par exemple *Les 4 pas* de Sabine Duflo ou *La règle du 3-6-9-12* de Serge Tisseron).

Au **niveau suisse**, les publications du programme national *Jeunes et médias* présentent en outre des recommandations destinées aux parents et aux jeunes, ainsi qu'une série de documents spécifiques au cadre scolaire à l'attention des directions et des enseignant-e-s.

Cadre scolaire

Pour le contexte scolaire, la documentation consultée porte essentiellement sur **des usages spécifiques du numérique** (par exemple la consultation d'internet ou des réseaux sociaux lors de l'utilisation des supports numériques à l'école), ainsi que sur **l'infrastructure** (y compris les questions sécuritaires, telles que la protection des données des élèves) et **l'équipement informatique** nécessaires pour assurer le bon déroulement des activités numériques à visée pédagogique. Il y est notamment question du recours à des réseaux de connexion internet de très bonne qualité (également en vue de limiter l'exposition au rayonnement électromagnétique) et de l'acquisition ou du renouvellement de l'équipement informatique pour les élèves.

En matière de **recommandations par degré/cycle scolaire**, le recours aux tablettes interactives est privilégié pour le cycle 1 puis aux ordinateurs portables à partir du cycle 2. Le principe du BYOD/AVEC est uniquement préconisé pour le secondaire II et parfois pour le cycle 3 comme solution complémentaire au matériel fourni par l'école. Le nombre recommandé de supports numériques par élève augmente avec le degré : par exemple selon un rapport de 1:5 pour le cycle 1, 1:3 pour le cycle 2 et 1:2 pour le cycle 3.

6. En guise de conclusion

Avec la contribution de Viridiana Marc, directrice de l'IRDP et secrétaire générale adjointe de la CIIP

En conclusion de ce rapport, force est de constater que les effets négatifs d'une exposition aux écrans en général et de certains usages numériques particuliers sont principalement associés à une utilisation excessive (durée) ou détournée (façon) des supports numériques, ainsi qu'à des conditions d'utilisation non adéquates (contexte et accompagnement). Comme évoqué précédemment, le manque de recherches quant aux effets potentiellement bénéfiques ne permet pas de présenter en vis-à-vis les apports et limites des usages numériques, ce que de futures recherches pourraient potentiellement nous apporter. À ce sujet, il s'agit de rappeler que la littérature en faveur de l'utilisation du numérique existe, mais qu'elle n'est pas spécifiquement associée à l'exposition aux écrans, étant entendu que ce terme est très générique et qu'il fait généralement référence à la consommation récréative de divers médias (notamment la consultation de vidéos ou de divers contenus sur internet, ainsi que les échanges sur les réseaux sociaux). Dans le domaine pédagogique par exemple, le recours à des usages spécifiques du numérique pour soutenir certains apprentissages (technologies éducatives) ou compenser certaines difficultés (technologies d'aide) est passablement documenté. Le sujet est d'ailleurs tellement vaste et complexe que l'exploration des effets d'usages numériques spécifiques dans le cadre scolaire nécessiterait des études et analyses propres.

Au vu des récents résultats sur lesquels nous nous sommes basées, il paraît cependant nécessaire, pour une première coordination des principes devant régir la présence ou non d'écrans dans les classes, de penser toute indication dans un esprit de précaution et de priorisation au regard du développement de l'enfant et de ses besoins tels que nous les connaissons. De fait, si de futurs travaux et études pouvaient venir davantage éclairer les bienfaits et nuisances de certaines activités réalisées sur écran, en particulier dans le cadre scolaire, les données actuelles paraissent insuffisamment précises pour permettre d'exclure totalement les écrans des classes pour une année scolaire spécifique, mais un juste équilibre doit être recherché et l'encadrement par les enseignant-e-s doit être revendiqué comme primordial.

Nous proposons donc, dans cette conclusion, de mettre en évidence les paramètres majeurs à prendre en compte dans la réflexion en vue de l'élaboration de recommandations pour les équipements en supports numériques des classes et des écoles. Ces paramètres sont d'autant plus importants que l'enfant est jeune, mais il peut être considéré que, s'ils diminuent à *priori crescendo* du cycle 1 au cycle 3, ils restent cependant présents tout au long de la scolarité obligatoire :

- A. le **développement moteur** (coordination, motricité fine, etc.) chez l'enfant reste déterminant pour l'appropriation de son espace et de la représentation qu'elle/qu'il s'en fait, pour le développement de son schéma corporel et pour l'acquisition de gestes essentiels à l'écriture, soutien reconnu comme corrélatif à l'apprentissage de la lecture ; l'adolescent-e reste concerné-e par ce paramètre, bien que le besoin de mouvements puisse être mieux géré en classe (cf. sous-section 4.1.2 – santé physique) ;
- B. la **socialisation** dès le plus jeune âge passe par des interactions entre pairs et avec les adultes de référence ; la gestion de ses besoins et de ses émotions nécessite de l'enfant et de l'adolescent-e un apprentissage et une attention régulière de la part du corps enseignant (cf. sous-section 4.1.3 – santé psychique) ;

- C. la **construction des savoirs et la mise en place d'outils cognitifs** nécessitent un accompagnement et la réalisation d'activités dans lesquelles l'enfant et l'adolescent-e sont actifs-ves ; sans exclure le recours à des supports numériques pour réaliser ces derniers, il est de fait nécessaire, tout comme lors de la rédaction de moyens d'enseignement, d'identifier les apprentissages attendus lors de ces activités et de réfléchir, pour celles-ci, au support le plus pertinent pour ce faire (cf. sous-section 4.2.2 enseignement-apprentissage).

Les études consultées ne s'inscrivent pas en faux face à ces constats, bien au contraire :

- le besoin de mouvements liés au développement moteur (point a) s'inscrit en parfaite cohérence avec les questions de santé soulevées par la sédentarité des usages plus ou moins passifs face à un écran ;
- le besoin d'interactions sociales (point b) concorde avec l'appréciation positive des jeunes quant aux types d'activités privilégiées (Suter *et al.*, 2018) et corrobore les effets néfastes qu'implique un isolement ou de trop longues périodes d'activités solitaires ;
- le développement d'expériences d'enseignement-apprentissage impliquant des outils numériques et la définition des postures (passive, active, constructive, interactive) dans lesquelles les élèves devraient idéalement se trouver lors d'une telle séquence sont des concepts en partie communs (voire complémentaires) à ceux destinés aux activités plus traditionnelles, en particulier au cycle 1 (point c).

En d'autres termes, les principes majeurs de tout apprentissage, relevés d'ailleurs par le Conseil scientifique de l'éducation nationale française (Dehaene, 2019, p. 14), que sont l'**engagement actif**, l'**attention** (et la motivation), le **retour sur l'erreur** et l'**automatisation**, sont renforcés par de multiples résultats de recherches. Ils doivent ainsi être considérés comme des piliers majeurs, dont l'enseignant-e prendra particulièrement soin et pour lesquels il/elle détient un rôle essentiel quant à la clarté de ses actions et de ses intentions en termes d'éducation et d'instruction.

Les recommandations existent dans bien des domaines, y compris relativement à la place des écrans au sein des familles. Or, force est de constater qu'en Suisse, comme dans bien des pays, les études démontrent leurs limites ; nous serions bien inspiré-e-s d'investir dans l'observation de l'usage des écrans au service des pratiques les plus propices aux apprentissages, plutôt qu'à la seule identification des comportements problématiques. Le respect d'interdits – ou leur défiance – pourrait sans doute être dépassé par des incitations avisées, des impulsions sources d'inspiration et de conscientisation des actions, en particulier pour l'enseignant-e, quant aux activités et apprentissages à réaliser selon l'âge des élèves. Si le PER et les MER offrent des références quant aux apprentissages à assurer et aux variétés des activités possibles, il reste essentiel que l'enseignant-e demeure le/la référent-e dans les supports à privilégier, le/la garant-e de leur exclusion pour les cas qui ne s'y prêtent pas et le/la médiateur-trice au sein d'une palette dimensionnée à la mesure des possibilités de ses élèves, d'une époque et de leur futur.

7. Bibliographie

- Adelantado-Renau, M., Moliner-Urdiales, D., Cavero-Redondo, I., Beltran-Valls, M.R., Martínez-Vizcaino, V., & Álvarez-Bueno, C. (2019). Association between screen media use and academic performance among children and adolescents : a systematic review and meta-analysis. *JAMA Pediatrics*, 173(11), 1058-1067. <https://doi.org/10.1001/jamapediatrics.2019.3176>
- Agence nationale de sécurité sanitaire, alimentation, environnement, travail (ANSES). (2016). *Exposition aux radiofréquences et santé des enfants*. ANSES.
- Agence nationale de sécurité sanitaire, alimentation, environnement, travail (ANSES). (2017). *Radiofréquences et santé : comprendre où en est la recherche*. ANSES.
- Agence nationale de sécurité sanitaire, alimentation, environnement, travail (ANSES). (2018). *Hypersensibilité électromagnétique ou intolérance environnementale idiopathique attribuée aux champs électromagnétiques*. ANSES.
- Akinbinu, T.R., & Mashalla, Y.J. (2014). Impact of computer technology on health : computer vision syndrome (CVS). *Medical Practice and Review*, 5(3), 20-30.
- Amadiou, F. (2017). *Articulation des différents moments dans la classe : comment concevoir des outils numériques pour des élèves aux stratégies d'apprentissage différentes?* Conférence de consensus « différenciation pédagogique », 7-8 mars 2017, Lycée Diderot, Paris.
- Archimi, A., Eichenberger, Y., Kretschmann, A., & Jordan, M.D. (2016). *Habitudes alimentaires, activité physique, usage des écrans et statut pondéral chez les élèves de 11 à 15 ans en Suisse*. *Addiction Suisse*.
- Baccino, T., & Draï-Zerbib, V. (2015). *La lecture numérique* (2e éd.). Presses universitaires de Grenoble.
- Bach, J.-F., Houdé, O., Léna, P., & Tisseron, S. (2013). *L'enfant et les écrans : un avis de l'Académie des sciences*. Le Pommier.
- Bacquelé, V. (2019). *Approche de l'usage du numérique en contexte inclusif : des technologies au service des élèves dyslexiques du second degré*. Institut national supérieur de formation et de recherche pour l'éducation des jeunes handicapés et les enseignements adaptés (INSHEA).
- Basque, J., & Lundgren-Cayrol, K. (2002). Une typologie des typologies des applications des TIC en éducation. *Sciences et techniques éducatives*, 9(3/4), 263-298.
- Bawaked, R.A., Fernández-Barrés, S., Navarrete-Muñoz, E.M., González-Palacios, S., Guxens, M., Irizar, A., Lertxundi, A., Sunyer, J., Vioque, J., Schröder, H., Vrijheid, M., & Romaguera, D. (2020). Impact of lifestyle behaviors in early childhood on obesity and cardiometabolic risk in children : results from the Spanish INMA birth cohort study. *Pediatric Obesity*, 15, e12590. <https://doi.org/10.1111/ijpo.12590>
- Beausoleil, H. (2019). *L'évaluation en éducation physique à l'aide de la tablette tactile*. 3e colloque de l'AUPTIC-éducation, 20-22 novembre 2019, Fribourg.
- Bediou, B., Adams, D.M., Mayer, R.E., Tipton, E., Green, C.S., & Bavelier, D. (2018). Meta-analysis of action video game impact on perceptual, attentional, and cognitive skills. *Psychological Bulletin*, 144(1), 77-110. <https://doi.org/10.1037/bul0000130>
- Belanger, R., Akre, C., Berchtold, A., & Michaud, P.-A. (2011). A u-shaped association between intensity of internet use and adolescent health. *Pediatrics*, 127, e330-5. <https://doi.org/10.1542/peds.2010-1235>
- Bétrancourt, M. (2007). Pour des usages des TIC au service de l'apprentissage. *Les dossiers de l'ingénierie éducative, hors-série*, 127-137.
- Bibeau, R. (2005). Les TIC à l'école : proposition de taxonomie et analyse des obstacles à leur intégration. *EpiNet*, 79.
- Biddle, S.J.H., García Bengoechea, E., & Wiesner, G. (2017). Sedentary behaviour and adiposity in youth : a systematic review of reviews and analysis of causality. *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, 14(1), 43. <https://doi.org/10.1186/s12966-017-0497-8>
- Borbely, A.A. (2011). *Résultats du programme national de recherche sur les éventuels risques sanitaires émanant des rayonnements électromagnétiques*. Fonds national suisse (FNS).
- Borst, G. (2019). Écrans et développement de l'enfant et de l'adolescent. *Futuribles*, 433(6), 41-49. <https://doi.org/10.3917/futur.433.0041>

- Braig, S., Genuneit, J., Walter, V., Brandt, S., Wabitsch, M., Goldbeck, L., Brenner, H., & Rothenbacher, D. (2018). Screen time, physical activity and self-esteem in children : the ulm birth cohort study. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 15(6). <https://doi.org/10.3390/ijerph15061275>
- Carson, V., Hunter, S., Kuzik, N., Gray, C.E., Poitras, V.J., Chaput, J.-P., Saunders, T.J., Katzmarzyk, P.T., Okely, A.D., Connor Gorber, S., Kho, M.E., Sampson, M., Lee, H., & Tremblay, M.S. (2016). Systematic review of sedentary behaviour and health indicators in school-aged children and youth : an update. *Applied Physiology, Nutrition, and Metabolism*, 41(6 Suppl. 3), 240-265. <https://doi.org/10.1139/apnm-2015-0630>
- Carter, B., Rees, P., Hale, L., Bhattacharjee, D., & Paradkar, M.S. (2016). Association between portable screen-based media device access or use and sleep outcomes : a systematic review and meta-analysis. *JAMA Pediatrics*, 170(12), 1202-1208. <https://doi.org/10.1001/jamapediatrics.2016.2341>
- Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation (CSRE). (2018). *L'éducation en Suisse : rapport 2018*. CSRE. <https://www.skbfc-sre.ch/fr/rapport-sur-leducation/rapport-education/>
- Charlier, B. (2019). Les environnements numériques d'apprentissage : quelques éléments d'intelligibilité pour la e-Formation. In A. Jézégou (dir.), *Traité de la e-formation des adultes* (pp. 89-117). De Boeck Supérieur.
- Chi, M.T.H., & Wylie, R. (2014). The ICAP framework : linking cognitive engagement to active learning outcomes. *Educational Psychologist*, 49(4), 219-243.
- Christakis, D.A., Ramirez, J.S.B., Ferguson, S.M., Ravinder, S., & Ramirez, J.-M. (2018). How early media exposure may affect cognitive function : a review of results from observations in humans and experiments in mice. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 115(40), 9851-9858. <https://doi.org/10.1073/pnas.1711548115>
- Cole, T.J., Bellizzi, M.C., Flegal, K.M., & Dietz, W.H. (2000). Establishing a standard definition for child overweight and obesity worldwide : international survey. *BMJ*, 320(7244), 1240-1243. <https://doi.org/10.1136/bmj.320.7244.1240>
- Coles-Brennan, C., Sulley, A., & Young, G. (2019). Management of digital eye strain. *Clinical & Experimental Optometry*, 102(1), 18-29. <https://doi.org/10.1111/cxo.12798>
- Collet, M., Gagnière, B., Rousseau, C., Chapron, A., Fiquet, L., & Certain, C. (2019). Case-control study found that primary language disorders were associated with screen exposure. *Acta Paediatrica*, 108(6), 1103-1109. <https://doi.org/10.1111/apa.14639>
- Committee on Public Education. (2001). Media violence. *Pediatrics*, 108(5), 1222-1226. <https://doi.org/10.1542/peds.108.5.1222>
- Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP). (2018). *Décision de l'Assemblée plénière de la CIIP du 22 novembre 2018, relative à l'éducation numérique*. CIIP.
- Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). (2017). *Plan d'études cadre pour les écoles de maturité : informatique*. CDIP.
- Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). (2018). *Stratégie de la CDIP du 21 juin 2018 pour la gestion de la transition numérique dans le domaine de l'éducation*. CDIP.
- Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). (2019). *Mesures relatives à la stratégie numérique de la CDIP : plan d'action de la CDIP relatif à la stratégie du 21 juin 2018 pour la gestion de la transition numérique dans le domaine de l'éducation*. CDIP.
- Consortium PISA.ch. (2019). *PISA 2018 : les élèves de Suisse en comparaison internationale*. SEFRI ; CDIP.
- Corniou, M. (2019). Écrans : nos enfants sont-ils en danger ? *Québec Science, avril-mai*.
- Costigan, S.A., Barnett, L., Plotnikoff, R.C., & Lubans, D.R. (2013). The health indicators associated with screen-based sedentary behavior among adolescent girls : a systematic review. *Journal of Adolescent Health*, 52(4), 382-392. <https://doi.org/10.1016/j.jadohealth.2012.07.018>
- Courbet, D., & Fourquet-Courbet, M.-P. (2019). Usages des écrans, surpoids et obésité. *Obésité*, 14, 131-138. <https://doi.org/10.3166/obe-2019-0074>
- Crasson, M. (2005). L'hypersensibilité à l'électricité : une approche multidisciplinaire pour un problème multifactoriel : revue de la littérature. *European Review of Applied Psychology*, 55(1), 51-67. <https://doi.org/10.1016/j.erap.2004.10.001>
- De Vries, E. (2001). Les logiciels d'apprentissage : panoplie ou éventail ? *Revue française de pédagogie*, 137, 105-116.
- Dehaene, S. (2019). *La science au service de l'école*. Odile Jacob.
- Delgrande Jordan, M. (2020). *Les écrans, Internet et les réseaux sociaux : résultats de l'enquête « Health Behaviour in School-aged Children » (HBSC) 2018*. Addiction Suisse.
- Depover, C., Karsenti, T., & Komis, V. (2007). *Enseigner avec les technologies : favoriser les apprentissages, développer des compétences*. Presses de l'Université du Québec.
- Desmurget, M. (2019). *La fabrique du crétin digital, les dangers des écrans pour nos enfants*. Seuil.

- Dieudonné, M. (2019). Becoming electro-hypersensitive : a replication study. *Bioelectromagnetics*, 40(3), 188-200. <https://doi.org/10.1002/bem.22180>
- Dockrell, S., Earle, D., & Galvin, R. (2010). Computer-related posture and discomfort in primary school children : the effects of a school-based ergonomic intervention. *Computers & Education*, 55(1), 276-284. <https://doi.org/10.1016/j.compedu.2010.01.013>
- Domingues-Montanari, S. (2017). Clinical and psychological effects of excessive screen time on children. *Journal of Paediatrics and Child Health*, 53(4), 333-338. <https://doi.org/10.1111/jpc.13462>
- Dubreu-Béclin, A. (2018). Exposition aux écrans et croissance psychique. *L'évolution psychiatrique*, 83(3), 399-414. <https://doi.org/10.1016/j.evopsy.2018.05.002>
- Duflo, S. (2018). *Quand les écrans deviennent neurotoxiques : protégeons le cerveau de nos enfants !* Marabout.
- Dumez, H. (2011). Faire une revue de littérature : pourquoi et comment ? *Le libellio d'AEGIS*, 7(2), 15-27.
- Elhai, J.D., Dvorak, R.D., Levine, J.C., & Hall, B.J. (2017). Problematic smartphone use : a conceptual overview and systematic review of relations with anxiety and depression psychopathology. *Journal of Affective Disorders*, 207, 251-259. <https://doi.org/10.1016/j.jad.2016.08.030>
- Fang, K., Mu, M., Liu, K., & He, Y. (2019). Screen time and childhood overweight/obesity : a systematic review and meta-analysis. *Child : Care, Health and Development*, 45(5), 744-753. <https://doi.org/10.1111/cch.12701>
- Fievez, A. (2017). *L'intégration des TIC en contexte éducatif : modèles, réalités et enjeux*. Presses de l'Université de Québec.
- Freund, N. (2018). Écrans et développement langagier de l'enfant : quels constats, quelles réponses ? In M. Bonnefoy, B. Caucat, C. Garrigues & P. Suesser (dirs), *Santé et épanouissement de l'enfant : dans quel environnement ?* (pp. 201-207). Erès.
- Gassama, M., Bernard, J., Dargent-Molina, P., & Charles, M.-A. (2018). *Activités physiques et usage des écrans à l'âge de 2 ans chez les enfants de la cohorte Elfe : analyse statistique et rapport préparés à la demande et avec le soutien financier de la Direction Générale de la Santé*. INSERM ; CRESS ; INED.
- Gauthier, P. (2004). *Taxonomie des outils TICE par fonctions technico-pédagogiques*. Portail des technologies éducatives de la GEV, Mission outils TICE. <http://web.archive.org/web/20061124085344/http://gev.industrie.gouv.fr/IMG/pdf/TaxonomieOutilsTICE-3.pdf>
- Genner, S., Suter, L., Waller, G., Schoch, P., Willemse, I., & Süss, D. (2017). *MIKE – Medien, Interaktion, Kinder, Eltern : Ergebnisbericht zur MIKE-Studie 2017*. Haute école zurichoise des sciences appliquées (ZHAW).
- Genner, S., Süss, D., Waller, G., Willemse, I., Suter, L., Oppliger, S., & Domdey, P. (2016). *Compétences médiatiques : conseils pour utiliser les médias numériques en toute sécurité* (5^e éd.). Jeunes et médias ; Haute école zurichoise des sciences appliquées (ZHAW).
- Génolini, J.-P., Ehlinger, V., Escalon, H., & Godeau, E. (2016). *La santé des collégiens en France/2014 : données françaises de l'enquête internationale Health Behaviour in School-aged Children (HBSC). Habitudes alimentaires, activité physique et sédentarité*. Santé publique.
- Girandola, F. (2004). Violence dans les médias : quels effets sur les comportements ? *Questions de communication*, 5, 55-68. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7096>
- Guez, A., & Ramus, F. (2019). Les écrans ont-ils un effet causal sur le développement cognitif des enfants ? *Revue suisse de pédagogie spécialisée*, 4, 14-21.
- Hale, L., & Guan, S. (2015). Screen time and sleep among school-aged children and adolescents : a systematic literature review. *Sleep Medicine Reviews*, 21, 50-58. <https://doi.org/10.1016/j.smrv.2014.07.007>
- Harlé, B., & Desmurget, M. (2012). Effets de l'exposition chronique aux écrans sur le développement cognitif de l'enfant. *Archives de pédiatrie*, 19(7), 772-776. <https://doi.org/10.1016/j.arcped.2012.04.003>
- Hattie, J. (2009). *Visible learning : a synthesis of over 800 meta-analyses relating to achievement*. Routledge.
- Haut Conseil de la Santé Publique (HCSP). (2020). *Analyse des données scientifiques : effets de l'exposition des enfants et des jeunes aux écrans*. HCSP.
- Huteau, M., & Lautrey, J. (2006). Les grandes catégories de tests d'intelligence. In M. Huteau & J. Lautrey, *Les tests d'intelligence* (pp. 48-82). La Découverte.
- Hutton, J.S., Dudley, J., Horowitz-Kraus, T., DeWitt, T., & Holland, S.K. (2020). Associations between screen-based media use and brain white matter integrity in preschool-aged children. *JAMA Pediatrics*, 174(1), e193869. <https://doi.org/10.1001/jamapediatrics.2019.3869>
- Institut national de santé publique du Québec (INSPQ). (2016). Le temps d'écran, une autre habitude de vie associée à la santé. *TOPO*, 12, 8.
- International commission on non-ionizing radiation protection (ICNIRP). (2020). *Guidelines for limiting exposure to electromagnetic fields*. Retrieved from : <https://www.icnirp.org/cms/upload/publications/ICNIRPrfgdl2020.pdf>

- Jackson, L.A., von Eye, A., Fitzgerald, H.E., Zhao, Y., & Witt, E.A. (2010). Self-concept, self-esteem, gender, race and information technology use. *Computers in Human Behavior*, *26*(3), 323-328. <https://doi.org/10.1016/j.chb.2009.11.001>
- Janssen, X., Martin, A., Hughes, A.R., Hill, C.M., Kotronoulas, G., & Hesketh, K.R. (2020). Associations of screen time, sedentary time and physical activity with sleep in under 5s : a systematic review and meta-analysis. *Sleep Medicine Reviews*, *49*, 101226. <https://doi.org/10.1016/j.smrv.2019.101226>
- Karsenti, T. (2019). Screen use and its impact on teenagers : ongoing education and open-minded vigilance. *Formation et profession*, *27*(3), 146-152.
- Knocks, S., Sager, P., & Perissinotto, C. (2018). *La « cyberaddiction » en Suisse : rapport de synthèse 2016-2018*. GREA ; Fachverband Sucht.
- Lambozo, J., Souques, M., Bourg, F., Guillaume, X., & Perrin, A. (2013). Les médecins généralistes français face aux champs électromagnétiques. *La presse médicale*, *42*(5), e133-e143. <https://doi.org/10.1016/j.lpm.2012.09.026>
- LANCA, C., & Saw, S.-M. (2020). The association between digital screen time and myopia : a systematic review. *Ophthalmic and Physiological Optics*, *40*(2), 216-229. <https://doi.org/10.1111/opo.12657>
- LeBlanc, A.G., Spence, J.C., Carson, V., Connor Gorber, S., Dillman, C., Janssen, I., Kho, M.E., Stearns, J.A., Timmons, B.W., & Tremblay, M.S. (2012). Systematic review of sedentary behaviour and health indicators in the early years (aged 0-4 years). *Applied Physiology, Nutrition, and Metabolism*, *37*(4), 753-772. <https://doi.org/10.1139/h2012-063>
- LeBlanc, A.G., Gunnell, K.E., Prince, S.A., Saunders, T.J., Barnes, J.D., & Chaput, J.-P. (2017). The ubiquity of the screen : an overview of the risks and benefits of screen time in our modern world. *Translational Journal of the American College of Sports Medicine*, *2*(17), 104-113. <https://doi.org/10.1249/TJX.0000000000000039>
- Lerner, C., & Barr, R. (2015). Screen sense : setting the record straight : research-based guidelines for screen use for children under 3 years old. Zero to Three.
- Leroux, H. (2017). Des outils adaptés à l'école ? *Science & vie*, *278*(Hors-série), 74-85.
- Li, X., Buxton, O.M., Lee, S., Chang, A.-M., Berger, L.M., & Hale, L. (2019). Sleep mediates the association between adolescent screen time and depressive symptoms. *Sleep Medicine*, *57*, 51-60. <https://doi.org/10.1016/j.sleep.2019.01.029>
- Lissak, G. (2018). Adverse physiological and psychological effects of screen time on children and adolescents : literature review and case study. *Environmental Research*, *164*, 149-157. <https://doi.org/10.1016/j.envres.2018.01.015>
- Madigan, S., Browne, D., Racine, N., Mori, C., & Tough, S. (2019). Association between screen time and children's performance on a developmental screening test. *JAMA Pediatrics*, *173*(3), 244-250. <https://doi.org/10.1001/jamapediatrics.2018.5056>
- Madigan, S., McArthur, B.A., Anhorn, C., Eirich, R., & Christakis, D.A. (2020). Associations between screen use and child language skills : a systematic review and meta-analysis. *JAMA Pediatrics*, *174*(7), 665-675. <https://doi.org/10.1001/jamapediatrics.2020.0327>
- Magee, L., & Hale, L. (2012). Longitudinal associations between sleep duration and subsequent weight gain : a systematic review. *Sleep Medicine Reviews*, *16*(3), 231-241. <https://doi.org/10.1016/j.smrv.2011.05.005>
- Maras, D., Flament, M.F., Murray, M., Buchholz, A., Henderson, K.A., Obeid, N., & Goldfield, G.S. (2015). Screen time is associated with depression and anxiety in Canadian youth. *Preventive Medicine*, *73*, 133-138. <https://doi.org/10.1016/j.ypmed.2015.01.029>
- Mayer, R.E. (2014). Cognitive theory of multimedia learning. In R.E. Mayer (ed.), *The Cambridge handbook of multimedia learning* (2nd ed.) (pp. 43-71). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9781139547369.005>
- Merckel, O. (2020). Radiofréquences et santé. *Enjeux numériques*, *9*, 47-54.
- Mild, K.H., Repacholi, M., van Deventer, E., & Ravazzani, P. (eds). (2006). *Electromagnetic hypersensitivity. Proceedings International Workshop on EMF Hypersensitivity, October 25-27, 2004, Prague, Czech Republic*. World Health Organization.
- Minotte, P., & Zarbo, A. (2016). Grandir à l'heure d'Internet, enjeux développementaux et psychoaffectifs. In A. Klein (dir.), *Nos jeunes à l'ère numérique* (pp. 67-94). Academia L'Harmattan.
- Moom, R.K., & Singh, L.P. (2018). A systematic review on computer usage among employees and its impact on musculoskeletal disorders. *Journal of Industrial Safety Engineering*, *4*(3), 43-54. <https://doi.org/10.3759/joise.v4i3.139>

- Office fédéral de l'environnement (OFEV). (2012). *Hypersensibilité électromagnétique : évaluation d'études scientifiques : état fin 2011 : résumé*. OFEV.
<https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/electrosmog/publications-etudes/publications/hypersensibilite-electromagnetique-resume.html>
- Office fédéral de la santé publique (OFSP). (2019). *Téléphones mobiles et smartphones*. OFSP.
<https://www.bag.admin.ch/dam/bag/fr/dokumente/str/nis/faktenblaetter-emf/faktenblatt-smartphone.pdf.download.pdf/faktenblatt%20smartphone%20f.pdf>
- Paulus, M.P., Squeglia, L.M., Bagot, K., Jacobus, J., Kuplicki, R., Breslin, F.J., Bodurka, J., Sheffield Morris, A., Thompson, W.K., Bartsch, H., & Tapert, S.F. (2019). Screen media activity and brain structure in youth : evidence for diverse structural correlation networks from the ABCD study. *NeuroImage*, 185, 140-153.
<https://doi.org/10.1016/j.neuroimage.2018.10.040>
- Rey-López, J.P., Vicente-Rodríguez, G., Biosca, M., & Moreno, L.A. (2008). Sedentary behaviour and obesity development in children and adolescents. *Nutrition, Metabolism and Cardiovascular Diseases*, 18(3), 242-251. <https://doi.org/10.1016/j.numecd.2007.07.008>
- Richter, F., Walker, H., & Baumberger, P. (2016). « Cyberaddiction » en Suisse : rapport intermédiaire du groupe d'experts dans le domaine de la cyberaddiction. GREA ; Fachverband Sucht.
- Rideout, V. (2017). *The common sense census : media use by kids age zero to eight*. Common Sense Media.
- Rideout, V., & Robb, M.B. (2019). *The common sense census : media use by tweens and teens*. Common Sense Media.
- Rosenfield, M. (2016). Computer vision syndrome (a.k.a. Digital eye strain). *Optometry in Practice*, 17, 1-10.
- Sander, E., Gros, H., Gvozdic, K., & Scheibling-Sève, C. (2018). *Les neurosciences en éducation*. Retz.
- Saunders, T.J., Chaput, J.-P., & Tremblay, M.S. (2014). Sedentary behaviour as an emerging risk factor for cardiometabolic diseases in children and youth. *Canadian Journal of Diabetes*, 38, 53-61.
<https://doi.org/10.1016/j.cjcd.2013.08.266>
- Scheen, A.J. (2003). Comment j'explore... les secrets d'une méta-analyse. *Revue médicale de Liège*, 58(1), 41-46.
- Schoch, P., Waller, G., Domdey, P., & Süß, D. (2018). *ADELE – Activité, digitales, éducation, loisirs, enfants : les médias numériques au sein de familles avec enfants âgés de 4 à 7 ans*. Haute école zurichoise des sciences appliquées (ZHAW).
- Schumacher, J.-A., & Vuilleumier, P. (2019). *Former au numérique : un processus complexe : de la réflexion à l'action*. 3^e colloque de l'AUPTIC-éducation, 20-22 novembre 2019, Fribourg.
- Spitzer, M. (2019). *Les ravages des écrans, les pathologies à l'ère numérique*. L'échappée.
- Statistique Canada. (2019). *Activité physique et temps passé devant un écran chez les enfants et les jeunes canadiens, 2016 et 2017* (Feuilles d'information de la santé). Statistique Canada.
- Stiglic, N., & Viner, R.M. (2019). Effects of screentime on the health and well-being of children and adolescents : a systematic review of reviews. *BMJ Open*, 9(1), e023191.
<https://doi.org/10.1136/bmjopen-2018-023191>
- Straker, L., Harris, C., Joosten, J., & Howie, E.K. (2018). Mobile technology dominates school children's IT use in an advantaged school community and is associated with musculoskeletal and visual symptoms. *Ergonomics*, 61(5), 658-669. <https://doi.org/10.1080/00140139.2017.1401671>
- Suchert, V., Hanewinkel, R., & Isensee, B. (2015). Sedentary behavior and indicators of mental health in school-aged children and adolescents : a systematic review. *Preventive Medicine*, 76, 48-57.
<https://doi.org/10.1016/j.ypmed.2015.03.026>
- Suter, L., Waller, G., Bernath, J., Külling, C., Willemse, I., & Süß, D. (2018). *JAMES – Jeunes, activités, médias, enquête Suisse*. Haute école zurichoise des sciences appliquées (ZHAW)
- Suter, L., Külling, C., Bernath, J., Waller, G., Willemse, I. & Süß, D. (2019). *JAMESfocus : les médias numériques à l'école*. Haute école zurichoise des sciences appliquées (ZHAW).
- Tisseron, S. (2018). *3-6-9-12 : apprivoiser les écrans et grandir*. Erès.
- Toh, S.H., Coenen, P., Howie, E.K., & Straker, L.M. (2017). The associations of mobile touch screen device use with musculoskeletal symptoms and exposures : a systematic review. *PLOS ONE*, 12(8), e0181220.
<https://doi.org/10.1371/journal.pone.0181220>
- Toh, S.H., Coenen, P., Howie, E.K., Smith, A.J., Mukherjee, S., Mackey, D.A., & Straker, L.M. (2020). A prospective longitudinal study of mobile touch screen device use and musculoskeletal symptoms and visual health in adolescents. *Applied Ergonomics*, 85, 103028.
<https://doi.org/10.1016/j.apergo.2019.103028>
- Tremblay, M.S., LeBlanc, A.G., Kho, M.E., Saunders, T.J., Larouche, R., Colley, R.C., Goldfield, G., & Gorber, S.C. (2011). Systematic review of sedentary behaviour and health indicators in school-aged children and youth. *The International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, 8, 98.
<https://doi.org/10.1186/1479-5868-8-98>

- Università della Svizzera italiana (USI). (2019). *MEDIATICINO 2.0. : Scheda informativa sul consumo dei media*. USI. http://www.mediaticino.usi.ch/sites/mediaticino.usi.ch/files/media/fact_sheet_mediaticino2.0_-_consumo_dei_media_2014_-_2019_ital.pdf
- Università della Svizzera italiana (USI). (2020). *MEDIATICINO 2.0. : scheda informativa : il ruolo dei genitori*. USI. http://www.mediaticino.usi.ch/sites/mediaticino.usi.ch/files/media/mediaticino_fact_sheet_media_2020_ruolo_dei_genitori_1.pdf
- Vellut, D. (2019). *Apprentissage actif ou passif? : élargissez vos horizons avec les 4 modes d'engagement cognitif du modèle ICAP*. Louvain Learning Lab. Consulté le 19 octobre 2020 sur <https://www.louvainlearninglab.blog/apprentissage-actif-engagement-cognitif-icap-michelene-chi/>
- Wærsted, M., Hanvold, T., & Veiersted, K. (2010). Computer work and musculoskeletal disorders of the neck and upper extremity : a systematic review. *BMC Musculoskeletal Disorders, 11*, 79. <https://doi.org/10.1186/1471-2474-11-79>
- Waller, G., Willemse, I., Genner, S., & Süss, D. (2013). *JAMESfocus : utilisation des médias et résultats scolaires*. Haute école zurichoise des sciences appliquées (ZHAW).
- Waller, G., Suter, L., Bernath, J., Külling, C., Willemse, I., Martel, N., & Süss, D. (2019). *MIKE – Medien, Interaktion, Kinder, Eltern : Ergebnisbericht zur MIKE-Studie 2019*. Haute école zurichoise des sciences appliquées (ZHAW).
- Wilmot, E.G., Edwardson, C.L., Achana, F.A., Davies, M.J., Gorely, T., Gray, L.J., Khunti, K., Yates, T., & Biddle, S.J.H. (2012). Sedentary time in adults and the association with diabetes, cardiovascular disease and death : systematic review and meta-analysis. *Diabetologia, 55*(11), 2895-2905. <https://doi.org/10.1007/s00125-012-2677-z>
- World Health Organization (WHO). (2019). *Guidelines on physical activity, sedentary behaviour and sleep for children under 5 years of age*. World Health Organization. <https://apps.who.int/iris/handle/10665/311664>
- Xie, Y., Szeto, G., & Dai, J. (2017). Prevalence and risk factors associated with musculoskeletal complaints among users of mobile handheld devices : a systematic review. *Applied Ergonomics, 59*, 132-142. <https://doi.org/10.1016/j.apergo.2016.08.020>
- Zimmerman, F.J., & Christakis, D.A. (2007). Associations between content types of early media exposure and subsequent attentional problems. *Pediatrics, 120*(5), 986-992. <https://doi.org/10.1542/peds.2006-3322>

Annexe 1 : Panorama de la documentation relative à l'exposition aux écrans et au numérique scolaire

Public-cible : Politique (Grand Conseil, département...), autorités scolaires (direction, commune...), professionnel-le-s de la santé (médecin, infirmier-ère-s, prévention...), enseignant-e-s, parents et éducateur-trice-s, enfants/élèves, autres

Nature/type du document :

- **Rapport, concept ou stratégie** (mission, objectifs...)
- **Lignes directrices / réglementation** (interdiction, règlement...)
- **Recommandations :** unidirectionnel, plus directif et teinté de mise en garde que les bonnes pratiques
- **Bonnes pratiques et prévention** (document d'information, flyer, poster, charte, exemple d'activité ou de discussion...) : multi-optionnel, très proches des conseils, il peut s'agir d'avis, d'informations ou d'expériences partagées en vue d'aider à diriger une conduite

Objets :

- **Législation** (normes PEGI³⁶)
- **Conduite et gestion** (en matière de personnel, formation, assistance/hotline, personne-ressource MITIC, décharge, etc.)
- **Infrastructure** (connexion wifi, arrivée électrique, serveurs...) : généralement destiné au politique ou aux autorités scolaires
- **Équipement** (nombre de postes/tablettes/etc. ou salle informatique, chariot, caractéristiques des supports numériques ou des logiciels, recours aux dispositifs personnels...) : relatif aux supports, logiciels, etc.
- **Sécurité informatique** (en matière de protection des données des élèves ou d'attribution des identifiants) : par rapport à une problématique particulière et à la conduite opérationnelle
- **Intégration pédagogique** (ressources/sites pour le soutien à des apprentissages, lien avec plan d'études, stratégie de conduite d'activité en classe...) : en lien à l'utilisation pédagogique du numérique avec les élèves
- **Usages numériques spécifiques** (les réseaux sociaux, WhatsApp, consultation d'internet...) : concerne un objet très particulier
- **Santé et développement** (écran et âge, accompagnement par l'adulte / autonomie, cyberharcèlement, cyberdépendance, rayonnement...) : notamment relatif à la prévention des effets des écrans sur la santé

³⁶ Les normes PEGI (*Pan European Game Information*) est un système de classification par âge des jeux vidéo : <https://pegi.info/fr>

Berne

État au 24.06.2020

Titre du document <i>Lien URL</i>	Cadre d'application	Public-cible	Nature du document	Objets
<i>Protection des données personnelles dans les écoles du canton de Berne (2009)</i> erz.be.ch Office de l'école obligatoire et du conseil (OECO) ; Département de l'instruction publique et de la culture	Scolaire	<ul style="list-style-type: none"> - Autorités scolaires (communes et directions) - Enseignant-e-s 	Lignes directrices → document de référence	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurité informatique (protection des données) : acquisition, traitement et échanges des données personnelles relatives aux élèves
<i>Médias et informatique à l'école obligatoire - Recommandations aux communes et aux directions d'école (2016)</i> erz.be.ch OECO	Scolaire	<ul style="list-style-type: none"> - Autorités scolaires (communes et directions) 	Recommandations → stratégies de conduite de l'école	<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructure : connexion, ... - Équipement : supports, logiciels, ... - Intégration pédagogique : utilisation des MER et autres ressources numériques
<i>Le système de feux tricolores</i> kibs.ch/datenschutz (site web) Centre MITIC interjurassien (avec la Pädagogische Hochschule, PH Bern)	Scolaire	<ul style="list-style-type: none"> - Autorités scolaires (communes et directions) - Enseignant-e-s 	Bonnes pratiques → outil opérationnel d'information	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurité informatique (protection des données) : solutions techniques (logiciels/sites) à privilégier pour les données selon leur degré de sensibilité (travaux d'élèves, photos...)
<i>Concept MITIC - Infrastructure informatique des écoles</i> kibs.ch/unterstuetzung Centre MITIC interjurassien (avec PH Bern)	Scolaire	- N/A	Bonnes pratiques → fiches et vidéos d'informations	<ul style="list-style-type: none"> - Conduite et gestion : assistance, communication, ... - Infrastructure : connexion... - Équipement : supports, logiciels, audiovisuel, ... - Sécurité informatique : cloud computing, protection des données <p>→ Précisions selon âge/cycle : équipement</p>
<i>Les réseaux sociaux à l'école –</i> kibs.ch (site web) Centre MITIC interjurassien (avec PH Bern)	Scolaire	<ul style="list-style-type: none"> - Enseignant-e-s 	Recommandations Bonnes pratiques	<ul style="list-style-type: none"> - Usages spécifiques : réseaux sociaux à l'école et consentement de l'autorité parentale

Fribourg

État au 24.06.2020

Titre du document <i>Lien URL</i>	Cadre d'application	Public-cible	Nature du document	Objets
<p><i>Concept MITIC pour l'intégration des MITIC dans l'enseignement 2017-2021</i> fr.ch/dics</p> <p>Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS)</p>	Scolaire	- N/A	Concept et stratégie	<ul style="list-style-type: none"> - Conduite et gestion : formation des professionnel-le-s - Équipement : achat centralisé - Intégration pédagogique : plan d'études, ressources,...
<p><i>Concept AVEC (BYOD) dans les écoles du S2 (2019)</i> fr.ch/dics + BYOD – fritic (récolte d'informations utiles)</p> <p>Centre de compétences Fritic (DICS)</p>	Scolaire	- Autorités scolaires (directions du S2)	Concept et stratégie + Conseils	<ul style="list-style-type: none"> - Conduite et gestion : rôles et responsabilités des professionnel-le-s - Équipement : dispositifs personnels
<p><i>Conseil équipement fritic.ch (site web)</i> <i>+ réseau sans fil et santé</i> <i>+ solutions interactives</i></p> <p>Centre de compétences Fritic (DICS)</p>	Scolaire	- Autorités scolaires (directions)	Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructure : réseau et câblage, serveur de stockage - Équipement : équipement interactif, tablettes, ordinateurs et logiciels <p>→ Précisions selon le cycle : équipement (tablettes)</p>
<p><i>Guide du matériel IT (2020)</i> (document mentionné dans la page Conseil équipement)</p> <p>DICS</p>	Scolaire	- Autorités scolaires (directions et communes)	Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructure : réseau - Équipement : machines et logiciels <p>→ Précisions selon le cycle : équipement (volumétrie, nombre de machines par élève)</p>
<p><i>Ch@rte internet</i> fritic.ch (site web)</p> <p>Centre de compétences Fritic (DICS)</p>	Scolaire	- Autorités scolaires (directions) - Enseignant-e-s	Bonnes pratiques Prévention → charte	<ul style="list-style-type: none"> - Usages spécifiques : utilisation d'internet à l'école (télécharger, chercher, informations personnelles, droit d'auteur-e,...)

Titre du document <i>Lien URL</i>	Cadre d'application	Public-cible	Nature du document	Objets
<p><i>Pour que les écrans et les jeux restent un plaisir pour toute la famille</i> reper-fr.ch/parents</p> <p>Association REPER (promotion de la santé et prévention)</p>	Familial	- Parents	Bonnes pratiques Prévention	<ul style="list-style-type: none"> - Usages spécifiques : jeux vidéo - Santé et développement : accompagnement et accès aux écrans, comportements excessifs
<p><i>Cartes pédagogiques</i> reper-fr.ch</p> <p>Association REPER</p>	Familial	- Parents - Enfants / Élèves	Bonnes pratiques Prévention	<ul style="list-style-type: none"> - Usages spécifiques : réseaux sociaux et jeux vidéo - Santé et développement : temps, âge, contenus, cyber-harcèlement, ...
<p><i>Règle des 3-6-9-12 : apprivoiser les écrans et grandir (poster)</i> prevention-ecrans.ch</p> <p>Ville de Fribourg - Paysage éducatif</p>	Familial	- Parents - Enfants	Prévention	<ul style="list-style-type: none"> - Santé et développement : écrans et âge <p>D'autres matériels de prévention sont fournis dans le site</p> <p>→ Précisions selon l'âge : usages des écrans et accompagnement</p>

Genève

État au 24.06.2020

Titre du document <i>Lien URL</i>	Cadre d'application	Public-cible	Nature du document	Objets
<i>L'école au service de la citoyenneté numérique (2018)</i> ge.ch Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP)	Scolaire	- Politique - Autorités scolaires (directions)	Concept et stratégie	- Conduite et gestion : formation des enseignant-e-s, collaboration avec les partenaires - Intégration pédagogique : former par le numérique - Usages spécifiques : former au numérique (utilisation d'internet) - Santé et développement : former aux risques du numérique
<i>Usages du numérique : risques pour la santé</i> edu.ge.ch/ep Service de santé de l'enfance et de la jeunesse (SSEJ) du DIP	Scolaire	- N/A	Recommandations → revue des effets et recommandations	- Santé et développement : effets sur la santé, accompagnement et besoins de l'enfant → Précisions selon l'âge : usages et temps d'exposition (3-6-9-12)
<i>Prévention des risques liés aux usages du numérique (2018)</i> edu.ge.ch/co Service enseignement et évaluation (SEE) du DIP	Scolaire	- Enseignant-e-s	Prévention	- Intégration pédagogique : informations et activités pour favoriser les apprentissages en lien avec les risques du numérique → Précisions selon le cycle : activités
<i>Aborder en classe les "règles d'usage pour l'élève utilisant des outils et services informatiques dans le cadre scolaire" (2019-2020)</i> edu.ge.ch/sem Service écoles-médias (DIP)	Scolaire	- Enseignant-e-s (secondaire I et II)	Bonnes pratiques Prévention → avec guide pour les enseignant-e-s	- Sécurité informatique : données personnelles - Usages spécifiques : consultation sur internet (sauvegarde, droit d'auteur-e, citation des sources,...)

Titre du document <i>Lien URL</i>	Cadre d'application	Public-cible	Nature du document	Objets
<i>Réseaux sociaux : 13 conseils pour les enseignant-e-s</i> edu.ge.ch/sem Service écoles-médias (DIP)	Scolaire	- Enseignant-e-s	Bonnes pratiques	- Usages spécifiques : réseaux sociaux (utilisation personnelle et professionnelle par les enseignant-e-s)
<i>Charte numérique</i> edu.ge.ch/ep DIP (enseignement primaire)	Scolaire	- Élèves (école primaire)	Bonnes pratiques Prévention	- Usages spécifiques : consultation d'internet
<i>Comment grandir avec les écrans</i> geneve.ch Action Innocence (prévention des risques numériques) & Ville de Genève	Familial	- Parents	Bonnes pratiques	- Santé et développement : besoins des enfants, accompagnement → Précisions selon l'âge : enfants < 5 ans

Jura

État au 24.06.2020

Titre du document <i>Lien URL</i>	Cadre d'application	Public-cible	Nature du document	Objets
École numérique : recommandations en matière d'équipement numérique des écoles jurassiennes jura.ch/SEN Centre d'émulation informatique du Jura (CEIJ) du Département de la formation, de la culture et des sports (DFCS)	Scolaire	- Autorités scolaires (directions) (une version light existe pour les communes)	Recommandations	- Infrastructure : connexion - Équipement : solutions mobiles, projection collective, renouvellement et maintenance → Précisions selon le cycle : équipement
Guide de l'équipement numérique scolaire Jura.ch/SEN CEIJ / DFCS	Scolaire	- Autorités scolaires (directions) - Autres (animateur-trice-s MITIC)	Recommandations → guide opérationnel (évaluation des besoins et procédures à suivre)	- Infrastructure : connexion - Équipement : solutions mobiles, projection collective, renouvellement et maintenance → Précisions selon le cycle : équipement

Neuchâtel

État au 24.06.2020

Titre du document <i>Lien URL</i>	Cadre d'application	Public-cible	Nature du document	Objets
<p><i>Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil (2019)</i> ne.ch</p> <p>Conseil d'État du canton de Neuchâtel</p>	Scolaire	- Politique (Grand Conseil)	Concept et stratégie	<ul style="list-style-type: none"> - Conduite et gestion : formation des professionnel-le-s et collaboration - Infrastructure : wifi - Équipement : dispositifs personnels, scolaires et logiciels - Sécurité informatique : protection des données - Intégration pédagogique : plan d'études, ressources pédagogiques, évaluation <p>→ Précisions selon le cycle : équipement, intégration pédagogique (approche pédagogique)</p>
<p>Charte informatique + document à l'attention du corps enseignant rpn.ch</p> <p>Office de l'informatique scolaire et de l'organisation (OISO) du Département de l'éducation et de la famille (DEF)</p>	Scolaire	- Enseignant-e-s - Élèves (et parents)	Bonnes pratiques Prévention → charte avec ressources pour les enseignant-e-s	<ul style="list-style-type: none"> - Usages spécifiques : consultation d'internet à l'école (télécharger, chercher, informations personnelles, droit d'auteur-e, ...) <p>Charte inspirée de la version fribourgeoise.</p>
<p><i>Principes de prévention pour l'école obligatoire – Accompagner les élèves et favoriser les bonnes pratiques (2020)</i> Document PDF non public</p> <p>OISO / DEF</p>	Scolaire	- Élèves	Prévention	<ul style="list-style-type: none"> - Usage spécifique : internet - Santé et développement : écrans et âges <p>→ Précisions selon le cycle : santé et développement (degré d'autonomie dans l'utilisation des écrans et d'internet en particulier)</p>

Titre du document Lien URL	Cadre d'application	Public-cible	Nature du document	Objets
<p><i>Médias numériques : comment accompagner les enfants ? (vidéo)</i> Portail.rpn.ch</p> <p>OISO / DEF</p>	Familial, Scolaire	<ul style="list-style-type: none"> - Enseignant-e-s - Parents 	<p>Bonnes pratiques Prévention → vidéo</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Usages spécifiques : jeux vidéo, internet - Santé et développement : limites d'âge, accompagnement → Précisions selon l'âge : accompagnement, usages
<p><i>Campagne PréventIC</i> Blog.rpn.ch (site web)</p> <p>OISO / DEF</p>	Familial	<ul style="list-style-type: none"> - Parents 	<p>Bonnes pratiques Prévention → récolte d'informations</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Usages spécifiques : internet - Santé et développement : Récolte d'informations sur différents thèmes en lien avec l'utilisation pratique et critique des MITIC, ainsi que leurs risques
<p><i>Syndromes d'intolérance aux CEM (champs électromagnétiques) et d'hypersensibilité électromagnétique en milieu scolaire - expertise</i> Document PDF non public</p> <p>Direction générale de la santé du canton de Vaud, Office du Médecin cantonal</p>	Scolaire	<ul style="list-style-type: none"> - Politique - Autorités scolaires 	<p>Rapport → expertise</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Santé et développement : champs électromagnétiques

Tessin

État au 24.06.2020

Titre du document <i>Lien URL</i>	Cadre d'application	Public-cible	Nature du document	Objets
<i>Dispositivi a scuola (2016)</i> (version papier) Centro di risorse didattiche e digitali (CERDD) / Dipartimento dell'educazione, della cultura e dello sport (DECS)	Scolaire	- Politique (département de l'éducation)	Concept et stratégie Recommandations → rapport du groupe de travail	- Équipement : dispositifs personnels (sur le plan pédagogique, technique et législatif) → Précisions selon le cycle : équipement (recommandations)
<i>Norme sull'uso dei dispositivi personali nelle scuole medie</i> ti.ch/DECS CERDD / DECS	Scolaire	- Autorités scolaires (directions)	Recommandations → règlement d'établissement	- Équipement : usage des dispositifs personnels à l'école
<i>Raccomandazioni sull'uso dei social media per i docenti e per le scuole (2015)</i> ti.ch/DECS Conseil d'État du canton du Tessin	Scolaire	- Enseignant-e-s - Autorités scolaires (directions)	Recommandations	- Usages spécifiques : réseaux sociaux (utilisation professionnelle et privée)
<i>Prontuario: internet et videogiochi</i> aspi.ch Fondazione ASPI (Aiuto, Sostegno e Protezione dell'Infanzia)	Familial	- Parents	Bonnes pratiques	- Usages spécifiques : jeux vidéo, consultation sur internet
<i>I giovani e le nuove tecnologie (2016)</i> Radixsvizzeraitaliana.ch Radix Svizzera italiana (Prevenzione dalla dipendenza)	Familial	- Parents	Bonnes pratiques	- Usages spécifiques : consultation sur internet - Santé et développement : accompagnement

Valais

État au 24.06.2020

Titre du document <i>Lien URL</i>	Cadre d'application	Public-cible	Nature du document	Objets
Recommandations cantonales relatives à l'équipement numérique – Scolarité obligatoire ictvs.ch ICT-VS du Département de l'économie et de la formation (DEF)	Scolaire	- Autorités scolaires (directions et communes)	Recommandations	- Infrastructure : connexion - Équipement : ordinateurs et tablettes → Précisions selon le cycle : équipement
Ch@rte internet (Fribourg) Fritic, mentionné sur la page web ictvs.ch	Scolaire	- Enseignant-e-s - Autorités scolaires (directions)	Bonnes pratiques Prévention → charte	- Usages spécifiques : utilisation d'internet à l'école (télécharger, chercher, informations personnelles, droit d'auteur-e,...)
Enfants et adolescents face aux écrans ictvs.ch ICT-VS (DEF)	Scolaire + Familial	- Parents - Autorités scolaires (directions)	Bonnes pratiques Prévention → informations sur les effets	- Infrastructure : wifi - Santé et développement : écrans et âge, effets sur le sommeil et les yeux, rayonnement → Précisions selon l'âge: écrans et âge (règle 3-6-9-12)
Âge minimum des réseaux sociaux ictvs.ch ICT-VS (DEF)	Familial	- Parents	Recommandations	- Usages spécifiques : accès aux réseaux sociaux → Précisions selon l'âge: réseaux sociaux

Vaud

État au 24.06.2020

Titre du document <i>Lien URL</i>	Cadre d'application	Public-cible	Nature du document	Objets
<p><i>Décision sur l'interdiction de l'usage des dispositifs numériques personnels des élèves dans le périmètre de l'école durant le temps scolaire (2019)</i> vd.ch</p> <p>Direction de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC)</p>	Scolaire	<ul style="list-style-type: none"> - Autorités scolaires (directions) - Enseignant-e-s 	Lignes directrices/ règlement	<ul style="list-style-type: none"> - Équipement : dispositifs personnels à l'école (téléphone / smartphone)
<p><i>Cadre pour l'usage des écrans à l'école et conseils pour la maison (2019)</i> vd.ch</p> <p>DFJC</p>	Scolaire et familial	- Élèves	<p>Lignes directrices → cadre scolaire</p> <p>Bonnes pratiques → cadre familial</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Équipement : dispositifs personnels à l'école (téléphone / smartphone) - Santé et développement : écrans et âge (accès à la maison) <p>→ Précisions selon l'âge: accompagnement dans le cadre familial, accès et durée des activités sur écran</p>
<p><i>Santé et wifi dans les salles de classe</i> vd.ch (site web) + cipeo.edu-vaud.ch (site web)</p> <p>Direction générale de l'enseignement obligatoire (DGEO) / DFJC + Centre informatique pédagogique de l'enseignement obligatoire (CIPEO)</p>	Scolaire	<ul style="list-style-type: none"> - Autorités scolaires (directions et communes) 	Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructure : câblage et wifi - Équipement : logiciels et applications - Sécurité : protection des données - Santé et développement : rayonnement

Niveau suisse

État au 24.06.2020

Titre du document <i>Lien URL</i>	Cadre d'application	Public-cible	Nature du document	Objets
<i>Grandir à l'ère du numérique (2019)</i> cfej.admin.ch Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ)	Non spécifique, divers	- Politique (départements de l'éducation)	Concept et stratégie Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Conduite et gestion : formation des professionnel-le-s - Équipement : tablettes, ordinateurs (usage privé-scolaire) - Intégration pédagogique : plans d'études, éducation aux médias - Santé et développement : rayonnement <p>→ Précisions selon l'âge : éducation aux médias dès la petite enfance</p>
<i>Fiches d'information rayonnement non ionisant :</i> - WLAN (Wireless Local Area Network) - Téléphones mobiles et smartphones Ofsp.admin.ch/environnement&santé Office fédéral de la santé publique (OFSP)	Non spécifique, divers	- N/A	Recommandations Prévention Bonnes pratiques	<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructure : connexion wifi - Équipement : téléphones mobiles et smartphones - Santé et développement : effets des rayonnements sur la santé
<i>Aménagement de la protection des enfants et des jeunes aux médias en Suisse (2015)</i> Ofas.admin.ch Office fédéral des assurances sociales (OFAS)	Non spécifique	- Politique (Confédération, cantons)	Lignes directrices Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Législation - Usages spécifiques : jeux vidéo - Santé et développement : limites d'âge
<i>Numérisation à l'école obligatoire (2019)</i> staedteinitiative-bildung.ch Initiative des villes pour la formation	Scolaire	<ul style="list-style-type: none"> - Politique (Confédération, cantons) - Autorités scolaires (communes) 	Concept Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Conduite et gestion : assistance technique - Infrastructure : wifi, connexion - Équipement : tablettes, ordinateurs, plateformes - Sécurité informatique : protection des données <p>→ Précisions selon le cycle : équipement (volumétrie)</p>

Titre du document <i>Lien URL</i>	Cadre d'application	Public-cible	Nature du document	Objets
<i>Protection des données : les données personnelles à l'école (2009)</i> Educa.ch/guides Educa.ch	Scolaire	<ul style="list-style-type: none"> - Autorités scolaires (directions) - Enseignant-e-s 	Recommandations Bonnes pratiques	Sécurité informatique : protection des données personnelles (notions fondamentales, protection dans l'enseignement et dans la gestion des affaires scolaires, ...)
<i>Éducation aux médias : un défi pour l'école (site web)</i> Jeunesetmedias.ch/enseignants-ecole Jeunes et médias	Scolaire	<ul style="list-style-type: none"> - Enseignant-e-s 	Bonnes pratiques Prévention	<ul style="list-style-type: none"> - Équipement : tablettes et ordinateurs - Usages spécifiques : réseaux sociaux, jeux vidéo, utilisation d'internet - Santé et développement : limites d'usage, cyberdépendance, cyberharcèlement - Intégration pédagogique : ressources pour les enseignant-e-s <p style="color: #00AEEF;">→ Précisions selon le cycle : équipement</p>
<i>Compétences MITIC à l'école (2017)</i> Jeunesetmedias.ch/brochures Jeunes et médias	Scolaire	<ul style="list-style-type: none"> - Autorités scolaires (directions) - Enseignant-e-s 	Bonnes pratiques Prévention	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurité informatique : protection des données et de la personnalité - Intégration pédagogique : plans d'études, conditions-cadres, opportunités et stratégies - Santé et développement : accompagnement, risques (cyberharcèlement, sexting, violence)
<i>Conseils pour utiliser les médias numériques en toute sécurité – Règles d'or</i> jeunesetmedias.ch/brochure Jeunes et médias	Familial	<ul style="list-style-type: none"> - Parents - Élèves / enfants 	Bonnes pratiques Prévention	<ul style="list-style-type: none"> - Santé et développement : âge et écrans, accompagnement <p style="color: #00AEEF;">→ Précisions selon l'âge : usages des écrans (règle 3-6-9-12)</p>

Titre du document Lien URL	Cadre d'application	Public-cible	Nature du document	Objets
<p><i>EU Kids Online - Les enfants et les jeunes suisses sur internet : risques et opportunités (2019)</i> Eukidsonline.ch</p> <p>Pädagogische Hochschule, PH Schwyz (avec Jeunes et médias)</p>	Familial	- Non spécifique	Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Usages spécifiques : réseaux sociaux - Intégration pédagogique : conditions-cadres, ressources - Santé et développement : accompagnement, risques, cyber-harcèlement
<p><i>La cyberaddiction en Suisse (2018)</i> grea.ch/cyberaddiction</p> <p>Groupe romand d'études des addictions (GREA) et Fachverband Sucht (Association des professionnels des addictions de Suisse Alémanique)</p>	Familial	- Parents - Élèves / enfants	Prévention Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Santé et développement : cyberdépendance - Intégration pédagogique : ressources pour les enseignant-e-s
<p><i>Guide pour les professionnels sur les usages des écrans (2020)</i> grea.ch/guide</p> <p>GREA - Fachverband Sucht - OFSP</p>	Familial	- Autres (professionnel-le-s prévention)	Bonnes pratiques	<ul style="list-style-type: none"> - Santé et développement : temps et écran, accompagnement, risques
<p><i>Surfer, jouer, chatter, ...</i> Addictionsuisse.ch/parents</p> <p>Addiction Suisse</p>	Familial	- Parents	Prévention	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurité informatique : protection de l'identité numérique - Usages spécifiques : consultation d'internet, réseaux sociaux, jeux vidéo - Santé et développement : cyberdépendance, risques
<p><i>Au secours : mes enfants sont scotchés aux écrans !</i> Swiss.gamers.net</p> <p>Swiss Gamers Network</p>	Familial	- Parents	Bonnes pratiques Prévention	<ul style="list-style-type: none"> - Usages spécifiques : Jeux vidéo (également comme soutien à l'apprentissage) - Santé et développement : âge et écrans, cyber-harcèlement <p>→ Précisions selon l'âge : usages des écrans et accompagnement</p>

Titre du document <i>Lien URL</i>	Cadre d'application	Public-cible	Nature du document	Objets
<p><i>Du bon usage des écrans (2008)</i> Paediatricschweiz.ch/fr/parents</p> <p>Société suisse de pédiatrie (SSP)</p>	Familial	- Parents	Recommandations	<p>- Santé et développement : temps et écrans, luminosité, accompagnement</p> <p>→ Précisions selon l'âge : santé et développement (limite de temps)</p>
<p><i>Médias et internet (2020)</i> Projuventute/parents/internet</p> <p>Pro Juventute</p>	Familial	- Parents	Recommandation Bonnes pratiques Prévention	<p>- Santé et développement</p> <p>- Usages spécifiques</p>

Niveau international (uniquement exposition aux écrans)

État au 24.06.2020

Titre du document Lien URL	Cadre d'application	Public-cible	Nature du document	Objets
FRANCE - L'enfant et les écrans : les recommandations à destination des pédiatres et des familles Sciedirect.com/article Groupe de pédiatrie générale (Société française de pédiatrie)	Familial	- Parents - Professionnel-le-s de la santé	Rapport Recommandations Prévention	- Santé et développement : écrans et âges, accompagnement - Usages spécifiques → Précisions selon l'âge : usages des écrans et accompagnement
FRANCE - Utiliser les écrans, ça s'apprend Csa.fr/proteger Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)	Familial	- Parents	Recommandations Bonnes pratiques Prévention	- Santé et développement : écrans et âges, accompagnement, mésusages - Usages spécifiques → Précisions selon l'âge : usages des écrans et accompagnement
FRANCE – L'enfant et les écrans. Un avis de l'Académie des sciences Academie-sciences.fr/rapport Bach et al., 2013	Familial / scolaire	- Politiques - Autorités scolaires - (Enseignant-e-s)	Rapport Recommandations Prévention	- Intégration pédagogique - Santé et développement : écrans et âges, accompagnement - Usages spécifiques → Précisions selon l'âge : usages des écrans et accompagnement
EU - Positive Online Content for Children – Best practice guide (2020) Betterinternetforkids.eu/BestPractice EU – European Schoolnet (ins@fe)	Familial (scolaire)	- Parents - (Enseignant-e-s)	Bonnes pratiques Prévention	- Usages spécifiques : consultation d'internet
ALLEMAGNE - internet-abc für Eltern Internet-abc.de/eltern Landesmedienanstalte (Deutschland)	Familial	- Parents	Recommandations Bonnes pratiques Prévention	- Usages spécifiques : consultation d'internet et de vidéos - Santé et développement : écrans et âges → Précisions selon l'âge : usages des écrans et accompagnement

Titre du document <i>Lien URL</i>	Cadre d'application	Public-cible	Nature du document	Objets
<p>ALLEMAGNE - internet-abc für Lehrkräfte Internet-abc.de/lehrkraefter</p> <p>Landesmedienanstalte (Deutschland)</p>	Scolaire	- Enseignant-e-s	<p>Recommandations Bonnes pratiques Prévention</p>	<p>- Intégration pédagogique : ressources pour les enseignant-e-s</p> <p>- Usages spécifiques : consultation d'internet et de vidéos</p>
<p>CANADA (Ontario) - Les médias numériques : la promotion d'une saine utilisation des écrans chez les enfants d'âge scolaire et les adolescents (2019) Cps.ca/position</p> <p>Société canadienne de pédiatrie, groupe de travail sur la santé numérique</p>	Familial	<p>- Politiques</p> <p>- Professionnel-le-s de la santé</p>	<p>Rapport Prévention Bonnes pratiques</p>	<p>- Santé et développement : mésusages, risques, accompagnement</p>
<p>CANADA - Directives canadiennes en Matière de Mouvement sur 24 Heures csepguidelines.ca</p> <p>Société canadienne de physiologie de l'exercice</p>	Familial	- Parents	Recommandations	<p>- Santé et développement : écrans et âges</p>
<p>INTERNATIONAL - Guidelines on physical activity, sedentary behaviour and sleep for children under 5 years of age (2019) Who.int/guideline</p> <p>OMS</p>	Familial	<p>- Professionnel-le-s de la santé</p> <p>- Parents</p>	<p>Recommandations → « <i>Strong recommendations, very low quality evidence</i> »</p>	<p>- Santé et développement : écrans et âges (temps sédentaires)</p> <p>→ Précisions selon l'âge : santé et développement (limite de temps)</p>

Ouvrages de portée générale (sélection)

État au 24.06.2020

Titre du document <i>Lien URL</i>	Cadre d'application	Public-cible	Nature du document	Objets
<p><i>3-6-9-12 Apprivoiser les écrans et grandir (1^e édition 2013)</i></p> <p>Serge Tisseron, 2018, Erès</p>	Familial	- Parents	Ouvrage Recommandation	<p>- Santé et développement : risques et accompagnement selon l'âge</p> <p>→ Précisions selon l'âge : santé et développement (3-6-9-12)</p>
<p><i>Quand les écrans deviennent neurotoxiques: protégeons le cerveau de nos enfants !</i></p> <p>Sabine Duflo, 2018, Marabout</p>	Familial	- Parents	Ouvrage Prévention Recommandation	<p>- Santé et développement : risques et accompagnement selon l'âge</p> <p>→ Précisions selon l'âge : santé et développement (moments d'utilisation)</p>
<p><i>Les ravages des écrans. Les pathologies à l'ère du numérique</i></p> <p>Manfred Spitzer, 2019, l'Échappée</p>	Familial	N/A	Ouvrage Prévention	<p>- Santé et développement : risques et pathologies</p>
<p><i>La fabrique du crétin digital. Les dangers des écrans pour nos enfants</i></p> <p>Michel Desmurget, 2019, Seuil</p>	Familial/scolaire	N/A	Ouvrage Prévention Recommandation	<p>- Santé et développement : risques, accompagnement</p> <p>→ Précisions selon l'âge : santé et développement (limite de temps et moments)</p>

Annexe 2 : Recommandations en matière d'équipement scolaire

Niveau suisse

État au 13.07.2020

Titre du document Lien URL → Chapitre de référence Organisme	Cycle 1	Cycle 2	Cycle 3	Secondaire II	Autres remarques
<p><i>Plan d'action numérique CIIP (2018)</i> Ciip.ch/files → Chapitre 2 Équipement (pp. 4-6)</p> <p>CIIP</p>	<p>Tablettes tactiles pour les plus jeunes ou les élèves à besoins éducatifs particuliers</p> <p><u>Volumétrie</u> : 1 support par petits groupes</p>	<p>Tablettes pour les élèves à besoins éducatifs particuliers</p> <p><u>Volumétrie</u> : progressivement 1:1</p>		<p>BYOD</p>	<p>Projection collective : limiter les solutions fixes pour privilégier la mobilité et l'interactivité déportée (transmission du signal d'une tablette/ordinateur vers un écran collectif), ainsi que les systèmes de stockage sur cloud sécurisé.</p> <p>Connexion : recourir à des solutions professionnelles pour les connexions wifi à haut débit et à faible rayonnement électromagnétique.</p>
<p><i>Numérisation à l'école obligatoire (2019)</i> staedteinitiative-bildung.ch → P. 12</p> <p>Initiative des villes pour la formation</p>	<p><u>Volumétrie</u> : Rapport 1:4</p>	<p><u>Volumétrie</u> : Rapport 1:2</p>	<p><u>Volumétrie</u> : Rapport 1:1</p>		<p>Aucune mention par rapport au type d'équipement recommandé, il doit découler du concept TIC élaboré par l'école.</p> <p>Connexion : le réseau wifi à haut débit doit être davantage encouragé afin de favoriser un "apprentissage partout et plus flexible"</p>
<p><i>Éducation aux médias : un défi pour l'école (site web)</i> Jeunesetmédias.ch/enseignants-ecole → Potentiel pour l'enseignement Jeunes et médias</p>	<p>Tablettes</p>	<p>Ordinateur pour la rédaction de textes. Expérimenter plusieurs appareils, y compris le smartphone.</p>			<p>Cycle 1 : les atouts des tablettes sont les commandes tactiles intuitives, le faible poids et la caméra intégrée</p> <p>Cycle 2 : l'intégration du smartphone découle du constat que la plupart des jeunes en possède déjà un.</p>

Niveau cantonal

État au 13.07.2020

Titre du document	Cycle 1	Cycle 2	Cycle 3	Secondaire II	Autres remarques
BERNE					
<p>Concept MITIC - Infrastructure informatique des écoles kibs.ch/unterstuetzung → Document : "Nombre d'appareils"</p> <p>Centre MITIC interjurassien</p>	Tablettes	Tablettes et ordinateurs portables	Tablettes, ordinateurs portables, BYOD	BYOD	
<p>Médias et informatique à l'école obligatoire - Recommandations aux communes et aux directions d'école (2016) erz.be.ch</p> <p>Office de l'école obligatoire et du conseil (OECO) ; Département de l'instruction publique et de la culture</p>		BYOD en second recours, avec clarification des questions liées à la responsabilité, à la protection des données et aux élèves ne disposant pas de leur propre appareil.			Il est précisé que les supports mobiles sont à privilégier et que le nombre et type d'appareil est à déterminer selon le concept pédagogique en matière d'enseignement des médias et de l'informatique des communes.
FRIBOURG					
<p>Conseil équipement fritic.ch (site web) → Machines et logiciels → Équipement interactif</p> <p>Centre de compétences Fritic / DICS</p>	Tablettes	Ordinateurs portables (avec tablette en complément)	Ordinateurs portables (avec tablette en complément)		<p>Connexion : puisque les outils didactiques sont majoritairement accessibles depuis internet, le réseau wifi doit être performant afin de permettre la réalisation des activités numériques.</p> <p>Système d'exploitation (SE) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Même SE dans toute l'école (pour tablettes et ordinateurs) afin d'homogénéiser les pratiques et faciliter la maintenance du parc informatique. - Linux n'est pas recommandé en raison de l'offre de matériel pédagogique insuffisante. <p>Projection collective : la solution privilégiée est un système de projection déportée interactif.</p>

<i>Titre du document</i>	Cycle 1	Cycle 2	Cycle 3	Secondaire II	Autres remarques
<p><i>Guide du matériel IT (2020)</i> (document mentionné dans la page Conseil équipement) → Matériel (HW) 5.7</p> <p>Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS)</p>	<p><u>Volumétrie</u> : 1:5 max.</p>	<p><u>Volumétrie</u> : 1:3 max.</p>	<p><u>Volumétrie</u> : 1:2 max.</p>		<p>Principe général : plus on monte dans les cycles, plus le nombre d'élèves par support doit diminuer. Objectif à moyen-long terme : 1 ordinateur par élève.</p>
<p><i>Concept AVEC (BYOD) dans les écoles du S2 (2019)</i> fr.ch/dics + Standard pour équipements BYOD dans les écoles du secondaire 2 fritic.ch/BYOD</p> <p>Service de l'enseignement secondaire du deuxième degré S2 / DICS et Centre de compétences Fritic</p>				<p>BYOD (mise en œuvre à venir)</p>	<p>Le BYOD permet le rapport une machine par élève, qui est une solution pour faire face aux inquiétudes quant à la viabilité à long terme du <i>One to One</i>.</p>
GENEVE					
<p><i>Enseigner et apprendre à l'ère numérique (2016)</i> edu.ge.ch/ecolenumerique</p> <p>Service écoles-médias (DIP)</p>	<p>Tablettes</p> <p><u>Volumétrie</u> : au moins 1:2</p>			<p>BYOD</p>	<p>Connexion : le wifi dans les écoles primaires doit pouvoir être désactivé lorsqu'il n'est pas utilisé.</p>
<p><i>Projet de loi PL 12494 (2019) – Équipement des établissements scolaires primaire et spécialisé</i> ge.ch/grandconseil</p> <p>Conseil d'État du canton de Genève</p>	<p>Tablettes (ou équipements mobiles équivalents)</p> <p><u>Volumétrie</u> : 1:2</p>				<p><i>Ce projet de loi a été retiré.</i></p> <p>Connexion : le réseau wifi aurait été installé grâce à une carte wifi dans le PC de la classe, de cette manière l'enseignant-e aurait pu désactiver le réseau wifi quand il n'aurait pas été nécessaire.</p>

Titre du document	Cycle 1	Cycle 2	Cycle 3	Secondaire II	Autres remarques
JURA					
<p>Guide de l'équipement numérique scolaire Jura.ch/SEN + École numérique : recommandations en matière d'équipement numérique des écoles jurassiennes jura.ch/SEN</p> <p>Centre d'émulation informatique du Jura (CEIJ) du Département de la formation, de la culture et des sports (DFCS)</p>	<p>Tablettes</p> <p><u>Projection collective</u> : TV ou tableaux interactifs</p>	<p>Ordinateurs portables à privilégier, usage possible de tablettes.</p> <p><u>Projection collective</u> : TV ou tableaux interactifs</p>	<p>Ordinateurs portables</p> <p><u>Projection collective</u> : beamer avec projection sur écran ordinaire</p>		<p>Usage du clavier : recommandé à partir des degrés 3 et 4.</p> <p>Système d'exploitation : pour des raisons de maintenance et de contenu pédagogique, iOS serait à privilégier pour les tablettes.</p> <p>Projection collective : la situation idéale à moyen terme serait la mise en place d'un système de projection déporté pour permettre aux enseignant-e-s et aux élèves d'interagir sur le même support</p>
NEUCHÂTEL					
<p><i>Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil (2019)</i> ne.ch</p> <p>→ Chapitres 4.7 et 4.8</p> <p>Conseil d'État du canton de Neuchâtel</p>		<p>Ordinateurs fixes</p> <p><u>Volumétrie</u> : 2/classe et création d'une nouvelle salle informatique avec 14 postes fixes pour chaque collège.</p>	<p>Ordinateurs fixes</p> <p><u>Volumétrie</u> : création d'une nouvelle salle informatique dans chaque collège</p>	<p>BYOD, avec connexion wifi dans tous les bâtiments</p>	<p>Ordinateurs fixes : lorsque possible, les ordinateurs fixes organisés en salles informatiques sont privilégiés pour toute l'école obligatoire, en raison des problèmes de disponibilité, de maintenance, de coûts, de détériorations précoces des appareils mobiles.</p> <p>Connexion : une généralisation du wifi à l'école obligatoire n'est pas souhaitée pour le moment. Une antenne wifi sera mise à disposition dans chaque collège du cycle 2, mais avec utilisation ponctuelle pour certaines activités pédagogiques.</p> <p>Les logiciels libres sont à privilégier dans tous les cycles. Le système d'exploitation préférable est Microsoft Windows.</p>

Titre du document	Cycle 1	Cycle 2	Cycle 3	Secondaire II	Autres remarques
TESSIN					
<p><i>Dispositivi a scuola (2016)</i> (Version papier) → Chapitre 3.2.1</p> <p>Centro di risorse didattiche e digitali (CERDD) / Dipartimento dell'educazione, della cultura e dello sport (DECS)</p>			<p>BYOD, uniquement pour des activités ciblées</p>		<p>Connexion : réseau wifi à haut débit, sans pour autant remplacer le câblage déjà existant. Dans les autres cycles, l'équipement scolaire recommandé n'est pas précisé.</p>
VALAIS					
<p><i>Recommandations cantonales relatives à l'équipement numérique – Scolarité obligatoire</i> ictvs.ch → Chapitre : ordinateurs et tablettes</p> <p>ICT-VS du Département de l'économie et de la formation (DEF)</p>	<p>Tablettes et ordinateurs fixes <u>Volumétrie</u> : - 2 x 13 tablettes portables / collège de 300 élèves (classe mobile) - 3 ordinateurs fixes par classe</p>	<p>Ordinateurs portables et fixes <u>Volumétrie</u> : - 2 x 13 ordinateurs portables / collège de 300 élèves (classe mobile) - 3 ordinateurs fixes par classe</p>	<p>Ordinateurs portables et fixes <u>Volumétrie</u> : - 2 x 13 ordinateurs portables / collège de 300 élèves (classe mobile) - 3 ordinateurs fixes par classe</p>		<p>Les appareils portables permettent une meilleure mobilité et une utilisation en duo si nécessaire.</p> <p>Connexion : câblage dans chaque salle de cours, ainsi qu'une connexion wifi de très haut débit dans tous les lieux d'apprentissage.</p> <p>Projection collective : système interactif déporté qui permet de projeter le contenu de n'importe quel support mobile sur l'écran principal.</p>
VAUD					
<p><i>Santé et wifi dans les salles de classe</i> vd.ch (site web) + cipeo.edu-vd.ch (site web) + révision du Règlement des constructions scolaires RCSPS (2020)</p> <p>Direction générale de l'enseignement obligatoire(DGEO) / Direction de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC)+ Centre informatique pédagogique de l'enseignement obligatoire (CIPEO)</p>	<p><i>Aucune précision selon les cycles.</i></p>				<p>Selon la nouvelle révision du RCSPS (Règlement sur les constructions scolaires primaires et secondaires), l'infrastructure et l'équipement numérique sont sous la responsabilité du canton, et non plus des communes.</p> <p>Connexion : wifi à haut débit, installation d'une borne en hauteur et par salle de classe afin de réduire la puissance d'émission.</p>

Suite à l'adoption d'un *Plan d'action en faveur de l'Éducation numérique* par l'Assemblée plénière de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) en novembre 2018, il semblait essentiel de disposer d'un état de situation pour définir une politique commune en matière d'exposition aux écrans en contexte scolaire et selon l'âge des élèves.

Or, les constats relatifs aux impacts de l'exposition aux écrans ne font pas toujours consensus et la problématique fait l'objet d'une importante médiatisation, qui est parfois source de polémiques. En raison d'une forte interdépendance entre les facteurs liés à la santé physique et psychique ainsi qu'à ceux du domaine pédagogique, les études scientifiques en la matière découlent en outre de nombreux champs de recherche disciplinaires, tels que la pédiatrie, la psychologie, les neurosciences et les sciences de l'éducation.

Au niveau de la CIIP et avant toute prise de décision, l'enjeu majeur résidait dans la construction d'une opinion fondée sur les effets de l'exposition aux écrans. Le présent rapport a ainsi pour vocation d'apporter différents éclairages sur les points de convergence, de tension et d'incertitude relatifs à cette question.

IMPACT CO₂EQ DE L'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE DE L'ÉCOLE OBLIGATOIRE

Etat des lieux et impact de la mise en œuvre du projet de reprise cantonale du parc informatique de l'école obligatoire (ENEO | DAOS)

Rapport simplifié

Date	Mai 2024
Version	1.1 - Rapport simplifié
Rédaction	Werner Halter, Climate Services SA
Responsable relevé des données	Marylène Labéguerie, Cheffe de programme ENEO

1. INTRODUCTION

La Direction de la formation et des affaires culturelles DFAC du canton de Fribourg doit mettre en œuvre l'éducation numérique au niveau de l'école obligatoire, ceci afin de répondre aux exigences des plans d'études. Pour ce faire, elle bénéficie de l'expérience conduite dans les écoles germanophones depuis quatre ans grâce au Lehrplan 21 (LP 21). Elle doit encore mettre en œuvre l'éducation numérique prévue par le plan d'études romand (PER) dans la partie francophone du canton.

En parallèle, le Grand Conseil fribourgeois a souhaité que les équipements informatiques (tablettes, ordinateurs) des élèves, du personnel enseignant et administratif, aujourd'hui payés par les communes, soient pris en charge par le canton. Les députés, par l'adoption de la motion 2019-GC-139, ont également exigé que le canton fournisse un outil informatique pour chaque élève du cycle d'orientation. Pour mettre en œuvre ces adaptations, le Conseil d'Etat a développé le Projet de reprise cantonale du financement et de la gestion du parc informatique de l'école obligatoire (1H-11H) (projet ENEO).

Des équipements informatiques sont déjà en place dans les écoles, mais les apprentissages en éducation numérique ainsi que la prise en charge cantonale de ces outils nécessitent une actualisation et une harmonisation des équipements présents dans les écoles. L'achat d'équipements informatiques entraîne une croissance des émissions de GES (gaz à effet de serre) et une augmentation de la consommation d'énergie.

La présente étude est mandatée par le Groupe de travail Santé et Durabilité dans le cadre du projet ENEO. Elle a pour but de quantifier l'impact CO₂ eq des équipements actuels, de quantifier l'impact CO₂ eq de la mise en œuvre du projet ENEO précité et de mettre en relation ces émissions avec celles générées au quotidien par un/une élève fribourgeois/e. Ces résultats permettent de répondre à la demande du Grand Conseil de connaître l'impact environnemental du déploiement du projet ENEO (nombre d'appareils achetés, durée d'utilisation, recyclage, consommation électrique, ...).

Elle élargit l'analyse aux appareils de l'infrastructure informatique des écoles (systèmes de projection, serveurs) qui sont et restent à la charge des communes.

Le travail a été réalisé avec le soutien de M. Sébastien Rumley, professeur à la Haute école d'ingénierie et d'architecture de Fribourg (HEIA-FR), pour son expertise dans le domaine des impacts CO₂ des infrastructures IT.

2. MÉTHODOLOGIE

2.1. Définitions

La terminologie utilisée dans le document rejoint celle utilisée dans le message du projet ENEO :

- Les équipements informatiques ou équipements numériques correspondent aux ordinateurs et tablettes.
- Le parc informatique correspond à l'ensemble des équipements informatiques des écoles, à destination des élèves, du corps enseignant et du personnel administratif cantonal.
- L'infrastructure informatique correspond aux différentes technologies de connexion (les éléments électriques et réseaux, principalement des câbles, des bornes Wifi, des commutateurs réseau, ...) et aux périphériques informatiques (système de projection -écran ou beamer-, visionneuses de documents, imprimantes, souris, écouteurs, stylets, système de stockage et de recharge, ...).
- L'IT (technologies de l'information) correspond à l'ensemble du parc informatique et de l'infrastructure informatique des écoles.

2.2. Quantification des émissions

La quantification des émissions CO₂ eq liées au parc informatique scolaire se base sur les 3 phases de vie des équipements :

1. **La production** : la quantification-type de chaque équipement provient de la Base Carbone¹ de l'Agence de la Transition Ecologique française (ADEME)
2. **L'utilisation** : la quantification-type de la consommation électrique et facteurs d'émission associés provient du Lawrence Berkeley National Laboratory (LBNL) et se base sur un facteur d'émission moyen de l'électricité consommée en Suisse.
La consommation énergétique est calculée en fonction de la consommation énergétique des équipements et le nombre d'heures d'utilisation dans la journée.
La durée de vie des équipements diffère d'un type de tablette ou d'ordinateur à l'autre et l'impact de la production, rapporté à une journée pour un/e élève, est plus faible si la durée de vie est plus longue.
3. **La fin de vie** : la quantification des facteurs d'émission en fin de vie des équipements provient de la base Ecoinvent²

La quantification des émissions se rapporte à une entité de référence, celle choisie ici est une journée d'un/e élève ce qui signifie que toutes les émissions CO₂ eq sont rapportées à leur impact journalier. Ainsi, l'impact de la production d'un ordinateur est divisé par le nombre d'années d'utilisation et le nombre de jours d'école par année pour obtenir un impact de la production par journée d'utilisation. Par exemple, la production d'un ordinateur de bureau provoque l'émission d'environ 170 kg CO₂ eq ; s'il est utilisé pendant 6 ans, et sachant qu'il y a 185 jours d'école par année, son impact par jour d'école est d'environ 153g CO₂ eq.

La terminologie CO₂ eq indique que la quantification est faite pour l'ensemble des gaz à effet de serre, en CO₂-équivalents.

Le détail de la méthode de calcul, les sources des facteurs d'émissions et les hypothèses faite pour la quantification sont détaillés dans un document annexe, disponible auprès de la Direction de la formation et des affaires culturelles DFAC du canton de Fribourg.

2.3. Emissions moyennes d'un/e élève et d'un/e citoyen/ne suisse

Les émissions des équipements informatiques ont été mises en perspective avec les émissions estimées pour un/e élève/e lors d'une journée à l'école ainsi qu'avec les émissions moyennes d'un-e citoyen-ne suisse.

Pour ce faire, nous avons estimé les émissions d'une journée d'école -hors IT- en considérant les besoins en énergie, les déplacements, les repas de midi ainsi que les livres et le papier.

Le total des émissions pour une journée d'école -hors IT- est ainsi estimé à 4.47 kgCO₂ eq. ,c.f Tableau 1. En multipliant cet impact par le nombre de jours d'école dans une année (185 jours) et le nombre d'élèves (40'865), l'impact total sur l'année est d'environ 34'000 tCO₂ eq pour l'ensemble des écoles du canton.

La moyenne suisse des émissions par personne est de 11.8 tCO₂ eq ce qui représente environ 32 kgCO₂ eq par jour et par personne. Une journée d'école représente à peine 15% d'une journée d'une personne moyenne en Suisse.

¹ Base de données publique de facteurs d'émissions, nécessaires à la réalisation d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (GES) et plus généralement tout exercice de comptabilité carbone. <https://base-empreinte.ademe.fr/documentation/base-carbone>

² Première source de données d'inventaire du cycle de vie au monde pour les écobilans, avec plusieurs milliers d'utilisateurs dans plus de 40 pays. Les données ecoinvent sont utilisées notamment dans l'analyse du cycle de vie (ACV) des équipements. <https://ecoinvent.org/>

Tableau 1 : Comparaison de l'importance relative des émissions de gaz à effet de serre

Impact global (sans IT)	Emissions par élève par jour
Activité en classe	
Chauffage de l'école	0.31
Electricité (hors IT)	0.16
Déplacement vers l'école	0.68
Repas de midi	
Avec viande	2.16
Végétarien	0.68
Fourniture	
Livres	0.03
Papier	0.03
Enseignants	0.42
Total	4.47

2.4. Périmètre de l'étude

La population concernée représente 40'865 élèves, dont 29'124 en primaire et 11'741 en secondaire I, et 4'700 enseignant-e-s. Elle correspond aux effectifs au 31.12.2023, lors de l'état des lieux des équipements et assistance informatiques à l'école obligatoire fribourgeoise 2024. Il est important de noter que les effectifs sont les mêmes pour le parc informatique actuel (chapitre 3) et cible dans le cadre du projet ENEO (chapitre 4) afin de permettre une comparaison de l'évolution, à effectif constant.

Le mandat concernait les équipements informatiques seuls. A titre de comparaison et pour comprendre l'impact complet de l'IT de l'école obligatoire, l'infrastructure informatique a été incluse dans la présente étude.

Les éléments qui ont été respectivement inclus ou non dans l'étude, pour des raisons de disponibilité ou d'estimabilité des données (voir Commentaires), sont mentionnés dans le Tableau 2.

Tableau 2 : Périmètre de l'étude

Inclus dans l'étude	Non inclus dans l'étude
Equipement informatique	Infrastructure informatique
Ordinateurs fixes	Imprimantes
Ordinateurs portables	Systèmes son indépendants
Tablettes	Services à distance (cloud)
Infrastructure informatique	Connectivité réseau internet
Beamers à focale ultra-courte	Périphériques personnels (clavier, souris, stylets...)
Beamers standards	Ecrans individuels
Ecrans plats TV 65"	Docking stations
Ecrans plats TV 75"	
Ecrans plats TV 85" et plus	
Visionneuses de documents	
Router/Switch	
Serveurs	

3. ETAT DES LIEUX DU PARC INFORMATIQUE ET DE L'INFRASTRUCTURE INFORMATIQUE ACTUELS

3.1. Données

Les données sur les équipements informatiques et l'infrastructure informatique existants dans les écoles proviennent d'une enquête réalisée en 2024 par le centre de compétences Fritic auprès des directions d'écoles de l'ensemble des écoles primaires et cycles d'orientation du canton de Fribourg. Cette enquête fournit des informations sur les types d'équipement présents dans les écoles et leur nombre, pour tous les utilisateurs-trices de l'école (élèves, enseignant-e-s, personnel administratif). Le parc est composé de 10'334 équipements informatiques dans les écoles primaires et 6'857 dans les cycles d'orientation. La durée de vie des équipements a été estimée sur la base des renouvellements entre avant 2020 et 2023.

3.2. Résultats

Les résultats de la quantification des émissions montrent que l'impact des équipements informatiques actuel est de 0.057 kgCO_{2 eq} par élève et par jour d'école (0.046 kgCO_{2 eq} dans les écoles primaires et 0.083 kgCO_{2 eq} dans les cycles d'orientation).

Multiplié par le nombre de jours d'école (185) et le nombre total d'élèves (40'865), l'impact actuel représente l'équivalent d'environ 428 tCO_{2 eq} chaque année (écoles primaires : 248 tCO_{2 eq}, cycles d'orientation : 180 tCO_{2 eq}).

L'impact relatif de la production dépend de la durée de vie moyenne qui varie entre l'école primaire et le cycle d'orientation et de la durée moyenne d'utilisation par jour.

L'essentiel de cet impact provient de la fabrication des équipements. Il représente entre 70 et 90% de l'impact total des équipements personnels. La consommation en énergie représente en moyenne entre 10 et 20% pour les équipements personnels, entre 20 et 50% pour les équipements de projections.

Pour l'ensemble de l'IT (équipement et infrastructure) cette fois, l'impact représente 0.097 kgCO_{2 eq} par élève et par jour d'école dans les écoles primaires et 0.198 kgCO_{2 eq} par élève et par jour d'école dans les cycles d'orientation. Au total, l'impact est chaque année d'environ 953 tCO₂ (écoles primaires : 523, cycles d'orientation : 430), dont 428 tCO_{2 eq} lié aux équipements informatiques et 525 tCO_{2 eq} lié à l'infrastructure informatique.

3.3. Eléments de comparaison

Les émissions des équipements informatiques du parc informatique actuel correspondent aux émissions de 36 personnes et demie par année en Suisse (importations incluses).

Ces émissions peuvent aussi être comparées aux émissions du parc d'ordinateurs de l'administration cantonale (10'700 personnes), qui ont été estimées à 965 tCO_{2 eq} par année³. A noter que le périmètre est différent pour de nombreux paramètres, que ce soit de périmètre ou d'usage (l'administration a par exemple plus recours à des écrans personnels supplémentaires) ou la méthode (seuls les nouveaux équipements achetés dans l'année ont été comptabilisés et les données extrapolées).

La part des équipements informatiques représente actuellement en moyenne 1.6% des émissions totales d'une journée d'école d'un élève.

La Figure 1 met en perspective les émissions des équipements informatiques, vis-à-vis de celles de l'infrastructure informatique, du reste de la journée type d'école, et du reste de la journée type d'un/e suisse. En comparaison avec les émissions d'une journée moyenne d'une personne en Suisse, les émissions des équipements représentent 0.25%.

Une comparaison avec des litres d'essence est proposée, élément parlant et quantifiable sans risque d'interprétation. Cet indicateur est moins soumis à variation que des exemples tels que des vols aériens ou des trajets en voiture, qui dépendent d'une quantité importante de facteurs.

³ Quantification est issue du bilan CO₂ de l'administration cantonale (Rapport sur postulat 2020-GC-185), basée sur les ordinateurs et les équipements de projection achetés sur une année.

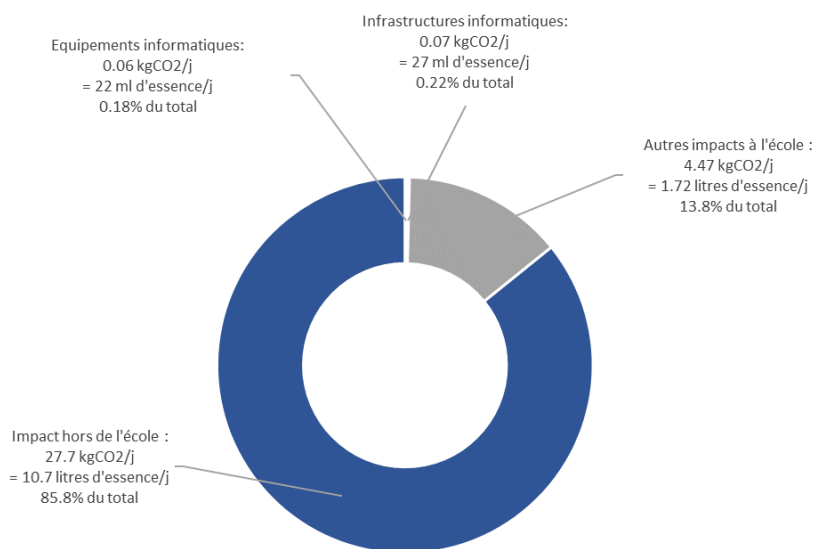


Figure 1 : Proportions des impacts CO₂eq d'un/e élève (parc informatique actuel)

4. REPRISE CANTONALE DU PARC INFORMATIQUE DE L'ÉCOLE OBLIGATOIRE (ENEO)

Le projet de reprise cantonale des équipements numériques de l'école obligatoire (ENEO) prévoit de reprendre à la charge du canton la gestion des équipements informatiques des élèves, des enseignant-e-s et du personnel administratif cantonal. L'infrastructure informatique reste de la responsabilité des communes et n'augmentera que de manière marginale.

4.1. Données

Le projet ENEO prévoit des normes de dotations minimales du nombre d'équipements.

Tableau 3 : Normes de dotation par degré scolaire actuellement prévues dans le projet de reprise par le canton

Degré scolaire	Normes de dotation cantonales
1H-2H	-
3H-4H	4 par classe
5H-6H	1 pour 3 élèves
7H-8H	1 pour 2 élèves
9H-11H	1 par élève

Le projet prévoit également d'équiper le personnel cantonal (enseignant-e-s et personnel administratif) d'un ordinateur portable par personne.

Rapporté aux effectifs (élèves et personnel cantonal), le parc informatique cible serait composé d'environ 7'900 tablettes et 16'800 ordinateurs portables.

4.2. Résultats

L'impact des dotations sur les émissions est calculé à partir des hypothèses du nombre d'équipements informatiques formulées ci-dessus.

Les résultats de la quantification des émissions montrent que l'impact futur des équipements informatiques cantonaux est de 0.089 kgCO₂ eq par élève et par jour en moyenne (0.038 kgCO₂ eq dans les écoles primaires et 0.213 kgCO₂ eq dans les cycles d'orientation).

L'impact relatif de la production dépend de la durée de vie moyenne qui varie entre l'école primaire et le cycle d'orientation et de la durée moyenne d'utilisation par jour. Hypothèse est faite ici que la durée de vie reste identique avec le parc actuel pour faciliter la comparaison, même si l'objectif est de prolonger l'utilisation du matériel pour réduire l'impact environnemental.

L'essentiel de cet impact provient de la fabrication des équipements. Il représente entre 70 et 90% de l'impact total des équipements personnels. La consommation en énergie représente en moyenne entre 10 et 20% pour les équipements personnels, entre 20 et 50% pour les équipements de projections.

Dans l'ensemble, multiplié par le nombre de jours d'école (185) et le nombre total d'élèves (41'130), les futures émissions des équipements informatiques cantonaux représentent 673 tCO₂ par année (écoles primaires : 209 tCO₂ eq, cycles d'orientation : 464 tCO₂ eq).

4.3. Eléments de comparaison

Les 673 tCO₂ eq/année d'émission des équipements informatiques cantonaux prévus représentent l'équivalent des émissions de 57 personnes en Suisse, contre 36 personnes avec le parc actuel (428 tCO₂ eq/année). Les émissions annuelles représenteront 57 % de plus qu'avec le parc informatique actuel.

Le parc informatique passerait d'un état actuel de 6'300 tablettes et 10'900 ordinateurs à un état cible de 7'900 tablettes (+1'600) et 16'800 ordinateurs (+5'900). La différence d'impact est directement proportionnelle à cette augmentation quantitative.

Ces émissions peuvent aussi être comparées aux émissions du parc d'ordinateurs de l'administration cantonale (10'700 personnes), qui ont été estimées à 965 tCO₂ eq par année. A noter que le périmètre est différent pour de nombreux paramètres, que ce soit de périmètre ou d'usage (l'administration a par exemple plus recours à des écrans personnels supplémentaires) ou la méthode (seuls les nouveaux équipements achetés dans l'année ont été comptabilisés et les données extrapolées).

La part des équipements informatiques cible représente en moyenne 2% des émissions totales d'une journée d'école d'un élève, contre 1.3% pour le parc informatique actuel.

La Figure 2 met en perspective les émissions des équipements informatiques du futur parc informatique, vis-à-vis de celles de l'infrastructure informatique, du reste de la journée type d'école, et du reste de la journée type d'un/e suisse. En comparaison avec les émissions d'une journée moyenne d'une personne en Suisse, les émissions des équipements représentent 0.28%.

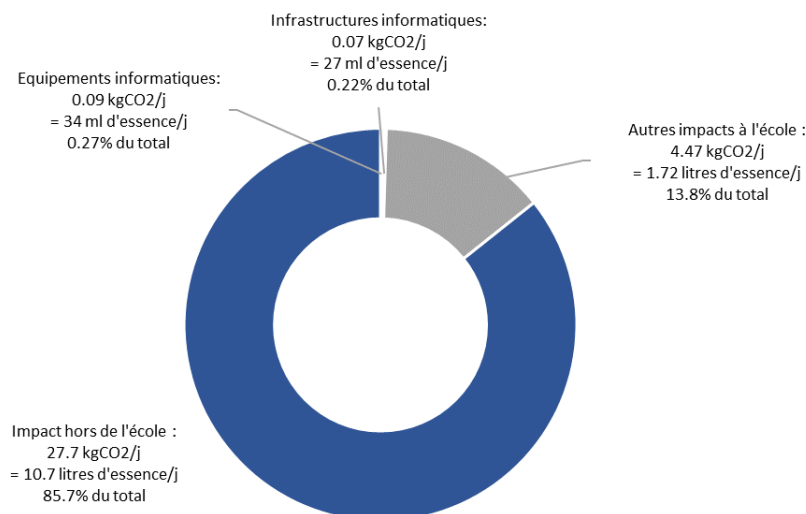


Figure 2 : Proportions des impacts CO₂eq d'un/e élève (parc informatique cible)

5. COMMENTAIRES ET PISTES DE RÉDUCTION

Le Tableau 2 montre que les émissions liées aux services en ligne et au trafic réseau n'ont pas été incluses dans l'étude. Cela est due au fait qu'il est extrêmement délicat d'estimer, mais aussi d'attribuer ces émissions. Dans le cas des services en ligne, on peut distinguer les services payants des services gratuits. Le service de Microsoft « M365 » incluant notamment l'e-mail et la bureautique de base serait, d'après une étude non-vérifiable de Microsoft, d'environ 0.02 kgCO₂eq par journée d'école, ce qui représenterait une hausse d'environ 10% de l'impact moyen de l'IT s'il était inclus. Pour les services gratuits, leur impact est à la charge de leurs fournisseurs et/ou de leur sponsors (annonceurs notamment). Concernant le réseau, l'impact pourrait être du même ordre, soit d'environ 0.02 kgCO₂eq par journée d'école. L'attribution des impacts découlant des infrastructures réseaux demeure une question ouverte du monde scientifique.

De manière générale, cependant, il semble très peu vraisemblable que l'inclusion de ces éléments bouleverse les conclusions de cette étude. En suivant les hypothèses scientifiques les plus pessimistes indiquant que 2/3 des émissions sont « cachées » par le cloud et les réseaux, la part de l'IT dans l'activité scolaire (parc actuel) passerait de 3% (0.130 kgCO₂eq rapportés à 4.34 kgCO₂eq par élève et par jour d'école) à 9% (0.39 kgCO₂eq rapporté à 4.6 kgCO₂eq par élève et par jour d'école). Rapportés à la journée du suisse moyen, l'IT scolaire passerait dans le pire des cas de 0.4% à 1.2%.

Enfin, le calcul des émissions du parc informatique cible dans le cadre du projet ENEO est basé sur les effectifs actuels de l'école obligatoire. La population du canton de Fribourg étant en constante augmentation, une estimation prévoit une augmentation des effectifs scolaires, avec l'ouverture d'environ 150 classes d'ici 2030. L'impact CO₂ augmentera proportionnellement à l'augmentation des effectifs.

Pistes de réduction

L'impact de l'IT pourrait être réduit d'environ 20-30% si des processus privilégiant une longue durée de vie des équipements sont mis en place. En effet, les données montrent que l'essentiel de l'impact vient de la production des équipements et celui-ci peut donc être réduit de manière significative s'il est amorti sur une plus longue durée. Le raisonnement vaut aussi en termes financiers. Si la durée de vie de tous les équipements est prolongée à 8 ans, les émissions seraient réduites de manière significative : 0.069 kgCO₂eq/jour/élève au lieu des 0.089 kgCO₂eq/jour/élève estimés pour le parc cible.

La consommation d'énergie peut être réduite par une utilisation appropriée et des processus/technologies pour éviter les veilles prolongées.

L'achat de courant vert issu d'une source renouvelable permet de réduire d'un facteur 10 l'impact de la consommation d'énergie par rapport à un mix moyen de consommation en Suisse. L'achat de courant renouvelable est de la responsabilité des communes.

Les écrans plats TV ont un facteur d'émission 3 fois supérieur à celui des beamers. Les écrans plats TV sont responsables d'environ un quart des émissions de l'infrastructure informatique (0.018 kgCO₂ eq/jour/élève). Ils sont pourtant nettement moins nombreux que les beamers et les visionneuses de documents (environ 750 contre 1'700, respectivement 2'200). Les écrans émettent passablement tant à la production qu'à la consommation. C'est le cas pour les télévisions, mais aussi pour les écrans intégrés dans les ordinateurs portables. On limitera donc les émissions en tendant à privilégier des écrans de taille modeste (13-14 pouces pour les portables), et en basculant sur des systèmes de projection type beamer.

Effets possibles

D'un point de vue global, la reprise du parc informatique par le canton pourrait avoir des effets positifs non pris en compte dans les calculs présentés ici. Tout d'abord, une uniformisation et généralisation des équipements et logiciels, devrait contribuer à limiter les installations « do-it-yourself ».

Un autre élément important est d'éviter la redondance des équipements, dans le cadre privé et dans le cadre scolaire. Il faut considérer les questions liées à la sécurité et au bon usage des équipements, mais les équipements mis à disposition peuvent potentiellement dissuader l'achat d'équipement similaire par les élèves à titre privé. Une dotation 1:1 dans les cycles d'orientation réduirait potentiellement les achats privés, ce qui réduirait indirectement l'impact du parc informatique du canton.

Dans le cadre de ce projet, un calculateur a été développé par la HEIA-FR à l'intention du Groupe de travail Santé et Durabilité mis en place dans le cadre du projet ENEO. Ce calculateur permet de tester plusieurs variantes d'achat, de renouvellement ou de durée de vie des produits et pourrait servir d'aide à la décision dans la gestion du parc informatique des écoles par la suite.

6. CONCLUSIONS

La reprise et l'optimisation des équipements par le canton génère une augmentation des émissions CO₂ des équipements. Ces émissions passeraient de 0.057 kgCO₂ par jour et par élève à 0.089 kgCO₂ par jour et par élève. Cette augmentation de 57% est essentiellement due à une augmentation du nombre de pièces d'équipement dans les cycles d'orientation. Sur l'ensemble de émissions générées par les équipements et les infrastructures IT dans les écoles, cette augmentation représente environ 23 %.

Les potentiels d'optimisation à travers cette reprise se trouvent notamment dans le prolongement de la durée de vie des équipements. Prolonger la durée de vie de tous les équipements à 8 ans permettrait de faire baisser les émissions des équipements d'environ 20%. Dans ce cas, l'augmentation des émissions à la reprise des équipements ne serait plus que de 21%.

L'impact CO₂ des équipements informatiques reste faible s'il est comparé aux émissions CO₂ estimées pour une journée d'école qui tient compte du chauffage des locaux, des transports, des repas ou encore de l'encadrement. Les équipements informatiques après la reprise par le canton représentent 2% des émissions d'une journée d'école, contre 1.3% à l'heure actuelle.



DESCRIPTION

CALCULATEUR

OBJECTIF

Ce calculateur a pour objectif d'aider les communes à estimer les coûts d'investissement et de maintenance de l'installation réseau et périphériques TIC nécessaires dans les salles de cours des bâtiments scolaires pour répondre aux standards fixés dans la stratégie éducation numérique de l'école obligatoire ordinaire et spécialisée du canton de Fribourg. Les montants sont calculés sur la base de prix moyens pour des équipements standards et une infrastructure conventionnelle. Les totaux des coûts annuels et uniques donnent une information estimative et sans garantie à la commune.

Les coûts uniques sont les coûts d'investissement pour acquérir les équipements et l'infrastructure ou pour les renouveler en moyenne tous les 7 ans. A remarquer que la durée de vie réelle d'un équipement va dépendre de son taux d'utilisation et de sa qualité.

En fonction de la volumétrie, des choix technologiques et de fournisseurs, le montant total réel pourra être nettement supérieur ou inférieur. Par exemple, le choix technologique d'un tableau blanc interactif sera beaucoup plus onéreux qu'un beamer sans interactivité, les coûts seront aussi différents si un contrat de maintenance est conclu avec une entreprise IT partenaire de la commune ou en fonction du type de gestion de l'infrastructure, etc.

COMMENT PROCÉDER

- Cliquer sur le bouton "Calculateur" en haut à droite
- Cliquer sur le champ à modifier et taper la nouvelle valeur; valider avec la touche <Entrée> du clavier
- Adapter à votre situation, le nombre de bâtiments et d'étages, de salles de classe standards, de salles d'activités créatrices manuelles (ACM). Pour les bâtiments la règle suivante est à considérer : 1 bâtiment = une construction isolé ou plusieurs constructions constituant une entité de bâtiments interconnectés situés au même endroit
Les autres types de salles comme les salles de sport, aulax, bureaux de psychologie ou de Direction, salles des maîtres, bibliothèques scolaires etc. ne sont pas prises en compte dans ce calculateur. Elles doivent faire l'objet d'une évaluation séparée par la commune en fonction de la situation locale et de leur usage.
- Modifier pour les salles et bâtiments le nombre d'équipement déjà existant et à conserver. Le nombre de ce qui est "Manquant - à renouveler" se calcule automatiquement en fonction du nombre de salles, de bâtiments et d'étages.



CALCULATEUR

DESCRIPTION DE L'OUTIL

Saisissez ici un texte libre (par exemple le nom de l'école et des options de calcul)

DÉPENSES CANTONALES

(économies communales potentielles)

MATÉRIEL INFORMATIQUE

Nombre d'élèves 1-2H	0
Nombre d'élèves 3-4H	0
Nombre d'élèves 5-6H	0
Nombre d'élèves 7-8H	0
Nombre d'élèves 9-11H	0

Nombre de personnes du corps enseignant	0
Nombre de personnes du personnel administratif cantonal	0

DÉSIGNATION	TOTAL des équipements informatiques payés par le canton	
	Nombre d'équipement	Coût équipement
MATERIEL INFORMATIQUE DES ÉLÈVES, DU CORPS ENSEIGNANT ET DU PERSONNEL ADMINISTRATIF CANTONAL		
Elèves 1-2H (1 pour 5 élèves) (prix moyen de 500 CHF)	0	0 CHF
Elèves 3-4H (1 pour 4 élèves) (prix moyen de 550 CHF)	0	0 CHF
Elèves 5-6H (1 pour 3 élèves) (prix moyen de 600 CHF)	0	0 CHF
Elèves 7-8H (1 pour 2 élèves) (Prix moyen de 1000 CHF)	0	0 CHF
Elèves 9-11H (1 par élève) (Prix moyen de 1000 CHF)	0	0 CHF
Corps enseignant (1 par personne) (Prix moyen de 1000 CHF)	0	0 CHF
Personnel ADMINISTRATIF CANTONAL (1 par personne) (Prix moyen de 1000 CHF)	0	0 CHF
Ecran + Docking-station dans les salles de classe (Prix moyen de 370 CHF)	1	370 CHF
Ecrans + Docking pour une salle informatique au cycle d'orientation (15 postes, prix moyen de 370 CHF)	0	0 CHF
Ecrans pour le personnel administratif cantonal (Prix moyen de 370 CHF)	0	0 CHF

DÉPENSES COMMUNALES

RÉSEAU & PÉRIPHÉRIQUES

Nombre de bâtiments	1
---------------------	---

Nombre d'étages		1	
Nombre de salles de classe standards		1	
Nombre de salles AC&M		1	
Total des salles à équiper		2	
DÉSIGNATION	TOTAL des salles de classe et des bâtiments		
	Existants - à conserver	Manquant - à renouveler	
RÉSEAU			
Système de rangement (chariot) et de charge	2	0	
Point d'accès WiFi	2	0	
Coût d'installation point d'accès WiFi		0	
Controlleurs+licences pour gestion de antennes WiFi		1	
Câblage cat. 6A (tirage)	2	0	
Switch d'étage	1	0	
Armoires réseau (switch)	1	0	
Connexion Internet école	1	0	
Sécurité et Firewall		1	
Contrat de maintenance réseau		2	
ÉLECTRICITÉ (sans la consommation ni la maintenance)			
Prises électriques	2	0	
Fusibles (câblage)	1	1	
Tirage de câble	2	0	
MULTIMÉDIA (sans la maintenance)			
Système de projection (incl. mise en service)	2	0	
Système audio	2	0	
Caméra de document	2	0	
Système de partage d'écran	2	0	
Câbles et petit matériel	1	1	
Caméra et micro pour enseignement à distance	2	0	
SYSTÈME D'IMPRESSION			
Imprimante/Photocopieur/Scanner + OCR		1	
niveau 0 (support de proximité)			
Correspondant informatique infrastructures (UNIQUEMENT)		1	
Support technique de proximité		1	

TOTAL (à charge du canton) à économiser par année							
année n	année n+1	année n+2	année n+3	année n+4	année n+5=n1	année n1+1	année n1+2
renouvellement	maintenance	maintenance	maintenance	maintenance	renouvellement	maintenance	maintenance
370 CHF	- CHF	- CHF	- CHF	- CHF	370 CHF	- CHF	- CHF

TOTAL (à charge de la commune) à payer par année							
2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
renouvellement	maintenance	maintenance	maintenance	maintenance	renouvellement	maintenance	maintenance
7 060 CHF	6 060 CHF	6 060 CHF	6 060 CHF	6 060 CHF	6 060 CHF	6 060 CHF	7 060 CHF

MOYENNE des coûts annuels par salle							
2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
renouvellement	maintenance	maintenance	maintenance	maintenance	maintenance	maintenance	renouvellement

renouvellement	maintenance	maintenance	maintenance	maintenance	maintenance	maintenance	renouvellement
3 530 CHF	3 030 CHF	3 030 CHF	3 030 CHF	3 030 CHF	3 030 CHF	3 030 CHF	3 530 CHF

Loi modifiant la loi sur la scolarité obligatoire

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): **411.0.1**
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2024-DFAC-8 du Conseil d'Etat du 17 septembre 2024;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

L'acte RSF [411.0.1](#) (Loi sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS), du 09.09.2014) est modifié comme il suit:

Art. 22a (nouveau)

Equipements numériques des établissements

¹ Afin de répondre aux exigences des plans d'études en matière d'éducation numérique, la Direction met à disposition des établissements les équipements numériques nécessaires et en assure la gestion.

² La Direction détermine les dotations minimales obligatoires de l'équipement numérique des élèves par degré de scolarité.

³ Elle définit les standards de qualité, de sécurité et de durabilité des équipements numériques ainsi que les prestations techniques liées. Elle spécifie également, à l'intention des communes, les standards de l'infrastructure informatique des locaux et installations scolaires, en particulier des éléments de connexion et des périphériques.

⁴ Sur mandat de la Direction, l'Office cantonal du matériel scolaire œuvre en tant que portail unique d'acquisition centralisée des équipements numériques. L'accès au portail d'acquisition par les établissements scolaires est conditionné à des prérequis techniques, pédagogiques et budgétaires fixés par la Direction.

⁵ Si cela se justifie pédagogiquement, les établissements scolaires peuvent acquérir aux frais des communes, à qui une demande de financement préalable doit être adressée, des équipements numériques au-delà des dotations minimales, auprès de l'Office cantonal du matériel scolaire uniquement. Ces équipements supplémentaires sont intégrés au système de gestion centralisée de la Direction. A des fins de sobriété, la Direction émet des recommandations sur les dotations maximales par degré de scolarité.

⁶ Le Conseil d'Etat édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

Art. 57 al. 2

² Dans leur activité de gestion, elles doivent notamment:

- b) (*modifié*) mettre à disposition les locaux et installations scolaires, les équiper, les doter d'une infrastructure informatique conforme aux standards fixés par la Direction, les entretenir et en assurer la gestion courante;

Art. 66 al. 2 (*modifié*)

² En plus de sa participation fixée à l'article 67, l'Etat assume:

- a) (*nouveau*) les frais de traitement des autorités scolaires et les charges y relatives;
- b) (*nouveau*) les frais des moyens d'enseignement reconnus et des fournitures scolaires, y compris leur gestion administrative;
- c) (*nouveau*) les frais de l'équipement numérique du personnel administratif cantonal, du corps enseignant et des élèves à hauteur des dotations minimales définies par la Direction, ainsi que les frais du système de gestion centralisée et du support technique matériel et logiciel des équipements financés par l'Etat.

Art. 71 al. 2 (*modifié*)

² En plus de sa participation fixée à l'article 72, l'Etat assume:

- a) (*nouveau*) les frais de traitement des autorités scolaires et les charges y relatives;
- b) (*nouveau*) les frais des moyens d'enseignement reconnus et des fournitures scolaires, y compris leur gestion administrative;

- c) (*nouveau*) les frais de l'équipement numérique du personnel administratif cantonal, du corps enseignant et des élèves à hauteur des dotations minimales définies par la Direction, ainsi que les frais du système de gestion centralisée et du support technique matériel et logiciel des équipements financés par l'Etat.

Art. 104b (*nouveau*)

Equipements numériques des établissements (art. 22a, 57 al. 2, 66 al. 2 let. c et 71 al. 2 let. c)

¹ L'Office cantonal du matériel scolaire œuvre en tant que portail d'acquisition centralisé dès l'entrée en vigueur de la présente loi. La commande des équipements numériques est toutefois conditionnée à des prérequis techniques, pédagogiques et budgétaires fixés par la Direction.

² Les communes doivent satisfaire aux standards de l'infrastructure informatique des locaux et installations scolaires en vue de l'année scolaire 2030/31 au plus tard.

³ L'Etat prend progressivement à sa charge les équipements numériques à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi. Ces équipements sont commandés sur le portail d'acquisition. Les acquisitions antérieures ne sont pas reprises ou financées par l'Etat.

Art. 104c (*nouveau*)

Incidences fiscales et fixation des coefficients d'impôt – Pour l'Etat

¹ Pour l'Etat, la charge supplémentaire engendrée par la reprise des frais définis aux articles 66 al. 2 let. c et 71 al. 2 let. c correspond à une augmentation des dépenses, dont l'impact est exprimé par une augmentation du coefficient de l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques, ainsi que de l'impôt à la source, et du coefficient de l'impôt sur le bénéfice et le capital des personnes morales.

² La mesure de l'augmentation du coefficient de l'impôt sera fixée par le Conseil d'Etat dans une ordonnance d'exécution de la présente loi, compte tenu de l'estimation des dépenses annuelles nouvelles et pérennes à charge de l'Etat.

³ La loi fixant le coefficient annuel des impôts cantonaux directs tiendra compte de cette augmentation.

Art. 104d (*nouveau*)

Incidences fiscales et fixation des coefficients d'impôt – Pour les communes

¹ Pour les communes, les économies réalisées par la reprise par l'Etat des frais définis aux articles 66 al. 2 let. c et 71 al. 2 let. c correspondent à une diminution des dépenses, dont l'impact est exprimé par une diminution du coefficient de l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques, ainsi que de l'impôt à la source, et du coefficient de l'impôt sur le bénéfice et le capital des personnes morales.

² Le Conseil d'Etat fixe, dans une ordonnance d'exécution de la présente loi, les coefficients de l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques, de l'impôt à la source et de l'impôt sur le bénéfice et le capital des personnes morales de chaque commune correspondant à la diminution des charges mentionnée à l'alinéa 1, en tenant compte:

- a) de l'estimation des dépenses annuelles nouvelles et pérennes à charge de l'Etat;
- b) de la dernière statistique publiée du rendement de l'impôt communal sur le revenu et la fortune des personnes physiques, de l'impôt à la source et de l'impôt communal sur le bénéfice et le capital des personnes morales; les distorsions provenant d'une augmentation ou d'une diminution importante des ressources fiscales d'une commune, survenues depuis les dernières statistiques fiscales publiées, donnent lieu à une correction.

³ L'adaptation, par les communes, des coefficients de l'impôt sur les personnes physiques, de l'impôt à la source et de l'impôt sur les personnes morales est effective dès le 1^{er} janvier suivant l'entrée en vigueur de la modification du 00 mois 0000.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle est également soumise au referendum financier facultatif.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Annexe

GRAND CONSEIL

2024-DFAC-8

Projet de loi :
 Modification de la loi scolaire relatif à la reprise cantonale
 du financement et de la gestion du parc informatique de
 l'école obligatoire (1H-11H) - ENEO

Propositions de la commission ad hoc CAH-2023-014

Présidence : Pierre Vial

Membres : Laurent Baeriswyl, Bernard Bapst, Daniel Bürdel, Catherine
 Esseiva, Liliane Galley, Benoît Glasson, François Ingold, Grégoire Kubski,
 Ivan Thévoz, Antoinette de Weck

Entrée en matière

La commission propose tacitement au Grand Conseil d'entrer en matière
 sur ce projet de loi.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi
 comme suit :

- I. Acte principal : Loi sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS)

Anhang

GROSSER RAT

2024-DFAC-8

Gesetzentwurf:
 Änderung des Schulgesetzes betreffend die Übernahme
 der Finanzierung und des Betriebs des Informatikparks der
 obligatorischen Schule (1H-11H) durch den Kanton - DAOS

Antrag der Ad-hoc-Kommission AHK-2023-014

Präsidium: Pierre Vial

Mitglieder: Laurent Baeriswyl, Bernard Bapst, Daniel Bürdel, Catherine
 Esseiva, Liliane Galley, Benoît Glasson, François Ingold, Grégoire Kubski,
 Ivan Thévoz, Antoinette de Weck

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen
 Gesetzesentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie
 folgt zu ändern:

- I. Haupterlass: Gesetz über die obligatorische Schule (Schulgesetz,
 SchG)

Art. 22a al. 1, 2, 3, 4, 5 et 6

¹ Afin de répondre aux exigences des plans d'études en matière d'éducation numérique, ~~la Direction met les communes mettent~~ à disposition des établissements les équipements numériques des élèves nécessaires et en assure la gestion, ainsi que le support technique matériel y relatif.

² La Direction ~~détermine~~ émet des recommandations sur les dotations minimales ~~obligatoires et maximales~~ de l'équipement numérique des élèves par degré de scolarité.

² La Direction émet des recommandations sur les dotations minimales et maximales de l'équipement numérique des élèves par degré de scolarité. A des fins de sobriété, elle promeut la mutualisation des équipements numériques.

³ ~~Elle~~ La Direction définit les standards de qualité, de sécurité et de durabilité des équipements numériques ainsi que les prestations techniques liées. Elle spécifie également, ~~à l'intention des communes,~~ les standards de l'infrastructure informatique des locaux et installations scolaires, en particulier des éléments de connexion et des périphériques.

⁴ ~~Sur mandat de la Direction, l'Office cantonal du matériel scolaire œuvre en tant que portail unique d'acquisition centralisée des équipements numériques. L'accès au portail d'acquisition par les établissements scolaires est conditionné à des prérequis techniques, pédagogiques et budgétaires fixés par la Direction~~ Le Conseil d'Etat édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

⁵ *Biffer.*

⁶ *Biffer.*

Art. 22a Abs. 1, 2, 3, 4, 5 und 6

A1 ¹ Um den Anforderungen der Lehrpläne im Bereich der digitalen Bildung gerecht zu werden, ~~stellt die Direktion~~ stellen die Gemeinden den Schulen die notwendige digitale Ausstattung der Schülerinnen und Schüler zur Verfügung und ~~verwalten diese~~ den technischen Support zur zugehörigen Hardware zur Verfügung.

A2 ² Die Direktion ~~gibt Empfehlungen~~ legt die zu verbindlichen den Mindest- und Höchstdotations für die digitale Ausstattung der Schülerinnen und Schüler nach Schulstufe ab fest. Im Bestreben nach Genügsamkeit ist sie aufgerufen, die gemeinsame Nutzung von Informatikausrüstung zu fördern.

A3 ² Die Direktion ~~gibt Empfehlungen zu~~ den Mindest- und Höchstdotations für die digitale Ausstattung der Schülerinnen und Schüler nach Schulstufe ab. Im Bestreben nach Genügsamkeit ist sie aufgerufen, die gemeinsame Nutzung von Informatikausrüstung zu fördern

A4 ³ ~~Sie~~ Die Direktion bestimmt die Qualitäts-, Sicherheits- und Nachhaltigkeitsstandards für die digitale Ausstattung und die damit verbundenen technischen Leistungen. Zudem spezifiziert sie ~~für die Gemeinden~~ die Standards für die IT-Infrastruktur in den Schulräumen und -anlagen, insbesondere für Verbindungselemente und Peripheriegeräte.

A5 ⁴ ~~Im Auftrag der Direktion fungiert die kantonale Lehrmittelverwaltung (KLV) als einziges Portal für die zentrale Beschaffung von digitaler Ausstattung. Der Zugang der Schulen zum Beschaffungsportal ist an technische, pädagogische und finanzielle Voraussetzungen gebunden, die von der Direktion festgelegt werden. Der Staatsrat erlässt die erforderlichen Ausführungsbestimmungen.~~

A6 ⁵ *streichen*

A7 ⁶ *streichen*

Art. 57 al. 2 let. b

[² Dans leur activité de gestion, elles doivent notamment:]

b) mettre à disposition les locaux et installations scolaires, les équiper, les doter d'une infrastructure informatique conforme aux standards ~~fixés~~ définis par la Direction, les entretenir et en assurer la gestion courante;

A8

Art. 57 Abs. 2 Bst. b

[² In ihrer administrativen Tätigkeit erfüllen sie unter anderem folgende Aufgaben:]

b) Sie stellen Schulräume und Schulanlagen bereit und sorgen für deren Ausstattung, insbesondere mit einer IT-Infrastruktur, die den von der Direktion ~~festgelegten~~ definierten Standards entspricht, sowie für deren Unterhalt und den laufenden Betrieb.

Art. 66 al. 2 let. c et d

[² En plus de sa participation fixée à l'article 67, l'Etat assume :]

c) les frais de l'équipement numérique du personnel administratif cantonal; ~~et du corps enseignant et des élèves à hauteur des dotations minimales définies par la Direction, ainsi que les frais du système de gestion centralisée et du support technique matériel et logiciel des équipements financés par l'Etat ;~~

A9

d) les frais du système de gestion centralisée et du support technique logiciel de l'ensemble du parc informatique.

A10

Art. 66 Abs. 2 Bst. c und d

[² Zusätzlich zu seinem Beitrag nach Artikel 67 übernimmt der Staat:]

c) die Kosten der digitalen Ausstattung ~~der Schülerinnen und Schüler sowie der Lehrpersonen und des kantonalen Verwaltungspersonals bis zur Höhe der von der Direktion festgelegten Mindestdotations und die Kosten für das zentrale Verwaltungssystem und den technischen Support für Hardware und Software der vom Staat finanzierten Ausstattung.~~

d) die Kosten für das zentrale Verwaltungssystem und den technischen Support für Software des ganzen Informatikparks.

Art. 71 al. 2 let. c et d

[² En plus de sa participation fixée à l'article 72, l'Etat assume :]

c) les frais de l'équipement numérique du personnel administratif cantonal ~~et du corps enseignant et des élèves à hauteur des dotations minimales définies par la Direction, ainsi que les frais du système de gestion centralisée et du support technique matériel et logiciel des équipements financés par l'Etat ;~~

A11

d) les frais du système de gestion centralisée et du support technique logiciel de l'ensemble du parc informatique.

A12

Art. 71 Abs. 2 Bst. c und d

[² Zusätzlich zu seinem Beitrag nach Artikel 72 übernimmt der Staat:]

c) die Kosten der digitalen Ausstattung ~~der Schülerinnen und Schüler sowie der Lehrpersonen und des kantonalen Verwaltungspersonals bis zur Höhe der von der Direktion festgelegten Mindestdotations und die Kosten für das zentrale Verwaltungssystem und den technischen Support für Hardware und Software der vom Staat finanzierten Ausstattung.~~

d) die Kosten für das zentrale Verwaltungssystem und den technischen Support für Software des gesamten Informatikparks.

Art. 104b al. 1, 2 et 3

¹ L'Office cantonal du matériel scolaire œuvre en tant que portail d'acquisition centralisé dès l'entrée en vigueur de la présente loi. La commande des équipements numériques est toutefois conditionnée à des prérequis techniques, pédagogiques et budgétaires fixés par la Direction. Les communes doivent satisfaire aux standards de l'infrastructure informatique des locaux et installations scolaires en vue de l'année 2030/31 au plus tard. Les élèves seront équipés conformément aux recommandations de dotation émises par la Direction dans ce même délai.

² *Biffer*

³ *Biffer*

Art. 104c, al. 1, 2 et 3

Biffer

Art. 104d, al. 1, 2 et 3

Biffer

Vote final

A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Propositions refusées

Les propositions suivantes ont été rejetées par la commission :

Art. 104b Abs. 1, 2 und 3

A13

¹ ~~Ab dem Inkrafttreten dieses Gesetzes fungiert die kantonale Lehrmittelverwaltung als zentrales Beschaffungsportal. Die Bestellung von digitaler Ausstattung ist jedoch an technische, pädagogische und finanzielle Voraussetzungen geknüpft, die von der Direktion festgelegt werden. Die Gemeinden müssen bis spätestens zum Schuljahr 2030/31 die Standards für die IT-Infrastruktur der Schulräume und -einrichtungen erfüllen. Die Schülerinnen und Schüler werden innerhalb derselben Frist gemäss den von der Direktion herausgegebenen Dotationsempfehlungen ausgestattet.~~

A14

² *Streichen*

A15

³ *Streichen*

Art. 104c, Abs. 1, 2 und 3

A16

Streichen

Art. 104d, Abs. 1, 2 und 3

A17

Streichen

Schlussabstimmung

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projekt bis), anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (Freie Debatte) behandelt wird.

Abgelehnte Anträge

Folgende Anträge wurden von der Kommission verworfen:

Amendements**Art. 22a al. 2 et 3**

² La Direction émet des recommandations sur les dotations minimales et maximales de l'équipement numérique des élèves par degré de scolarité. ~~A des fins de sobriété, elle promeut la mutualisation des équipements numériques.~~

³ La Direction définit les standards de qualité, de sécurité et de durabilité des équipements numériques ainsi que les prestations techniques liées. Elle spécifie également les standards de l'infrastructure informatique des locaux et installations scolaires, en particulier des éléments de connexion et des périphériques. A des fins de sobriété, elle promeut la mutualisation des équipements numériques.

Art. 22a al. 2

² La Direction émet des recommandations sur les dotations minimales et maximales de l'équipement numérique des élèves par degré de scolarité. A des fins de sobriété, elle promeut la mutualisation des équipements numériques. L'acquisition d'appareils se base sur un concept pédagogique déposé par les établissements.

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Première lecture

La proposition A1, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstentions.

La proposition A2, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstentions.

La proposition A3, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 9 voix contre 2 et 0 abstentions.

Änderungsanträge**Art. 22a Abs. 2 und 3**

Antrag in französischer Sprache eingereicht.

A90

Art. 22a Abs. 2

A91 *Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

A1
CE Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

A2
CE Antrag A2 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

A3
CE Antrag A3 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 9 zu 2 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

La proposition A4, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstentions.	A4 CE	Antrag A4 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A5, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstentions.	A5 CE	Antrag A5 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A6, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstentions.	A6 CE	Antrag A6 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A7, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstentions.	A7 CE	Antrag A7 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A8, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstentions.	A8 CE	Antrag A8 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A9, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstentions.	A9 CE	Antrag A9 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A10, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstentions.	A10 CE	Antrag A10 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A11, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstentions.	A11 CE	Antrag A11 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A12, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstentions.	A12 CE	Antrag A12 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A13, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstentions.	A13 CE	Antrag A13 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A14, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstentions.	A14 CE	Antrag A14 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A15, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstentions.	A15 CE	Antrag A15 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A16, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstentions.	A16 CE	Antrag A16 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

La proposition A17, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstentions.

A17
CE

Antrag A17 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Deuxième lecture

Zweite Lesung

La proposition A3, opposée à la proposition A90, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstentions.

A3
A90

Antrag A3 obsiegt gegen Antrag A90 mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

La proposition A3, opposée à la proposition A91, est acceptée par 8 voix contre 2 et 1 abstention.

A3
A91

Antrag A3 obsiegt gegen Antrag A91 mit 8 zu 2 Stimmen bei 1 Enthaltung.

Le 16 avril 2025

Den 16. April 2025

**Message n° 2024-DFIN-20 du Conseil d'Etat
au Grand Conseil relatif au compte d'Etat
du canton de Fribourg pour l'année 2024**

**Botschaft Nr. 2024-DFIN-20 des Staatsrats
an den Grossen Rat zur Staatsrechnung
des Kantons Freiburg für das Jahr 2024**

Table des matières

Message du Conseil d'Etat au Grand Conseil

1. Les résultats généraux	4
2. Le compte de résultats	9
2.1. Des charges courantes supérieures au budget	9
2.2. Les charges et les effectifs de personnel	15
2.2.1. Croissance des charges de personnel	15
2.2.2. Une croissance des effectifs en hausse	16
2.3. Des charges de fonctionnement supérieures au budget	22
2.4. Des amortissements inférieurs au budget	24
2.5. Le poids majeur du subventionnement	26
2.5.1. Les catégories de transferts	26
2.5.2. La part des charges de subventionnement demeure importante	28
2.6. L'évolution des flux financiers Etat-communes	30
2.7. Les attributions aux provisions et aux fonds	33
2.8. L'affectation des charges brutes du compte de résultats de l'Etat	34
2.9. Un service de la dette qui demeure modeste	37
3. Les revenus du compte de résultats	38
3.1. Progression des revenus	38
3.2. La méthode de comptabilisation des impôts	41
3.3. Des revenus fiscaux en croissance par rapport au budget	42
3.4. Evolution du poids des impôts	46
3.5. Les prélèvements sur les provisions, fonds et financements spéciaux	48
4. Le compte des investissements	49
4.1. Un volume d'investissements très élevé	49
4.2. Les principaux objets (dépenses brutes)	51
4.3. Un degré d'autofinancement faible et sensiblement inférieur à la norme	52
5. Résultats des unités administratives gérées par prestations (GpP)	54
6. L'évolution de quelques indicateurs-clés	57
7. Le bilan de l'Etat	59
7.1. Le bilan à fin 2024	59
7.1.1. L'actif	59
7.1.2. Le passif	61
7.2. L'évolution du bilan	62

Inhaltsverzeichnis

Botschaft des Staatsrats an den Grossen Rat

1. Die Gesamtergebnisse	4
2. Erfolgsrechnung	9
2.1. Laufender Aufwand höher als veranschlagt	9
2.2. Personalaufwand und Personalbestände	15
2.2.1. Zunahme des Personalaufwands	15
2.2.2. Steigende Zunahme des Personalbestands	16
2.3. Laufender Aufwand höher als budgetiert	22
2.4. Geringere Abschreibungen als budgetiert	24
2.5. Stark ins Gewicht fallende Subventionen	26
2.5.1. Transferzahlungskategorien	26
2.5.2. Subventionsaufwand fällt weiter stark ins Gewicht	28
2.6. Entwicklung der Finanzströme Staat-Gemeinden	30
2.7. Einlagen in Rückstellungen und Fonds	33
2.8. Zweckbindung des Bruttoaufwands der Erfolgsrechnung des Staates	34
2.9. Weiterhin moderater Schuldendienst	37
3. Ertrag der Erfolgsrechnung	38
3.1. Ertragszunahme	38
3.2. Steuerverbuchungsmethode	41
3.3. Höhere Steuererträge als veranschlagt	42
3.4. Anteilsmässige Steuerertragsentwicklung	46
3.5. Entnahmen aus Rückstellungen, Fonds und Spezialfinanzierungen	48
4. Investitionsrechnung	49
4.1. Sehr hohes Investitionsvolumen	49
4.2. Die wichtigsten Objekte (Bruttoausgaben)	51
4.3. Niedriger Selbstfinanzierungsgrad deutlich unter dem Zielwert	52
5. Die Ergebnisse der Einheiten mit leistungsorientierter Führung (LoF)	54
6. Entwicklung einiger Kennzahlen	57
7. Staatsbilanz	59
7.1. Die Bilanz per Ende 2024	59
7.1.1. Die Aktiven	59
7.1.2. Die Passiven	61
7.2. Bilanzentwicklung	62

7.2.1. Evolution du total du bilan depuis 2014.....	62
7.2.2. Les variations par rapport à 2023.....	62
7.3. La situation et l'évolution de la dette publique	64
7.3.1. La situation à fin 2024	64
7.3.2. L'évolution récente	65
8. Les engagements hors bilan	67
9. Conclusion.....	69

Projet de décret

7.2.1. Entwicklung der Bilanzsumme seit 2014	62
7.2.2. Veränderungen gegenüber 2023	62
7.3. Stand und Entwicklung der Staatsschulden.....	64
7.3.1. Die Staatsschulden per Ende 2024.....	64
7.3.2. Die jüngste Entwicklung	65
8. Nicht bilanzierte Verpflichtungen	67
9. Fazit	69

Dekretsentwurf

**MESSAGE 2024-DFIN-20
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
relatif au compte d'Etat
du canton de Fribourg pour
l'année 2024**

Fribourg, le 1^{er} avril 2025

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs,

En application des articles 102 et 113 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 et des dispositions de la loi sur les finances du 25 novembre 1994, nous avons l'honneur de vous soumettre le compte d'Etat du canton de Fribourg pour l'exercice 2024.

Les comptes établis par l'Administration des finances ont été arrêtés par le Conseil d'Etat dans sa séance du 27 février 2025.

Dans le présent message, nous vous présentons les principaux résultats des comptes 2024. Nous analysons les charges et les revenus et commentons le compte des investissements ainsi que les principaux résultats du bilan.

**BOTSCHAFT 2024-DFIN-20
des Staatsrats an den Grossen Rat
zur Staatsrechnung des
Kantons Freiburg für
das Jahr 2024**

Freiburg, den 1. April 2025

Sehr geehrte Frau Präsidentin
Sehr geehrte Damen und Herren

In Anwendung der Artikel 102 und 113 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 und der Vorschriften des Finanzhaushaltsgesetzes vom 25. November 1994 unterbreiten wir Ihnen hiermit die Staatsrechnung des Kantons Freiburg für das Jahr 2024.

Die von der Finanzverwaltung aufgestellte Rechnung wurde vom Staatsrat in seiner Sitzung vom 27. Februar 2025 verabschiedet.

In dieser Botschaft stellen wir Ihnen die Hauptergebnisse der Staatsrechnung 2024 vor. Wir analysieren die Aufwand- und Ertragsentwicklung und kommentieren die Investitionsrechnung sowie die hauptsächlichen Bilanzergebnisse.

1. Les résultats généraux

Les comptes 2024 de l'Etat se soldent par un léger excédent de revenus. Grâce à des revenus propres, notamment fiscaux, et financiers plus importants que prévu ainsi qu'un prélèvement sur provisions, le résultat 2024 est positif.

Les comptes de l'Etat pour l'année 2024 présentent les résultats globaux suivants, en millions de francs :

1. Die Gesamtergebnisse

Die Staatsrechnung 2024 schliesst mit einem leichten Ertragsüberschuss. Dank höheren eigenen Erträgen, namentlich Fiskal- und Finanzerträgen sowie einer Rückstellungsentnahme, ist das Rechnungsergebnis 2024 positiv ausgefallen.

Die Staatsrechnung für das Jahr 2024 weist die folgenden Gesamtergebnisse aus (in Millionen Franken):

	Charges / Dépenses Aufwand / Ausgaben	Revenus / Recettes Ertrag / Einnahmen	Excédents (+) / Déficits (-) Überschuss (+) / Fehlbetrag (-)
Compte de résultats Erfolgsrechnung	4340,2	4341,2	+ 1,0
Compte des investissements Investitionsrechnung	253,8	42,2	- 211,6

Le compte de résultats présente un excédent de revenus d'un million de francs. Le compte des investissements boucle avec un excédent de dépenses de 211,6 millions de francs.

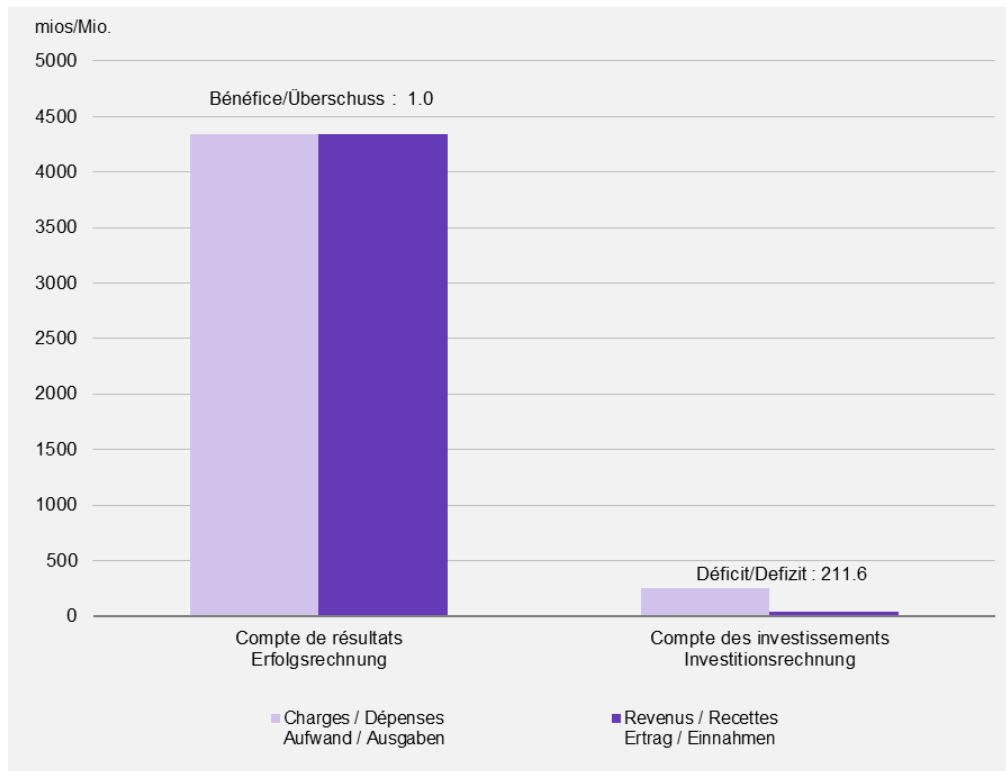
La définition de la notion d'autofinancement a été modifiée avec l'introduction du nouveau modèle comptable harmonisé MCH2 et suite à la publication de nouvelles recommandations. Ainsi, compte tenu d'un volume de charges d'amortissements, d'attributions et de prélèvements sur les fonds s'élevant à 140,4 millions de francs :

- > l'autofinancement s'élève à 141,4 millions de francs (140,4 millions de francs d'amortissements ainsi que d'attributions et prélèvements sur les fonds auxquels s'ajoute un montant d'un million de francs d'excédent de revenus du compte de résultats) ;
- > l'insuffisance de financement est de 70,2 millions de francs (l'autofinancement de 141,4 millions de francs moins les investissements nets de 211,6 millions de francs) ;
- > le degré d'autofinancement des investissements nets atteint ainsi 66,8 %.

Die Erfolgsrechnung weist einen Ertragsüberschuss von einer Million Franken aus. Die Investitionsrechnung schliesst mit einem Ausgabenüberschuss von 211,6 Millionen Franken.

Der Begriff der Selbstfinanzierung ist mit der Einführung des neuen harmonisierten Rechnungslegungsmodells HRM2 und nach der Veröffentlichung neuer Empfehlungen geändert worden. Bei einem Abschreibungsaufwand sowie Fondseinlagen und -entnahmen im Umfang von 140,4 Millionen Franken:

- > beträgt die Selbstfinanzierung 141,4 Millionen Franken (140,4 Millionen Franken Abschreibungen sowie Fondseinlagen und -entnahmen plus 1 Million Franken Ertragsüberschuss in der Erfolgsrechnung);
- > beträgt der Finanzierungsfehlbetrag 70,2 Millionen Franken (Selbstfinanzierung mit 141,4 Millionen Franken minus Nettoinvestitionen von 211,6 Millionen Franken);
- > liegt der der Selbstfinanzierungsgrad der Nettoinvestitionen somit bei 66,8 %.



La comparaison des résultats du compte de résultats avec le budget 2024 se présente ainsi :

Der Vergleich der Ergebnisse der Erfolgsrechnung mit dem Voranschlag 2024 ergibt folgendes Bild:

Compte de résultats Erfolgsrechnung	Comptes	Budget	Variations	
	Rechnung	Voranschlag	Veränderungen	
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	en / in %
Revenus Ertrag	4341,2	4237,7	+ 103,5	+ 2,4
Charges Aufwand	4340,2	4236,8	+ 103,4	+ 2,4
Excédent (+) / Déficit (-) Überschuss (+) / Fehlbetrag (-)	+ 1,0	+ 0,9	+ 0,1	+ 11,1

Les résultats généraux appellent les commentaires suivants :

- > le solde du compte de résultats est bénéficiaire. L'amélioration par rapport au budget s'élève à 0,1 million de francs ;
- > le dépassement constaté au niveau des charges est principalement imputable aux opérations comptables de clôture et à l'attribution à des fonds et provisions, aux charges de transferts, en particulier dans le domaine hospitalier et de l'asile ainsi qu'à la masse salariale, essentiellement dans le secteur de l'enseignement ;

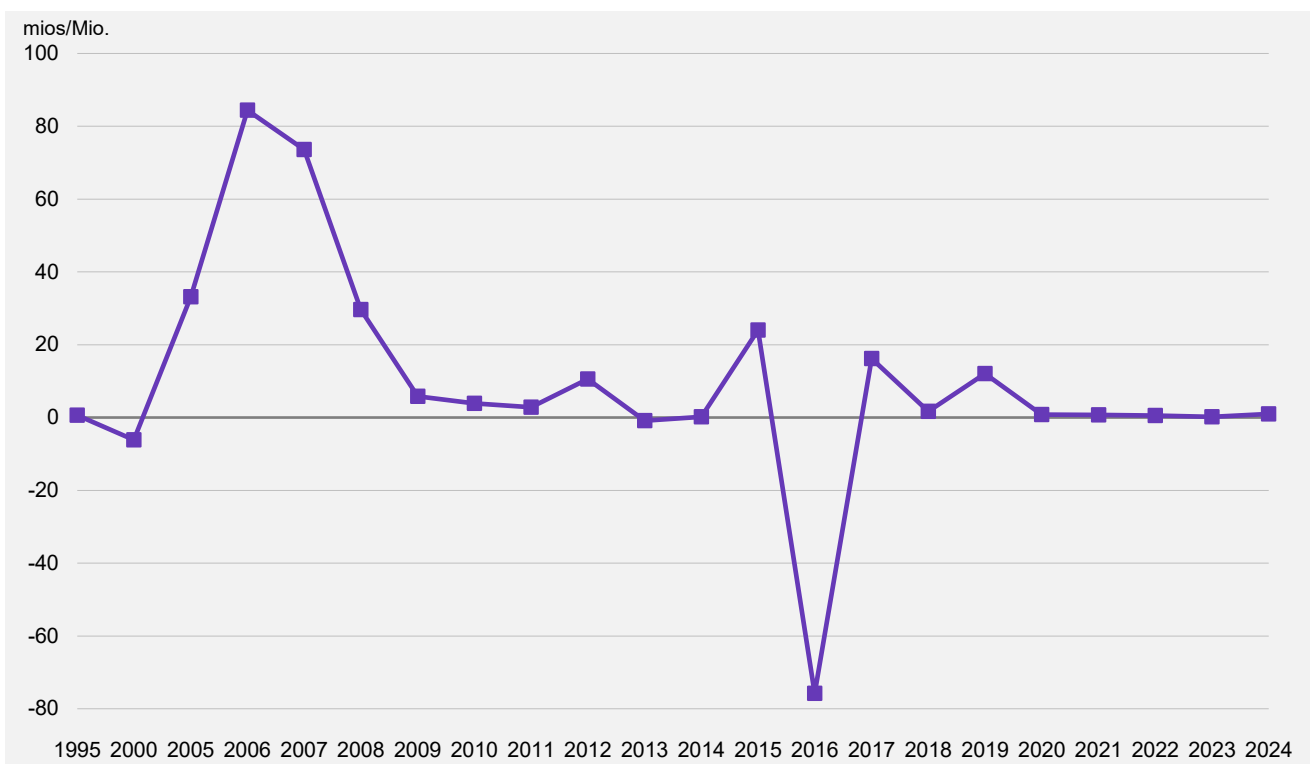
Dazu ist Folgendes zu sagen:

- > Die Erfolgsrechnung schliesst mit einem Überschuss und fällt um 0,1 Millionen Franken besser aus als veranschlagt.
- > Die Überschreitung auf der Aufwandseite ist hauptsächlich auf die Abschlussbuchungen und die Zuweisungen an Fonds und Rückstellungen, den Transferaufwand, insbesondere im Spital- und Asylwesen, sowie auf die Lohnsumme, hauptsächlich im Unterrichtswesen, zurückzuführen.

- > l'amélioration constatée dans les revenus s'explique en premier lieu par une évolution favorable de certains impôts directs, par un volume plus élevé des revenus financiers et des taxes, émoluments et contributions ainsi que par certains revenus de transferts (notamment diverses subventions fédérales) ;
- > le degré d'autofinancement des investissements ascende à 66,8 % et se situe en-dessous du niveau considéré comme un objectif de saine gestion financière (80 %) auquel se réfère le règlement sur les finances.
- > Die Verbesserung auf der Ertragsseite ist in erster Linie auf eine günstige Ertragsentwicklung bei einigen direkten Steuern, auf höhere Finanzerträge und Entgelte sowie gewisse Transfererträge (insbesondere bei verschiedenen Bundesbeiträgen) zurückzuführen.
- > Der Selbstfinanzierungsgrad der Nettoinvestitionen liegt bei 66,8 % und damit unter dem Zielwert für eine solide Haushaltsführung gemäss Finanzhaushaltsreglement (80 %).

Le graphique qui suit retrace l'évolution de l'excédent du compte de résultats depuis 1995 :

Die folgende Grafik zeigt die Entwicklung des Überschusses oder Fehlbetrags der Erfolgsrechnung seit 1995 auf:



Pour mémoire, les comptes 2016 ont enregistré une charge exceptionnelle au moment de la constitution du fonds de politique foncière active.

Es sei darauf hingewiesen, dass die Rechnung 2016 mit der Bildung des Fonds für die aktive Bodenpolitik einen ausserordentlichen Aufwand verzeichnet hatte.

Si l'on prend en considération les principales opérations de clôture effectuées au niveau des charges et des revenus dans la comptabilité 2024, le résultat du compte de résultats se solde par un excédent de charges de l'ordre de 3,7 millions de francs, et ceci pour la deuxième année consécutive (2023 : excédent de charges avant opérations de clôture de 26,8 millions de francs).

Sieht man von den hauptsächlichen Abschlussbuchungen auf der Aufwand- und der Ertragsseite in der Staatsrechnung 2024 ab, so schliesst die Erfolgsrechnung mit einem Aufwandüberschuss von rund 3,7 Millionen Franken, und dies zum zweiten Mal in Folge (2023: Aufwandüberschuss vor Abschlussbuchungen von 26,8 Millionen Franken).

Néanmoins, le Conseil d'Etat a décidé plusieurs attributions complémentaires à certaines provisions afin d'anticiper différentes charges qui impacteront inévitablement les finances de l'Etat dès les prochains exercices. La provision créée en vue de l'assainissement

Der Staatsrat hat indes die zusätzliche Aufstockung mehrerer Rückstellungen beschlossen, um verschiedene Kosten zu antizipieren, die die Staatsfinanzen in den nächsten Rechnungsjahren unweigerlich belasten werden. So wurde die für die HFR-Bilanzsanierung gebildete

du bilan de l'HFR a ainsi été alimentée à hauteur de 25 millions de francs pour la porter à 90 millions de francs. En outre, une provision de 7 millions de francs a été constituée afin de couvrir partiellement le coût des heures supplémentaires effectuées par le personnel. Diverses autres affectations de moindre importance ont été prévues dans le but de faire face à des charges non budgétisées liées aux biens culturels, à la lutte contre le capricorne asiatique et à l'aménagement d'immeubles loués. Par ailleurs, étant donné qu'aucune part au bénéfice de la BNS n'a été versée en 2024, un prélèvement de 30 millions de francs sur la provision y relative a été effectué. Enfin, on notera la dissolution partielle de la provision COVID à hauteur de 9,5 millions de francs, dès lors que les risques y relatifs se sont largement dissipés.

La situation se présente de la manière suivante :

Rückstellung um 25 Millionen Franken auf 90 Millionen Franken aufgestockt. Weiter wurde eine Rückstellung in Höhe von 7 Millionen Franken zur teilweisen Deckung der Kosten für vom Personal geleistete Überstunden gebildet. Ausserdem wurden verschiedene weitere geringfügigere Zuweisungen für nicht budgetierte Kosten in Zusammenhang mit den Kulturgütern, der Bekämpfung des asiatischen Laubholzbockkäfers sowie dem Ausbau von Mietliegenschaften vorgenommen. Da 2024 keine SNB-Gewinnausschüttung erfolgte, wurden 30 Millionen Franken aus der entsprechenden Rückstellung entnommen. Und schliesslich wurde die COVID-Rückstellung in Höhe von 9,5 Millionen Franken teilweise aufgelöst, da die damit verbundenen Risiken weitgehend weggefallen sind.

Das ergibt folgendes Bild:

Résultats avant et après prise en considération des opérations de clôture Ergebnisse vor und nach Berücksichtigung der Abschlussbuchungen

	mios / Mio.
Excédent de charges du compte de résultats avant opérations de clôture Aufwandüberschuss der Erfolgsrechnung vor Abschlussbuchungen	– 3,7
Opérations de clôture (en addition) Abschlussbuchungen (plus)	
Prélèvement sur la provision pour le risque sur le bénéfice de la BNS Entnahme aus der Rückstellung für das SNB-Gewinnausschüttungsrisiko	30,0
Dissolution partielle de la provision COVID Teilauflösung der COVID-Rückstellung	9,5
Opérations de clôture (en déduction) Abschlussbuchungen (minus)	
Attribution complémentaire à la provision créée en vue d'assainir le bilan de l'HFR Zusätzliche Einlage in die Rückstellung zur Sanierung der HFR-Bilanz	25,0
Provision destinée à couvrir partiellement le coût potentiel du solde des heures supplémentaires effectuées par le personnel de l'Etat (augmentation) Rückstellung zur teilweisen Deckung der potenziellen Kosten für vom Staatspersonal geleistete Überstunden (Aufstockung)	7,0
Attribution à la provision pour les subventions liées aux biens culturels protégés Einlage in die Rückstellung für geschützte Kulturgüter	1,7
Constitution d'une provision pour les aménagements des locaux loués temporairement en faveur de la Préfecture de la Gruyère Bildung einer Rückstellung für die Ausstattung der vorübergehend angemieteten Räumlichkeiten für das Oberamt des Greyerzbezirks	0,6
Constitution d'une provision pour les frais de lutte contre le capricorne asiatique Bildung einer Rückstellung für die Bekämpfung des asiatischen Laubholzbockkäfers	0,5
Excédent de revenus du compte de résultats Ertragsüberschuss Erfolgsrechnung	+ 1,0

Le détail des affectations ci-dessus est décrit dans le chapitre 2.7 du présent message.

A noter que des frais en lien avec la crise sanitaire ont encore impactés, mais de façon très marginale, les comptes 2024, notamment pour des mesures en faveur du tourisme et du HFR. Ces charges nettes supplémentaires ont été compensées par un prélèvement sur la provision constituée à cet effet à hauteur de 2,3 millions de francs.

Quant aux montants relatifs au plan de relance, ils sont financés par un prélèvement de 1,4 million de francs sur le fonds de relance.

Auf die oben aufgeführten Zuweisungen wird in Kapitel 2.7 dieser Botschaft genauer eingegangen.

Es ist zu sagen, dass die Staatsrechnung 2024 weiter mit coronabedingten Kosten belastet worden ist – allerdings nur ganz marginal –, namentlich mit Kosten für Massnahmen zugunsten des Tourismus und des HFR. Diese Nettomehraufwendungen wurden mit einer Entnahme im Umfang von 2,3 Millionen Franken aus der dazu gebildeten Rückstellung gedeckt.

Die Kosten in Zusammenhang mit dem Wiederankurbelungsplan werden ihrerseits durch eine Entnahme von 1,4 Millionen Franken aus dem Wiederankurbelungsfonds finanziert.

2. Le compte de résultats

Le compte de résultats présente un excédent de revenus de 1 million de francs (2023 : excédent de revenus de 0,2 million de francs).

2.1. Des charges courantes supérieures au budget

Le total des charges de fonctionnement de l'année 2024 s'élève à 4340,2 millions de francs, soit 103,4 millions de francs ou 2,4 % de plus qu'au budget.

2. Erfolgsrechnung

Die Erfolgsrechnung weist einen Ertragsüberschuss von 1 Million Franken aus (2023: Ertragsüberschuss von 0,2 Millionen Franken).

2.1. Laufender Aufwand höher als veranschlagt

Der Gesamtaufwand der Erfolgsrechnung des Jahres 2024 beläuft sich auf 4320,2 Millionen Franken, das sind 103,4 Millionen Franken oder 2,4 % mehr als budgetiert.

	Comptes	Budget	Variations	
	Rechnung 2024	Voranschlag 2024	Veränderungen	
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	en / in %
Charges de personnel Personalaufwand	1522,0	1510,1	+ 11,9	+ 0,8
Charges de consommation de biens et services et autres charges d'exploitation Sach- und übriger Betriebsaufwand	435,7	430,3	+ 5,4	+ 1,3
Charges financières Finanzaufwand	8,4	6,1	+ 2,3	+ 37,7
Amortissements du patrimoine administratif Abschreibungen auf dem Verwaltungsvermögen	81,0	86,2	- 5,2	- 6,0
Amortissements des prêts, des participations et des subventions d'investissements Abschreibungen auf Darlehen, Beteiligungen und Investitionsbeiträgen	67,0	78,8	- 11,8	- 15,0
Charges de transferts Transferaufwand	2030,3	1996,7	+ 33,6	+ 1,7
Financements spéciaux Spezialfinanzierungen	139,6	82,6	+ 57,0	+ 69,0
Imputations internes Interne Verrechnungen	56,2	46,0	+ 10,2	+ 22,2
Total	4340,2	4236,8	+ 103,4	+ 2,4

Le tableau précédent appelle les explications suivantes :

- > à l'instar de 2023, mais contrairement aux années précédentes, même si l'on écarte les principales augmentations de charges « comptables », à savoir l'alimentation des fonds et provisions, les charges supplémentaires induites par la pandémie, le plan de relance et le domaine de l'asile ainsi que celles compensées se rapportant à la HES-SO//FR et aux sources externes de l'Université, les charges restent effectivement supérieures au budget. On constate qu'il n'existe plus de marge de manœuvre entre le budget et les comptes comme ce fut parfois le cas par le passé.

Erläuterungen zu dieser Tabelle:

- > Wie 2023 aber anders als in den Vorjahren wird der budgetierte Aufwand effektiv überschritten, auch ohne die hauptsächlichen «buchmässigen» Aufwandssteigerungen, nämlich die Fonds- und Rückstellungseinlagen, die durch die Pandemie, den Wiederankurbelungsplan und das Asylwesen bedingten Mehrkosten sowie die Mehrkosten in Zusammenhang mit der HES-SO//FR und den externen Finanzierungsquellen der Universität. Das bedeutet, dass es keinen Spielraum zwischen Voranschlag und Rechnung mehr gibt, wie dies früher manchmal der Fall war. Bei

- A signaler que cette comparaison ne prend pas non plus en compte le montant de 41,7 millions de francs de crédits supplémentaires compensés soumis au Grand Conseil à la session de mars 2025 ;
- > les charges de personnel excèdent le budget de 11,9 millions de francs ou de 0,8 %. Cet écart s'explique d'une part, par des dépenses supplémentaires de 5 millions de francs de charges de personnel auxiliaire à la HES-SO//FR couvertes par des recettes externes et d'autre part, par un surplus de 4 millions de francs du coût du personnel enregistré dans le secteur spécifique de l'Université entièrement financé également par des ressources extérieures. Concernant les charges de personnel engagées notamment au Service du médecin cantonal en lien avec la crise sanitaire, elles ont été inférieures aux prévisions budgétaires. Elles n'ont donc pas d'impact sur l'écart relevé et ont été compensées par un prélèvement sur la provision COVID. En tenant compte de ces éléments, les charges de personnel restent finalement légèrement au-dessus du budget ;
 - > les charges de consommation de biens et services et les autres charges d'exploitation dépassent la cible budgétaire (+ 1,3 %) et cela même en retranchant 0,2 million de francs de charges supplémentaires induites par la pandémie, 2 millions de francs de prestations de tiers supplémentaires à la HES-SO//FR entièrement compensées par des recettes ainsi que le surplus de charges de consommation de 2,7 millions de francs enregistré dans le secteur spécifique de l'Université entièrement financé par des ressources extérieures. Cela s'explique principalement par des charges supérieures au budget en lien avec l'entretien des routes principales (+ 4 millions de francs), montant totalement couvert par un prélèvement sur un fonds, et avec notamment des réévaluations des provisions relatives aux pertes sur débiteurs et diverses pertes sur créances (+ 5,2 millions de francs) ;
 - > les amortissements du patrimoine administratif sont inférieurs à l'estimation du budget. L'écart s'explique par des amortissements en repli principalement au niveau des immeubles (– 5,1 millions de francs par rapport au budget) ;
 - > le poste « Amortissements des prêts, des participations et des subventions d'investissements » est inférieur au budget de 11,8 millions de francs. Cet écart trouve son explication dans des mouvements divergents. Tout d'abord, les amortissements des subventions d'investissements sont nettement inférieurs au budget (– 18,1 millions de francs). Cela provient notamment du fait que la subvention d'investissements de 8 millions de francs prévue pour le bâtiment du Smart Living Lab n'a pas été versée au vu du retard pris dans sa construction. En outre, les subventions d'investissements en lien avec les mesures
- diesem Vergleich ebenfalls nicht berücksichtigt sind die 41,7 Millionen Franken an Nachtragskrediten, die dem Grossen Rat in der Märzsession 2025 unterbreitet worden sind.
- > Der Personalaufwand liegt um 11,9 Millionen Franken oder 0,8 % über den Voranschlagszahlen. Diese Abweichung ist zum einen auf ihrerseits mit Drittmitteln gedeckte Mehrausgaben von 5 Millionen Franken für Hilfspersonal an der HES-SO//FR und zum andern auf Personalmehrkosten von 4 Millionen Franken im besonderen, ebenfalls vollständig durch Fremdmittel finanzierten Bereich der Universität zurückzuführen. Was die Personalkosten namentlich im Kantonsarztamt in Zusammenhang mit der Coronakrise betrifft, so lagen diese unter den Budgetschätzungen. Sie fallen damit bei der festgestellten Differenz nicht ins Gewicht und wurden durch eine Entnahme aus der COVID-Rückstellung kompensiert. Unter Berücksichtigung dieser Faktoren liegt der Personalaufwand noch leicht über dem budgetierten Betrag.
 - > Der Sach- und übrige Betriebsaufwand liegt über dem veranschlagten Betrag (+ 1,3 %), und dies selbst nach Abzug von 0,2 Millionen Franken coronabedingter Mehrkosten, von vollständig durch Einnahmen gedeckten Mehrausgaben von 2 Millionen Franken für Dienstleistungen Dritter der HES-SO//FR sowie des um 2,7 Millionen Franken höheren Sachaufwands im besonderen, vollständig durch Fremdmittel finanzierten Bereich der Universität. Die Abweichung erklärt sich hauptsächlich aus über dem budgetierten Betrag liegenden Mehraufwendungen für den Hauptstrassenunterhalt (+ 4 Millionen Franken), die vollständig durch eine Fondsentnahme gedeckt sind, sowie insbesondere für Rückstellungsneubewertungen bezüglich Debitorenverlusten und verschiedene Forderungsverluste (+ 5,2 Millionen Franken).
 - > Die Abschreibungen auf dem Verwaltungsvermögen liegen unter den Voranschlagsschätzungen. Die Differenz ist namentlich mit den rückläufigen Abschreibungen auf Immobilien zu erklären (– 5,1 Millionen Franken gegenüber dem Voranschlag).
 - > Die «Abschreibungen auf Darlehen, Beteiligungen und Investitionsbeiträgen» fallen um 11,8 Millionen Franken niedriger aus als budgetiert. Diese Differenz ist das Ergebnis gegenläufiger Bewegungen. Zunächst einmal sind die Abschreibungen auf Investitionsbeiträgen geringer als budgetiert (– 18,1 Millionen Franken), was insbesondere darauf zurückzuführen ist, dass der für das Smart-Living-Lab-Gebäude vorgesehene Investitionsbeitrag in Höhe von 8 Millionen Franken nicht ausbezahlt wurde und der Bau in Verzug geraten ist. Ausserdem fielen auch die Investi-

énergétiques ont été moins élevées que prévu (– 8,4 millions de francs). Quant aux amortissements des prêts du patrimoine administratif, ils ont été plus élevés que budgétés (+ 6,3 millions de francs) en raison essentiellement d'avances de fonds plus importantes accordées à l'ECPPF. A noter que leurs amortissements sont couverts entièrement par un prélèvement sur le fonds de politique foncière active ;

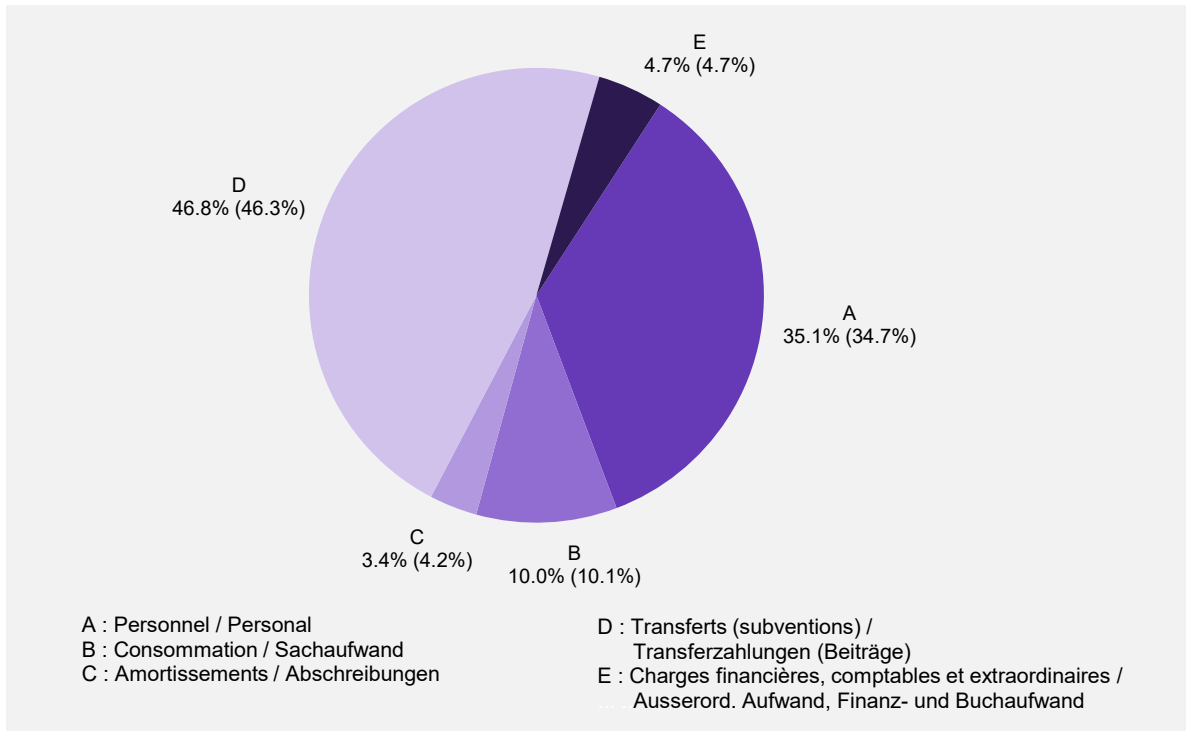
- > les charges de transferts ont, quant à elles, largement dépassé la cible budgétaire, principalement dans le domaine des hôpitaux, de l'asile, des remboursements d'impôts étrangers perçus à la source ainsi que dans celui du développement du sport. Plus de détails seront donnés au chapitre 2.5 ;
- > enfin, la variation exceptionnelle par rapport au budget du poste « Financements spéciaux » est due principalement à l'alimentation de la provision liée à l'assainissement de l'HFR (+ 25 millions de francs) et de celle destinée à couvrir les risques liés à l'activité hospitalière (+ 13 millions de francs), au renforcement de la provision destinée à couvrir partiellement le coût potentiel du solde des heures supplémentaires effectuées par le personnel (+ 7 millions de francs) ainsi qu'à la réalimentation de la provision pour les subventions liées aux biens culturels protégés (+ 1,7 million de francs). A cela s'ajoute les attributions complémentaires au fonds de la taxe sociale (+ 8,3 millions de francs) et au fonds de l'énergie (+ 4,2 millions de francs).

tionsbeiträge in Zusammenhang mit den Energie-massnahmen niedriger aus als geplant (– 8,4 Millionen Franken). Die Abschreibungen auf Darlehen des Verwaltungsvermögens fielen höher aus als budgetiert (+ 6,3 Millionen Franken), hauptsächlich aufgrund höherer Vorschüsse zugunsten der KAAB. Die Abschreibungen darauf sind übrigens vollumfänglich durch eine Entnahme aus dem Fonds für die aktive Bodenpolitik gedeckt.

- > Beim Transferaufwand ist eine markante Zunahme gegenüber dem Voranschlag zu verzeichnen, hauptsächlich im Bereich der Spitäler und des Asylwesens, bei den Erstattungen ausländischer Quellensteuern sowie bei der Sportförderung. Darauf wird in Punkt 2.5 näher eingegangen.
- > Die ausserordentlich starke Abweichung vom Voranschlag in der Position «Spezialfinanzierungen» ist hauptsächlich auf die Einlagen in die Rückstellung für die HFR-Bilanzsanierung (+ 25 Millionen Franken) und die Rückstellung für die Risiken in Zusammenhang mit der Spitaltätigkeit (+13 Millionen Franken) zurückzuführen sowie auf die Aufstockung der Rückstellung zur teilweisen Deckung der potenziellen Kosten für vom Personal geleistete Überstunden (+ 7 Millionen Franken) und für die Wiederöffnung der Rückstellung für die Subventionen in Zusammenhang mit den geschützten Kulturgütern (+ 1,7 Millionen Franken). Dazu kommen noch eine zusätzliche Einlage in den Sozialabgabefonds (+ 8,3 Millionen Franken) und in den Energiefonds (+ 4,2 Millionen Franken).

Les charges de fonctionnement se répartissent ainsi aux comptes 2024 (2023) :

Der laufende Aufwand teilt sich somit in der Staatsrechnung 2024 (2023) wie folgt auf:



L'évolution de la part respective des différentes catégories de charges montre une certaine stabilité du poids de chacune des catégories, avec toutefois un repli sensible des amortissements, en particulier ceux en lien avec les subventions d'investissements. On constate en revanche une hausse au niveau des charges de transferts et de personnel. Les écarts entre 2023 et 2024 restent pour la plupart relativement faibles.

Prozentual verändern sich die verschiedenen Aufwandskategorien kaum, allerdings ist bei den Abschreibungen, insbesondere in Zusammenhang mit den Investitionsbeiträgen, ein deutlicher Rückgang festzustellen. Beim Transferaufwand und beim Personalaufwand ist hingegen eine Zunahme zu verzeichnen. Die Abweichungen zwischen 2023 und 2024 bleiben aber insgesamt zumeist relativ gering.

Les rubriques de charges qui enregistrent des fluctuations importantes par rapport au budget 2024 sont les suivantes :

Die folgenden Aufwandpositionen weisen im Vergleich zum Voranschlag 2024 die grössten Veränderungen auf:

	mios / Mio.
Charges en plus	
Mehraufwand	
Versements aux provisions (notamment assainissement HFR / risques liés à l'activité hospitalière / coût potentiel du solde des heures supplémentaires effectuées par le personnel) Einlagen in Rückstellungen (namentlich Sanierung HFR / Risiken in Zusammenhang mit der Spitaltätigkeit / potenzielle Kosten des Überstundensaldos des Personals)	+ 47,8*
Prestations de l'HFR Leistungen des HFR	+ 13,7*
Aide sociale de demandeurs d'asile et des réfugiés Sozialhilfe für Asylsuchende und Flüchtlinge	+ 12,8*
Versements aux fonds liés à la taxe sociale Einlagen in Fonds in Zusammenhang mit der Sozialabgabe	+ 8,3*
Remboursements d'impôts étrangers perçus à la source Erstattungen ausländischer Quellensteuern	+ 6,8
Amortissements des prêts du patrimoine administratif Abschreibungen auf Darlehen des Verwaltungsvermögens	+ 6,3
Traitements du personnel auxiliaire de la HES-SO//FR Gehälter des Hilfspersonals der HES-SO//FR	+ 5,0*
Prestations du RFSM Leistungen des FNPG	+ 4,9*
Versement au fonds de l'énergie Einlagen in den Energiefonds	+ 4,2*
Coût du personnel enregistré dans le secteur autofinancé de l'Université Personalkosten im selbstfinanzierten Bereich der Universität	+ 4,0*
Entretien des routes principales Unterhalt der Hauptstrassen	+ 4,0*
Subventions pour le développement du sport Kantonsbeiträge für die Sportförderung	+ 3,7*
Subventions cantonales pour les institutions de pédagogie spécialisée Kantonsbeiträge an die sonderpädagogischen Einrichtungen des Kantons	+ 3,1
Charges en moins	
Minderaufwand	
Amortissements des subventions d'investissements pour l'énergie Abschreibungen auf den Investitionsbeiträgen für die Energie	- 8,4*
Subventions pour les frais d'accompagnement dans les EMS Beiträge für die Betreuungskosten in den Pflegeheimen	- 8,0
Contributions pour les hospitalisations hors canton Beiträge für Spitaleinweisungen ausserhalb des Kantons	- 6,0
Indemnités aux compagnies de transports (y compris dépassement de la quote-part cantonale pour le trafic régional) Abgeltungen für die Unternehmen des Regionalverkehrs (einschl. Überschreitung des Kantonsanteils für den Regionalverkehr)	- 6,0*

Amortissements des immeubles	
Abschreibungen auf Gebäuden	– 5,1
<hr/>	
Contributions pour la fréquentation d'écoles hors du canton	
Beiträge für den Besuch von Schulen ausserhalb des Kantons	– 3,5

* Entièrement ou partiellement compensées sur le plan des revenus

* Vollständiger oder teilweiser Ausgleich auf der Ertragsseite

2.2. Les charges et les effectifs de personnel

2.2.1. Croissance des charges de personnel

En 2024, le total des charges effectives de personnel a atteint le montant de 1522 millions de francs. Par rapport aux prévisions budgétaires, chiffrées à 1510,1 millions de francs, on enregistre un léger dépassement de 0,8 %. Celui-ci découle, d'une part, du surplus (+ 4 millions de francs aux comptes par rapport au budget) du coût du personnel (hors effectif de l'Etat) relevé dans le secteur spécifique de l'Université entièrement financé par des ressources extérieures et, d'autre part, du coût supplémentaire (+ 5 millions de francs) enregistré à la HES-SO//FR pour le personnel auxiliaire engagé pour la fourniture de prestations à des tiers et couvert par des recettes additionnelles correspondantes.

Abstraction faite de ces deux cas particuliers, les charges réelles de personnel (1513 millions de francs), bien que proches de celles inscrites au budget (1510,1 millions de francs), les dépassent tout de même.

L'évolution de la masse salariale se présente ainsi :

2.2. Personalaufwand und Personalbestände

2.2.1. Zunahme des Personalaufwands

2024 beläuft sich der effektive Personalaufwand auf insgesamt 1522 Millionen Franken. Verglichen mit den Voranschlagszahlen von 1510,1 Millionen Franken ist eine leichte Überschreitung um 0,8 % festzustellen. Diese ist einerseits auf die Personalmehrkosten im besonderen, vollständig durch Fremdmittel finanzierten Bereich der Universität zurückzuführen (nicht im Stellenetat des Staates, + 4 Millionen Franken in der Rechnung gegenüber dem Voranschlag), und andererseits auf die Mehrkosten (+ 5 Millionen Franken), die an der HES-SO//FR für das für die Leistungserbringung an Dritte angestellte Hilfspersonal zu verzeichnen waren und durch entsprechende Mehreinnahmen gedeckt wurden.

Abgesehen von diesen beiden Sonderfällen ist der tatsächliche Personalaufwand von 1513 Millionen Franken zwar nahe am veranschlagten Betrag von 1510,1 Millionen Franken, liegt aber dennoch darüber.

Die folgende Tabelle zeigt die Lohnsummenentwicklung:

Comptes Staatsrechnung	Charges de personnel totales Gesamtpersonalaufwand	
	mios / Mio.	Variations / Veränderungen en / in %
2017	1263,1	+ 4,4
2018	1286,5	+ 1,9
2019	1308,1	+ 1,7
2020	1340,5	+ 2,5
2021	1383,1	+ 3,2
2022	1697,9	+ 22,8
2023	1463,4	- 13,8
2024	1522,0	+ 4,0

Avec la mise en œuvre de mesures structurelles et d'économies en 2013, notamment celles relatives au personnel, la croissance de la masse salariale était contenue en 2014, année où la progression atteignait + 2,2 millions de francs (+ 0,2 %). Elle a ensuite légèrement augmenté pour atteindre + 10,4 millions de francs (+ 0,9 %) en 2015 et + 18 millions de francs (+ 1,5 %) en 2016. Avec la progression 2017 de 52,7 millions de francs (+ 4,4 %), on se retrouve au niveau de la croissance moyenne de la masse salariale prévalant lors de la législature 2007-2011 et qui avoisinait 50 millions de francs ou 5 % par an. En 2018 et 2019

Mit der Umsetzung von Struktur- und Sparmassnahmen im Jahr 2013, insbesondere mit denjenigen, die das Personal betrafen, konnte der Lohnsummenanstieg 2014 mit einer Zunahme um 2,2 Millionen Franken bzw. + 0,2 % eingedämmt werden. 2015 war wiederum eine leicht stärkere Zunahme um + 10,4 Millionen Franken (+ 0,9 %) zu verzeichnen, und 2016 betrug sie dann + 18 Millionen Franken (+ 1,5 %). Der Lohnsummenanstieg um 52,7 Millionen Franken im Rechnungsjahr 2017 (+ 4,4 %) bewegte sich wieder im Bereich des Durchschnittszuwachses der Legislaturperiode 2007–2011 um jährlich knapp 50 Millionen Franken oder 5 %. In den

cependant, les variations observées sont à la baisse et restent relativement stables avant de repartir à la hausse en 2020 et 2021 pour atteindre 2,5 %, respectivement 3,2 %. La forte croissance de la masse salariale en 2022 (+ 314,8 millions de francs ou + 22,8 %) s'explique en grande partie par le coût des mesures transitoires et compensatoires dues par l'Etat-employeur en lien avec la réforme de la Caisse de prévoyance de l'Etat (302 millions de francs), opération entièrement couverte par la dissolution de la provision prévue à cet effet. Sans cela, l'augmentation des charges de personnel n'aurait été que de 12,8 millions de francs ou + 0,9 %.

La décroissance de la masse salariale relevée en 2023 (– 234,5 millions de francs ou – 13,8 %) s'explique avant tout par l'effet des mesures en lien avec la réforme de la Caisse de prévoyance de l'Etat en 2022. Sans cette opération, la masse salariale aurait crû en 2023 de 67,5 millions de francs ou de + 4,8 %. Cette tendance semble se poursuivre en 2024 avec une progression de 4%. Il s'agit en effet d'une des plus importantes hausses de ces dernières années (hors opérations particulières). Il faut autrement remonter à 2017 avec la fin de mesures d'économies touchant le personnel (retardement de l'octroi des paliers et contribution de solidarité) pour retrouver une croissance de même ampleur. Elle découle avant tout de l'augmentation significative du nombre de postes occupés, soit de plus de 226 unités, dont plus de 57 % (129,6 unités) en faveur du secteur de l'enseignement. A noter tout de même que l'administration centrale compte quelque 95 unités supplémentaires en 2024 par rapport à l'année précédente.

Il faut rappeler que les charges de personnel sont en partie couvertes par des participations fédérales, communales ou de tiers. Ainsi, en lien direct avec les salaires versés, la part des communes aux traitements et charges sociales du personnel enseignant de la scolarité obligatoire et du Conservatoire atteint 221,6 millions de francs en 2024 (soit le 14,6 % du total des charges de personnel). A quoi s'ajoute le financement indirect des traitements via les contributions de la Confédération et des autres cantons en faveur de l'Université et des Hautes écoles spécialisées. Si l'on considère que 80 % des sommes allouées à ces institutions concerne leur masse salariale, cela représente un apport estimé à quelque 142,1 millions de francs (équivalent à 9,3 % du total des charges de personnel).

2.2.2. Une croissance des effectifs en hausse

La statistique de l'emploi évalue l'occupation moyenne durant l'année 2024 à 9397,8 équivalents plein temps (EPT). Le tableau qui suit présente l'évolution de l'effectif du personnel équivalent plein temps depuis 2014, exclusion faite du personnel des deux réseaux hospitaliers :

Jahren 2018 und 2019 ging die Lohnsumme jedoch wieder zurück und blieb mehr oder weniger unverändert, bevor sie 2020 und 2021 wieder um 2,5 % bzw. 3,2 % anstieg. Grund für den starken Lohnsummenanstieg im Jahr 2022 (+ 314,8 Millionen Franken bzw. + 22,8 %) waren zu einem grossen Teil die Kosten der vom Arbeitgeber Staat geschuldeten Übergangs- und Kompensationsmassnahmen in Zusammenhang mit der Pensionskassenreform (302 Millionen Franken), vollständig finanziert durch Auflösung der dazu vorgesehenen Rückstellung. Ohne diese Kosten hätte sich der Personalaufwand lediglich um 12,8 Millionen Franken oder 0,9 % erhöht.

Der Rückgang der Lohnsumme im Jahr 2023 (– 234,5 Millionen Franken oder – 13,8 % war vor allem auf die Auswirkungen der Massnahmen in Zusammenhang mit der Pensionskassenreform im Jahr 2022 zurückzuführen. Ohne diese Transaktion wäre bei der Lohnsumme 2023 eine Zunahme um 67,5 Millionen Franken oder + 4,8 % zu verzeichnen gewesen. Dieser Trend scheint sich 2024 mit einem Plus von 4 % fortzusetzen, eine der stärksten Zunahmen der letzten Jahre (ohne besondere Transaktionen). Für einen ähnlich hohen Lohnkostenanstieg muss man bis ins Jahr 2017 zurückgehen, als die Sparmassnahmen, die das Personal betrafen, ausliefen (aufgeschobene Lohnstufengewährung und Solidaritätsbeitrag). Hauptursache für die gestiegenen Lohnkosten ist vor allem der signifikante Anstieg der Zahl der besetzten Stellen um rund 226 VZÄ, die zu über 57 % (129,6 VZÄ) auf das Unterrichtswesen entfallen. In der Zentralverwaltung sind 2024 rund 95 VZÄ mehr als im Vorjahr zu verzeichnen.

Der Personalaufwand wird übrigens zum Teil durch Bundes- oder Gemeindebeteiligungen oder auch Beteiligungen Dritter finanziert. So beläuft sich 2024 direkt auf die Gehaltszahlungen bezogen der Anteil der Gemeinden an den Gehältern und Sozialversicherungsbeiträgen des Lehrpersonals an den obligatorischen Schulen und am Konservatorium auf 221,6 Millionen Franken (14,6 % des Gesamtpersonalaufwands). Dazu kommt die indirekte Finanzierung der Gehälter über die Beiträge des Bundes und der anderen Kantone zugunsten der Universität und der Fachhochschulen. Wenn man bedenkt, dass 80 % der diesen Institutionen zugesprochenen Gelder auf ihre Lohnsumme entfallen, entspricht dies rund 142,1 Millionen Franken (9,3 % des Gesamtpersonalaufwands, ohne die Transaktion in Zusammenhang mit der Pensionskassenreform).

2.2.2. Steigende Zunahme des Personalbestands

Die Personalstatistik weist für das Jahr 2024 eine durchschnittliche Stellenbesetzung zu 9397,8 Vollzeit-äquivalenten (VZÄ) aus. Die folgende Tabelle zeigt die Entwicklung des Personalbestands in VZÄ seit 2014 auf, ausgenommen das Personal der beiden Spitalnetze:

Evolution des effectifs du personnel et occupation moyenne durant les années 2014 à 2024 Entwicklung des Personalbestandes und durchschnittliche Stellenbesetzung in den Jahren 2014-2024

Années Jahr	Postes équivalents plein temps (EPT) Vollzeitäquivalente (VZÄ)	Variations par rapport à l'année précédente Veränderungen gegenüber dem Vorjahr	
	Effectif sans Réseaux hospitaliers Bestand ohne Spitalnetze	absolues / absolut	en / in %
2014	8090,0	+ 99,0	+ 1,2
2015	8157,0	+ 67,0	+ 0,8
2016	8225,6	+ 68,6	+ 0,8
2017	8403,7	+ 178,1	+ 2,2
2018	8505,3	+ 101,6	+ 1,2
2019	8659,5	+ 154,2	+ 1,8
2020	8769,9	+ 110,4	+ 1,3
2021	8867,2	+ 97,3	+ 1,1
2022	8960,3	+ 93,1	+ 1,0
2023	9171,4	+ 211,1	+ 2,4
2024	9397,8	+ 226,4	+ 2,5

Après une tendance depuis 2014 à se maintenir à un niveau inférieur à 100 postes nouveaux annuellement, le rythme de progression des effectifs était reparti à la hausse en 2018, en repassant la barre des 100 unités (hors opération de pérennisation des montants forfaitaires en 2017 pour 118,9 EPT). Cette évolution se poursuit et se stabilise en 2019 (hors opération de pérennisation des montants forfaitaires pour 37,8 EPT) et en 2020. A noter que la cantonalisation des services d'intégration a eu des effets non négligeables sur la progression des effectifs de l'enseignement primaire en partie en 2019 déjà et de façon complète en 2020. En 2021 et 2022, l'augmentation inférieure à 100 unités constitue une baisse stable de la croissance des effectifs par rapport aux années précédentes. L'année 2023 a marqué la fin de cette tendance avec une croissance conséquente du nombre de postes occupés, soit + 211,1 unités. L'année 2024 confirme cette évolution avec une hausse de 226,4 unités. Cette progression est ainsi la plus importante depuis 2014 (hors opérations de pérennisation) et provient en grande

Nachdem die jährliche Personalbestandszunahme seit 2014 tendenziell unter 100 VZÄ gelegen hatte, zog sie 2018 wieder auf über 100 VZÄ an (ohne die Umwandlung von Pauschalbeträgen in Etatstellen im Jahr 2017 im Umfang von 118,9 VZÄ). Diese Entwicklung hat sich fortgesetzt und sich 2019 (ohne Umwandlung von Pauschalbeträgen in Etatstellen im Umfang von 37,8 VZÄ) und 2020 auf diesem Niveau eingependelt. Die Kantonalisierung der Integrationsdienste wirkte sich übrigens zum Teil schon 2019 und voll dann 2020 nicht unwesentlich auf die Zunahme der Personalbestände im Primarschulunterricht aus. 2021 und 2022 lag die Zunahme unter 100 VZÄ, war also stetig rückläufig gegenüber den Vorjahren. 2023 endete dieser Trend mit einer erheblichen Zunahme der Zahl der besetzten Stellen um + 211,1 VZÄ. 2024 bestätigt sich diese Entwicklung mit einem Plus von 226,4 VZÄ. Es handelt sich damit um den stärksten und zu einem grossen Teil auf das Unterrichtswesen entfallenden Anstieg seit 2014 (ohne die Umwandlung von Pauschalbeträgen in Etatstellen), wo zur

partie du secteur de l'enseignement. Des engagements se sont avérés nécessaires d'une part, pour absorber les effectifs de la rentrée scolaire 2024-2025 et d'autre part, pour faire face aux demandes croissantes d'appuis en lien avec le contexte migratoire actuel. Toutefois, le secteur de l'administration totalise aussi une part très conséquente cette année de l'augmentation des EPT (+ 95,2 EPT). On constate des progressions plus ou moins significatives dans quasiment tous les Pouvoirs et Directions.

Bewältigung der höheren Schülerbestände für den Schuljahresbeginn 2024-2025 und des Mehrbedarfs an Stützunterricht im derzeitigen Migrationskontext mehr Personal angestellt werden musste. In diesem Jahr entfällt auch ein erheblicher Anteil der VZÄ-Zunahme auf die Verwaltung (+ 95,2 VZÄ). In fast allen Behörden und Direktionen sind mehr oder weniger signifikante Zunahmen zu verzeichnen.

Cette croissance de 226,4 unités EPT se ventile de la manière suivante entre les différents secteurs :

Die Zunahme um 226,4 VZÄ teilt sich wie folgt auf:

Variations des effectifs par secteur d'activités (par rapport aux comptes 2023)
Veränderungen des Personalbestandes nach Tätigkeitsbereichen (im Vergleich zur Rechnung 2023)

	EPT / VZÄ
Secteurs : Sektoren:	
Secteur de l'enseignement Unterrichtswesen	+ 129,6
Administration centrale Zentralverwaltung	+ 95,2
Secteurs spéciaux Besondere Sektoren	+ 1,1
Secteur hospitalier (EMS « Les Camélias ») Spitalwesen (Pflegeheim «Les Camélias»)	+ 0,5
Total	+ 226,4

Dans le secteur de la formation, l'évolution des effectifs de personnel se présente ainsi :

Der Personalbestand im Bildungswesen hat sich wie folgt verändert:

	EPT / VZÄ
Enseignement préscolaire Vorschulstufe	+ 9,0
Enseignement primaire Primarstufe	+ 46,6
Cycle d'orientation Orientierungsstufe	+ 27,3
Secondaire II Sekundarstufe II	+ 4,2
Haute Ecole pédagogique Pädagogische Hochschule	+ 3,8
Université Universität	+ 16,9

Conservatoire Konservatorium	- 0,6
Formation professionnelle Berufsbildung	+ 6,6
Ecoles techniques Technische Schulen	- 1,0
Haute école spécialisée de Suisse occidentale Fribourg Fachhochschule Westschweiz//Freiburg	+ 16,8

Environ deux tiers de l'augmentation des effectifs du personnel enseignant se concentrent au niveau de la formation obligatoire.

Les variations d'effectifs dans l'administration générale sont plus diffuses et concernent de nombreux services ou établissements dans toutes les Directions, comme l'atteste le tableau ci-après. A noter que ce tableau compare, entre les comptes 2023 et 2024, l'évolution des effectifs du personnel administratif mesurée sur la base de l'occupation moyenne annuelle.

Die Zunahme der Stellen im Unterrichtswesen entfällt zu rund zwei Dritteln auf die obligatorische Schule.

In der allgemeinen Verwaltung lassen sich die Bestandsveränderungen weniger genau zuordnen, und sie betreffen zahlreiche Ämter und Anstalten in allen Direktionen, wie die folgende Tabelle zeigt. Dabei ist zu beachten, dass in dieser Tabelle beim Vergleich der Verwaltungspersonalbestände zwischen der Staatsrechnung 2023 und 2024 von der durchschnittlichen jährlichen Stellenbesetzung ausgegangen wird.

Evolution 2023-2024 des effectifs du personnel administratif (occupation moyenne annuelle) Entwicklung 2023-2024 der Verwaltungspersonalbestände (durchschnittliche jährliche Stellenbesetzung)

	EPT / VZÄ
Pouvoir législatif Gesetzgebende Behörde	+ 0,1
Pouvoir judiciaire Gerichtsbehörden	+ 8,8
Pouvoir exécutif – Chancellerie Ausführende Behörde – Kanzlei	- 1,1
Direction de la formation et des affaires culturelles Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten	+ 8,7
Direction de la sécurité, de la justice et du sport Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion	+ 25,3
Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft	+ 2,8
Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion	+ 0,2
Direction de la santé et des affaires sociales Direktion für Gesundheit und Soziales	+ 14,2
Direction des finances Finanzdirektion	+ 15,1
Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt	+ 21,1

Le secteur administratif a connu une hausse importante du personnel de 95,2 EPT. Tous les Pouvoirs et Directions, hormis le Pouvoir exécutif, ont connu une hausse des postes administratifs.

Les variations importantes de l'occupation moyenne annuelle des postes administratifs s'expliquent principalement par des hausses des effectifs à la Police cantonale (+ 17,5 EPT), au Service des bâtiments (+ 9,2 EPT), au Pouvoir judiciaire (+ 8,8 EPT), au Service de l'enfance et de la jeunesse (+ 8,2 EPT), au Service de l'informatique et des télécommunications (+ 8,2 EPT) et au Service des ponts et chaussées (+ 5,2 EPT).

La légère hausse observée dans les secteurs spéciaux provient de mouvements divergents. En effet, tandis que les effectifs de l'Etablissement de détention fribourgeois (+ 0,4 EPT) et du Campus Lac-Noir (+ 1,6 EPT) progressent au total de 2 EPT, ceux de Grangeneuve (- 0,1 EPT) et du Service des forêts et de la nature (- 0,8 EPT) régressent globalement de 0,9 EPT.

Par le passé, le budget « postes de travail » avait toujours pu être respecté, bien que les écarts comptes / budgets en la matière se soient fortement restreints au cours de ces dernières années, mais cela n'a pas été le cas en 2023 pour la première fois depuis longtemps. Cette situation se répète en 2024 puisque l'occupation effective des postes est, cette année encore, supérieure au nombre de postes prévu au budget et ce, de manière plus significative. Le surplus net est pour 2024 de 23,6 EPT, soit + 0,3 %. La masse salariale, surpasse, elle aussi, le budget prévu de 0,8 %. L'évolution de la masse salariale est forcément impactée par les nouveaux postes. Le secteur de l'enseignement a connu une hausse des effectifs par rapport au budget de 27,6 EPT et ce, malgré une baisse importante constatée à l'Université (- 36,2 EPT). En effet, les progressions observées au niveau de l'enseignement primaire (+ 37,4 EPT) et de la formation professionnelle (+ 19,3 EPT) la compensent plus que largement.

Dans le secteur de l'administration, l'occupation moyenne effective est, en revanche, inférieure aux prévisions, et ce, malgré un dépassement de 17,9 EPT au Pouvoir judiciaire. On relève notamment des écarts importants à la baisse au Service de l'informatique et des télécommunications (- 8,7 EPT), à la Police cantonale (- 7,2 EPT) ainsi qu'au Service des ponts et chaussées (- 5,5 EPT). Cela s'explique en particulier par des délais de carence importants et dans le cas de la Police cantonale, par des départs plus nombreux qu'attendu.

Dans le secteur hospitalier, l'augmentation des effectifs concerne exclusivement l'EMS « Les Camélias » à Marsens (+ 5,7 EPT). Elle est compensée par des recettes liées.

In der Verwaltung war ein erheblicher Personalzuwachs um 95,2 VZÄ zu verzeichnen. In allen Behörden und Direktionen, ausser in der vollziehenden Behörde, ist eine Zunahme der Verwaltungsstellen zu verzeichnen.

Die grossen Differenzen bei der durchschnittlichen jährlichen Stellenbesetzung beim Verwaltungspersonal gehen hauptsächlich auf die Zunahme des Stellenbestands bei der Kantonspolizei (+ 17,5 VZÄ), beim Hochbauamt (+ 9,2 VZÄ), bei den Gerichtsbehörden (+ 8,8 VZÄ), beim Jugendamt (+ 8,2 VZÄ), beim Amt für Informatik und Telekommunikation (+ 8,2 VZÄ) und beim Tiefbauamt (+ 5,2 VZÄ) zurück.

Die leichte Zunahme in den besonderen Sektoren beruht auf gegenläufigen Entwicklungen. Während nämlich die Personalbestände der Freiburger Strafanstalt (+ 0,4 VZÄ) und des Campus Schwarzsee (+ 1,6 VZÄ) insgesamt um 2 VZÄ zulegen, gehen die Personalbestände von Grangeneuve (- 0,1 VZÄ) und des Amtes für Wald und Natur (- 0,8 VZÄ) gesamthaft um 0,9 VZÄ zurück.

In der Vergangenheit konnte das Stellenbudget immer eingehalten werden, obwohl sich die Differenz zwischen Rechnung und Voranschlag in den letzten Jahren erheblich verringert hatte. Dies war aber 2023 erstmals seit langem nicht mehr der Fall, und das gleiche gilt für 2024, da die Zahl der effektiv besetzten Stellen auch in diesem Jahr höher ist als die der veranschlagten Stellen, und zwar signifikant mit netto plus 23,6 VZÄ oder + 0,3 %. Die Lohnsumme ihrerseits liegt auch leicht über dem budgetierten Betrag (+ 0,8). Die neuen Stellen wirken sich zwangsläufig auf die Lohnsummenentwicklung aus. Im Unterrichtswesen stiegen die Stellenbestände gegenüber dem Voranschlag um rund 27,6 VZÄ, und dies trotz eines deutlichen Rückgangs bei der Universität (- 36,2 VZÄ). Die Zunahme in der Primarstufe (+ 37,4 VZÄ) und der Berufsbildung (+ 19,3 VZÄ) haben diesen Rückgang nämlich mehr als aufgewogen.

In der Verwaltung liegt die effektive durchschnittliche Stellenbesetzung hingegen unter den Schätzungen, und dies trotz einer Überschreitung um 17,9 VZÄ bei den Gerichtsbehörden. Grosse Abweichungen nach unten sind namentlich beim Amt für Informatik und Telekommunikation (- 8,7 VZÄ), bei der Kantonspolizei (- 7,2 VZÄ) und beim Tiefbauamt (- 5,5 VZÄ) festzustellen. Grund dafür sind vor allem die langen Vakanzen und im Fall der Kantonspolizei die Tatsache, dass es zu mehr Abgängen kam als erwartet.

Im Spitalwesen betrifft die Zunahme des Personalbestands ausschliesslich das Pflegeheim «Les Camélias» in Marsens (+ 5,7 VZÄ). Sie wird durch gebundene Einnahmen kompensiert.

Les secteurs spéciaux présentent également des effectifs légèrement supérieurs au budget (+ 4,6 EPT). En effet, le « dépassement » enregistré provient principalement des mouvements divergents suivants : à la hausse pour l'Établissement de détention fribourgeois (+ 2,8 EPT) et pour Grangeneuve (+ 3,2 EPT) et à la baisse pour le Service des forêts et de la nature (– 1,5 EPT).

In den besonderen Sektoren liegt der Stellenbestand auch leicht über den budgetierten Zahlen (+ 4,6 VZÄ). Die verzeichnete «Überschreitung» ist hauptsächlich auf die folgenden gegenläufigen Entwicklungen zurückzuführen: Zunahme bei der Freiburger Strafanstalt (+ 2,8 VZÄ) und in Grangeneuve (+ 3,2 VZÄ), Abnahme beim Amt für Wald und Natur (– 1,5 VZÄ).

Secteurs : Sektoren:	Comptes ¹⁾ Rechnung ¹⁾ 2024	Budget Voranschlag 2024	Ecarts Differenz
	EPT / VZÄ	EPT / VZÄ	EPT / VZÄ
Administration centrale Zentralverwaltung	3134,15	3148,38	– 14,23
Secteur de l'enseignement Unterrichtswesen	5852,01	5824,41	+ 27,60
Secteur hospitalier (EMS « Les Camélias ») Spitalwesen (Pflegeheim «Les Camélias»)	18,61	12,95	+ 5,66
Secteurs spéciaux et établissements d'Etat Besondere Sektoren und Anstalten des Staates	393,06	388,50	+ 4,56
Total	9397,83	9374,24	+ 23,59

¹⁾ Les effectifs sont calculés sur la base de la moyenne annuelle d'occupation des postes

¹⁾ Die Berechnung der Stellenbestände basiert auf der durchschnittlichen jährlichen Stellenbesetzung

2.3. Des charges de fonctionnement supérieures au budget

Le poste « Biens, services et autres charges d'exploitation » représente, aux comptes 2024, un montant de 435,7 millions de francs. Il est supérieur de 1,3 % ou de 5,4 millions de francs au budget. L'évolution par rapport au budget des principales charges de consommation de biens et services est la suivante :

2.3. Laufender Aufwand höher als budgetiert

Der «Sach- und übrige Betriebsaufwand» beläuft sich in der Rechnung 2024 auf 435,7 Millionen Franken. Er liegt um 1,3 % oder 5,4 Millionen Franken über dem Voranschlag. Die wichtigsten Sachaufwandpositionen haben sich gegenüber dem Voranschlag wie folgt entwickelt:

	Comptes	Budget	Variations	
	Rechnung 2024	Voranschlag 2024	Veränderung	
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	en / in %
Fournitures, matériel et marchandises Material- und Warenaufwand	45,3	45,2	+ 0,1	+ 0,2
Matériel, mobilier, machines et véhicules Mobilien, Maschinen und Fahrzeuge	32,6	34,2	- 1,6	- 4,7
Chauffage, éclairage, eau et élimination des déchets Heizung, Beleuchtung, Wasser und Abfallbeseitigung	19,7	19,2	+ 0,5	+ 2,6
Prestations de service et honoraires Dienstleistungen und Honorare	150,5	153,6	- 3,1	- 2,0
Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles Leistungen Dritter baulicher Unterhalt	45,8	43,0	+ 2,8	+ 6,5
Prestations de tiers pour l'entretien des objets mobiliers Leistungen Dritter Unterhalt Mobilien	28,7	33,3	- 4,6	- 13,8
Loyers, droits de superficie et leasing Mieten, Baurechtszinsen und Leasing	18,1	18,5	- 0,4	- 2,2
Dédommagements Spesenentschädigungen	10,6	10,0	+ 0,6	+ 6,0
Pertes sur créances Forderungsverluste	23,1	17,9	+ 5,2	+ 29,1
Autres charges d'exploitation Übriger Betriebsaufwand	61,3	55,4	+ 5,9	+ 10,6
Total	435,7	430,3	+ 5,4	+ 1,3

Ces données appellent les principales remarques suivantes :

- > comme lors de l'exercice précédent, les charges de fonctionnement dépassent les prévisions budgétaires. Il faut toutefois préciser que ces charges ont été encore légèrement impactées par la crise sanitaire qui a généré des dépenses qui n'avaient pas pu être prévues au budget, en lien notamment avec le développement d'une plateforme de traçage et la logistique d'un stock de vaccins (+ 0,2 million de francs). Même si dans la majorité des catégories, la cible budgétaire est plutôt bien respectée, on note une croissance des charges, notamment en ce qui concerne les prestations de tiers pour l'entretien d'immeubles, les pertes sur créances ainsi que les autres charges d'exploitation ;
- > le poste de « Fournitures, matériel et marchandises » se situe dans la cible du budget (+ 0,1 million de francs) ;
- > les charges relatives au « Matériel, mobilier, machines et véhicules » sont en dessous du budget, en raison notamment d'achats d'appareils d'enseignement moins importants (– 0,9 million de francs), et sont d'ailleurs aussi sensiblement inférieures à celles de l'exercice précédent ;
- > le poste « Chauffage, éclairage, eau et élimination des déchets » se situe légèrement au-delà de la cible budgétaire. Cette évolution s'explique d'une part, par une sous-estimation des effets de la hausse des tarifs de l'électricité dans certains secteurs lors de la budgétisation (+ 1,3 million de francs). D'autre part, on constate une consommation de chauffage inférieure aux prévisions (– 0,7 million de francs) ;
- > le poste « Prestations de service et honoraires » se situe en dessous du budget, avec un écart de 3,1 millions de francs. Cette position est impactée notamment par des frais de perception du Service cantonal des contributions nettement inférieurs au budget (– 2 millions de francs). En effet, un montant de même ampleur avait été ajouté lors de l'élaboration du budget 2024 pour tenir compte de la modification de l'art. 43 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP). Son entrée en vigueur ayant finalement été repoussée à 2025, elle n'impacte donc pas les comptes 2024 ;
- > le poste « Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles » est sensiblement supérieur au budget en raison en particulier de dépenses supplémentaires consenties, en particulier pour l'entretien des routes principales. A noter que ces dernières ont été intégralement couvertes par un prélèvement plus important sur les fonds y relatif ;

Zu diesen Zahlen ist Folgendes zu sagen:

- > Wie im Vorjahr übersteigt der laufende Aufwand die Budgetvorgaben. Dazu ist allerdings zu sagen, dass der laufende Aufwand noch etwas durch die Corona-Krise belastet worden ist mit Ausgaben, die im Voranschlag nicht vorgesehen werden konnten, insbesondere mit der Entwicklung einer Tracing-Plattform und einer Impfstofflagerlogistik (+ 0,2 Millionen Franken). Auch wenn die Budgetvorgaben in den meisten Ausgabenpositionen recht gut eingehalten werden, so ist doch ein Aufwanzuwachs festzustellen, namentlich bei den Leistungen Dritter für den baulichen Unterhalt, den Forderungsverlusten sowie beim übrigen Betriebsaufwand.
- > Der «Material- und Warenaufwand» liegt im budgetierten Rahmen (+ 0,1 Millionen Franken).
- > Die Ausgaben in der Position «Möbilien, Maschinen und Fahrzeuge» liegen unter dem budgetierten Betrag, namentlich aufgrund geringerer Ausgaben für die Anschaffung von Unterrichtsgeräten (– 0,9 Millionen Franken), und übrigens auch deutlich unter dem Vorjahresaufwand.
- > Die Ausgaben in der Position «Heizung, Beleuchtung, Wasser und Abfallbeseitigung» sind etwas höher ausgefallen als budgetiert. Diese Zunahme erklärt sich einerseits aus den in einigen Sektoren bei der Budgetaufstellung unterschätzten Auswirkungen der gestiegenen Strompreise (+ 1,3 Millionen Franken) und andererseits durch einen geringeren Heizverbrauch als angenommen (– 0,7 Millionen Franken).
- > Die Position «Dienstleistungen und Honorare liegt um 3,1 Millionen Franken unter dem budgetierten Betrag. Sie wurde insbesondere durch deutlich unter dem veranschlagten Betrag liegende Inkassokosten der Kantonalen Steuerverwaltung (– 2 Millionen Franken) beeinflusst. Bei der Aufstellung des Voranschlags 2024 war nämlich ein Betrag in gleicher Höhe aufgenommen worden, um der Änderung von Artikel 43 des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs (SchKG) Rechnung zu tragen. Da ihr Inkrafttreten schliesslich auf 2025 verschoben wurde, hat sie keine Auswirkungen auf den Jahresabschluss 2024.
- > In der Position «Leistungen Dritter baulicher Unterhalt» ist der Aufwand deutlich höher ausgefallen als veranschlagt, insbesondere aufgrund von Mehrausgaben namentlich für den Hauptstrassenunterhalt, die durch eine entsprechend höhere Fondsentnahme vollumfänglich kompensiert wurden.

- > les « prestations de tiers pour l'entretien des objets mobiliers » sont en dessous du budget (– 4,6 millions de francs), principalement en raison des charges dans le domaine de l'informatique moins élevées que les prévisions budgétaires ;
 - > les charges de loyer, bien que légèrement inférieures aux prévisions, restent cependant stables par rapport à l'exercice 2023. La volonté de l'Etat, qui s'est concrétisée dans plusieurs cas récents, de se porter acquéreur des bâtiments dont il a besoin à long terme, se répercute sur le montant des locations payées et ce, malgré l'augmentation des surfaces occupées ;
 - > les dédommagements, avant tout les frais de déplacements, se situent légèrement en dessus du budget (+ 0,6 million de francs) ;
 - > les pertes sur créances sont nettement supérieures au budget, en raison de réévaluations de la provision globale pour pertes sur débiteurs (+ 2,5 millions de francs). A cela s'ajoute un volume de pertes sur créances, en particulier au niveau de la Promotion économique, en hausse de 2,8 millions de francs causé par plusieurs faillites de sociétés domiciliées dans le canton ;
 - > le dépassement constaté dans les autres charges d'exploitation s'explique d'une part, par les frais d'intervention liés à l'épidémie de COVID-19 qui n'avaient pas été budgétés (0,2 million de francs). A noter que ces frais ont été compensés par un prélèvement sur la provision dédiée. D'autre part, on constate des dépenses sensiblement plus élevées qu'au budget, notamment en lien avec les divers frais d'assistance judiciaire et les débours pénaux et civils (+ 1,9 million de francs) ainsi qu'au niveau des dépenses d'exploitation diverses (+ 1,6 million de francs), principalement dans le secteur autofinancé de l'Université.
- > Die «Leistungen Dritter Unterhalt Mobilien und immaterielle Anlagen» liegen hauptsächlich aufgrund niedrigerer Informatikausgaben als budgetiert unter den Voranschlagsschätzungen (– 4,6 Millionen Franken).
 - > Der Mietaufwand fällt zwar etwas niedriger aus als erwartet, bleibt jedoch gegenüber 2023 stabil. Der Staat hat in jüngerer Zeit mehrere Liegenschaften erworben, für die es einen langfristigen Bedarf gibt, und dies wirkt sich trotz der Zunahme der genutzten Fläche positiv auf die Mietkosten aus.
 - > Die Spesenentschädigungen, vor allem für Reise-spesen, sind etwas höher ausgefallen als veranschlagt (+ 0,6 Millionen Franken).
 - > Die Forderungsverluste sind deutlich höher als budgetiert, und zwar aufgrund von Neubewertungen der Gesamtrückstellung für Debitorenverluste unter den «Allgemeinen Einnahmen und Ausgaben» (+ 2,5 Millionen Franken). Dazu kommen noch um 2,8 Millionen Franken höhere Forderungsverluste bei der Wirtschaftsförderung aufgrund mehrerer Konkurse von Firmen mit Sitz im Kanton.
 - > Die Überschreitung beim übrigen Betriebsaufwand ist einerseits auf nicht budgetierte Kosten der Massnahmen gegen die COVID-19-Epidemie zurückzuführen (0,2 Millionen Franken), die durch Einnahmen und eine Entnahme aus dem entsprechenden Fonds kompensiert wurden. Andererseits sind insbesondere in Zusammenhang mit den Kosten der unentgeltlichen Rechtspflege und den Auslagen in Zivil- und Strafsachen (+ 1,9 Millionen Franken) sowie den übrigen Betriebskosten (+ 1,6 Millionen Franken), hauptsächlich im selbstfinanzierten Bereich der Universität, höhere Ausgaben als budgetiert zu verzeichnen.

2.4. Des amortissements inférieurs au budget

A titre de rappel, cette catégorie de charges a subi un changement significatif avec l'introduction du nouveau modèle comptable MCH2. Les amortissements des prêts, des participations et des subventions d'investissements figurent dorénavant sous les charges de transferts et s'élèvent à 67 millions de francs aux comptes 2024.

2.4. Geringere Abschreibungen als budgetiert

In dieser Aufwandkategorie kam es mit der Einführung des neuen Rechnungslegungsmodells HRM2 zu einer signifikanten Änderung. Die Abschreibungen auf Darlehen, Beteiligungen und Investitionsbeiträgen laufen nun unter dem Transferaufwand und betragen in der Staatsrechnung 2024 67 Millionen Franken.

Quant aux amortissements du patrimoine administratif, ils atteignent 81 millions de francs et sont en retrait de 5,2 millions de francs par rapport au budget 2024. Ils se situent également en dessous des comptes 2023 (85,3 millions de francs).

L'évolution des différentes catégories d'amortissements du patrimoine administratif est en ligne avec le volume des investissements nets enregistrés en 2024 et se présente ainsi :

Die Abschreibungen auf dem Verwaltungsvermögen belaufen sich auf 81 Millionen Franken und sind damit um 5,2 Millionen Franken geringer als im Voranschlag 2024. Sie fallen auch niedriger aus als in der Rechnung 2023 (85,3 Millionen Franken).

Die verschiedenen Kategorien von Abschreibungen auf dem Verwaltungsvermögen haben sich in Entsprechung zum 2024 verzeichneten Nettoinvestitionsvolumen wie folgt entwickelt:

	Comptes	Budget	Variations	
	Rechnung 2024	Voranschlag 2024	Veränderung	
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	en / in %
Amortissements des immeubles Abschreibungen auf Gebäuden	53,2	58,3	- 5,1	- 8,7
Amortissements des routes Abschreibungen auf Strassen	22,2	22,4	- 0,2	- 0,9
Amortissements des investissements dans les forêts Abschreibungen auf Investitionen in Waldungen	0,6	0,6	-	-
Amortissements d'équipements et d'installations Abschreibungen auf Einrichtungen und Anlagen	5,0	4,9	+ 0,1	+ 2,0
Amortissements du patrimoine administratif Abschreibungen Verwaltungsvermögen	81,0	86,2	- 5,2	- 6,0

L'écart constaté au niveau des amortissements des immeubles découle principalement du décalage dans le temps des dépenses d'investissements planifiés.

Die Differenz bei den Abschreibungen auf Gebäuden beruht in erster Linie darauf, dass Ausgaben für geplante Investitionen später getätigt worden sind.

2.5. Le poids majeur du subventionnement

2.5.1. Les catégories de transferts

Les 2097,3 millions de francs de transferts enregistrés en 2024 dans le compte de résultats se composent de la manière suivante (2023 : 2050,5 millions de francs) :

2.5. Stark ins Gewicht fallende Subventionen

2.5.1. Transferzahlungskategorien

2024 sind in der Erfolgsrechnung Transferausgaben in Höhe von 2097,3 Millionen Franken zu verzeichnen, die sich wie folgt zusammensetzen (2023: 2050,5 Millionen Franken):

Catégories Kategorien	Comptes Rechnung 2024	Budget Voranschlag 2024	Ecarts Differenz
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Parts de revenus destinées à des tiers Ertragsanteile an Dritte	41,9	32,9	+ 9,0
Dédommagements à des collectivités publiques Entschädigungen an Gemeinwesen	261,0	269,7	- 8,7
Péréquation financière et compensation des charges Finanz- und Lastenausgleich	52,5	52,5	-
Subventions accordées Eigene Beiträge	1454,3	1420,6	+ 33,7
Amortissements des prêts, des participations et des subventions d'investissements Abschreibungen auf Darlehen, Beteiligungen und Investitionsbeiträgen	67,0	78,8	- 11,8
Autres charges de transferts Übriger Transferaufwand	0,3	0,2	+ 0,1
Subventions à redistribuer Durchlaufende Beiträge	220,3	220,8	- 0,5
Total	2097,3	2075,5	+ 21,8

Selon le modèle de comptes et ainsi que cela a été relevé plus haut, les charges de transferts comprennent en leur sein les amortissements des prêts, des participations et des subventions d'investissements.

Le total des charges de transferts tel qu'il ressort du tableau ci-avant se situe en dessus du budget (+ 21,8 millions de francs ou + 1,1 %). A noter que certaines charges de transferts ont encore été induites par la crise sanitaire, principalement en faveur du tourisme (1 million de francs) et du HFR (0,9 million de francs). Quant aux dépenses de subventionnement du plan de relance, elles correspondent aux prévisions budgétaires pour 0,3 million de francs. Ces charges sont entièrement compensées par des prélèvements sur la provision COVID ainsi que sur le fonds de relance.

Nach dem Rechnungslegungsmodell umfasst der Transferaufwand wie bereits weiter oben gesagt die Abschreibungen auf Darlehen, Beteiligungen und Investitionsbeiträgen.

Der Gesamttransferaufwand, wie er aus der oben stehenden Tabelle hervorgeht, ist höher als veranschlagt (+ 21,8 Millionen Franken oder + 1,1 %). Es ist anzumerken, dass durch die Gesundheitskrise noch gewisse Transferlasten entstanden sind, hauptsächlich zugunsten des Tourismus (1 Million Franken) und des HFR (0,9 Millionen Franken). Die Subventionsausgaben des Wiederankurbelungsplans liegen mit einer Abweichung um 0,3 Millionen Franken im budgetierten Rahmen. Diese Aufwendungen sind vollständig durch Entnahmen aus der COVID-Rückstellung und dem Wiederankurbelungsfonds kompensiert.

Avec une quote-part des subventions cantonales de 38,7 % (2023 : 38,5 %), la limite légale fixée à 41 % dans la loi sur les subventions du 17 novembre 1999 est respectée.

La catégorie « Parts de revenus destinées à des tiers » présente une hausse par rapport au budget, due essentiellement à un volume plus important que prévu de remboursements d'impôts étrangers perçus à la source (+ 6,8 millions de francs).

L'« économie » constatée par rapport au budget dans la catégorie des « Dédommagements à des collectivités publiques » concerne principalement les hospitalisations hors canton qui sont inférieures au budget de l'ordre de 6 millions de francs, en raison de la baisse du nombre de cas. Des dépenses moindres sont aussi constatées sur certaines contributions hors canton dans l'enseignement (– 3,5 millions de francs). On citera cependant une hausse de la participation cantonale au fonds d'infrastructure ferroviaire (+ 1,3 million de francs).

Le volume des subventions octroyées par le canton dépasse le budget de 33,7 millions de francs. Les principales hausses sont observées au niveau des prestations du HFR (+ 13,7 millions de francs) et du RFSM (+ 4,9 millions de francs). Ces dépassements n'ont pu être couverts que très partiellement par des prélèvements sur provisions. On peut citer également les dépenses supplémentaires dans le domaine de l'asile (+ 14,6 millions de francs) qui ont été en partie compensées par des prélèvements supplémentaires sur le fonds de l'asile ainsi que dans le secteur de la pédagogie spécialisée (+3.1 millions de francs). Les subventions pour le développement du sport ont connu une forte progression (+ 3,7 millions de francs) par rapport au budget et ont été compensées par un prélèvement sur le fonds y relatif et des recettes supplémentaires. A relever que les baisses enregistrées dans les domaines des EMS (-8 millions de francs) ont permis de compenser, dans cette catégorie de charges, une partie des progressions de dépenses constatées.

Quant au volume inférieur au budget des amortissements portant sur les prêts, participations et subventions d'investissements, cela découle de mouvements divergents. Ainsi le volume des subventions dans le domaine de l'énergie se situe à un niveau plus faible que budgété (– 8,4 millions de francs) tout comme celui pour les infrastructures sportives (– 2 millions de francs). En outre, le montant prévu au budget dans le cadre de la construction du bâtiment SLL n'a pas été versé (– 6,9 millions de francs en net) en raison du retard du chantier. De l'autre côté, les amortissements des prêts ont été plus élevés que budgétés (+ 6,3 millions de francs), en raison notamment des avances de fonds plus importants accordés à l'ECPF. A noter également qu'un montant de 0,4 million de francs a été enregistré au titre de prêt aux

Die kantonale Subventionsquote, die im Subventionsgesetz vom 17. November 1999 auf 41 % festgesetzt ist, ist mit einer Quote von 38,7 % (2023: 38,5 %) eingehalten.

Das Ergebnis in der Kategorie « Ertragsanteile an Dritte » fällt höher aus als budgetiert, und zwar hauptsächlich aufgrund höherer Erstattungen ausländischer Quellensteuern (+ 6,8 Millionen Franken).

Die « Einsparung » gegenüber dem Voranschlag in der Kategorie « Entschädigungen an Gemeinwesen » betrifft hauptsächlich die um rund 6 Millionen Franken niedriger als budgetierten Spitaleinweisungen ausserhalb des Kantons aufgrund der geringeren Fallzahlen. Ebenfalls niedriger sind einige Beiträge an ausserkantonale Bildungsanstalten (– 3,5 Millionen Franken), während hingegen eine höhere kantonale Beteiligung am Bahninfrastrukturfonds (+ 1,3 Millionen Franken) zu verzeichnen ist.

Die vom Kanton gewährten Beiträge liegen um 33,7 Millionen Franken über den Voranschlagszahlen. Höher ausgefallen sind hauptsächlich die Leistungen des HFR (+ 13,7 Millionen Franken) und des FNPG (+ 4,9 Millionen Franken). Diese Überschreitungen konnten durch Rückstellungsentnahmen nur sehr partiell gedeckt werden. Zu erwähnen sind auch die Mehrausgaben im Asylwesen (+ 14,6 Millionen Franken), die zum Teil mit zusätzlichen Entnahmen aus dem Asylfonds gedeckt wurden, sowie die Mehrausgaben im Bereich der sonderpädagogischen Einrichtungen (+ 3,1 Millionen Franken). Die Beiträge für die Sportförderung sind erheblich höher ausgefallen als veranschlagt (+ 3,7 Millionen Franken) und wurden durch eine Entnahme aus dem entsprechenden Fonds und Mehreinnahmen gedeckt. Mit den rückläufigen Beiträgen im Bereich der Pflegeheime (– 8 Millionen Franken) konnte das Ausgabenwachstum in dieser Aufwandkategorie teilweise ausgeglichen werden.

Die unter dem Voranschlag liegenden Abschreibungen auf den Darlehen, Beteiligungen und Investitionsbeiträgen sind auf gegenläufige Bewegungen zurückzuführen. So ist das Subventionsvolumen im Energiebereich (– 8,4 Millionen Franken) und bei den Sportanlagen (– 2 Millionen Franken) auf einem tieferen Niveau als budgetiert, und überdies wurde der für den Bau des SLL-Gebäudes vorgesehene Betrag aufgrund der Bauverzögerung nicht gezahlt (– 6,9 Millionen Franken). Andererseits fielen die Abschreibungen auf Darlehen namentlich aufgrund höherer Vorschüsse zugunsten der KAAB höher aus als budgetiert (+ 6,3 Millionen Franken). Weiter wurden im Rahmen des Wiederankurbelungsplans 0,4 Millionen Franken als Darlehen an die TPF gewährt und über eine Entnahme aus dem entsprechenden Fonds finanziert.

TPF dans le cadre du plan de relance, couvert par un prélèvement sur le fonds y relatif.

Le volume des subventions à redistribuer se situe quelque peu en dessous des prévisions budgétaires.

Die durchlaufenden Beiträge liegen etwas unter den Budgetvorgaben.

2.5.2. La part des charges de subventionnement demeure importante

Le volume des subventions occupe toujours une place prépondérante dans les comptes de l'Etat. En proportion des dépenses effectives, on constate que la proportion du subventionnement atteint cette année 49,3 %, passant ainsi juste sous la barre des 50%, contrairement aux 4 années précédentes (hors coûts des mesures transitoires et compensatoires liés à la réforme de la Caisse de prévoyance de l'Etat en 2022). L'évolution par rapport aux charges totales de fonctionnement se stabilise à un niveau très légèrement en dessous de celui de 2023. En 2024, cette catégorie de charges absorbe donc 48,3 % du total des charges de fonctionnement de l'Etat, comme le montrent les chiffres ci-dessous :

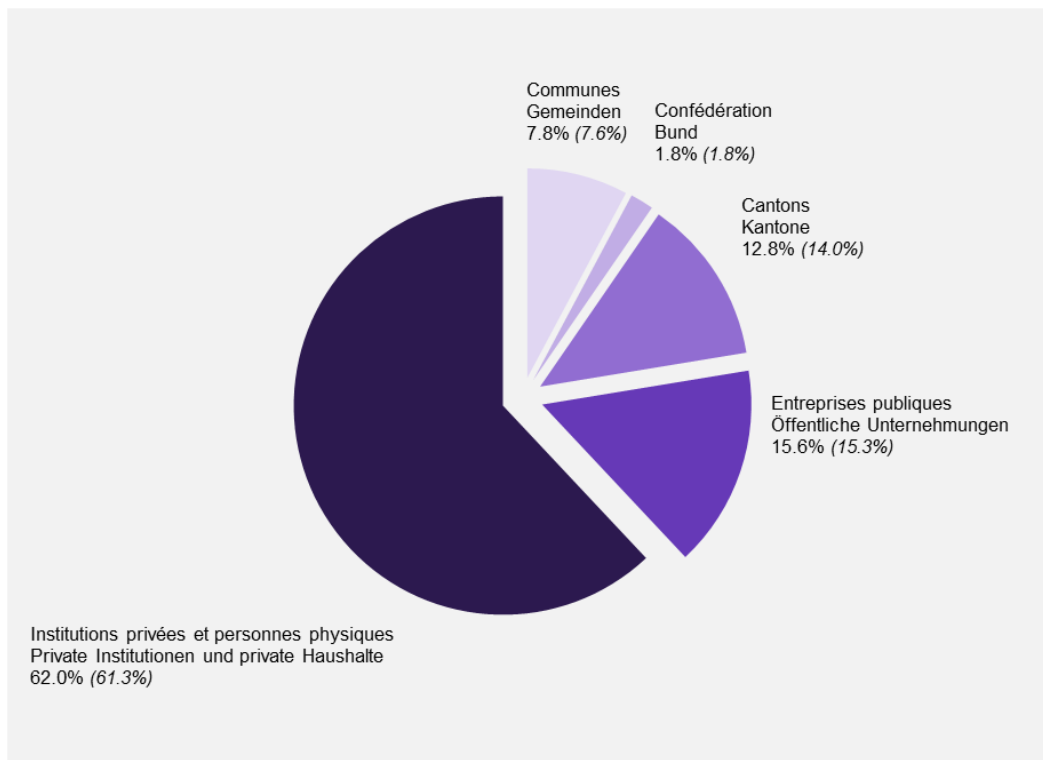
2.5.2. Subventionsaufwand fällt weiter stark ins Gewicht

Die Subventionen fallen in der Staatsrechnung weiterhin stark ins Gewicht. 2024 liegt der prozentuale Anteil der Subventionen gemessen an den effektiven Staatsausgaben bei 49,3 % und damit im Gegensatz zu den letzten vier Jahren knapp unter der 50 %-Marke (ohne Kosten der Übergangs- und Kompensationsmassnahmen in Zusammenhang mit der Reform der Pensionskasse des Staatspersonals im Jahr 2022). Der Anteil der Subventionen gemessen am laufenden Gesamtaufwand pendelt sich knapp unter dem Stand von 2023 ein. 2024 macht diese Aufwandkategorie somit 48,3 % des gesamten laufenden Aufwands des Staates aus, wie aus den folgenden Zahlen ersichtlich ist:

	Comptes Rechnung 2024	Comptes Rechnung 2023	Comptes Rechnung 2022	Comptes Rechnung 2021	Comptes Rechnung 2020
Part des subventions en % : Anteil der Subventionen in %:					
des charges de fonctionnement des laufenden Aufwands	48,3	48,6	43,9	47,8	47,8
des dépenses effectives der effektiven Ausgaben	49,3	50,0	46,9	51,1	50,6

Quant à leur répartition selon les bénéficiaires, le graphique ci-après démontre, pour 2024 (2023), que ces transferts profitent en premier lieu aux institutions privées et aux personnes physiques, qui ensemble accaparent plus de 60 % du subventionnement. On notera la baisse significative de la part revenant aux cantons en lien principalement avec les contributions pour les hospitalisations hors canton en forte diminution ainsi que celles pour la fréquentation d'écoles hors canton.

Was ihre Aufteilung auf die jeweiligen Empfänger betrifft, so zeigt die folgende Grafik, dass diese Transferausgaben im Jahr 2024 (2023) in erster Linie privaten Institutionen und privaten Haushalten zugutekommen, die zusammen über 60 % der Subventionen beanspruchen. Man beachte auch die signifikante Abnahme des Anteils, der auf die Kantone entfällt, hauptsächlich in Zusammenhang mit den Beiträgen für die ausserkantonalen Spitaleinweisungen, die stark rückläufig sind, sowie für den Besuch von Schulen ausserhalb des Kantons.



2.6. L'évolution des flux financiers Etat-communes

Par rapport à l'exercice précédent, le volume des contributions de l'Etat en faveur des communes est en nette progression tout comme celui des participations financières des communes qui évolue de façon similaire, mais légèrement plus importante (+2 millions de francs). Ainsi, le flux net de l'Etat en faveur des communes diminue d'un montant correspondant, sous l'effet d'une hausse des charges principalement dans des domaines cofinancés avec les communes (notamment les institutions spécialisées et de pédagogie spécialisée), au niveau de la masse salariale dans l'enseignement obligatoire et des subventions pour les soins et l'aide familiale à domicile. A noter que les dépenses d'investissements en faveur des communes sont sensiblement inférieures, principalement dans le domaine des constructions scolaires.

Par rapport aux prévisions budgétaires, les apports effectifs de l'Etat sont inférieurs de 2,4 millions de francs. Cette évolution provient de mouvements divergents, à savoir d'une part, de charges plus importantes que prévu (notamment en termes de masse salariale dans l'enseignement obligatoire et de soins et aide familiale à domicile) et d'autre part, de dépenses d'investissements inférieures aux estimations (notamment pour les infrastructures sportives et pour les subventions en lien avec l'énergie et les endiguements). Quant aux apports des communes, également inférieurs aux prévisions, mais dans une mesure quelque peu plus conséquente (4,3 millions de francs), leur diminution concerne principalement les domaines des EMS et de la mobilité. En conséquence de quoi, le solde des prestations financières de 83,2 millions de francs enregistré en 2024 est supérieur au montant inscrit au budget (81,3 millions de francs). Globalement, par rapport au budget, les comptes 2024 des communes ne devraient dès lors pas être péjorés.

Les relations financières Etat-communes ont ainsi connu l'évolution suivante au cours des quatre dernières années :

2.6. Entwicklung der Finanzströme Staat-Gemeinden

Im Vergleich zum Vorjahr haben sich die Beiträge des Staates zugunsten der Gemeinden deutlich erhöht, wie auch die finanziellen Beteiligungen der Gemeinden, die sich ähnlich entwickeln, aber etwas höher ausfallen (+ 2 Millionen Franken). So sind die Netto-Finanzströme des Staates zu Gunsten der Gemeinden in einem entsprechenden Betrag zurückgegangen, zum einen infolge höherer Kosten hauptsächlich in den mit den Gemeinden kofinanzierten Bereichen (namentlich die sonder- und sozialpädagogischen Institutionen und sonderpädagogischen Einrichtungen), bei der Lohnsummenentwicklung in der obligatorischen Schule und bei den Beiträgen für die die Hilfe und Pflege zu Hause. Es ist anzumerken, dass die Investitionsausgaben für die Gemeinden deutlich niedriger ausfallen, insbesondere im Bereich der Schulbauten.

Die effektiven Zahlungen des Staates liegen als Ergebnis gegenläufiger Bewegungen um 2,4 Millionen Franken unter den Voranschlagszahlen. So waren einerseits höhere Ausgaben zu verzeichnen als geplant (namentlich punkto Lohnsumme in der obligatorischen Schule und im Bereich Hilfe und Pflege zu Hause), und andererseits lagen die Investitionsbeiträge unter den Voranschlagsschätzungen (insbesondere bei den Investitionsbeiträgen für Sportanlagen und den Beiträgen in den Bereichen Energie und Wasserbau). Auch die Zahlungen der Gemeinden lagen, wenn auch in etwas geringerem Mass, unter den Schätzungen (- 4,3 Millionen Franken), und zwar hauptsächlich in den Bereichen Pflegeheime und Mobilität. Demzufolge liegt der 2024 verzeichnete Saldo der finanziellen Leistungen mit 83,2 Millionen Franken über dem budgetierten Betrag (81,3 Millionen Franken). Insgesamt sollten die Gemeinderechnungen 2024 im Vergleich zu ihren Budgets somit nicht schlechter ausfallen.

Die Finanzbeziehungen Staat-Gemeinden haben sich in den letzten vier Jahren wie folgt entwickelt:

	Flux de l'Etat en faveur des communes Finanzströme des Staates zugunsten der Gemeinden	Flux des communes en faveur de l'Etat Finanzströme der Gemeinden zugunsten des Staates	Flux financiers nets de l'Etat en faveur des communes Nettofinanzströme des Staates zugunsten der Gemeinden
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Fonctionnement			
Laufender Aufwand			
Comptes 2021 Rechnung 2021	472,0	415,3	56,7
Comptes 2022 Rechnung 2022	473,3	431,8	41,5
Comptes 2023 Rechnung 2023	495,9	452,6	43,3
Comptes 2024 Rechnung 2024	517,5	472,5	45,0
Investissements			
Investitionen			
Comptes 2021 Rechnung 2021	16,9	1,4	15,5
Comptes 2022 Rechnung 2022	15,8	1,3	14,5
Comptes 2023 Rechnung 2023	19,5	1,0	18,5
Comptes 2024 Rechnung 2024	14,8	0,9	13,9
Parts aux recettes			
Einnahmenanteile			
Comptes 2021 Rechnung 2021	22,8	–	22,8
Comptes 2022 Rechnung 2022	22,8	–	22,8
Comptes 2023 Rechnung 2023	23,4	–	23,4
Comptes 2024 Rechnung 2024	24,3	–	24,3
Total			
Comptes 2021 Rechnung 2021	511,7	416,7	95,0
Comptes 2022 Rechnung 2022	511,9	433,1	78,8
Comptes 2023 Rechnung 2023	538,8	453,6	85,2
Comptes 2024 Rechnung 2024	556,6	473,4	83,2

Ce sont toujours les mêmes tâches qui sont à l'origine des prestations financières réciproques Etat-communes. Néanmoins, en raison du changement de taux de participation des communes découlant de l'introduction de la nouvelle loi scolaire, les comparaisons depuis 2016 sont rendues plus difficiles en ce qui concerne l'enseignement obligatoire. On peut cependant en conclure que dès 2016 les contributions des communes dans ce domaine en ont globalement été allégées. En raison de la fin de certaines mesures d'économies à fin 2016, notamment celles relatives au personnel, les charges 2017 dans le domaine de l'enseignement obligatoire repartent à la hausse tant pour l'Etat que pour les communes. La progression en 2018 représentait quelque 1,5 million de francs. Elle se stabilise presque en 2019 avec une augmentation d'à peine 0,5 million de francs, puis repart à la hausse en 2020 sous l'effet de la cantonalisation des services d'intégration, qui ont été compris dans la masse salariale de l'enseignement obligatoire à partir de la rentrée 19/20. En 2021, cette tendance se poursuit (+ 4,4 millions de francs), puis régresse quelque peu en 2022 (+ 3,2 millions de francs) avant de se renforcer en 2023 (+ 11 millions de francs), tout comme en 2024 (+ 9,1 millions de francs), en lien notamment avec les nouveaux postes dans ce secteur créés et l'effet de l'indexation. Au total, la croissance des apports des communes relevée entre 2021 et 2024 ascende à 56,7 millions de francs (+ 13,6 %). Les principales augmentations sont concentrées sur 5 domaines précis, soit :

Den gegenseitigen finanziellen Leistungen Staat-Gemeinden liegen immer dieselben Aufgaben zugrunde. Mit dem neuen Beitragssatz der Gemeinden nach Einführung des neuen Schulgesetzes ist es allerdings seit 2016 schwieriger, Vergleiche mit der obligatorischen Schule anzustellen. Es kann jedoch davon ausgegangen werden, dass die Gemeinden in diesem Bereich seit 2016 insgesamt entsprechend entlastet worden sind. Weil Ende 2016 gewisse Sparmassnahmen ausgelaufen sind, insbesondere die das Personal betreffenden, stiegen 2017 sowohl die Ausgaben des Staates als auch der Gemeinden im Bereich des obligatorischen Unterrichts wieder. 2018 betrug die Zunahme rund 1,5 Millionen Franken. 2019 blieben die Ausgaben mit einer jährlichen Zunahme von knapp 0,5 Millionen Franken fast unverändert und wurden 2020 mit der Kantonalisierung der Integrationsdienste, die ab Schuljahresbeginn 2019/2020 wieder Eingang in die Lohnsumme im obligatorischen Unterricht fanden, erneut in die Höhe getrieben. 2021 setzte sich dieser Trend fort (+ 4,4 Millionen Franken), schwächte sich 2022 etwas ab (+ 3,2 Millionen Franken) und verstärkte sich 2023 (+ 11 Millionen Franken) und 2024 (+ 9,1 Millionen Franken) wieder, insbesondere in Zusammenhang mit den in diesem Bereich geschaffenen neuen Stellen und den Auswirkungen der Lohnindexierung. Die Gesamtzunahme der finanziellen Beiträge der Gemeinden zwischen 2021 und 2024 beträgt 56,7 Millionen Franken (+ 13,6 %). Die stärkste Zunahme ist in den folgenden fünf Bereichen zu verzeichnen:

	Evolution 2021-2024 Entwicklung 2021-2024	
	mios / Mio.	en / in %
EMS		
Pflegeheime	+ 7,3	+ 13,7
Institutions spécialisées		
Sonder- und sozialpädagogische Institutionen	+ 9,9	+ 11,4
Enseignement obligatoire		
Obligatorischer Unterricht	+ 23,3	+ 12,2
Transports publics		
Öffentlicher Verkehr	+ 4,4	+ 19,8
Institutions de pédagogie spécialisée		
Sonderpädagogische Einrichtungen	+ 9,7	+ 23,8

S'agissant en l'occurrence de tâches cofinancées avec l'Etat, ce dernier supporte donc la même pression sur ses charges en la matière.

Da es sich hier um Aufgaben handelt, die vom Staat mitfinanziert werden, schlagen diese beim Staat gleichermassen auf der Ausgabenseite zu Buche.

2.7. Les attributions aux provisions et aux fonds

Les attributions aux provisions et aux fonds s'élèvent à 139,6 millions de francs en 2024 et représentent une progression de 57 millions de francs par rapport au budget. Cette catégorie de charges est également en très légère progression comparé aux versements effectués lors des comptes 2023.

Au vu du résultat des comptes 2024 et s'appuyant en particulier sur les articles 28 et 28a de la loi sur les finances, le Conseil d'Etat a décidé de plusieurs attributions à des fonds et provisions afin d'anticiper différents éléments qui impacteront négativement et de manière significative les finances de l'Etat dès les prochains exercices.

Les principales opérations concernent :

- > l'HFR, dont l'assainissement nécessitera une contribution particulière de la part de l'Etat dans un futur proche. A cette fin, un complément à la provision existante d'un montant de 25 millions de francs a été versé en 2024, ce qui porte la provision à 90 millions de francs ;
- > le risque sur la péréquation des ressources. Au vu des perspectives attendues quant à ces revenus, il a été alloué 15 millions de francs en 2024, comme prévu au budget. Ainsi, ils s'ajoutent aux 10 millions de francs attribués en 2022 ;
- > la provision spécifique destinée à couvrir les risques liés à l'activité hospitalière. Elle doit permettre de faire face au surplus des activités des hôpitaux (notamment le HFR et le RFSM) ainsi qu'à l'évolution importante des journées d'attente pour les personnes âgées avant l'entrée en EMS. Ainsi, cette provision a été alimentée à hauteur de 13 millions de francs, dès lors que cette somme sera exigible au début 2025 ;
- > le renforcement d'une provision destinée à couvrir partiellement le coût potentiel du solde des heures supplémentaires effectuées par le personnel pour un montant de 7 millions de francs, portant son total à 28 millions de francs.

En ce qui concerne les attributions usuelles aux fonds pour un montant total de quelque 76,8 millions de francs, elles portent notamment sur l'allocation de 21,5 millions de francs au fonds de l'énergie, de 13,4 millions de francs au fonds de l'emploi, de 8,1 millions de francs au fonds de l'aménagement des routes principales, de 18,1 millions de francs aux fonds liés à la taxe sociale, de 5,6 millions de francs au fonds pour l'asile, de 1,9 million de francs au fonds de la Nouvelle Politique Régionale ainsi que

2.7. Einlagen in Rückstellungen und Fonds

Die Einlagen in Rückstellungen und Fonds belaufen sich 2024 auf 139,6 Millionen Franken und nehmen damit gegenüber dem Voranschlag um 57 Millionen Franken zu. Diese Aufwandkategorie verzeichnet auch im Vergleich zu den in der Rechnung 2023 getätigten Einlagen eine leichte Zunahme.

Angesichts des Rechnungsergebnisses 2024 und namentlich gestützt auf die Artikel 28 und 28a des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates hat der Staatsrat im Hinblick auf verschiedene Faktoren, die die Staatsfinanzen in den kommenden Rechnungsjahren erheblich belasten werden, die Äufnung verschiedener Fonds und Rückstellungen beschlossen.

Die wichtigsten Abschlussbuchungen:

- > HFR: Für die Sanierung des HFR wird es in naher Zukunft einen besonderen Beitrag des Staates brauchen. Zu diesem Zweck wurde 2024 die diesbezügliche Rückstellung um 25 Millionen Franken aufgestockt, die nun bei 90 Millionen Franken liegt.
- > Schwankungsrisiken beim Ressourcenausgleich: Im Hinblick auf die diesbezüglich erwarteten Ertragsaussichten wurde diese Rückstellung 2024 wie im Voranschlag vorgesehen mit 15 Millionen Franken geöffnet, zusätzlich zur Einlage von 10 Millionen Franken im Jahr 2022.
- > Spezifische Rückstellung zur Deckung der Risiken in Zusammenhang mit der Spitaltätigkeit: Mit dieser Rückstellung, die mit 13 Millionen Franken geöffnet wurde, die Anfang 2025 fällig werden, sollen die Mehrkosten der Tätigkeiten der Spitäler (namentlich HFR und FNPG) sowie die Kosten der starken Zunahme bei den Warteaufhalten älterer Menschen vor einem Pflegeheimenritt bewältigt werden können.
- > Aufstockung einer Rückstellung zur teilweisen Deckung der potenziellen Kosten für vom Personal geleistete Überstunden um 7 Millionen Franken auf nun insgesamt 28 Millionen Franken.

Die üblichen Fondseinlagen im Gesamtbetrag von rund 76,8 Millionen Franken betreffen hauptsächlich die Einlage von 21,5 Millionen Franken in den Energiefonds, von 13,4 Millionen Franken in den Beschäftigungsfonds, von 8,1 Millionen Franken in den Fonds für den Ausbau der Hauptstrassen, von 18,1 Millionen Franken in den Sozialabgabefonds, von 5,6 Millionen Franken in den Asylfonds, von 1,9 Millionen Franken in den Fonds für die Neue Regionalpolitik sowie von 1,2 Millionen Franken

1,2 million de francs au fonds cantonal des sites pollués. L'alimentation du fonds relatif aux contributions de remplacement de la Protection civile (2,1 millions de francs) est quelque peu supérieure aux prévisions budgétaires. L'activité dans la construction, notamment de logements, détermine directement cette position. En outre, le fonds de sécurité du réseau mobilité, constitué en 2023 à la Police cantonale, a été alimenté de 0,7 million de francs en 2024 en vertu de l'art. 162 de la LMob. Divers autres versements aux fonds en rapport notamment avec la Loterie romande ont été effectués. A signaler que toutes ces attributions ont été opérées en application de dispositions légales spécifiques ou d'engagements pris. Enfin, un versement d'environ 1 million de francs a été effectué au fonds sur la plus-value immobilière en 2024.

2.8. L'affectation des charges brutes du compte de résultats de l'Etat

Aux comptes 2024, l'enseignement et la formation, la santé, la prévoyance et les assurances sociales ainsi que les hôpitaux absorbent globalement près de 68 % des charges totales de l'Etat. Les différents domaines demeurent relativement stables par rapport à l'année antérieure. On remarque néanmoins des hausses au niveau des fonctions « Formation », « Prévoyance sociale » et « Santé », en raison notamment des charges supplémentaires dans les secteurs de l'enseignement obligatoire, de l'Université et des hautes écoles ainsi que celles liées aux subventions pour les institutions spécialisées, l'assurance maladie, l'asile et les hôpitaux. Dans le détail, les charges totales de l'Etat (compte de résultats) se répartissent ainsi, par fonction :

in den kantonalen Altlastenfonds. Die Äufnung des Ersatzabgabefonds des Zivilschutzes (2,1 Millionen Franken) liegt leicht über den Budgetschätzungen, was unmittelbar auf die Bauwirtschaft, namentlich den Wohnungsbau zurückzuführen ist. Ausserdem wurde der 2023 bei der Kantonspolizei gemäss Artikel 162 des MobG gebildete Fonds für die Sicherheit des Mobilitätsnetzes 2024 mit 0,7 Millionen Franken geäufnet. Zudem wurden diverse weitere Fondseinlagen namentlich in Zusammenhang mit der Loterie Romande getätigt. Alle diese Fondseinlagen erfolgten in Anwendung spezifischer Gesetzesbestimmungen oder aufgrund eingegangener Verpflichtungen. Ausserdem erfolgte 2024 eine Einlage von rund 1 Million Franken in den Mehrwertfonds.

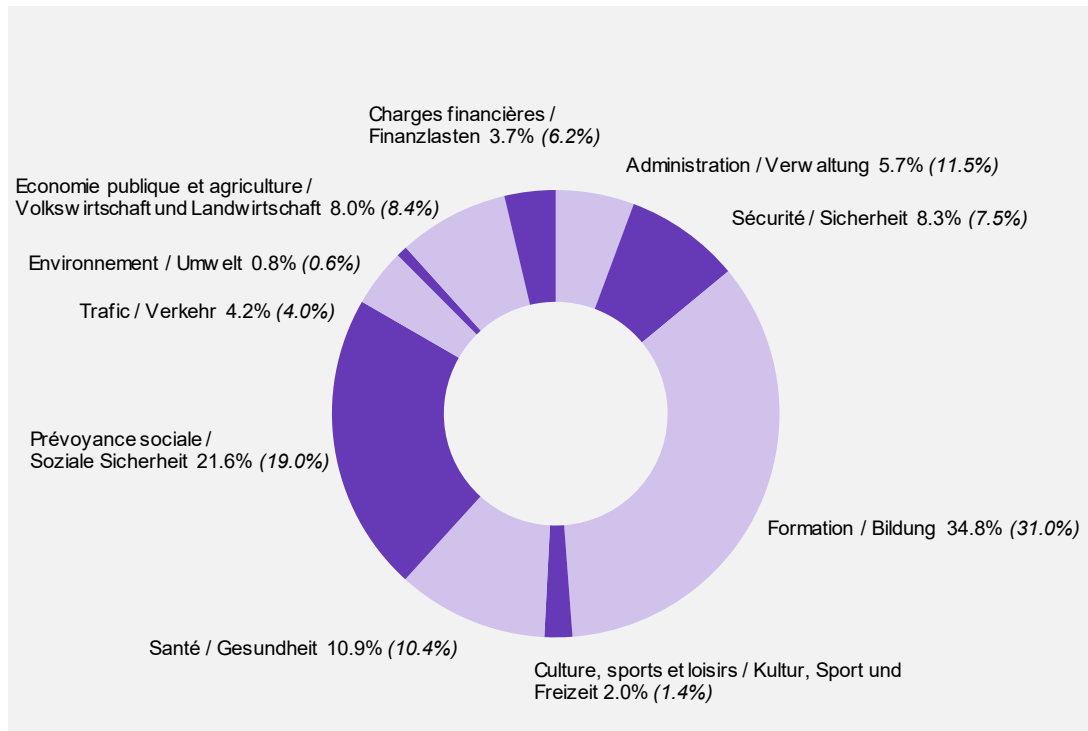
2.8. Zweckbindung des Bruttoaufwands der Erfolgsrechnung des Staates

In der Staatsrechnung 2024 beanspruchen Bildung, Gesundheit, Sozialvorsorge und Sozialversicherungen sowie die Spitäler gegen 68 % des Gesamtaufwands des Staates. Die verschiedenen Bereiche bleiben gegenüber dem Vorjahr mehr oder weniger unverändert. Festzustellen ist allerdings eine Zunahme in den Aufgabenbereichen « Bildung », « Soziale Sicherheit » und « Gesundheit », insbesondere aufgrund von Mehrkosten in den Sektoren obligatorischer Unterricht, Universität und Hochschulen sowie in Zusammenhang mit den Subventionen für die sonder- und sozialpädagogischen Institutionen, die Krankenversicherung, das Asyl- und das Spitalwesen. Im Einzelnen teilt sich der Gesamtaufwand des Staates (Erfolgsrechnung) nach funktionaler Gliederung wie folgt auf:

Répartition des charges brutes de l'Etat, par fonction, aux comptes 2024
 Aufteilung des Bruttoaufwands des Staates in der Staatsrechnung 2024 nach funktionaler
 Gliederung

	mios / Mio.	en / in %
Administration générale Allgemeine Verwaltung	253,5	5,8
Ordre et sécurité publics (justice, police) Öffentliche Ordnung und Sicherheit (Justiz, Polizei)	370,6	8,5
Formation Bildung	1492,1	34,4
Culture, sports et loisirs Kultur, Sport und Freizeit	63,3	1,5
Santé Gesundheit	493,1	11,4
Prévoyance sociale Soziale Sicherheit	965,6	22,2
Trafic Verkehr	179,2	4,1
Protection de l'environnement / aménagement du territoire Umweltschutz und Raumordnung	34,6	0,8
Economie publique / agriculture Volkswirtschaft / Landwirtschaft	329,5	7,6
Charges financières Finanzlasten	158,7	3,7
Total	4340,2	100,0

Répartition des charges brutes de l'Etat, par fonction en % pour 2024 (2023) :
 Verteilung des Bruttoaufwands nach funktionaler Gliederung in % für 2024 (2023):



2.9. Un service de la dette qui demeure modeste

Les dépenses de l'Etat consacrées à la rémunération des emprunts ainsi qu'au paiement des intérêts sur les dépôts des fonds et les restitutions d'impôts représentent, en 2024, 8,4 millions de francs. Le service de la dette au sens large représente 0,6 % du produit de la fiscalité cantonale. La variation absolue enregistrée entre 2023 et 2024 (+ 2,2 millions de francs) s'explique d'une part, par une hausse des intérêts sur les dettes à court terme et d'autre part, par une croissance des remboursements à des contribuables dont les acomptes payés étaient trop élevés par rapport à la taxation fiscale effective. Depuis 2015, la charge du service de la dette a évolué ainsi :

2.9. Weiterhin moderater Schuldendienst

Die Staatsausgaben für die Darlehensverzinsung und -tilgung, die Verzinsung der Fondsdepots sowie der Steuerrückerstattungen belaufen sich im Jahr 2024 auf 8,4 Millionen Franken. Der Schuldendienst im weiteren Sinne entspricht 0,6 % des kantonalen Steueraufkommens. Die Veränderung in absoluten Zahlen zwischen 2023 und 2024 (+ 2,2 Millionen Franken) ist vornehmlich auf höhere Zinsen auf kurzfristigen Schulden sowie auf vermehrte Rückzahlungen an Steuerpflichtige wegen zu hoher Akontozahlungen im Vergleich zur effektiven Steuerveranlagung zurückzuführen. Seit 2015 hat sich der Schuldendienst wie folgt entwickelt:

Charge du service de la dette Schuldendienst

Années Jahr	mios Mio.	en % de la fiscalité in % des Steueraufkommens	en francs par jour in Franken pro Tag
2015	3,9	0,3	10 800
2016	4,3	0,3	11 900
2017	3,8	0,3	10 600
2018	4,5	0,3	12 500
2019	4,9	0,4	13 600
2020	5,6	0,4	15 600
2021	5,3	0,4	14 700
2022	6,3	0,4	17 500
2023	6,2	0,4	17 200
2024	8,4	0,6	23 300

Sur 8,4 millions de francs de charges payés à ce titre en 2024, 6,6 millions de francs concernent des charges d'intérêts dus lors de restitutions d'impôts.

Pour mémoire, un remboursement de 50 millions de francs de la dernière dette à long terme de l'Etat est intervenu au début de l'année 2014.

Von den 2024 bezahlten 8,4 Millionen Franken entfallen 6,6 Millionen Franken auf Zinskosten bei Steuerrückerstattungen.

Es sei hier daran erinnert, dass Anfang 2014 die letzte langfristige Staatsschuld im Betrag von 50 Millionen Franken zurückgezahlt worden war.

3. Les revenus du compte de résultats

Les revenus de l'exercice 2024 se sont élevés à 4341,2 millions de francs, soit un chiffre de 2,4 % supérieur au budget (+ 103,5 millions de francs).

3.1. Progression des revenus

Les diverses catégories de revenus ont évolué ainsi entre les comptes et le budget 2024 :

3. Ertrag der Erfolgsrechnung

Der Ertrag des Rechnungsjahres 2024 beläuft sich auf 4341,2 Millionen Franken und liegt somit um 2,4 % über dem Voranschlag (+ 103,5 Millionen Franken).

3.1. Ertragszunahme

Die diversen Ertragskategorien haben sich zwischen Rechnung und Voranschlag 2024 wie folgt verändert:

	Comptes Rechnung 2024	Budget Voranschlag 2024	Evolution Entwicklung	
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	en / in %
Revenus fiscaux Fiskalertrag	1515,2	1477,8	+ 37,4	+ 2,5
Revenus des biens / Taxes, émoluments, contributions Vermögenserträge / Entgelte	439,5	392,8	+ 46,7	+ 11,9
dont : Part au bénéfice de la BNS wovon Anteil am SNB-Gewinn	–	–	–	–
Revenus de transferts Transferertrag	2134,7	2126,9	+ 7,8	+ 0,4
dont : Part à l'IFD wovon: Anteil an der DBSt	113,3	131,8	– 18,5	– 14,0
dont : Part à l'impôt anticipé wovon: Anteil an der Verrechnungssteuer	31,7	21,9	+ 9,8	+ 44,7
dont : Péréquation financière fédérale wovon: Eidgenössischer Finanzausgleich	619,2	619,2	–	–
dont : Dédommagements wovon: Entschädigungen	500,3	501,8	– 1,5	– 0,3
dont : Subventions acquises wovon: Beiträge für eigene Rechnung	585,3	566,4	+ 18,9	+ 3,3
dont : Subventions à redistribuer wovon: Durchlaufende Beiträge	219,6	220,8	– 1,2	– 0,5
Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux Entnahmen aus Fonds und Spezialfinanzierungen	195,6	194,2	+ 1,4	+ 0,7
Revenus extraordinaires Ausserordentlicher Ertrag	–	–	–	–
Imputations internes Interne Verrechnungen	56,2	46,0	+ 10,2	+ 22,2
Total	4341,2	4237,7	+ 103,5	+ 2,4

Ces données appellent les principales remarques suivantes :

Zu diesen Zahlen ist Folgendes zu sagen:

- > la progression des revenus constatée entre le budget et les comptes s'explique notamment par une croissance globale des revenus des biens et des revenus fiscaux qui cumulés représentent un écart de 84,1 millions de francs ;
- > l'évolution du produit des revenus fiscaux (+ 2,5 %) sera traitée en détail sous le point 3.3 ci-après ;
- > le poste « Revenus des biens, taxes, émoluments, contributions » présente un écart positif de 11,9 % par rapport au budget.

L'essentiel de cette amélioration s'explique par des revenus d'entreprises publiques (BCF et Groupe E SA) plus conséquents que budgétés, par des revenus de la taxe sociale en hausse ainsi que par des revenus des intérêts et des prêts plus importants que prévu. On note également des récupérations supplémentaires par rapport au budget à hauteur de 3,9 millions de francs, quasiment en totalité en lien avec la restitution des indemnités versées dans le cadre de mesures COVID ;

- > l'évolution constatée dans le poste « Revenus de transferts » provient en grande partie de l'augmentation significative des subventions acquises (+ 18,9 millions de francs) et de la part à l'impôt anticipé (+ 9,8 millions de francs). La part à l'IFD des personnes morales s'est révélée, quant à elle, nettement moins importante que budgétée (- 22,4 millions de francs). Cet écart est compensé par un prélèvement sur une provision créée en 2023 afin de pallier le décalage temporel des répartitions intercantionales et d'éviter de trop grandes disparités entre les périodes fiscales.

En ce qui concerne les subventions acquises, les surplus sont dus notamment aux subventions fédérales plus élevées en particulier à la HES-SO//FR (suite à un changement de comptabilisation) et dans le domaine de l'énergie, pour les prestations complémentaires AVS/AI ainsi que pour l'assurance maladie. Quant aux subventions redistribuées, elles sont légèrement en dessous du budget (- 1,2 million de francs). Les ressources de la péréquation fédérale sont, elles, dans la cible des prévisions budgétaires, soit de 619,2 millions de francs ;

- > le poste « Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux » se situe très légèrement au-dessus du budget (+ 0,7 %). Les principales opérations sont présentées sous le point 3.5.

Les rubriques de revenus qui connaissent des fluctuations importantes par rapport au budget 2024 sont notamment les suivantes :

- > Die Ertragszunahme zwischen Voranschlag und Rechnung beruht namentlich auf einer allgemeinen Zunahme des Vermögensertrags und des Fiskalertrags, die zusammen zu einer Differenz von 84,1 Millionen Franken führt.
- > Auf die Entwicklung des Steuerertrags (+ 2,5 %) wird unten in Punkt 3.3. im Einzelnen eingegangen.
- > Bei der Position «Vermögenserträge, Entgelte» ist gegenüber dem Voranschlag eine Zunahme um 11,9 % zu verzeichnen.

Grund dafür sind hauptsächlich über den budgetierten Beträgen liegende Erträge öffentlicher Unternehmen (FKB und Groupe E SA), höhere Sozialabgabenerträge, sowie höhere Zinserträge und Darlehen als veranschlagt. Weiter sind auch die Rückerstattungen um 3,9 Millionen Franken höher ausgefallen als budgetiert und praktisch vollumfänglich mit der Rückerstattung von Entschädigungen in Zusammenhang mit COVID-Massnahmen zusammenhängen.

- > Die Entwicklung in der Position «Transferertrag» ist grösstenteils auf die signifikant höheren Beiträge für eigene Rechnung (+ 18,9 Millionen Franken) und den höheren Verrechnungssteueranteil (+9,8 Millionen Franken) zurückzuführen. Der DBSt-Anteil der juristischen Personen hingegen liegt deutlich unter dem budgetierten Betrag (- 22,4 Millionen Franken). Diese Differenz wird ausgeglichen durch eine Entnahme aus einer 2023 gebildeten Rückstellung zur Bewältigung der zeitlichen Verzögerungen bei den interkantonalen Steuerauscheidungen und zur Vermeidung zu grosser Schwankungen zwischen den Steuerperioden.

Was die Beträge für eigene Rechnung betrifft, so liegen sie namentlich aufgrund höherer Bundesbeiträge insbesondere an die HES-SO//FR (nach geänderter Buchungsmethode) und im Energiewesen, für die AHV/IV-Ergänzungsleistungen sowie für die Krankenversicherung über den Budgetzahlen. Dagegen sind die durchlaufenden Beiträge leicht geringer als veranschlagt (- 1,2 Millionen Franken). Die Einnahmen aus dem Finanzausgleich des Bundes entsprechen mit 619,2 Millionen Franken den Voranschlagsschätzungen.

- > Die Kategorie «Entnahmen aus Fonds und Spezialfinanzierungen» liegt leicht über dem budgetierten Rahmen (+ 0,7 %). Auf die wichtigsten diesbezüglichen Transaktionen wird in Punkt 3.5. eingegangen.

Folgende Ertragspositionen weichen stark vom Voranschlag 2024 ab:

mios / Mio.

Revenus en plus**Mehrertrag**

Revenus d'entreprises publiques (BCF et Groupe E SA) Finanzertrag öffentlicher Unternehmungen (FKB und Groupe E SA)	+ 21,0
Impôts sur le revenu des personnes physiques Einkommenssteuern der natürlichen Personen	+ 12,4
Impôts à la source Quellensteuern	+ 10,7
Subventions fédérales à la HES-SO//FR Bundesbeiträge für die HES-SO//FR	+ 9,9*
Part à l'impôt anticipé Anteil an der Verrechnungssteuer	+ 9,8
Taxe sociale Sozialabgabe	+ 8,3*
Prélèvements sur le fonds de l'asile Entnahmen aus dem Asylfonds	+ 7,8*
Participations de tiers (Université autres sources externes de financement) Beteiligungen Dritter	+ 7,1*
Prélèvements sur le fonds de politique foncière active Entnahmen aus dem Fonds für die aktive Bodenpolitik	+ 6,5*
Participation de la HES-SO Beteiligung der HES-SO	+ 5,8*
Impôts sur les gains immobiliers Grundstückgewinnsteuern	+ 5,2
Prélèvements sur le fonds des routes principales Entnahmen aus dem Fonds für die Hauptstrassen	+ 5,1*
Subventions fédérales (Service de l'énergie) Bundesbeiträge (Amt für Energie)	+ 4,2*
Prélèvements sur provisions Entnahmen aus Rückstellungen	+ 3,9*
Subventions fédérales pour la réduction de cotisations dans l'assurance maladie Bundesbeiträge zur Verbilligung der Prämien in der Krankenversicherung	+ 3,9*

Revenus en moins**Minderertrag**

Part à l'impôt fédéral direct des personnes morales Anteil an der direkten Bundessteuer der juristischen Personen	- 22,4
Prélèvements sur le fonds d'infrastructures Entnahmen aus dem Infrastrukturfonds	- 17,2*
Prélèvements sur le fonds de l'énergie Entnahmen aus dem Energiefonds	- 8,9*
Contributions des cantons non universitaires pour l'exploitation Betriebsbeiträge der Nichthochschulkantone	- 5,1

* Entièrement ou partiellement compensés par des charges liées

* Vollständig oder teilweise durch gebundene Aufwendungen kompensiert

Aux comptes 2024, un montant de 1,4 million de francs a été prélevé sur le fonds de relance décidé par le Grand Conseil en octobre 2020, afin de financer la suite des mesures mises en œuvre afin d'honorer des engagements passés.

3.2. La méthode de comptabilisation des impôts

Le message sur les comptes 2006 traitait en détail de la problématique du changement de la méthode de comptabilisation des impôts intervenu dès les comptes 2005. En raison de leur importance, les principes en vigueur sont rappelés ci-dessous.

La méthode utilisée consiste à répartir la comptabilisation des recettes d'une année fiscale sur son année comptable et sur les deux exercices suivants. Depuis l'exercice comptable 2006, la comptabilisation du potentiel de facturation d'une année fiscale est répartie de la manière suivante pour les 4 rubriques concernées :

In der Rechnung 2024 wurde ein Betrag von 1,4 Millionen Franken aus dem vom Grossen Rat im Oktober 2020 beschlossenen Wiederankurbelungsfonds zur Weiterfinanzierung der umgesetzten Massnahmen entnommen, um damit früheren Verpflichtungen nachzukommen.

3.2. Steuerverbuchungsmethode

In der Botschaft zur Staatsrechnung 2006 war im Detail auf die Problematik der ab der Staatsrechnung 2005 geänderten Steuerverbuchungsmethode eingegangen worden. Da die diesbezüglich geltenden Grundsätze sehr wichtig sind, sei hier kurz daran erinnert.

Die angewandte Methode besteht darin, dass die Verbuchung der Einnahmen eines Steuerjahres auf das entsprechende Rechnungsjahr und auf die beiden folgenden Rechnungsjahre aufgeteilt wird. Seit dem Rechnungsjahr 2006 wird das Fakturierungspotenzial eines Steuerjahres für die vier betroffenen Rubriken buchhalterisch wie folgt aufgeteilt:

Année fiscale N Steuerjahr N	Année comptable Rechnungsjahr N	Année comptable Rechnungsjahr N+1	Année comptable Rechnungsjahr N+2
Revenu des PP Einkommen nP	93 %	3 %	4 %
Fortune des PP Vermögen nP	90 %	5 %	5 %
Bénéfice des PM Gewinn jP	70 %	10 %	20 %
Capital des PM Kapital jP	70 %	10 %	20 %

Le potentiel des recettes fait l'objet d'une réévaluation lors de chaque bouclage des comptes. Lors de la troisième année, il y a concordance entre les montants facturés et les montants comptabilisés.

Die potenziellen Einnahmen werden bei jedem Rechnungsabschluss neu geschätzt. Im dritten Jahr stimmen fakturierte und verbuchte Beträge überein.

3.3. Des revenus fiscaux en croissance par rapport au budget

En 2024, l'Etat a comptabilisé 1515,2 millions de francs au titre des revenus fiscaux. Les produits de la fiscalité cantonale sont supérieurs au budget de 2,5 %, soit une hausse de 37,4 millions de francs. De manière générale, les recettes fiscales ont évolué favorablement et dépassent les prévisions budgétaires. En effet, les perspectives conjoncturelles de mi-2023 décrivaient encore une évolution incertaine de l'économie et du climat de consommation, en raison des effets de la pandémie et du contexte géopolitique. Malgré un ralentissement, la croissance économique s'est finalement maintenue. Les rentrées fiscales dépassent les prévisions budgétaires, mais toutes les rubriques d'impôts n'ont pas évolué de la même manière. Dans le détail, les principaux impôts ont évolué de la manière suivante :

3.3. Höhere Steuererträge als veranschlagt

Im Jahr 2024 hat der Staat 1515,2 Millionen Franken an Steuereinnahmen verbucht. Die Steuererträge sind um 2,5 % bzw. 37,4 Millionen Franken höher ausgefallen als budgetiert. Ganz allgemein haben sich die Steuereinnahmen positiv entwickelt und liegen über den Voranschlagsschätzungen. Tatsächlich sah der Konjunkturausblick Mitte 2023 aufgrund der Auswirkungen der Pandemie und des geopolitischen Kontexts noch eine ungewisse Entwicklung der Wirtschaft und des Konsumklimas voraus. Das Wirtschaftswachstum setzte sich letztlich, wenn auch verlangsamt, fort. Die Steuereinnahmen übertreffen die Voranschlagsschätzungen, aber es haben sich nicht alle Steuerrubriken gleich entwickelt. In den Hauptsteuerkategorien sind im Einzelnen folgende Entwicklungen festzustellen:

	Comptes Rechnung 2024	Budget Voranschlag 2024	Variations Comptes / Budget Veränderungen Rechnung / Voranschlag	
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	en / in %
Impôts directs sur les personnes physiques : Direkte Steuern natürliche Personen:				
Impôts sur le revenu Einkommenssteuern	890,4	878,0	+ 12,4	+ 1,4
Impôts sur la fortune Vermögenssteuern	85,5	83,0	+ 2,5	+ 3,0
Impôts à la source Quellensteuern	44,7	34,0	+ 10,7	+ 31,5
Impôts par suite de procédure en soustraction et amendes Steuern und Bussen infolge Hinterziehungsverfahren	7,9	7,8	+ 0,1	+ 1,3
Impôts directs sur les personnes morales : Direkte Steuern juristische Personen:				
Impôts sur le bénéfice Gewinnsteuern	188,1	186,0	+ 2,1	+ 1,1
Impôts sur le capital Kapitalsteuern	13,3	11,0	+ 2,3	+ 20,9
Autres impôts directs : Übrige direkte Steuern:				
Impôts fonciers Grundsteuern	2,1	3,5	- 1,4	- 40,0
Impôts sur les gains en capital Vermögensgewinnsteuern	84,1	74,6	+ 9,5	+ 12,7
Droits de mutations Vermögensverkehrssteuern	62,1	64,3	- 2,2	- 3,4
Impôts sur les successions et donations Erbschafts- und Schenkungssteuern	9,6	9,0	+ 0,6	+ 6,7
Impôts sur les maisons de jeu Spielbankenabgabe	1,9	2,5	- 0,6	- 24,0
Impôts sur la propriété et sur la dépense Besitz- und Aufwandsteuern	125,5	124,1	+ 1,4	+ 1,1
Total	1515,2	1477,8	+ 37,4	+ 2,5

Les écarts constatés dans le tableau qui précède appellent les remarques suivantes :

- > il convient de rappeler que le passage à la taxation annuelle postnumerando a eu pour effet de devoir comptabiliser un potentiel estimé d'impôts à facturer sur un exercice donné. En effet, il faut savoir que, par exemple, le revenu et la fortune 2024 des personnes physiques devaient être déclarés jusqu'au 31 mars 2025. Les revenus déclarés ne seront donc connus qu'en 2025 et ils ne pourront être taxés que durant les années 2025 et 2026 ;
- > s'agissant des impôts sur le revenu des personnes physiques, le budget a été établi en tenant compte d'une comptabilisation provisoire de 818 millions de francs pour l'année fiscale 2024, d'un complément 2023 de 26 millions de francs et d'un solde de 34 millions de francs pour 2022, soit un total de 878 millions de francs. En réalité, la part provisoire 2024 a été portée en compte pour 785 millions de francs et, sur la base des taxations notifiées en 2023 et 2022, des compléments respectivement de 47 millions de francs et de 59,8 millions de francs ont été enregistrés ainsi qu'une diminution de 1,4 million de francs pour les années antérieures. Globalement, l'impôt sur le revenu des personnes physiques s'établit au total à 890,4 millions de francs pour 2024, ce qui correspond à un écart positif de 12,4 millions de francs, soit + 1,4 % par rapport aux prévisions budgétaires ;
- > s'agissant de l'impôt sur la fortune : les comptes de l'année 2024 comprennent un montant de 62 millions de francs comme part provisoire pour l'année 2024 ainsi qu'un complément de 4 millions de francs de l'année 2023, un solde de 17,3 millions de francs pour 2022, auquel est ajouté 2,2 millions de francs pour les années antérieures. Le montant total comptabilisé ascende à 85,5 millions de francs. L'écart positif par rapport au budget se monte ainsi à 2,5 millions de francs ;
- > l'évolution du produit de l'impôt à la source présente un résultat supérieur de 10,7 millions de francs par rapport au budget. A relever que dès 2021, une modification de la législation permet aux contribuables imposés jusqu'ici à la source de remplir une déclaration d'impôt ordinaire. Le budget 2024 anticipait un transfert de recettes de l'impôt à la source vers l'impôt ordinaire plus important. Dans les faits, un nombre restreint de contribuables ont fait usage de cette possibilité. Cela ainsi que des prévisions de recettes sous-estimées expliquent par conséquent l'excédent de recettes sous l'impôt à la source ;
- > le produit des impôts récupérés par suite de procédures en soustraction et amendes présente un

Zu den Abweichungen in dieser Tabelle ist Folgendes zu sagen:

- > Mit dem Wechsel zur einjährigen Gegenwartsbesteuerung muss jeweils ein geschätztes Steuerfakturierungspotenzial in einem bestimmten Rechnungsjahr verbucht werden. Einkommen und Vermögen 2024 der natürlichen Personen mussten nämlich bis zum 31. März 2025 deklariert sein, und die deklarierten Einkommen sind also erst 2025 bekannt und können erst im Laufe der Jahre 2025 und 2026 veranlagt werden.
- > Einkommenssteuern der natürlichen Personen: Für die Berechnung im Voranschlag wurden eine provisorische Fakturierung von 818 Millionen Franken für das Steuerjahr 2024, ein Mehrbetrag von 26 Millionen Franken für das Jahr 2023 und ein Saldo von 34 Millionen Franken für das Jahr 2022 berücksichtigt, also insgesamt 878 Millionen Franken. Tatsächlich wurde der provisorische Anteil für 2024 mit 785 Millionen Franken verbucht, und anhand der in den Jahren 2023 und 2022 eröffneten Veranlagungen kamen zusätzliche Beträge von 47 Millionen Franken bzw. 59,8 Millionen Franken sowie minus 1,4 Millionen Franken für die Vorjahre hinzu. Insgesamt liegt die Einkommenssteuer der natürlichen Personen für das Jahr 2024 mit 890,4 Millionen Franken um 12,4 Millionen Franken über den Voranschlagsschätzungen (+ 1,4 %).
- > Vermögenssteuern: Die Staatsrechnung 2024 enthält einen Betrag von 62 Millionen Franken als provisorischen Betrag für das Jahr 2024, einen Mehrbetrag von 4 Millionen Franken für das Jahr 2023 und einen Saldo von 17,3 Millionen Franken für das Jahr 2022, zu dem 2,2 Millionen Franken für die Vorjahre hinzukommen. Der verbuchte Gesamtbetrag beläuft sich auf 85,5 Millionen Franken, mit einer positiven Differenz von 2,5 Millionen Franken gegenüber dem Voranschlag.
- > Quellensteuer: Der Quellensteuerertrag fällt um 10,7 Millionen Franken höher aus als budgetiert. Es ist darauf hinzuweisen, dass ab 2021 eine Gesetzesänderung es den bisher an der Quelle besteuerten Steuerpflichtigen ermöglicht, eine ordentliche Steuererklärung auszufüllen. Im Voranschlag 2024 wurde ein höherer Transfer von Einnahmen aus der Quellensteuer zur ordentlichen Steuer erwartet. In der Realität haben nur wenige Steuerpflichtige von dieser Möglichkeit Gebrauch gemacht. Dies sowie zu niedrige Ertragsprognosen erklären den Einnahmenüberschuss unter der Quellensteuer.
- > Der Ertrag der Steuernachzahlungen infolge von Steuerhinterziehungsverfahren und Bussen ist

écart positif de 1,3 % par rapport au budget résultant d'une hausse du nombre d'amendes ;

- > s'agissant des impôts sur le bénéfice des personnes morales, le montant comptabilisé de 188,1 millions de francs se situe en dessus de la cible du budget (+ 2,1 millions de francs). Cet écart s'explique de la façon suivante :

Les facturations de l'année 2022 se situent à 169,5 millions de francs, soit à un niveau supérieur par rapport à l'exercice 2021. Un solde de 53,5 millions de francs est mis en compte sur l'année 2024, ce qui représente 18,5 millions de francs de plus que les prévisions budgétaires.

Les déclarations de l'année 2023 sont en cours de taxation et produisent au 31.12.2024 un impôt sur le bénéfice de 121,9 millions de francs. Le potentiel facturable de l'impôt présumé 2023 est évalué à 168 millions de francs. Une deuxième part provisoire de 30 millions de francs est mise en compte sur l'année 2024, soit 10 millions de francs de plus qu'au budget.

A ces montants, il faut soustraire 2,4 millions de francs pour les années antérieures, et ajouter une première part provisoire de 107 millions de francs pour l'année 2024 en escomptant un rendement potentiel atteignant 153 millions de francs. Cette estimation a été effectuée en tenant compte d'informations déjà connues quant à l'évolution de la cote fiscale concernant des contribuables importants et en raison des incertitudes qui demeurent quant aux perspectives conjoncturelles.

L'évolution de l'impôt sur le bénéfice aux comptes 2024 reflète la solidité des résultats des entreprises. Le volume encaissé au titre de l'impôt sur le bénéfice des personnes morales dépasse celui valable avant la pandémie et avant la réforme fiscale des entreprises (RFFA) (2019 : 166,4 millions de francs).

- > l'évolution de l'impôt sur le capital des personnes morales est en hausse de 2,3 millions de francs par rapport au budget ;
- > l'impôt sur les gains en capital surpasse largement le budget de 9,5 millions de francs, et se situe très légèrement en dessus du produit enregistré en 2023 (+ 0,1 million de francs) ;
- > les droits de mutations affichent une baisse par rapport aux prévisions budgétaires (- 3,4 %) mais une légère hausse par rapport aux comptes 2023 (+ 0,5 %) ;
- > l'impôt sur les successions, par définition difficilement prévisible, est de peu supérieur au budget (+ 0,6 million de francs) ;

aufgrund höherer Busseneinnahmen um 1,3 % höher als budgetiert.

- > Gewinnsteuern der juristischen Personen: Der verbuchte Betrag von 188,1 Millionen Franken liegt über dem budgetierten Betrag (+ 2,1 Millionen Franken). Diese Differenz lässt sich folgendermassen erklären:

Die Fakturierungen 2022 belaufen sich auf 169,5 Millionen Franken und liegen damit auf einem höheren Niveau als 2021. Für 2024 wurde ein Restbetrag von 53,5 Millionen Franken verbucht, das sind 18,5 Millionen Franken mehr als nach den Voranschlags-schätzungen.

Die Steuererklärungen der Steuerperiode 2023 werden gegenwärtig veranlagt und ergeben per 31. Dezember 2024 einen Gewinnsteuerbetrag von 121,9 Millionen Franken. Das Fakturierungspotenzial der geschätzten Steuer 2023 beläuft sich auf 168 Millionen Franken. Ein zweiter provisorischer Anteil von 30 Millionen Franken und damit 10 Millionen Franken mehr als budgetiert, ist für 2024 verbucht worden.

Von diesen Beträgen müssen noch 2,4 Millionen Franken für die Vorjahre abgezogen und ein erster provisorischer Anteil von 107 Millionen Franken für 2024 hinzugerechnet werden, wenn man von einem potenziellen Steuerertrag von 153 Millionen Franken ausgeht. Bei dieser Schätzung wurde auf die bereits bekannten Informationen über die Entwicklung des Steuerbetrags von grossen Steuerzahlern abgestellt und den weiter ungewissen Konjunkturperspektiven Rechnung getragen.

Die Gewinnsteuerentwicklung in der Staatsrechnung 2024 zeugt von den soliden Unternehmensergebnissen. Der Gewinnsteuerertrag der juristischen Personen ist höher als vor der Pandemie und vor der Unternehmenssteuerreform (STAF) (2019: 166,4 Millionen Franken).

- > Der Kapitalsteuerertrag der juristischen Personen liegt um 2,3 Millionen Franken über dem budgetierten Betrag.
- > Vermögensgewinnsteuer: Bei dieser Steuer liegen die Einnahmen um 9,5 Millionen Franken deutlich über dem Voranschlag und minim über den Einnahmen von 2023 (+ 0,1 Millionen Franken).
- > Die Vermögensverkehrssteuern sind gegenüber den Budgetschätzungen im Minus (- 3,4 %), aber leicht höher als in der Staatsrechnung 2023 (+ 0,5 %).
- > Erbschafts- und Schenkungssteuer: Diese definitionsgemäss schwer vorhersehbaren Steuererträge sind etwas höher ausgefallen als veranschlagt (+ 0,6 Millionen Franken).

- > l'impôt sur les maisons de jeu se situe en dessous des prévisions budgétaires ;
- > les impôts sur la propriété et sur la dépense touchent avant tout l'impôt sur les véhicules à moteur. Cette recette se situe légèrement en dessus du montant budgété (+ 1,1 %).

En matière de rentrées fiscales directement influencées par la conjoncture (cf. tableau ci-après), les évolutions observées en 2014 et 2015 marquaient le pas par rapport aux progressions constatées durant les années antérieures. Les chiffres 2016, dopés par des recettes extraordinaires, affichaient une forte progression. Les résultats 2017 étaient inférieurs de 15,1 % à ceux de 2016, contrairement aux chiffres 2018 et 2019 qui étaient en progression de 3,3 %, respectivement de 6,9 %. Le volume atteint en 2020 était inférieur de 2,6 %. Les résultats 2021 étaient supérieurs à ceux de 2020 (+ 3,6 %), tout comme ceux de 2022 par rapport à 2021 avec une hausse de 25,2 %. 2023 marquait une forte baisse par rapport à 2022 (– 9,4 %). Quant aux résultats de 2024, ils sont en hausse par rapport à 2023 de + 5,1 %, conformément au tableau ci-après.

- > Spielbankenabgabe: Dieser Steuerertrag ist geringer ausgefallen als budgetiert.
- > Besitz- und Aufwandsteuern: Zu diesen Steuern gehört in erster Linie die Motorfahrzeugsteuer, die leicht über dem budgetierten Betrag liegt (+ 1,1 %).

Bei den unmittelbar von der Konjunktur beeinflussten Steuereinnahmen (s. folgende Tabelle) stellten die Entwicklungen 2014 und 2015 einen Bruch gegenüber den Vorjahren dar. Die mit ausserordentlichen Einnahmen aufgebesserten Ergebnisse 2016 verzeichneten eine starke Zunahme. 2017 fielen sie um 15,1 % tiefer aus als 2016. 2018 und 2019 legten sie wieder um 3,3 % bzw. 6,9 % zu und 2020 gingen sie um 2,6 % zurück. 2021 lagen sie um 3,6 % über dem Ergebnis von 2020 und 2022 um 25,2 % über dem Ergebnis von 2021. 2023 fielen die Ergebnisse mit – 9,4 % markant tiefer aus als 2022. 2024 verzeichnen sie eine Zunahme um +5,1 % gegenüber 2023, wie die folgenden Zahlen zeigen:

	Comptes Rechnung 2024	Comptes Rechnung 2023	Comptes Rechnung 2022	Variations Veränderung 2023-2024
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	en / in %
Impôts sur les gains immobiliers et la plus-value Grundstückgewinn- und Mehrwertsteuern	57,2	57,0	57,6	+ 0,4
Impôts à la source Quellensteuern	44,7	36,9	45,6	+ 21,1
Droits de mutations Vermögensverkehrssteuern	62,1	61,8	68,8	+ 0,5
Montant compensatoire pour la diminution de l'aire agricole Steuer zum Ausgleich der Verminderung des Kulturlandes	2,1	2,4	2,5	– 12,5
Total	166,1	158,1	174,5	+ 5,1

3.4. Evolution du poids des impôts

Sous l'effet des diminutions successives d'impôts décidées de 2008 à 2011, le poids des impôts par rapport au total des revenus du compte de résultats a diminué régulièrement jusqu'en 2013. En 2015, les impôts avaient augmenté à un rythme plus soutenu que les revenus totaux, ce qui a eu pour effet d'accroître la part des impôts dans le total des revenus. Cette part est restée stable en 2016 et 2017 et augmente en 2018, pour atteindre 38 % de la somme des revenus. La proportion correspond en 2019 au niveau de l'année précédente (37,9 %). En 2020, cette part

3.4. Anteilsmässige Steuerertragsentwicklung

Im Zuge der in den Jahren 2008-2011 beschlossenen sukzessiven Steuersenkungen ist der Anteil der Steuern am Gesamtertrag der Erfolgsrechnung bis 2013 stetig zurückgegangen. 2015 hatten die Steuererträge stärker zugenommen als der Gesamtertrag, was eine Zunahme ihres Anteils am Gesamtertrag zur Folge hatte. Dieser Anteil ist 2016 und 2017 praktisch unverändert geblieben und 2018 auf 38 % des Gesamtertrags gestiegen. 2019 lag der Anteil auf dem Vorjahresniveau (37,9 %), und 2020 ist

a diminué du fait d'éléments particuliers qui ont impacté les chiffres 2020.

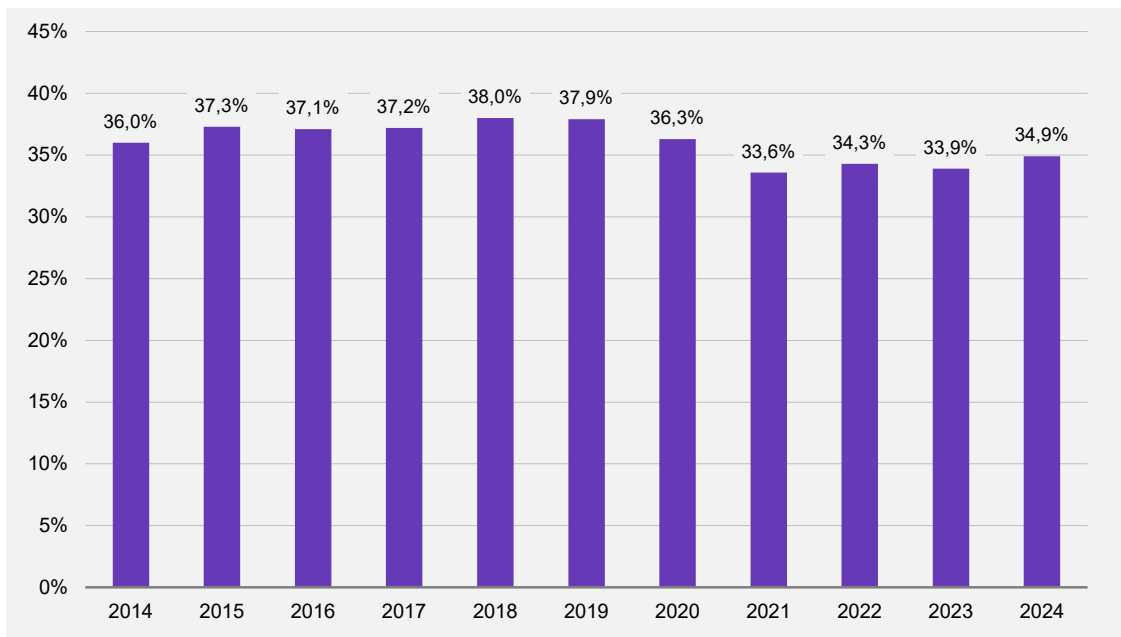
En 2021, 2022 et 2023, cette proportion s'est abaissée pour se stabiliser, respectivement, à 33,6 %, 34,3 % et 33,9%, sous l'effet de l'accroissement significatif des recettes liées à la péréquation financière fédérale, ainsi que sous l'effet des mouvements sur les fonds et provisions. Les années 2021 et 2022 ont aussi été influencées par des revenus liés à la BNS. A des fins de comparaison, l'effet relatif à l'opération en lien avec la CPPEF est exclu du chiffre 2022. En 2024, la part des impôts remonte à 34,9 % principalement en raison de l'augmentation des recettes fiscales.

Le graphique ci-après présente l'évolution de la proportion des impôts de 2014 à 2024, exercices ajustés en tenant compte de l'exclusion des données des réseaux hospitaliers.

er aufgrund besonderer Faktoren, die sich auf die Zahlen 2020 auswirkten, zurückgegangen.

2021, 2022 und 2023 ist dieser Anteil weiter auf 33,6 %, 34,3 % bzw. 33,9 % gesunken, infolge des erheblichen Ertragszuwachses in Zusammenhang mit dem eidgenössischen Finanzausgleich sowie infolge der Fonds- und Rückstellungsbewegungen. Die Jahre 2021 und 2022 waren auch vom Ertragszuwachs in Zusammenhang mit der SNB beeinflusst. Zur besseren Vergleichbarkeit wurde der Faktor PKSPF-Transaktion aus den Zahlen für 2022 ausgeklammert. 2024 steigt der Anteil der Steuern hauptsächlich aufgrund höherer Steuererträge auf 34,9 %.

Die folgende Grafik zeigt die Entwicklung des Anteils des Steuerertrags am Gesamtertrag über die Rechnungsjahre 2014–2024, unter Berücksichtigung der Ausgliederung er Zahlen der Spitalnetze.



3.5. Les prélèvements sur les provisions, fonds et financements spéciaux

Par rapport au budget, le recours aux prélèvements sur les fonds et financements spéciaux en 2024 a été légèrement plus important que les prévisions (+ 1,4 million de francs).

Au niveau des financements spéciaux, même si certains prélèvements ont été inférieurs aux estimations retenues au budget (principalement fonds de l'énergie et fonds de nouvelle politique régionale), plusieurs prélèvements ont été sensiblement plus élevés, notamment en ce qui concerne le fonds de l'asile, le fonds de politique foncière active et le fonds des routes principales et correspondent aux dépenses effectives.

Au vu du résultat des comptes, un prélèvement de 30 millions de francs sur la provision BNS a été nécessaire. Le solde de la provision, à savoir 73,5 millions de francs, est d'ores et déjà engagé à hauteur de 25 millions de francs dans le budget 2025.

Au niveau du fonds d'infrastructures, le prélèvement effectué (16,2 millions de francs) couvre essentiellement des dépenses d'investissements dans les domaines des transports publics et du climat et des charges dans le domaine de la digitalisation. Le montant prélevé est sensiblement inférieur aux prévisions budgétaires ; il est directement lié à l'avancement des infrastructures concernées.

A relever en particulier le prélèvement sur provisions de 9 millions de francs, conformément au budget, destiné à financer le soutien temporaire alloué par l'Etat en faveur des communes et des paroisses dans le cadre de mise en œuvre de la réforme fiscale des entreprises (RFFA).

Outre les opérations mentionnées plus haut, on relèvera les principaux prélèvements sur provisions, à savoir : 20 millions de francs sur la provision constituée dans le but de pallier le décalage temporel des répartitions intercantionales de l'IFD des personnes morales, 3 millions de francs en lien avec le master en médecine, 2,3 millions de francs pour couvrir des dépenses et mesures d'aides en lien avec la pandémie et 1,5 million de francs pour couvrir les charges résiduelles liées au domaine de l'asile. A cela s'ajoute la dissolution partielle de 9,5 millions de francs de la provision COVID compte tenu de la dissipation des risques y relatifs.

3.5. Entnahmen aus Rückstellungen, Fonds und Spezialfinanzierungen

2024 wurde etwas mehr auf Fonds und Spezialfinanzierungen zurückgegriffen als budgetiert (+ 1,4 Millionen Franken).

Spezialfinanzierungen: Obwohl verschiedene Entnahmen aus Spezialfinanzierungen letztlich geringer ausfielen als veranschlagt (hauptsächlich Energiefonds und Fonds für die Neue Regionalpolitik), lagen andere Entnahmen deutlich über dem budgetierten Betrag, insbesondere die Entnahmen aus dem Asylfonds, dem Fonds für die aktive Bodenpolitik und dem Fonds für Hauptstrassen.

In Anbetracht des Rechnungsergebnisses war eine Entnahme von 30 Millionen Franken aus der SNB-Rückstellung notwendig. Vom verbleibenden Rückstellungsbetrag im Umfang von 73,5 Millionen Franken sind bereits 25 Millionen Franken im Voranschlag 2025 eingestellt.

Beim Infrastrukturfonds decken die Entnahmen (16,2 Millionen Franken) hauptsächlich Investitionsausgaben in den Bereichen öffentlicher Verkehr und Klima sowie Aufwendungen im Bereich Digitalisierung. Die Entnahme ist weit geringer als veranschlagt und steht in direktem Zusammenhang mit dem Stand der betreffenden Infrastrukturarbeiten.

Besonders zu erwähnen ist die voranschlagsgemässe Rückstellungsentnahme von 9 Millionen Franken zur Finanzierung der befristeten Unterstützung der Gemeinden und Pfarreien/Kirchgemeinden bei der Umsetzung der Unternehmenssteuerreform (STAF).

Neben den oben angesprochenen Transaktionen wurden die folgenden hauptsächlich Rückstellungsentnahmen getätigt: 20 Millionen Franken aus der Rückstellung zur Bewältigung der zeitlichen Verzögerungen bei den interkantonalen DBSt-Steuerabscheidungen der juristischen Personen, 3 Millionen Franken für den Master in Humanmedizin, 2,3 Millionen Franken für die Finanzierung von pandemiebedingten Ausgaben und Hilfsmassnahmen und 1,5 Millionen Franken zur Deckung von Restkosten im Asylwesen. Dazu kommt noch die Teilauflösung in Höhe von 9,5 Millionen Franken der COVID-Rückstellung, da die damit verbundenen Risiken weitgehend weggefallen sind.

4. Le compte des investissements

4.1. Un volume d'investissements très élevé

En 2024, les dépenses du compte des investissements se sont élevées à 253,8 millions de francs. Il s'agit d'un niveau inégalé jusqu'ici. Ce chiffre est inférieur (- 14,3 %) à ce qui avait été estimé au programme de l'année 2024 en raison principalement de dépenses moindres au niveau des investissements propres et des subventions d'investissements. Pour les premières, on peut citer les cas relatifs à certains aménagements d'immeubles (notamment pour le Château de Bulle, le message « Collection » ainsi que pour divers assainissements et études), à l'achat de terrain pour le Collège du Sud, à l'aménagement des routes cantonales et principales, aux achats d'immeubles, ainsi qu'à certaines constructions d'immeubles (notamment pour l'Université et Grangeneuve) où les montants des réalisations n'ont pas atteint les prévisions budgétaires. Pour les secondes, on constate des baisses de subventions d'investissements en particulier dans le domaine de l'énergie, pour le bâtiment SLL, au niveau des conventions-programmes du Service de l'environnement ainsi que pour les infrastructures sportives. Les subventions à redistribuer sont également quelque peu inférieures au budget de 2,3 millions de francs. Cela concerne principalement les subventions fédérales pour les projets d'agglomération, pour l'aménagement des cours d'eau et pour les constructions rurales. Quant aux prêts et participations, ils sont légèrement supérieurs à la cible budgétaire pour 1,5 million de francs. A noter que la hausse observée au niveau des prêts à des entreprises publiques (principalement en faveur de l'ECPP) a compensé les baisses constatées au niveau d'autres prêts, en lien notamment avec la nouvelle politique régionale et avec le fonds rural, ainsi qu'au niveau des achats de titres. Le volume des investissements 2024 dépasse celui de l'année précédente (+ 7,7 millions de francs, soit + 3,1 %). Si l'on cumule les investissements bruts et les crédits dépensés pour entretenir les bâtiments et les routes (35,7 millions de francs), le volume total des travaux atteint 289,5 millions de francs, soit 6,3 % des dépenses brutes totales de l'Etat ; un chiffre égalant celui de l'année précédente (2023 : 6,3 %).

4. Investitionsrechnung

4.1. Sehr hohes Investitionsvolumen

Im Jahr 2024 beliefen sich die Ausgaben der Investitionsrechnung auf 253,8 Millionen Franken, ein bisher nie erreichter Betrag. Dieser Betrag ist geringer (- 14,3 %) als im Investitionsprogramm 2024 vorgesehen, und zwar hauptsächlich aufgrund geringerer Ausgaben für Sachgüter und Investitionsbeiträge. Bei den Sachgütern lagen die Ausgaben für den Ausbau von gewissen Gebäuden (namentlich für das Schloss Bulle, das Projekt SIC sowie für verschiedene Sanierungen und Studien), für den Landerwerb für das Kollegium des Südens, den Ausbau der Kantons- und Hauptstrassen, den Liegenschaftserwerb (namentlich für die Universität und Grangeneuve) unter den budgetierten Beträgen. Die Investitionsbeiträge ihrerseits sind insbesondere im Energiebereich, für das SLL-Gebäude, bei den Programmvereinbarungen des Amtes für Umwelt sowie für Sportinfrastrukturen niedriger ausgefallen. Auch die durchlaufenden Beiträge sind um 2,3 Millionen etwas geringer als budgetiert, was hauptsächlich die Bundesbeiträge für Agglomerationsprojekte, für den Wasserbau und für landwirtschaftliche Hochbauten betrifft. Die Darlehen und Beteiligungen sind um 1,5 Millionen Franken etwas höher als budgetiert. Die Zunahme bei den Darlehen an öffentliche Unternehmungen (hauptsächlich an die KAAB) glich den Rückgang bei anderen Darlehen, insbesondere in Verbindung mit der Neuen Regionalpolitik und dem Landwirtschaftsfonds, sowie bei den Wertschriftenkäufen aus. Das Investitionsvolumen 2024 liegt über demjenigen des Vorjahres (+ 7,7 Millionen Franken, + 3,1 %). Zählt man die Bruttoinvestitionen und die aufgewendeten Kredite für den Gebäude- und Strassenunterhalt zusammen (35,7 Millionen Franken), so beläuft sich das Gesamtinvestitionsvolumen auf 289,5 Millionen Franken, was 6,3 % der Brutto-Gesamtausgaben des Staates entspricht, und liegt damit gleichauf mit dem Vorjahreswert (2023: 6,3 %).

Les investissements bruts se répartissent de la manière suivante :

Die Bruttoinvestitionen teilen sich wie folgt auf:

	Comptes Rechnung 2024	Budget Voranschlag 2024	Comptes Rechnung 2023
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Investissements propres Sachgüter	131,9	153,3	127,6
Prêts et participations permanentes Darlehen und Beteiligungen	47,0	45,5	26,6
Subventionnement d'investissements Investitionsbeiträge	74,9	97,5	91,9
Total des dépenses d'investissements Total Investitionsausgaben	253,8	296,3	246,1
Entretien des bâtiments et routes Gebäude- und Strassenunterhalt	35,7	32,9	35,6
Total général Gesamttotal	289,5	329,2	281,7

L'entretien des bâtiments et des routes est inférieur aux volumes prévus au budget et correspond à ceux enregistrés aux comptes 2023. A noter que le dépassement par rapport au budget observé sur l'entretien des routes principales est couvert par un prélèvement sur le fonds dédié.

Si l'on tient compte des recettes d'investissements provenant des contributions fédérales, communales et de tiers, les investissements nets de l'Etat (sans l'entretien) présentent l'évolution suivante :

Der Gebäude- und Strassenunterhalt fällt geringer aus als budgetiert und entspricht den Rechnungsbeträgen von 2023. Die Budgetüberschreitung beim Unterhalt der Hauptstrassen ist durch eine Entnahme aus dem entsprechenden Fonds gedeckt.

Trägt man den aus den Beiträgen des Bundes, der Gemeinden und Dritter stammenden Investitionseinnahmen Rechnung, so entwickeln sich die Nettoinvestitionen des Staates (ohne Unterhalt) wie folgt:

	Comptes Rechnung 2024	Comptes Rechnung 2023	Comptes Rechnung 2022	Comptes Rechnung 2021
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Total des dépenses d'investissements Total Investitionsausgaben	253,8	246,1	228,7	133,4
Recettes Einnahmen	42,2	34,5	41,4	33,6
Investissements nets Nettoinvestitionen	211,6	211,6	187,3	99,8

Les investissements nets 2024 sont nettement supérieurs à l'exercice 2021, marqué par le contexte de la pandémie, et

Die Nettoinvestitionen 2024 fallen deutlich höher aus als im pandemiegeprägten Rechnungsjahr 2021 und liegen

également, dans une moindre mesure, à l'exercice 2022. Ils sont en revanche stables par rapport à l'année précédente et dépassent, pour la 2^e année consécutive, la barre des 200 millions de francs. Ce résultat est imputable d'une part à une augmentation des prêts et participations ainsi qu'à certains chantiers (notamment l'Agroscope, la Bibliothèque cantonale et universitaire et l'aménagement des routes cantonales et principales). D'autre part, les subventions d'investissements sont en baisse par rapport à 2023, ce qui contrebalance pratiquement les hausses constatées au niveau des investissements propres et des prêts et participations. Enfin, les recettes d'investissements ont été légèrement plus importantes, ce qui aboutit au final à un volume net des investissements identique à celui de l'exercice antérieur.

auch etwas über dem Niveau von 2022, sind jedoch gegenüber dem Vorjahr unverändert geblieben und liegen im zweiten Jahr in Folge über der Marke von 200 Millionen Franken. Grund dafür sind einerseits höhere Darlehen und Beteiligungen sowie gewisse Bauvorhaben (namentlich Agroscope, Kantons- und Universitätsbibliothek und Ausbau der Kantons- und Hauptstrassen) und andererseits geringere Investitionsbeiträge als 2023, was das Plus bei den Sachgütern sowie Darlehen und Beteiligungen praktisch aufwiegt. Die Investitionseinnahmen sind schliesslich etwas höher ausgefallen, was letztlich zu einem identischen Nettoinvestitionsvolumen wie im Vorjahr geführt hat.

4.2. Les principaux objets (dépenses brutes)

4.2. Die wichtigsten Objekte (Bruttoausgaben)

mios / Mio.

Etat en tant que maître d'œuvre

Staat als Bauherr

Construction et aménagement d'immeubles (notamment Agroscope, Projet SIC, Home Humilimont, Crèche « Les Galopins », développement durable – assainissements, Cliniques 15, Caserne de la Poya)	49,1
Bau und Ausbau von Gebäuden (Agroscope, SIC-Projekt, Heim Humilimont, Krippe «Les Galopins», nachhaltige Entwicklung – Sanierungen, Cliniques 15, Poya-Kaserne)	
Routes cantonales et principales : aménagement Kantons- und Hauptstrassen: Ausbau	26,4
Bibliothèque cantonale et universitaire Kantons- und Universitätsbibliothek	22,0
Etablissement de détention fribourgeois Freiburger Strafanstalt	12,8
Musée d'histoire naturelle Naturhistorisches Museum	4,0
Collège du Sud Kollegium des Südens	3,4
Université Universität	3,3
Police (réseau POLYCOM) Polizei (Sicherheitsfunknetz POLYCOM)	2,4
Vignobles de Lavaux Lavaux Weingüter	2,3
Service des forêts (y compris achats de véhicules et de matériel) Amt für Wald und Natur (inklusive Kauf von Fahrzeugen und Material)	1,6
Grangeneuve Grangeneuve	1,4

Subventionnement d'investissements (y compris subventions fédérales) Investitionsbeiträge (einschl. Bundesbeiträge)

Energie	25,3
Energie	
Améliorations foncières	17,2
Bodenverbesserungen	
Endiguement et épuration des eaux	9,4
Wasserbau und Abwasserreinigung	
Constructions scolaires	6,3
Schulbauten	
Formation professionnelle (Bâtiment Villaz-St-Pierre)	5,7
Berufsbildung (Gebäude Villaz-St-Pierre)	
Projets d'agglomération	4,3
Agglomerationsprojekte	
Transports publics	3,4
Öffentlicher Verkehr	
Protection civile	1,8
Zivilschutz	
Protection de l'environnement	0,8
Umweltschutz	
Plan climat	0,6
Klimaplan	
Prêts et participations	
Darlehen und Beteiligungen	
Achats de titres (TPF, Bluefactory SA, Seed Capital)	25,6
Wertschriftenkäufe (TPF, Bluefactory AG, Seed Capital)	
Prêts à des entreprises publiques (ECPF, HFR, TPF)	16,0
Darlehen an öffentliche Unternehmungen (KAAB, HFR, TPF)	
Prêts par le fonds rural	4,9
Darlehen des Landwirtschaftsfonds	

Au registre des dépenses liées à la crise sanitaire, il est à relever que certains montants ont encore été enregistrés en 2024 en lien avec des mesures de relance. On peut citer notamment un prêt de 0,4 million de francs en faveur des TPF et des subventions d'investissements pour 0,7 million de francs en faveur des mesures énergétiques.

4.3. Un degré d'autofinancement faible et sensiblement inférieur à la norme

Les investissements nets des comptes 2024 (211,6 millions de francs) ne sont que partiellement couverts par l'autofinancement qui atteint 141,4 millions de francs.

A titre de rappel, l'autofinancement est composé des amortissements du patrimoine administratif, des attributions (+) et prélèvements (-) sur les fonds (hors opérations sur les provisions) et de l'addition ou de la soustraction respectivement de l'excédent de revenus ou de charges du compte de résultats. Aux comptes 2024, le degré d'autofinancement est de 66,8 %. C'est la première

Zu den coronabedingten Ausgaben ist anzumerken, dass auch 2024 noch gewisse Beträge für Wiederankurbelungsmassnahmen verbucht wurden. Dazu gehören namentlich ein Darlehen von 0,4 Millionen Franken für die TPF und Investitionsbeiträge von 0,7 Millionen Franken für Energiemassnahmen.

4.3. Niedriger Selbstfinanzierungsgrad deutlich unter dem Zielwert

Die Nettoinvestitionen der Staatsrechnung 2024 (211,6 Millionen Franken) sind nur zum Teil durch die Selbstfinanzierung mit 141,4 Millionen Franken gedeckt.

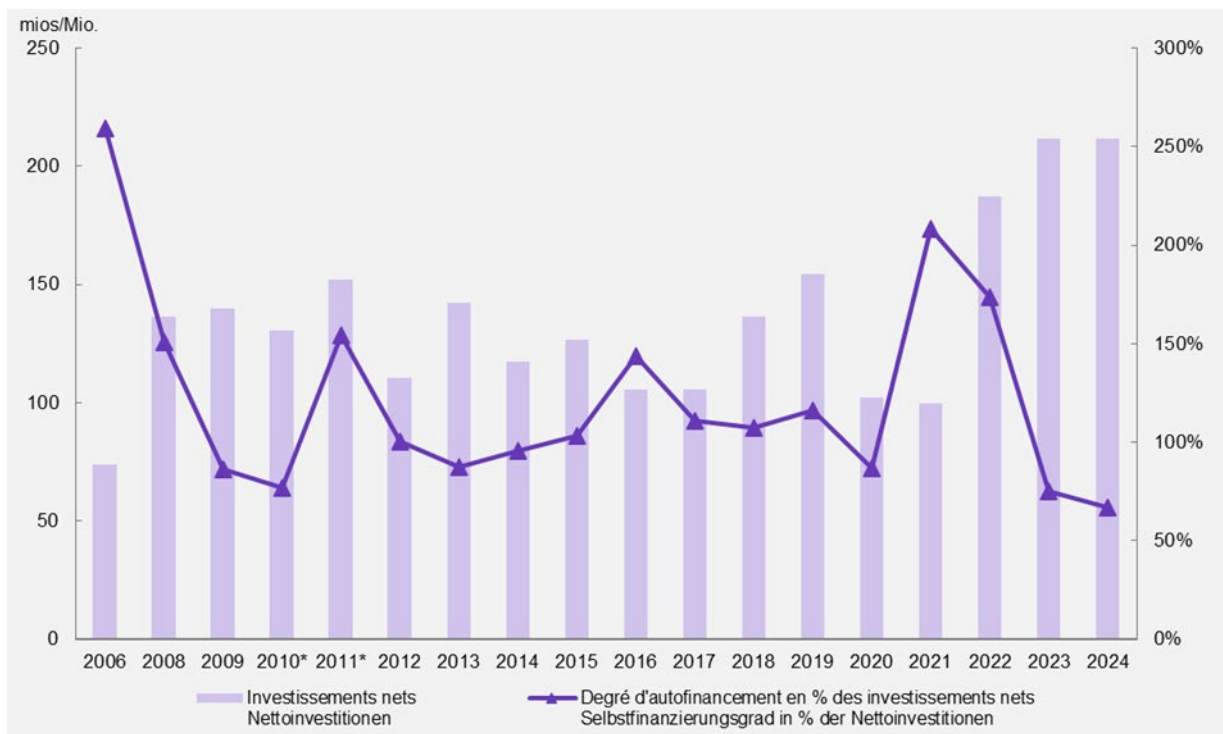
Die Selbstfinanzierung setzt sich aus den Abschreibungen auf dem Verwaltungsvermögen, den Fondseinlagen (+) und -entnahmen (-) zusammen (ohne Berücksichtigung der Bildung oder Auflösung von Rückstellungen), plus Ertragsüberschuss bzw. minus Aufwandüberschuss der Erfolgsrechnung. In der Staatsrechnung 2024 beträgt der Selbstfinanzierungsgrad 66,8 % und liegt damit erstmals

fois depuis longtemps (1999) que ce taux ne dépasse pas les 70 %. L'Etat n'est donc en mesure de financer qu'une partie de ses investissements et le recours à la fortune est par conséquent nécessaire. En outre, il faut relever que ce taux se situe bien en dessous du niveau considéré comme un objectif de saine gestion financière (80 %) auquel se réfère d'ailleurs le règlement sur les finances.

Le graphique qui suit présente l'évolution depuis 2006 du total des investissements nets en millions de francs et du degré d'autofinancement en %.

seit langem (1999) unter der 70 %-Marke. Der Staat kann somit nur einen Teil seiner Investitionen selber finanzieren und muss deshalb auf das Eigenkapital zurückzugreifen. Ausserdem liegt der Selbstfinanzierungsgrad auch deutlich unter dem Zielwert für eine solide Haushaltsführung auch gemäss Finanzhaushaltsreglement (80 %).

Die folgende Grafik zeigt die Entwicklung der Nettoinvestitionen (in Millionen Franken) und des Selbstfinanzierungsgrades (in %) seit 2006:



* ajustés en tenant compte de l'exclusion des données des réseaux hospitaliers

* angepasst nach Ausgliederung der Zahlen der Spitalnetze

5. Résultats des unités administratives gérées par prestations (GpP)

En application de l'article 59 de la loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA) et des dispositions énoncées dans la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE), trois unités administratives pratiquent en 2024 la gestion par prestations (GpP). Il s'agit des secteurs suivants : le Service des forêts et de la nature (SFN), le Service de l'informatique et des télécommunications (SITel) et le Service des ponts et chaussées (SPC).

Le résultat analytique de ces unités, correspondant à leur excédent de coûts, se présente ainsi par rapport au budget :

5. Die Ergebnisse der Einheiten mit leistungsorientierter Führung (LoF)

In Anwendung von Artikel 59 des Gesetzes vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG) und der entsprechenden Bestimmungen des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG) gab es im Jahr 2024 drei Verwaltungseinheiten mit leistungsorientierter Führung (LoF). Es handelt sich dabei um das Amt für Wald und Natur (WNA), das Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) und das Tiefbauamt (TBA).

Das Betriebsergebnis dieser Einheiten, das dem Kostenüberschuss entspricht, zeigt im Vergleich zum Budget folgende Entwicklung:

	Comptes Rechnung 2024	Budget Voranschlag 2024	Variations Veränderungen
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Service des forêts et de la nature Amt für Wald und Natur	16,25	16,11	0,14
Forêt, Faune, Dangers naturels Wald, Wild und Naturgefahren	15,93	14,69	1,24
Forêts domaniales et autres propriétés gérées par le SFN Staatswälder und andere vom WNA bewirtschaftete Güter	0,32	1,42	- 1,10
Service de l'informatique et des télécommunications Amt für Informatik und Telekommunikation	76,40	84,59	- 8,19
Gouvernance IT de l'Etat IT-Governance des Staates	5,99	6,00	- 0,01
Acquisition, mise en place de solutions IT et support d'applications Beschaffung, Bereitstellung und Unterhalt von Applikationen	38,57	44,09	- 5,52
Mise en place, exploitation des infrastructures IT et support Bereitstellung, Betrieb der IT-Infrastrukturen und Support	31,84	34,50	- 2,66
Service des ponts et chaussées Tiefbauamt	34,73	36,26	- 1,53
Surveillance du réseau routier public Überwachung des öffentlichen Strassennetzes	2,72	3,04	- 0,32
Entretien du réseau routier cantonal Unterhalt des Kantonsstrassennetzes	28,10	30,06	- 1,96
Développement du réseau routier cantonal Entwicklung des Kantonsstrassennetzes	3,91	3,16	0,75

Ces résultats appellent les commentaires suivants :

- > Les 3 unités gérées par prestations bouclent leurs comptes analytiques en amélioration par rapport au budget ou en très léger dépassement. Dans le détail, l'amélioration représente – 9,7 % pour le Service de l'informatique et des télécommunications, – 4,2 % au Service des ponts et chaussées, alors que le Service des forêts et de la nature présente un résultat de 0,9 % en dessus du budget. Plusieurs éléments expliquent ces résultats positifs. D'une part, les coûts directs ont été moins élevés que prévu (– 5,6 % globalement pour ces trois unités), avant tout en raison de postes non occupés et d'une sous-consommation des budgets de certains projets au SITel, ce qui a largement compensé le dépassement des coûts directs par nature enregistré au SPCH (+ 18,5 %). D'autre part, les recettes dépassent les estimations du budget (+ 49,4 % globalement pour ces trois unités), par suite principalement d'un prélèvement sur le fonds des routes principales suisses par le SPC plus important que prévu au budget (+ 154,1 %) pour compenser l'augmentation des coûts d'entretien, ainsi que de recettes plus importantes que prévu provenant des prestations de migration du SITel en faveur des unités autonomes (+ 51,2 %) ;
- > Les effectifs analytiques en personnel de ces trois unités regroupent 394,0 équivalents plein temps contre 405,1 postes au budget (– 2,8 %), cette baisse d'EPT étant plus fortement enregistrée auprès du Service de l'informatique et des télécommunications (– 6,9 EPT) qu'au Service des ponts et chaussées (– 5,5 EPT), alors que le Service des forêts et de la nature compte un léger dépassement (+ 1,3 EPT). Quant au total des heures productives, il se monte à 512 687 contre 574 283 au budget (– 10,7 %).

Le poids des coûts directs des salaires et des coûts directs par nature en % des coûts complets se présente ainsi :

Zu diesen Ergebnissen ist Folgendes zu bemerken:

- > Die drei Einheiten mit leistungsorientierter Führung weisen in ihrer Kostenrechnung bessere Ergebnisse (das Amt für Informatik und Telekommunikation mit – 9,7,9 % und das Tiefbauamt mit – 4,2 %) oder nur minim schlechtere Ergebnisse (das Amt für Wald und Natur mit + 0,9 %) aus als budgetiert. Diese positiven Ergebnisse beruhen auf mehreren Gründen, nämlich auf niedrigeren direkten Kosten als erwartet (– 5,6 % insgesamt für diese drei Einheiten), vor allem aufgrund von nicht besetzten Stellen und Budgetunterschreitungen bei einigen Projekten beim ITA, was die Überschreitung der direkten Kosten nach Kostenart beim TBA (+ 18,5 %) weitgehend wettmachte, sowie auf höheren Einnahmen (+ 49,4 % insgesamt für diese drei Einheiten), die hauptsächlich darauf zurückzuführen sind, dass das TBA einen grösseren Betrag als vorgesehen aus dem Fonds für die Schweizer Hauptstrassen (+ 154,1 %) zur Kompensation der höheren Unterhaltskosten entnommen hat und das ITA bei den Leistungen in Zusammenhang mit der Migration zugunsten der selbständigen Einheiten höhere als im Budget vorgesehene Einnahmen erzielt hat (+ 51,2 %).
- > Die drei Einheiten weisen einen Personalbestand von 394,0 VZÄ gegenüber 405,1 VZÄ im Budget aus (– 2,8 %), wobei beim Amt für Informatik und Telekommunikation mehr VZÄ weggefallen sind (– 6,9 VZÄ) als beim Tiefbauamt (– 5,5 VZÄ), während das Amt für Wald und Natur (+ 1,3 VZÄ) etwas über dem Budget liegt. Es wurden insgesamt 512 687 Arbeitsstunden geleistet, gegenüber den 574 283 budgetierten Stunden (– 10,7 %).

Der Anteil der direkten Lohnkosten und der direkten Kosten nach Kostenart in % der Vollkosten präsentiert sich wie folgt:

Salaires en % Coûts par nature en %
Löhne in % Kosten nach Kostenart in %

Service des forêts et de la nature Amt für Wald und Natur	38,6	30,7
Service de l'informatique et des télécommunications Amt für Informatik und Telekommunikation	23,6	55,7
Service des ponts et chaussées Tiefbauamt	25,9	48,9

Selon la nature des tâches des unités, le poids de ces deux catégories de charges varie.

D'une manière générale, le résultat global analytique pour l'ensemble des unités pratiquant la gestion par prestations est inférieur à l'attribution budgétaire d'environ 9,6 millions de francs, ce qui représente 7,0 % du budget.

Der Anteil dieser beiden Aufwandkategorien variiert je nach Art der Aufgabe der Einheiten.

Ganz allgemein unterschreiten die Einheiten mit leistungsorientierter Führung das Budget gesamthaft um rund 9,6 Millionen Franken, was 7,0 % des Budgets entspricht.

6. L'évolution de quelques indicateurs-clés

Le tableau qui suit présente l'évolution depuis 2021 de quelques indicateurs-clés des finances de l'Etat. Il appelle les remarques suivantes :

- > plusieurs indicateurs retenus se démarquent clairement par rapport aux résultats de l'année 2023. Pour la plupart, ils présentent une tendance baissière qui avait déjà été constatée en 2023 par rapport à 2022 ;
- > les comptes de l'année 2024 se soldent par un léger excédent de revenus du compte de résultats ;
- > les comptes 2024 de l'Etat clôturent avec une insuffisance de financement de 70,2 millions de francs. Ce résultat ne permet donc pas de couvrir intégralement les dépenses d'investissements et ce, pour la 2^e année consécutive. A noter que les exercices 2022 et 2021 présentaient, quant à eux, un excédent de financement ;
- > le volume des investissements nets de cette année est équivalent à celui de l'année 2023 et se situe sensiblement en dessus de la moyenne des 4 années considérées ;
- > les amortissements, attributions et prélèvements sur les fonds se situent nettement en dessous de la moyenne des 4 années considérées. Ce résultat est principalement dû à un volume d'amortissements moins important ;
- > le degré d'autofinancement 2024 est sensiblement inférieur à celui de l'année dernière et également à celui de la moyenne, en raison notamment du résultat en forte baisse des amortissements et, dans une moindre mesure, des attributions et prélèvements sur les fonds. Le taux inférieur à 100 % indique que l'Etat n'est pas en mesure de financer intégralement ses investissements avec les moyens financiers dégagés sur l'exercice. Par ailleurs, il se situe en-dessous du niveau considéré comme un objectif de saine gestion financière (80 %) auquel se réfère le règlement sur les finances.

6. Entwicklung einiger Kennzahlen

Die folgende Tabelle zeigt die Entwicklung einiger Kennzahlen der Staatsfinanzen seit 2021 auf. Dazu ist Folgendes zu sagen:

- > Mehrere Kennzahlen weichen deutlich von den Vorjahreswerten ab, und die meisten sind tendenziell rückläufig, wie schon 2023 gegenüber 2022.
- > Die Staatsrechnung 2024 schliesst mit einem leichten Ertragsüberschuss in der Erfolgsrechnung.
- > Die Staatsrechnung 2024 schliesst mit einem Finanzierungsfehlbetrag von 70,2 Millionen Franken. Damit können die Investitionsausgaben 2024 zum zweiten Mal in Folge nicht zu 100 Prozent gedeckt werden, während in den Jahren 2022 und 2021 ein Finanzierungsüberschuss zu verzeichnen war.
- > Das Nettoinvestitionsvolumen liegt dieses Jahr auf gleichem Niveau wie 2023 und deutlich über dem Durchschnitt des vierjährigen Betrachtungszeitraums.
- > Die Abschreibungen sowie Fondseinlagen und -entnahmen liegen deutlich unter dem Durchschnitt des vierjährigen Betrachtungszeitraums, was hauptsächlich auf ein geringeres Abschreibungsvolumen zurückzuführen ist.
- > Der Selbstfinanzierungsgrad des Rechnungsjahres 2024 ist deutlich geringer als im Vorjahr und liegt auch unter dem Durchschnitt, was insbesondere auf viel weniger Abschreibungen und in geringerem Masse auf Fondszuweisungen und Fondsentnahmen zurückzuführen ist. Mit einem Selbstfinanzierungsgrad von unter 100 % ist der Staat nicht in der Lage, seine gesamten Investitionen mit den im Rechnungsjahr erwirtschafteten Mitteln selber zu finanzieren. Der Selbstfinanzierungsgrad liegt auch unter dem Zielwert für eine solide Haushaltsführung gemäss Finanzhaushaltsreglement (80 %).

	Comptes Rechnung 2024	Comptes Rechnung 2023	Comptes Rechnung 2022	Comptes Rechnung 2021	Moyenne Durchschnitt 2024-2021
	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.	mios / Mio.
Compte de résultats : excédent de revenus / de charges (-) Erfolgsrechnung: Ertragsüberschuss / Aufwandüberschuss (-)	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,6
Excédent de revenus / de charges (-) avant opérations de clôture Überschuss / Fehlbetrag (-) der Erfolgsrechnung vor Abschlussbuchungen	- 3,7	- 26,8	+ 192,0	+ 121,7	+ 70,8
Excédent / insuffisance (-) de financement Finanzierungsüberschuss / -fehlbetrag (-)	- 70,2	- 52,6	+ 138,2	+ 108,2	+ 30,9
Investissements nets Nettoinvestitionen	211,6	211,6	187,3	99,8	177,6
Amortissements, attributions et prélèvements sur les fonds Abschreibungen, Fondseinlagen und -entnahmen	140,4	158,8	325,0	207,3	207,9
Autofinancement Selbstfinanzierung	141,4	159,0	325,5	208,0	208,5
Degré d'autofinancement en % des investissements nets Selbstfinanzierungsgrad in % der Nettoinvestitionen	66,8	75,2	173,7	208,5	131,1

7. Le bilan de l'Etat

Le bilan de l'Etat constitue, à côté des comptes généraux, la deuxième composante des comptes de l'Etat. Il donne l'image de la situation financière du canton à la date de la clôture annuelle.

Le fascicule des comptes de l'Etat reproduit le détail de tous les chiffres se rapportant à l'actif et au passif du bilan. Les évolutions et les chiffres les plus significatifs sont commentés ci-dessous.

7.1. Le bilan à fin 2024

Le total du bilan de l'Etat est de 3533 millions de francs au 31 décembre 2024. Les fonds propres constitués du capital, des financements spéciaux, des préfinancements, des réserves ainsi que du résultat de l'exercice s'élèvent à 1285,5 millions de francs.

7.1.1. L'actif

L'actif comprend d'une part les biens du patrimoine financier qui sont réalisables sans porter atteinte à l'accomplissement des tâches publiques. Il regroupe d'autre part les biens du patrimoine administratif affectés durablement à la réalisation des tâches prévues par la législation. Au 31 décembre 2024, l'actif se répartit de la façon suivante :

7. Staatsbilanz

Die Staatsbilanz ist neben der Gesamtrechnung die zweite Komponente der Staatsrechnung. Sie bildet die Finanzlage des Kantons zum Zeitpunkt des Jahresabschlusses ab.

Die Sonderpublikation der Staatsrechnung enthält eine detaillierte Aufstellung der Aktiven und Passiven der Bilanz mit den genauen Zahlenangaben; im Folgenden wird auf die signifikantesten Zahlen und Veränderungen eingegangen.

7.1. Die Bilanz per Ende 2024

Die Bilanzsumme beläuft sich per 31. Dezember 2024 auf 3533 Millionen Franken. Die Eigenmittel, bestehend aus Eigenkapital, Spezialfinanzierungen, Vorfinanzierungen und Reserven, belaufen sich auf 1285,5 Millionen Franken.

7.1.1. Die Aktiven

Die Aktivseite umfasst die Vermögenswerte des Finanzvermögens, die ohne Beeinträchtigung der öffentlichen Aufgabenerfüllung verwertbar sind. Sie führt auch die Vermögenswerte des Verwaltungsvermögens mit dauernder Zweckbindung an die Erfüllung gesetzlich vorgeschriebener Aufgaben auf. Per 31. Dezember 2024 teilen sich die Aktiven wie folgt auf:

Actif Aktiven

	mios Mio.	en % du total in % des Totals
Patrimoine financier		
Finanzvermögen		
Disponibilités Flüssige Mittel	56,3	1,6
Créances à court terme et moyen terme Kurz- und mittelfristige Forderungen	1537,9	43,5
Placements financiers Finanzanlagen	711,7	20,1
Immobilisations Sachanlagen	6,1	0,2
Actifs de régularisation Aktive Rechnungsabgrenzungen	207,1	5,9
Total	2519,1	71,3

Patrimoine administratif**Verwaltungsvermögen**

Investissements	697,2	19,7
Investitionen		
Prêts et participations permanentes	316,6	9,0
Darlehen und Beteiligungen		
Total	1013,8	28,7
Total de l'actif	3532,9	100,0
Total Aktiven		

Les disponibilités au 31 décembre 2024 comprennent principalement les soldes en comptes postaux et le solde disponible sur le compte courant auprès de la Banque cantonale de Fribourg.

Les créances à court et moyen terme sont composées principalement du compte courant avec la Confédération (312 millions de francs) et des créances fiscales (376 millions de francs), des crédits fédéraux d'investissements ainsi que des aides aux exploitations paysannes (195 millions de francs).

La part prépondérante du poste « Placements financiers » est constituée par les placements à terme (680 millions de francs au 31.12.2024).

Les actifs de régularisation comprennent des revenus à recevoir pour un montant de 175 millions de francs et des impôts à facturer pour 32 millions de francs.

Le poste « Investissements » regroupe l'ensemble des biens mobiliers, immobiliers et forestiers de l'Etat évalués à 697 millions de francs. Les immeubles en service représentent une part importante de ce montant avec 176 millions de francs. Les dépenses d'investissements en cours de réalisation ou à intégrer dans les immeubles mis en service se montent à 325 millions de francs. Pour les routes, ce chiffre est de 95 millions de francs.

La rubrique « Prêts et participations permanentes » se compose avant tout du capital de dotation de la BCF pour 70 millions de francs, du capital-actions du Groupe E SA pour 54 millions de francs. Dans les prêts accordés aux entreprises publiques et privées figurent notamment un montant de 40 millions de francs en faveur du Groupe E SA. Les prêts en faveur des personnes physiques sont constitués notamment des prêts par le fonds rural (24 millions de francs) ainsi que des prêts de formation (3,6 millions de francs).

Les prêts au HFR, au RFSM et au HIB s'élèvent à 58,1 millions de francs et résultent de la remise des immeubles et des installations aux hôpitaux. Le prix de reprise a été transformé en prêts remboursables sur 30 ans. Les annuités sont fixes.

Die flüssigen Mittel per 31. Dezember 2024 umfassen hauptsächlich die Saldi auf den Postkonten und den verfügbaren Saldo auf dem Kontokorrent bei der Freiburger Kantonalbank.

Die kurz- und mittelfristigen Forderungen bestehen hauptsächlich aus dem Kontokorrent mit dem Bund (312 Millionen Franken), Steuerforderungen (376 Millionen Franken), den Investitionskrediten aus Bundesmitteln sowie den Betriebshilfen in der Landwirtschaft (195 Millionen Franken).

Der Grossteil der «Finanzanlagen» entfällt auf Festgeldanlagen (680 Millionen Franken per 31. Dezember 2024).

Die aktiven Rechnungsabgrenzungen umfassen ausstehende Erträge in Höhe von 175 Millionen Franken und zu fakturierende Steuern im Betrag von 32 Millionen Franken.

Der Bilanzposten «Investitionen» berücksichtigt sämtliche Mobilien, Immobilien und Waldungen des Staates, die mit 697 Millionen bewertet sind. Ein grosser Teil dieses Betrags, nämlich 176 Millionen Franken, entfällt auf die in Betrieb stehenden Immobilien. Die Ausgaben für laufende Investitionen und für in Betrieb stehende Immobilien belaufen sich auf 325 Millionen Franken. Für die Strassen sind es 95 Millionen Franken.

Die Rubrik «Darlehen und Beteiligungen» umfasst vor allem das Dotationskapital der Freiburger Kantonalbank (70 Millionen Franken) und die Aktienkapitalbeteiligung an der Groupe E AG (54 Millionen Franken). Unter den Darlehen an öffentliche und private Unternehmungen ist namentlich ein Betrag von 40 Millionen Franken zugunsten der Groupe E AG aufgeführt. Die Darlehen an private Haushalte bestehen namentlich aus den Darlehen aus dem Landwirtschaftsfonds (24 Millionen Franken) und den Ausbildungsdarlehen (3,6 Millionen Franken).

Die Darlehen an das HFR, das FNPG und das interkantonale Spital der Broye belaufen sich auf 58,1 Millionen Franken und resultieren aus der Überlassung der Liegenschaften und Anlagen an die Spitäler. Der vereinbarte

Preis wurde in rückzahlbare Darlehen über 30 Jahre mit festen jährlichen Rückzahlungsraten umgewandelt.

7.1.2. Le passif

La répartition du passif est la suivante :

7.1.2. Die Passiven

Die Passiven teilen sich wie folgt auf:

Passif Passiven

	mios Mio.	en % du total in % der Bilanzsumme
Engagements courants Laufende Verpflichtungen	1294,7	36,6
Passifs de régularisation Passive Rechnungsabgrenzungen	449,1	12,7
Engagements à long terme Langfristige Verbindlichkeiten	503,7	14,3
Capital propre Eigenkapital	1285,4	36,4
Total du passif Total Passiven	3532,9	100,0

Les engagements courants comprennent principalement le poste « Créanciers » pour 348 millions de francs et le poste « IFD acomptes anticipés » à hauteur de 280 millions de francs. Les apports de la Confédération pour les crédits fédéraux d'investissements ainsi que pour les aides aux exploitations paysannes représentent un total de 211 millions de francs. A relever qu'une avance à terme fixe de 149 millions de francs figure également dans les engagements à court terme.

Les « Passifs de régularisation » contiennent les régularisations (les transitoires) relatives aux investissements (102 millions de francs) et les impôts facturés et reçus à l'avance (242 millions de francs).

Les engagements à long terme sont principalement constitués des provisions pour un total de 321 millions de francs, de la dette envers la CPPEF pour un montant résiduel de 102 millions de francs et de provisions relatives aux investissements pour 43 millions de francs.

Enfin, le capital propre (36,4 % du bilan) se subdivise en financements spéciaux (182,6 millions de francs), fonds et réserves correspondant au fonds d'infrastructures pour 179 millions de francs et excédent d'actif (924 millions de francs net) après enregistrement du résultat de l'exercice.

Die laufenden Verpflichtungen umfassen hauptsächlich den Bilanzposten «Kreditoren» mit 348 Millionen Franken und den Posten «DBSt-Akontovorauszahlungen» mit 280 Millionen Franken. Die Zahlungen des Bundes im Rahmen der Investitionskredite aus Bundesmitteln sowie die Betriebshilfen in der Landwirtschaft belaufen sich auf insgesamt 211 Millionen Franken. Unter den kurzfristigen Verbindlichkeiten wird übrigens auch ein fester Vorschuss von 149 Millionen Franken ausgewiesen.

Die «Passiven Rechnungsabgrenzungen» enthalten die Abgrenzungen auf den Investitionen (102 Millionen Franken) sowie die fakturierten und im Voraus erhaltenen Steuern (242 Millionen Franken).

Die langfristigen Verbindlichkeiten bestehen hauptsächlich aus den Rückstellungen in Höhe von insgesamt 321 Millionen Franken, den Schulden bei der PKSPF in einem Restbetrag von 102 Millionen Franken und Rückstellungen für Investitionen im Umfang von 43 Millionen Franken.

Das Eigenkapital (36,4 % der Bilanzsumme) schliesslich unterteilt sich in Spezialfinanzierungen (182,6 Millionen Franken), Fonds und Reserven für den Infrastrukturfonds im Betrag von 179 Millionen Franken und Bilanzüberschuss (924 Millionen Franken netto) nach Berücksichtigung des Jahresergebnisses.

7.2. L'évolution du bilan

7.2.1. Evolution du total du bilan depuis 2014

Le total du bilan a évolué ainsi depuis 2014 :

7.2. Bilanzentwicklung

7.2.1. Entwicklung der Bilanzsumme seit 2014

Die Bilanzsumme hat sich seit 2014 wie folgt verändert:

Années Jahr	Total au bilan en mios Bilanzsumme in Mio.	Variations en % par rapport à l'année précédente Veränderung in % gegenüber dem Vorjahr
2014	2671	+ 1,8
2015	3048	+ 14,1
2016	3129	+ 2,7
2017	3074	- 1,8
2018	3325	+ 8,2
2019	3247	- 2,3
2020	3250	+ 0,1
2021	3387	+ 4,2
2022	3334	- 1,6
2023	3593	+ 7,8
2024	3533	- 1,7

Le total du bilan diminue de 1,7 % en raison notamment de la diminution du patrimoine financier (- 123 millions de francs).

7.2.2. Les variations par rapport à 2023

Par rapport au bilan de l'exercice 2023, l'actif 2024 enregistre les principales variations suivantes :

Die Bilanzsumme ist aufgrund des gesunkenen Finanzvermögens (- 123 Millionen Franken) um 1,7 % zurückgegangen.

7.2.2. Veränderungen gegenüber 2023

Verglichen mit der Bilanz des Rechnungsjahres 2023 verzeichnen die Aktiven 2024 im Wesentlichen die folgenden Veränderungen:

Actif
Aktiven

	mios / Mio.
Patrimoine financier Finanzvermögen	- 123,2
Disponibilités Flüssige Mittel	+ 18,9
Créances à court terme et moyen terme Kurz- und mittelfristige Forderungen	+ 49,3
Placements financiers Finanzanlagen	- 269,7

Immobilisations Sachanlagen	+ 0,6
Actifs de régularisation Aktive Rechnungsabgrenzungen	+ 77,7
Patrimoine administratif Verwaltungsvermögen	+ 63,6
Investissements Investitionen	+ 41,9
Prêts et participations permanentes Darlehen und Beteiligungen	+ 21,7

La diminution des placements financiers est due à leur résiliation afin de faire face au besoin de liquidité courant de l'Etat (– 269,7 millions de francs).

Par rapport au bilan de l'année 2023, le passif varie de la façon suivante :

Der Rückgang der Finanzanlagen ist auf deren Auflösung zur Deckung des laufenden Liquiditätsbedarfs des Staates zurückzuführen (– 269,7 Millionen Franken).

Gegenüber der Bilanz des Jahres 2023 hat sich die Passivseite wie folgt verändert:

Passif Passiven

	mios / Mio.
Engagements courants Laufende Verpflichtungen	+ 11,7
Engagements à long terme Langfristige Verbindlichkeiten	– 56,3
Passifs de régularisation Passive Rechnungsabgrenzungen	+ 11,3
Capital propre Eigenkapital	– 26,3

Les engagements à long terme sont influencés notamment par la dette envers la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (CPPEF), qui pour rappel, a été constituée en 2020 via un prélèvement sur la fortune des comptes de l'Etat pour un montant de 325 millions de francs conformément aux adaptations légales confirmées en votation populaire (novembre 2020). Le solde de cette dette se monte à 102 millions au 31.12.2024.

Die langfristigen Verbindlichkeiten stehen unter dem Einfluss der Verpflichtungen gegenüber der Pensionskasse des Staatspersonals (PKSPF), die ja 2020 über eine Eigenkapitalentnahme in Höhe von 325 Millionen Franken entsprechend den in der Volksabstimmung (November 2020) bestätigten Gesetzesanpassungen eingegangen worden waren. Der Saldo dieser Verbindlichkeiten beläuft sich per 31. Dezember 2024 auf 102 Millionen Franken.

7.3. La situation et l'évolution de la dette publique

7.3.1. La situation à fin 2024

La dette brute atteint 344,1 millions de francs à fin 2024. Elle se compose de la façon suivante :

7.3. Stand und Entwicklung der Staatsschulden

7.3.1. Die Staatsschulden per Ende 2024

Ende 2024 beliefen sich die Brutto-Staatsschulden auf 344,1 Millionen Franken. Sie setzen sich wie folgt zusammen:

	mios / Mio.
Engagements courants envers les communes Laufende Verpflichtungen gegenüber den Gemeinden	22,9
Engagements envers un institut bancaire Verpflichtungen gegenüber einem Bankinstitut	149,0
Engagement envers la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (mesures transitoires et compensatoires) Verbindlichkeit gegenüber der Pensionskasse des Staatspersonals (Übergangs- und Kompensationsmassnahmen)	102,0
Dépôts, legs et fondations Depotgelder, Legate und Stiftungen	70,2
Total	344,1

Les intérêts passifs comprennent les intérêts des dépôts des fonds, les intérêts lors de la restitution d'impôts ainsi que les intérêts des prêts à court terme. Il y a également les intérêts pour les demandes d'avances à terme fixe. Ils représentent 8,4 millions de francs (2023 : 6,2 millions de francs), soit le 0,55 % des recettes fiscales cantonales.

La fortune nette se détermine de la manière suivante :

Die Schuldzinsen umfassen die Fondsdepotzinsen, die Verzinsung bei Steuerrückerstattungen sowie die Verzinsung kurzfristiger Darlehen, und es fallen auch Zinsen für die beantragten festen Vorschüsse an. Sie belaufen sich auf 8,4 Millionen Franken (2023: 6,2 Millionen Franken), das sind 0,55 % der kantonalen Steuereinnahmen.

Das Reinvermögen setzt sich wie folgt zusammen:

	mios / Mio.
Total de la dette brute Total Bruttoverschuldung	– 344,1
Disponibilités Flüssige Mittel	56,3
Avoirs auprès des communes Guthaben bei Gemeinden	32,2
Placements financiers Finanzanlagen	680,2
Actions et autres placements Aktien und übrige Anlagen	31,5
Prêts ¹⁾ Darlehen ¹⁾	134,5
Total de la fortune nette Total Reinvermögen	590,6

¹⁾ sans le capital de dotation de la BCF, le capital-actions du Groupe E SA et les prêts aux réseaux hospitaliers

¹⁾ ohne Dotationskapital FKB, Aktienkapital der Groupe E AG und Darlehen an die Spitalnetze

7.3.2. L'évolution récente

Depuis 2014, la dette publique de l'Etat a évolué de la manière suivante :

7.3.2. Die jüngste Entwicklung

Die Staatsverschuldung hat sich seit dem Jahr 2014 wie folgt verändert:

Evolution de la dette publique brute et nette depuis 2014

Entwicklung der Brutto- und Nettostaatsschulden seit dem Jahr 2014

Années Jahr	Dette brute Bruttoverschuldung	Dette nette (-) / Fortune nette Nettoverschuldung (-) / Reinvermögen
	mios / Mio.	mios / Mio.
2014	102,7	+ 961,6
2015	111,7	+ 1127,6
2016	120,0	+ 1087,6
2017	119,1	+ 1083,0
2018	115,8	+ 1161,8
2019	136,3	+ 1109,3
2020	458,9	+ 755,5
2021	528,3	+ 793,8
2022	375,0	+ 857,2
2023	345,2	+ 807,5
2024	344,1	+ 590,6

Rapportée à la population cantonale, la dette brute s'élève ainsi à 1007 francs par habitant à fin 2024.

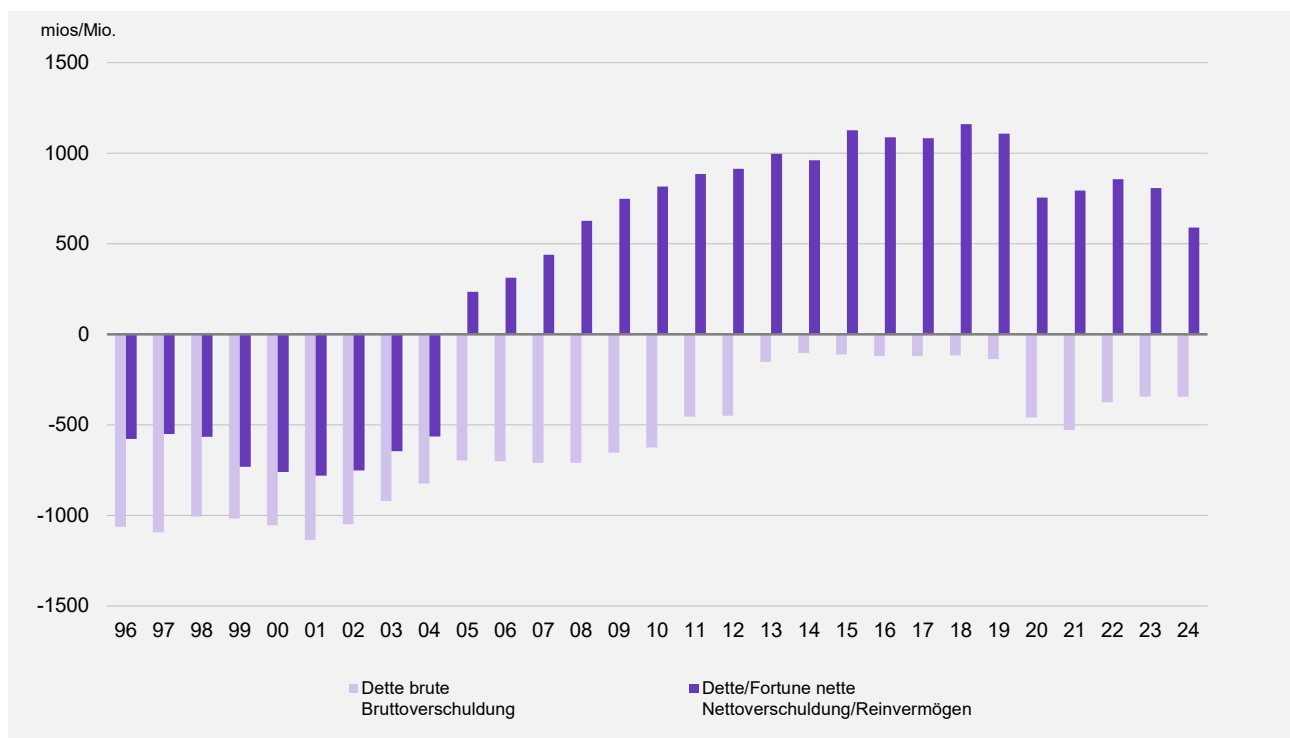
Atteignant un montant de 590,6 millions de francs à fin 2024, la fortune nette de l'Etat a diminué de plus de 216 millions de francs et représente une somme de 1729 francs par habitant (2023 : 2414 francs par habitant). Il est à relever que la fortune s'est réduite de moitié depuis 2018.

Bezogen auf die Kantonsbevölkerung beträgt die Bruttoverschuldung pro Kopf Ende 2024 somit 1007 Franken.

Mit einem Betrag von 590,6 Millionen Franken per Ende 2024 hat sich das Reinvermögen des Staates um über 216 Millionen Franken verringert und beläuft sich auf 1729 Franken pro Kopf (2023: 2414 Franken pro Kopf). Es ist damit seit 2018 um die Hälfte geschrumpft.

Le graphique qui suit retrace l'évolution de la dette brute et de la dette/fortune nette depuis 1996.

Die folgende Grafik zeigt die Entwicklung von Brutto- und Nettoverschuldung/Reinvermögen seit 1996.



Pour mémoire, le résultat exceptionnel de 2005 est dû au versement du produit de la vente d'or excédentaire de la BNS attribué au canton de Fribourg. Il a permis de diminuer progressivement la dette brute au fur et à mesure des échéances des emprunts et de disposer ainsi d'une fortune nette que les résultats des exercices bénéficiaires ont renforcée. Il faut relever que les excédents de revenus enregistrés ainsi que la part de l'Etat au produit de la vente d'or de la BNS ont rendu possible la constitution de provisions et de fonds, en particulier le fonds d'infrastructures ainsi que du fonds de politique foncière active. Enfin, il convient de souligner qu'actuellement la totalité de la fortune nette de l'Etat n'est pas à libre disposition, car elle est d'ores et déjà affectée à des objets et projets précis tels que les fonds évoqués plus haut. On peut également citer les montants réservés pour faire face à la baisse attendue des paiements péréquatifs (RPT), pour couvrir le risque de volatilité lié au versement du bénéfice de la BNS, pour faire face aux conséquences de la réforme des entreprises, pour tenir compte des heures supplémentaires et vacances non prises par le personnel, pour les routes principales en régions de montagne et périphériques, pour la nouvelle politique régionale, l'asile, les fonds de l'emploi, de l'énergie, ainsi que le fonds de la mensuration officielle et de la taxe sociale. Le fonds des sites pollués fait également partie de cette liste.

Zur Erinnerung: Das ausserordentlich gute Ergebnis des Jahres 2005 war auf die Auszahlung des Kantonsanteils am Erlös aus dem Verkauf des Nationalbankgolds zurückzuführen. Damit konnte die Bruttoverschuldung bei Darlehensfälligkeit schrittweise abgebaut und in ein Reinvermögen umgewandelt werden, das mit den positiven Rechnungsergebnissen ausgebaut werden konnte. Übrigens konnten dank der Ertragsüberschüsse sowie des Anteils des Staates am Erlös aus dem Verkauf des Nationalbankgolds Rückstellungen und verschiedene Fonds, namentlich der Infrastrukturfonds sowie der Fonds für die aktive Bodenpolitik gebildet werden. Allerdings ist zurzeit das gesamte Reinvermögen des Staates nicht frei verfügbar, sondern bereits an ganz konkrete Objekte und Projekte wie die angesprochenen Fonds gebunden. Zu erwähnen sind aber auch die reservierten Beträge zur Abfederung der voraussichtlich rückläufigen Finanzausgleichszahlungen (NFA), zur Absicherung des Volatilitätsrisikos der SNB-Gewinnausschüttung, zur Abfederung der Auswirkungen der Unternehmenssteuerreform, zur Berücksichtigung von Überstunden und nicht bezogenen Urlaubstagen des Personals sowie die für die Hauptstrassen in Berggebieten und Randregionen, für die Neue Regionalpolitik, das Asylwesen, den Beschäftigungsfonds, den Energiefonds sowie den Fonds für die amtliche Vermessung und den Sozialabgabefonds reservierten Beträge. Der Altlastenfonds steht ebenfalls auf dieser Liste.

8. Les engagements hors bilan

Pour les collectivités publiques, les engagements hors bilan occupent une importance significative dans l'appréciation qui est portée sur leur santé financière. L'Etat de Fribourg dresse chaque année, à la fin du fascicule des comptes, un inventaire de ses principaux engagements hors bilan. Ces derniers sont pris notamment en considération dans la détermination de la notation du canton par les instituts bancaires et les autres bailleurs de fonds. C'est ainsi par exemple, que la garantie totale donnée par l'Etat pour les engagements financiers de la Banque cantonale de Fribourg ou la garantie couvrant jusqu'à concurrence de 30 % au maximum des engagements actuariels de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (2024 : 1522 millions de francs ; 2023 : 1330 millions de francs) sont pris en compte pour l'évaluation de la santé financière du canton. Parmi les autres engagements hors bilan significatifs, on peut citer les crédits fédéraux d'investissements agricoles et les aides aux exploitations paysannes qui se montent à 190,4 millions de francs. Les pertes éventuelles consécutives à l'octroi de ces prêts doivent en effet selon le droit fédéral être assumées par les cantons. Enfin, l'Etat répond de la maîtrise des pertes qui pourraient toucher les aides en matière d'investissements dans les régions de montagne et les prêts octroyés dans le cadre de la nouvelle politique régionale (15,4 millions de francs à fin 2024). Des exemples récents démontrent que, dans certains cas, l'Etat peut être actionné. A titre de comparaison, la provision pour engagements hors bilan s'élève actuellement à 27 millions de francs.

Il convient de relever qu'un nouvel engagement a été pris par l'Etat envers l'HFR, en cautionnant jusqu'à un maximum de 105 millions de francs, des emprunts que ce dernier fera afin de financer ses investissements courants.

S'agissant des procès et autres revendications contre l'Etat, il a été procédé comme de coutume à un recensement auprès de toutes les Directions de l'Etat. L'inventaire a porté sur les revendications en cours à fin 2024, qui portent sur des montants de plus de 500 000 francs à charge de l'Etat, après intervention le cas échéant d'un assureur. Il faut constater que la plupart des prétentions élevées contre l'Etat relèvent de son contrat d'assurance responsabilité civile (RC). Pour couvrir ces risques, l'Etat a conclu un contrat global – certains établissements ont toutefois leur propre contrat – qui porte sur une somme d'assurance de 10 millions de francs par sinistre et par année.

L'enquête menée indique que les cas signalés seraient en tout ou partie couverts par l'assurance. Deux cas particuliers sont toutefois à relever. Le premier concerne toujours la liquidation du fonds de prévoyance de l'ACSMS (Association des communes de la Sarine pour

8. Nicht bilanzierte Verpflichtungen

Für die öffentliche Hand sind die nicht bilanzierten Verpflichtungen bei der Beurteilung ihrer finanziellen Gesundheit von erheblicher Bedeutung. Der Staat Freiburg erstellt jedes Jahr am Schluss der Sonderpublikation der Staatsrechnung ein Inventar seiner hauptsächlich nicht bilanzierten Verpflichtungen. Diese werden insbesondere für das Rating des Kantons durch die Bankinstitute und andere Geldgeber berücksichtigt. So werden beispielsweise die volle Garantie des Staates für die finanziellen Verbindlichkeiten der Freiburger Kantonalbank oder die Garantie zur Deckung bis maximal 30 % der versicherungstechnischen Verpflichtungen der Pensionskasse des Staatspersonals (2024: 1522 Millionen Franken, 2023: 1330 Millionen Franken) bei der Beurteilung der finanziellen Gesundheit des Kantons berücksichtigt. Weitere wichtige nicht bilanzierte Verpflichtungen sind die Investitionskredite und die Betriebshilfen in der Landwirtschaft, die sich auf 190,4 Millionen Franken belaufen. Die allfälligen Verluste aus dieser Darlehensgewährung müssen nach Bundesrecht nämlich von den Kantonen getragen werden. Schliesslich muss der Staat auch für die Verluste haften, die sich bei den Investitionshilfen für die Berggebiete sowie bei den Darlehen im Rahmen der Neuen Regionalpolitik ergeben können (15,4 Millionen Franken per Ende 2024). Jüngste Beispiele zeigen, dass der Staat in gewissen Fällen belangt werden kann. Die Rückstellung für nicht bilanzierte Verpflichtungen beläuft sich aktuell auf 27 Millionen Franken.

Es ist zu erwähnen, dass der Staat gegenüber dem HFR eine neue Verpflichtung eingegangen ist, indem er bis zu einem Höchstbetrag von 105 Millionen Franken für Darlehen bürgt, die dieses zur Finanzierung seiner laufenden Investitionen aufnehmen wird.

Wie gewohnt wurde bei allen Direktionen des Staates ein Verzeichnis der Prozesse und sonstigen Forderungen gegenüber dem Staat erstellt. Darin aufgeführt wurden alle 2024 hängigen Forderungen im Betrag von über 500 000 Franken zu Lasten des Staates nach allfälliger Deckung durch eine Versicherung. Die meisten dem Staat gegenüber geltend gemachten Forderungen betreffen seine Haftpflicht. Der Staat hat zur Deckung dieser Risiken einen Globalvertrag (gewisse Anstalten haben aber eigene Verträge) über eine Versicherungssumme von 10 Millionen Franken pro Schadenfall und Jahr abgeschlossen.

Den Abklärungen zufolge sollten die gemeldeten Fälle ganz oder teilweise von der Versicherung übernommen werden. Besonders zu erwähnen sind jedoch zwei Fälle. Ein erster Fall betrifft nach wie vor die Liquidation des

les services médico-sociaux). Une revendication a été déposée contre l'Etat en son temps. Il est notamment reproché à l'Autorité de surveillance des fondations du canton de Fribourg de ne pas avoir établi de rapport de surveillance durant plusieurs années ou du moins de ne pas avoir constaté ni signalé des irrégularités dans la gestion et l'administration du fonds. Pour l'heure, ce dossier comporte encore de nombreuses inconnues, notamment le montant effectif du préjudice qu'aurait subi le Fonds de prévoyance ACSMS, ainsi que la démonstration d'un éventuel comportement illicite des agents de l'Etat en lien de causalité adéquate avec le préjudice allégué. Ces points seront élucidés dans le cadre des procédures juridiques en cours. Sur le plan civil, le Fonds de gestion LPP est subrogé aux droits du Fonds ACSM ; un procès en responsabilité civile est en préparation. A ce stade, il est difficile de déterminer le risque pour l'Etat, et encore moins de pouvoir le quantifier. Le dossier fait l'objet d'un suivi attentif par l'Etat.

Un second cas est à signaler en ce qui concerne une requête en prétention contre l'Etat datant de juillet 2020 et en lien avec l'interruption de travaux de construction d'un important site commercial dans le canton ensuite d'une décision judiciaire. La prétention porte sur un montant de 86 millions de francs. La procédure est en cours ; une première appréciation sommaire tend toutefois à conclure au fait que la probabilité que la responsabilité de l'Etat soit engagée est faible.

Par ailleurs, il est à relever que de nombreuses prétentions ont été émises à l'endroit des communes et de l'Etat liées au motif d'expropriation matérielle suite à des sorties de surfaces de la zone à bâtir ensuite de révision des PAL. De telles démarches doivent en principe être dirigées exclusivement contre la commune concernée.

Vorsorgefonds der Vorsorgestiftung des Gemeindeverbands der medizinisch-sozialen Dienste des Saanebezirks (ACSMS). Gegen den Staat wurde seinerzeit Haftungsklage eingereicht. Der Stiftungsaufsichtsbehörde des Kantons Freiburg wird namentlich vorgeworfen, während mehreren Jahren keinen Aufsichtsbericht verfasst oder zumindest weder Unregelmässigkeiten in der Bewirtschaftung und Verwaltung des Fonds bemerkt noch gemeldet zu haben. In diesem Fall sind aber zahlreiche Punkte gegenwärtig noch nicht geklärt. So etwa der genaue Betrag des Schadens, der dem Vorsorgefonds der ACSMS effektiv entstanden ist, sowie der Nachweis, dass allenfalls ein unrechtmässiges Handeln von Staatsangestellten in adäquatem Kausalzusammenhang mit dem geltend gemachten Schaden vorliegt. Diese Punkte werden in den laufenden Gerichtsverfahren geklärt. Zivilrechtlich ist der BVG-Verwaltungsfonds in die Rechte des Vorsorgefonds der ACSMS eingetreten; ein Haftpflichtprozess ist in Vorbereitung. Zum jetzigen Zeitpunkt lässt sich schwer sagen, wie gross das Risiko für den Staat ist, und noch weniger ein allfälliger Betrag festlegen. Der Staat verfolgt dieses Dossier aufmerksam.

Ein zweiter Fall betrifft eine Klage gegen den Staat vom Juli 2020 in Zusammenhang mit der Unterbrechung der Bauarbeiten eines im Kanton gelegenen grossen Einkaufszentrums nach einer Gerichtsentscheid. Die Forderung beläuft sich auf 86 Millionen Franken. Das Verfahren läuft noch, und nach einer ersten groben Einschätzung ist die Wahrscheinlichkeit gering, dass der Staat zur Verantwortung gezogen wird.

Ausserdem wurden auch zahlreiche Entschädigungsansprüche gegenüber den Gemeinden und dem Staat wegen materieller Enteignung nach Baulandrückzonungen im Zuge von Ortsplanrevisionen angemeldet. Solche Ansprüche sind grundsätzlich ausschliesslich bei den betroffenen Gemeinden geltend zu machen.

9. Conclusion

Les comptes 2024 de l'Etat de Fribourg affichent un excédent de charges, qui a nécessité le recours à des provisions pour parvenir à l'équilibre. Le degré d'autofinancement est à nouveau en net recul ; ce qui se traduit par une insuffisance de financement, à savoir que le financement des investissements n'a pu être couvert qu'en utilisant la fortune.

Le résultat des comptes 2024 confirme les tensions budgétaires accrues identifiées ces dernières années. Les revenus courants ne permettent en effet pas de couvrir les charges courantes sur l'exercice, et ceci alors que la conjoncture est demeurée positive et les recettes fiscales orientées à la hausse. Si le recours à la fortune est en soi admissible, cela n'est évidemment pas durable, ce d'autant plus que son utilisation intervient en période de haute conjoncture.

L'absence de tout versement de la part de la BNS aux cantons et à la Confédération en 2024 n'est bien entendu pas étrangère à cette situation. Cela souligne toutefois une certaine dépendance, délicate, des finances cantonales vis-à-vis de cette source de financement qui se montre très instable et sans garantie de pérennité.

L'exercice 2024 enregistre des charges liées aux conséquences de la pandémie de COVID-19, à hauteur de quelque 3,7 millions de francs. L'approche prudente adoptée dès 2020 a permis d'anticiper ces charges particulières et de les couvrir par des moyens financiers qui avaient été provisionnés ; ce qui a permis de conserver l'équilibre financier sur toute la période. Entre 2020 et 2024, ce sont plus de 360 millions de francs qui ont été dépensés pour faire face à la pandémie, dont plus des 2/3 sont restés à charge de l'Etat. Vu la situation sanitaire, la provision constituée à l'époque a été partiellement dissoute dans le cadre du présent exercice.

Le volume des investissements s'est accru par rapport à l'année précédente. S'il reste en retrait par rapport aux prévisions budgétaires, le montant investi en 2024 atteint cependant un niveau historiquement élevé et concrétise ainsi la volonté du Gouvernement de mener une politique ambitieuse vis-à-vis des infrastructures. Corolaire à ces fortes dépenses, l'autofinancement se révèle relativement faible, ne couvrant que les 2/3 des dépenses d'investissements ; ce qui induit une sensible réduction de la fortune.

Le Conseil d'Etat estime que les résultats des comptes 2023 et 2024, qui respectent l'équilibre, doivent appeler à la vigilance. Il tient à adresser ses remerciements à toutes celles et ceux qui ont permis à l'Etat d'atteindre ce résultat, en particulier les collaboratrices et collaborateurs de l'Etat. Il relève que ce résultat s'accompagne d'une

9. Fazit

Die Staatsrechnung 2024 des Kantons Freiburg weist einen Aufwandüberschuss aus, der für ein ausgeglichenes Ergebnis den Rückgriff auf Rückstellungen erforderte. Der Selbstfinanzierungsgrad ist wiederum stark rückläufig, was sich in einem Finanzierungsfehlbetrag niederschlägt; das heisst, dass zur Finanzierung der Investitionen auf das Eigenkapital zurückgegriffen werden musste.

Dieses Ergebnis bestätigt den zunehmenden Druck auf die Staatsfinanzen, wie er sich in den letzten Jahren abgezeichnet hat. Trotz anhaltend positiver Konjunktur und weiterhin steigendem Steueraufkommen reichen die laufenden Einnahmen nämlich nicht zur Finanzierung der laufenden Ausgaben im Rechnungsjahr. Der Rückgriff auf das Eigenkapital ist zwar an sich vertretbar, aber nicht nachhaltig, insbesondere wenn er in einer Hochkonjunkturphase erfolgt.

Das vollständige Ausbleiben der SNB-Gewinnausschüttung an Bund und Kantone im Jahr 2024 ist natürlich mit ein Grund für diese Situation, was auch eine problematische «Abhängigkeit» der Kantonsfinanzen von dieser sehr volatilen und langfristig alles andere als gesicherten Finanzierungsquelle aufzeigt.

Im Rechnungsjahr 2024 waren Kosten in Zusammenhang mit der Coronapandemie im Betrag von rund 3,7 Millionen Franken zu verzeichnen. Dank des ab 2020 gewählten vorsichtigen Handlungsansatzes konnten diese besonderen Kosten bereits im Vorfeld miteingeplant und über entsprechend getätigte Rückstellungen finanziert werden; so liess sich der Finanzhaushalt über den ganzen Zeitraum im Gleichgewicht halten. Zwischen 2020 und 2024 wurden insgesamt über 360 Millionen Franken für die Bewältigung der Pandemie ausgegeben, wobei mehr als zwei Drittel davon zu Lasten des Staates gingen. Angesichts der Gesundheitssituation wurde die damals gebildete Rückstellung im laufenden Rechnungsjahr teilweise aufgelöst.

Das Investitionsvolumen hat im Vergleich zum Vorjahr zugenommen. Die Investitionen sind zwar unter dem budgetierten Betrag geblieben, haben aber dennoch ein Rekordniveau erreicht und sind Ausdruck der gewollt ehrgeizigen Infrastrukturpolitik der Regierung. Bedingt durch diese hohen Ausgaben ist die Selbstfinanzierung verhältnismässig niedrig und deckt nur zwei Drittel der Investitionsausgaben, was eine merkliche Abnahme des Eigenkapitals zur Folge hat.

Nach Einschätzung des Staatsrats mahnen die ausgeglichenen Rechnungsergebnisse 2023 und 2024 zur Vorsicht. Er dankt allen, die es dem Staat ermöglicht haben, dieses Ergebnis zu erreichen, insbesondere den Staatsmitarbeiterinnen und -mitarbeitern. Er stellt fest, dass auch der Personalbestand um netto

augmentation nette des effectifs du personnel très importante, avec 226 nouveaux postes équivalents plein temps ainsi que le développement de prestations publiques de qualité.

La présentation des comptes 2024 est l'occasion pour le Conseil d'Etat de constater que la situation financière de l'Etat reste satisfaisante, malgré les constats ci-dessus, et ceci en particulier grâce aux réserves et provisions constituées dans les années antérieures. La politique financière prudente et constante menée par le Conseil d'Etat durant ces dernières années a démontré la capacité de l'Etat à assumer des chocs tels que ceux subis entre 2020 et 2023 et à apporter rapidement les solutions nécessaires aux besoins de la population et de l'économie fribourgeoise, sans péjorer de manière trop importante les finances cantonales et sans jusqu'ici remettre en cause leur solidité. Ces chocs, cumulés avec une propension élevée quant aux investissements, induisent une diminution rapide de la trésorerie. Pour la seule année 2024, 300 millions de francs ont été nécessaires afin de financer l'ensemble des dépenses de l'Etat ; ce qui impacte significativement la fortune de l'Etat ; fortune qui a diminué de moitié sur les 6 dernières années.

En ce qui concerne les perspectives, les conflits militaires au Proche-Orient et en Europe de l'Est maintiennent le monde dans l'inconnue et renferment des risques sécuritaires et économiques majeurs, d'abord en Europe mais également dans le monde entier. Les craintes de guerres commerciales entre les grandes puissances mondiales économiques exacerbent également les anticipations économiques en pesant sur la consommation et sur les décisions d'investissements. La croissance économique globale marque le pas depuis le début de ces conflits et l'incertitude reste à un niveau très élevé quant aux perspectives économiques de toutes les nations.

Au niveau suisse, la Confédération a revu récemment à la baisse ses perspectives de développement de l'économie nationale, dont la croissance devrait se situer en-dessous de la moyenne dans les années à venir, en partant de l'idée que les risques évoqués ci-dessus évoluent favorablement.

En ce qui concerne les finances cantonales, le Conseil d'Etat s'attend à des années à venir nettement plus difficiles. Si plusieurs facteurs parlent en faveur d'un certain optimisme, d'autres signes appellent à une grande prudence et à la mise en œuvre de mesures de correction visant à assainir les finances de l'Etat. Du côté des signaux positifs, il convient de relever :

- > les exigences constitutionnelles et légales qui n'autorisent pas un déficit durable ;
- > une volonté commune de contribuer à la maîtrise de l'évolution des charges ;

226 Vollzeitäquivalente stark aufgestockt und das erstklassige staatliche Dienstleistungsangebot ausgebaut werden konnten.

Die Vorlage der Staatsrechnung 2024 lässt den Staatsrat zur Feststellung kommen, dass die finanzielle Situation des Staates trotz der oben gemachten Feststellungen zufriedenstellend ist, insbesondere dank der in den Vorjahren gebildeten Reserven und Rückstellungen. Die umsichtige und konstante Finanzpolitik des Staatsrats in den letzten Jahren hat gezeigt, dass der Staat in der Lage ist, Schocks wie in den Jahren 2020-2023 zu verkraften und rasch auf die Bedürfnisse der Bevölkerung und der Wirtschaft zu reagieren, ohne die kantonalen Finanzen übermässig zu belasten und bislang ohne ihre Solidität aufs Spiel zu setzen. Diese Schocks gepaart mit einer stark nach oben zeigenden Investitionstendenz lassen die finanziellen Mittel rasch schrumpfen. So brauchte es allein 2024 300 Millionen Franken zur Finanzierung der gesamten Ausgaben des Staates, was sich erheblich auf das Staatsvermögen auswirkt, das sich in den letzten sechs Jahren halbiert hat.

Was die Perspektiven betrifft, so halten die militärischen Konflikte im Nahen Osten und in Osteuropa die Welt weiterhin im Ungewissen und bergen in erster Linie für Europa, aber auch weltweit weiterhin grosse Sicherheits- und wirtschaftliche Risiken. Die Befürchtungen, dass es zu Handelskriegen zwischen den führenden Weltwirtschaftsmächten kommen könnte, trüben die Konjunkturerwartungen und wirken sich negativ auf den Konsum und die Investitionsentscheidungen aus. Das globale Wirtschaftswachstum hat sich seit Beginn dieser Konflikte verlangsamt, und die Wirtschaftsaussichten aller Nationen bleiben nach wie vor sehr unsicher.

Für die Schweiz hat der Bund kürzlich seine Prognosen für die Entwicklung der nationalen Wirtschaft nach unten korrigiert. Vorausgesetzt, dass die oben angesprochenen Befürchtungen nicht eintreten, dürfte in den kommenden Jahren mit einem allerdings unterdurchschnittlichen Wachstum gerechnet werden.

Für die Kantonsfinanzen macht sich der Staatsrat auf sehr viel schwierigere Jahre gefasst. Während einige Faktoren für einen gewissen Optimismus sprechen, mahnen andere Anzeichen zu grosser Vorsicht und legen die Ergreifung von Korrekturmassnahmen zur Sanierung der Kantonsfinanzen nahe. Positive Signale sind:

- > die verfassungsmässigen und gesetzlichen Vorgaben, die kein dauerhaftes Defizit erlauben;
- > der gemeinsame Wille, zur Ausgabenkontrolle beizutragen;

- > le capital, certes réduit, dont dispose l'Etat pour soutenir les investissements et assumer au besoin des pertes de recettes importantes ;
- > l'anticipation de plusieurs charges importantes et inévitables liées à des dossiers de grande ampleur ;
- > le dynamisme démographique du canton.

A l'inverse, un certain nombre d'éléments, qui représentent autant de défis, rappellent que les finances cantonales vont faire face à des tensions croissantes. Parmi ces dernières, on peut en particulier citer :

- > les conséquences attendues du programme d'allègement des finances fédérales, qui impacteront significativement les cantons ;
- > les risques de fluctuation majeurs qui pèsent sur des recettes fédérales importantes pour l'Etat, en particulier les revenus tirés de la péréquation financière fédérale, mais également les versements de la BNS ;
- > la croissance continue des charges, dont le rythme demeure supérieur à celui de l'évolution de l'économie ;
- > des demandes de prestations additionnelles nombreuses et volumineuses adressées à l'Etat, en lien notamment avec les besoins relatifs à la croissance démographique, au vieillissement de la population, à la lutte contre le réchauffement climatique, à la digitalisation et aux attentes toujours plus élevées des citoyennes et des citoyens ;
- > la situation financière délicate de l'HFR, qui appelle à des mesures d'assainissement ;
- > de nouveaux besoins en lien avec l'intensification des flux migratoires dus en particulier aux conflits précités.

Le plan financier actualisé 2025-2028 a été présenté par le Conseil d'Etat à la fin de l'automne 2024. Il décrit une nette et rapide dégradation des résultats attendus, avec un écart croissant entre la progression des charges et des revenus de l'Etat. L'anticipation des effets des mesures d'économies au plan fédéral ne fait que renforcer ces tendances. Cet « effet ciseau » induit des excédents de charges très importants sur chacune des années du plan financier. A la lumière de ces résultats et afin de corriger les tendances délicates qui s'en dégagent, le Gouvernement a entrepris dès l'automne 2024 l'élaboration d'un programme d'assainissement des finances de l'Etat. Les différentes mesures envisagées seront mises en consultation au printemps 2025 et soumises pour décision au Grand Conseil d'ici à l'automne. Le Conseil d'Etat est confiant quant aux capacités de l'Etat de retrouver la maîtrise de ses finances, moyennant de nécessaires ajustements.

- > das – wenn auch reduzierte – dem Staat zur Verfügung stehende Kapital zur Unterstützung der Investitionen und Abfederung allfälliger grosser Einnahmehausfälle;
- > die Antizipierung mehrerer erheblicher und unvermeidlicher Ausgaben in Zusammenhang mit grösseren Vorhaben;
- > die dynamische Bevölkerungsentwicklung im Kanton.

Auf der anderen Seite gibt es eine Reihe von Punkten, die echte Herausforderungen darstellen und zu bedenken geben, dass die Kantonsfinanzen zunehmendem Druck ausgesetzt sein werden. Dazu gehören insbesondere:

- > die voraussichtlichen Auswirkungen des Entlastungspakets für den Bundeshaushalt, die auch die Kantone empfindlich treffen werden;
- > die grossen Schwankungsrisiken bei für den Staat wichtigen Bundeseinnahmen, insbesondere bei den Einnahmen aus dem eidgenössischen Finanzausgleich, aber auch bei der SNB-Gewinnausschüttung;
- > das über dem Wirtschaftswachstum liegende kontinuierliche Ausgabenwachstum;
- > die steigende und sehr grosse Nachfrage nach zusätzlichen staatlichen Dienstleistungen insbesondere in Zusammenhang mit den Bedürfnissen punkto Bevölkerungswachstum, Bevölkerungsüberalterung, Kampf gegen die Klimaerwärmung, Digitalisierung und mit den immer höheren Erwartungen der Bürgerinnen und Bürger
- > die heikle finanzielle Lage des HFR, die Sanierungsmassnahmen erfordert;
- > neue Bedürfnisse im Zusammenhang mit der Intensivierung der Migrationsströme insbesondere aufgrund der oben angesprochenen Konflikte;

Der Staatsrat hat im Herbst 2024 den aktualisierten Finanzplan 2025-2028 präsentiert. Er zeigt eine eindeutige und rapide Verschlechterung der erwarteten Ergebnisse mit einer zunehmenden Diskrepanz zwischen der Ausgaben- und Einnahmenentwicklung des Staates. Der antizipierte Einbezug der Auswirkungen des Sparpakets des Bundes verstärkt diese Tendenzen zusätzlich. Dies hat für die einzelnen Finanzplanjahre sehr hohe Aufwandüberschüsse zur Folge. Angesichts dieser Ergebnisse und um den sich daraus ergebenden besorgniserregenden Tendenzen Gegensteuer zu geben, hat die Regierung im Herbst 2024 mit der Ausarbeitung eines Programms zur Sanierung der Kantonsfinanzen begonnen. Die verschiedenen geplanten Massnahmen werden im Frühjahr 2025 in die Vernehmlassung geschickt und dem Grossen Rat zur Beschlussfassung im Herbst überwiesen. Der Staatsrat ist zuversichtlich, dass der Staat mit den notwendigen Korrekturen seine Finanzen wieder unter Kontrolle bringen kann.

Projet du 01.04.2025

Entwurf vom 01.04.2025

**Décret relatif au compte d'Etat du canton de Fribourg
pour l'année 2024**

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 102 et 113 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu l'arrêté du Conseil d'Etat N° 2025-287 du 27 février 2025;

Vu le message 2024-DFIN-20 du Conseil d'Etat du 1er avril 2025;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ Le compte d'Etat du canton de Fribourg pour l'exercice 2024 est adopté.

**Dekret zur Staatsrechnung des Kantons Freiburg
für das Jahr 2024**

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 102 und 113 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

gestützt auf den Staatsratsbeschluss Nr. 2025-287 vom 27. Februar 2025;

nach Einsicht in die Botschaft 2024-DFIN-20 des Staatsrats vom 1. April 2025;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Die Staatsrechnung des Kantons Freiburg für das Jahr 2024 wird genehmigt.

² Il présente les résultats suivants:

	Fr.	Fr.
Compte de résultats:		
> Revenus	4'341'183'131.14	
> Charges	4'340'204'040.98	
> Excédent de revenus		979'090.16
Compte des investissements:		
> Recettes	42'197'515.90	
> Dépenses	253'814'294.10	
> Excédent de dépenses		211'616'778.20
Insuffisance de financement		70'212'462.00

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au referendum.
Il entre en vigueur dès son adoption.

² Sie weist folgende Ergebnisse aus:

	Fr.	Fr.
Erfolgsrechnung:		
> Ertrag	4'341'183'131.14	
> Aufwand	4'340'204'040.98	
> Ertragsüberschuss		979'090.16
Investitionsrechnung:		
> Einnahmen	42'197'515.90	
> Ausgaben	253'814'294.10	
> Ausgabenüberschuss		211'616'778.20
Finanzierungsfehlbetrag		70'212'462.00

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.
Es tritt sofort in Kraft.

Annexe

GRAND CONSEIL

2024-DFIN-20

Projet de décret :
Comptes de l'Etat. Exercice 2024

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Riedo

Membres : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel Schumacher, Julien Vuilleumier

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 13 voix contre 0 et 0 abstention (2 membres sont excusés), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 5 mai 2025

Anhang

GROSSER RAT

2024-DFIN-20

Dekretsentwurf:
Staatsrechnung des Kantons Freiburg 2024

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Bruno Riedo

Mitglieder : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel Schumacher, Julien Vuilleumier

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 13 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (2 Mitglieder sind entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 5. Mai 2025

Botschaft 2024-DIAF-28

15. April 2025

Zusammenschluss Gurmels und Ulmiz

Wir unterbreiten Ihnen den Entwurf des Dekrets, das dem Zusammenschluss der Gemeinden Gurmels und Ulmiz Rechtskraft verleiht.

Die Botschaft gliedert sich in folgende Abschnitte:

Inhaltsverzeichnis

1	Geschichtliches	2
2	Statistische Daten	2
3	Übereinstimmung mit dem Fusionsplan	3
4	Finanzhilfe	3
5	Kommentar zur Fusionsvereinbarung	4
6	Kommentar zum Dekretsentwurf	4
7	Zahl der Gemeinden, Referendum und Inkrafttreten	4

1 Geschichtliches

Am 1. Januar 1978 schlossen sich die Gemeinden Grossgurmels und Monterschu zusammen, um die Gemeinde Gurmels zu bilden. Die Gemeinden Grossguschelmuth und Kleinguschelmuth vereinigten sich zur Gemeinde Guschelmuth. Am 1. Januar 2000 trat der Zusammenschluss der Gemeinden Kleingurmels und Gurmels in Kraft. Am 1. Januar 2003 schloss sich die Gemeinde Gurmels mit den Gemeinden Guschelmuth, Liebistorf und Wallenbuch zusammen und am 1. Januar 2005 erfolgte der Zusammenschluss mit der Gemeinde Cordast.

Der vom ehemaligen Oberamtmann des Seebezirks erstellte Fusionsplan aus dem Jahr 2013 enthält das Projekt «Gurmels», bestehend aus den Gemeinden Gurmels und Kleinböisingen, sowie das Projekt «Kerzers», welches die fünf Gemeinden Fräschels, Gempenach, Kerzers, Ried bei Kerzers und Ulmiz umfasst.

An der Gemeindeversammlung vom 13. Oktober 2020 der Gemeinde Ulmiz wurde vorgeschlagen, dass sich der Gemeinderat mit einer möglichen Fusion befasst. Vom 26. August bis zum 13. September 2021 wurde eine Umfrage durchgeführt. Die Ergebnisse wurden an der Gemeindeversammlung vom 9. Dezember 2021 präsentiert. Bei 159 Rückmeldungen (Beteiligung 44,9 %) sprachen sich 64 % für eine Fusion aus, 20 % dagegen und 16 % waren unentschieden. Die Gemeinden Gurmels und Murten waren die meistgenannten möglichen Fusionspartner. Der Gemeinderat Ulmiz erhielt dann den Auftrag, Grundlagen für einen Fusionsentscheid zu erarbeiten. In Zusammenarbeit mit den Gemeinden Murten und Gurmels wurden Kennzahlen erstellt. Die Ergebnisse wurden am 26. April 2023 an einer Informationsveranstaltung präsentiert. Am 18. Juni 2023 führte die Gemeinde Ulmiz eine Konsultativabstimmung durch. Bei einer Stimmbeteiligung von 64 % sprachen sich 93 % der Stimmenden für eine Fusion aus. Die Präferenzen lagen bei 53 % für die Gemeinde Gurmels gegenüber 47 % für die Gemeinde Murten.

Aufgrund der Ergebnisse der Konsultativabstimmung wurde eine Arbeitsgruppe aus Vertreterinnen und Vertretern der Gemeinden Gurmels und Ulmiz gebildet, um die Grundlagen für eine Fusion zu erarbeiten.

Am 12. März 2024 wurde dem Amt für Gemeinden ein erster Entwurf der Fusionsvereinbarung zur Vorprüfung unterbreitet. Der definitive Entwurf der Fusionsvereinbarung wurde im September 2024 eingereicht.

Die Fusionsvereinbarung wurde am 7. November 2024 von den Gemeinderäten der Gemeinden Gurmels und Ulmiz unterzeichnet. Für die Bevölkerung der beiden Gemeinden wurden am 2. Dezember 2024 eine gemeinsame Informationsveranstaltung durchgeführt.

Der Zusammenschluss wurde in den beiden Gemeinden am 9. Februar 2025 einer Volksabstimmung unterbreitet. Die Abstimmung ergab folgende Resultate:

Gurmels	3519 Stimmberechtigte	1307 gültige Stimmen	1098 Ja	209 Nein
Ulmiz	347 Stimmberechtigte	261 gültige Stimmen	145 Ja	116 Nein

2 Statistische Daten

	Gurmels	Ulmiz	Fusion
Zivilrechtliche Bevölkerung am 31.12.2018, massgebend zur Berechnung der Finanzhilfe	4352	441	4793
Zivilrechtliche Bevölkerung am 31.12.2023	4695	425	5120
Fläche in km ²	17,24	2,84	20,08
<i>Steuerfüsse/ -sätze 2025:</i>			
Natürliche Personen, in %	80,0	85,0	80,0
Juristische Personen, in %	80,0	85,0	80,0

	Gurmels	Ulmiz	Fusion
Liegenschaftssteuer, in ‰	1,00	1,00	1,00
Erbschafts- und Schenkungssteuer, in ‰	66,7	66,7	66,7
Handänderungssteuern auf entgeltlichen Grundstückübertragungen, in Fr.	1,00	1,00	1,00
<i>Finanzausgleich 2025:</i>			
Steuerpotenzialindex StPI	83,79	94,52	84,73
Synthetischer Bedarfsindex SBI	101,21	83,23	99,67

3 Übereinstimmung mit dem Fusionsplan

Der vom damaligen Oberamtmann des Seebezirks ausgearbeitete und vom Staatsrat am 28. Mai 2013 genehmigte Fusionsplan beinhaltet das Projekt «Gurmels», bestehend aus den Gemeinden Gurmels und Kleinbödingen, und das Projekt «Kerzers», welches die Gemeinden Fräschels, Gempenach, Kerzers, Ried bei Kerzers und Ulmiz umfasst. Die Gemeinde Gempenach hat am 1. Januar 2022 mit der Gemeinde Murten fusioniert. Der Zusammenschluss der Gemeinden Gurmels und Ulmiz ist als Zwischenschritt im Rahmen des Fusionsplans im Sinne der Erwägungen des Beschlusses vom 28. Mai 2013 zu betrachten.

4 Finanzhilfe

Die Finanzhilfe entspricht der Summe der Beträge, die sich für jede betroffene Gemeinde aus der Multiplikation des Grundbetrags mit dem Multiplikator ergeben. Der Grundbetrag beläuft sich auf 200 Franken pro Gemeinde, multipliziert mit ihrer zivilrechtlichen Bevölkerungszahl. Massgebend ist die Bevölkerungszahl zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der Änderung vom 25. Juni 2020 des Gesetzes über die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse (GZG) vom 9. Dezember 2010 (SGF 141.1.1). Die Gesetzesänderung ist am 1. Juli 2020 in Kraft getreten, daher wird die zivilrechtliche Bevölkerung vom 31. Dezember 2018 berücksichtigt. Beim Zusammenschluss von zwei Gemeinden beträgt der Multiplikator 1,0.

Somit erhalten die Gemeinden eine Finanzhilfe, die sich auf

- > 870 400 Franken für die Gemeinde Gurmels bei einer zivilrechtlichen Bevölkerung von 4 352 Einwohnerinnen und Einwohnern und
- > 88 200 Franken für die Gemeinde Ulmiz bei einer zivilrechtlichen Bevölkerung von 441 Einwohnerinnen und Einwohnern

beläuft, also insgesamt einen Betrag von 958 600 Franken.

Die Finanzhilfe wird in dem auf das Inkrafttreten des Zusammenschlusses folgenden Jahr ausgerichtet. Der Zusammenschluss der Gemeinden Gurmels und Ulmiz erfolgt auf den 1. Januar 2026. Die Zahlung wird demzufolge 2027 im Rahmen der verfügbaren und durch das GZG zur Verfügung gestellten Mittel vorgenommen.

5 Kommentar zur Fusionsvereinbarung

Die Fusionsvereinbarung (Kopie im Anhang) wurde gemäss Artikel 134d des Gesetzes über die Gemeinden (GG) vom 25. September 1980 (SGF 140.1) den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern von Gurmels und Ulmiz unterbreitet. Die Stimmberechtigten stimmten am 9. Februar 2025 darüber ab.

6 Kommentar zum Dekretsentwurf

Artikel 1 des Dekretsentwurfs legt das Datum fest, an dem der Zusammenschluss der beiden Gemeinden wirksam wird.

Artikel 2 nennt den Namen der neuen Gemeinde und ihre Zugehörigkeit zum Seebezirk.

Artikel 3 hält wesentliche Elemente der Fusionsvereinbarung fest. Dazu gehören die Gemeindegrenzen, das Bürgerrecht und die Bilanz jeder Gemeinde.

Artikel 4 legt den Betrag der Finanzhilfe an den Zusammenschluss und die Auszahlungsmodalitäten fest.

7 Zahl der Gemeinden, Referendum und Inkrafttreten

Die Änderung der Verordnung über die Namen der Gemeinden und deren Zugehörigkeit zu den Verwaltungsbezirken (NGBV) vom 24. November 2015 (SGF 112.51) wird in einem zweiten Schritt erfolgen. Auf das Datum des Inkrafttretens der erwähnten Fusion am 1. Januar 2026 wird der Gemeinename Ulmiz aus Artikel 6 NGBV gestrichen.

Unter Berücksichtigung der Fusion der Gemeinden Gurmels und Ulmiz (zur neuen Gemeinde Gurmels) und des ebenfalls am 9. Februar 2025 beschlossenen Zusammenschlusses der Gemeinden Fétigny und Ménières (zur neuen Gemeinde Fétigny-Ménières) wird der Kanton am 1. Januar 2026 119 Gemeinden zählen.

Dieses Dekret, das eine auf Artikel 9–15 GZG basierende Finanzhilfe für die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse beinhaltet, hat keine neue Ausgabe¹ zur Folge, da das GZG selbst Gegenstand eines obligatorischen Finanzreferendums² war. Artikel 15 GZG sieht vor, dass der Staat Finanzhilfen bis zu einem Gesamtbetrag von 50 Millionen Franken gewährt; dieser Betrag ist gegenwärtig nicht ausgeschöpft. Die auf dem GZG beruhenden Fusionsdekrete unterliegen daher nicht dem Finanzreferendum.

Da es nicht dem Finanzreferendum unterliegt, kann dieses Dekret nach seiner Verabschiedung durch den Grossen Rat und seiner Publikation in der Amtlichen Sammlung sogleich in Kraft treten.

Anhang

Fusionsvereinbarung

¹ Art. 46 Abs. 1 Bst. b der Verfassung des Kantons Freiburg (KV) vom 16. Mai 2004 (SGF 10.1), Art. 24 Abs. 1 Bst. a des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates (FHG) vom 25. November 1994 (SGF 610.1)

² Volksabstimmung vom 15. Mai 2011

Dekret zur Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden Gurmels und Ulmiz

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 1, 133 und 134d des Gesetzes vom 25. September 1980 über die Gemeinden (GG);

gestützt auf das Gesetz vom 9. Dezember 2010 über die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse (GZG);

gestützt auf das Resultat der Abstimmung vom 9. Februar 2025 in den Gemeinden Gurmels und Ulmiz;

nach Einsicht in die Botschaft 2024-DIAF-28 des Staatsrats vom 15. April 2025;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Die Beschlüsse der Gemeinden Gurmels und Ulmiz, sich mit Wirkung auf den 1. Januar 2026 zusammenzuschliessen, werden genehmigt.

Art. 2

¹ Die neue Gemeinde trägt den Namen Gurmels und gehört zum Seebezirk.

Art. 3

¹ Infolgedessen gilt ab dem 1. Januar 2026 Folgendes:

- a) Die Gemeindegebiete von Gurmels und Ulmiz werden zu einem einzigen Gemeindegebiet vereinigt, demjenigen der neuen Gemeinde Gurmels. Der Name Ulmiz ist von diesem Zeitpunkt an kein Gemeinename mehr;
- b) Personen mit Bürgerrecht der Gemeinde Ulmiz erhalten das Bürgerrecht der neuen Gemeinde Gurmels;
- c) Die Aktiven und Passiven der Gemeinden Gurmels und Ulmiz werden vereinigt und bilden die Bilanz der neuen Gemeinde Gurmels.

² Im Übrigen gelten die Bestimmungen der Vereinbarung, die von den Gemeinden Gurmels und Ulmiz am 9. Februar 2025 genehmigt wurde.

Art. 4

¹ Der Staat zahlt der neuen Gemeinde Gurmels als Finanzhilfe an den Zusammenschluss einen Betrag von 958 600 Franken.

² Die Finanzhilfe wird ab dem 1. Januar 2027 ausgerichtet.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

Es tritt mit seiner Annahme in Kraft.

Message 2024-DIAF-28

15 avril 2025

Fusion Gurmels et Ulmiz

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret donnant force de droit à la fusion des communes de Gurmels et Ulmiz.

Le présent message se divise selon le plan suivant :

Table des matières

1	Historique	2
2	Données statistiques	2
3	Conformité au plan de fusions	3
4	Aide financière	3
5	Commentaire sur la convention de fusion	3
6	Commentaires sur le projet de décret	4
7	Etat des communes, referendum et entrée en vigueur	4

1 Historique

Au 1^{er} janvier 1978, les communes de Grossgurmels et Monterschu ont fusionné pour former la commune de Gurmels. Les communes de Grossguschelmuth et Kleinguschelmuth se sont réunies pour former la commune de Guschelmuth. Le 1^{er} janvier 2000, la fusion des communes de Kleingurmels et Gurmels est entrée en vigueur. Le 1^{er} janvier 2003, la commune de Gurmels a fusionné avec les communes de Guschelmuth, Liebistorf et Wallenbuch et le 1^{er} janvier 2005 la fusion avec la commune de Cordast a pris effet.

Le plan de fusions de 2013, établi par l'ancien Préfet du district du Lac, intègre le projet « Gurmels », composé des deux communes de Gurmels et Kleinböisingen, ainsi que le projet « Kerzers » qui est composé des cinq communes de Fräschels, Gempenach, Kerzers, Ried bei Kerzers et Ulmiz.

Lors de l'assemblée communale du 13 octobre 2020 de la commune de Ulmiz, il a été proposé que le conseil communal examine une éventuelle fusion. Du 26 août au 13 septembre 2021, un sondage a été effectué. Les résultats ont été présentés lors de l'assemblée communale du 9 décembre 2021. Des 159 réponses (participation de 44,9 %), 64 % étaient favorables à une fusion, 20 % défavorables et 16 % indécis. Les communes de Gurmels et Morat ont été le plus souvent mentionnées comme éventuelles partenaires pour une fusion. Ensuite, le Conseil communal de Ulmiz a reçu le mandat d'élaborer les bases pour une décision de fusion. En collaboration avec les communes de Morat et Gurmels, des indicateurs ont été élaborés. Les résultats ont été présentés le 26 avril 2023 lors d'une séance d'information. Le 18 juin 2023, la commune de Ulmiz a procédé à un vote consultatif. Le taux de participation s'élevait à 64 %, 93 % des votants ont été favorables à une fusion. 53 % avaient une préférence pour la commune de Gurmels contre 47 % pour la commune de Morat.

Vu les résultats du vote consultatif, un groupe de travail réunissant des représentantes et représentants des communes de Ulmiz et Gurmels a été constitué afin d'élaborer les bases pour une fusion.

Le 12 mars 2024, un premier projet de convention de fusion a été transmis au Service des communes pour examen préalable. Le projet définitif de la convention de fusion a été déposée en septembre 2024.

La convention de fusion a été signée le 7 novembre 2024 par les conseils communaux de Gurmels et Ulmiz. Une séance d'information commune pour la population des deux communes a eu lieu le 2 décembre 2024.

La fusion des deux communes a été soumise au vote populaire le 9 février 2025 ; les résultats ont été les suivants :

Gurmels	3519 électeurs inscrits	1307 votes valables	1098 oui	209 non
Ulmiz	347 électeurs inscrits	261 votes valables	145 oui	116 non

2 Données statistiques

	Gurmels	Ulmiz	Fusion
Population dite légale au 31.12.2018 déterminant l'aide financière	4352	441	4793
Population dite légale au 31.12.2023	4695	425	5120
Surface en km ²	17,24	2,84	20,08
<i>Coefficients et taux d'impôts 2025 :</i>			
Personnes physiques, en %	80,0	85,0	80,0
Personnes morales, en %	80,0	85,0	80,0
Contribution immobilière, en ‰	1,00	1,00	1,00
Successions et donations, en %	66,7	66,7	66,7

	Gurmels	Ulmiz	Fusion
Droits de mutations sur les transferts immobiliers, en franc	1,00	1,00	1,00
<i>Péréquation financière 2025 :</i>			
Indice du potentiel fiscal IPF	83,79	94,52	84,73
Indice synthétique des besoins ISB	101,21	83,23	99,67

3 Conformité au plan de fusions

Le plan de fusions établi par l'ancien Préfet du district du Lac et approuvé par le Conseil d'Etat en date du 28 mai 2013, intègre le projet « Gurmels », composé des communes de Gurmels et Kleinbödingen, et le projet « Kerzers », englobant les communes de Fräschels, Gempenach, Kerzers, Ried bei Kerzers et Ulmiz. La commune de Gempenach a fusionné au 1^{er} janvier 2022 avec la commune de Morat. La fusion des communes de Gurmels et Ulmiz peut être considérée comme une étape intermédiaire dans le plan de fusions au sens des considérations de l'arrêté du 28 mai 2013.

4 Aide financière

L'aide financière correspond à la somme des montants obtenus en multipliant, pour chaque commune concernée, le montant de base par le multiplicateur. Le montant de base s'élève à 200 francs par commune, multiplié par le chiffre de sa population légale qui est établi au moment de l'entrée en vigueur de la modification du 25 juin 2020 de loi relative à l'encouragement aux fusions de communes (LEFC) du 9 décembre 2010 (RSF 141.1.1). La modification de loi étant entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2020, c'est la population légale au 31 décembre 2018 qui est retenue. Le multiplicateur équivaut à 1,0 unité lorsque deux communes fusionnent.

Ainsi les communes bénéficieront d'une aide financière qui s'élève à :

- > 870 400 francs de montant de base pour une population légale de 4352 habitants pour la commune de Gurmels,
- > 88 200 francs de montant de base pour une population légale de 441 habitants pour la commune de Ulmiz,

soit au total un montant de 958 600 francs.

L'aide financière est versée l'année qui suit l'entrée en vigueur de la fusion. La fusion des communes de Gurmels et Ulmiz sera effective au 1^{er} janvier 2026. Le versement interviendra donc en 2027 dans les limites des moyens mis à disposition par la LEFC.

5 Commentaire sur la convention de fusion

La convention de fusion, dont une copie est annexée au présent message, est le document soumis pour approbation aux citoyennes et citoyens des communes de Gurmels et Ulmiz, conformément à l'article 134d de la loi sur les communes (LCo) du 25 septembre 1980 (RSF 140.1). Les corps électoraux se sont prononcés le 9 février 2025.

6 Commentaires sur le projet de décret

L'article 1 du projet de décret précise la date à laquelle la fusion des deux communes prendra effet.

L'article 2 indique le nom de la nouvelle commune et son appartenance au district du Lac.

L'article 3 reprend quelques éléments importants de la convention de fusion, réglant les problèmes des limites territoriales, des droits de cité ainsi que du bilan de chaque commune.

L'article 4 fixe le montant de l'aide financière relative à la fusion et précise les modalités de versement.

7 Etat des communes, referendum et entrée en vigueur

La modification de l'ordonnance indiquant les noms des communes et leur rattachement aux districts administratifs (ONCD, RSF 112.51) du 24 novembre 2015 aura lieu dans un deuxième temps. Avec effet au 1^{er} janvier 2026, date d'entrée en vigueur de la présente fusion, le nom Ulmiz sera supprimé de l'article 6 ONCD.

En tenant compte de la fusion des communes de Gurmels et Ulmiz (nouvelle commune de Gurmels) ainsi que de la fusion des communes de Fétigny et Ménières (nouvelle commune de Fétigny-Ménières) votées le 9 février 2025, le canton comptera 119 communes au 1^{er} janvier 2026.

Le présent décret, comportant un soutien financier d'encouragement aux fusions octroyé sur la base et conformément aux articles 9 à 15 LEFC, n'entraîne pas une dépense nouvelle¹, car la LEFC a elle-même fait l'objet d'un referendum financier obligatoire². L'article 15 LEFC dispose que l'Etat accorde des aides financières pour un montant total de 50 millions de francs, montant qui n'est actuellement pas épuisé. Les décrets de fusion appliquant la LEFC ne sont dès lors pas soumis au referendum financier.

N'étant pas soumis au referendum, le présent décret peut entrer en vigueur dès son adoption par le Grand Conseil et sa publication dans le Recueil officiel.

Annexe

Convention de fusion (seulement en allemand)

¹ Article 46 al. 1 let. b de la Constitution du canton de Fribourg (Cst.) du 16 mai 2004 (RSF 10.1), article 24 al. 1 let. a de la loi sur les finances de l'Etat (LFE) du 25 novembre 1994 (RSF 610.1)

² Votation populaire du 15 mai 2011

Décret approuvant la fusion des communes de Gurmels et Ulmiz

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 1, 133 et 134d de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo);

Vu la loi du 9 décembre 2010 relative à l'encouragement aux fusions de communes (LEFC);

Vu le résultat de la votation du 9 février 2025 dans les communes de Gurmels et Ulmiz;

Vu le message 2024-DIAF-28 du Conseil d'Etat du 15 avril 2025;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ Les décisions des communes de Gurmels et Ulmiz de fusionner avec effet au 1^{er} janvier 2026 sont entérinées.

Art. 2

¹ La commune nouvellement constituée porte le nom de Gurmels et fait partie du district du Lac.

Art. 3

¹ En conséquence, à partir du 1^{er} janvier 2026:

- a) les territoires des communes de Gurmels et Ulmiz sont réunis en un seul territoire, celui de la nouvelle commune de Gurmels; le nom de Ulmiz cesse d'être un nom d'une commune;
- b) les personnes titulaires du droit de cité de la commune de Ulmiz acquièrent le droit de cité de la nouvelle commune de Gurmels;
- c) l'actif et le passif des communes de Gurmels et Ulmiz sont réunis pour constituer le bilan de la nouvelle commune de Gurmels.

² Pour le reste, les dispositions de la convention entérinée le 9 février 2025 par les communes de Gurmels et Ulmiz sont applicables.

Art. 4

¹ L'Etat verse à la nouvelle commune de Gurmels un montant de 958'600 francs au titre d'aide financière à la fusion.

² Cette aide financière est versée à partir du 1^{er} janvier 2027.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au referendum.

Il entre en vigueur dès son adoption.

AnnexeAnhang

GRAND CONSEIL

2024-DIAF-28

Projet de décret :
 Approbation de la fusion des communes de Gurmels et
 Ulmiz

Propositions de la Bureau du Grand Conseil BR

Présidence : Françoise Savoy

Vice-présidence : Bruno Marmier, Bernard Altermatt

Membres : Christian Clément, Fritz Glauser, Flavio Bortoluzzi, Markus
 Stöckli, David Bonny, François Ingold, Antoinette de Weck, Jean-Daniel
 Wicht, Dominique Zamofing, Rose-Marie Rodriguez, Nicolas Galley

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en
 matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 11 voix contre 0 et 0 abstention (3 membres sont excusés), la
 commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret
 selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 9 mai 2025

GROSSER RAT

2024-DIAF-28

Dekretsentwurf:
 Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden
 Gurmels und Ulmiz

Antrag der Büro des Grossen Rates BR

Präsidium: Françoise Savoy

Vize-Präsidium: Bruno Marmier, Bernard Altermatt

Mitglieder: Christian Clément, Fritz Glauser, Flavio Bortoluzzi, Markus
 Stöckli, David Bonny, François Ingold, Antoinette de Weck, Jean-Daniel
 Wicht, Dominique Zamofing, Rose-Marie Rodriguez, Nicolas Galley

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen
 Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (3 Mitglieder sind entschuldigt)
 beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in
 der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 9. Mai 2025

Botschaft 2024-DIAF-31

15. April 2025

Zusammenschluss Fétigny und Ménières

Wir unterbreiten Ihnen den Entwurf des Dekrets, das dem Zusammenschluss der Gemeinden Fétigny und Ménières Rechtskraft verleiht.

Die Botschaft gliedert sich in folgende Abschnitte:

Inhaltsverzeichnis

1	Geschichtliches	2
2	Statistische Daten	2
3	Übereinstimmung mit dem Fusionsplan	3
4	Finanzhilfe	3
5	Kommentar zur Fusionsvereinbarung	3
6	Kommentar zum Dekretsentwurf	4
7	Zahl der Gemeinden, Referendum und Inkrafttreten	4

1 Geschichtliches

Der vom damaligen Oberamtman des Broyebezirks erstellte Fusionsplan aus dem Jahr 2013 enthält das Projekt «Enclave Estavayer-le-Lac (Sud)», das die fünf Gemeinden Cugy, Fétigny, Les Montets, Ménières und Nuvilly umfasst.

Im Jahr 2012 haben die Gemeinderäte der fünf Gemeinden eine Fusionsstudie lanciert. Am 14. Juni 2015 wurde die Fusionsvereinbarung, die die fünf Gemeinden unter dem Namen «Verdières» vereinigen sollte, der Urnenabstimmung vorgelegt. Während das Ergebnis in den vier Gemeinden Cugy, Fétigny, Ménières und Nuvilly zustimmend ausfiel, hat die Gemeinde Les Montets den Zusammenschluss abgelehnt.

Im April 2024 kündigten die Gemeinderäte von Fétigny und Ménières die Aufnahme eines Fusionsverfahrens an. Um die Arbeiten durchzuführen, wurde eine externe Projektleiterin beauftragt. Es wurden ein Lenkungsausschuss und sieben Arbeitsgruppen gebildet.

Am 2. Juli 2024 wurde dem Amt für Gemeinden ein erster Entwurf der Fusionsvereinbarung zur Vorprüfung unterbreitet. Der definitive Entwurf der Fusionsvereinbarung wurde am 21. Oktober 2024 eingereicht.

Die Fusionsvereinbarung wurde am 18. November 2024 von den Gemeinderäten der Gemeinden Fétigny und Ménières unterzeichnet. Für die Bevölkerung der beiden Gemeinden wurden am 7. Januar in Ménières und am 16. Januar 2025 in Fétigny Informationsveranstaltungen durchgeführt.

Der Zusammenschluss wurde in den beiden Gemeinden am 9. Februar 2025 einer Volksabstimmung unterbreitet. Die Abstimmung ergab folgende Resultate:

Fétigny	931 Stimmberechtigte	471 gültige Stimmen	319 Ja	152 Nein
Ménières	301 Stimmberechtigte	195 gültige Stimmen	165 Ja	30 Nein

2 Statistische Daten

	Fétigny	Ménières	Fusion
Zivilrechtliche Bevölkerung am 31.12.2018, massgebend zur Berechnung der Finanzhilfe	1060	439	1499
Zivilrechtliche Bevölkerung am 31.12.2023	1189	442	1631
Fläche in km ²	4,10	4,38	8,48
<i>Steuerfüsse/ -sätze 2025:</i>			
Natürliche Personen, in %	86,0	88,1	86,0
Juristische Personen, in %	85,6	88,1	86,0
Liegenschaftssteuer, in ‰	2,00	2,00	2,00
Erbschafts- und Schenkungssteuer, in %	70,0	70,0	70,0
Handänderungssteuern auf entgeltlichen Grundstückübertragungen, in Fr.	1,00	1,00	1,00
<i>Finanzausgleich 2025:</i>			
Steuerpotenzialindex StPI	72,99	81,20	75,27
Synthetischer Bedarfsindex SBI	99,54	115,88	103,69

3 Übereinstimmung mit dem Fusionsplan

Der vom damaligen Oberamtmann des Broyebezirks ausgearbeitete und vom Staatsrat am 28. Mai 2013 genehmigte Fusionsplan beinhaltet das Projekt «Enclave d'Estavayer-le-Lac (Sud)», welches die Gemeinden Cugy, Fétigny, Les Montets, Ménières und Nuvilly umfasst. Der Zusammenschluss der Gemeinden Fétigny und Ménières ist folglich als Zwischenschritt im Rahmen des Fusionsplans im Sinne der Erwägungen des Beschlusses vom 28. Mai 2013 zu betrachten.

4 Finanzhilfe

Die Finanzhilfe entspricht der Summe der Beträge, die sich für jede betroffene Gemeinde aus der Multiplikation des Grundbetrags mit dem Multiplikator ergeben. Der Grundbetrag beläuft sich auf 200 Franken pro Gemeinde, multipliziert mit ihrer zivilrechtlichen Bevölkerungszahl. Massgebend ist die Bevölkerungszahl zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der Änderung vom 25. Juni 2020 des Gesetzes über die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse (GZG) vom 9. Dezember 2010 (SGF 141.1.1). Die Gesetzesänderung ist am 1. Juli 2020 in Kraft getreten, daher wird die zivilrechtliche Bevölkerung vom 31. Dezember 2018 berücksichtigt. Beim Zusammenschluss von zwei Gemeinden beträgt der Multiplikator 1,0.

Somit erhalten die Gemeinden eine Finanzhilfe, die sich auf

- > 212 000 Franken für die Gemeinde Fétigny bei einer zivilrechtlichen Bevölkerung von 1 060 Einwohnerinnen und Einwohnern und
- > 87 800 Franken für die Gemeinden Ménières bei einer zivilrechtlichen Bevölkerung von 439 Einwohnerinnen und Einwohnern

beläuft, also insgesamt einen Betrag von 299 800 Franken.

Die Finanzhilfe wird in dem auf das Inkrafttreten des Zusammenschlusses folgenden Jahr ausgerichtet. Der Zusammenschluss der Gemeinden Fétigny und Ménières erfolgt auf den 1. Januar 2026. Die Zahlung wird demzufolge 2027 im Rahmen der verfügbaren und durch das GZG zur Verfügung gestellten Mittel vorgenommen.

5 Kommentar zur Fusionsvereinbarung

Die Fusionsvereinbarung (Kopie im Anhang) wurde gemäss Artikel 134d des Gesetzes über die Gemeinden (GG) vom 25. September 1980 (SGF 140.1) den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern von Fétigny und Ménières unterbreitet. Die Stimmberechtigten stimmten am 9. Februar 2025 darüber ab.

Der Name «Fétigny-Ménières» war Gegenstand einer Vorprüfung durch die kantonale Nomenklaturkommission und das Bundesamt für Landestopografie swisstopo.

6 Kommentar zum Dekretsentwurf

Artikel 1 des Dekretsentwurfs legt das Datum fest, an dem der Zusammenschluss der beiden Gemeinden wirksam wird.

Artikel 2 nennt den Namen der neuen Gemeinde und ihre Zugehörigkeit zum Broyebezirk.

Artikel 3 hält wesentliche Elemente der Fusionsvereinbarung fest. Dazu gehören die Gemeindegrenzen, das Bürgerrecht und die Bilanz jeder Gemeinde.

Artikel 4 legt den Betrag der Finanzhilfe an den Zusammenschluss und die Auszahlungsmodalitäten fest.

7 Zahl der Gemeinden, Referendum und Inkrafttreten

Die Änderung der Verordnung über die Namen der Gemeinden und deren Zugehörigkeit zu den Verwaltungsbezirken (NGBV) vom 24. November 2015 (SGF 112.51) wird in einem zweiten Schritt erfolgen. Auf das Datum des Inkrafttretens der erwähnten Fusion am 1. Januar 2026 werden die Gemeindepnamen Fétigny und Ménières aus Artikel 8 NGBV gestrichen und der Name der aus dem Zusammenschluss entstandenen neuen Gemeinde, Fétigny-Ménières, hinzugefügt.

Unter Berücksichtigung der Fusion der Gemeinden Fétigny und Ménières (zur neuen Gemeinde Fétigny-Ménières) und des ebenfalls am 9. Februar 2025 beschlossenen Zusammenschlusses der Gemeinden Gurmels und Ulmiz (zur neuen Gemeinde Gurmels) wird der Kanton am 1. Januar 2026 119 Gemeinden zählen.

Dieses Dekret, das eine auf Artikel 9–15 GZG basierende Finanzhilfe für die Förderung der Gemeindegzusammenschlüsse beinhaltet, hat keine neue Ausgabe¹ zur Folge, da das GZG selbst Gegenstand eines obligatorischen Finanzreferendums² war. Artikel 15 GZG sieht vor, dass der Staat Finanzhilfen bis zu einem Gesamtbetrag von 50 Millionen Franken gewährt; dieser Betrag ist gegenwärtig nicht ausgeschöpft. Die auf dem GZG beruhenden Fusionsdekrete unterliegen daher nicht dem Finanzreferendum.

Da es nicht dem Finanzreferendum unterliegt, kann dieses Dekret nach seiner Verabschiedung durch den Grossen Rat und seiner Publikation in der Amtlichen Sammlung sogleich in Kraft treten.

Anhang

Fusionsvereinbarung (nur auf Französisch)

¹ Art. 46 Abs. 1 Bst. b der Verfassung des Kantons Freiburg (KV) vom 16. Mai 2004 (SGF 10.1), Art. 24 Abs. 1 Bst. a des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates (FHG) vom 25. November 1994 (SGF 610.1)

² Volksabstimmung vom 15. Mai 2011

Dekret zur Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden Fétigny und Ménières

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 1, 133 und 134d des Gesetzes vom 25. September 1980 über die Gemeinden (GG);

gestützt auf das Gesetz vom 9. Dezember 2010 über die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse (GZG);

gestützt auf das Resultat der Abstimmung vom 9. Februar 2025 in den Gemeinden Fétigny und Ménières;

nach Einsicht in die Botschaft 2024-DIAF-31 des Staatsrats vom 15. April 2025;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Die Beschlüsse der Gemeinden Fétigny und Ménières, sich mit Wirkung auf den 1. Januar 2026 zusammenzuschliessen, werden genehmigt.

Art. 2

¹ Die neue Gemeinde trägt den Namen Fétigny-Ménières und gehört zum Broyebezirk.

Art. 3

¹ Infolgedessen gilt ab dem 1. Januar 2026 Folgendes:

- a) Die Gemeindegebiete von Fétigny und Ménières werden zu einem einzigen Gemeindegebiet vereinigt, demjenigen der neuen Gemeinde Fétigny-Ménières. Die Namen Fétigny und Ménières sind von diesem Zeitpunkt an keine Gemeindennamen mehr;
- b) Personen mit Bürgerrecht der Gemeinden Fétigny und Ménières erhalten das Bürgerrecht der neuen Gemeinde Fétigny-Ménières;
- c) Die Aktiven und Passiven der Gemeinden Fétigny und Ménières werden vereinigt und bilden die Bilanz der neuen Gemeinde Fétigny-Ménières.

² Im Übrigen gelten die Bestimmungen der Vereinbarung, die von den Gemeinden Fétigny und Ménières am 9. Februar 2025 genehmigt wurde.

Art. 4

¹ Der Staat zahlt der neuen Gemeinde Fétigny-Ménières als Finanzhilfe an den Zusammenschluss einen Betrag von 299 800 Franken.

² Die Finanzhilfe wird ab dem 1. Januar 2027 ausgerichtet.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

Es tritt mit seiner Annahme in Kraft.

Message 2024-DIAF-31

15 avril 2025

Fusion Fétigny et Ménières

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret donnant force de droit à la fusion des communes de Fétigny et Ménières.

Le présent message se divise selon le plan suivant :

Table des matières

1	Historique	2
2	Données statistiques	2
3	Conformité au plan de fusions	3
4	Aide financière	3
5	Commentaire sur la convention de fusion	3
6	Commentaires sur le projet de décret	3
7	Etat des communes, referendum et entrée en vigueur	4

1 Historique

Le plan de fusions de 2013 établi par l'ancien Préfet du district de la Broye intègre le projet « Enclave d'Estavayer-le-Lac (Sud) », composé des cinq communes de Cugy, Fétigny, Les Montets, Ménières et Nuvilly.

C'est en 2012 que les exécutifs des cinq communes ont lancé une étude de fusion. Le 14 juin 2015, la convention de fusion regroupant les cinq communes sous le nom de « Verdières » a été soumise au vote aux urnes. Si le résultat dans les quatre communes de Cugy, Fétigny, Ménières et Nuvilly était favorable, la commune de Les Montets a refusé la fusion.

En avril 2024, les exécutifs de Fétigny et Ménières ont annoncé le lancement d'un projet de fusion. Pour mener les travaux, une cheffe de projet externe a été mandatée. Un comité de pilotage et sept groupes de travail ont été constitués.

Le 2 juillet 2024, un premier projet de convention de fusion a été transmis au Service des communes pour examen préalable. Le projet définitif de la convention de fusion a été transmis le 21 octobre 2024.

La convention de fusion a été signée le 18 novembre 2024 par les conseils communaux de Fétigny et Ménières. Des séances d'informations pour la population des deux communes ont été organisées le 7 janvier à Ménières et le 16 janvier 2025 à Fétigny.

La fusion des deux communes a été soumise au vote populaire le 9 février 2025 ; les résultats ont été les suivants :

Fétigny	931 électeurs inscrits	471 votes valables	319 oui	152 non
Ménieres	301 électeurs inscrits	195 votes valables	165 oui	30 non

2 Données statistiques

	Fétigny	Ménieres	Fusion
Population dite légale au 31.12.2018 déterminant l'aide financière	1060	439	1499
Population dite légale au 31.12.2023	1189	442	1631
Surface en km ²	4,10	4,38	8,48
<i>Coefficients et taux d'impôts 2025 :</i>			
Personnes physiques, en %	86,0	88,1	86,0
Personnes morales, en %	85,6	88,1	86,0
Contribution immobilière, en ‰	2,00	2,00	2,00
Successions et donations, en %	70,0	70,0	70,0
Droits de mutations sur les transferts immobiliers, en franc	1,00	1,00	1,00
<i>Péréquation financière 2025 :</i>			
Indice du potentiel fiscal IPF	72,99	81,20	75,27
Indice synthétique des besoins ISB	99,54	115,88	103,69

3 Conformité au plan de fusions

Le plan de fusions établi par l'ancien Préfet de la Broye et approuvé par le Conseil d'Etat, en date du 28 mai 2013, englobe le projet « Enclave d'Estavayer-le-Lac (Sud) » composé des communes de Cugy, Fétigny, Les Montets, Ménières et Nuvilly. Ainsi la fusion des communes de Fétigny et Ménières peut être considérée comme une étape intermédiaire dans le plan de fusions au sens des considérations de l'arrêté du 28 mai 2013.

4 Aide financière

L'aide financière correspond à la somme des montants obtenus en multipliant, pour chaque commune concernée, le montant de base par le multiplicateur. Le montant de base s'élève à 200 francs par commune, multiplié par le chiffre de sa population légale qui est établi au moment de l'entrée en vigueur de la modification du 25 juin 2020 de loi relative à l'encouragement aux fusions de communes (LEFC) du 9 décembre 2010 (RSF 141.1.1). La modification de loi étant entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2020, c'est la population légale au 31 décembre 2018 qui est retenue. Le multiplicateur équivaut à 1,0 unité lorsque deux communes fusionnent.

Ainsi les communes bénéficieront d'une aide financière qui s'élève à :

- > 212 000 francs de montant de base pour une population légale de 1 060 habitants et habitantes pour la commune de Fétigny,
- > 87 800 francs de montant de base pour une population légale de 439 habitants et habitantes pour la commune de Ménières,

soit au total un montant de 299 800 francs.

L'aide financière est versée l'année qui suit l'entrée en vigueur de la fusion. La fusion des communes de Fétigny et Ménières sera effective au 1^{er} janvier 2026. Le versement interviendra donc en 2027 dans les limites des moyens mis à disposition par la LEFC.

5 Commentaire sur la convention de fusion

La convention de fusion, dont une copie est annexée au présent message, est le document soumis pour approbation aux citoyennes et citoyens des communes de Fétigny et Ménières, conformément à l'article 134d de la loi sur les communes (LCo) du 25 septembre 1980 (RSF 140.1). Les corps électoraux se sont prononcés le 9 février 2025.

Le nom « Fétigny-Ménieres » a fait l'objet d'un examen préalable auprès de la Commission cantonale de nomenclature et l'Office fédéral de topographie swisstopo.

6 Commentaires sur le projet de décret

L'article 1 du projet de décret précise la date à laquelle la fusion des deux communes prendra effet.

L'article 2 indique le nom de la nouvelle commune et son appartenance au district de la Broye.

L'article 3 reprend quelques éléments importants de la convention de fusion, réglant les problèmes des limites territoriales, des droits de cité ainsi que du bilan de chaque commune.

L'article 4 fixe le montant de l'aide financière relative à la fusion et précise les modalités de versement.

7 Etat des communes, referendum et entrée en vigueur

La modification de l'ordonnance indiquant les noms des communes et leur rattachement aux districts administratifs (ONCD, RSF 112.51) du 24 novembre 2015 aura lieu dans un deuxième temps. Avec effet au 1^{er} janvier 2026, date d'entrée en vigueur de la présente fusion, les noms de Fétigny et Ménières seront supprimés de l'article 8 ONCD et le nom de la nouvelle commune issue de la fusion, Fétigny-Ménières, y sera ajouté.

En tenant compte de la fusion des communes de Fétigny et Ménières (nouvelle commune de Fétigny-Ménières) et de la fusion votée également le 9 février 2025 par les communes de Gurmels et Ulmiz (nouvelle commune de Gurmels), le canton comptera 119 communes au 1^{er} janvier 2026.

Le présent décret, comportant un soutien financier d'encouragement aux fusions octroyé sur la base et conformément aux articles 9 à 15 LEFC, n'entraîne pas une dépense nouvelle¹, car la LEFC a elle-même fait l'objet d'un referendum financier obligatoire². L'article 15 LEFC dispose que l'Etat accorde des aides financières pour un montant total de 50 millions de francs, montant qui n'est actuellement pas épuisé. Les décrets de fusion appliquant la LEFC ne sont dès lors pas soumis au referendum financier.

N'étant pas soumis au referendum, le présent décret peut entrer en vigueur dès son adoption par le Grand Conseil et sa publication dans le Recueil officiel.

Annexe

Convention de fusion

¹ Article 46 al. 1 let. b de la Constitution du canton de Fribourg (Cst.) du 16 mai 2004 (RSF 10.1), article 24 al. 1 let. a de la loi sur les finances de l'Etat (LFE) du 25 novembre 1994 (RSF 610.1)

² Votation populaire du 15 mai 2011

Décret approuvant la fusion des communes de Fétigny et Ménières

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 1, 133 et 134d de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo);

Vu la loi du 9 décembre 2010 relative à l'encouragement aux fusions de communes (LEFC);

Vu le résultat de la votation du 9 février 2025 dans les communes de Fétigny et Ménières;

Vu le message 2024-DIAF-31 du Conseil d'Etat du 15 avril 2025;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ Les décisions des communes de Fétigny et Ménières de fusionner avec effet au 1^{er} janvier 2026 sont entérinées.

Art. 2

¹ La commune nouvellement constituée porte le nom de Fétigny-Ménieres et fait partie du district de la Broye.

Art. 3

¹ En conséquence, à partir du 1^{er} janvier 2026:

- a) les territoires des communes de Fétigny et Ménières sont réunis en un seul territoire, celui de la nouvelle commune de Fétigny-Ménieres; les noms de Fétigny et Ménières cessent d'être des noms de communes;
- b) les personnes titulaires du droit de cité des communes de Fétigny et Ménières acquièrent le droit de cité de la nouvelle commune de Fétigny-Ménieres;
- c) l'actif et le passif des communes de Fétigny et Ménières sont réunis pour constituer le bilan de la nouvelle commune de Fétigny-Ménieres.

² Pour le reste, les dispositions de la convention entérinée le 9 février 2025 par les communes de Fétigny et Ménières sont applicables.

Art. 4

¹ L'Etat verse à la nouvelle commune de Fétigny-Ménieres un montant de 299'800 francs au titre d'aide financière à la fusion.

² Cette aide financière est versée à partir du 1^{er} janvier 2027.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au referendum.

Il entre en vigueur dès son adoption.

AnnexeAnhang

GRAND CONSEIL

2024-DIAF-31

Projet de décret :
Approbation de la fusion des communes de Fétigny et
Ménières

Propositions de la Bureau du Grand Conseil BR

Présidence : Françoise Savoy

Vice-présidence : Bruno Marmier, Bernard Altermatt

Membres : Christian Clément, Fritz Glauser, Flavio Bortoluzzi, Markus
Stöckli, David Bonny, François Ingold, Antoinette de Weck, Jean-Daniel
Wicht, Dominique Zamofing, Rose-Marie Rodriguez, Nicolas Galley

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en
matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 11 voix contre 0 et 0 abstention (3 membres sont excusés), la
commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret
selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 9 mai 2025

GROSSER RAT

2024-DIAF-31

Dekretsentwurf:
Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden
Fétigny und Ménières

Antrag der Büro des Grossen Rates BR

Präsidium: Françoise Savoy

Vize-Präsidium: Bruno Marmier, Bernard Altermatt

Mitglieder: Christian Clément, Fritz Glauser, Flavio Bortoluzzi, Markus
Stöckli, David Bonny, François Ingold, Antoinette de Weck, Jean-Daniel
Wicht, Dominique Zamofing, Rose-Marie Rodriguez, Nicolas Galley

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen
Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (3 Mitglieder sind entschuldigt)
beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in
der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 9. Mai 2025

Botschaft 2024-DIME-240

24. März 2025

Verpflichtungskredit für die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026 (Umzug des Zentralgefängnisses), FRSA II

Wir legen Ihnen hiermit die Botschaft zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit von 53 060 000 Franken für die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026, FRSA II, vor.

Dieses Dokument schliesst sich an die Studienphasen des Projekts an und berücksichtigt zur Konsolidierung des Kostenvoranschlags gemäss der Verordnung vom 9. November 2021 über die bedeutenden Immobilienvorhaben des Staates und über die Kommission für die Bewertung der Immobilienvorhaben des Staates die Angebote für 70 % der ausgeschriebenen Leistungen.

Das Hauptziel des Projekts besteht darin, das Zentralgefängnis und die Vollzugsanstalt «Les Falaises», die sich in der Freiburger Altstadt befinden, an den Standort Bellechasse der Freiburger Strafanstalt (FRSA) in Sugiez zu verlegen. Der Bericht eines Strafvollzugsexperten, der nach der Flucht am 2. September 2017 des Attentäters von Frasses aus dem Zentralgefängnis in Auftrag gegeben worden war, kam zum Schluss, dass der Ersatz dieser alternden Infrastruktur dringend nötig sei.

Das Projekt sieht am Standort Bellechasse in Sugiez den Bau eines Gefängnisgebäudes mit 80 Plätzen für die Untersuchungshaft, eines Lebensmittelzentrums in der Verlängerung der bestehenden Küche und eines Gebäudes für die Personen in Halbgefangenschaft und für das Arbeitsexternat mit 10 Plätzen in der Verlängerung des vorgelagerten Eintrittspostens sowie die Vergrösserung des bestehenden Parkplatzes und den Bau einer Erschliessungsstrasse und der verschiedenen Infrastrukturen zwischen den Gebäuden vor.

Inhaltsverzeichnis

1	Hintergrund	3
1.1	Einleitung	3
1.2	Notwendigkeit der Schliessung des Zentralgefängnisses	3
1.3	Geschichte des Projekts	3
1.3.1	Bericht 2015-DSJ-265 vom 14.12.2015 zur Präsentation der Vollzugsplanung 2016–2026	3
1.3.2	Bericht 2018-DSJ-166 vom 24.06.2019 zum Postulat «Schliessung des Zentralgefängnisses und Schaffung eines Strafjustizzentrums»	4
1.3.3	Bericht 2019-DSJ-95 vom 24.06.2019 zur Präsentation der Revision der Vollzugsplanung 2016–2026	4
1.3.4	Umsetzung der revidierten Vollzugsplanung 2016–2026	5
1.3.5	Studienkredit für die zweite Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026	5
2	Projekt	6
2.1	Wahl des Standorts	6
2.2	Infrastrukturen	8
2.3	Zentralgefängnis «Bibera»	8

2.4	Lebensmittelzentrum	10
2.5	Halbgefängenschaft und Arbeitsexternat «Passerelle»	11
2.6	Anpassung des Parkplatzes, Aufrechterhaltung der Erschliessungsstrasse	12
2.7	Bodenbeschaffenheit	13
2.8	Energiekonzept	13
2.9	Sicherheitskonzept	13
2.10	Struktur und Materialien	14
2.11	Standard Nachhaltiges Bauen Schweiz	14
3	Finanzielle Folgen	15
3.1	Baukosten	15
3.1.1	Gesamtübersicht über die Baukosten nach Objekt	15
3.1.2	Detailliertere Angaben zu den Baukosten nach Objekt und Baukostenplan (BKP)	16
3.2	Nebenkosten und einmalige Kosten für die Projektdurchführung	17
3.3	Auswirkungen auf die künftigen jährlichen Betriebs- und Verwaltungskosten	19
3.4	Zukünftige Kosten für das ehemalige Zentralgefängnis	19
3.5	Auswirkungen auf den Betrieb der anderen Ämter	19
3.6	Finanzierung	20
4	Vorläufige Planung	21
4.1	Zeitplan	21
5	Finanzreferendum	21
6	Schlussfolgerung	21

1 Hintergrund

1.1 Einleitung

Die Vollzugsplanung des Kantons Freiburg für die Jahre 2016–2026 findet vor dem Hintergrund eines tiefgreifenden Wandels im Strafvollzug statt. Um den immer zahlreicheren und komplexeren Herausforderungen zu begegnen, mit denen die Strafvollzugsbehörden konfrontiert sind, muss der Kanton Freiburg seine Organisation in diesem Bereich überprüfen. Angesichts der gesamtschweizerischen demografischen Entwicklung, die sich auch auf die kantonale Demografie auswirkt, steigt zudem die Belegung der Strafanstalten mit der längeren Dauer der strafrechtlichen Sanktionen.

Seit dem 1. Januar 2018 ist der Standort Bellechasse Bestandteil der Freiburger Strafanstalten (FRSA). Diese selbstständige Einheit vereint die Anstalten von Bellechasse und das Zentralgefängnis und ermöglicht eine globale Verwaltung der 300 Haftplätze, die derzeit im Kanton Freiburg zur Verfügung stehen.

1.2 Notwendigkeit der Schliessung des Zentralgefängnisses

Nach dem Ausbruch aus dem Zentralgefängnis Freiburg am 2. September 2017 betonte der externe Experte Henri Nuoffer, ehemaliger Direktor der Anstalten von Bellechasse, in seinem von der Sicherheits- und Justizdirektion bestellten Bericht vom 6. Dezember 2017 die Dringlichkeit, dieses Gefängnis zu ersetzen, wobei er mehrere Mängel in den Bereichen Organisation und Infrastruktur aufzeigte.

Die derzeitige Lage des Zentralgefängnisses in der Altstadt von Freiburg begünstigt verbotene Kontakte nach aussen sowie das Einschleusen von illegalem Material. Zudem ist das sensible Umfeld des Zentralgefängnisses nicht geeignet, die Sicherheit und Ruhe in diesem vorwiegend von Wohnhäusern geprägten Quartier zu gewährleisten. Die Nähe zur ausserschulischen Betreuung von Auge-Neuveville macht die Situation noch heikler.

Darüber hinaus ist die derzeitige Infrastruktur des Zentralgefängnisses veraltet und bedürfte umfangreicher Renovierungsarbeiten, um den Betrieb langfristig aufrechtzuerhalten. Die Kosten für solche Arbeiten wären angesichts der hohen Denkmalschutzaufgaben hoch und machen eine Modernisierung extrem schwierig, wenn nicht gar unmöglich. Das Gebäude ist im Inventar des Amtes für Kulturgüter (KGA) mit einer Schutzmassnahme für Gebäude der Kategorie 2 und dem Wert A eingetragen.

Das Gebäude ist nicht nur überaltert, sondern auch nicht ideal konfiguriert, um dem Personal ein sicheres und effizientes Arbeiten zu ermöglichen.

1.3 Geschichte des Projekts

1.3.1 Bericht 2015-DSJ-265 vom 14.12.2015 zur Präsentation der Vollzugsplanung 2016–2026

Ende 2015 hat der Staatsrat eine erste Strategie im Bereich der Strafvollzugsinfrastruktur verabschiedet. Diese sah neben dem Ausbau des Standorts Bellechasse in einem zweiten Schritt die Einrichtung einer Therapiestation vor. Als dritte Investition wurde der Ersatz des Zentralgefängnisses angekündigt.

Am 17. Juni 2016 genehmigte der Grosse Rat einen Studienkredit für die Umsetzung der ersten Etappe dieser Planung, um auf die Bedürfnisse der Strafvollzugsbehörden zu reagieren und gleichzeitig den Betrieb der Anstalten zu verbessern und sicherer zu gestalten (Botschaft 2015-DSJ-198 und Dekret ASF 2016_083). Diese erste Etappe umfasste:

- > die Erweiterung und Anpassung des Pavillons für den offenen Vollzug;
- > die Schaffung eines Gebäudes mit gesicherten Werkstätten für Gefangene im geschlossenen Vollzug;
- > den Bau eines Gesundheitszentrums für den gesamten Standort Bellechasse in der Verlängerung des Roten Gebäudes.

1.3.2 Bericht 2018-DSJ-166 vom 24.06.2019 zum Postulat «Schliessung des Zentralgefängnisses und Schaffung eines Strafjustizentrums»

Am 21. Juni 2018 erklärte der Grosse Rat das Postulat (2018-GC-19) erheblich, mit dem die Justizkommission den Staatsrat ersuchte, die Schliessung des Zentralgefängnisses und die Schaffung eines Strafjustizentrums zu prüfen, wobei in diesem Zentrum ein Untersuchungsgefängnis, die Staatsanwaltschaft und das Zwangsmassnahmengericht untergebracht werden sollten.

In der Folge setzte die Sicherheits- und Justizdirektion (SJD) eine Arbeitsgruppe ein, welche die verschiedenen Lösungsansätze prüfen sollte. Der Arbeitsgruppe gehörten alle betroffenen Akteure an, d. h.:

- > die Staatsanwaltschaft;
- > das Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe;
- > die Freiburger Strafanstalt (FRSA);
- > das Amt für Justiz;
- > die Kantonspolizei;
- > das Amt für Bevölkerung und Migration;
- > das Hochbauamt.

Die Arbeiten der Arbeitsgruppe führten einerseits zur Überarbeitung der Vollzugsplanung 2016–2026 und andererseits zur Erstellung des Berichts, der die verschiedenen Optionen, die für die Stilllegung des derzeitigen Zentralgefängnisses in Betracht gezogen wurden, detailliert aufzeigte. Der Bericht hob auch hervor, dass der Bau eines Strafjustizentrums sowohl in Bezug auf den Standort als auch auf die Funktionsweise der verschiedenen betroffenen Einheiten nicht zweckdienlich sei.

Bezüglich des Baus eines Gefängnisses in Granges-Paccot stellte der Bericht fest, dass der verfügbare Raum, der bereits stark überbaut ist, nicht ausreicht und langfristig weder eine Erweiterung noch eine Modularisierung zulasse. Darüber hinaus bringe der Bau eines Gefängnisses in der Nähe der Kriminalpolizei Sicherheits- und Diskretionsprobleme mit sich.

Die Arbeitsgruppe hat auch die Idee geprüft, in Grossfreiburg eine neue Einrichtung zu bauen. Sie musste jedoch feststellen, dass die einzig denkbaren Standorte extrem langwierige und kostspielige Massnahmen im Hinblick auf die Umnutzung des Bodens und die Baubewilligung sowie hohe Bau- und Personalkosten mit sich brächten.

Abschliessend empfahl der Bericht, alle Haftplätze des Kantons mit Ausnahme jener des Arbeitsexternats und der Halbgefängenschaft, die sich idealerweise in der Nähe öffentlicher Verkehrsmittel befinden sollten, am Standort Bellechasse in Sugiez unterzubringen.

1.3.3 Bericht 2019-DSJ-95 vom 24.06.2019 zur Präsentation der Revision der Vollzugsplanung 2016–2026

Aus dem Bericht geht hervor, dass die Schliessung des Zentralgefängnisses Vorrang haben muss vor dem in Bellechasse geplante Therapiestation, die auch später realisiert werden kann.

Der Bericht nennt folgende Prioritäten:

- > **Erweiterung von Bellechasse:** Trennung des offenen vom geschlossenen Vollzug, Eingliederung von externen Haftplätzen am Standort Bellechasse und Schaffung eines Gesundheitszentrums für diesen Standort, um den medizinischen Bedürfnissen der inhaftierten Personen besser gerecht zu werden. Diese Ziele konnten im Rahmen der ersten Etappe (FRSA I) erreicht werden, für dessen Verwirklichung der Grosse Rat am 28. Mai 2020 einen Verpflichtungskredit von 27,7 Millionen Franken bewilligt hat (Botschaft 2017-DSJ-150 und Dekret ASF 2020_064).
- > **Ersatz des Zentralgefängnisses:** Das veraltete Gefängnis und seine Lage in einem urbanen Umfeld erfordern seine Schliessung und einen Ersatz. Dies ist dringender als die ursprünglich geplante Einrichtung einer Therapiestation. Diese Strategie steht im Einklang mit den Zielen der zweiten Etappe der Vollzugsplanung (FRSA II).

- > **Therapiestation:** Der Bericht sieht den Bau einer Einheit mit 60 Plätzen für den Vollzug therapeutischer Massnahmen vor, dieses Projekt wurde jedoch auf die dritte Priorität zurückgestuft.

Es zeigt sich, dass die Haftkapazität im Kanton Freiburg ausreichend ist, sodass eine Erhöhung der Anzahl Haftplätze nicht notwendig ist, dass aber die Infrastruktur unbedingt modernisiert werden muss, um die Sicherheit zu verbessern, sie modularer zu gestalten und besser an die künftigen Bedürfnisse der Gefängnisbevölkerung, insbesondere mit Blick auf die Wiedereingliederung, anzupassen.

1.3.4 Umsetzung der revidierten Vollzugsplanung 2016–2026

Die überarbeitete Strategie bestätigt die Notwendigkeit, den Bau der Pavillonenerweiterung, der gesicherten Werkstätten sowie des Gesundheitszentrums zu priorisieren.

Die Fertigstellung zwischen Ende 2023 und Anfang 2024 war entscheidend, um den reibungslosen Betrieb des Standorts Bellechasse zu gewährleisten. Sie entspricht den Bedürfnissen des Strafvollzugs und gleichzeitig der Entwicklung der Gefängnisbevölkerung. So konnten die 20 Plätze des Gebäudes «La Sapinière» und die 40 Plätze des Zellenttrakts für den geschlossenen Vollzug, die für den offenen Vollzug genutzt wurde, eingegliedert werden. Ziel war es, die 100 Plätze des offenen Vollzugs im erweiterten Pavillon und die 100 Plätze des geschlossenen Vollzugs im Zellengebäude unterzubringen.

Diese Trennung der Haftregime wurde von der Nationalen Kommission zur Verhütung von Folter (NKVF) begrüsst und empfohlen, die in ihrem Bericht vom 16. August 2018 die Vermischung der Haftregime in einem Gebäude aus Gründen der Sicherheit und der sozialen Wiedereingliederung als problematisch einstufte.

Die Neubauten tragen somit zur Klärung dieser Unterscheidung zwischen den Regimen bei, mit dem Ziel, die inhaftierten Personen schrittweise auf ihre Wiedereingliederung in die Gesellschaft vorzubereiten.

1.3.5 Studienkredit für die zweite Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026

Parallel zur Realisierung der Projekte der Etappe FRSA I hat der Grosse Rat im Mai 2020 einen Studienkredit für die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026 (Botschaft 2019-DSJ-180 und Dekret ASF 2020_065) genehmigt. Diese Etappe bezweckt die endgültige Schliessung des Zentralgefängnisses mit seinen 80 Plätzen. Das heisst:

- > 61 Plätze für Untersuchungs- und Sicherheitshaft;
- > 15 Plätze für Ersatzfreiheitsstrafen;
- > 4 Plätze für Administrativhaft.

Zu diesem Programm kommen die 20 Plätze der Vollzugsanstalt «Les Falaises» für die Halbgefängenschaft und das Arbeitsexternat, die 2009 in der ehemaligen Direktorenwohnung, die an das Gebäude des Zentralgefängnisses angrenzt, eingerichtet wurde. Da diese Anstalt vom Personal des Zentralgefängnisses betrieben wird und sich auf die Logistik des Zentralgefängnisses stützt, muss auch für sie eine neue Lösung gefunden werden.

Die Beibehaltung der Vollzugsanstalt «Les Falaises» bedingte umfangreiche Anpassungen, um ihren unabhängigen Betrieb nach der Schliessung des Zentralgefängnisses aufrechtzuerhalten. Hinzu kämen die Kosten für die Verwaltung dieser Einrichtung, für die 10 zusätzliche Vollzeitäquivalente (VZÄ) erforderlich wären.

In Bellechasse bietet das zwischen 2010 und 2013 errichtete Rote Gebäude 40 Plätze, die bislang für den vorzeitigen Strafantritt bestimmt waren. Nach Abschluss des Erweiterungsprojekts können diese Zellen der zweiten Phase der Untersuchungshaft zugewiesen werden, d. h. für Personen, die hauptsächlich in Erwartung ihres Urteils inhaftiert sind. Um die Haftkapazitäten im Kanton Freiburg zu erhalten, müssen für den Ersatz des Zentralgefängnisses 40 zusätzliche Haftplätze in Bellechasse sowie 20 Plätze für die Halbgefängenschaft und das Arbeitsexternat gebaut werden. Damit wird die Aufnahmekapazität des Zentralgefängnisses wiederhergestellt.

2 Projekt

2.1 Wahl des Standorts

Der heutige Standort des Zentralgefängnisses in der Altstadt von Freiburg stellt eine raumplanerische Herausforderung dar; denn der Gefängnisbetrieb steht im Widerspruch zu den Planungsgrundsätzen, die auf eine effiziente Bodennutzung abzielen, und insbesondere zur Nutzung der Stadtzone 1, die in erster Linie für das Wohnen, für immissionsarme Dienstleistungstätigkeiten und für gemeinschaftliche Einrichtungen von allgemeinem Interesse vorgesehen ist. Hinzu kommt, dass ein solches Gefängnis im heutigen städtischen Kontext von der Stadtbevölkerung immer weniger akzeptiert wird.

Die Optimierung des Standorts Bellechasse, einschliesslich seiner Erweiterung, um die Haftplätze des Kantons an einem einzigen Standort zu vereinen, hat sich als beste Lösung erwiesen. Der Bau einer neuen Anstalt an einem anderen Ort im Kanton Freiburg wäre wesentlich teurer, was den Bau und vor allem den Betrieb betrifft.

Aus dem bei der CLAVEM GmbH in Auftrag gegebenen Bericht vom 6. Mai 2020 geht hervor, dass Anstalten mit weniger als 100 Plätzen nicht mehr den heutigen Standards entsprechen. Zudem ist die Vermischung von Untersuchungshaft, dem härtesten Haftregime, und Halbgefangenschaft, bei der die Verurteilten die Anstalt täglich zur Arbeit verlassen, nicht mehr zeitgemäss und führt zu offensichtlichen Sicherheitsproblemen. Die hohen Grundstückspreise am Rande der bereits dicht besiedelten Stadt Freiburg sowie die Betriebskosten einer neuen, völlig eigenständigen und ressourcenintensiveren Einrichtung sprechen ebenfalls gegen den Bau einer neuen Anstalt.

Durch die Zusammenlegung der Untersuchungshaftplätze am Standort Bellechasse in Sugiez kann eine bereits vorhandene Infrastruktur genutzt werden. Die Nutzung des vorhandenen Geländes, das bereits mit einem Hapterschliessungsstrassennetz für die anderen bestehenden Gebäude ausgestattet ist, wird wesentlich dazu beitragen, die für die Realisierung dieser Neubauten erforderlichen Bauarbeiten zu reduzieren. Vor diesem Hintergrund wird die Integration des neuen Zentralgefängnisses in die verschiedenen Haftregime bei gleichzeitiger Erhöhung des Sicherheitsniveaus wesentlich kostengünstiger sein.

Mit der Verlegung der Untersuchungshaft nach Sugiez muss jedoch die Anreise der Anwälte und der Staatsanwaltschaft neu organisiert werden. So soll ein leistungsfähiger Transportdienst organisiert werden zwischen dem Standort Bellechasse und dem Gebäude im Burgquartier in der Stadt Freiburg, in dem die Staatsanwaltschaft untergebracht wird. Die Anpassung des bestehenden Transportsystems an die grösseren Distanzen wird zusätzliche Betriebskosten verursachen. Der Transport der inhaftierten Personen zu den verschiedenen Instanzen im Kanton, dessen Kosten in Kapitel 3.5 aufgeführt sind, ist unerlässlich, um den Bedürfnissen des Verfahrens gerecht zu werden.

Im Jahr 2018 gab es im Durchschnitt einen Anwaltsbesuch pro Tag im Zentralgefängnis, wobei die meisten Treffen in den Räumlichkeiten der Staatsanwaltschaft stattfanden. Andererseits unternimmt die Polizei durchschnittlich weniger als sechs Fahrten pro Werktag vom Zentralgefängnis aus, bei denen zwei- bis dreimal pro Woche Transfers zwischen dem Zentralgefängnis und Bellechasse stattfinden, was in Zukunft einfacher sein wird. Technologische Entwicklungen, insbesondere die Möglichkeit von Videokonferenzen, werden die Zahl der erforderlichen Fahrten verringern.

Vor diesem Hintergrund wurde eine Arbeitsgruppe damit beauftragt, Modelle für die Eindämmung der Zusatzkosten zu entwickeln, zum Beispiel durch die externe Vergabe und die Zusammenführung gewisser Aufgaben. Die Einrichtung einer Wartezone in der Nähe der Behörden dürfte ebenfalls zu einer Optimierung des Austauschs zwischen Sugiez und Freiburg beitragen. In jedem Fall ist die Zusammenlegung der Haftplätze am Standort Bellechasse die wirtschaftlichste Lösung, was die Bau- und Betriebskosten einschliesslich Personalkosten betrifft. Sie ist auch die sicherste, flexibelste und dank der möglichen Synergien, insbesondere im Bereich der Sicherheit, am einfachsten umzusetzende Lösung.

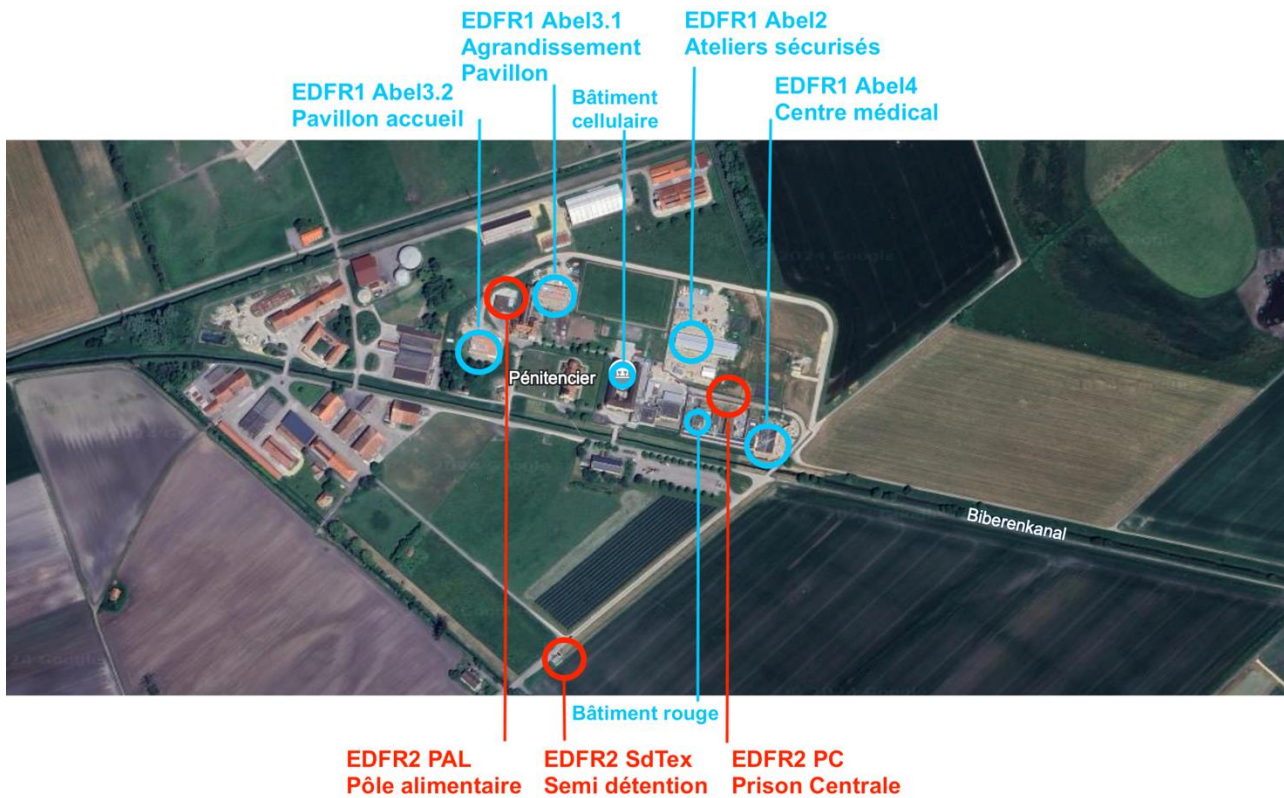


Abb. 1 Überblick FRSA I und FRSA II

Aufteilung Gebäude und Haftplätze

Gebäude	Haftregime	Maximalkapazität
Empfangspavillon (Empfang, Essraum, Besuchsräume)	offen	
Zellenpavillon	offen	100 inhaftierte Personen
Zellengebäude	geschlossen	100 inhaftierte Personen
Gesundheitszentrum	offen / geschlossen	
Lebensmittelzentrum	offen	
Halbgefangenschaft und Arbeitsexternat «Passerelle»	offen	10 inhaftierte Personen
Zentralgefängnis «Bibera»	Untersuchungshaft, Administrativhaft, Strafvollzug	80 inhaftierte Personen
Total		290 inhaftierte Personen

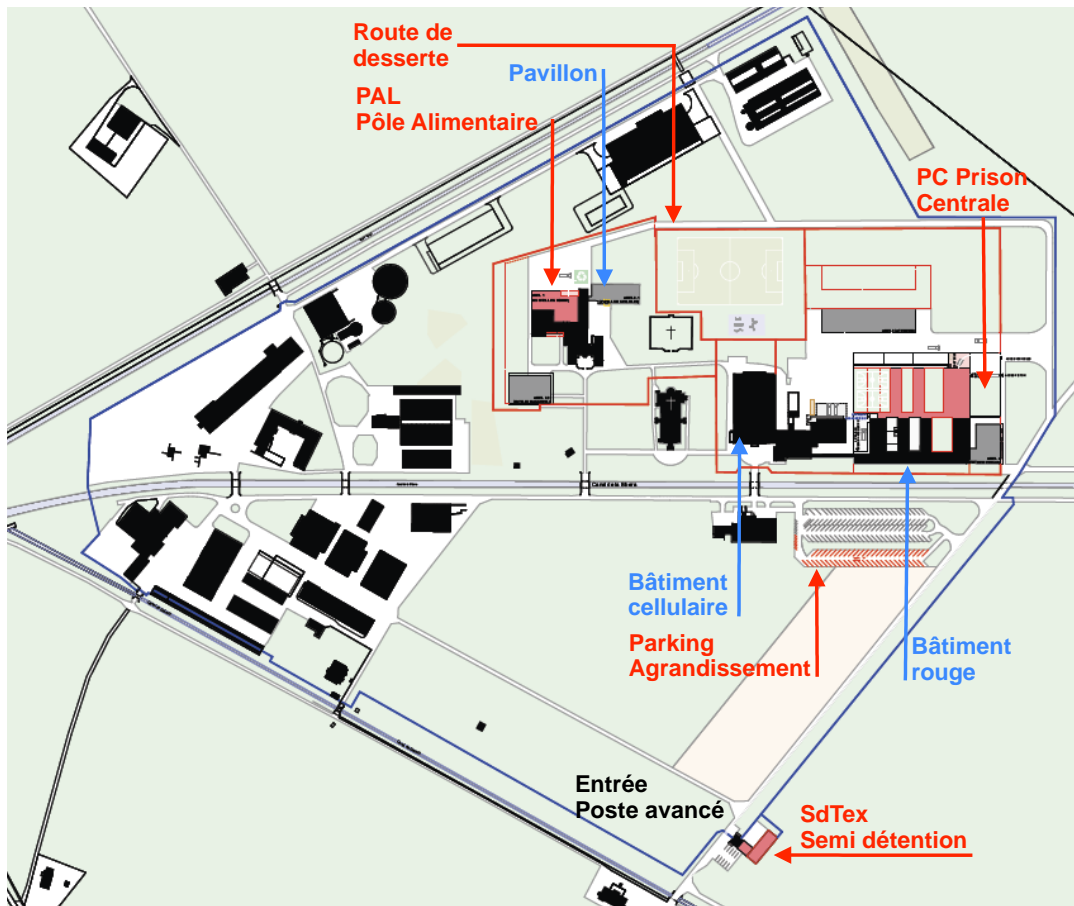


Abb. 2 Situationsplan

2.2 Infrastrukturen

Der Grossteil der technischen Infrastruktur, wie Wärmeerzeugung, Stark- und Schwachstrom, Wasseraufbereitung, aber auch die Strasseninfrastruktur, ist am Standort bereits vorhanden.

Bei der Planung der ersten Phase für die FRSA I koordinierten sich die Planer der Projekte für die FRSA I und FRSA II, um die Anforderungen beider Projekte aufeinander abzustimmen. Diese Zusammenarbeit ermöglichte es, bestimmte Arbeiten im Zusammenhang mit der technischen Infrastruktur zusammenzulegen, um die rationellsten Lösungen für die Projekte zu finden und Synergien mit den bestehenden Einrichtungen zu nutzen.

Bei einigen Arbeiten, wie der Installation von zwei neuen Transformatoren oder der Vergrößerung der Pumpstation und der Erweiterung der Heizzentrale, wurden auch die zukünftigen Projekte berücksichtigt. In einem Masterplan wurden das Sicherheitskonzept, die Zugänge und die Verbindungen zwischen den verschiedenen Haftregimen festgelegt, um den reibungslosen Betrieb der Anstalt während der Bauarbeiten zu gewährleisten und die Eingliederung des Zentralgefängnisses zu antizipieren.

2.3 Zentralgefängnis «Bibera»

Das Projekt besteht aus einer Erweiterung des Roten Gebäudes, das zwischen 2010 und 2013 gebaut wurde und sich am Nordhang in der Verlängerung des bestehenden Gebäudes befindet.

Das Programm sieht zunächst Arbeiten im bestehenden Gebäude vor, die eine teilweise Änderung der internen Organisation und den Umbau einiger struktureller und technischer Elemente erfordern. Diese Arbeiten werden es insbesondere ermöglichen, die Werkstätten, die Räume für Freizeit und medizinische Zwecke im Sektor Untersuchungshaft einzurichten. Die 40 Plätze in diesem Teil der Anstalt werden auf die bestehenden Zellen verteilt, die lediglich Instandhaltungsarbeiten erfordern.

Eine der Herausforderungen dieses Projekts besteht darin, dass die Arbeiten bei laufendem Betrieb durchgeführt werden müssen, insbesondere im Roten Gebäude, in dem sich die bestehende Wäscherei befindet und in dem 3 Disziplinarzellen eingerichtet werden. Der Betrieb der Wäscherei kann nicht während der gesamten Bauzeit aufrechterhalten werden, sodass vorübergehend ein externer Wäschereidienst in Anspruch genommen werden muss. Mit den Anpassungsarbeiten soll das bestehende Gebäude mit den Anforderungen der Untersuchungshaft in Einklang gebracht werden. Dies verlangt namentlich besondere Vorkehrungen zur Vermeidung der Kollusionsgefahr. So darf es zwischen den inhaftierten Personen im Straf- und Massnahmenvollzug und jenen in Untersuchungshaft sowie zwischen den Besucherinnen und Besuchern und den inhaftierten Personen keinen Austausch geben.

Weiter muss gewährleistet sein, dass die Ein- und Ausgänge, die Spazierhöfe und die Zellen der anderen inhaftierten Personen von den Zellen aus nicht sichtbar sind. Zudem unterscheiden sich die Sicherheitsbedürfnisse im Regime der Untersuchungshaft während des aktiven Untersuchungsverfahrens (UH1) von jenen nach dieser Phase, wenn es im Wesentlichen die Ergebnisse eines Gutachtens oder ein Urteil abzuwarten gilt (UH2). In der UH2 ist mehr Flexibilität möglich und die Haftbedingungen sollten idealerweise möglichst jenen des Straf- und Massnahmenvollzugs entsprechen.

Der neue Anbau, der parallel zum bestehenden Gebäude geplant ist, wird 40 zusätzliche Zellen umfassen. Damit erhöht sich die Zahl der Plätze für Untersuchungshaft, Administrativhaft und Strafvollzug auf 80 und ersetzt das bestehende Zentralgefängnis, mit Ausnahme der Vollzugsanstalt «Les Falaises». Im neuen Gebäude wird es unter anderem eine Pufferzone mit 5 Plätzen sowie einem eigenen überdachten Spazierhof und einer eigenen Werkstätte geben. Die 5 Plätze für die Administrativhaft werden den Vorgaben des Bundesamts für Justiz entsprechen und ebenfalls über einen eigenen Spazierhof und eine eigene Werkstätte verfügen. Der Kopfbau wird den Haupteingang, die neue Überwachungszentrale, den Verwaltungs- und Personalbereich, den Empfangsbereich für die inhaftierten Personen und die Besuchsräume beherbergen.

Das Raumprogramm wurde so konzipiert, dass es den spezifischen Anforderungen des Zentralgefängnisses entspricht und gleichzeitig die Vorgaben des Bundesamts für Justiz erfüllt. Die Synergien, die die neue Struktur mit dem bestehenden Standort nutzen kann, werden daher innerhalb der Grenzen der Auflagen, die insbesondere mit der Sicherheit zusammenhängen, genutzt. Um einen rationellen und sicheren Betrieb zu gewährleisten, muss sie unabhängig von den anderen Gebäuden auf dem Gelände von Bellechasse funktionieren, in denen Personen im Straf- und Massnahmenvollzug untergebracht sind.

Auch wenn Synergien genutzt werden können, beispielsweise bei der Heizung, bei der Sicherheit und bei der Bewachung, sind zusätzliche Räumlichkeiten für Mahlzeiten, Pflege, Verwaltung, Wäscherei und Besuche unerlässlich. So können die Hauptmahlzeiten zwar im zukünftigen Lebensmittelzentrum im Sektor des offenen Vollzugs am Standort Bellechasse, wo sich bereits die Küche befindet, zubereitet werden, doch muss die neue Struktur für die Untersuchungshaft dennoch über einen eigenen Raum verfügen, um die Gerichte aufzuwärmen und einige einfache Arbeiten zu erledigen.

Eine etwa 50 m² grosse Kantine ist als Treffpunkt für die Vollzugsbeamten vorgesehen, von denen die meisten ihre Mahlzeiten vor Ort einnehmen werden, damit sichergestellt ist, dass in dem Gebäude durchgehend genügend Mitarbeitende anwesend sind, um in Notfällen oder bei unvorhergesehenen Ereignissen wie einer Ankunft oder einer Entlassung sofort reagieren zu können.

Was die Gesundheitsversorgung angeht, so wird das Gesundheitszentrum des Standorts Bellechasse, das im Rahmen der FRSA I verwirklicht wurde, in der Lage sein, die inhaftierten Personen der neuen Einrichtung für spezifische Pflegeleistungen wie Zahnbehandlungen oder Röntgenaufnahmen aufzunehmen. Für die medizinische Grundversorgung, namentlich für Arztvisiten und psychiatrische Sprechstunden, müssen jedoch Räumlichkeiten im Gebäude selbst zur Verfügung stehen. Ziel ist es, die Ausgänge der inhaftierten Personen aus dem Sektor der Untersuchungshaft so gering wie möglich zu halten und so der Kollusionsgefahr vorzubeugen. Zu diesem Zweck sind zwei Behandlungsräume, zwei Büros für das Pflegepersonal, ein Büro/Sprechzimmer für die Psychiatrie und ein Raum für die Lagerung der Medikamente vorgesehen.

Auf der Verwaltungsebene ist eine Fläche von rund 150 m² für die unmittelbare Abwicklung der Geschäfte vorgesehen, die eine direkte und schnelle Bearbeitung innerhalb der Anlage erfordern. Das gesamte Gebäude ist so konzipiert, dass die Büros der Verwaltung und die Räume für die Sicherheit nahe beieinander liegen. Die Sicherheits- und Einsatzschleusen zwischen den verschiedenen Sektoren bleiben offen, was den Zugang für das Personal erheblich erleichtert. Die Personalverwaltung und die allgemeine Buchhaltung werden jedoch weiterhin vom Personal der FRSA im bestehenden Hauptgebäude auf dem Gelände erledigt.

Darüber hinaus gilt, dass die Arrestzellen für den gesamten Standort Bellechasse weiterhin in diesem Gebäude im Untergeschoss betrieben werden. 8 Arrestzellen des Roten Gebäudes werden dem Zellengebäude für den geschlossenen Vollzug zugewiesen, während 3 neue Arrestzellen über der Wäscherei für die Bedürfnisse des Zentralgefängnisses eingerichtet werden. Besondere Aufmerksamkeit wurde diesen hochsensiblen Durchgangsbereichen gewidmet, um eine möglichst klare Trennung zwischen den beiden Haftregimen zu gewährleisten.

Für die Verwaltung der Ein- und Austritte von inhaftierten Personen werden 2 Eintritts- und Wartezellen in der Nähe des Haupteingangs geschaffen. Dieser Sektor wird auch mit Räumen für die elektronische Kontrolle von inhaftierten Personen und Gepäck, einem Raum für die Aufbewahrung der persönlichen Gegenstände der inhaftierten Personen und einem Empfangsbüro für die verschiedenen Aufnahmeformalitäten ausgestattet. Ein Eingang für die Mitarbeitenden und ein weiterer für Besucher sind ebenfalls vorgesehen. Ein Eingangshof wird es erlauben, die Ankunft der Fahrzeuge in einer Sicherheitsschleuse unter der Kontrolle der Überwachungszentrale zu organisieren.

Das Zentralgefängnis wird auch 3 Doppelzellen umfassen, um sensiblere Situationen bewältigen zu können. Wie bei den neuen Zellen in der Etappe FRSA I und den renovierten Zellen des Zellengebäudes werden alle Möbel in den neuen Zellen im Rahmen eines Beschäftigungsprogramms mit den inhaftierten Personen hergestellt.

Das Projekt, das sich an das bestehende Gebäude anschliesst, ist auf Einfachheit und Rationalität ausgelegt, damit das Personal so effizient wie möglich arbeiten kann. Die Anordnung der Verkehrsströme und die Aufteilung des Programms sind so konzipiert, dass eine gute Sichtbarkeit gewährleistet ist, um bei Problemen schnell eingreifen zu können. Schliesslich wurde das gesamte Projekt so strukturiert, dass zu einem späteren Zeitpunkt eine Erweiterung um 20 Haftplätze realisiert werden kann.



Abb. 3 Luftaufnahme des Zentralgefängnisses

2.4 Lebensmittelzentrum

Zur Erinnerung: Der im Juni 2016 vom Grossen Rat verabschiedete Studienkredit für die Realisierung der ersten Phase der EDFR I sah Umbau- und Erweiterungsarbeiten für die Küche in Bellechasse vor, um ihre Kapazität für die Zubereitung der zusätzlich benötigten Mahlzeiten zu erhöhen. Angesichts der Entwicklung dieses Erweiterungsprojekts, das sich als weitaus kostspieliger erwies als erwartet und der Aussicht, dass das Zentralgefängnis an den Standort Bellechasse ziehen würde, wurde jedoch beschlossen, auf diese Investition, wie sie im Studienkredit vorgesehen war, zu verzichten.

Stattdessen wird der Standort Bellechasse mit der Schaffung eines echten Lebensmittelzentrums, das in Verlängerung der bestehenden Küche im Sektor des offenen Vollzugs geplant ist, über eine nachhaltige Infrastruktur verfügen, die in der Lage ist, etwa 750 Mahlzeiten pro Tag für den gesamten Standort zuzubereiten.

Das Projekt sieht eine Erweiterung der in den 2000er-Jahren gebauten Küche vor. Ein Zugang für das Personal mit einer Laderampe auf der Südseite wird beibehalten, während eine neue Laderampe auf der Nordseite des Gebäudes in Verbindung mit der Strasse, die zu den Hauptgebäuden führt, eingerichtet wird.

Die gesamte Infrastruktur, die für die Zubereitung von Mahlzeiten benötigt wird, befindet sich auf einem einzigen Stockwerk. Die Zubereitung der Mahlzeiten erfolgt mit inhaftierten Personen im Rahmen eines Beschäftigungsprogramms des offenen Vollzugs. Der Küchenchef hat eine zentrale Position, die es ihm ermöglicht, die verschiedenen Arbeitsplätze zu beaufsichtigen.

Die gesamte Haustechnik wie Lüftungsgeräte und Photovoltaikanlagen sind auf dem Dach untergebracht. Das an die Küche angrenzende Pavillongebäude ist Gegenstand einer Massnahme des Kulturgüterschutzes, die besondere Aufmerksamkeit bei der Auswahl bestimmter Materialien erfordert. Ein Grossteil der derzeitigen Küchenausstattung hat das Ende ihrer Lebensdauer erreicht. Vor diesem Hintergrund plant die FRSA, in der Übergangszeit nur das zu ersetzen, was wirklich ersetzt werden muss. Je nachdem, was ersetzt wird, könnten einige Geräte wiederverwertet werden.



Abb. 4 Lebensmittelzentrum

2.5 Halbgefängenschaft und Arbeitsexternat «Passerelle»

Laut der Botschaft vom 16. Dezember 2019 zum Dekretsentwurf über einen Studienkredit war vorgesehen, die Halbgefängenschaft und das Arbeitsexternat am Standort der alten Schule von Sugiez unterzubringen. Um jegliche Nachbarschaftsprobleme zu vermeiden, sollte das Gebäude die Form eines L haben, ohne Fenster auf den zur Strasse hin sichtbaren Seiten. Die bewohnten Teile sollten parallel zu den umliegenden Strassen verlaufen und der Aussenhof auf der Seite des Waldes und des bestehenden Parkplatzes zu liegen kommen.

Im Laufe des Projekts wurde jedoch deutlich, dass die Nähe zu einem Wohnquartier Probleme mit sich bringen würde, die auch durch eine geeignete Organisation der Gebäude nicht gelöst werden können. Daher wurde beschlossen, das Projekt aufzugeben und stattdessen ein neues Projekt zu entwickeln, das in direkter Verbindung mit dem vorgelagerten Eintrittsposten am Eingang des Standorts Bellechasse steht.

Zudem ist seit der Revision des Schweizer Strafgesetzbuchs im Jahr 2018 der Bedarf an Halbgefängenschaft und Arbeitsexternat gesunken. Es gibt eine Verlagerung des Vollzugs hin zu gemeinnütziger Arbeit oder Electronic Monitoring. Dieser Trend ist auch in den anderen Kantonen zu beobachten, die entsprechend kein grosses Interesse an der Nutzung dieser Struktur gezeigt haben. Die 20 Plätze, die in der Nähe des Bahnhofs Sugiez vorgesehen waren,

entsprechen nicht mehr den aktuellen Bedürfnissen. Die FRSA entschied sich somit für eine neue Variante mit einer kleinen Struktur (10 Plätze) am Rand des gesicherten Geländes.

Das Gebäude wird in der Verlängerung des vorgelagerten Eintrittspostens angesiedelt und behält so eine gewisse Unabhängigkeit von den anderen Haftregimen. Gleichzeitig profitiert das Gebäude von den Leistungen der bestehenden Infrastruktur. Es behält die ursprünglich geplante L-Form bei und vereint die 10 Zimmer auf zwei Ebenen. Die inhaftierten Personen gehen tagsüber einer Tätigkeit ausserhalb der Anstalt nach und kehren abends in ihr Zimmer zurück. Jedes Stockwerk verfügt über einen gemeinsamen Aufenthalts- und Essbereich sowie über Diensträume, Toiletten, Duschen und einen Waschraum, um den inhaftierten Personen eine gewisse Autonomie in ihrem Alltag zu ermöglichen. Das Gebäude ist zudem so konzipiert, dass unter den 10 verfügbaren Zimmern 2 Frauen untergebracht werden können. Eine Trennung zwischen den beiden Sektoren ist daher bei Bedarf möglich.

Das Projekt ist so angelegt, dass eine Erweiterung auf der Südseite möglich ist. Im Gegensatz zu den anderen Projekten auf dem Gebiet der Gemeinde Mont-Vully befindet sich dieses Projekt derzeit ausserhalb des Strafvollzugsgebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Murten, die ihren Ortsplan revidiert hat. Um die Verfahren zu koordinieren, musste das Bauprojekt gleichzeitig mit der Auflage der Revision des Ortsplans der Gemeinde Murten öffentlich aufgelegt werden. Schliesslich wird dieses Gebäude in Bezug auf den Betrieb und Personalbedarf von den Synergien profitieren, die insbesondere mit der Sicherheitszentrale bestehen.

In dieser Projektphase besteht das Ziel darin, das neue Gebäude innerhalb der Infrastrukturen von Bellechasse mit dem bestehenden Personal zu betreiben und dabei die noch zu schaffenden internen Synergien zu nutzen, während 10 VZÄ erforderlich gewesen wären, um die Vollzugsanstalt «Les Falaises» in der Altstadt von Freiburg weiter zu betreiben.



Abb. 5 Halbgefangenschaft und Arbeitsexternat «Passerelle»

2.6 Anpassung des Parkplatzes, Aufrechterhaltung der Erschliessungsstrasse

Der derzeitige Standort Bellechasse verfügt über 200 Haftplätze und wird nach Abschluss der Arbeiten für die FRSA II über 290 Haftplätze verfügen. Eine Erweiterung des bestehenden Parkplatzes ist daher nötig, zumal dieser weder beim Bau der 40 Plätze des Roten Gebäudes noch bei der Realisierung der Projekte der FRSA I angepasst wurde und heute sehr oft ausgelastet ist. Es ist deshalb vorgesehen, den Parkplatz zu erweitern und 53 Parkfelder für Personenwagen und 7 weitere für Motorräder hinzuzufügen. Diese Erweiterung in der Verlängerung des bestehenden Parkplatzes wird zwei Parkreihen umfassen, von denen eine mit Ladestationen für Elektrofahrzeuge ausgestattet sein wird.

Bei der Umsetzung der ersten Phase der EDFR I wurde eine Baustellenpiste angelegt, um den Zugang zu den verschiedenen Baustellen zu ermöglichen, ohne den zentralen Bereich der Strafanstalt zu durchqueren. Diese Piste wurde geplant, um zu einem späteren Zeitpunkt den nördlichen Bereich der Anstalt in Verbindung mit einem Teil des landwirtschaftlichen Sektors und dem zu errichtenden Lebensmittelzentrum zu erschliessen. Es geht nicht darum,

eine neue Strasse zu schaffen, sondern die notwendigen Arbeiten für den endgültigen Ausbau der Piste durchzuführen, deren Konturen während der Arbeiten für die FRSA I erstellt wurden.

2.7 Bodenbeschaffenheit

Die durchgeführten geologischen Untersuchungen bestätigen die geringe Tragfähigkeit des Bodens und das Vorhandensein von zwei Grundwasserschichten. Der Untergrund besteht hauptsächlich aus sehr feinem lehmreichem Sand, schwarzem Torf und lehmigen Ton. Wie bei allen bestehenden und neu zu errichtenden Gebäuden in Bellechasse ist eine Tiefgründung mit Pfählen von über 8 m Länge erforderlich, um einen besser tragfähigen Untergrund zu erreichen und die Lasten gleichmässig zu verteilen.

2.8 Energiekonzept

Der gesamte Standort Bellechasse profitiert bereits von einem Holzheizwerk und einer Biogasanlage, die für die Beheizung der Gebäude und die Warmwasseraufbereitung genutzt werden und es der Strafanstalt ermöglichen, einen lokalen Rohstoff kostengünstig zu nutzen. Darüber hinaus deckt die Biogasanlage heute fast 80 % des Strombedarfs des Standorts Bellechasse. Die Projekte Zentralgefängnis und Lebensmittelzentrum werden an das Fernwärmenetz angeschlossen. Dieses Fernwärmenetz wird bei jedem Eingriff erweitert, um eine gewisse Flexibilität zu bewahren und die verschiedenen Bauprojekte je nach Bedarf integrieren zu können.

Jedes Projekt ist mit einer Unterstation für die Wärmeerzeugung ausgestattet, um den Verbrauch für Heizung und Warmwasser zu steuern. Innerhalb der Gebäude sind die technischen Anlagen für die Wärmeverteilung, die kontrollierte Belüftung sowie die Sanitär- und Elektroinstallationen so ausgelegt, dass sie den hohen Sicherheitsanforderungen der Anlage entsprechen.

Das Projekt sieht die Installation von ca. 540 m² Photovoltaikanlagen auf den Dächern der Gebäude vor, was 283 Modulen entspricht, die zur Erzeugung von erneuerbarer Energie beitragen. Damit können rund 116 MWh/Jahr erzeugt werden, was dem Jahresverbrauch von 22 Haushalten entspricht. Dies kommt zu den 1300 m² Modulen hinzu, die im Rahmen der FRSA I installiert wurden. Damit wird die Gesamtproduktion ausreichen, um den Jahresverbrauch von etwa 77 Haushalten zu decken.

Zusammenfassend kann festgehalten werden, dass der Standort Bellechasse nach Abschluss der Etappen FRSA I und FRSA II insgesamt 506 MWh/Jahr produzieren wird, während die derzeitige Produktion 110 MWh/Jahr beträgt.

2.9 Sicherheitskonzept

Das Projekt für das neue Zentralgefängnis Bellechasse ist in ein bestehendes globales Sicherheitskonzept eingebettet, das derzeit erweitert wird. Die Koordination der Planung für die FRSA I und FRSA II zielt darauf ab, die technische Infrastruktur für den gesamten Standort zu denken und zusammenzufassen, wobei die verschiedenen Haftregime mit ihren jeweiligen Anforderungen getrennt werden.

Das Zentralgefängnis, eine Infrastruktur für den geschlossenen Vollzug in Bellechasse, hat einen höheren Sicherheitsstandard und wird ausschliesslich Personen in Untersuchungshaft aufnehmen. Die im Zentralgefängnis inhaftierten Personen werden immer von den in den anderen Gebäuden inhaftierten Personen getrennt sein.

Um dieses Sicherheitsniveau zu gewährleisten, wird eine erste Umzäunung errichtet, die das Einbringen verbotener Gegenstände von aussen verhindert. Dieser integrale Schutz wird durch Stacheldraht und die Installation eines Bewegungsmeldesystems verstärkt.

Die Spazierhöfe, einschliesslich desjenigen mit Zugang auf Dachebene für die Pufferzone mit 5 Plätzen, werden durch Edelstahlgitter gesichert. Eine Beleuchtung entlang der Zellenfassaden wird es dem Wachpersonal ermöglichen, jeden Bereich zu überwachen, ohne den Schlaf der inhaftierten Personen zu stören.

Die Sicherheitsloge ist die erste Kontaktstelle für Mitarbeitende, Besucher und Lieferanten. Hier werden die ersten Kontrollen im Eingangsbereich ausserhalb des Gebäudes und in der Fahrzeugschleuse durchgeführt. Dieser neue Raum dient als zentrale Sicherheitsloge des Standortes und dazu, alle für das Zentralgefängnis notwendigen Informationen zu überwachen und zu verwalten.

Die Evakuierung erfolgt je nach Lage der Tür mit geeigneten Autorisierungsmitteln wie einem Schlüssel, einer Karte oder einer Fernöffnung. In jedem Fall können die Türen von der Sicherheitsloge aus ferngesteuert entriegelt werden. Es ist auch möglich, Schleusen oder Türen während eines Einsatzes oder einer Evakuierung zu deaktivieren.

Derzeit werden die Türen der bestehenden Zellen mit einem Schlüssel geöffnet; dieses System wird auch auf die neuen Türen der zukünftigen Zellen ausgeweitet. Die Auswahl sensibler Elemente wie Schlösser, Gegensprechanlagen oder das Beleuchtungssystem stützt sich auf die Realisierungen der ersten Phase der FRSA I, um die Unterhaltskosten in Grenzen zu halten.

Alle Schleusen sind mit vandalismusgeschützten Überwachungskameras ausgestattet. Darüber hinaus sorgt die Geolokalisierung über Funk für den Schutz des diensthabenden Personals. Es wurde beschlossen, kein System zur Überwachung der Fenster innerhalb der Zellen zu installieren, einerseits, weil es dies in Bellechasse derzeit nicht gibt, und andererseits wegen des (geringen) Risikos, dass wiederholt Fehlalarme ausgelöst werden.

Schliesslich wird trotz des höheren Schutzniveaus, das das Zentralgefängnis kennzeichnet, ein grosser Teil seiner Infrastruktur so verwirklicht, dass eine gewisse Einheitlichkeit mit den anderen bestehenden Haftregimen gewährleistet ist. Damit soll die Verwaltung der verschiedenen Gebäude optimiert werden.

2.10 Struktur und Materialien

Im Allgemeinen erfolgt die Auswahl der Materialien in enger Zusammenarbeit mit den Nutzern, um Sicherheit, Dauerhaftigkeit und Wartung zu gewährleisten, wobei auf die jüngsten Realisierungen zurückgegriffen wird. Die strukturellen Grundsätze sind einfach und rational, mit dem Ziel, ein klares Funktionsschema einzuführen, das von den Sicherheitszielen diktiert wird. Dazu gehört auch die Organisation der Transporteinrichtungen für einen sehr schnellen Zugang zu den verschiedenen Sektoren des Vollzugs.

Die Wände und Bodenplatten werden in Sichtbeton ausgeführt. Innerhalb der Zellen sind die Wände nur gestrichen, was eine kostengünstige Instandsetzung bei Beschädigungen durch eine inhaftierte Person ermöglicht. Die Bodenbeläge bestehen grösstenteils aus Fliesen oder aus industriell gefertigten Kunstharz, die eine einfache Pflege und hohe Abnutzungsbeständigkeit gewährleisten. Alle Fenster, die den Sicherheitsvorschriften unterliegen, bestehen wie die übrigen aus Stahl und sind wie die bestehenden Fenster mit stählernen Gittern ausgestattet. Der Einzug von Zwischendecken beschränkt sich auf die Bereiche, in denen die Akustik eine besondere Rolle spielt, sowie auf spezielle Bereiche für die Verteilung der Heizungs- und Lüftungstechnik. Die Dächer der Gebäude werden im Rahmen der verfügbaren Flächen begrünt, um die Rückhaltung von Regenwasser zu fördern.

2.11 Standard Nachhaltiges Bauen Schweiz

Mit dem Inkrafttreten der Weisung vom 1. Januar 2023 über die Nachhaltigkeit von Staatsgebäuden hat der Staat seinen Willen bekräftigt, die CO₂-Emissionen gemäss kantonalem Klimaplan zu senken. Um seine Massnahmen mit der Immobilienstrategie 2022–2035 in Einklang zu bringen, muss er sowohl zahlreiche Gebäude sanieren als auch bei diesen Renovierungen und bei neuen Projekten einen nachhaltigen Ansatz verfolgen. Die Projekte müssen im Einklang mit dem Standard Nachhaltiges Bauen Schweiz (SNBS) entwickelt werden und anspruchsvolle Standards in Bezug auf die Energieleistung erfüllen.

Konkret bedeutet dies, nicht nur das Gebäude an sich, sondern zusätzlich auch den Standort im Kontext seines Umfeldes zu betrachten, die gesellschaftlichen, wirtschaftlichen und ökologischen Bedürfnisse gleichermaßen und umfassend zu berücksichtigen und Entscheidungen auf den gesamten Lebenszyklus des Gebäudes zu stützen.

In diesem Zusammenhang sollen die Staatsgebäude, soweit technisch und betrieblich möglich und wirtschaftlich tragbar, optimal mit Anlagen zur Beheizung und Warmwasserbereitung ausgestattet werden, die erneuerbare Energien oder Abwärme nutzen. Die Gebäude müssen vorbildlich sein und betreffend Energieeffizienz die Kriterien der Labels Minergie-P oder Minergie-A erfüllen.

Im Laufe der Entwicklung des Konzepts stellte sich heraus, dass einige Kriterien, beispielsweise Flächen pro Person, Gehwegdistanzen für Freizeittätigkeiten, Verpflegung, Dienstleistungen oder soziale Infrastruktur, nicht für eine Haftanstalt geeignet sind, deren Hauptziel die Sicherheit ist. Unter diesen Umständen ist es klüger, keine

Zertifizierung anzustreben, die teuer und für dieses Projekt ungeeignet gewesen wäre. So wurde beschlossen, mit Indikatoren zu arbeiten, die eine Gleichwertigkeit mit dem SNBS für alle geplanten Gebäude ermöglichen.

Dies geschah in Zusammenarbeit mit einem Team für Planung, Architektur und Ingenieurleistungen, das an der Projektentwicklung beteiligt war, einem unabhängigen Ingenieurbüro, das den Prozess für den Kanton betreut, sowie dem Hochbauamt (HBA). Am Ende dieses Prozesses war es möglich, eine Gesamtnote von 5.1 von 6.0 zu erreichen, die der Stufe Gold entspricht und den Durchschnitt der Noten aus den drei Bereichen Gesellschaft, Wirtschaft und Umwelt berücksichtigt. Darüber hinaus wurden die Planer aufgefordert, den Verweis auf den Standard Ecobau in die Ausschreibungsunterlagen aufzunehmen.

3 Finanzielle Folgen

3.1 Baukosten

Die Bruttoinvestitionskosten für die zweite Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026 werden auf 70 750 000 Franken geschätzt. Davon entfallen 68 518 000 Franken auf die Baukosten und 2 630 000 Franken auf die Nebenkosten im Zusammenhang mit der Realisierung des Projekts.

Diese Kosten beinhalten die Studien, den Bau der Gebäude und deren Ausstattung. Nach Abzug der Bundessubventionen von geschätzten 13 600 000 Franken, d. h. 7 600 000 Franken für das Zentralgefängnis, 2 230 000 Franken für das Lebensmittelzentrum, 1 910 000 Franken für das Arbeitsexternat und 1 330 000 Franken für Parkplatz und Infrastruktur, wird sich der Anteil des Staats auf 57 150 000 Franken belaufen.

3.1.1 Gesamtübersicht über die Baukosten nach Objekt

Die Beträge des Kostenvoranschlags für alle Objekte lassen sich wie folgt zusammenfassen:

Gegenstand	Betrag inkl. MWST	Betrag inkl. MWST
Zentralgefängnis «Bibera»	41 610 000	
Lebensmittelzentrum	9 924 000	
Halbgefängenschaft und Arbeitsexternat «Passerelle»	5 547 000	
Anpassung des Parkplatzes, Bau der Erschliessungsstrasse und Infrastrukturen	5 901 000	
Zwischentotal Baukosten		62 982 000
Reserven für Verschiedenes und Unvorhergesehenes (BKB 6 = 10 % von BKP 1 bis BKP 4)	5 536 000	
Zwischentotal gerundet (BKB 1 bis BKB 5 und BKB 9)		68 518 000
Nebenkosten und einmalige Kosten für die Projektdurchführung (BKP 550 Bauherrschaft)	2 230 000	
Total gerundet		70 750 000

Die geschätzten Baukosten basieren auf 70 % der eingegangenen Offerten, wobei der Durchschnitt der drei günstigsten Offerten berücksichtigt wurde. Sie beruhen auf dem Stand des Schweizerischen Baupreisindex (SBI) von April 2024 von 115,4 Punkten für die Kategorie «Neubau – Mittelland» (Basis Oktober 2020 = 100 Pkt.).

Der Kostenanstieg gegenüber der ersten Schätzung von 2019, die Gegenstand des zusätzlichen Studienkredits war, ist hauptsächlich auf die Vergrößerung der Flächen und die Entwicklung der Nutzerbedürfnisse zurückzuführen. So haben die Änderung der Organisation des Zentralgefängnisses von einem System mit zwei Korridoren zu einem System mit einem Korridor, um die Sicherheit zu erhöhen, sowie die Ausstattung der neuen Zellen mit Duschen und leistungsfähigeren sanitären Anlagen, um eine bessere Nachhaltigkeit zu gewährleisten, zu diesem Anstieg beigetragen. Die Erhöhung des Mehrwertsteuersatzes, die aktuellen Marktpreise, umfangreichere Eingriffe in bestehende Gebäudeteile als ursprünglich geplant und Arbeiten an den elektrischen Anlagen spielten ebenfalls eine Rolle.

3.1.2 Detailliertere Angaben zu den Baukosten nach Objekt und Baukostenplan (BKP)

Zentralgefängnis «Bibera»

BKP	Gegenstand	Betrag inkl. MWST
BKP 1	Vorbereitungsarbeiten	986 000
BKP 2	Gebäude	31 744 500
BKP 3	Betriebs- und Sicherheitsausrüstung	3 412 500
BKP 4	Umgebung	984 000
BKP 5	Baunebenkosten	1 941 500
BKP 583	Reserven für Baustellenrisiken (5 % von BKP 2 und BKP 3)	1 819 000
BKP 9	Ausstattung	722 500
	Total gerundet	41 610 000

Lebensmittelzentrum

BKP	Gegenstand	Betrag inkl. MWST
BKP 1	Vorbereitungsarbeiten	654 500
BKP 2	Gebäude	6 481 000
BKP 3	Betriebs- und Sicherheitsausrüstung	1 528 000
BKP 4	Umgebung	296 500
BKP 5	Baunebenkosten	427 500
BKP 583	Reserven für Baustellenrisiken (5 % von BKP 2 und BKP 3)	448 000
BKP 9	Ausstattung	88 500
	Total gerundet	9 924 000

Halbgefängenschaft und Arbeitsexternat «Passerelle»

BKP	Gegenstand	Betrag inkl. MWST
BKP 1	Vorbereitungsarbeiten	242 500
BKP 2	Gebäude	4 077 000
BKP 3	Betriebs- und Sicherheitsausrüstung	420 000
BKP 4	Umgebung	236 000
BKP 5	Baunebenkosten	295 000
BKP 583	Reserven für Baustellenrisiken (5 % von BKP 2 und BKP 3)	249 000
BKP 9	Ausstattung	27 500
	Total gerundet	5 547 000

Anpassung des Parkplatzes, Bau der Erschliessungsstrasse und Infrastrukturen

BKP	Gegenstand	Betrag inkl. MWST
BKP 0	Grundstück	46 500
BKP 1	Vorbereitungsarbeiten	1 063 000
BKP 2	Gebäude	1 879 000
BKP 3	Betriebs- und Sicherheitsausrüstung	0
BKP 4	Umgebung	1 308 000
BKP 5	Baunebenkosten	1 391 500
BKP 583	Reserven für Baustellenrisiken (5 % von BKP 1, BKP 2 und BKP 4)	213 000
BKP 9	Ausstattung	0
	Total gerundet	5 901 000

Der Stand der Studien ermöglichte es, die Kostenschätzung zu präzisieren. Grundlage sind die eingegangenen Angebote, die derzeit 70 % der vom Team für Planung, Architektur, Hochbau und Fachingenieurleistungen für Heizung, Lüftung, Sanitär und Elektro (HLKS) ausgeschrieben Leistungen abdecken. Basierend auf der Norm SIA 416 für die Berechnung von Flächen und Volumen von Gebäuden belaufen sich die Kosten der BKP 2 für das Projekt des neuen Zentralgefängnisses auf 1751 Franken/m³ oder 5835 Franken/m². Betrachtet man nur die Kosten für den neuen Teil des Zentralgefängnisses, belaufen sich die Kosten für BKP 2 auf 702 350 Franken pro Zelle.

Relative Kosten des Projekts FRSA II:

Ort	Anz. verwirklichte Plätze	Projektphase	Kosten pro m ³ BKP 2	Kosten pro m ² BKP 2	Kosten je Zelle
EDFR II (geschlossener Vollzug)	80 Plätze	2026–2028	1751 Franken/m³	5835 Franken/m²	702 350

* Zahlen nicht indexiert, da auf Basis von Kostenvoranschlägen

Vergleich mit dem Projekt des Zentralgefängnisses Solothurn mit identischem Haftregime:

Ort	Anz. verwirklichte Plätze	Realisierung	Kosten pro m ³ BKP 2 indexiert	Kosten pro m ² BKP 2 indexiert	Kosten je Zelle
Solothurn (geschlossener Vollzug)	60 Plätze	2012–2014	1325 Franken/m³	5946 Franken/m²	756 626

Vergleich mit Projekten mit anderen Haftregimenen

Ort	Anz. verwirklichte Plätze	Realisierung	Kosten pro m ³ BKP 2 indexiert	Kosten pro m ² BKP 2 indexiert	Kosten je Zelle
Lenzburg (geschlossener Vollzug Untersuchungshaft)	107 Plätze	2012–2014	1203 Franken/m ³	4445 Franken/m ²	365 959
Cazis (offener Vollzug)	130 Plätze	2017–2019	871 Franken/m ³	3609 Franken/m ²	621 811
EDFR I (Erweiterung offener Vollzug)	66 Plätze	2018–2022	1198 Franken/m³	3981 Franken/m²	268 566

Der Vergleich der verschiedenen Projekte zeigt, dass die Kosten je nach Zahl der realisierten Zellen, dem geforderten Sicherheitsniveau und dem Haftregime stark variieren. Die oben dargestellten Kosten für BKP 2, basierend auf der Schlussabrechnung, variieren zwischen 870 und 1300 Franken pro Kubikmeter bzw. zwischen 3900 und 5900 Franken pro Quadratmeter bzw. zwischen 270 000 und 760 000 Franken pro Zelle.

Im Gegensatz zu anderen Projekten, die Zellen, aber auch Gemeinschaftsräume, Werkstätten, Freizeiträume oder eine Sporthalle mit weniger anspruchsvollen technischen Infrastrukturanforderungen umfassen, besteht das Projekt FRSA II hauptsächlich aus neuen Zellen. Das Projekt für das Zentralgefängnis profitiert nämlich von den bereits bestehenden Gemeinschaftsräumen im Roten Gebäude.

Zum Vergleich: Das rote Gebäude besteht zu 71,8 % aus Gemeinschaftsräumen und zu 28,2 % aus Zellen, während das Verhältnis beim Projekt für das Zentralgefängnis 61,7 % zu 38,3 % lautet. Der Bau der Zellen ist der teuerste Teil des Projekts aufgrund des Umfangs der zu realisierenden technischen Anlagen.

3.2 Nebenkosten und einmalige Kosten für die Projektdurchführung

Neben den Kosten, die direkt mit den Bauarbeiten verbunden sind, wird das Projekt Nebenkosten verursachen, die jedoch nur vorübergehend anfallen: Um die Infrastruktur nach deren Bau zu testen, zu überwachen und zu validieren, wird vor der Inbetriebnahme der Räumlichkeiten ein relativ langer Zeitraum erforderlich sein, in dem zusätzliche Ressourcen auf befristeter Basis eingestellt werden müssen. Um das Personal in der neuen Gebäudekonfiguration und der neuen internen Organisation der FRSA zu schulen und zu trainieren, müssen vorübergehend zusätzliche Ressourcen (5 VZÄ während 8 Monaten) eingestellt werden. Die damit verbundenen Kosten von 400 000 Franken werden in das Betriebsbudget aufgenommen werden. Darüber hinaus wird vor und während des Umzugs des Zentralgefängnisses eine externe Verstärkung im Umfang von 2500 Stunden erforderlich sein. Basierend auf einem Stundensatz von 60 Franken ergibt dies Ausgaben von 150 000 Franken.

Es ist ein Betrag von 200 000 Franken für die Rückzahlung der Subvention im Zusammenhang mit dem Vollzugsanstalt «Les Falaises» und der Schaffung neuer Werkstätten vorgesehen, deren Realisierung vom Bund subventioniert worden war.

In diesem Zusammenhang ist darauf hinzuweisen, dass der Bund mit Schreiben vom 27. September 2023 mitgeteilt hat, dass er auf die Rückforderung der Subvention für die Realisierung des Roten Gebäudes verzichte.

Der Transfer der inhaftierten Personen von Freiburg nach Bellechasse sowie des verwertbaren Materials aus dem Zentralgefängnis muss unter strenger Bewachung mit Unterstützung der Kantonspolizei durchgeführt werden. Die entsprechenden Kosten werden auf 100 000 Franken geschätzt und unter dem Posten BKP 550 des allgemeinen Kostenvoranschlags für das Zentralgefängnis verbucht.

Ein Betrag von 100 000 Franken wird zurückgestellt, um parallel zum Umzug der inhaftierten Personen an den Standort Bellechasse ein erster Rückbau des bestehenden Gebäudes vorzunehmen. Ziel ist es, insbesondere die sicherheitsrelevanten Einrichtungen wie Überwachungskameras, sensible Kontrollinfrastrukturen, Stacheldraht sowie den von Groupe E erstellten provisorischen Stromanschluss abzumontieren.

Die Arbeiten, die in der Wäscherei des Roten Gebäudes durchgeführt werden, um die neuen Arrestzellen des Zentralgefängnisses einzurichten, erlauben es nicht, die aktuelle Wäscherei während dieser Umbauphase in Betrieb zu halten. Daher wird ein Betrag von 100 000 Franken vorgesehen, damit der Standort Bellechasse während dieser Bauphase mit einer Übergangslösung betrieben werden kann.

Weiter ist ein Betrag von 230 000 Franken vorgesehen, um den Kauf der gesamten IT-Ausstattung wie Computer, Bildschirme, Tastaturen, Drucker usw. zu finanzieren. Um die Kosten für die Installation der aktiven Netzwerkgeräte decken zu können, muss zudem ein Betrag von 180 000 Franken hinzugefügt werden.

Der Bedarf an Sicherheitsausrüstung beläuft sich auf 270 000 Franken und umfasst Sicherheitsmaterial und -ausrüstung, z. B. fest installierte und tragbare Metalldetektoren, Atemschutzgeräte für den Brandfall und Schutzausrüstung für das Gefängnispersonal.

Für die Ausrüstung zur Betreuung der inhaftierten Personen, wie zum Beispiel Fitnessgeräte, Freizeitgeräte, Fernseher, beträgt der Betrag 670 000 Franken.

Schliesslich sind 330 000 Franken für spezifische Ausrüstung wie Wagen, komplette Bettwäsche, Geschirr, Anschlagtafeln vorgesehen.

Nebenkosten und einmalige Kosten für die Projektdurchführung

Gegenstand	Betrag inkl. MWST
Kosten für die Unterstützung bei der Inbetriebnahme (2500 Stunden externe Verstärkungen)	150 000
Rückzahlung der Subvention für die Vollzugsanstalt «Les Falaises» und die Einrichtung neuer Werkstätten	200 000
Summarischer Rückbau des bestehenden Zentralgefängnisses in Freiburg	100 000
Übergangslösung für die Wäscherei	100 000
Informatikmaterial und aktive Netzwerkgeräte	410 000
Sicherheitsausrüstung	270 000
Ausrüstung zur Betreuung der inhaftierten Personen	670 000
Spezifische Ausrüstung	330 000
Total gerundet	2 230 000

Zusätzlich zu dem im Verpflichtungskredit vorgesehenen Betrag werden 400 000 Franken im Betriebsbudget für die befristete Einstellung von 5 VZÄ Fachpersonen für Justizvollzug für die 8 Monate vor der Inbetriebnahme der Einrichtung vorgesehen.

3.3 Auswirkungen auf die künftigen jährlichen Betriebs- und Verwaltungskosten

Durch die Zusammenlegung aller Haftregime am Standort Bellechasse können zahlreiche Synergien im operativen Betrieb genutzt werden. Derzeit belaufen sich die VZÄ auf 39,20 für das Zentralgefängnis und 141,47 für den Standort Bellechasse.

Mit dem Umzug des Zentralgefängnisses wird keine Einstellung von zusätzlichem Personal erforderlich sein, um den Betrieb sicherzustellen. Die FRSA wird jedoch ihre Struktur und ihre interne Organisation überarbeiten müssen, um die Synergien, die durch die Zusammenführung entstehen, optimal nutzen zu können und insbesondere die Betreuung von Personen mit einer therapeutischen Massnahme und denen in der zweiten Phase der Untersuchungshaft zu verbessern.

Das neue Gebäude für die Halbgefängenschaft und für das Arbeitsexternat wird als Anbau an den vorgelagerten Eintrittsposten weniger ressourcenintensiv sein als es mit dem ursprünglichen Projekt in Sugiez der Fall gewesen wäre. Die anderen bestehenden Haftregime erfordern die Inanspruchnahme einer zusätzlichen externen Dienstleistung, was zusätzliche Kosten in Höhe von 200 000 Franken pro Jahr verursacht.

3.4 Zukünftige Kosten für das ehemalige Zentralgefängnis

Die Zukunft des derzeitigen Gebäudes des Zentralgefängnisses in der Unterstadt wird derzeit untersucht. Die Studie zur Umnutzung des Gebäudes umfasste eine Marktstudie, eine Untersuchung der Bausubstanz und des rechtlichen Rahmens sowie eine partizipative Bürgerbefragung im Jahr 2022. Diese Schritte ermöglichten es einer Expertengruppe, mehrere Alternativen für die Nutzung dieses symbolträchtige Gebäude vorzuschlagen. Dabei kristallisierte sich der Wunsch nach einem gemischt genutzten, öffentlich zugänglichen Gebäude heraus, das keine oder nur geringe Immissionen verursacht. Die bevorzugten Nutzungen waren eine Jugendherberge und ein Gründerzentrum.

Am 13. Juni 2023 nahm der Staatsrat Kenntnis vom Stand des Dossiers und beauftragte das HBA mit der Analyse möglicher Lösungen für die Übertragung des Gebäudes an Dritte für den Betrieb und mit der Klärung des Verfahrens für die Suche nach einem Betreiber und Verwalter im Rahmen einer öffentlichen Ausschreibung. Die Stadt Freiburg verzichtete darauf, das Gebäude für ihre Zwecke zu übernehmen. In den Jahren 2023 und 2024 wurden eine Schätzung der Liegenschaft und eine technische Diagnose des Gebäudes vorgenommen sowie Überlegungen zur Vorgehensweise angestellt, um die Qualität des Projekts zu gewährleisten.

Bis das derzeitige Zentralgefängnis einer neuen Nutzung zugeführt wird, müssen die Unterhalts- und Betriebskosten jährlich im Staatshaushalt veranschlagt werden.

3.5 Auswirkungen auf den Betrieb der anderen Ämter

Neben den oben genannten Personalkosten wird es weitere Ausgaben geben. Zunächst müssen die Kosten für die Fahrten der Anwältinnen und Anwälte zum neuen Standort in Bellechasse leicht erhöht werden. Ausgehend von durchschnittlich 360 Besuchen pro Jahr im heutigen Zentralgefängnis kann dieser Betrag auf 45 000 Franken geschätzt werden (50 km multipliziert mit Fr. 2.50 pro Kilometer, gemäss dem Tarif der unentgeltlichen Rechtspflege, multipliziert mit 360).

Videokonferenzen sind eine Lösung, um die Fahrten der inhaftierten Personen zu den Behörden zu reduzieren, und werden nach und nach in den Räumlichkeiten der Staatsanwaltschaft und anderer Instanzen installiert.

Dieser Betrag ist gering im Vergleich zu den zahlreichen Vorteilen wie Sicherheit, Flexibilität, Modularität, keine Belästigung der Anwohnerinnen und Anwohner und vor allem Synergien mit der gesamten bestehenden Infrastruktur dank der Zusammenlegung der verschiedenen Haftregimen an einem einzigen Standort.

Weiter wird die Erhöhung der Fahrzeit und der Kilometerzahl bei der Verlegung der inhaftierten Personen an den Standort Bellechasse zusätzliche Ausgaben zur Folge haben. Eine Arbeitsgruppe hat die jährlichen Mehrkosten für den Transport unter Berücksichtigung der wichtigsten Elemente ermittelt und beziffert. Es handelt sich insbesondere um die Bildung eines neuen Transportteams (2 VZÄ in der Klasse 10–12) für rund 150 000 Franken sowie um die Anschaffung des für die zusätzlichen Fahrzeuge notwendigen Transporters. Der Bedarf an VZÄ muss durch das

Dekret der Kantonspolizei gedeckt werden. Die Kosten für den Kleintransporter werden auf 65 000 Franken geschätzt, wovon 35 000 Franken auf die Anschaffung und 30 000 Franken auf die Ausrüstung entfallen.

Die Kosten für den geringfügigen Umbau der Räumlichkeiten für die vorläufige Festnahme im Einsatzzentrum der Gendarmerie (EZG), um sie für die Inhaftierung nutzbar zu machen, werden auf rund 100 000 Franken geschätzt. Durch diesen Umbau werden keine zusätzlichen Zellen geschaffen, sondern es wird ermöglicht, eine festgenommene Person tagsüber für einige Stunden festzuhalten, bis sie an ihren Bestimmungsort gebracht wird.

Die zusätzlichen Fahrkosten belaufen sich auf rund 50 000 Franken, was 64 000 km pro Jahr multipliziert mit 0.79 Franken pro Kilometer entspricht. Der Kilometerpreis wird auf der Grundlage einer Abschreibung über fünf Jahre berechnet und umfasst Wartung, Gebühren und Treibstoff.

Auswirkungen auf den Betrieb der anderen Ämter

Gegenstand	Einmaliger Betrag inkl. MWST	Betrag inkl. MWST pro Jahr
Kosten für die Fahrten der Anwältinnen und Anwälte zum neuen Standort in Bellechasse		45 000
Personalressourcen für den Transport (2 VZÄ)		150 000
Anschaffung und Ausstattung eines Kleintransporters für die zusätzlichen Fahrten	65 000	
Geringfügiger Umbau der Räumlichkeiten für die vorläufige Festnahme im EZG	100 000	
Transportkosten für die Gefangenenbegleiter der Kantonspolizei		50 000
Total gerundet	165 000	245 000

3.6 Finanzierung

Die Investitionen werden gemäss der Verordnung des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements über die Baubeiträge des Bundes an Einrichtungen für den Straf- und Massnahmenvollzug vom 19. November 2011 (SR 341.14) mit einer Bundessubvention unterstützt.

Das Bundesamt für Justiz (BJ) geht aufgrund der im Rahmen der vorliegenden Botschaft aufgeführten Kosten davon aus, dass 13 600 000 Franken gewährt werden können. Dies entspricht rund 22 % der anerkannten Kosten für das Zentralgefängnis und 35 % für die übrigen Teilprojekte. Diese Informationen garantieren jedoch nicht die Gewährung einer Bundessubvention. Die geschätzte Beitragshöhe basiert auf den in diesem Stadium der Projekte vorgelegten Zahlen. Zudem kann das BJ nur dann eine provisorische Zusicherungsverfügung ausstellen, wenn der entsprechende Kredit vom kompetenten kantonalen Organ (gegebenenfalls auch vom Stimmvolk) bewilligt wurde.

Zudem umfassen die Gesamtkosten die bereits gesprochenen Kredite von 4 090 000 Franken, d. h. den Studienkredit vom 28. Mai 2020 (Dekret ASF 202_065) in Höhe von 1 800 000 Franken sowie den zusätzlichen Studienkredit vom 6. Februar 2024 (Dekret ASF 2024_010) in Höhe von 2 290 000 Franken.

Der Gesamtkredit für die Realisierung aller in dieser Botschaft vorgesehenen Projekte beläuft sich auf 53 060 000 Franken und setzt sich wie folgt zusammen:

	Betrag inkl. MWST
Gesamtkosten inkl. Nebenkosten und einmalige Kosten für die Projektdurchführung	70 750 000
Studienkredit vom 28.05.2020	-1 800 000
Zusätzlicher Studienkredit vom 06.02.2024	-2 290 000
Geschätzte Bundessubvention, gerundet	-13 600 000
Total Verpflichtungskredit	53 060 000

4 Vorläufige Planung

4.1 Zeitplan

Die Baubewilligungen für die Projekte Lebensmittelzentrum und Zentralgefängnis sowie für die Erweiterung des Parkplatzes und den Bau der Erschliessungsstrasse dürften im Laufe des Monats März 2025 erteilt werden. Für das Arbeitsexternat kann die Baubewilligung erst nach der Genehmigung der Ortsplanungsrevision der Gemeinde Murten erteilt werden, die für Herbst 2025 vorgesehen ist.

Sofern das Stimmvolk bei der am 28. September 2025 vorgesehenen Abstimmung den Verpflichtungskredit annimmt, sieht die vorläufige Planung einen Baubeginn ab Februar 2026 vor. Abhängig von den vorgesehenen Planungs- und Ausschreibungsverfahren wird mit einer Bauzeit von rund zweieinhalb Jahren gerechnet. Die Inbetriebnahme der Gebäude ist zwischen Mai und Juli 2028 vorgesehen, sodass der Umzug des Zentralgefängnisses Ende 2028 vorgenommen werden könnte.

Kalender		Projekt (Phasen)
Februar 2019 bis Juli 2019	Machbarkeitsstudie	SIA 4.21
Dezember 2019	Gesuch Studienkredit	
Dezember 2020 bis Mai 2021	Ausschreibung SIA 144	
Juni 2021 bis September 2022	Vorprojekt und Kostenvoranschlag	SIA 4.31
Januar 2024 bis September 2024	Bauprojekt	SIA 4.32
August 2024 bis März 2025	Baubewilligungsverfahren und Ausschreibungen	SIA 4.33 bis 4.41
November 2024 bis September 2025	Baubewilligungsverfahren für das Arbeitsexternat	SIA 4.33
Januar 2025 bis September 2025	Abschluss der SIA-Teilphase 4.41	
Mai 2025	Gesuch Verpflichtungskredit	
September 2025	Volksabstimmung	
Oktober 2025 bis Juli 2026	Ausführungspläne	SIA 4.51
Februar 2026 bis Juli 2028	Ausführung	SIA 4.52 u. 4.53
Mai 2028 bis Juli 2028	Inbetriebnahme	
August 2028 bis Dezember 2028	Inbetriebnahme und Umzug	

5 Finanzreferendum

Die Summe aus der einmaligen Ausgabe von 53 060 000 Franken und den zusätzlichen periodischen Ausgaben für fünf Jahre von 2 390 000 Franken (siehe Kapitel 3.3 und 3.5) beläuft sich auf 55 450 000 Franken und überschreitet die in Artikel 45 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 vorgesehene Grenze (1 % der Gesamtausgaben der Staatsrechnung 2023, d. h. 44 683 182 Franken). Der Verpflichtungskredit unterliegt somit dem obligatorischen Finanzreferendum.

6 Schlussfolgerung

Die Schwierigkeiten des Zentralgefängnisses, das sich in der Altstadt von Freiburg befindet, sind in hohem Mass das Resultat der Alterung der Gebäude. Die Alterung erschwert den Betrieb dieser Infrastruktur und das Risikomanagement zunehmend. Der Staatsrat hat in diesem Zusammenhang mehrfach deutlich gemacht, dass die Schliessung des

Zentralgefängnisses und dessen Verlegung an den Standort Bellechasse eine Priorität darstelle und so schnell wie möglich erfolgen solle.

Die inhaftierten Personen an einem einzigen Standort zusammenzuführen, wird eine optimale Sicherheit gewährleisten und zahlreiche Vorteile bieten, wie Flexibilität, Modularität, keine Belästigung der Anwohnerinnen und Anwohner in der Stadt Freiburg und vor allem Synergien mit der gesamten bestehenden Infrastruktur.

Die Kritik der Nationalen Kommission zur Verhütung von Folter sowie des Europäischen Komitees zur Verhütung von Folter und unmenschlicher oder erniedrigender Behandlung oder Strafe an den Bedingungen der Untersuchungshaft, die in den meisten Anstalten herrschen, unterstreicht die Notwendigkeit, die Räumlichkeiten funktioneller zu gestalten.

Die zukünftigen Räumlichkeiten sind so konzipiert, dass sie eine Öffnung der Haftbedingungen in der Zukunft ermöglichen. Tatsächlich geht der Trend derzeit dahin, die Untersuchungshaft anzupassen, um sie besser mit dem Straf- und Massnahmenvollzug in Einklang zu bringen, insbesondere was die Öffnungszeiten der Zellen und das Angebot an Arbeitsplätzen und Freizeitmöglichkeiten betrifft.

Schliesslich sind auch die Einweisungsbehörden auf Pufferzonen für Insassen, die auf einen geeigneteren Platz warten, sowie auf modulare Infrastrukturen angewiesen, mit denen sie der Bedarfsentwicklung in der Untersuchungshaft und im Justizvollzug begegnen können.

Nach Abschluss der für die Baubewilligung notwendigen Studien und der Konsolidierung der Baukostenschätzung beantragt der Staatsrat dem Grossen Rat die Bewilligung eines Verpflichtungskredits von 53 060 000 Franken. Dieser Betrag berücksichtigt den Bundesbeitrag, der auf 13 600 000 Franken veranschlagt wird, sowie die vom Grossen Rat bewilligten Studienkredite von zusammen 4 090 000 Franken.

Das vorgeschlagene Dekret hat direkte personelle Folgen (siehe Kapitel 2.5 und 3.5). Es hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Es steht im Einklang mit dem Bundes- und dem europäischen Recht.

Dekret über einen Verpflichtungskredit für die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026 (Umzug des Zentralgefängnisses), FRSA II

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

gestützt auf das Dekret vom 28. Mai 2020 über einen Studienkredit für die Umsetzung der zweiten Etappe der Strafvollzugsplanung 2016–2026;

gestützt auf das Dekret vom 6. Februar 2024 über einen zusätzlichen Studienkredit für die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026; nach Einsicht in die Botschaft 2024-DIME-240 des Staatsrats vom 24. März 2025;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Um die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026 (Umzug des Zentralgefängnisses), FRSA II, zu finanzieren, wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 53'060'000 Franken eröffnet.

² Die Gesamtkosten des Projekts werden auf 70'750'000 Franken geschätzt. Es werden Bundesbeiträge in der Höhe von 13'600'000 Franken erwartet. Es wurden Ausgaben für Studien in Höhe von 4'090'000 Franken zulasten des Studienkredits vom 28. Mai 2020 (Dekret ASF 2020_065) und des zusätzlichen Studienkredits vom 6. Februar 2024 für die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016–2026 (Dekret ASF 2024_010) getätigt.

³ Die Finanzverwaltung wird ermächtigt, die erwähnten Bundesbeiträge vorzuschüssen.

Art. 2

¹ Die erforderlichen Zahlungskredite werden unter der Kostenstelle E-BEL 3365 in die jährlichen Voranschläge aufgenommen und entsprechend dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHG) verwendet.

Art. 3

¹ Die Investitionsausgaben nach Artikel 1 werden in der Staatsbilanz aktiviert und nach Artikel 27 FHG abgeschrieben.

Art. 4

¹ Die Schätzung der Kosten beruht auf dem Stand des Schweizerischen Baupreisindex (SBI) von April 2024 von 115,4 Punkten für die Kategorie «Neubau – Mittelland» (Basis Oktober 2020 = 100 Pkt.).

² Der Verpflichtungskredit wird erhöht oder herabgesetzt entsprechend:

- a) der Entwicklung des oben erwähnten Baupreisindex zwischen der Ausarbeitung des Kostenvoranschlags und der Einreichung der Offerte;
- b) den offiziellen Preiserhöhungen oder -senkungen zwischen der Einreichung der Offerte und der Ausführung der Arbeiten.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht dem obligatorischen Finanzreferendum.
Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.

Message 2024-DIME-240

24 mars 2025

Crédit d'engagement en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016-2026 (Déménagement de la Prison centrale), EDFR II

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement de 53 060 000 francs en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016-2026 EDFR II.

Ce document donne suite aux phases d'études du projet qui comprend 70 % du retour des appels d'offres permettant de consolider le devis, conformément à l'ordonnance sur les projets immobiliers importants de l'Etat et sur la Commission d'examen des projets immobiliers de l'Etat (OPIC) du 9 novembre 2021.

Le projet a pour principal objectif de déplacer sur le site de Bellechasse de l'Etablissement de détention fribourgeois (EDFR) à Sugiez, la Prison centrale (PC) et la Maison de détention « Les Falaises », situées actuellement en Vieille-Ville de Fribourg. Un rapport réalisé par un expert en matière pénitentiaire à la suite de l'évasion de la Prison centrale survenue le 2 septembre 2017 de l'auteur de l'assassinat de Frasses, est arrivé à la conclusion que le remplacement de cette infrastructure vieillissante est devenu urgent.

Le projet prévoit sur le site de Bellechasse à Sugiez la construction d'un bâtiment pénitentiaire de 80 places pour la détention avant jugement (DAJ), d'un Pôle alimentaire (PAL) situé dans le prolongement de la cuisine existante, d'un bâtiment pour la semi-détention et le travail externe (Sd Tex) pour 10 places disposé dans le prolongement du poste avancé à l'entrée de Bellechasse, de l'agrandissement du parking existant, ainsi que de la réalisation d'une route de desserte et des différentes infrastructures entre les bâtiments.

Table des matières

1	Contexte	3
1.1	Introduction	3
1.2	Nécessité de la fermeture de la Prison centrale	3
1.3	Historique du projet	3
1.3.1	Rapport 2015-DSJ-265 du 14.12.2015 présentant la planification pénitentiaire 2016-2026	3
1.3.2	Rapport 2018-DSJ-166 du 24.06.2019 sur le postulat « Fermeture de la Prison centrale et création d'un centre judiciaire »	4
1.3.3	Rapport 2019-DSJ-95 du 24.06.2019 présentant la révision de la planification pénitentiaire 2016-2026	4
1.3.4	Mise en oeuvre de la planification pénitentiaire 2016-2026 révisée	5
1.3.5	Crédit d'études relatif à la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016-2026	5
2	Projet	6
2.1	Choix de l'implantation	6
2.2	Infrastructures	8

2.3	La Prison centrale (PC) « Bibera »	8
2.4	Le Pôle alimentaire (PAL)	10
2.5	Le Sd Tex (Semi-détention et travail externe) « Passerelle »	11
2.6	Adaptation du parking et pérennisation de la route de desserte	12
2.7	Caractéristiques du sol	13
2.8	Concept énergétique	13
2.9	Concept sécuritaire	13
2.10	Structure et matériaux	14
2.11	Standard SNBS	14
3	Aspects financiers	15
3.1	Coûts de construction	15
3.1.1	Récapitulation totale du coût de construction des objets	15
3.1.2	Détail du coût de construction par objet et par code des frais de construction (CFC)	16
3.2	Coûts annexes et uniques liés à la réalisation du projet	18
3.3	Impacts sur les coûts annuels futurs d'exploitation et de fonctionnement	19
3.4	Coûts futurs de l'ancienne Prison centrale	19
3.5	Impacts sur le fonctionnement des autres services	20
3.6	Financement	20
4	Planning intentionnel	21
4.1	Calendrier	21
5	Référendum financier	22
6	Conclusion	22

1 Contexte

1.1 Introduction

La planification pénitentiaire du canton de Fribourg pour les années 2016-2026 s'inscrit dans un contexte de profonde mutation du monde pénitentiaire. Pour relever les défis de plus en plus nombreux et complexes auxquels sont confrontés les autorités d'exécution des sanctions pénales, le canton de Fribourg doit revoir son organisation dans ce domaine. De plus, considérant l'évolution démographique nationale impactant la démographie cantonale, le taux d'occupation des établissements de détention augmente avec un allongement de la durée des sanctions pénales.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le site de Bellechasse fait partie intégrante de l'Etablissement de détention fribourgeois (EDFR). Cette entité autonome réunit les Etablissements de Bellechasse et la Prison centrale, permettant une gestion globale de 300 places de détention actuellement disponibles dans le canton de Fribourg.

1.2 Nécessité de la fermeture de la Prison centrale

A la suite de l'évasion survenue le 2 septembre 2017 à la Prison centrale de Fribourg, Monsieur Henri Nuoffer, expert mandaté et ancien directeur des Etablissements de Bellechasse, a souligné dans son rapport du 6 décembre 2017 l'urgence de remplacer cette prison, mettant en lumière plusieurs lacunes dans les domaines de l'organisation et des infrastructures.

L'emplacement actuel de la Prison centrale, située en vieille ville de Fribourg, favorise les contacts prohibés avec l'extérieur ainsi que l'introduction de matériel illicite. En outre, le contexte sensible de la Prison centrale ne permet pas de garantir la sécurité et la tranquillité de ce quartier principalement résidentiel. La proximité de l'accueil extra-scolaire de l'Auge-Neuveville, rend la situation encore plus délicate.

De plus, les infrastructures actuelles de la Prison centrale sont vétustes et nécessitent d'importants travaux de rénovation pour maintenir son exploitation à long terme. Les coûts engendrés par de tels travaux sont très onéreux dans un contexte de protection patrimoniale élevée, rendant ainsi toute modernisation extrêmement difficile, voire impossible. En effet, le bâtiment est inscrit à l'inventaire du Service des biens culturels (SBC) avec une mesure de protection de catégorie 2 et une valeur de recensement de niveau A.

En plus d'être vieillissant, et ce malgré les différentes interventions qui ont permis de le maintenir en fonction jusqu'ici, ce bâtiment ne bénéficie pas d'une configuration idéale permettant au personnel en place de travailler efficacement et en toute sécurité.

1.3 Historique du projet

1.3.1 Rapport 2015-DSJ-265 du 14.12.2015 présentant la planification pénitentiaire 2016-2026

Fin 2015, le Conseil d'Etat a adopté une première stratégie en matière d'infrastructures pénitentiaires. Cette stratégie prévoyait, en plus de l'extension du site de Bellechasse, la création d'une unité thérapeutique dans une seconde phase. Le remplacement de la Prison centrale était annoncé comme le troisième investissement.

Le 17 juin 2016, le Grand Conseil a approuvé un crédit d'études pour la réalisation de la première étape de cette planification (Message 2015-DSJ-198), visant à répondre aux besoins des autorités chargées de l'exécution des sanctions pénales, afin de renforcer la sécurité tout en optimisant la gestion du site de Bellechasse (ROF 2016_083). Cette première étape comprenait :

- > Une extension et une adaptation du Pavillon pour le milieu ouvert ;
- > La création d'un bâtiment destiné à des ateliers sécurisés pour les personnes détenues en régime fermé ;
- > La construction d'un centre médical pour l'ensemble du site de Bellechasse dans le prolongement du Bâtiment rouge (BR).

1.3.2 Rapport 2018-DSJ-166 du 24.06.2019 sur le postulat « Fermeture de la Prison centrale et création d'un centre judiciaire »

Le 21 juin 2018, le Grand Conseil a approuvé, un postulat de la Commission de la justice (2018-GC-19) demandant au Conseil d'Etat d'étudier la fermeture de la Prison centrale et la création d'un centre judiciaire destiné à réunir notamment une prison de détention préventive, le Ministère public et le Tribunal des mesures de contraintes.

A cet effet, la Direction de la sécurité et de la justice (DSJ) a constitué un groupe de travail afin d'examiner différentes solutions. Pour ce faire, elle a intégré les acteurs concernés, à savoir :

- > Le Ministère public ;
- > Le Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation ;
- > L'Etablissement de détention fribourgeois (EDFR) ;
- > Le Service de la justice ;
- > La Police cantonale ;
- > Le Service de la population et des migrants ;
- > Le Service des bâtiments.

Les travaux du groupe de travail ont conduit, d'une part, à la révision de la planification pénitentiaire 2016-2026 et, d'autre part, à la rédaction du rapport qui détaille les différentes options envisagées pour la désaffectation de l'actuelle Prison centrale. Il met en évidence que la création d'un centre judiciaire n'est pas opportune tant en termes de localisation que de fonctionnement pour les différentes entités concernées.

Au sujet de la construction d'une prison à Granges-Paccot, le rapport relève que l'espace disponible, déjà fortement construit, est insuffisant et ne permet ni agrandissement ni modularité à long terme. De plus, l'implantation d'une prison à proximité de la Police de sûreté pose des problèmes de sécurité et de discrétion des activités.

L'idée d'ériger un nouvel établissement dans d'autres communes de l'agglomération fribourgeoise a également été étudiée. Cependant, les seuls espaces envisageables nécessiteraient des démarches extrêmement longues et coûteuses pour la réaffectation du sol, l'obtention des permis de construire, ainsi que pour les coûts de construction et de personnel.

Pour terminer, le rapport recommande de regrouper toutes les formes de détention sur le site de Bellechasse à Sugiez, à l'exception de la semi-détention (Sd) et du travail externe (Tex), qui devraient se situer à proximité des transports publics.

1.3.3 Rapport 2019-DSJ-95 du 24.06.2019 présentant la révision de la planification pénitentiaire 2016-2026

Cette révision a mis en évidence la nécessité de procéder à la fermeture de la Prison centrale avant la création d'une unité thérapeutique prévue initialement, mais qui peut être reportée.

Les principales priorités identifiées dans le rapport sont les suivantes :

- > **Extension du site de Bellechasse** : Séparer les régimes de détention (ouvert et fermé), rapatrier des places de détention, et créer un centre médical pour mieux répondre aux besoins médicaux des personnes détenues. Ces objectifs ont pu être atteints dans le cadre des projets EDFR I dont le crédit d'engagement de 27,7 millions de francs (Message 2017-DSJ-150) pour la construction a été octroyé par le Grand Conseil le 28 mai 2020 (ROF 2020_064) ;
- > **Remplacement de la Prison centrale** : La vétusté de cette prison et son emplacement en zone urbaine nécessitent une fermeture et un remplacement. Cette tâche devient plus urgente que la création d'une unité thérapeutique prévue initialement. Cette stratégie s'inscrit dans les objectifs des projets EDFR II ;
- > **Unité thérapeutique** : Le rapport prévoit la construction d'une unité de 60 places pour l'exécution de mesures thérapeutiques, mais ce projet est désormais relégué en troisième priorité.

Il ressort que la capacité de détention dans le canton de Fribourg est suffisante, rendant inutile l'augmentation du nombre de places et qu'il est essentiel de moderniser les infrastructures pour améliorer leur sécurité, les rendre plus modulaires et mieux adaptées aux besoins futurs, notamment la resocialisation des personnes détenues.

1.3.4 Mise en oeuvre de la planification pénitentiaire 2016-2026 révisée

La stratégie révisée confirme la nécessité de prioriser la construction de l'extension du Pavillon, des ateliers sécurisés, ainsi que du centre médical.

Achevée entre fin 2023 et début 2024, cette réalisation a été cruciale pour garantir le bon fonctionnement du site de Bellechasse. Elle répond aux besoins de la chaîne pénale tout en s'adaptant à l'évolution de la population carcérale. Ainsi, les 20 places du bâtiment de la Sapinière et les 40 places du Bâtiment cellulaire du milieu fermé, auparavant occupées par le régime ouvert, ont pu être rapatriées. L'objectif était de regrouper les 100 places du régime ouvert dans le Pavillon agrandi, tandis que les 100 places du régime fermé sont désormais situées dans le bâtiment cellulaire.

Cette séparation des régimes a été saluée et recommandée par la Commission nationale de prévention de la torture (CNPT), qui, dans son rapport du 16 août 2018, jugeait problématique la mixité des régimes dans un même bâtiment, tant pour des raisons de sécurité que de réinsertion sociale.

Les nouvelles constructions contribuent ainsi à clarifier cette distinction des régimes, dans le but de mettre en oeuvre des phases progressives permettant de préparer les personnes détenues à une réinsertion dans la société.

1.3.5 Crédit d'études relatif à la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016-2026

Parallèlement à la réalisation des projets EDFR I, le Grand Conseil a approuvé, en mai 2020, un crédit d'études pour la réalisation de la seconde étape (Message [2019-DSJ-180](#)) de la stratégie de la planification pénitentiaire 2016-2026 ([ROF 2020_065](#)). Cette étape vise la fermeture définitive de la Prison centrale qui comprend 80 places, soit :

- > 61 places pour la détention avant jugement (DAJ) ou pour motifs de sûreté ;
- > 15 places pour les peines privatives de liberté de substitution (PPL et PPLS) ;
- > 4 places pour la détention administrative (LMC).

A ce programme s'ajoutent les 20 places de la Maison de détention « Les Falaises », affectée à l'exécution de la semi-détention (Sd) et au travail externe (Tex), aménagée en 2009 dans l'ancien appartement du directeur, adjacent au bâtiment de la Prison centrale. Dans la mesure où cette infrastructure est aujourd'hui exploitée par le même personnel et repose sur la logistique de la Prison centrale, il est important de trouver une solution pour cette entité.

Le maintien de la Maison de détention « Les Falaises » impliquerait d'importantes adaptations nécessaires à maintenir son exploitation indépendante après la fermeture de la Prison centrale. A cela s'additionnerait les coûts de gestion de cet établissement, pour lequel l'ajout de 10 EPT serait nécessaire.

A Bellechasse, le Bâtiment rouge (BR), réalisé entre 2010 et 2013, offre 40 places destinées jusqu'ici à l'exécution anticipée des sanctions pénales. Ces cellules, pourront, une fois le projet d'extension achevé, être attribuées à la deuxième phase de détention avant jugement (DAJ), c'est-à-dire pour les personnes détenues principalement en attente de leur jugement. Afin de maintenir la capacité de détention dans le canton de Fribourg et dans l'optique de fermer définitivement la Prison centrale, il est nécessaire de construire 40 places de détention supplémentaires, ainsi que 20 places pour la semi-détention (Sd) et le travail externe (Tex). Ce programme permettra ainsi de retrouver la capacité d'accueil qui existe actuellement à la Prison centrale.

2 Projet

2.1 Choix de l'implantation

Le site actuel de la Prison centrale en Vieille-Ville de Fribourg présente des défis en matière d'aménagement du territoire. En effet, l'activité carcérale est en contradiction avec les principes d'aménagement visant à une utilisation efficace du territoire et plus particulièrement avec l'affectation de la Zone de ville 1, qui est principalement destinée à l'habitation, aux activités de service à faibles nuisances ou aux équipements communautaires d'intérêt général. De plus, l'acceptation de cette activité carcérale par la population de la ville est devenue difficile dans le contexte urbain actuel.

L'optimisation du site de Bellechasse, comprenant son agrandissement pour intégrer les places de détention du canton sur un même site, s'est imposée comme la meilleure solution. En effet, l'édification d'un nouvel établissement ailleurs dans le canton de Fribourg serait bien plus coûteuse en termes de construction mais surtout d'exploitation.

Il ressort du rapport commandé à CLAVEM GmbH du 6 mai 2020 que les établissements de moins de 100 places ne répondent plus aux normes actuelles. De plus, le mélange entre la détention préventive, le régime de détention le plus sévère, et la semi-détention, où les condamnés quittent quotidiennement l'établissement pour travailler, n'est plus adapté à notre époque et pose des problèmes de sécurité évidents. Par ailleurs, le prix élevé du terrain en périphérie de la ville de Fribourg, déjà fortement bâtie, ainsi que les coûts d'exploitation d'une nouvelle structure totalement indépendante qui nécessiterait davantage de ressources, ont conduit à cette décision.

Regrouper les places de détention avant jugement (DAJ) sur le site de Bellechasse à Sugiez, permet de tirer profit d'une infrastructure pénitentiaire et technique qui existe déjà. En effet, utiliser le terrain disponible, déjà équipé d'un réseau principal de routes de desserte pour les autres bâtiments existants, contribuera grandement à réduire les travaux nécessaires à l'implantation de ces nouvelles constructions. Dans ce contexte, avec un niveau de sécurité accru, l'intégration de la nouvelle Prison centrale au sein des différents régimes de détention sera nettement plus économique.

Toutefois, en déplaçant la détention avant jugement (DAJ) à Sugiez, la question du déplacement des avocats et du Ministère public a dû être traitée. Il sera organisé un service de convoyage performant entre le site de Bellechasse et le bâtiment du quartier du Bourg, située en ville de Fribourg et occupé par le Ministère public. L'adaptation du système de convoyage actuel pour la distance supplémentaire entraînera des coûts de fonctionnement supplémentaire. Le convoyage des personnes détenues vers les différentes instances du canton, dont le coût est indiqué au chapitre 3.5, est nécessaire pour respecter les exigences de la procédure.

En 2018, il y avait en moyenne une visite d'avocat par jour à la Prison centrale, la plupart des rencontres ayant eu lieu au Ministère public. D'autre part, la police effectue en moyenne moins de 6 trajets par jour ouvrable depuis la Prison centrale, dont 2 à 3 fois par semaine pour des transferts entre la Prison centrale et Bellechasse, ce qui sera simplifié à l'avenir. L'évolution de la technologie, notamment la visio-conférence, réduira le nombre de trajets nécessaires.

En l'état, un groupe de travail avait été constitué afin de développer des modèles visant à contenir les coûts supplémentaires, par exemple en sous-traitant et en mutualisant certaines tâches. L'aménagement d'une zone d'attente à proximité des autorités permettra également d'optimiser les flux entre Sugiez et Fribourg. Dans tous les cas, le regroupement des places de détention sur le site de Bellechasse s'avère être la solution la plus économique en termes de coûts de construction et d'exploitation, y compris le personnel. C'est aussi la solution la plus sûre, la plus flexible et la plus facile à mettre en œuvre grâce aux synergies possible notamment en ce qui concerne la sécurité.

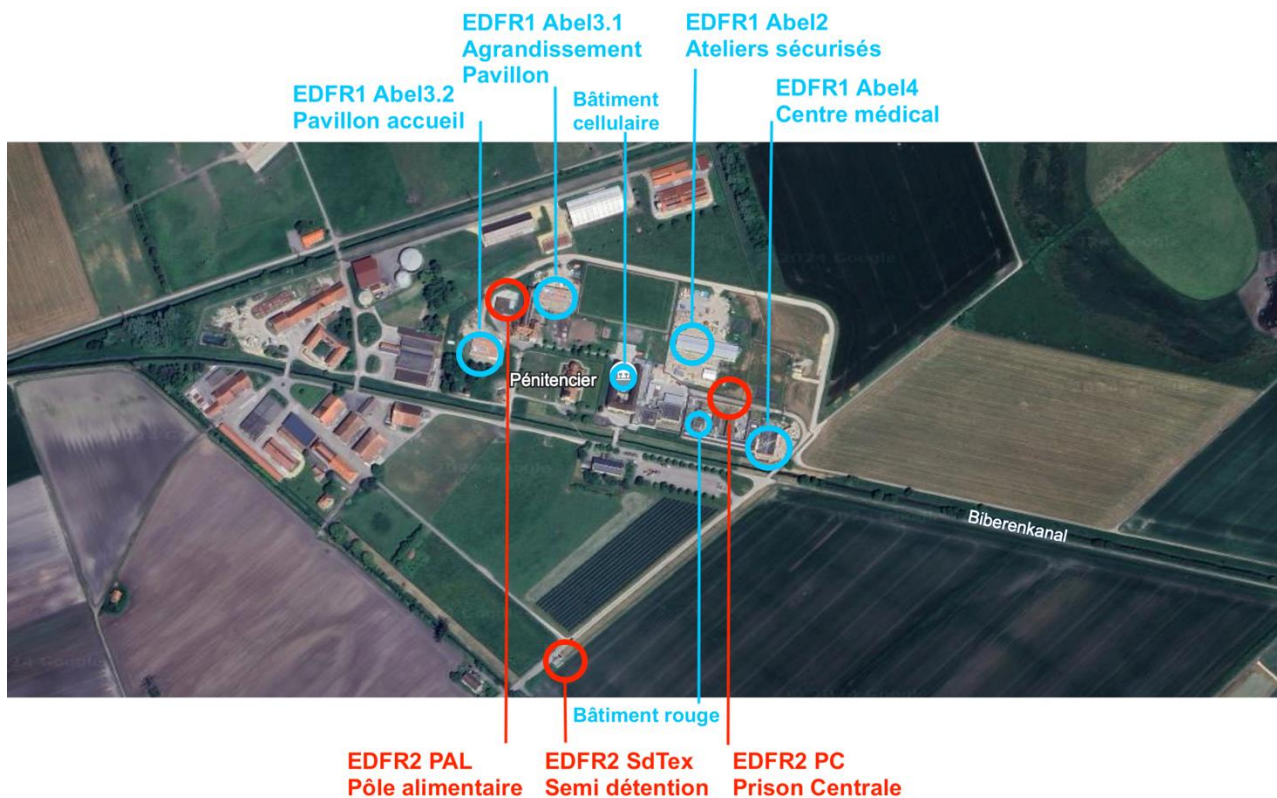


Figure 1 Localisation EDFR I et EDFR II

Répartition des bâtiments et des places de détention

Bâtiment	Régime	Capacité maximale
Pavillon accueil (accueil, réfectoire, parloirs)	Ouvert	
Pavillon cellulaire	Ouvert	100 personnes détenues
Bâtiment cellulaires (BC)	Fermé	100 personnes détenues
Centre médical	Ouvert / Fermé	
Pôle alimentaire (PAL)	Ouvert	
Semi-détention et travail externe (Sd Tex) « Passerelle »	Ouvert	10 personnes détenues
Prison centrale (PC) « Bibera »	DAJ, détention administrative et exécution des peines	80 personnes détenues
Total		290 personnes détenues

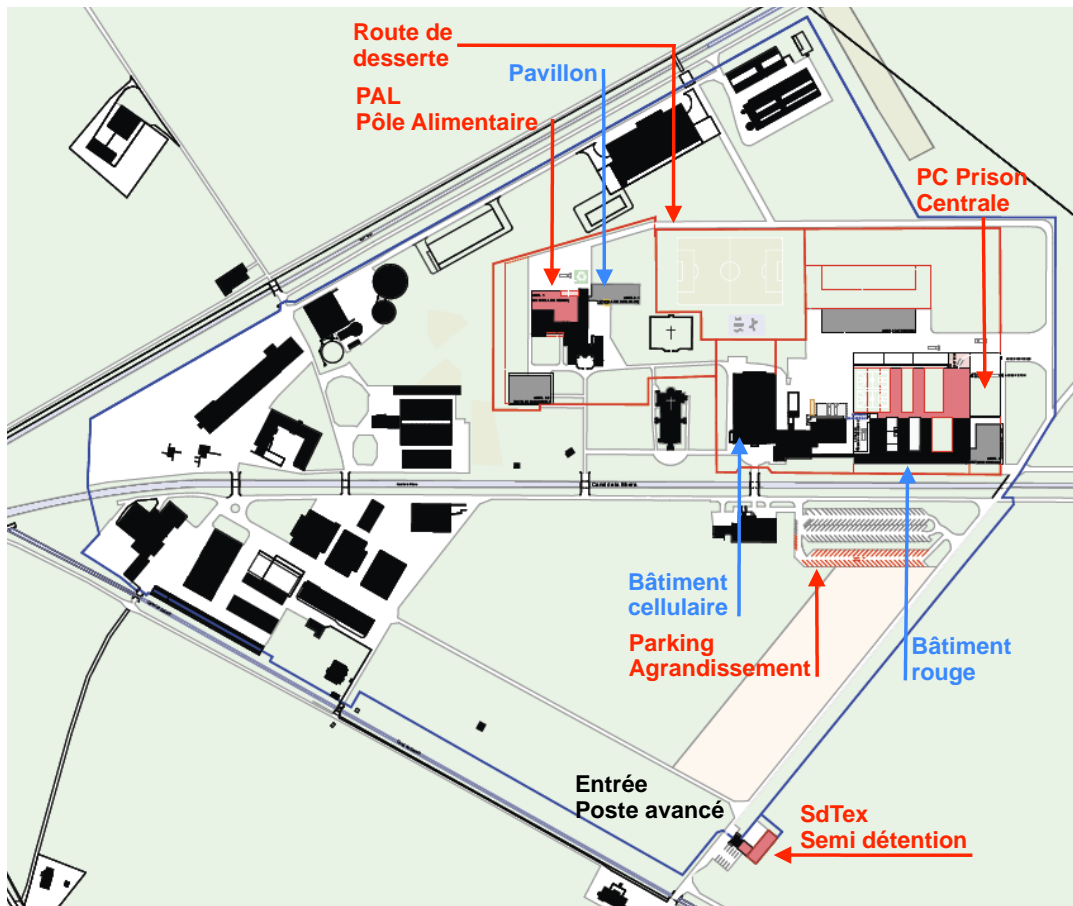


Figure 2 Plan de situation générale des projets

2.2 Infrastructures

L'essentiel des infrastructures techniques, telles que la production de chaleur, le courant fort et courant faible, le traitement des eaux, mais également les infrastructures routières, existent déjà sur le site.

Lors de la planification de la première étape des projets EDFR I, les planificateurs des projets EDFR I et EDFR II se sont coordonnés pour harmoniser les besoins des deux projets. Cette collaboration a permis de mutualiser certains travaux liés aux infrastructures techniques, dans le but de trouver les solutions les plus rationnelles pour les différents projets et de tirer parti des synergies possibles avec les installations existantes.

Certains travaux, comme l'installation de deux nouveaux transformateurs ou l'agrandissement de la station de pompage et l'extension de la centrale de chauffage ont été réalisés en tenant compte des projets à venir. Un master plan a permis d'établir le concept de sécurité, les accès et les connexions entre les différents régimes de détention, afin d'assurer le bon fonctionnement de l'établissement durant les phases des chantiers et d'anticiper l'arrivée de la Prison centrale.

2.3 La Prison centrale (PC) « Bibera »

Le projet consiste en une extension du Bâtiment rouge (BR) réalisé entre 2010 et 2013, et implanté sur le versant nord, en prolongation du bâtiment existant.

Le programme prévoit d'abord des travaux dans le BR existant, nécessitant de modifier partiellement l'organisation intérieure et de transformer certains éléments structurels et techniques. Ces travaux permettront d'aménager notamment les ateliers et les locaux de loisirs et médicaux pour le secteur de la détention avant jugement (DAJ). Les 40 places de cette partie de l'établissement seront réparties dans les cellules existantes, qui ne nécessitent que des travaux d'entretien.

Un des enjeux de ce projet sera d'intervenir en site occupé et en exploitation notamment sur le Bâtiment rouge abritant la buanderie existante, où 3 cellules disciplinaires doivent être aménagées. Le fonctionnement de la buanderie ne pourra pas être maintenu pendant toute la durée des travaux, ce qui engendrera un recours temporaire à un service de blanchisserie externe. Les adaptations prévues respecteront les spécificités de la détention avant jugement (DAJ), visant à prévenir tout risque de collusion. Elles permettront une séparation claire des flux et éviteront la communication entre les personnes détenues en exécution de peine du Bâtiment cellulaire et celles en DAJ, ainsi que des visiteurs, qui doivent être distincts.

Par ailleurs, il est également indispensable que les cellules ne puissent pas avoir de vue sur les entrées et sorties, les cours de promenade, tout comme les cellules des autres personnes détenues. De plus, le régime de détention avant jugement pendant la procédure d'instruction active (DAJ1) et celui après cette phase, lorsqu'il s'agit essentiellement d'attendre les résultats d'une expertise ou le jugement (DAJ2), ont des besoins sécuritaires différents. Le DAJ2 peut effectivement bénéficier de plus de souplesse et les conditions de détention devraient idéalement se rapprocher autant que possible de celles de l'exécution des sanctions pénales.

La nouvelle annexe, planifiée en parallèle au bâtiment existant, comprendra 40 cellules supplémentaires, portant à 80 le nombre de places de détention avant jugement (DAJ), de détention administrative et d'exécution des peines, remplaçant l'actuelle Prison centrale, à l'exception de la Maison de détention « Les Falaises ». Le nouveau bâtiment comprendra également une zone tampon de 5 places, dotée de sa propre cour de promenade en toiture et d'un atelier pour ses propres besoins. De plus, les 5 places de détention administrative (LMC), conformes aux normes de l'Office fédéral de la justice, bénéficieront également d'une cour de promenade et d'un atelier. Le bâtiment de tête abritera l'entrée principale, la nouvelle centrale de surveillance, le secteur administratif et du personnel, le secteur d'accueil des personnes détenues ainsi que les salles des visites et les parloirs.

Le programme des locaux a été conçu pour répondre aux exigences spécifiques de la Prison centrale tout en respectant les exigences de l'Office fédéral de la justice. Les synergies dont l'établissement peut profiter avec le site existant sont dès lors exploitées dans les limites des contraintes liées notamment à la sécurité. Pour une exploitation rationnelle et sûre, il est nécessaire que cette nouvelle structure fonctionne de manière indépendante des autres bâtiments du site de Bellechasse, qui hébergent des personnes en exécution d'une sanction pénale.

Bien que des synergies importantes puissent être mises en place, par exemple au niveau du chauffage, de la sécurité et de la surveillance du site, il est essentiel de disposer de locaux complémentaires pour les repas, les soins, l'administration, la buanderie et les visites. Ainsi, bien que les repas principaux puissent être préparés dans le futur Pôle alimentaire (PAL) du site de Bellechasse, situé dans le secteur ouvert où se trouve déjà la cuisine, la nouvelle structure pour la détention avant jugement (DAJ) doit disposer de son propre local pour réchauffer les plats et effectuer quelques tâches très simples.

Une cantine d'environ 50 m² est prévue comme point de rassemblement et de départ pour les agents de détention, dont la plupart prendront leurs repas sur place. Cela garantit la présence constante d'un personnel suffisant pour intervenir rapidement en cas d'urgence ou d'événements imprévus, tels qu'une arrivée ou une libération.

S'agissant des soins, le nouveau centre médical du site de Bellechasse qui a été réalisé dans le cadre des projets EDFR I, pourra accueillir les personnes détenues de cette nouvelle structure pour des soins spécifiques, comme des soins dentaires ou des radiographies. Toutefois, pour administrer les soins de base et les premières consultations, notamment pour les visites médicales et les consultations psychiatriques, il est impératif de disposer de locaux situés directement dans le bâtiment. L'objectif est de minimiser les sorties des personnes détenues du secteur DAJ afin de prévenir tout risque de collusion. Ainsi, deux locaux de soins, deux bureaux d'infirmiers, un bureau permettant des discussions pour un encadrement psychiatrique et un local pour le stockage des médicaments sont prévus.

Au niveau administratif, une surface d'environ 150 m² est dédiée à la gestion courante des affaires nécessitant un traitement direct et rapide au sein de l'établissement. L'ensemble des locaux est aménagé de manière à garantir une proximité entre les bureaux de l'administration et ceux de la sécurité. Les sas de sécurité et les interventions pour le passage entre les différents secteurs restent ouverts, facilitant grandement l'accès pour le personnel. Il n'en demeure pas moins, que la gestion du personnel et la comptabilité générale continueront d'être traitées par le personnel de l'EDFR dans le bâtiment principal déjà existant sur le site.

De plus, il est important de relever que les cellules fortes pour l'ensemble du site de Bellechasse resteront exploitées dans ce bâtiment au sous-sol. 8 cellules fortes du Bâtiment rouge seront affectées au Bâtiment cellulaire pour le régime fermé, alors que 3 nouvelles cellules fortes seront aménagées au-dessus de la buanderie pour les besoins de la Prison centrale. Une attention particulière a été portée à ces zones de passage très sensibles, afin de garantir une séparation la plus claire possible entre les deux régimes de détention.

Par ailleurs, pour gérer les entrées et sorties des personnes détenues, 2 cellules d'entrée et d'attente seront créées à proximité de l'entrée principale. Ce secteur sera également équipé de locaux pour les contrôles électroniques des personnes détenues et des bagages, d'un local pour stocker les effets personnels des personnes détenues et d'un bureau d'accueil pour les différentes formalités de prise en charge. Une entrée pour le personnel et une autre pour les visiteurs sont également prévues. Une cour d'entrée permettra d'organiser l'arrivée des véhicules dans un sas de sécurité sous le contrôle de la centrale de surveillance.

La Prison centrale comprendra également 3 cellules doubles pour gérer des situations plus sensibles. Comme pour les nouvelles cellules des projets EDFR I et les cellules rénovées du Bâtiment cellulaire, tout le mobilier des nouvelles cellules sera fabriqué dans le cadre d'un programme d'occupation avec les personnes détenues.

Le projet, qui s'étend en continuité du bâtiment existant, est conçu pour être simple et rationnel, afin de permettre au personnel de travailler le plus efficacement possible. Le dispositif des circulations et la répartition du programme sont pensés pour garantir une bonne visibilité afin de pouvoir intervenir rapidement en cas de problème. Finalement, l'ensemble du projet a été structuré de façon à permettre ultérieurement la réalisation d'un agrandissement de 20 places de détention supplémentaires.



Figure 3 Vue aérienne de la Prison centrale (PC)

2.4 Le Pôle alimentaire (PAL)

Pour rappel, le crédit d'études voté en juin 2016 par le Grand Conseil relatif à la réalisation de la première étape des projets EDFR I prévoyait des travaux de transformation et d'agrandissement de la cuisine de Bellechasse, afin de pouvoir absorber les repas journaliers supplémentaires. Toutefois, face à l'évolution de ce projet d'agrandissement qui s'est avéré bien plus coûteux que prévu, combiné à la perspective de l'arrivée sur le site de Bellechasse de la Prison centrale, la décision a été prise de renoncer à cet investissement tel qu'il était prévu dans le crédit d'études.

Aujourd'hui, avec la création d'un véritable pôle alimentaire planifié dans le prolongement de la cuisine existante du secteur ouvert, le site de Bellechasse disposera d'une infrastructure durable, capable de préparer environ 750 repas par jour pour l'ensemble du site.

Le projet prévoit une extension de la cuisine réalisée dans les années 2000. Il maintient un accès pour le personnel avec un quai de chargement sur le côté sud, alors qu'un nouveau quai de chargement est aménagé sur le côté nord du bâtiment, en lien avec la route desservant les bâtiments principaux.

L'ensemble de l'infrastructure nécessaire à la préparation des repas s'organise sur un seul niveau. Il est rappelé que la préparation des repas s'effectue avec des personnes détenues dans le cadre d'un programme d'occupation du régime ouvert. Le chef de cuisine occupe une position centrale, lui permettant de superviser les différents postes de travail.

Toute la technique du bâtiment, comme les monoblocs de ventilation, les panneaux photovoltaïques, est disposée au niveau de la toiture. Le bâtiment du Pavillon jouxtant la cuisine, fait l'objet d'une mesure de protection du bien culturel, nécessitant une attention particulière dans le choix de certains matériaux. Une grande partie de l'équipement de la cuisine actuelle est en fin de vie. Dans ce contexte, l'EDFR prévoit de remplacer uniquement ce qui est vraiment nécessaire durant cette période de transition. En fonction des remplacements effectués, certains appareils pourraient être récupérés.



Figure 4 Pôle alimentaire (PAL)

2.5 Le Sd Tex (Semi-détention et travail externe) « Passerelle »

Il convient de rappeler que, dans le message du 16 décembre 2019 relatif à la demande de crédit d'études, le projet prévoyait de réaliser la semi-détention (Sd) et le travail externe (Tex) sur le site de l'ancienne école de Sugiez. Afin d'éviter tout problème de voisinage, le bâtiment devait prendre la forme d'un « L », aménagé de façon à garder les faces visibles du côté de la route sans fenêtres. Les parties habitées auraient été orientées en parallèle des routes avoisinantes, alors que la cour extérieure aurait fait face à la forêt et au parking existant.

Cependant, au fil du projet, il est devenu évident que la proximité avec un quartier résidentiel poserait des problèmes que même une organisation appropriée du bâtiment ne pourrait résoudre. Il a donc été décidé de renoncer à ce projet au profit d'un nouveau projet directement lié au poste de contrôle avancé situé à l'entrée du site de Bellechasse.

De plus, depuis la révision du Code pénal suisse en 2018, les besoins en matière de semi-détention et travail externe ont diminué. Nous observons un transfert des exécutions sous forme de travail d'intérêt général ou de surveillance électronique. Cette tendance se retrouve également dans les autres cantons, qui n'ont pas montré un grand intérêt à utiliser cette structure. Les 20 places prévues à proximité de la gare de Sugiez ne répondent plus aux besoins actuels. L'EDFR a retenu une nouvelle variante pour une petite structure de 10 places située en périphérie du site sécurisé.

Le bâtiment s'implante dans le prolongement du poste de contrôle avancé existant. Il conserve ainsi une certaine indépendance par rapport aux autres régimes de détention tout en profitant des services de l'infrastructure existante. Il maintient la forme de « L » initialement prévue et regroupe les 10 chambres sur 2 niveaux. Pour rappel, les personnes détenues exercent une activité en dehors de l'établissement durant la journée et retournent dans leur chambre le soir. Chaque étage dispose d'une zone commune de séjour-repas, ainsi que les locaux de services, sanitaires, douches et local de buanderie, visant à rendre les personnes détenues autonomes dans leur quotidien. Le bâtiment est également conçu pour accueillir 2 femmes parmi les 10 chambres disponibles. Une séparation entre les deux secteurs est donc possible si nécessaire.

Le projet est structuré de façon à permettre un agrandissement sur le versant sud. Contrairement aux autres projets situés sur le territoire de la commune de Mont-Vully, celui-ci se situe actuellement en dehors de la zone pénitentiaire, sur le territoire de la commune de Morat, qui a révisé son plan d'aménagement local. Afin de coordonner les procédures, il a fallu mettre à l'enquête le projet de construction en même temps que la mise à l'enquête de la révision du plan d'aménagement de la commune de Morat. Finalement, en termes de fonctionnement et de besoins en personnel, ce bâtiment bénéficiera des synergies qui existent notamment avec la centrale de sécurité.

A ce stade du projet, l'ambition est d'exploiter ce nouveau bâtiment au sein des infrastructures de Bellechasse avec le personnel existant, en tirant parti des synergies internes à concrétiser, alors que 10 EPT auraient été nécessaires pour maintenir la Maison de détention « Les Falaises » en Vieille-Ville de Fribourg.



Figure 5 Sd Tex (Semi-détention et travail externe) « Passerelle »

2.6 Adaptation du parking et pérennisation de la route de desserte

Le site actuel de Bellechasse dispose de 200 places de détention et il en comptera 290 à la fin des travaux des projets EDFR II. Une extension du parking existant s'avère donc nécessaire, ce d'autant qu'il n'avait pas été adapté au moment de la construction des 40 places du Bâtiment rouge (BR), ni lors de la réalisation des projets EDFR I et qu'il est aujourd'hui très souvent complet. Il est prévu d'agrandir ce parking afin d'ajouter 53 places de parc pour les voitures et 7 places de parc pour les 2 roues. Cet agrandissement, conçu dans le prolongement du parking existant, comprendra deux rangées de stationnement, dont l'une sera équipée de bornes de recharge pour des véhicules électriques.

Lors de la réalisation de la première étape des projets EDFR I, une piste de chantier a été créée de manière à organiser les accès aux différents chantiers sans passer par la zone centrale du pénitencier. Cette piste avait été planifiée pour desservir le moment venu, le périmètre nord de l'établissement en lien avec une partie du secteur agricole, et le pôle alimentaire qui sera construit. Il ne s'agit pas de créer une nouvelle route, mais de réaliser les travaux nécessaires à la construction définitive de cet ouvrage, dont les contours ont été réalisés durant les travaux des projets EDFR I.

2.7 Caractéristiques du sol

Les études géologiques réalisées confirment que la nature du sol présente une faible capacité de portance et la présence de deux nappes d'eaux souterraines. Le sous-sol est essentiellement composé de sable très fin limoneux, de tourbe noire et d'argile limoneuse. A l'instar de tous les bâtiments existants et ceux récemment construits sur le site de Bellechasse, il est nécessaire de recourir à des fondations profondes en réalisant des pieux de plus de 8 mètres pour atteindre un sol d'une meilleure portance et ainsi pouvoir répartir les charges de manière uniforme.

2.8 Concept énergétique

L'ensemble du site de Bellechasse bénéficie déjà d'un système de production de chaleur au bois et d'une centrale de biogaz, pour le chauffage des bâtiments et la production d'eau chaude sanitaire, permettant au pénitencier d'utiliser une matière première locale à moindre coûts. En plus, la centrale de biogaz couvre aujourd'hui près de 80 % des besoins en électricité du site de Bellechasse. Les projets de la Prison centrale et du Pôle alimentaire seront raccordés au chauffage à distance. Ce réseau de chauffage est étendu à chaque intervention pour maintenir une certaine flexibilité et intégrer les différents projets de construction en fonction de leurs besoins.

Chaque projet est équipé d'une sous-station de production de chaleur afin de gérer la consommation nécessaire au chauffage et à l'eau chaude. A l'intérieur des bâtiments, les installations techniques de distribution de chaleur, de ventilation contrôlée ainsi que les installations sanitaires et électriques, sont conçues pour répondre à des exigences de sécurité élevées de l'établissement.

Le projet prévoit d'installer sur les toitures des bâtiments environ 540 m² de panneaux photovoltaïques soit quelques 283 panneaux qui permettront de contribuer à la production d'énergies renouvelables. Il sera ainsi possible de produire environ 116 MWh/an, ce qui correspond à la consommation annuelle de près de 22 ménages. Cela s'ajoutera aux 1 300 m² de panneaux installés dans le cadre des projets EDFR I. Finalement, entre les projets EDFR I et EDFR II, le site de Bellechasse produira l'équivalent des besoins annuels d'environ 77 ménages.

En conclusion, le site de Bellechasse produira, au terme des projets EDFR I et EDFR II, l'équivalent de 506 MWh/an, tandis que la production actuelle est de 110 MWh/an.

2.9 Concept sécuritaire

Le projet de la nouvelle Prison centrale de Bellechasse s'intègre dans un concept sécuritaire global existant, en cours d'extension. La coordination de la planification des projets EDFR I et EDFR II vise à concevoir et regrouper les infrastructures techniques de l'ensemble du site, tout en séparant les différents régimes de détention, chacun ayant ses propres exigences.

La Prison centrale (PC), une infrastructure de régime fermé située à Bellechasse, bénéficie d'un niveau de sécurité supérieur et accueillera uniquement les personnes détenues en détention avant jugement. Les personnes détenues de la PC seront toujours séparées de celles détenues dans les autres bâtiments.

Pour garantir ce niveau de sécurité, une première barrière périphérique sera installée pour empêcher l'introduction d'objets interdits, de l'extérieur. Cette protection intégrale sera renforcée par des fils de fer barbelés et par la mise en place d'un système de détection de mouvement.

Les cours de promenade, y compris celle avec accès au niveau de la toiture pour les 5 places tampon, seront sécurisées par un grillage en acier inoxydable. Un éclairage le long des façades des cellules permettra au personnel chargé de garder le site de surveiller chaque secteur sans perturber le sommeil des personnes détenues.

La loge de sécurité est le premier point de contact pour les collaborateurs, les visiteurs et les fournisseurs. Ce local conçu pour effectuer les premiers contrôles dans la zone d'entrée à l'extérieur du bâtiment et dans le sas des véhicules. Ce nouvel espace sert de loge de sécurité principale du site. Toutes les informations nécessaires à la Prison centrale y sont surveillées et gérées.

L'évacuation s'effectue à l'aide de moyens d'autorisation appropriés, tels qu'une clé, un badge ou une ouverture à distance, selon l'emplacement de la porte. Dans tous les cas, les portes peuvent être déverrouillées à distance depuis la loge de sécurité. Il est également possible de désactiver des sas ou des portes lors d'une intervention ou d'une évacuation.

Actuellement, les portes des cellules existantes sont ouvertes à l'aide d'une clé, et ce système sera étendu aux nouvelles portes des cellules à venir. Le choix des éléments sensibles comme les serrures, les interphones ou le système d'éclairage s'appuie sur les réalisations de la première étape des projets EDFR I, afin de maîtriser les coûts d'entretien.

Tous les sas sont équipés de caméras de surveillance anti-vandalisme. De plus, la géolocalisation par radio assure la protection du personnel en fonction. Il a été décidé de ne pas installer de système de surveillance des fenêtres à l'intérieur des cellules, car cela n'existe pas actuellement à Bellechasse. Etant donné le faible risque de déclenchement de fausses alertes à répétition, la direction a choisi d'y renoncer.

Finalement, malgré le niveau de protection plus élevé qui caractérise la Prison centrale, une grande partie de son infrastructure sera réalisée de façon à garantir une certaine uniformité avec les autres régimes de détention en place. Cela vise à rationaliser autant que possible la gestion des différents bâtiments.

2.10 Structure et matériaux

De manière générale, le choix des matériaux est effectué en étroite collaboration avec les utilisateurs afin de garantir la sécurité, la durabilité et l'entretien, en s'appuyant sur les récentes réalisations. Les principes structurels des projets sont simples et rationnels, avec pour objectif de mettre en place un schéma de fonctionnement clair, dicté par des objectifs de sécurité. Cela inclut l'organisation des dispositifs de circulation pour un accès très rapide aux différents secteurs de détention.

Les murs et les dalles prévus sont en béton apparent. A l'intérieur des cellules, les parois sont simplement peintes, permettant des réfections peu coûteuses en cas de déprédations causées par une personne détenue. Les revêtements de sol sont pour l'essentiel en carrelage ou en résine de type industriel, garantissant un entretien aisé et une bonne résistance à l'usage. Toutes les fenêtres soumises aux prescriptions de sécurité sont en acier et équipées de barreaux en acier, comme celles déjà existantes. L'aménagement de faux-plafonds est limité aux espaces nécessitant une attention acoustique particulière et aux zones spécifiques pour la distribution des installations techniques de chauffage et de ventilation. Dans la mesure des surfaces disponibles, les toitures des bâtiments sont végétalisées afin de favoriser la rétention des eaux de pluie.

2.11 Standard SNBS

Avec l'entrée en vigueur de la [directive du 1^{er} janvier 2023 sur la durabilité des bâtiments de l'Etat](#), l'Etat a réaffirmé sa volonté de réduire les émissions de CO₂ conformément au plan climat cantonal. Pour aligner ses actions avec la [stratégie immobilière 2022-2035](#), il doit à la fois assainir de nombreux bâtiments et adopter une approche durable pour ces rénovations ainsi que pour les nouveaux projets. Les projets doivent être développés conformément au standard des constructions durables Suisse (SNBS) et répondre aux standards exigeants en matière de performances énergétiques.

Concrètement, cela implique de considérer le bâtiment dans son environnement, de prendre en compte de manière égale et globale les besoins sociétaux, économiques et environnementaux, et de baser les décisions sur l'ensemble du cycle de vie du bâtiment.

Dans ce contexte, les bâtiments de l'Etat doivent être équipés de manière optimale avec des installations de chauffage et de production d'eau chaude utilisant des énergies renouvelables ou des rejets de chaleurs, dans la mesure où cela est techniquement et opérationnellement réalisable, et économiquement viable. Ces bâtiments doivent être exemplaires, et leurs performances énergétiques doivent répondre aux critères des labels Minergie-P ou Minergie-A.

Au cours du développement de la démarche, il est apparu que certains critères, tels que les surfaces par personne ou les distances à parcourir à pied pour les loisirs, la restauration, les services ou les infrastructures sociales, n'étaient pas adaptés à un établissement carcéral dont l'objectif principal est la sécurité. Dans ces circonstances, il s'est avéré plus judicieux de ne pas viser une certification, qui aurait été onéreuse et inappropriée pour ce projet. Il a ainsi été décidé de travailler avec des indicateurs permettant d'atteindre une équivalence au standard SNBS pour l'ensemble des bâtiments projetés.

Ce travail a été réalisé avec le team de planificateurs, architectes et ingénieurs engagés dans le développement des projets, un bureau d'ingénieurs indépendant chargé du suivi de la démarche pour le canton, ainsi qu'avec le Service des bâtiments (SBat). Au terme de cette démarche, il a été possible d'atteindre une note générale de 5.1 sur 6.0, correspondant au niveau or et qui tient compte de la moyenne des notes des trois domaines : société, économie et environnement. De plus, il a été demandé aux planificateurs d'intégrer la référence au cahier EcoBau dans les documents d'appels d'offres.

3 Aspects financiers

3.1 Coûts de construction

Les coûts bruts d'investissement pour la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016-2026 sont estimés à 70 750 000 francs dont 68 518 000 francs représentent les coûts de construction et 2 230 000 francs représentent les coûts annexes liés à la réalisation du projet.

Ces coûts incluent les études, la construction des bâtiments et leur équipement. Après déduction des subventions fédérales, estimées et arrondies à 13 600 000 francs, soit 7 600 000 francs pour le projet de la Prison Centrale, 2 760 000 francs pour le projet du Pôle alimentaire, 1 910 000 francs pour le Sd Tex, et 1 330 000 francs pour le parking et les infrastructures, la part à la charge de l'Etat devrait se monter à 57 150 000 francs.

3.1.1 Récapitulation totale du coût de construction des objets

Les montants du devis de tous les objets peuvent être résumés comme suit :

Objet	Montant TTC
Prison centrale (PC) « Bibera »	41 610 000
Pôle alimentaire (PAL)	9 924 000
Sd Tex (Semi-détention et travail externe) « Passerelle »	5 547 000
Adaptation du parking, réalisation de la route de desserte et infrastructures	5 901 000
Coût de construction intermédiaire	62 982 000
Réserves pour divers et imprévus (CFC 6 = 10 % du CFC 1 à 4)	5 536 000
Total intermédiaire arrondi CFC 1 à 5 et CFC 9	68 518 000
Coûts annexes et uniques liés à la réalisation du projet (CFC 550 Maître d'ouvrage)	2 230 000
Total général arrondi	70 750 000

Le coût des travaux est estimé à partir de 70 % des retours d'offres, en prenant en compte la moyenne des trois offres les plus basses. Il repose également sur l'indice suisse des prix de la construction (ISPC) arrêté en avril 2024 et établi à 115.4 points dans la catégorie « Nouvelle construction – Espace Mittelland » (base octobre 2020 = 100 pts).

L'augmentation des coûts depuis l'estimation initiale de 2019, faisant l'objet du crédit d'études additionnel, s'explique principalement par l'accroissement des surfaces et l'évolution des besoins des utilisateurs. La modification de l'organisation de la Prison centrale, passant d'un système de corridor double à simple pour renforcer la sécurité, ainsi que l'équipement des nouvelles cellules avec des douches et des installations sanitaires plus performantes pour garantir une meilleure durabilité, ont contribué à cette hausse. De plus, l'augmentation du taux de TVA, des prix du marché actuels, des interventions plus importantes que prévues initialement dans les parties existantes des bâtiments et des travaux relatifs aux installations électriques ont également joué un rôle dans cette augmentation.

3.1.2 Détail du coût de construction par objet et par code des frais de construction (CFC)

Prison centrale (PC) « Bibera »

CFC	Objet	Montant TTC
CFC 1	Travaux préparatoires	986 000
CFC 2	Bâtiment	31 744 500
CFC 3	Equipement d'exploitation et de sécurité	3 412 500
CFC 4	Aménagements extérieurs	984 000
CFC 5	Frais secondaires	1 941 500
CFC 583	Réserves pour risque de chantier (5 % du CFC 2 et CFC 3)	1 819 000
CFC 9	Ameublement et décoration	722 500
	Total arrondi	41 610 000

Pôle alimentaire (PAL)

CFC	Objet	Montant TTC
CFC 1	Travaux préparatoires	654 500
CFC 2	Bâtiment	6 481 000
CFC 3	Equipement d'exploitation et de sécurité	1 528 000
CFC 4	Aménagements extérieurs	296 500
CFC 5	Frais secondaires	427 500
CFC 583	Réserves pour risque de chantier (5 % du CFC 2 et CFC 3)	448 000
CFC 9	Ameublement et décoration	88 500
	Total arrondi	9 924 000

Sd Tex (Semi-détention et travail externe) « Passerelle »

CFC	Objet	Montant TTC
CFC 1	Travaux préparatoires	242 500
CFC 2	Bâtiment	4 077 000
CFC 3	Equipement d'exploitation et de sécurité	420 000
CFC 4	Aménagements extérieurs	236 000
CFC 5	Frais secondaires	295 000
CFC 583	Réserves pour risque de chantier (5 % du CFC 2 et CFC 3)	249 000
CFC 9	Ameublement et décoration	27 500
	Total arrondi	5 547 000

Adaptation du parking, réalisation de la route de desserte et infrastructures

CFC	Objet	Montant TTC
CFC 0	Terrain	46 500
CFC 1	Travaux préparatoires	1 063 000
CFC 2	Bâtiment	1 879 000
CFC 3	Equipement d'exploitation et de sécurité	0
CFC 4	Aménagements extérieurs	1 308 000
CFC 5	Frais secondaires	1 391 500
CFC 583	Réserves pour risque de chantier (5 % du CFC 1, CFC 2 et CFC 4)	213 000
CFC 9	Ameublement et décoration	0
Total arrondi		5 901 000

L'état d'avancement des études a permis de préciser l'estimation des coûts qui repose actuellement sur 70 % de retour des appels d'offres réalisées par le team de planificateurs, architectes, ingénieurs civils et ingénieurs spécialisés chauffage, ventilation, sanitaire, électricité (CVSE). En se basant sur la norme SIA 416 concernant le calcul des volumes bâtis et des surfaces de plancher, les coûts relatifs au CFC 2 du projet de la nouvelle Prison centrale se montent à 1 751 francs/m³ ou 5 835 francs/m². En ne considérant que les coûts de la nouvelle partie de la Prison centrale, le coût du CFC 2 se monte à 702 350 francs par cellule.

Ratio de coûts du projet EDFR II :

Localisation	Nbr de places réalisées	Phase projet	Coûts au m ³ CFC 2*	Coûts au m ² CFC 2*	Prix par cellule
EDFR II (milieu fermé)	80 places	2026 - 2028	1 751 francs/m ³	5 835 francs/m ²	702 350

* Chiffres non indexés car basés sur des devis

Comparaison avec le projet de Prison centrale de Soleure de régime de détention identique :

Localisation	Nbr de places réalisées	Année de réalisation	Coûts au m ³ CFC 2 indexé	Coûts au m ² CFC 2 indexé	Prix par cellule
Soleure (milieu fermé)	60 places	2012 – 2014	1 325 francs/m ³	5 946 francs/m ²	756 626

Comparaison avec d'autres projets de régimes de détention différents :

Localisation	Nbr de places réalisées	Année de réalisation	Coûts au m ³ CFC 2 indexé	Coûts au m ² CFC 2 indexé	Prix par cellule
Lenzburg (milieu fermé degré avant-jugement)	107 places	2012 – 2014	1 203 francs/m ³	4 445 francs/m ²	365 959
Cazis (milieu ouvert)	130 places	2017 – 2019	871 francs/m ³	3 609 francs/m ²	621 811
EDFR I (extension milieu ouvert)	66 places	2018 – 2022	1 198 francs/m ³	3 981 francs/m ²	268 566

La comparaison de ces différents projets montre que les coûts varient fortement en fonction du nombre de cellules réalisées, du degré de sécurité exigé ou du régime de détention. Les coûts du CFC 2, présentés ci-dessus et basés sur un décompte final, varient entre 870 et 1 300 francs par m³, ou entre 3 900 et 5 900 francs par m² ou encore entre 270 000 et 760 000 francs par cellule.

Contrairement à d'autres projets, qui incluent des cellules, des locaux communs, des ateliers, des locaux de loisirs ou une salle de sport avec des besoins en infrastructures techniques moins exigeants, le projet EDFR II est principalement constitué de nouvelles cellules. Le projet de la Prison centrale (PC) bénéficie de locaux communs déjà existants dans le Bâtiment rouge.

A titre de comparaison, le Bâtiment rouge se compose de 71,8 % de locaux communs et de 28,2 % de cellules, tandis que le projet de la PC représente 61,7 % de locaux communs et 38,3 % de cellules. La construction des cellules représente la partie la plus onéreuse d'un projet en raison du niveau des installations techniques à réaliser.

3.2 Coûts annexes et uniques liés à la réalisation du projet

En plus des coûts directement liés aux constructions, le projet entraînera des coûts annexes, qui seront toutefois temporaires. Afin de tester, contrôler et valider les infrastructures mises en place, une période relativement longue sera nécessaire avant la mise en service des locaux, avec l'engagement temporaire de ressources supplémentaires. Ensuite, pour former et entraîner le personnel à la nouvelle configuration des bâtiments et à la nouvelle organisation interne de l'EDFR, des ressources supplémentaires devront également être engagées temporairement (5 EPT pendant 8 mois). Le montant correspondant de 400 000 francs sera prévu au budget de fonctionnement. De plus, un renfort externe de 2 500 heures sera nécessaire avant et pendant le déménagement effectif de la Prison centrale. Basé sur un coût horaire de 60 francs, le montant total à prévoir est de 150 000 francs.

En ce qui concerne les subventions, un montant de 200 000 francs est prévu pour rembourser la subvention relative à la Maison de détention « Les Falaises » et la création de nouveaux ateliers, dont la réalisation avait été subventionnée par la Confédération.

Il est à noter que, dans son courrier du 27 septembre 2023, la Confédération a indiqué qu'elle renonçait à demander le remboursement de la subvention accordée pour la réalisation du Bâtiment rouge.

Le transfert des personnes détenues de Fribourg à Bellechasse, ainsi que celui du matériel récupérable de la Prison centrale, devra être effectué sous haute surveillance avec le soutien de la Police cantonale. Cette opération entraînera également des coûts, estimés à 100 000 francs, pour la prise en charge de ce déménagement. Ce montant est intégré dans le CFC 550 du devis général de la Prison centrale.

Un montant de 100 000 francs est provisionné pour procéder à un démantèlement sommaire du bâtiment existant, parallèlement au déménagement des personnes détenues sur le site de Bellechasse. L'objectif est de démonter en particulier l'équipement lié à la sécurité, tels que les caméras de surveillance, les infrastructures sensibles de contrôle, les barbelés, ainsi que le raccordement électrique provisoire réalisé par le Groupe E.

Les travaux qui seront réalisés dans la buanderie du Bâtiment rouge pour aménager les nouvelles cellules fortes de la Prison centrale, ne permettront pas de maintenir en fonction la buanderie actuelle pendant cette période de transformation. Un montant de 100 000 francs a donc été prévu pour permettre au site de Bellechasse de fonctionner avec une solution transitoire durant cette phase du chantier.

Un montant de 230 000 francs est également prévu pour financer l'achat de l'ensemble du matériel informatique de ces nouveaux projets, tels que des ordinateurs, des écrans, des claviers, des imprimantes, etc. De plus, afin de pouvoir couvrir les frais d'installation de l'équipement actif du réseau de l'Etat, il y a lieu d'ajouter un montant de 180 000 francs.

Le besoin en équipement de sécurité représente un montant de 270 000 francs, comprenant du matériel et des équipements sécuritaires, par exemple, des détecteurs de métaux fixes et portables, des appareils respiratoires en cas d'incendie et du matériel de protection pour le personnel de détention.

Pour l'équipement d'encadrement des personnes détenues, tels que par exemple, des appareils de fitness, des équipements de loisirs, des téléviseurs, le montant est de 670 000 francs.

Enfin, la somme de 330 000 francs est prévue pour financer le matériel dit spécifique, tel que des chariots, de la literie complète, de la vaisselle, des panneaux d'affichage.

Les coûts annexes et uniques liés à la réalisation du projet se résume aux résultats suivants :

Objet	Montant TTC
Coûts relatifs à l'appui pour la mise en service (2 500 heures renfort externe)	150 000
Remboursement subvention Maison de détention « Les Falaises » et création de nouveaux ateliers	200 000
Démantèlement sommaire de la Prison centrale existante de Fribourg	100 000
Buanderie : solution provisoire de transition	100 000
Matériel informatique et équipement actif du réseau de l'Etat	410 000
Equipement de sécurité	270 000
Equipement d'encadrement des personnes détenues	670 000
Matériel spécifique	330 000
Total arrondi	2 230 000

En complément du montant prévu au crédit d'engagement, un montant de 400 000 francs sera prévu au budget de fonctionnement pour l'engagement temporaire de 5 EPT agents de détention, durant 8 mois précédant la mise en service de l'établissement.

3.3 Impacts sur les coûts annuels futurs d'exploitation et de fonctionnement

Le regroupement de toutes les formes de détention sur le site de Bellechasse permettra de bénéficier de nombreuses synergies dans le fonctionnement opérationnel. Actuellement, les équivalents plein temps (EPT) sont de 39.20 pour la Prison centrale et de 141.47 pour le site de Bellechasse.

Avec le déménagement de la Prison centrale, aucun engagement de personnel supplémentaire ne sera nécessaire pour assurer son fonctionnement. Cependant, l'EDFR devra revoir sa structure et son organisation interne afin de maximiser les synergies de ce regroupement, en particulier pour améliorer la prise en charge des personnes sous mesures thérapeutiques et des personnes détenues en deuxième phase de détention avant jugement (DAJ).

Concernant le Sd Tex, le nouveau bâtiment de semi-détention et pour le travail externe, son implantation en annexe du poste avancé de contrôle à l'entrée du site sera moins gourmande en ressources que ce qui était initialement prévu à Sugiez. Avec les autres régimes en place, l'engagement d'une prestation externe supplémentaire sera nécessaire pour un coût additionnel de 200 000 francs par année.

3.4 Coûts futurs de l'ancienne Prison centrale

Le devenir du bâtiment actuel de la Prison centrale, situé en Basse-Ville, est en cours d'analyse. L'étude de réaffectation du site a intégré une étude de marché, du bâti, du cadre réglementaire ainsi qu'une démarche participative auprès des citoyens en 2022. Ces démarches ont permis à un groupe d'experts de proposer plusieurs alternatives de programme pour ce bâtiment emblématique. Il en est ressorti un souhait pour un bâtiment à usage mixte et ouvert au public, générant peu ou pas de nuisances. Les affectations privilégiées ont été une auberge de jeunesse et une pépinière d'indépendants.

Le 13 juin 2023, le Conseil d'Etat a pris connaissance de l'avancée du dossier. Il a mandaté le SBat pour analyser les éventuelles solutions de cession du bâtiment à des tiers pour l'exploitation, afin de clarifier le processus à suivre pour une recherche d'opérateur-gestionnaire dans le cadre d'un marché public. Dans ce contexte, la ville de Fribourg a renoncé à reprendre le bâtiment pour ses besoins. En 2023-2024, une estimation du bien et un diagnostic technique du bâtiment ont été réalisés, ainsi que des réflexions quant au mode de procédure à mettre en œuvre pour garantir un projet de qualité.

En attendant la nouvelle affectation de l'actuelle Prison centrale, des coûts d'entretien et d'exploitation seront à budgéter annuellement dans les frais de fonctionnement de l'Etat.

3.5 Impacts sur le fonctionnement des autres services

Outre les questions de ressources humaines susmentionnées, d'autres dépenses doivent être prévues. Tout d'abord, il faudra prévoir une légère augmentation des coûts liés au déplacement des avocats vers le nouveau site de Bellechasse. Ce montant peut être estimé à 45 000 francs par an, basé sur une moyenne de 360 visites effectuées à l'actuelle Prison centrale (50 km multipliés par 2 fr.50 le kilomètre selon le tarif de l'assistance judiciaire, multipliés par 360).

La visio-conférence est une solution qui permettra de réduire les déplacements des personnes détenues vers les autorités et elle sera installée progressivement dans les locaux du Ministère public et des autres instances.

Ce montant reste relativement faible comparé aux nombreux avantages du regroupement des différents types de détention sur un même site, tels que la sécurité, la flexibilité, la modularité, l'absence de nuisances pour les riverains en ville de Fribourg, et surtout les synergies avec l'ensemble de l'infrastructure existante.

Ensuite, l'augmentation du temps de déplacement et du nombre de kilomètres pour le convoyage des personnes détenues vers le site de Bellechasse entraînera également des dépenses supplémentaires. Un groupe de travail a développé et chiffré les charges annuelles supplémentaires liées au convoyage, en tenant compte des principaux éléments impactés. Il s'agit notamment de la constitution d'une nouvelle équipe de convoyeurs composé de 2 EPT (en classe 10-12), pour un coût d'environ 150 000 franc, ainsi que l'acquisition du fourgon nécessaire pour garantir les déplacements supplémentaires. Le besoin en EPT devra être couvert par le décret de la police. Le coût du fourgon est estimé 65 000 francs, dont 35 000 francs pour l'acquisition et 30 000 francs pour l'équipement.

Une légère transformation des locaux d'arrestation provisoire du Centre d'Intervention de la Gendarmerie (CIG) pour les rendre compatibles avec la détention est estimée à environ 100 000 francs. Cette transformation ne créera pas de cellules supplémentaires, mais permettra de garder une personne détenue quelques heures durant la journée en attendant son transfert vers sa destination.

Les coûts supplémentaires de déplacements s'élèvent à environ 50 000 francs, soit 64 000 km par an multipliés par 0.79 franc le kilomètre. Le prix par kilomètre est calculé sur la base d'un amortissement sur 5 ans et comprend la maintenance, les frais et le carburant.

Les impacts sur le fonctionnement des autres services se résument comme suit :

Objet	Montant TTC unique	Montant TTC/an
Frais de déplacement des avocats vers le nouveau site de Bellechasse		45 000
Ressources en personnel pour le convoyage (2 EPT)		150 000
Acquisition et équipement d'un fourgon pour garantir les déplacements supplémentaires	65 000	
Transformation légère des locaux d'arrestation provisoire du CIG	100 000	
Frais de déplacement des convoyeurs de la police		50 000
Total arrondi	165 000	245 000

3.6 Financement

Ces investissements bénéficieront d'une subvention de la Confédération, conformément à l'Ordonnance du Département fédéral de justice et police sur les subventions de construction aux établissements d'exécution des peines et des mesures du 19 novembre 2011 (RS 341.14).

Sur la base des coûts annoncés dans le cadre des projets présentés dans ce message, l'Office fédéral de la justice (OFJ) estime que le montant accordé et arrondi sera de 13 600 000 francs, soit environ 22 % des frais reconnus pour le bâtiment Prison centrale et de 35 % pour les autres sous-projets. Toutefois, ces informations ne garantissent pas automatiquement l'octroi d'une subvention fédérale. Le montant estimé de la subvention repose uniquement sur les chiffres fournis à ce stade des projets. L'OFJ ne peut délivrer une décision d'octroi provisoire que si le crédit correspondant a été approuvé par l'organe cantonal compétent en matière de finances (par votation populaire cas échéant).

En outre, le coût total de 4 090 000 francs comprend le crédit d'études du 28 mai 2020 (décret [ROF 202_065](#)) de 1 800 000 francs, auquel s'ajoute le crédit d'études additionnel du 6 février 2024 (décret [ROF 2024_010](#)) pour un montant de 2 290 000 francs.

Finalement, le crédit global pour la réalisation de tous les projets prévus dans ce message se monte à 53 060 000 francs et se décompose de la manière suivante :

	Montant TTC
Coûts totaux y compris coûts annexes et uniques liés à la réalisation du projet	70 750 000
Crédit d'études accordé par le Grand Conseil le 28.05.2020	-1 800 000
Crédit d'études additionnel accordé par le Grand Conseil le 06.02.2024	-2 290 000
Subvention de la Confédération estimée et arrondie	-13 600 000
Montant total du crédit d'engagement	53 060 000

4 Planning intentionnel

4.1 Calendrier

Il est prévu que les permis de construire soient obtenus durant le mois de mars 2025 pour les projets du pôle alimentaire (PAL), de la Prison centrale, ainsi que pour l'agrandissement du parking et la réalisation de la route de desserte. En ce qui concerne le Sd Tex, le permis de construire ne pourra être délivré qu'après l'adoption de la révision du plan d'aménagement local de la commune de Morat, prévue pour l'automne 2025.

Sous réserve du résultat de la votation populaire prévue le 28 septembre 2025, le planning intentionnel prévoit un début des chantiers dès février 2026. En fonction de la planification envisagée et des procédures d'adjudications, la réalisation des projets devrait durer environ deux ans et demi. La mise en service des bâtiments est prévue entre mai et juillet 2028, tandis que le déménagement de la Prison centrale pourrait être organisé fin 2028.

Temporalité		Projet (phases)
Février 2019 - Juillet 2019	Etude de faisabilité	SIA 4.21
Décembre 2019	Demande de crédit d'études	
Décembre 2020 - Mai 2021	Appel d'offres SIA 144	
Juin 2021 – Septembre 2022	Avant-projet et devis estimatif	SIA 4.31
Janvier 2024 – Septembre 2024	Projet de l'ouvrage	SIA 4.32
Août 2024 – Mars 2025	Procédure de demande d'autorisation (permis) et appels d'offres	SIA 4.33 à 4.41
Novembre 2024 – Septembre 2025	Procédure de demande d'autorisation (permis) pour Sd Tex	SIA 4.33
Janvier 2025 – Septembre 2025	Finalisation de la phase SIA 4.41	

Temporalité		Projet (phases)
Mai 2025	Demande de crédit d'engagement	
Septembre 2025	Votation populaire	
Octobre 2025 – Juillet 2026	Plans d'exécution	SIA 4.51
Février 2026 – Juillet 2028	Exécution de l'ouvrage	SIA 4.52-53
Mai 2028 – Juillet 2028	Mise en service	
Août 2028 – Décembre 2028	Mise en exploitation et déménagement	

5 Référendum financier

L'addition de la dépense unique 53 060 000 francs et des dépenses périodiques supplémentaires pour cinq ans de 2 390 000 francs (voir chap. 3.3 et 3.5) s'élève à 55 450 000 francs et dépasse la limite prévue par l'article 45 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (1 % du total des dépenses des comptes de l'Etat 2023, soit 44 683 182 francs). Le crédit d'engagement devra par conséquent être soumis au référendum financier obligatoire.

6 Conclusion

Les difficultés rencontrées par la Prison centrale, actuellement située en Vieille-Ville de Fribourg, sont fortement liées au vieillissement des bâtiments. Cela rend l'exploitation de cette infrastructure de plus en plus difficile et ne permet plus de maîtriser tous les risques associés. Dans ce contexte, la Conseil d'Etat a souligné à plusieurs reprises que la fermeture de la Prison centrale et son déplacement sur le site de Bellechasse constituent une priorité et doivent être réalisés le plus rapidement possible.

Regrouper les personnes détenues sur un site unique assurera une sécurité optimale et offrira de nombreux bénéfices, tels que la flexibilité, la modularité, l'absence de nuisances pour les riverains en ville de Fribourg, et surtout les synergies avec l'ensemble de l'infrastructure existante.

De plus, la nécessité de rendre les locaux plus fonctionnels est renforcée par les critiques de la Commission nationale de prévention de la torture (CNPT) et du Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) concernant les conditions de détention avant jugement (DAJ) offertes dans la plupart des établissements.

Les futurs locaux sont conçus pour permettre une ouverture des conditions de détention à l'avenir. En effet, la tendance actuelle est d'adapter la DAJ, pour la rendre plus conforme au régime d'exécution des peines, notamment en termes d'horaires d'ouverture des cellules, d'offres de places de travail et de loisirs.

Enfin, les autorités de placement ont besoin d'une zone tampon pour les personnes détenues en attente d'une place mieux adaptée à leur situation, ainsi que d'infrastructures modulaires pour répondre aux évolutions des besoins entre la DAJ et l'exécution des sanctions pénales.

Après avoir terminé les études nécessaires à l'obtention des permis de construire et consolidé l'estimation des coûts de construction, le Conseil d'Etat sollicite du Grand Conseil l'octroi d'un crédit d'engagement de 53 060 000 francs. Ce montant tient compte des déductions de la subvention de la Confédération, estimée à 13 600 000 francs, ainsi que des crédits d'études de 4 090 000 francs octroyés par le Grand Conseil.

Le projet proposé a une incidence directe en matière de personnel (voir chapitres 2.5 et 3.5). Il n'influence pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il est conforme au droit fédéral et européen.

Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026 (Déménagement de la Prison centrale), EDFR II

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du Canton de Fribourg

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE),

Vu le décret du 28 mai 2020 relatif à l'octroi d'un crédit d'études en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026,

Vu le décret du 6 février 2024 relatif à l'octroi d'un crédit d'études additionnel en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026,

Vu le message 2024-DIME-240 du Conseil d'Etat du 24 mars 2025,

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

Art. 1

¹ Un crédit d'engagement de 53'060'000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026 (Déménagement de la Prison centrale), EDFR II.

² Le coût global du projet est estimé à 70'750'000 francs. Des subventions fédérales sont attendues à hauteur de 13'600'000 francs. Des dépenses ont été engagés pour les frais d'études pour un montant de 4'090'000 francs à charge du crédit d'études du 28 mai 2020 (décret ROF 2020_065) et du crédit d'études additionnel du 6 février 2024 en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016–2026 (décret ROF 2024_010).

³ L'administration des finances est autorisée à faire l'avance des subventions fédérales précitées.

Art. 2

¹ Les crédits de paiement nécessaires seront portés aux budgets annuels sous le centre de charge EBEL 3365 et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat (LFE).

Art. 3

¹ Les dépenses d'investissement prévues à l'article 1 seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 LFE.

Art. 4

¹ Le coût des travaux est estimé sur la base de l'indice suisse des prix de la construction (ISPC) arrêté en avril 2024 et établi à 115,4 points dans la catégorie «Nouvelle construction – Espace Mittelland» (base octobre 2020 = 100 pts).

² Le crédit d'engagement sera majoré ou réduit en fonction:

- a) de l'évolution de l'indice ci-dessus survenue entre la date d'établissement du devis et celle de l'offre;
- b) des augmentations ou des diminutions officielles des prix survenues entre la date de l'offre et celle de l'exécution des travaux.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret est soumis au referendum financier obligatoire.
Il entre en vigueur dès sa promulgation.

Annexe

GRAND CONSEIL

2024-DIME-240

Projet de décret :

Crédit d'engagement en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016-2026 (Déménagement de la Prison centrale), EDFR II

Proposition de la commission ad hoc CAH-2025-004

Présidence : Grandgirard Pierre-André

Membres : Dorthe Sébastien, Herren-Rutschi Rudolf, Jakob Christine, Julmy Markus, Kehl Roland, Michel Pascale, Moussa Elias, Papaux David, Roulin Daphné, Savary Daniel.

Entrée en matière

La commission propose au Grand Conseil tacitement d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la proposition initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 5 mai 2025

Anhang

GROSSER RAT

2024-DIME-240

Dekretsentwurf:

Verpflichtungskredit für die Umsetzung der zweiten Etappe der Vollzugsplanung 2016-2026 (Umzug des Zentralgefängnisses), FRSA II

Antrag der Ad-hoc-Kommission AHK-2025-004

Präsidium: Grandgirard Pierre-André

Mitglieder: Dorthe Sébastien, Herren-Rutschi Rudolf, Jakob Christine, Julmy Markus, Kehl Roland, Michel Pascale, Moussa Elias, Papaux David, Roulin Daphné, Savary Daniel.

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 5. Mai 2025

AnnexeAnhang

GRAND CONSEIL

2024-DIME-240

Projet de décret :
Crédit d'engagement en vue de la réalisation de la seconde
étape de la planification pénitentiaire 2016-2026
(Déménagement de la Prison centrale), EDFR II

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Riedo

Membres : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas
Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel
Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel
Schumacher, Julien Vuilleumier

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en
matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 12 voix contre 0 et 0 abstention (3 membres sont excusés), la
commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret
selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 6 mai 2025

GROSSER RAT

2024-DIME-240

Dekretsentwurf:
Verpflichtungskredit für die Umsetzung der zweiten
Etappe der Vollzugsplanung 2016-2026 (Umzug des
Zentralgefängnisses), FRSA II

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Bruno Riedo

Mitglieder : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas
Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel
Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel
Schumacher, Julien Vuilleumier

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen
Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 12 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (3 Mitglieder sind entschuldigt)
beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in
der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 6. Mai 2025

Annexe

GRAND CONSEIL

2025-DEEF-9

Rapport d'activité :
Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF) -
Rapport d'activité 2024

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Riedo

Membres : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel Schumacher, Julien Vuilleumier

Prendre acte

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil de prendre acte de ce rapport d'activité.

Le 16 avril 2025

Anhang

GROSSER RAT

2025-DEEF-9

Tätigkeitsbericht:
Kantonale Anstalt für die aktive Bodenpolitik (KAAB) -
Jahresbericht 2024

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Bruno Riedo

Mitglieder : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel Schumacher, Julien Vuilleumier

Kenntnisnahme

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen.

Den 16. April 2025

Annexe

GRAND CONSEIL

2025-DFAC-2

Rapport d'activité :
Rapport d'activité 2024 de l'Office cantonal
du matériel scolaire (OCMS)

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Riedo

Membres : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas
Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel
Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel
Schumacher, Julien Vuilleumier

Prendre acte

La commission propose au Grand Conseil tacitement de prendre acte de
ce rapport d'activité.

Le 9 avril 2025

Anhang

GROSSER RAT

2025-DFAC-2

Tätigkeitsbericht:
Kantonale Lehrmittelverwaltung (KLVG)
Jahresbericht 2024

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Bruno Riedo

Mitglieder : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas
Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel
Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel
Schumacher, Julien Vuilleumier

Kenntnisnahme

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, diesen Tä-
tigkeitsbericht zur Kenntnis zu nehmen.

Den 9. April 2025

Jahresbericht 2024



INFORMATION

Eine vereinfachte Form dieses Jahresberichts steht online auf unserer Website zur Verfügung. Sie bietet eine Zusammenfassung der Schlüsselzahlen des Jahres, der wichtigsten Errungenschaften der PKSf sowie des Ausblicks auf das kommende Jahr.

Hier finden Sie den digitalen Jahresbericht:

www.cpef.ch/de/das-jahr-2024-stand-bei-der-pksf-im-zeichen-des-wandels

INHALT

- 1** | **Jahresrechnung**
- 2** | **Revisionsstellenbericht**
- 3** | **Technische Bilanz per 31. Dezember**

1 Jahresrechnung

Bilanz per 31. Dezember

	Anhang	2024 CHF/000	2023 CHF/000
AKTIVEN			
Vermögensanlagen	VI.4	6 699 607	6 215 984
Flüssige Mittel und Geldmarktanlagen		213 513	376 964
Forderungen	VII.1	18 494	15 769
Obligationen		1 593 402	1 426 008
Aktien		1 879 733	1 591 883
Immobilien		1 994 892	2 043 048
Infrastruktur		313 714	195 709
Alternative Anlagen		536 523	358 819
Kontokorrente	VII.5	46 212	44 168
An Arbeitgeber gewährte Darlehen	VII.5	103 123	163 615
Aktive Rechnungsabgrenzungen	VII.2	1 557	519
TOTAL DER AKTIVEN		6 701 163	6 216 504
PASSIVEN			
Verbindlichkeiten		13 109	13 738
Freizügigkeitsleistungen und Renten		7 631	6 576
Andere Verbindlichkeiten	VII.3	5 479	7 163
Passive Rechnungsabgrenzung	VII.4	9 544	8 923
Nicht-technische Rückstellungen		-	-
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen		7 731 618	7 523 944
Vorsorgekapital Aktive Versicherte	V.2	3 461 559	3 227 516
Vorsorgekapital Rentner	V.4	3 791 246	3 817 849
Technische Rückstellungen	V.5	478 813	478 579
Anteilsverteilung (gemäss Finanzierungsplan)	V.9	- 1 522 038	- 1 503 325
Wertschwankungsreserve	VI.3	468 930	173 223
Freies Vermögen (+) / Unterdeckung (-)	IX.1	-	-
Stand per 1. Januar		- 1 503 325	- 1 512 486
Erhöhung finanziert aus Anteilsverteilung		1 522 038	1 503 325
Ertragsüberschuss / Aufwandüberschuss		- 18 713	9 161
TOTAL DER PASSIVEN		6 701 163	6 216 504

Betriebsrechnung

	Anhang	2024 CHF/000	2023 CHF/000
Ordentliche und übrige Beiträge und Einlagen		409 423	388 311
Beiträge Arbeitnehmer		167 391	158 509
Beiträge Arbeitgeber		223 649	212 118
Einmaleinlagen und Einkaufssummen		18 244	17 547
Zuschüsse Sicherheitsfonds		139	137
Eintrittsleistungen		-	-
Freizügigkeitsleistungen		92 326	96 374
Rückzahlungen WEF-Vorbezüge		90 426	93 449
Freizügigkeitsleistungen infolge Scheidung		1 596	2 523
Zurückgezahlte Freizügigkeitsleistungen für Invaliditätsfälle		305	402
Zufluss aus Beiträgen und Eintrittsleistungen		501 749	484 684
Reglementarische Leistungen		- 292 237	- 278 346
Altersrenten		- 233 180	- 231 485
Hinterlassenenrenten		- 22 637	- 22 104
Invalidenrenten		- 6 746	- 6 609
Kapitalleistungen bei Pensionierung		- 28 142	- 17 365
Kapitalleistungen bei Tod und Invalidität		- 1 533	- 783
Austrittsleistungen		- 120 647	- 110 082
Freizügigkeitsleistungen bei Austritt		- 102 501	- 97 555
Vorbezüge WEF/Scheidung		- 18 147	- 12 527
Abfluss für Leistungen und Vorbezüge		- 412 884	- 388 428
Auflösung/Bildung Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen		- 207 598	- 171 275
Auflösung (+) / Bildung (-) Vorsorgekapitalien aktive Versicherte		- 161 007	- 223 396
Auflösung (+) / Bildung (-) Teilliquidation		75	155
Auflösung (+) / Bildung (-) Vorsorgekapitalien Rentner		26 603	79 416
Auflösung (+) / Bildung (-) technische Rückstellungen	V.5	- 234	425
Verzinsung des Sparkapitals (BVG-Plan und KZP)	V.2	- 73 036	- 27 875
Versicherungsaufwand		- 1 099	- 1 376
Beiträge an Sicherheitsfonds		- 1 099	- 1 376
Netto-Ergebnis aus dem Versicherungsteil		- 119 832	- 76 394

Netto-Ergebnis aus Vermögensanlagen	VI.6	400 767	259 625
Ergebnis aus Vermögensanlagen		432 349	285 346
Verwaltungsaufwand und Vermögensverwaltung	VI.7	- 31 262	- 25 458
Verzugszinsen auf bezahlten Leistungen		- 320	- 263
Veränderung nicht-technischer Rückstellungen		-	-
Sonstiger Ertrag		109	90
Sonstiger Aufwand		- 281	- 256
Verwaltungsaufwand		- 3 769	- 3 878
Allgemeine Verwaltung		- 3 586	- 3 690
Revisionsstelle und Pensionskassenexperte		- 135	- 142
Aufsichtsbehörden		- 48	- 46
Aufwandüberschuss (-) / Ertragsüberschuss (+) vor Auflösung/Bildung der Wertschwankungsreserve		276 994	179 186
Veränderung der Wertschwankungsreserve	VI.3	- 295 707	- 170 025
Aufwandüberschuss / Ertragsüberschuss		- 18 713	9 161

Anhang zur Jahresrechnung per 31. Dezember 2023

	Inhaltsverzeichnis
I	Grundlagen und Organisation
I.1	Rechtsform und Zweck
I.2	Registrierung BVG und Sicherheitsfonds
I.3	Rechtliche Grundlagen, Reglemente und Richtlinien
I.4	Oberstes Organ, Geschäftsführung und Zeichnungsberechtigung
I.5	Experten, Revisionsstelle, Berater, Aufsichtsbehörde
I.6	Angeschlossene Arbeitgeber
II	Aktive Mitglieder und Rentenbezüger
II.1	Aktive Mitglieder
II.2	Rentenbezüger
III	Art der Umsetzung des Zwecks
III.1	Erläuterung der Vorsorgepläne
III.2	Finanzierung, Finanzierungsmethoden
III.3	Weitere Informationen zur Vorsorgetätigkeit
IV	Bewertungs- und Rechnungslegungsgrundsätze, Stetigkeit
IV.1	Bestätigung über Rechnungslegung nach Swiss GAAP FER 26
IV.2	Buchführungs- und Bewertungsgrundsätze
IV.3	Änderung von Grundsätzen bei Bewertung, Buchführung und Rechnungslegung
V	Versicherungstechnische Risiken, Risikodeckung, Deckungsgrade
V.1	Art der Risikodeckung, Rückversicherung
V.2	Entwicklung und Verzinsung der Sparguthaben für Versicherte im Beitragsprimat
V.3	Entwicklung und Verzinsung der Altersguthaben nach BVG für aktive Versicherte im Pensionsplan und BVG-Plan
V.4	Entwicklung des Deckungskapitals für Rentenbezüger
V.5	Entwicklung und Erläuterung der technischen Rückstellungen
V.6	Ergebnisse des letzten versicherungstechnischen Gutachtens
V.7	Technische Grundlagen und andere versicherungstechnisch relevante Annahmen
V.8	Änderung von technischen Grundlagen und Annahmen
V.9	Globaler Deckungsgrad (Art. 44 BVV2) und Deckungsgrad der aktiven Versicherten (Art. 72a BVG)
VI	Erläuterung der Vermögensanlage und des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage
VI.1	Organisation der Anlagetätigkeit, Anlagereglement und Anlageverordnungen
VI.2	Inanspruchnahme Erweiterungen (Art. 50 Abs. 4 BVV2)
VI.3	Zielgrösse und Berechnung der Wertschwankungsreserve
VI.4	Darstellung der Vermögensanlage nach Anlagekategorien und BVV2-Begrenzungen
VI.5	Darstellung der Gebührentransparenz von Investitionen
VI.6	Erläuterung des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlagen
VI.7	Erläuterung zu den Verwaltungs- und Vermögensverwaltungskosten
VI.8	Securities lending
VI.9	Offene Kapitalzusagen
VI.10	Erläuterungen zu Retrozessionen (Art. 48k BVV2)
VI.11	Derivative Finanzinstrumente, ausserbilanzielle Verpflichtungen
VI.12	Direkte Immobilieninvestitionen
VII	Erläuterung weiterer Positionen der Bilanz und der Betriebsrechnung
VII.1	Forderungen
VII.2	Aktive Rechnungsabgrenzung
VII.3	Andere Verbindlichkeiten
VII.4	Passive Rechnungsabgrenzungsposten
VII.5	Anlagen beim Arbeitgeber
VIII	Auflagen der Aufsichtsbehörde
IX	Weitere Informationen mit Bezug auf die finanzielle Lage
IX.1	Freie Mittel / Unterdeckung und Erläuterungen zu den getroffenen Massnahmen
IX.2	Teilliquidation
IX.3	Verpfändung von Aktiven
IX.4	Solidarhaftung und Bürgschaften
IX.5	Besondere Geschäftsvorfälle und Vermögenstransaktionen
IX.6	Laufende Gerichtsverfahren
IX.7	Eventualverbindlichkeit
X	Ereignisse nach dem Bilanzstichtag

I Grundlagen und Organisation

I.1 Rechtsform und Zweck

Die Pensionskasse des Staatspersonals (nachfolgend: die Kasse) ist eine öffentlich-rechtliche Vorsorgeeinrichtung mit eigener Rechtspersönlichkeit. Ihr Sitz ist in Freiburg.

Der Zweck der Kasse besteht darin, Leistungen im Rahmen der beruflichen Vorsorge bei Pensionierung, Invalidität und Tod zu gewährleisten.

I.2 Registrierung BVG und Sicherheitsfonds

Die Kasse ist bei der zuständigen Aufsichtsbehörde im Register für die berufliche Vorsorge eingetragen und ist der Aufsicht der Bernischen BVG- und Stiftungsaufsicht (BBSA) unterstellt.

Die Kasse ist dem Sicherheitsfonds BVG angeschlossen und bezahlt diesem Beiträge. Weiter ist sie seit dem 25. August 2015 unter der Nummer CHE-111.755.712 im Handelsregisteramt eingetragen.

I.3 Rechtliche Grundlagen, Reglemente und Richtlinien

	<i>Version vom</i>
Gesetz vom 12. Mai 2011 über die Pensionskasse des Staatspersonals (PKG)	01.01.2024
Reglement über den Pensionsplan der Pensionskasse des Staatspersonals (RPP)	01.07.2023
Reglement vom 22. September 2011 über den BVG-Plan der Pensionskasse des Staatspersonals (RBVGP)	01.07.2023
Reglement vom 13. Februar 2014 über den Zusatzplan für die Kader des Staatspersonals (RKZP)	01.07.2023
Reglement vom 22. September 2011 über die Wohneigentumsförderung mit Mitteln der beruflichen Vorsorge (RWEF)	01.07.2023
Reglement über die technischen Rückstellungen	31.12.2022
Reglement über den Anschluss von externen Institutionen	01.01.2022
Reglement über die Teilliquidation (von der BBSA genehmigt am 15. November 2016)	07.07.2016
Reglement über die Organisation der Pensionskasse des Staatspersonals (nur auf Französisch verfügbar)	01.01.2022
Anlagenreglement der Pensionskasse des Staatspersonals (nur auf Französisch verfügbar)	01.05.2023
Reglement über die direkten Immobilienanlagen der Pensionskasse des Staatspersonals (nur auf Französisch verfügbar)	01.05.2023
Reglement über die indirekten Immobilienanlagen der Pensionskasse des Staatspersonals (nur auf Französisch verfügbar)	01.05.2023
Richtlinien zur Bewertung und zu den Grundsätzen der Bilanzierung der direkten Immobilienanlagen	14.01.2021
Richtlinien der Pensionskasse des Personals des Staates Freiburg zu den Gebühren	01.07.2023

I.4 Oberstes Organ, Geschäftsführung und Zeichnungsberechtigung

Die Organe der Kasse sind der Verwaltungsrat und die Verwaltung.

Gemäss Art. 17 des Organisationsreglements der Kasse ernennt der Verwaltungsrat eine Anlagekommission, eine Immobilienkommission und eine Versicherungskommission.

Verwaltungsrat seit dem 17.12.2024

	<i>Vertretung</i>	<i>Funktion</i>	<i>Unterschrift</i>	<i>Kommissionen</i>		
				<i>Versicherung</i>	<i>Anlagen</i>	<i>Immobilien</i>
Lötscher Pierre	Arbeitnehmer	Präsident	Koll. zu zweien			
Mutruix Gérard	Arbeitgeber	Vizepräsident	Koll. zu zweien			
Delabays Julien	Arbeitnehmer	Mitglied				Vizepräsident
Deschenaux Alain	Arbeitgeber	Mitglied	Koll. zu zweien			Präsident
Emonet Gaétan	Arbeitnehmer	Mitglied	Koll. zu zweien	Präsident		
Gumy Olivier	Arbeitgeber	Mitglied	Koll. zu zweien	Vizepräsident		
Maillard Olivier	Arbeitgeber	Mitglied	Koll. zu zweien		Präsident	
Merz Turkmani Gabrielle	Arbeitgeber	Mitglied				
Perrottet Didier	Arbeitnehmer	Mitglied				
Sansonnens Jeanne	Arbeitnehmer	Mitglied				
Schneider Urs	Arbeitnehmer	Mitglied			Vizepräsident	
Siggen Jean-Pierre	Arbeitgeber	Mitglied				
Moret Jocelyne	Pensionierte	Beratendes Mitglied				
Aubry Laurent						Mitglied
Milliet Vincent						Mitglied
Guillemin Pierre					Mitglied	
Rey Christian				Mitglied		

Verwaltungsrat vom 02.02.2024 bis 16.12.2024

	<i>Aufgabe</i>	<i>Unterschrift</i>
Fivian Lorenz	Kommissar	Einzelunterschrift

Verwaltungsrat bis am 01.02.2024

	<i>Vertretung</i>	<i>Aufgabe</i>	<i>Unterschrift</i>	<i>Kommission</i>		
				<i>Versicherung</i>	<i>Anlagen</i>	<i>Immobilien</i>
Siggen Jean-Pierre	Arbeitgeber	Präsident	Koll. zu zweien			
Mutruix Gérard	Arbeitnehmer	Vizepräsident	Koll. zu zweien			
Deschenaux Alain	Arbeitgeber	Mitglied	Koll. zu zweien			Präsident
Gumy Olivier	Arbeitgeber	Mitglied	Koll. zu zweien	Präsident		
Maillard Olivier	Arbeitgeber	Mitglied	Koll. zu zweien		Präsident	
Merz Turkmani Gabrielle	Arbeitgeber	Mitglied				
Pilloud Xavier	Arbeitgeber	Mitglied				
Moret Jocelyne	Pensionierte	Beratendes Mitglied				
Aubry Laurent						Mitglied
Milliet Vincent						Mitglied
Guillemin Pierre					Mitglied	

Verwaltung

André Gilles	vom 01.01.2024 bis 31.12.2024	Generaldirektor	Koll. zu zweien	Beratend	Beratend	Beratend
Gumy Olivier	ab 01.01.2025	Direktor ad interim	Koll. zu zweien	Beratend	Beratend	Beratend

I.5 Experten, Revisionsstelle, Berater, Aufsichtsbehörde

<i>Anerkannter BVG-Experte :</i>	Pittet Associés S.A. in Lausanne, Vertragspartner Stéphane Riesen, Generaldirektor BVG-Experte, ausführender Experte
<i>Revisionsstelle :</i>	BDO SA, Villars-sur-Glâne
<i>Aufsichtsbehörde :</i>	Bernische BVG- und Stiftungsaufsicht in Bern (BBSA)

I.6 Angeschlossene Arbeitgeber

2024 2023

Saldo per 1. Januar	75	75
Anschlüsse	0	0
Kündigungen / Umstrukturierungen	0	0
Saldo per 31. Dezember	75	75

II Aktive Mitglieder und Rentenbezüger

Total Versicherte (Aktive und Rentenbezüger)	2024	2023
Stand per 1. Januar	31 117	30 552
Stand per 31. Dezember	31 842	31 117

II.1 Aktive Mitglieder

2024 2023

Stand per 1. Januar	22 267	21 857
Eintritte	3 656	3 668
Austritte	-3 242	-3 258
Stand per 31. Dezember	22 681	22 267
<i>Davon:</i>		
<i>Pensionsplan</i>	21 350	20 990
<i>BVG-Plan</i>	1 133	1 083
<i>KZP</i>	198	194

II.2

Rentenbezüger	Invalide	Pensionierte	Ehegatten	Geschiedene Ehegatten	Kinder	Total
Stand per 1. Januar	302	7 325	931	13	279	8 850
Neue Rentenbezüger	44	342	68	4	98	556
Austritte / Todesfälle	-26	-122	-51	-1	-45	-245
Stand per 31. Dezember	320	7 545	948	16	332	9 161
<i>Davon:</i>						
<i>Pensionsplan</i>	306	7 461	930	16	325	9 038
<i>BVG-Plan</i>	14	84	18	-	7	123

Teilpensionierte werden für jede Teilrente im Bestand der versicherten Rentenbezüger aufgeführt.

III Art der Umsetzung des Zwecks

III.1 Erläuterung der Vorsorgepläne

Die Kasse bietet drei Vorsorgepläne an: den Pensionsplan (PP), den BVG-Plan und den Zusatzplan für die Kader des Staatspersonals (KZP).

- PP* Angestellte, die für mindestens ein Jahr oder mehr angestellt sind mit einer hauptberuflichen Tätigkeit im Dienste des Kantons oder der angeschlossenen Anstalten. Der Pensionsplan ist ein Beitragsprimatplan.
- BVG-Plan* Angestellte, die weniger als ein Jahr angestellt sind oder Rentenbezüger aus dem PP, die wieder eingestellt wurden. Es handelt sich um einen Beitragsprimatplan mit einem mit der sogenannten Schattenrechnung BVG vergleichbaren Sparprozess.
- KZP* Personen, deren tatsächlicher Lohn das maximal mögliche Gehalt gemäss Gehaltsskala des Kantons übersteigt, sowie im PP versicherte Kaderärzte. Der Zusatzplan für die Kader ist ein Beitragsprimatplan. Der im Zusatzplan für die Kader versicherte Lohn entspricht dem Anteil an Gehalt, der das maximal mögliche Gehalt des Kantons übersteigt.

	Pensionsplan	BVG-Plan	KZP
Versicherter Lohn	- Massgebender Lohn abzüglich eines Koordinationsabzugs, der dem Beschäftigungsgrad angepasst ist.	- Massgebender Lohn abzüglich eines Koordinationsabzugs. Maximal CHF 62 475.	- Entspricht dem Anteil des Gehalts, der das maximal mögliche Gehalt des Kantons übersteigt.
Altersleistungen	- Umwandlung des reglementarischen Altersguthabens mit dem Umwandlungssatz. - Maximal 50% des reglementarischen Altersguthabens können in Form von Kapital bezogen werden. - Die Pensionierten-Kinderpension entspricht 20% der Alterspension.	- Das Pensionierungsalter entspricht dem ordentlichen AHV-Rentenalter - Das Altersguthaben wird mittels Umwandlungssatz in eine Pension umgewandelt - Die Pensionierten-Kinderrente entspricht 20% der Alterspension.	- Alle Leistungen werden in Form von Kapital ausbezahlt.
Invalidentpension	- Entspricht 57.5% des versicherten Lohns in den Plänen Standard und Plus bzw. 60% im Plan Maxi. - Die Invaliden-Kinderpension entspricht 20% der Invalidentpension.	- Entspricht der voraussichtlichen Alterspension, zuzüglich der gemäss BVG berechneten Zinsen, aber maximal 40% des versicherten Lohns multipliziert mit dem Invaliditätsgrad. - Die Invaliden-Kinderpension entspricht 20% der Invalidentpension	- Alle Leistungen werden in Form von Kapital ausbezahlt.
Ehegattenpension	- Entspricht 60% der ganzen Invalidentpension, auf die die versicherte Person Anspruch gehabt hätte (beim Todesfall einer aktiven Person), oder 60% der Invaliden- oder Alterspension der verstorbenen Person (beim Todesfall einer pensionierten oder inaktiven Person). - Die Waisenpension entspricht 20% der Invalidentpension (aktive Versicherte) oder 20% der bezogenen Pension.	- Entspricht 60% der ganzen Invalidentpension, auf die der Versicherte Anspruch gehabt hätte (beim Todesfall eines aktiven Versicherten), oder 60% der Alters- oder Invalidentpension des Verstorbenen (beim Todesfall eines Rentners oder eines Invaliden). - Die Waisenpension entspricht 20% der Invalidentpension (aktive Versicherte) oder 20% der tatsächlich bezogenen Pension	- Alle Leistungen werden in Form von Kapital ausbezahlt.

III.2 Finanzierung, Finanzierungsmethoden

- Pensionsplan* Der Beitrag wird in Prozent des versicherten Lohns festgelegt und hängt vom Alter der versicherten Person ab.

Der Gesamtparbeitrag beträgt zwischen 17.5% und 29.5% (zwischen 8% und 11% zu Lasten der versicherten Person). Die versicherte Person hat darüber hinaus die Möglichkeit, einen zusätzlichen Beitrag von 1% (Plan Plus) oder 3% (Plan Maxi) zu leisten, um ihre Leistungen zu verbessern.

Die Beiträge zur Deckung der Risikoleistungen (Tod und Invalidität) sowie der Verwaltungskosten und Refinanzierung des Plans betragen 4.9% (5% Plan Maxi), wobei 2.02% (2.12% Plan Maxi) zu Lasten der versicherten Person ab 22 Jahren geht.

Gemäss Art. 8 PKG liegt dem Pensionsplan ein System der Mischfinanzierung zugrunde. Es bezweckt, spätestens am 1. Januar 2052 einen Deckungsgrad von 80% der gesamten versicherungstechnischen Verpflichtungen der Kasse zu gewährleisten. Dieser Artikel übernimmt die bundesrechtlichen Bestimmungen in Art. 72a BVG.

Die Kasse hat sich ein strengeres Ziel gesetzt und strebt für das Jahr 2052 einen Deckungsgrad von 83.2% an.
- BVG-Plan* Je nach Alter der versicherten Person variieren die Sparbeiträge zwischen 7% und 18% des versicherten Lohnes, bei einem maximalen versicherten Lohn von CHF 62 475. Ein zusätzlicher Beitrag von 2.4% des versicherten Lohns wird zur Finanzierung der Risiken Tod und Invalidität, der Beiträge für den Sicherheitsfonds und zur Deckung der Verwaltungskosten erhoben. Die Finanzierung erfolgt paritätisch.

Die BVG-Vorsorgeverordnung basiert auf dem integralen Kapitaldeckungsverfahren. Das eigene Vermögen muss jederzeit die gesamten Vorsorgekapitalien, d. h. die Altersguthaben der aktiven Versicherten sowie die versicherungstechnischen Reserven (oder Barwerte) der laufenden Renten abdecken.
- KZP* Der Beitrag wird in Prozent des versicherten Lohns festgelegt und hängt vom Sparplan ab, der von der versicherten Person gewählt wird. Es bestehen drei Sparpläne und der Sparbeitrag beträgt zwischen 14.6% und 22% des versicherten Lohns. Ein weiterer Beitrag von 12% des Gesamtbeitrags eines jeden Plans wird erhoben, um die Risiken Invalidität und Tod und die Verwaltungskosten zu finanzieren. Der Arbeitgeber steuert unabhängig vom gewählten Plan einen Beitrag von 12.5% bei, während die versicherte Person den Differenzbetrag bezahlt.

Der Zusatzplan für die Kader basiert auf dem integralen Kapitaldeckungsverfahren. Das eigene Vermögen muss jederzeit die gesamten Vorsorgekapitalien, d. h. das angesammelte Altersguthaben der aktiven Versicherten abdecken. Dieser Plan befindet sich in Anbetracht seines Inkrafttretens am 1. Juli 2014 noch in der Kapitalisierungsphase.

III.3 Weitere Informationen zur Vorsorgetätigkeit

Im Berichtszeitraum wurde keine Teuerungsanpassung oder Leistungsverbesserung beschlossen.

IV Bewertungs- und Rechnungslegungsgrundsätze, Stetigkeit

IV.1 Bestätigung über Rechnungslegung nach Swiss GAAP FER 26

Die Jahresrechnung der Kasse entspricht der Fachempfehlung zur Rechnungslegung Swiss GAAP FER 26.

Die von der Kasse gewählten und angewendeten Bewertungsgrundsätze entsprechen den in dieser Fachempfehlung vorgesehenen Bestimmungen.

IV.2 Buchführungs- und Bewertungsgrundsätze

Die von der Kasse angewandten Bewertungsgrundsätze sind die Folgenden:

Flüssige Mittel, Währungsanlagen und Forderungen:
Wertpapieranlagen:

Nennwert abzüglich eventueller bekannter Wertverluste.

Zeitwert, d. h. Marktwert am Bilanzstichtag oder Inventarwert.

Nicht kotierte Aktien und Beteiligungen werden zum am 31. Dezember bekannten Zeitwert bewertet.

Direkte Immobilienanlagen:

Die Bewertung stützt sich auf die Richtlinien zur Bewertung und zu den Grundsätzen der Bilanzierung der direkten Immobilienanlagen der Pensionskasse des Staatspersonals vom 14. Januar 2021:

Gebaute Liegenschaften

Gebaute Liegenschaften werden zum Marktwert bilanziert. Dieser entspricht der Summe des Ertragswerts für die Marktmieten.

Der Ertragswert für die Marktmieten entspricht den Ertragswerten jeder Liegenschaft (kapitalisierter Nettomietenertrag).

*- Der Nettomietenertrag wird unter Berücksichtigung folgender Elemente bestimmt:
aktueller Mieterspiegel, strukturelle Leerstände und Betriebskosten*

- Der Kapitalisierungssatz umfasst folgende Parameter:

- a) risikofreier Zinssatz*
- b) Risikoaufschlag des Immobilienmarkts*
- c) Berichtigung Makrolage*
- d) Berichtigung Mikrolage*
- e) Nutzungsaufschlag*
- f) Wertminderungsaufschlag der Wohnungen*
- g) Berichtigung Objektqualität*
- h) Aufschlag für objektspezifische Risiken*

Bauland

Das Bauland wird zum Anschaffungswert bewertet, ausser wenn dieser Wert hinsichtlich des Verkehrswerts deutlich abweicht.

Im Bau befindliche Liegenschaften

Es wird der aufgelaufene Wert des Grundstücks und der Baukosten berücksichtigt.

Veräusserte Liegenschaften

Für Objekte, deren Verkauf nach dem Abschlussdatum erfolgt, werden die Nettoverkaufspreise berücksichtigt, welche zum Zeitpunkt des Jahresabschlusses bekannt sind.

Indirekte Immobilienanlagen:

Zeitwert, d. h. Marktwert zum Bilanzstichtag oder Inventarwert.

Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen:

Sämtliche Vorsorgekapitalien und technischen Rückstellungen werden jährlich vom Experten bestimmt und auf der Passivseite der Bilanz ausgewiesen.
Die Grundsätze für die Bildung von technischen Rückstellungen werden unter Punkt V.5 beschrieben.

Wertschwankungsreserve:

Die Wertschwankungsreserve wird gemäss Punkt VI.3 des vorliegenden Anhangs definiert und auf der Passivseite der Bilanz separat ausgewiesen.

IV.3 Änderung von Grundsätzen bei Bewertung, Buchführung und Rechnungslegung

Die Bewertungs- und Rechnungslegungsgrundsätze wurden im Geschäftsjahr 2024 nicht verändert.

V Versicherungstechnische Risiken, Risikodeckung, Deckungsgrade

V.1 Art der Risikodeckung, Rückversicherung

Folgende Risiken sind gedeckt: Invalidität, Tod und Alter. Die Kasse ist eine unabhängige Pensionskasse, die ihre Risiken vollständig selber deckt und daher nicht rückversichert ist.

V.2 Entwicklung und Verzinsung der Sparguthaben für Versicherte im Beitragsprimat

	2024				2023
	RP	RLPP	RCC	Total	Total
Stand 1. Januar	3 193 601	4 267	29 648	3 227 516	2 976 245
Nachbelastung	-1 130	-4	-	-1 134	502
Freizügigkeitsleistungen / Übertragung Kapital Scheidung	78 672	3 052	-	81 724	93 449
Wechsel des Vorsorgeplans / des Arbeitgebers	8 493	208	-	8 701	
Freizügigkeitsleistungen für / Reaktivierung von Invaliden	2 352	3	145	2 500	
Sparbeiträge	317 913	1 181	3 699	322 793	304 825
Sparbeiträge - Beitragsbefreiung für Invalide	2 272	-	-	2 272	196
Erworbene Übergangsmassnahmen	36 906	1	-	36 907	34 304
Verzinsung der Altersguthaben	72 651	30	355	73 036	27 875
Einkäufe	17 833	1	410	18 244	17 547
Rückzahlungen WEF	1 596	-	-	1 596	2 523
<i>Zuweisungen Altersguthaben</i>	<i>537 558</i>	<i>4 472</i>	<i>4 609</i>	<i>546 638</i>	<i>481 221</i>
Freizügigkeitsleistungen	-90 972	-2 254	-574	-93 800	-97 696
Wechsel des Vorsorgeplans / des Arbeitgebers	-6 024	-2 677	-	-8 701	
Kapitalleistungen bei Pensionierung	-25 243	-48	-2 850	-28 142	-17 365
Kapitalleistungen bei Invalidität	-	-	-145	-145	
Übertragung Vorsorgekapitalien Rentner	-130 811	-101	-	-130 911	-79 817
Vorbezüge WEF / Scheidung	-17 555	-	-591	-18 147	-12 527
Veränderung des Ausgleichsfonds (Art. 17 / 18 FZG)	-32 454	6	-	-32 447	-23 985
Veränderung der FZL im Leistungsprimat (früheres System)	-302	-	-	-302	1 440
<i>Auflösung Altersguthaben</i>	<i>-303 361</i>	<i>-5 074</i>	<i>-4 161</i>	<i>-312 596</i>	<i>-229 949</i>
<i>Stand 31. Dezember</i>	<i>3 427 798</i>	<i>3 665</i>	<i>30 096</i>	<i>3 461 559</i>	<i>3 227 516</i>

Zinssatz für die Altersguthaben Ende 2024:

- Pensionsplan: 2.5% (2023: 1%)
- BVG-Plan: 1.25% (2023: 1%)
- Zusatzplan: 1.25% (2023: 1%)

V.3 Entwicklung und Verzinsung der Altersguthaben nach BVG für aktive Versicherte im Pensionsplan und BVG-Plan

	2024	2023
	CHF/000	CHF/000
Stand 1. Januar	1 397 070	1 307 413
Entwicklung der Schattenrechnung nach BVG	67 908	89 657
<i>Stand 31. Dezember</i>	<i>1 464 978</i>	<i>1 397 070</i>

Die Altersguthaben nach BVG der aktiven Versicherten im Pensionsplan und BVG-Plan (RBVG) wurden im 2024 mit 1.25% verzinst. (2023: 1%). Die dem BVG-Plan zuzuordnenden Altersguthaben nach BVG belaufen sich per 31. Dezember 2024 auf CHF 2.312 Mio. (31.12.2023: CHF 3.298 Mio.)

V.4 Entwicklung des Deckungskapitals für Rentenbezüger

	2024	2023
	CHF/000	CHF/000
Stand 1. Januar	3 817 849	3 906 121
Nettoveränderung der Vorsorgekapitalien der Rentenbezüger	-26 603	-88 272
<i>Stand 31. Dezember</i>	<i>3 791 246</i>	<i>3 817 849</i>
davon		
Reserve für laufende reglementarische Renten - Pensionsplan	3 782 191	3 808 784
Reserve für laufende reglementarische Renten - BVG-Plan	9 055	9 065
<i>Stand 31. Dezember</i>	<i>3 791 246</i>	<i>3 817 849</i>

Der von diesen Vorsorgekapitalien gedeckte Rentnerbestand wird unter vorstehendem Punkt II.2 dargelegt.

V.5	Entwicklung und Erläuterung der technischen Rückstellungen	Veränderung	2024	2023
	Zusammensetzung der technischen Rückstellungen am 31. Dezember:	CHF/000	CHF/000	CHF/000
	Rückstellung für Langlebigkeit der Rentenbezüger	18 758	37 796	19 037
	- im Pensionsplan	18 714	37 707	18 993
	- im BVG-Plan	45	89	45
	Rückstellung für Risikoschwankungen im KZP	-	1 240	1 240
	Rückstellung für Pensionierungsverluste	12 910	73 776	60 866
	Rückstellung für Senkung des technischen Zinssatzes	2 823	148 262	145 439
	Rückstellung für Übergangsmassnahmen	-34 257	217 659	251 916
	Ausgleichsrückstellung im Zusatzplan für die Kader	-	80	80
	Stand 31. Dezember	234	478 813	478 579

Rückstellung für Senkung des technischen Zinssatzes

Die Rückstellung für die zukünftige Senkung des technischen Zinssatzes soll die aus der vorgesehenen Senkung des technischen Zinssatzes entstehenden Kosten finanzieren. Sie dient dazu, den Anstieg der Vorsorgeguthaben und der technischen Rückstellungen, die bei der Senkung des technischen Zinssatzes eintreten, aufzufangen.

Der für die Berechnung des Vorsorgekapitals der Pensionsbezüger verwendete technische Zinssatz beträgt 2.25%. Der Betrag der Rückstellung deckt die Kosten einer eventuellen Senkung auf 2%. Diese Rückstellung wird angesichts der bezüglich der Zinsentwicklung festgestellten Unsicherheit beibehalten.

Rückstellung für Pensionierungsverluste

Die Rückstellung für Pensionierungsverluste soll die in den kommenden fünf Jahren erwarteten Verluste decken. Sie wird auf der Grundlage der Anzahl der aktiven Versicherten berechnet, die in den nächsten fünf Jahren in den Ruhestand treten können, und entspricht der Differenz zwischen dem tatsächlich gebildeten Deckungskapital, erhöht um die entsprechende Rückstellung für Langlebigkeit, und dem aufgelösten Altersguthaben.

Rückstellung für Langlebigkeit der aktiven Versicherten und Rentenbezüger

Die Rückstellung für Langlebigkeit soll den künftigen Anstieg der Lebenserwartung berücksichtigen. Sie wird zur schrittweisen Finanzierung der Erhöhung des Deckungskapitals aufgrund von Veränderungen in den versicherungstechnischen Tabellen verwendet. Seit Einführung der Tabellen VZ 2020 (P2022) wird sie in jährlichen Schritten von 0.5% der Vorsorgekapitalien der Pensionsbezüger (ohne Kinder) erhöht. Per 31.12.2024 entspricht sie 1% der Vorsorgekapitalien der Rentenbezüger (0.5% * (2024-2022)).

Rückstellung für Risikoschwankungen bei Tod und Invalidität im KZP

Aufgrund des geringen Versichertenbestands soll diese Rückstellung das Schwankungsrisiko für die Kosten bei Tod und Invalidität im Zusatzplan für die Kader tragen helfen.

Rückstellung für Übergangsmassnahmen

Bei der Reform des Pensionsplans per 1. Januar 2022 berechnete die Kasse, gestützt auf das Altersguthaben von aktiven Versicherten im Alter von 45 Jahren, die ihre Stelle vor dem 31. Dezember 2018 angetreten haben, einen Kompensationsbetrag im Sinne von Artikel 29a und folgende des PKG in seiner Version vom 26. Juni 2020. Der Betrag für die Rückstellung für Übergangsmassnahmen entspricht dem Wert der Kompensationsbeträge, die in den kommenden Jahren noch auf die Altersguthaben der aktiven Versicherten gutgeschrieben werden müssen.

Ausgleichsprovision im Zusatzplan für die Kader

Die Ausgleichsprovision im Zusatzplan für die Kader soll die eventuellen zukünftigen Kosten des Zusatzplans finanzieren, um zu verhindern, dass diese zu Lasten der anderen beiden Pläne gehen.

V.6 Ergebnisse des letzten versicherungstechnischen Gutachtens

Das nächste versicherungstechnische Gutachten wird im Jahr 2025 basierend auf dem Jahresabschluss per 31.12.2024 erstellt.

Die Empfehlungen des versicherungstechnischen Gutachtens, welches im Jahr 2022 erstellt wurde, wurden vom Verwaltungsrat ab dem Jahresabschluss per 31.12.2022 gemäss dem nachstehenden Punkt V.7 umgesetzt.

Die Überprüfung der aktuellen Finanzierung, des notwendigen Beitragssatzes und der erforderlichen Rendite lässt den Schluss zu, dass die reglementarischen Leistungen unter Berücksichtigung der laufenden Finanzierung und im Hinblick auf das Rekapitalisierungsziel von 83.2% per 1. Januar 2052 strukturell garantiert sind. Bei ungenügender Rendite verfügt die Kasse mittels der gutgeschriebenen Zinsen über einen Hebel für die Anpassung der Leistungen.

V.7 Technische Grundlagen und andere versicherungstechnisch relevante Annahmen

Die Deckungskapitalien wurden aufgrund der versicherungstechnischen Tabelle VZ 2020 (P 2022) bestimmt. Der technische Zinssatz der Kasse beträgt 2.25%. Für die geplante Senkung des Zinssatzes auf 2% wurde eine Rückstellung gebildet. (V.5)

V.8 Änderung von technischen Grundlagen und Annahmen

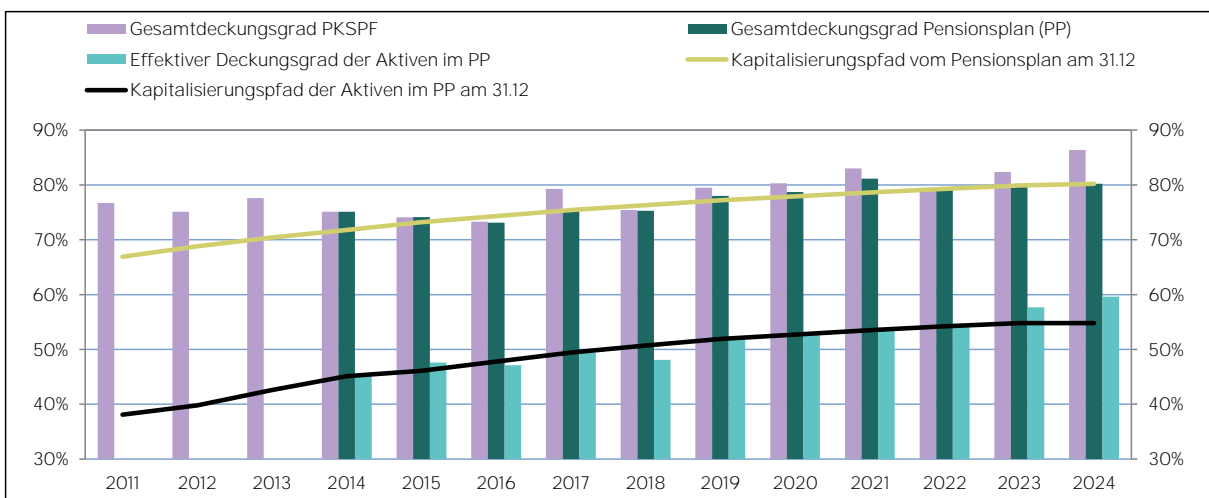
Keine Änderung.

V.9 Globaler Deckungsgrad (Art. 44 BVV2) und Deckungsgrad der aktiven Versicherten (Art. 72a BVG)	31.12.2024	31.12.2023
Deckungsgrad gemäss Art. 44 BVV2	CHF/000	CHF/000
Total Aktiven	6 701 163	6 216 504
./. Fällige Verbindlichkeiten	-22 653	-22 661
Vorsorgevermögen	6 678 510	6 193 842
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen	7 731 618	7 523 944
Unterdeckung (-) / Freies Vermögen (+)	-1 053 107	-1 330 102
Deckungsgrad nach Art. 44 BVV2	86.4%	82.3%
Vorsorgevermögen gemäss Art. 44 BVV2 (siehe oben)	6 678 510	6 193 842
./. Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen (BVG-Plan und KZP)	-44 559	-44 715
./. Wertschwankungsreserve (WSR)	-468 930	-173 223
Vorsorgevermögen	6 165 021	5 975 904
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen PP	7 687 059	7 479 228
Unterdeckung (-) / Freies Vermögen (+)	-1 522 038	-1 503 325
Globaler Deckungsgrad gemäss Art. 72a BVG	80.2%	79.9%
<i>Globaler Rekapitalisierungspfad</i>	<i>80.2%</i>	<i>79.9%</i>
Vorsorgevermögen nach Gesamtdeckungsgrad (siehe oben)	6 165 021	5 975 904
./. Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen Rentenbezüger PP	-3 917 076	-3 927 091
Vorsorgevermögen - Aktive Versicherte PP	2 247 945	2 048 813
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen PP	3 769 983	3 552 138
Unterdeckung (-) / Freies Vermögen (+)	-1 522 038	-1 503 325
Globaler Deckungsgrad gemäss Art. 72a BVG	59.6%	57.7%
<i>Rekapitalisierungspfad der Aktiven</i>	<i>54.8%</i>	<i>54.8%</i>

Rekapitalisierungspfad – Anteil Umlageverfahren

Bei der Kasse handelt es sich um eine Einrichtung des öffentlichen Rechts, deren Pensionsplan nach dem System der Teilkapitalisierung funktioniert, und profitiert als solche von der Staatsgarantie. Darüber hinaus ist sie verpflichtet, für den Pensionsplan einem Finanzierungsplan zu folgen, der minimale Anforderungen wie die Aufrechterhaltung des Ausgangsdeckungsrates gemäss Artikel 72a BVG garantiert. Der Gesamtausgangsdeckungsgrad im Pensionsplan betrug per 1. Januar 2012 66.9% und jener der aktiven Versicherten 38.1%. Die Rentenverpflichtungen ihrerseits waren in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen voll gedeckt.

Die Vorschriften des Bundes in Bezug auf die Finanzierung von öffentlich-rechtlichen Pensionskassen mit Teilkapitalisierung sehen unter anderem einen Deckungsgrad (DG) von 80% bis zum Jahr 2052 vor. Der vom Experten vorgeschlagene und von der Aufsichtsbehörde genehmigte Finanzierungsplan sieht einen Gesamtdeckungsgrad des Pensionsplans und einen DG für die aktiven Versicherten gemäss folgender Tabelle vor.



Per 31. Dezember 2024 folgt die Kasse ihrem Rekapitalisierungspfad mit einem Deckungsgrad von 80.2% (2023: 79.9%) und einem Deckungsgrad für die aktiven Versicherten von 59.6% (2023: 57.7%).

VI Erläuterung der Vermögensanlage und des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage

VI.1 Organisation der Anlagetätigkeit, Anlagereglement und Anlageverordnungen

Organisation der Anlagetätigkeit:

In Bezug auf die Vermögensanlagen hat der Verwaltungsrat folgende Aufgaben:

- er erlässt das Anlagereglement und die entsprechenden Anhänge, insbesondere diejenigen in Bezug auf die strategischen Zuteilungen,
- er beschliesst den Abschluss, die Änderung und Beendigung der Mandate mit Finanzpartnern,
- er entscheidet über einen Systemwechsel bei den strategischen Zuteilungen in Übereinstimmung mit Artikel 11 des Anlagereglements,
- er kann einen Teil dieser Aufgaben an die Anlagekommission und die Immobilienkommission delegieren.

Anlagereglement und Richtlinien:

Die hinsichtlich der Ausführung und der Kontrolle der Anlagen einzuhaltenden Ziele und Prinzipien sind im entsprechenden Reglement festgehalten.

Von der FINMA oder gleichwertigen ausländischen Behörden zugelassene Depotstellen und Vermögensverwalter:

Die Finanzanlagen wurden entweder in Form eines Vermögensverwaltungsmandats nach freiem Ermessen oder als Anlagefonds folgenden

Kurzfristige Anlagen

Lombard Odier Asset Management			
--------------------------------	--	--	--

Obligationen in CHF

Banque Cantonale de Fribourg	Swisscanto		
------------------------------	------------	--	--

Obligationen Fremdwährung

Banque Cantonale de Fribourg	Swisscanto		
------------------------------	------------	--	--

Aktien Schweiz

Banque Cantonale de Fribourg	UBS Asset Management		
------------------------------	----------------------	--	--

Aktien Ausland

Lombard Odier Asset Management	UBS Asset Management		
--------------------------------	----------------------	--	--

Immobilienfonds

Fondation Swiss Life	Fondation IST	Aberdeen	Fundim
----------------------	---------------	----------	--------

Credit Suisse AST	Fondation J Safran Sarasin	Procimmo	
-------------------	----------------------------	----------	--

Infrastruktur

Partners Group	Fondation IST	IFM	AIP
----------------	---------------	-----	-----

Private Equity, Private Debt

Partners Group	Fondation IST	Flexstone Partners	Stepstone
----------------	---------------	--------------------	-----------

Credit Suisse	Schroders Capital	Swisscom Ventures	
---------------	-------------------	-------------------	--

Liegenschaftsverwaltungen, die die Liegenschaften der Kasse bewirtschaften

RFSA, Fribourg	Weck Aeby & Cie SA, Fribourg	Comptoir Immobilier SA, Sierre	
----------------	------------------------------	--------------------------------	--

Gerama SA, Fribourg	Régie Châtel SA, Châtel-St-Denis	Burriplus Immobilien Treuhand, Berne	
---------------------	----------------------------------	--------------------------------------	--

Naef Immobilier Neuchâtel SA		Gendre & Emonet Gérance Immobilière SA, Montreux	
------------------------------	--	--	--

VI.2 Inanspruchnahme Erweiterungen (Art. 50 Abs. 4 BVV2)

Das Anlagereglement der Kasse sieht Erweiterungen zu den Investitionsmöglichkeiten gemäss Art. 53 bis 56a Abs. 5 sowie Art. 57 Abs. 2 und 3 BVV2 vor.

- Die Grenze für Immobilienanlagen wurde auf 40% festgelegt anstatt 30% wie in Art. 55 BVV2 vorgesehen. Angesichts des Vermögens der Kasse, der stattlichen Anzahl von Liegenschaften, die sie besitzt, und der Diversifizierung der indirekten Immobilienanlagen kann man von einer echten Diversifizierung ihrer Immobilienanlagen sprechen. Diese Überschreitung erhöht das Risikoprofil der Kasse nicht.

- Die Grenze für alternative Anlagen wurde auf 18% festgelegt anstatt 15% wie in Art. 55 BVV2 vorgesehen. Diese Überschreitung erhöht das Risikoprofil der Kasse nicht, da sie durch eine Verringerung des Gewichts der ausländischen Währungen und Aktien in der Verteilung ausgeglichen wird.

- Die Beteiligung an Einzelunternehmen wird für die Régie de Fribourg SA und die Capital risque Fribourg SA genehmigt. Mit Ausnahme der erwähnten Fälle ist die Beteiligung an Einzelunternehmen für jedes Unternehmen nur zu einem Höchstwert von 1% der Aktiven der Kasse möglich (Erweiterung gemäss Art. 53 Abs. 4 BVV2).

Die Analysen der Kasse mit Hilfe von verschiedenen externen Experten haben schlüssig aufgezeigt, dass die Verteilung der Vermögenswerte im Einklang mit den Zielen der Kasse war.

VI.3 Zielgrösse und Berechnung der Wertschwankungsreserve

Die Höhe der Wertschwankungsreserve ist im Art. 8 des Anlagereglements der PKSf festgelegt. Der Zielwert wird am Bilanzstichtag berechnet und stützt sich auf die Ertrags-/Risikomerkmale der Anlagestrategie sowie die angestrebte Mindestrendite und ein ausreichendes Mass an Sicherheit.

Anlagestrategie zum Referenzdatum.

Erforderliches Erfolgsniveau: 2.8%

Bisherige Volatilität der Anlagestrategie.

Zeithorizont: 1 Jahr

Statistische Genauigkeit: 99.5%

Die Zielgrösse der Wertschwankungsreserve betrug per 31. Dezember 2024 CHF 1 259 Millionen, also 16.3% der Verpflichtungen (31. Dezember 2023: CHF 1 205 Millionen, also 16% der Verpflichtungen).

Die Wertschwankungsreserve entwickelte sich im Berichtszeitraum insgesamt wie folgt:

	2024	2023
	CHF/000	CHF/000
Stand 1. Januar	173 223	3 198
Zuweisung (+) / Auflösung (-)	295 707	170 025
Stand 31. Dezember	468 930	173 223

Ziel gemäss gewählter Methode:

2024	2023
1 258 743	1 205 221

Differenzbetrag, zu bilden durch Zuweisung der zukünftigen Überschüsse

2024	2023
789 813	1 031 998

VI.4 Darstellung der Vermögensanlage nach Anlagekategorien und BVV2-Begrenzungen

	Strategische Zuteilungen		Taktische Margen		Art. 55 BVV 2	31.12.2024		31.12.2023
	%	% (min)	% (max)	%		Mio. CHF	Mio. CHF	
Flüssige Mittel	1	0	10			2.0	213.5	376.9
<i>Auf Sicht und Termin</i>					100%	2.5	247.4	334.0
<i>Devisentermingeschäfte</i>						-0.5	-33.9	43.0
Obligationen	27	21	32			26.6	1761.2	1649.6
<i>Obligationen in CHF</i>	16	10	19			17.1	1128.1	1071.1
<i>Obligationen in CHF</i>						13.6	960.3	847.5
<i>Forderungen Arbeitgeber</i>					100%	3.2	149.3	207.8
<i>Anderer Forderungen</i>						0.3	18.5	15.8
Obligationen Ausland	11					9.6	633.1	578.5
<i>Entwickelte Märkte</i>	9	9	13			9.6	633.1	578.5
<i>Aufstrebende Märkte</i>	2					-	-	-
Aktien	28	22	34			28.4	1879.7	1591.9
<i>Aktien Schweiz</i>	12	9	15			11.6	770.2	679.6
Aktien Ausland	16				50%	16.8	1109.5	912.3
<i>Entwickelte Märkte</i>	14	13	19			14.7	974.4	794.9
<i>Aufstrebende Märkte</i>	2					2.0	135.2	117.4
Immobilien	34	25	40			30.1	1994.9	2043.0
<i>Schweiz, direkte</i>	26	24	35		30%	23.8	1574.3	1593.5
<i>Schweiz, indirekte</i>	5					4.1	273.8	259.7
<i>Ausland</i>	3	1	8			2.2	146.8	189.8
Infrastruktur	4	0	7		10%	4.7	313.7	195.7
Alternative Anlagen	6	1	18			8.1	536.5	358.8
<i>Private Equity</i>	6	1	8			4.4	290.7	222.9
<i>ILS</i>		0	2		15%	0.0	0.0	0.1
<i>Private Debt</i>		0	4			3.7	245.9	135.9
TOTAL	100					100.0	6 699.6	6 216.0
Fremdwährungen ohne Währungsabsicherung	20	0	20		30%	18.4	1 216.2	1 170.7

Die Begrenzungen für kollektive Anlagen (gemäss Art. 55 BVV2) und individuelle Anlagen (Art. 54, 54a und 54b BVV2) sind per 31. Dezember 2024 eingehalten und wurden auch während des Geschäftsjahrs 2024 eingehalten. Darüber hinaus wurden die vom Verwaltungsrat der Kasse festgelegten strategischen Obergrenzen (taktischen Margen) per 31. Dezember 2024 eingehalten.

VI.5 Darstellung der Gebührentransparenz von Investitionen

				31.12.2024	31.12.2023
				Mio. CHF	Mio. CHF
Total Anlage, davon:				6 699.6	6 216.0
Transparente Anlagen				100.0%	99.9%
Nicht transparente Anlagen gemäss Art. 48a Abs. 3 BVV2				0.0%	0.1%
				2.7	7.2

ISIN	Art Fonds	Anbieter	Bezeichnung	Anteile	31.12.2024 CHF / 000	31.12.2023 CHF / 000
n/a	Infrastructure	CDPO	CDPO Global Infra		2 670	-
LU2098253094	ILS	Twelve Capital	Twelve Cap 2019 SPLIQ		-	-
n/a	Private Equity	Schroders Capital	CPPEF S.C.S.			7 216
Total nicht transparente Anlagen					2 670	7 216
Kostentransparenzquote der Anlagen					100.0%	99.9%

VI.6 Erläuterung des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlagen

	2024			%	2023		
	Mio. CHF				Mio. CHF		
	Erträge	(Nicht) realisierte Gewinne/ Verluste	Total		Total		
Flüssige Mittel	2.2	-84.5	-82.3	-34.4%	49.7	16.9%	
<i>Auf Sicht und auf Zeit</i>	2.2	2.0	4.2	2.2%	-6.7	-2.2%	
<i>Devisentermingeschäfte</i>	-	-86.5	-86.5		56.4		
Obligationen	18.2	71.2	89.4	5.3%	26.9	1.8%	
<i>Obligationen in CHF</i>	8.5	47.7	56.2	5.0%	48.6	5.2%	
<i>Obligationen in CHF</i>	8.5	47.7	56.2	6.6%	48.6	6.5%	
<i>Forderungen Arbeitgeber</i>	-	-	-	0.0%	-	0.0%	
<i>Obligationen Ausland</i>	9.7	23.5	33.2	5.7%	-21.8	-3.9%	
<i>Entwickelte Märkte</i>	9.7	23.5	33.2	5.7%	-24.1	-4.4%	
<i>Wandelanleihen</i>	-	-	-		2.4	0.0%	
Aktien	41.1	248.7	289.7	18.2%	147.9	9.8%	
<i>Aktien Schweiz</i>	23.1	24.6	47.7	6.8%	44.2	6.7%	
<i>Aktien Ausland</i>	18.0	224.1	242.1	27.4%	103.6	12.3%	
<i>Entwickelte Märkte</i>	14.6	208.5	223.1	29.1%	108.6	14.7%	
<i>Aufstrebende Märkte</i>	3.4	15.6	19.0	16.4%	-5.0	-4.6%	
Immobilien	67.9	-1.1	66.8	3.3%	43.2	2.1%	
<i>Schweiz, direkte (VI.12)</i>	62.2	0.2	62.4	4.0%	58.3	3.7%	
<i>Schweiz, indirekte</i>	2.5	9.3	11.8	4.5%	6.4	2.6%	
<i>Ausland</i>	3.2	-10.6	-7.5	-4.1%	-21.6	-10.1%	
Infrastruktur	6.2	18.5	24.7	9.2%	3.4	1.9%	
Alternative Anlagen	13.4	30.6	44.0	9.5%	14.4	3.7%	
<i>Hedge Funds</i>	-	-	-		0.3	1.9%	
<i>Private Equity</i>	8.4	10.0	18.4	7.3%	8.6	4.2%	
<i>ILS</i>	-	0.1	0.1		2.3	10.4%	
<i>Private Debt</i>	5.0	20.5	25.5	12.0%	3.3	2.2%	
	148.9	283.5	432.4	6.9%	285.4	4.8%	
Administrations- und Vermögensverwaltungskosten	-31.3	-	-31.3		-25.5		
Verzugszinsen ausbezahlte Leistungen	-0.3	-	-0.3		-0.2		
NETTO-ERGEBNIS AUS DEN ANLAGEN	117.3	283.5	400.8	6.4%	259.7	4.4%	

VI.7 Erläuterung zu den Verwaltungs- und Vermögensverwaltungskosten

	2024	2023
	CHF/000	CHF/000
Administrations- und Vermögensverwaltungskosten (direkte Kosten), davon:	-6 757	-6 634
Depotverwaltungs- und Global Custody-Kosten	-582	-386
Transaktionskosten und Stempelsteuer	-1 173	-1 981
Administration und Vermögensverwaltung	-4 994	-4 251
Anlageberatungskosten	-9	-15
Andere Kosten	-	-
Retrozessionen (siehe VI.10)	-	-
Summe der für Kollektivanlagen berechneten Kosten, davon:	-24 505	-18 824
Flüssige Mittel und Geldmarktanlagen	-101	-125
Obligationen Schweiz	-	-6
Obligationen Ausland		
<i>Entwickelte Märkte</i>	-85	-71
<i>Wandelanleihen</i>	-	-23
Aktien Schweiz	-	-103
Aktien Ausland		
<i>Entwickelte Märkte</i>	-407	-316
<i>Aufstrebende Märkte</i>	-13	-132
Immobilien direkt (VI.12)	-3 051	-2 941
Immobilien indirekt Schweiz	-2 489	-2 407
Immobilien indirekt Ausland	-2 279	-2 427
Infrastruktur	-5 016	-746
Hedge Funds	-	-181
Private Equity	-8 403	-7 159
ILS	-	-182
Private Debt	-2 662	-2 008
Direkt in der Betriebsrechnung erfasste Administrations- und Vermögensverwaltungskosten	-31 262	-25 458
Total transparente Anlagen (siehe VI.5)	6 696 869	6 208 768
Kostentransparenz der Anlagen (siehe VI.5)	100.0%	99.9%
Direkt in der Betriebsrechnung erfasste Administrations- und Vermögensverwaltungskosten in % der transparenten Anlagen	0.47%	0.41%

Der Anstieg der Verwaltungsgebühren im Jahr 2024 ist hauptsächlich auf die Anlagekategorien Private Equity und Infrastruktur zurückzuführen, in die im Jahr 2024 erhebliche Investitionen getätigt wurden. Zudem erzielten Infrastruktur und Private Equity gute Ergebnisse (siehe VI.6), weshalb die leistungsabhängigen Verwaltungsgebühren in diesem Jahr höher sind.

VI.8 Securities lending

Für Einzeltitel sind Wertpapierausleihen (Securities Lending) nicht erlaubt. Erlaubt sind sie im Rahmen von Kollektivanlagen gemäss den Bedingungen in Art. 76 des Bundesgesetzes über die kollektiven Kapitalanlagen. Per 31. Dezember 2024 tätigte die Kasse keine Wertpapierausleihe (wie auch per 31. Dezember 2023).

VI.9 Offene Kapitalzusagen

Per 31. Dezember 2024 bestehen folgende offene Kapitalzusagen:

	31.12.2024 Mios. CHF				31.12.2023 Mios. CHF		
	Ausgangs- betrag	Neue Verpflich- tungen	Abruf	Restbetrag	Ausgangs- betrag	Neue Verpflich- tungen	Abruf
Infrastruktur	227.7	29.0	-110.2	146.5	249.1	-21.4	227.7
Private Equity	405.6	37.2	-76.9	365.9	410.7	-5.1	405.6
Private Debt	18.6	4.0	-10.4	12.2	10.7	7.9	18.6
Indirekte nicht kotierte Immobilien	15.3	-	-	15.3	16.3	-1.0	15.3
Total der Verpflichtungen	667.2	70.2	-197.5	539.9	686.8	-19.6	667.2

VI.10 Erläuterungen zu Retrozessionen (Art. 48k BVV2)

Die Kasse erhielt im Geschäftsjahr 2024 keine Retrozessionen.

VI.11 Derivative Finanzinstrumente, ausserbilanzielle Verpflichtungen

Devisentermingeschäfte

Am 31. Dezember 2024 liefen Devisentermingeschäfte in verschiedenen Portfolios. Diese Geschäfte, die zur Absicherung des Währungsrisikos dienen, werden vollständig von flüssigen Mitteln oder Basiswerten in den entsprechenden Währungen gedeckt. Somit resultiert daraus zum Bilanzstichtag keine Hebelwirkung.

Der unrealisierte Erfolg von CHF -33.9 Mio. aus diesen Geschäften per 31. Dezember 2024 (CHF 43.0 Mio. per 31. Dezember 2023) ist in der Bilanz in den flüssigen Mitteln enthalten.

Futures auf Aktienindizes

Per 31. Dezember 2024 beinhaltet diese Position eine Verpflichtung zum Kauf auf einen Aktienindex für CHF 3.8 Mio. (31.12.2023: CHF 3.5). Da diese Verpflichtung durch flüssige Mittel gedeckt ist, ergibt sich daraus keine Hebelwirkung. Diese Position ist in der Rubrik Aktien Ausland Entwickelte Märkte in den Anhängen VI.4 und VI.6 aufgeführt.

VI.12 Direkte Immobilieninvestitionen

Allgemeines

Die für die Bewertung der Immobilien verwendete Methode ist die Mietwertkapitalisierung für jedes Immobilienobjekt (in dem insbesondere die Renovationsbedürfnisse berücksichtigt werden).

Per 31. Dezember 2024 war die Kasse Eigentümerin von 171 gebauten Liegenschaften (zzgl. die Beteiligung an drei Immobilien im Miteigentum) mit insgesamt 8 823 Objekten, bestehend aus 3 767 Wohnungen, 4 805 Garagen und Parkplätzen sowie 251 Geschäftslokalen.

Wertentwicklung 2024 des Immobilienparks (in CHF/000)

	Liegenschaften & Miteigentum	Im Bau befind- liche Liegen- schaften	Bauland	Renovationen	TOTAL
Buchwerte per 01.01.	1 488 755	91 137	12 750	857	1 593 500
Erwerb / Bau / Renovationen	5 045	31 655	6 191	994	43 885
Verkäufe / Überträge	-43	-63 200			-63 243
Kategorienänderungen	8 931	-8 931			-
Umbewertung	191				191
Buchwerte per 31.12.	1 502 878	50 662	18 942	1 851	1 574 332

	2024 CHF/000	2023 CHF/000
<i>Ergebnis direkte Immobilien</i>		
Betriebsertrag	76 474	73 423
Baukreditzinsen	626	688
Betriebskosten	-14 739	-13 589
Verwaltungshonorare	-3 051	-2 941
Finanzaufwand	-	-
Sonstiger Aufwand direkte Immobilien	-789	-1 977
Nettoertrag	58 520	55 604
Netto-Mehrwert (+) / -Minderwert (-) aus Verkauf (5 653 - 2023) und Neubewertung von Immobilien	191	-230
Netto-Performance	58 711	55 374
Verwaltungshonorare und -gebühren	3 697	2 941
Bruttoperformance	4.0%	3.7%
	62 407	58 315

VII Erläuterung weiterer Positionen der Bilanz und der Betriebsrechnung

	31.12.2024 CHF/000	31.12.2023 CHF/000
VII.1 Forderungen		
Verrechnungssteuerguthaben	15 742	11 771
Ausbezahlte AHV-Vorschüsse	1 384	2 936
Diverse Forderungen	1 368	1 061
Saldo per 31. Dezember	<u>18 494</u>	<u>15 769</u>
VII.2 Aktive Rechnungsabgrenzung		
Aufgelaufene Zinsen / Terminanlagen	864	307
Einzunehmende Erträge	232	212
Im Voraus bezahlter Aufwand	461	-
Saldo per 31. Dezember	<u>1 557</u>	<u>519</u>
VII.3 Andere Verbindlichkeiten		
Freizügigkeitsleistungen und überschüssige Mittel	2 229	2 130
Gläubiger	244	536
Gläubiger Immobilien - Bau	198	1 811
Beiträge an Sicherheitsfonds	1 070	1 177
Kontokorrente - Liegenschaftsverwaltungen	1 701	1 446
Andere	37	62
Saldo per 31. Dezember	<u>5 479</u>	<u>7 163</u>
VII.4 Passive Rechnungsabgrenzungsposten		
Rechnungsabgrenzungsposten Verwaltung	186	518
Rechnungsabgrenzungsposten Vermögensverwaltung	860	1 088
Transitorische Passiven Immobilienverwaltung	8 498	7 316
Saldo per 31. Dezember	<u>9 544</u>	<u>8 923</u>
VII.5 Anlagen beim Arbeitgeber		
Stand per 1. Januar	207 783	247 187
Entwicklung im Geschäftsjahr	-58 448	-39 404
Zinsen	-	-
Saldo per 31. Dezember	<u>149 335</u>	<u>207 783</u>

Der Saldo der Arbeitgeber-Kontokorrente per 31. Dezember 2024 entspricht:

- den Zahlungsvereinbarungen der Übergangsmassnahmen von TCHF 103 123;
- den ausstehenden Beiträgen für Dezember 2024 von TCHF 46 212. Ende Februar 2025 beträgt der ausstehende Saldo ca. TCHF 10.8.

Im Geschäftsjahr 2024 wurden für die von den Arbeitgebern geschuldeten Beiträge keine Zinsen erhoben. Die Arbeitgeberdarlehen werden im Übrigen vertragsgemäss während fünf Jahren zum Festzinssatz von 0% verzinst. Das Fälligkeitsdatum der Darlehensverträge ist auf 2026 festgesetzt.

Die Vergütung der Mitglieder des obersten Organs ist in den allgemeinen Verwaltungskosten integriert und beläuft sich für 2024 auf TCHF 115 (2023: TCHF 207).

Per 31. Dezember 2024 beliefen sich die Immobilienanlagen, die zu mehr als 50% ihres Werts von angeschlossenen Arbeitgebern genutzt wurden, auf CHF 106.8 Mio., was 1.6% des Gesamtvermögens der Kasse entspricht. Somit werden die Bestimmungen von Art. 57 Abs. 3 BVV2 eingehalten.

VIII Auflagen der Aufsichtsbehörde

Aufgrund des Massenrücktritts der Arbeitnehmervertreter und der nicht paritätischen Zusammensetzung des Verwaltungsrats beschloss die Aufsichtsbehörde am 23. November 2023, die verbliebenen Mitglieder des Verwaltungsrats abzurufen. Sie ordnete den Amtsantritt des Kommissars, Rechtsanwalt Lorenz Fivian, auf Anfang 2024 mit Einzelunterschrift, an.

Gemäss dem PKG und dem neuen Wahlreglement der PKSf für die Versichertenvertreter fand 2024 eine Wahl statt, um diese zu bestimmen. Die Arbeitgebervertreter wurden vom Staat ernannt.

Die Amtszeit des Kommissars endete am 16. Dezember 2024 infolge des Amtsantritts des neuen Verwaltungsrats.

IX Weitere Informationen mit Bezug auf die finanzielle Lage

IX.1 Freie Mittel / Unterdeckung und Erläuterungen zu den getroffenen Massnahmen
Der Deckungsgrad wird nach den Vorschriften des BVG und seinen Ausführungsbestimmungen (Art. 44 BVV2) festgelegt. Er wird jeweils am 1. Januar auf der Grundlage des Vermögens per 31. Dezember des Vorjahres berechnet.

Als Vorsorgeeinrichtung einer öffentlich-rechtlichen Körperschaft weicht die Kasse nach Art. 72a und 72c BVG vom Grundsatz der Bilanzierung in geschlossener Kasse ab (siehe Punkt V.9 für weitere Einzelheiten).

IX.2 Teilliquidation
Ein 2009 für einen angeschlossenen Arbeitgeber begonnenes Teilliquidationsverfahren läuft noch immer. Bei jedem Austritt, jeder Pensionierung oder jedem Invaliditätsfall eines Versicherten, der per 1. Januar 2009 Teil dessen Belegschaft war, wird die Teilliquidation festgestellt und die entsprechenden Kosten dem Arbeitgeber von der Kasse in Rechnung gestellt.
Im Jahr 2024 hat die Kasse einen Betrag von CHF 75 328 (2023: CHF 155 387) eingenommen.

IX.3 Verpfändung von Aktiven
Die unbelehnten Hypothekarschuldbriefe sind im Tresor der Kasse hinterlegt.

IX.4 Solidarhaftung und Bürgschaften
Keine.

IX.5 Besondere Geschäftsvorfälle und Vermögenstransaktionen
Gemäss der vom Staatsrat erlassenen Verordnung vom 16. September 2003 über die Lohngarantie des Staatspersonals bei Krankheit und Unfall verwaltet die PKSf die Finanzströme im Zusammenhang mit dem Garantiefonds. So wird der vom Arbeitgeber vorgenommene Lohnabzug an die Kasse bezahlt, die für die Auszahlung der Leistungen an die betroffenen Versicherten verantwortlich ist. Diese Transaktionen haben keinen Einfluss auf das Betriebsergebnis der Kasse. Ein auf die PKSf lautendes Bankkonto ist einzig für diesen Zweck bestimmt und wird in der vorliegenden Jahresrechnung nicht ausgewiesen.
Der Kontostand betrug per 31. Dezember 2024 CHF 8 321 540 (2023 : CHF 6 521 232).

IX.6 Laufende Gerichtsverfahren
Beschwerde der Kasse gegen den Beschluss der Aufsichtsbehörde BBSA vom 23. November 2023.

IX.7 Eventualverbindlichkeit
Keine.

X Ereignisse nach dem Bilanzstichtag
Keine.

2 Revisionsstellenbericht



Tél. +41 26 435 33 33
www.bdo.ch
fribourg@bdo.ch

BDO SA
Petit-Moncor 1A
Villars-sur-Glâne
Case postale
1701 Fribourg

Au Conseil d'administration de la

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat
Fribourg

Rapport sur l'audit des comptes annuels 2024

(période du 01.01.2024 au 31.12.2024)

Fribourg, le 20 mars 2025
42374/2151'0209/1706'4819/E
YHA/LRO/jsc

RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION

Au Conseil d'administration de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat, Fribourg

Rapport sur l'audit des comptes annuels

Opinion d'Audit

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (l'institution de prévoyance), comprenant le bilan au 31 décembre 2024, le compte d'exploitation pour l'exercice arrêté à cette date ainsi que l'annexe, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes annuels sont conformes à la loi suisse, à la loi du 12 mai 2011 (LCP) et aux règlements.

Fondement de l'Opinion d'Audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et ces normes sont plus amplement décrites dans la section "Responsabilités de l'Organe de Révision relatives à l'Audit des Comptes Annuels" de notre rapport. Nous sommes indépendants de l'institution de prévoyance, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres Informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes annuels et de notre rapport correspondant.

Notre opinion d'audit sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimerons aucune conclusion d'audit sous quelque forme que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes annuels ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent, par ailleurs, comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'administration relatives aux Comptes Annuels

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels conformément aux dispositions légales, à l'acte de fondation et aux règlements. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilités de l'Expert en Matière de Prévoyance Professionnelle relatives à l'Audit des Comptes Annuels

Le conseil d'administration désigne pour la vérification un organe de révision et un expert en matière de prévoyance professionnelle. Celui-ci est responsable de l'évaluation des provisions nécessaires à la couverture des risques actuariels, constituées de capitaux de prévoyance et de provisions techniques. L'organe de révision n'a pas pour tâche de vérifier l'évaluation des capitaux de prévoyance et des provisions techniques conformément à l'art. 52c, al. 1, let. a, LPP. Par ailleurs, l'expert en matière de prévoyance professionnelle examine périodiquement, conformément à l'art. 52e, al. 1, LPP, si l'institution de prévoyance offre la garantie qu'elle peut remplir ses engagements et si les dispositions réglementaires de nature actuarielle relatives aux prestations et au financement sont conformes aux dispositions légales.

Responsabilités de l'Organe de Révision relatives à l'Audit des Comptes Annuels

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion d'audit. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra toujours de détecter une anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Une plus ample description de nos responsabilités relatives à l'audit des comptes annuels est disponible sur le site Internet d'EXPERTsuisse: <http://expertsuisse.ch/fr-ch/rapport-de-revision-institutions-de-prevoyance>. Cette description fait partie intégrante de notre rapport.

Rapport sur d'Autres Obligations Légales et Réglementaires

Le Conseil d'administration répond de l'exécution de ses tâches légales et de la mise en œuvre des dispositions statutaires et réglementaires en matière d'organisation, de gestion et de placements. Nous avons procédé aux vérifications prescrites à l'art. 52c, al. 1, LPP et à l'art. 35 OPP 2.

Nous avons vérifié si:

- l'organisation et la gestion étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires et s'il existait un contrôle interne adapté à la taille et à la complexité de l'institution de prévoyance;
- les placements étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires;
- les comptes de vieillesse LPP étaient conformes aux dispositions légales;
- les mesures destinées à garantir la loyauté dans l'administration de la fortune avaient été prises et si le respect du devoir de loyauté et la divulgation des conflits d'intérêts étaient suffisamment contrôlés par l'organe suprême;
- les indications et informations exigées par la loi avaient été communiquées à l'autorité de surveillance;
- les actes juridiques passés avec des personnes proches qui nous ont été annoncés garantissaient les intérêts de l'institution de prévoyance.

Nous attestons que les dispositions légales, statutaires et réglementaires applicables en l'espèce ont été respectées.

Les comptes annuels présentent un degré de couverture de 86.40% calculé selon l'art 44 alinéa 1 OPP2. Ce taux est supérieur au taux de couverture global initial de 66.90% et au taux de couverture global annuel minimum de 80.20% défini dans le plan de financement approuvé par l'Autorité de surveillance.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

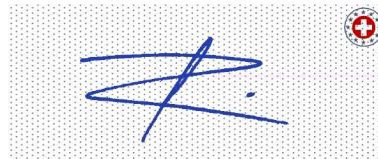
Fribourg, le 20 mars 2025

BDO SA



Yvan Haymoz

Expert-réviseur agréé



Loïc Rossé

Réviseur responsable
Expert-réviseur agréé

3

Technische Bilanz per 31. Dezember



Monsieur Olivier Gumy
Directeur ad interim
Caisse de prévoyance du personnel
Etat de Fribourg
1, rue St-Pierre
1701 Fribourg

20 mars 2025

Contacts : Stéphane Riesen, 058 100 5224, s.riesen@pittet.net
Vincent Abbet, 058 100 5225, v.abbet@pittet.net

Caisse de prévoyance de l'Etat de Fribourg
Bilans techniques au 31 décembre 2024

Monsieur le Directeur ad interim, cher Monsieur,

Par la présente, nous vous transmettons en annexe les bilans techniques de la CPPEF à la fin de l'année 2024. Ces bilans techniques tiennent compte des capitaux de prévoyance et des provisions techniques qui vous ont été communiqués dans notre courrier du 27 février 2025, et sont établis sur la base des comptes audités figurant dans le rapport de l'organe révision de ce jour.

Le bilan technique de l'annexe 1 présente la situation financière de la Caisse, compte tenu des engagements actuariels entièrement capitalisés. Le degré de couverture légal à fin 2024 s'élève selon ce bilan à 86.4 %, alors qu'il se situait à 82.3 % à fin 2023.

Le bilan technique de l'annexe 2 présente la situation financière de la Caisse d'après le système financier de la Caisse (capitalisation partielle conformément aux dispositions des art. 72a ss. LPP pour le Régime de pensions et capitalisation intégrale pour le Régime LPP et le Régime complémentaire RCC). Au sujet du système financier du Régime de pensions, précisons que ce système est dépendant du plan de financement soumis à l'Autorité de Surveillance en date du 6 mars 2015 et confirmé dans rapport du 31 mai 2021 relatif à la vérification du respect du plan de financement à fin 2020. Ce plan prévoit notamment au

Pittet Associés SA

Avenue de la Gare 10 - Case postale 1176 - CH-1001 Lausanne - T +41 58 100 5220 - info@pittet.net
www.pittet.net

GENÈVE LAUSANNE BERN SION ZÜRICH

31 décembre 2024 un degré de couverture global de 80.2 % et un degré de couverture des assurés actifs de 54.8 %. Dans tous les cas, le maintien des degrés de couverture initiaux (66.9 % pour le degré de couverture global et 38.1 % pour le degré de couverture des actifs) et la couverture intégrale des capitaux de prévoyance des pensionnés doivent être garantis.

Le bilan technique de l'annexe 3 correspond à celui du Régime de pensions uniquement, obtenu en soustrayant de la fortune les engagements à 100 % des deux autres régimes. La réserve de fluctuation de valeurs est constituée de telle sorte que, après déduction de son montant de la fortune nette de prévoyance, le degré de couverture effectif global et le degré de couverture effectif des capitaux de prévoyance des assurés actifs continuent à respecter le plan de financement relatif au Régime de pensions. Compte tenu de la réserve de fluctuation de valeurs de MCHF 468.8 constituée, le degré de couverture effectif global du Régime de pensions s'élève à 80.2 % à fin 2024 et celui relatif aux engagements envers les actifs s'élève à 59.6 %. Le chemin de recapitalisation est ainsi respecté.

Sur la base du bilan technique de l'annexe 2, le degré d'équilibre à fin 2024, hors réserve de fluctuation de valeurs, s'élève à 107.5 %, en augmentation de 4.6 points depuis fin 2023. En tenant compte de la réserve de fluctuation de valeurs, le degré d'équilibre se situe à 100.0 % à fin 2024.

En espérant ainsi avoir répondu à vos attentes, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur ad interim, cher Monsieur, nos salutations distinguées.



Pittet Associés SA

Signature électronique qualifiée - Droit suisse

STÉPHANE RIESEN

Directeur général (expert exécutant)
Expert agréé LPP, Actuaire ASA



Pittet Associés SA

Signature électronique qualifiée - Droit suisse

VINCENT ABBET

Fondé de pouvoir
Expert agréé LPP, Actuaire ASA

Annexes : ment.



Bilan technique

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2024	31.12.2023
Total de l'actif	6'701'163'187	6'216'503'530
Dettes	- 13'219'124	- 13'738'433
Compte de régularisation du passif	- 9'543'798	- 8'922'817
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE (FP)	6'678'400'264	6'193'842'280
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions	3'427'797'926	3'193'601'175
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	3'665'186	4'267'241
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime complémentaire	30'095'951	29'647'901
Capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions du régime de pensions ¹	3'782'191'239	3'808'784'082
Capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions du régime LPP ¹	9'054'523	9'065'059
Capitaux de prévoyance	7'252'804'825	7'045'365'458
Provision de longévité ²	37'795'948	19'037'496
Provision pour fluctuation des risques dans le régime complémentaire	1'240'000	1'240'000
Provision pour pertes sur retraite ³	73'776'463	60'866'333
Provision pour abaissement futur du taux d'intérêt technique ⁴	148'261'637	145'438'700
Provision pour mesures transitoires	217'658'737	251'915'975
Provision d'adaptation des pensions	0	0
Provision pour événements spéciaux	0	0
Provision de péréquation dans le régime complémentaire	80'000	80'000
Provisions techniques	478'812'785	478'578'504
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	7'731'617'610	7'523'943'962
RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)	468'820'280	173'223'245
EXCEDENT TECHNIQUE ⁵	- 1'522'037'626	- 1'503'324'927
DEGRE DE COUVERTURE ⁶	80.3 %	80.0 %
DEGRE DE COUVERTURE LEGAL (Article 44 alinéa 1 OPP2) ⁷	86.4 %	82.3 %
<i>Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs</i>	1'258'743'000	1'205'221'000

Remarques :

- 1) Bases techniques: VZ 2020 (P2022) à 2.25 %
- 2) 0.50 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.
- 3) Evaluation sur les départs en retraite attendus sur la période 2025-2029
- 4) Montant calculé sur la base d'une baisse du taux technique à 2.00 %
- 5) = FP - CP - RFV.
- 6) = [FP - RFV] / CP .
- 7) = FP / CP.



Bilan technique selon le système financier statutaire ¹

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2024	31.12.2023
Total de l'actif	6'701'163'187	6'216'503'530
Dettes	- 13'219'124	- 13'738'433
Compte de régularisation du passif	- 9'543'798	- 8'922'817
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE (FP)	6'678'400'264	6'193'842'280
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions	2'749'093'937	2'551'687'339
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	3'665'186	4'267'241
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime complémentaire	30'095'951	29'647'901
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime de pensions ²	3'033'317'374	3'043'218'482
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime LPP ²	9'054'523	9'065'059
Capitaux de prévoyance ³	5'825'226'970	5'637'886'022
Provision de longévité ⁴	30'329'995	15'219'918
Provision pour fluctuation des risques dans le régime complémentaire	1'240'000	1'240'000
Provision pour pertes sur retraites ⁵	59'181'819	48'651'225
Provision pour abaissement futur du taux d'intérêt technique ⁶	118'958'892	116'261'006
Provision pour mesures transitoires	174'562'307	201'280'864
Provision d'adaptation des pensions	0	0
Provision pour événements spéciaux	0	0
Provision de péréquation dans le régime complémentaire	80'000	80'000
Provisions techniques	384'353'014	382'733'013
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	6'209'579'984	6'020'619'035
RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)	468'820'280	173'223'245
EXCEDENT TECHNIQUE ⁷	0	0

DEGRE D'EQUILIBRE ⁸	100.0 %	100.0 %
DEGRE D'EQUILIBRE (sans RFV) ⁹	107.5 %	102.9 %

<i>Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs</i>	<i>1'258'743'000</i>	<i>1'205'221'000</i>
---	----------------------	----------------------

Remarques :

1) Le système financier statutaire applicable est le régime de capitalisation partielle compte tenu du plan de financement proposé pour le régime de pensions et la capitalisation intégrale pour le régime LPP et le régime complémentaire. Au 31 décembre 2024, le plan de financement prévoit une couverture de 80.2 % des engagements du régime de pensions.

2) Bases techniques: VZ 2020 (P2022) à 2.25 %

3) Selon le système financier appliqué.

4) 0.50 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.

5) Evaluation sur les départs en retraite attendus sur la période 2025-2029

6) Montant calculé sur la base d'une baisse du taux technique à 2.00 %

7) = FP - CP - RFV.

8) = [FP - RFV] / CP .

9) = FP / CP.



Bilan technique du régime de pensions selon l'art. 72a LPP

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2024	31.12.2023
Total de l'actif	6'701'163'187	6'216'503'530
Dettes	- 13'219'124	- 13'738'433
Compte de régularisation du passif	- 9'543'798	- 8'922'817
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	- 3'665'186	- 4'267'241
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime complémentaire	- 30'095'951	- 29'647'901
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime LPP ¹	- 9'054'523	- 9'065'059
Provision de longévité du régime LPP	- 89'116	- 44'571
Provision pour fluctuation des risques dans le régime complémentaire	- 1'240'000	- 1'240'000
Provision pour pertes sur retraite du régime LPP	- 66'140	- 94'651
Provision pour abaissement futur du taux d'intérêt technique (régime LPP)	- 267'978	- 276'044
Provision de péréquation dans le régime complémentaire	- 80'000	- 80'000
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE DU REGIME DE PENSIONS (FP)	6'633'841'371	6'149'126'813
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions	3'427'797'926	3'193'601'175
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime de pensions ¹	3'782'191'239	3'808'784'082
Capitaux de prévoyance	7'209'989'165	7'002'385'257
Provision de longévité du régime de pensions ²	37'706'832	18'992'925
Provision pour pertes sur retraites du régime de pensions	73'710'324	60'771'682
Provision pour abaissement futur du taux d'intérêt technique (actifs)	50'815'924	45'849'122
Provision pour abaissement futur du taux d'intérêt technique (bénéficiaires)	97'177'734	99'313'534
Provision pour mesures transitoires	217'658'737	251'915'975
Provision d'adaptation des pensions	0	0
Provision pour événements spéciaux	0	0
Provisions techniques	477'069'551	476'843'238
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	7'687'058'716	7'479'228'495
RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)	468'820'280	173'223'245
RESERVE DE FLUCTUATION DANS LA REPARTITION (RFR)	0	0
EXCEDENT TECHNIQUE ³	- 1'522'037'626	- 1'503'324'927
DEGRE DE COUVERTURE GLOBAL DU REGIME DE PENSIONS ⁴	80.2 %	79.9 %
DEGRE DE COUVERTURE DES ACTIFS DU REGIME DE PENSIONS ⁵	59.6 %	57.7 %
DEGRE DE COUVERTURE DES BENEFICIAIRES DU REGIME DE PENSIONS ⁶	100.0 %	100.0 %
<i>Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs</i>	1'258'743'000	1'205'221'000

Remarques :

- 1) Bases techniques: VZ 2020 (P2022) à 2.25 %
- 2) 0.50 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.
- 3) = FP - CP - RFV.
- 4) = [FP - RFV - RFR] / CP.
- 5) = [FP - RFV - RFR - CPB - PTB] / (CPA + PTA).
- 6) = [FP - RFV - RFR] / (CPB + PTB), au maximum 100%

Rapport annuel 2024



INFORMATION

Une version simplifiée de ce rapport est également disponible en format numérique sur notre site internet. Vous y trouverez les chiffres clés de l'année 2024, les principales réalisations de la CPEF ainsi que les perspectives pour l'année à venir.

Retrouvez notre rapport numérique sur :

www.cpef.ch/2024-la-cpef-une-annee-de-changement

SOMMAIRE

- 1** | **Comptes annuels**
- 2** | **Rapport de l'organe de révision**
- 3** | **Bilan technique au 31 décembre**

1 Comptes annuels

Bilan au 31 décembre

	Annexe	2024 CHF/000	2023 CHF/000
ACTIF			
Placements	VI.4	6 699 607	6 215 984
Liquidités et placements monétaires		213 513	376 964
Créances	VII.1	18 494	15 769
Placements obligataires		1 593 402	1 426 008
Placements en actions		1 879 733	1 591 883
Placements en immobilier		1 994 892	2 043 048
Infrastructure		313 714	195 709
Placements alternatifs		536 523	358 819
Comptes-courants employeurs	VII.5	46 212	44 168
Prêts aux employeurs	VII.5	103 123	163 615
Compte de régularisation actif	VII.2	1 557	519
TOTAL ACTIF		6 701 163	6 216 504
PASSIF			
Engagements		13 109	13 738
Prestations de libre passage et rentes à payer		7 631	6 576
Autres dettes	VII.3	5 479	7 163
Compte de régularisation passif	VII.4	9 544	8 923
Provisions non techniques		-	-
Capitaux de prévoyance et provisions techniques		7 731 618	7 523 944
Capitaux de prévoyance des assurés actifs	V.2	3 461 559	3 227 516
Capitaux de prévoyance des rentiers	V.4	3 791 246	3 817 849
Provisions techniques	V.5	478 813	478 579
Part en répartition (selon projet de financement)	V.9	- 1 522 038	- 1 503 325
Réserve de fluctuation de valeurs (RFV)	VI.3	468 930	173 223
Fortune libre (+) / découvert (-)	IX.1	-	-
Etat au 1er janvier		- 1 503 325	- 1 512 486
Part financée en répartition		1 522 038	1 503 325
Excédent de produits / charges (-) de l'exercice		- 18 713	9 161
TOTAL PASSIF		6 701 163	6 216 504

Compte d'exploitation de l'exercice

	Annexe	2024 CHF/000	2023 CHF/000
Cotisations, apports ordinaires et autres		409 423	388 311
Cotisations des salariés		167 391	158 509
Cotisations des employeurs		223 649	212 118
Primes uniques et rachats		18 244	17 547
Subsides du fonds de garantie		139	137
Prestations d'entrée		92 326	96 374
Apports de libre passage		90 426	93 449
Remboursement de versements anticipés pour l'EPL		1 596	2 523
Retours PLP - cas invalidité		305	402
Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée		501 749	484 684
Prestations réglementaires		- 292 237	- 278 346
Rentes de vieillesse		- 233 180	- 231 485
Rentes de survivants		- 22 637	- 22 104
Rentes d'invalidité		- 6 746	- 6 609
Prestations en capital à la retraite		- 28 142	- 17 365
Prestations en capital au décès et à l'invalidité		- 1 533	- 783
Prestations de sortie		- 120 647	- 110 082
Prestations de libre passage en cas de sortie		- 102 501	- 97 555
Versements anticipés pour la propriété du logement / divorce		- 18 147	- 12 527
Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés		- 412 884	- 388 428
Dissolution (+) / Constitution (-) des capitaux de prévoyance et des provisions techniques		- 207 598	- 171 275
Dissolution (+) / Constitution (-) des capitaux de prévoyance des assurés actifs		- 161 007	- 223 396
Produits (+) / Charges (-) de liquidation partielle		75	155
Dissolution (+) / Constitution (-) des capitaux de prévoyance des rentiers		26 603	79 416
Dissolution (+) / Constitution (-) des provisions techniques	V.5	- 234	425
Rémunération du capital épargne	V.2	- 73 036	- 27 875
Charges d'assurance		- 1 099	- 1 376
Cotisations au fonds de garantie		- 1 099	- 1 376
Résultat net de l'activité d'assurance		- 119 832	- 76 394

Résultat net des placements	VI.6	400 767	259 625
Résultat des placements		432 349	285 346
Frais d'administration et de gestion de la fortune	VI.7	- 31 262	- 25 458
Intérêts moratoires sur prestations versées		- 320	- 263
Variation des provisions non techniques		-	-
Autres produits		109	90
Autres frais		- 281	- 256
Frais d'administration		- 3 769	- 3 878
Administration générale		- 3 586	- 3 690
Organe de révision et expert en matière de prévoyance professionnelle		- 135	- 142
Autorité de surveillance		- 48	- 46
Excédent de charges (-) / produits (+) avant dissolution / constitution de la réserve de fluctuation de valeurs		276 994	179 186
Dissolution (+) / Constitution (-) de la réserve de fluctuation de valeurs	VI.3	- 295 707	- 170 025
Excédent de charges (-) / produits (+)		- 18 713	9 161

Annexe aux comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2024

	Table des matières
I	Bases et organisation
I.1	Forme juridique et but
I.2	Enregistrement LPP et fonds de garantie
I.3	Indication des actes, règlements et directives
I.4	Organe suprême, gestion et droit à la signature
I.5	Expert, organe de révision, conseillers, autorité de surveillance
I.6	Employeurs affiliés
II	Membres actifs et rentiers
II.1	Membres actifs
II.2	Rentiers
III	Nature de l'application du but
III.1	Explication des plans de prévoyance
III.2	Financement, méthodes de financement
III.3	Autres informations sur l'activité de prévoyance
IV	Principes d'évaluation et de présentation des comptes, permanence
IV.1	Confirmation d'évaluation et de présentation des comptes selon la Swiss GAAP RPC 26
IV.2	Principes comptables et d'évaluation
IV.3	Modification des principes comptables, d'évaluation et de présentation des comptes
V	Couverture des risques, règles techniques, degré et taux de couverture
V.1	Nature de la couverture des risques, réassurances
V.2	Développement et rémunérations des avoirs d'épargne en primauté des cotisations
V.3	Développement et rémunérations des comptes témoins selon la LPP des assurés actifs des régimes LPP et de pensions
V.4	Développement des capitaux de prévoyance des rentiers
V.5	Développement et explication des provisions techniques
V.6	Résultat de la dernière expertise actuarielle
V.7	Bases techniques et autres hypothèses significatives sur le plan actuariel
V.8	Modification des bases et hypothèses techniques
V.9	Taux de couverture global (art. 44 OPP2) et taux de couverture des assurés actifs (art. 72a LPP)
VI	Explications relatives aux placements et au résultat net des placements
VI.1	Organisation de l'activité de placement, règlement et directives de placement
VI.2	Utilisation des extensions des limites de placements (art. 50 al. 4 OPP2)
VI.3	Objectifs et calcul de la réserve de fluctuation de valeurs
VI.4	Présentation des placements par catégorie et respect des limites OPP2
VI.5	Présentation du taux de transparence des placements en matière de frais
VI.6	Explications du résultat net des placements
VI.7	Explications des frais d'administration et de gestion de la fortune
VI.8	Securities lending
VI.9	Engagements de capital ouverts
VI.10	Explications des rétrocessions (art. 48k OPP2)
VI.11	Instruments financiers dérivés, engagements hors bilan
VI.12	Immobilier direct
VII	Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation
VII.1	Créances
VII.2	Compte de régularisation actif
VII.3	Autres dettes
VII.4	Compte de régularisation passif
VII.5	Placements chez l'employeur
VIII	Demandes de l'autorité de surveillance
IX	Autres informations relatives à la situation financière
IX.1	Fonds libres / Découverts et explications des mesures prises
IX.2	Liquidation partielle
IX.3	Mise en gage d'actifs
IX.4	Responsabilité solidaire et cautionnements
IX.5	Opérations particulières et transactions sur la fortune
IX.6	Procédures juridiques en cours
IX.7	Engagements conditionnels
X	Événements postérieurs à la date du bilan

I Bases et organisation

I.1 Forme juridique et but

La Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (ci-après : la Caisse) est un établissement de droit public doté de la personnalité morale. Son siège est à Fribourg.

La Caisse a pour but d'assurer des prestations en cas de retraite, d'invalidité et de décès dans le cadre de la prévoyance professionnelle.

I.2 Enregistrement LPP et fonds de garantie

La Caisse est inscrite dans le Registre de la prévoyance professionnelle et est soumise à la surveillance de l'Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (ABSPF).

La Caisse est inscrite au Fonds de garantie LPP et y verse des cotisations.

De plus, elle est inscrite depuis le 25 août 2015 au registre du commerce sous la référence CHE-111.755.712.

I.3 Indication des actes, règlements et directives

	<i>Version en vigueur</i>
Loi du 12 mai 2011 sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (LCP)	01.01.2024
Règlement sur le régime de pensions de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (RRP)	01.07.2023
Règlement du 22 septembre 2011 sur le régime LPP (RRLPP)	01.07.2023
Règlement du 13 février 2014 sur le régime complémentaire pour les cadres (RRCC)	01.07.2023
Règlement du 22 septembre 2011 concernant l'encouragement à la propriété du logement (REPL)	01.07.2023
Règlement pour les passifs de nature actuarielle	31.12.2022
Règlement concernant l'affiliation des institutions externes	01.01.2022
Règlement sur la liquidation partielle (approbation de la BBSA le 15 novembre 2016)	07.07.2016
Règlement sur l'organisation de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat	01.01.2022
Règlement sur les placements mobiliers de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat	01.05.2023
Règlement sur les placements immobiliers directs de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat	01.05.2023
Règlement sur les placements immobiliers indirects de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat	01.05.2023
Directive réglant l'évaluation et les principes de comptabilisation de l'immobilier direct	14.01.2021
Directives de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg relative aux frais	01.07.2023

I.4 Organe suprême, gestion et droit à la signature

Les organes de la Caisse sont le conseil d'administration et l'administration.

Conformément à l'art. 17 du règlement sur l'organisation de la Caisse, le conseil d'administration nomme une commission de placements, une commission immobilière et une commission d'assurance.

Conseil d'administration depuis le 17.12.2024

	<i>Représentation</i>	<i>Fonction</i>	<i>Signature</i>	<i>Commissions</i>		
				<i>assurance</i>	<i>placements</i>	<i>immobilière</i>
Lötscher Pierre	Employé-e-s	Président	Coll. à deux			
Mutruix Gérard	Employeurs	Vice-Président	Coll. à deux			
Delabays Julien	Employé-e-s	Membre				Vice-Président
Deschenaux Alain	Employeurs	Membre	Coll. à deux			Président
Emonet Gaétan	Employé-e-s	Membre	Coll. à deux	Président		
Gumy Olivier	Employeurs	Membre	Coll. à deux	Vice-Président		
Maillard Olivier	Employeurs	Membre	Coll. à deux		Président	
Merz Turkmani Gabrielle	Employeurs	Membre				
Perrrottet Didier	Employé-e-s	Membre				
Sansonnens Jeanne	Employé-e-s	Membre				
Schneider Urs	Employé-e-s	Membre			Vice-Président	
Siggen Jean-Pierre	Employeurs	Membre				
Moret Jocelyne	Retraité-e-s	Membre consultatif				
Aubry Laurent						Membre
Milliet Vincent						Membre
Guillemin Pierre					Membre	
Rey Christian				Membre		

Conseil d'administration du 02.02.2024 au 16.12.2024

	<i>Fonction</i>	<i>Signature</i>
Fivian Lorenz	Commissaire	Individuelle

Conseil d'administration jusqu'au 01.02.2024

	<i>Représentation</i>	<i>Fonction</i>	<i>Signature</i>	<i>Commissions</i>		
				<i>assurance</i>	<i>placements</i>	<i>immobilière</i>
Siggen Jean-Pierre	Employeurs	Président	Coll. à deux			
Mutruix Gérard	Employé-e-s	Vice-président	Coll. à deux			
Deschenaux Alain	Employeurs	Membre	Coll. à deux			Président
Gumy Olivier	Employeurs	Membre	Coll. à deux	Président		
Maillard Olivier	Employeurs	Membre	Coll. à deux		Président	
Merz Turkmani Gabrielle	Employeurs	Membre				
Pilloud Xavier	Employeurs	Membre				
Moret Jocelyne	Retraité-e-s	Membre consultatif				
Aubry Laurent						Membre
Milliet Vincent						Membre
Guillemin Pierre					Membre	

Administration

André Gilles	du 01.01.2024 au 31.12.2024	Direction générale	Coll. à deux	Consultatif	Consultatif	Consultatif
Olivier Gumy	dès le 01.01.2025	Directeur ad intérim	Coll. à deux	Consultatif	Consultatif	Consultatif

I.5 Expert, organe de révision, conseillers, autorité de surveillance

<i>Expert agréé :</i>	Pittet Associés S.A. à Lausanne, co-contractant
	Stéphane Riesen, Directeur général, Expert LPP, expert exécutant
<i>Organe de révision :</i>	BDO SA, Villars-sur-Glâne
<i>Autorité de surveillance :</i>	Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (ABSPF), Berne

I.6 Employeurs affiliés

	2024	2023
Etat au 1er janvier	75	75
Affiliations	0	0
Résiliations/restructurations	0	0
Etat au 31 décembre	75	75

II Membres actifs et rentiers

	2024	2023
Total des assurés (actifs et rentiers)		
Etat au 1er janvier	31 117	30 552
Etat au 31 décembre	31 842	31 117

II.1 Membres actifs

	2024	2023
Etat au 1er janvier	22 267	21 857
Entrées	3 656	3 668
Sorties	-3 242	-3 258
Etat au 31 décembre	22 681	22 267
<i>Dont :</i>		
<i>RP</i>	21 350	20 990
<i>RLPP</i>	1 133	1 083
<i>RCC</i>	198	194

II.2 Rentiers

	Invalides	Retraités	Conjoints	Conjoints divorcés	Enfants	Total
Etat au 1er janvier	302	7 325	931	13	279	8 850
Nouveaux rentiers	44	342	68	4	98	556
Sorties / Décès	-26	-122	-51	-1	-45	-245
Etat au 31 décembre	320	7 545	948	16	332	9 161
<i>Dont :</i>						
<i>RP</i>	306	7 461	930	16	325	9 038
<i>RLPP</i>	14	84	18	-	7	123

Les retraités partiels sont considérés pour chaque retraite partielle dans l'effectif des assurés rentiers

III Nature de l'application du but

III.1 Explication des plans de prévoyance

La Caisse pratique trois plans de prévoyance: le régime de pensions (RP), le régime LPP (RLPP) et le régime complémentaire pour les cadres de l'Etat (RCC).

RP Personnel engagé pour une durée d'un an ou plus et dont l'activité est principale auprès du service de l'Etat ou des établissements affiliés. Le régime de pensions est une primauté des cotisations.

RLPP Personnel engagé pour une durée inférieure à un an ou réengagement de bénéficiaire de pension de retraite du RP. Il s'agit d'une primauté des cotisations, constituée d'un processus d'épargne comparable à celui du compte témoin de la LPP.

RCC Personnel dont le salaire déterminant est supérieur au traitement maximal de l'Etat, ainsi qu'aux médecins cadres assurés au RP. Le régime complémentaire pour les cadres est une primauté des cotisations. La part assurée dans le RCC correspond à la part de salaire supérieure au traitement maximal de l'Etat.

	RP	RLPP	RCC
Salaire assuré	- Salaire déterminant, moins déduction de coordination adaptée au taux d'activité.	- Salaire déterminant, moins déduction de coordination. Au maximum CHF 62 475.	- Correspond à la part du salaire supérieur au traitement maximal de l'Etat.
Prestation de retraite	- Conversion de l'avoir de vieillesse réglementaire à l'aide du taux de conversion. - Au maximum, 50% de l'avoir de vieillesse réglementaire peut être pris sous forme de capital. - La pension d'enfant de retraité correspond à 20% de la pension de retraite.	- L'âge de la retraite correspond à l'âge de référence de la retraite selon l'AVS. - L'avoir de vieillesse est converti en rente à l'aide du taux de conversion. - La pension d'enfant de retraité correspond à 20% de la pension de retraite.	- Prestations versées sous forme de capital.
Pension d'invalidité	- Elle est égale à 57.5% du salaire assuré dans les plans Standard et Plus, à 60% du salaire assuré dans le plan Maxi. - La pension d'enfant d'invalidité correspond à 20% de la pension d'invalidité.	- Elle se compose de la rente présumée de vieillesse, augmentée des intérêts calculés selon les modalités de la LPP, mais au maximum équivalente à 40% du salaire assuré multiplié par le degré d'invalidité. - La pension d'enfant d'invalidité correspond à 20% de la pension d'invalidité.	- Prestations versées sous forme de capital.
Pension de conjoint survivant	- Elle est égale à 60% de la pension d'invalidité entière qu'aurait pu toucher la personne assurée (en cas de décès d'un actif), ou à 60% de la pension de la personne défunte (en cas de décès d'une personne retraitée ou invalide). - La pension d'orphelin correspond à 20% de la pension d'invalidité (personne assurée active) ou 20% de la pension perçue.	- Elle est égale à 60% de la rente d'invalidité entière qu'aurait pu toucher l'assuré (en cas de décès d'un actif), ou de 60% de la rente du défunt (en cas de décès d'un retraité ou d'un invalide). - La pension d'orphelin correspond à 20% de la pension d'invalidité (personne assurée active) ou à 20% de la pension effectivement perçue.	- Prestations versées sous forme de capital.

III.2 Financement, méthodes de financement

- RP* Les taux de cotisations sont fixés en pourcent du salaire assuré et dépendent de l'âge de la personne assurée.
- Les cotisations d'épargne totales varient entre 17.5% et 29.5% (entre 8% et 11% à charge de la personne assurée). La personne assurée a en outre la possibilité de cotiser 1% (plan Plus) ou 3% (plan Maxi) de plus pour améliorer ses prestations.
- Les cotisations servant à couvrir les prestations risques (décès et invalidité), les frais administratifs et le refinancement du plan se montent à 4.9% (5% plan Maxi) dont 2.02% (2.12% plan Maxi) à charge de la personne assurée dès 22 ans.
- Selon l'article 8 LCP, le système financier du régime de pensions est un système financier mixte qui a pour but de garantir un taux de couverture de 80% des engagements totaux de la Caisse au plus tard au 1er janvier 2052. Cet article reprend les dispositions fédérales de l'article 72a LPP.
- La Caisse s'est doté d'un objectif plus contraignant et vise un taux de couverture de 83.2% en 2052.
- RLPP* Selon l'âge de l'assuré, la cotisation d'épargne varie entre 7% et 18% du salaire assuré, celui-ci étant limité au maximum à CHF 62 475. Une cotisation supplémentaire de 2.4% du salaire assuré est prélevée pour financer les risques invalidité et décès, la cotisation au Fonds de garantie et les frais administratifs. Le financement est paritaire.
- Le régime LPP fonctionne en capitalisation intégrale. Ainsi, la fortune qui lui est propre doit couvrir en tout temps la totalité des capitaux de prévoyance, composés des avoirs de vieillesse accumulés des assurés actifs et des réserves mathématiques (ou valeur actuelle) des rentes en cours.
- RCC* La cotisation est fixée en pour cent du salaire assuré. Elle dépend du plan de prévoyance choisi par l'assuré. Il existe trois types de plans dont la cotisation d'épargne varie entre 14.6% et 22% du salaire assuré. Une cotisation représentant le 12% de la cotisation totale de chaque plan est prélevée pour financer les risques invalidité et décès et les frais administratifs. L'employeur paye indépendamment du plan choisi une cotisation de 12.5%, tandis que l'assuré finance le solde.
- Le RCC fonctionne en capitalisation intégrale. Ainsi, la fortune qui lui est propre doit couvrir en tout temps la totalité des capitaux de prévoyance, composés des avoirs de vieillesse accumulés des assurés actifs. Vu son entrée en vigueur au 1er juillet 2014, le plan se trouve encore en phase de capitalisation.

III.3 Autres informations sur l'activité de prévoyance

Aucune indexation ni amélioration de prestation n'a été décidée au cours de l'exercice sous revue.

IV Principes d'évaluation et de présentation des comptes, permanence

IV.1 Confirmation d'évaluation et de présentation des comptes selon la Swiss GAAP RPC 26

Les comptes annuels sont présentés en conformité avec la recommandation Swiss GAAP RPC 26. Les principes d'évaluation retenues et appliqués par la Caisse respectent les dispositions prévues par cette recommandation.

IV.2 Principes comptables et d'évaluation

Les principaux principes d'évaluation appliqués par la Caisse sont les suivants:

- Liquidités, placements monétaires et créances :* Valeur nominale diminuée des éventuelles pertes de valeurs connues.
- Placements mobiliers :* Valeurs actuelles, soit valeur de marché à la date du bilan ou valeur d'inventaire. Les actions non cotées et les participations sont évaluées à leur dernière valeur actuelle connue au 31 décembre.
- Placements immobiliers directs :* L'évaluation des immeubles est basée sur la Directive réglant l'évaluation et les principes de comptabilisation de l'immobilier direct de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat du 14 janvier 2021 :
- Immeubles construits**
 Les immeubles construits sont portés au bilan de la Caisse à la valeur de marché, laquelle correspond à la somme de la valeur de rendement pour les loyers du marché.
- La valeur de rendement pour les loyers du marché correspond aux valeurs de rendement de chaque immeuble (revenu locatif net capitalisé).
- Le revenu locatif net est déterminé en considérant: l'état locatif du marché en l'état, le taux de vacance structurel et les frais d'exploitation
 - Le taux de capitalisation est composé des paramètres suivants :
 - a) taux sans risque
 - b) prime de risque du marché immobilier
 - c) correction pour macro-situation
 - d) correction pour micro-situation
 - e) supplément d'usage
 - f) supplément de vétusté des appartements
 - g) correction pour la qualité de l'enveloppe
 - h) supplément en fonction de risques spécifiques de l'objet
- Terrains à bâtir**
 Les terrains à bâtir sont évalués à leur coût historique sauf si des indices matériellement différents, quant à leur valeur vénale, sont avérés.
- Immeubles en construction**
 La valeur accumulée du terrain et des coûts de construction est prise en considération.
- Immeubles vendus**
 Pour les objets dont une vente ferme intervient après la date de boucllement, les prix de vente nets, connus au moment du boucllement des comptes, sont retenus comme valorisation.
- Placements immobiliers indirects :* Valeurs actuelles, soit valeur de marché à la date du bilan ou valeur d'inventaire.
- Capitaux de prévoyance et provisions techniques :* L'intégralité des capitaux de prévoyance et des provisions techniques sont déterminés annuellement par l'expert et présentés au passif du bilan. Les principes de constitution des provisions techniques sont décrits au point V.5.
- Réserve de fluctuation de valeurs :* La réserve de fluctuation de valeurs, définie conformément au point VI.3 de la présente annexe, est présentée distinctement au passif du bilan.

IV.3 Modification des principes comptables, d'évaluation et de présentation des comptes

Les principes comptables et d'évaluation des comptes n'ont pas fait l'objet de changements pour l'exercice 2024.

V Couverture des risques, règles techniques, degré et taux de couverture

V.1 Nature de la couverture des risques, réassurances

Les risques couverts sont l'invalidité, le décès et la vieillesse. La Caisse est une caisse autonome qui assure intégralement ses risques et n'est, de ce fait, pas réassurée.

V.2 Développement et rémunérations des avoirs d'épargne en primauté des cotisations

	2024 CHF/000				2023 CHF/000
	RP	RLPP	RCC	Total	Total
Etat au 1er janvier	3 193 601	4 267	29 648	3 227 516	2 976 245
Imputation rétroactive	-1 130	-4	-	-1 134	502
Apports de libre passage / Transfert capitaux divorce	78 672	3 052	-	81 724	93 449
Changement de régime/d'employeur	8 493	208	-	8 701	
Reprise invalides/réactivation	2 352	3	145	2 500	
Bonifications d'épargne	317 913	1 181	3 699	322 793	304 825
Bonifications d'épargne - libération pour invalides	2 272	-	-	2 272	196
Mesures transitoires attribuées	36 906	1	-	36 907	34 304
Rémunération des capitaux épargne	72 651	30	355	73 036	27 875
Rachats	17 833	1	410	18 244	17 547
Remboursements EPL	1 596	-	-	1 596	2 523
<i>Affectation aux avoirs de vieillesse</i>	<i>537 558</i>	<i>4 472</i>	<i>4 609</i>	<i>546 638</i>	<i>481 221</i>
Prestations de libre passage	-90 972	-2 254	-574	-93 800	-97 696
Changement de régime/d'employeur	-6 024	-2 677	-	-8 701	
Prestations en capital à la retraite	-25 243	-48	-2 850	-28 142	-17 365
Prestations en capital invalidité	-	-	-145	-145	
Transfert aux capitaux de prévoyance des rentiers	-130 811	-101	-	-130 911	-79 817
Prestations EPL / divorce	-17 555	-	-591	-18 147	-12 527
Variation du fds de compensation légale (art. 17/18 LFLP)	-32 454	6	-	-32 447	-23 985
Variation des PLP en primauté des prestations (ancien régime)	-302	-	-	-302	1 440
<i>Dissolution des avoirs de vieillesse</i>	<i>-303 361</i>	<i>-5 074</i>	<i>-4 161</i>	<i>-312 596</i>	<i>-229 949</i>
Etat au 31 décembre	3 427 798	3 665	30 096	3 461 559	3 227 516

Taux de rémunération des avoirs épargnés à fin 2024 :

- régime de pension 2.5% (2023: 1%)
- régime LPP 1.25% (2023: 1%)
- régime complémentaire 1.25% (2023: 1%)

V.3 Développement et rémunérations des comptes témoins selon la LPP des assurés actifs des régimes LPP et de pensions

	2024 CHF/000	2023 CHF/000
Etat au 1er janvier	1 397 070	1 307 413
Variation des comptes témoins selon la LPP	67 908	89 657
Etat au 31 décembre	1 464 978	1 397 070

En 2024, les comptes témoins selon la LPP des assurés actifs des régimes LPP (RLPP) et de pensions ont été rémunérés à raison de 1.25% (2023: 1%). Les avoirs de vieillesse selon la LPP attribuable au RLPP se montent au 31 décembre 2024 à CHF 2.315 mios (31.12.2023: CHF 3.298 mios).

V.4 Développement des capitaux de prévoyance des rentiers

	2024 CHF/000	2023 CHF/000
Etat au 1er janvier	3 817 849	3 906 121
Variation nette des capitaux de prévoyance des rentiers	-26 603	-88 272
Etat au 31 décembre	3 791 246	3 817 849
soit :		
Réserve pour rentes réglementaires en cours - régime de pension	3 782 191	3 808 784
Réserve pour rentes réglementaires en cours - régime LPP	9 055	9 065
Etat au 31 décembre	3 791 246	3 817 849

L'effectif des rentiers couverts par ces capitaux de prévoyance est présenté au point II.2 ci-avant.

V.5 Développement et explication des provisions techniques	Variation	2024	2023
Composition des provisions techniques au 31 décembre :	CHF/000	CHF/000	CHF/000
Provision de longévité des bénéficiaires de rentes	18 758	37 796	19 037
- du régime de pensions	18 714	37 707	18 993
- du régime LPP	45	89	45
Provision pour fluctuation des risques dans le RCC	-	1 240	1 240
Provision pour pertes sur retraite	12 910	73 776	60 866
Provision pour abaissement du taux d'intérêt technique	2 823	148 262	145 439
Provision pour mesures transitoires	-34 257	217 659	251 916
Provision de péréquation dans le RCC	-	80	80
Etat au 31 décembre	234	478 813	478 579

Provision pour abaissement du taux d'intérêt technique

La provision pour abaissement futur du taux d'intérêt technique est destinée à préfinancer le coût issu de l'abaissement envisagé du taux d'intérêt technique dans le futur. Elle sert à amortir l'augmentation des capitaux de prévoyance et des provisions techniques qui intervient lors de la baisse du taux d'intérêt technique.

Le taux d'intérêt technique utilisé pour le calcul des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de pensions est de 2.25%. Le montant de la provision couvre le coût d'une éventuelle baisse à 2%. Cette provision est maintenue compte tenu de l'incertitude liée à l'évolution des taux constatée.

Provision pour pertes sur retraite

La provision pour pertes sur retraite a pour objectif de couvrir les pertes attendues sur les cinq prochaines années. Cette provision est calculée sur la base de l'effectif des assurés actifs pouvant partir à la retraite au cours des cinq années suivantes. Elle est égale à la différence entre la réserve mathématique effectivement constituée, augmentée de la provision de longévité correspondante, et l'avoir de vieillesse libéré.

Provision de longévité des assurés actifs et des bénéficiaires de rentes

La provision de longévité est destinée à prendre en compte l'accroissement futur de l'espérance de vie. Elle sert à financer progressivement l'augmentation des capitaux de prévoyance due à un changement de tables actuarielles. Elle est constituée de 0.5% des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de pensions (sans les enfants) par année depuis l'adoption des tables VZ 2020 (P2022). Au 31.12.2024, elle correspond à 1% des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de pensions (0.5% * (2024-2022))

Provision pour fluctuation des risques décès et invalidité dans le RCC

Cette provision a pour but de supporter la fluctuation du coût des risques décès et invalidité du régime complémentaire des cadres liée à la taille de son effectif.

Provision pour mesures transitoires

Lors de la réforme du régime de pensions au 1er janvier 2022, la Caisse a calculé, sur l'avoir de vieillesse des personnes actives âgées de 45 ans et entrées en fonction avant le 31 décembre 2018, un montant de compensation au sens des articles 29a et suivants de la LCP modifiée le 26 juin 2020. Le montant de la provision pour mesures transitoires correspond à la valeur actuelle des montants de compensation qui devront encore être crédités sur l'avoir de vieillesse des assurés actifs concernés durant les années prochaines.

Provision de péréquation dans le RCC

La provision de péréquation dans le régime complémentaire des cadres a pour but de financer d'éventuels coûts futurs propres au régime complémentaire, permettant d'éviter de les mettre à charge des deux autres régimes.

V.6 Résultat de la dernière expertise actuarielle

La prochaine expertise actuarielle sera réalisée en 2025 sur la base des comptes annuels au 31.12.2024.

Les recommandations faites lors de l'expertise actuarielle réalisée en 2022 ont été appliquées par le conseil d'administration à partir des comptes annuels au 31.12.2022, selon le point V.7 ci-dessous.

L'examen du financement courant, du taux de cotisation nécessaire et du besoin de performance nécessaire permettent de conclure que les prestations réglementaires sont structurellement garanties, compte tenu du financement actuel et en vue de l'objectif de recapitalisation à hauteur de 83.2 % au 1er janvier 2052. La Caisse dispose d'un levier d'ajustement des prestations par le biais du taux d'intérêt crédité en cas de performance insuffisante.

V.7 Bases techniques et autres hypothèses significatives sur le plan actuariel

Les réserves mathématiques sont déterminées sur la base des tables actuarielles VZ 2020 (P 2022). Le taux d'intérêt technique de la Caisse est de 2.25%. Une provision pour abaissement futur du taux d'intérêt technique à 2% est constituée. (V.5)

V.8 Modification des bases et hypothèses techniques

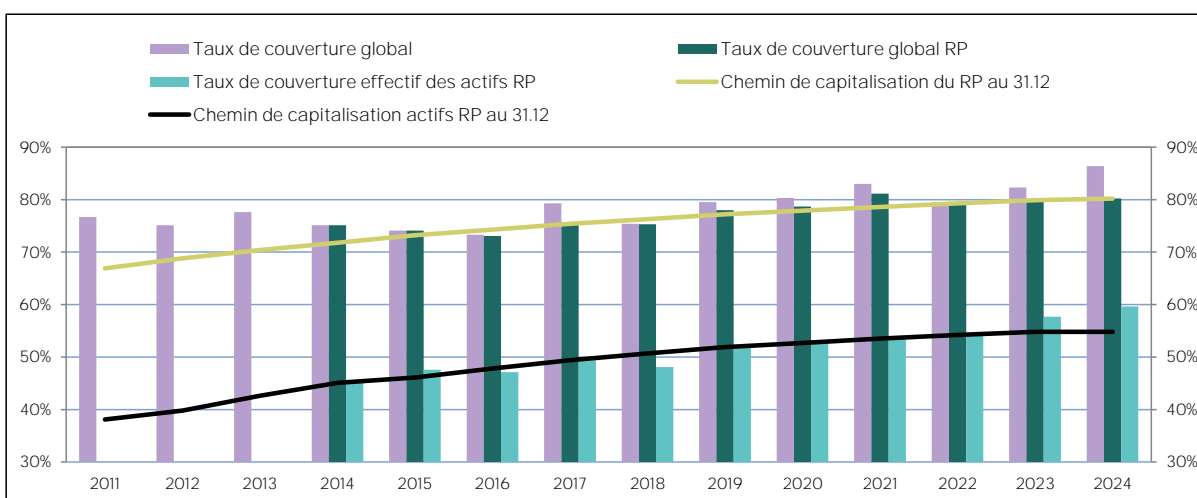
Aucune modification

V.9	Taux de couverture global (art. 44 OPP2) et taux de couverture des assurés actifs (art. 72a LPP)	31.12.2024	31.12.2023
	Taux de couverture selon l'art. 44 OPP2	CHF/000	CHF/000
	Total des actifs	6 701 163	6 216 504
	./. Passifs exigibles	-22 653	-22 661
	Fortune de prévoyance	6 678 510	6 193 842
	Capitaux de prévoyance et provisions techniques	7 731 618	7 523 944
	Découvert (-) / Fortune non engagée (+)	-1 053 107	-1 330 102
	Taux de couverture selon l'art. 44 OPP2	86.4%	82.3%
	Fortune de prévoyance selon art. 44 OPP2 (ci-dessus)	6 678 510	6 193 842
	./. Capitaux de prévoyance et provisions techniques (RLPP et RCC)	-44 559	-44 715
	./. Réserve de fluctuation de valeurs (RFV)	-468 930	-173 223
	Fortune de prévoyance	6 165 021	5 975 904
	Capitaux de prévoyance et provisions techniques RP	7 687 059	7 479 228
	Découvert (-) / Fortune non engagée (+)	-1 522 038	-1 503 325
	Taux de couverture global selon l'art. 72a LPP	80.2%	79.9%
	<i>Chemin de croissance global</i>	<i>80.2%</i>	<i>79.9%</i>
	Fortune de prévoyance selon le taux de couverture global (ci-dessus)	6 165 021	5 975 904
	./. Capitaux de prévoyance et provisions techniques rentiers RP	-3 917 076	-3 927 091
	Fortune de prévoyance - assurés actifs RP	2 247 945	2 048 813
	Capitaux de prévoyance et provisions techniques RP	3 769 983	3 552 138
	Découvert (-) / Fortune non engagée (+)	-1 522 038	-1 503 325
	Taux de couverture des actifs selon l'art. 72a LPP	59.6%	57.7%
	<i>Chemin de croissance des actifs</i>	<i>54.8%</i>	<i>54.8%</i>

Chemin de croissance – Part en répartition

La Caisse est une institution de prévoyance de droit public dont le régime de pensions est régi par le système financier de capitalisation partielle, et à ce titre elle bénéficie de la garantie d'Etat. De plus, elle est tenue de proposer un plan de financement pour le régime en question, qui garantit, au moins, le maintien des taux de couverture initiaux, conformément à l'art. 72a LPP. Le taux de couverture initial global au 1er janvier 2012 du régime de pensions était de 66.9% et celui des assurés actifs de 38.1%. Les engagements relatifs aux bénéficiaires de pensions étaient quant à eux entièrement couverts, comme exigé par la loi.

Les dispositions fédérales relatives au financement des caisses de pensions de droit public en capitalisation partielle prévoient notamment un objectif de taux de couverture de 80% à l'horizon 2052. Le chemin de financement proposé par l'expert et accepté par l'Autorité de Surveillance prévoit un taux de couverture global du régime de pensions et un taux de couverture pour les assurés actifs comme le relève le graphique :



Au 31 décembre 2024, la Caisse respecte son chemin de croissance avec un taux de couverture global de 80.2% (2023: 79.9%) et un taux de couverture des assurés actifs de 59.6% (2023: 57.7%).

VI Explications relatives aux placements et au résultat net des placements

VI.1 Organisation de l'activité de placement, règlement et directives de placement

Organisation de l'activité de placement : En matière de placement, le conseil d'administration exerce les compétences suivantes:

- il adopte les règlements de placement et les annexes y relatives, notamment celles concernant les allocations stratégiques;
- il décide de la conclusion, de la modification et de la résiliation des mandats avec les partenaires financiers;
- il décide du changement de régime de l'allocation stratégique conformément à l'art. 11 du règlement de placement;
- il peut déléguer une partie de ces tâches à la commission de placement et à la commission immobilière.

Règlement de placements : Les objectifs et les principes à observer en matière d'exécution et de contrôle des placements sont consignés dans le règlement établi à cet effet.

Dépositaires et gestionnaires de fortune agréés par la FINMA ou par des autorités étrangères équivalentes :

La gestion des placements financiers est confiée aux établissements suivants, sous forme de mandats de gestion discrétionnaire ou fonds de placements :

Placements à courts terme			
Lombard Odier Asset Management	Banque Cantonale de Fribourg		
Obligations en CHF			
Banque Cantonale de Fribourg	Swisscanto		
Obligations en monnaies étrangères			
Banque Cantonale de Fribourg	Swisscanto		
Actions suisses			
Banque Cantonale de Fribourg	UBS Asset Management		
Actions étrangères			
Lombard Odier Asset Management	UBS Asset Management		
Fonds de placements immobiliers			
Fondation Swiss Life	Fondation IST	Aberdeen	Fundim
UBS AST	Fondation J Safra Sarasin	Procimmo	
Infrastructure			
Partners Group	Fondation IST	IFM	AIP
CDPO			
Private Equity, Dette Privée			
Partners Group	Fondation IST	Flexstone Partners	Stepstone
UBS Asset Management	Schroders Capital	Swisscom Ventures	

Régies immobilières gérant les immeubles de la Caisse

RFSA, Fribourg	Weck Aeby & Cie SA, Fribourg	Comptoir Immobilier SA, Sierre
Gerama SA, Fribourg	Régie Châtel SA, Châtel-St-Denis	Burriplus Immobilien Treuhand, Berne
Naef Immobilier Neuchâtel SA	Gendre & Emonet Gérance Immobilière SA, Montreux	

VI.2 Utilisation des extensions des limites de placements (art. 50 al. 4 OPP2)

Le règlement de placement édicté par la Caisse prévoit des extensions aux possibilités de placements prévues aux art. 53 à 56a al. 5 et 57 al. 2 et 3 OPP2.

- la limite des investissements dans l'immobilier a été fixée à 40% au lieu des 30% figurant à l'art. 55 OPP2. Compte tenu de la fortune de la Caisse, du nombre important d'immeubles dont elle est propriétaire, et de la diversification des placements immobiliers indirects, il existe une réelle diversification de ses placements immobiliers. Ce dépassement n'augmente pas le profil de risque de la Caisse.

- la limite des investissements alternatifs a été fixée à 18% au lieu des 15% figurant à l'art. 55 OPP2. Ce dépassement n'augmente pas le profil de risque car il est compensé par une diminution du poids des monnaies étrangères et des actions dans l'allocation.

- la prise de participation dans des entreprises individuelles est autorisée en faveur de Régie de Fribourg SA et de Capital risque Fribourg SA.

En dehors des cas susmentionnés, la prise de participation dans des entreprises individuelles n'est autorisée que jusqu'à concurrence au plus de 1% du total des actifs de la Caisse, par entreprise (extension des limites prévues à l'art. 53 al. 4 OPP2).

Les analyses menées par la Caisse avec le concours de différents spécialistes externes ont déterminé, de manière concluante, que la répartition des actifs était conforme aux buts de la Caisse.

VI.3 Objectifs et calcul de la réserve de fluctuation de valeurs

Le niveau de la réserve de fluctuation de valeur est défini à l'art. 8 du règlement sur les placements mobiliers de la CPEF. La valeur cible est mesurée à la date de clôture du bilan en fonction des caractéristiques de rendements/risques de la stratégie de placements, compte tenu du rendement minimal visé et d'un degré de sécurité suffisant.

Allocation stratégique constatée à la date référence.

Niveau du rendement nécessaire : 2.8%

Volatilité historique de l'allocation stratégique.

Horizon temps : 1 an

Degré de confiance : 99.5%

L'objectif de la réserve de fluctuation de valeur au 31 décembre 2024 s'élève à CHF 1 259 millions, soit 16.3% des capitaux de prévoyance engagés (31 décembre 2023 CHF 1 205 millions, soit 16% des capitaux de prévoyance engagés).

La réserve de fluctuation a globalement évolué comme suit au cours de l'exercice sous revue :	2024	2023
	CHF/000	CHF/000
Etat au 1er janvier	173 223	3 198
Attribution de l'exercice (+) / Dissolution (-)	295 707	170 025
Etat au 31 décembre	468 930	173 223
Objectif selon méthode retenue :	1 258 743	1 205 221
Solde à constituer par attribution des excédents de rendements futurs	789 813	1 031 998

VI.4 Présentation des placements par catégorie et respect des limites OPP2

	Allocation strat.		Marges tactiques		Art 55 OPP2	31.12.2024		31.12.2023
	%		% (min)	% (max)		%	Mios CHF	Mios CHF
Liquidités	1		0	10		2.0	213.5	376.9
<i>A vue et à terme</i>					100%	2.5	247.4	334.0
<i>Opérations de change à terme</i>						-0.5	-33.9	43.0
Obligations	27		21	32		26.6	1 761.2	1 649.6
<i>Obligations CHF</i>	16		10	19		17.1	1 128.1	1 071.1
<i>Obligations CHF</i>						13.6	960.3	847.5
<i>Créances employeurs</i>					100%	3.2	149.3	207.8
<i>Autres créances</i>						0.3	18.5	15.8
<i>Obligations étrangères</i>	11					9.6	633.1	578.5
<i>Marchés développés</i>	9		9	13		9.6	633.1	578.5
<i>Marchés émergents</i>	2					-	-	-
Actions	28		22	34		28.4	1 879.7	1 591.9
<i>Actions suisses</i>	12		9	15		11.6	770.2	679.6
<i>Actions étrangères</i>	16				50%	16.8	1 109.5	912.3
<i>Marchés développés</i>	14		13	19		14.7	974.4	794.9
<i>Marchés émergents</i>	2					2.0	135.2	117.4
Immobilier	34		25	40		30.1	1 994.9	2 043.0
<i>Suisse, direct (VI.12)</i>	26		24	35	30%	23.8	1 574.3	1 593.5
<i>Suisse indirect</i>	5					4.1	273.8	259.7
<i>Etranger</i>	3		1	8		2.2	146.8	189.8
Infrastructure	4		0	7	10%	4.7	313.7	195.7
Alternatifs	6		1	18		8.1	536.5	358.8
<i>Private Equity</i>	6		1	8	15%	4.4	290.7	222.9
<i>ILS</i>			0	2		0.0	0.0	0.1
<i>Dettes privées</i>			0	4		3.7	245.9	135.9
TOTAL	100					100.0	6 699.6	6 216.0
Placements en monnaies étrangères sans couverture de change	20		0	20	30%	18.4	1 216.2	1 170.7

Les limites de placements globales (art 55 OPP2) et individuelles (art 54, 54a et 54b OPP2) sont respectées au 31 décembre 2024 et ont été respectées durant l'exercice 2024. De plus, les limites stratégiques (marges tactiques) définies par le conseil d'administration de la Caisse sont respectées au 31 décembre 2024.

VI.5 Présentation du taux de transparence des placements en matière de frais

		31.12.2024	31.12.2023			
		Mios CHF	Mios CHF			
Total des placements, dont :		6 699.6	6 216.0			
Placements transparents	100.0%	6 696.9	99.9%			
Placements non transparents selon l'art. 48a al.3 OPP 2	0.0%	2.7	0.1%			
			7.2			
ISIN	Type de fonds	Fournisseur	Nom du placement	Nb parts	31.12.2024	31.12.2023
n/a	Infrastructure	CDPO	CDPO Global Infra		2 670	-
LU2098253094	ILS	Twelve Capital	Twelve Cap 2019 SPLIQ		-	-
n/a	Private Equity	Schroders Capital	CPPEF S.C.S.		-	7 216
Total placements non transparents					2 670	7 216
Taux de transparence des placements en matière de frais					100.0%	99.9%

VI.6 Explications du résultat net des placements

	2024				2023	
	Rendements	mios CHF Plus/moins- values (non) réalisées	Total	%	mios CHF Total	%
Liquidités	2.2	-84.5	-82.3	-34.4%	49.7	16.9%
<i>A vue et à terme</i>	2.2	2.0	4.2	2.2%	-6.7	-2.2%
<i>Opérations de change à terme</i>	-	-86.5	-86.5		56.4	
Obligations	18.2	71.2	89.4	5.3%	26.9	1.8%
<i>Obligations CHF</i>	8.5	47.7	56.2	5.0%	48.6	5.2%
<i>Obligations CHF</i>	8.5	47.7	56.2	6.6%	48.6	6.5%
<i>Créances employeurs</i>	-	-	-	0.0%	-	0.0%
<i>Obligations monnaies étrangères</i>	9.7	23.5	33.2	5.7%	-21.8	-3.9%
<i>Marchés développés</i>	9.7	23.5	33.2	5.7%	-24.1	-4.4%
<i>Convertibles</i>	-	-	-		2.4	0.0%
Actions	41.1	248.7	289.7	18.2%	147.9	9.8%
<i>Actions suisses</i>	23.1	24.6	47.7	6.8%	44.2	6.7%
<i>Actions étrangères</i>	18.0	224.1	242.1	27.4%	103.6	12.3%
<i>Marchés développés</i>	14.6	208.5	223.1	29.1%	108.6	14.7%
<i>Marchés émergents</i>	3.4	15.6	19.0	16.4%	-5.0	-4.6%
Immobilier	67.9	-1.1	66.8	3.3%	43.2	2.1%
<i>Suisse, direct (VI.12)</i>	62.2	0.2	62.4	4.0%	58.3	3.7%
<i>Suisse indirect</i>	2.5	9.3	11.8	4.5%	6.4	2.6%
<i>Etranger</i>	3.2	-10.6	-7.5	-4.1%	-21.6	-10.1%
Infrastructure	6.2	18.5	24.7	9.2%	3.4	1.9%
Alternatifs	13.4	30.6	44.0	9.5%	14.4	3.7%
<i>Hedge Funds</i>	-	-	-		0.3	1.9%
<i>Private Equity</i>	8.4	10.0	18.4	7.3%	8.6	4.2%
<i>ILS</i>	-	0.1	0.1		2.3	10.4%
<i>Dettes privées</i>	5.0	20.5	25.5	12.0%	3.3	2.2%
	148.9	283.5	432.4	6.9%	285.4	4.8%
Frais d'administration et de gestion de fortune	-31.3	-	-31.3		-25.5	
Intérêts moratoires prestations versées	-0.3	-	-0.3		-0.2	
RESULTAT NET DES PLACEMENTS	117.3	283.5	400.8	6.4%	259.7	4.4%

VI.7 Explications des frais d'administration et de gestion de la fortune

	2024 CHF/000	2023 CHF/000
Frais d'administration et de gestion de fortune (frais directs), dont :	-6 757	-6 634
Frais de tenue de dépôt de titres et global custody	-582	-386
Frais de transactions et timbre fédéral	-1 173	-1 981
Gestion administration de la fortune	-4 994	-4 251
Frais de conseil en investissements	-9	-15
Autres frais financiers	-	-
Rétrocessions (voir VI.10)	-	-
Somme des frais calculés pour les placements collectifs, dont :	-24 505	-18 824
Liquidités et placements monétaires	-101	-125
Obligations suisses	-	-6
Obligations monnaies étrangères		
<i>marchés développés</i>	-85	-71
<i>convertibles</i>	-	-23
Actions suisses	-	-103
Actions étrangères		
<i>marchés développés</i>	-407	-316
<i>marchés émergents</i>	-13	-132
Immobilier suisse, direct (VI.12)	-3 051	-2 941
Immobilier indirect suisse	-2 489	-2 407
Immobilier indirect étranger	-2 279	-2 427
Infrastructure	-5 016	-746
Hedge funds	-	-181
Private Equity	-8 403	-7 159
ILS	-	-182
Dettes privées	-2 662	-2 008
Frais d'administration et de gestion de fortune comptabilisés au compte d'exploitation	-31 262	-25 458
Total des placements transparents (voir VI.5)	6 696 869	6 208 768
Taux de transparence des placements en matière de frais (voir VI.5)	100.0%	99.9%
Frais d'administration et de gestion de fortune comptabilisés au compte d'exploitation en % des placements transparents	0.47%	0.41%

L'augmentation des frais de gestion en 2024 est principalement liée aux classes d'actifs de l'Infrastructure et du Private Equity, dans lesquelles d'importants investissements ont été faits en 2024. L'Infrastructure et le Private Equity ont aussi réalisé de bons résultats en 2024 (voir VI.6), et les frais de gestion liés à la performance sont par conséquent en hausse cette année.

VI.8 Securities lending

Les prêts de titres à des contreparties (securities lending) ne sont pas autorisés pour des titres individuels. Ils sont autorisés dans le cadre de placements collectifs aux conditions fixés par l'art. 76 de l'ordonnance fédérale sur les placements collectifs de capitaux. Au 31 décembre 2024, aucun prêt de titres n'a été effectué par la Caisse (idem au 31 décembre 2023).

VI.9 Engagements de capital ouverts

Au 31 décembre 2024, les engagements en fonds à l'appel de capital se présentent de la manière suivante:

	31.12.2024 mios CHF				31.12.2023 mios CHF		
	Montant initial	Nouvel engagement	Appels de capital	Montant résiduel	Montant initial	Appels de capital	Montant résiduel
Infrastructure	227.7	29.0	-110.2	146.5	249.1	-21.4	227.7
Private Equity	405.6	37.2	-76.9	365.9	410.7	-5.1	405.6
Dette privée	18.6	4.0	-10.4	12.2	10.7	7.9	18.6
Immob. Indirect non coté	15.3	-	-	15.3	16.3	-1.0	15.3
Total des engagements	667.2	70.2	-197.5	539.9	686.8	-19.6	667.2

VI.10 Explications des rétrocessions (art. 48k OPP2)

La Caisse n'a pas reçu de rétrocessions durant l'exercice 2024.

VI.11 Instruments financiers dérivés, engagements hors bilan

Opérations de change à terme

Au 31 décembre 2024, des opérations de change à terme étaient en cours et réparties entre de multiples devises. Ces opérations, effectuées à des fins de couverture contre le risque de change, sont entièrement couvertes par des liquidités ou sous-jacents dans les monnaies correspondantes. Il n'y a, dès lors, aucun effet de levier engendré par ces opérations à la date du bilan.

Le résultat non réalisé de MCHF -33.9 sur ces transactions au 31 décembre 2024 (MCHF 43.0 au 31 décembre 2023) est inclus au bilan dans les liquidités.

Futures sur indices actions

Au 31 décembre 2024, un engagement à acheter la valeur notionnelle de contrats futures sur indices actions est évalué à MCHF 3.8 (31.12.2023: MCHF 3.5). Cet engagement étant couvert par des liquidités, aucun effet de levier n'en résulte. Cette position est intégrée aux rubriques Actions Suisses et Actions Etrangères marchés développés des annexes VI.4 et VI.6.

VI.12 Immobilier direct

Généralités

La méthode retenue pour valoriser les immeubles est la capitalisation de la valeur locative propre à chaque objet immobilier (incluant notamment les besoins de rénovations).

Au 31 décembre 2024, la Caisse est propriétaire de 171 immeubles construits (non inclus la participation dans 3 copropriétés), représentant 8 823 objets, soit 3 767 appartements, 4 805 garages et places de parc et 251 locaux commerciaux.

Evolution des valeurs 2024 du parc immobilier (en CHF/000)

	Immeubles & Copropriétés	Constructions en cours	Terrains à bâtir	Rénovations	TOTAL
Valeurs actuelles 01.01	1 488 755	91 137	12 750	857	1 593 500
Acquis./ constr./ rénov.	5 045	31 655	6 191	994	43 885
Ventes / transferts	-43	-63 200			-63 243
Mutations de catégorie	8 931	-8 931			-
Revalorisation	191				191
Valeurs actuelles 31.12	1 502 878	50 662	18 942	1 851	1 574 332

	2024 CHF/000	2023 CHF/000
<i>Résultats immobilier direct</i>		
Produits d'exploitations	76 474	73 423
Intérêts intercalaires	626	688
Charges d'exploitation	-14 739	-13 589
Honoraires de gérances	-3 051	-2 941
Frais financiers	-	-
Autres charges liées à l'immobilier direct	-789	-1 977
Rendement net	58 520	55 604
Plus (+) / moins-values (-) nettes sur vente (5 653 - 2023) et revalorisation immobilière	191	-230
Performance nette	58 711	55 374
Honoraires de gérances et frais d'administration	3 697	2 941
Performance brute	4.0% 62 407	3.7% 58 315

VII Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation

	31.12.2024 CHF/000	31.12.2023 CHF/000
VII.1 Créances		
Impôts anticipés à récupérer	15 742	11 771
Avances AVS à récupérer	1 384	2 936
Divers autres débiteurs	1 368	1 061
Solde au 31 décembre	18 494	15 769
VII.2 Compte de régularisation actif		
Intérêts courus s/ obligations et comptes à terme	864	307
Produits à recevoir	232	212
Charges payées d'avances	461	-
Solde au 31 décembre	1 557	519
VII.3 Autres dettes		
Libres passages à affecter et capitaux excédentaires	2 229	2 130
Créanciers	244	536
Créanciers immeubles - constructions	198	1 811
Cotisations au Fonds de Garantie	1 070	1 177
Comptes courants - Régies immobilières	1 701	1 446
Autres	37	62
Solde au 31 décembre	5 479	7 163
VII.4 Compte de régularisation passif		
Charges à payer liées à l'administration	186	518
Charges à payer liées à la gestion de fortune	860	1 088
Passifs transitoires relatifs à la gestion immobilière	8 498	7 316
Solde au 31 décembre	9 544	8 923
VII.5 Placements chez l'employeur		
Solde au 1er janvier	207 783	247 187
Evolution durant l'exercice	-58 448	-39 404
Intérêts	-	-
Solde au 31 décembre	149 335	207 783

Le solde des comptes-courants employeurs au 31 décembre 2024 correspond :

- aux conventions de paiement des mesures transitoires KCHF 103 123 ;
- à un résiduel de cotisations de décembre 2024 KCHF 46 212. A fin février 2025, le solde à encaisser est d'environ KCHF 10.8.

Aucun intérêt n'a été perçu sur les cotisations dues par les employeurs durant l'exercice 2024. Par ailleurs, le prêt aux employeurs est rémunéré conformément aux contrats à taux fixe de 0% pour 5 ans. La date d'échéance des contrats de prêt est fixée à 2026.

La rémunération des membres de l'organe suprême est intégré aux frais d'administrations généraux et s'élève à KCHF 115 pour 2024 (2023: KCHF 207).

Au 31 décembre 2024, les placements en immobiliers utilisés pour plus de 50% de leur valeur par des employeurs affiliés se montent à MCHF 106.8, soit 1.6% de la fortune globale de la Caisse. Dès lors, les dispositions de l'art. 57 al. 3 OPP2 sont respectées.

VIII Demandes de l'autorité de surveillance

Le 23 novembre 2023, l'autorité de surveillance a révoqué les membres restants du conseil d'administration à la suite de la démission de représentants des salariés et du non-respect de la parité qui en a résulté. Elle a désigné Maître Lorenz Fivian comme commissaire pour le début de l'année 2024, avec signature individuelle.

Conformément à la LCP et au nouveau règlement d'élection des représentants des personnes assurées de la CPEF, une élection s'est tenue en 2024 pour désigner ces représentants. Les représentants des employeurs ont été nommés par le Conseil d'État.

Le mandat du commissaire a pris fin le 16 décembre 2024, à la suite de l'entrée en fonction du nouveau conseil d'administration.

IX Autres informations relatives à la situation financière

IX.1 Fonds libres / Découverts et explications des mesures prises

Le degré de couverture est défini conformément à la LPP et à ses dispositions d'application (art. 44 OPP2). Il est calculé au 1er janvier de chaque année sur la base de la fortune au 31 décembre de l'exercice précédent.

En tant qu'institution de prévoyance d'une collectivité publique, la Caisse peut déroger au principe de la capitalisation complète aux conditions définies par les art. 72a et 72c LPP (cf. point V.9 pour plus de détails).

IX.2 Liquidation partielle

Une procédure de liquidation partielle d'un employeur affilié, débutée en 2009, est toujours en cours. Lors de chaque cas de démission, de mise à la retraite ou d'invalidité d'un assuré présent dans l'effectif au 1er janvier 2009, une situation de liquidation partielle est constatée et fait l'objet d'une facturation par la Caisse à cet employeur.

En 2024, la Caisse a encaissé un montant de CHF 75 328 (2023: CHF 155 387).

IX.3 Mise en gage d'actifs

Les cédules hypothécaires libres de gage sont déposées dans des coffres.

IX.4 Responsabilité solidaire et cautionnements

Néant

IX.5 Opérations particulières et transactions sur la fortune

Conformément à l'Ordonnance du 16 septembre 2003 sur la garantie de la rémunération en cas de maladie et d'accident du personnel de l'État, édictée par le Conseil d'État, la CPEF gère les flux financiers liés au fonds IPG précité. Ainsi les retenues salariales des employeurs sont versées à la Caisse, et cette dernière est chargée de verser les prestations aux assurés concernés. Ces opérations n'ont pas d'impact sur le résultat d'exploitation de la Caisse.

Un compte courant bancaire libellé au nom de la CPEF est spécifiquement dédié à cette activité et ne figure pas au bilan des présents comptes annuels. Au 31 décembre 2024, le solde est de CHF 8 321 540 (2023 : CHF 6 521 232).

IX.6 Procédures juridiques en cours

Recours de la Caisse contre la décision du 23 novembre 2023 de l'autorité de surveillance ABSPF.

IX.7 Engagements conditionnels

Néant

X [Evénements postérieurs à la date du bilan](#)

Néant

2

Rapport de l'organe de révision



Tél. +41 26 435 33 33
www.bdo.ch
fribourg@bdo.ch

BDO SA
Petit-Moncor 1A
Villars-sur-Glâne
Case postale
1701 Fribourg

Au Conseil d'administration de la

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat
Fribourg

Rapport sur l'audit des comptes annuels 2024

(période du 01.01.2024 au 31.12.2024)

Fribourg, le 20 mars 2025
42374/2151'0209/1706'4819/E
YHA/LRO/jsc

RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION

Au Conseil d'administration de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat, Fribourg

Rapport sur l'audit des comptes annuels

Opinion d'Audit

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (l'institution de prévoyance), comprenant le bilan au 31 décembre 2024, le compte d'exploitation pour l'exercice arrêté à cette date ainsi que l'annexe, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes annuels sont conformes à la loi suisse, à la loi du 12 mai 2011 (LCP) et aux règlements.

Fondement de l'Opinion d'Audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et ces normes sont plus amplement décrites dans la section "Responsabilités de l'Organe de Révision relatives à l'Audit des Comptes Annuels" de notre rapport. Nous sommes indépendants de l'institution de prévoyance, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres Informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes annuels et de notre rapport correspondant.

Notre opinion d'audit sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimerons aucune conclusion d'audit sous quelque forme que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes annuels ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent, par ailleurs, comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'administration relatives aux Comptes Annuels

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels conformément aux dispositions légales, à l'acte de fondation et aux règlements. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilités de l'Expert en Matière de Prévoyance Professionnelle relatives à l'Audit des Comptes Annuels

Le conseil d'administration désigne pour la vérification un organe de révision et un expert en matière de prévoyance professionnelle. Celui-ci est responsable de l'évaluation des provisions nécessaires à la couverture des risques actuariels, constituées de capitaux de prévoyance et de provisions techniques. L'organe de révision n'a pas pour tâche de vérifier l'évaluation des capitaux de prévoyance et des provisions techniques conformément à l'art. 52c, al. 1, let. a, LPP. Par ailleurs, l'expert en matière de prévoyance professionnelle examine périodiquement, conformément à l'art. 52e, al. 1, LPP, si l'institution de prévoyance offre la garantie qu'elle peut remplir ses engagements et si les dispositions réglementaires de nature actuarielle relatives aux prestations et au financement sont conformes aux dispositions légales.

Responsabilités de l'Organe de Révision relatives à l'Audit des Comptes Annuels

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion d'audit. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra toujours de détecter une anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Une plus ample description de nos responsabilités relatives à l'audit des comptes annuels est disponible sur le site Internet d'EXPERTsuisse: <http://expertsuisse.ch/fr-ch/rapport-de-revision-institutions-de-prevoyance>. Cette description fait partie intégrante de notre rapport.

Rapport sur d'Autres Obligations Légales et Réglementaires

Le Conseil d'administration répond de l'exécution de ses tâches légales et de la mise en œuvre des dispositions statutaires et réglementaires en matière d'organisation, de gestion et de placements. Nous avons procédé aux vérifications prescrites à l'art. 52c, al. 1, LPP et à l'art. 35 OPP 2.

Nous avons vérifié si:

- l'organisation et la gestion étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires et s'il existait un contrôle interne adapté à la taille et à la complexité de l'institution de prévoyance;
- les placements étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires;
- les comptes de vieillesse LPP étaient conformes aux dispositions légales;
- les mesures destinées à garantir la loyauté dans l'administration de la fortune avaient été prises et si le respect du devoir de loyauté et la divulgation des conflits d'intérêts étaient suffisamment contrôlés par l'organe suprême;
- les indications et informations exigées par la loi avaient été communiquées à l'autorité de surveillance;
- les actes juridiques passés avec des personnes proches qui nous ont été annoncés garantissaient les intérêts de l'institution de prévoyance.

Nous attestons que les dispositions légales, statutaires et réglementaires applicables en l'espèce ont été respectées.

Les comptes annuels présentent un degré de couverture de 86.40% calculé selon l'art 44 alinéa 1 OPP2. Ce taux est supérieur au taux de couverture global initial de 66.90% et au taux de couverture global annuel minimum de 80.20% défini dans le plan de financement approuvé par l'Autorité de surveillance.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

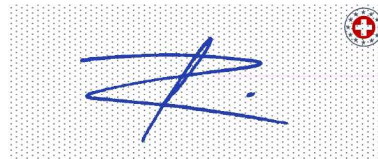
Fribourg, le 20 mars 2025

BDO SA



Yvan Haymoz

Expert-réviser agréé



Loïc Rossé

Réviser responsable
Expert-réviser agréé

3

Bilan technique au 31 décembre



Monsieur Olivier Gumy
Directeur ad interim
Caisse de prévoyance du personnel
Etat de Fribourg
1, rue St-Pierre
1701 Fribourg

20 mars 2025

Contacts : Stéphane Riesen, 058 100 5224, s.riesen@pittet.net
Vincent Abbet, 058 100 5225, v.abbet@pittet.net

Caisse de prévoyance de l'Etat de Fribourg
Bilans techniques au 31 décembre 2024

Monsieur le Directeur ad interim, cher Monsieur,

Par la présente, nous vous transmettons en annexe les bilans techniques de la CPPEF à la fin de l'année 2024. Ces bilans techniques tiennent compte des capitaux de prévoyance et des provisions techniques qui vous ont été communiqués dans notre courrier du 27 février 2025, et sont établis sur la base des comptes audités figurant dans le rapport de l'organe révision de ce jour.

Le bilan technique de l'annexe 1 présente la situation financière de la Caisse, compte tenu des engagements actuariels entièrement capitalisés. Le degré de couverture légal à fin 2024 s'élève selon ce bilan à 86.4 %, alors qu'il se situait à 82.3 % à fin 2023.

Le bilan technique de l'annexe 2 présente la situation financière de la Caisse d'après le système financier de la Caisse (capitalisation partielle conformément aux dispositions des art. 72a ss. LPP pour le Régime de pensions et capitalisation intégrale pour le Régime LPP et le Régime complémentaire RCC). Au sujet du système financier du Régime de pensions, précisons que ce système est dépendant du plan de financement soumis à l'Autorité de Surveillance en date du 6 mars 2015 et confirmé dans rapport du 31 mai 2021 relatif à la vérification du respect du plan de financement à fin 2020. Ce plan prévoit notamment au

Pittet Associés SA

Avenue de la Gare 10 - Case postale 1176 - CH-1001 Lausanne - T +41 58 100 5220 - info@pittet.net
www.pittet.net

31 décembre 2024 un degré de couverture global de 80.2 % et un degré de couverture des assurés actifs de 54.8 %. Dans tous les cas, le maintien des degrés de couverture initiaux (66.9 % pour le degré de couverture global et 38.1 % pour le degré de couverture des actifs) et la couverture intégrale des capitaux de prévoyance des pensionnés doivent être garantis.

Le bilan technique de l'annexe 3 correspond à celui du Régime de pensions uniquement, obtenu en soustrayant de la fortune les engagements à 100 % des deux autres régimes. La réserve de fluctuation de valeurs est constituée de telle sorte que, après déduction de son montant de la fortune nette de prévoyance, le degré de couverture effectif global et le degré de couverture effectif des capitaux de prévoyance des assurés actifs continuent à respecter le plan de financement relatif au Régime de pensions. Compte tenu de la réserve de fluctuation de valeurs de MCHF 468.8 constituée, le degré de couverture effectif global du Régime de pensions s'élève à 80.2 % à fin 2024 et celui relatif aux engagements envers les actifs s'élève à 59.6 %. Le chemin de recapitalisation est ainsi respecté.

Sur la base du bilan technique de l'annexe 2, le degré d'équilibre à fin 2024, hors réserve de fluctuation de valeurs, s'élève à 107.5 %, en augmentation de 4.6 points depuis fin 2023. En tenant compte de la réserve de fluctuation de valeurs, le degré d'équilibre se situe à 100.0 % à fin 2024.

En espérant ainsi avoir répondu à vos attentes, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur ad interim, cher Monsieur, nos salutations distinguées.



Pittet Associés SA

Signature électronique qualifiée - Droit suisse

STÉPHANE RIESEN

Directeur général (expert exécutant)
Expert agréé LPP, Actuaire ASA



Pittet Associés SA

Signature électronique qualifiée - Droit suisse

VINCENT ABBET

Fondé de pouvoir
Expert agréé LPP, Actuaire ASA

Annexes : ment.



Bilan technique

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2024	31.12.2023
Total de l'actif	6'701'163'187	6'216'503'530
Dettes	- 13'219'124	- 13'738'433
Compte de régularisation du passif	- 9'543'798	- 8'922'817
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE (FP)	6'678'400'264	6'193'842'280
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions	3'427'797'926	3'193'601'175
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	3'665'186	4'267'241
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime complémentaire	30'095'951	29'647'901
Capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions du régime de pensions ¹	3'782'191'239	3'808'784'082
Capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions du régime LPP ¹	9'054'523	9'065'059
Capitaux de prévoyance	7'252'804'825	7'045'365'458
Provision de longévité ²	37'795'948	19'037'496
Provision pour fluctuation des risques dans le régime complémentaire	1'240'000	1'240'000
Provision pour pertes sur retraite ³	73'776'463	60'866'333
Provision pour abaissement futur du taux d'intérêt technique ⁴	148'261'637	145'438'700
Provision pour mesures transitoires	217'658'737	251'915'975
Provision d'adaptation des pensions	0	0
Provision pour événements spéciaux	0	0
Provision de péréquation dans le régime complémentaire	80'000	80'000
Provisions techniques	478'812'785	478'578'504
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	7'731'617'610	7'523'943'962
RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)	468'820'280	173'223'245
EXCEDENT TECHNIQUE ⁵	- 1'522'037'626	- 1'503'324'927
DEGRE DE COUVERTURE ⁶	80.3 %	80.0 %
DEGRE DE COUVERTURE LEGAL (Article 44 alinéa 1 OPP2) ⁷	86.4 %	82.3 %
<i>Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs</i>	1'258'743'000	1'205'221'000

Remarques :

- 1) Bases techniques: VZ 2020 (P2022) à 2.25 %
- 2) 0.50 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.
- 3) Evaluation sur les départs en retraite attendus sur la période 2025-2029
- 4) Montant calculé sur la base d'une baisse du taux technique à 2.00 %
- 5) = FP - CP - RFV.
- 6) = [FP - RFV] / CP .
- 7) = FP / CP.



Bilan technique selon le système financier statutaire ¹

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2024	31.12.2023
Total de l'actif	6'701'163'187	6'216'503'530
Dettes	- 13'219'124	- 13'738'433
Compte de régularisation du passif	- 9'543'798	- 8'922'817
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE (FP)	6'678'400'264	6'193'842'280
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions	2'749'093'937	2'551'687'339
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	3'665'186	4'267'241
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime complémentaire	30'095'951	29'647'901
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime de pensions ²	3'033'317'374	3'043'218'482
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime LPP ²	9'054'523	9'065'059
Capitaux de prévoyance ³	5'825'226'970	5'637'886'022
Provision de longévité ⁴	30'329'995	15'219'918
Provision pour fluctuation des risques dans le régime complémentaire	1'240'000	1'240'000
Provision pour pertes sur retraites ⁵	59'181'819	48'651'225
Provision pour abaissement futur du taux d'intérêt technique ⁶	118'958'892	116'261'006
Provision pour mesures transitoires	174'562'307	201'280'864
Provision d'adaptation des pensions	0	0
Provision pour événements spéciaux	0	0
Provision de péréquation dans le régime complémentaire	80'000	80'000
Provisions techniques	384'353'014	382'733'013
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	6'209'579'984	6'020'619'035
RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)	468'820'280	173'223'245
EXCEDENT TECHNIQUE ⁷	0	0

DEGRE D'EQUILIBRE ⁸	100.0 %	100.0 %
DEGRE D'EQUILIBRE (sans RFV) ⁹	107.5 %	102.9 %

Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs	1'258'743'000	1'205'221'000
--	---------------	---------------

Remarques :

1) Le système financier statutaire applicable est le régime de capitalisation partielle compte tenu du plan de financement proposé pour le régime de pensions et la capitalisation intégrale pour le régime LPP et le régime complémentaire. Au 31 décembre 2024, le plan de financement prévoit une couverture de 80.2 % des engagements du régime de pensions.

2) Bases techniques: VZ 2020 (P2022) à 2.25 %

3) Selon le système financier appliqué.

4) 0.50 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.

5) Evaluation sur les départs en retraite attendus sur la période 2025-2029

6) Montant calculé sur la base d'une baisse du taux technique à 2.00 %

7) = FP - CP - RFV.

8) = [FP - RFV] / CP .

9) = FP / CP.



Bilan technique du régime de pensions selon l'art. 72a LPP

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2024	31.12.2023
Total de l'actif	6'701'163'187	6'216'503'530
Dettes	- 13'219'124	- 13'738'433
Compte de régularisation du passif	- 9'543'798	- 8'922'817
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	- 3'665'186	- 4'267'241
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime complémentaire	- 30'095'951	- 29'647'901
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime LPP ¹	- 9'054'523	- 9'065'059
Provision de longévité du régime LPP	- 89'116	- 44'571
Provision pour fluctuation des risques dans le régime complémentaire	- 1'240'000	- 1'240'000
Provision pour pertes sur retraite du régime LPP	- 66'140	- 94'651
Provision pour abaissement futur du taux d'intérêt technique (régime LPP)	- 267'978	- 276'044
Provision de péréquation dans le régime complémentaire	- 80'000	- 80'000
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE DU REGIME DE PENSIONS (FP)	6'633'841'371	6'149'126'813
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions	3'427'797'926	3'193'601'175
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime de pensions ¹	3'782'191'239	3'808'784'082
Capitaux de prévoyance	7'209'989'165	7'002'385'257
Provision de longévité du régime de pensions ²	37'706'832	18'992'925
Provision pour pertes sur retraites du régime de pensions	73'710'324	60'771'682
Provision pour abaissement futur du taux d'intérêt technique (actifs)	50'815'924	45'849'122
Provision pour abaissement futur du taux d'intérêt technique (bénéficiaires)	97'177'734	99'313'534
Provision pour mesures transitoires	217'658'737	251'915'975
Provision d'adaptation des pensions	0	0
Provision pour événements spéciaux	0	0
Provisions techniques	477'069'551	476'843'238
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	7'687'058'716	7'479'228'495
RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)	468'820'280	173'223'245
RESERVE DE FLUCTUATION DANS LA REPARTITION (RFR)	0	0
EXCEDENT TECHNIQUE ³	- 1'522'037'626	- 1'503'324'927
DEGRE DE COUVERTURE GLOBAL DU REGIME DE PENSIONS ⁴	80.2 %	79.9 %
DEGRE DE COUVERTURE DES ACTIFS DU REGIME DE PENSIONS ⁵	59.6 %	57.7 %
DEGRE DE COUVERTURE DES BENEFICIAIRES DU REGIME DE PENSIONS ⁶	100.0 %	100.0 %
<i>Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs</i>	1'258'743'000	1'205'221'000

Remarques :

- 1) Bases techniques: VZ 2020 (P2022) à 2.25 %
- 2) 0.50 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.
- 3) = FP - CP - RFV.
- 4) = [FP - RFV - RFR] / CP.
- 5) = [FP - RFV - RFR - CPB - PTB] / (CPA + PTA).
- 6) = [FP - RFV - RFR] / (CPB + PTB), au maximum 100%

AnnexeAnhang

GRAND CONSEIL

2025-DFIN-8

GROSSER RAT

2025-DFIN-8

Rapport et comptes :
Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (CPPEF).
Rapport relatif aux comptes 2024

Bericht und Rechnung:
Pensionskasse des Staatspersonals (PKSPF). Jahresbericht
2024

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Présidence : Claude Brodard

Präsidium : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Riedo

Vize-Präsidium : Bruno Riedo

Membres : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas
Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel
Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel
Schumacher, Julien Vuilleumier

Mitglieder : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas
Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel
Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel
Schumacher, Julien Vuilleumier

Prendre acteKenntnisnahme

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil de prendre
acte de ce rapport d'activité.

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, diesen
Bericht zur Kenntnis zu nehmen.

Le 2 mai 2025

Den 2. Mai 2025

Annexe

GRAND CONSEIL

2025-DFIN-9

Rapport et comptes :
Banque cantonale de Fribourg. Rapport de gestion 2024

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Riedo

Membres : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel Schumacher, Julien Vuilleumier

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de rapport et comptes.

Vote final

Par 13 voix contre 0 et 0 abstentions (2 membres sont excusés), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce Rapport et ces comptes selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 2 mai 2025

Anhang

GROSSER RAT

2025-DFIN-9

Bericht und Rechnung:
Freiburger Kantonalbank. Geschäftsbericht 2024

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Bruno Riedo

Mitglieder : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel Schumacher, Julien Vuilleumier

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Bericht und Rechnungsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 13 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (2 Mitglieder sind entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Bericht und diese Rechnung in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 2. Mai 2025

AnnexeAnhang

GRAND CONSEIL

2025-DIAF-6

GROSSER RAT

2025-DIAF-6

Rapport et comptes :
Etablissement cantonal d'assurance des animaux de rente
(Sanima) - Rapport d'activité et comptes 2024

Bericht und Rechnung:
Nutztiersversicherungsanstalt (Sanima) - Tätigkeitsbericht
und Rechnung 2024

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Présidence : Claude Brodard

Präsidium : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Riedo

Vize-Präsidium : Bruno Riedo

Membres : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas
Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel
Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel
Schumacher, Julien Vuilleumier

Mitglieder : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas
Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel
Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel
Schumacher, Julien Vuilleumier

Entrée en matièreEintreten

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en
matière sur ce projet de rapport et comptes.

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen
Bericht und Rechnungsentwurf einzutreten.

Vote finalSchlussabstimmung

Par 12 voix contre 0 et 0 abstention (3 membres sont excusés), la
commission propose au Grand Conseil d'accepter ce rapport et ces
comptes selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Mit 12 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (3 Mitglieder sind entschuldigt)
beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Bericht und diese
Rechnung in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Le 11 avril 2025

Den 11. April 2025

Bericht 2025-DIME-32

11. März 2025

Für bessere öffentliche Verkehrsverbindungen zwischen dem Saane- und dem Broyebezirk

Wir unterbreiten Ihnen hiermit den Bericht zum Postulat 2020-GC-211, das von den Grossräten David Bonny und Charles Brönnimann am 18. Dezember 2020 eingereicht und vom Grossen Rat am 25. Juli 2021 mit 87 zu 0 Stimmen angenommen wurde.

Der Bericht ist wie folgt gegliedert:

Inhaltsverzeichnis

1	Einleitung	2
2	Bedingungen für die Einrichtung oder den Ausbau eines öffentlichen Verkehrsangebots	2
3	Analyse der Pendler- und Schülerströme in den Regionen Broye und Saane-West	3
4	Entwicklung des Angebots in der Region Saane-West	5
4.1	Aktuelles Angebot	5
4.2	Einrichtung einer Buslinie zwischen der Region Saane-West und der Broye	6
4.3	Angebotsentwicklungen	6
5	Schlussfolgerung	7

1 Einleitung

Mit dem Postulat «Für bessere öffentliche Verkehrsverbindungen zwischen dem Saane- und dem Broyebezirk» ersuchten die Grossräte David Bonny und Charles Brönnimann den Staatsrat, eine Studie über die Einführung einer Linie des öffentlichen Verkehrs zwischen der Stadt Freiburg und/oder Villars-sur-Glâne und Estavayer-le-Lac oder zwischen Rosé und Payerne durchzuführen. Diese Linie solle von den Einwohnerinnen und Einwohnern der Dörfer genutzt werden können, die in der Nähe dieser Achse liegen, also zum Beispiel von Corjolens, Onnens, Noréaz, Corserey, Lovens, Lentigny und Montagny.

In seiner Antwort vom 11. Mai 2021 beantragte der Staatsrat die Annahme des Postulats und präzisierte dabei, dass die Studie eine Analyse der Pendler- und Schülerströme sowie des Nachfragepotenzials umfassen und insbesondere folgende Punkte berücksichtigen würde:

- > die neue Bahnhofstabelle Avry-Matran;
- > den Grundsatz der Nichtkonkurrenz mit den Bahnlinien Fribourg/Freiburg–Romont und Fribourg/Freiburg–Yverdon-les-Bains oder mit anderen Buslinien, um deren Passagieraufkommen nicht zu verringern.

Der vorliegende Bericht geht zunächst auf die Bedingungen für die Einrichtung und den Ausbau eines öffentlichen Verkehrsangebots ein. Anschliessend werden die Pendler- und Schülerströme in den Regionen Broye und Saane-West analysiert und die geplanten Änderungen und Entwicklungen in der Region dargestellt, insbesondere im Zusammenhang mit der Eröffnung der neuen Bahnhofstabelle Avry-Matran im Dezember 2025.

2 Bedingungen für die Einrichtung oder den Ausbau eines öffentlichen Verkehrsangebots

Die Linien des regionalen Personenverkehrs (RPV) werden in der Regel gemeinsam von Bund und Kanton bestellt und abgegolten. Die Gesetzgebung von Bund und Kanton regelt die Einrichtung einer neuen oder die Erweiterung einer bestehenden RPV-Linie und legt die Bedingungen fest.

So sieht Artikel 7 der Verordnung über die Abgeltung und die Rechnungslegung im regionalen Personenverkehr (ARPV) vom 16. Oktober 2024 vor, dass ein Angebot des RPV gemeinsam vom Bund und Kantonen anerkannt und abgegolten wird, wenn:

- a) die Linie ganzjährig der Groberschliessung nach Artikel 5 Absatz 3 VPB dient; darin inbegriffen sind saisonal oder an einzelnen Wochentagen verkehrende Angebote zur Ergänzung der bestehenden Erschliessung;
- b) es bei im Ausland liegenden Linienabschnitten überwiegend schweizerischem Verkehr dient oder der Grenzbahnhof bei Eisenbahnlinien im Ausland liegt;
- c) für die Linie eine minimale Wirtschaftlichkeit und mindestens eine Nachfrage nach Artikel 8 Absatz 2 gegeben sind;
- d) die Vorgaben der Besteller zur Qualität und Sicherheit des Angebots sowie zur Stellung der Beschäftigten eingehalten werden;
- e) der direkte Verkehr nach Artikel 16 PBG gewährleistet ist; und
- f) für das Angebot eine Konzession, eine Bewilligung nach Artikel 8 PBG oder ein Staatsvertrag vorliegt.

Dieser Artikel präzisiert zudem: «Das Bundesamt für Verkehr (BAV) legt in Richtlinien die Voraussetzungen für die minimale Wirtschaftlichkeit von Linien fest [...]» Die *Richtlinie minimale Wirtschaftlichkeit im regionalen Personenverkehr (RPV)* verknüpft in diesem Sinn die Taktung einer öffentlichen Verkehrslinie mit dem Grad der Kostendeckung durch den Erlös aus dem Verkauf von Fahrausweisen.

Sie unterscheidet zwei Angebotskategorien:

1. Grunderschliessung – Busse bis Stundentakt, Rufbusse, Bahnergänzungsleistungen, Abend- und Nachtangebote und Seilbahnen: Für Busse umfasst das Grundangebot Linien, die für mindestens eine Ortschaft mit mehr als 100 Einwohnern mit einem Angebot von höchstens einem Stundentakt von 18 Kurspaaren täglich (Verkehrsperiode Montag–Freitag) die einzige oder die wichtigste Erschliessung darstellen;
2. übrige Buslinien und übrige Rufbusse, übrige Seilbahnen, Eisenbahnen und Schiffe.

Der minimale Kostendeckungsgrad durch den Billettverkauf beträgt laut Richtlinie 10 % für die erste Angebotskategorie (Grunderschliessung) und 20 % für die zweite.

Das neue kantonale Mobilitätsgesetz (MobG), das am 1. Januar 2023 in Kraft trat, nennt in Artikel 30 drei Angebotsarten des öffentlichen Verkehrs:

- > der RPV im Sinne der Bundesgesetzgebung, der damit vom Bund anerkannt wird;
- > der Personenverkehr von kantonalem Interesse, d. h. der innerkantonale Personenverkehr, der für den Kanton von besonderem Interesse ist, aber vom Bund nicht als RPV anerkannt wird;
- > der lokale Verkehr für die Feinerschliessung in Ortschaften.

Die Angebotsart «Personenverkehr von kantonalem Interesse» ist neu und wurde mit dem MobG eingeführt. Diese Zwischenkategorie ermöglicht es dem Kanton, Angebote des öffentlichen Verkehrs zu finanzieren und zu bestellen, die er als wichtig für den Kanton erachtet, auch wenn sie nicht die Kriterien des Bundes erfüllen und somit vom Bund nicht als mitfinanzierter Regionalverkehr anerkannt werden. Es handelt sich dabei um «Linien des Ortsverkehrs auf eigenen Trassen» und um «Linien, die es ermöglichen, die Ziele des kantonalen Verkehrsplans zu erfüllen» (Art. 152 Abs. 2 MobG).¹

Darüber hinaus sieht das MobG in Artikel 185 die Möglichkeit einer staatlichen Finanzierung von Versuchslinien oder -leistungen im Rahmen der Verfügbarkeit der im Staatshaushalt zur Verfügung stehenden Mittel. Die Höhe des während der Versuchsperiode vom Staat bezahlten finanziellen Prozentsatzes darf 55 % der ungedeckten Kosten nicht überschreiten. Wenn der Versuch erfolgreich ist und die gesetzlichen Bestimmungen es zulassen, wird die Entschädigung vom Bund übernommen. Nach Artikel 112 des Mobilitätsreglements (MobR) können Linien oder Dienstleistungen im Versuchsbetrieb subventioniert werden, wenn:

- > sie zweckmässig oder innovativ sind;
- > keine bestehende Linie des öffentlichen Verkehrs erheblich konkurrenzieren;
- > aller Voraussicht nach mittelfristig die Minimalanforderungen an Auslastung und Kostendeckung erreichen.

3 Analyse der Pendler- und Schülerströme in den Regionen Broye und Saane-West²

Die Schaffung einer neuen Linie des RPV hängt von ihrem Nutzungspotenzial ab, damit sie den in Kapitel 2 dargestellten Mindestanforderungen des Bundes an die Wirtschaftlichkeit entsprechen kann. Die Analyse der Pendler- und Schülerbewegungen erlaubt eine Abschätzung dieses Potenzials.

Alle Schülerinnen und Schüler der Sekundarstufe 1 des betrachteten Gebiets werden mit öffentlichen Verkehrsmitteln zur Orientierungsschule (OS) Saane West in Avry oder, für Schülerinnen und Schüler aus Grandsivaz und Montagny, zur OS La Broye in Cugy befördert. Für die Sekundarstufe 2 bestehen ebenfalls Verbindungen des öffentlichen Verkehrs zu den Kollegien der Stadt Freiburg und zum Gymnasium der Broye (GYB) in Payerne. Grundsätzlich gibt

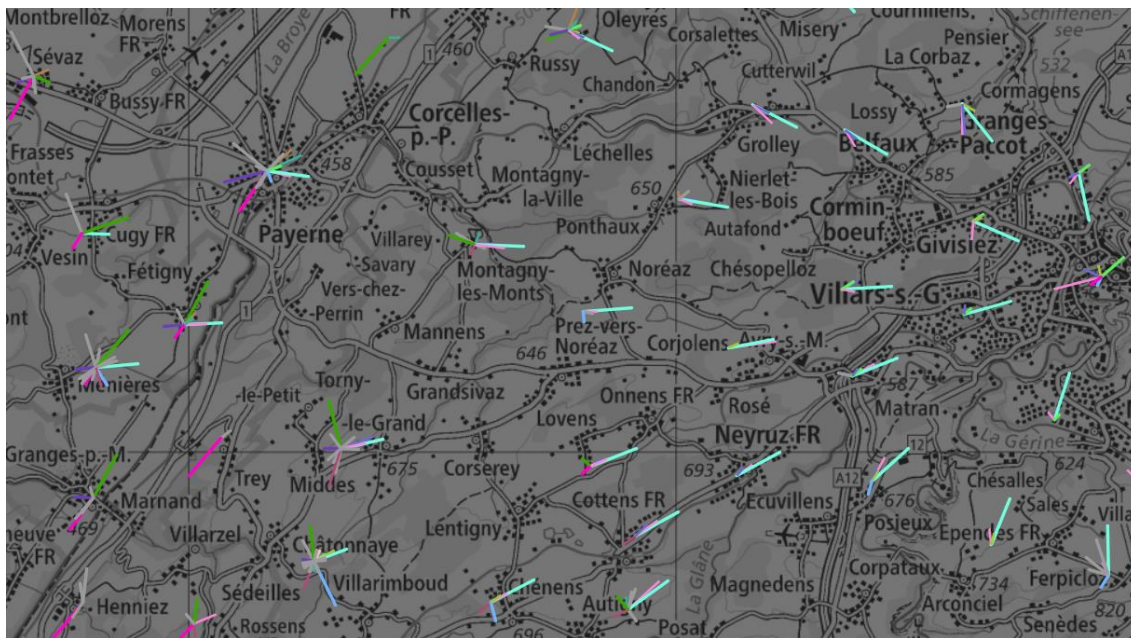
¹ Diese Linien werden im kantonalen Plan des öffentlichen Verkehrs, der gegenwärtig in Erarbeitung ist, festgelegt; das Mobilitätsgesetz sieht für dessen Erstellung eine Frist von drei Jahren vor. Die Umsetzung dieser Art von Angebot ist abhängig von den im Staatshaushalt zur Verfügung stehenden Mittel.

² Die Region Saane-West umfasst Matran, Avry, Prez, Neyruz, Cottens, Chénens, Autigny, La Brillaz und Ponthaux.

es keinen Schülertransport zwischen den Regionen Saane-West und Broye. Das Potenzial an Schülerinnen und Schülern, die eine Buslinie zwischen diesen beiden Regionen nutzen würden, ist daher vernachlässigbar.

Die Abschätzung des Pendlerpotenzials³ basiert auf den Daten der Strukturhebung 2018–2022 des Bundes⁴. Diese zeigen, dass rund 130 Personen pro Wochentag aus den Gemeinden Avry, Prez und La Brillaz nach Payerne pendeln. Mit Estavayer erhöht sich die geschätzte Gesamtzahl auf 180 Pendlerinnen und Pendler. Der Anteil der mit öffentlichen Verkehrsmitteln zurückgelegten Kilometer liegt im Kanton Freiburg zwischen 15 und 20 %. Das Potenzial für eine Busverbindung zwischen dem westlichen Saanebezirk und der Broye kann somit auf 30 bis 40 Personen pro Tag geschätzt werden. Diese Zahlen berücksichtigen nicht die angrenzenden Gemeinden, die nicht direkt von einer Linie zwischen diesen beiden Regionen bedient würden. Die Konkurrenzfähigkeit des öffentlichen Verkehrs gegenüber dem Strassenverkehr ist jedoch viel geringer, wenn ein Umsteigen erforderlich ist und der Strassenverkehr zwar dicht, aber flüssig ist, wie dies bei der Einfahrt nach Payerne oder Estavayer der Fall ist. Das Pendlerpotenzial für eine Buslinie zwischen diesen beiden Regionen ist daher gering.

Im Gegensatz zu den anderen Regionen des Kantons, insbesondere der Region Saane-West, aus denen sich die Pendlerinnen und Pendler hauptsächlich in die Agglomeration Freiburg begeben, ist die Broye durch multidirektionale Pendlerströme gekennzeichnet, wie die folgende Karte zeigt.



Pendlerströme nach Verkehrsmittel (gemäss Daten der Strukturhebung 2018–2022). Die Balken zeigen die Richtung der Ströme: blau-grün Freiburg, rosa Lausanne, dunkelgrün Payerne, blau Bulle, hellgrün Bern, hellrosa Villars-sur-Glâne.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass aufgrund der fehlenden Schülerströme und der begrenzten Zahl von Pendlerinnen und Pendlern das Nutzungspotenzial einer RPV-Linie, die die Regionen Saane-West und Broye verbindet, gering ist.

³ Definition des Bundesamts für Statistik des Begriffs Arbeitspendler/-in: «Erwerbstätige Person ab 15 Jahren, die einen fixen Arbeitsort ausserhalb ihres Wohngebäudes hat. Nicht zu den Arbeitspendler/-innen zählen somit zu Hause Arbeitende sowie Erwerbstätige, die keinen fixen Arbeitsort aufweisen (z. B. Vertreter/-innen).»

⁴ Die Strukturhebung (SE) ist Teil des Volkszählungssystems. Bei der Strukturhebung befragt das Bundesamt für Statistik einen kleinen Teil der Bevölkerung schriftlich. Die Strukturhebung wird im Rahmen des neuen Systems der jährlichen Volkszählung realisiert. Hauptaugenmerk dieser Erhebung ist die Beobachtung der sozioökonomischen und der soziokulturellen Strukturen der Bevölkerung in der Schweiz.

4 Entwicklung des Angebots in der Region Saane-West

4.1 Aktuelles Angebot

Das Angebot des RPV in der Region Saane-West, das zum Fahrplanwechsel 2016 (Dezember 2015) erweitert und optimiert wurde, hat als Rückgrat die RER-Linie Lausanne–Romont–Fribourg/Freiburg–Yverdon-les-Bains, die im Halbstundentakt verkehrt. Seit dem 15. Dezember 2024 (Fahrplan 2025) verkehren die Züge der RER-Linie Fribourg/Freiburg–Romont bis Lausanne und sind mit den Zügen der RER-Linie Fribourg/Freiburg–Yverdon-les-Bains gekoppelt⁵. Sie bedienen insbesondere die Bahnhöfe Rosé (Haltestelle Avry-Matran ab Dezember 2025), Villars-sur-Glâne, Payerne und Estavayer-le-Lac im Halbstundentakt und ermöglichen so eine umsteigefreie Verbindung zwischen der Region Saane-West und der Region Broye. Dieses neue Angebot entspricht teilweise dem Postulat der Grossräte Bonny und Brönnimann. Neben dieser Bahnverbindung wurden auf den Fahrplanwechsel 2025 weitere Verbesserungen zugunsten dieser beiden Regionen eingeführt:

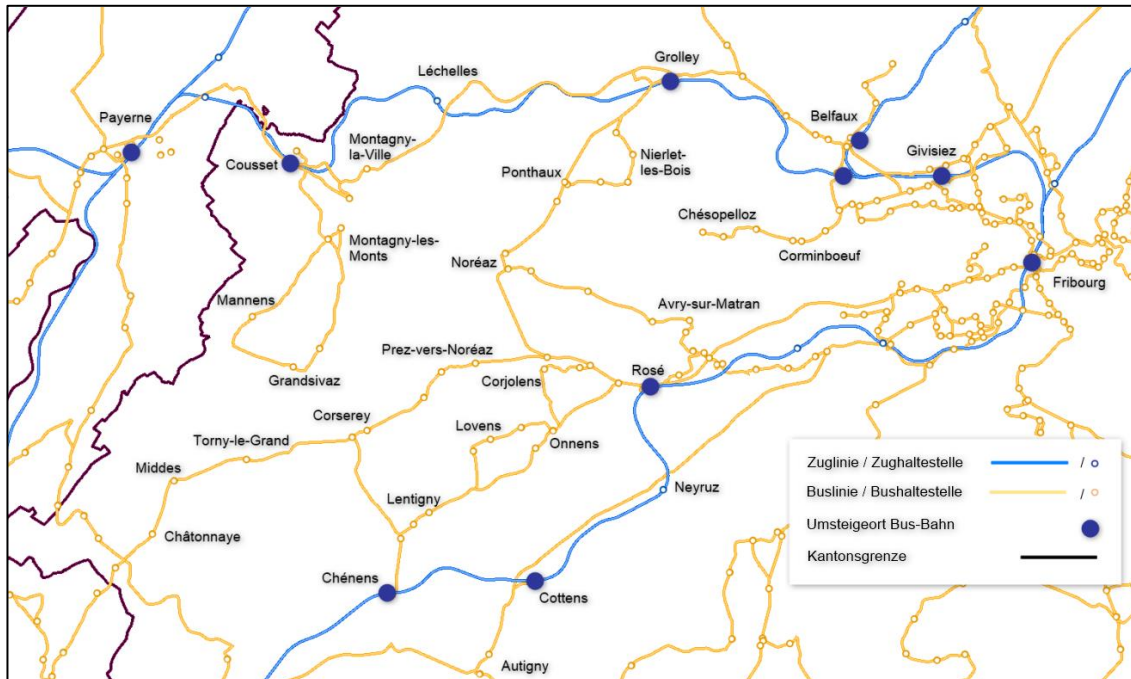
- > Die Buslinie 20.334 Cousset–Montagny–Mannens erhielt drei zusätzliche Kurspaare.
- > Die Busse der Linie 11 der Agglo Freiburg, die die Kantonshauptstadt mit Rosé verbindet, verkehren im Viertelstundentakt zwischen Freiburg und Avry-Centre (Fahrplan 2025).

Wie die Abbildung unten zeigt, gehen die Passagierströme hauptsächlich in Richtung Agglomeration Freiburg und Avry, was auf die Präsenz der Orientierungsschule Saane-West zurückzuführen ist, die von zahlreichen Schülerinnen und Schülern besucht wird. Die Buslinien, die diese Region bedienen, haben daher in der Regel folgende Ausgangs- und Endstationen:

- > den Bahnhof Rosé, wo die Passagiere auf die RER Lausanne–Romont–Fribourg/Freiburg–Yverdon-les-Bains umsteigen können;
- > den Bushof Freiburg, wo die Passagiere eine Buslinie der Agglomeration Freiburg oder einen der vielen Züge, die den Bahnhof Fribourg/Freiburg bedienen, nehmen können;
- > in geringerem Mass den Bahnhof Grolley, wo die Passagiere auf die RER-Linie Lausanne–Romont–Fribourg/Freiburg–Yverdon-les-Bains umsteigen können.

Die von den Grossräten David Bonny und Charles Brönnimann in ihrem Postulat erwähnten Ortschaften Corjolens, Onnens, Noréaz, Prez-vers-Noréaz, Corserey, Lovens, Lentigny, Montagny und Grandsivaz liegen an der RER-Linie Lausanne–Romont–Fribourg/Freiburg–Yverdon-les-Bains. Sie werden von Buslinien bedient, die je nach Hauptreiseziel mit dem Bahnnetz verbunden sind. Mit Ausnahme von Montagny und Grandsivaz, die auf Payerne und Freiburg ausgerichtet sind, sind die anderen Orte mit dem Bahnhof Rosé verbunden, wo man umsteigen kann, um nach Freiburg zu gelangen. Das Dorf Noréaz ist per Bus mit den Bahnhöfen Rosé und Grolley verbunden und bietet ausgezeichnete Anschlüsse mit der Bahn sowohl nach Freiburg als auch nach Payerne und Estavayer-le-Lac.

⁵ Zuvor waren sie mit denen der RER-Linie Fribourg/Freiburg–Ins(–Neuchâtel) gekoppelt.



Schema mit den öffentlichen Verkehrslinien, die die Region Saane-West und einen Teil der Broye bedienen

4.2 Einrichtung einer Buslinie zwischen der Region Saane-West und der Broye

Die Analyse in Kapitel 3 zeigt, dass das Nachfragepotenzial nicht ausreicht, um die Einrichtung einer Buslinie zwischen Freiburg (und/oder Villars-sur-Glâne) und Estavayer oder zwischen Rosé und Payerne zu rechtfertigen. Es ist in der Tat unwahrscheinlich, dass eine solche Linie langfristig die Anforderungen des MobR «an Auslastung und Kostendeckung» für die Subventionierung einer Versuchslinie erfüllt. Das MobR legt zudem fest, dass eine solche Linie keine bestehende Linie des öffentlichen Verkehrs erheblich konkurrenzieren darf; eine Buslinie zwischen Freiburg und Estavayer würde jedoch die Eisenbahnlinie Lausanne–Romont–Fribourg/Freiburg–Estavayer-le-Lac–Yverdon-les-Bains konkurrenzieren.⁶ Dieses geringe Potenzial und diese Konkurrenz machen es für den Kanton schwierig, eine solche Linie als Personenverkehr von kantonalem Interesse einzurichten.

4.3 Angebotsentwicklungen

Für Dezember 2025 (Fahrplan 2026) sind in der Region Saane-West weitere Angebotsverbesserungen geplant:

- > Die Bahnhaltestelle Avry-Matran wird in Betrieb genommen werden und wird es ermöglichen, den Umstieg auf einen Bus für viele Schülerinnen und Schüler der OS Saane West zu vermeiden (Fahrplan 2026).
- > Folgende Buslinien werden ausgebaut und systematisch bis zur Haltestelle Avry-Matran verlängert werden (Fahrplan 2026): 20.339 Avry–Rosé–Chénens (drei zusätzliche Kurspaare von Montag bis Freitag), 20.340 Rosé–Grolley (zwei zusätzliche Kurspaare am Samstag), 20.460 Romont FR–Villaz-Saint-Pierre–Sédeilles–Rosé–Avry Centre (zwei zusätzliche Kurspaare am Samstag) und 20.462 Romont FR–Sédeilles–Rosé–Avry Centre (zwei zusätzliche Kurspaare am Samstag).

In der Agglomeration Freiburg ist die Einrichtung einer neuen Buslinie vorgesehen, die Avry-sur-Matran, Rosé und die verschiedenen Arbeitszonen in diesem Sektor miteinander verbindet, sobald die Sanierung des Autobahnanschlusses Matran abgeschlossen ist (Fahrplan 2028). Insbesondere mit der Einrichtung eines zusätzlichen Gleises in Rosé wird es möglich sein, den Viertelstundentakt zwischen der neuen Haltestelle Avry-Matran und Freiburg einzuführen. Diese Angebotserweiterung war für den Fahrplanwechsel 2028 vorgesehen, doch wird das Verfahren durch Einsprachen blockiert, weshalb dieses Angebot auf einen späteren Zeitpunkt verschoben werden muss. Zur Überbrückung werden

⁶ Siehe Kapitel 2.

Alternativen geprüft. Dies wird der letzte Schritt zur Einführung des Viertelstundentakts in der Agglomeration Freiburg sein.

Darüber hinaus haben Diskussionen innerhalb der Arbeitsgruppe Saane-West⁷ und mit der Gemeinde Montagny gezeigt, dass eine Änderung und Verlängerung der Linie 20.334 Cousset–Montagny–Mannens sinnvoll ist, um eine Verbindung Cousset–Montagny–Corjolens Bif, Mannens–Grandsivaz–Prez–Avry-sur-Matran zu schaffen. Dadurch wird es möglich sein, in Cousset oder an der zukünftigen Haltestelle Avry-Matran auf die Regionalzüge der RER-Linie Lausanne–Fribourg/Freiburg–Yverdon-les-Bains umzusteigen. Die technische Machbarkeit wird derzeit geprüft.

5 Schlussfolgerung

Die Analyse der Pendler- und Schülerbewegungen in der Region Saane-West und in der Broye sowie der Grundsatz, öffentliche Verkehrslinien nicht zu konkurrenzieren, um deren Nutzung nicht zu verringern, verunmöglichen derzeit die Einführung einer neuen Buslinie, die diese beiden Regionen verbindet. Die Verlängerung der Regionalzüge Romont–Fribourg/Freiburg bis Yverdon-les-Bains bietet jedoch eine direkte Bahnverbindung zwischen diesen beiden Regionen und entspricht damit teilweise dem Vorschlag der Grossräte Bonny und Brönnimann. Diese Linie wird bis Lausanne verlängert werden und so auch der Region Saane-West eine direkte Bahnverbindung mit der Genferseeregion bieten. Darüber hinaus würde die Umsetzung des Projekts zur Änderung der Linie 20.334 Cousset–Montagny–Mannens und deren Verlängerung bis zur künftigen Haltestelle Avry-Matran ebenfalls eine Verbindung zwischen der Broye und der Region Saane-West schaffen.

Wir ersuchen Sie, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen.

⁷ Besteht aus der Oberamtfrau des Saanebezirks sowie aus Vertreterinnen und Vertretern der Gemeinden, der Unternehmen des öffentlichen Verkehrs und des Amts für Mobilität.

Rapport 2025-DIME-32

11 mars 2025

— Une meilleure desserte en transports publics entre la Sarine et la Broye

Nous avons l'honneur de vous soumettre le rapport sur le Postulat 2020-GC-211 déposé par les députés David Bonny et Charles Brönnimann le 18 décembre 2020 et accepté par le Grand Conseil le 25 juin 2021 par 87 voix contre 0.

Le présent rapport s'articule comme suit :

Table des matières

1	Introduction	2
2	Conditions pour mettre en place ou développer une offre de transports publics	2
3	Analyse des déplacements pendulaires et d'élèves dans la Broye et la région de Sarine Ouest	3
4	Développement de l'offre dans la région de Sarine Ouest	5
4.1	Offre actuelle	5
4.2	Mise en place d'une ligne de bus entre la région de Sarine Ouest et la Broye	6
4.3	Développements de l'offre	6
5	Conclusion	7

1 Introduction

Dans le postulat *Une meilleure desserte en transports publics entre la Sarine et la Broye*, les députés David Bonny et Charles Brönnimann demandent qu'une étude sur l'introduction d'une ligne de transports publics reliant Fribourg (et/ou Villars-sur-Glâne) à Estavayer-le-Lac ou Rosé à Payerne soit réalisée par le Conseil d'Etat. Cette ligne devrait pouvoir être empruntée par « les habitants des villages qui habitent à proximité de cet axe, c'est-à-dire de Corjolens, Onnens, Noréaz, Corserey, Lovens, Lentigny et Montagny par exemple ».

Dans sa réponse du 11 mai 2021, qui propose d'accepter le postulat, le Conseil d'Etat précise, qu'étant donné le lien entre développement de l'offre en transports publics et fréquentation, l'étude comprendra une analyse des flux des pendulaires et des élèves et tiendra compte notamment :

- > de l'aménagement d'une nouvelle halte ferroviaire à Avry-Matran ;
- > du principe de non-concurrence avec les lignes ferroviaires Fribourg/Freiburg – Romont et Fribourg/Freiburg – Yverdon-les-Bains ou d'autres lignes de bus afin de ne pas entraîner une diminution de leur fréquentation.

Le présent rapport rappelle tout d'abord les conditions nécessaires à la mise en place et au développement d'une offre de transports publics. Il présente ensuite l'analyse des flux des pendulaires et des élèves dans la Broye et la région de Sarine Ouest, puis les changements et développements prévus dans cette région notamment en lien avec l'ouverture de la nouvelle halte ferroviaire Avry-Matran en décembre 2025.

2 Conditions pour mettre en place ou développer une offre de transports publics

Les lignes de transport régional de voyageurs (TRV) sont généralement commandées et indemnisées par le canton et la Confédération. Les législations cantonales et fédérales règlent donc la mise en place d'une nouvelle ligne de TRV ou le développement d'une ligne existante et énumèrent les conditions.

Ainsi, l'article 7 de l'Ordonnance fédérale sur l'indemnisation et la présentation des comptes du trafic régional de voyageurs (OITRV) du 16 octobre 2024 stipule qu'une offre du TRV est reconnue et indemnisée par la Confédération avec les cantons si :

- a) la ligne a une fonction de desserte générale pendant toute l'année conformément à l'art. 5, al. 3, OTV, y compris les offres de prestations saisonnières ou fournies certains jours de la semaine afin de compléter la desserte ;
- b) des sections de ligne situées à l'étranger servent surtout au trafic suisse ou, pour les lignes ferroviaires, la gare frontière se situe à l'étranger ;
- c) la ligne présente une rentabilité minimale et au moins la demande visée à l'art. 8, al. 2 ;
- d) les prescriptions des commanditaires concernant la qualité et la sécurité de l'offre de prestations et le statut des employés sont respectées ;
- e) le service direct selon l'art. 16 LTV est assuré ;
- f) l'offre de prestations fait l'objet d'une concession, d'une autorisation telle que visée à l'art. 8 LTV ou d'une convention internationale.

Cet article précise que l'Office fédéral des transports (OFT) « fixe dans une directive les conditions de la rentabilité minimale des ligne ». La *Directive sur la rentabilité minimale dans le trafic régional de voyageurs (TRV)* lie donc la cadence d'une ligne de transports publics à son degré de couverture des coûts par la vente de titres de transport.

Elle distingue deux catégories d'offre :

1. Desserte de base par bus jusqu'à la cadence horaire, par bus sur appel, prestations complémentaires au chemin de fer, offres du soir et de nuit ainsi que par installations de transport à câbles ; pour les bus il s'agit des lignes dont la cadence horaire ne dépasse pas 18 paires de courses journalières (lundi – vendredi) et qui représentent la seule ou la principale desserte d'au moins une localité de plus de 100 habitants ;
2. Autres lignes de bus et bus sur appel, autres installations de transport à câbles, lignes de chemins de fer et bateau.

Le degré minimal de couverture des coûts par les recettes de la première catégorie (desserte de base) est fixé à 10 % et celui de la deuxième à 20 %.

La nouvelle loi cantonale sur la mobilité (LMob), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023, mentionne quant à elle trois types d'offre de transports publics (art. 30) :

- > le TRV au sens de la législation fédérale et donc reconnu par la Confédération ;
- > le trafic de voyageurs d'intérêt cantonal, c'est-à-dire le transport de voyageurs à l'intérieur du canton de Fribourg qui présente un intérêt particulier pour le canton, mais qui n'est pas reconnu comme TRV par la Confédération ;
- > le trafic local qui assure la desserte fine des localités.

Le type d'offre « trafic de voyageurs d'intérêt cantonal » est une nouveauté introduite par la LMob. Cette catégorie intermédiaire permet au canton de financer et de commander des offres de transport public jugées importantes pour le canton, même si elles ne remplissent pas les critères fédéraux requis pour être reconnues comme du trafic régional cofinancé par la Confédération. Il comprend « des lignes de trafic local en site propre » et « des lignes qui permettent de remplir les objectifs du plan cantonal des transports publics » en cours d'élaboration (LMob art. 152 al. 2).¹

En outre, la LMob prévoit à l'article 185 la possibilité d'un financement par l'Etat de lignes ou de prestations à l'essai jusqu'à 55 % des coûts d'exploitation non couverts par les recettes, ce dans les limites des disponibilités budgétaires. Si l'essai est concluant et que les dispositions légales le permettent, l'indemnisation est prise en charge avec la Confédération. L'article 112 du Règlement sur la mobilité (RMob) précise les conditions du subventionnement des lignes ou prestations à l'essai :

- > elles sont opportunes ou innovantes ;
- > elles ne concurrencent aucune ligne existante des transports publics de manière importante; et
- > il est vraisemblable que les exigences minimales relatives à l'utilisation et à la couverture des coûts seront atteintes à terme.

3 Analyse des déplacements pendulaires et d'élèves dans la Broye et la région de Sarine Ouest²

La création d'une nouvelle ligne du TRV dépend donc de son potentiel d'utilisation afin qu'elle soit susceptible de répondre aux exigences de rentabilité minimale de la Confédération présentées au chapitre 2. L'analyse des déplacements pendulaires et des élèves permet une évaluation de ce potentiel.

L'entier des élèves du secondaire I du périmètre considéré est acheminé en transports publics vers les écoles du Cycle d'orientation (CO) de Sarine Ouest à Avry ou, pour les élèves domiciliés à Grandsivaz ou Montagny, du CO de la Broye à Cugy. Au niveau secondaire II, il existe également des liaisons vers les collèges de Fribourg et le Gymnase intercantonal de la Broye (GYB) à Payerne permettant aux élèves de s'y rendre en transports publics. Il n'y a en

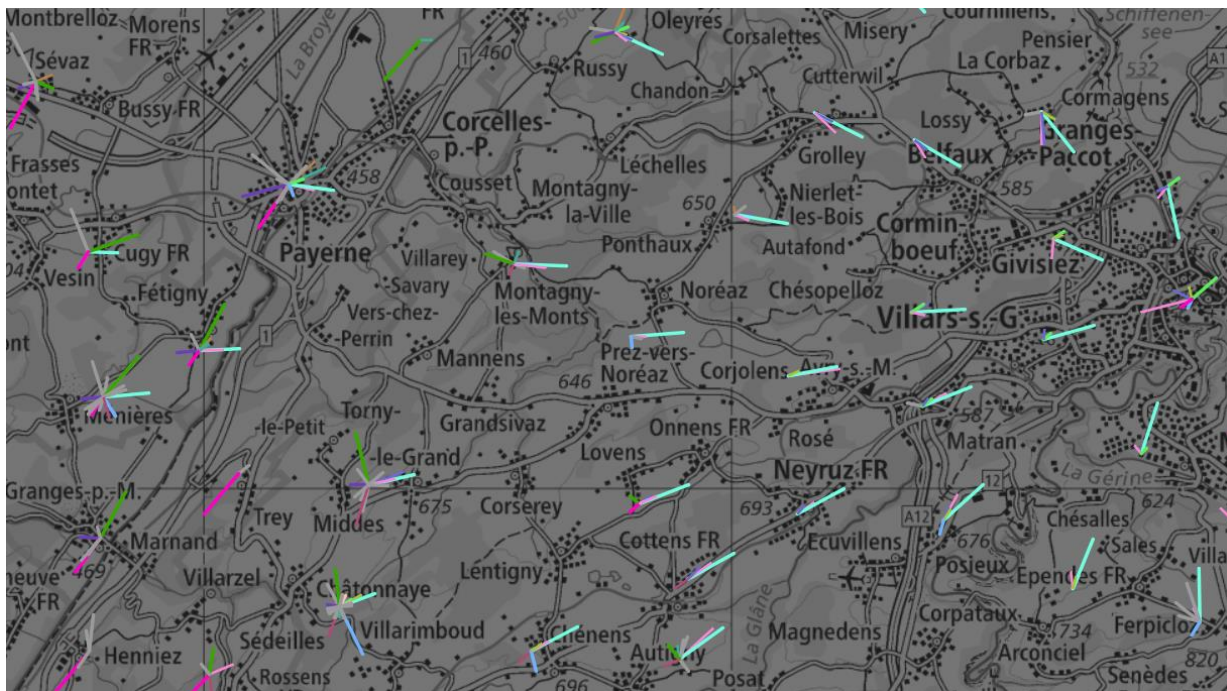
¹ Ces lignes seront définies dans le cadre de l'établissement du plan cantonal des transports ; la LMob prévoit un délai de 3 ans pour l'établir. La mise en place de ce type d'offre sera tributaire des disponibilités budgétaires.

² La région de Sarine-Ouest comprend : Matran, Avry, Prez, Neyruz, Cottens, Chénens, Autigny, La Brillaz, Ponthaux.

principe pas de déplacement d'élèves entre les secteurs de Sarine Ouest et la Broye. Le potentiel d'élèves utilisant une ligne de bus reliant ces deux régions est donc négligeable.

L'évaluation du potentiel constitué par les pendulaires³ se base sur les données du « relevé structurel » 2018-2022 de la Confédération⁴. Elles montrent qu'environ 130 personnes pendulent entre leur domicile et leur lieu de travail chaque jour de la semaine depuis les communes d'Avry, Prez et La Brillaz en direction de Payerne. En intégrant Estavayer, le total estimé monte à 180 pendulaires. La part des kilomètres parcourus par les habitantes et habitants du canton de Fribourg en transports publics se situe entre 15 et 20 %. On peut donc estimer que le potentiel de fréquentation d'une liaison bus entre Sarine Ouest et la Broye est de 30 à 40 personnes par jour. Ces chiffres ne tiennent pas compte des communes voisines qui ne seraient pas directement desservies par une ligne entre ces deux secteurs. Toutefois, les transports publics sont beaucoup moins concurrentiels à la route si un transbordement est nécessaire et que, comme c'est le cas en entrée de Payerne ou d'Estavayer, le trafic routier bien que dense reste fluide. Le potentiel de pendulaires utilisant une ligne de bus reliant ces deux régions est donc faible.

A noter aussi que la Broye se caractérise par des flux pendulaires multidirectionnels, contrairement à d'autres régions du canton, notamment Sarine Ouest où la destination prépondérante est l'agglomération de Fribourg comme le montre la carte ci-dessous.



Flux pendulaires, indépendamment du mode de transport (basé sur les données du relevé structurel 2018-2022). Les barres indiquent les directions des flux à un endroit donné : bleu-vert Fribourg, rose Lausanne, vert foncé Payerne, , bleu Bulle, vert clair Berne, rose pâle Villars-sur-Glâne.

En résumé, du fait de l'absence de flux scolaires et du nombre limité de pendulaires, le potentiel d'utilisation d'une ligne TRV reliant la région de Sarine Ouest et la Broye s'avère faible.

³ Définition de l'Office fédéral de la statistique du terme pendulaire : « Personne active occupée de 15 ans et plus ayant un lieu de travail fixe situé hors de son bâtiment d'habitation. N'en font donc pas partie les personnes travaillant à leur domicile et les actifs occupés qui n'ont pas de lieu de travail fixe (par ex. les représentants commerciaux) ».

⁴ Le relevé structurel (RS) est un élément du recensement fédéral de la population. Il est réalisé par écrit auprès d'un échantillon de la population. Le relevé structurel (RS) est réalisé dans le cadre du nouveau système de recensement annuel de la population. Il vise avant tout l'observation des structures socioéconomiques et socioculturelles de la population en Suisse.

4 Développement de l'offre dans la région de Sarine Ouest

4.1 Offre actuelle

L'offre du TRV dans la région de Sarine Ouest, qui avait été étoffée et optimisée lors du changement d'horaire 2016 (décembre 2015), s'articule autour de la ligne RER Lausanne - Romont - Fribourg/Freiburg - Yverdon-les-Bains qui bénéficient de la cadence à la demi-heure. En effet, depuis le 15 décembre 2024 (horaire 2025) les trains de la ligne RER Fribourg/Freiburg - Romont circulent jusqu'à Lausanne et sont couplés aux trains de la ligne RER Fribourg/Freiburg - Yverdon-les-Bains⁵; ils desservent notamment les gares de Rosé (halte d'Avry-Matran dès décembre 2025), Villars-sur-Glâne, Payerne et Estavayer-le-Lac à la cadence 30 minutes et permettent donc de relier sans changement la région de Sarine Ouest à la Broye. Cette nouvelle offre répond partiellement au postulat des députés Bonny et Brönnimann. Outre cette liaison ferroviaire d'autres améliorations bénéficiant à ces deux régions ont été introduites lors du changement d'horaire 2025 :

- > la ligne 20.334 Cousset – Montagny – Mannens bénéficie de trois paires de courses supplémentaires,
- > les bus de la ligne 11 de l'agglomération de Fribourg qui relie la capitale du canton et Rosé, circulent à la cadence 15 minutes entre Fribourg et Avry-Centre (horaire 2025).

Comme le montre le schéma ci-dessous, les flux de voyageurs s'orientent principalement vers l'agglomération de Fribourg et vers Avry en raison de la présence du CO de Sarine Ouest. Les lignes de bus desservant cette région ont donc généralement comme point d'arrivée et de départ

- > la gare de Rosé, où les passagers peuvent transborder sur les trains RER Lausanne - Romont - Fribourg/Freiburg - Yverdon-les-Bains,
- > la gare routière de Fribourg, où ils peuvent emprunter un bus de l'Agglomération de Fribourg ou une correspondance sur l'un des nombreux trains desservant la gare de Fribourg/Freiburg,
- > dans une moindre mesure, la halte ferroviaire de Grolley, où ils peuvent emprunter un des trains de la ligne RER Lausanne - Romont - Fribourg/Freiburg - Yverdon-les-Bains.

Les localités mentionnées par les députés David Bonny et Charles Brönnimann dans leur postulat, à savoir Corjolens, Onnens, Noréaz, Prez-vers-Noréaz, Corserey, Lovens, Lentigny, Montagny et Grandsivaz, se situent sur la ligne RER Lausanne - Romont - Fribourg/Freiburg- Yverdon-les-Bains. Elles sont desservies par des lignes de bus rabattues sur le réseau ferroviaire en fonction des destinations principales des déplacements. A l'exception de Montagny et Grandsivaz, qui sont orientées vers Payerne et Fribourg, les autres localités sont reliées à la gare de Rosé, où il est possible de transborder pour se rendre à Fribourg. Le village de Noréaz est relié par bus à la gare de Rosé et à celle de Grolley avec d'excellentes correspondances ferroviaires tant vers Fribourg que vers Payerne et Estavayer-le-Lac.

⁵ Auparavant ils étaient couplés à ceux de la ligne RER Fribourg/Freiburg – Ins (-Neuchâtel).

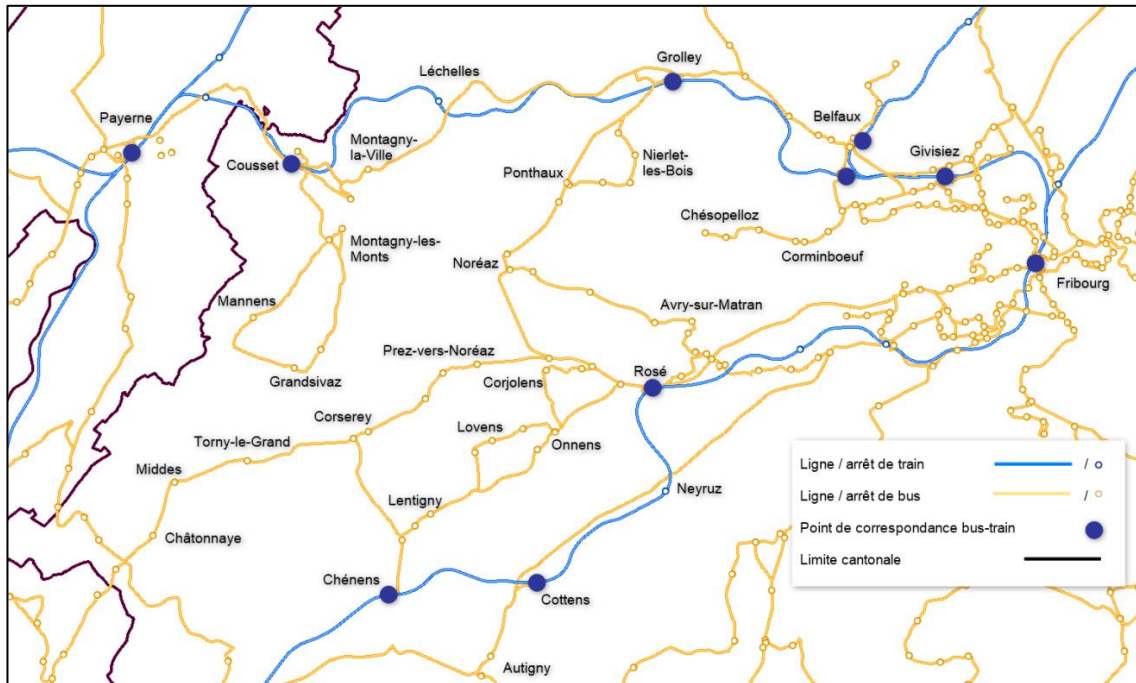


Schéma avec les lignes de transports publics desservant la région de Sarine Ouest et une partie de la Broye

4.2 Mise en place d'une ligne de bus entre la région de Sarine Ouest et la Broye

L'analyse présentée au chapitre 3 montre que le potentiel de fréquentation est insuffisant pour justifier la création d'une ligne de bus entre Fribourg (et/ou Villars-sur-Glâne) et Estavayer ou entre Rosé et Payerne. En effet, il est peu vraisemblable qu'une telle ligne remplisse à terme les exigences du RMob « relatives à l'utilisation et à la couverture des coûts » pour le subventionnement d'une ligne d'essai. Ce règlement stipule également qu'une telle ligne ne doit pas concurrencer une ligne existante de manière importante ; or une ligne de bus entre Fribourg et Estavayer entrerait en concurrence avec la ligne ferroviaire Lausanne – Romont - Fribourg/Freiburg – Estavayer-le-Lac – Yverdon-les-Bains.⁶ Ce faible potentiel et cette concurrence rendent également la mise en place par le canton d'une telle ligne en tant que trafic de voyageurs d'intérêt cantonal difficilement envisageable.

4.3 Développements de l'offre

De nouvelles améliorations de l'offre sont prévues dans la région de Sarine Ouest en décembre 2025 (horaire 2026) :

- > La halte ferroviaire d'Avry-Matran sera mise en fonction et permettra de supprimer le transbordement sur un bus de nombreux élèves du CO de Sarine Ouest (horaire 2026) ;
- > Les lignes de bus suivantes seront développées et systématiquement prolongées jusqu'à la halte d'Avry-Matran (horaire 2026): 20.339 Avry - Rosé – Chénens (trois paires de courses supplémentaires du lundi au vendredi), 20.340 Rosé – Grolley (deux paires de courses supplémentaires le samedi), 20.460 Romont FR - Villaz-St-Pierre - Sédeilles - Rosé - Avry Centre (deux paires de courses supplémentaires le samedi), et 20.462 Romont FR - Sédeilles - Rosé - Avry Centre (deux paires de courses supplémentaires le samedi).

Des réflexions sont également en cours au niveau de l'Agglomération de Fribourg pour mettre en place, dès que le réaménagement de la jonction autoroutière de Matran sera terminé, une nouvelle ligne de bus reliant Avry-sur-Matran, Rosé et les différentes zones d'activités de ce secteur (horaire 2028). Surtout, l'aménagement d'une voie de rebroussement à Rosé, permettra l'introduction de la cadence 15 minutes entre la nouvelle halte d'Avry-Matran et Fribourg. Cette augmentation de l'offre était planifiée pour le changement d'horaire 2028, mais la procédure est bloquée par des oppositions, repoussant ainsi cette offre à plus tard. Dans l'intervalle des alternatives sont en cours

⁶ Voir chapitre 2.

d'analyse pour anticiper cette offre. Il s'agira de la dernière étape de la mise en place du ¼ d'heure ferroviaire dans l'agglomération de Fribourg.

Par ailleurs des discussions au sein du groupe de travail Sarine Ouest⁷ et avec la commune de Montagny ont montré l'intérêt d'une modification et une extension du parcours de la ligne 20.334 Cousset – Montagny - Mannens afin de créer une liaison Cousset – Montagny - Corjolens Bif, Mannens – Grandsivaz – Prez - Avry-sur-Matran. Cela permettra de transborder à Cousset ou à la future halte de Avry-Matran sur les trains régionaux de la ligne RER Lausanne – Fribourg/Freiburg – Yverdon-les-Bains. La faisabilité technique est en cours de vérification.

5 Conclusion

L'analyse des déplacements des pendulaires et des élèves dans la région de Sarine Ouest et dans la Broye ainsi que le principe de non-concurrence entre les lignes de transports publics afin de ne pas entraîner la diminution de leur cadence, font que l'introduction d'une nouvelle ligne de bus reliant ces deux régions n'est pas concevable actuellement. Toutefois le prolongement des trains régionaux Romont – Fribourg/Freiburg jusqu'à Yverdon-les-Bains offre une liaison ferroviaire directe entre ces deux régions, répondant ainsi partiellement à la proposition des députés Bonny et Brönnimann. Ce train sera prolongé jusqu'à Lausanne et offrira également à la région de Sarine-Ouest une liaison ferroviaire directe avec l'arc lémanique. Par ailleurs, la réalisation du projet de modification du trajet de la ligne 20.334 Cousset – Montagny - Mannens et de son prolongement jusqu'à la future halte ferroviaire d'Avry-Matran créerait également un lien entre la Broye et la région de Sarine Ouest.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte du présent rapport.

⁷ Formé de la préfète de la Sarine, de représentant-es des communes, des entreprises de transport et du Service de la mobilité.

AnnexeAnhang

GRAND CONSEIL

2025-DSAS-36

Rapport d'activité :
Rapport d'activité 2024 de l'Etablissement cantonal des
assurances sociales (ECAS)

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Riedo

Membres : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas
Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel
Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel
Schumacher, Julien Vuilleumier

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en
matière sur ce projet de rapport d'activité.

Vote final

Par 13 voix contre 0 et 0 abstention (2 membres sont excusés), la
commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de rapport
d'activité selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 30 avril 2025

GROSSER RAT

2025-DSAS-36

Tätigkeitsbericht :
Tätigkeitsbericht Kantonale Versicherungsanstalt KVSA
2024

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Bruno Riedo

Mitglieder : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas
Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel
Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel
Schumacher, Julien Vuilleumier

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen
Tätigkeitsberichtsentswurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 13 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (2 Mitglieder sind entschuldigt)
beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Tätigkeitsbericht in
der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 30. April 2025

Annexe

GRAND CONSEIL

2025-DSAS-37

Rapport d'activité :
Hôpital fribourgeois (HFR) - Rapport d'activité 2024

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Riedo

Membres : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel Schumacher, Julien Vuilleumier

Prendre acte

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil de prendre acte de ce rapport d'activité.

Le 30 avril 2025

Anhang

GROSSER RAT

2025-DSAS-37

Tätigkeitsbericht:
Freiburger Spital (HFR) - Jahresbericht 2024

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Bruno Riedo

Mitglieder : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel Schumacher, Julien Vuilleumier

Kenntnisnahme

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen.

Den 30. April 2025

Annexe

GRAND CONSEIL

2025-DSJS-61

Rapport et comptes :
Office de la circulation et de la navigation OCN - rapport
de gestion 2024

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Riedo

Membres : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas
Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel
Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel
Schumacher, Julien Vuilleumier

Prendre acte

La Commission prend acte de ce rapport et de ces comptes et invite le
Grand Conseil à en faire autant.

Le 14 avril 2025

Anhang

GROSSER RAT

2025-DSJS-61

Bericht und Rechnung:
Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt OCN -
Geschäftsbericht 2023

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Bruno Riedo

Mitglieder : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas
Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel
Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Jean-Daniel
Schumacher, Julien Vuilleumier

Kenntnisnahme

Die Kommission nimmt diesen Bericht und diese Rechnung zur Kenntnis
und lädt den Grossen Rat ein, es ihr gleichzutun.

Den 14. April 2025

Annexe

GRAND CONSEIL

2025-GC-106

Rapport annuel 2024 - Conseil de la magistrature
Propositions de la Commission de justice

Présidence : Bertrand Morel

Membres : Christophe Chardonens, Francine Defferrard, Sandra Lepori,
David Papaux, Daphné Roulin, Alizée Rey

La Commission de justice

prend acte

du rapport annuel 2024 du Conseil de la magistrature et invite le Grand
Conseil à en faire de même.

Catégorisation du débat

La Commission de justice propose au Bureau que l'objet soit traité par le
Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 7 mai 2025

Anhang

GROSSER RAT

2025-GC-106

Jahresbericht 2024 - Justizrat
Antrag der Justizkommission

Präsidium: Bertrand Morel

Mitglieder: Christophe Chardonens, Francine Defferrard, Sandra Lepori,
David Papaux, Daphné Roulin, Alizée Rey

Die Justizkommission

nimmt Kenntnis

vom Jahresbericht 2024 des Justizrats und lädt den Grossen Rat ein,
dasselbe zu tun.

Kategorie der Behandlung

Die Justizkommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom
Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 7. Mai 2025

Tätigkeitsbericht 2025-GC-14

30. Januar 2025

**der IPK-GYB an die Parlamente der Kantone
Freiburg und Waadt für das Jahr 2024**

Die Interparlamentarische Aufsichtskommission über das Interkantonale Gymnasium der Region Broye (IPK-GYB), der folgende Grossrätinnen und Grossräte angehören

> Freiburger Delegation

Grandgirard Pierre-André, Lauber Pascal, Raetzo Tina, Robatel Pauline, Rodriguez Rose-Marie (Delegationsleiterin), Sudan Stéphane, Thévoz Ivan

> Waadtländer Delegation

Keller Vincent, Mocchi Alberto, Pedroli Sébastien, Radice Jean-Louis, Rapin Nicole (Delegationsleiterin), Rey-Marion Alette, Schneiter Thierry

> unter dem Präsidium von Grossrätin Rose-Marie Rodriguez,

übermittelt den Parlamenten der Kantone Freiburg und Waadt ihren Tätigkeitsbericht 2024 gemäss Artikel 15 Abs. 5 des Vertrags über die Mitwirkung der Parlamente an den interkantonalen Verträgen (ParlVer).

1. Gesetzlicher Auftrag

Gestützt auf ihren gesetzlichen Auftrag nach Artikel 73 der Interkantonalen Vereinbarung über die Schaffung und den Betrieb des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (CIGB) hat die interparlamentarische Kommission die koordinierte Aufsicht über das Gymnasium der Region Broye, insbesondere über das Budget und die Rechnung, ausgeübt.

Zur Wahrnehmung der Oberaufsicht hat die IPK-GYB im Jahr 2024 wie üblich zweimal getagt. Die erste Sitzung fand am 24. April 2024 (Rechnung 2023) und die zweite am 9. Oktober 2024 (Budget 2025) statt. Teilgenommen haben:

- Sylvie Bonvin-Sansonnens, Staatsrätin, Vorsteherin der Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten (BKAD) des Kantons Freiburg und Präsidentin des Rates des GYB für die Jahre 2024 und 2025,
- der Direktor des GYB Nicolas Fragnière,
- die Verwalterin des GYB, Géraldine Dafflon,

- François Piccand, Vorsteher des Amtes für Unterricht der Sekundarstufe 2 des Kantons Freiburg, und
- Lionel Éperon, Generaldirektor für nachobligatorischen Unterricht der DGEP des Kantons Waadt.

Die Fragen und die Gesuche um zusätzliche Informationen wurden zur vollen Zufriedenheit der Kommission beantwortet. Sie dankt allen Gesprächspartnerinnen und -partnern.

Das Sekretariat des Freiburger Grossen Rates führt das ständige Sekretariat der Plenarkommission.

2. Rechnung 2023

Bei einem Betriebsaufwand von 20'177'022 Franken schloss das Geschäftsjahr 2023 mit einer Differenz von Fr. 808'537.91 gegenüber dem Budget ab, nach Zuteilung von Fr. 50'877.70 an die Reserven.

Dieses Ergebnis ist auf die folgenden Hauptfaktoren zurückzuführen:

- Dank einer geringen Zunahme der Schülerzahlen blieb der Bestand der Lehrkräfte stabil, obwohl ein Anstieg angekündigt worden war.
- Zwei freie Stellen sind noch nicht besetzt worden: die eine in Informatik, die andere in Schulpsychologie.
- Die Energiekosten wurden gut gemeistert: Der befürchtete Preisanstieg erreichte nicht das budgetierte Ausmass, und die Sparmassnahmen wurden gut eingehalten.
- Die Kosten für die Anstellung eines Coachs für die Schaffung eines Unternehmens für die Geschäftspraxis konnten insbesondere dadurch in den Griff bekommen werden, dass eine Partnerorganisation des GYB einige externe Mandate übernahm.
- Die Zahl der Schülerinnen und Schüler, die in anderen Kantonen ausgebildet werden, ist nach einem Rekordjahr 2023 stark rückläufig.

Auf der Einnahmenseite stellten die Verantwortlichen des GYB einen leichten Anstieg bei den Mieten für die verschiedenen Räumlichkeiten und Parkplätze fest. Dagegen blieb die Vermietung des Restaurants im Gymnasium hinter den Erwartungen zurück. Schliesslich erwies sich die Subvention von Seiten des SBFI wie so oft als grosszügiger als der budgetierte Betrag.

Das Endergebnis ermöglichte es daher, die auf 5 % des Ergebnisses begrenzte Reserve aufzufüllen und den Kantonen Waadt und Freiburg den Restbetrag zu erstatten.

3. Budget 2025

Das Budget 2025 zeichnet sich durch einen Anstieg des Nettoaufwands um 4 % gegenüber dem Vorjahr auf einen Gesamtbetrag von 22'754'210 Franken aus. Diese Entwicklung wird von folgenden Faktoren verursacht:

- Anstieg der Personalkosten um 4,5 % aufgrund der Eröffnung von zwei Klassen im August 2024 und dann im August 2025 sowie aufgrund von Lohnmechanismen wie Stufenanstieg und Indexierung.
- Die Grundlage für die Berechnung der Energiekosten ist solider, da der Verbrauch nun vergleichbar ist: Die Erweiterung ist in Betrieb, die Solarpaneele produzieren, die Kraft-Wärme-Kopplung wurde abgeschaltet, und die Preise sind im Vergleich zu 2024 stabil geblieben.
- 2025 wird das Hauptgebäude 20 Jahre alt. Nach der Sanierung der Sporthalle im Jahr 2024 werden die Instandhaltungen 2025 fortgesetzt: Fassaden der Ferme de la Blancherie, Abdichtung, modulare elektrische Verbindungen und Austausch von Storen.

Im Budget 2025 steigt der Gesamtbestand der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des GYB (Verwaltung, Unterricht und schulergänzende Angebote) von 119,3 auf 120,6 VZÄ.

4. Fakten und Zahlen für das Jahr 2024

Die IPK-GYB erhielt anlässlich der beiden Sitzungen im Jahr 2024 zahlreiche Informationen über die Verwaltung und den Betrieb des GYB. Die folgenden Fakten und Zahlen sind besonders hervorzuheben:

- Bis Juni 2024 wurden in den verschiedenen angebotenen Ausbildungsgängen 335 Abschlusszeugnisse ausgestellt.
- Mehr als 90 % der Kandidatinnen und Kandidaten entschlossen sich, die Prüfungen gemäss einem digitalen Modell zu absolvieren. Die verwendete Plattform musste zahlreichen Tests unterzogen werden, um eine optimale Sicherheit und eine einfache und intuitive Bedienung zu gewährleisten.
- Zu Beginn des Schuljahres 2024-2025 waren 1310 Schülerinnen und Schüler am GYB eingeschrieben (Stand: 1. September 2024), die auf 61 Klassen verteilt sind. Die Schülerzahlen sind im Vergleich zum letzten Schuljahr leicht angestiegen (1286 Schülerinnen und Schüler in 59 Klassen im Schuljahr 2023-2024).
- 129 Lehrerinnen und Lehrer arbeiten am GYB. Dazu kommen 21 Personen, die dem Verwaltungspersonal angehören. 10 Praktikantinnen und Praktikanten und 2 Sprachassistentinnen (Deutsch und Englisch) gehören ebenfalls zum Personal.
- Infolge der Änderungen des SBB-Fahrplans ab dem 15. Dezember 2024 hat das GYB beschlossen, zum Wohl seiner Schülerinnen und Schüler seine Stundenpläne ebenfalls

zu ändern. So beginnt der Unterricht morgens später (08:15 Uhr) und endet abends sogar früher; eine Anpassung der Mittagspause macht das möglich.

- Im Oktober 2024 erhielt das GYB von der Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektorinnen und -direktoren (EDK) die offizielle Anerkennung des Bildungsgangs Fachmittelschule für die drei unterrichteten Berufsfelder Soziales, Pädagogik und Gesundheit. Diese Anerkennung bescheinigt die Qualität der Ausbildung und ermöglicht es den Schülerinnen und Schülern, ihre Ausbildung auf der nachfolgenden Stufe fortzusetzen. Ab 2025 wird das GYB die Anerkennung der verschiedenen Fachmaturitäten (Soziales, Gesundheit und Pädagogik) in Angriff nehmen.
- Am 4. Juli 2023 bestätigte der Rat des GYB die Installation von Überwachungskameras auf dem Gelände des Gymnasiums, damit insbesondere wiederholte Sachbeschädigungen (Littering, Tags) bekämpft werden können. Nachdem alle Genehmigungen (Personenrecht, Datenschutz) eingeholt worden waren, musste über die Information über den Einsatz dieser Kameras nachgedacht werden. Da ein Projekt zur Beschilderung des GYB im Gange ist, wurde beschlossen, diese Information in diese neue Beschilderung aufzunehmen. So ist die Videoüberwachung seit dem 25. Januar 2024 in Betrieb, und das GYB hat bereits einen starken Rückgang von Zwischenfällen festgestellt.

5. Weiterentwicklung der gymnasialen Maturität

Im September 2018 haben die EDK und das Eidgenössische Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung (WBF) eine Steuergruppe beauftragt, eine Bestandaufnahme zur gymnasialen Maturität zu erstellen und zu untersuchen, ob eine Aktualisierung des Rahmenlehrplans für Maturitätsschulen von 1994 sowie des Reglements der EDK vom 16. Januar 1995 über die Anerkennung von gymnasialen Maturitätsausweisen (MAR) und der Verordnung des Bundesrates vom 15. Februar 1995 (MAV) nötig ist. Die Steuergruppe wurde vom Generalsekretariat der EDK und vom Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI) geleitet.

Die Plenarversammlung der EDK hat den Bericht der Steuergruppe am 24. Oktober 2019 zur Kenntnis genommen und beschlossen, die Arbeiten fortzusetzen. Die wichtigsten Akteure (Schweizerische Mittelschulämterkonferenz, Konferenz Schweizerischer Gymnasialrektorinnen und Gymnasialrektoren, Verein Schweizerischer Gymnasiallehrerinnen und Gymnasiallehrer, Schweizerische Maturitätskommission und swissuniversities) haben sich eng koordiniert, um einen Entwurf für die Revision der gesetzlichen Grundlagen für die Anerkennung von gymnasialen Maturitätsausweisen zu erarbeiten. Zu den Entwürfen des MAR und der MAV sowie zur Verwaltungsvereinbarung zwischen Bund und Kantonen wurde vom 18. Mai bis zum 30. September 2022 ein öffentliches Vernehmlassungsverfahren durchgeführt. Nachdem die Antworten ausgewertet und berücksichtigt worden waren, verabschiedeten der Bundesrat und die EDK im Juni 2023 die so überarbeiteten gesetzlichen Grundlagen.

Gleichzeitig aktualisierte die EDK den Rahmenlehrplan und schickte einen Entwurf in ein Anhörungsverfahren, das vom 12. September bis zum 15. Dezember 2023 dauerte. Nachdem die notwendigen Anpassungen im Anschluss an dieses Anhörungsverfahren vorgenommen worden waren, verabschiedete die Plenarversammlung der EDK im Juni 2024 die neue Version des Rahmenlehrplans für die gymnasialen Maturitätsschulen.

Die revidierten Texte, d. h. die Verordnung und das Reglement, die Verwaltungsvereinbarung und der Rahmenlehrplan, traten am 1. August 2024 in Kraft.

Mit dem Projekt MATU23 des Bundes werden die Gymnasien aufgefordert, die revidierte Gesetzgebung einzuhalten; dazu haben die Kantone, die bereits über eine vierjährige Maturität verfügen, eine Frist von 8 Jahren und die anderen Kantone eine Frist von 14 Jahren für eine solche Anpassung¹.

Der Kanton Freiburg arbeitet an einem Projekt mit dem Namen Matu2027², während der Kanton Waadt plant, mit dieser neuen Form der Maturität im Jahr 2032 zu starten (Projekt MAT-EO)³.

Das Büro des Rats und der Direktor des GYB haben mit den verschiedenen Überlegungen zur Fortsetzung für das GYB begonnen. Aufgrund seines interkantonalen Status und der unterschiedlichen Zeitpläne, die ihm vorgeschrieben werden, muss das GYB seinen eigenen Weg im Rahmen, der in den beiden Kantonen geschaffen wurde, finden.

Als Schlussfolgerung unterstreicht die IPK-GYB die gute Leitung und den guten Betrieb der Schule. Sie richtet damit ihren Dank an Direktor Nicolas Fragnière und an das gesamte Team des GYB, das an seiner Seite arbeitet.

Die IPK GYB empfiehlt dem Grossen Rat der Kantone Waadt und Freiburg, diesen Tätigkeitsbericht 2024 zur Kenntnis zu nehmen.

Im Namen der Interparlamentarischen Aufsichtskommission über das Interkantonale Gymnasium der Region Broye

Rose-Marie Rodriguez

Präsidentin

Alain Renevey

Sekretär

¹ Informationen zum Projekt «Weiterentwicklung der gymnasialen Maturität»: [Link](#)

² Kantonales Projekt Matu2027: [Link](#)

³ Kantonales Projekt MAT-EO: [Link](#)

Rapport d'activité 2025-GC-14

30 janvier 2025

**de la CIP-GYB aux Parlements des cantons
de Fribourg et Vaud pour l'année 2024**

La Commission interparlementaire de contrôle du Gymnase intercantonal de la Broye (CIP-GYB), composée de Mesdames et Messieurs les Député-e-s

> Délégation fribourgeoise

Grandgirard Pierre-André, Lauber Pascal, Raetzo Tina, Robatel Pauline, Rodriguez Rose-Marie (Cheffe de délégation), Sudan Stéphane, Thévoz Ivan

> Délégation vaudoise

Keller Vincent, Mocchi Alberto, Pedroli Sébastien, Radice Jean-Louis, Rapin Nicole (Cheffe de délégation), Rey-Marion Aliette, Schneiter Thierry

> sous la présidence de Mme la Députée Rose-Marie Rodriguez,

transmet son rapport d'activité 2024 aux Parlements des cantons de Fribourg et Vaud, conformément à l'art. 15 al. 5 de la Convention sur la participation des Parlements aux conventions intercantionales (CoParl).

1. Mission légale

Conformément à son mandat légal, défini à l'article 73 de la Convention intercantonale sur la création et l'exploitation du Gymnase intercantonal de la Broye (CIGB), la Commission interparlementaire a exercé un contrôle coordonné sur cet établissement, plus particulièrement sur le budget et les comptes annuels.

Afin d'assurer sa mission de haute surveillance, la CIP-GYB a comme à l'accoutumée siégé à deux reprises au cours de l'année 2024. La première séance s'est déroulée le 24 avril 2024 (comptes 2023) et la seconde le 9 octobre 2024 (budget 2025). Y ont participé :

- Mme Sylvie Bonvin-Sansonnens, Conseillère d'Etat, Cheffe de la Direction de la formation et des affaires culturelles (DFAC) du canton de Fribourg et Présidente du Conseil du GYB pour les années 2024 et 2025,
- M. le Directeur du GYB Nicolas Fragnière,
- Mme l'Administratrice du GYB Géraldine Dafflon,

- M. François Piccand, Chef du Service de l'enseignement secondaire du deuxième degré du canton de Fribourg, et
- M. Lionel Éperon, Directeur général de l'enseignement postobligatoire (DGEP) du canton de Vaud.

Les réponses apportées aux questions et demandes d'informations complémentaires de la Commission l'ont été à sa pleine satisfaction. Elle remercie l'ensemble de ses interlocuteurs.

Le Secrétariat du Grand Conseil fribourgeois assume le secrétariat permanent de la Commission plénière.

2. Comptes 2023

Avec des charges d'exploitation de Fr. 20'177'022.--, l'exercice 2023 s'est clos sur une différence par rapport au budget de Fr. 808'537.91 après attribution à la réserve de Fr. 50'877.70.

Les principaux facteurs suivants expliquent ce résultat :

- Un nombre d'élèves en faible augmentation a permis d'avoir des effectifs d'enseignement stables alors qu'une hausse était annoncée.
- Deux postes vacants n'ont pas encore été repourvus : l'un en informatique, l'autre en psychologie scolaire.
- Les coûts de l'énergie ont été bien maîtrisés : la hausse de prix redoutée n'a pas eu l'ampleur budgétée et les mesures d'économies ont été bien respectées.
- Les coûts liés à l'engagement d'un coach pour la mise en place d'une entreprise de pratique commerciale ont pu être maîtrisés notamment grâce à la prise en charge de certains mandats externes par une organisation partenaire du GYB.
- Le nombre d'élèves en formation dans d'autres cantons est en forte diminution après une année 2023 record.

Au niveau des revenus, les responsables du GYB ont constaté une légère augmentation des locations pour les différents locaux et les places de parc. Par contre, la location du restaurant du Gymnase est restée en deçà des perspectives. Enfin, la subvention SEFRI s'est révélée être comme souvent plus généreuse que le montant qui avait été budgété.

Le résultat final a donc permis de renflouer la réserve, plafonnée à 5% du résultat, et de rembourser les cantons de Vaud et Fribourg pour le solde.

3. Budget 2025

Le budget 2025 se caractérise par une augmentation des charges nettes de 4% par rapport à l'exercice précédent pour atteindre un montant total de Fr. 22'754'210.--. Cette évolution est due aux facteurs principaux suivants :

- Augmentation des frais de personnel de 4,5% due à l'ouverture de deux classes en août 2024 puis en août 2025 ainsi qu'aux auto-mécanismes salariaux tels que le passage de paliers et l'indexation.
- Les bases de calcul des frais d'énergie sont plus solides maintenant que les consommations sont comparables : l'extension est en fonction, les panneaux solaires sont productifs, le groupe chaleur force a été arrêté et les prix sont restés stables par rapport à 2024.
- Le bâtiment principal aura 20 ans en 2025. Après la réfection de la salle de sport en 2024, les entretiens se poursuivront en 2025 : façades de la Ferme de la Blancherie, étanchéité, connexions électriques modulables, remplacement de stores.

Au budget 2025, l'effectif total des collaboratrices et collaborateurs (administration, enseignement et services parascolaires) devrait passer de 119,3 à 120,6 EPT.

4. Faits et chiffres de l'année 2024

La CIP-GYB a reçu de nombreuses informations sur la gestion et le fonctionnement du GYB lors des deux séances de 2024. Les faits et chiffres suivants sont à relever particulièrement :

- 335 titres ont été délivrés en juin 2024 dans les différentes filières proposées.
- Plus de 90% des candidates et candidats ont choisi de passer les examens selon un modèle numérique. La plateforme utilisée a nécessité de nombreux tests pour s'assurer d'une sécurité optimale et d'une utilisation simple et intuitive.
- A la rentrée 2024-2025, 1310 élèves étaient inscrit-e-s au GYB (chiffres au 1^{er} septembre 2024), réparti-e-s dans 61 classes. Les effectifs sont en légère hausse par rapport à l'année scolaire précédente (1286 élèves dans 59 classes en 2023-2024).
- 129 enseignant-e-s travaillent au GYB. S'y ajoutent 21 personnes composant le personnel administratif. 10 stagiaires et 2 assistantes de langues (allemand et anglais) complètent l'effectif.
- A la suite des changements apportés à l'horaire CFF dès le 15 décembre 2024, le GYB a décidé de modifier lui aussi ses horaires pour le bien-être de ses élèves. Ainsi, les cours commencent plus tard le matin (08:15 heures) et se terminent même plus tôt le soir grâce à une adaptation de la pause de midi.
- En octobre 2024, le GYB a reçu de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) la reconnaissance officielle de la filière Ecole de culture générale pour les trois domaines professionnels enseignés, à savoir

travail social, pédagogie et santé. Cette reconnaissance certifie la qualité de la formation et permet aux élèves de poursuivre leur cursus au niveau subséquent. Dès 2025, le GYB s'attellera à l'obtention de la reconnaissance des différentes maturités spécialisées (travail social, santé et pédagogie).

- Le 4 juillet 2023, le Conseil du GYB validait l'installation de caméras de surveillance dans l'enceinte du Gymnase afin notamment de lutter contre des déprédations répétées (littering, tags). Après l'obtention de toutes les autorisations (droit des personnes, protection des données), il a été nécessaire de réfléchir à l'information relative à l'utilisation de ces caméras. Un projet de signalétique au GYB étant en cours, il a été décidé d'inclure cette information à cette nouvelle signalétique. La vidéosurveillance est ainsi fonctionnelle depuis le 25 janvier 2024, et le GYB a déjà constaté une forte diminution des incivilités.

5. Evolution de la maturité gymnasiale

En septembre 2018, la CDIP et le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) ont chargé un groupe de pilotage d'établir un état des lieux sur la maturité gymnasiale et d'analyser la pertinence d'une actualisation du plan d'études cadre pour les écoles de maturité de 1994 ainsi que du Règlement de la CDIP du 16 janvier 1995 sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (RRM) et de l'Ordonnance du Conseil fédéral du 15 février 1995 (ORM). Le groupe de pilotage était dirigé par le Secrétariat général de la CDIP et le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI).

L'Assemblée plénière de la CDIP a pris connaissance du rapport du groupe de pilotage le 24 octobre 2019 et décidé de poursuivre les travaux. Les principaux acteurs (Conférence suisse des services de l'enseignement secondaire II formation générale, Conférence des directrices et directeurs de gymnases suisses, Société Suisse des Professeurs de l'Enseignement Secondaire, Commission suisse de maturité et swissuniversities) se sont coordonnés étroitement pour mettre au point un projet de révision des bases légales en matière de reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale. Les projets de RRM et d'ORM, ainsi que la Convention administrative entre la Confédération et les cantons, ont été soumis à une consultation publique du 18 mai au 30 septembre 2022. Une fois les réponses dépouillées et prises en compte, le Conseil fédéral et la CDIP ont adopté en juin 2023 les bases légales ainsi révisées.

En parallèle, la CDIP a procédé à l'actualisation du plan d'études cadre et a soumis un projet à une procédure d'audition qui a duré du 12 septembre au 15 décembre 2023. Après avoir procédé aux adaptations nécessaires à l'issue de cette procédure d'audition, l'Assemblée plénière de la CDIP a adopté en juin 2024 la nouvelle version du plan d'études cadre pour les écoles de maturité gymnasiale.

Les textes révisés, à savoir l'Ordonnance et le Règlement, la Convention administrative et le plan d'études cadre, sont entrés en vigueur le 1^{er} août 2024.

Le projet MATU23 de la Confédération demande ainsi aux gymnases de respecter la législation révisée avec un délai de 8 ans pour les cantons disposant déjà d'une maturité en 4 ans, et laisse 14 ans pour une telle adaptation dans les autres cantons¹.

Le canton de Fribourg travaille sur un projet intitulé Matu2027², tandis que le canton de Vaud prévoit de démarrer avec cette nouvelle mouture de la maturité en 2032 (projet MAT-EO)³.

Le Bureau du Conseil et le Directeur du GYB ont débuté les différentes réflexions sur le chemin à prendre pour le GYB. De par son statut intercantonal et les différents calendriers qui lui sont imposés, le GYB devra trouver son propre chemin dans le cadre mis en place dans les deux cantons.

En conclusion, la CIP-GYB souligne la bonne conduite et le bon fonctionnement de l'établissement. Elle adresse ainsi sa reconnaissance au Directeur, M. Nicolas Fragnière, ainsi qu'à l'ensemble de l'équipe du GYB qui œuvre à ses côtés.

La CIP-GYB recommande donc aux Grands Conseils des cantons de Vaud et Fribourg de prendre acte de ce rapport d'activité 2024.

Au nom de la Commission interparlementaire de contrôle du Gymnase intercantonal de la Broye

Rose-Marie Rodriguez

Présidente

Alain Renevey

Secrétaire

¹ Informations sur le Projet « Évolution de la maturité gymnasiale » : [Lien](#)

² Projet cantonal Matu2027 : [Lien](#)

³ Projet cantonal MAT-EO : [Lien](#)

Stellungnahme zuhanden des Grossen Rates betreffend die Wahl in richterliche Funktionen

—
vom 14. April 2024 – Session 05.2025



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Conseil de la magistrature CM
Justizrat JR**

Inhaltsverzeichnis

Einleitung	2
1.1 Ausschreibungen von richterlichen Ämtern durch den Justizrat:	2
1 Generalstaatsanwältin/Generalstaatsanwalt	3
1.1 Zurücktretender Amtsträger	3
1.2 Besonderheiten	3
1.3 Anforderungen, Amtsantritt, Vereidigung	3
1.4 Positive Stellungnahme (nach Präferenz geordnet)	4
2 Friedensrichter/in 100% beim Friedensgericht des Broyebezirks (Ref. 8684)	6
2.1 Zurücktretende Amtsträgerin	6
2.2 Anforderungen, Amtsantritt, Vereidigung	6
2.3 Positive Stellungnahme	6
2.4 Wählbar	7
3 Beisitzer/in (Mieter/innenvertretung) beim Mietgericht des Sense- und Seebezirks (Ref. 8819)	8
3.1 Zurücktretende Amtsträgerin/zurücktretender Amtsträger	8
3.2 Anforderungen, Amtsantritt, Vereidigung	8
3.3 Positive Stellungnahme	8
4 Beisitzer/in (Mieter/innenvertretung) bei der Schlichtungskommission für Mietsachen des Saanebezirks (Ref. 8675)	9
4.1 Zurücktretender Amtsträger	9
4.2 Anforderungen, Amtsantritt, Vereidigung	9
4.3 Positive Stellungnahme	9
Zusammenfassung der Kandidaturen mit positiver Stellungnahme	10

Einleitung

1.1 Ausschreibungen von richterlichen Ämtern durch den Justizrat:

- > Generalstaatsanwältin/Generalstaatsanwalt bei der Staatsanwaltschaft – interne Ausschreibung
- > Friedensrichter/in 100% beim Friedensgericht des Broyebezirks (Referenz 8684) (AB vom 14.02.2025)
- > Beisitzer/in (Mieter/innenvertretung) beim Mietgericht des Sense- und Seebezirks (Referenz 8819) (AB vom 07.03.2025)
- > Beisitzer/in ((Mieter/innenvertretung) bei der Schlichtungskommission für Mietsachen des Saanebezirks (Referenz 8675) (AB vom 07.02.2025)

Der Justizrat hat die eingegangenen Bewerbungen unter Berücksichtigung der verfassungsrechtlichen Kriterien geprüft, d.h. Ausbildung, Berufserfahrung sowie die persönlichen Qualitäten der Kandidatinnen und Kandidaten.

Préavis concernant les élections à des fonctions judiciaires à l'intention du Grand Conseil

—
du 14 avril 2025 – session 05.2025



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Conseil de la magistrature CM
Justizrat JR**

Table des matières

Préambule	2
1.1 Mises au concours des fonctions judiciaires du Conseil de la magistrature :	2
1 Procureur-e général-e	3
1.1 Démissionnaire	3
1.2 Particularités	3
1.3 Mission, exigences, entrée en fonction, assermentation	3
1.4 Préavis favorable (avec ordre de priorité)	4
2 Juge de paix 100% auprès de la Justice de paix de l'arrondissement de la Broye (réf. 8684)	6
2.1 Démissionnaire	6
2.2 Exigences, entrée en fonction, assermentation	6
2.3 Préavis favorable	6
2.4 Eligible	7
3 Assesseur-e (locataires) au Tribunal des baux de la Singine et du Lac (réf. 8819)	8
3.1 Démissionnaire	8
3.2 Exigences, entrée en fonction, assermentation	8
3.3 Préavis favorable	8
4 Assesseur-e (locataires) auprès de la Commission de conciliation en matière de bail du district de la Sarine (réf. 8675)	9
4.1 Démissionnaire	9
4.2 Exigences, entrée en fonction, assermentation	9
4.3 Préavis favorable	9
Récapitulatif des candidatures préavisées favorablement	10

Préambule

1.1 Mises au concours des fonctions judiciaires du Conseil de la magistrature :

- > Procureur-e général-e au Ministère public – mise au concours interne
- > Juge de paix 100% auprès de la Justice de paix de l'arrondissement de la Broye (référence 8684) (FO du 14.02.2025)
- > Assesseur-e au Tribunal des baux de la Singine et du Lac (référence 8819) (FO du 07.03.2025)
- > Assesseur-e (locataires) auprès de la Commission de conciliation en matière de bail du district de la Sarine (référence 8675) (FO du 31.01.2025)

Le Conseil de la magistrature a examiné les candidatures en tenant compte des critères constitutionnels, à savoir la formation, l'expérience professionnelle et les qualités personnelles des candidats.

Dépôt d'un instrument parlementaire

Motion 2025-GC-91

Rationaliser l'accès au brevet de capacité d'avocat

Auteur-e :	Dorthe Sébastien, Robatel Pauline
Nombre de cosignataires :	6
Dépôt :	26.03.25
Développement :	26.03.25
Transmission au Conseil d'Etat :	26.03.25

Dépôt et développement

Les articles 17 et suivants de la loi sur la profession d'avocat (ci-après : LAV-FR) réglementent l'accès au brevet d'avocat dans le Canton de Fribourg, exigeant la réussite d'examens écrits et oraux ainsi qu'un stage de 18 mois. L'article 23 al. 3 LAV-FR indique que les candidats ont trois essais pour réussir les épreuves, après quoi ils ne sont plus admis, perdant ainsi définitivement l'accès au brevet fribourgeois.

Selon la loi fédérale sur la libre circulation des avocats (LLCA), tout avocat inscrit à un registre cantonal peut pratiquer en Suisse. Ainsi, les candidats ayant échoué à Fribourg peuvent changer de canton. Ils doivent alors effectuer un nouveau stage, parfois des cours universitaires supplémentaires et de nouveaux examens. S'ils réussissent, ils peuvent revenir exercer à Fribourg, en raison de la libre circulation des avocats. Cette situation met en évidence l'incohérence des règles imposées par l'article 23 al. 3 LAV-FR. Elle contraint des candidats motivés, souvent avec des obligations familiales, à quitter Fribourg, privant ainsi le canton de personnes compétentes au profit de régions moins strictes. Au niveau des hautes écoles par exemple, il est possible de se présenter une nouvelle fois après un délai de carence de cinq ans à la suite d'un échec définitif (Haute école pédagogique du Canton de Fribourg : article 23 al. 2 RHEPF).

Il serait donc judicieux de permettre aux candidats fribourgeois de se représenter aux examens afin de maintenir un équilibre entre l'exigence de l'examen et son accessibilité dans une profession compétitive. Les conditions seraient définies par le Conseil d'Etat et le Conseil de la magistrature. Un nouveau stage ou une expérience professionnelle pertinente pourraient être exigés.

Les motionnaires demandent donc de modifier l'article 23 al. 3 LAV-FR dans le sens développé ci-dessus.

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-92

Echelonnement de l'installation des mâts de mesures des vents et maîtrise des coûts dans un contexte budgétaire exigeant

Auteur-e : **Dorthe Sébastien, Kolly Gabriel**

Nombre de cosignataires : —

Dépôt : **26.03.25**

Dépôt

Dans un contexte budgétaire exigeant, la mise en place de plusieurs mâts de mesures des vents représente un investissement important pour le canton. Il s'avère donc nécessaire de se demander s'il ne serait pas opportun d'échelonner ces installations. Cela permettrait de mieux répartir les coûts dans le temps, d'éviter un impact financier trop important à court terme et de redéfinir les sites pour assurer la couverture totale du territoire.

Aussi, nous posons les questions suivantes :

1. Evaluation des coûts globaux

Le Conseil d'Etat a évalué l'impact financier global de l'installation simultanée de plusieurs mâts de mesures des vents à près de 1,5 million de francs d'ici à 2026. Ces dépenses ne devraient-elles pas être échelonnées pour mieux s'insérer dans le futur programme d'économies du canton ?

2. Scénarios d'échelonnement

Le Conseil d'Etat a-t-il élaboré ou envisagé des scénarios prévoyant un échelonnement plus progressif de l'installation des mâts (par exemple un ou deux mâts par année) afin de lisser les dépenses et de diminuer la pression budgétaire immédiate ?

3. Incidence sur la fiabilité des données

Dans l'hypothèse d'un échelonnement, quelles seraient les conséquences sur la fiabilité et la représentativité des données recueillies, notamment en lien avec la planification éolienne cantonale ?

4. Plan directeur

La pose des mâts sur les sites retenus dans le Plan directeur ne couvre qu'une partie du territoire. En demandant au COPIL y relatif de définir les endroits les plus adéquats, ne pourrait-on pas renoncer à des mâts redondants et en poser à des endroits qui assurent la couverture de l'ensemble du territoire, par exemple dans la région de Morat ?

5. Mâts en bordure de canton

Si des nouveaux sites devaient ultérieurement être intégrés en bordure de canton, ne devrait-on pas mettre en œuvre une collaboration/coordination intercantonale proactive, bien qu'on puisse imaginer que les procédures internes ne sont pas tout à fait identiques ?

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-93

ECAB, que fait-on de l'argent des assurés ? Quelle est la politique de prix pour l'utilisation du site de Châtillon par les services du feu de notre canton et quelle est la politique de soutien des projets culturels par l'ECAB ?

Auteur-e : Kolly Gabriel

Nombre de cosignataires : –

Dépôt : 25.03.25

Dépôt

Il semblerait que de nombreux bataillons de sapeur-pompier de notre canton n'utilisent pas les infrastructures d'entraînement de Châtillon en raison des coûts trop élevés en comparaison avec d'autres infrastructures. Je pense que l'utilisation de ce site pour les formations des sapeurs-pompier de notre canton devrait être comprise dans les charges de l'ECAB, sachant que cette formation est directement et principalement en lien avec la prévention et la lutte contre les incendies.

Compte tenu de ce qui précède, je remercie le Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes :

1. Des comparatifs de prix ont-ils été faits entre le site de Châtillon et les autres sites du même type ?
2. Des tarifs préférentiels sont-ils proposés pour les bataillons de notre canton ?
3. Une prise en charge totale des coûts pour les bataillons de notre canton est-elle envisagée par l'ECAB ?
4. Quels sont les montants payés annuellement par les services du feu de notre canton pour les exercices ayant lieu sur le site de Châtillon ?

A la lecture, dans la presse, des comptes-rendus de l'assemblée de l'ACV et de la séance du conseil général de Châtel-St-Denis des mois de novembre et décembre 2024, nous apprenons l'engagement de l'ECAB pour l'acquisition d'un bâtiment afin d'y installer un musée.

A la lecture des différentes informations trouvées en ligne sur les sites des entités concernées, on apprend que l'ECAB propose à la commune un contrat de bail de 46'800 francs par an, pour une période de dix ans dès 2027. Cette location « à un prix préférentiel » de la surface au 4ème étage dudit bâtiment sera dédiée au musée « Maison des Amériques ».

Compte tenu de ce qui précède, je remercie le Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes :

1. Quel est le coût d'acquisition du bâtiment du futur musée « Maison des Amériques » ?

2. Quelle est la politique générale de l'ECAB concernant des investissements dans des bâtiments de ce type ?
 3. Quelle est la politique générale de l'ECAB concernant le mécénat et le sponsoring ?
 4. L'information concernant le loyer préférentiel est-elle exacte ? si oui, quel était le coût préférentiel proposé ? si oui, quel était le coût usuel au moment de la proposition ?
 5. L'ECAB pratique-t-il régulièrement des prix préférentiels lors de différentes mises en location ?
 6. Qui décide des prix de location ? Qui décide si les prix sont préférentiels ?
-

Dépôt d'un instrument parlementaire

Mandat 2025-GC-94

Mesures d'économies : la classe politique doit donner l'exemple

Auteur-e :	Vonlanthen Alexandre, de Weck Antoinette, Clément Christian, Moura Sophie, Freiburghaus Andreas, Remy-Ruffieux Annick, Bapst Pierre-Alain, Brodard Claude, Jakob Christine, Kaltenrieder André
Nombre de cosignataires :	13
Dépôt :	27.03.25
Développement :	27.03.25
Transmission au Conseil d'Etat :	27.03.25

Dépôt et développement

Alors que le canton a annoncé qu'un plan d'assainissement de ses finances est nécessaire et que la population voit chaque année ses charges augmenter, la classe politique doit elle aussi participer activement à cet effort collectif en acceptant une baisse de la participation de l'Etat aux frais des campagnes électorales.

Il est important de rappeler que cette participation financière (compte 3105 – Chancellerie, poste 3636.147) avait été considérablement augmentée pour les élections des 7 et 28 novembre 2021 du Grand Conseil et du Conseil d'Etat, en réponse exceptionnelle à la crise liée au COVID-19. Le montant à répartir avait été fixé à 500 000 francs. Cette hausse, justifiée par une situation sanitaire extraordinaire, n'a désormais plus lieu d'être.

Aujourd'hui, il est essentiel de revenir à un niveau raisonnable et soutenable des finances publiques en rétablissant la participation financière de l'Etat aux frais de campagnes électorales à 250 000 francs, soit à son niveau pré-crise. Cet ajustement enverrait un message clair à la population : la classe politique prend pleinement conscience des réalités financières actuelles.

Chaque franc économisé compte. Montrer l'exemple est non seulement un devoir moral, mais également un signal fort envers les contribuables, qui fournissent déjà de nombreux efforts. Par ailleurs, ce type d'action, qui démontre une gestion responsable des ressources publiques, pourrait renforcer la confiance entre la population et ses élus. Enfin, réduire ce fonds permettrait de prioriser les dépenses véritablement essentielles au bénéfice direct de la population.

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-95

Quel soutien au développement de la recharge bidirectionnelle ?

Auteur-e : **Berset Alexandre, Julmy Markus**

Nombre de cosignataires : –

Dépôt : **27.03.25**

Dépôt

La production d'énergie solaire est un des piliers du développement de l'énergie renouvelable et indigène. La Confédération soutient la pose de panneaux photovoltaïques et de plus en plus de ménages bénéficient d'une production propre en électricité de source solaire. Malheureusement, les pics de production ne correspondent pas toujours aux pics de consommation. De ce fait, une partie de la production des installations photovoltaïques doit bien souvent être injectée sur le réseau. Cette situation est dommageable aux productrices et producteurs d'énergie solaire, qui sont obligé-e-s de vendre leur courant à très bas prix. Ces apports d'énergie dans le réseau en milieu de journée ne sont pas non plus positifs pour le réseau électrique dans son ensemble.

Parallèlement au développement de la production d'énergie solaire, de plus en plus de citoyennes et citoyens font le pas vers la mobilité électrique. Il en résulte que de plus en plus de ménages disposent d'une batterie de voiture électrique qui pourrait potentiellement servir de stockage pour l'énergie solaire produite mais non utilisée sur le moment. Par ailleurs, de plus en plus de modèles de voitures électriques offrent déjà la technologie de recharge bidirectionnelle. La batterie peut alors être rechargée par les panneaux solaires ou le réseau, mais elle peut également fournir de l'énergie vers le ménage à certains moments de la journée ou de la nuit.

L'utilisation de batteries de voitures électriques en tant qu'accumulateurs d'électricité semble pouvoir répondre à de nombreux défis et être bénéfique aux productrices et producteurs d'énergie solaire ainsi qu'à la gestion du réseau électrique. Cependant, dans la pratique actuelle, il semble qu'il soit encore compliqué d'utiliser cette technologie.

Au vu de ce qui précède, les soussignés prient le Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes :

1. Est-il actuellement possible d'utiliser la technologie de recharge bidirectionnelle dans le Canton de Fribourg ?
 2. Quelles sont les barrières à l'utilisation de cette technologie ?
 3. Quelles pourraient être les mesures permettant d'encourager cette technologie à l'échelle nationale et cantonale ?
 4. Le Conseil d'Etat est-il favorable au développement de cette technologie ?
 5. Le Conseil d'Etat entend-il mettre en œuvre des mesures pour favoriser le développement de cette technologie ?
-

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-96

Retard de communication des directives RPT 2025 et conséquences sur la filière du bois

Auteur-e :	Barras Eric, Glasson Benoît
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	27.03.25
Développement :	27.03.25
Transmission au Conseil d'Etat :	27.03.25

Dépôt

Le 1^{er} janvier 2025 a marqué le début de la nouvelle période de la répartition des tâches (RPT) dans le domaine forestier. Or, à la date du 26 mars 2025, les unités de gestion forestière du canton n'ont reçu ni les directives officielles ni les modèles de contrats actualisés ni les montants forfaitaires applicables. Cette situation génère une grande insécurité pour la planification et l'exécution des activités forestières.

De plus, un message adressé aux forestiers du 3^e arrondissement par un cadre du Service des forêts et de la nature (ci-après : SFN), lors du rapport de service du 25 mars présenté à l'institut agricole de Grangeneuve (IAG), encourage les unités à « aller de l'avant » malgré l'absence de cadre formel validé. Cette injonction met les gestionnaires forestiers dans une position délicate et crée des tensions, notamment avec les entreprises de travaux forestiers et les propriétaires.

Le retard administratif actuel a des conséquences concrètes sur l'ensemble de la filière du bois comme des incertitudes dans les carnets de commandes des entreprises, des retards de livraison du bois auprès des acheteurs, et une mise en péril de certain emploi. Ce contexte appelle à des éclaircissements urgents de la part du Conseil d'Etat et du SFN.

1. Comment le SFN explique-t-il que les directives pour la nouvelle période RPT (entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2025) ainsi que les contingents par arrondissement ne soient toujours pas connus des unités de gestion en mars 2025 ?
2. Les responsables du SFN estiment-ils acceptable de demander aux unités de gestion de « ne pas freiner » leur activité sur le terrain alors que ni les modèles de contrats ni les montants forfaitaires ni les directives officielles n'ont été validés et rendus disponibles ?
3. Le SFN est-il conscient que ce retard administratif impacte directement l'organisation des entreprises forestières, la fourniture de bois aux clients, ainsi que la stabilité des emplois dans la filière forêt-bois ?
4. Quand et par quels moyens, le SFN prévoit-il de communiquer de manière transparente à ce sujet aux entreprises, aux équipes forestières et aux propriétaires privés concernés ?
5. Comment la répartition des subventions RPT entre les différents arrondissements est-elle calculée ?
 - a. Ce mode de calcul est-il jugé équitable et transparent ?
 - b. Est-il clairement expliqué aux unités de gestion concernées ?
6. Dans un contexte marqué par une pénurie importante de personnel forestier, notamment dans les métiers manuels et techniques, que peut faire le SFN pour compenser la baisse de subventions fédérales dédiées à la formation ?
7. Les effets négatifs de ces économies sur l'attractivité des métiers forestiers, la relève professionnelle et la qualité de la gestion forestière ont-ils été évalués ?

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-97

Pour une gestion responsable des finances cantonales : faut-il réformer les subventions contre-productives ?

Auteur-e :	François Ingold
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	27.03.25

Dépôt

Notre canton fait face à un double défi majeur : d'une part, la nécessité d'assainir durablement ses finances publiques ; d'autre part, l'urgence climatique et l'effondrement de la biodiversité, dont les conséquences affecteront profondément notre société, notre économie et notre qualité de vie.

La situation des finances cantonales appelle des mesures structurelles et pérennes afin de garantir une gestion responsable des deniers publics et d'assurer la capacité du canton à relever les défis économiques et sociaux des années à venir. Dans ce contexte, le Conseil d'Etat a mis en place des groupes de travail chargés d'identifier des leviers d'optimisation budgétaire.

Plusieurs études fédérales récentes ont mis en évidence l'impact contre-productif de certaines subventions et incitations publiques. En 2020, une analyse menée par l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (ci-après : WSL) en collaboration avec l'Académie des sciences naturelles (SCNAT) recensait 162 subventions aux effets préjudiciables à la biodiversité ([Gubler et al. 2020](#)). Plus récemment, une étude de l'EPFL a mis en lumière des allègements fiscaux favorisant indirectement des émissions massives de gaz à effet de serre ([Thalmann & Thalmann 2024](#)). Enfin, dans son récent [Plan d'action Stratégie Biodiversité Suisse, phase 2 \(2025 – 2030\)](#), le Conseil fédéral prévoit que les cantons participent à la réduction des subventions dommageables à la biodiversité.

Dans ce contexte, il est essentiel que notre politique financière soit en cohérence avec nos engagements environnementaux. Maintenir des subventions ou des allègements fiscaux favorisant des pratiques nuisibles au climat, à la biodiversité ou à la santé publique n'est pas seulement problématique d'un point de vue écologique : c'est aussi une gestion inefficace des deniers publics. Ces aides impliquent des coûts directs pour le budget cantonal et génèrent des charges supplémentaires à moyen et long terme, notamment en raison des impacts sanitaires, économiques et environnementaux qu'elles induisent.

Plusieurs cantons, dont Zurich, ont déjà engagé des travaux pour évaluer ces subventions sous l'angle de leur impact et de leur efficacité. Une telle démarche permettrait à notre canton d'optimiser l'allocation de ses ressources, d'anticiper les défis futurs et de renforcer la résilience de son économie face aux crises à venir.

Je prie le Conseil d'Etat de bien vouloir répondre à mes questions :

1. Le Conseil d'Etat a-t-il pris connaissance des études du WSL et de l'EPFL mentionnées ci-dessus ? Quelles conclusions en tire-t-il pour la gestion des finances cantonales et l'optimisation des dépenses publiques ?
 2. Le Conseil d'Etat considère-t-il que la réforme des subventions ayant un impact négatif sur le climat, la biodiversité ou la santé pourrait représenter une opportunité d'économies pour le budget cantonal ? Si non, pourquoi ?
 3. En réponse à l'interpellation [Trede 23.4512](#), le Conseil fédéral a mentionné que le Canton de Fribourg procède à une évaluation des subventions dommageables à la biodiversité. Où en sont ces travaux ? Des résultats intermédiaires sont-ils disponibles ? Les groupes de travail mis en place pour l'assainissement des finances cantonales prendront-ils ces travaux en considération ?
 4. Comment le Conseil d'Etat compte-t-il s'inspirer des expériences menées dans d'autres cantons, notamment Zurich, pour identifier et réformer les subventions néfastes au climat et à la biodiversité ?
 5. De quelle manière les groupes de travail veillent-ils à ce que les mesures d'assainissement budgétaire proposées bénéficient non seulement aux finances cantonales, mais aussi aux objectifs de durabilité poursuivis par le canton ?
 6. Les subventions et incitations ayant des effets négatifs sur l'environnement et la santé génèrent des coûts indirects qui pèsent sur l'économie et les contribuables. Les groupes de travail du Conseil d'Etat prendront-ils en compte ces coûts futurs dans leurs analyses ? Si oui, comment ? Si non, pour quelles raisons ?
-

Dépôt d'un instrument parlementaire

Mandat 2025-GC-98

Pour un hôpital public multisite

Auteur-e :	Zurich Simon, Gaillard Bertrand, Zermatten Estelle, Kolly Gabriel, Genoud (Brillard) François, Fahrni Marc, Stöckli Markus, Pythoud-Gaillard Chantal, Pauchard Marc, Michellod Savio
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	27.03.25
Développement :	27.03.25
Transmission au Conseil d'Etat :	27.03.25

Dépôt et développement

Aujourd'hui, le caractère multisite de l'hôpital fribourgeois (ci-après : HFR) est essentiel à son bon fonctionnement et répond également aux attentes de la population fribourgeoise. Néanmoins, ce fonctionnement sur plusieurs sites engendre des coûts supplémentaires qui ne sont que très partiellement compensés, pour le moment.

Le Conseil d'Etat est chargé de compenser entièrement les surcoûts de l'HFR liés à son caractère multisite. Afin de calculer ces derniers, le Conseil d'Etat tiendra compte notamment des éléments suivants :

- Transport des marchandises et du matériel entre les sites ;
- Différences de coûts de production pour les sites périphériques, notamment pour la radiologie et les laboratoires ;
- Multiplication des ressources pour maintenir les sites ouverts (personnel médical, soignant, technique, de réception, ...) ;
- Complexités de gestion (lits et chambres, logistique, sécurité, pharmacie) ;
- Transferts des permanences vers les urgences.

L'octroi de cette compensation est lié aux conditions suivantes :

- Les places de formation, y compris postgrade, sont maintenues sur l'ensemble des sites de l'HFR et permettent d'intensifier les efforts nécessaires de formation dans les professions médicales et soignantes.
- L'HFR maintient ses prestations à la population fribourgeoise.
- La mesure est réévaluée lors de la mise en service du nouveau site hospitalier.

Les exigences financières du Conseil d'Etat envers l'HFR ont conduit à des décisions drastiques, qui ont généré une vague d'incompréhension au sein de la population, des collaborateurs de l'HFR et parmi les partenaires des sites concernés, notamment les médecins. En effet, une telle annonce est difficile à entendre après le soutien clair de la population fribourgeoise pour le contre-projet sur les urgences et le décret de financement. Si ces exigences financières étaient entièrement mises en œuvre, elles risqueraient de causer la fermeture d'un site ou de différents services sur les sites.

Aujourd'hui, le caractère multisite de l'HFR correspond certes, à une attente de la population fribourgeoise mais elle est également pertinente en termes de santé publique, en permettant une approche décentralisée et en assurant une prise en charge du patient au bon endroit, au bon moment. Dans ce contexte, il est regrettable que les surcoûts causés par le caractère multisite de l'HFR ne soient actuellement pas compensés. Cette situation génère une pression considérable sur les sites périphériques de l'HFR. À titre d'exemple, en vertu des structures tarifaires en vigueur, certaines prestations doivent être facturées à un tarif inférieur lorsqu'elles sont fournies sur les sites périphériques (p.ex. laboratoire, radiologie), ce qui cause un déficit de financement pénalisant ces sites. Une telle compensation correspond entièrement à l'esprit de la loi concernant le financement des hôpitaux (LFIH), dont l'article 4 prévoit que l'Etat puisse participer au financement de prestations comme notamment le maintien des capacités hospitalières pour des raisons de politique régionale (al. 1, let. a) pour la recherche et pour la formation universitaire (let. b).

Dépôt d'un instrument parlementaire

Motion 2025-GC-99

Refus de la naturalisation lors de la perception de l'aide sociale

Auteur-e :	Mesot Roland, Dorthe Sébastien
Nombre de cosignataires :	24
Dépôt :	28.03.2025
Développement :	28.03.2025
Transmission au Conseil d'Etat :	28.03.2025

Dépôt et développement

Une exigence pour obtenir la naturalisation est la participation à la vie économique (ou l'acquisition d'une formation), conformément à l'article 12 al. 1 let. d de la loi sur la naturalisation (LN, RS 141.10). En d'autres termes, le requérant doit en principe s'acquitter entièrement de ses charges fixes et incompressibles. Cela correspond à ses besoins de subsistance, à son logement, à ses impôts, à son assurance-maladie et à ses déplacements.

Concernant spécifiquement l'aide sociale, cette exigence de participation à la vie économique n'est pas remplie lorsque la personne a perçu une aide sociale dans les trois années précédant le dépôt de sa demande ou pendant sa procédure de naturalisation (art. 7 al. 3 de l'Ordonnance fédérale sur la nationalité suisse, OLN, RS 141.01). Les cantons demeurent libres d'édicter des réglementations plus strictes en matière de perception de l'aide sociale. Ils peuvent fixer des délais plus longs concernant la perception d'aide sociale avant la demande de naturalisation (Guide du SEM, chapitre 3 Naturalisation ordinaire art. 9 à 19 LN, p. 51).

Le Canton de Fribourg n'a pas utilisé de sa compétence cantonale pour fixer un délai supplémentaire de non-perception de l'aide sociale pour acquérir la nationalité suisse (voir la Loi sur le droit de cité fribourgeois, LCD, RSF 114.1.1).

Dès lors, la présente motion demande une modification législative cantonale afin d'allonger ce délai, par exemple à 10 ans. Ainsi, quiconque percevant une telle aide dans ce délai précédant le dépôt de la demande ne remplit pas les exigences relatives à la participation à la vie économique ou à l'acquisition d'une formation, à moins que l'aide sociale perçue ne soit intégralement remboursée. Les exceptions prévues par la législation fédérale continuent à s'appliquer.

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-100

Grandes inquiétudes sur l'inscription des zones de tranquillité

Auteur-e :	Remy-Ruffieux Annick, Bürdel Daniel
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	28.03.25
Développement :	28.03.25
Transmission au Conseil d'Etat :	28.03.25

Dépôt

En octobre 2024, le Conseil d'Etat a lancé une consultation sur l'Ordonnance concernant les zones de tranquillité, proposant la création de quatorze nouvelles zones, principalement situées en montagne.

Toutefois, les acteurs concernés – communes, exploitants des zones (notamment les remontées mécaniques), offices du tourisme et autres parties prenantes – n'ont pas été consultés en amont ou leurs avis n'ont pas été pris en compte. Le conseiller d'Etat en charge du dossier a expliqué que pour lui et ses services, c'est précisément lors de cette consultation que les opinions doivent être exprimées. Selon leur lecture des lois, cette démarche n'était pas obligatoire, l'Etat ayant la possibilité d'instaurer ces zones sans consultation préalable.

Toutefois, ce processus repose essentiellement sur l'« Ordonnance fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages », en particulier son article 4e, qui stipule ceci : « Pour désigner ces zones, les cantons (...) veillent à ce que le public puisse coopérer de manière appropriée au choix de ces zones, itinéraires et chemins. ». On pourrait donc également comprendre qu'une collaboration est demandée.

Cette divergence d'interprétation entre l'Etat et les parties concernées a généré des tensions importantes et de grandes incompréhensions. Les remontées mécaniques, par exemple, se sont retrouvées en position défensive, de nombreuses zones projetées empiétant sur leur périmètre d'activité, pourtant défini comme zones touristiques. Il en va de leur pérennité, lesdites zones créant de réels problèmes d'exploitation et de rentabilité et pouvant mettre en péril les stations. Le manque à gagner subi par la station de « La Berra » par exemple est connu de tous et pose de vrais problèmes.

L'analyse des pratiques d'autres cantons révèle des approches variées, laissant entrevoir d'autres possibilités plus citoyennes.

Ce sujet a ainsi notamment des enjeux économiques majeurs pour les régions de montagne dont il est primordial de tenir compte. Il n'est non plus pas à exclure que de nouvelles zones soient proposées dans les mois ou années à venir et impactent de nouvelles régions.

Aussi, nous demandons à l'Etat de répondre aux questions suivantes :

1. Quelle est la procédure suivie et quelle suite sera donnée aux nombreuses déterminations que l'Etat a reçues, notamment des communes et remontées mécaniques concernées ?
2. L'Etat peut-il confirmer qu'il réalisera rapidement des entretiens avec les acteurs concernés et qu'il tiendra compte des remarques des intérêts autres qu'écologiques ?
3. Une partie des zones entrant en conflit direct avec les zones touristiques, y a-t-il eu une pesée des intérêts tenant compte non seulement des aspects écologiques mais également des aspects économiques et de développement des régions et sociétés touchées ?
4. Quelle procédure entend-il appliquer pour les éventuelles futures inscriptions de zones de tranquillité ?

Etant donné que la mise en application des nouvelles zones de tranquillité semble être prévue en été 2025, nous nous voyons contraints de demander une réponse d'ici à la fin avril. Nous remercions d'avance le Conseil d'Etat pour sa promptitude, faute de quoi nous serions contraints d'envisager d'autres pistes parlementaires afin d'avancer avec ce sujet très important pour les régions et les acteurs concernés.

Dépôt d'un instrument parlementaire

Postulat 2025-GC-101

Stratégie pour une réduction des plastiques à usage unique

Auteur-e :	Clément Bruno, Esseiva Catherine
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	28.03.25
Développement :	28.03.25
Transmission au Conseil d'Etat :	31.03.25

Dépôt et développement

Malgré les diverses actions entreprises au cours des dernières décennies pour encourager le recyclage des déchets (taxation des sacs poubelles, déchetteries, points de collecte sélective), la production et la consommation de plastique ne cessent de croître. En effet, chaque personne consomme en moyenne 95 kg de plastique par an, ce qui est supérieur à la consommation de nos voisins. En Suisse, nous utilisons environ un million de tonnes de plastique par an, dont 700 000 tonnes sont incinérées et 80 000 tonnes recyclées, tandis que le reste est soit conservé dans des produits à long terme (comme le PVC), soit perdu dans l'environnement (environ 18 000 tonnes par an).

Le plastique est un matériau à la fois bon marché et polyvalent, mais ses effets sur l'environnement, tant directs qu'indirects, sont particulièrement préoccupants :

- > Produit à partir de l'industrie pétrolière, le plastique contribue au réchauffement climatique. Sa fabrication représente entre 4 à 8 % du pétrole extrait à l'échelle mondiale et son incinération génère du CO₂ fossile. Une grande partie du plastique finit dans les océans, diminuant ainsi la capacité des écosystèmes aquatiques à absorber le CO₂.
- > Son recyclage reste très limité. Tandis que certains plastiques comme le PET peuvent être recyclés, il n'existe ni filière ni infrastructures de tri et recyclage suffisantes pour la majorité des plastiques.
- > Non biodégradable, le plastique se dégrade avec le temps en microparticules, de plus en plus difficiles à éliminer. Ces microparticules se retrouvent dans l'eau et s'accumulent dans les organismes vivants, y compris dans l'être humain.
- > Le plastique pollue nos milieux naturels. En Suisse, environ 18 000 tonnes de plastique (micro et macroplastiques) sont rejetées chaque année dans les sols et les eaux. Dans le Lac Léman, ce sont 50 tonnes de plastique par an, selon l'Association pour la sauvegarde du Léman.

Le développement des services de restauration à emporter entraîne également une augmentation de l'utilisation de plastique à usage unique. Une étude menée en 2020 dans le Canton du Jura a démontré la pertinence d'interdire le plastique à usage unique dans les événements et la restauration. Bien que ce problème soit mondial, les solutions doivent être mises en œuvre à plusieurs niveaux. Les collectivités publiques ont un rôle crucial à jouer et la Suisse ne se distingue pas par ses bonnes pratiques en la matière. L'Union européenne a déjà interdit certains plastiques à usage unique (comme les pailles et les couverts) depuis 2021 et élargira cette interdiction aux restaurants à partir de 2030. En Suisse, il n'existe pas encore de loi fédérale, mais des initiatives cantonales sont en cours. Par exemple, les Cantons de Berne, Genève, Neuchâtel et Vaud, ainsi que certaines villes, y compris Fribourg et Bulle, ont déjà légiféré.

Il est toutefois important d'harmoniser les mesures à l'échelle cantonale. Il semble essentiel que tous les organisateurs d'événements dans le canton soient soumis à une réglementation uniforme. Cela faciliterait la mise en œuvre au niveau communal et favoriserait le développement de solutions alternatives dans le cadre de l'économie circulaire. Il est à noter que cette mesure a été abordée dans le document de référence du Plan de gestion des déchets, issu de la démarche participative de juin 2022. Environ 73 % des participants jugent cette mesure prioritaire, tandis que 23 % ne s'y montrent pas favorables ou ne se prononcent pas. Toutefois, des mesures d'accompagnement et un délai de mise en œuvre sont nécessaires.

Dans ce contexte, nous demandons que le Canton de Fribourg étudie les moyens de limiter la pollution plastique, notamment l'utilisation de plastique à usage unique. Plus précisément, nous souhaitons que cette étude couvre les aspects suivants (liste non exhaustive) :

1. Evaluation de la situation du Canton de Fribourg en comparaison avec la Suisse en termes de consommation et de recyclage du plastique.
 2. Des mesures visant à renforcer l'exemplarité du canton dans l'utilisation des plastiques, notamment la réduction du plastique à usage unique dans le fonctionnement des administrations, écoles, EMS, etc., et la promotion des matériaux biosourcés (notamment pour la construction et la rénovation énergétique des bâtiments) ;
 3. Une comparaison de l'empreinte carbone de l'utilisation de vaisselle jetable par rapport à la vaisselle recyclable lors des événements dans le Canton de Fribourg. Quelles conditions permettent à la vaisselle réutilisable d'avoir une empreinte écologique favorable (transports, fréquence et nombre d'utilisations, etc.) ?
 4. La possibilité de créer une base légale interdisant l'utilisation de plastique à usage unique lors des événements publics ou financés par des fonds publics (cantonaux, régionaux ou communaux), accompagnée de mesures de soutien.
 5. L'exploration de filières de recyclage des plastiques collectés dans les déchetteries du canton pour réduire l'incinération et promouvoir l'économie circulaire. Bien qu'il existe des filières en Suisse, dans certaines déchetteries, seul le PET est séparé.
 6. Une évaluation de la pertinence de renforcer les campagnes de sensibilisation sur la pollution liée au plastique (notamment le littering) et les alternatives possibles, tant pour le grand public que pour les scolaires.
-

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-102

PSEM, exploitation des roches, décharges, encore quelques détails à régler

Auteur-e :	Savary Daniel
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	31.03.25
Développement :	31.03.25
Transmission au Conseil d'Etat :	31.03.25

Dépôt

La notion d'une distance minimale aux gravières devra entrer dans la législation cantonale à la suite des délibérations du Grand Conseil. Mais en marge du débat sur les gravières, le soussigné a également été interpellé par des citoyennes et des citoyens dont les habitations se situent à proximité de décharges ou de projets de décharge. Les gravières et les décharges sont actuellement traitées dans le même chapitre de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (ci-après : LATEC). Or, il ne semble pas que les décharges soient soumises à une obligation de respecter une distance aux zones à bâtir.

Partant, serait-il judicieux d'appliquer également aux décharges les nouvelles dispositions qui seront prises pour les gravières ?

Par ailleurs, ne faudrait-il pas aussi inscrire, dans la LATEC, une distance à l'exploitation des roches, par exemple sur la base de ce qui est mentionné dans le PSEM 2011 ?

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-104

Personnes en situation de handicap, CDPH, seniors et constructions accessibles, quid ?

Auteur-e :	Savary Daniel
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	07.04.25
Développement :	07.04.25
Transmission au Conseil d'Etat :	07.04.25

Dépôt

La prise en considération des personnes en situation de handicap dans le Canton de Fribourg doit dépasser le stade de la compassion et de l'aide ponctuelle. Ces vingt dernières années, il est à relever que des efforts considérables ont été entrepris dans le domaine, notamment en ce qui concerne l'accessibilité. La législation fribourgeoise en matière de construction adaptée s'est montrée plus exigeante dans l'application des normes d'accessibilité, devançant même la législation fédérale. L'acceptation de la motion M 1087.09 du député Joe Genoud, que le soussigné a corédigée en novembre 2009, a permis une grande avancée, plaçant ainsi le Canton de Fribourg parmi les cantons les plus novateurs de l'époque.

Malheureusement, aujourd'hui, le Canton de Fribourg marque le pas, en particulier concernant la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (ci-après : CDPH). Celle-ci est confiée notamment à la déléguée aux questions du handicap, dont le poste à 50 % semble a priori insuffisant pour mener à bien une telle tâche dans un délai raisonnable.

De plus, la récente adoption par le Grand Conseil de la motion 2024-GC-170 « Journée cantonale en faveur des personnes porteuses de handicap ainsi que des éducatrices et des éducateurs » ajoute une nouvelle mission au travail de la déléguée, qui complète un cahier des charges déjà très, voire trop important, probablement au détriment de la mise en œuvre de la CDPH (assemblée générale du Forum handicap Fribourg du 2 avril 2025, présentation des priorités et projets pour 2025 de la déléguée aux questions du handicap et politique cantonale). La CDPH revêt pourtant un caractère obligatoire du fait de l'engagement pris par la Confédération auprès de l'ONU. De plus, sa mise en œuvre contribue très concrètement à l'intégration dans la société des personnes en situation de handicap. Dit simplement, une journée symbolique risque donc de prendre le pas sur des actions vraiment concrètes. Il va sans dire que la majorité du Grand Conseil était animée de louables intentions lors de sa prise de décision. Il n'empêche que dans la pratique, cette décision pourrait s'avérer contre-productive.

Par ailleurs, si l'appareil législatif et normatif en matière de constructions adaptées est tout à fait performant dans le Canton de Fribourg, son application laisse toutefois à désirer. Aujourd'hui, toutes les demandes de permis de construire tombant sous le coup des lois fédérales et cantonales en matière d'accessibilité sont soumises à un examen rigoureux de la commission cantonale ad hoc. En revanche, c'est bien lors de la réalisation des bâtiments et des infrastructures que le bât blesse. Trop souvent, les conditions d'octroi du permis de construire ne sont pas respectées, même pour des constructions publiques. In fine, c'est bien aux communes que revient la tâche de police des constructions et de la délivrance des permis d'occuper ou d'exploiter. Nombre de défauts d'accessibilité passent pourtant au travers des mailles du filet, souvent par méconnaissance de la part des services techniques communaux des obligations en la matière. Pour l'anecdote, les escaliers du service technique (!) flambant neuf de l'une des plus grandes communes du canton n'étaient pas

marqués comme l'exige la norme pour les personnes malvoyantes. Les marches du nouvel escalier menant à la salle du Grand Conseil souffrent du même problème, ce qui est un comble. En résumé, les lacunes sur le terrain sont bien réelles et il convient d'y remédier pour une intégration pleine et complète non seulement des personnes en situation de handicap, mais aussi des seniors, dont la part grandit au sein de la population.

Partant, je remercie le Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes :

1. De toute évidence, le poste à 50 % de la déléguée aux questions du handicap apparaît comme insuffisant pour la réalisation de tous les objectifs qui lui sont assignés, a fortiori si s'y ajoutent de nouvelles tâches comme l'organisation d'une « Journée cantonale en faveur des personnes porteuses de handicap ainsi que des éducatrices et des éducateurs ». Pour mémoire, la mise en œuvre de la CDPH est l'un des buts principaux du poste de la déléguée et non l'organisation d'évènements. Est-il donc possible d'augmenter le pourcentage de ce poste ou de confier certaines tâches de la déléguée à d'autres organismes ou à toute autre association spécialisée via, par exemple, un mandat de prestations ?
 2. Quel délai le Conseil d'Etat estime nécessaire pour la pleine application de la CDPH dans le Canton de Fribourg ?
 3. Le rôle des communes dans l'application sur le terrain des lois et normes en matière d'accessibilité est primordial. Dans la réalité, les communes n'agissent pourtant pas comme il le faudrait, notamment en ce qui concerne les infrastructures et bâtiments publics qui, trop souvent, présentent des défauts dans ce domaine, ce qui n'est pas acceptable. Comment le canton peut-il agir pour que les communes effectuent ce travail avec la célérité nécessaire ?
 4. Pour ses nouvelles réalisations, l'Etat pourrait-il procéder lui-même aux vérifications requises en matière d'accessibilité ?
 5. L'Etat envisage-t-il pour son parc immobilier existant - à commencer par les escaliers d'accès au Grand Conseil - une remise à niveau de l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite ?
-

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-105

Fermeture estivale de la ligne Fribourg-Berne : un coup d'arrêt au transfert modal ?

Auteur-e :	Michellod Savio, Kubski Grégoire
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	07.04.25
Développement :	07.04.25
Transmission au Conseil d'Etat :	07.04.25

Dépôt

La fermeture totale de la ligne ferroviaire Fribourg-Berne pendant près de deux mois, du 27 juin au 25 août 2025, pose d'importants défis pour le Canton de Fribourg. Premier canton pendulaire de Suisse, Fribourg dépend fortement de ses connexions ferroviaires, particulièrement vers Berne et la Suisse alémanique. Cette interruption, exceptionnelle pour des travaux de maintenance sur une ligne de cette importance, survient alors même que les TPF visent une augmentation notable de la répartition modale des transports publics d'ici 2030.

Dans son programme gouvernemental 2022-2026, le Conseil d'Etat précisait expressément que la mobilité était l'un des trois piliers de sa vision 2035 comprenant une « politique de mobilité durable, cherchant à diminuer l'impact des moyens de transport utilisés sur l'environnement ».

Les conséquences pour les pendulaires, notamment en termes de temps de trajet et de conditions de voyage (bus bondés, interdiction du transport des vélos), ainsi que pour le tourisme régional, en pleine période de l'Euro de football féminin suscitent de fortes inquiétudes, d'autant qu'il est aujourd'hui fiscalement peu avantageux dans le canton de choisir les transports publics.

Il existe un fort risque, « l'attractivité de l'offre est le principal levier pour que la population se décide d'utiliser le plus souvent possible les transports publics »¹. Or, « la durée du trajet, le confort et les habitudes jouent un rôle important dans la prise de décision du moyen de transport »² et il existe un réel risque que des pendulaires fribourgeois questionnent leur volonté d'utiliser les transports publics.

Aussi, les auteurs posent les questions suivantes au Conseil d'Etat :

1. Comment le Conseil d'Etat a-t-il réagi à l'annonce de cette fermeture totale de la ligne Fribourg-Berne durant l'été 2025 ; a-t-il entrepris ou va-t-il entreprendre des démarches auprès des CFF pour envisager d'autres solutions moins contraignantes ?
2. Des alternatives à la fermeture complète ont-elles été examinées, par exemple une fermeture limitée à une seule voie, à l'image de ce qui s'est produit en 2022 ?
3. Le Conseil d'Etat estime-t-il que les communes fribourgeoises doivent également intervenir directement auprès des CFF pour défendre les intérêts du canton, comme cela a été fait récemment par des communes du pied du Jura ?

¹ <https://litra.ch/fr/news/prix-litra-2024-habitudes/>

² idem

4. Le Conseil d'Etat est-il intervenu ou entend-il intervenir auprès des CFF, respectivement de l'OFT, concernant l'impossibilité annoncée de transporter des vélos durant cette période de fermeture ?
 5. Le Conseil d'Etat dispose-t-il d'une vision globale des travaux prévus sur les réseaux CFF et TPF dans les mois à venir, et peut-il négocier avec ces opérateurs afin de minimiser les désagréments pour les usagers ?
 6. Alors qu'il est fiscalement désavantageux de choisir les transports publics dans le Canton de Fribourg, qu'entend entreprendre le Conseil d'Etat pour favoriser le choix des transports publics par la population et notamment la population pendulaire ?
-

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-107

Application du nouvel article 39 alinéa 2 lettre d ODAIOU

Auteur-e :	Brügger Adrian, Glauser Fritz
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	16.04.25
Développement :	16.04.25
Transmission au Conseil d'Etat :	16.04.25

Dépôt

Dans le cadre de l'introduction de la nouvelle législation fédérale sur la déclaration d'origine du pain, entrée en vigueur le 1^{er} février 2024 avec une année de mise en conformité, la déclaration d'origine du pain est obligatoire pour les boulangeries, les commerces de détail, les dépôts de pain, l'hôtellerie-restaurant, etc.

« Le pays de production du pain et des produits de boulangerie fine vendus en vrac doit être indiqué par écrit ([art. 39 al. 2, let. d ODAIOUs](#)). Une période transitoire est toutefois accordée jusqu'au 31 janvier 2025 pour implémenter les nouvelles règles relatives à l'indication du pays de production du pain et des produits de boulangerie ». ¹

Nous constatons que nombre d'établissements ne la respectent pas, voire semblent ignorer son entrée en vigueur.

Donc, qu'est-ce que l'autorité compétente, les services du chimiste cantonal, a mis en œuvre pour contrôler la bonne application du nouvel article 39 alinéa 2 lettre d de l'Ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels ?

Les auteurs remercient d'ores et déjà le Conseil d'Etat pour la réponse apportée.

¹ Source : [Gastro Suisse](#)

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-108

Danger pour la cohésion des agriculteurs

Auteur-e :	Cotting Charly
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	16.04.25
Développement :	16.04.25
Transmission au Conseil d'Etat :	16.04.25

Dépôt

Le Canton de Fribourg est un important canton producteur de lait, avec une production d'environ 10 % de la production laitière suisse. Plusieurs industries laitières importantes sont également présentes sur son territoire. De plus, une importante production fromagère fait le renom de notre canton en Suisse, en Europe mais également sur d'autres continents.

On le voit, divers intérêts concernant la filière laitière sont bien présents dans notre canton.

Souvent, dans la défense de ces divers intérêts, les producteurs de lait ont de la peine à faire entendre leur voix. Cela est notamment dû à leur faiblesse économique par rapport aux autres acteurs, à leur grand nombre face à des interlocuteurs peu nombreux et à leur manque d'unité. Afin de compenser un peu la faiblesse de leur groupe lors de négociations, les producteurs de lait ont obtenu, au niveau fédéral, la force obligatoire pour le paiement des cotisations pour diverses organisations de défenses des producteurs de lait. Ces cotisations servent à faire de la publicité générique pour le lait et les produits laitiers ainsi que pour financer les organisations professionnelles des producteurs de lait. Le but de cette « force obligatoire » est qu'il n'y ait pas de producteurs qui profitent de ces publicités ou des autres services sans payer leur part. Cela crée une solidarité entre les producteurs de lait.

Or, tout dernièrement, un conseiller national fribourgeois, Monsieur Nicolas Kolly, a déposé une motion au Conseil National dont le but est de supprimer cette « force obligatoire » dans le secteur laitier. Si cette motion devait être acceptée, elle affaiblirait considérablement la position des producteurs de lait lors de négociations avec leurs partenaires.

1. Est-ce que le Conseil d'Etat était au courant du dépôt de cette motion ?
 - a. A-t-il été consulté au préalable ?
2. Quelle est la position du Conseil d'Etat par rapport à cette motion ?
3. Que peut faire le Conseil d'Etat pour que, malgré des intérêts parfois un peu différents, les producteurs de lait restent unis, notamment pour les négociations entre eux et leurs acheteurs de lait ?

Je remercie le Conseil d'Etat de ses réponses.

—

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-113

Restructuration de Groupe E, quid ?

Auteur-e :	Savary Daniel
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	17.04.25
Développement :	17.04.25
Transmission au Conseil d'Etat :	17.04.25

Dépôt

Le 16 avril 2025, Groupe E a annoncé une importante restructuration en raison notamment d'un « manque de rentabilité sur les très grands chantiers » (La Liberté). Au total, 188 emplois devraient être supprimés.

L'auteur exprime sa pleine solidarité avec les nombreuses personnes se retrouvant ainsi sans emploi. Mais, outre l'émotion, il s'agit désormais de comprendre pourquoi une entreprise de la taille de Groupe E peut être de la sorte mise en difficulté.

Dans sa réponse à la question 2024-GC-311, le Conseil d'Etat a confirmé que Groupe E ne serait pas en concurrence avec des PME mais avec de grands groupes suisses, voire européens. Pourtant, selon différents témoignages, il apparaît que Groupe E exercerait également une concurrence agressive envers des entreprises locales : les prix pratiqués par Groupe E ne seraient simplement pas rentables, surtout en ce qui concerne des chantiers importants.

Toujours selon le Conseil d'Etat, l'obligation « d'unbundling comptable », qui interdit tout subventionnement croisé entre les activités « marché » et les activités « monopole » d'une entreprise parapublique comme Groupe E, assure son bon fonctionnement sous le contrôle sévère du régulateur. Néanmoins, la séparation entre les activités semble difficile à garantir, notamment en ce qui concerne le sponsoring ou la communication sous une seule marque de l'ensemble du groupe.

Partant, je remercie le Conseil d'Etat de répondre aux interrogations suivantes :

1. Les prix pratiqués par Groupe E pour ses activités « marché » sont-ils viables, notamment en ce qui concerne les chantiers importants ?
2. Les licenciements annoncés ne sont-ils pas liés, du moins en partie, à une éventuelle pratique de prix cassés exercée par Groupe E ?
3. Selon le PV d'ouverture des offres d'installations électriques du futur CO de Givisiez, Groupe E aurait proposé le prix le plus bas, de 15 % inférieur au prix de son plus proche concurrent. Si ce qui précède est avéré, est-ce que ce prix est viable ?
4. Groupe E a-t-il pratiqué récemment un déstockage massif, à prix bradé, de pompes à chaleur ?
5. Comment sont répartis les coûts de sponsoring entre les différentes sociétés de Groupe E, respectivement entre les activités « marché » et les activités « monopole » ?
6. A quel montant total se monte le budget de sponsoring annuel de Groupe E ?
7. Comment sont répartis les coûts concernant la publicité entre les différentes sociétés Groupe E, respectivement entre les activités « marché » et les activités « monopole », étant donné que l'entreprise communique sous une marque unique ?
8. Il est compréhensible que le Conseil d'Etat ne souhaite pas interférer dans la gestion opérationnelle de Groupe E. Cependant, au vu des rumeurs persistantes de concurrence agressive que cette société majoritairement en mains publiques pourrait pratiquer et des

répercussions que cette concurrence pourrait avoir sur l'emploi et la stabilité du marché, ne serait-il pas pertinent qu'une analyse approfondie de Groupe E soit menée afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'entreprise selon la mission qui lui a été assignée ?

Dépôt d'un instrument parlementaire

Motion 2025-GC-114

Initiative cantonale – pour intégrer le féminicide au code pénal

Auteur-e :	Savary Daniel, Esseiva Catherine
Nombre de cosignataires :	4
Dépôt :	23.04.25
Développement :	23.04.25
Transmission au Conseil d'Etat :	23.04.25

Dépôt et développement

Conformément à l'article 160 alinéa 1 de la Constitution fédérale, le Grand Conseil est invité à faire usage du droit d'initiative du canton en matière fédérale et invite les Chambres fédérales à intégrer le féminicide au code pénal. Les auteurs invitent le Conseil d'Etat à soutenir cette initiative cantonale.

Le jeudi 10 avril 2025, un homme de 41 ans, d'origine kosovare, a tué son épouse de 39 ans alors qu'elle faisait le ménage au domicile de son employeur à Épagny (FR). L'auteur aurait ensuite incendié les lieux avant de se suicider.

Cet événement tragique ne peut être considéré comme un cas isolé. Il s'inscrit dans une tendance préoccupante et persistante de la violence faite aux femmes dans la sphère domestique. Selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), en 2024, 26 homicides ont été enregistrés dans le cadre domestique, représentant 57,8 % de l'ensemble des homicides commis en Suisse cette année-là (total : 45). Parmi les victimes, 19 ont été tuées dans le cadre d'une relation de couple actuelle ou passée, dont 17 étaient des femmes. (cf. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/criminalite-droit-penal/police/violence-domestique.html>) Ces données démontrent une disproportion manifeste : les femmes paient un lourd tribut à la violence dans l'espace intime.

Aujourd'hui, le droit pénal suisse reconnaît certes certaines circonstances aggravantes, mais ne nomme pas explicitement le féminicide. L'article 111 CP (meurtre) et l'article 112 CP (assassinat) répriment l'acte de donner intentionnellement la mort à autrui, y compris à une femme. De plus, le fait que la mort intervienne au terme d'une succession d'infractions est un cas d'aggravation générale de la peine (art. 49 CP). Quant au fait de tuer la victime au seul motif qu'elle est une femme et/ou en l'ayant fait souffrir, c'est un facteur susceptible de justifier une peine sévère (art. 47 CP). Enfin, la jurisprudence du Tribunal fédéral a consacré la notion de « tyran domestique » (ATF 122 IV 1), qui correspond, dans bien des cas, au profil de l'auteur d'un féminicide.

Mais cela ne suffit plus. Le système actuel échoue à rendre visible la spécificité des homicides sexistes, à en souligner la dimension structurelle, et à provoquer une véritable prise de conscience collective. Il convient de définir le féminicide comme l'acte de tuer une femme en raison de son genre, souvent au terme d'un continuum de violences exercées par un partenaire ou un ex-partenaire : insultes, violences psychologiques, menaces, contraintes (sexuelles ou non), violences physiques. Ce schéma s'inscrit dans une logique de domination, de contrôle coercitif, dont la victime ne parvient pas à se libérer, même lorsqu'elle tente de fuir ou de résister.

Il est évident qu'en réponse au drame d'Epagny, plusieurs mesures cantonales et structurelles sont indispensables pour lutter efficacement contre ces violences, comme la mise en place d'unités spécialisées au sein des polices cantonales, une meilleure formation de toute la chaîne d'intervention (police, justice, santé) au contrôle coercitif, un élargissement de l'utilisation du

bracelet électronique et un renforcement du financement des organisations d'aide aux victimes. Il en va de la responsabilité de l'Etat de Fribourg.

Cependant, ces mesures doivent impérativement être complétées au niveau fédéral par une réforme du code pénal. Le droit pénal a un pouvoir désignateur fort : il nomme les comportements que la société considère comme particulièrement graves et socialement inacceptables — meurtre, assassinat, meurtre passionnel, etc. Nommer le féminicide, c'est reconnaître une réalité, donner de la visibilité à une violence typique, et favoriser sa prévention.

Ainsi, face à la multiplication des drames, à la récurrence des violences mortelles contre les femmes, et à la spécificité du mécanisme qui les sous-tend, les auteurs de la présente motion demandent que les Chambres fédérales se penchent sur l'introduction du féminicide dans le code pénal, en précisant qu'il s'agit d'une circonstance aggravante par rapport à l'homicide car occasionnée dans un contexte de relations inégales et discriminantes de pouvoir entre hommes et femmes. Pour ce faire, il est nécessaire de définir légalement le féminicide comme une infraction spécifique, d'adapter les articles pertinents de la législation en conséquence afin d'assurer la cohérence des mesures pénales avec les politiques de prévention et de protection en vigueur.

Dépôt d'un instrument parlementaire

Postulat 2025-GC-115

Pour des places d'accueil d'urgence suffisantes !

Auteur-e :	Levrat Marie, Menétrey Lucie
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	24.04.25
Développement :	24.04.25
Transmission au Conseil d'Etat :	24.04.25

Dépôt et développement

L'association Solidarité Femmes tirait déjà la sonnette d'alarme en novembre dernier. Elle exerce depuis 1993, année de l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infraction (LAVI), un rôle clé dans le suivi et le soutien aux femmes et aux enfants victimes de violences. Elle a notamment pour mission d'accueillir les femmes et les enfants qui en ont besoin dans des lieux sécurisés qui sont appelés « maison d'accueil » ou « maison d'urgence ».

Ces dernières années, le nombre d'accueil et de nuitées a considérablement augmenté, passant de 2'559 nuitées en 2000 à 4'425 nuitées en 2023. La pression augmente ainsi sur l'association qui ne peut loger toutes les femmes dans des maisons d'accueil, ne contenant que six chambres, mais doit souvent en loger dans des hôtels. En 2024, Solidarité Femmes a hébergé 33 femmes et 22 enfants à l'hôtel. Elle présente ainsi un taux d'occupation moyen de la maison d'urgence de plus de 100%, alors que celui-ci ne devrait dépasser les 80%.

En plus de coûter cher au canton de Fribourg, loger des femmes victimes de violences à l'hôtel est pour le moins inadéquat. Dans la maison d'accueil, ces dernières bénéficient d'un accompagnement journalier, de la présence d'autres femmes dans la même situation et surtout d'un endroit sécurisé et inconnu qu'est la maison d'urgence. Ce n'est pas le cas à l'hôtel.

La réponse à des féminicides tels que celui d'Epagny ne doit pas être l'insuffisance de financement des prestations si essentielles que celles de la protection des victimes. Ainsi, nous chargeons le Conseil d'Etat d'étudier les possibilités de prévoir une place d'accueil d'urgence par 10'000 habitants, tel que le recommande le Conseil de l'Europe¹. Cette situation permettrait une prise en charge adéquate des victimes de violences conjugales, conformément à la Convention d'Istanbul et aux normes légales en vigueur.

¹ Rapport final d'activité, Task Force du Conseil de l'Europe pour combattre la violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique, p. 93 (rm.coe.int/168069603c)

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-116

Nouveau financement de l'HFR : une société immobilière pour mieux maîtriser les risques financiers ?

Auteur-e :	Dorthe Sébastien, Michellod Savio
Nombre de cosignataires :	—
Dépôt :	05.05.25
Développement :	05.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	05.05.25

Dépôt

Dans le cadre du projet de construction du nouvel Hôpital cantonal fribourgeois, l'utilisation d'une société immobilière spécifiquement créée pour gérer la construction et le financement de l'infrastructure pourrait présenter plusieurs avantages. En effet, cette approche, déjà mise en œuvre par les collectivités publiques via des sociétés dédiées ou des partenariats public-privé (PPP), permettrait au Canton de Fribourg de répartir les risques financiers liés au projet, de préserver la capacité d'endettement de l'Etat et de bénéficier d'une expertise spécialisée en gestion immobilière. En recourant à un tel montage, une partie des fonds serait directement assurée par l'Etat, tandis que le solde serait emprunté par la société immobilière auprès de banques ou d'autres investisseurs privés.

Ce modèle pourrait notamment permettre une réalisation plus rapide et efficace du projet tout en assurant une meilleure maîtrise budgétaire à long terme. Toutefois, il nécessite une vigilance particulière quant aux éventuels risques liés à la perte partielle de contrôle public, à l'augmentation potentielle des coûts globaux de financement, ainsi qu'aux contraintes juridiques ou politiques associées.

Au vu de ces considérations, nous posons les questions suivantes au Conseil d'Etat :

1. Le Conseil d'Etat a-t-il envisagé ou étudié la possibilité de recourir à une société immobilière ou à un partenariat public-privé pour financer la construction du nouvel HFR ?
 2. Quels seraient, selon le Conseil d'Etat, les principaux avantages et inconvénients d'un tel modèle dans le contexte fribourgeois ?
 3. Existe-t-il des obstacles juridiques, financiers ou administratifs majeurs qui empêcheraient ou compliqueraient la mise en place d'une telle solution pour l'HFR ?
 4. Le Conseil d'Etat serait-il prêt à mener une analyse comparative approfondie de ce modèle avec les formes classiques de financement public pour le nouvel HFR, dans l'objectif d'identifier clairement l'approche la plus avantageuse pour le canton ?
-

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-117

Deep See Mining : l'entreprise Allseas ou un navire titanesque sous pavillon fribourgeois !

Auteur-e :	Berset Christel, Vial Pierre
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	08.05.25
Développement :	08.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	08.05.25

Dépôt

Les océans sont aujourd'hui gravement menacés. Des centaines de scientifiques à travers le monde alertent sur les dangers de l'exploitation minière en eaux profondes : le deep sea mining. Cette pratique consiste à racler le plancher océanique, souvent à plusieurs milliers de mètres de profondeur, afin d'en extraire des métaux stratégiques comme le cobalt, le nickel, le manganèse ou le cuivre, principalement utilisés dans la fabrication de batteries pour téléphones, ordinateurs ou voitures électriques. Ces opérations industrielles lourdes risquent de causer des dommages irréversibles aux écosystèmes marins et à la biodiversité, de libérer du carbone stocké depuis des millénaires dans les sédiments profonds et, ce faisant, de compromettre durablement la stabilité environnementale de notre planète.

Depuis deux ans maintenant, la Suisse et le Conseil fédéral se positionnent en faveur d'un moratoire sur l'exploitation commerciale de la zone internationale des fonds marins. De son côté, la population fribourgeoise a bien compris l'importance de protéger l'environnement et les droits humains face aux agissements de certaines entreprises multinationales. C'est par exemple dans cette perspective qu'elle a soutenu, à plus de 56,5 % l'initiative pour des multinationales responsables.

C'est pourquoi les récentes révélations de la presse nous interpellent. Le Canton de Fribourg abrite en effet le siège de l'entreprise Allseas, sise à Châtel-Saint-Denis, l'un des leaders mondiaux de l'exploitation minière des fonds marins. Parmi les trois administrateurs de cette société, il y a deux personnalités fribourgeoises, bien connues à Fribourg, qui administrent toutes les sociétés Allseas du groupe. A la suite d'un récent décret de Donald Trump, cette société envisage d'affréter un navire titanesque destiné au forage sous-marin dans les eaux internationales, au mépris flagrant du droit international.

Nous prions le Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes :

1. Que pense le Conseil d'Etat du fait qu'un navire d'une compagnie basée dans le Canton de Fribourg s'apprête à violer le droit international pour aller racler le plancher des océans en détruisant des écosystèmes marins et en menaçant la biodiversité ? Comment évalue-t-il l'impact potentiel de ces activités sur l'image du Canton de Fribourg ?
2. L'entreprise Allseas a-t-elle bénéficié d'aides financières, de subventions ou d'avantages fiscaux de la part des autorités cantonales ?
3. Existe-t-il un quelconque lien entre la Promotion économique du Canton de Fribourg et l'entreprise Allseas ? Si oui, de quelle nature est ce lien ?
4. Le canton prend-il en compte les aspects environnementaux et sociaux ainsi que les conventions internationales ratifiées par la Suisse dans le choix des entreprises qu'il choisit d'attirer sur son territoire et/ou auxquelles il accorde des avantages fiscaux ?

5. Le Conseil d'Etat entend-il se décharger de toute responsabilité et fermer les yeux sur les activités des entreprises privées qu'il accueille, même lorsque celles-ci pourraient violer les droits humains et environnementaux sous prétexte de leur nature privée ?
-

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-118

Quel est le coût de la suppression de la valeur locative pour le Canton de Fribourg ?

Auteur-e :	Rey Alizée, Senti Julia
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	09.05.25
Développement :	09.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	09.05.25

Dépôt

La population suisse votera, probablement en septembre, sur le changement du système d'imposition du logement. Selon les derniers chiffres disponibles, la suppression de la valeur locative coûtera environ 1,7 milliard de francs à la Confédération, aux cantons et aux communes.

La mise en œuvre du nouvel impôt sur les résidences secondaires n'est pas claire et tout indique qu'elle ne compensera en aucun cas les pertes fiscales. Ces pertes entraîneront inévitablement une augmentation des impôts et des taxes pour la population.

Il est donc important d'évaluer l'impact financier de ce changement de système pour le Canton de Fribourg. A cet effet, le Conseil d'Etat est prié de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1. Quelle est l'estimation des pertes fiscales potentielles qu'engendrerait une telle mesure pour les finances cantonales et pour les communes ?
2. De combien devrait être augmenté le taux d'imposition cantonal pour les personnes physiques ou morales pour compenser ces pertes fiscales ?

Nous remercions le Conseil d'Etat pour sa réponse.

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-119

HIB qui rit, HFR qui pleure, quid ? L'heure des choix

Auteur-e :	Savary Daniel
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	12.05.25
Développement :	12.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	12.05.25

Dépôt

A l'heure des comptes 2024 des deux hôpitaux fribourgeois, la différence de leurs résultats respectifs interpelle. Pour la troisième année consécutive, l'HIB présente un résultat positif, tandis que l'HFR s'enfonce une fois de plus dans les chiffres rouges, à hauteur de 38,9 millions. Bien entendu, l'HIB et l'HFR ne sont pas pleinement comparables et remplissent des missions différentes : l'HFR est un hôpital central couvrant en grande partie les besoins sanitaires d'un canton tandis que l'HIB est un hôpital régional répondant à une mission locale et intercantonale. Pourtant, la stratégie de l'HIB et les prestations qu'il offre aux patients broyards interrogent. Là où l'HFR a drastiquement réduit ses prestations dans les régions, l'HIB les a, au contraire, renforcées. Par exemple, l'HIB a maintenu des urgences de proximité 24/7, une maternité et des soins intensifs, autant de services qui ont disparu, notamment à l'HFR de Riaz. Pourtant, l'HIB dessert une région bien moins peuplée que le Sud fribourgeois, soit environ 90 000 habitants pour la Broye fribourgeoise et vaudoise, contre 110 000 habitants pour la Gruyère, la Glâne, la Veveyse et le Pays-d'Enhaut.

Dans sa stratégie de concentration des prestations sur son site central, l'HFR a argumenté que la densité hospitalière n'était plus tenable, non seulement financièrement, mais aussi du point de vue de la qualité des soins à maintenir sur chaque site. Les courtes distances entre les sites périphériques et l'hôpital central ne justifiaient donc plus le maintien de nombre de prestations dans les régions. Pourtant, l'HIB propose un catalogue de services très complet et se situe à 23 minutes seulement de l'HFR de Fribourg. L'HFR de Riaz, quant à lui, est éloigné de la même distance, mais son offre de prestations a été largement démantelée.

En conséquence de son succès, l'HIB prévoit désormais de s'agrandir à court terme afin de mieux répondre aux attentes des patients. En revanche, la direction de l'HFR, par mesures d'économies, vient de renoncer à son programme de développement pour son site de Riaz.

En résumé, l'HIB est un hôpital régional en plein développement, offrant une palette de prestations très complète, qui affiche depuis plusieurs années des résultats financiers positifs. L'HFR de Riaz propose toujours moins de services et ne se développera plus, bien qu'il dessert une région en forte progression démographique. De facto, ce n'est plus vraiment un hôpital. De plus, l'HFR présente, année après année, des résultats déficitaires et se retrouve dans une situation financière préoccupante. Dans ce contexte particulier où le Canton de Fribourg sera amené à faire des choix stratégiques pour l'avenir de son hôpital, je remercie le Conseil d'Etat d'apporter ses réponses aux interrogations suivantes :

1. Au vu du développement réjouissant de l'HIB, pourquoi l'HFR a-t-il renoncé à une stratégie régionale au profit d'une concentration des prestations sur un seul site ?
2. Est-il possible que l'HFR révise sa politique de concentration de ses prestations sur son site central et développe à nouveau les sites périphériques, notamment le site de Riaz, suivant l'exemple de l'HIB ?

3. L'HFR, qui affiche des pertes financières récurrentes, est en faillite virtuelle. Il connaît un exode massif de sa patientèle vers l'extérieur du canton et le nouvel hôpital central, promis pour 2030, sera réalisé, au mieux, en 2035. La stratégie choisie était-elle vraiment la bonne ?
 4. L'HIB a maintenu une palette de prestations très complète, comme les urgences 24/7, une maternité et des soins intensifs. Lors du démantèlement de ces services dans le Sud fribourgeois, l'HFR avait argumenté que leur maintien pouvait exposer la patientèle à une perte de la qualité des soins, voire à une mise en danger des patients. La concentration des prestations sur le site central de l'HFR Fribourg devait donc assurer une meilleure sécurité. Dès lors, la politique de l'HIB en tant qu'hôpital régional multirôle présente-t-elle un danger pour ses patients ?
 5. Vu le démantèlement des prestations hospitalières dans les régions et leur concentration sur le site central de l'HFR, il semble désormais difficile de renverser la tendance. Aussi, outre les considérations de politique régionaliste, l'HFR ne devrait-il pas achever le processus engagé, c'est-à-dire supprimer toutes les prestations qui ne sont pas absolument nécessaires dans les régions ?
 6. Les images illustrant le mandat d'étude parallèle concernant l'emplacement du futur site de l'HFR montrent une taille de bâtiments qui surprend par son ampleur. La préparation du concours d'architecture est en cours et, partant, le programme du futur bâtiment est en train d'être défini. Est-il raisonnable d'arrêter ce programme tant qu'il n'existe pas de stratégie claire dans le développement de l'HFR ?
 7. De plus, le programme prévu pour la réhabilitation du bâtiment existant apparaît comme peu clair et sa nécessité ne semble pas avérée. Le campus, quant à lui, semble disproportionné. La taille de l'ensemble du projet est-elle véritablement en adéquation avec les besoins réels du Canton de Fribourg ?
 8. Toujours par souci de rationalisation des moyens, est-il raisonnable de maintenir le projet d'un très grand ensemble hospitalier et de formation à Fribourg, d'un coût approchant le milliard de francs, plutôt que d'approfondir les collaborations avec les hôpitaux universitaires de Berne et de Lausanne ? Un « grand HIB » à Fribourg, avec des antennes régionales pour garantir les prestations de base, ne serait-il pas plus réaliste ?
 9. Fribourg est un canton pauvre, aux finances préoccupantes, et est tributaire de la péréquation fédérale. Dès lors, sans tabou aucun, est-il raisonnable, nécessaire, d'y maintenir la formation de médecins dont le coût important est, pour l'instant, sans retour probant sur investissement ?
-

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-120

Pourquoi le Canton de Fribourg ne participe-t-il pas à la campagne commune pour les victimes d'agressions sexuelles ?

Auteur-e :	Berset Alexandre
Nombre de cosignataires :	—
Dépôt :	14.05.25
Développement :	14.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	14.05.25

Dépôt

Les Cantons de Genève, Vaud et Valais ont lancé, en mai 2025, une campagne commune et multilingue pour sensibiliser les victimes d'agressions sexuelles à l'existence de dispositifs de prise en charge dans les hôpitaux publics, accessibles 24h/24 et 7j/7. Cette initiative fait suite à une augmentation alarmante des cas d'agressions sexuelles rapportés en 2024 (+19 % à Genève, +45 % en Valais et +9 % dans le Canton de Vaud).

Le but de la campagne est de rappeler que toute victime, même si elle ne souhaite pas porter plainte, a droit à une prise en charge médicale, psychologique et médico-légale immédiate. Le message central est « la honte doit changer de camp ».

Actuellement, le Canton de Fribourg ne participe pas à cette campagne essentielle.

Au vu de ce qui précède, le soussigné prie le Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes :

1. Pourquoi le Canton de Fribourg ne participe-t-il pas à la campagne commune pour les victimes d'agressions sexuelles lancée par Genève, Vaud et Jura en mai 2025 ?
 2. Le Canton de Fribourg prévoit-il de rejoindre cette campagne ?
 3. Le Conseil d'Etat considère-t-il le sujet des agressions sexuelles et de l'aide aux victimes comme non prioritaire ?
 4. Quelle est l'évolution du nombre de cas d'agressions sexuelles dans le Canton de Fribourg ?
 5. Quelles mesures prévoit le Conseil d'Etat afin de combattre efficacement contre les agressions sexuelles ?
 6. Quelles mesures prévoit le Conseil d'Etat afin de prendre en charge globalement les victimes ?
-

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-121

Horaire continu dans le secondaire I : stratégie cantonale, impacts et compétences décisionnelles

Auteur-e :	Dupré Lucas, Fattebert David
Nombre de cosignataires :	—
Dépôt :	14.05.25
Développement :	14.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	14.05.25

Dépôt

Dans le district du Lac, une expérience d'horaire continu a été réalisée dans l'enseignement secondaire. D'autres établissements comme le Cycle d'orientation de la Glâne envisagent également de modifier l'organisation de la journée scolaire en instaurant des horaires qui s'inspirent de ce modèle : réduction de la pause de midi, repas obligatoires à l'école, cours terminant à 15 heures ou pouvant débuter à 9 heures, etc.

Ces adaptations soulèvent de nombreuses questions, tant pédagogiques qu'organisationnelles. Les effets sur la conciliation travail-famille, les coûts induits pour les parents (repas obligatoires), les conséquences sur la logistique communale (restauration scolaire, infrastructures, transport) et la compatibilité de ces horaires avec le monde professionnel sont autant de dimensions à considérer.

Par ailleurs, il apparaît que les communes concernées, pourtant propriétaires des infrastructures scolaires et partenaires essentiels dans la gestion des cycles d'orientation, ne sont pas systématiquement associées à la réflexion préalable à de tels changements.

Dans ce contexte, nous remercions le Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes :

1. Quelle est la stratégie du Conseil d'Etat en matière d'horaire scolaire dans le secondaire I ? L'horaire continu est-il encouragé au niveau cantonal ?
 2. Les expériences pilotes dans le district du Lac (ou ailleurs) en matière d'horaire continu ont-elles été évaluées ? Quelles conclusions en tire le Conseil d'Etat ?
 3. Le Conseil d'Etat estime-t-il que ce modèle améliore les apprentissages ou le bien-être des élèves ?
 4. Quelle est la procédure prévue lorsqu'un établissement souhaite adopter un horaire continu ? Quelles sont les compétences respectives du canton, de la direction d'établissement et des communes dans ce type de décision ?
 5. Les communes propriétaires des infrastructures et souvent responsables du service de restauration scolaire ne devraient-elles pas être formellement consultées en amont d'une telle évolution ?
 6. Des compensations financières cantonales sont-elles envisagées pour les communes concernées par une hausse des charges (repas, personnel, infrastructures) ?
 7. Des mesures d'accompagnement sont-elles prévues pour les familles confrontées à des horaires inadaptés à leur rythme de travail ?
 8. Le Conseil d'Etat a-t-il évalué les conséquences potentielles de l'horaire continu sur les taux de couverture des lignes de bus en trafic régional, notamment dans les zones rurales ? Un tel changement pourrait-il faire chuter la fréquentation en dessous du seuil minimal de 10 %, remettant ainsi en question la viabilité de certaines lignes ?
-

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-122

Moratoire sur les stagiaires : quels risques pour le droit à un jugement rapide ?

Auteur-e :	Dorthe Sébastien, Michellod Savio
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	15.05.25
Développement :	15.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	15.05.25

Dépôt

Le 14 mai 2025, le Service de la justice a annoncé un moratoire immédiat sur la conclusion de nouveaux contrats de stage pour l'année 2025, en raison d'un dépassement budgétaire prolongé. Dans plusieurs tribunaux, les stagiaires assurent pourtant jusqu'à un quart des tâches rédactionnelles. Leur retrait risque donc d'allonger sensiblement les délais de procédure et de compromettre le droit constitutionnel à un jugement dans un délai raisonnable (art. 29 Cst., art. 6 CEDH). Cette mesure suscite ainsi de vives inquiétudes quant à la qualité du service public de la justice et à la formation des futurs juristes du canton.

Aussi, nous posons les questions suivantes :

1. Le Conseil d'Etat est-il conscient qu'en retranchant une part significative des ressources rédactionnelles des tribunaux, le moratoire risque d'aggraver l'engorgement déjà constaté ?
 2. Quelles analyses d'impact sur les délais de procédure et la qualité du service public de la justice ont été effectuées avant la prise de décision ? Le Conseil d'Etat peut-il en communiquer les résultats ou, à défaut, en mandater une sans délai ?
 3. Quelles solutions immédiates (crédits complémentaires, transferts budgétaires, renforts temporaires, collaboration inter-directions, etc.) le Conseil d'Etat envisage-t-il pour garantir le respect du délai raisonnable et éviter d'éventuelles actions en responsabilité de l'Etat ?
 4. Dans quel délai le Conseil d'Etat compte-t-il présenter une nouvelle solution au Service du personnel et d'organisation et lever (ou assouplir) le moratoire ? Quelles conditions financières et organisationnelles doivent être réunies pour y parvenir ?
-

Dépôt d'un instrument parlementaire

Motion 2025-GC-124

Pour un renforcement urgent et durable des ressources du pouvoir judiciaire

Auteur-e :	Lepori Sandra, Savary Daniel
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	16.05.25
Développement :	16.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	16.05.25

Dépôt et développement

Contexte

Dans son rapport annuel 2024, le Conseil de la magistrature qualifie la situation de « catastrophique » au sein du pouvoir judiciaire fribourgeois. Cette évaluation est corroborée par des données alarmantes : hausse constante du nombre d'affaires (+1500 en un an), surcharge chronique des magistrats (plus de 5000 heures supplémentaires déclarées), épuisement du personnel, multiplication des arrêts maladie et départs de collaborateurs expérimentés.

Les justices de paix, en particulier, sont en situation de crise. A titre d'exemple, la Justice de paix de la Sarine a dû solliciter à elle seule 7,5 EPT supplémentaires, sans que ses besoins soient satisfaits. Chaque magistrat y gère actuellement en moyenne 1050 dossiers, y compris des cas d'urgence absolue relevant de la santé mentale, de la protection de l'enfance ou de la violence domestique.

L'article 120 de la Constitution fribourgeoise stipule pourtant que « le Grand Conseil accorde au pouvoir judiciaire les moyens nécessaires pour assurer la célérité et la qualité de la justice ». Cet impératif constitutionnel n'est aujourd'hui plus respecté.

Demande

Par la présente motion, les signataires demandent au Conseil d'Etat :

1. **d'octroyer sans délai des effectifs supplémentaires** au pouvoir judiciaire, au minimum sous forme de contrats à durée déterminée, en vue de soulager les juridictions les plus exposées (en particulier les justices de paix, les tribunaux d'arrondissement et le Tribunal cantonal) ;
2. **d'intégrer durablement ces besoins dans la planification budgétaire**, en garantissant un ajustement progressif mais conséquent des EPT au sein du pouvoir judiciaire, proportionnel à l'évolution de la population et de la charge de travail ;
3. **d'accélérer la mise en œuvre de la réforme de la loi sur la justice**, notamment la réorganisation des autorités judiciaires en cinq unités, en veillant à ce que cette réorganisation ne serve pas de prétexte à différer les renforts urgents ;
4. **de présenter au Grand Conseil, d'ici à la fin 2026, un plan d'action** complet et pluriannuel pour garantir à long terme la stabilité, la célérité et l'accessibilité de la justice, en lien avec les défis sociaux, démographiques et législatifs actuels.

Conclusion

Il en va du respect des droits fondamentaux, de la protection des plus vulnérables et du bon fonctionnement de l'Etat de droit. Le maintien d'une justice indépendante, efficace et accessible est une condition essentielle à la démocratie. Le Grand Conseil se doit de réagir à la hauteur de la gravité du constat posé par le Conseil de la magistrature.

Dépôt d'un instrument parlementaire

Motion 2025-GC-125

Séparation des activités de Groupe E

Auteur-e :	Savary Daniel, Lepori Sandra
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	19.05.25
Développement :	19.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	19.05.25

Dépôt et Développement

Le Groupe E traverse actuellement une période délicate marquée par des difficultés financières et organisationnelles. Ces problèmes trouvent notamment leur origine dans des pertes importantes enregistrées sur de gros chantiers liés à ses activités d'installations électriques. En revanche, les activités en grande partie monopolistiques de production et de distribution d'énergie de l'entreprise continuent de fonctionner efficacement et sans difficulté majeure.

La situation financière de Groupe E, en majeure partie imputable à ses activités d'installations électriques et de chauffage, a conduit à une vague de licenciements parmi le personnel, ce qui a amplifié les préoccupations autour de l'image de l'entreprise. Ces activités sont régulièrement désignées comme étant propices à l'exercice d'une concurrence agressive et d'une politique de prix cassés, ce qui déstabilise le marché et provoque des tensions économiques dans toute la Suisse romande. De plus et malgré les assurances du Conseil d'Etat, il n'est pas sain pour la réputation de l'entreprise qu'il subsiste des interrogations sur de possibles financements croisés entre les activités de quasi-monopole et les activités opérant sur le marché libre.

En conséquence, le dégât d'image qui affecte Groupe E se répercute directement sur le Canton de Fribourg, propriétaire à 80 % de l'entreprise. De facto, le canton est associé à une entité considérée comme agressive, adoptant des pratiques commerciales jugées déloyales. Cette situation nuit également à la réputation du Canton de Fribourg et soulève des préoccupations éthiques.

Afin de remédier à cette situation et de restaurer la crédibilité de Groupe E et du Canton de Fribourg, il est proposé de séparer les activités de l'entreprise en deux entités distinctes :

- > une entité dédiée aux activités en grande partie monopolistiques, notamment la production et la distribution d'énergie, qui continuerait à opérer sous le contrôle de l'Etat de Fribourg ;
- > une entité distincte pour les activités compétitives, telles que les installations électriques et de chauffage, qui pourrait fonctionner de manière indépendante ou sous une structure différente, permettant ainsi une meilleure régulation des pratiques commerciales. A terme, une privatisation complète de cette entité est envisageable.

La séparation des activités de Groupe E offrirait plusieurs avantages :

- > Elle permettrait de distinguer les activités quasi monopolistiques des activités compétitives, évitant ainsi tout mélange pouvant nuire à la transparence et à la gestion.
- > Elle réduirait les risques de dégât d'image en dissociant les activités plus problématiques des secteurs fonctionnant efficacement. La réputation de Groupe E et celle du Canton de Fribourg pourrait ainsi être pleinement restaurée.

- > Elle encouragerait un développement efficient de l'ensemble des activités actuelles de Groupe E. Devenue indépendante l'une de l'autre, chaque entité pourrait concentrer ses efforts sur ses missions respectives, améliorant ainsi les performances globales par des gestions distinctes et optimales. De plus, cette séparation stimulerait une émulation constructive entre les différents acteurs du marché.

La séparation des activités de Groupe E semble être une solution raisonnable et nécessaire pour résoudre les problèmes actuels rencontrés par l'entreprise et pour protéger la réputation du Canton de Fribourg. Cette motion vise donc à séparer les activités de Groupe E en deux entités clairement distinctes et indépendantes l'une de l'autre. La propriété de chaque entité est laissée à la libre appréciation du Conseil d'Etat.

Einreichen eines parlamentarischen Vorstosses

Resolution 2025-GC-130

Für einen vollständigen Waffenstillstand und einen dauerhaften Frieden in Gaza

Urheber/in:	Alexandre Berset, François Ingold
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	–
Einreichung:	20.05.2025
Begründung:	20.05.2025

Begehren

Wir, Mitglieder des Grossen Rats des Kantons Freiburg, fordern einen vollständigen Waffenstillstand in Gaza. Wir fordern die bedingungslose Achtung des humanitären Völkerrechts durch die israelischen Streitkräfte. Wir fordern die Freilassung aller Geiseln, die noch in der Gewalt der Hamas sind. Wir unterstützen das Recht der Palästinenserinnen und Palästinenser auf Selbstbestimmung sowie ihr Recht, im Gazastreifen und im besetzten Westjordanland zu leben. Wir lehnen Antisemitismus, jede Form von Diskriminierung und Aufrufe zum Hass entschieden ab. Wir setzen uns für einen dauerhaften Frieden ein.

Wir weigern uns, angesichts der Gewalt und der Ermordung von Zivilpersonen zu schweigen, und sprechen allen Opfern des Konflikts unsere volle Unterstützung aus.

Wir fordern den Bundesrat auf, alles zu tun, um Frieden zu stiften.

Begründung

Nach dem ungerechtfertigten Angriff der Hamas auf Israel am 7. Oktober 2023 startete die israelische Regierung eine beispiellose Offensive in Gaza, die die gesamte Region noch weiter ins Chaos stürzte. Auf israelischer Seite wurden 1.218 Zivilisten getötet, 58 Menschen sind zudem weiterhin als Geiseln in Gaza festgehalten. Die israelische Offensive forderte mindestens 50.000 Tote im Gazastreifen, darunter hauptsächlich Zivilpersonen, insbesondere Kinder.¹ Seit der Offensive befindet sich der Gazastreifen in einer untragbaren Notlage: Alle lebenswichtigen Infrastrukturen sind betroffen, Krankenhäuser können keine grundlegende medizinische Versorgung mehr leisten, und die Bevölkerung Gazas leidet täglich stärker Hunger, während die internationale Gemeinschaft zusieht.

Im Mai 2024 beantragte der Internationale Strafgerichtshof (IStGH) Haftbefehle gegen den israelischen Premierminister Benjamin Netanjahu und Hamas-Führer wegen Kriegsverbrechen.

Benjamin Netanjahu kündigte am 5. Mai 2025 eine neue militärische Aktion mit dem Ziel, palästinensisches Gebiet zu erobern, wobei auch eine unzulässige Umsiedlung eines Teils der Bevölkerung Gazas in andere Länder in Erwägung gezogen wurde.

In der Schweiz und weltweit ist die Zahl antisemitischer Vorfälle seit Beginn des Konflikts in besorgniserregender Weise gestiegen.

¹ RTS. Guerre au Proche-Orient. Publié le 30 mars 2025. <https://www.rts.ch/info/dossiers/2024/guerre-au-proche-orient/2025/minute-par-minute/28836899.html>

Wir, Mitglieder des Freiburger Grossen Rats, sind entsetzt über das Massaker an Zivilpersonen, darunter ein sehr hoher Anteil an Kindern. Wir möchten, dass alle Palästinenserinnen und Palästinenser sowie Israelis in Frieden und Sicherheit leben können. Daher rufen wir zu einem sofortigen Waffenstillstand auf und fordern unsere Bundesbehörden auf, alles zu tun, um Zivilpersonen zu schützen und die Konfliktlösung im Hinblick auf einen dauerhaften Frieden zu unterstützen.

—

Dépôt d'un instrument parlementaire

Résolution 2025-GC-130

Pour un cessez-le-feu total et une paix durable à Gaza

Auteur-e : **Alexandre Berset, François Ingold**

Nombre de cosignataires : –

Dépôt : **20.05.2025**

Développement : **20.05.2025**

Dépôt

Nous, membres du Grand Conseil du Canton de Fribourg, appelons à un cessez-le-feu total à Gaza. Nous appelons à un respect inconditionnel du droit international humanitaire par les forces armées israéliennes. Nous appelons à la libération de tous les otages encore aux mains du Hamas. Nous soutenons le droit des Palestinien-ne-s à leur autodétermination, à leur droit à vivre sur la bande de Gaza et le territoire occupé de Cisjordanie. Nous rejetons avec force l'antisémitisme et l'islamo-phobie, ainsi que toute forme de discrimination et d'appel à la haine. Nous appelons de nos vœux une paix durable.

Nous refusons de nous taire face aux violences et aux meurtres à l'encontre de personnes civiles et nous assurons notre plein soutien à toutes les victimes du conflit. Nous appelons le Conseil fédéral à mettre tout en œuvre pour soutenir la paix.

Développement

A la suite de l'inique attaque perpétrée par le Hamas en Israël le 7 octobre 2023, le gouvernement israélien déclençait une offensive sans précédent à Gaza, plongeant encore un peu plus toute la région dans le chaos. Du côté israélien, on décompte 1218 civils tués ; 58 personnes sont par ailleurs encore retenues en otage à Gaza. L'offensive israélienne a quant à elle fait au moins 50 000 morts dans la Bande de Gaza, dont une majorité de personnes civiles et surtout des enfants. Depuis l'offensive, la bande de Gaza est plongée dans une détresse inacceptable : toutes les infrastructures vitales sont touchées, les hôpitaux ne peuvent plus prodiguer les soins de base et la population gazaouie plonge tous les jours un peu plus dans la famine, sous la sidération de la communauté internationale.

En mai 2024, la Cour pénale internationale (CPI) demandait des mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et des dirigeants du Hamas pour crime de guerre.

Benjamin Netanyahu a annoncé, le 5 mai 2025, une nouvelle campagne militaire ayant pour objectif la conquête du territoire palestinien, évoquant également une relocalisation inacceptable d'une partie de la population gazaouie dans d'autres pays.

En Suisse et à travers le monde, le nombre d'actes antisémites depuis le début du conflit a connu une augmentation très préoccupante.

Nous, membres du Grand Conseil fribourgeois, sommes horrifié-e-s par le massacre de personnes civiles, dont une part très importante d'enfants. Nous souhaitons que tous les Palestinien-ne-s et Israélien-ne-s puissent vivre dans la paix et la sécurité. De ce fait, nous appelons à un cessez-le-feu immédiat et demandons à nos autorités fédérales de mettre tout en œuvre pour protéger les personnes civiles et soutenir la résolution du conflit en vue d'une paix durable.

Dépôt d'un instrument parlementaire

Résolution 2025-GC-131

Le Conseil fédéral ne peut plus rester muet face aux violations du droit international à Gaza

Auteur-e : **Jaquier Armand, Menétrey Lucie**

Nombre de cosignataires : –

Dépôt : **20.05.25**

Développement : **20.05.25**

Dépôt

Au moment où ce texte est déposé, Gaza s'apprête à disparaître.

Depuis les crimes de guerre perpétrés par le Hamas le 7 octobre 2023, l'Etat d'Israël a lancé une offensive de représailles et de destruction d'une ampleur sans pareil, multipliant elle aussi les crimes de guerre à l'encontre de Palestiniennes et Palestiniens. Gaza a été hermétiquement bouclée, ses infrastructures - et notamment ses hôpitaux, écoles et universités - réduites en cendres, et sa population civile massivement ciblée, sans distinction. A peine plus de trois mois plus tard, la Cour pénale internationale reconnaissait un risque plausible de génocide, enjoignant Israël à prendre toutes les mesures possibles pour le prévenir. Mais le blocus s'est poursuivi et le massacre s'est intensifié. Le cessez-le-feu temporaire instauré en janvier 2025 a été rompu par Israël, relançant les frappes et l'offensive terrestre avec une violence accrue.

A ce jour, plus de 52 000 personnes tuées auraient été recensées et identifiées depuis le 8 octobre 2023 et plus de 118 000 personnes auraient été blessées. Derrière ces chiffres, il y a des réalités et des images insoutenables : des corps d'enfants calcinés par les bombes ou encore de familles dans les décombres pleurant la mort de leurs proches. La majorité des victimes sont des civils, et parmi eux, une proportion écrasante d'enfants.

Depuis plus de deux mois, la situation humanitaire a encore empiré. Israël a totalement verrouillé la bande de Gaza, empêchant toute entrée de nourriture, de carburant, de médicaments ou de fournitures vitales. En refusant l'entrée de l'aide humanitaire, Israël utilise clairement la faim comme une arme de guerre, en violation du droit international. Cette stratégie de siège pèse de manière dramatique sur les plus vulnérables, notamment les enfants.

Dans ce contexte, les déclarations de hauts responsables israéliens, de plus en plus nombreuses et radicales ces derniers jours, vont de la promesse cynique de transformer Gaza en station balnéaire à des appels directs à sa destruction. Combinées à la brutale offensive terrestre en cours, ces prises de position renforcent encore le risque de génocide.

Aujourd'hui, le silence assourdissant du Conseil fédéral ne peut plus durer. Alors que de très nombreux Etats s'engagent pour que des solutions soient trouvées afin de mettre un terme à l'horreur sur place et pour que des perspectives de reconstruction voient concrètement le jour, la Suisse, pourtant dépositaire des conventions de Genève, reste pour l'heure muette.

Soucieux que la Suisse agisse pour faire respecter le droit international, le droit humanitaire et les droits humains et se positionne pour promouvoir une paix active, le Grand Conseil fribourgeois appelle le Conseil fédéral à s'engager dans les plus brefs délais pour :

Répondre à l'urgence humanitaire

- > exiger la prise de toutes les mesures nécessaires pour contribuer à l'acheminement urgent et massif d'aide humanitaire et médicale à Gaza et l'accueil de blessé-e-s en Suisse ;
- > mettre fin au blocus des livraisons d'aide. Le Gouvernement suisse doit notamment soutenir les efforts internationaux pour obtenir une résolution correspondante des Nations Unies.

Un cessez-le-feu immédiat, durable et une paix juste

- > condamner sans équivoque les crimes de guerre en cours dans la bande de Gaza et faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre fin à la violence et empêcher une épuration ethnique imminente ;
 - > mettre un terme immédiat à toute coopération militaire avec Israël et toute livraison de matériel militaire vers Israël ;
 - > examiner et mettre fin aux éventuelles coopérations d'acteurs ayant leur siège en Suisse (entreprises, autorités étatiques, institutions de formation) avec des institutions impliquées dans la guerre ;
 - > aligner la Suisse sur les sanctions européennes ;
 - > reconnaître l'Etat de Palestine ;
 - > intensifier l'engagement de la Suisse en matière de médiation pour faciliter le retour des otages encore retenus en Israël.
-

Einreichen eines parlamentarischen Vorstosses

Motion 2025-GC-132

Standesinitiative zur Vereinfachung der Mitteilungspflicht für Nährstoffe und Pflanzenschutzmittel (digiFLUX)

Urheber/in:	Brügger Adrian, Herren-Rutschi Rudolf
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	26
Einreichung:	20.05.2025
Begründung:	20.05.2025
Überweisung an den Staatsrat:	21.05.2025

Begehren

Gestützt auf Artikel 160 Abs. 1 der Bundesverfassung wird der Grosse Rat ersucht, vom Initiativrecht des Kantons in eidgenössischen Angelegenheiten Gebrauch zu machen und die eidgenössischen Räte einzuladen, folgende Standesinitiative einzureichen, um das Bundesgesetz vom 29. April 1998 über die Landwirtschaft (Landwirtschaftsgesetz, LwG; SR 910.1) zu ändern:

Art. 164a Mitteilungspflicht für Nährstofflieferungen

Der Artikel ist zu streichen.

Art. 164b Mitteilungspflicht für Pflanzenschutzmittel

Ergänzung in Absatz 1

Wer Pflanzenschutzmittel in Verkehr bringt, ist verpflichtet, dem Bund Daten über das Inverkehrbringen mitzuteilen. Dabei ist der Verwendungszweck durch berufliche und gewerbliche Verwenderinnen und Verwender sowie durch die öffentliche Hand anzugeben.

Art. 165fbis Zentrales Informationssystem zur Verwendung Inverkehrbringung von Pflanzenschutzmitteln

Anpassung von Absatz 1

Der Bund betreibt ein zentrales Informationssystem zur Erfassung der ~~Verwendung~~ Inverkehrbringung von Pflanzenschutzmitteln. ~~durch berufliche und gewerbliche Verwenderinnen und Verwender sowie durch die öffentliche Hand.~~

Anpassung von Absatz 2 und Ergänzung der neuen Bst. a. bis e.

~~Wer beruflich oder gewerblich Pflanzenschutzmittel verwendet, muss deren Verwendung im Informationssystem erfassen. Wer Pflanzenschutzmittel in Verkehr bringt, muss den~~ Verwendungszweck durch berufliche und gewerbliche Verwenderinnen und Verwender sowie durch die öffentliche Hand im Informationssystem erfassen. Der Verwendungszweck unterscheidet sich nach:

- a. Forstwirtschaft;
- b. Landwirtschaft;
- c. Gartenbau;
- d. Öffentliche Hand;
- e. Übrige Verwendung.

Anpassung von Absatz 3 Bst. a, c. und d.

Im Rahmen ihrer gesetzlichen Aufgaben können die folgenden Stellen und Personen Daten im Informationssystem online abrufen:

- a. ~~die betroffenen Bundesstellen: zur Unterstützung des Vollzugs in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich;~~ das Bundesamt für Landwirtschaft;
- b. die kantonalen Vollzugsbehörden und die von ihnen zur Ausführung von Kontrollen beauftragten Stellen: zur Erfüllung der Aufgaben in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich;
- c. die ~~Verwenderin~~ Inverkehrbringerin oder der ~~Verwender~~ Inverkehrbringer, für Daten, die sie oder ihn betreffen;
- d. Dritte, die von der ~~Verwenderin~~ Inverkehrbringerin oder dem ~~Verwender~~ Inverkehrbringer dazu ermächtigt wurden.

Begründung

Das Parlament hat 2021 mit der parlamentarischen Initiative 19.475 eine Mitteilungspflicht für den Handel und die Anwendung von Pflanzenschutzmitteln sowie den Handel von Nährstoffen beschlossen. Die Mitteilungspflicht soll Transparenz über die Stoffflüsse in die einzelnen Regionen und in die unterschiedlichen Branchen schaffen. Folgerichtig sind neben der Landwirtschaft auch alle übrigen beruflichen Anwender von Pflanzenschutzmitteln, beispielsweise der Gartenbau, die Forstwirtschaft oder die öffentliche Hand, der Meldepflicht unterstellt. digiFLUX ist die vom Bundesamt für Landwirtschaft (BLW) vorgesehene Online-Plattform, mit der die Mitteilungspflicht in der Praxis umgesetzt werden soll.

Die Mitteilungspflicht für den Handel von Pflanzenschutzmitteln und Nährstoffen tritt am 1. Januar 2026 in Kraft. Die Einführung der Mitteilungspflicht über die berufliche Anwendung von Pflanzenschutzmitteln ist auf den 1. Januar 2027 vorgesehen. Aufgrund der hohen Komplexität und dem enormen administrativen Aufwand für die Bundesverwaltung und die involvierten Branchen wurde die Einführung bereits verschoben. Der zu Projektbeginn vorgestellte Zeitplan kann nicht eingehalten werden. Folglich ist mit weiteren Verschiebungen zu rechnen.

Mittlerweile zeigt sich, dass die vom BLW vorgesehene Ausgestaltung von digiFLUX weit über das ursprüngliche Ziel hinauschießt. Für die Umsetzung der Mitteilungspflicht für Pflanzenschutzmittelanwendungen sieht das BLW vor, dass jedes Pflanzenschutzmittel (inkl. Saatbeizmittel und Nützlinge) bei seiner Anwendung parzellenscharf und georeferenziert in digiFLUX gemeldet werden muss. In der Umsetzung würde das für sämtliche beruflichen Anwenderinnen und Anwender einen massiven administrativen Aufwand und Mehrkosten ohne jeglichen ökologischen Mehrwert bedeuten. Die bereits heute in der Landwirtschaft umgesetzte Dokumentationspflicht müsste zukünftig auf vielen Betrieben doppelt geführt werden. Die georeferenzierte Meldung bis auf Stufe Parzelle / Ort der Anwendung ist daher nicht umsetzbar und zu vereinfachen. Um die Rückverfolgbarkeit von Pflanzenschutzmitteln sicherzustellen, ohne gleichzeitig den administrativen Aufwand für die Landwirtschaft, das Gewerbe und die öffentliche Hand zu erhöhen, soll eine Deklaration des Verwendungszwecks (Gartenbau, Forstwirtschaft, öffentliche Hand, Landwirtschaft) zum Zeitpunkt der Inverkehrbringung reichen. In der Folge sind Artikel 164b und Artikel 165fbis LwG anzupassen.

Die vorgesehene Mitteilungspflicht für Nährstofflieferungen würde dazu führen, dass zukünftig sämtliche Lieferungen von Kraftfutter, Mineraldünger sowie Hof- und Recyclingdünger in digiFLUX erfasst werden müssten. Für die Lieferanten von Mineraldüngern und Kraftfutter bedeutet die Mitteilungspflicht ein massiver Mehraufwand. Eine digitale Automatisierung der Meldungen anhand von Schnittstellen wird für viele Gewerbebetriebe (Handelsbetriebe, Getreidemühlen, Brauereien, etc.) technisch nicht umsetzbar oder mit massiven Kosten verbunden sein. Kraftfutter- und Mineraldüngerlieferung müssen daher von der Meldepflicht befreit werden.

In der Folge ist Artikel 164a LwG zu streichen. Die bereits bestehende und etablierte Mitteilungspflicht für Hof- und Recyclingdünger soll weitergeführt werden.

—

Dépôt d'un instrument parlementaire

Motion 2025-GC-133

Ne dévalorisons pas la formation professionnelle – Maintien de l'examen écrit de culture générale dans le cadre du CFC

Auteur-e :	Moura Sophie, Vonlanthen Alexandre
Nombre de cosignataires :	12
Dépôt :	20.05.25
Développement :	20.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	21.05.25

Dépôt et développement

Le Conseil d'Etat est chargé de maintenir l'examen écrit de fin d'apprentissage en culture générale comme élément obligatoire de la procédure de qualification menant à l'obtention d'un certificat fédéral de capacité (CFC).

Le 28 février 2025, le Conseil fédéral a modifié le cadre réglementaire de la formation professionnelle, laissant aux cantons la liberté de décider si l'examen final en culture générale se déroulera par écrit ou oralement.

Par cette motion, nous demandons au Conseil d'Etat de faire **un choix fort et clair en faveur du maintien de l'examen écrit de culture générale**, garant d'une évaluation sérieuse, équitable et uniforme au niveau cantonal, et d'un signal politique fort en faveur de la qualité de la formation professionnelle.

Cette exigence est d'autant plus justifiée que, selon les indicateurs 2023–2024 de la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle (DEEF), la formation professionnelle initiale a vu son effectif augmenter **de plus de 40 % en vingt ans**. Il s'agit donc d'un pilier central de notre système éducatif, qui mérite des standards élevés, et non leur affaiblissement.

Or, les réformes en cours – notamment dans les filières de gestionnaires du commerce de détail et d'employés de commerce – **prévoient l'abandon progressif des branches traditionnelles**, comme le français, au profit de simples « compétences opérationnelles ». Cela revient à former des jeunes à rédiger un e-mail, mais plus **à lire, analyser, structurer leur pensée ou développer leur esprit critique**.

La culture générale reste pourtant l'un des rares espaces où ces compétences fondamentales peuvent encore être développées. Supprimer l'examen écrit dans cette branche revient à **affaiblir son statut**, à démotiver les élèves et à dévaloriser les apprentissages scolaires dans la formation duale.

De plus, cette suppression pose de **sérieux problèmes d'équité** : la note finale de culture générale reposera de plus en plus sur un travail de fin d'études, souvent réalisé à domicile. Or, **tous les élèves n'ont pas le même accès à Internet, à un environnement propice au travail, ou à l'intelligence artificielle**. Cela introduit un biais profond dans l'évaluation et **fragilise l'égalité des chances**.

Ce changement soulève également une question de **crédibilité et de cohérence dans le système** : que vaudra demain un CFC obtenu sans aucun examen final de culture générale face à celui décroché auparavant, dans un cadre plus exigeant ? **Un nivellement par le bas** menace la reconnaissance des titres suisses, leur lisibilité sur le marché de l'emploi, et risque d'engendrer **des**

tensions entre générations de professionnels, où certains auront été évalués de manière rigoureuse et d'autres non.

Par ailleurs, les examens écrits contribuent à **développer des compétences transversales essentielles**, notamment la **gestion du stress, la capacité de concentration, la maîtrise de soi** face à une échéance. Ces qualités, demandées dans le monde du travail, ne peuvent pas être acquises uniquement à travers des travaux réalisés en autonomie ou en groupe. Supprimer ces moments-clés de validation des acquis, c'est **priver les jeunes d'une expérience formatrice irremplaçable**.

La pétition lancée dans le canton de Vaud – demandant que la langue première soit reconnue comme branche à part entière, et non comme simple compétence diluée – illustre une **préoccupation partagée** par de nombreux professionnels de l'enseignement : celle de voir disparaître les **compétences de base** comme lire, écrire et penser de manière autonome.

Enfin, dans un contexte sociétal de plus en plus complexe, saturé d'informations et influencé par les réseaux sociaux, la culture générale joue un rôle essentiel pour préparer les jeunes **à penser de manière critique, à comprendre leur environnement et à exercer leur citoyenneté de manière éclairée**.

C'est pourquoi nous demandons au Conseil d'Etat de garantir **le maintien de l'examen final écrit de culture générale**, en complément – et non en remplacement – d'autres formes d'évaluation. Il en va de la **valeur du CFC, de l'équité entre les apprentis, de la reconnaissance de notre système de formation et de la préparation réelle des jeunes à leur vie professionnelle et citoyenne**.

En garantissant le maintien de l'examen écrit de culture générale dans la procédure de qualification menant au CFC, notre canton affirme son attachement à une formation professionnelle de qualité, équitable et exigeante. Ce n'est pas d'un affaiblissement des exigences dont nos jeunes ont besoin, mais d'un cadre structurant qui valorise leur engagement, développe leurs compétences fondamentales et les prépare aux défis du monde contemporain.

Renoncer à cet examen reviendrait à céder à une logique de simplification trompeuse, qui mettrait à mal l'égalité des chances, la crédibilité des titres délivrés et la cohérence de notre système de formation duale.

Nous devons être à la hauteur des ambitions que nous portons pour notre jeunesse, pour nos entreprises formatrices et pour l'avenir de notre société.

—

Dépôt d'un instrument parlementaire

Motion 2025-GC-134

Amnistie en matière de constructions non-conformes à la zone selon l'article 24

Auteur-e :	Dorthe Sébastien, Savary Daniel
Nombre de cosignataires :	-34
Dépôt :	20.05.25
Développement :	20.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	21.05.25

Dépôt et développement

La présente motion demande au Conseil d'Etat de préciser l'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (ci-après : LAT) dans la législation cantonale concernant les constructions non conformes érigées hors de la zone à bâtir.

Selon l'article 24c alinéa 2 LAT, il appartient à l'Autorité compétente d'autoriser la rénovation de constructions et d'installations qui peuvent être utilisées conformément à leur destination mais qui ne sont plus conformes à l'affectation de la zone (article 24c alinéa 1 LAT), leur transformation partielle, leur agrandissement mesuré ou leur reconstruction, pour autant que les bâtiments aient été érigés ou transformés légalement. L'article 41 alinéa 1 de l'Ordonnance sur l'aménagement du territoire (OAT) précise l'article 24c LAT en ce sens que le champ d'application de ce dernier s'étend aux constructions et installations érigées ou transformées légalement avant l'attribution du bien-fonds à un territoire non constructible au sens du droit fédéral. En ce sens, l'article 24c LAT et l'article 41 OAT font référence à l'entrée en vigueur de l'ancienne loi fédérale sur la protection des eaux du 1^{er} juillet 1972, laquelle a introduit pour la première fois au niveau fédéral la notion de séparation entre le terrain bâti et non bâti. La garantie de la situation acquise ne peut donc bénéficier qu'aux constructions et installations érigées ou transformées légalement avant le 1^{er} juillet 1972. La compétence de légiférer sur l'aménagement du territoire ayant été confiée à la Confédération en 1969, l'examen de la légalité des constructions ou installations concernées par l'article 24c LAT se fait donc à la lumière des anciennes lois cantonales.

À ce jour, la DIME, autorité cantonale compétente pour l'octroi des autorisations spéciales au sens de l'article 136 LATeC, exige que soit prouvée la légalité des constructions et installations pour lesquelles une autorisation au sens de l'article 24c LAT est demandée, et cela sans limite dans le temps. Cela s'avère très problématique dans une majorité des cas. En effet, par exemple dans le cas d'un atelier d'artisan utilisé depuis le XIX^{ème} siècle, d'une station-service des années 1950 devenue un bureau de vente de voitures, une habitation des années 1900 ou encore un garage à voiture privé de 1959 toujours en fonction, il est généralement très compliqué, si ce n'est impossible, de retrouver les permis de construire et autres documents permettant de démontrer la légalité de la construction, pour autant que ceux-ci aient existé un jour. Les propriétaires des biens en question se retrouvent donc confronter à des situations frisant l'absurde, astreints à prouver la légalité de bâtiments existants depuis plusieurs décennies et qui n'ont jamais soulevés d'autres

interrogations avant cela. Il est même arrivé que, dans certains cas extrêmes, la démolition du bâtiment soit exigée par l'autorité cantonale.

La présente motion propose, afin d'éviter des situations kafkaïennes et dans le but d'alléger le traitement de ces dossiers artificiellement compliqués, d'admettre dans la législation fribourgeoise une date avant laquelle toutes les constructions et installations aujourd'hui non conformes à la zone agricole seront considérées comme ayant été érigées ou transformées légalement.

Cette date est encore à définir. Elle pourrait, par exemple, être fixée au 30 juin 1972, soit la veille de l'entrée en vigueur de l'ancienne loi fédérale sur la protection des eaux, ancêtre de l'actuelle LAT. L'année 1962, date de l'entrée en vigueur de l'ancienne loi cantonale sur les constructions et l'urbanisme introduisant une planification zonale au niveau cantonale, pourrait également être envisagée. Même s'il serait envisageable de retenir une date plus ancienne, cela ne semble pas être adéquat du point de vue de la problématique que la présente motion cherche à régler.

Pour résumé, cette motion demande d'exempter les constructions et installations érigées hors zone aujourd'hui non conformes à la zone agricole de la preuve de leur légalité dans le cadre de demande de permis au sens de l'article 24c LAT en définissant une date avant laquelle celle-ci est présumée.

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-135

L'accueil extrascolaire est-il adapté aux enfants à besoins particuliers ?

Auteur-e :	Bronchi Laurent, Seewer Bojan Konstantin
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	21.05.25
Développement :	21.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	21.05.25

Dépôt

Malgré la base légale existante (LSTE 13 et 13a), de nombreux parents d'enfants aux besoins particuliers sont confrontés à des difficultés lorsque l'école est terminée, particulièrement lorsque les enfants fréquentent des écoles spécialisées.

De manière générale, le transport, de même que le repas de midi sont organisés par les établissements spécialisés au grand soulagement des parents.

Les choses se compliquent après le temps scolaire. Il n'est souvent pas possible d'intégrer ces enfants dans les structures d'accueil communales.

Au grand désarroi des parents, souvent désespérés de ne trouver d'autres solutions que d'aménager leur temps de travail afin d'être présents au retour de leur enfant. Lorsque cela est possible.

Le personnel œuvrant dans ces établissements spécialisés s'inquiète de cette situation et partage le désarroi de nombreux parents qui semblent isolés dans leur détresse.

Partant de ces constats, nous posons les questions suivantes :

1. Une évaluation de tels besoins a-t-elle déjà été entreprise auprès des établissements spécialisés ?
 2. Les élèves aux besoins particuliers inclus dans les classes ordinaires sont-ils également confrontés à des difficultés d'inclusion dans les accueils extrascolaires (AES) ?
 3. Dans quelle mesure les services d'accueil actuels sont-ils accessibles et adaptés aux enfants ayant des besoins particuliers ?
 4. Dans quelle mesure le personnel de l'accueil extrascolaire est-il préparé à répondre aux besoins des enfants ayant des besoins spécifiques ?
 5. Le Conseil d'Etat a-t-il déjà reçu des demandes au sujet des difficultés rencontrées par les parents d'enfants aux besoins particuliers qui peinent à trouver des places dans les AES communaux.
 6. A qui incombe l'organisation de cet AES ? Est-ce de la responsabilité des communes ou des établissements spécialisés ?
 7. L'article 13 et 13a de la LSTE sont-ils appliqués et applicables ?
 8. Un·e assistant·e social·e pourrait-il·elle être chargé·e de coordonner l'AES pour les enfants aux besoins particuliers ?
 9. Quelles sont les pratiques dans les autres cantons ?
-

Dépôt d'un instrument parlementaire

Mandat 2025-GC-136

Groupe E : Protégeons les intérêts de l'Etat et des citoyens de ce canton

Auteur-e :	Schumacher Jean-Daniel, Glasson Benoît, Ingold François, Menoud-Baldi Luana, Fattebert David, Berset Christel, Genoud (Brillard) François, Schneuwly Achim, Michellod Savio, Pauchard Marc
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	21.05.25
Développement :	21.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	22.05.25

Dépôt et développement

En avril 2024, lors de la parution de ses comptes, le Conseil d'administration de Groupe E mentionnait un « investissement » futur de deux milliards de francs sous forme d'un emprunt bancaire. Le surendettement projeté par le groupe au travers d'une recherche de capitaux constituait un risque important. Celui-ci se posait alors la question de savoir quelle serait sa politique d'investissement qui permettrait de garantir à terme le remboursement de cette dette colossale.

Un an plus tard, non seulement les craintes ne se sont pas apaisées mais la situation s'est aggravée. Les comptes 2024 démontrent que l'endettement de Groupe E a augmenté de 650 % en un an. Le résultat opérationnel (EBIT) baisse pour la quatrième année consécutive et passe à 12 millions de francs, ce qui représente seulement 1.1 % du chiffre d'affaires. A titre de comparaison, BKW présente pour 2024 un EBIT de 27.3 % à 790 millions de francs et une perspective 2025 entre 650 et 750 millions de francs.

Les raisons de cette situation ne peuvent qu'accroître nos inquiétudes. Groupe E a perdu sur les gros chantiers et dans la chute des ventes de pompes à chaleur et des panneaux photovoltaïques, ce qui a entraîné le licenciement de 188 collaborateurs. Sa stratégie de rachat d'une soixantaine de sociétés s'est aussi révélée catastrophique et s'est conclue par la fermeture de sociétés dont R. Roubaty SA et FTH Services SA. Ce rachat d'entreprises et une politique de prix agressive ont affaibli le tissu économique de notre canton et des cantons voisins.

Les déclarations lénifiantes des dirigeants (cf. Rapport de gestion 2024 p. 5), au lieu de rassurer, donnent l'impression que la gravité de la situation n'est pas comprise. Face à ce constat, il paraît indispensable de vérifier de façon externe et indépendante la consolidation financière de Groupe E SA et des dizaines d'entreprises dont il est propriétaire.

Par ce mandat, nous demandons que le Conseil d'Etat, représentant du propriétaire, à savoir la population fribourgeoise, diligente un audit externe sur la situation financière de l'entreprise et des entités qui la composent. Ainsi seront déterminés les opportunités et les risques à court, moyen et long terme, ce qui permettra de procéder à d'éventuels ajustements et de limiter les risques d'un soudain surendettement à la charge du canton. L'audit appliquera les normes IAS 36 et procédera aux tests de dépréciations des actifs sur les 58 SA dont Groupe E est propriétaire. Cette pratique comptable de tests de bonne santé financière est en vigueur dans plusieurs cantons. Les SIG doivent le faire chaque année, à la demande du Grand Conseil genevois.

Par ce mandat, Le Grand Conseil, autorité suprême du canton (art. 94 de la Constitution fribourgeoise) veut se prémunir face au risque d'un sauvetage en catastrophe. Cet audit démontrera si la situation est bien sous contrôle et si la population fribourgeoise ne risque pas de devoir éponger les pertes.

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-137

Adéquation entre la charge de travail et le nombre d'EPT dans les équipes de direction de CO

Auteur-e :	Meyer Loetscher Anne, Bapst Bernard
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	22.05.25
Développement :	22.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	22.05.25

Dépôt

Mettre l'élève au cœur des priorités de notre système scolaire, c'est lui assurer un encadrement stable, cohérent et attentif tout au long de sa scolarité. Or, pour que cet objectif puisse être atteint, les équipes de direction, et en particulier les adjoints de direction, jouent un rôle fondamental : ce sont eux qui assurent la coordination du suivi pédagogique, social et éducatif de chaque élève, dans un environnement de plus en plus complexe.

Chaque année, les équipes de direction des cycles d'orientation sont confrontées à une intensification des situations complexes d'élèves à traiter, ainsi qu'à une augmentation des tâches. Pourtant, malgré cette pression croissante, le nombre d'EPT alloué aux postes d'adjoints de direction reste figé depuis 2016. Cette stagnation ne tient pas compte de la montée en charge, notamment due à l'école inclusive et à la multiplication des dossiers, qui exigent un travail accru de coordination et de suivi.

Pour le bien de l'élève, une réflexion approfondie sur l'adéquation entre les ressources disponibles et les missions attendues est urgente. Les dossiers se multiplient, se complexifient et les tâches liées à ces nouveaux dossiers imposés (comme le maintien et le développement de la qualité, les entretiens ODE, l'éducation numérique ou encore l'école à visée inclusive) s'accumulent. L'émergence de ces nouveaux dossiers n'est pas remise en question. Elle découle d'une école en mouvement qui s'adapte à cette société qui change. Cependant, ce travail supplémentaire s'effectue sans que des ressources humaines supplémentaires ne soient allouées.

Les adjoints sont les pivots du suivi des élèves. Contrairement à l'école primaire où un élève a souvent un seul enseignant, au CO il en a plusieurs. La coordination entre ces différents intervenants incombe aux adjoints. Cette coordination est essentielle à un fonctionnement efficient des CO. En outre, les établissements doivent gérer des projets d'établissement, des situations personnelles ou sociales impactant la scolarité, la santé des élèves et des réseaux d'intervenants de plus en plus vastes. Il existe un socle de tâches fixes par établissement, indépendamment de la taille, de la région ou du nombre d'élèves.

Or, à l'ouverture d'un nouveau CO, si un nouveau directeur ou une nouvelle directrice est nommé-e, les ressources concernant les adjoints sont prélevées sur les autres CO de l'arrondissement scolaire, sans reconnaissance du socle de tâches incompressibles propres à chaque établissement. C'est un mécanisme de vases communicants qui met à mal la qualité du travail des directions de CO ainsi que la qualité de l'école fribourgeoise.

Depuis 2016, les EPT d'adjoints de direction dans les CO francophones sont gelés.

Parallèlement, il est observé :

- > une hausse significative des effectifs d'élèves (+15 % dans certaines régions) ;
- > une complexification accrue des situations éducatives ;
- > l'imposition de nouveaux volets à traiter par les équipes de direction.

Cette augmentation des effectifs implique également une hausse du nombre d'enseignants et d'intervenants, ce qui alourdit d'autant plus la charge de coordination. En outre, l'adolescence demeure une période charnière et les écueils auxquels certains de ces jeunes font face se multiplient : orientation professionnelle, absentéisme, addictions, rapports aux pairs et à la famille, etc. Les équipes de direction doivent donc mener un travail de suivi encore plus précis et réactif, souvent en collaboration avec des acteurs multiples (psychologie scolaire, TSS, médecins, partenaires externes).

Depuis 2016, le Service de l'enseignement obligatoire de langue française (SEnOF) a ajouté de nombreux volets aux cahiers des charges des directions, notamment :

- > le concept de qualité (maintien et développement) ;
- > l'école à visée inclusive ;
- > l'éducation numérique ;
- > les entretiens du personnel enseignant (ODE) (2h par collaborateur-trice).

Ces volets génèrent des dossiers lourds à traiter, sans renfort structurel. Cette situation impacte toute la communauté scolaire : élèves, familles, enseignant-e-s, personnel administratif et évidemment les directions.

Pour le bien-être des enfants, qui traversent une période décisive de leur vie, il est essentiel de leur offrir un cadre scolaire bien structurant et cohérent.

Soucieux du bon fonctionnement des cycles d'orientation du canton, nous remercions le Conseil d'Etat de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1. Quels sont les EPT alloués actuellement pour les postes d'adjoints de direction, répartition par CO et par nombre d'élèves dans chaque établissement ?
2. Combien d'heures supplémentaires sont effectuées par les équipes de direction (adjoints et directeurs) ?
3. Comment les heures supplémentaires sont-elles traitées ?
4. Comment les équipes de direction font-elles face à l'arrivée des nouveaux dossiers ?
5. De quelle manière l'école à visée inclusive augmente-t-elle de manière effective la charge de travail des équipes de direction ?
6. Les ressources disponibles sont-elles évaluées avant l'attribution de nouvelles tâches ?
7. En cas de manque de ressources, comment estimez-vous que les directions puissent assumer ces nouvelles tâches ?
8. Sur quelles bases repose aujourd'hui l'attribution des EPT d'adjoints de direction dans les CO ?

—

Einreichen eines parlamentarischen Vorstosses

Postulat 2025-GC-138

Gegenstand: Eigener sicherer Bus-Betrieb als Alternative zu TPF-Bus Linie Freiburg – Eichholz (Bundesasylzentrum Guglera)

Urheber/in:	Schneuwly Achim, Riedo Bruno
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	34
Einreichung:	22.05.25
Begründung:	22.05.25
Überweisung an den Staatsrat:	22.05.25

Begehren und Begründung

Alternative zu TPF-Bus Linie Freiburg – Eichholz, Guglera (Bundesasylzentrum)

Am 2. April 2018 wurde in der Gemeinde Giffers das Bundesasylzentrum Guglera als Ausreisezentrum für Asylanten eröffnet. Die Guglera hat in der Anfangsphase 130 Personen Platz geboten. Die Kapazität wurde später auf 250 Plätze erhöht, bei Bedarf temporär auf max. 300 Plätze.

Von 9 Uhr morgens bis um 17.00 Uhr abends dürfen die Asylsuchenden das Asylzentrum verlassen. Die Asylanten benutzen den TPF-Bus auf der Linie Freiburg – Eichholz, Guglera sehr rege.

Zur Information: Es existieren von der Stadt Freiburg nach Plaffeien 3 TPF-Buslinien:

- Linie 123 von Freiburg über Tifers nach Plaffeien
- Linie 127 von Freiburg über Rechthalten nach Plaffeien
- Linie 129 von Freiburg über die Bushaltestelle Eichholz, Guglera nach Plaffeien

Wir stellen fest, dass die Linie 129 über die Bushaltestelle Eichholz, Guglera in den Jahren vor der Eröffnung des Bundesasylzentrums am allermeisten Fahrgäste und auch den besten Zuwachs an Fahrgästen hatte. Seit der Eröffnung 2018 – also noch vor der Coronakrise – hat die Anzahl Fahrgäste bei der TPF auf dieser Linie 129 sehr stark abgenommen (im Gegensatz zu den anderen beiden Linien). Warum diese Reduktion der Fahrgastzahlen auf der Linie 129?

Aus Sicherheitsgründen wurde die Firma Securitas AG beauftragt, bei der Bushaltestelle Eichholz, Guglera Personal zu stationieren. Die Securitas AG ist somit bei Ankunft der TPF-Busse präsent. Den Postulanten sind von der Bevölkerung einige Vorfälle zugetragen worden, die auf dieser Buslinie geschehen sind. Deshalb haben wir vorgängig am 15. Januar 2024 dem Staatsrat eine Anfrage mit gezielten Fragen überwiesen. Wir wollten wissen, welche Erfahrungen gemacht wurden.

An dieser Stelle bedanken wir uns beim Staatsrat für die erhaltenen Antworten.

Der Staatsrat hat auf die Frage zu den Kosten für das Aufgebot des Securitas-Personals angegeben, dass im Jahr 2023 die Auslagen für die Aussenpatrouillen am Standort Guglera sich auf rund 600 000 Franken belaufen haben.

Die Antworten und hohen Kosten haben uns Grossräte dazu bewegt, dem Staatsrat ein Postulat zu überreichen.

Wir beauftragen den Staatsrat, zu prüfen, ob man einen Pendelbus für die Asylanten einrichten kann? Dieser Pendelbus würde die Asylanten beim Bundesasylzentrum Guglera abholen und direkt

in die Stadt Freiburg führen. Dieser Bus könnte in beide Richtungen täglich verkehren. Wir denken, dass 2-3 Fahrten in beide Richtungen sinnvoll sind.

Der Staatsrat soll auch überprüfen, ob es in anderen Bundesasylzentren der Schweiz bereits solche Shuttlebus-Betriebe gibt. Wenn ja, welche Erfahrungen wurden gemacht?

Dieser Pendelbus hätte folgende Vorteile:

- Einsparung/Reduzierung von Kosten (Steuergeldern);
- Sicherheit der Fahrgäste in den TPF-Bussen auf der Linie Eichholz – Freiburg gewährleisten;
- Schutz für die Bus-Chauffeure vor belastenden Situationen (Anpöbelungen, Gefahr auf der Strasse);
- Entlastung der TPF-Chauffeure, da die mühsame Ticketkontrolle wegfallen würde;
- Vermeidung des langen Fussweges für die Asylanten vom Asylzentrum zur Bushaltestelle;
- Umgehung des Unfallrisikos für alle Asylanten (Kinder, Familien, Jugendliche, Erwachsene). Die Autofahrer sehen die Asylanten entlang der Strasse, im Wald nicht gut.

Wie hoch würden sich die jährlichen Kosten für diesen Spezialbus belaufen?

- Bisher werden die Transport-Kosten vom Bund getragen. Könnte man mit dem Bund eine Einigung finden, dass er auch bei einem Pendelbus die Kosten übernimmt? (oder Aufteilung der Kosten zwischen Bund und Kanton?)
- Könnte man auch die Firma ORS Schweiz mitbeteiligen (Mitarbeiter als Chauffeure, ...)? So könnte man Geld sparen. Ausserdem sind diese ORS-Mitarbeiter vom «Fach».

Neu: nur noch der Pendelbus

- Diese Pendelbus-System hätte das Ziel, dass die Asylanten nur noch den Spezialbus benutzen.
- Könnte die ORS Schweiz den Transport- bzw. den Chauffeursdienst übernehmen?
- Könnte man einen ähnlichen Busbetrieb wie im Bundesasylzentrum Flumenthal (SO) einrichten? Die Asylanten werden vom Asylzentrum direkt zum Bahnhof Solothurn geführt.
- Was ist, wenn die Asylanten trotzdem in den TPF-Bus einsteigen wollen? Kann man dies verhindern?

Wir bedanken uns beim Staatsrat für die wohlwollende Prüfung unseres Postulats.

—

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-139

Allseas : quand l'avenir des océans se joue en partie à Fribourg

Auteur-e :	Galley Liliane, Bronchi Laurent
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	22.05.25
Développement :	22.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	22.05.25

Dépôt

Le 24 avril dernier, Donald Trump a signé un décret autorisant l'exploitation minière des fonds marins. Ce décret catastrophique pour la biodiversité et l'équilibre des océans ne concerne pas uniquement les eaux territoriales des USA, mais s'étend aussi aux eaux internationales, en complète violation des normes du droit international.

La Suisse, et le Canton de Fribourg, ont un rôle dans cette décision internationale. En effet, l'entreprise qui fournit les bateaux spécialisés dans l'exploitation des fonds marins est basée à Châtel-St-Denis. L'entreprise Allseas prévoit de fournir le navire, les technologies et les financements permettant à l'entreprise minière The Metals Company (TMC) d'effectuer cette exploitation sans l'autorisation de l'AIFM. Le projet pourrait démarrer cet été déjà.

Or, la Suisse fait partie des 31 signataires du moratoire contre l'exploitation commerciale des fonds marins internationaux. A ce titre, lors de la dernière session parlementaire fédérale, le conseiller national vert vaudois Raphaël Mahaim a déposé une interpellation exigeant le respect du moratoire sur l'exploitation minière des fonds marins : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20253508>.

Au vu des considérations ci-dessus, nous demandons au Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes :

1. De manière générale, quels sont les outils à disposition du canton pour faire respecter les obligations en matière de droit international ?
 2. Dans le cadre du non-respect du moratoire sur les énergies fossiles par une entreprise basée à Fribourg, de quelle manière le canton peut-il agir ?
 3. En cas de grave violation du droit international par une entreprise fribourgeoise, comment le Canton de Fribourg estime-t-il le dégât d'image et quels sont les outils pour en limiter l'impact ?
 4. Quels sont les contacts en cours avec les différents niveaux communaux et fédéraux sur la thématique de l'implication de l'entreprise Allseas dans le forage des eaux internationales ?
-

Dépôt d'un instrument parlementaire

Motion 2025-GC-140

Maintien des juges assesseurs dans les causes matrimoniales

Auteur-e :	Robatel Pauline, Papaux David
Nombre de cosignataires :	15
Dépôt :	22.05.25
Développement :	22.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	22.05.25

Dépôt et développement

La modification du Code de procédure civile fédéral entrée en vigueur le 1er janvier 2025 a soumis les causes matrimoniales (divorce, séparation, etc.) à la procédure simplifiée alors qu'elles étaient précédemment soumises à la procédure ordinaire.

Dans le Canton de Fribourg, la loi sur la justice dit que la procédure ordinaire est de la compétence du Tribunal (donc avec des juges assesseurs) alors que la procédure simplifiée est de la compétence du Président (donc sans juges assesseurs).

Partant, les divorces, séparations et modifications de jugement de divorce qui étaient jusqu'au 1^{er} janvier 2025 de la compétence du Tribunal (procédure ordinaire) sont, depuis le début de l'année, de la compétence du seul Président (procédure simplifiée).

Conséquences :

Depuis le 1^{er} janvier 2025, les juges assesseurs civils sont impliqués uniquement dans les causes patrimoniales de plus 30'000 francs mais plus dans les causes matrimoniales (divorces, etc.).

Or, la présence de juges assesseurs permet et apporte :

1. une représentation des genres (homme/femme), des âges, des professions et des sensibilités politiques ;
2. un sentiment de justice et une représentation démocratique adéquate ;
3. la recherche de solutions transactionnelles ;
4. un verdict mieux accepté puisque rendu par trois personnes et non par une seule ;
5. évite le risque de partialité, une décision à trois impliquant un échange de vues ;
6. une meilleure instruction puisque les juges assesseur(e)s peuvent poser des questions et demander des clarifications ;
7. une réduction du risque de recours, la décision étant pondérée ;

Les causes relevant du droit de la famille ont des conséquences trop importantes sur la vie des justiciables pour les laisser être jugées par le seul Président (droit de visite, droit de garde, pensions, régime matrimonial). Les mesures prises lors de tels jugements s'inscrivent dans la durée, parfois pour plus de 20 ans.

Le but :

Nous demandons de modification l'article 51 alinéa 1 lettre a de la loi sur la justice comme suit :

¹ Un président ou une présidente du tribunal d'arrondissement connaît en première instance en matière civile :

- a. des causes soumises à la procédure simplifiée (art. 243ss CPC), à l'exception des causes matrimoniales au sens des articles 112, 114, 115 et 117 du code civil, qui demeurent de la compétence du Tribunal.

—

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-141

Suivi de la mise en œuvre des mesures cantonales de lutte contre la violence au sein du couple

Auteur-e :	Lepori Sandra
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	23.05.25
Développement :	23.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	23.05.25

Dépôt

En mars 2018, le Conseil d'Etat validait, sur proposition de la Commission de lutte contre la violence au sein du couple, émanant du Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille, un plan d'action comportant 33 mesures urgentes, structurées en 9 axes thématiques et assorties d'un ordre de priorité. Ce catalogue, fruit des travaux d'expertes et d'experts du domaine, visait notamment à prévenir les violences domestiques, à améliorer leur détection et à renforcer la prise en charge des victimes. Une nouvelle version de ce plan a récemment été élaborée.

Le contexte reste alarmant : chaque situation de violence est une atteinte grave à la dignité humaine et un échec collectif. Il est donc impératif que les actions prévues soient non seulement maintenues mais accélérées, dans un souci de protection immédiate des victimes et de prévention efficace à long terme.

La soussignée souhaiterait dès lors savoir où en est la mise en œuvre de ces mesures.

Le Conseil d'Etat peut-il faire état de l'avancement de ce plan, en particulier des mesures considérées comme prioritaires ?

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-142

Réforme du dispositif PréFo et SEMO pour les jeunes de notre canton : des précisions ?

Auteur-e :	Stöckli Markus, Tritten Sophie
Nombre de cosignataires :	1
Dépôt :	23.05.25
Développement :	23.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	23.05.25

Dépôt

Par voie de presse (La Liberté du 15 avril et du 8 mai et les FN du 23 avril 2025), nous avons appris que le dispositif PréFo et SEMO allait subir une refonte complète, que les tâches seraient retirées aux institutions qui en ont aujourd'hui la charge, soit REPER, la FFJ, Intervalle et A2Intégration pour être remises à une entité qui doit par ailleurs encore être créée selon la presse et être opérationnelle d'ici à l'été 2026.

Les soussigné-e-s demandent au Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes :

1. En quoi la situation actuelle de l'accompagnement social des jeunes dans leur intégration sur le marché de l'emploi est-elle insatisfaisante ?
 2. Selon quel processus la décision de modifier les mesures d'accompagnement en vigueur et en particulier le dispositif PréFo et SEMO a-t-elle été prise ? Qui a pris part au processus ? Depuis quand ? Selon quelles modalités et quelle feuille de route ?
 3. Quelle sera la prise en charge des jeunes dans la nouvelle structure ? En quoi serait-elle meilleure que la situation actuelle ? Quel accompagnement social leur sera-t-il offert ?
 4. Qu'en sera-t-il du personnel : quand a-t-il été informé et par qui ? Quelles perspectives sont offertes aux personnes actuellement engagées chez REPER, à la FFJ, à Intervalle et A2Intégration ? Pourquoi la DEEF refuse-t-elle, en période économique difficile, d'offrir la garantie de reprise du personnel ? Ne risque-t-on pas, en l'absence de garantie de réengagement, de perdre dans ce processus tous les profils les plus expérimentés des quatre entités ? Quelles compétences acquises au cours des décennies peuvent être transférées dans la nouvelle structure ?
 5. Quel est le coût actuel, pour le canton, des mandats des quatre fournisseurs du dispositif PréFo et SEMO et quel sera le coût futur de la nouvelle structure ?
 6. Quelles seront les conséquences pour REPER, la FFJ, Intervalle et A2Intégration ? Que se passera-t-il pour les infrastructures, les locaux, le matériel, la logistique et les contrats de baux dédiés aux mandats actuels ?
 7. Sous l'angle du change-management, quelles garanties ont été données aux parties prenantes ?
 8. Comment sera organisée la nouvelle structure (conditions-cadres, concept, forme juridique, etc.) ? Quelle sera la place des directions et des organes stratégiques des organisations actuelles dans la nouvelle structure ? Qui sera membre de l'organe suprême de la nouvelle structure ?
 9. Comment le Conseil d'Etat s'assure-t-il que la nouvelle organisation atteindra les objectifs fixés, que l'accompagnement des jeunes sera assuré en tout temps et de manière adéquate et que les jeunes ne seront pas désavantagés par cette réorganisation ?
 10. A cet égard, le calendrier, soit la création en juillet 2025 de la nouvelle entité, laquelle doit être opérationnelle d'ici à l'été 2026, semble-t-il réaliste pour le Conseil d'Etat ?
-

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-143

Quand les poissons ne peuvent plus être mangés : quelle politique face aux PFAS ?

Auteur-e :	Raetzo Tina, Senti Julia
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	23.05.25
Développement :	23.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	23.05.25

Dépôt

Dans le but de préserver et d'encourager la pêche professionnelle dans le canton, le Grand Conseil a accepté un décret de 3,56 millions de francs pour réhabiliter la pisciculture d'Estavayer-le-Lac. De même, il a adopté une motion pour réguler la population de cormorans, qui concurrenceraient la pêche professionnelle.

Ces mesures représentent certes un encouragement bienvenu pour ce secteur. Or, elles risquent de rester anecdotiques face à l'ampleur des menaces actuelles. Une menace bien plus systémique et préoccupante pèse aujourd'hui sur la pêche professionnelle, à Fribourg comme ailleurs en Suisse et en Europe.

En effet, début avril, la presse a rapporté que certaines espèces de poissons des lacs de Morat et de Neuchâtel ne pouvaient plus être commercialisées en raison des substances per- et polyfluoroalkylées (ci-après : PFAS). Un taux de non-conformité élevé a été observé pour 80 % des truites et près de 70 % des brochets. En revanche, les perches et les corégones peuvent toujours être vendus, non pas car la pollution est moindre, mais parce que les valeurs légales sont plus souples, de manière temporaire et potentiellement trompeuse pour les consommateurs et consommatrices.

Les PFAS, une famille de composés chimiques, sont utilisés depuis des décennies dans de nombreux produits de consommation courante, industriels et agricoles : poêles en téflon, emballages alimentaires, textiles déperlants, mousses anti-incendie, cosmétiques, produits phytosanitaires, etc. Surnommés « polluants éternels » en raison de leur persistance et de leur capacité à s'accumuler durablement dans les écosystèmes, ils s'accumulent dans l'environnement et le corps humain. Des études montrent que certains PFAS peuvent avoir des effets nocifs sur la santé humaine, même à faible dose : cancers, effets sur la fertilité et le développement du fœtus, sur le foie, sur les reins (Anses, 2024)¹ etc. De même, les PFAS perturbent le système endocrinien des poissons, leur croissance, leur reproduction et peuvent provoquer des malformations congénitales (Vidal, 2019)². Ils mettent en péril la reproduction des espèces, la qualité de l'eau et la pérennité même de l'activité halieutique.

Aussi, la branche des pêcheurs est désormais appelée à procéder à des autocontrôles approfondis avant la commercialisation des poissons. Or, il est impossible d'utiliser la taille ou le poids des poissons comme facteur discriminant fiable pour cibler les prélèvements à analyser.

¹ Anses. (2024). PFAS : des substances chimiques très persistantes. Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail. Consulté le 11 mai 2025, de <https://www.anses.fr/fr/content/pfas-substances-chimiques-persistantes>.

² Vidal. (2019). Approche toxicocinétique de la bioaccumulation des composés perfluoroalkyles chez la truite arc-en-ciel (*Oncorhynchus mykiss*) (phdthesis). Université de Lyon.

Cela crée un flou opérationnel et une insécurité économique difficilement soutenable pour les pêcheurs professionnels.

Nous prions le Conseil d'Etat de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1. Quels protocoles et méthodes sont exigés pour les autocontrôles relatifs aux PFAS dans le Canton de Fribourg ? A quelle fréquence sont-ils réalisés, sur quels critères d'échantillonnage, et avec quelle fiabilité scientifique ? Qui en supporte le coût - Les pêcheurs, l'Etat, ou les consommateurs/trices ?
 2. Quel organe est chargé de la vérification des autocontrôles et à quel rythme cette surveillance est-elle effectuée ? Quelles garanties les consommateurs peuvent-ils attendre en matière de traçabilité, d'étiquetage et de sécurité alimentaire ?
 3. Le Conseil d'Etat a-t-il évalué l'impact économique qu'aurait une harmonisation des seuils légaux de PFAS sur la pêche professionnelle, notamment pour les espèces actuellement encore commercialisables ? Quelles mesures concrètes de soutien, d'indemnisation ou de reconversion sont à l'étude pour les pêcheurs concernés ? Si aucune disposition n'est prévue à ce stade, pourquoi ?
 4. Une réglementation générale des PFAS est attendue au niveau de l'Union européenne d'ici à 2026, à laquelle la Confédération prévoit de s'aligner. Comment la Promotion économique du Canton de Fribourg anticipe-t-elle ces évolutions réglementaires ? Quelles formes de soutien - information, accompagnement, financement - sont-elles envisagées pour les PME locales potentiellement impactées ?
-

Einreichen eines parlamentarischen Vorstosses

Anfrage 2025-GC-144

DAOS : Umsetzung der Einführung der neuen Bildungsstrategie auf der Informatikebene

Urheber/in:	Bürdel Daniel
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	23.05.25

Begehren

Mit der durch den Grossen Rat genehmigten gesetzlichen Regelung der neuen Bildungsstrategie stellt sich die Frage der künftigen Verwaltung der Informatik in der obligatorischen Schule (70 000 Benutzerinnen und Benutzer und 55 000 Informatikkonten). Aktuell sind die Aufteilung der Kompetenzen zwischen dem ITA und Fritic nicht klar geregelt. Gemäss Artikel 96 Abs. 8 des Gesetzes über die obligatorische Schule (SGF 411.0.1) verfügt die Direktion über Ämter zur Erfüllung ihrer Aufgaben.

Gemäss der Verordnung über die Governance der Digitalisierung und der Informatiksysteme des Staates (SGF 122.96.11) – Fachstelle Fritic, Anhang 6 Art. A6-1 Abs. 4, ist die Fachstelle Fritic nur für den «pädagogischen Bereich» aber nicht für die ganzheitliche Verwaltung inklusive des Informatikbereichs zuständig. Mit der neuen digitalen Bildungsstrategie ist es notwendig, die Zuständigkeit für den ganzen Bildungsbereich und entsprechend für alle verwalteten Benutzerinnen und Benutzer neu zu definieren und zu organisieren und so den ganzen Informatikbereich der Fritic unterstellten Schulen und Bildungsinstitutionen klar zuzuordnen.

Hierzu stellen sich mir folgende Fragen zur künftigen Organisation, welche ich den Staatsrat bitte zu beantworten:

1. Wie kann der Staatsrat und die zuständige Direktion die Umsetzung und Verwaltung der digitalen Bildungsstrategie an der obligatorischen Schule und den weiteren Bildungsinstitutionen künftig sicherstellen?
2. Welches ist die richtige Organisationsform für die effektive und nachhaltige Umsetzung der digitalen Bildungsstrategie? Ist die Schaffung eines eigenständigen Amtes die richtige Form?
3. Wie gedenkt der Staatsrat künftig die Organisation und die Zuständigkeiten zwischen ITA und Fritic neu zu strukturieren und aufzuteilen, damit die Qualität, die Kohärenz und die Effizienz garantiert sind? Werden die Vorteile der Schaffung eines Amtes für Informatik innerhalb der Direktion BKAD geprüft und eine entsprechende Neuorganisation aktiv angegangen?
4. Gedenkt der Staatsrat unter der Berücksichtigung der anstehenden organisatorischen Veränderungen die entsprechende Verordnung zeitnah anzupassen, und wenn ja, per wann?
5. Kann die entsprechende Neuorganisation zusätzlich zu den organisatorischen Vorteilen ebenfalls finanzielle Minderaufwände und Einsparungen bringen?

Ich danke dem Staatsrat für die zeitnahe Beantwortung dieser wichtigen Fragestellungen, welche vor der Einführung von DAOS möglichst rasch geklärt sein müssen.

Einreichen eines parlamentarischen Vorstosses

Anfrage 2025-GC-145
Let's talk about SAFE sex

Urheber/in:	Roulin Daphné, Senti Julia
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	26
Einreichung:	23.05.25

Begehren

Oft als schönste Nebensache der Welt bezeichnet, gehen Sex und sexuelle Handlungen mit unschönen Nebenerscheinungen wie **sexuell übertragbaren Krankheiten (STI)** Hand in Hand. Das Zeitalter einer lebenslang gleichen Sexualpartnerschaft hat ein Grossteil der Bevölkerung hinter sich gelassen. Wechselnde Sexualpartner sind in der heutigen liberalen Gesellschaft Normalität. Die sexuelle Aufklärung und das Besprechen von Verhütungsmethoden sind nach wie vor Themen, die einer Enttabuisierung unterzogen werden müssen.

Die meisten sexuell übertragbare Infektionen (STI) sind behandelbar, jedoch sind nicht alle heilbar und oft treten keine oder erst verspätete Symptome auf. Es gehört zum Allgemeinwissen, dass **Vorsorge besser ist als Pflege** und Nerven, Zeit und sogar Geld spart.

Am 26. Februar 2025 hat das Bundesamt für Gesundheit (BAG) in einer Medienmitteilung angekündigt, dass es aufgrund der vom Parlament und Bundesrat beschlossenen Sparmassnahmen auf verschiedene Aufgaben verzichten muss. **Die Kürzungen betreffen insbesondere die Umsetzung der nationalen Strategie zur Bekämpfung sexuell übertragbarer Infektionen (NAPS), einschliesslich der Kampagne Love Life.** Ziel der NAPS ist es, die Anzahl weiterer sexuell übertragbarer Infektionen (STI) – insbesondere Syphilis, Gonorrhö und Chlamydien –, Genitalwarzen und durch humane Papillomaviren (HPV) verursachte Krebserkrankungen zu reduzieren. Dies soll die sexuelle Gesundheit der Bevölkerung verbessern. Darüber hinaus könnte die Schweiz dank diesem Programm Voraussetzungen schaffen, um die Übertragung von HIV, sowie des Hepatitis-B- (HBV) und Hepatitis-C-Virus (HCV) bis 2030 zu eliminieren. Das Ziel ist zwar ehrgeizig, aber mit den heute zur Verfügung stehenden Instrumenten (insbesondere der Präexpositionsprophylaxe PrEP) erreichbar.

Die obligatorische Krankenpflegeversicherung (OKP) übernimmt zur Prävention kaum und oft keine Kosten für die Durchführung eines Tests auf STIs. Die OKP übernimmt aktuell Testkosten für die Abklärung von STIs, wenn Symptome oder ein Krankheitsverdacht vorliegen. Hierbei fällt die übliche Kostenbeteiligung (Franchise und Selbstbehalt) an. Präventive Analysen ohne direkten Krankheitsverdacht können von der OKP nur dann übernommen werden, wenn sie als Massnahme der Prävention in der Krankenpflege-Leistungsverordnung (KLV; SR 832.112.31) aufgeführt und in der Analysenliste mit einem entsprechenden Tarif gelistet sind. Aktuell ist dies nur für den HIV-Test unter bestimmten Voraussetzungen der Fall.

Als Sektor des Kantonsarztamtes richten sich die Leistungen der Freiburger Fachstelle für sexuelle Gesundheit an die gesamte Freiburger Bevölkerung. Sie tragen aktiv zur Prävention und Förderung der sexuellen Gesundheit der Bevölkerung bei. Die Angebote selbst richten sich gemäss Homepage in erster Linie an Jugendliche und an Menschen in prekären finanziellen Verhältnissen.

In diesem Zusammenhang stellen wir folgende Fragen:

1. Wie funktioniert die Kommunikation über sexuell übertragbare Infektionen (STI) im Kanton Freiburg? Wie wird sichergestellt, dass die Informationen der gesamten Bevölkerung zugänglich sind?
 2. Wie koordiniert der Kanton die Zusammenarbeit zwischen Krankenhäusern, Hausärzten und gemeinnützigen Organisationen, um die Prävention und Versorgung von STI zu verbessern?
 3. Beabsichtigt der Kanton Freiburg, die Kürzung der Bundesmittel zur Bekämpfung von STI auszugleichen?
 4. Welche Massnahmen sind geplant, um die kurz- und mittelfristigen Auswirkungen der Einstellung oder Reduktion der Love Life-Kampagne – insbesondere im Hinblick auf die Verteilung von Präventionsmaterial (wie Kondome), die Aufklärung über HIV und sexuell übertragbaren Krankheiten sowie die gesundheitlichen und wirtschaftlichen Folgen einer möglichen Zunahme der Übertragungen bei fehlender Präventionskommunikation, auszugleichen?
 5. Die Präexpositionsprophylaxe (PrEP) wird als konkretes Instrument genannt, um die Übertragung von HIV sowie des Hepatitis-B- (HBV) und des Hepatitis-C-Virus (HCV) bis ins Jahr 2030 zu eliminieren (siehe Nationale Strategie zur Bekämpfung sexuell übertragbarer Krankheiten, NAPS). Diese präventive Behandlung wird gemäss KVG von den Krankenkassen übernommen. Erwägt der Kanton die Übernahme der Kosten für Personen, die sich den Selbstbehalt (Franchise) nicht leisten können (z. B. Personen in Ausbildung)?
 6. Ist vorgesehen, die kantonale Kostenübernahme für präventive STI-Tests über HIV hinaus auszuweiten?
-

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-145

Let's talk about SAFE sex

Auteur-e :	Roulin Daphné, Senti Julia
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	23.05.25
Développement :	23.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	23.05.25

Dépôt

Souvent qualifiés de « plus belle chose secondaire du monde », le sexe et les actes sexuels s'accompagnent malheureusement aussi d'effets secondaires indésirables, comme les maladies sexuellement transmissibles (MST). Une grande partie de la population a laissé derrière elle l'époque des relations sexuelles exclusives et à vie avec un seul partenaire. Dans notre société libérale actuelle, le fait d'avoir plusieurs partenaires sexuels successifs est devenu une norme. L'éducation sexuelle et la discussion autour des méthodes de contraception demeurent des sujets qui doivent être désacralisés et davantage abordés.

La plupart des infections sexuellement transmissibles (ci-après : IST) sont traitables, mais elles ne sont pas toutes guérissables. De plus, elles ne présentent souvent aucun symptôme ou des signes tardifs. Il est de notoriété publique que la prévention est préférable aux soins car elle permet d'économiser du temps, des efforts et même de l'argent.

Par communiqué de presse du 26 février 2025, l'Office fédéral de la santé publique a annoncé devoir renoncer à différentes tâches en raison des mesures d'économies adoptées par le Parlement et le Conseil fédéral. Les réductions fédérales concernent en particulier la mise en œuvre de la stratégie nationale relative à la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles (ci-après : NAPS), y compris la campagne Love Life. Le NAPS a pour but de réduire le nombre d'IST - en particulier la syphilis, la gonorrhée et la chlamydie -, de verrues génitales et de cancers dus aux papillomavirus humains (HPV). Cela améliorera la santé sexuelle de la population. De plus, grâce à ce programme, la Suisse pourrait réunir les conditions pour parvenir à éliminer la transmission du VIH, du virus de l'hépatite B (VHB) et du virus de l'hépatite C (VHC) d'ici à 2030. L'objectif est certes ambitieux mais réalisable avec les outils désormais à disposition (notamment la Prophylaxie Pré Exposition PrEP).

L'assurance obligatoire des soins (AOS) ne couvre que très peu, voire pas du tout, les coûts des tests de dépistage des IST à titre de prévention. En effet, actuellement, elle prend en charge les coûts des tests de dépistage des IST en cas de symptômes ou de suspicion de maladie. La participation habituelle aux coûts (franchise et quote-part) s'applique alors. Les analyses préventives sans suspicion directe de maladie peuvent être remboursées par l'AOS uniquement si elles sont mentionnées comme mesure de prévention dans l'ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins (OPAS ; RS 832.112.31) et inscrites dans la liste des analyses avec le tarif correspondant. Actuellement, seul le test de dépistage du VIH est concerné, sous certaines conditions.

En tant que secteur du Service du médecin cantonal, le Centre fribourgeois de santé sexuelle propose des services à l'ensemble de la population fribourgeoise et contribue activement à la prévention et à la promotion de la santé sexuelle. D'après son site internet, ses prestations s'adressent principalement aux jeunes ainsi qu'aux personnes en situation financière précaire.

Dans ce contexte, nous posons les questions suivantes :

1. Comment se déroule la communication sur les IST et les campagnes de prévention dans le Canton de Fribourg ? Comment l'information est-elle accessible à l'ensemble de la population et notamment dans les écoles ?
 2. Comment le canton coordonne-t-il les efforts entre les hôpitaux, les médecins généralistes et les structures associatives pour améliorer la prévention et la prise en charge des IST ?
 3. Le Canton de Fribourg prévoit-il de compenser la réduction des financements fédéraux en matière de lutte contre les IST ?
 4. Quelles mesures sont envisagées pour compenser les effets immédiats et à moyen terme de l'arrêt ou de la diminution de la campagne Love Life, notamment en ce qui concerne la distribution de matériel de prévention (comme les préservatifs), la sensibilisation au VIH et aux MST et les conséquences sanitaires et économiques liées à une éventuelle augmentation des transmissions en l'absence de communication préventive ?
 5. La Prophylaxie Pré Exposition (PrEP) est un outil concret pour atteindre, d'ici à 2030, l'objectif d'éliminer, en Suisse, la transmission du VIH, du virus de l'hépatite B (VHB) et du virus de l'hépatite C (VHC) (cf. stratégie nationale relative à la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles NAPS). Ce traitement préventif est pris en charge par la LAMal. Le canton envisage-t-il sa prise en charge financière par la population n'ayant pas les moyens de supporter le montant de la franchise (par exemple les personnes en formation) ?
 6. Est-il envisagé d'élargir la prise en charge cantonale des tests de dépistage préventifs des IST, au-delà du VIH ?
 7. Des moyens supplémentaires seront-ils accordés pour augmenter le dépistage des travailleuses du sexe, population particulièrement sensible en matière d'IST ?
 8. Dans le Canton de Fribourg, la procédure est-elle suffisamment simplifiée pour encourager les victimes d'agressions sexuelles à se faire dépister pour les IST ? Ces victimes ont-elles la possibilité de se faire tester gratuitement ? Si ce n'est pas le cas, comment cette situation devrait-elle être améliorée dans le Canton de Fribourg ?
 9. Les organisations actives dans le domaine de la prévention du VIH/sida et des IST disposent-elles d'un soutien financier suffisant pour atteindre leurs objectifs ?
-

Dépôt d'un instrument parlementaire

Postulat 2025-GC-146

Utilisation des équipements numériques dans les espaces communs scolaires : étude d'impact et propositions pour renforcer le lien social

Auteur-e :	Ingold François, de Weck Antoinette
Nombre de cosignataires :	25
Dépôt :	23.05.25
Développement :	23.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	23.05.25

Dépôt

Par postulat déposé, les auteurs et cosignataires demandent au Conseil d'Etat de réaliser une étude sur l'utilisation des équipements numériques personnels des élèves dans les cours d'école et les espaces communs (tels que les réfectoires, mensa ou corridors) du Canton de Fribourg, d'envisager l'introduction d'une forte recommandation visant à limiter leur usage dans ces espaces et de proposer des mesures concrètes pour renforcer le lien social entre élèves plutôt que l'utilisation de numérique.

Développement

L'usage des équipements numériques personnels, tels que les téléphones portables et les tablettes, est en constante augmentation chez les enfants et les adolescents en Suisse. Selon l'étude MIKE 2021 de la Haute école zurichoise des sciences appliquées (ZHAW), environ 99 % des jeunes de 12 à 13 ans possèdent un smartphone et une majorité l'utilise quotidiennement. Cette utilisation s'observe également chez les plus jeunes, même sous les préaux des écoles primaires.

Si ces outils peuvent présenter des avantages pédagogiques certains, leur utilisation addictive dans les espaces communs des écoles, tels que les cours de récréation et les réfectoires, soulève de sérieuses questions. Ces lieux sont essentiels au développement des compétences sociales, à l'activité physique et au bien-être général des élèves. Une utilisation excessive des écrans dans ces contextes peut nuire à la qualité des interactions humaines et à l'apprentissage socio-émotionnel, comme le souligne le rapport de l'UNESCO *Technology in Education : A Tool on Whose Terms ?* (2023).

De plus, des études telles que celle de Twenge et Campbell (2018) indiquent que la limitation de l'usage des téléphones mobiles chez les adolescents est corrélée à une meilleure santé mentale et à une plus grande implication sociale.

Demande

Les auteurs et cosignataires ont l'honneur de demander au Conseil d'Etat :

1. de réaliser une étude sur l'utilisation des équipements numériques personnels par les élèves dans les cours d'école et les espaces communs des cycles 1-2-3 et le secondaire 2, afin d'évaluer les pratiques actuelles et leurs impacts sur la santé, la socialisation et l'inclusion ;
2. d'envisager l'introduction d'une forte limitation, voire d'une interdiction, de l'usage de ces équipements dans les espaces communs des écoles des cycles 1-2-3, ainsi qu'au secondaire 2 et dans les écoles professionnelles, afin de favoriser une déconnexion salutaire et de limiter les risques liés à la surexposition aux écrans, au cyberharcèlement et à l'isolement social ;

3. de proposer des mesures fortes pour encourager et soutenir les écoles dans le développement d'options concrètes favorisant le lien social entre les élèves durant les temps hors enseignement, telles que des projets participatifs d'aménagement des cours d'école et des espaces communs pour l'activité physique, des animations socio-éducatives ou le renforcement du rôle des médiateurs et médiatrices dans les établissements.

Si une étude a déjà été menée dans le Canton de Fribourg, qui révèle une utilisation problématique des équipements numériques par les élèves ou un besoin réel du milieu scolaire, le Conseil d'Etat peut proposer un fractionnement pour directement mettre en œuvre les points 2 et 3 du présent postulat.

Références :

- > UNESCO (2023). *Technology in Education: A Tool on Whose Terms?* Global Education Monitoring Report 2023. <https://unesdoc.unesco.org>
 - > Twenge, J. M., & Campbell, W. K. (2018). *Associations Between Screen Time and Lower Psychological Well-Being Among Children and Adolescents: Evidence from a Population-Based Study*. *Preventive Medicine Reports*, 12, 271–283. <https://doi.org/10.1016/j.pmedr.2018.10.003>
-

Dépôt d'un instrument parlementaire

Motion 2025-GC-148

Taxe sur la plus-value des fondations d'utilité publique

Auteur-e :	Wicht Jean-Daniel, de Weck Antoinette
Nombre de cosignataires :	12
Dépôt :	26.05.25
Développement :	26.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	26.05.25

Dépôt et développement

La taxe sur la plus-value peut entraîner des conséquences importantes sur des fondations d'utilité publique. Récemment, une fondation qui œuvre pour la formation professionnelle de jeunes en difficulté d'apprentissage souhaite transformer, agrandir plusieurs de ses bâtiments afin d'offrir de nouveaux outils d'apprentissage et de nouvelles formations. Lors de l'obtention du premier permis de construire, la taxation sur la plus-value du terrain a été établie par le Service cantonal des contributions. La totalité de la taxe calculée s'élève alors à 1 700 000 francs pour un coût total de construction de 4 500 000 francs environ, soit près de 38 % du coût total des travaux !

Heureusement, les surfaces supplémentaires à construire sont inférieures à 20 % des surfaces bâties existantes. Dans ce cas, conformément à l'article 51k al.1 let. A du ReLATEC, la taxe n'est pas due. Quid d'une prochaine construction lorsque le pourcentage sera dépassé ? La nouvelle construction ne verra jamais le jour, la charge de la taxe sera trop lourde pour être absorbée par les finances de la fondation et ne pourra être reportée sur les prestations ou prises en compte dans le cadre financier des mesures AI.

Afin d'éviter de stopper le développement des fondations d'utilité publique, nous demandons, par le biais de la présente motion, que celles-ci soient exemptées de la taxe sur la plus-value tant qu'elles œuvrent pour le but fixé dans leurs statuts.

Par contre, si elles devaient vendre les terrains et les bâtiments à un acheteur qui ne poursuit pas les buts de la fondation exemptée de la taxe, cette dernière serait due immédiatement.

Nous remercions par avance le Conseil d'Etat de répondre favorablement à cette demande dans le délai légal.

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-149

Juge de paix surchargé et membre du conseil de la magistrature est-ce compatible ?

Auteur-e :	Kolly Gabriel, Glasson Benoît
Nombre de cosignataires :	—
Dépôt :	26.05.25
Développement :	26.05.25
Transmission au Conseil d'Etat :	26.05.25

Dépôt

A la suite d'une affaire très médiatisée concernant un député et sa famille Monsieur le Juge de paix, Gaël Gobet, a justifié certaines de ses décisions dans un entretien publié dans *La Liberté* le 8 mai, dans lequel il a évoqué la procédure et le cadre dans lesquels sont prises certaines de ses décisions.

Il a, entre autres, mentionné une surcharge de travail, avec pas moins de 1090 dossiers à traiter dont certains assez difficiles.

Au vu de ces éléments nous demandons au Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes :

1. M. Gobet exprimant publiquement qu'il subit une surcharge de travail ; pourquoi cumule-t-il d'autres fonctions telles que membre du Conseil de la magistrature ?
 2. Un autre magistrat, notamment une justice de paix moins surchargée, pourrait-il remplacer le juge surchargé précité au sein du Conseil de la magistrature ?
 3. La surcharge de travail de M. Gobet a-t-elle une influence négative sur le fonctionnement du Conseil de la magistrature ?
 4. Le Conseil d'Etat ne craint-il pas qu'un magistrat justifiant publiquement la lenteur de ses procédures en raison d'une surcharge de travail, alors que celui-ci cumule volontairement d'autres fonctions supplémentaires, ne donne à la population l'image d'une justice s'écartant de son rôle essentiel en faisant passer l'intérêt des justiciables et de sa fonction première, au second plan ?
 5. Au vu des nombreuses réactions notamment dans les courriers des lecteurs, le Conseil d'Etat est-il conscient de la perte de crédibilité ainsi que du manque de confiance envers les justices de paix au sein de la population ?
 6. Le Conseil d'Etat estime-t-il normal qu'un juge justifie une décision prise dans une procédure dans les médias ?
-

Dépôt d'un instrument parlementaire

Motion 2025-GC-150

Pour une interdiction de l'utilisation des téléphones portables et autres appareils électroniques des élèves dans l'enceinte de l'établissement scolaire

Auteur-e :	Defferrard Francine, de Weck Antoinette
Nombre de cosignataires :	—
Dépôt :	02.06.25
Développement :	02.06.25
Transmission au Conseil d'Etat :	02.06.25

Dépôt et développement

Depuis l'année 2017, notre réglementation cantonale interdit l'utilisation d'appareils électroniques durant le temps scolaire, sauf autorisation de l'enseignant ou de l'enseignante ou de l'établissement (cf. art. 66 al. 2 RLS). Ceux-ci ont par ailleurs le droit de confisquer le matériel en cas d'infraction. Selon Madame Marianne Meyer Genilloud, secrétaire générale adjointe de la Direction de la formation et des affaires culturelles, cette réglementation « laisse quand même de la marge de manœuvre aux établissements. A l'intérieur de ce cadre légal, les écoles ont la possibilité d'interdire l'usage du téléphone portable durant tout le temps scolaire ou de l'autoriser pendant les pauses ». Dans notre canton, certains cycles d'orientation, par exemple le CO de la Glâne, autorisent les téléphones portables durant les pauses et les interours alors que d'autres, tels que le CO du Gibloux, l'interdisent complètement (cf. Frapp online du 2 septembre 2024). Cela dépend du règlement adopté au sein de l'établissement scolaire.

La manière d'utiliser le téléphone portable a profondément évolué en une décennie. L'usage des smartphones perturbe l'apprentissage, nuit à la concentration, participe au harcèlement et à une addiction au contenu (ex. réseaux sociaux, jeux d'argent ou jeux vidéo). Son interdiction doit favoriser les interactions au sein de l'école et contribuer à l'amélioration du climat scolaire et la qualité de vie des élèves et des membres du corps enseignant, à la lutte contre le harcèlement et l'isolement.

En Suisse, certaines communes ont abandonné l'idée d'une interdiction des téléphones portables. D'autres imposent purement et simplement aux élèves de les laisser à la maison. Les Cantons de Vaud et du Jura demandent aux élèves qui fréquentent l'école obligatoire d'éteindre et de ranger leur téléphone portable durant le temps scolaire, tant en classe que dans l'enceinte de l'établissement scolaire.

Il s'agit d'apporter une réponse politique uniforme à ces dangers qui préoccupent les enseignantes et enseignants, les parents, voire l'ensemble de la société. La présente motion demande l'introduction, dans la législation, d'une obligation d'éteindre et de ranger les téléphones portables et autres appareils électroniques dès que l'élève entre dans l'enceinte de l'établissement scolaire, ainsi que durant toutes les activités liées à l'enseignement organisées en dehors de l'établissement scolaire. Cette obligation vise les élèves des cycles 1, 2 et 3. Son introduction dans le secondaire 2 et les écoles professionnelles devrait être envisagée. Des exceptions exhaustives pourront être prévues telles que besoins pédagogiques ou urgences, lors des camps de ski ou des camps verts moyennant une autorisation expresse des membres du corps enseignant.

Dépôt d'un instrument parlementaire

Question 2025-GC-151

Pour plus d'égalité fiscale en cas de garde partagée

Auteur-e :	Bonny David, Lepori Sandra
Nombre de cosignataires :	–
Dépôt :	02.06.25
Développement :	02.06.25
Transmission au Conseil d'Etat :	02.06.25

Dépôt

Le système fiscal cantonal pénaliserait les parents en garde partagée qui paient une contribution d'entretien pour leurs enfants. Un article dans *La Liberté* paru le 12 juin 2024 évoquait un exemple précis, sachant que les situations de garde partagée sont de plus en plus courantes dans la population.

Actuellement, un parent (homme ou femme) en garde partagée (50%) qui verse une contribution d'entretien (pension pour les enfants) à l'autre partenaire est imposé comme une personne seule sans enfant à charge, malgré sa prise en charge effective de 50% des responsabilités parentales. Pendant ce temps, l'autre parent, receveur de la contribution, bénéficie d'une taxation selon le barème d'une famille monoparentale avec charge d'enfant(s). Cette asymétrie fiscale peut créer un sentiment d'injustice et engendrer une précarité financière pour le parent (homme ou femme) ne bénéficiant pas du « splitting », alors qu'il partage équitablement les charges liées à leurs enfants.

Selon des estimations réalisées avec la calculette mise à disposition sur le site internet du Service des contributions de l'Etat de Fribourg (SCC) (version 2024), la différence d'imposition entre les deux méthodes de taxation peut dépasser les 100% (selon exemple ci-dessous : 140%).

Voici un exemple de taxation actuelle d'une personne avec deux enfants vivant une situation de garde partagée (50/50) et payant une contribution d'entretien de 10'800 francs par année, soit 900 francs par mois.

> Exemple de taxation comme personne seule sans charge d'enfant dans une commune fribourgeoise :

> Salaire annuel net :	75'000.- frs	
> Déductions contribution d'entretien :	- 10'800.- frs	(12x900.- frs)
> Revenu imposable (idem IFD) :	64'200.- frs	
> Impôts annuels (cantonal, communal 82% et ecclésiastique 8% par ex.) :	11'713.- frs	

> Exemple de taxation comme famille monoparentale avec charge d'enfants dans une commune fribourgeoise :

> Salaire annuel net :	75'000.- frs	
> Déductions contribution d'entretien :	- 10'800.- francs	(12x900.- frs)
> Déduction sociale 2 enfants :	- 14'600.- frs	
> Revenu imposable (idem IFD) :	49'600.- frs	
> Impôts annuels (cantonal, communal 82% et ecclésiastique 8% par ex.):	4'841.- frs.	

En conclusion, avec le temps, les situations familiales ont évolué, mais pas le droit fiscal.

1. Dès lors, comment le Conseil d'Etat juge-t-il cette situation ?
 2. Combien y a-t-il de cas identiques dans le Canton de Fribourg ?
 3. N'est-ce pas là une injustice fiscale ?
 4. Le Conseil d'Etat a-t-il prévu des mesures pour remédier à cette situation ?
 5. Le Conseil d'Etat a-t-il connaissance de situations similaires dans d'autres cantons ?
-

Dépôt d'un instrument parlementaire

Motion 2025-GC-153

Obligation d'un minimum de pratique des avocat-e-s avant l'engagement de stagiaires

Auteur-e :	Mauron Pierre, Dorthe Sébastien
Nombre de cosignataires :	—
Dépôt :	03.06.25
Développement :	03.06.25
Transmission au Conseil d'Etat :	03.06.25

Dépôt et développement

Dans le Canton de Fribourg, dès qu'un-e avocat-e est inscrit-e au registre des avocat-e-s, il ou elle est autorisé-e à former des avocat-e-s stagiaires.

Cette liberté était tout à fait adéquate lorsqu'il y avait peu d'avocat-e-s pratiquant-e-s, que les personnes se connaissaient et que les avocat-e-s attendaient de bénéficier de quelques années d'expérience avant d'engager et de former des stagiaires.

Mais le nombre d'avocat-e-s exerçant le barreau dans le Canton de Fribourg a quasiment triplé depuis l'adoption de la loi en 2002 et la durée du stage pratique en étude a été réduite à 12 mois. Il y a en outre de plus en plus de formes d'études d'avocat-e-s, de manières de pratiquer et une présence, à l'étude, moindre des personnes responsables en raison des possibilités numériques et du télétravail.

En vue d'assurer une bonne formation aux stagiaires, il semble nécessaire que les maîtres de stage bénéficient d'une certaine expérience en la matière. Or, avec la loi en vigueur, ils peuvent réussir leur examen au barreau, obtenir une patente et engager, dès le lendemain, un ou une stagiaire en même temps qu'ils s'installent, sans aucune expérience professionnelle.

D'autres cantons ont déjà adopté ce type de mesure, notamment le Canton de Vaud, qui requiert sept ans de pratique (art. 22 LPAV Vaud).

En l'état, les motionnaires estiment qu'une durée de cinq ans de pratique dans le Canton de Fribourg semble suffisante. Mais si le Conseil d'Etat estime qu'une durée de sept ans est préférable, les motionnaires peuvent s'en accommoder.

Les motionnaires demandent dès lors que l'article 21 de la loi sur la profession d'avocat (RSF 137.1) soit complétée par un alinéa 4 indiquant que : « Sont habilité-e-s à former des avocat-e-s stagiaires les avocat-e-s qui ont au moins cinq (variante : sept ou un nombre supérieur à cinq) ans de pratique en tant qu'avocat-e-s inscrit-e-s à un registre cantonal, dont deux au cours des deux dernières années. ».

Einreichen eines parlamentarischen Vorstosses

Anfrage 2025-GC-171

Groupe E : Fragwürdige Entscheide - Wo bleibt die Transparenz?

Urheber/in: **Schneuwly Achim**

Anzahl Mitunterzeichner/innen: **-**

Einreichung: **05.06.25**

Begehren

In der Vergangenheit sind bei der Groupe E einige fragwürdige Entscheide getroffen worden, die mich sehr erstaunen und als Grossrat bewegt haben, diese Anfrage einzureichen.

Teils fehlt auch die notwendige Transparenz.

Ich bedanke mich beim Staatsrat für die Beantwortung meiner Fragen.

Geschäftsbericht

- > Im Geschäftsbericht 2024 auf Seite 46 bei der Segmentberichterstattung ist zu lesen, dass elektrische Energie und die Netzaktivität (Stromverteilung) für rund 641 Millionen Franken Umsatz stehen.

3. SEGMENTBERICHTERSTATTUNG							
2024 - In TCHF	Elektrische Energie	Stromverteilung	Wärme	Energie-lösungen	Technik und Infrastrukturen	Corporate	Total
Umsatz	400'994	240'433	135'497	21'262	227'295	25'848	1'051'329
Total	400'994	240'433	135'497	21'262	227'295	25'848	1'051'329
2023 - In TCHF	Elektrische Energie	Stromverteilung	Wärme	Energie-lösungen	Technik und Infrastrukturen	Corporate	Total
Umsatz	446'997	205'348	137'954	19'808	268'482	16'862	1'095'451
Total	446'997	205'348	137'954	19'808	268'482	16'862	1'095'451

Groupe E verzichtet auf den Ausweis der Segmentergebnisse, da ihr durch die Offenlegung solcher Informationen Wettbewerbsnachteile gegenüber ihrer Kundschaft und ihren nicht kotierten Konkurrenten erwachsen würden. In der Tat können sich aus einem detaillierten Einblick in die Struktur und die Zusammensetzung der Segmente Wettbewerbsnachteile ergeben.

- > Diese Bereiche sind vorwiegend monopolistisch geregelt; der Kommentar, der Kundschaft würden allenfalls Wettbewerbsnachteile erwachsen, wenn neben den Volumenangaben auch Ergebnisse gezeigt würden, ist nicht nachvollziehbar; selbst für den freien Kunden ist die Bemerkung nicht zu verstehen.
- > Beide Bereiche sind wie erwähnt wirtschaftlich stark reguliert und deren wirtschaftliche Ergebnisse dementsprechend auch geregelt. Es müssen aus diesen beiden Geschäftsbereichen namhafte Deckungsbeiträge entstanden sein – wo gingen diese Margen hin?
- > Wieso tut sich Groupe E derart schwer, gegenüber dem Eigentümer mehr Transparenz zu den Segmentergebnissen dieser zwei Bereiche zu liefern?

- > Warum können Kunden in diesen Bereichen Wettbewerbsnachteile haben?
- > Wie ist im Elektrischen Energiegeschäft der Handel (Einkauf und Verkauf) am Markt aufgebaut und organisiert, wer bestimmt die Risiko-Limiten und wie? Und wer überwacht deren Einhaltung?
- > Es ist nicht klar ersichtlich, ob und in welcher Höhe Rückstellungen gemacht werden, um Handelspreisüberraschungen vorzubeugen. Welche Strategie verfolgt Groupe E?
- > Aus dem Geschäftsbericht im Anhang 2.10 und 2.13 ist ersichtlich, dass 64 Millionen Franken Rückstellungen und 69 Millionen Franken Stille Reserven aufgelöst wurden. Die Summe beider ist höher als das ausgewiesene Jahresergebnis. Ohne diese Auflösungen und die ausserordentlichen Einnahmen wäre ein sehr grosser Verlust entstanden. Mehr Erklärungen und Transparenz dazu sind erforderlich.

Verkaufsläden

In einer ganzen Reihe von fragwürdigen Entscheiden finde ich die Schliessung der Verkaufsläden. Warum wurden die Verkaufsläden geschlossen? Als Gründe für die Schliessungen werden die starke Konkurrenz und der Online-Handel genannt, also fehlende Rentabilität.

Haben wirklich alle Verkaufsstellen nicht rentiert? Wie sah es in Düdingen und in der Stadt Freiburg aus?

Viele Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter haben dadurch ihre Stelle verloren. Interessant wäre auch zu wissen, welche neuen Konditionen den Mitarbeitenden angeboten wurden (Lohn, Pensionskassenleistungen, ...)?

Die Kundschaft hat diese Verkaufsläden aufgesucht, um Informationen einzuholen und sich über Geräte zu erkundigen. Es ist logisch, dass sich dies bei dieser Dienstleistung nicht sofort auf die Zahlen auswirkt. Die Kunden wurden gut betreut und dieser Kundendienst war für die Groupe E beste Werbung.

Ich kann die Schliessung der Verkaufsstellen strategisch nicht verstehen.

Führungswechsel

In der Presse vom 24.05.2025 war zu lesen, dass der Generaldirektor J. Mauron per sofort den Hut nehmen musste. Groupe E schreibt, dass man sich einvernehmlich auf diesen Schritt geeinigt habe.

Herr J. Mauron ist als CEO für das operative Geschäft zuständig. Waren es nicht strategische Entscheide, die zu den grossen Schwierigkeiten für die Groupe E geführt haben? Für die Strategie war der Verwaltungsrat zuständig. Warum musste Herr Mauron zurücktreten?

—

Antwort des Staatsrats auf zwei parlamentarische Vorstösse

Postulat 2023-GC-57

Regionale Verteilung der Investitionen und Möglichkeiten, um das Gleichgewicht zwischen den Regionen zu stärken

Urheber:	Altermatt Bernhard
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	08.02.2023
Begründung:	08.02.2023
Überweisung an den Staatsrat:	27.02.2023
Antwort des Staatsrats:	04.02.2025

Postulat 2023-GC-71

Für eine kantonsweite Versorgung der Bevölkerung und ein gesundes wirtschaftliches Gleichgewicht zwischen den Regionen

Urheber:	Jaquier Armand / Emonet Gaétan
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	10.03.2023
Begründung:	10.03.2023
Überweisung an den Staatsrat:	10.03.2023
Antwort des Staatsrats:	04.02.2025

I. Zusammenfassung der Postulate

Mit dem am 8. Februar 2023 eingereichten und begründeten Postulat fordern die Grossräte Nicolas Kolly und Bernhard Altermatt den Staatsrat auf, alle vom Grossen Rat seit 2001 bewilligten Verpflichtungskredite unter dem Gesichtspunkt der regionalen Verteilung zu analysieren. Der Bericht zum Postulat soll Wege aufzeigen, wie eine «gerechte» Verteilung der Investitionen im Kanton erreicht werden kann, und zudem die Strategie zur geografischen Dezentralisierung der Dienststellen der kantonalen Verwaltung darlegen.

Mit dem am 10. März 2023 eingereichten und begründeten Postulat verlangen die Grossräte Armand Jaquier und Gaétan Emonet eine umfassende Analyse der staatlichen Investitionen und Leistungen, bezogen auf ihre regionale Verteilung. Der Bericht zum Postulat soll auch die selbstständigen Anstalten des öffentlichen Rechts und die mehrheitlich im Staatsbesitz befindlichen Unternehmen einbeziehen sowie die Finanz- und Wirtschaftsströme zwischen den Regionen des Kantons dokumentieren, um das bestehende Gleichgewicht zwischen den Regionen aufzuzeigen.

Mit dem Einverständnis der Postulanten und gestützt auf Artikel 63 des Grossratsgesetzes antwortet der Staatsrat im Folgenden auf beide parlamentarischen Vorstösse.

II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat versteht den Wunsch der Abgeordneten, die Frage der regionalen Verteilung der Investitionen sachlich und umfassend anzugehen. Die Frage einer gerechten Verteilung der

staatlichen Investitionen, insbesondere zwischen Stadt und Land, wurde in den letzten Jahren mehrmals diskutiert, namentlich im Rahmen der Abstimmung über den Verpflichtungskredit von 65,5 Millionen Franken für den Umzug und den Bau des Naturhistorischen Museums Freiburg sowie über die Beteiligung des Staats an der Erhöhung des Aktienkapitals der Bluefactory AG. Diese Frage war auch Teil der breiteren Debatte über den Service public und die dezentrale Verfügbarkeit bestimmter Leistungen, beispielsweise im Gesundheitsbereich.

1. Bestehende Studien und methodologische Grenzen

Auf Schweizer Ebene sorgt der Stadt-Land-Graben regelmässig für politische Kontroversen. Um das Thema auf einer evidenzbasierten Grundlage anzugehen, wurden zahlreiche Studien zu diesem Thema durchgeführt. Die wirtschaftlichen Interaktionen und Finanzströme zwischen dem Mittelland und dem Alpenraum wurden im Zusammenhang mit dem Nationalen Forschungsprogramm 48 mit zahlreichen wissenschaftlichen Publikationen zu diesem Thema¹ umfassend analysiert. In jüngerer Zeit wurde die finanzielle Dimension der Beziehungen zwischen Stadt und Land in einer Studie von Ecoplan² schematisch dargestellt. Auf kantonaler Ebene wurden Fragen des territorialen Zusammenhalts insbesondere im Kanton Neuenburg dokumentiert. Aufgrund eines 2015 eingereichten Postulats zum Investitionsleichgewicht zwischen dem oberen und dem unteren Kantonsteil³ wurde in der kantonalen Verwaltung ein Monitoringsystem eingeführt, das auf zahlreichen Indikatoren basiert, um das staatliche Handeln umfassend unter dem Aspekt des regionalen Gleichgewichts zu analysieren. Im Rahmen einer Analyse des Finanzausgleichssystems legte die Regierung des Kantons Neuenburg 2021 zudem eine Untersuchung der staatlichen Leistungen unter Berücksichtigung geografisch-topografischer Kriterien vor.

Die Analyse des Gleichgewichts zwischen den Regionen unter dem Gesichtspunkt der staatlichen Massnahmen wirft komplexe konzeptionelle und methodische Fragen auf. Aus der Verteilung der Investitionen allein lassen sich beispielsweise keine aussagekräftigen Schlüsse über den Ausgleich zwischen den Regionen ziehen. Neben dem staatlichen Handeln müssen insbesondere demographische und sozioökonomische Daten, die Erreichbarkeit, die Wirtschaftssektoren und der Wohnungsbau beachtet werden, um nur einige Aspekte zu nennen. Beim staatlichen Handeln erschwert die Mitfinanzierung zahlreicher Leistungen durch Bund und Kanton die Analyse, etwa im Verkehrsbereich. Gleiches gilt für die Mitfinanzierung durch Kanton und Gemeinden, etwa bei der Finanzierung von Schulen (kantonale Beiträge an Schulbauten usw.). Weiter ist es oft nicht möglich, die öffentlichen Ausgaben genau zu verorten oder die Empfänger zu identifizieren, etwa bei Investitionen in die Strasseninfrastruktur. Und schliesslich: Um ein vollständiges Bild zu erhalten, sollte die Analyse nicht nur die Ausgaben, sondern auch die dem Staat zur Verfügung stehenden Einnahmen und deren geografische Verteilung berücksichtigen.

Zur Aussagekraft einer solchen Analyse ist zu sagen, dass bereits durchgeführte Studien nur begrenzte Erkenntnisse, die sich auf die komplexen wirtschaftlichen und finanziellen Verflechtungen zwischen Regionen konzentrieren, liefern. Die Studie von Ecoplan über die finanziellen Beziehungen zwischen Stadt und Land kommt beispielsweise zu folgendem Schluss:

¹ ALPAYS Alpine Landscapes: Payments and Spillovers, 2005. Sektorale Studie, bei [Ecoplan](#) erhältlich.

² Fakten zu Stadt und Land. Analyse wichtiger Daten zu den finanziellen Beziehungen von Stadt und Land. Ecoplan, 2022.

³ Postulat 15.121 des Neuenburger Grossen Rats, « Répartition des investissements publics dans notre canton ? Quelle réalité ? »

«Wer unter dem Strich den grösseren Nutzen aus den komplexen finanziellen Verflechtungen zwischen städtischen und ländlichen Räumen zieht, lässt sich nicht genau beziffern. In einem föderalistischen System ist aber ein fairer Ausgleich von Ressourcen und Lasten grundsätzlich sinnvoll, um regionale Disparitäten bis zu einem gewissen Teil auszugleichen, eine Mindestausstattung zu garantieren und den regionalen Zusammenhalt zu stärken. Stadt und Land können nur in einer Partnerschaft von gegenseitigem Geben und Nehmen bei den zukünftigen Herausforderungen bestehen.»⁴

2. Verfügbarkeit von Finanzdaten

Auf Ebene des staatlichen Rechnungswesens ist es derzeit nicht möglich, die Ausgaben zu verorten, weder für das Budget für die Laufende Rechnung noch für die Investitionen. Die von den Ämtern bei den Buchungsvorgängen angeforderten Informationen sind dafür unzureichend. Zwar ist eine Liste der wichtigsten laufenden Investitionen des Staats in den Anhängen der Staatsrechnung mit geografischen Angaben für jeden Posten verfügbar, doch erlauben diese Daten in ihrer derzeitigen Form nicht die Beantwortung der in den Postulaten aufgeworfenen Fragen. Eine umfassende Analyse der Staatsausgaben unter geografischen Gesichtspunkten setzte somit voraus, dass alle Ämter einen Bericht über den Standort ihrer Ausgaben vorlegen.

Die Analyse der Finanzdaten der selbstständigen Anstalten des öffentlichen Rechts und der mehrheitlich in Staatsbesitz befindlichen Unternehmen erforderte umfangreiche Erhebungs-, Definitions- und Klassifizierungsarbeiten. Die Erstellung lokalisierter Daten über einen längeren Zeitraum, sofern überhaupt möglich und sinnvoll, würde für diese Einrichtungen einen erheblichen Arbeitsaufwand bedeuten.

3. Vorgeschlagener theoretischer und methodologischer Rahmen

3.1. Theorie der residentiellen Ökonomie

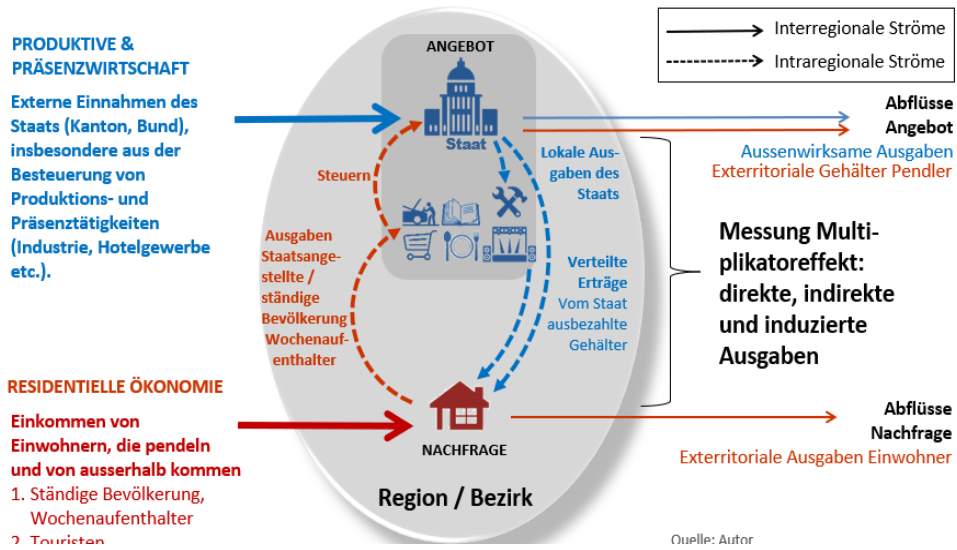
Der Staat trat an mehrere Lehrstuhlinhaber und Forschungsinstitute heran, um die Machbarkeit eines Berichts, wie er von den Verfassern der beiden Postulate gefordert wurde, zu bewerten. Keine der angefragten Personen und Institute sah sich in der Lage, einen solchen Bericht zu erstellen, weil die Zeit oder das Forschungspersonal fehle oder die methodologischen Schwierigkeiten zu gross seien.

Der Staatsrat schlägt jedoch vor, dem Institut du management des villes et du territoire der Hochschule Arc ein Mandat zu erteilen, ab Frühjahr 2025 unter der Leitung von Dr. Alain Segessemann eine Bewertung der regionalen wirtschaftlichen Auswirkungen, die aus bestimmten Staatsausgaben resultieren, durchzuführen und Empfehlungen zuhanden des Staats abzugeben. Diese Analyse, die sich an der Theorie der residentiellen Ökonomie orientiert, beruht auf einer Auswahl bestimmter eingehender, ausgehender und zirkulierender Ströme innerhalb der verschiedenen Freiburger Regionen (Bezirke), die ursprünglich durch die Staatsausgaben erzeugt wurden, und zwar nach folgendem schematischen Ansatz:

⁴ Fakten zu Stadt und Land. Analyse wichtiger Daten zu den finanziellen Beziehungen von Stadt und Land. Ecoplan, 2022, S. 7.

Der aktualisierte Wirtschaftskreislauf der Gebietsentwicklung bei Staatsausgaben

Angepasst nach Davezies & Talandier 2014; Segessemann & Crevoisier 2016



Auf der Grundlage einer Auswahl von Staatsausgaben können die wirtschaftlichen Effekte für die Freiburger Bezirke in Abhängigkeit von der Art der Wirtschaftstätigkeit, die sie erzeugen, bewertet werden, d. h.:

- > Exporttätigkeiten und globale Dienstleistungen (AESG), z. B. eine touristische Infrastruktur, die ganz oder teilweise vom Staat finanziert wird;
- > Tätigkeiten, die der urbanen residentielle Ökonomie (ERU) zuzuordnen sind, z. B. eine Hochschule oder ein Spital mit kantonaler Finanzierung;
- > Tätigkeiten im Bereich der lokalen residentielle Ökonomie (ERL), z. B. der Bau einer Sekundarschule, der teilweise vom Staat finanziert wird.

Mit dieser von Dr. Segessemann in einer früheren Forschungsarbeit⁵ entwickelten Typologie kann bestimmt werden, ob die über einen signifikanten Zeitraum von einer staatlichen Stelle ausgehenden Ausgaben- und Investitionsströme regionale Tätigkeiten oder die lokalen residentielle Ökonomie in einem bestimmten Bezirk unterstützen oder finanzieren.

3.2. Multiplikatormethode

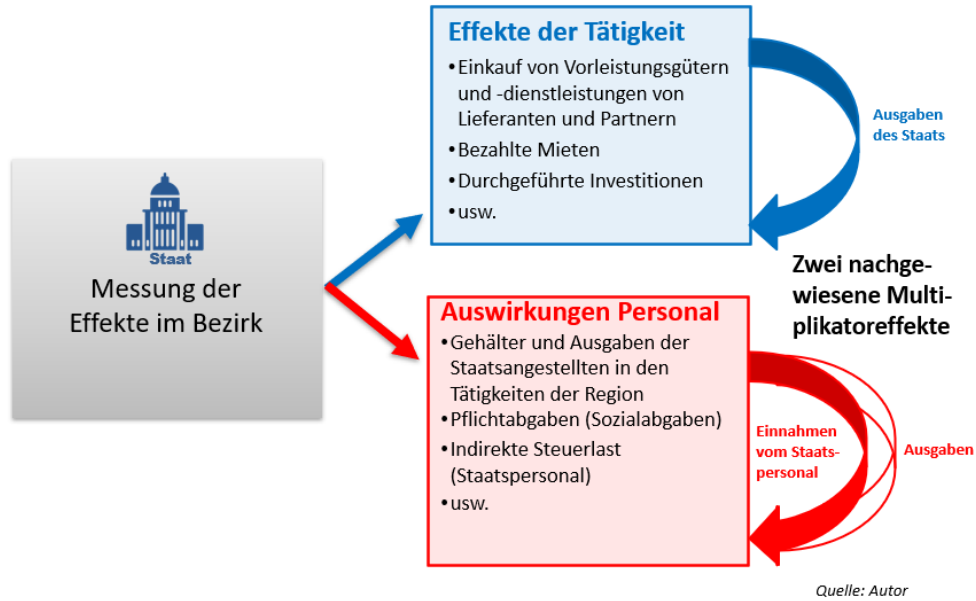
Konzeptionell können darauf bestimmte Staatsausgaben räumlich dargestellt und ihre lokalen Auswirkungen mithilfe der Multiplikatormethode geschätzt werden. Diese Methode ermöglicht es nämlich, nach dem Prinzip des Anstosseffekts die Auswirkungen staatlicher Ausgaben und Investitionen auf andere Arten von wirtschaftlichen Tätigkeiten, die oben detailliert aufgeführt sind, zu messen.

Die Messung der Auswirkungen kann mithilfe der Multiplikatormethode von Garrabé⁶ erfolgen, die es ermöglicht, die erwarteten Auswirkungen einer anfänglichen Ressourcenzuführung in die

⁵ Segessemann A. et Crevoisier O. (2013). L'économie résidentielle en Suisse : Une approche par les emplois. Revue d'économie régionale et urbaine (RERU), 2013-4, SS. 705–735.

⁶ Garrabé M. (2018) [Evaluation économique générale. Université de Montpellier](#), S. 316 ff.

regionale Wirtschaft über ihre direkten Effekte in Form von Staatsausgaben und indirekten Effekten in Form von Personalausgaben zu messen. Diese Methode kann wie folgt veranschaulicht werden:



Konkret sollen auf der Grundlage einer ersten Auswahl von finanziellen Daten, die von den staatlichen Dienststellen übermittelt würden, sowie auf der Grundlage der Statistik der Unternehmensstruktur (STATENT) des Bundesamts für Statistik (BFS), die seit 2011 besteht, die direkten, indirekten und induzierten Effekte nach folgender Methodik geschätzt werden:

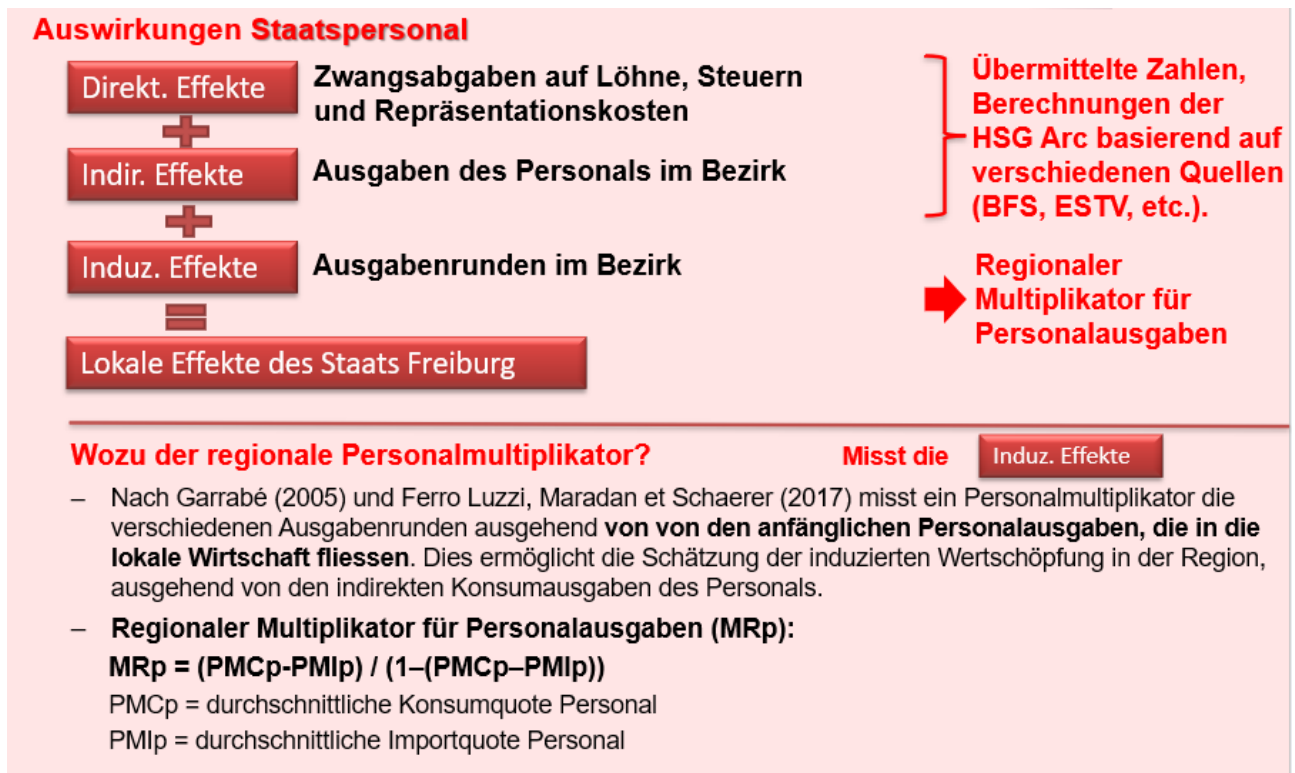
Auswirkungen Tätigkeiten des Staats

Direkt. Effekte	Urspr. Ausgaben Staat im Bezirk	} Regionaler Multiplikator Ausgaben
+		
Indir. Effekte	Urspr. Ausgaben Lieferanten des Staats im Bezirk	
+		
Induz. Effekte	Ausgabenrunden im Bezirk	
=		
Lokale Effekte des Staats Freiburg		

Übermitt. Zahlen

Wozu der regionale Tätigkeitsmultiplikator? Misst die Indir. Effekte + Induz. Effekte

- Nach Garrabé (2005) misst ein Tätigkeitsmultiplikator die verschiedenen Ausgabenrunden ausgehend von den anfänglichen Ausgaben, die in die lokale Wirtschaft fließen. Dies ermöglicht die Schätzung der induzierten Wertschöpfung der betroffenen Unternehmen, ausgehend von den direkten Vorleistungen in der Region.
- **Regionaler Multiplikator Ausgaben für Tätigkeiten (MRa):**
 $MRa = VA \times (PMCa - PMIa) / (1 - (PMCa - PMIa))$
 PMCa = durchschnittliche Konsumquote Tätigkeit
 PMIa = durchschnittliche Importquote Tätigkeit
 VA = Wertschöpfungsquote = (Umsatz - Vorleistungen) / Umsatz



3.3. Auswahl der Daten und Auswertung nach Bezirk

Es wird vorgeschlagen, die aus STATENT stammende Gliederung der Wirtschaftszweige nach folgenden Unternehmenstypen zu verwenden: kantonale Verwaltung, öffentliches Unternehmen des Kantons und öffentliche Unternehmen einer Körperschaft. Die Anwendung der Methode würde die Erhebung von Daten mittels Fragebogen bei verschiedenen Ämtern über die durchschnittlichen jährlichen Investitionsausgaben für den gesamten Zeitraum 2012 bis 2022⁷ sowie über die durchschnittlichen jährlichen Betriebsausgaben für die Jahre 2012 bis 2022 erfordern. Die Daten sollten die Besonderheiten der verschiedenen Tätigkeiten des Staats so gut wie möglich widerspiegeln und dann nach Tätigkeitstypen gemäss der oben beschriebenen Typologie (AESG, ERU, ERL) klassifiziert werden. Zu diesem Zweck und um die Multiplikatoreffekte (indirekte und induzierte Effekte) bestmöglich berechnen zu können, werden die verschiedenen staatlichen Stellen, die Daten über Ausgaben und/oder Investitionen zur Verfügung stellen, aufgefordert, die Art dieser Ausgaben so genau wie möglich zu spezifizieren (um sie der Typologie AESG, ERU, ERL zuordnen zu können), indem sie nach Möglichkeit die entsprechende Zahl der Arbeitsplätze in Vollzeitäquivalenten (VZÄ), die Höhe der gezahlten Nettogehälter sowie die Beträge oder Umsätze angeben, die bei Lieferanten, die Partner des Staats sind, ausgegeben werden. Es wird vorgeschlagen, insbesondere die folgenden Tätigkeitsbereiche auszuwählen: Schulen (Primarstufe, Sekundarstufe 1 und 2, Tertiärstufe), Kantonsstrassen und Staatsgebäude.

⁷ Das Jahr 2022 ist das letzte verfügbare Jahr der STATENT-Daten. Die Daten für 2023 werden vom BFS erst ab September 2023 zur Verfügung gestellt.

Mit Hilfe der STATENT-Daten wird es möglich sein, die Wirkungsmessung zu kartieren und **Wirkungsszenarien für die sieben Freiburger Bezirke** zu entwickeln. Die Wahl der geographischen Ebene der Bezirke ist in der Tat durch ihre mittlere Grösse gerechtfertigt, die auf der für regionale Analysen idealen mesoökonomischen Ebene liegt. Es ist jedoch zu beachten, dass die Zahlung von Gehältern einen grösseren Effekt auf das regionale Einkommen hat als der gleiche Betrag für den Einkauf von durch Unternehmen erbrachten Vorleistungen (Güter und Dienstleistungen). Je grösser der Bezirk, desto grösser ist die interne Zirkulation der Ausgabenströme der Unternehmen und desto höher ist das von den Unternehmen erwirtschaftete Einkommen.

3.4. Kosten und Zeitplan der Studie

Die für die Durchführung der Studie benötigte Zeit wird vor allem von der Menge und der Qualität der von den staatlichen Stellen zur Verfügung gestellten Daten abhängen. Der Schlussbericht wird frühestens Ende 2025 vorliegen. Die Kosten werden auf 30 000 Franken exkl. MWST geschätzt. Dazu kommen die internen Kosten für die Begleitung der Forscherinnen und Forscher und die Fertigstellung des Berichts zuhanden des Grossen Rats.

III. Schlussfolgerung

In Bezug auf das Postulat 2023-GC-57 bezweifelt der Staatsrat, dass eine vollständige Analyse der staatlichen Investitionen der letzten 20 Jahre unter dem Gesichtspunkt ihrer regionalen Verteilung dazu geeignet ist, die von den Postulanten erwarteten Schlussfolgerungen zu ziehen. Aus seiner Sicht dürfte eine Untersuchung der Wirkung bestimmter Staatsausgaben in den letzten 10 Jahren nach einer spezifischen Typologie und Methodik eher zeigen, ob ihre Verteilung unter Berücksichtigung der indirekten und induzierten Effekte, die sie in den verschiedenen Bezirken auslösen, insgesamt als ausgewogen betrachtet werden kann. Der Staatsrat lädt den Grossen Rat somit ein:

- > das Postulat 2023-GC-57 aufzuteilen;
- > den Teil betreffend eine Analyse der regionalen Verteilung der Staatsausgaben anzunehmen, diese aber auf den oben beschriebenen Ansatz zu beschränken;
- > den Teil abzulehnen, der sich auf eine Prüfung aller Verpflichtungskredite, die der Grosse Rat in den letzten 20 Jahren bewilligt hat, sowie auf die Ausarbeitung einer Strategie zur Dezentralisierung der Dienststellen der Kantonsverwaltung bezieht.

Im Fall einer Ablehnung der Aufteilung fordert der Staatsrat den Grossen Rat auf, das Postulat 2023-GC-57 abzulehnen.

Was das Postulat 2023-GC-71 betrifft, ist der Staatsrat der Ansicht, dass eine umfassende Analyse der staatlichen Investitionen und Leistungen unter dem Gesichtspunkt ihrer regionalen Verteilung, die auch die staatseigenen Unternehmen und die selbstständigen Anstalten des öffentlichen Rechts einbezieht, nicht durchführbar ist. Eine Wirkungsanalyse, wie sie oben vorgeschlagen wurde, könnte hingegen eine Abschätzung der regionalen Verteilung der staatlichen Investitionen ermöglichen und zu den geforderten Denkanstössen führen. Der Staatsrat lädt den Grossen Rat somit ein:

- > das Postulat 2023-GC-71 aufzuteilen;
- > den Teil betreffend eine Analyse der regionalen Verteilung der Staatsausgaben anzunehmen, diese aber auf den oben beschriebenen Ansatz zu beschränken;

- > den Teil abzulehnen, der sich auf eine umfassende Analyse der Investitionen und Leistungen des Staats, einschliesslich der selbstständigen Anstalten des öffentlichen Rechts, unter dem Gesichtspunkt ihrer regionalen Verteilung bezieht.

Im Fall einer Ablehnung der Aufteilung fordert der Staatsrat den Grossen Rat auf, das Postulat 2023-GC-71 abzulehnen.

Réponse commune du Conseil d'Etat à deux instruments parlementaires

Postulat 2023-GC-57

Répartition régionale des investissements et pistes pour renforcer l'équilibre entre les régions

Auteur :	Altermatt Bernhard
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	08.02.2023
Développement :	08.02.2023
Transmission au Conseil d'Etat :	27.02.2023
Réponse du Conseil d'Etat :	04.02.2025

Postulat 2023-GC-71

Pour des prestations à la population réparties sur l'ensemble du canton et un sain équilibre économique entre les régions

Auteurs :	Jaquier Armand / Emonet Gaétan
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	10.03.2023
Développement :	10.03.2023
Transmission au Conseil d'Etat :	10.03.2023
Réponse du Conseil d'Etat :	04.02.2025

I. Résumé des postulats

Par postulat déposé et développé le 8 février 2023, les députés Nicolas Kolly et Bernhard Altermatt demandent au Conseil d'Etat d'analyser l'ensemble des crédits d'engagement votés par le Grand Conseil depuis 2001 sous l'angle de leur répartition régionale. Le rapport sur postulat doit en outre présenter des pistes pour aboutir à une répartition « équitable » des investissements dans le canton, de même que préciser la stratégie poursuivie en matière de décentralisation de services de l'administration cantonale.

Par postulat déposé et développé le 10 mars 2023, les députés Armand Jaquier et Gaétan Emonet demandent une analyse exhaustive des investissements et prestations d'Etat sous l'angle de leur répartition régionale. Le rapport sur postulat devra également englober les organismes autonomes de droit public et les entreprises appartenant majoritairement à l'Etat, ainsi que documenter les flux financiers et économiques entre les régions du canton, afin de mettre en exergue l'équilibre existant entre ces dernières.

Avec l'accord des députés signataires, le Conseil d'Etat répond ci-après de manière commune aux deux instruments parlementaires, en application de l'art. 63 de la loi sur le Grand Conseil.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat comprend le souhait des députés de vouloir aborder de manière factuelle et exhaustive la question la répartition régionale des investissements. Cette question d'une juste répartition des investissements de l'Etat, en particulier entre ville et campagne, a été débattue à plusieurs reprises ces dernières années, notamment dans le cadre du vote sur le crédit d'engagement de 65,5 millions de francs pour le déménagement et la construction du Musée d'histoire naturelle à Fribourg, de même que sur la participation de l'Etat à l'augmentation du capital-actions de Bluefactory SA. Cette question s'est également ajoutée au débat plus large sur le service public et la disponibilité décentralisée de certaines prestations, par exemple dans le domaine de la santé.

1. Etudes existantes et limites méthodologiques

Au niveau suisse, le « fossé » entre villes et campagnes suscite régulièrement des controverses politiques. Afin d'aborder la question sur une base factuelle, de nombreuses études ont été réalisées sur le sujet. Les interactions économiques et les flux financiers entre le plateau et l'espace alpin ont été analysés de manière exhaustive en lien avec le programme national de recherche 48, qui est à l'origine d'une série de publications scientifiques sur la thématique¹. Plus récemment, la dimension financière des rapports entre villes et espaces ruraux a été présentée de manière schématique dans l'étude *Faits sur la ville et la campagne. Analyse de données importantes sur les relations financières entre la ville et la campagne*, réalisée par Ecoplan². Au niveau cantonal, les questions de cohésion territoriale ont notamment été documentées dans le canton de Neuchâtel. A la suite d'un postulat déposé en 2015 sur l'équilibre des investissements entre le haut et le bas du canton³, un système de monitoring basé sur de multiples indicateurs a été introduit au sein de l'administration cantonale pour analyser de manière globale l'action de l'Etat sous l'angle de l'équilibre régional. Dans le cadre d'une analyse du système de péréquation financière, le Conseil d'Etat du canton de Neuchâtel a par ailleurs présenté en 2021 une analyse des prestations de l'Etat en tenant compte de critères géo-topographiques.

Il convient de signaler que l'analyse de l'équilibre entre les régions sous l'angle de l'action des pouvoirs publics suscite des questions conceptuelles et méthodologiques très complexes. La seule répartition des investissements par exemple ne permet pas de dresser des conclusions pertinentes sur l'équilibre entre les régions. Au-delà de l'action de l'Etat, celui-ci repose notamment sur des données démographiques et socioéconomiques, la connectivité, les secteurs d'activité, le logement, pour ne citer que quelques aspects. Concernant l'action publique, le cofinancement fédéral et cantonal de nombreuses prestations complique l'analyse, par exemple dans le domaine des transports. Il en va de même pour le cofinancement cantonal et communal, à l'image des financements relatifs aux écoles (p. ex. subventions cantonales pour les constructions scolaires). En outre, il n'est souvent pas possible de localiser précisément les dépenses publiques, ni d'en identifier le bénéficiaire, comme cela est le cas par exemple des investissements dans l'infrastructure routière. Enfin, pour offrir une image complète, l'analyse ne devrait pas uniquement tenir compte des dépenses, mais également des recettes dont dispose l'Etat, ainsi que de leur répartition géographique.

¹ ALPAYS Alpine Landscapes: Payments and Spillovers, 2005. Etudes sectorielles disponibles auprès d'[Ecoplan](#).

² Voir par exemple *Faits sur la ville et la campagne. Analyse de données importantes sur les relations financières entre la ville et la campagne*. Ecoplan, 2022.

³ Po 15.121 du Grand Conseil de Neuchâtel, Répartition des investissements publics dans notre canton ? Quelle réalité ?

Par rapport aux résultats potentiels d'une telle analyse, il est important de noter que les études déjà réalisées n'ont abouti qu'à des constats limités, axés sur les intrications économiques et financières complexes entre les régions. L'étude effectuée par Ecoplan sur les rapports financiers entre villes et campagnes conclut par exemple qu'il n'est pas possible « de chiffrer précisément qui, au bout du compte, tire le plus grand profit des intrications financières complexes entre les territoires urbains et ruraux. Dans un système fédéraliste, une compensation équitable des ressources et des charges est toutefois en principe utile pour gommer, dans une certaine mesure, les disparités régionales, garantir une dotation minimale et renforcer la cohésion régionale. La ville et la campagne ne peuvent s'en sortir que dans un partenariat d'échange réciproque face aux défis à venir. »⁴

2. Disponibilité des données financières

Il n'est pas possible à l'heure actuelle, au niveau de la comptabilité de l'Etat, de localiser les dépenses de manière centralisée, que ce soit pour les budgets de fonctionnement ou pour les investissements. Pour répondre à une telle demande, les informations demandées aux services lors d'opérations comptables sont insuffisantes. Une liste des principaux investissements de l'Etat en cours est disponible dans les annexes des comptes de l'Etat, avec pour chaque poste une indication géographique. En l'état, ces données ne permettent toutefois pas de répondre aux différentes questions formulées dans les postulats. Une analyse globale des dépenses de l'Etat sous l'angle géographique implique donc une consultation de l'ensemble des services, qui devront fournir un rapport sur la localisation de leurs dépenses.

L'analyse des données financières relatives aux organismes indépendants de droit public et aux entreprises appartenant majoritairement l'Etat nécessite quant à elle un important travail de recensement, de définition et de classification. La production de données localisées sur un temps long, si elle est possible et pertinente, demanderait ensuite un travail considérable de la part de ces organismes.

3. Cadre théorique et méthodologique proposé

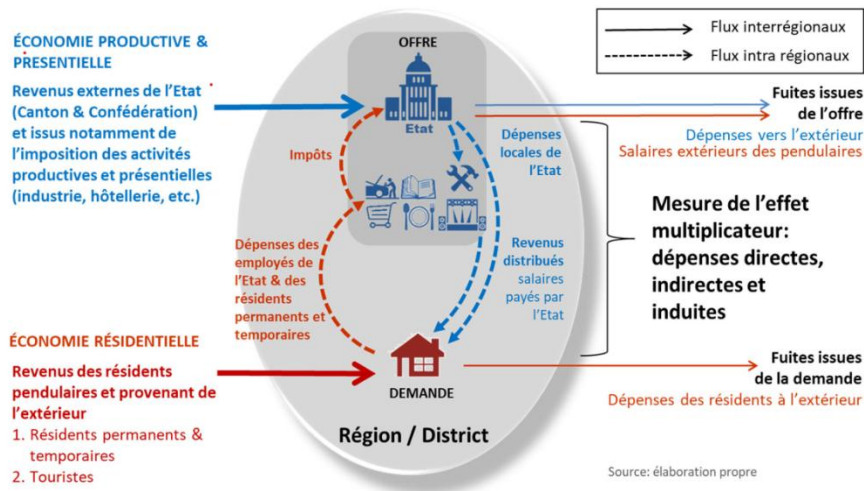
3.1. Théorie de l'économie résidentielle

L'Etat a approché plusieurs titulaires de chaires et institut de recherche afin d'évaluer la faisabilité d'un rapport tel que demandé par les auteurs des deux postulats. Aucun d'entre eux n'a répondu pouvoir être en mesure d'établir un tel rapport, faute de temps ou de personnel de recherche à disposition, ou en regard des difficultés méthodologiques posées.

Le Conseil d'Etat propose toutefois de confier un mandat à l'Institut du management des villes et du territoire de la Haute école de gestion Arc qui pourrait mener, dès le printemps 2025, sous la conduite du Dr. Alain Segessemann, une évaluation des retombées économiques régionales issues de certaines dépenses de l'Etat, assortie de recommandations à l'attention de l'Etat. Cette analyse, inspirée de la théorie de l'économie résidentielle, reposerait sur une sélection de certains flux entrants, sortants et circulants au sein des différentes régions fribourgeoises (districts), générés initialement par les dépenses de l'Etat, selon l'approche schématique suivante :

⁴ Faits sur la ville et la campagne. Analyse de données importantes sur les relations financières entre la ville et la campagne. Ecoplan, 2022, p. 7.

Le circuit économique actualisé du développement des territoires dans le cas des dépenses de l'Etat.
Adapté d'après Davezies & Talandier 2014 ; Segessemann & Crevoisier 2016.



Sur la base d'une sélection de dépenses de l'Etat, leurs retombées économiques pour les districts fribourgeois seraient évaluées en fonction du type d'activité économique qu'elles génèrent, soit :

- > les activités exportatrices et services globaux (AESG), par exemple une infrastructure touristique financée en tout ou partie par l'Etat ;
- > les activités relevant de l'économie résidentielle urbaine (ERU), par exemple une haute école ou un hôpital avec financement cantonal ;
- > les activités relevant de l'économie résidentielle locale (ERL), par exemple la construction d'une école secondaire, financée en partie par l'Etat.

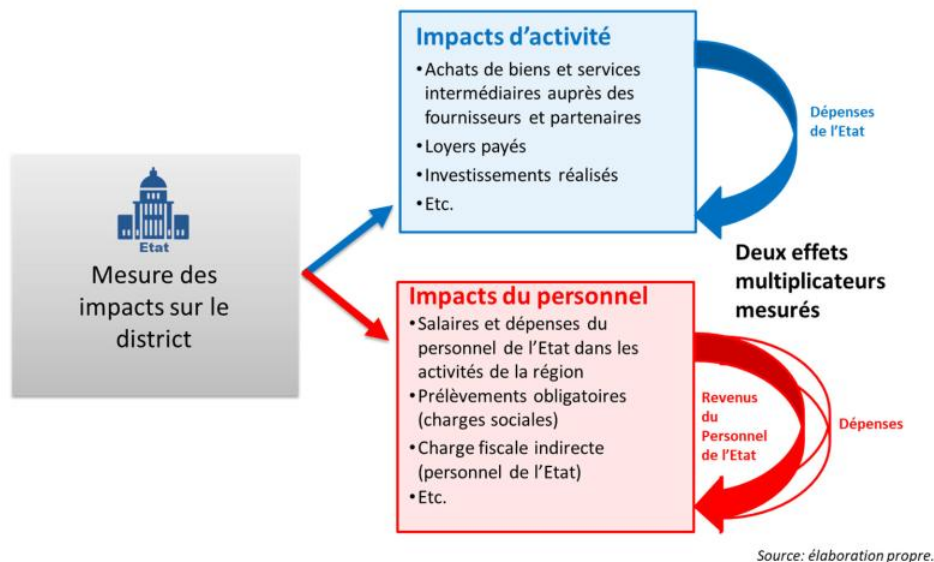
Cette typologie, réalisée par le Dr. Segessemann dans une précédente recherche⁵, permettrait d'évaluer si des flux de dépense et/ou d'investissement, en provenance d'un service de l'Etat sur une période donnée significative, soutiennent ou financent des activités régionales dans un district particulier, ou s'ils soutiennent ou financent davantage l'économie résidentielle locale dudit district.

3.2. Méthode des multiplicateurs

De manière conceptuelle, certaines dépenses de l'Etat pourraient être territorialisées et leur impact local pourrait ensuite être estimé au moyen du calcul des multiplicateurs. Cette méthodologie permettrait en effet de mesurer, d'après le principe d'entraînement, l'incidence des dépenses et investissements de l'Etat sur les autres types d'activités économiques, détaillés ci-dessus.

⁵ Segessemann A. et Crevoisier O. (2013). L'économie résidentielle en Suisse : Une approche par les emplois. Revue d'économie régionale et urbaine (RERU), 2013-4, pp. 705-735.

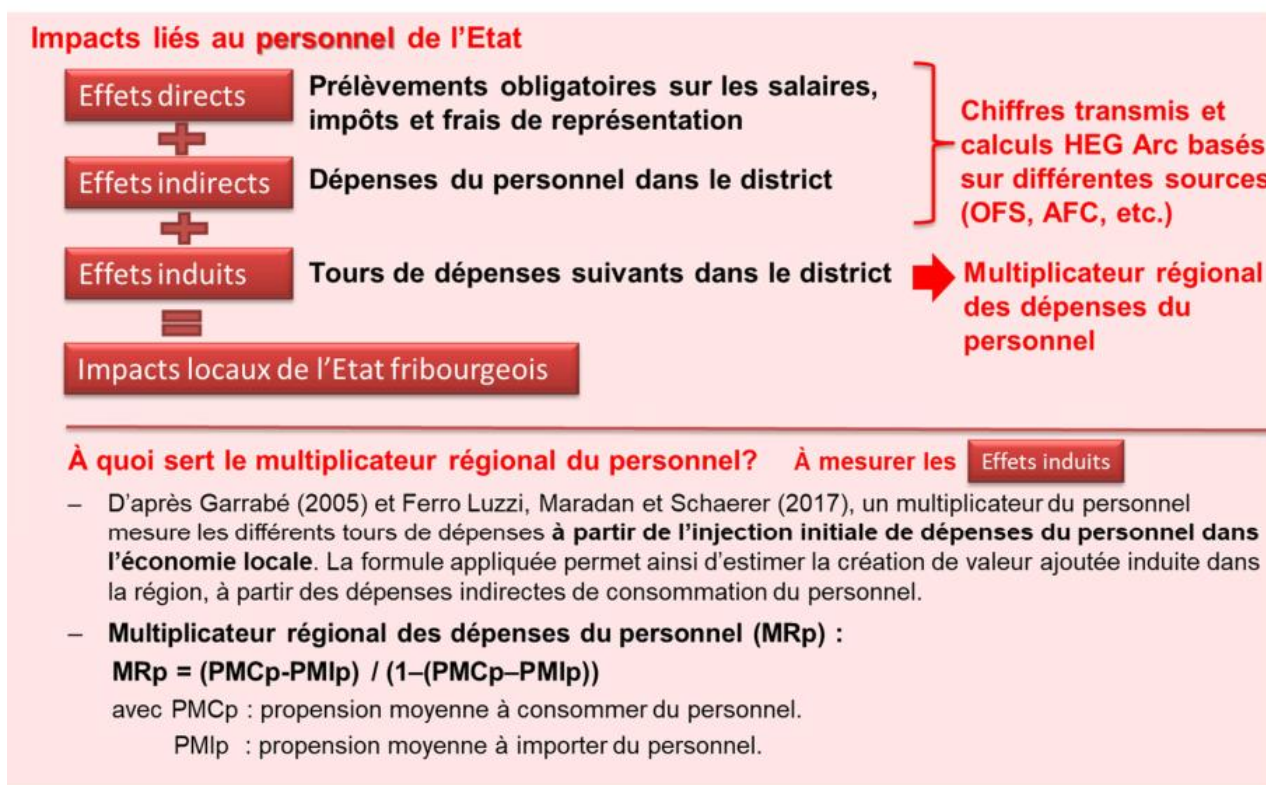
Cette mesure de l'impact se ferait à l'aide de la méthode des multiplicateurs de Garrabé⁶ laquelle permet de mesurer les effets attendus d'une injection initiale de ressources dans l'économie régionale, via ses impacts directs en termes de dépenses de l'Etat et indirects en termes de dépenses du personnel. Cette méthodologie est illustrée de la manière suivante :



Concrètement, sur la base d'une première sélection de données financières qui seraient transmises par les services de l'Etat ainsi que sur la base des données de la statistique structurelle des entreprises (STATENT) de l'Office fédéral de la Statistique (OFS), laquelle existe depuis 2011, il s'agit d'estimer les impacts directs, indirects et induits selon la méthodologie suivante :



⁶ Garrabé M. (2018) [Evaluation économique générale. Université de Montpellier](#), p. 316 ss.



3.3. Sélection des données et évaluation par district

Il est proposé de se baser sur la ventilation des activités économiques issue de la STATENT par types d'entreprise suivants : administration cantonale, entreprises publiques cantonales et entreprises publiques d'une corporation de droit public. La mise en œuvre de la méthode requerrait la récolte de données, via un questionnaire, auprès de différents services de l'Etat, portant sur les dépenses d'investissements annuelles moyennes sur l'ensemble de la période entre 2012 et 2022⁷ et sur la moyenne annuelle des dépenses de fonctionnement des années 2012 et 2022. Les données devraient refléter au mieux les spécificités relatives à la multiplicité des activités de l'Etat et être ensuite classifiés en type d'activité selon la typologie décrite ci-dessus (AESG, ERU, ERL). Pour ce faire et afin de calculer au mieux les effets multiplicateurs (impacts indirects et induits), il sera demandé aux différents services de l'Etat mettant à disposition des données de dépenses et/ou d'investissement de préciser au mieux la nature de celles-ci (afin de les rattacher à la typologie AESG, ERU, ERL) en spécifiant dans la mesure du possible le nombre d'emplois en EPT correspondant, les montants des salaires nets versés, ainsi que les montants ou chiffres d'affaires dépensés auprès de fournisseurs partenaires de l'Etat. Aussi, il est proposé de sélectionner en particulier les domaines d'activités suivants : écoles (primaire, secondaire I et II, tertiaire), routes cantonales et bâtiments de l'Etat.

⁷ L'année 2022 est l'année la plus récente disponible des données de la STATENT. Les données de la Statent 2023 ne seront mises à disposition par l'OFS qu'à partir de septembre 2023.

En utilisant les données de la STATENT, il sera ensuite possible de cartographier la mesure d'impact et d'élaborer des **scénarii d'impacts pour les sept districts fribourgeois**. Le choix du niveau géographique des districts se justifie en effet par leur taille intermédiaire qui se situe à l'échelle mésoéconomique, idéale pour les analyses régionales. Il faut néanmoins relever que le paiement d'un salaire a plus d'effet sur le revenu régional que le même montant utilisé en paiement de frais intermédiaires passés aux entreprises. Plus le district est grand, plus la circulation interne des flux de dépenses des entreprises sera importante, et plus le revenu généré par les entreprises sera important.

3.4. Coût et calendrier de l'étude

Le temps nécessaire à la réalisation de l'étude dépendra avant tout de la quantité et de la qualité des données mises à disposition par les services de l'Etat. Le rapport final pourra être livré au plus tôt d'ici la fin de l'année 2025 et son coût est estimé à 30 000 francs hors TVA sans compter les coûts internes pour l'accompagnement des chercheurs et la finalisation du rapport à l'attention du Grand Conseil.

III. Conclusion

Pour ce qui est le postulat 2023-GC-57, le Conseil d'Etat estime qu'une analyse complète des investissements de l'Etat au cours des 20 dernières années sous l'angle de leur répartition régionale ne permettrait pas de tirer les conclusions attendues par les auteurs du postulat. Il estime qu'une étude d'impact de certaines dépenses de l'Etat au cours des 10 dernières années, selon une typologie et une méthodologie spécifique, serait probablement plus à-même de révéler si leur répartition peut être jugée comme globalement équilibrée en fonction des effets indirects et induits qu'elles génèrent dans les différents districts. Il invite donc le Grand Conseil à :

- > fractionner le postulat 2023-GC-57 ;
- > accepter le volet relatif à une analyse de la répartition régionale des dépenses de l'Etat, mais de la limiter à l'approche décrite ci-dessus ;
- > rejeter le volet relatif à un examen de l'ensemble des crédits d'engagement votés par le Grand Conseil au cours des 20 dernières années et à l'élaboration d'une stratégie en matière de décentralisation des services de l'administration cantonale.

En cas de refus sur le fractionnement du postulat 2023-GC-57, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à rejeter le postulat.

Quant au postulat 2023-GC-71, le Conseil d'Etat estime qu'une analyse exhaustive des investissements et prestations d'Etat sous l'angle de leur répartition régionale, intégrant également les entreprises appartenant à l'Etat et les établissements autonomes de droit public, n'est pas faisable. Il estime qu'une étude d'impact telle que proposée ci-dessus permettrait éventuellement d'estimer la répartition régionale des investissements de l'Etat et pourrait tout de même aboutir aux pistes de réflexions demandées. Il invite donc le Grand Conseil à :

- > fractionner le postulat 2023-GC-71 ;
- > accepter le volet relatif à une analyse de la répartition régionale des dépenses de l'Etat, mais de la limiter à l'approche décrite ci-dessus ;
- > rejeter le volet relatif à une analyse exhaustive des investissements et prestations de l'Etat sous l'angle de leur répartition régionale, y compris les organismes autonomes de droit public.

En cas de refus sur le fractionnement du postulat 2023-GC-71, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à rejeter le postulat.

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion 2023-GC-74

Finanzierung von Massnahmen gegen Trockenheit durch Abgaben auf privaten Schwimmbädern

Urheber/in:	Kubski Grégoire / Levrat Marie
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	16.03.2023
Begründung:	16.03.2023
Überweisung an den Staatsrat:	16.03.2023
Antwort des Staatsrats:	27.08.2024

I. Zusammenfassung der Motion

Mit der am 16. März 2023 eingereichten und entwickelten Motion fordern Grossrat Kubski und Grossrätin Levrat die Einführung einer kantonalen verbrauchsabhängigen Gebühr auf Wasser, das von Privatpersonen für private Schwimmbäder und Jacuzzis verwendet wird. Aufblasbare Planschbecken für Kinder wären davon nicht betroffen. Mit einer solchen Gebühr könnten Massnahmen gegen Trockenheit und Massnahmen zugunsten der Versorgung besonders betroffener Personen (Bergbauern, Dörfer, in denen das Wasser aufgrund von Verschmutzung ungeniessbar ist usw.) finanziert werden. Diese Gebühr wäre eine Ergänzung zu den von den Gemeinden erhobenen Gebühren für die Wasserversorgung.

Die Motionäre begründen ihren Vorschlag mit den immer häufiger auftretenden Trockenperioden, die mit dem Klimawandel in Verbindung stehen, und der Feststellung, dass die staatlichen Mittel für Massnahmen gegen Trockenheit und zur Unterstützung der von Wassermangel betroffenen Menschen nicht ausreichen. Sie nennen als Beispiel Unterstützungsmassnahmen für Bergbauern, die immer häufiger im Sommer unternommen werden, um den Wassermangel zu beheben, während gleichzeitig Wasser in grossen Mengen für Freizeitaktivitäten und insbesondere für private Schwimmbäder verwendet wird.

II. Antwort des Staatsrats

1. Erläuterungen

Die Motionäre begründen ihre Forderung damit, dass Wasser während Trockenperioden für Freizeitaktivitäten genutzt wird. Zunächst ist festzustellen, dass Wasser nicht nur für private Schwimmbäder und Jacuzzis, sondern auch für andere nicht essenzielle Zwecke verwendet wird, etwa für das Bewässern von Rasenflächen oder das Waschen von Fahrzeugen und Aussenanlagen. Diese Nutzungen, auch das Füllen von Schwimmbädern, werden denn auch von den Gemeinden in Trockenperioden regelmässig verboten oder eingeschränkt.

Die Motionäre erwähnen als weitere Begründung die immer häufiger auftretenden Trockenperioden, die mit dem Klimawandel in Verbindung stehen. In diesem Zusammenhang erinnert der Staatsrat daran, dass der kantonale Klimaplan (KKP) bereits Massnahmen zur Bekämpfung der Auswirkungen von Dürren und zur Verbesserung der Wasserversorgung für besonders betroffene Personen enthält:

- > W.1.1 Evaluation der Konsequenzen der Szenarien Hydro-CH2018 auf die Wasserressourcen (2022–2025): Evaluation der Auswirkungen der neuen Szenarien auf die Wasserressourcen des Kantons;
- > W.2.1 Unterstützung der Massnahmen, die die Sicherheit der Trinkwasserversorgung auf den Alpen gewährleisten (2022–2026): Unterstützung konstruktiver Massnahmen, die das Risiko des Wassermangels auf den Alpen verringern sollen;
- > W.5.6 Umsetzung eines Monitorings von Trockenperioden für die unterirdischen Gewässer (2025–2026): Es werden Instrumente entwickelt, die während Trockenperioden ein optimales Management der unterirdischen Wasserressourcen ermöglichen;
- > S.5.10 (allgemeiner): Durchführung von Begleitmassnahmen für eine klimaresiliente Landwirtschaft (2021–2024): Unterstützung von Begleitmassnahmen für eine gegenüber dem Klimawandel widerstandsfähigen Landwirtschaft.

Neben einem jährlichen Monitoring wird der kantonale Klimaplan alle fünf Jahre neu bewertet und der Massnahmenplan aufgrund der Schlussfolgerungen des Berichts angepasst. Im Rahmen dieses Prozesses könnten neue Massnahmen zur Stärkung des hier behandelten Themas festgelegt werden; die Einführung einer Gebühr ist in diesem Rahmen indes nicht möglich.

Das Gesetz über das Trinkwasser (TWG, SGF 821.32.1) sieht in den Artikeln 27 bis 35, die die Finanzierungsgrundsätze festlegen, vier Kategorien von Beiträgen vor, die die Gemeinden erheben müssen:

- a) Anschlussgebühr: Sie wird für Grundstücke erhoben, die an die Trinkwasserinfrastrukturen angeschlossen werden und dient dazu, die Baukosten für Trinkwasserinfrastrukturen zu decken.
- b) Vorzugslast: Bei nicht angeschlossenen, aber anschliessbaren Grundstücken in einer Bauzone wird eine Vorzugslast von höchstens 70 % der Anschlussgebühr erhoben. Ihr Ertrag dient dazu, die Baukosten für Trinkwasserinfrastrukturen zu decken.
- c) jährliche Grundgebühr: Sie dient der Finanzierung der Fixkosten für den Werterhalt der Trinkwasserinfrastrukturen (Abschreibung, Zinsen und Spezialfinanzierung) sowie der Kosten für die im PTWI vorgesehenen Trinkwasserinfrastrukturen (Groberschliessung).
- d) Betriebsgebühr: Sie dient dazu, die Kosten, die vom Umfang des Konsums abhängen, zu decken.

Artikel 27 Abs. 1 TWG legt Folgendes fest: «Die Gemeinden erheben Beiträge von den Eigentümerinnen und Eigentümern, den Inhaberinnen und Inhabern von Baurechten und den Nutzniesserinnen und Nutzniessern von bebauten und unbebauten Grundstücken, wobei sie die Verwendung der Grundstücke und Gebäude sowie den Trinkwasserverbrauch angemessen berücksichtigen.» Insbesondere die Betriebsgebühr, die die mit dem Verbrauch verbundenen Kosten decken soll, wird pro Kubikmeter verbrauchten Wassers berechnet. Die Nutzerinnen und Nutzer von privaten Schwimmbädern und Jacuzzis werden somit bereits nach der Wassermenge belastet, die sie zum Füllen ihrer Anlagen benötigen. Die Gebühr, um die es im Vorschlag der Motionäre geht, ähnelt jedoch der Betriebsgebühr, da sie sich nach dem Umfang des Konsums richtet.

Der Finanzierungsgrundsatz im Bereich des Trinkwassers unterliegt darüber hinaus dem Verursacherprinzip. Die Gebühren müssen also einer erbrachten Dienstleistung entsprechen, in diesem Fall der gelieferten Trinkwassermenge. Der Preisüberwacher, der bei jeder Reglementsänderung konsultiert wird, wacht über die Einhaltung dieses Prinzips. Die Erhebung eines Teils der Betriebsgebühr zur Finanzierung der in der Motion vorgeschlagenen Massnahmen weicht vom Verursacherprinzip ab. Auch wenn die Motion die entsprechenden Details nicht erschöpfend

behandelt, würde es nämlich a priori (für den Kanton) darum gehen, in jeder Gemeinde einen Betrag in Abhängigkeit vom verbrauchten Wasser zu erheben, um zur Finanzierung von Massnahmen beizutragen, die überall im Kanton erbracht werden könnten, was ebenfalls gegen das Verursacherprinzip verstossen würde.

Weiter gilt, dass sich die Gemeinden in der überwiegenden Mehrheit der Fälle bei der Verrechnung der Betriebsgebühr auf Zähler am Eingang des Grundstücks stützen, die den Konsum für das gesamte Grundstück messen. Die Einführung einer kantonalen Abgabe im Sinne der Motion würde somit die Installation von zusätzlichen Zählern zur Ermittlung der von einem Schwimmbad oder Jacuzzi verbrauchten Wassermenge erfordern. Die Einrichtung eines technischen Systems zur Erhebung und Abrechnung einer kantonalen Abgabe im Bereich der Trinkwasserversorgung, die hauptsächlich von den Gemeinden verwaltet wird, wäre besonders aufwendig

Eine Gebühr für den Wasserverbrauch von Schwimmbädern und Jacuzzis setzte zudem voraus, dass der Kanton sich auf ein detailliertes Inventar der privaten Schwimmbäder und Jacuzzis stützen kann. Dieser Punkt wurde bereits im Rahmen der Antwort auf die Anfrage 2022-CE-450 «Beunruhigende Serie von Gewässerverschmutzungen im Kanton Freiburg – Was wird dagegen getan?» behandelt (siehe Antwort auf die Fragen 4 und 5).¹ Und schliesslich müsste sichergestellt werden, dass bestimmte oberirdische Anlagen, die von der Baubewilligungspflicht befreit sind, ebenfalls erfasst werden.

2. Schlussfolgerung

Der Staatsrat ist der Ansicht, dass eine zusätzliche kantonale Gebühr auf Trinkwasser, das für Schwimmbäder verwendet wird, verschiedenen Grundsätzen des Steuerrechts (insbesondere dem Äquivalenz- und dem Verursacherprinzip) zuwiderlaufen und die Einführung eines komplexen und kostspieligen Systems und ein kompliziertes Verwaltungssystem erfordern würde («kantonale» Wasserzähler, Inventar, Verbrauchsmessung, Erhebung usw.). Da im Übrigen bereits Massnahmen im KKP vorgesehen sind, die dieses Thema betreffen, wird der Staatsrat bei seiner nächsten Neubewertung prüfen, ob weitere Massnahmen zur Stärkung erforderlich sind.

Vor diesem Hintergrund fordert der Staatsrat den Grossen Rat auf, die Motion abzulehnen.

¹ https://www.parlinfo.fr.ch/dl.php/de/ax-65a950c465a42/de_RCE_2022-CE-450_Mueller_Zurich_Pollutions_en_srie.pdf

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion 2023-GC-74

Mesures pour lutter contre la sécheresse financées par la taxation des piscines privées

Auteur-e-s :	Kubski Grégoire / Levrat Marie
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	16.03.2023
Développement :	16.03.2023
Transmission au Conseil d'Etat :	16.03.2023
Réponse du Conseil d'Etat :	27.08.2024

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 16 mars 2023, les députés Kubski et Levrat demandent la mise en place d'une taxe cantonale sur l'eau utilisée par les particuliers pour les piscines et jacuzzis privés, en fonction du volume d'eau nécessaire. Les pataugeoires gonflables pour enfants ne seraient pas concernées par ce projet. La taxe mise en place permettrait de financer les mesures pour lutter contre la sécheresse et l'aide pour l'approvisionnement aux personnes particulièrement touchées (agriculteurs de montagne, villages où l'eau est impropre à la consommation à la suite d'une pollution, etc.). Cette taxe serait complémentaire à celles prélevées en matière de fourniture d'eau perçues par les communes.

Les motionnaires motivent leur proposition par la répétition de plus en plus fréquente des épisodes de sécheresse, en lien avec le dérèglement climatique et le constat que les moyens étatiques pour lutter contre la sécheresse et aider les personnes touchées par le manque d'eau sont encore trop faibles. Ils citent en exemple les mesures d'aide aux paysans de montagne qui sont entreprises de plus en plus souvent l'été pour pallier le manque d'eau alors même que de l'eau est parfois en parallèle utilisée en grandes proportions pour des loisirs et notamment pour alimenter les piscines privées.

II. Réponse du Conseil d'Etat

1. Explications

Les motionnaires justifient leur demande en évoquant le paradoxe de l'utilisation d'eau pour les loisirs durant des périodes de sécheresse. Il est utile de commencer par préciser que d'autres utilisations non indispensables sont concernées par ce paradoxe en plus des piscines et jacuzzis privés, par exemple l'arrosage des pelouses ou le lavage de véhicules et d'aménagements extérieurs. Ces utilisations, y compris le remplissage des piscines, sont d'ailleurs régulièrement interdites ou limitées par les communes lors des périodes de sécheresse.

Les motionnaires mentionnent également comme justification de leur proposition la répétition de plus en plus fréquente des épisodes de sécheresse, en lien avec le dérèglement climatique. Il est à rappeler que le Plan Climat cantonal (PCC) intègre déjà des mesures de lutte contre les effets de la sécheresse et visant à améliorer l'approvisionnement en eau aux personnes particulièrement touchées.

- > W.1.1 : Évaluation des conséquences des scénarios Hydro-CH2018 sur les ressources en eau (2022–25) : Évaluation des impacts des nouveaux scénarios sur les ressources en eau du canton.
- > W.2.1 : Soutien aux mesures garantissant la sécurité d’approvisionnement en eau dans les alpages (2022–26) : Soutien à des mesures constructives visant à limiter le risque de pénurie d’eau dans les alpages.
- > W.5.6 : Mise en place d’un suivi des périodes de sécheresse pour les eaux souterraines (2025–26) : Des outils permettant une gestion optimale des ressources en eaux souterraines pendant les périodes de sécheresse sont développés.
- > S.5.10 (de manière plus globale) : Réalisation de mesures d’accompagnement vers une agriculture résiliente aux changements climatiques (2021–24) : Soutien aux mesures d’accompagnement vers une agriculture résiliente aux changements climatiques.

Outre un suivi annuel, le Plan Climat cantonal est réévalué tous les 5 ans et le plan de mesures adapté en fonction des conclusions du rapport. Lors de ce processus, de nouvelles mesures pourraient être définies visant à renforcer cette thématique, cependant l’introduction d’une taxe ne peut y être introduite.

Pour ce qui est des principes de financement de la loi sur l’eau potable (LEP, RSF 821.32.1), décrits aux articles 27 à 35, ils prévoient quatre catégories de contributions, à prélever par les communes :

- a) La taxe de raccordement : elle est perçue pour les biens-fonds raccordés aux infrastructures d’eau potable et sert à couvrir les coûts de construction des infrastructures d’eau potable ;
- b) La charge de préférence : celle-ci concerne les fonds non raccordés mais raccordables, en zone à bâtir p.ex. elle correspond au maximum à 70 % de la taxe de raccordement qui pourrait être perçue. Son produit est également affecté à la couverture des coûts de construction des infrastructures d’eau potable ;
- c) La taxe de base annuelle : cette taxe annuelle sert au financement des frais fixes relatifs au maintien de la valeur des infrastructures d’eau potable et au financement des infrastructures d’eau potable (équipement de base) à réaliser selon le plan communal d’infrastructures d’eau potable (PIEP) ;
- d) La taxe d’exploitation : c’est la taxe qui vise à couvrir les charges liées au volume de consommation.

Selon l’article 27 al. 1 LEP, les communes prélèvent ces taxes *auprès des propriétaires, des superficiaires ou des usufruitiers et usufruitières des fonds bâtis ou non bâtis, en tenant compte équitablement de l’affectation des immeubles et des bâtiments ainsi que de la quantité d’eau potable consommée*. La taxe d’exploitation en particulier, qui vise à couvrir les charges liées au volume de consommation, est calculée par mètre cube d’eau consommée. Les utilisateurs de piscines et jacuzzis privés sont ainsi déjà taxés en fonction du volume d’eau nécessaire au remplissage de leurs installations. Or la taxe dont il est question dans la proposition des motionnaires s’apparente à une taxe d’exploitation puisqu’elle est fonction du volume de consommation.

Le principe de financement dans le domaine de l’eau potable est de plus régi par le principe de causalité. Les taxes doivent ainsi être en adéquation avec un service rendu, dans le cas d’espèce, un volume d’eau potable distribué. Le Surveillant des Prix, qui est consulté lors de chaque modification de règlement, veille d’ailleurs au respect de ce principe. Le prélèvement d’une partie de la taxe d’exploitation pour le financement des mesures proposées par les motionnaires s’écarte de ce principe de causalité. Même si la motion n’est pas exhaustive à ce sujet, il s’agirait a priori de

prélever un montant dans chaque commune (par le canton) en fonction de l'eau consommée pour contribuer à un financement de mesures qui pourraient être réparties n'importe où dans le canton, ce qui irait également à l'encontre du principe de causalité.

Il doit également être indiqué que dans la grande majorité des cas, les communes se basent, pour facturer la taxe d'exploitation, sur des compteurs placés en entrée de propriété qui mesurent le volume consommé sur l'entier de la parcelle. L'introduction d'une taxe cantonale dans le sens des motionnaires demanderait ainsi la pose de compteurs supplémentaires pour déterminer la quantité utilisée par une piscine ou un jacuzzi. La mise en place d'un système technique pour le relevé et la facturation d'une taxe cantonale dans le domaine de la distribution de l'eau potable géré essentiellement par les communes serait ainsi particulièrement contraignante.

Prélever une taxe cantonale sur la consommation d'eau pour les piscines et jacuzzis impliquerait de plus que le canton devrait pouvoir se baser sur un inventaire détaillé des piscines privées et jacuzzis privés. Ce point avait été traité dans le cadre de la réponse à la question 2022-CE-450 : Pollutions en série des cours d'eau fribourgeois – Quelles mesures pour éviter des drames ? (réponses aux questions 4 et 5)¹. A préciser encore qu'il faudrait assurer que certaines installations hors-sol, dispensées de l'obligation de permis de construire, n'échapperaient pas au recensement.

2. Conclusion

Sur la base de ces considérations, le Conseil d'Etat estime qu'une taxe cantonale complémentaire sur l'eau potable utilisée pour des piscines serait contraire à des principes de droit fiscal (notamment principe d'équivalence et principe de causalité) et nécessiterait la mise en place d'un système et d'une gestion assez complexe et lourde (compteurs d'eau « cantonales », inventaire, relevé, perception etc.). Des mesures étant par ailleurs déjà prévues dans le PCC, le Conseil d'Etat fera le point lors de sa prochaine réévaluation sur la nécessité de définir de nouvelles mesures visant à renforcer cette thématique.

Dans ce contexte, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à refuser cette motion.

¹ https://www.parlinfo.fr.ch/dl.php/fr-ax-65a951b38d8c1/fr_RCE_2022-CE-450_Mueller_Zurich_Pollutions_en_srie.pdf

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion 2024-GC-81

Wasserfassungen: Massnahmen aktivieren, entwickeln und priorisieren, um unsere Wasserressourcen zu sichern; denn «Wasser ist Leben»!

Urheber/in:	Esseiva Catherine / Michellod Savio
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	1
Einreichung:	25.03.2024
Begründung:	25.03.2024
Überweisung an den Staatsrat:	26.03.2024
Antwort des Staatsrats:	04.02.2025

I. Zusammenfassung der Motion

Mit der am 26. März 2024 eingereichten und begründeten Motion fordern Grossrätin Esseiva und Grossrat Michellod einerseits eine aktive Verbesserung der Trinkwasserbewirtschaftung, indem die Umsetzung des kantonalen Sachplans Gewässerbewirtschaftung durch zusätzliche Massnahmen verstärkt wird, um die Wasserversorgung bei Wassermangel sicherzustellen, und andererseits eine klare Regelung auf Ebene der Strombewirtschaftung und -planung zur Versorgung bei einer Strommangellage.

Sie gehen von der Feststellung aus, dass die Empfindlichkeit der Wasserressourcen gegenüber Umweltverschmutzungen und dem Klimawandel fortbesteht und die Trinkwasserversorgung somit nicht gewährleistet ist, auch wenn in den kantonalen Zielen verschiedene Massnahmen identifiziert wurden. Sie fordern die Einführung zusätzlicher, gezielter und priorisierter Massnahmen zur Sicherung ausreichender Wasserressourcen. Zu diesem Zweck soll Artikel 7 des Gesetzes über das Trinkwasser (TWG) mit fünf Bestimmungen ergänzt werden: Beschleunigung der Verfahren zum Schutz der Wasserfassungen (Nr. 1); Finanzierungs- und Zusammenarbeitsmechanismen (Nr. 2 und 3); Abgrenzung der Zuströmbereiche Z_u , Abgrenzung und Genehmigung der Zonen S (Nr. 4); sowie Erstellung eines kantonalen Bewirtschaftungsplans für den Fall eines Wasser- und/oder Strommangels (Nr. 5).

In Bezug auf das kantonale hydrometrische Netz, das derzeit fertiggestellt wird, fordern sie den Staatsrat auf, über die aktuelle hydrometrische Situation zu informieren und detaillierte Daten über das Gleichgewicht zwischen der tatsächlichen Nachfrage nach Trinkwasser und den im Kanton verfügbaren Ressourcen zu liefern.

Schliesslich fordern sie, dass bei Wassermangel der Zugang zu den Wasserressourcen unter Berücksichtigung der regionalen Bewirtschaftung und Zusammenarbeit geklärt wird.

Die Motion wird von der parlamentarischen Anfrage 2024-GC-82 «Welche zusätzlichen Massnahmen bei Wasser- und/oder Strommangel?» begleitet.

II. Antwort des Staatsrats

1. Einleitung

Der Staatsrat ist sich der Bedeutung der Grundwasserressourcen für die Trinkwasserversorgung des Kantons bewusst. Aus diesem Grund setzt er einen Aktionsplan um, der den nachhaltigen Schutz

der Grundwasserressourcen und eine langfristige Planung der Trinkwasserversorgung durch vier koordinierte kantonale Planungen ermöglicht:

- > [Sachplan der Gewässerbewirtschaftung](#) (SPGB; vom Staatsrat im November 2021 verabschiedet);
- > [Sachplan Trinkwasserinfrastrukturen](#) (STWI; war bis November 2023 in der Vernehmlassung und dürfte demnächst vom Staatsrat verabschiedet werden);
- > [kantonaler Klimaplan](#) (KKP; vom Staatsrat im Juni 2021 verabschiedet), in dem insbesondere mehrere Massnahmen integriert sind, die direkt den nachhaltigen (quantitativen und qualitativen) Schutz der Grundwasserressourcen des Kantons betreffen;
- > [Aktionsplan zur Reduktion der Risiken von Pflanzenschutzmitteln](#) (PSM-Aktionsplan: im Juni 2021 vom Staatsrat verabschiedet).

Ein wesentlicher Teil der in der parlamentarischen Motion 2024-GC-81 angesprochenen Punkte wird im Rahmen der oben erwähnten Planungen behandelt. Die vorliegende Antwort führt daher die wichtigsten Massnahmen auf, die den in der Motion geäusserten Bedenken Rechnung tragen. Sie integriert auch gewisse Elemente der Antwort, die der Staatsrat in seinem Bericht [2020-DAEC-86](#) vom 29. Juni 2020 zum Postulat [2018-GC-140](#) gegeben hat, dessen Inhalt ähnliche Ziele wie die vorliegende Motion verfolgte («Stärkung der Instrumente, die es dem Staatsrat ermöglichen sollen, unter Berücksichtigung der demografischen Entwicklung und des Klimawandels langfristig wirksame präventive Massnahmen zur die Trinkwasserversorgung zu treffen.»). Der Staatsrat lädt die Motionärin und den Motionär denn auch ein, die dazugehörigen Dokumente einzusehen.

2. Kantonale Planungen

Mehrere Massnahmen, die in den oben erwähnten kantonalen Planungen enthalten sind, sind im Sinn der Motion 2024-GC-81 und werden bereits seit 2021 umgesetzt – hauptsächlich vom Amt für Umwelt (AfU) und den Trinkwasserverteilern.

Die folgenden Tabellen enthalten eine kurze, nicht erschöpfende Auflistung dieser Massnahmen und zeigen mit einem schwarzen Kreis an, welche Bestimmungen der Motion sie erfüllen. Des Weiteren sind Massnahmen aufgeführt, die gemäss der Argumentation der Motion für eine gute Gewässerbewirtschaftung nützlich sind, auch wenn sie nicht direkt mit den fünf Bestimmungen in Verbindung stehen.

2.1. Sachplan Gewässerbewirtschaftung (SPGB)

Der SPGB enthält zahlreiche Massnahmen zum Schutz und zur nachhaltigen Bewirtschaftung der Grundwasserressourcen des Kantons; diese Massnahmen sollen zwischen 2022 und 2031 umgesetzt werden.

Massnahmen / Bestimmung gemäss Motion	1	2	3	4	5	Bemerkungen
Die (nicht ersetzbaren) strategischen Fassungen festlegen und in den kantonalen Richtplan übernehmen (Massnahme GW_2-14).	●					Die strategischen Fassungen identifizieren, um ihren Schutz zu beschleunigen (abgeschlossen). Gezielte Aufnahme der strategischen Fassungen in den kantonalen Richtplan, um ihren Schutz zu verstärken (im Gang, Frist: 2025).
Die Landnutzungskonflikte in Grundwasserschutzzonen identifizieren und für ihre Lösung sorgen, vorrangig für die strategischen und wichtigen Fassungen des Kantons (Massnahmen GW_2-9 und GW_2-13).	●					Lösung von Landnutzungskonflikten in diesen Gebieten (im Gang, Frist: 2027).
Die Einzugsgebiete sowie die Zuströmbereiche der strategischen und nachfolgend der wichtigen Fassungen ausscheiden und die Massnahmen, die einen nachhaltigen Schutz der Grundwasserressourcen ermöglichen (insbesondere Einschränkungen der Bodennutzung, Baubeschränkungen usw.), festlegen (Massnahme GW_2-15).				●		Die Zuströmbereiche Z_u ausscheiden (im Gang, Frist: 2031). Die Lösung von möglichen Landnutzungskonflikten planen (im Gang, Frist: 2031).
Die hydrogeologischen Studien zur Definition der Grenzen von Aquiferen und zur Quantifizierung ihres nutzbaren Potenzials (PACES-Studien) durchführen (Massnahme GW_3-3).				●		Die potenziellen, aktuellen und zukünftigen Ressourcen quantifizieren (im Gang, Frist: 2031).
Die noch nicht ausgeschiedenen Grundwasserschutzzonen für Grundwasserfassungen ausscheiden (Art. 20 GSchG; SR 814.20 – Massnahmen GW_2-7 und GW_2-8).				●		Die noch nicht aktiven Zonen S ausscheiden und genehmigen lassen (im Gang, Frist: 2027).
Die provisorischen Schutzperimeter validieren und genehmigen (Art. 21 GSchG) und die anderen notwendigen Perimeter ausscheiden (Massnahme GW_2-11).						Zusätzliche Ressourcen schützen, um bei Bedarf eine spätere Nutzung zu ermöglichen (im Gang, Frist: 2031).
Ein quantitatives Überwachungsprogramm, das durch die Inhaberinnen und Inhaber einer Konzession oder einer Genehmigung zu realisieren ist, sowie eine Informatikanwendung zur Verwaltung dieser Daten in Echtzeit erstellen (kantonales hydrometrisches Netz KHN; Massnahme GW_2-12).						Über die aktuelle Situation und die Entwicklung der wichtigsten Ressourcen berichten (im Gang, Frist: 2025).

2.2. Sachplan Trinkwasserinfrastrukturen (STWI)

Der STWI enthält spezifische Massnahmen für die Trinkwasserversorgung, die von 2023 bis 2032 umgesetzt werden sollen.

Massnahmen / Bestimmung gemäss Motion	1	2	3	4	5	Bemerkungen
Empfindlichkeit der Ressourcen gegenüber Klimaveränderungen evaluieren (STWI_2-1).				●		Potenzielle, aktuelle und zukünftige Ressourcen festlegen (nicht begonnen, Frist: 2032).
Verbindung der Verteilnetze fortsetzen, um auf mögliche lokale Engpässe reagieren zu können (STWI_2-3).			●		●	Kooperationen entwickeln, um das Risiko von Engpässen zu begrenzen (nicht begonnen, Frist: 2032).

Massnahmen / Bestimmung gemäss Motion	1	2	3	4	5	Bemerkungen
Kantonale Planung der Wasserbewirtschaftung in schweren Mangellagen erstellen und Mangellagen auf regionaler Ebene bewältigen (STWI_3-5 und STWI_3-6)			●		●	Zusammenarbeit verstärken, insbesondere bei Strommangel (nicht begonnen, Frist: 2028).
Instrumente zur Sensibilisierung fürs Wassersparen zur Verfügung stellen – sowohl für Privathaushalte als auch für Grossverbraucher. Ein sparsamer Umgang mit Wasser kann Mangellagen teilweise vorbeugen (STWI_2-7).					●	Bewusstsein schaffen, um Wassermangellagen zu antizipieren (im Gang, Frist: 2032).
Netze energetisch optimieren, um Energieressourcen zu schonen und auch bei Strommangel Trinkwasser bereitstellen zu können (STWI_3-4). Allfällige Kontingentierungen / Netzabschaltungen vorbereiten. Diese Vorbereitung fällt in den Aufgabenbereich der Versorger, die sich regional zusammenschliessen können (STWI_3-7).					●	Unter Berücksichtigung des Risikos eines Strommangels planen (im Gang, Frist: 2032).

2.3. Kantonaler Klimaplan (KKP)

Eine der Achsen des KKP ist die Achse «Wasser», die insbesondere die Wasserressourcen zum Gegenstand hat. Sie umfasst verschiedene Massnahmen, welche die oben genannten Massnahmen des SPGB und des STWI ergänzen und bis 2026 umgesetzt werden sollen, mit der Möglichkeit einer Verlängerung im KKP der zweiten Generation (2027–2031).

Massnahmen	Bemerkungen
Evaluation der Konsequenzen der Szenarien Hydro-CH2018 auf die Wasserressourcen (W.1.1, vgl. STWI_2-1) Monitoring und Grundwasserbewirtschaftung unter Berücksichtigung der Auswirkungen des Klimawandels (W.1.3, vgl. STWI_2-1) Überwachung der Klimaparameter der unterirdischen Gewässer (W.1.5, vgl. SPGB_GW_2-12)	Die Auswirkungen des Klimawandels abschätzen.
Durchführung von Sensibilisierungsaktionen für eine sparsame Wasserverwendung (W.1.7, vgl. STWI_2-7) Einführung eines Instruments zur Bewältigung von Konflikten in Zusammenhang mit der Wassernutzung (W.5.2, vgl. STWI_2-7)	Die Auswirkungen des Klimawandels begrenzen.
Konzept für die Wasserbewirtschaftung im Kanton Freiburg (W.1.6) Einführung eines Instruments zur Bewältigung von Konflikten in Zusammenhang mit der Wassernutzung (W.5.2, vgl. STWI_2-7)	Konflikte bei extremen Wetterbedingungen einschränken.

2.4. Aktionsplan zur Reduktion der Risiken von Pflanzenschutzmitteln (PSM-Aktionsplan)

Der PSM-Aktionsplan integriert das von den eidgenössischen Räten verabschiedete Leitziel des Bundes, das darin besteht, die mit diesen Produkten verbundenen Risiken für die Wasserressourcen bis 2027 zu halbieren. Alle vorgesehenen Massnahmen ergänzen die Massnahmen des SPGB und des STWI, um eine nachhaltige Nutzung der Ressourcen zu ermöglichen. Es können namentlich die folgenden Massnahmen im Zusammenhang mit dem Ressourcenschutz hervorgehoben werden:

Massnahmen	Bemerkungen
Gewässerschutzprojekte (Agr-3) <ul style="list-style-type: none"> • Durchführung eines Pilotprojekts in einem Einzugsgebiet mit offener Ackerfläche. • Durchführung neuer Projekte nach Artikel 62a GSchG, die speziell auf die Bekämpfung von Pestiziden im Grundwasser ausgerichtet sind. • Verstärkung des Schutzes von Grundwasserressourcen, die für die Trinkwasserversorgung genutzt werden oder genutzt werden können. 	Die Auswirkungen von Pflanzenschutzmitteln auf die Gewässer begrenzen und die Wirkung von Massnahmen überwachen.
Integration der Pestizidproblematik in die kantonale (STWI) und kommunale (PTWI) Planung der Trinkwasserversorgung (NAgr-5)	Das Risiko einer Kontamination durch Pflanzenschutzmittel antizipieren.

3. Finanzierung

Die oben genannten Massnahmen zu Lasten des Staats werden nach Massgabe der Voranschlagsverfahren wie folgt finanziert:

- > ordentlicher Voranschlag des AfU;
- > Strategie Nachhaltige Entwicklung des Staats Freiburg;
- > kantonaler Klimaplan;
- > Aktionsplan zur Reduktion der Risiken von Pflanzenschutzmitteln.

Der Rahmen für die Finanzierung der Strategie Nachhaltige Entwicklung, des kantonalen Klimaplanes und des Aktionsplans des Kantons Freiburg zur Reduktion der Risiken von Pflanzenschutzmitteln¹ ist in den Verpflichtungskrediten für die jeweilige Planung festgelegt.

4. Schlussfolgerung

Die obigen Tabellen zeigen, dass die Ziele, die mit den in der Motion geforderten Bestimmungen verfolgt werden, mit den Massnahmen der kantonalen Planungen erreicht werden – mit Ausnahme der 2. Bestimmung, welche die Bereitstellung von finanziellen Mitteln zur Unterstützung von Initiativen im Bereich der Wasserbewirtschaftung und der erforderlichen Infrastruktur zum Ziel hat.

Wie bereits erwähnt, ist sich der Staatsrat der Bedeutung der Grundwasserressourcen für die Trinkwasserversorgung des Kantons und der Herausforderungen, die der Klimawandel mit sich bringt, bewusst.

Vor diesem Hintergrund beantragt der Staatsrat dem Grosse Rat, die Motion abzulehnen, verpflichtet sich aber, die oben erwähnte Evaluation der Finanzierung in Angriff zu nehmen, um die Umsetzung der bereits geplanten Massnahmen zu beschleunigen.

¹ https://bdlf.fr.ch/app/de/change_documents/3608

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion 2024-GC-81

Captages : pour activer et cibler les actions.

Activer le développement et prioriser les dispositions – pour assurer nos ressources en eau ; « parce que l'eau est la Vie » !

Auteur-e-s :	Esseiva Catherine / Michellod Savio
Nombre de cosignataires :	1
Dépôt :	25.03.2024
Développement :	25.03.2024
Transmission au Conseil d'Etat :	26.03.2024
Réponse du Conseil d'Etat :	04.02.2025

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 26 mars 2024, les députés Esseiva et Michellod demandent d'une part d'améliorer activement la gestion de l'eau potable en renforçant la mise en place du plan cantonal de gestion de l'eau par des mesures complémentaires afin d'assurer l'approvisionnement de l'eau en cas de pénurie, et d'autre part, pour les cas de pénurie d'électricité, de préciser dans la gestion et la planification, les répartitions y relatives.

Ils partent du constat que bien que différentes mesures aient été identifiées dans les objectifs cantonaux, la vulnérabilité des ressources en eau face à la pollution et aux changements climatiques demeure et que l'approvisionnement en eau potable n'est ainsi pas garanti. Ils demandent la mise en place de mesures complémentaires, ciblées et priorisées afin de garantir des ressources en eau suffisantes. A cette fin, ils énoncent une série de dispositions complémentaires en regard de l'article 7 LEP relatives à l'accélération des procédures de protection des captages (n°1), aux mécanismes de financement (n°2) et de collaboration (n°3), à la délimitation des aires d'alimentation Zu et à la délimitation et l'approbation des zones S (n°4) ainsi que l'établissement d'un plan de cantonal de gestion en cas de pénurie d'eau et/ou d'électricité (n°5).

S'agissant du réseau hydrométrique cantonal, qui est en cours de finalisation, les députés invitent le Conseil d'Etat à informer de la situation hydrométrique actuelle et à fournir des données détaillées sur l'équilibre entre la demande réelle en eau potable et les ressources disponibles dans le canton.

Finalement, ils demandent qu'en cas de pénurie d'eau, l'accès aux ressources en eaux soit précisé, en tenant compte de la gestion et de la collaboration régionale.

La motion est assortie d'une question parlementaire (2024-GC-82 Quelles mesures complémentaires en cas de pénurie d'eau et/ou en cas de pénurie d'électricité ?) qui complète la motion et est axée sur les cas de pénurie d'eau et/ou d'électricité.

II. Réponse du Conseil d'Etat

1. Introduction

Le Conseil d'Etat est conscient de l'importance des ressources en eaux souterraines pour l'alimentation en eau potable du canton, raison pour laquelle il applique un plan d'actions

permettant la protection durable des ressources en eaux souterraines et une planification à long-terme de la distribution d'eau potable au travers de quatre planifications cantonales coordonnées :

- > le [Plan sectoriel de la gestion de eaux](#) (PSGE : adopté par le Conseil d'Etat en novembre 2021),
- > le [Plan sectoriel des infrastructures d'eau potable](#) (PSIEau : mis en consultation jusqu'en novembre 2023, adoption par le Conseil d'Etat prévue prochainement),
- > le [Plan Climat cantonal](#) (PCC : adopté par le Conseil d'Etat en juin 2021) qui intègre notamment plusieurs mesures qui concernent directement la protection durable (quantitative et qualitative) des ressources en eaux souterraines du canton,
- > le [Plan d'action visant à réduire les risques liés aux produits phytosanitaires](#) (PPhyto : adopté par le Conseil d'Etat en juin 2021).

Une grande partie des points soulevés dans la motion parlementaire 2024-GC-81 est traitée dans le cadre des planifications susmentionnées. La présente réponse inventorie ainsi les principales mesures qui répondent aux inquiétudes des motionnaires. Elle intègre également certains éléments de réponse donnés par le Conseil d'Etat dans son rapport [2020-DAEC-86](#) du 29 juin 2020 au postulat [2018-GC-140](#), dont le contenu visait des objectifs similaires à la présente motion (« ...renforcer les outils lui [le Conseil d'Etat] permettant d'assurer une prévention efficace de l'approvisionnement en eau potable sur le long terme, tenant compte du développement démographique et des changements climatiques... »). Le Conseil d'Etat invite dès à présent les motionnaires à consulter les documents associés.

2. Planifications cantonales

Plusieurs mesures figurant dans les planifications cantonales citées dans le précédent chapitre répondent aux dispositions de la motion 2024-GC-81 et sont déjà mise en œuvre depuis 2021 – principalement par le Service de l'environnement (SEn) et les distributeurs d'eau potable.

Les tableaux ci-dessous dressent un inventaire succinct et non exhaustif de ces mesures et indiquent par un rond noir à quelle(s) disposition(s) de la motion elles répondent. Sont également indiquées, des mesures utiles à une bonne gestion des eaux selon l'argumentaire de la motion, même si elles ne sont pas directement en lien avec les cinq dispositions.

2.1. Le Plan sectoriel de la gestion de eaux (PSGE)

Le PSGE intègre de nombreuses mesures qui concernant la protection et la gestion durables des ressources en eaux souterraines du canton dont la réalisation doit s'échelonner de 2022 à 2031.

Mesures / N° disposition de la motion	1	2	3	4	5	Commentaires
Définir les captages stratégiques (non substituables) pour l'alimentation en eau potable du canton et les inscrire dans le Plan directeur cantonal (mesure ESOUT_2-14).	●					Identifier les captages stratégiques afin d'accélérer leur protection (terminé). Inscrire spécifiquement les captages stratégiques dans le Plan directeur cantonal afin de renforcer leur protection (en cours , échéance : 2025).
Identifier les conflits d'utilisation du sol en zones de protection des eaux souterraines et veiller à leur résolution, en priorité pour les captages stratégiques et importants du canton (mesures ESOUT_2-9 et ESOUT_2-13).	●					Résoudre les conflits d'utilisation des terres dans ces zones (en cours , échéance : 2027).

Mesures / N° disposition de la motion	1	2	3	4	5	Commentaires
Délimiter les aires d'alimentation (aires Zu) pour ces captages, avec définition de mesures permettant une protection durable de la ressource en eaux souterraines (notamment restrictions d'utilisation du sol, limitation des constructions, etc.) (mesure ESOUT_2-15).				●		Délimiter les aires d'alimentation Zu (en cours, échéance : 2031). Planifier la résolution des conflits potentiels (en cours, échéance : 2031).
Réaliser des études hydrogéologiques pour définir les limites des aquifères et quantifier leur potentiel exploitable (études PACES ; Processus d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines) (mesure ESOUT_3-3).				●		Quantifier les ressources potentielles, actuelles et futures (en cours, échéance : 2031).
Terminer la délimitation des zones de protection des eaux souterraines (art. 20 LEaux ; RS 814.20) pour les captages d'eau souterraine d'intérêt public non encore bénéficiaires de telles zones (mesures ESOUT_2-7 et ESOUT_2-8).				●		Délimiter et faire approuver les zones S pas encore actives (en cours, échéance : 2027).
Valider et approuver les périmètres de protection des eaux souterraines provisoires (art. 21 LEaux) et délimiter les autres périmètres nécessaires (mesure ESOUT_2-11).						Protéger des ressources complémentaires afin de permettre une exploitation ultérieure en cas de nécessité (en cours, échéance : 2031).
Mettre en place un programme de surveillance quantitative à réaliser par les bénéficiaires d'une concession ou d'une autorisation, et développer un système informatique pour gérer ces données en temps réel (Réseau hydrométrique cantonal RHC) (mesure ESOUT_2-12).						Informé de la situation actuelle et de l'évolution des principales ressources (en cours, échéance : 2025).

2.2. Le Plan sectoriel des infrastructures d'eau potable (PSIEau)

Le PSIEau comporte des mesures spécifiques à l'alimentation en eau potable qu'il est prévu de mettre en œuvre de 2023 à 2032.

Mesures / N° disposition de la motion	1	2	3	4	5	Commentaires
Evaluer la vulnérabilité des ressources face aux changements climatiques (PSIEau_2-1).				●		Etablir les ressources potentielles, actuelles et futures (non débuté, échéance : 2032).
Poursuivre l'interconnexion des réseaux des distributeurs, qui permet de faire face à des éventuelles pénuries locales (PSIEau_2-3).			●		●	Développer les collaborations pour limiter les risques de pénurie (non débuté, échéance : 2032).
Etablir un plan cantonal de gestion de pénurie grave et le gérer d'une manière régionale (PSIEau_3-5 et PSIEau_3-6).			●		●	Renforcer les collaborations en particulier en cas de pénurie d'électricité (non débuté, échéance : 2028).
Mettre à disposition des outils de sensibilisation aux économies d'eau – ceci autant au niveau des ménages que des gros consommateurs d'eau. Une utilisation parcimonieuse de l'eau peut en partie prévenir des pénuries lors de sécheresses (PSIEau_2-7).					●	Sensibiliser pour anticiper les cas de pénurie d'eau (en cours, échéance : 2032).
Optimiser les réseaux d'un point de vue énergétique afin de ménager les ressources d'énergie et d'être en mesure de fournir de l'eau potable même en cas de pénurie d'électricité. (PSIEau_3-4).					●	Planifier en tenant compte de risque de pénurie d'électricité (en cours, échéance : 2032).

Mesures / N° disposition de la motion	1	2	3	4	5	Commentaires
Préparer un éventuel contingentement / délestage électrique. Cette préparation rentre dans les tâches des distributeurs, qui peuvent se regrouper régionalement. (PSIEau_3-7).						

2.3. Le Plan Climat cantonal (PCC)

Le PCC est doté d'un axe « Eau » en lien notamment avec les ressources en eau. Il comporte diverses mesures qui complètent les mesures PSGE et PSIEau ci-dessus et qu'il est prévu de mettre en œuvre d'ici à 2026, avec une possibilité de prolongation dans le PCC de deuxième génération (2027–2031).

Mesures	Commentaires
Évaluation des conséquences des scénarios Hydro-CH2018 sur les ressources en eau (W.1.1, cf. PSIEau_2-1) Suivi et gestion des eaux souterraines intégrant les effets des changements climatiques (W.1.3, cf. PSIEau_2-1) Surveillance des paramètres climatiques des eaux souterraines (W.1.5, cf. PSGE_ESOUT_2-12)	Evaluer les effets des changements climatiques.
Réalisation d'actions de sensibilisation à une utilisation parcimonieuse de l'eau (W.1.7, cf. PSIEau_2-7) Mise en place d'un outil de gestion des conflits liés aux usages de l'eau (W.5.2, cf. PSIEau_2-7)	Limiter les effets des changements climatiques.
Concept de gestion de l'eau Fribourg (W.1.6) Mise en place d'un outil de gestion des conflits liés aux usages de l'eau (W.5.2, cf. PSIEau_2-7)	Limiter les conflits lors de condition météorologiques extrêmes.

2.4. Le Plan d'action visant à réduire les risques liés aux produits phytosanitaires (PPhyto)

Le PPhyto intègre l'objectif stratégique fédéral, adopté par les Chambres fédérales de réduire de moitié les risques liés à ces produits sur les ressources en eau d'ici à 2027. L'ensemble des mesures prévues complètent celles du PSGE et du PSIEau afin de permettre une utilisation durable des ressources. Nous relevons en particulier les mesures suivantes en lien avec la protection des ressources :

Mesures	Commentaires
Projets de protection des eaux (Agr-3) <ul style="list-style-type: none"> • Réaliser un projet-pilote dans un bassin versant avec terres ouvertes. • Réaliser de nouveaux projets 62a LEaux spécifiquement dédiés à la lutte contre les pesticides dans les eaux souterraines. • Renforcer la protection des ressources en eau souterraine exploitées et exploitables pour l'alimentation en eau potable 	Limiter les effets sur les eaux des produits phytosanitaires et suivre l'effet des mesures.
Intégration de la problématique des pesticides dans les planifications cantonales (PSIEau) et communales (PIEP) pour l'eau potable (NAgr-5)	Anticiper le risque de contamination par des produits phytosanitaires.

3. Financement

Les mesures ci-dessus à charge de l'Etat sont financées au gré des procédures budgétaires de la manière suivante :

- > Budget ordinaire du SEn ;
- > Stratégie de développement durable de l'Etat de Fribourg ;
- > Plan Climat cantonal ;
- > Plan d'action visant à réduire les risques liés aux produits phytosanitaires.

Le cadre du financement de la Stratégie de développement durable, du Plan Climat cantonal et du Plan d'action du canton de Fribourg visant à réduire les risques liés aux produits phytosanitaires¹ est fixé dans un crédit d'engagement pour chacune de ces planifications.

4. Conclusion

Les tableaux ci-dessus démontrent que les mesures prévues dans les planifications cantonales répondent aux dispositions demandées par la motion, à l'exception de la 2^e qui porte sur la mise en place de financements pour soutenir les initiatives de gestion de l'eau et les infrastructures nécessaires.

Comme déjà évoqué, le Conseil d'Etat est conscient de l'importance des ressources en eaux souterraines pour l'alimentation en eau potable du canton et des défis que posent les changements climatiques.

Dans ce contexte, le Conseil d'Etat invite donc le Grand Conseil à refuser la motion, mais s'engage à entamer l'évaluation mentionnée ci-dessus pour le point particulier du mécanisme de financement en vue d'accélérer la réalisation des mesures déjà prévues.

¹ https://bdlf.fr.ch/app/fr/change_documents/3608

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Anfrage 2024-GC-82

Welche zusätzlichen Massnahmen bei Wasser- und/oder Strommangel?

Urheber/in:	Esseiva Catherine / Michellod Savio
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	25.03.2024
Begründung:	---
Überweisung an den Staatsrat:	26.03.2024
Antwort des Staatsrats:	04.02.2025

I. Anfrage

In den kantonalen Zielen wurden verschiedene Massnahmen klar identifiziert. Die Empfindlichkeit unserer Ressourcen gegenüber Umweltverschmutzungen und dem Klimawandel sollte uns jedoch Anlass geben, unsere Ziele zu aktivieren, Massnahmen zu konzentrieren und zu priorisieren sowie präzise Regelungen zu erarbeiten.

Angesichts der Umweltverschmutzung und des Klimawandels ist es heute unerlässlich, die Grundwasserstände und Quellabflüsse zu kennen und ihre Empfindlichkeit gegenüber diesen Veränderungen zu überwachen.

Da diese Elemente Priorität haben und vertieft werden müssen, stellen wir folgende Zusatzfragen zur eingereichten Motion «Wasserfassungen».

Wir befinden uns nämlich in einem kritischen Moment, in dem wir mit noch nie dagewesenen klimatischen Herausforderungen konfrontiert sind. Diese fordern uns nicht nur zum Nachdenken auf, sondern auch und vor allem zum konkreten Handeln!

In der heutigen Zeit, in der sich das Klima rasch verändert und die Auswirkungen auf die Umwelt immer spürbarer werden, ist es unsere Pflicht als Gesetzgeber, proaktive und wohlüberlegte Massnahmen zur Bewirtschaftung unserer natürlichen und lebenswichtigen Ressourcen zu ergreifen.

Mit der von uns eingereichten Motion *Wasserfassungen: Massnahmen aktivieren, entwickeln und priorisieren, um unsere Wasserressourcen zu sichern; denn «Wasser ist Leben»!* fordern wir:

- > eine aktive Verbesserung der Trinkwasserbewirtschaftung, indem die Umsetzung des kantonalen Sachplans Gewässerbewirtschaftung durch zusätzliche Massnahmen verstärkt wird, um die Wasserversorgung bei Wassermangel sicherzustellen;
- > eine klare Regelung auf Ebene der Strombewirtschaftung und -planung zur Versorgung bei einer Strommangellage.

Da diese Elemente vertieft und ergänzt werden müssen, stellen wir folgende zusätzliche Fragen:

1. Wie werden die Herausforderungen des Klimawandels in den kantonalen Sachplan Gewässerbewirtschaftung integriert, insbesondere um sich auf die erwartete Zunahme der Trockenperioden und extremen Wetterereignissen vorzubereiten?

2. Welche ergänzende Strategie wird im Fall einer Strommangellage in Betracht gezogen, um eine gerechte und effiziente Verteilung der Energieressourcen zu gewährleisten? (Derzeit fehlen entsprechende Bestimmungen.)
3. Welche Rolle wird die interregionale Zusammenarbeit bei der Bewältigung und Milderung der Auswirkungen von Wasser- und Strommangel spielen und wie kann diese Zusammenarbeit gestärkt werden, um den klimatischen Herausforderungen wirksam zu begegnen?
4. Welche proaktiven Massnahmen werden in Betracht gezogen, um die Auswirkungen von Wasser- und/oder Strommangel zu antizipieren und abzumildern, statt nur zu reagieren?

II. Antwort des Staatsrats

1. *Wie werden die Herausforderungen des Klimawandels in den kantonalen Sachplan Gewässerbewirtschaftung integriert, insbesondere um sich auf die erwartete Zunahme der Trockenperioden und extremen Wetterereignissen vorzubereiten?*

Die in der Antwort auf die Motion 2024-GC-81 genannten Massnahmen des KKP tragen dazu bei, die Herausforderungen des Klimawandels im Bereich der Wasserbewirtschaftung zu bewältigen.

Im Rahmen der Massnahme W.1.1 wurden klimatische und hydrologische Projektionen für die verschiedenen Regionen und Einzugsgebiete des Kantons erstellt, um die Auswirkungen auf das Gebiet, insbesondere auf die Wasserressourcen und den Hochwasserschutz, zu ermitteln (W.5.1). Es wurden zahlreiche Simulationsketten unter Berücksichtigung verschiedener Treibhausgas-Emissionsszenarien, detaillierter Oberflächenaufösungen des Kantons und seiner Einzugsgebiete sowie eines Zeithorizonts von 1981 bis 2099 erstellt. Diese Modellierung und die so ermittelten Risiken werden mit den zuständigen kantonalen Stellen geteilt. Darauf aufbauend werden klimatische und hydrologische Indikatoren definiert, mit denen die Auswirkungen auf die Gewässer aufgezeigt werden. Ziel ist, die Entwicklung der Gewässer im Kanton detailliert zu untersuchen. Es wird ein technischer Bericht erstellt und dessen Ergebnisse den hauptsächlich betroffenen Ämtern mitgeteilt und veröffentlicht werden. Es ist auch geplant, bis zum Jahresende eine Broschüre für die Bevölkerung zu veröffentlichen, in der die wichtigsten projizierten klimatischen und hydrologischen Veränderungen in verschiedenen Regionen des Kantons zusammengefasst werden.

Parallel dazu baut der Kanton seine Messkapazität und seine Datenbank über die Auswirkungen des Klimawandels auf das Grundwasser aus (W.1.3, W.1.5). Es wurde eine hydrogeologische Studie begonnen, um die vorhandenen Daten zusammenzufassen und etwa 20 Fassungen/Grundwasserleiter auszuwählen, die für die klimatischen und hydrogeologischen Situationen des Kantons repräsentativ sind. Ziel ist es, die potenziellen quantitativen und qualitativen Auswirkungen des Klimawandels auf die Grundwasserressourcen gemäss den im Bericht Hydro-CH2018 modellierten Szenarien zu bewerten, die am stärksten gefährdeten Grundwasserleiter und Fassungen zu identifizieren und so Vorschläge für Anpassungsmassnahmen zu erarbeiten.

Es ist ein Konzept für die Wasserbewirtschaftung für die verschiedenen Nutzungen im Kanton vorgesehen (W.1.6). Das Konzept umfasst die gesamte Bandbreite der Wassernutzung: Landwirtschaft, Grund- und Trinkwasserressourcen, Wasserkraft, Industrie, Freizeit, Fischerei, Tourismus usw. Aufgrund ihrer Wichtigkeit für die Trinkwasserversorgung wird den Grundwasserressourcen besondere Aufmerksamkeit gewidmet. Auf der Grundlage des erarbeiteten Konzepts wird ein Instrument zur Bewältigung von Konflikten in Zusammenhang mit der Wassernutzung entwickelt werden (W.5.2).

Um Trockenperioden besser zu bewältigen, wurde 2022 ein Projekt zur Bewässerungsstrategie gestartet und eine Arbeitsgruppe gebildet (W.4.1). Die Massnahme wird mit dem Bundesamt für Landwirtschaft (BLW) mit Blick auf die Erstellung eines praktischen Leitfadens für die Ausarbeitung von Bewässerungsprojekten koordiniert. Der Kanton Freiburg nimmt zudem in Partnerschaft mit der Hochschule für Agrar-, Forst- und Lebensmittelwissenschaften (HAFL) am Projekt www.bewaesserungsnetz.ch teil mit der Installation von 10 neuen Bodensonden für eine effiziente Bewässerung. Ziel ist die Erarbeitung einer directionsübergreifenden Strategie (RIMU/ILFD) für die Bewässerung im Kanton.

Um das Risiko von Wassermangel zu verringern, will der Staat Freiburg auch strukturell den Trinkwasserverbrauch verringern (W.1.7, STWI_2-7). Eine Kampagne für Haushalte und Grossverbraucher ist geplant, um sie zu sensibilisieren und zu einem anderen Verhalten gegenüber der Ressource Wasser zu motivieren.

2. *Welche ergänzende Strategie wird im Fall einer Strommangellage in Betracht gezogen, um eine gerechte und effiziente Verteilung der Energieressourcen zu gewährleisten? (Derzeit fehlen entsprechende Bestimmungen.)*

Einleitend sei daran erinnert, dass die Kantone nicht die Kompetenz haben, Bewirtschaftungsmassnahmen bei einer schweren Strommangellage zu beschliessen. Ein solcher Entscheid fällt in die Zuständigkeit des Bundes. Diesbezüglich hat der Bundesrat am 29. September 2023 die letzten Fassungen der Verordnungsentwürfe zu den Strombewirtschaftungsmassnahmen, namentlich zur Kontingentierung sowie zu Netzabschaltungen, veröffentlicht ([aktueller Stand der Verordnungen](#)).

Was die Umsetzung der Massnahmen betrifft, so sind in erster Linie die Verteilnetzbetreiber (VNB) dafür verantwortlich, die Strombewirtschaftungsmassnahmen bei ihren Kunden durchzusetzen. Die Kantone müssen für die Umsetzung mit den zuständigen Bundesstellen zusammenarbeiten.

Die vom Kanton getroffenen Massnahmen hat der Staatsrat namentlich in seiner Antwort auf die Anfrage [2022-CE-244](#) der Grossräte François Ingold und Ivan Thévoz («Winter 2022-2023: Wie bereitet sich der Staat auf eine allfällige Strommangellage vor?») angeführt.

Seither hat der Staat seine Informations- und Unterstützungsarbeit fortgesetzt. Zur Erinnerung: Der Staat Freiburg ermutigt die Betreiber kritischer Infrastrukturen und die Verantwortlichen anderer wichtiger stromabhängiger Anlagen, sich aktiv auf eine mögliche Strommangellage und die daraus resultierenden Massnahmen wie Kontingentierung und zyklische Netzabschaltungen vorzubereiten. Auch haben das Amt für zivile Sicherheit und Militär (AZSM), das Amt für Energie (AfE) und das AfU das Merkblatt «Notstromgruppen bei Strommangellage»¹ publiziert. Das AfU unterstützt Gemeinden und Verbände, die im Bereich der Abwasserbeseitigung und -reinigung tätig sind, bei der Erstellung eines Inventars der Anlagen, von denen bei einem Stromausfall ein Verschmutzungsrisiko ausgeht, und bei der Definition von Notfallplänen zur Bewältigung dieser Probleme.

¹ <https://www.fr.ch/de/document/526676>

3. *Welche Rolle wird die interregionale Zusammenarbeit bei der Bewältigung und Milderung der Auswirkungen von Wasser- und Strommangel spielen und wie kann diese Zusammenarbeit gestärkt werden, um den klimatischen Herausforderungen wirksam zu begegnen?*

Um bestimmte Probleme in der Trinkwasserversorgung zu lösen, soll die Zusammenarbeit zwischen Verteilern gefördert werden (STWI_2-4). Durch diese Zusammenarbeit und Vernetzung sollen lokale Wassermängel behoben und die Versorgungssicherheit erhöht werden.

Im Fall einer schweren Mangellage, die von den Gemeinden oder Verteilern nicht alleine bewältigt werden kann, ist im Rahmen des Einsatzplanes eine regionale Zusammenarbeit vorgesehen (STWI_3-6).

4. *Welche proaktiven Massnahmen werden in Betracht gezogen, um die Auswirkungen von Wasser- und/oder Strommangel zu antizipieren und abzumildern, statt nur zu reagieren?*

Alle in der Antwort auf die Motion 2024-GC-81 genannten Massnahmen zielen darauf ab, die Auswirkungen von Wasser- und/oder Strommangel nach folgendem Schema zu antizipieren und abzumildern:

- > aktuelle und zukünftige Defizite aufzeigen;
- > Schutz der Hauptressourcen (zuerst die strategischen, dann die wichtigen Ressourcen) verstärken;
- > für den sparsamen Umgang mit Wasser sensibilisieren (ganz allgemein und bei Wassermangel);
- > regionale Zusammenarbeit (Zusammenschlüsse, Einsatzpläne) zur Planung der notwendigen Massnahmen bei einer Mangellage fördern.

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Question 2024-GC-82

Quelles mesures complémentaires en cas de pénurie d'eau et/ou en cas de pénurie d'électricité ?

Auteur-e-s :	Esseiva Catherine / Michellod Savio
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	25.03.2024
Développement :	---
Transmission au Conseil d'Etat :	26.03.2024
Réponse du Conseil d'Etat :	04.02.2025

I. Question

Différentes mesures ont bien été identifiées dans les objectifs cantonaux. Cependant, la vulnérabilité de nos ressources face à la pollution et aux changements climatiques doit nous inciter à activer les objectifs, à cibler et prioriser les mesures et à œuvrer pour des dispositions précises !

Aujourd'hui, face à la pollution et aux changements climatiques les débits de sources et les niveaux des nappes phréatiques doivent être connus et leur sensibilité aux changements climatiques doit être maîtrisée.

C'est parce que ces éléments sont prioritaires et doivent être approfondis que nous posons les questions complémentaires suivantes, en appoint à la motion « captages » déposée.

En effet, nous nous trouvons à un moment critique, confrontés à des défis climatiques sans précédent qui exigent de nous non seulement de la réflexion, mais surtout de l'action concrète !

Dans le contexte actuel, marqué par des changements climatiques rapides et des impacts environnementaux de plus en plus palpables, il est de notre devoir en tant que législateur de prendre des mesures proactives et réfléchies pour la gestion de nos ressources naturelles, essentielles.

Dans la motion déposée *Captages : activer le développement et prioriser les dispositions pour assurer nos ressources en eau – « parce que l'eau est la Vie » !*

- > Il s'agit d'une part, d'améliorer activement la gestion de l'eau potable en renforçant la mise en place du plan cantonal de gestion de l'eau par des mesures complémentaires, afin d'assurer l'approvisionnement de l'eau en cas de pénurie.
- > D'autre part, en cas de pénurie d'électricité, il s'agit de préciser dans la gestion et la planification, les répartitions y relatives

Ces éléments devant être clairement approfondis et complétés, nous posons les questions complémentaires suivantes :

1. Comment le plan cantonal de gestion de l'eau envisage-t-il d'intégrer les défis posés par le changement climatique, notamment en ce qui concerne la prévision et la préparation aux périodes de sécheresse accrues et aux phénomènes météorologiques extrêmes ?
2. En cas de pénurie d'électricité, quelle stratégie complémentaire est envisagée pour assurer une distribution équitable et efficace des ressources énergétiques ? (Actuellement, aucune disposition n'est précisée)
3. Quel rôle les collaborations interrégionales joueront-elles dans la gestion et la mitigation des effets des pénuries d'eau et d'électricité et comment ces collaborations peuvent-elles être renforcées pour répondre efficacement aux défis climatiques ?
4. Quelles mesures proactives sont envisagées pour anticiper et atténuer les impacts des pénuries d'eau et/ou d'électricité, plutôt que de se limiter à des solutions réactives ?

II. Réponse du Conseil d'Etat

1. *Comment le plan cantonal de gestion de l'eau envisage-t-il d'intégrer les défis posés par le changement climatique, notamment en ce qui concerne la prévision et la préparation aux périodes de sécheresse accrues et aux phénomènes météorologiques extrêmes ?*

Les mesures du PCC citées dans la réponse à la motion 2024-GC-81 permettent de répondre en partie aux défis pour la gestion d'eau posés par les changements climatiques.

La mesure W.1.1 a établi des projections climatiques et hydrologiques pour les différentes régions et bassins versants du canton, de manière à identifier les conséquences pour le territoire, notamment en matière de ressources en eau et de protection contre les crues (W.5.1). Des chaînes de simulation ont été générées en considérant les différents scénarios d'émissions gaz à effet de serre, des résolutions surfaciques détaillées du canton et de ses bassins versants et d'un horizon temporel allant de 1981 à 2099. Cette modélisation et les aléas ainsi identifiés sont partagés avec les services cantonaux compétents. Sur cette base, des indicateurs climatiques et hydrologiques peuvent être définis et seront utilisés pour suivre en détail l'évolution des eaux dans le canton. Un rapport technique est produit et les résultats de ce dernier sont communiqués aux principaux services concernés et publiés. Il est également prévu de publier d'ici la fin de l'année une brochure à destination de la population et en particulier des communes résumant les principaux changements climatiques et hydrologiques projetés dans différentes régions du canton.

En parallèle, le Canton renforce sa capacité de mesure et sa base de données sur les effets des changements climatiques sur les eaux souterraines (W.1.3, W.1.5). Une étude hydrogéologique a débuté afin de synthétiser les données existantes et sélectionner une vingtaine de captages/aquifères représentatifs des situations climatiques et hydrogéologiques du canton. Les objectifs sont d'évaluer les impacts quantitatifs et qualitatifs potentiels des changements climatiques sur les ressources en eaux souterraines selon les scénarios modélisés dans Hydro-CH2018, d'identifier les aquifères et les captages les plus vulnérables et ainsi déboucher sur des propositions de mesures d'adaptation.

Un concept pour la gestion de l'eau pour les différents usages dans le canton est prévu (W.1.6). Ce concept englobe la totalité des usages de l'eau : agriculture, ressources en eaux souterraines et eau potable, énergie hydraulique, industrie, biodiversité, loisirs, pêche, tourisme, etc. En raison de leur importance pour l'alimentation en eau potable, un intérêt particulier est donné aux ressources en eaux souterraines. Sur la base du concept établi, un outil d'aide à la gestion des conflits liés à l'usage de l'eau serait élaboré (W.5.2).

Pour mieux gérer les périodes de sécheresse, un projet de stratégie d'irrigation a débuté en 2022 et un groupe de travail a été constitué (W.4.1). La mesure se coordonne avec l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) pour la rédaction d'un guide pratique pour l'élaboration de projets d'irrigation. Le canton de Fribourg participe également au projet www.reseaudirrigation.ch en partenariat avec la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL) avec l'installation de 10 nouvelles sondes capacitatives pour une irrigation efficace. L'élaboration d'une stratégie inter-directionnelle DIME/DIAF pour l'irrigation dans le canton est en cours.

Pour réduire le risque d'une pénurie en eau, l'Etat de Fribourg veut aussi économiser structurellement la consommation en eau potable (W.1.7, PSIEau_2-7). Une campagne à destination des ménages et des gros consommateurs est prévue pour sensibiliser et changer les comportements vis-à-vis de la ressource en eau.

2. *En cas de pénurie d'électricité, quelle stratégie complémentaire est envisagée pour assurer une distribution équitable et efficace des ressources énergétiques ? (Actuellement, aucune disposition n'est précisée)*

En préambule à cette question, il est important de rappeler que les cantons n'ont pas la compétence de définir des mesures de gestion réglementée de l'électricité en cas de pénurie grave d'électricité. Celle-ci est de la compétence de la Confédération. A ce sujet, le Conseil fédéral a publié le 29 septembre 2023 les dernières versions des projets d'ordonnances relatives aux mesures de gestion réglementée de l'électricité, notamment le contingentement ainsi que les délestages du réseau électrique ([Etat actuel des ordonnances](#)).

Concernant la mise en œuvre des mesures, il revient en premier lieu aux gestionnaires du réseau de distribution d'électricité (GRD) de faire appliquer les mesures de gestion réglementée de l'électricité auprès de leurs clients. S'agissant des cantons, ceux-ci devront collaborer avec les instances fédérales pour la mise en œuvre des mesures.

Les actions du Canton ont notamment été précisées dans les réponses du Conseil d'Etat à la question [2022-CE-244](#) Ingold François, Thévoz Ivan, Hiver 2022-2023 : Comment l'Etat se prépare à de potentielles pénuries d'électricité.

L'Etat a depuis poursuivi la réalisation des travaux d'information et d'accompagnement. Pour rappel, l'Etat de Fribourg encourage les exploitants d'infrastructures critiques et ceux en charge d'autres installations essentielles dépendant de l'électricité à se préparer activement à une éventuelle pénurie et aux mesures qui pourraient en découler, telles que le contingentement et le délestage cyclique. Dans ce sens, le Service de la sécurité civile et militaire (SSCM), le Service de l'énergie (SdE) et le SEn ont notamment publié une notice relative aux « Groupes électrogènes de secours en cas de pénurie d'électricité »¹. Des démarches sont en cours au SEn afin d'accompagner les communes et associations actives dans les domaines de l'évacuation et de l'épuration des eaux afin d'établir un inventaire des installations présentant un risque de pollution en cas de coupure d'électricité et de définir des plans d'urgences afin d'y remédier.

¹ <https://www.fr.ch/document/526676>

3. *Quel rôle les collaborations interrégionales joueront-elles dans la gestion et la mitigation des effets des pénuries d'eau et d'électricité et comment ces collaborations peuvent-elles être renforcées pour répondre efficacement aux défis climatiques ?*

Afin de résoudre certaines problématiques au niveau de l'approvisionnement en eau potable, il est prévu de favoriser la collaboration entre distributeurs (PSIEau_2-4). Ces collaborations et interconnexions doivent permettre de combler des manques d'eau locaux et augmenter la sécurité d'approvisionnement.

En cas de pénurie grave qui ne peut plus être gérée par les communes ou distributeurs seuls, une collaboration régionale est prévue dans le cadre du plan d'engagement (PSIEau_3-6).

4. *Quelles mesures proactives sont envisagées pour anticiper et atténuer les impacts des pénuries d'eau et/ou d'électricité, plutôt que de se limiter à des solutions réactives ?*

L'ensemble des mesures présentées dans la réponse à la motion 2024-GC-81 visent à anticiper et atténuer les impacts des pénuries d'eau et/ou d'électricité selon le schéma suivant :

- > Mise en évidence des déficits actuels et à venir ;
- > Renforcement de la protection des principales ressources (stratégiques, puis importantes) ;
- > Sensibilisation à l'économie d'eau (de manière générale et en cas de pénurie) ;
- > Encouragement des collaborations régionales (interconnexions, plans d'engagement) pour la planification des mesures nécessaires en cas de pénurie).

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Postulat 2024-GC-90

Bahnverbindung Genf–London: Beteiligung des Kantons Freiburg

Urheberinnen:	Lepori Sandra / Esseiva Catherine
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	25.04.2024
Begründung:	25.04.2024
Überweisung an den Staatsrat:	25.04.2024
Antwort des Staatsrats:	01.04.2025

I. Zusammenfassung des Postulats

Mit dem am 25. April 2024 eingereichten und begründeten Postulat fordern die Grossrätinnen Sandra Lepori und Catherine Esseiva den Staatsrat auf, in Zusammenarbeit mit den Regierungen der anderen Westschweizer Kantone die finanziellen Kosten einer Verbindung zwischen London und Genf mit Verlängerung bis Freiburg zu untersuchen und eine finanzielle Unterstützung, etwa in Form einer Defizitgarantie, in Betracht zu ziehen. In diesem Zusammenhang führen sie an, dass es zwischen Basel bzw. Zürich und London deutlich mehr als 1 000 000 Passagiere gäbe und entsprechend nicht viel weniger als zwischen Genf und Basel (1 500 000 Passagiere). Eine direkte Verbindung zwischen diesen beiden wichtigen Finanzzentren wäre entsprechend sehr interessant. Zudem müssten Bahnpassagiere zwischen Freiburg und Basel in Bern umsteigen, sodass eine Bahnverbindung nach London über Genf statt über Basel für Freiburg interessanter wäre.

In ihrem Postulat bitten die beiden Grossrätinnen den Staatsrat zudem um die Beantwortung der beiden folgenden Fragen:

1. Könnte sich der Kanton Freiburg an den gemeinsamen Bemühungen der Westschweizer Kantone beteiligen, um in Zusammenarbeit mit der SBB die genauen Kosten einer direkten Verbindung zwischen Genf und London zu untersuchen und deren Verlängerung bis Freiburg in Betracht zu ziehen?
2. Wäre es möglich, die Höhe und die Modalitäten einer finanziellen Unterstützung in der am besten geeigneten Form zu evaluieren, zum Beispiel in Form einer Defizitgarantie?

II. Antwort des Staatsrats

1. Weitere Vorstösse für eine Bahnverbindung Schweiz–London

In verschiedenen parlamentarischen Vorstössen auf eidgenössischer und kantonaler Ebene wurde die Prüfung einer Bahnverbindung zwischen der Schweiz und London verlangt. Auf Bundesebene forderte Nationalrat Matthias Aebischer in seinem Postulat vom 28. Februar 2023 den Bundesrat auf, «mit Frankreich und Grossbritannien zu prüfen, wie eine direkte Tages-Zugsverbindung Basel–London geschaffen werden kann», und Ständerat Pascal Broulis brachte am 28. Mai 2024 eine Interpellation mit dem Titel «Direkte Bahnverbindung zwischen Lausanne und London via Genf (oder alternativ Lausanne–Lille). Wie hoch wären die Kosten für den Bund?» ein. Auf kantonaler Ebene wurden im März 2024 zwei parlamentarische Vorstösse eingereicht, die wie die Grossrätinnen Sandra Lepori und Catherine Esseiva die Prüfung einer Verbindung zwischen Genf und London mit einer Verlängerung nach Lausanne verlangen. Einer dieser Vorstösse wurde im Kanton Genf und der andere im Kanton Waadt eingereicht.¹

In ihren Antworten verweisen der Bundesrat und die Waadtländer Regierung auf:

- > die europäischen Wettbewerbsregeln für den europäischen Eisenbahnmarkt, die eine finanzielle Unterstützung internationaler Fernverkehrsverbindungen durch die öffentliche Hand unmöglich zu machen scheinen;
- > den schweizerischen Rechtsrahmen, der vorsieht, dass der internationale Fernverkehr von der SBB betrieben wird, wobei dieser Betrieb in der Regel in Zusammenarbeit mit einem ausländischen Eisenbahnunternehmen erfolgt, was den Einsatz sowohl von schweizerischem als auch von ausländischem Rollmaterial ermöglicht (z. B. TGV, ICE);
- > die Tatsache, dass aufgrund der Notwendigkeit, über Hochgeschwindigkeitszüge zu verfügen, nur wenige Betreiber auf den französischen Hochgeschwindigkeitsstrecken fahren können und daher das Interesse eines ausländischen Eisenbahnunternehmens an einer solchen Verbindung unerlässlich ist, was derzeit nicht der Fall ist.

Sie erwähnen zudem die hohen Kosten für die Einrichtung einer Verbindung zwischen der Schweiz und London, insbesondere aufgrund der Notwendigkeit, für den Eurotunnel zugelassene Sonderzüge einzusetzen, und Sicherheitsterminals in den Abfahrtsbahnhöfen für Sicherheits- und Identitätskontrollen von Reisenden, wie man sie an Flughäfen kennt, einzurichten.

¹ Es sind dies:

- > [Postulat 23.3036 Matthias Aebischer: Eine attraktive direkte Zugsverbindung Basel-London ist sinnvoll und machbar](#). Der Bundesrat hat am 10. Mai 2023 Stellung genommen und die Ablehnung des Postulats beantragt.
- > [Interpellation 24.3493 Pascal Broulis: Direkte Bahnverbindung zwischen Lausanne und London via Genf \(oder alternativ Lausanne–Lille\). Wie hoch wären die Kosten für den Bund?](#) Der Bundesrat hat am 21. August 2024 Stellung genommen.
- > Kanton Waadt: [Interpellation - 24_INT_45 Suisse romande ? Ici Londres!](#) vom 12. März 2024. Die [Regierung des Kantons Waadt](#) hat am 14. August 2024 geantwortet.
- > Kanton Genf: [Proposition de motion pour l'étude d'une liaison ferroviaire directe entre Genève et Londres, M 3002](#) vom 1. März 2024. Die Verkehrskommission des Grossen Rats der Republik und des Kantons Genf hat ihren Bericht am 14. Februar 2025 vorgelegt.

Schliesslich weisen sie darauf hin, dass die SBB bereits vom Bund beauftragt wurde, eine Machbarkeitsstudie für Direktverbindungen zwischen der Schweiz und London (einschliesslich der Einrichtung von Sicherheitsterminals) unter Berücksichtigung der Rahmenbedingungen und des Zeitplans zu erstellen.

Die SBB teilte am 6. März 2025 mit, dass die Ergebnisse der Studie, die zum Zeitpunkt der Abfassung der vorliegenden Antwort beim Bundesamt für Verkehr (BAV) zur Validierung anhängig war, zeigen würden, dass eine solche Direktverbindung «technisch machbar, jedoch anspruchsvoll» sei. Weiter schreibt sie: «Die SBB möchte diese Verbindung anbieten und treibt das Projekt voran. Eine Umsetzung ist jedoch frühestens in den 2030er-Jahren möglich.»²

2. Antworten auf die Fragen der Grossrätinnen Lepori und Esseiva

Gestützt auf die Antworten auf die erwähnten Vorstösse kann der Staatsrat die beiden Fragen im Postulat der Grossrätinnen Sandra Lepori und Catherine Esseiva wie folgt beantworten:

1. *Könnte sich der Kanton Freiburg an den gemeinsamen Bemühungen der Westschweizer Kantone beteiligen, um in Zusammenarbeit mit der SBB die genauen Kosten einer direkten Verbindung zwischen Genf und London zu untersuchen und deren Verlängerung bis Freiburg in Betracht zu ziehen?*

Wie in der Einleitung erwähnt, hat die SBB im Auftrag ihres Eigentümers, der Eidgenossenschaft, eine Studie über die Machbarkeit einer Bahnverbindung zwischen der Schweiz und London durchgeführt, die zeigt, dass eine solche Verbindung technisch machbar, jedoch anspruchsvoll ist. Der Staatsrat wird bei Bedarf gemeinsam mit den anderen Westschweizer Kantonen und der Westschweizer Verkehrsdirektorenkonferenz (CTSO) darauf drängen, dass die Analysen im Anschluss an diese Studie nicht nur auf Basel, sondern auch auf die Westschweiz ausgerichtet werden, wie der Generaldirektor der SBB im Übrigen auch schon angedeutet hat. Was die Verlängerung bis Freiburg betrifft, so ist es aufgrund der Konfiguration des Bahnhofs Freiburg a priori unrealistisch, dort ein Terminal für Sicherheits- und Zollkontrollen einzurichten.

2. *Wäre es möglich, die Höhe und die Modalitäten einer finanziellen Unterstützung in der am besten geeigneten Form zu evaluieren, zum Beispiel in Form einer Defizitgarantie?*

Es ist nicht Aufgabe der Kantone, die internationalen Fernverkehrsverbindungen finanziell zu unterstützen, zumal diese den europäischen Vorschriften unterliegen, die eine Unterstützung durch die öffentliche Hand für den Betrieb nicht zuzulassen scheinen.

3. Schlussfolgerung

Nachdem der Staatsrat die beiden Fragen des Postulats beantwortet hat, beantragt er dem Grossen Rat, das Postulat abzulehnen.

² [Ergebnis 2024: Rekord bei Reisenden | SBB News](#).

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Postulat 2024-GC-90

Ligne de train Genève – Londres : participation du Canton de Fribourg

Auteures :	Lepori Sandra / Esseiva Catherine
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	25.04.2024
Développement :	25.04.2024
Transmission au Conseil d'Etat :	25.04.2024
Réponse du Conseil d'Etat :	01.04.2025

I. Résumé du postulat

Par postulat déposé et développé le 25 avril 2024, les députées Sandra Lepori et Catherine Esseiva demandent au Conseil d'Etat si le canton de Fribourg peut d'une part « participer à l'effort commun des cantons romands visant à étudier, en collaboration avec les CFF, les coûts précis d'une connexion directe entre Genève et Londres et envisager sa prolongation jusqu'à Fribourg » et d'autre part « évaluer le montant et les modalités d'un soutien, sous la forme la plus utile qui soit, dont, entre autres, une garantie de déficit ». Selon elles « il y avait plus de 1 000 000 usagers entre Bâle/Zurich et Londres, alors que le nombre de trajets Genève-Bâle s'élevait à 1 500 000. Nul besoin de grands discours pour constater que l'étude d'une ligne directe entre ces deux centres financiers importants s'avère très intéressante. » Elles soulignent par ailleurs qu'« un changement est nécessaire à Berne pour rejoindre Bâle » en train et que « Fribourg aurait ainsi tout intérêt à ce que la liaison ferroviaire vers Londres se fasse par Genève plutôt que par Bâle ».

Dans leur postulat, les deux députées susmentionnées demandent également au Conseil d'Etat de répondre aux deux questions suivantes :

1. Le Canton de Fribourg pourrait-il participer à l'effort commun des cantons romands visant à étudier, en collaboration avec les CFF, les coûts précis d'une connexion directe entre Genève et Londres et envisager sa prolongation jusqu'à Fribourg ?
2. Serait-il possible d'évaluer le montant et les modalités d'un soutien, sous la forme la plus utile qui soit, dont, entre autres, une garantie de déficit ?

II. Réponse du Conseil d'Etat

1. Autres interventions sur une liaison ferroviaire entre la Suisse et Londres

D'autres interventions parlementaires fédérales et cantonales demandant d'analyser la mise en place d'une liaison ferroviaire entre la Suisse et Londres ont été déposées. Au niveau fédéral le Conseiller national Matthias Aebischer a demandé par postulat du 28 février 2023 au Conseil fédéral « d'examiner avec la France et le Royaume-Uni comment mettre en place une liaison ferroviaire directe quotidienne entre Bâle et Londres » alors que le Conseiller aux Etats Pascal Broulis a déposé le 28 mai 2024 une interpellation intitulée « Liaison ferroviaire directe entre Lausanne et Londres via Genève, quels coûts pour la Confédération (une alternative Lausanne-Lilles) ? » Au niveau cantonal, deux interventions parlementaires demandant comme celles des députées Sandra Lepori et Catherine Esseiva d'étudier une liaison entre Genève et Londres avec prolongement jusqu'à Lausanne, ont été déposées en mars 2024, l'une dans le canton de Genève et l'autre de Vaud.¹

Dans leurs réponses, le Conseil fédéral et le Conseil d'Etat vaudois soulignent :

- > les règles européennes en matière de concurrence du marché ferroviaire européen qui semble rendre impossible un soutien financier des collectivités publiques à des liaisons internationales longue distance ;
- > le cadre juridique suisse qui prévoit que le transport grandes lignes international est exploité par les CFF, exploitation qui se fait généralement en coopération avec une entreprise ferroviaire étrangère ce qui permet l'utilisation de matériel roulant aussi bien suisse qu'étranger (par ex. TGV, ICE) ;
- > le fait que, étant donné la nécessité de disposer de matériels roulants aptes à la grande vitesse, seuls quelques opérateurs peuvent circuler sur les lignes à grande vitesse française et que par conséquent l'intérêt d'une entreprise ferroviaire étrangère pour une telle liaison est indispensable, ce qui n'est actuellement pas le cas.

Ils mettent également en évidence les coûts importants que la mise en place d'une liaison entre la Suisse et Londres entraînerait, notamment en raison de la nécessité d'utiliser des trains spéciaux homologués pour l'Eurotunnel et de créer des terminaux de sécurité dans les gares de départ pour les contrôles de sécurité et d'identité des voyageurs de type aéroportuaire.

Enfin ils expliquent que les CFF ont déjà été chargés par la Confédération de mener une étude pour déterminer la faisabilité de liaisons directes entre la Suisse et Londres (y compris la réalisation de terminaux de sécurité) sur les conditions-cadres et l'horizon temporel.

¹ Il s'agit de :

- > [Postulat 23.3036 Matthias Aebischer : Liaison ferroviaire directe et attrayante entre Bâle et Londres. Un projet judiciaire et réalisable](#). Le Conseil fédéral a rendu son avis le 10 mai 2023 et propose de rejeter le postulat.
- > [Interpellation 24.3493 Pascal Broulis : Liaison ferroviaire directe entre Lausanne et Londres via Genève, quels coûts pour la Confédération \(une alternative Lausanne-Lille\)?](#) Le Conseil fédéral a rendu son avis le 21 août 2024.
- > Canton de Vaud : [Interpellation - 24_INT_45 Suisse romande ? Ici Londres](#) du 12 mars 2024 ? Le [Conseil d'Etat Vaudois y a répondu](#) le 14 août 2024.
- > Canton de Genève : [Proposition de motion pour l'étude d'une liaison ferroviaire directe entre Genève et Londres du 1er mars 2024, M 3002](#). La Commission des transports du Grand Conseil de la République et du canton de Genève a rendu son rapport le 14 février 2025.

Les CFF ont informé le 6 mars 2025 que les résultats de l'étude de faisabilité, en cours de validation à l'Office fédéral des transports (OFT) au moment de la rédaction de cette réponse, « montrent qu'elle est techniquement réalisable, mais complexe ». Ils « souhaitent proposer cette liaison et font avancer le projet » mais « sa mise en œuvre ne sera toutefois pas possible avant les années 2030 ».²

2. Réponses aux questions posées par les députées Lepori et Esseiva

En s'appuyant sur les réponses à ces interventions parlementaires, le Conseil d'Etat de Fribourg peut d'ores et déjà répondre aux deux questions posées par les députées Sandra Lepori et Catherine Esseiva dans leur postulat.

- 1. Le Canton de Fribourg pourrait-il participer à l'effort commun des cantons romands visant à étudier, en collaboration avec les CFF, les coûts précis d'une connexion directe entre Genève et Londres et envisager sa prolongation jusqu'à Fribourg ?*

Comme indiqué dans le préambule, les CFF ont mené sur mandat de leur propriétaire, la Confédération, une étude sur la faisabilité d'une liaison ferroviaire entre la Suisse et Londres qui indique qu'elle est techniquement réalisable quoique difficile. Le Conseil d'Etat ne manquera pas de faire au besoin pression avec les autres cantons romands et la Conférence des transports de la Suisse occidentale (CTSO) afin que les analyses, faisant suite à cette étude, ne soient pas focalisées uniquement sur Bâle mais aussi sur la Suisse romande, comme l'a d'ailleurs laissé entendre le directeur général des CFF. En ce qui concerne la prolongation jusqu'à Fribourg, il est a priori irréaliste de réaliser un terminal pour les contrôles sécuritaires et douaniers en gare de Fribourg étant donné sa configuration.

- 2. Serait-il possible d'évaluer le montant et les modalités d'un soutien, sous la forme la plus utile qui soit, dont, entre autres, une garantie de déficit ?*

Il n'est pas de la compétence des cantons de soutenir financièrement des liaisons internationales longue distance, ce d'autant plus qu'elles sont soumises aux règles européennes qui ne semble pas permettre pas un soutien des collectivités publiques pour leur exploitation.

3. Conclusion

Etant donné ce qui précède et que le Conseil d'Etat a répondu aux deux questions contenues dans ce postulat, il invite le Grand Conseil à rejeter le postulat.

² [Résultat 2024: record de voyageurs | CFF News.](#)

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Anfrage 2024-GC-245

Anfrage zur Verbesserung und Förderung der Veloweginfrastruktur im Kanton Freiburg

Urheber/in:	Tschümperlin Dominic / Baschung Carole
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	11.10.2024
Begründung:	---
Überweisung an den Staatsrat:	11.10.2024
Antwort des Staatsrats:	08.04.2025

I. Anfrage

Der Ausbau und die Förderung von Velowegen spielen eine entscheidende Rolle in der Verkehrs- und Umweltpolitik. Die Anbindung an ein funktionierendes Velonetz ist für alle Gebiete in der Peripherie von grösster Bedeutung, insbesondere um die Fahrrad-Mobilität zwischen kantonalen Zentren zu fördern – etwa im Seebezirk (Achse Murten–Freiburg). Im Hinblick auf die steigende Bedeutung von nachhaltiger Mobilität und die Reduktion von CO₂-Emissionen möchten wir folgende Fragen an den Staatsrat richten:

1. Aktueller Stand der Veloweginfrastruktur

Welche Projekte zur Erweiterung und Verbesserung der Veloweginfrastruktur im Kanton Freiburg sind aktuell in Planung oder bereits im Bau? Gibt es Zielvorgaben, bis wann diese abgeschlossen sein sollen?

2. Anbindung und Sicherheit

Wie wird sichergestellt, dass Velowege im Kanton Freiburg sicher und durchgängig sind, insbesondere an stark befahrenen Strassen und an Verbindungen zwischen den Gemeinden? Wie werden Velowege in der Peripherie gefördert? Welche Massnahmen sind vorgesehen, um die Sicherheit der Velofahrer zu gewährleisten, insbesondere im Winter?

3. Förderung des Veloverkehrs

Welche Strategien verfolgt der Staatsrat, um den Veloverkehr aktiv zu fördern?

4. Konkrete Anbindung im Seebezirk

Der Anbindung zwischen dem Zentrum des Seebezirks in Murten wird Rechnung getragen über extensive Velowege zwischen der Staumauer Düdingen und dem Dorf Düdingen. Gibt es Projekte die Achse komplett an Velowege anzuschliessen und einen Veloweg zwischen Gurmels und Murten zu etablieren? Gibt es ein Projekt für Velowege auf der Achse Murten–Courtepin–Freiburg?

5. Finanzierung und Unterstützung durch den Bund

Welche finanziellen Mittel stehen zur Verfügung, um diese Projekte umzusetzen? Gibt es Unterstützung durch den Bund oder andere Förderprogramme für den Ausbau der Veloinfrastruktur? Könnte ein Bau vorbezeichneter Velowege Unterstützung durch den Bund erhalten?

II. Antwort des Staatsrats

1. Kantonale Veloplanung

Einleitend erinnert der Staatsrat daran, dass er schon seit mehreren Jahren eine Politik führt, die zum Ziel hat, den Rückstand aufzuholen und ein durchgehendes, sicheres und attraktives kantonales

Velonetz aufzubauen. Im Jahr 2018 hat der Staatsrat eine erste Überarbeitung seiner Zweiradplanung vorgenommen und sie bei dieser Gelegenheit in Sachplan Velo¹ umbenannt. Der Sachplan Velo definiert das kantonale Alltagsvelonetz (insbesondere für den Pendlerverkehr) und das kantonale Freizeitvelonetz; er umfasst das vom Staatsrat am 6. Juni 2011 genehmigte und 2018 überarbeitete Leitbild Velo². Diese Planung wird derzeit überarbeitet, um sie mit dem Bundesgesetz über Velowege vom 18. März 2022, dem kantonalen Mobilitätsgesetz (MobG) vom 5. November 2021 und dem 2019 überarbeiteten kantonalen Richtplan in Einklang zu bringen. Sie wird 2026 in Kraft treten.

Das im Sachplan Velo von 2018 vorgesehene kantonale Alltagsvelonetz erstreckt sich auf einer Länge von etwa 710 km, wovon 160 km entlang von Gemeindestrassen verlaufen. Bauliche Massnahmen sind für 290 km der 550 km erforderlich, die den Kantonsstrassen folgen, sowie für 35 km entlang von Gemeindestrassen. Dies entspricht 325 km an Veloanlagen (grob geschätzt 157 Millionen Franken), die in Etappen realisiert werden sollen.

2. Umsetzung der kantonalen Veloplanung

Bei einer Sanierung oder Erneuerung von Kantonsstrassenabschnitten wird der Bau von Velowegen systematisch geprüft. Wenn die kantonale Veloplanung eine solche Anlage vorsieht und das bestehende Querprofil der Strasse eine solche zulässt, wird in der Regel ein Radstreifen verwirklicht. Wenn die Breite der öffentlichen Sache hingegen nicht ausreicht, um den vorgesehenen Radstreifen oder -weg einzurichten, oder wenn der Sachplan ausdrücklich bauliche Massnahmen vorsieht, muss ein Strassenbauprojekt ausgearbeitet und durchgeführt werden. Dieser Prozess richtet sich nach den gesetzlichen Verfahren; er nimmt viel Zeit in Anspruch und erfordert sowohl finanzielle als auch personelle Ressourcen, insbesondere wenn es um den Erwerb von Grundstücken geht. In manchen Fällen kann es auch angebracht sein, in einem ersten Schritt für eine begrenzte Zeit Radstreifen anzulegen.

2019 hat die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion (neu: Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt RIMU) die im Sachplan Velo geplanten baulichen Massnahmen anhand einer Kosten-Nutzen-Analyse priorisiert. Darauf basierend wurde ein Aktionsplan erstellt.

Das MobG sieht die Ausarbeitung eines Programms für den Bau kantonaler Velowege durch die RIMU vor (Art. 36 Bst. g und 206). Dieses wird erstellt, sobald die revidierte Veloplanung von der RIMU genehmigt worden ist.

Am 1. Januar 2025 hatten die Veloanlagen auf Kantonsstrassen eine Länge von rund 132 km und setzten sich wie folgt zusammen: 119,1 km Radstreifen, 10,4 km gemischte Rad- und Fusswege, 1,5 km Radwege und 1,1 km Busspuren, auf denen Velos zugelassen sind.

Nach diesen einleitenden Worten kommt der Staatsrat zu den einzelnen Fragen.

1. Aktueller Stand der Veloweginfrastruktur

Welche Projekte zur Erweiterung und Verbesserung der Veloweginfrastruktur im Kanton Freiburg sind aktuell in Planung oder bereits im Bau? Gibt es Zielvorgaben, bis wann diese abgeschlossen sein sollen?

Die wichtigsten Projekte zur Verbesserung der sanften Mobilität bzw. des Veloverkehrs sind:

- > Sicherung des Knotens Grandfey der TransAgglo in Freiburg (öffentliche Auflage Ende 2024);
- > Ausbau der Ortsdurchfahrt von Le Pâquier (Baubeginn voraussichtlich im Frühjahr 2025);

¹ Sachplan Velo | Staat Freiburg.

² Leitbild Velo: <https://www.fr.ch/de/document/368431>.

- > Ausbau der Ortsdurchfahrt von Neyruz, Sektor West (Baubeginn voraussichtlich im Herbst 2025);
- > punktuelle Massnahmen des Sachplans Velo im See- und Sensebezirk und Sicherung des Linksabiebens an verschiedenen Stellen (Arbeiten ab Frühjahr 2025);
- > Veloverbindung Le Mouret – Le Pafuet (Baubeginn voraussichtlich im Frühjahr 2026);
- > Veloverbindung zwischen Grangeneuve und dem Agroscope-Standort in Hauterive (Arbeiten im Jahr 2025);
- > Veloverbindung zur Route de la Glâne in Villars-sur-Glâne (Baubeginn voraussichtlich im Frühjahr 2026);
- > Veloverbindung Tifers–Alterswil (Baubeginn voraussichtlich Sommer 2026);
- > Neugestaltung der Kreuzung Gérignoz in Sorens (öffentliche Auflage voraussichtlich im Sommer 2025, Baubeginn im zweitem Halbjahr 2026);
- > Sanierung der Route de Cormanon zwischen dem Kreisel Préalpes und dem Kreisel La Berra in Villars-sur-Glâne zur Verbesserung des Komforts und der Sicherheit der Velofahrenden (öffentliche Auflage im Januar 2025, Baubeginn voraussichtlich Ende 2025 / Anfang 2026);
- > Überführung für die sanfte Mobilität in Lavapesson über den Autobahnanschluss Freiburg-Nord (Wettbewerb in Vorbereitung);
- > Abschnitt der TransAgglo: Route der sanften Mobilität («Voie Verte») zwischen der Cardinal-Unterführung und Charmettes (öffentliche Auflage im Februar 2025, Bauarbeiten ab dem zweiten Halbjahr 2025).

Im Bau befinden sich derzeit die Veloanlagen:

- > auf der Route de la Parqueterie in Romont (Bauende voraussichtlich im Frühjahr 2025);
- > zwischen Corbières und Villarvolard (Bauende voraussichtlich im Sommer 2025).

2. Anbindung und Sicherheit

Wie wird sichergestellt, dass Velowege im Kanton Freiburg sicher und durchgängig sind, insbesondere an stark befahrenen Strassen und an Verbindungen zwischen den Gemeinden? Wie werden Velowege in der Peripherie gefördert? Welche Massnahmen sind vorgesehen, um die Sicherheit der Velofahrer zu gewährleisten, insbesondere im Winter?

Sicherheit

Zu den Zielen des MobG gehört «die Förderung und die Begünstigung der sanften Mobilität und der öffentlichen Verkehrsmittel sowie deren Sicherheit und Verkehrsfluss» (Art. 1 Abs. 2 Bst. b). Das Leitbild Velo sieht seinerseits vor, dass der Kanton für ein System Veloverkehr sorgt, das im gesamten Kantonsgebiet attraktiv und sicher ist.

Der Bau von Radwegen entlang stark befahrener Strassen oder auf Alternativrouten ermöglicht eine Trennung vom motorisierten Verkehr und erhöht damit die Sicherheit der Velofahrenden. Zudem erfolgt die in Punkt 2 der Einleitung erwähnte Priorisierung der Massnahmen der kantonalen Veloplanung unter Beachtung des Nachfragepotenzials, wodurch die Sicherheit einer möglichst grossen Zahl von Velofahrenden erhöht werden kann.

Das Strassenverkehrsgesetz wird regelmässig angepasst, um die Sicherheit aller Verkehrsteilnehmenden und insbesondere die der Velofahrenden zu gewährleisten. So dürfen Kinder unter 12 Jahren auf dem Trottoir fahren und die Regeln für die Benutzung eines Knotens mit Kreisverkehr wurden für die Sicherheit der Velofahrenden geändert.

Bei der Bewilligung einer Baustellensignalisation achtet die Kantonspolizei besonders auf die schwachen Verkehrsteilnehmenden und verlangt gegebenenfalls die Einrichtung von Umleitungen auf betroffenen Radwegen und -streifen.

Durchgängigkeit

Das MobG hält in Artikel 24 Abs. 1 Folgendes fest: «Velowege sind zusammenhängende und durchgehende Verkehrsverbindungen für Radfahrerinnen und -fahrer». Das Leitbild Velo verlangt, dass die Veloverbindungen «durchgehend und zusammenhängend» geführt werden. Die in Überarbeitung befindliche kantonale Veloplanung trägt dieser Forderung nach Durchgängigkeit auch betreffend Anbindung an die Velonetze der Nachbarkantone Rechnung. Die Durchgängigkeit der von den Gemeinden geplanten Velowegnetze, die das Netz der kantonalen Velowege ergänzen (Art. 44 MobG), wird im Rahmen der Ortspläne geprüft. Im Laufe der gestaffelten Realisierung dieser Netze kann die Forderung nach Durchgängigkeit vollständig erfüllt werden.

Velowege in der Peripherie

Das kantonale Velonetz wird nach seiner Realisierung eine angemessene Erschliessung des Kantonsgebiets ermöglichen. Die Realisierung der in der kantonalen Veloplanung vorgesehenen Veloplanlagen wird insbesondere aufgrund des Nachfragepotenzials priorisiert, das namentlich in den Peripherien der Agglomerationen und Städte des Kantons hoch sein kann. Darüber hinaus umfasst diese Planung die grüne Verbindung, die im Endzustand Riaz mit La Tour-de-Trême verbinden wird, und die TransAgglo mit ihren zwei Achsen für die sanfte Mobilität, welche die zehn Gemeinden der Agglomeration Freiburg miteinander verbinden: Die erste, 17 km lange Achse verbindet Avry mit Düdingen, die zweite, 16 km lange Achse verbindet Marly mit den Gemeinden Belfaux und Corminboeuf.

Schneeräumung von Velowegen

In Bezug auf die Sicherheit der Velofahrenden im Winter sieht das Leitbild Velo vor, dass der Kanton «für einen velogerechten Unterhalt der Strassen bezüglich Reinigung, Belagsqualität und Schneeräumung [sorgt]» und das MobG, dass die «Mobilitätsinfrastrukturen [...] während der verkehrsreichsten Stunden des Winters in dem Umfang begeh- oder befahrbar zu halten [sind], wie dies der oder dem Unterhaltspflichtigen zumutbar ist». Das Mobilitätsreglement (MobR) präzisiert: «Die Prioritätenordnung des Winterdienstes folgt grundsätzlich [...] [den Kategorien] der Velowege nach Artikel 26 MobG³». Das heisst, zuerst werden die Verbindungsvelowege, dann die Sammelvelowege und schliesslich die Erschliessungswege vom Schnee befreit.

3. Förderung des Veloverkehrs

Welche Strategien verfolgt der Staatsrat, um den Veloverkehr aktiv zu fördern?

Die Förderung des Veloverkehrs ist ebenfalls Bestandteil des Leitbilds Velo, aber auch des Klimaplanes und des Regierungsprogramms für die Legislaturperiode 2022–2026⁴, in dem es heisst: «Der Kanton wird beispielsweise Kursangebote oder begleitete Velotouren unterstützen, die von Vereinen oder <Werbe>-Kampagnen angeboten werden.» Der Klimaplan enthält seinerseits eine Massnahme mit dem Titel «Sensibilisierung für die Verkehrsverlagerung», welche die Finanzierung mehrerer Kampagnen zur Förderung der Velomobilität ermöglicht hat. So hat der Staat Freiburg

³ Diese Gesetzesbestimmung teilt die Velowege für den Alltagsgebrauch in drei Kategorien ein: Verbindungsvelowege, die eine verbindende Funktion zwischen Ortschaften haben; Sammelvelowege, die den Verkehr von den Zubringerstrassen zu den Verbindungsvelowegen aufnehmen; sowie Erschliessungswege, die eine Quartierzubringerfunktion haben.

⁴ [Regierungsprogramm des Staatsrates 2022–2026 | Staat Freiburg.](#)

mehrere Aktionen zur Förderung des Veloverkehrs unterstützt: begleitete Velotouren von Pro Senectute Freiburg, Kinder-Eltern-Fahrkurse von Pro Velo Freiburg, E-Bike-Kurse der Sektion Freiburg des Touring Club Schweiz, DEFI VELO von Pro Velo und IDEE 21. Er beteiligt sich aktiv an den Aktionen bike to work und Bike2school, die ebenfalls von Pro Velo organisiert werden, und unterstützt Cyclomania 2025, eine Aktion zur Förderung des Velos im urbanen Raum dieses Vereins.⁵ Zudem hat der Staat einen Katalog mit Veloausflügen im Kanton Freiburg für Schulen erstellt und einen Ideenwettbewerb zur Förderung des Velofahrens in der Freizeit im Greizerland veranstaltet.⁶

Zusätzlich betont die Kommission für Verkehrserziehung die Bedeutung des Velos in ihrem Programm. So bietet die Kantonspolizei nicht nur eine theoretische Lerneinheit über das Velofahren an, sondern auch eine praktische, die ausschliesslich diesem Thema gewidmet ist. Zudem wird das nationale Routennetz beworben. Diese Routen, wie die Herzroute, sind signalisiert, verlaufen auf Nebenstrassen und verbinden Regionen und Agglomerationen miteinander (Karte [Veloland Schweiz](#)).

4. Konkrete Anbindung im Seebezirk

Der Anbindung zwischen dem Zentrum des Seebezirks in Murten wird Rechnung getragen über extensive Velowege zwischen der Staumauer Düdingen und dem Dorf Düdingen. Gibt es Projekte die Achse komplett an Velowege anzuschliessen und einen Veloweg zwischen Gurmels und Murten zu etablieren? Gibt es ein Projekt für Velowege auf der Achse Murten–Courtepin–Freiburg?

Die Veloverbindungen Murten–Gurmels und Freiburg–Courtepin–Murten sind im Sachplan Velo enthalten. Es ist vorgesehen, sie im künftigen kantonalen Alltagsvelonetz beizubehalten. Es gibt indes derzeit keine Projekte für diese Achsen. Im Sachplan Velo liegt die Verbindung Murten–Gurmels ausserhalb der Kantonsstrasse, abgesehen von den Ortsdurchfahrten, und wurde in die Kategorie A1 «Kein velospezifischer Massnahmenbedarf mit Ausnahme spezifischer lokaler Bedürfnisse» eingeteilt. Eine weitere Priorisierung wird im Rahmen der Erarbeitung des Bauprogramms für die Velowege erfolgen, das nach der Definition des kantonalen Alltagsvelonetzes erstellt werden wird.

Was das kantonale Velowandernetz betrifft, so gibt es Routen zwischen dem Murtensee und der Agglomeration von Freiburg. Diese Verbindungen werden in der laufenden Revision höchstwahrscheinlich beibehalten.

Die beiden Netze ergänzen sich und können für den Alltags- und den Freizeitverkehr kombiniert werden.

⁵ Weitere Informationen unter [Förderung der sanften Mobilität mit Kursen und Velotouren, die vom Staat Freiburg unterstützt werden](#) | Staat Freiburg, [Home - DÉFI VÉLO](#), [bike to work](#), [Bike2school](#) | [Bike2school](#), [Cyclomania - Die nationale Velo-Challenge](#).

⁶ [Katalog für Veloausflüge im Kanton Freiburg](#) | Staat Freiburg, «Es gibt keine bessere Art, La Gruyère zu besuchen, als mit dem Velo!» | Staat Freiburg.

5. Finanzierung und Unterstützung durch den Bund

Welche finanziellen Mittel stehen zur Verfügung, um diese Projekte umzusetzen? Gibt es Unterstützung durch den Bund oder andere Förderprogramme für den Ausbau der Veloinfrastruktur? Könnte ein Bau vorbezeichneter Velowege Unterstützung durch den Bund erhalten?

Grundsätzlich gibt es keine Unterstützung des Bundes für den Bau von Velowegen, es sei denn, es handelt sich um Massnahmen eines Agglomerationsprogramms (AP)⁷ oder der Ausbau steht im Zusammenhang mit einer Autobahn oder einem Autobahnanschluss.

Die Finanzierung der Velowege durch den Staat Freiburg oder die Gemeinden ist in Artikel 171 MobG geregelt: «Die Kosten für den Bau und Ausbau von Wegen der sanften Mobilität, die von kantonalen Velowegen genutzt werden, trägt der Staat.» Und: «Die Kosten für den Bau und Ausbau von Wegen der sanften Mobilität, die von kommunalen Velowegen genutzt werden, trägt die Gemeinde.»

Nicht zuletzt kann auf den Fonds für die Sicherheit des Mobilitätsnetzes verwiesen werden, dessen Zweck insbesondere darin besteht, Massnahmen zur Verbesserung der Sicherheit des Mobilitätsnetzes zu fördern. Dieser Fonds wird von der Kommission für die Sicherheit des Mobilitätsnetzes verwaltet (Art. 162 MobG und 84 MobR). Erfüllt das Projekt die in den oben genannten Gesetzesartikeln genannten Kriterien, können bei der Kommission Subventionsanträge eingereicht werden.

⁷ Eine mögliche finanzielle Unterstützung durch den Bund erfolgt über das Programm Agglomerationsverkehr (PAV).

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Question 2024-GC-245

Demande d'amélioration et de promotion des infrastructures cyclables dans le canton de Fribourg

Auteur-e-s :	Tschümperlin Dominic / Baschung Carole
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	11.10.2024
Développement :	---
Transmission au Conseil d'Etat :	11.10.2024
Réponse du Conseil d'Etat :	08.04.2025

I. Question

Le développement et la promotion des voies cyclables jouent un rôle décisif dans la politique des transports et de l'environnement. La connexion à un réseau cyclable fonctionnel est d'une importance capitale pour toutes les régions situées en périphérie, notamment pour favoriser la mobilité à vélo entre les centres cantonaux - par exemple dans le district du Lac (axe Morat-Fribourg). Compte tenu de l'importance croissante de la mobilité durable et de la réduction des émissions de CO₂, nous souhaitons adresser les questions suivantes au Conseil d'Etat :

1. Etat actuel de l'infrastructure des voies cyclables

Quels sont les projets d'extension et d'amélioration de l'infrastructure cyclable dans le canton de Fribourg actuellement à l'étude ou déjà en construction ? Existe-t-il des objectifs quant à la date à laquelle ils doivent être terminés ?

2. Connexion et sécurité

Comment garantir que les voies cyclables sont sûres et continues dans le canton de Fribourg, en particulier sur les routes à fort trafic et les liaisons entre les communes ? Comment les voies cyclables sont-elles encouragées en périphérie ? Quelles sont les mesures prévues pour assurer la sécurité des cyclistes, notamment en hiver ?

3. Promotion du vélo

Quelles sont les stratégies le Conseil d'Etat pour promouvoir activement le vélo ?

4. Connexion concrète dans le district du Lac

La connexion entre le centre du district du Lac à Morat est prise en compte par des voies cyclables extensives entre le barrage de Düdingen et la localité de Düdingen. Existe-t-il des projets de raccordement complet de l'axe aux voies cyclables et d'aménagement d'une voie cyclable entre Gurmels et Morat ? Existe-t-il un projet de voies cyclables sur l'axe Morat - Courtepin - Fribourg ?

5. Financement et soutien de la Confédération

Quels sont les moyens financiers disponibles pour mettre en œuvre ces projets ? Existe-t-il un soutien de la Confédération ou d'autres programmes d'encouragement pour le développement de l'infrastructure cyclable ? La construction des voies cyclables susmentionnées pourrait-elle bénéficier d'un soutien de la Confédération ?

II. Réponse du Conseil d'Etat

1. Planification cyclable cantonale

En préambule, le Conseil d'Etat rappelle qu'il mène depuis plusieurs années une politique visant à se doter d'un réseau cyclable cantonal continu, sûr et attractif. Il a révisé une première fois sa planification cyclable, rebaptisée plan sectoriel vélo¹, en 2018. Elle définit le réseau cyclable cantonal utilitaire (destiné aux déplacements à vélo quotidiens notamment des pendulaires) et de loisirs et comprend la Stratégie vélo², validée par le Conseil d'Etat le 6 juin 2011 et modifiée en 2018. Cette planification est en cours de révision afin de la mettre en conformité avec la loi fédérale sur les voies cyclables du 18 mars 2022, la loi cantonale sur la mobilité (LMob) du 5 novembre 2021 et le plan directeur cantonal révisé en 2019. Elle entrera en vigueur en 2026.

Le réseau cyclable cantonal utilitaire tel que planifié dans le plan sectoriel vélo de 2018, mesure environ 710 km, dont 160 le long de routes communales. Sur les 550 km d'itinéraires situés le long de routes cantonales, 290 km nécessitent des mesures constructives auxquels s'ajoutent 35 km le long de routes communales. Cela représente 325 km d'aménagements pour le vélo (estimés grossièrement à 157 millions de francs) réalisés par étapes.

2. Réalisation de la planification cyclable cantonale

Lors d'assainissement ou de travaux d'entretien d'un tronçon routier cantonal, l'aménagement de voies cyclables est systématiquement analysé. Si un tel aménagement est prévu dans la planification cyclable cantonale et qu'il peut être intégré dans le gabarit existant de la route, il est réalisé, en général par le marquage de bandes. Lorsque la largeur du domaine public ne permet pas de réaliser les bandes ou pistes cyclables planifiées ou que le plan sectoriel prévoit explicitement des mesures constructives, le processus de développement d'un projet d'aménagement routier est nécessaire. Ce processus respecte les procédures légales ; il prend du temps et nécessite des ressources financières et humaines, notamment lorsqu'il s'agit d'acquérir des terrains. Dans certains cas, il peut être judicieux de réaliser, dans une première étape et de manière transitoire, des bandes cyclables.

La Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement (DIME) a procédé en 2019 à une priorisation des mesures constructives planifiées dans le plan sectoriel vélo en fonction d'une analyse utilité/coûts. Cette analyse a permis d'établir un plan d'action.

La LMob prévoit également l'élaboration par la DIME d'un programme de construction des voies cyclables cantonales (art. 36 let g et art. 206). Il sera élaboré une fois la révision de la planification cyclable approuvée par la DIME.

A noter qu'au 1^{er} janvier 2025, les aménagements cyclables situés sur des routes cantonales mesuraient environ 132 km : 119,1km de bandes cyclables, 10,4 km de pistes mixtes cycles et piétons, 1,5 km de pistes cyclables et 1,1 km de voies de bus autorisées aux cycles.

Cela étant précisé, le Conseil d'Etat répond comme suit aux questions posées par les Députés Dominic Tschümperlin et Carole Baschung.

¹ [Plan sectoriel vélo | Etat de Fribourg](#).

² Stratégie vélo : <https://www.fr.ch/document/368431>.

1. Etat actuel de l'infrastructure des voies cyclables

Quels sont les projets d'extension et d'amélioration de l'infrastructure cyclable dans le canton de Fribourg actuellement à l'étude ou déjà en construction ? Existe-t-il des objectifs quant à la date à laquelle ils doivent être terminés ?

Les principaux projets d'aménagements de mobilité douce ou cyclables sont :

- > Sécurisation du carrefour Grandfey de la TransAgglo à Fribourg (mise à l'enquête fin 2024),
- > Réaménagement de la traversée du Pâquier (démarrage des travaux prévu au printemps 2025),
- > Réaménagement de la traversée de Neyruz, secteur ouest (démarrage des travaux prévu en automne 2025),
- > Mesures ponctuelles du plan sectoriel vélo dans les districts du Lac et de la Singine et sécurisation de divers tourner-à-gauche (travaux dès le printemps 2025),
- > Liaison cyclable Le Mouret – Le Pafuet (travaux prévus dès le printemps 2026),
- > Liaison cyclable entre le site de Grangeneuve et le site de l'Agroscope à Hauterive (travaux en 2025),
- > Liaison cyclable à la route de la Glâne à Villars-sur-Glâne (travaux prévus dès le printemps 2026),
- > Liaison cyclable Tafers – Alterswil (travaux prévus dès l'été 2026),
- > Réaménagement du carrefour du Gérignoz à Sorens (mise à l'enquête prévue durant l'été 2025, travaux dès le deuxième semestre 2026),
- > Requalification de la Route de Cormanon entre le giratoire des Préalpes et celui de La Berra à Villars-sur-Glâne afin d'améliorer le confort et la sécurité des cyclistes (mise à l'enquête janvier 2025, travaux dès fin 2025/début 2026),
- > Passerelle de mobilité douce de Lavapesson par-dessus la jonction autoroutière Fribourg-Nord (concours en préparation),
- > Tronçon de la TransAgglo : voie de mobilité douce appelée « Voie verte » entre le passage du Cardinal et Charmettes (mise à l'enquête en février 2025, travaux dès le deuxième semestre 2025).

Les aménagements cyclables en cours de réalisation sont situés :

- > A la route de la Parqueterie à Romont (fin prévue au printemps 2025)
- > Entre Corbières et Villarvolard (fin prévue en été 2025).

2. Connexion et sécurité

Comment garantir que les voies cyclables sont sûres et continues dans le canton de Fribourg, en particulier sur les routes à fort trafic et les liaisons entre les communes ? Comment les voies cyclables sont-elles encouragées en périphérie ? Quelles sont les mesures prévues pour assurer la sécurité des cyclistes, notamment en hiver ?

Sécurité

L'un des buts de la LMob est « de favoriser et d'encourager la mobilité douce ainsi que l'usage des transports collectifs et d'assurer leurs sécurité et fluidité » (art. 1 al. 2). La Stratégie vélo prévoit également que le canton s'emploie « à créer un « environnement vélo » sûr et attrayant sur l'ensemble du territoire cantonal ».

L'aménagement de pistes cyclables le long des routes à fort trafic ou sur des itinéraires alternatifs permet une séparation avec le trafic motorisé et donc une meilleure sécurité des cyclistes. Par ailleurs la priorisation des mesures de la planification cyclable cantonale, mentionnée au point 2 du

préambule, est faite en fonction du potentiel d'utilisatrices et d'utilisateurs ce qui permet d'avoir un impact sécuritaire sur un grand nombre de cyclistes.

La loi sur la circulation routière est régulièrement adaptée dans le but d'assurer la sécurité de tous les usagers et notamment les cyclistes. En effet, les enfants de moins de 12 ans peuvent circuler sur les trottoirs et les règles d'utilisation d'un carrefour à sens giratoire ont été modifiées pour la sécurité des cyclistes.

Lors de l'établissement des autorisations de signalisation de chantiers, la Police cantonale porte une attention particulière aux usagers dits faibles et exige le cas échéant la mise en place de déviation sur les pistes ou bandes cyclables qui devraient être impactées.

Continuité

La LMob stipule que « les voies cyclables sont des liaisons interconnectées et continues destinées aux cyclistes » (art. 24, al. 1) et la Stratégie vélo que le réseau cyclable cantonal « doit être continu pour lui-même et assurer la continuité avec les autres réseaux cyclables ». La planification cyclable cantonale en cours de révision tient compte de cette exigence de continuité, y compris avec les réseaux cyclables des cantons voisins. La continuité du réseau cyclable planifié par les communes, qui « complète celui des voies cyclables cantonales » (art. 44 LMob), est examinée dans le cadre des plans d'aménagements locaux. La réalisation échelonnée de ces réseaux permettra à terme de satisfaire à l'exigence de continuité.

Voies cyclables en périphérie

Le réseau cyclable cantonal permettra, une fois réalisé, une desserte adéquate du territoire fribourgeois. La priorisation de la réalisation des aménagements cyclables prévus dans la planification cyclable cantonale se fait notamment en fonction du potentiel d'utilisatrices et d'utilisateurs qui peut être élevé dans les périphéries des agglomérations et des villes du canton. En outre, cette planification comprend la Voie Verte qui reliera à terme Riaz à La Tour-de-Trême et la TransAgglo. La TransAgglo est composée de deux axes de mobilité douce qui relieront les dix communes de l'Agglomération de Fribourg : le premier axe de 17 km reliera Avry et Düdingen ; le deuxième axe de 16 km reliera Marly aux communes de Belfaux et Corminboeuf.

Déneigement des voies cyclables

En ce qui concerne la sécurité des cyclistes en hiver, la Stratégie vélo prévoit que « le canton veille à ce que l'entretien courant des routes tienne compte des besoins des cyclistes, tant au niveau du nettoyage de la voirie que de la qualité des revêtements ou du déneigement » et la LMob que « les infrastructures de mobilité sont maintenues praticables dans les heures les plus fréquentées en hiver dans la mesure pouvant être exigée de celui ou celle à qui en incombe l'entretien ». Le règlement cantonal sur la mobilité (RMob) précise que « l'ordre de priorité du service hivernal suit en principe la typologique [...] des voies cyclables selon art. 26 LMob »³. C'est-à-dire d'abord les voies cyclables de liaison avec forte fonction de lien entre les localités, puis les voies cyclables collectrices et finalement, les voies de desserte.

³ Cet article classe les voies cyclables en voies cyclables de liaison et en voies cyclables collectrices.

3. *Promotion du vélo*

Quelles sont les stratégies le Conseil d'État pour promouvoir activement le vélo ?

La promotion du vélo fait également partie de la Stratégie vélo mais aussi du Plan climat et du Programme gouvernemental de la législature 2022-2026⁴. Ce programme précise que « le canton soutiendra par exemple des offres de cours ou de balades accompagnées proposées par des associations ou des campagnes « promotionnelles » ». Le Plan climat contient quant à lui une mesure intitulée « Sensibilisation au transfert modal » qui a permis le financement de plusieurs campagnes de promotion de la mobilité cyclable. L'Etat de Fribourg a donc soutenu plusieurs actions de promotion du vélo : balades à vélo accompagnées de Pro Senectute Fribourg, cours de conduite cycliste enfants-parents de PRO VELO Fribourg, cours e-bike de la Section Fribourg du Touring Club Suisse (TCS-Fribourg), Défi Vélo de PRO VELO et d'IDEE 21. Il participe activement à bike to work et bike to school organisés également par PRO VELO et en 2025 il soutient Cyclomania, une action de promotion du vélo en milieu urbain de cette association.⁵ Par ailleurs il a élaboré un catalogue d'excursions à vélo dans le canton de Fribourg pour les écoles et organisé un concours d'idées pour encourager la pratique du vélo dans le cadre des loisirs en Gruyère⁶.

De plus, la Commission d'éducation routière a mis en avant l'importance des cycles dans son programme. En effet, la Police cantonale intervient pour non seulement une leçon théorique axée sur le vélo, mais également pour une leçon pratique uniquement sur cette thématique. Le réseau des itinéraires nationaux est également promu. Ces itinéraires, tels que la Route du Cœur, sont signalés et empruntent les routes secondaires pour permettre de relier régions et agglomérations (lien : [swiss map geo admin / la suisse à vélo](#)).

4. *Connexion concrète dans le district du Lac*

La connexion entre le centre du district du Lac à Morat est prise en compte par des voies cyclables extensives entre le barrage de Düdingen et la localité de Düdingen. Existe-t-il des projets de raccordement complet de l'axe aux voies cyclables et d'aménagement d'une voie cyclable entre Gurmels et Morat ? Existe-t-il un projet de voies cyclables sur l'axe Morat - Courtepin – Fribourg ?

Les liaisons cyclables Morat – Gurmels et Fribourg – Courtepin – Morat figurent dans le plan sectoriel vélo. Il est prévu de les maintenir dans le futur réseau cyclable cantonal utilitaire. Actuellement ces axes ne font cependant pas l'objet de projets. D'ailleurs dans le Plan sectoriel vélo la liaison Morat - Gurmels est situé en dehors de la route cantonale, sauf pour les traversées des localités, et est en catégorie A1 « Aucun aménagement spécifique nécessaire sauf nécessité locale particulière ». Une nouvelle priorisation sera effectuée dans le cadre de l'élaboration du programme de construction des voies cyclables qui sera établi après la définition du réseau cyclable cantonal utilitaire.

⁴ [Le programme gouvernemental 2022-2026 | Etat de Fribourg](#).

⁵ Plus d'informations sous [Promotion de la mobilité douce : des cours et balades soutenus par l'Etat de Fribourg | Etat de Fribourg](#), [Accueil - DÉFI VÉLO](#), [bike to work](#), [Bike2school | Bike2school](#), [Cyclomania - le défi cycliste national](#).

⁶ [Catalogue d'excursions à vélo dans le canton de Fribourg | Etat de Fribourg](#), [« Il n'y a pas de meilleure manière de visiter la Gruyère qu'à vélo ! » | Etat de Fribourg](#).

En ce qui concerne le réseau cantonal de cyclotourisme, il existe des itinéraires entre le lac de Morat et l'agglomération de Fribourg. Ces liaisons seront très certainement maintenues dans la révision en cours.

A noter que ces deux réseaux sont complémentaires et l'utilisation des itinéraires peut être combinée aussi bien pour les déplacements quotidiens que pour ceux effectués dans le cadre des loisirs.

5. *Financement et soutien de la Confédération*

Quels sont les moyens financiers disponibles pour mettre en œuvre ces projets ? Existe-t-il un soutien de la Confédération ou d'autres programmes d'encouragement pour le développement de l'infrastructure cyclable ? La construction des voies cyclables susmentionnées pourrait-elle bénéficier d'un soutien de la Confédération ?

Il n'y a en principe pas de soutien de la Confédération pour la réalisation de voies cyclables, sauf s'il s'agit de mesures d'un projet d'agglomération (PA)⁷ ou si l'aménagement est en lien avec une autoroute ou une jonction autoroutière.

Le financement par l'Etat de Fribourg ou par les communes des aménagements cyclables est réglé par la LMob : « les frais de construction et de réaménagement des chemins de mobilité douce empruntés par des voies cyclables cantonales sont à la charge de l'Etat » alors que « les frais de construction et de réaménagement des chemins de mobilité douce empruntés par des voies cyclables communales sont à la charge de la commune » (LMob art. 171).

Il sied également de préciser qu'un fonds de sécurité du réseau de mobilité est constitué et a pour but notamment d'encourager les mesures visant à améliorer la sécurité du réseau de mobilité. Sa gestion est confiée à la Commission de sécurité du réseau de mobilité (LMob art.162 et RMob art. 84). Si le projet répond aux critères cités dans les articles de loi ci-dessus, des demandes de subventionnement peuvent lui être soumises.

⁷ Un éventuel soutien financier de la Confédération se fait à travers le Programme en faveur du trafic d'agglomération (PTA)

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Question 2024-GC-247

Setzt unser Kanton alles daran, um die Aktivitäten der ETH Lausanne in der BlueFactory auszubauen?

Urheber/in:	Wicht Jean-Daniel, Galley Liliane
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	16.10.2024
Begründung:	---
Überweisung an den Staatsrat:	16.10.2024
Antwort des Staatsrats:	24.03.2025

I. Anfrage

Unser Kanton verfügt über ein enormes Potenzial im Bereich der Forschung und Innovation, dies dank seiner sehr leistungsfähigen KMU, aber auch dank seiner Hochschulen, wie der Hochschule für Technik und Architektur Freiburg (HTA-FR) und der Universität Freiburg (Unifr).

Anlässlich einer am 9. Oktober 2024 vom Nachhaltigkeitsklub des Grossen Rats organisierten Veranstaltung haben der Vizepräsident der ETH Lausanne und der operative Leiter des Smart Living Lab (SLL) eine Grossratsdelegation in der BlueFactory empfangen. Wir konnten uns von der Dynamik der Forscherinnen und Forscher sowie der Professorinnen und Professoren der ETH Lausanne, der HTA-FR und der Unifr überzeugen, die im SLL in ihrem jeweiligen Forschungs- und Kompetenzbereich, insbesondere im Bauwesen tätig sind.

Unser Kanton könnte mit ein wenig Ehrgeiz, Dynamik und der nötigen finanziellen Unterstützung zu einem Vorzeigekanton für die Nachhaltigkeit der bebauten Umwelt werden - und das weit über die Kantonsgrenzen hinaus!

Vor mehr als zehn Jahren hat sich die ETH Lausanne mit der Gründung des Smart Living Labs auf dem BlueFactory-Gelände niedergelassen. Die ETH Lausanne will ihre Präsenz durch neue Forscherinnen und Forscher verstärken und ihre Mitarbeiterzahl sogar vervierfachen. Im Gegensatz zu anderen Westschweizer Kantonen tut sich Freiburg schwer damit, vorteilhafte Bedingungen für die Erweiterung der ETH Lausanne und der HTA-FR auf dem BlueFactory-Gelände zu bieten. Das neue Gebäude des Smart Living Lab ist leider noch nicht erbaut und das Vorhaben, die Forschung zu stärken, indem der Studiengang Architektur der HTA-FR auf dem BlueFactory-Gelände angesiedelt wird, da er auf der Perolles-Ebene zu wenig Platz hat und auf mehrere Standorte verteilt ist, ist auch noch nicht aktuell!

Die Zeitschrift Bilan stellte kürzlich einen Vergleich zwischen der Entwicklung des Walliser und des Freiburger Standorts auf, der nicht zum Vorteil unseres Kantons ausfiel.

Wir bitten deshalb den Staatsrat, folgende Fragen innerhalb der gesetzlichen Frist zu beantworten:

1. Setzt der Staatsrat alles daran, dass das SLL sein Forschungsgebäude im Jahr 2027 beziehen kann?
2. Wird das Silo angesichts seiner Integration in das zukünftige SLL-Gebäude ebenfalls renoviert werden? Wenn ja, innert welcher Frist? Wenn nein, warum?

3. Wenn man den Kanton Wallis zum Vergleich heranzieht, weshalb verzögert sich die Entwicklung der Aktivitäten der ETH Lausanne auf dem BlueFactory-Gelände?
4. Wird das neue Gebäude Platz für die neuen Forschungslehrstühle bieten, die die ETH Lausanne dort einrichten möchte?
5. Ist die Finanzierung dieser Lehrstühle mit der ETH Lausanne geregelt? Wenn nein, warum?
6. Ist der Plan, den Studiengang Architektur der HTA-FR in der Nähe der Forscherinnen und Forscher der ETH Lausanne anzusiedeln, noch aktuell? Wenn ja, wie ist der Stand des Projekts in Bezug auf die Fristen und Kosten? Wenn nein, was sind die Gründe dafür und wie sehen die Pläne des Staatsrats aus, um den Bedürfnissen der HTA-FR gerecht zu werden?

II. Antwort des Staatsrats

Einleitend möchte der Staatsrat daran erinnern, dass das Smart Living Lab (SLL) ein Forschungs- und Entwicklungszentrum ist, das sich der Zukunft der bebauten Umwelt und des nachhaltigen Bauens widmet. Seine Aktivitäten konzentrieren sich auf die Themenbereiche Architektur, Wohnkomfort und Wohnergonomie, Energieeffizienz und digitalen Wandel. Dieses Labor führt interdisziplinäre Forschungsprojekte durch, bei denen Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler gemeinsam mit Unternehmen Versuche unter realen Bedingungen vornehmen.

Das Smart Living Building (SLB) hingegen ist ein einzigartiges Bauvorhaben, das skalierbar ist und als Demonstrationsobjekt dient. Das Gebäude wird sich zum strategischen Zentrum der ETH Lausanne in Freiburg entwickeln. Die Präsenz der ETH Lausanne in Freiburg mit diesem spezifischen Fokusthema macht Sinn, da der Bausektor im Freiburger Wirtschaftsgefüge stark vertreten ist.

Das 2014 gegründete SLL vereint unter sich das Fachwissen der ETH Lausanne, der Hochschule für Technik und Architektur Freiburg (HTA-FR) und der Universität Freiburg (Unifr) und baut seine Forschungstätigkeit im bluefactory-Innovationsquartier aus. Das SLL ermöglicht es dem Kanton Freiburg, sein Image dauerhaft mit der Marke und dem globalen Netzwerk der ETH Lausanne zu verbinden. Es spielt auch eine Schlüsselrolle im Swiss Innovation Park (SIP) durch seine Teilnahme am Westschweizer SIP West in der bluefactory zusammen mit dem EPFL Innovation Park, dem Biopôle in Lausanne, dem Campus Biotech in Genf, Microcity in Neuenburg und Energypolis in Sitten.

Schliesslich ist zu betonen, dass der Baubereich für einen sehr grossen Teil der Treibhausgasemissionen verantwortlich ist. Dieses ehrgeizige Projekt ermöglicht es dem Kanton, einen bedeutenden Einfluss auf die Nachhaltigkeit und den Klimaschutz zu nehmen, indem er zur Entwicklung eines Zentrums von weltweiter Bedeutung beiträgt, das sich dem nachhaltigen Bauen widmet.

Dies vorausgeschickt, beantwortet der Staatsrat die gestellten Fragen wie folgt:

1. *Setzt der Staatsrat alles daran, dass das SLL sein Forschungsgebäude im Jahr 2027 beziehen kann?*

Ja. Die Bauarbeiten haben begonnen und das Gebäude wird voraussichtlich Anfang 2027 geliefert.

2. *Wird das Silo angesichts seiner Integration in das zukünftige SLL-Gebäude ebenfalls renoviert werden? Wenn ja, innert welcher Frist? Wenn nein, warum?*

Das Silo wird renoviert werden, der Zeitpunkt ist aber derzeit nicht bekannt und hängt vom Abschluss des Finanzplans des Projekts ab. Zur Erinnerung: Der Gewinner der Ausschreibung des Architekturauftrags für das Silo wurde im Sommer 2023 bekannt gegeben, es handelt sich um ein Freiburger Architekturbüro.

Abschliessend wird darauf hingewiesen, dass die Projekte SLB und Silo nicht miteinander verknüpft sind.

3. *Wenn man den Kanton Wallis zum Vergleich heranzieht, weshalb verzögert sich die Entwicklung der Aktivitäten der ETH Lausanne auf dem BlueFactory-Gelände?*

Die Projektplanung musste jedoch aufgrund verschiedener Faktoren vor allem politisch-rechtlicher Art mehrfach angepasst werden, wie etwa aufgrund eines parlamentarischen Finanzreferendums, einer kantonalen Volksabstimmung und verschiedener Beschwerden. Das Bauprojekt des SLB musste seinerseits insbesondere aufgrund von Auflagen, an die die Baubewilligung geknüpft ist, technisch zwingenden Anpassungen unterzogen werden. Diese Anpassungen führten zu einem erhöhten Risiko von Mehrkosten, deren Finanzierung gesichert werden musste, um dem Bauherrn die nötigen Garantien für die Fortsetzung der Arbeiten zu geben. Diese verschiedenen Faktoren sowie die Entwicklungsfähigkeit des Projekts erklären die Verzögerung bei der Entwicklung des Campus. Dies vorausgeschickt, ist die Partnerschaft mit der ETH Lausanne für den Kanton wichtig, auch um einen wirkungsvollen Technologietransfer zwischen der ETH Lausanne und der Freiburger Industrie zu erzielen.

4. *Wird das neue Gebäude Platz für die neuen Forschungslehrstühle bieten, die die ETH Lausanne dort einrichten möchte?*

Ja. Nach zehnjähriger Existenz in Freiburg durchläuft der Campus eine entscheidende Phase, die eine Intensivierung der Aktivitäten erfordert, um eine ausreichende Grösse zu erreichen, die etwa bei zehn Lehrstühlen liegt. Derzeit und gemäss der 2014 unterzeichneten Vereinbarung finanziert der Kanton zwei Lehrstühle und die Hälfte des Lehrstuhls eines Gastprofessors. Die ETH Lausanne finanziert ihrerseits zwei Lehrstühle. Der Staatsrat des Kantons Freiburg und die ETH Lausanne haben folglich beschlossen, ihre Zusammenarbeit für die Entwicklung des EPFL-Campus in Freiburg auszuweiten und dort die Forschung im Bereich der gebauten Umwelt zu verstärken. Eine Grundsatzvereinbarung wurde am 29. Oktober unterzeichnet und ist Gegenstand einer Medienmitteilung. Diese Verstärkung folgt auf die Gründung des neuen *Centre for Worldwide Sustainable Construction (CWSC)* der ETH Lausanne, dessen Aktivitäten sowohl in Lausanne als auch in Freiburg mit einem Netzwerk von Partnern auf internationaler Ebene entwickelt werden. Sechs neue Lehrstühle werden nach und nach eingerichtet, so dass es auf dem EPFL-Campus Freiburg bis 2030 insgesamt 10 Lehrstühle geben wird.

5. *Ist die Finanzierung dieser Lehrstühle mit der ETH Lausanne geregelt? Wenn nein, warum?*

In der unter Punkt 4 erwähnten Grundsatzvereinbarung ist vorgesehen, dass sich die ETH Lausanne zur Finanzierung der nächsten beiden Lehrstühle (Lehrstühle 5 und 6) verpflichtet. Die ETH Lausanne plant, anschliessend den Lehrstuhl 7 zu finanzieren, dann wird der Kanton den Lehrstuhl 8 finanzieren, die ETH Lausanne plant, den Lehrstuhl 9 zu finanzieren und der Kanton wird den Lehrstuhl 10 finanzieren. Diese Finanzierungen werden im Rahmen der verfügbaren Mittel erfolgen.

6. *Ist der Plan, den Studiengang Architektur der HTA-FR in der Nähe der Forscherinnen und Forscher der ETH Lausanne anzusiedeln, noch aktuell?*

Ja. Der Staatsrat möchte betonen, dass dieses Projekt Priorität hat, da es den Architekturstudiengang an einem einzigen Standort zusammenführen wird. Es ist vorgesehen, dass der Staatsrat dem Grossen Rat demnächst einen Dekretsentwurf über einen Studienkredit für die Renovierung und Sanierung der Grauen Halle auf dem bluefactory-Gelände in Freiburg für den Studiengang Architektur der Hochschule für Technik und Architektur (HTA-FR) vorlegt.

a) Wenn ja, wie ist der Stand des Projekts in Bezug auf die Fristen und Kosten?

Der vorläufige Zeitplan des Projekts sieht mehrere Meilensteine vor, darunter insbesondere:

- > Die Unterbreitung eines Antrags auf einen Studienkredit beim Grossen Rat;
- > Die Durchführung eines SIA-Wettbewerbs in zwei Phasen;
- > Die Entwicklung des Projekts vor Beginn der Arbeiten;
- > Die Unterbreitung eines Antrags auf einen Verpflichtungskredit beim Grossen Rat gefolgt von einer Volksabstimmung;
- > Der Beginn und die Durchführung der Arbeiten bis zur Übergabe des Bauwerks.

All diese Etappen sollten bis 2032 abgeschlossen sein. Was die Kosten des Projekts betrifft, die derzeit geschätzt werden, kann sich der Staatsrat zum jetzigen Zeitpunkt nicht äussern.

b) Wenn nein, was sind die Gründe dafür und wie sehen die Pläne des Staatsrats aus, um den Bedürfnissen der HTA-FR gerecht zu werden?

In Anbetracht der obigen Ausführungen ist diese Frage gegenstandslos.

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Question 2024-GC-247

Notre canton met-il tout en œuvre pour développer les activités de l'EPFL à BlueFactory ?

Auteur-e-s :	Wicht Jean-Daniel, Galley Liliane
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	16.10.2024
Développement :	---
Transmission au Conseil d'Etat :	16.10.2024
Réponse du Conseil d'Etat :	24.03.2025

I. Question

Notre canton dispose d'un énorme potentiel dans la recherche et l'innovation grâce à ses PME très performantes mais aussi à ses hautes écoles, la Haute Ecole d'Ingénierie et d'Architecture Fribourg (ci-après : HEIA-FR) et l'Université de Fribourg (ci-après : UNIFR).

Le 9 octobre 2024, lors d'un événement organisé par le Club de la durabilité du Grand Conseil, une délégation de députés a été reçue par le vice-président de l'EPFL et le directeur opérationnel du Smart Living Lab (ci-après : SLL) sur le site de BlueFactory. Nous avons pu constater le dynamisme des chercheurs et des professeurs de l'EPFL, de la HEIA-FR et de l'UNIFR travaillant au SLL, dans leurs filières de recherches et de compétences, notamment dans le domaine de la construction.

Notre canton, avec un peu d'ambition, de dynamisme et avec le soutien financier nécessaire, pourrait devenir un pôle phare de la durabilité de l'environnement bâti, et ceci bien au-delà des frontières cantonales !

Voilà plus de 10 ans que l'EPFL a pris ses quartiers sur le site de BlueFactory à l'occasion de la création du Smart Living Lab. La volonté de l'EPFL est de renforcer sa présence au travers de nouveaux chercheurs, voire de quadrupler ses effectifs. Contrairement à d'autres cantons romands, Fribourg peine à offrir des conditions favorables à l'extension de l'EPFL et à l'HEIA-FR sur le site de BlueFactory. Le nouveau bâtiment du Smart Living Lab n'est malheureusement pas encore construit et l'idée de renforcer la recherche en installant la filière d'architecture de l'HEIA-FR sur le site de BlueFactory, à l'étroit sur le plateau de Pérolles et répartie sur plusieurs sites, n'est pas encore d'actualité !

Le magazine Bilan faisait d'ailleurs récemment état d'un comparatif entre le développement des sites valaisans et fribourgeois, comparatif qui n'est pas à l'avantage de notre canton.

Dès lors, nous remercions le Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes dans le délai légal :

1. Le Conseil d'Etat met-il tout en œuvre pour permettre au SLL de disposer de son bâtiment de recherche en 2027 ?
2. Le silo, vu son intégration au futur bâtiment du SLL, va-t-il être également rénové ? Si oui, dans quel délai ? Si non, pour quelles raisons ?

3. Si l'on prend le canton du Valais en comparaison, quelles sont les raisons du retard pris dans le développement des activités de l'EPFL sur le site de BlueFactory ?
4. Ce nouveau bâtiment permettra-t-il de recevoir les nouvelles chaires de recherche que l'EPFL souhaite y installer ?
5. Le financement de ces chaires est-il finalisé avec l'EPFL ? Si non, pourquoi ?
6. Le projet d'installer la filière d'architecture de l'HEIA-FR, proche des chercheurs de l'EPFL, est-il toujours d'actualité ? Si oui, quel est l'état du projet dans le domaine des délais et des coûts ? Si non, quelles en sont les raisons et quelle est la vision du Conseil d'Etat pour répondre aux besoins de la HEIA-FR ?

II. Réponse du Conseil d'Etat

En préambule, le Conseil d'Etat se permet de rappeler que le Smart Living Lab (SLL) est un centre de recherche et développement dédié au futur de l'environnement bâti et la construction durable. Ses activités s'articulent autour des thématiques de l'architecture, le confort et l'ergonomie de l'habitation, l'efficacité énergétique et la transformation numérique. Ce laboratoire vivant implémente des projets de recherche interdisciplinaires grâce à une expérimentation en conditions réelles impliquant des scientifiques et des entreprises.

Le Smart Living Building (SLB) est, quant à lui, un projet de bâtiment unique en son genre, évolutif et servant de démonstrateur. Le bâtiment est appelé à devenir le centre névralgique de l'EPFL à Fribourg. La présence de l'EPFL à Fribourg avec cette focale spécifique est en parfaite adéquation avec l'importance du secteur de la construction et du bâtiment dans le tissu économique fribourgeois.

Fondé en 2014, le SLL rassemble l'expertise de l'EPFL, de la Haute école d'ingénierie et d'architecture de Fribourg (HEIA-FR) et de l'Université de Fribourg (UNIFR) et développe ses activités de recherche dans le quartier d'innovation de bluefactory. Le SLL permet à Fribourg de lier durablement son image à la marque et au réseau mondial EPFL. Il joue également un rôle clé dans le Swiss Innovation Park (SIP), en participant au SIP West de Suisse occidentale à bluefactory, aux côtés de l'EPFL Innovation Park et du Biopôle à Lausanne, Campus Biotech à Genève, Microcity à Neuchâtel et Energypolis à Sion.

Enfin, il convient de souligner que le domaine de la construction est responsable d'une part très importante des émissions de gaz à effet de serre. Ce projet ambitieux permet au canton d'avoir un impact significatif en matière de durabilité et de protection du climat, en contribuant au développement d'un centre d'importance mondiale dédié à la construction durable.

Le contexte étant précisé, le Conseil d'Etat répond comme suit aux questions des députés :

1. *Le Conseil d'Etat met-il tout en œuvre pour permettre au SLL de disposer de son bâtiment de recherche en 2027 ?*

Oui. L'ouverture du chantier a eu lieu et la livraison du bâtiment est prévue pour début 2027.

2. *Le silo, vu son intégration au futur bâtiment du SLL, va-t-il être également rénové ? Si oui, dans quel délai ? Si non, pour quelles raisons ?*

Le silo va bien être rénové, la date n'est pas connue à ce jour et est soumise au bouclage financier du projet. Pour rappel, le lauréat de l'appel d'offre pour la mission d'architecte sur le silo a été désigné à l'été 2023, il s'agit d'un bureau fribourgeois.

Enfin, il convient de préciser que les dossiers SLB et silo ne sont pas liés.

3. *Si l'on prend le canton du Valais en comparaison, quelles sont les raisons du retard pris dans le développement des activités de l'EPFL sur le site de BlueFactory ?*

La planification du projet a connu des modifications dues à divers facteurs, notamment des enjeux politico-juridiques tels qu'un référendum parlementaire financier, une votation populaire cantonale, et des recours. De même, le projet de construction du SLB a été soumis à des contraintes techniques notamment en lien avec les adaptations obligatoires requises par des exigences du permis de construire. Ces contraintes ont induit des risques de surcoûts dont il a fallu anticiper le financement afin de donner au maître d'ouvrage les garanties nécessaires pour poursuivre les travaux. Ces différents facteurs ainsi que l'évolutivité du projet expliquent le retard pris dans le développement du campus. Ce partant, le partenariat avec l'EPFL est important pour le canton, aussi dans l'objectif d'assurer un transfert technologique impactant entre l'EPFL et le tissu industriel fribourgeois.

4. *Ce nouveau bâtiment permettra-t-il de recevoir les nouvelles chaires de recherche que l'EPFL souhaite y installer ?*

Oui. Après une décennie d'établissement à Fribourg, le campus traverse une phase cruciale nécessitant une intensification des activités pour atteindre la masse critique estimée à dix chaires. Actuellement et selon la convention signée en 2014, le canton finance deux chaires de professeurs et une demi-chaire de professeur invité. L'EPFL finance pour sa part deux chaires. Le Conseil d'État du canton de Fribourg et l'EPFL ont ainsi décidé d'étendre leur collaboration pour le développement du campus EPFL Fribourg en y renforçant la recherche sur l'environnement bâti. Un accord de principe a été signé le 29 octobre dernier à cet égard, et fait d'ailleurs l'objet d'un communiqué de presse. Ce renforcement fait suite à la création du nouveau Centre mondial pour la construction durable (CWSC) de l'EPFL, dont les activités se développent à la fois à Lausanne et à Fribourg, et avec un réseau de partenaires à l'international. Six nouvelles chaires seront progressivement créées, portant à 10 le nombre de chaires académiques du campus EPFL Fribourg à l'horizon 2030.

5. *Le financement de ces chaires est-il finalisé avec l'EPFL ? Si non, pourquoi ?*

Dans le cadre de l'accord de principe évoqué au point 4, il est prévu que l'EPFL s'engage à financer les deux chaires suivantes (chaires 5-6). L'EPFL planifie de financer la chaire 7, puis le canton financera la chaire 8, l'EPFL planifie de financer la chaire 9 et le canton financera la chaire 10 ; lesdits financements se feront dans le cadre des moyens à disposition.

6. *Le projet d'installer la filière d'architecture de l'HEIA-FR, proche des chercheurs de l'EPFL, est-il toujours d'actualité ?*

Oui. Le Conseil d'Etat tient à souligner que ce projet est prioritaire, car il permettrait de regrouper la filière d'architecture sur un seul et unique site. Il est prévu que le Conseil d'Etat adresse prochainement au Grand Conseil un projet de décret relatif à un crédit d'études pour la rénovation et la réhabilitation de la Halle Grise pour la filière d'Architecture de la Haute école d'ingénierie et d'architecture (HEIA-FR) sur le site de Bluefactory à Fribourg.

a) Si oui, quel est l'état du projet dans le domaine des délais et des coûts ?

Le calendrier prévisionnel du projet prévoit plusieurs étapes clés dont notamment :

- > La soumission d'une demande de crédit d'étude au Grand Conseil ;
- > L'organisation d'un concours SIA en deux phases ;
- > Le développement du projet avant le début des travaux ;
- > La soumission d'une demande de crédit d'engagement au Grand Conseil suivie d'une votation populaire ;
- > Le lancement des travaux, la réalisation de l'ouvrage et sa remise finale.

L'ensemble de ces étapes devrait être finalisé d'ici 2032. En ce qui concerne les coûts du projet, en cours d'estimation, le Conseil d'Etat n'est pas en mesure de se prononcer à ce stade.

b) Si non, quelles en sont les raisons et quelle est la vision du Conseil d'Etat pour répondre aux besoins de la HEIA-FR ?

Au regard de ce qui précède, cette question est sans objet.

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion 2024-GC-250

Für die Aufnahme eines Wohnsitzkriteriums für den Master in Medizin an der Unifr

Urheber/in:	Savary Daniel / Lepori Sandra
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	17.10.2024
Begründung:	17.10.2024
Überweisung an den Staatsrat:	18.10.2024
Antwort des Staatsrats:	08.04.2025

I. Zusammenfassung der Motion

Mit der am 17. Oktober 2024 eingereichten und begründeten Motion fordern Grossrat Daniel Savary und Grossrätin Sandra Lepori den Staatsrat auf, im Gesetz über die Universität (UniG) für die Vergabe der Studienplätze für den Master in Medizin (MMed) an der Universität Freiburg (Unifr) das Kriterium des steuerlichen Wohnsitzes aufzunehmen und dabei in erster Linie den Kanton Freiburg zu bevorzugen. Damit will die Motion vor allem die Chancen maximieren, dass die Absolventinnen und Absolventen der Unifr im Kanton bleiben, um dem Mangel an Ärztinnen und Ärzten entgegenzuwirken. Die Motionärin und der Motionär weisen auf die wirtschaftlichen Schwierigkeiten und die zusätzlichen Sprachbarrieren hin, mit denen die Freiburger Studierenden konfrontiert sind, wenn sie den MMed nicht an der Unifr fortsetzen können.

II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat stimmt mit den Motionären darin überein, dass es wichtig ist, die Frage des Mangels an Hausärztinnen und Hausärzten im Kanton aufzugreifen. Einleitend ist daran zu erinnern, dass weder die Botschaft 2015-DFAC-24¹ die zur Einführung des MMed führte, noch die diesbezügliche Machbarkeitsstudie die Absicht erwähnten, im Kanton wohnhafte Studierende beim Zugang zum Masterstudiengang in Humanmedizin (MMed) zu bevorzugen. Vielmehr stand dabei das Problem des Mangels an Grundversorgerinnen und Grundversorgern in der gesamten Schweiz im Vordergrund. Vor diesem Hintergrund beantwortet der Staatsrat die Motion wie folgt:

2.1. Selektionsverfahren für das Studium der Humanmedizin und Zuweisung der Studienplätze

Allgemeiner Überblick

Die Zulassung zum Medizinstudium (Bachelorstufe [BMed]) ist separat geregelt und erfolgt nach einem spezifischen Verfahren, das für die ganze Schweiz von swissuniversities sowie durch die Beschlüsse der Schweizerischen Hochschulkonferenz (SHK) geregelt wird. Zwei unterschiedliche Auswahlmethoden existieren nebeneinander:

- > Bestehen des Eignungstests für das Medizinstudium (EMS), d.h. ein Numerus clausus vor der Aufnahme des Studiums: Universitäten Basel, Bern, Freiburg, Italienische Schweiz (USI) und Zürich (einschliesslich die Masterstudiengänge Joint medical Master Zürich-Luzern und Zürich-

¹ Botschaft 2015-DFAC-24 zum Dekretsentwurf über die Einführung eines Masterprogramms in Humanmedizin an der Universität Freiburg. [Parlinfo: Gesetze / Dekrete](#)

St. Gallen, genannt «Luzerner Track» und «St. Galler Track») sowie die Eidgenössische Technische Hochschule Zürich (ETHZ);

- > Auswahlverfahren für den Zugang zum zweiten Jahr des Medizinstudiums (BMed2), in dem die Plätze begrenzt sind, d.h. ein Numerus clausus nach dem ersten Studienjahr: Universitäten Genf, Lausanne und Neuenburg.

Alle Anwärterinnen und Anwärter für das Medizinstudium melden sich auf einer einzigen [Plattform](#) an, die von swissuniversities betrieben wird. Darin wird klar festgehalten, dass der Erwerb eines Bachelorabschlusses an einer Schweizer Hochschule einen Studienplatz für den Master garantiert, allerdings nicht zwingend an derselben Hochschule. Für jeden Bachelor-Studienort werden in einer Tabelle die Orte aufgelistet, an denen das anschliessende Masterstudium stattfinden kann. So werden die Studienanwärterinnen und -anwärter bei der Einschreibung darüber informiert, dass das anschliessende Masterstudium nach dem an der Unifr erworbenen Bachelor gegebenenfalls in Basel, Bern oder Zürich und nicht unbedingt in Freiburg erfolgen kann:

Tabelle 1 – Aufnahmekapazitäten der Hochschulen in Humanmedizin (2024/25) und Fortsetzung des Studiums in Masterstudiengängen

Hochschule	BMed1 (BMed2)	MMed1	Fortsetzung des Masterstudiums
UNIBAS	190	230	UNIBAS
UNIBE	320	340	UNIBE
UNIFR	125	40	UNIFR, UNIBAS, UNIBE oder UZH
EPFZ	100	--	UNIBAS, UZH oder USI
UZH	360	285	UZH (oder USI für 12 Studierende auf freiwilliger Basis)
UNILU	--	40	UNILU
UNISG	--	40	UNISG
USI	30	72	USI
UNIGE	500 (160)**	158	UNIGE
UNIL	480 (220-230)**	245	UNIL
UNINE*	70 (0)*	--	--

* Fortsetzung des Bachelorstudiums an der UNIGE oder UNIL bei Bestehen des Auswahlverfahrens im BMed1

** Anzahl der verfügbaren Plätze im BMed2 und BMed3 nach dem Auswahlverfahren am Ende des BMed1

Der Erwerb eines BMed-Abschlusses an einer Schweizer Hochschule garantiert also einen Studienplatz für einen MMed, allerdings nicht zwingend an derselben Hochschule. Denn bei einigen Hochschulen, die den EMS verlangen, insbesondere bei der ETH Zürich und der Unifr (100 bzw. 85 «fehlende» Plätze im Masterstudiengang), ist die Aufnahmekapazität im Masterstudiengang nicht so gross wie im Bachelorstudiengang. So müssen 85 der 125 Studierenden mit BMed-Abschluss der Unifr ihr Masterstudium an den Universitäten Basel, Bern oder Zürich fortsetzen, mit denen die Unifr entsprechende Vereinbarungen getroffen hat. Die Universitäten Genf und Lausanne wiederum lassen nur ihre eigenen Studierenden mit BMed-Abschluss zum MMed-Studium zu, abgesehen von Studierenden, die aus der sogenannten «EPFL-Passerelle» kommen.

Anwendung des Wohnsitzkriteriums durch swissuniversities bei der Studienplatzvergabe auf Bachelorstufe nach dem EMS-Verfahren

Auf der Grundlage ihrer [Regelung der Studienplatzvergabe](#), die von der SHK im November 2021 als Anhang genehmigt wurde, berücksichtigt swissuniversities bei der Zuteilung der Studienplätze auf die Bachelorstudienorte so weit wie möglich die Wahl der Universität durch die Studienanwärterinnen und -anwärter. Für die Zuweisung zu einem Studienort werden drei Kriterien in folgender Reihenfolge berücksichtigt: Persönliche Verhältnisse (z. B. Kinderbetreuung, chronische Krankheit usw.), zivilrechtlicher Wohnsitz, Testergebnis beim EMS. Was den zivilrechtlichen Wohnsitz betrifft, so wird dieser nur dann berücksichtigt, wenn die Studienanwärterinnen und -anwärter zum Zeitpunkt des Erwerbs des Studienberechtigungsausweises im selben Kanton wie die Hochschule der ersten Priorität wohnhaft waren (sofern dieser im selben Kanton liegt wie die Hochschule der ersten Priorität). Zu beachten ist, dass sich die Studierenden des Luzerner (40 Plätze) und des St. Galler Tracks (40 Plätze) bereits bei der Einschreibung für den Bachelor bei swissuniversities für den Track anmelden, ebenso wie die 30 Tessiner Studierenden, die sich bereits für den Master an der USI anmelden, den Bachelor aber in Basel oder Bern absolvieren. So wird bei all diesen Studiengängen das Kriterium des Wohnsitzes bereits bei der Anmeldung zum Bachelorstudium berücksichtigt.

In Bezug auf die persönlichen Verhältnisse stellt swissuniversities klar, dass «keine oder mangelhafte Kenntnisse des Französischen bzw. des Deutschen» und «Mehrkosten, die keine unzumutbare finanzielle Belastung darstellen» nicht als triftige Ausnahmegründe akzeptiert werden.

2.2. Rechtliche Unterscheidung zwischen Zulassung zum Studium und Studienplatzvergabe

Die Interkantonale Vereinbarung über die Beiträge an die Ausbildungskosten von universitären Hochschulen (Interkantonale Universitätsvereinbarung, IUV) dient dazu, den gleichberechtigten Zugang zu den universitären Hochschulen (UH) zu regeln. Die Mitgliedskantone der Vereinbarung zahlen einen Ausgleich an die Trägerkantone universitärer Hochschulen (Hochschulträgerkantone) und beteiligen sich so an der korrekten Lastenverteilung zwischen den Kantonen (IUV Art. 1, Abs. 1). Die aus der Vereinbarung resultierende Freizügigkeit für Studierende trägt zu einer koordinierten Hochschulpolitik und insbesondere zur Verbesserung der Chancengerechtigkeit im Bildungsraum Schweiz bei (IUV Art. 1, Abs. 2).

Artikel 3 (Grundsätze) besagt, dass die Hochschulträgerkantone verpflichtet sind, den Studierenden aus allen Vereinbarungskantonen die gleiche Rechtsstellung zu gewähren. Artikel 14 (Gleichbehandlung bei der Zulassung) garantiert den Studierenden aus allen Vereinbarungskantonen bezüglich der Zulassung zum Studium die gleiche Rechtsstellung wie diejenige von Studierenden des Hochschulträgerkantons, und zwar auch dann, wenn Zulassungsbeschränkungen zum Studium vorliegen. Dieser Artikel formuliert also das für die Studierenden geltende Grundprinzip der Freizügigkeit.

So würde die Einführung eines Wohnsitzkriteriums in das kantonale Gesetz, das für eine Beschränkung der Zulassung zum Studium gilt, gegen die IUV, insbesondere Artikel 14, verstossen. Bei der Rechtsauslegung ist hingegen zwischen der Zulassung zum Studium und der Studienplatzvergabe zu unterscheiden. Bei der bereits erwähnten Regelung von swissuniversities geht es nämlich nicht um Zulassungsbeschränkungen, sondern um Kriterien für die **Vergabe von Studienplätzen** an Studienanwärterinnen und -anwärter, die den Eignungstest (EMS) bestanden haben und deren **Zulassung zum Medizinstudium** bestätigt ist. Dies stellt keinen Verstoss gegen die IUV dar.

Folglich ist die Aufnahme eines Wohnortkriteriums anwendbar, um die Bedingungen für die Vergabe von Studienplätzen bei den verschiedenen Hochschulen mit EMS festzulegen, aber ein Gesetz ist nicht der geeignete Ort, um dieses Kriterium materiell zu regeln. Denn die Fragen der Studienplatzvergabe werden auf der Ebene der Ausführungsverordnungen der zuständigen Kantone geregelt. Der Staatsrat ist der Ansicht, dass die Einführung des Wohnsitzkriteriums in das UniG einen unerwünschten rechtlichen Präzedenzfall schaffen würde, der die Verwirrung zwischen den Begriffen «Zulassungsbedingungen» und «Studienplatzvergabe» noch verstärken könnte. Die Verordnung über die Zulassungsbeschränkungen zum Master of Medicine (MMed) wird jedoch angepasst, indem auf das Verfahren von swissuniversities verwiesen wird, das für die Studienplatzvergabe auf Bachelorstufe den Wohnsitz als Kriterium verwendet. Diese Anpassung kann ab dem Studienjahr 2022/23 erfolgen, um die Abstimmung mit den internen Verfahren der Universität zu gewährleisten.

2.3. Massnahmen zur Erhöhung der Versorgung mit Hausärztinnen und Hausärzten im Kanton

Der Staatsrat betont, dass auf kantonaler Ebene mehrere Massnahmen umgesetzt wurden oder geplant sind, um die Versorgung mit Hausärztinnen und Hausärzten im Kanton zu erhöhen, und zwar sowohl in der Vor- als auch in der Nachdiplomausbildung.

Was die Grundausbildung anbelangt, so wird anerkannt, dass diese die Berufswahl von Medizinstudierenden beeinflussen kann. Aus diesem Grund wurde 2009 ein drittes Bachelorjahr eingeführt, und vor allem konnte mit kantonalen (Verpflichtungskredit von 32 904 063 Franken²) und Bundesmitteln (Sonderprogramm des Bundes 2017–2020 «Erhöhung der Anzahl Abschlüsse in Humanmedizin») 2019 ein auf die Hausarztmedizin ausgerichtetes MMed-Programm an der Unifr geschaffen werden. Zu den notwendigen Voraussetzungen, um die Weiterbildung zum «Facharzt für Hausarztmedizin» zu fördern, gehören mehrere Bedingungen, die mit der Einführung eines longitudinalen Curriculums verbunden sind: Die Intensivierung der Praktika in den letzten beiden Jahren des Masterstudiums, die kontinuierliche Anwesenheit während des gesamten Studiums von Lehrpersonen, die selber in der Hausarztmedizin tätig sind, eine angemessene und nachhaltige pädagogische Begleitung sowie die Anerkennung und Aufwertung der Hausarztmedizin als akademische Disziplin. So wurden zum Beispiel Praktika in Hausarztpraxen eingeführt.

In Bezug auf die Nachdiplomausbildung weist der Staatsrat darauf hin, dass die Aufträge [2022-GC-199](#) (*Curriculum der Allgemeinmedizin: Schaffung eines Bildungsgangs in Hausarztmedizin im stationären und ambulanten Bereich*) und [2022-GC-217](#) (*Investitionen zur Förderung der Hausarztmedizin*) im Oktober 2024 vom Grossen Rat angenommen wurden und gemäss den in den Antworten des Staatsrats dargelegten allgemeinen Modalitäten umgesetzt werden. Die genauen Modalitäten müssen für alle beteiligten Partner noch geklärt werden. In diesen beiden parlamentarischen Vorstössen wird festgestellt, dass die Weiterbildung einen nicht zu vernachlässigenden Einfluss auf die Niederlassung von Hausärztinnen und Hausärzten im Kanton hat. Der Staatsrat teilt diese Feststellung. So werden diese beiden Aufträge umgesetzt, um ein vollständiges Curriculum für Hausarztmedizin anzubieten, insbesondere im Hinblick auf die dreijährige Weiterbildung, die hauptsächlich im ambulanten Bereich absolviert wird. Der Staatsrat erinnert daran, dass er bis zu dieser Einführung die schrittweise Erhöhung der VZÄ für Praxisassistentenstellen finanziert haben wird.

III. Schlussbemerkungen

² Botschaft 2015-DFAC-24

Zusammenfassend ist der Staatsrat der Ansicht, dass die in der Motion aufgeworfene Frage vor dem Hintergrund des Auswahlverfahrens für das Studium der angewandten Medizin auf nationaler Ebene behandelt werden muss, wo zwei unterschiedliche Modelle nebeneinander bestehen. Er stellt fest, dass die Situation der Unifr eine besondere ist, wenn man bedenkt, dass sie im Gegensatz zu den Deutschschweizer (abgesehen von der ETH Zürich) und Tessiner Hochschulen eine geringere Aufnahmekapazität für Masterstudiengänge als für Bachelorstudiengänge hat und somit nicht alle ihre Bachelorabsolventinnen und -absolventen aufnehmen kann. In seiner Antwort auf den Auftrag 2024-GC-255 empfiehlt der Staatsrat, eine Machbarkeitsstudie durchzuführen, die als Grundlage für Überlegungen zur Erhöhung der Kapazität für den Masterstudiengang dienen wird. Ausserdem erinnert er daran, dass auf kantonaler Ebene verschiedene Massnahmen ergriffen wurden, um die Berufswahl «Fachärztin/arzt für Hausarztmedizin» und die Niederlassung dieser Fachärztinnen und Fachärzte im Kanton zu fördern und so dem Mangel an ärztlichen Grundversorgerinnen und Grundversorgern entgegenzuwirken. Darüber hinaus ist der Staatsrat der Ansicht, dass die Aufnahme des Wohnsitzkriteriums in das Gesetz über die Universität nicht die geeignete Rechtsgrundlage darstellt.

Daher verpflichtet sich der Staatsrat, ab dem akademischen Jahr 2027/28 in der Verordnung über die Zulassungsbeschränkungen zum Master of Medicine (MMed) an der Universität Freiburg auf das Verfahren von swissuniversities – welches das Kriterium des Wohnsitzes für die Studienplatzvergabe verwendet – zurückzugreifen.

Angesichts der in seiner Antwort erwähnten Gründe und unter der Voraussetzung, dass der Kern des Anliegens der Urheberin und des Urhebers der Motion in anderer Form berücksichtigt wird, fordert der Staatsrat den Grossen Rat auf, die Motion abzulehnen.

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion 2024-GC-250

Pour l'intégration d'un critère de domicile pour le Master en médecine à l'UNIFR

Auteur-e-s :	Savary Daniel / Lepori Sandra
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	17.10.2024
Développement :	17.10.2024
Transmission au Conseil d'Etat :	18.10.2024
Réponse du Conseil d'Etat :	08.04.2025

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 17 octobre 2024, les députés Daniel Savary et Sandra Lepori demandent au Conseil d'Etat d'intégrer dans la loi sur l'Université (LUni) le critère du domicile fiscal pour l'attribution des places d'études au Master en médecine (MMed) à l'Université de Fribourg (Unifr), en privilégiant en premier lieu le canton de Fribourg. La motion vise avant tout à maximiser les chances de conserver les diplômé-e-s de l'Unifr dans le canton afin de faire face à la pénurie de médecins. Les motionnaires relèvent les difficultés économiques et les barrières linguistiques supplémentaires auxquelles seront confrontés les étudiants et étudiantes fribourgeois qui ne pourront poursuivre le MMed à l'Unifr.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat rejoint les motionnaires sur l'importance de se saisir de la question de la pénurie de médecins de famille dans le canton. A titre liminaire, il convient de rappeler que ni le message 2015-DFAC-24¹ ayant mené à la création du MMed ni l'étude de faisabilité y relative ne mentionnaient l'intention de prioriser les étudiants et étudiantes domiciliés dans le canton pour l'accès à la filière d'études du MMed, mais s'inscrivaient dans un contexte national de pénurie de médecins de premier recours. Dans ce contexte, le Conseil d'Etat répond comme suit à la motion.

2.1. Procédure de sélection aux études de médecine humaine et attribution des places d'études

Aperçu général

L'admission aux études de médecine (niveau bachelor [BMed]) est particulière et est soumise à une procédure spécifique et régulée pour toute la Suisse par swissuniversities ainsi que par les décisions de la Conférence suisse des hautes écoles (CSHE). Deux modèles de sélection distincts coexistent :

- > Réussite du test d'aptitudes aux études de médecine (test AMS), soit un numerus clausus avant l'entrée aux études : universités de Bâle, Berne, Fribourg, Suisse italienne (USI) et Zurich (y. c. filières Joint medical master Zurich-Lucerne et Zurich-Saint-Gall, dits « tracks » lucernois et saint-gallois) ainsi que l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) ;

¹ Message 2015-DFAC-24 accompagnant le projet de décret relatif à la création d'un programme de Master en médecine humaine orienté vers la médecine de famille à l'Université de Fribourg. [Parlinfo: Lois / Décrets](#)

- > Concours pour l'accès à la 2ème année de médecine (BMed2), dont les places sont limitées, soit un numerus clausus après la 1ère année d'études : universités de Genève, Lausanne et Neuchâtel

Tous les candidats et candidates aux études de médecine s'inscrivent sur une seule et unique [plateforme](#) gérée par swissuniversities. Il y est clairement précisé que l'obtention d'un diplôme de bachelor dans une haute école suisse garantit une place d'études en master, mais pas nécessairement dans la même haute école. Pour chaque lieu d'études de bachelor, un tableau liste les lieux où se déroulera la poursuite du master. Ainsi, au moment de s'inscrire, les candidats et candidates sont informés du fait que la poursuite du master après le bachelor obtenu à l'Unifr peut potentiellement s'effectuer à Bâle, Berne ou Zurich et non forcément à Fribourg :

Tableau 1 - Capacités d'accueil des hautes écoles en médecine humaine (2024/25) et poursuite des études en master

Haute école	BMed1 (BMed2)	MMed1	Poursuite des études en master
UNIBAS	190	230	UNIBAS
UNIBE	320	340	UNIBE
UNIFR	125	40	UNIFR, UNIBAS, UNIBE ou UZH
EPFZ	100	--	UNIBAS, UZH ou USI
UZH	360	285	UZH (ou USI pour 12 étudiants et étudiantes sur base volontaire)
UNILU	--	40	UNILU
UNISG	--	40	UNISG
USI	30	72	USI
UNIGE	500 (160)**	158	UNIGE
UNIL	480 (220-230)**	245	UNIL
UNINE*	70 (0)*	--	--

* poursuite des études de bachelor à UNIGE ou UNIL en cas de réussite du concours en BMed1

** nombre de places disponibles en BMed2 et BMed3 après le concours en fin de BMed1

L'obtention d'un diplôme de BMed dans une haute école suisse garantit une place d'études en MMed, mais pas systématiquement dans la même haute école. En effet, pour certaines hautes écoles pratiquant l'AMS, en particulier à l'EPFZ et à l'Unifr (100 respectivement 85 places « manquantes » en master), la capacité d'accueil n'est pas aussi grande en master qu'en bachelor. Ainsi, 85 des 125 diplômé-e-s en BMed de l'Unifr doivent poursuivre leurs études de master dans les Universités de Bâle, Berne ou Zurich, avec lesquelles l'Unifr a signé des conventions. Quant aux Universités de Genève et Lausanne, elles n'acceptent en MMed que leurs propres diplômé-e-s de BMed, hormis les étudiants et étudiantes provenant du cursus dit « Passerelle EPFL ».

Application du critère de domicile par swissuniversities pour l'attribution des places d'études de niveau bachelor selon la procédure AMS

Sur la base de son [règlement relatif à l'attribution des places d'études](#), approuvé en tant qu'annexe par la CSHE en novembre 2021, swissuniversities respecte dans la mesure du possible le choix de

l'université par les candidats et candidates lors de la répartition des places entre les lieux d'études de bachelor. Pour déterminer l'attribution à un lieu d'études, trois critères sont pris en compte dans l'ordre suivant : la situation personnelle (par exemple charge d'enfants, maladie chronique, etc.) ; le domicile civil ; le résultat au test AMS. En ce qui concerne le domicile civil, celui-ci n'est pris en compte qu'à condition que les candidats et candidates étaient domiciliés, au moment de l'obtention du certificat d'accès aux études supérieures, dans le même canton que la haute école du premier choix. A noter que les étudiants et étudiantes des *tracks* lucernois (40 places) et saint-gallois (40 places) s'inscrivent déjà pour le *track* au moment de l'inscription en bachelor auprès de swissuniversities, de même que 30 étudiants et étudiantes tessinois qui s'inscrivent déjà pour le master à l'USI, mais qui effectuent le bachelor à Bâle ou Berne. Ainsi, pour toutes ces voies d'études, le critère de domicile est pris en compte dès l'inscription au bachelor.

Concernant la situation personnelle, swissuniversities précise qu'une « connaissance insuffisante ou inexistante du français ou de l'allemand » ainsi que des « coûts supplémentaires qui ne constituent pas une charge financière déraisonnable » ne sont pas considérés comme une raison personnelle valable.

2.2. Distinction juridique entre admission aux études et attribution des places d'études

L'accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (accord intercantonal universitaire, AIU) consiste à régler l'accès aux hautes écoles universitaires (HEU) en respect du principe de l'égalité de traitement ; en contrepartie, les cantons membres de l'accord versent une compensation aux cantons responsables des HEU (cantons universitaires), participant ainsi à la répartition correcte des charges entre les cantons (AIU art. 1, al. 1). La libre circulation estudiantine qui résulte de l'accord contribue à coordonner la politique en matière de hautes écoles et, en particulier, à améliorer l'équité dans l'espace suisse de la formation (AIU art. 1, al. 2).

L'article 3 (principes) précise que les cantons universitaires sont tenus d'accorder les mêmes droits aux étudiants et étudiantes de tous les cantons membres. L'article 14 (égalité de traitement lors de l'admission) garantit aux étudiants et étudiantes de tous les cantons membres les mêmes droits d'accès que ceux des étudiants et étudiantes du canton responsable, y compris en cas de limitations de l'accès aux études. Cet article formule donc le principe fondamental de la libre circulation estudiantine.

Ainsi, l'introduction dans la loi cantonale d'un critère de domicile s'appliquant à une restriction d'admission aux études serait contraire à l'AIU, en particulier l'art. 14. En revanche, il convient de distinguer l'interprétation juridique entre admission aux études et attribution des places d'études. En effet, dans le règlement de swissuniversities susmentionné, il ne s'agit pas de restrictions d'admission, mais de critères définis pour **l'attribution des places d'études** parmi les candidats et candidates ayant préalablement réussi le test d'aptitudes (AMS) et dont **l'admission aux études** de médecine est confirmée, ce qui ne constitue ainsi pas une atteinte à l'AIU.

Par conséquent, l'intégration d'un critère de domicile est applicable pour définir les conditions d'attribution des places d'études auprès des différentes institutions avec test AMS, mais une loi n'est pas l'endroit approprié pour régler *matériellement* ce critère. Les questions d'attribution des places d'études se déterminent effectivement au niveau des ordonnances d'exécution des cantons responsables. Le Conseil d'Etat est d'avis que l'introduction du critère de domicile dans la LUni

créerait un précédent juridique non souhaitable, lequel pourrait accentuer la confusion entre admission aux études et attribution des places d'études. Cependant, l'ordonnance limitant le nombre de places d'études en MMed sera adaptée en se référant à la procédure de swissuniversities, laquelle utilise le critère de domicile pour l'attribution des places d'études au niveau du bachelor. Cette adaptation pourra être effective à partir de l'année académique 2027/28, permettant ainsi une coordination avec les procédures internes de l'Université.

2.3. Mesures prises afin d'augmenter la couverture de médecins de famille dans le canton

Le Conseil d'Etat souligne que plusieurs mesures ont été mises en œuvre ou sont prévues au niveau cantonal afin d'augmenter la couverture de médecins de famille dans le canton, tant au niveau de la formation prégraduée que de la formation postgraduée.

En ce qui concerne la formation prégraduée, il est reconnu que celle-ci peut avoir un impact sur le choix de carrière des étudiants et étudiantes en médecine. Dans cette optique, une troisième année de bachelor a été introduite en 2009 et surtout, avec les financements cantonal (crédit d'engagement de 32 904 063 francs²) et fédéral (programme spécial de la Confédération 2017-2020 « Augmentation du nombre de diplômes délivrés en médecine humaine »), un programme MMed à l'Unifr orienté vers la médecine de famille a pu être créé en 2019. Parmi les conditions nécessaires pour encourager le choix de carrière de « spécialiste en médecine de famille » figuraient plusieurs conditions liées à la mise en place d'un cursus longitudinal, à savoir l'exposition intensive par le biais de stages durant les deux dernières années d'études de master, la présence continue tout au long des études d'enseignants et enseignantes qui sont médecins de famille, l'accompagnement pédagogique soutenu adapté ou encore la reconnaissance et la valorisation de la médecine de famille comme discipline académique. C'est ainsi par exemple que des stages en cabinet ont été mis en place.

Au niveau de la formation postgraduée, le Conseil d'Etat relève que les mandats [2022-GC-199](#) (*Curriculum fribourgeois de Médecine générale : création d'une filière de formation en médecine de famille au sein du paysage hospitalier et ambulatoire*) et [2022-GC-217](#) (*Investir pour doper la médecine de famille*) ont été acceptés en octobre 2024 par le Grand Conseil et seront exécutés de façon conjointe selon les modalités générales présentées dans les réponses du Conseil d'Etat. Les modalités exactes doivent encore être précisées pour tous les partenaires concernés. Dans ces deux instruments parlementaires, il est constaté que la formation postgraduée a une influence non négligeable sur l'installation de médecins de famille dans le canton, constat que partage le Conseil d'Etat. C'est ainsi que ces deux mandats seront mis en œuvre afin d'offrir un cursus complet de médecine de famille, notamment au niveau des trois ans de formation postgraduée principalement en ambulatoire. Le Conseil d'Etat rappelle que jusqu'à cette mise en place, il aura déjà financé l'augmentation graduelle des EPT pour les postes d'assistantat en cabinet.

² Message 2015-DFAC-24

III. Conclusion

En conclusion, le Conseil d'Etat considère que la question soulevée par la motion doit être analysée à l'aune de la procédure de sélection aux études de médecine appliquée au niveau suisse, dont deux modèles distincts coexistent. Il constate que la situation de l'Unifr est particulière, sachant qu'au contraire des hautes écoles suisses allemandes (hormis l'EPFZ) et tessinoise, sa capacité d'accueil en master est inférieure à celle du bachelor, ce qui ne lui permet pas d'absorber tous ses diplômé-e-s de bachelor. Dans sa réponse au mandat 2024-GC-255, le Conseil d'Etat recommande de mener une étude de faisabilité qui permettra d'esquisser des pistes de réflexion en vue d'augmenter la capacité d'accueil en master. De plus, il rappelle que diverses mesures ont été mises en œuvre au niveau cantonal afin d'encourager le choix de carrière « spécialiste en médecine de famille » et l'installation dans le canton de ces spécialistes, ceci dans le but de lutter contre la pénurie. Par ailleurs, le Conseil d'Etat est d'avis que l'intégration du critère de domicile dans la loi sur l'Université n'est pas la base légale appropriée.

Par conséquent, à partir de l'année académique 2027/28, le Conseil d'Etat s'engage à se référer à la procédure de swissuniversities – qui utilise le critère de domicile pour l'attribution des places d'études – dans l'ordonnance limitant le nombre de places d'études en Master of Medicine (MMed) à l'Université de Fribourg.

Au vu des éléments évoqués dans sa réponse et dans la mesure où la substance de la demande des motionnaires sera prise en considération sous d'autres formes, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à rejeter la motion.

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Anfrage 2024-GC-251

Holzfernwärme: welche Lösungen für die Entsorgung der Asche?

Urheber:	Clément Bruno / Dupré Lucas
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	21.10.2024
Begründung:	---
Überweisung an den Staatsrat:	21.10.2024
Antwort des Staatsrats:	24.03.2025

I. Anfrage

Die Holzfernwärme im Kanton entwickelt sich positiv, was im Sinn der Energie- und Klimastrategie des Kantons und des Bundes und ganz allgemein zu begrüssen ist. Mehrere neue Grossprojekte sind in Vorbereitung.

Nach Angaben der Holzfernwärme-Betreiber wird die Ascheentsorgung jedoch immer problematischer, nicht zuletzt wegen der Schliessung Ende 2023 der Reaktordeponie für Verbrennungsasche in St-Triphon. Zudem bestehen Unsicherheiten bezüglich anderer Deponien im Jura und in der Deutschschweiz. Die Möglichkeiten im Kanton Freiburg sind sehr beschränkt (Reaktordeponie Châtillon).

Dies betrifft nicht nur die Holzfernwärme-Betreiber, sondern auch die Forstwirtschaft und die gesamte Holzindustrie. Wenn die Asche nicht entsorgt werden kann oder die Transportkosten zu hoch sind, wird die Nutzung von Holz für Heizzwecke unmöglich oder zumindest sehr aufwendig.

Aus diesem Grund und im Namen der Kommission des Klubs für Holz- und Waldwirtschaft des Grossen Rats stellen wir dem Staatsrat folgende Fragen:

1. Welche Lösungen sieht der Staatsrat vor, um die Entsorgung von Holzasche aus den Fernwärmeanlagen in unserem Kanton zu erleichtern?
2. Sind neue Deponien im Kanton denkbar und wenn ja, bis wann?
3. Werden im Rahmen eines Kreislaufwirtschaftskonzepts Lösungen geprüft, um diese Holzasche anders als in einer Reaktordeponie zu verwerten, z. B. in Düngemitteln, Reinigungsmitteln, Industriekeramik oder auch in Zementwerken (z. B. Werk Wildegg von Jura Materials) und anderen Baustoffen?
4. Müssen Holzfeuerungen wie Holzsnitzel-Heizzentralen oder Holzvergasungsanlagen bevorzugt werden, die weniger Asche produzieren, aber eine ungünstigere Bilanz bezüglich grauer Energie aufweisen?

II. Antwort des Staatsrats

1. Hintergrund

Wie die Verfasser der Anfrage anerkennt auch der Staatsrat das Interesse und die Notwendigkeit der Entwicklung von Holzfernwärme. Die Dekarbonisierung von mittel bis stark urbanisierten Gebieten erfordert oft den Bau von Wärmeproduktionsanlagen, die verfügbare erneuerbare Ressourcen nutzen,

zu denen Holz eindeutig gehört. Diese Fernwärme ersetzt fossile Heizungen und trägt zur Erreichung der Klimaziele bei, wie sie im kantonalen Klimagesetz (KlimG, SGF 815.1) und im Bundesgesetz über die Ziele im Klimaschutz, die Innovation und die Stärkung der Energiesicherheit (KIG, SR 814.310) definiert sind. Weiter anerkennt das kantonale Energiegesetz (EnGe, SGF 770.1) das kantonale Interesse an der Nutzung und Entwicklung einheimischer erneuerbarer Energien. Diese Anlagen werden vom Kanton im Rahmen des Gebäudeprogramms gefördert. Die Massnahme C.2.2 «Unterstützung der Förderung und Valorisierung der Ressource Holz» des kantonalen Klimaplan geht ebenfalls in diese Richtung, indem sie die Förderung und Aufwertung der Ressource Holz, insbesondere als Energiequelle, und die Förderung des Verbrauchs von Produkten, die zur Kohlenstoffspeicherung beitragen, zum Ziel hat.

Gleichzeitig gelten Fernwärmeanlagen als Grossanlagen im Sinne der Luftreinhalte-Verordnung des Bundes (LRV, SR 814.318.142.1) und müssen daher die Grenzwerte einhalten, die dem Stand der Technik für diese Art von Anlagen entsprechen.

Der Staatsrat ist sich bewusst, dass die Entsorgung der Holzasche für die Betreibergesellschaften eine echte Herausforderung darstellt und dass es für sie nicht einfach ist, nachhaltige Verwertungs- oder Ablagerungsmöglichkeiten zu finden.

Die Verwertung der Asche bleibt der bevorzugte Weg, hängt aber von den Ergebnissen der laufenden Forschungsarbeiten über die Verwertung als Dünger oder in der Zementindustrie als Rohstoff für die Zementproduktion ab.

Die Ablagerung auf Deponien des Typs D (hauptsächlich für Verbrennungsrückstände) oder E (für gemischte Abfälle wie wenig belasteter Bodenaushub) sollte nur dann erfolgen, wenn eine stoffliche Verwertung nicht möglich ist.

Auf Bundesebene werden derzeit parlamentarische Vorstösse behandelt, insbesondere die von Ständerat Jakob Stark eingereichte [Motion 24.4064](#), die fordert, die Möglichkeit der Ablagerung von Holzasche in Deponien des Typs D und E sicherzustellen. Der Motionär verlangt insbesondere, dass die Bundesverordnung über die Vermeidung und die Entsorgung von Abfällen (VVEA, SR 814.600) dahingehend geändert wird, dass Altholz-Filteraschen über den 31. Dezember 2025 hinaus deponiert werden dürfen. Zudem sollen die Kantone dafür sorgen, dass für alle Holzaschen genügend Deponieraum zur Verfügung gestellt wird.

Die Kantone spielen zwar bei der Planung des Deponievolumens in der Tat eine Rolle, können aber nach geltendem Recht einem Betreiber nicht vorschreiben, Abfälle entgegenzunehmen.

Das heisst, bei der Entsorgung von Holzasche aus Fernwärmeanlagen sind noch viele Fragen offen und es sind viele Akteure an der Entwicklung von Verbesserungsmassnahmen beteiligt.

Die Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt (RIMU) verfolgt über das Amt für Umwelt (AfU) die laufenden Entwicklungen im Zusammenhang mit den Entsorgungswegen für Asche und stellt die Koordination zwischen den wichtigsten betroffenen Akteuren im Kanton sicher. Sie nimmt auch ihre Rolle als Planungsbehörde im Bereich der Deponien wahr.

2. Antworten auf die einzelnen Fragen

1. Welche Lösungen sieht der Staatsrat vor, um die Entsorgung von Holzasche aus den Fernwärmeanlagen in unserem Kanton zu erleichtern?

Das AfU koordiniert die Zusammenarbeit zwischen den wichtigsten Akteuren im Kanton, nämlich der Stadt Freiburg als Betreiberin der Deponie Châtillon in der Gemeinde Hauterive (FR) sowie Groupe E Celsius und GESA als Betreiber von Fernwärmeanlagen. Die zwischen diesen verschiedenen Akteuren organisierten Sitzungen bieten die Gelegenheit, eine Bestandsaufnahme der verwendeten Verfahren vorzunehmen und abzuklären, ob im Kanton Lösungen für eine allfällige Entsorgung neuer Rückstände oder zur Bewältigung von Notsituationen vorhanden sind.

Die Asche aus den Fernwärmeanlagen wird derzeit hauptsächlich zur Deponie Boécourt im Kanton Jura gebracht. Sobald auf der Deponie Châtillon neue Deponievolumen des Typs D zur Verfügung stehen, kann die Asche wieder dorthin geliefert werden.

Bei Bedarf kann die Asche aus der Abfallverbrennung, für die es keine Entsorgungswege (mehr) gibt, in den wenigen noch verfügbaren Volumen in den bereits eingerichteten Kompartimenten des Typs D der Deponie Châtillon abgelagert werden.

2. Sind neue Deponien im Kanton denkbar und wenn ja, bis wann?

Die kantonale Abfallplanung (KAP) wird derzeit überarbeitet und soll 2025 in die Vernehmlassung gegeben werden. Mit ihr werden die Massnahmen der Deponieplanung festgelegt, um langfristig die Bereitstellung ausreichender Kapazitäten für alle Arten von Abfällen, die abgelagert werden müssen, zu gewährleisten.

Für Deponien des Typs D und E gilt folgende Prioritätenreihenfolge bei den Planungsmassnahmen:

1. Fertigstellung des letzten in der Baubewilligung von 1989 vorgesehenen Kompartiments der Deponie Châtillon;
2. Prüfung der Möglichkeit, die Deponie Châtillon nach der Änderung der VVEA vom 27. November 2024 um eine zusätzliche Ebene zu erweitern;
3. Suche nach einem möglichen neuen Standort für eine Deponie des Typs D und E im Kanton Freiburg;
4. Beteiligung an der interkantonalen Koordination, um bei Bedarf ausserkantonales Deponievolumen nutzen zu können.

Ziel dieser Massnahmen ist es, nachhaltige Wege für die Ablagerung von Abfällen des Typs D und E einzurichten, um die Einstellung Ende 2026 der Annahme dieser Abfälle in der Deponie Boécourt zu kompensieren.

3. *Werden im Rahmen eines Kreislaufwirtschaftskonzepts Lösungen geprüft, um diese Holzasche anders als in einer Reaktordeponie zu verwerten, z. B. in Düngemitteln, Reinigungsmitteln, Industriekeramik oder auch in Zementwerken (z. B. Werk Wildegg von Jura Materials) und anderen Baustoffen?*

Der Staatsrat befürwortet selbstredend eine möglichst weitgehende Verwertung von Abfällen, um den Rückgriff auf Deponien zu minimieren. Diese Verwertung muss jedoch unter Einhaltung der im Bundesrecht festgelegten Grenzwerte erfolgen.

Es wurden mehrere Studien über die Verwertung von Holzasche, etwa bei der Herstellung von Düngemitteln oder von Zement, durchgeführt, doch sind die Möglichkeiten begrenzt.

Der Bund leitet eine von ihm eingesetzte Arbeitsgruppe mit dem Ziel, eine Vollzugshilfe zu erarbeiten, die den Stand der Technik für die Verwertung und Ablagerung von Asche definiert.

Die Möglichkeiten zur Entwicklung von Verfahren zur Ascheverwertung werden von Forschungszentren und der Industrie untersucht.

4. *Müssen Holzfeuerungen wie Holzschnitzel-Heizzentralen oder Holzvergasungsanlagen bevorzugt werden, die weniger Asche produzieren, aber eine ungünstigere Bilanz bezüglich grauer Energie aufweisen?*

Bisher hat der Staat bei der Förderung von Holzfeuerungen keinen Unterschied bei der Qualität des genutzten Holzes gemacht. Der Staatsrat ist im Übrigen der Ansicht, dass es nicht sinnvoll wäre, eine bestimmte Art von Energieholz für die Versorgung eines Kraftwerks vorzuschreiben, da noch andere Faktoren als das Aschevolumen und die graue Energie in die Entscheidungskriterien einfließen, zum Beispiel die für die Lagerung und das Kraftwerk verfügbaren Mengen, wirtschaftliche Aspekte, betriebliche Einschränkungen usw. In jedem Fall sind die gesetzlichen Bestimmungen zum Luft- und Lärmschutz einzuhalten. Die Bauherren sind aufgefordert, in diesem Spannungsfeld den besten erneuerbaren Energieträger zu wählen.

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Question 2024-GC-251

Chauffages à distance au bois, quelles solutions pour l'élimination des cendres ?

Auteurs :	Clément Bruno / Dupré Lucas
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	21.10.2024
Développement :	---
Transmission au Conseil d'Etat :	21.10.2024
Réponse du Conseil d'Etat :	24.03.2025

I. Question

En lien avec la stratégie énergétique et climatique du canton et de la Confédération, les chauffages à distance au bois (ci-après : CAD) se développent dans le canton, ce qui est une bonne chose. Plusieurs nouveaux projets importants sont en cours.

Cependant, selon les exploitants de CAD, l'élimination des cendres devient de plus en plus problématique. En effet, la fermeture de la décharge bioactive pour les cendres de chauffage à St-Triphon en fin d'année 2023 complique les choses. De plus, des incertitudes pèsent sur les autres lieux de décharge, dans le Jura et en Suisse alémanique. Les possibilités dans le Canton de Fribourg sont quant à elles très limitées (décharge bioactive de Châtillon).

Cette inquiétude concerne non seulement les exploitants de CAD, mais également les forestiers et l'ensemble de la filière bois. Si les cendres ne peuvent pas être éliminées ou si elles nécessitent des coûts de transports trop élevés, l'exploitation du bois pour le chauffage ne sera plus possible ou très compliquée.

C'est donc par rapport à cette préoccupation, partagée par Forêt Fribourg et au nom du comité du Club du bois et de la forêt du Grand Conseil, que nous posons les questions suivantes au Conseil d'Etat.

1. Quelles solutions le Conseil d'Etat envisage-t-il pour faciliter l'élimination des cendres de bois des chauffages à distance de notre canton ?
2. Des nouveaux lieux de décharges dans le canton sont-ils envisageables et si oui, à quelle échéance ?
3. Dans une démarche d'économie circulaire, des solutions sont-elles étudiées pour valoriser autrement qu'en décharge bioactive ces cendres de bois, par exemple en les incorporant dans des engrais, des produits de nettoyage, des céramiques industrielles ou encore dans des cimenteries (ex. usine de Wildegg de Jura materials) ou d'autres matériaux de construction ?
4. Faut-il privilégier les systèmes de chauffage à bois-énergie produisant moins de cendres mais avec un bilan plus défavorable au niveau énergie grise : centrale à pellets ou usine de gazéification du bois ?

II. Réponse du Conseil d'Etat

1. Contexte

A l'instar des auteurs de la question, le Conseil d'Etat reconnaît l'intérêt et la nécessité de développer les chauffages à distance (CAD) au bois. La décarbonation des zones moyennement à fortement urbanisées impose souvent la réalisation de centrales de production de chaleur, lesquelles valorisent des ressources renouvelables disponibles dont le bois fait clairement partie. Ces CAD remplacent des chauffages fossiles et aident l'atteinte des objectifs climatiques comme défini dans la loi cantonale sur le climat (LClim, RSF 815.1) et la loi fédérale sur le climat et l'innovation (LCl, RS 814.310). En outre, la loi cantonale sur l'énergie (LEn, RSF 770.1) définit l'utilisation des énergies renouvelables indigènes comme un intérêt cantonal. Ces installations de CAD font d'ailleurs l'objet d'un encouragement de la part du Canton au travers du Programme Bâtiments ; la mesure C.2.2 « Soutien à la promotion et à la valorisation de la ressource bois » du Plan Climat cantonal s'inscrit également en ce sens en visant à promouvoir et à valoriser la ressource bois, notamment en tant qu'énergie, et afin d'encourager la consommation de produits participant au stockage carbone.

Il faut cependant rappeler que les CAD sont de grandes installations au sens de l'ordonnance fédérale sur la protection de l'air (OPair, RS 814.318.142.1) et doivent donc respecter les valeurs limites qui correspondent à l'état de la technique de ce type d'installation.

Le Conseil d'Etat est conscient que l'élimination des cendres des CAD est également un réel défi aujourd'hui pour les sociétés exploitantes et qu'il n'est pas aisé pour elles de trouver des filières pérennes de valorisation ou de stockage définitif.

La valorisation des cendres reste la voie à privilégier de manière prioritaire, mais elle dépend de l'issue des démarches en cours dans les instituts de recherche pour ce qui est de la valorisation sous forme d'engrais ou dans l'industrie du ciment pour l'utilisation comme matière première entrant dans la production de ciment.

Le stockage définitif en décharge de type D (principalement pour résidus d'incinération) ou E (pour déchets mixtes telles que terres faiblement polluées) ne doit intervenir que si la valorisation matière n'a pas été possible.

Des interventions parlementaires sont en cours de traitement au niveau fédéral, notamment la motion [24.4064](#) déposée par le Conseiller aux Etats Jakob Stark qui demande de pouvoir garantir la possibilité de mettre en décharge de type D et E les cendres de bois. Le motionnaire demande plus précisément que l'ordonnance fédérale sur les déchets (OLED, RS 814.600) soit modifiée afin de permettre la poursuite de la mise en décharge des cendres volantes et les poussières de filtres au-delà du 31 décembre 2025. Il demande par ailleurs aux cantons de veiller à ce que les décharges soient mises à disposition pour toutes les cendres de bois.

Les cantons ont effectivement leur rôle à jouer dans la planification des volumes de décharges, mais ils ne peuvent en l'état actuel du droit toutefois pas imposer à un exploitant la prise en charge de déchets.

Force est donc de constater que les points ouverts concernant l'élimination des cendres de CAD sont nombreux, tout comme le nombre d'acteurs impliqués dans le développement de mesures d'amélioration.

La Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement (DIME), via le Service de l'environnement (SEn), suit les développements en cours en lien avec les filières d'élimination des cendres et assure la coordination entre les principaux acteurs concernés au sein du canton. Elle assure aussi son rôle d'autorité de planification dans le domaine des décharges contrôlées.

2. Réponses aux questions

1. *Quelles solutions le Conseil d'Etat envisage-t-il pour faciliter l'élimination des cendres de bois des chauffages à distance de notre canton ?*

Le SEn assure la coordination entre les principaux acteurs du canton, à savoir la Ville de Fribourg, en tant qu'exploitante de la décharge de Châtillon sur la commune de Hauterive (FR), ainsi que Groupe E Celsius et GESA en tant qu'exploitants de CAD. Les séances organisées entre ces différents acteurs sont l'occasion de faire le point sur les filières utilisées et de vérifier qu'en cas de besoin de prise en charge de nouveaux résidus ou pour faire face à des situations d'urgence des solutions existeront dans le canton.

Les cendres de CAD sont actuellement livrées principalement à la décharge de Boécourt dans le canton du Jura. Dès que de nouveaux volumes de décharge de type D seront disponibles dans la décharge de Châtillon, les cendres de CAD pourront à nouveau y être livrées.

En cas de besoin, les cendres de CAD ne disposant pas ou plus de filières d'élimination pourront être stockées définitivement dans les quelques volumes encore disponibles dans les casiers de type D déjà aménagés dans la décharge de Châtillon.

2. *Des nouveaux lieux de décharges dans le canton sont-ils envisageables et si oui, à quelle échéance ?*

Le plan cantonal de gestion des déchets (PGD) est en cours de révision et devrait être mis en consultation en 2025. Il entérinera les mesures prévues en matière de planification des décharges afin de garantir dans le temps la mise à disposition de volumes suffisants pour tous les types de résidus devant faire l'objet d'un stockage définitif.

Pour ce qui est des décharges de type D et E, l'ordre de priorité des mesures de planification est le suivant :

1. terminer l'aménagement du dernier casier prévu dans le permis de construire de 1989 de la décharge de Châtillon,
2. étudier la possibilité de créer une sur-hauteur de la décharge de Châtillon suite à la modification de l'OLED du 27 novembre 2024,
3. rechercher un nouveau site potentiel pour une décharge de type D et E dans le canton de Fribourg,
4. participer à la coordination intercantonale afin de pouvoir utiliser des volumes de décharges hors canton si nécessaire.

L'objectif de ces mesures est de mettre en place des filières pérennes de stockage définitif des déchets de type D et E qui seront opérationnelles dès l'arrêt de la prise en charge desdits déchets dans la décharge de Boécourt (fin 2026).

3. *Dans une démarche d'économie circulaire, des solutions sont-elles étudiées pour valoriser autrement qu'en décharge bioactive ces cendres de bois, par exemple en les incorporant dans des engrais, des produits de nettoyage, des céramiques industrielles ou encore dans des cimenteries (ex. usine de Wildegg de Jura materials) ou d'autres matériaux de construction ?*

Le Conseil d'Etat est évidemment favorable à une valorisation autant que faire se peut des déchets pour diminuer le recours aux décharges. Mais cette valorisation doit se faire dans le respect des valeurs limites fixées dans le droit fédéral.

Plusieurs études ont été menées quant à la valorisation des cendres de bois, que ce soit dans la fabrication d'engrais ou de ciment, mais les débouchés restent limités.

La Confédération pilote un groupe de travail qu'elle avait mis en place dans le but d'établir une aide à l'exécution définissant l'état de la technique pour la valorisation et le stockage définitif des cendres.

Les possibilités de développement de procédés de valorisation des cendres sont étudiées par des centres de recherche et par l'industrie.

4. *Faut-il privilégier les systèmes de chauffage à bois-énergie produisant moins de cendres mais avec un bilan plus défavorable au niveau énergie grise : centrale à pellets ou usine de gazéification du bois ?*

A ce jour, dans le contexte de son soutien aux installations de chauffage au bois, l'Etat ne fait pas de différence dans la qualité du bois alimentant les centrales de production de chaleur. Le Conseil d'Etat estime d'ailleurs qu'il ne serait pas judicieux d'imposer un type de bois-énergie par rapport à un autre pour l'alimentation d'une centrale, car d'autres facteurs que le volume des cendres et l'énergie grise entrent dans les critères de décision, par exemple les volumes disponibles pour le stockage et la centrale, les aspects économiques, les contraintes d'exploitation, etc. Les respects des prescriptions légales en lien avec la protection de l'air et contre le bruit doivent dans tous les cas être respectés. Les maîtres d'ouvrages sont invités à choisir la meilleure ressource renouvelable face à ce champ de contrainte.

Auftrag des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Mandat 2024-GC-255

Master in Medizin: Strategie für eine genügende Anzahl Studienplätze für die Freiburger Studierenden

Urheberinnen:	Zurich Simon / Kubski Grégoire / Meyer Loetscher Anne / de Weck Antoinette / Zamofing Dominique / Schneuwly Achim / Bronchi Laurent Sudan Stéphane / Schumacher Jean-Daniel / Menétrey Lucie
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	28.10.2024
Begründung:	28.10.2024
Überweisung an den Staatsrat:	28.10.2024
Antwort des Staatsrats:	08.04.2025

I. Zusammenfassung des Auftrags

Mit einem am 28. Oktober 2024 eingereichten Auftrag fordern die Grossrätinnen und Grossräte den Staatsrat auf, die Anzahl Studienplätze für den Master in Medizin (MMed) an der Universität Freiburg (Unifr) zu erhöhen, um alle Freiburger Studierenden aufnehmen zu können, die ihren Bachelor in Medizin abgeschlossen haben und zum Masterstudium zugelassen werden können. Zudem wird gefordert, dass Massnahmen, insbesondere interkantonale Vereinbarungen, getroffen werden, damit Studierende aus Kantonen ohne Universität vom MMed der Unifr profitieren können.

Die Grossratsmitglieder fordern den Staatsrat auf, bei der Schweizerischen Hochschulkonferenz (SHK) ein Gesuch einzureichen, um einen Teil der in der BFI-Botschaft 2025–2028 als projektgebundener Beitrag zur Erhöhung der Anzahl der Studienplätze in der Medizin vorgesehenen Finanzierung zu erhalten. Die Grossratsmitglieder wünschen zudem eine Koordination mit den nicht-universitären Westschweizer oder zweisprachigen Kantonen zur Verstärkung der Bemühungen, zusätzliche Mittel vom Bund zu erhalten und die Anzahl der praktischen Ausbildungsplätze in den einzelnen Kantonen zu erhöhen.

II. Antwort des Staatsrats

Vorab bekräftigt der Staatsrat seinen Willen, sich für die Lösung des Problems des Ärztemangels im Kanton einzusetzen, soweit dies finanziell möglich ist. So sind im Rahmen mehrerer parlamentarischer Vorstösse bereits zahlreiche Massnahmen vom Grossen Rat beschlossen worden, darunter die Einführung des MMed ab 2019 sowie die künftige Schaffung des Freiburger Nachdiplomstudiums in Hausarztmedizin.

1. Rückblick auf die Einführung des MMed-Studiengangs an der Unifr

Im Jahr 2012 reichte Grossrat Ralph Alexander Schmid eine Motion (M1017.12) ein, die den Staatsrat aufforderte, die Mittel und Fristen für die Einführung eines MMed an der Unifr zu prüfen und den entsprechenden Prozess einzuleiten. Denn die Schweiz beklage einen akuten Mangel an Ärztinnen und Ärzten, insbesondere an Allgemeinmedizinerinnen, und sei daher weitgehend auf ausländische Arbeitskräfte angewiesen. Der Staatsrat empfahl dem Grossen Rat, die Motion

abzulehnen, verpflichtete sich aber gleichzeitig, eine Machbarkeitsstudie in Auftrag zu geben, die zwischen November 2013 und Mai 2014 von der Unifr und dem freiburger spital (HFR) in Zusammenarbeit mit dem Freiburger Netzwerk für psychische Gesundheit (FNPG) durchgeführt wurde. Der Grosse Rat folgte in seiner Sitzung vom 18. Juni 2013 dem Vorschlag des Staatsrats und lehnte die Motion ab, dies unter dem Vorbehalt, dass umgehend eine Machbarkeitsstudie für die Einführung eines solchen Masterstudiums erstellt werde.

Die Ergebnisse der Studie, deren Zusammenfassung dem Grossen Rat als Anhang zum Bericht 2014-DSAS-32 vom 2. September 2014 übermittelt wurde, kamen zum Schluss, dass die Einführung eines innovativen und in der Schweiz einzigartigen Masterstudiengangs in Humanmedizin die Studierenden dazu motivieren sollte, sich zu Hausärztinnen und Hausärzten weiterzubilden. Dazu müssten zusätzliche Ressourcen für die Unifr und das HFR bereitgestellt werden. Diese erste Studie wurde durch zwei weitere Studien ergänzt, die zwischen Januar 2015 und Februar 2016 von der BKAD (damals EKSD) und der GSD durchgeführt wurden, um die Finanzierung der Kosten und den Bedarf an Räumlichkeiten zu präzisieren. Schliesslich unterbreitete der Staatsrat dem Grossen Rat die [Botschaft 2015-BKAD-24](#) zum Dekretsentwurf über die Gewährung eines Verpflichtungskredits von 32 904 063 Franken für die Einführung eines Masterprogramms in Humanmedizin mit Vertiefung in Hausarztmedizin an der Universität Freiburg in Zusammenarbeit mit dem HFR und dem FNPG. Dieser Dekretsentwurf wurde mit 94 Stimmen bei 0 Gegenstimmen und einer Enthaltung angenommen. Zu erwähnen ist, dass das Sonderprogramm des Bundes aus der BFI-Botschaft 2017–2020 mit fast 9 Millionen Franken die Schaffung zusätzlicher Studienplätze in der Humanmedizin finanziert hat, sei es auf Bachelorstufe (Erhöhung von 103 auf 125 Studienplätze bis zum Ende des Programms) oder auf Masterstufe an der Unifr (Schaffung von 40 Studienplätzen).

Mit der Einführung des MMed an der Unifr gab der Staatsrat eine Antwort auf die Herausforderungen der Hausarztmedizin in der Schweiz, mit dem indirekten Ziel, die medizinische Versorgung im Kanton Freiburg zu verbessern. Das Projekt wurde auch als Chance für den Kanton und seine Entwicklung gesehen, sowohl in Bezug auf Ausbildungs- und Forschungsplätze als auch im Bereich der Pflege. In der Machbarkeitsstudie von 2014 wurde angegeben, dass das Freiburger Masterprogramm sich zum Ziel setze, in jedem Masterjahrgang etwa 50–60 Prozent der Studierenden dazu anzuregen, sich zu Hausärztinnen und Hausärzten weiterzubilden, d. h. 20–25 Studierende, wobei davon ausgegangen wurde, dass ein nicht unerheblicher Teil sich danach im Kanton Freiburg niederlassen würde.

2. Aktuelle Situation

Der Mangel an Ärztinnen und Ärzten, insbesondere in der Hausarztmedizin, ist in der ganzen Schweiz ein Thema, das viele Menschen beschäftigt und zur Suche nach Lösungen und parlamentarischen Instrumenten veranlasst.

Auf Bundesebene bezieht sich der Bundesrat seit 2011 auf den Bericht «Strategie gegen Ärztemangel und zur Förderung der Hausarztmedizin», der als Antwort auf die von Jacqueline Fehr eingereichte Motion 08.3608 ausgearbeitet wurde. In jüngerer Zeit wurden zwei Motionen eingereicht, die versuchen, Antworten auf die Problematik zu finden: Die Motion [23.3293](#) von Benjamin Roduit mit dem Titel «Numerus clausus. Schluss mit dem Ausschluss von Medizinstudierenden aufgrund anderer Kriterien als Kompetenzen und Qualität» und die Motion [23.3854](#) von Baptiste Hurni, die später von Brigitte Crottaz übernommen wurde «Mangel an Ärztinnen und Ärzten in der Schweiz. Vorbeugen ist besser als Heilen!». Die Motion Hurni/Crottaz fordert insbesondere vom Bundesrat, eine wirklich ambitionierte Politik gegen den Ärztemangel

umzusetzen, die es ermöglichen sollte, die Anzahl der Aus- und Weiterbildungsplätze und -stellen signifikant zu erhöhen. Da die Motion Roduit im September 2024 vom eidgenössischen Parlament angenommen wurde, sind auf eidgenössischer und interkantonalen Ebene, insbesondere innerhalb der SHK, Arbeiten und Diskussionen im Gange, um die Modalitäten der Umsetzung festzulegen. Die Motion Hurni/Crottaz wurde im März 2025 angenommen und muss daher ebenfalls umgesetzt werden.

In der Herbstsession 2024 verabschiedete das Bundesparlament die BFI-Botschaft 2025-2028 und nahm darin unter anderem einen Betrag von höchstens 25 Millionen Franken für die Erhöhung der Anzahl Abschlüsse in Humanmedizin mit Priorisierung von Hausarztmedizin und medizinischer Grundversorgung auf. Dieser Betrag muss im Rahmen eines Programms mit projektgebundenen Beiträgen (PgB) vergeben werden. Allerdings ist dieses Instrument der Bundesbeiträge von den Sparmassnahmen betroffen, die sich aus der Aufgaben- und Subventionsüberprüfung des Entlastungspakets für den Bundeshaushalt ergeben und auf dem «Gaillard-Bericht» beruhen. Es sollte auch daran erinnert werden, dass eine Finanzierung über PgB entsprechend einzubringende Eigenleistungen seitens der begünstigten Universität (Matching Funds) erfordert.

Der Staatsrat wird die Entwicklung dieser Vorschläge auf Bundesebene weiterverfolgen. Angesichts der aktuellen Finanzlage ist der Bundesbeitrag in keiner Weise garantiert. Somit kann der Staatsrat zum gegenwärtigen Zeitpunkt nicht mit diesem Finanzierungsanteil rechnen.

2.1. Anzahl der Freiburger Studierenden in Humanmedizin

Die Zahlen in der nachstehenden Tabelle zeigen, dass in den letzten drei Jahren rund 40 Freiburger Studierende ihren Master in Medizin an verschiedenen Schweizer Universitäten erwerben; von diesen 40 sind 14 an der Unifr eingeschrieben.

Tabelle1: Anzahl BMed- und MMed-Abschlüsse, die an Studierende mit Wohnsitz im Kanton Freiburg vor Studienbeginn ausgestellt werden, nach universitärer Hochschule, 2016–2023

Studienstufe	Universitäre Hochschule UH	Referenzjahr							
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
BMed	Università della Svizzera italiana								1
	Universität Basel				1			1	
	Universität Bern	4	2	5	2	4	6	3	3
	Universität Freiburg	12	24	19	17	23	18	22	19
	Universität Genf	2	2	1	1	3	2		1
	Universität Lausanne	8	5	10	20	7	13	15	11
	Universität Zürich			2		2	3		
Total BMed		26	33	37	41	39	42	41	35

Studienstufe UH	Universitäre Hochschule UH	Referenzjahr							
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
MMed	Universität Basel	2	3	5	1	7	3	3	2
	Universität Bern	17	6	25	17	11	18	3	8
	Universität Freiburg							14	14
	Universität Genf	1	4	2	2	6	4		3
	Universität Lausanne	13	9	10	10	6	11	21	8
	Universität Luzern								1
	Universität Zürich			1		1	2		4
	Total MMed		33	22	43	30	31	38	41

2.2. Die Grundsätze der Interkantonalen Universitätsvereinbarung (IUV)

Die Interkantonale Vereinbarung über die Beiträge an die Ausbildungskosten der universitären Hochschulen (Interkantonale Universitätsvereinbarung, IUV) ist eine Rahmenvereinbarung, die den gleichberechtigten interkantonalen Zugang zu den universitären Hochschulen (UH) regelt. Im Gegenzug zahlen die Mitgliedskantone der Vereinbarung einen Ausgleich an die Trägerkantone universitärer Hochschulen (Hochschulträgerkantone) und beteiligen sich so an der korrekten Lastenverteilung zwischen den Kantonen (IUV Art. 1 Abs. 1). Die aus der Vereinbarung resultierende Freizügigkeit für Studierende trägt zu einer koordinierten Hochschulpolitik und insbesondere zur Verbesserung der Chancengerechtigkeit im Bildungsraum Schweiz bei (IUV Art. 1 Abs. 2).

Artikel 3 (Grundsätze) besagt, dass die Hochschulträgerkantone verpflichtet sind, den Studierenden aus allen Vereinbarungskantonen die gleiche Rechtsstellung zu gewähren. Artikel 14 (Gleichbehandlung bei der Zulassung) garantiert den Studierenden aus allen Vereinbarungskantonen bezüglich der Zulassung zum Studium die gleiche Rechtsstellung wie diejenige von Studierenden des Hochschulträgerkantons, und zwar auch dann, wenn Zulassungsbeschränkungen zum Studium vorliegen. Dieser Artikel formuliert also das für die Studierenden geltende Grundprinzip der Freizügigkeit.

Zusammenfassend lässt sich sagen: Um zu gewährleisten, dass alle sogenannten Freiburger Studierenden (d. h. Studierende, die zum Zeitpunkt des Erwerbs des Diploms, das den Zugang zu den Hochschulen ermöglicht, im Kanton Freiburg wohnhaft sind) an der Universität Freiburg studieren können und gleichzeitig die IUV eingehalten wird, ist eine Erhöhung der Studienplätze im Studiengang MMed unerlässlich.

3. Analysen für eine mögliche Erhöhung der Studienplätze im MMed an der Unifr

Die ersten Analysen und Diskussionen im Hinblick auf eine mögliche Erhöhung der Studienplätze auf der MMed-Stufe bestätigen die Befürchtungen der Urheberinnen und Urheber des Auftrags. Denn der Kontext und das aktuelle Modell werden es nicht erlauben, zusätzliche Studierende direkt aufzunehmen, weder finanziell noch mit Blick auf die klinische Ausbildung, da die Freiburger Kliniklandschaft nicht in der Lage ist, mehr Studierende aufzunehmen, als sie bereits tut. Die Kapazität des HFR, Studierende aufzunehmen und zu betreuen, ist an ihre Grenzen gestossen bzw. hat diese in einigen Bereichen sogar überschritten. Auch die Infrastruktur der Unifr kann in ihrem heutigen Zustand nicht mehr Studierende aufnehmen. Daher sind Partnerschaften mit ausserkantonalen Institutionen eine Option. Diese Möglichkeit sollte geprüft werden.

Es sei jedoch daran erinnert, dass die Einhaltung der interkantonalen Vereinbarungen, insbesondere der Interkantonalen Universitätsvereinbarung (IUV), von grundlegender Bedeutung ist. Der Beitrag zum Budget aus den Beiträgen, die die Mitgliedskantone der IUV im Jahr 2024 an die Unifr gezahlt haben, beläuft sich auf 60 Millionen Franken pro Jahr. Darüber hinaus profitieren die Freiburgerinnen und Freiburger auch von der Freizügigkeit und der freien Wahl des Studienortes, die die IUV bietet: Mehr als 1400 Freiburger Studierende studieren an einer anderen kantonalen Universität. Die Einhaltung des Rahmens dieser Vereinbarung wird unabdingbar sein.

3.1. Machbarkeitsstudie

Damit alle für die Entscheidungsfindung notwendigen Informationen vorliegen, hält der Staatsrat eine umfassende Analyse mittels einer vollständigen Machbarkeitsstudie für erforderlich. Er schlägt vor, sich dabei am Vorgehen bei der Einführung des MMed im Jahr 2014 zu orientieren und dieses auf die neuen Komponenten auszuweiten.

So soll die Machbarkeitsstudie unter anderem verschiedene Szenarien für eine Aufstockung der Studienplätze des MMed evaluieren. Insbesondere soll sie eine quantitative Analyse der Einführung dieser Szenarien und deren Auswirkungen auf die Betriebsbudgets der Unifr liefern. Zudem soll sie die wichtigsten Vorteile und Risiken eines solchen Vorhabens abwägen. Auch soll geprüft werden, ob es möglich ist, die Zusammenarbeit zwischen der Universität und ihren heutigen Partnerspitälern HFR und FNPS auf andere, möglicherweise ausserkantonale Institutionen auszuweiten. Insbesondere soll die Frage der Infrastruktur im Zusammenhang mit dem Projekt für den Bau des neuen Kantonsspitals eingehend geprüft werden.

Der Staatsrat schlägt eine agile Projektstruktur vor, die sich an der für den MMed erarbeiteten Struktur orientiert. Das Projektmandat wird von der BKAD erarbeitet und soll unter anderem die Bedürfnisse für die Bereitstellung der verschiedenen Einheiten (Finanzmittel, Personal, Sachmittel, Bedarf an Räumlichkeiten) sowie die Möglichkeiten für Kooperationen und die ersten Kontakte mit identifizierten Partnern abdecken. Anschliessend wird dem Grossen Rat ein ausführlicher Bericht zur Kenntnisnahme vorgelegt.

Für eine umfassende und zuverlässige Machbarkeitsstudie ist die Anstellung einer externen Projektleiterin oder eines externen Projektleiters notwendig. Zudem muss die Medizinische Fakultät der Unifr einen grossen Aufwand betreiben, um die für die Machbarkeitsstudie erforderlichen Daten und Analysen bereitzustellen.

3.2. Voraussichtliche Planung

Die Machbarkeitsstudie würde nach folgendem Zeitplan durchgeführt, um dem Grossen Rat bis Sommer den Abschlussbericht vorzulegen:

Aufbau der Projektstruktur	3 Monate
Analysen und Kontakte	7 Monate
Berichterstattung und ordentlicher Prozess	3 Monate

Es sei daran erinnert, dass die Zeitspanne von der Entwicklung eines solchen Projekts bis zum Abschluss der Ausbildung der zukünftigen Ärztinnen und Ärzte mehrere Jahre, ja bis zu einem Jahrzehnt betragen kann. Es ist unerlässlich, das Problem des Ärztemangels weiterhin mit verschiedenen Massnahmen anzugehen, die nicht miteinander konkurrieren, sondern sich

koordiniert entwickeln sollten. Aus der Umsetzung dieser verschiedenen Massnahmen können sich auch Synergien ergeben.

III. Schlussbemerkungen

Der Staatsrat teilt die Anliegen der Verfasserinnen und Verfasser des Auftrags, hält es aber aufgrund der obigen Ausführungen derzeit nicht für möglich, auf die darin enthaltenen Forderungen einzugehen. Andererseits wird die Studie es ermöglichen, die finanziellen Auswirkungen der Umsetzung des Auftrags abzuschätzen. Artikel 8 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates (FHG) legt nämlich fest, dass zu jedem Gesetzes-, Dekrets- oder Beschlussentwurf ein Finanzierungsplan auszuarbeiten ist. Er schlägt dem Grossen Rat daher vor, den Auftrag abzulehnen, verpflichtet sich aber, die unter Ziffer 3.1 erwähnte Machbarkeitsstudie gemäss der in Ziffer 3.2 vorgesehenen Planung erstellen zu lassen. Diese Machbarkeitsstudie wird namentlich Antworten auf die im Auftrag formulierten Forderungen geben, nämlich:

- > die Erhöhung der Studienplätze im Masterstudiengang Medizin für Freiburger Studierende;
- > das Ergreifen von Massnahmen, insbesondere von interkantonalen Vereinbarungen, damit Studierende aus Kantonen ohne Universität vom MMed der Unifr profitieren können;
- > das Einreichen eines Gesuchs bei der SHK, um einen Teil der in der BFI-Botschaft 2025-2028 festgelegten Finanzierung zu erhalten;
- > eine Koordination mit den Westschweizer oder zweisprachigen, nicht-universitären Kantonen, um zusätzliche Mittel vom Bund zu erhalten;
- > eine Koordination mit diesen Kantonen, um dort die Zahl der praktischen Ausbildungsplätze zu erhöhen.

Ein Betrag für die Durchführung dieser Machbarkeitsstudie wurde bereits in den Voranschlagsentwurf 2026 der BKAD aufgenommen.

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Mandat 2024-GC-255

Master en médecine : stratégie pour un nombre suffisant de places pour les étudiant-e-s fribourgeois-e-s

Auteur-e-s :	Zurich Simon / Kubski Grégoire / Meyer Loetscher Anne / de Weck Antoinette / Zamofing Dominique / Schneuwly Achim / Bronchi Laurent Sudan Stéphane / Schumacher Jean-Daniel / Menétrey Lucie
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	28.10.2024
Développement :	28.10.2024
Transmission au Conseil d'Etat :	28.10.2024
Réponse du Conseil d'Etat :	08.04.2025

I. Résumé du mandat

Par mandat déposé le 28 octobre 2024, les députés demandent au Conseil d'Etat d'augmenter le nombre de places du master en médecine (MMed) à l'Université de Fribourg (Unifr) afin d'accueillir tous les étudiants et étudiantes fribourgeois qui ont terminé leur bachelor en médecine et qui peuvent être admis au master. De plus, il est demandé de prévoir des mesures, en particulier des accords intercantonaux, permettant aux étudiants et étudiantes de cantons non universitaires de profiter du MMed de l'Unifr.

Les députés enjoignent au Conseil d'Etat de déposer une demande auprès de la Conférence suisse des hautes écoles (CSHE) pour bénéficier d'une partie du financement inscrit dans le Message FRI 2025-2028 au titre de contribution liée à des projets afin d'augmenter le nombre de places en médecine. Une coordination avec les cantons romands ou bilingues non universitaires pour renforcer leurs efforts en vue d'obtenir des moyens supplémentaires de la Confédération et d'augmenter le nombre de places de formation pratique dans les différents cantons est également demandée par les mandataires.

II. Réponse du Conseil d'Etat

En préambule, le Conseil d'Etat rappelle qu'il est attaché à résoudre la question de la pénurie de médecins dans le canton, dans la mesure de sa capacité financière. Ainsi, de nombreuses mesures ont déjà été adoptées par le Grand Conseil dans le cadre de plusieurs instruments parlementaires, en font notamment partie la mise en place du MMed dès 2019 ainsi que la future création du cursus fribourgeois postgradué en médecine de famille.

1. Historique de la création de la filière de MMed à l'Unifr

En 2012, constatant en Suisse et dans le canton de Fribourg une pénurie de médecins (en particulier de spécialistes de premiers recours) et le large recours à des médecins diplômés à l'étranger, le député Ralph Alexander Schmid déposait une motion (M1017.12) demandant au Conseil d'Etat d'analyser les moyens et les délais nécessaires à la création d'un MMed à l'Unifr et d'initier le processus y menant. Proposant au Grand Conseil de rejeter la motion, le Conseil d'Etat s'était engagé à lancer une étude de faisabilité, menée entre novembre 2013 et mai 2014 par l'Unifr et

l'hôpital fribourgeois (HFR), en collaboration avec le Réseau fribourgeois de santé mentale (RFSM). En sa séance du 18 juin 2013, le Grand Conseil avait suivi la proposition du Conseil d'Etat de rejeter la motion, à condition qu'une étude de faisabilité soit lancée dans les meilleurs délais.

Les résultats de l'étude, dont le résumé a été transmis au Grand Conseil en annexe au rapport 2014-DSAS-32 du 2 septembre 2014, ont conclu que la création d'une filière de master en médecine humaine innovant et unique en Suisse devrait permettre de motiver les étudiants et étudiantes à se spécialiser en médecine de famille. Pour ce faire, des ressources supplémentaires devaient être allouées à l'Unifr et au HFR. Cette première étude a été complétée par deux autres études menées entre janvier 2015 et février 2016 par la DICS et la DSAS afin de préciser le financement des coûts et les besoins en locaux. Finalement, le Conseil d'Etat a soumis au Grand Conseil le [Message 2015-DICS-24](#) accompagnant le projet de décret relatif à l'ouverture d'un crédit d'engagement de 32 904 063 francs en vue de la création d'un programme MMed orienté vers la médecine de famille à l'Unifr en collaboration avec l'HFR et le RFSM. Ce projet de décret a été adopté par 94 voix contre 0 et une abstention. A noter que le programme spécial de la Confédération issu du Message FRI 2017-2020 a permis de financer à hauteur de près de 9 millions de francs la création de places d'études supplémentaires en médecine humaine, que ce soit au niveau du Bachelor (passage de 103 à 125 places à la fin du programme) ou du Master à l'Unifr (création de 40 places).

Avec la mise en place du MMed à l'Unifr, le Conseil d'Etat apportait une des réponses aux défis de la médecine de premier recours en Suisse, avec pour objectif indirect d'améliorer la couverture médicale dans le canton de Fribourg. Ce projet était également considéré comme une opportunité pour le canton et son développement, tant en termes de places de formation et de recherche que dans le domaine des soins. L'étude de faisabilité de 2014 indiquait que le programme MMed avait pour objectif d'orienter environ 50 à 60 % de chaque cohorte vers une spécialisation en médecine de famille, soit 20 à 25 étudiants et étudiantes, tablant sur le fait qu'une partie non négligeable s'installerait ensuite dans le canton de Fribourg.

2. Contexte actuel

La pénurie de médecins, et en particulier de médecins de famille, est un sujet de préoccupation dans toute la Suisse, suscitant de nombreuses recherches de solutions et d'instruments parlementaires.

Au niveau fédéral, depuis 2011, le Conseil fédéral se réfère au rapport « Stratégie pour lutter contre la pénurie de médecins et encourager la médecine de premier recours », élaboré en réponse à la motion 08.3608 déposée par Jacqueline Fehr. Plus récemment, deux motions ont été déposées pour essayer d'apporter des réponses à la problématique : la motion [23.3293](#) de Benjamin Roduit, intitulée « Numerus clausus. En finir avec une sélection des étudiants en médecine sur des critères autres que de compétences et de qualité » ainsi que la motion [23.3854](#) de Baptiste Hurni, reprise ensuite par Brigitte Crottaz « Pénurie de médecins en Suisse. Mieux vaut prévenir que guérir ! ». La motion Hurni/Crottaz demande en particulier au Conseil fédéral la mise en place d'une politique qui permette d'augmenter significativement le nombre de places et de postes de formation pré- et postgraduée. La motion Roduit ayant été acceptée par le parlement fédéral en septembre 2024, des travaux et discussions sont en cours aux niveaux fédéral et intercantonal, en particulier au sein de la CSHE, pour définir les modalités de sa mise en œuvre. La motion Hurni/Crottaz a été adoptée en mars 2025 et devra donc également être mise en œuvre.

Lors de la session d'automne 2024, le parlement fédéral a adopté le Message FRI 2025-2028, y intégrant notamment un montant maximal de 25 millions de francs pour l'augmentation du nombre de diplômes délivrés en médecine humaine, avec une priorisation sur la médecine de famille et la médecine de base. Ce montant doit être alloué dans le cadre d'un programme de contributions liées à des projets (en allemand Projektgebundene Beiträge, dits PgB). Cependant, cet outil de contributions fédérales est visé par les mesures d'économie découlant du réexamen des tâches et des subventions du programme d'allègement des finances fédérales, basées sur le « rapport Gaillard ». Il faut aussi rappeler qu'un financement par le biais de PgB demande un apport correspondant des fonds reçus par l'université bénéficiaire (appelé matching funds).

Le Conseil d'Etat veillera l'évolution de ces propositions au niveau fédéral. Compte tenu du contexte financier actuel, la contribution fédérale n'est aucunement garantie. Ainsi, le Conseil d'Etat ne peut compter sur cette part de financement à ce jour.

2.1. Nombre d'étudiants et d'étudiantes fribourgeois en médecine humaine

Les chiffres du tableau ci-dessous montrent qu'il y a, ces trois dernières années, une quarantaine d'étudiants et d'étudiantes fribourgeois qui obtiennent leur Master en médecine à travers la Suisse, dont 14 sont inscrits dans le cursus de l'Unifr.

Tableau 1: Nombre de diplômes de BMed et MMed délivrés à des étudiants et étudiantes domiciliés dans le canton de Fribourg avant le début des études, par haute école universitaire, 2016-2023

Niveau d'études HEU	Haute école HEU	Année de référence							
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
BMed	Università della Svizzera italiana								1
	Université de Bâle				1			1	
	Université de Berne	4	2	5	2	4	6	3	3
	Université de Fribourg	12	24	19	17	23	18	22	19
	Université de Genève	2	2	1	1	3	2		1
	Université de Lausanne	8	5	10	20	7	13	15	11
	Université de Zurich			2		2	3		
Total BMed		26	33	37	41	39	42	41	35
MMed	Université de Bâle	2	3	5	1	7	3	3	2
	Université de Berne	17	6	25	17	11	18	3	8
	Université de Fribourg							14	14
	Université de Genève	1	4	2	2	6	4		3
	Université de Lausanne	13	9	10	10	6	11	21	8
	Université de Lucerne								1
	Université de Zurich			1		1	2		4
Total MMed		33	22	43	30	31	38	41	40

2.2. Les principes de l'accord intercantonal universitaire (AIU)

L'accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (accord intercantonal universitaire, AIU) est l'accord-cadre qui règle l'accès aux hautes écoles universitaires (HEU) en respect du principe de l'égalité de traitement entre les ressortissants de tous

les cantons ; en contrepartie, les cantons membres de l'accord versent une compensation aux cantons responsables des HEU (cantons universitaires), participant ainsi à l'équilibre des charges entre les cantons (AIU art. 1, al. 1). La libre circulation estudiantine, qui résulte de l'accord, contribue à coordonner la politique en matière de hautes écoles et, en particulier, à améliorer l'équité de l'espace suisse de la formation (AIU art. 1, al. 2).

L'article 3 (principes) précise que les cantons universitaires sont tenus d'accorder les mêmes droits aux étudiants et étudiantes de tous les cantons membres. L'article 14 (égalité de traitement lors de l'admission) garantit aux étudiants et étudiantes de tous les cantons membres les mêmes droits d'accès que ceux des étudiants et étudiantes du canton responsable, y compris en cas de limitations de l'accès aux études. Cet article formule donc le principe fondamental de la libre circulation estudiantine.

En conclusion, pour garantir que l'ensemble des étudiants et étudiantes dits « fribourgeois » (c'est-à-dire les étudiants et étudiantes domiciliés dans le canton de Fribourg au moment de l'obtention du diplôme permettant l'accès aux hautes écoles) puissent continuer leurs études à l'Université de Fribourg tout en respectant l'AIU, une augmentation des places d'études dans la filière MMed est indispensable.

3. Analyses pour une éventuelle augmentation des places en MMed à l'Unifr

Les premières analyses et discussions en vue d'une éventuelle augmentation des places d'études au niveau MMed confirment les craintes des mandataires. En effet, le contexte et le modèle actuel ne permettra pas d'absorber directement des étudiants et étudiantes supplémentaires, ni sur le plan financier ni sur le plan de la formation clinique, le terrain clinique fribourgeois ne pouvant accueillir plus d'étudiants et d'étudiantes qu'il ne le fait déjà. La capacité d'accueil et d'encadrement des étudiants et étudiantes par le HFR a atteint ses limites et l'a même dépassé dans certains secteurs. Par ailleurs, les infrastructures de l'Unifr ne pourront pas en l'état héberger plus d'étudiants et étudiantes. Aussi, des partenariats avec des entités extra-cantoniales sont une possibilité. Il conviendra d'étudier ce scénario.

Il convient cependant de rappeler que le respect des accords intercantonaux, en particulier de l'Accord intercantonal universitaire (AIU), est primordial. L'apport au budget des contributions versées par les cantons membres de l'AIU à l'Unifr en 2024 est de 60 millions de francs par année. Par ailleurs, les Fribourgeois et Fribourgeoises profitent également de la liberté de circulation et du libre choix du lieu d'études qu'offrent l'AIU, avec plus de 1 400 étudiants et étudiantes fribourgeois qui étudient dans une autre université cantonale. Il sera indispensable de respecter le cadre de cet accord.

3.1. Etude de faisabilité

Afin d'avoir l'ensemble des éléments nécessaires à la prise de décision, le Conseil d'Etat estime qu'une analyse approfondie doit être menée via une étude de faisabilité complète. Il propose de s'inspirer de ce qui a été fait pour la mise en place du MMed en 2014, en l'élargissant aux nouvelles composantes actuelles.

Ainsi, l'étude de faisabilité devra notamment évaluer différents scénarios d'augmentation des effectifs du MMed. Elle devra en particulier fournir une analyse chiffrée de la mise en place de ces scénarios et leurs impacts sur les budgets de fonctionnement de l'Unifr. Elle évaluera les principaux bénéfices et les principaux risques d'un tel projet. Il s'agira également d'évaluer s'il est possible

d'étendre le fonctionnement entre l'Université et ses partenaires hospitaliers actuels, l'HFR et le RFSM, à d'autres entités, potentiellement extracantonales. La question des infrastructures devra en particulier être analysée en détails, et ceci en lien avec le projet de construction du nouvel hôpital cantonal.

Le Conseil d'Etat propose de recourir à une structure du projet agile, qui s'inspire de celle mise en place pour la création du MMed. Le mandat de projet sera élaboré par la DFAC avec pour objectifs notamment d'évaluer les besoins pour la mise en place des différentes entités (ressources financières, ressources en personnel, ressource en choses, les besoins en locaux), d'imaginer des collaborations possibles et d'entreprendre les premiers contacts avec des partenaires identifiés. Un rapport complet sera ensuite soumis au Grand Conseil pour prise de connaissance.

Afin de mener à bien une étude de faisabilité complète et fiable, l'engagement d'un ou une chef-fe de projet externe est nécessaire. De plus, un effort intense devra être fourni par la section de médecine de l'Unifr pour fournir l'ensemble des données et analyses nécessaires à l'étude de faisabilité.

3.2. Planification intentionnelle

L'étude de faisabilité serait menée selon la planification suivante, dans le but de livrer au Grand Conseil le rapport complet :

Mise en place de la structure de projet	3 mois
Analyses et prises de contacts	7 mois
Rédaction du rapport et processus ordinaire	3 mois

Pour rappel, le temps entre le développement d'un tel projet et l'arrivée sur le marché de médecins formés par un tel dispositif se compte en plusieurs années, voire une dizaine d'années. Il est indispensable de continuer de traiter le problème de la pénurie de médecins par différentes mesures qui ne doivent pas se faire concurrence mais se développer de manière coordonnée. Des synergies pourront aussi émerger de la mise en place de ces différentes mesures.

III. Conclusion

Le Conseil d'Etat partage les soucis exprimés par les auteur-e-s du mandat, mais estime que, compte tenu des explications fournies, il ne lui est pas possible de donner en l'état actuel des choses une réponse positive aux demandes qu'il contient. D'autre part, l'étude permettra d'évaluer les conséquences financières de la mise en œuvre du mandat. L'art. 8 de la Loi sur les finances de l'Etat (LF) précise en effet que tout projet de loi de décret ou d'arrêté doit être accompagné d'une estimation financière. Il propose dès lors au Grand Conseil de refuser le mandat, mais s'engage à lancer l'étude de faisabilité mentionnée au point 3.1, selon la planification prévue au point 3.2. Cette étude de faisabilité apportera en particulier les réponses aux demandes formulées dans le mandat, à savoir :

- > l'augmentation du nombre de places du master en médecine pour les étudiants et étudiantes fribourgeois ;
- > l'adoption de mesures, en particulier des accords intercantonaux, permettant aux étudiants et étudiantes des cantons non universitaires de profiter du master en médecine de l'Université de Fribourg ;

- > le dépôt d'une demande auprès de la CSHE pour bénéficier d'une partie du financement inscrit dans le Message FRI 2025-2028 ;
- > une coordination avec les cantons romands ou bilingues non universitaires pour obtenir des moyens supplémentaire de la Confédération ;
- > une coordination avec ces mêmes cantons pour y augmenter le nombre de places de formation pratique.

Un montant pour la conduite de cette étude de faisabilité a déjà été inscrit dans le projet de budget 2026 de la DFAC.

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Anfrage 2024-GC-287

Kann der Eintritt ins Rentenalter durch gezielte Informationen optimiert werden?

Urheber/in:	Aebischer Eliane / Stöckli Markus
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	21.11.2024
Begründung:	---
Überweisung an den Staatsrat:	21.11.2024
Antwort des Staatsrats:	01.04.2025

I. Anfrage

Der Eintritt ins Rentenalter ist eine kritische Lebensphase. Neben der Gestaltung des Dritten Lebensabschnittes müssen sich künftige Rentnerinnen und Rentner mit Fragen zur Sozialversicherung und dem Zugang zu den berechtigten Renten auseinandersetzen. Nicht zuletzt können ökonomische Aspekte einen optimalen Übergang behindern.

Alle Rentnerinnen und Rentner haben ein Recht auf finanzielle Unterstützung durch unser Rentensystem. Bei unserer Rechercharbeit konnten wir mit Freude feststellen, dass die Prozesse zum Zugang zu den einzelnen Berechtigungen gut funktionieren und als beispielhaft bewertet wurden.

AHV:

Die Anmeldung zur Erlangung der AHV-Rente funktioniert durchwegs sehr gut. Die Prozesse sind durchdacht und die rentenberechtigten Personen werden gut erreicht und wo nötig individuell beraten.

Verbilligung der Krankenkassenprämien:

Berechtigte Personen für eine Verbilligung der Krankenkassenprämien werden über die Steuererklärung erfasst und laufend direkt angeschrieben. Zirka 95 % der angeschriebenen Personen reagieren auf diese Benachrichtigung.

Ergänzungsleistung zur AHV:

In diesem Bereich orten wir Optimierungspotenzial.

Laut Statistik der Ergänzungsleistungen (EL) zur AHV des Bundesamts für Sozialversicherungen liegt die Bezugsquote der Personen mit EL in der Schweiz im Jahr 2023 bei 12.5 % (Kanton Freiburg 14.5 %) aller AHV-Bezügerinnen und -Bezüger. Während von den neuen Altersrentenbeziehenden nur 7,5 % eine EL beanspruchen, sind es bei den 90-Jährigen 19,8 %. Die Bezugsquote steigt mit zunehmendem Alter aufgrund von Eintritten in Pflegeheime, welche zunehmen, wodurch der Finanzbedarf entsprechend steigt.

Pro Senectute beschreibt dies als eine beträchtliche Anzahl älterer Menschen in der Schweiz, welche ihren Lebensunterhalt nicht ausschliesslich mit den zur Verfügung stehenden Rentengeldern bestreiten können. Da das schweizerische System der Alterssicherung in erster Linie über die Erwerbsarbeit finanziert wird, generieren eher tiefe Einkommen oder Löhne ein geringes

Vorsorgevolumen. Hinzu kommt, dass eine grosse Anzahl Menschen im AHV-Alter, aus Stolz oder Bescheidenheit, ihren Anspruch auf EL nicht geltend macht.

Die EL zur AHV stellt ein Recht für ältere Menschen dar, welche die Existenzsicherung über die AHV und die Pensionskasse nicht erreichen. Ein Recht der Bürgerinnen und Bürger wiederum ist eine Pflicht für den Staat, die Betroffenen über ihre Rechte zu informieren.

Unsere Fragen dazu lauten wie folgt:

1. Kann sich der Staatsrat vorstellen, die möglicherweise anspruchsberechtigten Personen, welche ein bestimmtes Einkommen und Vermögen gemäss ihrer Steuerveranlagung nicht überschreiten, proaktiv anzuschreiben und sie auf ihr Recht auf EL hinzuweisen?
2. Falls ja:
 - a) Reichen die Angaben in der Steuerveranlagung, um Leute herauszufiltern, welche möglicherweise Anrecht auf EL haben? Wobei eine genaue Prüfung im Einzelfall durch die Ausgleichskasse natürlich vorbehalten bleibt.
 - b) In welcher Zeitspanne könnte dies umgesetzt werden?
3. Falls nein: Wie rechtfertigt es der Staat, die Bürgerinnen und Bürger nicht auf ihre Rechte hinzuweisen?

Allgemeine Informationen des Staates an künftige Rentnerinnen und Rentner:

Optimierungen von Prozessen bieten eine Chance für weitere Verbesserungen. Der Staat könnte sich bei künftigen Rentnerinnen und Rentnern positiv bemerkbar machen und den kritischen Übergang ins Rentenalter mit einem kurzen Informationsschreiben in den beiden Amtssprachen begleiten. Dabei könnten folgende Inhalte erwähnt werden:

- > Ein Dankeschön und Wertschätzung für die beruflichen und oftmals auch freiwilligen Engagements im Dienste unserer Gesellschaft während der jahrelangen Erwerbstätigkeit.
- > Ein Motivationsgedanke für die künftige (Un-)Ruhezeit.
- > Eine kurze Information mit entsprechenden Links zu ihren Rechten und Pflichten bzgl. AHV-Rente, Ergänzungsleistung zur AHV und zur Verbilligung der Krankenkassenprämien sowie evtl. auch betr. Pauschalentschädigung (PEG; SGF 830.1)

Unsere Fragen dazu lauten wie folgt:

4. Verfügt der Staatsrat über eine geeignete Adressdatei (z.B. via Einwohnerkontrolle), um Personen vor dem Übergang ins Rentenalter termingerecht zu erreichen?
5. Kann sich der Staatsrat vorstellen, mit Personen im Übergang ins Rentenalter mit einem Dankes- und Motivationsschreiben in Kontakt zu treten, dies auch im Sinne einer PR-Aktion und Marketing in eigener Sache?
6. Welche Informationen betr. AHV-Rente, Ergänzungsleistung zur AHV, KK-Verbilligung oder Pauschalentschädigung betrachtet der Staatsrat als vorrangig, um den betroffenen Personen Handlungssicherheit zu vermitteln?

II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat hat Verständnis für die Frage und die Anliegen der Grossrätin Aebischer und des Grossrats Stöckli. Bevor sie beantwortet werden, sind einige Informationen zum System der Leistungen der Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHV) und der Ergänzungsleistungen (EL) zur AHV notwendig.

Die AHV ist eine obligatorische Versicherung, die zum Ziel hat, die Grundbedürfnisse einer versicherten Person zu decken. Als wichtigster Pfeiler der sozialen Vorsorge in der Schweiz soll sie den wegen Alter und Tod zurückgehenden oder wegfallenden Arbeitsverdienst zumindest teilweise ersetzen. So soll die Altersrente es der versicherten Person erlauben, sich im Alter aus dem Berufsleben zurückzuziehen, indem sie zusammen mit der beruflichen Vorsorge einen materiell gesicherten Ruhestand gewährleistet. Die Hinterlassenenrente soll verhindern, dass zum menschlichen Leid, das der Tod eines Elternteils oder des Ehegatten über die Familie bringt, auch noch eine finanzielle Notlage hinzukommt. Zusammen mit der Invalidenversicherung (IV) und den Ergänzungsleistungen (EL) bildet sie die erste der drei Säulen des Schweizer Sozialversicherungssystems. Die zweite Säule bildet die für Arbeitnehmende obligatorische berufliche Vorsorge (Pensionskasse), während die dritte Säule aus der freiwilligen Selbstvorsorge (private Versicherung) besteht.

Wenn die AHV-Rente nicht ausreicht, um den Existenzbedarf der Empfängerinnen und Empfänger zu sichern, können sie EL beantragen. Die Auszahlung dieser EL hängt vom individuellen Einkommen und Vermögen ab. Die EL sind keine Fürsorgeleistungen, sondern stellen einen Anspruch dar, den jede versicherte Person rechtmässig geltend machen kann, wenn die im Bundesgesetz über die Ergänzungsleistungen zur AHV und IV (SR 831.30; ELG) festgelegten gesetzlichen Bestimmungen erfüllt sind.

Schliesslich ist zu erwähnen, dass es zwar nur eine IV-Stelle pro Kanton und eine einzige kantonale Ausgleichskasse, jedoch viele weitere berufliche Ausgleichskassen (nachstehend: private Kassen) gibt. Der Staat hat nur Zugang zu den Informationen über die Rentenbezügerinnen und -bezüger, die der kantonalen Ausgleichskasse angeschlossen sind, er verfügt also über keinerlei Informationen über Bürgerinnen und Bürger des Kantons, die bei privaten Kassen versichert sind. Der Staatsrat verfügt daher nur über begrenzte Daten, anhand derer er nicht alle versicherten Personen ermitteln kann, die Anspruch auf EL haben könnten.

Unter Berücksichtigung dieser Erwägungen beantwortet der Staatsrat die Fragen der Grossrätin Aebischer und des Grossrats Stöckli wie folgt:

1. *Kann sich der Staatsrat vorstellen, die möglicherweise anspruchsberechtigten Personen, welche ein bestimmtes Einkommen und Vermögen gemäss ihrer Steuerveranlagung nicht überschreiten, proaktiv anzuschreiben und sie auf ihr Recht auf EL hinzuweisen?*
2. *Falls ja:*
 - a) *Reichen die Angaben in der Steuerveranlagung, um Leute herauszufiltern, welche möglicherweise Anrecht auf EL haben? Wobei eine genaue Prüfung im Einzelfall durch die Ausgleichskasse natürlich vorbehalten bleibt.*
 - b) *In welcher Zeitspanne könnte dies umgesetzt werden?*

3. *Falls nein: Wie rechtfertigt es der Staat, die Bürgerinnen und Bürger nicht auf ihre Rechte hinzuweisen?*

Es ist nicht möglich, ein Schreiben an potenziell EL-berechtigte Personen zu richten, da anhand der Angaben in der Steuererklärung nicht bestimmt werden kann, ob ein Anspruch auf EL besteht oder nicht. Die Steuererklärung spiegelt die Situation der versicherten Person zwei Jahre zuvor wider, während die Prüfung eines potenziellen Anspruchs auf EL auf der aktuellen Lebenssituation der versicherten Person beruht. Überdies sind einige wichtige Angaben wie beispielsweise Einkommen und Vermögenswerte, auf die eine versicherte Person verzichtet hat, nicht in der Steuererklärung aufgeführt. Der Staatsrat ist daher der Ansicht, dass es schwierig ist, nur anhand der Angaben der Steuererklärung die potenziell EL-berechtigten Personen korrekt zu ermitteln. Ausserdem gibt es keine gesetzliche Grundlage, die eine Aufhebung des Steuergeheimnisses im Hinblick auf die Übermittlung solcher Daten erlaubt.

In Bezug auf den Anspruch auf EL ist im ELG vorgesehen, dass die Person eine IV- oder AHV-Rente, Taggelder oder eine Hilflosenentschädigung bezieht. Die [Informationsstelle AHV/IV](#) bietet weitere Informationen über den Anspruch auf diese verschiedenen Arten von Leistungen oder deren Berechnung.

Darüber hinaus müssen Versicherte bei jeder Entscheidung, eine Rente zu gewähren oder abzulehnen, über die Existenz der EL informiert werden. Bei dieser Information handelt es sich um eine Vorgabe des Bundes, so dass alle Ausgleichskassen betroffen sind. Die [Wegleitung über die Renten \(RWL\) in der Eidgenössischen Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung](#), Ziffer 9112, legt fest:

«Wird eine Rentenverfügung oder eine ablehnende Verfügung erlassen, muss die versicherte Person in geeigneter Weise über die Ergänzungsleistungen zur AHV/IV informiert werden (z.B. durch Aushändigung eines Merkblatts im Anhang).»

Aus den vorgenannten Gründen ist der Staatsrat der Ansicht, dass die potenziell EL-berechtigten Personen ausreichend über ihre Ansprüche informiert sind.

4. *Verfügt der Staatsrat über eine geeignete Adressdatei (z.B. via Einwohnerkontrolle), um Personen vor dem Übergang ins Rentenalter termingerecht zu erreichen?*

Der Staat verfügt über das Einwohnerregister tatsächlich über eine Adressdatei der Bürgerinnen und Bürger (Fripers). Gemäss der Verordnung über die Informatikplattform für die Einwohnerregisterdaten (SGF 114.21.12) bedarf der Zugang zu dieser Informatikplattform einer Genehmigung des Amts für Bevölkerung und Migration (BMA).

Die Einführung eines solchen Systems wäre indes nicht zufriedenstellend, da es die Adressdatei Fripers nicht erlaubt, eine entsprechende Liste der betroffenen Personen zu erstellen. Einige Personen wären nämlich aufgrund ihrer Lebensumstände (Wegzug ins Ausland, Krankheit usw.) nicht betroffen. Zudem weiss man nicht, welche Personen ihre Pensionierung aufschieben oder sich vorzeitig pensionieren lassen. Auch andere Informationen über die Lebensumstände der Personen sind nicht zu erfahren, so dass die aus dieser Datei übermittelten Daten möglicherweise nicht der Realität entsprechen.

5. *Kann sich der Staatsrat vorstellen, mit Personen im Übergang ins Rentenalter mit einem Dankes- und Motivations schreiben in Kontakt zu treten, dies auch im Sinne einer PR-Aktion und Marketing in eigener Sache?*

Der Staatsrat ist der Ansicht, dass dieser Vorschlag nur schwer realisierbar ist.

Wie in der Antwort auf Frage 4 erwähnt, unterscheiden sich die Lebenssituationen der zukünftigen Rentnerinnen und Rentner von Person zu Person, so dass nicht festgelegt werden kann, welche Personen ihre Pensionierung aufschieben oder vorziehen möchten.

Es wäre daher kontraproduktiv und unangemessen, allen zukünftigen Rentnerinnen und Rentnern des Kantons unabhängig von ihrer Lebensplanung ein Dankes- und Motivations schreiben zukommen zu lassen.

6. *Welche Informationen betr. AHV-Rente, Ergänzungsleistung zur AHV, KK-Verbilligung oder Pauschalentschädigung betrachtet der Staatsrat als vorrangig, um den betroffenen Personen Handlungssicherheit zu vermitteln?*

Der Staatsrat kann sich nicht festlegen, welche Informationen er als vorrangig erachtet, da jede der erwähnten Sozialleistungen jedem Bürger und jeder Bürgerin mit Wohnsitz im Kanton Freiburg auf unterschiedliche Weise und unter Berücksichtigung seiner/ihrer persönlichen und finanziellen Situation eine finanzielle Unterstützung gewährt.

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Question 2024-GC-287

Des informations ciblées pour optimiser le départ à la retraite ?

Auteur-e-s :	Aebischer Eliane / Stöckli Markus
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	21.11.2024
Développement :	---
Transmission au Conseil d'Etat :	21.11.2024
Réponse du Conseil d'Etat :	01.04.2025

I. Question

Partir à la retraite est une étape importante de la vie. Pour les futurs retraités et retraitées, il s'agit non seulement de planifier la troisième phase de leur existence, mais également de se pencher sur les questions concernant les assurances sociales et les rentes auxquelles ils ont droit. Or, certains aspects économiques peuvent entraver une transition optimale.

Grâce à notre système de rentes, tous les retraités et retraitées ont droit à une aide financière. Nos recherches nous ont permis de constater avec satisfaction que les processus permettant l'accès aux différents droits fonctionnent bien et sont considérés comme exemplaires.

AVS :

Les démarches à effectuer pour obtenir la rente AVS sont parfaitement organisées. Les processus sont bien conçus et les informations nécessaires parviennent aisément aux ayants droit, qui peuvent bénéficier de conseils individuels le cas échéant.

Réduction des primes d'assurance-maladie :

La déclaration d'impôts permet de recenser les personnes qui ont droit à une réduction de leur prime d'assurance-maladie. Celles-ci reçoivent alors directement un courrier et environ 95 % des destinataires y donnent suite.

Prestations complémentaires à l'AVS :

C'est précisément dans ce domaine qu'il existe un potentiel d'amélioration.

Selon les statistiques relatives aux prestations complémentaires (PC) à l'AVS publiées par l'Office fédéral des assurances sociales, 12,5 % (14,5 % pour le canton de Fribourg) des bénéficiaires de l'AVS ont touché des PC en Suisse en 2023. Tandis que, parmi les personnes qui viennent de prendre leur retraite, seules 7,5 % demandent des PC, le pourcentage atteint 19,8 % chez les nonagénaires. En effet, le nombre de bénéficiaires augmente avec l'âge puisque davantage de personnes entrent en EMS, d'où des besoins financiers plus importants.

D'après Pro Senectute, de très nombreuses personnes âgées en Suisse ne sont pas en mesure de subvenir à leurs besoins uniquement avec les rentes qu'elles perçoivent. Etant donné que le système suisse de prévoyance vieillesse est financé en premier lieu par les personnes exerçant une activité lucrative, les revenus ou salaires plutôt bas génèrent une faible capacité de prévoyance. S'ajoute à cela le fait que, par fierté ou par pudeur, une grande majorité des bénéficiaires de l'AVS ne font pas valoir leur droit aux PC.

Or, les PC à l'AVS sont un droit accordé aux personnes âgées lorsque leur rente AVS et celle de leur caisse de pension ne suffisent pas à couvrir leurs besoins vitaux. Quant à l'Etat, il est tenu d'informer les personnes concernées des droits qui leur reviennent.

Nos questions à cet égard sont les suivantes :

1. Le Conseil d'Etat peut-il envisager d'écrire de manière proactive un courrier aux éventuels bénéficiaires dont le revenu et la fortune ne dépassent pas un certain montant selon leur déclaration d'impôts afin de les informer de leur droit aux PC ?
2. Si oui :
 - a) Les informations figurant dans la déclaration d'impôts sont-elles suffisantes pour filtrer les ayants droit potentiels aux PC ? À noter qu'un examen précis effectué au cas par cas par la caisse de compensation demeure bien évidemment réservé.
 - b) Dans quel laps de temps cette mesure pourrait-elle être mise en œuvre ?
3. Si non : comment l'Etat justifie-t-il la non-information des citoyens et citoyennes quant à leurs droits ?

Informations générales de l'Etat aux futurs retraités et retraitées :

Les optimisations de processus ouvrent la voie à d'autres améliorations. En recevant une brève lettre d'information, rédigée dans les deux langues officielles, les futurs retraités et retraitées pourraient avoir une perception positive de l'Etat et se sentir accompagnés dans cette transition difficile vers la retraite. Dans ce courrier, il s'agirait de :

- > remercier les futurs retraités et retraitées et leur exprimer de la reconnaissance pour leurs engagements, non seulement professionnels mais souvent aussi bénévoles, au service de la société pendant toutes leurs années d'activité professionnelle.
- > avoir quelques mots d'encouragement pour leur future retraite (pas forcément reposante).
- > leur fournir de brèves informations, au moyen des liens correspondants, sur leurs droits et obligations concernant la rente AVS, les prestations complémentaires à l'AVS et la réduction des primes d'assurance-maladie, voire l'indemnité forfaitaire (LIF ; RSF 830.1).

Nos questions à cet égard sont les suivantes :

4. Le Conseil d'Etat dispose-t-il d'un fichier d'adresses approprié (par ex. via le contrôle des habitants) de manière à contacter dans les temps les personnes concernées avant leur arrivée à l'âge de la retraite ?
5. Le Conseil d'Etat peut-il envisager d'adresser une lettre de remerciement et d'encouragement aux futurs retraités et retraitées, ceci dans le cadre d'une opération de relations publiques et de marketing en son nom propre ?
6. Quelles informations concernant la rente AVS, les prestations complémentaires à l'AVS, la réduction des primes maladie et l'indemnité forfaitaire l'Etat considère-t-il comme prioritaires afin que les personnes concernées puissent agir en connaissance de cause ?

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat comprend la question et les préoccupations des député-e-s Aebischer et Stöckli. Avant d'y répondre, il convient de préciser certaines informations sur le système des prestations que sont l'assurance-vieillesse et survivants (AVS) et les prestations complémentaires (PC) à l'AVS.

L'AVS est une assurance obligatoire ayant pour objectif de couvrir les besoins vitaux d'une personne assurée. En tant que principal pilier de la prévoyance sociale suisse, elle vise à compenser,

du moins partiellement, la diminution ou la perte du revenu du travail dues à l'âge et au décès. Ainsi, le but de la rente de vieillesse est de permettre à la personne assurée de se retirer de la vie professionnelle à l'âge prévu en lui garantissant, avec la prévoyance professionnelle, la sécurité matérielle pendant la retraite. La rente de survivants doit, elle, empêcher que le décès d'un parent ou d'un conjoint n'entraîne, outre la souffrance humaine, des difficultés financières trop rigoureuses. Couplée avec l'assurance-invalidité (AI) et les prestations complémentaires (PC), elle forme le premier des trois piliers du système de sécurité sociale suisse. Elle est suivie du deuxième pilier qui est constitué par la prévoyance professionnelle (caisse de pension), obligatoire pour les salarié-e-s, ainsi que du troisième pilier composé de la prévoyance personnelle qui est facultative (assurance privée).

Lorsque la rente AVS ne suffit pas à assurer la subsistance des bénéficiaires, ils ou elles peuvent demander des PC. Le versement de ces PC dépend du revenu et de la fortune de chaque assuré-e. Les PC ne sont pas des prestations d'assistance mais constituent un droit que la personne assurée peut faire valoir en toute légitimité lorsque les conditions légales posées dans la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (RS 831.30 ; LPC) sont réunies.

Enfin, il y a lieu de mentionner que, bien qu'il y ait un seul office AI par canton et une seule caisse cantonale de compensation, il existe nombre d'autres caisses de compensation professionnelles (ci-après : caisses privées). L'Etat n'a accès qu'aux informations relatives aux bénéficiaires de rente affiliées à la caisse cantonale de compensation, de sorte qu'il ne dispose d'aucune information sur les citoyennes et citoyens du canton qui sont inscrit-e-s auprès de caisses privées. Le Conseil d'Etat dispose donc de données limitées qui ne lui permettent pas de déterminer toutes les personnes assurées susceptibles de bénéficier de PC.

Compte tenu de ces considérations, le Conseil d'Etat répond comme suit aux questions des député-e-s Aebischer et Stöckli :

1. *Le Conseil d'Etat peut-il envisager d'écrire de manière proactive un courrier aux éventuels bénéficiaires dont le revenu et la fortune ne dépassent pas un certain montant selon leur déclaration d'impôts afin de les informer de leur droit aux PC ?*
2. *Si oui :*
 - a) *Les informations figurant dans la déclaration d'impôts sont-elles suffisantes pour filtrer les ayants droit potentiels aux PC ? À noter qu'un examen précis effectué au cas par cas par la caisse de compensation demeure bien évidemment réservé.*
 - b) *Dans quel laps de temps cette mesure pourrait-elle être mise en œuvre ?*

3. *Si non : comment l'Etat justifie-t-il la non-information des citoyens et citoyennes quant à leurs droits ?*

La rédaction d'un courrier à l'adresse de potentiels bénéficiaires de PC n'est pas possible, dans la mesure où les éléments figurant dans la déclaration d'impôts ne suffisent pas à déterminer l'ouverture ou non d'un droit aux PC. En effet, la déclaration d'impôts reflète la situation de l'assuré-e deux ans auparavant alors que l'examen d'un droit potentiel aux PC repose sur la situation actuelle de l'assuré-e. De plus, certains éléments pertinents, tels que les ressources ou parts de fortune dont l'assuré-e se serait dessaisi, ne figurent pas dans la déclaration d'impôts. Par conséquent, le Conseil d'Etat estime que, avec les seules données de la déclaration d'impôts, il est difficile de cibler correctement les éventuels bénéficiaires de PC. Il n'y a par ailleurs pas de base légale permettant la levée du secret fiscal en vue de la transmission de telles données.

S'agissant du droit aux PC, il est prévu dans la LPC que la personne soit au bénéfice d'une rente de l'AI ou de l'AVS, d'indemnités journalières ou d'une allocation pour impotent. Le [centre d'information AVS-AI](#) offre davantage d'informations sur le droit ou le calcul de ces différents types de prestations.

A cela s'ajoute que, sur toute décision d'octroi ou de refus d'une rente, doivent figurer des informations à l'intention de l'assuré-e concernant l'existence de PC. Ceci relève d'une exigence fédérale, de sorte que toutes les caisses de compensation sont concernées. Ainsi les [Directives concernant les rentes de l'assurance vieillesse, survivants et invalidité fédérale](#), chiffre 9112 exposent que :

« Lorsqu'une décision de rente ou une décision de refus est rendue, la personne assurée doit être informée d'une manière appropriée de l'existence des prestations complémentaires à l'AVS/AI (par la remise d'un mémento en annexe, par exemple). »

Au vu de ce qui précède, le Conseil d'Etat estime que les personnes pouvant potentiellement prétendre à des PC sont suffisamment informées de leurs droits.

4. *Le Conseil d'Etat dispose-t-il d'un fichier d'adresses approprié (par ex. via le contrôle des habitants) de manière à contacter dans les temps les personnes concernées avant leur arrivée à l'âge de la retraite ?*

L'Etat dispose effectivement d'un fichier d'adresses des citoyens et citoyennes (Fripers) par l'intermédiaire du Registre des habitants. En vertu de l'Ordonnance relative à la plate-forme informatique contenant des données des registres des habitants (RSF 114.21.12), l'accès à cette plate-forme électronique est soumis à autorisation auprès du Service de la population et des migrants (SPoMi).

Cependant, la mise en place d'un tel système ne saurait être satisfaisant, dans la mesure où le fichier d'adresses Fripers ne permet pas de ressortir une liste pertinente de personnes concernées. En effet, selon leurs circonstances de vie (départ à l'étranger, maladie, ...) certaines personnes ne seraient pas concernées. De plus, il n'est pas possible de savoir quelle personne ajournera ou prendra sa retraite de manière anticipée, ou de connaître d'autres informations relatives aux circonstances de vie des personnes, si bien que les données transmises par ce fichier pourraient ne pas correspondre à la réalité.

5. *Le Conseil d'Etat peut-il envisager d'adresser une lettre de remerciement et d'encouragement aux futurs retraités et retraitées, ceci dans le cadre d'une opération de relations publiques et de marketing en son nom propre ?*

Le Conseil d'Etat estime que cette proposition est difficilement réalisable.

En effet, comme évoqué dans la réponse à la question 4, la situation de vie des futur-e-s retraités et retraitées diffèrent d'une personne à une autre, de sorte que l'on ne peut définir les personnes qui souhaitent ajourner ou anticiper leur retraite.

Ainsi, la mise en place d'une opération consistant à remettre une lettre de remerciement et d'encouragement à l'ensemble des futur-e-s retraités et retraitées du canton, sans égard pour leur plan de vie, serait contre-productif et inadéquat.

6. *Quelles informations concernant la rente AVS, les prestations complémentaires à l'AVS, la réduction des primes maladie et l'indemnité forfaitaire l'Etat considère-t-il comme prioritaires afin que les personnes concernées puissent agir en connaissance de cause ?*

Le Conseil d'Etat n'est pas en mesure de définir les informations qu'il considère comme prioritaires car, pour chacune des prestations sociales mentionnées, le soutien financier accordé aux citoyens et citoyennes domiciliés dans le canton de Fribourg varie en fonction de leur situation personnelle et financière.

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Anfrage 2024-GC-302

Asiatische Hornisse: Imkerinnen und Imker allein an der Front

Urheber:	Clément Christian
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	04.12.2024
Begründung:	---
Überweisung an den Staatsrat:	04.12.2024
Antwort des Staatsrats:	08.04.2025

I. Anfrage

2024 wurden mehrere Nester von Asiatischen Hornissen entdeckt, unter anderem in den Gemeinden Marly (2), Villeneuve, Granges-Paccot, Montagny-les-Monts, Saint-Aubin, Châtonnaye (2), Villars-sur-Glâne, Flamatt, Romont. Sichtungen gab es in Freiburg, Châtel-Saint-Denis, Schmitten/Saint-Antoine und Belfaux. 2025 soll die Zahl der Nester auf über 50 oder sogar noch deutlich mehr ansteigen. Im Kanton Waadt gehen pessimistische Prognosen von mehreren hundert Nestern aus.

Wie prognostiziert, konnte die Ausbreitung der Asiatischen Hornisse an den Grenzen unseres Kantons nicht eingedämmt werden und entwickelt sich exponentiell. Als Antwort auf die im Jahr 2022 gestellte Anfrage (2022-CE-318: Wie sieht die kantonale Strategie gegen die Asiatische Hornisse aus?) und nach einem Treffen zwischen den betroffenen Ämtern und Vertretern des Verbands Freiburger Bienenzüchter (VFB) wurden Mittel für die Ausbildung sowie eine bescheidene Aufwandsentschädigung für Einsätze und die Beteiligung am Kauf von Kleinmaterial zur Zerstörung der Nester bewilligt.

In jüngster Zeit sind sich die Nachbarkantone der Risiken bewusst geworden und haben beschlossen, entschlossen zu handeln. In unserem Kanton entsprechen die ergriffenen Massnahmen nicht mehr der exponentiellen Invasion, und die Imkerinnen und Imker sehen sich mit verschiedenen Problemen konfrontiert:

- > **Nur die Imkerinnen und Imker sind in die Bekämpfung involviert.** Angesichts der sich abzeichnenden Invasion kann das Problem der Asiatischen Hornisse nicht mehr allein den Imkerinnen und Imkern überlassen werden. Andere Akteure oder Fachleute müssen miteinbezogen und geschult werden. Der Kanton Waadt hat beispielsweise beschlossen, den Zivilschutz in die Bekämpfung einzubeziehen und ihn zu schulen.
- > **Gewisse Einsätze sind komplex und gefährlich.** In Châtonnaye befand sich etwa eines der Nester in 37 Metern Höhe, eines in Marly in 27 Metern Höhe.
- > **Die derzeitige Kommunikation ist nicht effektiv genug.** Die Kommunikation zwischen dem Zeitpunkt der Meldung und der Einbeziehung der Bezirksbeauftragten für die Asiatische Hornisse dauert zu lange. Ausserdem haben die Bezirksbeauftragten beispielsweise keinen Zugang zu den Imkerinnen und Imkern, die sich in der Nähe der gemeldeten Sichtung befinden.
- > **Die Durchführung der Nestsuche mittels Telemetrie (Peilsender an einem Individuum) ist kostspielig.** Pro Einsatz muss mit fast 1000 Franken gerechnet werden. Die Ausrüstung für die

Telemetrie kostet zwischen 1500 und 2500 Franken und es braucht sie in mehrfacher Ausführung. Zudem kostet ein Peilsender 100 Franken (die Kosten sinken auf 40 Franken, wenn die Hochschule für Ingenieurwissenschaften in Yverdon sie herstellen kann) und es werden mehr als 100 Stück pro Jahr benötigt.

- > **Bei der Entdeckung eines Nests wird der Eigentümer unzureichend benachrichtigt und ohne dass weitere Massnahmen erfolgen würden. Manche Eigentümer widersetzen sich sogar der Zerstörung des Nests.** Der Eigentümer erhält ein Schreiben, in dem ihm mitgeteilt wird, dass auf seinem Grundstück ein Nest der Asiatischen Hornisse entdeckt wurde und dass es entfernt werden muss, da es sich um eine invasive Art handelt. Es liegt in der Verantwortung des Eigentümers, dafür zu sorgen, dass sich die jungen, geschlechtsreifen Hornissen nicht verbreiten und dass die erwachsenen Individuen keine Schäden an Personen verursachen. Der Staat übernimmt die Kosten für die Vernichtung nicht, aber die Eigentümer können sich an den VFB wenden. Manche Eigentümer widersetzen sich sogar der Zerstörung des Nests.
- > **Die Asiatische Hornisse wird in unserem Kanton nur als Problem für die Imkerinnen und Imker betrachtet und nicht als Problem für die Umwelt und die Biodiversität.** Tatsächlich handelt es sich um ein sehr aggressives Raubtier, das nicht nur für Honigbienen gefährlich ist, sondern auch für Wildbienen und andere Insekten, die aktiv an der Bestäubung der Pflanzen beteiligt sind. Das ganze Jahr über greift es massiv andere Bestäuber (Hautflügler und Zweiflügler) und Insekten an. Die Angriffe auf Wildtiere sind nicht messbar. Die Asiatische Hornisse stellt eine echte Bedrohung für die biologische Vielfalt und die Agrarwirtschaft dar.

In Anbetracht dieser Aspekte erlaube ich mir, folgende Fragen zu stellen:

1. Ist der Staatsrat der Ansicht, dass die Verbreitung der Asiatischen Hornisse nur die Imkerinnen und Imker betrifft oder dass es sich um eine allgemeine Gefahr für die Biodiversität und die Agrarwirtschaft handelt?
2. Welche Massnahmen wurden in den Nachbarkantonen wie Waadt und Bern ergriffen oder sind geplant, um die Verbreitung der Asiatischen Hornisse zu verlangsamen?
 - a) Könnte sich der Kanton Freiburg an diesen orientieren, um die Imkerinnen und Imker nicht allein an der Front zu lassen, insbesondere durch die Einbindung des Zivilschutzes oder einer Gruppe von Fachleuten, die in der Suche und der Zerstörung der Nester ausgebildet werden?
3. Wäre eine zusätzliche Unterstützung denkbar für die technischen Mittel zur Nestsuche sowie für Schulungen und die Zerstörung der Nester, wenn letztere komplexe Mittel erfordert?
4. Welche konkreten Massnahmen gedenkt der Staatsrat unter Einbezug aller betroffenen Akteure, einschliesslich des Bundes, zu ergreifen?
5. Wie gedenkt der Staatsrat sicherzustellen, dass die Informationen rasch, weit und angemessen mit den nötigen Hilfsmitteln verbreitet werden?
6. Plant der Kanton zusammen mit den anderen betroffenen Kantonen und dem Bund Massnahmen, um sicherzustellen, dass sich die Grundeigentümer an der Bekämpfung beteiligen oder sich dieser auf jeden Fall nicht widersetzen können?

II. Antwort des Staatsrats

Einleitend weist der Staatsrat darauf hin, dass er bereits 2022 eine Anfrage desselben Verfassers zum selben Thema beantwortet hat (Anfrage Clément Christian 2022-CE-318 «Wie sieht die kantonale Strategie gegen die Asiatische Hornisse aus?»). Der Staatsrat erinnert an die damals getroffenen Entscheidungen: «*Angesichts der derzeitigen Ausbreitung der Asiatischen Hornisse in*

Europa ist es nicht möglich, die Tilgung dieser Art anzustreben. (...) Die Massnahmen des Staates werden sich daher auf die Bereitstellung von Fachleuten konzentrieren, die Schulungen für das Auffinden von Nestern und den Schutz von Bienenstöcken durchführen.» Diese Strategie wurde verfolgt: Zahlreiche Imkerinnen und Imker konnten, mit finanzieller Unterstützung des Amtes für Wald und Natur und verschiedener Fachleute, Ratschläge von Fachleuten erhalten und/oder Kurse zur Ortung und Zerstörung von Nestern besuchen.

In Anbetracht dieser Ausführungen beantwortet der Staatsrat die gestellten Fragen wie folgt:

1. *Ist der Staatsrat der Ansicht, dass die Verbreitung der Asiatischen Hornisse nur die Imkerinnen und Imker betrifft oder dass es sich um eine allgemeine Gefahr für die Biodiversität und die Agrarwirtschaft handelt?*

Es bestehen derzeit noch keine Studien über den **Einfluss der Asiatischen Hornisse auf die einheimischen Insektenpopulationen** in Mitteleuropa. Ergebnisse von in anderen Kontinenten durchgeführten Studien zeigen jedoch, dass sich die Asiatische Hornisse zwar von verschiedenen Insekten ernährt, sich aber auf den Angriff auf Bienenstöcke zu spezialisieren scheint, wenn diese vorhanden sind. Hornissen ernähren sich daher vor allem von Honigbienen und Echten Wespen, obwohl Fliegen und Schwebfliegen weiterhin einen festen Platz in der Ernährung dieser Art haben. Mehrere Studien haben gezeigt, dass die Asiatische Hornisse vom Menschen geprägte Gebiete bevorzugt und keine grosse Fähigkeit zeigt, sich in naturbelassenen Gebieten¹ anzusiedeln, die somit oftmals Zufluchtsorte für seltene oder bedrohte Arten bleiben. Ohne die allgemeinen Auswirkungen der Asiatischen Hornisse auf die Insektenfauna im Allgemeinen kleinzureden, scheint ihre Bedrohung für wild lebende Arten begrenzt zu sein, da sie opportunistisch Insekten und vorzugsweise in vom Menschen geprägte Gebiete jagt. Studien zu diesem Thema stehen jedoch noch aus.

2017 untersuchte eine Forschungsgruppe von Agroscope die **Bedeutung der von Honig- und Wildbienen erbrachten Bestäubungsleistungen** in der Schweiz². So lag der zum Zeitpunkt der Studie berechnete Wert der Bestäubungsleistung zwischen 205 und 479 Millionen Schweizer Franken pro Jahr.

Durch den Raub der Hautflügler, hauptsächlich Honigbienen, kann die Asiatische Hornisse die Bestäubungsleistung reduzieren. Das Thema ist noch weitgehend unerforscht und es gibt derzeit keine Studien, die diese Auswirkungen beziffern könnten.

Die meisten Imkerinnen und Imker im Kanton Freiburg üben diese Tätigkeit als Hobby aus. Im Flachland spielen die Bienenstöcke eine wichtige Rolle bei der Bestäubung von Kulturen, die im Frühjahr blühen (insbesondere Obstbäume und Raps). Deshalb würde sich ein Rückgang der Anzahl Honigbienenvölker schnell auf die Erträge und die Qualität von Obst und Raps auswirken. Deshalb begrüsst der Staatsrat, dass der Bund sich der Problematik annimmt (siehe Antwort auf Frage 4).

2. *Welche Massnahmen wurden in den Nachbarkantonen wie Waadt und Bern ergriffen oder sind geplant, um die Verbreitung der Asiatischen Hornisse zu verlangsamen?*

¹ Fournier 2017 und Choi 2012

² <https://www.agroscope.admin.ch/agroscope/de/home/aktuell/medieninformationen/medienmitteilungen/2017.msg-id-68070.html>

Die im **Grossen Rat des Kantons Bern** 2023 behandelte Motion Nr. 241 gab folgende Informationen:

«Der Kanton Bern prüft (...) die Schaffung einer Koordinationsstelle für invasive Neobioten, die mit den erforderlichen Mitteln ausgestattet ist, um den Umgang mit invasiven gebietsfremden Arten ganzheitlich zu regeln. (...)

Der Kanton Bern verfügt momentan weder über personelle Ressourcen für die Koordination von Massnahmen zu invasiven gebietsfremden Organismen, noch über ausreichend finanzielle und personelle Ressourcen für die effiziente Bekämpfung von igA [gebietsfremde, invasive Arten]. (...)

Durch die vielen Medienbeiträge über die asiatische Hornisse wurden aus Sicht des Regierungsrats nebst den direkt betroffenen Berufsgruppen auch die breite Bevölkerung bereits ausreichend informiert und sensibilisiert. Mit den Informationen auf www.asiatischehornisse.ch kann die asiatische Hornisse identifiziert werden (...).»

Die beim Kanton eingeholten Auskünfte³ im Januar 2025 zeigen, dass derzeit weder eine Organisation noch ein spezifisches Budget für die Bekämpfung gebietsfremder, invasiver Arten definiert wurden. Obwohl fast alle gemeldeten Nester erfolgreich beseitigt wurden, verzeichnet der Kanton Bern mit 293 bestätigten Meldungen im Jahr 2024 gegenüber 56 im Vorjahr einen starken Anstieg der Asiatischen Hornisse.

Im **Kanton Waadt** wurden 2024 gemäss Auskunft 197 Nester mithilfe freiwilliger Imkerteams vernichtet. 2024 erteilte die *Direction générale de l'environnement* einem Spezialisten ein Mandat, um die Bekämpfung zu koordinieren, und es wurden Schulungen für Imkerinnen und Imker eingeführt.

Der Zivilschutz (ZS) wurde mobilisiert, um die Suche nach Nestern mithilfe von Radiotelemetrie-Sendern und der Velutina-Tracking-App zu testen. Auch die nächtliche Erkennung durch eine Drohne mit Wärmebildkamera wurde getestet, allerdings mit gemischten Ergebnissen. Die Mobilisierung des ZS hat sich als schwierig erwiesen für dringende Einsätze, wie sie die Zerstörung von Hornissennestern erfordert. Der Kanton Waadt sieht nicht vor, den ZS in den kommenden Jahren erneut zu mobilisieren.

Die für die Bekämpfung im Kanton Waadt erforderlichen Ressourcen, unter Berücksichtigung der Anstellung des kantonalen Koordinators, wurden von den Imkerinnen und Imkern auf einen Betrag von 400 000 Franken pro Jahr geschätzt.

³ Inforama, Bern.

- a) *Könnte sich der Kanton Freiburg an diesen orientieren, um die Imkerinnen und Imker nicht allein an der Front zu lassen, insbesondere durch die Einbindung des Zivilschutzes oder einer Gruppe von Fachleuten, die in der Suche und der Zerstörung der Nester ausgebildet werden?*

Aufgrund der wenig überzeugenden Erfahrungen im Kanton Waadt verzichtet der Staatsrat darauf, den ZS in den Bekämpfungsprozess einzubeziehen. Die Einrichtung einer Gruppe von auf die Bekämpfung der Asiatischen Hornisse spezialisierten Fachleuten ist nicht vorgesehen, da es unmöglich ist, die Hornisse auszurotten, die Kosten hoch sind und keine signifikanten Ergebnisse erwartet werden. Er wird jedoch weiterhin den Beizug von Experten des Bienengesundheitsdiensts (BGD) unterstützen. Der Staatsrat weist darauf hin, dass auf Schädlingsbekämpfung spezialisierte Unternehmen solche Dienstleistungen bereits anbieten. Das Amt für Wald und Natur (WNA) führt eine Liste, die es den Imkerinnen und Imkern und der Bevölkerung zur Verfügung stellt.

3. *Wäre eine zusätzliche Unterstützung denkbar für die technischen Mittel zur Nestsuche sowie für Schulungen und die Zerstörung der Nester, wenn letztere komplexe Mittel erfordert?*

Wie bereits in seiner Antwort von 2022 festgehalten, *«plant der Staat keine systematische Suche oder Zerstörung von Nestern»*, er unterstützt jedoch die Beratung und Schulungen.

Wie der Urheber der Anfrage selbst festhält, ist die Suche und Beseitigung von Hornissennestern teuer. Die Erfahrung zeigt heute, dass die Kosten für die Zerstörung eines Nests der Asiatischen Hornisse je nach Situation zwischen 500 Franken und 5000 Franken betragen. In Anbetracht der Entwicklung der Populationen der Asiatischen Hornisse in der Schweiz und der Staatsfinanzen wird gemäss der Antwort von 2022 und der interkantonalen Praxis *«nur noch die Ortung und Zerstörung von Nestern im Einzelfall und in Abhängigkeit von bestimmten Situationen (z. B. in der Nähe von Schulen oder wichtigen Erholungsgebieten) unterstützt werden»*.

4. *Welche konkreten Massnahmen gedenkt der Staatsrat unter Einbezug aller betroffenen Akteure, einschliesslich des Bundes, zu ergreifen?*

In Ermangelung einer Strategie zur systematischen und einheitlichen Ausrottung der Asiatischen Hornisse auf Bundesebene ist jeder Versuch, die Hornisse auf kantonaler Ebene auszurotten, zum Scheitern verurteilt.

Wie in den Jahren 2023 und 2024 wird der Staat auch 2025 finanzielle Mittel für den Beizug von Experten des Bienengesundheitsdiensts (BGD), einem nationalen Dienst, bereitstellen, wobei die Anstellung der Experten unter der Leitung des WNA und zu Lasten seines Budgets erfolgt. Ob dieses Engagement ab 2026 weitergeführt wird, hängt von den Entscheiden zum Voranschlag ab.

Diese Mittel werden es ermöglichen, weiterhin auszubilden und zu informieren, wobei der Schwerpunkt auf der Suche nach konkreten Lösungen für den Schutz von Bienenstöcken in Zusammenarbeit mit den Experten des BGD und den auf diesem Gebiet spezialisierten Unternehmen liegt.

Der Staatsrat verfolgt zudem aufmerksam den Änderungsentwurf der Bundesverordnung zur Reduktion von Risiken beim Umgang mit bestimmten besonders gefährlichen Stoffen, Zubereitungen und Gegenständen (ChemRRV), die vom Eidgenössischen Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation am 26. März 2025 in die Vernehmlassung gegeben wurde. Dieser Entwurf soll es insbesondere noch in diesem Jahr ermöglichen, dass für die Bekämpfung der Asiatischen Hornisse unter restriktiven Voraussetzungen Ausnahmegewilligungen für den Einsatz

von Biozidprodukten im Wald erteilt werden können. Letzteres soll nur dann möglich sein, wenn keine mechanischen oder physikalischen Bekämpfungsmethoden eingesetzt werden können. Der Staatsrat wird daher die Möglichkeiten prüfen, die die neue Bundesgesetzgebung zur Bekämpfung dieses invasiven gebietsfremden Organismus bietet, und wird seine Praxis je nach Entwicklung der Bundesbeschlüsse anpassen.

5. *Wie gedenkt der Staatsrat sicherzustellen, dass die Informationen rasch, weit und angemessen mit den nötigen Hilfsmitteln verbreitet werden?*

Alle nachweislichen Sichtungen von Asiatischen Hornissen werden auf der Plattform www.asiatischehornisse.ch gemeldet, entweder direkt von den Imkerinnen und Imkern, vom WNA oder selbst von der breiten Öffentlichkeit. Diese Beobachtungen werden anschliessend auf eine Karte (Velutina Map) der Schweiz übertragen, die auf der Website <https://map.frelonasiatique.ch/> verfügbar ist.

Dieses Informatiktool, das die Anwesenheit von Hornissen sowie aktiven, inaktiven oder zerstörten Nestern verzeichnet, ermöglicht es Imkerinnen und Imkern, sich über die Anwesenheit der Asiatischen Hornisse in ihrer Region zu informieren bzw. in Erfahrung zu bringen, welche Regionen noch nicht befallen sind.

6. *Plant der Kanton zusammen mit den anderen betroffenen Kantonen und dem Bund Massnahmen, um sicherzustellen, dass sich die Grundeigentümer an der Bekämpfung beteiligen oder sich dieser auf jeden Fall nicht widersetzen können?*

Die in den Jahren 2023 und 2024 gemachten Erfahrungen zeigten, dass gewisse Grundeigentümer aus unterschiedlichen Gründen die Zerstörung der Nester der Asiatischen Hornisse auf ihrem Grundstück verweigerten und dass auch eine Rechtsgrundlage fehlte, um die Zerstörung von Nestern auf einem Privatgrundstück gegen den Willen des Eigentümers anzuordnen. Da die Asiatische Hornisse vom Bundesamt für Umwelt (BAFU) als invasive gebietsfremde Art eingestuft wird, ist es jedoch wichtig, identifizierte Nester beseitigen zu können, um die Ausbreitung zu verlangsamen, auch wenn die Ausrottung nicht das Ziel ist.

Der Staatsrat verpflichtet sich, gestützt auf Artikel 31 Abs. 2 Bst. b des Gesetzes über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG), einen Beschluss zu erlassen, der die Grundeigentümer verpflichtet, die Beseitigung der auf ihrer Parzelle identifizierten Nester zu akzeptieren. Diese Massnahme wird es den Gemeinden, Imkerinnen und Imkern, staatlichen Stellen oder anderen interessierte Personen ermöglichen, Zugang zu den befallenen Parzellen zu erhalten.

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Question 2024-GC-302

Frelon asiatique : les apiculteurs seuls au front

Auteur :	Clément Christian
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	04.12.2024
Développement :	---
Transmission au Conseil d'Etat :	04.12.2024
Réponse du Conseil d'Etat :	08.04.2025

I. Question

En 2024, plusieurs nids de frelons asiatiques ont notamment été découverts dans les communes suivantes : Marly (2), Villeneuve, Granges-Paccot, Montagny-les-Monts, Saint-Aubin, Châtonnaye (2), Villars-sur-Glâne, Flamatt, Romont, ainsi que des observations à Fribourg, Châtel-Saint-Denis, Schmitten/Saint-Antoine et Belfaux. En 2025, il est prévu que le nombre de nids dépasse les 50, voire bien plus. Dans le Canton de Vaud, les prévisions pessimistes estiment plusieurs centaines de nids.

Suivant les prévisions, la propagation du frelon asiatique n'a pas été contenue aux frontières de notre canton et se développe de manière exponentielle. En réponse à la question posée en 2022 (2022-CE-318 : Quelle stratégie cantonale contre le frelon asiatique ?), et à la suite d'une rencontre entre les services concernés et des représentants de la Fédération fribourgeoise des apiculteurs (FFA), des moyens ont été alloués pour la formation, ainsi qu'un modeste défrayement des interventions et la participation à l'achat de petit matériel pour détruire les nids.

Récemment, les cantons voisins ont pris conscience des risques et ont décidé d'agir fortement. Dans notre canton, les mesures prises ne correspondent plus à l'invasion exponentielle et les apiculteurs font face à divers problèmes :

- > **Seuls les apiculteurs sont impliqués dans la lutte.** Avec l'invasion qui nous attend, le problème du frelon asiatique ne peut plus être abandonné aux seuls apiculteurs. D'autres acteurs ou professionnels doivent être intégrés et formés. Le Canton de Vaud a, par exemple, décidé d'intégrer la Protection Civile dans la lutte et de la former.
- > **Certaines interventions sont complexes et dangereuses.** A Châtonnaye, l'un des nids se trouvait à 37 mètres de haut et à 27 mètres à Marly.
- > **La communication actuelle n'est pas assez efficace.** La communication entre le moment de la déclaration et l'implication des délégués au frelon asiatique des districts prend trop de temps. De plus, les délégués de district n'ont par exemple pas accès aux apiculteurs situés près des signalements.
- > **La mise en place de recherche par télémétrie (émetteur radio sur un individu) est coûteuse.** Il faut compter près de 1000 francs par intervention. Le matériel de télémétrie coûte entre 1 500 francs et 2 500 francs et il en faudrait plusieurs. De plus le coût d'un émetteur se monte à 100 francs (coût réduit à 40 francs si l'Ecole d'Ingénieurs d'Yverdon parvient à les produire) et il en faudrait plus d'une centaine par année.

- > **Lors de la détection d'un nid, le propriétaire est avisé de manière inadéquate et sans suite, certains s'opposant même à la destruction du nid.** Le propriétaire reçoit un courrier indiquant qu'un nid de frelon asiatique a été détecté sur sa parcelle et qu'il doit être supprimé car il s'agit d'une espèce envahissante. Il est de la responsabilité du propriétaire de s'assurer que les jeunes frelons sexués ne se dispersent pas et que les individus adultes ne causent pas de dommages aux personnes. L'Etat ne prend pas en charge les coûts de destruction mais les propriétaires peuvent s'adresser à la FFA. Certains propriétaires vont même jusqu'à s'opposer à la destruction du nid.
- > **Le frelon asiatique est considéré dans notre canton comme un problème uniquement pour les apiculteurs et non un problème d'environnement et de biodiversité.** En effet, il s'agit d'un prédateur très agressif non seulement pour les abeilles mellifères mais également pour les abeilles sauvages et les autres insectes, lesquels participent activement à la pollinisation des plantes. Durant toute l'année il s'attaque massivement aux autres pollinisateurs (hyménoptères et diptères) et insectes. Les attaques sur la faune sauvage ne sont pas mesurables. Il est une vraie menace pour la biodiversité et l'économie agricole.

Tenant compte de ces éléments, je me permets de poser les questions suivantes :

1. Le Conseil d'Etat estime-t-il que la prolifération du frelon asiatique ne concerne que les apiculteurs ou qu'il s'agit d'un risque général pour la biodiversité et l'économie agricole ?
2. Quelles sont les mesures prises ou envisagées dans les cantons voisins tels que Vaud et Berne pour ralentir la prolifération du frelon asiatique ?
 - a) Le Canton de Fribourg pourrait-il s'en inspirer pour ne pas laisser les apiculteurs seuls au front, notamment avec l'intégration de la Protection civile ou d'un groupe de professionnels, lesquels seraient formés dans la recherche et la destruction des nids ?
3. Un soutien supplémentaire serait-il envisageable pour les moyens techniques de recherche ainsi que leur formation et la destruction des nids lorsque celle-ci nécessite des moyens complexes ?
4. Quelles mesures concrètes le Conseil d'Etat entend-il prendre, en incluant tous les acteurs concernés, y compris la Confédération ?
5. Comment le Conseil d'Etat compte-t-il faire pour que les informations soient rapidement diffusées de manière large et adéquate avec les outils nécessaires ?
6. Le canton envisage-t-il, ensemble avec les autres cantons concernés et la Confédération, des mesures pour s'assurer que les propriétaires fonciers participent à la lutte ou ne puissent en tout cas pas s'y opposer ?

II. Réponse du Conseil d'Etat

En préambule, le Conseil d'Etat précise qu'il a déjà répondu, en 2022, à une question du même auteur sur le même sujet (Question Clément Christian 2022-CE-318 « Quelle stratégie cantonale contre le frelon asiatique ? »). Le Conseil d'Etat rappelle les décisions prises alors : « *Au vu de la propagation actuelle du frelon asiatique en Europe, il n'est pas envisageable de viser l'éradication de cette espèce. (...) L'action de l'Etat va ainsi se concentrer sur la mise à disposition de spécialistes pour assurer la formation en vue de la recherche des nids et la protection des ruches.* » Cette stratégie a été suivie et de nombreux apiculteurs ont pu recevoir, avec le soutien financier du Service des forêts et de la nature et des différents spécialistes, les conseils de spécialistes et/ou suivre des cours en lien avec la recherche et la suppression de nids.

Au vu de ce qui précède, le Conseil d'Etat répond comme suit aux questions posées :

1. *Le Conseil d'Etat estime-t-il que la prolifération du frelon asiatique ne concerne que les apiculteurs ou qu'il s'agit d'un risque général pour la biodiversité et l'économie agricole ?*

Il n'existe pas encore d'études sur **l'influence du frelon asiatique sur les populations d'insectes indigènes** en Europe centrale. Toutefois, les études réalisées dans les autres continents montrent que le frelon asiatique est un insecte qui reste généraliste mais qui semble se spécialiser sur l'attaque des ruches lorsqu'elles sont présentes. Les frelons se nourrissent ainsi surtout d'abeilles domestiques et de guêpes sociales bien que les mouches et les syrphes restent bien présentes dans le régime alimentaire de cette espèce. Plusieurs études ont démontré que le frelon asiatique préfère les environnements anthropomorphisés et ne montre pas de grande aptitude à s'installer dans des zones naturelles préservées¹ qui restent ainsi souvent des refuges pour les espèces rares ou menacées. Sans minimiser l'impact général du frelon asiatique sur l'entomofaune en général, en chassant de manière opportuniste des insectes et de préférence dans des environnements anthropomorphisés, la menace sur les espèces sauvages semble être limitée. Les études à ce sujet font cependant encore défaut.

En 2017, un groupe de recherche de l'Agroscope s'est penché sur **l'importance des services de pollinisation que rendent les abeilles mellifères et sauvages** en Suisse². La valeur que représente le travail de pollinisation calculée sur cette base se situait, au moment de l'étude, entre 205 et 497 millions de francs suisses par an.

En prédatant des hyménoptères, principalement les abeilles domestiques, le frelon asiatique peut réduire le service de pollinisation. Le sujet reste cependant peu étudié et il n'existe actuellement pas d'études permettant de chiffrer cet impact.

La majorité des apiculteurs du canton de Fribourg pratiquent cette activité à titre de loisir. En plaine, les ruches jouent un rôle prépondérant pour la pollinisation des cultures à floraison printanière (arbres fruitiers et colza notamment). Ainsi une diminution du nombre de colonies d'abeilles mellifères en plaine entraînerait rapidement des conséquences sur les rendements et la qualité de fruits et de colza. C'est pourquoi le Conseil d'Etat salue le fait que la Confédération s'empare de la problématique (voir réponse à la question 4).

2. *Quelles sont les mesures prises ou envisagées dans les cantons voisins tels que Vaud et Berne pour ralentir la prolifération du frelon asiatique ?*

La motion n°241 traitée en 2023 au **Grand Conseil bernois** donnait les informations suivantes :

« Le canton de Berne examine la possibilité d'instaurer un bureau de coordination destiné aux néobiotes envahissants (...). Ce centre serait doté des ressources nécessaires pour apporter une solution globale à la propagation d'espèces exotiques envahissantes. (...)

Le canton de Berne ne dispose actuellement ni de ressources en personnel pour assurer la coordination des mesures contre les organismes exotiques envahissants, ni des ressources, financières et humaines, pour lutter de manière efficace contre ces organismes.

Le Conseil-exécutif estime que la problématique du frelon asiatique a déjà été abondamment relayée par les médias, ce qui a permis d'informer et de sensibiliser suffisamment non seulement les

¹ Fournier 2017 et Choi 2012

² <https://www.agroscope.admin.ch/agroscope/fr/home/actualite/service-medias/communiqués-pour-medias/2017.msg-id-68070.html>

groupes professionnels directement concernés mais également le grand public. Les informations publiées sur la plateforme nationale frelonasiatique.ch permettent d'identifier cet insecte. (...)»

Les renseignements pris auprès du canton de Berne³ en janvier 2025 indiquent qu'à l'heure actuelle aucune organisation ni budget spécifique pour la lutte contre les espèces exotiques envahissantes n'ont été définis. Bien que la quasi-totalité des nids signalés aient été éliminés avec succès, le canton de Berne enregistre une forte augmentation de la présence du frelon asiatique avec 293 signalements confirmés en 2024 contre 56 l'année précédente.

Dans le **canton de Vaud**, selon les informations reçues, 197 nids ont été détruits en 2024, avec l'aide d'équipes d'apiculteurs bénévoles. En 2024, un mandat a été donné par la Direction générale de l'environnement à un spécialiste pour coordonner la lutte et des formations ont été mises sur pied pour les apiculteurs.

La Protection civile (PC) a été mobilisé pour tester la recherche de nids au moyen d'émetteurs radio-téléométrique et de l'application Velutina tracking. La détection nocturne au moyen d'un drone équipé d'une caméra thermique a également été testée, avec des résultats mitigés. La mobilisation de la PC s'est avérée difficile pour les situations d'urgence, comme le requiert la destruction des nids de frelons. Le canton de Vaud n'a pas prévu de mobiliser à nouveau la PC les prochaines années.

Les ressources nécessaires pour la lutte dans le canton de Vaud, prenant en compte l'engagement du coordinateur cantonal, ont été estimées par les apiculteurs à un montant de 400 000 francs par année.

- a) *Le Canton de Fribourg pourrait-il s'en inspirer pour ne pas laisser les apiculteurs seuls au front, notamment avec l'intégration de la Protection civile ou d'un groupe de professionnels, lesquels seraient formés dans la recherche et la destruction des nids ?*

Sur la base des expériences peu concluantes faites par le canton de Vaud, le Conseil d'Etat renonce à l'intégration de la PC dans un processus de lutte. La mise en place d'un groupe de professionnels spécialisés dans la lutte contre le frelon asiatique n'est pas envisagée étant donné l'impossibilité d'éradiquer le frelon, les coûts importants et les résultats attendus peu significatifs. Il continuera néanmoins à soutenir l'engagement des experts du Service sanitaire apicole (SSA). Le Conseil d'Etat rappelle que des entreprises spécialisées dans la « désinfestation des nuisibles », offrent déjà ces services. Une liste est tenue à jour par le Service des forêts et de la nature (SFN) et mise à disposition des apiculteurs et de la population.

3. *Un soutien supplémentaire serait-il envisageable pour les moyens techniques de recherche ainsi que leur formation et la destruction des nids lorsque celle-ci nécessite des moyens complexes ?*

Comme répondu en 2022, « l'Etat n'envisage pas de recherche ni de destruction systématique des nids. » mais soutient le conseil et la formation.

Comme le relève l'auteur de la question lui-même, la recherche et la suppression des nids de frelons coûtent cher. L'expérience montre aujourd'hui que le coût de destruction d'un nid de frelons asiatiques s'échelonne entre 500 francs et 5000 francs suivant la situation. Ainsi, au vu de l'évolution des populations de frelons asiatiques en Suisse et des finances de l'Etat, conformément à la réponse

³ Inforama, Berne.

donnée en 2022 et la pratique intercantonale, « *seule la localisation et la destruction de nids pourront être soutenues au cas par cas et en fonction de situations bien spécifiques (p. ex. présence proche d'écoles ou de zones de délasserement importantes).* ».

4. *Quelles mesures concrètes le Conseil d'Etat entend-il prendre, en incluant tous les acteurs concernés, y compris la Confédération ?*

En l'absence d'une stratégie au niveau fédéral visant l'éradication systématique et uniforme du frelon asiatique, toute volonté d'éradication au niveau cantonal est vouée à l'échec.

Comme en 2023 et 2024, la mise à disposition de moyens financiers par l'Etat consistera en 2025 à l'engagement des experts du Service sanitaire apicole (SSA), service national sous l'égide du SFN et à charge de son budget. La poursuite de cet engagement dès 2026 dépendra des décisions budgétaires qui devront être prises dans le cadre du plan financier 2026-2028.

Ce montant permettra de continuer à former et à informer, avec un accent mis sur la recherche de solutions concrètes pour la protection des ruches, en collaboration avec les experts du SSA et les entreprises spécialisées en la matière.

Le Conseil d'Etat suit par ailleurs avec attention le projet de modification de l'ordonnance fédérale sur la réduction des risques liés aux produits chimiques (ORRChim), mis en consultation par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication le 26 mars 2025. Ce projet vise notamment à permettre de recourir exceptionnellement à des produits biocides en forêt pour lutter contre le frelon asiatique. Il est ainsi question d'autoriser à certaines conditions l'emploi de produits biocides en forêt lorsqu'aucune méthode de lutte mécanique ou physique n'est possible, dès cette année. Le Conseil d'Etat examinera donc les opportunités offertes par la nouvelle législation fédérale pour lutter contre cet organisme exotique envahissant et adaptera sa pratique en fonction de l'évolution des décisions fédérales.

5. *Comment le Conseil d'Etat compte-t-il faire pour que les informations soient rapidement diffusées de manière large et adéquate avec les outils nécessaires ?*

Toutes les signalisations de présence de frelon asiatique avérées font l'objet d'une annonce sur la plateforme [frelonasiatique.ch](https://map.frelonasiatique.ch), soit directement par les apiculteurs, soit par le SFN, ou même par le grand public. Ces observations sont ensuite reportées sur une carte (Velutina Map) au niveau suisse qui est disponible sur le site <https://map.frelonasiatique.ch/>.

Cet outil informatique, qui référence la présence de frelons, de nids actifs, inactifs ou détruits, permet aux apiculteurs d'être informés de la présence du frelon dans leur région, respectivement de connaître quelles régions ne sont pas encore infestées.

6. *Le canton envisage-t-il, ensemble avec les autres cantons concernés et la Confédération, des mesures pour s'assurer que les propriétaires fonciers participent à la lutte ou ne puissent en tout cas pas s'y opposer ?*

Les expériences accumulées en 2023 et 2024 ont montré que certains propriétaires fonciers s'opposaient, pour diverses raisons, à la destruction des nids de frelons asiatiques qui se trouvaient sur leur propriété et qu'il manquait aussi une base légale pour ordonner la destruction des nids sur un bien-fonds privé contre la volonté du propriétaire. Or, sans viser l'éradication, le frelon asiatique étant classé comme espèce exotique envahissante par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), il est important de pouvoir éliminer les nids identifiés afin de ralentir la propagation.

Le Conseil d'Etat s'engage à prendre un arrêté, sur la base de l'article 31 al. 2 let. b de la loi sur la protection de la nature et du paysage (LPNat), obligeant les propriétaires fonciers à accepter l'élimination des nids identifiés sur leur parcelle. Cette mesure permettra aux communes, apiculteurs, services de l'Etat ou autres personnes intéressées d'avoir accès aux parcelles infestées.

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion 2024-GC-303

Einführung einer Promillegrenze für die Jagd

Urheber:	Kubski Grégoire
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	04.12.2024
Begründung:	04.12.2024
Überweisung an den Staatsrat:	04.12.2024
Antwort des Staatsrats:	24.03.2025

I. Zusammenfassung der Motion

In einer am 4. Dezember 2024 eingereichten und begründeten Motion fordert Grossrat Grégoire Kubski den Staatsrat auf, die einschlägigen gesetzlichen Grundlagen nach dem Vorbild der Kantone Neuenburg und Zürich zu ändern und einen Alkoholgrenzwert einzuführen, der sich auf die wissenschaftliche Literatur zum Umgang mit Waffen stützt. Dieser Grenzwert könnte für die Ausübung der Jagd 0,5 Promille betragen. Zudem müssten angemessene Sanktionen sowie Vorschriften zum Gebrauch von Betäubungsmitteln und bestimmten Arzneimitteln mit ähnlicher Wirkung vorgesehen werden.

II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat teilt die Ansicht des Motionärs, dass die Ausübung der Jagd, die mit der Verwendung von leistungsstarken Schusswaffen einhergeht, mit übermässigem oder unangemessenem Alkoholkonsum unvereinbar ist. Unabhängig von der Einschränkung des Risikos für Dritte muss bei dieser Problematik auch das Tierwohl berücksichtigt werden, da übermässiger Alkoholkonsum die Treffsicherheit beeinträchtigt und die Wahrscheinlichkeit erhöht, dass das Tier, auf das gezielt wird, verletzt wird und unnötig leidet.

Nach Einschätzung des Staatsrats verhält sich die grosse Mehrheit der Jägerinnen und Jäger verantwortungsbewusst und konsumiert während der Jagd keinen Alkohol. Der Staatsrat ist dennoch der Ansicht, dass es richtig ist, für eine Tätigkeit, bei der Schusswaffen verwendet werden, den Alkoholkonsum zu begrenzen.

Der Staatsrat befürwortet somit die vom Motionär vorgeschlagene Beschränkung auf 0,5 Promille. Er schlägt vor, diese Beschränkung in die bevorstehende Revision des Gesetzes über die Jagd sowie den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume (JaG) aufzunehmen.

III. Schlussfolgerung

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat daher ein, die Motion und die Einführung eines Blutalkoholgrenzwerts von 0,5 Promille für die Ausübung der Jagd mit entsprechenden Sanktionen sowie die Einführung von Vorschriften bezüglich des Gebrauchs von Betäubungsmitteln und bestimmten Arzneimitteln mit ähnlicher Wirkung anzunehmen. Diese Aspekte werden in die nächste Revision des Gesetzes über die Jagd sowie den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel und ihrer Lebensräume (JaG) aufgenommen, die für 2025 vorgesehen ist.

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion 2024-GC-303

Qui va à la chasse avec un verre de trop perd sa place

Auteur :	Kubski Grégoire
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	04.12.2024
Développement :	04.12.2024
Transmission au Conseil d'Etat :	04.12.2024
Réponse du Conseil d'Etat :	24.03.2025

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 4 décembre 2024, le député Grégoire Kubski demande au Conseil d'Etat de modifier les bases légales topiques, sur le modèle des cantons de Neuchâtel et de Zurich, en instaurant une limite de consommation d'alcool qui se base sur la littérature scientifique en matière de maniement d'armes et qui pourrait être de 0,5 pour mille pour la pratique de la chasse, avec les sanctions appropriées, ainsi que de prévoir une norme quant à l'usage de stupéfiants et de certains médicaments ayant un effet similaire.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat partage l'avis de l'auteur de la motion selon lequel la pratique de la chasse, qui nécessite l'utilisation d'armes à feu puissantes, est incompatible avec la consommation excessive ou inadaptée d'alcool. Indépendamment de la diminution du risque pour les tiers, le bien-être des animaux est également à considérer dans cette problématique dans le sens où une consommation excessive d'alcool affecte la précision de tir et augmente la probabilité de blessure et de souffrance inutile de l'animal visé.

Le Conseil d'Etat rappelle que, selon son appréciation, la grande majorité des chasseurs adoptent un comportement responsable et s'abstiennent de consommer de l'alcool durant l'exercice de la chasse. Il est néanmoins d'avis qu'il est juste de fixer une limite de consommation pour une activité utilisant des armes à feu.

Le Conseil d'Etat est ainsi favorable à la limitation de 0,5 pour mille de proposée par le motionnaire. Il propose de l'intégrer dans la prochaine révision imminente de la loi sur la chasse et la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes (LCha).

III. Conclusion

Le Conseil d'Etat invite donc le Grand Conseil à accepter la motion et l'instauration d'un taux limite d'alcoolémie de 0,5 pour mille pour la pratique de la chasse, avec les sanctions appropriées ainsi que la mise en place d'une norme quant à l'usage de stupéfiants et de certains médicaments ayant un effet similaire. Ces aspects sont à intégrer dans la prochaine révision de la Loi sur la chasse et la protection des mammifères, des oiseaux sauvages et de leurs biotopes (LCha) prévue en 2025.

Antwort des Staatsrates auf einen parlamentarischen Vorstoss

Anfrage 2024-GC-310

Inakzeptable Ungerechtigkeit und Kollektivstrafe für den Schönberg

Urheber:	Zurich Simon
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	13.12.2024
Begründung:	---
Überweisung an den Staatsrat:	13.12.2024
Antwort des Staatsrats:	24.03.2025

I. Anfrage

Die TPF, die Schuldirektion der Primarschule Villa Thérèse und das Amt für Schule, Kinder und gesellschaftlichen Zusammenhalt der Stadt Freiburg informierten die Eltern der Schülerinnen und Schüler der Villa Thérèse darüber, dass die Bushaltestelle Stadtberg aufgehoben werde, wenn bis zu den Weihnachtsferien keine Verbesserung erkennbar sei. Dieser Entscheid wurde mit dem unhaltbaren Verhalten und der Rangeleien von Schülerinnen und Schülern an dieser Bushaltestelle begründet.

Ich ersuche den Staatsrat um die Beantwortung folgender Fragen:

1. Wurden die zuständigen Direktionen, also die BKAD und die RIMU, über diese drastische Massnahme informiert? Wie schätzen sie die Situation ein?
2. Da es nicht die einzige Bushaltestelle ist, an der solche Vorfälle beobachtet werden (z. B. Charmettes oder St. Pierre, um nur Beispiele in der Stadt Freiburg zu erwähnen), wurden an diesen Haltestellen ebenfalls Fahrten gestrichen? Wenn nicht, wie erklärt sich diese unterschiedliche Behandlung?
3. Sind die Unterzeichnerinnen und Unterzeichner des Schreibens an die Eltern befugt, über die Aufhebung einer Bushaltestelle zu entscheiden?
4. Wurde die Bushaltestelle erweitert, seitdem die Kapazitäten der Schule im Jahr 2003 erhöht worden sind?
5. Ist es gerechtfertigt, die Schülerinnen und Schüler sowie die anderen Fahrgäste an dieser Haltestelle kollektiv für die Handlungen einer kleinen Gruppe von Schülerinnen und Schülern zu bestrafen? Wie steht die BKAD zu Kollektivstrafen?
6. Wie wollen die Unterzeichnerinnen und Unterzeichner des Schreibens die Ungerechtigkeit und Ungleichbehandlung der Einwohnerschaft des Quartiers und den Kindern beheben?

II. Antwort des Staatsrats

Einleitend möchte der Staatsrat an die gesetzlichen Grundlagen für die Schülertransporte sowie an den besonderen Kontext der Bushaltestelle Stadtberg in der Nähe der Villa Thérèse erinnern.

Gemäss Artikel 57 des Schulgesetzes (SchG) und Artikel 15 des Reglements zum Schulgesetz (SchR) fallen die Schülertransporte in den Zuständigkeitsbereich der Gemeinden. Diese berücksichtigen bei der Organisation des Schülertransports die Kapazität der bestehenden und zukünftigen Infrastruktur und sorgen für die Sicherheit der Schülerinnen und Schüler während dieses Schülertransports (Art. 17 SchG). Nach Artikel 16 Abs. 1 SchR wird der durch die Schulen verursachte Verkehr vorrangig in die von der öffentlichen Hand finanzierten Linien des öffentlichen Verkehrs integriert. Die Schülerinnen und Schüler haben Anspruch auf einen kostenlosen und organisierten Schülertransport, wenn ihr Wohnort 2,5 km oder mehr von der Schule entfernt ist. Im vorliegenden Fall ist die Distanz zwischen Wohnort und Schule geringer und die betreffenden Verkehrsmittel (Linie 2 und 6 des Netzes der Agglomeration Freiburg) gelten nicht als Schülertransport im Sinne des Gesetzes. Die Schülerinnen und Schüler nutzen diese Verkehrsmittel also als gewöhnliche Passagiere.

Was das Verhalten von Schülerinnen und Schülern betrifft, so stehen gemäss Artikel 18 SchR die Schülerinnen und Schüler auf dem Schulweg zwischen dem Wohnort und der Schule – auch strafrechtlich – unter der Verantwortung der Eltern.

Der Staatsrat stellt fest, dass gemäss den Empfehlungen des Verkehrs-Clubs der Schweiz (VCS) und der Beratungsstelle für Unfallverhütung (BFU) die Erfahrungen, die Kinder auf dem Schulweg machen, für ihre Entwicklung als Fussgängerinnen und Fussgänger oder als Velofahrende wichtig sind. Der Schulweg zu Fuss oder mit dem Velo trägt auch zur regelmässigen körperlichen Aktivität bei, die der Kanton in seinem Programm «Ich ernähre mich gesund und bewege mich ausreichend» 2018–2021 empfiehlt. Dieses soll gesundheitsfördernde Rahmenbedingungen schaffen, um nichtübertragbare Krankheiten zu verhindern und Risikofaktoren wie Übergewicht und Fettleibigkeit bei Kindern und Jugendlichen zu bekämpfen.

Obwohl der Schulweg nicht in den Zuständigkeitsbereich der Schulbehörden fällt, beeinträchtigt die Situation in diesem speziellen Fall das gute Schulklima, da die Klassenlehrpersonen Konflikte an der Bushaltestelle vor der Schule schlichten mussten, obwohl dies nicht ihre Aufgabe ist. Zudem war eine Zusammenarbeit aller Beteiligten erforderlich, um die Sicherheit der Schülerinnen und Schüler zu verbessern. Diese Zusammenarbeit ist in Artikel 51 Abs. 4 SchG ausdrücklich geregelt.

Die Problematik der Rangeleien an der Bushaltestelle Stadtberg, insbesondere von Schülerinnen und Schülern, die am Strassenrand rennen und drängeln, besteht seit 2019. Dieser Zeitpunkt fällt mit dem Inkrafttreten der kostenlosen ÖV-Abos für die Schülerinnen und Schüler der Stadt Freiburg zusammen.

Seitdem wurden viele Massnahmen ergriffen, darunter die Sicherung der Bushaltestelle durch Barrieren, die Sicherung des Fussballplatzes, um zu verhindern, dass die Schülerinnen und Schüler über die Böschung zur Bushaltestelle laufen, ein jährlicher Besuch jeder Klasse im Präventionsbus der TPF, eine regelmässige Präsenz der Ortspolizei usw. Es wurden auch Aktionen zur Förderung des Schulwegs zu Fuss eingeführt, wie eine Pedibus-Linie oder die Organisation eines Tages «Zu Fuss zur Schule». Andere Massnahmen, wie die Verbreiterung der Bushaltestelle oder die Anwesenheit von Sicherheitspersonal während der Stunden mit dem grössten Aufkommen, wurden analysiert, würden aber sehr hohe Investitionen erfordern.

Die baulichen Massnahmen wurden von der Stadt Freiburg und den TPF durchgeführt und die Sensibilisierungsmassnahmen in Zusammenarbeit mit den TPF, der Polizei der Stadt Freiburg oder den kantonalen Polizeidienststellen in der Schule organisiert.

Trotzdem melden Eltern, Schülerinnen und Schüler sowie andere Nutzerinnen und Nutzer der öffentlichen Verkehrsmittel immer wieder gefährliches Verhalten. Da die Sicherheit der Schülerinnen und Schüler auf dem Spiel steht, wurde ein neuer Vorschlag vom Amt für Schule, Kinder und gesellschaftlichen Zusammenhalt der Stadt Freiburg in Koordination mit der Ortspolizei, der Kantonspolizei und der Schuldirektion geprüft.

Die von der Stadt geplante Lösung bestand nicht in der Aufhebung der Bushaltestelle, sondern in einer Nichtbedienung der Haltestelle zu Schulschlusszeiten, wie es in dem Schreiben heisst: «Die Bushaltestelle Stadtberg bergauf wird ab Anfang 2025 zwischen 11:30 Uhr und 12:00 Uhr sowie zwischen 15:30 Uhr und 16:00 Uhr nicht bedient». Ziel der Massnahme war es, die Passagierströme auf Fusswege oder andere Haltestellen umzuleiten. Die nächstgelegenen Haltestellen in Richtung bergauf (Freiburg, Bellevue – Linie 2; Freiburg, Tifersstrasse – Linie 6) sind zu Fuss in ca. 6 Minuten über einen Weg hinter der Schule erreichbar, der auf die Strasse zur Cité–Bellevue trifft. Diese Strecke verläuft nicht entlang der Kantonsstrasse. Bei Bedarf ermöglicht eine Unterführung die sichere Querung der Kantonsstrasse auf der Höhe dieser beiden Haltestellen in Richtung der Haltestelle Freiburg, Boschung – Linien 2 und 6 (Richtung Stadt).

Die Eltern wurden in einem über die Schule weitergeleiteten Schreiben vom 7. November 2024 darüber informiert, dass diese bergauf führende Haltestelle während der genannten Zeiten nicht bedient werde, wenn bis zu den Weihnachtsferien keine Verbesserungen erkennbar seien. Seitdem haben das Amt für Schule, Kinder und gesellschaftlichen Zusammenhalt der Stadt sowie die TPF beschlossen, auf die Massnahme zu verzichten. Sie teilten dies den Eltern über die Schuldirektion in einem Schreiben vom 30. Januar 2025 mit.

1. Wurden die zuständigen Direktionen, also die BKAD und die RIMU, über diese drastische Massnahme informiert? Wie schätzen sie die Situation ein?

Der Staatsrat und seine betroffenen Direktionen wurden nicht direkt informiert. Diese Lösungen wurden auf Gemeindeebene ausgearbeitet. Die Schule und einige Stellen des Staates haben sich mit ihrem Fachwissen an den Überlegungen beteiligt. Die Informationen wurden über die Schule an die Eltern weitergeleitet.

2. Da es nicht die einzige Bushaltestelle ist, an der solche Vorfälle beobachtet werden (z. B. Charmettes oder St. Pierre nur in der Stadt Freiburg), wurden an diesen Haltestellen ebenfalls Fahrten gestrichen? Wenn nicht, wie erklärt sich diese unterschiedliche Behandlung?

Jede Situation wird individuell geprüft, wobei mehrere Faktoren berücksichtigt werden, u. a. die Gestaltung der Haltestelle, die Häufigkeit und die Art des problematischen Verhaltens, da nicht an allen Bushaltestellen der gleiche Grad an ungebührlichem oder gefährlichem Verhalten zu verzeichnen ist. Die Situation an der Haltestelle Stadtberg führte zu einer erheblichen Anzahl von Beschwerden seitens der Eltern, der Schülerinnen und Schülern und anderer Nutzerinnen und Nutzern der öffentlichen Verkehrsmittel. Bei der Analyse spielen auch die bestehenden Infrastrukturen, die Möglichkeiten der Umgestaltung und alternative Fortbewegungsmöglichkeiten eine Rolle.

Bisher sind keine ähnliche Aufhebungen oder Einschränkungen geplant.

Nachdem alle Lösungen von der Stadt und den TPF geprüft und umgesetzt wurden, ohne dass sie zum Erfolg führten, stehen die Eltern in der Verantwortung.

3. *Sind die Unterzeichnerinnen und Unterzeichner des Schreibens an die Eltern befugt, über die Aufhebung einer Bushaltestelle zu entscheiden?*

Da die Gemeinden die Verantwortung für die Schülertransporte tragen, sind sie auch dafür zuständig, nach Lösungen zu suchen, wenn Sicherheitsprobleme auftauchen. In diesem Fall fahren die Schülerinnen und Schüler nicht mit einem eigens für sie organisierten Schülertransport, sondern mit Linienbussen des öffentlichen Verkehrs. Da die Weitergabe der Informationen an die Schülerinnen und Schüler über die Schule erfolgte, enthält das Schreiben die Unterschrift der Schuldirektion und den Briefkopf der BKAD. Diese Direktion und die Schuldirektion haben jedoch keine Entscheidungsbefugnis in dieser Angelegenheit.

4. *Wurde die Bushaltestelle erweitert, seitdem die Kapazitäten der Schule im Jahr 2003 erhöht worden sind?*

Die Bushaltestelle befindet sich an einer Kantonsstrasse und liegt in der Verantwortung des Staates. Sie wurde seit der Erweiterung der Schule nicht mehr angepasst. Der Staatsrat stellt jedoch fest, dass das ungebührliche Verhalten erst 2019 auftrat, lange nach der Erweiterung der Schule. Es ist nicht die Anzahl der Schülerinnen und Schüler der Schule, die ein Problem darstellt, sondern die Anzahl der Schülerinnen und Schüler, die den Bus benutzen.

5. *Ist es gerechtfertigt, die Schülerinnen und Schüler der Schule sowie die anderen Fahrgäste an dieser Haltestelle kollektiv für die Handlungen einer kleinen Gruppe von Schülerinnen und Schülern zu bestrafen? Wie steht die BKAD zu Kollektivstrafen?*

Da die Haltestelle nicht aufgehoben wird, gibt es keine Kollektivstrafe. Der Staatsrat unterstützt die Stadt Freiburg in ihrem Bestreben, die Sicherheit der Schülerinnen und Schüler zu verbessern, und geht gleichzeitig auf mehrere Beschwerden von Eltern, Schülerinnen und Schülern sowie anderen Nutzerinnen und Nutzern ein.

6. *Wie wollen die Unterzeichnerinnen und Unterzeichner des Schreibens die Ungerechtigkeit und Ungleichbehandlung, die sie damit bei der Einwohnerschaft des Quartiers und den Kindern verursachen, beheben?*

Wie bereits erwähnt, wurde auf die Umsetzung der Lösung, die vom Amt für Schule, Kinder und sozialen gesellschaftlichen Zusammenhalt der Stadt und den TPF in Betracht gezogen worden war, verzichtet. Der Staatsrat steht über seine Dienststellen (Kantonspolizei, Ämter für Unterricht, Amt für Mobilität) weiterhin mit Fachwissen zur Verfügung, um eine geeignete Lösung zu finden. Er ermutigt jedoch die Eltern, ihre Kinder dazu anzuhalten, zu Fuss von der Schule nach Hause zu gehen und/oder sich auf die Bushaltestellen zu verteilen, die sich in unmittelbarer Nähe der Schule befinden.

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Question 2024-GC-310

Injustice inadmissible et punition collective pour le Schoenberg

Auteur :	Zurich Simon
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	13.12.2024
Développement :	---
Transmission au Conseil d'Etat :	13.12.2024
Réponse du Conseil d'Etat :	24.03.2025

I. Question

Les TPF, la direction de l'établissement de la Villa Thérèse et le Service de l'enfance, des écoles et de la cohésion sociale de la Ville de Fribourg ont informé les parents des élèves de la Villa Thérèse que l'arrêt de bus Stadtberg serait supprimé « si aucune amélioration n'est visible d'ici aux vacances de Noël », une décision motivée par des « problèmes de comportement et d'incivilité de la part d'élèves de l'école » à cet arrêt de bus.

Je prie le Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes :

1. Les directions compétentes, soit la DFAC et la DIME, ont-elles été informées de cette mesure drastique ? Quelle est leur appréciation de la situation ?
2. Dans la mesure où ce n'est pas le seul arrêt de bus où de tels actes sont constatés (p.ex. Charmettes ou St-Pierre pour ne prendre que la Ville de Fribourg), des suppressions sont-elles prévues à ces arrêts également ? Si non, pourquoi cette différence de traitement ?
3. Les signataires du courrier aux parents sont-ils ou sont-elles compétent-e-s pour décider de la suppression d'un arrêt de bus ?
4. L'arrêt de bus a-t-il été élargi depuis que les capacités de l'école ont été augmentées en 2003 ?
5. Est-il justifié de punir collectivement les élèves de l'école ainsi que les autres usagères et usagers de cet arrêt pour les actes d'un petit groupe d'élèves ? Quelle est la position de la DFAC par rapport aux punitions collectives ?
6. Comment les signataires de la lettre entendent-ils ou entendent-elles corriger l'injustice et l'inégalité de traitement qu'ils ou elles créent ainsi auprès des habitant-e-s du quartier et des enfants ?

II. Réponse du Conseil d'Etat

En préambule, le Conseil d'Etat souhaite rappeler les bases légales concernant les transports scolaires ainsi que le contexte spécifique de l'arrêt de bus Stadtberg situé aux abords de la Villa Thérèse.

Selon les articles 57 de la loi scolaire (LS) et 15 du règlement de la loi scolaire (RLS), les transports scolaires relèvent de la responsabilité des communes. Elles tiennent compte de la capacité des infrastructures existantes et de celles qui sont encore à aménager dans l'organisation des transports scolaires et veillent à la sécurité des écoliers lors de ce transport (art. 17 LS). Selon l'article 16 al. 1 RLS, le trafic induit par les écoles est prioritairement intégré, dans la mesure du possible, dans les lignes de transports publics financées par les collectivités publiques. Les élèves ont droit à un transport scolaire gratuit et organisé si le domicile est éloigné de l'école de 2,5 kilomètres ou plus. Dans le cas présent, le domicile des élèves se situe en-dessous de cette limite et les transports concernés (ligne n°2 et n°6 du réseau de l'agglomération de Fribourg) ne sont pas considérés comme un transport scolaire au sens de la loi. Les élèves fréquentent donc ces transports en tant qu'usagers et usagères.

En ce qui concerne le comportement des élèves et selon l'article 18 RLS, les parents sont responsables des trajets de leur enfant entre le domicile et l'école, y compris pénalement.

Le Conseil d'Etat relève que selon les recommandations de l'Association Transports et environnement (ATE) et le bureau de prévention des accidents (BPA), l'expérience du chemin de l'école est importante pour l'enfant qui développe ainsi son autonomie en tant que piéton ou cycliste. Le chemin de l'école à pied ou à vélo participe aussi à l'activité physique régulière préconisée par le Canton dans son programme « Je mange bien, je bouge bien » 2018-2021. Celui-ci vise à créer un environnement favorable à la santé afin de prévenir les maladies non transmissibles et agir sur les facteurs de risque tels que le surpoids et l'obésité, chez les enfants et les jeunes.

Bien que le chemin de l'école ne relève pas des autorités scolaires, dans le cas précis, la situation en question impacte le bon climat scolaire, car les titulaires de classe ont dû gérer des conflits survenus à l'arrêt de bus desservant l'école alors que cela n'est pas leur tâche. De plus, la collaboration entre les différentes parties prenantes, collaboration d'ailleurs formalisée par l'article 51 al. 4 LS, était nécessaire en vue d'améliorer la sécurité des élèves.

La problématique des incivilités à l'arrêt de bus du Stadtberg, notamment des élèves qui courent et se bousculent au bord de la route, dure depuis 2019. Cette date concorde avec l'entrée en vigueur de la gratuité des abonnements de transports publics pour les élèves de la Ville de Fribourg.

De nombreuses solutions ont été mises en œuvre depuis, notamment la sécurisation de l'arrêt de bus par des barrières, la sécurisation du terrain de football pour éviter que les élèves ne se rendent à l'arrêt de bus par le talus, un passage annuel de chaque classe dans le bus prévention des TPF, une présence régulière de la police locale, etc. Des actions pour favoriser les trajets à pied ont été mises en place, comme une ligne de Pedibus ou l'organisation d'une journée « A pied à l'école ». D'autres mesures, telles que l'élargissement de l'arrêt de bus ou la présence de personnel de sécurité durant les heures les plus intenses ont été analysées, mais demanderaient des investissements très importants.

Les mesures d'aménagement ont été réalisées par la Ville de Fribourg et les TPF et les mesures de sensibilisation organisées en collaboration avec les TPF, la police locale ou les services de la Police cantonale au sein de l'école.

Malgré cela, les comportements dangereux sont toujours constatés et ont été signalés par des plaintes de parents, des plaintes d'élèves ainsi que des plaintes d'autres usagers et usagères des transports publics. La sécurité des élèves étant en jeu, une nouvelle proposition a été étudiée par le Service de l'enfance, des écoles et de la cohésion sociale de la Ville de Fribourg (EECS), en coordination avec la police locale, la Police cantonale et la direction d'école.

La solution envisagée par la Ville n'était pas la suppression de l'arrêt de bus, mais une restriction de l'horaire de desserte aux heures de sorties scolaires, comme indiqué dans le courrier : « l'arrêt de bus Stadtberg montant sera supprimé entre 11h30 et 12h00 et entre 15h30 et 16h00 dès début 2025. ». Le but de la mesure était de redistribuer les flux de passagers vers des déplacements à pied ou vers d'autres arrêts. Les arrêts montants les plus proches (Fribourg Bellevue- ligne n°2 ; Fribourg, Route de Tavel – ligne n°6) sont atteignables à pied en 6 minutes environ sur un chemin à l'arrière de l'école rejoignant la route de la cité Bellevue. Ce parcours ne longe pas la route cantonale. Au besoin, un passage sous-voie permet de traverser la route cantonale de manière sécurisée à la hauteur de ces deux arrêts en direction de l'arrêt descendant Fribourg, Boschung – lignes n°2 et n°6.

Les parents ont été informés, par courrier du 7 novembre 2024 transmis par l'intermédiaire de l'école que, si aucune amélioration n'était visible jusqu'aux vacances de Noël, cet arrêt montant serait fermé durant ces horaires. Depuis, le Service de l'enfance, des écoles et de la cohésion sociale de la Ville ainsi que les TPF ont décidé de renoncer à la mesure. Ils l'ont annoncé aux parents par l'intermédiaire de la direction d'école, par un courrier daté du 30 janvier 2025.

1. Les directions compétentes, soit la DFAC et la DIME, ont-elles été informées de cette mesure drastique ? Quelle est leur appréciation de la situation ?

Le Conseil d'Etat et ses différentes Directions concernées n'ont pas été informées directement. Ces solutions ont été envisagées au niveau de la commune. L'école et certains services de l'Etat ont participé aux réflexions en apportant leur expertise. L'information a été relayée aux parents par l'intermédiaire de l'école.

2. Dans la mesure où ce n'est pas le seul arrêt de bus où de tels actes sont constatés (p.ex. Charmettes ou St-Pierre pour ne prendre que la Ville de Fribourg), des suppressions sont-elles prévues à ces arrêts également ? Si non, pourquoi cette différence de traitement ?

Chaque situation est examinée individuellement, en tenant compte de plusieurs facteurs, notamment l'aménagement de l'arrêt, l'ampleur et la récurrence des comportements problématiques car tous les arrêts de bus ne connaissent pas le même degré d'incivilités ou de comportements dangereux. La situation à l'arrêt Stadtberg a généré un nombre significatif de plaintes de la part des parents, des élèves ainsi que des autres usagers des transports publics. Les infrastructures existantes, les possibilités d'aménagement ainsi que les alternatives de déplacement jouent également un rôle dans l'analyse.

A ce jour, aucune suppression ou restriction d'horaire similaires ne sont envisagées.

Toutes les solutions ayant été évaluées par la Ville et les TPF puis mises en œuvre sans succès, les parents sont renvoyés à leur responsabilité.

3. *Les signataires du courrier aux parents sont-ils ou sont-elles compétent-e-s pour décider de la suppression d'un arrêt de bus ?*

Les communes étant responsables des transports scolaires, elles sont compétentes pour chercher des solutions si des problèmes de sécurité surgissent. Dans le cas présent, les élèves se déplacent non avec un transport mis en place spécialement pour eux mais avec des bus de lignes de transports publics. La transmission de l'information aux élèves ayant été faite par l'intermédiaire de l'établissement scolaire, le courrier comporte la signature de la direction de l'école et l'en-tête DFAC. Cette Direction et la direction d'école n'ont toutefois pas de compétence de décision sur cette situation.

4. *L'arrêt de bus a-t-il été élargi depuis que les capacités de l'école ont été augmentées en 2003 ?*

L'arrêt de bus est situé sur une route cantonale et est de la responsabilité de l'Etat. Il n'a pas été adapté depuis l'agrandissement de l'école. Le Conseil d'Etat note toutefois que les comportements inadéquats sont apparus en 2019, bien après l'agrandissement de l'école. Plus que le nombre d'élèves de l'école, c'est bien le nombre d'élèves qui utilisent le bus qui pose problème.

5. *Est-il justifié de punir collectivement les élèves de l'école ainsi que les autres usagers et usagers de cet arrêt pour les actes d'un petit groupe d'élèves ? Quelle est la position de la DFAC par rapport aux punitions collectives ?*

Dans la mesure où l'arrêt n'est pas supprimé, il n'y a pas de punition collective. Cela étant, le Conseil d'Etat soutient la Ville de Fribourg dans sa démarche de recherche d'amélioration pour la sécurité des élèves tout en donnant suite à plusieurs plaintes de parents, d'élèves ainsi que d'autres usagers et usagères.

6. *Comment les signataires de la lettre entendent-ils ou entendent-elles corriger l'injustice et l'inégalité de traitement qu'ils ou elles créent ainsi auprès des habitant-e-s du quartier et des enfants ?*

Comme indiqué précédemment, la solution envisagée par le Service de l'enfance, des écoles et de la cohésion sociale de la Ville et les TPF ne sera finalement pas appliquée. Le Conseil d'Etat, par l'intermédiaire de ses services (Police cantonale, service de l'enseignement, service de la mobilité), reste à disposition en vue d'apporter une expertise pour envisager une solution adaptée. Il encourage toutefois les parents à inciter leurs enfants à privilégier la marche à pied pour quitter l'école et rentrer chez eux et/ou à se répartir sur les arrêts de bus qui sont à proximité immédiate de l'établissement scolaire.

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Anfrage 2024-GC-321

Wie wirkt sich die Abschaffung der Notfallpauschalen durch die Krankenkassen auf die Permanences und Gesundheitszentren aus?

Urheberin:	Pythoud-Gaillard Chantal
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	20.12.2024
Begründung:	---
Überweisung an den Staatsrat:	20.12.2024
Antwort des Staatsrats:	15.04.2025

I. Anfrage

Im Anschluss an eine neue Rechtsprechung des Bundesgerichts übernehmen die Krankenversicherer die Notfallpauschale in Höhe von 40 Franken nicht mehr, die von den Permanences und Gesundheitszentren für Notfälle während den Öffnungszeiten erhoben werden. Die Abrechnung von Notfall-Inkonvenienzpauschalen ist notwendig, um die Kosten für die Leistung dieser Einrichtungen zu decken, die Notfallkonsultationen durchführen, die de facto unplanbar sind. Diese Massnahme schafft Rechtsunsicherheit für die Arztpraxen und führt dazu, dass Versicherer Rechnungen ablehnen und Rückerstattungsforderungen stellen.

Im Kontext des Hausärztemangels kann die Notfallversorgung durch die Permanences und die Gesundheitszentren beeinträchtigt werden, obwohl sie von zentraler Bedeutung ist, um den Versorgungsbedarf unserer Bevölkerung zu decken und die ohnehin überlasteten Notaufnahmen des HFR zu entlasten, insbesondere zum Jahresende mit einem erhöhten Bedarf aufgrund der Schliessung vieler Arztpraxen.

Aus ökonomischer Sicht ist klar, dass die Kosten dieser Behandlungen im Spital höher ausfallen. Diese Kürzung wirkt sich auch auf die Attraktivität der Allgemeinmedizin für Fachpersonen aus.

Die Situation ist besorgniserregend. Dem Staatsrat werden die folgenden Fragen gestellt:

1. Hat das Amt für Gesundheit eine Bewertung der Auswirkungen der Abschaffung dieser Pauschale vorgenommen oder eine solche geplant?
2. Sind Massnahmen vorgesehen, um die betroffenen Einrichtungen zu unterstützen und den Zugang der Bevölkerung zur Notfallversorgung zu gewährleisten?
3. Die GSD sagt, sie könne die Zahl der Permanences und Arztpraxen, die von der Abschaffung dieser Pauschale betroffen sind, nicht beziffern, da diese Strukturen über keine gesonderte Bewilligung verfügen. Weshalb hat die GSD nicht versucht, die Situation genauer zu beurteilen, obwohl diese Abschaffung seit mehreren Wochen bekannt ist und die angespannte Zeit der Feiertage bevorsteht?
4. Wäre es sinnvoll, ein Inventar zu erstellen und eine Bestandsaufnahme durchzuführen, um die Versorgung und den Zugang der Bevölkerung zur Gesundheitsversorgung genauer einschätzen zu können?

II. Antwort des Staatsrat

Generell ist darauf hinzuweisen, dass Fragen im Zusammenhang mit der Anwendung der Tarife der obligatorischen Krankenpflegeversicherung (OKP) in die alleinige Zuständigkeit der Tarifpartner und im Fall von Meinungsverschiedenheiten der zuständigen Gerichte fallen.

Im vorliegenden Fall haben sich die Verbindung der Schweizer Ärztinnen und Ärzte (FMH) und der Verband Haus- und Kinderärzte Schweiz einerseits und der neue Branchenverband der Schweizer Krankenversicherer (prio.swiss) andererseits nach dem Entscheid des Bundesgerichts 9C_664/2023 vom 24. Juni 2024 im Dezember 2024 auf eine Lösung für die Anwendung der Notfallpauschalen im Rahmen des derzeit geltenden Ärztetarifs Tarmed geeinigt.

So wurde unter anderem vereinbart, dass die Notfallpauschalen nicht nur von selbstständig praktizierenden Ärztinnen und Ärzten in Rechnung gestellt werden können, sondern auch bei Notfalleinsätzen von Ärztinnen und Ärzten im Angestelltenverhältnis. Damit wird dem Umstand Rechnung getragen, dass Ärztinnen und Ärzte immer häufiger als Angestellte einer Praxis oder einer anderen ambulanten Einrichtung arbeiten, die als juristische Person organisiert ist (z. B. Aktiengesellschaft oder Gesellschaft mit beschränkter Haftung). Darüber hinaus werden sich die Versicherer bei möglichen Rückerstattungsverfahren auf Fälle konzentrieren, die auf ein Geschäftsmodell hindeuten, das auf einer nicht vertragskonformen Abrechnung von Notfallpauschalen basiert. Dies betrifft insbesondere Fälle, in denen Pauschalentschädigungen in ungewöhnlich hoher Häufigkeit und systematisch abgerechnet wurden.

Zu bemerken ist, dass einige private Einrichtungen, die Notfallkonsultationen ohne Termin anbieten («Walk-in»), die Notfallpauschalen im Rahmen dieser Tätigkeit nicht abrechneten, die Kontroverse um diese Praxis ist also nicht neu.

Was die Abrechnung von Notfallpauschalen im Rahmen des neuen Ärztetarifs Tardoc betrifft, der am 1. Januar 2026 in Kraft treten soll, haben sich die Tarifpartner auf eine praktische Lösung geeinigt, die die ambulante Notfallversorgung in Arztpraxen stärkt (siehe [Medienmitteilung der FMH vom 20. Februar 2025](#)).

Insgesamt ist der Staatsrat der Ansicht, dass die Tarifpartner sowohl für die derzeitige Situation als auch für die Zukunft einen tragfähigen Kompromiss gefunden haben, der im Interesse der betroffenen medizinischen Einrichtungen und der Patientinnen und Patienten ist.

1. Hat das Amt für Gesundheit eine Bewertung der Auswirkungen der Abschaffung dieser Pauschale vorgenommen oder eine solche geplant?

Das Amt für Gesundheit hat diese Problematik und insbesondere die Verhandlungen zwischen den Tarifpartnern von Anfang an verfolgt. Angesichts des zufriedenstellenden Ausgangs dieser Verhandlungen scheinen zusätzliche Analysen nicht erforderlich zu sein.

3. Die GSD sagt, sie könne die Zahl der Permanences und Arztpraxen, die von der Abschaffung dieser Pauschale betroffen sind, nicht beziffern, da diese Strukturen über keine gesonderte Bewilligung verfügen. Weshalb hat die GSD nicht versucht, die Situation genauer zu beurteilen, obwohl diese Abschaffung seit mehreren Wochen bekannt ist und die angespannte Zeit der Feiertage bevorsteht?

Die GSD war sich der Auswirkungen einer möglichen Schliessung oder einer Verkürzung der Öffnungszeiten privater Einrichtungen auf die Auslastung der Notaufnahmen und Permanences des

HFR bewusst. Gemeinsam mit dem Amt für Gesundheit verfolgte sie die Entwicklung der Situation aufmerksam.

Die GSD verfolgte die Entwicklung der Situation auch auf interkantonaler Ebene, insbesondere im Rahmen der Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektorinnen und -direktoren (GDK), da auf nationaler Ebene rasch eine Lösung gefunden werden musste. Da der Staat nicht für die Anwendung der Tarife des OKP zuständig ist und im Hinblick auf die damals laufenden intensiven Diskussionen zwischen den Tarifpartnern schien eine detaillierte Analyse nicht angezeigt.

2. *Sind Massnahmen vorgesehen, um die betroffenen Einrichtungen zu unterstützen und den Zugang der Bevölkerung zur Notfallversorgung zu gewährleisten?*
4. *Wäre es sinnvoll, ein Inventar zu erstellen und eine Bestandsaufnahme durchzuführen, um die Versorgung und den Zugang der Bevölkerung zur Gesundheitsversorgung genauer einschätzen zu können?*

Der Gegenentwurf zur Volksinitiative «Für bürgernahe öffentliche Spitalnotaufnahme 24/24», der von der Freiburger Bevölkerung am 9. Juni 2024 angenommen wurde, sieht eine Reihe von Massnahmen vor, die unter anderem darauf abzielen, die Zuweisung und die Versorgung von Patientinnen und Patienten bei lebensbedrohlichen und nicht lebensbedrohlichen Notfällen zu verbessern. Insbesondere sollen die Permanences und «Maisons de garde» im gesamten Kanton ausgebaut werden. Die entsprechenden Arbeiten sind im Gange.

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Question 2024-GC-321

Quelles conséquences de l'abolition du forfait d'urgence par les caisses maladie sur les permanences et centres médicaux ?

Auteure :	Pythoud-Gaillard Chantal
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	20.12.2024
Développement :	---
Transmission au Conseil d'Etat :	20.12.2024
Réponse du Conseil d'Etat :	15.04.2025

I. Question

A la suite d'une nouvelle jurisprudence du Tribunal fédéral, les assureurs-maladie ne prennent plus en charge le forfait d'urgence de 40 francs perçu par les permanences et centres médicaux pour les cas d'urgence intervenus pendant les heures d'ouverture. La facturation des forfaits d'urgence pour inconvénients est essentielle pour couvrir les coûts liés à la prestation de ces services assumant des consultations en urgence, de fait non planifiées. Cette mesure crée une insécurité juridique pour les cabinets médicaux et entraîne des refus de facturation et des demandes de remboursement de la part des assureurs.

Dans un contexte de pénurie de médecins de famille, la prise en charge des cas d'urgence par les permanences et les centres médicaux peut être compromise alors qu'elle est essentielle pour répondre aux besoins en soin de notre population et pour délester le service des urgences du HFR, déjà surchargé, plus particulièrement en cette période de fin d'année où les besoins sont accrus par la fermeture de nombreux cabinets médicaux.

Du point de vue économique, il est reconnu que les coûts de ces prises en charge en milieu hospitalier s'avèrent plus lourds. Cette coupe financière atteint aussi l'attractivité des professionnels pour la médecine générale.

Cette situation est inquiétante. Les questions suivantes sont posées au Conseil d'Etat :

1. Une évaluation des conséquences de l'abolition de ce forfait est-elle en cours ou prévue par le Service de la santé publique ?
2. Des mesures sont-elles envisagées pour soutenir les structures concernées et garantir l'accessibilité de la population à des soins urgents ?
3. La DSAS affirme ne pas être en mesure de préciser le nombre de permanences et de cabinets médicaux concernés par l'abolition de cette taxe, ces structures n'étant pas au bénéfice d'une autorisation distincte. Pourquoi la DSAS n'a-t-elle pas cherché à apprécier la situation de manière plus précise alors que cette suppression est connue depuis plusieurs semaines et que la période sensible des fêtes de fin d'année approche ?
4. Serait-il judicieux d'établir un inventaire et un état des lieux pour estimer plus précisément la couverture et l'accessibilité de la population aux soins ?

II. Réponse du Conseil d'Etat

De manière générale, il y a lieu de relever que les questions liées à l'application des tarifs de l'assurance obligatoire des soins (AOS) sont du seul ressort des partenaires tarifaires et, en cas de divergence, des tribunaux compétents.

En l'espèce, à la suite de l'arrêt du Tribunal fédéral 9C_664/2023 du 24 juin 2024, la Fédération des médecins suisses (FMH) et l'association Médecins de famille et de l'enfance Suisse (mfe), d'une part, et la nouvelle association faîtière des assureurs-maladie suisses (prio.swiss), d'autres part, se sont accordées en décembre 2024 sur une solution pour l'application des taxes d'urgence dans le cadre du tarif médical Tarmed actuellement en vigueur.

Ainsi, notamment, il a été convenu que les taxes d'urgence ne peuvent pas seulement être facturées par des médecins exerçant à titre indépendant, mais également en cas d'intervention en urgence de médecin salariés. Cette approche tient compte de la pratique selon laquelle les médecins exercent de plus en plus souvent en tant qu'employé-e-s d'un cabinet ou autre structure ambulatoire organisée sous la forme de personne morale (p. ex. société anonyme ou société à responsabilité limitée). De plus, s'agissant des éventuelles procédures de remboursement, les assureurs se concentreront sur les cas laissant suspecter un modèle commercial reposant sur la facturation non conforme à la convention des taxes d'urgence. Il s'agit notamment de cas dans lesquels les indemnités forfaitaires ont été facturées à une fréquence anormalement élevée et de manière systématique.

A noter encore que certains établissements privés offrant des consultations d'urgence sans rendez-vous (« walk-in ») n'ont pas facturé les taxes d'urgence dans le cadre de cette activité, la controverse autour de cette pratique n'étant pas nouvelle.

S'agissant enfin de la facturation des taxes d'urgences dans le cadre du nouveau tarif médical Tardoc, qui devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2026, les partenaires tarifaires se sont entendus sur une solution pratique renforçant les soins d'urgence ambulatoires en cabinet médical (cf. [communiqué de presse de la FMH du 20 février 2025](#)).

En résumé, le Conseil d'Etat est d'avis que les partenaires tarifaires ont trouvé un compromis acceptable tant pour la situation actuelle que pour le futur, dans l'intérêt aussi bien des structures médicales concernées que des patients et patientes.

1. Une évaluation des conséquences de l'abolition de ce forfait est-elle en cours ou prévue par le Service de la santé publique ?

Le Service de la santé publique a suivi dès le départ cette problématique et notamment les négociations entre les partenaires tarifaires. Au vu de l'aboutissement satisfaisant de ces négociations, des analyses supplémentaires ne paraissent pas nécessaires.

3. *La DSAS affirme ne pas être en mesure de préciser le nombre de permanences et de cabinets médicaux concernés par l'abolition de cette taxe, ces structures n'étant pas au bénéfice d'une autorisation distincte. Pourquoi la DSAS n'a-t-elle pas cherché à apprécier la situation de manière plus précise alors que cette suppression est connue depuis plusieurs semaines et que la période sensible des fêtes de fin d'année approche ?*

La DSAS était consciente de l'impact de l'éventuelle fermeture ou réduction des horaires d'ouverture des structures privées sur le taux de fréquentation des urgences et permanences de l'HFR. Avec le Service de la santé publique, elle a suivi attentivement l'évolution de la situation.

La DSAS a également suivi l'évolution de la situation dans le cadre intercantonal, notamment au sein de la Conférence suisse des directrices et directeurs de la santé (CDS), étant donné qu'une solution rapide devait être trouvée au niveau suisse. Dans la mesure où l'Etat n'est pas compétent en matière d'application des tarifs de l'AOS, et au vu des discussions poussées alors en cours entre les partenaires tarifaires, une analyse détaillée ne semblait pas opportune.

2. *Des mesures sont-elles envisagées pour soutenir les structures concernées et garantir l'accessibilité de la population à des soins urgents ?*
4. *Serait-il judicieux d'établir un inventaire et un état des lieux pour estimer plus précisément la couverture et l'accessibilité de la population aux soins ?*

Le contre-projet à l'initiative populaire « Pour des urgences hospitalières publiques 24/24 de proximité », accepté par la population fribourgeoise le 9 juin 2024, prévoit une série de mesures qui visent, entre autres, à améliorer l'orientation et la prise en charge des patients et patientes en cas d'urgence vitale ou non vitale. Il s'agira notamment de développer les Permanences et Maisons de garde sur l'ensemble du canton. Les travaux y relatifs sont en cours.

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion 2025-GC-2

Ein System zur Unterstützung der Freiburger Unternehmen

Urheber:	Savary Daniel
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	09.01.2025
Begründung:	---
Überweisung an den Staatsrat:	09.01.2025
Antwort des Staatsrats:	11.03.2025

I. Zusammenfassung der Motion

Die jüngsten Konkurse von zwei grossen Bauunternehmen in Freiburg beunruhigen die lokalen KMU, was auch die letzte Umfrage der Handels- und Industriekammer des Kantons Freiburg (HIKF) bestätigt.

In der Zeitung «La Gruyère» vom 9. Januar 2025 stellte Denis Galley, ein ehemaliger leitender Angestellter der Kantonalbank, fest, dass im Freiburger Ökosystem etwas fehlt, um Unternehmen in Schwierigkeiten zu unterstützen. Er schlägt vor, den Kanton Waadt zum Vorbild zu nehmen, der einen Fonds von 23,2 Mio. Franken reaktiviert hat, um KMU unter bestimmten Bedingungen zu unterstützen. Die Unternehmen müssen im Kanton registriert sein, über Produktionsanlagen verfügen und einen erheblichen Rückgang ihrer Aktivitäten nachweisen. Unternehmen im Konkurs- oder Liquidationsverfahren sind ausgeschlossen.

Die vorliegende Motion verlangt, dass im Kanton Freiburg zügig ein System eingeführt wird, das wie im Kanton Waadt Unternehmen in Schwierigkeiten unterstützt.

II. Antwort des Staatsrats

Einleitend weist der Staatsrat auf die Antworten hin, die kürzlich auf parlamentarische Instrumente gegeben wurden, darunter insbesondere:

> [2024-GC-206](#) «Konkurs der Progin SA: Was hat der Staatsrat unternommen?» vom 12.11.2024.

> [2024-GC-312](#) «Freiburger Wirtschaft, was ist mit den Schwierigkeiten?» vom 11.03.2024

Im Rahmen dieser Antworten wurde die Rolle des Staates in wirtschaftlichen Angelegenheiten erläutert. Zur Erinnerung: Die Aufgabe des Staates ist es, für Rahmenbedingungen zu sorgen, die die Wirtschaftsentwicklung begünstigen, insbesondere durch die Förderung der Vollbeschäftigung, der Vielfalt wirtschaftlicher Aktivitäten und des regionalen Gleichgewichts. Die Massnahmen müssen jedoch den Grundsätzen der Verhältnismässigkeit und Wirksamkeit entsprechen, die für jede staatliche Aktion gelten.

Dies vorausgeschickt, weist der Staatsrat darauf hin, dass das kantonale Gesetz über die Wirtschaftsförderung ([WFG; SGF 900.1](#)) bereits über mehrere Instrumente verfügt, mit denen er Unternehmen in Schwierigkeiten gezielt unterstützen kann, wie es der Kanton Waadt über seinen Industrieförderungsfonds macht, auf den hier Bezug genommen wird. Insbesondere was die

Förderung von Investitionsprojekten, die Bürgschaft für Bankkredite und die Förderung der Innovation betrifft, gibt es folgende Instrumente:

> **Bürgschaften der Bürgschaft Westschweiz und des Kantons für kleine und mittlere Unternehmen (KMU):**

Das WFG sieht Kreditgarantien und Massnahmen vor, um KMU in ihrer Entwicklung oder bei konjunkturellen Schwierigkeiten zu unterstützen. Für diese Instrumente gelten genau festgelegte Bedingungen, um eine wirksame staatliche Intervention zu gewährleisten und gleichzeitig ein liberales und wettbewerbsfähiges Umfeld zu erhalten.

> **Unterstützung für innovative Investitionsprojekte, für Forschung und Entwicklung und für die Beschäftigung:**

Das WFG ermöglicht auch die Unterstützung von Investitionsprojekten, sofern diese innovativ sind und nicht zu Wettbewerbsverzerrungen führen. Diese finanzielle Unterstützung zielt darauf ab, die Wettbewerbsfähigkeit und den Fortbestand der Unternehmen im Kanton zu fördern. Das geltende Gesetz enthält auch Mechanismen zur Unterstützung der Forschung und Entwicklung und der Beschäftigung, die für Unternehmen jeder Grösse bestimmt sind.

Kurz gefasst, ist der Staatsrat der Ansicht, dass die im WFG vorgesehenen Instrumente geeignet sind, um die Freiburger Unternehmen auch bei einer Konjunkturschwäche auf massvolle und gezielte Weise und mit Blick auf das allgemeine Interesse zu unterstützen, wobei der verfassungsrechtliche Rahmen und die finanziellen Möglichkeiten des Staats berücksichtigt werden. Er erinnert jedoch daran, dass diese Instrumente nur dann eingesetzt werden können, wenn die begleiteten Unternehmen eine Chance auf dauerhaften Bestand haben.

Ferner weist der Staatsrat den Verfasser der Motion darauf hin, dass aktuell ein Gesetz über die wirtschaftliche Entwicklung und die Innovation ausgearbeitet wird, in dem das gesamte System zur Unterstützung von Unternehmen und der Innovation enthalten sein wird (Folge der Motion [2022-GC-156](#) «Schaffung eines kantonalen Gesetzes über die Innovationspolitik»).

III. Schluss

Aufgrund dieser Darlegungen und da die Forderungen des Verfassers der Motion in anderer Form durch bestehende Instrumente erfüllt werden können, empfiehlt der Staatsrat die Ablehnung der Motion.

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion 2025-GC-2

Pour un dispositif de soutien aux entreprises fribourgeoises

Auteur :	Savary Daniel
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	09.01.2025
Développement :	---
Transmission au Conseil d'Etat :	09.01.2025
Réponse du Conseil d'Etat :	11.03.2025

I. Résumé de la motion

Les récentes faillites de deux grandes entreprises du bâtiment à Fribourg inquiètent les PME locales, comme l'atteste également le récent sondage de la Chambre de commerce et d'industrie du Canton de Fribourg (CCIF).

Dans le journal « La Gruyère » du 9 janvier 2025, Denis Galley, ancien cadre de la Banque cantonale, constate qu'il manque quelque chose dans l'écosystème fribourgeois pour soutenir les entreprises en difficulté. Il propose de s'inspirer du modèle vaudois, qui a relancé un fonds de 23,2 millions de francs pour aider les PME sous certaines conditions. Les entreprises doivent ainsi être enregistrées dans le canton, disposer d'outils de production et prouver une baisse significative de leurs activités. Les entreprises en faillite ou en liquidation sont exclues.

La présente motion demande qu'un dispositif similaire à celui du Canton de Vaud soit rapidement instauré dans le Canton de Fribourg en soutien aux entreprises en difficulté.

II. Réponse du Conseil d'Etat

En préambule, le Conseil d'Etat renvoie aux réponses récemment données à des instruments parlementaires dont notamment :

- > [2024-GC-206](#) « Faillite de Progin SA - Quelles ont été les interventions de l'Etat ? » du 12.11.2024.
- > [2024-GC-312](#) « Economie fribourgeoise, quid des difficultés ? » du 11.03.2025.

Dans le cadre de ces réponses, il a été précisé le rôle de l'Etat en matière économique. Pour mémoire, celui-ci vise à garantir des conditions-cadres propices au développement, en favorisant notamment le plein emploi, la diversité des activités économiques et l'équilibre régional. Ces actions doivent toutefois respecter les principes de proportionnalité et d'efficacité, qui encadrent toute intervention publique.

Cela étant précisé, le Conseil d'Etat rappelle que la Loi sur la promotion économique du canton de Fribourg ([LPec ; RSF 900.1](#)) dispose déjà de plusieurs instruments permettant de soutenir de manière ciblée les entreprises en difficulté comme le fait le canton de Vaud via le Fonds de soutien à l'industrie auquel il est fait référence ici. En particulier s'agissant de subventionnement pour des projets d'investissement, du cautionnement de crédit bancaires ou encore d'encouragement de l'innovation :

> **Cautionnement romand et cantonal en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) :**

La LPec prévoit des garanties de crédit et des dispositifs pour soutenir les PME dans leur développement ou lorsque celles-ci sont confrontées à des difficultés conjoncturelles. Ces outils sont encadrés par des conditions précises qui visent à assurer une intervention étatique efficace tout en préservant un environnement libéral et compétitif.

> **Soutien aux projets d'investissement innovants et à la recherche et au développement et à l'emploi :**

La LPec permet également de soutenir des projets d'investissement, pour autant qu'ils soient innovants et ne créent pas de distorsions de concurrence. Ce soutien financier a pour objectif de favoriser la compétitivité et la pérennité des entreprises du canton. Aussi, la loi en vigueur comprend des mécanismes de soutien à la recherche et au développement et à l'emploi pour soutenir les entreprises de toute taille.

En substance, le Conseil d'Etat estime que les outils existants prévus par la LPec constituent un dispositif adéquat pour soutenir les entreprises fribourgeoises, même en période économique morose, de manière mesurée, ciblée et fondée sur l'intérêt général, dans le respect des cadres constitutionnels et des contraintes budgétaires. Il rappelle toutefois que ces instruments ne peuvent être mis en œuvre uniquement si des perspectives de pérennité des sociétés accompagnées existent.

En outre, le Conseil d'Etat attire l'attention du motionnaire sur le projet en cours de loi sur le développement économique et l'innovation, qui présentera le dispositif complet de soutien aux entreprises et à l'innovation (suite de la motion [2022-GC-156](#) « Création d'une loi cantonale sur la politique en matière d'innovation »).

III. Conclusion

Au vu de ces éléments et dans la mesure où les demandes de l'auteur de la motion peuvent être prises en considération sous d'autres formes existantes, le Conseil d'Etat propose donc le rejet de la motion.

Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Question 2025-GC-27

Auswirkung von Streuströmen auf Landwirtschaftsbetriebe: Welche Massnahmen wird der Kanton ergreifen?

Urheber/in:	Thévoz Ivan, de Weck Antoinette
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	0
Einreichung:	03.02.2025
Begründung:	03.02.2025
Überweisung an den Staatsrat:	03.02.2025
Antwort des Staatsrats:	15.04.2025

I. Anfrage

Der kantonale Richtplan (KRP) legt in Bezug auf die Windenergie die Gebiete fest, auf denen sich die künftigen Windparks im Kanton Freiburg befinden werden. In diesem Dokument werden die Auswirkungen möglicher Streuströme beim Stromtransport ab den Windenergieanlagen auf die Zucht von Nutztieren ausgeklammert. Der KRP erwähnt bloss, dass keine Windenergieanlage in einer Entfernung von weniger als 300 Meter von einem Gebäude ausserhalb der Bauzone gebaut werden kann. Es ist also sehr wahrscheinlich, dass gewisse Landwirtschaftsbetriebe nahe von künftigen Windparks gelegen sein werden, auch wenn dieser Abstand eingehalten wird.

Allerdings stellt ein Expertenbericht aus Frankreich vom April 2024 einen kausalen Zusammenhang zwischen der Übertragung von Strom aus Windparks und einer starken Abnahme der Milchleistung von Rindviehherden her. Aus dem Bericht geht hervor, dass 203 französische Landwirtschaftsbetriebe Streuströme und andere Störungen im Zusammenhang mit der hydrogeologischen Bodenbeschaffenheit gemeldet haben. Diese Erfahrungsberichte zeugen von extremen Schwierigkeiten, mit denen die Landwirte konfrontiert sind, deren Betriebe von diesen Anlagen betroffen sind und deren Tätigkeit in einem bereits schwierigen wirtschaftlichen Kontext für die Landwirtschaft zusätzlich beeinträchtigt wird.

Streuströme in Ställen können das Verhalten der Tiere verändern und zu verschiedenen Symptomen führen. Zum Beispiel weigern sich die Kühe in den Melkstand zu treten, harnen und koten darin häufiger und sind allgemein unruhiger. Sie zeigen eine verminderte Futter- und Wasseraufnahme, haben ein verändertes Ruheverhalten oder Fruchtbarkeitsprobleme. Diese Störungen wirken sich auf die Milchleistung der Tiere, die Eutergesundheit oder die Milchqualität aus. Im schlimmsten Fall gehen die Landwirte, die von diesen Streuströmen betroffen sind, buchstäblich durch die Hölle, wenn sie sehen, wie ihre Nutztiere vor ihren Augen an den folgenden Krankheiten verenden:

- > Klaueninfektionen (bis zu Wundbrand), Peritonitis, Metritis, Plazentaretention, Blutungen (Blut im Stuhl);
- > Komplikationen beim Kalbern: Abtreibungen, totgeborene Kälber, Uterustorsionen;
- > schwache, lethargische Kälber mit ungewöhnlich geringem Wachstum in den ersten sechs Zuchtmonaten.

Tierärzte stehen diesen Situationen oft hilflos gegenüber oder beschuldigen die betroffenen Bauern fälschlicherweise, dass sie die Tiere misshandeln.

Diese beeindruckenden Beobachtungen alarmieren die Landwirtschaft, auch wenn die Analysen keine endgültigen Schlussfolgerungen zulassen und die elektrischen Systeme in den beiden Ländern nicht gleich aufgebaut sind. Wir sind der Ansicht, dass sie eine ernsthafte Prüfung verdienen. Es ist umso alarmierender, dass, obwohl beträchtliche Mittel für die Bewertung der Auswirkungen von Windenergieanlagen auf Wildtiere bereitgestellt werden, keine Studien finanziert werden, um die Auswirkungen von Streuströmen auf Nutztiere zu untersuchen.

Um auf die Sorgen, die die Landwirtschaft zunehmend beschäftigen, einzugehen, hat die Stadt Lausanne mit einem Landwirt in der Nähe des zukünftigen Windparks "Eoljorat Sud" eine Vereinbarung getroffen, die Entschädigungen im Falle von erheblichen Störungen durch den Bau der Windenergieanlagen vorsieht. Obwohl es bei uns noch nicht so weit ist, sind die derzeitigen Windmessungsprojekte auf Freiburger Boden ein Vorbote für den Bau künftiger Windparks. Deshalb ist es zentral, die Fragen der Sicherheit und des Wohlbefindens der Tiere angesichts der zahlreichen Erfahrungsberichte französischer Landwirte sowie der durchgeführten und laufenden Gutachten anzusprechen.

Wir bitten Sie daher, die folgenden Fragen zu beantworten:

1. Haben Sie bei der Ausarbeitung des KRP und der zukünftigen Windenergieprojekte die möglichen Auswirkungen von Windenergieanlagen auf die Landwirtschaft und insbesondere auf Nutztiere berücksichtigt?
2. Beabsichtigen Sie, ähnliche Massnahmen wie die Stadt Lausanne zu ergreifen, indem Sie Vereinbarungen mit den Freiburger Landwirten in der Nähe künftiger Windparks treffen, um Entschädigungen im Falle erheblicher Probleme im Zusammenhang mit diesen Anlagen vorzusehen?
3. Werden nach dem Bau von Windparks Überwachungsprotokolle erstellt, um ihre Auswirkungen auf die nahe gelegenen Landwirtschaftsbetriebe zu bewerten? Wenn nicht, welche Massnahmen sehen Sie vor, um das Risiko von elektrischen Störungen und anderen Phänomenen, die von Landwirten in der Nähe künftiger Windparks gemeldet werden, zu verhindern oder zu minimieren?
4. Ist geplant, dass sich der Landwirtschaftssektor, die Stromversorgungsunternehmen und die politischen Behörden miteinander absprechen, um die Bedenken der Landwirte hinsichtlich der Einrichtung von Windparks zu berücksichtigen?
5. Beabsichtigen Sie, Rückmeldungen aus anderen Nachbarländern über die Auswirkungen von Windenergieanlagen auf die Landwirtschaft und die Tiere zu nutzen, um Ihre Pläne anzupassen und geeignete Massnahmen zu ergreifen?
6. Gibt es spezifische Regeln oder Weisungen, die den Bau von Windenergieanlagen in empfindlichen landwirtschaftlichen Gebieten oder in der Nähe von landwirtschaftlichen Betrieben regeln, um sowohl die landwirtschaftliche Produktion als auch das Wohlbefinden der Tiere zu schützen?

Wir danken Ihnen im Voraus für die Aufmerksamkeit, die Sie diesen Fragen widmen, die dem Landwirtschaftssektor des Kantons Sorgen bereiten.

II. Antwort des Staatsrats

Einleitend ist daran zu erinnern, dass die Thematik der Streuströme bereits Gegenstand zahlreicher parlamentarischer Vorstösse sowohl auf kantonaler als auch auf Bundesebene war:

- > Anfrage 2024-GC-175¹ der Grossräte Jacques Dumas und Ivan Thévoz – *Auswirkung von Streuströmen auf Freiburger Landwirtschaftsbetriebe im Rahmen des Ausbaus von erneuerbaren Energien;*
- > Interpellationen 23.3515² und 23.3824³ der Nationalräte Pierre-André Page und Marcel Dettling: Die Antworten des Bundesrats dienten als Grundlage für die Antwort des Staatsrats auf die Anfrage 2024-GC-175;
- > Motion 24.3872⁴ von Nationalrat Pierre-André Page – *NIV. Kontrollen und Bestimmungen für landwirtschaftliche Bauten mit Tierhaltung anpassen;*
- > Motion 24.3873⁵ von Nationalrat Jacques Nicolet – *Streustrom. Streustrom. Tierhaltung von der Plage befreien und Spezialistinnen und Spezialisten in diesem Bereich ausbilden.*

Die Antwort des Staatsrats auf diese neue Frage wird einige Punkte wiedergeben, die in den Antworten auf die erwähnten Vorstösse dargelegt werden.

Im Übrigen weist der Staatsrat darauf hin, dass der Bericht, auf den sich Grossrat Ivan Thévoz und Grossrätin Antoinette de Weck beziehen, im Auftrag des Französischen Landwirtschaftsministeriums (*Ministère français de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire*; MASA) ausgearbeitet wurde und entgegen den Andeutungen der vorliegenden Anfrage die Problematik der Streuströme in einem breiten Kontext und nicht speziell in Bezug auf die Windenergieanlagen behandelt.

Bei fast 10 000 Windenergieanlagen verteilt auf ca. 2400 Windparks, die in Frankreich in Betrieb sind, geht aus der oben erwähnten Studie hervor, dass es keinen Nachweis für einen kausalen Zusammenhang zwischen dem Bau von Windenergieanlagen und Streuströmen gibt.

Für ein klares Verständnis dieser Studie hat das Amt für Energie die französische Botschaft direkt kontaktiert und auf deren Empfehlung mit den Verfassern der Studie. Die Gespräche mit diesen und die weitergeleiteten Informationen haben gezeigt, dass es nötig ist, die angeführten Zahlen zu präzisieren und in ihren Kontext zu versetzen, um Fehlinterpretationen zu vermeiden und die Schlussfolgerungen richtig deuten:

- > 1015 Betriebe haben bei der Umfrage des MASA mitgemacht. Von den 1015 Betrieben haben 203 erwähnt, dass sie weniger als 2 km von einer Windenergieanlage liegen (Seite 23 des Berichts). Doch nicht alle von ihnen haben ungewöhnliches Tierverhalten gemeldet.
- > In Bezug auf die mutmassliche Ursache der Störungen *«liegt eine der Schwierigkeiten der Studie in der möglichen Auswirkung mehrerer unterschiedlicher Anlagen auf ein und denselben Betrieb. (...) Die Rate der Antworten, die anormale Störungen bei Tieren angeben, während nur eine Antenne*

¹ Anfrage 2024-GC-175: [Parlinfo: Parlamentarische Vorstösse](#)

² Interpellation 23.3515: [23.3515 | Fotovoltaik- oder Windkraftanlagen. Gefahr für die landwirtschaftlichen Nutztiere | Geschäft | Das Schweizer Parlament](#)

³ Interpellation 23.3824: [23.3824 | Kriechstrom bei Fotovoltaikanlagen | Geschäft | Das Schweizer Parlament](#)

⁴ Motion 24.3872: [24.3872 | NIV. Kontrollen und Bestimmungen für landwirtschaftliche Bauten mit Tierhaltung anpassen | Geschäft | Das Schweizer Parlament](#)

⁵ Motion 24.3873: [24.3873 | Streustrom. Tierhaltung von der Plage befreien und Spezialistinnen und Spezialisten in diesem Bereich ausbilden | Geschäft | Das Schweizer Parlament](#)

innerhalb von 2 km vom Betrieb entfernt war, ist regelmässig sehr hoch oder am höchsten» Auch wenn erwähnt wird, dass diese hohe Rate mit der hohen Zahl von Antennen im Land in Bezug gesetzt werden muss, wäre es voreilig, sich allein auf die Stromerzeugungsanlagen oder sogar nur auf die Windenergieanlagen als mögliche Ursache für Streuströme zu konzentrieren.

- > In Bezug auf die Bereiche mit der grössten Häufigkeit von gemeldeten aussergewöhnlichen Störungen sind die "Milchkuhbetriebe(...) diejenigen, die am meisten Störungen melden", nämlich 266 von insgesamt 1015, die geantwortet haben (Seite 24 und Anhang 5 auf Seite 117). Es ist auch erwähnenswert, dass 502 Landwirte, die auf die Umfrage antworteten, Milchkühe halten (49,5% aller Antworten).
- > Was den kausalen Zusammenhang mit der Nähe zu Windenergieanlagen betrifft, zeigt die eingehende Prüfung von Anhang 8 des Berichts (Seiten 129 und 130), dass **nur** 8 Milchwirtschaftsbetriebe (also diejenigen mit den meisten Störungen) von den 502, die an der Umfrage teilgenommen haben, in der Nähe von Windenergieanlagen gelegen sind, was 1,6% aller Antworten ausmacht.
- > Daher kann kein kausaler Zusammenhang zwischen der Stromerzeugung durch Windparks und einer Starken Abnahme der Milchleistung von Kuhherden wissenschaftlich nachgewiesen werden.

Aufgrund dieses Sachverhalts sind die Behauptungen und Interpretationen von Grossrat Ivan Thévoz und Grossrätin Antoinette de Weck über den vom MASA in Auftrag gegebenen Bericht zweifelhaft.

Dies vorausgeschickt, beantwortet der Staatsrat die Fragen von Grossrat Ivan Thévoz und Grossrätin Antoinette de Weck wie folgt:

1. *Haben Sie bei der Ausarbeitung des KRP und der zukünftigen Windenergieprojekte die möglichen Auswirkungen von Windenergieanlagen auf die Landwirtschaft und insbesondere auf Nutztiere berücksichtigt?*

Als Erstes ist daran zu erinnern, welche Auswirkungen Streuströme haben können und unter welchen Umständen sie auftreten. Wie der Staatsrat in seiner Antwort auf die Anfrage 2024-GC-175 dargelegt hat, wurden in seltenen Fällen Verhaltensänderungen bei Rindern beobachtet (Schwierigkeiten beim Melken, verändertes Verhalten des Tieres beim Füttern, Wiederkäuen oder Trinken), was den Behörden von Kanton und Bund bekannt ist. Berichte, die diese Störungen dokumentieren, und Erfahrungsberichte sind auf der Website von AGRIDEA zugänglich (Agripedia, landwirtschaftliche Beratungszentrale der kantonalen Fachstellen). Es ist jedoch äusserst schwierig, eine nachweisliche Ursache für diese Symptome zu finden, da es so viele mögliche Ursachen für die Beschwerden gibt.⁶ Streuströme, die von einer fehlerhaften Installation von elektrischen Geräten im Betrieb herrühren, sind eine mögliche Ursache unter vielen (Rinderhygiene, technische Mängel, Umwelt, Krankheitserreger usw.).

Unter diesen Umständen und in Ermangelung einer wissenschaftlich nachgewiesenen Kausalität wurde bei der Ausarbeitung des KRP keine spezifische Studie zu den Risiken für die Landwirtschaft und insbesondere für Nutztiere berücksichtigt. Schliesslich gibt es eine Reihe von

⁶ Kriechströme im Milchviehstall: Wie das Problem entsteht und wie man damit umgehen kann, ESTI, November 2019: [Link](#)

Themen, bei denen Stromanschlüsse möglich sind (Energie, Landwirtschaft, Tourismus, Industrie usw.).

2. *Beabsichtigen Sie, ähnliche Massnahmen wie die Stadt Lausanne zu ergreifen, indem Sie Vereinbarungen mit den Freiburger Landwirten in der Nähe künftiger Windparks treffen, um Entschädigungen im Falle erheblicher Probleme im Zusammenhang mit diesen Anlagen vorzusehen?*

Einleitend sei daran erinnert, dass der elektrische Anschluss eines Gebäudes oder einer Anlage unter Privatrecht fällt und seine Umsetzung strengen Anforderungen gemäss Bundesgesetzgebung unterliegt (Artikel 3, 4 und 5 Abs. 1 NIV).

Es ist auch wichtig, daran zu erinnern, dass die Stadt Lausanne in ihrer Rolle als Entwicklerin des Windparks "EolJorat Sud" Vereinbarungen mit den Landwirten in der Nähe des Parks getroffen hat. Die Stadt Lausanne ist in der Tat Alleineigentümerin der Aktiengesellschaft SI-REN SA, deren Firmenzweck es ist, die erneuerbaren Energien auszubauen (Fotovoltaik, Windenergie, Biomasse und Geothermie), und die das Projekt «EolJorat Sud» entwickelt.

Der Staat Freiburg hat nicht die Absicht, Windenergieprojekte selbst zu entwickeln, weshalb er auch keine ähnlichen Massnahmen plant. Er überlässt es allfälligen künftigen Projektträgern, eine derartige Vereinbarung vorzusehen oder nicht.

3. *Werden nach dem Bau von Windparks Überwachungsprotokolle erstellt, um ihre Auswirkungen auf die nahe gelegenen Landwirtschaftsbetriebe zu bewerten? Wenn nicht, welche Massnahmen sehen Sie vor, um das Risiko von elektrischen Störungen und anderen Phänomenen, die von Landwirten in der Nähe künftiger Windparks gemeldet werden, zu verhindern oder zu minimieren?*

Wie der Staatsrat bereits mehrfach dargelegt hat, wie etwa in seiner Antwort auf die Anfrage 2024-GC-175, stellen korrekt installierte und regelmässig überprüfte Stromerzeugungsanlagen kein Risiko für elektrische Störungen dar. Im Übrigen sollte dies für alle elektrischen Anlagen gelten.

In praktisch allen Verdachtsfällen, die das ESTI bislang untersucht hat, sind die Hausinstallationen Ursache für allfällige Streustromproblematiken. Gemäss Artikel 5 Abs. 1 der Niederspannungs-Installationsverordnung (NIV)⁷ sorgt die Eigentümerin oder der Eigentümer oder die von ihm bezeichnete Person dafür, dass die elektrischen Installationen ständig den Anforderungen von Artikel 3 und 4 (grundlegende Anforderungen zur Sicherheit und zur Vermeidung von Störungen) entsprechen. Es ist also allein Sache der Eigentümerin oder des Eigentümers, Streuströme zu vermeiden oder sie so tief wie möglich zu halten.

Allfällige Streuströme sind jedenfalls kein spezifisches Problem von Windenergieanlagen, denn sie können auch in der Nähe von irgendwelchen elektrischen Anschlüssen gemessen werden, wenn die Anlage fehlerhaft ist.

Grundsätzlich wird also kein spezifisches Überwachungsprotokoll eingeführt. Der regelmässige Austausch zwischen den Landwirtschaftsbetrieben und dem Landwirtschaftlichen Institut Grangeneuve wird natürlich fortgesetzt.

⁷ NIV, SR 734.27: [SR 734.27 \(admin.ch\)](#)

4. *Ist geplant, dass sich der Landwirtschaftssektor, die Stromversorgungsunternehmen und die politischen Behörden miteinander absprechen, um die Bedenken der Landwirte hinsichtlich der Einrichtung von Windparks zu berücksichtigen?*

Zunächst ist es wichtig und notwendig, noch einmal daran zu erinnern, wofür der Staates Freiburg in Bezug auf das Thema Windenergie verantwortlich ist: Die von ihm erstellte Windenergieplanung entspricht einer Anforderung des Bundes und basiert auf Kriterien, die im Wesentlichen vom Bund festgelegt wurden. Die Planung, die 2020 vom Bundesrat genehmigt wurde, legt die Gebiete im Kanton fest, in denen ein Windenergiepotenzial besteht.

Im Falle der Entwicklung eines Windparkprojekts ist es Aufgabe des Entwicklers, nach der Genehmigung des neuen Zonennutzungsplans durch die betroffenen Gemeinden die genauen Standorte der zukünftigen Windenergieanlagen auf der Grundlage zahlreicher Detailstudien festzulegen, die in einem Umweltverträglichkeitsbericht (UVP) zusammengefasst werden:

- > der benötigte Energieertrag, damit die Anlage rentabel ist: Die Windenergieanlagen müssen effizient funktionieren können;
- > die Infrastruktur für die Zufahrt zu den Windenergieanlagen und ihren elektrischen Anschluss;
- > die geologische Struktur des Bodens, um sicherzustellen, dass keine Verwerfungen oder unterirdischen Wasserläufe vorhanden sind. Die Analyse kann als Datengrundlage für die Bestimmung des optimalen Standortes für die Fundamente der Windenergieanlagen und für die Risikoanalyse von Streuströmen dienen.

Zudem ist es bei der Projektentwicklung üblich, dass der Entwickler die Landwirte in der Umgebung konsultiert, bevor er den endgültigen Standort der Windenergieanlagen festlegt.

5. *Beabsichtigen Sie, Rückmeldungen aus anderen Nachbarländern über die Auswirkungen von Windenergieanlagen auf die Landwirtschaft und die Tiere zu nutzen, um Ihre Pläne anzupassen und geeignete Massnahmen zu ergreifen?*

Der Staat Freiburg ist sich des Risikos von Streuströmen bewusst, das für die Landwirte und die Freiburger Bevölkerung aufgrund von Stromerzeugungs- oder -übertragungsanlagen besteht, und nutzt die ihm zur Verfügung stehenden Beziehungen, um so viele Informationen wie möglich zu diesem Thema zu erhalten.

Regelmässige Kontakte mit den Energiefachstellen anderer Kantone sind ebenfalls hilfreich, um die Kenntnisse in diesem Bereich, der der breiten Öffentlichkeit noch wenig bekannt ist, zu verbessern.

6. *Gibt es spezifische Regeln oder Weisungen, die den Bau von Windenergieanlagen in empfindlichen landwirtschaftlichen Gebieten oder in der Nähe von landwirtschaftlichen Betrieben regeln, um sowohl die landwirtschaftliche Produktion als auch das Wohlbefinden der Tiere zu schützen?*

Wie oben erwähnt, wurde keine direkte Kausalität zwischen der Präsenz von Windparks und der Verschlechterung des Tierwohls in einem nahe gelegenen Betrieb nachgewiesen.⁸ Die französische Agentur für Lebensmittelsicherheit, Umweltschutz und Arbeitsschutz (*Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail*; ANSES) hat insbesondere zwei

⁸ [AVIS et RAPPORT de l'Anses relatif à l'imputabilité à un champ d'éoliennes d'effets rapportés dans deux élevages bovins](#)

Landwirtschaftsbetriebe im Detail geprüft, die gesundheitliche Störungen bei ihren Tieren gemeldet haben, und ist zum Schluss gekommen, dass die Probleme sehr wahrscheinlich nicht im Zusammenhang mit den Windenergieanlagen stehen. Allerdings hat die ANSES präzisiert, dass von diesen beiden Fällen nicht auf andere Fälle geschlossen werden kann.

Wird tierisches Verhalten beobachtet, das den Verdacht auf Streuströme aufkommen lässt, müssen in jedem Fall Spezialistinnen und Spezialisten beigezogen werden. Wie der Bundesrat in seiner Antwort auf die Motion 24.3873 erwähnt, hat der Schweizer Bauernverband (SBV) die Plattform Streuströme von AGRIDEA initiiert, die vom Bund finanziert wird. Die Plattform bündelt Fachkompetenz im Bereich Streuströme und bietet fachliche Unterstützung durch eine Expertengruppe».

Der Bundesrat erwähnt zudem, dass gemäss der Niederspannungs-Installationsverordnung (NIV; SR 734.27) und der Niederspannungs-Installations-Norm (NIN) Niederspannungsinstallationen, die nicht den geltenden Vorschriften der NIV und der NIN entsprechen, müssen instand gestellt werden. Und: *«Liegt die Ursache ausserhalb der betroffenen Niederspannungsinstallation [...], so sind vom gestörten Installationseigentümer allenfalls Schritte gegen den Störer zu prüfen und zu ergreifen».*

Der Staatsrat wiederholt daher seine Schlussfolgerung aus der Antwort auf Frage 2024-GC-175, dass alle Massnahmen gegen Streuströme und ihre Auswirkungen auf das Tierverhalten bereits umgesetzt sind.

Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Question 2025-GC-27

Impact des courants vagabonds sur les exploitations agricoles : quelles mesures le canton va-t-il prendre ?

Auteur-e-s :	Thévoz Ivan, de Weck Antoinette
Nombre de cosignataires :	0
Dépôt :	03.02.2025
Développement :	03.02.2025
Transmission au Conseil d'Etat :	03.02.2025
Réponse du Conseil d'Etat :	15.04.2025

I. Question

Le Plan directeur cantonal (ci-après : PDCant) relatif à l'éolien définit précisément les périmètres des futurs parcs éoliens dans le Canton de Fribourg. Dans ce document, l'éventualité de courants vagabonds émis lors du transport de l'électricité produite par les éoliennes sur l'élevage d'animaux de rente n'est pas abordée. Le PDCant mentionne seulement qu'aucune éolienne ne pourra être installée à moins de 300 mètres d'un bâtiment isolé. Il est donc fort possible que certaines fermes agricoles se trouvent à proximité de futurs parcs éoliens, même si cette distance minimale est respectée.

Or, un rapport réalisé par des experts en France, datant d'avril 2024, établit un lien de causalité entre le transfert de l'électricité produite par des parcs éoliens et une baisse significative de la production des cheptels bovins. Ce rapport met en évidence que 203 exploitations agricoles françaises ont signalé des phénomènes de courants électriques « parasites » ou « vagabonds », ainsi que d'autres perturbations liées à la nature hydrogéologique du sol. Ces témoignages font état de difficultés extrêmes vécues par les agriculteurs, dont les exploitations se trouvent affectées par ces installations, au détriment de leur activité et dans un contexte économique déjà difficile pour le secteur agricole.

Les courants vagabonds présents dans les étables peuvent changer le comportement des animaux et occasionner différents symptômes. Les vaches refusent par exemple d'entrer dans la salle de traite, y défèquent et urinent plus souvent et sont globalement plus agitées. Elles présentent une diminution de l'ingestion de nourriture et d'eau, une modification du comportement au repos ou des problèmes de fertilité. Ces troubles affectent la productivité des animaux, la santé des mamelles ou la qualité du lait. Dans le pire des cas, les agriculteurs qui subissent ces courants vagabonds vivent littéralement un enfer en voyant leurs animaux de rente dépérir devant leurs yeux avec comme pathologies :

- > des infections des onglons (évoluant en gangrène), péritonites, métrites, rétention placentaire,
- > saignements (sang dans les selles) ;
- > des complications autour du vêlage : avortements, veaux mort-nés, torsions de matrices ;
- > des veaux chétifs, amorphes, avec une croissance anormalement faible durant les six premiers mois d'élevage.

Face à ces situations, les vétérinaires sont bien souvent démunis ou accusent à tort les paysans concernés de maltraitance animale.

Ces observations impressionnantes alertent le monde agricole et cela même si les analyses n'apportent pas de conclusion définitive et si la conception des systèmes électriques n'est pas identique dans les deux pays. Nous pensons qu'elles méritent d'être examinées sérieusement. Il est d'autant plus alarmant que bien que des fonds considérables soient alloués à l'évaluation de l'impact des éoliennes sur la faune sauvage, aucune étude n'est financée pour étudier les effets des courants vagabonds sur les animaux d'élevage.

Afin de remédier aux soucis qui préoccupent de plus en plus le monde agricole, la Ville de Lausanne a conclu une convention avec un agriculteur situé à proximité du futur parc éolien « Eoljorat Sud », prévoyant des indemnités en cas de perturbations importantes liées à l'installation des éoliennes. Bien que nous n'en soyons pas encore à ce stade, les projets actuels de mesures du vent sur le sol fribourgeois préfigurent la création de futurs parcs éoliens. A ce titre, il est donc essentiel de soulever les questions de sécurité et de bien-être animal compte tenu des nombreux témoignages d'agriculteurs français, des expertises réalisées et de celles en cours.

Nous vous prions donc de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1. Dans le cadre de l'élaboration du PDCant et des projets éoliens à venir, avez-vous pris en compte les impacts potentiels des éoliennes sur l'agriculture et plus particulièrement sur les animaux de rente ?
2. Envisagez-vous de prendre des mesures similaires à celles prises par la Ville de Lausanne en prévoyant des conventions avec les agriculteurs fribourgeois situés à proximité des futurs parcs éoliens, afin de prévoir des indemnités en cas de problèmes significatifs liés à ces installations ?
3. Des protocoles de surveillance seront-ils mis en place pour évaluer l'impact des parcs éoliens sur les exploitations agricoles à proximité après leur installation ? Si tel n'est pas le cas, quelles mesures envisagez-vous pour prévenir ou minimiser les risques de perturbations électriques et autres phénomènes signalés par les agriculteurs à proximité des futurs parcs éoliens ?
4. Des démarches de concertation sont-elles prévues entre le secteur agricole, les entreprises électriques et les autorités politiques, ceci afin de prendre en compte les préoccupations des agriculteurs concernant l'installation des parcs éoliens ?
5. 5. Envisagez-vous de vous appuyer sur les retours d'autres pays voisins concernant l'impact des éoliennes sur l'agriculture et les animaux pour ajuster vos projets et prendre des mesures adaptées ?
6. Existe-t-il des règles ou des directives spécifiques qui régissent l'installation d'éoliennes dans des zones agricoles sensibles ou à proximité d'exploitations agricoles, ceci afin de protéger à la fois la production agricole et le bien-être animal ?

Nous vous remercions par avance de l'attention que vous porterez à ces questions qui préoccupent légitimement le monde agricole du canton.

II. Réponse du Conseil d'Etat

En préambule, il est important de rappeler que la thématique des courants vagabonds (ou courants parasites) a déjà fait l'objet de nombreuses interventions parlementaires aussi bien sur le plan cantonal que fédéral :

- > Question 2024-GC-175¹ des députés Jacques Dumas et Ivan Thévoz – *Impact des courants vagabonds sur les fermes fribourgeoises dans le cadre du développement des énergies renouvelables* ;
- > Interpellations 23.3515² et 23.3824³ des conseillers nationaux Pierre-André Page et Marcel Dettling dont les réponses du Conseil Fédéral avaient été reprises dans la réponse du Conseil d'Etat à la Question 2024-GC-175 ;
- > Motion 24.3872⁴ du conseiller national Pierre-André Page – *Adapter les contrôles et les normes OIBT pour les bâtiments agricoles détenant des animaux* ;
- > Motion 24.3873⁵ du conseiller national Jacques Nicolet – *Courants vagabonds. Endiguer le fléau pour les élevages et former des spécialistes en la matière.*

De fait, la réponse du Conseil d'Etat à cette nouvelle question reprend notamment certains éléments mentionnés dans les avis émis sur les interventions susmentionnées.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat tient à préciser que le rapport auquel se réfèrent les députés Ivan Thévoz et Antoinette de Weck a été effectué pour le Ministère français de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) et, contrairement à ce que laisse penser la présente question, celui-ci concerne la problématique des courants vagabonds dans un contexte large, sans cibler particulièrement les éoliennes.

Dès lors que la France compte près de 10'000 éoliennes en exploitation réparties sur environ 2'400 parcs et à la lecture de l'étude susmentionnée, il n'est clairement pas possible de démontrer que l'installation d'éoliennes est à l'origine de courants vagabonds.

De plus, pour la bonne et complète compréhension de cette étude, le Service de l'énergie a pris directement contact avec l'Ambassade de France puis, à sa recommandation, avec les auteurs de celle-ci. Sur la base des discussions avec ces derniers et des informations transmises, il est ressorti la nécessité de préciser et de replacer les chiffres annoncés afin d'éviter toute mauvaise interprétation et d'en utiliser les conclusions à bon escient :

- > 1015 exploitants ont répondu à l'enquête du MASA. Sur ces 1015 exploitants, 203 ont indiqué que leur exploitation se situait à moins de 2 km d'une éolienne (page 23 dudit rapport) mais elles n'ont pas toutes signalé que des troubles anormaux y avaient été observés.
- > Concernant la cause présumée des troubles, « *une des difficultés de l'enquête réside dans l'impact potentiel de plusieurs équipements différents pour une même exploitation. (...) Le taux de réponses indiquant des troubles anormaux sur des animaux alors que seule une antenne est citée comme se trouvant à moins de 2 kilomètres de l'exploitation apparaît régulièrement comme très élevé voire le plus élevé.* » Même s'il est précisé que cette donnée est à mettre en relation avec le nombre élevé d'antennes situées sur le territoire, il ne semble donc en aucun cas justifié

¹ Question 2024-GC-175 : [Parlinfo: Instruments parlementaires](#)

² Interpellation 23.3515 : [23.3515 | Installations photovoltaïques ou éoliennes. Elevages en danger | Objet | Le Parlement suisse \(parlament.ch\)](#)

³ Interpellation 23.3824 : [23.3824 | Installations photovoltaïques et courant vagabond | Objet | Le Parlement suisse \(parlament.ch\)](#)

⁴ Motion 24.3872 : [24.3872 | Adapter les contrôles et les normes OIBT pour les bâtiments agricoles détenant des animaux | Objet | Le Parlement suisse](#)

⁵ Motion 24.3873 : [24.3873 | Courants vagabonds. Endiguer le fléau pour les élevages et former des spécialistes en la matière | Objet | Le Parlement suisse](#)

de se focaliser sur les sources de production d'électricité et a fortiori des éoliennes comme cause potentielle aux courants vagabonds.

- > Concernant la filière affichant la fréquence de troubles anormaux déclarés la plus élevée, « *la filière vache laitière est (...) celle signalant le plus de perturbations* », représentant 266 réponses sur les 1015 au total (page 24 et annexe 5 à la page 117). Il convient également de noter que 502 exploitants ayant répondu à l'enquête élèvent des vaches laitières (49.5% des réponses totales).
- > Concernant la causalité avec la présence d'éoliennes, l'analyse détaillée de l'annexe 8 du rapport (pages 129 et 130) montre que seulement 8 exploitations de vaches laitières (filiale affichant le plus de perturbations) sur les 502 ayant répondu à l'enquête sont situées **seulement** à proximité d'éoliennes représentant 1.6% des réponses.
- > Dès lors, un quelconque lien de causalité entre la production d'électricité par des parcs éoliens et une baisse de production significative des cheptels bovins ne peut être scientifiquement établi.

Il résulte de ce qui précède que les affirmations et interprétations des députés Ivan Thévoz et Antoinette de Weck sur le rapport commandé par le MASA peuvent être remises en cause.

Cela étant dit, le Conseil d'Etat a l'avantage de répondre aux questions des députés Ivan Thévoz et Antoinette de Weck comme suit :

1. *Dans le cadre de l'élaboration du PDCant et des projets éoliens à venir, avez-vous pris en compte les impacts potentiels des éoliennes sur l'agriculture et plus particulièrement sur les animaux de rente ?*

Il convient tout d'abord de rappeler ce que peuvent être les impacts des courants vagabonds et dans quelles conditions ils peuvent survenir. Comme le Conseil d'Etat l'avait relevé dans sa réponse à la Question 2024-GC-175, des changements comportementaux des bovins ont été observés dans de rares cas isolés (difficultés lors de traite, modification du comportement de l'animal pendant l'alimentation, la rumination ou l'abreuvement) et sont connus des autorités cantonales et fédérales. Des rapports documentant ces perturbations et des témoignages sont accessibles sur le site d'AGRIDEA (Agripedia, centrale de vulgarisation agricole des services cantonaux compétents). Il est cependant extrêmement difficile de trouver une cause avérée à ces symptômes étant donné la multiplicité potentielle des origines de ces maux. Les courants vagabonds provenant d'une mauvaise installation des appareils électriques de l'exploitation peuvent être une cause possible parmi d'autres⁶ (hygiène des bovins, défauts techniques, environnement, détection des pathogènes, etc.).

Dans ces conditions et en l'absence de causalité scientifique avérée, aucune étude spécifique concernant les risques sur l'agriculture et plus particulièrement les animaux de rente n'a été prise en compte dans le cadre de l'élaboration du PDCant, compte tenu de toutes les thématiques traitées pouvant impliquer un éventuel raccordement électrique (énergie, agriculture, tourisme, industrie, etc.).

2. *Envisagez-vous de prendre des mesures similaires à celles prises par la Ville de Lausanne en prévoyant des conventions avec les agriculteurs fribourgeois situés à proximité des futurs parcs éoliens, afin de prévoir des indemnités en cas de problèmes significatifs liés à ces installations ?*

⁶ Courants vagabonds dans l'étable des vaches laitières : origine du problème et solutions, ESTI, Novembre 2019 [Lien](#)

En préambule, il sied de rappeler que le raccordement électrique d'un bâtiment ou d'une installation relève du droit privé et sa mise en œuvre répondent à des exigences strictes découlant du cadre légal fédéral (articles 3, 4 et 5 al. 1 OIBT).

Il est aussi important de rappeler que la Ville de Lausanne a prévu des conventions avec les agriculteurs situés à proximité du parc « EolJorat Sud » en sa qualité de développeur de projet éolien. La Ville de Lausanne est effectivement détentrice à 100% de la société anonyme SI-REN SA dont le but est de développer les énergies renouvelables (solaire photovoltaïque, éolien, biomasse et géothermie) et qui développe le projet « EolJorat Sud ».

L'Etat de Fribourg n'ayant aucune prétention de développement de projets éoliens, il n'envisage pas de prendre des mesures similaires et laissera aux éventuels futurs développeurs le choix de prévoir ce type de conventions, ou non.

3. Des protocoles de surveillance seront-ils mis en place pour évaluer l'impact des parcs éoliens sur les exploitations agricoles à proximité après leur installation ? Si tel n'est pas le cas, quelles mesures envisagez-vous pour prévenir ou minimiser les risques de perturbations électriques et autres phénomènes signalés par les agriculteurs à proximité des futurs parcs éoliens ?

Comme le Conseil d'Etat l'avait relevé à plusieurs reprises, en particulier dans sa réponse à la Question 2024-GC-175, les installations de production énergétique, si elles sont installées correctement et contrôlées régulièrement comme ce devrait d'ailleurs être le cas pour toutes installations électriques, ne représentent aucun danger de perturbations électriques.

Dans la quasi-totalité des cas suspects examinés par l'ESTI jusqu'à ce jour, les perturbations dues à des courants vagabonds provenaient des installations domestiques. L'article 5, alinéa 1 de l'ordonnance sur les installations électriques à basse tension (OIBT)⁷ prévoit que le propriétaire ou un de ses représentants veille à ce que son installation respecte en tout temps les exigences fondamentales concernant la sécurité et la lutte contre les perturbations (art. 3 et 4). Il incombe donc uniquement au propriétaire de vérifier l'absence de courant vagabonds ou de les réduire dans la mesure du possible.

Il faut également rappeler que la présence d'éventuels courants vagabonds n'est en aucun cas spécifique aux parcs éoliens et qu'il est possible d'en mesurer à proximité de tous raccordements électriques en cas de défauts d'installation.

Aucun protocole de surveillance spécifique ne sera donc mis en place a priori. Les échanges réguliers entre exploitants agricoles et l'Institut Agricole de Grangeneuve continueront bien entendu à avoir lieu.

4. Des démarches de concertation sont-elles prévues entre le secteur agricole, les entreprises électriques et les autorités politiques, ceci afin de prendre en compte les préoccupations des agriculteurs concernant l'installation des parcs éoliens ?

Il est tout d'abord important et nécessaire de rappeler une nouvelle fois les responsabilités de l'Etat de Fribourg dans le thème éolien : la planification éolienne qu'il a élaborée répond à une exigence

⁷ OBIT, RS 734.27 : [RS 734.27 \(admin.ch\)](#)

fédérale, sur la base de critères définis essentiellement par la Confédération, a été validée par le Conseil Fédéral en 2020, définissant ainsi des périmètres à potentiel éolien dans le canton.

Dans le cas du développement d'un éventuel projet de parc éolien, il revient au développeur, une fois le nouveau plan d'affectation des zones accepté par les communes concernées, de définir les positions précises des futures éoliennes, sur la base de nombreuses études de détails, notamment intégrées dans un rapport étudiant l'impact sur l'environnement (EIE), en considérant également :

- > le rendement énergétique de l'installation induisant sa rentabilité : les éoliennes doivent pouvoir fonctionner de manière efficace ;
- > les infrastructures pour accéder aux éoliennes et les raccorder électriquement ;
- > la structure géologique du sol afin de s'assurer de l'absence de failles ou de cours d'eau souterrains. L'analyse pourra servir de données pour la définition de la localisation optimale des fondations des éoliennes et pour l'analyse de risque de présence de courants vagabonds.

Finalement, il est courant, lors de développement de projet, que le développeur consulte les exploitants agricoles présents sur le périmètre avant de définir l'emplacement définitif des éoliennes.

5. *Envisagez-vous de vous appuyer sur les retours d'autres pays voisins concernant l'impact des éoliennes sur l'agriculture et les animaux pour ajuster vos projets et prendre des mesures adaptées ?*

Conscient du risque encouru par les exploitants agricoles et la population fribourgeoise en cas de présence de courants vagabonds induits par les sources de production ou de transport d'électricité, l'Etat de Fribourg utilise les relations à sa disposition afin d'obtenir le plus d'informations possibles sur cette thématique.

Des contacts réguliers avec les services en charge de l'énergie dans les autres cantons sont également utiles pour affiner les connaissances de ce domaine encore méconnu du grand public.

6. *Existe-t-il des règles ou des directives spécifiques qui régissent l'installation d'éoliennes dans des zones agricoles sensibles ou à proximité d'exploitations agricoles, ceci afin de protéger à la fois la production agricole et le bien-être animal ?*

Comme mentionné ci-dessus, aucune causalité directe entre la présence de parcs éoliens et dégradation du bien-être animal d'une exploitation située à proximité n'a été avérée. En particulier, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) française a étudié en détail deux exploitations rapportant des troubles chez leurs animaux et a conclu que « *les troubles rencontrés ne sont très probablement pas liés à la présence des éoliennes* »⁸. Néanmoins, l'ANSES a bien précisé que ces deux cas ne sont pas « *extrapolables à d'autres situations* ».

L'observation d'un comportement animal suggérant la présence de courants vagabonds nécessite dans tous les cas, la consultation de spécialistes. Comme mentionné dans la réponse du Conseil Fédéral à la motion 24.3873, la plate-forme d'information créée par AGRIDEA à l'initiative de

⁸ [AVIS et RAPPORT de l'Anses relatif à l'imputabilité à la présence de champs d'éoliennes de troubles déclarés dans deux élevages de bovins](#)

l'Union suisse des paysans et financée par la Confédération, « *rassemble les connaissances sur le sujet et propose des services d'un groupe d'expertes et d'experts* ».

Le Conseil Fédéral rappelle également que, selon l'ordonnance sur les installations à basse tension (OIBT ; RS 734.27) et la norme sur les installations à basse tension (NIBT), les installations non-conformes doivent être remises en état. D'autre part, « *si la cause se situe en dehors de l'installation électrique à basse tension concernée [..], il revient au propriétaire de l'installation subissant des perturbations d'étudier les actions possibles à l'égard de la personne responsable des nuisances* ».

Dans ces conditions et partant de ce qui précède, le Conseil d'Etat réitère sa conclusion exprimée lors de sa réponse à la question 2024-GC-175, à savoir qu'il estime que toutes les mesures pour lutter contre l'apparition des courants vagabonds et contre leurs influences sur le comportement des animaux sont d'ores et déjà mises en œuvre.

Composition du Grand Conseil
Zusammensetzung des Grossen Rates

Mai 2025
Mai 2025

	Groupe / Fraktion	Année de naissance / Geburtsjahr	Entrée en fonction / Amtsantritt
1. Fribourg-Ville (13 membres : 2 Le Centre, 4 PS, 2 PLR-PVL, 4 VEA, 1 UDC) <i>Stadt Freiburg</i> (13 Mitglieder : 2 Die Mitte, 4 SP, 2 FDP-GLP, 4 GB, 1 SVP)			
Altermatt Bernhard, historien, Fribourg	Le Centre/Die Mitte	1977	2020
Berset Christel, déléguée à l'enfance et à la jeunesse, Fribourg	PS/SP	1969	2020
de Weck Antoinette, avocate, Fribourg	PLR-PVL/FDP-GLP	1956	2007
Dietrich Laurent, économiste, vice-syndic, Fribourg	Le Centre/Die Mitte	1972	2013
Galley Liliane, spécialiste en prévention et administration publique, Fribourg	VEA/GB	1973	2021
Ingold François, formateur HEP, Fribourg	VEA/GB	1977	2021
Moussa Elias, avocat, Fribourg	PS/SP	1984	2016
Papaux David, avocat, économiste, informaticien, Fribourg	UDC/SVP	1981	2021
Pfister Vincent, infirmier, Fribourg	VEA/GB	1983	2025
Schumacher Jean-Daniel, médecin, Bourguillon	PLR-PVL/FDP-GLP	1956	2016
Steiert Thierry, syndic, Fribourg	PS/SP	1963	2016
Vuilleumier Marc, ethnologue, coll. sc., Fribourg	VEA/GB	1980	2021
Zurich Simon, juriste, Fribourg	PS/SP	1990	2021
2. Sarine-Campagne (23 membres : 5 Le Centre, 5 PS, 6 PLR-PVL, 4 VEA, 3 UDC) <i>Saane-Land</i> (23 Mitglieder : 5 Die Mitte, 5 SP, 6 FDP-GLP, 4 GB, 3 SVP)			
Bapst Pierre-Alain, directeur de Terroir Fribourg, Treyvaux	PLR-PVL/FDP-GLP	1979	2021
Berset Alexandre, consultant en gestion du CO ₂ , Lentigny	VEA/GB	1990	2021
Berset Nicolas, comptable, Ferpicloz	UDC/SVP	1983	2023
Bonny David, adjoint de direction au Gymnase intercantonal de la Broye, Prez-vers-Noréaz	PS/SP	1967	2011
Brodard Claude, expert-comptable diplômé, Le Mouret	PLR-PVL/FDP-GLP	1976	2011
Bronchi Laurent, enseignant, Granges-Paccot	VEA/GB	1965	2024
Clément Christian, ingénieur, Arconciel	Le Centre/Die Mitte	1975	2021
Cotting Charly, agriculteur, Ependes	PLR-PVL/FDP-GLP	1976	2020
Dafflon Hubert, chef d'entreprise, Grolley	Le Centre/Die Mitte	1958	2015
Defferrard Francine, avocate, Villars-sur-Glâne	Le Centre/Die Mitte	1967	2016
Dorthe Sébastien, avocat, Matran	PLR-PVL/FDP-GLP	1982	2019
Galley Nicolas, policier, Ecuwillens	UDC/SVP	1985	2016
Lepori Sandra, juriste, Treyvaux	PLR-PVL/FDP-GLP	1987	2021
Marmier Bruno, traducteur indépendant, Villars-sur- Glâne	VEA/GB	1975	2016
Lucie Ménétrety, étudiante, Lentigny	PS/SP	1999	2023
Michel Pascale, sociologue, Neyruz	PS/SP	1976	2023
Morel Bertrand, avocat, Lentigny	Le Centre/Die Mitte	1975	2016
Peiry Stéphane, expert-comptable diplômé, Corminboeuf	UDC/SVP	1970	2007

	Groupe / Fraktion	Année de naissance / Geburtsjahr	Entrée en fonction / Amtsantritt
Rey Alizée, juriste, Villars-sur-Glâne	PS/SP	1987	2021
Savoy Françoise, adjointe de direction CO, Corpataux	PS/SP	1976	2021
Tritten Sophie, juriste, Vuisternens-en-Ogoz	VEA/GB	1976	2021
Wicht Jean-Daniel, directeur Fédération fribourgeoise des entrepreneurs, Villars-sur-Glâne	PLR-PVL/FDP-GLP	1958	2007
Zamofing Dominique, maître-agriculteur, Posieux	Le Centre/Die Mitte	1972	2014
	Groupe / Fraktion	Année de naissance / Geburtsjahr	Entrée en fonction / Amtsantritt
3. Sense (15 Mitglieder: 5 Die Mitte, 2 SP, 2 FDP-GLP, 3 GB, 3 SVP) <i>Singine</i> (15 membres : 5 Le Centre, 2 PS, 2 PLR-PVL, 3 VEA, 3 UDC)			
Aebischer Eliane, Schulleiterin, Düringen	PS/SP	1967	2016
Baeriswyl Laurent, OS-Direktor, Düringen	Le Centre/Die Mitte	1975	2021
Brügger Adrian, Meisterlandwirt / Agrokaufmann HF, Düringen	UDC/SVP	1981	2016
Bürdel Daniel, Betriebswirtschafter, Plaffeien	Le Centre/Die Mitte	1974	2015
Bürgisser Nicolas, Immobilienentwickler, Tafers	PLR-PVL/FDP-GLP	1963	2016
Freiburghaus Andreas, Meisterlandwirt, Wünnewil	PLR-PVL/FDP-GLP	1961	2021
Hauswirth Urs, Vermessungszeichner, Düringen	PS/SP	1974	2021
Julmy Markus, Betriebsleiter-Geschäftsführer, Schmitten	Le Centre/Die Mitte	1971	2019
Kehl Roland, Lehrer, Tafers	VEA/GB	1976	2023
Urs Perler, Schmitten	VEA/GB	1977	2024
Riedo Bruno, Immobilienberater, Ueberstorf	UDC/SVP	1962	2021
Schneuwly Achim, Vermögensberater, Oberschrot	UDC/SVP	1967	2019
Schwaller-Merkle Esther, Pensionierte, Dozentin, Düringen	Le Centre/Die Mitte	1956	2019
Seewer Bojan Konstantin, Direktor, Plasselb	Le Centre/Die Mitte	1980	2024
Stöckli Markus, Pensionierter, Tafers	VEA/GB	1957	2021
	Groupe / Fraktion	Année de naissance / Geburtsjahr	Entrée en fonction / Amtsantritt
4. Gruyère (20 membres : 5 Le Centre, 4 PS, 6 PLR-PVL, 3 UDC, 2 VEA) <i>Greyerz</i> (20 Mitglieder : 5 Die Mitte, 4 SP, 6 FDP-GLP, 3 SVP, 2 GB)			
Bapst Bernard, garde-frontière, Hauteville	UDC/SVP	1960	2019
Barras Eric, agriculteur, Châtel-sur-Montsalvens	UDC/SVP	1969	2021
Beaud Catherine, réviseure-comptable, Riaz	Le Centre/Die Mitte	1982	2021
Clément Bruno, géographe, Charmey	VEA/GB	1969	2021
Doutaz Jean-Pierre, chef d'entreprise, Epagny	Le Centre/Die Mitte	1958	2011
Gaillard Bertrand, maître-menuisier, La Roche	Le Centre/Die Mitte	1973	2016
Glasson Benoît, charpentier/technicien en construction bois, Sorens	PLR-PVL/FDP-GLP	1973	2018
Kolly Gabriel, maître-agriculteur, Corbières	UDC/SVP	1982	2011
Kubski Grégoire, avocat, Bulle	PS/SP	1991	2019
Lauber Pascal, préposé à l'Office des poursuites, Morlon	PLR-PVL/FDP-GLP	1971	2019
Levrat Marie, étudiante, Vuadens	PS/SP	1998	2021
Mauron Pierre, avocat, Riaz	PS/SP	1972	2007
Morand Jacques, chef d'entreprise, Bulle	PLR-PVL/FDP-GLP	1963	2016
Sophie Moura, directrice d'établissement scolaire, Riaz	PLR-PVL/FDP-GLP	1978	2023

	Groupe / Fraktion	Année de naissance / Geburtsjahr	Entrée en fonction / Amtsantritt
Pasquier Nicolas, dr. sc. nat., maître professionnel, Bulle	VEA/GB	1978	2016
Pythoud-Gaillard Chantal, technicienne en radiologie médicale, Bulle	PS/SP	1964	2011
Remy-Ruffieux Annick, directrice administrative, économiste d'entreprise HES, Charmey	Le Centre/Die Mitte	1978	2021
Savary Daniel, Architecte ETS, gérant d'établissements publics, Avry-devant-Pont	PLR-PVL/FDP-GLP	1996	2024
Sudan Stéphane, enseignant CO, Broc	Le Centre/Die Mitte	1968	2016
Zermatten Estelle, infirmière, case manager, Bulle	PLR-PVL/FDP-GLP	1995	2021
	Groupe / Fraktion	Année de naissance / Geburtsjahr	Entrée en fonction / Amtsantritt
5. See (13 Mitglieder: 2 Die Mitte, 2 SP, 4 FDP-GLP, 3 SVP, 2 GB) Lac (13 membres : 2 Le Centre, 2 PS, 4 PLR-PVL, 3 UDC, 2 VEA)			
Aebischer Matthieu, Sugiez, ingénieur en environnement	VEA/GB	1986	2024
Baschung Carole, Bankfachfrau - Teamleiterin - Betriebsökonomin, Murten	Le Centre/Die Mitte	1987	2021
Bortoluzzi Flavio, Schreiner/Unternehmer, Muntelier	UDC/SVP	1977	2021
Esseiva Catherine, Bauingenieurin, Ried bei Kerzers	PLR-PVL/FDP-GLP	1976	2021
Hayoz Helfer Regula, Primarlehrerin, Bärfischen	VEA/GB	1977	2021
Herren-Rutschi Rudolf, Landwirt, Lurtigen	UDC/SVP	1970	2016
Jakob Christine, kaufm. Angestellte, Murten	PLR-PVL/FDP-GLP	1966	2015
Kaltenrieder André, chef de projets-spécialiste MT/BT, Sugiez	PLR-PVL/FDP-GLP	1968	2019
Schmid Ralph Alexander, Chirurg/Professor, Lugnorre	VEA/GB	1959	2011
Schroeter Alexander Peter, Dozent, Murten	PS/SP	1964	2024
Senti Julia, Juristin, Murten	PS/SP	1989	2016
Thalmann-Bolz Katharina, Primarlehrerin, Murten	UDC/SVP	1957	2007
Tschümperlin Dominic Emanuel, Anwalt, Gurmels	Le Centre/Die Mitte	1990	2023
Wieland Philipp, Unternehmer, Cressier	PLR-PVL/FDP-GLP	1978	2024
	Groupe / Fraktion	Année de naissance / Geburtsjahr	Entrée en fonction / Amtsantritt
6. Glâne (8 membres : 2 Le Centre, 1 PS, 2 PLR-PVL, 2 UDC, 1 VEA) Glâne (8 Mitglieder : 2 Die Mitte, 1 SP, 2 FDP-GLP, 2 SVP, 1 GB)			
Dumas Jacques, agriculteur, chef d'équipe SIERA, Vuisternens-devant-Romont	UDC/SVP	1965	2021
Dupré Lucas, agriculteur, comptable, Villargiroud	UDC/SVP	1995	2021
Fattebert David, économiste d'entreprise, Le Châtelard	Le Centre/Die Mitte	1978	2020
Glauser Fritz, agriculteur, Châtonnaye	PLR-PVL/FDP-GLP	1961	2007
Jaquier Armand, secrétaire régional, Romont	PS/SP	1961	2018
Menoud-Baldi Luana, employée de commerce, responsable de projet, Sommentier	Le Centre/Die Mitte	1971	2021
Robatel Pauline, avocate-stagiaire, Torny-le-Grand	PLR-PVL/FDP-GLP	1995	2021
Roulin Daphné, greffière, Torny	VEA/GB	1989	2021

	Groupe / Fraktion	Année de naissance / Geburtsjahr	Entrée en fonction / Amtsantritt
7. Broye (11 membres: 3 Le Centre, 1 PS, 3 PLR-PVL, 2 UDC, 2 VEA) <i>Broye</i> (11 Mitglieder: 3 Die Mitte, 1 SP, 3 FDP-GLP, 2 SVP, 2 GB)			
Chardonnens Christophe, avocat, Monbrelloz	PLR-PVL/FDP-GLP	1967	2021
Chardonnens Jean-Daniel, directeur/administrateur, Fétigny	UDC/SVP	1965	2016
Collomb Eric, directeur, Lully	Le Centre/Die Mitte	1969	2007
Grandgirard Pierre-André, maître-agriculteur, Cugy	Le Centre/Die Mitte	1963	2011
Meyer Loetscher Anne, graphiste indépendante, Estavayer-le-Lac	Le Centre/Die Mitte	1973	2011
Raetzo Carole, technicienne de laboratoire, Rueyres- les-Prés	VEA/GB	1969	2021
Raetzo Tina, étudiante, Rueyres-les-Prés	VEA/GB	1997	2021
Rodriguez Rose-Marie, enseignante, Estavayer-le-Lac	PS/SP	1965	2011
Thévoz Ivan, arboriculteur, agriculteur, maraîcher, Russy	UDC/SVP	1988	2021
Vonlanthen Alexandre, directeur, Cugy	PLR-PVL/FDP-GLP	1977	2024
Wüthrich Peter, économiste d'entreprise HES, Domdidier	PLR-PVL/FDP-GLP	1962	2011
	Groupe / Fraktion	Année de naissance / Geburtsjahr	Entrée en fonction / Amtsantritt
8. Veveyse (7 membres: 2 Le Centre, 2 PS, 1 PLR-PVL, 2 UDC) <i>Vivisbach</i> (7 Mitglieder: 2 Die Mitte, 2 SP, 1 FDP-GLP, 2 SVP)			
Emonet Gaétan, enseignant, Remaufens	PS/SP	1968	2010
Fahrni Marc, agriculteur, Châtel-St-Denis	UDC/SVP	1964	2021
Genoud (Braillard) François, enseignant, Châtel-St- Denis	Le Centre/Die Mitte	1957	2016
Mesot Roland, chef d'entreprise, Châtel-St-Denis	UDC/SVP	1962	2011
Michellod Savio, juriste, Granges (Veveyse)	PLR-PVL/FDP-GLP	1985	2020
Pauchard Marc, ingénieur HES, Progens	Le Centre/Die Mitte	1966	2021
Vial Pierre, enseignant, Progens	PS/SP	1978	2021

Président/Präsident:

Première vice-présidente/1. Vize-Präsidentin:

Deuxième vice-président/2. Vize-Präsident:

Françoise Savoy (PS/SP, SC)**Bruno Marmier** (VEA/GB, SC)**Bernhard Altermatt** (Le Centre/Die Mitte, FV)

Table des matières

Lois

Signature	Titre	Traitement	Page
2024-DFAC-8	Projet de modification de la loi scolaire relatif à la reprise cantonale du financement et de la gestion du parc informatique de l'école obligatoire (1H-11H) - ENEO / DAOS	Message	1445
		Préavis	1893
		Entrée en matière	1140
		Première lecture	1153
		Deuxième lecture	1164
		Vote final	1165

Décrets

Signature	Titre	Traitement	Page
2024-DIME-240	Crédit d'engagement en vue de la réalisation de la seconde étape de la planification pénitentiaire 2016-2026 (Déménagement de la Prison centrale), EDFR II	Message	2001
		Préavis	2049
		Entrée en matière	1130
		Première lecture	1136
		Deuxième lecture	1136
		Vote final	1137
2024-DIAF-31	Approbation de la fusion des communes de Fétigny et Ménières	Message	1989
		Préavis	2000
		Entrée en matière	1177
		Lecture des articles	1179
		Vote final	1180
2024-DIAF-28	Approbation de la fusion des communes de Gurmels et Ulmiz	Message	1977
		Préavis	1988
		Entrée en matière	1173
		Lecture des articles	1175
		Vote final	1176

Rapports

Signature	Titre	Traitement	Page
2025-DIME-32	Une meilleure desserte en transports publics entre la Sarine et la Broye (Rapport sur postulat 2020-GC-211)	Rapport	2119
		Discussion	1197

Comptes de l'Etat

Signature	Titre	Traitement	Page
2024-DFIN-20	Comptes de l'Etat de Fribourg. Exercice 2024	Message	1901
		Préavis	1975
		Entrée en matière générale	1061
		Pouvoir législatif	1081
		Pouvoir exécutif	1079
		DEEF	1105
		DFAC	1108
		DFIN	1073
		DIAF	1069
		DIME	1103
		DSAS	1087

Signature	Titre	Traitement	Page
		DSJS	1081
		Pouvoir judiciaire	1084
		Bilan et Annexes	1111
		Récapitulation	1112
		Entrée en matière décret	1112
		Lecture des articles	1113
		Vote final	1113

Rapports et Comptes

Signature	Titre	Traitement	Page
2025-DSJS-61	Office de la circulation et de la navigation OCN - rapport de gestion 2024	Préavis Discussion	2136 1086
2025-DFIN-9	Banque cantonale de Fribourg. Rapport de gestion 2024	Préavis Discussion Vote	2117 1076 1078
2025-DFIN-8	Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (CPPEF). Rapport relatif aux comptes 2024	Rapport Préavis Discussion	2053 2116 1079
2025-DIAF-6	Etablissement cantonal d'assurance des animaux de rente (Sanima) - Rapport d'activité et comptes 2024	Préavis Discussion Vote	2118 1072 1072

Rapports d'activité

Signature	Titre	Traitement	Page
2025-DFAC-2	Rapport d'activité 2024 de l'Office cantonal du matériel scolaire (OCMS)	Préavis Discussion	2052 1111
2025-GC-14	Commission interparlementaire de contrôle du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB) : Rapport annuel 2024	Rapport Discussion	2138 1114
2024-CE-151	Rapport d'activité 2024 du Conseil d'Etat	Rapport Préavis Programme gouvernemental Conseil d'Etat Chancellerie d'Etat DEEF DFAC DFIN DIAF DIME DSAS DSJS	1203 1443 1060 1061 1080 1108 1110 1075 1071 1104 1090 1082
2025-DSAS-36	Rapport d'activité 2024 de l'Etablissement cantonal des assurances sociales (ECAS)	Préavis Discussion Vote	2134 1097 1098
2025-DSAS-37	Hôpital fribourgeois (HFR) - Rapport d'activité 2024	Préavis Discussion	2135 1095
2025-DEEF-9	Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF) - Rapport d'activité 2024	Préavis Discussion	2051 1125
2025-GC-106	Conseil de la magistrature (2024)	Préavis Discussion	2137 1138

Motions

Signature	Auteurs	Titre	Traitement	Page
2023-GC-74	Kubski Grégoire Levrat Marie	Mesures pour lutter contre la sécheresse financées par la taxation des piscines privées	Réponse du Conseil d'Etat Prise en considération	2270 1187
2024-GC-81	Esseiva Catherine Michellod Savio	Captages : pour activer et cibler les actions. Activer le développement et prioriser les dispositions – pour assurer nos ressources en eau « parce que l'eau est la Vie » !	Réponse du Conseil d'Etat Prise en considération	2276 1192
2024-GC-250	Savary Daniel Lepori Sandra	Pour l'intégration d'un critère de domicile pour le Master en médecine à l'UNIFR	Réponse du Conseil d'Etat Prise en considération	2320 1162
2024-GC-303	Kubski Grégoire	Qui va à la chasse avec un verre de trop perd sa place	Réponse du Conseil d'Etat Prise en considération	2372 1181
2025-GC-2	Savary Daniel	Pour un dispositif de soutien aux entreprises fribourgeoises	Réponse du Conseil d'Etat Prise en considération	2389 1115
2025-GC-91	Dorthe Sébastien Robatel Pauline	Rationaliser l'accès au brevet de capacité d'avocat	Dépôt et développement	2173
2025-GC-99	Mesot Roland Dorthe Sébastien	Refus de la naturalisation lors de la perception de l'aide sociale	Dépôt et développement	2184
2025-GC-114	Savary Daniel Esseiva Catherine	Initiative cantonale – pour intégrer le féminicide au code pénal	Dépôt et développement	2198
2025-GC-124	Lepori Sandra Savary Daniel	Pour un renforcement urgent et durable des ressources du pouvoir judiciaire	Dépôt et développement	2210
2025-GC-125	Savary Daniel Lepori Sandra	Séparation des activités de Groupe E	Dépôt et développement	2211
2025-GC-132	Brügger Adrian Herren-Rutschi Rudolf	[Standesinitiative zur Vereinfachung der Mitteilungspflicht für Nährstoffe und Pflanzenschutzmittel (digiFLUX)]	Dépôt et développement	2218
2025-GC-133	Moura Sophie Vonlanthen Alexandre	Ne dévalorisons pas la formation professionnelle – Maintien de l'examen écrit de culture générale dans le cadre du CFC	Dépôt et développement	2221
2025-GC-134	Dorthe Sébastien Savary Daniel	Amnistie en matière de constructions non conformes à la zone selon l'article 24 c	Dépôt et développement	2223
2025-GC-140	Robatel Pauline Papaux David	Maintien des juges assesseurs dans les causes matrimoniales	Dépôt et développement	2233
2025-GC-148	Wicht Jean-Daniel de Weck Antoinette	Taxe sur la plus-value des fondations d'utilité publique	Dépôt et développement	2246
2025-GC-150	Defferrard Francine de Weck Antoinette	Pour une interdiction de l'utilisation des téléphones portables et autres appareils électroniques des élèves dans l'enceinte de l'établissement scolaire	Dépôt et développement	2248
2025-GC-153	Mauron Pierre Dorthe Sébastien	Obligation d'un minimum de pratique des avocat-e-s avant l'engagement de stagiaire	Dépôt et développement	2251

Postulats

Signature	Auteurs	Titre	Traitement	Page
2023-GC-57	Kolly Nicolas Altermatt Bernhard	Répartition régionale des investissements et pistes pour renforcer l'équilibre entre les régions	Réponse du Conseil d'Etat Prise en considération	2254 1123
2023-GC-71	Jaquier Armand Emonet Gaétan	Pour des prestations à la population réparties sur l'ensemble du canton et un sain équilibre économique entre les régions	Réponse du Conseil d'Etat Prise en considération	2254 1116
2024-GC-90	Lepori Sandra Esseiva Catherine	Ligne de train Genève – Londres : participation du Canton de Fribourg	Réponse du Conseil d'Etat Prise en considération	2294 1197
2025-GC-101	Clément Bruno Esseiva Catherine	Stratégie pour une réduction des plastiques à usage unique	Dépôt et développement	2187
2025-GC-115	Levrat Marie Menétrey Lucie	Pour des places d'accueil d'urgence suffisantes !	Dépôt et développement	2200
2025-GC-138	Schneuwly Achim Riedo Bruno	[Gegenstand: Eigener sicherer Bus-Betrieb als Alternative zu TPF-Bus Linie Freiburg – Eichholz (Bundesasylzentrum Guglera)]	Dépôt et développement	2230
2025-GC-146	Ingold François de Weck Antoinette	Utilisation des équipements numériques dans les espaces communs scolaires : étude d'impact et propositions pour renforcer le lien social	Dépôt et développement	2244

Questions

Signature	Auteurs	Titre	Traitement	Page
2024-GC-82	Esseiva Catherine Michellod Savio	Quelles mesures complémentaires en cas de pénurie d'eau et/ou en cas de pénurie d'électricité ?	Réponse du Conseil d'Etat	2286
2024-GC-245	Tschümperlin Dominic Baschung Carole	Demande d'amélioration et de promotion des infrastructures cyclables dans le canton de Fribourg	Réponse du Conseil d'Etat	2300
2024-GC-247	Wicht Jean-Daniel Galley Liliane	Notre canton met-il tout en œuvre pour développer les activités de l'EPFL à BlueFactory ?	Réponse du Conseil d'Etat	2312
2024-GC-251	Clément Bruno Dupré Lucas	Chauffages à distance au bois, quelles solutions pour l'élimination des cendres ?	Réponse du Conseil d'Etat	2330
2024-GC-287	Aebischer Eliane Stöckli Markus	Des informations ciblées pour optimiser le départ à la retraite ?	Réponse du Conseil d'Etat	2350
2024-GC-302	Clément Christian	Frelon asiatique : les apiculteurs seuls au front	Réponse du Conseil d'Etat	2360
2024-GC-310	Zurich Simon	Injustice inadmissible et punition collective pour le Schoenberg	Réponse du Conseil d'Etat	2375
2024-GC-321	Pythoud-Gaillard Chantal	Quelles conséquences de l'abolition du forfait d'urgence par les caisses maladie sur les permanences et centres médicaux ?	Réponse du Conseil d'Etat	2383

Signature	Auteurs	Titre	Traitement	Page
2025-GC-27	Thévoz Ivan de Weck Antoinette	Impact des courants vagabonds sur les exploitations agricoles : quelles mesures le canton va-t-il prendre ?	Réponse du Conseil d'Etat	2393
2025-GC-92	Dorthe Sébastien Kolly Gabriel	Echelonnement de l'installation des mâts de mesures des vents et maîtrise des coûts dans un contexte budgétaire exigeant	Dépôt et développement	2174
2025-GC-93	Kolly Gabriel	ECAB, que fait-on de l'argent des assurés ? Quelle est la politique de prix pour l'utilisation du site de Châtillon par les services du feu de notre canton et quelle est la politique de soutien des projets culturels par l'ECAB ?	Dépôt et développement	2175
2025-GC-95	Berset Alexandre Julmy Markus	Quel soutien au développement de la recharge bidirectionnelle ?	Dépôt et développement	2178
2025-GC-96	Barras Eric Glasson Benoît	Retard de communication des directives RPT 2025 et conséquences sur la filière du bois	Dépôt et développement	2179
2025-GC-97	Ingold François	Pour une gestion responsable des finances cantonales : faut-il réformer les subventions contre-productives ?	Dépôt et développement	2180
2025-GC-100	Remy-Ruffieux Annick Bürdel Daniel	Grandes inquiétudes sur l'inscription des zones de tranquillité	Dépôt et développement	2185
2025-GC-102	Savary Daniel	PSEM, exploitation des roches, décharges, encore quelques détails à régler	Dépôt et développement	2189
2025-GC-104	Savary Daniel	Personnes en situation de handicap, CDPH, seniors et constructions accessibles, quid ?	Dépôt et développement	2190
2025-GC-105	Michellod Savio Kubski Grégoire	Fermeture estivale de la ligne Fribourg-Berne : un coup d'arrêt au transfert modal ?	Dépôt et développement	2192
2025-GC-107	Brügger Adrian Gläser Fritz	Application du nouvel article 39 alinéa 2 lettre d ODAIOUs	Dépôt et développement	2194
2025-GC-108	Cotting Charly	Danger pour la cohésion des agriculteurs	Dépôt et développement	2195
2025-GC-113	Savary Daniel	Restructuration de Groupe E, quid ?	Dépôt et développement	2196
2025-GC-116	Dorthe Sébastien Michellod Savio	Nouveau financement de l'HFR : une société immobilière pour mieux maîtriser les risques financiers ?	Dépôt et développement	2201
2025-GC-117	Berset Christel Vial Pierre	Deep Sea Mining : l'entreprise Allseas ou un navire titanesque sous pavillon fribourgeois !	Dépôt et développement	2202
2025-GC-118	Rey Alizée Senti Julia	Quel est le coût de la suppression de la valeur locative pour le Canton de Fribourg ?	Dépôt et développement	2204
2025-GC-119	Savary Daniel	HIB qui rit, HFR qui pleure, quid ? L'heure des choix	Dépôt et développement	2205
2025-GC-120	Berset Alexandre	Pourquoi le Canton de Fribourg ne participe-t-il pas à la campagne commune pour les victimes d'agressions sexuelles ?	Dépôt et développement	2207

Signature	Auteurs	Titre	Traitement	Page
2025-GC-121	Dupré Lucas Fattebert David	Horaire continu dans le secondaire I : stratégie cantonale, impacts et compétences décisionnelles	Dépôt et développement	2208
2025-GC-122	Dorthe Sébastien Michellod Savio	Moratoire sur les stagiaires : quels risques pour le droit à un jugement rapide ?	Dépôt et développement	2209
2025-GC-135	Bronchi Laurent Seewer Bojan Konstantin	L'accueil extrascolaire est-il adapté aux enfants à besoins particuliers ?	Dépôt et développement	2225
2025-GC-137	Meyer Loetscher Anne Bapst Bernard	Adéquation entre la charge de travail et le nombre d'EPT dans les équipes de direction de CO	Dépôt et développement	2228
2025-GC-139	Galley Liliane Bronchi Laurent	Allseas : quand l'avenir des océans se joue en partie à Fribourg	Dépôt et développement	2232
2025-GC-141	Lepori Sandra	Suivi de la mise en oeuvre des mesures cantonales de lutte contre la violence au sein du couple	Dépôt et développement	2235
2025-GC-142	Stöckli Markus Tritten Sophie	Réforme du dispositif PréFo et SEMO pour les jeunes de notre canton : des précisions ?	Dépôt et développement	2236
2025-GC-143	Raetzo Tina Senti Julia	Quand les poissons ne peuvent plus être mangés : quelle politique face aux PFAS ?	Dépôt et développement	2237
2025-GC-144	Bürdel Daniel	[DAOS : Umsetzung der Einführung der neuen Bildungsstrategie auf der Informatikebene]	Dépôt et développement	2239
2025-GC-145	Roulin Daphné Senti Julia	Let's talk about SAFE sex	Dépôt et développement	2240
2025-GC-149	Kolly Gabriel Glasson Benoît	Juge de paix surchargé et membre du conseil de la magistrature est-ce compatible ?	Dépôt et développement	2247
2025-GC-151	Bonny David Lepori Sandra	Pour plus d'égalité fiscale en cas de garde partagée	Dépôt et développement	2249
2025-GC-171	Schneuwly Achim	[Groupe E : Fragwürdige Entscheide - Wo bleibt die Transparenz?]	Dépôt et développement	2252

Mandats

Signature	Auteurs	Titre	Traitement	Page
2024-GC-255	Zurich Simon Kubski Grégoire Meyer Loetscher Anne de Weck Antoinette Zamofing Dominique Schneuwly Achim Bronchi Laurent Sudan Stéphane Schumacher Jean-Daniel Menétrey Lucie	Master en médecine : stratégie pour un nombre suffisant de places pour les étudiant-e-s fribourgeois-e-s	Réponse du Conseil d'Etat Prise en considération	2338 1160

Signature	Auteurs	Titre	Traitement	Page
2025-GC-94	Vonlanthen Alexandre de Weck Antoinette Clément Christian Moura Sophie Freiburghaus Andreas Remy-Ruffieux Annick Bapst Pierre-Alain Brodard Claude Jakob Christine Kaltenrieder André	Mesures d'économies : la classe politique doit donner l'exemple	Dépôt et développement	2177
2025-GC-98	Zurich Simon Gaillard Bertrand Zermatten Estelle Kolly Gabriel Genoud (Braillard) François Fahrni Marc Stöckli Markus Pythoud-Gaillard Chantal Pauchard Marc Michellod Savio	Pour un hôpital public multisite	Dépôt et développement	2182
2025-GC-136	Schumacher Jean-Daniel Glasson Benoît Ingold François Menoud-Baldi Luana Fattebert David Berset Christel Genoud (Braillard) François Schneuwly Achim Michellod Savio Pauchard Marc	Groupe E : Protégeons les intérêts de l'Etat et des citoyens de ce canton	Dépôt et développement	2226

Résolutions

Signature	Auteurs	Titre	Traitement	Page
2025-GC-130	Berset Alexandre Ingold François	Pour un cessez-le-feu total et une paix durable à Gaza	Dépôt et développement Prise en considération	2213 1166
2025-GC-131	Jaquier Armand Menétrey Lucie	Le Conseil fédéral ne peut plus rester muet face aux violations du droit international à Gaza	Dépôt et développement Prise en considération	2216 1172

Recours en grâce

Signature	Titre	Traitement	Page
2025-GC-35	Recours en grâce du 6 février 2025	Huis clos	1166

Elections judiciaires

Signature	Titre	Traitement	Page
2025-GC-109	Procureur-e général-e	Préavis CM Préavis CJ Scrutin uninominal	2148 2171 1099
2025-GC-110	Juge de paix 100% auprès de la Justice de paix de l'arrondissement de la Broye	Préavis CM Préavis CJ Scrutin uninominal	2148 2171 1099

Signature	Titre	Traitement	Page
2025-GC-111	Assesseur-e (locataires) au Tribunal des baux de la Singine et du Lac	Préavis CM	2148
		Préavis CJ	2171
		Scrutin uninominal	1099
2025-GC-112	Assesseur-e (locataires) auprès de la Commission de conciliation en matière de bail du district de la Sarine	Préavis CM	2148
		Préavis CJ	2171
		Scrutin uninominal	1100

Divers

Titre	Page	Titre	Page
Ouverture	1059	Texte d'une auteure fribourgeoise	1059
Communications	1060	Présentation du nouveau site Parlinfo	1060
Assermentation	1130	Clôture	1198

—